





L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

QUATRIÈME ANNÉE

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

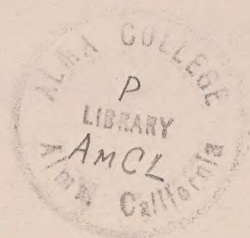
DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON

ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

TOME QUATRIÈME

(Janvier à Décembre 1882)



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

(Ancienne maison VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*)

PARIS

76, RUE DES SAINTS-PÈRES, 76

BRUXELLES

12, RUE DES PAROISSIENS, 12

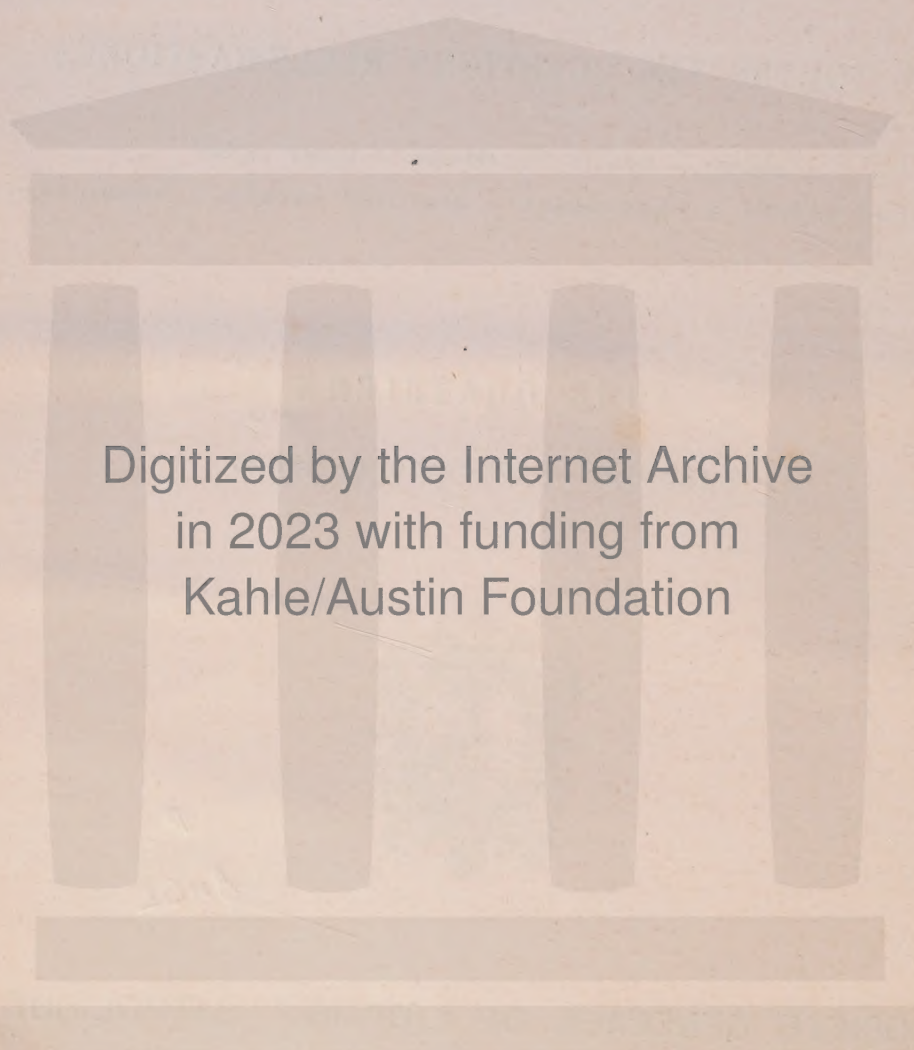
GENÈVE. — HENRI TREMBLEY, LIBRAIRE-ÉDITEUR

MDCCCLXXXII

41196

v. 4

1882



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V. PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 1 :

PRÉDICATION : Pour la fête du saint Nom de Jésus : Pourquoi nous devons l'honorer. — **CONGRÉGATIONS ROMAINES :** Les vicaires apostoliques appartenant à des congrégations. ont-ils voix active et passive dans les chapitres? — Les prêtres membres de congrégations peuvent-ils valablement se consacrer à des prêtres étrangers à la congrégation. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. :** Peut-on après avoir distribué la sainte communion à la messe, se purifier le pouce et l'index dans le vase destiné aux purifications? — Y a-t-il une édition officielle de plain-chant? — Après le prône, en reprenant le manipule et la chasuble, doit-on répéter les prières? — Peut-on faire diacre, sous-diacre sans tunique et dalmatique? — Quelle messe dire le 2 novembre pour le mariage d'une veuve? — Dans l'occurrence de saint Raphaël et du Patronage de la sainte Vierge, quelle fête l'emporte? — Quelle messe chanter pour les vigneron le jour de saint Vincent? — Dans la concurrence du quatorzième dimanche après la Pentecôte et de saint Gaétan, quelle ancienne prendre pour la mémoire de saint Gaétan? — Quel ornement prendre pour remplacer le vert qui fait défaut? — Où le prêtre quittant l'autel pour bénir le pain, doit-il faire la genuflexion? — La défense de traduire l'ordinaire de la messe s'étend-elle seulement au canon? — Pour gagner plusieurs indulgences plénières, faut-il réitérer les visites? Peut-on intervertir les œuvres? — Peut-on employer des pales dont le dessus est en soie de couleur? — Peut-on un jour d'adoration perpétuelle substituer aux vépres de son office, les vêpres publiques du Saint Sacrement? — Dans les églises pauvres, peut-on n'allumer la lampe du Saint Sacrement que les jours de dimanches et de fêtes? — Peut-on remplacer le chapeau par la barrette? — Peut-on employer des hosties où ne se trouve pas l'image de N.-S.? — Quelle faute y a-t-il à ne pas se laver les mains avant et après la messe? — A quel moment de la messe peuvent se faire les quêtes? — Quel délai a-t-on pour acquitter des messes? — Pour s'assurer le privilège de la bulle sabbatine, que doivent faire un prêtre, une tiercière de saint Dominique, en ce qui regarde la récitation de l'office? — Si la messe de mariage n'est pas appliquée à l'intention des époux, peut-on dire la messe *pro sponso et sponsa* et donner la bénédiction nuptiale? — Une dispense donnée pour le 3^e degré vaut-elle pour le 4^e? — Paul reconnu par Pierre comme son fils naturel, mais en réalité le fils d'un autre, peut-il épouser Eugénie fille naturelle de Pierre, non reconnue? — Peut-on refuser la bénédiction des relevailles à une femme ne faisant pas ses pâques? — Quelles sont les confréries des âmes du purgatoire? — Comment dire la messe de mariage en temps prohibé, si on la dit avant l'arrivée des époux, etc.? — Peut-on recevoir l'honoraire d'une messe chantée pour une messe de fête à dévotion appliquée *pro populo*? — Que faire des ornements de soie jaune? — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Un curé qui change de paroisse le 1^{er} mars, doit-il payer l'impôt des portes et fenêtres de son ancien, ou de son présent domicile? — Doit-on réunir le conseil de fabrique aux quatre sessions ordinaires, s'il n'y a rien à l'ordre du jour? Le maire peut-il être président du conseil de fabrique? — Peut-on empêcher le bureau de bienfaisance de faire placer un tronc dans l'église? — A qui appartient le choix des livres pour une bibliothèque communale? — La fabrique peut-elle être appelée à venir en aide à la commune? — Quelles formalités sont à remplir pour remplacer à l'aide de dons volontaires les vitraux d'une église? — Peut-on employer à d'autres dépenses une somme portée au budget et qui n'aura pas son emploi? — Que peut faire un curé à qui, personnellement il a été donné une somme suffisante pour rebâtir et agrandir l'abside d'une église, entourée d'un cimetière? — Les anciennes églises rendues au culte sont-elles propriétés communales? — Peut-on être obligé d'abandonner un cimetière entourant l'église? — Un curé peut-il être l'exécuteur testamentaire de l'une de ses paroissiennes? — Peut-on faire donation d'une rente à perpétuité au curé à charge de...? — Qui doit payer les leçons de couture données aux enfants? — Comment régulariser la réaction d'un chemin de croix, nul parce qu'il est dans un oratoire privé et que la concession n'est faite que pour un oratoire public? — Peut-on donner un immeuble à la fabrique par contrat synallagmatique? — Un simple citoyen peut-il s'opposer à l'exhibition du drapeau rouge? — Un vicaire qui fait une absence notable est-il tenu de laisser sa chambre à la disposition de son curé? — Le curé ou un tiers peut-il se charger, au nom du trésorier, de la comptabilité de la fabrique? — **VARIÉTÉS :** Étude sur le Concordat. — **COURRIER DE L'UTILE :** Questions et réponses : Moyen de neutraliser l'odeur des peintures récentes. — Vernis pour préserver le fer de la rouille. — Moyen de conserver les statues exposées à l'air. — Mastic pour souder les marbres, faire des sellerie, raccommoder la porcelaine. — Mélange des couleurs et moyens de s'en servir pour des badigeonnages.

REVUE LITTÉRAIRE.

Le beau drame de M. Charles Buet, le *PRÊTRE*, joué à Paris au milieu de l'année 1881, vient de paraître en volume à la Société générale de Librairie catholique.

Il est précédé d'une préface de M. Jules Barbey d'Aurevilly, et d'un article intitulé : *Histoire d'un drame*, par Charles Buet, qui explique au lecteur dans quelles circonstances il a écrit sa pièce, l'analyse sommairement, et répond aux quelques critiques qu'elle a rencontrées.

Nous laissons la parole à M. Jules Barbey d'Aurevilly, l'un des maîtres les plus écoutés de ces hautes critiques.

I

C'est un début et c'est un succès très brillant que cette pièce du *Prêtre* jouée au théâtre de la Porte Saint-Martin et applaudie comme on applaudissait autrefois aux plus beaux jours de ce théâtre. L'auteur, M. Charles Buet, a fait souligner par l'acteur qui l'a nommé, que c'était là son premier ouvrage dramatique, et j'aime cette coquetterie modeste et orgueilleuse à la fois. C'est une affirmation et une promesse. L'auteur, qui croit en lui avec juste raison, nous fait partager l'espérance de le voir prendre, au théâtre, une place que depuis longtemps personne n'y prend plus. Après ce que je viens de voir et d'entendre, je ne se-

rais nullement étonné que le jeune homme qui a écrit *le Prêtre* fût une tête dramatique d'un ordre fécond et élevé, et que la pièce qui le tire aujourd'hui avec éclat de l'obscurité fût la première d'une série glorieuse. M. Charles Buet, s'il est nouveau au théâtre, n'est pas nouveau dans les lettres. C'est un journaliste de beaucoup de verve et d'ardeur, et c'est aussi un romancier. Mais ni sa verve de journaliste, ni son talent de romancier ne lui ont valu ce qui vient de lui donner en quelques heures son drame du *Prêtre*, c'est-à-dire une place désormais visible au soleil de la publicité!

Et l'on peut dire qu'il l'a conquise! car il avait contre lui l'inexpérience du genre de littérature qu'il abordait pour la première fois et, de toutes les difficultés à vaincre, la plus grande, — celle même du sujet qu'il avait choisi... En effet, le prêtre, — le prêtre catholique, s'il reste prêtre avec son caractère sacerdotal, est le personnage dramatique le moins sympathique à la foule... Le courant magnétique des sentiments communs manque entre eux... Le prêtre catholique a une moitié de lui-même dans le surnaturel, et le public, le public de ces derniers temps qui devient de plus en plus impie, ne sait plus entrer dans cette lumière. Pour faire accepter le prêtre, pour le rendre intéressant et pathétique, sans fausser la grande notion qu'il exprime, il fallait une force et une dextérité exceptionnelles, et M. Charles Buet les a eues. Il a eu même l'audace de sa force. Il a bravement intitulé son drame « *le Prêtre*. » Dans l'état actuel de l'opinion, c'était presque provocateur! mais il a su imposer à un public peu respectueux d'ordinaire pour les prêtres le respect du sien, et c'est avec ce prêtre, reste prêtre dans la pureté de son personnage, qu'il l'a passionné!...

II

Disons-le tout de suite, parce que c'est son mérite et sa gloire, l'auteur de ce drame, qui révèle une puissance d'autant plus grande qu'elle s'exerce à une immense hauteur dans l'ordre moral, a dédaigné de se servir du diabolisme humain, des passions mauvaises, insurgées dans le cœur de l'homme contre le sentiment du devoir. Il n'a point donné, lui, le cœur de son prêtre à dévorer aux passions qui dévorent celui du prêtre de *Notre-Dame de Paris*, dont le sang vierge bout pour une vile bohémienne, et qui font de la vie de ce prêtre impur une anticipation de l'enfer... Dans *le Prêtre* de M. Buet, le diable n'est point! Il n'y a que Dieu! il n'y a ici qu'un fils, animé du plus beau sentiment qui soit parmi les hommes, luttant contre un autre fils encore, le fils de Dieu, qui est le Prêtre, et c'est le combat de ces deux fils, — le fils de la chair et le fils de la grâce, — luttant de sublimité dans un cœur qui les contient tous les deux, que l'auteur nous a montrés avec une vigueur qui l'a sauvé d'une originalité si profonde et si belle; car c'était si haut, cela, qu'on pouvait croire que le public, l'épais et vulgaire public, ne s'élèverait pas jusque-là, et cependant M. Buet l'a pris dans ses bras et l'y a porté. Il fallait qu'il eût les bras bons! Chose rare au théâtre et surtout à cette heure de naturalisme d'avoir pu élever son public jusqu'à la hauteur des sentiments héroïques et surnaturels!

La donnée de ce drame était si simple, mais si poétique et l'auteur si fort qu'il eût pu, selon moi, ne pas jeter l'Inde et ses tableaux à travers et négliger tous ces détails de mise en scène asiatique, qu'il a crus peut-être nécessaires au succès d'une pièce qui n'avait pas besoin de cela. Il aurait été plus digne de l'auteur du *Prêtre* de rejeter les tableaux faits pour prendre la foule, et de serrer dans une autre cadre plus austère que l'idée les

passions et les événements de son drame, indiqués d'ailleurs avec tant de netteté et de pathétique dans le prologue. J'aurais voulu le voir rester sur le terrain de ce prologue et ne pas s'en aller si loin! Je n'ai pas, il est vrai, à signaler les combinaisons qu'il fallait pour que le drame restât plus longtemps et plus approfondi sous nos yeux. L'auteur, ce me semble, avait assez de talent pour les trouver; mais si nous n'eussions assisté qu'aux développements continus d'un drame seul, sans tous ces spectacles de la guerre des Anglais et des Indiens, qui l'alanguissent et l'assoupissent, mais ne le font pas oublier, l'œuvre aurait pris alors le caractère du chef-d'œuvre! Or ces détails qui paraissent peut-être indispensables dans l'anxiété du succès, étaient si peu qu'ils ont impatienté le public, qui désirait l'étroitesse du drame, et qui a supporter sans murmurer, en l'attendant, tous ces détails, tant il se sentait empoigné.

III

Maintenant le drame, qu'il ne fallait pas, selon moi, lâcher une minute, même pour courir aux Indes après le succès, le voici dans ce que j'appelle sa plénitude et sa simplicité.

Le marquis de Champlaurant a été assassiné par son ami Olivier Robert, un scélérat, qui a su faire guillotiner à sa place un vieux mendiant breton dont il avait pris les habits pour commettre son assassinat. Parti avec l'argent de l'ami qu'il a tué, Olivier Robert a fait aux Indes une fortune de commerçant et d'aventurier, comme on en fait dans ce pays où tout semble colossal et démesuré. C'est l'étalage de cette fortune, c'est la description des mœurs anglaises mêlées aux mœurs indiennes, qui combient dans la pièce l'intervalle des années, qui ont suffi pour faire des hommes des enfants de l'assassiné, et pour les rejeter, grâce à ces circonstances mystérieuses qui sont la vie, dans la voie fastueuse et sombre de l'assassin. L'un est officier de marine au service de la France, lequel devient amoureux de la fille du meurtrier de son père, et l'autre, prêtre, aussi aux Indes, et toujours par le fait des circonstances, dont l'homme ne sait jamais le premier mot, le confesseur de l'assassin condamné à mort, et qui va mourir. Le drame qui n'est qu'entre ces trois personnes, se concentre plus profondément entre le prêtre et l'assassin. Jusqu'à ce moment, le prêtre avait prouvé dans beaucoup d'actions épisodiques qu'il avait toutes les vertus et tous les dévouements du prêtre, mais le voici arrivé à la grande épreuve, et, au sixième tableau, le drame éclate avec une beauté qui nous dédommage d'avoir si longtemps attendu.

Rien de plus pathétique et de plus tragique, en effet, que cette nuit entre deux hommes, dont l'un vient confesser l'autre, qui est l'assassin de son père, et qu'on va passer par les armes aux premiers rayons de l'aurore. Le prêtre ne sait pas que c'est l'assassin de son père; mais à l'obstination, à l'impénitence, à la fureur de cet homme qu'il voulait consoler et absoudre, le prêtre pénétrant a vu, de cet œil de prêtre qui est la sonde de nos cœurs, qu'il doit y avoir dans la conscience de cet homme de bronze, que rien ne peut briser, quelque chose d'énorme, qui bouche tout à l'aventure, et qui le pousse à la colère, à la haine, à l'ironie, à l'insolence, à tous les crachats du mépris; et c'est alors qu'il déploie, lui, toutes les éloquences du prêtre et tous les charmes d'une charité divine pour lui faire dire ce mot qui apaise tout dans nos âmes, même avant que Dieu ait pardonné. La scène est longue. Le prêtre et l'athée assassin sont infatigables.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DU SAINT NOM DE JÉSUS :
POURQUOI NOUS DEVONS L'HONORER.

Nomen quod est super omne nomen.
(Phil., II, 9.)

Rien de plus légitime que la dévotion au saint Nom de Jésus. Elle est fondée sur la foi même dont elle est comme l'abrégé; elle est appuyée par les grâces sans nombre qu'elle a obtenues et qu'elle obtient encore tous les jours. Elle est aussi ancienne que l'Eglise. Les conciles et les Souverains-Pontifes l'ont souvent recommandée¹. Une fête spéciale, celle que nous célébrons aujourd'hui, a été établie pour la faire pénétrer plus fortement dans les habitudes de la société catholique. Des confréries ont été érigées², des indulgences nombreuses ont été accordées pour l'encourager³. Enfin, à la demande des évêques venus à Rome pour les grandes solennités de 1862, Pie IX daignait donner l'approbation canonique aux litanies du saint Nom de Jésus. Pour vous exciter à estimer, vénérer et aimer davantage le Nom trois fois saint de Jésus; je voudrais vous exposer brièvement les titres qui le recommandent à notre culte.

I

Le nom, dit un pieux Prélat⁴, n'est point un vain son, un mot vide de sens : il rappelle les qualités de celui qui l'a porté. Le nom d'un ami, d'un père, d'une mère qu'on a perdus, donne en quelque sorte une nouvelle vie à l'objet aimé, et nous redit tout ce qu'il fut pour nous. Le nom d'un grand homme, d'un illustre capitaine, remue l'âme et exerce, au moins pendant un certain nombre d'années, un prestige puissant. Le Nom de Jésus nous rappelle des victoires incomparables, des bienfaits sans mesure, un dévouement sans égal.

Écoutons le récit de ses merveilleux triomphes. Il naît à Bethléem et venant au milieu des siens, les siens ne l'ont point accueilli. Mais un ange descend du ciel, disant : Vous lui donnerez pour nom « Jésus. » A peine ce Nom adorable est-il prononcé que les conquêtes commencent. Les bergers accourent pour voir celui qui a apporté à Dieu la gloire, et aux hommes la paix. Des princes d'Orient, avertis par un flambeau céleste, viennent, chargés de riches présents, adorer le Roi des Juifs. Ce ne sont là que les prémices des victoires de l'Homme-Dieu. Il entre dans sa vie publique. Il parle. A sa voix, les Apôtres quittent tout pour le suivre. Le nombre de ses disciples se multiplie et des foules immenses, témoins de

ses miracles, l'exaltent et veulent le faire roi. Car, à sa parole, les vents et les tempêtes se calment, les pains se multiplient et rassasient les multitudes, les aveugles voient, les boiteux marchent, les paralytiques sont guéris, les morts ressuscitent. Cependant Jésus-Christ meurt; et voilà que le sépulcre, pierre d'achoppement de toute gloire humaine, devient comme le berceau de son incomparable grandeur. Après avoir expiré sur le gibet ignominieux du Calvaire, il attire tout à lui. Porté par les Apôtres, le Nom du Dieu-Sauveur se répand avec sa doctrine, sa morale et sa religion de la Judée dans la Syrie et la subjugue. Il traverse les mers; il arrive en Grèce et à Rome; et Rome si fière de sa puissance, et la Grèce, si orgueilleuse de sa prétendue sagesse, s'étonnent de se voir soumises au Nom du divin Crucifié. Les siècles s'écoulent, une horde de barbares s'élance des régions du Nord et inonde l'Europe. Le Nom de Jésus s'avance à leur rencontre, les adoucit, les civilise et les range sous son empire. Plus tard, il pénètre dans un monde nouveau, dans les deux Amériques, dans les îles les plus lointaines, dans la Chine, dans le Japon; et, malgré les passions déchainées, malgré des flots de sang répandus, il étend partout son règne pacifique et glorieux. *Ab ortu solis usque ad occasum, magnum est nomen meum.* (Mal., I, 2.)

Mais quelle différence entre les victoires de Jésus-Christ et les victoires des conquérants humains. Ici la domination s'exerce sur une portion, après tout, très-restreinte du globe terrestre : Jésus-Christ règne sur l'univers entier. Ici, ce sont des bataillons nombreux, du sang répandu, des désastres effroyables : Jésus-Christ n'a pour capitaines que de pauvres bateliers, des prêtres sans défense, dont les armes ne sont autres que la croix et la parole divine. Ici, on commande aux corps : Jésus-Christ commande aux esprits, aux cœurs, aux passions, à l'homme en un mot, dans ce qu'il a de plus intime et de plus personnel. Ici, c'est un empire éphémère; à peine Alexandre est-il mort que ses généraux heurtent du pied son cadavre, à peine Louis XIV a-t-il expiré que son testament est cassé : Jésus-Christ règne depuis près de dix-neuf siècles et il régnera éternellement, *regni ejus non erit finis!* Oui! le Nom de Jésus est le nom du plus grand des conquérants!

II

C'est aussi le nom du plus grand bienfaiteur de l'humanité. Jésus-Christ a été vraiment ce que son Nom signifie. Il a été un SAUVEUR dans toute la force du terme.

Il nous a délivrés, tous, de l'anathème du péché originel, *Christus*, dit saint Prosper, *dedit seipsum redemptorem pro omnibus, nullo excepto.*

Il nous a délivrés de tout péché personnel, *sanguis Jesu Christi Filii ejus emundat nos ab omni peccato.* (I Joan., II, 17.) Il veut être notre bératueur perpétuel, *hæc scribo vobis ut non*

¹ Conc. Gener. Lugd. Decret. de Immunitate Eccles. 1. — Sixte v.

² Par Pie IV et Urbain VIII.

³ Par Benoît XIII, en 1728.

⁴ Mgr Gignoux, évêq. de Beauvais.

peccatis; sed si quis peccaverit advocatum habemus apud Patrem Jesum Christum justum... ipse est propitiatio pro peccatis nostris. (1 Joan., II, 1.)

Il nous a délivrés des ténèbres de l'erreur par la lumière de son Évangile; de la tyrannie des passions par l'efficacité toute puissante de son exemple et de sa grâce.

Il a délivré l'individu, la famille et la société en les affranchissant de la plus affreuse dégradation. Il a fait de l'enfant une chose sainte et sacrée; il a relevé la femme de l'abjection où elle était tombée; il a consolidé les bases de la société en proscrivant le despotisme d'en haut, c'est-à-dire dans ceux qui commandent, et le despotisme d'en bas, c'est-à-dire dans ceux qui sont gouvernés; il a aboli l'horrible institution de l'esclavage. Il a fait de tous les hommes un peuple de frères.

Il nous a tout donné : ses exemples, ses paroles, ses consolations, son ciel, ses sacrements, le fruit de ses souffrances et de sa mort, c'est-à-dire la grâce, son corps sacré dans la divine Eucharistie et avec son corps, son sang, son âme et sa divinité, en un mot TOUT LUI-MÊME!

Et il continue par son Eglise ses ineffables bienfaits à l'égard de l'humanité. Pourquoi aujourd'hui le serviteur n'est-il pas une chose dont on peut abuser? C'est parce que Jésus-Christ a déclaré que tous nous sommes membres de la même famille dont le Père est Dieu. Pourquoi aujourd'hui le pauvre est-il respecté et secouru? C'est parce que Jésus-Christ, quoiqu'il fût riche de toutes les richesses, a voulu être pauvre. Pourquoi l'enfant est-il l'objet de tant d'attentions? C'est parce que Jésus-Christ a dit : Laissez venir à moi les petits enfants. Pourquoi l'ouvrier a-t-il une si grande part dans les sollicitudes de l'Eglise? C'est parce que Jésus-Christ a voulu mener la vie dure de l'ouvrier. Pourquoi les malades sont-ils, dans les hôpitaux, soignés par la charité avec tant de dévouement? C'est que Jésus-Christ a dit : Ce que vous ferez au dernier des miens, c'est à moi-même que vous le ferez.

Oui! le Nom de Jésus est le nom du plus grand bienfaiteur de l'humanité!

III

Le troisième titre du Nom de Jésus à notre amour est d'avoir été le nom de notre ami le plus dévoué et le plus généreux.

Ceux qui ont porté le nom de « Sauveur » avant Jésus-Christ, ont acquis cette magnifique dénomination à peu de frais. Joseph fut appelé le « sauveur » de l'Egypte : il ne lui fallut que des conseils; conseils qui ne lui coûtaient rien, et dont néanmoins il fut splendidement payé, puisque, à part le trône, il eut pour récompense tous les privilèges de la royauté. Le nom de « Jésus » fut donné à Josué pour avoir établi le peuple juif dans la terre de Chanaan; à la vérité, il remporta bien des victoires, mais le Dieu des armées combattait pour lui, il n'avait pour ainsi

dire qu'à se couronner des lauriers qu'on lui jetait du ciel à pleines mains. Enfin Jésus, fils de Sidrac, mérita ce nom pour s'être rendu recommandable par sa science de la médecine; et cependant nous ne lisons pas que, pour rendre la santé aux malades, il ait exposé la sienne.

Mais Jésus, de quel prix il a payé son Nom! Par quels sacrifices il l'a acheté! Il a souffert tous les maux dont il nous a délivrés. Pour nous affranchir de l'esclavage, il s'abaisse à prendre la forme de l'esclave; pour nous enrichir des biens célestes, il se réduit à la dernière pauvreté; pour réparer l'offense faite à Dieu par l'homme qui aspire orgueilleusement à la divinité en péchant, lui, Dieu, se fait homme; pour expier les fautes que nous avons commises il veut souffrir dans tous les sens : les péchés de pensées, il les expie par la couronne d'épines; les péchés d'affections par les ingratitude dont il est abreuvé; les péchés d'imagination, par la cruelle agonie du Jardin des Oliviers; les péchés de regards, par ses larmes de sang; les péchés de paroles, par le fiel et le vinaigre; les péchés d'action, les démarches criminelles par les clous qui percent ses mains et ses pieds; les péchés de sensualité, par l'affreuse flagellation qui laboure tout son corps et n'en fait qu'une seule plaie; il veut nous donner la vie et, pour cela, il accepte la mort et la mort de la croix! *Christus factus est pro nobis obediens usque ad mortem, PROPTER QUOD Deus exaltavit illum et donavit illi nomen quod est super omne nomen.* (Phil., II.)

Concluons. Notre résolution sera de prononcer le Nom de Jésus avec respect, confiance et amour.

1° Avec respect. Le Nom de Jésus est un nom au-dessus de tout nom; un nom apporté du ciel par l'archange Gabriel, un nom qui doit faire fléchir tout genou au ciel, sur la terre et dans les enfers. En le prononçant ou en l'entendant prononcer, inclinons la tête en signe de respect. S'il est blasphémé, faisons immédiatement dans notre cœur une amende honorable.

2° Avec confiance. Il n'y a pas d'autre nom donné aux hommes pour les sauver. (Act. Apost. IV, 12.) Quiconque invoquera le nom du Sauveur sera sauvé. (Rom., X, 13.) Quelqu'un est-il inquiet, triste, tenté, dit saint Bernard, qu'il invoque le Nom de Jésus. Ce nom est une lumière, une nourriture, un remède ¹.

3° Avec amour. Jésus nous a tant aimés et il continue à nous tant aimer! Il y a des saints qui, par reconnaissance, ont gravé son Nom sur leur cœur avec un fer sanglant. Gravons-le non point

¹ An non toties confortaris, quoties recordaris? Quid æque mentem cogitantis impinguat? Quid ita exercitatos reparat sensus, virtutes roborat, vegetat mores bonos atque honestos, castas fovet affectiones?... Nihil ita iræ impetum cohibet, superbiæ tumorem sedat, sanat livoris vulnus, restringit luxuriæ flatum, extinguit libidinis flammam, sitim temperat avaritiæ, ac totius indecoris fugat pruriginem. (S. Bern. in Cant. serm. XI.)

avec un stylet en fer, mais avec le stylet de l'amour. *Pone me, ut signaculum, in corde tuo.* (Cant., VIII, 6.) Puissions-nous, comme saint Bernard, trouver fade et insipide tout ce qui ne nous redit pas le Nom de Jésus! Puissions-nous dire en toute vérité, comme le Prophète (Hab., III, 18, 19) : « Je me réjouirai dans l'Éternel, je tréssaillerai de joie en Jésus mon Dieu. Il vaincra mes ennemis et me conduira sur les HAUTEURS que mon cœur désire, au chant des cantiques qui s'échappent de mes lèvres. » Amen!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

Deux décisions concernant les Lazaristes.

I

LES VICAIRES ET PRÉFETS APOSTOLIQUES DE LA CONGRÉGATION DES LAZARISTES N'ONT PAS DROIT A LA VOIX PASSIVE POUR LES CHARGES ET DIGNITÉS DE L'INSTITUT, MAIS ILS ONT DROIT A LA VOIX ACTIVE.

Parisiens. Congreg. Missionis quoad vicarios et præfectos apostolicos.

Lors de l'élection du dernier supérieur général de la Congrégation des RR. PP. Lazaristes, on se demanda si les Vicaires et les Préfets apostoliques appartenant à la Sacrée Congrégation avaient dans les séances voix active et passive, pour les fonctions de supérieur général, d'assistant et de conseiller intime du supérieur, c'est-à-dire s'ils pouvaient nommer et être nommés à ces charges. La question fut portée devant la Sacrée Congrégation du Concile qui demanda des renseignements à Son Eminence le cardinal Guibert, archevêque de Paris. Elle donna ensuite sa réponse.

1º) Les vicaires apostoliques « évêques, » de la Congrégation des Lazaristes, ont-ils, dans le cas, le droit à la voix active et passive dans l'élection du supérieur général de leur ordre et aux charges d'assistants ou de conseillers dudit général?

2º) Les vicaires et préfets apostoliques, de la Congrégation des Lazaristes, « qui ne sont pas évêques, » ont-ils, dans le cas, le droit à la voix active et passive dans les charges sus-énoncées et de quelle manière?

R. — Ad I. *Negative quoad vocem passivam; affirmative quoad activam, personaliter tamen exercendam.*

Ad II. *Prout in primo, durante munere.*
21 mai 1881.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4º d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (Vº Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

II

LES MEMBRES DE LA MISSION NE PEUVENT SE CONFESSER VALIDEMENT A DES PRÊTRES ÉTRANGERS A LEUR CONGRÉGATION, SANS LA PERMISSION DE LEURS SUPÉRIEURS, SINON DANS LE CAS OU ILS NE PEUVENT AVOIR QUE DIFFICILEMENT UN PRÊTRE DE L'ORDRE.

La Sacrée Congrégation, ayant été consultée sur ce point de la règle, reçut deux mémoires écrits par deux membres de la Congrégation, qui concluaient d'une manière tout à fait opposée, l'un, déclarant valides les confessions faites à des prêtres étrangers à l'ordre, mais approuvés par l'Ordinaire du lieu; l'autre, les déclarant invalides. La principale raison du second, c'étaient les bulles d'exemptions données à la Congrégation par les Souverains-Pontifes, qui l'enlevaient entièrement à la juridiction des Ordinaires, sauf pour ce qui regarde les missions.

On prit aussi l'avis du R. P. Bianchi, procureur général des dominicains, qui se prononça en faveur de l'exemption complète, sauf pour les missions, et qui fut d'avis que les supérieurs de la Congrégation avaient seuls juridiction sur les membres lui appartenant, tant au *for intérieur* qu'au *for extérieur*.

Ce fut aussi l'avis de la Sacrée Congrégation du Concile.

Un membre de la Congrégation de la Mission, peut-il, sans la permission de ses supérieurs, se confesser validement à un prêtre approuvé par l'Ordinaire du lieu, mais étranger à l'ordre, même dans le cas où ce religieux pourrait avoir facilement un confesseur appartenant à son ordre?

RESP. *Negative.*

23 septembre 1881.

Nous ferons remarquer :

1º) Que cette décision s'applique à toutes les Congrégations qui sont exemptes de la juridiction des Ordinaires.

2º) Que les novices ne sont pas compris dans cette défense; elle n'astreint que ceux qui ont prononcé leurs vœux.

3º) Que la défense vaut seulement pour celui qui peut facilement s'adresser à un membre de la Congrégation. Ceux qui ne le peuvent pas, ou le peuvent difficilement, s'adressent validement et licitement à un autre confesseur.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1º Serait-il permis, à une messe où l'on donne la sainte communion, de se purifier les doigts dans le petit vase *ad hoc* quand, vu la manière défectueuse dont se présentent les communiant, on a le pouce et l'index tout humectés de salive. On serait ainsi dispensé de boire, dans la

dernière ablution du calice, la salive dont on a les doigts parfois tout couverts.

2^o On m'a dit que Rome avait donné une édition officielle de plain-chant; qu'il y avait sur ce sujet des décrets de la Congrégation: votre liturgiste ne parle pas de ces décrets, il se contente de dire, si je me le rappelle bien, qu'il n'y a point d'édition officielle; qu'en pensez vous? Veuillez m'indiquer ces décrets s'ils existent, comme on me l'a affirmé.

R. — Ad I. Oui, il est permis, d'après le commun des auteurs, de se laver les doigts dans un vase préparé à cette intention. Si l'on se sert d'un vase, saint Charles et Cavalieri indiquent deux méthodes, 1^o retourner à l'autel où se trouverait le vase, 2^o ne pas retourner à l'autel, mais laver ses doigts dans un vase porté par un clerc. Puis le prêtre essuierait ses doigts avec un purificateur qui serait à côté du vase.

D'autres auteurs ne conseillent pas d'employer un vase. Ils recommandent d'avoir dans la main gauche un purificateur que l'on tiendrait convenablement en le passant au-dessus du doigt du milieu et en le laissant pendre un peu. C'est la pensée de Méral, de Lacroix, de Vinitor, de Lohner et de Pavone. Mais avant d'essuyer ses doigts avec le purificateur, le prêtre doit déjà les frotter l'un contre l'autre au-dessus du ciboire afin que les parcelles qui y seraient attachées puissent tomber dedans. La plupart de ces auteurs que nous venons de citer demandent que ce purificateur soit différent de celui qui est employé pour la messe.

Ad II. Il n'y a aucune édition officielle de plain-chant, et il n'y a aucun décret qui en impose une; nous n'en avons donc aucune à signaler.

Q. — 1^o Doit-on en reprenant le manipule et la chasuble après le prône, répéter les prières *Merear* etc. et *Domine Jesu Christe*, etc.

2^o Serait-il permis à l'enterrement d'un prêtre de faire diacre et sous-diacre sans la dalmatique et la tunique quand on ne peut facilement s'en procurer.

3^o Un jour d'Adoration perpétuelle plusieurs prêtres sont présents, est-il mieux de supprimer les fonctions du diacre et du sous-diacre parce qu'on ne peut se procurer des dalmatiques ou de remplir ces fonctions en aubes, étole et manipules. (Les chasubles pliées n'étant point en usage en France).

R. — Ad I. En reprenant le manipule et la chasuble après le prône, on n'est pas obligé de dire les prières *Merear* et *Domine*. La rubrique ne l'exige nulle part.

Ad II et III. Nous pensons que l'on peut faire diacre et sous-diacre sans tunique et sans dalmatique à l'enterrement d'un prêtre, lorsqu'on ne peut facilement s'en procurer.

Il nous semble aussi qu'il vaut mieux faire diacre et sous-diacre sans tunique et sans dalmatique, un jour d'Adoration perpétuelle, lorsqu'on ne peut s'en procurer, que de supprimer ces fonctions. Les cérémonies en seront plus majestueuses, les fidèles plus édifiés, Dieu plus glorifié. Mais il importe que MM. les curés fassent tous leurs efforts pour se procurer ces ornements sacrés, parce que leur absence est le symbole de la tris-

tesse religieuse. Il est vrai que l'Adoration perpétuelle a un but d'expiation, mais elle a aussi un but de glorification qui demande la pompe et la solennité.

Vous terminez votre lettre de consultations en disant que les chasubles pliées ne sont point en usage en France. Cette assertion est trop générale. Il y a des diocèses en France où l'on emploie les chasubles pliées. Quant aux diocèses qui n'en font pas usage, il nous semble difficile ou même impossible de les justifier, car les rubriques et les décrets sont formels, et nous ne voyons aucunement sur quelle raison sérieuse on peut s'appuyer, au moins dans les cathédrales et dans les grandes églises, pour négliger des prescriptions aussi claires et aussi absolues.

Q. — 1^o D'après un décret de la S. Congrégation des Rites, il est permis de dire le jour de la Commémoration des Morts, 2 novembre, la messe *pro sponso et sponsa*. Au mariage d'une veuve, la bénédiction des noces étant défendue, la messe *pro sponso et sponsa* l'est aussi, pourrait-on alors au jour de la Commémoration des Morts, remplacer cette messe *pro sponsis* par la messe de l'octave de la Toussaint, ou par une messe votive?

2^o Quand S. Raphaël du 24 octobre est en occurrence avec le patronage de la sainte Vierge, qui doit l'emporter?

3^o Le jour de S. Vincent et de S. Anastase, au 22 janvier, nos vignerons nous demandent une messe chantée de S. Vincent, seul, comme étant leur patron, quelle messe doit-on chanter? quelles oraisons prendre?

4^o S. Gaétan du rit double s'est trouvé transféré au lundi 12 septembre, la veille était cette année le quatorzième dimanche après la Pentecôte; il faut encore ajouter que S. Gaétan n'avait droit qu'à une simple commémoration en ses premières vêpres à cause de sa concurrence avec les deuxième vêpres de la fête du saint Nom de Marie, quelles antienne alors prendre et pour la mémoire de S. Gaétan et pour la mémoire du quatorzième dimanche après la Pentecôte, les antienne de Magnificat de l'un et de l'autre étant: *Querite primum regnum Dei*.... Ayez aussi la bonté, monsieur le Directeur, de me dire sur quelles rubriques sera appuyée votre décision, afin que dans un cas semblable je puisse agir conformément aux règles.

5^o Aux dimanches après la Pentecôte, aux dimanches après l'Epiphanie, quand on dit la messe du temps; de quel ornement doit-on se servir, si pour le moment l'ornement vert fait défaut?

6^o Lorsque le prêtre, à une messe chantée à un autel où se trouve renfermé le S. Sacrement, quitte l'autel pour se rendre à la chaire, pour bénir le pain près de la balustrade, où doit-il faire la génuflexion? est-ce sur le dernier degré de l'autel en y posant le genou droit, ou sur le pavé du Sanctuaire?

7^o Par l'Ordinaire de la messe qui ne doit pas être donné en français aux fidèles, beaucoup prétendent qu'il ne s'agit que du canon de la messe, qui seul est réservé. En effet beaucoup de Paroissiens romains et en particulier celui de Paris donnent la traduction de toute la messe à l'exception du canon. Que penser de cette assertion?

Monsieur le directeur, je compte donc sur votre science si profonde, pour me donner la solution de toutes ces questions.

R. — Ad I. Le jour de la commémoration des défunts, si l'on marie une veuve, on ne peut dire la messe votive *pro sponso et sponsa*; ce point a été décidé par la S. Congrégation des rites du 3 mars 1761. Dans ce cas le célébrant peut prendre, comme vous le dites, soit une autre messe votive qu'il jugerait opportune, soit enfin la messe

conforme à l'office du jour, c'est-à-dire la messe de l'octave de la Toussaint : la raison en est que le 2 novembre est un semi-double qui admet les messes votives.

Ad II. Lorsque saint Raphaël est en occurrence avec le patronage de la sainte Vierge, c'est saint Raphaël qui l'emporte, parce que c'est une fête primaire. On peut voir sur cette question les discussions qui eurent lieu à *Montecitorio*, dans l'Académie Liturgique, le 9 janvier 1856, puis les décrets du 16 avril 1853, n. 5183 ad II, et du 9 mai 1857, n. 5246 ad I.

Mais il faut remarquer qu'il s'agit d'occurrence, et qu'il n'en serait pas de même dans le cas de concurrence. Les fêtes secondaires de la très-sainte Vierge qui ont le rit double majeur ou au-dessus, l'emportent sur les fêtes d'un grade égal, mais d'une dignité inférieure. Ce point a été réglé par un décret du 12 avril 1823, n. 5594 ad VI et ad VII, et confirmé par un décret de 1881 que l'*Ami du clergé* a publié dans un de ses derniers numéros.

Ad III. Vous ne pouvez pas chanter la messe *Intret* du 22 janvier marquée pour les SS Vincent et Anastase, parce que cette messe ne convient qu'à plusieurs martyrs. Vous devez prendre une des deux messes du Commun assignées pour un seul martyr, à savoir *In virtute* ou *Lætabitur*.

Quant aux oraisons, la première sera celle de la messe que vous aurez choisie; la seconde, c'est-à-dire pour saint Anastase, sera celle de la messe du Commun que vous n'aurez pas prise pour saint Vincent; enfin la troisième sera la première du Temps, *Deus qui de S....*

Ad IV. La première mémoire que vous faites, c'est-à-dire celle de saint Gaëtan, doit garder son antienne propre *Quærite*. La seconde mémoire, c'est-à-dire celle du dimanche, doit changer son Antienne, et prendre celle de Laudes, *Nolite solliciti esse*.

Pour cette solution, nous nous basons sur cette règle, universellement admise, que l'antienne des premières et des secondes vêpres qui doit être changée est prise aux Laudes de l'Office. Et cette règle s'appuie elle-même sur les rubriques du Bréviaire romain, Titre IX, v. 8 : « ... In festo, commemorationes variantur, ita ut in Vesperis sumantur ex Laudibus... »

Ad V. Dans les temps où la couleur verte est prescrite, si elle fait défaut on doit prendre un ornement d'or, parce que la coutume est d'employer l'or pour remplacer le blanc, le rouge et le vert, et que la sacrée Congrégation des rites a déclaré en 1866 que cette coutume devait être tolérée : « Tolerandam esse locorum consuetudinem relate tantum ad paramenta ex auro contexta. » (18 avril 1866, n. 5363.)

Si l'on n'avait pas un ornement d'or, mais de couleur jaune, pourrait-on l'employer pour le vert? Autrefois des auteurs graves, comme Quarti et Mérali, pensaient que la couleur jaune pouvait

remplacer toutes les autres, et saint Liguori n'improuvait pas leur opinion, mais en 1859 la sacrée Congrégation des rites a déclaré qu'il n'était pas permis de s'en servir (S. R. C. 25 mars 1859, n. 5279). Toutefois, à défaut de la couleur véritable, il nous semble qu'on pourrait l'employer.

Ad VI. Les rubriques ne traitent pas cette question; mais bon nombre d'auteurs enseignent que l'on ne fait la génuflexion sur le pavé que dans le cas où l'on sort du sanctuaire. Il convient donc de faire la génuflexion sur le pavé lorsqu'on quitte l'autel pour se rendre à la chaire, et sur le dernier degré de l'autel quand on va seulement près de la balustrade pour bénir le pain.

Ad VII. Il est certain qu'en 1851 le Saint-Siège défendait de traduire, d'imprimer et de publier, non-seulement le Canon, mais l'Ordinaire de la messe. Mgr Parisi, alors évêque de Langres, écrivait au Saint Père : « Episcopus Lingonensis ad pedes Sanctitatis Vestræ quærit an liceat Ordinarium Missæ in linguam vernaculam traducere, et sic traductam, approbante Episcopo, ad usum fidelium typis mandare? »

La réponse fut négative : « Ex audientiâ Sanctissimi, die 6 junii 1851, Sanctissimus mandavit ut Episcopus orator moneat traductores ut a cœpto absterneant, ejusdemque operis impressionem et publicationem inhibeat. »

Q. — 1^o Est-il une question plus « pratique » et plus usuelle que celle des Indulgences que l'on peut gagner chaque jour aux trois conditions ordinaires? Pourtant, n'arrive-t-il pas, hélas! que l'une de ces conditions, la visite de l'église, n'est pas réitérée « toties quot sunt lucrandæ Indulgentiæ plenariæ? » Encore si l'obligation de la réitération de la visite était douteuse; mais il n'en est plus ainsi depuis un décret de la S. Congrégation des Indulgences, du 29 février 1864, qu'indique M. Craisson, tom. 3, n. 4589 du *Manuale Juris canonici*. Qu'en pensez-vous?

2^o Si, « avant » la communion, on faisait les prières et visites à l'église, prescrites pour le gain des indulgences, y aurait-il sujet de craindre que ces indulgences ne soient pas gagnées, pour le seul fait de l'intervention dans l'accomplissement des conditions ordinaires. En effet, il est marqué dans le tableau de quelques Indulgences accordées aux Tertiaires de S. Dominique, que la communion « doit précéder » quelques prières indiquées.

3^o Peut-on régulièrement se servir, au saint sacrifice, d'une pale dont le dessus est en « soie jaune? »

R. — Ad I. Toutes les fois que l'autorité qui accorde des indulgences pose comme condition que l'on devra visiter une église ou un oratoire public, les personnes qui veulent gagner plusieurs indulgences plénières le même jour, sont obligées de faire autant de visites qu'elles veulent gagner d'indulgences plénières.

Ce n'est donc pas pour toutes les indulgences plénières que l'on est obligé de faire les visites, comme semble le dire notre docte et vénéré confrère, mais seulement pour les indulgences plénières auxquelles est attachée cette condition. Il y a bon nombre d'indulgences plénières pour le gain desquelles le Saint-Siège n'exige pas de visite d'église.

Nous sommes heureux que notre correspondant ait appelé notre attention sur ce point, parce que cette condition des visites est de la plus haute importance, qu'elle n'a été tranchée que depuis quelques années, et qu'elle est pour cela même assez généralement ignorée.

Cette grave question fut posée par les religieux Bénédictins de France :

« 1^o Cum ex diversis Decretis S. Congregationis Indulgentiarum jam liceat plures plenarias Indulgentias eadem die lucrari, solutis scilicet conditionibus, quæritur an dictum Decretum respiciat solas Indulgentias in una die occurrentes propter festivitatem, vel potius etiam illas quas unusquisque ob suam devotionem tali per hebdomadam aut mensem diei adfixerit ? »

« 2^o Qui Decreto ipso uti voluerit, an teneatur ecclesiam vel publicum oratorium visitare (quando nempe requiretur talis visitatio) totidem vicibus quot sunt Indulgentiæ lucrificiendæ ? »

« 3^o An sufficiat ut in una eademque ecclesiâ tot preces seu visitationes repetantur quot sunt Indulgentiæ lucrandæ quin de ecclesiâ post quamlibet visitationem quis egrediatur, et de novo in eam ingrediatur ? »

Or voici la solution donnée par la sacrée Congrégation des indulgences le 29 février 1864 :

« His itaque ab Eminentissimis Patribus mature discussis, votisque Consultorum perpensis, respondendum esse statuerunt :

« Ad primum « Affirmative. » Ad secundum « Affirmative. » Ad tertium « Negative. »

« Datum Romæ ex Secretariâ Congregationis Indulgentiarum die 29 februarii : 1864. »

Donc, 1^o lorsque les visites sont requises, elles doivent être faites, non-seulement pour gagner les indulgences attachées à une fête, mais encore celles que chacun veut gagner tel jour de la semaine ou du mois ; 2^o ces visites sont obligatoires autant de fois que l'on veut gagner les indulgences ; 3^o il ne suffit pas que l'on fasse dans la même église autant de prières que l'on doit gagner d'indulgences, il faut que l'on sorte de l'église après chaque visite, et que l'on y rentre à nouveau.

Nous prions nos confrères de se rappeler les deux dernières conditions. La plupart des livres d'indulgences doivent être rectifiés sur ces points.

Ad II. Si les Bulles ou Indults Pontificaux exigent que la communion précède les autres œuvres prescrites, il faut absolument s'y conformer. S'ils ne le requièrent pas, on peut suivre l'ordre que l'on voudra pour l'accomplissement des conditions prescrites, pourvu toute fois que l'on soit en état de grace lorsqu'on termine la dernière œuvre.

Ad III. Nous croyons qu'il ne convient pas de se servir de pale dont le dessus est en soie, parce que la rubrique du Missel dit que la pale doit être de lin : « ... et cam (patenam) tegit parva palla lineâ... » (*Rit. servand. in celebration. Mis., Tit. 1, n. 1*), et qu'un Décret général de la sacrée

Congrégation des rites de 1819 exige que les pales et autres linges sacrés soient de lin ou de chanvre et ordonne qu'il soit mis en exécution un mois après sa publication : « Districte vero jusserunt (Eminentissimi cardinales) ut corporalia, pallæ, post lapsum unius mœnsis a presentis Decreti publicatione, lineâ omnino sint vel ex cannabe... » (S. R. C. 15 mai 1819, n. 4563.)

On nous objectera sans doute deux réponses qui auraient été données par la sacrée Congrégation des rites, l'une pour La Rochelle à une date que nous ignorons, l'autre pour Le Mans en date du 10 janvier 1852. Voici les deux questions qui auraient été faites et les réponses de la sacrée Congrégation.

Et d'abord pour La Rochelle.

« Q. — Chartam intra pallam permittens S. R. C. uti in dubiorum nuperrimâ solutione, intenditne etiam adprobare pallam a parte superiori panno serico coopertam, contra decisa die 22 januarii 1701 ? »

« R. — Servandam præcedentem concessionem. » (*In Rupellen.*)

Voici maintenant la question et la réponse pour Le Mans.

« Q. — An nonobstantibus decretis a S. R. C. editis, uti liceat pallâ a parte superiori panno serico cooperto. »

« R. — Permitti posse, dummodo palla lineâ subnexa calicem cooperiat ac pannus superior non sit nigri coloris aut referat aliqua mortis signa. » (10 janvier 1852, *in Cenomanen.*)

Or ces réponses ne peuvent prévaloir contre la rubrique ni contre un Décret général. Si elles ont été données, — comme nous le présumons, bien qu'elles ne se trouvent pas dans la collection authentique des décrets de la sacrée Congrégation des rites, — elles ne peuvent concerner que ceux qui ont fait la demande. Ce sont de simples concessions, des permissions particulières, comme l'indiquent d'ailleurs les expressions « servandam præcedentem concessionem » et encore « permitti posse. » Ce n'est pas le droit commun. Voilà pourquoi nous pensons qu'il ne convient pas que le dessus de la pale soit fait avec de la soie.

On nous objectera encore qu'il ne s'agit que du dessus de la pale, et non du dessous qui touche immédiatement le calice. Cela est vrai, et voilà pourquoi nous n'osons pas affirmer qu'il y a péché ; nous disons seulement que cela ne convient pas, parce que la rubrique porte, sans aucune distinction de dessus et de dessous « parva palla lineâ, » et le Décret général « lineâ omnino sint vel ex cannabe. »

Nous pourrions encore facilement confirmer notre sentiment par des raisons historiques et mystiques. Historiquement, la pale n'est qu'une partie de l'ancien corporal ; or le corporal était de lin ou de chanvre. Mystiquement, le lin et le chanvre ont des significations admirables que nous allons rappeler tout à l'heure, tandis que la soie en est dépourvue.

Venons maintenant à la couleur jaune. Cette couleur ne convient pas non plus. Le Pontifical dit : « *palla linea munda, non colorata.* » Le lin et le chanvre exigés par la rubrique et le Décret général ne doivent pas donner une couleur jaune, mais blanche. Et saint Thomas d'Aquin, ainsi que tous les mystagogues, enseignent précisément que le lin et le chanvre sont employés parce qu'ils ne deviennent blancs qu'après avoir subi plusieurs opérations, à savoir, qu'ils étaient lavés, tordus, et séchés, pour rappeler aux ministres de Dieu que leur âme n'acquiert la blancheur de l'innocence qu'après avoir été lavée dans le sang de l'Agneau et l'eau des larmes, tordue ou macérée par les œuvres de mortification et de pénitence, et enfin séchée par le feu de l'amour divin.

Nous demandons ce que vaut, auprès de ces admirables raisons mystiques, la couleur *jaune*, qui n'est pas même une des cinq couleurs liturgiques ?

En résumé donc, nous engageons nos confrères à observer la rubrique, et à suivre l'usage de Rome, c'est-à-dire à faire des pales avec de la toile blanche ; c'est la lettre et l'esprit des lois liturgiques.

Q. — 1^o Est-il permis un jour d'adoration perpétuelle de remplacer les vêpres qui obligent chacun des prêtres assistants par celles qui sont chantées solennellement au chœur en l'honneur du très saint Sacrement ?

2^o Que penser du sentiment de M^r Gousset qui, en faveur des églises pauvres de campagne où les ressources sont minimes, leur permet d'avoir seulement allumée la lampe du sanctuaire les dimanches et jours de fêtes.

3^o Est-il convenable de remplacer le chapeau par la barrette dans la campagne ? elle est toujours beaucoup plus commode, surtout contre le vent.

4^o Est-on bien sûr d'être servi scrupuleusement pour les hosties que M^r l'abbé X. fournit à un nombreux clergé ? Peut-on en sûreté de conscience s'y adresser ? L'image de Jésus en croix n'est pas imprimée sur toutes les formes destinées au saint sacrifice, assez souvent il n'y a que la croix seule et même parfois l'image du cœur sacré de Jésus. Sont-elles bien canoniques ?

5^o Dans nos églises de campagne, nos trop modestes sacristies sont bien souvent, hélas, dépourvues du nécessaire ; il n'y a généralement pas de piscines. Aussi arrive-t-on facilement à contracter certaines habitudes qui éloignent de l'observance exacte des rubriques. Par exemple : le lavement des mains avant et après la sainte messe, que de fois l'un et l'autre sont omis. Donnez-nous, cher ami, si toutefois on peut établir une certaine différence, le degré de culpabilité qui existe entre ces deux sortes d'ablutions omises.

R. — Ad I. Un prêtre ne peut sans pécher réciter volontairement un office autre que celui qui est fixé par son ordo. Mais, d'après la plupart des auteurs, le péché n'est que véniel si le changement d'office n'a lieu que rarement, trois ou quatre fois l'an, et dans un office d'égale longueur. Dans ces conditions, une cause raisonnable peut donc légitimer la substitution d'un office à un autre. Saint Liguori (Liv. IV, n. 161) donne comme raison suffisante l'avantage de prier en commun avec d'autres prêtres qui n'auraient pas le même office. C'est pourquoi, dans le cas proposé, nous croyons pouvoir dire : Si ces prêtres chantent, si leur chant est absolument nécessaire à la solen-

nité de l'office, il y a dans cette nécessité une cause suffisante pour substituer cette fois les vêpres du saint Sacrement aux vêpres du jour.

Ad II. Nous ne pensons pas que ce sentiment puisse être suivi, à moins d'une dispense de Rome, qui probablement ne serait pas accordée. La loi en effet est générale et tellement formelle qu'on ne peut s'en exempter sans y être autorisé par le législateur. Or Rome a accordé quelquefois cette dispense lorsque le respect dû au sacrement l'exigeait, v. g., en pays infidèle ou hérétique elle a accordé la permission d'éteindre cette lampe pendant la nuit, lorsque sa lumière exposait le saint Sacrement au péril d'irrévérence ou de sacrilège. Mais nous doutons que cette dispense soit accordée pour raison de pauvreté ; elle a été refusée à l'évêque de Gap en 1854, et nous n'avons aucun exemple qu'elle ait jamais été donnée.

Ad III. L'usage de la barrette en dehors de l'église n'est nullement défendu ; autrefois il était même conseillé. Pour n'en citer qu'un exemple. Le concile de Toulouse de 1590 veut : *ut nusquam aut in ecclesia aut per urbem absque quadrato biretto clerici conspiciantur.*

Ad IV. Nous ne connaissons pas les hosties dont parle notre confrère ; mais de ce que l'image de Jésus en croix n'y est pas toujours imprimée, ce n'est pas une raison pour s'en défier. Bien que cette image soit la plus convenable, comme rappelant le mieux le sacrifice de la croix, elle n'est cependant pas exclusive. D'autres sujets peuvent y être représentés, pourvu qu'ils rappellent le sacrifice de la croix. Au moyen-âge on voit assez souvent sur les hosties l'Agneau immolé ou le Christ triomphant ; comme on trouve sur les petites hosties un agneau mystique, image en rapport avec les paroles adressées par le prêtre aux fidèles avant la sainte communion : *Ecce Agnus Dei...* La Sacrée Congrégation consultée : *An liceat missam celebrare, quin in sacra hostia appareat imago Jesu-Christi cruci affixi ?* répondit le 26 avril 1854 : *Servetur consuetudo.*

Ad V. Il y a obligation pour le prêtre qui va célébrer de se laver les mains. La rubrique est formelle ; le prêtre, dit-elle, arrive à la sacristie, prépare le missel, *postea lavat manus dicens orationem inferius positam.* Cette obligation n'est que vénielle ; elle serait grave, dit saint Liguori (Liv. VI n° 409), *si manus sint valde immundæ.*

Cette cérémonie nécessite à la sacristie la présence d'une piscine. Il y a des fontaines, s'accrochant au mur, d'un si bas prix que l'église même la plus pauvre peut s'en procurer une.

Le lavement des mains après la sainte messe, n'est pas prescrit par la rubrique ; il n'est donc pas obligatoire ; il est seulement recommandé par tous les auteurs comme une pratique très louable.

Q. — Vous dites que le moment convenable pour faire les offertes c'est après la lecture de l'offertoire, *lecto offertorio*. Les quêtes qui ont lieu aux messes d'enterrement doivent-elles également se faire après la lecture de l'offertoire?

R. — Ce que nous avons dit regarde seulement les offrandes des fidèles reçues par le prêtre, et nullement les quêtes.

Q. — Quel délai a-t-on pour acquitter les messes? Y a-t-il quelque texte de droit, quelque décision déterminant ce délai. Gury dit qu'il y a péché grave à différer plus de trois mois l'application des messes, et encore l'exprime-t-il d'une manière dubitative : *gravis videri potest dilatio...* Puis il ajoute : *probabile non peccat graviter qui intra duos menses celebrat*; après avoir paru dire que le péché mortel n'existe que pour un délai dépassant trois mois, il semble maintenant ramener la limite à deux mois. Peut-on *tutâ conscientia* s'écarter de l'opinion de S. Liguori qui n'accorde qu'un mois pour les messes en faveur de morts *recentes*? Je vous serais bien reconnaissant de me donner clairement les règles du droit sur cette matière.

R. — En cette matière l'intention du fidèle qui donne l'honoraire fait la loi et limite le temps de l'acquiescement de la messe. Donc :

1° Si la messe est demandée pour un jour déterminé et qu'on accepte de l'acquiescer, il y a obligation de la dire au jour convenu. Cette obligation est grave lorsque le motif qui a fait choisir le jour est lui-même grave, v. g., le succès d'un procès, la guérison d'un malade en danger, la conversion d'un mourant; y manquer c'est commettre un péché mortel et se mettre dans la nécessité de rendre l'honoraire. Dans ce cas la circonstance de temps appartient tellement à l'essence de la chose que l'acquiescement postérieur de la messe, après la conclusion du procès, le rétablissement ou la mort du malade, ne dispenserait pas le prêtre de l'obligation de restituer l'honoraire.

2° Si le fidèle n'accorde qu'une semaine, qu'un mois, pour l'acquiescement des messes qu'il demande, le prêtre qui accepte les honoraires doit les dire dans le courant de la semaine ou du mois.

3° Si la personne qui donne les honoraires ne fait pas connaître son intention, il est communément reçu qu'on peut prendre deux mois pour acquiescer ces messes. Voici les raisons de cette décision.

Pour remédier à de graves abus, le Pape Urbain VIII, après avoir fait étudier la question par la sacrée Congrégation du concile, approuva, le 21 juin 1625, et fit publier un décret par lequel il était défendu à tout prêtre, sous de très graves peines, de recevoir de nouveaux honoraires avant d'avoir satisfait pour les anciens. Plus tard le même Pontife déclara par l'organe de la même congrégation qu'il n'était pas absolument défendu de recevoir de nouveaux honoraires pourvu qu'on y pût satisfaire dans un court espace de temps : *Dummodo infra modicum tempus possint omnibus satisfacere*.

Telle est la loi. La seule difficulté qu'elle présente réside dans l'interprétation du *modicum tempus*. Quel délai ces mots comportent-ils? Or

dans une réunion de la sacrée Congrégation tenue le 36 mai 1680, le supérieur général des chanoines réguliers de St Jean de Latran, obligé de dire son avis sur la question des messes, exprimait-il le vœu que la sacrée Congrégation déclarât ce qu'il fallait entendre par *modicum tempus*, ajoutant que : *Doctores fere communiter intelligunt spatium duorum mensium ad summum*. Malgré ce vœu, la congrégation ne se prononça pas et ne donna pas une interprétation officielle de ce texte. A défaut de cette interprétation nous avons celle des théologiens.

Or, nous l'avons vu, en 1680, ils pensaient communément que le délai de deux mois ne pouvait être dépassé. Depuis, leur enseignement n'a pas changé. Écoutons saint Liguori qui les résume : « Nimian puto dilationem trium mensium, quidquid dicant Pasqua... Renzi... » (Theolog. n. 317). Dans son *Examen ordinandorum* (cap. 3, n. 107) il dit : « Sacerdos peccat graviter si differt missam promissam sub stipendio ultra duos menses, ut dicant Garcia, Philippe, Pipa et alii cum Lugo. — Item Tournely qui ait esse communem sententiam bene posse aliquem acceptare stipendia missarum ad duos menses. Item Concina qui nihil aliud dicit nisi quod dilatio duorum mensium est gravis ex decreto S. Cong. »

Et même S. Liguori restreint à un mois ce délai lorsqu'il s'agit de messes pour des défunts : « In missis autem pro defunctis dilationem unius mensis merito gravem reputant Salmant... et ab hac sententia non dissentiunt Sporer, Rom. et Croix dum dicunt missas pro defunctis celebrandas citius quam pro vivis. » (Theolog. n. 317.) Mais nous ne voyons pas que les décrets de la sacrée Congrégation mettent une différence en ce point entre les messes pour les vivants et les messes pour les morts. Gury restreint la décision de saint Liguori aux messes demandées pour des personnes récemment décédées : *pro recentibus defunctis*. Mais il n'indique pas sur quoi il fonde cette restriction et nous n'avons rien trouvé à cet égard dans les auteurs qu'il cite. Nous pensons donc qu'il est permis de recevoir pour deux mois des honoraires de messes, lorsque celui qui les offre ne met pas pour condition que ces messes seront acquittées plus tôt.

4° Si la personne qui donne les honoraires consent à ce que les messes ne soient célébrées qu'après un temps plus considérable, on peut les accepter et on a pour les dire tout le temps concédé. C'est Urbain VIII qui le dit par l'organe de la même Congrégation : « Quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimplere nequeant, si tamen tribuens elemosinam pro aliarum missarum celebratione id sciat et consentiat ut illæ tunc demum celebrentur cum susceptis oneribus satisfactum fuerit, decretum non prohibere quominus eo casu elemosyna accipiat pro iisdem missis juxta benefactoris consensum celebrandis. » Cette décision s'applique non-seulement

aux cas où le consentement est donné d'une manière expresse et pour une époque formellement désignée, elle doit s'étendre à tous les cas où il l'est d'une manière implicite : si, par exemple, une personne charge un prêtre de dire 100 ou 200 messes, elle est évidemment censée l'autoriser à prendre pour les acquitter tout le temps nécessaire.

En pratique, si on craint, en recevant des messes, de ne pouvoir les acquitter dans le délai théologique, une bonne précaution à prendre est de prévenir le donateur, de lui promettre de dire les messes le plus tôt possible en lui demandant, si besoin est, plus de deux mois pour le faire. On évitera par ce moyen toute inquiétude de conscience.

Q. — 1^o Les prêtres qui récitent le petit office de la sainte Vierge sont-ils tenus à l'abstinence des mercredis de chaque semaine en plus du vendredi et du samedi, pour gagner l'indulgence sabbatine ?

2^o Quelques personnes, qui depuis longtemps récitent le petit office de la sainte Vierge dans l'intention de gagner après leur mort l'indulgence sabbatine, se proposent d'entrer dans le tiers-ordre de saint Dominique. Le petit office dominicain de la sainte Vierge n'est pas le même que le petit office selon le rit romain. En récitant le petit office dominicain, ces futures tertiaires rempliront-elles l'obligation de la récitation du petit office de la sainte Vierge, nécessaire pour l'indulgence sabbatine ?

R. — Ad I. Notre correspondant semble croire que les prêtres, pour avoir droit au privilège de la bulle sabbatine, sont tenus de réciter un double office : le bréviaire et le petit office de la sainte Vierge. Si telle est sa pensée, il s'impose une obligation qu'on ne trouve nulle part regardée comme nécessaire. La récitation d'un seul office suffit assurément. Nous lisons dans un traité du scapulaire, publié par les Carmes : « Qui sciunt legere tenentur recitare horas canonicas et quia horæ canonicæ non solum sunt in officio magno sed etiam in parvo B. Virginis, sat est unum vel alterum recitare ¹. »

Quiconque récite un office, le bréviaire ou le petit office, n'est pas tenu à l'abstinence des mercredis, etc. Cette obligation s'impose à ceux-là qui ne savent pas lire et qui ne peuvent pas, à cause de cela, réciter un office.

Ad II. Nous pensons que la récitation du petit office de la sainte Vierge selon le rite dominicain suffit pour avoir droit au privilège de la bulle sabbatine. Les auteurs demandent la récitation du bréviaire ou de l'office de la sainte Vierge, sans aucune détermination. Or, l'office de la sainte Vierge, en usage dans le tiers-ordre dominicain, a reçu l'approbation du Saint-Siège.

Q. — Un jour de mariage, les époux, après la bénédiction nuptiale, assistent à la messe, qui ne se dit pas pour eux.

Peut-on dire la messe *pro sponsis* ? Peut-on réciter sur eux les prières qui suivent le *Pater* et l'*Ite missa est* ?

R. — 1^o La bénédiction nuptiale ne consiste ni dans la célébration du mariage, ni dans la bénédiction de l'anneau, ni dans les prières qui suivent, mais dans les prières qui se disent à la messe après le *Pater* et après le *Benedicamus* ou l'*Ite missa est*.

2^o A une messe de mariage, le célébrant reste libre de son intention ; il n'est pas tenu d'en faire l'application aux époux, à moins que ceux-ci la demandent et en donnent l'honoraire. (*Dec. du 1^{er} sept. 1841.*)

3^o La bénédiction doit toujours être donnée aux époux, à moins que l'épouse soit veuve, ou que la cérémonie du mariage se fasse dans un temps prohibé (*Cavalieri, Baruffaldus*), et elle doit être donnée pendant la messe. (*Dec. 23 jun. 1853.*)

4^o Si la bénédiction nuptiale doit être donnée, que la messe soit à l'intention des époux ou à une autre intention, cette messe doit être la messe votive *pro sponso et sponsa*, si le rit de la fête du jour le permet : si ce rit ne le permet pas, elle doit être de la fête du jour avec mémoire de la messe *pro sponso*. En effet le Rituel dit : *Si benedicendæ sunt nuptiæ, parochus missam pro sponso et sponsa ut in missali Romano celebret*. Le Missel confirme le Rituel : *Si benedictio nuptiarum facienda sit... dicitur sequens missa votiva*. Enfin un décret du 23 juin 1853 dit formellement : *Missa in nuptiis semper debet esse votiva pro sponso et sponsa ut in missali, præterquam in festis de præcepto et duplicibus primæ et secundæ classis, in quibus missæ occurrenti addenda est commemoratio pro sponso et sponsa*.

Q. — 1^o Deux futurs époux sont liés par un empêchement de consanguinité au quatrième degré. Le curé demande la dispense de cet empêchement qui lui est envoyée. Au moment de célébrer le mariage, il s'aperçoit que par erreur la dispense est donnée pour le troisième degré. Voyant qu'il n'a pas le temps nécessaire pour faire corriger cette erreur, et se fondant sur ce principe : *qui peut le plus peut le moins*, il procède à la célébration du mariage. Ce mariage est-il valide ?

2^o Existe-t-il en librairie une nomenclature des livres qui sont à l'*index* ? Si oui, où pourrait-on se procurer cet ouvrage ?

R. — Ad I. La dispense était valide, croyons-nous, et aussi le mariage.

Ad 2. Il y a en librairie le catalogue authentique des livres condamnés. Naguère la typographie de la Propagande l'a publié sous ce titre : *Index librorum prohibitorum Sanctissimi Domini Nostri Leonis XIII jussu editus*. EDITIO NOVISSIMA, in qua libri omnes ab apostolica Sede usque ad annum 1880 proscripti suis locis recensentur. 1881. Outre le catalogue des livres condamnés, cet index renferme encore les règles portées par le concile de Trente sur les livres défendus, l'instruction de Benoît XIV, etc.

Adressez-vous à la société catholique de Librairie, rue des Sts-Pères, 76.

¹ *Speculum Carme*. Ed. Antwerp. t. 1, Corresp. de Rome, 1851. Edit. II, n. 63, p. 254. Cité par Mühlbauer. *Decreta authentica*. S. R. C. t. III, p. 1., p. 652.

Q. — 1^o Paul reconnu par Pierre comme son fils naturel, mais en réalité fils d'un autre, peut-il épouser Eugénie, fille naturelle du même Pierre, mais non reconnue?

2^o L'empêchement de parenté légale existe-t-il en France, ou plutôt s'applique-t-il à notre adoption incomplète?

R. — Ad I. Paul ne peut épouser, croyons-nous, Eugénie sans dispense. Il n'y a pas d'empêchement de parenté naturelle, puisque dans le cas Paul n'est pas le fils de Pierre, ni le frère d'Eugénie. Mais il y a probablement parenté légale puisque celle-ci résulte de l'adoption. Or, s'il n'y a pas eu adoption proprement dite, il y a eu reconnaissance légale, et la reconnaissance est, dans le même genre, plus que l'adoption incomplète de notre code civil.

On pourrait objecter que la reconnaissance n'est pas formellement l'adoption et raisonner ainsi. L'empêchement de parenté légale, étant uniquement de droit ecclésiastique, ne s'applique qu'aux cas clairement déterminés par lui. Or le droit ecclésiastique n'a entendu appliquer l'empêchement de parenté légale que dans le cas d'une adoption légitime au point de vue civil. Telle n'est pas celle en question, puisque les formalités requises par la loi n'ont pas été observées.

La réponse est que le fils reconnu, outre les droits du fils adoptif, possède encore civilement tous les droits des fils naturels légitimes.

Ad II. Les uns l'enseignent, beaucoup le nient : la question est donc controversée. La négative est plus probable d'après Gury (1); cependant Martinet dit de l'autre opinion qu'elle est *valde probabile et tutior* (2). Quoi qu'il en soit de la valeur des opinions, en pratique on suivra la plus sûre, parce qu'il s'agit de la validité d'un sacrement et on demandera une dispense *ad cautelam* à l'Ordinaire.

Q. — Dans un de vos numéros du mois d'août, je crois, vous taxez d'arbitraire la conduite du curé qui refuserait la bénédiction des relevailles à une femme qui ne ferait pas ses pâques. Cette bénédiction est-elle une obligation curiale? La négative me paraît probable. Selon moi, c'est une cérémonie honorifique de l'Eglise, autrement cette femme peut la solliciter, alors même qu'un enfant né après 2 ou 3 mois de mariage n'a pas eu les honneurs du carillon. En pratique, ici, nous ne refusons pas cette bénédiction à une femme qui ne fait pas habituellement ses pâques, mais nous demandons qu'avant ses couches elle se soit confessée; puisque sans cela elle est en état de péché mortel; car, étant exposée à un péril de mort, elle n'a pas reçu les sacrements de pénitence et d'eucharistie.

2. Quelles sont les différentes confréries des âmes du purgatoire? Où pourrai-je me procurer des statuts?

3. A la messe de mariage doit-on dire toujours le *Benedicamus Domino*?

Peut-on quelquefois dire la messe de mariage sans donner la bénédiction nuptiale, en temps prohibé, pour une veuve, si on dit la messe pour les époux avant le mariage civil, soit que les époux soient présents, soit qu'après une assez longue attente on commence la messe avant leur arrivée.

Quand on dit la messe du jour, peut-on y ajouter, sous la même conclusion, l'oraison *pro sponsis* et dans quel cas peut-on le faire?

R. — 1^o Oui, dans notre numéro du 18 août, nous avons taxé d'arbitraire la conduite du curé

qui refuserait la bénédiction des relevailles à une femme qui ne ferait pas ses pâques. Voici les motifs de cette décision : D'une part, la rubrique dit : « Si qua puerpera post partum... ad ecclesiam venire voluerit... petieritque a sacerdote benedictionem... » elle ne distingue donc pas entre femme et femme et n'en exclut aucune. D'autre part, la Congrégation des rites consultée au sujet des exclusions qu'en ce point il serait bon de faire, a répondu, le 18 juin 1859, qu'aucune femme n'avait droit à cette bénédiction à moins que ses enfants ne fussent le fruit d'une union légitime. « Ad benedictionem post partum jus tantum habent mulieres quæ ex matrimonio legitimo pepererunt. »

Donc seules les femmes qui ont mis au monde des enfants illégitimes n'ont pas droit à cette bénédiction; et on ne peut la refuser aux autres si elles la demandent. On ne peut donc la refuser, ni à une femme qui a mis au monde après deux ou trois mois de mariage, puisque son enfant est légitime, ni à une femme qui n'a pas fait ses pâques, ni, à plus forte raison, à une femme qui ne s'est pas confessée avant ses couches. Pour recevoir cette bénédiction, il est avantageux, mais non nécessaire, comme la question semble le supposer, d'être en état de grâce.

Notre décision est basée sur le droit général; si des prescriptions diocésaines le modifient en quelque chose, il faut en tenir compte.

2^o Rien dans la rubrique n'indique que le droit de donner cette bénédiction soit réservé au curé. Les mots dont elle se sert paraissent laisser la femme libre de choisir, pour la demander et la recevoir, l'église qu'elle voudra. Plusieurs décisions de la Congrégation du concile parlent dans ce sens, et c'est l'opinion communément reçue.

Cependant les dernières décisions sont en faveur du sentiment opposé, et de Herdt les regarde comme décisives. Mais Cavalieri prétend que ces décrets ne sont pas généraux et ne s'appliquent qu'aux cas proposés. De sorte que il est très-douteux qu'il y ait une loi générale réservant cette bénédiction au clergé paroissial. Mais plusieurs statuts provinciaux et diocésains la lui réservent.

Ad. II. Il n'y a pas de confréries des âmes du purgatoire, mais seulement des dévotions ou des actes de vertu qui ont pour but leur soulagement, comme la neuvaine des Morts, l'acte héroïque de charité, l'indulgence de l'autel privilégié, etc.

Ad III. 1^o A la messe de mariage, c'est-à-dire à la messe *pro sponso et sponsa*, on doit toujours dire le *Benedicamus Domino* et jamais l'*Ite missa est*, puisque cette messe est une messe votive privée. (Décret du 10 fév. 1818.)

2^o On ne peut jamais dire la messe *pro sponso et sponsa* sans donner la bénédiction nuptiale. Ainsi en temps prohibé et au mariage d'une veuve, on ne peut ni donner cette bénédiction, ni dire cette messe. (Décret du 16 mars 1767). La

(1) Gury *Compendium*, édit. Dumas, p. t. II, n. 809).

(2) *Institutionum Theolog., Theologia Moralis*, t. III, page 340).

décision est la même pour les deux autres cas : puisqu'il est contre les règles de célébrer la messe de mariage avant que le mariage ait eu lieu. En effet le Rituel est formel : *His expeditis... parochus missam pro sponso et sponsa celebret*. Or ces choses qui doivent être terminées avant la messe, c'est le mariage lui-même et la bénédiction de l'anneau.

3^e Lorsque en raison du rit de la fête du jour, on est obligé de dire, à un mariage, la messe de cette fête avec mémoire de la messe *pro sponso et sponsa*, cette oraison ne doit jamais se dire sous la même conclusion que celle de la fête; elle se place après les oraisons prescrites par les rubriques et avant les oraisons commandées. (Déc. du 20 avril 1822.)

Q. — 1^o Le jour de l'Immaculée-Conception, on doit dire la messe *pro populo*. Ici cette messe se chante à l'occasion de la fête patronale de la confrérie. Puis-je recevoir les honoraires attribués par le tarif diocésain aux messes chantées, tant pour le droit curial que pour la célébration de la messe, quoique je l'aie appliquée aux paroissiens, me réservant de la dire un autre jour pour la confrérie?

2^o Les ornements en soie jaune ne sont plus permis, *ni fallor*. Or nous en possédons-un de cette sorte. Ne pourrions-nous pas faire usage de la croix qui est aussi en soie jaune, en la montant sur fond blanc.

R. — AD I. Vous ne pouvez recevoir de la confrérie l'honoraire d'une messe chantée en acquittant pour elle une messe basse. Mais vous pouvez appliquer à son intention la messe de l'Immaculée-Conception, recevoir l'honoraire d'une messe chantée et remettre à un autre jour la messe pour la paroisse.

Benoît XIV, dans sa bulle : *Cum semper oblatas*, autorise cette manière de faire, lorsqu'une confrérie célèbre sa fête patronale un jour où le curé est tenu d'appliquer la messe à sa paroisse. La raison en est que, d'une part, la paroisse a toujours sa messe et, d'autre part, l'incidence d'une fête patronale de confrérie est un motif suffisant de renvoyer la messe pour la paroisse à un autre jour. Le nonce d'Espagne, dans sa circulaire aux évêques du 20 septembre 1867, permet aussi d'en agir ainsi.

AD II. Vous ne vous trompez pas, en croyant que les ornements jaunes ne sont plus permis : *Utrum liceat uti colore flavo vel cœruleo in sacrificio missæ? Sac. R. Cong. respondit : Negative.* (16 mars 1833.) Mais si une église pauvre a de tels ornements, l'évêque peut lui permettre de s'en servir jusqu'à ce qu'ils soient usés. (Sac. R. Cong. 29 déc. 1829.) Avec la permission de l'évêque notre confrère peut donc réaliser le projet qu'il médite.

Peut-être même n'a-t-il pas besoin de cette permission. Car l'ornement nouveau devant avoir un fond blanc, la couleur y dominera. Or, un ornement est de la couleur qui domine chez lui. Celui-ci pourrait donc être regardé comme blanc et partant liturgique.

Q. — J'ose vous demander si on peut faire ses Pâques dans une paroisse étrangère sans demander la permission à son pasteur légitime?

R. — Non, si par « pasteur légitime, » notre honorable correspondant entend tous ceux qui ont juridiction sur la paroisse. Oui, si par ce mot il entend le curé seulement; car on peut faire ses Pâques dans une paroisse étrangère, non-seulement avec la permission de son curé, mais encore avec celle de son évêque ou de ceux auxquels l'évêque accorde ses pouvoirs ordinaires, c'est-à-dire de ses vicaires généraux. La permission donnée par un de ces derniers suffit aussi bien que celle du curé.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un curé pour cause de changement, a quitté sa paroisse le 1^{er} mars : de quel presbytère doit-il payer l'impôt sur les portes et fenêtres? Celui qu'il occupe *actuellement* a des charges *moins considérables* que le *premier* et il voudrait, bien entendu, *payer l'impôt* de ce *dernier*, a-t-il raison? Le percepteur peut-il légalement l'obliger à payer intégralement l'impôt de son premier presbytère? Si non, comment s'y prendre pour le contraindre à rembourser le surplus qu'il a retenu en acquittant un mandat?

R. — Voici la jurisprudence en cette matière : Le contribuable qui a changé de domicile avant la confection des rôles d'un exercice et qui continue néanmoins d'être porté au rôle pour le logement qu'il a quitté, doit être déchargé de la cote qui lui a été assignée. Mais il y a lieu de le cotiser pour le logement nouveau qu'il habite (*Arrêt du conseil d'État du 19 janvier 1836*).

Lorsqu'un contribuable se trouve avoir sa résidence dans une commune au moment de la confection des rôles, le changement postérieur de résidence, quoiqu'il ait lieu avant le commencement de l'année pour laquelle les rôles sont faits, ne peut entraîner décharge de la contribution personnelle et mobilière si le contribuable n'est pas imposé dans sa nouvelle résidence. Mais s'il est imposé dans sa nouvelle résidence, il doit être déchargé de la cote portée sur les rôles de la commune qu'il a quittée (*Arrêt du conseil d'État du 6 avril et du 14 janvier 1836*).

Les fonctionnaires publics (et les curés sont regardés, quoique bien à tort, comme tels par le gouvernement) qui occupaient un logement dans une commune à l'époque de la confection des rôles et au 1^{er} janvier de l'année à laquelle se rapportent ces rôles, doivent être imposés dans cette commune à la contribution personnelle et mobilière, alors même qu'ils seraient mis à la retraite à partir du 1^{er} janvier. Le conseil de préfecture ne peut lui substituer sur le rôle le fonctionnaire qui lui succède, mais qui n'a quitté son ancienne résidence qu'après le 1^{er} janvier et après avoir été imposé dans cette résidence à la contribution personnelle et mobilière. (*Arrêt du conseil d'État du 10 août 1836*.)

D'après ces divers arrêts qui s'appliquent par analogie aux curés qui changent de paroisse et sont remplacés par d'autres ecclésiastiques, notre correspondant peut voir que, dans son cas, le percepteur avait raison. Mais l'année prochaine il doit être inscrit pour son nouveau presbytère, et si, par hasard, on continuait à le porter sur les rôles pour l'ancien, il aurait droit de se faire décharger, pourvu toutefois qu'il fasse sa réclamation à temps. Or les demandes en décharge ou réduction doivent être formées, sous peine de déchéance, dans le délai de 3 mois à partir de la publication ou émission du rôle par le préfet. La date de cette émission est fixée par un arrêté préfectoral, et il est toujours facile d'en avoir connaissance, puisque cet arrêté doit être affiché dans la commune.

Q. — 1^o Au n^o 27, p. 322, vous dites qu'on n'est pas obligé de se réunir à toutes les quatre sessions ordinaires du conseil de fabrique lorsqu'il n'y a rien à délibérer. Cependant M. l'abbé Vouriot, auteur de nombreux et très-savants travaux sur les conseils de fabrique, dit le contraire : « Ces quatre réunions, dit-il, sont obligatoires et non pas seulement facultatives. Elles doivent être constatées par procès-verbal, lors même qu'aucun objet n'y aurait été mis en délibération. » (*Manuel des conseils de fabrique*, Répertoire, p. 5.)

2^o Vous avez dit aussi l'année dernière qu'un maire ne pouvait être président du conseil de fabrique. Or le même M. Vouriot que j'avais consulté sur ce point, m'a dit qu'il le pouvait d'après la loi, bien qu'il pensât qu'il serait mieux pour le curé d'être le président du bureau.

Vos réponses aux questions de discipline sont aussi intéressantes qu'instructives. Daignez donc recevoir les félicitations de votre très-humble serviteur.

R. — Ad 1^{re}. Notre correspondant force la note en nous faisant dire que les sessions de la fabrique autres que celle de Quasimodo sont facultatives. Si nous avions dit cela de cette manière nous aurions commis une erreur grossière ; car d'après nous comme d'après tout le monde, elles sont absolument obligatoires quand il y a une matière quelconque sur laquelle on ait à délibérer. Notre opinion est que, dans l'hypothèse où ces réunions n'ont aucun objet, et que le conseil est unanime sur ce point, on peut impunément les omettre.

La première raison qui en vaut une autre, c'est qu'il existe un grand nombre de paroisses où, de fait, il n'y a que la session de Quasimodo, et cela au vu et au su des deux autorités religieuse et civile, et cela depuis des années et des années, sans que jamais une protestation quelconque ait été soulevée ni par ces mêmes autorités ni par les membres du conseil.

Sans doute l'art. 10 du Décret de 1809 dit : le conseil s'assemblera le premier dimanche d'avril (aujourd'hui Quasimodo), de juillet, d'octobre et de janvier. Mais ne peut-il pas sous-entendre : s'il y a un ordre du jour, un objet quelconque de délibération ? Ce qui nous le fait croire, c'est que ce même Décret (art. 47 et 85) indique la session de Quasimodo comme absolument nécessaire, en désignant pour ce jour-là la reddition et l'apurement des comptes du trésorier et la formation du budget

pour l'année suivante ; tandis qu'il n'assigne rien d'essentiel pour les autres sessions. D'où l'on peut conclure logiquement que la séance de Quasimodo est nécessaire et que les autres ne deviennent nécessaires que tout et autant qu'il y a quelque chose à délibérer. Si elles étaient nécessaires au même degré et de la même manière que la séance de Quasimodo, le Décret s'en serait expliqué comme il l'a fait pour cette dernière. En vérité, n'y aurait-il pas quelque chose de ridicule de convoquer un groupe d'honorables citoyens pour leur dire : Vous voilà, c'est bien ; mais vous pouvez-vous retirer ; car il n'y a rien à dire ni à faire ! et sur cela dressez un procès-verbal !

Nous considérons l'abbé Vouriot comme une autorité fort compétente ; mais nous sommes persuadé que sur ce point il n'a voulu faire que de la théorie, et que, au point de vue pratique, en qualité de vicaire général, il n'a jamais forcé un conseil à s'assembler aux jours prescrits par la loi, quand ce conseil n'avait rien à porter en délibération.

Ad 2^{re}. Notre honorable correspondant nous oppose encore M. Vouriot pour soutenir que les maires peuvent être présidents du conseil, d'après la loi. Nous aimerions mieux un texte qu'une parole. Nous pensons que le confrère qui nous fait l'honneur de nous écrire n'a pas bien compris les distinctions que M. Vouriot a dû lui faire. Mais s'il les a comprises, il y a erreur dans cette affirmation. Tout ce qu'on peut dire dans ce sens, c'est que la loi ne prononce aucune exclusion et ne distingue point entre les membres élus et les membres de droit pour la présidence. « Le conseil, dit l'art. 9 du décret de 1809, nommera au scrutin son secrétaire et son président. »

Mais il faut ajouter que depuis les premiers temps de l'approbation de ce décret, ses dispositions et l'intention de ses rédacteurs ont été interprétées dans le sens que ni le curé ni le maire ne pouvaient être nommés présidents du conseil de fabrique ou du bureau des marguilliers, et depuis, la jurisprudence ministérielle n'a jamais varié sur ces questions. (*Lettre ministérielle du 2 octobre 1810 ; avis du conseil d'Etat du 7 février 1867, etc., etc.*)

Q. — Le bureau de bienfaisance, composé entr'autres de 4 membres nommés par le préfet, c'est-à-dire tous plus ou moins radicaux, vient de voter par 4 voix contre 3 le placement d'un tronc pour les pauvres dans l'église de la paroisse. — Le conseil municipal qui n'est pas radical, et qui ne voit nullement la nécessité de ce tronc, a voté à l'unanimité moins une voix, qu'il s'opposerait au projet du bureau de bienfaisance. Les membres du bureau ne se déconcertent pas, et ils sont en instance pour faire casser la décision du conseil municipal. *Quid juris ?*

R. — La loi autorise les bureaux de bienfaisance à placer un tronc dans les églises pour les pauvres. (*Loi du 5 prairial an xi ; décret du 30 décembre 1809, art. 75 ; décret du 12 septembre 1806.*)

Nous ne voyons pas sur quoi s'appuie le conseil

municipal pour s'y opposer. La fabrique elle-même n'y peut rien.

Q. — 1^o Un instituteur fait une souscription pour une bibliothèque communale. Le choix des livres appartient-il au conseil municipal ou à l'inspecteur primaire?

2^o Une fabrique peut, en cas d'insuffisance de ressources, exiger un secours de la commune. La réciproque est-elle légale, c'est-à-dire une commune en déficit peut-elle exiger un secours de la fabrique qui a des fonds en caisse?

R. — Ad 1^{er}. Si l'instituteur a l'initiative de la souscription, et est autorisé pour cela, il a lui-même la disposition des fonds recueillis, par conséquent le choix des livres. Mais si l'instituteur n'est en cette circonstance que l'agent de la municipalité, cette dernière choisit les livres; mais dans l'un et l'autre cas, le contrôle appartient aux autorités académiques, par conséquent à l'inspecteur. Le maire ne peut que signaler à ses chefs hiérarchiques les abus qu'il prétendrait découvrir.

Ad 2^{me}. Il n'y a pas de réciprocité. Ni la commune ni même le gouvernement ne peuvent dessaisir légalement sous aucun prétexte la fabrique de ses ressources à leur profit. Mais, en certaines circonstances et avec certaines formalités, on peut exproprier quelques parties d'immeubles appartenant à la fabrique, *ex multis dictis*.

Q. — Puis-je sans autorisation recevoir les dons volontaires qui me seront faits dans ma paroisse sous forme de souscription pour l'achat des vitraux à l'église paroissiale? Si non, quelles formalités dois-je remplir? Ou n'y aurait-il pas moyen de les éviter?

2^o Supposant que j'aie en main la somme nécessaire pour faire garnir de vitraux toutes les fenêtres de mon église, qu'y aurait-il à faire vis-à-vis du conseil de fabrique et de la commune à laquelle appartient l'église et qui est en bonnes relations avec le curé?

3^o Le trésorier ou le conseil de fabrique peut-il également opérer un virement de fonds prévus au budget à un article qui ne sera pas utilisé dans le cours de l'exercice et quel est le moyen de s'y prendre?

R. — Ad 1^{er}. Les fabriques n'ont pas d'autorisations à demander (*Avis du conseil d'État du 16 mars 1868*); elles ont le droit d'ouvrir et de recueillir des souscriptions, soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire des curés. D'où l'on peut conclure immédiatement que le curé ne pourrait pas prendre l'initiative d'une telle entreprise contre le gré de la fabrique. Mais d'accord avec elle et c'est ici le cas, il n'a besoin d'aucune permission, d'aucun avis des autorités locales.

Ad 2^{me}. Il n'y a rien à faire qu'à marcher de concert avec la fabrique.

Ad 3^{me}. Cela se peut, mais avec une délibération de la fabrique; et, si la somme ne dépasse pas le chiffre légal, on n'a pas besoin de l'approbation préfectorale. On sait que, lorsque le montant des travaux doit dépasser cent francs dans une paroisse de moins de mille habitants, ou deux cents francs dans une paroisse de mille ou de plus de mille habitants, des plans et devis doivent être soumis au préfet; et ce n'est qu'après l'approbation formelle de ce fonctionnaire que les travaux peuvent être adjugés et exécutés. Mais s'il

s'agit du mobilier, on n'a besoin d'aucune autorisation pour acheter ou pour vendre. (*Lettre minist. 20 août 1856.*)

Q. — Offrant d'abord mes remerciements au savant casuiste de l'*Ami du clergé*, pour un service important qu'il vient de me rendre par la dernière circulaire de M. Jules Ferry sur les rapports de l'école et du catéchisme, je le prie de vouloir bien me prêter ses lumières dans l'affaire que voici : « L'église de ma paroisse ayant grandement besoin de réparations, une personne bienfaisante me donne une somme avec laquelle je puis faire reconstruire l'abside avec deux sacristies. Cette somme m'est donnée à moi personnellement, afin que j'aie toute liberté et tous avantages possibles dans l'exécution des travaux. Je crois même pouvoir espérer que cette même personne me donnera de quoi restaurer toute l'église selon un plan arrêté, lequel s'exécutera au moins successivement, selon que les ressources viendront.

J'observe 1^o que notre église est située dans le cimetière; 2^o que l'abside doit être agrandie; 3^o qu'il y a autour de l'abside des corps inhumés, l'un depuis 2 ans, l'autre depuis 3 ans, et ces deux emplacements ne sont pas vendus; un 3^o corps est inhumé depuis 30 ans, et l'emplacement est vendu à perpétuité à la famille; 4^o un nouveau cimetière se construit actuellement, et bientôt l'ancien sera abandonné; 5^o le pignon qui est vieux doit être reconstruit et avancé pour agrandir la nef de 1^m50 sur une petite esplanade ayant trois mètres de largeur et dominant la voie publique, laquelle a toute largeur voulue; 6^o ayant pensé d'abord pouvoir m'affranchir des entraves de l'administration, après entente préalable avec la municipalité, j'ai fait faire un plan avec estimation par un entrepreneur digne et capable. Mais j'abandonne cette voie peut-être peu sûre, surtout par le temps qui coure; 7^o je voudrais être approuvé dès à présent par la préfecture sur l'ensemble de tout le plan arrêté, bien que ce plan ne doive s'exécuter qu'en partie pour le moment : ce plan sera rédigé par un architecte en titre; 8^o je voudrais être affranchi de l'adjudication, et confier simplement le travail à l'entrepreneur qui me convient moyennant qu'il donnera toute garantie par sous-seing, et vu que je suis sensé payer tout. Ces explications étant données, je prie M. le casuiste de vouloir bien juger ma situation dans son ensemble et dans ses détails, m'en préciser l'avantage, m'expliquer les difficultés, me tracer la voie que je dois suivre pour arriver au but. S'il connaissait un manuel qui pût me donner toute indication, je le prie de me l'indiquer.

R. — Si comme notre honorable correspondant l'assure, il est parfaitement d'accord avec sa fabrique et sa municipalité, toute difficulté disparaît. Il faut certainement l'autorisation préfectorale; mais elle ne sera point refusée, d'autant plus que les dépenses ne doivent grever ni le budget de la fabrique ni celui de l'État.

La plus grande difficulté à prévoir est celle des sépultures concédées à perpétuité et sur le terrain desquelles on doit avancer l'église; mais elle est facile à résoudre, d'abord à cause du nouveau cimetière actuellement en construction, et ensuite parce que l'agrandissement d'une église est toujours regardé comme utilité publique, et constitue un motif plausible d'expropriation. Sous ce rapport, il serait bon d'avoir l'assentiment des familles auxquelles appartiennent les terrains, à moins d'attendre la translation du cimetière.

En résumé et pratiquement, le curé doit soumettre ses projets et ses conditions à la fabrique et à la municipalité et par cette dernière à la préfecture.

Q. — Dans les réponses que vous donnez aux questions qui vous sont adressées à l'occasion des réparations d'églises, vous me paraissez absolument convaincu que les églises, en France, appartiennent aux communes.

Dans les nos 17 de *L'Ami du clergé*, 28 avril 1881, page 202, 2^e colonne, je lis en effet : « d'autant plus que cette ancienne église est une propriété communale. »

Est-il bien prouvé que les églises sont propriétés communales ? Ne pourrait-on pas soutenir que le concordat passé entre Pie VII et Napoléon, a donné les églises aux évêques ? Je connais des prêtres qui l'affirment positivement et qui croient pouvoir le prouver.

2^e Autre question qui m'embarrasse en ce moment même.

Une veuve chargée d'enfants et d'affaires très compliquées se trouve très instamment pressée par son père de se remarier, il donne pour motif qu'elle pourra ainsi mieux pourvoir à l'éducation de ses enfants et aussi à l'administration de ses biens.

Or elle ne veut absolument plus se remarier, si bien qu'elle me demande de l'autoriser à faire des vœux de chasteté perpétuelle pour en finir avec les sollicitations impératives de son père. Dites-moi, je vous prie, par la voie de *L'Ami du clergé*, ce que je dois faire. Je voudrais empêcher que les bons rapports entre cette veuve et son père ne se troublent et pour ce motif, j'ai refusé jusqu'à présent l'autorisation demandée.

Serais-je répréhensible et me blâmeriez-vous si je l'accordais ?

R. — AD 1^m. Je ne suis nullement persuadé qu^e les églises appartiennent aux communes. J'ai la conviction profonde du contraire ; mais dans le cas qui m'est rappelé, l'église avait été construite par la commune au commencement de ce siècle ; il n'y avait aucun doute sur le propriétaire réel.

Ce que j'ai dit plusieurs fois et ce que j'ai l'honneur de répéter à mon correspondant c'est que la question de la propriété des églises et presbytères restitués au culte en vertu de l'article 72 de la loi du 18 germinal an x est très controversée et très débattue entre les fabriques et les communes. Les diverses cours royales, les tribunaux et les jurisconsultes sont divisés d'opinion.

Le conseil d'État déclare que ces églises et presbytères sont propriétés communales, tandis que la Cour de cassation les déclare, au contraire, propriétés fabriciennes. Un autre arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1840 a décidé que la propriété absolue des églises n'est exclusivement attribuée ni aux fabriques ni aux communes.

Mais l'État considère, de fait, les églises et les presbytères comme propriétés communales ; il faut donc pratiquement subir cet autre genre d'iniquité. Cette remarque, nous pourrions la faire en mille circonstances, surtout à propos des articles organiques qui sont pour la plupart ou anti-canoniques ou tyranniques ; mais à moins qu'ils ne heurtent la conscience, il faut bien s'y soumettre, ne pouvant faire autrement, comme à tant d'autres règlements vexatoires qui nous oppriment du matin au soir. Cela ne nous empêche point d'être pour le droit et de le proclamer.

AD 2^m. Ceci est une affaire de conduite, sur laquelle nous nous récusons de donner notre avis. Dans des circonstances aussi délicates, le meilleur parti à prendre est de consulter son évêque qui a des grâces d'État. Personnellement, nous

pensons que le dégoût pour un second mariage ne serait pas un motif suffisant pour justifier un vœu de chasteté perpétuelle. Nous voudrions à un si grand acte un motif plus surnaturel

Q. — 1^o Ma commune est autorisée à agrandir son cimetière, qui est autour de l'église, et à relever les murs. Y aurait-il à craindre qu'après la reconstruction du mur du cimetière, on pût nous obliger à choisir un autre endroit plus éloigné du village ? La législation actuelle veut-elle à ce sujet une distance déterminée ?

2^o Un curé peut-il être exécuteur testamentaire des dernières volontés de l'une de ses paroissiennes, s'il n'en reçoit rien ?

3^o Une donation peut-elle comporter des charges. V. gr. Une personne n'ayant pas de parenté rapprochée, se propose de donner de son vivant au titulaire de la succursale de..., quel que soit son nom, pourvu qu'il ne soit ni intrus, ni apostat, une pièce de terre d'un revenu de 80 francs, à charge par les titulaires (successifs) d'entretenir à leur frais, à perpétuité, la lampe du sanctuaire ; 2^o de fournir du bois suffisamment pour chauffer la sacristie les jours de dimanche et de fête et le jour de la confession des enfants ; 3^o de payer les impôts se rattachant à cette pièce de terre. *Numquid ita fieri possit ?*

4^o En ce moment, une cure peut-elle encore accepter une donation entre vifs ? A-t-elle besoin d'autorisation pour cela ? Si oui, à qui la demander ? Et quels seraient les droits à payer s'il s'agit de meubles ou d'immeubles ?

5^o En ce temps de gratuité, à qui incombe le paiement pour les leçons de couture ; est-ce au gouvernement ou à la commune ? Cela ne rentre-t-il pas dans la gratuité de l'instruction ?

R. — AD 1^m. Oui cela est à craindre ; cela dépend de l'interprétation que le Préfet donne aux articles 1 et 2 du décret du 23 prairial an XII. Ces articles prohibent l'établissement des cimetières dans l'enceinte des villes et bourgs, et exigent qu'on les place à la distance de trente-cinq à quarante mètres au moins de leur enceinte, mais considérera-t-on l'agrandissement dont il s'agit comme un cimetière nouveau ? La chose est possible.

S'il y avait divergence d'opinions parmi les habitants, il serait prudent et sage de consulter la préfecture avant de rien entreprendre. Si tout le monde est d'accord dans la localité, il nous semble inutile d'attirer l'attention de l'autorité supérieure sur ce point.

AD 2^m. Oui ; il peut même recevoir quelque chose, un souvenir comme rémunération de cette charge. La loi n'a fait de prohibition que pour le confesseur dans la dernière maladie pendant laquelle le testament a été confectionné, et cette prohibition porte sur le titre de légataire et non sur celui d'exécuteur testamentaire.

AD 3^m et 4^m. Parfaitement, donner au titulaire d'une paroisse, c'est donner à la cure. Or, la cure est un établissement public qui a le droit de recevoir comme la fabrique et aux mêmes conditions, c'est-à-dire en remplissant les mêmes formalités. Il faut l'autorisation. C'est au curé de peser les conditions et charges afin d'accepter, et le gouvernement est appelé à juger la chose, absolument comme s'il s'agissait d'une donation à la fabrique.

AD 5^m. Parfaitement. La couture est une des

branches de l'enseignement féminin; elle fait partie du programme, et par conséquent elle est comprise dans la gratuité de l'instruction, et en suit les conditions. Mais dans les communes où se trouverait une école mixte, l'instituteur ne pouvant enseigner aux filles les travaux d'aiguilles, la personne chargée de cette besogne a droit à des honoraires particuliers qui doivent être payés par ceux qui paient l'école, c'est-à-dire par la commune ou par l'État, ou par les deux à la fois.

Q. — Nous avons à X... une maison religieuse tenue par les sœurs de la Charité de Saint-Louis de Vannes. Ces bonnes religieuses ont érigé dans l'intérieur de leur maison un petit oratoire ou chapelle *privée* où elles conservent la sainte Réserve. Elles ont voulu aussi avoir le chemin de la croix et pour cela elles se sont adressées à l'évêque de Vannes qui les a autorisées à avoir chez elles le chemin de la croix, et a délégué M. le curé de X... pour procéder à la bénédiction et à l'installation du chemin de croix. Voilà 4 mois que la cérémonie s'est accomplie et les bonnes religieuses faisaient pieusement chaque jour le chemin de la croix dans leur petite chapelle, croyant bien gagner les indulgences innombrables attachées au chemin de la croix, lorsque les jours derniers, Monseigneur l'évêque faisant sa tournée de confirmation, a déclaré aux bonnes sœurs que leur chemin de croix était nul et ne jouissait d'aucune indulgence parce que leur oratoire était *privé* et que ses pouvoirs à lui ne concernaient que les églises paroissiales et les chapelles publiques de son diocèse. — De là consternation et embarras pour ces pauvres filles... Que faire? ou prier le Souverain-Pontif de régulariser et de valider ce qui a été fait irrégulièrement ou obtenir de Rome pour M. le curé de X... les *pouvoirs nécessaires* pour procéder à une nouvelle érection canonique du chemin de croix en question... Est-ce que votre correspondant à Rome ne pourrait pas se charger de cette affaire?

Je vous ai exposé et fait connaître la chose... Quant aux termes de la rédaction à employer, votre correspondant saura mieux faire cela que nous, il est plus habitué à traiter ces sortes de choses. Si vous avez besoin de nouveaux renseignements, je suis à votre disposition; parlez, et aussitôt je vous adresserai tous les détails exigés. Dans l'espoir que vous voudrez bien vous occuper de cette affaire, je vous offre de nouveau tous mes remerciements avec la nouvelle assurance de mes sentiments bien dévoués.

R. — Nous offrons nos excuses au digne prêtre qui nous écrit, pour n'avoir pas répondu plutôt à sa lettre. Elle se trouvait mêlée à cent autres relatives à la jurisprudence civile-ecclésiastique; ce qui fait qu'elle n'est tombée sous nos yeux qu'à son tour.

Les bonnes religieuses sont victimes d'une distraction : qui peut se vanter de n'en avoir point? Mais le mal n'est pas sans remède. Qu'on veuille bien nous envoyer le nom de la supérieure, celui de sa communauté, de son diocèse, et nous demanderons à Rome l'autorisation d'ériger un chemin de croix dans son oratoire privé. Cela s'obtient facilement et sans grande dépense. Quand le diplôme sera obtenu, il faudra le faire viser par l'évêque diocésain, lequel déléguera en même temps un ecclésiastique pour ériger les stations dans la chapelle; à moins qu'on ne s'adresse aux capucins et franciscains, lesquels ont par un indult particulier à leur ordre pouvoir d'ériger les chemins de croix.

Nous ignorons si le Souverain-Pontife a cou-

tume de revalider les actes nuls de ce genre. On le demandera.

Q. — 1° Peut-on se servir du contrat synallagmatique, pour donner un immeuble à une fabrique, à titre de fondation. Si non, veuillez m'expliquer le pourquoi; car je pense qu'on peut procurer la convention *do ut des, do ut facias* indifféremment avec un bien fonds et avec une somme d'argent.

2° Un citoyen dans un village peut-il s'opposer à l'exhibition du drapeau rouge dans les rues, le 14 juillet.

R. — Ad 1^{re}. Tous les actes et tous les contrats sont permis aux fabriques comme aux simples citoyens, avec cette différence que les fabriques doivent être autorisées par le gouvernement pour n'importe quel acte public d'achat, de vente, d'échange ou d'aliénation quelconque. Au demeurant, il s'agit d'une fondation à titre onéreux. Quelle que soit la forme du contrat, il est toujours synallagmatique.

Ad 2^{re} — Le drapeau rouge est un signe séditionnel, par conséquent illégal; mais il n'appartient pas à un citoyen sans mission de faire régner la police. Il y a des gens exprès pour cela.

Q. — 1° Encore un cas pratique à propos des droits du vicaire à son logement.

Mon vicaire fait tous les ans une saison d'eau et s'absente près d'un mois. A-t-il le droit de fermer sa chambre dont le mobilier lui est fourni en grande partie par le curé et de se refuser à une prière que lui fait poliment son curé de lui en laisser la clef pour l'usage des visiteurs et de ceux qui feront le service pendant son absence?

Il va sans dire que le presbytère qui est à la campagne et n'offre pas beaucoup de latitude peut mettre le curé dans la gêne à un moment donné. *Quid de jure?* Le vicaire a-t-il le droit de le prendre de si haut avec un curé dont il n'est après tout que le commensal, et le curé doit-il s'incliner devant les exigences de son vicaire?

2° Par suite de nouveaux règlements de fabrique, il devient presque impossible de trouver un fabricant qui puisse tenir la comptabilité de trésorier. Que faire? Le curé peut-il se charger de tenir les comptes à la place du trésorier? Ce dernier restant en fonctions, serait-il imprudent de charger un tiers qui n'est pas fabricant de faire cette besogne avec la signature du trésorier?

Dans une autre hypothèse, le trésorier donnant purement et simplement sa démission parce qu'il se croit incapable de suffire à la tâche, et c'est le cas présent, quel moyen employer pour être en règle avec l'administration dans le cas où l'on ne trouverait pas à le remplacer?

R. — Nous blâmerons toujours un vicaire d'être désagréable à son curé et de n'avoir pas pour lui la politesse et les égards que son âge, son autorité et son caractère réclament et imposent. Le devoir ici était tout tracé. Le vicaire devait retirer de sa chambre tout ce que bon lui semblait; mais il devait se rendre au désir et surtout à la prière de son supérieur qui lui fait l'honneur de l'admettre sous son toit et à sa table. C'est l'A B C de la bonne éducation.

Mais au point de vue juridique, certainement un curé ne peut pas forcer un vicaire à lui livrer la clef de sa chambre. C'est en vertu d'une convention quelconque, que le vicaire a son domicile au presbytère; or, tout domicile est inviolable; c'est une seconde conscience dans laquelle nul n'a le droit de pénétrer sans un mandat de justice.

Il est vrai qu'avec le système universellement suivi en France d'imposer les vicaires aux curés, il n'est pas facile de connaître les caractères des jeunes gens qui arrivent tout frais émoulus du séminaire. Mais cette ignorance forcée devrait rendre les curés prudents et avisés, et leur faire poser les conditions qui leur paraissent nécessaires ou convenables quand leurs vicaires se présentent. Cela évite beaucoup de conflits pour l'avenir. Dans tous les cas, une bienveillance réciproque est toujours édifiante et un élément de bonheur.

Ad 2^m. Les lois interdisent aux curés le titre de trésorier de fabrique. Mais, dans la nécessité, rien ne s'oppose à ce qu'ils en remplissent les fonctions d'accord avec le trésorier véritable et pourvu que celui-ci donne toutes les signatures nécessaires. Le nombre des paroisses où les choses se passent de la sorte est très considérable, et, vu les complications du moment il tend à augmenter.

Ce que le curé peut faire au nom du trésorier, un autre citoyen, même étranger à la fabrique, peut le faire également. La responsabilité reste entière au trésorier qui donne les signatures; mais il peut avoir un commis, un délégué pour tenir ses écritures et faire le travail.

La dernière hypothèse que fait notre correspondant est grosse de dangers. Le moyen à prendre c'est de trouver quand même qui accepte au moins le titre de trésorier; car il en faut un absolument et autre que le curé et le maire. Mais si l'on ne trouvait pas même cet homme de paille, il serait démontré qu'il est impossible de former une fabrique, et pour un gouvernement hostile et mal intentionné comme le nôtre, ce serait une raison suffisante pour supprimer la paroisse. *Caveat parochus!*

VARIÉTÉS.

Étude sur le Concordat.

V. — PUBLICATION DU CONCORDAT LE JOUR DE PAQUES, 18 AVRIL 1802.

Le matin du 18 avril, Paris offrait un spectacle étrange. A huit heures le préfet de police Réal, avec ses douze maires, leurs adjoints et ses commissaires, parcourait la ville toute émue de l'appareille grandiose déployé pour fêter la paix rétablie entre l'Eglise et l'Etat, et il publiait solennellement le Concordat dans tous les quartiers de la cité. Les impressions les plus diverses régnaient sur les figures, railleuses ou épanouies, sceptiques ou irritées, mais généralement étonnées. A midi le Cardinal Caprara se rendait à Notre-Dame, croix en avant, dans l'éclatant costume de légat de la sainte Eglise, entouré des archevêques et évêques en habits pontificaux. La foule se montrait M. du Belloy, évêque de Marseille,

nommé à l'archevêché de Paris, vieillard magnifique, vénérable et doux; M. de Boisgelin destiné à l'archevêché de Tours et chargé du rôle délicat de prononcer le discours d'entrée; Bernier et Paucemont radieux de leur nouvelle dignité achetée au prix de leur conscience. D'autre part le premier Consul arrivait dans les massives voitures royales redorées, précédées de sa livrée verte aux galons d'or et remplies de dames du palais et de la ville, élégantes comme aux beaux jours de la monarchie. On cherchait des yeux les généraux, car plusieurs s'étaient vantés de s'abstenir en cette cérémonie qui prétendait ressusciter un passé qu'ils avaient blasphémé, le croyant à jamais éteint. Mais les voici. Berthier les a invités à déjeuner, puis ils se sont rendus tous, sur sa proposition, aux Tuileries pour féliciter Bonaparte de la paix d'Amiens. Le premier Consul leur a ordonné de le suivre et ils n'ont pas osé braver son impérieux regard. Soixante coups de canon retentissent, le tambour bat aux champs, l'archevêque présente au premier Consul placé sous le dais l'encens et l'eau bénite, une musique guerrière éveille sous les voûtes des échos religieux. Mais quel délabrement dans l'antique église métropolitaine! Les constitutionnels n'ont rendu les clefs que trois jours auparavant et sur un ordre formel, on n'a pas même songé à disposer une sacristie, à peine si l'on a fait disparaître à la hâte les traces de dix ans d'orgies. Les évêques prêtent serment entre les mains de Bonaparte, le véritable chef de l'Etat; M. de Boisgelin parle de sa mission providentielle et rappelle les souvenirs de Pépin et de Charlemagne. « Quant à lui, revêtu de l'habit rouge de consul, immobile, le regard sévère, il ne montrait ni la distraction des uns, ni le recueillement des autres. Il était calme, grave, dans l'attitude d'un chef d'empire qui fait un grand acte de volonté, et qui commande de son regard la soumission à tout le monde (1). » Mme Louis Bonaparte fait une quête pour les pauvres qui produit sept cents louis et le *Te Deum* qui chante sous les voûtes fait couler plus d'une larme dans l'ombre des obscurs piliers.

Le soir un splendide banquet réunissait chez le premier Consul les hauts dignitaires ecclésiastiques, militaires et civils. Il fut glacial pour ses généraux dont la tenue avait été scandaleuse à Notre-Dame, mais expansif et plein d'aimables prévenances pour le Cardinal. Le lendemain le *Moniteur* rendait compte avec éloge d'un livre écrit par un jeune auteur ou plutôt par un brillant poète qui semblait avoir ajouté une nouvelle corde à cette lyre enchanteresse qu'on nomme la langue française. Si l'apparition du *Génie du Christianisme* fut presque providentielle, la mention qui en fut faite au journal officiel produisit en France l'effet d'un coup de théâtre. Elle n'était donc plus proscrire cette reli-

(1) Thiers. Histoire du Consulat, t. 3, p. 451.

gion dont les souvenirs et les bienfaits parlaient si éloquemment sous la plume de Chateaubriand! On respirait enfin librement l'air catholique qu'avaient respiré les aïeux. Il en restait encore dans toutes les âmes malgré le vide impie que douze ans de révolution avaient tenté d'y produire.

Plus d'un crève-cœur cependant était encore réservé au légat : dans sa naïve confiance il avait annoncé au Pape que le premier Consul communierait à Pâques. Les faits, puis les articles organiques démentaient toutes ses prévisions. Que dirait-on à Rome? Enfin des conflits nouveaux surgissaient chaque jour pour la réconciliation des prêtres constitutionnels soutenus par le gouvernement. Le Pape exigeait d'eux une rétractation d'ailleurs fort mesurée. Rien de plus légitime; mais Bonaparte accueillait les membres du clergé qui refusaient de souscrire à la formule venue de Rome. Ne leur suffisait-il pas qu'ils acceptassent le concordat, répétait-il sans cesse? On le voit, c'était une multiple réédition du drame des évêques intrus si malheureusement dénoué par Bernier. Caprara fut mandé de nouveau à la Malmaison. On savait comment s'y prendre pour obtenir une nouvelle faiblesse. Bonaparte, froid d'abord, s'emporta bientôt, déclarant que l'orgueil de la cour de Rome poussait des milliers d'âmes vers le protestantisme : et pourquoi? « à cause de vos *sophistiqueries* théologiques qui gâtent les choses au lieu de les arranger. » Deux heures durant il continua sur ce ton et comme le Cardinal ne semblait point s'émouvoir, il reprit le mot cruel adressé jadis à Consalvi : « Rien ne vous retient plus en France. Il reste encore onze évêques à nommer, je nommerai onze constitutionnels. » Et il le congédia. Alors Paucemont tomba chez le légat, puis une lettre de Portalis, bientôt suivie d'une seconde, puis Talleyrand, alarmé et solennel. « La France est en feu, elle va se faire toute entière protestante; grâce à votre entêtement, elle est perdue pour l'Eglise catholique! » Caprara n'entendait que des réponses de mort sonnantes le glas de la religion abattue. Il crut sincèrement à ces pronostics sinistres et lié d'ailleurs par le bienfait depuis sa nomination à l'archevêché de Milan, il écrivit à Rome dépêche sur dépêches, prêchant la conciliation, faisant l'apologie du premier Consul, de Talleyrand même pour qui il demande un bref de sécularisation; puis tout-à-coup, avec une étrange mobilité, implorant son rappel, ou suppliant Pie VII en pleurant de rendre par l'absolution pontificale la paix à son âme inquiète. Enfin il céda et accepta sans réserve, la formule que lui imposait Portalis.

C'est ainsi qu'il termina l'œuvre de la réconciliation générale, en cédant sur tous les points. On recueillit bientôt les fruits de cette politique de défaillances. En principe, partout le gouvernement prit le parti des prêtres constitutionnels contre leurs évêques qui furent à l'occasion vertement tancés. « Ecrivez à l'évêque de Rennes

qu'il est temps que cela finisse, qu'il est coupable d'avoir ôté sa place à un constitutionnel et de l'avoir remplacé par un prêtre nouvellement rentré sans ma permission. Ecrivez à l'évêque de Clermont dans un style moins dur... Il est à la fois impolitique et immoral d'éloigner de l'Etat et de l'Eglise des hommes si utiles. C'est une conduite insensée (1). » Aussi exigeait-il que les évêques fidèles prissent comme premier grand vicaire un prêtre intrus, et réciproquement d'ailleurs; espérant sans doute que la fusion des idées s'opérerait comme la fusion de deux régiments. Et pour garder la haute main sur l'épiscopat, les instructions pastorales des évêques sont d'abord soumises aux préfets et éditées à l'imprimerie de la préfecture. Plus tard on leur enverra des canons de mandements. Ils appuieront sur l'amour de la patrie, partant sur la conscription. Parfois les conflits les plus bizarres s'élevaient, car un évêque pouvait dépendre de plusieurs préfets opposés d'idées. Le préfet de l'Aveyron réclamait pour ses administrés une dispense d'abstinence comme l'accordaient les évêques voisins, sans quoi il n'approuverait pas les mandements. — Mais l'idée qui domine Bonaparte et qui se traduit dans les articles organiques, c'est de régenter le clergé et de le jeter dans la politique au profit de son ambition consulaire puis impériale. Qu'on lui résiste, il s'emporte, s'enquiert des formes canoniques pour dégrader le prêtre rebelle, invoque même les raisons de conscience : « Dieu le punira dans l'autre monde, mais César doit le punir dans celui-ci » (2). Qui pourrait l'arrêter; quand on lui cède sans cesse, quand il garde toujours prêtes des ruses soudaines ou de nouvelles menaces? Le dogme n'est rien pour lui et peut-être que Caprara a trop joué avec ce mot, invoquant le dogme d'abord, transigeant ensuite. Aussi son incurable faiblesse a-t-elle amené une étrange confusion d'idées au point que Portalis écrira dans une circulaire sur le divorce ces phrases invraisemblables : « Le divorce est admis par la loi civile. Il serait donc aussi *injuste* qu'imprudent de refuser la bénédiction nuptiale à ceux qui contracteraient un second mariage après un divorce. »

L'intention du Cardinal n'était certainement pas d'établir la thèse du Dieu-Etat, mais il est clair que sa conduite en laissa poser les principes, et tirer de désastreuses conséquences.

VI. — PIE VII ET LE CONCORDAT

Que s'était-il passé à Paris le 18 avril? Apprendraient-ils de nouvelles et déplorables défaillances de la part de Caprara? Le légat aurait-il signé sans nul mandat d'autres engagements illicites? Voilà ce que se demandaient Pie VII et

(1) Correspondance de Napoléon I^{er} à Portalis, t. VIII, p. 28.

(2) Corresp. de Napoléon I^{er}, t. 9, p. 310.

Consalvi. Or les dépêches n'arrivaient pas, on ne sait pourquoi : ce furent les journaux allemands qui leur annoncèrent et le serment du Cardinal, et l'institution des constitutionnels, et la publication des *articles organiques*. Mais tout cela paraissait tellement insensé que le Pape n'y crut point jusqu'au jour où arrivèrent enfin les lettres fatales du légat. Le pontife faillit en mourir de chagrin ; les scrupules et les remords assiégèrent sa conscience hésitante, et il s'interrogea sévèrement : Avait-il le droit de signer à l'aveugle sur la foi de Caprara ? Que devenaient les traditions de l'Eglise romaine, quel retentissement douloureux produiraient dans l'univers ces actes volontaires, mais arrachés par la violence ? Surtout quels jugements en porterait l'avenir qu'il engageait peut-être témérairement !

Pendant qu'il était en proie aux plus affreuses anxiétés qui puissent troubler une âme sainte et candide comme la sienne, au point d'en éprouver la double agonie physique et morale, il reçut un volume imprimé en gros caractères et ayant pour titre *Concordat*. Les premières pages renfermaient le véritable texte des 17 articles concentré par Consalvi ; les soixante dix-sept lois organiques occupaient le reste ; mais tous les articles étaient placés sous le même titre de *Concordat* pour faire croire qu'ils jouissaient tous de la même autorité. Toutefois la signature de Consalvi était apposée seulement au bas de la vraie convention du 16 juillet 1801, mais après celle de Joseph Bonaparte, contrairement aux droits du légat reconnus par le frère du premier Consul. Ce dernier détail — échappé aux historiens du Concordat — fit peu d'impression sur l'esprit du Pontife préoccupé surtout des trois énormes faiblesses de Caprara. Il lui fit écrire aussitôt : au sujet du serment prêté qu'il réclame une rectification au *Moniteur*. Quant aux évêques constitutionnels dont la cour de Rome ignorait encore l'indigne conduite, le Pape « les presse sur son sein, avec la confiance qu'il n'aura pas à se repentir de sa bénignité. » Mais les lois organiques, dans une allocution consistoriale le jour de l'ascension, il les désavoua énergiquement — et les flétrit du titre de « décrets contraires aux lois ecclésiastiques. » — « La consécration qu'il éprouvait du rétablissement de la religion en France, ajoutait-il, lui était rendue bien amère par ces lois organiques qui avaient été rédigées sans qu'il en sût rien, et surtout sans qu'il les eût approuvées. » (1) En apprenant cette protestation publique, Napoléon frémit de colère. Ces réclamations, écrivait-il à Cacault, étaient « capables de jeter des inquiétudes dans les esprits et de mettre obstacle au bien. » Cependant il fit insérer l'allocution pontificale au *Moniteur* avec une petite note narquoise où il insinuait que Rome ne voulait point perdre l'habitude de protester contre les libertés de l'Eglise Gallicane. Cela chatouillait agréablement l'amour-propre

français et atténuait ainsi la portée des paroles de Pie VII. D'ailleurs il rendait au Pape Pesaro, puis Ancône, lui faisait cadeau de deux bricks de guerre remis à neuf qui allaient mouiller à Civita-Vecchia ; puis brusquement demandait cinq cardinaux pour la France. Il songeait sans doute déjà que leurs robes rouges rehausseraient singulièrement le cortège impérial. Il les obtint de Pie VII qui partageait à son endroit le faible et l'enthousiasme admiratif de son légat, et qui surtout voulait à tout prix faire rapporter les trop fameux articles. Cacault le soutenait énergiquement : si vous demandez à la cour de Rome, écrit-il à Talleyrand, des choses contraires à ses maximes, « elle s'y refusera en vertu du droit naturel que chacun a de ne pas s'égorger soi-même. » — Et qu'aurez-vous gagné quand vous aurez poussé au désespoir « non-seulement le Pape, mais les vieux cardinaux qui ont passé quatre-vingts ans et qui disent : je vais paraître devant Dieu auquel je devrai compte ; que m'importe la France ? » Et rendant hommage à la bonne foi et au désir du Pape d'être agréable au premier Consul, il ajoute en forme de conclusion : « Il est bien vrai qu'on lui demande sans cesse, et il accorde sans fin.... Le sultan ne force jamais le patriarche grec à rendre des décisions à la turque sur le dogme et la discipline, tandis que le Pape est toujours tourmenté par les potentats ses chers fils pour de nouveaux sacrifices des anciennes règles (1). »

Pie VII, avec l'obstination des âmes où règne surtout la candeur, insistait auprès de Bonaparte, lui écrivait de sa propre main, se berçait de l'espoir qu'une entrevue changerait ses dispositions : « Si vous veniez à Milan, comme vous l'avez annoncé, ne pourriez-vous pas saisir cette occasion pour venir nous trouver et nous entendre ainsi parfaitement (2). » Il croyait à l'honnêteté absolue du génie.

Un jour l'occasion tant désirée se présenta. Bonaparte devenu empereur, pour donner à son trône le prestige extérieur que lui refusaient ses origines, voulut que le Souverain Pontife le couronnât à Paris, sous les yeux de toute la France. Pie VII accepta, mais à deux conditions : « la correction des lois organiques, et la soumission ou l'abandon de ceux qui adhéraient au schisme. » Par une habile diversion, Fesch offrit au nom de Napoléon son neveu, de rendre les légations avec une compensation pour le comtat d'Avignon. — Non, répondit le pape, n'y mêlons rien de temporel, — *nulla di temporale* — et son désintéressement héroïque força le gouvernement impérial à prendre des engagements officiels. Consalvi nous assure que l'empereur fit des promesses officielles. « Elles se trouvent, dit-il, soit dans les notes du cardinal Fesch à Rome, soit dans une dépêche très étendue et fort détaillée du ministre

(1) Consalvi. Mémoires, t. I, p. 430.

(1) Dépêches de Cacault.

(2) Pie VII au 1^{er} Consul, 29 juin 1802.

des affaires étrangères, M. de Talleyrand, au cardinal légat qui dut la transmettre au pape, par ordre exprès de l'empereur (3). »

Ce que l'Empereur voulait c'était la présence de Pie VII à Paris, pour jeter un rayon d'honneur sur son manteau impérial. Le doux pontife rappela les engagements de la veille, eut des conférences avec Napoléon, lui adressa des mémoires, mais n'obtint que des refus ou de vagues assurances. Une fois de plus, dit Consalvi, se vérifia le vieux proverbe : *longa promessa con attendere corto*. Longue promesse, mince résultat.

Tel est l'histoire rapide du Concordat. Pour compléter cette étude, nous donnerons prochainement le texte avec explication de la convention du 16 juillet 1801 et des articles organiques. Nous savons maintenant que la première seule a la valeur d'un contrat régulier. Les articles organiques ne furent qu'une basse vengeance que le premier consul entendit tirer du cardinal Consalvi dont la haute raison et la froide ténacité résistaient à ses brusqueries calculées. Cette convention fut certainement une œuvre grandiose, mais incomplète. Cela se comprend. Comme un autre Néhémie, le grand Cardinal vint réparer les ruines du temple de Dieu, abattu par la Révolution. Les débris jonchaient le sol, les esprits, vides d'idées catholiques, ne distinguaient plus que vaguement le vrai du faux. Que d'épines et de ronces à déraciner ! Consalvi réforma étonnamment les tendances de Bonaparte qui ne lui pardonna jamais l'empire qu'il exerça sur lui. Ensuite il fallait construire. Il jeta les fondations et traça les grandes lignes de l'édifice. Quoi de surprenant que les dix-sept articles portent je ne sais quel cachet d'inachevé ? De propos délibéré, d'ailleurs, Consalvi négligea le côté matériel, la vie temporelle de l'Eglise. On sent que cela devait être l'objet d'une autre convention où l'on réglerait les questions du patrimoine de saint Pierre et du traitement des prêtres. Ce furent les articles organiques qui vinrent ; ce sont eux qui nous écrasent aujourd'hui ; c'est au nom d'un ukase despotique flétri par Pie VII, qu'on prétend intimider le clergé en laissant suspendues sur sa tête des menaces qui voulaient l'obliger à choisir entre la pauvreté et le déshonneur.

Et supposé même que ces fameux articles eussent été légitimes dans le principe, le temps, la marche des événements, devaient les pousser dans une marche ascendante, c'est ce qui a eu lieu sur quelques points. Ils sont restés stationnaires, malgré la dépréciation des valeurs, quant à la question temporelle qui, après tout, est une question vitale, et livrent le clergé à la merci du bon plaisir ou de la mendicité.

Mais ils ne le sont pas, dès lors que Rome ne les a point consentis. Elle ne pouvait accepter ici les cas d'abus (6), ni la déclaration de 1682 que devaient souscrire les professeurs des sémi-

naires (24), ni la rédaction perfide de la défense faite aux curés « de toute inculpation *directe* ou *indirecte* » contre les agissements de l'Etat (52) ; sans compter une foule de prescriptions ridicules au sujet « des canons reçus en France, » ou « des libertés de l'Eglise Gallicane (6) ; » des dénominations de *monsieur* ou de *citoyen* laissées aux évêques (12) ; du costume noir à la française des ecclésiastiques (52).

En résumé la convention signée par Consalvi et par Joseph Bonaparte est légitime, respectueuse des droits de l'Eglise et de ceux de l'Etat. Marquée d'un grand esprit de conciliation elle pouvait servir de base à de nouveaux articles nécessaires et plus précis, destinés à régler les détails.

Les articles organiques sont des décrets de nulle valeur « contraires aux lois ecclésiastiques » œuvre mesquine, tâtilonne, morsure haineuse de la queue voltairienne dépitée de voir la résurrection triomphante de l'Eglise en France.

Courrier de l'Utile.

DEMANDES ET RÉPONSES.

Q. — Quels sont les moyens de neutraliser promptement l'odeur des peintures récentes ?

R. — Il faut d'abord établir des courants d'air dans les appartements que l'on vient de peindre. Il suffit pour cela d'ouvrir les fenêtres.

Pour obtenir plus vite le même résultat, on fera bien de monter un poêle portatif en tôle, et d'entretenir une chaleur de 20 à 25 degrés centigrades. Les peintures séchent promptement et toutes les émanations nuisibles se dissipent en même temps.

On peut aussi avoir recours aux fumigations de chlore.

Dans un ballon à large ouverture placez un mélange de :

300 grammes de sel de cuisine,

225 grammes de peroxyde de manganèse en poudre, sur lequel vous versez un mélange de :

300 grammes d'acide sulfurique concentré,

225 grammes d'eau.

Chauffez doucement ; le chlore se dégage en fumée épaisse, d'une odeur particulière. Cette fumigation détruit rapidement les miasmes et assainit les appartements.

Q. — Veuillez indiquer un vernis pour préserver le fer de la rouille.

R. — On suppose que le fer a été préalablement nettoyé de toute tache de rouille. Appliquez-y à deux reprises un vernis composé de la manière suivante :

Mélangez 80 parties de poudre de tuiles avec 20 parties de litharge, ajoutez une quantité d'huile de lin suffisante pour former une masse épaisse que vous étendez d'essence de térébenthine.

(3) Consalvi, t. 1^{er}, p. 425 et suiv. — t. 2, p. 402 et suiv.

Le fer ainsi recouvert, résiste parfaitement à toutes les influences atmosphériques, même à l'action de l'eau de mer.

Q. — Quel est le moyen de conserver les statues exposées à l'action de l'air ?

R. — A cet effet, on emploie un vernis spécial. Pour le composer, faites fondre deux parties de cire, dans huit parties d'essence de térébenthine bien pure. Appliquez-le avec soin en le chauffant également sur toutes les parties de la surface, de manière qu'il n'y reste aucune épaisseur capable d'altérer l'harmonie des formes.

Si on étend ce vernis sur des statues nettoyées par l'eau aiguisée d'acide hydrochlorique, il faut qu'elles soient bien sèches quand le vernis est appliqué.

Le même procédé garantit de la destruction les bustes et les statues en plâtre.

Q. — Indiquer un mastic pour souder les marbres, pour opérer des scelllements et raccommoder la porcelaine.

Le mastic employé par les marbriers pour recoller le marbre est la gomme laque colorée. Ils obtiennent une forte adhérence en appliquant à chaud sur le marbre préalablement chauffé.

Le ciment à sceller se fabrique ainsi :

Sel ammoniac,	2 parties,
Limaille de fer,	16
Soufre,	1

Mélez toutes ces substances, réduites en poudre fine, et conservez dans des vaisseaux fermés. Lorsque vous voulez en faire usage, prenez 20 parties de limaille de fer très-fine, ajoutez-y une partie de la poudre précédemment indiquée, et une quantité d'eau suffisante pour faire une pâte maniable, qui se solidifie dans une quinzaine de jours et devient aussi dure que le fer.

Pour raccommoder la porcelaine, faites bouillir pendant cinq ou six minutes, dans une eau bien pure, un morceau de verre blanc, pilez ce morceau, passez la cendre à travers un tamis fin, puis broyez-la avec un blanc d'œuf. La ténacité de ce mastic inventé par les chinois, est telle que les parties rejointes ne se séparent jamais, lors même que la porcelaine serait cassée de nouveau.

Q. — Le *Courrier de l'Utile* voudrait-il donner quelques notions sur le mélange des couleurs, et la manière de s'en servir pour les badigeonnages.

R. — Le badigeonnage se fait 1° à la colle, 2° à la chaux, 3° à l'alun, 4° au lait.

Ces quatre éléments sont les mordants destinés à fixer les badigeons.

1° Badigeonnage à la colle.

Délavez dans une eau très-limpide du blanc de Troyes ou de Meudon. Faites fondre en même temps dans l'eau chaude, allongée ensuite d'eau ordinaire, de la colle de Flandre; mélangez le blanc avec la colle.

Pour les teintes, n'employez jamais les couleurs à base minérale : elles sont réservées à la peinture à l'huile. Suivant le degré de coloration et la nuance que vous désirez obtenir, ajoutez au mélange de l'ocre jaune, rouge, orange etc., ou de la terre d'Italie naturelle, de Cologne calcinée, de Cassel calcinée pour les tons jaunes, de la terre d'ombre ou du noir d'ivoire pour les tons bruns et noirs, de la terre de Sienne calcinée, de la terre d'Italie calcinée pour les tons rouges et orangés.

2° Badigeonnage à la chaux.

Faites fuser au moment de vous en servir de la chaux en lave. On peut aussi faire usage de chaux hydraulique tamisée, laquelle donne le ton de la pierre. On l'emploie seule si l'on veut avoir un mur blanc ou on y ajoute une couleur pour obtenir un autre ton.

3° et 4° Badigeonnage au lait et à l'alun.

A la chaux fusée; mais plus souvent au blanc de Troyes on mélange de l'alun ou du lait et on y ajoute, comme il vient d'être dit, les matières colorantes.

Les badigeonnages à la chaux sont les plus solides, mais les moins réguliers. Ceux à la colle viennent ensuite; s'ils sont moins solides, ils prennent bien tous les tons.

L'alun et le lait donnent à peu près les mêmes résultats que la colle; peut-être les nuances sont-elles plus claires et plus nettes; mais après quelque temps ces badigeons s'effacent et ils ont le défaut de s'attacher aux vêtements qui les effleurent.

DEMANDES EN COUR ROMAINE.

Nous prions instamment ceux de nos lecteurs qui s'adressent à nous pour des demandes de pouvoir en Cour romaine, de nous adresser, toujours et en toutes lettres, leurs noms de baptême.

C'est l'une des formalités requises les plus essentielles. L'omettre, c'est nous obliger à écrire aux sollicitants, et de là d'autres retards.

PRIMATUR.

Lingonis, die 4 januarii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

Je ne crois pas qu'il y ait une scène plus longue au théâtre, et elle a semblé courte tout le temps qu'elle a duré, quoique dans la salle on ne respirât plus... Mais que n'est-elle pas devenue cette scène terrible, quand l'assassin, pour mieux insulter et blesser ce confesseur qu'il ne peut fuir, puisque ceux qui l'ont condamné à mort l'ont enfermé avec lui, lui jette enfin le mot de la rage arrivée à son plus affreux paroxysme : « Tu parles de pardon, prêtre menteur ; me pardonneras-tu à moi qui ai assassiné ton père !... »

Il ne fallait rien moins que cet horrible aveu, que cette pointe du couteau qui a tué le père, enfoncée dans le cœur du fils, pour réveiller « la bête endormie, » comme le dit cet admirable prêtre, dans son langage sacerdotal, du plus beau sentiment de la vie, comme nous disons, nous, qui n'avons pas l'honneur d'être prêtre, car pour les prêtres, il y en a un plus beau !

A ce coup-là, à ce mot-là, il faut voir Taillade prendre sur la table le poignard de l'assassin de son père, le lever sur lui et, tout à coup, le jeter... Ce qu'on en dirait ne le montrerait pas !

IV

Et il n'a pas été grand acteur que là. Le drame continue après la mort de l'assassin que le prêtre n'a pas converti. Ceux qui l'ont fusillé ont empêché le prêtre de l'accompagner au suplice et, au moment où il va se jeter par une fenêtre pour rejoindre le condamné sous les balles, on entend les suprêmes détonations. Maintenant, lui qui sait tout : parlera-t-il ? Empêchera-t-il son frère d'épouser la fille du meurtrier de son père... Et cette partie de la pièce de M. Charles Buet, Taillade la joue mieux selon moi que la première. Elle convient peut-être au talent gouverné, réfléchi, concentré de cet acteur qu'on pourrait citer parmi les profonds.

Il n'est pas possible d'être mieux prêtre dans cette pièce qui s'appelle *le Prêtre*. Il l'est de ton, de geste, de simplicité, de douceur, d'émotion, de tenue ; il fait peau avec sa soutane. On dirait qu'il est né avec... Puissance de la métamorphose chez les grands artistes ! Croirait-on que c'est ce visage qui nous épouvantait, en nous froidissant, quand il jouait Saint-Just?...

Dans la dernière partie du drame de M. Charles Buet, où il y a, à plusieurs places, des choses shakespeariennes, mais où j'aurais voulu des mots shakespeariens, qui malheureusement n'y sont pas, Taillade a joué véritablement comme il aurait joué dans Shakespeare. Quand, écrasé par le secret qu'il sait seul et qui l'étouffe, et qui s'il le dit va étouffer le bonheur de son frère et de la femme qu'il aime, il m'a rappelé Hamlet par l'incertitude, le déchirement, le remords anticipé, la vision du père qu'il voit dans sa pensée, dans l'œil de sa pensée... Dans la chambre du crime, où il est revenu, où il est plus beau qu'il ne l'est pendant toute la pièce, dans cette chambre de souvenirs sanglants, dans laquelle il erre, cherchant le spectre adoré qui n'y est pas, quand il frotte son front contre les colonnes de ce lit sombre et muet et qu'il en caresse les lourds rideaux baissés de ses mains tremblantes, il a eu plusieurs fois une façon de renverser sa tête devant la vision de son père qui me le faisait voir, à moi, et qui l'auréolait d'amour interrogateur et d'épouvante.

Pour moi, c'était Hamlet devenu prêtre. C'était l'abbé Hamlet ! Grand honneur pour lui, Taillade, de rappeler dans un rôle de M. Buet un rôle de Shakespeare, et grand honneur pour M. Buet aussi : — honneur pour tous deux !

J. BARBEY D'AUREVILLE.

LE PRÊTRE, drame en cinq actes et huit tableaux forme un beau volume in-8° de xxv-192 pages : 2 fr.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi 31 décembre 1881.

Toute l'année s'est passée à faire de la hausse, mais, au moment de toucher à sa fin, voilà qu'on semble effrayé du chemin parcouru ; au lieu d'affermir la situation, on l'ébranle ; bref, l'année se termine par ce mot : Une crise financière est proche.

Ah ! c'est que chacun, à cette époque, fait son compte, et comme il y a toujours plus de perdants que de gagnants à ce jeu si difficile qu'on appelle la Bourse, de là le cri de détresse et de déconvenue qui s'entend partout ; de là les cours agités qui signalent les dernières journées de l'année financière.

On offre le 3 0/0 perpétuel à 84, l'amortissable ancien à 85,70, le nouveau à 84,60, le 4 1/2 à 112, le 5 0/0 à 113,90.

Quant aux fonds d'Etat étrangers, à peine si on y touche. L'Italien demeure à 90, le Turc à 13,50, l'Egyptienne unifiée à 350, l'Extérieure d'Espagne à 29, l'Autrichien 4 0/0 à 80,25, le 5 0/0 russe 1870 à 87.

Affaires calmes sur les chemins de fer, généralement en baisse sur les premiers jours de la semaine. Est, 770 ; Lyon, 1715 ; Midi, 1312 ; Nord, 2,200 ; Orléans, 1320 ; Ouest, 835.

Parmi les grandes entreprises industrielles, le Suez et le Panama se font remarquer par l'animation de leur marché. Cependant, la Bourse d'hier a commencé à les délaisser, le premier termine à 3160 ; le second, à 575.

Nous lisons dans plusieurs journaux que la *Société générale de Librairie catholique*, dont nous avons déjà parlé, se propose de demander l'augmentation de son capital dans sa prochaine assemblée du 10 janvier. Nous conseillons à nos lecteurs de se réserver pour cette occasion. Par les développements qu'elle a pris, la *Société générale de Librairie catholique* s'est placée au rang des plus importantes maisons de commerce ou de finance. Ses livres, heureux contrepois de tant d'autres qui viennent corrompre l'esprit public dans les villes et les campagnes, acquièrent une diffusion de plus en plus considérable. Elle a une succursale en Belgique et en Suisse, dans la capitale même des deux pays, et là encore un débouché qui va s'augmentant tous les jours. Comme le Crédit foncier, le Crédit Lyonnais et tant d'autres, l'accroissement de ses affaires appelle tout naturellement un accroissement de fonds pour effectuer le bien dans sa plus large mesure ; et comme sa direction n'a rien à envier à celle de ces grands établissements, on peut compter aussi d'avance sur un plein succès. La rapide prospérité de ses premières années répond de celles qui vont suivre. Nous dirons donc avec un de nos confrères que les actions de la *Société de Librairie catholique* sont une des meilleures valeurs à rechercher et comme sécurité et comme rapport. Ceux qui en ont les gardent, mais il y aura pour le public un moyen d'en avoir : ce sera de souscrire aux nouvelles actions dès que l'annonce en sera faite.

ÉTRENNES 1882

PUBLICATIONS ILLUSTRÉES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE
VICTOR PALMÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL, 76, RUE DES SAINTS-PÈRES, PARIS

AU COIN DU FEU

NOUVEL ALBUM POUR LA FAMILLE & LES ENFANTS

25 PLANCHES AVEC TEXTE EN REGARD ET INTRODUCTION

Par **Léon GAUTIER**

Un volume grand in-4°, riche cartonnage, toile avec plaques, tranches dorées

Prix. 10 fr.

L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE ILLUSTRÉE

Par **lady HERBERT**

Un beau volume grand in-8°, orné de 100 gravures sur bois, têtes de chapitres, sujets, culs-de-lampe, lettres ornées; sous la direction artistique de M. EUGÈNE MATHIEU, d'après des documents authentiques, et 4 gravures en couleurs, représentant les divers types arabes.

Prix, broché 8 fr.
Riche cartonnage toile avec plaques or, tranches dorées 10 fr.
Demi-chagrin, plats toile avec plaque or, tranches dorées 12 fr.

DEVANT L'ENNEMI

DÉVOUEMENTS & HAUTS FAITS ILLUSTRÉS DES CATHOLIQUES PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871

Par **E. D'AVESNE**

Un très-beau volume grand in-8°, orné de plus de 100 gravures, têtes de chapitres, sujets, culs de lampe, dessins de YAN' D'ARGENT, POIRSON, E. MATHIEU, etc.

Prix, broché 8 fr.
Riche cartonnage toile avec plaque or, tranches dorées 10 fr.
Demi-chagrin, plats toile avec plaques or, tranches dorées 12 fr.

CONTES DE BRETAGNE

Par **Paul FÉVAL**

Un très-beau volume in-8° de 300 pages, orné d'un grand nombre de gravures sur bois, illustrations par CASTELLI, gravure par GUSMAN

Prix, broché 6 fr.
Riche reliure toile percaline à biseau, tranches dorées 8 fr.

LA PREMIÈRE AVENTURE DE CORENTIN QUIMPER

Par **le même**

Un vol. grand in-8° de 316 pages, avec de nombreuses gravures sur bois, illustrations de CASTELLI et GUSMAN

Prix, broché 6 fr.
Riche reliure toile percaline à biseau, tranches dorées 8 fr.

LES MERVEILLES DU MONT SAINT-MICHEL

Par **le même**

Un beau volume in-8° de XLIV-358 pages, illustré sous la direction de M. EUGÈNE MATHIEU

Prix, broché 8 fr.
Riche reliure toile percaline à biseau, tranches dorées 10 fr.

AU SERVICE DU PAYS

SOUVENIRS DE L'ÉCOLE SAINTE-GENEVIÈVE

Par **le R. P. CHAUEAU**, de la Compagnie de Jésus

Deux vol. grand in-8° raisin de VII-342 et VII-333 pages, avec gravures sur bois

Chaque volume se vend *séparément*, broché 6 fr.
Riche reliure toile percaline à biseau, tranches dorées 8 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 2 :

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche après l'Épiphanie : du Saint-Esprit — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Droits respectifs des curés et des chapitres pour l'administration des derniers sacrements aux chanoines et pour leurs obsèques. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les tertiaires de S. François peuvent-ils gagner les indulgences le jour des fêtes ou le jour auquel elles sont renvoyées ? — Les infirmes sont-ils obligés de faire leurs pâques ? — Peut-on ajouter d'autres oraisons à celle du S. Sacrement après le *Tantum ergo* ? — A l'offertoire est-ce au servant à plier le voile ? — Double-t-on les antiennes à la levée du corps ? Dans les funérailles, quand doit-on chanter *Ergo sum* et *Benedictus* ? — Un professeur célébrant dans une chapelle sans patron, doit-il faire mémoire d'un patron, soit à l'office, soit dans l'oraison *A cunctis* ? — Peut-on ne pas chanter à la sépulture des enfants ? — Peut-on porter le saint Sacrement d'un autel à l'autre sans ombrellino ? — Peut-on, au temps de la Passion voiler un tableau à l'aide d'un drap mortuaire ? — Peut-on le Jeudi Saint mettre dans un même ciboire la grande hostie et les petites hosties consacrées, les exposer à la vénération des fidèles sans les enfermer dans un tabernacle ? — Peut-on, à défaut de chantes, faire chanter les leçons par des religieuses ? — Allume-t-on le cierge pascal pendant la messe paroissiale non chantée ? — La raison de pauvreté permet-elle de n'avoir pour cierge pascal qu'un bout de cierge monté sur un cierge de bois ? — Ne peut-on pas faire baisser la patène aux laïcs ? — Faut-il que chacune des nappes couvre tout l'autel ? — Se couvre-t-on de la barrette pendant l'offrande, si l'on fait baisser une petite croix ? A la fin donne-t-on la bénédiction avec cette croix ? — Est-il défendu de prendre de l'eau bénite en sortant de l'église ? — En récitant l'Angelus debout, fait-on la gémulation à « Verbum caro factum est ? » — A la messe chantée du S. Sacrement, le prêtre se met-il à genoux à « Et incarnatus est ? » — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Catholiques et protestants, dont les sépultures sont séparées par un haie, peuvent-ils, vu la loi récente sur les cimetières, s'entendre pour conserver cette séparation ? — Comment doit s'afficher l'adjudication de la mise en ferme des bancs de l'église ? Peut-on concéder des places dans une chapelle au vendeur du terrain ? — Une personne ne pouvant léguer sa fortune à son confesseur, peut-elle lui souscrire une obligation, lui faire une vente à lui-même ou à son neveu ? Quel moyen serait à employer ? — Une traite arrivée à l'ancien domicile d'un vicire peut-elle être protestée sans avoir été présentée au domicile nouveau ? — Un conseil de fabrique non renouvelé depuis 13 ans doit-il être reconstitué intégralement ? — La fabrique peut-elle ouvrir dans l'église une porte de communication ? — Un maire peut-il autoriser un saltimbanque à se placer sur le chemin de ronde de l'église ? VARIÉTÉS : Le Concordat de 1801 (texte et annotations). COURRIER DE L'UTILE : Le Savon.

L'ASSEMBLÉE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

Du 10 janvier courant.

Mardi dernier, 10 janvier, les actionnaires de la Société générale Librairie Catholique se sont réunis en assemblée annuelle au siège social, 76, rue des Saints-Pères.

L'heure où l'*Ami du Clergé* est mis sous presse ne nous permet pas de rédiger un compte-rendu *in extenso* de cette importante réunion. Nous nous contentons de reproduire le discours de M. le directeur-général, où sont les nouveaux et grands projets de la Société.

DISCOURS DE M. VICTOR PALMÉ

Si le meilleur moyen de démontrer le mouvement est de marcher, il me sera facile de vous prouver que la Société de Librairie catholique n'est pas restée en arrière depuis un an.

A notre époque le Bien s'opère de plusieurs façons, mais surtout par le journal et le livre qu'on peut atteindre les meilleurs résultats.

Notre presse, depuis la *Revue du monde catholique* jusqu'à l'*Ami des livres*, le dernier en titre, en passant par le *Foyer* et l'*Illustration*

pour tous, s'adresse à toutes les classes de la société, aux petits comme aux grands, au clergé comme aux savants, et répand partout l'amour du bien, du vrai et du beau.

Le livre, et par là j'entends le bon livre, celui qui porte avec lui la lumière et la vie, nous l'avons multiplié dans le cours de cette année avec une prodigalité digne de notre cause ; et à ce propos nous sommes heureux de recueillir en passant le témoignage du T. R. P. Delaporte, supérieur général des prêtres de la Miséricorde : « L'initiative collective a fait noblement ses preuves ; personne n'ignore ici les services rendus à la religion et à la société civile elle-même, par la Société générale de la « Librairie catholique et par la Société bibliographique. Là on recherche quelles brèches la « fausse science a faites à nos murailles et l'on « s'inquiète de les fermer par des pierres de « choix. » Ces belles paroles, dont nous sommes fiers, ont été prononcées au dernier Congrès des catholiques de Paris.

Nous voyons avec une grande joie l'union se faire au fur et à mesure que la persécution s'accroît, et ne lisons-nous pas, hier, dans le journal de M. Vacherot cet étonnant aveu, écoutez, le passage est par trop important pour ne pas être cité tout entier : « L'un des premiers résultats de la guerre déclarée aux idées religieuses « par la coterie imprudente qui nous gouverne, a « été de donner plus de vigueur et plus d'activité « à la propagande des œuvres de la foi. Il en est

« toujours ainsi. Toute entreprise de la force
« contre la conscience stimule cette dernière, et,
« dans la lutte qui s'établit, la matière a rarement
« le dessus. Aujourd'hui, sans doute, on ne crucifie
« plus personne; on se contente de faire des lois
« d'exception contre une catégorie de citoyens;
« mais, gardât-on dans cette campagne une mo-
« dération de fait, qui n'est ni dans le tempéra-
« ment ni dans les habitudes passés du parti
« Jacobin, les catholiques ne se sentiraient pas
« moins en butte à une animosité sourde, toujours
« prête à éclater, et, comme tous les êtres vi-
« vants, prévoyant un danger, se serreraient les
« uns contre les autres, cherchant dans leur
« union des armes pour la résistance.

« Ce sentiment a été cause du grand développe-
« ment pris depuis quelques années par la maison
« Victor Palmé, transformée en Société générale
« de Librairie catholique. »

M. Vacherot a raison; le zèle des catholiques
augmente à raison de la violence, de la gravité
des menaces qu'on leur adresse.

C'est ainsi que notre librairie a prospéré malgré
tous et que l'on voit sans cesse surgir de nouveaux
écrivains; l'un d'eux, M. Ch. Buet, notre rédac-
teur en chef du *Foyer*, n'a pas craint de trans-
porter le prêtre jusque sur la scène dramatique,
et cela aux applaudissements de la population de
Paris. Ce drame maintenant fait son tour de
France, et il se joue même à Bruxelles, et par-
tout il excite l'enthousiasme des masses. C'est
ainsi que la robe pure du prêtre reconquiert en
un instant l'aurole que la mauvaise presse tente
de lui enlever chaque jour.

Vous le voyez, Messieurs, et cela est bien con-
solant pour nous, notre action s'étend sur tous
les terrains où l'ennemi du bien la porte, et si
jamais nous étions tentés de nous laisser aller à
la défaillance en voyant quelques-uns des nôtres
méconnaître nos intentions, nous nous relève-
rions énergiquement en pensant à la devise de
nos frères canadiens : « Aime Dieu et suis ton
chemin. »

..

Je vous disais que nous essayions d'agir sur
tous les points où le bien est nécessaire. Hélas!
aujourd'hui la partie la plus menacée n'est-elle
pas la jeunesse? On veut nous empêcher à tout
prix de faire toucher du doigt à nos enfants où est
le faux et de leur découvrir la splendeur du vrai.
Nos maîtres chrétiens sont entravés, ils ne sont
plus libres, mais la circulation de leurs meilleurs
auxiliaires, la circulation de bons classiques, est
difficile à empêcher. Mettons du moins ces armes
entre les mains de nos enfants, dont les profes-
seurs ne sont pas absolument ce que nous vou-
drions qu'ils fussent. C'est un moyen qu'il ne faut
pas négliger en attendant le mieux. De là l'idée
de nos classiques.

Depuis un an nous avons produit une douzaine
de ces petits volumes. Aussitôt terminés, nous
nous sommes empressés de les envoyer à NN. SS.
les évêques et aux supérieurs de nos écoles d'en-
seignement libre. Par les réponses que nous
allons mettre sous vos yeux, vous verrez encore
si nous avons eu le bonheur de toucher juste et
de réussir. Nous allons continuer dans cette voie
en tenant compte néanmoins dans nos illustra-
tions de ne plus sacrifier à l'art, et de veiller
aux nudités païennes.

Monseigneur d'Annecy.

(3 janvier 1882.)

Vous avez bien voulu, Monsieur, me faire tenir un
exemplaire de chacun des ouvrages classiques, grecs,
latins ou français, que vous venez d'éditer. Ce sont

les premiers-nés d'une collection qui doit être com-
plète.

En entreprenant cette grande œuvre, vous vous êtes
proposé un double but : « Rendre attrayant, aimable,
ce livre qu'il ne s'agit pas de lire une fois, mais d'é-
tudier longuement. » Puis : « Donner à des érudits
vivant dans la foi de l'Eglise le mérite de ce travail,
et à la Librairie catholique le mérite de cette publi-
cation. »

Que cette pensée ait été inspirée par celui qui,
pour ses débuts, rééditait et achevait les Bollandistes,
nul n'en sera surpris. On ne s'en sera pas davantage
que l'exécution ait suivi de si près la première con-
ception de l'œuvre.

Ce qu'est l'œuvre en elle-même, ce qui caractérise
l'exécution, je n'essairai pas de le dire. J'ai toujours
envisagé qu'il n'y a qu'une seule manière efficace de
témoigner l'estime que l'on fait d'un auteur et d'en-
courager un éditeur, c'est d'acheter le livre que l'un
a eu la peine d'écrire et l'autre la hardiesse de publier.
La meilleure recommandation que je puisse faire de
vos classiques sera donc de déclarer, comme je le fais
ici, qu'à la prochaine rentrée, j'inviterai à se procurer
ces petits volumes les diverses Maisons d'éducation
de ce diocèse...

Monseigneur d'Orléans.

(2 janvier 1881.)

Mgr l'évêque d'Orléans me charge de vous remer-
cier en son nom de l'envoi que vous lui avez fait de
vos nouvelles éditions classiques.

Nous les avons examinées déjà avec soin et nous
les avons trouvées remarquables par la beauté du
papier, le soin de l'impression, les illustrations et
l'excellent esprit dans lequel les notes sont toujours
rédigées.

Malheureusement nos commandes de rentrée étaient
faites avant que nous ayons examiné ces nouvelles
publications et nous n'avons pas pu les prendre pour
notre premier semestre.

Au second semestre, il n'en sera pas de même et
nous pourrons prendre quelques-unes de ces belles
éditions : nous serons heureux de donner par là une
marque de sympathie à l'œuvre que vous dirigez et
aux maîtres éminents de l'enseignement catholique...

Monseigneur de Tours.

(28 décembre 1881.)

J'ai l'honneur de vous accuser réception des dix
premiers volumes de votre nouvelle collection des
classiques.

Je constate d'abord que vous avez atteint pleinement
le but que vous vous êtes proposé, et qui est indiqué
dans votre lettre-circulaire en date de novembre der-
nier. Les notes qui accompagnent chaque ouvrage
sont empreintes d'un caractère nettement apologé-
tique et chrétien, propres à inspirer aux jeunes élèves
le respect et l'amour de la religion. Elles sont conçues
dans un dessein plein de largeur. Au lieu de porter
exclusivement sur les mots et sur les détails techniques
de la grammaire, elles s'appesantissent plus volontiers
sur les idées, dont elles enseignent à juger l'origina-
lité et la justesse. Quoi de plus net, de plus lumineux
et de plus décisif que le commentaire sur *Polyeucte*
où Voltaire expie enfin, sous le coup de férule d'un
vrai maître, les injustices trop longtemps accréditées
contre le grand Corneille! Quoi de plus édifiant
qu'Antigone, ce type si pur de charité angélique dans
un siècle païen, cette âme si profondément chrétienne
dans ses sentiments, et qu'on s'étonne d'en trouver la
peinture tracée par le pinceau d'un Sophocle!

Quant aux conditions matérielles des livres édités,
il n'y a, en général, qu'à louer et à admirer. Tout s'y
réunit pour plaire et pour instruire. On veut faire
entrer la science dans l'âme par les yeux.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
DU SAINT-ESPRIT

Credo in Spiritum Sanctum.
(Ex Symb. Apost.)

Il ne suffit pas de croire au Père tout-puissant qui nous a créés, en Jésus-Christ son Fils unique, qui nous a rachetés, si nous ne croyons en même temps au Saint-Esprit qui nous a sanctifiés. Et c'est pour cela que les Apôtres, après avoir proposé à notre foi, dans le symbole, la puissance du Père et les mystères du Fils, nous proposent aussitôt les merveilles du Saint-Esprit, *Credo in Spiritum Sanctum*. Qu'est-ce que le Saint-Esprit en lui-même ? Qu'est-il par rapport à nous ? Que devons-nous être par rapport à lui ? La réponse à ces trois questions, en poursuivant nos instructions dominicales sur le *Credo*, fera l'objet et le partage de notre entretien.

I

Qu'est-ce que le Saint-Esprit ?

I. Et d'abord il y a un Saint-Esprit. Les divines Ecritures en parlent pour ainsi dire à chaque page. C'est lui qui d'après le récit de Moïse, aux premiers jours du monde, était porté sur les eaux et les couvrait en quelque sorte de son ombre pour leur donner la fécondité. C'est lui qui animait les anciens patriarches, Enoch, Noë, Abraham, Isaac, Jacob, Joseph, et les dirigeait dans le pèlerinage de cette vie. C'est lui qui inspirait Moïse pour la conduite du peuple de Dieu. C'est par son secours et sa vertu que tous ces grands hommes qui sont venus après le grand législateur des Hébreux, ont gouverné avec autant de fidélité que de sagesse ; qu'Othoniel a jugé, que Gédéon a été rempli de courage et de force, que Jephthé a remporté des victoires, que Débora a triomphé des ennemis du Seigneur, malgré la faiblesse de son sexe, et que Samson a opéré des prodiges, tant qu'il fut docile à la direction de ce divin Esprit. Et dans le Nouveau Testament, qui ne reconnaîtra le Saint-Esprit, lorsqu'il le voit former le corps du Fils de Dieu dans le chaste sein de Marie, descendre sur Jésus-Christ dans son baptême et ensuite le conduire dans le désert ? Qui ne le reconnaîtra, quand il le voit descendre sur les Apôtres en forme de langues de feu, au grand jour de la Pentecôte, ou communiqué aux fidèles par l'imposition des mains ? Y a-t-il une seule page de l'Evangile où il ne soit parlé du Saint-Esprit ? N'est-ce pas de ce divin Esprit que J.-C. nous entretient si souvent ?

II. Le Saint-Esprit est la troisième personne de la sainte Trinité. « Mon Père vous enverra un autre Consolateur, » dit J.-C. à ses apôtres avant de les quitter. « Il y en a trois qui rendent témoignage dans le ciel, dit S. Jean (mettant sur le pied de l'égalité trois personnes différentes), le

Père, le Verbe et le Saint-Esprit et ces trois personnes ne sont qu'un. » N. S. recommande à ses ministres de baptiser les peuples « au nom du Père et du Fils, et du Saint-Esprit. » Et l'Eglise notre mère ne cesse de chanter dans ses offices liturgiques le glorieux trisagion : « Gloire au Père et au Fils et au Saint-Esprit. » Preuves évidentes que le Saint-Esprit est une personne distincte du Père et du Fils.

III. Le Saint-Esprit procède conjointement du Père et du Fils par la voie de spiration, *qui ex Patre Filioque procedit* (Symb. Missæ), et c'est pour cela qu'il est nommé l'Esprit-Saint et qu'il est la troisième personne. « De même, dit saint Athanase, que le rayon naît du soleil et que la chaleur procède et du soleil et du rayon, ainsi le Fils naît du Père et le Saint-Esprit procède de l'un et de l'autre. » Et saint Cyrille d'Alexandrie : « Le soleil est l'image du Père, le rayon celle du Fils, et la chaleur celle du Saint-Esprit. » Ce qui en Dieu distingue la première personne, qui est le Père, c'est qu'il n'est pas engendré et qu'il ne procède de personne, mais qu'il engendre de toute éternité un fils ; ce qui distingue la seconde, c'est qu'elle procède du Père, en tant qu'elle est engendrée par lui ; et ce qui distingue la troisième c'est qu'elle procède du Père et du Fils. De même que le Père, en se connaissant de toute éternité lui-même et ses infinies perfections, engendre le Fils par cette connaissance de son être ; ainsi le Père et le Fils en s'aimant l'un l'autre de toute éternité, produisent de toute éternité le Saint-Esprit par cet amour réciproque. Le Fils est engendré du Père par voie d'entendement ; le Saint-Esprit procède du Père et du Fils par voie de volonté et d'amour. Le Fils est la connaissance substantielle du Père ; le Saint-Esprit est l'amour substantiel du Père et du Fils. Mystères incompréhensibles ! Mais il suffit que Dieu les ait révélés pour que nous les croyions sans crainte de nous tromper.

IV. Le Saint-Esprit est Dieu comme le Père et le Fils et il leur est égal en toutes choses. Le Saint-Esprit est appelé Dieu dans les livres saints d'une manière absolue. Pour ne citer qu'un témoignage, S. Pierre dit à Ananie : « Ananie, comment la tentation du Satan est-elle entrée dans votre cœur pour vous faire mentir au Saint-Esprit ? Ce n'est pas aux hommes que vous avez menti, mais à DIEU. » (Act., v, 3, 4.) Les attributs de la nature divine sont donnés au Saint-Esprit par l'Ecriture : l'immensité : « L'Esprit de Dieu a rempli le monde. » (Sap. i, 5.) « Où irai-je, s'écrie David, pour me dérober à votre Esprit ? » (Ps. cxxxviii, 6.) La plénitude de la bonté : « Votre Esprit, qui est souverainement bon, me conduira dans une terre droite et unie. » (Sap. xii, 1.) La toute-puissance : « L'esprit d'intelligence, qui est saint, qui a toute vertu. (Sap., vii, 23.) La souveraine sagesse : « Le Saint-Esprit sonde tout, même les plus profonds secrets de Dieu. Car comme il n'y a que l'esprit de l'homme, qui est dans l'homme, qui sache ce

qui se passe dans le cœur de l'homme, ainsi il n'y a que l'Esprit de Dieu qui sache ce qui se passe dans le cœur de Dieu. » (1 Cor., II, 10, 11.) Les auteurs sacrés attribuent au Saint-Esprit les œuvres propres à Dieu : la création (Ps. xxxii, 6), la conservation du monde (Sap., I, 7), la justification des âmes (Cor., VI, 2), le salut. (Apoc., XIV, 13), la prédiction des choses futures (II Pet. I, 11), l'accomplissement des miracles (Matth., XII, 28), la résurrection des morts (Rom., VII, 14), le gouvernement de l'Eglise (Act. XV, 28), les dons spirituels accordés aux chrétiens (1 Cor., XII, 8, 11). Enfin l'Eglise professe dans son symbole que nous devons adorer le Saint-Esprit comme le Père et le Fils : *Qui cum Patre et Filio simul adoratur et conglorificatur*; et elle a frappé de ses anathèmes les hérétiques qui, comme Macédoines, ont osé nier sa divinité.

II

Voilà ce que le Saint-Esprit est en lui-même. Voyons ce qu'il est par rapport à nous. Tout ce que Dieu opère hors de lui, observe un judicieux auteur, qui a fort bien expliqué l'enseignement théologique sur ce point (1), est commun aux trois personnes divines, et l'une ne gouverne pas les créatures sans le concours des autres. Cependant, de même qu'on attribue au Père les œuvres de la toute-puissance, parce qu'il est le principe des autres personnes; au Fils, les œuvres de la sagesse, parce qu'il est engendré de l'intelligence du Père; ainsi toutes les œuvres d'amour sont attribuées au Saint-Esprit, parce qu'il est l'amour substantiel du Père et du Fils. La création du monde fut une œuvre d'amour : aussi les divines Ecritures nous disent-elles que l'Esprit-Saint qu'il a affermi les cieux et fécondé les eaux. *Spiritus Domini ferebatur super aquas* (Gen., I, 2). L'incarnation du Verbe fut une œuvre d'amour; aussi est-il dit qu'elle est l'œuvre du Saint-Esprit : *Charitas Dei diffusa est in cordibus nostris per Spiritum Sanctum qui datus est nobis*. (Rom., V, 5.)

Ainsi, selon notre manière de concevoir et de distinguer les choses, les trois personnes divines concourent chacune pour sa part à notre bien : le Père en nous créant, le Fils en nous rachetant, le Saint-Esprit en nous sanctifiant. Mais, remarquons-le bien, la grâce de la rédemption nous est conférée par le Saint-Esprit; aussi ne nous servirait-il de rien d'avoir été rachetés par Jésus-Christ, si le fruit de sa passion et de sa mort ne nous était appliqué par le Saint-Esprit.

Oui, le Saint-Esprit est le grand artisan de notre salut!

Pour nous il est descendu visiblement au baptême de Notre-Seigneur sous la forme d'une co-

lonbe, à la transfiguration sous la forme d'une nuée, après la résurrection sous forme de souffle et de vent quand J.-C. dit à ses apôtres : « Recevez le Saint-Esprit, » le jour de la Pentecôte, sous la forme de langues de feu. Depuis, il demeure continuellement avec l'Eglise, la gardant, la défendant, la dirigeant, entretenant l'admirable économie de sa hiérarchie, présidant ses assemblées et ses conciles, sauvegardant l'intégrité de sa doctrine, en un mot la vivifiant, *hoc agit Spiritus in totâ Ecclesiâ quod agit anima in omnibus membris unius corporis* (1). Il travaille activement à la sanctification des âmes. Il les prépare à la justification par ses saintes inspirations, par les mouvements si doux et si forts de la grâce. Et quand l'âme est disposée, par la charité et surtout par les sacrements, il descend dans les cœurs, comme il descendit autrefois sur les apôtres, pour les éclairer, pour les enflammer, les purifier de plus en plus, pour les consoler, pour les remplir de courage et d'énergie; il les enrichit de ses dons, et il leur fait goûter la suavité de ses fruits délicieux. C'est lui qui fait les martyrs, les confesseurs, les vierges, tous les saints. Sans lui, c'est l'iniquité, ce sont les ténèbres, la servitude, la faiblesse et la douleur, *sine tuo nomine, nihil est in homine, nihil est innoxium*. Avec lui c'est l'opulence surnaturelle, c'est la consolation, le rafraîchissement, le repos, *consolator optime, dulcis hospes animæ, dulce refrigerium; in labore requies, in estu temperies, in fletu solatium*.

III

Disons rapidement nos devoirs à l'égard du Saint-Esprit.

I. Premièrement, appelons-le dans nos cœurs, à l'exemple des Apôtres, par le recueillement, en rentrant enfin en nous-mêmes, et surtout par la prière. *Erant perseverantes in oratione*.

II. Gardons et respectons le Saint-Esprit en nous et dans les autres. « Ne savez-vous pas, dit l'Apôtre aux Corinthiens, que vous êtes le temple de Dieu, et que l'Esprit de Dieu habite en vous? » Ne contristons pas ce divin Esprit par le péché véniel délibéré. Ne le chassons pas de nos cœurs par le péché mortel; ne le chassons pas du cœur de nos frères par le scandale. Anathème contre quiconque se fait l'ennemi du Saint-Esprit! *Si quis autem templum Dei violaverit disperdet illum Dominus*. Il vaudrait mieux pour lui qu'il ne fût jamais né!

III. Invoquons le Saint-Esprit souvent dans nos doutes, nos difficultés et nos peines. Aimons à emprunter les belles paroles de l'Eglise : *Veni sancte Spiritus, reple tuorum corda fidelium et tui amoris in eis ignem accende*; ou encore récitons les belles paroles du jour de la Pentecôte : *Veni sancte Spiritus et emitte cœlitus lucis tue radium, etc.*

(1) Raineri.

(1) S. August.

Je termine par un trait emprunté aux annales de la France militaire et catholique. M. le comte de Quatrebarbes raconte que le général de Lamoricière, l'illustre vainqueur de l'Algérie, après lui avoir confié un commandement important à Ancône, termina par ces mots les instructions qu'il lui laissa en se séparant de lui : « Maintenant adieu ; si vous êtes embarrassé, priez le Saint-Esprit ; je crois qu'on ne le prie jamais assez, que trop facilement on l'oublie ; c'est ma ressource à moi ; il vous viendra en aide. » En effet, peu de temps après, le noble comte se trouva tout à coup placé dans une situation très-embarrassante, et qui le plongeait dans une tristesse mortelle. « Alors, dit-il, le conseil que le général m'avait donné me revint en mémoire. Je me mis à réciter le *Veni Creator* et je répétais pendant plus d'une heure cette admirable prière. » Ce ne fut pas en vain. M. de Quatrebarbes reçut un secours tout à fait inspiré qui lui rendit la gaieté et le calme. — Faisons comme ces vaillants capitaines, et nous verrons quelles bénédictions nous recevrons pour le corps et pour l'âme.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

Droits respectifs des curés et des chapitres pour l'administration des derniers sacrements aux chanoines et pour leurs obsèques.

9 juillet 1881.

Qui doit administrer les derniers sacrements aux chanoines de la cathédrale et présider à leurs obsèques ? Ce droit revient-il dans tous les cas au chapitre lui-même, ou au curé de la cathédrale, ou aux curés des paroisses sur lesquelles résident les chanoines. C'est un des points les plus controversés de tout ce qui regarde les sépultures. Ce n'est pas par défaut de décisions des Congrégations romaines : il y en a au contraire un grand nombre, mais, en apparence du moins, elles sont contradictoires, les unes rappelant le droit commun, les autres consacrant des coutumes légitimement prescrites qui lui sont contraires. Les auteurs qui ont traité ce sujet, ont assez souvent fait une confusion regrettable entre ces deux sortes de décisions ; mais le cardinal rapporteur de la célèbre cause de Dijon, a clairement accentué la distinction.

Donc, d'après le droit commun, à moins d'une coutume contraire légitimement prescrite,

c'est au curé de la paroisse sur laquelle résident les chanoines à leur administrer les derniers sacrements. Quant à la sépulture, les chanoines peuvent comme les autres fidèles faire choix d'un lieu de sépulture, et ce choix ayant été manifesté, on doit s'y conformer.

Quand il y a dans l'église cathédrale une sépulture commune pour tous les membres du chapitre, on doit y porter les chanoines qui n'ont pas fait élection de sépulture, quel que soit d'ailleurs le lieu de leur domicile. La loi civile, qui a supprimé les sépultures dans les églises, n'a pu avoir et n'a eu en réalité aucune influence sur la loi ecclésiastique, qui établissait les privilèges des chanoines. De même la révolution française, en supprimant violemment les chapitres, n'a pu abolir leurs droits. Aussi, au rétablissement du culte, les chapitres qui avaient le droit de faire les funérailles de leurs membres, comme possédant une sépulture commune, ont-ils continué à en jouir malgré la suppression de cette sépulture commune par la loi civile.

Les Congrégations romaines ont consacré plusieurs fois ces coutumes, qu'on retrouve à peu près dans toute la France, d'abord dans la cause de Dijon, rapportée au long dans les *Analecta* (1) ; et ensuite dans une décision du 9 juillet dernier.

Dans les statuts du chapitre de la cathédrale de A... présentés, en 1874, à l'approbation du St-Siège, on lisait :

« Art. 40. Hebdomadarii, ægrotantibus canonicis sive in parœcia Ecclesiæ metropolitanæ, sive in alia civitatis parœcia, Sacramenta ex consuetudine ministrat assistentibus vel archipresbytero vel proprio parochio. Si canonicus obierit in parœcia Ecclesiæ metropolitanæ, exequiæ fiant a capitulo, præcedente hebdomadario. »

Le consulteur chargé d'examiner ces statuts fit remarquer que celui-là devait être réformé comme contraire aux droits des curés. « Hanc consuetudinem, disait-il, esse omnino contra jura parochialia, ac proinde articulum esse reformatum. »

En 1880, l'archiprêtre de la cathédrale demanda l'abrogation de cette coutume qui ne lui semblait pas légitimement prescrite. La requête adressée au Saint-Siège fut envoyée à l'archevêque *pro informatione et voto*. L'archevêque se prononça en faveur du chapitre. Il pensait que cette coutume existait avant la révolution et qu'elle avait été rétablie, en 1824, lors de la restauration du Siège métropolitain, par les anciens chanoines qui avaient survécu. Il ajoutait qu'à la révision des statuts en 1874, tous les chanoines avaient demandé le maintien de cet usage, à l'exception de l'archiprêtre qui n'avait fait qu'une légère opposition, à laquelle il avait bientôt renoncé.

La question fut vidée le 9 juillet 1881. On proposa aux cardinaux les deux doutes suivants :

(1) *Analecta*, Série XI, col. 987 à 1009.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4 d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

1^o An et cui competat jus sacramenta ministrandi Canonice, sive in parœcia Ecclesiæ metropolitanæ, sive in alia parœcia civitatis ægrotantibus in casu.

2^o An et cui competat jus peragendi exequias Canonicorum in parœcia Ecclesiæ metropolitanæ abeuntium, in casu.

RESP. *Ad primum et secundum, affirmative favore hebdomadarii et amplius.*

Remarques :

1^o Cette décision ne parle pas du droit commun, mais d'une coutume spéciale, qui fut prouvée.

2^o On ne pourrait pas l'invoquer en faveur d'un autre chapitre qui ne pourrait pas prouver la même coutume.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Indépendamment du décret de Pie IX, *Urbis et Orbis*, en date du 9 août 1852, les membres du tiers-ordre de saint François peuvent-ils gagner les indulgences le jour même où tombe la fête, que la solennité soit renvoyée ou non ; et, si la fête et la solennité sont renvoyées, l'absolution générale l'est-elle ?

2^o Les infirmes et les malades sont-ils obligés de faire leurs pâques, et quand ?

3^o Peut-on ajouter à une bénédiction du Saint-Sacrement une ou plusieurs oraisons sans avoir préalablement chanté quelque chose qui s'y rapporte. Par exemple l'oraison *pro Papa* après celui du Saint-Sacrement sans chanter l'antienne *Tu es Petrus* et le verset *Tu es pastor* ?

R. — Ad I. Le décret du 9 août 1852 regarde les fidèles en général ; par conséquent les maisons religieuses gagnent, le jour même où la fête est fixée dans leur *Ordo*, les indulgences spéciales qui leur ont été accordées. Toutefois, les membres du tiers-ordre peuvent gagner le dimanche suivant certaines indulgences plénières attachées à quelques fêtes. Voici ces fêtes : l'Immaculée-Conception, saint François d'Assise, les Stigmates de saint François, saint Louis, roi de France, sainte Elisabeth de Hongrie. Les Brefs *Supremi Apostolatus* du 7 juillet 1848, et *Cum sicut nobis super* du 11 mars 1851, donnés par Notre Saint-Père le Pape Pie IX, autorisent les tertiaires à gagner les indulgences plénières, soit le jour même de la fête, soit le plus prochain dimanche qui suit cette fête. Mais nous ferons observer que ces indulgences ne se gagnent qu'une seule fois, l'un ou l'autre de ces deux jours, et non les deux jours.

Ad II. Les infirmes et les malades sont obligés, comme les autres fidèles, de faire leurs pâques ; car les saints conciles de Latran et de Trente, qui ont fixé la loi de la communion pascale, ne font pas d'exception pour eux.

En quel temps doivent-ils faire leurs pâques ? Au temps pascal, comme les autres fidèles. Toute-

fois, lorsque le curé prévoit que le malade sera en état, peu de temps après Pâques, d'aller à l'église, pour recevoir la sainte communion, il peut la différer jusqu'à ce moment.

Ad III. Nous ne voyons aucune rubrique, ni aucun décret qui défende de chanter une oraison, sans avoir chanté préalablement une antienne et un verset qui s'y rapporteraient.

Nous ne voyons rien non plus qui défende d'ajouter une oraison à celle du Saint-Sacrement. Un décret de 1837 le permet même, excepté seulement pendant l'octave de la Fête-Dieu. Le Maître des cérémonies de l'évêque de Modène avait exposé :

« In Oratione Quadraginta Horarum ; eoque magis in festo Corporis Christi, duplicibusque primæ et secundæ classis, quum populo benedicatur, post *Tantum ergo*, quæritur :

1^o An unica tantum Oratio de Sanctissimo Sacramento dicenda sit, vel addi possit aliqua Collecta, nempe Principis, etc.

2^o Et si negative, an dici possit ratione præsentiae ejusdem Principis ?

3^o Et si affirmative, quæ conclusio adhibenda, *Qui vivis*, etc., an potius *Per Christum*, etc. ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

Quoad I. « Affirmative in Oratione Quadraginta Horarum et duplicibus primæ et secundæ classis, negative vero in festo et per Octavam Sanctissimi Corporis Christi. »

Quoad II. « Satis provisum in primo. »

Quoad III. « Serventur rubricæ. »

Q. — 1^o J'apprends à nos enfants à servir la messe, et je mets tous mes soins à ce qu'ils la servent aussi bien que possible, et selon les règles. Or, dans un endroit, je ne sais trop à quoi m'en tenir. C'est à l'offertoire. Certains auteurs disent que si le servant est « clerc et en surplis, » il monte près du prêtre et en reçoit le voile. Cette même expression est encore employée, quand ils expliquent les fonctions des acolytes dans les messes célébrées soit sans, soit avec les encensements. Faut-il donc conclure, de là, qu'un laïque servant la messe, fût-il même revêtu de la soutane et du surplis, ne peut pas remplir la fonction précitée ?

2^o La solution que vous avez donnée par rapport aux antiennes *Si iniquatis* ; *Exultabunt Dno* ; *Ego sum*, que l'on doit doubler, dites-vous, au jour des funérailles, m'a un peu étonné, je l'avoue. Car jamais, depuis que nous sommes à la liturgie romaine, je n'ai vu faire ainsi. Qu'en pensez-vous ?

3^o A propos de cette antienne *Ego sum*, quand doit-on la chanter ? Le Rituel ne l'indique pas trop. Il semble dire qu'on ne doit le faire que quand on est arrivé près de la fosse. Bien souvent cependant, on la chante, avec son cantique *Benedictus*, en allant au cimetière, après qu'on a chanté *In paradisum*. Quelle est la règle ?

R. — Ad I. Les rubriques et les décrets se taisent sur ce point. De là les divergences qui existent entre les auteurs. Les uns exigent que le servant soit vraiment clerc pour aller ainsi recevoir le voile du calice au moment de l'offertoire. D'autres affirment que tout servant doit le faire, sans distinction de clerc ou de laïque. D'autres enseignent que c'est toujours le Célébrant qui

remplit cette fonction. Enfin Mgr de Conny dit que le servant le fait « si le Célébrant l'en charge, ce qui toutefois semble moins à propos, surtout si le servant est laïque. » On voit qu'il y a sur ce point latitude complète.

AD II. La solution que nous avons donnée est exacte, si elle se rapporte à l'office des défunts, comme c'était notre pensée. Mais elle serait fautive si elle se rapportait seulement à la levée du corps et à la sépulture proprement dite, car alors on ne double pas les antiennes.

Mais il paraît que la question qui nous était posée présentait deux sens et nous n'avons répondu que dans un sens; de là l'équivoque de notre réponse qui a pu étonner quelques-uns de nos lecteurs.

AD III. Pour nous, la rubrique du Rituel est suffisamment claire. On ne doit entonner l'antienne *Ego sum* que lorsqu'on est arrivé auprès de la fosse. C'est du reste l'explication de tous les commentateurs.

Q. — Un professeur qui n'est attaché à aucune paroisse, qui dit même la messe dans une chapelle sans patron, est-il tenu de faire mémoire du patron soit à l'office, soit à la messe dans l'oraison *A cunctis*; et, dans le cas de l'affirmative, quel est ce patron?

R. — Tout prêtre est obligé de dire le bréviaire du patron du lieu qu'il habite; il doit célébrer la fête de ce patron sous le rit double de première classe, avec octave s'il est prêtre séculier, et sans octave s'il est régulier.

Les professeurs de séminaire sont tenus de faire le suffrage du titulaire de leur chapelle si elle est publique, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 21 juillet 1855; de plus ils doivent le faire si la chapelle est consacrée, lors même qu'elle ne serait pas publique, ainsi qu'il résulte du décret du 29 novembre 1878. Voilà pour le bréviaire.

Quant à la messe, le prêtre qui célèbre dans une chapelle qui n'a pas de vocable, nomme dans l'oraison *A cunctis* le patron du lieu sur le territoire duquel est bâtie cette chapelle, conformément à un décret du 12 septembre 1840.

Q. — Est-il permis de psalmodier au lieu de chanter (les chantes manquant), à une sépulture d'enfants?

C'est un usage généralement reçu dans notre diocèse de ne pas chanter. Peut-on le conserver?

R. — Nous croyons que vous pouvez conserver l'usage, assez général dans votre diocèse, de ne pas chanter à la sépulture des enfants. Lors même que vous n'auriez pas d'usage sur ce point, peut-être pourriez-vous encore licitement faire les funérailles des petits enfants sans chanter.

Il est vrai que le Rituel romain imprimé à la Propagande, ainsi que les meilleures éditions de ce Rituel imprimées ailleurs, donnent le chant des antiennes, des psaumes, etc. Cela prouve qu'on peut les chanter et que l'on fait bien de les chanter. Mais il serait difficile de montrer qu'on

est obligé de le faire; car dans toutes les rubriques relatives à ces funérailles l'Eglise n'emploie « jamais » d'expressions qui requièrent le chant : « Sacerdos aspergit corpus, deinde *dicit*... Dum portatur ad ecclesiam, *dicatur* Psalm. Beati immaculati...; et si tempus superest *dici* potest Ps. Laudate...; cum autem pervenerit ad ecclesiam, *dicatur* Hic accipiet...; postea *dicitur* Kyrie...; dum portatur ad tumulum, et etiamsi tunc non portetur, *dicatur* Antiphona Juvenes...; cum autem a sepultura revertuntur in ecclesiam, *dicatur* Antiphona Benedicite... »

On pourrait sans doute nous citer des liturgistes qui demandent que l'on chante à ces funérailles. Mais nous pourrions en citer aussi de sérieux qui ne le requièrent pas; en sorte que l'on ne peut taxer de péché le curé qui ferait ces funérailles sans chanter, à moins qu'il n'y ait une coutume contraire ou que l'on ne reçoive un honoraire à cette fin.

Toutefois il est mieux de le faire, surtout si l'on veut donner quelque pompe à ces funérailles.

Q. — 1^o Peut-on porter l'ostensoir ou le ciboire du maître-autel à une chapelle, sans ombrellino, avec l'écharpe seulement?

2^o Peut-on placer un drap mortuaire devant le tableau qui est derrière le maître-autel, à l'occasion du temps de la Passion?

3^o Peut-on, le Jeudi-Saint, placer l'hostie consacrée et les petites hosties de réserve dans le même ciboire et sur un petit trône dressé sur l'autel d'une chapelle où se trouve le reposoir, en ayant soin de recouvrir ce ciboire d'une pale, d'une patène et d'un voile? Peut-on la laisser sur ce trône sans l'entrer, pendant la nuit, dans un tabernacle, surtout s'il y a des adorateurs?

4^o Quand on n'a pas de chantes, peut-on faire chanter la Passion, les Leçons par des religieuses?

5^o Faut-il allumer le cierge pascal pendant la messe paroissiale, quand même on ne la chante pas?

6^o Vous dites qu'il faut renouveler, chaque année, le cierge pascal, même quand on l'aurait acheté de gros calibre. Comment alors expliquer la conduite des prêtres qui ne mettent qu'un morceau de chandelle au bout d'un cierge en bois. La raison d'économie ou de pauvreté les excuse-t-elle?

R. — AD I. Il ne convient pas de porter l'ostensoir ou le ciboire du maître-autel à une chapelle sans ombrellino. La volonté de l'Eglise se manifeste clairement en toutes circonstances.

Ainsi le Jeudi-Saint après la messe, le prêtre doit transporter la sainte Réserve de l'autel au reposoir préparé à cet effet; or cette sainte réserve est portée *sub baldachino*.

Le Vendredi-Saint avant la messe des présancifiés, la sainte réserve est rapportée du reposoir à l'autel; or elle doit être surmontée du baldachin : « Defertur baldachinum super Sacramentum. »

A la Fête-Dieu, la rubrique exige l'ombrellino : « Mox ad altare ascendit (sacerdos), et Sacramentum ante faciem tenens, vertit se ad populum; inde descendit sub umbella... »

Ainsi donc la rubrique est formelle; elle prescrit le baldachin ou au moins l'ombrellino toutes

les fois qu'on transporte le saint Sacrement, même dans l'intérieur de l'église.

AD II. Non on ne peut placer un drap mortuaire devant le tableau qui est derrière le maître-autel. Toutes les images doivent être, au temps de la Passion, couvertes de voiles violets. A la vérité le Missel et le Cérémonial des évêques se contentent d'exiger que les croix et les images soient couvertes, sans indiquer la couleur violette; mais c'est l'enseignement unanime des auteurs, et aussi la pratique immémoriale et universelle.

AD III. On ne peut pas, le Jeudi-Saint, placer dans un même ciboire la sainte Réserve et les autres petites hosties. La sainte Réserve doit être mise dans un calice, et les petites hosties doivent rester dans le ciboire.

Mais où doivent être placés ce calice et ce ciboire?

Et d'abord le calice. Il doit être porté processionnellement à la chapelle du reposoir, et là déposé dans un tabernacle que l'on ferme à clef. Telle est la disposition expresse du Missel et du Cérémonial des évêques, ainsi que du décret du 14 février 1705. Mais nous devons dire qu'en bon nombre de provinces on suit une pratique différente : on expose pendant toute la journée le calice couvert de son voile, et lorsque la nuit arrive on le renferme dans un tabernacle, à moins que les fidèles ne passent la nuit à adorer le très-saint Sacrement, parce que dans ce cas on ne renferme pas le calice, on le laisse ainsi toute la nuit sur le reposoir. Cette coutume ne nous semble pas mauvaise; voilà pourquoi, dans les diocèses où elle est généralement établie, nous pensons qu'on ne devrait pas la détruire, du moins sans avoir l'avis de l'autorité ecclésiastique.

AD IV. Nous croyons qu'il ne convient aucunement dans les églises paroissiales d'employer des femmes, mêmes des religieuses pour remplir les fonctions de chœur. Certes, nous ne pouvons ignorer, car l'écho nous en revient de toutes parts, les difficultés que rencontrent MM. les curés pour se procurer des chantres; et la nouvelle circulaire aux Préfets, dans laquelle un ministre de l'Instruction publique et des cultes se permet d'appeler « subalterne. » l'office de chœur que Charlemagne s'estimait indigne d'exercer, n'est pas de nature à les aplanir. Néanmoins nous ne pensons pas que le moyen d'y remédier serait de recourir au ministère des femmes.

AD V. On n'est pas obligé d'allumer le cierge pascal à une messe qui n'est pas chantée. En 1697 la sacrée Congrégation des rites interrogée sur les dimanches, jours de fête, où l'on devait allumer ce cierge, répondit :

« Cereus Paschalis regulariter accenditur ad Missas et Vesperas Solemnies in tribus diebus Paschæ, Sabbato in Albis, et in diebus Dominicis usque ad Festum Ascensionis D. N. J.-Christi, quo die, cantato Evangelio, extinguitur; ad Ma-

tutinum, et in aliis diebus et solemnitatibus etiam solemniter celebratis non accenditur, nisi adsit consuetudo quod durante tempore Paschali accendatur, quæ servanda esset. » (19 mai 1697, n. 351 ad 13.)

D'après ce décret on n'est pas tenu d'allumer le cierge pascal à une messe qui ne serait pas solennelle.

AD VI. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer la conduite des prêtres qui ne mettent qu'un morceau de chandelle au bout d'un cierge en bois. La raison d'économie ne peut les excuser. Le bois ne représente aucunement Notre Seigneur Jésus-Christ. Que signifient les grains d'encens placés dans un morceau de bois? que signifie ce morceau de bois plongé dans l'eau pendant la bénédiction des fonts? En agissant ainsi on viole tout à fait les rubriques, les plus belles raisons mystiques et les traditions les plus vénérables.

Si les ressources de la fabrique font défaut, que l'on achète un cierge de faible poids et par conséquent peu coûteux; ou bien, si l'on veut avoir un cierge d'une dimension assez considérable, on peut faire une quête à cet effet; on peut également refondre ce qui reste du cierge pascal, faire des bougies destinées à l'église même, ou même moyennant une addition de nouvelle cire, un autre cierge pascal pour l'année suivante.

Q. — 1^o Votre numéro du 3 novembre porte qu'il n'est pas permis de faire baiser la patène à un laïc. N'y a-t-il pas des exceptions? Ainsi j'ai vu dans mon église, en présence de notre archevêque, le vicaire général faire baiser la patène aux enfants qui allaient faire la première communion. J'ai vu ce fait renouvelé ailleurs.

2^o Des napperons bien petits, recouvrant un peu plus que la pierre sacrée, suffisent-ils, avec une grande nappe dessus l'autel, pour y célébrer la messe?

Faut-il trois longues nappes recouvrant tout l'autel?

R. — AD I. Il n'est aucunement permis de faire baiser la patène à des laïques ni aux enfants qui vont faire leur première communion, lors même que cette cérémonie serait accomplie par un vicaire général, lors même qu'un archevêque serait présent, lors même que cette pratique aurait également lieu dans d'autres églises. Si le droit canon défend aux laïcs de toucher un ciboire qui n'est que béni, à plus forte raison leur défend-il de toucher la patène qui a été non seulement bénite, mais encore consacrée par le saint-chrême.

AD II. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait trois longues nappes recouvrant tout l'autel. Il suffit que la nappe supérieure couvre tout l'autel et descende jusqu'à terre. Quant aux deux nappes de dessous, elles sont plus courtes; on pourrait n'avoir qu'une seule nappe qui serait pliée en deux : » Hoc altare operiatur tribus mappis, ... superiori saltem oblonga quæ usque ad terram pertingat, duabus aliis brevioribus vel una duplicata. » (Rubr. gener. Miss., T. XX). Mais s'il n'est pas prescrit que ces deux nappes couvrent tout l'autel, du moins il faut qu'elles soient assez

étendues pour qu'elles reçoivent le précieux sang en cas d'effusion. Bien que certains liturgistes sérieux enseignent qu'il suffit que ces deux nappes couvrent la pierre d'autel, nous pensons qu'ils se trompent. Elles doivent avoir plus d'étendue ; autrement elles n'atteindraient pas le but que l'Eglise s'est proposé dans cette rubrique.

Notre vénéré correspondant ajoute à ces questions l'exposé d'une situation qui lui paraît anormale pour un couvent existant à deux pas de l'église paroissiale. On y garde la sainte Réserve, on chante les vêpres etc. Il nous demande de faire régulariser cette situation à Rome. Pour intervenir, il faut avoir qualité. C'est à l'Evêque, aux supérieurs, à l'aumônier de ce couvent à se rendre compte des conditions dans lesquelles se trouve son oratoire et à demander, s'il y a lieu, les autorisations nécessaires soit pour conserver la sainte Réserve, soit pour l'oratoire particulier lui-même.

Q. — 1^o Faut-il se couvrir de la barrette pendant l'offrande où l'on donne la paix avec une petite croix ? A la fin de l'offrande, doit-on donner la bénédiction avec cette même croix ?

2^o Il me semble avoir vu quelque part que la rubrique défendait de prendre de l'eau bénite en sortant de l'église. Est-ce fondé ?

3^o Quand on récite l'Angelus debout, faut-il faire la gèneuflexion au verset *Verbum caro factum est* ?

4^o Le prêtre qui chante la messe votive du Saint Sacrement doit-il se mettre à genoux à l'incarnatus est de *Spiritu suo caro*.

R. — Ad I. Nous ne voyons nulle part qu'il faille se couvrir de la barrette pendant qu'on reçoit les offrandes des fidèles et que l'on donne la paix avec une petite croix ; ni que l'on doive donner la bénédiction avec cette croix à la fin de l'offrande. En pratique, on ne le fait pas habituellement.

Ad II. La rubrique ne défend pas de prendre de l'eau bénite en sortant de l'église. Bien loin de là, la sainte Eglise désire que l'on se munisse fréquemment de ce précieux sacramental, surtout en entrant dans les lieux saints et en sortant. Dès les premiers temps du christianisme, nous voyons qu'un prêtre ou un ministre sacré, désignés sous le nom d'ὑδρομωστής, étaient chargés d'asperger d'eau bénite ceux qui entraient à l'Eglise et ceux qui en sortaient. Nous savons aussi par de nombreux témoignages des historiens et des archéologues que les chrétiens plaçaient de l'eau bénite à l'entrée des églises, dans les cimetières et dans les maisons (voyez en particulier les épîtres de Synésius et de saint Paulin de Nole, les histoires de Théodoret et du vénérable Bède, les *Constitutions apostoliques*, etc.).

Ad III. Quand on récite l'Angelus debout, on n'est pas tenu de faire la gèneuflexion au verset : *Et Verbum caro factum est*, même pour gagner l'Indulgence attachée à cette pieuse pratique.

Ad IV. Aux messes votives du très-Saint Sacrement on ne se met pas à genoux à *Et incarnatus est*.

Le même correspondant nous adresse encore une question relative à la bénédiction des saintes huiles au Samedi-Saint. Nous la traiterons plus tard, ainsi que d'autres consultations posées par d'autres confrères relativement à la Purification, à la Semaine-Sainte, au Temps Pascal, aux Rogations. Pour le moment nous devons satisfaire aux questions de bon nombre de nos amis qui nous attendent depuis longtemps, sans qu'il y ait aucune faute de notre part comme on peut le voir par la quantité de consultations et de suppléments que nous donnons depuis quelques semaines surtout.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il y a sur ma paroisse un certain nombre de protestants. Leur cimetière est séparé de celui des catholiques par une haie. Or, depuis la nouvelle loi sur les cimetières :

1^o Les catholiques et les protestants peuvent-ils s'accorder pour laisser les choses en l'état où elles sont depuis longtemps ?

2^o Un protestant peut-il forcer le maire à faire disparaître la haie de manière qu'il n'y ait plus qu'un seul cimetière commun aux catholiques et aux protestants ?

R. — La nouvelle loi sur les cimetières n'est pas prohibitive ; elle n'impose nullement aux communes l'obligation de n'avoir qu'un seul et unique cimetière pour tous, ou plutôt il n'y a point de loi nouvelle ; on n'a fait que supprimer l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII. Cet article portait l'« obligation » pour les communes d'avoir autant de cimetières que de cultes dissidents, ou du moins, dans le même cimetière, autant de parties séparées qu'il y avait de cultes. Cette obligation n'existe plus désormais. Par conséquent, il est loisible à une commune de n'avoir qu'un cimetière pour tous et sans séparations, mais aucune disposition législative ne lui défend d'en avoir plusieurs.

Selon nous, les catholiques et les protestants de la commune dont il s'agit, peuvent s'entendre pour conserver les choses en l'état, et le maire peut consacrer cet état des choses par un arrêté municipal. Cette ligne de conduite ne viole aucune loi. Par conséquent, un citoyen quelconque, catholique ou protestant, ne peut forcer le maire à supprimer la haie de séparation. Mais ce qu'un citoyen quelconque peut exiger, c'est de se faire enterrer indistinctement dans l'un ou dans l'autre des cimetières ; les catholiques ne peuvent pas repousser un protestant, et les protestants ne peuvent pas repousser un catholique, jusqu'à ce qu'une loi formelle établisse pour chaque culte le droit d'avoir un cimetière spécial et confessionnel. Une pareille loi serait parfaitement libérale, et c'est pourquoi le gouvernement actuel ne l'édicterait pas.

Une des conséquences de la suppression de l'art. 15 précité, la seule, du reste, que nos législateurs ont cherchée, c'est qu'en très-peu de temps

tous les cimetières catholiques seront pollués par l'inhumation de quelque infidèle ou excommunié, et les curés seront réduits à bénir chaque tombe en particulier comme cela se pratique déjà à Paris et dans la banlieue de Paris.

Q. — I. Parmi les nombreuses formalités qu'exige la mise en ferme des bancs et chaises de l'église, il est dit : (art. 69 du décret de 1809) l'adjudication est publiée par trois dimanches et affichée à la porte de l'église pendant un mois lorsqu'il s'agit de la concession des bancs ; cela posé :

1° D'après cet article, suffit-il de faire cette publication au prône, ou bien faut-il qu'elle soit faite sur la place publique ?

2° L'affiche rédigée par le bureau doit-elle être apposée à la porte de l'église en dehors, ou seulement à l'intérieur ?

3° Si l'affiche peut se mettre à l'intérieur de l'église, doit-elle être écrite sur papier timbré et de couleur ?

Nous sommes à une époque de l'année où dans un très grand nombre de paroisses à lieu le renouvellement de la ferme des chaises, quelques instructions claires seraient, à mon humble avis, très utiles à bien des curés, à moi en particulier.

II. Un conseil à vous demander maintenant.

Nous avons besoin d'un terrain pour bâtir une chapelle aux frais de la fabrique. Celle-ci désire acheter le terrain ; mais le propriétaire de ce terrain refuse de le vendre à moins qu'on n'accepte ses conditions qui sont les suivantes : il entend se réserver trois places dans la chapelle pendant sa vie et celle de son fils, et trois places en dehors, mais à l'entrée de la chapelle, le tout moyennant une rétribution un peu plus forte que celles acquittées pour les autres places de l'église. Sans aucun doute, les personnes qu'il faudra déplacer seront mécontentes. Pouvons-nous prudemment accepter ces conditions ?

R. — Ad 4^m. Notre correspondant commet une erreur. L'article 69 du décret de 1809 ne concerne point la mise en ferme des bancs et chaises, mais bien la demande de concession de bancs ou chaises faite par quelque paroissien. C'est l'art. 67 qui indique les formalités à remplir pour la mise en ferme.

Or, voici ce que dit textuellement cet article : « Quand la location des chaises sera mise en « ferme, l'adjudication aura lieu après trois affiches de huitaine en huitaine ; les enchères seront reçues au bureau de la fabrique par soumission, et l'adjudication sera faite au plus offrant en présence des marguilliers : de tout « quoi il sera fait mention dans le bail, auquel « sera annexée la délibération qui aura fixé le « prix des chaises. »

Cette rectification faite, nous répondons aux diverses questions qui nous sont posées. 1° Il ne s'agit pas de publication verbale, mais de publication par affiches, et ces affiches doivent être apposées par le trésorier aux lieux accoutumés de la localité ; par conséquent avec l'autorisation du maire des communes dans lesquelles les appositions doivent être opérées. (Loi du 13 novembre 1791 et du 13 février 1834.) Voilà ce que dit la loi, et il faut s'y conformer ; mais elle n'interdit pas d'apposer également ces affiches soit en dedans soit en dehors des églises. Pour ces dernières il n'est nul besoin de permission. 2° Ces affiches doivent être dressées sur papier de couleur (Lois du 25 mai 1817, art. 77 ; du

15 mai 1818, art. 76), et timbrées avant l'impression ou l'écriture à la main. Le prix du timbre de la feuille d'impression est de 10 centimes, celui de la demi-feuille de 5 centimes, celui du quart de 2 centimes et enfin celui du demi-quart et des papiers de plus petites dimensions est d'un centime. (Loi du 24 avril 1816, art. 66.)

Voilà pour ce qui est de la mise en ferme des bancs et chaises.

Ad 2^m. Le conseil qu'on nous demande n'est point facile à donner, parce que nous ignorons les multiples circonstances dans lesquelles peut se trouver la fabrique dont il s'agit. Jugeant d'après ce qui nous est dit, nous voyons que la fabrique est en face d'un particulier auquel elle demande un service et qui, à son tour, demande une faveur. Elle seule peut apprécier l'importance du service et la comparer à la charge qu'on lui impose. Si elle croit qu'il y a utilité pour elle, elle doit acquiescer ; mais son acquiescement ne suffit point. En vertu de l'art. 62 du décret de 1809, la concession dont il s'agit, ne peut être obtenue que sur l'avis du conseil approuvé par l'évêque et le ministre des cultes.

Au reste, la fabrique ne pouvant acquérir le terrain qu'après avoir rempli les formalités ordinaires parmi lesquelles se trouve l'autorisation du gouvernement, elle aurait là une occasion toute naturelle de faire approuver d'un même coup la concession demandée par le vendeur du terrain.

Le grand principe d'après lequel une fabrique doit, autant que possible, régler sa conduite, est de garder la supériorité dans les positions, c'est-à-dire de sauvegarder son indépendance.

Q. — La consultante n'a ni ascendants ni descendants ; toute sa parenté est en ligne collatérale et au 3^e degré.

Son intention est de léguer tous ses biens aux bonnes œuvres.

Elle ne peut léguer à son confesseur, la loi s'y oppose. 1° Pourrait-elle lui consentir une obligation ; cette obligation serait-elle sujette à être recherchée ? 2° Pourrait-elle consentir une vente à son confesseur ; cette vente pourrait-elle être attaquée ? Pourrait-elle consentir la dite vente aux neveux du confesseur ? Si aucun de ces moyens ne peut être garanti des recherches et poursuites en nullité, veuillez indiquer quel serait à la fois le moyen le plus prudent et le plus efficace en présence des circonstances actuelles.

Inutile d'observer que la personne est bien disposée à prendre tel ou tel moyen qui lui garantira le succès de ses louables intentions.

R. — Tout est attaquant ici-bas, et les avocats se chargent de trouver des poils dans les œufs, c'est-à-dire de la matière à procès dans les actes les plus lucides et les moins aptes à en fournir. Notre avis en la circonstance actuelle est de ne rien simuler du tout et de faire carrément ce que l'on a l'intention de faire, toujours conformément aux lois.

Dans la situation présente, il faut éviter les substitutions et les prête-noms. La consultante n'a donc qu'à exprimer très-clairement dans un testament authentique ce qu'elle veut, et nommer

son confesseur exécuteur testamentaire; la loi lui permet cela. Si son désir est de donner sa fortune à son confesseur, s'en remettant à lui pour l'usage qu'on doit en faire, le meilleur de tous les moyens est de réduire sa fortune en valeurs au porteur et de les lui passer de la main à la main.

Un autre moyen très prudent et très efficace auquel on fera bien désormais de recourir dans les circonstances analogues, — nous disons ceci pour tout le monde, — c'est de s'adresser aux compagnies d'assurances.

Q. — Un vicaire vient de recevoir son changement. Avant de quitter sa paroisse, il oublie d'avertir son curé que lui, vicaire, doit recevoir dans deux mois, une traite pour des livres qu'il a achetés.

Arrivé à sa nouvelle destination, il oublie également de donner avis à l'éditeur, de son changement de domicile; la traite arrive au jour fixé au domicile qui a été quitté. L'huissier chargé de la traite, apprend le départ du vicaire, ne demande pas au curé de payer la traite; il n'envoie pas la traite au domicile nouveau qu'il connaît et qui est peu éloigné, il fait un protêt et le malheureux vicaire que l'on a bien su trouver pour le protêt paye 25 francs en plus de la traite. Quelle est, s'il vous plaît, la législation sur ce point. Le vicaire est-il obligé de supporter les conséquences de son oubli involontaire? L'huissier n'était-il pas tenu à lui donner avis, à son nouveau domicile, de l'arrivée de la traite au domicile qu'il avait quitté?

R. — S'il s'agissait d'une traite « acceptée, » le vicaire n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même de sa négligence, et subir les conséquences de son oubli. Il est regrettable sans doute que les huissiers soient impolis et après au gain. Mais comment les blâmer de profiter légalement d'une occasion de gagner quelques sous. Ils vivent de leur métier; c'est leur droit.

Mais si la traite n'avait pas été « acceptée, » nous ne comprenons pas un protêt se soldant par 25 francs. Il ne saurait entrer dans la pensée d'un éditeur catholique de malmenier ainsi ses clients. Ordinairement leurs traites impayées leur reviennent sans frais, ou avec des frais insignifiants.

Le vicaire doit protester auprès de son libraire; mais il n'a rien à dire contre l'huissier qui n'a fait qu'exercer sa profession dans les limites tracées par la loi.

Q. — Doit-on procéder à la réorganisation intégrale d'un conseil de fabrique qui n'a pas fait son renouvellement triennal depuis 1864 jusqu'en 1877. Ce conseil de fabrique, où il manque une voix ou deux au curé pour avoir la majorité, s'appuie sur ce renouvellement triennal opéré après un si long laps de temps et prétend que cet acte le fait rentrer dans la légalité.

Il me semble que non, et que ce conseil de fabrique a besoin d'être reconstitué intégralement. Il a oublié également de se renouveler en 1881, époque du renouvellement triennal depuis 1877.

R. — Nous partageons l'opinion de notre correspondant. Le défaut de réélections en temps utile pendant une longue période, rend illégal tout renouvellement fait après; car ce renouvellement serait fait par des individus qui ne sont plus fabriciens. Or ce qui est illégal ne peut donner la légalité aux choses qui ne l'ont pas.

Il y a donc lieu ici de procéder à une réorganisation générale de la fabrique, laquelle doit être opérée, aux termes de la loi, par l'évêque et le préfet. (*Lettre ministérielle du 2 mars 1833.*)

Notre correspondant peut donc espérer avoir désormais une majorité favorable; car, dans l'espèce, il appartient à l'évêque de la choisir.

Q. — Dans votre numéro du 8 décembre courant, à l'article jurisprudence civile ecclésiastique, en répondant à une question relative à l'établissement d'une porte d'église, vous vous êtes appuyé sur un arrêt de la cour de cassation du 6 décembre 1836, disant qu'il reconnaissait à la fabrique et spécialement au curé le droit d'établir une porte de communication entre l'église et le presbytère.

Vous avez pour étayer votre sentiment l'autorité de Dieulin dans son *Guide des curés* et après lui celle de l'abbé Fédou dans son *Traité pratique de la police du culte*. L'un et l'autre, en effet, mentionnent l'arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 1836, mais ils n'en donnent pas le texte.

Or, il est arrivé à ma connaissance qu'un conflit s'est élevé entre un conseil de fabrique et un conseil municipal à propos d'une porte de communication établie par le premier, en vertu d'une délibération approuvée par l'évêque, et que dans le cours du débat entre les deux administrations, débat qui a été très-long et qui a pris de graves proportions, les juristes ont vainement cherché l'arrêt de la cour de cassation du 6 décembre 1836, favorable à l'opinion soutenue par vous et par les auteurs sus-nommés. Peut-être seriez-vous plus heureux dans vos investigations et alors l'arrêt cité par vous donnera plus de force et d'autorité à votre sentiment; mais s'il arrivait que vous ne l'eussiez mentionné que d'après certains auteurs, même réputés graves, sans pouvoir en vérifier le texte, ce serait peut-être un service à rendre que de rectifier cette erreur; et, par là, de prévenir peut-être des conflits toujours désagréables.

R. — Nous n'avons pas vérifié, en effet, s'il existe un arrêt de la cour de cassation, en date du 6 décembre 1836, pour la raison que nous n'admettons pas une erreur générale sur l'existence d'un document. Notre correspondant nous cite l'abbé Dieulin et l'abbé Fédou, comme mentionnant cet arrêt. Mgr André, ajouterons-nous, le cite également dans son *Cours de législation civile-ecclésiastique*, tom. iv, p. 117, *in fine*.

Ce dernier auteur dit formellement que lorsque une fabrique a ouvert, malgré l'avis du conseil municipal, mais avec l'autorisation de l'évêque et du préfet, une porte de communication entre la sacristie de l'église et le presbytère, cette porte doit être maintenue si elle est utile, et le préfet successeur ne doit pas en ordonner la fermeture.

Cette proposition a été consacrée par une décision ministérielle adressée le 4 février 1863 à l'évêque de Verdun par M. Rouland, alors ministre de l'instruction publique et des cultes.

Ce dernier document nous l'avons sous les yeux, et, à défaut de l'arrêt de la cour de cassation précitée, il doit former jurisprudence. Toutefois, nous serions bien aise de pouvoir vérifier le texte de l'arrêt susdit. C'est pourquoi nous prions ceux de nos lecteurs qui en auraient connaissance ou l'auraient sous la main, de vouloir bien nous le communiquer *ad abundantiam juris*.

Q. — Un maire peut-il autoriser un saltimbanque ou un marchand forain à s'établir sur le chemin de ronde de l'église, sans en référer à l'autorité ecclésiastique?

R. — Non; le chemin de ronde comme toutes les dépendances de l'église est sous la surveillance du curé, qui, d'après la loi, y doit exercer la police comme dans l'église même.

VARIÉTÉS.

Le Concordat de 1801.

Nous allons reproduire avec quelques commentaires cette pièce importante à laquelle les derniers ministres nous obligent de donner toute notre attention. Avant les mesures que tout annonce comme devant être tracassières et persécutrices, il importe que nous sachions exactement ce que spécifie et ce que laisse à déterminer cet acte sur lequel repose l'état actuel de l'Eglise en France. Nous étudierons ensuite de la même manière les articles organiques, que nos ennemis déclarent inséparables du concordat. Afin de conserver à ces documents leur physionomie propre, nous donnerons en texte la lettre même, et en note les commentaires.

Voici le texte du Concordat :

« Convention (1) entre le gouvernement et Sa Sainteté Pie VII.

(1) Il est à noter que le titre officiel du document est celui de *Convention* et non celui de *Concordat* que l'usage lui a donné.

Le titre de Convention est plus général et plus indéterminé, s'applique à toute espèce d'accords entre quelques parties que ce soit. Les Concordats au sens présent, sont des actes par lesquels l'une et l'autre puissances, pour le bien de l'une et l'autre sociétés règlent d'un commun accord ce qui, dans les choses religieuses, touche aux intérêts spirituels et temporels de leurs sujets communs. Ce genre d'entente ne s'établit guère sans que l'Eglise accorde au gouvernement civil quelque privilège et sans que le gouvernement donne à l'Eglise quelque garantie. Et ainsi les concordats prennent une forme de contrat bilatéral. Toutefois des canonistes de haute valeur n'admettent pas qu'un concordat soit bilatéral au sens vrai du mot; d'après eux c'est un acte par lequel l'Eglise, en retour des garanties favorables au bien spirituel des chrétiens, accorde par privilège au gouvernement civil l'exercice de certains droits spirituels; c'est une concession faite en vue du bien spirituel par l'Eglise au Pouvoir civil qui s'engage dans la mesure déterminée à protéger la société spirituelle.

Cette haute question de droit ecclésiastique a fait quelque bruit dans les dernières années. Elle n'est pas tranchée encore. Ce qui semble donner à la discussion plus d'importance, ce sont les conséquences que l'on tire de l'une ou de l'autre solution. Les défenseurs de contrat synallagmatique objectent aux partisans de l'idée de privilège, que dans cette dernière opinion, il n'y aurait du côté

« Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français;

« Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré, et attend encore en ce moment, le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République;

« En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion, que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit (1) :

de l'Eglise aucun engagement puisqu'elle pourrait, de sa seule volonté, retirer la concession et abolir le privilège.

Mais, à notre avis, c'est mal poser la question. Dans l'une et l'autre opinion, l'Eglise est engagée. Ainsi était-il explicitement convenu dans le concordat de 1516 entre Léon X et François I : « Voulons que le dit accord aye force et vertu de vray contrat et obligation entre nous et ledit Siège apostolique d'une part, et ledit roy et son royaume. » La vraie difficulté est de savoir quel est le fondement de cette obligation de l'Eglise : est-ce le simple concours des deux souverains contractants? ou la parole donnée par l'Eglise et la raison de bien spirituel qui motive la concession? Y a-t-il obligation de justice en quelque sorte commutative entre deux souverains traitant sur le pied d'égalité, ou obligation de justice en quelque sorte légale ou même distributive pour l'Eglise déterminant les droits et les devoirs d'une souveraineté inférieure vis-à-vis de la fin spirituelle? Telle est la question spéculative.

En pratique, la solution importe peu; de quelque nature que soit l'obligation, l'Eglise ne manquera jamais à son devoir : ses divines prérogatives et son histoire en font foi. Et, s'il arrivait que la puissance civile cessât de tenir ses engagements, l'Eglise, dans l'une et l'autre opinion serait dégagée : soit par rupture du contrat de la part du Gouvernement civil, soit parce que le motif de la concession cessant, la concession elle-même deviendrait caduque.

(1) Ce préambule contient deux parties : la première est la mutuelle reconnaissance faite par chacune des hautes parties contractantes du principe sur lequel l'autre se fonde pour intervenir en la matière.

Le souverain Pontife intervient comme chef spirituel de la grande majorité des citoyens français qui professent la religion catholique, apostolique et romaine. Comme leur chef, il a droit d'intervenir et de stipuler en leur nom. Puisqu'ils sont la grande majorité du peuple français, leurs intérêts doivent exciter la sollicitude du gouvernement. Celui-ci reconnaît explicitement le dernier fondement et implicitement le premier.

Le Gouvernement français intervient comme pouvant procurer à la religion catholique, apostolique et romaine des avantages sérieux, par la facilité rendue à l'Eglise de reprendre en paix l'exercice du culte et par la profession qu'en font les Consuls. Ces avantages de bien spirituel sont, pour le souverain Pontife, un motif d'accorder quelque chose au Gouvernement qui les offre ou les garantit. Le souverain Pontife reconnaît expli-

« Art. 1. La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France (1); son culte sera public (2), en se conformant aux règlements de police (3) que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

« Art. 2. Il sera fait par le Saint-Siège de concert avec le Gouvernement une nouvelle circonscription des diocèses français.

« Art. 3. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de

citement le motif et, implicitement la conséquence.

La seconde partie est l'énoncé de la double fin à laquelle les hautes parties contractantes ordonnent leur convention, savoir : le bien de la religion et la tranquillité intérieure. Ces deux fins, chacun des deux souverains les veut pour les motifs qui lui sont propres, et aussi pour répondre aux légitimes desirs de l'autre.

(1) Le libre exercice de la religion catholique, apostolique et romaine s'étend à tout ce que comprennent ces dernières expressions : dogme et morale, administration des sacrements, prédication, observation des commandements, pratiques des conseils évangéliques, en un mot, tout ce qui se rapporte à la religion nettement spécifiée dans ce premier article. Il est à remarquer que cette religion est prise telle qu'elle s'offre elle-même, sans que rien, dans cet article ou dans aucun autre, autorise le gouvernement à s'ingérer dans ses affaires intérieures.

(2) La liberté de la religion catholique entraîne, comme conséquence nécessaire, le culte qui en fait partie essentielle; en est-il de même de la publicité du culte? Si par publicité, on entend la notoriété résultant de ce que le culte est extérieur et se pratique au grand jour, c'est chose évidente que la liberté de la religion emporte la publicité du culte. Mais si par la publicité du culte, on entend la protection légale donnée aux manifestations extérieures du culte, bien que ce soit un devoir pour l'autorité civile de l'accorder, on pourrait néanmoins discuter. L'insertion de la clause concernant la publicité du culte enlève toute incertitude.

(3) Cette publicité légale pouvant être une occasion de difficultés, il est convenable que l'autorité civile, appelée à réprimer les désordres auxquels elle donnerait occasion, puisse les prévenir par des règlements de police. Sur quoi il faut noter 1° que ces règlements ne peuvent concerner que ce qui est du *culte public* et non ce qui appartient au culte privé, au dogme, à la morale, à la discipline : c'est ce qui ressort des termes mêmes de l'article; 2° que ce sont des règlements de *simple police*, c'est-à-dire ayant pour but d'assurer à chacun la liberté extérieure de ses actes et l'usage de ses droits; 3° que l'étendue de cette clause est encore restreinte par les mots qui suivent, le droit de police attribué au Gouvernement ne devant s'étendre qu'à ce qui est *nécessaire pour la tranquillité publique*.

Tout ce qui sort de ces termes est en dehors du Concordat ou contraire à sa lettre et à son esprit. Ce texte nous servira à juger les articles organiques. Ils permettent aussi de juger certaines graves mises en violation du Concordat aux exercices extérieurs et publics du culte catholique.

l'unité toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges (1).

« D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'Eglise (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante :

« Art. 4. Le premier Consul de la république nommera (2), dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement.

« Art. 5. Les nominations aux évêchés qui vauront dans la suite seront également faites par le premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

LE SAVON

Le savon est le résultat de la combinaison d'un corps gras d'origine végétale ou animale avec un alcali, potasse ou soude.

Les savons mous sont à base de potasse, les savons durs à base de soude.

Les savons de commerce sont fabriqués avec des lessives caustiques de soude et de l'huile. On distingue :

1° Le savon blanc. Ce savon est le meilleur de tous. L'huile employée pour sa fabrication est, pour le vrai savon blanc, toujours l'huile d'olive.

(1) Par ces deux articles, les églises de France, avec ce qu'on appelait l'Eglise Gallicane, sont éteintes. De toutes ces églises, de leurs privilèges, de leurs successions épiscopales, il ne restera plus que de vénérables souvenirs. Pie VI dira dans sa Bulle pour l'érection des nouveaux sièges : « Nous déclarons annuler, supprimer et éteindre à perpétuité tout l'état présent des églises archiepiscopales et épiscopales ci-après désignées, avec leurs chapitres, droits, privilèges et prérogatives, de quelque nature qu'ils soient. » Puis : « Nous déclarons établir et, par les présentes lettres, nous érigeons à nouveau en France dix églises métropolitaines et cinquante sièges épiscopaux. » Désormais les églises de France ne se rattacheront juridiquement aux apôtres que par l'Eglise Romaine, en laquelle seule elles auront désormais la succession non interrompue nécessaire à l'apostolicité proprement dite.

(2) Nommer, c'est désigner une personne pour une charge; mais ce n'est pas point lui conférer la charge elle-même, ainsi qu'on le voit par la suite de l'article qui attribue au Pape seul l'institution canonique des nouveaux Evêques; or c'est l'institution canonique qui fait l'Evêque.

Il est en bandes comme les savons ordinaires et coûte un quart plus cher.

On le falsifie en employant au lieu d'huile d'olive, l'huile de sésame ou d'arachide, plante légumineuse vulgairement appelée pistache de terre.

2° Le savon marbré à coupe ferme ou à coupe tendre. Il s'obtient par l'addition du sulfure de fer à la pâte du savon blanc. Ce savon est rarement frelaté; à Marseille, sa patrie d'origine, des syndicats se sont formés pour en surveiller la fabrication. Il porte toujours une marque spéciale, qu'on ne retrouve sur aucun autre. En vieillissant il rougit et prend une couleur uniforme. On en fait de deux qualités; la première est à l'huile d'olive, la seconde à l'huile de sésame.

3° Le savon au talc. Le talc est un silicate de magnésie, matière tendre, feuilletée de nuance verdâtre, jaunâtre ou blanchâtre.

Ce savon plus dur que le marbré ordinaire est blanc et bleu, mais ne change pas de couleur en vieillissant. Il est en bandes comme le précédent, mais se vend moins cher, du moins chez les marchands consciencieux, parce qu'il est de qualité inférieure et n'enlève pas les taches. On le fabrique à Gray, à Dijon, et très-peu à Marseille.

4° Le savon jaune-rouge ou jaune noir. Ce produit vient des usines à bougies. Il est composé des graisses qu'on y emploie et d'huile de graines : aillettes, colza, lin, chanvre, avec addition de sulfate de fer ou de noix de galle, ou d'autres éléments pour donner la teinte. Ce savon est en bande de quatre kilog. On s'en sert ordinairement pour nettoyer ce que dans le commerce on appelle les *bleus*.

Nous ne parlerons pas du savon liquide, assez semblable à la mélasse, ni des savons de toilette, à la pâte desquels on ajoute des essences ou des poudres odorantes, ni des savons résine, dans lesquels il entre 30 pour 100 de résine.

Il faut couper le savon quand il est frais, parce qu'une fois sec, il serait impossible de faire entrer le couteau. Pour le conserver, mettez-le sur une planche, loin du feu et de l'humidité.

Un des inconvénients des savons faits avec des matières animales, c'est de conserver une odeur souvent nauséabonde. Cette odeur vient des graisses anciennes et rances employées pour la fabrication. Souvent aussi, à l'époque des grandes chaleurs, ces matières se décomposent et occasionnent des pertes. Pour éviter ce double inconvénient on a proposé une méthode de fabriquer soi-même du savon de ménage. Nous sommes heureux de la faire connaître aux bienveillants lecteurs de *L'Ami du Clergé*.

Recueillez à la cuisine les matières grasses de déchet, suif, saindoux, etc., déposez-les dans un tonneau préparé *ad hoc*, et ajoutez-y une certaine quantité de lessive forte. A mesure que la provision des matières grasses augmente, remettez de la lessive et remuez de temps en temps avec un

bâton. Lorsque le tonneau sera rempli, le savon mou est propre à être employé.

Pour vous procurer cette lessive, disposez au-dessus du tonneau, un autre tonneau, dans lequel vous déposez des cendres de bois, recouvertes d'eau. Quand l'abondance des matières grasses exigera une addition de lessive, vous ouvrirez une chante-pleure qui fournira la quantité nécessaire; puis vous préparerez de nouveau la lessive dans le tonneau supérieur et ainsi de suite.

Afin de rendre la lessive plus caustique, on pourrait y ajouter un peu de chaux vive.

Il faut avoir soin de mettre durant l'hiver les tonneaux à l'abri de la gelée. Au moment des grands froids on fera bien d'humecter seulement d'une petite quantité d'eau, les cendres déposées dans le tonneau à lessive.

Si le savon mou préparé suivant ce procédé, excède les besoins du ménage, il vous sera facile de le convertir en savon dur. A cet effet, ajoutez-y du sel commun, faites cuire et versez dans des baquets. Quand le savon sera refroidi, enlevez les matières écumeuses qui sont à la surface, faites fondre de nouveau à la température de l'ébullition, laissez déposer, enfin coulez dans des boîtes ou formes, ou découpez en bandes.

L'addition d'une petite quantité de résine ou de térébenthine avant la cuisson aurait l'avantage d'améliorer la quantité et la couleur du savon dur.

Ce savon est extrêmement salubre et produit une mousse abondante. Il est inoffensif et très-doux.

Si vous tenez à la marbrure, vous pourrez l'obtenir en y ajoutant une petite quantité de sulfure de fer, et même vous le rendrez propre à la toilette, en le parfumant légèrement au moyen d'une petite addition d'essences ou de poudres odorantes.

Soyons partisans du progrès, dans une certaine mesure. L'opération que nous venons de décrire n'est ni dispendieuse ni difficile; nous sommes persuadés que plusieurs de nos confrères, dans un louable but d'économie, voudront en faire l'essai.

Lingonis, die 11 januarii.

GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCTONI.

Monseigneur d'Albi.
(30 décembre 1881.)

Vu le rapport sommaire que j'ai fait à monseigneur l'Archevêque au sujet de vos Classiques, sa Grandeur me charge de vous dire que c'est de tout cœur qu'elle vous envoie ses encouragements et sa bénédiction.

Le but est des plus élevés et vous disposez de moyens puissants. Nous espérons, monsieur le Directeur, que les résultats seront dignes de la cause que vous servez et de la Société à laquelle vous consacrez vos rares aptitudes et votre dévouement...

Monseigneur de Saint-Dié.
(3 décembre 1881.)

J'ai reçu les dix volumes que vous avez bien voulu m'envoyer, et qui appartiennent à votre « Collection de classiques. » Je ne puis que vous féliciter, sous tous les rapports, de cette publication, qui me paraît ne laisser rien à désirer au double point de vue matériel et moral. L'exécution typographique est particulièrement remarquable. Je ne doute pas que cette nouvelle édition de classiques ne soit destinée à un vrai succès, surtout si vous pouvez maintenir le prix de vente à un taux qui n'effraie par nos petits séminaires...

Monseigneur de Nevers.
(3 décembre 1881.)

Votre œuvre est hardie. Le courant actuel des idées n'est guère, ce me semble, favorable à l'apparition de classiques nouveaux « *ouvertement chrétiens*. »

Laissez-moi donc vous féliciter de l'avoir entreprise, et déjà si bien réalisée. Les dix premiers volumes de votre nouvelle Collection que j'ai sous les yeux, et qui sont de petits chefs-d'œuvre d'impression, me font espérer pour elle tout le succès qu'elle mérite.

Oui, « Dieu aidant » vous mènerez à bonne fin une entreprise si éminemment française et catholique et à laquelle je suis heureux d'accorder une bénédiction toute spéciale...

Monseigneur de Dignes.
(6 décembre 1881.)

J'ai reçu les spécimens de la nouvelle « édition des classiques » que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer. Je tiens à vous en remercier, aussitôt que possible, et à vous adresser mes plus chaudes félicitations. Non seulement l'idée est bonne; mais, à tous les points de vue, l'exécution est *excellente*. Cette publication rendra grand service à nos écoles; mais, de plus, elle sera utile à la cause catholique en démontrant à nos détracteurs qu'ils ne sauraient prétendre avoir le monopole de la science et de la littérature, et qu'il y a aussi parmi nous des ouvriers dignes de travailler à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse.

La preuve, il est vrai, en est faite depuis longtemps; mais, à l'heure actuelle, cette vérité ne saurait être trop démontrée...

Monseigneur de Langres.
(3 décembre 1882.)

Je vous suis bien reconnaissant de votre bienveillante attention à m'offrir les premiers volumes de la « Nouvelle collection de classiques » que vous publiez. Je ne puis assez bénir la pensée qui a inspiré cette œuvre si éminemment utile, si éminemment chrétienne, et je ne puis qu'applaudir à l'exécution. Dans l'une de mes premières lettres pastorales, je serai heureux d'en parler au clergé de mon diocèse. En attendant je vais recommander cette magnifique édition de classiques au Petit Séminaire, à la Maîtrise de la cathédrale et au « Collège ecclésiastique... »

Monseigneur de Nîmes.
(6 décembre 1881.)

Les nouvelles éditions classiques que vous avez bien voulu m'envoyer me paraissent réunir à un haut

degré les qualités indispensables à toute publication de ce genre.

Le texte en est correct et collationné sur les meilleures éditions; les commentaires qui l'accompagnent, inspirés par un esprit vraiment chrétien, témoignent d'une science profonde sans sécheresse ni pédantisme.

Quant à l'exécution typographique, ai-je besoin de vous dire qu'elle ne laisse rien à désirer; la netteté des caractères, le nombre et la finesse des dessins intercalés dans le texte, la beauté du papier lui-même donnent à ces livres, d'allure si austère autrefois, une élégance fort appréciée de nos jours, et qui sera un des plus grands attraits de vos nouvelles éditions.

Tous ces mérites, Monsieur, me font augurer favorablement de l'œuvre due à votre initiative et à laquelle collabore une élite de savants et de littérateurs.

Petit-Séminaire de Corte.
(13 décembre 1881.)

Je vous remercie, Monsieur, de l'envoi d'un exemplaire des dix classiques que vous venez d'éditer. Je regrette vraiment de ne pas les avoir connus plus tôt, car, dès cette année, je n'en aurais pas admis d'autres dans notre maison.

Ces éditions sont remarquables à tous les points de vue, et je ne concevrais pas qu'elles n'eussent pas la préférence des maîtres chrétiens.

Que Dieu bénisse votre œuvre. Je l'attendais pour ma part depuis longtemps comme une nécessité imposée aux maisons catholiques par un sentiment d'honneur, et aussi par le devoir d'écarter d'elles toute annotation qui ne viendrait pas corroborer l'enseignement de leurs maîtres. Vous avez eu l'honneur jusqu'ici de choisir, pour préparer vos éditions, des maîtres autorisés. Puissiez-vous en rencontrer d'aussi éminents pour les ouvrages de philosophie et de science, et nous pourrions, s'il plaît à Dieu, nous passer avant peu de ces éditions trop souvent destinées à enrichir des rivaux qui sont par situation, quelquefois même par principe, nos pires ennemis.

Petit-Séminaire d'Agen.
(5 décembre 1881.)

Nous avons parcouru avec le plus vif intérêt les dix spécimens de votre « collection de classiques. » Ils réalisent un vœu que nous faisons depuis longtemps: celui de pouvoir mettre, entre les mains de nos élèves, des ouvrages dont les notes et les commentaires, au lieu de fausser leur sens chrétien, nous vinssent en aide pour la conservation de leur foi et de leurs mœurs.

A part ce mérite, le plus important de tous, vous avez su donner à vos publications, par les illustrations dont elles sont enrichies, une valeur qui brave toute concurrence. Si nous avons un regret, c'est de ne les avoir pas à notre usage dès cette année. C'est vous dire qu'à la rentrée prochaine nous adopterons exclusivement vos publications, comptant bien que l'activité de vos collaborateurs et celle de vos ateliers pourront nous fournir à cette époque, pour toutes les classes, une collection, sinon complète, au moins suffisamment développée. Nous tiendrons surtout à pouvoir vous demander, à cette époque, les auteurs désignés pour le baccalauréat... (1)

(1) Nous sommes obligés, faute de place, de borner ici nos citations des lettres épiscopales adressées à M. Palmé pour approuver et encourager son œuvre. Dans le discours que nous reproduisons, il rapporte encore les lettres, toutes identiques dans le fonds, que lui ont écrites NN. SS. les évêques de Rodez, Soissons, Cahors, St-Jean-de-Maurienne, Laval, Mende, Aix, Nancy, Chartres, etc. Nous les donnons, si possible, dans notre prochain numéro.

Malgré tout ce que vous venez d'entendre, il nous reste encore beaucoup à faire.

Notre honorable Président vous entretenait tout à l'heure de nouvelles maisons catholiques de librairie s'offrant à nous; il n'est pas de jour, en effet, où une maison de librairie n'essaye de fusionner avec la Société de Librairie catholique. Pourquoi ne ferions-nous point à Paris ce que nous avons fait en Suisse et en Belgique, si les conditions nous paraissent bonnes et acceptables? La prudence seule nous a retenus jusqu'à ce jour; vous aurez à décider s'il ne conviendrait pas, au contraire, de déployer plus largement nos ailes, et d'élever nos bénéfices en proportion même de l'élévation et de la puissance de notre capital, ainsi que le démontrent la loi financière, les exemples cités tout à l'heure, et bien d'autres, parmi lesquels nous nous bornerons à signaler en passant l'Union générale, qui a vu ses actions prendre un essor prodigieux. Dans de moins larges proportions; pourquoi n'espérerions-nous pas également quelque succès?

En librairie, comme dans la nouveauté, comme en campagne, ce seront toujours les gros bataillons qui resteront maîtres du champ de bataille, et les bataillons d'aujourd'hui ce sont les capitaux.

Bien d'autres éléments viennent ajouter encore à notre prospérité comme notre Comptoir de vieux livres, et tout particulièrement notre Comptoir de commission.

Un Comptoir financier ajouté à ce dernier, mis à la disposition de nos deux cent mille clients, serait le *nec plus ultra* d'une forte administration, aussi sage et prudente qu'elle serait utile et honnête. Il vous appartient d'apprécier.

De nombreuses sollicitations qui nous viennent de tout côté nous démontrent que la Société de Librairie catholique ferait vraiment œuvre pie, en même temps que les affaires les plus fructueuses, en offrant à l'Épargne catholique, un véritable placement, des opérations sûres, des bénéfices certains et toujours fructueux pour la Société, alors même qu'ils ne devraient consister que dans un chiffre de commissions loyal.

Nous ferons naturellement les meilleures opérations que comporte un banque et nous n'oublierons pas d'où nous viennent les capitaux. Notre but constant étant toujours d'être utile à l'Eglise, nous ferions des avances aux Ecoles libres, aux établissements diocésains, et nous créerions une caisse spéciale sous ce titre : « Pensions de retraite au clergé, » indiquant aux ecclésiastiques de quelle manière, au moyen d'un léger sacrifice annuel, on peut s'assurer une vieillesse heureuse et à l'abri de toute préoccupation matérielle.

Mais il vous appartient, Messieurs, de conclure en dernier ressort. Comme vous avez, par le passé, appris à apprécier l'avenir, et comme vous l'avez si bien expliqué notre digne Président, nous venons vous dire qu'en prenant de nouvelles actions, vous travaillerez non-seulement pour vous-mêmes, mais encore :

Pour les enfants et les Ecoles libres,
Pour les églises et les presbytères,
Pour les prêtres vieillissants au service de Dieu,
Pour la prospérité de la Société de Librairie catholique, enfin, par la continuation de toute votre confiance et de tous vos efforts pécuniaires.

Nous avons dit notre conviction, formez la vôtre, mais avant comme après votre vote, nous ne serons pas encore satisfaits de vous-même; car, si vous vous le rappelez bien, nous travaillons toujours.

Espérant mieux!

Mais avec des catholiques tels que vous, l'Espérance est une certitude, et, si nous avons ensemble la Société entière pour objectif de notre pensée, tous nous avons Dieu pour fin.

Des applaudissements unanimes ont accueilli ce discours, et prouvé au directeur de la Société générale de Librairie catholique que s'il était conquis aujourd'hui, demain il serait secondé.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse n'est plus qu'un jeu de bascule. Il en a toujours été ainsi depuis que Gambetta est au pouvoir. Avant lui quels que fussent les ministres, on ne s'en occupait pas, et l'on allait son train. C'est ainsi que la hausse s'est accentuée, mois par mois, dans des proportions extraordinaires. Puis, l'allure a changé. M. Gambetta, le jour où il a pris les rênes du Conseil ministériel, a trouvé le 50/0 à 117 : aujourd'hui cette valeur n'est pas à 115. Dès qu'il se manifeste une veulété de reprise, tout le monde se hâte de réaliser les petits bénéfices qu'on avait calculés, et de là une nouvelle baisse le jour suivant. Quand reviendra la stabilité. la progression? ce sera lorsque reviendra la confiance publique. On ne l'a plus, ou du moins on ne l'a plus dans les mêmes éléments. L'axe financier paraît se déplacer. On se tourne du côté des valeurs catholiques ou patronnées par des catholiques. Témoin M. Bontoux. Quoi qu'il entreprenne, la réussite est instantanée et complète. Encore quelque temps, et le monde financier, qui ne marchait qu'avec les Juifs, ne marchera plus qu'avec les catholiques.

Aussi, recommandons-nous de toutes nos forces à nos lecteurs la méditation du discours qui vient d'être reproduit. On comprendra pourquoi nous répétons depuis quelque temps que les Actions de la Société générale de la Librairie Catholique étaient une valeur de choix qu'il fallait se procurer. Leur sécurité, leur excellence apparaissent aujourd'hui dans toute leur évidence. Dans la voie nouvelle où nous la voyons entrer, la Société générale de Librairie catholique, va doubler ses opérations, ou, pour parler le langage qui convient à son esprit et à son but, va multiplier, centupler ses services en faveur de la cause catholique. Tout titre qui portera pour enseigne : Société générale de Librairie catholique, n'en doutez pas, sera dorénavant mis de pair avec les meilleurs et recherché comme tel.

Aux termes des projets qui viennent d'être votés par la nouvelle assemblée, le capital doit être augmenté de cinq millions. Il y a un privilège pour les actionnaires actuels : pour chaque deux titres, ils ont droit de souscrire à un titre nouveau. Ainsi, un porteur de deux actions a droit à une action nouvelle; celui qui en a quatre, peut souscrire à deux autres; et ainsi de suite. Le délai expiré, le public sera appelé à souscrire le reste.

Voici notre conseil : Profitez de votre privilège, vous qui possédez déjà des actions de la Société générale de la Librairie catholique; et vous qui n'en avez pas, demandez de suite à souscrire de peur d'arriver en retard.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V. PALMÉ, Directeur de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS. Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 3 :

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche après l'Épiphanie : l'Eglise, sa nature. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décision de la S. Pénitencerie : Circa usum matrimonii. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Au salut solennel, quand doit-on descendre le S. Sacrement? — Comment tenir les mains pendant la bénédiction nuptiale? — Le prêtre doit-il donner lui-même l'anneau à l'époux? — Comment purifier les lèvres d'une communicante auxquelles la sainte hostie s'est attachée? — Doit-on faire les relevailles d'une jeune mariée qui accouche quelques mois après le mariage? — Comment purifier la nappe sur laquelle est tombée la sainte hostie? — Comment sont empêchées les fêtes des Mystères et des Instruments de la Passion? — Peut-on, en célébrant à un autel privilégié, gagner encore une indulgence plénière avec celle de l'autel? — Peut-on purifier le ciboire avec du vin et comment? — Deux prêtres peuvent-ils, en même temps, distribuer la sainte communion au même autel? Un prêtre pourrait-il la distribuer pendant la messe basse? pendant la messe chantée? — Peut-on, le dimanche, chanter la messe de saint Vincent comme patron des vignerons? — Le jour auquel un saint est transféré à jour fixe, devient-il son jour propre? — JURISPRUDENCE CIVILE ÉCCLÉSIASTIQUE : Le conseil municipal peut-il forcer la fabrique à changer les gouttières d'un poulailleur dont les eaux tombent sur le chemin de ronde? — Quelles formalités sont à remplir pour avoir un pensionnat de jeunes filles? Quelle quantité d'air est nécessaire dans les dortoirs? — Un curé peut-il sans patente, fabriquer les cires pour son église? — Un curé sortant d'une paroisse peut-il enlever ce qu'il a planté ou établi dans le presbytère? Rectification. — Un curé peut-il porter sur l'acte de baptême d'un enfant naturel le nom de son père qui le demande? VARIÉTÉS : Le Concordat de 1801 (texte et annotations). COURRIER DE L'UTILE : Blanchiment et nettoyage des gravures.

LES CLASSIQUES

DE LA

Société générale de Librairie catholique

Nous avons commencé, dans notre dernier numéro, de publier les encouragements et les félicitations adressés par NN. SS. les Evêques et nombre de chefs d'Institutions, à M. Victor Palmé, au sujet de la nouvelle collection de classiques que fait paraître la Société générale de Librairie catholique. Nous continuons ces citations :

Monseigneur de Chartres.

(2 décembre 1881.)

Monseigneur a reçu neuf volumes de votre nouvelle Collection de classiques et me charge de vous adresser ses remerciements et ses félicitations.

D'autres (il me semble) vous ont déjà précédé sur ce terrain, ayant le même but et animés du même esprit catholique, et ont commencé une réforme nécessaire; mais vous entrez dans la lice avec l'attrait séduisant de gravures, et d'une impression qui ne laisse rien à désirer. Vous voulez prouver que les catholiques font aussi bien et mieux que les autres. D'après vos débuts, vous n'aurez pas de peine à arriver à une preuve complète.

Monseigneur de Rodez.

(3 décembre 1881.)

Monseigneur de Rodez vous remercie des dix volumes de votre nouvelle « Collection de classiques » que vous avez bien voulu lui adresser. Il s'est hâté de les communiquer aux divers établissements de son

diocèse. La pensée qui a inspiré votre œuvre est excellente et mérite tous les encouragements des catholiques. Monseigneur bénit de tout son cœur votre œuvre et désire qu'elle atteigne le but que vous poursuivez.

Monseigneur de Soissons.

(3 décembre 1881.)

J'ai parcouru avec le plus vif intérêt les classiques que vous avez bien voulu m'envoyer, pendant mon absence. Je vous remercie de cette communication et je ne saurais trop louer les motifs qui ont inspiré votre entreprise.

Il faut affranchir de plus en plus, sans esprit de parti, l'enseignement catholique;

Il faut honorer et mettre à profit les travaux des maîtres chrétiens;

Amis de la jeunesse, il faut lui donner, en même temps que des preuves solides de notre dévouement, des marques gracieuses de notre amitié;

J'aime à voir, Monsieur, que, dans le choix de vos collaborateurs, vous n'excluez aucune catégorie ni aucune personnalité dignes et compétentes. Ce sera de la justice et de la charité chrétiennes, ce sera aussi le moyen de faire une œuvre puissante et de prévenir les tentations rivales.

Monseigneur de Cahors.

(31 décembre 1881.)

J'ai l'honneur de vous remercier au nom de Sa Grandeur, et de vous dire qu'elle est heureuse de votre entreprise, de votre œuvre; qu'elle la bénit de tout son cœur, et qu'elle se réjouit du succès que lui mériteront le talent avec lequel elle a été préparée et le caractère nettement catholique que vous avez voulu lui donner...

Monseigneur de Saint-Jean de Maurienne.

(9 décembre 1881).

J'ai parcouru plusieurs volumes de votre collection de classiques, j'en suis très satisfait. L'impression est belle; l'illustration est une heureuse innovation qui contritiera encore à graver dans la mémoire des élèves les faits et les personnages qu'ils trouveront dans leurs leçons. Les notes mises au bas des pages faciliteront leur travail, empêcheront leur jugement de s'égarer et leur apprendront à faire servir les auteurs profanes à l'apologie du christianisme. Je ne puis donc qu'encourager et bénir votre entreprise.

Monseigneur de Laval.

(18 décembre 1881).

Monseigneur me charge de vous remercier de votre envoi des dix volumes classiques, et me prie de vous dire qu'il est très satisfait de voir cette œuvre entre vos mains. Sa Grandeur ne peut que vous y encourager, et vous pouvez être sûr que sa bienveillance vous est acquise.

Monseigneur de Mende.

(15 décembre 1881).

Monseigneur l'Évêque de Mende a parcouru avec intérêt les volumes que vous lui avez adressés de votre nouvelle « Édition de classiques. » Sa Grandeur applaudit à l'heureuse pensée que vous avez eue d'offrir à l'enseignement chrétien des volumes qui lui appartiennent par le nom même des annotateurs et des éditeurs, et qui sont dignes de lui appartenir par le caractère franchement chrétien et l'érudition des notes, aussi bien que par l'exécution typographique, qui est parfaite...

Monseigneur d'Aix.

(29 décembre 1881).

Monseigneur l'archevêque d'Aix me charge de vous remercier en son nom de l'envoi que vous avez bien voulu lui faire des livres classiques que vous avez récemment édités. Sa Grandeur les a communiqués aux directeurs de ses écoles d'enseignement secondaire.

Elle ne peut que vous féliciter de l'œuvre que vous avez entreprise, et, en vous encourageant à la continuer, elle vous prie de compter sur l'appui moral qu'elle est prête à vous donner en toute circonstance.

Monseigneur de Nancy.

(5 décembre 1881).

« J'ai parcouru, Monsieur, avec une réelle satisfaction, les specimens d'éditions classiques que vous avez bien voulu me faire tenir. Laissez-moi vous remercier et vous féliciter : c'est bien volontiers que je bénis vos intentions et votre œuvre.

Le succès me paraît devoir répondre à vos efforts, grâce à la collaboration des hommes de science et d'expérience dont vous vous êtes assuré le concours, et grâce aussi aux soins intelligents que vous donnez à l'impression de vos livres.

Ces livres de classe, à l'aspect autrefois si maussade, à la tenue si négligée, vous les avez transformés, de façon à les rendre attrayants, même pour les écoliers (ce qui n'est pas un médiocre résultat).

Vous avez fait plus. Par le fond aussi bien que par la forme, vos éditions sont en mesure de contenter les gens les plus difficiles et ceux qui ont plus le droit de l'être. Elles soutiennent assurément la comparaison avec celles qui ont le plus de réputation. La correction des textes y est remarquable aussi bien que la précision des notes et la sobriété des commentaires. J'ai trouvé partout une critique sûre, avec une érudition fort sérieuse et un véritable sens pratique de l'ensei-

gnement secondaire. Vous faites déjà mieux que ceux qui ont le mieux fait...

Collège libre de Saint-Jean-d'Angely.

(7 décembre 1881).

Il y a quelques jours, j'ai reçu quelques exemplaires de la nouvelle « collection de classiques » que vous avez bien voulu m'adresser.

Je les ai examinés soigneusement et fait examiner par les professeurs compétents. Tous sont d'avis que ces ouvrages sont appelés à rendre un grand service à l'enseignement. Le texte, les préfaces, les annotations, les gravures ; tout est instructif, facile et commode.

Je n'ai qu'un regret, c'est que je n'aie point connu ces classiques avant la rentrée. Plusieurs, sinon tous, eussent été introduits dans nos classes. Ce sera pour un peu plus tard...

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE.

N.-D. de L. (Aisne.)

D. — *On n'entend plus parler de l'Epistolier latin de l'abbé Lesur de notre diocèse. Plusieurs curés, désirant vivement que ce livre soit édité, en faisaient la remarque dans une nombreuse réunion d'ecclésiastiques. Il serait bon que l'Ami du clergé y revint, comme il l'a promis dans le numéro du 7 avril dernier.*

L., professeur au Petit-Séminaire.

R. — *L'Epistolier latin SELON LE RIT ROMAIN, ou Manuel de l'enfant de chœur, par Monsieur l'abbé E. LESUR, prêtre des diocèses de Soissons et Laon, vient de paraître. C'est un fort volume in-18 de xii-621 pages.*

En voici le sommaire :

PREMIÈRE PARTIE, composée des huit chapitres suivants : Devoirs des pasteurs envers les enfants de chœur, — Du choix des enfants de chœur, Les principes de la lecture du latin, — Principes généraux et observations particulières, — De l'accent tonique, — Règles générales pour servir la messe, — Méthode pour servir la sainte messe, — *De profundis* après la Messe.

DEUXIÈME PARTIE, dont le commencement s'applique à compléter la précédente et qui contient les sujets ci-après : Ton des leçons, — Leçons pour la fête de Noël, — La Semaine sainte, — L'Office de Pâques et l'Office des morts.

Vient ensuite un TRAITÉ ÉLÉMENTAIRE DE PLAIN-CHANT, très-simple, très-clair, divisé en six paragraphes, dont voici les titres :

1^o Notions élémentaires de plain-chant ;

2^o Des signes employés en plain-chant ; — Exercices de lecture sur les trois clefs ; — Valeur des notes ;

3^o Des Intervalles et des Tons ; — Exemples d'intervalles d'un ton et d'un ton et demi ; — Exemples de tous les intervalles des gammes ; — Exercices ; — Résumé de tous les intervalles avec les octaves ;

4^o Application progressive des principes qui précèdent ;

5^o Des modes ou tons du plain-chant ;

6^o De la Psalmodie ; — Modèles du chant des Epîtres et des Leçons ; — Ordinaire de la Messe.

Après ces préliminaires, qu'on peut appeler la partie didactique de l'ouvrage, nous arrivons à l'*Epistolier* proprement dit, qui se compose de la reproduction intégrale des Epîtres de toute l'an-

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PREDICATION.

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
L'ÉGLISE, SA NATURE.

Credo... sanctam Ecclesiam catholicam.
(Ex Symb. Apost.).

Du Saint-Esprit qui est la source et le principe de toute sainteté, nous passons immédiatement, dans le Symbole, à la sainte Église catholique, qui n'est l'Église de Dieu que parce qu'elle est assemblée par le Saint-Esprit qui l'éclaire et l'anime en lui enseignant toute vérité et en la remplissant de ses dons et de ses grâces. Remarquons tout d'abord la manière différente dont nous exprimons notre foi à l'égard de l'Église et à l'égard des trois Personnes divines. Nous croyons EN Dieu le Père, EN Jésus-Christ, et AU Saint-Esprit : cette formule marque que tout en confessant l'existence du Père et du Fils et du Saint-Esprit, nous les reconnaissons comme notre premier principe et notre dernière fin, et la raison suprême de notre croyance. Nous croyons LA sainte Eglise catholique : par là, tout en affirmant son existence, nous déclarons qu'elle n'est que l'œuvre de Dieu et l'organe par lequel il nous fait connaître sa vérité. Le Catéchisme du concile de Trente veut que le Ministre de la parole évangélique traite avec un soin spécial ce neuvième article du Symbole¹. L'Église, en effet, n'est-elle pas notre mère ? N'est-ce pas elle qui est la dépositaire, la gardienne, l'interprète de la Révélation, qui, sans elle, serait pour nous vague, incertaine et douteuse ? N'est-elle pas aujourd'hui attaquée, calomniée, vexée et persécutée avec une fureur inouïe ? Aussi bien, voulons-nous insister sur cet important article². Pour aujourd'hui, nous ferons une instruction préliminaire, en nous efforçant de donner la notion exacte de l'Église. Qu'est-ce donc que l'Eglise ? Pour répondre à cette question nous passons rapidement en revue les figures, les paraboles, les noms qui la concernent, soit dans l'Ancien, soit dans le Nouveau-Testament ; puis, d'une manière plus précise, nous donnerons la définition de la théologie.

I

Le Paradis terrestre, dit l'éloquent évêque de Nîmes, est la première image de l'Église, puisqu'on y trouve déjà l'arbre auquel l'Homme-Dieu

sera attaché ; Eve la représente ensuite, car elle naît du sommeil du premier Adam, comme l'Église naîtra de la mort du second ; l'arche qui s'élève et qui flotte parmi les eaux, sous la conduite de Noé, annonce d'avance cette autre maison plus battue et plus flottante encore sur les eaux d'un monde mille fois plus débordé, mais à laquelle l'Homme-Dieu a préposé pour guide un autre Noé, disons mieux, un autre lui-même, le pape qui est son Vicaire. Puis viennent des figures qui représentent d'autres mystères opérés dans l'Église ; ce sont les épouses des plus illustres patriarches, Sara, Rebecca, Rachel, qui exercent l'autorité, non-seulement sur leurs propres enfants, mais sur ceux de leurs esclaves, semblables à l'Église, l'épouse véritable et légitime à qui l'Homme-Dieu délègue son autorité sur tous les enfants sortis de son sang, quoique nourris dans l'erreur par des femmes étrangères.

Dès que la loi de Moïse s'établit, l'image de l'Église devient plus sensible et plus grande. Ce n'est plus la tente vagabonde des patriarches, c'est le temple de Jérusalem où l'on célèbre la pâque et où l'on adore le Seigneur ; ce n'est plus la famille d'Abraham, c'est un peuple tout entier, témoin figuratif et prophétique du peuple chrétien, qui sera répandu partout, et du royaume de l'Homme-Dieu qui n'aura point de bornes. Enfin, cet empire immense est promis à l'Église par la plus vive et la plus pittoresque de toutes les images. Daniel voit une pierre se détacher d'une montagne sans le secours d'un bras humain. Elle roule, elle écrase dans sa course les royaumes du monde, et s'augmentant elle-même de toutes ces ruines amoncelées, la voilà qui s'élève au-dessus des Assyriens et des Perses, au-dessus des Grecs et des Romains, et qui remplit toute la terre de sa grandeur et de son nom.

Pour réaliser sa mission, l'Eglise, qui doit être universelle quant aux pays qu'elle est appelée à conquérir, recevra dans son sein les Juifs et les Gentils : c'est ce que signifiait ce voile mystérieux vu par saint Pierre, qui était tendu d'une extrémité du ciel à l'autre et abritait, sans distinction, toutes les créatures sorties de la main de Dieu. Elle gardera jusqu'à la fin des siècles son inviolable unité, et c'est cette unité merveilleuse que les Pères saluent dans la tunique sans couture que porta Jésus-Christ, et que les bourreaux mêmes n'osèrent partager.

II

Mais la notion de l'Église se manifeste d'une manière plus expresse dans les symboles sous lesquels les saintes Écritures la signifient. Rapportons quelques-uns de ces symboles en nous inspirant du Catéchisme romain. L'Église est représentée comme une ville bâtie sur une montagne pouvant être facilement aperçue de tous : symbole de sa visibilité. La parabole du roi qui va recueillir la succession d'un empire marque

¹ Catech. Conc. Trid., pars prima, art. ix, 1.
² Voici le plan que nous pensons suivre dans nos instructions dominicales sur l'Église :
1° Nature de l'Église ;
2° Sa constitution intime ;
3° Sa divinité ;
4° Nécessité d'en faire partie ;
5° Marques de la véritable Eglise ;
6° Des fausses églises ;
7° De l'autorité de l'Église ;
8° De son infailibilité ;
9° De sa perpétuité.

que l'Église sera une société organisée ayant un chef et des sujets, une tête qui commande et des membres qui obéissent. Tous ne voudront pas en faire partie, quoique tous y soient appelés : c'est ce que nous fait entendre la parabole du festin. Dans l'Église, il y aura des justes et des pécheurs : nous le voyons clairement par les paraboles du filet où sont renfermés de bons et de mauvais poissons, du troupeau dont les boucs sont mêlés aux brebis, du champ où la zizanie croît avec le bon grain, de l'aire où la paille est mêlée avec le froment. Le vanneur aime son grain, le maître du festin sa table, le pêcheur sa capture : image de l'amour de Jésus-Christ pour son Église : il l'a aimée et il s'est livré pour elle!

III

Passons aux noms qui désignent l'Église dans les Livres saints. Ils sont très-nombreux et tous très-capable de nous donner une haute idée de la mère de nos âmes. Mais il y en a cinq qui méritent de notre part une attention particulière : elle y est appelée la maison de Dieu ; — le troupeau de Dieu ; — l'épouse de Jésus-Christ ; — le corps de Jésus-Christ — et aussi l'Église.

I. L'Église est la MAISON de Dieu. C'est ainsi que la nomme le grand Apôtre, quand il dit à Timothée : « Je vous écris afin que si je tardais trop longtemps, vous sachiez comment vous devez vous comporter dans la « maison de Dieu » qui est l'Église du Dieu vivant. » (I Tim., III, 15.) Maison dont Dieu lui-même est l'architecte. Maison que la sagesse éternelle s'est bâtie ; maison où elle a dressé sept colonnes qui en font l'appui et qui sont les sept sacrements ; où elle a préparé un double festin, le festin sacré de la parole de Dieu et le festin adorable de l'Eucharistie ; où elle a servi son pain et son vin, c'est-à-dire le corps et le sang de Jésus-Christ, à la participation desquels sont conviées toutes les nations de la terre ; maison bâtie sur la pierre ferme, *petra autem erat Christus* et composée de pierres vivantes qui sont les fidèles.

II. L'Église est le TROUPEAU de Dieu. « Je suis le bon pasteur, dit Jésus-Christ, je connais mes brebis et mes brebis me connaissent. J'ai encore d'autres brebis qui ne font point partie de cette bergerie ; il faut que je les amène ; elles entendront ma voix, et il n'y aura qu'un troupeau et qu'un pasteur. » Et donnant à saint Pierre l'investiture du gouvernement de l'Église il lui dit : « Paissez mes agneaux, paissez mes brebis. » Ce mot indique d'une part les soins que Notre-Seigneur prend de ses fidèles ; le caractère de l'autorité qui doit commander dans son Église : c'est une autorité non de tyrannie et de rigueur mais une autorité pleine de bonté et de douceur, aussi ceux qui ont charge d'âmes s'appellent *pasteurs* ; enfin l'universalité de la grâce de la vocation au christianisme.

III. L'Église est l'ÉPOUSE de J.-C. (Ephes., v,

25, 27.) Jésus l'a aimée ; il se l'est acquise aux prix des plus rudes travaux et de la vie même ; il l'a embellie de ses grâces ; il lui a donné pour dot son royaume céleste ; il l'a, par le saint baptême, rendue mère d'une multitude innombrable d'enfants spirituels ; et ses noces mystiques commencées sur la terre ne doivent se consommer que dans le ciel, dans les éternelles délices du paradis.

IV. L'Église est le CORPS de J.-C. d'après ces paroles de saint Paul : « L'Église est son corps et sa plénitude. » (Ephes., I, 22.) L'Église est comme l'Incarnation permanente du Sauveur ; par elle il continue son œuvre de Rédemption à travers les siècles. Il est la tête, et « nous sommes les membres de son corps, nous sommes de sa chair et de ses os. » (Ephes., v, 30.) Il nous vivifie de son esprit, il nous maintient dans l'unité, il nous sanctifie, il nous divinise. Quelle gloire pour nous, mais quelle responsabilité!

V. Mais le nom propre et distinctif de la réunion des fidèles est celui d'ÉGLISE. L'étymologie de ce mot signifie « assemblée, » mais, observe le Catéchisme romain, avec une nuance qu'il faut noter ici. Ce n'est pas, en effet, une assemblée formée par la force et maintenue par la crainte, comme était la synagogue, mais une assemblée choisie, où l'on est appelé par l'amour et où l'on demeure avec liberté. Le mot de synagogue n'indique qu'une agrégation ; celui d'Église indique un choix, un appel, une vocation sainte. — Mais il est temps de donner d'une façon plus précise, d'après la rigueur théologique, la définition de l'Église.

IV

Dans un sens plus général, l'Église est « la réunion de tous les fidèles appelés à la connaissance du vrai Dieu et composant un seul corps dont J.-C. est le chef (1). » Ainsi considérée, elle embrasse tous les temps et est aussi ancienne que le monde lui-même : car tous les fidèles de l'ancienne loi aussi bien que ceux de la nouvelle ont Jésus-Christ pour chef. « Formée avec Adam, dit Bossuet dans son langage incomparable, annoncée dans les patriarches, accréditée en Abraham, révélée par Moïse, prophétisée en Isaïe, manifestée dans le Christ et unie à lui comme à son unique Epoux, l'Église est le commencement de toutes choses, elle forme la trame du temps, et elle verra la fin du monde. Quelle consolation aux enfants de Dieu ! quelle conviction de la vérité, quand on remonte par les pontifes de la loi nouvelle jusqu'à saint Pierre, par ceux de la loi ancienne jusqu'à Aaron, de là jusqu'aux patriarches et jusqu'à Adam, et d'Adam jusqu'à Dieu. Quelle suite ! quelle tradition ! quel enchaînement merveilleux. » Que dis-je ? L'Église ainsi considérée comprend non seulement les fidèles qui vivent sur la terre, mais encore ceux qui sont morts en état de grâce. C'est pourquoi on dis-

(1) Raineri.

tingue ces fidèles en trois classes, selon les divers états où ils se trouvent : l'Eglise triomphante qui est au ciel, l'Eglise souffrante qui est en purgatoire et l'Eglise militante qui est sur la terre.

Considérée dans un sens plus restreint, l'Eglise n'est autre chose que l'Eglise militante elle-même et on peut la définir : « la société de ceux qui ont reçu le baptême, qui professent la même foi, participent aux mêmes sacrements, et qui, sous l'obéissance aux pasteurs légitimes, composant un seul corps dont J.-C. est le chef invisible et le Pape le chef visible, prétendent au salut éternel. »

L'Eglise est une société, mais quelle splendide, quelle magnifique, quelle incomparable société!

Elle est grande par son fondateur; ce n'est pas un homme, si illustre qu'il soit, c'est Jésus-Christ, c'est un Dieu! Elle est grande par le but qu'elle poursuit; ce n'est point la paix, la tranquillité, la gloire et le bonheur d'un jour, mais une gloire sans fin, un repos à jamais inaltérable, des délices éternelles! Elle est grande par les moyens qu'elle emploie où il n'y a point place pour les luttes sanglantes : la prière, les sacrements, la grâce, fruit des souffrances et de la mort de l'Homme-Dieu! Elle est grande par son étendue; elle embrasse l'univers entier! Elle est grande par sa durée qui n'aura point de fin! Elle est grande par le nombre de ceux qui la composent! « Ah! les voyez-vous d'ici, s'écrie un célèbre orateur, ces deux cents millions d'hommes, quide tous les rivages de la terre, se rattachent à Jésus-Christ vivant, comme des membres à leur chef, et se pressent comme des enfants sur le cœur de l'Eglise? Deux cents millions d'intelligences suspendues à la même parole; deux cents millions de volontés enchaînées par les mêmes ordres; deux cents millions de cœurs rattachés au même cœur, et gravitant par la force d'une même attraction autour d'un même centre; deux cents millions de vies, enfin, formant de tant de personnalités libres la cohésion morale la plus forte et en même temps la plus harmonieuse qu'on ait jamais vue?... Et si vous venez à songer que chacun de ces siècles a vu passer dans le giron de l'Eglise à peu près trois générations; et si vous multipliez par le nombre de ces générations le chiffre moyen de la communion catholique, vous arrivez à un chiffre prodigieux. Voici dix milliards d'intelligences qui ont cru à l'Eglise, dix milliards de cœurs qui ont aimé l'Eglise, dix milliards de volontés qui ont obéi à l'Eglise, et cela, dans la lumière et dans la liberté!... »

Remercions Dieu de nous avoir fait entrer, sans aucun mérite de notre part, dans cette illustre société. Profitons de la belle part que la miséricorde de Dieu nous a faite. Et puisque l'Eglise a pour but de nous faire gagner le ciel, dirigeons vers ce terme suprême tous nos efforts et toutes nos énergies. UNUM EST NECESSARIUM!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

DÉCISION DE LA S. PÉNITENCERIE.

Nous avons donné au n° 45 de l'*Ami du clergé*, 3^e année, p. 531 une réponse de la S. Pénitencerie, dont l'application n'est pas sans préoccupations nombrées de confesseurs.

Nous en trouvons une autre rapportée dans la *Nouvelle Revue théologique* ², t. XIII, p. 459, qui fournira à nos confrères un moyen de tourner parfois les difficultés, de calmer des consciences, et d'empêcher bien des fautes. Elle vient corroborer une thèse soutenue jadis par un savant ecclésiastique, M. l'abbé L., docteur ès-sciences naturelles.

Quelques explications sont nécessaires pour établir l'état de la question.

Peritorum medicorum et physiologorum judicio, mulieres ut plurimum non permanentes, sed periodicis tantum vicibus concipere possunt, scilicet ab eo tempore quo incipit fluxus menstrualis ad quartum decimum diem postquam cessavit; cætero mensis intervallo steriles esse solent. Quod in nonaginta quatuor e centum mulieribus, 94 0/10, verificari asserunt.

Quo cempto doctor L. putavit inde remedium trahi posse ad præcavenda plurima et gravia peccata, suadendo nempe conjugibus ad onanimum ex timore concipiendæ prolis defluentibus, ut abstineant tempore quo conceptio possibilis sit, conveniant autem debito more eo tempore quo fieri non solet.

Quod enim attinet ad abstinenciam habili ad conceptionem tempore servandam, aiebat : id interdum licere quod perpetuo licet, nempe secluso incontinentiæ periculo et ex mutuo consensu, ab usu matrimonii prolium multiplicationis vitandæ causa abstinere.

Quod autem attinet ad copulam tempore periodicæ sterilitatis exercendam, aiebat eam in casu non magis culpandam quam in senibus et in perpetuo sterilibus.

Denique talis agendi rationis ob evitandam prolem electio innocua ipsi videbatur, si conjuges, aut negative se haberent circa prolificationem forte secuturam, aut se divinæ Providentiæ in hoc positive subicerent, aut etiam nullam prolem concipi ex rationabili causa cuperent;

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 fr. — Grandes facilités de paiements. (Voy. Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² De l'Ovulation spontanée de l'espèce humaine dans ses rapports avec la théologie moderne, par l'abbé L. L. docteur ès-sciences naturelles. Louvain, Ch. Pecters, Paris, Victor Palmé, 1873. Cf. au compte-rendu : *Analecta*, série XII, col. 706 à 724.

deficiente autem rationabili causa veniale tantum peccatum foret.

Sententiam illi similem Emsmus Gousset aperuerat¹; illam eandem probaverant ephemerides fide dignæ *Analecta juris pontificii*², *Revue des sciences ecclésiastiques*³, *Nouvelle revue théologique*⁴.

Sed eam improbavit hispanus quidam theologus in ephemeride *Consultor de los parochos*⁵.

Quæ exorta controversia, Doctor L. a S. Pœnitentiaria quæsit 1° Utrum conjuges absque peccato mortali, aut veniali ita se gerere possent; 2° Utrum confessarius hunc agendi modum suadere posset sive uxori mariti onanismum detestanti nec corrigere valenti, sive utrique conjugum numerosam prolem refugienti; 3° Num cavendum a periculo minuendæ prolis, an periculum istud posthabendum sit emolumento quod ex vitæ peccatis et ex conscientiarum pace lucrandum est.

RESP. « S. Pœnitentiaria, diligenter perpensis « expositis, respondet : Conjuges prædicto modo « matrimonio utentes inquietandos non esse, « posseque confessarium sententiam, de qua « agitur, illis conjugibus caute tamen insinuare, « quos alia ratione a detestabili onanismi crimine « abducere frustra tentaverit.

« Datum Romæ in S. Pœnitentiaria die 16 junii « 1880.

« A. CARD. BILIO, P. M.

« Hipp. Cancus Palombi, S. P. *secrarius*. »

Notetur 1° hic practicas tradi confessario regulas, ut bene se gerat tum erga conjuges prædicto modo agentes, quos confessarius inquietare licite non potest: tum erga onanistas, quos adhibitis cæteris mediis a detestabili isto crimine abducere non potuerit : quibus illum morem, caute tamen, suadere potest. Igitur ex illa responsione non sequitur illum conveniendi morem omnibus indiscriminatum aut ipsis onanistis statim insinuari posse.

Notetur 2° non definiri quæstionem speculativam utrum sententia prælaudati auctoris vera in se sit : nam, supposito quod falsa sit ex aliqua parte, aut etiam ex toto, non desunt validæ rationes cur priores conjuges non inquietentur, et confessarius posterioribus hunc morem suadeat, nempe, inter alias, ratio ne priores bona fide agentes in peccata formalia labantur, et ratio posterioribus suadendi malum minus ne majus committere pergaat.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — A la fin d'un salut solennel du Très-Saint-Sacrement, lequel est plus conforme aux rubriques de descendre l'ostensoir du trône sur l'autel — seulement après ces mots *Veneremur cernui* (du *Tantum ergo*), — ou pendant les invocations suivantes : *Cor Jesu sacratissimum, miserere nobis* !... *Sancta Mari sine æbe concepta, ora pro nobis* !... *Sancte Joseph, ora pro nobis* !... *Sancti Petre et Paule, orate pro nobis* ! que notre évêque a ordonné de chanter dans tout le diocèse immédiatement avant le *Tantum ergo* ?

R. — Tous les liturgistes ne sont pas absolument d'accord sur ce point. Mais d'après ce que nous avons vu faire communément à Rome, on ne suit aucune des deux pratiques que vous indiquez. Le Célébrant ne descend le Très-Saint-Sacrement de son trône qu'après avoir chanté l'oraison *Deus qui nobis*. Par conséquent on ne le descend pas après ces mots *Veneremur cernui*, ni surtout pendant des invocations qui sont prescrites pour être chantées avant le *Tantum ergo*.

Nous ne dirons pas que ce mode soit obligatoire, ni qu'il soit observé dans tous les diocèses, ni qu'il soit enseigné par tous les auteurs, mais il est suivi à Rome et indiqué par de nombreux et grands rubricistes.

Tant que le Saint-Siège n'aura pas fait de prescriptions sur ce point, il importe que chaque curé suive les règlements diocésains, ou bien, à leur défaut, qu'il s'en tienne à la coutume.

Q. — 1° Comment le prêtre doit-il tenir les mains pendant la lecture des prières formant la bénédiction nuptiale ?

2° Est-il plus convenable de donner soi-même l'anneau à l'époux, ou de lui présenter le bassin dans lequel il a été béni, pour qu'il le mette au doigt de son épouse ?

3° Une personne âgée se présente pour la communion. La sainte hostie déposée sur la langue peu agile revient en partie sur ses lèvres et y forme, en s'y collant, une croûte blanche, que la personne, malgré ses efforts, ne peut faire disparaître. Le prêtre voit venir cette communicante à la sacristie pour le prier de remédier à ce malheur imprévu. Il s'agit d'une femme; quelle est la manière la plus respectueuse pour le sacrement et la plus décente pour le prêtre de se tirer de l'embarras ?

4° — Ne doit-on pas refuser de faire les relevailles d'une femme mariée depuis quelques mois seulement et mère d'un enfant conçu illégalement, mais né pendant le mariage ?

5° Suffit-il pour purifier une nappe que la sainte hostie a touchée, de la frotter avec un linge mouillé ?

R. — AD I. Régulièrement, le prêtre doit avoir les mains jointes, pendant qu'il lit les prières de la bénédiction nuptiale, parce que le serviteur doit tenir le livre. Mais si le serviteur était incapable de tenir ce livre, c'est le prêtre qui le tiendrait dans ses mains.

AD II. Le prêtre doit présenter lui-même l'anneau à l'époux, car la rubrique est formelle : «... et sponsus accepit annulum de manu sacerdotis impositum in digito annulari sinistra manus sponsæ... »

¹ *Revue de thérapeutique médico-chirurgicale*, 15 février 1867, p. 96; 15 juillet 1867, p. 366.

² Série XII, p. 706.

³ Juin 1873, janvier et février 1874.

⁴ T. v. p. 425.

⁵ Cf. *Analecta*, série XIII, p. 993.

AD III. Le prêtre peut présenter un vase d'eau à cette personne, afin de détremper la sainte hostie, et lui faire prendre cette eau. Si ce moyen ne réussit pas, cette femme peut se servir de sa main pour détacher la sainte hostie et la mettre dans sa bouche; ensuite elle se lavera la main dans un vase d'eau, et prendra cette eau. Si elle ne le peut pas, le prêtre jettera cette eau dans la piscine.

AD IV. Non, on ne doit pas refuser de faire les relevailles de cette femme, parce que le mariage subséquent a guéri tout le passé; dès lors, cette femme a droit à cette bénédiction des relevailles, et vous êtes tenu de la lui donner.

AD V. Pour purifier une nappe touchée par la sainte hostie, il ne suffit pas de la frotter avec un linge mouillé. Elle doit être lavée avec soin, et la lotion doit être jetée dans la piscine: « Si ceciderit (hostia consecrata) extra corporale in mappam, seu alio quovis modo in aliquod linteum, mappa vel linteum hujusmodi diligenter lavetur, et lotio ipsa in sacrarium effundatur. » (De defectibus circa missam occurrentibus, n. 15.)

Q. — Je prie l'excellent *Ami du clergé* de me dire :

1^o Si les fêtes de la Passion qui se célèbrent depuis la Septuagésime ne doivent pas s'omettre, lorsqu'elles sont empêchées le jour de leur incidence ?

2^o Par quels offices elles sont empêchées ?

R. — AD I. Nous pensons que notre vénéré confrère de la Corse entend parler des Mystères et des Instruments de la Passion de N. S. J.-C. Cela posé, ces Offices s'omettent toutes les fois qu'ils sont empêchés. Voilà le principe. Mais en fait Nosseigneurs les Evêques demandent souvent la faculté de les transférer, et le Saint-Siège l'accorde, à condition que la translation ne se fera pas au-delà du Carême. Il faut donc s'en tenir au Rescrit Apostolique.

AD II. Mais par quels offices sont-ils empêchés ? Par des offices primaires de même grade, même moins dignes, qui tombent le même jour. La raison en est que ces fêtes de la Passion de Notre Seigneur sont des fêtes secondaires, et doivent, par conséquent, céder à des offices primaires. Mais elles l'emportent, si elles tombent en des offices également secondaires, comme par exemple la Chaire de saint Pierre le 18 janvier, la Conversion de saint Paul le 25 janvier, ou encore les Fiançailles de la très-sainte Vierge; ces offices étant également secondaires et du même grade doivent céder aux fêtes de la Passion qui sont plus dignes.

Q. — Est-il vrai, comme on me l'affirme, qu'un prêtre qui applique la messe pour un défunt à un autel privilégié, peut encore gagner une autre indulgence plénière dans la même messe.

R. — Oui, mais ces indulgences plénières ne sont pas gagnées toutes deux en vertu de l'autel privilégié. La première l'est en vertu de la messe offerte à un autel privilégié, l'autre en vertu de la communion faite à cette messe.

Cette importante décision fut donnée en 1844, sur la demande suivante d'un professeur de Louvain :

« An sacerdos qui Missam celebrat, exempli gratia, pro defuncto, eidemque applicat Indulgentiam plenariam altaris privilegiati, potest eadem die vi S. Communione in Missæ sacrificio peractæ lucrari aliam Indulgentiam plenariam vel sibi, vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucranda præscribitur sacra Communio ? »

La Sacrée Congrégation des Indulgences répondit : « Affirmative. » (10 mai 1844.)

De même un prêtre qui applique une messe à une personne qui lui a donné l'honoraire, peut gagner, en vertu de la communion, une indulgence plénière applicable pour soi ou pour les défunts, si la communion est prescrite pour gagner cette indulgence :

« An Sacerdos in honorem B. M. V. Missam celebrans pro accepta eleemosyna, potest per sac. Communionem in Missæ sacrificio peractam lucrari Indulgentiam vel sibi vel defunctis applicandam, si ad hanc lucranda, præscribitur sac. Communio ? »

Sacra Congregatio respondit : « Affirmative. » (Die 10 maii 1844.)

Q. — 1^o Est-il permis de purifier le ciboire avec du vin ?
2^o Comment doit-on faire cette purification ?

R. — AD I. Oui, il est permis de purifier le ciboire avec du vin; car la rubrique ne le défend pas, et les liturgistes affirment communément qu'on peut le faire.

AD II. Mais comment doit-on le faire ? Il y a plusieurs méthodes. Suivant l'une, le Célébrant ayant pris le précieux Sang, prend aussitôt le ciboire, le découvre, y verse du vin, fait tourner le vin autour du ciboire de manière qu'il puisse atteindre toutes les parcelles qui seraient adhérentes aux parois du ciboire, le verse dans le calice et le prend.

D'après une autre méthode, le Célébrant ayant pris le précieux Sang, prend aussitôt le ciboire par le nœud, le penche sur le calice, y fait tomber avec l'index ou le pouce de la main droite les saintes parcelles, reçoit du vin dans le ciboire et le prend. Ensuite, pour que la purification soit mieux faite, le Célébrant met encore du vin dans le ciboire, le fait tourner aussi tant qu'il est nécessaire, essuye convenablement le ciboire au moyen de l'index et du vin, verse encore cette ablution dans le calice et la prend.

Selon une troisième méthode indiquée par Bis-us et Quarti, ce n'est pas après que le Célébrant a pris le précieux Sang, mais auparavant, que les parcelles du ciboire sont versées dans le calice au moyen de l'index. Elles sont donc prises en même temps que le précieux Sang, et ce n'est qu'après les avoir prises que le Célébrant purifie le ciboire comme nous venons de le dire dans la seconde méthode précédente. Toutefois, cette troisième

méthode ne pourrait pas être suivie s'il restait encore une ou plusieurs hosties dans le ciboire, parce que ces hosties ne doivent être consommées qu'après avoir pris le précieux Sang.

Enfin, d'après une quatrième méthode, — que nous ne signalons que pour être complet, car elle ne nous semble pas bonne, — le Célébrant ramasse toutes les parcelles au fond du ciboire, les prend avec l'index et les met sur sa langue; ou bien encore il amène toutes les saintes parcelles près des lèvres du ciboire, et en approche la bouche afin de les prendre. Ensuite il verse un peu de vin dans le ciboire pour en purifier tout l'intérieur au moyen du pouce, le prend, et enfin essuie le calice avec le purificateur. Cette quatrième méthode est mauvaise, cette manière de prendre les fragments sacrés n'est pas décente; il y a d'ailleurs grand danger d'en perdre quelques-uns.

Il importe maintenant de faire deux observations :

1^o Le mode de purification du ciboire avec le vin n'est pas prescrit; et il n'est pas nécessaire si l'on peut suffisamment purifier ce ciboire sans employer de vin, par le seul moyen du pouce droit ou de l'index droit ou même avec les deux. On ne purifie pas autrement la patène. Mais le ciboire est plus difficile à purifier; il faut y apporter de plus grandes précautions.

2^o Si l'on a purifié le ciboire avec du vin, il faut toujours l'essuyer avec le purificateur; et si on doit y mettre des hosties aussitôt, il faut alors l'essuyer avec un soin tout particulier, afin qu'il soit entièrement desséché; autrement les saintes hosties se colleraient aux parois et s'altéreraient promptement.

3^o Si l'on doit placer dans le même ciboire des hosties anciennement consacrées et d'autres nouvellement consacrées, il faut avoir soin de mettre les nouvelles dessous et les anciennes dessus, afin que celles-ci soient distribuées les premières.

Q. — 1^o Est-il permis à deux prêtres de distribuer simultanément, en dehors de la messe, la sainte communion, à la même table et en partant chacun du même autel, dans une communion de 300 ou 400 fidèles, à condition toutefois que le prêtre le plus élevé en dignité récite seul les prières prescrites avant et après la distribution de la sainte communion?

2^o Un prêtre pourrait-il la distribuer, soit pendant une messe basse, soit même pendant une messe solennelle célébrée avec diacre et sous-diacre?

R. — Ad I. La rubrique suppose qu'il n'y a qu'un prêtre qui distribue la sainte communion.

Cependant la pratique contraire est assez fréquente lorsqu'il y a un très-grand nombre de communicants et qu'il y aurait des inconvénients à trop prolonger la distribution de la très-sainte Eucharistie. Nous ne connaissons aucune rubrique ni aucun décret qui la condamne.

Ad II. Peut-on distribuer la sainte communion pendant qu'un autre prêtre célèbre la messe basse au même autel? Cela ne convient pas. La

célébration de la messe et la distribution de la sainte communion sont deux fonctions qui exigent l'une et l'autre que l'on approche de l'autel, qui se gênent l'une et l'autre; les hommages dus au très-saint Sacrement ne peuvent être rendus convenablement, ni par celui qui célèbre, ni par celui qui distribue la sainte Eucharistie.

Si donc on distribue la sainte communion à un autel, il faut s'abstenir d'y aller célébrer la messe. Et si l'on y célèbre la messe, il faut attendre qu'elle soit terminée pour aller distribuer la sainte Eucharistie.

Telle est la règle exigée par les convenances liturgiques.

Mais il peut arriver que cette règle ne puisse être suivie. Par exemple, un jour de dimanche ou de fête, une multitude de fidèles sont à l'église pour entendre la sainte messe, et en même temps une foule également considérable attend la sainte Eucharistie; que faut-il faire?

S'il y a deux autels dans l'église, la difficulté disparaît bien vite, parce qu'on donne la sainte Eucharistie à un autel pendant que l'autre prêtre célèbre la sainte messe à l'autre autel.

S'il n'y a qu'un autel, nous pensons qu'il est permis d'exercer les deux fonctions en même temps, ayant bien soin d'observer de part et d'autre les règles exigées par la vénération due au Très-Saint-Sacrement.

Venons maintenant à la messe solennelle avec diacre et sous-diacre. Pourrait-on la célébrer au même autel et en même temps que l'on distribuerait la sainte Eucharistie? Nous n'avons jamais vu d'auteur qui traitât cette question. Mais, puisqu'on nous demande notre avis, nous le donnerons en toute modestie. Nous croyons qu'il n'est pas permis de remplir ces deux fonctions simultanément. Quelle pourrait être en effet l'attitude du diacre et du sous-diacre? Ils ne pourraient garder la posture requise par les rubriques ainsi que par la nature de leurs fonctions sans tourner le dos au Très-Saint-Sacrement, ce qui serait une très-grave irrévérence. Voilà pourquoi nous croyons fermement que ces deux fonctions simultanées sont incompatibles.

Q. — Dans ma paroisse et dans beaucoup d'autres paroisses voisines, saint Vincent est honoré comme patron des vigneron. Cette année la fête de ce saint tombe le dimanche. Puis-je chanter la messe de cette fête.

R. — Non, parce que les patrons de corporation ne sont pas regardés comme patrons proprement dits. Ils ne sont pas même patrons secondaires. Par conséquent ils doivent être honorés avec le grade qu'ils ont dans le calendrier de chaque diocèse. Ordinairement saint Vincent n'a que le grade semi-double; il doit donc être honoré avec ce grade.

Mais comme un semi-double est inférieur à un dimanche, il doit être transféré d'après les règles liturgiques. Cette année, d'après les lois du calen-

drier universel, saint Vincent doit être transféré au 3 février.

A coup sûr les vigneronn n'attendent pas jusque-là pour célébrer leur patron; ils tiennent à l'honorer le plus tôt possible. Leurs vœux peuvent être facilement exaucés. Le lendemain, 23 janvier, a lieu la fête de saint Raymond, qui est semi-double et qui permet les messes votives privées. On peut donc y chanter la messe votive de saint Vincent, avec mémoire de saint Raymond et de sainte Emerentie. Il n'y a ni *Gloria in excelsis* ni *Credo*.

Ce que nous venons de dire est simplement l'application des lois ordinaires de la liturgie; c'est le droit commun. Mais en fait, dans beaucoup de diocèses et peut-être dans le plus grand nombre, Nosseigneurs les Evêques ont obtenu l'autorisation de célébrer avec certains privilèges ces messes de corporation. Il importe de connaître ces privilèges. En certains lieux, par exemple, on peut remettre cette fête au lendemain ou en d'autres jours, lors même que ce lendemain ou ces autres jours seraient du grade double-mineur ou du grade double-majeur. Quelquefois même on peut y chanter le *Gloria in excelsis* et le *Credo*. Messieurs les curés doivent s'en tenir aux Rescrits Pontificaux.

Q. — Je suis un de vos anciens abonnés à l'*Ami du clergé*, et vous me feriez grand plaisir si vous vouliez m'honorer d'une réponse à une question liturgique que je ne trouve pas très claire; il s'agit de la translation d'un saint, rit double, qui tombe toujours le jour de l'octave de notre patron qui est saint Barthélemy, apôtre. J'ai demandé à l'archevêché un jour fixe pour ce saint, qui est saint Raymond Nonnat, et voici la décision qu'on m'a donnée, je la copie toute entière :

« Vu la demande de M. le curé de Vieux-Berquin, à l'effet « qu'un jour fixe soit assigné à la célébration, chaque année, « de la fête de saint Raymond Nonat, dans la paroisse de « Vieux-Berquin, ayant pour patron saint Barthélemy, « apôtre, dont le jour de l'octave, selon le calendrier diocésain, « saint, réglé par la S. C. des rites, est le 31 août, jour de « la fête de saint Raymond Nonnat ;

« Vu les règles établies par la susdite S. C., au sujet des « translations à jour fixe, et vu le calendrier diocésain « susdit ;

« Monseigneur l'archevêque arrête que le jour fixé pour « la translation annuelle de la fête de saint Raymond Nonnat, dans la paroisse de Vieux-Berquin, est « le premier « septembre. »

Voilà la décision de l'évêché. Maintenant, M. le rédacteur, si le 1^{er} septembre, l'ordo diocésain marque la fête d'un double ou semi-double, faut-il célébrer saint Raymond Nonnat ce 1^{er} septembre, et transférer ce saint dont la fête tombe ce 1^{er} septembre selon l'ordo ? Dans ce cas, le jour pour saint Raymond serait ainsi un jour fixé véritablement au 1^{er} septembre de chaque année.

R. — En vertu de cette décision, donnée par l'autorité compétente et parfaitement régulière, le 1^{er} septembre est, pour la paroisse de Vieux-Berquin, le jour propre de la fête de S. Raymond Nonnat, absolument comme le 31 août l'est pour le reste du diocèse. En sorte que, 1^o on ne peut y transférer accidentellement un saint dont l'office a été précédemment empêché, et, 2^o quand même, dans la suite, une fête nouvelle, qu'elle soit obli-

gatoire pour l'Eglise universelle ou seulement concédée au diocèse, serait fixée au 1^{er} septembre, elle ne pourrait se célébrer à cette date dans la paroisse de Vieux-Berquin et devrait être remise au premier jour libre, comme à son jour propre.

Si donc l'ordo diocésain marque une fête au 1^{er} septembre, M. le curé de Vieux Berquin doit renvoyer cette fête et faire, à cette occasion, dans son ordo toutes les mutations nécessaires, en observant les règles liturgiques sur la translation des fêtes.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Autour de l'église de X. est d'abord un chemin de ronde qui permet de circuler à l'entour. Ce chemin est même un passage public du bourg à plusieurs villages. Au-delà du chemin de ronde, sans autre partage que l'allée formant le dit chemin, est le cimetière, au nord. Au midi se trouve un mur qui sépare l'église de la cour du presbytère. A l'un des bouts est la cave et à l'autre, le poulailler. De ce côté, pas de cimetière; il n'y a que la largeur du chemin de ronde entre l'église et le mur de clôture du presbytère.

Les gouttières de l'église déversent leurs eaux sur ce chemin de ronde, celles de la cave y jettent aussi leurs eaux, et ces gouttières de la cave ont été mises là par l'architecte du département, du consentement de la commune.

La fabrique a fait faire le poulailler depuis, il y a deux ans, et elle a également dirigé les eaux du poulailler sur le chemin de ronde comme il avait été fait précédemment.

La commune qui est aujourd'hui entre les mains des rouges, sous prétexte que le cimetière est sa propriété exige actuellement, au bout de deux ans, que la fabrique change la direction des gouttières du poulailler pour en projeter les eaux dans la cour du presbytère où elles séjourneraient au pied du bâtiment.

Je vous demande :

1^o Si la fabrique n'a pu faire ce que la commune avait fait avant elle ?

2^o En cas de conflit, de l'autorité administrative ou de l'autorité judiciaire, qui devrait résoudre l'affaire ?

3^o Au bout de deux ans la question est-elle de la compétence du juge de paix ?

Il me semble, bien que la commune soit propriétaire, que la fabrique qui a un droit d'administration sur l'église, doit en avoir un par là-même sur le chemin de ronde, qui est attenant au cimetière, mais qui n'est pas le cimetière proprement dit.

Si la fabrique est tenue des réparations du presbytère, etc., ou plutôt, puisqu'elle est tenue à ces réparations, n'a-t-elle pas pu, comme conséquence, prendre sur le chemin de ronde les dispositions qui lui ont paru les plus propres à assurer la salubrité de tous les bâtiments ?

R. — Ad 1^{re}. Les chemins de ronde sont un accessoire et une dépendance de l'église. En conséquence, ils sont à la disposition de la fabrique, et administrés par elle, comme la sacristie ou toute autre partie de l'église. La deuxième conséquence est que le conseil municipal n'y a absolument rien à voir, quoique, comme le fait observer notre correspondant, la commune soit propriétaire de l'église et du presbytère et de toutes leurs dépendances. (*Arêt du Conseil d'État du 20 décembre 1806 approuvé.*)

Ad 2^{me} et 3^{me}. Il ne saurait exister de conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Celle-ci est incompétente, et l'autorité ad-

ministrative ne peut se prononcer que dans le sens de la loi. Si donc le préfet se prononçait pour les prétentions de la commune, il faudrait en appeler au ministre et même au conseil d'État.

Q. — J'ai dans ma paroisse des religieuses qui sont chez elles, c'est-à-dire que le toit qui les abrite leur appartient. Elles appartiennent à une congrégation reconnue par l'État. Jusqu'à présent elles ont tenu école libre; les parents payaient tant par mois ou tant par année en abonnement. De plus, elles tiennent un petit pensionnat de quinze à vingt élèves. Mais la plupart sont demi-pensionnaires et d'autres ne le sont que pendant la mauvaise saison. Elles payent même une patente pour ce pensionnat. Au mois de mai, les conseillers municipaux ont pris une délibération pour demander à changer cette école libre en école publique; je crois que cela a parfaitement réussi, car on dit qu'elles seront communales à partir du jour de l'an. Mais voici que j'apprends que le maire qui était seul sur dix à s'opposer à cette mesure et voyant qu'on lui a passé sur la tête voudrait, me dit-on, empêcher les religieuses d'avoir des pensionnaires, parce qu'elles ne sont pas autorisées pour cela et parce qu'aussi, dit-il, une seule de ces religieuses est brevetée et que les autres qui lui sont adjointes ne le sont pas. Mais si elles ne sont pas brevetées, elles ne sont pas non plus rétribuées.

Je viens donc vous prier de me dire dans un de vos prochains numéros, quelles sont les formalités à remplir pour obtenir l'autorisation d'avoir des externes et des pensionnaires fréquentant la même école, la même classe, sauf que les commençantes seront chez la sœur adjointe, et cette sœur adjointe a 35 ans d'âge et plus de dix ans d'exercice. Je désire savoir surtout combien il faut de mètres cubes pour chaque pensionnaire dans le dortoir, et pour les classes. Sans doute, les plafonds ne sont pas à la hauteur de ceux des maisons communes neuves qu'on fait aujourd'hui pour les laïques, mais on peut prendre sur le reste pour donner à l'enfant l'air nécessaire à sa santé. Quand je saurai donc combien la loi nouvelle qui régit cette matière exige de mètres cubes pour chaque enfant, on pourra voir si le nombre des pensionnaires qui sont dans la maison des religieuses n'est pas en dessous de celui que la loi permet suivant la quantité d'air à respirer, et on pourra dormir tranquille, ou au moins prendre des précautions pour n'être pas inquiété par l'administration communale et académique. Si on ne peut pas prendre l'air sur la hauteur on le prendra sur la largeur et au lieu de quatre lits, on n'en mettra que deux. En un mot, dites-moi les formalités à remplir pour régulariser cette position. Actuellement j'obtiens tout de mon conseil municipal qui est clérical, sauf le maire, et encore n'agit-il contre la religion que parce qu'il est poussé d'en haut. Il est évident que je veux parler d'un pensionnat d'instruction primaire.

R. — La loi de 1850 sur l'enseignement est fortement ébréchée, et on s'apprête à lui donner le coup de mort par de nouvelles dispositions législatives que la Révolution élabore en ce moment. Nous attendons que le dernier mot ait été dit par les pouvoirs établis pour résumer toute la législation qui doit régir la matière.

Pour nous renfermer aujourd'hui dans la question spéciale qui nous est adressée, nous ferons observer d'abord que le pensionnat ne pouvait s'établir sans autorisation et sans avoir préalablement rempli toutes les formalités. Rien de cela n'ayant été fait, l'établissement pourrait être fermé sans qu'on pût réclamer. Toutefois comme il s'agit d'une école primaire de filles ayant le caractère officiel, puisqu'elle est communale, nous pensons qu'en sa faveur on épargnera le pen-

sionnat. Mais il vaudrait mieux, s'il y a moyen, régulariser la situation.

La personne qui veut ériger un pensionnat primaire manifeste son intention par écrit au maire de la commune où elle veut s'établir, lui désigne le local, lui donne son extrait de naissance et l'indication des lieux où elle a résidé et des professions qu'elle a exercées pendant les dix dernières années précédentes. La même déclaration doit être adressée à l'inspecteur d'académie avec le plan des dortoirs, et en fixant le nombre d'élèves qu'on a l'intention de recevoir. Ce nombre est réglé selon la capacité des pièces où doivent séjourner les enfants, comme les dortoirs et les classes; car on exige quatre mètres cubes d'air pour chaque enfant. Peu importe que l'air soit pris en hauteur ou en largeur pourvu que le nombre exigible s'y trouve. Le brevet de capacité n'est pas requis des directrices qui sont dans l'enseignement depuis dix ans. *L'Ami du clergé* a plusieurs fois énuméré les règles à suivre en cette circonstance. Il n'y reviendra que lorsque la loi attendue sera promulguée.

Q. — 1^o Un curé peut-il sans s'exposer à des poursuites, fabriquer lui-même les cires pour son église, se considérant comme identifié à la fabrique? 2^o Est-il vrai que le droit représenté par les vignettes n'est que pour la circulation, et n'atteint pas les bougies et les cires que l'on ferait pour son propre usage?

Puisque l'occasion se présente, permettez-moi de vous faire une observation sur la solution donnée dans le dernier numéro, relative à la sonnerie de l'Angelus. Le curé consultant voudrait économiser les frais de sonnerie et vous êtes loin de lui donner satisfaction; sans doute que c'est faute d'avoir bien posé la question.

Il faut remarquer qu'il y a deux choses dans la sonnerie de l'angelus, l'angelus proprement dit consistant en trois tintements de 3 coups et la volée qui précède et annonce l'angelus. Or c'est cette volée préparative qui est l'affaire importante pour la masse de la population, parce qu'elle fait entendre l'heure aux ouvriers répandus dans les champs. Or, avertir les ouvriers qu'il est temps de commencer ou de finir les travaux n'est pas un service religieux. La paroisse peut facilement s'en dispenser. Le curé averti que désormais on se contentera de sonner l'angelus proprement dit, les habitants murmureront et la municipalité sera obligée de faire au moins une partie du traitement du sonneur. C'est ce que j'ai fait, et j'ai réussi.

R. — Il est à notre connaissance que deux curés ont été poursuivis par des fabricants jaloux comme faisant sans patente le commerce de la cire. L'un d'eux a gagné et l'autre a perdu son procès. D'où nous concluons que ceci dépend de la plus ou moins grande bienveillance des juges, et que la jurisprudence n'est pas bien assise sur ce point.

Il est sûr que chacun peut fabriquer pour son usage personnel les cires et bougies dont il a besoin, sans autorisation, ni impôts, ni patentes, d'aucune sorte. Et sous ce rapport, la fabrique peut être considérée comme un simple particulier et user du même droit.

Mais il n'est pas moins vrai que le curé fabriquant des cires pour sa fabrique, les lui fait payer,

et dès lors, on ne voit pas la grande différence qui existe entre lui et un véritable fabricant.

Pour ce qui regarde l'impôt des cires, il n'atteint que les cires du commerce, et non celles que l'on fabrique soi-même pour son usage personnel.

Nous félicitons notre correspondant d'avoir réussi par son petit stratagème à faire payer à la commune le traitement du sonneur d'*Angelus*. Mais nous ne sommes pas convaincu que la distinction qu'il établit entre le commencement et la fin de la sonnerie, c'est-à-dire entre les trois tintements qu'il appelle l'*Angelus* proprement dit et la volée qui les précède et qui, selon lui, n'est qu'un signal pour l'ouvrier des champs, soit bien juridique. Nous applaudissons à son succès; mais nous ne croyons pas devoir modifier sur ce point notre doctrine.

Q. — Un curé sortant d'une paroisse pour en occuper une autre, a-t-il le droit d'emporter les arbres qu'il a plantés dans son jardin, les gouttières ou pompes, serres, hangars qu'il aurait établis dans son presbytère, dans le cas où la commune, propriétaire, refuserait de rembourser les frais occasionnés au curé par ces divers travaux?

R. — Nous nous sommes posé nous-même cette question, afin de nous fournir l'occasion de rectifier une solution inexacte donnée dans le courant de l'année dernière à ce sujet et qui a soulevé quelques réclamations.

Le rédacteur « transitoire » de la réponse donnée alors, se plaçant à tort au point de vue du sentiment, a protesté contre l'égoïsme de ceux qui arrachent les arbres qu'ils ont plantés et les embellissements qu'ils avaient faits à leur habitation, laissant à leur successeur un jardin en friche et une maison dénudée.

A ce point de vue, il avait raison; nous ne saurions trop applaudir au désintéressement qui est l'une des plus belles vertus du prêtre catholique. Mais de là à lui « contester le droit » de reprendre son bien, il y a loin. Le système sur lequel reposait la réponse incriminée consiste à considérer les curés comme usufruitiers des presbytères. Partant de ce principe, il appliquait au curé consultant l'art. 599 du code civil, qui refuse à l'usufruitier le droit de réclamer à la cessation de son usufruit aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendait avoir faites.

Or, il n'est pas exact qu'un curé soit usufruitier pour le presbytère qu'il habite, et eût-il cette qualité, l'application de l'art. 599 qui lui serait faite, ne serait pas exacte.

L'assimilation d'un curé à un usufruitier pourrait gravement nuire au clergé, car les obligations de l'usufruitier relativement aux réparations sont autrement lourdes que celles dont les locataires sont tenus. Mais cette assimilation n'est pas exacte. La jouissance qu'a un curé de son presbytère n'est pas gratuite, comme celle de l'usufruitier. Elle fait partie de l'entretien convenable que le concordat attribue au clergé; elle est payée aussi, sinon par un loyer, du moins par les services que le curé rend à la commune. On doit

donc l'assimiler non pas à un usufruitier, mais à un locataire et ne lui faire supporter tout au plus en fait de réparations, que celles de menu entretien, dites locatives et définies par l'article 754 du code civil.

Cette assimilation qui est la vraie doit, en toute hypothèse, faire résoudre la question ci-dessus en faveur du curé partant, car il n'est pas contestable qu'un locataire n'ait le droit d'enlever tout ce qu'il a attaché à l'immeuble qu'on lui a loué.

Mais en supposant même que le curé doit être considéré comme usufruitier, — ce qui n'est pas, — l'art. 599 ne pourrait pas lui être appliqué, et cela pour deux raisons.

La première c'est que, si, aux termes de cet article, le curé n'a pas le droit à son départ d'exiger le paiement de ce qu'il a attaché au presbytère, comme gouttières, pompes, hangars, arbres, etc., il ne s'ensuit pas qu'il n'ait point celui de les enlever. Les raisons et les autorités ne manquent pas pour l'établir. Il serait trop long de les énumérer, et d'ailleurs voici une raison péremptoire qui rend toutes les autres superflues. C'est que, au moment où le curé va partir, son prétendu usufruit dure encore puisqu'il n'a pas quitté la paroisse, et qu'il est curé de l'endroit qu'il quitte, jusqu'au moment où il est installé curé de l'endroit où il va. Or l'art. 599 n'a trait qu'à l'état des choses et des lieux au moment de la « cessation de l'usufruit » (sic). Tant que l'usufruitier est en possession de la propriété soumise à son usufruit, il est maître des ouvrages qu'il a pu y faire à sa convenance et qu'à sa convenance il peut défaire. Il peut abattre aujourd'hui l'arbre qu'il a planté hier, démolir le bâtiment qu'il a construit, supprimer le jardin qu'il a créé, enlever la serre qu'il y a établie, etc., etc. Le propriétaire (ici la commune) ne peut pas l'en empêcher; autrement il faudrait dire, qu'il a sur ces divers objets un droit acquis dès le premier moment de leur existence, ce qui serait contraire à tout droit et à toute raison, et ce que, assurément, l'art. 599 n'a pas dit ni voulu dire.

En résumé donc, un curé quittant sa paroisse pour une autre, ne peut pas exiger de la commune (ou de la fabrique si celle-ci est propriétaire) une indemnité pour les embellissements qu'il a faits au presbytère, ou le remboursement de ses frais. Mais à leur tour, ni la commune ni la fabrique ne peuvent empêcher le curé partant, d'enlever ce qu'il a ajouté au presbytère et à ses dépens.

Il peut renoncer à son droit, et ordinairement il fera bien d'y renoncer par charité pour son successeur; mais il n'en est pas moins vrai qu'il est libre; le droit est pour lui.

Q. — Au moment où j'allais procéder au baptême d'un enfant, un homme pénétra vivement dans l'église et, me prenant à part, il me dit : « Monsieur, cet enfant qu'on vous demande de baptiser, est à moi; il est né hors mariage; je viens le reconnaître, afin que vous puissiez l'inscrire sous mon nom, et que vos registres puissent servir de preuve et lui ôtent sa tache d'illégitimité. »

Il me parla longtemps et avec une extrême volubilité. Craignant un scandale, je promis de faire tout ce qu'il voudrait en fait d'inscriptions.

En effet, dans l'acte de baptême, j'ai déclaré que l'enfant avait été reconnu par son père.

Plusieurs confrères à qui j'ai raconté cette petite aventure m'ont blâmé disant que je n'avais pas le droit d'indiquer le père d'un enfant naturel, et que ce fait, s'il venait à être découvert, pourrait avoir des suites fâcheuses pour moi. Qu'est-ce que vous en pensez ?

R.— Pourvu que dans le registre, on n'inscrive pas comme légitime l'enfant qui ne l'est pas, on peut parfaitement nommer le père et la mère d'un enfant naturel, quand ils se nomment eux-mêmes. Mais en ce qui regarde particulièrement le père, — comme la loi française défend la recherche de la paternité, — un curé ne peut inscrire son nom et sa qualité de père qu'avec son aveu formel et sa signature, et jamais sans cela ; car le prêtre qui ne prendrait pas cette précaution s'exposerait à être poursuivi comme diffamateur.

D'ailleurs, cette reconnaissance, même signée, ne donne à l'enfant, aux yeux de la loi civile, aucune espèce de légitimité et aucun droit vis-à-vis de son père naturel. La reconnaissance, pour produire des effets civils, doit être faite dans l'acte de naissance civil, lorsque le père signe comme tel l'acte de naissance de son enfant naturel. A défaut de cette formalité, il faudrait un acte notarié.

Ainsi, toute reconnaissance dans les actes religieux, ou faite seulement sous seing privé, est sans effet civil.

Notre correspondant a très-bien fait de condescendre au désir de l'individu en question ; seulement il aurait dû, selon nous, l'instruire que l'enregistrement religieux ne confère pas la légitimité légale, et que la reconnaissance qu'il faisait de l'enfant, était de nul effet au point de vue civil.

VARIÉTÉS.

Le Concordat de 1801.

(Suite)

« Art. 6. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu sur les saints Evangiles, de garder fidélité et obéissance au gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se

« trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au gouvernement. »

Art. 7. Les ecclésiastiques de second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le Gouvernement⁽¹⁾.

« Art. 8. La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin, dans toutes les églises de France : *Domine salvam fac Republicam ; Domine salvum fac Consulem* (2).

« Art. 9. Les Evêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet qu'après le consentement du Gouvernement.

« Art. 10. Les Evêques nommeront aux cures (3). Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le Gouvernement.

« Art. 11. Les Evêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale et un séminaire dans leur diocèse, sans que le Gouvernement s'engage à les doter (4).

« Art. 12. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres, non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des Evêques (5).

(1) Le Gouvernement a depuis fort longtemps abandonné l'exécution de cet article.

(2) Cette formule a dû être changée plusieurs fois à cause du changement de gouvernement. Le gouvernement qui nous régit a demandé et le St-Siège par un décret en date du 9 octobre 1875, a permis qu'on reprît après l'office divin le chant du verset : *Domine salvam fac Rempublicam*, ainsi qu'il était accordé dans l'article 8 du Concordat de 1801.

(3) La nomination des Evêques est accordée au Gouvernement. Celle des curés est laissée aux Evêques, auxquels appartiennent ainsi et la nomination et l'institution. Autrefois le droit de nomination ou de présentation pouvait appartenir à diverses personnes ou à des collèges : cet état de chose est modifié par le Concordat.

(4) Si le Gouvernement ne s'engage pas à doter les chapitres et les séminaires, il ne s'interdit pas de le faire.

Il n'a pas fait de dotation proprement dite aux chapitres ; mais il a fait un traitement aux chanoines, ce qui lui permet de soumettre leur nomination par l'Evêque à son agrément. Bien que le Concordat ne lui accorde pas ce droit. Les séminaires ne sont pas non plus dotés par l'Etat ; mais il a été créé des bourses ou demi-bourses réparties entre les grands séminaires. L'ordonnance de 1828 avait créé des demi-bourses pour les petits séminaires ; une autre ordonnance du 16 octobre 1830 a rapporté cette disposition. Les directeurs et professeurs ne reçoivent aucun traitement de l'Etat.

(5) De cet article considéré en lui-même et rapproché du suivant, il résulte assez clairement que la propriété des édifices religieux non aliénés et remis à la disposition des Evêques, revient à qui l'avait auparavant ou, tout ou moins, à l'Eglise. Ainsi en a-t-il été jugé par le gouvernement civil lui-même. Mais par une série d'empiétements, le gouvernement n'a cessé d'envahir ; et aujourd'hui il est administrativement admis que

« Art. 13. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et, qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains, ou celles de leurs ayant-cause.

« Art 14. Le gouvernement assurera un traitement convenables aux Evêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle (1).

« Art. 15. Le Gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations (2).

« Art. 16. Sa Sainteté reconnaît dans le premier Consul de la République française les mêmes droits et prérogatives dont jouissaient près d'elle l'ancien gouvernement.

« Art. 17. Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier Consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

« Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

« Fait à Paris le 26 messidor, an IX. »

Signé : « Joseph Bonaparte (L. S.) Hercules Cardinalis Consalvi (L. S.) Crétet (L. S.) Joseph Archiesp. Corinthi (L. S.) Bernier (L. S.) Carolus Caselli (L. S.) »

ces édifices appartiennent à l'Etat ou aux communes. La nécessité de recourir aux subventions de l'Etat pour la conservation et la réparation de ces édifices a permis cet envahissement et empêché les revendications légitimes de l'Eglise. Voir le remarquable ouvrage de M. Vouriot : *De la propriété et de l'administration des biens ecclésiastiques en France et en Belgique*. Paris, Palmé.)

(1) L'article 14 devenait une nécessité après l'adoption de l'article 13. Car il fallait, de toute nécessité, assurer la subsistance des ministres du culte. Les oblations ne pouvaient suffire et elles ne constituaient pas un revenu fixe nécessaire à cet effet. Les fondations dont l'article 15 établit la possibilité pouvaient ne pas être faites ou ne l'être qu'après un long temps. Les biens ecclésiastiques aliénés étaient abandonnés. L'unique voie praticable était d'assurer un traitement. Par cette mesure on rentrait dans l'esprit et dans la lettre des décrets d'aliénation rendus par l'Assemblée constituante. Elle statuait que les biens ecclésiastiques seraient mis à la disposition de la nation, à la charge par celle-ci de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres.

(2) On remarquera la tournure positive donnée à cet article. Il est stipulé, non que le gouvernement entourera de précautions et d'entraves les fonda-

Tel est cet acte fameux, l'un des plus importants que nous offre l'histoire de l'Eglise.

Le Pape, déterminé par l'une de ces nécessités impérieuses auxquelles il est impossible de se soustraire, et fort de sa divine primauté, éteint des églises nombreuses, remontant la plupart aux siècles les plus reculés, plusieurs aux disciples mêmes des apôtres.

Il abandonne les biens d'église injustement envahis et sacrifie jusqu'aux plus légitimes revendications contre les détenteurs.

Il accorde une large part dans le choix des Evêques et des curés au gouvernement dont les préoccupations en ces sortes d'affaires pourront être moins religieuses que politiques.

Ce sont là assurément d'immenses sacrifices ; ils étaient motivés par l'espoir fondé que, rétablie dans ces conditions, l'Eglise pourrait poursuivre en France l'accomplissement de sa mission divine. Les faits ont donné raison au Pape.

Le Gouvernement rendait à la religion catholique romaine sa libre profession et l'exercice public de son culte. Il restituait ce qui restait encore d'églises non aliénées. Il assurait aux évêques et aux curés un traitement, faible indemnité pour les biens mis par l'Assemblée constituante à la disposition de la nation.

Ce n'était, au fond, que l'accomplissement d'un devoir et la satisfaction donnée à une nécessité d'ordre social. Mais le premier Consul pouvait y voir des concessions faites à l'Eglise [parce qu'il lui rendait ce que les gouvernements précédents lui avaient enlevé. Il en espérait les plus heureux résultats pour la pacification des esprits, pour l'affermissement de sa puissance personnelle et de sa dynastie. Ces vues étaient justes. Le Concordat devait être le meilleur de ses papiers de famille. Il en amoindrit tout d'abord la valeur, en y accolant, de son chef, les articles organiques.

Courrier de l'Utile.

BLANCHIMENT ET NETTOYAGE DES GRAVURES.

Le moyen le plus efficace pour blanchir les gravures jaunies et enfumées, est de les soumettre à l'action du chlorure de chaux liquide.

Ayez une boîte en bois, dont la longueur et la largeur soient de 8 à 10 centimètres plus grandes que les plus grandes feuilles à blanchir. La boîte doit avoir environ 10 centimètres de hauteur. L'intérieur sera doublé de feuilles de plomb ou de zinc, et pour opérer l'écoulement du liquide, on adapte une douille de même métal. A un des an-

tions, mais qu'il les rendra possibles ; il devra seconder, mais non gêner la bonne volonté des fidèles.

gles de la caisse est établi à demeure un tube de plomb, descendant à 2 millimètres du fond et dépassant la caisse de 55 millimètres. Ce tube, dont le diamètre intérieur doit être de 7 millimètres, recevra la douille d'un entonnoir.

Ayez de plus, six cadres en bois blanc, de dimensions un peu moindres que celles de la caisse. Ils doivent être formés de règles larges de 4 à 5 centimètres, et épaisses de 15 millimètres. Sur chacun d'eux, on tend une forte toile, dont le tissu ne soit pas trop serré; l'estampe à blanchir se place entre deux de ces cadres.

Apportez tous vos soins à la préparation de la liqueur décolorante. Pour la composer, prenez un demi-kilogramme de sous-chlorure de chaux, délayez dans deux litres d'eau, ajoutez huit litres d'eau, agitez le liquide cinq à six fois dans l'espace de deux heures, et laissez reposer pour tirer à clair. Pour en faire usage, coupez cette liqueur avec trois parties en volume d'eau.

Pour obtenir le blanchiment des gravures, mettez dans le fond de la caisse un des cadres indiqués plus haut, étendez sur ce cadre une forte feuille de papier débordant un peu de la gravure, placez celle-ci dessus, puis une feuille de papier, puis un second cadre. Dans la crainte que les cadres ne se dérangent, placez dans les angles des matières pesantes. C'est alors que vous introduisez dans la caisse par l'entonnoir le chlorure de chaux, jusqu'à ce que la liqueur recouvre le deuxième cadre, puis laissez agir cette liqueur de 30 à 60 minutes, suivant le degré de coloration de la gravure. Après cet intervalle, faites écouler le liquide par la douille inférieure, remplacez-le par de l'eau que vous y laisserez séjourner un quart d'heure, faites égoutter, et introduisez de l'eau deux, trois et quatre fois, en opérant de la même manière. Quand le liquide est bien égoutté, enlevez avec de grandes précautions les cadres et les feuilles de papier, et mettez la gravure entre deux feuilles de papier sec; enfin, placez gravure et feuilles entre deux feuilles de carton, et mettez en presse. Si vous n'avez pas de presse à votre disposition, placez le tout sur une surface bien unie, et mettez à la partie supérieure une planche que vous chargerez de corps pesants.

Les gravures blanchies d'après ce procédé, deviennent parfaitement nettes, et recouvrent toute leur valeur.

Si vos gravures sont maculées de taches d'encre, comme cette liqueur est composée d'oxyde de fer et de matière végétale, le chlorure de chaux décolora celle-ci et laisse, sur la gravure, le fer qui produit une tache de rouille. Pour enlever ces taches, prenez avec un pinceau fin, de la solution de chlorure de chaux non étendue d'eau, appliquez-en sur l'endroit maculé jusqu'à ce que la couleur noire ait fait place à celle de rouille; lavez ensuite avec de l'eau pour enlever le chlorure, et mettez avec le pinceau sur cette rouille de l'acide muriatique (acide hydrochlorique); la tache de-

vient jaunâtre, mais des lavages successifs à l'eau, la font disparaître complètement.

S'il s'agit d'enlever des taches de graisse, gardez-vous d'employer des caustiques; les gravures en seraient détériorées, peut-être perdues.

Le procédé le meilleur est connu des amateurs sous le nom de « procédé par absorption. » Prenez du plâtre récemment calciné et réduit en poudre fine, placez-en une couche sur une feuille de papier, imprégnez la tache de graisse en dessus et en dessous avec de l'essence de térébenthine, à l'aide d'un pinceau fin, dont le frottement sera aussi doux que possible, épongez la gravure entre des feuilles de papier buvard, humectez de nouveau avec de l'essence, placez la gravure à l'envers sur la feuille saupoudrée de plâtre, et étendez du plâtre sur l'endroit, enfin laissez sécher.

Après cette opération, la gravure est ordinairement ridée à l'endroit de la tache. Pour faire disparaître ces rides, mouillez légèrement toute la surface, et mettez la gravure en presse entre des feuilles de carton.

Cette méthode est de beaucoup préférable; elle laisse intacts les traits les plus délicats.

Il peut arriver que des gravures, nouvellement imprimées, déposent leur gras contre le verre, si l'encre n'a pas été assez siccative.

Pour prévenir cet inconvénient, étendez la gravure sur une table, recouvrez-la de papier gris à filtrer, versez sur ce papier une couche de sablon très chaud, de 25 à 30 millimètres d'épaisseur, et exempt d'humidité. Laissez-la une heure au moins sur le papier qui recouvre la gravure. Recommez cette opération, en ayant soin de changer le papier gris et de chauffer de nouveau le sablon.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 18 januarii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

RECTIFICATION.

Nous venons de recevoir une lettre accusant assez vertement l'*Ami du clergé* de fabriquer les éloges qu'il publie. La raison de notre correspondant est celle-ci : l'*Ami du clergé* a publié, dans un n° spécimen, une lettre signée Albrieux, curé de Sardières, Somme. Or il n'y a, dans la Somme, ni Albrieux, ni Sardières. — Notre honoraire correspondant a conclu trop vite et trop vite.

Le fait est que, au lieu de *Somme*, c'est *Savoie* qu'il faut lire. Tout se réduit donc à une faute d'impression.

A cette occasion, nous affirmerons de nouveau que toutes les lettres publiées par l'*Ami du clergé*, à quelque partie qu'elles appartiennent, Consultations liturgiques, canoniques, théologiques, Jurisprudence, Revue littéraire, etc., sont authentiques, absolument authentiques. Et nous ajouterons que l'*Ami du clergé*, tout fier de mériter les éloges de ses respectables lecteurs, et plein de reconnaissance pour les encouragements qui lui arrivent de tous côtés, se fait une loi de n'en publier que de très rares extraits.

Le secrétaire-gerant : G. ALCYONI.

née, savoir : ceux du *Propre du Temps*, du *Propre des Saints*, du *Commun des Saints*, et d'un *supplément au Propre des Saints, pro aliquibus locis*.

De là, l'auteur passe en reprenant le même ordre, à l'office du soir : Vêpres, Complies et Saluts, et reproduit au complet tout ce qui s'y rapporte : antiennes, psaumes, hymne, cantiques, proses, versets, en un mot, tous chants et prières compris dans cette partie de notre sainte liturgie, et qu'on trouve là réunis sous l'œil et sous la main comme les grains pieux d'un rosaire ou comme les fleurs d'un bouquet dans les vases de l'autel.

S. G. Mgr l'évêque de Laval, à qui l'ouvrage a été adressé, a répondu à l'auteur par ces mots flatteurs :

« J'ai été tout heureux de constater votre zèle pour la majesté des cérémonies religieuses et l'éclat du culte dans nos églises.

« Votre *Manuel* peut effectivement être très-utile, en mettant à portée et comme sous la main les principales prières des fonctions saintes, ce qui a trait à l'administration des sacrements, et les notions élémentaires du latin et du plain-chant. C'est une belle œuvre que vous avez faite là..... »

L'Epistolier latin, qui forme, ainsi que nous l'avons indiqué, un fort volume in-18 de xii-621 pages, coûte 4 francs. On ne le trouvera certainement pas cher, quand on aura pu se rendre compte de ses richesses.

.*.*

D. — Je prie l'Ami du clergé de vouloir bien me dire dans son prochain numéro :

1° Si l'*Encyclopédie du XIX^e siècle* annoncée dans l'Ami des livres a réellement 110 vol gr. in-8 au prix de 120 fr. ?

2° Ne serait-ce pas la même qui se vend chez M. Vivès, Libraire, n'ayant que 70 vol gr. in-8 au prix de 200 fr. ?

3° Ou bien cette dernière *Encyclopédie*, ne serait-ce pas encore la même que celle que vend à 450 fr. M. Charles De Lamotte, libraire, Paris, rue de Vaugirard, 108 ?

B., vicaire aux A.

R. — 1° L'Ami des livres a fait erreur en annonçant une édition de l'*Encyclopédie du XIX^e siècle* en 110 volumes. Cette édition dont il parlait, n'a que 55 volumes, formant 110 « parties. » On nous l'a déjà demandée.

2° L'édition en 70 volumes est bien celle du même ouvrage, mais plus récente et plus complète. Vivès ne l'a pas publiée : elle ne figure dans son catalogue que comme livre d'occasion, et non comme ouvrage de son fonds. — Nous pourrions vous céder cette même édition en 70 volumes à 150 fr. Nous en avons justement plusieurs exemplaires dans notre Comptoir de livres anciens et d'occasion.

3° C'est toujours le même ouvrage, édité primitivement par M. Charles de Lamotte au prix de 450 fr., placé à un grand nombre d'exemplaires et plusieurs fois réimprimé. De là vient qu'on le trouve si fréquemment aujourd'hui d'occasion, et à des prix extraordinaires de bon marché.

.*.*

D. — Ayez la bonté dans votre prochain numéro de l'Ami du clergé de me renseigner :

Existe-t-il un *Recueil des discours académiques prononcés à l'Académie depuis son origine* ? Quel est le prix de ce recueil ?

A. L. D. à S.-P. (Hérault).

Bien reconnaissant d'avance de vos bons renseignements toujours se lumineux et si précis.

Un abonné de l'Ami du clergé.

R. — L'Académie française n'a pas publié en recueil les discours de ses membres, ce qui eût fait assurément l'un des plus beaux monuments de notre langue ; Aucun éditeur, non plus, n'a eu l'idée d'entreprendre cette publication, qui aujourd'hui coûterait des sommes considérables. Chaque académicien est dans l'habitude de faire imprimer les siens à part, voilà tout. On les trouve généralement à la « Librairie académique » Didier et C^{ie}.

.*.*

D. — Quel est le meilleur dictionnaire de poche ? (J'entends par là un dictionnaire assez portatif.)

Celui de Larousse est-il vraiment recommandable ?

R. — Vous pouvez regarder le dictionnaire de Larousse comme parfaitement recommandable. Il se contente de faire de la grammaire et de la science, pas autre chose. Aussi, est-il très suivi à cause de ce bon esprit qui chez lui ne se dément jamais.

.*.*

Q. Il s'agit d'un laïque catholique, qui cherche à s'éclairer pour arriver à la pratique de la religion, et qui trouve une foule de questions au sujet desquelles la religion et la science moderne ne sont pas d'accord.

Ainsi, par exemple, la Genèse en face des découvertes de la science, la pluralité des mondes ; la génération spontanée et d'autres questions de ce genre dont la solution intéresse la foi catholique.

Veuillez avoir la bonté de me dire dans un prochain numéro, à la page bibliographique, l'ouvrage qui pourrait satisfaire et encourager la bonne volonté de ce paroissien ; son prix, et le moyen de me le procurer.

L. L.

R. — En réponse à votre question, nous allons vous indiquer une série d'ouvrages, où vous trouverez ce qui éclaircira votre intéressant paroissien. Nous nous contentons d'en transcrire les titres, bien suffisants d'ailleurs, à notre avis, pour vous faire apprécier la portée de chacun d'eux. Vous choisirez vous-même.

La religion catholique, ou Examen raisonné de ses dogmes et Réfutation des objections de l'incrédulité et de l'ignorance, par M. l'abbé OURY (AUGUSTIN), curé de Ponthion (Marne). 2 forts volumes in-12 de xix-688 et 688 pages : 8 francs.

Les éléments raisonnés de la religion, Apologétique fondamentale, appropriée aux cours supérieurs d'Humanités et de Philosophie, par A. VAN WEDDINGEN, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour de Bruxelles ; 2^e édition, revue, remaniée et considérablement augmentée.

1 vol. in-8 de xxxix-563 pages, 4 fr. 50

Le monde et l'homme primitif selon la bible, par Mgr MEIGNAN, évêque de Châlons.

1 beau vol. in-8^e de xvii-403 pages, 6 fr.

Le déluge mosaïque, l'histoire et la géologie, par l'abbé ED. LAMBERT, docteur en théologie, etc.

1 beau vol. in-8 de xxvii-524 pages, 6 fr.

Les origines, commentaire sur les cinq premiers chapitres de la Genèse, par Mgr DE KERNAERET, camérier secret de Sa Sainteté.

1 vol. in-8^e de ii-310 pages, 3 fr.

Les origines du Christianisme, d'après la tradition catholique, par M. l'abbé EM. GASTAN, docteur en théologie, chanoine de l'église de Moulins.

1 vol. in-8° de XLVI-334 pages, 6 fr.

Les Évangiles et la Critique au XIX^e siècle, par Mgr MEIGNAN, évêque de Châlons; nouvelle édition, améliorée, corrigée et augmentée, avec une *Notice archéologique* de M. le comte de Vogué, de l'Institut.

1 beau vol. in-8° de vi-475 pages, 6 fr.

Le bon sens de la foi opposé à l'incrédulité de ce temps, par le R. P. CAUSSETTE, vicaire-général de Toulouse, supérieur des Prêtres du Sacré-Cœur.

1^{re} PARTIE : *L'Affirmation chrétienne*. — 1 vol. in-8 de XXXIII-728 pages.

II^e PARTIE : *La Négation anti-chrétienne*. — 1 vol. in-8 de XVII-736 pages.

2 beaux volumes in-8. 12 fr.

Dans ce livre sont mis contradictoirement en présence l'enseignement catholique et l'enseignement anti-catholique. — *Voilà ce que l'Eglise enseigne en matière de Foi, de Religion, de Morale, de Philosophie, de Science* : tel est le premier volume. — Le deuxième prend corps à corps, article par article, la doctrine opposée. Trois grandes divisions : 1^o *De l'Incrédulité engendrée par les passions*; 2^o *De l'Incrédulité provenant de l'infériorité de l'esprit*; 3^o *De l'Incrédulité provenant des études exclusives ou du spécialisme scientifique*. Ce second volume est particulièrement remarquable, surtout dans ces chapitres : *Énumération des Sciences dont la culture exclusive favorise l'incrédulité*; — *la Foi et la Géologie*; — *la Foi et l'Astronomie*; — *la Foi et la Biologie*; *la Foi et la Paléontologie*, etc., etc.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La semaine a été marquée par les graves incidents qui viennent de se passer à la Bourse de Lyon.

Cette place s'était lancée dans la spéculation à outrance, plus audacieusement encore que celle de Paris, et voilà que la débâcle est venue. De nombreuses exécutions, comme s'expriment ces messieurs de la finance, ont eu lieu; ce qui veut dire que les spéculateurs ont été une bonne fois victimes de leurs audaces et de leurs aventures, et qu'au lieu d'emprocher beaucoup d'argent, ils en ont perdu énormément. On parle de plusieurs fortunes à jamais sombrées.

La place de Paris a voulu, en bonne sœur, remédier au mal, mais il ne lui a pas été possible de le conjurer, et elle s'en trouve elle-même affectée dans l'ensemble des valeurs.

En outre, la politique commence à reprendre dans les préoccupations du marché une place qu'elle avait perdue depuis longtemps. Au point de vue extérieur comme au point de vue intérieur, les perspectives d'avenir semblent s'assombrir d'une manière qui commence à éveiller l'attention, si elle ne suscite pas encore l'inquiétude.

Le 3 0/0 perpétuel fait, en dernière clôture, 84; l'amortissable ancien, 84; le nouveau, 84.50; le 4 1/2, 113; le 5 0/0, 114.30. Il y a loin de ces chiffres à ceux de 86 et 87 pour les 3 0/0, et de 116 et 117 pour le 4 1/2 et le 5 0/0, qu'enregistrait la cote officielle la veille de l'arrivée de M. Gambetta au pouvoir.

Cela s'explique : le nom de M. Gambetta est pour beaucoup, peut-être pour la grande majorité, synonyme de trouble et de bouleversement, soit intérieurs, soit extérieurs. Quelles valeurs seraient-elles premièrement atteintes? Nos fonds d'Etat, nos rentes. De là l'abandon dans lequel on les laisse.

De leur côté les valeurs favorites sont ébranlées. Le Suez et l'Union générale ont perdu le cours de 3.000, et paraissent devoir descendre encore.

On constate une extrême lourdeur sur les *Fonds ottomans*. Le cinq pour cent reste offert à 13 1/2. Par l'arrangement signé à Constantinople le mois dernier, la dette turque a été réduite de 6 millions et demi à 2 millions et demi, et les tarifs à payer annuellement ont subi une réduction plus considérable encore. Mais beaucoup jugent de l'avenir par le passé et pensent que les Turcs ne respecteront pas plus ce nouvel arrangement que les précédents.

La morale de tout ceci, c'est qu'il faut être calme, prudent, et se porter sur les valeurs qui ont fait leurs preuves, et qui présentent à l'Épargne catholique des garanties incontestables. Qu'on nous permette de revenir à cette occasion sur ce que nous avons dit sur les actions de la *Société générale de Librairie catholique*, et sur son assemblée générale du 10 janvier courant.

Jamais les actionnaires n'avaient répondu avec autant d'empressement à l'appel du Conseil d'administration.

C'est devant un auditoire d'élite, parmi lequel se trouvait un grand nombre de membres du clergé, que le Conseil a exposé ses projets de développement et d'agrandissement. Nous citerons principalement :

1^o L'annexion d'une grande librairie religieuse qui s'offre dans des conditions avantageuses pour la Société;

2^o La création d'une caisse destinée à seconder les écoles libres;

3^o La création d'une caisse de retraites pour le clergé.

Le compte-rendu *in extenso* de cette séance et le texte des résolutions qui ont été prises vont être adressés à tous les actionnaires.

L'Assemblée a adopté à l'unanimité les projets du Conseil d'administration et a voté l'augmentation du capital social, qui se trouve ainsi porté de 10 à 15 millions par l'émission de 10,000 actions nouvelles de 500 fr. chacune.

Un privilège de souscription a été accordé aux actionnaires actuels, à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes.

Les actionnaires qui ne peuvent user du privilège de souscription pourront céder leur droit à d'autres porteurs. Les actions nouvelles participeront aux bénéfices de l'exercice en cours.

La *Société générale de Librairie catholique* entre en pleine voie de prospérité. Ses développements continus et méthodiques en font une de ces entreprises fructueuses et pleines d'avenir vers lesquelles les capitaux de placement peuvent se diriger en toute sécurité.

La semaine prochaine, c'est-à-dire quand nous aurons sous les yeux le compte-rendu imprimé, nous l'analyserons longuement.

Pour le moment, nous engageons les actionnaires à se préparer, de façon à user le plus largement possible de leur droit de souscription.

Il est certain que le placement des actions nouvelles se fera rapidement et sans bruit dans le public spécial qui détient déjà les actions anciennes et qui, certes, a lieu d'en être satisfait.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 4 :

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Septuagésime : la divine constitution de l'Eglise. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Application de la messe de binage pour les membres d'une confrérie. — A NOS ABONNÉS. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Le jour de la Purification, le curé peut-il se réserver la bénédiction des cierges sans célébrer lui-même la grand'messe? Les religieuses peuvent-elles faire bénir les cierges dans leur chapelle? — Le Jeudi saint, où et comment doit-on déposer le saint ciboire? — Les membres de la Confrérie du Sacré-Cœur le sont-ils de l'Apostolat de la prière? — Quand peut-on ajouter l'oraison pour ses parents défunts aux oraisons déjà prescrites? — Peut-on employer la bénédiction donnée par le P. Maurel pour les petits enfants? — Peut-on se contenter de réciter, sans chanter, 1^o : *Libera* sur les tombes? — Chaussures brodées. — En arrivant à l'autel, de quel côté passent les servants? — Pour donner la sainte communion en dehors de la messe, où le prêtre doit-il réciter le *Confiteor*? — Aux messes chantées, le prêtre s'il est resté à l'autel doit-il se mettre à genoux à *Et incarnatus est*? Dans les litanies du saint nom de Jésus, l'invocation *Jesu inspirator Prophetarum* est-elle prohibée? — Serait-il martyr celui qui attaqué en haine de la foi se serait défendu avant de mourir? — Sainte Suzanne. — Le curé doit-il faire réparer les croix de consécration sur les murs de l'église? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on inquiéter un curé qui a refusé pour parrain un homme qui n'est marié que civilement? — Les ruches se trouvant sur un terrain légué à la fabrique, appartiennent-elles à celle-ci? — De la gratuité de l'obligation et de la laïcité scolaires, qu'est-ce qui est passé à l'état de loi? — Lorsqu'un immeuble est légué à la fabrique est-il nécessaire que l'immeuble soit vendu pour le prix être placé en rentes sur l'Etat? — Comment amener un maire à délivrer en temps convenable le certificat de résidence du curé? — Comment obtenir des fonctionnaires qu'ils donnent suite à la dénonciation faite par le curé du délit par lequel des stercoraires couvrent sa porte d'ordures? — Deux beaux-frères peuvent-ils être membres du même conseil de fabrique? du même conseil municipal? — VARIÉTÉS : Les articles organiques (1^{er} art.) — COURRIER DE L'UTILE : Etoffes pour vêtements ecclésiastiques.

REVUE LITTÉRAIRE.

La question du Pape et de la Papauté est plus que jamais à l'ordre du jour. On sait, en effet, qu'après être restée en quelque sorte lettre morte pour les puissances depuis l'invasion piémontaise à Rome, et la guerre franco-allemande en 1870-71, la puissance spirituelle et temporelle du Saint-Siège est de nouveau agitée dans les cours Européennes. Seulement, les nations catholiques sembleraient frappées de déchéance vis-à-vis de l'auguste Institution, et ce serait un bras hérétique que Dieu mettrait en œuvre pour prendre sa défense, en un mot Bismarck et Guillaume, les faucheurs de la France *très-chrétienne*, et de l'Autriche *apostolique*, travailleraient résolument à rétablir le Pape dans ses droits.

C'était le moment de penser à un grand ouvrage. Au début du règne de Pie IX, tout fut écrit sur la royauté pontificale et la « question romaine. » Livres, pamphlets, brochures tombaient chaque jour par avalanches dans le public; puis, comme si le débat eût épuisé les forces des deux partis, on se tut tout-à-coup simultanément, plus rien de part et d'autre, si ce n'est les clameurs habituelles des journaux libérateurs ou anti-religieux.

Un prêtre du diocèse de Digne a mis à profit ce silence de vingt ou vingt-cinq ans; il a suivi d'un œil attentif les événements nouveaux qui se sont ajoutés aux feuillets de l'histoire, et il nous arrive aujourd'hui avec ce grand et remarquable ouvrage édité par la Société générale de Librairie

Catholique : DU RÔLE DE LA PAPAUTÉ DANS LA SOCIÉTÉ

« On sent je ne sais quelle présence du Souverain Pontife sur tous les points du monde chrétien. Il est partout, il se mêle de tout, il regarde tout, comme de tout côté on le regarde. »

C'est dans ces paroles de Joseph de Maistre que M. l'abbé Fournier a puisé l'idée de ce livre, qui vient doublement à point : d'abord comme coïncidence de l'intervention de l'Allemagne en faveur de la Papauté, et ensuite comme réponse aux critiques et aux animosités dont elle est demeurée l'objet.

En effet, dans la longue et terrible épreuve que traverse le catholicisme, les uns insultent aux malheurs actuels du Pape; d'autres, redoutant la trop grande influence de l'Eglise, sont bien aises de la voir déchu de la souveraineté temporelle et réduite à l'état de servante; d'autres, ne voyant point d'où peut venir le salut, désespèrent de la situation, ou s'en accommodent soit par indifférence, soit par lâcheté ou lassitude; d'autres, enfin, les âmes généreuses, dévouées, prient, espèrent et croient à un triomphe prochain et éclatant. Or, « les pages que nous écrivons, dit l'auteur, en relevant le prestige de la Papauté, fermeront la bouche aux uns, encourageront les autres, les conforteront et les combleront de consolations au milieu de la poussière du combat et des déchirements de la lutte. »

On ne saurait mieux dire, et c'est bien là l'effet que produit la lecture du livre de M. l'abbé Fournier.

Le plan, basé sur la parole de De Maistre, que le Pape « est partout, se mêle de tout, regarde

tout, comme de tout côté on le regarde, » est parfaitement exécuté.

Ainsi, dans un grand chapitre préliminaire, M. l'abbé Fournier fait une étude d'ensemble sur la Papauté, présentant sa constitution temporelle comme une émanation du droit divin, et, au point de vue religieux, réalisant l'unité de doctrine, de dogme, de morale et de culte.

« Comme le Christ, ajoute-t-il, qu'elle représente sur la terre, la Papauté est la voie, la vérité et la vie : la *voie*, c'est-à-dire le guide du voyageur *scientifique*, du voyageur *politique* et du voyageur *religieux*, conformément à ces paroles : *Pasce oves meas*; — la *vérité*, c'est-à-dire la gardienne, le juge, la messagère et la maîtresse infaillible de la vérité, selon cet autre texte : *Confirma fratres tuos*; — elle est enfin la *vie* de l'humanité, des Etats, des familles, des individus, et même, en un sens, des éléments inorganiques. »

De là, le corps de l'ouvrage, c'est-à-dire le tableau de la Papauté « source, nourrice, agent suprême de toutes les civilisations, » et, comme telle, réglant, purifiant, divinisant tout progrès, « moral, scientifique, littéraire et artistique; » — siège et tribune de la vérité, et, à ce titre encore, modèle, force et garantie de tout pouvoir humain.

Hâtons-nous de dire que le livre de M. l'abbé Fournier est tout autre chose qu'un brillant enchaînement de belles phrases et de beaux raisonnements : les faits, les personnages, les dates, les statistiques, tout y vient, abondant et sobre à la fois, à son instant et à sa place. C'est le ciment qui unit les pierres de l'édifice, devenu indestructible; — ce sont les pierres qui s'incrustent dans la mosaïque, dont la beauté reluit ainsi vraiment admirable.

Nous regrettons vivement que la surabondance des matières ne permette pas à *L'ami du clergé* de citer quelques passages de l'œuvre de M. l'abbé Fournier. Comme compensation, et afin d'en faire bien saisir l'ensemble, nous allons mettre ici sous leurs yeux la

TABLE DES MATIÈRES.

PRÉFACE.

CHAPITRE I. DE LA PAPAUTÉ. — Monarchie chrétienne. — Pierre. — Primauté. — La Papauté. — Souveraineté. — Indépendance. — Irréformabilité. — Immutabilité. — Simplification du gouvernement. — Unité de doctrine, de dogme, de morale et de culte.

CHAPITRE II. SUITE DU MÊME SUJET. — Vaines tentatives d'unité en dehors de l'Eglise catholique. — Perpétuité. — Catholicité.

CHAPITRE III. LA PAPAUTÉ EST LA VOIE. — Garantie de sécurité, de direction, de tranquillité. — Voyageur de la science. — De la politique. — De la religion. — Hors de l'Eglise, point de salut. — Exclusivisme des autres religions.

CHAPITRE IV. LA PAPAUTÉ EST LA VÉRITÉ. — Ce qu'était la vérité avant Jésus-Christ. — La Papauté restauratrice de la vérité. — Gardienne de la vérité. — Messagère de la vérité.

CHAPITRE V. LA PAPAUTÉ ET LE DOGME DE L'INFAILLIBILITÉ. — La Papauté est la maîtresse de la vérité. — L'infaillibilité devant la tradition. — Décret du Concile du Vatican.

CHAPITRE VI. LA PAPAUTÉ EST LA VIE. — Rome païenne. — Rome chrétienne. — Vie communautaire. — Vie de l'humanité. — Des Etats. — Des familles. — Des individus. — Des éléments inorganiques.

CHAPITRE VII. LA PAPAUTÉ EST LA MÈRE DE LA CIVILISATION. — L'homme naturellement social. — Principes de civilisation. — La civilisa-

tion chez les peuples de l'antiquité. — Le Décalogue.

CHAPITRE VIII. SUITE DU MÊME SUJET. — La religion. — L'autorité. — La répression. — La morale. — La propriété. — L'Évangile. — Supériorité de la civilisation catholique. — L'idéal de la civilisation.

CHAPITRE IX. LA PAPAUTÉ EST LA NOURRICE DE LA CIVILISATION. — Réhabilitations. — Dieu. — La société. — La famille. — L'homme.

CHAPITRE X. LA PAPAUTÉ MAÎTRESSE DE LA CIVILISATION. — Le progrès. — Époque des persécutions. — Période de Constantin. — Union des deux pouvoirs. — Législation christianisée. — Les barbares. — Monarchie chrétienne. — Conciles. — Moines.

CHAPITRE XI. SUITE DU MÊME SUJET. — Quatrième époque. — Charlemagne. — Jugements de Dieu. — Trêve de Dieu. — Croisades. — Suger. — Cardinal de Champagne. — Cardinal d'Amboise. — Cinquième époque : Protestantisme. — Richelieu. — Mazarin. — Ximènes. — Missions.

CHAPITRE XII. LA PAPAUTÉ ET LA SCIENCE. — Le Symbole. — La théologie. — Les écoles. — Saint Justin. — Clément d'Alexandrie. — Ammonius. — Origène.

CHAPITRE XIII. SUITE DU MÊME SUJET. — Pères de l'Eglise. — Théologie. — Philosophie. — Harmonie de la foi et de la raison. — La théologie et les sciences.

CHAPITRE XIV. SUITE DU MÊME SUJET. — Bénédictins. — VIII^e et IX^e siècles. — X^e, XI^e, XII^e siècles. — Universités. — XIII^e siècle. — Sorbonne. — XVII^e siècle. — Académies. — XVIII^e siècle. — Propagande. — XIX^e siècle. — Inventions. — Missionnaires.

BREF ADRESSÉ À L'AUTEUR.

Très-Révérénd Monsieur,

Vatican, 27 décembre 1881.

Je suis très heureux de pouvoir, au nom auguste de Sa Sainteté, vous faire connaître sa haute satisfaction pour votre noble pensée de lui soumettre l'œuvre de votre foi et de votre talent. Cet hommage a été fort agréable à Sa Sainteté, non seulement parce qu'il est un gage de votre affection filiale, mais encore, ce qui est plus important, parce qu'il fait ressortir que votre plume érudite est toute consacrée au bien de l'Eglise et de la société en péril.

Que le ciel veuille bien accorder une riche moisson à votre œuvre et à vos sueurs apostoliques.

Comme gage de ce vœu, recevez la Bénédiction que vous donne, avec toute l'effusion de son âme, l'illustre père des croyants.

Agréez ma sincère estime tout en vous souhaitant le comble du bonheur à l'occasion de la nouvelle année.

Votre très dévoué serviteur,

Jules STERBINI,

Camérier secret de Sa Sainteté.

1 beau vol. in-8° de VIII-560 pages. — Prix : 6 fr.

Un livre très intéressant pour les bibliothèques populaires et les bibliothèques de famille : HISTOIRES DU BON VIEUX TEMPS, par le vicomte Oscar de Poli.

Mais, ici, nous laisserons parler la *Civilisation* :

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DIMANCHE DE LA SEPTUAGÉSIME :
LA DIVINE CONSTITUTION DE L'ÉGLISE

Quam pulchra tabernacula tua, Jacob,
et tentoria tua, Israel!

(Num., xxiv, 5).

Un jour, dit le célèbre docteur Récamiér, un architecte, passant devant la colonnade du Louvre, aperçut un homme très-occupé à examiner à la loupe chaque pierre en particulier, et l'entendit se récrier sur les défauts des matériaux. « Que faites-vous donc là ? lui demanda l'architecte. — J'examine la colonnade, lui répondit le minéralogiste, car c'en était un. — Vous vous méprenez, lui dit l'architecte ; car, pour connaître les beautés de ce monument, il est nécessaire de le voir dans son ensemble, et pour cela il faut absolument quitter le point de vue de la minéralogie et reculer jusqu'au point de vue de l'architecture. » — Il en est de même pour celui qui étudie l'Eglise catholique. S'il veut s'en faire une juste idée, il doit, non pas en examiner un détail en particulier, mais l'envisager dans son ensemble. Aussi bien, aujourd'hui considérons la constitution de l'Eglise, et elle nous apparaîtra pleine de grandeur et de magnificence, comme un chef-d'œuvre de son divin fondateur.

I

Pour bien connaître la constitution de l'Eglise, il faut partir de ce principe si souvent répété par saint Paul, qu'elle est l'œuvre du Christ, qu'elle a été faite à son image et à sa ressemblance, et qu'elle est comme son prolongement à travers les siècles, comme sa seconde et mystique incarnation. Or, dans le Christ, il y a dans l'unité de personne le divin et l'humain, le visible et l'invisible ; de même, dans l'Eglise, il y a dans l'unité de société, le divin et l'humain, le visible et l'invisible, ce que le langage théologique a si bien nommé le CORPS et l'ÂME.

1. On entend par CORPS de l'Eglise l'ensemble de tous ceux qui, sur la terre, ont été baptisés, professent extérieurement la vraie foi, participent aux mêmes sacrements et sont soumis aux pasteurs légitimes. Il y a donc quatre liens, quatre chaînes d'or, qui doivent retenir les fidèles dans cette multiplicité si une, dans cette unité si multiple qui s'appelle le corps de l'Eglise. Premier lien : le baptême qui nous incorpore à l'Eglise et nous fait membre de cette auguste société. D'où il suit que les juifs et les païens, qui n'ont pas reçu ce sacrement, ne sont pas du nombre des fidèles. Second lien : profession de la vraie foi. Pour les enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de raison, aussi bien que pour les adultes qui n'en ont pas l'usage, la foi habituelle infuse dans leur âme par le saint baptême suffit. Mais pour les adultes jouissant de leur raison, la foi actuelle, c'est-à-

dire la ferme adhésion de l'intelligence et du cœur, aux vérités proposées par l'Eglise, est indispensable. Quiconque donc, ferait profession, avec opiniâtreté, d'une doctrine et d'une foi étrangères à la sienne, n'appartiendrait pas à son corps ; car son corps est un, *in unum corpus baptisati sumus*, comme sa foi est une, *una fides*.

Troisième lien : participation aux sacrements ou au moins droit à cette participation. Pour comprendre ce point il faut savoir qu'il y a des crimes tellement énormes, que l'Eglise ne saurait sans danger tolérer dans son sein ceux qui les commettent. Soit pour prévenir la contagion du mauvais exemple, soit pour ramener le coupable à de meilleurs sentiments, elle le retranche du nombre de ses enfants, elle l'excommunie, comme ferait un médecin qui amputerait un membre gangrené de peur qu'il n'infecte le reste du corps. C'est ainsi que saint Paul excommunia l'incestueux de Corinthe. Tant qu'on demeure frappé de cette censure, on ne peut ni être admis aux sacrements, ni assister aux saints offices. De plus, on est privé des prières et des suffrages de l'Eglise, des indulgences, des prières pour les morts, enfin de la sépulture ecclésiastique. Quatrième lien : la soumission aux pasteurs légitimes qui sont les curés, envoyés par des évêques institués et envoyés eux-mêmes par le Souverain Pontife. On les appelle légitimes pour les distinguer des pasteurs qui, sans mission compétente, s'ingéreraient dans le ministère sacré, comme les curés et les évêques constitutionnels de 1793 ; ou qui après avoir été dûment ordonnés et envoyés se sépareraient de la communion de l'Eglise comme les illuminés de la « petite église », après le concordat de 1802. Quiconque brise ne serait-ce qu'un de ces quatre liens, par rébellion ou impiété, n'est plus du corps de l'Eglise ; il est détaché du faisceau de l'unité. Ou, pour emprunter une comparaison très-juste, il perd ses lettres de naturalisation. Un allemand est allemand tant qu'il n'a pas reçu chez nous ses lettres de naturalisation. Un français cesse d'être français dès qu'il se fait naturaliser en un autre pays. Nos lettres de naturalisation dans le corps de l'Eglise sont signées : baptême, foi, sacrements et subordination. Donc étrangers les païens et les infidèles qui n'ont point reçu le baptême ; étrangers les apostats qui ont publiquement renoncé à leur religion ; étrangers les hérétiques qui refusent ostensiblement de croire une ou plusieurs vérités révélées et proposées à notre croyance par l'Eglise, étrangers les schismatiques qui refusent de se soumettre au Pape, comme les Grecs schismatiques ; étrangers les excommuniés.

II. Dans le corps humain tous les membres n'ont pas la même dignité et la même fonction ; et sous l'action de la tête qui commande ils exécutent leur office dans la concorde la plus parfaite. De même dans le corps de l'Eglise. Il en est qui sont enseignés et gouvernés et reçoivent la

dispensation des choses saintes, et c'est l'immense multitude des fidèles répandus sur toute la surface du monde. Il en est d'autres qui enseignent, gouvernent et dispensent les choses sacrées, à qui il a été dit : « Allez enseigner toutes les nations, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à observer ce que je vous ai prescrit; tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre; comme mon Père m'a envoyé, moi je vous envoie; celui qui vous écoute, m'écoute, celui qui vous méprise, me méprise; » ce sont : le Pape, les évêques, les prêtres et les diacres, divine hiérarchie instituée par J.-C.; ce sont les sous-diacres, les acolytes, les exorcistes, les lecteurs, les portiers, hiérarchie instituée par l'Eglise en vertu du pouvoir qui lui a été donné d'administrer et de gouverner. En bas les curés enseignent sous l'autorité des évêques et gouvernant leur paroisse seulement au for intérieur; plus haut les évêques enseignent en qualité de juges de la foi et gouvernent leur diocèse sous la dépendance du Pape; au sommet le Pape juge suprême de la foi, centre et cœur de la juridiction, de par Jésus-Christ présent dans son Eglise par l'Eucharistie, la gouvernant, l'instruisant, la maintenant dans l'unité de la hiérarchie par son incessante et puissante influence. « Regardez, s'écrie un célèbre orateur chrétien (1), au dessus de tous ces millions d'hommes dont la communion compose le corps mystique de J.-C., plus haut que tous les pasteurs, plus haut que tous les évêques, plus haut même que le Pontife suprême, représentant de J.-C. invisible, regardez plus haut que la terre et plus haut que tous les soleils; regardez jusqu'au fond du ciel même : voilà le Christ au sommet de la hiérarchie; le Christ vivant, le Christ centre divin de toute l'humanité chrétienne incorporée à lui, le voilà ! De ce cœur de l'Eglise tout rayonne; de cette tête de l'Eglise tout descend, oui, tout : toute la vérité, toute la charité, toute la sainteté, toute l'autorité. L'autorité hiérarchique, ah ! la voilà qui descend de la tête du Christ sur notre Pontife, de notre Pontife sur nos évêques, de nos évêques sur nos pasteurs, et, par nos pasteurs, s'en va toucher jusqu'aux profondeurs les plus cachées de l'humanité populaire ! »

II

Mais nous n'avons encore considéré que l'extérieur de la constitution de l'Eglise, l'élément qui frappe les sens; il nous reste à parler de l'élément invisible, surnaturel, qui soutient et vivifie le grand corps de l'Eglise, ce que les saints docteurs appellent si bien : l'ÂME de l'Eglise.

Qu'est-ce donc que l'Âme de l'Eglise ? C'est le fruit de la passion et de la mort de Jésus-Christ; c'est ce principe de vie que le Saint-Esprit ne cesse par la prière, la messe et les sacrements d'inoculer à l'Eglise à qui il a été envoyé le jour

de la Pentecôte, disposant les pécheurs à la justification, affermissant et perfectionnant les justes; en un mot c'est la GRACE.

Pour être complètement de l'Âme de l'Eglise, il faut avoir la grâce sanctifiante, et l'on peut dire que l'Eglise considérée dans son âme est « l'ensemble de ceux qui sont unis au Christ par la charité. »

On peut être du corps sans être de l'Âme de l'Eglise. Ceux qui ont été baptisés et qui, sans être excommuniés, ont conservé la foi et la soumission aux pasteurs légitimes, ont la conscience souillée d'un péché mortel, ne sont pas de l'Âme de l'Eglise, mais font encore partie de son corps; membres desséchés à la vérité, mais membres véritables, non séparés du corps, et recueillant encore de cette union des fruits bien précieux. C'est une vérité certaine, un point de foi qui ressort manifestement des paraboles de N.-S. : du filet qui contient de bons et de mauvais poissons; de l'aire où le blé est mêlé à la paille; du champ où l'on trouve la zizanie avec le bon grain; c'est un dogme qui a toujours été enseigné par la tradition catholique.

Mais aussi on peut être de l'Âme de l'Eglise sans appartenir à son corps. Écoutez un grand évêque de notre époque ¹. « Qu'est-ce que l'Océan ? dit-il. C'est bien, selon l'expression de l'Écriture, cette immensité des eaux que le Créateur a jetées autour de notre globe et dont la masse tumultueuse est retenue prisonnière dans les replis de l'abîme. Mais il n'est pas là tout entier; il pénètre au cœur même des continents par une infinité d'artères invisibles; et, jusque dans les lieux les plus éloignés de ses bords, il est encore des sources et des fleuves dont il est l'aliment : c'est lui qui en est le père. Et voilà l'Eglise. Il existe d'abord en elle une hiérarchie, un mécanisme visible dont elle entoure l'univers comme d'un vaste réseau. Mais, outre cette organisation, pour ainsi dire palpable, il en est une autre qui ne se voit pas : ce sont les dons intérieurs de l'Esprit céleste qui la remplit et l'anime; c'est ce que la langue théologique appelle son âme, et cette âme mystérieuse ne s'arrête pas où finit sa constitution extérieure; elle va circuler et agir, par des veines secrètes, jusque sous le sol des pays habités par les schismes ou par l'hérésie, et là, sans qu'on s'en doute, il peut se trouver des cœurs nombreux qui plongent en elle leurs racines et soient destinés à recueillir ses divines espérances. A cette âme de l'Eglise appartiennent non-seulement les petits enfants validement baptisés par les sectes séparées, mais encore les adultes qui se trompent, mais de bonne foi, sur certains articles, mais qui sont fidèles d'ailleurs à la loi évangélique. »

Comme fruit de cette instruction, admirons la divine constitution de la sainte Eglise. En face du corps de l'Eglise où les membres sont réunis par des liens si étroits et si admirablement su-

(1) Le R. P. Félix.

¹ Mgr Plantier.

bordonnés entre eux; en face de cette âme immense répandue dans tout l'univers, entretenue par l'action vivificatrice du Saint-Esprit; en face de l'union si étroite de ce corps et de cette âme qui se pénètrent, agissent et réagissent l'un sur l'autre et font de l'Eglise un être si vivant, si puissamment organisé, si actif et si fécond, nous avons plus de raison que Balaam de nous écrier : « Que vos tabernacles sont beaux, ô Jacob, que vos pavillons sont merveilleux, ô Israël ! » Soyons fiers d'appartenir à cette société incomparable. Ne nous détachons pas de son corps; mais au contraire, gardons l'honneur de notre baptême, l'intégrité de la foi et de l'obéissance. Que notre première sollicitude soit d'appartenir parfaitement à son âme par la charité, afin d'avoir un jour part à la récompense réservée à ses fidèles enfants.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

6 août 1881.

Application de la seconde messe de binage pour les membres d'une confrérie.

D'après la décision donnée, le 14 septembre 1878, par la S. Congrégation du Concile, à la demande de Mgr l'Evêque de Nancy, le prêtre qui bine et qui ne doit qu'une messe à son peuple, peut appliquer la seconde messe pour les membres défunts de l'association de la messe *post obitum*, composée uniquement de prêtres. Les termes de la réponse, comparés à ceux de la demande, montrent évidemment que c'est le droit commun qui a été rappelé et qu'un indult n'est pas nécessaire pour agir ainsi.

Il existe d'autres associations du même genre, dont les membres *prêtres et laïques*, s'engagent à célébrer ou à faire célébrer une messe après le décès de chacun des associés. Les prêtres membres de l'association peuvent-ils satisfaire à l'obligation qu'ils ont contractée, en offrant la messe de binage? Mgr l'Evêque de Trèves, dans le diocèse duquel une association de ce genre existe, obtint en 1871 un indult valable pour dix ans, qui autorisait cette application.

Cette année le même évêque s'adressant à la S. Congrégation, lui demanda de traiter la question de principe en déclarant si sa manière d'agir était en elle-même licite ou illicite, et au besoin de renouveler son indult.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{er} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

La S. Congrégation répondit : *Licere*. L'indult était par là même inutile.

A NOS ABONNÉS

En commençant l'année 1882, bon nombre de nos amis ne se contentent pas de renouveler leur abonnement; ils nous adressent en même temps des félicitations et des vœux très-sympathiques.

Nous en sommes profondément touchés. En lisant leurs lettres, nous sentons qu'il n'y a entre nous et eux qu'un cœur et qu'une âme.

Les anciens abonnés nous reviennent avec fidélité, et chaque jour nous en enregistrons un grand nombre de nouveaux.

Dieu en soit loué! car ce n'est pas à la réclame que nous devons cet étonnant succès.

Comment l'*Ami du Clergé* a-t-il pu conquérir si promptement une place honorable parmi les publications religieuses?

Nous le devons déjà au zèle toujours croissant du clergé français pour les études ecclésiastiques.

Nous le devons aussi à la science et au dévouement de nos rédacteurs, et aux solutions nombreuses, exactes, actuelles qu'il nous est possible de donner régulièrement.

Nos solutions peuvent être nombreuses, parce que les rédacteurs eux-mêmes sont suffisamment nombreux.

Elles sont exactes et précises, parce que tous les rédacteurs sont des spécialistes.

Elles sont actuelles, parce qu'elles répondent aux besoins et aux désirs du clergé qui nous fait l'honneur de nous les demander; parce que nous faisons en sorte que les réponses émanées des Tribunaux romains nous arrivent aussitôt qu'elles ont été données dans la Ville-Eternelle.

Le seul reproche que quelques-uns de nos amis nous aient adressé, c'est que nos réponses n'arrivent pas toujours à temps pour ceux qui nous consultent.

Ce n'est pas notre faute. Chaque semaine bon nombre de nos confrères sollicitent une solution pour le n° suivant ou pour une circonstance prochaine. Il nous est impossible de les satisfaire tous. Nous donnons les réponses qui nous semblent les plus urgentes. Pour les autres, elles viendront aussi, mais plus tard, et serviront toujours pour les années suivantes ou pour des cas analogues.

Pour diminuer cet inconvénient, M. Palmé, avec la générosité que chacun sait, ajoutera des Suppléments quand il sera nécessaire, sans attendre la fin de l'année; de telle sorte que s'il y a quelque retard, il sera peu considérable.

Voilà donc le remède en ce qui nous regarde. Nous le trouvons au moyen de ce sacrifice pécuniaire.

Un autre dépend de nos bien-aimés corres-

pondants. Qu'ils veuillent bien se souvenir que nous recevons des consultations de tous les diocèses de France, et même d'autres nations catholiques, et ne pas se mettre en retard pour poser leurs questions. Et alors les réponses pourront arriver plus souvent en temps opportun.

On nous demande si nous ne voulons donc absolument pas rédiger les Conférences ecclésiastiques imposées aux prêtres par Nos Seigneurs les Evêques.

Nous répétons ce que nous avons déjà dit : Non : nous le pouvons pas, car les colonnes de notre Revue, bien que nombreuses, n'y suffiraient pas; nous ne le voulons pas, parce que nous irions directement contre le but que l'Eglise se propose, à savoir demander aux prêtres un travail personnel sur les questions qui leur sont soumises.

Mais, l'*Ami du Clergé* peut être très-utile pour les Conférences ecclésiastiques, parce qu'il fournit les matériaux, matériaux d'autant plus précieux qu'ils sont extrêmement variés et abondants, comme on peut le voir par la magnifique table des matières que nous avons envoyée avec le précédent numéro, et qu'ils sont puisés à des sources toujours authentiques et toujours nouvelles.

Un mot sur le côté financier de notre œuvre. L'abonnement est de 8 francs par an. Les frais de poste le ramènent à moins de 7 francs. Et pour ces 7 francs, chaque abonné reçoit plus de 1700 colonnes in-quarto, qui formeraient plus de 5 v. in-octavo. On ne peut pas être plus dévoué que M. Palmé pour les intérêts du clergé. Notre entreprise n'est pas affaire de spéculation, mais œuvre de science et de dévouement.

Le clergé l'a ainsi compris, non-seulement en France, mais encore à l'étranger. Voilà pourquoi il nous a prêté jusqu'aujourd'hui son concours le plus sympathique et nous l'assure pour l'avenir.

Nous l'en remercions encore une fois de tout notre cœur.

Il attend beaucoup de nous. Nous ferons nos efforts pour répondre complètement à ses espérances.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Le jour de la Purification, un curé peut-il faire célébrer la grand-messe par un prêtre, et se réserver à lui-même de bénir les cierges?

2^o Les religieuses ont-elles le droit de faire bénir des cierges dans leurs chapelles?

R. — AD I. Non, un curé ne peut pas faire cela. La bénédiction des cierges doit être faite par celui qui doit célébrer la messe suivante. Cette règle doit être suivie également pour la bénédiction des cendres et pour celle des rameaux; et elle doit être suivie lors même qu'il existerait

une coutume contraire immémoriale et universelle. Ce cas a été décidé en 1838. L'évêque de Pinerolo demandait :

« Utrum immemorabilis et universalis consuetudo a parochis servata, quin missam celebrent, benedicendi candelas, cineres, et ramos olivarum in diebus Purificationis Beatæ Mariæ Virginis, feria quarta cinerum, et Dominica Palmarum, censenda sit legitima? Et saltem an tolerari possit?

La sacrée Congrégation crut devoir répondre : « Juxta aliâs decreta non licere, et benedictiones de quibus in precibus, peragendas esse per celebrantem. (Die 1 septembris 1838, n. 4838.)

AD II. Les religieuses ont le droit de faire bénir dans leurs chapelles, non-seulement des cierges, mais encore des cendres et des rameaux. Ce point a été décidé par la sacrée Congrégation des rites pour le diocèse de Saint-Miniato le 6 septembre 1863, n. 2251.

Q. — 1^o Où doit-on placer le saint ciboire le Jeudi-Saint?

2^o A quel moment?

3^o Avec quel cérémonial?

R. — AD I. Régulièrement, dans les petites églises, le saint ciboire doit se placer dans le tabernacle du reposoir, derrière le calice.

AD II. Cette cérémonie doit s'accomplir aussitôt qu'on a porté la sainte réserve dans le tabernacle du reposoir.

AD III. Quant au cérémonial à suivre dans le transport du saint ciboire, le voici conformément au *Memoriale Rituum* de Benoît XIII.

Aussitôt que les officiants qui ont accompagné la sainte Réserve au reposoir sont revenus à l'autel, le porte-croix dépose la croix, et le second et le troisième clercs ou servants prennent les cierges allumés.

Le célébrant fait la génuflexion, monte à l'autel, retire le saint ciboire du tabernacle, le place sur le corporal, fait la génuflexion, descend et s'agenouille sur le marchepied, prend l'écharpe que lui donne le premier clerc, remonte à l'autel, fait encore la génuflexion, puis prend le ciboire avec les extrémités de l'écharpe, il le porte à l'autel du reposoir, le place sur le corporal et fait la génuflexion. Ensuite il descend, se met à genoux sur le marchepied et ôte l'écharpe. Il remonte de nouveau à l'autel, fait la génuflexion, ouvre le tabernacle et y place le ciboire, derrière le calice de la sainte Réserve. Aussitôt il fait la génuflexion, et ferme le tabernacle.

Ensuite il descend sur le dernier degré et y prie. Puis il fait une génuflexion *in plano*, met la barrette et retourne à la sacristie. Là il dépose la chape et l'étole blanches, prend l'étole violette qu'il met en forme de croix, et procède au dépouillement des autels.

Ajoutons deux observations :

1^o D'après ce cérémonial, on ne requiert pas de thuriféraire. En beaucoup d'églises, la coutume

est d'en employer un pour le transport du saint ciboire. Il nous semble qu'on peut, et peut-être qu'on doit la conserver.

2° Le même cérémonial demande aussi que le saint ciboire soit placé au tabernacle du reposoir. Mais il faut remarquer ici que Benoît XIII parle des petites églises. Dans les grandes églises, le saint ciboire est ordinairement déposé dans un autre endroit, par exemple à la sacristie, ou dans une chapelle séparée et aussi éloignée que possible du lieu de l'adoration. La raison en est que dans les grandes églises il n'est pas rare que l'on soit obligé de porter le saint viatique aux malades; dans ce cas, on ne trouble pas l'adoration des fidèles.

Q. — En voyant la lucidité avec laquelle vous résolvez dans le journal *L'Ami du Clergé*, les questions et difficultés qu'on vous propose, je me permets, comme abonné, de venir vous présenter quelques questions :

1° Je suis curé d'une paroisse dans laquelle la confrérie du Sacré-Cœur de Jésus fut canoniquement érigée en 1868. Il y a aussi dans cette paroisse plusieurs quinzaires du Rosaire-Vivant, dont les membres distribuent des billets de l'Apostolat de la Prière. Je n'ai aucune preuve cependant que l'Apostolat de la Prière ait été établi canoniquement dans ma paroisse.

Je voudrais savoir, si les membres de ces associations sont, par le fait même, de l'Apostolat de la Prière à cause de l'affiliation de l'Apostolat à l'Archiconfrérie du S. C. de Jésus. En supposant la négative, pourrais-je agréger à l'Apostolat, tous les membres précités? Et que faut-il pour cela?

2° Désirant, à la messe, lire une oraison pour mes parents défunts, je voudrais savoir quand je puis ajouter cette oraison aux oraisons déjà prescrites?

3° Pourrais-je me servir de la formule de bénédiction « puellarum et puerorum » qu'on trouve dans Maurel, bien que je ne connaisse pas qu'elle ait été approuvée par l'Ordinaire.

4° J'ai ici l'habitude, de temps immémorial, de ne point chanter le *Libera* sur les tombes, mais de le réciter; est-ce contre les rubriques, et en cas d'affirmative, l'habitude ne fait-elle pas loi dans le cas qui me concerne.

R. — Ad I. Non, les confrères du Sacré-Cœur de Jésus ne sont pas de l'œuvre de l'Apostolat de la Prière. Nous savons que bon nombre de fidèles se trompent sur ce point. De ce que la plupart des membres de l'Apostolat de la Prière sont agrégés à la Confrérie du Sacré-Cœur, ils en concluent que les confrères du Sacré-Cœur font aussi partie de l'œuvre de l'Apostolat. C'est une erreur.

Quant aux membres du Rosaire-Vivant qui distribuent des billets de l'Apostolat de la Prière, il est probable qu'ils sont associés à l'Apostolat de la Prière. Cependant ce n'est pas une preuve certaine. Mais vous pourriez sans doute arriver à la certitude en consultant les registres de Congrégation, en interrogeant ces personnes et leur demandant leur billet d'agrégation.

Si vous voulez admettre à l'association de l'Apostolat les personnes dont nous venons de parler, il faut vous adresser au directeur et lui demander les pouvoirs d'agrégateur. Ce directeur réside à Toulouse, rue des Fleurs, 22.

Ad II. Vous pouviez dire une oraison pour vos parents défunts aux fêtes semi-doubles, aux fêtes

simples, aux messes votives privées, aux jours dans l'octave non privilégiée, et aux fêtes non privilégiées. Ce point fut décidé en 1684 sur la demande des chanoines réguliers de Latran; voici la question :

« An in Missa privata de sancto semiduplici vel simplici, seu votiva, vel de infra octavam, sive de feria non privilegiata, dici possit Collecta pro particulari defuncto, puta *Inclina* etc, vel *Deus qui nos patrem* etc, et similia. Et an ob istam omitti possit aliqua ex assignatis pro tempore, puta : *A cunctis*, etc., vel *Ecclesiae*, etc. ? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Posse in penultimo loco, nec omittendam ullam ex Collectis pro tempore assignatis. » (2 décembre 1684, n° 3073 ad 6.)

Ad III. En principe, on ne peut pas employer de formules de bénédiction autres que celles qui se trouvent dans le Missel ou dans le Rituel romain ou qui ont été approuvées par la sacrée Congrégation des rites; par conséquent on ne pourrait se servir de formules de bénédiction, même approuvées par les évêques, si elles n'ont pas aussi l'approbation de la Congrégation des rites.

Quant au cas particulier qui nous est posé relativement à la bénédiction des enfants donnée par le P. Maurel, nous pensons qu'on ne peut pas s'en servir en dehors du diocèse de Nantes, car le savant et regretté jésuite la présente seulement comme « autorisée pour le diocèse de Nantes. »

Du reste, si l'on doit faire une bénédiction d'enfants, on trouve diverses formules dans l'Appendice du Rituel romain : « *Benedictio infantis* », « *Benedictio pueri* », « *benedictio puerorum* », « *Benedictio puerorum aegrotantium*. » C'est là qu'il faut les prendre.

Ad IV. Notre vénéré confrère veut sans doute parler du *Libera* que l'on a l'habitude en certains lieux d'aller chanter le dimanche sur des tombes. Or cette pratique n'est aucunement prescrite par les rubriques. Par conséquent vous pouvez et vous devez vous contenter de le réciter, puisque telle est la coutume.

Q. — 1° J'ai toujours compris que les ecclésiastiques ne devraient pas, au chœur, se servir de chaussures avec dessins divers et broderies soit en laine : n'y a-t-il pas des règlements généraux qui les interdisent?

2° Quand le célébrant se rend à l'autel ou retourne à la sacristie, par où doit-il faire passer les servants? entre lui et la crédence de la sacristie? entre lui et l'autel? ou plutôt du côté opposé?

3° Quand le prêtre va, seul, donner la communion, en dehors de la messe, doit-il réciter « tout » le *Confiteor* au bas de l'autel, ou peut-il seulement commencer le *Confiteor* à genoux, et le continuer en montant les degrés?

4° Aux messes chantées, le célébrant, s'il reste à l'autel — au lieu d'aller s'asseoir — après avoir récité le *Credo*, ne doit-il pas s'agenouiller pendant que le chœur chante : *Et incarnatus est...*?

5° Y a-t-il un décret de Rome qui réprovoque, dans les litanies du St-Nom de Jésus, l'invocation : *Jesus inspirator prophetarum*?

6° L'Eglise reconnaîtrait-elle comme martyrs ceux qui,

massacrés en haine de la foi, se seraient défendus par les armes?

7° L'Eglise honore-t-elle comme « sainte » la chaste Suzanne de l'Ancien Testament?

8° Que penser des décrets de 1682 et 1696 invoqués par notre *Ordo* de 1881 au sujet des 12 croix de consécration d'église? *Duodecim cruces, quæ in Dedicatione Ecclesiæ pinguntur in parietibus omnino perpetuis futuris temporibus remanere debent in testimonium consecrationis Ecclesiæ* (S. R. C. 18 feb. 1696); et *ante illas in ejus anniversario etiam translato, accendenda sunt lumina*. (S. R. C. 28 feb. 1682.)

Et, à ce propos : je possède la constatation officielle de la consécration de mon église en 1584. Mais, pour la rappeler, par une croix aux murs ou piliers de l'église, dois-je ou puis-je, de mon autorité privée, faire « peindre » ou « graver » ces 12 croix?

R. — Ad I. Il y a la règle générale qui fixe le noir comme couleur du costume ecclésiastique et permet aux évêques et aux prélats seuls d'avoir dans les cérémonies des sandales de couleur. En outre il y a une décision particulière du 31 août 1872 qui confirme la règle générale.

Ad II. Si la porte de la sacristie se trouve du côté de l'évangile, le prêtre se rend à l'autel par ce côté; alors le servant qui le précède va directement se mettre du côté de l'épître. Si la porte de la sacristie est du côté de l'épître, le servant, arrivant à la corne de l'épître, s'arrête en s'éloignant un peu des degrés pour laisser passer le prêtre. Si la porte est derrière l'autel, on vient par le côté de l'épître et l'on repart du côté de l'évangile. (S. R. C., 12 août 1854.)

A la fin de la messe le servant doit encore se trouver du côté de l'épître. Si la porte de la sacristie est de ce côté, il n'y a pas difficulté pour la sortie. Dans les autres cas le prêtre doit retourner à la sacristie par le côté de l'évangile. Alors le servant doit-il passer entre le prêtre et les marches de l'autel, ou derrière le prêtre? Ni la rubrique ni les auteurs ne le disent. La première manière de faire est peut-être la plus en usage; mais la seconde est plus respectueuse pour le célébrant, et c'est celle que nous avons vu ordinairement pratiquer à Rome.

Ad III. La Rubrique ne dit rien, mais il semble tout naturel et plus convenable de réciter le *Confiteor* en entier à genoux au bas de l'autel.

Ad IV. Aux messes chantées, si le célébrant ne va pas s'asseoir pendant le *Credo*, tous les auteurs enseignent qu'il doit descendre sur le deuxième degré au moment où le chœur chante *descendit de cælis*, se mettre à genoux sur le marchepied de l'autel et y rester jusqu'à *et homo factus est* inclusivement.

Ad V. Pour être récitées ou chantées dans un office public, les litanies doivent être préalablement approuvées par la Sacrée Congrégation des Rites; et il est formellement défendu de faire aucune modification au texte approuvé, d'ajouter ou de retrancher quelque invocation. « An liceat titulo specialis devotionis litanis sanctorum... aliquem versiculum addere? Sacra Congregatio respondendum censuit : Negative, et serventur omnino decreta Sac. Cong., curentque Ordinarii

colligere et vetare formulas quascumque tam impressas, quam manuscriptas litaniarum, de quarum approbatione non constat » (die 3 apr. 1821). C'est le cas des litanies du St-Nom de Jésus. Depuis quelques années elles sont approuvées par la Sacrée Congrégation; mais elles doivent être chantées telles qu'elles ont été approuvées. Or le texte que nous trouvons dans le rituel ne contient pas l'invocation : *Jesu inspirator prophetarum*; on ne peut donc l'y ajouter.

Ad VI. Oui, aux yeux de Dieu ils sont certainement martyrs, puisqu'ils sont morts volontairement pour la foi. En effet la résistance qu'ils ont faite n'empêche pas leur mort d'être volontaire, puisque s'ils n'avaient pas voulu mourir, ils n'auraient eu qu'à renier leur foi. Et l'Eglise les reconnaîtra comme martyrs du jour où elle constatera avec certitude qu'ils sont réellement morts pour la foi et non pour un autre motif. C'est le sentiment de Billuart, Sylvius et autres d'après St Thomas. (*Suppl. q. 96, a. 6, ad 11.*) Lessius est d'un avis contraire.

Ad VII. Le dictionnaire d'agiographie publié par Migne fixe la fête de Ste Suzanne au 25 janvier et la dit honorée dans beaucoup d'églises, dans celle de Toulouse en particulier; et, dans la liste des saints dont la vie n'a pas encore été écrite par les Bollandistes, nous lisons au 19 déc. : *Suzanna, matrona hebreæ*. Mais elle n'est pas inscrite dans le Martyrologe romain; et c'est ce Martyrologe qui doit nous servir de règle.

Ad VIII. Ces décrets sont authentiques. En France, depuis le Concordat, les anniversaires particuliers de consécration sont abolis et remplacés par une fête générale, commune à tous les diocèses et qui prend le titre de « Dédicace de toutes les églises. » C'est en ce jour qu'un cierge doit être allumé devant chaque croix. Si ces croix ont disparu, il faut les faire reparaitre : un curé peut le faire de son autorité privée.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Jusqu'à présent, Dieu merci, ma paroisse ne connaissait pas le scandale des mariages purement civils. Mais il y a quinze jours un épicier est venu s'installer dans le pays, et, par bravade, il s'est vanté de n'être marié que civilement, ajoutant que le mariage religieux était une simple momerie.

Or, pas plus tard qu'hier, on est venu me porter un enfant à l'église pour le baptiser et mon jeune libre-penseur s'est présenté comme parrain de l'enfant. Je n'ai fait ni une ni deux; je l'ai pris à l'écart, et lui ai demandé s'il était vrai qu'il ne fût marié que civilement : sur sa réponse affirmative, je lui ai signifié que, selon les lois de l'Eglise, je devais le considérer comme pécheur public, et que, par conséquent, je ne pouvais l'admettre comme parrain.

Nul n'a protesté sur le moment, et, du consentement de tous, on a pris pour parrain l'enfant de chœur.

Mais dès le lendemain, l'épicier furieux s'est répandu en imprécations et en menaces. Il a commencé par dénoncer le fait à un mauvais journal de la ville voisine et doit, dit-on, en écrire en haut lieu. N'ai-je pas agi dans la plénitude de mon droit?

R. — Oui certes. C'était plus qu'un droit, c'était un devoir.

Sans doute, on doit user de beaucoup de prudence et ne refuser les parrains et marraines que lorsqu'il n'y a pas possibilité de faire autrement, et en ce cas, on peut quelquefois leur épargner le désagrément d'un refus, avec d'autant plus de facilité que la présence d'un seul parrain ou d'une seule marraine étant suffisante, on peut considérer comme simple spectateur celui des deux qui est incapable, et ne porter que l'autre sur les registres.

Mais dans le cas dont il s'agit, il n'y avait pas lieu d'agir autrement que le curé n'a fait; car il se trouvait en présence d'une loi formelle de l'Eglise. En vain, quelques auteurs laïcs ont prétendu qu'il y aurait là une espèce de diffamation et motif à appel comme d'abus. Cela n'est pas. Un fait autrement grave serait celui d'un prêtre refusant publiquement la communion à un marié civilement; et cependant ce fait ne donnerait lieu à aucune poursuite. A plus forte raison, quand il ne s'agit que de refuser un parrain.

En pareille circonstance, nous sommes certainement pour une interprétation large des lois de l'Eglise, mais nous recommandons aussi l'énergie, surtout quand il s'agit de scandale public comme celui-ci, dût-on encourir un appel comme d'abus.

Q. — M. l'abbé X., ancien curé de ma paroisse, possédait une propriété importante dont le siège de l'exploitation est à 80 mètres de l'église.

Par testament il lègue à la dite église les bâtiments y adossés (sa maison), plus une contenance de 26 ares.

Or, sur ce terrain se trouvent six ruches d'abeilles. Les héritiers naturels peuvent-ils les enlever? La fabrique légataire peut-elle les réclamer comme immeubles par destination?

R. — Les abeilles, dit M. de Chabrol (*Dictionn. de législation usuelle*), sont mises, par la loi, au rang des animaux farouches qui n'appartiennent à personne, pas même au propriétaire sur le terrain duquel elles se trouvent, et qui deviennent la propriété du premier occupant, « quand elles sont dans un état de liberté. » Mais lorsqu'elles sont « entretenues dans des ruches, » l'article 524 du code civil les considère comme faisant partie du fonds même sur lequel elles sont établies, par conséquent comme immeubles par destination. Il s'ensuit qu'un curé en quittant une paroisse, ou ses héritiers après sa mort, ne peuvent enlever du jardin du presbytère les ruches d'abeilles qui s'y trouvent, à moins que le curé, par un état des lieux régulièrement fait, n'ait eu soin de faire constater qu'elles lui appartiennent et qu'elles n'y ont point été placées par la fabrique ou la commune, propriétaire du presbytère.

D'où il suit également, dans notre cas, que les six ruches en question ont été léguées en même temps que le terrain, et que les héritiers ne peuvent les enlever sans s'exposer à la juste réclamation de la fabrique.

Q. — 1^o De tous les projets de loi sur la gratuité, l'obligation et la laïcité de l'instruction primaire, quels sont ceux qui ont été adoptés par les deux Chambres. On en est en particulier l'obligation?

2^o Est-il vrai, comme on vient de me l'affirmer, que ce ne sont plus seulement les communes de 500 habitants et audessous qui soient obligées d'avoir une école primaire de filles distincte de celle des garçons, mais aussi les communes de 400 habitants?

Notre commune se trouve dans ce dernier cas, et on veut nous imposer une école laïque de filles, et pour cela nous entraîner dans des dépenses de construction de maison, de mobilier scolaire, etc., considérables.

R. — Ad 1^{re}. La gratuité seule, jusqu'à présent, a été promulguée et fonctionne partout obligatoirement pour les écoles publiques ou communales. La loi concernant l'obligation a été votée par la Chambre, mais non par le Sénat; celle concernant la laïcité n'est encore qu'un projet; mais les mauvaises municipalités l'appliquent rigoureusement comme si elle existait, et malgré les lois existantes, qui ne permettent la chose que dans certaines conditions. Mais les maîtres du jour se moquent bien de la légalité, quand il s'agit d'assouvir leurs passions irrégulières.

Ad 2^{me}. Non, cela n'est point encore vrai; par conséquent nulle autorité ne peut « forcer » les communes à créer des écoles séparées. Mais si le gouvernement ne les force pas, il les invite à le faire, et pour donner plus de poids à son invitation, il leur offre de l'argent en masse pour le faire. Il leur offre généralement la moitié de la somme en « don » et l'autre moitié en « prêt » à des conditions excessivement douces de bon marché, par exemple à 2 0/0 d'intérêt et payable en 10, 15 et 20 années.

Pour dire la vérité, nous ne comprenons pas trop les alarmes de notre correspondant sur ce dernier point. Il nous semble qu'il devrait moins craindre qu'espérer la séparation des sexes.

Q. — Je recours à votre bon conseil en présence d'une injustice que notre fabrique va subir.

Par testament, en date du 8 mai 1868, un pré lui a été légué à charge d'acquiescer des services religieux.

Aujourd'hui, M. le Préfet nous dit qu'en vertu de la jurisprudence actuelle du conseil d'Etat, lorsqu'une libéralité immobilière aura été faite à une fabrique, il ne pourra être statué sur son acceptation qu'autant que l'établissement provoquera en même temps l'autorisation nécessaire pour vendre l'immeuble légué et en placer le prix en rentes sur l'Etat.

La fabrique va se trouver lésée par la vente de la propriété, parce que les revenus de l'immeuble sont supérieurs à ceux qu'elle en retirera, si elle est obligée de vendre et d'en placer le prix en rentes sur l'Etat.

Ne peut-elle pas se refuser à demander l'autorisation de vendre? Et dans le cas où, se refusant à vendre, l'immeuble à elle légué ne lui serait pas accordé, quels moyens peut-elle avoir pour se faire autoriser?

Je vous serais reconnaissant de me donner à ce sujet tous les renseignements nécessaires pour revendiquer les droits de la fabrique, si possible; car je crains bien qu'ici, comme en beaucoup d'autres circonstances, la force ne prime le droit.

R. — Nous ignorons complètement cette nouvelle jurisprudence; bien plus, en tant qu'on l'appliquerait d'une manière générale et indis-

tinctement à tous les biens, meubles et immeubles, nous la repoussons absolument; car, appliquée à tout objet, elle supprimerait les lois autorisant les fabriques à posséder des biens fonds.

L'art. 4 de l'ordonnance royale du 2 avril 1817 dit bien que les ordonnances et arrêtés d'autorisation détermineront, pour le plus grand bien des établissements, l'emploi des sommes données et prescriront la conservation ou la vente des effets mobiliers, lorsque le testateur ou le donateur aurait omis d'y pourvoir. Mais ce n'est pas ici le cas, puisque, d'abord il s'agit d'un immeuble et non d'une somme d'argent ou d'un mobilier, et puisque, ensuite, le testateur a désigné l'emploi du revenu de la prairie. La circulaire ministérielle relative à l'exécution du décret du 15 février 1862 sur le même sujet, dit formellement au paragraphe intitulé : « emploi du produit des libéralités, » la même chose.

Nous ne pouvons soupçonner sur quoi le Préfet s'est appuyé pour exiger la vente de la prairie, à moins que le texte du testament ne porte pas d'une manière très-claire l'emploi du revenu, ou ne l'indique que d'une manière vague; et encore dans ce cas, sa manière d'agir nous paraîtrait arbitraire et sans fondement sérieux.

Notre avis est qu'il ne faut pas se contenter d'une réponse vague du Préfet; il faut le forcer à fournir les documents sur lesquels il se base pour obliger la fabrique à vendre l'immeuble au cas où elle serait autorisée à l'accepter.

Il ne faut pas oublier que l'autorisation ne peut procéder du préfet parce qu'il s'agit d'un immeuble et non d'un legs en argent. Il faut un décret présidentiel, le conseil d'État entendu et sur l'avis préalable des préfets et des évêques selon les divers cas et notamment dans celui-ci.

Si donc le préfet prétendait agir seul, il outrepasserait ses pouvoirs, et ce serait le cas d'en référer au ministre. Selon nous, le droit ici est du côté de la fabrique; mais, comme le fait observer notre correspondant, la force souvent prime le droit; et dans ce cas, plutôt que de tout perdre, il vaudrait mieux céder à la force. Nous prions notre correspondant de vouloir bien nous mettre au courant de l'affaire, et de nous communiquer, au besoin, la réponse textuelle du préfet.

Q. — 1^o Tous les trimestres je suis obligé de réclamer mon mandat parce que M. le maire croit bien faire, je le suppose, en n'envoyant pas le certificat en temps voulu. J'adressai une plainte à M. le Préfet qui me répond par la note ci-jointe : « Le mandat réclamé a été délivré le 26 octobre dernier et transmis quelques jours après à M. le sous-préfet de G. »

« Le retard apporté à la délivrance de ce mandat provient de ce que M. le maire de C. n'a délivré le certificat de résidence que très-tardivement et ce après plusieurs rappels. »

Ensuite, je prierai le bienveillant *Ami du clergé* de me tracer la ligne de conduite à suivre pour forcer par tous les moyens légaux ce maire récalcitrant et taquineur de son curé à mieux se conformer à la loi.

2^o On a sali d'ordures, six fois dans l'espace de trois ans, la porte du presbytère qui est en même temps la porte de

la mairie enclavée contrairement aux lois dans le presbytère; j'adressai, il y a deux ans, une plainte à M. le Procureur de la république et à M. le brigadier de gendarmerie qui dressa procès-verbal, mais comme vous pouvez le supposer, sans lui donner de suite. Il y a bientôt deux mois, un poltron, un lâche, salit de nouveau la porte. Quatre plaintes furent adressées le même jour à M. le préfet, à M. le Juge de paix, à M. le brigadier de gendarmerie et à M. le Procureur de la République. M. le brigadier qui monta sur les lieux eut de la peine à ouvrir la porte. Il dressa procès-verbal. Je lui désignai deux individus comme coupables de ce délit puisque l'un d'eux avait dit, il y a deux ans, à quelqu'un, que c'était lui-même qui salissait la porte avec son cousin qu'il nomma (aujourd'hui M. le maire de la commune). Il ne pensait pas que trois personnes entendaient ces conversations. Je donnai tous ces renseignements et bien d'autres au brigadier et ces quatre plaintes n'ont pas eu de résultat. Si, au lieu d'un prêtre, il s'agissait d'un aimable républicain, on aurait déjà puni les coupables.

Comment forcer ces quatre fonctionnaires à sortir de leur indolence et de leur inaction? Je ferai observer à *l'Ami du clergé* que ces jours-ci j'ai rappelé aux quatre messieurs sus-nommés que je leur avais adressé une plainte il y a bientôt deux mois. Ils continuent à dormir.

R. — Ad 1^{re}. Voilà un maire qui se dérobe à son devoir; le préfet le sait, il le constate par écrit, et il ne le frappe pas. Devant un pareil déni de justice, on ne sait vraiment comment s'y prendre. Une dénonciation au ministre? Mais on n'avancerait pas, et l'on n'obtiendrait rien, puisque le maire est un républicain! On ne tire pas sur ses pigeons! Une poursuite devant le juge de paix? Celui-ci se déclarerait incompétent, ou ne condamnera jamais le maire.

Il n'y a qu'un moyen moral et qui réussit assez souvent, c'est de saisir la presse de ces incidents et taper dur sur ces maires et ces préfets « faibles » indignes de gouverner.

Ad 2^{re}. Dans ce deuxième qui ne manque pas d'analogie avec le premier, il y a quelque chose de plus à faire. Il faut faire soi-même l'enquête pour découvrir les coupables et accumuler les preuves; et, quand on est sûr de son affaire, attaquer directement et personnellement les stercoraires incorrigibles en ayant soin de se porter partie civile, devant la police correctionnelle. Tant qu'il ne sera pas dit que la justice française est morte, notre seule protection, quoique bien affaiblie, est encore entre ses mains.

Q. — Deux beaux-frères peuvent-ils être membres d'un conseil de fabrique? Deux beaux frères ou bien l'oncle et le neveu peuvent-ils être ensemble membres d'un conseil municipal?

2^o Combien de fois un membre d'un conseil de fabrique doit-il manquer sans raison aux assemblées pour qu'on puisse le remplacer?

R. Ad 1^{re}. Du conseil de fabrique, oui, mais non pas du bureau des marguilliers. (Décret de 1809, art. 14.) Mais il y a deux manières d'être beaux-frères. Ce que nous venons de dire s'applique à l'une et non à l'autre. On est beau-frère de quelqu'un parce qu'on a épousé la sœur de ce quelqu'un. Ce degré est prohibé au bureau des marguilliers. Mais deux hommes peuvent être beaux-frères parce qu'ils ont épousé deux sœurs; n'étant

point parents entre eux, ils peuvent être ensemble membres du bureau; à plus forte raison du conseil.

Il faut dire la même chose de l'oncle et du neveu.

Quant au conseil municipal, la loi est un peu différente; car elle porte que dans les communes de 500 âmes et au-dessus, les parents au degré de père, de fils, de frère, et les alliés au même degré (par conséquent les vrais beaux-frères), ne peuvent être en même temps membres du conseil municipal.

Ad 2^m. Pour les conseils municipaux, il suffit de trois absences non motivées; mais la loi ne dit rien des fabriciens. Par conséquent, il n'y a pas moyen de considérer comme démissionnaire un fabricien qui ne viendrait jamais aux séances.

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

Au Concordat, le gouvernement du premier Consul ajouta 77 articles qu'il intitula *Articles organiques de la Convention du 26 messidor an IX*. Le Corps législatif accepta le tout en même temps.

C'est sur l'adoption simultanée par le Corps législatif de ces deux pièces, auxquelles était jointe une série d'articles concernant les cultes protestants, que les adversaires de l'Eglise s'appuient pour dire que les articles organiques ne font qu'un avec le concordat et ont la même valeur que cette Convention.

C'est là une erreur manifeste. Le Concordat vaut, non-seulement par l'acceptation du Corps législatif, mais, principalement par le mutuel consentement des deux puissances contractantes, et par l'autorité spirituelle suprême du chef de l'Eglise aussi bien que par l'autorité temporelle du pouvoir français. Les articles organiques au contraire ne peuvent avoir d'autre autorité que celle de la puissance temporelle qui les a seuls rédigés, acceptés, édictés et promulgués. C'est là une différence essentielle.

Ces articles ont-ils du moins une valeur légale? Certains catholiques l'ont pensé. Un prélat, sénateur sous l'empire, au grand étonnement de ses vénérables collègues, tout en demandant qu'ils fussent modifiés, leur accordait cette valeur. Et il est à noter que le St-Siège, dans le Concordat de 1817, stipulait, d'accord avec Sa Majesté très-chrétienne: « Art. 3. Les articles dits organiques qui furent faits à l'insu de Sa Sainteté et publiés sans son aveu, le 8 avril 1802, en même temps que le dit Concordat du 15 juillet 1801, sont abrogés *en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Eglise*; ces derniers mots semblent laisser subsister de ces articles ce qui ne serait pas

contraire à la doctrine et aux lois de l'Eglise. Pie VII, dans son allocution du 24 mai 1802, en réprochant ces articles, exprimait l'espoir d'obtenir de la religion du premier Consul les modifications et changements nécessaires pour que ces articles ne fissent point obstacle à l'exécution du Concordat et ne renfermassent plus rien qui fût contraire aux lois et à la discipline de l'Eglise.

Mais il ne faut voir dans ces paroles que le désir du Pape et l'invitation faite par lui au gouvernement de reprendre sur cette affaire de nouvelles négociations, à l'aide desquelles il fût possible de réparer le mal. Quant aux articles eux-mêmes, rien ne peut guérir leur vice d'origine et leurs nombreux vices de fond.

Dans la protestation que le cardinal Caprara, par ordre du Pape, remit au ministre M. de Talleyrand, le Saint-Siège fait remarquer avec raison, que « la qualification qu'on donne à ces articles paraîtrait d'abord supposer qu'ils ne sont que la suite naturelle et l'explication du Concordat religieux. » Que le gouvernement leur ait attribué ce caractère, c'est ce qui ressort 1^o de la qualification qui leur est donnée: article, règlement ou décret organique, désigne les dispositions relatives à l'application d'une loi, d'un traité; 2^o de l'union de ces articles au concordat dans une même loi, comme appartenant à un même objet; 3^o des rapports qui accompagnaient le projet de loi présenté au Tribunat et au Corps législatif, ainsi que des discours prononcés à cette occasion. Portalis déclarait que « la convention avec le Pape et les articles organiques de cette convention participent à la nature d'un véritable contrat. »

Pour qu'un contrat soit valide, il faut le consentement des deux parties contractantes; pour qu'une convention existe, il faut l'entente commune. Or il est avéré que l'une des deux parties a ignoré l'existence et la teneur des articles organiques jusqu'à leur présentation aux assemblées législatives; que cette partie a réclamé contre l'addition de ces articles à la convention précédemment consentie; qu'elle a protesté contre le plus grand nombre de ces articles en particulier; qu'elle en a demandé le retrait ou la modification. Cette pièce est donc radicalement nulle. Et comme la nullité porte sur ce qui en est l'essence même, savoir, le consentement des deux parties; que la partie dont elle émane n'a aucun pouvoir pour suppléer le consentement de la partie non consentante et réclamante, il s'ensuit que, malgré l'approbation du Corps législatif et la promulgation du premier Consul, cette pièce demeurera toujours radicalement nulle.

Une autre cause de nullité, c'est l'objet dont traitent la plupart de ces articles. Il y est en effet traité de choses spirituelles, ainsi qu'on le verra dans le détail. Or la puissance temporelle est absolument incompétente en ces matières: « Ce code, écrivait le cardinal Caprara, a pour objet la doc-

trine, les mœurs, la discipline du clergé, les droits et les devoirs des Evêques, ceux des ministres inférieurs, leur relations avec le St-Siège et le mode d'exercice de leur juridiction. Or tout cela tient aux droits imprescriptibles de l'Eglise. » Et le cardinal cite en preuve l'autorité non suspecte des Conseils royaux et des auteurs gallicans. C'est donc du côté de l'objet un deuxième cas de nullité et de nullité absolue.

Une troisième cause de nullité, c'est l'opposition de ces articles avec le Concordat en plusieurs de leurs dispositions. Ainsi les quatre premiers articles sont la violation de l'article premier du Concordat qui stipule la liberté de l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine.

Si quelques-unes de ces dispositions n'excédaient pas le droit laissé par le Concordat au gouvernement, de prendre des mesures de police pour assurer la tranquillité publique, il appartenait au St-Siège de juger si ces actes se tenaient effectivement dans les limites fixées par le texte du concordat. Jamais le St-Siège n'a accepté aucune partie de ces articles.

C'est donc une pièce sans valeur que celle dont nous donnons le texte. Quelques notes aideront à voir que ces dispositions, caduques dans l'ensemble, ne le sont pas moins dans le détail.

ARTICLES ORGANIQUES DE LA CONVENTION DU 26 MESSIDOR AN IX

« TITRE I^{er}. — DU RÉGIME DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS SES RAPPORTS GÉNÉRAUX AVEC LES DROITS ET LA POLICE DE L'ÉTAT.

« Art. 1. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même concernant les particuliers, ne pourront être reçues, publiées, imprimées, ni autrement mises à exécution, sans l'autorisation du gouvernement (1).

« Art. 2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol

(1) Cet article frappe la liberté de l'enseignement ecclésiastique dans sa source, en ce qu'il soumet au pouvoir civil les documents émanés du Souverain Pontife faisant office de de Docteur suprême (Lettre du card. Caprara). Il n'est pas moins opposé au libre gouvernement de l'Eglise.

De plus il blesse la délicatesse et le secret des affaires portées à la Pénitencerie (même lettre). Cet article a été modifié en ce qui regarde les rescrits de la Pénitencerie par le décret du 28 février 1810.

Il est tombé en désuétude pour la plupart des expéditions de la cour Romaine, à l'exception des bulles expédiées pour la création des Evêques.

De temps en temps cependant, le gouvernement rappelle cet article.

français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Eglise gallicane (2).

« Art. 3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France avant que le Gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la république française, et tout ce qui, dans leur publication pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique (3).

« Art. 4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante, n'aura lieu sans la permission expresse du Gouvernement (4).

« Art. 5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements (5).

(2) Cet article frappe la liberté de l'enseignement et du gouvernement ecclésiastique dans ses agents, il complète sous ce rapport l'article 1^{er} (Lettre du C. Caprara).

Qu'on remarque la tournure disgracieuse, impolie et maladroite donnée à cet article : « Aucun individu, *se disant*, etc.. » quand il s'agit de nonces, légats, etc.. députés par le St-Siège. Et cette prétention de lier les pouvoirs des agents du Souverain-Pontife jusque sur le territoire étranger, sans en excepter même Rome ! Qui ne sait que le pouvoir d'un gouvernement expire à la frontière ?

(3) Cet article pèche à bien des points de vue. Il étend les formalités gênantes de l'autorisation et le contrôle du gouvernement aux plus solennelles définitions de l'Eglise. Il pose un principe inacceptable, à savoir que l'Esprit-Saint et les évêques assemblés en son nom ne sauraient avoir raison qu'à la condition de s'être mis d'accord avec les lois de la République française. Il fait dépendre de la puissance civile la publication, et par conséquent sinon la valeur canonique, du moins l'efficacité pratique des actes de l'autorité souveraine de l'Eglise. Il attribue pratiquement à l'Etat, en matière spirituelle une infaillibilité et une souveraineté qu'il refuse à l'Eglise.

(4) Nouvelle entrave au libre gouvernement de l'Eglise. On voit, dans cette série de mesures, la conséquence et l'application des principes erronés de Portalis : « La puissance publique, dit-il, doit se suffire à elle-même; *elle n'est rien, si elle n'est tout*... C'est un principe certain que l'intérêt public dont le gouvernement tient la balance, doit prévaloir dans tout ce qui n'est pas de l'essence de la religion » (Rapport). Nous venons de voir cet intérêt public, prévaloir en matière de décisions spirituelles pour le for intérieur de la conscience, en matière de définitions conciliaires. Evidemment la puissance civile prétend ici être tout.

Notons que depuis 1848 les conciles provinciaux et les synodes diocésains se sont tenus, sans que le gouvernement y mit obstacle.

(5) La gratuité des fonctions ecclésiastiques et le droit de recevoir des oblations sont de droit divin : *Gratis accepistis, gratis date* (Matth. x, 8); *Dominus ordinavit iis qui Evangelium annuntiant de Evangelio vivere* (Cor. ix, 14). L'Eglise a toujours appliqué ces lois. Il était donc

« Art. 6. Il y aura recours au conseil d'Etat dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et d'autres personnes ecclésiastiques (6).

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir (7), la contravention aux lois et règlements de la République française (8), l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane (9) et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public (10).

« Art. 7. Il y aura pareillement recours au conseil d'Etat, s'il est porté atteinte à l'exercice

public du culte et à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres (11).

« Art. 8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets (12).

« Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseil d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (13), lequel sera tenu de prendre dans le plus court délai, tous les renseignements convenables; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes (14).

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

ÉTOFFES POUR VÊTEMENT ECCLÉSIASTIQUE.

Le tissu le plus convenable pour nos vêtements ecclésiastiques est sans contredit le drap noir.

Mais il y a drap et drap, comme il y a fagot et fagot.

En général, le drap pouvu d'une lisière belle, nette, non déchirée, est de bonne qualité. Ce drap est moelleux, doux au toucher. Il n'est ni trop sec ni trop mou. Trop sec, il est brûlé, trop mou, le tissu est defectueux, et la laine de mauvaise qualité.

Il est assez difficile, à qui n'a pas l'expérience, de discerner le bon et le mauvais drap. A cet effet, on indique les moyens suivants : Si vous frottez avec l'ongle, le poil du bon drap demeure, celui du drap brûlé se détache et tombe.

Si vous tirez assez fortement avec les mains l'étoffe à quelques centimètres du bord, et que vous sentiez fléchir le tissu, soyez sûr qu'il n'est pas de bonne qualité

inutile que le gouvernement les formulât. Mais il voulait se donner l'air de défendre contre le clergé les intérêts des fidèles et surtout soumettre à son contrôle le droit qu'ont les évêques de régler ce qui concerne les oblations.

Pour éviter de graves inconvénients, les évêques ont soumis à l'homologation du Gouvernement leurs tarifs concernant les oblations. (V. plus bas art. 69).

(6) Cet article investit le conseil d'Etat d'une juridiction spirituelle au premier chef. Il s'agit en effet 1^o de juger des personnes ecclésiastiques, dont le jugement appartient de droit divin exclusivement à l'Eglise; 2^o de prononcer sur la nature, l'étendue, les limites, le mode de la juridiction ecclésiastique; 3^o de faire l'application des prescriptions canoniques. Il constitue donc une manifeste usurpation de la part du pouvoir civil.

(7) Les pouvoirs spirituels étant conférés par l'Eglise, elle seule a qualité pour connaître de l'usurpation et de l'excès en cette manière.

(8) Régulièrement les clercs ne peuvent être jugés que par les tribunaux ecclésiastiques; mais le souverain Pontife peut accorder au pouvoir laïque de juger les clercs, et de toutes les causes qui pourraient lui être attribuées, celle qui répondraient le mieux à ses attributions serait l'infraction aux lois civiles. On doit toutefois supposer qu'il s'agisse de lois véritables et non d'ordonnances en opposition avec la doctrine chrétienne.

(9) Ici les articles organiques manifestent vis-à-vis de l'Eglise gallicane une sollicitude qui ne paraît pas dans le Concordat. Le Pape, sur les instances du premier Consul, malgré ses propres répugnances, dut mettre à néant tout ce qui s'était appelé l'Eglise gallicane. Les articles organiques prétendent lui rendre la vie et rétablir des franchises et des coutumes que le Concordat, fussent-elles précédemment valides, abolissait irrévocablement. La tentative n'a pas réussi. Depuis 1802 il n'y a plus eu d'Eglise gallicane et il y en a moins que jamais.

(10) Les termes généraux de cette fin de l'article ouvrent le recours comme d'abus à quiconque se croit lésé par le prêtre dans l'exercice de ses fonctions. Rien ne serait plus intéressant que la nomenclature de ces opprimés, vrais ou prétendus, qui ont demandé justice au conseil d'Etat. Disons à la décharge de ce tribunal qu'il s'est souvent montré aussi sage que possible dans l'application d'un mauvais texte.

(11) Que la loi civile sanctionne par des poursuites et des peines l'exécution de l'article 1^{er} du Concordat, c'est chose logique. Mais il est regrettable que, à la place de la liberté, sans qualificatif, stipulée dans le Concordat, on ne parle ici que d'une liberté limitée par des lois et règlements : ce qui est déjà une restriction; et par des lois et règlements non spécifiés : ce qui est ouvrir la porte à toutes les restrictions imaginables.

Ce recours au conseil d'Etat constitue une juridiction extraordinaire. Bien que les termes de l'article semblent embrasser toute atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté de ses ministres, le recours au conseil d'Etat a toujours été réservé aux faits émanés des officiers civils.

Les délits commis par les simples particuliers ont toujours été soumis aux tribunaux ordinaires et punis conformément aux dispositions des lois pénales, correctionnelles ou criminelles.

(12) Tant contre les perturbateurs du culte que contre l'ecclésiastique qui aurait fait abus.

(13) Au ministre des cultes.

(14) L'affaire peut-être terminée par le conseil d'Etat ou renvoyée par lui aux tribunaux ordinaires :

Ou bien prenez le drap aux deux mains en faisant un pli entre les pouces, et laissez échapper. S'il rend un bruit sec, il est solide.

Quelques-uns le prennent par les lisières et le tirent d'un mouvement brusque avec une force moyenne : si le bruit est plein, sonore, c'est que l'étoffe est solide.

Notre siècle a inventé le moyen de faire du drap neuf avec du vieux. Le producteur tire de beaux profits de cette industrie; il n'en est pas de même du consommateur.

Ces étoffes sont généralement épaisses, très-douces au toucher, souples comme l'amadou, elles cèdent comme le feutre et se déchirent quand on tire un peu fortement.

Pour les reconnaître, grattez avec un couteau, mettez la chaîne à nu. Le bon drap étant comme la toile, pourvu d'un tissu net, régulier, si le tissu n'est pas d'un beau grain, pour parler comme les gens du métier, c'est que la laine provient de vieilles étoffes.

En général, la plus belle couleur pour le drap est le noir charbon; quelques-uns préfèrent une légère teinte de bleu.

Les draps d'Elbeuf sont réputés les meilleurs. Parmi les maisons consciencieuses, on cite la maison Poussin.

La quantité nécessaire pour la confection d'un vêtement ecclésiastique varie suivant la taille, comme bien l'on pense, mais la longueur employée dépend surtout de la largeur. La moyenne varie pour la largeur dans les différentes pièces de 1,35 à 1,40. La largeur de 1,40 est plus avantageuse, le drap est généralement plus beau, la coupe plus facile, surtout quand le sujet à vêtir est d'une grosseur plus qu'ordinaire.

Pour une taille moyenne, il faut environ 3 m. 20, si l'étoffe a 1,40 de largeur; si elle n'a que 1,35, il faut en plus de 20 à 30 centimètres.

Pour une douillette, 3 mètres 20 sont nécessaires, pour un camail, de 0,80 à 0,90.

Le prix moyen est de 15 à 16 fr. A 12 fr. et au-dessous, la qualité laisse tellement à désirer, que loin d'être une économie, cette étoffe, bientôt hors d'usage, coûte plus cher qu'une qualité supérieure.

En général, les gros draps, connus sous le nom de cuirs-laines et de castors, conviennent mieux pour douillettes; ils sont plus chauds mais plus lourds que les draps fins, sans être plus solides.

Pour les différentes parties du vêtement ecclésiastique, on emploie aussi le mérinos. On distingue le mérinos simple, le demi-double et le double. Celui-ci est, bien entendu, le plus résistant. Le demi-double et surtout le simple ne conviennent guère que pour vêtements d'été et soutanes légères.

La largeur de cette étoffe varie. La bonne largeur est 1 m. 20. Au-dessous de ce chiffre, les mérinos ne sont pas de bonne qualité, au-dessus, elle n'est guère employée qu'à la confection des vêtements laïques. En moyenne, pour une sou-

tane il ne faut pas moins de 4 mètres, et même 4 mètres 20 cent., pour une douillette de 3,50 à 3,60, pour un camail de 1 m. à 1,10.

Le bon mérinos est régulier, moelleux. Il est d'autant meilleur qu'il est plus serré, on constate cette dernière qualité à l'aide d'un petit instrument d'optique connu sous le nom de compte-points.

Dans le diamètre de l'instrument, le bon mérinos présente de 26 à 28 croisures. Il en est qui va jusqu'à 35, et d'autre, de qualité inférieure, qui descendent jusqu'à 15 croisures.

Ces deux étoffes, le drap et le mérinos, renferment souvent du coton.

Cette matière, surtout dans le mérinos, est perceptible au toucher, parce que l'étoffe en est plus dure. Mais le meilleur moyen est de défiler. On voit facilement alors si la chaîne est en coton ou si elle en est mélangée. Pour plus de sûreté, brûlez quelques fils. La laine répand une mauvaise odeur et se tortille dans la combustion, le coton brûle comme le fil, presque sans odeur et sans racornissement.

Souvent ces deux étoffes verdissent par l'usage. Cette altération de la couleur est due en partie à la présence du coton, qui prend moins bien la couleur, en partie à la mauvaise qualité de cette couleur.

Achetez toujours des étoffes de grand teint. Celles de teint ordinaire ne sont pas toujours résistantes. L'indigo étant fort cher, les fabricants ont trop souvent recours au bois d'Inde.

On emploie aussi l'alpaga et le reps. L'alpaga renferme toujours du coton; le bon reps ne devrait contenir que de la laine. L'alpaga est brillant et prend moins la poussière. A prix égal, la durée serait à peu près la même que celle du mérinos.

Pour entretenir une soutane ou une douillette en état de propreté, servez-vous d'une brosse ni trop dure ni trop douce. Mais ne la mouillez jamais, comme font quelques-uns, surtout si la couche de poussière est épaisse. Battez l'étoffe à l'aide d'un martinet, et brossez autant qu'il est nécessaire. On fait disparaître les taches avec la benzine ou l'alcali étendu d'eau.

Recommandez au tailleur ou à l'ouvrière d'insérer une petite bande de toile entre les deux étoffes et dans toute la longueur, du côté des boutons, de crainte que ceux-ci n'arrachent l'étoffe. Du côté des boutonnières, il est préférable, pour les consolider, de mettre entre l'étoffe et le repli une bande de percaline.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 25 januarii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

I

C'est dans les siècles et chez les peuples qui prétendent ne plus croire au surnaturel que le goût du merveilleux est le plus développé, et notre temps ne fait point exception à la règle. Jamais peut-être on n'a plus curieusement étudié ni lu plus avidement les légendes qui mettent en scène les esprits surnaturels, et surtout les esprits de nature diabolique. Ce goût n'est pas seulement propre aux érudits; il est partagé par tous les lecteurs de romans et de nouvelles. Bien loin d'avoir été poussé dans cette voie par les savants, le public les a plutôt entraînés à sa suite, et ils ont été tout surpris de reconnaître après mûr examen ce dont le peuple, avec la surprenante intuition des ignorants, s'était aperçu tout de suite : que ces vieilles légendes, ces contes de nourrices bons à peine à faire peur aux enfants, n'étaient pas aussi vides de sens qu'on se l'était imaginé et renfermaient, dans leurs formes allégoriques ou poétiques, les débris très reconnaissables des plus vieilles traditions de l'humanité.

On aurait pu s'en douter, si l'on eût pris la peine d'y réfléchir, et le prédire sans être prophète. Le mensonge, d'habitude, n'a point le don de passionner ainsi les foules, et alors même qu'il paraît les séduire et les entraîner, il ne puise point sa force dans ses faussetés inventées à plaisir; il doit d'avoir tant de prise sur les esprits à la part cachée de vérité qui, presque toujours, s'y trouve mêlée, et, de son feu divin, anime et transfigure tout le reste. Ainsi dans les histoires de revenants et dans les légendes sataniques que l'on a pu réduire, en les soumettant à la patiente dissection de l'analyse, à un petit nombre de thèmes sur lesquels l'imagination populaire a brodé, brode encore un nombre presque infini de variantes, ce qui s'empare de l'esprit du lecteur et le maîtrise, quoi qu'il fasse, c'est la croyance, vieille comme le monde, qu'au-delà de l'univers visible il en existe un autre non moins réel, et même d'une réalité plus vraie, car il n'est point périssable comme le nôtre, dont les formes matérielles et sensibles ne sont que le reflet accidentel et la grossière image de ses types divins et immortels; c'est l'ineffaçable souvenir de cette tradition des premiers âges de l'humanité, qu'entre les esprits bons et mauvais de ce monde invisible et les hommes, des rapports peuvent quelquefois, avec la permission de Dieu, s'établir. Telle est la part de vérité qui se trouve au fond de toutes les histoires fantastiques ou merveilleuses. Elle a suffi pour les faire vivre depuis le commencement du monde, et, tant qu'il y aura des hommes, elle en perpétuera, sous des formes diversifiées à l'infini, le fond inaltérable et toujours renaissant.

Dans les âges de foi, l'enseignement religieux, en déterminant le caractère véritable et permettant d'y faire sans peine la distinction du faux et du vrai, les rend sans danger, les empêche aussi de se dénaturer par le mélange d'éléments pernicieux ou puérils, qui sont repoussés avec dédain ou ne trouvent point créance. Dans les époques sceptiques, au contraire, où la notion du vrai s'affaiblit et se voile, parce qu'on dédaigne ou l'on oublie les règles de la foi et les traditions des ancêtres, le peuple étant privé de ce critérium, le mensonge a beau jeu pour se donner librement carrière. Aussi ne s'en fait-il pas faute, et la légende, mutilée, déformée, s'affadit ou se vicie, sans que cependant son fond invariable de vérité cesse d'être reconnaissable sous les végétations extérieures qui la recouvrent sans pouvoir l'étouffer. Le peuple est d'autant plus facile à tromper, d'autant moins difficile à contenter, que

l'indestructible besoin de croire que tout homme porte en son âme n'étant plus satisfait dans ce qu'il a de légitime et d'élevé, chacun se jette avec un empressement avide sur ces aliments frelatés qui apaisent un instant sa faim de vérité, mais ne peuvent l'assouvir, et dont précisément pour ce motif, il est insatiable. Il n'est donc pas inutile que l'érudition vienne de temps à autre signaler ces métamorphoses, dégager le fait légendaire de ces imperfections malsaines, et le remettre en lumière sous sa forme primitive et vraie.

II

Les romanciers et les conteurs n'ont eu grand rôle de négliger ce fonds inépuisable d'histoires toujours accueillies avec faveur, et d'où le talent de l'écrivain peut, avec un peu d'art et d'adresse, faire sortir un intérêt poignant et des effets saisissants. On ne peut les en blâmer. C'est le droit de l'écrivain de consulter le goût du public et, quand ses désirs n'ont rien de répréhensible, de les satisfaire volontiers; nous dirions que c'est son devoir, car, qu'il écrive pour instruire ou pour amuser, dès lors qu'il le fait d'une manière honnête, il doit désirer d'être lu par le plus grand nombre possible de personnes, afin de diminuer d'autant la clientèle des mauvais livres. Aussi, faut-il féliciter les écrivains de la presse catholique et royaliste de ne point négliger cette source d'intérêt, et de multiplier les volumes consacrés à ces récits où l'on trouve souvent mêlés à l'élément merveilleux des souvenirs historiques et des traditions nationales.

Même en ces choses d'apparence futile, l'opinion de l'écrivain qui les raconte n'est pas indifférente. Laissait-il de côté toute préoccupation de doctrine et ne se proposait-il d'autre but que d'amuser, le royaliste ne présentera point les faits ni ne les expliquera de la même façon que le révolutionnaire. D'instinct, pour ainsi dire, parce qu'il possède dans sa foi politique et religieuse un guide fidèle et sûr, il saura discerner la vérité de l'erreur et restituer aux événements leur caractère traditionnel et national. Quand à ces avantages, il unit, comme M. Oscar de Poli, la science de l'érudit et des qualités littéraires supérieures, on peut être sûr qu'il sortira de sa plume une œuvre excellente de tous points, un récit comme le *Spectre blanc*, qui vient d'être offert aux lecteurs de la *Civilisation* et dans lequel les rêveries érudites sont résumées d'une plume si fine et si légère, avec une raillerie si discrète, un si grand art d'arrangement qu'on se prend quelquefois à les lire comme une histoire véritable.

Avec quel intérêt émouvant et quel sentiment profond des croyances et des traditions nationales, M. Oscar de Poli raconte aussi cette touchante légende d'après laquelle Dieu aurait attaché à la race royale des Bourbons, comme à toutes les grandes familles auxquelles il donne charge d'âmes et d'empire, un esprit protecteur qui apparaît à ces princes dans les circonstances solennelles pour leur prédire l'avenir ou leur montrer, de son doigt fatidique, à travers les douleurs de l'épreuve où les ombres de la mort, le chemin du ciel! Comme il a su la dégager des adulterations mensongères ou puériles qui la défigureraient pour la montrer dans la simplicité grandiose et dans l'enchaînement logique de sa forme primitive. Quelques-uns de ses épisodes sont mêlés si intimement et d'une manière si naturelle aux scènes les plus solennelles de nos annales, qu'on croirait lire non pas une légende, mais une page d'histoire.

Le *Spectre blanc* est une des meilleures His-

toires du bon vieux temps ; mais elle s'y trouve en bonne compagnie, et si, grâce au sujet, elle y brille d'un éclat plus vif, elle n'efface point cependant la lumière plus douce et non moins attrayante des autres perles de cet écrin. *La Maison hantée* est une histoire fantastique qui se passe en Allemagne, tout comme les contes d'Hoffmann, et l'élément surnaturel n'y est pas manié avec moins d'art et d'intérêt, bien que les ressorts soient moins étranges, les détails moins bizarres, et que les nerfs du lecteur soient aussi plus ménagés. M. Oscar de Poli possède au plus haut degré les qualités de tact et de mesure qui sont propres à nos bons écrivains restés Français par les croyances et le goût. Il en a donné la preuve en variant agréablement ses récits et en mêlant aux histoires sérieuses et fantastiques quelques aventures où le hasard et d'adroits coquins tirent un parti si habile de notre croyance au surnaturel et mystifient avec tant d'esprit les héros de l'histoire que les mystifiés, quand le premier moment d'humeur ou de surprise est passé, ne peuvent s'empêcher d'en rire.

Une charmante bluette, le *Mariage fantastique*, et la *Vierge aux Lilas*, touchante histoire d'une grâce tellement idéale qu'on pourrait presque la ranger parmi les contes surnaturels, complètent ce volume, l'un des plus agréables de l'auteur. M. Oscar de Poli a, dans ses récits, l'allure vive et leste, la grâce légère et souriante et l'esprit incisif et railleur des bons conteurs du dix-huitième siècle. Il sait en faire revivre les qualités aimables en les dégagant des impiétés et du libertinage qui trop souvent les souillent et, sous le charme extérieur de cette forme fine et facile, il cache des qualités si sérieuses, un intérêt si vif et si profond, qu'une fois le volume commencé, on le lit tout d'une haleine, comme ces entraînants récits d'Alexandre Dumas, auxquels il fait songer et avec lesquels il a plus d'un trait de ressemblance.

ERNEST FALIGAN.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Nous avons terminé nos chroniques de 1881 en disant que l'année se fermait sous cette impression générale : Une crise financière est proche.

On le disait tout haut à chaque bourse, on l'écrivait chaque jour dans les colonnes des journaux, mais tout en le disant et en le criant personne ne s'en croyait si près.

Elle a éclaté cette semaine, subite et terrible comme un orage d'été se déchirant en grêle désastreuse. C'est par millions que les ruines se chiffrent, comme c'est par millions aussi qu'elles se comptent dans les champs dévastés.

On sait tout, on sait que depuis quelque temps le jeu effréné de l'agiotage s'était jeté à corps perdu sur certaines valeurs : la Banque de France, le Suez et l'Union générale, pour ne nommer que les principales.

D'une bourse à l'autre on montait de plusieurs centaines de francs. Sur quoi reposait la hausse ? Sur rien ; car, lorsqu'on voulait aller au fond, par exemple comparer le revenu de la valeur à son prix d'achat, on se trouvait en présence du chiffre le plus minime. On parle du peu que rapporte la terre : l'argent, dans ces conditions, donnait moins encore.

Mais ce n'est pas le revenu qu'on poursuivait, c'était la surenchère. J'achète haut, disait-on, c'est

vrai ; mais je revendrai plus haut encore, puisqu'il en est ainsi depuis douze ou quinze mois. Or, il est arrivé que la contre-partie a tout-à-coup manqué. Les joueurs à la hausse ont été mis dans le sac par les joueurs à la baisse, les habiles de la veille ont été les niais du lendemain. Ainsi va le monde de l'argent : à malin, malin et demi

..

Tout se tient en finances comme en matière de commerce et d'industrie, comme en malheurs privés ou publics. Ces valeurs-reines atteintes, toutes les autres se sont ressenties de la secousse. Nos rentes, si ébranlées déjà par la politique du « Grand Ministère », qui n'a su inspirer aucune confiance ni à l'intérieur ni au dehors, ont été les premières à céder à la culbute. Ainsi, le 3 0/0 perpétuel ne fait plus que 82.40 ; le 3 0/0 amortissable ancien, 82 ; le nouveau, 81.90 ; le 4 1/2, 112 ; le 5 0/0, 113.50.

..

Dans notre modeste rôle de conseillers de l'Épargne Catholique, nous ne demandons aux valeurs que des intérêts et des dividendes, au lieu de leur demander des mouvements qui peuvent produire des bénéfices, mais qui peuvent aussi amener la ruine.

Un conseil donc à ceux qui se seraient laissés mordre par le démon du jeu : qu'ils reviennent sans plus tarder, aux titres stables, aux rentes, aux obligations, à nos valeurs industrielles, et qu'ils cessent de croire qu'on peut impunément fausser les lois de l'équilibre en mettant le papier sans consistance de la spéculation au dessus de celui dans lequel l'épargne trouve un abri sûr, où elle pourra se reproduire tranquillement et défier les événements !

Il est vrai que de telles valeurs ne produisent en général qu'un modeste revenu : 3 0/0, quelquefois et rarement 4 0/0 ; mais il en est qui, tout en présentant cette solidité et cette sécurité, vont beaucoup plus haut et atteignent le 5 0/0. Telle est l'action de la *Société générale de librairie catholique*.

Pour elle, jamais les cours n'ont varié à une différence de plus de 20 fr. Il ne se fait pas autour d'elle ce gros brouhaha qui retentit autour de certaines autres ; mais que le vent souffle et que la tempête se déchaîne, elle peut dire avec le roseau du poète :

Je plie et ne romps pas.

Chaque fois que l'époque du coupon semestriel est revenue, chaque fois elle a immédiatement distribué ce coupon : pareille en cela à tout bon arbre qui donne son fruit en sa saison.

..

Nous avons déjà fait remarquer que l'action de la *Société générale de librairie catholique* n'avait pas seulement produit régulièrement 5 0/0, mais que l'avant-dernier exercice s'était élevé à 6 0/0.

Or, ce qui vient de se produire sur le marché de Paris est un enseignement pour les actionnaires. Éclairés comme ils doivent l'être sur les folies de la spéculation, eux, tous gens d'épargne et de prudence, ils voudront se porter avec plus de confiance et d'empressement vers une valeur reposant sur une base solide, sur un travail effectif, et offrant la sécurité d'un revenu certain, rémunérateur et rationnellement progressif.

Les actionnaires actuels se hâteront de bénéficier de leur privilège de souscription ; ceux qui ne le sont pas, s'empresseront déjà de retenir quelques titres de la nouvelle émission. C'est notre conseil aux uns et aux autres.

Ecrire à M. Victor Palmé, rue des Sts-Pères, 75.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^e PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 5 :

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Sexagésime : la divinité de l'Eglise. — CONGRÉGATIONS Romaines : Validité d'une permutation entre chanoines. Nullité d'une nomination faite à l'encontre. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Y a-t-il obligation de renouveler les saintes espèces tous les huit jours ? — Un prêtre qui s'étant aperçu qu'il n'avait que de l'eau dans le calice, n'a point consacré de vin, a-t-il péché ? Est-il tenu d'appliquer une autre messe pour l'honneur reçu ? — Peut-on indulgencier pour le chemin de croix une croix-reliquaire portant l'image du Christ ? — Doit-on toujours réciter l'oraison du St Esprit aux messes votives de la Ste Vierge ? — Gagne-t-on les indulgences si la confession de tous les huit jours est retardée par une cause indépendante de la volonté ? — Quel intervalle peut-on mettre entre la confession et la communion pour le gain d'une indulgence ? — Peut-on bénir et imposer les cendres en réservant la messe pour un enterrement ? — Le prêtre peut-il prêcher en chape après les vêpres ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Ecole libre fermée parce que la religieuse, sur l'invitation du curé, a réuni les enfants du catéchisme, filles et garçons pour faire réciter la lettre. — A qui incombe le timbre de 10 cent. qui doit être apposé sur les quittances reçues ou données par la fabrique ? — Le curé peut-il réserver dans l'église un banc pour les chanteuses, avec ou sans l'assentiment du conseil de fabrique ? — Deux beaux-frères peuvent-ils être membres du conseil de fabrique ? — Le maire peut-il donner au curé l'autorisation d'ouvrir à ses frais une fenêtre au salon du presbytère ? — Faut-il convertir en rentes nominatives un placement de fonds fait en rentes au porteur par la fabrique à ce autorisée ? — Le maire de la commune peut-il distraire du presbytère une partie du terrain par cela seul que le fond appartient à la commune ? Comment s'y opposer ? — Un sujet américain peut-il être membre de la fabrique, et cela, par l'autorité du maire qui l'y a nommé ? — VARIÉTÉS : Les articles organiques (2^e art.) — COURRIER DE L'UTILE : Recettes de cuisine.

LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

ET SON

ASSEMBLÉE DU 10 JANVIER

Le compte-rendu général de l'assemblée du 10 janvier vient de paraître.

C'est un document tout à la fois intéressant et important :

Intéressant pour le public, qui peut y voir, comment, sous une forte et intelligente impulsion, une œuvre, une entreprise grandissent ;

Important pour les actionnaires, qui peuvent y constater une fois de plus en quelles mains sûres sont placés leurs intérêts, et par quels actes nobles et grandioses sont traduites leurs pensées pour le bien.

Dans la première partie figurent :

1^o Le procès-verbal de la constitution du bureau ;

2^o Le discours du Président, M. de Soye, indiquant, d'une manière générale, le chemin parcouru par la Société, son état présent et ses projets à venir ;

3^o Les résolutions présentées à l'Assemblée et votées par elle.

La deuxième partie comprend :

1^o Le discours de M. Victor Palmé, directeur général, déjà publié dans l'*Ami du Clergé* (12 janvier 1882, numéro 2) ;

2^o Un discours de M. le chanoine Gauthier,

exposant qu'il arrivait de Rome, qu'il avait été reçu en audience solennelle par le pape Léon XIII, qu'il avait demandé à Sa Sainteté une bénédiction spéciale pour la Société générale de Librairie catholique, et que le grand Pontife, s'empressant de la lui accorder avec effusion, s'était plu à ajouter : « Je la connais ; »

3^o Une allocution de Mgr Gassiat, protonotaire apostolique, qui commence par rappeler ce que la Société générale de Librairie catholique a déjà fait pour le clergé, et finit en lui demandant instamment, chaleureusement, de prendre sa cause en main d'une manière encore plus ostensible, plus efficace, et cela par suite des difficultés croissantes dont la vie du prêtre est entourée ;

4^o Enfin, une motion de M. l'abbé David, du clergé de Paris, récapitulant les diverses propositions soumises à l'Assemblée, et vu leur opportunité, leur utilité pratique et féconde, concluant énergiquement pour leur prise en considération et leur vote immédiat.

Il ne nous est pas possible de reproduire ici en entier ces accents émus et entraînants. Nous nous bornons à publier l'allocution de Monseigneur Gassiat, comme traitant plus particulièrement de la situation du clergé et des moyens d'y porter remède.

ALLOCUTION DE MGR GASSIAT

En venant aujourd'hui prendre part aux travaux de cette Assemblée, je me proposais de faire une motion à laquelle j'attachais un grand prix, à cause des intérêts graves, je dirai presque sacrés, que j'avais en vue.

Mais, après avoir entendu le remarquable rapport de M. le Président et le discours de notre éminent Directeur, rapport et discours où l'élégance du style le dispute à la sagesse et à l'ampleur des idées, je me suis demandé si ma motion avait encore sa raison d'être ; car, par une coïncidence qui me surprend autant qu'elle me réjouit, nos aspirations sont identiques, et leur esprit est venu en quelque sorte à la rencontre du mien.

Toutefois, si vous voulez bien me le permettre, je vous demanderai cinq minutes pour vous exprimer ma pensée et la soumettre à votre approbation.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, Messieurs, que date la bienveillance de votre Société pour le clergé en général, et pour le clergé paroissial en particulier, pour l'humble curé de campagne, ce persévérant ami du pauvre et du travailleur. Vous vous êtes occupés de son esprit par vos admirables publications scientifiques ; de son cœur par vos nombreuses éditions de piété ; de sa situation matérielle même, en l'associant financièrement à votre œuvre, en donnant à ses modestes épargnes une rémunération et une sécurité qu'il n'a pas toujours trouvées ailleurs.

Sous ce dernier rapport, croyez-vous, Messieurs, avoir fait assez ? Permettez-moi de vous dire : Non.

Je ne vous apprendrai rien, en disant que le clergé, à l'heure qu'il est, se trouve en face de deux sortes d'ennemis également acharnés, également féroces : l'agiotage et la politique : l'agiotage, qui l'éblouit de ses fallacieuses promesses, et, sans scrupule comme sans remords, va lui soutirer ses quelques sous péniblement amassés au prix des plus cruels sacrifices, et destinés soit à des charités posthumes, soit à le garantir contre la vieillesse ou de précoces infirmités ; la politique, qui cette fois ne cache pas son jeu, qui annonce hautement son intention de le coucher sur le fameux lit de Procuste, pour le rogner et le tailler à merci, c'est-à-dire pour l'appauvrir et l'avilir, espérant sans doute, par ce procédé non moins singulier que nouveau, s'en assurer l'estime et en conquérir l'amour.

De quelque côté qu'on l'envisage, la situation du clergé est déplorable, de plus en plus menacée ; et il n'apparaît à l'horizon aucune lueur d'espérance de la voir améliorée, ou tout au moins protégée contre la foudre qui gronde et menace.

Sans doute, NN. SS. les Evêques veillent avec un dévouement tout paternel. Quelques-uns d'entre eux ont compris que des temps nouveaux amènent forcément des mœurs nouvelles, et qu'il faut conjurer le péril par l'arme moderne de l'association : ils ont donc créé des caisses diocésaines, organisé des cotisations, inventé des systèmes, en vue de venir en aide aux vétérans du sacerdoce aux jours de l'impuissance et de la maladie.

Mais, — il faut bien le dire, Messieurs, — ces

conceptions diverses, qui révèlent une grande sollicitude, ne sont pas suffisantes.

Les secours qu'ils peuvent accorder sont restreints, tandis que les besoins sont immenses, variés et quotidiens.

Représentez-vous, au contraire, les 50,000 prêtres et religieux de France réunis en un faisceau compact ; représentez-vous les économies ou les sacrifices de cette grande armée confluant dans un trésor commun, venant se greffer sur une société comme la nôtre, puissamment constituée, prudemment et honnêtement régie, grossissant d'année en année ses encaisses et ses répartitions !....

Mais c'est le bien-être succédant à la gêne ! mais c'est la sécurité supprimant les angoisses ! mais c'est l'indépendance matérielle, sans laquelle l'indépendance morale n'existe pas ! Et — souffrez que je dise toute ma pensée — il y aurait peut-être là un avertissement salutaire pour les Césars ou les Brutus qui rêvent de nous asservir !

Mon intention, Messieurs, n'est pas de pénétrer plus avant dans ce sujet. Je suis loin de m'attribuer la compétence que je refuse à la généralité de mes confrères. Mais il y a là certainement une idée qui mérite votre attention, qui demande à être méditée, mûrie et passée au crible de votre sagesse. C'est à vous de dresser les calculs, d'échafauder l'entreprise sur les vrais principes de la finance honnête et loyale, de voir ce qui conviendrait le mieux parmi les divers systèmes relatifs aux caisses de retraite, aux rentes ou pensions viagères, aux assurances sur la vie ou en cas de décès ; de choisir enfin les moyens les plus appropriés à une clientèle spéciale et exclusive.

C'est à vous, Messieurs, et non pas à d'autres !

Dans une affaire de cette nature, il ne faut pas des hommes d'argent, mais des hommes de cœur, des hommes qui comprennent la grandeur d'une pareille mission et sachent s'y dévouer.

Ce n'est pas une opération financière ne cherchant qu'à produire de beaux dividendes. Les dividendes s'y trouveront par surcroît ; mais c'est surtout et avant tout une œuvre de bien, une grande œuvre de réparation pour le passé et de préservation pour l'avenir.

Pardonnez-moi, Monsieur Palmé, si je blesse votre modestie : mais il vous appartient d'entreprendre cette œuvre, à vous, le grand ouvrier catholique de notre temps ; à vous, l'homme aux initiatives fécondes, à l'esprit positif avec des élans juvéniles ; à vous, l'homme à la foi ardente, au cœur qui ne sait pas vieillir !

Fort de toutes les activités qui sont à votre service, soutenu par l'estime et la confiance de vos actionnaires, vous avez déjà opéré des merveilles. Celle-ci les surpassera toutes en les couvrant !

« Nous savions, lisons-nous dans le compte rendu, que Mgr Gassiat, du clergé de Versailles,

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DIMANCHE DE LA SEXAGÉSIME : LA
DIVINITÉ DE L'ÉGLISE.

A Domino factum est istud.
(Ps. cxvii, 23.)

Cette société magnifique qui a pour but de procurer aux hommes les biens éternels et qui comprend tous ceux qui, ayant été baptisés, professent la même foi, participent aux mêmes sacrements et sont soumis aux pasteurs légitimes, a-t-elle été instituée par J.-C. ? Cette admirable société si bien organisée, ayant un corps visible et une âme invisible, prolongement de l'Incarnation du Verbe, est-elle l'œuvre de Dieu ? En un mot, l'Église est-elle véritablement divine ? Telle est la question importante à laquelle nous allons répondre. L'objet de notre instruction sera de prouver la divinité de l'Église, d'abord par le témoignage de l'Écriture-Sainte, ensuite par le témoignage du simple bon sens.

I

Ouvrons les livres sacrés du Nouveau Testament; prêtons l'oreille à la PAROLE DE DIEU lui-même; nous verrons, avec une évidente clarté, comment J.-C. a établi son Église. Notre Seigneur est venu sur la terre pour racheter le monde, pour nous délivrer du péché, *vocabis nomen ejus Jesum, ipse enim salvum faciet populum suum a peccatis eorum* (Matt., i, 21); pour nous faire vivre de la vie de la grâce, *veni ut vitam habeant et abundantius habeant* (Joann., x, 18). La grâce de salut qu'il apporte, il veut la communiquer à tous les hommes, *omnes homines vult salvos fieri* (Tim., ii); il veut faire d'eux « un peuple fidèle et appliqué aux bonnes œuvres; » il veut les réunir en société au prix de tout son sang, *Ecclesiam acquisivit sanguine suo*; il se propose de n'en faire qu'un seul troupeau (Joann., x.), une seule famille (Matt., xxiv, 45), une seule cité (Matth., v, 14), un seul royaume.

Mais dans cette société, il veut l'ordre, il veut l'organisation, il veut l'autorité et la subordination, il veut des chefs et des sujets. « En ce temps-là, dit l'Évangile, Jésus suivi de la troupe de ses disciples, monta sur une montagne et il appela à lui ceux qu'il voulut, et ils allèrent à lui. Il en appela ainsi, de manière à ce qu'ils formassent le nombre de douze pour être avec lui et les envoyer prêcher. Et il imposa à Simon, le nom de Pierre. » (Marc., iii.) Il les appela apôtres, et il se les attacha d'une manière particulière, pour les former au sublime ministère qu'il leur réservait. Il leur donna la plénitude du pouvoir sacerdotal, le Jeudi saint, après l'institution de la sainte Eucharistie, par ces paroles : FAITES CECI EN MÉMOIRE DE MOI; il les investit du pouvoir de commander aux fidèles, en disant : « Celui qui vous écoute, m'écoute, celui qui vous mé-

prise, me méprise; » il leur communiqua le droit suprême de remettre les péchés : « Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez; ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez; » enfin il les établit juges suprêmes des fidèles avec puissance de punir ou de gracier : « Ce que vous lierez sur la terre, sera lié dans le ciel et ce que vous délierez sur la terre, sera délié dans les cieux. » Et aux apôtres il adjoignit soixante-douze disciples pour les aider dans leur ministère.

Mais parmi les douze, il en choisit un pour être le chef de tous les autres, il lui conféra la souveraine et suprême juridiction : c'est Pierre, c'est le Pape son successeur. Continuons à écouter les divins récits et reconnaissons dans S. Pierre le privilège de la primauté, de l'infailibilité, du pouvoir suprême. Avant sa Passion, « Jésus étant aux environs de Césarée, interrogea ses disciples, et leur dit : — Que disent les hommes touchant le Fils de l'homme ? Qui disent-ils que je suis ? Ils lui répondirent : — Les uns disent que vous êtes Jean-Baptiste; les autres, Elie; les autres, Jérémie, ou quelqu'un des prophètes. Jésus leur dit : — Et vous autres, qui dites-vous que je suis ? Simon-Pierre répondant dit : — Vous êtes le Christ, le Fils du Dieu vivant. Jésus lui répondit : — Tu es bienheureux, Simon, fils de Jean, parce que ce n'est ni la chair, ni le sang qui t'ont révélé ceci, mais mon Père qui est dans les cieux. Et JE TE DIS, MOI, QUE TU ES PIERRE, ET QUE SUR CETTE PIERRE JE BATIRAI MON EGLISE (qui doit durer jusqu'à la fin des siècles), ET QUE LES PORTES DE L'ENFER NE PRÉVAUDRONT POINT CONTRE ELLE. Et je te donnerai les clefs du royaume des cieux, et tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans les cieux, et tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans les cieux. » (Matth., xvi.) Sur le point de consommer son sacrifice, il dit à Pierre cette grande parole qui lui réitéra en termes plus formels le privilège de l'infailibilité : « Simon ! Simon ! voici que Satan a demandé de vous cribler tous, comme l'on crible du froment; mais J'AI PRIÉ POUR TOI, AFIN QUE TA FOI NE DÉFAILLE PAS : lors donc que tu seras converti, affermis tes frères. » (Luc., xxii, 31, 32.) Après la Résurrection, il lui confirme la souveraine prérogative de la primauté en lui disant, après avoir exigé trois fois le témoignage de son amour pour réparer son triple reniement : « PAIS MES AGNEAUX, PAIS MES BREBIS, » c'est-à-dire gouverne souverainement et les fidèles et les pasteurs.

Pendant les quarante jours qui suivent sa résurrection, Jésus achève de constituer son Église. Il apparaît souvent à ses Apôtres et leur parle du « royaume de Dieu, » déterminant nettement et dans tous leurs détails les diverses attributions du chef de l'Église et celles des pasteurs qui à divers degrés, composent sa hiérarchie, ainsi que la forme précise et la matière de tous les sacrements, et enfin tout ce qu'ils devraient faire en son nom, eux et leurs successeurs, jusqu'à la fin du monde. Enfin, dans une solennelle apparition,

il résuma leur mission, les pouvoirs qu'il leur conférait, et l'admirable constitution de son Église, parlant dans leur personne à tous les membres de la hiérarchie sacrée qui doivent se succéder tant que le monde existera. Il faudrait transcrire ces divines paroles en lettres d'or : « Toute puissance m'a été donnée au ciel et sur la terre. Comme mon Père m'a envoyé, moi je vous envoie. Allez donc, enseignez toutes les nations, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, et leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit. ET VOILÀ QUE JE SUIS AVEC VOUS, TOUTS LES JOURS, JUSQU'À LA CONSUMMATION DES SIÈCLES. » Avec vous, enseignant, ajoute Bossuet¹, par forme de commentaire, avec vous baptisant, avec vous apprenant à mes fidèles à garder tout ce que je vous ai commandé ; avec vous, par conséquent, exerçant dans mon Église un ministère « extérieur ; » c'est avec vous, c'est avec ceux qui vous succéderont, c'est avec la société assemblée sous leur conduite, que je serai dès maintenant jusqu'à ce que le monde finisse, tous les jours, sans interruption ; car il n'y aura pas un moment où je vous délaisse ; et quoique absent de corps, je serai toujours présent par mon esprit. »

II

Mais, quand même l'Évangile serait détruit, quand toutes ses pages seraient déchirées, rien qu'à considérer l'Église en elle-même et dans son histoire, nous serions obligés de nous écrier : Dieu est avec l'Église, l'Église est son œuvre, *a Domino factum est istud*. Et en effet, elle porte au front le signe divin par excellence, le signe du miracle.

I. L'Église fait des miracles : témoin l'incompréhensible transformation qu'elle a opérée dans le monde. Elle a aboli l'idolâtrie ; elle a supprimé l'esclavage ; elle a relevé la femme de l'état d'ignominie et de servitude où elle gémissait ; elle a fait des rois les pères des peuples ; elle a donné à l'humanité des entrailles de miséricorde pour le pauvre qu'on méprisait et dédaignait ; elle a introduit parmi les hommes la vraie notion de la liberté ; elle a réuni le riche et le pauvre, le savant et l'ignorant, le noble et le roturier dans l'unité de la plus douce fraternité ; elle a fait succéder la pureté des mœurs à la plus ignoble corruption, l'esprit de dévouement et de sacrifice au plus abject égoïsme ; elle a adouci la rudesse des barbares, humilié l'orgueil des esprits forts, réformé l'individu, la famille et la société, amenant après elle l'honneur, la vertu, le bonheur, la vraie civilisation, forçant à l'admiration les incrédules eux-mêmes.

L'Église fait des miracles : témoin cet héroïsme de charité suscité dans ses enfants. J'en appelle

aux martyrs : dix-huit millions de chrétiens de tout sexe, de tout âge, de tout rang ; affrontant librement et courageusement les plus cruels supplices, plutôt que de trahir leur conscience ! J'en appelle à tous ces dévouements surnaturels, s'appliquant à soulager la misère sous toutes ses formes, au prix des sacrifices les plus rudes et les plus continus, sans l'espoir d'aucune récompense terrestre, pour Dieu seul ! J'en appelle aux missionnaires et aux sœurs de charité, trésor exclusif de l'Église catholique, inconnu avant J.-C. dans le paganisme, inconnu après J.-C. parmi les sectes séparées, parce qu'elles sont l'ouvrage des hommes et non l'œuvre de Dieu !...

L'Église fait des miracles. Combien de fois, dans la suite des temps, ne s'est pas vérifié à la lettre ce que J.-C. avait prédit, à savoir que « ceux qui croiraient en lui feraient de plus grands miracles que lui ? » Chaque pays, dans chaque siècle, a eu les siens. En aucune nation, l'Église n'a été laissée sans témoignage. Peut-on lire sans étonnement cette multitude de merveilles que rapportent les plus grands saints et et en même temps les plus grands hommes du monde : Saint Athanase, dans sa vie de saint Antoine, saint Grégoire de Nysse, dans celle de saint Grégoire le Thaumaturge ; saint Augustin, dans son livre de la Cité de Dieu ; saint Grégoire le Grand, dans ses dialogues ? Et les miracles de saint Benoît, de saint François d'Assise, de saint François Xavier, de saint François Régis, et de nos jours ceux de saint Liguori, de saint Benoît Labre, de sainte Germaine Cousin, de sainte Philomène, de saint Janvier, de Lourdes, de la Salette, de Fourvières, de Notre-Dame des Victoires.... Il faudrait des livres pour tout nommer, *a Domino factum est istud* !

II. Mais à quoi bon parler des miracles opérés par l'Église, ELLE EST ELLE-MÊME UN MIRACLE, ET UN MIRACLE PERMANENT. Elle est un miracle par son établissement. Malgré l'obstacle de l'idolâtrie qui est toute puissante et universelle ; des empereurs romains, qui la persécutent ; de ses dogmes, qui dépassent la portée de l'esprit humain ; de sa morale, qui est terrible aux passions ; de son fondateur, Juif crucifié ; de ses premiers prédicateurs, qui ne sont que douze, désarmés, pauvres, ignorants, l'Église s'établit partout avec une prodigieuse rapidité. Les Apôtres n'ont pas encore achevé leur course que saint Paul écrivait aux Romains que « leur foi était annoncée dans tout l'univers » (Rom., 1, 8) ; et aux Colossiens que « l'Évangile était ouï de toute créature qui était sous le ciel, qu'il était prêché, qu'il fructifiait et croissait dans tout l'univers. » (Col., 1.) C'est que, à défaut de tout moyen humain, Dieu la soutenait et travaillait pour elle, *Domino cooperante et sermonem confirmante*. (Marc, xvi, 20.)

L'Église encore est un miracle par sa prodigieuse conservation. Quand tant de causes de ruines devraient l'avoir fait disparaître : le temps

¹ Conf. avec le ministre Claude.

qui détruit tout, les persécutions et la jalousie des puissants, les fureurs des hérétiques, la corruption de ses enfants, elle demeure debout, voyant dans tous les siècles, mourir ses ennemis et crouler les empires les plus puissants; non-seulement elle vit, mais elle est pleine d'une vie qui ne connaît point de défaillance. Laissons un illustre catholique exposer cette merveille de l'inépuisable vitalité de l'Eglise¹. « Je vois l'Eglise, s'écrie-t-il avec enthousiasme, dans sa bataille de trois siècles contre l'autocratie romaine, s'ouvrant une voie sanglante par d'héroïques immolations, et conquérant par le martyr la liberté des âmes. Je la vois, dans les deux siècles suivants, lorsque la civilisation antique pervertie par les sophistes, semblait frappée de décrépitude et succombait sous son immoralité, jetant, par les travaux d'immortels docteurs dont la sainteté égalait le génie, les bases de la civilisation de l'avenir. Je la vois, lorsque l'empire romain démantelé tombait, lambeau par lambeau, sous les coups des barbares, sauvant la société par ses évêques et par ses moines.... Je la vois au xvi^e siècle, résistant aux assauts du protestantisme et pénétrant dans des mondes nouveaux pour réparer les déficiences dont elle souffre en Europe. Je la vois au xvii^e siècle, recevant avec une majesté tranquille les hommages des plus beaux génies, des plus grands penseurs, des plus nobles esprits... Je la vois au xviii^e siècle, lorsque les sarcasmes qui minèrent son influence trouvèrent leur expiation dans les ruines qui dévastèrent la société, reconquérir le respect dans la persécution par ce calme intrépide que donne le mépris de la mort à ceux qui mettent le devoir au-dessus de la vie. Je la vois enfin, dans notre xix^e siècle, rendre à la société son assiette, en lui faisant retrouver ses vieilles croyances, inspirer les plus grands esprits de notre temps et recevoir de ceux qui l'avaient longtemps méconnue, — de Jouffroy à Littré, les exemples en sont nombreux, — un hommage de réparation qui témoigne de sa puissance sur toutes les âmes sincères. Je la vois en face de toutes les attaques qui se déchainent contre elle, ouvrir en quelque sorte les veines du sacrifice chrétien, faire germer les dévouements, multiplier les bienfaits, déshonorer les mépris qui essaient de l'atteindre, en commandant l'admiration de la haine elle-même par la grandeur morale de ses papes, la majestueuse dignité de l'épiscopat, l'apostolique charité de son sacerdoce, la vertu courageuse des persécutés. »

Oui, comme le disait le grand conquérant de notre siècle : LES PEUPLES PASSENT, LES TRONES CROULENT, L'EGLISE DEMEURE ! *A Domino factum est istud !* Ayons une foi pratique en la divinité de l'Eglise. Soyons fiers d'en être membres ! Respectons-la ! Ayons confiance en elle ! *Non praevalent !* Aimons-la ! Défendons-la ! Honorons-la par nos paroles, nos œuvres et toute notre conduite !

¹ M. Chesnelong, discours prononcé au congrès catholique de Lille, le 13 novembre 1881.

CONGRÉGATIONS ROMAINES¹

6 août 1881.

TORNACENS.

Nullitatis nominationis et restitutionis fructuum.

Toutes les fois que nous trouvons une cause qui nous donne des éclaircissements sur la situation de l'Eglise en France par rapport au droit commun, nous nous empressons de la donner. L'affaire que nous allons analyser concerne, il est vrai, la Belgique; mais les deux pays sont régis par le même concordat et ont subi les mêmes secousses. Voici le fait :

Dans la cathédrale de Tournai on distingue deux sortes de prébendes : les unes dont les titulaires reçoivent un traitement de 2,000 francs; les autres, au nombre de quatre, dont les titulaires reçoivent une indemnité de 500 francs. Ces quatre dernières ont été fondées par Mgr Labis en faveur des curés et des chanoines qui recevaient une pension du gouvernement. En Belgique, la loi accorde aux chanoines qui ont au moins 65 ans d'âge et 40 ans d'exercice, une pension égale à leur traitement, mais à condition qu'ils ne feront plus partie du chapitre. Les curés arrivés à un certain âge reçoivent aussi une pension du gouvernement. C'est pour conserver ces chanoines au chapitre de sa cathédrale et pour y faire entrer quelques curés âgés que Mgr Labis créa de nouvelles prébendes.

Au mois de mai 1878 il y avait dans le chapitre de Tournai un vénérable chanoine, Monsieur Vanderwarden, sur le point d'obtenir la pension du gouvernement, à cause de son service de 40 années. D'autre part, une des quatre prébendes à la libre collation de l'évêque était possédée par M. l'abbé Falise, le fondateur de la *Nouvelle Revue Théologique*. Les deux chanoines convinrent entre eux d'une permutation qui devait augmenter le traitement de l'un et de l'autre. M. Falise, en devenant chanoine titulaire, aurait un traitement de 2,000 francs, au lieu de 1200 francs qui lui étaient accordés pour sa pension de curé et sa prébende; M. Vanderwarden ajouterait aux 2,000 francs de sa pension, les 500 francs de la prébende de M. Falise.

Les deux chanoines présentèrent donc à Monseigneur Dumont, le 7 mai 1878, la déclaration de la résignation et de la permutation de leurs canonicats, et lui demandèrent de l'approuver. Le 7 juin, un mois après, comme ils ne rece-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

vaient pas de réponse, ils renouvelèrent leurs instances auprès de Mgr l'Evêque. D'après la constitution *Humano viâ judicio* du pape Grégoire XIII (5 janvier 1584), toute affaire de résignation ou de permutation qui n'est pas terminée dans le mois, est dévolue au Saint-Siège. La réponse de Mgr Dumont était datée du 8 juin : il refusait d'approuver cette permutation qui ne cadrerait pas avec ses vues.

Les deux chanoines pensant que par suite du temps écoulé, le mois étant en effet terminé, la cause était dévolue au S. Siège, présentèrent une supplique au Souverain Pontife pour le prier d'approuver leur permutation. Mgr Dumont eut connaissance de leurs démarches, et il demanda à l'un et à l'autre de signer une rétraction de la supplique envoyée à Rome. Tous deux signèrent, sous l'empire de la crainte, dirent-ils. Mais le même jour, M. Falise rédigea une longue protestation au nonce de Belgique pour se plaindre de la violence qui lui était faite et ôter toute valeur à sa rétraction.

La S. Congrégation demanda des renseignements à Mgr Dumont qui les fit longtemps attendre, et, sur les entrefaites, conféra le canonicate de M. Vanderwarden à un prêtre autre que M. Falise. Les deux chanoines sollicitèrent encore avec plus d'instance la solution de la cause qu'ils ne devaient pas connaître. En effet, tous deux moururent à de courts intervalles; Mgr Dumont fut suspendu de ses fonctions et même déposé et un administrateur apostolique fut nommé. On demanda néanmoins à la S. Congrégation de terminer l'affaire.

L'administrateur apostolique faisait remarquer que la résignation et la permutation des deux chanoines était légitime; que n'ayant pas été traitée en temps convenable, elle était dévolue au S. Siège, à qui il appartenait de nommer cette fois. Il demandait humblement au Souverain Pontife ou d'agréer les hommes qu'il lui présenterait, ou de le déléguer pour faire la nomination; mais en tous cas il suppliait pour le bien de la paix de ne pas conférer une des prébendes au prêtre nommé par Mgr Dumont.

Le chapitre de la cathédrale était du même avis.

De plus une Dame Dineq, héritière universelle de M. Falise, demandait s'il n'y avait pas lieu à restitution de la part du nouveau chanoine qui avait indûment perçu, pendant une année, les émoluments d'un canonicate qui appartenait à M. Falise.

D'autre part, le nouveau chanoine demandait à ce que sa nomination à un canonicate fût maintenue comme valide.

Toute la question se résumait donc en ceci :

Les permutations de bénéfices sont-elles encore permises en Belgique ? Lorsqu'elles ont lieu, doivent-elles être terminées dans le mois strictement dit jour pour jour ? Enfin, lorsque l'affaire n'a pas été terminée en temps opportun, la cause est-elle dévolue à Rome ?

Le chanoine répondait négativement à chacune de ces questions, alléguant le Concordat, la coutume, etc.

L'avocat du chapitre répondait affirmativement. La résignation pouvait avoir lieu entre les deux chanoines, disait-il; elle était parfaitement licite puisqu'elle procurait le bien de l'église en augmentant les ressources de deux vénérables prêtres qui consacraient tous leurs revenus au soulagement des pauvres et au soutien des bonnes œuvres. L'affaire devait être terminée juridiquement, et non par une simple lettre du vicaire général, dans le mois strictement interprété. Elle ne l'a pas été; elle était donc dévolue au Saint-Siège, parce que, au témoignage des canonistes modernes, la constitution *Humano viâ judicio* est encore aujourd'hui en pleine vigueur, même dans les pays soumis au Concordat de 1802, qui ne dit mot des résignations, et qui par conséquent laisse subsister le droit commun dans son intégrité. Il en concluait que la nomination du dernier chanoine était invalide.

Allant plus loin, il demandait la restitution des revenus du canonicate. La question était nouvelle, à cause de la nature des prébendes, qui en Belgique, comme en France, consistent dans le traitement fait par le gouvernement aux chanoines qu'il agréé.

Après ces observations on posa aux cardinaux les deux questions suivantes :

I. *An constet de validitate nominationis et colationis canonicatus favore canonici Lafontaine in casu ?*

Et quatenus negative :

II. *An et a quo tempore et cujus favore sit locus restitutioni fructuum perceptorum in casu ?*

S. Congreg. répondit die 6 augusti 1881 :

Ad I. *Negative.*

Ad II. *Quo ad restitutionem fructuum, affirmative a die adeptæ possessionis. In reliquis, dilata.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Y a-t-il obligation de renouveler tous les huit jours les saintes espèces ?

R. — Le Rituel oblige les prêtres à renouveler « fréquemment, » *frequenter*, les saintes espèces, mais sans déterminer après quel intervalle elles doivent l'être. Cet intervalle est déterminé par des Rituels particuliers, des statuts synodaux et des décrets des Congrégations. Il a été généralement fixé à huit jours, dans quelques endroits seulement il a été étendu à quinze.

Deux décrets, l'un de la Congrégation des évêques, l'autre de la Congrégation des rites, fixent cet intervalle à huit jours. Le premier du 5 avril 1573 dit : *Renovatio SS. Sacramenti fieri*

debet qualibet dominica, non autem differri ad quindecim dies; et le second du 3 septembre 1672: In renovatione, quæ quolibet octavo die fieri debet de augusto Eucharistiæ sacramento... Le Cérémonial des évêques parle dans le même sens.

Cependant les statuts de quelques diocèses permettent un intervalle de quinze jours, hors le cas d'une saison pluvieuse ou bien d'une grande humidité : cas dans lequel ils ordonnent une rénovation plus fréquente. En dehors de ce cas, on peut donc dans ces diocèses attendre quinze jours pour renouveler les saintes espèces.

Mais là où cette permission n'est pas donnée, cette rénovation doit se faire tous les huit jours. Mais quel péché un délai plus long constituerait-il ? Nous répondons avec Romsée dont le sentiment est cité et adopté par de Herdt (pars II, n° 30) :

1° Différer la rénovation des saintes espèces jusqu'à quinze jours ne va pas au-delà du péché véniel, hors le cas d'une grande humidité ou de quelque autre cause qui pourrait en accélérer la corruption. Car d'une part, si ce délai était *materia per se gravis*, Rome n'aurait jamais approuvé des statuts qui l'autorisent; et d'autre part, dit Gardellini, *intra hoc breve tempus (quindecim dies) haud formido quod sacræ species corrumpantur*.

Une cause raisonnable, comme serait l'espoir d'avoir un certain nombre de communians auxquels les saintes espèces seraient distribuées, pourrait donc justifier un délai de quelques jours pour cette rénovation.

2° Différer la rénovation à un mois, surtout par une saison humide, serait commettre un péché mortel. On ne s'excuserait pas en disant que les saintes espèces peuvent rester bien plus d'un mois sans être altérées, car la loi est fondée sur une présomption générale du péril, et, par conséquent, ne cesse pas d'être obligatoire même dans les cas où le danger n'existe pas. De plus, le but de la loi n'est pas seulement de préserver les saintes espèces de tout danger, mais encore d'assurer le respect pour le saint mystère et de le montrer par une rénovation fréquente.

Q. Un prêtre disant la messe s'est aperçu au moment de la communion sous l'espèce du vin, qu'il avait consacré de l'eau pour du vin ; quand il aurait dû consacrer de nouveau afin de parachever le sacrifice (ce qu'il lui était facile de faire), il a passé outre et terminé la messe comme à l'ordinaire. Que faut-il penser de sa conduite ? A-t-il commis un péché ? Quel péché ? Doit-il dire une seconde messe, pour l'honoraire reçu ?

R. — La conduite de ce prêtre est très-grave-ment répréhensible ; il a commis un péché mortel et doit dire une seconde messe pour l'honoraire reçu.

1° Cette manière d'agir est un péché mortel. En effet la consécration sous les deux espèces est certainement de précepte divin et nécessaire à l'intégrité du sacrifice ; tellement que le Souverain-Pontife n'en dispense jamais et ne peut

même pas en dispenser. Peut-être même est-elle de l'essence du sacrifice. La loi qui oblige le prêtre, qui a consacré de l'eau pour du vin, à recommencer au moins la consécration du vin, est donc une loi grave, puisque de son observation dépend, sinon l'essence, du moins l'intégrité du sacrifice ; y manquer sans une raison très-grave, comme serait l'impossibilité ou la très-grande difficulté de se procurer du vin, est donc commettre un péché très-grave ;

2° Il doit dire une seconde messe pour l'honoraire reçu. Il le doit : 1° si la consécration sous les deux espèces est de l'essence du sacrifice, car alors la consécration du vin n'ayant pas eu lieu, il n'y a pas de sacrifice et par conséquent pas d'application de messe. Il le doit encore : 2° si la consécration d'une espèce seulement est essentielle au sacrifice. Car l'opinion qui soutient ce sentiment n'étant que probable, l'acquittement de la messe par une telle consécration n'est que probable également. Or, l'obligation de dire une messe pour son honoraire reçu est une obligation de justice à laquelle on ne peut satisfaire par un acquittement probable. C'est un des cas où on ne peut suivre une opinion probable et où on doit prendre le parti le plus sûr.

Q. — Peut-on bénir, pour gagner les indulgences du Chemin de la Croix, une croix reliquaire, en cuivre, s'ouvrant avec charnière et renfermant des saintes reliques, quand d'ailleurs l'image du Christ est en relief et parfaitement détachée ?

R. — Oui, ce crucifix peut recevoir les indulgences du Chemin de la Croix, si toutefois il n'est pas tellement petit qu'il disparaisse presque dans les mains de la personne qui s'en sert. Car, l'indulgence attachée à un crucifix tombant non sur la croix, mais sur le Christ (décret du 11 avril 1840), la forme de la croix ne nuit en rien aux indulgences du Christ ; et pour qu'un crucifix puisse recevoir les indulgences il faut qu'il soit « solide » (celui-ci l'est), et il convient qu'il ne soit pas trop petit. (Décrets de la Sacrée Congrégation des Indulgences, 26 janvier 1873 et 16 septembre 1859.)

Q. — Aux messes votives de la sainte Vierge, doit-on toujours dire l'oraison du Saint-Esprit, ou bien cette règle s'entend-elle du cas où il n'y aurait pas de mémoire à faire ?

R. — Aux messes votives de la sainte Vierge, la 3^e oraison doit être du Saint-Esprit, s'il n'y a pas de mémoire à l'office du jour, car alors la troisième oraison est celle de cette mémoire. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

Deux exemples feront comprendre cette règle et la différence qui existe sur ce point entre les messes votives de la sainte Vierge et les autres messes votives.

Le 23 juillet, fête des saints Nazaire, Celse, je dis une messe votive de la sainte Vierge, la troisième oraison sera du Saint-Esprit, et non pas celle qui aurait été la seconde à la messe du jour,

l'oraison *A cunctis*, comme la chose aurait lieu pour une autre messe votive. Le lendemain, fête de sainte Marthe, je dis encore une messe votive de la sainte Vierge, la 3^e oraison ne sera pas du Saint-Esprit mais des saints Félix, Faustine, qui ont une mémoire à l'office.

Q. — Quelqu'un a l'habitude de se confesser tous les huit jours, (ou tous les quinze jours dans les diocèses où, en vertu d'un indult, cette confession suffit pour gagner toutes les indulgences qui se rencontrent dans l'intervalle), par suite d'un empêchement indépendant de sa volonté, tel que l'absence du confesseur, sa confession est une fois retardée de quelques jours, la faveur attachée à son habitude subsiste-t-elle pour les indulgences qui se sont rencontrées en ces jours ?

R. — Oui cette faveur subsiste. Si ce fidèle ne s'est rendu coupable d'aucune faute grave il a pu pendant ces jours gagner toutes les indulgences qui se sont rencontrées, en remplissant toutefois les autres conditions, comme la communion, la visite... Car le décret du 9 décembre 1763, qui accorde cette faveur, dit formellement : à ceux qui ont « l'habitude » de se confesser une fois la semaine, « s'ils n'en sont pas légitimement empêchés » : *Omnibus christifidelibus qui semel saltem in hebdomada ad sacramentum penitentiae accedent, nisi legitime impediuntur, conservant*; or ici l'habitude existe et l'absence momentanée du confesseur est un empêchement légitime qui justifie le retard de quelques jours apporté à la confession de tous les huit jours.

Q. — Une personne qui n'a pas l'habitude de se confesser tous les huit jours ne peut gagner une indulgence plénière attachée à une communion qu'autant que cette communion est précédée d'une confession : d'ordinaire on communie le lendemain du jour où l'on s'est confessé. Mais si par une cause involontaire, par suite d'une indisposition, par exemple, sa communion est retardée, quel délai pourra lui être alloué pour que sa confession puisse encore servir au gain de l'indulgence ? Il me paraît que ce délai ne peut pas dépasser huit jours.

R. — Cette personne peut mettre entre la confession et la communion tout l'intervalle qu'elle veut, pourvu que pendant ce temps elle ne se rende pas coupable de péché mortel.

En effet l'indulgence à gagner ici est une indulgence attachée à une « communion » et non à un jour de fête, puisque la communion n'est pas fixée à un jour déterminé et peut être retardée; il s'agit donc d'une indulgence semblable à celle-ci : Celui qui aura récité, de cœur contrit, à genoux et au son de la cloche, une fois par jour l'Angelus, peut gagner une fois par mois une indulgence plénière, s'il se confesse, communie et prie aux intentions du Souverain-Pontife. Pour gagner cette indulgence il suffit de remplir ces conditions, comme l'on veut, dans l'ordre que l'on veut; on la gagne quand on remplit la dernière.

Le décret auquel notre honorable abonné fait allusion, concerne le gain d'une indulgence attachée à une fête. Ce décret du 12 juin 1822 est en

faveur des personnes qui habitent des localités où, en raison de la pénurie des confesseurs, elles ne peuvent se confesser fréquemment; il leur accorde la faculté de se confesser une semaine, c'est-à-dire, en appliquant à ce mot l'interprétation donnée par le décret du 15 novembre 1878, sept jours pleins avant la fête et de gagner, par cette confession, l'indulgence attachée à la fête. Et même un autre décret du 15 décembre 1841 accorde à ces mêmes personnes le pouvoir de gagner par cette confession, non-seulement l'indulgence attachée à la fête, mais encore toutes celles qui se rencontrent entre la confession et la fête, pourvu qu'elles n'aient pas commis de fautes graves et remplissent les autres conditions.

Q. — Je prie l'éminent *Ami du Clergé* de vouloir bien donner une solution aux questions suivantes :

1^o Peut-on le jour des Cendres faire la bénédiction et l'imposition des cendres et réserver la messe pour un enterrement qui doit avoir lieu un peu plus tard ?

2^o Le célébrant a-t-il le droit de prêcher en chape après vêpres avant la bénédiction du très Saint-Sacrement ?

R. — Ad I. Régulièrement la messe doit suivre la bénédiction et l'imposition des cendres. Mais on peut séparer ces offices si l'on a une cause canonique; or la nécessité de célébrer plus tard une messe d'enterrement nous paraît une cause suffisante si l'on n'a pas d'autre prêtre à sa disposition.

Ad II. Nous ne connaissons aucune loi ou rubrique qui défende de prêcher en chape après les vêpres.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Un bon vieux curé (cinquante ans dans sa paroisse) a donné à sa commune, il y a quelque vingt ans, une école congréganiste de filles, bâtie de ses deniers et aussi un peu du produit de quelques quêtes.

Un jour, son conseil municipal semi-radical, vote par surprise la laïcisation de cette école, il y a dix-huit mois environ. Approbation immédiate du préfet. Après trois mois de difficultés pour approbation, ouverture d'une école libre. Toutes les filles vont chez les religieuses; l'autre ne peut obtenir que neuf pauvres élèves au commencement et que quatre à la fin. Cette année, au mois de septembre, même prospérité de part et d'autre. Mais sur une réponse équivoque de l'inspecteur et malgré bons avis contraires, M. le curé prie les religieuses de ramener chez elles, les enfants du catéchisme (garçons et filles) pour réciter la leçon. Grand avantage pour le pasteur, et pour les enfants et pour les parents. Procès-verbal de l'inspecteur pour avoir fait une école mixte sans autorisation!!! Condamnation à 50 francs d'amende; en appel à 16 francs seulement. Verdict du préfet destituant la religieuse; insuccès pour trouver une religieuse à mettre à la place de la pauvre victime... l'école est tombée! Impossibilité même, dit-on, d'envoyer les enfants de la religieuses aux écoles congréganistes voisines. Défense est faite de les accepter? Tendez toute maternelle de l'autorité pour le pauvre peuple! Et tout cela au nom de la liberté et du respect des consciences!!! Que pensez-vous de tout cela !

R. — Il n'y a là rien qui nous surprenne avec des autorités qui ont perdu toute notion de jus-

tice et qui mettent, sans scrupule, la violence au service de leurs viles passions. Comment a-t-il pu se trouver des juges pour considérer comme école mixte des enfants réunis pour réciter le catéchisme pendant quelques instants ? Cela donné, il n'y a pas de raison pour ne pas intenter le même procès à tous les curés qui font le catéchisme aux deux sexes réunis.

Nous ne craignons pas de blâmer la Congrégation qui, en refusant de remplacer la victime, a fait tomber une école chrétienne florissante. Elle a commis là une petite lâcheté dont elle sera châtiée par le Dieu de toute justice, et ne trouvera pas de compensation du côté du gouvernement qu'elle a prétendu ménager.

A la place de notre vénérable correspondant, nous ne nous tiendrions pas pour battu ! *Deficiente uno, non deficit alter* ; nous nous adresserions à d'autres congrégations et nous remuerions ciel et terre pour rétablir l'école libre.

Nous ne pouvons nous empêcher de faire une réflexion. Voilà une population qui en grande majorité désire l'école chrétienne, puisque, malgré la création d'une école laïque, elle continuait d'envoyer ses enfants aux sœurs. Et cependant, aux élections, elle vote pour une municipalité radicale : mais c'est le comble de la bêtise ! Avoir en main le choix de ses administrateurs et choisir des gens qui vont inmanquablement détruire ce qu'ils ont de plus cher ! En vérité de telles populations méritent les écrivains.

Admettons que la commune en question ait été surprise cette fois ; mais au moins qu'elle se souvienne de l'aventure, le jour où il faudra se rendre au scrutin.

Q. — A qui incombe le timbre de dix centimes qui doit figurer sur les quittances et reçus ? Est-ce au débiteur ou bien au créancier ? Il me semble que, d'après la loi, c'est le débiteur qui doit le fournir. Mais ne pourrait-on pas faire pour la fabrique ce que fait l'Etat pour lui-même ? Quand nous touchons nos mandats, on nous rançonne toujours de 10 centimes pour le timbre. La fabrique est une administration publique. En outre, j'ai vu dans M. Champeaux que, d'après la loi, les mandats de paiement pour curés, vicaires, s'ils dépassent 300 francs, doivent être sur papier timbré et à la charge du destinataire. — Ne pourrait-on pas faire un argument de parité, d'analogie pour les timbres de quittances et dire que, puisque le papier timbré des mandats de paiement (pour une somme au-dessus de 300 fr.) doit être à la charge du destinataire, *a pari* et même *a fortiori*, le timbre de quittance doit-il être à la charge du destinataire quand la fabrique solde un mandat de paiement de quelqu'un de ses employés ou fournisseurs.

Jusqu'ici, j'ai fait payer le timbre de quittance par le destinataire du mandat. Suis-je dans mon droit ?

R. — Nous avons déjà répondu à cette question dans le courant de l'année dernière. Le droit du timbre est à la charge du débiteur qui réclame la quittance pour sa libération ; mais en cas de contravention, c'est le créancier qui donne la décharge qui serait tenu personnellement et sans recours au montant des droits, frais et amendes. Lors donc que la fabrique a des sommes à recevoir d'un débiteur quelconque, elle doit

exiger le timbre, ou le porter en facteur, si elle le fournit.

Mais quand la fabrique est débitrice, c'est-à-dire quand elle doit payer soit ses employés, soit ses fournisseurs, est-elle obligée de subir la loi commune des débiteurs ? Ce serait logique ; mais, comme le fait observer notre correspondant, l'Etat a fait une exception pour lui-même et pour les administrations publiques, en vertu d'une fiction qui lui permet de se considérer comme le bienfaiteur de tous ceux à qui il doit. C'est en vertu de cette fiction qu'il fait payer les 10 centimes non-seulement aux prêtres, mais à tous ses fonctionnaires, c'est un impôt particulier dont il les frappe, comme il le fait pour les coupons de toutes les sociétés financières.

Nous pensons que la fabrique qui est une administration publique *sui generis* sous le contrôle et la direction de l'Etat, jouit de la même exception, et que, par conséquent, elle peut, et même doit faire payer le timbre à ses employés et fournisseurs. Elle ne pourrait agir autrement qu'après une délibération du conseil votant des fonds pour cette dépense spéciale.

Pratiquement il en est ainsi partout, et nous ne sachons pas qu'il y ait eu jamais des contestations sur ce point.

Q. — Dans ma paroisse, on fait la location des bancs de l'église, chaque année, la veille du premier de l'an. Tous les bancs se mettent aux enchères ; car aucun ne jouit du privilège de la concession. Cette année, par suite de la pénurie des chœurs, j'ai été obligé de former un chœur de chanteuses et, conséquemment aussi, de les grouper dans un endroit spécial de l'église. De là des déplacements forcés. Une de mes riches paroissiennes, qui ne demeure dans ma paroisse qu'une partie de l'année, a consenti à me céder deux places sur cinq qu'elle possède dans son banc.

Pendant son absence, il arrive que ses fermières s'y mettent de son consentement, il est vrai, mais elles se montrent très exigeantes et contrarient singulièrement mes chanteuses, au point qu'à deux reprises, j'ai été obligé d'intervenir pour rétablir la paix. Tout cela a donné lieu à un scandale. Or, pour mettre fin à de nouveaux désordres qui pourraient surgir, usant de mon droit de curé.

1° Puis-je m'emparer du banc tout entier et en disposer uniquement en faveur des chanteuses ?

2° Le scandale qui a eu lieu et la nécessité pour la fabrique de placer convenablement les chanteuses, ne me donnent-ils pas ce droit ?

3° Ne puis-je pas faire ces modifications sans l'assentiment du conseil de fabrique ; ou bien est-il nécessaire que j'y sois autorisé par ce dernier.

R. — Ad 1^{re} En l'absence de la dame locataire du banc, le curé peut disposer de toutes les places à son gré ; car la location faite à cette dame ne comporte qu'un droit « d'usage ». Or, d'après l'art. 63 du code civil, le concessionnaire d'un banc ne peut ni louer, ni céder, à titre onéreux ou gratuitement, son droit à la jouissance de son banc. Donc, ses fermières n'ont pas le droit de l'occuper ; donc le curé ou la fabrique peuvent les en expulser et donner leurs places à qui bon leur semble, à moins qu'il n'en soit autrement stipulé dans la location.

Nous disons plus. En supposant même que la dame locataire occupât elle-même son banc, le curé chargé du service du culte et de la police dans l'église par la loi, peut déplacer le banc et lui substituer ou un autre banc ou des chaises pour ses chanteuses. En cas d'une action intentée contre lui pour ce fait, les tribunaux seraient incompétents. Un arrêt de la cour de cassation du 22 avril 1868 ne laisse aucun doute sur ce point. « Attendu, est-il dit dans cette pièce, « qu'aux termes de l'art. 30 du décret de 1809, le « placement des bancs et chaises ne peut être fait « que du consentement du curé ou du desservant, « sauf le recours à l'évêque; et que cette disposi- « sition s'applique à toutes les modifications que, « dans un intérêt d'ordre ou de convenance, le « curé juge à propos d'apporter à ce placement « etc. »

AD 2^m. Oui, *ex dictis*.

AD 3^m. Le curé agissant comme directeur du culte et comme chargé personnellement de la police de l'église, n'a pas besoin de l'assentiment du conseil de fabrique. Mais s'il le possède, son autorité paraîtra plus importante aux fidèles. Ceux qui se croient lésés ne peuvent que recourir à l'évêque contre le curé.

Q. — Deux beaux-frères peuvent-ils être membres du conseil de fabrique?

R. — Déjà répondu. Ils peuvent être membres du conseil, mais non du bureau. Cependant ils peuvent être également membres du bureau, s'ils ne sont beaux-frères que pour avoir épousé les deux sœurs; parce qu'alors ils ne sont point parents entr'eux.

Q. — Je voudrais ouvrir à mes frais une seconde fenêtre dans mon salon, et cela afin de donner plus de clarté. Je demande à ce propos :

1^o Le maire peut-il, seul, sans consulter son conseil, me donner l'autorisation d'ouvrir cette fenêtre, d'autant que je ne demande rien à la commune et que je m'engage à couvrir toutes les dépenses?

2^o Supposant que le maire ne veuille pas me donner cette autorisation, puis-je pour l'obtenir, recourir à l'autorité supérieure du préfet?

R. — Il est absolument certain que le curé ne pourrait pas ouvrir une fenêtre de son propre chef. Juridiquement, le maire ne peut autoriser seul cette ouverture; car l'art. 17 de la loi organique du 18 juillet 1837 dispose expressément que le « conseil municipal » délibère sur tout ce qui intéresse la commune ou l'amélioration des édifices communaux et sur les divers travaux qui doivent y être exécutés.

Nous disons juridiquement; car pratiquement il est d'usage que la simple permission du maire suffit. Seulement de nos jours, il serait prudent d'avoir cette permission par écrit.

Si, par hasard, le maire et son conseil municipal s'opposaient à ce travail, on peut recourir au préfet, lequel peut l'accorder, d'autant plus que les dépenses ne peuvent grever le budget de la commune.

Q. — Ma fabrique, après autorisation, a placé sur l'Etat en rentes au porteur une partie de l'argent reçu à charge de services religieux. Pour assurer les droits de la fabrique, j'ai inscrit sur les registres les numéros des coupons au porteur. Faut-il en rester là?

Pour changer en rente nominale, s'il est nécessaire, que faut-il faire?

R. — Puisque la fabrique a été autorisée à prendre de la rente au porteur, — ce qui nous étonne, — nous ne voyons pas pourquoi on chercherait à les changer en rentes nominales qui rapportent toujours un peu moins. Il n'y a pas de nécessité à le faire, ayant été autorisé à ne pas le faire. — Ce changement demanderait une autre délibération, une autre autorisation et des frais.

Q. — Monsieur le maire de la commune prétend que le jardin en question dont l'acte ci-joint est communal et que, par conséquent il peut y prendre sans aucun dédommagement l'emplacement d'une maison d'école. Le conseil de fabrique s'y est refusé.

1^o N'aurait-il pas eu tort d'y consentir?

2^o Le pourrait-il?

3^o D'après cet acte, qui est propriétaire?

4^o On donne pour raison que le presbytère et ses dépendances ne payent pas d'impôt et que, par conséquent, c'est communal : est-ce une raison fondée?

5^o Lors de l'acquisition, la section devenant propriétaire, n'a-t-on pas pu diviser l'impôt sur cette section d'une manière générale en la regardant comme une personne morale?

6^o En cas que l'administration persistât à vouloir établir la maison d'école dans le jardin, comment faudrait-il s'y prendre pour faire opposition?

Répondre à ces différentes questions ce sera me rendre un bien grand service.

R. — La lettre de notre correspondant était accompagnée, en effet, de l'acte de vente consenti par un citoyen à une succursale formant section de commune et cela en la personne du maire du chef-lieu, dûment autorisé pour cela.

Après avoir lu cet acte, nous sommes convaincu que ledit presbytère appartient à la commune tout entière (une commune étant indivisible au point de vue de la propriété); mais qu'il a été affecté par le même acte à l'habitation du succursaliste de la section. Aux termes de cet acte, si la dite section de la commune est devenue commune elle-même (chose qu'on ne nous dit pas et qu'on aurait dû nous dire, la chose remontant à 1820), le presbytère est devenu la propriété de la même commune, mais avec la même affectation.

Au reste, quel que soit le propriétaire du presbytère et de ses dépendances, ce point ne change en rien l'état de la question, et la réponse est identique. Ni le maire ni le conseil municipal ne peuvent s'emparer d'une partie du jardin pour y bâtir une école, sans remplir les conditions imposées par la loi à toute distraction des parties superflues des presbytères : conditions que nous avons plus d'une fois fait connaître. La loi est formelle sur ce point, donc :

AD 1^m. Le conseil de fabrique *a priori* aurait tort de consentir à cette distraction, parce que son premier devoir est de protéger le curé; et il

n'est jamais absolument nécessaire de dépouiller quelqu'un dans le but d'habiller quelqu'autre.

AD 2^m. Sans doute il pourrait consentir, s'il le jugeait à propos. Malheureusement son avis qu'il est nécessaire de prendre ne formerait pas un obstacle insurmontable; car c'est l'administration supérieure qui juge en dernier ressort et sans appel.

AD 3^m. D'après nous et lecture faite de l'acte c'est la commune qui est propriétaire; mais, comme nous l'avons dit plus haut, cela ne la dispense point de remplir toutes les formalités légales et d'obtenir l'autorisation par décret, avant de s'emparer du terrain.

AD 4^m. Le paiement de l'impôt est une raison mais non péremptoire. La vraie raison, c'est que la commune ou section de commune a payé l'achat.

AD 5^m. Cela ne saurait modifier le droit.

AD 6^m. Exiger qu'on observe toutes les formalités qui sont nombreuses. Il faut que le curé, la fabrique et tous ceux qui s'opposent à la distraction fassent des mémoires et s'appuient sur de bonnes raisons. Parmi les formalités, il y a une enquête *de commodo et de incommodo*; tous les citoyens ont le droit d'aller écrire sur le registre ouvert pour cela toutes les objections qu'ils peuvent avoir à faire, et émettre leurs vœux personnels.

Q. — Je voudrais savoir si « un sujet américain peut être membre du conseil de fabrique. » C'est M. le maire de notre commune qui vient de faire cette nomination et pour une cause que vous pouvez deviner.

Quoique des personnes versées dans le droit civil et Mgr l'évêque m'aient dit que c'est là une grosse irrégularité, je suis résolu à ne faire aucune démarche devant qui de droit tant que vous ne m'aurez donné « par écrit » une réponse à ce sujet.

R. — Peste! notre correspondant est bien difficile. Il nous semble que l'avis de son évêque était plus que suffisant.

Nous ferons d'abord remarquer à notre correspondant que la grosse irrégularité qui entache la nomination de cet américain comme fabricien consiste moins dans sa qualité d'étranger que dans le mode de sa nomination. Et depuis quand un maire a-t-il le droit de nommer aux fonctions de fabriciens? Est-ce que ce maire-là s' imagine qu'il peut nommer un membre du conseil de fabrique comme il nomme son garde champêtre? Nous n'avons pas besoin de rappeler que les conseils de fabrique se renouvellent eux-mêmes par fraction tous les trois ans au moyen de l'élection.

La nomination de l'américain est donc archi-nulle, n'ayant pas été faite par qui de droit.

Nous ajoutons que la question de savoir si un étranger peut être élu fabricien n'est nullement résolue ni par le décret du 30 décembre 1809 ni par aucune autre disposition législative. Peut-être, avec un peu de bonne volonté, pourrait-on invoquer les Articles organiques, art. 2; et encore!

Cependant nous croyons avec la généralité des auteurs que la solution de cette question découle

des principes généraux de notre législation. Sans être fonctionnaire public, le fabricien se rattache à des fonctions qui ont de nombreuses relations avec l'autorité publique. Or, tout ce qui touche de près ou de loin aux fonctions publiques est incompatible avec la qualité d'étranger. Ce principe fait partie du droit commun de la France. Ainsi les Français seuls sont éligibles en toutes choses. Un étranger qui n'est ni éligible ni électeur, qui ne peut pas même servir de témoin dans un acte notarié, comment serait-il admis à administrer l'église. S'il était éligible comme fabricien, il serait éligible comme président du conseil, et pourrait être appelé à prendre place avant le maire? Cela n'est pas admissible. On ne saurait même le compter parmi les « notables habitants » de la paroisse; car on ne peut considérer comme notable celui qui n'est pas admis à voter, si noble, si grand, si riche qu'il puisse être. Or, d'après la loi les fabriciens doivent être choisis parmi les notables.

L'américain en question doit être au plus tôt évincé pour la double raison sus-indiquée.

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

TITRE II. — DES MINISTRES

SECTION I^{re} — Dispositions générales

« Art. 9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et des évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses (15).

« Art. 10. Tout privilège portant exception ou attribution de la juridiction épiscopale est aboli (16).

« Art. 11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et

(15) Cet article, outre les causes générales de nullité, est encore nul en particulier 1^o parce qu'il règle un point qui est essentiellement spirituel; 2^o parce qu'en mettant sur le même pied les curés dans leurs paroisses et les évêques dans leurs diocèses, il viole la constitution de l'Eglise; 3^o parce qu'en ne parlant que de la direction du culte, il omet et semble, par cette omission, supprimer, autant qu'il est en lui, les autres droits inhérents à l'Épiscopat; 4^o parce qu'il traite de même l'autorité et les droits du Souverain-Pontife, chef suprême de l'Eglise (V. lettre du C. Capra).

(16) Nul, outre les vices de toute la pièce, 1^o comme réglant un point de matière exclusivement spirituelle, 2^o comme limitant le pouvoir du Pape, 3^o comme contraire à la tradition et au droit canonique.

des séminaires (17). Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés (18).

« Art. 12. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de *citoyen* ou celui de *monsieur*. Toutes autres qualifications sont interdites (19).

SECTION II — Des archevêques ou métropolitains

« Art. 13. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants (20). En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

« Art. 14. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendant de leur métropole.

« Art. 15. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants (21).

SECTION III. — Des évêques, des vicaires-généraux et des séminaires

« Art. 16. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans et si on n'est originaire français (22).

(17) L'article 11 du concordat reconnaissait aux évêques le droit d'avoir un chapitre et un séminaire. L'article 11 des articles organiques, impose aux évêques l'autorisation du gouvernement, écartée du texte même du concordat. C'est là une grave modification faite par l'une des parties à la Convention conclue entre les deux. Elle est, de ce chef, nulle de plein droit.

En outre elle introduit en matière de gouvernement spirituel une ingérence inacceptable de l'autorité civile. Les canons ont réglé ce qui regarde les chapitres et les séminaires : il n'appartient pas au pouvoir civil de changer ces conditions.

Ces observations s'appliquent aux articles organiques 23, 24, 25, 35 et suivants.

(18) Cette partie de l'article était aussi nuisible à la société civile elle-même, qu'opposée à l'esprit et aux droits de l'Eglise.

Elle a été modifiée par une jurisprudence administrative ou légale fondée sur une série de décrets, ordonnances ou lois autorisant d'autres établissements ecclésiastiques.

(19) Article ridicule, tombé depuis longtemps en désuétude, mais ressuscité, pour le *monsieur*, à la chambre des députés par le Président actuel du conseil des ministres et repris par le ministre actuel des cultes dans ses rapports avec l'Episcopat.

(20) Ici les articles organiques inventent une cérémonie ou une formalité que l'Eglise n'a jamais connue : l'*installation* des évêques. L'invention n'a pas vécu.

Au surplus la consécration des évêques n'est point matière civile, ni mixte ; le gouvernement n'a point qualité pour la régler.

(21) Dans ce qu'ils affirment, ces deux articles ne font que reproduire en partie ce qu'ordonnent les canons. Ils le font toutefois sans autorité aucune.

Mais en ce qu'ils taisent, ils ouvrent la voie à méconnaître l'autorité du Pape, seul juge en dernier ressort de toutes les causes ecclésiastiques.

(22) Le concordat accordant au chef du gouvernement le droit de nommer aux évêchés vacants,

« Art. 17. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés, seront tenus de rapporter une attestation de *bonne-vie* et *mœurs*, expédiée par l'Evêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le premier Consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au Conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (23).

« Art. 18. Le prêtre nommé par le premier Consul fera les diligences pour rapporter l'institution du Pape (24).

« Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du Gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la Convention passée entre le Gouvernement français et le Saint-Siège (25).

« Art. 19. Les évêques nommeront et institueront les curés. Néanmoins ils ne manifesteront leur nomination et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier Consul (26).

Il fallait, chez les rédacteurs des articles organiques, une terrible distraction et une vraie fureur de légiférer sur les matières ecclésiastiques, pour créer un article de loi que seul le chef du gouvernement peut avoir à observer.

(23) Cet article est en opposition avec l'article 4 du Concordat, d'après lequel l'institution des évêques doit être donnée suivant les formes établies pour la France avant le changement de gouvernement. Or, suivant ces formes, les informations canoniques étaient faites par les nonces du St-Siège seuls.

Il donne d'ailleurs aux sujets présentés pour l'Episcopat un rôle de solliciteurs, qui ne peut convenir à des prêtres dignes de l'honneur épiscopal. Ce n'est pas à eux à fournir des attestations sur leur propre mérite, mais au gouvernement qui les nomme.

Ajoutons qu'il est tombé en désuétude.

(24) Logiquement ce n'est pas au prêtre nommé qu'il appartient de faire agréer au Pape le choix qui a été fait de sa personne. Les premières diligences appartiennent au gouvernement. C'est du reste de cette manière que les choses se passent ; cette clause encore des organiques est lettre morte.

(25) Notons ici l'application faite aux bulles d'institutions du 1^{er} des articles organiques, et cela, bien que les bulles d'institution ne soient données qu'en suite de la nomination faite par le gouvernement et pour consacrer définitivement son choix. A chaque fois le gouvernement fait réserve des droits, franchises et libertés de l'Eglise gallicane : réserve de droits non définis et périmés en faveur d'une fiction depuis longtemps évanouie.

Ce serment sera prêté au premier Consul ; il en sera dressé procès-verbal par le Secrétaire d'Etat.

(26) Le concordat stipule que le choix des évêques ne pourra tomber que sur des personnes agréées du gouvernement. De ces mots il semblerait résulter que l'agrément du gouvernement devrait précéder la nomination. Mais le mode

« Art. 20. Ils seront tenus de résider dans leur diocèse; il ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier Consul (27).

« Art. 21. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires-généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois; ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques (28).

« Art. 22. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier (29).

« En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire-général (30).

« Art. 23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier Consul (31).

adopté ici, bien qu'il ait l'inconvénient de remettre en question une chose faite, est peut-être préférable à l'autre qui mettrait le gouvernement dans la nécessité de dresser une liste de prêtres suspecte à ses yeux.

(27) Les organiques, ici encore, font irruption maladroite sur le terrain canonique. Le droit ecclésiastique et le droit divin font aux évêques une obligation de la résidence; mais la loi ecclésiastique accorde des vacances. Cet article organique ou bien les supprime ou bien fait une omission grave en négligeant de dire aux évêques où et comment ils pourront les prendre.

Les évêques ne se sont jamais entièrement résignés à demander la permission de sortir de leur diocèse. Des devoirs à remplir, et particulièrement celui de la visite *ad limina Apostolorum*, les obligent à sortir de leur diocèse. Assez souvent ils ont l'attention de prévenir le gouvernement.

Jusqu'ici ces communications, toutes de courtoisie, ne donnaient lieu à aucune réponse désagréable : le plus qu'on se permit, était d'envoyer à l'évêque la permission qu'il ne demandait pas. On menace maintenant de soumettre les évêques à l'internement, aux arrêts forcés.

(28) Il est libre aux évêques de se donner un plus grand nombre de coopérateurs, pourvu que leur mandat ne comprenne point des actes qui aient besoin de la sanction du gouvernement (Note de M. le comte Portalis).

Cet article n'est pas en conformité avec le droit canonique. L'Eglise tolère l'usage qu'il a introduit en France.

(29) C'est trop et trop peu dire : trop, parce que ce n'est pas du gouvernement que les évêques doivent recevoir des ordres pour la visite de leur diocèse; trop peu, parce que l'obligation canonique de la visite les oblige plus souvent que chaque cinquième année. (Voir Conc. Trid., Sess. 24, c. 3.)

(30) Le Concile de Trente permet aux évêques empêchés de se faire suppléer pour cette visite par le vicaire-général ou par un Visiteur. De quel droit le gouvernement restreindrait-il cette faculté?

(31) Cet article est en opposition avec le Concile de Trente qui a réglé par lui-même et d'autorité l'organisation des séminaires, ainsi que les conditions dans lesquelles l'autorité épiscopale pourra s'exercer sur ces établissements,

« Art. 24. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires, souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année (32) : ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au Conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (33).

tandis que cet article donne tout pouvoir aux évêques, ou plutôt au premier Consul duquel dépend l'approbation; 2° usurpe les droits de l'Eglise en soumettant à l'Etat l'organisation des séminaires.

(32) Le présent article omet de rappeler ici que la même déclaration a été, onze ans plus tard, rétractée par ses auteurs et abandonnée par le même roi qui l'avait imposée. Il omet de rappeler que cette pièce avait été reprouvée par le Pape et condamnée solennellement par la bulle *Inter multiplices* d'Alexandre VIII; qu'elle le fut encore plus tard par la bulle *Auctorem fidei* de Pie VI. Il faut encore ajouter pour le temps présent qu'elle est en contradiction avec les décrets du Concile du Vatican.

Pour une pièce essentiellement dogmatique, comme l'est cette déclaration, il faut bien avouer que c'est un vice radical que d'être ainsi condamnée par les Papes. Car c'est au Pape, de l'aveu même de nos adversaires, qu'il appartient de décider souverainement les questions dogmatiques.

Il n'a jamais été permis dans l'Eglise de soutenir cette déclaration. On ne pourrait le faire aujourd'hui sans hérésie.

(33) Cette question des quatre articles a été soulevée à plusieurs reprises sous la restauration. Le 28 janvier 1817, Lainé, ministre de l'intérieur, invitait les évêques à faire souscrire la déclaration aux professeurs de théologie. Il y eut partage d'avis dans l'Episcopat. Mgr d'Avian, archevêque de Bordeaux, entre autres, refusa par une lettre où il rappelle les termes dans lesquels Louis XIV exprimait au Pape Innocent XII l'abandon qu'il faisait de son édit en 1682. Il maintint son refus malgré les instances du ministère et la disposition où étaient les professeurs eux-mêmes qui auraient souscrit moyennant une réserve légère. Le 11 juin 1824, il répondait au ministre de l'intérieur, Corbière : *Vous témoignez être surpris de ce que, malgré votre demande, déjà ancienne, je ne vous ai point envoyé la déclaration de 1682, souscrite par les directeurs et professeurs de mon séminaire : je ne le pouvais faire, ni même tenter, sans transgresser d'essentielles obligations. Si, avec bien d'autres, je me suis trop aisément persuadé qu'en pareilles conjonctures ne point répondre était le plus convenable, la droiture d'intention sera mon excuse auprès de Son Excellence, etc.*

Le 3 avril 1826 quatorze évêques signèrent une déclaration au roi Charles X, où ils prenaient la défense de la déclaration mise en extrême péril par les attaques des catholiques non gallicans. Ils l'avaient fait sous l'inspiration de Mgr Frayssinous, ministre des affaires ecclésiastiques. Le Pape Léon XII s'en plaignit. Beaucoup d'évêques firent de même. La révolution de 1830 balaya ces essais de gallicanisme. La déclaration de 1862 fut oubliée ainsi que celui des organiques prétendant l'imposer.

« Art. 25. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'Etat, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires et qui se destineront à l'état ecclésiastique (34).

« Art. 26. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France (35).

« Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé (36). (A suivre.)

Courrier de l'Utile.

RECETTES DE CUISINE.

Au lieu d'acheter chez les charcutiers des choses qui coûtent fort cher et dont les éléments sont inconnus, c'est faire preuve de sagesse et d'économie bien entendue, que de les préparer soi-même à la maison.

1^o) Recette pour préparer le saucisson. Pour 6 kilogrammes de saucisson, prenez 2 kilog. de viande de bœuf *sans graisse*, 2 kilog. et demi de gras de porc et un kilog. et demi de maigre de la même viande. Contentez-vous de couper fin et de hacher un peu.

Ajoutez : 200 grammes de sel; 30 de poivre; 15 d'épices moulues; 10 de salpêtre; 2 de macis; une tête d'ail hachée fine; une bouteille de bon bourgogne.

Faites mariner pendant 4 jours et pétrissez chaque jour un quart d'heure, en ayant soin le fermer le vase hermétiquement. Après ce laps de temps, entonnez dans les boyaux droits de vieux bœuf ou de vieille vache, — ceux de jeune animal se déchirent facilement, — réunissez une demi-douzaine d'épingles dans un bouchon, piquez le boyau au fur et à mesure que vous entonnez, liez fortement avec des ficelles afin que le contenu

L'Empire eut la velléité de ressusciter l'un et l'autre, comme base d'une église nationale. La guerre coupa court au projet. La République actuelle essaiera-t-elle quelque chose en ce genre?

(34) Mesure purement vexatoire et abandonnée.

(35) Aboli par l'art. 2 du décret du 28 fév. 1810. — Ce paragraphe parle d'ordination sans spécifier s'il s'agit de tonsure, d'ordres mineurs, de sous-diaconat ou de prêtrise : c'est un oubli colossal. — L'âge fixé ne répond à rien de canonique pour aucun ordre. — Les conditions exigées sont insuffisamment spécifiées; quels sont les canons? les canons reçus en France? — L'exigence d'un titre patrimonial est contraire au droit canonique qui 1^o ne l'exige qu'en certains cas, 2^o n'est pas favorable à ce genre d'ordination, 3^o ne fixe pas ainsi le taux du revenu nécessaire, 4^o permet de le constituer autrement que sur une propriété.

(36) Aboli par l'art. 3 du décret du 28 fév. 1810.

soit et demeure fortement serré, suspendez pour faire égoutter et sécher, soit au plafond d'une cuisine, soit derrière la platine d'un foyer.

Le saucisson mis dans les cendres se conserve de six à huit mois.

2^o) Recette pour le boudin.

On distingue le boudin noir et le boudin blanc.

1^o Boudin noir. Pour un kilog., prenez un demi-kilog. de panne coupée fine avec des ciseaux, 250 grammes d'oignons, une demi-poignée de persil, ajoutez 40 grammes de sel, 5 grammes de poivre, 2 grammes d'épices moulues, faites chauffer le tout en remuant sans cesse, pour enlever aux oignons leur acreté. Retirez du feu avant que la graisse fonde, mélangez le tout avec un demi-litre de sang de porc, et entonnez dans des boyaux de porc.

Telle est la méthode généralement suivie. Quelques ménagères, pour donner satisfaction à des goûts particuliers, ajoutent quelques cuillerées de crème cuite, ou de crème fraîche très-épaisse; d'autres un peu de riz au lait et non sucré, ou quelques portions d'échaudés; d'autres un peu de sang de veau. Tout cela est affaire de goût.

Evitez de trop remplir les boyaux, dans la crainte qu'ils ne crèvent pendant la cuisson. Il faut que les boudins cuisent sans que l'eau bouille; quand elle frémit, on les picote de temps en temps avec une épingle. Quand le sang cesse de jaillir et qu'ils ont acquis de la fermeté, ils sont cuits suffisamment. On les retire à froid, on les picote pour les griller dans la poêle avec du saindoux, ce qui est préférable au grill.

2^o Boudin blanc.

Ce boudin, très apprécié des gourmets, est composé de viandes blanches. Hachez ensemble et très fin des filets de volaille, des riz de veau, des laitances de carpes, de la chair de poisson crue. Ajoutez de la mie de pain cuite au lait et presque desséchée, mettez autant de beurre que de chair et de mie, un peu de riz cuit au lait, autant de purée d'oignons, cinq à six jaunes d'œufs, un à un. Chaque fois que vous ajoutez quelque chose, vous mélangez et vous pilez avant de remettre autre chose.

D'aucuns pour rendre ce boudin plus succulent, y ajoutent de la tétine de vache, cuite dans le lait et bien hachée.

Mélangez bien le tout avec poivre, muscade, quelques cuillerées de crème fraîche, et entonnez dans les boyaux. On fait cuire ce boudin comme le noir, mais dans du lait, et pour le servir on le fait griller à feu doux, mais sur du papier, afin de conserver la blancheur.

PRIMATUR

Lingonis, die 1 february.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

« était un orateur éloquent, un écrivain distingué, nous le connaissions canoniste émérite, mais nous ne le savions pas économiste. Tout le temps qu'il a parlé, l'Assemblée a été sous le charme. »

Le fait est que tous les membres du clergé présents à l'Assemblée ont paru visiblement impressionné par ce noble et grand langage. La vérité réelle et palpante, venait de s'y exprimer en toute franchise, en toute confiance, et ils ne pouvaient assez remercier l'orateur d'avoir si éloquentement plaidé leur cause, ou plutôt celle de tout le clergé français.

Enumérant les projets qu'avait élaborés le Conseil d'administration, M. le Président avait déjà dit dans son discours :

« Une autre préoccupation est entrée dans notre esprit : notre clergé, si vaillant et si pauvre à la fois, voit bien souvent arriver la vieillesse avec angoisses ; la vieillesse, qui lui dérobe ses maigres ressources, tout en lui apportant des douleurs et des maux. Eh bien ! rassurons vite ces nobles apôtres de Dieu et du bien. Une Caisse de retraite peut leur être ouverte, qui, au moyen de légères primes d'assurance, les placerait au-dessus du besoin et garantirait ainsi la tranquillité de leurs vieux jours. »

Reprenant la même idée, M. Victor Palmé avait ajouté dans son propre discours :

« ... Nous ferions, par exemple, des avances aux écoles libres, aux établissements diocésains ; nous créerions une caisse spéciale sous ce titre : Pensions de retraite au clergé, » indiquant aux ecclésiastiques de quelle manière, au moyen d'un léger sacrifice annuel, on peut s'assurer une vieillesse à l'abri de toute préoccupation matérielle.

« Mais il vous appartient, Messieurs, de conclure en dernier ressort... Vous travaillerez non-seulement pour vous-mêmes, mais encore :
« Pour les enfants et les écoles libres ;
« Pour les églises et les presbytères ;
« Pour les prêtres vieillissant au service de Dieu. »

Remuée par ces généreuses inspirations, l'Assemblée les avait soulignées par les plus vifs applaudissements. Mais quand M. le chanoine Gautier, Mgr Gassiat, et M. l'abbé David, eurent parlé, chacun accentuant la note précédente par des raisons et des aperçus de plus en plus décisifs, tout le monde, dans l'assistance, n'eut qu'une pensée, qu'un sentiment : accepter toutes les propositions du Conseil d'administration et lui donner plein pouvoir de les exécuter immédiatement.

Pour bien se rendre compte de cette unanimité vraiment touchante et de l'étendue des résultats qu'elle est appelée à produire, il faut lire d'un bout à l'autre ce Rapport général que nous déflorons ici en l'analysant. Il fait plus que renseigner sur la situation de la Société générale de Librairie Catholique, il pousse, il stimule au bien, en le voyant si énergiquement, si courageusement fait par d'autres.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

« Plaie d'argent n'est pas mortelle » énonce le vieux dicton français. On l'a vu à la suite de la guerre franco-prussienne : les milliards à payer

pour la défaite, et ensuite pour les désastres de la Commune, n'ont été que l'affaire d'un instant.

On est en train de le voir à propos de la crise qui vient d'éclater sur notre marché financier. La disparition du ministère Gambetta porte déjà ses fruits. Sa chute a été saluée le jour même par la reprise des cours, et depuis lors une fermeté de bon augure persiste.

Le 3 0/0 est bien tenu dans les prix de 83,10 à 83,20 ; l'amortissable trouve demandeurs à 83,25 ; le nouveau se place 82,65 ; le 4 0/0 à 102 ; le 4 1/2 à 113 ; le 5 0/0 à 114,80.

À l'étranger les dernières nouvelles mentionnent l'élévation du taux de l'Escompte. De là, faiblesse des cours : l'Italien cote 86, 20 ; le Turc 11, 80 et 11, 85.

Fermeté, et reprise sur nos chemins de fer, que nous relevons aux prix suivants : Est, 765 ; Lyon, 1680 ; Midi, 1260 ; Nord, 2100 ; Orléans 1350 ; Ouest, 835.

De leur côté, nos grands établissements financiers semblent se remettre de la forte secousse qui les avait momentanément ébranlés, et voilà déjà, entr'autres, la Banque de France remontée à 5.450. Les autres, il faut l'espérer, reverront aussi plus ou moins rapidement leurs beaux jours.

Quant à l'Union générale, cause de tout le bouleversement, les actionnaires sont convoqués en assemblée extraordinaire pour vendredi prochain, 3 février, et jusque-là rien de définitif à pouvoir annoncer aux intéressés.

Pour résumer la situation, disons que tout semble prendre une tournure meilleure. Le monde financier voit avec plaisir M. Léon Say rentrer aux Finances, le monde politique applaudit au remplacement de M. Gambetta par M. de Fraycinet, et pour notre part nous estimons que les Catholiques, tout en n'ayant pas lieu de compter sur l'avenir, auront du moins quelque répit.

C'est donc le moment de profiter de l'éclaircie qui se fait jour. Il vient de se présenter un temps où, de toutes les parties de la France, il arrivait à la Bourse de Paris des ordres d'achat portant sur des valeurs de pure fantaisie, dont chacun entendait faire l'instrument de sa fortune, le culte de l'agiotage s'était propagé avec une effrayante rapidité : le marchand quittait son comptoir, l'industriel abandonnait ses usines, le cultivateur son champ pour venir tenter un coup sur l'immense tapis vert où des valeurs, comme le Suez et l'Union générale, voyaient se grouper autour d'elles de formidables enjeux. Du petit au grand, du riche au pauvre, de l'ignorant à celui qui possédait la connaissance des affaires, tout le monde avait fini par venir se prosterner dans le temple où le hasard distribue aveuglement ses faveurs.

L'essai n'a pas été heureux, mais il aura été une salutaire et grande leçon : aux fous comme aux sages, il aura prouvé que les seuls bons placements financiers sont ceux qui se groupent sur nos rentes, sur nos obligations, sur nos industries, sur nos grandes exploitations nationales ou locales. Il aura appris que tout ce qui fait grand bruit n'est que du vent ; que toute maison qui ne se bâtit pas lentement, pierre par pierre, étage par étage, n'est qu'un château de cartes ; en un mot que toute nouveauté, à quelque ordre de chose qu'elle appartienne a les dangers de l'inconnu et les fragilités du nouveau.

Ce n'est peut-être pas toujours aux mirages séducteurs de la spéculation, à ses entraînements irréfléchis que l'Épargne catholique proprement

dite a le tort de céder, mais elle a un autre défaut : celui d'être trop confiante. Nous n'en voulons pour preuve que la *Société des Villes d'Eaux*, dont le directeur vient de disparaître en laissant un million de déficit. Ce personnage avait adroitement capté la bienveillance de la presse catholique, un grand nombre de *Semaines religieuses* inséraient régulièrement ses réclames, tous les articles étaient signés : *Les Villes d'Eaux*. De noms, point; l'homme demeurerait caché. Le plus simple bon sens indiquait qu'il fallait se défier, prendre des renseignements, se mettre en garde : au lieu de cela, on a eu confiance d'emblée, sans avoir rien sous les yeux, rien sous la main qui justifiait cet abandon, cette sécurité.

Si nous insistons, c'est pour faire ressortir combien les conditions avec lesquelles la *Société générale de librairie catholique* se présente au public sont différentes.

Ici, il y a un passé acquis, un homme dont le

nom et les œuvres occupent journellement la presse depuis vingt-cinq ans.

Il y a les compte-rendus annuels de chaque exercice, deux par an, imprimés tout au long, établissant chaque bilan, adressés à chaque actionnaire, tenus à la disposition de tout acheteur qui vient dans la maison, envoyés à toute personne qui en fait la demande.

Il y a les coupons semestriels, toujours, depuis six ans, date de son existence, invariablement payés à jour échu.

Il y a enfin ce magnifique siège social dont la vue implique la durée et la fécondité de l'œuvre, comme ces fiers palais romains dont l'aspect dit, lui aussi, qu'ils ont été faits pour les siècles.

Aussi, le Capitaliste qui met des fonds sur la Société générale de Librairie Catholique, nous semble les placer à coup sûr, et nous conseillerons toujours à qui que ce soit, un tel placement.

PUBLICATIONS NOUVELLES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

Victor PALMÉ, ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR, 76, RUE DES SAINTS-PÈRES

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

LE MÉDECIN CHRÉTIEN

OU

MÉDECINE ET RELIGION

Par Mgr Ange-Antoine SCOTTI

ARCHEVÊQUE DE THESSALONIQUE, ANCIEN DIRECTEUR SPIRITUEL DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE NAPLES

Traduit de l'italien par Mgr B. GASSIAT

PROTONOTAIRE APOSTOLIQUE, DOCTEUR EN THÉOLOGIE ET EN DROIT CANON

Un volume in-12 de 446 pages.

Ouvrage très-important, surtout dans un temps de matérialisme comme le nôtre. Il est divisé en trois parties.

Dans la *première*, l'auteur s'attache à faire ressortir les avantages que la Religion procure à la Médecine. — Dans la *deuxième*, il expose les services signalés qu'à son tour la Médecine peut rendre à la Religion. — Dans la *troisième*, enfin, il trace les obligations que la Religion impose aux hommes de l'Art.

NOS AMÉRICAINS

ÉPISODES DE LA GUERRE DE SÉCESSION

Par M^{me} Louise de BELLAIGUE

NÉE DE BEAUCHESNE

Un beau volume in-12 de 384 pages. 3 francs.

Le texte de cet ouvrage a paru dans la *Revue du Monde catholique*, où il a été très-remarqué. C'est à la demande générale de ses lecteurs qu'il vient d'être publié en volume. Un nouveau trésor pour toutes les bibliothèques.

LES DÉVOTIONS DU SIÈCLE

SES BIENHEUREUX & SES VÉNÉRABLES, SES CHAPELLES & SES SANCTUAIRES

Un volume in-12 de 428 pages. 3 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

REDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 6 :

PREDICATION : Pour le dimanche de la quinquagésime : Qu'il est nécessaire de faire partie de l'Eglise. — CONSULATIONS LITURGIQUES, CANONNIQUES, ETC. Les Antienne de *Magnificat* aux jours de semaine après la Septuagésime sont-elles obligatoires ? Pourquoi manquent-elles à certains jours ? — Un prêtre distribuant la sainte Communion pendant la messe, doit-il se mettre à genoux pendant l'élévation ? — L'autorisation de faire usage d'une préface scapulaire obtenue pour un diocèse, rend-elle cette préface obligatoire pour les prêtres ? — Le prêtre quittant sa paroisse après les funérailles, peut-il saluer la famille du défunt ? — Peut-on au mariage des filles-mères dire une messe *pro sponso et sponsa* ? — Y a-t-il faute grave à omettre une messe demandée, dont l'honoraire n'a pas été payé ? — Un vic^{aire} doit-il chanter le *Pater noster* après les Vêpres pour obéir à un curé et suivre l'usage du diocèse ? — Les messes de *Requiem* sont-elles prohibées, le corps non présent, aux vigiles de Noël, de la Pentecôte, le mercredi des Cendres et les jours de la semaine sainte ? — S. Bernard, double de 2^e classe, étant en occurrence avec S. Joachim, du même grade, laquelle des deux fêtes doit être transférée ? — Le 3^e dimanche du mois peut-on faire à l'intérieur de l'église la procession du S. Sacrement, ou chanter le *Pange Lingua* ? — Aux bénédictions, doit-on outre *Tantum ergo* chanter encore *O salutaris* ? — Peut-on faire une lecture pieuse aux Vêpres et le Capitule ? — Peut-on, au lieu de services liturgiquement empêchés, dire des messes basses pour l'emploi des fonds destinés au soulagement des âmes du Purgatoire ? — Peut-on, vu la difficulté des temps, célébrer la messe sans servants ? — Un pénitent peut-il communier sans l'autorisation du confesseur ? Peut-il, ayant changé de résidence, user de l'autorisation du confesseur précédent ? — Un évêque peut-il livrer au juge séculier les renseignements recueillis par lui dans une enquête confidentielle sur un de ses prêtres ? — Le prêtre chargé de rembourser un curé absent, peut-il déléguer à son tour un confrère pour la célébration d'un mariage ? — Peut-on laisser dans un cimetière à bénir, le corps d'un enfant mort sans baptême ? — Ayant quitté le scapulaire, peut-on le reprendre sans autre formalité ? — Application d'une solution précédente. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Circulaire P. Bart sur les travaux à exécuter dans les églises et les presbytères. — Le maire ayant fait planter des arbres du chemin de ronde, la fabrique peut-elle les revendiquer et en planter de nouveaux ? aux dépens du maire et du conseil ou de la commune ? Le curé peut-il intenter le procès ? — Quelle est la société financière la plus sûre pour se créer des rentes viagères ? — Peut-on ouvrir une fosse la veille de l'inhumation. — MÉTIERS : Les articles organiques (3^e art.) — COURRIER DE L'UTILE : Collage et mise en bouteille des vins.

REVUE LITTÉRAIRE.

Encore un livre de M. Charles BUET : SCÈNES DE LA VIE CLÉRICALE, qui vient de paraître à la Librairie Catholique.

Le PRÊTRE, telle semble être l'idée qui caractérise la plupart des ouvrages de M. Charles BUET, l'écrit, l'écrit, l'écrit, le triomphe du sacerdoce, à la fois le but que poursuit cet écrivain dont la vie n'est plus à faire.

Un noble, grand, généreux, mais difficile, véritable sacerdoce qui consiste à glorifier ce qui est vil, à bénir ce qui est maudit, à aimer ce qui est haï et méprisé, à couvrir d'hommages ce qui est notre siècle impie et démoralisé couvrant d'ignominies et d'ignominies.

Et tandis que d'autres, et ils sont nombreux, font l'ordure et la boue à la face des hommes, Dieu, ces parias d'une société sans honte, sans cœur, lui, jeune et vaillant, à l'âme courageuse et croyante, flétrit les lâches insultés, s'élance dans la mêlée où le vice écrase le vertu, relève la victime, lui dresse un piédestal et la couronne de fleurs.

Et tel a été le but du PRÊTRE, tel est aussi celui du livre de l'auteur : SCÈNES DE LA VIE CLÉRICALE, livre plein d'agréables souvenirs, em-

preint d'une délicatesse exquise de sentiment, de fraîcheur et de simplicité.

Les SCÈNES DE LA VIE CLÉRICALE sont, en effet, une admirable physiologie du Prêtre, dans toutes les actions de la vie sacerdotale. On y voit le Prêtre tour à tour professeur, précepteur, vicaire, aumônier militaire, curé.

Jamais peut-être, l'auteur de tant d'ouvrages remarquables et remarquables n'avait trouvé une note plus émue, un style plus pathétique. Ce livre est une œuvre dans la belle et vaste acception de ce mot.

La dédicace qui précède le livre est éloquente et honore M. Charles BUET, comme elle fera plaisir à ses anciens camarades, restés ses amis.

« Je dédie ce livre, inspiré par les plus pures tendresses, dicté par les souvenirs les plus doux, à tous ceux des amis et des compagnons de ma jeunesse qui ont revêtu la livrée du Seigneur, embrassé la vie glorieuse du Sacerdoce.

« Et je le dédie aussi à tous les persécutés. »

Nous applaudissons d'avance au succès de ce livre, qui place M. Charles BUET au premier rang parmi les défenseurs de la vérité catholique.

Un volume in-12 de 400 pages : franco 3 francs.

Sa Grandeur Mgr Leuillieux, archevêque de Chambéry, a daigné adresser la lettre suivante à

M. Charles Buet, auteur des *Scènes de la vie cléricale* :

ARCHEVÊCHÉ
DE CHAMBÉRY

Chambéry, le 21 janvier 1882

Monsieur,

La Savoie est justement fière de vous. Comment ne le serais-je pas moi-même, puisque la Divine Providence a daigné m'unir à elle par des liens sacrés et indissolubles ?

Veuillez donc agréer mes vifs sentiments de gratitude, non seulement pour l'hommage que vous avez bien voulu me faire de vos *Scènes si émouvantes de la Vie Cléricale*, mais aussi pour la gloire qui revient de cette publication et de tous vos ouvrages à votre pays natal, et, en particulier, à mon petit séminaire de Saint-Pierre d'Albigny.

Je serai trop heureux, Monsieur, de pouvoir continuer d'entretenir avec vous les douces relations que vous aviez avec mon éminent prédécesseur, le cardinal Billiet, puisque, depuis le jour où il est allé recueillir l'éternel récompense de ses travaux et de ses vertus, vous n'avez fait que mériter davantage l'estime que vous portait ce grand prélat, et que je vous dois à tous les titres.

Agrez, Monsieur, avec l'expression de ma reconnaissance, celle de mon respectueux et profond attachement.

† FRANÇOIS DE SALES ALBERT,
archevêque de Chambéry.

Livre bien actuel que le suivant : LES DÉVOTIONS DU SIÈCLE, SES BIENHEUREUX ET SES VÉNÉRABLES, SES CHAPELLES ET SES SANCTUAIRES, par un mécréant. — (1 vol. in-18, titre rouge et noir, 248 pages, 5 fr.)

Ce mécréant est un honnête homme : mieux que cela, un bon et solide catholique. M. Serret se dit, à juste titre, mécréant en ce qui concerne les « dévotions du siècle, » dont les Bienheureux sont des fripons; les Vénérables, de lâches gredins; dont les Chapelles sont de mauvais lieux, et dont le Sanctuaire est la Bourse. Le siècle a une religion, celle du Veau d'or, que M. Serret méprise; des sanctuaires, les coulisses de la Bourse, où M. Serret ne veut pas pénétrer. Oui, l'auteur est, pour la religion du siècle, un profane, un révolté, un « mécréant. » Il le dit, il fait mieux, il le prouve dans une série de chapitres où il flagelle avec vigueur les hommes et les vices de ce siècle. Les vices sont presque aussi nombreux que les hommes, aussi le volume est-il un peu gros. Encore M. Serret n'a-t-il pas tout flétri; cette flétrissure n'est pas œuvre d'un jour ni d'un volume; c'est seulement le tome premier d'une œuvre plus considérable que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs. M. Serret continuera son œuvre; ce n'est pas la matière qui lui manquera, elle est inépuisable.

Voici les titres de quelques chapitres des *Dévotions du siècle* :

La loi devant M. Hugo;
M. Taine et la Légende de 89;
Un portrait de Lafayette;
Les freins nécessaires, d'après M. Guizot;
Une page de l'historien national;
Une question d'arithmétique nationale;
Le parti des imbéciles;
Champ de gueules... ou champ d'azur;
Nos privilèges;

De la certitude en matière scientifique;
La part du siècle dans le procès de Galilée, d'après M. Th. H. Martin; etc.

On le voit, l'ouvrage de M. Serret n'est pas du tout un livre de piété ni d'ascétisme; c'est une bonne et verte philippique, un courageux et mordant pamphlet contre les hommes et les choses du jour.

Il le dit lui-même effort bien en ces termes: « Four-nisseurs d'incrédulité et de mensonge, four-nisseurs d'insurrections et de misère, c'est de contre tous les fournisseurs officiels de la Nation que ce livre fut écrit, au jour le jour, pour servir à la défense du Pays contre le Siècle qui le tue; — et en dehors de cette grande cause, pour le délassement de l'auteur et l'avancement de son instruction: pas du tout pour l'instruction ou pour le délassement du Siècle. »

Chose précieuse à ajouter aux mérites du livre de M. Serret: le produit de la vente est destiné tout entier par l'auteur aux écoles libres catholiques. Double titre de recommandation auprès de nos lecteurs qu'il récrée et instruit par sa lecture, en même temps qu'il leur fournit, en l'achetant ou faisant acheter, l'occasion d'une bonne œuvre.

Demandes et Réponses.

D. — Veuillez m'indiquer une histoire contemporaine plus complète que celle de Mury, qui s'arrête au règne de Napoléon III?

R. — La Société générale de librairie catholique publie une HISTOIRE CONTEMPORAINE, depuis 1789 jusqu'à nos jours, par M. J. A. PETIT, en 12 volumes grand in-8°. Les deux premiers viennent de paraître. Le troisième est sous presse et paraîtra incessamment.

Chaque volume doit former un tout complet, et pourra se vendre séparément, 6 fr. le volume.

Ainsi, le premier volume a pour sous-titre : *La Révolution*; — le IIe, *la Terreur*; — le IIIe, *la Réaction thermidorienne*.

Viendront ensuite le *Directoire*, — le *Consulat*, — l'*Empire*, — la *Restauration*, — le *Gouvernement de Juillet*, — la *seconde République* et le *second Empire*.

Tous les gouvernements si divers qui sont tombés les uns après les autres en France depuis bientôt tantôt un siècle, y sont racontés et jugés avec une juste et sévère impartialité, chacun avec les développements nécessaires.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Les événements financiers dont le marché de Paris vient d'être le théâtre, ont passé la crise aiguë: nous voulons dire la liquidation de fin du mois.

On craignait que cette liquidation ne devint impossible. L'exagération du mal allait jusqu'à donner comme certain que ni la coulisse ni les agents de change ne seraient en état de tenir leurs engagements. Or, le dénouement a heureusement prouvé le contraire. Il y a eu sans doute des vic-

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DIMANCHE DE LA QUINQUAGÈSIME :
S'IL EST NÉCESSAIRE DE FAIRE PARTIE DE L'ÉGLISE

Compelle intrare.
(Luc., xiv, 24.)

N. S. J.-C., afin de communiquer aux hommes les fruits de sa surabondante rédemption, a établi son Eglise, non point comme une institution libre, mais comme une société où il faut nécessairement entrer afin d'opérer son salut; en sorte que quiconque, par sa faute, reste en dehors de l'Eglise, est certainement en état de damnation. Il est d'autant plus nécessaire d'insister sur cette vérité, qu'aujourd'hui, au milieu de l'effrayante subversion des saines idées, il ne manque pas de faux docteurs qui disent et répètent que toutes les religions sont bonnes et qu'on peut faire son salut dans toutes les communions. Aussi bien, nous allons donner les preuves qui mettent en lumière ce dogme important; à savoir : qu'il y a obligation stricte et grave pour tous et chacun des hommes d'être membres de l'Eglise. Nous expliquerons ensuite la fameuse formule : « Hors de l'Eglise point de salut. »

I

Interrogeons N. S., interrogeons les Apôtres, interrogeons les saints Docteurs, interrogeons la droite raison elle-même, et N.-S., et les Apôtres, et les saints Docteurs et la droite raison nous diront qu'il est nécessaire d'entrer dans l'Eglise, et que, d'après les lois ordinaires de la Providence, c'est dans l'Eglise et par l'Eglise que nous sont conférés les secours spéciaux par lesquels nous pouvons nous sauver.

I. Les paroles de J.-C. sont claires et formelles. « Quiconque ne renaitra point par l'eau et le St-Esprit ne pourra entrer dans le royaume des cieux. — Celui qui ne croira pas sera condamné. — Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, il seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez. — Si vous ne mangez la chair du Fils de l'homme et si vous ne buvez son sang vous n'aurez point la vie en vous. — Comme mon Père m'a envoyé, moi (la voie, la vérité, la vie) je vous envoie. Celui qui vous écoute, m'écoute, celui qui vous méprise, me méprise. Celui qui n'écoute pas l'Eglise, qu'il soit regardé comme un païen et un publicain. » Peut-on affirmer plus explicitement la nécessité du baptême, de la foi, des sacrements, de la subordination aux pasteurs légitimes, c'est-à-dire des quatre choses qui sont les liens par lesquels l'homme se rattache à la société visible qui s'appelle l'Eglise.

Écoutez maintenant J. C. nous parlant par les paraboles. Cet enseignement est non moins formel et plus saisissant encore. L'Eglise est « le filet jeté à la mer » (Matt., xiii, 47); comment

choisir les poissons qui n'y sont pas entrés? L'Eglise est « l'aire où l'on bat le froment » (Luc., iii, 17); comment recueillir les épis qui n'ont pas fait partie de la récolte? L'Eglise « c'est le berceau » (Matt., xxv, 32); comment les brebis qui n'y entrent pas feraient-elles partie du troupeau du Seigneur? L'Eglise c'est « le royaume » (Matt., xiii, 41); comment ceux qui y sont étrangers seraient-ils du peuple choisi? L'Eglise c'est « la cité sainte » (Matt., v, 14); comment ceux qui vivent loin d'elle, sans aucun rapport avec elle, seraient-ils du nombre de ses enfants?

II. Conformément à la doctrine de leur divin Maître, les Apôtres posent en principe qu'il n'y a de salut qu'en J.-C. et contraignent ceux qu'ils évangélisent d'entrer dans l'Eglise, en recevant le baptême (Act., ii, 38; iv, 12; x, 47). Comment expliquer cette contrainte s'il n'y avait pas obligation stricte de devenir membre de cette société. Saint Paul ordonne d'éviter l'hérétique obstiné dans son erreur, le déclarant perdu de fond en comble, *subversus est* (Tit., iii, 2). Pourquoi cette rigueur, s'il n'y avait pas nécessité d'embrasser la foi de l'Eglise? Le même Apôtre livre à Satan, c'est-à-dire déclare sujets à la damnation certains malheureux qui avaient fait naufrage dans la foi; l'aurait-il pu s'ils n'avaient commis un grave péché?

III. Les saints Docteurs sont les fidèles échos de J.-C. et des Apôtres. L'Eglise, disent-ils, c'est l'arche de Noë : tous ceux qui restèrent en dehors de l'arche périrent dans les eaux du déluge, quiconque est en dehors de l'Eglise ne peut se sauver¹; c'est la maison de Raab : ceux-là furent seuls épargnés qui s'étaient réfugiés dans la demeure de cette femme charitable, quiconque délaisse l'asile de l'Eglise sera victime de l'enfer²; c'est un temple saint : quiconque ne s'y sera pas sanctifié ne participera point aux récompenses éternelles³; il n'aura pas Dieu pour père celui qui n'aura point eu l'Eglise pour mère, dit S. Cyprien⁴; et saint Augustin : Nul ne saurait avoir le Christ pour chef, s'il n'est pas membre de son corps qui est l'Eglise, *habere caput Christum nemo poterit nisi qui in ejus corpore fuerit quod est Ecclesia* (De Unit. Eccl. c. xix).

IV. Quoi de plus conforme à la droite raison, du reste? Si l'Eglise n'était qu'une institution facultative, on pourrait donc se sauver en acceptant ou en rejetant la foi de J.-C.; en suivant ou en méprisant ses prescriptions; en recevant ou en négligeant ses sacrements; en se soumettant ou en résistant à ses représentants? Pourquoi donc

¹ Si potuit evadere quisquam qui extra arcam Noe fuit poterit evadere qui extra Ecclesiam foris fuerit (S. Cyp de Unit. Eccl.).

² Raab in qua præformabatur Ecclesia (S. Cyp. Ibid.).

³ Ecclesia est immortale templum, in quo si quis non se sanctificaverit immortalitatis præmium non habebit. (Lactantius, Institut. IV.)

⁴ Habere non potest Deum patrem, qui Ecclesiam non habet matrem (S. Cyp.).

serait-il descendu du ciel, aurait-il revêtu les livrées de notre mortalité, et, au prix des plus rudes labeurs et des plus extrêmes humiliations, se serait-il fait le Docteur, le Guide, le Modèle, le Rédempteur du genre humain ?

Le schismatique qui voit dans le Pape un supôt de Satan, l'hérétique qui choisit dans les dogmes, le déiste qui rejette toute révélation, l'incrédule qui ne croit à rien, aurait la même récompense que le fidèle catholique qui adhère à toutes les paroles de J.-C., qui pratique ses commandements, qui reçoit ses sacrements et qui voit et respecte dans le Pape et les Evêques les ministres du Très-Haut !... Non, ce serait trop injuste pour ne pas dire trop absurde....

Mais venons à l'explication de la formule : « Hors de l'Eglise point de salut. »

II

Il y a donc obligation grave d'être du « corps » de l'Eglise, d'être membre de l'Eglise visible. D'après la PROVIDENCE ORDINAIRE, ce n'est que par l'Eglise et dans l'Eglise que sont accordées les grâces qui permettent d'être de « l'âme » de l'Eglise, c'est-à-dire d'avoir la grâce sanctifiante, sans laquelle on ne peut être sauvé. Mais, Dieu n'a-t-il pas des MOYENS EXTRAORDINAIRES pour augmenter le nombre de ses justes ? On ne saurait en douter. La bonne foi et la conversion *in extremis* ont toujours fait des recrues pour le ciel parmi ceux qui sont en dehors du « corps » de l'Eglise.

I. La bonne foi d'abord¹. En cette délicate matière, empruntons les paroles d'un grand orateur qui est en même temps un excellent théologien.

Les excommuniés sont hors de l'Eglise visible. — Mais si par suite d'une erreur de fait, ils ont été frappés injustement ; si, courbés sous le fait d'un anathème qui les prive des grands biens de la communion extérieure, ils portent patiemment et noblement leur peine, remettant à Dieu de juger leur cause, et gardant, dans leur cœur humilié, le précieux trésor de la grâce, ne sont-ils pas membres vivants de l'Eglise invisible ?

Les hérétiques et les schismatiques sont hors de l'Eglise visible. — Mais leurs enfants régénérés par le baptême, et moissonnés par la mort avant qu'ils aient pu adhérer à l'erreur ou à la rébellion de leurs pères, ne sont-ils pas épanouis, comme des fleurs fraîchement écloses, dans le jardin de justice et de sainteté où l'Eglise nous donne à respirer le parfum de son âme ? Mais, n'y a-t-il pas,

¹ « Vous savez que ceux qui sont atteints d'une ignorance invincible à l'égard de notre sainte Religion, mais qui observent fidèlement la loi naturelle et les principes gravés dans tous les cœurs, et qui, habitués à obéir à Dieu, mènent une vie honnête et probe, peuvent, par la lumière de la grâce divine, atteindre aussi à la vie éternelle ; car Dieu, qui voit pleinement les cœurs, les esprits, les pensées, les habitudes, scrute et juge suivant son extrême bonté et sa clémence, et ne punit point de supplices éternels ceux qui n'ont pas été volontairement coupables. » (Encyclique du Pape Pie IX du 10 août 1853.)

en pleine hérésie et en plein schisme, des millions d'âmes simples et droites, plutôt privés de la plénitude de la vie chrétienne, qu'infidèles à cette vérité, recevant pieusement du Christ ce qu'on leur en donne, cherchant sincèrement en lui leur salut, et toutes prêtes à croire ce qu'il veut qu'on croie, et à faire ce qu'il veut qu'on fasse : âmes sanctifiées par les sacrements que l'erreur a conservés et par les grâces qu'il plaît à Dieu de leur accorder, par égard pour leur bonne foi et leur religieuse aspiration.

Les infidèles sont hors de l'Eglise visible. — Mais, dit S. Thomas, « il appartient à la divine Providence de pourvoir tout homme de ce qui est nécessaire à son salut, pourvu qu'elle n'en soit pas empêchée. Si donc un infidèle, un sauvage même nourri dans les forêts, suivait l'inspiration de la raison naturelle dans l'appétit du bien et la fuite du mal, il faut tenir pour très-certain que Dieu lui révélerait par une inspiration intérieure ce qu'il est nécessaire de croire ou bien il lui enverrait un prédicateur, comme il envoya jadis Pierre au centurion Corneille. » Oui, tout infidèle qui obéit à la loi de justice et de rectitude, imprimée dans la conscience humaine, autant qu'il la connaît, s'achemine sous l'action des secours gratuits que Dieu lui donne à l'accomplissement de cette parole : « Qui croira et sera baptisé sera sauvé. » Si Dieu ne lui communique pas la connaissance plénière des mystères que nous croyons de « foi explicite, » il fera poindre en son âme cette lumière surnaturelle qui dispose l'esprit à croire tout ce qu'il faut croire et lui fait embrasser « explicitement » dans un acte de foi général, l'ensemble des vérités chrétiennes ; s'il ne lui envoie pas un apôtre qui le baptise dans l'eau, il lui fera désirer ce qu'il faut pour être baptisé, et le baptisera lui-même dans l'Esprit-Saint¹.

II. Et puis, même pour les pécheurs les plus coupables, les apostats les plus criminels, nous ne savons pas ce qui se passe dans leur cœur, aux derniers moments, alors que l'âme est sur le point de se séparer du corps. Les influences de la grâce, les bonnes inspirations des saints anges, l'intercession des âmes pieuses, les entrailles de miséricorde du Verbe incarné qui nous a tant aimés « alors que nous étions ses ennemis : » pouvons-nous dire leur puissance et leur efficacité ? Aussi, si bas qu'un homme soit tombé, si odieuse qu'ait été sa vie, jamais l'Eglise ne s'est prononcée sur son sort éternel. Elle tremble, elle craint, mais elle n'affirme rien. Luther est-il damné, demandait un protestant à S. François de Sales ? — Nous ne savons, répondit le saint. Il n'y a que Judas, le fils de la perdition, dont l'Eglise affirme la damnation.

Concluons. 1^o Remercions Dieu qui nous a rendu si facile le salut dans le sein de l'Eglise. Que de moyens pour nous éclairer, nous fortifier,

¹ Le R. P. Monsabré. *Conférences de Notre-Dame*, 1881.

nous établir et nous faire persévérer dans le bien, et nous purifier de nos fautes quand nous avons eu le malheur de pécher ! Pour ceux qui sont en dehors de l'Eglise, le salut n'est que l'EXCEPTION, l'EXTRAORDINAIRE.

2^o Opérons notre salut avec crainte et tremblement. Il ne suffit pas d'être membre de l'Eglise, il faut être membre vivant. « BEAUCOUP, dit S. Augustin, PARAISSENT HORS DE L'EGLISE ET SONT DEDANS ; BEAUCOUP PARAISSENT DEDANS ET SONT EN DEHORS. »

3^o Ne soyons pas trop prompts à décréter la perte éternelle de ceux qui vivent hors du sein de l'Eglise, et même des pécheurs publics et scandaleux. Je finis en vous citant, à ce sujet, un trait rapporté par un apologiste de notre époque¹. Il y avait à Rome un saint prêtre qui faisait des miracles. Un scélérat condamné à mort pour ses crimes avait refusé toute pénitence et ne cessait de blasphémer. Pendant trois jours, le saint, comme l'appelait le peuple, s'attacha à cet homme, épuisant toutes les ressources de son zèle et le conjurant de ne pas mourir dans l'impénitence finale. Tout est inutile. Le condamné monte sur l'échafaud, le prêtre l'y poursuit, mais il est encore repoussé. « Peuple, s'écrie alors le prêtre, venez voir mourir un réprouvé ! » Or, voici quel fut l'effet de cette parole. Quarante ans après, on entreprit le procès de canonisation de ce vénérable prêtre. Les vertus étaient héroïques, les miracles étaient certains, mais la doctrine ne soutint pas longtemps les regards des examinateurs de la foi. A ces vertus, à ces miracles, on opposa le mot prononcé sur l'échafaud du criminel impénitent, et le procès de la canonisation n'eut pas lieu. Ce prêtre avait méconnu, dans le mouvement d'un zèle indiscret, l'esprit de l'Eglise, l'Eglise lui refusa ses autels. — Donc reconnaissance à Dieu, vigilance sur nous-mêmes, indulgence pour le prochain !

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Les antiennes de *Magnificat* qui se trouvent au Bréviaire depuis la Septuagésime jusqu'au Mercredi des cendres, sont-elles obligatoires ?

2^o Pourquoi n'y en a-t-il pas en certains jours ?

R. — AD I. Elles sont obligatoires lorsqu'on fait les offices de la fête. Mais elles ne sont pas obligatoires ni même permises si l'on fait un autre office ; car ces fêtes sont des fêtes mineures, or les fêtes mineures n'ont jamais de mémoire.

AD II. Ces antiennes de *Magnificat* sont marquées tous les jours, excepté les vendredis après la Septuagésime et la Sexagésime, ainsi que le

jeudi de la Sexagésime. Il n'y en a pas le vendredi, parce que les vêpres du vendredi ne sont jamais de la fête ; elles sont de la fête suivante s'il y en a une, et s'il n'y en a pas elles sont de la sainte Vierge depuis le capitule. Quant au jeudi après la Sexagésime, on y dit la dernière antienne qui aurait été omise dans les fêtes précédentes à cause d'une fête occurrente ; et s'il arrivait que toutes ces antiennes eussent été récitées dans les fêtes précédentes, on la prendrait dans le Psautier.

Q. — Quand un prêtre donne la sainte communion pendant qu'un autre célèbre la sainte messe, doit-il se mettre à genoux avec le saint ciboire au moment de l'élévation de la messe, ce qui me semble contraire aux convenances ; faut-il au moins se tourner vers l'autel et s'arrêter à ce moment ?

R. — Nous avons déjà dit qu'il ne convient pas de distribuer la sainte communion à un autel où l'on dit la messe. Il importe de faire cette distribution à un autre autel.

S'il n'y a qu'un autel, la distribution doit se faire avant ou après la messe.

Si cependant on était obligé de donner la sainte communion pendant le saint sacrifice, que devrait-on faire au moment de l'élévation ? Nous ne connaissons aucun liturgiste qui ait traité cette question. Voici ce qui nous semble le plus convenable : s'arrêter et se tourner vers l'autel jusqu'à la fin de la consécration ; car il ne conviendrait pas de distribuer la sainte communion, et d'autre part on ne pourrait pas se mettre à genoux avec le ciboire.

Q. — Dans les diocèses où l'autorité épiscopale a obtenu l'autorisation pour les prêtres, de faire usage, aux messes de *Requiem*, de la préface parisienne : ... *In quo nobis spem beatæ resurrectionis, etc.*, cette concession impose-t-elle aux prêtres l'obligation de dire la susdite préface, ou les laisse-t-elle libres de dire, *ad libitum*, cette préface parisienne ou la préface commune, indiquée dans le missel romain ?

R. — Nous regrettons que notre honorable correspondant ne nous ait pas envoyé le texte du rescrit pontifical. Notre réponse donnerait une solution plus facile et plus certaine. A défaut de ce document voici ce que nous pensons : Mgr l'évêque de Périgueux n'était pas obligé d'user de la faveur qu'il a obtenue du Saint-Siège. Mais s'il veut en user, si l'Ordo diocésain publié par son ordre indique cette préface propre, nous pensons que tous les clercs qui dépendent de lui sont obligés de la dire. En 1835 Mgr l'évêque de Namur demandait si les clercs de son diocèse étaient tenus de réciter les offices votifs du très-saint Sacrement et de l'Immaculée Conception les jeudis et samedis libres, s'ils sont marqués dans le calendrier diocésain par ordre de l'Ordinaire, « Si jussu Ordinarii apponantur in kalendario his diebus non impeditis... ? La Sacrée Congrégation des Rites répondit dans le sens affirmatif : « Si constet de Indulto speciali Apostolico, affirma-

¹ Le R. P. Gratry, *Philosophie du Credo*.

tivo... » (S. R. C. 23 mai 1835, n. 4746 ad 10.) Or nous croyons qu'il y a analogie entre ces deux cas.

Il est évident que la solution serait différente si Mgr l'évêque avait expressément laissé la liberté à ses prêtres, ce qui nous étonnerait beaucoup.

Q. — 1^o Est-il convenable que le prêtre, revêtu toujours au moins du surplis et de l'étole, se retourne quand il revient du cimetière pour saluer la famille du défunt au moment où elle prend un chemin différent?

2^o Dans notre diocèse il est d'usage de bénir avant l'aube le mariage des filles mères. Dans ce cas, faut-il dire la messe *Pro sponso et sponsa*?

3^o Y a-t-il faute grave à ne pas dire une messe qui a été demandée, mais pour laquelle on n'a pas encore fourni l'honoraire?

4^o Un vicaire doit-il obéir à son curé qui lui ordonne de chanter *Pater noster*, après l'oraison de vêpres, quand la rubrique dit formellement qu'on doit le réciter *totum secreto*? M. le curé prétend que cet usage étant général dans le diocèse, il doit prévaloir.

5^o Dans une revue je lis : Les messes de *Requiem* qui se chantent en l'absence des corps... sont prohibées : les vigiles de Noël et de la Pentecôte, le Mercredi des cendres, tous les jours de la semaine sainte. Est-ce bien vrai?

R. — Ad I. Si le cortège revient en procession, cet usage ne nous paraît pas convenable.

Ad II. Le Rituel romain ne défend pas de dire en ce cas la messe votive pour les époux. Mais en beaucoup de diocèses l'usage, ou des statuts synodaux, ou des ordonnances épiscopales refusent cet honneur; il faut s'y conformer, à moins d'un avis contraire de l'autorité diocésaine.

Ad III. Suivant l'opinion la plus probable, l'omission d'une messe constitue une faute grave. Mais pour cela il faut 1^o que la messe soit payée, ou bien qu'elle doive certainement être payée, parce que l'on n'est pas obligé de dire des messes dont la rétribution est douteuse; 2^o que le temps déterminé par le droit canon ou par la personne qui demande la messe soit passé parce que c'est la volonté des donateurs ou de l'église qui fait loi, 3^o que l'on n'ait demandé qu'une seule messe ou du moins des messes en petit nombre, parce que les canonistes admettent assez communément que l'omission d'une seule messe sur un grand nombre, par exemple sur une trentaine, ne constituerait pas une faute grave.

Ad IV. Il est certain que le *Pater* qui termine les vêpres doit être dit à voix basse. Mais si l'usage du diocèse est de le dire à haute voix, il n'appartient pas à un vicaire de le changer, d'autant plus que la rubrique qui prescrit de dire le *Pater* à voix basse ne concerne pas les fidèles. Si le vicaire a pour lui-même quelque inquiétude sur ce point, il pourra, sans scrupule, dire le *Pater* à voix basse après l'avoir récité à haute voix; car la récitation d'une prière aussi courte que le *Pater* n'empêche pas la continuité de l'Office, de cette façon il observera tout à la fois la rubrique du Bréviaire et la coutume du diocèse.

Ad V. Non, cela n'est pas exact. Si le corps est absent de l'église, et que la messe d'enterrement n'ait pas encore été célébrée, par exemple si l'enterrement a eu lieu la veille au soir, on peut

chanter une messe de *Requiem*, les vigiles de Noël et de la Pentecôte, le mercredi des cendres, et les trois premiers jours de la semaine sainte.

A plus forte raison peut-on célébrer la messe de *Requiem* dans tous ces jours, si le corps n'est pas présent, mais qu'il ne soit pas encore enterré, comme cela peut arriver en temps de maladie contagieuse ou pour un autre motif raisonnable.

Q. — La fête de saint Bernard se célèbre dans le diocèse de Troyes selon le rit double de 2^e classe à cause de Clairvaux et des reliques insignes du saint Docteur possédées au diocèse de Troyes. Or cette année le 20 août est précisément le dimanche dans l'octave de l'Assomption, jour où l'on fait de saint Joachim, fête de 2^e classe. Quelle fête doit être transférée dans cette occurrence?

R. — Vous devez célébrer la fête de S. Bernard et transférer celle de saint Joachim, parce que les offices particuliers l'emportent sur les offices du calendrier universel; or saint Bernard est un saint particulier dans le diocèse de Troyes, puisqu'il y a passé la plus grande partie de sa vie, qu'il l'a illustré par sa doctrine, ses vertus, ses miracles, que l'on y possède des reliques insignes de ce grand docteur, et qu'on lui rend partout un culte éclatant.

On nous objectera peut-être que saint Joachim doit être préféré à cause de sa dignité de père de la très sainte Vierge. Nous répondons que S. Joachim doit être considéré comme simple confesseur, ainsi qu'il résulte d'une décision de la sacrée Congrégation des rites. En 1829 un religieux capucin de Florence, directeur du calendrier monastique, demandait : « An festum S. Joachim patris Beatae Mariæ Virginis in concurrentiâ festi alterius sancti æqualis ritus considerari possit ut Patriarchæ, an simplicis confessoris. »

La Sacrée Congrégation donna cette importante réponse : « Quum festum S. Joachim pertineat simpliciter ad illa confessorum, in æquali ritu observari debere rubricam de concurrentiâ Festorum. Atque ita respondit die 9 decembris 1829, n. 4641, ad 4. »

Puisque saint Joachim est considéré seulement comme Confesseur, il n'est pas d'une dignité supérieure à saint Bernard qui est aussi confesseur; d'un autre côté saint Bernard est un saint particulier au diocèse de Troyes, ce qui lui donne la préférence sur saint Joachim.

Q. — 1^o Le troisième dimanche du mois, peut-on dans l'intérieur de l'église, faire « sous le dais » la procession du T.-S. Sacrement?

2^o Si on ne peut faire cette procession, peut-on, au moins, devant l'autel, chanter le *Pange lingua* « en entier. »

3^o Pour une simple bénédiction du T.-S. Sacrement, ne doit-on pas toujours chanter *O salutaris* en mettant le S. Sacrement du tabernacle sur l'autel, ou bien suffit-il de chanter le *Tantum ergo*?

4^o A défaut de congrégation que je ne puis encore établir dans ma paroisse, je me propose de faire aux vêpres, où, d'ailleurs, il y a très peu d'hommes, une bonne lecture pieuse. Mais, alors que je ne suis pas encore trop fatigué de chanter (car je manque souvent de chantres), je voudrais

pouvoir la faire « immédiatement avant le Capitule, » au lieu d'attendre à la fin de l'office.

Le puis-je à ce moment ?

R. — AD I. Les processions extraordinaires comme celles dont vous parlez, ne peuvent être faites sans la permission de l'Evêque diocésain.

Si vous avez cette autorisation, vous devez porter le très-saint Sacrement « sous le dais, » même dans l'intérieur de l'église, si le local le permet; s'il ne le permet pas, on doit porter le S. Sacrement sous l'ombrellino.

AD II. Il faut s'en tenir aux ordonnances de l'évêque. Si l'évêque n'a rien prescrit pour le cas où la procession ne peut se faire, il est bon de le consulter afin que les cérémonies soient uniformes. On pourrait aussi suivre l'usage, s'il est louable. S'il n'y a ni ordonnance épiscopale, ni usage, nous ne voyons rien qui empêche de chanter intégralement le *Pange lingua* devant l'autel.

AD III. Les règles liturgiques n'exigent pas que l'on chante *O salutaris* en tirant le Saint-Sacrement du tabernacle pour le mettre sur l'autel. On pourrait se contenter de chanter le *Tantum ergo* et *Genitori*. Mais s'il y a des lois ou des coutumes diocésaines, on doit s'y conformer.

AD IV. Vous ne pouvez pas faire une lecture pieuse immédiatement avant le capitule. Les vêpres doivent se chanter sans interruption; à moins de raison suffisante; or la raison de fatigue que vous apportez, ne l'est pas. Si vous ne pouvez pas faire cette lecture après les vêpres, faites-la auparavant, si d'ailleurs elle est nécessaire.

Q. — Un curé, empêché par les règles de la liturgie de chanter assez de services pour l'emploi des fonds destinés au soulagement des âmes du purgatoire, peut-il acquitter des messes basses aux mêmes intentions, et au taux fixé dans son diocèse, quand, d'une part, il manque d'honoraires de messes, et que, d'autre part, les fidèles y consentent volontiers ?

R. — 1^o Si ces fonds sont le revenu d'une fondation, il doit s'en servir pour acquitter les charges de la fondation. Si donc ces charges sont des services et non des messes basses, il ne peut remplacer ceux-là par celles-ci.

2^o Si ces fonds proviennent d'aumônes des fidèles ou de quêtes faites à l'église, il peut les employer à dire des messes basses, si les fidèles y consentent. En effet, en matière d'intention de messes, la volonté de ceux qui donnent les honoraires fait loi; ici, les donateurs étant les fidèles, s'ils acceptent le changement proposé par le curé, celui-ci peut dire des messes basses, et les dire au taux fixé pour le diocèse.

Q. — Ne peut-on pas, vu la difficulté des temps, interpréter bénignement les décisions des anciens théologiens sur la messe célébrée sans servent ?

R. — Nous ne le pensons pas; car sur ce point tous les théologiens, anciens et modernes, sont d'accord. Tous sont unanimes à déclarer coupable de péché mortel celui qui, sans nécessité ou sans

dispense du Souverain Pontife, célébrerait la messe sans servent : *Certum est apud omnes*, dit saint Alphonse, et après lui Gury, *esse mortale celebrare sine ministro*. Mais il n'y aurait pas de péché dans les cas de nécessité suivants : 1^o s'il fallait dire la messe pour procurer le S. Viatique à un moribond; 2^o si, la messe étant commencée, le servent se retirait; 3^o si le peuple devait entendre une messe un jour de dimanche ou de fête d'obligation.

On peut aussi avec une dispense du Souverain Pontife célébrer la messe sans servent. Le Pape a donné quelquefois cette dispense pour les missionnaires et dans des cas particuliers. Peut-être certains religieux ont-ils sur ce point des permissions spéciales. Grâce à Dieu, les temps ne sont pas encore si difficiles qu'il soit impossible de se procurer un servent. Si, dans certaines campagnes, au temps des travaux, il était à peu près impossible d'en avoir un, il faudrait prévenir son Evêque et lui demander une règle de conduite.

Q. — 1^o Auriez-vous la bonté de dire, dans l'*Ami du clergé*, si, sans l'autorisation du confesseur, il est permis de faire, à son gré, deux ou plusieurs communions et, *quatenus negative* :

2^o Si, quand on change de résidence, pendant deux et trois mois, il est permis d'user de l'autorisation obtenue dans la première (de communier plusieurs fois sur une seule absolution), sans consulter ni seulement avertir le confesseur de la seconde (résidence) ?

R. — AD I. Non, il n'est pas permis de faire plusieurs communions sans la permission de son confesseur. Car le droit de fixer le nombre des communions que peut faire une personne est exclusivement réservé au confesseur, puisque seul il peut apprécier les besoins et les dispositions de son âme, ainsi que les fruits qu'elle retire du sacrement : *Frequens accessus (ad Eucharistiam)* dit Innocent XI dans un décret de 1679, *confessariorum judicio esse relinquendus, qui ex conscientiarum puritate, et frequentive fructu, et ad pietatem processu laicis, quod prospiciunt eorum saluti profuturum, id illis præscribere debebunt*.

AD II. Si on change de résidence pour quelque temps, il est très convenable et toujours avantageux d'avertir son nouveau confesseur de l'autorisation obtenue et de lui demander la permission de continuer à en user. Il est même quelquefois nécessaire de le faire, car dans ce séjour et pendant cet intervalle de deux ou trois mois, il peut se présenter des circonstances et des raisons qui nécessitent un changement, au moins temporaire, en plus ou en moins, dans le nombre des communions. Et c'est le nouveau confesseur qui devrait autoriser ce changement après en avoir jugé la nécessité ou l'utilité.

Q. — Un évêque fait, personnellement, une enquête sur la conduite d'un prêtre. Les prêtres interrogés, voyant là un devoir de religion et de conscience, livrent à leur supérieur tous les secrets, tous les documents qu'ils connaissent.

L'affaire, par malheur, devient civile: l'évêque peut-il livrer au juge séculier tous les renseignements, toutes les pièces qu'il a recueillies.

R. — Ces renseignements donnés à l'autorité ecclésiastique, qu'ils l'aient été dans le cours ou en dehors d'une information canonique, ne peuvent être livrés au tribunal civil. Car ils sont, dans le premier cas, l'objet d'un secret professionnel et, dans le second, l'objet d'un secret naturel; et ni l'un ni l'autre ne peuvent être violés.

Q. — Le curé de S... est chargé depuis 26 ans du service religieux dans l'église d'une commune qui fait toujours partie de la paroisse de C... Il m'a chargé de le remplacer en son absence qui doit durer un mois. Puis-je, si je suis empêché, charger un confrère de me remplacer, à mon tour, pour la célébration d'un mariage?

R. — Vous le pouvez 1^o dans le cas où ce prêtre vous aurait donné d'une manière spéciale l'autorisation de déléguer, ou pour parler plus correctement, vous aurait chargé d'être son intermédiaire auprès d'un autre prêtre; et 2^o dans le cas où, « avec la permission de l'Ordinaire, » vous auriez été délégué *ad universalitatem causarum*.

Il est vrai que le curé de S... n'a qu'une juridiction déléguée, mais comme cette juridiction a été donnée *ad universalitatem causarum*, avec la permission de l'Ordinaire, elle devient en quelque sorte ordinaire et confère à celui qui la reçoit le droit de subdéléguer : celui-ci peut donc choisir par lui-même ou faire choisir par un autre son remplaçant. Il en est de même pour vous, si vous êtes délégué *ad universalitatem causarum*, pour les mêmes raisons. Mais il faut dans ces cas l'autorisation épiscopale, « quia, dit la Glose, *iudex inferior princeps nequit propria auctoritate loco sui alium iudicem ordinarium constituere, hoc enim est singulare privilegium competentis solummodo principi supremæ potestatis et jurisdictione gaudenti.* » Ajoutons que tous les auteurs enseignent que déléguer quelqu'un *ad universalitatem causarum*, c'est lui confier une juridiction ordinaire d'une certaine manière : ce qui ne peut se faire sans l'autorisation de l'Evêque

Q. — 1^o Un curé se disposant à faire bénir son cimetière, s'aperçoit qu'on a inhumé dans un endroit du cimetière un enfant mort sans baptême. Cet endroit n'étant pas situé convenablement pour entrer dans la partie réservée aux enfants morts sans baptême, il consulte sa théologie et, s'appuyant sur l'opinion de Gousset, lequel regarde comme plus probable que l'enfant mort sans baptême ne pollue pas le cimetière dans lequel on l'enterre, il ne dit rien à personne et laisse procéder à la cérémonie de la bénédiction du cimetière. A-t-il bien ou mal fait? — S'il avait mal fait, aurait-il quelque chose à faire? — (Le public ignore le fait signalé).

2^o Dans l'*Ami*, 1^{re} année, je lis qu'il est certain que lorsqu'on a laissé son scapulaire, on peut le reprendre. On me dit et on me soutient que la chose n'est pas certaine. Pourriez-vous m'indiquer une décision de Rome appuyant votre opinion? Doit-on mettre une distinction entre le temps écoulé. Ainsi quelqu'un qui aurait laissé son scapulaire pendant six mois, pourrait-il le reprendre ~~tandis~~ que celui qui l'aurait laissé pendant deux ou trois ans, ne le pourrait pas? Je suppose que dans l'un et l'autre cas il y a

eu pure négligence. Mais s'il l'avait abandonné par impiété, pourrait-il encore jouir du même avantage, ou bien serait-il obligé de s'enrôler de nouveau?

R. — AD I. Pichler est le premier canoniste qui ait soutenu qu'un cimetière n'était pas pollué par la sépulture d'un enfant né de parents chrétiens et mort sans baptême (*Jus canon.*, lib. 1, tit. 30). Il a été suivi par Mgr Gousset, Gury, André. Mais la plupart des auteurs enseignent l'opinion contraire. Le sentiment de ces derniers est confirmé par une décision donnée en 1821 par la Congrégation de l'immunité ecclésiastique, qui, donnant d'enlever du cimetière, avant de le consacrer, le corps des enfants morts sans baptême.

Quoi qu'il en soit de la théorie, en pratique nous conseillons à notre confrère de ne rien dire et de ne rien faire avant d'avoir consulté son évêque. Car si, en matière d'exhumation, la prudence a toujours été très utile, aujourd'hui elle est nécessaire, depuis le vote de la loi récente qui rapporte l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII, interdisant dans les cimetières toute séparation de terrain pour les sépultures des personnes appartenant à des cultes différents et autorise la promiscuité des tombes.

AD II. Celui qui a quitté le scapulaire n'a qu'à le reprendre pour jouir des privilèges de la confrérie; quel que soit le temps écoulé depuis le jour où il l'a quitté, il n'est pas nécessaire qu'il se fasse imposer de nouveau. Voici le décret sur lequel cette décision est basée; il est assez important pour être cité en entier. On y verra, contrairement à ce qu'avancent bon nombre d'auteurs, qu'il n'y a pas de distinction à établir entre les « notable » et « non notable. »

1^o An qui rite semel adscripti in sodalitate scapularis B. M. V. de Monte Carmelo, postea habitum sacrum sodalitatis dimiserunt, teneantur novam sacri habitus receptionem a potestate habente, si velint indulgentias prædictæ sodalitatis a summis Pontificibus concessas lucrari, vel sufficiat ut habitum sacrum ipsi denuo resumant simpliciter?

2^o Et quatenus affirmative ad primum, quodnam temporis spatium a dimissione habitus scapularis requiratur ut nova receptio a potestate habente necessaria sit?

Sacra Cong. respondit :

Ad primum, *negative ad primam partem affirmative ad secundam.* — Ad secundum, *per visum in primo.* (27 mai 1857.)

Ce décret tranche la question, au moins pour ceux qui auraient quitté le scapulaire par négligence. — Quant à ceux qui l'auraient quitté par irréligion ou par mépris, le P. Maurel pense qu'ils devraient le recevoir de nouveau, parce qu'ils seraient censés, dans ce cas, avoir renoncé à la confrérie; ainsi, dit-il, pensait la Congrégation des indulgences en 1844.

Celui de nos vénérés confrères qui nous a posé le cas résolu p. 606, n. 50 *Ami du Clergé* 1881, au sujet des intentions contraires qu'il avait eues successivement pour l'application de la sainte messe, insiste pour que nous fassions à son cas particulier l'application des principes que nous avons formulés.

De sa première et de sa seconde lettre comparées et des principes susdits, il ressort 1° que l'application faite aux intentions de Pierre et de Jacques a été valide; 2° que, ayant offert plus tard aux intentions inscrites sur son registre aux jours où il a changé son intention première, il a satisfait à toutes ses obligations; 3° qu'il peut en conséquence demeurer en paix au sujet de ces messes.

Dans son cas en effet, l'application aux intentions de Pierre et de Jacques a, pour prévaloir sur la précédente, l'avantage 1° de l'objet pris avec toutes ses circonstances, 2° du caractère plus absolu, 3° de l'intensité plus grande, 4° de la postériorité. Elle aurait encore, toutes choses égales d'ailleurs, 5° celui d'être actuelle en regard des autres qui ne sont que virtuelles; mais elle n'a pas besoin de ce dernier avantage pour prévaloir.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

DOCUMENT.

M. P. Bert, autrefois vivisecteur de chiens, aujourd'hui vivisecteur de prêtres, adressait il y a quelques jours aux préfets de la République une circulaire relative aux travaux à exécuter soit dans les églises soit dans les presbytères. ¹ Inutile de dire que sa malveillance pour la religion éclate à chaque phrase. Ce protecteur officiel du clergé n'a qu'une préoccupation, celle de vexer ce même clergé par tous les moyens possibles. Il trouve que le nombre de communes assez stupides pour aimer leur église et leur curé est encore beaucoup trop considérable, et il enseigne aux préfets la manière de les mettre à la raison et de renfermer dans de justes limites leurs générosités, afin, dit-il, qu'on puisse s'occuper de travaux plus urgents tels que « les lavoirs publics... »

Ce simple accouplement de mots fait bien voir le fond du sac de sa théologie. Si grotesque que soit cette pièce. Il est donc nécessaire que le clergé la connaisse et puisse s'en inspirer au besoin. La voici :

Monsieur le préfet,

Les décrets des 14 novembre et 17 décembre derniers, ayant rattaché les cathédrales, évêchés et séminaires au ministère des arts, les architectes diocésains relèvent, dès lors, exclusivement de cette administration et je n'ai plus d'instructions à leur donner.

Dorénavant, vous devrez donc vous borner à consulter

le conseil des bâtiments civils de votre département sur les demandes de secours pour travaux aux églises et aux presbytères, ainsi qu'aux édifices des cultes protestant et israélite.

A cette occasion, je vous ferai observer que les fabriques et les communes ont une tendance marquée à s'engager inconsidérément dans des entreprises qui ne sont en rapport ni avec l'importance de la population, ni avec les ressources locales. De là des impositions extraordinaires et des emprunts qui grèvent l'avenir au détriment d'autres services urgents, tels que maisons d'école, hôpitaux, lavoirs publics, chemins vicinaux, assainissements, etc. J'appelle sur ce point, Monsieur le préfet, votre attention particulière, en vous priant de n'accorder votre autorisation qu'après un mûr examen des projets, et, au besoin, de ne point hésiter à recourir aux lumières du comité des travaux paroissiaux, institué par l'administration générale des cultes. En effet, aucun travail ne peut être exécuté aux églises et aux presbytères sans votre autorisation expresse, sauf lorsqu'il s'agit d'ouvrages de simple entretien n'excédant pas la somme de 100 fr. dans les paroisses de moins de mille habitants, et celle de 200 fr. dans les autres paroisses (art. 42 du décret du 30 décembre 1809). Même dans ce cas, vous avez toujours le droit de vous opposer à des travaux qui vous paraîtraient inopportuns ou mal conçus.

En ce qui concerne spécialement l'agrandissement ou la reconstruction des églises, je vous recommande de veiller à ce que la dépense soit toujours renfermée dans de sages limites.

Quant à la construction des presbytères, le chiffre maximum est de 12 à 15,000 francs dans les communes rurales, et de 25 à 20,000 francs dans les petites villes.

Légalement, les communes sont tenues, subsidiairement à la fabrique, de fournir au curé, desservant ou chapelain, à défaut de presbytère, une indemnité de logement (art. 92 du décret précité de 1809). Elles peuvent ainsi se dispenser d'aliéner, pour la construction des presbytères, un capital qui serait productif d'un revenu notablement supérieur à cette indemnité de logement.

Le presbytère est exclusivement affecté à l'usage personnel du curé ou desservant; les vicaires n'ont droit ni au logement, ni à aucune indemnité de logement, aussi bien de la part de la fabrique que de celle de la commune. Dès lors, si plusieurs pièces de réception étaient anéanties dans le presbytère, elles ne sauraient avoir qu'une importance fort relative.

Il convient également pour les dépendances, cour, bûcher, jardin, etc., de s'en tenir aux besoins réels. En un mot, si tout dans cette habitation doit être suffisant et convenable, il faut en écarter ce qui serait inutile ou luxueux.

Je crois superflu de vous rappeler que les grandes villes ne sont pas admises à solliciter des secours sur les fonds du trésor, les crédits portés au budget des cultes étant destinés à venir en aide aux communes rurales et pauvres. Vous aurez donc soin de ne me transmettre des demandes de cette nature que si des motifs impérieux justifient une dérogation à la règle établie.

Les églises et les presbytères étant des édifices essentiellement communaux, il est indispensable que la propriété ne reste pas indivise entre la commune et la fabrique, lorsque l'une et l'autre concourent à la dépense. Vous n'autoriserez, en conséquence, aucune construction ou reconstruction si la fabrique ne consent tout d'abord, et quelle que soit sa quote-part, à céder ses droits de propriété à la commune.

D'un autre côté, la plupart des fabriques semblent ignorer l'obligation que leur impose le décret du 30 décembre 1809 de contribuer en première ligne aux frais de réparation ou de construction des édifices paroissiaux. Ce n'est jamais qu'en cas d'insuffisance dûment constatée, de leurs ressources, qu'elles ont à recourir à la commune. Conformément à la jurisprudence en vigueur, les fabriques ne peuvent songer à des dépenses extraordinaires qu'après avoir acquitté toutes les dépenses ordinaires, au nombre desquelles se trouvent les travaux aux églises et aux presbytères (art. 37 du décret de 1809). Lorsqu'elles possèdent des biens immeubles ou des rentes libres de charges, rien

¹ M. Paul Bert n'est plus ministre; il est platement tombé sous le vote du 26 janvier avec son chef Vitellius.

ne les empêche de les aliéner, en totalité ou en partie. Elles ont, en outre, la faculté, ainsi que les communes, de procéder à des emprunts. La situation financière de ces établissements sera de votre part l'objet d'un examen d'autant plus minutieux qu'habituellement ils exagèrent le montant de leur passif et ne font pas figurer à l'actif les divers produits que la loi met à leur disposition. Vous exigerez, du reste, que les fabriques se conforment strictement, pour la rédaction de leurs comptes et budgets, aux prescriptions de la circulaire du 21 novembre 1879.

La même observation s'applique aux subventions sollicitées pour achat de mobilier d'église.

La loi de finances me permet d'allouer ces dernières subventions soit aux communes, soit aux fabriques. En raison de leur modicité, elles sont toujours ordonnancées d'office; mais, pour que les fonds reçoivent la destination indiquée, les mandats de paiement devront être délivrés sur la justification que la dépense a été réellement effectuée.

Comme la moyenne des propositions est chaque année de 7 à 8 millions, alors que le crédit ne dépasse guère le chiffre de 3 millions, j'insiste vivement sur la nécessité absolue de ne point encourager des entreprises d'une utilité contestable. Vous ne perdrez pas de vue non plus, Monsieur le préfet, que les secours dont il s'agit constituent de véritables faveurs gouvernementales, et qu'à mérite égal ils doivent être accordés aux communes dévouées à nos institutions de préférence à celles qui leur sont notoirement hostiles.

Je vous prie de faire connaître par toutes les voies possibles et notamment par votre Bulletin administratif la présente circulaire aux maires de votre département.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
PAUL BERT.

Parmi les insanités dont fourmille cette circulaire, il en est une qui mérite d'être signalée : c'est celle d'annoncer que les secours de l'Etat seront spécialement accordés « aux communes « dévouées à nos institutions de préférence à « celles qui leur sont notoirement hostiles; » car nul n'ignore que les populations républicaines se distinguent, — du reste comme les ministres républicains, — par leur haine de la religion, des temples et des prêtres. C'est à ces populations qui ne mettent jamais les pieds à l'église, que seront accordés les plus beaux ornements, les plus beaux calices, les plus belles peintures. N'est-ce pas risible? Que faites-vous donc de l'égalité, sublimes farceurs? Ces 8 millions provenant de l'impôt étant payés aussi bien par ceux qui sont hostiles à la République que par ceux qui lui sont dévoués, que faites-vous de la justice?

L'appât mis par M. Bert au bout de l'hameçon est vraiment trop grossier, et nul curé digne de ce titre ne s'y laissera prendre. On se souviendra en temps utile de la réponse de Pierre à Simon le magicien : *Pecunia tua tecum sit!*

Pour ceux de nos lecteurs qui auraient encore quelque doute sur les intentions franc-maçoniques de ce pauvre Sangrado préposé à la direction des Cultes et de l'instruction publique, nous citerons le passage suivant d'une autre circulaire adressée le 24 janvier 1882 aux recteurs d'académie.

« Le décret du 24 décembre 1881 ne précise rien en ce qui

concerne la prière, qui a toujours été faite jusqu'ici en commun à l'étude du matin et à l'étude du soir. Je connais assez les sentiments de tolérance mutuelle qui règnent dans nos lycées et collèges pour juger superflue toute modification à l'usage. Cette prière aura donc lieu comme par le passé. Car il serait difficile pour la surveillance, et choquant au point de vue de la bonne confraternité qui règne entre nos écoliers, de diviser deux fois par jour chaque étude en plusieurs sections. L'élève chargé de la prière sera seulement choisi parmi ceux qui auront été désignés par leur famille comme devant prendre part aux pratiques religieuses. Les autres auront assez le respect des croyances d'autrui pour assister en silence à un exercice d'ailleurs assez court, et qui leur permettra de se recueillir eux-mêmes comme ils l'entendront. Quant à la prière que le professeur devait faire au début et à la fin de chaque classe, elle est tombée presque partout en désuétude et doit être supprimée.

Enfin la préparation à la première communion a pu, dans certains établissements, prendre une extension excessive. Vous ferez comprendre à MM. les aumôniers que le travail de chaque jour peut se concilier avec la piété la plus haute et que les « retraites » auront une portée morale d'autant plus efficace qu'elles seront plus prudemment limitées, moins oisives et mieux remplies. »

Voit-on d'ici les lycéens qui ne croient pas en Dieu contraindre, au nom « de la bonne confraternité, » d'assister à une prière, mais avec la faculté de penser à autre chose, « de se recueillir eux-mêmes comme ils l'entendront! » Et ces retraites d'autant plus efficaces qu'elles seront plus courtes!

Et cette contradiction : « Vous ferez comme prendre à MM. les aumôniers que le travail de « chaque jour peut se concilier avec la piété la « plus haute? »

Si cette conciliation est possible, comme nous ne cessons de l'affirmer, pourquoi prétendre en mille autres circonstances, oralement et par écrit belligérer contre l'enseignement religieux comme incompatible avec les études classiques. *Mentita est iniquitas sibi!* Le prophète Thiers disait que la République finirait dans le sang ou l'imbécillité. Je ne sais si le sang coulera; quant à l'imbécillité, elle déborde, et Paul Bert en est le Pontife incontesté.

Q. — Par la première question de jurisprudence civile ecclésiastique traitée dans le n° du 12 janvier, l'*Ami du Clergé* semble me donner la solution d'une affaire très importante pour notre fabrique et qui aurait un grand retentissement dans le pays, sans parler de l'effet salutaire, politique et religieux, qu'elle produirait sur la population. Voici cette affaire :

Au mois de mars 1872, d'accord avec le maire (aujourd'hui mort), j'ai fait planter autour de l'église, de chaque côté du chemin de ronde, des arbres à fruits de différentes espèces, et cela dans le triple but 1° d'orner les abords de l'église, qui sont un véritable désert; 2° d'en protéger les vitres contre les coups de vent et 3° surtout d'assurer à la fabrique une source de revenus dont elle a grand besoin.

Or, le 4 mars 1880, M. le maire radical, d'accord avec son conseil, d'après une délibération ainsi motivée : « Attendu que ces arbres pourraient donner lieu plus tard « à des contestations et que les enfants pourraient casser « les vitres en jetant des pierres pour abattre les fruits; vu « l'approbation du préfet... » ces messieurs ont procédé eux-mêmes à l'enlèvement des arbres.

Le maire et l'adjoint, les grands meneurs de cette affaire, sont aujourd'hui, le premier révoqué pour faux mandats, le second entre les mains de la justice pour abus de pouvoir dans un délit forestier.

Je vous serais reconnaissant, « vu l'urgence, » de vouloir répondre immédiatement aux questions suivantes :

1° La fabrique peut-elle encore revendiquer ses droits sur les arbres qui ont été arrachés ?

2° Peut-elle en faire replanter de nouveaux ?

3° Au compte de qui ces arbres devraient-ils être replantés, du maire et du conseil ou de la commune ?

4° Quelle marche à suivre pour arriver à ce but ?

5° Dans le cas où la fabrique refuserait d'intenter un procès, puis-je me porter partie civile, avec certitude que mes dépenses ne seront pas perdues.

Je vous adresse le plan des lieux ; prière de me le retourner.

R. — Un jugement du tribunal civil de Melun du 20 février 1838, confirmé par un arrêt de la cour royale de Paris en date du 17 août 1839, déclare que les chemins de ronde ne font point partie de la voie publique. Déjà par ce double jugement, on voit que les chemins de ronde font partie des accessoires de l'église et sont soustraits à l'autorité directe des maires, lesquels n'ont à s'occuper que de la voirie publique.

D'après un avis du Conseil d'Etat du 20 décembre 1806, approuvé le 25 janvier 1807, on ne peut pas aliéner un ancien cimetière sans réserver un chemin de ronde mis à la disposition de la fabrique. A plus forte raison, d'après les mêmes principes, un maire ou un conseil municipal quelconques ne peuvent-ils pas toucher à un chemin de ronde déjà existant contre le gré des fabriques. Cela donné, nous répondons :

Ad I^m. La fabrique avait le droit de faire les plantations dont il s'agit dans le terrain dont elle a l'administration et de percevoir les fruits des arbres plantés. Par conséquent, elle peut revendiquer ce droit dont elle a été privée injustement par le maire.

Peu importe que le terrain en question se trouve dans un cimetière servant encore aux inhumations. En dehors des prévisions de la loi et des répugnances de la nature qui condamnent la culture d'arbres fruitiers dans une terre servant de sépulture à des cadavres humains, comme noyers, pommiers, etc., le produit, remarque M. Dieulin (*Guide des curés*, tom. I, p. 330), en appartiendrait à la fabrique, d'abord parce que la loi n'autorise les communes à percevoir d'autres revenus des cimetières que celui des concessions de sépultures à temps ou à perpétuité. De plus, si la loi ne donne aux fabriques que le spontané, c'est que la décence ne permet pas qu'on livre les cimetières à la culture de fruits et de plantes légumineuses ; mais on comprend assez qu'il serait ridicule d'attribuer ces fruits à des établissements différents ; car une telle division ne serait ni rationnelle ni prudente. Aussi ne voit-on figurer nullement les fruits des cimetières au nombre des revenus communaux. En tout cas, un maire ne pouvant faire l'adjudication qu'à la suite d' affiches ou de publications, et devant soumettre le procès-verbal d'adjudication à l'approbation du préfet, une fabrique a tout le temps nécessaire pour faire opposition à l'adjudication.

Malheureusement dans le cas actuel, ni le curé

ni la fabrique n'ont fait d'opposition, et le maire avant d'agir s'était muni d'une autorisation du préfet. D'où nous concluons qu'une revendication en ce moment, si juste qu'elle puisse être, n'aboutirait à rien.

Ad II^m. La fabrique peut-elle faire planter de nouveaux arbres fruitiers ? D'après ce que nous avons dit plus haut, et en raison de ce que le chemin de ronde se trouve dans un cimetière servant encore aux sépultures, nous ne le pensons pas. En tout cas, il serait bon de se faire autoriser par le préfet en s'appuyant sur les motifs que notre correspondant indique dans sa lettre.

Ad III^m. Si la plantation a lieu, elle doit être faite au compte de la fabrique. Selon nous le maire et le conseil municipal ayant été même indûment autorisés par le préfet, sont hors de cause.

Ad IV^m. Nous ne conseillons pas un procès, mais une simple revendication par voie de pétition au préfet.

Ad V^m. Le curé en plantant les arbres était censé agir au nom de la fabrique ; car il n'avait pas qualité pour agir en son propre nom. Sa demande d'indemnité serait donc mal accueillie.

Nous ferons observer en finissant que, si en cette circonstance nous restreignons quelque peu les droits de la fabrique, c'est uniquement parce que le cimetière dont il s'agit sert encore aux sépultures, et que pour ce motif, le chemin de ronde n'a pas le caractère absolu d'un accessoire de l'église. En dehors de cette circonstance, les chemins de ronde sont exclusivement administrés par les fabriques, qui en font ce qu'elles veulent dans les limites de la loi, sans que le maire ou le conseil municipal puissent s'y ingérer en aucune manière.

Q. — L'Ami du Clergé pourrait-il nous dire quelle est la société financière la plus sûre et la plus avantageuse pour créer des rentes viagères ? La caisse des retraites pour la vieillesse, garantie par l'Etat, est-elle bien sûre ? Si l'Etat venait à faire banqueroute, qu'en serait-il ?

R. — Nous n'avons rien à dire ni pour ni contre les diverses sociétés financières qui ont pour but de créer des rentes viagères ; nous ne les connaissons pas. D'une manière générale, ces sociétés diverses ont toujours l'air de favoriser les intérêts du prochain ; en réalité, c'est leur propre intérêt qu'elles cherchent, et naturellement celui-ci est au détriment de celui-là. L'Etat passe pour offrir moins de revenu que de sécurité. Mais la sécurité qu'il offre est-elle bien garantie avec la politique de casse-cou qu'il a inaugurée depuis quelques années ? Où nous mènera-t-elle cette politique ? Est-ce que le désordre moral a jamais pu amener et maintenir l'ordre matériel ? L'Etat est un véritable tonneau des Danaïdes. Les sommes fabuleuses qu'on y verse sans cesse disparaissent on ne sait comment, et il n'y a pas d'autres ressources que l'impôt pour payer les services publics et ce qui est dû aux rentiers.

Mais l'impôt qui s'élève d'années en années continuera-t-il de suffire? c'est un point d'interrogation formidable qui se pose, et beaucoup d'austères penseurs n'ont pas craint d'y répondre négativement. Les mots de « liquidation sociale » retentissent de temps en temps dans les clubs politiques; ils s'évalent effrontément dans un grand nombre de journaux; et il y a dans le seul Paris 100,000 prolétaires toujours prêts à les réaliser le fusil à la main.

Or, la liquidation sociale, c'est la sombre banqueroute avec ses funestes conséquences, la ruine publique et privée.

La question qui nous est posée est bien grave, et cependant elle demande une solution prompte; car le clergé en particulier, surtout dans les douloureuses circonstances que nous traversons, ne peut pas attendre indéfiniment. Placé entre deux mortels ennemis, l'agiotage qui dévore sans compensation ses modestes épargnes, et la politique qui rêve de le spolier, il faut qu'il prenne ses mesures en vue de l'avenir; qu'il se garantisse lui-même contre les angoisses de la vieillesse et de la maladie.

Aussi le voit-on, dans toute l'étendue de la France, plus que jamais préoccupé de ces questions. Serait-il donc envahi par le démon de la finance? Non certes; mais il a, comme tout ce qui vit, l'instinct de la conservation.

Au reste, le clergé ne s'occupe pas seul de lui-même. Ses justes alarmes ont trouvé de l'écho dans des hommes de cœur, et suscité des auxiliaires intelligents et dévoués.

Puisque l'occasion s'en présente, qu'il nous soit permis de dire ici qu'à la dernière assemblée générale de la *Société de librairie catholique*, on a proposé la création d'une caisse de retraite pour les membres du clergé français, et on l'a votée, non seulement à l'unanimité, mais avec enthousiasme. C'est dans ce but que le capital social a été élevé de dix à quinze millions; par conséquent, la caisse est fondée, et, dès que l'émission sera couverte, c'est-à-dire, d'ici à 3 mois, elle fonctionnera régulièrement.

Celui qui écrit ces lignes n'a pas été le dernier à se réjouir de cette détermination, et il en a chaudement félicité l'habile promoteur M. Palmé. Cette idée devait nécessairement germer dans ce grand cœur accoutumé à toutes les initiatives du bien, et nul n'est plus apte à la faire réussir par sa vaste intelligence et l'ardeur chrétienne qu'il met dans toutes ses entreprises.

Aussi dirons-nous sans crainte à notre correspondant : Attendez quelques semaines encore; laissez achever le travail d'organisation, et puis vous viendrez avec tous vos confrères frapper à la porte de la *Société générale de librairie catholique*. C'est là que se trouvent, non point ces dividendes isensés qui se traduisent, comme on l'a vu la semaine dernière, par des catastrophes

irréparables, mais une juste rémunération de vos sacrifices et, par dessus tout, la SÉCURITÉ!

Q. — Est-il permis d'ouvrir une fosse, la veille d'un enterrement? N'y a-t-il pas des règlements qui s'y opposent? Lesquels?

R. — Ouvrir une fosse? Pour une exhumation sans doute. Nous ne voyons pas d'autre sens possible à cette question. Dans cette hypothèse, nous disons que rien ne s'oppose à ce qu'une exhumation, quand elle a été dûment autorisée, soit par l'autorité locale soit par un mandat de justice, soit pour tout autre motif, se fasse un jour plutôt qu'un autre.

Dans ces sortes d'opérations, les autorités agissent dans la plénitude de leur droit. Par conséquent, si un curé voyait des inconvénients à ce qu'une fosse fût ouverte le jour ou la veille d'un enterrement à cause du danger d'infection qu'une telle opération peut susciter, il ne peut qu'en référer à qui de droit afin d'obtenir qu'on l'anticipe ou qu'on la retarde. Quant à l'opération elle-même, elle est soumise à une réglementation assez méticuleuse; mais aucune disposition ne regarde le jour ou l'heure.

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

SECTION IV. — Des curés

« Art. 27. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation, par le secrétaire-général de la préfecture et copie collationnée leur en sera délivrée (37).

« Art. 28. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

« Art. 29. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses.]

« Art. 30. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

« Art. 31. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés.

« Ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui (38).

(37) Les curés et desservants ont été depuis longtemps, sinon dès le principe, dispensés de ce serment. C'est, dit M. Carré, par un retour aux anciennes règles qui n'exigeaient point ce serment des pasteurs du second ordre.

(38) Cet article a été le point de départ d'une déviation du droit canonique en ce qui regarde les prêtres ayant charge d'âmes.

« Art. 32. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

« Art. 33. Toute fonction ecclésiastique est in-

L'état actuel des desservants, sur lequel le Saint-Siège s'est réservé le jugement définitif, n'est ni celui du droit canonique, ni celui du texte même des articles organiques.

Ils sont vrais curés ayant charge d'âmes. Le droit canonique leur accorderait l'inamovibilité.

Les articles organiques les déclarent amovibles.

Mais ils avaient en vue autre chose que les curés ayant charge d'âmes. En effet, à peser les expressions, il paraît évident que les auteurs des organiques entendaient établir deux espèces seulement de prêtres occupés au saint ministère, savoir : 1^o les curés nommés et institués par les évêques, mais agréés du gouvernement (a. 19), astreints au serment (a. 27), immédiatement soumis à l'évêque (a. 30), établis dans les centres principaux (a. 60); et 2^o les prêtres exerçant les fonctions du ministère sous la surveillance et la direction des curés (a. 31), nommés (a. 63) ou approuvés (a. 31) par l'évêque, soumis médiatement à l'évêque (a. 31), faisant fonction de vicaires paroissiaux (a. 31), ou de desservants dans les églises vacantes (a. 31) ou de vicaires succursalistes dans les églises desservies pour la commodité des fidèles sur le territoire des paroisses (a. 63), ces trois classes dépendant des curés sous les ordres desquels ils sont placés. Portalis déclare positivement, dans son rapport du 22 septembre 1803, qu'ils ne sont que des prêtres auxiliaires.

Telle était la première conception des articles organiques. Mais le nombre trop restreint des cures, l'impossibilité d'assurer l'action des curés sur leurs vicaires, surtout sur les desservants d'églises succursalistes, les traditions anciennes qui n'offraient aucun exemple de la centralisation du ministère pastoral de tout un canton dans une seule main, la nécessité de pourvoir efficacement au bien spirituel des âmes, firent dès le premier moment admettre en principe ce que M. le comte Portalis exprime ainsi : « Les curés n'ont sur les desservants (de succursales) aucune autorité réelle, d'après un règlement pour le diocèse de Paris approuvé par le gouvernement, le 25 thermidor an X, règlement devenu commun aux autres diocèses. Ils ont un simple droit de surveillance, dont l'objet est de prévenir les évêques des irrégularités et des abus parvenus à leur connaissance. » (Note de M. le C. Portalis). C'est, par voie d'interprétation, la négation du 1^{er} paragraphe du 31^e art. organique.

Il en est résulté que les succursalistes, improprement appelés desservants, ont été au fond considérés comme de *vrais curés*, puisqu'ils ne sont pas soumis à l'autorité des curés en titre, et qu'ils ne sont pas davantage les vicaires de l'évêque; mais *amovibles*, puisque les articles organiques l'ont ainsi réglé et que les évêques s'y sont conformés. Cet ordre de chose a duré depuis cette époque sans changement bien notable. Rome se réserve de décider les questions qu'il pourrait soulever, et nul n'est, provisoirement au moins, autorisé à s'y soustraire.

L'existence des curés amovibles est donc née d'un mal-entendu, ou si l'on veut, d'une maladresse gouvernementale. L'Eglise la tolère et défend aux particuliers d'y toucher. Dieu, qui fait tout servir à ses vues, a peut-être mis là un remède aux maux que l'absence ou l'impuissance des tribunaux ecclésiastiques rendrait, sans cela, beaucoup plus considérables.

terdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

« Art. 34. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son Evêque (39).

SECTION V. — Des chapitres cathédraux, et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du Siège.

« Art. 35. Les Archevêques et Evêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des Chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former (40).

« Art. 36. Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des Evêques suffragants, au gouvernement des diocèses.

« Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'Evêque, jusqu'à son remplacement (41).

« Art. 37. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au Gouvernement de la vacance des sièges et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants.

« Art. 38. Les vicaires généraux qui gouvernent pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

(A suiv. e).

Courrier de l'Utile.

COLLAGE DU VIN ET SA MISE EN BOUTEILLES.

C'est ordinairement au mois de mars que l'on met le vin en bouteilles.

Les tonneaux ont dû, au moment de la récolte ou de la mise en cave, être disposés bien horizontalement sur des madriers. S'ils penchaient en avant, la lie se réunirait près de la cannelle et

(39) L'art. 32 limite le pouvoir qu'a le Pape d'envoyer où il le juge à propos tel ecclésiastique qu'il lui plaira.

L'art. 33 traite sommairement et sans la moindre compétence d'autorité ou de doctrine, une question canonique.

Il en est de même de l'art. 34.

(40) L'art. 11 du Concordat laisse aux Evêques la faculté d'avoir un Chapitre. Le présent art. 35 soumet entièrement l'usage de cette faculté à l'autorisation du Gouvernement. C'est bien voisin d'une contradiction. Car l'art. 11 du Concordat ne peut que difficilement s'entendre dans le sens que le Gouvernement se réserve d'autoriser soit l'établissement du Chapitre, soit le choix des membres appelés à le composer.

(41) Article anti-canonique, contradictoire, aboli par les art. 5 et 6 du décret du 28 février 1810.

sortirait avec le vin. S'ils étaient inclinés en arrière, il faudrait les soulever vers la fin du soutirage, et la lie encore se mêlerait au liquide.

Quinze jours ou trois semaines avant la mise en bouteilles, une opération est nécessaire, c'est le collage.

Pour coller le vin rouge, prenez des blancs d'œufs à raison de deux pour 250 bouteilles. Tirez une bouteille de vin de la pièce, jetez les blancs d'œufs dans la moitié de ce liquide, battez de manière à produire de l'écume, versez dans le tonneau dont vous agitez le contenu avec un baton, ou mieux avec une tringle de fer garnie de crins très-forts. Remettez dans la pièce la demi-bouteille qui vous reste et remplacez la bonde.

Pour le vin blanc, faites tremper et délayez dans un peu de vin de la colle de poisson, battez pour obtenir de l'écume et versez dans le tonneau en agitant comme pour le vin rouge. Sept grammes de colle sont nécessaires pour 200 litres.

En général, gardez-vous de coller le vin aux époques où la vigne commence à pousser, où elle fleurit, où la grappe se colore.

Ayez soin de bien nettoyer les bouteilles avant d'y mettre le vin. Le plus simple est de les rincer à mesure qu'elles se vident et de les faire égoutter avant de les descendre à la cave. Là on les place le goulot en bas sur des planches percées ou sur des porte-bouteilles.

Rejetez soigneusement toutes celles qui auraient contenu de l'huile, des drogues ou des parfums.

Si, faute d'un nombre suffisant de bouteilles, vous teniez à utiliser ces dernières, vous vous servirez pour les nettoyer d'une dissolution de potasse, de soude, de chaux, de cendre de bois. Un moyen moins dispendieux consiste dans l'emploi de plusieurs cuillerées de sciure de bois de chêne par bouteille, qu'on agite pendant quelques secondes avec un peu d'eau la plus chaude possible. Réitérez l'opération une ou deux fois, puis passez à l'eau ordinaire.

Si les bouteilles avaient renfermé une matière résineuse, ou une huile empyreumatique, mouillez préalablement les parois internes du vase d'un peu d'alcool, en employez pour le nettoyage la fonte granulée ou le noir animal en grains.

Mais ne vous servez jamais de plomb, des grains peuvent très-bien se loger au fond des bouteilles et s'y transformer en carbonate de plomb. Dans ce cas la liqueur contenue dans les bouteilles peut présenter des dangers très-sérieux et même provoquer un empoisonnement.

Quand les bouteilles sont bien égouttées, d'aucuns y passent une cuillerée de bon cognac.

Vous mettez le vin dans ces bouteilles lorsque le collage l'a rendu parfaitement limpide. Le vin tiré par un temps clair et par un vent du nord est toujours mieux conditionné. Jamais ne procédez à cette opération par un temps orageux ni aux trois époques de la vigne.

Mettez la cannelle à six millimètres environ du bord de la futaille, et remplissez les bouteilles

jusqu'au goulot; laissez reposer la mousse et achevez de remplir jusqu'à quatorze millimètres du bouchon. Enfoncez celui-ci à l'aide d'une batte ou d'une machine à levier, laquelle est préférable, de sorte qu'il ne dépasse la bouteille que de deux ou trois lignes.

Rangez les bouteilles en piles de quatre ou cinq pieds de haut. Que chaque rang soit séparé par une latte placée sur les goulots, et supportant le fond des bouteilles du rang supérieur. Si vous voulez que l'arrangement soit solide, n'employez que des bouteilles semblables de forme et de dimension. Le verre devra être assez épais, sinon le poids des lignes superposées en déterminerait la rupture.

On vend aujourd'hui dans les magasins de quincaillerie des porte-bouteilles en fer très-commodes et à des prix modérés.

Posez les bouteilles bien horizontalement, afin que le bouchon ne cesse pas d'être en contact avec le vin, et, que le tartre se dépose dans la cavité inférieure du ventre de la bouteille.

Si la cave du presbytère est pourvue d'un caveau, c'est là que vous devez placer le vin. Entretenez-y la propreté la plus grande et n'y déposez ni bois vert ni légumes frais.

Dans la crainte que le vin ne perde de son bouquet, goudronnez les bouteilles avant de les ranger.

L'opération est des plus faciles et se pratique de la manière suivante :

Faites fondre quatre parties de colophane, ajoutez-y quatre parties de poix résine; quand le mélange est liquide, plongez-y le goulot des bouteilles, tournez celles-ci horizontalement sur elles-mêmes, afin que la couche s'étende également sur toute la surface du bouchon.

Ne plongez pas le goulot dans un mastic brûlant, parce que cette chaleur excessive ferait éclater le verre. Si vous voulez donner au goudron une couleur agréable et une solidité plus grande, ajoutez-y deux parties de gomme laque.

Pour les vins mousseux, le goudron ne suffirait pas, il faut encore ficeler les bouteilles.

C'est ainsi que se traitent tous les vins de France et les vins étrangers de même nature. Les vins de liqueur, tels que le Malaga et l'Alicante, doivent être gardés dans l'appartement. Les bouteilles seront dressées et dans le cas où elles ne seraient pas tout-à-fait pleines, le vin n'y perdrait rien. A Madère, le vin pour vieillir reste dans des étuves.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 8 februarii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

times, des exécutions; il y a eu des sacrifices onéreux à faire, et l'on cite quelques maisons de la coulisse qui n'ont pas résisté à la débâcle; mais l'on peut dire, aussi bien pour la coulisse que pour les agents de change, que le marché de Paris a conservé sa vieille réputation d'honneur et de probité. Grâce à ces sacrifices d'un côté, et, de l'autre, grâce au concours d'intermédiaires puissants et influents, on est parvenu à doubler le cap des tempêtes, et le navire qui portait la fortune de la France, c'est-à-dire son crédit, vogue déjà au loin, vainqueur des flots : *fluctuat, nec mergitur*.

Voici les cours de fin de semaine :

Au comptant, le 3 0/0 ferme à 82.75 en hausse de 40 centimes sur la semaine passée. L'amortissable perd au contraire 30 centimes, à 82.

Le 5 0/0, dont on a détaché un coupon de 1 fr.25, finit à 115 après avoir fait 112.75.

Pour fin courant, le 3 0/0 termine à 82.25; l'amortissable, à 82.25; et le 5 0/0, à 115.20.

Les fonds d'Etat étrangers ne s'éloignent pas sensiblement de leurs derniers cours.

Profitant habilement de la baisse occasionnée par la crise, Londres nous a acheté un stock important d'Égyptiennes Unifiées, et Amsterdam une quantité considérable d'Extérieures Espagnoles. Ne le regrettons pas : l'Espagne, tout le monde le sait, n'est pas une bonne créancière, tant s'en faut, et l'Égypte, personne non plus ne l'ignore, est en ce moment travaillée par la révolution. L'autorité du Khédive est à la merci du parti militaire, et en ce moment la question est de savoir si l'Angleterre et la France n'interviendraient pas, le cas échéant, pour une action commune. Le cas se discute dans les journaux, il y a des pourparlers diplomatiques.

Passons à Constantinople. Le 5 0/0 Turc est revenu à 11.10, au lieu de 11.80, dernière cote mentionnée.

On annonce d'Anvers qu'un meeting convoqué par le comité belge des porteurs de fonds turcs a adopté à l'unanimité le règlement conforme au décret du sultan du 8 décembre 1881, c'est-à-dire qu'on s'y prend de toutes les manières, pour ramener la faveur sur ces titres, mais qu'on n'y réussit pas.

Le 5 0/0 Italien est en reprise de 15 centimes à 86.35. Le gouvernement Italien pour faciliter l'immobilisation de la rente 5 0/0, a décrété l'abolition de toute taxe sur les opérations de transfert des titres au porteur en titres nominatifs.

Est-ce par suite de cet exemple? nous ne savons, mais toujours est-il question de supprimer aussi chez nous tous les droits de timbre qui frappent les opérations de transformation des titres au porteur en titres nominatifs. On espère par cette mesure faciliter le placement de la rente à l'étranger.

Nous avons annoncé que les actionnaires de l'Union générale avaient été convoqués en assemblée extraordinaire pour le vendredi 3 février. La réunion n'a pu avoir lieu, car un jugement du tribunal de commerce de la Seine, daté de la veille, avait prononcé la faillite de la Société.

Qu'on ne s'y méprenne pas : il y a beaucoup de politique et de religion dans cette affaire. La preuve en est dans l'empressement et la joie de certains journaux à saisir cette occasion de tomber sur les catholiques. Il convient d'attendre; de part et d'autre, les dossiers se préparent, et la vérité se fera jour.

Quelle qu'elle puisse être, cette vérité, elle porte son enseignement pour les intérêts catholiques : c'est qu'ils doivent plus que jamais persévérer

dans le bien, c'est qu'ils doivent s'unir avec plus de force encore pour triompher de l'ennemi commun, si actif, si puissant aujourd'hui; les églises, les écoles, les pauvres, les missions, les vocations ecclésiastiques, les bonnes bibliothèques, en un mot toutes les œuvres de charité et de bon combat doivent obtenir leurs préférences.

Nous avons la consolation de pouvoir penser qu'il en est bien ainsi, à la manière dont les nouvelles actions de la Société générale de Librairie Catholique trouvent leur placement. En effet, le compte-rendu de la dernière assemblée des actionnaires vient d'être à peine envoyé aux intéressés, et déjà un bon nombre usent de leur privilège de souscription.

Nous devons ajouter que beaucoup retiennent des actions pour des amis et des connaissances, au cas où il serait possible d'en avoir.

Mais, faisons mieux que de louer nous-mêmes un tel placement, et laissons parler la presse compétente. Voici ce que nous lisons dans le journal financier, *La Banque* :

Vendre des actions du Crédit Foncier. Acheter des actions de la Société générale de Librairie catholique.

A un point de vue absolu, les actions du Crédit Foncier méritent certainement d'être placées au rang des meilleures valeurs françaises, et, si la spéculation n'en avait poussé les cours de la manière la plus exagérée, bien loin d'en recommander la vente, nous en conseillerions l'achat.

Malheureusement, la spéculation, qui corrompt tout ce qu'elle touche, s'est livrée sur ces actions à des écarts semblables à ceux qu'elle a commis sur les valeurs Suez et sur les titres de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

Au lieu de laisser l'action du Crédit Foncier à des niveaux comportant une capitalisation de 5 0/0, la spéculation, escomptant certaines combinaisons problématiques d'augmentation du capital social, a déterminé une hausse exagérée de cette valeur jusqu'à des cours auxquels ne correspondait plus qu'un taux de capitalisation aussi dérisoire qu'inadmissible. Il en est résulté un mouvement de réaction qui a déjà ramené les cours bien en arrière des plus hauts sommets atteints, et qui, d'ailleurs, est inévitablement destiné à se continuer et peut-être même à s'exagérer.

Il est certain, en effet, qu'il serait imprudent de capitaliser l'action du Crédit Foncier au-dessous de 5 0/0. La branche principale des services de l'établissement, celle des prêts hypothécaires, est soumise à de grandes variations dans son activité. Elle est entièrement subordonnée au développement qui ne procède guère que par saccades, et dont les brusques variations ont été la ruine de l'ancienne Compagnie immobilière. Il en résulte que, si brillantes que soient les affaires du Crédit Foncier pendant un exercice, il faut bien se garder de les prendre pour base d'une estimation des bénéfices de l'établissement dans l'avenir. Une capitalisation de l'action inférieure à 5 0/0 est donc évidemment insuffisante.

Au cours actuel de 1550, l'action du Crédit Foncier, qui n'est libérée que de moitié, coûte, net à payer, 1300 fr. Le dividende du dernier exercice n'ayant été que de 42 fr. 50, il en résulte que le revenu à ce cours est inférieure, à 3,30 0/0. Ce serait folie de se contenter d'un intérêt aussi restreint, alors qu'on peut employer ses capitaux en actions de la Société de Librairie catholique, actions qui donnent un revenu, « net d'impôts », de 5 0/0. Ceux de nos lecteurs qui connaissent la situation très prospère de la Société de Librairie catholique, savent que les perspectives d'avenir de cette Société sont des plus brillantes, surtout depuis que de nouveaux projets, destinés à étendre la sphère d'action de la Société, sont en préparation.

En vendant quatre actions du Crédit Foncier, au cours de 1550, soit au prix net de 1300 fr., on encaisse 5200 fr.

Avec cette somme, on peut acquérir 10 actions de la Société générale de Librairie catholique, coûtant 5000 fr.

Il reste un boni de 200 fr.

Les quatre actions du Crédit Foncier n'auraient donné qu'un revenu de 170 fr., tandis que les dix actions de la Société de Librairie catholique fourniront un revenu annuel « minimum » de 250 fr. On aura donc augmenté le produit de son capital d'environ 80 fr. par année. C'est là un avantage très appréciable que tous les capitalistes intelligents chercheront à s'assurer.

VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*, directeur-général, 76, rue des Sts-Pères, Paris.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.
1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTET, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLot.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8° 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres*. — *Les Actes du concile du Vatican*. — 1 vol. de xiv-527 pages. — II^e VOLUME. *Fin du Symbole*. — *Le Décalogue et les Sacrements*. 1 vol. de 501 pages. — III^e VOLUME. *Suite des Sacrements*. — *Prière*. — *Sujets divers*. — 1 vol. de 541 pages. — IV^e VOLUME. *Sujets de circonstance*. — *Le Syllabus commenté*. — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et viii-519-
xlviii pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. *Années 1868-1869*. 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — II^e SÉRIE. — 1 vol. in-12, de 362 pages, 3 fr. — III^e SÉRIE. *Les épreuves et les joies de la famille*. — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — IV^e SÉRIE. *Les devoirs de l'Époux*. — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8°, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Epîtres et Evangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GUILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOY, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — 1^{er} volume : Dieu, la Création et la Providence. — 2^e volume : Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbatis ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servatissimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLOR, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8°, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de saint Joseph*; *l'Année avec saint Joseph*; *Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête)*; *Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph*; *le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph*; *les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph*; *les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph*; *le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph*; *Couronne de Dévotions et Priatiques pieuses à saint Joseph*; *les Archiconfréries de saint Joseph*, etc., etc., traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIGAUD, curé de Nocq-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouvelle édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGE, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le *Psautier de saint Joseph*, la *Dévotion des sept dimanches*, un *Nouveau Mois de mars des âmes pieuses*, avec un grand nombre d'exemples inédits; le *Culte perpétuel*, la *Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie*, un *Choix de prières*, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in-32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou saint Joseph et la France de notre époque, par M. l'abbé B. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^t de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 7 :

PRÉDICATION : Pour le premier dimanche de Carême. Les grands péchés contemporains : le blasphème. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : *Index* : Ouvrages condamnés. — Sens de la formule *Dimitatur*. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Le prêtre s'incline-t-il à *Humiliate capita vestra Deo*? — Un missionnaire en pays infidèle peut-il célébrer avec un servent ne sachant pas répondre? sans servant? en quel cas? — Pour l'Adoration perpétuelle peut-on chanter une messe du S. Sacrement le 2 novembre, l'office des morts terminé? — Doit-on genu-flecter à deux genoux en entrant dans l'église? — Peut-on, faute de chantres, se contenter de chanter à la messe les chants communs, *Kyrie*, etc.? — La fête du S. Cœur de Marie tombant en occurrence avec la Décollation de S. Jean-Baptiste, laquelle se transfère? Item pour la fête de S. Raphaël et du patronage de la Sainte Vierge? — Peut-on, pour plus de commodité retrancher un psaume des vêpres, ou changer les vêpres? — Au capitule de None des fêtes de l'Avent, doit-on lire : *Et eliget adhuc d' Israël*? — Plusieurs scapulaires peuvent-ils être suspendus aux mêmes cordons? — Faut-il, pour la confrérie du Carmel, être inscrit sur le registre? — L'indulgence plénière attachée à la procession se gagne-t-elle le jour même? — Pour indulgencier les objets de piété, doit-on employer les formules de bénédiction du Rituel? — L'harmonium est-il compris dans cette déferse : *non pulsantur organa*? — Est-il contr. versé qu'on puisse donner aux cordigères de S. François l'Absolution générale? — A la fin des Laudes des défunts, quand doit-on dire les Versets? le *De profundis*. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE : Que penser de la manière d'agir d'un curé qui, ayant reçu en legs des sommes destinées à être employées par lui à l'achèvement de l'église, les a, en attendant, placées dans une entreprise particulière avec le concours du trésorier de la fabrique? — Une rente destinée à être distribuée aux pauvres par le curé est représentée par un titre au porteur : comment assurer contre les accidents possibles ce titre de rente? Peut-on le convertir en titre nominatif? — Le curé peut-il, de son chef, tenir fermée une tribune de l'église? — Etant donné que la commune fournit un logement aux vicaires et qu'un vicaire peut habiter sa propre maison, qui peut disposer de la maison louée par la commune pour le vicaire? Ce vicaire a-t-il droit à une indemnité? — Peut-on maintenant, sans l'avis de l'Evêque, distraire quelque chose du terrain attribué au curé pour le donner à l'insituteur. — VARIÉTÉS : Les articles organiques (4^e art.) — COURRIER DE L'URBIE : Questions et réponses : Recette pour vernir le cuivre ; — enlever les taches de bougie sur des candélabres dorés ou vernis ; — nettoyer les métaux ; — faire la saucisse.

REVUE LITTÉRAIRE.

Combinaisons de Primes pour le mois de mars et le Carême

OFFERTES A TOUS LES CLIENTS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE.

On se plaint souvent que les bons livres coûtent plus cher que les mauvais. De pareils griefs sont bien faits pour nous émouvoir. Nous voulons y répondre par des faits et non par des paroles.

Pour faciliter l'achat de bons livres, notamment à l'occasion du mois de mars, consacré à saint Joseph, et du Carême, dans lequel nous allons entrer, pour permettre à toute famille chrétienne, à toute école libre, à toute bibliothèque paroissiale, à tout particulier, d'acquiescer à peu de frais un certain nombre d'ouvrages excellents sur ce double sujet, la Société générale de Librairie catholique offre à tous ses clients et par leur intermédiaire à toutes les personnes qu'ils pourraient lui désigner, les deux combinaisons suivantes :

1^{re} COMBINAISON :

LIVRES SUR LE GLORIEUX S. JOSEPH.

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de pratiques et de prières en l'honneur de ce glorieux patriarche,

contenant le *Psautier de saint Joseph*, la *Dévotion des sept dimanches*, un *Nouveau Mois de Mars des âmes pieuses*, avec un grand nombre d'exemples inédits ; le *Culte perpétuel*, la *Dévotion au cœur très pur de l'auguste époux de Marie*, un *Choix de prières*, etc., par le R. P. Huguet, approuvé par Mgr l'évêque de Moulins, 6^e édition de XII-452 pages, avec lettres ornées : 1 franc 50.

Saint Joseph protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par D. VERHAEGE, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). Seconde édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 volume in-12 de XVI-504 pages : 3 fr.

L'opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou saint Joseph et la France de notre époque, par M. l'abbé B. BION. — Un volume in-12 de III-238 pages : 1 fr. 50.

Neuvaine à saint Joseph, patron de l'Eglise universelle, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même, 8^e édition. — 1 vol. in-32 de 64 pages : 0 fr. 50.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou *Visites au glorieux époux de Marie*, tirées des œuvres de saint Alphonse de Liguori, docteur de l'Eglise. — 1 vol in-32 raisin, de 91 pages, orné d'une gravure : 0 fr. 50.

Ces 5 volumes, qui coûteraient 7 francs, si on les achetait en librairie, seront expédiés

pour 4 fr. 50 cent. à tous ceux qui en feront la demande. L'envoi aura lieu *franco* par la poste.

2^e COMBINAISON :

LIVRES UTILES POUR LE CARÊME.

Les 15 volumes des ouvrages ci-dessous que nous offrons à MM. les ecclésiastiques valent **42 fr. 50** en librairie.

Ces 15 volumes leur seront expédiés *franco* pour le prix extraordinairement réduit de **20 fr.**

Instructions choisies des grands prédicateurs sur les *Epîtres et les Evangiles des dimanches et fêtes* : BOSSUET, BOURDALOUE, MASSILLON, FLÉCHIER, etc. 4 beaux vol. de xxxvi-554, 512, 476 et 512 pages : 12 fr.

Prédicateur (1e), ou Examen, d'après l'Ecriture, les Conciles et les saints Pères, de *ce qu'il doit être et de ce qu'il doit dire*, dédié à Mgr l'archevêque de Paris, par M. l'abbé Morel, chanoine théologal. — 1 vol. in-12 de xv-404 pages : 2 fr.

Guide (1e) **de l'âme en retraite**, par le P. Jacques NOUET, de la Compagnie de Jésus; nouvelle édition, revue et mise dans un ordre nouveau, par le P. Henri Pottier de la même Compagnie. — 3 volumes in-12 de xxxiv-594, 492 et 456 pages. 8 fr.

Mystère (1e) **de la Redemption**, et les *Fruits de l'arbre de la Croix, suivis de considérations sur la Passion de N.-S. Jésus Christ*, extrait du *Catéchisme* et du *Mémorial* du P. LOUIS DE GRENADE de l'ordre de Saint-Dominique, par un Père de la Compagnie de Jésus, 1 vol. in-12 de xxiv-436 pages 2 fr. 50.

Enseignements (les) **de Notre-Dame de Lourdes**, CONFÉRENCES sur les grandes *vérités dogmatiques et morales du catholicisme*, traduites des paroles de la très sainte Vierge Marie, mère de Dieu, à Bernadette Soubirous. (**Pénitence, Pénitence, Pénitence**), par M. l'abbé Ginestet, curé de Noailles. Ouvrage dédié à Mgr Ramadié, archevêque d'Albi, et revêtu de son approbation, 2 beaux vol. in-12 de 428, et 411 pages 6 fr.

Connaissance (de la) **et de l'amour du Fils de Dieu, N.-S. J.-C.**, par le P. J.-B. de St-Jure de la Compagnie de Jésus, nouvelle édition revue et corrigée, par un P. de la même Compagnie. — Édition à l'usage du clergé et des communautés religieuses. — 4 beaux volumes in-12 de xx-600, 617, 608 et 555 pages. 12 fr.

Ces divers ouvrages ont été choisis avec le plus grand soin. — Ils ont tous pour but de servir de guide soit pour PRÊCHER, soit pour diriger les âmes dans les temps de RETRAITE et de PÉNITENCE.

NOTA. — Voir aussi notre dernière page indiquant un certain nombre d'autres ouvrages sur les mêmes sujets en dehors de cette liste.

Demandes et Réponses.

D. — Je suis au milieu d'une paroisse mêlée de beaucoup de protestants. Les idées anti-religieuses commencent aussi, malheureusement, à y pénétrer, soit par les mauvais journaux, soit par les mauvais écrits que les colporteurs viennent y jeter. J'ai déjà opposé au mal des livres et des brochures dont la lecture n'a pas été sans efficacité. Il me faudrait en ce moment,

pour lutter contre un certain courant d'idées, un ouvrage qui fasse connaître en abrégé l'ancien et le nouveau Testament. Je veux prêcher tout particulièrement sur la Bible pendant le carême, et je voudrais un livre propre à faire circuler dans ma paroisse comme souvenir et commentaire de mes instructions. Veuillez me l'indiquer. — A. P. J., curé.

R. — Nous avons : QU'EST-CE QUE LA BIBLE, volume in-12 de 410 pages (3 francs), plusieurs fois recommandés ici, dans l'*Ami du Clergé*. Vous y trouverez, notamment, au § v du chapitre II de la deuxième partie, page 220, un récit tout-à-fait remarquable de la « passion de Notre Seigneur Jésus-Christ d'après les quatre évangélistes. »

Cet ouvrage donne une connaissance exacte de tous les livres saints. Le chapitre III de la deuxième partie sur les *Actes des Apôtres* nous a été signalé par un professeur d'Ecriture Sainte comme un petit chef-d'œuvre de narration historique. Vous ne sauriez trop propager ce livre auquel des catéchismes de persévérance d Paris empruntent la *Passion* qu'on fait réciter le dimanche des Rameaux.

D. — Bon nombre de fidèles m'ont consulté pour avoir un livre autre que les « *Paroissiens* » ordinaires, où ils trouveraient une explication liturgique très abrégée, des offices de tous les dimanches et des principales fêtes de l'année. Quel ouvrage conseiller ? L. An, curé de M. (Belgique).

R. — Les *Semaines liturgiques* d'après Guillaume Durand, charmant volume, titre rouge et noir, de 450 pages (3 fr.) contiennent exactement ce qui vous est demandé. C'est un ouvrage très apprécié du clergé et très goûté des fidèles. Il instruit et édifie, nourrit la piété et l'éclaire. Il n'est pas de jour qu'il ne soit demandé à l'éditeur. Comptez d'avance que vous en serez satisfait.

D. — Seriez-vous assez bon pour m'indiquer un ouvrage qui me fournit quelques documents pour le sujet de dissertation dont le plan serait : *Moyens pratiques d'entretenir la piété dans une paroisse* : confréries et associations, règlements et retraites annuelles pour les personnes qui en font partie...

Vos indications recevront de moi le plus bienveillant comme le plus reconnaissant accueil.

TH. B.

R. — Nous vous recommandons en première ligne l'ouvrage du R. P. F. X. Schoupe : *MANUEL DES DIRECTEURS DE CONGRÉGATIONS, Recueil d'instructions pour les Congrégations de la sainte Vierge*. (1 volume in 12 de iii-381 pages, titres rouge et noir. Prix 3 francs).

L'ouvrage se compose de soixante-six chapitres, et en voici en particulier quelques-uns qui répondent directement à vos indications : Origine et nature des congrégations, — Leurs avantages, — Devoirs des congréganistes, — Bonheur du congréganiste fidèle, — Retraite annuelle, — Bonnes œuvres.

St-B. (Suisse).

D. — Veuillez, s'il vous plaît, me dire, dans le prochain n° de l'*Ami du clergé*, ce que vous pensez de l'ouvrage intitulé : *Les mélodies grégoriennes*, par le R. P. dom Joseph Pothier.

Je désirerais aussi en connaître le prix.

J. H. D.

R. — C'est une publication très estimée, et excellente en effet.

Le prix est de 10 fr.

PRÉDICATION.

POUR LE PREMIER DIMANCHE DE CARÊME :
LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS
(LE BLASPHEME) (1).

Blasphemia tollatur a vobis cum omni malitiâ.
(Eph., v, 13).

Pendant le Carême, l'Eglise ne cesse de recommander à ses ministres de se retremper dans les énergies d'une hardiesse toute apostolique. Elle leur dit, comme Dieu autrefois aux Prophètes : « Allez, et ne craignez point. Voilà que je vous ai établis dans Israël pour renverser et pour bâtir, pour arracher et pour planter : renverser l'édifice du mal et bâtir l'édifice du bien ; arracher les ronces du péché et planter les germes divins de la vertu. Multipliez vos efforts, sans vous lasser, *clama, ne cesses* ; donnez à votre voix l'éclat de la trompette, *quasi tuba exalta vocem tuam* ; rapprochez à mon peuple ses crimes et à la maison de Jacob ses prévarications, *et annuntia populo meo scelera eorum, et domui Jacob peccata eorum*. — C'est pour obéir à l'Eglise que, pendant la sainte Quarantaine, nous allons vous remettre vos fautes sous les yeux : non pour vous irriter, non point pour vous couvrir de confusion ; mais pour vous montrer vos plaies, vous en faire sonder la profondeur, vous en signaler les dangers, et vous aider, en vous suggérant les remèdes propres à vous en guérir. Nous nous entretiendrons aujourd'hui d'un grand crime de l'époque actuelle : le blasphème. Sujet important pour tout le monde : pour les pécheurs, afin qu'ils se frappent la poitrine et se convertissent ; pour les justes afin qu'ils demandent pardon pour les coupables et qu'ils apaisent, par leurs expiations, la justice de Dieu irrité. Le blasphème est un péché très-grief, c'est un crime excessivement commun : ces deux pensées feront l'objet et le partage de cette instruction.

I

On entend par blasphème toute parole ou toute action injurieuse à Dieu considéré en lui-même ou dans ses œuvres. On ne blasphème pas seulement en profanant audacieusement le nom surdorable du Seigneur ; mais encore en s'attaquant à ses perfections, à sa nature et à son existence, en outrageant les saints et la reine de tous les

saints la T. S. Vierge, en insultant Jésus-Christ ou son œuvre, l'Eglise.

Comment pourrai-je faire comprendre la malice de ce péché qui pénètre d'horreur les cœurs bien nés, réjouit les démons et fait pleurer les anges ? Le blasphème est un CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ DIVINE au premier chef. Il s'attaque directement à Dieu, non point seulement pour lui désobéir, mais pour l'injurier, l'insulter et le maudire ! — Le blasphème, c'est LA PLUS HORRIBLE DES IMPIÉTÉS. Que diriez-vous d'un fils qui mêlerait à tous ses propos une parole dont le sens explicite serait : Maudit soit mon père ? C'est ce que fait le blasphémateur en outrageant le nom trois fois saint du Très-Haut. — Le blasphème, c'est LE PLUS INSENSÉ DES ATTENTATS. Insulter le Tout-Puissant en face, alors que nous sommes entre ses mains et qu'il n'aurait qu'à vouloir pour nous laisser tomber au fond des enfers, se peut-il une plus inexplicable folie ? — Le blasphème, c'est le PLUS INDIGNE DES SACRILÈGES. Le plus beau privilège intérieur de l'homme, c'est la raison. La plus belle manifestation de la raison, c'est le langage : admirable faculté qui donne à l'instant même, aux idées conçues dans les profondeurs invisibles de l'âme une forme sensible et tellement exacte que ces idées sont aussitôt connues de nos semblables, aussi bien que nous les connaissons nous-mêmes. Par cette double puissance et de concevoir sa pensée et de la produire, l'homme a l'honneur incomparable de ressembler fidèlement à Dieu concevant et produisant de toute éternité son Verbe, qui est la Raison substantielle et son adorable Parole. Or, le blasphémateur abuse de la raison et du langage pour profaner non point un sanctuaire de Dieu, mais Dieu lui-même, sa nature, ses perfections, son nom, ses œuvres. — Le blasphème, c'est LA PLUS NOIRE DES INGRATITUDES. Criminels insulteurs de Dieu, approfondissez tant que vous voudrez votre forfait, et vous verrez que, quel que soit votre blasphème, vous êtes des ingrats. Attaque-t-il Dieu ? c'est un père que vous outragez, le meilleur des pères, *qui magis pater* ? dit Tertullien. Jésus-Christ ? c'est un Sauveur dont vous méprisez l'incarnation, les mérites et la mort. L'Eglise ? c'est une mère dont vous oubliez les soins, les sollicitudes, la tendresse et le dévouement. La Sainte Vierge ? c'est une médiatrice qui a cent fois obtenu votre grâce, en fléchissant le bras de son divin Fils. Les anges et les saints ? ce sont des frères qui vous ont rendu et qui ne cessent de vous rendre les services les plus précieux pour le corps et pour l'âme. — Le blasphème, c'est UN ABÎME DE PERVERSITÉ ET UN MONSTRE DE MALICE. Ici le coupable n'a pas comme dans les autres prévarications, l'excuse de la concupiscence, ni l'attrait de l'intérêt personnel. Quelque honteuses que soient les jouissances du mal, hélas ! il faut bien en tenir compte pour l'appréciation des fautes humaines. Dans les enflures de l'orgueil, dans la passion du lucre, dans les représailles de la vengeance, dans les

(1) En 1880, l'*Ami du Clergé*, pendant le Carême, a principalement traité, dans ses instructions, « du sacrement de pénitence ; » en 1881, il a pris pour thème de prédication, « les fins dernières ; » cette année, il parlera « des grands péchés de l'époque actuelle. » Voici les titres des instructions qu'il se propose d'offrir à ses lecteurs :

- 1° Le blasphème.
- 2° La profanation du dimanche ;
- 3° Les mauvaises lectures ;
- 4° L'esprit d'indépendance ;
- 5° L'adoration du veau d'or ;
- 6° Le sensualisme.

désordres de la chair, le dérèglement s'explique par les viles satisfactions qu'on y trouve et qu'on espère y trouver. Mais quel bien, même matériel et périssable, peut résulter du blasphème ? Quel plaisir, même ignoble et sensuel, est-il possible d'en retirer ? Aucun absolument ; c'est le mal pour le mal, qui n'a qu'une seule explication, mais elle est horrible, LA HAINE DE DIEU. Oui ! la haine de Dieu, toujours au moins implicite, et trop souvent expresse et formelle. — Que dirai-je encore ? le blasphémateur est pire que les Juifs déicides qui n'eussent ni insulté, ni crucifié J.-C. s'ils l'eussent connu ; car, lui, reconnaît Dieu pour son maître, et il l'insulte ; il est pire [que les démons qui maudissent Dieu sous le coup de ses effroyables vengeances, car, lui, le maudit accablé de ses innombrables bienfaits ! Ah ! quand je songe à tous ces caractères du blasphème, je comprends que les saints Docteurs n'en parlent qu'avec une souveraine horreur, qu'ils le stigmatisent avec la dernière indignation, qu'ils l'appellent le péché le plus horrible ¹, le plus grand ², le plus diabolique ³, le plus injurieux à Dieu et le plus funeste à l'homme ⁴.

Mais voulez-vous sentir plus vivement la grièveté du blasphème ? écoutez. Un blasphémateur est amené un jour devant Moïse. Moïse consulte aussitôt le Seigneur pour qu'il prononce lui-même la sentence. « Que ce téméraire, dit Dieu, soit conduit hors du camp et lapidé par tout le peuple ! » Voilà la loi posée : le blasphémateur aura à subir même dès ici-bas le châtiment de son crime. Descendons la suite des âges et remarquons quelques-unes des vengeances de Dieu. Coré, Dathan et Abiron blasphémèrent contre les ministres de Dieu : incontinent la terre s'entrouvre et les engloutit. Sennachérib blasphème contre la puissance du Très-Haut : et la nuit suivante l'ange du Seigneur visite son camp, y tue 185,000 guerriers et le roi d'Assyrie fugitif est assassiné en rentrant dans ses états. Julien l'apostat blasphème contre la religion et contre son chef, J.-C. : et une flèche vengeresse, dans une expédition lointaine, lui perce la poitrine ; et l'insulteur du Christ recueillant dans ses mains du sang qui s'échappe de sa blessure à gros bouillons, s'écrie avec l'accent de la rage : tu as vaincu, Galiléen ! Arius blasphème le Fils de Dieu et Marie sa mère : il s'arrache les entrailles dans les plus cruelles douleurs. Luther et Calvin blasphèment contre le dogme, la morale, le pape et les évêques catholiques et ils font la fin la plus honteuse, la plus malheureuse, la plus désespérée. Voltaire blasphème, au siècle dernier, et avec lui la France entière ; et Voltaire périt avec la dernière ignominie, dans les transports de la rage la plus

effrayante, sans avoir pu obtenir l'assistance du prêtre qu'il réclamait à grands cris ; et la France sa complice passe par les horreurs, les bouleversements, les ruines sanglantes de la grande Révolution. Malheur, trois fois malheur, aux individus, aux familles, aux sociétés qui blasphèment Dieu ! L'expérience nous montre avec quelle rigueur Dieu use de représailles. Quiconque maudira son Père, (c'est-à-dire Dieu) et sa mère (c'est-à-dire l'Eglise) sera frappé de mort ! Rien ne provoque si puissamment les coups de la colère de Dieu, que le blasphème, dit saint Chrysostôme ; *nihil ita exacerbat Deum sicut quando nomen ejus blasphematur* . L'histoire entière est le commentaire de cette parole !

II

L'apôtre S. Jean, dans son exil de Pathmos, eut une vision prophétique, qu'il rapporte au xviii^e chapitre de l'Apocalypse, et dont il semble que nous ayons aujourd'hui le plein accomplissement. L'ange du Seigneur l'emporta en esprit dans un désert, et il vit une femme vêtue de rouge, assise sur une bête rouge. Et elle était chargée d'or et de pierreries, et tenait à la main une coupe d'or remplie d'abominations, et cette femme était pleine de noms de blasphèmes. *Vidi mulierem sedentem super bestiam coccineam plenam nominibus blasphemie*.

Disons-le, en nous voilant la face, cette femme c'est notre malheureuse patrie. Le blasphème le plus éhonté retentit partout, sous toutes les formes, sur toutes les lèvres. La France est devenue le Panthéon de l'insulte contre Dieu.

I. Non, jamais l'audace dans le blasphème n'a été poussée si loin ; jamais Dieu n'a été outragé plus radicalement et plus complètement qu'à l'heure présente. On dirait que l'enfer s'est débordé sur notre pays. On hait Dieu avec une fureur inouïe ¹. On veut chasser Dieu de la société, de la famille, de la vie de l'individu. « Ni Dieu, ni maître, » s'écrient de criminels forcenés. On se rit de sa Providence : ce. On lui refuse ses inaliénables perfections. On altère sa nature, en préconisant les systèmes philosophiques les plus absurdes et les plus subversifs. Et son nom si grand et si redoutable, comme on s'en moque ! On en fait l'expression de la colère et l'assaisonnement des plus criminels discours. On le maudit, on l'exécère. Il en est qui ne peuvent plus ni le lire, ni l'entendre sans être en colère. Ce qui ne s'était jamais vu, on veut le *biffer* de l'existence humaine ; on demande qu'il soit effacé du recueil de nos lois, de nos livres d'éducation, de nos pièces de monnaie elle-mêmes ! Ce n'est pas assez d'insulter Dieu en lui-même, on le blasphème dans toutes ses œuvres. Qui dira les odieuses in-

¹ S. Jérôme (In cap. xviii, Is.).

² S. Bernard (Serm. xxxiii).

³ Gu'il. Perald.

⁴ S. J. Chrysost. (Hom. sup. Ps. cxv, et Serm. contra concub.).

¹ Aperuit os suum in blasphemias in Deum ; blasphemare faciet nomen ejus et tabernaculum ejus et eos qui in coelis habitant. (Apoc., xiii.) Æstuaverunt homines magno æstu, et blasphemaverunt nomen Dei. (Apoc., xvi.)

jeunes vomies depuis quelque temps contre la S. Vierge, spécialement contre son Immaculée Conception et sa perpétuelle virginité, et les ignobles plaisanteries proférées récemment contre saint Benoît Joseph Labre. Qui dira les accusations furieuses portées contre l'Eglise, à qui l'on impute d'enrayer le progrès de l'esprit humain et d'abrutir l'intelligence, et que l'on désigne comme l'ennemie de la civilisation aux fureurs populaires ? Et les scandaleuses calomnies lancées contre les ministres de la religion pour les rendre odieux et les qualifications outrageantes inventées pour les ridiculiser et les discréditer devant l'opinion ? Et le satanique soulèvement organisé contre Jésus-Christ ? Et ces insultes qui pleuvent sur lui de toutes parts, tantôt avec une brutalité cynique, tantôt sous la forme plus avilissante de l'éloge ? Et ces dédains et ces mépris contre ses sacrements : le Baptême, l'Eucharistie, la Pénitence et le Mariage ? Et ces indignes profanations du signe de notre Rédemption ? Et ces outrages prodigués au Catéchisme, ce recueil des plus sublimes vérités et de la plus pure morale qui fût jamais, et aux livres saints eux-mêmes dont on nie la vérité et l'autorité.

II. Si du moins le blasphème n'était la maladie que de quelques énergiques seulement ! Hélas ! c'est une épidémie générale. Elle règne partout : au foyer domestique ; à l'école où le maître oublie le respect dû à l'enfance ; dans la rue ; sur les places publiques ; dans les magasins ; dans les ateliers ; dans les tavernes et surtout dans ces réunions sataniques où les sociétés secrètes élaborent leurs criminels desseins. Ils blasphèment ces impies que l'orgueil aveugle, ces libertins qui ont besoin de se venger sur Dieu, sur la religion, sur les prêtres, des remords que leurs infamies excitent dans leur conscience. Elles blasphèment ces personnes de piété, de fausse piété, qui se confessant et communiant trouvent le moyen de récriminer sans cesse contre la Providence, contre les directions de l'Evangile, contre la divine autorité des ministres de J.-C., ou qui, par une lâche condescendance, par un respect humain incroyable, en face de l'impiété, se taisent lorsqu'elles devraient protester, ou vont même jusqu'à donner un sourire approbateur au lieu de reprendre et de corriger. Ils blasphèment, mais d'une façon affreuse, jusqu'à inspirer l'horreur et le dégoût, ces jeunes enfants sur les lèvres desquels on ne devrait retrouver que les accents de la prière et de l'innocence ; ces adolescents emportés par leurs passions ; ces hommes faits qui se croient tout permis parce qu'ils commandent ; ces vieillards qui sont sur le point de paraître devant la divine Majesté qu'ils outragent ; ces femmes qui devraient être les anges du foyer domestique, et le dernier asile de la piété et de la religion... *Estuaverunt magno æstu !*

III. Et pour que rien ne manque à cette fureur d'irréligion, le blasphème prend toutes les formes. Tantôt il s'échappe comme un cri de colère

et d'emportement ; tantôt il se présente avec le calme de la réflexion. Selon le cas, il se drape du manteau de la science ; il usurpe la gravité de l'enseignement ; il est mordant comme la satire, enjoué comme le badinage, brutal comme la grossièreté, entortillé comme l'hypocrisie. Il a recours au langage parlé, aux charges de la caricature, à la puissance du livre, de la brochure et du journal. Prêtez l'oreille ; et vous entendrez l'impiété faisant redire à tous les échos de la presse contemporaine la parole de Voltaire : *ECRASEZ L'INFAME* ; et cette autre parole plus horrible encore : *DIEU C'EST LE MAL*, le mal qu'il faut combattre, le mal qu'il faut anéantir. *Blasphemaverunt nomen Domini.*

Le 19 septembre 1846, sur la montagne de la Salette, au diocèse de Grenoble, la S. Vierge apparaissait à deux jeunes pâtres. Elle avait les yeux pleins de larmes. Elle se plaignit à ces jeunes enfants du nombre toujours croissant des iniquités qui se commettent. « Le bras de mon Fils, leur dit-elle, devient si pesant que je puis à peine l'empêcher de frapper le monde. » Elle annonça ensuite que les plus grands maux fondraient inévitablement sur la terre, si l'on ne se convertissait. Or, parmi les crimes qui excitent surtout, de nos jours, l'indignation du ciel, la S. Vierge en signala trois : le blasphème, la profanation du dimanche et la violation du jeûne et de l'abstinence. La France ne s'est pas corrigée ; les châtiments sont venus : la révolution de 1848 avec ses sanglantes journées, le choléra de 1854 avec ses innombrables victimes, la guerre de 1870 avec ses incomparables défaites, la guerre civile de 1871 avec ses hontes, ses luttes fratricides et ses incendies. Hélas ! le blasphème, le plus grave des trois péchés reprochés par la Ste Vierge, a pris des proportions effroyablement agrandies. Qu'arrivera-t-il ?.... CORRIGEONS-NOUS, PRIONS, RÉPARONS, ou, inévitablement, nous sommes perdus !.... *Parce Domine !....*

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DE L'INDEX.

I

Condamnation d'ouvrages.

5 décembre 1881.

Dans sa séance du 5 décembre 1881, la Sacrée Congrégation de l'Index a ordonné d'insérer dans l'Index les livres suivants :

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

d'après Paul V et Clément X, s'ils assistent à la procession que fera la compagnie avec la permission de l'Ordinaire ;

11. Si cette procession est vraiment requise pour gagner cette indulgence plénière, nos statuts de la confrérie n'en parlant pas ?

111. Dans l'affirmative, s'il est essentiellement requis, dans la force du terme, que les sus-dits membres, pour pouvoir gagner l'indulgence en question, assistent réellement à cette procession, ou s'il suffit que le clergé fasse seul cette procession à l'intérieur de l'église pendant que le chœur chante les litanies de la sainte Vierge et les fidèles se trouvent présents comme pour l'exercice public du chemin de la croix ?

iv. Si pour cette sorte de procession du clergé uniquement à l'intérieur de l'église, la permission de l'Ordinaire est elle aussi requise ?

4° D'après un des derniers numéros de l'*Ami du clergé*, on doit pour chaque bénédiction se servir, *sub pena nullitatis* d'après plusieurs auteurs, des formules de bénédictions propres du rituel romain s'il y en a ; est-ce en ce sens que pour appliquer différentes sortes d'indulgences aux croix, médailles et chapelets, il faille toujours se servir de la formule du rituel, ou est-ce seulement pour le cas où l'on bénit simplement ces objets sans les indulgencier ?

5° Est-ce que pour le chapelet ordinaire brigitte il est nécessaire, pour gagner les indulgences, de méditer sur les mystères, et, pour gagner les 100 jours d'indulgences pour chaque *Pater*, chaque *Ave* et chaque *Credo*, de réciter intégralement les dizaines du chapelet comme pour le rosaire ou le chapelet dit de saint Dominique ?

R. — Ad I. Lorsqu'on porte plusieurs scapulaires cousus les uns aux autres, il n'est pas nécessaire que les cordons soient cousus à chaque scapulaire. Un seul cordon suffit et il suffit que ce cordon soit attaché à un seul de ces scapulaires cousus ensemble. C'est ce qui paraît résulter du décret du 29 août 1864, confirmé par Pie IX le 26 septembre de la même année.

Ad II. Autrefois il était essentiel d'être inscrit sur le registre de la Confrérie du Carmel pour être admis et pour gagner les indulgences. Le pape Paul V l'exigeait absolument. Mais en 1838 Grégoire XVI déclara que cette inscription n'était plus essentielle. Et cette décision fut confirmée plusieurs fois dans la suite par plusieurs décisions de la sacrée Congrégation des Indulgences, d'abord le 17 septembre 1845, et ensuite le 20 juillet 1868 ; cette dernière décision a été confirmée par Pie IX, le 18 août de la même année. (Voir l'*Ami du clergé*, année 1881, page 233.)

Ad III. 1° La bénédiction du très-saint Sacrement permise par l'évêque le second dimanche de chaque mois, n'est pas une preuve certaine que ce dimanche soit celui du mois où les confrères du scapulaire gagnent l'indulgence plénière. Le dimanche où l'on gagne cette indulgence est celui qui a été fixé, avec la permission de l'évêque, pour faire la procession, et où on la fait réellement ;

2° Cette procession est absolument requise pour gagner l'indulgence, ainsi qu'il résulte de deux bulles de Paul V, en date du 3 août 1609 et du 19 juillet 1614 ;

3° Il ne suffit pas que les confrères soient présents dans l'église pendant que le clergé fait seul la procession à l'intérieur de l'église ; il faut « assister » à la procession ;

4° Nous croyons qu'il faut une permission de l'Ordinaire, pour faire la procession dont vous parlez ; car les seules processions que MM. les curés puissent faire sont celles que prescrivent le missel et le rituel, et celles qui sont en usage ; or, celle dont vous nous parlez n'est pas prescrite par les livres liturgiques ni par la coutume ; par conséquent MM. les curés ne peuvent la faire sans la permission de l'Ordinaire.

On nous objectera peut-être que cette procession peut se faire en vertu des Indults apostoliques accordés aux membres de la confrérie du scapulaire. Nous répondons : cela est vrai, mais seulement pour les processions auxquelles les confrères prennent part, puisque cette procession n'est accordée que pour eux. Si donc il s'agit d'une procession à laquelle n'assistent pas les membres de la confrérie, elle n'est plus possible sans l'autorisation épiscopale.

Ad IV. Lorsqu'il s'agit d'appliquer les indulgences aux croix, médailles et chapelets, il n'est pas absolument nécessaire de se servir des formules de bénédictions propres du rituel, car, on peut bénir et indulgencier ces objets par le seul signe de la croix fait avec la main et avec l'intention de bénir et d'indulgencier ces objets. Mais si l'on se sert d'une formule de bénédiction, ainsi qu'il convient de le faire toutes les fois qu'on le peut, on doit se servir des formules du rituel romain. Si l'on ne suit pas entièrement ces formules, on pèche déjà certainement, puisqu'on viole les lois très-formelles de l'Église. De plus, si l'on s'en écarte substantiellement, *in substantia libus*, les objets ne sont ni bénits ni indulgenciés, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Indulgences, d'abord le 24 août 1844, ensuite le 18 août 1868.

Ad V. Ce cas n'est pas encore résolu.

Q. — 1° L'Harmonium « d'accompagnement ne faisant pas son chœur » est-il compromis dans la défense générale de la rubrique *Non pulsantur organa* ?

2. Est-il certain ou controversé qu'on puisse donner « l'absolution générale du tiers-ordre à ceux qui ne sont que du « cordon » de saint François ?

R. — L'harmonium est un instrument nouveau sur lequel le Saint-Siège n'a encore porté aucune loi. Il ne nous appartient donc pas de trancher la question qui nous est adressée.

Si nous consultons les pratiques des diverses églises, nous trouvons une très-grande variété. En certains lieux l'harmonium se tait dans les jours et dans les offices où l'orgue est prohibé. En d'autres lieux l'harmonium accompagne le chant, mais seulement à l'unisson. Enfin en d'autres églises on touche l'harmonium en tout temps et à tous les offices, par la raison que cet instrument n'a jamais été prohibé, que le son est beaucoup plus faible que celui de l'orgue et qu'il ne présente pas le caractère festival et joyeux de l'orgue. En attendant la solution qui ne peut être donnée que

par le Saint-Siège, il nous semble que chaque église peut garder sa pratique.

AD II. Il n'est pas certain que l'on puisse donner aux cordigères l'*Absolution générale*, et les *Bénédictions* Papales accordées aux trois ordres de saint François : la question a été portée depuis cinq ans devant la sacrée Congrégation des Indulgences, et n'a pas encore reçu de solution, ainsi que nous l'avons déjà dit dans l'*Ami du Clergé*, 2^e année, p. 56.

Q. — 1^o Lorsque les Laudes pour les défunts sont suivies de la messe de *Requiem*, est-il vrai qu'elles ne se terminent pas par les versets *Requiem eternam* et *Requiescant in pace*.

1^o 2^o Lorsqu'on dit les Laudes des défunts, doit-on toujours dire à la fin le psaume *De profundis*? et après les vêpres le psaume *Lauda*?

R. — AD I. Cela est vrai, on ne doit pas dire ces versets, car le Rituel romain ne les donne pas; il termine les Laudes par l'oraison *Absolve* avec la petite conclusion, puis il parle de la messe de *Requiem* (*Exequiarum Ordo*).

Si l'on célèbre une autre messe que celle de *Requiem* on doit dire ces versets.

Mais que devrait-on faire si les Laudes n'étaient pas suivies de la Messe, mais que l'on passât immédiatement à l'absoute? D'après Cavalieri et d'autres graves auteurs, on devrait encore omettre ces deux versets. La raison en est que ces versets sont comme le dernier adieu que l'on adresse aux défunts; ils ne doivent donc être récités que lorsqu'on termine l'office des défunts.

AD II. Non, aux Laudes des défunts on ne doit pas toujours dire le psaume *De profundis*. Ainsi on ne le dit pas le 2 novembre à la Commémoration générale des défunts, ni le jour de la mort ou de l'enterrement *corpore présente*. Cela résulte des rubriques combinées du Missel et du Rituel Romain.

Mais on doit le dire les autres jours, même aux troisième, septième et trentième jours, ainsi qu'à l'anniversaire; soit que l'on récite un seul nocturne, soit qu'on en récite trois; soit que l'on fasse l'Office sous le grade double ou sous le grade simple.

Il y a sur ces points bien des pratiques à rectifier.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — A la fin de l'année 1879 trois différents legs dont deux de 500 fr. chacun et l'autre de 4000 fr. nous furent faits par 3 personnes différentes. — La clause de chaque testament a été ainsi exprimée par le notaire écrivant sous la dictée des donateurs : « Je lègue à M. le curé de la paroisse de X... la somme de 500 fr. — de 4000 fr. pour être employée par lui à l'achèvement de la tour de l'église, lorsque ces travaux recommenceront... » Vu les termes de la donation nous avons accepté ces legs sans nous faire autoriser par l'autorité civile et sans lui en donner connaissance. N'avons-nous pas à craindre d'être inquiétés

dans plus ou moins de temps? — En outre, par cela même que ces legs étaient faits à M. le curé pour telle fin et à telle époque, j'ai cru que je pouvais faire bénéficier cet argent en faveur de l'église en attendant le moment où recommenceraient les travaux de la tour. En conséquence, j'ai engagé Messieurs les fabriciens à placer cet argent, et tous y ont consenti de grand cœur. Tout d'abord, nous croyions être dans le droit et nous n'avions ni doute ni inquiétude. Mais en ce moment le doute, l'inquiétude me poursuivent et je crains des tracasseries, vu les mauvaises dispositions du gouvernement... — Avions-nous le droit de placer cet argent?...

Dans l'espoir de réaliser de gros bénéfices et encouragés par quelques personnes plus compétentes que nous, nous avons placé 2000 fr. sur la banque Centrale de Paris. Ces 2000 fr. ont été consacrés à acheter 4 actions (de 500 fr. l'une) des carrières de Meudon. Il n'y a qu'un mois que nous avons fait ce placement. — Je vous en prie, Monsieur, veuillez me dire ce que vous pensez de cette banque. Et si notre placement n'offrait pas les garanties voulues et si encore nous n'avions pas le droit de placer avant d'y être autorisés, veuillez m'indiquer les moyens à prendre pour retirer notre argent.

Pour les trois autres 1000 fr. nous ne les avons pas placés... Votre réponse aux doutes ci-dessus exposés nous fera suffisamment savoir ce que nous pouvons faire dans la suite...

Dans le cas où nous aurions la libre administration de l'argent provenant de ces trois legs, pourrions-nous consacrer 2000 fr. à payer une dette « non déclarée » que nous contractâmes l'année dernière pour l'ameublement de notre église, en nous engageant à fournir cette somme lorsque recommenceront les travaux de la tour?

Notre maire qui ne date que de 2 mois n'est point au courant de ces legs, de ce placement, de notre dette.

S'il en était instruit, il ne négligerait rien pour nous susciter toutes les tracasseries possibles... Pouvons-nous le laisser dans cette ignorance?

J'oubliais : Nos 2000 fr. sont placés au nom du trésorier de la fabrique : j'ai cru que c'était plus conforme... Mais en cas de difficultés tout retombe sur moi vu que tout s'est fait d'après mes conseils.

R. — Nous ne saurions trop protester contre l'habitude qu'ont beaucoup de curés de se soustraire à l'exécution des lois, surtout quand il s'agit des biens des cures et des fabriques; non, certes, que nous tenions le clergé en suspicion, ou que nous doutions de son habileté. Loin de nous une telle pensée! Mais, étant donné l'esprit d'hostilité qui règne aujourd'hui contre nous et les graves conséquences qui découlent de certaines illégalités, nous ne saurions trop engager nos confrères à s'en tenir le plus possible à la lettre et à l'esprit des lois.

Ici, il y a véritablement faute d'avoir laissé de côté les lois qui concernent l'acceptation d'un legs. Et puis, quelle imprudence de placer l'argent reçu sur la première industrie venue, et, naturellement aussi sans autorisation. Nous ne nous arrogeons pas le droit d'apprécier publiquement le plus ou moins de solidité d'une société industrielle. Il y aurait péril à le faire peut-être. Mais ce que nous pouvons dire, c'est que ni le curé ni la fabrique n'avaient qualité pour agir comme ils l'ont fait.

Ici, aucune loi n'a été observée. On ne pouvait accepter le legs sans autorisation; on ne pouvait en disposer, le placer ou l'employer sans autorisation, la dette ne pouvait être contractée sans autorisation; maintenant qu'elle est con-

tractée, il faut également l'autorisation pour la solder.

Comment parer aux inconvénients à craindre? Le moyen suggéré par notre correspondant et qui consisterait à cacher au magistrat municipal l'existence des legs et l'emploi de l'argent est gros de difficultés et de périls. Le maire est membre de droit de la fabrique. Comment lui cacher ce qui se passe? Se réunir et délibérer sans lui, du moins sans le convoquer, ce serait frapper de nullité toute délibération, c'est-à-dire tomber de Carybde en Scylla.

Nous conseillons de rentrer au plus tôt dans la légalité, coûte que coûte; d'autant plus que le gouvernement n'a pas même de prétextes pour refuser les autorisations nécessaires, tandis qu'il a d'excellentes raisons pour favoriser les desseins des testateurs. Et comment faire?

Il nous semble que notre correspondant agirait sagement en réunissant au plus tôt le conseil de fabrique, et en lui transmettant à titre de don manuel, ou plutôt à titre de collecte ou oblation extraordinaire les sommes qu'il a reçues, aux conditions qui lui ont été imposées à lui-même. Le conseil délibère et se fait autoriser par qui de droit à accepter, et tout est fini. Nous ne cessons jamais de recommander le vieil axiome : la ligne droite est le plus court chemin pour aller d'un point à un autre. — Dans l'espèce, si l'on ne se hâte de régulariser les choses, que deviendraient les sommes léguées, si elles pouvaient être considérées comme propriété personnelle? Elles deviendraient la proie des héritiers naturels du curé? Sans doute il peut, il doit même par mesure de précaution léguer cet argent à la fabrique par testament. Mais alors la fabrique se trouvera exactement vis-à-vis de lui, comme elle était vis-à-vis des premiers testateurs, et elle finirait par où elle aurait dû commencer. La loi ! la loi ! et rien que la loi ! c'est le plus sûr.

Q. — Une personne a fait en 1838 un testament dans lequel, entr'autres dispositions, elle laisse une rente annuelle de 150 fr. à la fabrique de X... pour que la dite rente soit distribuée aux pauvres, exclusivement par le curé de la paroisse, à perpétuité. Pour une raison ou pour une autre mais principalement parce que le bureau de bienfaisance de la commune allait être chargé de l'acceptation, et que la clause « serait distribuée par le curé » aurait été peut-être omise, les curés successifs firent des difficultés pour recevoir le remboursement, continuant à percevoir cette rente fournie par l'un des héritiers. Mais en 1874, cet héritier plein de foi, prévoyant sa fin prochaine et craignant que les dispositions de la testatrice ne fussent pas régulièrement assurées pour l'avenir, offrit avec instance le remboursement au curé actuel qui accepta, mais qui, réfléchissant que le testament avait été jusqu'à ce jour lettre close pour l'Etat, puisqu'il n'y a ni autorisation ni acceptation, que d'ailleurs la prescription avait même couvert le droit qu'aurait le curé de réclamer, fit donner au remboursement la signification de don de *manu ad manum*. En conséquence l'héritier déposa entre les mains des fabriciens un titre de rente 50/0 au porteur de 150 fr. dont décharge lui fut donnée, en même temps qu'une note fut prudemment rédigée sur le cahier des délibérations.

Le but était atteint. Mais un titre au porteur bien que soigneusement gardé n'est pas à l'abri du vol ou de l'incen-

die, on demande comment il faudrait s'y prendre pour faire échanger le titre au porteur en titre nominatif sans éveiller les susceptibilités du fisc. On demande encore dans le cas de trop grand embarras s'il ne serait pas aussi sûr de verser la somme voulue entre les mains d'un notaire consciencieux, qui chaque année et à perpétuité fournirait la rente exigée aux curés successifs de la paroisse.

R. — La chose a été jugée. Tout ce qui est destiné aux pauvres doit être accepté par le bureau de bienfaisance. Il a été jugé également que, lorsqu'un legs était accompagné de cette clause : « les fonds seront distribués par le curé, » cette clause était valable; que le bureau de bienfaisance devait livrer les arrérages au curé qui les distribue à son gré. (Voir les documents publiés par l'*Ami du Clergé*, mois d'octobre 1881.)

Mais on verra également dans ces documents que le gouvernement actuel a obtenu du conseil d'Etat un avis portant qu'il fallait refuser un legs qui serait accompagné d'une pareille clause. Voilà où en est venue la politique... à aimer mieux priver les pauvres d'une aumône que de la leur faire parvenir par les mains du clergé.

D'où il suit que les craintes exprimées par notre correspondant ne sont que trop justifiées.

Nous avouons humblement que nous sommes embarrassés pour donner un conseil. Le mieux eût été de procéder légalement à l'époque où le legs a été fait. En cette époque, en effet, le gouvernement moins hostile que celui d'aujourd'hui, aurait parfaitement accepté la clause, et elle s'exécuterait sans opposition.

Comme il s'agit d'un fait accompli, peut-être l'Etat renoncerait-il exceptionnellement à sa manière d'agir. Nous n'oserions l'assurer.

L'idée de confier le titre de rente à un notaire, à l'insu du gouvernement, n'est pas sans inconvénient; car tout ceci repose sur une mutuelle confiance, qui peut être trahie. Entre nous, il y a plus de notaires qui lèvent le pied que d'incendies qui brûlent la caisse des fabriques. Et puis, peut-on compter sur un secret confié à tant de personnes à la fois?

Sans tracer une ligne de conduite qui manquerait de base certaine, nous regardons comme bon tout moyen qui permettra d'attendre des jours meilleurs. Mais aussitôt que ces jours meilleurs luiront sur notre malheureux pays, nous conseillons de régulariser la chose, en faisant approuver et le legs et la clause. Un gouvernement digne de ce nom s'honorera de favoriser la charité de quelque façon qu'elle s'opère.

Q. — Une tribune dans l'église de mon annexe est, le dimanche, l'endroit choisi par quelques jeunes gens pour entendre la messe. Puis-je la faire fermer, « sans avis préalable de la fabrique » et de mon initiative unique? — L'église est d'ailleurs assez grande pour contenir tout le monde.

R. — Parfaitement. La police de l'intérieur de l'église étant exclusivement dans les attributions du curé, lui seul a le droit de prendre les mesures qui lui paraissent convenables pour

l'entrée des fidèles, pour leur placement dans l'église. En vertu de ce droit incontestable, il peut prescrire la fermeture d'une tribune s'il le juge utile pour le maintien de l'ordre. Si les mesures prescrites par le curé avaient des inconvénients, on pourrait en référer à l'évêque; mais le conseil de fabrique pas plus que le maire ou le conseil municipal ne serait fondé à donner des ordres relativement à la police de l'église. Le curé est seul arbitre en cette matière.

Q. — Dans notre diocèse, selon un usage général et immémorial, le logement des vicaires est payé par les communes qui s'imposent pour cela.

Or voici mon cas : Un prêtre est nommé vicaire dans son village même. Par conséquent, il n'a pas besoin de logement, puisqu'il peut et veut loger dans sa maison paternelle. Aussi s'empresse-t-il de manifester son intention au propriétaire de la maison louée et habitée par ses prédécesseurs. Mais le maire ne tient aucun compte de la mesure prise par le nouveau vicaire, et, se prévalant du bail contracté par la commune avec le propriétaire de la maison accordée aux vicaires, il prétend pouvoir disposer du logement et empêcher aujourd'hui le propriétaire de louer sa maison à d'autres.

Sur ce je demande :

1° Quels sont les droits du maire et du nouveau vicaire relativement au bail contracté?

2° Le maire peut-il réellement disposer de la maison et empêcher ainsi le propriétaire de la louer?

3° Le vicaire peut-il rescinder le bail en déclarant qu'il tient à loger dans sa propre maison?

4° A-t-il droit ou non à une indemnité, supposé que le maire persiste dans sa première opinion.

R. — Pour répondre d'une manière absolument compétente, nous devrions avoir sous les yeux le texte même du bail; car un bail porte des conditions et celles-ci formant le contrat obligent réciproquement les parties contractantes.

Si le logement « était dû » aux vicaires par les communes, la solution serait des plus simples. C'est le vicaire qui aurait le droit de sous-louer le logement qu'il n'occupe pas. Mais ce logement n'étant pas dû, le vicaire qui n'en profite pas, n'a droit à aucune indemnité, et c'est le loueur (ici le maire) qui peut sous-louer l'appartement inoccupé, à moins qu'aux termes du bail, cela ne lui soit interdit. Donc

Ad I^{re}. Le vicaire n'a absolument que le droit de profiter du bail en occupant le logement. Mais la commune qui lui offre ce logement à titre gracieux, peut dans la circonstance actuelle, l'autoriser à sous-louer le susdit logement à son profit. Si elle ne le fait pas, il n'y a rien à dire. Le seul ayant-droit au bail, c'est la commune représentée par le maire.

Ad II^{re}. Il est certain que le propriétaire ne peut disposer du logement, parce qu'il est tenu par le bail. Il ne le pourrait qu'avec l'assentiment du maire, c'est-à-dire en résiliant le bail d'un commun accord. En outre, il ne peut empêcher le maire de disposer du logement, à moins d'une clause contraire insérée dans le bail. Dans ce cas, la maison continuerait d'être payée par la commune et resterait inoccupée.

Ad III^{re}. Le vicaire, n'ayant pas contracté de

bail personnellement, n'a rien à voir dans l'affaire.

Ad IV^{re}. Non, *ex dictis*. Le droit à l'indemnité n'a lieu que lorsque le logement « est dû, » comme aux curés par exemple. L'usage dont il est question fait que le pouvoir central ne s'oppose pas à cette générosité des communes vis à vis des vicaires; mais il ne saurait constituer un droit à l'encontre de la loi.

Q. — Dans le n° du 1^{er} décembre dernier, vous rapportez un décret du conseil d'Etat, annulant la décision du ministre de l'Intérieur et l'arrêté du préfet qui avaient autorisé le maire de X... à s'emparer d'un pré, faisant partie des dépendances du presbytère, malgré l'avis contraire et l'opposition de l'évêque.

Le même cas a lieu ici.

Le conseil municipal avec le simple avis du préfet, qui n'a pas communiqué les pièces à l'évêque, a mis l'instituteur en possession d'un jardin-verger appartenant au bénéfice et possédé de temps immémorial par le curé. On a brisé la clôture. Or, je lis dans le Guide pratique de l'administration des paroisses par l'abbé Téphany, tom. II, p. 79 : « Quand une commune sollicite l'autorisation de distraire un terrain dépendant du presbytère, il appartient au préfet de statuer, s'il y a opposition de l'évêque (*décision ministérielle* 1857). » La même doctrine est rappelée dans le même ouvrage citant conseil d'Etat, arrêt du 23 mars 1867.

Ces décisions n'annulent-elles point l'ordonnance du 3 mars 1825 et le décret du 25 mars 1852. Si l'évêque n'a pas le droit de faire opposition au préfet, *causa finita est*; le conseil d'Etat nous mettra sans doute à la porte.

R. — Un vénérable évêque nous disait récemment que le gouvernement actuel ne tenait pas toujours compte des lois existantes relativement aux distractions de presbytères, et, usant de la loi du plus fort, ses proconsuls, c'est-à-dire les préfets passent outre à toutes les formalités et à toutes les oppositions.

Mais du fait au droit, il y a loin. Dans la première citation que fait notre correspondant, nous pensons qu'il y a un *lapsus plumæ*, et qu'il faut lire « s'il n'y a... » au lieu de « s'il y a. » ¹ Ce qui coïnciderait avec tout ce que nous avons dit. La phrase citée semblerait dire que, l'orsqu'il n'y a pas d'opposition de la part de l'évêque, le préfet ne pourrait pas autoriser la distraction : ce qui serait absurde.

Nous n'avons pas sous la main l'ouvrage cité;

¹ La phrase est exactement citée par le correspondant. Mais il y a évidemment faute d'impression. En cet endroit, M. Téphany, après avoir établi les règles relatives à la distraction des parties superflues des presbytères, se demande si ces règles sont applicables tant au bâtiment qu'aux dépendances de l'édifice. Il répond affirmativement. Et, comme conséquence, il ajoute : « Dès lors, quand une commune sollicite l'autorisation de distraire un terrain qui a cette affectation, il doit être procédé conformément aux prescriptions de la circulaire du 5 mai 1852, et il appartient aux préfets, etc... » (p. 79.) Or, à la page précédente, M. Téphany dit : « Lorsqu'il n'y a aucun dissentiment entre le préfet et l'autorité diocésaine... c'est au préfet qu'il appartient de statuer sur le projet (*décret du 25 mars 1852, ta' leau* A § 45). — Si l'autorité diocésaine s'oppose à la distraction demandée par la commune, le préfet n'est plus compétent, et doit transmettre, comme par le passé, les pièces au ministère de l'Intérieur, avec son avis motivé. (*Circulaire du 3 mai 1852; instruction ministérielle* 1858.) (Téphany, II, p. 78.) (*Notes du directeur.*)

mais la doctrine que nous professons est tellement générale chez les jurisconsultes que nous croyons à une erreur. Quant à la décision du conseil d'Etat du 23 mars 1867, nous l'avons cherchée en vain.

Comme cette question est excessivement importante au point de vue pratique, nous engageons fermement notre correspondant et sa fabrique à déférer l'arrêté préfectoral au conseil d'Etat en s'appuyant sur les documents que nous avons fournis. Il est nécessaire de savoir si la jurisprudence en cette matière a subi subrepticement quelque modification; tous les curés y sont intéressés. Et si la sentence qui interviendra est contraire à notre opinion, nous prions notre correspondant de nous la communiquer.

Nous terminons en faisant observer que l'opposition épiscopale ne saurait par elle-même empêcher la distraction, pas plus que l'opposition de la fabrique et même de la paroisse tout entière. Les conditions auxquelles sont soumises les distractions sont de pures formalités que le gouvernement impose pour s'éclairer lui-même et agir en pleine connaissance de cause; et, s'il est honnête et libéral, il recule devant les oppositions raisonnables qui lui sont faites. Mais s'il n'est ni honnête ni libéral, il s'en moque et va de l'avant. Quant à l'opposition épiscopale, elle n'est pas plus prépondérante que les autres, mais, comme elle déplace les compétences, elle peut, en annulant les décisions préfectorales et même ministérielles, gagner du temps et souvent par cela même la victoire. Mais ce qui a été vrai autrefois, est-ce encore vrai aujourd'hui avec le conseil d'Etat qu'on a formé tout exprès pour persécuter l'Eglise et contrister la justice et le droit?

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

TITRE III. — DU CULTE.

« Art. 39. Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France (42.)

« Art. 40. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'Evêque.

« Art. 41. Aucune fête, à l'exception du diman-

(42) Dans cette annonce de l'unité liturgique, on serait tenté de voir une prophétie du genre de celle de Caïphe.

Le catéchisme fut rédigé : l'autorité de l'Empereur n'y était pas oubliée. Il disparut avec l'Empire. Si cette seconde unité se fait, comme on peut l'espérer, ce sera par l'Eglise et pour toute l'Eglise.

che, ne pourra être rétablie sans la permission du Gouvernement (43).

« Art. 42. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux Evêques.

« Art. 43. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir.

« Les Evêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets (44).

« Art. 44. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers ne pourront être établis sans une permission expresse du Gouvernement, accordée sur la demande de l'Evêque (45).

« Art. 45. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes (46).

« Art. 46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

« Art. 47. Il y aura, dans les cathédrales et les paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

« Art. 48. L'Evêque se concertera avec le Préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

« Art. 49. Lorsque le Gouvernement ordonnera des prières publiques, les Evêques se concerteront avec le Préfet et le commandant militaire du lieu,

(43) L'Indult du 9 avril 1802 réduit les fêtes chômées, le jour de l'incidence, aux fêtes de Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint. Le gouvernement prit un arrêté conforme le 19 avril suivant.

(44) Par décret du 8 janvier 1804, le gouvernement permit le costume ecclésiastique aux Evêques dans leurs diocèses, aux vicaires généraux et chanoines dans la ville épiscopale et autres lieux où ils pourront être en cours de visite, aux curés, desservants et autres ecclésiastiques dans le territoire assigné à leurs fonctions. Hors ces cas, le décret maintenait l'obligation de l'habit noir à la française.

Les mœurs ont été plus fortes que la prohibition, même adoucie. A part les temps d'insurrection, les ecclésiastiques portent partout leur costume.

(45) Un décret du 22 décembre 1812 règle les formes imposées par le gouvernement pour obtenir cette permission et les conditions dans lesquelles elle devra être accordée. Il fallait pour les oratoires ou chapelles d'établissement, délibération des administrateurs, avis du maire et du préfet et demande, faite par l'Evêque. Toutes ces prescriptions sont tombées en désuétude.

(46) D'une lettre ministérielle du 30 germinal an xi, il ressort qu'il faut, pour être dans le cas spécifié en cet article, six mille âmes de la même communion dissidente.

pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

« Art. 50. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'Avent ou du Carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'Evêque (47).

« Art. 51. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les Consuls (48).

« Art. 52. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat.

« Art. 53. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le Gouvernement.

« Art. 54. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil (49).

(47) Toujours l'envahissement de l'Etat dans le domaine de l'Eglise et toujours la même maladresse. La rédaction de cet article est telle qu'un curé même aurait besoin d'une permission spéciale de l'Evêque pour prêcher plus solennellement un jour de fête. Il ne pourrait, sans la même permission spéciale prêcher ou faire prêcher par ses vicaires une série de sermons pendant l'Avent dans une église. C'est tout simplement absurde. L'article visait sans doute les prédicateurs extraordinaires, mais, pour ces derniers l'autorisation de l'Evêque n'est pas nécessaire seulement quand il s'agit de sermons solennels et de stations.

(48) C'est autre chose que ce qu'a réglé l'art. 8 du Concordat.

(49) Le code pénal (art. 199 et 200) sanctionne cette défense en décernant, pour la première infraction une amende de 16 fr. à 100 fr.; pour la première récidive, un emprisonnement de un à cinq ans; pour la seconde récidive, la détention. Cette rigueur insolite avait pour but d'implanter de force le mariage civil.

Dans sa réclamation, le cardinal Caprara faisait ressortir deux inconvénients résultant de cet article : le premier, pour les contractants, qui se croiraient légitimement unis, après avoir rempli les formalités civiles; le second, pour l'autorité de l'Eglise, gênée dans l'exercice de son pouvoir sur les causes matrimoniales par la valeur attribuée au mariage civil. Ces deux inconvénients se sont constamment produits, avec d'autres qu'il est bon de signaler. Les fidèles se sont accoutumés à l'idée d'un mariage valablement contracté devant l'officier civil et beaucoup en sont venus à croire que la cérémonie faite à l'église n'est qu'une simple bénédiction; on le sait, c'est devant le prêtre seulement que les chrétiens peuvent valablement contracter mariage. La valeur donnée par le code au mariage civil a servi de piège à des impies pour se jouer cruellement de celles qui s'unissaient à eux dans la pensée d'un mariage chrétien. Elle a fait durer des cohabitations illicites ou rendu impossible aux parties dont le mariage était canoniquement nul, l'usage du droit qu'elles avaient de former d'autres unions. Elle a servi à préparer les entreprises des sectaires libres-penseurs contre le mariage chrétien, la sécularisation et le divorce.

« Art. 55. Les registres tenus par les ministres du culte n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront remplacer dans aucun cas les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français (50).

« Art. 56. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier équinoxe établi par les lois de la République, on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

« Art. 57. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche (51).

(A suivre).

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

Q. — Quel est le procédé pour vernir le cuivre? Quels sont les éléments de ce vernis? Où le trouve-t-on, et quel en est le prix?

R. — On distingue le vernis à l'or, qui est celui des instruments de physique, et le vernis doré. Nous croyons que notre honorable confrère nous demande des renseignements sur le premier. Le vernis doré est une véritable dorure.

Voici la composition de deux vernis à l'or :

1° Alc. ol à 95°	1000 grammes
Résine gutte	31

Le Souverain Pontife régnant, dans son Encyclique *Arcanum*, a très opportunément rappelé les enseignements de l'Eglise sur ce grave sujet, et, en particulier, « que si, entre chrétiens, il se fait quelque union de l'homme et de la femme en dehors du sacrement, cette union n'a ni le caractère ni la valeur d'un vrai mariage; et, fût-elle formée conformément aux lois civiles, elle ne saurait être qu'une formalité ou un usage introduit par le droit civil; or le droit civil ne peut régler et administrer que les effets produits par le mariage dans l'ordre civil, lesquels ne sauraient manifestement être engendrés, si leur vraie et légitime cause, le lien conjugal, n'existe pas. »

Dans ces paroles se trouve la vraie conciliation entre les droits spirituels de l'Eglise et les droits temporels de la puissance civile

(50) La première moitié de l'article pose un principe faux en lui-même, et demeuré faux jusque-là. C'est seulement à partir de cette disposition que les registres religieux ont cessé d'être les registres mêmes de l'état civil. Le S. Siège vit dès lors avec peine que cette mesure parût n'avoir d'autre but « que de rendre les hommes étrangers à la religion dans les trois instants les plus importants de leur vie, la naissance, le mariage et la mort. »

(51) Auparavant, depuis le 25 juillet 1799, le repos des fonctionnaires était le *décadi*. Cet article le place au dimanche, mais sans rendre le repos obligatoire pour les particuliers.

La loi du 18 novembre 1814 rendait obligatoire le repos des dimanches et des jours fériés. Après 1830 on laissa impunément violer cette loi. Elle a été abolie par notre législature républicaine.

Sandaraque	100
Résine élémi	100
Sang-dragon	50
Laque en grains	50
Terre mérite	35
Safran oriental	10
Verre pilé.	140
2° (Cetui-ci s'applique sur les pièces chauffées.)	
Alcool à 95°	1000
Résine laque en grains	182
Succin	60
Résine gutte	60
Extrait de santal rouge à l'eau	45
Extrait de sang-dragon	30
Extrait de safran oriental	10
Verre en poudre	120

Faites d'abord une solution alcoolique des extraits de safran et de santal, puis mêlez avec les résines porphyrisées.

Vous pourrez aussi faire des vernis colorés en dissolvant dans un des vernis ordinaires à l'alcool, les matières colorantes dérivées de la houille qui donnent par leur mélange la nuance désirée, tels que fuchsine, bleu de Lyon, acide picrique, coralline, jaune de Martius, éosine, violet et vert de méthyle, chrysoïne, etc.

Il faut avoir soin de bien décaper le cuivre avant d'appliquer le vernis. Pour cette opération préliminaire on indique différentes recettes :

1° Si l'objet est graisseux, le flammer ou le passer à la potasse, puis le décaper à l'acide chlorhydrique un peu étendu d'eau, faire bien sécher et donner le brillant à l'aide du tripoli ou d'une autre poudre.

2° Vous pourrez encore laver et frotter le cuivre avec les compositions suivantes :

(a) Eau 125 grammes, acide oxalique 20 gram.
(b) Eau 125 grammes, acide sulfurique 60 gram., alun 8 gram.

(c) Acide oxalique 5 gram., acide sulfurique 5 gram., terre pourrie 15 gram., eau 200 gram.

(d) Savon noir 6 gram., terre pourrie 10 gram., alcool 6 gram., essence de télébenthine 10 gram., huile blanche 3 gram., eau 50 gram.

(e) Acide oxalique 30 gram., tripoli 30 gram., essence de lavande 15 gram., alcool 125 gram., un jaune d'œuf, huile d'amande douce 15 gram., eau 1000 gram.

Toutes ces eaux nettoient très bien le cuivre mais nous donnons la préférence à l'acide chlorhydrique.

Lors donc que le métal est parfaitement décapé, appliquez à froid au pinceau le premier vernis précédemment indiqué; pour le second chauffez légèrement, mais dans tous les cas, évitez avec le plus grand soin de passer le pinceau deux fois à la même place.

On trouve le vernis chez les fabricants de produits chimiques. Nous indiquerons Rousseau, rue des Ecoles, 42, 44, Paris. Nous passons le prix sous silence; on en comprendra le motif.

Un de nos abonnés désire connaître un moyen expéditif d'enlever les taches de bougie sur des candelabres dorés ou vernis.

D'abord gardez-vous de gratter avec un couteau; vous feriez des rayures et dégraderiez l'objet.

Pour enlever ces taches de graisse, employez une solution chaude de soude caustique : si vous voulez ensuite nettoyer complètement le candelabre, afin de lui redonner son lustre premier, usez de la recette suivante :

Eau 250 gram., acide nitrique 64 gram., alun 8 gram.; frottez le candelabre avec un linge doux, essuyez et faites bien sécher.

Un bienveillant confrère nous demande si le vernis pour lustres nettoie bien les métaux.

Le vernis par lui-même ne nettoie pas, il donne de l'éclat. Pour rendre un objet de métal en état de propreté, nous venons de donner différentes recettes. Les premières sont pour le cuivre dépourvu de vernis et de dorure, la dernière pour le bronze et le cuivre vernis ou dorés.

Il nous reste encore bon nombre de questions attendant une réponse. Chacun son tour. Les rédacteurs du *Courrier de l'Utile* prient les honorables abonnés de vouloir bien prendre patience.

La recette suivante pour faire les saucisses devait être jointe à celles que nous avons données pour le boudir. Les nécessités de la mise en page nous l'ayant fait alors supprimer, nous lui donnons aujourd'hui les quelques lignes qui nous restent :

Pour un kilog. de saucisse, prenez un kilog. de viande de porc, le collet de préférence, et renfermant plus de gras que de maigre. Cette viande doit être hachée très-fin.

Ajoutez : 2 grammes de poivre,

1 — d'épices moulues,
2 échalottes,

un quart de poignée de persil,

2 œufs frais,

2 cuillerées de crème, ou

4 cuillerées de lait, ou

1 cuillerée de vin blanc,

Entonnez dans des boyaux de mouton, et piquez avec une épingle pour empêcher qu'ils ne percent.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 15 februarii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse tatonne encore comme le malade qui vient d'échapper à une crise mortelle due à sa propre imprudence, elle s'observe avec un soin extrême, ménageant avec toute l'attention, toute la rigueur voulues une convalescence qui, ainsi traitée, la ramènera promptement à sa santé première.

* *

D'autre part, on prend en sa faveur des mesures préservatrices. Ainsi, l'on annonce que le ministre de la justice va déposer un projet modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, et un autre projet, abolissant l'exception de jeu instituée par l'article 1965 du Code civil. Il n'est que temps, en effet, d'apporter un remède aux faits et gestes d'un agiotage jusqu'ici sans mesure et sans frein.

De leur côté, les agents de change se proposent de contracter un emprunt de 80 millions, divisé en 160 titres de 500,000 fr. chacun, rapportant 25,000 fr. par an. Cet emprunt leur permettra tout à la fois de régler d'une manière définitive la situation présente, et d'avoir à leur disposition une forte réserve en cas de toute autre éventualité. L'amortissement aura lieu en 10 ans, par 20 tirages semestriels, qui s'effectueront le 1^{er} mai et le 2 novembre de chaque année. Les charges sont présentées comme garantie.

Quant à l'Union générale, on dit que M. Hue, liquidateur judiciaire, exigera l'appel des trois quarts du capital non versés. Mais, d'après nos dernières informations, le syndic ne paraît pas du tout disposé à faire cet appel; il se trouverait, au contraire, dans des idées fort différentes de celles qu'on lui attribue. Au surplus, un grand nombre d'actionnaires seraient résolus, si le syndic leur réclame les 375 fr. non versés, à résister judiciairement, en se fondant sur ce que les actions anciennes ont été libérées par l'émission des actions nouvelles, et aussi sur ce que la déclaration prématinée de la faillite a achevé de compromettre leurs intérêts. Notre avis est qu'ils sont dans le vrai, que l'appel n'aura pas lieu, et qu'ils peuvent d'ores et déjà porter ces fonds sur d'autres valeurs.

Autre cause d'amélioration dans l'état général du marché : l'Etranger, comme nous l'avons déjà fait remarquer, a voulu tirer parti de la baisse, et à cet effet il nous a racheté quantité de valeurs. Cela nous a valu un double résultat : celui de nous débarrasser d'un grand nombre de titres qui offraient un appât trop dangereux à l'Épargne, et celui de faire refluer vers nous de gros stocks d'espèces sonnantes. C'est ainsi que les bilans hebdomadaires de la Banque de France signalent des rentrées d'or de plus en plus considérables.

Somme tout, la situation financière semble devoir sortir pleinement victorieuse des difficultés survenues, et si l'horizon politique ne se rembrunit pas, on peut considérer la sécurité et la confiance comme entièrement reconquises.

Nos rentes françaises finissent la semaine aux cours suivants : le 3 0/0 perpétuel, à 82.70, au lieu de 82.75, cote précédente; l'amortissable, à 82.25, au lieu de 82 seulement; cours de samedi dernier; le 5 0/0, à 114.80, en hausse de 60 centimes.

Peu d'empressement sur les fonds d'Etat étran-

gers, et c'est louable, car il faut soigner notre propre crédit avant tout autre, et relever nos valeurs françaises avant de chercher à améliorer celles de nos voisins. On ne cote l'italien que 86.20; le turc, que 11.50.

En actions de chemins de fer, nous trouvons les cours suivants : Est, 765; Lyon, 1705; Midi, 1285; Nord, 2130; Orléans, 1340; Ouest, 830.

Cours très variés pendant toute la semaine sur nos grands établissements de crédit. Entr'autres, la Banque de France était déjà remontée au-dessus de 5600. On s'est récrié, de peur de retomber dans les prix exagérés qui avaient précédé la crise, et l'on est revenu à 5125.

Même ascension et même recul sur le Suez, parvenu à 2275, et retombé pour les mêmes considérations à 2090.

Si la sagesse et la prudence pouvaient ainsi toujours prévaloir! Quoi qu'il en soit, il est impossible de ne pas reconnaître que la spéculation a reçu un grand coup. Au lieu d'aventurer son argent sur des valeurs qui n'avaient ni consistance ni avenir, dont tout le mérite était dans l'éclat des réclames qui les faisait miroiter aux yeux du public, on paraît retourner de tous côtés aux affaires sérieuses : l'industriel à l'industrie, le commerçant au commerce, le rentier aux entreprises d'intérêt public. Chacun veut se solidariser avec la chose qu'il connaît, la prendre à cœur et travailler à son développement pour le bien commun.

Que les catholiques sachent s'engager dans la même voie. Qu'ils soutiennent vaillamment leurs œuvres et les fassent prospérer : ici au moyen de la parole et de l'exemple, là par des sacrifices de temps et d'argent. Il n'y a qu'une chose qu'il faut chercher à extirper du champ du père de famille : l'ivraie, les mauvaises plantes. Tout le reste doit y être cultivé avec ce soin et ce dévouement qui veulent que chaque grain rende cent pour un, et que chaque serviteur qui y travaille soit un bon serviteur.

* *

Un lecteur nous demande à quelle date s'ouvrira la souscription publique aux nouvelles actions de la Société générale de Librairie catholique. Comme nous l'avons dit, les actionnaires actuels ont droit de souscrire préalablement à une action nouvelle pour deux anciennes. Ils ont été avertis, et l'opération est en train de s'effectuer. Comme il y en a quelques-uns qui n'exerceront pas leur droit de préférence, nous engageons tous les gens d'épargne à écrire à M. Palmé pour en retenir.

Il est de fait que les actions de la Société générale de Librairie catholique sont une des bonnes valeurs de la place de Paris. Alors que toutes les autres ont été plus ou moins éprouvées par la crise, elles n'ont subi, elles, aucune variation. Pendant que tant d'autres étaient vendues à la hâte, tous leurs détenteurs les ont gardées avec confiance et précieusement.

En ce moment, il est impossible d'en trouver, parce que leurs possesseurs les conservent pour pouvoir user de leur privilège de souscription à l'émission nouvelle.

Rappelons à ce sujet que les nouvelles actions sont de 500 francs, comme les anciennes; et qu'on se hâte d'en demander dès maintenant.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de librairie catholique, rue des Saints-Pères, 76, Paris.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUTS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.

1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTER, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o 20 fr.

1^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres. — Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — II^e VOLUME *Fin du Symbole. — Le Décalogue et les Sacraments.* 1 vol. de 501 pages. — III^e VOLUME. *Suite des Sacraments. — Prière. — Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — IV^e VOLUME. *Sujets de circonstance. — Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et viii-519-XLVIII pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. Années 1868-1869. 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — II^e SÉRIE. — 1 vol. in-12, de 362 pages, 3 fr. — III^e SÉRIE. *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — IV^e SÉRIE. *Les devoirs de l'Époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Epîtres et Evangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GUILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOX, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — 1^{er} volume : Dieu, la Création et la Providence. — 2^e volume : Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbatis ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUPOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servatissimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLOT, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de saint Joseph; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIGAUD, curé de Nocq-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouvelle édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES aux glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol. in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGE, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le Psautier de saint Joseph, la Dévotion des sept dimanches, un Nouveau Mois de mars des âmes pieuses, avec un grand nombre d'exemples inédits; le Culte perpétuel, la Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie, un Choix de prières, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in-32, de 320 pages. 0 fr.75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou *saint Joseph et la France de notre époque*, par M. l'abbé B. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V. PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 8 :

PRÉDICATION : Pour le deuxième dimanche de Carême. Les grands péchés contemporains : la violation du dimanche. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Modification aux leçons de l'office de S. Thomas. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Est-il vrai qu'un curé empêché d'offrir *pro populo* le jour de S. Michel, ne puisse s'acquitter le dimanche suivant par sa messe de binage? — Un prêtre chargé de deux paroisses n'est-il pas de plein droit autorisé à binner les jours de fêtes supprimées? — Un curé qui a indûment, mais sans péché, perçu des honoraires pour sa seconde messe de binage, est-il tenu de faire acquitter des messes pour ces honoraires? — Un curé, qui de bonne foi, a omis d'acquitter des messes dues *pro populo* en 1859 a-t-il prescrit contre son obligation? — Les religieuses cloîtrées, à leurs derniers moments, peuvent-elles demander pour confesseur un prêtre non approuvé pour les religieuses? — Les autels en bois avec simple pierre consacrée, peuvent-ils être privilégiés? Le privilège doit-il être renouvelé tous les 7 ans. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : L'instituteur peut-il recevoir gratuitement des élèves forains? — Quels sont actuellement les devoirs des instituteurs en ce qui regarde le catéchisme? Pour l'assistance des enfants aux processions, fêtes, etc.? Le curé peut-il visiter les classes? — Le maire non convoqué à une séance du conseil de fabrique où l'on a voté des réparations se montant à 50 fr., peut-il quelque chose? — La commune propriétaire d'un immeuble dont l'usufruit appartient au curé, se refusant à constater les réparations nécessaires et à désigner les arbres de haute futaie à couper pour ces réparations, peut-on passer outre? — Une paroisse qui n'avait que 4800 habitants, en a aujourd'hui 5500 : y a-t-il obligation immédiate d'ajouter quatre nouveaux conseillers aux cinq qui composent le conseil de fabrique? Quand et comment les choisir. — VARIÉTÉS : Les articles organiques (5^e art.) — COURRIER DE L'UTILE : Questions et réponses : Moyen d'enlever les taches de stéarine sur les vêtements sacerdotaux. — Remède contre les bronchites et les extinctions de voix. — Moyen de dépeupler les églises des souris.

REVUE LITTÉRAIRE.

Parmi les ouvrages récents que nous avons annoncés, l'un des plus importants, à coup sûr, est le *PARADIS SUR TERRE*, ou le *Mystère Eucharistique expliqué au point de vue dogmatique, liturgique, ascétique et moral, en 60 discours*, avec approbation de Mgr l'Evêque de Langres, par M. l'abbé Ch. Rolland.

Cet ouvrage n'est publié que depuis quelques semaines et il a déjà reçu des personnes les plus compétentes dans la matière, les plus flatteuses approbations. Nous voulons en citer quelques-unes.

Mgr de la Bouillerie, qui a tant fait pour l'Eucharistie, écrivait à M. l'abbé Rolland, à la date du 23 janvier 1882 :

« Monsieur l'abbé,

« Je vous remercie d'avoir bien voulu me faire parvenir votre excellent livre sur le *Mystère Eucharistique*. Vous le nommez en premier titre : *Le Paradis sur terre*. Ce nom est bien celui qu'aient à donner à l'Eucharistie les âmes pieuses qui, à l'autel et au pied du Tabernacle, ont vu et goûté combien le Seigneur est doux. »

« Vous avez parfaitement raison de dire qu'un puissant réveil de foi s'est manifesté dans notre siècle en l'honneur du T.-S. Sacrement; et si Dieu a permis que j'aie pu moi-même, il y a bien des années, contribuer à ce réveil par mes œuvres et mes écrits, je dois convenir qu'une foule d'esprits chrétiens me sont venus en aide et m'ont devancé dans cette carrière.

« Les Œuvres Eucharistiques se multiplient

chaque jour; et les livres relativement récents en l'honneur du T.-S. Sacrement formaient aujourd'hui une bibliothèque nombreuse. Votre ouvrage, Monsieur l'abbé, y tiendrait un très bon rang. Je le trouve complet, solide, instructif, et, lorsque le sujet le comporte, rempli de ces affectueuses aspirations qui sont le besoin du cœur en présence de l'Eucharistie. Oui, à coup sûr, je bénis l'auteur, et je le félicite, lui adressant avec mes compliments sincères l'expression de mes bien dévoués sentiments en N.-S.

« † FRANÇOIS, Archevêque de Perga,

« Coadjuteur de Bordeaux. »

Mgr Bouange, Evêque de Langres, dans une seconde lettre de félicitations adressée à Monsieur Rolland, s'exprimait en ces termes :

« Je vous suis bien reconnaissant, mon cher Monsieur Rolland, de votre affectueuse attention à m'offrir votre si intéressant et si précieux ouvrage. Ce n'est pas un *petit livre*, comme vous l'appellez; c'est un grand et beau travail sur l'adorable Eucharistie. Rien n'y manque. Je relirai ces pages avec bonheur; et elles seront lues par bien d'autres. Ecclésiastiques et fidèles seront heureux d'y trouver réunis tous les enseignements de la sainte Eglise sur cet ineffable mystère.

« Je vous bénis de nouveau de tout cœur, mon cher Monsieur Rolland. Demeurez toujours fidèle, comme vous l'avez fait jusqu'ici, à la parole de l'Apôtre : *Labora sicut bonus miles Christi Jesu*; et agréez la nouvelle assurance de mes sentiments bien reconnaissants et tout dévoués.

« † GUILLAUME MARIE-FRÉDÉRIC,

« Evêque de Langres. »

M. le Baron Alexis de Sarachaga, le digne et rélé successeur du regretté Père Drevon dans la direction de la Bibliothèque et du Musée Eucharistiques de Paray-le-Monial, l'un des hommes les plus autorisés pour juger de la valeur d'un ouvrage sur le T.-S. Sacrement, écrivait, le 1^{er} février 1882, à l'auteur du *Paradis sur Terre* :

« Monsieur,

« J'ai reçu votre précieux ouvrage intitulé : *Le Paradis sur terre*, que vous avez bien voulu envoyer à la Bibliothèque Eucharistique du Sacré-Cœur.

« Je ne puis que vous féliciter et vous remercier humblement d'avoir composé un si beau livre.

« L'amour du T.-S. Sacrement vous a inspiré à si bien décrire ses merveilles que tous les fidèles seraient heureux de posséder vos instructions.

« Daigne le Seigneur vous accorder de poursuivre, à vos temps de loisirs, la glorification du T.-S. Sacrement.

« Agréez, Monsieur l'abbé, mes respectueux hommages en N.-S.

« ALEXIS DE SARACHAGA. »

La Presse catholique s'est déjà occupée du *Paradis sur terre*. L'*Univers* du 7 février 1882 en publiait un compte-rendu duquel nous extrayons le passage suivant :

« Le *Paradis sur terre* porte, dans ses détails, le même caractère de netteté qui distingue le partage du livre. Ses lecteurs lui rendront ce témoignage qu'il tient le juste milieu entre une sèche et froide démonstration et les effusions dépourvues de doctrine. Chaque entretien a son objet précis, son plan bien accusé, sa marche méthodique.

« Les développements sont empruntés à l'Écriture, aux saints Docteurs, à l'histoire de l'Eglise, à la vie des saints, enfin à ces sources intimes d'où jaillissent, dans un cœur sacerdotal, les grands sentiments et les considérations élevées. Le style est soigné, non déclamatoire, mais correct, calme et digne.

« Cet ouvrage vient vraiment à l'heure opportune. Le culte de la divine Eucharistie a pris depuis quelque temps une telle extension et s'est fait une si grande place dans les exercices de la piété, qu'il appelait un livre spécial. Le voici. Le fidèle incertain qui veut s'instruire, le croyant qui cherche des sujets d'oraison sur le Saint-Sacrement, ou des lectures pour une heure à passer au pied des autels, le prédicateur d'adoration perpétuelle en quête d'inspirations; trouveront là des ressources non communes... »

En résumé, l'ouvrage de M. l'abbé Rolland est le plus nouveau sur le sujet, et aussi, pensons-nous, incontestablement l'un des meilleurs.

Nous en avons déjà parlé assez longuement lors de son apparition (1^{er} décembre 1881, n° 48); mais, afin que nos anciens abonnés, qui n'en ont eu qu'une idée très incomplète, et surtout les nouveaux, dont le nombre s'est considérablement augmenté avec la présente année, puissent juger de la variété et de la richesse des éléments qu'il renferme, nous mettons sous leurs yeux la Table des matières.

INTRODUCTION

DE LA DÉVOTION AU T.-S. SACREMENT.

I. Excellence de la dévotion au T.-S. Sacrement. — II. Que la dévotion au T.-S. Sacrement est très-agréable à N.-S. — III. Qu'elle nous est très salutaire. — IV. Combien les saints l'ont estimée. — V. Caractères de la dévotion au T.-S. Sacrement.

LIVRE PREMIER

LE GRAND SACREMENT DE LA LOI NOUVELLE.

I. Vérité du dogme de l'Eucharistie. — II. L'Eucharistie chef-d'œuvre de la puissance divine. — III. L'Eucharistie chef-d'œuvre de l'amour divin. — IV. L'Eucharistie chef-d'œuvre de la sagesse divine.

LIVRE DEUXIÈME.

JÉSUS NOTRE VICTIME DANS LE T.-S. SACREMENT.

I. Excellence de la Messe. — II. Efficacité de la Messe. — III. La Messe pour les vivants. — IV. La Messe pour les morts. — V. Comment il faut l'entendre. — VI. La liturgie de la Messe : les églises. — VII. L'autel. — VIII. Le Célébrant. — IX. Les signes et les paroles. — X. Préparation au S. Sacrifice. — XI. L'oblation. — XII. La Consécration. — XIII. La Communion. — XIV. L'action de grâces.

LIVRE TROISIÈME.

JÉSUS ALIMENT DE NOS ÂMES DANS LE T.-S. SACREMENT.

I. La sainte Communion nourriture de nos âmes. — II. Vie de nos âmes. — III. Notre suprême honneur. — IV. Notre souverain bonheur. — V. Notre plus douce consolation. — VI. Trois autres effets de la Communion. — VII. Préparation à la Communion. — VIII. Action de grâces. — IX. De la Communion fréquente. — X. Ses règles. — XI. Communion fervente. — XII. D'aridité. — XIII. Tiède. — XIV. En Viatique. — XV. Spirituelle. — XVI. Sacrilege.

LIVRE QUATRIÈME.

JÉSUS LE COMPAGNON DE NOTRE PÈLERINAGE DANS LE T.-S. SACREMENT.

I. Du grand bienfait de la Présence réelle. — II. La Présence réelle, c'est-à-dire « Dieu avec nous. » — III. « Notre Bienfaiteur avec nous. » — IV. « L'Ami de nos âmes avec nous. » — V. Nécessité de la visite au T.-S. Sacrement. — VI. Sa Pratique.

LIVRE CINQUIÈME.

JÉSUS NOTRE MODÈLE DANS LE T.-S. SACREMENT

I. Jésus Hostie modèle de conversion. — II. D'humilité. — III. De douceur. — IV. De patience. — V. De religion. — VI. De pauvreté. — VII. De chasteté. — VIII. D'obéissance. — IX. De charité.

LIVRE SIXIÈME.

ŒUVRES EUCHARISTIQUES.

I. Adoration perpétuelle. — II. Œuvre des Tabernacles. — III. Des lampes. — IV. Du saint Viatique. — V. De l'Exposition du T.-S. Sacrement. — VI. Des bénédictions du T.-S. Sacrement.

Un beau et fort volume in-12 de xvi-621 pages. Prix : 3 fr.

Demandes et Réponses.

D. — J'ai souscrit dès les premiers jours au grand ouvrage de M. Eugène Loudun : LE BIEN ET LE MAL. Avant de partir pour mon long voyage, je vous avais prié de différer l'envoi des volumes à paraître jusqu'après mon retour. Me voici revenu, et je viens vous prier, M. l'éditeur, de m'adresser les nouveaux volumes qui auraient été publiés...
A. R. DE L.

R. — Les cinq volumes du remarquable et magnifique ouvrage de M. Eugène Loudun, LE BIEN ET LE MAL, ont tous paru, et nous nous mettons en devoir de vous expédier aujourd'hui même les deux derniers, que vous n'aviez pas encore reçus.

Nous pouvons ajouter que cet ouvrage a été grandement loué par la presse. Il a été demandé par un grand nombre de directeurs de cercles littéraires et quantité d'établissements scolaires pour la bibliothèque des professeurs et des élèves.

Nous avons déjà cité dans ce Recueil plusieurs jugements émanant de la presse ou de lecteurs particuliers; permettez-nous de citer encore le suivant, à cause de la valeur du nom dont il est

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE DE CARÊME :
LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS
(LA VIOLATION DU DIMANCHE).

Sabbata ejus i. opprobrium.

(1 Mach., I, 41.)

En France, c'est un fait plus clair que le jour, le dimanche tend à disparaître complètement. Même hors le temps consacré à la moisson, le laboureur courbé sur sa charrue se livre, sans souci du précepte dominical, à ses travaux habituels. Au sein des villes, le jour du Seigneur, la poussière du travail tombe comme une injure sur les vêtements de fête des fidèles chrétiens; à droite et à gauche, dans les maisons, dans les rues, sur les places publiques, dans les ateliers, sur les édifices quelquefois, la révolte se dresse audacieuse et provocatrice. A part quelques contrées privilégiées, sur tout notre territoire on peut affirmer que le mépris est sur le sabbat, *derisunt sabbata*. C'est notre péché mortel national, disait Pie IX. Nous sommes devenus, sous ce rapport, le scandale des nations protestantes elles-mêmes, et un homme d'état américain, à qui on demandait ce qui l'avait le plus frappé en France, a pu répondre, à notre grande honte : LA PROFANATION DU DIMANCHE. Les sentinelles du Christ, depuis un certain nombre d'années, donnent continuellement l'alarme au peuple chrétien sur les dangers qu'il court; les évêques français, dans leurs lettres pastorales, reviennent sans cesse sur ce grave sujet, pour ramener les peuples à la sanctification du septième jour¹. Nous voulons nous faire l'écho de leurs pressantes exhortations; et pour vous déterminer à respecter complètement le dimanche par la cessation du travail servile et l'assistance aux saints offices, nous allons vous faire la peinture des ruines qu'accumule la profanation du dimanche.

I

Ruine de la société d'abord.

Le peuple qui, le dimanche, dans un saint repos des labeurs matériels, rend à Dieu ses hommages dans le temple sacré, est un peuple fort, uni, heureux, car, au pied de la chaire de vérité, par la bouche du ministre de Dieu, les convictions et les sentiments religieux sont entretenus dans les âmes. C'est là que toutes les classes de la société viennent puiser la connaissance des vérités qu'elles doivent croire, des devoirs qu'elles doivent ratifier. C'est là que se fait l'éducation morale du peuple et que se complète celle des intelligences cultivées. C'est là que se proclame au nom de Dieu, le respect des droits acquis, la

probité dans les transactions, la conscience dans les engagements. C'est là qu'aux riches est constamment rappelée l'obligation de la charité et de l'aumône; aux pauvres celle de respecter le riche; aux pères et mères celle de bien élever leurs enfants; aux enfants celle d'aimer et de vénérer leurs parents. C'est là que la soumission est prêchée aux inférieurs, la bonté et la justice à ceux qui commandent, le dévouement à tous, dans l'espoir des célestes récompenses. Tandis qu'au dehors tout divise les hommes, l'Église les rapproche. Ailleurs, ils sont distribués en deux classes distinctes souvent rivales ou ennemies, par la fortune, la naissance, les prérogatives du talent ou du pouvoir; ici, les inégalités disparaissent et s'oublient, les distances s'effacent; la maison de Dieu est la maison de tous. Ailleurs, les pensées se croisent, les opinions se heurtent, les désirs et les intérêts se combattent; ici, en face de la croix et de l'autel, la colère tombe, les cœurs se désarment, l'ennemi prie pour l'ennemi. Et puis, quelle douce joie envahit les cœurs! Ces populations en habits de fête semblent oublier les inquiétudes et les soucis; une douce cordialité règne partout; l'homme sent et goûte mieux son empire sur la nature. La foule s'écoule lentement du temple, recueillie, satisfaite, épanouie. L'acte religieux qu'on vient d'accomplir a donné à tous les visages je ne sais quoi de plus poli et de plus délicat qu'à l'ordinaire. Le pauvre côtoie le riche, les petits s'approchent des grands; les ouvriers, les serviteurs adressent la parole aux maîtres. On se fait part de ses joies et de ses tristesses mutuelles; les vieillards interrompent leurs graves causeries pour applaudir aux jeux de la jeunesse qui bondit sous les yeux des parents; les cœurs sont exempts d'envie et de rivalité; le sentiment dominant qui résulte des exercices religieux auxquels on vient de participer, c'est l'aspiration vers des biens qui sont à tous, c'est l'attente d'un bonheur dont la possession n'est ni bornée ni exclusive. Oui, ce peuple est fort parce qu'il a la science de ses devoirs, il est uni dans les liens de la plus touchante fraternité, il est heureux malgré les misères de cette vie, il est béni de Dieu et il prospère!

Quel contraste nous offre un pays où le dimanche est méconnu et indignement profané! C'est la servitude la plus abjecte : le malheureux ouvrier, l'employé de magasin ou de certains services publics, l'homme des champs est condamné ou se condamne lui-même à traîner sa chaîne sans trêve ni repos! C'est l'égoïsme passant en nécessité : quand on n'entend plus à l'église, la prédication de la parole divine, on perd de vue ses devoirs, on oublie l'éternité pour ne penser qu'au temps; on n'a bientôt plus la notion du respect, du dévouement et du sacrifice; on ne considère que soi; le riche voit dans le pauvre une matière à exploiter, le pauvre dans le riche une proie à dévorer! C'est la désorganisation de la société : sans dimanche plus de religion; or sans religion pas de société

¹ Citons notamment Mgr de Prilly, Mgr Parisi, Mgr Pie, Mgr Thurinaz, Mgr Bouange, Mgr Thomas, Mgr Bataille, Mgr Cortet, etc...

possible : « On suspendrait plutôt une ville dans les airs qu'on ne maintiendrait un Etat sans religion, » a dit un païen. La profanation du dimanche, disons-le, quand elle devient générale, c'est le châtement, à bref délai, et le châtement terrible, effroyable. Quand un peuple viole le saint jour, il se révolte comme peuple contre l'autorité de Dieu; il fait profession publique d'athéisme; il s'insurge toutes les semaines contre le souverain Seigneur et Maître de toutes choses. Or, tout crime appelle sa répression; et comme les nations ne doivent vivre que dans le temps, il faut que leurs crimes soient punis dans le temps. Ainsi a toujours agi la Providence. Hélas! nous en sommes une preuve bien triste; et il avait raison cet anglais qui, parlant de l'énorme rançon que nous dûmes payer en 1871, à la suite de nos défaites sans nom, disait : LES CINQ MILLIARDS PAYÉS A L'ALLEMAGNE PAR LA FRANCE, SONT L'ÉQUIVALENT DE SON TRAVAIL DU DIMANCHE!

II

Jusqu'à un certain point, dirons-nous en empruntant les paroles d'un apologiste chrétien ¹, les Etats peuvent exister sans mœurs publiques, mais non sans mœurs domestiques. Or, la profanation du dimanche ruine les mœurs domestiques, et rend plus irrémédiable encore la ruine de la société.

En premier lieu d'abord, parce qu'elle conduit à l'ignorance des devoirs qui la constituent. Le dimanche méconnu dans la famille, le frein de la foi tombe, la direction religieuse disparaît. Les mauvais instincts, inhérents à la nature humaine, reprennent l'empire; et vous avez des pères durs, emportés, capricieux, insoucians, débauchés; vous avez des mères molles, impatientes, mondaines, paresseuses et trop souvent infidèles; vous avez des enfants irrespectueux, insoumis, libertins, sans affection, dévorés du désir de l'indépendance; et, au lieu d'abriter un paradis, le toit domestique ne couvre qu'un enfer!

D'autre part la profanation du dimanche constitue dans la famille une déplorable désagrégation; elle brise les liens qui en unissent les membres. Voyez ce père de famille. A peine a-t-il quitté sa couche et secoué un sommeil qui n'a réparé qu'une partie de ses fatigues de la veille, qu'il est rappelé à son ouvrage. Il n'a pu embrasser ses enfants encore endormis; les repas, il est condamné souvent à les prendre loin de la maison; le soir, il retourne péniblement vers sa demeure, et la lassitude lui fait regagner sa couche au plus vite. N° lui ne jouit de la douce société des siens, ni les siens ne goûtent la joie de sa présence. Et ce n'est pas là seulement le sort du travailleur de la campagne, mais encore celui de l'ouvrier des villes, du commis de magasin, de l'employé des divers services publics.

Dans les familles chrétiennes du moins, le dimanche interrompt cette triste séparation: il réunit au même foyer, à la même table, au même temple, dans le même repos et les mêmes joies les parents et les enfants séparés pendant six jours de la semaine. La confiance, l'intimité, la gaieté, le bonheur reparaissent dans la maison. Mais dans les familles sans religion, la séparation est comme perpétuelle. Le père, la mère, les enfants deviennent, pour ainsi dire, des étrangers les uns pour les autres. C'est la désagrégation complète, c'est la tristesse, la froideur, l'indifférence, quand ce ne sont pas les peines les plus cuisantes. L'enfant, excité par le mauvais exemple, méprise l'autorité domestique et cherche en dehors du toit paternel le bonheur dont il a besoin; la mère gémit dans sa solitude et son délaissement; le père, après avoir passé moitié du jour dans des travaux illicites, consacre la soirée au rendez-vous de la débauche, y dépense en quelques heures le salaire de la semaine et rentre au logis violent, dégoûté, malheureux. Quelle triste existence! Quel lamentable spectacle!

III

Passons à l'individu, et nous verrons que pour lui encore la profanation du dimanche entasse ruines sur ruines.

Ruine de la santé. — Oui, l'habitude de la violation du dimanche est ruineuse pour la santé du corps. Dieu qui a fait la loi du repos dominical, est le même qui nous a donné nos membres; il a établi une proportion entre son précepte et notre organisme physique; quiconque va contre cette loi force sa nature, et, petit à petit, arrive à un épuisement complet de sa constitution. Les animaux eux-mêmes, ceux qui sont destinés à accompagner et à soulager l'homme dans son labeur, ne sont pas exempts de cette nécessité. Ici, la science médicale et l'expérience appuient manifestement les inductions de la foi. « On sait maintenant par expérience, disait M. de Chateaubriand après la Révolution, que le cinquième jour est trop près et le dixième jour trop loin pour le repos. La Terreur, qui pouvait tout en France, n'a jamais pu forcer le paysan à remplir la décade, parce qu'il y a impuissance dans les forces humaines, et même dans les forces des animaux. Le bœuf ne peut labourer neuf jours de suite; au bout du sixième, ses mugissements semblent demander les heures marquées par le Créateur pour le repos général de la nature ¹. » « L'observation du dimanche, a dit un célèbre médecin anglais ², doit être mise non-seulement au nombre des devoirs religieux, mais aussi au nombre des devoirs naturels, si la conservation de la vie est un devoir, et si, comme on n'en peut douter, on est coupable de suicide en la détruisant préma-

¹ Mgr Gaume : *La profanation du Dimanche*.

¹ *Génie du Christianisme*, IV^e partie, l. I., c. IV.

² Farr. *Archives du Christianisme*.

turément. Je ne parle ici que comme médecin et sans m'occuper d'aucune manière de la question théologique. » L'illustre Robert Peel affirmait n'avoir jamais connu un homme ayant constamment travaillé les sept jours de la semaine « qui n'eût fini par faire faillite ou de corps ou d'intelligence. » « Prolonger le travail au-delà de six jours, ajoute de Humboldt, c'est se montrer aussi inhumain que déraisonnable. » — Ceci peut servir à expliquer le dépérissement de la race française surtout depuis un siècle...

Ruine des fortunes. — JE CONNAIS DEUX MOYENS BIEN SÛRS POUR DEVENIR PAUVRE, aimait à répéter le vénérable curé d'Ars, C'EST DE TRAVAILLER LE DIMANCHE ET DE PRENDRE LE BIEN D'AUTRUI. Dans les trésors de sa justice, Dieu a de la monnaie pour tous ceux qui l'offensent. Au négociant, à l'industriel, au cultivateur, au propriétaire profanateur du dimanche, il envoie tour à tour la banqueroute, la grêle, la sécheresse, l'incendie, l'épidémie, la stagnation des affaires; et, en quelques heures, il lui fait escompter, avec intérêt, toutes les obligations contractées envers sa justice par un travail défendu. Pour payer l'ouvrier de sa révolte, il lui envoie, à lui, à sa femme, à ses enfants, ou la maladie, ou le terrible chômage, ou la disette qui lui emporte le gain illicite dont il s'enorgueillit, et souvent bien au-delà. Rien de plus commun que ces liquidations providentielles ¹ !

Ruine de l'homme moral. — Plus de science religieuse. Voyez cet homme dont le regard demeure toujours abaissé vers la matière, cet agriculteur, cet ouvrier, ce négociant, pour lequel le dimanche est un jour ordinaire, qui ne paraît que de loin en loin dans le temple du Seigneur : qu'est-il demeuré dans son intelligence des vérités de la foi ? Rien, presque rien. Il a oublié. Quoi d'étonnant ? il n'entend jamais la parole évangélique ; depuis sa jeunesse, il n'a pas même lu une page d'un livre religieux ; heureux encore, s'il ne s'est pas nourri de l'aliment malsain des mauvais livres et des journaux impies et licencieux, et s'il n'a pas trouvé la ruine complète de sa foi dans les conversations irréligieuses qu'il aurait écoutées. Sans dimanche plus de morale : il ne reste plus qu'une honnêteté extérieure, purement humaine, qui n'a plus guère d'autre frein que le respect humain et la loi civile. Les passions affranchies de toute entrave se donnent libre carrière. La lumière de la conscience s'est éteinte, la notion du devoir s'est obscurcie, la prière s'est tue, les grâces d'en-Haut, qui ne sont plus demandées, diminuent en abondance ; la paix de l'âme a disparu avec l'innocence : le profanateur du dimanche mène une vie matérielle, sans noblesse, sans générosité, sans dignité intime, sans bonheur, sans compter que son salut éternel est gravement compromis !...

Voilà les tristes suites de la violation du saint

Jour : ruine de l'individu, ruine de la famille, ruine de la société. Or, le grand mal de la France, c'est précisément le mépris du dimanche, *deriserunt sabbata* ? Hélas ! aujourd'hui, parmi nous, quelle décrépitude dans les santés, quel affaiblissement dans les caractères, quels désastres de fortune, quelle ignorance des vérités du salut, quelle dissolution dans les mœurs, quelle prostration de l'esprit de sacrifice, quelle désorganisation de la famille et de la société, que de châtiements sur les individus et sur la nation, quels sombres nuages à l'horizon ! Les bons catholiques se sont émus ; ils se sont réunis en associations ² pour procurer la sanctification pleine et entière du dimanche, afin de réparer les maux déjà faits et prévenir ceux qui ne peuvent manquer de fondre sur nous, si nous ne nous corrigeons. Entrons tous dans cette ligue pacifique, aussi patriotique que religieuse. Prenons la résolution, le dimanche, de nous abstenir de tout travail défendu, d'assister au saint sacrifice et aux autres pieux exercices de la paroisse. Animés d'un saint esprit de prosélytisme, travaillons énergiquement à ce que tous ceux qui dépendent de nous accomplissent parfaitement le troisième précepte. Dans cette intention, prions et agissons. LA SEMAINE EST POUR LA MATIÈRE, dit le curé d'Ars, QUE LE DIMANCHE SOIT POUR L'ESPRIT !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ³

SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES.

Modifications aux leçons de l'office de S. Thomas.

Superiore anno Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII per Apostolicas litteras in forma Brevis sub die IV Augusti datas quamplurium Dioecesium sacrorum Antistitum aliorumque virorum scientia, pietate atque ecclesiastica dignitate eminentium votis obsecundans, et Sacrorum Rituum Congregationis consulto Angelicum Doctorem sanctum Thomam Aquinatem cunctis catholicis Universitatibus studiorum, Academiis, Lyceis et Scholis peculiarem apud Deum dedit patronum. Quo autem hujusmodi solemnitas actus in sacræ quoque liturgiæ perennis extaret memoria, Sanc-

¹ En particulier, l'*Archiconfrérie réparatrice de Saint-Disier* (Haute-Marne) et l'*Œuvre dominicale de France*. En parlant de cette dernière, Pie IX disait à M. de Cisse : « C'est bien là, l'Œuvre nécessaire du temps présent ; c'est l'Œuvre capitale du salut de la France. Par la profanation du Dimanche, la France s'est constituée en état de péché mortel. C'est un crime national dont votre Œuvre seule peut l'absoudre. »

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

³ Gaume. *La Profanation du Dimanche*.

tissimus ideo Dominus Noster voluit ut tam in Lectionibus historicis Breviarii quam in Martyrologio mentio de hoc fieret: quod Sacrorum Rituum Congregationis exequendum commisit. Hinc ad mentem Sanctitatis Suae novæ Lectiones historicæ, necnon addenda ad elogium in Martyrologio elucubrata sunt, quæ a me infra scripto Cardinale Sacræ eidem Rituum Congregationi Præfecto sub-signato die exhibita, prout huic præjacent Decreto, idem Sanctissimus Dominus suprema auctoritate sua approbavit, mandavitque ut ea ab universæ Ecclesiæ Clero tum Sæculari, tum Regulari, hand excluso Prædicatorum Ordine in posterum recitari debeant, suppressis omnino Lectionibus secundi Nocturni in officio præfati sancti Doctoris hucusque adhibitis. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 14 octobris 1881.

D. Card. BARTOLINIUS S. R. C. Præfectus
Pro R. P. D. Placido RALLI Secretario
Joannes Can. PONZI Substitutus.

IN II Nocturno.

LECTIO IV.

Præclarum Christiani orbis decus et Ecclesiæ Tumen, beatissimus vir Thomas, Landulpho comite Aquinate et Theodora Neapolitana, nobilibus parentibus natus, futuræ in Deiparam devotionis affectum adhuc infantulus ostendit. Nam chartulam ab eo inventam, in qua salutatio Angelica scripta erat, frustra adnitente nutrice, compressa manu valide retinuit, et a matre per vim abreptam, ploratu et gestu repetiit, ac mox redditam deglutivit. Quintum annum agens, monachis sancti Benedicti Cassinatibus custodiendus traditur. Inde Neapolim studiorum causa missus, jam adolescens Fratrum Prædicatorum Ordinem suscipit. Sed matre ac fratribus id indigne ferentibus Lutetiam Parisiorum mittitur. Quem fratres, in itinere per vim raptum, in arcem castri sancti Joannis perducunt: ubi varie exagitatus, ut sanctum propositum mutaret, mulierem etiam, quæ ad labefactandam ejus constantiam introducta fuerat, titione fugavit. Mox beatus juvenis, flexis genibus ante signum Crucis orans, ibique summo correptus, per quietem sentire visus est sibi ab Angelis constringi lumbos: quo ex tempore omni postea libidinis sensu caruit. Sororibus quæ, ut eum a pio consilio removerent, in castrum venerant, persuasit ut, contemptis curis sæcularibus, ad exercitationem cælestis vitæ se conferrent.

LECTIO V.

Emissus e castro per fenestram, Neapolim reducit: unde Romam, postea Parisium a fratre Joanne Theutonico, Ordinis Prædicatorum generali Magistro, ductus, Alberto Magno doctore, philosophiæ ac theologiæ operam dedit. Viginti quinque annos natus, magister est appellatus, publiceque philosophos ac theologos summa cum laude est interpretatus. Nunquam se lectioni aut

scriptioni dedit, nisi post orationem. In difficultatibus locorum sacræ Scripturæ, ad orationem jejuniū adhibebat. Quin etiam sodali suo fratri Reginaldo dicere solebat, quidquid sciret, non tam studio aut labore suo peperisse, quam divinitus traditum accepisse. Neapoli cum ad imaginem Crucifixi vehementius oraret, hanc vocem audit: Bene scripsisti de me, Thoma: quam ergo mercedem accipies? Cui ille: Non aliam, Domine, nisi teipsum. Collationes Patrum assidue pervolutabat; et nullum fuit scriptorum genus in quo non esset diligentissime versatus. Scripta ejus et multitudine, et varietate, et facilitate explicandi res difficiles adeo excellunt, ut uberima atque incorrupta illius doctrina, cum revelatis veritatibus mire consentiens aptissima sit ad omnium temporum errores pervincendos.

LECTIO VI.

A Summo Pontifice Urbano Quarto Romam vocatus, ejus jussu ecclesiasticum lucubravat officium in Corporis Christi solemnitate celebrandum; oblatos vero honores, et Neapolitanum Archiepiscopatum, etiam deferente Clemente Quarto, recusavit. A prædicatione divini verbi non desistebat; quod cum faceret per octavam Paschæ in Basilica sancti Petri, mulierem, quæ ejus fimbriam tetigerat, a fluxu sanguinis liberavit. Missus a beato Gregorio Decimo ad Concilium Lugdunense, in monasterio Fossæ Novæ in morbum incidit, ubi ægrotus Cantica Canticorum explanavit. Ibidem obiit quinquagenarius, anno salutis millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, nonis Martii. Miraculis etiam mortuus claruit; quibus probatis, a Joanne vigesimo secundo in sanctorum numerum relatus est, anno millesimo trecentesimo vigesimo tertio; translato postea ejus corpore Tolosam, ex mandato beati Urbani Quinti. Cum sanctis angelicis spiritibus non minus innocentia quam ingenio comparatus, doctoris Angelici nomen jure est adeptus, eidem auctoritate sancti Pii Quinti confirmatum. Leo autem Decimus tertius, libentissime excipiens postulationes et vota omnium pene Sacrorum Antistitum Orbis Catholici, ad tot præcipue philosophicorum systematum a veritate aberrantium luem propulsandam, ad incrementa scientiarum, et communem humani generis utilitatem, Eum ex Sacrorum Rituum Congregationis consulto, per Apostolicas litteras cœlestem Patronum Scholarum omnium Catholicarum declaravit et instituit.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Je profite de l'occasion pour adresser aux rédacteurs de votre intéressant journal quelques questions; d'abord une objection à la solution donnée au n° du 15 décembre, page 608.

1° Un curé a demandé si, empêché le jour de la saint

Michel de dire la messe pour sa paroisse, il avait pu réparer cette omission forcée par la messe de binage du dimanche suivant. Il lui a été répondu négativement. Cette décision me paraît bien sévère. Il me semble que l'Église n'a pas prévu le cas. Il nous est défendu d'accepter un honoraire pour la seconde messe du dimanche, *nulla accepta eleemosina*. Mais dans toute loi restrictive de la liberté nous ne sommes rigoureusement tenus qu'à ce qui est indiqué par les termes. Or, ce qu'on entend par honoraire, ce sont les 20, les 30, les 40 sols donnés pour l'intention particulière de la messe. Par ce *nulla accepta eleemosina* l'Église nous défend donc d'accepter un honoraire spécial pour cette seconde messe. Mais rien n'indique qu'elle s'oppose à ce que nous la fassions servir à la décharge d'obligations contractées autrement que par l'honoraire. On dira que si elle avait prévu ce cas, elle l'aurait défendu. C'est possible, mais cela n'a pas eu lieu, et je ne vois pas pourquoi nous devrions nous soumettre à une défense qu'elle n'a pas faite.

D'ailleurs, n'est-ce pas à l'aide du binage qu'un curé chargé de deux paroisses accomplit son devoir d'appliquer la messe les jours de fête à chacun de ses troupeaux.

Un curé étant malade un dimanche, un collègue voisin vient biner dans son église pour que les fidèles ne soient pas sans messe. Si ce prêtre applique le sacrifice aux ouailles du confrère impotent, celui-ci demeure déchargé de l'obligation de l'appliquer plus tard. C'est ainsi qu'on l'entend dans la pratique. Or, c'est par une messe de binage qu'il a été déchargé de son obligation. Pourquoi une fois guéri ne pourrait-il pas profiter par lui-même de cet avantage, dans le cas où il n'aurait pas eu un remplaçant de ce genre, et appliquer une messe de binage à sa décharge ?...

2° L'*Ami du clergé* nous apprend qu'un curé chargé de deux paroisses, doit appliquer la messe à chacune d'elles les jours de dimanche et de fête, en raison de la modique indemnité de 200 francs que le Gouvernement lui accorde. N'est-il pas autorisé, par cela même et de « plein droit, » à dire une messe dans chaque église même quand la fête est supprimée. De plus, il ne doit y avoir rien de changé dans les églises depuis le concordat : les choses doivent s'y passer comme avant la réduction des fêtes. Les choses ne se font pas assurément de la sorte, si les fidèles privés de leur pasteur spécial n'ont pas la messe les jours de fête supprimée. L'*Ami du clergé* ne trouve-t-il pas qu'il y aurait lieu pour les évêques de France de faire décider la chose par le Saint-Siège ?

3° Nous fûmes avertis, il y a 20 ans, qu'il ne nous est pas permis de percevoir un honoraire pour la seconde messe du dimanche. — Cette date indique que je ne suis plus jeune. — Un prêtre consulta l'Ordinaire à cette époque et lui demanda s'il pouvait continuer à percevoir cet honoraire pour l'employer en bonnes œuvres. On lui répondit affirmativement.

Instruit plus tard de la fausseté de cette décision, ce cher confrère cessa immédiatement l'opération défendue et il remit dans la caisse des messes à acquitter l'argent ainsi perçu et qui n'avait pas été dépensé. Jusque-là pas de difficulté. Mais il avait déjà employé une somme à l'achat de divers objets nécessaires à la sacristie. Devait-il rembourser aussi cet argent en le tirant de sa poche ? Il ne le soupçonna même pas, n'ayant agi qu'en vertu d'une décision épiscopale à laquelle il pouvait s'en rapporter faute de preuve du contraire. Il n'y avait d'ailleurs aucune injustice en soi. Il y avait tout au plus un péché « matériel » et non « formel » de désobéissance pour lequel il ne croyait pas mériter d'être puni. Il lit aujourd'hui l'*Ami du clergé*. Certaines décisions lui donnent quelques doutes à ce sujet et le troublent. Supposé qu'il eût été obligé d'acquitter ou de faire acquitter de nouveau les messes dont il avait perçu illégalement et dépensé mal à propos les honoraires, y aurait-il prescription, en ce moment ? Il y a 15 ou 16 ans du fait incriminé. Peut-il y avoir prescription en pareille matière ?

4° La bulle *Amantissimi* de Pie IX qui prescrit à tous les curés d'appliquer la messe à leurs paroisses les jours de fêtes supprimées, publiée en mai 1858, nous fut notifiée

dans l'ordo de 1859. Jusque-là, par un privilège spécial à notre diocèse, nous étions dispensés de cette obligation, à l'exception de 4 fêtes. Un bon curé qui ne lut cette bulle que fort légèrement ne vit pas qu'elle abrogeait toutes les faveurs accordées antérieurement. Il continua donc à ne pas appliquer les messes les jours susdits. S'étant aperçu de son erreur, vers la fin de l'année, il rentra immédiatement dans l'ordre, mais il ne songea pas à réparer ses omissions et à dire pour sa paroisse autant de messes qu'il y avait eu de fêtes depuis la notification de la bulle. Il voit aujourd'hui, grâce aux principes que l'*Ami du clergé* lui rappelle, qu'il aurait dû le faire. Son obligation est-elle prescrite ?

R. — Ad I. Nous avons donné la raison qui nous détermine à penser que la part non déterminée du bénéfice curial qui répond à l'application de la messe *pro populo* constitue un honoraire ou l'équivalent d'un honoraire. Nous croyons ainsi que notre solution rentre dans la défense faite de recevoir un honoraire pour la seconde messe. Si notre raison est bonne, il importe peu que le cas n'ait pas été individuellement prévu et décidé par l'Église puisqu'il l'est dans l'espèce. Or, nous croyons la raison bonne. Mais nous pouvons nous tromper, et nous nous soumettons entièrement, en ceci, comme en tout ce que nous écrivons, au jugement de la sainte Église.

Les deux exemples apportés à l'appui de l'objection ne sont pas concluants, parce qu'il n'y a point parité.

Dans le premier cas, le curé chargé de deux paroisses doit le jour même une messe à chacune d'elles. Il s'acquitte naturellement en offrant ses deux messes pour son double troupeau. Mais le curé chargé d'une seule paroisse, qui n'a pas acquitté sa messe *pro populo* le jour de saint Michel ne doit pas pour cela une seconde messe le dimanche suivant. Il la doit au premier jour libre.

Dans le second cas, le prêtre qui bine pour rendre service à son confrère malade, ne perçoit pas d'honoraire pour sa messe de binage ; il fait, « par charité, » l'application de sa messe à l'intention de son confrère. De plus, la messe étant due le jour même, et le curé malade ne pouvant l'offrir ce jour-là, il est dans l'ordre que le confrère voisin offre à cette intention sa messe de binage. Mais dans le cas du curé qui a omis d'offrir la messe à la fête de saint Michel, il y a acquit d'une dette « de justice, » perception aliquotée d'un fruit de bénéfice, et nulle obligation de réparer l'omission le dimanche même.

Notre vénérable correspondant parle d'avantage à propos de la messe offerte par le confrère voisin pour le peuple du curé malade. Cette expression est tout à fait impropre. Ce n'est pas un avantage, mais le résultat d'une double nécessité, savoir, nécessité d'offrir ce jour-là même *pro populo*, et nécessité de pourvoir à l'acquit de l'obligation par le prêtre qui peut charitablement s'en charger.

Ad II. De ce qu'un curé chargé de deux paroisses doit appliquer la messe à chacune d'elles aux jours de fêtes supprimées, il est autorisé par

le droit à offrir un autre jour pour sa seconde paroisse.

Et de fait le Saint-Siège suppose que le curé chargé de deux paroisses offre pour la seconde un autre jour.

Quant au binage, il ne peut être autorisé par autorité épiscopale, qu'aux jours où il y a pour les fidèles obligation d'assister à la sainte messe, à supposer qu'il ne puisse y être pourvu autrement que par un binage. Rome a insisté à plusieurs reprises, pour faire cesser le binage aux jours de fêtes supprimées, là où il s'était introduit ou conservé. Toutefois, sur la demande de Monseigneur l'évêque de Langres, exposant que le binage, pratiqué dans ce diocèse depuis le commencement du siècle, ne pouvait être supprimé sans grave inconvénient, ainsi que lui-même l'avait constaté en essayant la règle commune, le Saint-Siège accorda cette faculté pour cinq ans pour une dizaine de fêtes particulièrement chères aux fidèles, spécifiées dans la demande. (S. R. C. 24 aug. 1878, in *Lingonen.*)

Il y a, depuis le Concordat, ce changement, capital en la matière, que les fêtes étant supprimées pour le peuple, l'obligation d'assister à la messe n'existe plus et ainsi manque l'une des conditions essentielles au maintien du binage.

AD III. Cet excellent confrère peut être parfaitement tranquille au sujet du péché. Il n'en a commis aucun dans aucune des circonstances qui nous sont exposées.

Pour les honoraires perçus et non dépensés, il n'était pas tenu d'acquitter ou de faire acquitter de nouvelles messes, l'application des précédentes ayant été valide. Il fallait seulement demander au Saint-Siège de déterminer l'emploi des honoraires.

Quant aux autres déjà dépensés en bonnes œuvres, conformément à la décision de l'Ordinaire, il y avait lieu de demander au Saint-Siège également *sanationem pro præterito*.

Actuellement, tout ce que pourrait faire ce digne curé, ce serait de soumettre le cas avec les circonstances au Saint-Siège en le priant de légitimer ce qu'il a pu faire indûment bien que sans péché.

AD IV. La prescription ne peut avoir lieu ici. Le curé est tenu, de droit divin ecclésiastique à offrir, aux jours de fête, le saint sacrifice pour ses ouailles. Cette obligation le lie donc spécialement envers Dieu qui la lui impose et envers ses paroissiens pour lesquels il doit l'application de la messe. Or, nul ne prescrit contre Dieu. Et le curé en ce qui est du devoir de sa charge, ne saurait prescrire contre ses paroissiens : un tuteur ne prescrit pas contre son pupille, ni un père contre ses enfants.

D'ailleurs, c'est le sentiment des canonistes qu'on ne prescrit pas contre les charges de messes fondées. S'il est permis de raisonner ici *a pari* ou même *a fortiori*, il faut dire qu'on ne prescrit pas contre une charge annexée à l'office qui re-

pose sur le bénéfice curial, lequel ne saurait être mis au-dessous des fondations. On ne prescrit pas non plus contre le droit divin.

Q. — A l'occasion de ce que vous dites dans l'*Ami*, p. 628, 3^e année, j'ai l'honneur de vous demander si les religieuses cloîtrées, à leurs derniers moments, peuvent se choisir un confesseur à leur gré, peuvent s'adresser à un prêtre qui n'a pas les pouvoirs spéciaux pour confesser les religieuses.

R. — Il est permis à toute religieuse, cloîtrée ou non, de demander un confesseur à l'article de la mort. « *Episcopi subjectis monialibus in gravi infirmitate constitutis, et id expetentibus peculiarem confessorium concedere debeant*¹. »

Le choix, croyons-nous, appartient à la religieuse elle-même, mais il ne peut se porter que sur des prêtres approuvés par l'Ordinaire « pour la confession des religieuses. » Quelques auteurs ont refusé aux religieuses le droit de désigner le confesseur particulier qu'elles désirent, et ils se sont appuyés sur la bulle *Pastoralis curæ* de Benoît XIV. C'est à tort, car la bulle en question dit précisément le contraire. En effet, après avoir exhorté les évêques à ne pas se montrer trop difficiles à accorder un confesseur particulier, le Souverain Pontife continue : « *Quin potius, nisi, aut monialis postulantis, aut confessorii requisiti qualitas, aliter faciendum suadeat, earum justis precibus obsecundare studeant*. » La bulle suppose donc un choix déterminé, puisqu'elle prévoit le cas où ce choix ne pourrait être accepté *propter qualitatem confessorii requisiti*.

D'autre part, pourquoi la S. Congrégation insère-t-elle toujours, dans les brefs qu'elle accorde parfois à des religieuses pour avoir un confesseur particulier, en dehors des cas où l'évêque peut en donner un, la clause suivante : *Dummodo sit ex approbatis ad sanctimonialium confessiones sacramentales excipiendas* ? Si c'était à l'évêque à le désigner, par là-même qu'il le désignerait, il l'approuverait : on ne restreint certainement pas son pouvoir à choisir parmi ceux qu'il a primitivement approuvés.

Citons encore un témoignage de la S. Congrégation des Evêques et réguliers. On lit dans une lettre de 1816, adressée au Nonce de Madrid.

« Sa Sainteté veut que V. S. fasse sentir d'une manière efficace au supérieur Régulier dont dépend ce monastère, qu'il doit accorder aux religieuses... la faculté de se confesser... à un confesseur séculier ou régulier « que chacune d'elles « doit choisir » pourvu qu'il soit approuvé pour entendre les confessions des religieuses². »

Nous pourrions multiplier les preuves ; nous nous contenterons de celle-là, car l'*Ami du clergé* donnera bientôt un travail assez complet sur toute la délicate question des confesseurs des religieuses.

¹ Const. *Pastoralis curæ* de Benoît XIV.

² *Analecta*, t. IV, 1316.

Nous concluons donc qu'une religieuse, à l'article de la mort, a droit de demander à l'évêque diocésain, sans que celui-ci puisse refuser sa demande, n'importe quel confesseur de ceux approuvés pour les religieuses. Bien plus, elle peut demander un confesseur même non approuvé pour les religieuses, et le désir de l'Eglise est encore que l'Evêque accède à ses vœux, *nisi confessorii requisiti qualitas aliter faciendum suadeat*.

On a mis en avant la pureté d'intention pour déterminer une religieuse à accepter le confesseur extraordinaire qu'on lui offre; c'est, croyons-nous, trop restreindre une liberté de conscience que l'Eglise regarde comme sacrée, puisqu'elle prend tant de précautions pour la sauvegarder.

Q. — Tous nos autels d'Amérique sont en bois avec une simple pierre consacrée qui peut être enlevée facilement, peuvent-ils être privilégiés? S'ils sont privilégiés, le privilège doit-il être renouvelé tous les sept ans.

R. — AD I. Qui ces autels peuvent être privilégiés : car pour qu'un autel soit privilégié il n'est pas nécessaire qu'il soit *fixe* : il peut être *portatif* dans le sens canonique de ce mot, pourvu qu'il ne le soit pas dans le sens vulgaire, c'est-à-dire pourvu que dans son ensemble, il ne soit pas destiné à être transporté d'un lieu dans un autre. Ainsi l'a décidé la Sacr. Congr. des indulgences.

A cette question : Si a S. Sede indultum locale altaris privilegiati conceditur, neque ulla facta sit mentio, nec in supplici libello, nec in rescripto, de qualitate altaris, sitne fixum scilicet, vel portatile? An altare censeri possit privilegiatum, etiam sit portatile? La S. Congr. répondit le 15 d. 1841 : *Negative*, excepto caso indulti altaris privilegiati personalis, quo frui potest sacerdos in quocumque altari sive locali, sive portatili, celebraturus.

Or dans ce décret les mots : *altare fixum, altare portatile*, ne sont pas pris dans leur sens canonique. Par autel *fixe* la Sacr. Congr. entend un autel dont la masse, dont l'ensemble est placé à demeure fixe dans un endroit de l'église, que cet autel ait une table, une pierre intimement liée à la base de manière à ne pouvoir en être séparée, ou qu'il ait seulement une pierre consacrée qu'on peut enlever à volonté. Par un autel *portatif*, elle entend un autel dont l'ensemble est mobile, un autel qu'on transporte d'un endroit dans un autre, comme serait un autel qu'on élèverait quelquefois au milieu de l'église, pour le mois de Marie, pour la fête d'un saint.

Cette interprétation a été donnée par la Sacrée Congr. elle-même, le 20 mars 1846, dans la réponse à ces deux questions : Dubium I. An in resolutione data a Sacr. Cong. indulgen. die 15 decemb. 1841, per verba : *altare fixum seu locale* intellexit *altare fixum*, prouti ex scriptoribus de rebus liturgicis definitum est? — Dubium II. An vox *altare portatile* in eadem res-

pensione habet eamdem significationem, quam ex iisdem scriptoribus? — Sacra Cong. ad prefata dubia ita respondit : AD I. Sac. Congregationem intellexisse altare fixum quidem quod a loco dimoveri non possit, sed non tamen cujus superior pars, sive mensa, sit ex integro lapide, vel adeo calce conjuncta, ut lapis consecratus amoveri non possit; secus enim diruto altari, quod privilegiatum concessum erat ob alicujus sancti imaginem, post novam constructionem novo indigeret privilegio. — AD II. Intellexisse, ut dicitur, viaticum, quod constat tantum unico lapide integro tantæ magnitudinis, ut calicis pedem cum patena saltem quo ad majorem partem capere possit, vel quod de uno in alium locum transferetur. — Datum Romæ...

AD II. Règle générale, les autels qui ont été déclarés privilégiés par un évêque, en vertu d'un indult concédé par Rome, ne le sont que pour sept ans; et ces années se comptent à partir, non pas du jour où le privilège a été accordé à l'autel, mais du jour où l'indult a été concédé à l'évêque. Ces indults sont renouvelables sur la demande des ordinaires.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Ma paroisse qui d'après le précédent recensement comptait environ 4800 habitants en a aujourd'hui 5500 selon les données du recensement qui vient d'avoir lieu.

En conséquence de cette augmentation, y a-t-il obligation immédiate pour la fabrique de mon église d'adjindre quatre nouveaux conseillers aux cinq qu'elle a eus jusqu'à ce jour? Et dans le cas affirmatif, « quand » et « comment » doit s'accomplir cette adjonction, ou mieux cette élection des quatre nouveaux fabriciens? Je vous serai bien obligé de vouloir me renseigner à ce sujet.

R. — Nous ne pensons pas qu'il y ait obligation; mais il n'y a pas défense non plus. Cette adjonction de quatre nouveaux fabriciens opérée lorsque la paroisse se trouve dans la condition de les avoir ne présenterait aucun caractère d'illégalité.

Selon nous, il serait plus convenable d'attendre le prochain renouvellement; et nous argumentons par analogie avec ce qui se pratique dans les élections politiques. Tel arrondissement n'a droit qu'à un député à cause du chiffre de sa population; mais voilà que pendant la législature cette population augmente au point d'avoir droit à deux députés. Procède-t-on immédiatement aux élections? Nullement; on attend les élections prochaines. Ainsi pensons-nous qu'il est convenable d'agir pour l'adjonction des quatre fabriciens nécessitée par l'accroissement de la population paroissiale.

Mais à qui appartient le droit de les nommer? Serait-ce au conseil de fabrique ou bien à l'évêque et au préfet comme lors de la formation première du conseil?

Ce droit d'après nous, appartient au conseil de fabrique qui, une fois régulièrement composé

par les deux autorités ecclésiastique et civile, peut se renouveler et se continuer indéfiniment. Le conseil dans ce cas, nomme ces quatre membres comme il nomme des conseillers nouveaux en remplacement de ceux qui décèdent ou démissionnent.

La chose n'ayant pas été prévue dans les règlements, nous formons notre opinion sur le raisonnement pour cette seconde question comme pour la première.

Lors de la formation d'un conseil de fabrique, l'évêque et le préfet nomment directement, l'évêque la moitié plus un, et le préfet les autres, parce qu'en l'absence d'un conseil on ne peut pas faire autrement. Mais ici un conseil fonctionne; ce serait le priver d'un droit reconnu que de lui adjoindre des membres en dehors de l'élection.

De plus, il serait impossible de laisser ce soin à l'évêque et au préfet; car, d'après la loi, l'évêque ne nomme qu'un membre de plus que le préfet. Or, ici dans la nomination de 4 membres, cette disposition légale ne pourrait être mise en pratique, parce qu'il s'agit d'un nombre pair; le cas échéant, l'évêque devrait en nommer 3 et le préfet 1 : ce qui est inadmissible.

Nous avons dit que le conseil doit faire cette élection quand il procède au renouvellement légal. Cela ne veut point dire qu'il faut attendre trois ans, comme cela pourrait arriver. On peut profiter de la réunion de Quasimodo et même de toute autre réunion où il y aurait à remplacer quelque fabricien décédé ou démissionnaire.

Q. — L'instituteur d'une commune doit-il recevoir gratuitement des élèves forains, c'est-à-dire appartenant à une autre commune.

Il y a des familles dont l'habitation se trouve être beaucoup plus proche de l'école de la commune voisine que de l'école de leur propre commune. Cette question les intéresse grandement. Elle intéresse aussi les familles chrétiennes qui ayant chez eux une école athée et dans le voisinage une école chrétienne, voudraient savoir si elles peuvent envoyer leurs enfants dans cette dernière.

R. — Cette question nous avait été posée depuis longtemps; mais elle ne pouvait être résolue d'après la jurisprudence existante avant la loi de gratuité. Il fallait donc attendre que l'autorité consultée donnât une solution. Cette solution a été donnée par le ministère de l'instruction publique dans les termes suivants :

« Avant l'établissement de la gratuité, on exigeait généralement que des élèves forains payassent la rétribution scolaire, et l'instituteur ne pouvait les admettre dans son école qu'autant qu'ils étaient porteurs d'une carte d'admission délivrée par le maire.

« Mais aujourd'hui que la gratuité existe, l'école doit être ouverte à tous.

« Il est clair que les enfants de la commune qui a construit l'école doivent y être reçus d'abord; mais cela fait, s'il reste des places libres, et s'il ne s'agit pas de satisfaire un caprice des familles,

on ne voit pas comment les élèves forains pourraient être refusés.

« Il serait convenable, d'ailleurs, que l'instituteur s'assurât du consentement du maire; en cas de refus non motivé, le préfet informé devrait intervenir. »

A vrai dire, la réponse se réduit à ceci : Si les élèves sont acceptés, ils le sont gratuitement comme les autres. Mais il dépend encore du maire, du préfet et de l'instituteur de les accepter, et ils les repousseront quand il s'agira « de satisfaire un caprice des familles. » La phrase n'est pas longue; mais elle contient beaucoup de choses plus mauvaises les unes que les autres. Elle contient tous les « caprices » et toutes les passions irreligieuses des maires et des préfets qui s'armeront de cette phrase comme d'un glaive pour frapper les familles chrétiennes assez hardies pour aller chercher dans le voisinage ce qu'elles ne trouvent pas chez elles. S'adresse-t-on aux voisins pour se soustraire à un maître grossier ou ignorant? — Caprice des familles. Veut-on épargner à de jeunes enfants les exemples d'impiété ou d'inconduite? — Caprice des familles.

On dira peut-être que notre interprétation est gratuite. Nous affirmons le contraire; elle ne doit pas être universalisée, mais elle n'est pas gratuite; et l'avenir hélas! nous donnera encore plus raison.

Q. — Voudriez-vous bien me rappeler les devoirs d'un maître d'école vis-à-vis des enfants du catéchisme.

1° L'instituteur est-il obligé d'apprendre ou de faire réciter aux enfants les leçons données au catéchisme?

2° Est-il obligé les jours de classe à 11 heures, et les autres jours où la classe n'a pas lieu, de conduire les enfants à l'église?

3° Doit-il rester à l'exercice du catéchisme?

4° Pour les exercices de la communion, peut-on prendre les enfants à n'importe quelle heure et autant de fois que le prêtre le juge utile?

5° L'instituteur doit-il rester à ces exercices et reconduire les enfants?

6° Est-il obligé de faire apprendre aux enfants les prières ou actes?

7° Est-il obligé de conduire les enfants en procession le jour de la première communion?

8° Le curé peut-il appeler les enfants au confessionnal dans le cours de l'année, dans n'importe quel jour et à l'heure qu'il lui plaît?

9° L'instituteur est-il obligé alors d'amener les enfants à l'église?

10° Aux fêtes de St Louis de Gonzague, de St Nicolas, de Ste Catherine, le curé peut-il appeler les enfants à l'église à 8 ou 9 heures, et l'instituteur devrait-il amener les enfants et rester avec eux?

11° Aux processions de la fête-Dieu, l'instituteur est-il obligé de conduire les enfants? Je suppose que ces processions se font les dimanches.

J'ajoute en vous priant de me continuer votre bienveillance.

12° Le curé ou le desservant a-t-il le droit d'aller sans invitation visiter les enfants en classe, n'importe quel jour et à n'importe quelle heure?

13° Lui est-il loisible d'examiner les cahiers d'écriture, et de parler sur les devoirs relatifs à l'étude ou à l'instruction en général?

Répondez-moi, je vous prie. Il importe que les prêtres

ne se mettent pas en défaut, et il importe non moins qu'ils ne lâchent pas avec indifférence les quelques droits qui peuvent leur rester.

R. — Tous les droits mentionnés dans ce long interrogatoire, les curés ou desservants les avaient et les ont encore en vertu de la loi sur l'enseignement primaire de 1850 qui n'est pas abrogée. Mais la jurisprudence actuelle de notre charmante république les lui a insensiblement enlevés, à force de décrets particuliers, de circulaires et d'instructions ministérielles. Aussi répondrons-nous :

AD I^m. Quand un père de famille a déclaré qu'il voulait son enfant élevé dans la religion, l'instituteur doit, comme au bon temps, enseigner à cet enfant les prières et le catéchisme. Dans ce cas, les convenances font un devoir à l'instituteur de lui faire apprendre spécialement la leçon donnée par le catéchiste, mais le texte du règlement ne le dit point. Le maître d'école est en règle pourvu qu'il fasse réciter le catéchisme n'importe de quelle manière.

AD II^m. L'instituteur est absolument dispensé de cette corvée, quels que soient les jours et les heures.

AD III^m. Nullement *ex dictis*.

AD IV^m. Oui, pendant la semaine de la première communion; c'est spécifié dans les règlements nouveaux.

AD V^m. Pas le moins du monde.

AD VI^m. Oui, aux enfants auxquels il doit l'instruction religieuse, *ut dictum est in 1^o*.

AD VII^m. Non.

AD VIII^m. Les règlements portent que « sous aucun prétexte » les enfants ne peuvent quitter les classes. L'instituteur peut donc leur refuser de sortir pour aller se confesser. Mais comme d'un autre côté, il est obligé d'enseigner la religion aux enfants dont les pères l'exigent, il s'en suit que ces derniers peuvent exiger de l'instituteur qu'il accorde à leurs enfants la permission d'aller se confesser aux heures convenables du prêtre. Nous avons dit plus d'une fois qu'un père de famille jouit d'une grande puissance contre laquelle aucun règlement académique ne tiendra, s'il le veut bien, surtout dans la question religieuse.

AD IX^m. Jamais *ex dictis*.

AD X^m. Les instructions ministérielles s'y opposent. En tout cas, l'appel du curé n'est d'aucune autorité aux yeux de l'instituteur déclaré absolument indépendant. Quant à la question de ces fêtes de l'enfance, c'est une affaire d'usage que les pères de familles bien résolus peuvent faire résoudre selon leur volonté, comme nous l'avons dit ad VIII^m, mais non légalement.

AD XI^m. Non.

AD XII^m et IX^m. Oui, en vertu de la loi de 1850. Les lois nouvelles qui retranchent absolument, le prêtre de l'école ne sont pas encore votées en dernière lecture ou promulguées.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Beau-

coup de règlements nouveaux sont en opposition avec des lois non encore abrogées; mais les maîtres du jour n'y regardent pas de si près. Heureusement que dans un grand nombre de paroisses, principalement en province, les instituteurs, qui sont loin d'être aussi impies que leurs chefs, profitent du peu de liberté qu'on leur laisse pour continuer les bonnes traditions du passé, et en cela d'ailleurs ils servent leurs propres intérêts en ne heurtant pas trop de front les croyances des populations rurales.

Q. — Mon maire me fait de l'opposition dans le conseil de fabrique. Voici un cas en particulier.

J'ai convoqué le président et le trésorier pour la séance du mois afin de pourvoir à des réparations dont la dépense ne dépasse point 50 francs. Sachant que le maire s'opposerait au travail, je ne l'ai pas convoqué. Le président et le trésorier étant présents la séance a pu avoir lieu, et les réparations ont été votées à l'unanimité. Le maire peut-il quelque chose?

R. — La question est posée d'une manière très obscure. Autant que nous pouvons en juger, il s'agit d'une réunion du conseil de fabrique. Dans ce cas, la non-convocation du maire rend toute délibération nulle. Celle-ci le serait doublement; car s'il n'y avait en séance que le curé, le président et le trésorier, on n'était pas en nombre suffisant pour délibérer.

Le plus sage était de convoquer tout le monde; l'opposition du seul maire ne pouvait empêcher en aucune manière le vote de la dépense et l'exécution du travail.

Q. — Qu'y aurait-il à faire dans le cas que j'ai l'honneur de vous présenter.

Il est dit dans l'article 592 du code civil que l'usufruitier peut couper des arbres de haute futaie pour faire les réparations dont il est tenu, mais à la charge d'en faire constater la nécessité par le propriétaire.

Or, il y a quelque part un domaine dont le propriétaire est la commune et dont l'usufruitier est une personne qui doit jouir sa vie durant. Après elle, c'est le curé qui sera usufruitier.

Or, le maire représentant la commune propriétaire se refuse par pure hostilité à venir constater la nécessité des réparations et à voir les arbres qu'il y aurait à couper pour faire ces réparations. Donc

1^o Peut-on simplement passer outre?

2^o Faut-il faire constater son refus par témoins, et cela suffirait-il? ou faut-il le forcer à faire son devoir et alors, comment s'y prendre?

R. — Pour exercer le droit accordé à l'usufruitier par l'article 592 du code civil il faut se conformer aux règles spéciales établies pour les bois de la commune et des établissements publics « (décret du 6 novembre 18e3 art. 13). »

Sans entrer ici dans le développement de ces règles, il suffira de dire que l'autorisation du préfet doit toujours être demandée et obtenue, soit directement soit indirectement. Ordinairement c'est la commune propriétaire, c'est-à-dire, le conseil municipal qui délibère et envoie sa délibération au préfet. Mais puisque ici le conseil municipal ou en son nom le maire se refuse à constater la nécessité de la réparation, il faut

s'adresser directement au préfet, en relatant dans la pétition le mauvais vouloir du maire.

Passer outre, ce serait agir contre la loi, par conséquent s'exposer à de graves dommages. Pour donner plus de poids à la requête adressée au préfet, rien n'empêche de faire constater par témoins le refus du maire, et par expertise d'hommes compétents la nécessité des réparations à affectuer. Mis ainsi en demeure, de deux choses l'une : ou bien le préfet accorde simplement la permission ; ou bien il somme le maire et son conseil municipal à d'observer la loi.

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

TITRE IV. — DE LA CIRCONSCRIPTION DES ARCHEVÊCHÉS, DES EVÊCHÉS ET DES PAROISSES, DES ÉDIFICES DESTINÉS AU CULTE ET DU TRAITEMENT DES MINISTRES.

SECTION I^{re}. — De la circonscription des archevêchés et évêchés.

« Art. 58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles et cinquante évêchés.

« Art. 59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint (52).

SECTION II. — De la circonscription des paroisses.

« Art. 60. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix.

« Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

« Art. 61. Chaque Evêque, de concert avec le Préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au Gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation (53).

« Art. 62. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les Evêques (54).

(52) Ces deux articles ont été modifiés par le Concordat de 1817 qui reçut sous ce rapport une exécution partielle par la loi du 4 juillet 1821 et l'ordonnance du 31 octobre 1822, rendue en conformité de la Bulle *Paternæ caritatis* du 6 octobre précédent.

(53) Le S. Siège vit avec peine que pour la création des succursales, l'Evêque fût obligé de s'entendre avec le Préfet dont les vues pourraient être tout autres que celles de l'Evêque. Le Saint-Siège supposait, ce qui était alors le vrai sens des articles organiques, que ces succursales ne devaient pas être de vraies paroisses, mais des églises desservies pour la commodité des fidèles sans être détachées de la paroisse.

(54) Le décret du 5 nivôse an XIII, 26 décembre 1804, appelle ces prêtres indifféremment desservants et vicaires des succursales : nouvelle preuve à l'appui de ce que nous avons dit plus haut notes 38 et 53.

SECTION III. — Du traitement des Ministres.

« Art. 64. Le traitement des Archevêques sera de 15,000 fr.

« Art. 65. Le traitement des Evêques sera de 10,000 fr.

« Art. 66. Les curés seront distribués en deux classes.

« Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1,500 fr. ; celui des curés de la seconde classe, à 1,000 fr. (55).

« Art. 67. Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée Constituante, seront précomptées sur leur traitement.

« Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent (56).

« Art. 68. Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante.

« Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement (57).

(55) Par l'art. 14 du Concordat, le Gouvernement s'engageait à assurer un traitement convenable aux Evêques et aux curés. Les articles organiques nous font connaître à quel chiffre fut estimé tout d'abord ce traitement convenable. Il est évident que si, par suite des changements survenus dans l'économie publique, ces traitements étaient devenus insuffisants, le Gouvernement était tenu, en vertu du Concordat, d'augmenter ce chiffre primitif. C'est ce qui avait eu lieu pour les traitements des Archevêques et des Evêques. La République actuelle, pour affaiblir l'Eglise, a ramené ces traitements au chiffre primitif. C'est là une interprétation pharisaïque de la loi. Car personne n'ignore que 10,000 fr. d'alors représentent plus de 20,000 fr. de nos jours.

(56) Les pensions dont il est question ici et celles dont il est question dans les articles suivants, ont leur origine dans les décrets du 21 septembre 1789 abolissant les dîmes, du 2 novembre 1789 aliénant les biens ecclésiastiques, du 10 février 1791 ordonnant la saisie et la vente des immeubles affectés à l'acquit des fondations, du 19 juillet 1792 ordonnant la vente des palais épiscopaux, du 19 août 1792 décrétant la vente des biens des fabriques.

Par le décret du 2 novembre 1789 il était assuré aux curés un minimum de 1,200 livres.

(57) Le ministère actuel aurait, semble-t-il, l'intention de rendre au traitement des succursalistes ce caractère de pensions qu'il avait dans les articles organiques, comme si la pension était plus facultative et plus facile à supprimer ou à diminuer que le traitement. Mais il est facile de voir par le texte même que ces pensions avaient le caractère de traitement. C'est donc une seule et même chose. Les pensionnaires venant à mourir, il ne leur fut point donné de successeurs ; mais les redevances légalement établies et dues en toute justice pour les biens usurpés, formèrent l'une des ressources du budget des cultes. On voit, même à s'en tenir aux lois d'origine républicaine et aux articles organiques, combien il serait illégal et injuste, soit de supprimer le budget, soit de porter la main sur les traitements.

« Art. 69. Les Evêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement rédigés par les Evêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

« Art. 70. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'Etat sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

« Art. 71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable (58).

« Art. 72. Les presbytères et les jardins attenants non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants de succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

« Art. 73. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourront exister qu'en rentes constituées sur l'Etat : elles seront acceptées par l'Evêque diocésain et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement (59).

« Art. 74. Les immeubles autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions (60).

SECTION IV. Des édifices destinés au culte.

« Art. 75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des Evêques, par arrêtés du préfet du département.

« Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (61).

(58). L'assemblée constituante avait mis cette dépense à la charge de l'Etat.

(59). Cette prohibition d'établir des fondations sur des propriétés avait pour but 1° d'empêcher que les détenteurs des biens ecclésiastiques n'en fissent restitution à l'Eglise sous une apparence de fondation libre : c'était ainsi une mesure destinée à assurer, contre la bonne volonté ou les remords des acquéreurs, la spoliation des biens de l'Eglise (v. rapport de Portalis); 2° d'attacher les ecclésiastiques à l'Etat, en faisant dépendre de sa stabilité celle de leurs revenus. C'est d'ailleurs une entrave opposée à l'art. 15 du Concordat.

(60). Ainsi que le S. Siège le faisait remarquer, cet article établit un contraste frappant entre les catholiques et les protestants. Les ministres protestants conservent la propriété des biens qu'ils possédaient, tandis que l'Eglise catholique est privée du droit de posséder des immeubles.

(61). La rédaction de cet article évite de trancher la question de propriété. A ne consulter que l'équité naturelle, les églises injustement envahies par l'Etat et rendues à leur destination pri-

« Art. 76. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

« Art. 77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'Evêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

Suivent le tableau de la nouvelle circonscription des diocèses et les articles organiques des cultes protestants.

Sur ces derniers, nous pourrions noter l'idée peu respectueuse pour l'Eglise catholique, d'annexer au Concordat conclu avec le Pape, chef suprême de cette Eglise, les articles organiques d'un culte dissident et hostile. Nous pourrions, sur certains points faire voir que la minorité hérétique est plus favorablement traitée que la grande majorité catholique. Mais nous ne voulons pas allonger cette étude.

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

Q. — Quel est le moyen d'enlever les taches de cire et de stéarine des vêtements sacerdotaux et des nappes d'autel.

R. — Enlevez d'abord sans délai, car l'opération réussit mieux quand les taches sont récentes, enlevez avec un couteau de bois tout ce qu'il sera possible en évitant d'endommager l'étoffe. Pour faire disparaître ce qui reste, nous indiquerons les moyens suivants :

S'il s'agit des vêtements sacerdotaux, posez sur la tache un papier de soie plié en deux, passez par dessus à plusieurs reprises un fer modérément chaud, en changeant chaque fois le papier de place. Si le fer était trop chaud, il imprégnerait davantage la tache dans l'étoffe.

On peut remplacer le fer chaud par une cuillère d'argent dans laquelle on met un charbon ardent.

mitive font retour à leur propriétaire, c'est-à-dire, à l'Eglise dans la personne des Evêchés, chapitres, paroisses et autres propriétaires antérieurs. Mais la jurisprudence civile tend à considérer ces édifices comme abandonnés aux communes qui, par le fait, en seraient devenues les propriétaires. Cette interprétation n'a pour elle, ni la lettre du présent article, ni le texte de l'art. 12 du Concordat, où il est dit que ces édifices seront remis à la disposition des Evêques.

Elle est contraire à plusieurs dispositions prises en exécution soit du Concordat, soit des articles organiques eux-mêmes. Ainsi l'arrêté du 7 thermidor an XI, 26 juillet 1803, divers décrets du 6 mars 1805, du 30 mai même année, du 17 juillet même année, du 31 juillet 1806, du 5 septembre 1807, du 31 juin 1808 supposent assez clairement ou même disent explicitement que les fabriques c'est-à-dire les paroisses sont propriétaires des immeubles et du mobilier re-titués.

Pour l'exposé et la réfutation des raisons opposées, voir M. Vouriot, *De la Propriété et de l'Administration des biens ecclésiastiques* (page 101-144).

Ce moyen est efficace, mais il est à craindre que la soie n'éprouve quelque détérioration. Aussi est-il préférable d'employer la mie de pain. Il faut frotter un certain temps et dépenser une certaine quantité de mie de pain et surtout de patience, mais le procédé est infaillible et n'altère point l'étoffe.

Pour les nappes d'autel, on peut user aussi du papier de soie et, à son défaut, employer la terre à foulon, l'argile ou la craie. Réduisez ces substances en poudre très fine, étendez sur la tache, passez dessus un fer modérément chaud; cette matière terreuse absorbe la graisse.

Dans un couvent de notre connaissance, on s'y prend d'une autre manière et l'on réussit toujours. Avant de mettre en lessive, on savonne le linge sec aux endroits maculés et on frotte légèrement. La tache disparaît dans le lavage et complètement. Ce procédé convient non seulement aux nappes d'autel, mais encore aux aubes, aux surplis, etc.

Q. — Quel est le moyen de prévenir et de guérir les bronchites et les extinctions de voix.

R. — La bronchite et l'extinction de voix mettent trop souvent le prêtre hors d'état de remplir son saint ministère : malheur pour ainsi dire inévitable, car ce sont précisément ces fonctions, telles que le chant, la prédication, le catéchisme qui engendrent ou aggravent les affections des bronches ou du larynx.

Comme remèdes préventifs les médecins recommandent, si non la cessation absolue, au moins l'usage modéré du chant, de la parole, en un mot la cessation de tout ce qui peut fatiguer l'organe de la voix. Eviter aussi d'avoir froid aux pieds, de s'envelopper le cou avec un cache-nez. Nous n'ajouterons pas le conseil, parfaitement inutile pour nos bienveillants lecteurs, de s'abstenir, ou d'user très modérément des liqueurs fortes.

Quels sont les remèdes pour la bronchite? Les préparations pharmaceutiques ne font pas défaut; il n'est pas un numéro de journal qui n'annonce quantité de médicaments infaillibles. Nous avons consulté un praticien sérieux; voici sa réponse :

Le meilleur dérivatif est le thapsia ou un vésicatoire appliqué sur la poitrine. On peut appliquer sur la gorge, en badigeonnage, de la teinture d'iode. Nous ferons observer que plusieurs célébrités médicales conseillent de mettre les vésicatoires sur les hanches ou les cuisses, parce que, disent-ils, leur application sur la poitrine y fait affluer les humeurs.

Il est bon aussi de faire usage des pastilles de Kermès : en prendre cinq ou six dans la journée entre les repas; et le soir, en se couchant, prendre deux heures après le souper, une infusion de violettes, mélangée d'une cuillerée de bonne eau-de-vie ou de vieux rhum.

Contre l'extinction de voix on recommande aussi le thapsia appliqué sur la gorge, les pastilles

de chlorate de potasse, environ 10 par jour; le chlorate de potasse employé en gargarisme, 5 ou 6 fois par jour, à la dose de 10 grammes par demi-litre d'eau douce — cette substance se dissout difficilement dans l'eau froide; — enfin, une heure avant les repas ou deux heures après, des infusions d'Erysimum Petrowskianum, ou vélar de Pérowski, plus connu sous le nom d'herbe au chantre. Cette plante, à tige dressée, rameuse, de 0,35 à 0,65, à feuilles lancéolées-linéaires, s'épanouit tout l'été en fleurs nombreuses, d'un jaune safrané et légèrement odorantes.

Ces différents remèdes, pour être vraiment efficaces, doivent être employés simultanément.

Q. — Indiquer un moyen efficace de dépeupler les églises des souris.

R. — L'an dernier, les Américains avaient mis au concours cette question : quel est le moyen de diminuer le nombre des souris ?

De nombreux mémoires furent rédigés, et tous les procédés, jusqu'aux plus étranges, furent proposés. L'un d'eux indiquait celui de multiplier les chats. Il obtint le prix.

Nous comprenons que le respect dû au lieu saint ne permette pas l'emploi de ce moyen. Aussi nous donnerons deux autres recettes, l'une pour éloigner les rongeurs, l'autre pour les détruire.

Pour éloigner les souris de votre église, placez à différents endroits, dans les bancs, sous les combles, à la sacristie, de la cynoglosse écrasée avec un marteau et recueillie quand la sève est en pleine activité. Cette plante est la cynoglossum officinalis de Linnée. D'après l'étymologie, ce nom signifie : langue de chien, à cause de la ressemblance des feuilles avec la langue de cet animal. Ces feuilles sont cotonneuses, adhérentes à la tige, la fleur est rouge ou violette et affecte la forme d'un entonnoir. Elle croît le long des haies, et fleurit au mois de juin.

Si vous voulez détruire les rats et les souris, prenez quatre onces de mie de pain, deux onces de beurre et deux onces de retrate de mercure cristallisé, mélangez le tout, formez de petites pillules que vous sèmerez dans les endroits peuplés par les souris.

Si vous n'osez manier cette dernière substance, remplacez-la par la fleur de soufre, en quantité double, mais donnez la préférence à la première recette.

A bref délai, votre église sera purgée de ces hôtes importuns. Car si le mercure et le soufre leur sont fatals, le beurre les attire, et ce n'est pas souvent qu'ils sont invités à pareil festin. On connaît le proverbe : pauvre comme un rat d'église.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 22 februarii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

signé, C'est l'extrait d'une lettre adressée directement à l'auteur par Mgr Postel, l'éminent prélat que tout le monde religieux connaît.

« Nice, 8 octobre 1881.

« Il va sans dire, Monsieur, que mon humble jugement sur ces derniers volumes est en tout conforme à celui des premiers. Vous avez écrit une œuvre grave, solide, pleine d'érudition, de science historique, et, dans la forme, de souffle puissant et de beauté littéraire. C'est un monument qui restera, un trésor de recherches et de saines idées où les penseurs, les historiens, les honnêtes gens, puiseront longtemps et utilement. Permettez-moi de vous féliciter, et de vous remercier en même temps des heures d'illumination et de charme intellectuel que m'a procurées cette lecture, à laquelle je reviendrai plus d'une fois, s'il plaît à Dieu. »

« V. POSTEL. »

D. — Je voudrais un ouvrage complet, faisant autorité, sur la bulle APOSTOLICÆ SEDIS? Lequel me conseillerez-vous?

R. — Nous vous conseillons le suivant, par M. l'abbé Grandclaude, professeur au grand séminaire de Saint-Dié, et dont voici le titre en entier :

Constitutio SS. DD. NN. Pii Papæ IX, qua ecclesiasticæ censuræ latæ sententiæ limitantur, commentariis studio et opera Eug. Grandclaude, S. T. et J. C. in seminario Sancti-Deodadi professoris, illustrata; editio secunda, paulo-auctior.

1. vol. in-12 de 140 pages : 1 fr. 50.

ON DEMANDE **jeune homme** ou **veuf**, bon chrétien, pour le service d'un presbytère et d'une petite église des environs de Paris.

APPOINTEMENTS FIXES : 300 francs; logé, nourri, chauffé, éclairé, blanchi.

Casuel et revenant-bon de 300 à 400 francs.

S'adresser au bureau du journal *l'Ami du Clergé*.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 19 février.

La liquidation de quinzaine s'est effectuée dans de bonnes conditions, les reports ont été modérés, on a franchi enfin cette nouvelle étape avec toute l'aisance que permettait la situation. Aussi la semaine finit-elle sinon en reprise sensible, du moins avec une fermeté qui laisse entrevoir une amélioration générale plus ou moins prompte, mais certaine.

..

Le 3 0/0 gagne 10 c. à 82.80; l'amortissable s'avance de 60 c. à 82.85; le 5 0/0 est poussé à 115, au lieu de 114.80.

A l'exception de l'Italien, et de l'Unifiée égyptienne, les fonds d'État étrangers ont donné lieu à peu de transactions. Les affaires sur l'Égyptienne s'expliquent par la solution au moins momentanée des dernières difficultés politiques survenues dans ce pays. En ce qui concerne le Turc, toujours même lourdeur : il clôture à 11.45.

..

Nous n'avons pas de grandes variations à mentionner sur nos institutions de Crédit. La Banque de France que nous avions laissée à 5.125, termine à 5.165. Les bénéfices de la semaine se sont élevés à 1.017.872 francs. — Les actions du Crédit Foncier sont remontées à 1.500. Dans sa séance du 15 février, le conseil d'administration a autorisé pour 12.800.000 fr. de prêts nouveaux. — On reste sur des cours inférieurs à leurs prix réels sur la plupart des autres, par exemple : le Comptoir d'Escompte, qui s'arrête à 1000; la Banque Hypothécaire à 580; la Société générale à 610; le Crédit Mobilier à 580; le Crédit Lyonnais à 750.

..

Le cours des actions des grandes compagnies de chemins de fer est resté en harmonie avec la circonspection actuelle du marché. Toutes les lignes sont en progression de recettes, et l'augmentation de la semaine a été de 610.000 fr. pour le Lyon; ce 334.000 fr. pour le Midi; de 240 000 fr. pour l'Est; de 270.000 fr. pour l'Orléans; de 250.000 fr. pour le Nord; de 190.000 francs pour l'Ouest. Mais, comme nous venons de le dire, les acheteurs demeurent dans le calme, et les prix s'enregistrent tous à une cote raisonnable : Est, 760; Lyon, 1665; Midi, 1245; Nord, 2050; Orléans, 1310; Orient, 825. C'est-à-dire qu'il y a une légère baisse sur les cinq derniers réseaux, et une petite augmentation de 5 francs sur l'Est.

..

A ceux qui s'intéressent aux valeurs de la *Société générale de Librairie catholique*, nous dirons que la souscription aux nouvelles actions de 500 fr., décidée par son assemblée générale du 10 janvier, marche à souhait.

Tous les actionnaires actuels, qui ont le droit de souscrire, comme nous l'avons dit à une *action nouvelle* pour deux anciennes, s'empressent d'user de leur privilège.

Obligés de se tenir dans ce nombre limité, beaucoup demandent qu'on leur en retienne d'autres.

Ils ont une confiance absolue dans cette valeur qui leur a donné constamment, depuis six années, 5 0/0 de revenu, et qui n'a pas subi la moindre dépréciation dans la grande crise que traverse en ce moment la Bourse.

Nous pensons, pour notre part, que la *Société générale de Librairie catholique* justifie pleinement cette confiance. Elle a pour elle l'activité incessante et l'expérience consommée de sa direction. Tout y marche parallèlement : les gros ouvrages de fonds, les publications courantes, les écrits et brochures de circonstance. Lentement, mais sûrement, elle a conquis sa place sur le marché des valeurs françaises, et ses titres sont rangés aujourd'hui parmi les plus solides. L'avenir ne tardera à prouver qu'ils compteront aussi parmi les plus productifs. Aussi, que l'épargne catholique n'hésite pas à s'en faire une valeur de prédilection.

..

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE.

VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*, directeur-général, 76, rue des Sts-Pères, Paris.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.
1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTET, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres. — Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — II^e VOLUME. *Fin du Symbol. — Le Décalogue et les Sacrements.* 1 vol. de 501 pages. — III^e VOLUME. *Suite des Sacrements. — Prière. — Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — IV^e VOLUME. *Sujets de circonstance. — Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et xviii-519-
xlvi pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. *Années 1868-1869.* 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — II^e SÉRIE. — 1 vol. in-12, de 362 pages. 3 fr. — III^e SÉRIE. *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — IV^e SÉRIE. *Les devoirs de l'époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Epîtres et Evangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GUILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOY, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — 1^{er} volume : Dieu, la Création et la Providence. — 2^e volume : Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbata ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, conditissimi cathusianorum ordinis servantissimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLOT, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de saint Joseph; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIGAUD, curé de Nocq-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouvelle édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGH, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le *Psautier de saint Joseph*, la *Dévotion des sept dimanches*, un *Nouveau Mois de mars des âmes pieuses*, avec un grand nombre d'exemples inédits; le *Culte perpétuel*, la *Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie*, un *Choix de prières*, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in-32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou *saint Joseph et la France de notre époque*, par M. l'abbé B. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALES — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINT — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

ÉDITION : ADMINISTRATION : L'AMI DU CLERGÉ, 76, r. des Saints-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : LE DÉPART : 3 francs par an. — En Av. : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 9 :

Predication : Pour le troisième dimanche de Carême. Les grands péchés contemporains : les mauvaises lectures. — **Concordances :** Le droit d'option dans les chapitres — Le partage du casuel entre un curé et ses coadjuteurs. — **Questions liturgiques :** Peut-on réciter d'une manière extra-liturgique après la messe, en réunions de confréries, des litanies non approuvées? Eliderait-on la défense en tronquant le commencement ou la fin des litanies? — Comment le prêtre oïlent s'asperge-t-il? — Peut-on dire à voix basse la Préface et le « Pater, » pour cause d'infirmité? Pour abréger la messe? Pourrait-on, par raison de fatigue, remplacer le chant de la Préface de la Trinité par celui de la Préface commune? — Une patène dorée et non consacrée de nouveau, mais ayant servi de nouveau au S. Sacrifice, doit-elle être consacrée? — Y a-t-il une édition officielle de plain-chant? — Comment doit-on chanter les Vêpres à la solennité des fêtes transférées au dimanche suivant? — Celui qui préside à des vêpres non conformes à celles de son office, est-il encore tenu de réciter celles de son office? — Le démembrement d'une paroisse emporte-t-il le partage des biens. — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Un curé peut-il réunir chez lui plusieurs élèves et leur donner l'instruction primaire? — Le curé peut-il s'opposer à ce que le drap mortuaire soit porté avec le corps depuis le domicile du défunt? — Le préfet peut-il approuver sans enquête une délibération du conseil municipal supprimant une école de filles et rendant mixte l'école des garçons? — Cinq paroissiens font construire un presbytère qu'ils veulent remettre à la fabrique : quel est le moyen le plus sûr pour éloigner tout danger de spoliation? — La commune peut-elle obliger la fabrique à relever un mur de cimetière. — **Questions :** Les art. des organiques 16 et dernier article. — **Commentaires :** Le blanchissage à la vapeur et les machines employées à cet effet.

REVUE LITTÉRAIRE.

LE PÈLERINAGE DE JÉRUSALEM

Au moment où la France catholique s'ébranle, comme au temps des croisades, pour aller faire le pèlerinage de Pénitence à Jérusalem, prier et méditer sur les pas de Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous recommandons aux pèlerins les ouvrages suivants :

MON

PÈLERINAGE

AUX LIEUX SAINTS

Par M. l'abbé L.-F. GARNIER

Professeur au Petit-Séminaire de Langres

3 forts-volumes in-12 de ix-512, 167 et 496 p. 10 fr.

C'est l'ouvrage le plus varié, le plus détaillé, le plus agréablement écrit qui ait été publié en France sur les Lieux-Saints. Près de 1.700 pages! Eh bien, quand on a fini les trois volumes, on veut tout de suite recommencer le premier.

En l'écrivant, l'auteur n'a eu qu'un but : « Faire aimer davantage notre chère France, inspirer plus d'amour de Dieu et suggérer le désir d'entreprendre le pèlerinage aux Lieux-Saints. »

Il est certain qu'après l'avoir lu, tous ces sentiments afflueront à l'âme et au cœur! Et c'est pour quoi nous en faisons une recommandation toute particulière.

LIEUX SAINTS

INVIOlables ET AUTHENTIQUES

Par le R. P. Philpin de RIVIÈRES

Prêtre de l'Oratoire de Londres

1 volume in-12 de iv-334 pages. 2 francs.

Le présent ouvrage s'occupe des lieux consacrés par la vénération de l'Église et des questions qui s'y rattachent. L'auteur ne fait que toucher aux controverses : il s'attache de préférence aux fondateurs de la théorie et à ses conclusions.

Ainsi, dans une première partie, il traite de la *Sanctification locale des lieux saints* en général. De là les multiples attraites de son livre : au pieux fidèle, il parle de l'église paroissiale, du cimetière où ses pères reposent, de la croix du chemin ; à la religieuse, il parle de son cloître ou de la chapelle du couvent ; au pèlerin, des sanctuaires dont l'Esprit-Saint fait un centre de mystérieux attrait ; à l'homme d'État et au philosophe, des droits que Dieu s'est réservés sur la terre ; au politique, du danger social du mépris sacrilège de ces droits : avec tous, il étudie les faits et cherche leur racine dans l'histoire. Cette première partie prend environ une soixantaine de pages.

Le reste du livre roule tout entier sur les Lieux-Saints d'Orient et la question y semble épuisée. Nous commençons par un aperçu his-

torique partant du temps des patriarches, et avançant dans les temps, nous avons tour à tour les *témoignages des siècles*, — les *témoignages des écrivains*, — les *témoignages des faits*, — les *témoignages de l'archéologie*, — les *témoignages de l'architecture*, etc.

LE CALVAIRE ET JÉRUSALEM D'APRÈS LA BIBLE ET JOSÈPHE

Par l'abbé B.-F. COULOMB

1 beau volume in-8° de 412 pages, orné d'un plan de Jérusalem. 6 francs.

L'auteur de ce livre s'attache à réfuter les écrivains protestants ou autres, qui prétendent nier l'exactitude des traditions catholiques, relativement à l'authenticité du Calvaire et du Saint-Sépulcre.

Deux ouvrages à la main, la Bible d'abord, puis Josèphe, l'historien de Jérusalem, il confond ses adversaires dans leurs moindres assertions. Pour cela, et afin de bien faire jaillir la vérité, il cite leurs objections textuellement, et les combat ensuite phrase par phrase, mot pour mot. Une carte de Jérusalem, très circonstanciée, et représentant la ville ancienne et moderne, établit péremptoirement la vérité de ses démonstrations. Libre savant, où éclatent à tout instant d'admirables élans de foi et d'amour divin!

JÉRUSALEM

NOTES DE VOYAGES

Par le comte de LETOURVILLE

1 volume in-12 de 448 pages. Prix : 2 fr. 50.

Coup d'œil sommaire d'après la table des matières.

I. Arrivée à Jérusalem. — II. Notions générales. — III. Population, Arabes et Bédouins. — IV. Aspect général de la ville. — V. Le Saint-Sépulcre. — VI. La question des Lieux-Saints. — VII. Les différentes communions de Jérusalem. — VIII. Promenades : Mont des Oliviers; vallée de Josaphat. — IX. Vallée de Benhennon; Sion. — X. Tombeau des Rois; quartier des Juifs. — XI. Mosquée d'Omar. Adieux à Jérusalem.

SOUVENIRS

D'UN

PÈLERINAGE A JÉRUSALEM

— Août et septembre 1855 —

Par M. VALÉE

Curé de Pezé-le-Robert (diocèse du Mans)

1 volume in-8° de VIII-140 pages. Prix : 2 fr.

A propos d'ouvrages pour la prédication, nous signalons à nos lecteurs les deux volumes de M. l'abbé Morisot, missionnaire apostolique : *L'ANNÉE APOSTOLIQUE* OU INSTRUCTIONS SUR LES FÊTES DE L'ANNÉE.

Le saint temps du carême y compte une instruction pour chaque jour. L'ouvrage porte l'imprimatur de Mgr l'évêque de Verdun, et le prix des deux volumes (format in-12, 451 et 505 pages) est de 6 francs. Nous estimons que le clergé en tirera un très utile parti.

Aux quelques ouvrages pour le carême que nous donnons en dernière page, nous en ajoutons

ici une nouvelle liste, spécialement choisie à l'intention des fidèles. Nous en affirmons l'excellence et en recommandons la propagande.

Chrétien (le) à l'école du Calvaire, [par les PP. JACQUES NOUET, de la Compagnie de Jésus; ouvrage corrigé et entièrement refondu par le P. HENRI POTTIER, de la même Compagnie.

2 vol. in-12 de iv-492 et 354 pages.

5 fr.

Jésus en croix, ou la Science du crucifix, en forme de méditations, par les PP. PIERRE-MARIE et JEAN-NICOLAS GROU; nouvelle édition, revue par le P. ALPHONSE CADRÈS, de la même Compagnie, et augmentée de divers exercices de dévotion.

1 vol. in-12 de xxxvi-252 pages.

1 fr. 50

— LE MÊME, 1 vol. in-18.

1 fr.

Méditations et pensées sur la passion de N.-S. Jésus-Christ, applicables au saint temps du Carême, par L. J.

1 vol. in-18 de 96 pages, caractères elzévi-

riens.

Paroles (les) de la croix, méditations, par l'abbé A. DESCHAMPS, chanoine honoraire, vicaire de Saint-Louis d'Antin; 2^e édition, revue et corrigée.

1 vol. in-12 de 105 pages.

1 fr.

Passion (la) du Christ. — Sa Mort. — Sa Sépulture, par l'abbé MAISTRE, chanoine honoraire.

1 vol. in-8 de 607 pages.

6 fr.

Passion, Mort et Résurrection de N.-S. Jésus-Christ, narration complète au moyen de la simple coordination du texte des quatre Évangélistes, par R. COZE, doyen honoraire de la Faculté de médecine de Strasbourg, édition latine et française.

1 vol. in-18 de 240 pages

1 fr.

Traité de la confession (*Directions spirituelles*) de saint FRANÇOIS DE SALES; édition de propagande.

1 vol. in-18 de xxviii-244 pages.

75 c.

Traité de la croix (*Directions spirituelles*) de saint FRANÇOIS DE SALES; édition de propagande.

1 vol. in-18 de xxii-400 pages.

1 fr. 25

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 25 février.

Le marché financier ne sort pas de son état d'indécision. Quand on compare les prix d'une semaine à l'autre, et qu'on a suivi jour par jour les fluctuations, on voit, en effet, qu'on a tourné tout autour : ni hausse ni baisse sur aucune valeur dans des proportions accentuées.

Nous laissons, samedi, le 3 0/0 à 82.80, l'amortissable à 82.25, le 5 0/0 à 115 : aujourd'hui, ils s'enregistrent à 82.05, 83.20, 114.80.

Les places étrangères n'ont pas, non plus, de tenue très dessinée, et rien n'approche des cours de la veille comme ceux du lendemain.

Au sujet de l'Italien, on dit que la seconde émission du dernier emprunt va être effectuée d'ici fin mai, et on assure que la maison Rothschild serait résolue à refuser toute participation avant d'être fixée sur le sort de la prochaine conférence militaire. Aussil'Italien clôture-t-il, faible, à 85.80.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE DE CARÈME :
LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS
(LES MAUVAISES LECTURES).

Sermo eorum ut cancer serpit.
(II Tim., II, 17.)

Rien de beau comme l'étude, rien de louable comme le zèle pour le perfectionnement de l'esprit et du cœur par l'instruction, rien d'utile comme la lecture. Dieu est « le Dieu des sciences ; » Jésus-Christ est « la lumière du monde ; » l'Église est « la colonne et le soutien de la vérité : » aussi bien la Religion ne peut qu'applaudir à la diffusion des lumières et elle dit à tous et à chacun : Instruisez-vous, *erudimini* ; appliquez-vous à la lecture, *attende lectioni*, mais à la lecture des bons livres ! — Aujourd'hui, tout le monde lit : le pauvre comme le riche, l'ouvrier aussi bien que le patron, le jeune homme et la jeune fille, l'enfant et le vieillard. C'est plus que du zèle et de l'empressement : c'est une fièvre dévorante. Malheureusement, la plupart du temps, on fait des lectures mauvaises qui égarent au lieu d'éclairer, corrompent au lieu d'édifier, énervent au lieu de fortifier, empoisonnent au lieu de vivifier : c'est là, incontestablement, un des péchés les plus graves, les plus communs et les plus funestes de notre temps. Pour vous en détourner, je voudrais vous signaler les motifs qui doivent vous tenir en garde contre les mauvaises lectures, particulièrement à notre époque.

I

Par mauvais livres nous entendons tout ouvrage de philosophie, de science, d'histoire, de critique, opposé à la foi et aux mœurs ; tout poème, roman, journal, feuilleton, écrit dans le même esprit et dans le même but. Un mauvais livre, c'est tout imprimé qui, outrageant les augustes mystères et la pure morale du christianisme, est capable de profaner le sanctuaire des âmes et d'y répandre l'abomination de la désolation.

Or, le mauvais livre est un fléau de la pire espèce. IL N'Y A PAS DE PLUS GRAND VOLEUR QU'UN MAUVAIS LIVRE, dit un proverbe italien. Je le crois bien ; il vole les biens les plus précieux : la foi, les mœurs, la paix et l'honneur des familles, et plus d'une fois la vie physique de ses victimes, en ruinant leur santé et en les conduisant graduellement au suicide. — Les mauvais discours corrompent les bonnes mœurs, *corrumpunt bonos mores colloquia mala* ; que ne doit-on pas dire du mauvais livre ? La parole ne s'adresse qu'à un nombre très-limité d'auditeurs ; qui peut calculer les lecteurs du mauvais livre ? La parole ne retentit que sur un point de l'espace et pendant quelques instants de la durée ; le mauvais livre ne connaît point ces limites. Et puis, le mauvais livre est un compagnon qu'on peut avoir continuellement

avec soi, à la campagne et à la ville, dans sa chambre et dans ses voyages, le jour et la nuit. — La santé corporelle dépend en grande partie des aliments qu'on s'assimile et il est impossible de prendre une nourriture mauvaise et empoisonnée sans aller à la maladie, à la ruine, à la mort. On l'a dit¹, rien n'est plus vrai : LES LIVRES SONT A L'ÂME CE QUE LES ALIMENTS SONT AU CORPS. On ne peut longtemps bien penser et rester chaste, si l'on se repait de mauvais livres. Quoi d'étonnant ? Par suite du péché originel, nous avons une pente vers le mal. L'erreur et la passion ont de secrètes intelligences dans notre cœur ; et par suite, le mauvais livre, si nous l'accueillons, trouve comme infailliblement un écho dans l'intime de notre être. S'attaque-t-il à la foi, vise-t-il à la corruption de l'esprit ? Dans le principe on se défie, on proteste ; puis, on commence à douter ; on se plaît dans ce qu'on lit ; on le propage, on le défend, et enfin on croit. Malheur à qui compte trop sur ces propres forces ! Eutychès défendait vaillamment la foi chrétienne, il lut un livre hérétique et devint lui-même hérésiarque. Le prêtre Avitus lit les ouvrages d'Origène et malgré la réfutation des erreurs qu'il avait sous les yeux, malgré l'avertissement de saint Jérôme qui lui avait recommandé de prendre garde, il y puisa un poison mortel. Le mauvais livre s'attaque-t-il aux mœurs ? le danger est encore plus grand. La flamme des passions s'allume vite, s'éteint difficilement, et fait, hélas ! souvent bien des ruines ; car le cœur est en nous la partie la plus faible, ayant plus souffert que l'intelligence de la dégradation originelle. Que de souillures dans les consciences, que de désunions et de scandales dans les familles, que de crimes dans les sociétés sont l'effet direct des mauvaises lectures ! Que de gens y ont laissé la paix de la conscience, l'honneur et l'intégrité de la vie, la force, la santé, l'amour du travail et les généreuses aspirations ! Que de jeunes filles y ont perdu, avec l'innocence, la tranquillité de l'âme, le respect des parents, le goût de la piété, la virginité de l'imagination, la rectitude du jugement et les aimables suavités de la vertu !

Ah ! l'Église est une mère, et la plus tendre et la plus vigilante de toutes les mères. comment aurait-elle pu rester insensible à ce danger qui menace ses enfants ? Comment aurait-elle vu circuler le poison parmi eux sans les avertir et, par tous les moyens, les prémunir ? Comment aurait-elle pu rester indifférente, alors que les païens eux-mêmes condamnaient et proscrivaient les mauvais livres² ? Aussi, depuis saint Paul qui fit brûler les ouvrages impies et licencieux jusqu'au

¹ St Evremond.

² A Athènes, l'écrivain licencieux était banni de la cité. A Lacédémone, défense était faite de lire et de garder les œuvres d'un poète trop libre. A Rome, celui qui était revêtu du souverain pontificat était chargé par la loi d'examiner les mauvais écrits, et de les brûler, s'il les jugeait nuisibles.

Pape Léon XIII, l'Église n'a-t-elle cessé d'élever la voix pour détourner les chrétiens des lectures mauvaises. Il me serait impossible de faire passer sous vos yeux cette longue suite de décrets qui témoignent de l'invariable perpétuité de sa discipline ; mais sachez du moins que, par l'autorité de ses docteurs, les décisions de ses souverains Pontifes, les actes de ses conciles, l'Église s'est toujours prononcée contre les mauvais livres. Elle a pris tous les moyens pour purger le monde de ces germes de peste, et même elle n'a pas dédaigné l'appui que lui offraient parfois les princes de la terre, aussi intéressés qu'elle au succès de son entreprise, en les admettant comme les exécuteurs de ses arrêts. Mais, c'est surtout aujourd'hui que l'Église, par la voix de ses Pontifes, jette le cri d'alarme contre la mauvaise presse, car jamais les dangers n'ont été aussi grands, comme nous allons le voir.

II

Oui, plus que jamais, il faut à l'heure actuelle, se tenir en garde contre la mauvaise presse, parce que jamais elle n'a été plus perverse, jamais plus répandue.

I. Je ne veux point passer en revue tous les genres de la littérature d'aujourd'hui ; je m'arrêterai à trois espèces d'ouvrages.

Il y a d'abord les « romans. » Par ce mot nous entendons tous les écrits qui par leurs allures légères, leurs propos grossiers, leurs révélations imprudentes, leurs descriptions passionnées, tendent à mettre en honneur et à propager l'amour profane au détriment de la divine charité. Mais qu'ils sont nombreux ces mauvais livres ! Qu'ils sont infects ! « Oui, c'est bien de la boue, s'écrie un écrivain indigné, que nos romanciers étalent pour l'ordinaire dans leurs livres à la mode. La plupart d'entre eux, et des plus célèbres, se complaisent à faire sans vergogne l'analyse de toutes les purulences, et l'autopsie de toutes les turpitudes. D'autres, plus raffinés, sèment des fleurs sur la fange, et décorent le vice des couleurs les plus séduisantes. Mais sous quelque forme que leurs œuvres se produisent, effrontément scandaleuses, ou perfidement voilées, leur fond commun, leur thème privilégié, c'est toujours la glorification des plus mauvais instincts de l'esprit et du cœur.... Pour tout dire en un mot, le roman contemporain représente sous nos yeux la plus grande école d'immoralité dont le monde chrétien ait jamais eu le spectacle ¹. » Le crime y est glorifié, la vertu méprisée, la voix de la conscience qualifiée de préjugé, les droits sacrés du mariage foulés aux pieds, les sanctions de l'autre vie niées et moquées, les instincts les plus grossiers de la nature corrompue réhabilités et érigés en droits aussi sacrés qu'inaliénables. Ils visent à corrompre le cœur.

Il y a ensuite les journaux. Eux s'adressent

surtout à l'esprit pour le pervertir. Leur but est diabolique : c'est de détruire l'Église catholique avec sa doctrine et ses institutions et d'asseoir sur ses ruines la religion de l'homme libre, affranchi de toute entrave, n'ayant pour évangile que sa raison personnelle et pour guides que les appétits de ses passions. Les moyens qu'ils emploient sont l'audace, la mauvaise foi, l'injustice et le mensonge. Ils ne respectent rien : Jésus-Christ, quand il n'est pas insulté, n'est autre qu'un sage plus ou moins vulgaire ; ses mystères sont des paraboles ou des absurdités ; ses dogmes un pur symbolisme bon pour les hommes à l'état d'enfance, chaque fois que leur sens véritable contrarie l'orgueil ; l'Église un tribunal d'oppression pour les esprits et les consciences ; les hérésies, une lutte admirable de la raison contre le principe dégradant de l'autorité ; la Providence une chimère ; la responsabilité personnelle une duperie. Ils renouvellent sans cesse les vieilles objections, les sottes histoires déjà des milliers de fois répétées ; ils répètent sans se lasser des mots sonores et vides de sens ; ils investissent à toutes leurs pages contre le fanatisme sacerdotal, la superstition du vulgaire, les préjugés d'enfance, la crédulité des masses ; ils en appellent aux droits de la raison, à la science, à l'esprit de tolérance et de liberté. Par la plus insigne injustice la presse anti-chrétienne a grand soin de taire les bienfaits du catholicisme dans le passé et dans le présent ; mais s'il y a quelques scandales isolés qui ne peuvent, vu la fragilité humaine, manquer d'affliger l'Église, malgré sa vigilance et sa sévérité à les réprimer, les mauvais journaux s'en emparent, d'un bout de la France à l'autre ils leur donnent la publicité la plus retentissante. Et quand le jour présent n'apporte rien à la chronique scandaleuse, conformément au précepte de Voltaire, ils mentent, sachant bien qu'il en restera quelque chose ; ils inventent hardiment. Bientôt viendront les démentis, mais on se garde de les reproduire ou on les insère comme à la dérobée, dans quelque recoin, de manière à ce qu'ils ne soient pas remarqués : ainsi la calomnie est faite et la ruine demeure. Au reste, parfaitement habile, la presse anti-chrétienne se proportionne à ses lecteurs, audacieuse ou réservée, grossière ou élégante, savante ou moqueuse, selon le cas, ayant soin presque toujours, pour mieux gâter l'esprit, de corrompre le cœur au moyen d'un feuilleton impur publié chaque jour par fragments.

Il y a encore la caricature. Car, on va aux extrêmes limites dans cette guerre infernale. Se souvenant du mot du poète : « que les yeux sont plus fortement impressionnés que les oreilles, » la presse anti-chrétienne a imaginé les publications illustrées. Tout ce qui est auguste et vénérable est tourné en ridicule par la caricature. Quand le présent n'offre pas de scènes assez luxurieuses, on demande à l'antiquité païenne ses plus infâmes inventions, et l'on voit suspendues aux vitrines

des étalages publics, dans nos rues et sur nos places, des œuvres plus ou moins grossièrement enluminées, propres à frapper davantage, par le dessin et la couleur, l'imagination de l'enfant et du peuple. Oui, de la très-grande majorité de nos écrivains on doit redire le mot de saint Basile, QU'ILS N'ÉCRIVENT QUE POUR CORROMPRE ! Oui, il faut que tout chrétien veille sur ses lectures, *vigilate*, car les écrits d'aujourd'hui, outre qu'ils sont très-pervers sont encore très-répandus,

II. Chose étrange ! Notre siècle règle la vente et l'achat des poisons, la préparation et l'usage des substances nuisibles à la santé publique ; il prend des précautions minutieuses pour circonscrire les contagions qui déciment les troupeaux et font périr les vignes et les moissons, et il ne se préoccupe point des poisons mortels des mauvais livres et des mauvais journaux. Il y a pour eux liberté pleine et entière. Partout le roman : sur la table du riche et dans la cabane du pauvre ; chacune de nos gares est comme une officine d'immoralité par sa bibliothèque, où s'étalent avec des couleurs variées pour flatter le regard, au milieu de quelques rares écrits inoffensifs, des titres qui font rougir la vertu et frémir d'aise la passion ; et dans les bibliothèques dites « populaires, » plus d'une fois, on spéculé sur la bonne foi du peuple pour le corrompre plus ou moins directement. Partout les journaux impies et licencieux. Ils vont frapper à la porte des chaumières, comme à celle des châteaux. Ils ont leurs entrées privilégiées, souvent même exclusives, dans tous les lieux de réunions publiques, dans les cercles élégants, dans les ateliers de nos travailleurs, dans les cabarets surtout. C'est là qu'ils sont le plus assidument écoutés, c'est là qu'ils s'imposent et règnent avec une autorité incontestée. Le prix est si modique ! Pour quelques centimes les familles les plus pauvres se procurent le poison ? Que dis-je ? La secte anti-chrétienne a fini par porter les mauvais écrits gratuitement à domicile. Elle répand à pleines mains au milieu de nos campagnes des pamphlets hideux, des journaux immondes qui détruisent peu à peu dans les populations rurales restées encore chrétiennes et honnêtes, tout sentiment non-seulement de foi, mais de respect !

Concluons rapidement. 1^o Plaignons les mauvais écrivains : que de ruines ils accumulent pour les âmes et pour les corps, pour les familles et la société ! 2^o Ne lisons jamais de mauvais livres et de mauvais journaux : c'est dangereux pour la foi et pour les mœurs ; surtout aujourd'hui que l'instruction religieuse est si faible et la vertu si peu affermie. 3^o Pères et mères, veillez pour vous, pour vos enfants, pour vos domestiques ; ne laissez pas un mauvais livre pénétrer sous votre toit. Que feriez-vous si un serpent était dans votre maison ? Vous ne prendriez ni repas, ni repos avant de l'avoir mis à mort. 4^o Ne vous laissez pas abuser par de vains prétextes : « Que vous n'y prenez point de mal ; » supposé que cela soi vrai,

vous soutenez une mauvaise œuvre, vous scandalisez, vous vous exposez à faire lire ce livre par des personnes qui en pâtiront ; — « Qu'il faut bien s'instruire ; » il y a d'autres livres inoffensifs et puissants en doctrine ; et puis, prenez garde, vous dit Tertullien, de cueillir des fleurs au milieu des serpents les plus vénimeux ! 5^o Lisez et propagez les bons livres : c'est une œuvre éminemment chrétienne et patriotique....

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

10 septembre 1881.

I

Le droit d'option dans les Chapitres.

D'après les anciens statuts de l'église cathédrale de Montréal, en Piémont, suivis encore aujourd'hui, le droit d'option aux bénéfices vacants est accordé aux plus anciens chanoines, qui doivent se prononcer dans les 20 jours. Il n'y avait pas eu d'option depuis 1803, parce que toutes les prébendes étaient égales. Depuis quelque temps cependant les revenus de la prévôté ont été augmentés. A la mort du dernier titulaire, l'évêque diocésain nomma un homme de son choix ; mais le plus âgé des chanoines réclama son droit d'option dans les vingt jours et demanda la dignité de prévôt. La question fut portée devant la S. Congrégation du Concile qui se prononça en faveur du chanoine, parce que *in facultativis præscriptio non currit* ². Voici la décision :

An constet de jure optando ad canonicatum vacantem, favore canonici G. seu potius an sustineatur favore canonici B., collatio facta per Ordinarium in casu ?

RESP. *Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam.*

II

Le partage du casuel entre un curé et ses coadjuteurs.

La présente décision a été donnée pour une ville du diocèse de Naples, administrée par un curé avec le concours de six coadjuteurs. Pour améliorer le sort de ceux-ci, l'évêque diocésain avait rendu un décret en vertu duquel le curé devait abandonner le tiers du casuel à ses coadjuteurs, sans que ceux-ci fussent obligés à lui re-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^o d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² ROTA, décis. 178.

mettre une aumône pour les messes *pro populo* qui restaient entièrement à sa charge.

Le curé en appela à la S. Congrégation du Concile du décret épiscopal, demandant à être maintenu dans les droits accordés à la cure depuis 1804.

Par deux fois, la S. Congrégation maintint le décret porté par l'évêque et obligea le curé à s'y soumettre.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vos réponses relatives à la récitation des litanies non autorisées sont très-pratiques, c'est pourquoi je vous demande de vous adresser deux autres questions à ce sujet :

1^o La récitation des litanies non autorisées par la sacrée Congrégation des rites peut-elle se faire, d'une manière extra-liturgique et comme il est d'usage en France, au commencement ou à la fin d'une basse messe, ou d'une réunion de confrérie, par un prêtre simplement revêtu du rochet, en présence des fidèles réunis à l'occasion de cette messe ou de cet exercice de confrérie.

2^o Supposé que dans les cas précités la récitation publique ne soit pas permise, serait-il contraire à l'esprit de l'Eglise et aux décisions romaines de distinguer cette récitation publique de la récitation privée, en supprimant au commencement et à la fin des dites litanies les formules qui correspondent en latin au *Kyrie eleison* etc., et à l'*Agnus Dei*, etc., de sorte qu'alors, on n'aurait pas autre chose qu'une série de pieuses invocations improprement appelées « Litanies » et qui n'auraient rien de liturgique.

Je vous serais très-obligé si vous vouliez bien répondre à ces questions le plus catégoriquement possible, en appuyant vos réponses des meilleures autorités.

R. — Rappelons d'abord le décret de la sacrée Congrégation de l'Index du 23 avril 1860 :

« *Litanie omnes, præter antiquissimas... non edantur sine revisione et approbatione ordinarii, nec publice in ecclesiis, publicis oratoriis et processibus recitentur, absque licentia et approbatione sacrarum Rituum Congregationis.* »

D'après ce décret, les litanies non approuvées par la sacrée Congrégation des rites, 1^o peuvent être imprimées avec l'approbation de l'Ordinaire; et même on peut manifestement conclure du décret que la récitation privée en est positivement autorisée. Mais 2^o elles ne peuvent être récitées *publice in ecclesiis*.... c'est-à-dire dans un office présidé par un prêtre dans tout l'extérieur de ses fonctions liturgiques.

Il nous semble donc que ces litanies ne peuvent être récitées dans une réunion de confrérie, une neuvaine, une prière, en un mot dans tout exercice religieux présidé par un prêtre, même simplement revêtu du rochet; car alors ce prêtre est dans l'exercice de son ministère sacerdotal, il remplit une fonction publique, la récitation qu'il fait nous paraît suivre la nature de la fonction et par conséquent être publique et défendue.

Il nous semble aussi que ces litanies, approuvées par l'Ordinaire, peuvent être récitées à l'église dans des réunions de piété, si elles se font sans

intervention du ministère sacerdotal, quand même des prêtres seraient présents et prendraient part à la prière; car ces réunions ont un caractère privé et les prêtres y assistent comme particuliers et non comme personnes publiques, exerçant une fonction publique.

Si l'application de cette règle, la suppression de litanies récitées depuis longtemps dans un lieu de dévotion, devait causer un détriment réel à la piété des fidèles, nous conseillerions de consulter le Saint-Siège et de lui demander l'autorisation nécessaire.

AD II. Nous ne pensons pas que le moyen indiqué par notre vénérable correspondant puisse être employé et qu'on puisse réciter *publice in ecclesiis*... ces pieuses invocations. Car n'étant plus des litanies elles cesseraient d'être approuvées par l'Ordinaire sans rentrer dans une autre catégorie de prières approuvées.

Q. — 1^o De quelle manière doit s'asperger un prêtre qui distribue l'eau bénite les dimanches?

2^o Un prêtre infirme ayant à acquitter des grand-messes de fondations, peut-il, d'après cet axiome : « *Nemo ad impossibile tenetur*, » dire à voix basse la Préface et le *Pater noster*, ou bien, tout ce qui doit être chanté après l'élévation?

3^o Si non, est-il obligé de les faire acquitter par un autre prêtre?

4^o Les dimanches ordinaires on chante la préface de la sainte Trinité. Serait-il permis de prendre la préface commune, pour ce motif qu'on se fatigue moins en chantant celle-ci?

5^o De nos jours les fidèles tiennent à ce que les offices soient bien courts. Ce seul motif excuserait-il un prêtre, s'il disait à voix basse le *Pater noster*, et qu'il continuât la messe *sub silentio*?

R. — AD I. La rubrique n'indique pas la manière dont le prêtre doit s'asperger. Elle se contente de dire : « *Sacerdos celebraturus.... primo ter aspergit altare, deinde se...* » De là des divergences dans la pratique. Les uns tiennent l'aspersoir de la main gauche, prennent de l'eau bénite avec la droite et se signent; d'autres jettent quelques gouttes d'eau sur eux par un léger mouvement de l'aspersoir avec la main droite; d'autres se contentent d'appliquer sur leur front l'extrémité de l'aspersoir; d'autres suivent cette dernière méthode, mais en faisant un petit signe de croix sur le front. Ces deux dernières méthodes sont plus communément enseignées et plus ordinairement mises en pratique.

AD II et AD III. Les fondations doivent être exécutées de point en point. Si la fondation réclame des grand-messes, elles doivent être chantées. Mais que faire dans le cas d'infirmité? Si l'infirmité n'est que passagère, le prêtre satisfait en chantant ce qu'il peut; les lois humaines n'obligent pas toujours *sub tanto incommodo*. Mais si l'infirmité était habituelle, il faudrait en référer à l'autorité ecclésiastique.

AD IV. Nous ne pensons pas que l'on pourrait, à raison de la fatigue, substituer une préface à une autre. La différence qui existe entre la pré-

face de la sainte Trinité et la commune ne nous paraît pas assez grande pour légitimer, du moins habituellement, cette substitution.

Ad V. Ce seul motif n'est pas suffisant. Si l'on admettait cette cause d'excuse, c'en serait fait des messes chantées dans un très-grand nombre et peut-être dans la plupart des églises, ce qui serait un vrai malheur pour le culte et pour le salut des âmes.

Q. — Une patène qui a été redorée et que l'on n'a pas fait consacrer depuis, mais dont on s'est servi pour le saint sacrifice, croyant qu'il n'était pas nécessaire de la faire consacrer de nouveau, doit-elle être consacrée ?

Il me semble que Thomas de Chartres prétend que, dans ce cas, le contact immédiat du Corps de Notre-Seigneur suffit pour donner à la patène la consécration nécessaire. (De altaris ornatu et aliis in celebratione requisitis. De sacramento Eucharistie — Quæstio : Quomodo calix et patena excrentur ?) J'ai reçu bien des solutions différentes là-dessus, veuillez me donner une décision ?

R. — L'opinion dont vous parlez et qui autrefois était soutenue par bon nombre de théologiens, canonistes et liturgistes, doit être abandonnée aujourd'hui, non-seulement en ce qui regarde le calice, comme nous avons déjà eu l'occasion de le prouver dans cette Revue, mais encore pour la patène, car le cas fut posé et résolu pour ces deux vases sacrés indistinctement. En 1845, Monseigneur l'évêque de Liège demandait : « Utrum calix et patena suam amittant consecrationem per novam deurationem, et sic indigeat nova consecratione ? » La Congrégation des rites répondit : « Affirmative amittere, nimirum, et indigere juxta exposita. »

Q. — Lecteur assidu de l'*Ami du Clergé*, je me permets de vous soumettre l'observation suivante :

Je lis dans le numéro 1 (5 janvier 1882), page 4 : « On m'a dit que Rome avait donné une édition officielle de plain-chant, etc. » A cette question vous répondez : « Il n'y a aucune édition officielle de plain chant, etc. » Or, dans le *Canoniste contemporain*, publié par M. l'abbé Grand-laude, je trouve ce qui suit : (Bulletin de décembre 1878, page 408, immédiatement après la table générale du tome I.) « Chant Grégorien, édition officielle des Livres choraux, publiée par les ordres de Pie IX et de Léon XIII, etc. ; vient à la suite un bref de Léon XIII dans lequel je remarque les expressions *vehementer commendamus*...

Si vous entendez par *Edition officielle* une édition approuvée et recommandée par les Souverains-Pontifes, l'édition des Livres choraux du chevalier Pustet est officielle. Mais si l'on entend une édition imposée, rendue obligatoire par les Souverains-Pontifes — et c'est ainsi que l'*Ami du Clergé* l'entendait et le disait expressément, — cette édition n'est pas officielle ; car les Souverains-Pontifes ne l'ont jamais imposée ; et nous croyons savoir qu'il n'est aucunement dans la pensée de Léon XIII, de la rendre obligatoire.

Q. — 1^o Comment doit-on réciter les vêpres des solennités transférées au dimanche suivant.

2^o Celui qui préside à des vêpres qui ne sont pas conformes à son propre office, est-il obligé de dire encore les vêpres de son propre office.

3^o Pourquoi l'*Ami du Clergé* a-t-il résolu différemment le cas du n^o 39, 1881, et celui du n^o 1, 1882 ? Les raisons du second ne militent-elles pas en faveur du premier ? Ces cas ne sont-ils pas identiques ?

R. — Ad I. On peut suivre trois méthodes.

La première consisterait à chanter les vêpres occurrentes, conformément aux rubriques, comme si la solennité n'était pas transférée à ce dimanche. Cette méthode serait en harmonie avec les premières décisions du Saint-Siège au moment du Concordat.

Le Concordat du 9 avril 1802 se contentait de dire que les fêtes de l'Epiphanie, de la Fête-Dieu, des saints apôtres Pierre et Paul, et des patrons de diocèse et de paroisse seraient célébrées le dimanche suivant.

Cette déclaration était trop sommaire ; il fallait des explications. Le Cardinal Caprara en donna, le 21 juin 1804, au Vicaire-Général de l'archevêque de Malines. Son Eminence décida que la solennité n'aurait lieu qu'à la messe ; que cette messe serait votive solennelle. C'était tout ; une seule messe votive solennelle. Quant aux autres messes et aux vêpres, elles ne devraient plus être de la solennité transférée, mais de l'Office occurrent. Voilà la première méthode.

La seconde consisterait à célébrer ces mêmes vêpres occurrentes *avec solennité, avec pompe*. Elle fut autorisée par la Sacrée Congrégation des rites, en 1835. L'évêque de Namur demandait si l'on ne devait pas célébrer ces vêpres avec pompe, à raison de la solennité transférée : « An autem Officium etiam vespertinum Dominicæ occurrentis, si fiat de eâ, cantandum est solemniter, seu cum pompâ, servato tamen ritu semiduplici, ratione solemnitatis translata ? » La Sacrée Congrégation répondit qu'on le pouvait : *Posse*. (S. R. C. 23 mai 1835, n. 4746, ad XIV, 4.)

La troisième méthode consisterait à chanter avec pompe les vêpres de la solennité transférée. Ce seraient des vêpres votives. Nous croyons que cette méthode qui est très suivie en France, peut être maintenue. On nous objectera sans doute qu'elle n'est pas conforme au Rescrit du Cardinal Caprara en 1804, et au décret de 1835, que nous venons de citer. Nous répondons que le Cardinal Caprara ne parle pas des vêpres, et par conséquent ne condamne pas les vêpres votives ; qu'en 1835 Mgr l'évêque de Namur ne parlait que des vêpres occurrentes, et nullement des vêpres votives.

Il n'y a donc dans les rescrits aucune condamnation de ces vêpres votives.

D'un autre côté il importe de conserver la coutume de ces vêpres votives, parce que les fidèles y tiennent, que l'assistance est plus nombreuse à raison même de la nature de ces vêpres. qu'il y aurait de l'étonnement et du mécontentement si on la détruisait, qu'enfin la religion en souffrirait.

Ajoutons qu'une réponse du 11 septembre 1841, permet de chanter, dans l'Eglise de Saint-Laurent

in Pane et Perna, les vêpres de sainte Brigitte avec pompe, bien que les vêpres devraient être de Saint François de Solano; à condition que l'on récitera en chœur les vêpres de Saint François : « Ratione festi dici possunt vesperæ de sancta Birgitta, recitatis tamen in choro vesperis currentibus. » (S. R. C. 12 septembre 1841, n. 4933.) N'y a-t-il pas complète parité entre ces vêpres de sainte Brigitte et celles de nos solennités transférées au dimanche?

Enfin les fidèles ne sont pas tenus d'assister à telles vêpres plutôt qu'à telles autres; bien plus, ils ne sont tenus d'assister à aucunes; par conséquent il est permis de célébrer en des jours de solennité les vêpres votives de la solennité.

AD II. Celui qui préside à ces vêpres votives doit en outre dire les vêpres de l'Office occurrent. C'est ce qui paraît résulter du décret de 1841 que nous venons de citer; c'est aussi l'enseignement commun des auteurs. C'est enfin surtout la volonté du Saint-Siège; car lorsqu'il accorde la permission de chanter votivement des vêpres dans les jours de fêtes transférées aux dimanches, il y ajoute la condition que tous ceux qui sont tenus aux Heures réciteront en leur particulier les vêpres de l'Office occurrent. Nous avons lu plusieurs fois des rescrits de ce genre, or, ils sont tous conçus dans le même sens.

AD III. Ces deux cas ne sont pas les mêmes. Dans le premier, il s'agissait des vêpres votives des solennités transférées au dimanche suivant, et nous disions : « Les prêtres qui auront chanté les vêpres paroissiales d'une solennité transférée, sont encore obligés de réciter en leur particulier les vêpres de l'Office occurrent. »

Dans le second cas il s'agissait des vêpres du Saint-Sacrement chantées un jour d'adoration perpétuelle par des prêtres venus pour cette circonstance; et nous disions : « Si ces prêtres chantent et si leur chant est *absolument nécessaire* à la solennité de l'Office, il y a dans cette *nécessité* une cause suffisante pour substituer cette fois les vêpres du Saint-Sacrement aux vêpres du jour. »

Or nos deux solutions sont fondées. La première est incontestable comme nous venons de le montrer dans la question précédente ad II.

La seconde est appuyée sur une raison solide, à savoir, que l'on satisfait certainement si l'on assiste *ex officio* aux vêpres ou à d'autres heures dans une église qui a un office différent. (S. R. C. 5 octobre 1697, n. 3452); or nous avons pensé qu'on pouvait regarder comme assistant *ex officio* des prêtres dont le chant est *absolument nécessaire*.

Toutefois nous ne pensons pas que l'on puisse le faire habituellement, ni même fréquemment. Voilà pourquoi nous avons dit : *cette fois*. Et même, si cette unique *fois* devait revenir d'une manière régulière, nous ne voyons pas sur quoi l'on pourrait s'appuyer pour chanter des vêpres votives en parfaite sûreté de conscience.

Plusieurs de nos lecteurs nous trouvent trop sévères. Ils nous objectent saint Alphonse de Liguori qui regarde comme un motif assez raisonnable de substituer un office à un autre la récitation avec d'autres compagnons : « Satis autem rationabilis causa hic ipsa societas videtur, dum Clemens Rom. 2. 4. cons. c. 34 (apud Bonac. p. 2. § 1. n. 7) admonet fideles, ut saltem duo vel tres orent, juxta illud Matth. 18, v. 20 : *Ubi enim sunt duo vel tres congregati in nomine, ibi sum in medio eorum*. Par conséquent, disent-ils, on pourrait changer son Office par le seul motif de la société toutes les fois que cette occasion se présente.

Nous connaissons cette objection et d'autres encore que l'on peut voir dans le saint Docteur, Livre IV, n. 161.

Mais elle n'est pas de nature à nous faire changer de sentiment. Il n'y a pas de parité entre le cas posé par notre honorable correspondant et celui où ce x de saint Aphonse.

Notre correspondant suppose des prêtres qui assistent aux vêpres du Saint-Sacrement un jour d'adoration perpétuelle, c'est-à-dire des vêpres votives, qui ne sont pas en rapport avec le Bréviaire de cette église, tandis que saint Alphonse suppose des prêtres qui disent, non pas des vêpres ou autres heures votives, mais les vêpres mêmes fixées à leurs compagnons par les rubriques.

Au reste, il y a une autorité plus élevée encore que celle des plus grands Docteurs, c'est celle de l'Église. Or l'Égl se veut que les prêtres qui chantent des vêpres votives récitent encore les vêpres occurrentes, ainsi que nous l'avons montré dans la question précédente.

Q. — Dans votre numéro du 21 avril 1881, vous donnez une réponse sur laquelle je voudrais vous faire une objection. Il s'agit du démembrement d'une paroisse, et des droits au partage que peut avoir la section qui se sépare. Ce droit, Monsieur, vous le niez carrément, au point de vue civil et au point de vue religieux. Or j'ai dit, dans une conférence, il y a quelques années, tout le contraire. Et voici mes titres. L'*Univers*, supplément du 10 février 1875, édition semi-quotidienne, sur cette question, dit, entre autres choses : « La séparation emporte le partage des biens. Aucun texte de loi ne le dit expressément, mais la conséquence va de soi. En pratique, ce point ne fait pas de doute. Pour des raisons communes aux deux législations française et belge, le tribunal civil de Gand a décidé, par jugement du 11 janvier 1864, que, lorsqu'une paroisse était divisée en plusieurs paroisses nouvelles, les biens affectés à l'exercice du culte doivent être partagés proportionnellement à la population. » Et, le même journal appuie sa doctrine de cette disposition administrative qui exige, en cas de démembrement, l'inventaire des biens, meubles et immeubles de la fabrique. (26 août 1842.) Disposition qui ne peut avoir d'autre utilité que de servir de guide dans le partage susdit. Voilà pour le point de vue civil.

Voici pour le droit ecclésiastique. Je lis dans Thomassin, liv. I., chap. VIII, des curés, que l'évêque peut partager une paroisse et y mettre un curé, et réserver une partie des biens de la paroisse au nouveau curé. Et, cette disposition est d'Alexandre III. Si je ne cite pas le texte, je crois ne pas fausser le sens. On ajoute que le Concile de Trente, confirmant cette doctrine, donne aux évêques le pouvoir d'ériger de nouvelles cures, et, même malgré l'an-

cien curé, leur assigner un revenu en partageant le revenu ancien, etc.

Veuillez me dire, dans votre excellent journal, quelle est, de ces deux doctrines, la vraie, et à quoi vous pensez que l'on doit s'en tenir pour les temps actuels.

R. — Au point de vue canonique, une paroisse ne peut être fondée sans que l'on détermine un traitement pour le titulaire. Qui doit le fournir? Tout d'abord, c'est l'église-mère, « si elle le peut. » Elle n'est donc tenue à donner que son superflu. En outre, elle ne doit prendre que sur ses fruits et revenus; il n'est pas question d'objets mobiliers. Enfin elle est tenue uniquement à la dotation du clergé et non à celle de l'église; et à une dotation convenable, mais non à un partage proportionnel des biens.

Tout cela ressort du texte du Concile de Trente : « Et aux prêtres qu'il faudra proposer de nouveau pour la conduite des églises nouvellement érigées, sera assignée une portion suffisante au jugement de l'évêque sur les fruits et revenus qui se trouveront appartenir, de quelque manière que ce soit, à l'église-mère; et même, s'il est nécessaire, il pourra contraindre le peuple à fournir jusqu'à la concurrence de ce qui sera suffisant pour la nourriture et l'entretien desdits prêtres ¹. »

Si l'église-mère se trouve dans l'impuissance de fournir la dotation du clergé, c'est au peuple à la procurer.

Il est encore au pouvoir de l'évêque de pourvoir à l'entretien du clergé, par l'union à la nouvelle église d'un bénéfice qui n'a pas charge d'âmes ², et il peut employer ce moyen, avant d'avoir recours aux deux autres énoncés ci-dessus.

La conséquence naturelle est que, quand la dotation du clergé est faite, n'importe par qui, on ne peut pas la réclamer à l'église-mère.

Or, aujourd'hui, en France, le traitement du nouveau curé est fourni par l'Etat. Donc, sous ce rapport, on ne peut rien exiger de l'église-mère.

Peut-on lui demander une partie du mobilier? Le Concile de Trente n'en parle pas : il ne réclame que la dotation suffisante du curé et de ses auxiliaires. Dans toutes les causes de démembrement qui ont été traitées depuis quelque temps, non-seulement pour la France, qui se trouve dans une situation spéciale, mais pour les autres pays où le traitement du nouveau curé est pris sur les revenus de l'église-mère, il n'est aucunement question d'un partage de mobilier ³.

Au point de vue civil, aucun texte de loi, comme le dit notre correspondant, n'exige le partage des biens. Ce partage n'a pas lieu non plus « ordinairement » en pratique, vu que la

plupart du temps l'église-mère serait privée du nécessaire. Le curé de l'église-mère peut s'y opposer, comme il peut s'opposer au démembrement. Nous ne pensons pas que la décision particulière du tribunal de Gand établisse une jurisprudence incontestée.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un curé de campagne peut-il réunir chez lui avec rétribution un, deux ou plusieurs enfants, lesquels à cause de leur âge, ne peuvent pas fréquenter l'école mixte de la paroisse, et cela pour leur donner quelques leçons de grammaire et autres choses sous le couvert de l'instruction religieuse?

R. — Ainsi que nous le disons plus haut, la loi de 1850 accordait cette faculté aux ministres des différents cultes reconnus par l'Etat. Une nouvelle loi votée par la Chambre des députés et aussi par le Sénat en première lecture retire ce droit à moins que ces ministres des cultes n'aient leur brevet d'enseignement primaire, et alors même ils sont soumis aux lois qui régissent les écoles libres. Mais cette nouvelle loi n'a pas encore été votée définitivement.

Notre correspondant peut donc encore pour le moment bénéficier de l'art. 25 de la loi de 1850 portant que le brevet de capacité peut être suppléé par... par... ou par le titre de ministre non interdit ni révoqué de l'un des cultes reconnus par l'Etat.

Q. — Voici une difficulté qui vient de surgir dans ma paroisse; elle pourrait me créer des ennemis; car il s'agit du cérémonial des sépultures; et vous savez combien on est chatouilleux à cet endroit.

Mon église est d'une classe qui, d'après le tarif diocésain, n'autorise pas le port du drap mortuaire. Cependant la plupart de nos paysans le désirant, je n'ai pas eu de peine à obtenir de la fabrique qu'il fût concédé moyennant la modique somme de 2 francs.

Mais voilà que le trésorier prenant goût à la chose, a demandé que le drap pût être porté depuis la maison du défunt. Or, ma paroisse est composée de 30 écarts sur un rayon de 6 kilomètres. Je me suis opposé à cette exigence en disant que le drap mortuaire ne doit pas aller plus loin que le prêtre, c'est-à-dire pour les hameaux à l'entrée de la ville où l'on fait la levée du corps.

En vain, ai-je fait ressortir tous les inconvénients d'une pareille autorisation qui ne se voit nulle part; il m'a été répondu qu'on aurait malgré moi, depuis le domicile du mort et un drap et un prêtre pour la cérémonie. Le drap particulier est acheté et au premier enterrement, je crains un scandale.

Je demande 1° si je puis empêcher le port de ce drap, au moins dans l'intérieur de l'église et au cimetière et de quelle manière je devrais m'y prendre?

2° Si, dans le cas contraire, j'aurais le droit de le faire payer?

R. — Cette affaire a été, comme on dit vulgairement, mal emmanchée; et c'est fâcheux, parce que dans les questions qui touchent aux sépultures et au sentiment des populations, les conflits les plus pénibles peuvent surgir et entraîner les plus tristes conséquences. Nous regrettons que

¹ Sess. xxi, *De reform.*, ch. 4.

Concile de Trente, ses. 24, ch. 13., sess. 21, ch. 5., *De Reform.*

² Cf. les causes suivantes : *Montis Alti*, 24 novembre 1827; *Mutilana*, 31 mars 1855; *Oppiden*, 20 décembre 1856, rapportées dans les *Causæ selectæ. S. Cong. Concilii*. p. 755 et sqq.

notre correspondant n'ait pas cédé, dès le principe, au désir assez innocent de ces campagnards. La raison qu'il donne, à savoir que le drap mortuaire ne doit pas aller plus loin que le prêtre, n'en est pas une. Le drap mortuaire étant un accessoire des pompes funèbres et ordinairement placé sur la bière, on ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas accompagner le cadavre partout, qu'il y ait un prêtre ou qu'il n'y en ait pas.

Nous ajouterons que le curé n'aurait pas dû se substituer ici à la fabrique à qui appartient le règlement des pompes funèbres et des tarifs homologués par les autorités compétentes en vertu de l'art. 23 du décret du 23 prairial an XII. Le curé est fabricien; mais il n'est pas la fabrique. Il n'est vraiment maître d'une manière absolue que dans l'église où il dirige le culte et exerce la police. Sous ce dernier rapport, il aurait le droit de repousser de l'église tout ornement grotesque, séditieux, impie, franc-maçonnerie. Mais sur quoi s'appuierait-il pour rejeter un objet qui n'est qu'une simple décoration adoptée par la religion elle-même.

Nous répondrons donc :

Ad I^m. Non, un curé ne peut pas empêcher le port d'un drap mortuaire ni en dedans ni en dehors de l'église. Il appartient à la fabrique de régler la pompe des convois selon les classes et les tarifs y afférents; par conséquent, d'admettre le drap mortuaire dans telle classe. La loi qui accorde aux fabriques le monopole des pompes funèbres fera respecter ses droits à l'encontre des caprices des populations.

Ad II^m. Ceci est une autre question. Laissons de côté le curé qui n'a rien à y voir personnellement. Mais la fabrique, en vertu de son monopole, a le droit de se faire payer tout ce qui paraît dans un convoi comme pompe funèbre, de même qu'elle a le droit de le fournir exclusivement, ou d'en céder la fourniture à d'autres.

Par exemple, un point qui concerne le curé et sur lequel il ne doit jamais transiger, c'est la menace proférée par le trésorier d'appeler un prêtre autre que le curé pour la cérémonie. Le pauvre homme s'appuyait sans doute sur l'art. 19 du décret du 23 prairial an XII. Mais en vain. L'article existe en effet; mais il est tombé sous la réprobation générale. Le gouvernement lui-même en a reconnu l'inconvenance et l'illégalité. En pratique, il ne l'a pas invoqué depuis plus de 40 ans, et une circulaire ministérielle du 15 juin 1847 le condamne.

Q. — Je viens vous prier de me dire 1^o. Si le préfet a le droit d'approuver, sans enquête préalable, une délibération du conseil municipal, à laquelle les membres intéressés du conseil n'ont pas été convoqués, et qui supprime une école de filles dans un hameau de 200 âmes, pour convertir l'école des garçons en école mixte.

2^o Si l'instituteur peut avec toutes les autorisations possibles recevoir dans cette école les garçons et les filles jusqu'à l'âge de 18 ans, celles-ci ne pouvant aller ailleurs, à cause de la distance de l'école la plus voisine.

3^o Y aurait-il quelque chose à faire contre une pareille monstruosité?

R. — D'un bout à l'autre, cet agissement du préfet est illégal, et notre correspondant n'exagère point en le qualifiant de monstrueux. On reconnaît au chef-d'œuvre la griffe du vénérable Paul Bert.

Ad I^m. Une réunion d'un conseil municipal à laquelle « tous » les membres sans exception n'ont pas été convoqués est illégale, et ses délibérations sont frappées de nullité. L'autorité du préfet ne pouvait pas leur donner la légitimité qui leur manquait. Quant à la suppression de l'école, elle est évidemment odieuse, mais elle pourrait avoir un vernis de légalité; cela dépend des griefs portés contre elle et des raisons sur lesquelles le préfet s'est appuyé et que nous ignorons.

D'une manière générale, nous pouvons dire que la loi de 1850 encore en vigueur dans toutes ses dispositions moins celle qui concerne la gratuité, autorise les écoles mixtes dans les communes de 500 habitants et au-dessous; mais elle ne leur défend point d'avoir des écoles séparées pour les deux sexes, si elles ont assez de ressources pour cela. Au contraire, le désir des législateurs est qu'on sépare les sexes partout où l'on pourra.

L'une des dernières circulaires de Jules Ferry avant sa chute invitait les plus petites communes à se donner au plus tôt des écoles séparées, et pour les mieux exciter il ouvrait devant elles le trésor de ses libéralités. Son but manifeste était de faire tomber partout les écoles tenues par des religieuses jusque dans le plus petit village. Mais, indépendamment de son but franc-maçonnerie, il affirmait le droit des communes à se donner double école.

Le préfet dont il s'agit allait donc contre les intentions de la loi en supprimant l'école en question et en forçant, par cette suppression, la commune à transformer son école de garçons en école mixte.

Ad 2^m. Non; les écoles mixtes sont soumises à des règlements spéciaux relatifs à l'âge des élèves et à la disposition des classes, des travaux et même des récréations.

Ad 3^m. Assurément il y a à faire quelque chose pour faire cesser ce scandale. Il faut que les braves gens, les pères de familles protestent énergiquement contre ce qui s'est fait. Paul Bert ayant disparu de la scène politique et pour toujours, espérons-le, il faut s'adresser à J. Ferry en s'appuyant surtout sur la circulaire qu'il adressait aux préfets vers le mois d'octobre dernier pour la création de la double école, même dans les plus petites bourgades.

Nous pensons qu'une pétition basée sur sa propre opinion et sur la haute convenance aurait plus de poids qu'une attaque directe portant sur l'illégalité de ce qui a été fait.

Q. — Nous sommes cinq : le président de la fabrique, le trésorier, deux autres citoyens non fabriciens, et moi, qui avons fait l'acquisition pour dix mille francs d'un terrain pour la fabrique, est-il dit dans l'acte, quand elle acceptera; le tout payé avec de l'argent qui nous a été donné à la main par diverses personnes de la localité.

De plus, nous faisons bâtir sur ce terrain une cure, toujours avec des aumônes, et ce n'est que le plus tard possible, que nous proposerons à la fabrique d'en prendre possession.

Mais en attendant, nous craignons que, malgré notre clause, nos héritiers ne viennent réclamer leurs droits.

Quel moyen sûr pourrait-on employer pour éloigner à jamais tout prétendant? Pourrions-nous, par exemple, nous constituer en société civile?

R. — Assurément les cinq acquéreurs en question peuvent se constituer en société civile, mais s'ils croient éviter ainsi les difficultés et les embarras, ils se tromperaient bien; car la société ne changera pas leur qualité de copropriétaires; par conséquent leurs héritiers seront copropriétaires à leur tour, et pourront demander la dissolution de la société afin de rentrer dans leur quote part.

Dans les questions de ce genre, tout repose sur la vertu de confiance, laquelle, comme on sait, est d'une grande fragilité et versatilité. Mais enfin si l'on doit s'appuyer sur elle, il vaudrait infiniment mieux qu'il n'y eût qu'un seul propriétaire qu'on choisit avec toutes les garanties désirables et qui prendrait toutes les précautions possibles, soit par testament, soit par d'autres actes notariés constatant d'une manière irréfutable la réalité des faits.

Cependant là n'est point, selon nous, le meilleur moyen. Sans doute, nous vivons sous la menace d'une spoliation générale du clergé; elle peut être décrétée d'un jour à l'autre. Même dans cette hypothèse, nous conseillerions de rétrocéder la cure à la fabrique, en accompagnant l'acte de clauses résolutives pour le cas où l'État accomplirait l'acte de brigandage que l'on redoute. Par exemple, celle-ci : si, par impossible, survenait la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou tout autre événement qui attribuerait à l'Etat la propriété des églises, presbytères, etc., les donateurs entendent que la cure appartiendra toujours au curé catholique et légitime, etc.

Assurément, nous nous attendons à tout de la part des impies qui dominent aujourd'hui notre pauvre France; mais nous croyons aussi fermement à la restauration de l'ordre, de la justice et du droit. Dieu nous punit parce que nous le méritons; mais il finira par sauver sa chère fille aînée parce qu'il est miséricordieux.

Q. — Le mur de clôture du cimetière de X... s'est écroulé sur une étendue assez considérable. Notre maire, approuvé par le préfet, prétend que c'est à la fabrique qu'incombe le soin de le faire relever, sauf impuissance bien constatée de sa part.

Suis-je en droit de prétendre le contraire? D'après l'art. 30 de la loi sur l'administration municipale du 18 juillet 1837, l'entretien des clôtures des cimetières est rangé parmi les dépenses obligatoires des communes.

L'instruction ministérielle en date du 17 août 1837 sur l'exécution de la loi précitée dit que « parmi les charges

obligatoires des communes, il faut compter la clôture des cimetières, leur entretien, etc. »

Le cimetière appartenant à la commune, puisqu'elle seule peut y faire des concessions de terrain et puisque la nomination du fossoyeur n'appartient qu'au maire, l'obligation d'en faire relever la clôture tombée, n'incombe-t-elle pas à la commune seule?

Si quelques textes semblent mettre l'entretien des clôtures des cimetières à la charge des fabriques, il ne s'agit pas ici d'entretien, mais de grosse réparation. La reconstruction partielle considérable des murs doit être à la charge du propriétaire, auquel incombe la construction totale, ce me semble.

Enfin serait-il juste d'exiger qu'un conseil de fabrique entièrement composé de membres catholiques, fût tenu d'entretenir de tous points un cimetière ne lui appartenant pas et ouvert légalement à toutes sortes de mécréants?

R. — La solution donnée par notre correspondant à la difficulté dont il s'agit, est la seule vraie, la seule juste et raisonnable. C'est là le sentiment de tous les jurisconsultes de quelque valeur. Jusqu'à la promulgation de la loi municipale du 18 juillet 1837, on pouvait discuter. L'art. 23 du décret du 23 prairial an XII, et l'art. 37 du décret du 30 décembre 1809, mettaient positivement l'entretien des clôtures à la charge des fabriques, au même titre que l'entretien des églises et presbytères, quand leurs ressources étaient suffisantes.

L'obligation des communes n'était que subsidiaire.

Mais depuis que par son art. 30, la loi du 18 juillet 1837 a classé parmi les dépenses obligatoires des communes la clôture, l'entretien et la translation des cimetières, il faut être d'une mauvaise foi insigne pour prétendre que cette obligation incombe en premier aux fabriques. Or, il faut bien le reconnaître, telle a été longtemps, mais plus en théorie qu'en pratique, la jurisprudence, qui a été invoquée certainement par le maire de X... appuyé par son préfet.

Nous engageons notre correspondant à résister avec sa fabrique aux prétentions de ces messieurs, d'abord parce qu'il ne s'agit pas d'un simple travail d'entretien, mais d'une reconstruction considérable, et ensuite, — c'est la meilleure raison, — parce que depuis le 10 avril 1862, le gouvernement par l'intermédiaire de son ministre des cultes a établi la véritable jurisprudence en donnant à la loi municipale de 1837 son véritable sens. En effet, dans ce document il dit d'une manière formelle que les lieux de sépulture publique devant servir à tous les habitants d'une commune, sans distinction de culte, l'entretien des cimetières est une charge que la loi du 18 juillet impose aux communes. Le contexte de ce passage démontre bien que telle était la pensée du ministre. Il s'agissait de savoir si la fabrique pouvait accepter une donation pour l'entretien des cimetières. — Non, répond le ministre. Puisqu'il incombe aux communes d'entretenir les cimetières, les communes sont seules aptes à recevoir les libéralités qui ont cette destination (circulaire ministérielle du 10 avril 1862, relative à l'exécution du décret du 15 février 1862).

Les arguments produits par notre correspon-

dant contre les prétentions de son maire sont excellents, et ils sont corroborés par le récent vote de la Chambre, qui en supprimant l'art. 15 du décret du 23 prairial an xii, a définitivement et complètement « sécularisé, laïcisé » comme ils disent, les cimetières.

Ne serait-il pas, en effet, profondément ridicule d'obliger l'Eglise catholique à entretenir les cimetières des juifs, des protestants, des libres-penseurs, des mécréants de toute sorte? Aussi le gouvernement lui-même a-t-il renoncé, de fait, à sa fameuse jurisprudence, et nous ne connaissons pas un conflit de ce genre où la fabrique ait été contrainte de payer l'entretien des cimetières. Nous connaissons, au contraire, des fabriques qui, pour se garder une espèce d'autorité sur les cimetières, désiraient participer aux frais d'entretien, et qui ont été repoussées sous prétexte qu'elles n'avaient plus rien à voir de ce côté.

VARIÉTÉS.

Les articles organiques.

Après avoir parcouru en détail les articles organiques de la convention conclue avec le S. Siège, il est bon d'en résumer l'idée : on verra mieux encore jusqu'à quel point ils sont en dehors de la vérité. Cette partie du travail nous est facile et nous ne pouvons faire fausse route. Nous avons la pensée, claire et longuement développée par lui-même, de Portalis, le rédacteur des articles organiques.

Cette pièce ayant été l'objet des réserves et des protestations du Pape, des attaques des Evêques non démissionnaires, le la réprobation de beaucoup de catholiques, Portalis, laissant de côté les critiques particulières, s'attacha à justifier sa rédaction par l'exposé des principes qui avaient présidé à tout le travail et des textes dont il s'était inspiré pour chacun des articles : le tout est contenu dans un rapport au Premier Consul, du 23 septembre 1803.

On y voit un légiste, s'improvisant théologien et canoniste, et n'ayant pour autorité que Fleury, quelques échappées du Bossuet de la déclaration de 1682, cette déclaration elle-même, et, pour le surplus, quelques parlementaires. Quoi d'étonnant qu'il ait mal compris l'Eglise et l'Etat lui-même, ainsi que leurs relations?

Dans son rapport d'avril 1802 au corps législatif, Portalis avait exprimé cette idée que la puissance publique (il entend la puissance civile), doit être tout : « *Elle n'est rien, si elle n'est tout.* » Nous trouvons dans le rapport de septembre 1803 le développement de cette conception :

Les objets soumis à quelque puissance sont de trois espèces, savoir les matières temporelles, les matières spirituelles et les matières mixtes.

Les matières temporelles, dit-il, appartiennent en propre et exclusivement à la puissance temporelle, sans que la puissance spirituelle ait sur ce domaine aucun pouvoir, soit direct, soit indirect.

Les matières mixtes, bien que tenant à la fois du spirituel et du temporel, reviennent encore à la puissance civile par la nécessité d'une puissance supérieure qui assure l'ordre et la paix : « Il faut nécessairement, dit-il, qu'il y ait une puissance supérieure et suréminente qui règne dans ce territoire commun à certains égards; et c'est elle qui a droit de peser les intérêts respectifs : celle de qui dépend l'ordre public et général, et à laquelle seule appartient le titre de puissance dans le sens propre. » Plus bas : « Le domaine des matières mixtes appartient donc incontestablement au souverain, au magistrat politique. » Et encore : « Les souverains, en leur qualité de magistrats politiques, règlent avec une entière indépendance les matières temporelles et mixtes. »

Les matières spirituelles du moins, demeureront-elles le domaine exclusif de l'Eglise? Non. Portalis fait « intervenir la puissance du magistrat politique comme protecteur des canons et de l'Eglise. » Et cette puissance va jusqu'à la coaction contre les Pontifes : « En leur qualité de protecteurs, ils ont même le droit de veiller sur l'exécution des canons, et de réprimer, même en matière purement spirituelle, les infractions des Pontifes. » — S'il y a erreur ou mauvais vouloir de la part de l'Etat, l'Eglise ne pourra-t-elle pas au moins défendre son domaine spirituel? Ecoutons Portalis : « Le principe de l'unité et de l'indépendance de la puissance publique est si fort, qu'il met ceux qui exercent cette puissance à couvert des censures, et qu'il ne laisse aux ministres de la religion que le droit de la prière et des remontrances, pour faire révoquer et corriger les entreprises et les abus qui peuvent être surpris et arrachés aux personnes qui exercent la magistrature suprême dans un Etat. » — L'Eglise conservera-t-elle le libre droit de faire des canons, de promulguer des constitutions en matière spirituelle, de formuler des décisions dogmatiques, de tracer des règles de morale? Pas même. Voici ce que pense Portalis des décisions dogmatiques portées par les Conciles généraux : « Les souverains ont certainement intérêt d'examiner quand on leur propose de publier des décisions conciliaires dans leurs Etats, si ces décisions ne passent pas les bornes du pouvoir spirituel que l'Eglise a reçu de son divin fondateur. » Ainsi donc c'est à l'Etat qu'il appartient de juger si les décisions dogmatiques des conciles généraux se tiennent dans les bornes du pouvoir spirituel, c'est-à-dire au fond, s'ils sont conformes à la révélation : car tel est le domaine du pouvoir spirituel. « D'ailleurs, ajoute-t-il, il a été reconnu dans tous les temps que l'Eglise doit compte aux souverains de ses décisions et de ses dogmes. » La discipline échappera moins encore

que le dogme à la main de l'Etat : « Le souverain est demeuré maître de faire prévaloir l'intérêt de l'Etat dans tous les points de discipline où il se trouve mêlé, à la charge d'en répondre à Dieu seul. » N'est-ce pas là jusqu'au bout l'application de cet axiome de Portalis que la puissance civile doit être tout ?

Ayant aussi mal compris la puissance civile, il a naturellement plus mal compris encore la puissance ecclésiastique. D'après lui, l'Eglise n'est qu'une partie de la société, elle est dans l'Etat, subordonnée à la puissance temporelle; elle n'a aucune puissance proprement dite; elle est dénuée de tout pouvoir de coaction et de contrainte; elle n'a aucun pouvoir, ni direct, ni indirect sur les choses temporelles; on ne peut pas même lui accorder de s'en occuper au point de vue de la morale et du péché; les censures et les excommunications ne peuvent atteindre les souverains, ni même les tribunaux, les magistrats, ni les autres officiers publics exécutant les ordres de leurs souverains. — Le Pape est un souverain étranger; il n'a point juridiction immédiate sur les églises particulières; il n'est point supérieur aux conciles; il ne peut exercer son autorité que conformément aux canons; le Saint-Siège est autre chose que le Pape; les missions confiées par le Pape ne peuvent être exécutées que par la permission et sous l'autorité du souverain; les documents émanés de lui sont soumis à l'*exequatur*; il n'est pas infaillible. — Le Pape n'est point l'Evêque universel de tous les fidèles; il n'est pas l'ordinaire des ordinaires; il ne saurait être non plus le juge souverain et immédiat de l'intérieur de tous les diocèses; il ne peut s'immiscer dans l'administration d'un diocèse que par dévolution et dans les cas de droit, ou avec le consentement de l'évêque diocésain, en remplissant toutes les formes établies par une loi nationale; un jugement ou une décision du Pape n'en peut être proposé aux fidèles qu'avec l'aveu des évêques. — Les ministres de l'Eglise sont soumis à la puissance civile en tout ce qui concerne l'exercice de leur ministère; il peut y avoir lieu à l'appel comme d'abus, même dans les matières concernant les sacrements. — La puissance des évêques sur leurs curés n'est que directive et nullement coactive; l'Evêque est pasteur, mais seulement médiat, de son diocèse, relativement aux fonctions curiales; il n'est en cela que le prélat ou supérieur de tous les recteurs de son diocèse.

Tels sont les fondements sur lesquels s'appuie tout l'édifice des articles organiques. Chacune de ces propositions que nous avons textuellement citées, est une erreur manifeste, toujours réprouvée comme telle par l'universalité des docteurs catholiques, à l'exception de l'imperceptible minorité gallicane. Portalis qui, nous l'admettons volontiers, n'en connaissait pas la fausseté, en savait au moins assez pour les regarder comme douteuses. En conscience, il ne pouvait en faire une loi d'Etat et s'arroger ou attribuer à l'Etat le

pouvoir et l'infaillibilité nécessaires à la définition de ces graves questions. Il le pouvait d'autant moins en la forme donnée à cette constitution civile de l'Eglise que cet acte devait être le corollaire et régler l'application d'une convention élaborée au milieu de tant de difficultés par les plénipotentiaires des deux puissances et conclue par leur consentement.

A l'époque où parurent les articles organiques, les idées gallicanes étaient assez répandues pour que beaucoup de fidèles pussent être induits en erreur sur la valeur dogmatique et canonique des principes sur lesquels ils reposent. Maintenant, pour apercevoir la vérité opposée à ces conceptions fausses et funestes, il suffit d'ouvrir les yeux et de prêter l'oreille aux enseignements du S. Siège et du Concile du Vatican. Tous les prétendus principes de Portalis sont explicitement ou implicitement condamnés dans le Syllabus et dans les décrets du Concile œcuménique du Vatican. Qu'on se reporte notamment aux propositions du Syllabus 19, 20, 24, 25, 27, 28, 33, 34, 39, 41, 42, 44, 49, 54, et à la constitution *Pastor æternus* qu'il nous faudrait reproduire presque en entier pour l'opposer aux assertions parlementaires et gallicanes de Portalis.

De principes aussi faux et aussi erronés que ceux qui servent de base aux articles organiques, il ne pouvait sortir logiquement que des conséquences également fausses et erronées. Toutefois, comme on va rarement, au moins du premier coup, jusqu'aux dernières conséquences dans le mal, les articles organiques sont moins mauvais que leurs principes. L'application qui en a été faite a été elle-même moins mauvaise que la lettre. Les mœurs ont encore aboli dans l'application plusieurs de ces articles et l'ont tempérée pour le tout, au point qu'il n'en est que très-peu qui soient pleinement en vigueur.

Est-il possible qu'on nous impose maintenant ces articles ? Beaucoup sont trop démodés pour reparaitre honorablement. Il y faudrait au moins un ravaudage. Plusieurs sont complètement usés : il faudrait remplacer et faire du neuf.

La camisole de force réparée, il faudrait encore la faire endosser à l'Eglise : on peut s'attendre de sa part à des résistances insurmontables. L'essai sera-t-on ? Nous ne tarderons pas à le savoir.

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

Q. — L'*Ami du clergé* voudrait-il donner des renseignements sur le blanchissage à la vapeur et les machines employées à cet effet.

R. — Le lessivage à la vapeur est avantageux au point de vue de la perfection du travail et de l'économie. Il est surtout recommandable pour le blanchissage du linge d'église.

La machine est en zinc et se compose d'une chaudière montée sur un fourneau et destinée à recevoir le liquide, que vous composerez en mettant dans 25 litres d'eau 750 grammes de sel de soude. Quelques ménagères y ajoutent 120 gram. de savon. Telle est la dose pour le linge fin, comme celui de sacristie; pour le linge ordinaire de ménage, les proportions de soude et de savon devraient être un peu plus considérables.

Faites tiédir la lessive et versez-la dans la chaudière, puis disposez le linge préalablement trempé dans cette lessive, au sein du cuvier placé à la partie supérieure de cette chaudière, de façon que le plus gros soit au fond; à défaut de gros linge, il faudrait y mettre des torchons. Étendez le linge sans le plier, et serrez bien, ramenez par dessus l'enveloppe qui le sépare du cuvier et fermez bien le couvercle.

Allumez le feu et chauffez d'abord très doucement. La lessive ne doit pas entrer en ébullition avant une heure. La vapeur monte de la chaudière dans le cuvier, pénètre la masse du linge, descend et remonte sans qu'il soit besoin de faire autre chose que d'entretenir le feu. Si le linge n'est que légèrement souillé et que la quantité ne soit pas considérable, trois heures peuvent être suffisantes; dans le cas contraire, l'opération peut exiger sept ou huit heures. On éteint le feu, on retire le linge du cuvier, on le trempe dans l'eau froide et après un court lavage, il est d'une blancheur éblouissante.

Dans ces derniers temps, on a inventé des machines à laver et à tordre le linge. Ces machines peuvent rendre de grands services dans les communautés et dans tous les établissements dont le personnel est considérable, mais ne seraient point pratiques dans un presbytère.

On nous demande l'adresse de constructeurs. Nous indiquerons Shepherd, rue Caumartin 1. ainsi que Pierron et Dehatre, rue Doudeauville 19, Paris.

Le prix des machines à laver, suivant les divers systèmes, est de 110 à 350 francs. Un tordoir, monté en bois, se vend de 40 à 50 francs; monté en cuivre, au moins 850 francs.

Quant aux petites lessiveuses économiques elles sont très utiles dans un presbytère, pour le blanchissage de sacristie et de ménage. Le prix est assez peu élevé. Une buanderie contenant 5 kilog. de linge se vend 20 fr., port non compris; 10 kilog., 32 fr.; 15 kilog., 60 fr.; 30 kilog., 75 francs. Une instruction détaillée accompagne toujours l'envoi.

Un de nos honorables abonnés nous demande quelques notions générales sur le repassage du linge d'église. Comme ce linge est ordinairement assez fin, deux fers suffisent pour le repassage. On fera bien de les choisir épais, afin qu'ils conservent plus longtemps leur chaleur. Au moyen de ces fers, le repassage s'opère plus promptement et donne des résultats plus satisfaisants.

N'employez que du bleu d'excellente qualité. Le bleu liquide tache souvent le linge, ainsi que

le bleu en pierre. Le bleu connu sous le nom de bleu neuf est réputé le meilleur. On recommande de le mettre dans un petit sac de laine.

Pour toute la lingerie d'église, ne vous servez que d'amidon de blé et jamais d'amidon de riz. Celui-ci donne il est vrai plus de brillant et de transparence à certaines étoffes, mais il est cassant.

On prépare cet amidon de la manière suivante : Mettez sur le feu une casserole remplie d'eau très pure, ajoutez à cette eau un peu de cire vierge et si votre linge n'est pas suffisamment azuré, ajoutez un peu de bleu. Délayez l'amidon dans l'eau froide, et versez-le, sans cesser de remuer, dans l'eau de la casserole, lorsqu'elle commence à frémir; remuez jusqu'à ce que le frémissement se renouvelle et faites cuire le plus possible, deux heures si vous avez ce temps à votre disposition; passez enfin au travers d'un linge.

L'amidon doit être plus ou moins épais, suivant la nature des étoffes. Il sera bien épais pour le tulle et les tissus légers, très clair pour les percales et les autres tissus très serrés.

Amidonnez le linge la veille du repassage; à cet effet, frottez bien, afin que l'amidon s'étende également partout, tordez et faites sécher, quand le linge est bien sec, humectez-le ou même trempez-le dans l'eau et enveloppez-le d'un linge très propre.

Dans la crainte que le fer ne s'attache aux tissus, versez dans l'amidon quelques gouttes de vinaigre blanc, et si cet inconvénient se produit pendant le repassage, passez sur le fer chaud, un nouet de linge fin, renfermant un morceau de cire.

Maintenez les fers à une température convenable, ni trop chaude, ni trop froide. Trop chauds, ils brûlent les tissus, qui dans la lingerie d'église, sont ordinairement très délicats; trop froids, ils ne séchent pas l'étoffe et ne donnent point le brillant.

Conservez le linge blanchi dans un local sain; que les aubes, les surplis, les nappes d'autel soient toujours à l'abri de la poussière et ne reçoivent les soins que de mains très propres.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 1 martii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

ON DEMANDE *jeune homme* ou *veuf*, bon chrétien, pour le service d'un presbytère et d'une petite église des environs de Paris.

APPOINTEMENTS FIXES : 300 francs; logé, nourri, chauffé, éclairé, blanchi.

Casuel et revenant-bon de 300 à 400 francs.

S'adresser au bureau du journal *l'Ami du Clergé.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

En ce qui concerne le Turc, on annonce que, conformément à l'arrangement intervenu entre la Porte et ses créanciers, la commission chargée de gérer, à Constantinople, les intérêts de ces derniers, vient d'être nommée. La France est représentée par M. Aubaret, ministre plénipotentiaire en non-activité. La commission se réunira le 1^{er} mars à Constantinople, et on verra dans quelques mois ce que doit donner la nouvelle convention. En attendant, le 5 0/0 turc ne se relève pas, et nous le laissons à 11.25, en perte de 30 centimes sur la cote de samedi.

D'après les nouvelles de Madrid, il paraît qu'une entente s'est établie entre le ministre des finances, M. Camacho, et les délégués des porteurs anglais de la dette Extérieure, au sujet de la conversion de cette dette. L'intérêt annuel serait de 1.83 0/0, plus une commission comme compensation pour le change. A côté de cet arrangement, il y a lieu de noter que la ville de Madrid n'a encore payé qu'un à-compte insignifiant sur le coupon du 1^{er} janvier des obligations 1861 à 1868; les titres amortis restent en souffrance. Bel arrangement pour ceux qui pourraient être tentés d'apporter leurs fonds au nouvel emprunt espagnol!

* *

Stagnation sur les cours de la Banque de France, qui fait 5.160 au lieu de 5.165, ainsi que sur la généralité de nos grandes maisons financières. Toutes les transactions s'opérant au comptant, il n'y a plus de ces soubresauts que provoquait le marché à terme avant la crise. Reverrons-nous ce temps? On ne saurait rien affirmer; en tout cas, ce ne sera pas avant que la place ne soit entièrement déblayée de ses décomptes : ce qui, au train dont la chose est menée, peut prendre encore deux ou trois liquidations.

* *

Comme derniers renseignements, nous pouvons annoncer que M. Léon Say, ministre des finances, déposera mardi prochain, ou jeudi au plus tard, le projet de budget de 1883. Le *Journal des Débats*, qui est, comme on sait, l'organe officieux de Monsieur le ministre, analyse ce matin ce document dans un article dont on s'est beaucoup entretenu aujourd'hui à la Bourse. Il confirme les promesses faites par M. de Freycinet dans son programme du nouveau ministère; promesses qui, relativement à la partie économique, se résumaient dans cette triple affirmation : ni émission, ni conversion, ni rachat.

C'est-à-dire, ni rachat des chemins de fer par l'Etat, à cause des objections si nombreuses qu'il avait soulevées; ni conversion du 5 0/0, ce qui avait suscité tant de craintes dans le monde des porteurs de ce titre; ni émission de rentes nouvelles, ce qui coupe court aux critiques contre des appels si fréquents et laisse au public les disponibilités qu'il aurait pu y affecter.

En un mot, pendant deux ans, 1882 et 1883, *statu quo* économique bien décidé, et liberté absolue aux capitaux de s'employer comme on l'entendra.

* *

L'Epargne catholique ne fera pas fausse route. Un moment étourdie du coup qui a frappé l'Union générale, elle peut voir qu'il appert aujourd'hui de plus en plus que cette dernière a été victime d'une coalition, et c'est pourquoi elle saura maintenir hautement sa confiance aux valeurs catholiques.

On connaît notre insistance pour les actions de la *Société générale de librairie catholique*. Quelque bonnes que nous les estimions, jamais

certainement nous ne conseillerions à quelqu'un de mettre sur elles tous ses capitaux; non, car il est d'intérêt public et d'ordre patriotique de soutenir toute œuvre, toute entreprise locale ou nationale qui tend au bien commun. Mais qu'un capitaliste chrétien, qu'un bon catholique, qu'un homme qui se plaît à se décorer du titre de conservateur, parce que ce mot l'attache à tout ce qui est honnête et juste; que ce capitaliste, disons-nous, que ce chrétien, que ce conservateur pût regarder avec indifférence une valeur telle que les actions de la *Société générale de librairie catholique*, voilà ce que nous ne saurions comprendre.

Les actions de la *Société générale de librairie catholique* ne sont pas une valeur nouvelle, née d'hier; elles datent depuis 1876. Chaque année, depuis ces six ans écoulés, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, elles ont payé deux coupons semestriels de 12 fr. 50 minimum, soit à 500 francs, prix de leur émission, un revenu de 5 0/0.

Nos lecteurs savent bien, en outre, que la *Société générale de librairie catholique* en elle-même est une société sérieuse.

Le nom qu'elle a à sa tête est en honneur depuis vingt-cinq ans auprès du clergé et de l'Episcopat.

Elle n'a pas que des livres, que des clichés, que les propriétés littéraires des écrivains catholiques les plus marquants du jour : elle est propriétaire d'un superbe bâtiment d'une valeur de plusieurs millions, et qui frappe d'admiration et d'aise tous ceux qui le voient.

On connaît son but, qui a été résumé par ces mots dans le dernier discours du Président : *Pour Dieu et pour la France!*

A tous ces titres, et de quelque côté qu'on y regarde, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel, les actions de la *Société générale de librairie catholique* s'imposent d'autorité à l'Epargne; et comme nous venons de le dire, tout capitaliste chrétien, tout bon catholique, comme aussi celui qui s'honore tout simplement de professer les idées honnêtes et conservatrices, doit tenir à honneur d'en mettre quelque une dans son portefeuille.

Nous en parlons aujourd'hui un peu longuement pour annoncer que la souscription aux nouvelles actions de 500 fr. votée par l'assemblée du 10 janvier devient publique à partir du 1^{er} mars.

Les actionnaires n'ayant eu le privilège de souscrire qu'une seule action nouvelle pour deux anciennes, il est nécessairement resté un certain nombre d'actions disponibles, et ce sont elles que nous venons ici recommander chaleureusement.

Comme toujours, et dans le but de favoriser de son mieux ce placement parmi les catholiques et dans la petite Epargne, M. le directeur de la *Société générale de librairie catholique* se prêtera volontiers à toutes les combinaisons sollicitées par les souscripteurs.

Ainsi, on peut envoyer les 500 francs en valeurs ou en coupons d'autres sociétés. Les coupons sont acceptés pour leur valeur entière, et les valeurs vendues au cours du jour. Le surplus est renvoyé par mandats-poste ou employé suivant les instructions reçues.

Si l'on est embarrassé pour payer d'un seul coup les actions que l'on désire, on n'a qu'à demander les délais dont on a besoin.

Enfin, pour éviter aux souscripteurs tout dérangement, on fera, s'ils le préfèrent ainsi, toucher l'argent à leur domicile, absolument sans aucun frais, soit par le facteur de l'endroit, soit par un agent spécial qui en délivrera quittance sur un reçu officiel de la société.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.
1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTET, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o. 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres.* — *Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — **II^e VOLUME.** *Fin du Symbole.* — *Le Décalogue et les Sacrements.* 1 vol. de 501 pages. — **III^e VOLUME.** *Suite des Sacrements.* — *Prière.* — *Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — **IV^e VOLUME.** *Sujets de circonstance.* — *Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et viii-519-xlviii pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. *Années 1868-1869.* 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — **II^e SÉRIE.** 1 vol. in-12, de 362 pages. 3 fr. — **III^e SÉRIE.** *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — **IV^e SÉRIE.** *Les devoirs de l'Époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Épîtres et Évangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GUILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOY, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — **1^{er} volume :** Dieu, la Création et la Providence. — **2^e volume :** Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbati ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servatissimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLON, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un MOIS DE SAINT JOSEPH; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRICAUD, curé de Noeuc-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouvelle édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGH, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le Psautier de saint Joseph, la Dévotion des sept dimanches, un Nouveau Mois de mars des âmes pieuses, avec un grand nombre d'exemples inédits; le Culte perpétuel, la Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie, un Choix de prières, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in-32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'Institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou *saint Joseph et la France de notre époque*, par M. l'abbé B. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V. PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 10 :

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche de Carême. Les grands péchés contemporains : l'esprit d'indépendance. — **CONGRÉGATIONS ROMAINES :** Empêchement dirimant de parenté spirituelle provenant de la confirmation. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. :** Peut-on conserver, pour une paroisse, l'usage de chanter après midi les vêpres de saint Joseph, dont la fête s'y célèbre très solennellement à son incidence? Que devra-t-on faire pour cette solennité dans cette paroisse en 1883, saint Joseph tombant le lundi de la Semaine Sainte? En 1893, saint Joseph tombant le dimanche de la Passion? A quel jour sera renvoyé l'office de saint Joseph en 1883? — Peut-on commencer la messe de la nuit à Noël, avant minuit? — Pour gagner les indulgences des chapelets bénits par les PP. Croisiers, faut-il réciter le chapelet sans interruption? — Peut-on, pour une messe de mariage prendre la messe du jour, parce qu'elle comprend *Gloria* et *Credo*? — Que signifie le mot *absolute* dans cette rubrique : *Absolute dicit sequentem orationem : Non intres?* — A la fête de saint Etienne, patron du diocèse, peut-on dire la préface concédée pour tous les saints patrons? — D'où vient l'usage de voiler le saint Sacrement pendant la prédication? — Pour plusieurs secrètes, y a-t-il plusieurs conclusions? — Peut-on ne bénir l'eau pour l'aspersion que lorsque la précédente est épuisée, et non chaque dimanche? — Est-il vrai qu'on ne puisse porter les cendres aux malades à domicile? — A quel moment doit-on sonner l'*Angelus*? Faut-il, au son de la cloche, interrompre le repas pour réciter cette prière? — Faut-il, pour le scapulaire du Carmel et pour celui de l'Immaculée-Conception, l'inscription sur le registre? — Quelles doivent être les qualités et la présence des témoins du mariage? — Quelles sont les conditions requises pour la lecture de l'Écriture-Sainte en langue vulgaire? — Que signifie l'expression *corde contrito* dans les concessions d'indulgences. — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Le curé, soutenu du conseil municipal, peut-il empêcher le bureau de bienfaisance de placer un tronc dans l'église? — Les dons manuels aux fabriques sont-ils sujets aux droits de 90/100 plus le double décime? — La comptabilité d'une fabrique serait-elle en règle, si les mémoires n'avaient pas été rédigés sur papier timbré du 15 janvier 1880 au 15 septembre 1881? — La fabrique peut-elle se débarrasser d'un fermier qui la taquine et dont le bail a été souscrit non par lui, mais par sa femme, morte depuis? — Comment régulariser la situation de la religieuse titulaire d'une école libre qui a succédé sans déclaration nouvelle à la religieuse directrice précédente? — La fabrique peut-elle être contrainte par l'autorité diocésaine à solder à un ancien curé des dépenses remontant à une douzaine d'années, faite en dehors des formes légales. — **VARIÉTÉS :** Œuvres sacerdotales : I. Association des prêtres adorateurs; II. Œuvre de la messe réparatrice. — **COURRIER DE L'UTILE :** Culture de l'asperge.

REVUE LITTÉRAIRE.

« Etudier tout jusqu'à vingt ans, creuser un sujet jusqu'à trente, écrire jusqu'à quarante, corriger jusqu'à cinquante, publier jusqu'à soixante, puis méditer jusqu'à la fin, » est une sage maxime qui a beaucoup frappé mon esprit, quand j'avais vingt ans, et à laquelle je m'étais bien juré d'être fidèle quoi qu'il advint. Fiez-vous donc aux serments d'autrui, quand on tient si mal ceux qu'on se fait à soi-même! J'ai bientôt l'âge de publier; mais me voici offrant au lecteur un livre dont le titre seul prouve que je vais lui parler de tout; car tout est mis en question par nos contemporains.

« Que voulez-vous? Quand un homme est couvert de blessures, on les panse toutes en même temps. Eh bien! voilà mon excuse... »

« Le temps n'est plus aux belles phrases, il est aux fortes pensées; il n'est plus aux chansons du

cœur, il est aux cris désespérés de la conscience. Il s'agit d'arracher des agonisants à la mort. Après tout, l'éloquence n'est que dans les pensées, et le plus grand des bienfaits est celui qui sauve la vie... »

Je lis ce qui précède en tête d'un ouvrage qui aura plusieurs volumes, et dont le premier vient de paraître à la *Société générale de librairie catholique*.

Cet ouvrage a pour titre : **QUESTIONS CONTEMPORAINES**, et pour auteur un prêtre du clergé de Paris, renommé par la popularité de sa parole. Depuis cinq ans, une foule considérable vient entendre fidèlement les conférences qu'il prêche à Saint-Nicolas-des-Champs, église située rue Saint-Martin. Tout le monde sait quelle est la population de ce quartier : population ouvrière et commerçante, l'une des plus travaillées par les idées révolutionnaires, des plus absorbées par son labeur quotidien, ce qui équivaut à dire : insaisissable par la fibre religieuse.

Il n'en est pas moins vrai que l'auteur des **QUESTIONS CONTEMPORAINES**, M. l'abbé Brettes, a

réussi à l'attirer et à s'en faire écouter. Voici le portrait que trace de lui un de nos confrères parisiens :

« Jeune, de haute taille, incisif dans l'allure et dans la parole, le geste rapide et parfois rompu, ainsi se présente l'abbé Brettes. Le caractère sacerdotal de ses discours, prononcés quelquefois avec fougue, nous empêche d'écrire ici qu'il a plusieurs qualités du tribun; le mot a de nos jours quelque chose d'offensant, mieux vaut dire que l'abbé Brettes a les vertus de l'apôtre.

« Missionnaire des ouvriers, des patrons, des gens de négoce de la grande capitale, chaque fois que l'abbé Brettes aborde ce public prévenu, ombrageux et rebelle, il conquiert des âmes à la vérité catholique. »

Toujours fixé à son sujet, les *idées contemporaines*, comme le fut le P. Félix au mot *progrès*, comme l'est le R. P. Monsabré à *Jésus-Christ*, M. l'abbé Brettes traite cette année de la libre-pensée et de la vie sociale. Il a divisé ce double thème en six conférences auxquelles il donne pour titre : Principe fondamental de la vie sociale; — La Morale et l'Argent; — Rapports de l'Eglise et de l'Etat; — La Vie religieuse, modèle de la Vie Sociale; — Le Culte et les Arts dans la société; — L'avenir de la France.

Quant au volume qui vient de paraître, il a sa recommandation dans tout ce qui vient d'être dit, et nous n'en parlerons autrement qu'en nous bornant à transcrire la Table des matières :

PREMIÈRE CONFÉRENCE. — Dieu et l'âme humaine. — I. D'où viens-je? Et y a-t-il un Dieu? — II. Qui suis-je? Et y a-t-il une âme? — Où vais-je? Et y a-t-il une immortalité?

DEUXIÈME CONFÉRENCE. — Les miracles. — I. Le miracle est-il possible? — II. Y a-t-il des miracles?

TROISIÈME CONFÉRENCE. — L'Etat est-il possible sans prêtres? — I. Unité de principes. — II. Relations sociales. — III. Intérêts économiques.

QUATRIÈME CONFÉRENCE. — La morale civile. — I. La morale en général. — II La morale civile. — Conclusions.

CINQUIÈME CONFÉRENCE. — Le mariage civil. — I. Avant le mariage. Question de droit. — II. Pendant le mariage. Question de sentiment. — III. Après le mariage. Question de fait.

SIXIÈME CONFÉRENCE. — Les « privilèges » du clergé. — I. Le budget des cultes. — II. L'exemption du service militaire. — III. Le costume ecclésiastique.

1 beau volume in-12, de v-280 pages, titre rouge et noir. Prix : 2 fr.

Comme ouvrage de prédication, de direction et d'édification, nous recommanderons ensuite l'ouvrage suivant : *JÉSUS MODÈLE ou LA VIE PARFAITE tirée sur celle de Jésus-Christ*, par le P. François-Adam Leurin, de la compagnie de Jésus. — Nouvelle édition retouchée pour le style par l'abbé M.

Le P. Leurin est un auteur du dix-septième siècle, qui ne figure pas, à grand tort, sur la plupart des ouvrages biographiques. Il y méritait une place. Outre la *Vie Parfaite*, on lui doit une traduction française de saint Ambroise sur *la virginité et sur les vierges*. Ouvrages devenus fort rares, et qu'on ne trouve que dans les bibliothèques d'amateurs.

La traduction dont nous parlons ici a été faite « sur un bel in-quarto, supérieurement imprimé chez Robert Hubault, à Amiens, en 1643. Il porte l'approbation et la permission du R. P. Jacques Dinet, provincial de France, et l'approbation de deux docteurs de la faculté de théologie de Paris. »

Quel est le ton, quel est l'esprit de cet ouvrage?

Les mêmes, toutes restrictions observées, qui

caractérisent les livres de saint François de Sales, pour lequel le P. Leurin professait une dévotion toute spéciale, et qu'il s'efforçait d'imiter aussi bien dans ses écrits que dans ses vertus.

Lui-même nous le dit, en ce qui concerne la *Vie Parfaite*, dans une épître dédicatoire aux filles de saint François de Sales, aux religieuses de la Visitation : « Je suis redevable de ce livre à « votre père, le bienheureux François de Sales, « pour beaucoup de grâces qu'il m'a faites, en « particulier et en secret... Que si vous voulez « savoir, ajoute-t-il, quelle est cette Angélique, « persuadez-vous quelle est la sœur cadette de « Philothée. » Par cette gracieuse comparaison de son livre avec la *Vie Dévote* de saint François de Sales, le P. Leurin nous en donne la meilleure et la plus juste idée.

Comme ceux de saint François de Sales, l'ouvrage du P. Leurin se trouve écrit dans le style du temps. M. l'abbé M. l'a accommodé au style du jour, et après avoir cité, entr'autres, l'exemple de M. l'abbé Chaumont qui a procédé ainsi pour les Œuvres de saint François de Sales, voici comment il justifie cette retouche :

« Personne plus que nous n'apprécie les grâces et les charmes de ce vieux style du xvi^e et du xvii^e siècles, dont saint François de Sales est un modèle : si nous avions voulu offrir cet ouvrage aux amateurs et aux érudits, nous nous serions bien gardé d'y faire aucun changement.

« Mais, tout autre est notre but : Nous voulons donner ce livre aux âmes simples et pieuses, aux religieuses surtout, dont le nombre et la variété sont une des bénédictions du ciel sur notre pays, nous voudrions qu'il pût servir à leur lecture faite souvent en commun. Or, pour cela, il fallait que rien ne vint déconcerter leur piété et leur simplicité : nous avons dû, par conséquent, remplacer les mots vieillis, les tournures surannées, et quelquefois des expressions trop naïves et trop crues; nous n'avons rien changé, non-seulement à la substance et à la forme de l'ouvrage, mais surtout à l'fonction et à la piété qui y respirent. »

Ayant voulu toucher le moins possible à l'œuvre du P. Leurin, de peur de la déflorer et de lui enlever sa saveur, M. l'abbé M*** ajoute :

« Nous avons même conservé certaines histoires naïves, qui pourraient paraître puériles et peu dignes de notre époque, mais ce n'est pas non plus à ces personnes que scandalise la simplicité de l'Evangile, de la Vie des saints, que ce livre est destiné. Nous n'avons pas davantage sacrifié les citations profanes, très fréquentes dans cet ouvrage; mais d'abord c'est un cachet des auteurs de l'époque, qui aimaient, suivant une de leurs expressions, à dépouiller les Egyptiens au profit des Hébreux, et ces emprunts sont presque toujours aussi justes que gracieux et spirituels. »

En résumé, le livre de M. l'abbé M***, sauf l'appropriation du style à l'époque présente, est absolument l'œuvre du P. Leurin, « un des plus intelligents imitateurs de saint François de Sales, un de ses fils aînés et des plus ressemblants. »

Quoique adressée aux religieuses de la Visitation, la *Vie parfaite* ne sera pas sans agrément ni profit pour les personnes chrétiennes qui vivent dans le monde. Le P. Leurin a eu soin de l'indiquer expressément dans ces mots : « Sous le nom l'Angélique, c'est à vous que je parle : car il me semble que ce livre a quelque rapport avec votre esprit, et que la qualité d'angélique est le nom propre de tous les cœurs qui servent Dieu et celui de votre âme si elle est aussi belle que je le désire. »

L'ouvrage du P. Leurin, *S. J.*, la *VIE PARFAITE*, publiée par M. l'abbé M***, est un beau et fort volume in-12 de vii-560 pages. — Prix : 4 francs.

PRÉDICATION.

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE DE CARÈME :
LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS
(L'ESPRIT D'INDÉPENDANCE)

Confregisti jugum meum, rupisti
vincula mea, et dixisti : Non ser-
viam. (Jer., II, 20.)

C'est à nous, comme aux anciens hébreux, que ce reproche s'adresse, et le défaut d'obéissance est encore un des grands péchés contemporains. Toutes les générations humaines l'ont commis, je le sais ; il entre mieux que certains autres dans ce patrimoine de défauts qu'elles se sont transmis. Issues d'un père et d'une mère maudits pour leur révolte, elles ont toutes plus ou moins hérité d'un penchant prononcé à la désobéissance. Mais, il faut l'avouer, ce penchant ne s'est peut-être jamais donné un aussi libre cours qu'au siècle présent. Il s'est érigé en système ; et ceux qui l'enseignent lui donnent les apparences d'une doctrine logique fondée sur des principes et déduisant des conséquences. Il a pénétré la société jusqu'aux moelles : est-il une autorité, soit dans l'Etat, soit dans l'atelier, soit dans la famille elle-même, qui n'ait eu à subir ses atteintes ? Enfin, il est entré, plus qu'à aucune époque, dans le domaine des faits. Ce n'a plus été assez pour lui de former des vœux, ou d'inspirer des livres ou des discours ; il en est venu aux actes et avec une telle vigueur que rien n'a tenu debout devant lui. Il a fait la révolution partout ; on ne trouverait pas un ordre de choses où, par le fait de ses efforts, la désobéissance ne soit devenue populaire. Nous semblons arrivés à ce temps qu'annonçait Isaïe, lorsqu'il disait : « Le peuple se soulèvera, et chacun contre ses proches : l'enfant contre le vieillard, le moins grand contre le plus grand ; *irruet populus... unusquisque ad proximum suum... puer contra senem, ignobilis contra nobilem.* (Is., III, 5.) — Il faut porter aujourd'hui notre attention sur un tel état de choses, nous bien rendre compte et de l'offense qu'il fait à Dieu, et des maux qu'il attire sur nous. Pour cela, nous considérerons d'une part, ce qu'il contient de malice, et, d'autre part, à quels châtements il nous expose.

I

Si nous donnons à l'esprit d'indépendance qui soulève aujourd'hui les inférieurs contre les supérieurs un rang parmi les fautes les plus graves de l'ère présente, ce n'est point par une exagération affectée, comme si nous prenions plaisir à charger la responsabilité de nos contemporains ; c'est par l'effet d'une conviction profonde et raisonnée. Considérez les choses au point de vue chrétien, et prononcez vous-mêmes.

En premier lieu, l'esprit de révolte va directement contre les enseignements de la foi. Il méconnaît le caractère divin de l'autorité, que celle-

ci nous révèle. Si nous en croyons les Livres saints, il n'est pas sur terre de puissance qui ne tire son origine du ciel. Non-seulement l'autorité spirituelle, celle qui institue les pasteurs des Églises et donne le droit de gouverner les âmes ; mais toute autre aussi bien qu'elle, vient de la divinité. Écoutons l'apôtre saint Paul : « Toute puissance, dit-il, est issue de Dieu. Il n'en existe aucune qui ne soit établie de Dieu. Se révolter contre elle, c'est se révolter contre l'autorité divine, » *Non est potestas, nisi a Deo...* (Rom., XIII, 1, 2.) Et ailleurs le même Apôtre, s'adressant aux inférieurs, les avertit d'obéir, non-seulement à leurs pasteurs, mais à leurs supérieurs temporels, comme à J.-C : *Obedite dominis vestris carnalibus... sicut Christo* (Eph., VI, 5). Ainsi donc, il n'est pas possible d'en douter, l'autorité, même dans l'ordre des choses profanes, vient de Dieu, et par le fait de cette origine, n'est point profane, mais sacrée. C'est Dieu qui, accordant aux parents la gloire de la paternité, leur donne le droit de commander à l'enfant ; celui-ci ne pourra pas désobéir à son père, à sa mère, sans désobéir à Dieu ; et quels que soient plus tard son âge, son rang, sa fortune, il lui faudra toujours courber la tête devant ceux dont le Créateur s'est servi pour lui donner l'existence. — C'est Dieu qui préside aux événements par lesquels celui-ci devient maître et celui-là serviteur. Il sanctionne le contrat où cette supériorité et cette sujétion s'établissent ; et, à dater de ce moment, chaque fois que le maître commandera, dans les limites fixées par la justice et par les conventions réciproques, le serviteur devra se soumettre à ses ordres comme à ceux de Dieu. — C'est Dieu qui confère aux chefs de l'Etat leur dignité et leur puissance. Les sujets peuvent bien, quand les institutions du pays les y appellent, choisir et désigner leurs chefs. Mais comment la souveraineté prendrait-elle naissance de la dépendance ? comment des hommes dépourvus d'autorité pourraient-ils donner l'autorité ? Ils ne font qu'indiquer les personnes, proposer pour ainsi dire, leurs candidats à l'investiture divine, qui seule donne effectivement la puissance. Et voilà pourquoi Dieu s'offense de la rébellion contre les dépositaires de l'autorité civile. Leur désobéir, c'est s'insurger, non-seulement contre une institution humaine, mais contre une disposition divine.

Or, l'esprit d'insubordination méconnaît, de la façon la plus absolue, ce caractère sacré que toute autorité tient de sa céleste origine. Prêtez l'oreille à ses discours : ils sont la négation même des enseignements catholiques. L'autorité, disent-ils, résulte de la seule volonté des hommes qui élèvent quelqu'un au-dessus d'eux et se soumettent à lui. Et ils ajoutent que chacun est libre de retirer la supériorité dont il a investi ses élus : ce qui légitime toutes les révoltes. Aussi, là où l'Apôtre affirme l'existence d'une intervention divine, cet esprit mauvais ne voit qu'une convention humaine ; et là où l'Apôtre flétrit un crime contre

Dieu, il exalte la revendication d'une liberté, dont personne à son sens, ne peut se dessaisir. Il y a dans ce langage, vous l'accorderez, une négation formelle de ce que la Révélation enseigne. Le péché contemporain, dont nous parlons, contient donc, avant tout, un péché d'hérésie.

En second lieu, ce péché va directement contre les exemples de N.-S., et, par là, contre l'esprit essentiel du christianisme.

On se demande souvent — et quel chrétien réfléchi ne s'est posé cette question ? — pourquoi Dieu, libre de pardonner le péché, sans qu'il fût expié par une satisfaction divine, a voulu une incarnation de son Verbe et une rédemption sanglante ; pourquoi aussi cette incarnation et cette rédemption décrétées, N.-S., dont une seule larme suffisait à payer toutes nos dettes, a voulu se soumettre à une vie et à une mort pleines d'humiliations et de souffrances ? Ce mystère comporte plusieurs explications ; mais il en est une sur laquelle l'Écriture insiste d'une façon particulière : C'EST QUE DIEU VOULAIT NOUS ENSEIGNER L'OBEISSANCE. Pour enseigner une vertu, n'est-il pas vrai, il faut l'avoir apprise. Or, Dieu connaît par lui-même toutes celles dont ses attributs lui donnent la science parfaite et la parfaite pratique. Ainsi, est-il par nature infiniment bon, infiniment juste, infiniment saint, et capable, sans se faire homme, de nous enseigner à devenir nous-mêmes bons, justes et saints. Mais, demandez-lui un exemple d'obéissance ? Comment le donnerait-il, lui qui n'a point de maître, s'il ne commençait par en prendre un ! Eh bien, il tenait tellement à nous donner cet exemple, à devenir notre modèle sous ce rapport, comme il l'était sous tous les autres, que pour cela, il s'est donné des maîtres en se faisant homme. Dans cette nouvelle nature, « il a pris l'obéissance, » dit S. Paul, *didicit obedientiam*. (Heb., v, 8.) On l'a vu pratiquer la sujétion sous toutes les formes : celle des enfants envers les parents, celle des citoyens envers les princes, celle des fidèles envers les prêtres, celle des accusés envers les juges, celle même des condamnés envers leurs bourreaux. Tout ce que l'obéissance lui a demandé, il le lui a donné, sans excepter son propre sang, *factus obediens usque ad mortem* (Philip. II, 8). Oh ! qu'il a donc bien appris cette vertu, et comme il peut nous en offrir de savantes leçons ! Comme ses exemples devraient nous la faire aimer ! Sous les charmes dont ils la revêtent, tout ce qu'elle a de pénible disparaît. Mais, si ces exemples divins ne nous inspirent point encore l'amour de l'obéissance, qu'il nous donnent du moins le courage de nous résigner à ses lois. Une vertu à laquelle J.-C. s'attache avec une prédilection si marquée passera-t-elle jamais parmi ses disciples pour une vertu d'importance secondaire ? Ne faudrait-il pas voir en elle une prescription essentielle, une loi rigoureuse, et la marque distinctive du véritable christianisme ?

Voilà encore ce que notre siècle méconnaît. La leçon de docilité que N.-S. lui donne, il la mé-

prise ; les beautés que cette vertu emprunte à son amour pour elle, à sa constante pratique, à son immolation, ne l'empêchent point de l'avoir en dégoût. Et ainsi, il ajoute au péché d'hérésie et à l'aveuglement de l'esprit, un péché d'insensibilité et de l'endurcissement du cœur.

Vous ne serez pas étonnés, après cela, si je parle de la colère de Dieu, et si je dis que l'esprit de révolte dans lequel nous vivons nous expose à des châtiments effroyables. C'est ce que vous allez entendre dans la seconde partie.

II

L'obéissance conduit toujours à la gloire et à la prospérité. D'abord, la nature des choses est ainsi faite que, par son propre cours, elle aboutit à ce résultat. Partout où l'autorité est obéie, l'ordre est assuré, la discipline observée, le rôle de chacun est exactement rempli ; et ce sont là des éléments presque infaillibles de succès. De plus, Dieu a fait à l'obéissance des promesses spéciales. La Providence dispose les événements, l'Écriture l'atteste, de manière à lui donner la victoire, *vir obediens loquetur victorias*. (Prov., xxi, 28.) Ces promesses, conçues en des termes qui n'excluent aucun ordre de choses, s'étend effectivement à tout ; et c'est un fait d'expérience que la victoire vient providentiellement récompenser l'obéissance, non-seulement pour l'armée aux prises avec l'ennemi, mais pour l'âme engagée dans les tentations et les épreuves, mais pour la famille en train de faire fortune, mais pour la société elle-même.

L'esprit d'insubordination éloigne de ceux qu'il anime, ce double élément de prospérité, et lui substitue un double élément de ruine.

Son premier châtiment résulte de la nature des choses. De même que l'ordre, suivant une expression de Bossuet, est « la vie de l'univers » ; ainsi, le désordre en est la mort. Est-ce que rien peut vivre dans le désordre ? Du jour où, par exemple, il romprait l'harmonie des éléments et pousserait les astres hors de leurs orbites, le monde retomberait certainement dans le chaos. Il n'en va pas autrement, sachez-le bien, des familles et des sociétés. L'enfant qui désobéit à son père, le citoyen qui se révolte contre ses chefs, pareils à des éléments déchainés, à des autres égarés, sortent de leur place et de leur rôle. Dès lors, la paix et la prospérité du foyer ou de l'État sont mis en danger. Ce jeune homme, avec sa folle inexpérience qui ne veut écouter aucun conseil, désolera la vieillesse de son père et dissipera sa fortune. Cette jeune fille, avec sa légèreté qui n'accepte aucun frein, finira par couvrir de honte le nom qu'elle porte, dont la gloire était si chère à ses ancêtres.

Qu'un pareil esprit d'indépendance se glisse dans une armée ou se généralise parmi les citoyens d'une nation : il conduira fatalement celle-là à la défaite et celle-ci à d'effroyables catastrophes.

Ce qui rend ces conséquences si assurément certaines, ce n'est pas seulement la force des choses, ce sont les menaces de Dieu. Dieu a promis sa malediction contre ceux qui se révoltent contre l'autorité légitime, *qui resistunt ipsi sibi damnationem acquirunt*. (Rom., xii, 2.) Comme il récompense la docilité par la victoire; aussi bien, et c'est un juste retour, il châtie la rébellion par l'asservissement. Avez-vous remarqué comment l'enfant prodigue, coupable de révolte contre son père, se vit obligé, quelque temps après, de prendre le joug d'un maître dur et sans pitié? Il n'avait pas voulu obéir comme fils, il lui fallut obéir comme mercenaire. Or, l'histoire en fait foi, la Providence conduit les événements dans le sens de cette parabole. Les révolutions ont toujours fini par produire non pas la liberté mais l'esclavage, non pas un régime doux et facile mais le despotisme. Pourquoi nous élever si haut? L'histoire des familles et des individus est toute pleine de semblables exemples. Il n'est pas d'homme si indépendant qui, tôt ou tard n'ait rencontré son maître, dont le joug lui a fait expier ses indocilités d'autrefois. Celui-ci est allé finir ses jours dans les cachots du bagne; celui-là, réduit à la misère, s'est vu contraint pour vivre de se mettre au service; quand il s'agissait d'un fils révolté contre son père, le châtement était plus cruel encore. Les bourreaux que le ciel lui envoyait étaient souvent ses propres enfants, enfants plus méchants et plus rebelles qu'il n'avait été lui-même. Chacun sait l'aventure de ce vieillard que son fils traînait un jour par les cheveux. « Arrête! » lui criait-il, à un certain endroit; « je n'ai pas traîné mon père plus loin! » Et le jeune homme n'arrêtait point....

Un jour le Seigneur offrait à Salomon le choix entre toutes les grâces; celui-ci fit cette demande: « Accordez-moi seulement un cœur docile! » *dabis servo tuo cor docile*. (III Reg., iii, 9.) Dieu fut si charmé de sa prière qu'il lui donna par surcroît une gloire et une opulence qui tenaient du prodige. Faisons ensemble aujourd'hui la même prière. Demandons avant tout UN CŒUR DOCILE!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

Sacrée Congrégation du Concile

10 septembre 1881.

EMPÊCHEMENT DIRIMANT DE PARENTÉ SPIRITUELLE
PROVENANT DE LA CONFIRMATION

L'enseignement commun des théologiens est que les parrains, contractent avec le baptisé, ou le con-

firmé un empêchement dirimant, lors même qu'ils ne se seraient pas présentés par eux-mêmes à la cérémonie, mais se seraient fait remplacer par un délégué. « Dum quis per procuratorem levat infantem, ipse procurator non contrahit cognationem.... Ipse autem patrinus designatus verisimilius contrahit quia ipse vere ut designatus officium susceptoris exercet et suscipit quamvis per alium ¹. » Ainsi s'exprime Billuart. C'est aussi le sentiment de M. Heiss ², dans son traité de *matrimonio*. Il y a cependant quelques contradicteurs, qui prétendent que, dans ce cas, ni le mandant, ni le mandataire ne contractent l'empêchement dirimant.

La S. Congrégation du Concile a été appelée à se prononcer naguères entre ces deux opinions. Nicolas P. avait promis à Anne C. d'être le parrain de son enfant à la confirmation. Comme il ne pouvait se trouver, au jour dit, pour assister à la cérémonie, il chargea quelqu'un de le remplacer par procuration; dans les registres de la paroisse, il fut inscrit comme parrain de l'enfant.

Anne étant devenue veuve, il contracta avec elle devant l'Eglise un mariage secret, dont il se repentit bientôt. Il s'adressa alors à l'Ordinaire pour en obtenir la déclaration de nullité, à cause de l'empêchement dirimant d'affinité spirituelle qui existait entre lui et Anne.

L'évêque, après un jugement en forme, se prononça pour la nullité. L'affaire fut portée devant la S. Congrégation du Concile par le défenseur du lien conjugal. La principale raison alléguée en faveur de la validité du sacrement, fut l'opinion de certains auteurs qui nient l'empêchement dirimant dans le cas d'une procuration. Malgré cela, par deux fois, la S. Congrégation se prononça pour la validité de la sentence épiscopale qui annulait le mariage.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Un curé arrivant dans sa paroisse y trouve l'usage constamment suivi par tous ses prédécesseurs de célébrer très solennellement au jour de l'incidence la fête de S. Joseph, avec grand'messe, prédication et vêpres dans l'après-midi. Il se demande s'il peut continuer à suivre cet usage quant à l'office des vêpres, attendu que les règles de la liturgie veulent qu'en semaine, pendant le carême, les vêpres soient chantées au chœur *antè comestione*. Et dans le cas où vous croiriez devoir répondre qu'on doit consulter l'autorité diocésaine, je me permets de vous demander ce que vous répondriez à un évêque qui vous

qui se publie par fascicules grand in-4^o d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ Billuart, *De Matrimonio*, édition Palmé, tom. VII, p. 487.

² P. 146.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle

demanderait ce qu'il doit répondre, spécialement dans le cas où le retour à la règle liturgique devrait soulever un grand murmure dans la population.

Certes, le cas ne se présentera pas cette année, puisque S. Joseph tombera au 4^e dimanche de Carême, mais il n'en est pas moins bon d'être fixé sur ce point qui est du reste aujourd'hui dans le plus grand nombre des diocèses de France d'une application usuelle, car on se demande s'il faut le jour de l'adoration perpétuelle pendant le Carême chanter vêpres l'après-midi.

2^e Autre difficulté pour l'année 1883. Le 19 mars tombera au lundi de la semaine sainte. Que faudra-t-il faire ce jour-là dans la susdite paroisse, car les paroissiens ne voudront pas renvoyer à plus tard la fête si sympathique de saint Joseph. Faudra-t-il chanter la grand-messe et les vêpres de l'office courant, ou bien, comme votives *propter concursus populi*, de saint Joseph et en ce cas en chanter les 1^{res} vêpres le dimanche des Rameaux?

3^e Il arrivera en 1893 que saint Joseph tombera au dimanche de la Passion. Si on ne peut faire consentir les paroissiens à attendre au lendemain faudra-t-il suivre la méthode que vous indiquerez pour le lundi de la semaine sainte?

4^e Le cas de 1883 qui se représentera en 1894, offre une autre difficulté. A quel jour faudra-t-il renvoyer l'office de saint Joseph qu'il y aura lieu de transférer avec celui de l'Annonciation. Devra-t-on placer saint Joseph au lundi de Quasimodo et l'Annonciation au mardi, attendu que saint Joseph est de 1^{re} classe, et l'Annonciation de 2^e, et dans tous les cas que la fête de saint Joseph est principale et celle de l'Annonciation secondaire? C'est un privilège pour l'Annonciation qu'en cas de translation le lundi de Quasimodo est son jour propre, quelque fête qui tombe ce jour-là, de rite égal ou inférieur. Ce privilège peut-il s'étendre à la fête de S. Joseph?

R. — Ad I. Vous devez suivre l'usage de votre paroisse, chanter les vêpres après midi puisqu'il y aurait grand inconvénient à les célébrer avant midi. De plus, lors même qu'il n'y aurait aucun inconvénient à les célébrer avant midi, vous pourriez encore les célébrer après midi, parce que la rubrique qui exige en Carême la célébration des vêpres avant midi, n'est obligatoire qu'à l'office de chœur.

Et notre réponse vaut également pour le cas de l'Adoration perpétuelle.

Ad II. En 1883 vous ne pourrez pas célébrer la messe de saint Joseph le lundi de la semaine sainte. La raison que vous alléguiez pour le faire n'est pas valable. Le concours de peuple n'est pas un motif suffisant pour célébrer une messe votive dans la semaine sainte. Les messes votives même solennelles sont prohibées : « In duplicibus 1^æ classis, feriis cinerum et *majoris hebdomadæ*, vigiliis Pentecotes et Nativitatis Domini. » (S. R. C. 27 mars 1779, n. 4393 ad 20).

Vous m'objecterez peut-être le titre vi des rubriques générales du missel : *De translatione festorum*. D'après cette rubrique, dans les églises où arrive la fête du titulaire, ou bien encore un concours de peuple pour célébrer une fête qui doit être transférée, on peut chanter deux messes, l'une du jour, l'autre de la fête; et s'il n'y a qu'un seul prêtre, il peut dire la messe de la fête, à raison du concours, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 3 septembre 1746, n. 4183 ad 1. Cela est vrai, mais il y a des exceptions à cette faveur, et justement la semaine

sainte est comptée parmi les exceptions : « excepta Dominica prima Adventus, feria quarta cinerum, Dominica prima Quadragesimæ, Dominica Palmarum *cum tota hebdomada majori* etc. » (Rubricæ generales; vi. De translatione festorum).

Par conséquent en 1883 vous ne pourrez pas chanter la messe de saint Joseph le lundi de la semaine sainte, ni l'office de ce saint.

Vous invoquerez sans doute la coutume contre notre décision. Mais cette coutume ne nous semble pas louable; car elle va contre l'esprit de l'Eglise. Que veut l'Eglise en ce temps? Attirer les esprits et les cœurs vers les grands mystères de la semaine sainte, et les remplir de sentiments de sainte tristesse au souvenir de la passion du divin Sauveur. Or, la célébration de la fête de saint Joseph aurait précisément pour effet d'attirer l'attention des fidèles et de les exciter à la joie. Voilà pourquoi nous n'admettons pas la célébration de la fête de saint Joseph le lundi de la semaine sainte.

Ad III. En 1893, vous ne pourrez pas non plus célébrer la fête de saint Joseph le dimanche de la Passion, parce que ce dimanche, qui est de première classe, exclut toutes les fêtes occurrentes, même de première classe. La fête de saint Joseph devra être transférée au lendemain; mais vous pourrez et vous devrez chanter les 1^{res} vêpres de ce grand saint, avec mémoire du dimanche de la Passion.

Ad IV. En 1883 comme en 1894 on devra replacer l'Annonciation le lundi de Quasimodo et transférer plus loin la fête de saint Joseph, parce que les décrets qui règlent ce point sont absolus; l'Annonciation l'emporte sur toute fête transférée, même de 1^{re} classe: et c'est le cas de 1883.

Q. — Y a-t-il quelque règle liturgique ou quelque coutume qui autorise le prêtre à commencer la nuit de Noël la messe quelques instants avant minuit, de manière qu'à cette heure-là on soit arrivé à l'élévation? Cet usage s'il existe est-il bien répandu?

R. — Il n'y a aucune règle liturgique qui autorise le prêtre à commencer la messe de Noël avant minuit. Au contraire le Missel porte : « Dicitur post mediam noctem. » Or le mot *dicitur* signifie évidemment qu'elle ne doit commencer qu'après minuit. Et le Bréviaire exprime la même idée : « ... Celebratur prima Missa post mediam noctem. »

Mais en certains diocèses la coutume est de commencer la messe un peu avant minuit, de manière que la consécration ne se fasse qu'après minuit. Cette coutume est-elle bien répandue? Nous savons qu'elle existe en bon nombre de diocèses de France. Est-elle légitime? Nous ne le pensons pas, parce qu'elle a été abrogée par une bulle de saint Pie V en date du 29 mars 1566. De plus, cette même bulle proscrivait à l'avance toute pratique contraire qui tenterait de s'introduire. Enfin 4 ans plus tard, en 1570, le Missel publié par ce saint Pontife contenait la rubrique que nous venons de citer.

Q. — 1^o Serait-il vrai, comme on vient de me le dire, (moi je ne le pense pas), que pour gagner les indulgences attachées aux chapelets bénits par les PP. Croisiers, il faille réciter le chapelet sans interruption, et cela d'après une décision récente du S. Pontife (1830 ou 1831).

2^o Quand le rite de l'office du jour permet de chanter une messe d'épousailles, est-il permis de chanter la messe du jour parce qu'il y aurait, par exemple, *Gloria* et *Credo* et d'y joindre les oraisons de la messe *pro sponsis*? Il me semble que c'est contraire à l'esprit de l'Eglise.

R. — Ad I. Il n'est pas nécessaire, pour gagner les indulgences attachées au chapelet des PP. Croisiers, de dire ce chapelet sans interruption. Nous croyons qu'aucune décision contraire n'a été publiée en 1830 et 1831; autrement, nous la connaîtrions.

Ad II. Lorsqu'on peut dire la messe votive pour les époux, on doit la dire, car le Rituel romain est formel : « His expletis si benedicendæ sint nuptiæ, parochus missam pro sponso et sponsa, ut in Missali romano celebret... » Cette rubrique a été confirmée en 1853 par un décret de la Sacrée Congrégation des rites sur la demande de Mgr l'évêque de Limbourg. Voici ce décret : « Juxta decretum urbis et orbis latum die 20 decembris 1783, Missa in nuptiis semper debet esse votiva pro sponso et sponsa ut in Missali, præterquam in festis de præcepto et duplicibus primæ et secundæ classis, in quibus Missæ occurrenti addenda est Commemoratio pro sponso et sponsa... » (S. R. C., 23 juillet, n. 5190 ad 1.)

Ainsi donc il est contraire à la rubrique de prendre la messe du jour lorsqu'on peut dire la messe votive. Cela est contraire aussi à l'esprit de l'Eglise, qui n'a pas fait de cette messe une messe votive solennelle, mais une messe votive privée, sans *Gloria*, sans *Credo*, et avec trois oraisons.

Q. — Est-ce que l'expression « *Absolute dicit sequentem orationem* » pour la prière : *Non intres in judicium*, etc., avant le *Libera me*, veut signifier qu'il faille absolument dire cette prière sans qu'on doive la chanter ou bien seulement qu'on ne doive pas l'omettre et que par suite on puisse la chanter?

R. — Ce mot *absolute* signifie que l'oraison *Non intres* n'est pas précédée comme à l'ordinaire du mot *Oremus* ni d'aucun verset, mais que l'on commence absolument par *Non intres*. C'est en ce sens que les rubriques emploient ordinairement ce mot. Ainsi, à l'office des défunts : « Ad vespervas, *absolute* incipitur ad Ant. *Placebo Domino*. » A Prime : « Et *absolute* sine *Oremus* oratio *Sancta Maria et omnes sancti*... » A Laudes : « Ad Laudes, dicto hymno *Te Deum*, vel ultimo Responsorio, hebdomadarius *absolute* dicit : *Deus in adjutorium*... » Enfin, à l'action de grâce après le repas : « Postea sacerdos *absolute* dicat : *Agnus tibi gratias* etc. »

Par conséquent l'interprétation donnée par notre honorable correspondant n'est pas fondée. Les mots *absolute dicit* ne signifient pas que cette oraison ne peut pas être omise, ni qu'elle ne peut pas être chantée, mais simplement qu'on

commence l'oraison par *Non intres* sans la faire précéder de quoi que ce soit.

Q. — Notre Ordo indique pour la fête de S. Etienne, patron de notre diocèse, la préface de tous les saints qui par privilège se dit à toutes les fêtes patronales. Il s'appuie sur un décret du 16 février 1781. Or, n'est-ce pas contraire à la rubrique de l'Octave de Noël? Voudriez-vous citer ce décret?

R. — Notre honorable correspondant eût bien fait de nous indiquer le n. du décret. Mais nous présumons qu'il s'agit du suivant, lequel se rapporte en effet à la question proposée :

« An rubrica posita in Missa S. Joannis Apostoli, assignans Præfationem de Nativitate, accipienda sit generaliter, ita ut talis Præfatio debeat dici in omnibus missis festivis occurrentibus infra Octavam Nativitatis, etiam habentibus Præfationem propriam; seu potius dicta rubrica sit exceptio Rubricæ generalis ita ut in sola Missa S. Joannis Apostoli debeat dici Præfatio Nativitatis, non vero in aliis Missis sive festivis sive votivis propriam Præfationem habentibus? »

La Sacrée Congrégation des rites répondit :

« Negative ad primam partem; affirmative ad secundam. » (S. R. C. 4401 ad III.)

Par conséquent l'Ordo de votre diocèse a raison.

Q. — 1^o Quand le Saint-Sacrement est exposé on est dans l'usage de mettre devant lui un voile pendant la prédication, d'où vient cet usage? Ne serait-il pas mieux que le prêtre parlât à la face de son Maître?

2^o Quand il y a plusieurs secrètes, n'y a-t-il qu'une seule conclusion?

3^o Faut-il faire l'eau bénite chaque fois qu'a lieu l'aspersion? Il en est qui la font chaque dimanche, les uns à l'autel, d'autres à la sacristie. Fondé sur un ancien usage que l'Ordinaire n'a pas condamné, je ne la fais que lorsque j'en ai besoin et à la sacristie.

Il y a quelques années la question a été posée dans les conférences du diocèse. La pratique n'a pas été modifiée.

Dans le canton, M. le confesseur après une savante discussion a conclu pratiquement en faveur de sa méthode qui est la même que la mienne. L'Ordinaire n'a pas fait d'observation.

En donnant votre avis sur ce point dans l'*Ami du clergé* vous rendrez un grand service.

R. — Ad I. Cet usage a été inspiré par le sentiment de la vénération due au très saint Sacrement. Pendant la prédication, l'attention est détournée de la très sainte Eucharistie pour se porter vers le prédicateur; il semble donc convenable de voiler le saint Sacrement, parce que l'adoration cesse en ce moment.

Si la prédication avait pour objet spécial le très saint Sacrement, et surtout les hommages qui lui sont dus, il semble que l'on pourrait et que peut-être on ferait bien de laisser l'ostensoir à découvert, parce qu'une telle instruction ne détournerait pas les fidèles de l'adoration, mais au contraire les y exciterait; d'autant plus que les rubriques ne font pas une loi formelle de voiler l'ostensoir pendant la prédication. Rappelons aussi qu'il ne convient pas de prêcher longuement devant le saint Sacrement exposé.

AD II. On suit pour la conclusion des secrètes les mêmes règles que pour la collecte. Lorsqu'il y a plusieurs collectes, ordinairement il y a plusieurs conclusions.

AD III. Votre méthode, bien qu'appuyée de celle de votre conférencier, et bien qu'elle ne soit pas condamnée, dites-vous, par Mgr l'évêque, ne peut pas être suivie; car elle est contraire aux rubriques du Missel, du Rituel et du Cérémonial des évêques.

Et d'abord le Missel dit d'une manière absolue que l'eau se bénit le dimanche : « Die dominica, in sacristia preparato sale et aqua benedicenda, sacerdos celebraturus Missam, vel alius ad id deputatus, Alba vel Superpelliceo indutus cum Stola circa collum, primo dicit... »

Le Rituel n'est pas moins absolu : « Diebus Dominicis et quandocumque opus fuerit, sacerdos... primo dicit... »

Le Cérémonial des évêques exige également qu'on bénisse l'eau au moins chaque semaine : « Aqua benedicta singulis saltem hebdomadis renovetur... »

Vous voyez que votre pratique est entièrement opposée aux lois de l'Eglise. Il faut l'abandonner.

Vous m'objecterez sans doute que votre usage est ancien, et par conséquent peut être conservé. Nous répondons : Il ne suffit pas qu'un usage soit ancien pour être conservé. Il faut encore qu'il soit louable. Or le vôtre ne l'est pas. En ne renouvelant pas fréquemment l'eau bénite, vous l'exposez à la corruption, ce qui est indécemment et illicite. De plus, par cette bénédiction de l'eau, la sainte Eglise a en vue de renouveler, chaque dimanche, la mémoire du sacrement de baptême. En vous abstenant de cette bénédiction vous allez donc contre la pensée de l'Eglise.

Q. — D'après l'usage suivi à O..., le mercredi des Cendres, le célébrant, la messe terminée, revêtu du surplis et de l'étole violette, se rend dans les maisons des malades et des infirmes, pour leur imposer les cendres.

Il me semble que j'ai vu quelque part que cette coutume avait été interdite; je trouve dans Guillois, tome IV, page 450, que la S. C. des rites a interdit cet usage, pour le premier dimanche de carême. La même défense vaut-elle pour le jour même des Cendres ?

R. — Le savant abbé Guillois s'est trompé; il ne s'agit pas du premier « dimanche » de carême, mais du premier « jour » de carême. Au reste le décret qu'il cite corrige ce lapsus. Mais ce détail importe peu.

Ce qui importe, c'est la teneur du décret. Or ce décret du 9 juin 1868 défend à un gardien des mineurs observantins du diocèse de Rossano en Calabre, d'aller dans les maisons des fidèles le premier jour de carême et d'y distribuer les cendres. Le décret fut porté sur la demande du curé du lieu. Le même jour, la même sacrée Congrégation, sur la demande de l'archiprêtre de Bagnoli, au diocèse de Nusco, fit la même défense aux dominicains de ce lieu. C'est donc une question de juridiction. Mais nous ne voyons pas dans

ces décrets qu'il soit défendu aux curés d'aller dans les maisons des malades y distribuer les cendres.

Il y a lieu de rectifier sur ce point certains ouvrages de liturgie pratique.

Q. 1^o A quel moment précis de la journée doit-on sonner l'Angelus du matin et celui du soir pour que les fidèles gagnent les indulgences attachées à la récitation de cette prière ? est-il nécessaire le matin de le sonner avant le lever du soleil et le soir d'attendre que le soleil soit couché, ou bien peut-on continuer à suivre l'usage d'un grand nombre de paroisses où invariablement hiver et été on les sonne à la même heure, à 6 heures le matin et à 7 heures le soir, sans se préoccuper du lever et du coucher du soleil ?

2^o Les personnes qui se trouvent à table au moment où l'on sonne l'Angelus doivent-elles pour gagner les indulgences interrompre le repas, ou bien peuvent-elles attendre la fin du repas pour la réciter.

R. — 1^o L'Eglise n'a pas déterminé le moment précis où l'on doit sonner l'Angelus pour que les fidèles gagnent les indulgences attachées à la récitation de cette prière. Il n'est pas nécessaire le matin de le sonner avant le lever du soleil, et l'on peut continuer l'usage de le sonner à la même heure pendant l'été et pendant l'hiver.

2^o Les personnes qui se trouvent à table au moment où l'on sonne l'Angelus doivent, si elles veulent gagner les indulgences, interrompre le repas pour le réciter. La loi est formelle : pour gagner les indulgences il faut le réciter à genoux et *au son de la cloche*. Il n'y a d'exception qu'en faveur des religieux, religieuses et autres personnes vivant en communauté, qui sont occupées à un exercice de leur règle quand la cloche annonce cette prière; le Pape Benoît XIII, dans un rescrit du 5 décemb. 1727, leur a concédé l'autorisation de renvoyer la récitation de cette prière après l'exercice sans préjudice de l'indulgence.

Q. — Le décret de Léon XIII du 13 avril 1873 prescrivant l'inscription sur le registre de la confrérie comme condition essentielle pour jouir des avantages de cette confrérie atteint-il la confrérie du scapulaire du Mont-Carmel et celle du scapulaire de l'Immaculée Conception ?

Ce décret de Léon XIII rappelle et confirme un décret du 28 avril 1761 qui condamne la coutume d'inscrire des *absenti* dans les confréries où l'inscription est nécessaire.

Donc :

1^o Il n'atteint pas la confrérie du scapulaire du Mont-Carmel puisque, en vertu d'un Indult du 30 avril 1838, pour recevoir et porter valablement le scapulaire, pour faire partie de la confrérie et jouir de tous ses privilèges, l'inscription sur le registre n'est pas nécessaire.

2^o Il n'atteint pas non plus la confrérie, ou plutôt la dévotion du scapulaire de l'Immaculée-Conception; puisque tous les auteurs qui ont traité la question affirment que pour gagner les indulgences attachées à ce scapulaire, l'inscription n'est pas nécessaire, les Théatins eux-mêmes l'enseignent et regardent ce scapulaire comme une *dévotion* et non comme une *confrérie*.

Les auteurs de ces deux ouvrages ont voulu donner à ces deux ouvrages une portée plus générale.

1. *Handwritten musical notation on a single staff.*

Et c'est ainsi que le Concile de Trente réclama la sanction d'un grand nombre de familles. Mais de tous, pour la validité du mariage. Quant à la qualité des témoins, il n'a rien décidé. Il se suffit de la vérité du fait. Or, l'usage le plus naturel, toute personne possédant l'usage de la raison, ayant vu ou entendu une chose, peut être admise à en témoigner. En partant de ce principe, les théologiens et les canonistes enseignent, qu'on peut prendre pour témoins les parents, les serviteurs, les femmes, les mineurs, les hérétiques, les infâmes frappés d'infamie, les infidèles, etc. ¹.

Art. II. Les témoins doivent être tous présents au moment même du consentement, et ils doivent être placés de manière à voir ou à entendre : cela est absolument requis, mais suffit. Par conséquent ne sont pas témoins et ne peuvent certifier le mariage, 1° les personnes qui n'étaient point à l'église au moment de la célébration du mariage ; 2° celles qui étaient à l'église, mais qui, à cause de la place dans laquelle elles se trouvaient, n'ont pu ni voir, ni entendre les époux exprimant leur consentement. Il est donc du devoir d'un curé de ne procéder à la célébration du mariage, qu'après être assuré que les témoins sont présents ; il est même très-utile, sinon nécessaire, en certains cas, de les faire approcher soit à côté, soit en face des contractants. Ce n'est pas toujours facile, il est vrai ; cependant on peut parer à la nullité du mariage qui proviendrait de ce chef, en prenant comme témoins, et en faisant signer comme tels, pour éviter toute réclamation en nullité, le sacrificateur et l'enfant de chœur, présents aux côtés du père et mieux placés que qui que ce soit pour voir et entendre. Dans la pratique du ministère nous avons souvent eu recours à ce moyen, que nous croyons licite, parce qu'il n'est nullement requis que les témoins aient été désignés par les époux. Rien n'empêche après cela de porter comme témoins ceux qui avaient été désignés, et d'accepter leur signature au registre de paroisse. Si cependant il était avéré qu'ils n'eussent pas été présents, on ne devrait pas les inscrire comme témoins.

Quelles sont les conditions requises pour qu'il soit possible d'écrire l'Écriture-Sainte traduite en langue vulgaire ?

II. — Au I. Nous allons donner en quelques règles précises les conditions requises pour la lecture de la Bible en langue vulgaire.

1^o Toutes les éditions de la Bible, en quelque langue que ce soit, publiées par les hérétiques, avec notes ou annotations, sont défendues. Il en est de même des parties de la Bible mises en vers et publiées par des hérétiques. « *Biblia sacra, hæreticorum opera impressa, vel eorumdem annotationibus, argumentis, summariis, scholiis et indicibus aucta, prohibita sunt* » 1^o.

D'après cela, toutes les éditions de la Bible publiées par les sociétés bibliques sont absolument défendues, en quelque langue que ce soit.

2° Toutes les versions du Nouveau-Testament faites par des auteurs hérétiques ou suspects d'hérésie sont absolument prohibées.

Les versions de l'Ancien-Testament faites par les mêmes hommes sont aussi défendues; mais les évêques peuvent les permettre à des hommes doctes et pieux, à condition toutefois qu'ils ne s'en servent pas comme texte sacré, mais uniquement pour éclaircir l'édition Vulgate.

3° Toutes les versions de la Bible en langue vulgaire, publiées sans notes ni commentaires, par des auteurs catholiques, doivent être revêtues de l'approbation du Saint-Siège : il n'est pas au pouvoir de l'évêque de les permettre.

Les versions publiées par les catholiques, avec les notes tirées des saints Pères ou des Docteurs catholiques, peuvent être autorisées par l'évêque, et cette autorisation est nécessaire pour que la lecture soit permise. Les versions en forme de paraphrase, comme celles du P. de Carrières, sont comparées aux versions annotées.

Donc, pour qu'une version de la Bible faite par les catholiques soit permise, il faut, si elle n'a pas de notes, qu'elle porte l'approbation du Saint-Siège, et, si elle a des notes, l'approbation d'un évêque. Toute Bible qui ne porte pas d'approbation est défendue.

AD II. On ne peut laisser ces livres entre les mains des fideles, parce que ceux-ci n'ont pas la permission de les lire.

Q. — Dans le n° 26 de votre journal (année 1821), vous dites qu'on gagne une indulgence de 100 jours chaque fois qu'on récite l'Angelus avec « un cœur contrit, » à ; en eux... souvent dans les concessions d'indulgences on trouve ces mots : *cœur contrito*. Que signifient-ils ? Indiquent-ils qu'un acte de contrition est nécessaire pour gagner l'indulgence ?

2. — Les prières de la messe se trouvent également dans les concessions d'indulgence, et la confession et la communion ne font point partie des œuvres prescrites. Ils n'indiquent pas comme condition proprement dite un acte à acquiescer, de telle sorte qu'un acte de contrition serait

Cf. Biliuart, t. VII, p. 499, *Petes* 3^e édition Palmé; Heise. *De Matrimonio*, p. 189; C. Ferrari, *Summa Institutionum Canonicarum*, t. II, p. 112, n. 498.

¹ Benoît XIV, *Decret de lib. prohib.*

nécessaire au gain de l'indulgence; ils indiquent seulement une disposition requise dans le cas où celui qui veut gagner l'indulgence se trouverait en état de péché mortel. Un décret de la congrégation des Indulgences du 18 décembre 1870 a tranché cette difficulté :

« An contritio præscripta per clausulam *corde saltem contrito* requiratur duntaxat uti mera dispositio, nempe ut quatenus aliquis in statu peccati mortalis reperiatur, ac propterea incapax lucranda ejusvis indulgentia, per perfectam contritionem cum proposito confessionis ad statum gratia restituitur, et capax fiat indulgentias assequendi : vel potius clausula illa *corde saltem contrito* inducat veram contritionem, scilicet tanquam pars operis juncti, contritio ipsa habenda sit, ita ut ad indulgentiam lucrandam etiam ab iis actus contritionis emittendus sit, qui in statu gratia et charitatis reperiuntur? »

Resp : *Affirmative ad primam partem et negative ad secundam.*

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le bureau de bienfaisance dont je fais partie, grâce aux bons sentiments du conseil municipal à mon égard, a voté, à mon grand regret et à une majorité de 4 voix contre trois, la pose d'un tronc pour les pauvres dans l'église.

Le conseil municipal sachant que la chose m'était désagréable s'est opposé à l'unanimité des voix moins deux, à la pose de ce tronc dans l'église.

Le membre du bureau de bienfaisance qui avait fait la proposition ne renonce pas à son projet, et il est en instance auprès de la préfecture pour obtenir que le tronc soit placé malgré l'opposition du conseil municipal.

Y a-t-il quelque moyen de l'empêcher de réussir?

R. — Non, il n'y a aucun moyen; car la loi est formelle sur ce point. Le bureau de bienfaisance a le droit de placer un tronc pour les pauvres dans l'église; et le conseil municipal, pas plus que la fabrique, pas plus que l'autorité ecclésiastique, n'a pas le droit de s'y opposer.

Q. — 1° J'assiste souvent à des discussions sur les lois de finance qui regardent les fabriques. Le point le plus controversé sans contredit est celui qui regarde les dons manuels.

M. le vérificateur prétend que les droits d'enregistrement sont dus pour ces donations. Est-il fondé à réclamer neuf du cent, plus le double décime.

Si un curé voulait donner à sa fabrique un don en nature, ornement, vitrail, harmonium, calice, serait-il nécessaire d'estimer l'objet et d'acquitter ces droits? Si l'on portait sur les registres cette seule mention : don d'un ornement, d'un calice, sans nommer personne, est-ce que l'on tomberait sous le coup de la loi fiscale?

Je suppose naturellement qu'on veut avoir une comptabilité en règle; qu'on dresse les inventaires du mobilier de la loi l'exige. Il faut bien alors porter sur les registres le don manuel, et comme les registres sont tous soumis à la vérification, du vérificateur, il ne serait pas prudent d'agir ainsi. En conséquence doit-on payer les droits de juridiction. On peut peut-être qu'on peut actuellement cette obligation en se servant du mot *quête*.

Ces recettes, en effet, ne sont point assujetties aux droits fiscaux. — Je vous répondrai qu'il y a certaines personnes parmi celles qui font des dons manuels, qui tiennent à ce que leurs noms soient inscrits sur les registres; elles ne voudraient certainement pas donner sous le voile de l'anonyme. On est d'ailleurs obligé de faire figurer sur un registre le nom d'un donateur, quand celui-ci ne le défend pas. La reconnaissance et les convenances l'exigent.

Doit-on dans ce cas, payer pour ce don manuel les droits d'enregistrement?

2° Vous savez que depuis le 15 septembre 1881, les fabriques ne sont plus astreintes à produire des mémoires sur timbre de dimension à l'appui de leurs dépenses, quand elles excèdent 10 francs.

Une comptabilité fabriquienne serait-elle en règle, si tous les mémoires n'avaient pas été faits sur papier timbré avant cette époque du 15 septembre 1881, par exemple du 5 janvier 1880 à septembre 1881?

R. — Ad I. La doctrine du vérificateur n'est pas vraie dans le sens absolu. En thèse générale, la jurisprudence qu'il soutient est bien celle du conseil d'Etat aujourd'hui. Nous disons *aujourd'hui*, car pendant longtemps, il n'y avait de soumis à l'autorisation et aux droits que les dons manuels faits à certaines conditions et charges; les autres, faits sans conditions, n'y étaient point soumis. Aujourd'hui le conseil d'Etat exige que ces derniers soient comme les premiers transformés en donations publiques, c'est-à-dire constatés par des actes notariés. (*Décision du 18 octobre 1862. — Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur 1863 p. 319 n° 52.*)

Mais cette jurisprudence a besoin d'être interprétée, et elle l'a été non seulement par tous les jurisconsultes, mais encore par le gouvernement lui-même dans un sens libéral, et favorable à l'église. C'est-à-dire que le gouvernement ne tient à sa jurisprudence que lorsqu'il s'agit de sommes d'argent considérables soit en espèces sonnantes soit en valeurs au porteur. Et encore, lorsque ces dons manuels sont faits anonymement, voulût-il les assujettir aux droits, qu'il serait impuissant à agir. Comment s'y prendrait-il, en effet, pour assujettir aux droits la somme de cent mille francs, déposée sous la forme d'un billet de banque par une âme charitable dans le tronc d'une église.

Il ne faut donc pas prendre la doctrine officielle dans le sens absolu et confondre la théorie avec la pratique. Pratiquement, l'Etat n'a rien à voir et, de fait, ne veut rien voir dans les dons manuels, anonymes ou non, de petites sommes, d'objets mobiliers destinés au service ou à la décoration des églises, tels que calices, cloches, orgues, harmoniums, vitraux, etc.

Pour ne citer qu'un auteur, — et ils sont tous d'accord sur ce point, — voici ce que dit M. Dieulin : « Il n'est point nécessaire d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour accepter les dons manuels; s'il en était autrement, l'administration aurait à intervenir incessamment dans l'acceptation d'une multitude de dons modiques qui sont faits chaque jour aux fabriques et autres établissements d'instruction ou de bienfaisance. Or, ce serait-là une exigence outrée et déraisonnable qui découragerait les bienfaiteurs et tarirait la source des aumônes

que l'on a coutume de faire aux pauvres et aux églises; l'anéantissement de la charité en serait bientôt l'inévitable résultat.

« Il faut convenir, en effet, que ce serait une prétention al surde et vexatoire que d'obliger nos églises ou nos maisons de charité d'épuiser toutes les filières administratives pour autoriser, par exemple, l'acceptation d'un ornement pour le culte, l'offrande de quelques linges d'autel, etc., etc. » (*Le guide des curés.*)

Puisqu'il n'y a pas d'autorisation à demander, le don n'a pas besoin d'être fait par acte notarié; dès lors il est soustrait aux vérifications du fisc : la fabrique se trouve dans le cas de toute personne à qui l'on fait un cadeau quelconque en argent ou en objets d'art.

Au point de vue pratique, il serait impossible d'agir autrement sans tomber dans le grotesque. Or, le gouvernement actuel qui ne recule devant rien pour nous vexer, n'a pas encore osé rompre avec le passé sous ce rapport.

La bonne manière de désigner les objets mobiliers donnés aux églises, c'est de les mettre sous la rubrique générale d'*oblations*; mais il n'y a aucune difficulté à écrire sur les registres et même sur les objets donnés les noms des donateurs, comme cela se pratique toujours et partout, comme le gouvernement lui-même est enchanté qu'on le fasse quand il est lui-même donateur.

Que notre correspondant envoie donc promener son rigide vérificateur et s'en tienne à l'usage dans la mesure indiquée plus haut.

AD II. — Tant que la loi n'a pas été modifiée, elle obligeait. Si donc on n'a pas fait les mémoires sur timbre quand la loi l'exigeait, on n'était pas en règle. La fameuse loi de finance votée au début de la guerre déclarée à la religion n'a pas fait beaucoup parler d'elle. A part quelques grandes paroisses placées plus immédiatement sous le feu de l'ennemi, toutes les autres ont été laissées en paix. Mais cet accalmie ne prouverien pour l'avenir. C'est pourquoi nous ne cessons de recommander l'exécution stricte des lois dans la mesure du possible.

Q. — La fabrique de X... a affaire à un fermier dont le plaisir consiste à lui chercher noise en toute circonstance. La propriété qu'il exploite a été léguée à la fabrique par une pieuse personne morte, il y a 7 ans environ. Depuis sa mort, le gouvernement a autorisé le legs. Mais avant la mort de cette personne, la femme de notre fermier chicanier fit avec elle un bail de 60 ans. Il va de soi qu'elle était parfaitement dans ses droits. Le bail notarié porte uniquement le nom de la femme assistée de son mari. Le bail est donc l'œuvre de la donatrice et de cette femme, mais nullement de son mari qui ne fit que l'autoriser.

Or, cette femme du fermier est morte, il y a deux ans, et le nouveau bail qu'elle-même a signé n'a commencé que l'an dernier au mois de septembre. Puisque notre querelleur n'a été que le témoin de ce bail, ne pouvons-nous pas le résilier?

Il s'agit ici, il est vrai, d'une tenue à domaine congéable, c'est-à-dire que le fermier, étant en même temps domanier ou édificier, la fabrique n'en a que le fonds; mais cela à mon avis, ne change rien à la chose.

R. — Nous n'avons pas très bien compris la raison du second bail, puisqu'il en existait un autre qui n'était pas encore expiré. En outre, on nous laisse ignorer quelle est la nature du second bail, sa durée, quelles sont les personnes qui l'ont passé avec la femme en question, dans quels termes et à quelles conditions : tout autant de points nécessaires pour fournir les éléments d'une juste appréciation. Il serait utile, croyons-nous, de soumettre le cas à un avocat civil plus rompu à ces matières contentieuses.

Au point de vue de la jurisprudence civile ecclésiastique, nous ne pouvons qu'indiquer les règles spéciales que la loi a tracées pour procéder légalement à la location des biens de fabriques. Ces règles se résument dans les suivantes :

1^o Le bureau des marguilliers doit dresser un cahier des charges dans lequel il exprime les clauses et conditions du bail.

2^o Le trésorier adresse ce cahier des charges au sous-préfet qui donne son avis et l'envoie au préfet, lequel l'approuve ou le modifie, après avoir pris l'avis de l'évêque (décret du 30 décembre 1809 art. 62).

3^o Un mois avant l'adjudication, le trésorier fait apposer chaque dimanche des affiches dans le lieu où est situé l'immeuble et dans les lieux circonvoisins; il doit aussi faire insérer un extrait de l'affiche dans le journal du département (*ibidem*).

4^o Après les publications faites, l'adjudication est donnée aux enchères, par devant un notaire et en présence du trésorier et d'un membre du bureau. La présence d'un marguillier est de toute rigueur; son absence entraînerait la nullité de l'opération. La fabrique prend ensuite hypothèque sur les biens du premier, fait approuver l'adjudication par le préfet et enregistrer le bail dans les 20 jours suivants.

Sans ces formalités strictement observées les baux ne sont pas valables.

Le décret du 12 août 1807 exigeant que l'hypothèque sur les biens du preneur soit stipulée dans l'acte, le bail peut être annulé si cette clause est omise.

Les baux au-dessus de 18 ans exigent en outre une délibération du conseil de fabrique, une enquête de *commodo* et de *incommodo* et l'autorisation du gouvernement (décret du 12 août 1807; ordon. des 7-26 octobre 1818 art. 2 et 3; loi du 15 mai 1818 art. 78).

Notre correspondant trouvera là, — ou je serais bien étonné, — de quoi rappeler à l'ordre le fermier incommode des biens de la fabrique.

Quant à l'argument basé sur ce que la femme a passé le bail, un avocat civil le renseignera beaucoup mieux que nous ne saurions le faire. En général, une femme autorisée par son mari, peut contracter légalement; mais ici, eu égard aux formalités sans nombre exigées par la loi spéciale aux établissements publics, nous inclinons à croire qu'on s'est tenu en dehors de la légalité.

Dans tous les cas, nous engageons notre correspondant, c'est-à-dire sa fabrique, à se défendre énergiquement contre les prétentions du fermier.

Q. — L'abbé X..., ex-curé de J..., demande à la fabrique de son ancienne paroisse à être remboursé par elle d'une somme qu'il avait avancée et dont il a un reçu signé, par l'ouvrier auteur du travail. Il présente, en outre, une délibération formulée par son successeur et dans laquelle il est dit qu'on le paiera en temps opportun. L'abbé X... a attendu 12 ans pour montrer cette pièce.

Or, les membres actuels de la fabrique contestent la validité de cette dette, attendu qu'on ne leur présente aucune délibération du conseil ou du bureau des marguilliers, aucun mandat de l'ordonnateur, pas même la facture des dépenses faites illégalement. Ils croient ne pouvoir pas administrativement accepter et reconnaître cette dette, sans s'exposer à une charge personnelle. Ils donnent encore pour raison de leur refus, qu'une fabrique ne peut pas laisser à un curé la faculté de faire des dépenses arbitraires et illégales.

M. l'archidiacre du lieu à qui la question a été portée opine que la fabrique doit payer et menace de l'y contraindre, tenant en main le budget de la paroisse.

En pareille circonstance, quelle conduite doivent tenir les fabriciens ?

R. — En se plaçant au point de vue exclusivement juridique, il paraît difficile de donner tort aux fabriciens. Il y a des lois qui régissent les fabriques, qui tracent les conditions pour toutes les dépenses comme pour toutes les recettes. Un curé, ne tenant aucun compte de ces lois et règlements, s'expose volontairement au danger de voir désavouer les dépenses irrégulièrement faites par lui. Rigoureusement, nous ne pensons pas que l'archidiacre possède le moyen en justice de faire reconnaître et payer la note en question.

Mais au dessus de la justice humaine, c'est-à-dire de la légalité, il y a la justice divine, c'est-à-dire l'équité ; et quand il s'agit d'une fabrique, elle doit s'inspirer encore plus de l'équité que du texte des lois.

Ici l'archidiacre représente l'Évêque, c'est-à-dire le supérieur de la fabrique, l'autorité qui exerce le premier contrôle sur les comptes et les budgets. Cette haute et vénérable autorité ayant déclaré, en connaissance de cause, la légitimité de la dette et exigeant qu'elle soit soldée, nous ne comprendrions pas la résistance d'un conseil de fabrique. Nous verrions dans cette résistance un manque de respect, et un bien triste moyen de capter la bienveillance épiscopale absolument nécessaire pour l'approbation des comptes et des budgets.

Nous dirons quelque chose de plus. Si M. l'archidiacre a les moyens de constater la légitimité de la dette, et si l'objet de la dépense faite par l'ex-curé entre dans la catégorie des dépenses *obligatoires* pour le culte, il peut *d'office* inscrire la dette au budget, et le conseil de fabrique n'aura aucun moyen de se soustraire à l'obligation de payer.

Q. — J'ai dans ma paroisse une école libre, tenue par des religieuses. Un peu par négligence, un peu dans l'espoir de devenir communales, l'institutrice brevetée n'a point rempli les formalités pour se faire reconnaître

comme institutrice libre. Elle a succédé tacitement à celle qui se trouvait à ce poste avant elle, en sorte que si l'inspecteur venait à lui demander son autorisation, elle serait dans l'impossibilité de la présenter. Ce pourrait être un cas de révocation.

Quel moyen de sortir de cette impasse ?

J'aurais quelques difficultés de jurisprudence à vous soumettre également, mais je renvoie à plus tard.

R. — Le cas est grave, en effet ; car le fait d'ouvrir une école en contravention aux art. 25, 26 et 27 de la loi organique sur l'enseignement, du 15 mars 1850, est passible de la police correctionnelle ; il y a amende de 50 à 500 francs ; l'école est fermée, et, en cas de récidive, le délinquant est condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 100 à 1000 francs.

Nous ne connaissons aucun moyen d'arranger les choses, si ce n'est d'avouer tout simplement aux autorités l'irrégularité dans laquelle on se trouve et de demander qu'on la fasse disparaître ; en d'autres termes, de faire aujourd'hui ce qu'on aurait dû faire dès le commencement. Pour peu que l'inspecteur soit bienveillant, en l'absence d'hostilités locales, le moyen, en même temps qu'il est le plus naturel, serait aussi le plus efficace. Mais si l'on avait à redouter la sévérité des autorités compétentes, mieux vaudrait-il peut-être de faire le mort, et d'attendre les événements, et, le cas échéant, invoquer sa bonne foi et l'ignorance de ce qu'on avait à faire.

Cette bonne foi n'est pas difficile à démontrer ; car enfin si la religieuse actuelle en a remplacé une autre, elle a pu croire que l'école avait été ouverte légalement. Or, quand une école a été légalement établie, le changement des titulaires n'est pas soumis aux mêmes formalités que lorsqu'il s'agit de la fonder. Ordinairement même, si l'école est tenue par des religieuses, ce sont les supérieurs qui se chargent de faire les démarches nécessaires pour la substitution d'un sujet à un autre. Nous comprenons difficilement comment les choses n'ont pas été faites ainsi.

VARIÉTÉS.

ŒUVRES SACERDOTALES.

I

ASSOCIATION DES PRÊTRES ADOpteURS

Bénie et approuvée par S.S. Léon XIII, le 25 janv. 1881.

Parmi toutes les Œuvres d'adoration, il faut sans conteste donner le premier rang à celle dont nous venons d'écrire le nom. Qu'on la considère au point de vue de son importance intrinsèque ou de ses fruits, elle commande la plus grande sympathie. Elle a pour but de favoriser, non plus parmi les fidèles, mais parmi les prêtres, les prêtres des villes et encore plus ceux des campagnes, l'esprit de prière, l'accomplissement de ce devoir capital d'adoration, de visite, qui incombe au prêtre en vertu même de son titre de gardien-ne, de ministre authentique de la sainte Eucharistie.

Rechercher les prêtres de bonne volonté, et les encourager à l'adoration régulière en les agréant par des liens spirituels à une Congrégation religieuse de prêtres voués exclusivement à l'adoration du Saint-Sacrement : en entrant en correspondance régulière avec eux ; en leur faisant part des indulgences nombreuses accordées à cet Institut pour ses agrégés, et de tous ses biens surnaturels : tels sont les moyens de cette agrégation sacerdotale.

Qui ne comprend les immenses fruits que cette œuvre est appelée à produire ? Un prêtre qui prie est un prêtre pieux, zélé, dévoué, mortifié et édifiant ; Notre-Seigneur Jésus est mieux traité par lui, il se trouve mieux dans ses mains qui se sont purifiées en se tenant levées vers le ciel ; il est reçu plus pieusement, salué et entretenu plus longuement après la communion ; et dans les longues journées qu'il passe au Tabernacle, il voit sa solitude visitée, son abandon compris, son cœur consolé : oh ! que Jésus au Sacrement doit aimer et bénir une Œuvre qui rapproche davantage de Lui ceux qui, entre tous, par élection et consécration, sont « ses amis ! » — Puis, les paroisses se ressentiront des adorations du pasteur. Ce qu'il fera lui-même, il aura plus de cœur à le demander à ses ouailles ; et l'on verra souvent des paroisses entières s'agréger à la suite de leur curé et s'engager comme lui à l'adoration mensuelle ou hebdomadaire : n'est-ce pas alors la piété brillant sur nos paroisses de campagne, coulant de nouveau dans l'âme du petit peuple ouvrier ou rural, parce qu'on en aura rallumé le foyer au Tabernacle et rouvert la source dans la communion ?

La première pensée de cette Œuvre appartient au Père Eymard, le fondateur de la Congrégation des prêtres du très-saint Sacrement ; il en avait décrit l'esprit en ces quelques lignes que nos lecteurs ecclésiastiques nous sauront gré de reproduire ici :

« Les prêtres Associés du très-saint Sacrement vivront de la vie eucharistique de Jésus-Christ, qui consiste surtout dans l'abnégation de soi et dans l'amour de l'immolation.

« Ils se rappelleront qu'ils doivent se dévouer à propager et à défendre le règne eucharistique de Notre-Seigneur, lancés sur le monde comme des incendiaires de son amour.

« Ils travailleront sous les auspices de Marie, adoratrice au Cénacle : car, par sa douce Mère, on va plus vite et plus suavement à Jésus.

« Ils dirigeront leurs études, leur zèle et leur piété vers l'Eucharistie.

« Ils se souviendront que leur premier devoir est celui de l'Adoration personnelle : *Nos autem orationi instantes erimus*, et qu'ils doivent assurer là, dans la prière, le succès de leur ministère.

« Et ils descendront de l'Eucharistie vers les peuples, comme Moïse du Sinai, comme les Apôtres du Cénacle, pleins de feu pour annoncer sa parole et procurer sa gloire : *Et ministerio verbi*.

« Ils s'engageront à soutenir, en toutes circonstances, les intérêts et l'honneur de Jésus-Christ, et à répandre, par tous les moyens possibles, l'usage de la visite au très-saint Sacrement et de la communion fréquente.

« En un mot, que, dans tous leurs actes, dans toutes leurs fonctions, ils s'unissent à Jésus-Christ, prêtre éternel, le modèle et la grâce du sacerdoce. »

L'Œuvre ne prit naissance et ne s'organisa définitivement que le 17 novembre 1879. Elle a son siège à la Maison-Mère des Prêtres du très-Saint-Sacrement, 27, avenue Friedland, à Paris. Son Directeur actuel est le R. P. Maréchal : c'est

à lui qu'il faut écrire pour se faire inscrire, et c'est lui qui fait envoyer à chaque prêtre son diplôme d'agrégé et ses billets d'adoration hebdomadaire. On s'engage à une heure d'adoration par semaine. On reçoit quatre billets pour chaque mois, portant indication de l'heure choisie par l'agrégé. Et quand ces heures ont été tenues, on renvoie au centre de l'Agrégation les billets signés, qui sont alors déposés au pied du trône sur lequel Notre-Seigneur reste jour et nuit exposé.

Fondée, avons nous dit, en novembre 1879, l'agrégation des prêtres adoreurs compte aujourd'hui 557 prêtres inscrits, dans trente-deux départements de France. Pendant ces dix-neuf mois, on a eu le bonheur de contrôler, par les petits billets rendus, 15,202 heures d'adoration faites par des prêtres.

Ce résultat dit combien cette Œuvre a trouvé faveur auprès du clergé : en le faisant connaître nous espérons le centupler.

Prêtres, ô ministres de paix et de réconciliation, le salut est entre vos mains ! Si vous priez, on priera ; si vous aimez le Saint-Sacrement, on l'aimera ; si vous l'entourez fidèlement, bientôt tous se presseront autour de son trône : vous êtes la lumière, vous êtes la grâce, vous êtes l'autorité qui impose et l'exemple qui entraîne. O prêtres, allez à l'Eucharistie pour elle et pour vous, et donnez l'Eucharistie au monde, qui agonise d'en vivre éloigné !

II

ŒUVRE DE LA MESSE RÉPARATRICE

Une autre Œuvre éminemment sacerdotale est celle dite « de la Messe réparatrice. » Elle a pour but d'obtenir des bons prêtres des Messes dites en réparation de celles que ne craignent pas de célébrer sacrilègement les apostats et certains prêtres indignes que Notre-Seigneur stigmatisait quand il dénonçait « des loups cachés dans des troupeaux d'agneaux ; » puis, de réparer pour les fautes que la légèreté, la négligence, la misère humaine introduisent, hélas ! toujours en trop grand nombre dans la célébration des saints Mystères. Pour atteindre un résultat stable, l'Œuvre sollicite des aumônes destinées à fonder des Messes réparatrices. Il y en a déjà 160 de fondées, presque pour six mois de l'année. Avis aux prêtres pieux à qui la lumière de la sainteté divine qui éclate dans l'Hostie immaculée de leur sacrifice, montre les innombrables imperfections qu'ils apportent au saint Sacrifice et qu'ils voudraient tant expier et diminuer ! Avis aux pieux fidèles qui savent la valeur d'une messe et comprennent ce que doit être un sacrilège pour le Cœur du divin Agneau ! Le siège de l'Œuvre est au grand séminaire de Nevers. C'est au supérieur qu'il faut s'adresser pour les renseignements, et à lui qu'il faut adresser les sommes qu'on voudrait voir servir à la fondation des messes réparatrices. La messe de communauté du grand séminaire est appliquée à cette intention.

A la suite de S. S. Pie IX qui bénit l'Œuvre dès sa fondation, trente-trois Archevêques et Evêques de France l'ont approuvée et encouragée. Leurs lettres sont parfois d'une éloquence qui fait monter aux yeux des larmes de compassion pour la douce et innocente Victime de l'autel.

Qu'on entende seulement l'Evêque exilé et le confesseur de la foi, Mgr Lachat, évêque de Bâle :

« Le schisme qui s'est introduit dans mon diocèse multiplie les sacrilèges. Dans le Jura bernois, cinquante églises sont polluées ; et, chaque jour, la profanation se renouvelle sur les autels souillés par les apostats qui s'en sont emparés. Je dois donc toutes mes sympathies et mes encouragements à ces prêtres qui, par leur sacrifice, réparent les fautes commises par les apostats et les sacrilèges. »

gements à une Œuvre qui a pour but la réparation, l'amende honorable à la personne de Notre-Seigneur Jésus-Christ, la compensation des messes indigne ment célébrées.

« Je m'associe de grand cœur à vos généreux efforts pour établir et propager « la Messe réparatrice, » dont je sens si bien l'opportunité, dans les temps de profanations et de sacrilèges que nous traversons. »

« † EUGÈNE,

« *Évêque de Bâle.* »

(Extrait du *Très-Saint-Sacrement. Revue des Œuvres Eucharistiques* publiée sous la direction du R. P. Tesnière et paraissant tous les quinze jours par livraison de 36 pages. Prix : 6 francs par an. S'adresser à M. Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris.)

Courrier de l'Utile.

CULTURE DE L'ASPERGE

L'asperge est un de nos meilleurs légumes ; c'est un aliment sain et agréable. Elle a aussi des propriétés médicinales ; ses racines ont une action diurétique très-marquée, et sa tige comme les feuilles de la digitale, ralentit les battements du cœur.

L'espèce type, *asparagus officinalis*, présente deux variétés principales, la verte ou ordinaire et la grosse violette ou asperge de Hollande, dont le bourgeon est violet ou rougeâtre. C'est la plus savoureuse et la plus estimée. Les asperges de Gand d'Ulm, de Besançon, de Vendôme, de Pologne, ne sont que des sous-variétés de l'asperge de Hollande, dues aux différences de terrain et de climat.

Dans ces derniers temps, les jardiniers d'Argenteuil ont obtenu par semis et par sélection des espèces nouvelles, supérieures aux précédentes. Parmi ces variétés nous signalerons :

1^o L'asperge hâtive, plus productive et plus précocée que l'asperge de Hollande.

2^o L'asperge tardive, très-belle et très-avantageuse.

Elle est ainsi nommée, non point parce qu'elle est beaucoup en retard sur les autres espèces, mais parce qu'elle donne encore quand les autres ont cessé depuis longtemps.

L'asperge aime une terre légère, sablonneuse, perméable et demande assez de nourriture et d'engrais.

Aussi, dans les terrains humides, il faut faire des fosses profondes et remplir de tourbe, de gazons et de divers détritiques consommés.

L'asperge se multiplie par graines. Quelquefois on sème en place, plus souvent en pépinières, afin d'établir des planches en repiquant les griffes.

C'est au mois de mars que se fait le semis. On suppose que le sol a été bien préparé et suffisamment amendé. On peut semer à la volée, ou mieux en rayons espacés de vingt à vingt-cinq centimètres, la graine doit être enterrée à quinze millimètres. Si la terre est forte, et sujette à se battre, on étend à la surface une petite couche de terreau. Inutile d'ajouter que ces jeunes plantes réclament les sarclages et les binages nécessaires.

Repiquer à demeure est l'opération importante.

Ce travail se fait de mars à la mi-avril. Beaucoup préfèrent le plan de deux ans à celui d'une année : ils se trompent ; les griffes plantées à un an de semis, sont préférables.

Les méthodes de plantations varient selon la nature du sol. Si vous voulez planter à plat, fumez fortement et labourez profondément le terrain et disposez-le en planches. Si vous préférez le système des fosses, les uns creusent à 0,65 et même au delà, puis remplacent la terre enlevée par des engrais et d'autres terres plus riches, en ayant soin, si le sol est humide, de disposer au fond, un lit de sable, de genêt, de bruyère, de platras, de ramilles etc. ; d'autres font seulement des tranchées de 0^m,20 à 0^m,40 de profondeur et ils en fertilisent le fond en y enterrant du fumier à la bêche. Les fosses doivent être remplies à 0,20, et 0,25 du niveau du sol. On place le cordeau et on marque la place de chaque plan par un petit anas de terre, pris à l'endroit même. On dispose sur ce monticule la griffe qui a dû être arrachée avec précaution et ne pas rester longtemps à l'air ; on arrange les racines avec précaution sur les flancs du monticule et on recouvre de 0,06, à 0,08 de terre. On bine et on sarcle pour détruire les mauvaises herbes, on arrose, si le bespin se fait sentir. Chaque année, en octobre ou en novembre, on coupe et on enlève les tiges sèches, et à la même époque, ou mieux en mars, on recharge de quelques centimètres de terreau.

On peut réunir dans une même fosse plusieurs rangs de griffes, mais celles-ci doivent être distantes de 0,40 à 0,50, en tout sens.

Afin de favoriser le développement des racines, quelques-uns nouent les tiges vers la fin de juillet ou au commencement d'août. Mais l'efficacité de cette précaution n'a pas toujours été confirmée par les résultats.

A Argenteuil, les fosses ont 0,60 de large et les ados 1,30. Les asperges sont plantées à 0,50 de manière à alterner entre elles. Les ados sont utilisés pour la culture de différents légumes. L'année suivante on bine et on charge les fosses de quelques centimètres d'engrais consommé, que l'on recouvre de cinq à six centimètres de terre prise sur les ados. Au mois de mars de la troisième année, on butte les aspergés à une hauteur de 0,25 et pour s'assurer que le monticule est bien établi sur la plante, on a laissé, l'année précédente, un tronçon de la tige. En septembre de la même année, on rabat les buttes sur l'ados, mais en deux fois. Chaque année on continue ces deux opérations, au printemps et en automne. Les produits obtenus par cette méthode sont plus beaux et plus savoureux.

REDACTEUR.

Lingonis, die 8 martii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE.

DEMANDES ET RÉPONSES.

D. — Auriez-vous l'obligeance de m'indiquer dans votre prochain numéro le prix de l'ouvrage de l'abbé Cailleux : *Traité des Dispenses*. — UN ABONNÉ.

R. — C'est un ouvrage devenu très-rare. Les deux volumes in-8° ne coûteraient pas moins de 20 francs si on les rencontrait. Faut-il se mettre à leur recherche?

**

D. — Un de mes confrères me prie de vous demander s'il pourrait se procurer Gavantus, et à quel prix? — L. G. G.

R. — Nous trouvons un Gavanti; en latin *Gavantus*: (*Thesaurus Sacrorum rituum seu Commentaria in rubricis Missalis et Breviarii Romani*) en un gros volume in-4° contenant plusieurs tomes, édition de Lyon, 1675, en reliure veau, en assez bon état. Il est aussi très-difficile de rencontrer cet ouvrage. L'exemplaire dont nous disposons en ce moment par hasard vous coûterait 20 francs.

**

D. — Existe-t-il en recueil des *Épîtres et des Évangiles du dimanche* qui, à côté de l'explication littéraire et morale, avec notions liturgiques, — comme le fait Guillois — donne un commentaire dans le genre de ceux appliqués à l'ensemble des Saintes Écritures par Cornelius à Lapidé, Menochius, etc.?

Ce recueil, destiné à un laïc qui aime à raisonner son Évangile du dimanche, devrait être en français. M. B.

R. — Il n'existe probablement pas d'ouvrage sur les Évangiles réunissant toutes les conditions que vous énumérez, mais puisqu'il s'agit d'un laïc qui aime à raisonner son Évangile du dimanche, nous vous signalerons le suivant : *LA LETTRE ET L'ESPRIT DES ÉVANGILES DE TOUS LES DIMANCHES, entretiens*, par M. l'abbé Daumas, aumônier du lycée Saint Louis. L'auteur s'adresse du même coup à la jeunesse, aux incrédules et aux croyants. Pour les premiers il raisonne et va au-devant des objections; tandis que les derniers, comme les disciples d'Emmaüs en entendant parler Jésus ressuscité, sentent leur âme et leur cœur ravivés et éclairés par ses instructions. — *La lettre et l'esprit des Évangiles* forment un fort volume in-12 de vi-527 pages. Prix : 3 fr., 50.

Commencez par cet ouvrage; vous verrez ensuite.

CASSIN

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Contrairement aux appréhensions générales, le mois de février s'est terminé à la Bourse dans d'excellentes conditions, et mars y débute par une reprise sur toutes les valeurs. Bien des positions, regardées comme très-précieuses, ont pu, en effet, se consolider, grâce au prix modéré des reports, qui n'a été que de 20 centimes sur les 3 0/0, et en dernier lieu de 15 seulement sur le

5 0/0; et tel qui se croyait perdu pour toujours a pu, moyennant quelques nouveaux sacrifices, se tirer encore d'affaire. L'attitude de la Banque de France est à noter dans cette conjoncture : dans l'espace de 15 jours, elle a ramené de 6 0/0 à 4 0/0 le taux de son escompte, et ce n'est pas une des moindres causes qui ont contribué à l'amélioration du marché.

À l'extérieur, rien non plus, pour le moment, ne paraît faire tache à l'horizon. Le discours belliqueux du général Skobeleff a été désavoué par le gouvernement de Saint-Petersbourg; l'attentat contre la reine d'Angleterre a passé inaperçu au Stock-Exchange, et chez nous, rien d'irritant ne se trouve actuellement sur le tapis. Donc, à la faveur de ce calme plus ou moins réel, la finance reprend ses airs rayonnants, et monte, monte!

Le 3 0/0 perpétuel s'échange de 83.90 à 84; l'amortissable, de 84.40 à 84.55; le 5 0/0 pousse de 116.75 à 116.80, puis clôture 116.60.

Marchant sur ces traces ascensionnelles de nos Rentes, les fonds d'Etat étrangers s'améliorent dans une certaine mesure. Ainsi, l'Italien reste à 87.50 après avoir touché à 87.65. Seul, le Turc éprouve la même peine à s'avancer : on l'abandonne à 11 40.

En actions de chemins de fer, la cote est en hausse sur chacune d'elles : Est, à 760; Lyon, à 1710; Midi, 1285; Nord, 2135; Orléans, 1340; Ouest, 830.

Parmi les Sociétés de Crédit, la Banque de France va de 5075 à 5100, c'est-à-dire en perte d'environ 200 francs sur la semaine précédente; perte qui s'explique par l'abaissement de l'escompte dont nous venons de parler. Le Crédit foncier touche au plus haut à 1685, et retombe à 1665. Une forte reprise s'effectue sur la Société générale, qui arrive à 615, et sur le Crédit lyonnais, qui, après avoir stationné pendant quinze jours entre 740 et 750, finit aujourd'hui à 810. — Mais la hausse la plus marquée est celle qui s'opère sur le Suez : le voilà à 2500! Encore un peu, et il se retrouvera près du chiffre où il était avant la crise.

**

En ce qui concerne la *Société générale de Librairie catholique*, nous sommes heureux de dire à ceux qui nous demandent ce renseignement, que la souscription aux nouvelles actions marche à souhait.

Après les actionnaires, qui, à quelques exceptions près et pour des motifs d'impossibilité, ont tous usé de leur privilège de souscription, voici que le public arrive de tous côtés.

Rien même parfois de curieux comme les lettres des souscripteurs, déclarant de la plus belle façon contre les valeurs de spéculation, et jurant, eux aussi, mais un peu tard, qu'on ne les y prendra plus!

Il est important à noter, et que nous avons omis, par mégarde, de mentionner dans notre dernier article : conformément au vote des actionnaires lors de l'assemblée du 10 janvier, les nouvelles actions de la *Société générale de Librairie catholique*, « auront droit aux intérêts et « aux dividendes de la Société, ainsi qu'au fonds « de réserve, à compter du 1^{er} janvier dernier, « date du commencement de l'exercice courant. » Il suffit pour cela qu'elles soient libérées avant le premier juin.

Nous ne doutons pas que nos lecteurs ne prennent cet avantage en considération, et qu'ils ne se hâtent d'envoyer leur souscription pour en bénéficier.

Écrire à M. Victor Palmé, directeur de la *Société générale de Librairie catholique*, rue des Saints-Pères, 76, à Paris.

VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*, directeur-général, 76, rue des Sts-Pères, Paris.

CARÈME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÈME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.
1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge * Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTET, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o. 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres.* — *Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — II^e VOLUME *Fin du Symbole.* — *Le Décalogue et les Sacrements.* 1 vol. de 501 pages. — III^e VOLUME. *Suite des Sacrements.* — *Prière.* — *Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — IV^e VOLUME. *Sujets de circonstance.* — *Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvn-501 et viii-519-
xlviii pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. Années 1863-1869. 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — II^e SÉRIE. — 1 vol. in-12, de 362 pages, 3 fr. — III^e SÉRIE. *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — IV^e SÉRIE. *Les devoirs de l'Époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littérale et morale des Epîtres et Évangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notations liturgiques, par l'abbé A. GILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOX, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — 1^{er} volume : Dieu, la Création et la Providence. — 2^e volume : Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbata ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servantiissimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLON, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de saint Joseph; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIGAUD, curé de Nocq-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouvelle édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol. in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGE, prêtre de la Congrégation des Sacres-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations d'affaires spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le Psautier de saint Joseph, la Dévotion des sept dimanches, un Nouveau Mois de mars des âmes pieuses, avec un grand nombre d'exemples inédits; le Culte perpétuel, la Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie, un Choix de prières, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in-32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'Institut de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou saint Joseph et la France de notre époque, par M. l'abbé P. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 11 :

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Passion : Les grands péchés contemporains : l'adoration du veau d'or. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Sur l'usage de la barbe. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Un prêtre distribuant la sainte communion pendant la messe et s'apercevant qu'il manquera d'hosties consacrées pour la foule des communicants, peut-il retourner à l'autel et consacrer de nouveau? — Un prêtre qui, en purifiant la patène, a pris une parcelle non consacrée, peut-il encore dire sa messe de binage? — Quelle marche suivre pour la dénonciation *contra sollicitantes*? — Un pénitent *in articulo mortis* peut-il faire appeler un prêtre étranger au diocèse? — Les filles *pregnantes inhoneste* sont-elles pécheresses publiques? — A quelle fin l'écu béni de saint Ignace? — Qu'est-ce que la scapulaire de saint François de Paule? — Comment entendre l'absolution générale et la restitution de l'innocence baptismale accordées aux tertiaires de S. François? — Existe-t-il des confréries en faveur des âmes du Purgatoire. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE : En cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, peut-on obliger la commune à payer le sonneur? — Le sacristain est-il obligé d'enterrer gratuitement les indigents, de les ensevelir et de veiller auprès du corps? Le maire peut-il faire dresser une pierre avec cette inscription : « Ici repose X... décédé indigent? » — Le vicaire à qui la commune refuse le traitement peut-il actionner en justice le conseil municipal? Peut-il réclamer des intérêts pour le passé? — Quel est le meilleur moyen pour assurer à perpétuité la fondation d'un couvent? — A qui appartient le cierge offert avec le pain béni? la redevance imposée à ceux qui n'achètent pas de cierge? — A qui appartient un drap mortuaire acquis par souscription et primitivement déposé à la mairie? — Un maire peut-il s'opposer à ce qu'une famille inhume, après les délais légaux, de nouveaux membres dans un terrain concédé à perpétuité? — Le maire peut-il faire pénétrer sur la façade de l'église, la devise de la république avec le bonnet phrygien? — Y a-t-il des formalités à remplir pour qu'une action de la Société générale de Librairie catholique passe à la sœur légataire du possesseur actuel à son décès. — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (1^{er} article). — COURRIER DE L'UTILITÉ : Recettes pour un diner de carême.

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique

Il y a longtemps que nous n'avons parlé du Comptoir de Commission de la Société générale de Librairie catholique.

Nous venons aujourd'hui remettre quelques nouvelles lettres sous les yeux de nos lecteurs, pour leur rappeler que les commandes peuvent porter sur toute espèce d'articles, et qu'on met à les exécuter, tous les soins, toute l'activité désirable.

I

COMMANDES À EXÉCUTER.

C. R. (Bouches-du-Rhône)

Les circonstances ne m'ayant pas permis d'exécuter le projet que j'avais formé d'aller voir Rome en septembre dernier, je me propose d'y faire un pèlerinage au printemps de la présente année.

A cette occasion, j'aurai besoin d'un sac de voyage et d'une sacoche.

D'après le livret Chaix (de mars 1881), les voyageurs n'ont droit au transport gratuit de leurs bagages sur les chemins de fer italiens que pour les colis qu'ils peuvent conserver avec eux, et dont la dimension ne doit jamais, dans son ensemble, dépasser le volume de 0,50 sur 0,35 et 0,30. Je désirerais un sac de cuir à deux anses,

qui n'excédât pas ce volume. — Quant à la sacoche, je la voudrais aussi grande que possible, et capable de contenir beaucoup de petites choses indispensables en voyage.

Je vous prie encore de joindre à cet envoi les objets suivants :

- 1^o Une petite brosse pour les habits;
- 2^o Une petite brosse à cheveux;
- 3^o Un petit calepin de voyage avec poches et crayon;
- 4^o Guide-diamant, collection Joanne, Italie et Sicile, par A. J. du Pays;
- 5^o Dictionnaire italien-français et français-italien, par Ferraris, relié, édition in-32 (Garnier frères éditeurs).

D., actionnaire de la Société générale de librairie catholique.

Voilà pour ce qui regarde les voyages. Au menu des objets détaillés par notre honorable actionnaire, on voit qu'on peut s'adresser au Comptoir de Commission de la Société générale de librairie catholique, même pour les moindres articles. Qu'on en prenne bonne note, et lorsqu'on demandera des objets de quelque importance, qu'on ne craigne pas de porter les plus petits sur sa liste. Il n'en coûte pas davantage de les ajouter au paquet ou dans la caisse.

H. (Seine-Inférieure).

Veuillez, s'il vous plaît, avoir la complaisance de me faire connaître les prix d'un ornement pour célébrer la sainte messe, comprenant la chasuble, l'étole, le manipule et le voile. Nous

désirons avoir quelque chose de bon et de bien, en blanc ou en drap d'or. Nous fixerons d'après les prix et conditions que vous nous donnerez.

A. M.

Ici, on demande des renseignements préalables. En pareil cas, le Comptoir de Commission de la Société générale de librairie catholique se hâte d'envoyer un ou plusieurs catalogues accompagnés de figures, et dans tous les cas mentionnant minutieusement tous les détails nécessaires : prix, dimensions, beauté et qualité de l'article. Si le catalogue ne suffit pas, une lettre explicative le suit et complète les renseignements. A ce propos, un exemple.

L. B. (Maine-et-Loire).

Je vous remercie beaucoup de vos bons renseignements, et je vous envoie 50 francs. Avec cela, vous m'achèterez un revolver convenable, solide et pas trop lourd, avec un cent de cartouches.

Avec ce qui reste, vous m'enverrez un exemplaire, ou plutôt une livraison des Analecta Juris Pontificii, afin que je prenne connaissance de cette revue.

Puis, s'il reste encore un peu d'argent, vous auriez la bonté de m'envoyer des mémoires de saint Joseph et de sainte Madeleine, patrons de ma paroisse.

Parfait, cher client, parfait! C'est ainsi qu'on fait d'une pierre deux coups, et qu'à l'occasion on décharge tous les coups de son revolver à la fois. Oui, composez à votre aise toutes vos commandes des objets les plus disparates; elles seront accueillies avec le même plaisir, et exécutées avec le même empressement.

II

COMMANDES EXÉCUTÉES.

Nous pourrions citer des centaines de commandes portant ainsi sur quantité d'objets les plus divers. Ne pouvant les reproduire, surtout dans un seul numéro, nous allons donner ci-après quelques réponses.

Château de M. ...

Je suis en possession, depuis hier, du panneau que vous avez fait exécuter pour moi. Veuillez faire mes compliments à l'artiste, lui dire que je suis très satisfait de son œuvre, et que ces panneaux feront parfaitement bien une fois en place, et prendront la toute leur valeur.

M. du M.

G. (Eure).

Je suis très satisfait de la douillette que vous m'avez envoyée. La promptitude que vous mettez à exécuter les commandes qui vous sont faites, encourage à n'avoir d'affaires qu'avec votre maison. Pour ma part, je m'en félicite et vous en remercie.

NOTES LITTÉRAIRES

On lit dans le *Monde*, sous la signature A. Aaiquepere :

L'Ingrat

(Par Jean Grange)

Jean Grange est un nom connu et aimé du public catholique qui sait apprécier à leur grande valeur son talent d'écrivain sobre, clair et spirituel, et son habileté à saisir sur le vif les types contemporains, à les enchaîner dans des récits pleins de verve contenue, d'originalité et de bon

sens, et à donner au lecteur d'excellentes leçons qui ont l'air de tout ce que l'on voudra plutôt que de leçons.

L'*Ingrat* est l'histoire aujourd'hui très-commune d'un de ces hommes élevés par l'Eglise qui ne trouvent rien de mieux que de passer sur le corps de leur bienfaitrice pour aller aux honneurs et aux profits offerts par la société actuelle. Cette nouvelle très-intéressante est suivie de plusieurs autres qui n'offrent pas moins d'intérêt : *Le petit frère Jérôme*. — *Le bal de la Sous-Préfecture*. — *La clef d'or*. — *Sauvé par un violon*.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Des affaires financières ou des affaires industrielles quelles sont celles qui, à toutes conditions égales de solide constitution, de bonne direction, ainsi que de capacité et de compétence dans les hommes qui les administrent, présentent plus de sécurité aux capitaux qui y sont engagés ?

Sans entendre en aucune façon déprécier les affaires purement financières, dont le concours est si nécessaire et indispensable même aux affaires industrielles, reconnaître que celles-ci constituent pour les capitaux un mode de placement plus sûr, n'est, en somme, pas faire autre chose que confesser l'évidence même.

* *

En effet, en jetant un coup d'œil sur la cote officielle, et en passant en revue les Sociétés financières et les Sociétés industrielles qui ont distribué, pour l'exercice 1881, de beaux dividendes, et réalisé, par suite de ce fait, des majorations de prix plus ou moins importantes, n'est-il pas évident pour tout le monde que les actions des Sociétés industrielles sont plus à même de conserver leurs cours nouveaux, et moins exposées à des dépréciations subites que ne le sont les actions des Sociétés financières ?

Pour les unes comme pour les autres, les majorations de prix obtenues depuis un an tiennent, comme nous venons de le dire, à l'augmentation de leur dividende, c'est-à-dire de leur revenu, et ces majorations de prix correspondent dans la plupart des cas à une capitalisation à 5 0/0 ou même à 4 1/2 de cet accroissement du revenu.

Or, tandis qu'on est à peu près assuré qu'à moins d'événements actuellement hors de toute prévision, les Sociétés industrielles distribueront, la plupart, pour l'exercice 1882, des dividendes supérieurs à ceux de l'exercice 1881, on est loin d'avoir la même certitude pour toutes les Sociétés financières, surtout après la crise dont elles ressentent encore les conséquences.

On sait aussi, par les rapports que les Sociétés industrielles font tous les ans à leurs assemblées générales, que ces Sociétés ont, quoi qu'il arrive, à peu près l'avenir pour elles, et qu'elles peuvent compter sur l'accroissement de leur production, l'extension de leur clientèle, et par conséquent sur une augmentation constante de leurs bénéfices.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DIMANCHE DE LA PASSION :
LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS
(L'ADORATION DU VEAU D'OR)

Fecerunt sibi vitulum conflatilem
et adoraverunt.

(Exod., xxxii, 8.)

On lit dans d'Exode, que le peuple d'Israel, après la délivrance de la servitude d'Egypte et le passage miraculeux de la mer Rouge, quoiqu'il fût environné de la toute spéciale protection du Seigneur et nourri du pain des anges, par la plus insigne ingratitude, oublia son bienfaiteur pour tomber dans la plus grossière idolâtrie. Pendant que Moïse, son chef, s'entretenait avec Dieu sur la montagne du Sinaï, il demanda à Aaron, avec une impérieuse insistance, de lui faire des Dieux comme les nations. Et Aaron cédant à ses injonctions, lui fit un veau d'or. Et, dit le texte sacré, les enfants d'Israel, avec un empressement criminel, s'étant levés dès le matin, offrirent au veau d'or des holocaustes et des hosties pacifiques. — Expressif symbole de la conduite de la génération contemporaine ! Elle oublie Dieu, elle ne se souvient plus de ses bienfaits, elle ne voit plus que l'or et l'argent, elle les recherche avec une incroyable avidité, elle leur prostitue ses adorations, elle est retombée, par une chute lamentable, des gloires de la Rédemption opérée par le Christ dans les fanges de l'idolâtrie la plus honteuse. La passion des richesses, ah ! je le sais, elle a toujours existé ; cependant, il est vrai de dire que c'est un des grands péchés contemporains, parce que, à notre époque, elle revêt des caractères tout à fait particuliers. Voyons aujourd'hui ce qui la distingue dans sa nature et dans ses effets.

I

I. Le premier caractère de la cupidité contemporaine, c'est l'UNIVERSALITÉ. Tout le monde, aujourd'hui, selon la parole d'Isaïe, est tourmenté de la passion, de la recherche immodérée de l'argent : *omnes in viam suam declinaverunt, unusquisque ad avaritiam suam a summo usque ad novissimum* (Is., LVI, 11). Cette passion, je la rencontre chez l'enfant qui ne fait qu'entrer dans la vie raisonnable et chez le vieillard qui est sur le point de mettre le pied dans la tombe ; chez le pauvre et chez l'opulent ; chez l'ignorant et chez le lettré ; chez l'agriculteur et chez l'artisan ; chez le commerçant et chez l'industriel ; chez le plus humble citoyen et chez ceux qui sont chargés de conduire les peuples ; chez le libre-penseur qui ne voit rien au-delà de la vie présente et chez l'homme chrétien qui, tout en feignant le dédain pour les richesses, trop souvent est possédé d'un excès de désir de les posséder. Jamais souverain n'a eu un empire aussi universel que l'argent. Tout plie sous ses lois, les hommes et les choses. Il commande en maître aux arts, aux sciences et aux

lettres ; il règne à la tribune et dans les chaires de l'enseignement ; il dirige à son gré les individus et les nations elles-mêmes ; il va jusqu'à faire la paix et la guerre, *pecunia omnia obediunt* ! (Eccle., x, 19.)

II. Rien n'égale aujourd'hui l'universalité de la passion de l'argent, rien n'égale son INTENSITÉ. Disons-le, ce n'est pas seulement de la passion et de l'empressement, c'est de la fureur. Les admirables découvertes modernes, la vapeur, l'électricité, les merveilles de la mécanique et de la chimie ont centuplé, au cœur de l'homme, le désir toujours si vif de posséder. Avec quelles ardeurs inouïes on soupire après le lucre ! Quelles émotions la vue et le tintement de l'or produisent dans les âmes ! Combien il en est qui ne connaissent plus qu'une source de joie ou de douleur : la possession ou la privation de l'argent. Plus on a et plus on veut avoir. On n'est arrêté par aucun obstacle, on emploie tous les moyens, on ne recule devant aucune peine. L'acquisition des richesses, voilà l'unique objectif qui fait perdre de vue tout le reste ; voilà ce qui absorbe toutes les énergies. Aujourd'hui, on le pense, on le dit, l'or, c'est l'âme du monde, c'est le grand sauveur, c'est tout, c'est Dieu, *Deus nummus est* (S. Ansel.) ; la science de l'acquiescer est l'évangile par excellence ; les docteurs qui l'enseignent sont les maîtres qui plaisent et auxquels on obéit plutôt qu'au Christ ; ceux qui possèdent l'or sont les seuls heureux, les seuls illustres, les seuls considérés, les seuls puissants. Mais prêtez donc l'oreille : partout l'on ne parle que d'argent : dans la chaumière et sous les lambris dorés du riche, sur les places publiques et dans les réunions du plaisir. La cupidité crie partout : Encore de l'argent, toujours de l'argent, *affer, affer* !...

III. Dans notre siècle irréligieux, un troisième caractère de la passion des richesses, c'est l'INJUSTICE. Tous les moyens sont bons, même l'iniquité, pour atteindre à ce but suprême, *querenda pecunia primum, virtus post nummos*. Sous ce rapport, que de scandales ! Que de fraudes dans le commerce où la cupidité trouve tant de moyens pour livrer aux clients des marchandises belles en apparence, mais en réalité indignement frelatées ! Que de fraudes chez le travailleur qui prétend au plus gros salaire, tout en donnant le moins de travail possible ! Que de fraudes chez ces négociants qui, par d'indignes manœuvres, réalisent des monopoles aussi onéreux pour le peuple qu'ils sont lucratifs pour eux ! Que de fraudes dans les administrations pour bénéficier aux dépens du faible et de l'inférieur ! Que de fraudes dans les procès et dans les artifices de la chicane ! Que de fraudes dans les entreprises téméraires où les fonds publics réclamés à grand bruit et obtenus par les plus pompeuses et les plus fallacieuses promesses sont gaspillés par la maladresse et la mauvaise foi ! Que de fraudes dans les faillites immorales, calculées adroite-

ment, dans lesquelles, tout en échappant soi-même au naufrage, on plonge des familles entières dans la misère! Que de fraudes dans les arcanes de l'agiotage, dans les mystères de la Bourse!... Non, jamais la passion des richesses n'a été aussi universelle, aussi intense, aussi inique qu'aujourd'hui; jamais elle n'a été plus désastreuse.

II

Comment redirai-je les ruines que la cupidité ne cesse de faire?

I. Premièrement elle affaiblit les corps. — A peine le fils du pauvre est-il sorti de la première enfance que ses parents le soumettent prématurément au travail pour en tirer quelque argent; ou bien, dans l'atmosphère délétère des grandes manufactures, il s'étirole en fournissant un labeur qui est au-dessus de ses forces. Les fils de famille sont pressurés, bourrés, si je puis parler ainsi, de notions entassées dans leur esprit d'une manière indigeste, afin de pouvoir arriver plus sûrement et plus vite aux positions lucratives. Ajoutez à cela que pour ne point perdre le gain d'un jour, contrairement aux exigences du corps humain qui a besoin de se reposer un jour sur sept, la masse des Français continuent le dimanche leurs sordides travaux, épuisant ainsi leur tempérament, ruinant leurs forces, contractant de précoces maladies et léguant à leurs enfants un sang misérablement appauvri.

II. Secondement la cupidité d'aujourd'hui abaisse les caractères. Il faut bien l'avouer, le sentiment du beau, de l'honneur, du dévouement est en grande baisse parmi nous. Pour un grand nombre la générosité des sentiments n'est qu'une maladie, le patriotisme une illusion d'ancien régime. Quand on se jette dans une entreprise, on ne se demande pas si elle est digne, juste, noble, grande; mais si elle rapportera quelque chose. On travaille pour de l'argent, on étudie pour de l'argent, on écrit pour de l'argent, on administre pour de l'argent, on fait de la philanthropie pour de l'argent, on brigue l'honneur de représenter ses concitoyens pour de l'argent, on se dévoue pour de l'argent. Hélas! nous autres Français, nous, la nation chevaleresque et généreuse, nous sommes arrivés à ce point qu'on pourrait justement nous appeler : UN PEUPLE DE GAGNEURS D'ARGENT!...

III. Mais voici un autre excès : la cupidité produit une foule de consciences vénales, *nihil iniquius est quam amare pecuniam; hic enim animam suam venalem habet* (Eccl., x, 10). Que d'Esau qui vendent leur droit d'aînesse pour un plat de lentilles, c'est-à-dire qui donnent pour un gain méprisable l'honneur de leur conscience et leur droit au ciel! Parmi ceux qui sont en place, que de Pilates qui, par crainte de perdre leur position, foulent aux pieds leurs convictions pour marcher à la suite de ceux qui les paient! Que de Judas qui répètent la proposition de l'Apôtre infidèle, *quid vultis mihi dare et ego vobis eum tradam!* Que voulez-vous me donner et j'appel-

lerai bien ce qui est mal et mal ce qui est bien, et je vous livrerai les traditions de ma famille, mes affections les plus chères, la pratique de ma religion, et jusqu'à ma liberté? Que voulez-vous me donner et, par ma parole et par ma plume, je livrerai à la haine populaire telle institution, telle classe d'hommes, telle doctrine, telle idée?...

IV. Quatrièmement, la cupidité divise les esprits, *non amabit proximum qui aurum amat* (S. Bonnav.). Que d'amitiés rompues par une question de misérable intérêt! Que de frères hier unis dans une même et sympathique douleur autour des restes inanimés d'un père ou d'une mère, aujourd'hui disputent autour d'un testament! Et entre concitoyens qui dira, surtout à notre époque où la foi s'en va, les ardentes jalousies que suscite dans le cœur des déshérités de la fortune, la vue du luxe orgueilleux, des somptueux équipages, des magnifiques palais et des immenses possessions? La croyance au ciel où toutes les inégalités seront réparées, n'est plus là pour inspirer une pacifique résignation; forcément les jalousies deviendront des haines, et les haines, peut-être bientôt, feront couler le sang au milieu d'effroyables bouleversements!

V. L'amour déordonné des richesses a encore le triste privilège de ruiner les familles. Ce qui est indispensable à la famille, c'est d'abord l'union intime de l'époux et de l'épouse par une affection sincère et constante. Or, aujourd'hui, trop souvent, le premier souci de ceux qui contractent cette alliance irrévocable est la préoccupation des intérêts matériels. Le mariage est basé non sur l'estime mutuelle, mais sur la fortune. Ce n'est pas l'affection qui unit, mais l'or, l'or qui est si froid et si dur. Et puis, la cupidité achève son œuvre, elle frappe la famille de stérilité. « O honte! s'écrie un apôtre qui connaît bien les misères de notre époque et les dénonce dans la liberté de son ministère apostolique, ô dégradation! ô ruine de la famille! ô cupidité humaine! que ne fais-tu pas accepter aujourd'hui même aux familles qui se croient morales, si ce n'est tout à fait chrétiennes! N'est-ce pas toi qui, pour tarir dans la famille les sources mêmes de la vie, inspire aux pères et aux mères ce calcul de Satan : « Le chiffre de votre fortune est fixé, que le nombre de vos enfants le soit aussi : car dans une société où la richesse et le luxe doivent monter toujours, il ne faut pas que les enfants soient moins pourvus que leurs pères des biens de la fortune. » Ainsi parle la cupidité, la conscience proteste, mais on étouffe le cri de la conscience; on dit à la cupidité : « Tu as raison, » et on dit à la vie qui veut s'épanouir parce qu'elle est féconde : « Tu n'iras pas plus loin. » Pour cette œuvre de destruction, on voit le sensualisme des femmes donner la main à la cupidité des hommes. Oui, le sensualisme qui craint les enfantements douloureux et les éducations plus douloureuses encore : le sensualisme qui a l'horreur du sacrifice autant que la passion du plaisir, conspire avec la cupidité pour violer

la loi de la famille et diminuer la race humaine; et ces deux concupiscences se rencontrent, complices d'un même forfait pour condamner à la tombe des générations qui n'auront jamais de berceau¹.

VI. Mais le plus grave, c'est que la cupidité compromet le salut d'un grand nombre de chrétiens. C'est Dieu lui-même qui le déclare. « Vous ne pouvez servir à la fois Dieu et l'argent, nous dit N.-S.; il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille, qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux. » Et l'Ecclésiastique : « L'or et l'argent ont perdu beaucoup d'âmes » (Eccli., VIII, 3). Et saint Paul : « Ceux qui veulent devenir riches donnent dans les tentations et les filets du démon, dans des désirs multiples, inutiles et nuisibles qui plongent l'homme dans la mort et la perdition » (1 Tim., VI, 9). Au fait, l'amour de l'argent aveugle, fascine, absorbe, il fait perdre de vue les biens éternels; il concentre l'esprit et le cœur dans les vanités de la terre; il pousse à de nombreuses injustices qu'on répare bien difficilement....

L'histoire rapporte que Saladin, sultan d'Egypte, frappé, au lit de mort, de la vanité de toutes les choses d'ici-bas, voulut donner à ce sujet une leçon qui pût être utile à la postérité. Il venait de conclure avec les chrétiens un traité de paix d'après les conditions duquel il retenait captif leur roi Lusignan, lorsqu'il tomba malade à Damas de la maladie dont il mourut. Voyant sa fin approcher, il ordonna qu'un porte-enseigne mit au bout d'une pique le linceul qui devait servir à l'envelopper après sa mort, et il voulut que traversant ainsi toute son armée rangée en bataille, un héraut marchât devant lui pour faire entendre ces paroles : « Voilà tout ce que Saladin, vainqueur de l'Orient, emporte de ses innombrables victoires! » — Ah! nous aussi, concevons bien la vanité des biens terrestres que l'on acquiert avec peine, que l'on conserve avec angoisse, avec douleur! Détachons nos cœurs de l'or et de l'argent! Servons-nous en, mais n'en subissons pas la tyrannie. Travaillons à nous enrichir des vrais biens : de la vertu, de l'amour de Dieu, des mérites surnaturels, contre lesquels ni le temps, ni les voleurs, ni la mort ne peuvent rien. *Si verè divites esse cupitis, veras divitias amate!*

CONGRÉGATIONS ROMAINES ²

Lettre de la S. Congrégation du Concile à Mgr le Nonce apostolique en Bavière sur l'usage de porter la barbe. (1863.)

C'est par oubli que cette lettre n'a pas été insérée dans notre réponse à la question : Y a-t-il une

loi générale de l'Eglise qui défende aux prêtres occidentaux de porter la barbe? (*Ami du Clergé*, 2^e année, 619.)

Ad aures Beatissimi Patris pervenit in nonnullis Baviaræ diocesisibus adesse ecclesiasticos viros, qui novitatis vel potius levitatis spiritu perducti, usum jamdiu insoletum barbam gestandi iterum introducere et exemplo suo alios ad illud imitandum allicere conantur. Quidquid de antea actis sæculis dici debet, in confesso est modernam et vigentem Ecclesiæ latinæ disciplinam huic usui prorsus obstare, novamque consuetudinem, ut legitime introducatur necessario requirere assensum saltem tacitum supremi Ecclesiæ Pastoris. Hic autem hujusmodi novitatem omnino se reprobare declarat, eo vel magis quod tristissimis hisce temporibus spiritus omnia innovandi haud paucos seducat, et ex una novitate in aliam facile procedi possit.

Quæ cum ita sint, placuit Sanctitati Suæ mihi in mandatis dare, ut omnibus Baviaræ Antistitibus suo nomine significarem, ab ipsis omnimode curandum esse, non solum ut prædictus usus expresse prohibeatur, sed etiam ut disciplinæ unitas et perfecta cum Ecclesia Romana omnium magistra conformitas in omnibus, ac proinde etiam in habitu et tonsura clericorum servetur, vel si opus sit restauretur, ac qualiscumque nova consuetudo vitetur, quæ supremo Ecclesiæ capiti apprimè cognita atque ab ipso probata non sit.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — P. curé, distribuant la sainte communion le jour de la commémoration des fidèles trépassés, s'aperçoit que le calice est bientôt vide; cependant bon nombre de personnes se dirigent vers la table sainte (notez qu'il n'y a plus d'autre messe à dire, et que tout en donnant les hosties et laissant aux particules une grandeur convenable, P. ne pourra donner la communion à tous ceux qui la désirent). Alors que faire?

P. remonte à l'autel, se fait apporter de petites formules, met du vin et de l'eau dans le calice, offre le tout mentalement. Puis il reprend dans le canon ces paroles : *Qui pridie* et consacre pour la seconde fois sous les deux espèces; il fait de nouveau la communion sous les deux espèces puis fait communier les fidèles.

Il est bien entendu que P. n'avait pas pris les ablutions. Que penser de sa conduite?

En agissant autrement 60 personnes n'auraient pu communier pour leurs défunts.

R. — Nous ne connaissons aucune décision authentique sur ce cas. Mais nous allons essayer de le discuter brièvement.

Cette manière d'agir comprend deux parties :

dans les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ R. P. Félix, *Conférences* de 1857.

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recomman-

1^o une seconde consécration, et, par conséquent, un second sacrifice, une seconde messe, au moins quant à ce qui en fait l'essence, 2^o l'omission des parties de la messe autres que la consécration et la communion. Sous chacun de ces deux aspects, la conduite exposée nous semble illicite.

Il est permis, en certains cas, de célébrer deux messes le même jour, fût-ce dans la même église; mais c'est seulement lorsqu'il y a une nécessité basée sur une obligation grave de la part des fidèles. Ainsi en est-il dans le cas où un même curé dessert deux paroisses éloignées et que les fidèles de l'une ne peuvent aller entendre la messe dans l'autre, dans le cas où l'église ne peut contenir les fidèles qui viennent entendre la sainte messe un jour de dimanche ou de fête chômée. Dans le cas supposé, il n'y a aucune obligation pour les fidèles de communier.

À supposer qu'il y eût raison suffisante de consacrer une seconde fois, le prêtre ne doit pas le faire en dehors des règles et sans les cérémonies obligatoires qui comprennent toute la messe depuis *Introïbo* jusqu'au dernier évangile.

On peut objecter contre la deuxième partie de la solution, que cette manière de faire est commandée quand on s'aperçoit après la communion que l'hostie n'était pas de froment ou qu'elle était corrompue (*de defect. in celebr. Miss., t. 3, n. 6*). Ce qui est commandé dans un cas, sera licite dans un autre cas, s'il y a une raison suffisante pour en user ainsi. Et la raison existe. — Nous répondons qu'il n'y a point parité entre les deux cas. Lorsque la matière a manqué, il n'y a point eu consécration de la matière invalide; on doit consacrer une matière valide pour que le sacrifice ne demeure pas imparfait. Mais ici, après une consécration valide et complète, on en fait une seconde. Dans le premier cas, il n'y a qu'un seul sacrifice; dans le deuxième cas il y en a deux. Dans le premier cas il s'agit de procurer l'intégrité du sacrifice, laquelle est de droit divin; dans le deuxième il n'y a que raison d'utilité.

Contre la première partie de la solution, on peut objecter 1^o l'utilité de la communion pour les défunts et 2^o la surprise et le mécontentement des fidèles privés de la sainte communion à laquelle ils se sont préparés. — Mais la première raison est insuffisante pour permettre une seconde messe et, à plus forte raison, une seconde consécration sans les autres cérémonies de la messe : car les décrets et les canonistes n'autorisent le binage que quand il y a obligation pour les fidèles d'entendre la messe ou de communier en viatique. Ici, rien de semblable. — La seconde raison aurait plus de valeur. Elle suffit parfois à dispenser du jeûne dont l'obligation est plus rigoureuse que le précepte de ne célébrer qu'une fois par jour. Elle peut donc à *fortiori* dispenser de ce dernier précepte.

Mais il faut pour ce trois conditions qui feront défaut, l'une ou l'autre, dans tous les cas. Il faut premièrement qu'il y ait à craindre de sérieux in-

convénients; deuxièmement qu'il n'y ait pas d'autre manière de les éviter; troisièmement qu'on les évite effectivement en célébrant une seconde fois. La première condition peut fort bien ne pas exister. — Quant à la seconde, elle fera plus facilement défaut que la première. Si le prêtre n'a pas pu prévoir à l'avance qu'il y aurait cette affluence de communions, il lèvera tout scandale en disant ce qu'il en est : aucun homme sensé ne le rendra responsable de ce qu'il ne pouvait prévoir. Si c'est par sa faute qu'il se trouve pris au dépourvu, le plus qui puisse lui arriver, c'est l'humiliation d'avouer qu'il a oublié de préparer ce qui était nécessaire pour la communion des fidèles. Qu'il l'avoue ingénument : tout vraisemblablement se terminera là. Mais à supposer qu'on doive concevoir de lui une idée défavorable, il y aurait lieu de voir si, en consacrant une seconde fois, il éviterait le dommage qu'il craint pour sa réputation. Il ne le semble pas : car en célébrant une seconde fois, il ne peut laisser ignorer le motif qui le fait agir ainsi : on saura par là-même qu'il était en défaut. Évitera-t-il les murmures, à supposer qu'il s'en doive produire? C'est fort douteux. Retenir à une seconde messe les personnes préparées pour la communion, ne leur sera pas moins désagréable que de les avertir qu'on ne peut leur distribuer la sainte communion et de les laisser aller. Il est vrai qu'en consacrant à la hâte, on évite soit de les faire attendre soit de les renvoyer; mais cet expédient a le double inconvénient d'être gravement irrégulier et de néviter le mécontentement des fidèles qu'en avilissant à leurs yeux les saints mystères : ce dernier mal l'emporte sur le précédent.

Ainsi, à notre avis, cette seconde consécration est illicite. Pour qu'elle devînt licite, à supposer qu'elle puisse l'être jamais, il faudrait des circonstances qui ne se trouveront que très-difficilement réunies.

Q. — Un curé à une annexe où le dimanche il dit une première messe. Or un jour de fête il eut à y donner la sainte communion; il le fit à l'aide de la patène avec des hosties consacrées *ad hoc*, parce qu'il ne garde pas la sainte réserve dans cette chapelle. De retour à l'autel il purifia la patène, puis le calice (sans prendre les ablutions), qu'il se disposa à couvrir. Il avait déjà mis la palle, lorsque, l'ayant levée pour mieux l'arranger, il aperçut sur la patène un grain blanc qu'il prit pour une parcelle consacré et qu'il consumma immédiatement. Mais quelques instants après il reconnut que ce grain n'avait pas été consacré; il s'était détaché de la palle qui avait été placée sur les hosties avant la messe et à laquelle il avait adhéré. Pouvait-il célébrer de nouveau dans son église principale où l'attendait l'immense majorité de ses paroissiens? Le grain était si petit et c'était un jour de fête.

R. — 1^o Ce prêtre n'était plus à jeun, puisque le jeune eucharistique n'admet pas la légèreté de matière. Quelque petite que soit la quantité de la matière, si elle est digestible et prise *per modum commestionis* et non *per modum respirationis vel salivæ*, le jeune eucharistique est rompu. Ici le principe : *parum pro nihilo reputatur*, ne peut recevoir son application.

2° Les canonistes sont unanimes à enseigner que l'obligation imposée aux paroissiens d'entendre la messe un jour de dimanche n'est pas une raison suffisante pour autoriser un prêtre qui n'est plus à jeun à offrir le saint sacrifice.

3° Tous enseignent également que le danger d'un grave scandale ou d'une grave infamie causé par l'omission de la messe est un motif suffisant pour célébrer sans être à jeun. « Consentiunt auctores, » lisons-nous dans les *Prælectiones theologice dogmaticæ ad clericos seminarii lingo-nensis*, qui résument parfaitement la question, « consentiunt auctores in hoc quod sacerdos non « jejunus, cui aliunde publice celebrandum esset, « nec posset a celebrando abstinere sine scandalo « aut sine gravi infamia, ex charitate erga proximum aut ex jure quod habet ad servandam « famam suam, celebrare posset ac deberet. Sed « utrum frequenter illud periculum occurrere « possit, non unanimiter definiunt : aliis dicentibus illud periculum semper adesse quoties « expectat plebs ad assistendum sacrificio, aliis e « contra putantibus rarissime tale periculum « adesse ut sacerdos possit celebrare non jejunus. »

D'après le premier sentiment la présence des fidèles à l'église suffisait à elle seule, un jour de fête surtout, pour autoriser le prêtre à dire la messe. D'après le second il pouvait encore célébrer si, après avoir examiné toutes les circonstances, il avait lieu de craindre que l'omission de la messe causât du scandale aux fidèles ou fit concevoir sur sa personne de défavorables soupçons.

Q. — Un curé, pendant qu'on réparait son église, a enlevé les stations du chemin de la croix; les réparations terminées, il les a replacées en en changeant quelques-unes de place. Ce changement nécessite-il une nouvelle érection?

R. — Non, un chemin de croix dont on a changé de place les stations, dans la même église, n'a pas perdu ses indulgences et par conséquent n'a pas besoin d'une nouvelle érection. *An mutatio tabularum et crucium de loco in locum in eadem ecclesia secum importat annihilationem Indulgentiarum viæ crucis adnexarum?* Sac. Cong. respondit : *Negative, quando sit in eadem ecclesia.* (22 aug. 1842.)

C'est l'application du principe général que le chemin de croix conserve les indulgences tant que la matière bénite demeure moralement la même et dans le même lieu.

Q. — 1° L'aumônier d'un pensionnat de jeunes gens qui habite une maison entièrement séparée de l'établissement, a avec lui 3 pensionnaires auxquels il fait la classe. Ces 3 élèves doivent-ils être considérés comme faisant partie du pensionnat ou bien sont-ils paroissiens du curé?

Dans ce dernier cas ils devraient bien entendu accomplir leur devoir pascal et faire, s'il y a lieu, leur première communion dans l'église paroissiale et non dans la chapelle du pensionnat. Qu'en pense le casuiste de l'*Ami du clergé*?

2° Les domestiques de cette pension habitent les uns à l'intérieur de l'établissement et les autres en dehors, peuvent-ils faire la communion pascalle dans la chapelle

du pensionnat ou doivent-ils la faire dans l'église paroissiale?

R. — Ad I. 1° Pour la communion pascalle, la loi générale de l'Eglise n'exempte de la juridiction paroissiale que les *réguliers*, c'est-à-dire ceux qui ont les vœux solennels, et *eos qui degunt intra septa monestarii eisque (regularibus) actu inserviunt.*

Pour les élèves des réguliers et les jeunes personnes qui font leur éducation dans les maisons religieuses à vœux solennels, y a-t-il exemption de la juridiction paroissiale, par rapport au précepte pascal? *Non consentiunt auctores.* Les uns affirment et les autres nient, et le plus sûr, d'après Bouix, est de s'en tenir aux coutumes locales.

Le droit général n'admet aucune exemption soit pour les Congrégations religieuses à vœux simples, soit pour leurs élèves, soit pour leurs domestiques. Il n'est cependant pas douteux que l'évêque puisse permettre à toutes ces catégories de personnes de satisfaire au devoir pascal dans l'oratoire de la maison. Comme il est question d'une concession particulière, il faut l'interpréter suivant les termes qu'elle comporte.

Pour le cas particulier des trois jeunes gens qui habitent avec l'aumônier, il est certain qu'ils ne peuvent pas faire leur communion pascalle au pensionnat, si la permission est octroyée aux seuls internes. Si la permission est accordée aussi pour les externes, suivent-ils au moins quelques cours au pensionnat? Si oui, ils pourront profiter de la dispense; si non, ils rentrent dans le droit commun, parce que la position de leur professeur dans le pensionnat ne leur confère aucun droit.

2° Pour la première communion, la coutume et le droit particulier rédigé soit dans les conciles provinciaux, soit dans les synodes diocésains ou les ordonnances épiscopales la réservent au curé: le droit général n'en parle pas.

Ignorant les coutumes locales et les règlements diocésains de notre correspondant, il nous est impossible de répondre d'une manière précise à sa question.

Ad II. La réponse se trouve dans la précédente.

Nous ajouterons cette décision rapportée par Mühlbauer (*Decreta S. R. Cong.* t. I, p. 354) : « In « oratoriis Collegiarum convictoribus discipulis « et domesticis, hoc est, illis qui actu degunt in « Collegio et illi inserviunt, Communio paschalis « administrari non potest. » S. Cong. Conc. 11-junii 1718

Q. — 1° La méthode donnée par les théologiens français, notamment Bouvier et Gury, touchant la dénonciation des *sollicitantes ad turpia intra sacrum tribunal*, est-elle conforme à la lettre des constitutions apostoliques qui ont établi cette peine.

Vous savez ce que disent ces auteurs : « Si poenitens scribere possit, nomen denuntiandi scribat in scheda, sine subscriptione, schedam hanc oclusam tradat confessario et confessarius eam ad episcopum mittet cum epistola in qua factum exponens, dicat quid sibi videatur de sinceritate personæ denuntiantis — Si nesciat scribere, poterit

nomen denunciandi ipsi confessario notum facere, licentiam ipsi concedendo illud superiori manifestari — vel rogabit aliquem scribere scientem ut nomen talis sacerdotis scriptum sibi tradat et postea chartam plicatam confessario tralet. »

Un confesseur, qui, par expérience, sait que cette méthode est pleine de dangers et à la conscience duquel il répugne par conséquent de l'employer — qui d'autre part à affaire avec une pénitente timide et *verecunda* (honteuse) ne voulant à aucun prix se présenter « en personne » devant l'évêque ou son délégué pour faire cette dénonciation — comment doit-il se comporter? Peut-il passer outre et donner l'absolution, ou bien doit-il renvoyer la personne, l'abandonnant ainsi à une damnation certaine.

2^o Un pénitent se croyant *in periculo mortis* et ayant la conscience très chargée, mais n'osant pas faire l'avou de ses fautes ni à son propre pasteur ni aux prêtres de la contrée, qui le connaissent, peut-il faire appeler un prêtre étranger au diocèse? Dans ce cas, l'Eglise suppléerait-elle au manque de juridiction chez ce prêtre, d'après le principe: *Ne quis pereat*.

R. — Ad I. La méthode qu'indique notre correspondant n'est certainement point celle tracée dans les dernières éditions de P. Gury, et elle est en contradiction avec la lettre des règles données par le Saint-Siège. On s'en convaincra par la lecture des passages suivants de l'instruction publiée sur ce sujet par la S. Congrégation de l'Inquisition, le 20 février 1867.

... « 6^o Denuntiationes anonymæ contra sollicitantes ad turpia nullam vim habent : denuntiationes enim fieri debent in iudicio, nempe coram episcopo ejusve delegato, cum interventu ecclesiastici viri qui notarii partes teneat, et cum juramento et cum expressione et subscriptione sui nominis ; nec sufficit si fiat per apochas vel per litteras sine nomine vel cognomine auctoris.

... « 7^o Denuntiationis onus est personale et ab ipsa persona sollicita adimplendum. Verum si gravissimis difficultatibus impediatur quominus hoc perficere ipsa possit, tunc vel per se, vel per epistolam, vel per aliam personam sibi benevisam suum adeat Ordinarium, vel sanctam Sedem per sacram Pœnitentiarium, vel etiam per hanc supremam Inquisitionem, expositis omnibus circumstantiis et deinde se gerat juxta instructionem quam erit acceptura. Si vero necessitas urgeat, se gerat juxta consilia et monita sui confessarii. Ast si nullo impedimento detenta, denuntiationem omnino renuat, in hoc casu aliisque supra memoratis, laudandus est confessarius qui operam suam pœnitenti non denegaverit, et vel Ordinarium vel sanctam Sedem pro opportuna providentia consuluerit, suppresso tamen pœnitentis nomine. »

Les expressions de la lettre sont tellement claires qu'il n'est besoin d'aucun commentaire. Nous ferons simplement remarquer que la suppression du nom du pénitent n'a lieu que dans la lettre adressée par le confesseur à l'évêque ou au Saint-Siège, pour lui demander des instructions dans le cas où le pénitent ne voudrait pas faire la dénonciation.

Ad II. Le pénitent peut certainement appeler un prêtre étranger dépourvu de juridiction :

l'Eglise suppléerait dans ce cas la juridiction. Tel est l'enseignement *unanime* des théologiens.

C'est l'enseignement de ceux qui admettent que, dans toutes les circonstances, même quand il y a un prêtre ayant juridiction, tout prêtre peut absoudre un moribond. C'est l'enseignement aussi de ceux qui restreignent cette faculté au cas où l'on ne pourrait pas trouver facilement un prêtre ayant juridiction, puisqu'ils admettent tous cette exception : « Si infirmus non posset confiteri ap-
« probato sine magna difficultate aut repugnan-
« tia. » (Gury). « Si moribundus ita horreat ma-
« nifestare sua crimina confessario illi, ut sit in
« periculo confitendi sacrilege. » (Scavini).

Q. — 1^o Doit-on considérer comme pécheresses publiques les filles « *prægnantes inhoneste* » et par conséquent leur refuser la sainte communion, même aux Pâques, même avant le mariage? Les avis sont bien divers.

2^o A quelle fin spéciale se bénit l'eau de saint Ignace? Tout prêtre peut-il la bénir?

3^o Pourriez-vous me donner quelques renseignements sur le scapulaire de saint François de Paule (des Minimes) et la forme et la couleur du scapulaire?

R. — Ad I. Si les filles *prægnantes inhoneste* ne sont pas nécessairement pécheresses publiques, leur péché à tout le moins est notoire et par conséquent il faut les tenir éloignées de la sainte Table, *nisi de earum pœnitentia et emendatione constet et publico scandalo prius satisfecerint* (Rituel rom).

Quelles preuves d'amendement doivent-elles donner?

En droit, il suffit que l'on sache publiquement qu'elles se sont confessées, ont regret de leurs fautes et ont quitté l'occasion du péché. En pratique, pour trancher la question, le curé dans sa paroisse doit tenir un compte prudent de toutes les circonstances de lieu, de personne, d'opinion publique. Ces circonstances étant souvent différentes, il est naturel que les décisions pratiques le soient aussi.

Ad II. 1^o Le texte même de la bénédiction de l'eau de saint Ignace, indique les avantages de cette eau. « Domine sancte... ut intercedente
« beato Ignatio confessore tuo, famulos tuos ab
« ægitudine liberatos et sanitate donatos, dex-
« tera tua erigas, virtute confirmes, potestate
« tuearis, atque Ecclesiæ tuæ sanctæ cum omni
« prosperitate restituas. Per Dominum... »

Ensuite le prêtre plonge dans l'eau une médaille ou un reliquaire de saint Ignace, en disant :

« Benedic, Domine, hanc aquam, ut sit reme-
« dium salutare generi humano, et per interces-
« sionem beati Ignatii cujus numisma (vel reli-
« quia) in eam immergitur (vel immerguntur)
« præsta, ut quicumque ex ea sumpserint, cor-
« poris sanitatem et animæ tutelam percipiant.
« Per Christum... »

Cette bénédiction est réservée aux Pères Jésuites et aux prêtres qui en ont reçu le pouvoir de leur général.

AD III. Nous ne connaissons rien de particulier sur le scapulaire de saint François de Paule : sa couleur est le noir.

Q. — 1^o Quelle est donc la « nature » de l'absolution générale que reçoivent les Tertiaires de saint François ?

2^o En quoi cette absolution diffère-t-elle de l'indulgence plénière ?

3^o Qu'entend-on par la restitution de l'innocence baptismale ?

Comment s'y prendre pour faire appliquer à un chapelet les indulgences des Pères Croisiers ? Où s'adresser ?

R. — I. 1^o L'absolution générale que reçoivent les Tertiaires de saint François, n'est point sacramentelle ; elle remet seulement toute la peine due à la justice divine pour les péchés déjà pardonnés, quant à la coulpe, par le sacrement de pénitence.

Elle ne lève pas les excommunications, les suspenses et les irrégularités que l'on aurait contractées à son insu, ou dont on aurait perdu le souvenir : comme l'ont enseigné bon nombre de canonistes.

Elle ne confère pas « une nouvelle effusion de la grâce justifiante, sanctifiante, défilante qui nous a été donnée, avec le pardon de tout péché, au jour sacré du baptême ; » elle n'est pas « la complète rénovation de notre âme et la restitution pleine et entière de la sainteté et de l'innocence baptismale : » comme le dit Mgr de Ségur dans plusieurs opuscules.

(Le Tiers-ordre de saint François, le Cordon séraphique, l'Association catholique de saint François de Sales.)

2^o Elle a l'efficacité et ne diffère en rien de l'indulgence plénière.

3^o Par la restitution de l'innocence baptismale dont parle la formule, il faut entendre la rémission pleine et entière des peines temporelles dues aux péchés pardonnés qui est faite à celui qui reçoit cette absolution avec les dispositions requises.

Ces décisions sont extraites d'une lettre de la sacrée Congrégation des indulgences à Mgr de Ségur, en date du 18 septembre 1878.

Après avoir rappelé la notion des absolutions générales donnée par l'illustre et saint prélat le R. Assesseur ajoute : *Istæ et his similes sententiæ, quæ in prædictis opusculis ac ephemeridibus prostant, judicatæ sunt prorsus alienæ a veritate.*

En effet, dit-il, l'absolution générale ne peut augmenter la grâce sanctifiante, puisque seuls les sacrements ont cette vertu.

Elle peut remettre toutes les peines temporelles dues aux péchés pardonnés, si l'Eglise lui accorde ce pouvoir ; et elle le lui accorde, c'est ce qu'elle exprime lorsqu'elle parle de la restitution de l'innocence baptismale : « Hæc autem plenaria remissio, quantum spectat ad potestatem Ecclesiæ, proprie significatur, si quando in generalis absolutionis formulis commemoratur restitutio baptismalis innocentie. »

Cette rémission de toutes les peines est difficile à obtenir puisqu'elle supprime l'exemption de tout péché et de toute affection au péché : « Ad quam integritatem per sacramentum poenitentiae sine magnis nostris fletibus et laboribus, divina id exigente justitia, pervenire nequaquam possumus. »

« Dominatio tua igitur facile videt, monendos esse Christifideles, ad plene percipiendum salutarem fructum, quem summi Pontifices spectant in largienda absolutione generali, extraordinariam requiri dispositionum perfectionem. Etiam si ergo hujus innocentiae et puritatis nomine intelligeretur, ut reapse est intelligenda, duntaxat plena remissio poenarum temporalium ob peccata jam aliter condanata, non tamen vacarent periculo inducendi fideles in errorem frequentes vehementesque sententiae et propositiones nimis absolutae de restitutione et renovatione innocentiae et puritatis baptismalis obtinendae ope absolutionis generalis. »

Enfin le R. Assesseur termine en disant que l'absolution générale même réunie à la bénédiction papale ne lève ni directement ni indirectement les censures et les irrégularités.

« Dénique s. Congregatio necesse habet animadvertere effectibus absolutionis generalis minime accensendam esse absolutionem ab excommunicationibus, a suspensionibus et ab irregularitatibus ignoranter contractis vel e memoria lapsis, sive hoc significet remissionem directam, sive indirectam, sive illam in rigore et proprio verborum sensu dicitur ad cautelam ; quod extendendum est et ad absolutiones conjunctas cum Benedictione papali, ut colligere est ex constitutione Clementis XIII, *Inexhaustum.* »

AD II. Pour faire appliquer à un chapelet les indulgences des Pères Croisiers, il faut s'adresser au Révérendissime général de l'ordre ou aux religieux croisiers délégués par lui à l'effet de bénir les chapelets : eux seuls ont pouvoir de leur appliquer ces indulgences.

Q. — Existe-il des Confréries en faveur des âmes du Purgatoire ? Où peut-on s'en procurer les statuts ?

R. — Nous reprenons cette question et nous la posons avec un léger changement de termes, parce que la solution qu'y a donnée l'*Ami du Clergé*, à la page 10 de cette année, a semblé erronée à plusieurs lecteurs. La question telle qu'elle était posée pouvait être comprise, et de fait avait été comprise en ce sens : Existe-t-il des confréries dans lesquelles on puisse inscrire les défunts ? La réponse fut négative et elle devait l'être, parce qu'il est absolument défendu par le Saint-Siège d'inscrire les défunts dans des Confréries quelconques ; mais cela ne préjuge en rien la question telle que nous la posons.

Il existe des Confréries qui ont pour but le soulagement des âmes du purgatoire. La plus remar-

quable est l'Archiconfrérie de l'Assomption de la Sainte Vierge érigée à Rome dans l'église des Rédemptoristes à Sainte-Marie *in Monterone*. Le décret d'érection porté par le cardinal-vicaire est du 28 décembre 1840. Les papes Grégoire XVI et Pie IX la comblèrent de faveur; le premier l'érigea même en Confrérie.

Par un décret du 23 août 1861 les Pères Rédemptoristes ont été autorisés, contrairement aux règles générales, à agréger à l'archiconfrérie, les confréries qui ont un autre titre, pourvu qu'elles ajoutent à ce titre primitif la mention expresse du but spécial de soulager les fidèles défunts.

Pour se procurer les statuts de cette archiconfrérie, il faut s'adresser au supérieur général des Rédemptoristes à Rome.

Il existait encore une association de ce genre au monastère de Sénanque, dans le diocèse d'Avignon. Nous ne savons si elle a survécu à la dispersion des religieux.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Chaque année depuis quelque temps, les dépenses « absolument nécessaires » de ma fabrique excèdent les recettes de 20 à 30 francs. Dans cette triste situation il a été décidé au conseil que, dans un but d'économie, afin de pouvoir suffire à ses autres charges et payer sa dette, il n'y aurait plus de sonneur rétribué : ce qui procure une économie de cent francs pour la fabrique. Mais de là grand mécontentement dans la paroisse.

Cela posé :

La dépense de la sonnerie doit-elle être considérée comme une dépense absolument nécessaire, et dans le cas où une fabrique ne peut suffire à cette dépense, peut-elle obliger la commune à la prendre à sa charge ?

Je vous ferai observer que, dans le cas actuel, le conseil municipal n'a pas voulu prendre cette dépense à sa charge. Pouvons-nous l'y obliger ? Si nous ne pouvons pas, les cloches resteront silencieuses toute l'année, attendu que personne ne veut faire le service gratuitement.

R. — Il ne saurait exister le moindre doute, tant la loi est formelle sous ce rapport. En effet, l'article 92 du décret du 30 décembre 1809 porte : « Les charges des communes relativement au culte sont : 1° de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique pour les charges portées en l'art. 37.... »

Or, l'art. 37 de ce décret est ainsi conçu : « Les charges de la fabrique sont : 1° de fournir aux frais nécessaires du culte, savoir : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens; le paiement des vicaires, des sacristains, chantres et organistes, sonneurs, suisses, bedeaux et autres employés au service de l'église, selon la convenance et les besoins du lieu.... »

On voit par le rapprochement de ces deux textes que le droit de la fabrique et le devoir de la commune sont parfaitement clairs et précis.

Tout ce que peut faire le plus malveillant des

conseils municipaux, c'est de discuter le fait de l'insuffisance des revenus de la fabrique; par conséquent de se faire présenter le budget, c'est-à-dire l'état des recettes et des dépenses. L'art. 93 du décret précité est très formel sur ce point. Le conseil municipal doit être convoqué à cet effet pour délibérer ce qu'il appartiendra. La délibération doit être adressée au préfet qui la communique à l'évêque diocésain pour avoir son avis.

Le conseil municipal, pour justifier son refus, peut signaler des dépenses inutiles faites par la fabrique, ou des recettes négligées. Mais si la fabrique est en règle, il n'a aucun moyen légal pour se soustraire à son devoir. Le préfet peut et même doit inscrire d'office le secours demandé dont le besoin est justifié. Et si par hasard, — comme cela arrive quelquefois sous notre joli gouvernement, — le préfet se range brutalement du côté du conseil municipal rebelle, on recourt contre lui au ministre, qui ne peut reculer sans s'exposer à être condamné par le conseil d'Etat.

Q. — 1° Un sacristain est-il obligé d'enterrer les indigents pour rien, surtout quand c'est le maire qui commande ?

2° Le maire va chercher le sacristain pour ensevelir le mort, à 11 heures du soir, et lui fait passer la nuit auprès du cadavre. Qui doit payer ?

3° Pendant que le maire commande et exige la gratuité, il fait dresser un piédestal en pierres avec ces mots : « Ici repose X.... décédé indigent; » une pareille dépense est-elle obligatoire ?

R. — Ad 1°. L'article 4 du décret du 18 mai 1806 porte que dans toutes les églises ces services d'enterrement doivent être faits *gratuitement*. Par conséquent, les serviteurs de l'église aussi bien que le curé et la fabrique, sont tenus à remplir leurs fonctions sans avoir droit à aucune espèce de salaire.

Mais le maire n'a aucune qualité pour donner des ordres à un serviteur de l'église quel qu'il soit. Le sacristain, comme tel, est sous la dépendance exclusive du curé en tout ce qui regarde les devoirs de sa charge. Le maire, en pareille circonstance, n'a qu'un droit, ce qui est en même temps un devoir, celui de constater par un certificat l'*indigence* de celui qu'il s'agit d'enterrer.

Sur ce premier point, nulle difficulté, le sacristain doit contribuer à la cérémonie funèbre gratuitement comme tous les autres employés de l'église, comme le curé et la fabrique elle-même, non point parce qu'il est commandé par le maire; mais parce que c'est une obligation de sa charge, qu'il remplit sous l'autorité exclusive du curé.

Ad 2°. Le maire n'a aucune autorité sur le sacristain comme tel. Sous ce rapport, il n'a donc pas d'ordres à lui donner. En outre, il n'entre nullement dans les fonctions du sacristain d'ensevelir et de veiller les morts. D'où il suit que le maire ne peut s'adresser au sacristain pour cette besogne par voie de commandement ou de réquisition. Il ne peut que lui demander la chose comme à tout autre citoyen à titre de service, et

en payant, si celui qui fait la corvée exige un paiement.

Ad 3^m. Dans ce qui précède, le maire donnant des ordres à un sacristain qui n'est pas son serviteur, fait acte d'usurpation et attente à la liberté d'un citoyen; mais lorsqu'il s'amuse à décorer d'un piédestal en pierre la tombe d'un indigent, il fait de la *fantasia* et tombe dans le grotesque. Il étale sottement sa tyrannie, sans prendre garde que tout en violant tous les droits, il blesse la famille du défunt; car personne, que nous sachions, ne tire vanité de son indigence. On est assez humilié d'être pauvre, pour ne point désirer que ce qualificatif soit pompeusement écrit sur la pierre d'un piédestal... Un préfet qui aurait à cœur de faire respecter l'écharpe municipale enverrait un *monitum* bien senti à ce légendaire magistrat.

Q. — Malgré toutes les formalités remplies par la fabrique de X..., le conseil municipal refuse depuis un an d'allouer au vicaire le supplément de traitement qui lui est dû.

Depuis un an aussi, le Préfet à qui l'on s'est plaint, promet de porter d'office au budget ledit supplément; mais il n'en fait rien.

Que doit faire le vicaire?

1^o Peut-il poursuivre le conseil municipal devant les tribunaux?

2^o Dans le cas où le Préfet porterait d'office au budget son traitement arriéré, pourrait-il réclamer les intérêts qui ont couru depuis un an?

R. — Lorsqu'un vicaire a été régulièrement institué dans une paroisse par l'autorité diocésaine, son traitement fait partie des dépenses obligatoires que le décret du 30 décembre 1809 met en première ligne à la charge de la fabrique et subsidiairement à celle de la commune. Dès lors que l'insuffisance des ressources de la fabrique est dûment constatée, la commune ne peut pas se dispenser de subvenir à ce traitement, et, en cas de refus de sa part, l'administration supérieure a pour devoir de l'y forcer, sauf au conseil municipal à se pourvoir, comme les articles 96 et 97 du décret de 1809 lui en donnent les moyens, contre la création même du vicariat, s'il persiste à le considérer comme inutile. (*Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur*, n° 23.)

Dans le cas présent, le Préfet reconnaît cette jurisprudence, puisqu'il promet de porter d'office au budget la somme refusée par la municipalité. D'où il faut conclure :

Ad 1^m. Que le vicaire ne peut pas poursuivre le conseil municipal devant les tribunaux, puisque l'administration est suffisamment armée pour lui faire rendre justice.

Ad 2^m. Le vicaire réclamerait en vain les intérêts de son traitement, parce qu'il ne pourra jamais prouver au gouvernement que ce traitement lui est dû en *justice*. L'Etat n'est-il pas absolument persuadé que le budget des cultes est un pur cadeau qu'il nous fait dans sa grande

générosité? Je crois qu'on serait bien venu à formuler une pareille réclamation.

Vous leur fîtes, Seigneur,
En les croquant, beaucoup d'honneur!

Q. — Deux bienfaitrices de ma paroisse ont fondé un couvent. Désirant assurer à « perpétuité » cette pieuse fondation, et justement alarmées de la jurisprudence qui régit actuellement ces sortes de donations, elles demandent quel serait le moyen le plus sûr à prendre? Est-ce un testament? Ou bien une vente simulée? Et dans cette dernière hypothèse, quelle serait la marche à suivre? Elles ont établi leur neveu légataire universel.

R. — Il est fort difficile de répondre à ces sortes de questions; car il n'y a, à proprement parler, aucun moyen infaillible. Le moyen qui était sûr hier, ne l'est plus aujourd'hui; ou s'il l'est aujourd'hui, il ne le sera plus demain. Un des plus obviés en ce moment, mais négatif, est celui qui ne fait entrer les ordres religieux en rien ni pour rien dans la fondation, parce que la menace permanente plane sur leur tête. Ou si la donation est faite à quelque religieux, il faut l'entourer de telles conditions, que l'Etat ne puisse jamais s'emparer de la donation sous aucun prétexte, sous peine de la voir revenir à la famille du donateur. Nous supposons que l'ordre religieux est reconnu; car s'il ne l'était pas, on ne peut donner aux religieux que personnellement à titre de citoyens.

Si on emploie le testament, qu'on entoure le légataire des mêmes précautions. D'abord, qu'on choisisse un homme d'honneur, bon chrétien, et qu'on prenne pour exécuteur testamentaire l'évêque diocésain ou le curé de l'endroit *pro tempore*.

Nous engageons notre correspondant à s'adresser pour plus amples informations à quelque notaire expérimenté, à quelque avocat habile, mais à convictions religieuses inébranlables.

Q. — A cette question : « A qui appartient le cierge offert pour le pain bénit, » vous avez répondu : « à M. le curé. »

Je connais des paroisses où le curé, sachant que les paroissiens en offrant ce cierge, croient le donner à la fabrique, — quelquefois même ils demandent qu'il brûle devant un autel ou la statue d'un saint, — le laissent à la fabrique. Quand la personne qui offre le pain bénit n'offre pas le cierge (et c'est le cas le plus fréquent), le sacristain prend un des cierges offerts par d'autres et donne à M. le curé la petite somme versée pour ce cierge prêt.

M. le curé peut-il garder cette petite somme? Ou doit-il la verser à la fabrique?

R. — Le cierge porté par la personne qui offre le pain bénit appartient, en effet, au curé comme toute offrande faite à l'autel, appelée en certains endroits *droit d'étole*. Il dépend du curé d'user de son droit ou d'y renoncer personnellement; car il n'aurait pas le droit d'y renoncer pour ses successeurs à moins de faire intervenir l'autorité compétente.

Les curés oublient trop souvent cette règle de justice. Nous en connaissons un, saint entre tous les saints, qui pour attirer quelques dons dans le

but d'acheter deux cloches, s'est engagé à sonner pour tous les enterrements sans distinction de classe, comme s'il s'agissait d'un premier ordre. Il n'en avait pas le droit; il lésait ainsi les droits de la fabrique et en particulier du sonneur. Il ne pouvait organiser les choses de cette manière qu'en respectant les droits des tiers et avec l'autorisation compétente.

Le cierge qu'on offre appartenant au curé, celui-ci peut donc en fournir à ceux qui n'en ont pas, et la somme versée à cette occasion lui appartient exclusivement. Mais dans ce cas, il est nécessaire que le cierge qu'il prête soit sa propriété. Si ce cierge appartenait à la fabrique, celle-ci aurait droit à une partie de la somme versée. Le prix du cierge prêté doit être égal au prix du cierge lui-même. La raison en est simple : celui qui offre le pain bénit doit un cierge entier, petit ou grand, lequel revient au curé. Il peut sans doute exiger que le cierge qu'il paie comme *entier*, le soit réellement. Mais s'il ne l'exige pas, le curé a droit au paiement intégral, indépendamment de la quantité de cire brûlée. Ainsi, à moins que l'offreur n'exige un cierge neuf, le curé peut faire servir indéfiniment le même cierge et réclamer de chacun la somme entière.

Nous parlons du cierge porté par l'offreur, et non des cierges placés en certains endroits autour du pain bénit. Ceux-là appartiennent en principe à la fabrique.

Q. — Deux draps mortuaires ont été acquis par une souscription faite dans la commune, il y a environ 15 ans.

Ces deux draps qui, après leur acquisition, ont été déposés dans une boîte à la mairie, puis remis, quelques années après, à la sacristie, sont-ils la propriété de la fabrique ou de la commune ?

R. — Par qui la souscription a-t-elle été faite ? et au nom de qui ? Si elle a été faite, par exemple, par le maire au nom de la commune, ces draps appartiennent à la commune. Mais même dans ce cas, ils ne peuvent servir dans les cérémonies funèbres de l'église qu'avec la permission de la fabrique, et si l'usage de ces draps comporte un paiement quelconque, les sommes qu'il produit appartiennent exclusivement à la fabrique qui a le privilège de toutes les fournitures pour les convois et pompes funèbres.

Il est infiniment probable que la souscription a été faite au nom de la fabrique ; c'est pourquoi nous opinons que les draps sont la propriété de la fabrique, comme tout mobilier d'église qu'on aurait acquis de la même façon.

Q. — Une personne qui a acheté une concession à perpétuité dans un cimetière, peut-elle, malgré le maire, faire enterrer dans la même fosse plusieurs personnes de sa famille, sans payer un nouveau droit et en conservant entre chaque sépulture le délai légal de cinq ans ?

Dans le cas de l'affirmative, qu'y aurait-il à faire contre le maire, s'il s'y opposait ? La question me paraît pratique.

R. — Un maire peut s'opposer à une concession à perpétuité, s'il juge que le cimetière n'est

pas dans les conditions voulues pour l'accorder. L'art. 10 du décret du 23 prairial an XII, dit seulement que des concessions *pourront* être faites quand l'étendue des terrains le permet.

Mais quand la concession est faite, le maire ne peut pas s'opposer à ce qu'une famille fasse enterrer plusieurs personnes dans la même fosse après les délais légaux. Cela ressort de l'article 10 du même décret précité. « Il pourra y être fait » (lorsque l'étendue des terrains le permet) des « concessions aux personnes qui désireront y » « posséder une place distincte et séparée pour y » « fonder leur sépulture et celles de leurs parents » « ou successeurs, et y construire des caveaux, » « monuments ou tombeaux. »

On voit, d'après ce texte, qu'il s'agit, non seulement de pouvoir construire des caveaux sur le terrain concédé, mais encore d'y fonder une sépulture pour plusieurs. Le maire ne pourrait donc faire d'objection que s'il s'agissait d'ouvrir une fosse soit d'une profondeur moindre que celle exigée par la loi, soit avant le délai légal de cinq ans. Mais ici il n'a aucun prétexte, puisque le délai légal est observé, et qu'on entend opérer les nouveaux enterrements à la profondeur voulue. Par conséquent, il ne peut pas s'opposer à la volonté des familles. Son opposition serait illégale, et elle doit être dénoncée à l'autorité supérieure.

Tout en reconnaissant le droit des familles, nous devons faire observer que, généralement, quand on veut enterrer plusieurs corps dans la même fosse, il serait bon de faire un caveau, parce qu'alors on peut creuser aussi profondément que l'on veut et réserver autant de places que l'on désire, tout en observant la profondeur *minima* exigée. Ce serait de la prudence ; car il pourrait très bien se faire que le cadavre précédent ne fût pas encore consommé, et, dans ce cas, pour rester dans le droit, il faudrait une exhumation pour creuser plus profondément la fosse, et aussi des autorisations spéciales pour cette opération.

Q. — Un maire a-t-il le droit de mettre sur l'église, en caractères d'une dimension démesurée, et de plus, agrémentés d'un bonnet phrygien, ce qui suit :

R. F.

Liberté, Égalité, Fraternité.

(Place du bonnet phrygien.)

PROPRIÉTÉ COMMUNALE.

Ce qui fait que toute la façade est prise et bien remplie. Le conseil de fabrique ne pourrait-il pas faire peindre une croix sur le portail de l'église, d'autant plus que ce signe n'est même pas sur le haut ?

R. — Un maire n'a pas le droit d'écrire quoi que ce soit, *de son autorité privée*, sur la façade d'une église ; car bien que l'église puisse de fait, être la propriété de la commune, c'est une propriété qui a reçu une destination et dont l'administration est confiée à un conseil spécial.

Mais s'il existait un décret portant que l'inscription susdite doit être faite sur les églises, le

maire pourrait se conformer au décret sans consulter la fabrique.

Ce décret existe-t-il? Nous ne le croyons pas. En tout cas, nous l'ignorons. Dans une circulaire du 25 juillet 1828, le ministre de l'Intérieur rappelait aux Préfets que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres était spécialement chargée — quand il y avait lieu, — par ses statuts et par les ordonnances des rois de France, de rédiger les inscriptions qui doivent être placées sur les monuments publics. Nous ne sachons pas que la savante assemblée ait rédigé la fameuse inscription portant la non moins fameuse trilogie dite républicaine.

Quoi qu'il en soit, il y a là une douce manie, que le clergé supporte généralement; d'autant plus qu'à le bien prendre, jamais peut-être les trois mots de liberté, d'égalité et de fraternité, n'ont trouvé une plus réelle justification que dans l'Eglise de Jésus-Christ, où tous les fidèles sont libres, égaux et frères dans le sens noble et vrai de ces paroles.

Ce que nous trouvons de trop, c'est le bonnet phrygien qui, en rappelant les tristes jours de la carmagnole, insulte directement la religion d'amour et dément outrageusement l'inscription elle-même.

A moins qu'on ne nous exhibât un décret portant le texte de l'inscription et spécialement le bonnet phrygien, nous curé, nous aurions enlevé, au nom de notre droit de police, ce symbole de la haine et de l'irréligion.

Quant à la seconde question, à savoir si la fabrique a le droit de faire peindre une croix sur le portail de l'église, nous répondons que ce droit est incontestable et incontesté. Pour exécuter la chose, on n'a besoin d'aucune autorisation; nous engageons notre correspondant à le faire au plus tôt et à y déployer le plus grand art. C'est le signe de la croix qui nous relèvera aux yeux des nations, tandis que le fameux casque à mèche des révolutionnaires ne fera jamais que nous couvrir de ridicule.

Q. — Je viens, à mon tour, vous demander un renseignement auquel j'attache un grand prix. Je suis domicilié à B. avec l'une de mes sœurs. Nous nous sommes tout donné mutuellement par testament. Ce testament, moi décédé, suffirait-il pour lui donner le droit de toucher en mon lieu et place 1° les 200 fr. de rente annuelle; 2° le remboursement éventuel des 4.000 fr. de capital? Car vous savez que je figure seul sur vos registres comme actionnaire. Pourriez-vous dans le cas d'insuffisance de mon testament pour lui assurer ce droit, ajouter cette clause : à M. l'abbé X..., ou à sa sœur E...

R. — Notre correspondant doit se tenir absolument tranquille; lui décédé, sa sœur héritera de tous ses droits par la force de son testament. Si les actions sont au porteur, la chose est bien claire, c'est le porteur, c'est-à-dire sa sœur qui, possédant les coupons, n'aura qu'à les présenter pour être payée. Si les actions sont nominatives, il y aura à faire pour cette propriété ce que l'on fait pour toute autre propriété : prouver qu'on

est héritier et faire changer l'inscription, voilà tout. Le mort saisit le vif; un héritier prend la place du testateur en tout et pour tout.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

Le Clergé français en 1789 était le premier propriétaire et le premier Clergé du monde. Cette dernière gloire il l'a gardée; le malheur, la persécution et la pauvreté en ont même augmenté l'éclat, et le rayonnement de ses vertus, comme l'expansion de sa foi, est allé jusqu'aux extrémités de l'univers faire chérir le nom de la France. Quant à son autre prérogative, il s'en est volontairement dépouillé pour payer les dettes de la patrie, confiant dans des engagements solennels auxquels la révolution a menti traitreusement. Pourtant par un reste de honte, elle lui a jeté un morceau de pain qui, dans sa pensée, ne devait guère retarder l'agonie de l'Eglise qui commençait à mourir d'inanition. L'agonie s'est prolongée près d'un siècle déjà, semblable aux merveilleuses luttes de nos saints les plus actifs, et les plus puissants sur leur siècle, comme saint Bernard, et dont la vie tout entière ne fut cependant qu'une suite d'agonies. En eux la charité faisait vivre l'âme, et, mû par des ressorts prodigieux, le corps marchait toujours. Il faut si peu de nature pour servir de piédestal à cette immense pyramide surnaturelle dont la pointe touche le ciel! Le Clergé de France pendant tout le 19^e siècle, a mené une vie aussi étonnante que celle de saint Bernard. Dans ses mains, le faible budget des cultes s'est transformé en œuvres brillantes autant qu'inexplicables : cathédrales restaurées; églises qui ont surgi de terre par milliers; hôpitaux fondés; patronages florissants; des millions de pauvres secourus avec son obole miraculeusement multipliée; enfin sa réputation de charité si glorieusement répandue que pas un « ouvrier sans travail » — triste victime des idées révolutionnaires — ne rencontrera un prêtre sans lui tendre la main avec une confiance qui se lit sur sa figure habituée aux déceptions bourgeoises; je le demande, y a-t-il un fait qui fasse mieux ressortir, à côté des fortunes scandaleuses qui s'effondrent ou restent stériles, la fécondité inépuisable d'une richesse médiocre mais bien acquise et sagement employée. Cette richesse, c'est la pauvreté dont parle le poète, riche d'hommes et d'œuvres, *fecunda virorum paupertas*. La pièce d'or se change en un métal inutile et dangereux si elle n'est frappée du double et chaud rayon de la justice et de la charité.

La brebis du pauvre gênait le riche, haineux et sensuel. Il la fit égorger. C'est en vertu du même principe qu'on menace aujourd'hui le budget des cultes. Il nous paraît intéressant d'en rappeler les origines, de montrer comment le

Clergé par patriotisme s'est dépouillé de ses immenses biens, aussi légitimement acquis que la plus sûre propriété, et comment les gouvernements ont toujours éludé leurs promesses. Ensuite, descendant jusqu'aux détails du budget d'un curé, nous ferons ressortir la situation inique faite au Clergé, grevé par ses études, par ses charges, par sa charité, et maintenu par l'Etat dans une infériorité injuste en face des ministres des autres cultes et même des instituteurs, bien que l'opinion persiste à l'élever à une place d'honneur où il ne peut rester sans l'appoint nécessaire des ressources matérielles, — garantie exigée de toute considération morale.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

RECETTES POUR UN DINER DE CARÈME

Mercredi dernier, j'étais à la campagne chez un excellent ami. Sa cuisinière, une bonne fille du bon vieux temps, nous prépara un dîner de carême, mais si délicieux, que je ne puis résister à la tentation d'en donner la recette aux lecteurs de *l'Ami du Clergé*.

On servit d'abord un potage à la julienne. Voici, de notre cordon-bleu, la manière de le préparer :

Prenez navets, poireaux, pieds de céleri, oignon, panais, coupez-les en filets minces; ajoutez oseille, poirée, laitue, cerfeuil, que vous hachez assez fin, ajoutez encore des pois de conserve, faites cuire à moitié avec du beurre, mouillez de bouillon maigre, salez, poivrez et trempez avec un peu de pain.

Il paraît que pour diviser convenablement les différents légumes, il faut une main exercée. Si les légumes sont mal coupés, ils ne rendent pas entièrement leur suc, la cuisson en est inégale, et la julienne est privée de la saveur désirable. Pour suppléer à l'habileté de la cuisinière, on a inventé le coupe-julienne, sorte de rape qui facilite l'opération à la personne la moins expérimentée. Il suffit de veiller à ne pas s'écorcher les doigts. Vous placez l'instrument sur un vase, et vous l'y retenez en le prenant de la main gauche; de l'autre main vous tenez le légume qui doit être haché, vous le poussez contre les couteaux, et il tombe dans le vase en filets réguliers et parfaitement coupés; l'opération n'a duré qu'un instant.

Dans quelques semaines, il sera possible de donner à la julienne une saveur printanière, en y ajoutant quelques pointes d'asperges et quatre ou cinq petits radis; on adoucit l'acreté par un léger morceau de sucre.

Notre bonne gouvernante nous servit des œufs farcis. Voici sa recette :

Faites durcir une douzaine d'œufs, coupez-les en long, enlevez la pomme de l'œuf et écrasez-la avec une poignée d'oseille, un quart de poignée de persil, une pincée de ciboulette ou une échallotte, le tout haché et très-fin, salez et poivrez;

remplissez de cette farce les moitiés d'œufs, de sorte qu'elles soient bien bombées, faites jaunir dans du beurre fondu, retirez et ajoutez à la sauce un quart de beurre frais et six cuillerées de crème.

Un autre plat, très-confortable pour le carême, et dont la recette provient de la même source, est ce qu'on appelle un ramequin.

Faire une colle avec deux cuillerées de farine, laisser refroidir jusqu'à ce que ce soit tiède; mettre un petit morceau de beurre frais, une cuillerée de crème, six œufs, un quart de fromage de gruyère rapé, un peu de sel, mélanger le tout. Faire chauffer une casserole et son couvercle, mettre un peu de beurre fondu, faire cuire une demi-heure au four ou devant le feu avec braise dessus et dessous.

La cuisine italienne prépare les ramequins de la manière suivante :

Mettre dans une casserole 250 grammes de fromage rapé, 125 grammes de beurre, un anchois pilé, un verre d'eau, un peu de sel; faire bouillir le tout, et ajouter autant de farine que la sauce en peut boire, et faire chauffer jusqu'à ce que la pâte soit épaisse. Mettre cette pâte dans une autre casserole pour y détremper des œufs autant que la pâte en pourra contenir sans être liquide; il faut qu'en la versant de la cuillère, elle coule sans coller. Faire de cette pâte des petits gâteaux de la grosseur d'un œuf, et les disposer sur un plateau pour les faire cuire au four. Les ramequins seront bien conditionnés, s'ils sont légers et de belle couleur.

Ce mets que nous avons pu apprécier nous-même, est peut-être préférable au précédent.

N'ajoutons qu'un mot d'un plat, qu'on rencontre partout, un mercredi de carême; nous voulons parler des classiques harengs. Il n'est personne qui ne sache les accommoder.

Il s'agit de harengs frais, beaucoup de personnes les préfèrent à la sauce blanche. Videz, écaillez et nettoyez les harengs, et mettez-les sur le gril que vous aurez fait chauffer d'avance, dans la crainte qu'ils ne s'y attachent; car, pour le dire, en passant, cette précaution de faire chauffer le gril est nécessaire, toutes les fois qu'on fait griller du poisson. Quand les harengs sont bien cuits, on les sert avec une sauce blanche.

Les harengs salés doivent se désaler pendant 24 heures; on peut les faire cuire dans l'eau, — ils sont meilleurs que grillés, — on ôte les écailles, la tête, la queue, les arrêtes, et on les mange en salade. Cuits de cette manière, ils se servent aussi sur une purée de pois.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 15 martii.

T. GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

Les Sociétés financières sont loin d'être dans ce pas. L'avenir entre bien certainement dans plus d'une de leurs combinaisons, mais pas de la même façon. Elles sont loin d'être aussi sûres. Ces combinaisons peuvent aussi être plus dérangées par les événements.

Il n'est pas jusqu'à la paix, cette grande cause de prospérité pour les Sociétés industrielles, qui ne puisse être, au contraire, une cause de ruine, ou tout ou moins de grands préjudices, pour les Sociétés financières. Ces Sociétés cherchant, comme on le sait, une grande partie de leurs bénéfices dans des opérations de pure spéculation, sont, lorsque tout est calme à l'intérieur comme à l'extérieur, parfois trop disposées à se laisser aller à des entraînements téméraires et frisant même l'extravagance.

L'histoire passée et présente de la France est à cet égard trop pleine d'exemples, que chacun a pour ainsi dire devant soi, pour que nous prenions la peine d'en citer un seul.

* *

Les Sociétés industrielles, dont le rôle est infiniment plus modeste, si elles ne réalisent pas toujours d'aussi grands profits que les Sociétés financières, sont moins exposées à ces divers mécomptes. L'entraînement surtout leur est, de par leur nature même, généralement interdit. Sociétés de production pour la plupart, elles règlent cette production sur les besoins de leur clientèle. Les bénéfices qu'elles donnent sont des bénéfices visibles, tangibles et réellement acquis. Les majorations de prix des divers éléments de l'actif, qui tiennent une si grande place dans les inventaires des Sociétés financières, et qui sont si souvent la principale source des dividendes, ne peuvent se pratiquer de la même façon dans les inventaires des Sociétés industrielles.

Le dividende d'une Société financière peut être l'escompte de l'avenir, et cet escompte peut même, dans une certaine mesure, être justifié. Il n'en saurait être de même pour le dividende d'une Société industrielle. A moins de malversation ou de mauvaise administration, ce dividende ne peut être que le résultat matériel de la liquidation même de l'exercice.

* *

Les Sociétés industrielles ne sont certes pas plus que les autres à l'abri d'erreurs, de fautes et de mécomptes. Mais, comme ces erreurs, ces fautes, ces mécomptes tiennent à des causes toutes d'ordre matériel, l'expérience des administrateurs y trouve son profit.

Enfin une Société industrielle se prête plus au contrôle de ses associés qu'une Société purement financière ne le fait et même ne peut le faire. On peut généralement tout dire, tout avouer, tout mettre en lumière dans une assemblée générale d'actionnaires de Société industrielle, parce qu'on n'y parle guère que de ses propres affaires. On ne peut agir de même dans une Société financière, parce que les affaires de cette Société sont aussi quelquefois les affaires de plusieurs autres Sociétés, avec lesquelles on a des engagements communs qu'on est tenu de ménager.

* *

En résumé, les actions des Sociétés financières constituent des placements convenables pour les capitaux qui font passer les chances des grands profits avant toutes choses; mais les capitaux tout particulièrement désireux de sécurité, de repos et de revenus régulièrement servis et d'accroissement mesuré de ces revenus, trouveront

plutôt leur affaire dans les entreprises industrielles.

Pour terminer, nous dirons que les considérations que nous venons d'exposer corroborent amplement la justesse des conseils que nous avons toujours donnés à nos clients d'éviter autant que possible de s'engager pécuniairement dans les Sociétés financières qui, presque toutes, finissent par glisser sur la pente des opérations aléatoires.

En les engageant, au contraire, à apporter leurs capitaux dans les entreprises industrielles, nos lecteurs n'ont eu jusqu'ici aucun motif pour nous reprocher de les avoir mal guidés.

En effet, si nous prenons comme exemple des affaires que nous leur avons recommandées la *Société générale de Librairie catholique*, ils reconnaîtront aisément qu'il nous était difficile de leur en présenter une jouissant de meilleures garanties. C'est que le développement et la prospérité actuelle de cette Société n'avaient pas à attendre pour se produire le succès de combinaisons plus ou moins hardies : leur cause était plus naturelle et plus légitime; elle découlait de calculs positifs, basés sur le travail, et voilà pourquoi les entreprises industrielles comme la *Société générale de Librairie catholique* seront toujours supérieures aux Sociétés financières au point de vue des placements d'épargne.

* *

Crescit eundo! tel est bien le mot qu'on peut appliquer en toute vérité à la *Société générale de Librairie catholique*.

Au commencement, en effet, elle ne fut que la simple transformation d'une librairie privée en une association de librairie. Même local, même administration, même personnel tout d'abord. Mais, au bout de quelque temps, les affaires étient doublées, triplées, on ne se trouva plus en nombre, et il fallut se mettre à l'aise.

De là le beau siège social construit rue des Saints-Pères, et sa grande annexe, la maison de rapport, n°76 bis. Là, ont été emmagasinés tous les dépôts dispersés auparavant dans six autres maisons éloignées, et parmi les services qu'on a pu dès lors exploiter en grand, figurent le Comptoir général de commission et le Comptoir de livres d'occasion, qui constituent l'un et l'autre deux des meilleures sources de bénéfices.

Aujourd'hui, trois nouveaux éléments de production viennent d'y entrer de front : les Classiques et les Fournitures d'école, la Caisse de retraites pour le clergé et la Caisse de prêts aux écoles libres.

Qu'on remarque toutes ces étapes, et qu'on nous dise si, au point de vue industriel, la *Société générale de Librairie catholique* ne se signale pas à tout instant par quelque nouveau progrès, par quelque nouvel acte qui porte en lui-même ses fruits et doit de plus en plus inspirer confiance?

Nous redirons ici que les nouvelles actions sont de 500 francs, qu'elles sont payables en un seul ou plusieurs versements, au gré du souscripteur, et qu'elles ont droit aux intérêts et aux dividendes de l'exercice en cours, lequel commence au 1^{er} janvier de la présente année.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la *Société générale de Librairie catholique*, rue des Saints-Pères, 76, à Paris.

VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*, directeur-général, 76, rue des Sts-Pères, Paris.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.
1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge ^à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINESTET, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BIOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f.50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres.* — *Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — **II^e VOLUME.** *Fin du Symbole.* — *Le Décalogue et les Sacrements.* 1 vol. de 501 pages. — **III^e VOLUME.** *Suite des Sacrements.* — *Prière.* — *Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — **IV^e VOLUME.** *Sujets de circonstance.* — *Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et viii-519-
xlviij pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. Années 1868-1869. 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — **II^e SÉRIE.** — 1 vol. in-12, de 362 pages, 3 fr. — **III^e SÉRIE.** *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — **IV^e SÉRIE.** *Les devoirs de l'Époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Épîtres et Évangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avant et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GUILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOY, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — 1^{er} volume : Dieu, la Création et la Providence. — 2^e volume : Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbati ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servatissimum. Editio novissima, curante L. M. RIOULLOT, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de saint Joseph; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et l'Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIGAUD, curé de Nogent-Chambrat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Évêque de Moulins. Nouv. 11^e édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol. in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERHAEGH, prêtre de la Congrégation des Sacres-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par M. le CH. NOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le Psautier de saint Joseph, la Dévotion des sept dimanches, un Nouveau Mois de mars des âmes pieuses, avec un grand nombre d'exemple inédit; le Culte perpétuel, la Dévotion au Cœur trépur de l'auguste époux de Marie, un Choix de prières, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Évêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in 32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'Institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou *saint Joseph et la France de notre époque*, par M. l'abbé E. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

ÉDITIONS D'ADMINISTRATIONS, 12, rue de Valenciennes, 12, boulevard de l'Éclaircie, 76, rue des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS. — Paris et Départements : Par la poste ou sans, 10 francs l'an. — En Avance : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 12 :

CAUTION : Pour le dimanche des Rameaux : Les grands péchés contemporains : le sensualisme -- CONGRÉGATIONS ROMAINES : Fêtes de sainte Marie-Madeleine et de sainte Marthe. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, SONNETS, ETC. : La fête de sainte Marthe : est-elle double, jeune par la France? — Un prêtre faisant les fonctions de sous-diacre, ou de diacre à la messe solennelle peut-il distribuer la sainte communion? — Pour un mariage, les époux tardant à venir, et midi approchant, quelle messe devait dire et que devait faire le prêtre? — Qui s'adresser pour se procurer le chapelet indulgencié des P. Croisiers? — Pour la fête de l'Oraison de N.-S. la principale de l'œuvre de la sainte Agonie, et pour la neuvaine préparatoire, peut-on orner somptueusement l'autel? exposer le tableau sur le tabernacle? renvoyer au dimanche de la solennité et de nos jours la bénédiction accordée pour la fête? — La récitation du Bréviaire suffit-elle pour gagner les indulgences qui se rencontrent dans la journée? — Dans l'advent, l'ordonne des derniers sacrements, doivent-ils être les prières *Pro domo* ou *Pro populo*? — Un curé de ville peut-il se présenter à la messe d'un table chargé de ses grandes bottes? — Est-il permis pour un motif honnête, d'assister aux funérailles des protestants? — Le cimetière est-il pollué par la sépulture d'un hérétique? — Un jour de prières publiques, peut-on, par politesse, présenter le pain bénit aux représentants de l'autorité civile avant de le présenter au curé? — Faut-il pour les indulgences de sainte Agnès, réciter le chapelet tout d'un trait? quelle interruption serait notable? — Une personne riche peut-elle donner ce 5 fr. pour une aumône de cire? — Peut-on accepter de dire une messe privée pour un protestant? De quel empêcher d'y assister? — Que peut un confesseur qui absoudrait toujours sous condition, sous prétexte qu'il y a doute sur les dispositions des pénitents? — JOURNÉE CIVILE ECC. ESTATIQUE : Un agent de l'administration peut-il exiger du trésorier de la fabrique la production des quittances, même des ecclésiastiques? — Les laïques peuvent-ils communiquer un notaire à donner expédition d'un acte qui l'intéresse? — Le curé qui s'est procuré les fonds nécessaires pour la réparation de l'église, peut-il agir d'accord avec le maire et le conseil sans l'autorisation de l'administration supérieure? — Le fait d'établir une école laïque communale et les filles équivaut-il au renvoi formel des sœurs qui tenaient l'école dans un autre local? Le curé qui avait donné à la commune 6000 fr. à condition que cette maison serait destinée à une école de filles tenue par les religieuses, peut-il réclamer ses 6000 fr. la commune peut-elle vendre ou louer cette maison? Peut-elle enlever le presbytère et faire de cette maison le logement du curé? — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (2^e article.) — JOURNAL DE L'ÉGLISE : Tableaux sur les peccés; encaustique pour parquets; revêtement des chaises; nettoyage des vêtements de laine; des broderies; teinture des meubles de bois blanc; fournis dans les meubles; autels en marbre tachés; couleur noire des vêtements et des ornements remise à neuf.

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

M. Eugène Loudun, l'illustre auteur du grand ouvrage *Le Mal et le Bien*, vient de faire une brochure d'actualité : **LE PEUPLE SOUS L'ANCIEN RÉGIME**.

Voilà, certes, un titre qui excite tout de suite l'attention : Quelle était la situation de ce peuple avant la florissante révolution et les principes sacrés de 1789? M. Eugène Loudun nous le dit, mais ses études l'ont mené à une conclusion absolument différente de nos révolutionnaires.

Le nous montre, preuves en mains, par des chiffres, par des faits et par des textes, le peuple non-seulement gouverné avec douceur, mais jouissant de droits qu'on réclame vainement pour lui aujourd'hui; les villes, les communes, heureuses richesses, presque indépendantes, presque les petites républiques, sans que la stabilité de l'Etat et le pouvoir central en fussent ébranlés.

il nous dit la liberté de parole, la dignité de ces bourgeois, de ces « roturiers » vis-à-vis des grands, des seigneurs, du roi même; puis, ces classes inférieures, que l'on a représentées comme bassement asservies et avilies, il nous dépeint leur vie facile, aisée, leur repos d'esprit, leurs réjouissances, leurs fêtes, fêtes vraiment nationales et populaires; les spectacles du temps, ces

mystères » qui faisaient accourir les « multitudes » et que le peuple aimait tant, parce qu'ils exprimaient ses sentiments et ses pensées.

Quant à la manière dont ce tableau d'histoire est représenté, di-on seulement que cette brochure, le PEUPLE SOUS L'ANCIEN RÉGIME, de même que celle *La France avant 1789*, dont nous avons parlé en son temps, est extraite de l'œuvre capitale de M. Eugène Loudun, *Le Mal et le Bien*, ouvrage dont toute la presse a fait un éloge unanime au fur et à mesure de l'apparition de ses cinq volumes, et qu'un de nos confrères résume en ces termes : « Ouvrage d'une lecture si facile » et si attrayante, un véritable résumé de la « philosophie de l'histoire, et l'un des tableaux « les plus complets et les plus brillants qu'on ait « tracés du monde antique et du monde moderne. « Œuvre d'un philosophe et d'un bonnet homme. « pour tout dire en un mot, d'un chrétien. »

Le Mal et le Bien, rappelons-le en passant, forme cinq volumes in-8° d'environ deux mille pages, et coûte 25 francs.

La brochure ci-dessus, LE PEUPLE SOUS L'ANCIEN RÉGIME, dont elle est tirée, sauf les modifications voulues pour la circonstance, forme 70 pages in-18, et fait partie de la collection de brochures populaires de la Société générale de librairie catholique, à 25 centimes l'exemplaire.

Elle se compose de sept chapitres, dont voici les titres :

- I. Caractère du peuple chrétien.
- II. Le suffrage universel et la commune.
- III. La décentralisation.
- IV. Prospérité et liberté générales.
- V. Les fêtes religieuses.
- VI. Les fêtes populaires.
- VII. Les spectacles.

Notes.

On voit quel attrait présente ce petit écrit dans les circonstances actuelles. Nous en recommandons la propagande à nos lecteurs.

* *

La *Revue du Monde Catholique* a publié dans ses numéros du 1^{er} et du 15 mars, un récit des plus saisissants, par M. HENRI LASSERRE, intitulé : **Le Miracle de l'Assomption.**

C'est l'histoire d'une nouvelle guérison due à l'intervention de Notre-Dame de Lourdes. Le pieux ecclésiastique qui en a été l'objet, vit dans une petite ville d'une de nos provinces du centre, on peut le voir tous les jours et vérifier l'exactitude du miracle. Nous n'hésitons pas à l'affirmer : le récit de M. Henri Lasserre a le même intérêt que les pages saisissantes de NOTRE-DAME DE LOURDES, livre que tout le monde connaît, et dont il est une suite admirable.

Ce beau travail ne sera pas publié à part ; il faut donc le lire dans la *Revue du Monde Catholique*.

L'abonnement à la *Revue du Monde Catholique* est de 25 fr. par an, chez M. VICTOR PALMÉ, éditeur, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

* *

Nos lecteurs apprendront ensuite avec intérêt que la *Société générale de librairie catholique* vient de mettre sous presse un volume destiné à renouveler le succès de l'ouvrage si émouvant du R. P. Chauveau, *Au Service du Pays, souvenirs de Sainte-Geneviève*.

C'est un nouveau livre sur les anciens élèves des Jésuites, un pieux et patriotique souvenir qui leur est consacré par un de leurs maîtres vénérés, le R. P. Didierjean.

Les notices contenues dans ces deux volumes sont les suivantes :

DE LA BAJONNIÈRE, Gaston.
BÉLIN, Hubert.
DE BELLEROCHÉ, Alphonse.
DE BONJOL, Gabriel.
DE BONREPOS, Gaston.
DE BOUILLÉ, Jacques (le comte).
BOULANGÉ, Edouard.
DU BOURG, Emmanuel.
DE LA BRÉLY, Henri.
CALONGNE, Armand.
CAMART, Albert.
CHENARD DE MAZIÈRES, Paul (le Père).
DE LA COTTIÈRE, Albert.
DE COURTAUREL DE ROUZAT, Frédéric.
CROZET DE LAFAY, Georges.
DELATTE, Nicolas.
DOUGLAS, Georges (le vicomte).
DUGAS, Joseph (le Père).
DULONG DE ROSNAY, Eugène.
FRAISSIGNES, Louis.
FRANÇOIS SAINT-MAUR, René.
DE GOUÉ, Joseph.
DE GOUBERVILLE, Gaston.
DE GRÉBAN DE PONTOURNY, Charles.
DE GROMARD, Raymond.
DE HAUTECLOCQUE, Léon.

DE HAUTECLOCQUE, Victor.
HÉRAULT, Léopold.
HOUDET, Joseph.
JOSSERAND, Albert.
KLEIN, Paul.
DE LAMANDÉ, Alphonse.
DE LAMBEL, Pierre.
DE LANCRY-PRONLEROY, Gabriel.
LARBALÉTIER, Gilbert.
LASSERRE, Gustave.
DE LAVAL, Louis (l'abbé).
LORTHOIS, Louis.
DE MAIRESSE, Fernand.
DE MARSAGUET, Alfred.
MASCLARY, Arthur.
MELLOT, Aristide.
MICHEL, François.
MOISANT, Arthur.
MOITIER, Paul.
DE NICOLAY, Henri.
DE LA NOUE, Charles (le vicomte).
DE PARSAY, Fernand.
DU PIN DE SAINT-CYR, Arthur.
DE PLAS, Henry.
DE PROVENCHÈRES, Gabriel.
PURNOT, Paul.
DE RAFFÉLIS-SOISSAN, Casimir (le comte).
DE RAFFÉLIS-SOISSAN, Edgard (le comte).
DE RETZ, Alexandre (le comte).
DE ROMANCE, Gaston.
DE ROUDROY, Olivier.
ROSTIER, Léopold.
DE SAINT-GRESSE-MÉRENS, Ernest.
SALLÉ, Georges.
SAULNIER, Lucien.
DU SAULX, Fernand.
DE SURIGNY, Alphonse.
DE SUZE, Harold.
TÉZENAS DE MONTCEL, Joseph.
TEXIER D'ARNOULT, Emile.
DE VAUBERNIER, Joseph.

Nous donnons en entier cette liste, en priant nos lecteurs de vouloir en donner connaissance aux familles intéressées. Les caractères qui y sont dépeints, les existences qui y sont retracées ne peuvent qu'être utiles à la jeunesse, et comme la jeunesse est en ce moment de plus en plus exposée au danger par les idées subversives du jour, c'est elle qu'il faut instruire et retenir par la jeunesse même, c'est-à-dire en lui mettant sous les yeux ses propres exemples.

Plusieurs abonnés nous consultent au sujet d'un bon et intéressant journal pour les enfants. Nous recommandons et conseillons le *Jeune Age illustré*, qui se distingue tout particulièrement par la beauté et la variété de ses illustrations confiées aux artistes de Paris les plus en renom ; par l'attrait de sa rédaction qui embrasse tous les sujets : Chronique, Causerie, Récits, Voyages, Légendes, Contes, Apologues, Rébus, Devinettes ; par la richesse et le nombre de ses Primes, qui consistent en livres et objets d'enfants d'un choix et d'un goût toujours exquis.

Le *Jeune Age illustré* paraît tous les samedis (format in-8° à deux colonnes, 16 pages, 10 francs par an), sous la direction de Mademoiselle LERIDA GEOFFROY, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

PRÉDICATION.

POUR LE DIMANCHE DES MATRONS : 1^{re} ÉPIQUE
DE SAINT PAUL À CORINTHE (I^{re} ÉPIQUE).

Corinthiens, je vous salue par la grâce de Dieu notre Père et par la grâce de Jésus-Christ, notre Seigneur.
Glorie à Dieu toujours et à jamais.
Amen.

(Ps. xiii, 1.)

Quel est donc le spectacle qui s'offrait aux regards du Prophète, quand il prononçait ces paroles qui signalent une dépravation telle que le langage humain manque d'expressions assez énergiques pour la caractériser? Était-ce le vieux paganisme dont il était témoin qui lui faisait tenir ce langage, ou bien, perçant plus avant dans l'avenir, n'avait-il pas en vue le sensualisme de notre siècle avec sa licence effrénée et toutes ses abominations? Le mal de notre temps, nous l'avons dit, c'est le blasphème, c'est la profanation du dimanche, c'est la mauvaise presse, c'est l'esprit d'indépendance, c'est l'amour effréné de l'argent; mais, c'est par-dessus tout la passion inassouvie de la jouissance, le triomphe suprême des sens sur l'esprit. Voyez la société telle que l'ont faite les doctrines d'impiété et d'erreur : il n'y a plus rien de sain en elle, *a planta pedis usque ad verticem non est in eo sanitas*, elle est couverte d'une plaie affreuse, *vulnus et livor et plaga tumens*, plaie qui ne peut souffrir de ligature, *non est circumligata*, plaie qui est presque inguérissable, *nec curata medicamine* : cette plaie, c'est le sensualisme. Examinons cette lèpre hideuse; convainquons-nous que c'est bien le mal de notre siècle et déterminons-nous à lutter, à réagir, dans toute la mesure du possible, pour nous préserver de la contagion. Le sensualisme est aujourd'hui scandaleusement enseigné, le sensualisme est aujourd'hui universellement pratiqué : ces deux pensées feront l'objet et le partage de cette instruction.

I

Par suite du péché originel, une profonde désorganisation s'est produite dans les facultés de l'homme. Il y a en nous une lutte continuelle entre deux principes opposés : le principe du bien et le principe du mal, entre la chair et l'esprit; lutte que le paganisme a reconnue, et que saint Paul a caractérisée par ces paroles : « La chair combat contre l'esprit et l'esprit contre la chair. » Pour que l'homme triomphe de la chair, pour que la chair ne domine pas l'esprit, il nous faut faire effort, il faut que nos passions, nous imposent des sacrifices, nous renoncions et nous mortifions.

I. Or, une école philosophique s'est levée, au commencement de ce siècle, qui, niant le péché originel, revendiqua solennellement le droit au plaisir, la réhabilitation de la chair, la morale indépendante. Harmoniser les passions, c'était sa métaphysique; les satisfaire, c'était tout.

Alors, Paul, c'était toute sa morale. Elle insistait contre le plaisir, car qui faisait dans la vie humaine plus de mal que le plaisir pour l'âme, trop petite pour le corps; elle l'insistait pour l'âme, car elle avait l'âme au profit de la matière. Cette doctrine fit naguère beaucoup de bruit en faisant peu de mal; elle fait aujourd'hui beaucoup de mal en faisant peu de bruit.

II. Du domaine de la philosophie, en effet, elle a passé dans les idées, elle circule, elle s'étend, elle gagne, comme un cancer, les âmes amollies ouvertes d'avance aux enseignements malsains. Partout le vent est à la jouissance. Les organes si nombreux et si variés qui forment l'opinion poussent, avec une étonnante émulation, à la glorification et à la satisfaction des sens. Tous les échos de la vie privée et de la vie publique redisent les voluptueuses paroles des matérialistes du temps de Salomon : « Que ces parfums sont doux, que ces fleurs sont belles! que ces harmonies sont délectables! que ces festins sont délicieux! que ces réunions sont joyeuses! que ces danses sont enivrantes! O plaisirs, ô voluptés, ô paradis de la terre! qui vous donnera de durer toujours! Oh! venez, amis, venez tous prendre part à ce bonheur que le ciel nous a fait! Venez, jouissons des biens qui existent, *venite, fruamur bonis que sunt*; demandons le plaisir à toute créature, comme dans une rapide jeunesse, *utamur creatura tanquam in juventute celeriter*. Faisons couler à flots le vin et les parfums, *vino pretioso et unguentis nos impleamus*; ne laissons passer sans la cueillir aucune fleur du printemps, *non protereat nos flos temporis*; couronnons-nous de roses avant qu'elles se flétrissent, *coronemus nos rosis priusquam marcescant*; qu'il n'y ait pas de prairie où notre volupté ne se promène, *nullum pratrum sit quod non pertranseat luxuria nostra*; laissons de tous côtés les vestiges de notre joie, *ubique relinquamus signa lœtitiæ*. Que personne d'entre nous ne soit exclu de nos plaisirs, *nemo nostrum exors sit luxuriæ nostræ*. Car jouir, toujours jouir, tel est notre partage et notre destinée, *quoniam hæc est pars nostra, et hæc est sortis*. » (Sap. II, 6-9.)

III. Qu'ils sont aveugles les maîtres et les adeptes du sensualisme! Les malheureux, ils ne voient pas que c'est une doctrine grosse de périls et de désastres! C'est la ruine des individus qui, infailliblement, s'ils y croient pratiquement, doivent y perdre l'âme, la force du corps, la tranquillité de la conscience, la fleur de l'imagination, la pureté des sentiments, la grandeur et la noblesse de l'âme, la fermeté du caractère et l'éclat de la vertu. Car, la volupté, c'est l'expulsion de la dignité et la plus vulgaire réflexion le condamne, une plus d'hommes que le glaive; elle use le corps, elle avilit l'esprit en le traînant dans la matière et en le salissant dans la fange. Le sensualisme, c'est la ruine des familles dont elle gaspille les ressources, tout en y introduisant

avec la désunion et la désaffection une déshonorante stérilité. Le sensualisme, c'est la ruine des sociétés qu'il ébranle jusque dans leurs fondements en y étouffant l'esprit de dévouement et de sacrifice, qu'il remplace par l'abject égoïsme, et en attirant sur elles les vengeances de Dieu. Au commencement, le monde avait corrompu sa voie; et soudain la colère divine s'allume, les cataractes du ciel s'ouvrent, la mer et les fleuves se débordent, le genre humain est détruit sous les eaux du déluge; Noé seul et ceux qui étaient avec lui dans l'arche sont épargnés. Les villes de la Pentapole se livrent aux plus coupables excès des plaisirs sensuels; Dieu commande au feu de punir leurs infâmes habitants; une trombe de bitume enflammé les surprend au milieu de leurs ignominies, les dévore eux et leurs cités; et, après trente siècles, le voyageur voit encore en frissonnant le sillon que la foudre vengeresse a tracé sur ce sol maudit. Balthazar, roi voluptueux d'une nation voluptueuse, voit, dans une nuit de débauche, une main mystérieuse tracer sur la muraille des signes plus mystérieux encore: c'est son arrêt de mort. Cette nuit-là même, Cyrus s'empare de son empire. Les Perses se laissent corrompre, Alexandre est suscité de Dieu pour les châtier: elle tombe cette Babylone, la grande prostituée qui a perverti les nations, ses palais, habités par la luxure sont la retraite des serpents et des bêtes fauves. Alexandre se laisse corrompre et trois jours suffisent pour lui arracher son immense empire. Rome, après avoir été la verge de Dieu contre la Grèce et les nations coupables, se laisse corrompre, et voilà que des quatre vents du ciel une nuée de barbares s'abat sur elle: les Huns, les Vandales, les Visigoths, conduits par la justice divine, se précipitent sur ce grand cadavre, le démembrant et le déchirent. C'est une vérité d'expérience: le sensualisme est le tombeau des empires!

II

Or, le sensualisme qui est si audacieusement enseigné de nos jours, est encore plus audacieusement pratiqué.

I. Il se montre sous toutes les formes. Sous la forme de l'abstention de tout ce qui pourrait gêner, de toute œuvre de pénitence et de mortification. Quels sont ceux qui, le pouvant, se soumettent aux salutaires prescriptions du jeûne que les rois aussi bien que les sujets, les riches aussi bien que les pauvres, les femmes aussi bien que les hommes, étaient autrefois si heureux d'accepter pour expier leurs fautes, purifier leur chair, affaiblir leurs passions et appeler d'en-Haut les grâces du ciel? Qui sont ceux, même parmi les catholiques, qui acceptent la loi de l'abstinence? La prévarication est tellement supposée aujourd'hui comme le fait universel, qu'on ne tient plus même compte de la possibilité d'une exception. Des chrétiens imposent à des chrétiens la nécessité, en les forçant à faire gras les jours défendus,

de désobéir à l'Eglise, les taxant d'étroitesse d'esprit s'ils osent résister. Mais le sensualisme a ses formes positives. Il y a le sensualisme mystique. On trouve le dogme et la morale du christianisme trop rigoureux, on en appelle au *sentiment*. Pour beaucoup, la religion, dont la destinée est de pénétrer au fond de toutes les réalités de la vie, n'est pas autre chose qu'une inspiration, un instinct, un besoin, un sentiment. On ne dit plus d'un homme: « Il croit à la religion, il pratique la religion; » on dit: « Il a des sentiments religieux. » On rêve un christianisme où rien de chrétien n'apparaît plus: christianisme, moins l'austérité chrétienne; christianisme, moins le sacrifice chrétien; christianisme, moins Jésus-Christ lui-même; christianisme sensuel, aspirant à unir dans un culte presque voluptueux tous les enivres de la terre avec tous les enivres du ciel; religiosité et non point religion, où les croyances sont de vagues aspirations, où la morale n'est qu'un ensemble d'impressions sentimentales. — Il y a le sensualisme de la bonne chère et du confortable. Je le retrouve partout dans les palais les plus somptueux et dans les plus humbles demeures. Partout, que de sollicitudes pour le corps! La nourriture n'est jamais assez exquise, la couche assez molle, le vêtement assez élégant et assez luxueux. Depuis un siècle, il y a sous ce rapport, en France, un changement inouï. On aspire en masse et je dirai avant tout à bien vivre, *quorum Deus venter est!* — Il y a le sensualisme honteux et brutal de la débauche la plus ignoble. Nous revenons au paganisme. La chair est flattée, caressée, exaltée, encensée, adorée. Les flots de boue infecte montent et montent sans cesse. Que de villes et de villages où se renouvellent les infâmes turpitudes de Sodome!... Qui est pur aujourd'hui parmi les enfants de ce siècle? La moitié? Le tiers? Le quart?...

II. Le sensualisme, il a infecté de son venin l'homme tout entier et tous les âges de la vie. Les imaginations se nourrissent d'images voluptueuses; les cœurs se plaisent à des sentiments qui dégradent l'esprit et l'abaissent vers les sens; on recherche pour la vue, pour l'odorat, l'ouïe, le goût, le toucher, des impressions, des émotions, des vibrations, des tressaillements malsains. Les enfants sont gâtés, — élevés sans vigueur, initiés de bonne heure aux plus honteux mystères; l'adolescent brûlé par les flammes impures se livre à des excès qui font rougir; le vieillard, sous les glaces de l'âge, est dévoré de passions, semblable à ces montagnes dont le sommet est couvert de neiges et qui dans leur sein recèlent des volcans. *Corrupti sunt...* Tous, pour se procurer le plaisir, courent de fêtes en fêtes, de festins en festins, de voluptés en voluptés; on se passionne pour tout ce qui peut enivrer les sens et surexciter l'imagination: les livres sensuels, les bals sensuels, les réunions sensuelles, les spectacles sensuels, les modes sensuelles...

III. Le meilleur moyen de connaître une société, c'est de l'étudier dans ses écoles, dans ses arts, dans ses théâtres, dans sa littérature. Grand Dieu ! où en sommes-nous aujourd'hui sous ces différents rapports ? Trop souvent les gymnases où se distribuent la science sont des foyers d'immoralité ; la peinture et la sculpture s'attachent à éblouir, sous des formes séduisantes, les fibres les plus abjectes de l'humaine nature. Et les théâtres ! quelle pierre d'achoppement pour les mœurs ! On y met en œuvre tout ce que l'art a de plus séduisant, pour frapper l'imagination et allumer dans les âmes les feux les plus coupables. On fait passer sous les yeux des spectateurs les situations les plus équivoques, sous le voile le plus transparent. On y voit se dérouler les intrigues les plus criminelles ; la vertu y est toujours du côté du vice audacieux ; la passion prime la conscience, le corps triomphe de l'âme, la sensation de l'idée et l'instinct du devoir. Quant à la littérature, on peut l'affirmer hardiment, elle est sensuelle jusqu'à la moëlle. On demande d'elle surtout des images et des émotions, non point la vérité et la saine doctrine. Les livres à succès sont ceux qui ont pour objet la fantaisie, les impressions, les situations romanesques. Les écrivains contemporains ne craignent pas d'aller ramasser aux égouts de la corruption du siècle et au plus profond de la lie du cœur humain des ressources d'émotion jusque-là inconnues. Ils profanent les choses et les mots les plus sacrés : l'idéal, c'est une chair idéalisée, enveloppée, pour mieux séduire, des fleurs de la poésie ; l'infini, c'est la nature souriante environnée de parfums de fêtes et de plaisirs ; les devoirs sont des instincts, les affections des convoitises et les sentiments des appétits. En masse, ils n'écrivent que pour corrompre. La licence va si loin qu'aujourd'hui les feuilles les moins suspectes de sentiments religieux adjurent l'autorité de mettre un frein à cette fureur de lascivité !...

IV. Quoi d'étonnant si le sensualisme produit parmi nous les plus ruineux résultats. Pourquoi l'égoïsme a-t-il supplanté presque partout l'esprit de générosité et de sacrifice ? A cause de la volupté triomphante. Pourquoi dans les familles tant de désunions, tant de chagrins aussi profonds qu'ils sont secrets, tant de désespoirs et de suicides ? A cause de la volupté. Je vois passer sous mes yeux des corps rompus et courbés avant la vieillesse ; mais ces corps, qui les a brisés ? Je rencontre des vies caduques et flétries avant le temps ; mais ces vies, qui les a flétries ? et qui leur a infligé l'opprobre d'une caducité précoce ? Je vois paraître des visages amaigris et pâles, même au printemps de l'âge, mais cette pâleur, d'où vient-elle ? Cette maigreur, qui l'a faite ? La volupté, la désastreuse volupté, *habebant caracterem bestiarum*. Fils du plaisir, s'écrie éloquemment un

évêque de notre temps ¹, vos pères les mortifiés avaient une intelligence vigoureuse ; ils concevaient de grandes choses et ils les exécutaient. Ils conquéraient des provinces, bâtissaient des monuments aussi hauts que leur esprit et leur cœur, écrivaient des livres profonds, défendaient la justice, portaient sur leur visage le signe de la vigueur et de la santé. Et vous, qu'avez-vous fait ? Où sont vos gestes, où sont vos vaillances ? Ah ! oui, nous les connaissons, et les historiens de l'avenir auront sur vous de belles pages à retracer. Vous n'avez plus voulu des saints embrassements de la croix et des saintes manducations de la victime que l'amour de nos âmes y perdit ; mais nous vous avons vus prosternés devant les divinités de la honte et vous rassasier, suivant l'énergique expression du prophète, des mets de l'opprobre et de la souillure. *Qui nutriebantur in croceis, amplexati sunt stercora*. (Thren., IV, 5.)

Concluons en prenant la résolution de réagir contre le culte des sens. Que les ménagements et les complaisances disparaissent ! Pour vaincre la chair, pour dominer ses instincts corrompus, il faut des mesures énergiques, il faut celles que le christianisme met en usage : la pénitence, le sacrifice, le crucifiement, la mortification. C'est le plaisir qui nous tue : donc mort au plaisir, anathème au plaisir. C'est l'attrait de la jouissance qui nous égare : donc, anathème à la jouissance, mort à la jouissance. C'est le culte des sens qui nous perd : donc aimons la croix, prosternons-nous devant la douleur. N'écoutons pas la concupiscence qui se récrie, qui se scandalise. C'est Jésus-Christ qui l'a dit : Si vous ne faites pénitence, vous périrez tous, *nisi pœnitentiam habueritis, omnes simul peribitis*. (Luc., XIII, 3.)

CONGRÉGATIONS ROMAINES ²

SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES.

Fêtes de sainte Marie Magdeleine et de sainte Marthe.

« Galliarum.

« Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII, referente subscripto sacrarum Rituum Congregationis secretario, clementer deferens supplicibus votis propemodum omnium Rmorum Archiepiscoporum et Episcoporum Galliarum ditionis expectantium ut festa sanctæ Mariæ Magdalænæ pœnitentis et sanctæ Marthæ virginis ad altiore cultus honorem evehantur, concedere dignatus est

¹ Mgr Bourret, évêque de Rodez.

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ Voir de magnifiques développements sur ce sujet dans les conférences du P. Félix, années 1857 et 1858.

ut in cunctis Galliarum diocesibus eadem festa sub ritu duplici majori in posterum recoli valeant; servatis rubricis. Contrariis nonobstantibus quibuscumque.

Die 22 decembris 1881.

D. Cardinalis BARTOLINI.

S. R. C. Præfectus.

Plac. RALLI,

S. R. C. Secretarius. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je crois bien avoir vu quelque part que la fête de sainte Marthe n'a été élevée au grade double-majeur que pour la ville de Rome. Plusieurs de mes confrères sont de mon avis; et cependant notre Ordo la donne cette année sous ce grade. Pouvons-nous le suivre?

R. — Voici ce qu'il en est pour la France. La plupart des archevêques et évêques français demandèrent au pape Léon XIII de vouloir bien élever le grade des fêtes de sainte Marie Madeleine et de sa sœur sainte Marthe. Sa Sainteté daigna déférer à ces vœux et permit que ces deux fêtes pussent être célébrées dans tous les diocèses de France sous le rite « double-majeur. » Sous le titre des *Congrégations romaines*, nous avons donné plus haut le texte de l'Indult pontifical.

On remarquera, 1^o que c'est une concession faite à tous les diocèses de France; 2^o que ce n'est qu'une simple concession; par conséquent on n'est pas obligé d'en user, et nous croyons que les prêtres ne peuvent en jouir qu'autant que leurs évêques respectifs le leur commandent ou le leur permettent; 3^o que cette concession ne regarde pas seulement sainte Marthe, comme le pensait notre vénéré correspondant, mais encore sa sœur sainte Marie-Madeleine.

Q. — 1^o A une messe solennelle avec diacre et sous-diacre, le célébrant vieux et infirme ne peut pas distribuer la sainte communion aux nombreux fidèles qui se présentent à la sainte table. « Deux prêtres » remplissent les fonctions de diacre et de sous-diacre, peuvent-ils tous les deux prendre un ciboire et distribuer la sainte communion, en dalmatique? Pour le diacre je n'y vois pas de difficulté, il a l'étole. Pour le sous-diacre, il n'a que le manipule. La tunique dont il est revêtu, peut-elle en tenir lieu, ainsi que l'assure un de mes confrères?

2^o J'avais ces jours derniers une messe de mariage à dire. Les futurs étaient à la mairie, et pouvaient arriver d'un moment à l'autre, mais midi approchait. Je commence ma messe me proposant de faire le mariage après la messe. Arrivé à l'autel, je suis indécis si je dois dire la messe votive *pro sponso et sponsa*; ils peuvent n'arriver qu'après la messe. — Dire la messe de saint Agnès, j'ai la chasuble blanche, c'est contre la rubrique. — Que devais-je faire?

Et dans le cas où les futurs seraient arrivés avant le Pater, aurais-je pu lire les oraisons de la bénédiction qui suivent le Pater, et celle qui précède la bénédiction finale de la messe, le mariage n'étant pas encore célébré?

R. — Ad I. Le prêtre faisant les fonctions de sous-diacre ne peut distribuer la sainte commu-

nion, puisque le Rituel romain exige l'étole pour distribuer la sainte communion. Quant au prêtre qui remplit l'office de diacre, il peut toucher la sainte Eucharistie, mais ce n'est pas lui qui doit donner la sainte communion. La pratique qui nous est signalée est irrégulière. C'est le célébrant qui doit distribuer la sainte communion; le diacre et le sous-diacre doivent l'accompagner. Si le célébrant est habituellement dans l'impossibilité de distribuer la sainte Eucharistie, nous pensons qu'il ferait bien de ne pas dire la grand'messe. S'il y a des raisons de continuer cette pratique, il nous semble qu'on devrait s'adresser à l'autorité ecclésiastique pour lui signaler cette irrégularité et solliciter une règle de conduite.

Ad II. Puisque les époux pouvaient arriver d'un moment à l'autre, et qu'il n'était pas encore midi, il convenait d'attendre. A la vérité la rubrique porte que la messe ne peut se dire que jusqu'à midi : « quacumque horâ ab aurorâ usque ad meridiem dici potest. (Rubricæ gener. Missalis, titre xv, n^o 1.) » Mais il s'agit de la règle ordinaire. Lorsqu'on a un motif raisonnable, on peut s'en écarter, et célébrer la messe jusqu'à une heure entière après midi; or ce motif existe dans le cas présent. Vous pouviez donc attendre les époux qui étaient déjà à la mairie. Et ainsi se trouvent résolues les difficultés proposées.

Q. — Vous nous avez parlé déjà plusieurs fois du chapelet des Croisières; je vous serais bien reconnaissant si vous pouviez indiquer dans votre journal, à qui il faut s'adresser pour se le procurer. Il offre à ceux qui le récitent une occasion bien plus favorable de gagner des indulgences pour les âmes du purgatoire que le chapelet ordinaire, qui doit être récité tout entier par un seul acte, de sorte que si on se trouvait dérangé au milieu de la récitation, tout ce qui serait dit serait en pure perte pour les âmes du purgatoire relativement aux indulgences. Quelquefois on n'a le temps que d'en dire une dizaine. Alors on ne travaille que pour soi; tandis que dans l'autre cas, les défunts ont une large part à la récitation des quelques grains qui ont été parcourus.

R. — Il y a deux manières de vous procurer des chapelets des Pères ou chanoines Croisières. La première, c'est de vous adresser aux chanoines eux-mêmes, les priant de vous envoyer des chapelets indulgenciés par eux, leur fixant la quantité et la qualité des chapelets que vous désirez, et leur donnant votre adresse.

La deuxième manière, c'est de choisir vous-même des chapelets ordinaires, et de les envoyer à une maison des Pères Croisières, les priant de les indulgencier et de vous les renvoyer. Cette seconde manière est peut-être plus gênante pour vous, parce qu'elle vous oblige à faire l'expédition. Mais d'un autre côté, elle a son avantage, parce qu'elle vous permet de choisir des chapelets comme vous l'entendez. Vous voyez par là que les chapelets des Croisières sont des chapelets ordinaires; seulement ils sont indulgenciés par ces chanoines, qui seuls ont ce pouvoir.

Du reste, l'expédition ne présente pas de difficulté; on peut la faire soit par la poste, soit par les chemins de fer. Et ces objets ne paient rien à la douane, ni en entrant en Belgique, ni en sortant.

Voici les maisons actuelles des Pères Croisiers : En Belgique, à Diest (Brabant).

Au Limbourg Belge, à Maeseyck.

En Hollande, à Oden et à Sainte-Agathe, près Cuyck.

Q. — L'œuvre de la sainte Agonie est établie dans la paroisse de...

Dans les statuts approuvés par l'évêque, article III, il est dit :

« La fête principale de l'œuvre est celle de N. S. Jésus-Christ au Jardin des Oliviers, qui se célèbre le mardi après la Septuagésime. Mais, comme cette fête peut se renvoyer au dimanche suivant, on s'y préparera par une neuvaine suivant le besoin des temps. Le dimanche, instruction sur l'œuvre.

« L'autel sera orné d'une manière plus « somptueuse » avec l'exposition du tableau représentant N.-S. Jésus-Christ en agonie, et par ordre de la demoiselle zélatrice, suivant la coutume établie, ce tableau sera placé sur le tabernacle du maître-autel, au milieu de fleurs, d'arbustes, de guirlandes, etc., etc. Tout ce somptueux appareil restera depuis le samedi 4 jusqu'au 12, dimanche de la sexagésime. Le dimanche à vêpres, bénédiction solennelle du saint Sacrement. » Donc :

1° Peut-on orner l'autel, ces deux dimanches, d'une manière plus somptueuse comme l'indique l'article III des statuts ?

2° Est-il permis d'exposer ce tableau à la vénération des fidèles, et de le placer sur le tabernacle selon l'habitude ?

3° La fête de l'Oraison de N.-S. Jésus-Christ peut-elle être renvoyée au dimanche ?

4° La bénédiction autorisée le jour de la fête, le 7 février, peut-elle se donner le 12 dimanche ?

R. — Ad I. Aucune rubrique et aucun décret ne défendent d'ornez cet autel d'une manière plus somptueuse en ces deux dimanches à raison de la solennité. La rubrique n'empêche pas de mettre des fleurs sur l'autel.

Ad II. Oui, car il est permis d'exposer à la vénération des fidèles les images des saints, comme on peut le voir dans le second concile œcuménique de Nicée, et au concile de Trente; à plus forte raison le peut-on lorsqu'il s'agit d'une image de Notre-Seigneur lui-même.

Mais est-il permis de placer ce tableau sur le tabernacle? Non, lors même que la coutume existerait. C'est une coutume mauvaise, un abus qu'il faut absolument éliminer, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites par un décret général en date du 3 avril 1821. Le secrétaire de cette Congrégation avait posé le cas suivant :

« An toleranda vel eliminanda sit consuetudo quæ in dies invaluit superimponendi sanctorum reliquias pictasque imagines Tabernaculo, in quo augustissimum Sacramentum asservatur, ita ut idem Tabernaculum pro basi inserviat? »

La sacrée Congrégation répondit : « Assertam consuetudinem tanquam abusum eliminandum omnino esse. » (3 avril 1821, n° 4578 ad 6.)

Ad III. Non, la fête de l'Oraison de Notre-Sei-

gneur ne se peut transférer au dimanche. En principe on ne transfère pas de fêtes un dimanche. Surtout on ne pourrait pas transférer une fête double-majeure en un dimanche privilégié qui élimine même une fête de seconde classe occurrente.

Ad IV. Par conséquent, vous n'avez pas non plus le droit de remettre au dimanche 12 la bénédiction attachée à la fête de l'Oraison de Notre-Seigneur qui arrive le 7.

Q. — 1° Est-il vrai qu'un ecclésiastique satisfait par la récitation de son bréviaire à l'accomplissement des conditions de prières imposées pour gagner les différentes indulgences qui se rencontrent dans le cours de la journée?

2° Lorsqu'on administre à un mourant les sacrements d'Eucharistie et d'extrême-onction, immédiatement l'un après l'autre, est-il nécessaire avant de donner l'extrême-onction de réciter les prières *Pax huic domui*, etc. et le *Confiteor*, etc. déjà dits avant l'administration du sacrement d'Eucharistie?

Et si à ces sacrements on ajoute l'indulgence plénière *in articulo mortis*, faut-il encore réciter le *Confiteor*?

3° Un officier de cavalerie peut-il décemment communier, étant chaussé de ses grandes bottes à l'écurière?

R. — Ad I. Non, cette faveur n'a pas été accordée aux ecclésiastiques qui récitent leur Bréviaire.

Ad II. D'après une décision de la sacrée Congrégation des rites en date du 5 février 1841, il est nécessaire de répéter le *Confiteor* trois fois, à savoir, pour l'administration du Viatique et de l'extrême-onction, et pour l'indulgence *in articulo mortis*. (V. *Ami du clergé*, année 1881, page 317.)

Il n'en est pas de même de la prière *Pax huic domui*, ni de l'aspersion de l'eau bénite; on n'est pas obligé de renouveler ces rites, car d'après la rubrique du Rituel, on doit les accomplir « intrans cubiculum » ou encore « ingrediens locum ubi jacet infirmus. » Si donc le prêtre les a accomplis immédiatement avant d'administrer le viatique, et s'il n'a pas quitté le lieu où se trouve le malade, il a observé toutes les prescriptions de la rubrique. Au reste, tel est l'enseignement commun des auteurs, et telle est la pratique générale.

Ad III. Nous ne connaissons aucune loi qui défende à un officier de cavalerie d'aller à la sainte table chaussé de ses bottes à l'écurière. Quant à la convenance, elle est déterminée par l'usage. Si donc les cavaliers ont coutume actuellement de se présenter ainsi à la sainte communion, le prêtre doit laisser faire.

Q. — 1° Dans l'*Ami du clergé*, 27 octobre 1881, page 515, vous posez en règle générale qu'il est permis aux catholiques d'assister aux funérailles des protestants, pourvu qu'ils le fassent par raison d'amitié. Vous citez à l'appui de ce principe, très-souvent inapplicable, dites-vous, théologien Lucien Ferrari qui s'exprime ainsi : « Hinc licitum est catholicis, praesertim in locis ubi cum haereticis permixti vivunt... cum haereticis nondum personaliter denunciatis, simul orare et rem divinam ac conaciones cum eis audire et funus ad sepulchrum comitari, dummodo id fiat solo affectu civilitatis et amicitiae, sine communicatione in ritibus et coerectionis haereticorum..... »

Cette doctrine peut-elle se concilier avec les exhortations du pape Léon XIII au cardinal Monaco Lavalletta, et l'avis de ce prélat de l'Eglise romaine que vous citez dans votre journal : (N° du 3 avril 1879, p. 333)

« Il est sévèrement défendu d'entrer par simple curiosité, mais sciemment dans les salles ou temples protestants à l'heure des conférences. C'est aussi pécher gravement que d'assister aux cérémonies anti-catholiques, même sans arrière pensée, et d'assister, même par simple curiosité, aux conférences des protestants. » Après une défense si absolue, qui, selon le cardinal ne s'étend pas dans toute sa rigueur aux maçons ouvriers qui travaillent à l'érection ou ornementation d'un temple protestant, alors qu'il n'y a point scandale ni mépris de la religion catholique, je serais porté à croire que ce que vous appelez une règle générale, est une rare exception, et que le principe à établir est la prohibition de tout rapport avec les hérétiques dans les actes du culte ? Seriez-vous assez bon pour revenir sur cette question.

2° A propos des protestants vous dites dans l'*Ami du clergé* (n° 50, année 1880, page 597), que le cimetière est pollué par la sépulture d'un hérétique. Il me semble, Monsieur le Rédacteur, que cette question est trop controversée parmi les docteurs, pour qu'on puisse se prononcer si catégoriquement. Il y a des hérétiques dans notre pays ou, si vous voulez, des protestants. Ils sont tous à peu près nés dans la religion qu'ils professent. Leur hétérodoxie n'a aucunement le scandale du pamphlétaire contre la religion catholique, ni celui de l'écrivain niant publiquement les dogmes de notre foi. Ce sont des hommes vivant en paix dans leurs croyances. Peut-on dire que, si en ces temps de confusion générale, une famille protestante profitait de la loi athée qui nous régit, pour faire enterrer un de ses membres dans un cimetière catholique avec les cérémonies hérétiques, le cimetière serait profané ? Je n'oserais le penser. Il me semble que depuis la bulle de Martin V *Ad evitanda scandala*, il faut, pour que la sépulture d'un hérétique soit une violation du cimetière que son hérésie soit non seulement notoire, mais dénoncée. Quel est votre avis sur cette question ?

R. — Ad I. Le cardinal Monaco La Valetta dit qu'il y a péché grave « pour tous ceux qui par pure curiosité.... assistent, bien que matériellement seulement, aux cérémonies hérétiques. » Nous n'avons jamais dit le contraire. Ce qui ressort de l'article en question, c'est que, quelquefois, au témoignage de Ferraris, il serait permis d'assister à un convoi funèbre protestant, par pure raison d'amitié, mais non par curiosité, et cela seulement, quand il n'y a pas à craindre un danger de scandale, soit pour soi, soit pour d'autres, et quand des statuts locaux n'interdisent pas aux fidèles l'assistance aux cérémonies des hérétiques. D'après ces restrictions que nous avons apportées à la règle posée par Lucien Ferraris, il est facile de voir que nous ne l'admettons pas dans son ensemble et qu'en pratique nous la croyons très-rarement applicable.

Ad II. La solution donnée au n° 50 de l'année 1880, p. 597, est l'œuvre de notre vénéré confrère le rédacteur de la *Jurisprudence civile* : nous prenons la liberté de répondre en son nom. La question est, de fait, fort controversée : il y a de côté et d'autre des écrivains de grand mérite; toute liberté est donc laissée aux canonistes de choisir l'opinion qu'ils regardent comme la plus probable. Notre confrère a usé de ce droit; nous en usons aussi en déclarant que, personnellement, nous préférons l'autre opinion, et que nous incli-

nons à croire que le cimetière ne serait pas pollué par la sépulture d'un hérétique notoire, mais non dénoncé. Voilà le point doctrinal.

En pratique, nous aurions recours à l'autorité diocésaine pour lui demander la ligne de conduite à suivre.

Q. — On donne le pain bénit tous les dimanches à la grand'messe. — Le jour où se font les prières publiques, le pain bénit doit-il être présenté d'abord au curé, comme à l'ordinaire, ou bien le curé doit-il, par politesse, le faire présenter d'abord aux Sous-Préfet, maire, Président du tribunal ?

R. — La politesse, croyons-nous, n'a rien à démêler avec les règles de la liturgie, ou du moins la suprême politesse est de suivre les règles tracées par l'Eglise. Or, l'Eglise a toujours donné, dans toutes les cérémonies religieuses, la préséance au dernier de ses clercs sur les plus hauts personnages laïques. Nous ne pouvons mieux faire que de marcher sur ses traces.

Q. — 1° Pour gagner les indulgences du chapelet brigitté faut-il absolument le réciter entier d'un trait ?

2° Qu'entend-on par interruption notable « en principe » et « en fait, » relativement à la récitation du chapelet ?

3° Une personne n'a à peu près aucun temps de libre dans la journée. La récitation du chapelet tout d'un trait lui offre une difficulté énorme. Si elle pouvait le réciter dizaine par dizaine à intervalles de deux à trois heures entre chacune par exemple, ou du moins en deux ou trois fois, cela lui rendrait un grand service.

— Pourrait-elle faire ainsi ?

— Pratiquement, relativement à elle, que lui conseilleriez-vous à ce sujet ?

R. 1° Oui, pour gagner les indulgences du chapelet brigitté, il faut absolument le réciter tout d'un trait. Ainsi l'a décidé la Sac. Cong. des Ind., dans le décret suivant, rédigé le 14 décembre 1857, et confirmé par le Pape le 22 janvier 1858 : « An pro libito vel commodo dividi potest Rosarium B. Mariæ Virginis, ita ut acquirantur, tum indulgentiæ adn. xæ recitationi quotidiana unius coronæ, dummodo intra diei spatium, licet non uno tractu, sed diversis temporibus recitentur quinque denaria, cum indulgentiæ specialis sodalitatæ sancti simi Rosarii, dummodo intra hebdomadam quindecim denaria recitentur licet in plures quam tres partes dividantur ? — R. Negative, exceptis confratribus quod attinet ad indulgentias ipsis concessas pro recitatione integri Rosarii intra hebdomadam. »

2° En principe, une interruption qui détruit l'unité morale de la prière empêche le gain des indulgences. En fait, quelle interruption détruit cette unité ? nous n'osons le dire.

3° Certainement l'interruption de deux ou trois heures ne permet pas de gagner les indulgences.

Pratiquement, nous conseillons à cette personne 1° de mettre entre chaque dizaine le moins d'intervalle possible, 2° quand même l'interruption serait grande, de continuer la récitation du chapelet; si elle ne gagne pas d'indulgences, du moins elle plait au bon Dieu et mérite ses grâces.

par un exercice de piété très agréable à la sainte Vierge, souvent recommandé par l'Eglise et grandement estimé par les saints, 3° de se mettre de la confrérie du Rosaire et de faire attacher à son chapelet les indulgences de cette confrérie. Car, d'après le décret cité plus haut, les confrères gagnent les indulgences de la confrérie dès lors qu'ils récitent, (en méditant sur les mystères du Rosaire) une fois chaque semaine le Rosaire entier, ou trois chapelets, de quelque manière qu'ils le partagent. Alors cette personne, si elle ne gagne pas les indulgences de sainte Brigitte, pourra du moins gagner celles du Rosaire.

Q. — Une personne riche donne 5 fr. pour son aumône de carême. Peut-on regarder cette somme comme suffisante?

R. — Il est très difficile de fixer la somme qu'une personne doit donner pour son aumône du carême, 1° parce que cette aumône ne doit pas être seulement proportionnée à la fortune de la personne, mais encore à l'usage qu'elle fait des dispenses, 2° parce que l'aumône n'est pas l'unique compensation demandée par le Saint-Siège pour les dispenses qu'il accorde; cette compensation peut se faire en outre par d'autres bonnes œuvres.

Q. — Une famille entièrement catholique vient de perdre un parent mort dans la religion protestante. Pour se conformer aux usages du pays, cette famille, le jour de sa sortie de deuil, huit jours après l'enterrement, demande une « messe basse à l'autel du Purgatoire. »

1° Puis-je dire cette messe?

2° Dois-je mettre pour condition de ne pas convoquer à cette messe les amis et connaissances?

R. — Ad I. Oui vous pouvez dire cette messe, car rien n'empêche un prêtre de prier à l'autel pour l'âme d'un protestant; et ses prières peuvent lui être utiles. A supposer même que cet homme ait été de mauvaise foi pendant sa vie, qui sait si, au moment de la mort, éclairé d'un rayon de la grâce et touché d'un sentiment de repentir, il n'a pas obtenu le pardon de ses péchés? Mais vous ne pourriez, ni célébrer pour lui un service solennel, ni accepter une fondation de messes à son intention personnelle; Rome a toujours défendu l'un et l'autre.

Ad II. Cette condition n'est pas nécessaire, elle peut être avantageuse comme condamnation de la conduite de ce protestant, mais elle peut aussi être blessante pour la famille et les amis catholiques.

C'est à la prudence de notre confrère à voir ce qui est, dans la circonstance, le plus utile à la sauvegarde des droits de l'Eglise, au salut du défunt, à la consolation de la famille et à l'édification de la paroisse.

Q. — Que penser de celui qui absoudrait toujours sous condition, sous prétexte que ses pénitents lui revenant toujours avec les mêmes fautes et ne lui donnant aucune marque spéciale de contrition, il ne peut jamais avoir la certitude qu'ils sont suffisamment disposés.

R. — La raison sur laquelle se fonde notre confrère pour donner toujours l'absolution sous condition repose sur un fait qui nous paraît vraiment invraisemblable. Celui de la totalité de ses pénitents retombant perpétuellement dans les mêmes fautes : y retombant de façon à faire croire que ces rechutes doivent être attribuées, non à la fragilité humaine, mais à la malice de la volonté et au défaut de contrition dans les confessions passées; et enfin revenant se confesser sans donner aucune marque de contrition qui permette de juger prudemment de leurs bonnes dispositions.

Il serait en effet bien extraordinaire que dans le nombre de ces pénitents il ne s'en trouvât pas quelques-uns qui, ou bien, après leur dernière confession, aient fait quelques efforts, aient employé quelques moyens de persévérance indiqués par leur confesseur, ou bien se soient du moins disposés par quelques actes de vertu, par quelque amendement dans leur conduite à la confession présente, en laquelle ils manifestent de quelque manière une volonté sérieuse de devenir meilleurs, auxquels par conséquent l'absolution puisse être donnée sans condition.

Mais si le fait était vrai, nous plaindriions bien sincèrement notre malheureux confrère et nous le prions de continuer à déployer toutes les ressources de son industrie et tous les efforts de son zèle pour remédier à ce déplorable état et faire naître dans le cœur de ses pénitents des sentiments de repentir et de bon propos.

Si ses efforts restaient sans succès, nous le plaindriions bien davantage, car il en serait réduit à ne donner que rarement l'absolution, puisque pour pouvoir donner licitement l'absolution sous condition à un pénitent, il ne suffit pas de concevoir des doutes sur ses bonnes dispositions, il faut encore avoir une raison grave de l'absoudre, comme serait la crainte de voir le refus de l'absolution l'exposer à tomber dans le découragement, à abandonner les sacrements, à l'exposer en un mot, au danger d'un grand dommage spirituel.

Dans les autres cas il devrait lui refuser, ou au moins lui différer l'absolution, en lui faisant toutefois comprendre qu'il en agit ainsi dans son intérêt, afin qu'il puisse acquérir les dispositions qui lui manquent.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Un agent de l'enregistrement, très fier de pouvoir faire son important en inspectant les livres de comptabilité de mon trésorier, me paraît avoir abusé de sa situation en exigeant la production des quittances par lui payées, ainsi que les mémoires et factures des parties prenantes.

Mon trésorier a poliment refusé, en disant que la justification par pièces à l'appui ne regardait que le conseil de fabrique ou l'évêque. Le monsieur s'est retiré avec force menaces. Voilà de cela quatre mois, et nous sommes

encore à attendre sa foudre. Que pensez-vous. et de l'exigence de l'agent et de la conduite de mon trésorier ?

R. — Nous approuvons hautement le trésorier et nous blâmons l'inspecteur ou plutôt nous lui nions formellement le droit qu'il s'arroge. En disant que la justification à faire par le trésorier ne regarde que le conseil de fabrique et l'évêque, ce n'est pas tout à fait exact. Il peut surgir plusieurs circonstances, notamment quand on réclame un secours de la commune, où le conseil municipal et, par voie de conséquence, le Préfet peuvent exiger cette justification par pièces à l'appui. Mais en affirmant que cela ne regardait point l'agent de l'enregistrement, on disait la vérité. La nécessité, pour les trésoriers de fabriques, de produire à l'appui de leurs comptes, non seulement les quittances des sommes par eux payées, mais encore les mémoires et factures des parties prenantes, est loin d'être aussi rigoureuse pour ces comptables que pour ceux des établissements publics soumis à la juridiction des Conseils de Préfecture et de la Cour des comptes. Mais en aucun cas, — qu'on retienne bien ceci, — les agents de l'enregistrement n'ont qualité pour exiger que les trésoriers des fabriques fournissent telles ou telles justifications de leurs comptes. Il ne leur appartient pas, en effet, de s'occuper de l'application des règles de comptabilité qui peuvent concerner les fabriques. *Tout leur droit se borne à vérifier les pièces qui leur sont présentées ou qu'ils découvrent et à s'assurer si, telles qu'elles sont, elles se trouvent ou non conformes aux prescriptions des lois fiscales*, par exemple, si une quittance réellement produite, a pu être délivrée sur papier libre ou si elle devait être revêtue d'un timbre. Ils excéderaient leurs pouvoirs s'ils prétendaient que, dans telle ou telle circonstance, le trésorier devait se munir d'une quittance qu'il a omis d'exiger ou se pourvoir de toute autre pièce justificative dont il a cru pouvoir se dispenser.

Un agent de cette administration ne saurait donc dresser un procès-verbal pour non production de factures ou de mémoires dans le cas où il aurait pu ou dû en être produit. Mais quand ces mémoires ou factures sont produits, il a droit de voir si ces pièces ont été faites conformément aux lois fiscales, et de dresser procès-verbal s'il y a eu infraction.

Quant à l'autorité diocésaine, c'est différent. Celle-ci peut réclamer toute justification pour s'assurer de la réalité ou de la sincérité de telle ou telle dépense relevée sur le compte; comme aussi, elle peut s'en dispenser, si elle n'a aucun doute sur la réalité des dépenses.

Notre correspondant et son trésorier peuvent tranquillement attendre les foudres fiscales, elles n'éclateront pas.

Q. — Le notaire de J. est détenteur depuis deux ans d'un acte authentique concernant la fabrique de Z. En vain lui en demande-t-on une expédition; il se refuse à la donner sous divers prétextes. Peut-on l'y contraindre? Vous

m'obligeriez grandement de vouloir me renseigner sur ce point.

R. — Oui certainement; l'art. 839 du code de procédure civile dispose que « le notaire ou autre dépositaire qui refusera de livrer expédition ou copie d'un acte aux parties intéressées en nom direct, héritiers ou ayants-droit, y sera condamné et par corps, sur assignation à bref délai donnée en vertu de permission du président du tribunal de première instance sans préliminaire de conciliation. »

Dans le cas prévu par cet article, le trésorier de la fabrique de Z. à qui une expédition est nécessaire et qui ne peut en obtenir la délivrance par les voies amiables, doit charger un avoué de présenter au président du tribunal civil une requête tendant à obtenir l'autorisation d'assigner à bref délai le notaire de J., détenteur de la minute de l'acte. Aussitôt cette autorisation obtenue, l'avoué constitué confiera, de son côté, à un huissier le soin de lancer l'assignation et suivra l'affaire devant le tribunal.

Nous croyons, en outre, pouvoir affirmer que cette procédure, d'une nature essentiellement urgente, rentre dans la classe des actes conservatoires pour lesquels l'autorisation du Conseil de Préfecture n'est pas nécessaire, d'après l'art. 78 du décret du 30 décembre 1809.

Q. — Mon église a un besoin urgent de réparations. Je me suis procuré et possède entre mes mains la somme nécessaire pour ces travaux, et la commune n'y est pour rien. Moi, curé, puis-je sans l'autorisation de l'administration supérieure, en m'entendant avec le maire et le conseil municipal (car l'église appartient à la commune), procéder à ces réparations qui, d'ailleurs, ne peuvent plus être différées? Serait-ce m'exposer à des désagréments que de les faire en mon propre nom étant d'accord avec les autorités locales? Il s'agit de renouveler la toiture?

R. — En cette question, comme dans bien d'autres, il y a la théorie et la pratique, le légal, l'illégal et l'extra-légal. Théoriquement et légalement, les plans et devis dépassant 200 fr. dans les villes et bourgs de mille ou de plus de mille habitants, doivent être soumis au préfet pour obtenir sa permission, et au ministre des cultes quand il s'agit d'une dépense de 20,000 fr. et au-dessus.

Mais au point de vue pratique, du moment que toutes les autorités locales sont d'accord, il n'y a pas le moindre inconvénient à se passer des autorisations. *Scienti et volenti non fit injuria.*

Q. — Il y a 35 ans, j'ai fait construire à mes frais une maison pour y établir des sœurs et fonder une école libre de filles. Jusque-là il n'y avait qu'une école mixte.

Cinq ans après, j'ai vendu cette maison à la commune moyennant la somme de 12,000 fr. Mais dans l'acte de vente, il a été stipulé ce qui suit :

« M. l'abbé R. fait don à la commune de 6,000 fr., moitié « du prix de vente, à la seule condition que la dite commune ne donnera à la maison ci-dessus désignée aucune « autre destination que celle actuelle, c'est-à-dire l'ins- « truction des jeunes filles par les religieuses. »

Il est bon de remarquer qu'il n'est pas malheureusement

fait mention expresse que l'école sera et restera communale. C'est là, selon moi, le point litigieux. Cependant on ne comprenait pas autrement la chose de part et d'autre.

Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis 30 ans, cette école a toujours été regardée comme communale. L'année dernière, sur la demande du conseil municipal, une nouvelle école de filles, communale, laïque, a été fondée et établie dans un autre local, dans la maison de l'instituteur. A partir de ce moment, on ne s'occupe plus des sœurs, les laissant tranquilles dans la maison et libres d'y faire la classe.

Le Conseil s'est persuadé qu'en ne mettant pas les sœurs hors de la maison par un ordre formellement exprimé ou par la force, la commune échapperait à l'obligation de me rendre les 6,000 fr. dont je lui ai fait remise conditionnellement. Est-ce à tort ou à raison ?

Mais je ne pouvais pas laisser les sœurs dans ce local qui, en réalité, appartient à la commune; ensuite, je ne pouvais pas y établir une école libre, parce que cette maison est tout près du cimetière, et vous savez que les nouveaux règlements scolaires s'opposent à l'établissement de toute nouvelle école à moins de cent mètres du cimetière.

Pour conserver les sœurs, je me suis donc vu dans la nécessité d'acheter une maison où j'ai établi une école libre; de sorte que jusqu'ici la maison que j'ai vendue à la commune reste inhabitée et sans destination. Toutefois, j'ai toujours conservé les clefs. Je voudrais forcer le maire à me les demander, avant d'attaquer la commune. Mais celle-ci paraît devoir attendre indéfiniment.

Je désire savoir :

1^o Si le fait seul de l'établissement de l'école communale, laïque, doit être considéré comme le renvoi formel des sœurs et détruisait et annulait nos conditions.

2^o Si je suis parfaitement en droit de réclamer à la commune les 6,000 fr. dont j'ai fait remise et pour cela quelle serait la marche à suivre ?

3^o La maison ayant, d'après nos conditions, une destination spéciale, celle de l'instruction des filles par les sœurs, la commune pourrait-elle la vendre ou la louer et ainsi en changer la destination.

4^o Par une mesure vexatoire, son intention, dit-on, serait de vendre le presbytère que j'habite, comme ayant une plus grande valeur, et de me loger dans la susdite maison qui est d'un moindre prix. Puis-je m'y opposer et par quels moyens ?

Mais vous comprendrez sans peine qu'avant d'attaquer la commune devant les tribunaux (et il n'y a pas, je crois, d'autre voie à suivre), je veux être parfaitement fixé sur mon droit; car, lorsqu'il s'agit de plaider avec une commune, aujourd'hui surtout, relativement aux questions d'école, il faut avoir au moins deux fois raison. Un conseil s'il vous plaît.

R. — Nous ne pouvons, en effet, que donner un conseil; car les trois premières questions sont du ressort des tribunaux civils, puisqu'il s'agit d'un contrat et de son interprétation. Un jury d'honneur n'hésiterait pas à condamner la commune à observer loyalement les clauses de la convention, et celles-ci sont évidentes : la commune s'engageait à donner l'instruction aux filles par les religieuses. Mais les sentences de l'équité ne sont pas toujours celles de la justice.

Juridiquement, le pacte en question, selon nous, n'empêchait pas la commune d'établir une autre école de filles et d'en confier la direction à des laïques. Mais elle n'en restait pas moins obligée de maintenir et d'entretenir l'autre école telle qu'elle était d'après les conventions. Ceci nous paraît d'autant plus vrai que l'école religieuse n'avait jamais eu le caractère communal. Notre avis est donc :

Ad 1^{re}. Que le fait seul de l'établissement de

l'école communale laïque ne peut pas être considéré comme le renvoi formel des sœurs et comme l'annulation du pacte. Mais ce renvoi et cette annulation résultent évidemment de l'abandon que la commune a fait de l'école religieuse et de son refus de l'entretenir. Par conséquent :

Ad 2^{re}. Notre correspondant est en droit de revendiquer les 6,000 fr. dont il avait fait remise, pour cause d'inexécution du contrat. La marche à suivre est absolument la même que pour n'importe quel autre contrat civil, commercial et industriel. Il faut faire marcher huissier, avoué et avocat.

Ad 3^{re}. Même réponse; la commune ne peut changer la destination de la maison stipulée dans le contrat qu'après décision juridique et en désintéressant la partie contractante lésée.

Ad 4^{re}. Ceci est autre chose; la jurisprudence civile ecclésiastique est parfaitement claire sur ce qui regarde les presbytères; les droits du curé, de la fabrique et de la commune sont définis, et les conflits qui viennent à surgir en cette matière sont résolus administrativement. Or, d'après les lois existantes, ni le maire, ni le conseil municipal, n'ont autorité pour changer de leur chef la destination du presbytère.

D'après l'ordonnance du 3 mars 1825, le décret du 5 mai 1852 et une circulaire ministérielle du 5 mai de la même année, on ne peut distraire une partie de presbytère ou de ses dépendances que pour cause d'utilité publique, et même de nécessité dûment constatée, et après avoir accompli toutes les formalités exigées par la loi en pareille circonstance. Parmi ces formalités que nous avons fait connaître plus d'une fois, il y a obligation de demander l'avis du conseil de fabrique, celui de l'évêque, d'ouvrir une enquête *de commodo et incommodo*. Tout cela demande du temps, un curé menacé peut facilement organiser sa défense.

La circulaire du 5 mai dit en propres termes que ces distractions de presbytère ou changements de destination ne peuvent être autorisés quand ils ne sont motivés que par le désir de réaliser des économies ou des bénéfices.

Or, d'après notre correspondant, ce serait le cas chez lui. Il peut donc être tranquille; mais qu'il veille au grain! qu'il soit prêt à lutter contre les envahissements de son maire!

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

I.

LE CLERGÉ DE FRANCE AVANT 1789.

On sait comment fut acquise la fortune du Clergé, par des moyens honnêtes, par une administration sage autant que prévoyante, par les

dons volontaires des rois, des grands et du peuple. Le peuple, dit M. Taine, ne donne qu'à bon escient, les rois non plus. Jaloux de leurs privilèges, nos rois s'opposèrent constamment à ce qu'on nommerait aujourd'hui les empiétements du clergé, son influence grandissante les inquiétait et plus d'une fois ils jetèrent un regard d'envie sur les biens de l'Eglise. Heureux encore si d'une main pleine de convoitise ils n'en arrachaient pas quelque brillante parcelle qui disparaissait aussitôt dans le gouffre du trésor public dilapidé. Le Clergé d'ailleurs ne leur marchandait jamais ses offres généreuses. Quand la France était aux abois, il versait sans compter ses richesses, seulement il exigeait d'un Henri III, et même d'un Henri IV, des comptes en règle avec pièces justificatives. Droit précieux pour la nation, et qu'il exerçait alors avec la rigidité d'un comptable.

Les richesses qui lui furent départies sont donc avant tout l'expression de la reconnaissance royale ou populaire. Quels services signalés il lui fallut rendre à cinquante générations successives pour forcer l'égoïsme à se dessaisir de son or ou de ses domaines et pour l'amener à les lui offrir spontanément comme témoignage perpétuel de sa gratitude? Cette simple réflexion nous paraît plus forte que toute autre considération, et suffit à nous apprendre ce qu'il y eut de bonté, de bienfaits paternels, de douceur et de sagesse dans les relations du Clergé avec le peuple pendant quatorze siècles. Aussi disait-on habituellement, surtout en Alsace : Il fait bon vivre sous la crosse. Sans doute qu'il ne faisait pas toujours bon vivre sous le sceptre ou sous l'épée seigneuriale. La crosse — primitivement la croix, *croce*, — est aussi une houlette. Les exceptions ne font rien à la règle, elles l'appuient et la signalent au jugement désormais formé de l'histoire.

On s'est livré aux calculs les plus fantaisistes dans l'évaluation des biens du Clergé avant 1789. Ses revenus étaient certainement inférieurs à deux cents millions, somme énorme toutefois et souvent mal répartie. Le besoin d'une réforme générale s'imposait partout, et l'on s'acheminait tout doucement, sans secousse aucune, vers des améliorations attendues et légitimes. On est d'ailleurs injuste quand on énumère complaisamment, avec une intention avouée de scandale, les évêchés pourvus de cent mille livres de rente, appuyant fortement sur l'évêché de Strasbourg qui en avait quatre cent mille. Outre que les chiffres auraient besoin de vérification, il ne faut pas oublier que certains évêques étaient de véritables princes obligés de veiller à la sécurité publique, d'entretenir la force armée, de réparer les églises et de fonder des écoles. Défions-nous des chiffres soi-disant officiels. D'après une prétendue déclaration des biens du Clergé en 1655, l'abbé de la Reynie trouvait moyen de prouver que les revenus de l'Eglise s'élevaient en 1788 à 1220 millions, soit vingt-jinq milliards de capital.

C'est plus que ne vaudrait aujourd'hui le territoire français. Les chiffres se laissent écrire et rien n'empêcherait à ce compte d'ajouter sagement à la fortune publique une quantité risible d'autres milliards non moins imaginaires.

Loin de nous toutefois la pensée d'affirmer qu'alors tout était pour le mieux dans le meilleur des clergés. Nous ne feindrons point de dire la vérité, mais la vérité exacte. Or nous prétendons que, dans l'ordre religieux comme dans l'ordre social, on marchait par la force des choses, grâce à une sage initiative et à la plus honnête des directions, vers la sécurité, l'apaisement et la liberté. La révolution ne fut donc qu'une inutilité, un hors d'œuvre atroce. On s'est apitoyé outre mesure, croyons-nous, sur les souffrances du Clergé inférieur avant 1789. Les historiens nouveaux ne tarissent point à ce sujet, dans le but sans doute d'engager le Clergé à bénir la République de 1882. Il nous semble que la nouvelle école se presse trop de conclure du particulier au général. La vérité est que le Clergé en masse possédait alors des ressources suffisantes pour que sa position cessât d'être précaire. Un tiers toutefois, c'est-à-dire environ dix mille curés, étaient réduits à la portion congrue. Sans doute la portion congrue restait marquée d'un cachet odieux, surtout quand elle était servie, comme il arrivait de temps à autre, par un décimateur laïc. Mais depuis 1785 elle s'était élevée à 700 livres,¹ qui vaudraient aujourd'hui le double, peut-être le triple. M. Taine, malgré son impartialité ordinaire, nous paraît donc mal venu d'imprimer dans une note perfide cette simple remarque : « Aujourd'hui le traitement d'un curé est au minimum de 900 francs, plus le logement et le casuel. »² Comme dans une foule de paroisses le casuel est nul, il y a plus de dix mille curés en France qui seraient heureux d'être ramenés à la portion congrue. La page des bienfaits de la révolution envers le Clergé est restée blanche, tandis que la page des persécutions est singulièrement chargée.

Oui, le clergé avait connu la misère, mais en 1789 il en sortait lentement. Dans les sphères religieuses comme dans les régions politiques on préparait des réformes nécessaires qui, pour s'accomplir, n'avaient nul besoin d'une révolution violente. On comprend toutefois les réclamations du clergé inférieur. Plusieurs sont empreintes d'aigreur; on y sent passer le souffle dangereux qui a fait naître les Lebon et les Fouché. Elles comparent le luxe des évêques et des abbés à la pauvreté des curés. « Leur valet de chambre, qui

¹ Le Clergé de 89. Jean Wallon, p. 180. Charles IX avait fixé la portion congrue à 120 livres en 1571; Louis XIII à 200 livres en 1634; Louis XIV à 300 livres en 1686. De plus les curés touchaient les dîmes des *novales* ou terrains nouvellement défrichés. En 1768 on la fixa à 500 livres et celle des vicaires à 200; enfin en 1785 elle fut portée à 700 livres pour les curés et à 350 pour les vicaires.

² Taine, l'Ancien Régime, p. 95.

est nourri, chauffé, éclairé à nos dépens, a des gages plus considérables. A côté des splendides abbayes, des églises tombent en ruines. Les revenus de l'Eglise dans tout le royaume s'élèvent à 176 millions; ne serait-il pas juste que la dime au moins de chaque paroisse fût attribuée au curé qui travaille seul? 71 millions de dime partagés entre cinquante mille curés feraient 1458 livres pour chacun. Loin de posséder ces avantages, ils n'ont pas même une vieillesse assurée. » (3)

L'exagération ne manque point dans ces doléances et ces aperçus; mais, nul ne peut le contester, les curés ne recevaient pas dans les revenus de l'Eglise la portion qu'ils méritaient. Les cahiers font droit à leurs réclamations, entre autres ceux du bailliage d'Amiens qui demandent pour leur traitement un minimum de quinze cents livres. Le nombre et l'influence des abbayes diminuaient dans une proportion étonnante; la sève religieuse se retirait de ces arbres séculaires qui s'affaissaient lentement; les curés allaient forcément recueillir bientôt une partie de leur héritage moral et matériel. Ils étaient l'avenir religieux du pays. Les évêques courtisans eux-mêmes tendaient à disparaître, et l'Europe fut surprise, quand plus tard l'exil fit ressortir la trempe de foi et de caractère de nos prétendus abbés de cour. Le dix-huitième siècle n'avait pas été stérile en grands évêques, témoin l'admirable de Belzunce; l'aimable M. de Lamotte, évêque d'Amiens; le savant M. de Luynes, archevêque de Sens; M. de Beaumont, austère et doux, qui eut pour successeur sur le siège de Paris le noble M. de Juigné, le même prélat qui, à l'assemblée constituante, épouvanté de la situation de la France, s'écria dans un élan de générosité : « Tous nos biens sont à la patrie! »

Le proverbe admis comme vrai, assure Grégoire, qu'on formerait un excellent clergé en le composant d'évêques espagnols et de curés français, n'était donc point vrai du tout. L'évêque démagogue se dément d'ailleurs lui-même en nous apprenant que dans les Trois-Evêchés, son pays, — le seul qu'il connût à fond — « les mœurs des ecclésiastiques étaient édifiantes, » la vérité est que le clergé inférieur possédait une haute valeur intellectuelle et morale. L'abbé de Mesmont, dans sa lettre au cardinal Boncompagni se félicite « de l'heureuse nécessité où il est de voir les curés chez eux. » Ils sont la miséricorde même. » Ils donnent tout ce qu'ils ont et quand les mains sont vides, leur cœur s'épanche encore dans le sein des infortunés. » Soulavie déclare « sans craindre d'être démenti par aucun contemporain, » que les 58 curés de Paris « sans exception » sont tous des hommes honorés autant que vertueux. Le clergé des campagnes était éclairé, instruit, versé dans toutes les questions contemporaines de droit, de religion et de politique.

« Je ne sais, dit M. de Tocqueville, dont personne ne récusera le jugement, si, à tout prendre, et malgré les vices éclatants de quelques-uns de ses membres, il y eut jamais dans le monde un clergé plus remarquable que le clergé catholique quand la Révolution le surprit, plus éclairé, plus national, moins retranché dans les seules vertus privées, mieux pourvu des vertus publiques et en même temps de plus de foi. J'ai commencé l'étude de l'ancienne société plein de préjugés contre lui, je l'ai finie plein de respect. »

Et non seulement il était décidé à réaliser pour lui-même les améliorations nécessaires, il possédait à un degré non moins remarquable, le sens politique. Ses cahiers portent la trace constante de ses honnêtes préoccupations. Il tâtonne peut-être sur le chemin inexploré de la liberté. Qui pourrait lui en faire un crime, tant ses aspirations sont nobles, et arrêtée sa conviction qu'il faut d'urgentes réformes nationales? A Autun, il réclame la liberté de parler, comme celle d'écrire. A Amiens au contraire, il demande qu'une digne puissance soit opposée aux écarts de la presse. Mais bientôt ses illusions l'emportent, le souffle nouveau disperse ces nuages d'inquiétude et il se déclare pour le vote par tête parce que « l'opinion publique est le concours de toutes les lumières, le produit de toutes les réflexions, le résultat de tous les suffrages » (1). Le clergé français avec ses préjugés gallicans pouvait-il se défier de l'ère nouvelle qui s'ouvrait pleine de promesses libérales. Qui n'a pas vécu avant 1787, disait Talleyrand, n'a pas connu la douceur de vivre. Le clergé lui-même se laissait volontiers entraîner sur la pente commune et il allait généreusement à l'abîme, croyant se diriger vers l'espérance et la liberté. Il n'avait pas l'expérience de la Révolution. — Un siècle de ruines où les débris de nos droits jonchent le sol sanglant ne lui avait pas, comme à nous, dessillé les yeux. Il travaillait dans le silence, songeant à tout, creusant les questions générales et individuelles de liberté, de propriété, d'impôt. Le déficit et l'arbitraire, voilà les deux gouffres qu'il voudrait fermer. Aussi la Chambre du clergé de Paris décida-t-elle à l'unanimité « qu'elle concourra, proportionnellement à ses revenus, à l'acquittement des charges librement consenties par les trois ordres dans les États-Généraux. » Mais l'on ne s'arrêtera pas là; L'évêque de Langres, M. de la Luzerne, offrira de consacrer la moitié de ses revenus à payer les dettes de la patrie; et telle sera bientôt, malgré quelques discordances, la note générale qui précédera au *Te Deum* unanime du 4 août.

(A suivre).

(3) Jean Wallon, *passim*.

(1) Doléances du clergé du bailliage d'Amiens, § 4.

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES

1^o Quel est le moyen d'enlever les taches que font les mains autour des serrures ?

Si les portes sont pourvues de plaques de cristal, il sera possible d'éviter les taches en posant les mains sur ces plaques ; les gens bien élevés n'y manquent pas. Si elles n'en sont point pourvues, et présentent des souillures désagréables, prenez un chiffon blanc, humectez d'eau froide, frottez sur du savon blanc, trempez dans la farine et frottez les taches sans trop appuyer ; renouvelez le chiffon s'il est nécessaire, rincez à l'eau froide au moyen d'une éponge et essuyez sans délai avec un chiffon propre.

On peut répéter souvent l'opération sans détériorer les peintures.

2^o Veuillez indiquer un encaustique pour parquet, d'une préparation facile.

Prenez un morceau de cire jaune, raclez-le dans un vase et versez par dessus de l'essence de thérébenthine.

Le lendemain étendez cet encaustique sur le plancher, qui peut être aussi bien en sapin ou en chêne, frottez, quand il est sec, avec un torchon de laine, ou mieux avec une brosse, et en un instant ce plancher ou ce parquet deviendra très-brillant.

3^o Quel est le procédé pour raccommoder les objets en cristal.

On fait fondre de la gomme arabique, la plus blanche et la plus transparente, dans l'esprit de vin. On chauffe les fragments de cristal, on en humecte l'épaisseur au moyen d'un pinceau ou d'une plume, et on les presse fortement l'un contre l'autre jusqu'à ce qu'ils soient refroidis. La soudure est suffisamment forte mais ne résisterait pas à l'action d'un liquide chaud.

4^o Vous avez indiqué plusieurs modes de blanchissage du linge, mais comment nettoyer les vêtements en laine, tels que camails, soutanes, douillettes.

L'année dernière *l'Ami du Clergé* a déjà répondu à ces questions ; nous ajouterons le procédé suivant :

Dans deux seaux d'eau froide, — l'eau de pluie est préférable — versez 12 centilitres d'oléine et 30 d'ammoniaque. Battez fortement le tout. Quand le liquide est couvert de mousse, plongez-y et frottez le vêtement à nettoyer. Si l'opération ne vous paraît pas suffisante, préparez une seconde eau, mais avec moins d'ammoniaque et d'oléine, vous frottez de nouveau et rincez à grande eau.

Ce procédé nettoie parfaitement la laine.

Pour la soie, on ajouterait un peu de genièvre aux substances indiquées.

5^o Indiquer un moyen de nettoyer les boiseries vernies.

Tremper dans l'eau claire un tampon fait de toile ou de laine, puis le plonger dans la poudre de marbre, que l'on trouve chez tous les marbriers, frotter la boiserie avec le tampon, laver à grande eau et essuyer avec un torchon jusqu'à ce que le vernis soit bien sec.

6^o Comment donner une belle couleur aux meubles en bois blanc ?

Prendre, pour une armoire ordinaire, ou un meuble d'égale dimension, un quart de litre de brou de noix, y tremper une éponge, laver le meuble avec cette éponge, et étendre la couleur au moyen d'une brosse. Quand la couleur est bien sèche, passer du papier 00 sur le bois pour en fermer les pores. Faire dissoudre à froid de la cire jaune dans l'essence de térébenthine, en humecter le meuble et le frotter énergiquement avec un tampon de laine.

7^o Quel est le moyen d'expulser les fourmis des meubles et surtout des garde-manger.

Le meilleur formicide est l'acide phénique étendu d'eau ; on l'applique à l'aide d'un pinceau sur la surface intérieure du meuble ; on renouvelle l'opération s'il est nécessaire.

8^o Comment effacer d'un autel en marbre les taches de rouille, d'eau, etc.

Il est assez difficile d'enlever complètement ces taches ; cependant les résultats sont assez satisfaisants pour qu'on essaie l'expérience.

La substance employée est l'ammoniaque pure, vulgairement connue sous le nom d'alcali volatil, ou l'ammoniaque étendue d'eau ; puis l'eau pure. La brosse n'est pas inutile, surtout pour le nettoyage des moulures.

9^o Y a-t-il un moyen de raviver les couleurs noires, ternies ou rougies, des vêtements ecclésiastiques et même des ornements d'église.

Prenez de 50 à 75 grammes de bois de campêche, coupez-le en petits morceaux et faites bouillir dans une chaudière en cuivre avec une quantité d'eau suffisante pour immerger l'étoffe dont vous désirez raviver la couleur. Vous avez dû laver préalablement cette étoffe dans de l'eau un peu chaude ; pendant qu'elle est encore humide, plongez-la dans la chaudière et ne la retirez qu'au bout de 20 minutes ; ajoutez au liquide de 5 à 10 grammes de sulfate ferreux, pour colorer le liquide en noir, et replongez l'étoffe ; après une demi-heure d'ébullition, on la retire, on l'égoutte, puis, quand elle est refroidie, on la rince à l'eau pure. La couleur noire est redevenue fort belle.

LE PRIMATUS.

Lingonis, die 22 martii.

[GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

secrétaire-gérant : G. ALCYON.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 18 mars 1881.

La situation financière tend à s'améliorer de plus en plus. Ce qui le prouve, c'est la facilité avec laquelle s'est effectuée la liquidation de quinzaine; les capitaux qui ont afflué sur le marché à cette occasion, sont venus, en effet, en telle abondance que le prix des reports est tombé presque à rien. Un seul exemple: en tenant compte du courtage, on a payé un peu moins de 1 0/0 cette liquidation, pour l'Italien.

Ceci démontre, mieux que toutes les argumentations, que la crise a été exclusivement boursière, et que l'argent de l'épargne, tenu prudemment en réserve, pour des temps meilleurs, est resté momentanément sans emploi. On estime à 200 millions les disponibilités qui demandaient à s'utiliser d'une liquidation à l'autre.

* *

Sous ce titre: *Une valeur de choix*, nous trouvons, successivement reproduit dans les journaux catholiques, l'*Univers*, le *Monde*. etc., l'article suivant:

« Rien n'est difficile comme de bien placer son argent et de lui faire produire un bon revenu.

« Avant tout, il faut se préoccuper de trouver un placement sûr et honnête. *« Honneur et profit, »* telle doit être, en toute circonstance, la devise des gens de travail et d'épargne.

« L'entreprise suivante réunit ces conditions.

« Par le développement qu'elle a pris sous la direction de M. PALMÉ, la **Société Générale de Librairie Catholique** s'est placée au rang des plus importants établissements.

« Non-seulement elle possède en France douze Journaux et Revues, elle a une succursale en Belgique et une en Suisse, lui procurant dans ces deux pays un débouché s'augmentant tous les jours. Elle n'a pas que des livres, que des clichés, que des propriétés littéraires des écrivains les plus renommés: *elle est aussi propriétaire de bâtiments d'une valeur de plusieurs millions.*

« Au point de vue du rapport, la **Société Générale de Librairie Catholique**, depuis six années qu'elle existe, a constamment servi à ses actionnaires un intérêt annuel de 5 0/0 bien net d'impôt. L'avant-dernier exercice est même parvenu à réaliser un bénéfice de 6 0/0, tandis que les meilleures, les plus solides valeurs ne produisent que 2 1/2 0/0, 3, 3 1/2, 4, 4 1/2 au plus. Les actions de la **Société Générale de Librairie Catholique**, constituent donc un placement d'élite.

« Et ce sera plus vrai encore pour l'avenir. En effet, la dernière Assemblée de ses Actionnaires a voté l'émission de dix mille actions nouvelles, afin de développer ses entreprises de librairie déjà si prospères, et de créer une *Caisse de retraite* pour le Clergé et une *Caisse de prêts* aux Ecoles libres.

« Les nouvelles Actions émises, comme les anciennes, au prix de 500 fr., portent intérêt depuis le 1^{er} janvier, et donnent droit aux dividendes de l'exercice en cours.

« Souscrites en majeure partie par les anciens Actionnaires, à qui un privilège de souscription avait été réservé, c'est le surplus qui est offert au public.

« En recommandant ces actions à l'attention de l'épargne, c'est indiquer un placement conforme à la foi et à l'attachement de ceux qui veulent servir leur cause, tout en faisant fructifier leurs économies.

« On y trouve les deux conditions essentielles de tout bon placement: *rémunération et sécurité absolue.* »

Nous n'ajouterons qu'un mot: du moment que l'Épargne, comme nous l'avons constaté en commençant, reprend décidément confiance et veut de nouveaux prêter son concours aux affaires, qu'elle les pèse sérieusement; et parmi les choix qui peuvent se présenter à elle, qu'elle ne manque pas de se porter sur une valeur aussi avantageusement signalée et recommandée.

* *

Relativement aux cours des diverses valeurs nous devons dire que la semaine entière s'est écoulée d'une manière fort calme. Le budget de 1883, qui se résume, comme l'on sait, dans ces trois mots: ni conversion du 5 0/0, ni rachat des chemins de fer de l'Etat, ni émission des nouvelles amortissables, applaudi tout d'abord presque unanimement, a été attaqué, depuis, avec passion par les partisans de l'ancien ministère; rien de plus incertain que son adoption définitive par la Chambre, et, partant, rien de plus problématique que la durée du Cabinet actuel. Or, le monde financier tient à M. Léon Say, et il prend prétexte de la possibilité de lui voir abandonner le porte feuille des finances pour agir mollement sur les cours.

Le 3 0/0, coupon détaché, est à 82.20.

L'amortissable cote 83.75.

Le 5 0/0, qui a eu un marché relativement très-actif, clôture à 116.35.

En valeurs de crédit, nous laissons la Banque de France à 5.120, en diminution de 140 fr. sur la semaine précédente. Le Crédit foncier, reculé en sens divers, reste aux environs de 1.600. Peu d'affaires sur le Comptoir d'Escompte, qui pourtant s'est élevé jusqu'à 1.015.

Le Crédit Lyonnais, poussé à 810, finit à 800. La Société générale s'inscrit à 710, le Mobilier à 615, la Banque hypothécaire à 792.50.

Les chemins de fer ont tous une bonne cote: Est, 762.50; Lyon, 1715; Midi, 1285; Nord, 2150; Orléans, 1349; Ouest, 830.

P. S. — La presse s'occupant beaucoup en ce moment des nouvelles actions de la *Société générale de Librairie catholique*, nous conseillons à ceux de nos lecteurs qui auraient l'intention d'y souscrire ou d'y faire souscrire leurs amis, de ne pas attendre à la dernière heure.

On sait d'un autre côté que le conseil d'administration, désireux de favoriser de son mieux, ce placement parmi les catholiques, est disposé à accueillir, quant aux paiements à effectuer, tous les arrangements pratiques possibles. Qu'on se hâte donc de mettre à profit toutes ces facilités.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

VICTOR PALMÉ, éditeur des *Bollandistes*, directeur-général, 76, rue des Sts-Pères, Paris.

CARÊME. — Prédication et Lectures.

Lectures sur la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, disposées POUR TOUS LES JOURS DE CARÊME, par M. l'abbé RAMBOUILLET, du clergé de Paris; 2^e édition.

1 vol. in-12 de xii-360 pages. 2 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, par Mgr FREPPEL, évêque d'Angers. — 1 beau vol. in-18 Jésus, de 296 pages. 3 fr.

Les Enseignements de N.-D. de Lourdes et leurs harmonies avec les besoins de notre époque, déduites des paroles de la très-sainte Vierge à Bernadette Soubirous, par M. l'abbé GINISTIER, curé de Noailles. — 2 vol. in-12 d'environ 400 pages. 6 fr.

L'Agonie de Jésus, traité de la souffrance morale, par le R. P. BLOT.

3 forts vol. grand in-12 de xiv-484, 495 et 571 pages. 7f. 50

La doctrine du Chrétien, ou Conférences nouvelles sur toute la doctrine chrétienne, par M. l'abbé AUGUSTIN BOURDIN, curé du diocèse de Laval. Seconde édition. — 4 forts vol. in-8^o. 20 fr.

I^{er} VOLUME. *Le Symbole des apôtres.* — *Les Actes du concile du Vatican.* — 1 vol. de xiv-527 pages. — **II^e VOLUME.** *Fin du Symbol.* — *Le Décalogue et les Sacrements.* 1 vol. de 501 pages. — **III^e VOLUME.** *Suite des Sacrements.* — *Prière.* — *Sujets divers.* — 1 vol. de 541 pages. — **IV^e VOLUME.** *Sujets de circonstance.* — *Le Syllabus commenté.* — 1 vol. de 671 pages.

Cours d'instructions paroissiales sur toutes les parties de la doctrine chrétienne et sermons détachés, par l'abbé VIREL, chanoine honoraire d'Arras, curé de la Couture. Nouvelle édition. — 2 vol. in-12, de xvii-501 et viii-519-xlviii pages très compactes. 6 fr.

La Paternité chrétienne, conférences prêchées à la réunion des pères de familles du *Jésus* de Paris, par le R. P. A. MATIGNON, de la Compagnie de Jésus.

I^{re} SÉRIE. Années 1868-1869. 2^e édition. — 1 fort volume in-12, de 424 pages. 3 fr. — **II^e SÉRIE.** — 1 vol. in-12, de 362 pages, 3 fr. — **III^e SÉRIE.** *Les épreuves et les joies de la famille.* — Un vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr. — **IV^e SÉRIE.** *Les devoirs de l'Époux.* — Vol. in-12 de 422 pages. Prix : 3 fr.

La Prière chrétienne, par Mgr LANDRIOT, archevêque de Reims. 6^e édition. 2 vol. in-12, de 336 et 463 pages. 6 fr.

Les Béatitudes évangéliques, par le même. 2 beaux vol. in-8^o, de ii-307 et 326 pages. 12 fr.

Instructions sur l'Oraison dominicale, par le même. 1 vol. in-12, de 430 pages. 3 fr.

Explication littéraire et morale des Épîtres et Évangiles des Dimanches et Fêtes, des fêtes de l'Avent et de tous les jours de Carême avec des notions liturgiques, par l'abbé A. GILLOIS. (2 vol. in-12 de xvi-623 et 629 pages. Prix : 6 fr.)

Conférences sur la religion prêchées au lycée Louis-le-Grand, de Paris, par M. l'abbé TILLOY, aumônier. — 2 vol. in-12. Prix : 8 fr. — **1^{er} volume :** Dieu, la Création et la Providence. — **2^e volume :** Les vérités fondamentales.

Vita Jesu Christi, Domini ac Salvatoris nostri, ex Evangelio et approbata ab Ecclesia catholica doctoribus sedule collecta per LUDOLPHUM DE SAXONIA, candidissimi carthusianorum ordinis servantisimum. Editio novissima, curante L. M. RIGOLLON, sacerdote. 2 parties en 4 beaux volumes in-8^o, de 376, 357, 383 et 411 pages à 2 col., caractères neufs. 24 fr.

S. JOSEPH et le MOIS DE MARS.

Le Parfait Manuel de saint Joseph, par le chanoine P. BONACCIA, contenant *Vie de saint Joseph et trente-et-une lectures, pour un Mois de SAINT JOSEPH; l'Année avec saint Joseph; Neuvaine préparatoire au 19 mars (sa fête); Neuvaine pour le Patronage de saint Joseph; le Mois de l'Enfant Jésus avec saint Joseph; les Sept Dimanches consacrés aux Sept Douleurs de saint Joseph; les Sept Mercredis consacrés à saint Joseph; le Mercredi de Chaque Semaine à saint Joseph; Couronne de Dévotions et Pratiques pieuses à saint Joseph; les Archiconfréries de saint Joseph, etc., etc.*, traduit de l'italien par M. l'abbé BLANCHON. — 1 fort volume in-18, de 620 pages. 3 fr.

Les Gloires de saint Joseph dans l'Eglise triomphante et dans l'Eglise militante, par M. l'abbé PÉRIEUX, curé de Nocq-Chambérat, directeur de l'Œuvre de Saint-Joseph-dela-Délivrance, avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Moulins. Nouv. édition. — vol. in-12, de viii-355 pages. (Se vend au profit de l'Œuvre.) 2 fr.

Dévotion quotidienne à saint Joseph, ou VISITES au glorieux époux de Marie, tirées des œuvres de saint ALPHONSE DE LIGUORI, docteur de l'Eglise. — 1 vol. in-32 raisin, de 94 pages, orné d'une gravure. 0 f. 50

Saint Joseph, protecteur de l'Eglise, ses gloires et ses vertus, par C. VERBAEGH, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs (Picpus). 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. — 1 vol. in-12, de xvi-504 pages. 3 fr.

Saint Joseph, avocat des causes désespérées, nouvelles relations des faveurs spirituelles et temporelles obtenues par la toute-puissante médiation de ce glorieux patriarche, par le R. P. HUGUET. — 1 vol. in-12, de viii-432 pages. 2 fr.

Mois de saint Joseph, pour demander le triomphe de l'Eglise, par MARIE CHENOT, curé de Véron. 2^e édition. — 1 vol. in-18, de 254 pages. 1 fr. 25

Trésor des serviteurs de saint Joseph, ou Manuel complet de Pratiques et de Prières en l'honneur de ce glorieux patriarche, contenant le Psautier de saint Joseph, la Dévotion des sept dimanches, un Nouveau Mois de mars des âmes pieuses, avec un grand nombre d'exemples inédits; le Culte perpétuel, la Dévotion au Cœur très-pur de l'auguste époux de Marie, un Choix de prières, etc., par le P. HUGUET, approuvé par Mgr l'Evêque de Moulins. 6^e édition, améliorée. 1 vol. in-18, de xii-452 pages, avec lettres ornées. 1 fr. 50

Neuvaine à saint Joseph, pour se préparer à ses fêtes ou pour obtenir quelque grâce spéciale pendant la vie et à l'heure de la mort, par le même. 8^e édition. — 1 vol. in-32, de 64 pages. 0 fr. 25

Mois de saint Joseph des Enfants de Marie, par le même. 13^e édition, améliorée, contenant des exemples nouveaux. — Un volume in 32, de 320 pages. 0 fr. 75

Nouveau Mois de saint Joseph, époux de Marie et père nourricier de Jésus, patron de l'Eglise universelle, par le R. P. CHAMPEAU, prêtre de Sainte-Croix, supérieur de l'Institution de Sainte-Croix, à Neuilly-Paris. — 1 beau vol. in-18 elzévirien, de 527 pages. 2 fr.

L'Opportunité et les Raisons contemporaines du culte de saint Joseph, ou *saint Joseph et la France de notre époque*, par M. l'abbé B. BION. — 1 vol. in-12, de iii-238 pages. 1 fr. 50

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des S^s-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 13 :

PRÉDICATION : Pour la fête de Pâques : Les allégresses de la résurrection de N.-S. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret sur les douze croix prescrites pour la consécration des églises. — Réponse sur l'encensement aux messes sans diacre ni sous-diacre. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Est-on obligé de se procurer des huiles nouvelles pour bénir l'eau baptismale le Samedi Saint? Peut-on en être dispensé? Que faire, si l'on n'a pu se les procurer? — Est-on tenu dans les petites églises à chanter les vêpres le Jeudi saint et le Vendredi saint? — Dans un diocèse où l'Evêque limite la juridiction des confesseurs à une portion déterminée du territoire, un curé peut-il déléguer dans sa paroisse un confesseur appartenant à une autre portion? — Pouvait-on appliquer les aumônes du Jubilé à l'ornementation des églises? — Doit-on, pour gagner les indulgences, se servir toujours du même chapelet? — Pourquoi une lampe toujours allumée devant le Saint Sacrement? — Peut-on donner, comme pénitence, une œuvre déjà obligatoire? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : La fabrique doit-elle se faire autoriser pour un legs avant le décès de l'usufruitière? Deux fabriques peuvent-elles, par économie, se réunir pour la demande, du consentement des héritiers? Doit-on demander d'autres consentements que de l'héritière universelle? — Le curé qui a fait dans son église une quête pour les pauvres, est-il tenu de la remettre intégralement au bureau de bienfaisance? — Les mémoires remis aux fabriques sont-ils soumis au timbre de dimension? Y a-t-il quelque moyen légal d'échapper à cette servitude dispendieuse? — Les frais d'assurance d'une église contre l'incendie entrent-ils dans les dépenses obligatoires? — Pour agrandir une église, comment dépenser un propriétaire dont la maison a été autrefois construite en partie sur le terrain de l'ancien cimetière? — A qui appartiennent les offrandes faites par les fidèles qui viennent vénérer des reliques, les quêtes et offrandes faites à l'occasion d'une bénédiction de cloches? — Un curé peut-il exiger des droits pour l'expédition des extraits de baptême et des certificats de publication de bans. — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (3^e article). — COURRIER DE L'UTILE : Vin de raisins secs.

REVUE LITTÉRAIRE.

VIE

DU

BIENHEUREUX JEAN-BAPTISTE DE ROSSI

A cause de l'éloignement et de la difficulté des recherches, nous risquons de ne pas bien connaître, en France, la vie des nouveaux Saints canonisés le 8 décembre et originaires d'Italie. Nous étions exposés du moins à ne les étudier que dans des traductions, et les traductions chacun le sait, sont généralement assez pâles, que la faute en revienne au génie de l'écrivain ou à la difficulté du travail. L'inconvénient désormais va se trouver en partie écarté. Nous posséderons une Vie de saint Jean-Baptiste de Rossi, écrite en français par un Français qui habite Rome et devant qui les portes ont dû s'ouvrir aisément. C'est au secrétaire du cardinal Pitra, M. l'abbé Mougeot, originaire de Besançon, qu'est venue l'heureuse idée d'entreprendre ce travail.

Il doit être difficile d'écrire la vie d'un saint comme Jean-Baptiste de Rossi. Sa vie s'est écoulée sans doute sur un grand théâtre, et rien de ce qui

touche à Rome qui ne soit important, sacré, qui n'intéresse, qui n'émeuve. Mais rien d'éclatant non plus dans les dignités dont Jean-Baptiste de Rossi fut revêtu, ni surtout dans le ministère auquel son humilité et la charité le pressèrent de se livrer. C'est l'héroïsme de toutes les heures, de tous les moments; mais c'est l'héroïsme au service des indigents, des pauvres gens de la campagne, des malades; l'héroïsme du prêtre dévoré de l'amour des âmes, mais des âmes délaissées. Saint Jean-Baptiste de Rossi recueillait dans les rues les enfants mendiants (qui, n'ayant pas de domicile, n'appartenaient non plus à aucune paroisse; il leur enseignait le catéchisme, « le chemin du paradis » disait saint François de Sales, et c'était bien le cas, en effet, pour l'un et pour l'autre. Il allait matin et soir aux lieux où l'on voit encore aujourd'hui se rassembler les pâtres de la campagne Romaine; race antique, contemporaine de Romulus, à qui elle fournit ses premiers sujets. Le saint homme leur rappelait qu'ils avaient une âme et des intérêts éternels plus importants que les gaietés terrestres. Aux mois de mai et de juin, des visages étrangers apparaissent en foule dans les pauvres quartiers de Rome. Ce sont les *fenaroli* venus de toutes parts pour couper les foins des immenses prairies qui encignent la Ville Éternelle. *Fienaroli* à Rome et dans la saison, ils deviendront plus tard et dans d'autres lieux une autre espèce d'ouvriers; parcourant successivement le cycle des travaux champêtres. Partis avant l'aube, ils ne rentrent qu'à la nuit close, épuisés de fatigue, et s'installant dans les réduits de l'Esquilin pour y goûter un peu de repos. Comment trouver le temps de

¹ « Vie du bienheureux Jean-Baptiste de Rossi, » par M. l'abbé F. Mougeot, docteur en théologie, secrétaire de Son Eminence le cardinal Pitra. (Paris, Société générale de Librairie catholique. Prix 3 fr.

penser à Dieu, d'entendre une prédication, d'entrer dans une église ? Saint Jean-Baptiste de Rossi cou't à eux ; il va passer au milieu d'eux les premières heures de la nuit, alors que déjà le sommeil appesantit leurs paupières. Parcourant leurs misérables dortoirs, il leur annonce le royaume de Dieu et entend leurs confessions sans leur donner la peine de quitter leur couche. Le bourreau enfin est aussi le client et un des enfants de prédilection de Jean-Baptiste : le saint, pour les effrayer, révèle cette invention de son dévouement aux grandes dames qui, frappées de sa sainteté, voudraient détourner à leur profit les trésors de lumière et d'onction réservés aux plus petits d'entre les enfants de Dieu. Quand les médecins ordonnent au saint de quitter Rome et l'envoient dans une des localités environnantes, autant pour l'arracher à ses travaux que pour lui faire respirer un air plus pur, il sait faire de ces heures de trêve, celle d'un nouveau combat, prêchant, mais surtout confessant. Il confessait presque continuellement, jour et nuit, partout et toujours. Il lui arrivait des pénitents jusque du fond de l'Italie, et ceux qui ne venaient pas, malades ou obstinés, il allait les chercher lui-même. Il travaillait encore sans relâche par la parole et par l'exemple à la sanctification du Clergé. Le zèle du saint homme étonne et édifie d'autant plus qu'il a souffert cruellement le reste de sa vie des atteintes d'un mal terrible, contracté dès sa jeunesse par suite d'imprudentes mortifications : l'épilepsie. Enlevé de ce monde à l'âge de soixante-six ans, il n'atteignit pas les limites extrêmes de la vieillesse, et toutefois Dieu dut soutenir miraculeusement ses forces pour qu'il conduisit jusqu'à ce terme une vie miraculeuse.

Tel est le héros dont M. l'abbé Mougeot a bien voulu nous raconter l'histoire et nous retracer les traits. Dire que l'auteur est un ancien élève des Pères du séminaire français, c'est dire avec quelle exacte doctrine, quel sens droit et élevé des choses de Dieu, quelle intelligence et quel amour des œuvres de la sainte Eglise, avec quelle vive piété, enfin, il a composé son livre. A ceux qui ont, eu l'honneur d'être formés par de tels maîtres, ces qualités ne manquèrent jamais que par leur faute.

Remercions particulièrement le jeune écrivain de nous avoir ménagé dans son livre les belles inscriptions si communes à Rome. On peut aller à Rome sans savoir l'histoire ; elle est écrite sur tous les murs et dans une langue éloquente.

Nous souhaitons la bienvenue à ce premier fruit de la plume de M. Mougeot. Nous disons à ce premier fruit, parce que saint Laurent de Brindes et sainte Claire de Montefalco demeurent encore pour nous sans histoire, et qu'en général les choses de Rome sont encore trop mal connues ici.

M. l'abbé Mougeot nous permettra-t-il une observation ? Il nous a semblé remarquer, en terminant, çà et là des constructions qu'une syntaxe rigoureuse n'admettrait peut-être pas : la distribution des faits manque parfois elle-même de netteté. Ce sont là sans doute des défauts bien légers dans une œuvre d'ailleurs excellente ; mais plus se montre dans un ouvrage l'excellence des solides qualités, plus on est jaloux d'en voir effacer les moindres taches.

JOSEPH BONNET,
Docteur en théologie.

(Revue littéraire de l'UNIVERS.)

NOTES LITTÉRAIRES

Cécilia ou une héroïne des Catacombes, par M. l'abbé Périgaud, Paris. Palmé.

L'auteur de ce très intéressant volume pose lui-même cette question : « Pourquoi avons-nous intitulé ce récit : *Cécilia* et non pas *Sainte-Cécile* ? » Et il répond : « C'est que l'histoire véritable ne souffre pas de fiction, et qu'il nous a cependant fallu avoir souvent recours à la fiction afin de combler les lacunes laissées sur ce point par les documents authentiques. Ensuite nous désirions donner à ce récit une certaine tournure dramatique, qu'il comporte d'ailleurs si bien ; et il nous eût été impossible de le faire sans introduire sur la scène différents personnages et événements secondaires dont ne parle pas l'histoire. » Qu'ajouter à ces paroles ? L'économie du livre de Monsieur l'abbé Périgaud y est indiquée clairement. Disons pourtant que l'auteur a exécuté son plan d'une façon très heureuse ; que s'il a recours à la fiction, il ne néglige cependant pas l'histoire ; que ses récits joignent à une couleur locale fort bien rendue, une grande exactitude pour les mœurs, les coutumes, les lieux. Disons enfin que M. l'abbé Périgaud n'a pas écrit ce livre dans la seule pensée de donner une restitution de la société romaine dans les premiers siècles de l'Eglise ; ce qu'il a voulu surtout, c'est montrer le rôle de la femme chrétienne dans une *société malade*, et donner en exemple aux femmes de notre temps celle qui a brillé dans le troisième siècle d'un si vif éclat.

AVIS

Nous avons l'honneur d'informer nos abonnés que la place de domestique demandée pour un presbytère, n'est plus libre. Inutile par conséquent de venir nous proposer d'autres sujets.

Toutes lettres parvenues à cette occasion sont conservées soigneusement, et au besoin on les utilisera.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 25 mars 1882.

La semaine a fini en reprise générale sur toutes les valeurs. Ce qui a contribué à produire ce résultat, c'est l'entente qui paraît s'être faite relativement au projet de budget de 1883, présenté aux Chambres par M. Léon Say, ministre des finances ; la Commission parlementaire nommée à cet effet, jeudi, est en majeure partie favorable à ce projet, et on croit maintenant que le vote définitif ralliera la majorité. De là, en partie, la reprise que nous signalons.

Le 3 0/0 s'est élevé de 82.20 à 82.90 ; l'amortissable de 83.75 à 84.10 ; le 5 0/0, de 116.35 à 116.90.

Même fermeté sur les fonds d'Etat étrangers. Le plus favorisé est l'Italien, qui arrive à 89.10. Le

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DE PAQUES :
LES ALLÉGRESSES DE LA RÉSURRECTION DE N.-S.

Hæc dies quam fecit Dominus
exsultemus et lætemur in eâ.
(Ps. cxviii, 24.)

Paques ! c'est la fête du bonheur, de l'allégresse, de l'*alleluia*. C'est la fête où tous, même les plus indifférents, se sentent saisis par un vif sentiment de religion, qui, comme un immense courant électrique, court d'un bout de l'univers à l'autre. Aujourd'hui, l'honime d'affaires, l'homme de plaisirs, quelque oubli qu'il ait des pratiques chrétiennes, ne peut s'empêcher de venir au temple sacré pour s'associer au sacrifice d'actions de grâces. Aujourd'hui, les églises sont ornées avec une splendide magnificence, les chants les plus solennels et les plus émouvants y retentissent, les cloches remplissent les airs de leurs voix joyeuses et puissantes, la joie est sur tous les fronts et dans tous les cœurs. C'est que Paques est spécialement le jour des miséricordes de Dieu, le jour de la suprême glorification de N.-S., le jour où l'humanité a reçu et reçoit encore la consécration des plus grands bienfaits. Que puisse faire, sinon vous exciter à entonner le cantique de la reconnaissance, *alleluia* ? Quelle parole vous dirai-je, sinon une parole de joie et d'allégresse, *exsultemus et lætemur in eâ* ? Mais avant de commencer, félicitons Marie de son bonheur, réjouissons-nous avec elle et disons-lui avec l'Eglise : *Regina cæli*.

I

Réjouissons-nous d'abord parce que le jour de Paques a été pour N.-S. J.-C. le principe de la plus complète et de la plus magnifique glorification, pour le corps, pour l'âme, pour le temps, pour l'éternité. Autant il avait été humilié dans sa Passion, autant il est exalté dans sa Résurrection.

I. Jésus-Christ était mort pour le salut du monde ; le jour de Paques, Dieu l'a ressuscité ; il lui a redonné cette vie si précieuse qu'il avait sacrifiée sur la croix ; il a rendu à ce corps l'âme qui en avait été séparée par la violence des tourments. Et parce qu'avant de souffrir la mort il avait été effrayé de ses approches, parce que cette frayeur lui avait été plus cruelle que la mort même, il lui rend une vie à jamais immortelle. Il avait perdu dans les supplices jusqu'à la figure humaine, mais il ressuscite plus brillant que le soleil ; et s'il lui reste encore quelques vestiges de ses plaies, ils embellissent son corps au lieu de le défigurer, ils en sont le plus riche et le plus glorieux ornement. Il fut chargé de liens par les soldats ; mais il se trouve libre dans le sépulcre et même dans les enfers, *inter mortuos liber*. Toute la terre s'oppose en vain à la liberté

de son âme, lorsqu'il lui plaît de revenir des Limbes ; et la pierre qui ferme son tombeau, quoique d'un poids et d'une grosseur énorme ne peut empêcher son corps d'en sortir. Depuis sa résurrection il n'y a pour son corps ni souffrance, ni obstacle, ni distance ; il est exempt pour toujours des lois mêmes de la nature, il reprend son empire absolu sur les misères auxquelles il s'était assujéti en prenant les livrées de notre mortalité.

II. Jésus est exalté dans son corps, il est exalté dans son âme, dans son honneur, dans sa réputation. « Il a fallu que le Christ souffrit pour qu'il entrât dans sa gloire. » (Luc., xxiv, 46.) Mais quelle gloire ! son Père le récompense avec une infinie libéralité. Que de temples à la gloire de Jésus pour un seul Calvaire ! Que d'autels pour une croix ! Et cette croix sur combien d'autels n'a-t-elle pas été élevée en témoignage d'amour et de reconnaissance ! Cette croix, autrefois signe d'infamie, de combien de couronnes n'est-elle pas l'ornement ! sur la poitrine de combien de braves ne la voit-on pas briller ! Une ville ingrate a désavoué J.-C. pour son roi ; cent peuples divers l'ont accepté pour leur Dieu. Barabbas lui fut préféré ; et lui a été préféré à tous les chefs de toutes les sectes, à tous les législateurs, à toutes les divinités de la terre. La crainte de la mort porta un de ses Apôtres à le renier et plus de quatorze millions de martyrs ont signé de leur sang leur foi en sa parole. Judas le vendit pour satisfaire son avarice ; mais qui peut dire le nombre de ceux qui ont tout vendu pour le soulager dans ses membres, les pauvres, qui ont tout quitté pour le suivre dans sa pauvreté. Oui, chacune des humiliations de sa Passion est réparée à l'excès. Les soldats qui l'avaient si odieusement outragé sur la croix sont les premiers prédicateurs de sa résurrection ; Pierre lave par une triple affirmation d'amour son triple reniement ; la sentence de sa condamnation à mort, écrite en trois langues, est effacée par la prédication de sa divinité qui, le jour de la Pentecôte, retentit dans toutes les langues ; les apôtres qui ont été muets devant Pilate pour le défendre, s'élancent jusqu'aux extrémités du monde pour porter la gloire de son nom : ils sont les premiers anneaux de cette magnifique chaîne de docteurs, d'apologistes, de prédicateurs qui va sans cesse se déroulant à travers les âges ; les gardes lui prodiguèrent dans la nuit terrible qui précéda son supplice des adorations dérisoires et partout il est adoré sous les chétives apparences du pain et du vin, il est respecté et vénéré dans tout ce qui a eu quelque rapport avec lui : dans les saints qui l'ont servi, dans les pauvres qui sont ses membres, dans les images qui nous représentent sa personne et ses mystères, dans les clous, les épines, le suaire, la croix, tous les objets enfin que l'attouchement de son corps sacré a sanctifiés ; Hérode le traita comme un insensé et la philosophie, toute orgueilleuse qu'elle est, a dû se soumettre à sa sage-
se

et ses paroles ont été reçues comme des oracles auxquels il n'est pas permis de changer un *iota*.

III. Vous dirai-je maintenant la glorification de Jésus-Christ dans le ciel, conséquence de sa glorification dans le temps par la Résurrection? C'est là qu'assis à la droite de son Père, en dédommagement du refus des juifs de le reconnaître pour leur chef, il règne dans un royaume qui n'aura jamais de fin, et sur des sujets qui sont tous des rois eux-mêmes. C'est là qu'à la place des marques humiliantes des soufflets, il brille sur son visage une lumière qui fait la joie des bienheureux, et que l'œil des plus hautes intelligences ne peut soutenir. C'est là qu'au lieu de ces voix confuses et séditieuses, qui s'élevaient contre lui dans le prétoire de Pilate, tous les saints ne cessent de chanter à sa gloire le cantique de leur délivrance, dont ils reconnaissent lui être uniquement redevables. Enfin, c'est là que pour s'être soumis aux injustes jugements des hommes, il viendra au dernier jour dans l'éclat d'une gloire infinie exercer devant tout l'univers le pouvoir que son Père lui a donné de juger les vivants et les morts. N'est-il pas vrai que le jour de Pâques est le jour que Dieu a fait pour exalter son Fils? N'est-il pas juste que nous nous livrions aux transports de la plus vive allégresse, nous qui sommes les frères, les amis, les rachetés de J.-C.? *Hæc dies quam fecit Dominus, exsultemus et lætemur in eâ.*

II

Mais nous avons un second motif de nous réjouir : le jour de Pâques est un jour de bienfaits pour nous; notre esprit y trouve le plus invincible argument pour sa foi et notre cœur les plus fortifiantes espérances.

I. Le grand miracle de la résurrection de J.-C. est la preuve la plus palpable, la plus saisissante de la légitimité de sa mission, de la vérité de sa doctrine, de la sainteté de sa morale. J.-C. s'est dit Dieu, il a enseigné, il a donné des lois; s'il ressuscite, si Dieu fait en sa faveur ce grand prodige, donc il est Dieu, donc il a dit la vérité et les peuples doivent le croire et l'adorer. Que de fois ce divin Sauveur en a-t-il appelé pendant sa vie à ce solennel argument! Avec quel soin il s'appliqua à le mettre dans tout son jour! Il permit qu'il y eût des gardes au sépulcre pour tirer de la bouche de ses ennemis un témoignage qui ne pût être suspect à personne; il voulut conserver les vestiges de ses plaies pour que ses disciples pussent le voir, le toucher, constater son identité et forcer leur incrédulité jusque dans ses derniers retranchements; il leur apparut en particulier et en assemblée; il s'entretint, il marcha, il mangea avec eux; il leur donna quarante jours afin qu'ils eussent le temps de revenir de leur surprise et de l'examiner de sang-froid. Aussi bien, les apôtres prêchent-ils avec un zèle incroyable la vérité de la Résurrection du Sauveur, c'est leur principal moyen de preuve; et les juifs se convertissent en

masse; et les Gentils acceptent leur prédication. Oh oui, Seigneur Jésus, en face du sépulcre laissé vide, en face de votre corps transfiguré par une vie nouvelle et à jamais immortelle, mon esprit accepte sans arrière-pensée votre parole; et je vous remercie d'avoir donné à ma foi un si solide fondement.

II. Mais la résurrection de N.-S. est aussi pour notre cœur le gage de la plus ferme espérance. Le Christ est ressuscité, lui notre chef, donc nous ressusciterons, nous qui sommes ses membres. Nous savons, dit l'Apôtre, que nous lui serons un jour semblables; nous savons qu'étant le premier-né d'entre ses frères, il ne doit être que les prémices heureuses de ceux qui dorment pour ressusciter; nous savons qu'une portion de notre nature n'a été délivrée en lui de la mort et de la corruption que pour servir de gage à l'espérance de la nature entière, *primitiæ dormientium, primogenitus ex mortuis*. Ah! que de consolations pour les malheureux, quel puissant encouragement pour les âmes généreuses dont le corps est fatigué, torturé pour la cause de la justice! Avec quel sentiment de généreuse résignation les malheureux, les persécutés, les victimes volontaires ou forcées de la souffrance corporelle se sont écriées de tous temps avec Job : « Je sens que mon Rédempteur est vivant; que je ressusciterai de la terre au dernier jour; que je verrai mon Dieu et mon Sauveur avec cette même chair, dont les vers et la pourriture ont déjà fait un cadavre. Cette douce espérance repose au fond de mon cœur! » Ces consolantes pensées nous sont rappelées par la solennité pascalle. Remercions-en le Seigneur, surtout à l'heure actuelle, où l'on a tant besoin de reconfort. *Exsultemus et lætemur in eâ!*

III

Un troisième motif de notre allégresse, c'est qu'aujourd'hui dans tout le monde chrétien et particulièrement dans cette paroisse, il s'est fait un grand nombre de résurrections spirituelles, image, principe et garant de la résurrection glorieuse qui doit arriver à la fin des temps : « Celui qui mange ma chair et boit mon sang a la vie éternelle, dit N.-S., et je le ressusciterai au dernier jour. » O vous qui avez communie ce matin, vous qui, après être sortis par la pénitence de la mort du péché, avez été vous asseoir au banquet de la vie, quelle belle transformation s'est faite en vous! De quelle gloire, de quelle lumière, de quelles splendeurs, de quelles richesses Jésus-Hostie a revêtu vos âmes! Quelle paix, quelle joie intime, dont le rayonnement éclatait jusque sur vos fronts, a rempli vos cœurs! Avec quelle émotion nous avons remarqué sur les traits de l'enfant une aimable gravité, dans les rides du vieillard un air de céleste jeunesse, et sous le sérieux de l'âge mûr un divin mélange de force et de douceur! C'était le sceau sacré de la ressem-

blancé avec J.-C. dont le sang coulait dans vos veines! Louez Dieu, réjouissez-vous et tressaillez d'allégresse, vous, les glorieux ressuscités du jour de Pâques!

Et vous pauvres pécheurs, qui, comme d'autres Lazares, êtes encore dans le tombeau du péché, enveloppés des bandelettes des mauvaises habitudes, peut-être depuis longtemps, nous voulons vous le dire aussi : Louez Dieu en cette fête. C'est le jour de la Résurrection : c'est-à-dire le jour de l'ouverture du sépulchre! Nous avons déjà beaucoup prié pour vous; nous avons parlé de vous au Maître de la vie et de la mort; son cœur s'est ému de votre misérable état; il n'attend de votre part qu'un bon mouvement, un acte de bonne volonté; il est prêt à prononcer sur vous la parole toute puissante qui fait revivre ce qui était mort. Oh! vous nous donnerez au plus tôt la consolation de vous voir prendre rang parmi les ressuscités; et, avec une joie qui vous fera oublier toutes les amertumes de la pénitence, vous chanterez le cantique de la délivrance. Ce sera pour vous un jour célèbre entre les autres, où vous jouirez d'un bonheur ineffable, avant-goût de celui des cieux. *Exsultemus et letemur in eâ!*

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

I

DÉCRET SUR LES DOUZES CROIX PRESCRITES POUR LA CONSÉCRATION D'UNE ÉGLISE

5 juillet 1881.

Utrum, ad validam consecrationem ecclesiæ, sufficit depingere duodecim cruces in parietibus lateralibus, scilicet sex hinc et inde?

RESP. *Affirmative in casu, et detur decretum in una MECHLINIENS. diei 30 augusti 1667, ad quintum.*

Voici le décret de 1667.

Cruces ad sacras unctiones prescriptæ in dedicatione memoratæ ecclesiæ non fuerunt depositæ prout fert liber pontificalis et aliunde incuria plene supina quædam fuerunt destructæ effosso muro. Quæritur an novis crucibus loco et ordine requisito depictis suppleri debeat illarum unctionis cæremonia juxta formam Pontificalis.

RESP. Depingantur iterum cruces in ecclesia, quarum sex in parte dextera, et aliæ in sinistra appareant, ita tamen ut duæ sint prope altare majus et duæ prope ecclesiæ januam, ommissa unctionis cæremonia.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

II

DÉCRET SUR L'OFFICE DU TITULAIRE D'UNE CATHÉDRALE

15 juillet 1880.

Il s'agit d'un évêque qui n'habite point sa ville épiscopale, dont la cathédrale est dédiée au Sacré-Cœur, mais une autre ville de son diocèse où il officie pontificalement dans une église dédiée à l'Immaculée Conception.

On demande :

1^o An clerus hujus diocesis M. teneatur recitare officium octavæ sanctissimi Cordis Jesu?

2^o Quod si affirmative ad primum, quomodo illa octava ordinanda sit?

3^o Utrum Ecclesia Immaculatæ Conceptionis in civitate N. vocanda sit Pro-Cathedralis, vel etiam Cathedralis?

Sacra R. Cong. respondit :

AD I. Affirmative.

AD II. Ut in folio annexo.

AD III. Negative.

III

RÉPONSE SUR L'ENCENSEMENT AUX MESSES CHANTÉES SANS DIACRE NI SOUS-DIACRE

Nous lisons dans le *Journal du droit et de la jurisprudence canonique*¹ :

« Dans le volume de la première année du journal, à la page 465, nous avons relaté un décret de la Sacrée Congrégation des Rites, du 7 juillet 1880, qui défend *thurificationes peragere in missa quæ celebratur cum cantu, sed sine assistentia sacrorum ministrorum*.

« A raison des tristes nécessités du temps, plusieurs curés se trouvant obligés de diminuer le nombre des prêtres attachés à leur paroisse, sont empêchés assez souvent de pouvoir faire chanter la messe avec diacre et sous-diacre.

« Dans cet état de choses, et pour conserver la solennité des cérémonies, ils nous ont prié de demander à la Sacrée Congrégation des Rites de les autoriser à pouvoir continuer d'encenser l'autel aux messes chantées sans diacre et sous-diacre, les dimanches où il y a concours des fidèles, jusqu'à ce qu'ils puissent augmenter de nouveau le nombre des prêtres attachés à leur paroisse.

« Nous avons fait présenter à la Sacrée Congrégation surdite la demande; mais celle-ci, après avoir mûrement considéré la chose a répondu : « *Negative.* »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Est-on obligé sous peine de péché de se procurer des huiles nouvelles pour bénir l'eau baptismale le Samedi saint? Quel péché? Que penser de la coutume contraire?

¹ Février 1882, 2^o année, n^o 2, p. 87.

2° Y a-t-il des raisons qui peuvent dispenser de se procurer les huiles nouvelles pour ce Samedi, et quelles seraient ces raisons?

3° Doit-on faire la bénédiction de cette eau le Samedi-Saint si l'on n'a pu se procurer ces huiles nouvelles. Et alors avec quelles huiles la ferait-on? Pourrait-on la faire sans les huiles?

R. — Ad I. Oui, on est obligé sous peine de péché de se procurer des huiles bénites le jeudi précédent pour bénir l'eau baptismale le Samedi-Saint, car le Rituel romain est formel : « Sacrum Chrisma, et sanctum Oleum, quod et Catechumenorum dicitur, quorum usus est in baptismo, eodem anno sint ab Episcopo de more benedicta feria V in Cœnâ Domini. »

« Curet Parochus ut ea suo tempore quamprimum habeat, et tunc vetera in ecclesiâ comburat. »

Cette rubrique a été confirmée par plusieurs décisions de la Sacrée Congrégation des Rites, par exemple par un décret du 12 avril 1755 in Lucana ad 3; du 16 décembre 1826, n. 4623, 4, 1, in Galdaven.; du 23 septembre 1837, n. 3320, 1 et 2, in Oriolen.; du 12 août 1854, in Lucienen.

Il y aurait donc péché à violer cette rubrique.

Mais quel péché y aurait-il? S'il y avait grande négligence à se procurer ces huiles nouvelles, il est impossible d'excuser ce péché de péché mortel quand on a lu ces graves paroles du droit canon relativement à cette consécration : « Si quis de alio chrismate quam de illo novo quod proprii Episcopi largitione vel concessione acceperit, baptizare, nisi præoccupante morte, tentaverit, pro temeritate ausu, ipse in se suæ damnationis protulisse sententiam manifestatur. » (De Consecrat., Distinct. IV, canon 122). Baruffaldi enseigne que le prêtre qui se servirait des anciennes huiles ferait un péché mortel et devrait être puni. « ... Si sacerdos uteretur veteri oleo, peccaret graviter, et quoque puniri deberet. » C'est du reste l'opinion commune des canonistes. Maintenant, que faut-il penser de la coutume contraire? D'après toutes les déclarations que nous venons de rappeler, la coutume contraire doit être réprochée, à moins d'un indult spécial du Saint-Siège. En 1826, on avait exposé à la Sacrée Congrégation des Rites qu'au diocèse de Gand les saintes huiles étaient transmises aux doyens pour qu'ils les distribuassent aux pasteurs de leurs districts, et l'on demandait si ces doyens pouvaient différer cette distribution jusqu'après le dimanche de *Quasimodo*. La Sacrée Congrégation répondit : « Negative » (S. R. C. 16 décembre 1826, n. 4623 ad IV). Gardellini appelle cette coutume *abus, corruption* : « ... quæ (consuetudo) potius appellari debet abusus damnandaque corruptela... »

Ad II. Y a-t-il des raisons qui peuvent dispenser de se procurer les saintes huiles pour le Samedi-Saint? Evidemment, car on n'est jamais tenu à l'impossible. Mais quelles seraient ces raisons? Gardellini, commentant le décret de Gand que nous venons de citer, donne les sui-

vantes, à savoir : une distance considérable, des chemins après et difficiles, des temps très mauvais : « Sacrarum oleorum dispensatio nequit differri usque ad Dominicam in albis, nisi prius nequeat ob locorum distantiam, viarum difficultatem et asperitatem, necnon ob aeris temporumque vicissitudines et intemperiem; nec dilationis causa peti potest quæ potius appellari debet abusus damnandaque corruptela. » Il faut y ajouter d'autres motifs analogues.

Ad III. Si l'on n'a pu se procurer les huiles bénites le jeudi précédent, que doit-on faire le Samedi-Saint? Faut-il faire la bénédiction de l'eau avec les huiles de l'année précédente? Faut-il omettre la bénédiction de l'eau? Faut-il la remettre au jour où l'on aura les huiles nouvelles?

Voici les règles que l'on doit suivre :

Si l'on espère avoir des huiles bénites peu après le Samedi-Saint, par exemple un des jours de l'octave de Pâques ou bien dans 8 ou 10 jours au plus tard, on bénit les Fonts le Samedi-Saint comme à l'ordinaire, mais on s'arrête lorsqu'on est arrivé à l'infusion des saintes huiles. Lorsque le prêtre a reçu les saintes huiles, il se rend à l'église pour les verser *privatim et separatim*, de la manière suivante : Revêtu du surplis et d'une étole, il verse d'abord l'huile des catéchumènes, puis le saint-chrême, enfin les deux ensemble, prononçant les paroles et observant les rites marqués dans le Missel.

Si l'on n'espère pas avoir les saintes huiles dans un temps court, on bénit les fonts comme à l'ordinaire le Samedi-Saint avec les anciennes huiles, et l'on se sert de cette eau baptismale jusqu'à la vigile de la Pentecôte où l'on fait alors la bénédiction avec les saintes huiles nouvelles.

En résumé, la bénédiction de l'eau baptismale se fait invariablement le Samedi-Saint. Si l'on a pu se procurer des huiles nouvelles, on s'en sert pour cette bénédiction. Si l'on n'en a pas, mais que l'on espère raisonnablement en avoir avant dix jours, on bénit l'eau sans verser les saintes huiles; et lorsqu'on les a, on les verse *privatim* en suivant la formule du Missel. Si on n'espère pas les avoir avant dix jours, on bénit l'eau le Samedi-Saint avec les anciennes huiles, et l'on s'en sert jusqu'à la vigile de la Pentecôte.

Q. — Les trois derniers jours de la semaine sainte, n'est-on tenu, dans les petites églises, à chanter les vêpres après la messe qu'le Samedi-Saint, et non le Jeudi-Saint, ni le Vendredi-Saint.

R. — Le *Memoriale rituum* de Benoît XIII, qui fait loi pour les petites églises, ne fait pas mention des vêpres le Jeudi-Saint, ni le Vendredi-Saint. Mais si l'usage de les réciter existait, comme cela a lieu en beaucoup de provinces, nous pensons qu'on ferait bien de le maintenir.

Quant au Samedi-Saint, le *Memoriale rituum* prescrit les vêpres, mais il n'exige pas qu'on les

chante, ainsi qu'on peut le voir par le texte même de Benoît XIII : « *Loco antiphonæ Communio, dicuntur Vesperæ ut in Missali, videlicet : Celebrans in cornu epistolæ dicit antiphonam Alleluia etc., et cum clericis prosequitur psalmum Laudate etc., et in fine repetitur Alleluia. Deinde subdit antiphonam Vespere autem etc. cum cantico Magnificat. Repetita antiphona Vespere etc., Celebrans accedit ad medium altare, osculatur illud, et versus ad populum dicit...* »

Il n'est donc pas question de chant, même pour les vêpres du Samedi-Saint. Mais en beaucoup d'églises les vêpres de ce samedi et les autres offices de la semaine sont chantés. C'est un usage très louable, et qu'il importe de conserver partout où on le peut.

Q. — Dans un diocèse, l'Ordinaire limite la juridiction des curés pour la confession à l'arrondissement, celle des succursalistes au canton et celle des vicaires à la paroisse.

Cela étant, le curé ou succursaliste peut-il déléguer, pour entendre les confessions dans sa paroisse, un curé qui n'est pas de l'arrondissement, un succursaliste qui n'est pas du canton, un vicaire qui n'est pas de la paroisse, à supposer qu'ils soient approuvés pour les confessions ?

R. — 1° Il faut distinguer entre l'approbation d'un confesseur et la juridiction soit ordinaire, soit déléguée. Ces deux choses sont différentes dans leur entité, bien qu'en fait elles soient souvent réunies. L'approbation est un jugement porté par l'évêque sur la présence des qualités requises dans un prêtre pour entendre les confessions. Tandis que la juridiction implique un pouvoir.

2° Dans la question, il s'agit évidemment de la juridiction déléguée et non pas de la juridiction ordinaire. Cette juridiction déléguée ne peut venir, dans un diocèse, que de l'évêque ; les prêtres, curés ou desservants n'ont aucun pouvoir pour déléguer, à moins d'une autorisation formelle de l'Ordinaire. Or, comme cette juridiction dépend uniquement du bon vouloir de l'évêque, il est au pouvoir du prélat d'y opposer les limites qu'il veut, soit pour le temps, soit pour le territoire : tout acte de juridiction en dehors des limites territoriales posées par lui est illicite et nul.

Q. — Au Jubilé dernier, N. S. P. le Pape imposait une aumône *in pium opus*.

Pouvait-on appliquer les aumônes de ses paroissiens à l'ornementation de l'église paroissiale ?

R. — Notre correspondant pose la question comme s'il était au pouvoir du curé de chaque paroisse de déterminer l'œuvre à laquelle on doit attribuer les aumônes du jubilé.

Cela n'est pas : les fidèles sont libres d'attribuer leurs aumônes à l'œuvre qu'ils préfèrent. S'il en faut croire le *Journal du droit et de la jurisprudence canonique*¹, la Sacrée-Pénitencerie aurait

décidé, dans le mois de juillet 1881, que les évêques n'avaient sur ce point que le droit de conseil.

Le devoir du curé était donc de distribuer les aumônes, si elles lui étaient remises, selon les intentions des fidèles. A défaut d'intentions déterminées par les fidèles, il lui fallait recourir à l'Ordinaire.

Pouvait-il suggérer comme intention l'ornementation de son église paroissiale ? Peut-on ranger cette œuvre dans la catégorie des œuvres pieuses ? Nous ne voyons pas ce qui s'y opposerait.

Q. — Est-il nécessaire, pour gagner les indulgences attachées à un chapelet (v. g. au chapelet de 5 dizaines), de se servir toujours du même chapelet ? Peut-on, ainsi que le font beaucoup de personnes pieuses, peut-on, sans que le chapelet cesse d'être indulgencié, se servir alternativement de chapelets différents, v. g., se servir d'un chapelet le dimanche et les fêtes, et d'un autre chapelet dans la semaine ?

R. — Nous ne trouvons dans aucun décret de la Congrégation des Indulgences l'obligation, pour gagner les indulgences attachées à la récitation du chapelet, de se servir toujours du même chapelet, et nous ne voyons pas pourquoi il serait défendu d'avoir plusieurs chapelets indulgenciés et de se servir indifféremment de l'un ou de l'autre sous peine de perdre les indulgences.

Q. — Pourquoi l'Eglise veut-elle qu'il y ait toujours une lampe allumée devant l'autel où repose le Saint-Sacrement ?

R. — L'usage d'entretenir une lampe allumée devant le Saint Sacrement remonte aux premiers temps du christianisme. Il n'a pas pour origine, ainsi que l'ont prétendu certains auteurs, la nécessité d'éclairer l'obscurité des catacombes et des lieux souterrains où nos pères se réunissaient alors pour prier et offrir les saints mystères ; puisque d'anciens monuments attestent la présence d'une lampe allumée en plein jour dans des lieux de prière exposés à la lumière du soleil ?

Dans l'intention de l'Eglise, cette lampe est :

1° Un souvenir du chandelier d'or placé par Moïse sur l'ordre de Dieu lui-même devant le Saint des saints et sur les sept branches duquel l'huile d'olive la plus pure devait brûler. (Exode xxv, 31, 32.)

2° Un symbole et de Jésus-Christ qui est la *vraie lumière* et de la lumière que ce Verbe fait chair a répandue au milieu des ténèbres dans lesquelles le genre humain tout entier est enseveli : « Dans nos églises, dit un Père, nous allumons une lumière non pour dissiper les ténèbres naturelles, puisqu'elle éclaire pendant le jour ; mais pour représenter celui qui est la vraie lumière, sans lequel nous serions en plein midi dans la nuit la plus obscure. »

3° Un témoignage du culte perpétuel d'adoration et d'amour que nous devons à notre Dieu. Ce culte, c'est nous qui devrions le lui rendre, mais comme les nécessités de la vie ne nous le permet-

tent qu'à de rares instants, la lampe nous remplace; en veillant et en brûlant sans cesse, elle prie et elle adore pour nous.

4° Une double leçon pour nous : en éclairant le sanctuaire et en se consumant devant l'autel, elle nous enseigne ce que nous devons être pour nos frères et pour Dieu. a) Pour nos frères; ayant été éclairés par Jésus-Christ, nous devons être des enfants de lumière. b) Pour notre Dieu, ayant été rachetés par lui, nous devons être des hommes de dévouement; notre vie doit se consumer à son service.

Cette lampe doit renfermer de l'huile d'olive, parce que l'olivier étant le symbole de la paix, l'huile d'olive représente bien mieux Jésus-Christ qui est venu apporter la paix au monde.

A défaut d'huile d'olive, il faut prendre de l'huile végétale, parce que celle-là seule, par ses propriétés d'éclairer, de nourrir et d'oindre, représente Jésus-Christ qui est à la fois une lumière resplendissante, une nourriture vivifiante et une médecine salutaire.

Q. — Peut-on au saint tribunal donner comme pénitence sacramentelle une œuvre déjà obligatoire. Ainsi une personne se confesse deux fois l'année à Noël, et à Pâques; elle manque deux ou trois fois par semaine sa prière du matin et du soir par négligence, peut-on lui donner comme pénitence de faire chaque jour sa prière pendant un mois? Une autre personne se confesse à Pâques; elle manque souvent à la messe par indifférence, peut-on lui donner comme pénitence d'assister chaque dimanche à la messe pendant deux mois.

R. — Oui, on peut donner comme pénitence sacramentelle une œuvre déjà obligatoire; c'est du moins le sentiment le plus commun et certainement le plus probable. En effet l'acte qui se fait par un devoir d'obéissance, de justice ou de religion, peut aussi se faire par un devoir de pénitence. De même que l'on peut s'engager par vœux à une œuvre déjà obligatoire et acquérir en l'accomplissant un double mérite : ainsi on peut imposer comme pénitence une œuvre déjà commandée, et même déjà satisfaisante, à laquelle le pouvoir des clefs confère alors un nouveau mérite, celui de la satisfaction sacramentelle.

Il est même bon quelquefois d'en agir ainsi avec des pénitents assez indifférents et faibles dans leurs bonnes résolutions, surtout si l'on peut espérer que le motif de leur pénitence à accomplir, ajouté au précepte, les rendra plus fidèles à leur devoir, leur en fera contracter l'habitude et les éloignera du danger d'y manquer.

Nous ferons remarquer à notre confrère que des deux exemples qu'il cite, le dernier seul est strictement l'application du principe. Car, si la prière est de précepte divin, il est difficile de déterminer les limites de cette obligation, de fixer le temps et le mode de son accomplissement; et, bien que la prière du matin et du soir doive être fortement recommandée, nous ne la trouvons formellement commandée par aucun précepte.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1° Une dame morte au mois de juin dernier, lègue à la fabrique de mon église une somme de 2.000 francs, qui ne sera payée qu'après la mort de la mère de la défunte qui en demeure jouissante. Devons-nous d'ores et déjà faire les démarches pour obtenir l'autorisation du gouvernement, ou bien devons-nous attendre la mort de l'usufruitier?

2° Ne pourrions-nous pas dans un but d'économie agir de concert avec une commune voisine, qui se trouve dans le même cas que nous, pour la signification par huissier aux héritiers naturels?

3° C'est la mère de la défunte qui est établie héritière universelle. Or, cette défunte avait deux frères consanguins, auxquels elle ne laisse rien. Devons-nous aussi solliciter leur consentement?

R. — AD I. Oui, assurément; la succession est ouverte pour la fabrique, si non la jouissance, du moins la propriété. Il lui importe donc d'entrer en possession. Outre le droit, il y a là un devoir essentiel de prudence pour s'assurer que le legs ne périliterait pas.

AD II. Cela peut se faire pour les héritiers au même titre, par exemple, lorsqu'une personne étant morte *ab intestat*, tous les héritiers naturels se présentent collectivement et agissent de même. Tel n'est point le cas, d'abord parce que les fabriques ne peuvent être considérées comme héritiers naturels, et ensuite parce qu'il existe un testament régulier. Chaque fabrique doit donc agir de son côté, d'autant plus que le gouvernement peut avoir des raisons pour accorder l'autorisation à l'une, et la refuser à l'autre.

AD. III. L'héritier ici est la mère, puisqu'elle est seule désignée comme légataire universelle. Les deux frères consanguins étant évincés ne sont plus héritiers. La fabrique n'a donc pas à s'occuper d'eux. C'est à la mère que la fabrique doit demander le consentement par acte extrajudiciaire, en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 14 janvier 1731; car la mère seule est héritière en vertu du testament.

Q. — Un curé d'une paroisse importante a annoncé en chaire une quête pour les pauvres le jour de Noël. Il a remis la quête au bureau de bienfaisance, comme il le fait ordinairement. Mais il a cru pouvoir en retenir une légère part soit pour ses pauvres à lui, soit spécialement pour une œuvre de secours aux malades qu'il a fondée et qui fonctionne à la satisfaction générale. Le Bureau de bienfaisance peut-il s'en plaindre? Quel recours aurait-il contre le curé dans le temps où nous sommes?

R. — Comme nous n'admettons pas le monopole de la charité entre les mains du bureau de bienfaisance, nous n'oserions blâmer notre honorable correspondant, si les choses se faisaient sans rien dire. Sous le bénéfice du silence, le but de la loi, sinon sa teneur, est rempli. Mais en somme il y a une illégalité matérielle, et du moment qu'elle est connue, elle donne prise à d'innombrables et justes critiques. Le bureau de bienfaisance peut revendiquer toute la somme recueillie en son nom; car la loi est pour lui. Ce ne serait donc que par suite d'une entente avec la commis-

sion administrative du bureau de bienfaisance que le curé pourrait agir comme il fait. Sans quoi il s'expose à ce que le bureau de bienfaisance lui réclame tout le produit de la quête, et il n'aurait aucun moyen d'y échapper.

Q. — Vous obligeriez un grand nombre de curés, je crois, 1^o si vous vouliez nous dire d'une manière parfaitement claire si les mémoires remis aux fabriques par leurs fournisseurs sont soumis au timbre de dimension, et 2^o s'il n'y a pas un moyen légal de s'affranchir de cette servitude qui est en même temps une dépense?

R. — Ad 1^m. Incontestablement; la loi de finances de 1879 ne laisse aucun doute sur ce point; nous l'avons dit plusieurs fois.

Ad 2^m. Jusqu'au 14 septembre 1881, il eût été impossible de résoudre affirmativement ce point particulier. Mais à cette époque est intervenue une décision du Ministre des Finances qui enseigne le moyen de s'affranchir de ce que notre correspondant appelle à juste titre une servitude dispendieuse. Cette décision est intervenue à la suite d'observations présentées par l'administration de l'enregistrement. En raison de son importance, nous reproduisons ici ces observations afin d'en mieux faire ressortir la conclusion pratique.

« 1^o L'art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, assujettit au timbre d'une manière expresse les registres des receveurs des droits et revenus des établissements publics, ceux des établissements particuliers et des maisons particulières d'éducation. Or, les séminaires sont des établissements publics placés par l'art. 3 du décret du 17 mars 1808 sous la surveillance de l'autorité ecclésiastique. Les registres de recettes et de dépenses de ces établissements doivent donc être timbrés conformément à l'article 12 de la loi précitée. C'est d'ailleurs ce qui a été reconnu par décisions ministérielles des 7 novembre 1825 et 17 mars 1828 (Instructions 1187 et 1239, § 2).

« Plusieurs supérieurs de petits séminaires avaient néanmoins persisté à soutenir que ces dispositions n'atteignaient que les établissements dont les élèves payaient pension. Ils en concluaient qu'elles ne devaient pas être appliquées aux petits séminaires uniquement consacrés à l'instruction des jeunes gens destinés à l'état ecclésiastique et ne payant aucune rétribution à l'université. Mais cette prétention ne fut pas admise, et le Ministre des Finances écrivit, le 8 novembre 1830, à son collègue de l'Instruction publique et des Cultes pour le prier de lui donner des ordres afin que, dans tous les collèges, dans les grands et petits séminaires, sans exception, les registres de recettes et de dépenses fussent tenus sur papier timbré.

« Le bénéfice de l'art. 81 du décret du 30 décembre 1809, qui exempte du timbre les registres des fabriques, ne peut être étendu à ceux des séminaires. L'art. 65 du décret du 6 novembre 1813 se réfère, il est vrai, au décret de 1809; mais il n'en vise que l'art. 54, lequel est exclusivement

relatif à la garde et à la conservation des titres, papiers, registres et tous autres documents concernant les biens des séminaires. Il ne rappelle en aucune façon l'exemption introduite par l'art. 81 au profit des fabriques. La disposition de faveur dont jouissent les fabriques ne peut donc, à défaut d'un texte formel, être appliquée aux séminaires.

« D'un autre côté, les collèges font usage de papier timbré pour leurs registres de recettes et de dépenses. Les registres des lycées sont seuls exempts de timbre par le motif qu'ils sont tenus pour le compte de l'Etat et qu'ils rentrent dans la catégorie des registres des administrations publiques (Loi du 13 brumaire an VII, art. 16, n. 2, instruction 2341, § 3).

« 2^o En principe, les mémoires et factures à produire à l'appui des dépenses des ministères, communes et établissements publics doivent être rédigés sur papier timbré.

« La comptabilité des séminaires n'est pas sans doute une comptabilité publique dans l'acception complète du mot, puisqu'elle n'est pas soumise à la vérification de la cour des comptes ou des conseils de préfecture.

« L'administration ne serait pas fondée, par exemple, à exiger, comme en matière de comptabilité publique ordinaire, la production de mémoires à l'appui de toutes les dépenses des séminaires. Mais lorsque ces établissements publics jugent à propos de joindre des mémoires à leur comptabilité, il n'y a pas de motifs pour ne pas appliquer à ces mémoires, au point de vue du timbre, les règles suivies par l'administration pour les mémoires produits en matière de comptabilité publique ordinaire.

« Par conséquent, si les écrits avaient le caractère de mémoires, c'est-à-dire, s'ils avaient été certifiés, datés et signés par le créancier, puis remis à l'économe et revêtus postérieurement de l'acquit du fournisseur, on serait fondé à soutenir qu'ils formaient des titres de créances et auraient dû être assujettis au timbre de dimension.

« Mais si les écrits ont été rédigés et acquittés à une seule et même date, il n'existe pas de factures ou mémoires ayant produit des effets distincts, indépendants de ceux résultant de l'acquit donné lors du paiement. Au point de vue de l'impôt, de tels écrits ne sont, en fait, que des quittances contenant, il est vrai, le prix et le détail des fournitures, mais auxquelles ces indications ne sauraient enlever le caractère de pièces purement libératoires. Le trésor doit donc être considéré comme désintéressé lorsque ces écrits sont soumis au droit du timbre de 10 centimes. »

Ces observations, ainsi que nous le disons au début ont été approuvées le 14 septembre 1881 par le Ministre des Finances. Il est vrai que cette règle est relative aux mémoires des séminaires; mais l'Administration a décidé qu'il y a lieu de l'appliquer par analogie aux fabriques et aux communes.

CONCLUSION. Il résulte de la susdite décision que, lorsque le mémoire dressé par le créancier et l'acquit qu'il appose à la suite portent la *même date*, on ne doit voir, en réalité, dans la pièce ainsi complétée qu'une quittance précédée du détail des fournitures dont elle est destinée à constater le paiement. L'indication du prix et du détail des fournitures n'enlève pas à la quittance qui suit le mémoire son caractère de pièce purement libératoire. Il n'y a lieu dès lors de percevoir pour chaque mémoire quittance, qu'un seul droit, le droit de quittance de 10 centimes fixé par l'art. 18 de la loi du 23 août 1871.

Il résulte donc que, pour s'affranchir de la fameuse servitude et dépense, c'est-à-dire pour bénéficier de la décision du 14 septembre 1881, les établissements intéressés doivent avoir soin de recommander à leurs entrepreneurs, ouvriers, fournisseurs, de produire *sans date* les mémoires relatifs à leurs travaux ou fournitures. Ces mémoires seront ultérieurement datés une seule fois, au moment du paiement et de l'apposition tant de l'acquit que du timbre quittance de 10 centimes. Ou plutôt, le mémoire ne sera jamais daté lui-même. La date qui lui deviendra commune sera celle de l'acquit apposé postérieurement à la suite de la facture ou mémoire.

Désormais donc, les trésoriers de fabriques peuvent parfaitement produire à l'appui de leurs comptes des *quittances détaillées* contenant tous les éléments des factures ou mémoires, sans avoir à craindre de procès-verbaux de contraventions aux lois sur le timbre.

On nous pardonnera de nous être étendus plus que d'ordinaire sur cette question, à cause de son importance pratique, et parce que des doutes du genre de celui-ci nous étaient adressés de toute part.

Q. — A la suite d'un incendie qui a détruit au mois d'octobre dernier une grande partie de l'église de X... voisine de la mienne, je demandai à ma fabrique de prendre une assurance. Il me fut répondu négativement que la dépense n'était pas obligatoire et que la fabrique n'avait pas d'ailleurs de ressources suffisantes.

Cela donné, je demande si l'assurance contre l'incendie peut être considérée par la fabrique comme une dépense obligatoirement, et si, à défaut de paiement par la fabrique, la commune peut être requise de payer la prime?

Si nous prenons les choses dans leur sens absolu, cette assurance n'est obligatoire ni pour la fabrique, ni pour la commune; aucune loi ne le prescrit. Mais si elle n'est pas dans le texte, elle est, du moins, dans l'esprit de la loi, qui n'a institué les fabriques et les conseils municipaux que pour administrer sagement les intérêts civils et religieux. Or, il a toujours été et il est de bonne administration de garantir les immeubles contre les sinistres éventuels. Par le temps qui court et qui nous offre tant d'exemples d'attentats contre la religion et contre les choses du culte, — les journaux parlaient, il y a quelques jours à peine, d'une tentative d'incendie dans la chapelle expiatoire, — le devoir des fabriques est de ne rien

négliger; et une assurance contre l'incendie doit être considérée comme une mesure de prudence et de prévoyance. Non seulement il faut assurer l'immeuble mais encore le mobilier.

Nous pensons donc qu'en égard à son utilité, la dépense d'une assurance peut valablement être portée au budget de la fabrique, sans crainte qu'elle soit critiquée par le conseil municipal. Et s'il arrivait que la fabrique se trouvât dans la nécessité de recourir à la commune par suite de l'insuffisance de ses deniers, nous pensons que cette même commune ne devrait pas être admise à en refuser le paiement, sous prétexte qu'elle ne représente légalement pour elle qu'une dépense facultative; car il y va de sa caisse, puisqu'en cas d'incendie, il lui incombe, à défaut de la fabrique, de donner une nouvelle église ou un nouveau mobilier.

Q. — Il est question d'agrandir mon église; et ce serait déjà fait s'il n'y avait à côté, à un mètre cinquante à peine du mur, une maison appartenant à un voisin. Cette maison aurait été construite, il y a 80 ans, en partie sur le terrain qui servait alors de cimetière, ainsi que le prouve une protestation du conseil municipal de cette époque, protestation qui ne fut faite qu'après coup et qui n'a pas été renouvelée et s'est même perdue, dit-on.

Quoi qu'il en soit, on prétend qu'elle serait sans valeur, le propriétaire invoquant la prescription. Pour passer outre, il faudrait prouver que le terrain empiété appartenait au cimetière et, par suite, entreprendre un long procès.

On pourrait plus facilement procéder par l'expropriation; mais le conseil municipal ne veut pas en venir là; et lors même que le conseil de fabrique prendrait cette marche, l'avis favorable du conseil municipal lui ferait certainement défaut.

Je viens donc vous prier de me dire quelle largeur comporte le chemin de ronde autour d'une église, et ce que vous me conseilleriez en pareille circonstance.

R. — Les lois ne déterminent point la largeur des chemins de ronde. Il faut donc prendre la chose selon les données générales de la coutume et du service qu'on attend de ce sentier. Le chemin de ronde s'appelle indifféremment « processionnel » parce qu'il sert aux processions qui se font en certains pays et en certaines circonstances autour des églises. Or, le cortège d'une procession, — qu'on sorte le dai ou non, — a besoin de 3 mètres environ. C'est donc une largeur de trois mètres à peu de chose près que réclame le chemin de ronde.

Notre correspondant se trompe, quand il dit que, devant le propriétaire invoquant la prescription, il faudrait, pour passer outre, prouver que le terrain empiété appartenait au cimetière. La prescription peut parfaitement être invoquée même quand il s'agit d'un cimetière, puisque dans certaines conditions, les cimetières sont aliénables. Au reste, l'ancienne législation a été modifiée sur ce point par l'article 2227 du Code civil ainsi libellé : « L'Etat, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers et peuvent également les opposer. »

Il ne reste donc à la fabrique pour se dégager

d'un voisin gênant que l'expropriation. Celle-ci peut se faire à l'amiable; mais nous croyons que dans le cas présent, on peut également la forcer pour cause d'utilité publique. L'église est un établissement public et d'intérêt commun. Si l'agrandissement de l'église est jugé nécessaire par les autorités compétentes, l'évêque et l'Etat, rien ne s'oppose à ce que l'expropriation ne soit autorisée en se conformant aux formalités légales.

Le conseil municipal, nous dit-on, ne donnera pas d'avis favorable; peu importe. La loi exige qu'on demande l'avis du conseil municipal; mais le gouvernement n'est pas obligé de le suivre.

Le vrai moyen de paralyser le mauvais vouloir du conseil municipal, est de ne pas recourir à sa caisse. La fabrique en question est-elle en mesure de solder ce qu'elle prendrait au voisin et de pourvoir aux dépens de l'agrandissement de l'église? Dans ce cas, le conseil municipal n'aurait pas de raison pour donner un avis défavorable, et le donnât-il, le préfet peut passer outre.

Q. — 1^o Il est d'usage dans ma paroisse que le curé admet les fidèles à la vénération de l'Enfant-Jésus le jour de l'Epiphanie, ainsi qu'à celle des reliques de la sainte Vierge et des saints dont on célèbre la fête aux différentes époques de l'année. Le curé peut-il s'attribuer en entier ou en partie les offrandes faites par les fidèles à cette occasion?

2^o Un curé peut-il s'attribuer le produit d'une quête qui se fait à l'église à la suite d'une bénédiction de cloches, y compris l'offrande des parrain et marraine qui ont assisté à cette bénédiction?

3^o Un curé peut-il exiger certains droits pour l'expédition des extraits de baptême, pour les certificats de publication de bans de mariage, etc., supposant qu'un tel usage ne soit pas en vigueur dans le diocèse et qu'il n'existe aucun règlement épiscopal? — Le pourrait-il, supposant que la chose ait été mise en vigueur dans sa paroisse par un de ses prédécesseurs à l'insu de son évêque. — Dans l'hypothèse que la chose fût permise, quel en serait le tarif, vu qu'il n'existe aucun règlement dans le diocèse?

4^o Un curé a-t-il le droit d'avoir à sa disposition à la sacristie un tiroir renfermant la menue cire destinée aux usages de tous les jours? ou bien le trésorier a-t-il le droit de mettre tout sous clef, de manière que le curé se trouve quelquefois dans l'embarras?

R. — Ad 1^m. Une lettre du ministre de la justice et des cultes à l'évêque de Verdun, le seize juin 1845, tranche cette question spéciale aux exhibitions de reliques. Elle pose en principe, d'après les anciens règlements, que les offrandes faites à l'autel sont dévolues aux curés et desservants; celles, au contraire, qui sont faites dans les chapelles, au banc de l'œuvre ou ailleurs, appartiennent aux fabriques.

« En effet, est-il dit dans la lettre ministérielle, il est juste que le curé profite des offrandes présentées à l'autel à l'occasion des cérémonies quelconques qu'il y célèbre; mais il n'en est pas moins équitable que la fabrique, qui est seule chargée des dépenses du culte paroissial, recueille les autres dons de la piété des fidèles. »

Et enfin, dit en terminant le document précité, les oblations faites pendant que le clergé soutient la chaise ou reliquaire dans le sanctuaire sont la

propriété du curé, et celles déposées dans les tronc pendant l'exposition de l'image sur l'autel ou sur des tréteaux, appartiennent à la fabrique. D'où il nous paraît résulter clairement que toute offrande faite à l'occasion des reliques, sauf celles déposées dans les tronc reviennent aux curés.

Ad 2^m — Aucune quête n'appartient au curé, à moins qu'elle ne soit faite avec autorisation en sa faveur. Quant aux offrandes des parrains et marraines, si elles ont véritablement le caractère d'offrandes dans le sens ordinaire de ce mot, elles appartiennent au curé, à moins qu'il ne soit stipulé autrement par ceux qui les font.

Ad 3^m — Nous le croyons, parce que ceci constitue un travail indépendant de l'administration du baptême ou de la publication des bans, administration et publication absolument gratuites et inhérentes à la charge des curés.

Strictement et en justice, un curé peut exiger certains droits pour l'expédition des extraits susdits. Mais si l'usage n'existe pas dans un diocèse, est-il prudent de l'inaugurer? Les circonstances seules peuvent inspirer la réponse. Placé entre le besoin de vivre et la sacerdotale vertu du désintéressement, un prêtre en pareille occurrence s'interroge lui-même et prend conseil de ses chefs hiérarchiques.

Si l'usage de percevoir un droit a été établi par ses prédécesseurs, il peut le conserver, tant que l'autorité ni ne blâme ni ne défend.

Quant au tarif, il doit être modéré. Dans beaucoup de diocèses où cet usage est en vigueur et tarifé par les autorités compétentes, les droits sont de 1 franc pour les extraits de baptême et de 2 francs pour le certificat de la publication des bans, quand le mariage doit se faire dans une autre paroisse.

Ad 4^m — D'après l'art. 35 du Décret du 30 décembre 1809, toute la dépense de l'Eglise et les frais de sacristie sont faits par le trésorier. Si l'on s'en tenait *pratiquement* aux termes de cet article, le curé n'aurait pas le droit d'avoir à sa disposition un tiroir renfermant les objets destinés au culte; mais le trésorier aurait le devoir d'être toujours là pour les fournir au fur et à mesure des besoins. Ce qui serait absolument intenable. Nous doutons qu'on trouvât au monde un homme assez héroïque pour accepter une telle corvée.

Aussi n'a-t-on jamais songé nulle part à s'en tenir à la lettre de la loi. Les trésoriers les plus rigoureux se contentent de faire les achats pour chaque trimestre avec les fonds qui leur sont remis pour cela chaque trois mois par les marguilliers, et puis ils déposent les objets achetés, les pains d'autel, le vin, l'encens, la cire dans une armoire de la sacristie à la disposition du curé et de ses agents.

Un trésorier qui agirait autrement, et mettrait ainsi le curé dans l'embarras serait considéré à bon droit comme un mal appris.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

II

SPOILIATION DU CLERGÉ. — LES DIMES.

L'assemblée la plus coupable de toutes nos assemblées populaires fut la *grande* Constituante. Jamais on ne vit talents aussi nombreux réunis pour commettre autant de fautes. Plus coupable même que la Convention qui ne fut qu'une conséquence, une évolution fatale, un bras, elle est le principe, le mouvement premier, la tête. Et qu'on ne dise pas que le bras frappé des coups dont la tête eût rougi, toujours la logique des idées appelle la logique des faits : la tête le savait. Comme Minerve sortit tout armée du cerveau de Jupiter, la Révolution est née du *Contrat social* complète, avec l'attirail entier de l'impiété et des persécutions dont nous sommes encore les tristes témoins. Nos radicaux même les plus avancés n'ont rien inventé depuis Voltaire et Diderot. Certaines pages de Diderot surtout semblent écrites d'hier tant elles sont palpitantes de *laïcisme* et d'irréligion. Il faut que les dernières illusions tombent : la Constituante hypocrite, cauteleuse, essentiellement impie, surprit la bonne foi du Clergé qui, envahi lui-même par les idées nouvelles, et séparé du pape par les préjugés gallicans, ne sut pas voir la marche implacable et satanique de la Révolution contre la justice et la liberté.

Qu'on lise plutôt les faits que nous allons exposer tels qu'ils sont, mais dépouillés de la légende, afin qu'ils apparaissent à la lueur des discussions qui les ont fait naître avec leur caractère inepte et sectaire.

Le contre-coup de la Révolution se fit sentir d'abord dans toute la France par les meurtres, le brigandage et le pillage des châteaux. Sous prétexte qu'une ère nouvelle allait s'inaugurer, on ne connaissait plus de lois, on ne respectait plus de propriétés, on ne payait plus d'impôts. L'Assemblée dut déclarer qu'elle maintenait provisoirement les lois anciennes. Le vicomte de Noailles se leva et proposa à la noblesse de renoncer à ses droits féodaux, causes des vexations odieuses qui soulevaient le peuple. Un breton, Leguen de Kerengal, lui succéda à la tribune, habillé en paysan et, dans un langage aussi pittoresque que son costume peignit les abus, seigneuriaux et les souffrances des campagnes. Alors les nobles, d'une voix unanime, renoncèrent à leurs privilèges, et toute l'assemblée applaudit, les yeux tournés vers le clergé.

« Accoutumés à voir de près la misère et la douleur des peuples, s'écria l'évêque de Nancy, de la Fare, les membres du clergé ne forment pas de vœux plus ardents que ceux de les voir cesser. »

Puis l'évêque de Chartres demanda avec le rachat des dîmes, l'abolition des droits de chasse, afin que le laboureur ne fût plus exposé à voir ses récoltes ravagées. L'enthousiasme s'empara de tous ; les curés offrirent de sacrifier leur casuel : le tiers n'ayant rien à donner céda les jurandes des ouvriers et les charges des magistrats ; avec le désintéressement héroïque de l'homme qui vendrait des biens qui ne lui appartiennent pas. D'ailleurs il applaudissait bruyamment et chanta — avec le même entrain — le *Te Deum* dans la chapelle du roi.

On croit généralement qu'après avoir abandonné ses privilèges, le clergé s'en repentait. Rien n'est plus faux. Mais deux questions furent soulevées qui l'indisposèrent avec raison.

Le 6 août, Buzot, le premier, prétendit que les biens du clergé appartenaient à la nation. Les biens que l'Eglise cédait devenaient ainsi une restitution déguisée. On protesta, sans vider à fond le débat qui devait se terminer trois mois après par une mesure de haineux arbitraire sur laquelle nous reviendrons.

Mais la seconde question passionna alors davantage les esprits : Vous voulez abolir les dîmes, leur dit Siéyès. Soit. Mais dans quel but ? pour soulager le pauvre paysan ? Or lui se l'est oublié dans votre loi, car elle est tout au bénéfice du propriétaire. Quand celui-ci a acheté sa terre, elle payait la dîme et il l'achetait gravée de cette charge. En la dégrevant vous faites donc aux riches un cadeau de 70 millions dont ils n'ont nul besoin, sans profit pour les pauvres ni pour l'Etat. Loin de là, l'Etat devra prendre dans son trésor pour payer les frais du culte. — Que le propriétaire rachète donc les dîmes et il vous versera sans regret 70 millions qu'il investira d'un droit, en même temps qu'ils paieront vos dettes et amélioreront les conditions des curés pauvres. « Vous voulez être libres et vous ne savez pas être justes. »

L'assemblée enfiévrée d'on ne sait quelle folle générosité ne voulut rien entendre de ce langage lumineux et précis. Le clergé lui-même avec un élan plus admirable qu'éclairé émit un vote de confiance absolue. M. de Juigné s'exprima en ces termes au nom de l'ordre : « Nous remettons les dîmes ecclésiastiques entre les mains d'une nation juste et généreuse. Que l'Evangelio soit annoncé, que le culte divin soit célébré avec décence et dignité, que les églises soient pourvues de pasteurs vertueux et zélés, que les pauvres du peuple soient secourus : voilà la destination de nos dîmes, voilà la fin de notre ministère et de nos vœux. Nous nous confions dans l'Assemblée nationale et nous ne doutons pas qu'elle ne nous procure les moyens de remplir dignement des objets aussi respectables et aussi sacrés. »

— C'est le vœu de tout le clergé, reprit le cardinal de la Rochefoucauld, *il met toute sa confiance dans la nation.*

Alors les dîmes furent abolies à l'unanimité et

l'on décréta qu'un *Te Deum* serait chanté dans tout le royaume.

La magnanimité n'est parfois que l'orgueil du cœur. Elevé par ses larges élans au-dessus de la réalité positive de la situation, le clergé commettait une faute aussi lourde qu'inutile.

Il parut admettre, — et il admit en fait, quand il abandonna tout-d'un-coup ses dîmes, sans rachat, sans indemnité, — qu'elles étaient illégitimes et usurpées. Il engageait le principe, et l'Etat ne gagnait pas un sol à cet absurde désintéressement. Mais le tiers-Etat avait obtenu ce qu'il voulait : il venait de franchir la première étape qui le conduisait à la vente des biens du clergé comme biens de la nation, à la dissolution des corporations religieuses, enfin à la Constitution civile, c'est-à-dire à la persécution, aux pontons et à la guillotine. Certes, nul alors n'eût osé le croire; cependant quand on relit les mémorables débats où Sièyès et Maury défendirent pied-à-pied le dernier boulevard de l'indépendance du clergé-français, on sent dans les discours de Mirabeau, de Talleyrand et de Barnave, une haine profonde de l'Eglise, avec un mépris hautain, et une infatuation prodigieuse : « Ce sont les immenses richesses des ecclésiastiques, qui ont perdu leurs mœurs ! » s'écria Pétion¹, et quand le clergé aura capitulé partout, tendant une main loyale au tiers hypocrite, — qui lui refusera la sienne au jour où, sous couleur de grandeur d'âme, d'abord, puis par des procédés d'intimidation il lui aura arraché la dernière concession, — les Constituants, ivres d'orgueil, croiront lui accorder une grâce signalée en lui permettant de vivre au soleil comme tout le monde. « Nous pourrions changer la religion, » dira Camus en pleine tribune² et vraiment quel gré ne faut-il pas leur savoir de ce qu'ils n'ont point, dès le premier jour, jeté hors la loi le clergé et la religion catholique.

Il était alors plus habile de flatter le clergé et de le pousser sur la pente de l'abandon complet où il marchait de lui-même avec une noble naïveté. Quand il serait suspendu sur l'abîme de la pauvreté, la nation ne serait-elle pas là pour le recueillir et le sauver, lui le sauveur de la nation ? Il avait sacrifié ses dîmes ; le 14 septembre, on lui demande de donner au pays son argenterie inutile. M. de Juigné prend encore la parole. Comme toujours ses discours passaient par son cœur plutôt que par son esprit : Nous avons vu l'Eglise, dit-il, consentir au dépouillement des temples pour secourir les pauvres et pour subvenir aux besoins de l'Etat. Ces exemples que nous offre l'histoire nous déterminent — au moins c'est le vœu de tous les confrères qui m'environnent — à soutenir l'Etat par la portion d'argenterie qui n'est pas nécessaire à la décence du culte divin. Je propose de faire ce dépouillement

de concert avec les officiers municipaux, les curés et les Chapitres.

L'évêque de Paris donnait sans compter ses biens comme ceux de l'Eglise. Nul prélat ne fit plus d'aumônes et il eut le grave tort d'appliquer dans les décisions politiques les principes de sa conduite privée. Admirable aumônier, homme d'Etat des plus imprévoyants. Plus sage était M. Boisgelin d'Aix : Vous avez trois cent soixante millions de dette exigible, dit-il à l'assemblée, nous les paierons en hypothéquant pour 400 millions de nos biens. — Excellente mesure à tout point de vue, car le clergé empruntait tant qu'il voulait à cinq tandis que l'Etat ne trouvait pas toujours à dix pour cent. La Constituante refusa cette offre magnifique, parce que le but qu'elle poursuivait, c'était la spoliation plus lente, mais plus sûre du clergé si étourdiment pris au piège de la générosité. Pendant ce temps, chasses, vases sacrés, cloches, objets d'art, chefs d'œuvre de ciselure, affluaient à la Monnaie qui les brisait, fondait, dénaturait avec une tranquille barbarie. Les églises étaient triées, on prenait les unes avec leurs biens fonds et leurs trésors, on laissait les autres. Le pillage débutait par le sacrilège : L'Assemblée gaspille ces biens mal acquis, achète sans fin, charges, offices, emplois, comme un parvenu ébloui de son or et qui ne sait ni borner ses desirs, ni gérer sa fortune, et bientôt elle se trouve aux portes de la *hideuse banqueroute*. Conséquence naturelle du bienfait, la populace insulte les ecclésiastiques, Grégoire même demande qu'on prenne des mesures pour les faire respecter et l'abbé Clerget, dans le *Cri de la Raison*, en face des désordres présents et de l'avenir gros de menaces, écrit mélancoliquement : « Que peuvent-ils faire plus qu'ils n'ont fait ? »

(A suivre).

Courrier de l'Utile.

VIN DE RAISINS SECS.

Un de nos honorables abonnés nous demande la manière de fabriquer le vin avec des raisins secs et la valeur de ce procédé au double point de vue de l'hygiène et de l'économie ; nous allons essayer de lui donner satisfaction.

Il y a plusieurs manières d'employer le raisin sec ; ou bien on le combine avec la première cuvée de vendange, ou avec la seconde, ou bien on l'emploie seul.

En l'ajoutant à la première cuvée, on double facilement sa récolte en certaines années où la maturité du raisin est incomplète, surtout dans les vignobles inférieurs, le vin en reçoit une amélioration sensible. On verse sur la vendange une égale quantité d'eau, plus une quantité de raisins secs dans la proportion de 100 kilogrammes par 350 litres d'eau. On ne donne à la cuvée

¹ Moniteur du 2 novembre 1789.

² 1^{er} juin 1790.

d'autres soins que ceux qu'exige la vendange ordinaire.

On appelle seconde cuvée celle où après le soutirage du vin, on verse sur la rafle une certaine quantité d'eau; la fermentation s'établit de nouveau et on obtient un petit vin, connu sous le nom de piquette, d'une valeur assez appréciable.

Voulez-vous convertir en bon vin cette piquette? Si vous avez tiré 10 hectolitres de vin, versez sur les marcs, sans délai, dans la crainte qu'ils ne s'agrisent, autant d'hectolitres d'eau et ajoutez de 25 à 30 kilogrammes de raisins secs par hectolitres. La fermentation s'opère de nouveau; vous traitez ce vin comme le premier, et le soutirez quand il est clair.

Quelques propriétaires le mélangent avec le vin de la première cuvée, prétendant les améliorer l'un par l'autre.

Enfin, on pratique le vin exclusivement avec des raisins secs.

La saison la plus favorable est l'époque des vendanges. On pourrait procéder à cette fabrication au printemps, mais les chaleurs de l'été seraient nuisibles aux produits. D'ailleurs, les raisins secs nous arrivent en automne et possèdent alors intacts leur fraîcheur et leur vertu.

Suivant que vous voulez obtenir un vin plus ou moins riche en alcool, faites macérer les raisins secs à raison de 1 kilog. par 3, 4 ou 5 litres d'eau. Pour accélérer la fermentation, vous pourriez ajouter une petite quantité d'eau très-chaude, agitez la cuvée une ou deux fois par jour et tirez quand l'effervescence a cessé. Ordinairement cette macération ne commence qu'après deux jours de fermentation et dure de quatre à six jours.

D'aucuns ne mettent pas toute l'eau à la fois, mais la moitié seulement et laissent macérer pour que le raisin revienne à l'état du raisin de vendange. Au bout de deux jours, ils soutirent l'eau, écrasent les grains et reversent d'abord l'eau soutirée puis une quantité égale. Les résultats sont peut-être plus satisfaisants, mais les frais sont aussi plus considérables.

Après le soutirage du vin, on presse les marcs, et la liqueur exprimée est ajoutée au reste; on laisse reposer pendant une dizaine de jours, on soutire de nouveau, et, s'il est nécessaire, on colle avec la colle ordinaire ou le sang de bœuf.

A ce vin, déjà très-potable, on peut ajouter de 10 à 30 pour 100 de vin fortement coloré, et l'on obtient un vin excellent à des conditions encore très-avantageuses.

Il est encore une boisson hygiénique, fabriquée avec des raisins secs. On peut la préparer de la manière suivante :

Mettez dans un fût, bien franc de goût, des raisins secs et de l'eau, dans la proportion de un kilogramme pour quatre litres d'eau; ajoutez, si vous voulez, une poignée de baies de genièvre. Laissez fermenter, et après la fermentation, tirez

à mesure de vos besoins, en ayant soin de remplacer par de l'eau la quantité soutirée.

La qualité des raisins secs varie avec la provenance. On distingue les raisins de Malaga, du Maroc, de Calabre, d'Egypte, de Roquevaire en Provence, de Samos, de Syrie; le raisin de Corinthe, réputé le meilleur de tous pour la fabrication du vin, vient de Zante. Ce dernier se vend de 55 à 58 francs les 100 kilog.; les autres de 42 à 55 francs. Si pour 200 litres d'eau, on emploie 50 kilog. de raisins secs, le prix de ces 200 litres serait donc de 25 à 30 francs. Si vous ajoutez de 20 à 30 litres de bon vin du midi, la pièce reviendrait à 40 francs environ.

Que faut-il penser de ce vin au point de vue hygiénique?

Ce vin contient à peu près les éléments du vin ordinaire : sucre, matières azotées, pectine, matières grasses, sels divers, entr'autres tartrate de potasse. Il est moins riche en tannin, parce que ce principe réside dans les pépins, moins abondants dans les espèces de raisins livrées à la dessiccation. Par cette cause, ce vin est moins tonique que le vin ordinaire, mais il est sans danger au point de vue hygiénique : « Le vin de raisins secs, dit la Commission consultative d'hygiène, présente toutes les propriétés constitutives du vin, mais à un degré inférieur de qualité. »

Le négociant qui vendrait de ce vin, sans faire connaître la présence des raisins secs, commettrait un délit, comme le prouve un jugement rendu récemment par le tribunal correctionnel de Paris. Nos lecteurs ne seront pas fâchés de le connaître, quoi qu'il ne se rapporte qu'indirectement à notre sujet :

« Attendu que l'individu qui annonce vendre du vin, garantit par cela seul qu'il vend un liquide provenant uniquement de raisin de vendange;

« Attendu que le mélange au vin, effectué à l'insu de l'acheteur, de jus de raisin sec macéré et additionné de glucose, de fécule, constitue évidemment la tromperie sur la nature de la marchandise vendue;

« Attendu qu'il résulte des débats que V., en 1881, à Paris, a trompé les acheteurs sur la nature de la chose vendue, en leur livrant, sous le titre de vin, une boisson composée soit en totalité, soit pour la plus grande partie, de macération de raisins secs, dans l'eau additionnée de glucose, de fécule;

« Condamne V. à 50 francs d'amende. »

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 29 martii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

Turc, sur lequel on attend de jour en jour une amélioration marquée, se traite à 12.80.

En actions d'établissement de crédit, on cote : le Foncier 1620; le Comptoir d'escompte, 1015; la Société générale, 705; le Crédit lyonnais, 775; le Mobilier, 625; la Banque hypothécaire, 595; moins favorisée que depuis quelque temps, la Banque de France ne fait plus que 4750.

Le marché des chemins de fer est assez variable, il se ressent de l'attitude expectante que commande la solution des questions soulevées par le projet de convention passé avec l'Orléans. Voici les divers cours : Est, 760; Lyon, 1635; Midi, 1298 et 1295; Nord, 2180; Orléans, 1345 et 1340; Ouest, 830. Toujours mêmes cours élevés sur le Suez, qui fait 3435, tandis que le Panama se tient entre 530 et 535.

En fait de placements, voici ce que nous lisons dans la *Semaine religieuse de Paris*, numéro de ce jour, 25 mars :

« La presse religieuse et conservatrice « recommande en ce moment au public « les nouvelles actions de la *Société générale de Librairie catholique*, dont la « dernière assemblée des actionnaires a « voté l'émission.

« Pour deux motifs, l'Epargne doit re- « chercher ce placement : d'abord, à « cause des intérêts religieux et moraux « que la *Société générale de Librairie catholique* représente si dignement, et « ensuite pour les rapports fructueux que « les actionnaires en retirent annuelle- « ment.

« Nous engageons nos lecteurs à de- « mander le compte-rendu de la dernière « assemblée : ils y trouveront au long « tous ces renseignements, que nous ne « pouvons indiquer ici, et qui, en faisant « bien connaître la *Société générale de Librairie catholique*, encourageront « sûrement l'Epargne à rechercher ce « placement. »

Qu'on nous permette de nous prévaloir de ce jugement pour justifier notre persistance à recommander ici les nouvelles actions de la *Société générale de Librairie catholique*.

Quelques-uns veulent insinuer encore que la *Société générale de Librairie catholique* est incapable de suffire à sa tâche. Cette objection se réfute à son tour d'elle-même. Tandis, en effet, que les autres maisons de librairie se cantonnent généralement dans un seul genre de publications, la *Société générale de Librairie catholique* s'adonne, elle, à tous les genres. Elle a des livres religieux pour tout ce qui regarde la religion; des livres de piété pour tout ce qui a trait à la dévotion; des livres d'histoire, de philosophie et de science pour toutes sortes de lecteurs. Parmi les romanciers en renom qu'elle édite, il suffit de nommer Paul Féval dont elle a déjà publié quarante volumes depuis cinq ans. Si vous demandez son catalogue général, vous y trouverez des ouvrages de 3000, de 1000, de 4200 francs, comme les *Acta Sanctorum*, le *Recueil des Historiens des Gaules*, l'*Histoire littéraire de la France*, etc., etc., jusqu'à des brochures d'actualité à 50, à 25, à 10 centimes,

Et pourtant, ce n'est pas tout; la *Société générale de Librairie catholique* ne se borne pas à éditer et à vendre ses livres :

Elle a un Comptoir de livres rares et d'occasion, ce qui lui permet de faire la librairie ancienne, dont le commerce est si fructueux.

Elle a un Comptoir général de Commission pour tous les objets en dehors de la librairie, et l'on peut voir, par la manière dont nous en parlons quelquefois, quelle activité règne dans cette partie de son exploitation.

Tout-à-l'heure, elle aura sa Nouvelle Collection de Classiques si hautement appréciée de nos évêques, et dont la vente sera accrue de toutes les fournitures d'école et de bureaux.

Elle aura enfin sa Caisse de retraite pour le clergé et sa Caisse de prêts aux écoles libres : éléments nouveaux qui, en élargissant sa sphère d'action, augmenteront dans des proportions considérables, et sa valeur morale et sa valeur financière.

Un dernier mot : il y en a qui se demandent ce que deviendrait la *Société générale de Librairie catholique* en cas de nouveaux bouleversements politiques, d'une nouvelle Commune par exemple? A cela nous répondons : toutes les précautions commandées par la prudence humaine ont été prises. Contre le pétrole, l'incendie, le pillage du siège social, il y a les assurances contractées avec les meilleurs Compagnies.

Mais chose unique, la Société possède à l'étranger, c'est-à-dire en Belgique et en Suisse, des succursales déjà bondées de marchandises; mais où, au premier symptôme de danger réel, tout serait mis en sûreté.

Les journalistes qui attaquent la société sont mus par un sentiment bas et jaloux. Il y a toujours un côté inavouable qui les fait essayer de mordre. Mais, on le voit, à toutes les critiques nous n'avons qu'un mot à répondre pour établir péremptoirement que la *Société générale de Librairie catholique* est une entreprise de toute solidité, de toute sécurité, et que l'homme qui est à sa tête a fait ses preuves depuis vingt cinq ans.

En lui accusant réception des volumes parus de la Nouvelle Collection des Classiques, Monseigneur l'évêque d'Annecy écrivait à M. Palmé : « Que cette pensée ait été conçue par celui qui, pour ses débuts, rééditait et achevait les Bollandistes, nul n'en sera surpris. On ne s'étonnera pas davantage que l'exécution ait suivi de si près la première conception de l'œuvre. »

Cette parole du vénérable évêque doit être un garant de l'avenir. Le directeur de la *Société générale de Librairie catholique* n'est pas de ceux qui annoncent et ne tiennent pas, de ceux qui commencent et ne finissent pas. L'envie peut dénaturer ses vues et ses intentions, elle ne fera pas qu'il n'ait accompli de grandes choses et qu'il ne réalise avec le même succès tout le nouveau programme de la Société.

Pour souscrire aux nouvelles actions, qui, on le sait, sont de 500 fr., portent intérêt depuis le 1^{er} janvier et donnent droit aux dividendes de l'exercice en cours partant de cette date.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

OUVRAGES POUR LE MOIS DE MARIE

MOIS DE MARIE

EXTRAIT DES ŒUVRES

DE

Monseigneur de LA BOUILLERIE

Archevêque de Perga, Coadjuteur de Bordeaux

PAR

L'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, etc.

1 volume in-12 de iv-178 pages. — Prix 2 francs.

PRIÈRES A LA VIERGE

EXTRAITES DES MANUSCRITS DU MOYEN-ÂGE

Par LÉON GAUTIER

CHARMANT VOLUME ELZÉVIRIEN, AVEC ENCADREMENTS STYLE MOYEN-ÂGE

Broché, 4 fr. — Relié toile bleue, tranches rouges ou dorées, 5 fr. — Chagrin plein orné, tranches dorées, 10 fr. — Edition populaire, 2 fr.

Ce beau livre divisé en *cinq parties* : 1^{re} PRIÈRES POUR LA JOURNÉE. — 2^{de} PRIÈRES POUR LA SEMAINE. — 3^{de} PRIÈRES POUR LE MOIS. — 4^{de} PRIÈRES POUR L'ANNÉE. — 5^{de} PRIÈRES DURANT LA VIE, contient dans sa troisième partie un admirable MOIS DE MARIE.

LA VIE DE NOTRE-DAME

D'après Saint François de Sales, par le P. Ch. Clair, de la Compagnie de Jésus

Un beau volume in-32. — Prix : 2 fr. 50.

Une fleur tous les soirs à Marie, petit mois de Marie pour les enfants, par une mère de famille. Joli volume elzévirien in-32, 2 fr. Le volume avec le bouquet des 31 fleurs, dans un petit pot bleu. 3 fr.

La vierge Marie, d'après saint François de Sales. Nouveau Mois de Marie, par M. l'abbé CHAUMONT. — Un beau vol. in-16 elzévirien, sur papier vergé, 3 fr. — Edition de propagande, 1 vol. in-18. » 75

Mois de Marie de Notre-Dame de Lourdes, par Henri LASSERRE. 1 vol. in-12. Prix : 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition format paroissien, toile anglaise, tranche rouge. 3 fr.

Mois de Marie des mères chrétiennes, dédié aux associés de l'archiconfrérie, par le R. P. HUGUET, S. M., approuvé par S. Em. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Quatrième édition améliorée. 1 volume in-12 de xii-421 pages. 1 fr. 50

Le plus ancien Mois de Marie, traduit par le R. P. BLOR, et enrichi d'exemples nouveaux pour chaque jour du mois. Cinquième édition. 1 vol. in-32. 1 fr.

Mois de Marie des paroisses et des familles chrétiennes, par M. l'abbé Antoine RICARD, du clergé de Marseille. 1 fort volume grand in-18 de 332 pages, 2 fr. — Rel. cart. tranche rouge. 3 fr. 50

Mois de Marie des pèlerinages, par ALFRED DE PERROIS. 1 vol. in-12, édition populaire, 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition ornée de 22 gravures. 4 fr.

Mois de Marie des Madones de Pie IX, par M. l'abbé DURAND, du diocèse de Grenoble. — 1 beau vol. in-32, orné du portrait du St-Père et de 31 gravures représentant les Madones que Pie IX avait recommandé d'invoquer. Broché, 4 fr. — Relié toile anglaise, tranches rouges. 5 fr.

Vie de la très-sainte Vierge, d'après les Ecritures, avec une préface de Mgr MERMILLOD. 1 vol. in-48 elzévirien. 2 fr.

Méditations sur les litanies de N.-D. de Lorette, écrites au xvi^e siècle, par le R. P. abbé dom SILVANI RAZZI, camaldule, et traduites de l'italien par Ernest Razy. 1 vol. in-12 de xvi-187 pages. 1 fr. 50

Marie offerte à la jeunesse dans les principales circonstances de sa Vie, Mois de Marie de la jeune chrétienne, par M. l'abbé DUMAX, sous-directeur de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires. Nouvelle édition précédée d'une lettre de S. G. Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans, à l'auteur. — Nouvelle édition, texte encadré d'un filet rouge, lettres ornées, fleurons. — In-48 de 253 pages. 2 fr.

Mois de Marie des Ames intérieures ou la Vie de la sainte Vierge, proposée aux Ames intérieures, par MM. H... et L..., prêtres. — Ouvrage revêtu de sept approbations épiscopales. 14^e édition. Prix. 1 fr. 50

Ecrin de N.-D. de Lourdes, contenant les Heures pieuses du Pèlerin, un excellent mois de Marie, etc., etc., par l'abbé CASABIANCA. — Un joli volume elzévirien de 440 pages. — Deuxième édition. Prix. 2 fr.

Les fêtes de la sainte Vierge, considérations historiques et pieuses sur chacune des fêtes de Marie, par l'abbé SAILLARD, curé de Gières, directeur de la *Semaine religieuse* de Grenoble. 1 vol. in-18 de xv-293 pages, caractère elzévirien. 3 fr.

Marie immaculée mère de Dieu, par le R. P. H. KINANE, P. P. Ouvrage honoré de quinze approbations, traduit de l'anglais par Lérinda Geofroy. 1 beau vol. in-16 de 428 pages avec encadrements, caractères elzéviens, lettres ornées et deux gravures. 4 fr.

Les Rosaïres de la B. Vierge Marie, par un religieux Augustin du xvi^e siècle. Lectures pour tous les jours du mois de mai, traduites du latin, mises en ordre et enrichies de traits d'histoire, par M. l'abbé RAMBOUILLET. 1 vol. in-12 de xii-284 pages. 2 fr.

MOIS DE MARIE D'APRÈS LES PRÉDICATEURS CONTEMPORAINS

Suivi d'une série de Textes de l'Écriture et des Pères sur chaque Fête de la Sainte Vierge
Pour servir de matière à des Instructions, Sermons & discours sur ces fêtes

1 beau volume in-12 de 310 pages. — Prix 3 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 14 :

PRÉDICATION : Pour le premier dimanche après Pâques : l'unité de l'Eglise — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Distribution de la sainte Eucharistie le Samedi-Saint. — Suppression du titre : *in portibus infidelium*. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Y a-t-il un décret prohibant de chanter aux fonctions de la Semaine Sainte, s'il n'y a ni diacre ni sous-diacre? — Peut-on omettre les Prophètes le Samedi-Saint? — Peut-on ne pas tirer le feu nouveau de la pierre, et se passer des grains d'encens? — S'il n'y a pas de fonts baptismaux, doit-on bénir l'eau le Samedi-Saint et la veille de la Pentecôte? — Aux bénédictions du S. Sacrement, peut-on orner l'autel de fleurs? — Peut-on mettre des fleurs artificielles sur l'autel pendant l'Avent et le Carême tous les jours? le dimanche? — Peut-on employer la stearine pour augmenter le nombre des lumières? — Doit-on pour la bénédiction du S. Sacrement, éteindre les lumières allumées devant une statue de la sainte Vierge ou de saint Joseph? Que peut-on chanter après la bénédiction? — Doit-on tolérer l'usage de se présenter à l'intérieur de l'église et non à la porte pour le baptême et les relevailles? — Peut-on, pour l'octave des Morts, chanter tous les jours la messe de *Requiem*? — Les statues de S. Joseph portant l'enfant Jésus sont-elles prohibées dans les églises? — Quelle est la matière du *Canopeum* et du *Antependium*? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE : A qui incombent les réparations d'un escalier commun à l'église et au cimetière? — Est-ce au juge de paix ou au Conseil d'Etat qu'il appartient de connaître d'une accusation intentée à un prêtre pour des paroles prononcées en chaire? — Comment avoir raison d'un maire qui se venge de son curé en refusant de lui délivrer un certificat de résidence? — Un garde-champêtre révoqué par suite d'une dénonciation injuste, peut-il devant les tribunaux réclamer des dommages-intérêts? — Faut-il actionner en justice un fondeur de cloches pour un montage defectueux qui ébranle le beffroi? — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (4^e article). — COURRIER DE L'UTILE : Les œufs et le jambon de Pâques.

MOIS DE MARIE 1882

Les tristes événements dont nous sommes les témoins et les victimes, les difficultés terribles que traversent à la fois notre pauvre pays et la sainte Eglise, ont donné à un grand nombre de prêtres la pensée de faire ou de renouveler cette année dans leur paroisse le *Mois de Marie de Notre Dame de Lourdes*.

Et en voici la double raison : d'un côté, par l'intercession de Notre Dame de Lourdes se sont accomplis assez de miracles de la vie privée pour donner espérance qu'elle accomplira aussi le miracle de la vie publique. De l'autre, le *Mois de Marie de Notre Dame de Lourdes* écrit par M. Henri Lasserre est précisément le seul qui renferme les prières spéciales appropriées aux besoins de notre temps, les prières sociales que l'Eglise nous recommande en ce moment par la voix du Souverain Pontife et de tous les évêques. Il suffit de rappeler les titres de quelques-unes de ces prières pour montrer à quel point elles ont été providentiellement écrites pour des besoins, plus pressants encore aujourd'hui qu'au moment même où les traçait la main de l'auteur.

La France, hélas ! est en péril : il y a une prière pour la France.

La loi chasse Dieu de l'Ecole : il y a une prière pour la rénovation chrétienne de l'enseignement.

La science s'égare dans son orgueil et se tourne contre la religion : il y a une prière pour la conversion de la science.

Mille journaux sèment le mensonge et l'immoralité ; quelques-uns seulement servent la vérité : il y a une prière pour la bonne presse.

Les travailleurs se laissent tromper par les Sociétés secrètes : il y a une prière pour les ouvriers.

L'armée est en proie à l'action dissolvante des fauteurs de désordre : il y a une prière pour les soldats.

En quel temps l'épiscopat eût-il plus besoin de lumière et de force : il y a une prière pour les évêques.

Les prêtres sont persécutés : il y a une prière pour le clergé.

Les droits du foyer sont violés ; — les jeunes générations sont précipitées dans les abîmes sans Dieu ; — le vicaire de Jésus-Christ est captif ; — la terre tremble sur ses antiques fondements : il y a une prière pour la famille, — pour l'enfance, — pour le Pontife souverain, — pour le salut du monde. — Il y a aussi, pour demander la vertu d'espérance et de persévérance invincible, si nécessaires pour ne point défaillir.

De là, avec l'intérêt puissant et dramatique du récit qui attire, passionne et convertit les multitudes, de là le choix qui a été fait cette année du *Mois de Marie de Notre Dame de Lourdes* pour les lectures et exercices du mois de mai par quantité de paroisses et quantité de fidèles.

La Société générale de librairie catholique, informée de ces dispositions par les commandes qui commencent à lui venir, a fait faire un grand tirage de ce beau livre. Mais elle insiste vivement pour que ces demandes lui soient adressées dès à présent.

Lorsqu'elles arrivent après le 15 avril, il est souvent advenu que les prévisions avaient été dépassées et l'édition épuisée.

PRIX DU VOLUME, 2 FRANCS ; — PAR LA POSTE, 2 fr., 25.

Pour la liste complète des mois de Marie publiés par la *Société générale de Librairie Catholique*, prière à nos lecteurs de consulter la dernière page du présent numéro. Nous les analyserons sommairement la semaine prochaine.

NOTES LITTÉRAIRES

Les dévotions du siècle, ses bienheureux et ses vénérables, ses chapelles et ses sanctuaires, par un mécréant. Tome 1^{er}. Paris. Palmé.

Ce n'est point, comme on le pourrait croire, d'un livre de piété qu'il s'agit ici, mais ce n'en est pas moins un bon livre. L'auteur fustige, et il n'a pas tort, et le siècle présent et ses dévotions, ou pour mieux dire ses idoles. Ce mécréant là est un mécréant à rebours qui n'a aucun respect pour la science moderne, les principes modernes, l'histoire moderne et toutes les belles choses qu'on propose aujourd'hui à notre admiration. Et il en va de même pour les hommes du jour. Monsieur Victor Hugo ne trouve pas plus de grâce devant lui que M. Henri Martin, et M. Jules Ferry que M. Léon Gambetta. Par ce simple aperçu, on peut juger qu'il y a de la besogne; aussi son œuvre n'est-elle point achevée. Elle ne compte encore qu'un volume, et au train dont nous allons, il en faudra beaucoup pour la terminer.

Rôle de la Papauté dans la Société, par M. l'abbé François-Fournier, docteur en théologie (Palmé, in-8° de 568 pages, 6 fr.).

« On sent, disait J. de Maistre, je ne sais quelle présence du Souverain Pontife sur tous les points du monde chrétien : il est partout, il se mêle de tout, il regarde tout, comme de tout côté on le regarde. » Dans la longue et terrible épreuve que traverse le catholicisme, les uns insultent aux malheurs actuels du Pape; d'autres, redoutant la trop grande influence de l'Eglise, sont bien aises de la voir déchue de la souveraineté temporelle et réduite à l'état de servante; d'autres ne voyant point d'où peut venir le salut, désespèrent de la situation, ou s'en accommodent soit par indifférence, soit par lâcheté ou lassitude; d'autres, les âmes généreuses, dévouées, les vaillants d'Israël, prient, espèrent et croient à un triomphe prochain et éclatant.

Nous qui avons l'orgueil d'être de ces derniers, nous avons le devoir de rendre un public hommage à cette éloquente apologétique de la Papauté; les lumineuses pages de M. l'abbé Fournier, écrites en un style grave et attrayant, serviront à relever le prestige de la Papauté. elles fermeront la bouche aux uns, encourageront les autres, les conforteront et les combleront de consolations au milieu de la poussière du combat et des déchirements de la lutte. La question du Pape est plus que jamais vivante; l'Europe, le monde entier s'apprentent à la traiter si Dieu le veut, à la résoudre à la confusion de ses ennemis. Aucune œuvre n'est plus cruelle que celle-ci; aucune démonstration n'est plus à propos, ni plus probante, ni plus féconde en sereines et invincibles espérances.

(La Civilisation)

Le Pèlerinage de Jérusalem.

Au moment où un grand nombre de fidèles se disposent à faire le pèlerinage de la Terre-Sainte, nous croyons utile de leur rappeler que le Comptoir de Commission de la *Société générale de librairie catholique*, qui a déjà rendu tant de services, se met à leur disposition pour toute espèce d'achats nécessaires en vue d'un si long voyage.

On ne saurait trop en effet, se préoccuper et du climat torride des contrées de la Palestine et des moyens préservatifs à employer contre les accidents de toute nature qui peuvent se produire pendant le voyage et le séjour en Terre-Sainte. On n'a pas toujours à sa portée, les premiers soins qu'exigent une chute, une fièvre subite, une piqure d'herbe vénéneuse, un dérangement des organes causé par le changement de climat. Il faut souvent faire plusieurs lieues avant de trouver un médecin et les médicaments nécessaires à un premier pansement.

Aussi, pour remédier à ces inconvénients, recommandons-nous ici différents modèles de Pharmacies dites *Pharmacies de campagne*, dont nous ne saurions trop louer les avantages.

Le n° 1, du prix de 25 fr.; — le n° 2, de 40 fr.; — le n° 3, de 60 fr.; — le n° 4, de 80 fr.

Voici la composition et les dimensions du n° 2, qui nous est le plus souvent demandé :

DIMENSIONS : Longueur, 0^m, 22; — Largeur, 0^m, 19; Hauteur, 0^m, 15.

CAPACITÉ DES FLACONS : 4 flacons de 30 grammes; — 10 flacons de 60 grammes.

- Teinture d'arnica.
- Eau de mélisse des Carmes.
- Ether rectifié.
- Extrait de Saturne.
- Ammoniaque.
- Alcool camphré.
- Eau sédative.
- Acide phénique.
- Baume du Commandeur.
- Glycérine.
- Vinaigre anglais.
- Alun en poudre.
- Camphre en poudre.
- Magnésie calcinée.
- Laudanum de Sydenham.
- Chloroforme dentaire.
- Cartouche pansement.
- Pilules écossaises.
- Sel de Vichy.
- Pilules de sulfate de quinine.
- Grumeaux d'aloès.
- Pastilles de calomel.
- Calomel.
- Ipécacuanha.
- Emétique.
- Rhubarbe en poudre.
- S-n. de Bismuth.
- Sparadrap.
- Bandes en toile.
- Taffetas d'Angleterre.
- Baudruche gommée.
- Pierre infernale.
- Ciseaux.
- Lancette.
- Pince à pansements.
- Fil, Aiguilles, Épingles.

Le port et l'emballage sont toujours à la charge du destinataire.

Mais là, ne se bornent pas les objets que notre

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

—

POUR LE PREMIER DIMANCHE APRÈS PAQUES :
L'UNITÉ DE L'ÉGLISECredo... et unam, sanctam, catho-
licam et apostolicam Ecclesiam.

(Ex. Symb. Missæ.)

C'est le devoir des pasteurs, dit le Catéchisme romain, d'instruire les fidèles des caractères de la véritable Église, pour qu'ils puissent sentir quelle grâce ç'a été pour eux de naître et d'être élevés dans son sein : *aperiendæ autem sunt fidelibus iuxta Ecclesiæ proprietates, ex quibus licebit agnoscere quanto beneficio a Deo affecti sint quibus contigerit in eâ nasci et educari.* (Pars prima, xiv.) Aussi bien, après vous avoir exposé précédemment la nature, la constitution intime, la divinité, la nécessité de l'Église, voulons-nous fixer vos regards sur l'Église romaine, notre mère, pour que vous reconnaissiez en elle le signe de Dieu. Elle porte en effet inscrits sur son front, à l'exclusion des autres sociétés qui se prétendent instituées par J.-C., quatre caractères, quatre signes divins et authentiques qui montrent plus clairement que le jour qu'elle est véritablement l'œuvre du Christ Sauveur, savoir : l'unité, la sainteté, la catholicité et l'apostolicité. Nous nous entretiendrons aujourd'hui du premier caractère : l'unité.

I

La véritable Église de J.-C. doit être de toute nécessité, une : Notre Seigneur l'a voulu, les apôtres l'ont déclaré, les saints docteurs l'enseignent, les conciles l'ont défini, la raison elle-même le proclame.

I. J.-C. a voulu d'abord, pour la société qu'il est venu établir sur la terre, le caractère de l'unité. « Je donne ma vie pour mes brebis, dit-il. Et j'ai d'autres brebis que celles de cette nation qui vive au milieu de laquelle je vis. Il me faut les réunir. Elles entendront ma voix, et il n'y aura plus qu'un troupeau et qu'un pasteur. « Il la compare à un festin, à une maison, à une famille, à un royaume, qui ne peuvent subsister sans l'unité ; « car tout royaume divisé sera désolé ; toute cité, toute maison divisées, tomberont en ruines. » — Au fait, J.-C. a établi son Église sur les bases les plus solides de l'unité. Nous trouvons dans l'Évangile que voulant commencer le mystère de l'unité dans sa société, parmi tous les disciples il en choisit douze, et parmi les douze il en choisit un, saint Pierre, qu'il établit « le premier. » Il donne à tous le pouvoir d'enseigner, mais à Pierre spécialement et principalement. « Et moi, je te dis que tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle... J'ai prié pour toi pour que ta foi ne défaille pas et quand tu seras converti, confirme tes frères... Et je te donnerai les clefs du royaume des cieux. « C'est-à-dire, comme l'expli-

que magnifiquement Bossuet ¹, toi qui as la prérogative de la prédication de la foi, tu auras aussi les clefs qui désignent l'autorité du gouvernement, « ce que tu lieras sur la terre, sera lié dans le ciel, ce que tu délieras sur la terre, sera délié dans le ciel. » Tout est soumis à ces clefs : rois et peuples, pasteurs et troupeaux. C'est à Pierre qu'il est ordonné premièrement « d'aimer plus que tous les autres apôtres, » et ensuite « de paître » et de gouverner tout, « et les agneaux et les brebis, » et les petits et les mères, et les pasteurs eux-mêmes : pasteurs à l'égard des peuples et brebis à l'égard de Pierre. Pierre est le premier partout et pour toujours dans la personne des papes, car ce qui doit servir de soutien à une Église éternelle ne peut jamais avoir de fin. Pierre vivra dans ses successeurs ; Pierre parlera toujours dans sa chaire : c'est ce que dirent les Pères : c'est ce que confirment six cent trente évêques au Concile de Chalcédoine. — « J.-C. enfin, « qui est toujours écouté par son Père, » ainsi qu'il le disait avant de ressusciter Lazare, a prié pour que son Église fût une : « Père saint, s'écriait-il après la Cène, je vous recommande ceux que vous m'avez confiés, conservez-les, afin qu'ils soient uns comme nous. Je ne vous prie pas seulement pour eux, mais pour tous ceux qui doivent croire en moi, sur leur parole, afin que, comme vous êtes en moi, ô mon Père, et comme je suis en vous, ils soient en nous une seule chose... tous consommés dans l'UNITÉ. » Je vous entends, ô Sauveur, poursuit Bossuet par forme de commentaires, vous voulez faire votre Église belle ; vous commencez par la faire parfaitement une : car qu'est-ce que la beauté sinon un rapport, une convenance et enfin une espèce d'unité ? Rien n'est plus beau que la nature divine, où le nombre même, qui ne subsiste que dans les rapports mutuels des trois personnes égales, se termine en une parfaite unité !...

II. L'Église doit être une : les apôtres, témoins autorisés des paroles et des volontés du Christ, le répètent à chaque page de leurs épîtres ; les saints Docteurs, fidèles échos de l'enseignement catholique, nous le déclarent unanimement. « L'Église est une, dit saint Cyprien, pour ne citer que lui, quoique embrassant l'univers par sa miraculeuse fécondité. C'est ainsi que d'un même soleil émanent les rayons de la même lumière. De la racine, de la sève d'un même chêne naissent des rameaux nombreux. D'une même source s'échappent quelquefois plusieurs ruisseaux. Séparez le rayon du soleil, il s'éteint ; le rameau de l'arbre, il meurt ; le ruisseau de sa source, il tarit. Ainsi, les rayons par lesquels l'Église éclaire le monde sortent d'un même foyer d'idées ; les rameaux dont elle couvre la terre, d'un même tronc ; les eaux dont elle arrose l'univers, d'une même source. L'unité n'est point altérée. Un même chef,

¹ Sermon sur l'Unité de l'Église.

une même origine, une seule mère dont le sein fécond enfante les élus de siècle en siècle. C'est d'elle que nous tenons la vie. Son lait nous nourrit, son esprit nous anime¹. » Ainsi l'ont entendu tous les siècles. Le Concile de Nicée, la première assemblée générale de la Société chrétienne, résuma dans une formule simple et concise, redite dans les conciles de Constantinople et d'Ephèse et répétée chaque dimanche dans tous les temples catholiques, la foi traditionnelle : Je crois l'Eglise une, *Credo et unam Ecclesiam*, une dans sa foi, dans ses sacrements, dans son gouvernement.

II. Mais la raison elle-même exige que l'Eglise ait pour premier caractère l'unité. Quel spectacle étrange elle présenterait en effet, si tous nous ne faisons pas profession de croire les mêmes vérités, si nous n'avions pas tous la même foi ! Ce serait dans la même société à la fois le oui et le non, la vérité et l'erreur, la lumière et les ténèbres. De même que serait-ce qu'une Eglise où les uns se feraient baptiser et non pas les autres, où les uns se croiraient tenus à la confession annuelle, à la communion pascale, et où les autres s'en croiraient dispensés ? Quelle confusion et quel chaos ! Enfin, que penser d'une Eglise, où l'on ne voudrait pas se soumettre aux pasteurs légitimes, surtout au pasteur des pasteurs, au chef suprême qui conduit, qui dirige, qui gouverne le troupeau tout entier, pasteurs et brebis dispersés dans le monde, où chacun ne suivrait d'autre règle que ses caprices ? Ne serait-ce pas l'anarchie la plus complète, et l'abomination de la désolation dans le lieu saint ? Non ! J.-C. n'a pas voulu, n'a pas pu instituer une pareille société ! Sa société doit être une ! Elle l'est admirablement, comme nous allons le voir.

II

Oui, parmi toutes les sociétés qui se disent « la Société du Christ, » il en est une, une seule, qui resplendit de la plus éclatante unité, l'Eglise romaine, notre mère. Elle possède en elle le principe fécond, la source divine de l'unité : savoir, l'autorité suprême pour enseigner, régler le culte et gouverner, résidant dans un seul, le Pape ; et cette autorité est reconnue, acceptée par tous ceux qui se disent et veulent être de l'Eglise, sous peine de s'en séparer, par le fait même de la négation de cette autorité.

Aussi quel beau spectacle, en vertu de ce principe vivant et vivifiant, l'Eglise romaine offre-t-elle au monde ! Les incrédules eux-mêmes, les sectes ennemies, forcés par l'évidence, alors qu'ils voudraient maudire, sont obligés, comme Balaam en face du camp des Israélites, de bénir et de s'écrier : « Que vos tentes sont belles, ô Jacob ! que vos pavillons sont admirables, ô Israël ! » *Quam pulchra sunt tabernacula tua, Jacob, et tentoria tua, Israël !* L'unité la plus parfaite, en effet, y éclate sous toutes ses formes.

Unité de croyance, *una fides*. Dans l'Eglise catholique, le savant et l'ignorant, le riche et le pauvre, le roi et le berger ont dans l'esprit la même croyance, sur les lèvres le même *Credo*. Les mêmes vérités sont prêchées et crues dans le monde barbare et dans le monde civilisé, dans les pays tempérés et au milieu des neiges du Nord et sous les ardeurs de l'équateur. Un navire m'emporte d'un port de l'Europe autour du monde : ce nègre, ce chinois, cet indien, ce sauvage que je rencontre tour à tour, qu'ont-ils de commun avec moi ? Habitudes, idées, mœurs, tout ce qui fait l'homme est opposé ; mais il est catholique, et sa foi est ma foi, son symbole est mon symbole, *una fides* ! Et telle est la susceptibilité de la croyance, telle est la délicatesse de cette unité de la foi, qu'une parole qui détonne dans le concert, est capable d'émouvoir la société chrétienne tout entière. Un jour, dans une cité célèbre de la catholicité, un homme se rencontra qui, du haut de la chaire, laissa tomber sur son auditoire un mot qui blessait l'unité de la croyance à la divinité de Jésus-Christ. Stupéfait d'abord et dans la consternation, l'auditoire entier se lève tout-à-coup dans un mouvement d'universelle indignation, et il crie d'une voix unanime : Anathème à Nestorius ! anathème à l'hérétique ! anathème au blasphémateur ! Qu'avait donc fait Nestorius ? Il avait changé un mot, moins que cela, l'accentuation d'une syllabe. Cette altération avait suffi pour provoquer l'universelle réclamation. Tant la fibre de l'unité est vibrante et sensible au cœur du catholique ! Arrière l'hérétique : l'Eglise le repousse de son sein !

Unité de culte et de sacrements, *una baptisma*. Sur toute la surface du globe, le même sacrifice est offert, la même victime est immolée sur les autels de l'Eglise romaine, *in omni loco sacrificatur, et offertur nomini meo oblatio munda* ! Sur toute la surface du globe les voix des Pontifes et les voix des pasteurs, les voix des anachorètes et les voix des religieux, les voix des apôtres et les voix des martyrs, les voix des confesseurs et les voix des vierges, les voix de tous les croyants se correspondent dans une grandiose et sublime harmonie pour faire monter vers Dieu la même prière ! Sur toute la surface du globe ce sont les mêmes sacrements, en nombre égal, le septenaire sacré, qui régénèrent et sanctifient. « Partout l'eau sacrée multiplie les enfants de l'Eglise ; partout l'imposition des mains leur donne l'Esprit-Saint, affermit en leur âme la vie surnaturelle, et leur communique la force de la virilité chrétienne ; partout les mêmes substances se transforment entre les mains et à la parole du prêtre consécrateur ; partout le même Christ s'immole sur l'autel eucharistique ; partout il réside, pieusement adoré, dans les tabernacles ; partout il en sort pour pénétrer et vivifier l'âme de ses adorateurs ; partout les pécheurs s'humilient de la même manière et sont absous par la même sentence ; partout la même onction guérit les infirmes ou les prépare

¹ De Unit. Eccl. N. 5.

au redoutable voyage de l'éternité; partout les mains fécondes de l'épiscopat renouvellent la sainte hiérarchie; partout ceux qui s'épousent échangent devant Dieu les mêmes serments et lui demandent la même grâce pour affermir leur union et sanctifier en eux les sources de la vie. Autour des signes sacrés qui constituent l'essence des sacrements, les rites accidentels peuvent varier; mais malheur à qui retranche de l'auguste et invariable septenaire un seul sacrement; l'Église catholique l'abhorre et n'en veut plus, tant elle tient à préserver l'unité de la vie chrétienne de toute mutilation¹. »

Unité de gouvernement, *unus Dominus*. Au milieu des divisions d'aujourd'hui, des révoltes d'en bas, des impuissances d'en haut, quel beau et imposant spectacle nous offre la divine hiérarchie de l'Église : au-dessus des fidèles, les clercs inférieurs; au-dessus des clercs, les prêtres; au-dessus des prêtres, les évêques; au-dessus des évêques, le pape, successeur de S. Pierre, lieutenant de J.-C., concentrant dans sa personne la puissance la plus étendue, la plus forte, la plus obéie, la plus aimée qui fut jamais ! Le Pape ! il commande en maître à la Ville et au monde, *urbī et orbī*; il commande aux évêques, aux prêtres, aux clercs et aux simples fidèles; il enseigne avec une assurance infaillible; il règle avec plein pouvoir les choses du culte; il gouverne avec une souveraine autorité; et la Ville et le monde lui obéissent et sa parole est accueillie avec respect et amour par plus de deux cent millions de sujets. *Unum corpus et unus spiritus !*

Unité d'amour enfin. C'est vraiment aux fidèles qu'il appartient de chanter avec le Psalmiste : « Qu'il est bon, qu'il est délicieux pour des frères de vivre unis dans l'affection la plus intime ! » Parmi les catholiques, il n'y a qu'un cœur et qu'une âme, *cor unum et anima sua*. Ils ne forment pas un royaume, ni à proprement parler, une société, mais une FAMILLE. Leur père commun, c'est « Notre Saint Père le Pape; » leur mère c'est « notre sainte mère l'Église; » et ils sont tous frères, prétendant au même héritage qui est le ciel. Que de fois les apôtres appellent les premiers chrétiens de ce doux nom, symbole et expression à la fois de l'unité la plus forte qu'il soit possible d'imaginer dans une société, et aujourd'hui encore le prêtre, dans l'exercice de son ministère, n'appelle pas autrement les fidèles.

Et quand je songe que cette admirable unité, sceau évident de l'œuvre de J.-C., n'a cessé de subsister depuis bientôt dix-huit siècles dans l'Église catholique; quand je songe que notre *Credo* est le même que celui qui retentissait sous les voûtes des catacombes, que notre sacrifice est le même que celui qui s'offrait à la dérobée pendant les persécutions, que nos sacrements sont les mêmes que ceux qu'administraient les apôtres,

que l'autorité du Pape Léon XIII est la même que celle de saint Pierre; quand, remontant de nos jours à la sanglante révolution de 93, de la révolution à la réforme orgueilleuse et rationaliste, de la réforme au moyen-âge qui fut l'âge d'or de la religion, du moyen-âge à l'ère troublée des invasions, des invasions aux sanglantes persécutions, des persécutions au Cénacle, je songe que l'Église catholique est constamment demeurée dans la même unité de foi, de culte et de gouvernement, malgré l'hérésie qui s'est acharnée à lui arracher ses dogmes un à un, malgré le schisme qui a travaillé à renier son autorité, malgré les puissants du monde qui cherchaient à la façonner au gré de leur orgueil et de leurs passions, je m'écrie : « L'Église catholique est vraiment la société divine, la société instituée par J.-C.; elle porte au front le signe de son auteur, l'invariable unité qu'il a voulu lui communiquer et qu'il lui a vraiment communiquée. Et dans l'enthousiasme de mon admiration je lui dis : O mère qui m'avez engendré à la vie, je m'attache de plus en plus à vous du fond de mes entrailles. Je veux rester avec vous, je veux vivre avec vous, je veux, s'il le faut, me sacrifier pour vous ! »

CONGRÉGATIONS ROMAINES¹

I.

Sacrée Congrégation des Rites.

DISTRIBUTION DE LA SAINTE EUCHARISTIE
LE SAMEDI-SAINT.

Lancian. et Ortonen.

A Reverendissimo Domino Francisco Petrarca Archiepiscopo Lancianen.² et administratore perpetuo dioceseos Ortonen. Sacrorum Rituum Congregationi sequens pro opportuna declaratione propositum fuit dubium nimirum :

« Utrum sabbato sancto mane in Ecclesiis, ubi
« potest una missa cum cantu celebrari, cantato
« jam hymno *Gloria in excelsis*, et nundum
« facta sacrarum specierum sumptione, ab alio
« sacerdote quam a celebrante, superpelliceo et
« stola induto, ex sacris particulis, quæ feria V
« in cœna Domini superfuere, adservatis, sanc-
« tissima Eucharistia Christifidelibus expeten-
« tibus distribui possit ac liceat, et an ab iisdem
« sic sumentibus paschali præcepto satisfiat ! »

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² Lanciano en Italie.

Sacra porro eadem Congregatio, ad relationem infrascripti secretarii, exquisito antea voto alterius ex apostolicarum caeremoniarum magistris huic dubio mature perpenso sic rescribere rata est:

Servetur consuetudo.

Atque ita rescripsit ac declaravit die 13 januarii 1882.

D. Cardinalis BARTOLONIUS, S. R. C. *præf.*

II.

Sacrée Congrégation de la Propagande.

27 février 1883.

SUPPRESSION DU TITRE : IN PARTIBUS INFIDELIUM.

On sait que ce titre était donné à des évêques qui avaient reçu la consécration épiscopale, mais qui n'étaient pas attachés au gouvernement d'une église cathédrale.

Il y a un grand nombre de sièges épiscopaux qui ont été supprimés par la force des choses, soit parce que les villes ont été détruites, soit parce que la foi catholique s'est éteinte dans certaines régions. Le titre de ces évêchés a été conservé par l'Eglise et il est conféré aux évêques auxiliaires ou coadjuteurs, aux vicaires apostoliques, etc. Jusqu'ici, pour distinguer ces évêques des évêques résidant dans leurs diocèses, on les avait nommés *évêques in partibus infidelium*.

Or par un décret, du 27 février, la S. Congrégation de la Propagande :

1^o A supprimé la formule *in partibus infidelium*.

2^o A substitué une autre formule qui indique le nom de la contrée, v. g. *N. Archiepiscopus Corinthius in Achaia*. Cette formule n'est cependant pas obligatoire, et les évêques portant ces titres peuvent se contenter du nom de la ville, sans ajouter celui de la contrée, et, par exemple, signer *N. Archevêque de Corinthe*.

3^o Pour éviter la confusion et distinguer les évêques qui ne sont pas tenus à la résidence et les églises qui leur donnent leur nom des autres évêques, on appellera les premiers évêques ou églises titulaires. *Episcopi vel Ecclesie titulares*.

Ce décret a été approuvé par le Souverain Pontife.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je lis dans notre *Ordo* cette rubrique concernant les fonctions de la semaine sainte : « In ecclesiis minoribus, ubi diaconi et subdiaconi munus nemo implere potest, servetur in omnibus functionibus parvum Rituale seu Cæremoniale Benedicti XII... In his ecclesiis omnia officia persolvantur sine cantu. S. R. C. 13 sept. 1879. »

L'*Ami du clergé*, page 161, année 1881, dit au contraire qu'il est préférable de chanter ces offices, si on le peut.

Est-il certain que le décret de la S. R. C. des rites, 13 septembre 1879, prohibe le chant de ces offices dans les petites églises? Quel est le texte de ce décret?

R. — Nous ne connaissons pas ce décret du

13 septembre qui prohiberait absolument le chant dans les petites églises. Et bien que l'on nous cite la date de ce décret, il nous est bien difficile d'y croire. Voilà pourquoi nous prions notre vénéré confrère de vouloir bien demander au directeur de l'*Ordo diocésain* le texte de ce décret, s'il existe, de nous l'envoyer, afin que nous puissions le publier dans l'*Ami du clergé*.

En attendant, nous prions notre honorable correspondant, ainsi que tous nos confrères, de s'en tenir aux décisions que nous avons données en 1881 et que nous avons renouvelées dans notre dernier n^o, à savoir qu'il importe, même dans les petites églises, d'employer le chant toutes les fois qu'on peut l'exécuter convenablement.

On nous objectera peut-être que le *Memoriale rituum* de Benoît XIII ne parle pas de chant pour les fonctions de la semaine sainte. Nous le savons bien, puisque nous-même l'avons dit et prouvé. Mais il y a loin de ce silence à une prohibition. C'est pourquoi nous engageons nos amis à ne rien changer. Et ils peuvent être sûrs qu'en agissant ainsi, ils se conforment à l'enseignement commun des auteurs aussi bien qu'à la pratique générale des églises.

Q. — Vous dites (p. 161, 3^e année), au sujet des Prophéties du Samedi-Saint : « Nous ne voyons pas que le Célébrant puisse se dispenser de les lire. » Et avant, vous aviez dit (p. 103, 3^e année) : « Quand on dit une messe basse en ce jour, on omet Prophéties et Litanies, etc. » Dans bon nombre de paroisses aujourd'hui, les chantes manquent ou arrivent seulement pour le commencement de la messe; il y a donc impossibilité de chanter. Alors ne peut-on pas omettre les Prophéties et les Litanies?

R. — Non, dans les églises paroissiales on ne peut pas omettre les Prophéties et les Litanies du Samedi-Saint. Si l'on ne peut pas les chanter, on les lit, conformément au *Mémorial* de Benoît XIII.

Il n'y a aucune contradiction entre ce que nous avons dit à la page 161 et à la page 103. A la page 161 nous parlions d'un curé de paroisse, et nous disions qu'il ne pouvait pas se dispenser de lire les prophéties; tandis qu'à la page 103 il s'agissait, non pas des curés de paroisse, mais de simples prêtres qui avaient le *privilege* de célébrer une messe basse le Samedi-Saint, et nous disions que dans ce cas on omettait les Prophéties et les Litanies. Nos solutions étaient différentes parce que les cas étaient différents, et toutes deux étaient bonnes.

Q. — Si on ne trouve pas de pierre à feu et de brique pour le feu nouveau, on est bien obligé de se servir d'allumettes chimiques. Alors faut-il omettre l'oraison qui suppose le silex? ou bien remplacer ces mots par d'autres? — De même si on ne trouve pas 5 grains d'encens, peut-on, en prenant les anciens, omettre l'oraison et la bénédiction?

R. — Nous n'osons pas répondre à cette difficulté, n'ayant pas de guides sur ce point. Mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est fort regrettable que l'on ne prenne pas plus de soin pour se procurer d'avance une pierre à feu, d'autant plus

qu'on en trouve facilement. Par suite de cette négligence, cette admirable cérémonie est tronquée, et perd l'une de ses plus belles significations.

Nous en disons autant des grains d'encens. On ne doit pas prendre les anciens, puisqu'ils ont déjà été bénits. Mais ici la solution est plus facile; chacun pouvant faire ces cinq grains d'encens. Seulement il faut bien veiller à ce que ces grains soient vraiment d'encens comme le requiert la rubrique, ou que du moins l'encens forme la majeure quantité de la substance employée, ce qui malheureusement n'a pas toujours lieu.

Q. — Quand dans une paroisse il n'y a pas de fonts baptismaux, est-on tenu de faire la cérémonie de la bénédiction les samedis de Pâques et de la Pentecôte?

R. — Non, on n'est pas tenu de la faire; bien plus on ne le peut même pas d'après un décret de la sacrée Congrégation des rites en date du 13 juillet 1697, n. 3493, ad 2. Il est clair que nous ne parlons ici que de la bénédiction solennelle telle qu'elle est marquée au Missel le Samedi-Saint et la veille de la Pentecôte, car il est permis en ces deux jours comme tous les jours de l'année, de faire la bénédiction de l'eau d'une manière privée, soit à la sacristie, soit ailleurs, avec la forme ordinaire qui se trouve vers la fin du Missel.

Q. — 1^o Est-il permis pour les bénédictions du saint Sacrement de mettre sur l'autel des fleurs naturelles à travers les chandeliers, surtout quand l'autel est pauvre.

2^o Pendant l'Avent et le Carême, ne peut-on pas tous les jours, en exceptant les dimanches, mettre des fleurs naturelles ou artificielles entre les chandeliers, pour orner un peu l'autel en l'honneur de N. S. toujours présent dans le saint Tabernacle?

3^o Les dimanches de l'Avent et du Carême, quand les vêpres sont aussi du dimanche, est-il défendu de mettre aucune fleur sur l'autel pour la bénédiction qui suit immédiatement.

4^o Comme la cire est beaucoup plus chère que la stéarine, ne peut-on pas, pour les bénédictions, mettre sur l'autel des bougies de stéarine pour augmenter le nombre des lumières, quand les bougies en cire sont en nombre voulu?

5^o Quand, pour le mois de saint Joseph ou le mois de Marie, on allume à leurs autels un certain nombre de bougies, est-on obligé de les éteindre avant la bénédiction du saint Sacrement qui serait donnée immédiatement après?

6^o Ne peut-on pas quelquefois après la bénédiction remplacer le *Laudate* ou l'*Adoremus* par un cantique de circonstance?

R. — Ad I. Il est permis pour les bénédictions du très-saint Sacrement de mettre les fleurs naturelles entre les chandeliers. Cela est même permis pour les expositions du Saint-Sacrement; et l'on pourrait même en placer, non seulement entre les chandeliers, mais même sur l'autel, pourvu toutefois qu'elles ne cachent pas la vue du Saint-Sacrement. Cette solution est de Gardellini dans ses *Commentaria ad Instructionem PP. Clementis XI*: «Non inde consequitur, dit-il, haud posse vasa cum floribus collocari, vel supra altaris mensam, vel etiam inter candelabra, dummodo in humiliori loco sint, et augustissimi Sacramenti non impediunt aspectum.» Toutefois

il semble préférable de placer les fleurs entre les chandeliers que sur la table d'autel.

Ad II. Il ne convient aucunement pendant tout le temps de l'Avent et du Carême, aussi bien les jours de la semaine que les Dimanches, au moins quand l'office est du temps, de mettre entre les chandeliers ou ailleurs des fleurs naturelles ou artificielles. Il est vrai que la rubrique ne le défend pas, mais les auteurs sont unanimes à le réprover, et telle est du reste la pratique générale des églises. La raison que vous donnez doit céder à un autre motif plus élevé, à savoir, inspirer aux fidèles des sentiments d'humilité, de contrition et de deuil religieux dans le temps destiné à rappeler les péchés des hommes et les souffrances de notre divin Rédempteur.

Ad III. Nous ne croyons pas qu'il soit défendu, après les vêpres du temps, de mettre des fleurs sur l'autel pour la bénédiction du très-saint Sacrement; mais en pratique nous ne voyons pas qu'on le fasse, du moins ordinairement.

Ad IV. Jusqu'à présent, on ne le peut pas, du moins sur la table de l'autel. Ce cas a été décidé en 1878 par la sacrée Congrégation des Rites. Les religieux du Sacré-Cœur qui résident au mont Saint-Michel demandaient si cela était licite. La Sacrée Congrégation répondit : *Dilata*. Il est vrai que ce terme indique seulement qu'elle ne juge pas encore à propos de se prononcer. Mais elle ajoute qu'en attendant il faut absolument s'abstenir de cet usage. Voici cette importante réponse qui n'est presque pas encore connue :

Reverendissime Domine,

Ad dubium a Te propositum, utrum scilicet Decretum a sacra Rituum Congregatione latum die 16 septembris 1843 in eo sensu interpretari possit, ut servato numero cerorum ab Ecclesia prescripto, licitum sit adhibere candelas ex sebo preparato (*Gallice* stéarine) ad augendam solennitatem, an vero prorsus prohibeatur super altare quidquid non est ex cerâ; Sacra eadem Congregatio ad relationem subscripti secretarii rescripsit : *Dilata*. Quapropter interea ab ejusmodi cereorum usu omnino abstinendum est.

Hoc dum pro mei muneris ratione tibi significo, ut diu bene valeas adprecor.

Romæ die 27 julii 1878.

Tui studiosus.

Pro E^{mo} ac R^{mo} Cardinali Dominico Bartolini
S. R. C. Præfecto.

Cam. Card. Di Pietro, Episc. Ostien. et Valitern.

Ad V. Nous ne connaissons ni rubrique ni décret qui ordonne, lorsqu'on donne la bénédiction du très-saint Sacrement sur un autel, d'éteindre toutes les lumières des autres autels, mais en le faisant, il nous semble qu'on entre dans les vues de l'Eglise; car toutes les prescriptions qu'elle a faites pour le temps de l'exposition du Saint-Sacrement, ont pour but d'attirer l'attention et la dévotion des fidèles vers le Saint-

Sacrement, et d'écarter tout ce qui pourrait les porter vers d'autres objets. C'est pour cela que, pendant ce temps, elle défend de laisser sur l'autel de l'exposition des reliques ou des statues des saints, etc. La pensée de l'Eglise est donc évidente. Si donc on laisse quelques lumières aux autels de la sainte Vierge, de saint Joseph, ou d'autres, il faut que cela ne nuise en rien au culte qui est dû au très-saint-Sacrement.

AN VI. La liturgie ne prescrit aucun chant après la bénédiction du très-Saint Sacrement. On est donc libre de chanter *Laudate* ou *Adoremus*, ou d'autres pièces convenables; ou même de ne rien chanter du tout, conformément aux usages de Rome.

Q. — 1^o Je lis dans le Rituel romain : « An paratus sacerdos accedat ad limen ecclesie, ubi foris expectant qui infantem detulerunt. » Or dans ma paroisse il est d'usage qu'on n'attend pas hors de l'église, mais qu'on me présente dans l'église l'enfant à baptiser. On reste, il est vrai, au fond de l'église, mais c'est toujours dans l'intérieur de l'église puisque les portes sont fermées.

Puis-je tolérer cet usage, ou dois-je me conformer au Rituel et aux liturgistes ? (Il n'y a pas de vestibule.)

2^o Pour les relevailles encore, le Rituel porte que la femme qui demande la bénédiction doit se tenir à genoux à la porte de l'église, mais dehors : « ubi illam foris ad limina genuflectentem. » Or, quand je suis appelé pour cette bénédiction, je trouve toujours ces femmes agenouillées non pas à la porte de l'église, mais dans l'église aux dernières chaises.

Puis-je tolérer cet usage où les obliger à m'attendre à la porte de l'église, ainsi que le porte le Rituel ? Faut-il abolir cet usage ?

3^o Durant l'octave des morts l'usage de la paroisse est de chanter tous les jours la messe de *Requiem* quotidienne. Puis-je continuer cet usage et suis-je bien à la règle ?

Ici dans le diocèse d'après un indult ou un privilège, on peut chanter trois fois la semaine des messes de morts aux fêtes du grade double-mineur, mais non pas six-fois; il est vrai que quelquefois l'octave est partagée entre deux semaines, mais d'autres fois aussi elle se passe dans la même semaine, et dans ce cas, suis-je en sûreté de conscience en suivant l'usage établi par un de mes prédécesseurs ?

4^o Les statues de saint Joseph portant l'enfant Jésus sur les bras sont-elles prohibées dans les églises ?

R. — AN I. Il est certain que ceux qui présentent l'enfant doivent, aux termes de la rubrique du Rituel romain, attendre en dehors de l'église : « Ita paratus (sacerdos) accedat ad limen ecclesie, ubi foris expectant qui infantem detulerunt. » Cette rubrique est conforme à l'ancienne discipline de l'Eglise, et aussi à l'enseignement du catéchisme du Concile de Trente, et des liturgistes. Mais il peut arriver que cette rubrique soit impaticable à raison de la température ou d'autres circonstances. Que doit-on faire en ce cas ? Nous pensons que l'on doit placer l'enfant dans l'intérieur de l'église, mais tout près de la porte. C'est du reste ce qui est pratiqué dans un grand nombre de diocèses de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Angleterre; et c'est aussi ce qui est enseigné par des auteurs sérieux comme de Herdt, Bourbon, O'Kane, etc. Si donc le temps est favorable, l'enfant doit être présenté hors de la porte de l'église. Si au contraire le temps ou

quelque autre motif raisonnable ne le permettent pas, on peut introduire l'enfant à l'entrée de l'église.

S'il y avait un porche, c'est là que l'on devrait placer l'enfant.

L'usage contraire doit être aboli, à moins qu'il ne doive en résulter des inconvénients assez sérieux pour vous déterminer à conserver votre coutume, ou du moins à en ajourner la solution jusqu'à ce que les circonstances vous le permettent.

AD II. Nous en disons autant pour les relevailles. Elles doivent se faire en dehors de l'église : « ... ad fores ecclesie accedat (sacerdos), ubi illam (puerperam) foris ad limina genuflectentem, et candelam accensam in manu tenentem, aqua benedicta aspergat... » (Rit. Rom., De bened. mulieris post partum.)

Mais s'il n'y avait pas possibilité pour la femme de rester dehors, que faudrait-il faire ? Suivant quelques auteurs, comme Cavaïéri et Baruffaldi, il vaudrait mieux omettre la cérémonie, parce que, disent-ils, ce te cérémonie n'étant aucunement obligatoire doit être accomplie comme le prescrivent les rubriques, ou ne l'être pas du tout. Mais d'autres auteurs sont moins sévères, et permettent, dans le cas où la femme ne pourrait pas rester en dehors de l'église, d'entrer, mais de rester auprès de la porte. Cette dernière opinion est plus conforme à la pratique.

S'il y avait un porche, c'est là que devrait se faire la cérémonie.

L'usage de votre église n'est donc pas conforme aux règles. Faut-il l'abolir ? C'est là encore une question pratique à résoudre, comme nous l'avons dit tout-à-l'heure en parlant du baptême.

AD III. L'octave des morts ne jouit d'aucun privilège, par conséquent la messe de *Requiem* ne peut se dire que dans les jours permis, c'est-à-dire, d'après le calendrier de l'Eglise universelle, le 3, le 5, le 6 et le 7 novembre. Mais comme vous avez la permission de chanter des messes de *Requiem* trois fois la semaine, et que d'autre part on peut choisir des jours du grade double mineur pour chanter ces messes concédées; il en résulte que vous pouvez, suivant le calendrier universel, chanter une messe de *Requiem* tous les jours de l'octave.

AD IV. Nous ne connaissons aucune décision qui prohibe ces statues dans les églises.

Q. — Je suis enchaîné de l'*Ami du clergé*, vrai trésor pour des missionnaires, qui n'ont point à leur disposition de nombreux ouvrages sur l'enseignement liturgique. Je me permets de lui demander :

1^o Quelle est la matière nécessaire ou tolérée du *conopeum* et de l'*antependium* : peut-on se servir de coton ouaté, de tissus de laine, d'alpaga ?

2^o Peut-on suivre ce que j'ai vu dans plusieurs églises : appliquer devant l'autel un morceau de coton rouge, rose ou bleu, devant servir de transparent et attacher par dessus une guipure de grande hauteur comme celles des garnitures d'aube ?

Permettez-moi, Monsieur, de vous adresser en terminant, mes vœux bien sincères pour la prospérité de vos œuvres

R. — Ad I. La matière du conopée n'est pas déterminée dans les livres liturgiques; et nous pouvons ajouter, ni dans les décrets de la sacrée Congrégation des rites, car en 1855, le maître des cérémonies de Saint-Brieuc ayant demandé, entre autres choses, si le conopée pouvait être de coton, de laine, de fil, la sacrée Congrégation répondit affirmativement : « *Utrum conopœum istud confici possit ex panno, sive gossypio, sive lana, sive cannabe contexto?* » R. : « Affirmative. » Mais la vénération due au très-saint Sacrement conseille de choisir une étoffe précieuse, comme la soie, par exemple.

Il en est de même de l'*antependium*, ou devant d'autel; le Missel ne fixe pas non plus la matière. Mais il convient d'employer une matière précieuse dans les plus grandes solennités. Le Cérémonial des Evêques, qui détermine les rites à suivre pour les cathédrales et les grandes églises, demande que l'*antependium* du grand autel soit en or, ou en argent, ou en soie tissée d'or : « *Ipsium vero altare majus in festivitibus solemnioribus... quo splendidius... ornabitur. Quod si a pariete dis-junctum et separatum sit, apponentur tam a parte anteriori quam posteriori illius, pallia aurea, aut argentea, aut serica auro perpulchre contexta....* » Il convient que les petites églises qui ont des ressources suffisantes entrent dans l'esprit de la liturgie. Pour les églises pauvres, on peut prendre l'étoffe que l'on veut. On peut se servir aussi de cuir, surtout de cuir décoré, ainsi que le recommande le Cérémonial des Evêques pour l'ornement des églises : « *Pannis aliis pulchris ex serico sive corio* » (Livre I, chap. 12).

Ad II. Nous ne connaissons pas de rubrique ni de décret qui prohibe ce transparent; mais nous croyons qu'il ne convient aucunement de l'employer. En 1833, la sacrée Congrégation des rites défendit de mettre un transparent rouge sous les franges et sous les manches des aubes et autres vêtements. Nous pensons que ce décret a également son application pour la dentelle des nappes d'autel, surtout si ce transparent, ainsi qu'il arrive souvent, n'est pas de la couleur du jour.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Un escalier commun à l'église et au cimetière a besoin de réparation. A qui incombe, « de droit », l'initiative de ses réparations et le paiement des frais? Est-ce à la fabrique ou à la commune ou aux deux simultanément et par moitié?

Si la commune se charge soit à titre gracieux soit par devoir, du tout ou de la majeure partie de ces réparations, la fabrique est-elle en droit de faire la réception des travaux et d'y prendre part?

R. — Ce fait qu'on nous signale est assez fréquent dans les paroisses où l'église se trouve entourée du cimetière. Un ou plusieurs escaliers sont pratiqués dans les murs pour que les fidèles

puissent pénétrer plus commodément et plus directement.

Equitablement il convient que la dépense soit supportée par l'un et l'autre établissements; et on peut le démontrer par analogie. Lorsqu'en effet, la cloche de l'église sert également à quelques services civils, on a demandé au ministre des cultes qui devait payer la corde; et le ministre a répondu en date du 7 août 1833, que les frais de la corde devaient être supportés par la fabrique et par la commune, moitié par l'une et moitié par l'autre.

Pour la même raison, la réparation d'un escalier servant également au cimetière, c'est-à-dire à la commune, et à l'église, c'est-à-dire à la fabrique, doit être faite à frais communs. Celui des deux établissements qui donne la plus forte somme à la direction et la réception des travaux. A égalité, le maire ayant la police des cimetières a droit de diriger.

Q. — Lorsqu'un prêtre, en chaire, a prononcé des paroles qui, à tort ou à raison, sont considérées comme injurieuses, et que ce prêtre est traduit en justice, quel est son juge compétent? Est-ce le juge de paix? le tribunal? ou le conseil d'Etat?

Ne peut-on pas opposer un déclinatoire d'incompétence soit au juge de paix, soit au tribunal, jusqu'à ce que le conseil d'Etat ait prononcé s'il y a ou non abus? En d'autres termes, d'après les « articles organiques » art. 52, il y a abus quand on se permet en chaire des inculpations contre les personnes. Or d'après l'art. 6, il y aura recours au conseil d'Etat dans tous les cas d'abus. Mais ce dernier article n'a-t-il pas été abrogé par la loi du 25 mai 1838 relative à la compétence des juges de paix et où il est dit : « Art. 5, les juges de paix connaissent également... 5° des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques, etc. Art. 21, toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi sont abrogées... »

Où bien faut-il entendre cette loi de 1838 en ce sens que les juges de paix connaissent des actions civiles pour diffamation, mais seulement après que le conseil d'Etat a prononcé?

J'ai souvenir d'avoir lu je ne sais plus où, la décision d'un tribunal qui, sur la demande d'un prêtre accusé d'abus en chaire, s'était déclaré incompétent et avait annulé la décision du juge de paix, qui, lui, s'était déclaré compétent. Si cette doctrine est vraie, je vous serai reconnaissant de m'en donner quelques preuves, de m'indiquer le tribunal qui a pris sa décision en ce sens, et les considérants qui ont motivé sa décision.

R. — La loi est formelle, c'est le conseil d'Etat qui est seul compétent d'abord (*art. organ. art. 6*). Au milieu de tant d'autres dispositions vexatoires contre le clergé, celle-ci est protectrice du même clergé; car elle le sauvegarde contre les haines locales, en appelant le conseil d'Etat à examiner les plaintes portées contre les curés. De par la même loi, art. 8, l'affaire est suivie et définitivement terminée dans la forme administrative; c'est-à-dire que le conseil d'Etat déclare qu'il y a ou qu'il n'y a pas abus. Mais, même lorsqu'il déclare qu'il y a abus, il ne s'en suit pas que le juge de paix devienne compétent; il ne le devient que, lorsque le conseil d'Etat ayant déclaré l'abus, lui renvoie l'affaire pour être jugée par lui.

C'est bien dans ce sens qu'il faut entendre les art. 5 et 21 de la loi du 25 mai 1838, citée par notre correspondant. Nous regrettons de n'avoir pas sous la main les documents qu'on nous demande; mais nous pouvons affirmer qu'un juge de paix est incompétent dans le cas dont il s'agit, et le cas échéant, il faut toujours lui opposer un déclinatoire.

A défaut du jugement qu'on nous demande et que nous ne possédons, nous pouvons signaler un arrêt du conseil d'Etat du 23 mars 1831, dont il faut tirer la conclusion susmentionnée. Il est dit, en effet, dans cet arrêt, que « toute diffamation dont le prêtre se rend coupable *hors l'exercice de ses fonctions* ne peut donner lieu à un appel comme abus. » Donc, d'après ce même arrêt, il y a lieu à un appel comme d'abus, lorsque la diffamation dont le prêtre se rend coupable a été faite *dans l'exercice de ses fonctions*. On peut tirer la même conséquence d'un autre arrêt du 4 mai 1867.

Nous ferons observer en terminant que la loi du 25 mai 1838 ne traite que de la compétence des juges de paix par rapport aux autres tribunaux, mais elle ne touche nullement à l'autorité administrative, laquelle reste entière avec son code spécial. Quand l'autorité administrative est compétente pour terminer une affaire, les tribunaux ne sont plus compétents sur le même point, à moins que cette autorité ne leur renvoie l'affaire pour être jugée selon le droit commun.

Q. — En parcourant vos réponses aux questions contentieuses de jurisprudence civile-ecclésiastique, j'ai constaté que je subissais de la part de mon maire les mêmes tracasseries que l'un de mes confrères. Il s'agit du mandat. Je suis persuadé que vous ne devineriez jamais sur quoi se fonde le 1^{er} magistrat de ma commune, pour refuser de signer mon certificat de résidence. 1^{er} motif : j'ai fait retirer de l'église les bancs des écoles (l'instituteur ne surveillait plus les enfants et Mgr m'a invité à agir ainsi); 2^e motif : je me suis réservé le chœur pour faciliter les cérémonies; c'était mon droit; 3^e motif : pendant chaque office, j'ai ordonné la fermeture d'une porte conduisant à une tribune par un escalier qui était devenu un nid de désordres.

Voilà! — Bravement mon maire est parti en guerre, et il faut que j'obéisse à ses injonctions ou je mourrai de faim!

Selon lui, c'est au conseil de fabrique à statuer sur tous ces points, et j'ai exercé à tort et à travers mon droit de police. Vous dites dans le n° du 26 janvier qu'il existe un seul moyen de réussir : attaquer dans les journaux ces petits tyrans de village. Mais il me paraît un peu raide qu'un fonctionnaire (puisque l'Etat nous traite ainsi) ne puisse actionner en justice, devant un tribunal, un autre fonctionnaire qui cause volontairement du retard dans l'arrivée d'un paiement. Je suis fonctionnaire, j'ai fait régulièrement mon service, et, parce qu'il plaira au maire de me faire jeûner indéfiniment, je serais complètement désarmé! Mais alors il n'est plus nécessaire de supprimer le budget des cultes. Voilà un projet à jeter aux oubliettes; il suffira que tout maire refuse de signer le certificat de résidence de son curé, et tout sera dit!

Un tribunal se déclarerait donc incompétent comme le juge de paix? Ne serais-je pas fondé à recourir au maire des dommages intérêts proportionnés au retard. Aucun moyen légal de me faire payer ce qui m'est dû. Cela est fort, avouons-le. Je crois, au contraire, savoir qu'un prêtre

de ce diocèse de P... a eu gain de cause contre le préfet qu'il avait actionné en justice.

Veuillez, je vous prie, élucider cette question. Il y a des maires, voyez-vous, qui ne se rendront jamais, malgré les criailleries de la presse. Et alors que de maires républicains, ennemis de la religion, seraient de généraliser le cas dans l'espoir de se débarrasser de nous.

R. — La réponse que nous avons déjà faite à une question de ce genre était plutôt un conseil que nous donnions en raison des circonstances générales où se trouve actuellement le clergé vis-à-vis d'un gouvernement hostile et athée. Le moyen suggéré par nous n'est pas exclusif de l'action juridique; mais cette action n'est pas de la compétence des tribunaux ordinaires. Comme nous le disons plus haut, « quand l'autorité administrative est compétente pour terminer une affaire, les tribunaux ordinaires ne le sont pas sur le même point. Ils ne le deviennent que lorsque l'autorité administrative leur renvoie l'affaire pour être jugée selon le droit commun. »

C'est ici le cas. Le préfet — à plus forte raison, le ministre, — est armé pour forcer un maire à remplir son devoir. Il peut, en effet, signer le mandat du curé sans le certificat de résidence signé par le maire.

Le curé aussi est armé, non seulement contre le maire, mais encore contre le préfet et contre le ministre lui-même en appelant contre eux le conseil d'Etat. Celui-ci est forcé de porter un jugement conforme aux lois.

Dans ces conditions, on ne voit pas sur quoi s'appuierait un juge quelconque pour asseoir sa compétence. Mais si le conseil d'Etat déclare qu'il y a abus et défère la chose aux tribunaux, ceux-ci deviennent aussitôt compétents pour apprécier les dommages.

Le vrai moyen juridique est donc de recourir à l'autorité administrative. Mais si, contre toute prévision, cette autorité répondait par un déni de justice, il ne reste vraiment plus que le recours aux Chambres par voie de pétition, ou d'interpellation par l'intermédiaire d'un député ou d'un sénateur, ou enfin le moyen moral dont nous parlions, la dénonciation à l'opinion publique par la voie de la presse.

Q. — Cédant à la fureur de dénonciation qui, depuis quelque temps, semble hanter les esprits rancuneux, Pierre, Paul et Jules ont tous trois, d'un commun accord, rédigé et signé une pièce malveillante, de laquelle est résultée la révocation formelle d'un modeste employé de village, le garde champêtre, à la veille de prendre sa retraite.

Cette révocation inattendue a causé à ce dernier un grave préjudice, puisqu'elle l'a privé de son traitement, c'est-à-dire des seules ressources dont il pouvait disposer, en même temps qu'elle lui a fait perdre ses droits à la retraite.

En vain l'employé révoqué a demandé une enquête sur les faits allégués dans la dénonciation; il lui a été répondu, que les trois signatures toutes seules faisaient foi.

Peu de jours après cette révocation, Pierre tombe malade et son état inspire de sérieuses inquiétudes au prêtre chargé de le préparer à mourir.

1° La victime de la dénonciation peut-elle revendiquer des dommages intérêts auprès des tribunaux civils ?

2° Quelle conduite doit tenir, le confesseur *ratione damni reparandi* vis-à-vis de son pénitent, dont la malveillance est publique ; j'ajoute, au besoin, qu'il jouit d'une position aisée ?

R. — AD 1^m. Assurément le garde champêtre a droit de poursuivre en justice quiconque lui a fait tort injustement dans ses intérêts. Mais pour actionner quelqu'un, il faut avoir des preuves de son délit. Ici le garde-champêtre peut-il établir que Pierre, Paul et Jules l'ont diffamé d'abord et puis par leur diffamation lui ont occasionné un dommage. Si oui, il n'y a pas à hésiter. Mais je vois beaucoup de difficultés pour établir cette preuve, à moins que la diffamation n'ait été faite par la voie de la presse et dans les conditions prévues par la loi. Ce n'est certainement pas le gouvernement qui s'est servi de la dénonciation pour frapper le garde-champêtre qui voudra servir de témoin devant un tribunal.

AD 2^m. Nous nous déclarons incompétent pour cette partie de la question que nous signalons à nos collaborateurs chargés de la théologie morale. Nous nous contentons de rappeler le grand principe de droit naturel, à savoir que pour qu'une action préjudiciable entraîne l'obligation de réparation, il faut que cette action soit *injuste* ; qu'elle soit la cause efficiente du dommage occasionné : qu'elle soit enfin théologiquement peccamineuse. Quant à l'obligation elle-même de réparer le préjudice, elle doit être proportionnée et à la faute théologique et au préjudice causé.

Q. — Au mois d'août dernier, la fabrique de l'église A., autorisée par le conseil municipal, a fait fondre trois cloches. Elle a passé avec un fondeur un marché dûment enregistré. Ce marché porte que le fondeur s'engage à fournir tous les accessoires, à poser les cloches, à les fournir, comme on dit, la « corde à la main ; » il se déclare responsable pendant dix ans de son travail.

Au moment d'écrire le marché, il proposa au conseil de fabrique de remplacer le système ordinaire de suspension dit « à grains d'orge » par un système plus perfectionné dit « coussinets articulés, » affirmant que la facilité de sonner serait plus grande et que le mouvement des cloches n'opérerait aucun ébranlement même dans le beffroi. Pour ce système perfectionné il a demandé 200 francs en plus, qui lui ont été concédés par le conseil qui avait foi dans la parole du fondeur.

Mais le fameux système perfectionné est tellement défectueux que chaque volée est accompagnée de soubresauts qui ébranlent le beffroi.

Il n'y a eu aucune réception officielle ; mais nous avons malheureusement tout payé intégralement et de suite.

Cet homme invité depuis plus de trois mois à venir remédier à son système, ne répond même pas aux lettres qu'on lui adresse.

Il n'y a donc qu'un moyen à prendre : Plaider !!! Déploable ressource, mais enfin !

Je vous prie de vouloir m'indiquer les formalités à remplir et l'ordre à suivre, et de me dire sur qui tomberont les frais d'expertise qui doivent être faits sans doute préalablement.

R. — La fabrique ne peut entreprendre aucun procès ni y défendre sans une autorisation du

cons: il de fabrique. La demande d'autorisation doit être formée par un mémoire signé du trésorier et appuyé de toutes les pièces justificatives ; on y joint la délibération du conseil de fabrique et l'avis du conseil municipal.

Il faut donc avant toutes choses, que le conseil de fabrique se réunisse et délibère sur le procès à entreprendre, puis demander l'avis du conseil municipal. Cela fait on dresse le mémoire et on l'expédie au préfet, avec les pièces justificatives, c'est-à-dire avec une copie du marché passé avec le fondeur, avec le procès-verbal d'expertise qu'on aura fait faire par un ou plusieurs individus compétents.

Si par hasard le conseil de préfecture refusait l'autorisation, et que la fabrique persistât à croire sa demande légitime et suffisamment importante, le conseil doit, dans les trois mois de l'avis du préfet, transmettre au ministre des cultes les pièces avec un nouveau mémoire adressé au président de la République en son conseil d'Etat (art. 50 de la loi du 18 juillet 1837) ; et si l'affaire est très-grave, constituer pour la suivre, un avocat à la cour de cassation. Cependant on reçoit sans ministère d'avocat et même sans timbre au conseil d'Etat, les demandes formées par les établissements publics contre les arrêtés des conseils de préfecture qui refusent l'autorisation.

Une fois l'autorisation de plaider obtenue, l'affaire suit son cours comme entre deux particuliers.

Quant aux frais nécessités par la préparation des pièces, par l'expertise que la fabrique commande elle-même, ils sont à la charge de la fabrique, et les frais du procès sont à la charge du perçant. Cependant la fabrique peut demander et obtenir à titre de dommages intérêts les dépenses qu'elle a faites pour préparer l'action.

Nous approuvons notre correspondant et sa fabrique d'élucider au plus tôt cette question, même au moyen d'un procès ; car des cloches mal posées ou fonctionnant mal peuvent amener les conséquences les plus fâcheuses et d'énormes dépenses ultérieurement.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

III

LA QUESTION DES INDEMNITÉS.

L'aveugle confiance du clergé compromis son avenir temporel. Il est périlleux de trop se fier à un homme, il est souverainement impolitique de s'abandonner corps et biens à une nation. Au fond l'admirable générosité de M. de Juigné n'était qu'une admirable folie. Désormais le

clergé rétribué par l'Etat perdra de sa considération, et ce fait servira de base à la doctrine qui tend à transformer les curés en fonctionnaires. L'Etat se lassera de payer, ou le fera de mauvaise grâce. D'ailleurs, possesseur des biens ecclésiastiques, il en oubliera volontairement la provenance, et libre de réduire à la misère quarante mille curés en suspendant ses paiements, il prétendra d'abord que leur indemnité c'est un salaire qui enchaîne leur liberté, ou une aumône qui les humilie. Il tiendra suspendue sur leur tête la menace implacable d'une suppression de traitement s'ils ne sont pas dociles à ses caprices. « Dites comme moi, pensez comme moi, ou mourrez de faim ! » Nous savons que cette menace n'est point illusoire. Plusieurs curés sont actuellement privés de leur modique traitement ; le reste languit dans une misère voisine de la faim. Si le clergé s'était abaissé jusqu'à la flatterie, les gouvernements l'eussent comblé. Il a voulu rester libre, relevant avant tout de Dieu et de sa conscience ; il a prié pour toutes les puissances établies, n'en servant aucune, ni l'Empire, ni la République. Empire et République l'ont puni en le réduisant à la gêne. On lui a dit : « Vous devez servir qui vous paie. » Il a répondu : « L'Etat ne nous paie pas, il nous rembourse. Nous ne servons que Dieu et le droit ! » Et il a forcé l'estime de ses ennemis étonnés de tant d'héroïque fierté, éclos du sein obscur de la pauvreté et du devoir.

Mais ce qui ressort clairement des observations qui précèdent, c'est que le désintéressement du clergé eût dans la suite porté un coup mortel à son indépendance, sans sa foi, son attachement au St-Siège qu'il consultera désormais, et sa noble attitude en face de l'Etat.

Le clergé cédant ses biens, il fallait pourvoir à son avenir. Dans son rapport du 10 octobre 1789, Talleyrand saisit cette question et la traita à sa manière : « Le clergé, dit-il, n'est pas propriétaire à l'instar des autres propriétaires. Cela seul lui appartient qui est nécessaire à sa subsistance, le reste est le patrimoine des églises et des pauvres.

« Que la nation se substitue au clergé, donne aux curés un traitement au minimum de 1200 fr., non compris le logement, puis prenne à sa charge l'entretien des églises et le soin des pauvres. Elle remplira sa caisse et accomplira les intentions des fondateurs. »

On reconnaît dans cette trame de sophismes l'esprit de M. de Talleyrand pour donner en plein dans le faux tout en paraissant côtoyer le vrai. Il montra les créanciers de l'Etat payés avec les deux milliards de biens-fonds du clergé, encensa « les 40,000 pasteurs qui ont bien mérité de tous » et l'Assemblée ordonna que son rapport fût imprimé à douze cents exemplaires. Une chose surtout charmait le tiers-Etat, c'est que l'évêque d'Autun affirmait le droit de la nation sur le corps du clergé qu'elle ne pouvait détruire sans doute, mais *élaguer* tout à son aise, supprimant

ici un bénéfice, là une congrégation comme un vieil arbre auquel un émondeur haineux enlève arbitrairement ses branches.

Alors Mirabeau entra en scène et demanda, le 12 octobre, qu'il fut décrété 1° que la propriété des biens du clergé appartient à la nation, à la charge par elle de pourvoir à l'existence des membres de cet ordre, 2° que la disposition de ces biens sera telle qu'aucun curé ne pourra recevoir moins de 1,200 livres avec le logement.

Il est impossible de donner en quelques pages une idée de ce merveilleux tournoi où la raison fut enfin terrassée par le parti pris. Signalons seulement les répliques principales, semblables aux éclairs des épées qui s'entrecroisent dans une forte mêlée.

Comment la nation serait-elle propriétaire des biens du clergé ? dit Montlosier. Elle ne les a pas *acquis* et nul ne les lui a *donnés*. Elle n'en peut donc disposer qu'en vertu de la *souveraineté* du *jus summum* de l'Etat.

De Bétizy, évêque d'Uzès, affirmait nettement le principe de la propriété : le clergé est propriétaire. Le don libre, le travail, et l'acquisition légitime, voilà ses titres, les seuls titres d'ailleurs de toute propriété.

— Non, disait Barnave, les biens du clergé sont entre ses mains comme un dépôt qui n'appartient pas à lui, mais aux bénéficiers, aux pauvres, aux temples.

— Oui ou non, répliquait Maury, les possédons-nous ? Oui ? Or vous voulez nous les enlever ! Prouvez alors que nous les avons usurpés.

Barnave entre alors dans la voie des insinuations perfides : Beaucoup de pasteurs, dit-il, ont été ruinés par la suppression des dîmes ; leur situation sera améliorée à l'aide d'une *répartition plus juste des revenus ecclésiastiques par les mains de l'Etat*. — L'abbé Gouttes émit une idée profonde : Que le clergé soit moins riche, soit. Mais laissez-lui quelques revenus en biens fonds, car la religion courrait de grands risques, s'il était payé par l'Etat.

Il parlait comme un *voyant*. Malhouet l'appuya : L'aliénation générale, s'écria-t-il, n'est ni juste ni utile. Les pauvres surtout en souffriront, puisque ces biens sont leur propriété. L'Etat les frustre en se les appropriant, car s'occupera-t-il des pauvres, lui ? D'ailleurs, est-ce bien le vœu national ? En êtes-vous sûr ? Calculez les revenus, laissez la part exigée pour remplir les intentions des fondateurs et donnez l'excédant à l'Etat, voilà ce qui satisfait à la fois la justice et les besoins du Trésor. Vous nommerez alors une commission d'ecclésiastiques qui décidera des cures, des évêchés, des monastères à conserver ou à supprimer. Toute autre résolution mène à l'arbitraire où à la violence.

Mirabeau se leva et prononça un de ses grands discours où il savait donner au sophisme les couleurs de la vérité. Tout d'abord il écarta la question de principe : « Est-il d'une sage politique,

dit-il, de prendre et de vendre les biens ecclésiastiques pour acquitter la dette nationale ? » Des cris lui répondent. Son frère Mirabeau-Tonneau, proteste au nom de la propriété et fait appel à « la logique des poumons aussi nécessaire dans cette assemblée, dit-il, que la logique du raisonnement. » Mirabeau domine le tumulte : « Ce qu'en n'a pas discuté, c'est de savoir si les fondations doivent continuer d'exister, par cela même que ce sont des fondations. L'utilité publique est la loi suprême. Or les fondations à la longue absorberaient toutes les propriétés. Il faut qu'on puisse à la fin les détruire. Si tous les hommes qui ont vécu s'étaient réservé chacun un tombeau, la terre manquerait à la génération actuelle. Les fondations viennent ou des rois, ou des corps politiques, ou des particuliers. Les premières et les secondes appartiennent à l'Etat. Quant aux autres, la nation en s'en emparant ne blesse pas le principe de la propriété, dès qu'elle en prend et en acquitte les charges. »

Le voilà maintenant au cœur de la question de principe qu'il va résoudre à son point de vue. Il rend témoignage au Clergé, il ne veut pas le dépouiller, ni même le priver de l'administration de ses biens. « Eh ! quel intérêt aurions-nous à substituer les agents du fisc à des économistes fidèles ? » Il se réserve sans doute d'y songer plus tard, il entend déjà affirmer le principe, assuré que les conséquences suivront d'elles-mêmes, et il n'oserait dès lors soulever le voile qui les laisserait apparaître haineuses et funestes : « Il doit être de principe, s'écrie-t-il, que toute nation est seule et véritable propriétaire des biens du Clergé. Je ne vous ai demandé de consacrer ce principe que parce que ce sont les erreurs ou les vérités qui perdent ou qui sauvent les nations. Mais en même temps, afin que personne ne pût douter de la générosité de la nation française envers la portion la plus nécessaire et la plus respectée de ses membres, j'ai demandé qu'il fût décrété qu'aucun curé, même ceux de campagne, n'aurait moins de 1200 livres. »

Il était facile de répondre. Il fallait dire à Mirabeau : Vous violez le droit de propriété en nous prenant ce qui nous appartient. La nation, ce n'est pas l'Eglise. Quand on nous a donné nos biens l'Etat n'était pas né : il n'y avait alors que la patrie française dont le Clergé demeurerait le plus sûr appui, par son autorité, sa direction sage et son argent. Que vous faut-il de plus ? Nos bourses vous sont ouvertes, vous y pouvez puiser à pleines mains, mais non les prendre. Quant à la question des fondations, vous prétendez qu'il faut les détruire, c'est-à-dire que les enfants doivent outrager, anéantir les volontés de leurs pères. Toute âme humaine répugne à ce sacrilège. Les transformer, soit, car le temps apporte avec lui des changements tels que les dispositions antérieures deviennent parfois irréalisables et nuisibles. Mais qui peut connaître de ces causes exclusivement spirituelles ? L'Eglise seule. Qui

peut, dans l'Eglise, dicter la décision et opérer la réduction ? Le Pape seul. Tel est le droit.

Ces simples raisonnements ne vinrent pas même à l'esprit de Maury qui se retrancha sur le terrain de la loi : « La base de la propriété, dit-il, c'est la loi, or la loi a toujours reconnu le Clergé comme propriétaire. S'il y a trop de bénéfices simples, il faut y remédier ; mais pour remédier aux abus d'un corps il n'est pas nécessaire de l'étouffer. » Quant aux remèdes, il ne les indique pas et ce n'est point sans surprise qu'en relisant ces débats étincelants, on ne voit pas qu'un seul membre en ait appelé au Pape. Tel était l'aveuglement causé par les doctrines gallicanes qu'on ne songeait pas à remonter à la source de toute vérité. On se complaisait dans les eaux bourbeuses du particularisme. On ne parlait guère du Pape aux fidèles, dit Rohrbacher, et la France séparée en fait du chef de l'Eglise, se mourait dans la crise révolutionnaire comme une branche volontairement privée de la sève de l'arbre.

A l'éloquence de Mirabeau vinrent s'adjoindre les passions haineuses des adeptes de Rousseau. On feignit — comme aujourd'hui — de séparer dans l'estime publique le Clergé inférieur « le ferme soutien de la religion » et « ces fastueux supliciens » princes de l'Eglise de par la faveur royale. Enfin on proposa qu'il fût déclaré :

1^o Que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge pour elle de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après l'instruction des provinces.

2^o Que selon les dispositions fixées pour les ministres de la religion, il ne puisse être affecté à la dotation des curés moins de 1200 livres, non compris les logements et jardins en dépendants.

Cette proposition fut adoptée par 568 voix contre 346, le 2 novembre 1789. Le Clergé en reçut un coup mortel. Il restait désormais à la merci de l'Etat, et l'on pouvait prévoir l'époque rapprochée où la nation oublieuse et lasse de lui payer l'indemnité périodique, qu'elle lui doit, chercherait à l'humilier en traitant les curés comme simples fonctionnaires ou en leur demandant des bassesses. « Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres, » dit plus tard Napoléon à Bourrienne. Ni lui, ni d'autres ne firent plier leurs convictions, de là cette haine mêlée d'admiration que leur ont vouée tous les partis. Mais dès lors la haine l'emportait et, comme première application de la mesure arrachée à l'Assemblée par Mirabeau, Bouche, le 12 novembre suivant, demandait la confiscation des propriétés du Pape en France, au profit de la nation.

(A suivre).

Courrier de l'Utile.

LES ŒUFS ET LE JAMBON DE PAQUES.

Voici venir la fête de Pâques, *solemnitas solemnitatum*, avec l'*Alleluia*, le soleil et les fleurs. *Alleluia*.

L'an dernier l'*Ami du Clergé* a donné des recettes pour la teinture des œufs de Pâques; nos abonnés pourront s'y reporter. S'il leur prenait fantaisie de faire figurer sur leur table un œuf monstre, plus gros que celui de l'autruche, ils l'obtiendront par le procédé suivant :

Casser douze œufs de poule, en séparant les blancs d'avec les jaunes. Prendre une vessie bien nettoyée, dont la contenance soit juste suffisante pour enfermer les jaunes, lier solidement pour empêcher l'air et l'eau de pénétrer, suspendre la vessie dans une chaudière d'eau bouillante, retirer lorsque le contenu a acquis une consistance suffisante.

Alors il faut couper et enlever la vessie, puis en prendre une autre plus grande, y mettre les jaunes déjà cuits, ajouter les blancs, les répartir aussi uniformément que possible sur toute la surface des jaunes, lier et suspendre dans l'eau bouillante, retirer et enlever la vessie.

Quelques personnes servent l'œuf dans son entier, mais l'illusion est plus complète lorsqu'il est coupé en deux parties égales, parce que du premier coup d'œil, on voit le blanc et le jaune disposés comme dans les œufs ordinaires.

Un autre mets pascal qui mérite bien qu'on en dise quelques mots, est le jambon traditionnel.

Un bon curé me montrait l'autre jour la pièce magnifique qu'il réserve pour la fête de Pâques. Mais, lui dis-je, vous conservez toujours les jambons fort longtemps et ils sont toujours délicieux; quelle est donc votre recette?

La voici. Je mets le jambon sous presse pendant 24 heures, c'est-à-dire que je le charge d'un poids assez considérable pour le comprimer et l'aplatir. Pour un jambon pesant 3 kilog, je prépare une saumure avec un demi-litre de bon vinaigre, 300 grammes de sel, 70 grammes de poivre frais, un peu de clous de girofle, un peu de salpêtre et d'ail haché.

La saumure ainsi préparée, je place le jambon sur une table basse, dont les côtés sont à rebords, et incliné devant, pour que la saumure puisse s'écouler dans un vase placé devant la table. J'arrose le jambon avec cette saumure 6 fois par jours, durant trois semaines, puis je le suspends en un lieu sec où il se conserve pour ainsi dire indéfiniment.

— Mon cher confrère, le procédé est des plus faciles; vous avez plusieurs moyens de le faire cuire et de l'accommoder; je serais heureux de les connaître pour les communiquer aux bienveillants lecteurs de l'*Ami du Clergé*.

— Pour un jambon ordinaire, je le fais dessaler 24 heures, puis j'ajoute pendant la cuisson, persil,

ail, thym, laurier; une heure avant de le retirer, j'y verse un verre de vinaigre. Quand il est cuit, je le désosse, je mélange le gras avec le maigre, en ayant soin de mettre la peau à la partie inférieure, puis je le mets en presse sous un poids assez lourd, jusqu'au lendemain matin.

Un jambon fumé se traite de diverses manières. La plus simple est de le faire cuire dans l'eau sans aucun assaisonnement. Une fois cuit on le désosse le plus souvent. On peut alors le manger froid ou chaud, avec les condiments qui plaisent.

Il est bien meilleur, préparé comme il suit :

Couper de petites tranches de pain, épaisses de 4 ou 5 millimètres, auxquelles on donne la forme que l'on veut. Prendre du beurre, le faire un peu chauffer pour qu'il colle mieux, en appliquer sur chaque tranche une légère couche. Couper de petites tranches de jambon épaisses de 3 centi., de même forme que les tranches de pain, placer une tranche de jambon entre deux tranches de pain, presser légèrement; après quelque temps, l'adhérence est contractée et on peut les servir. C'est ce qu'on appelle sandwich.

Il est une recette de cuisine bourgeoise qui peut-être ne présente pas trop de difficultés pour la cuisine nécessairement très-simple d'un presbytère. Vous pourrez dire à vos lecteurs que mon ancienne gouvernante la réussissait parfaitement bien.

Prendre un jambon salé ordinaire, en retirer l'os du quasi; donner un petit coup avec la pointe du couperet sur l'os de la cuisse, pour le casser sans endommager la chair; désosser la partie qui tenait au quasi, ôter l'os, couper le jarret, rôtir légèrement la surface de la couenne; faire dessaler à grande eau pendant trente-six ou quarante heures, puis laver, égoutter et mettre dans une grosse serviette nouée solidement. Cinq heures avant de servir, le placer dans une grande braisière, remplir d'eau froide; ajouter carottes, oignons, deux bouquets garnis; faire bouillir par un feu ardent, écumer, couvrir et laisser mijoter. Une demi-heure avant de servir, égoutter le jambon, dénouer la serviette, parer l'os et le gras; garnir la manche de papier, faire sécher au four doux; glacer et donner une belle couleur, puis dresser sur une jardinière.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 5 aprilis.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

Comptoir de Commission offre de procurer : il est à même de fournir également tout ce qui convient à l'usage du culte. Ainsi, nous recommandons aux ecclésiastiques de se munir d'autels mobiles et portatifs. Sa Sainteté Notre F. Père le Pape a autorisé, comme on sait, de dire la messe en plein air; nous pouvons procurer de ces autels dont le prix varie depuis 200 fr. jusqu'à 500 fr., comme aussi tous les accessoires à la célébration de la sainte Messe, à des prix très modérés.

Quant aux vêtements, que l'on ne craigne pas non plus de demander tout ce dont on peut avoir besoin; par nos relations avec les fabriques nous avons sous la main de quoi servir les commandes instantanément.

Comme articles divers, une des premières maisons de Paris est à même de nous livrer dans 24 heures, sacs, valises, malles, sacoques, etc., depuis 3 fr., jusqu'à 65 et 70 fr.; couvertures de voyage, depuis 9 fr.

Une plus longue nomenclature serait superflue, et du reste, l'espace qui nous est réservé nous limite forcément. Nous terminons donc en disant non-seulement d'user, mais d'abuser des services que nous pouvons rendre à l'occasion du saint Pèlerinage qui se prépare.

Les Commandes devront toujours être adressées à M. V. Palmé, Directeur de la Société générale de Librairie catholique (service de la Commission).

On aura soin de bien écrire ses nom et adresse, et surtout d'indiquer la gare la plus rapprochée qui dessert la localité.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Nous avons cité, dans le dernier numéro, l'article de la *Semaine religieuse de Paris*, concernant le placement des nouvelles actions de la *Société générale de librairie catholique*.

Voici ce que nous lisons dans le *Moniteur de la Librairie, de l'Imprimerie et de la Presse*, numéro du 31 mars :

« Il existe plusieurs sociétés commerciales et industrielles qui exploitent une spécialité dans laquelle elles n'ont et ne peuvent avoir à se mesurer avec aucun concurrent, tant leur réputation est bien assise, tant leurs relations sont solides.

« Dans ce nombre, il y en a une que nos lecteurs connaissent tout particulièrement : c'est la *Société générale de librairie catholique*, dont les actions sont répandues entre les mains de capitalistes qui ne demandent jamais à s'en défaire, car ils ont pu en apprécier la solidité et suivre journellement, pour ainsi dire, la marche et le développement des opérations sociales. C'est du côté des entreprises comme celle que nous venons de mentionner, et non dans les titres qui font grand bruit à la Bourse, que nous voudrions voir se diriger une grande partie des capitaux de l'Épargne. »

Le rédacteur financier des *Causeries familières*, s'exprime avec la même assurance :

« Les derniers événements financiers ont rappelé l'attention sur le placement de toute sécurité. On ne saurait déprécier les affaires sérieuses, mais il est sage, après la baisse qui a eu lieu sur toutes les valeurs de ce genre, de se tourner du côté des affaires industrielles. Nous signalerons dans cet ordre d'idées les actions de la *Société générale de librairie catholique*. L'occasion est

bonne pour entrer dans cette valeur dont le pair est de 500 fr. La Société est prospère. L'actif est représenté en grande partie par un immeuble magnifique et par des propriétés littéraires d'une grande valeur, qui augmentent en raison même de leur grande publicité. Nous avons étudié le bilan de 1880. Pour l'exercice 1881, nous attendons la publication du bilan que nous examinerons en détail; mais, dès aujourd'hui, ce que nous savons des résultats nous confirme dans la confiance absolue que nous avons en cette affaire.

« Il est reconnu que le bénéfice d'une opération de librairie, comme celle de la *Société générale*, bien entendue et bien dirigée, est de beaucoup supérieur à celui de toute autre affaire industrielle. On ne craint pas la dépréciation de l'actif, chaque publication nouvelle amène de nouveaux bénéfices greffés sur les bénéfices des années précédentes. De même que pour les imprimeries Chaix et Schiller, l'avenir est des plus certains. La propriété littéraire est aussi profondément assise que la propriété financière. La *Société générale de librairie catholique* réunit toutes les conditions désirables. Ajoutons que le conseil d'administration est composé, de manière à satisfaire les plus exigeants, d'hommes honorables et très-compétents. C'est une des meilleures affaires parmi les meilleures. On sait que le directeur-fondateur de cette société est M. Victor Palmé, l'éditeur des Bollandistes, une des plus belles et des plus productives publications du XIX^e siècle.

« Un journal financier des plus autorisés dit en recommandant cette affaire à ses clients :

« Si nous prenons comme exemple des affaires que nous avons recommandées, la *Société générale de librairie catholique*, on reconnaît qu'il était difficile d'en présenter une jouissant de meilleures garanties. C'est que le développement et la prospérité actuelle de cette société n'avaient pas à attendre pour se produire, le succès de combinaisons plus ou moins hardies : leur cause était plus naturelle et plus légitime; elle découlait de calculs positifs, basés sur le travail, et voilà pourquoi les entreprises industrielles, comme la *Société générale de librairie catholique*, seront toujours supérieures aux sociétés financières au point de vue des placements d'épargne. »

Terminons par une autre citation :

« Pour le capitaliste qui veut sérieusement augmenter son capital et son revenu, la seule méthode rationnelle est celle qui consiste à choisir de bonnes valeurs donnant un revenu élevé dans le présent et susceptibles de produire plus encore dans l'avenir. L'action de la *Société générale de librairie catholique* appartient incontestablement à cette catégorie de titres que l'on peut mettre en portefeuille sans la moindre hésitation et avec la certitude d'encaisser chaque année un revenu avantageux.

« Il n'y a dans l'espèce aucune majoration, cette action étant à 500 francs, c'est-à-dire à son prix nominal; mais cette absence est un bien. Les détenteurs des actions de la Librairie catholique recueilleront un bénéfice réel en restant intéressés dans une entreprise dont ils connaissent toutes les ressources et à laquelle M. Victor Palmé par son habile direction a su imprimer le plus grand développement.

« En mettant en portefeuille des actions de la *Société générale de librairie catholique*, nos clients participent à une affaire qui constitue un véritable monopole et qui, par sa nature spéciale, se trouve déjà placée au premier rang des grosses entreprises parisiennes. » — Journal *La Banque*.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères Paris.

OUVRAGES POUR LE MOIS DE MARIE

MOIS DE MARIE

EXTRAIT DES ŒUVRES

DE

Monseigneur de LA BOUILLERIE

Archevêque de Perga, Coadjuteur de Bordeaux

PAR

L'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, etc.

1 volume in-12 de iv-178 pages. — Prix 2 francs.

PRIÈRES A LA VIERGE

EXTRAITES DES MANUSCRITS DU MOYEN-AGE

Par LÉON GAUTIER

CHARMANT VOLUME ELZÉVIRIEN, AVEC ENCADREMENTS STYLE MOYEN-AGE

Broché, 4 fr. — Relié toile bleue, tranches rouges ou dorées, 5 fr. — Chagrin plein orné, tranches dorées, 10 fr. — Édition populaire, 2 fr.

Ce beau livre divisé en cinq parties : 1° PRIÈRES POUR LA JOURNÉE. — 2° PRIÈRES POUR LA SEMAINE. — 3° PRIÈRES POUR LE MOIS. — 4° PRIÈRES POUR L'ANNÉE. — 5° PRIÈRES DURANT LA VIE, contient dans sa troisième partie un admirable MOIS DE MARIE.

LA VIE DE NOTRE-DAME

D'après Saint François de Sales, par le P. Ch. Clair, de la Compagnie de Jésus

Un beau volume in-32. — Prix : 2 fr. 50.

Une fleur tous les soirs à Marie, petit mois de Marie pour les enfants, par une mère de famille. Joli volume elzévirien in-32, 2 fr. Le volume avec le bouquet des 31 fleurs, dans un petit pot bien. 3 fr.

La vierge Marie, d'après saint François de Sales. Nouveau Mois de Marie, par M. l'abbé CHAUMONT. — Un beau vol. in-16 elzévirien, sur papier vergé, 3 fr. — Édition de propagande, 1 vol. in-18. » 75

Mois de Marie de Notre-Dame de Lourdes, par Henri LASSERRE. 1 vol. in-12. Prix : 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Édition format paroissien, toile anglaise, tranche rouge. 3 fr.

Mois de Marie des mères chrétiennes, dédié aux associés de l'archiconfrérie, par le R. P. HUGUET, S. M., approuvé par S. Em. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Quatrième édition améliorée. 1 volume in-12 de xii-421 pages. 1 fr. 50

Le plus ancien Mois de Marie, traduit par le R. P. BLOR, et enrichi d'exemples nouveaux pour chaque jour du mois. Cinquième édition. 1 vol. in-32. 1 fr.

Mois de Marie des paroisses et des familles chrétiennes, par M. l'abbé Antoine RICARD, du clergé de Marseille. 1 fort volume grand in-18 de 332 pages, 2 fr. — Rel. cart. tranche rouge. 3 fr. 50

Mois de Marie des pèlerinages, par ALFRED DE PERROIS. 1 vol. in-12, édition populaire, 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Édition ornée de 22 gravures. 4 fr.

Mois de Marie des Madones de Pie IX, par M. l'abbé DURAND, du diocèse de Grenoble. — 1 beau vol. in-32, orné du portrait du St-Père et de 31 gravures représentant les Madones que Pie IX avait recommandé d'invoquer. Broché, 4 fr. — Relié toile anglaise, tranches rouges. 5 fr.

Vie de la très-sainte Vierge, d'après les Écritures, avec une préface de Mgr MERMILLOD. 1 vol. in-48 elzévirien. 2 fr.

Méditations sur les litanies de N.-D. de Lorette, écrites au xv.^e siècle, par le R. P. abbé dom SALVANI RAZZI, camaldule, et traduites de l'italien par Ernest RAZZY. 1 vol. in-12 de xvi-187 pages. 1 fr. 50

Marie offerte à la jeunesse dans les principales circonstances de sa Vie, Mois de Marie de la jeune chrétienne, par M. l'abbé DUMAX, sous-directeur de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires. Nouvelle édition précédée d'une lettre de S. G. Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans, à l'auteur. — Nouvelle édition, texte encadré d'un filet rouge, lettres ornées, fleurons. — In-48 de 253 pages. 2 fr.

Mois de Marie des Ames intérieures ou la Vie de la sainte Vierge, proposée aux Ames intérieures, par MM. H... et L..., prêtres. — Ouvrage revêtu de sept approbations épiscopales. 14^e édition. Prix. 1 fr. 50

Ecrin de N.-D. de Lourdes, contenant les Heures pieuses du Pèlerin, un excellent mois de Marie, etc., etc., par l'abbé CASABIANCA. — Un joli volume elzévirien de 440 pages. — Deuxième édition. Prix. 2 fr.

Les fêtes de la sainte Vierge, considérations historiques et pieuses sur chacune des fêtes de Marie, par l'abbé SAILLARD, curé de Gieres, directeur de la *Semaine religieuse* de Grenoble. 1 vol. in-18 de xv-293 pages, caractère elzévirien. 3 fr.

Marie immaculée mère de Dieu, par le R. P. H. KINANE, P. P. Ouvrage honore de quinze approbations, traduit de l'anglais par Lérida Geoffroy. 1 beau vol. in-16 de 428 pages avec encadrements, caractères elzéviriens, lettres ornées et deux gravures. 4 fr.

Les Rosaire de la B. Vierge Marie, par un religieux Augustin du xv.^e siècle. Lectures pour tous les jours du mois de mai, traduites du latin, mises en ordre et enrichies de traits d'histoire, par M. l'abbé RAMBOUILLET. 1 vol. in-12 de xii-281 pages. 2 fr.

MOIS DE MARIE D'APRÈS LES PRÉDICATEURS CONTEMPORAINS

Suivi d'une série de Textes de l'Écriture et des Pères sur chaque Fête de la Sainte Vierge

Pour servir de matière à des Instructions, Sermons & discours sur ces fêtes

1 beau volume in 12 de 310 pages. — Prix 3 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

— DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
— ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 15 :

PRÉDICATION : Pour le deuxième dimanche après Pâques : La sainteté de l'Eglise. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Les maîtres des cérémonies peuvent-ils recevoir des honoraires pour les préparatifs de la visite épiscopale. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : La rubrique qui requiert trois nappes dont l'une tombe jusqu'à terre, oblige-t-elle « sub gravi » ? Faut-il une nappe tombante aux petits autels ? Peut-on se contenter d'une garniture attachée avec des épingles ? Peut-on refuser de dire la messe à un autel dont la nappe supérieure ne tombe pas ainsi ? Peut-on laisser un tapis de couleur sur les petits autels pendant les offices ? — Peut-on célébrer à un autel dont le tabernacle supporte une grande statue de la sainte Vierge avec une petite croix sur le devant ? Peut-on conserver le Saint Sacrement à ce tabernacle ? — Deux anciennes paroisses ayant été réunies depuis le commencement du siècle, et l'église de la paroisse nouvelle ayant été consacrée « titulo S. Michaelis principalis patroni et S. Sulpicii archiep. Bituric. secundarii patroni », le curé doit-il faire l'office de S. Sulpice au 17 janvier et renvoyer S. Antoine, les paroissiens de l'annexe peuvent-ils célébrer le dimanche suivant la fête de S. Sulpice, leur ancien patron ? — Le jour de S. Vincent peut-on ajouter l'oraison de ce saint à celles de la messe du jour, à la dévotion des vigneronniers qui font célébrer la messe ? — Pour la bénédiction du S. Sacrement avec le S. Ciboire, doit-on le laisser dans le tabernacle jusqu'à la bénédiction ? Peut-on donner cette bénédiction sans la chape ? — Aux messes chantées, le servant doit-il répondre à l'ordinaire ? — Faut-il toujours l'écharpe pour transporter le S. Sacrement du tabernacle au trône de l'exposition ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on ouvrir une brèche momentanément dans le mur d'un cimetière, sauf à la boucher ensuite, et qui peut donner l'autorisation ? — Quelles démarches à faire pour avoir une sépulture dans ses propriétés ? Comment s'y prendre pour obtenir un permis d'exhumation ? — Peut-on, dans une paroisse de 400 habitants, introduire la gratuité dans une école libre, pour cause de concurrence ? — Les ouvrages sont-ils soumis aux formalités des écoles et des asiles ? — Un propriétaire ayant une maison adossée depuis quarante ans à une église, peut-il invoquer la prescription contre une demande de démolition ? — La loi du 29 mars. — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (5^e article). — COURRIER DE L'UTILE : Des dents et traitement de leurs maladies.

MOIS DE MARIE 1882

(Suite)

Comme nouveauté, nous avons à annoncer le *MOIS DE MARIE* extrait des ŒUVRES DE MGR DE LA BOUILLERIE, archevêque de Perga, coadjuteur de Bordeaux, etc., par l'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, chanoine de Marseille, etc.

Cet ouvrage est extrait textuellement des divers ouvrages de S. G. Mgr de la Bouillerie, notamment le *Symbolisme de la nature*, le *Cantique des cantiques appliqué à l'Eucharistie*, les *Méditations sur l'Eucharistie*, etc.

« En quelque sorte perdues dans l'ensemble de ses œuvres, dit l'éminent auteur, les pages dont je parle n'ont qu'à être tirées pour former un beau livre, qui ne pourra manquer de charmer la piété des serviteurs de Marie... Je n'y ai fourni, ajoute-t-il, qu'un humble canevas, où le texte même de l'écrivain ou de l'orateur vient tour à tour s'entrelacer. » Le canevas n'est rien, mais qu'on daigne jeter les yeux sur l'or et la soie de la broderie, » et l'on saura peut-être gré au disciple d'avoir présenté ce riche tissu à la piété chrétienne. »

Certainement, la piété chrétienne ne peut manquer de bénir l'idée qui a porté M. le chanoine Ricard à cueillir dans les livres de Mgr de la Bouillerie tout ce que ce saint Prélat a écrit en

l'honneur de Marie, et de le mettre, comme un bouquet du mois de mai dans les mains de ses pieux serviteurs.

Tout le monde religieux le sait : Mgr de la Bouillerie écrit avec une poésie, une grâce, une onction, une richesse d'idée et d'expression qui lui donnent un rang d'écrivain tout-à-fait à part; et assurément présenter dans un même code les beaux élans, et les magnifiques images qui lui ont été inspirés par l'auguste mère de Dieu est offrir à la piété un mois de Marie aussi frais que nouveau.

En voici, pour en abrégé les éloges, la

TABLE DES MATIÈRES.

Lettre de Monseigneur de la Bouillerie. — Introduction. — Ouverture du mois : Mes fleurs sont des fruits. — 1^{er} jour : Marie comparée à l'aurore. — 2^e jour : L'ange, la Vierge, l'Enfant. — 3^e jour : Le parfum de l'humilité. — 4^e jour : Eve et Marie. — 5^e jour : Les ascensions de l'âme à la suite de Marie. — 6^e jour : Marie modèle de l'âme qui communie. — 7^e jour : Marie et l'Incarnation. — 8^e jour : Les tourterelles et la Présentation. — 9^e jour : Le doux fardeau et l'hostie sainte. — 10^e jour : Marthe et Marie. — 11^e jour : Encore Marthe et Marie. — 12^e jour : Au pied de la Croix. — 13^e jour : Marie et l'Eucharistie. — 14^e jour : Marie entre Jésus-Christ et l'Eglise. — 15^e jour : Sur ce texte des *Cantiques* : « Quelle est celle-ci qui s'élève du désert comme une petite

vapeur embaumée, où la myrrhe, l'encens et les aromates variés, réunissent leurs parfums ? » (*Cant.*, III, 6.) — 16^e jour : L'étoile du ciel. — 17^e jour : La Colombe unique et parfaite. — 18^e jour : La dévotion au saint-scapulaire. — 19^e jour : Les fruits de la dévotion au saint-scapulaire. — 20^e jour : Les pèlerinages de Notre-Dame de Lourdes. — 21^e jour : Notre-Dame des neiges. — 22^e jour : Le lis entre les épines. — 23^e jour : Le Cèdre et le Cypres. — 24^e jour : Quelques symboles de Marie dans la création animée. Les Oiseaux, les Aigles, les Passereaux, la Couvée. — 25^e jour : Encore quelques symboles de Marie dans la création animée. — Le Cerf, la Brebis, le Chevreau, l'Abeille. — 26^e jour : Sur ce texte des *Cantiques* : « Ma sœur et mon épouse est comme un jardin fermé. » (*Cant.*, IV, 12.) — 27^e jour : La Rose mystique. — 28^e jour : Quelques symboles de Marie dans la création inanimée. — Le Ciel, les Nuages, la Rosée, les Montagnes, les Vallées. — 29^e jour : Quelques symboles de Marie dans la création inanimée (*suite*). — L'Or, la Racine, la Tige et la Fleur, la Myrrhe et l'Encens, le Cèdre. — 30^e jours : Quelques symboles de Marie dans la création inanimée (*suite et fin*). — Les Abîmes, la Mer, les Sources. — 31^e jour : Vigilance et persévérance.

1 VOLUME IN-12 DE IV-178 PAGES. PRIX : 2 FRANCS.

* *

Un mot sur quelques autres.

La *VIE DE NOTRE-DAME* par saint François de Sales, n'a pas besoin d'autre recommandation que de dire qu'elle est extraite textuellement des œuvres du bienheureux; et ici encore, il n'y a de la part du P. Clair qu'un travail analogue à celui de M. le chanoine Ricard pour le mois de Marie de Mgr de la Bouillerie : un travail de canevas et de coordination dont la matière entière est fournie par les deux auteurs.

« Nous avons suivi l'ordre des différents mystères qui signalent la vie de la très sainte Vierge, dit le R. P. Clair, nous arrêtant plus ou moins sur chacun d'eux, suivant leur importance, et aussi selon les développements plus ou moins abondants fournis par notre bienheureux auteur. Il a ses vertus chéries, telles que l'humilité et la douceur, il a ses mystères de prédilection, telles que la nativité de Notre-Dame et la visitation de Notre-Dame. Nous avons cherché à l'imiter dans ses choix et à le suivre dans ses attrait. »

A ces considérations sur la vie de la très sainte Vierge, le R. P. Clair a ajouté quelques-unes des exhortations par lesquelles saint François de Sales allumait dans les cœurs le saint amour dont il était embrasé pour elle, indiquant ensuite les pratiques de dévotion qu'il avait adoptées en l'honneur de Marie.

* *

Une *Fleur tous les soirs à Marie* est un livre plein de cœur, de piété et de grâce composé pour les enfants de neuf à quatorze ans. Ecrit sous la forme attrayante d'un dialogue entre l'enfant et la sainte Vierge, on éprouve à sa lecture le même effet que pendant chaque chapitre de l'*Imitation de Jésus-Christ*. Toutes les mères de famille dont les enfants se plaisent à élever à la mère de Dieu une oratoire domestique, doivent leur procurer ce petit chef-d'œuvre, ce trésor. Nous le recommandons avec la même faveur aux pensionnats et aux asiles.

Le volume est accompagné d'un bouquet de fleurs dont une d'elles est détachée chaque jour par l'enfant et déposée comme hommage quotidien aux pieds de la statue de la Reine des cieux.

Un seul témoignage :

« Votre livre dit Mgr l'évêque de Nevers à l'auteur, est sans recherche, comme doit l'être une conversation, se recommande par sa clarté, sa simplicité, sa grâce naïve et touchante; il présente en même temps des règles de conduite sûres, pieuses, parfaitement appropriées au besoin des jeunes âmes que vous avez en vue. Je ne doute donc ni de son succès ni du bien qu'il est appelé à faire en se répandant. »

* *

L'*Ecrin de Notre-Dame de Lourdes* par M. l'abbé Casabianca est l'ouvrage de piété le plus complet qui ait paru sur ce merveilleux pèlerinage.

En tête, une notice de vingt pages résumant les diverses phases du fait miraculeux; puis une relation d'une centaine de pages sur les solennités de la consécration et du couronnement en 1876; ensuite, une *neuvaine à Notre-Dame de Lourdes*, un *mois de Marie médité d'après les apparitions de la sainte Vierge à Lourdes*, et enfin un recueil des principales prières en l'honneur de la mère de Dieu.

Le vénérable cardinal-archevêque de Bordeaux écrit ainsi à l'auteur :

« Le croyant et l'incrédule liront avec fruit votre opusculé : l'un se sentira fortifié dans sa foi, l'autre éclairé par ce chef-d'œuvre d'exposition doctrinale de notre vénérable et bien aimé suffragant de Poitiers.

« Avec votre manuel, tout pèlerin de Lourdes passera des heures de bonheur dans la prière et les chants, dans la méditation des vertus de Marie et de la lecture des guérisons miraculeuses dans les âmes encore plus que dans les corps.

« Quant à ceux qui ne pourront pas visiter le sanctuaire vénérable, ils y trouveront Lourdes avec sa grotte de Massabielle, Bernadette en extase devant la Vierge immaculée; ils entendront le bruit du Gave et le murmure de la source intarissable, image de la douce voix de Marie; ils graveront la montagne, et, en contemplant dans la basilique la Vierge couronnée, ils croiront, eux aussi, la voir dans les splendeurs du ciel. »

* *

Le *mois de Marie des âmes intérieures* remonte à plus de trente ans. C'est l'un de ceux qui parmi tant d'autres disparus et oubliés, continue à être recherché par le clergé et les âmes pieuses. « sept » approbations épiscopales, « quatorze » éditions, voilà ses titres à cette faveur constante et méritée.

OBJETS DE PIÉTÉ POUR LE MOIS DE MARIE.

Outre les livres de circonstance dont vous venez de lire la nomenclature, nous devons aussi porter à votre connaissance que le Comptoir de Commission de la *Société générale de Librairie catholique* est à même de vous fournir toute espèce d'articles se rattachant au rehaussement de la célébration du mois de Marie :

Vases en porcelaine avec initiales de la sainte Vierge, depuis 4 francs la paire; bouquets de fleurs artificielles, lys, marguerites, roses, etc., depuis 4 francs le bouquet ou la branche jusqu'à 40 et 50 francs. Feuillage artificiel, verdure, mousse très bon marché. — Aussi tous les outils et matériaux propres à la confection des fleurs artificielles, boules en bois, pivots, ciseaux, bobines de fils d'archal en soie et en coton, papier de toute couleurs. — Les articles en bronze, tels que chandeliers vernis de 50 c. de haut depuis

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
SAINTETÉ DE L'ÉGLISE

Christus dilexit Ecclesiam et seipsum
tradidit pro eâ ut eam sanctificaret.

(Eph., v, 25.)

Si le privilège de la véritable Église est d'être une, » sa gloire est d'être « sainte. » La sainteté est son caractère incontesté. Étant l'« Épouse du Christ, » le « corps du Christ, » une seconde incarnation du Saint des saints, il lui est impossible de n'être point sainte elle-même. Aussi bien, la sainteté est-ce le don suréminent que le Christ-Sauveur lui a fait. C'est pour la sanctifier qu'il est descendu sur la terre; c'est pour la purifier qu'il l'a lavée dans son sang; c'est pour qu'elle soit immaculée, sans ride et sans tache qu'il lui a laissé sa parole, qu'il lui a appliqué les fruits de ses mérites par la prière, le sacrifice et les sacrements, qu'il lui a envoyé son Esprit et qu'il l'a rendue féconde en élus, d'une fécondité inépuisable, devant durer autant que les siècles. Or, entre toutes les sociétés qui se disent du Christ, l'Église romaine seule a l'incommunicable caractère de la sainteté; elle seule est sainte et vraiment sanctificatrice; c'est ce que nous allons brièvement étudier.

I

L'Église est sainte et elle a tout ce qui peut produire la sainteté. Pour ne parler que de ce qui est extérieur, de ce qui frappe les regards, son enseignement est saint, ses sacrements sont saints, son culte est saint, ses lois sont saintes. Reprenons.

Son enseignement est saint. C'est la doctrine même de Jésus-Christ, redite à toutes les générations sans la moindre altération. Qu'on lise l'Évangile, qu'on étudie les ouvrages des Docteurs, qu'on interroge les Conciles, qu'on prête l'oreille aux prédications qui retentissent dans toutes les chaires de la catholicité, c'est le même dogme, lumineux, sublime, divin; c'est la même morale, pure, noble, sanctificatrice. Malgré les sollicitations des puissants du siècle, malgré les astucieuses habiletés de la philosophie, malgré les impérieuses exigences de la nature, l'Église n'a jamais sacrifié une vertu, autorisé un vice, légitimé une passion : « elle garde le dépôt. » Elle encourage le bien, elle blâme le mal, simplement, généreusement, quoi qu'il puisse arriver, souvent contre tout intérêt humain, par le seul amour du juste, du pur, du beau. Elle proclame vis-à-vis de Dieu et de l'homme, les devoirs des individus, des familles et des sociétés; elle soutient sans défaillance les principes qui sont la condition de l'ordre et de la vraie civilisation. Et tandis que l'esprit d'erreur taxe l'autorité, de fanatisme; la propriété, de vol; la chasteté, de folie; le sacrifice, de fanatisme; la loi, de joug tyrannique : elle dit :

l'autorité, c'est l'ordre; la propriété, c'est le droit; la chasteté, c'est la beauté; le sacrifice, c'est la gloire et le salut du monde; l'abnégation, c'est la racine de tout bien. Chose étrange, depuis près de 19 siècles, par l'organe de milliers et de milliers de ministres, elle ne cesse d'enseigner, et jamais on n'a pu la surprendre consacrant officiellement dans son enseignement une seule atteinte portée à l'intégrité de la morale. Ceux de ses enfants qui s'écarteraient de la vraie doctrine, elle les corrige, les châtie et au besoin les anathématise. Et non-seulement elle prêche les vertus communes; elle pousse constamment aux sommets de la perfection. Elle fait entendre aux âmes généreuses le cri de l'héroïsme : *Sursum corda*, les appelant à la pratique des conseils évangéliques. Oui, comme on l'a dit, l'Église met sa doctrine pure comme le rayon du soleil dans un verre sans tache et pur lui-même comme un cristal réfléchissant une gerbe de lumière.

Elle est sainte dans son sacerdoce. Qu'ils sont beaux ces quatre cent mille hommes répandus dans tout l'univers, n'ayant d'autres fonctions que de sanctifier les âmes! Je vois d'abord ces jeunes hommes enfermés pendant de longs mois, loin du monde, dans les asiles de la science et du recueillement, se formant par l'étude et la pratique des plus héroïques vertus au sublime ministère qu'ils doivent un jour remplir. Je vois le prêtre qui, après avoir renoncé aux joies même légitimes de la vie, se consacre tout entier au salut du prochain, travaillant par la parole, par l'exemple, par ses supplications à sauver ses frères, à les prémunir contre le mal et à les purifier quand ils se sont laissé souiller, remplissant sans cesse à l'autel, au tribunal de la pénitence, en chaire, au chevet du malade, dans l'agonie du mourant et sur la tombe des morts le rôle de sanctificateur. Je vois l'évêque veillant sur son diocèse et s'appliquant à développer sur ce plus vaste champ les germes de la sainteté. Au-dessus de la hiérarchie sainte, je vois le gardien suprême de la morale, l'organe infailible de la vérité, le promoteur né du bien et de la vertu, le SAINT-PÈRE, étendant sa sollicitude sur l'univers entier, faisant planer sur l'humanité l'idéal de la vertu et la bannière toujours immaculée de la pureté et de la sainteté catholique.

L'Église est sainte dans ses sacrements qui sont le signe et l'instrument de toute sainteté. Par eux, elle atteint tous les âges et toutes les conditions pour les régénérer, les purifier, les transformer, les diviniser. Le Baptême enfante l'homme à la vie de la grâce, dont la Confirmation lui donne la plénitude. La Pénitence lui offre une planche après le naufrage; elle ressuscite en lui la vie éteinte par le péché. L'Eucharistie réalise pour nous le plus haut degré d'union avec Dieu que l'amour infini pouvait établir dans la condition du monde présent. L'Ordre assure pour l'avenir la succession des ministres sacrés, chargés de transmettre aux âmes la vie surnaturelle. Le

Mariage bénit et sanctifie l'union des époux et leur donne les grâces nécessaires pour porter religieusement les liens de leur saint état. L'Extrême-Onction fortifie dans sa dernière lutte le chrétien mourant près de saisir son éternel couronne.

L'Eglise est sainte dans son culte : dans cette victime immolée chaque jour, sur l'autel qui nous prêche le sacrifice, substance de la sainteté, aliment de l'héroïsme, condition indispensable de la pratique de la vertu ; dans ses cérémonies, si touchantes, si pieuses, si instructives ; dans ses fêtes qui se succèdent dans le cycle de l'année, ramenant avec elles les souvenirs les plus vivants et les leçons les plus émouvantes.

Elle est sainte dans ses lois. Quoi de plus saint que ce qu'elle a prescrit dans ses conciles, en général à tous ses enfants et en particulier à ses ministres ? Quoi de plus propre à les attacher au culte de Dieu que la consécration qu'elle a faite de certains jours pour lui rendre hommage ? Quoi de plus efficace pour leur inspirer l'esprit de pénitence et de piété que l'obligation qu'elle a imposée de s'adonner certains jours à l'abstinence et au jeûne, de s'approcher du tribunal de la pénitence et de recevoir le corps sacré de Jésus-Christ ? Et à l'égard de ses ministres quoi de plus salulaire que ce qu'elle a prescrit tant de fois pour les engager à répondre par la sainteté de leurs mœurs à celle de leur ministère ! quel éloignement des affaires séculières ou des divertissements frivoles ? quelle pureté de cœur et de corps ! quelle perfection pour l'intérieur ! quelle gravité, quelle modestie pour l'extérieur ! En vérité, de toutes manières, l'Eglise est sainte par les moyens de salut qu'elle possède si abondamment ; j'ajoute qu'elle a été et est encore puissamment sanctificatrice et qu'elle n'a cessé de produire les plus admirables fruits de sainteté.

II

Ah ! je le sais, tous ceux qui sont dans l'Eglise ne sont pas des saints ; il y a de l'ivraie mêlée au bon grain ; il y a des scandales, des défections, triste fruit de la liberté que Dieu nous a donnée pour que nous soyons les artisans de notre gloire, en coopérant à sa grâce. Mais ces défections et ces scandales l'Eglise les condamne, les flétrit, les réprime autant qu'il est en son pouvoir. D'ailleurs, en revanche, quelle moisson de sainteté elle recueille dans tous les pays et dans tous les siècles !

Je pourrais vous parler de la vocation commune des chrétiens et des exemples innombrables de fidélité conjugale, d'amitié fraternelle, de tendre dévouement, de respectueuse obéissance, de charité universelle qui se renouvellent depuis dix-huit siècles, d'âge en âge et de peuple en peuple, parmi les familles, les Cités et les États que l'Eglise tient abrités sous ses ailes. Mais je laisse ces vertus communes qui peuvent se rencontrer chez les fils de l'« Épouse » et chez les en-

fants de la « servante, » au moins à quelque degré. Venons aux vertus qui sont l'apanage propre, le privilège exclusif de l'Eglise romaine, je veux parler des vertus héroïques,

Qu'ils sont nombreux et dans tous les siècles ceux qui dans l'Eglise, par la grâce de Dieu, ont atteint à la sainteté la plus sublime ! Ce sont les apôtres qui ont porté aux extrémités du monde, au prix des plus rudes travaux, la doctrine de Jésus-Christ, et « ont planté l'Eglise dans leur sang. » Ce sont les dix-huit millions de martyrs de tout âge, de tout rang, de toute nation qui, plutôt que de renier un seul mot de leur *Credo*, ont mieux aimé répandre leur sang jusqu'à la dernière goutte. Ce sont ces généreux confesseurs parmi lesquels je vois : des rois abaissant aux pieds des petits la dignité du rang suprême, servant les pauvres et se mettant à genoux pour laver leurs pieds, panser et baiser leurs plaies ; — des hommes de génie s'oubliant dans une profonde et touchante humilité ; — des mendiants trouvant le moyen de faire des largesses royales ; — des pécheurs expiant leurs fautes par d'épouvantables châtiments ; — des innocents s'ingéniant à inventer contre eux-mêmes d'affreux supplices pour mieux ressembler à leur Amour crucifié. Ce sont

ces milliers de vierges, émules des anges, qui mènent dans un corps terrestre une vie toute céleste. Pourrait-il se faire qu'elle ne fût pas l'Eglise du Christ, cette Eglise où l'exercice des vertus surhumaines est devenu un fait ordinaire, par l'institution de tant d'ordres religieux qui s'engagent par vœux à pratiquer les conseils évangéliques ; cette Eglise où ne cessent de briller les plus vives lumières, où les flammes de la plus héroïque charité ne connaissent ni trêve, ni allanguissement ; cette Eglise qui compte parmi ses enfants les Jérôme, les Ambroise et les Augustin, les Grégoire, les Basile et les Chrysostôme, les Bernard, les Bonaventure et les Thomas d'Aquin, les Charles Borromée, les François de Sales, les Bossuet et les Fénelon ; cette Eglise qui a donné au monde un saint Louis, un saint Vincent de Paul, un François-Xavier ; cette Eglise qui à l'heure présente possède des milliers de missionnaires, de sœurs de charité, de frères des écoles chrétiennes ?

Ajoutez à cela que cette sainteté héroïque, apanage de l'Eglise romaine, est contresignée par Dieu lui-même, qui a multiplié les miracles pour autoriser la vertu de ses serviteurs et affirmer la divinité de la société religieuse dont ils sont les enfants. « Tous ceux qui croiront en moi, disait Notre-Seigneur à ses disciples, feront les mêmes œuvres que je fais et de plus grandes encore. » Cette prédiction s'est accomplie depuis la Pentecôte jusqu'à nos jours inclusivement. Depuis le jour où saint Pierre guérit le boiteux, qui se tenait à la porte du temple, jusqu'au procès de la canonisation de S. Benoit-Joseph Labre, l'Eglise n'a cessé d'enregistrer les merveilles des saints : victoire sur le démon, vue sur l'avenir, pénétra-

tion des pensées, extases, ravissements, guérisons de toutes les infirmités humaines, résurrection des morts, glorieuse délivrance des peuples, transformation des éléments, souverain empire sur les forces de la nature. Et ces merveilles ne sont pas acceptées par l'Eglise à la légère; avant qu'elle ne les déclare authentiques, elle les soumet à l'examen le plus sévère, à la plus minutieuse critique, s'entourant de toutes les précautions de la sagesse humaine, de toutes les lumières des savants. Et plus d'une fois elle a rejeté comme insuffisamment prouvés des faits qui paraissaient, même à des protestants, des miracles incontestables.

Quelle consolation pour nous au milieu des tristesses de notre époque de méditer ce grave sujet. Car, nous pouvons bien le dire, « quel temps fut jamais plus fertile en miracles ? » Que de prodiges à Lourdes, à Ars, à Fourvière, à Notre-Dame des Victoires ! Vraiment Dieu est avec l'Eglise notre mère ! *Digitus Dei est hic*. Elle est sainte par sa doctrine, son sacerdoce, son culte, ses sacrements, ses lois ; elle ne cesse de produire des prodiges de sainteté et d'opérer, par la vertu de Dieu, d'éclatants miracles. Soyons fiers d'être ses enfants : mais honorons-la, comme de vrais enfants leur mère, par la dignité, la noblesse, la sainteté de notre vie.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

VENETIARUM. *Retributionis seu absolutiois.*

17 décembre 1881.

Le droit canon défend à l'Ordinaire et à ceux qui l'accompagnent dans sa visite pastorale, de rien exiger des recteurs des églises, sinon la nourriture, et d'accepter quelque présent que ce soit, même offert librement. Le concile de Trente a renouvelé cette défense : *Interim caveant (Episcopi)... neve ipsi aut quisquam suorum... nec pecuniam, nec munus quodcumque sit, etiam qualitercumque offeratur accipiant non obstante quacumque consuetudine etiam immemorabili* ².

Dans le diocèse de Venise, la coutume s'était introduite d'offrir 12 fr. 50 au maître des cérémonies qui se rendait dans les diverses églises de la ville, quelques jours avant la visite pastorale,

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² Sess. 24, cap. III de Reform.

afin de faire les préparatifs, et qui accompagnait officiellement le patriarche au jour même de la visite.

Le maître actuel des cérémonies a demandé au Saint-Siège son avis sur la valeur de cette coutume. On invoqua, en sa faveur, l'antiquité de cet usage, qu'on suivait depuis assez longtemps dans le diocèse pour qu'il y ait prescription contre les décisions du concile de Trente.

Mais on fit valoir à l'encontre les prescriptions formelles du concile de Trente et la pratique de la Sacrée Congrégation, qui avait toujours refusé d'approuver de pareilles coutumes. Elle se prononça encore dans le même sens.

I. *An sacerdos N... retributionem percipere valeat in casu?*

Et quatenus negative.

II. *An et quomodo indulgentia sit absolutio in casu.*

RESP. Ad I. NEGATIVE, *nisi operam suam præstet a rectoribus ecclesiarum specialiter invitatus.*

AD II. AFFIRMATIVE IN OMNIBUS, *facto verbo cum Sanctissimo.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Au n° 52 de l'*Ami du clergé*, 3^e année, page 641, vous dites avec juste raison que la rubrique du Missel prescrit trois nappes et que la supérieure doit tomber jusqu'à terre des deux côtés. Voudriez-vous à propos de cette rubrique du Missel éclaircir les difficultés suivantes :

1^o Cette rubrique oblige-t-elle *sub gravi* ?

2^o Aux petits autels où on ne dit pas la messe, la nappe supérieure doit-elle aussi descendre des deux côtés ?

3^o Que penser d'un curé qui pouvant se procurer une nappe descendant jusqu'à terre, préfère n'avoir qu'une petite nappe à laquelle est attachée avec des épingles une garniture qui entoure le haut de l'autel ; ce curé prétend que la nappe descendante ne fait pas si bon effet. Est-ce une raison suffisante pour ne pas suivre la rubrique du Missel ?

4^o Un curé qui va dire la messe, une fois par semaine, dans une chapelle de religieuses dont la supérieure ne veut pas entendre parler de nappes descendantes des deux côtés, peut-il refuser de dire la messe dans cette chapelle privée, en basant son refus sur cette raison que l'autel n'est pas conforme à la liturgie ?

5^o Est-il permis, les dimanches et les fêtes pendant la grand-messe, de laisser les petits autels garnis d'une couverture rouge, jaune ou bleue, par-dessus la nappe, sous prétexte qu'on ne dit pas la messe à ces petits autels, et que les personnes qui ont fait ces couvertures seront satisfaites de les voir exposées à l'admiration des fidèles pendant les offices ?

6^o Peut-on dire la messe à un autel dont le tabernacle porte une grande statue de la sainte Vierge de plus d'un mètre de haut ; il y a une petite croix sur le devant du tabernacle ? Peut-on y conserver le Saint Sacrement ?

R. — Ad I. Célébrer sans nappe est communément regardé « en soi » comme faute mortelle. Si l'on célèbre avec deux nappes, il n'y a qu'une faute vénielle, d'après le sentiment commun. Si l'on célèbre avec une seule nappe, y aurait-il faute

vénielle ou faute mortelle? Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point.

Nous disons « en soi, » parce qu'il n'y aurait plus de péché s'il y avait nécessité de célébrer. Au reste il est permis, en ce cas de nécessité, de se servir de nappes non bénites, et de toute espèce de toile propre et décente; et c'est pourquoi il est presque impossible que l'on se trouve dans la nécessité de célébrer avec une seule nappe, et surtout sans aucune nappe.

Voilà notre réponse en ce qui concerne le nombre des nappes.

Examinons maintenant la rubrique qui exige que la nappe supérieure descende jusqu'à terre. Est-elle obligatoire? La réponse est moins facile parce que plusieurs auteurs disent que cette rubrique n'est plus en usage : « Quod tamen hodie non est in usu, » dit saint Alphonse lui-même. De Herdt enseigne aussi qu'elle n'est pas obligatoire lorsque l'autel est fait en forme de tombeau et qu'il n'est pas muni d'un devant d'autel : « Superior (mappa) ita longa, ut ab utraque parte altaris ad terram pertingat, nisi altare per modum tumbæ confectum sit, et antependio non ornatur : quo casu sufficit ut mensam altares contegat. »

D'autres auteurs ne se prononcent pas : « L'ampleur de la nappe supérieure descendant jusqu'à terre, dit M. l'abbé Richaudeau dans son *Traité des saints mystères*, n'est plus en usage dans beaucoup de diocèses de France; et d'après saint Liguori, livre 6, n. 375, il en est de même ailleurs. Cependant cette forme de nappe existait encore à Blois il y a trente ans, et on la rétablit aujourd'hui. Il est probable qu'elle s'est conservée en d'autres endroits. »

Voilà donc plusieurs auteurs graves qui ne croient pas que cette nappe descendante soit obligatoire au moins dans tous les cas.

Mais la plupart des auteurs, même récents, donnent cette rubrique sans aucune observation, et par conséquent la supposent obligatoire : « L'autel principal, dit Mgr Conny, doit être élevé de trois marches. Il doit, comme tout autel, être recouvert de trois nappes, dont celle de dessus soit assez longue pour tomber jusqu'à terre aux deux extrémités de l'autel (Petit cérémonial romain).

Le R. P. Le Vavas seur dit également dans son *Cérémonial selon le rit romain* : « La nappe supérieure doit être plus longue et descendre de chaque côté jusqu'à terre. » Puis il ajoute dans une note : « Il n'est plus d'usage, dit saint Liguori (Livre vi, n. 375), que la nappe supérieure descende jusqu'à terre. Cependant le Cardinal-Préfet de la S. Congrégation des rites, consulté sur ce point, a répondu le 3 octobre 1851, que cette rubrique est obligatoire.

M. l'abbé Bourbon, dans son *Introduction aux cérémonies romaines*, n'est pas moins absolu : « La nappe supérieure, dit-il, doit être assez longue pour retomber jusqu'à terre aux deux côtés de l'autel. » Ensuite il ajoute en note :

« Cette rubrique était tombée en désuétude en certaines églises; le Cardinal-Préfet de la sacrée Congrégation des rites consulté sur ce sujet, a répondu, le 3 octobre 1851, qu'elle était obligatoire » (réponse indiquée par Le Vavas seur).

Mgr Barbier de Montault n'est pas moins exprès : « L'autel où l'on célèbre la messe, dit-il, doit être recouvert de trois nappes de lin, bénites; on pourrait n'en avoir que deux, en doublant celle du dessous. La nappe supérieure retombe jusqu'à la marche, de chaque côté de l'autel. » (Traité pratique de la construction, de l'ameublement et de la décoration des églises.)

Bouvry reproduit la rubrique, et ajoute simplement : « Usque ad terram pertingat, ita ut latera altaris contegat, juxta Cœrem. Ep. »

Schuster donne purement la rubrique, sans faire d'observation (Instructio practica in Missæ celebratione).

Romsée est très formel : « Altare debet cooperiri tribus mappis, quarum duæ inferiores tegunt superficiem mensæ, superior vero ultra hinc et inde pendeat usque ad terram. »

A Carpo n'est pas moins précis : « Altaris mensa tribus mappis cooperienda est, superiore saltem ad terram usque oblonga; aliæ vero duæ esse possunt breviores vel una duplicata. »

Fornici donne le même enseignement au Séminaire Romain : « Tres præscribuntur mappæ... Harum superior saltem oblonga, quæ hinc inde usque ad terram pertingat, aliæ breviores esse possunt, aut una duplicata. »

Falise n'est pas moins formel : « La nappe supérieure de l'autel, non seulement couvre l'autel, mais doit descendre des deux côtés jusqu'à environ cinq centimètres du marche-pied de l'autel... »

Nous arrêtons, aussi bien, nous en avons dit assez pour prouver que la nappe supérieure doit descendre jusqu'à terre aux deux extrémités de l'autel. Nous n'avons cité que des auteurs récents, afin de montrer qu'aujourd'hui encore cette rubrique est regardée comme obligatoire, ainsi que le disait en 1851 le Cardinal-Préfet de la sacrée Congrégation des rites. Nous avons emprunté nos témoignages à différentes nations, française, belge, allemande, italienne, pour qu'il soit bien évident que l'enseignement est uniforme dans les pays catholiques. Et si la rubrique était tombée en désuétude dans le royaume de Naples au dix-huitième siècle, ainsi que l'affirme saint Alphonse de Liguori, on peut voir par l'enseignement de Fornici et d'A Carpo, qu'elle est en vigueur dans les villes de Rome et de Bologne.

Ad II. La rubrique ne parle que de l'autel où l'on doit offrir le saint sacrifice de la messe : « Altare in quo sacrosanctum Missæ sacrificium celebrandum est, debet esse lapideum... Hæc altare operiatur tribus mappis... »

Ad III. On ne peut pas se baser sur le bon ou mauvais effet que doit produire l'exécution d'une rubrique pour savoir si on doit l'observer. On ne

se base que sur son existence. Dès qu'elle existe, on doit l'exécuter. Autrement, ce serait fouler aux pieds l'autorité, et briser l'uniformité du culte.

AD IV. Nous ne croyons pas que la violation de cette rubrique soit une raison suffisante pour vous empêcher de dire la messe sur cet autel, d'autant plus que cette rubrique n'est pas suivie dans un grand nombre d'églises, au su et au vu de l'autorité ecclésiastique.

AD V. Non seulement il est permis, mais on doit couvrir l'autel aussitôt que la messe est terminée; à plus forte raison doit-on tenir couverts les petits autels où l'on ne dit pas la messe. Et cela, non seulement les jours de la semaine, mais encore les dimanches et les fêtes. A vêpres, l'autel même qui doit être encensé reste couvert jusqu'à l'encensement. A ce moment, deux acolytes vont rouler le tapis jusqu'au milieu de l'autel. L'encensement terminé, ils remettent le tapis comme il était auparavant : « Interim duo acolythi præcedunt ad altare, elevantes hinc inde anteriorem partem superioris tobaleæ seu veli, altare positi, illum conduplicant usque ad medium (Cérémonial des Evêques, Livre 2, ch. 1, n. 13). Vous voyez par là que les autels sont couverts dès qu'on n'y remplit pas quelque fonction.

Quant à la couleur de la couverture, rien n'est prescrit. Mais le vert est une couleur convenable; on pourrait aussi très bien employer la couleur du jour, ainsi qu'on le pratique en certaines églises.

AD VI. Il est formellement défendu de placer une statue quelconque d'un saint, même de la sainte Vierge, sur l'autel où est renfermé le Saint-Sacrement. La coutume contraire est un abus qu'il faut entièrement éliminer : « Assertam consuetudinem tanquam abusum eliminandum omnino esse » (S. R. C. 3 avril 1821, n. 4578, ad 6). Lors même que le Saint Sacrement ne serait pas dans le tabernacle, on ne devrait pas non plus placer une statue sur ce tabernacle. C'est la croix qui doit être placée sur le tabernacle ou au milieu de l'autel, parce que la croix est le principal objet de l'autel. Voilà pourquoi cette croix doit être grande, ainsi que le requiert Benoît XIV.

Cela posé, un prêtre peut-il dire la messe sur un autel dont le tabernacle est surmonté d'une petite croix et d'une grande statue de la sainte Vierge? Il ne le pourrait pas sans avoir de bonnes raisons, comme cela résulte de ce que nous venons de dire. Si ce prêtre est curé, et s'il possède une grande croix, il devrait, avant d'offrir le saint sacrifice, disposer toutes choses conformément aux rubriques.

Q. — L'Ami du clergé, auquel je suis abonné et que je reçois toujours avec un nouveau plaisir, aurait-il la complaisance d'élucider les questions suivantes :

Ma paroisse, depuis le commencement du siècle, se compose des deux paroisses réunies de V. et de C. Le patron de l'église annexée à la nôtre était saint Sulpice, évêque de Bourges, dont la fête tombe le 17 janvier, et ne se célèbre, dans notre diocèse, que le 19 février.

A l'époque de la consécration de l'église nouvelle de la paroisse de V.-C., en 1872, l'autel a été consacré « sub titulo sancti Michaelis, archangeli, principalis patronis, et sancti Sulpitii, archiep. Rituric., secundarii patroni. »

Ceci posé : 1^o Dois-je réciter l'office de saint Sulpice, « second patron » de la paroisse, le 17 janvier et renvoyer la fête de saint Antoine au 19 février? ou bien, suivre l'Ordo du diocèse?...

2^o Selon les règles liturgiques, clairement exposées dans l'Ami du clergé, on ne peut renvoyer la solennité d'un patron secondaire au dimanche qui suit la fête de ce patron. Cependant, vu la persistance que mettent les habitants de la paroisse annexée à considérer le dimanche qui suit le 17 janvier comme jour de la solennité du patron de leur ancienne paroisse, puis-je, tout en célébrant la messe de la fête du jour, donner plus de solennité aux offices (même lorsque ce dimanche est semi-double comme cette année), pour satisfaire l'opinion pieuse de mes paroissiens?

3^o Les vignerons de ma paroisse ont l'habitude de faire célébrer une grand'messe le jour de saint Vincent, 22 janvier. Lorsque ces messieurs demandent la messe de S. Vincent pour un jour où la liturgie ne le permet pas, serait-on en droit d'ajouter à l'oraison de la messe du jour l'oraison de saint Vincent?

R. — Vous devez dire l'office et la messe de saint Sulpice le 17 janvier, parce qu'un titulaire secondaire est du grade double-majeur, comme on peut le voir dans les Tableaux qui sont en tête du Bréviaire : « Duplicita majora per annum quæ aliis duplicibus minoribus præferuntur : Festum Patronorum minus principalium, » tandis que saint Antoine n'est que double-mineur. Mais où devez-vous replacer saint Antoine? Vous devez le permuter au premier jour libre qui deviendra désormais son siège fixe, absolument comme si l'Eglise elle-même l'avait fixé ce jour-là. Quel est ce jour? Est-ce le 19 février comme vous le dites? Nous l'ignorons, parce que nous n'avons pas en main votre calendrier diocésain. Mais cela nous étonne, parce que de droit commun, le 11, le 12, le 13, le 14, le 15, le 16, le 17 et le 18 février sont libres. Si donc votre calendrier diocésain n'est pas très chargé d'offices propres, vous ne pouvez pas permuter saint Antoine à une date si éloignée. Vous n'oubliez donc pas, après avoir fait votre travail de permutation, de le présenter à l'Ordinaire pour qu'il voie si vous avez bien suivi les règles de translation.

Ce que nous venons de dire se rapporte à votre paroisse proprement dite. Ce qui suit ne concerne que votre annexe. Cela posé, nous répondons :

AD II. Puisque saint Sulpice était patron primaire de votre annexe avant son union avec votre paroisse, il garde toujours ce titre, même après l'annexion; car les églises annexes ont un titulaire comme les paroisses proprement dites. Il ne faut donc pas appeler saint Sulpice « patron secondaire » de l'église de votre annexe, mais bien patron primaire, et vous devez le célébrer au jour de l'incidence sous le grade double de 1^{re} classe.

Mais pouvez-vous donner à l'office du dimanche suivant plus de solennité pour répondre aux vœux de vos paroissiens et à la pratique ancienne? Cela ne fait aucun doute pour nous. Bien plus, si vous aviez conservé l'ancienne coutume de célébrer la solennité externe de votre vocable le dimanche

suivant, comme on le fait pour le patron de lieu, il nous semble que vous pourriez la conserver, non pas en vertu du Concordat, mais en vertu de la coutume elle-même qui n'a rien que de louable et qu'il serait facile, au besoin, de faire légitimer par l'autorité ecclésiastique.

D'après l'ensemble de votre lettre nous ne serions pas étonné que saint Sulpice fût, non seulement patron d'église, mais encore patron de lieu. S'il en était ainsi, vous devriez, en vertu du Concordat, transférer la solennité externe de ce saint patron, au premier dimanche suivant libre.

Ad III. Non, vous ne pouvez pas ajouter l'oraison de saint Vincent à l'oraison de la messe du jour. Aucune rubrique ni aucun décret n'autorisent cette addition.

Q. — 1^o Lorsqu'on donne la bénédiction avec le Saint Ciboire, doit-on le laisser dans le tabernacle jusqu'au moment de bénir le peuple?

2^o Peut-on donner cette bénédiction avec le surplis et l'étole, sans chape?

3^o Lorsque le prêtre chante la messe, le servant doit-il dire les répons comme à l'ordinaire, pendant que le chœur les chante?

4^o Faut-il avoir toujours l'écharpe lorsqu'on transporte l'ostensoir de l'autel sur le trône où il doit être exposé?

R. — Ad I. Cette question n'est pas résolue. En 1837, le maître des cérémonies de Mgr l'Evêque de Modène interrogea la sacrée Congrégation des rites sur ce point avec beaucoup de clarté : « An in benedictione populo impertienda cum sacra pyxide, hæc extrahenda sit a tabernaculo, et deponenda super altare. » Or la sacrée Congrégation des rites crut devoir différer la solution; elle se contenta de répondre : « Dilata. » (S. R. C. 23 septembre 1837, n. 4815, v. q. 3.)

En attendant une solution, il nous semble que chaque église doit conserver sa coutume. A Rome, et en d'autres pays, on ne dépose pas le ciboire sur le corporal dès le commencement de la cérémonie; le prêtre se contente d'ouvrir le tabernacle, ensuite, après les prières (si l'on en fait, car elles ne sont prescrites nulle part pour ces bénédictions avec le ciboire), il monte à l'autel, fait la génuflexion, prend le ciboire du tabernacle, et ne le dépose sur le corporal que pour le prendre à deux mains et donner la bénédiction. Mais en beaucoup de diocèses de France nous voyons qu'on sort le ciboire du tabernacle et qu'on le met sur l'autel dès le commencement de la cérémonie. Cette dernière coutume peut aussi être suivie, car elle ne renferme rien qui soit contraire à la vénération due au Très-Saint Sacrement.

Si vous n'avez pas de coutume dans votre chapelle (des Carmélites du *Pater* à Jérusalem), nous vous conseillons de suivre la première méthode, puisque c'est celle de Rome.

Ad II. On peut se contenter du surplis et de l'étole blanche pour cette bénédiction; car nulle part, on ne requiert la chape pour la bénédiction avec le saint Ciboire.

Ad III. Le servant n'est pas tenu de dire les répons comme à l'ordinaire pendant que le chœur les chante. Cependant il nous semble qu'il serait bon qu'il réponde toutes les fois que le prêtre serait obligé d'attendre la réponse des chœurs pour continuer la messe, par exemple, après *Pax Domini*, etc., ainsi que nous avons déjà eu occasion de le dire dans cette Revue.

Ad IV. On ne doit jamais se servir de l'écharpe lorsqu'on transporte l'ostensoir sur le trône où il doit être exposé. La sacrée Congrégation des rites décida ce cas en 1844. Le Chapitre de San-Severo, au royaume de Naples, exposa que l'on avait coutume dans la cathédrale de cette ville d'employer l'écharpe et l'ombrellino pour porter le Saint Sacrement sur le trône, parce qu'il fallait passer derrière l'autel pour aller déposer le Très-Saint Sacrement; mais que l'Evêque prétendait qu'on devait le porter sans voile et sans ombrellino. La sacrée Congrégation donna raison à l'Evêque : « Juxta Episcopi sententiam in casu, nimirum sine velo, et sine umbella » (S. R. C. 7 décembre 1844, n. 5004, ad 4).

On ne s'en sert pas non plus pour rapporter du trône le Saint-Sacrement avant de donner la bénédiction, comme il résulte de là teneur du même décret.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Mon cimetière a la porte trop étroite pour laisser passer une charrette; et, cependant, nous aurions besoin d'y transporter de la terre d'un ancien cimetière. Ne pourrions-nous pas ouvrir une brèche dans le flanc de ce cimetière, sauf à la boucher ensuite, lorsque l'opération serait terminée? Ne suffirait-il pas d'avoir la permission de l'autorité locale, c'est-à-dire du maire?

Je dois vous dire que le sous-préfet m'a refusé la permission de faire une brèche dans le mur du nouveau cimetière. Etait-il dans son droit? Puis-je passer outre, et faire la brèche malgré son refus?

R. — Le maire ayant la police des cimetières pouvait parfaitement permettre, sans blesser aucune loi, d'ouvrir provisoirement une brèche jugée nécessaire pour introduire dans le cimetière nouveau la terre de l'ancien. Rien ne l'obligeait d'en référer à l'autorité supérieure au point de vue de l'œuvre elle-même. Ce n'est qu'au point de vue de la « dépense » qu'il devait intervenir, parce que tout ce qui touche au budget est soumis à des formalités.

Ici nous supposons qu'on ne demande rien à la caisse municipale; le maire n'avait donc rien à demander au sous-préfet. Celui-ci en refusant l'autorisation s'est mêlé de ce qui ne le regardait pas. Mais maintenant qu'il a refusé, quoique illégalement, serait-il prudent d'ouvrir la brèche au mépris de sa défense? Nous engageons le curé à ne pas faire la chose de son chef. Mais qu'il se fasse donner la permission par le maire et « par écrit. » Ou bien encore qu'il attende le change-

ment de ce magistrat administratif. Par le temps qui court, un sous-préfet est bien vite usé et cède la place à un autre.

Q. — Je prends la liberté de vous demander votre avis pour un cas fort embarrassant et urgent.

Voici ce dont il s'agit. M. le comte de X., mon paroissien, a perdu deux personnes de sa famille en 1880 et en 1881, qui ont été inhumées dans notre cimetière. N'ayant pu obtenir de concessions à cause de l'exiguïté du terrain, et surtout à cause de la malveillance de la municipalité et d'un maire tout-à-fait digne de ses patrons politiques, ayant déjà eu à subir une foule de vexations mesquines au sujet de ses chers défunts, étant menacé de voir le premier suicidé prendre place entre ses deux tombes, M. le comte ne voit d'autre moyen, pour que ses morts reposent en paix, que de leur procurer un tombeau de famille dans ses propriétés après en avoir fait l'exhumation.

Mais comme le maire et son conseil se sont vantés de faire tout ce qu'ils pourront pour le contrarier, il désire savoir :

1^o Quelles démarches il faut faire et quelles conditions sont requises tant au civil qu'au religieux pour avoir une sépulture de famille dans ses propriétés;

2^o Le maire peut-il refuser le permis d'exhumation?

3^o S'il refuse, peut-on le contraindre par voie d'huissier, ou faut-il recourir à la préfecture?

4^o Si le préfet refusait le permis d'exhumation, qu'y aurait-il à faire pour l'obtenir?

R. — C'est bien cela; périsse la patrie, la commune, la justice; mais que la passion et la haine soient satisfaites! Ordinairement, les communes sont enchantées d'accorder des concessions parce qu'elles profitent à la caisse municipale; par conséquent le devoir du maire est de les favoriser. Celui-ci n'entend pas les choses de cette manière. Son bonheur est de vexer quelqu'un, et à ce bonheur-là il sacrifie, avec beaucoup d'autres choses, l'intérêt communal, celui des pauvres en particulier.

Juridiquement on ne peut pas forcer un maire à faire des concessions de terrains dans le cimetière. L'art. 10 du décret du 23 prairial an XII déclare la chose facultative. Mais l'art. 14 du même décret dit en propres termes que « toute « personne pourra être enterrée sur sa propriété, « pourvu que la dite propriété soit hors ou à dis- « tance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs. »

Enfin, les art. 16 et 17 du même décret soumettent tous les lieux de sépulture, soit qu'ils appartiennent aux communes, soit qu'ils appartiennent aux particuliers, à l'autorité, police et surveillance des administrations municipales.

De ces diverses dispositions, il résulte qu'on ne peut se passer du maire, même pour enterrer un parent dans sa propriété, mais le maire ne peut refuser capricieusement l'autorisation. Donc :

Ad 1^{re}. M. le comte de X. doit formuler sa demande au maire de la commune, non seulement pour l'inhumation dans sa propriété, mais aussi pour l'exhumation au cimetière. Quant aux conditions religieuses, il n'y en a pas de prescrites. Mais les convenances exigent que ces opérations ne se fassent pas sans l'intervention du curé de la paroisse, et sans quelques prières.

Ad 2^{re}. Un maire ne peut pas décemment refuser

une pareille demande qui est conforme aux lois; mais, de fait, il peut refuser capricieusement, et le postulant se mettrait en contravention s'il passait outre.

Ad 3^{re}. Non, si le maire refuse, on ne peut pas contraindre le maire par ministère d'huissier, car il est dans l'exercice de ses fonctions municipales. Ce dernier a qualité pour permettre directement l'exhumation et l'inhumation.

Ad 4^{re}. Si le préfet refusait également, on peut recourir au ministre de l'Intérieur. Ce dernier peut casser toutes les décisions municipales et préfectorales.

En général, hors le cas où une exhumation serait requise pour information judiciaire, ces opérations sont défendues avant 5 ans révolus, à moins que l'autorité supérieure ne les permette ou ne les ordonne; et celle-ci ne les permet communément qu'après trois ans.

Nous engageons notre correspondant à faire traiter les choses à l'amiable par le Préfet. Il est probable que ce dernier, agissant au nom de l'intérêt communal, fera accorder la concession au cimetière. Mais, au besoin, il faut remonter jusqu'au ministre de l'Intérieur.

Q. — J'ai dans ma paroisse une école libre pour les filles, dirigée par deux religieuses dont l'une auxiliaire, et une école communale pour les garçons. La paroisse ne compte pas 400 habitants.

Les deux sœurs me disent que leur supérieure leur ordonne d'introduire la « gratuité » dans leur école, et de supprimer la petite classe dirigée par l'auxiliaire. La supérieure prétend par là se conformer aux lois du jour.

1^o Que penser de la conduite de la dite supérieure et que doit faire le curé, supérieur de l'école?

2^o Le curé ne doit-il pas également avoir des craintes pour un ouvroir de dentelles qu'il vient de fonder dans une des salles de la susdite école libre? L'ouvroir est dirigé par une maîtresse laïque sous la surveillance des sœurs.

R. — Ad 1^{re}. La loi de gratuité ne concerne que les écoles publiques et non les écoles libres, et aucun règlement général, pour le moment du moins, ne regarde les auxiliaires de ces mêmes écoles. L'ordre envoyé aux sœurs par leur supérieure ne peut se comprendre en aucune façon, partant de cette source. Si la commune établissait une école publique de filles, cette école devrait être gratuite, et dans ce cas évidemment le curé (et non pas la supérieure des religieuses) ferait bien d'introduire la gratuité dans son école libre, par mesure de précaution, pour que la concurrence eût lieu dans des conditions d'égalité. Mais en dehors de cette hypothèse, la gratuité peut être désirable, mais elle n'est pas exigible.

Ad 2^{re}. Les écoles et les asiles seuls sont soumis aux déclarations et autres formalités concernant l'enseignement. Les ouvroirs étant de simples ateliers de travail ne sont soumis à aucune loi spéciale.

Q. — Il s'agit d'une maisonnette adossée depuis une quarantaine d'années à l'église paroissiale de B. La cheminée de cette maisonnette est collée au mur de l'église et sur-

monte assez singulièrement la toiture de l'édifice public. En 1870, cette cheminée a communiqué le feu à l'église et peu s'en est fallu que la charpente toute entière ne devint la proie des flammes.

En 1878, sans aucune autorisation préalable, le propriétaire a fait reconstruire la maison dans de meilleures proportions et le mur de l'église a été traité comme un mur mitoyen. La cheminée n'a pas été retouchée en 1878; mais maintenant elle menace de s'effondrer et fait craindre un nouvel incendie. Permettez-moi de vous demander :

1^o Le propriétaire voisin peut-il invoquer la prescription en sa faveur?

2^o Comment faut-il procéder pour obtenir la suppression de cette insolite et dangereuse cheminée?

3^o Est-ce à la fabrique ou à la commune à former opposition pour empêcher le dit propriétaire de traiter le mur de l'église en mur mitoyen?

4^o A quelle distance de l'église ce même voisin peut-il creuser une fosse d'aisance?

R. — Ad 1^{re}. Oui; car l'art. 2227 du Code civil a soumis tous les établissements publics aux mêmes prescriptions que les particuliers. Il nous paraît donc difficile pour ne pas dire impossible qu'on puisse déloger l'incommode voisin de l'église, du moins pour le moment. C'est quand il a rebâti sa maison en 1878, que la fabrique ou la commune ou les deux à la fois devaient faire opposition.

Mais une chose qu'il est impuissant à obtenir, c'est la mitoyenneté du mur de l'église; car la mitoyenneté étant la co-propriété de deux voisins sur un mur, la faculté de l'obtenir ne s'étend pas aux murs qui dépendent d'un édifice public hors du commerce, notamment d'une église. Ceci a été jugé par un arrêt de la Cour royale de Toulouse du 13 mai 1831, par un arrêt de la Cour de Cassation du 5 décembre 1838. C'est en vertu de ces arrêts, qu'on pouvait empêcher le propriétaire de rebâtir sa maison; mais en vertu de la prescription qu'il peut invoquer, on n'obtiendrait pas de le chasser de là.

Ad 2^{re}. Nous ne voyons pas d'autre moyen que de lui acheter son droit à l'amiable, ou de le faire exproprier pour cause d'utilité publique, ce qui s'obtiendrait facilement, croyons-nous.

Ad 3^{re}. Si la commune est propriétaire de l'édifice, il lui appartient d'agir; mais en qualité d'administrateur, le conseil de fabrique a également le droit de prendre l'initiative.

Ad 4^{re}. Cette question est corrélatrice à la précédente et ne peut être résolue qu'en vertu des mêmes principes.

LA LOI DU 29 MARS

On nous écrit de tout côté pour nous demander des renseignements et des conseils relativement à la loi de malheur promulguée le 29 mars dernier sur l'enseignement primaire. En fait de renseignements, deux choses sont acquises jusqu'à ce jour : l'intention arrêtée du gouvernement de faire exécuter la loi dans l'esprit qui l'a conçue, et l'intention non moins arrêtée des conservateurs catholiques d'empêcher « à tout prix » sa mise en pratique, ou tout au moins d'en paralyser les désastreuses conséquences.

Dans un prochain numéro, nous grouperons toutes les mesures prises ou à prendre. En attendant que nos correspondants sachent bien qu'ils peuvent sans crainte organiser la résistance, et exhorter les pères de familles à désobéir à cette loi d'iniquité. La désobéissance à une pareille loi ne constitue qu'une simple contravention; or la provocation à commettre une contravention n'est point légalement punissable; il n'y a de punissable que la provocation à commettre une action qualifiée de crime ou de délit.

Comme échantillon de l'ardeur qu'on apporte à la lutte, nous reproduisons une déclaration formulée par un grand nombre de pères de famille du Nord, réunis à Lille, à la première nouvelle de la promulgation de la loi.

DÉCLARATION

En présence de la loi qui vient de proscrire de l'école tout enseignement religieux, nous, catholiques, profondément atteints dans notre droit comme pères, dans notre foi comme chrétiens, dans notre patriotisme comme Français,

Nous nous sommes réunis devant Dieu, et, prenant conseil de notre conscience, sans vouloir diriger celle des autres, nous avons arrêté la déclaration suivante, que nous considérons comme un devoir de porter à la connaissance de tous les pères de famille soucieux, comme nous, de l'honneur de Dieu, de leur salut éternel, de l'âme de leurs enfants et du bien suprême de la patrie.

I

D'abord, en « principe » et en « droit, » nous déclarons, conformément aux lumières de la raison et de la foi :

1^o Qu'il ne saurait y avoir pour l'« homme » ni instruction complète, ni éducation morale en dehors de Dieu, qui est la raison dernière de toute science et le mobile de toute vertu; de sorte que l'école sans Dieu serait l'école du mensonge et de la perversion, livrant l'homme à ses passions d'ignominie, de convoitises et de férocité, et laissant sa vie sans frein, dès lors qu'elle est sans la crainte des justices éternelles;

2^o Que pour le « chrétien » il ne saurait exister d'éducation véritable en dehors de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de son Evangile, et que tout enfant né au sein du christianisme a un droit supérieur et inviolable à recevoir la vérité chrétienne qui lui révèle sa grandeur présente et à venir; — de sorte que toute éducation faite en dehors de la religion est un déni de justice et devient homicide des âmes;

3^o Que tout « Etat » a pour « devoir » d'assurer l'exercice de ces droits primordiaux de l'enfant; alors surtout que, se faisant lui-même instituteur, il dirige des écoles dont il assume la responsabilité; de sorte que tout gouvernement qui, dans ces mêmes écoles, supprime l'enseignement religieux, sous le fallacieux prétexte qu'il en abandonne le soin à la famille, trahit son mandat et viole la plus sacrée de ses obligations;

4^e Que ce n'est pas seulement le devoir, mais l'« intérêt » le plus élevé de l'« État » de favoriser l'éducation religieuse des citoyens, par laquelle seule il peut faire régner parmi eux la paix, la justice, l'obéissance, l'esprit de sacrifice, toutes les vertus enfin qui sont la force et la vie de la société;

Et qu'ainsi toute loi qui attente à ces droits et qui transgresse ces devoirs est en opposition avec le droit naturel, divin, politique, social.

II

De plus, « en fait, » nous affirmons que tel est le caractère de la loi du 29 mars;

Attendu que :

1^o L'« omission » de l'enseignement religieux dans les écoles constitue à elle seule une grave prévarication; car la neutralité en matière religieuse est purement illusoire, puisque de la part du maître, ne pas parler de Dieu à l'enfant c'est le nier; c'est donc justement que cette loi est appelée une loi d'athéisme;

2^o De plus, l'« action positive » que l'on veut exercer est évidemment subversive de la foi et des mœurs; car la suppression volontaire, délibérée du nom de Dieu dans la loi, l'esprit de ceux qui l'ont proposée et soutenue, les déclarations de ceux qui l'ont votée, montrent évidemment que son but est d'arracher toute croyance de l'âme des enfants, et ainsi de détruire la religion en France.

III

Donc, en conséquence de ces principes et de ces faits, nous, pères de famille, responsables de l'âme de nos fils et de nos filles, nous déclarons avec l'Évangile qu'« il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. »

Nous déclarons que nous considérons la présente loi comme « nulle » et « non-avenue, » et que, si nous sommes prêts à obéir à toute loi légitime, jamais nous ne nous soumettrons à une loi qui veut tuer l'âme de nos enfants.

Nous déclarons que nous regardons comme notre premier devoir d'éloigner nos enfants de toute école qui, s'inspirant de cette loi d'impiété, ferait, par le caractère constaté de son enseignement et de sa direction, courir un péril certain à l'âme de la jeunesse; et nous sommes disposés à affronter toutes poursuites, condamnations et violences qu'on nous ferait subir, nous souvenant de cette parole de nos maîtres dans la foi : « Pour éviter le danger des écoles sans Dieu, il faut résister au prix de la perte de tous les avantages corporels et de la vie elle-même. »

Nous déclarons enfin que nous nous engageons à user de tout notre pouvoir pour détourner de ces écoles toute personne et toute famille sur laquelle nous avons une influence légitime.

Ainsi puissions-nous, avec le secours de Dieu, par l'unanimité de nos efforts, réveiller les consciences, contraindre la loi des hommes à reculer devant la loi de Dieu, sauver la génération pré-

sente et à venir, et préserver le pays des plus effroyables malheurs!

Lille, ce 30 mars 1882.

Voici maintenant une circulaire répandue à profusion par la Société générale d'Éducation et d'Enseignement, qui a pour président l'illustre M. Chesnelong. Nous tenons d'autant plus à la reproduire qu'elle tranche très-opportunément et très-sagement les rôles. L'action de l'épiscopat aura à s'exercer, et elle s'exercera, sans que personne ait à s'en préoccuper, au meilleur moment; mais celle des laïques est légitime et même nécessaire. Pour le moment, les membres de la Société générale d'Éducation et d'Enseignement organisent une enquête sur les agissements des instituteurs athées, recommandent la création d'écoles libres et promettent leur appui aux pères de familles mis dans la nécessité de s'exposer à subir les sanctions pénales de la loi de malheur :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT

Monsieur,

Vous partagez certainement l'émotion que cause à tout cœur chrétien et français le vote définitif de la loi sur l'enseignement laïque et obligatoire, et vous attendez de nous que nous vous indiquions par quels moyens vous pourrez résister à cette tyrannie atteignant les parents dans leurs intérêts les plus sacrés, et imposant aux trois quarts de la France, sous peine de la prison, un enseignement sans Dieu.

Dans une question qui touche aussi directement à la conscience, nous nous garderons d'anticiper sur le domaine de l'autorité spirituelle, et nous nous confions à sa sagesse.

Il lui appartient, en effet, de tracer leurs devoirs aux instituteurs chrétiens, laïques et congréganistes, qui dirigent encore des écoles communales, et qui n'entendent pas s'enrôler dans le clergé laïque de la libre-pensée. Il lui appartient également d'interdire, quand elle le jugera nécessaire, la fréquentation des écoles où la foi et les mœurs des enfants seront en péril, et de décider quand il ne sera plus permis à un père chrétien d'y envoyer ses enfants. Enfin, nous savons que partout le clergé se préoccupera d'organiser l'instruction religieuse des enfants de façon à combler les lacunes laissées dans leur esprit par l'enseignement de l'école.

Notre mission est plus modeste, mais elle est encore assez large. Elle sera d'assister dans l'accomplissement de leur devoir les pères de famille et tous ceux qui tiendront à sauvegarder la foi de l'enfance. Nous sommes résolus à le faire avec tout le dévouement dont nous sommes capables.

Avant tout, vous nous tiendrez au courant de la façon dont la loi sera exécutée autour de vous. Vous inviterez les parents à examiner avec sollicitude l'instruction donnée à leurs enfants dans

les écoles publiques, les livres mis entre leurs mains, les devoir dictés dans leurs cahiers, etc. Vous nous signalerez sans délai, toute atteinte portée à la foi religieuse des familles, tout acte d'agression de la part des instituteurs, dont un grand nombre gémissent de la situation qui leur est faite, mais dont quelques-uns au contraire ont devancé l'exécution de la loi et déjà chassé Dieu de leurs écoles. Nous donnerons tous nos soins à cette enquête permanente, qui est confiée à une commission spéciale, et dont les résultats seront publiés par notre Bulletin mensuel.

D'un autre côté, vous nous indiquerez les instituteurs chrétiens qui auront été destitués, et qui pourront être utilement employés dans l'enseignement libre.

Les écoles libres devront être partout multipliées, lors même qu'elles ne pourraient être commencées qu'avec des moyens restreints. C'est une œuvre de premier ordre dont vous comprendrez l'urgence, et pour laquelle il est juste de faire les plus grands sacrifices.

Enfin, les pères de famille à qui leur conscience imposera le devoir de ne plus envoyer leurs enfants dans les écoles publiques, et qui, n'ayant pas d'écoles libres à leur disposition, seront exposés aux sanctions pénales de la loi, trouveront en nous un appui de tous les instants. Pour leur défense, comme pour les questions concernant l'existence des écoles libres, nous avons, vous le savez, un comité de jurisconsultes éminents qui vous offrent le concours de leurs lumières et de leur dévouement.

Recevez, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus dévoués.

Pour la Société générale d'Education et d'Enseignement,

Les membres de la commission d'enquête,
Chesnelong, sénateur, président.

Le baron A. de Claye, ancien auditeur au
Conseil d'Etat, secrétaire.

De la Bassetière, député.

Lucien Brun, sénateur.

Champetier de Ribes, avocat.

Depeyre, ancien ministre.

Ernoul, ancien ministre.

D'Herbelot, ancien avocat général.

Jourdain, de l'Institut.

Keller, ancien député.

Kolb-Bernard, sénateur.

Le baron de Mackau, député.

Le comte Albert de Mun, député.

Le baron de Ravignan, sénateur.

Le comte de Fontaine de Resbecq, ancien sous-directeur de l'enseignement primaire.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

IV

RELIGIEUX ET RELIGIEUSES

Nous avons fait remarquer que la Révolution alors incarnée dans Mirabeau visait deux choses : les biens du clergé et les corporations religieuses.

Au cours de la grande discussion du 2 novembre le tribun du Tiers-Etat avait dit : « Des sociétés particulières placées dans la société générale rompent l'unité de ses principes et l'équilibre de ses forces. » Ce qui voulait dire : la liberté d'association est nuisible à l'Etat, il faut donc supprimer les congrégations. « Elles sont continuellement en opposition avec les droits de l'homme, » déclarait Barnave. Soumises à des chefs indépendants, étrangers peut-être, liées par le vœu d'obéissance, et surtout propriétaires, elles échappent à l'Etat, corps, âme et biens. Or l'Etat doit être souverain, roi, Dieu.

On le voit, la doctrine de l'Etat-Dieu n'est point nouvelle; et l'on se demande avec stupéfaction comment une aussi lamentable tyrannie peut s'étaler au soleil du dix-neuvième siècle, tenant en main le drapeau d'une hypocrite liberté. Trois grandes passions remuent la vie humaine qu'elles entourent d'un glorieux reflet : la science, la piété et le dévouement. Toute âme éprouve leur triple et généreux frémissement, mais ordinairement sait les contenir dans un équilibre qui empêche ou restreint leur action. Comme le Nil elles ne sont éminemment fécondes que lorsqu'elles débordent; alors elles produisent les Thomas d'Aquin, les François d'Assise et les Vincent de Paul. Pour étendre le cercle de ses connaissances, l'un se sent pressé de rechercher les régions méditatives où son esprit grandira au contact de la vérité vue de plus près sous les portiques lumineux du cloître. Là dans le silence, loin de tout bruit, de tout souci terrestre, il étudie avec fruit et développe toute l'originalité de son génie.

Un autre est dégoûté du monde, les déceptions l'ont conduit au désespoir; ou bien, victime des partis, d'une idée, frappé d'ostracisme il cherche un coin de terre où il puisse encore voir fleurir la liberté. Il se réfugie dans une solitude indépendante, où il gardera ses convictions, ne relevant que de sa conscience et des supérieurs qu'il s'est librement choisis. Que d'âmes aussi touchées de l'amour divin, qui voudraient sans cesse vivre de sa vie, s'entretenir avec lui, à chaque instant le prier, le contempler, pleurer en baisant les pieds sanglants du Sauveur crucifié, leur idéal, leur Maître, leur espoir et leur appui ! D'autres enfin ne trouvent pas le monde assez vaste pour y déverser le trop plein de leur dévouement qu'alimente sans mesure une source surnaturelle. Faites pour soulager toutes les misères, guérir toutes les plaies, consoler toutes les afflictions, elles vont à la piste des souffrances, comme d'autres recherchent la volupté. Où trouver ceux qui souffrent sinon sur cet immense théâtre des douleurs où toute l'humanité qui gémit semble s'être donné rendez-vous, Hôpitaux, Hôtels-Dieu, Hospices des incurables tous dirigés par des Congrégations, parce qu'une Congrégation seule ne faiblit jamais en amour, en piété, en miséricorde, elle qui ne meurt ni vieillit ?

C'est donc dans le cloître que se réfugient la

liberté, la science, la contemplation, l'inépuisable bonté. On comprend que la Révolution combatte ces sublimes éléments et qu'elle poursuive de sa haine ces hommes et ces femmes qui « exécutent volontairement et gratuitement les moins attrayantes ou les plus rebutantes des besognes sociales, et sont dans la société humaine ce que les neutres sont parmi les fourmis ¹. » Elle reste dans son rôle d'intolérance absolue. Point de têtes de pavots dans son monotone jardin, point de fleurs odorantes, mais une seule espèce de plantes, mornes, sans couleur et sans parfum, avec des fruits amers comme ceux qui mûrissent sur les rivages de la mer morte. Louis XIV avait dit : l'État c'est moi ! Elle va plus loin : esprits, corps, patrie, convictions, propriétés, je suis seule maîtresse de tout. « Lorsqu'on a fait une fondation, c'est la nation qu'on a dotée ². » *L'Église c'est moi !*

Alors en vertu de ce droit, l'État s'empare de tous les biens de l'Église, et jette à la porte 37,000 religieuses réparties en 1,500 maisons. Leurs plaintes sont touchantes : « L'Assemblée nationale a assuré les droits de la liberté, écrivent-elles, voudrait-elle en interdire l'usage aux seules âmes généreuses qui brûlant du désir d'être utiles, ne renoncent au monde que pour rendre plus de services à la société. » Il n'y avait alors en effet pas d'autres écoles pour les filles. D'autres « protestent devant la nation, en face du ciel et de la terre, qu'il n'est donné à aucun pouvoir de leur arracher l'amour de leurs engagements et qu'elles les renouvellent, ces engagements, avec encore plus d'ardeur qu'elles ne le firent à la profession. » Mais qu'importe à l'Assemblée ? Il y a de par la France un certain nombre de Gerles ou de Chabots à qui pèsent les cloîtres et leurs vœux ; faisons évacuer tous les monastères. On applique aujourd'hui sur un autre terrain les mêmes principes : quelques jurés se déclarent athées ; pour leur être agréable on supprimera le serment. — Alors que fera-t-on de ces religieux ? Défroqués ou fidèles on leur assignera une pension alimentaire, après leur avoir enlevé tous leurs biens. Les premiers se feront séculariser aux frais de leurs maisons ; ils recevront de 700 à 1000 francs suivant leur âge ; les supérieurs 2,000 francs. Quant aux seconds, comme l'opinion n'était pas encore préparée à l'expulsion définitive, on leur assignera des monastères où ils ne seront pas moins de quinze membres. Mais on ne pourra les laisser éternellement vivre en société car « dès qu'on entre en une corporation, dit Dupont de Nemours, il faut s'aimer comme une famille : » grave injure faite à l'État, qui seul a droit à toutes nos affections. En attendant ils jouiront de 800 francs de revenu par religieux. Treilhord et Grégoire, rappellent d'ailleurs les services qu'ils ont rendus « à la religion, à l'agriculture et aux

lettres, » répandant ainsi quelques fleurs sur leur tombe, qu'eux-mêmes, ces hypocrites fossoyeurs, ont creusée profonde et dans leur pensée, éternelle.

Remarquons en passant que de tous les biens confisqués, rien n'est réservé aux églises, aux hôpitaux, ni aux écoles. Tout se dirige vers le gouffre insatiable qui dévorera sans profit toutes ces richesses mal acquises : le trésor de l'État. Bientôt les entreprises les plus insensées l'auront mis à sec, et les religieux seront réduits à mourir de faim. Dès 1790 les Capucins de Baume, les Ursulines d'Ornans, les Bernardines de Pontarlier se plaignent au district qu'il leur est impossible de vivre. Alors commencent les vexations municipales, les mesures malveillantes, préludes de la persécution.

Mais rien n'a pu tuer les Congrégations en France ; elles renaîtront toujours de leurs cendres. parce que l'Eglise Catholique garde la flamme ardente de l'esprit religieux. L'orage au lieu de l'éteindre l'avive. Les 37,000 religieux de 1789 ont atteint aujourd'hui le nombre 86,000, et plus la Révolution étendra ses ravages, plus il y aura d'âmes déçues qui demanderont à la solitude de leur alléger le poids désespéré de la vie. Quant au clergé séculier, l'épreuve l'a conduit droit à Rome. Il n'est pas un de nos petits enfants à qui il n'ait fait bégayer le nom du Pape. Sa foi, ses tendances mêmes sont romaines. Grâce à cette invincible unité, il restera supérieur aux événements. Aussi M. de Bismarck déclarait-il qu'en France il n'avait trouvé qu'un seul corps vigoureux et fortement constitué : le Clergé. C'est qu'il puise maintenant la vie à sa source. La fille aînée de l'Eglise s'est rapprochée du cœur de sa mère, c'est-à-dire du Pape qui est le cœur de l'Eglise catholique.

(A suivre).

Courrier de l'Utile.

DES DENTS ET TRAITEMENT DE LEURS MALADIES.

Le mal de dents est si douloureux qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour le prévenir.

Combattez la formation du tartre. Le tartre est cette concrétion qui se dépose autour des dents ; lorsqu'elle reste molle, elle porte le nom d'enduit ou de limon. Il faut, pour l'enlever, employer fréquemment la brosse ou l'éponge ; on conseille aussi les gargarismes d'eau fraîche, pure ou aidée de quelques gouttes d'eaux spiritueuses, mais non d'eaux acidulées, parce que les acides détruisent l'émail des dents. Un dentifrice excellent, est le charbon et le quinquina réduits en poudre, ou bien la poudre de charbon magnésienne, parfumée à l'essence de menthe. Quelques personnes emploient une poudre obtenue par le

¹ Taine, *La Révolution*, t. 1. p. 215.

² Al. Lameth., 8 août 1789.

mélange en parties égales d'écorce de quinquina, de crème de tartre et de charbon porphyrisés.

Un dentifrice très recommandé est l'eau de Botot. Elle se prépare de la manière suivante :

Prenez 2 grammes 50 d'huile volatile de menthe, 5 grammes de canelle concassée, 5 grammes de girofle, 20 grammes de semence d'anis, faites infuser 8 jours dans 560 grammes d'eau-de-vie, filtrez au papier gris, ajoutez 0 gr. 25 de teinture d'ambre et mettez en flacons. Pour brosser les dents et rincer la bouche, on en met quelques gouttes dans un verre d'eau.

Il paraît que l'on obtient aussi d'excellents résultats en employant comme dentifrice, le café moulu, tel qu'on le met dans la cafetière. On humecte un peu cette poudre avant de s'en servir. On assure que l'on prévient ainsi beaucoup de maladies des dents.

Si le tartre est durci, surtout si les dents sont déchaussées et ébranlées, gardez-vous de l'enlever avec un couteau, une épingle ou un autre instrument de fer ou d'acier.

Servez-vous d'un cure-dents en plume d'oie, ou en os.

Evitez de casser des noyaux, des noisettes. Certaines gens se font gloire de broyer entre leurs dents, des cailloux, du verre, des corps durs : c'est une folie que ne commettront jamais nos bienveillants lecteurs.

Les maladies des dents sont multiples; nous mentionnerons :

1° L'usure, causée par l'organisation vicieuse du système dentaire, l'emploi de dentifrices trop acides, la mastication d'un seul côté, le broiement de corps trop durs, le contact des tuyaux de pipes. Rarement l'usure détermine la carie. Si la dent devient sensible, il faut recourir à la cautérisation et à l'extraction dont nous parlerons plus loin.

2° L'entamure et la fracture : l'entamure n'atteint que la superficie, la fracture pénètre jusqu'à la cavité dentaire; suivant que celle-ci est transversale ou longitudinale, il faut cautériser la pulpe dentaire ou arracher la dent.

3° La décomposition de l'émail. Cette maladie dispose la dent à la carie. Les symptômes de cette déféctuosité sont la rugosité de l'émail et sa chute par parcelles. Souvent l'on ne constate d'abord que des taches noirâtres, à la superficie et sur les côtés de la couronne.

4° L'atrophie des dents. L'art est impuissant contre cette maladie. Les caractères sont des sinuosités, des dépressions, de petits enfoncements semblables à des piqûres, enfin des taches blanches ou jaunâtres.

5° L'altération des racines. Elle se manifeste par la tuméfaction des gencives, la mobilité des dents, et des écoulements puriformes. La douleur est sourde, intense; le seul remède est l'extraction.

6° L'inflammation de la pulpe dentaire. La pulpe dentaire ou bulbe est une masse charnue,

renfermée dans la cavité centrale de la dent; c'est le point où aboutissent les vaisseaux sanguins et aussi les nerfs, siège de la sensibilité. C'est dire que dans ce cas la douleur est aiguë, profonde, tenace.

Les gencives sont atteintes par l'inflammation; le mal disparaît quelquefois sans autre suite, mais très-souvent détermine une fluxion. Les remèdes sont les émollients et les narcotiques, les bains de pieds, une nourriture dont la mastication soit nulle ou très-facile. Quelques praticiens conseillent l'application d'une sangsue dans le voisinage de la douleur, mais ce moyen ne doit être employé qu'avec prudence.

7° La névralgie. Souvent cette maladie est le résultat d'une des lésions précédemment indiquées, ou d'une opération mal faite, tels que le plombage, l'enlèvement du tartre, le limage. On la traite comme les affections dont elle est la suite. Mais la névralgie véritable a son siège dans les nerfs dentaires. Ce sont des élancements aigus, dont le point précis est difficile à déterminer, car souvent la douleur atteint tout un côté de la bouche. Il faut bien se garder de faire arracher la dent que l'on s'imaginerait être le centre du mal, parce que cette dent n'est pas gâtée, et l'opération exaspérerait la douleur. Même recommandation au sujet des procédés chirurgicaux et des caustiques. On aura recours aux applications émollientes, à la transpiration, aux narcotiques, aux frictions avec le liniment camphré, le baume tranquille. Le sulfate de quinine, les vésicatoires volants ont souvent produit de bons résultats. Si la douleur provient d'une faiblesse générale, les préparations ferrugineuses peuvent être fort utiles. Enfin il est prudent d'éviter les brouillards, les froids humides, les courants d'air, les breuvages trop frais, surtout en été. C'est aussi une bonne précaution de mettre de la ouate dans les oreilles.

8° La luxation. Si elle est incomplète, on peut remettre en place la dent, car elle reprend très-bien. Si même la luxation est complète, on peut réintégrer la dent au sein de l'alvéole; elle s'y affermit et redevient immobile.

Un conseil pratique pour terminer.

Ne confiez pas vos dents aux empiriques, aux opérateurs des places publiques, ni même à tous les dentistes de profession. Ces gens-là sont fort habiles à gagner beaucoup d'argent et à faire de belles promesses. Les tiennent-ils toujours, c'est plus que douteux; je n'en veux pour preuve que le proverbe : menteur comme un arracheur de dents.

IMPRIMERIE.

Lingonis, die 12 aprilis.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALGYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

11.50, des bras d'appliques de toute raillie à une ou plusieurs lumières depuis 18 fr. la paire. — Lustres de toutes grandeurs de 4, 5, 6, 12, 18, 36 lumières depuis 35 francs.

N'oublions pas les oriflammes de toutes grandeurs et de toute étoffe, satinette, satin, moire etc, avec sujets de toute sorte brodés, ou appliqués, depuis 1.50 la pièce. — Enfin les stations de N.-D. de Lourdes de l'Immaculée Conception, Vierge mère, Vierge du concile, etc, en plâtre, ciment, carton romain, terre cuite; de toutes hauteurs, décors simples 1,2 riches ou riches, depuis 25 francs. — Pour terminer, nous avons aussi à vous offrir les orgues-harmoniums nécessaires à l'accompagnement des cantiques à la Ste-Vierge, nous avons des instruments des premières fabriques de Paris, *transpositeurs*, depuis 180 fr, jusqu'à 11 et 1200 francs.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 8 avril 1881.

Bonne semaine que celle qui s'achève aujourd'hui. La liquidation de fin mars s'est opérée dans des conditions excellentes, et à voir les dispositions générales, on est porté à croire que le marché s'acheminera résolument vers une reconstitution complète. L'Épargne revient à la Bourse, le comptant en fait foi. Si elle délaisse un peu les valeurs des sociétés de crédit, ce fait, justifié par les appréhensions auxquelles ces sortes de valeurs ont donné lieu récemment, ne peut être que transitoire. Il est certain que le public y reviendra un jour, beaucoup de ces valeurs constituant des placements de premier ordre, mais en attendant on doit trouver très rationnel qu'il veuille prendre son temps et que les valeurs industrielles seules aient pour le moment toute sa confiance.

Le 3 0/0 s'arrête à 84, après avoir un instant dépassé ce chiffre. L'amortissable s'est élevé à 84.50. Le 5 0/0 a progressé jusqu'à 118.35.

Cette ascension des rentes françaises a profité aux fonds d'états étrangers. Ainsi, l'Italien après avoir flotté autour de 90, finit à 90, 60. Le Turc reprend peu à peu, et cote 13.35. La rentrée des impôts, depuis que la commission internationale fonctionne, est de 40 0/0 supérieure à celle de la période correspondante de l'année dernière. De là la faveur qui revient aux valeurs ottomanes. En Espagne, une opposition considérable se manifeste contre les projets de conversion de la Dette extérieure élaborée par le ministre des finances de ce pays; d'un autre côté, le traité de commerce avec la France a provoqué de nombreux désordres à Barcelone. Malgré cela, les fonds espagnols sont bien tenus, et nous laissons l'Extérieure au cours rond de 28.

Le tableau ci-après permettra de comparer les cours des chemins de fer à ceux de la semaine précédente :

	1 ^{er} avril	8 avril
Est	760	767
Lyon.	1.775	1.795
Midi	1.295	1.310
Nord.	2.165	2.125
Orléans.	1.345	1.310
Ouest	830	800

Il faut tenir compte des coupons détachés sur l'Orléans et sur l'Ouest. Comme on le voit, il y a augmentation partout, sauf sur le Nord. On veut expliquer cette petite baisse par l'interruption des travaux du tunnel sous la manche décidée par le gouvernement anglais à l'instigation de ses autorités militaires. Le fait est que l'Angleterre reviendra tôt ou tard sur cette décision, cela ne fait doute pour personne.

* *

Malgré la réserve dont les sociétés de crédit sont encore entourées de la part des capitalistes, on doit dire qu'elles se tiennent en général à des cotes très satisfaisantes. Mentionnons les principales : Banque de France, 4.990; Banque d'Escompte, 640; Banque hypothécaire, 597.50; Crédit foncier, 1.660; Comptoir d'Escompte, 1.020; Crédit Lyonnais, 795; Crédit mobilier, 615; Société générale, 700.

* *

Parmi les valeurs industrielles, nous relevons les cours suivants : Suez, 2630; Panama, 535; Gaz, 1660; Omnibus, 1580.

Statistique intéressante :

Les émissions qui ont eu lieu sur la place de Paris pendant le 1^{er} trimestre de l'exercice courant ont été au nombre de 33 et ont porté sur un chiffre de 369,213,750 fr. comme capital demandé et de 360,235,000 fr. comme capital remboursé.

* *

Pendant le mois de mars 1882, les journaux d'annonces légales ont publié : 1^o la formation de 41 sociétés par actions, comprenant ensemble un capital nominal de 48,973,000 fr.; 2^o des modifications aux statuts de 36 sociétés, avec augmentation de capital pour 11 d'entre elles montant à 26,361,500 fr.; 3^o la dissolution de 22 sociétés.

* *

Pour terminer, nous détachons les lignes suivantes de la *Correspondance Saint-Chéron*, l'organe si estimé de la presse conservatrice :

« Les ennemis de la religion et de l'ordre social « multiplient avec une activité satanique, tous « les instruments de propagande. Les défenseurs « du catholicisme et des principes conservateurs « ne doivent pas être moins actifs et sont dans « l'étroite obligation de donner leur concours aux « œuvres de foi et de bonne presse. C'est répon- « dre aux recommandations si pressantes de Sa « Sainteté Léon XIII. Les publications de la So- « ciété générale de Librairie catholique, dirigées « avec tant de zèle et d'intelligence par M. Palmé, « méritent d'être particulièrement signalées. Li- « vres, revues, journaux édités par cette librairie « ont tout à la fois les mérites du bon esprit dans « la rédaction et du bon goût dans l'exécution. »

On aimera cette appréciation venant d'une source aussi autorisée, et qui concorde si bien avec ce que nous avons pu dire déjà nous-même relativement aux nouvelles actions de 500 fr. émises en ce moment par la *Société générale de librairie catholique*. Il est certain qu'en dehors de la considération de sécurité indiscutable de ce placement, qui repose avec l'actif de trois importantes maisons, il y a un intérêt moral de premier ordre à soutenir une œuvre qui présente ce caractère foncièrement CATHOLIQUE ET CONSERVATEUR.

Pour souscrire, adresser les demandes à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

OUVRAGES POUR LE MOIS DE MARIE

MOIS DE MARIE

EXTRAIT DES ŒUVRES

DE

Monseigneur de LA BOUILLERIE

Archevêque de Perga, Coadjuteur de Bordeaux

PAR

L'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, etc.

1 volume in-12 de iv-178 pages. — Prix 2 francs.

PRIÈRES A LA VIERGE

EXTRAITES DES MANUSCRITS DU MOYEN-ÂGE

Par LÉON GAUTIER

CHARMANT VOLUME ELZÉVIRIEN, AVEC ENCADREMENTS STYLE MOYEN-ÂGE

Broché, 4 fr. — Relié toile bleue, tranches rouges ou dorées, 5 fr. — Chagrin plein orné, tranches dorées, 10 fr. — Edition populaire, 2 fr.

Ce beau livre divisé en *cinq parties* : 1° PRIÈRES POUR LA JOURNÉE. — 2° PRIÈRES POUR LA SEMAINE. — 3° PRIÈRES POUR LE MOIS. — 4° PRIÈRES POUR L'ANNÉE. — 5° PRIÈRES DURANT LA VIE, contient dans sa troisième partie un admirable MOIS DE MARIE.

LA VIE DE NOTRE-DAME

D'après Saint François de Sales, par le P. Ch. Clair, de la Compagnie de Jésus

Un beau volume in-32. — Prix : 2 fr. 50.

Une fleur tous les soirs à Marie, petit mois de Marie pour les enfants, par une mère de famille. Joli volume elzévirien in-32, 2 fr. Le volume avec le bouquet des 31 fleurs, dans un petit pot bleu. 3 fr.

La vierge Marie, d'après saint François de Sales. Nouveau Mois de Marie, par M. l'abbé CHAUMONT. — Un beau vol. in-16 elzévirien, sur papier vergé, 3 fr. — Edition de propagande, 1 vol. in-18. » 75

Mois de Marie de Notre-Dame de Lourdes, par Henri LASSERRE. 1 vol. in-12. Prix : 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition format paroissien, toile anglaise, tranche rouge. 3 fr.

Mois de Marie des mères chrétiennes, dédié aux associés de l'archiconfrérie, par le R. P. HUGUET, S. M., approuvé par S. Em. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Quatrième édition améliorée. 1 volume in-12 de xii-421 pages. 1 fr. 50

Le plus ancien Mois de Marie, traduit par le R. P. BLON, et enrichi d'exemples nouveaux pour chaque jour du mois. Cinquième édition. 1 vol. in-32. 1 fr.

Mois de Marie des paroisses et des familles chrétiennes, par M. l'abbé Antoine RICARD, du clergé de Marseille. 1 fort volume grand in-18 de 332 pages, 2 fr. — Rel. cart. tranche rouge. 3 fr. 50

Mois de Marie des pèlerinages, par ALFRED DE PERROIS. 1 vol. in-12, édition populaire, 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition ornée de 22 gravures. 4 fr.

Mois de Marie des Madones de Pie IX, par M. l'abbé DURAND, du diocèse de Grenoble. — 1 beau vol. in-32, orné du portrait du St-Père et de 31 gravures représentant les Madones que Pie IX avait recommandé d'invoquer. Broché, 4 fr. — Relié toile anglaise, tranches rouges. 5 fr.

Vie de la très-sainte Vierge, d'après les Ecritures, avec une préface de Mgr MERMILLOD. 1 vol. in-48 elzévirien. 2 fr.

Méditations sur les litanies de N.-D. de Lorrette, écrites au xvi^e siècle, par le R. P. abbé dom SILVANI RAZZI, camaldule, et traduites de l'italien par Ernest RAZZY. 1 vol. in-12 de xvi-187 pages. 1 fr. 50

Marie offerte à la jeunesse dans les principales circonstances de sa Vie, Mois de Marie de la jeune chrétienne, par M. l'abbé DUMAX, sous-directeur de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires. Nouvelle édition précédée d'une lettre de S. G. Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans, à l'auteur. — Nouvelle édition, texte encadré d'un filet rouge, lettres ornées, fleuron. — In-48 de 253 pages. 2 fr.

Mois de Marie des Ames intérieures ou la Vie de la sainte Vierge, proposée aux Ames intérieures, par MM. H... et L..., prêtres. — Ouvrage revêtu de sept approbations épiscopales. 14^e édition. Prix. 1 fr. 50

Ecrin de N.-D. de Lourdes, contenant les Heures pieuses du Pèlerin, un excellent mois de Marie, etc., etc., par l'abbé CASABIANCA. — Un joli volume elzévirien de 440 pages. — Deuxième édition. Prix. 2 fr.

Les fêtes de la sainte Vierge, considérations historiques et pieuses sur chacune des fêtes de Marie, par l'abbé SAILLARD, curé de Gières, directeur de la *Semaine religieuse* de Grenoble. 1 vol. in-18 de xv-293 pages, caractère elzévirien. 3 fr.

Marie immaculée mère de Dieu, par le R. P. H. KINANE. P. P. Ouvrage honoré de quinze approbations, traduit de l'anglais par Lérida Geoffroy. 1 beau vol. in-16 de 428 pages avec encadrements, caractères elzéviens, lettres ornées et deux gravures. 4 fr.

Les Rosaïres de la B. Vierge Marie, par un religieux Augustin du xvi^e siècle. Lectures pour tous les jours du mois de mai, traduites du latin, mises en ordre et enrichies de traits d'histoire, par M. l'abbé RAMBOUILLET. 1 vol. in-12 de xii-284 pages. 2 fr.

MOIS DE MARIE D'APRÈS LES PRÉDICATEURS CONTEMPORAINS

Suivi d'une série de Textes de l'Écriture et des Pères sur chaque Fête de la Sainte Vierge

Pour servir de matière à des Instructions, Sermons & discours sur ces fêtes

1 beau volume in 12 de 310 pages. — Prix 3 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 16 :

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche après Pâques : De la fidélité à notre vocation, à l'exemple de S. Joseph. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Un prêtre non tenu à la résidence, peut-il s'absenter sans permission, du diocèse? — Dispenses d'irrégularités. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on pour un cierge pascal se contenter d'une bougie sur un cylindre en bois? Allume-t-on le cierge pascal le Samedi-Saint si la messe n'est pas chantée? Peut-on faire chanter les chants de la messe, les leçons, etc., par des religieuses? — Peut-on, pour la bénédiction, placer le Ciboire sur la porte entr'ouverte du tabernacle? — Peut-on, le Jeudi-Saint, mettre avec l'hostie réservée, les petites hosties consacrées, dans le même calice? — Peut-on porter le S. Sacrement d'un autel à l'autre sans dais? — Peut-on se servir du drap mortuaire pour voiler le tableau du maître-autel? — Pour les processions du S. Sacrement, le troisième dimanche du mo-s, faut-il mettre en rang tous les fidèles? — Quelle doit être la couleur de l'étole pour la bénédiction du S. Sacrement après les vêpres? Pour l'exposition du S. Sacrement avant la messe? — La Sainte Réserve étant exposée, le prêtre qui vient de porter le S. Viatique, doit-il bénir les fidèles? — Si l'on donne la sainte Communion à un autel où le S. Sacrement est exposé, comment doit-on se tourner à l'*Ecce Agnus Dei*? — Une religieuse cloîtrée a-t-elle bien fait de prendre avec la langue une parcelle tombée à la grille de communion? — Peut-on le Samedi-Saint et la veille de la Pentecôte, omettre les prophéties si l'office se fait sans solennité? — Peut-on bénir les fonts sans cierge pascal? — Le binaire peut-il, à la première messe, purifier ses doigts dans le vase préparé pour les communions *extra missam*? — Peut-on, pour communier les fidèles, diviser la sainte Réserve? — Est-il vrai qu'on ne doive dire qu'une oraison à toute messe chantée de *Requiem*? — Peut-on continuer sans Indult, l'usage de conserver le S. Sacrement dans deux chapelles éloignées de l'église? — Peut-on la nuit de Noël, à *Et incarnatus est* du *Credo*, encenser la statue de l'Enfant Jésus? — Quelle messe doit dire l'aumônier de religieuses dont l'Ordo ne concorde pas avec le sien? — Quel Ordo doit suivre un prêtre appartenant à une congrégation qui dessert une paroisse? — Peut-on tolérer que des personnes éloignées de l'église, viennent se confesser et communier le matin après toutes les messes dites? — Un prêtre faisant fonction de diacre peut-il distribuer la sainte Communion conjointement avec le célébrant? — Quelle étole doit prendre le prêtre qui vient aider le célébrant pour la communion le jour de la Commémoration des Morts? — Peut-on sans blesser la justice, vendre du vin additionné d'eau? — Un prêtre peut-il lire des ouvrages de médecine? — Un homme d'affaires à qui le maître avait promis une augmentation de salaire qu'il lui refuse, peut-il se compenser? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Résistance à la loi de malheur. — Y a-t-il lieu, pour une école libre de filles, d'accepter une subvention communale destinée à assurer la gratuité? Cette acceptation changera-t-elle le caractère de l'école libre? — La fabrique peut-elle, malgré le maire, augmenter le prix des chaises pour refaire le traitement du clerc supprimé par le maire? — Le maire peut-il obliger le fossoyeur à tenir registre des inhumations? — Un prêtre sans titre universitaire, peut-il donner des leçons de latin? — Un conseiller de fabrique révoqué peut-il être réélu? La convocation du conseil par le curé est-elle valide? Comment doit être faite la démission d'un conseiller? — Peut-on reprendre une place louée à vie pour deux francs à une personne qui depuis 15 ans, n'en use pas? — Comment faire pour renouveler un titre de rente datant de 50 ans, hypothéqué sur deux parcelles de terrain. — COURRIER DE L'UTILE : Maladies des dents et leurs remèdes.

MOIS DE MARIE 1882

(Suite)

Très heureuse idée que celle qui a inspiré le *Mois de Marie* d'après les *Prédicateurs contemporains*.

« Ce n'est, nous explique l'auteur, ni une reproduction intégrale, ni une analyse plus ou moins rapide : c'est une abréviation absolument textuelle, conservant avec soin ce que l'on appelle la moelle de la pensée, et suivant jusqu'au bout le fil du discours sans le couper jamais. Rien de plus facile, avec ces éléments substantiels, que de reconstituer en entier, avec son propre fonds, chaque sujet traité. »

Nous signalons surtout dans ce livre la troisième partie, qui est intitulée : *Marie honorée par la prière publique*. Ce sont des instructions spéciales sur la *Salutation angélique*, le *Magnificat*, le *Stabat*, le *Rosaire*, le *Chapelet*, l'*Angelus*,

le *Memorare*, les *Litanies*, etc., c'est-à-dire sur les prières et les pratiques de piété par lesquelles les fidèles peuvent s'attirer plus efficacement les bénédictions de Marie.

La quatrième et dernière partie, intitulée : *TEXTES DE L'ÉCRITURE ET DES PÈRES SUR LES FÊTES DE LA SAINTE VIERGE pour servir de matière à des Instructions, Sermons et Discours sur ces Fêtes*, est un véritable trésor soit pour le curé qui veut prêcher, soit pour la personne qui veut méditer sur ces pieuses solennités.

..

A proprement parler, les *Fêtes de la sainte Vierge* par l'abbé Saillard ne forment pas un mois de Marie, mais rien de pieux et d'intéressant comme cette lecture pendant le mois de mai. Les fêtes que l'Eglise a instituées en l'honneur de Marie sont l'exaltation de ses vertus et de ses gloires. Consacrer un mois à les méditer, à se pénétrer de leur esprit, c'est s'animer à l'amour de Marie par les plus hautes considérations, et

en voyant ces jalons semés devant soi, dans l'année qu'on va parcourir, désirer de la sanctifier de son mieux et s'exciter à le faire.

« C'est d'abord un plan tout neuf et intéressant qui recommande ce travail, dit Mgr l'évêque de Grenoble dans son approbation. L'auteur partage chaque sujet en trois points : *l'origine historique* de la fête, les *réflexions* et les *conclusions*. La pieuse curiosité du lecteur est aussitôt éveillée et soutenue par une marche à travers les âges que l'auteur lui ouvre; en avançant, l'attention est captivée de plus en plus, et l'âme se trouve toute prête à goûter les réflexions solides, instructives et naturelles, empruntées à l'objet de la fête. Les conclusions s'adressent à la volonté : ce sont des résolutions pratiques, accompagnées de sentiments pleins de tendresse et d'élévation. »

PREMIÈRES COMMUNIONS

Le moment approche où les premières communions vont avoir lieu. Nous venons dire à cette occasion, à nos lecteurs, que le Comptoir de Commission de la *Société générale de Librairie catholique*, de même que pour le Pèlerinage de Jérusalem et le Mois de Marie, se met entièrement à leur disposition pour tous les articles dont ils peuvent avoir besoin.

Ainsi : nous avons des cachets de première communion gravés en noir, soit pour garçons soit pour filles, depuis 15, 20, 25 centimes, jusqu'à 18 et 20 francs; en chromo-lithographie depuis 80 cent. jusqu'à 4 et 5 francs; il en existe même imprimés en couleur sur parchemin au prix de 100 francs.

Pour les jeunes filles, nous pouvons fournir des costumes complets composés d'un voile, d'un corsage à pîs, et d'une jupe unie à 11 francs; ou en mousseline, corsage plis coulissés, trois plis à la jupe à 17 et 19 fr. 50; en mousseline belle qualité, sept plis à la jupe, 25 fr.; des aumônières s'agrafant à la ceinture par un cachet argenté garni d'un nœud de ruban, de toutes formes, ovales, rondes, oblongues, carrées, en lustrine, depuis 2 fr., en faille depuis 4 fr., en satin, qualité extra depuis 8, 50. Des ceintures de toutes largeurs en faille St-Etienne avec tour de taille, depuis 7 fr.; en faille de Lyon franges effilées, deux nœuds, depuis 15 fr. Grand choix de chapelets depuis 20 centimes jusqu'à 30 et 40 francs.

Pour les jeunes gens, des costumes complets, composés d'un pantalon de casimir, veste de même, gilet blanc en piqué, cravate blanche à nœud fixe avec tour de cou, depuis 14 francs; chaussures de premier choix depuis 5 fr. 75; chapeaux dernière mode depuis 3, 60. Brassards en ruban faille frange or ou argent depuis 3 f. Chemises de première communion à plastron uni depuis 5, 50; plastron bordé à guirlande depuis 7 fr. Nous pouvons aussi fournir des cierges ornés depuis 5 fr. 50 jusqu'à 6 et 8 fr. Comme souvent, pour ne pas dire toujours, la solennité de la première communion est pour les parents l'occasion de faire un joli cadeau à leurs enfants, nous avons aussi à leur disposition tout ce qu'ils pourraient désirer d'offrir : des chaînes argent depuis 10 fr., en or, depuis 18 fr., des montres argent et or à tous prix; des porte-monnaie, en ivoire, en écaille, en soie, depuis 2 fr.

N'oublions pas non plus les grandes personnes, qui, à l'occasion de cet heureux jour veulent offrir un souvenir aux directeurs de leurs chers enfants; ciboires, calices, ostensoirs; beaux missels, ornements sacerdotaux, ameublements d'église et d'appartement, nous pouvons tout

fournir à des prix très-modérés quoique de qualité supérieure. Les nombreux témoignages que nous recevons chaque jour ne font que justifier les services vraiment utiles que rend le Comptoir de Commission.

Nous serons heureux si vous voulez bien entendre notre appel et nous accorder votre confiance. Une même commission de 3 0/0 est prélevée sur chaque facture pour nous couvrir de nos frais de déplacement.

Les demandes devront toujours être adressées à *M. Victor Palmé, directeur de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.*

DEMANDES ET OFFRES

ON DEMANDE.

De Narbonne, une longue vue astronomique très puissante. — *De Fougéré*, une flûte. — *De Gibraltar*, une jumelle marine très puissante. — *De Maubourguet*, des candélabres pour autel. — *De la Sudrie*, le prix de couverts d'argent d'occasion. — *De Mortain*, deux pièces d'étoffe de bure et d'anacoste noires. — *De Tours*, des catalogues de fabricants de machines à tricoter. — *D'Allons*, un chemin de croix, lithographie peinte. — *De Bernex*, le prix d'une cloche en airain de 75 kilog. — *De Pey*, 6 chandeliers et une croix d'autel. — *De Gironville*, un pantalon en velours et des renseignements sur le prix de reliquaires. — *De Nevers*, quatre lanternes de procession dorées. — *De Bleury*, trois chapes en drap d'or. — *De Boissise*, une soutane et des gravures. — *De Chambez*, des instruments pour dorer. — *De Bruxelles*, 500 gram. magnésium. — *De Chamagne*, deux bras d'applique dorés à 5 lumières. — *De Quilberville*, deux barottes en mérinos. — *De Daoulas*, une statue en terre cuite de N.-D. de Lourdes. — *De Libourne*, des dessins de candélabres et d'encensoirs dorés, des catalogues d'instruments de musique. — *De St-Sardos*, un tapis de 24 mètres. — *De Saint-Merd-les-Oussines*, le prix d'un appui de communion. — *De Voiron*, un chemin de croix de Jean Duseigneur. — *De Sandwich-Ontario (Canada)*, des modèles d'autels en marbre blanc et de chemins de croix. — *De Djocksjakarta, (Russie)* du carton à photographie. — *De Sault*, une statue du *Sacré Cœur* en carton romain décor très-cher de 1^{re} 60. — *De Tumpuna (Port-d'Espagne)*, des prix sur une statue de la sainte Vierge habillée à la mode Espagnole. — *De Paris*, les prix d'un chemin de croix émaillé fond bleu personnages or. — *De Voué*, des renseignements sur le prix d'une croix en fer forgé de 2^{me} 25. — *De Sevrans*, une lanterne de procession. — *De Couches*, une bibliothèque. — *De Egres*, un second lustre à 6 lumières. — *De Louvergny*, de nombreux articles d'habillement, de ménage. — *De Roscoff*, un couvert de voyage. — *Des Ouadhias (Afrique)*, une montre en argent. — *De Puglum*, une machine à coudre, une loupe. — *De Fontaine (Pas-de-Calais)*, une corona romane à 12 lumières. — *De Ussy*, un cœur d'or. — *D'Hermelinghem*, 3 statues en terre cuite.

ON OFFRE.

Un ciboire à vendre. — 10,000 kilog. de bois de buis à 25 cen. le kilog. — Des réveils allumeurs depuis 15 fr.

PRÉDICATION.

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES.
DE LA FIDÉLITÉ A NOTRE VOCATION, A L'EXEMPLE
DE SAINT JOSEPH.

Depositum custodi.
(1 Tim., VI, 20.)

Chez tous les peuples, le dépôt a été considéré comme une chose sainte et sacrée : aussi apprenons-nous de saint Ambroise que c'était une pieuse coutume parmi les fidèles d'apporter aux évêques et à leur clergé ce qu'ils voulaient garder avec plus de soin pour le mettre auprès des autels, par une sainte persuasion qu'ils ne pouvaient mieux placer leur trésor que là où Dieu même dépose les siens, je veux dire ses mystères sacrés. Chez tous les peuples, confier un dépôt à quelqu'un a toujours été une marque singulière d'estime et un témoignage éclatant de probité : on ne demande ce service qu'à des personnes de vertu reconnue et de fidélité éprouvée. Chez tous les peuples enfin, la garde du dépôt a été considérée comme un devoir auguste dont l'honneur, la justice et la religion exigeaient impérieusement l'accomplissement. En ce jour du Patronage de saint Joseph, pour mieux rendre nos hommages à ce glorieux patriarche, pour augmenter l'estime et la confiance que nous lui devons, nous méditerons l'incomparable honneur que Dieu lui fit en lui confiant le plus excellent dépôt qui fut jamais, nous considérerons l'admirable fidélité avec laquelle il correspondit à sa vocation, et pour tirer les choses plus complètement à la pratique, nous nous exciterons à être, nous aussi, les dignes et fidèles dépositaires de Dieu.

I

Voulant en une parole exprimer la sublime vocation de saint Joseph, saint Bernard dit : « Il a été le serviteur prudent et fidèle que Notre Seigneur a constitué sur sa famille pour être la consolation de sa mère, le nourricier de son humanité, le très fidèle coadjuteur de ses desseins sur la terre, *fidelis servus et prudens quem constituit Dominus suæ matris solatium, suæ carnis nutritium, solum denique in terris magni consilii coadjutorem sibi fidelissimum.* »

Saint Joseph est le grand dépositaire de Dieu.

Le premier des dépôts qui a été commis à sa foi (j'entends le premier dans l'ordre des temps), c'est la très-sainte Vierge, la plus éminente des créatures, la plus sainte, celle qui par sa dignité incomparable de mère de Dieu, est infiniment au-dessus de tous les anges et de tous les hommes, celle qui doit concevoir par l'opération du Saint-Esprit le Sauveur du monde, celle qui doit le porter pendant neuf mois dans ses chastes flancs, celle qui doit l'enfanter sans cesser d'être vierge. Joseph doit garder Marie, conserver intacte sa virginité sous le voile du mariage le plus sacré,

et tenir secret le grand mystère de l'Incarnation, jusqu'au jour où il plaira à Dieu de le manifester. — Le second et le plus auguste dépôt confié à Joseph, c'est la personne même de Jésus-Christ, que le Père céleste dépose entre ses mains pour qu'il le nourrisse, le protège, le défende, en un mot pour qu'il serve de père à celui qui ne peut en avoir sur la terre. Voilà pourquoi saint Paul dit qu'il est sans père, *sine patre*. Et cette parole que Jésus-Christ disait sur la croix : « Mon Dieu, (non pas mon Père), pourquoi m'avez-vous abandonné ; » il pouvait la dire dès son entrée dans le monde, puisque dès ce premier moment son Père céleste l'expose aux persécutions pour notre salut. Tout ce que Dieu fait en faveur de ce Fils unique pour montrer qu'il ne l'oublie pas, c'est de le mettre en la garde d'un homme mortel qui conduira sa pénible enfance, et Joseph est choisi pour ce ministère. Garder Jésus et Marie ! Quelle grâce pour Joseph ! C'est là le fondement de sa gloire, la cause des dons incomparables dont il fut comblé, la source des grâces les plus précieuses, la racine des plus nombreux et des plus sublimes mérites ! C'est pour cela que Dieu l'orna, au plus haut degré, de foi, de justice et d'amour ; c'est pour cela, dirai-je avec saint Bernard ¹, que Dieu le trouva, comme un autre David, selon son cœur, qu'il lui confia sans crainte ses plus grands secrets, qu'il lui découvrit ses desseins les plus cachés et les plus impénétrables, qu'il lui donna l'intelligence d'un mystère inconnu à ce qu'il y avait sur la terre de plus sage et de plus puissant ; c'est pour cela qu'il lui accorda de voir ce que beaucoup de rois et de prophètes ont désiré voir et n'ont pas vu, d'entendre celui que beaucoup ont désiré entendre et n'ont pas entendu ; c'est pour cela qu'il lui donna la consolation de porter dans ses bras le Rédempteur du monde, de le conduire, de l'embrasser, de le baiser, de le nourrir, de le garder !

Et nous aussi nous sommes les dépositaires de Dieu !

Il nous a confié le trésor sacré de la foi, de la vérité surnaturelle, dont saint Paul disait à son disciple Timothée : « *Depositum custodi !* » Gardez bien le dépôt par excellence ! La foi, qui nous a été révélée par le ministère des patriarches, des prophètes et surtout de N.-S. J.-C. La foi, qui est un don incomparable dont il nous a fait participants, de préférence à beaucoup d'infidèles, qui en auraient peut-être profité mieux que nous, *non fecit taliter omni nationi*. La foi, lumière admirable qui fixe toutes nos incertitudes, dissipe tous nos doutes, nous apprend d'une manière nette, positive, certaine, infaillible, ce que nous sommes, ce qu'est Dieu, ce que nous devons à Dieu, à nous-mêmes et à nos semblables, d'où nous venons enfin et où nous allons, *vocavit nos in admirabile lumen suum*. La foi, solide et

¹ Serm. II, super Missus est.

suprême consolation qui nous explique le mystère de la douleur, adoucit les amertumes de cette vie en faisant briller à nos regards l'éternelle récompense, prix de la patience et de la généreuse résignation. — Le deuxième dépôt que Dieu a commis à notre fidélité, c'est la vertu, l'innocence, l'intégrité de la vie, la sainteté de nos âmes, que J.-C. nous a méritées par les plus extrêmes douleurs et la mort la plus ignominieuse, qu'il nous communique par son Église au moyen des sacrements, et sans laquelle il nous est impossible de jouir des éternelles allégresses du ciel. — Et puis, il est un troisième trésor que Dieu a confié aux parents, sur lequel il importe de fixer aujourd'hui l'attention des chrétiens, c'est l'enfant. L'enfant que beaucoup appellent « une charge » et qu'ils s'obstinent à refuser des mains de Dieu ; l'enfant que quelques-uns regardent comme « une joie, » mais qui est avant tout, UNE AME CONFIEE A UN PÈRE, A UNE MÈRE POUR QU'ILS L'INSTRUISENT, L'ÉLÈVENT, LA SANTIFIENT ! Voilà le triple dépôt qu'il faut garder ; mais pour apprendre à le bien faire, jetons les regards sur saint Joseph : il nous enseignera la fidélité que Dieu demande et attend de nous. *Depositum custodi !....*

II

La fidélité incomparable de saint Joseph est un admirable composé de foi et d'amour ; il garde si bien les deux trésors de Dieu, parce qu'il les estime et les aime plus qu'on ne saurait dire. *Fidelis servus et prudens quem constituit Dominus super familiam suam.*

Et d'abord, saint Joseph croit et d'une foi héroïque à la grandeur de son dépôt. Il n'avait pas, lui, l'Évangile ; il n'avait pas les sublimes enseignements de Jésus-Christ et ses miracles sur-humains ; il n'avait pas l'argument victorieux de sa résurrection, de son ascension, de l'établissement et de la perpétuité de son Église comme preuves de la divinité de son fils adoptif ; et néanmoins il croit que Jésus-Christ est Dieu, il croit que Marie, son épouse, est la mère de Dieu ! Que dis-je ? Les apparences sont entièrement opposées à la réalité. Il n'est témoin que des faiblesses de l'enfant de Marie. Quoi de plus infirme, de plus vulgaire que la naissance du Sauveur à Bethléem, que la nécessité où il est de fuir pour échapper à la fureur d'Hérode, que sa vie d'exil en Egypte, son obscurité, sa pauvreté, ses travaux à Nazareth ? Et néanmoins Joseph croit qu'il possède ce qu'il y a de plus grand au ciel et sur la terre, il croit que sa demeure est le temple le plus auguste qui ait été et sera dans l'univers, il croit et il aime et il se sacrifie pour ce qu'il aime, pour ce qui lui est plus cher que la vie !

Saint Joseph souffre pour garder le dépôt du ciel, second caractère de sa fidélité. Il souffre de voir souffrir Jésus et Marie ; il souffre pour les soustraire aux colères de leurs ennemis ; il souffre pour les nourrir. Oui, certes, s'écrie Bossuet, quand Jésus entre quelque part, il y entre avec

sa croix, il porte avec lui ses épines, et il en fait part à tout ceux qu'il aime. Joseph et Marie étaient pauvres ; mais ils n'avaient pas encore été sans maison, ils avaient un lieu pour se retirer. Aussitôt que cet enfant vient au monde, on ne trouve point de maison pour eux, et leur retraite est dans une étable. Ils vivaient ensemble pauvrement, mais avec douceur, surmontant leur pauvreté par leur patience et leur travail assidu. Mais Jésus ne leur permet pas ce repos : il ne vient au monde que pour les troubler et il attire tous les malheurs avec lui. Hérode ne peut souffrir que cet enfant vive ; la bassesse de sa naissance n'est pas capable de le cacher à la jalousie de ce tyran. Le ciel lui-même trahit le secret : il découvre Jésus-Christ par une étoile ; et il semble qu'il ne lui amène de loin des adorateurs, que pour lui susciter dans son pays un persécuteur impitoyable. Que fera ici saint Joseph ? Représentez-vous ce pauvre artisan qui n'a d'autre héritage que ses mains, d'autre ressource que son travail. Il est contraint d'aller en Egypte et de souffrir un exil fâcheux, et cela pour quelle raison ? Parce qu'il a Jésus-Christ avec lui. Cependant croyez-vous qu'il se plaigne de cet enfant incommode, qui le tire de sa patrie et qui lui est donné pour le tourmenter ? Au contraire, il s'estime heureux de souffrir de sa compagnie, toute la cause de sa douleur c'est le péril du divin Enfant. Mais peut-être espère-t-il voir bientôt finir ses disgrâces ! Non, partout on lui prédit des malheurs. Siméon l'a entretenu des étranges contradictions que devait souffrir ce cher Fils : il en voit déjà le commencement, et il passe sa vie dans de continuelles appréhensions des maux qui lui sont préparés. Est-ce assez pour éprouver sa fidélité ? Non encore, Jésus devient lui-même son persécuteur : il s'échappe de ses mains, il se dérobe à sa vigilance, et il demeure trois jours perdu. Qu'avez-vous fait, fidèle Joseph ? Qu'est devenu le dépôt sacré que le Père céleste vous a confié ? Ah ! qui pourrait raconter ses plaintes ? Si vous n'avez pas encore compris la paternité de Joseph, voyez ses larmes, voyez ses douleurs et reconnaissez qu'il est père et que Dieu, qui façonne chaque cœur en particulier, *qui finxit singillatim corda*, lui a donné un cœur tout paternel vis-à-vis de Jésus. Et Marie a raison de dire : « Votre père et moi nous vous cherchions avec une extrême douleur. » Et puis quand Joseph meurt, il sait qu'un jour son cher Fils et Marie doivent endurer les plus atroces souffrances, il connaît les prophéties, il connaît Isaïe, et sa peine est d'autant plus vive qu'il ne pourra participer aux douleurs de ceux qu'il aime et qu'il est obligé de les laisser souffrir seuls. Et il accepte ce sacrifice suprême comme tous les autres, il garde son dépôt, quoi qu'il lui en coûte ! *Fidelis servus et prudens.*

Admirable modèle pour les chrétiens. Voulons-nous, nous aussi, être de bons et fidèles serviteurs ? Estimons le dépôt que Dieu a commis

à notre garde. Persuadons-nous que la foi est notre plus riche trésor, que la vertu est notre plus glorieux honneur. Que l'enfant soit pour les parents, ce qu'il est réellement, une bénédiction, une joie, un fils de Dieu, un frère de Jésus-Christ ! Que sur cette estime nous fassions croître avec la grâce d'en haut, un amour ardent, généreux, prêt à tous les sacrifices. Certes, aujourd'hui, on ne le sait que trop, pour garder le dépôt du Seigneur, il faut souffrir. Plus que jamais, QUAND JÉSUS ENTRE QUELQUE PART, IL Y ENTRE AVEC SA CROIX, selon la belle parole de Bossuet. Aujourd'hui on ne veut plus écraser « l'infâme, » on veut l'exclure. On veut laïciser, c'est-à-dire paganiser, les écoles, les naissances, les mariages, les funérailles, la justice, les hôpitaux, les pièces de monnaies, la législation. La haine se fait caricaturiste, plagiaire, faussaire. On veut étouffer la foi : gardons notre foi, ne cédon pas à une curiosité malsaine ; point de mauvais journaux, point de mauvaises conversations, point de mauvaises fréquentations, *state in fide, viriliter agite, hæreticum hominem devita*. — Aujourd'hui on attaque la morale : jamais le théâtre, la littérature, les arts ne se sont prêtés à plus d'infamies : gardons nos cœurs, nos yeux, nos oreilles, nos corps, nos demeures. *Potius mori quam fœdari!* — Aujourd'hui la tactique de Voltaire, lentement mais sûrement, reçoit, ou est sur le point de recevoir sa pleine réalisation : on s'attaque aux deux racines de la société, la FEMME et l'ENFANT, par l'enseignement. Non-seulement on veut leur ôter la croyance en Jésus-Christ, mais la croyance en Dieu. On veut faire de cette France une nation plus sauvage que les peuples les plus sauvages. On veut enlever des écoles le crucifix, on veut y supprimer jusqu'au nom de Dieu lui-même. Quel devoir incombe aux parents !

Ah ! gardons le dépôt ! Souvenons-nous que nous sommes les enfants des martyrs, les fils des croisés, les descendants de nobles et illustres ancêtres. Souvenons-nous de Charlemagne et de saint Louis ! Souvenons-nous de la belle parole de Clovis entendant le récit de la Passion de Jésus-Christ : Ah ! s'écriait-il en saisissant de sa main frémissante la garde de sa vaillante épée, si j'avais été là avec mes Francs !..

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE

I

TUSCULANA.

Absentia.

Un prêtre sans bénéfice qui oblige à la résidence peut-il s'absenter de son diocèse et résider

dans un diocèse étranger, sans la permission de son évêque ? Nous répondons d'une manière générale qu'il ne le peut pas, et nous revendiquons en faveur de l'évêque le droit de le rappeler, en certaines circonstances du moins.

Cependant cette règle générale souffre des exceptions. Tous les canonistes admettent qu'un prêtre tenu à la résidence peut s'abstenir pour des motifs justes d'utilité ou de nécessité ; ils en concluent, à plus forte raison, à la liberté de s'absenter pour le clerc qui n'a pas de bénéfice résidentiel, lorsque son utilité ou la nécessité l'exigent.

Le premier juge de la valeur des raisons est l'évêque diocésain. En cas de contestation, il reste au prêtre le droit de recourir à la Sacrée Congrégation du Concile pour lui soumettre la difficulté. Nous avons plusieurs décisions de ce tribunal, dans lesquelles il ressort que ses jugements ont parfois été différents de ceux des Ordinaires. Telle est, par exemple, celle du 13 janvier 1824, où on répondit, malgré l'avis défavorable de l'évêque : *Pro gratia ad triennium, nisi prius convalescat*.

La Sacrée Congrégation a eu naguère à se prononcer sur une pareille cause.

L'abbé Pierre N., prêtre libre, s'était rendu à Rome pour s'y procurer des moyens d'existence, en y exerçant le ministère. Rappelé par son évêque, il s'adressa à la Sacrée Congrégation du Concile pour solliciter l'autorisation de rester. L'évêque, consulté, laissa la décision à la sagesse des cardinaux.

Il fut répondu :

Pro gratia ad triennium.

17 décembre 1881.

II

Dispenses d'irrégularités

1°

ARETINA

10 septembre 1881.

Un clerc du diocèse d'Arezzo, privé de la première phalange de l'index de la main gauche, sollicita une dispense pour être promu aux ordres sacrés. Il apporta à l'appui de sa demande un certificat de l'Ordinaire qui attestait que, malgré ce défaut, il pourrait célébrer la sainte messe, sans exciter trop de surprise, et que sa vocation à l'état ecclésiastique ne soulevait pas un doute.

La Sacrée Congrégation du Concile accorda la dispense sollicitée.

On trouve dans les actes de cette Congrégation plusieurs faveurs comme celle-là, en particulier,

dans les Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recomman-

à la date des 20 janvier 1821, in *Cumeracen.*, 21 janvier 1824, in *Comen.*; 6 août 1825, in *Januen.*; 27 septembre 1860, in *Apwana.*

2°

VERULANA

17 décembre 1881.

Le cas est plus grave. Il s'agit d'un chanoine frappé depuis trois ans d'une attaque d'apoplexie qui l'a privé de l'usage de son bras droit. Il demande à célébrer avec le seul bras gauche, assisté d'un prêtre et dans une chapelle solitaire.

La dispense lui est accordée en ces termes :

Pro gratia, in privato oratorio, cum adscientia alterius sacerdotis, donec morbus non ingravescat.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° Peut-on, pour cierge pascal, se contenter de placer un morceau de chandelle en cire au bout d'un cylindre en bois, figurant un cierge pascal et sur lequel on applique même les grains d'encens, qu'il faudrait, dites-vous aussi, renouveler?

2° Faut-il allumer le cierge pascal le Samedi-Saint, même quand la messe paroissiale n'est pas chantée?

3° Quand on n'a pas de chantres, peut-on, en dehors du sanctuaire, faire chanter la Messe, la Passion, les Leçons, les Jérémies, etc., par des religieuses, dont la communauté se trouve à côté de l'église et qui n'ont d'autres offices que ceux de la paroisse?

4° J'ai vu un curé placer le saint Ciboire sur le bord du tabernacle entr'ouvert un jour de bénédiction, le pouvait-il? Sur l'autel, je le comprends, mais sur le bord de la porte du tabernacle, je ne le comprends pas?

5° Peut-on placer l'hostie consacrée et les espèces réservées dans le même ciboire et sur un petit trône établi sur ou devant le tabernacle, en le recouvrant de la pâle, de la patène et d'un voile comme à la messe? Peut-on le laisser ainsi exposé, sans l'entrer, pourvu qu'il y ait des adorateurs pendant la nuit? Cette question a rapport aux Jeudi et Vendredi-Saints.

6° Peut-on porter l'ostensoir ou le ciboire du Maître-Autel à une chapelle pour y donner la bénédiction du Saint-Sacrement, sans dais; seulement accompagné des clercs et de leurs flambeaux?

7° Peut-on placer le drap mortuaire devant le tableau qui est derrière le Maître-Autel à l'occasion de la Passion ou du recouvrement des statues?

R. — AD I. Non, on ne peut pas se contenter de placer un morceau de chandelle au bout d'un cylindre en bois, parce que la rubrique demande un cierge en cire, parce que les paroles de la bénédiction le demandent, parce que tous les liturgistes le requièrent, et parce que telle est la pratique générale dans toutes les églises régulièrement tenues. D'ailleurs un cylindre en bois n'est pas le symbole de Notre Seigneur. C'est la cire seule qui le représente dans ce rite d'après l'institution de l'Église.

Il est également irrégulier de placer les grains d'encens dans le cylindre; c'est dans le cierge en cire que ces grains d'encens doivent être mis,

pour les mêmes raisons que nous'avons indiquées plus haut.

AD II. Oui, il faut allumer le cierge pascal le Samedi-Saint, même quand la messe n'est pas chantée, car le *Memoriale* de Benoît XIV, qui ne suppose pas que la messe soit chantée, dit expressément que l'on doit allumer le cierge pascal : « Ad verba : *Rutilans ignis accendit, Celebrans ex arundine cereum accendit.* »

AD III. Il convient que la fonction de chanter dans les églises paroissiales soit confiée à des hommes. Telle a toujours été la pratique de l'Église, et nous pensons qu'un curé ne devrait pas la changer, du moins sans avoir demandé l'avis de l'autorité ecclésiastique.

AD IV. La pratique de ce curé, qui plaçait ainsi le ciboire sur le bord du tabernacle entr'ouvert et non sur l'autel, n'est condamnée par aucune rubrique, ni par aucun décret; nous savons même qu'elle est suivie en plusieurs diocèses et enseignée par certains auteurs. Mais si une coutume différente est établie généralement dans un diocèse, il importe de ne pas la changer, à moins d'avoir le consentement de l'Ordinaire.

AD V. Cette pratique serait en dehors des règles liturgiques; car le Missel romain, le Cérémonial des évêques, et un décret de la Congrégation des rites en date de 1705 prescrivent de renfermer le calice, qui contient la sainte Réserve, dans un tabernacle qui se ferme à clef. On nous objectera sans doute qu'en beaucoup de provinces le calice, contenant la sainte Réserve, et couvert d'un voile, est exposé à la vue et à l'adoration des fidèles pendant toute la journée du Jeudi-Saint, et quelquefois même pendant la nuit du Jeudi-Saint au Vendredi-Saint, et que cette coutume n'est pas condamnée par l'autorité ecclésiastique. Cela est vrai, et nous-même nous ne voulons pas la condamner. Mais la pratique que vous nous signalez est différente. Ce n'est pas seulement la sainte Réserve que vous offrez à l'adoration des fidèles, mais encore toutes les autres hosties consacrées, ce qui est contraire à la rubrique. En outre, ce n'est pas dans un calice que vous placez la sainte Réserve, mais dans un ciboire, ce qui est encore opposé à la rubrique. Voilà pourquoi nous n'oserions pas approuver votre pratique. Pourquoi ne pas suivre la règle liturgique qui est si claire et si facile à exécuter? Pourquoi introduire une coutume que rien ne force d'établir.

AD VI. On peut porter l'ostensoir ou le ciboire d'un autel à une chapelle sans se servir du dais, lorsque le transport du Saint-Sacrement serait difficile en se servant du dais, et encore lorsque ce transport a lieu sans grande solennité, comme dans le cas présent. On se sert alors de l'ombrellino.

AD VII. Nous pensons qu'il n'est pas permis, pendant le temps de la Passion, de couvrir les tableaux avec un drap mortuaire. Il est vrai que la rubrique exige seulement que l'on couvre,

cooperiuntur, les croix et images, sans déterminer la couleur, mais d'après l'usage et l'enseignement universel les voiles doivent être violets. C'est d'ailleurs la couleur du Temps.

Q. — Permettez-moi de vous demander si lorsqu'on fait la procession du saint Sacrement le troisième dimanche du mois, il faut faire mettre sur deux rangs devant ou derrière le dais, les fidèles qui se trouvent à l'église, principalement les femmes, surtout lorsqu'il y a peu de monde à l'office.

Si nous n'organisons pas cette procession de cette manière, le saint Sacrement marche presque seul avec quelques enfants de l'école.

R. — Il importe que tous les fidèles se mettent en procession pour accompagner le très-saint Sacrement toutes les fois que cela est possible; et alors ils doivent marcher deux à deux si le local le permet. C'est la règle fixée par le Rituel romain; « Omnes... graviter, modeste ac devote bini suo loco procedentes... »

Q. — 1^o Pour les vêpres, je prends une chape sans étole. Je garde cette chape tantôt rouge, tantôt violette, etc., pour le salut qui suit immédiatement, en y ajoutant une étole. Cette étole et la bourse qu'on apporte sur l'autel après qu'on l'a découvert, doivent-elles être blanches, en tous cas ?

2^o On expose le très-saint Sacrement au commencement d'une messe (c'est l'usage), avec ornements, rouges ou violets; un prêtre assiste le célébrant pour cette exposition, quelle étole doit prendre ce prêtre ?

3^o Le très-saint Sacrement est exposé à l'autel de la sainte Réserve; le prêtre, en revenant de porter le saint Viatique, doit-il bénir comme à l'ordinaire ?

4^o On dit la messe à l'autel où le très-saint Sacrement est exposé (ce qui est très-fréquent dans nos contrées). Or, j'y donne la sainte Communion avec le saint Ciboire à l'*Ecce Agnus...* Faut-il se tourner entièrement vers les fidèles, ou seulement à moitié ?

5^o Une religieuse cloîtrée me dit : « Après l'action de grâces j'ai vu, à la grille de communion, une parcelle tombée par terre. Me baissant, je l'ai prise avec la langue. »

A-t-elle bien fait ? Pouvait-elle mieux faire ? Si elle n'était plus à jeun ?

R. — Ad I. Non, l'étole et la bourse ne doivent pas être blanches en tous cas. Lorsque le salut suit immédiatement les vêpres, la couleur est la même que celle de l'office, à l'exception de la couleur noire que l'on n'emploie jamais. Si, au contraire, le salut était séparé des autres Offices, on devrait toujours prendre la couleur blanche (S. R. C., 9 juillet 1678, 20 septembre 1806, etc.)

Ad II. Le prêtre qui fait l'exposition au commencement d'une messe doit également prendre une étole d'une couleur conforme à la couleur des ornements de la messe.

Ad III. Bien qu'aucune rubrique ni aucun décret ne défende en cette circonstance de donner la bénédiction aux personnes qui ont accompagné le saint Viatique, néanmoins il convient de ne pas la donner dans la crainte de troubler les fidèles qui sont en adoration devant la sainte Réserve.

Ad IV. Lorsqu'on dit la messe à l'autel où le Saint-Sacrement est exposé, l'usage est de se tourner pendant l'*Ecce Agnus* du côté de l'épave.

comme à l'ordinaire. Il importe de s'y conformer; la vénération due au très-saint Sacrement le conseille tout à fait. Mais ce qui serait plus régulier, si on le pouvait, ce serait de ne pas donner la sainte communion aux autels où le saint Sacrement est exposé.

Ad V. Nous ne voyons pas que cette religieuse ait mal fait en prenant avec la langue cette sainte parcelle.

Elle pouvait également avertir le prêtre, lequel aurait pu remédier autrement à cet accident, par exemple en pénétrant lui-même dans l'intérieur du monastère si la clôture n'est pas rigoureuse; ou bien si la clôture est rigoureuse, en présentant à la religieuse une patène, ou une pale, ou un corporal pour qu'elle y mit la sainte hostie et la rendit à ce prêtre. La religieuse devait même suivre ce dernier parti si elle n'était pas à jeun; et elle aurait mieux fait de le suivre, croyons-nous, même étant à jeun. En pareil accident, c'est le conseil que nous donnerions.

Q. — Quand on dit des messes « basses » le jour du samedi saint et du samedi de la Pentecôte, peut-on omettre les prophéties, si la bénédiction des fonts se fait sans solennité ?

R. — A la messe paroissiale on ne peut omettre les prophéties, quelle que soit la messe, basse ou chantée, et quelle que soit la bénédiction des fonts, solennelle ou non solennelle.

Q. — La vigile de la Pentecôte, je suis envoyé comme vicaire dans une annexe pour y faire la bénédiction des fonts baptismaux. Il n'y a pas, dans cette église, de cierge pascal béni, puis-je dans cette cérémonie remplacer celui-ci par un cierge soi-disant pascal qui n'a reçu aucune bénédiction et à plus forte raison le puis-je, s'il est en stéarine ?

R. — Cette pratique est en opposition formelle avec les lois de l'Eglise qui exigent 1^o que le cierge pascal soit béni, et 2^o qu'il soit en vraie cire. Une telle cérémonie est tout-à-fait illicite, et nous croyons qu'on ne peut aucunement la suivre. Pourquoi donc ne pas suivre la rubrique ? Si l'on ne peut pas exécuter convenablement la cérémonie de la bénédiction dans l'annexe, rien n'empêche qu'on bénisse une plus grande quantité d'eau dans la succursale, et qu'on en porte une partie dans l'annexe; du moins on ne s'exposerait pas à faire un acte illicite et peut-être invalide.

Q. — Quand on bine, peut-on purifier ses doigts dans le petit vase qui sert à les purifier lorsqu'on donne la sainte communion hors la messe.

2^o Si on avait oublié de consacrer des hosties pourrait-on prendre la réserve et la partager pour communier les fidèles.

R. — Ad I. Rien n'empêche qu'on se serve du même vase pour purifier ses doigts en cas de binage et lorsqu'on donne la sainte communion en dehors de la messe.

Ad II. Nous pensons que par le mot « réserve, » notre vénéré confrère entend l'hostie destinée à

l'exposition où à la bénédiction du saint Sacrement. Cela posé, un prêtre qui a oublié de consacrer des hosties pourrait-il prendre cette hostie et la diviser pour communier les fidèles? Cette question est délicate et a été bien peu examinée par les auteurs. Voici toutefois ce que nous croyons pouvoir dire :

En règle générale, la réserve doit être consommée par le prêtre et non par les fidèles; c'est évidemment le sens qui résulte de ces paroles de l'Instruction Clémentine pour les Quarante-Heures : « ... e l'Ostia consecrata si dovrà consumare nella Messa; o in quella mattina, o nella seguente... »

Toutefois n'y a-t-il pas des cas où il serait permis de diviser cette réserve pour la distribuer aux fidèles? Nous le pensons; car d'après le sentiment commun des canonistes, le prêtre peut donner à une personne en danger de mort une portion de la grande hostie qu'il a consacrée à la messe, s'il apprend le danger avant la communion et qu'il n'ait pas de petites hosties. De plus, saint Liguori et d'autres théologiens le permettent lors même que la cause serait moins grave, par exemple, si les personnes qui se présentent à la sainte table ne pouvaient attendre sans inconvénient. Or pourquoi cette décision relative à la grande hostie ne s'appliquerait-elle pas à la distribution de la réserve? Il nous semble même qu'il faudrait une moindre raison pour diviser la réserve que pour diviser la grande hostie, parce que celle-ci est spécialement réservée au célébrant.

Mais pourrait-on diviser cette réserve si les fidèles n'avaient pas un motif sérieux de communier à cette messe; par exemple s'ils se présentaient par simple dévotion, s'ils pouvaient facilement aller communier dans une autre église, ou attendre un autre jour? Ici les autorités sont partagées. Saint Antonin, Paludanus, Sylvestre et d'autres n'y voient aucune difficulté. D'autres comme Suarès, Gavantus, Cavalieri, etc., demandent un motif raisonnable. La solution de cette difficulté est donc abandonnée à la sagesse du célébrant.

Q. — L'Ami du clergé a résolu la question du nombre d'oraisons qui doivent être dites dans une messe chantée. Il s'appuie sur ce que la sacrée Congrégation dans une réponse datée de 1854 à M. le maître des cérémonies de Saint-Brieuc, aurait tranché nettement la question.

J'étais rangé à votre avis. Mais après avoir écrit à Saint-Brieuc au maître des cérémonies du Grand-Séminaire, je reçois cette réponse :

En 1854, M. l'abbé Renault a reçu de la sacrée Congrégation la réponse suivante qui a pu servir de base à la discussion dont il s'agit :

« Utrum secunda oratio semper mutari possit, et ejus loco dici oratio pro defuncto aut defunctâ?... »

REP. — « Unicam orationem dicendam in missâ de requie cum cantu, pro animâ illius quam designat eleemosynam exhibens. »

La réponse vise-t-elle bien directement la demande?

M. l'abbé Renault qui reçut lui-même la réponse est d'un avis contraire à l'unité d'oraisons dans la messe simple-

ment chantée; son cérémonial à l'usage du diocèse de Saint-Brieuc en fait foi.

Vous serait-il impossible de faire poser la question plus nettement à la sacrée Congrégation?

« Quot orationes dicendæ in missâ cum cantu simpliciter et sine pompâ, sine concursu, sine absoluteione solemnî? »

R. — Régulièrement ce sont les intéressés qui s'adressent à la sacrée Congrégation par l'entremise de l'Evêché.

Du reste nous ne voudrions pas faire cette question parce que nous sommes convaincus que notre solution est inattaquable. La réponse donnée à la 1^{re} question de M. le chanoine Renaut est très-claire. Le savant professeur demandait à la sacrée Congrégation si l'on pouvait « toujours » changer la 2^e oraison quand la messe est pour un défunt ou une défunte. La sacrée Congrégation répond qu'il n'y a qu'une seule oraison toutes les fois que la messe est chantée. La réponse est très nette : il n'y a pas lieu de changer la 2^e oraison puisqu'on n'en dit qu'une.

Mais, direz-vous, la sacrée Congrégation ne répondait pas complètement à la question. Cela est vrai, mais elle avait suffisamment répondu dans une solution immédiatement précédente ad x, et que nous reproduisons, parce que la plupart de nos lecteurs ne la connaissent pas, et que cette connaissance est nécessaire pour comprendre la réponse de la sacrée Congrégation. Voici cette solution de la 1^{re} question : « In Missis quotidianis standum Missali, et juxta Decreta aliquando loco secundæ Orationis ibi [adnotatæ substitui posse Orationem pro patre et matre. » Pourquoi voulez-vous qu'elle répète ad xi ce qu'elle venait de dire ad x. Elle se contente de résoudre un côté de la question qui n'avait pas été décidé dans la question précédente.

Au reste, ce n'est pas seulement sur le décret de Saint-Brieuc que nous avons appuyé notre solution, mais encore sur deux autres décrets postérieurs, à savoir, un du 19 juin 1875 *In Nucerin. Paganorum*, et l'autre du 4 septembre 1875, n. 5628, *In Quebecen*; ce dernier surtout est parfaitement clair, comme nous l'avons montré dans cette Revue en 1881, page 149. Or sur quoi s'appuient ces décrets pour affirmer l'unité d'oraison dans toute messe chantée de *Requiem*? Sur le décret de Saint-Brieuc. Par conséquent, d'après le décret *In Briocen.*, on ne doit dire qu'une seule oraison dans toute messe de *Requiem* chantée, soit avec solennité des ornements, etc., soit sans solennité, soit avec, soit sans ministres sacrés.

Q. — 1^o J'ai dans ma paroisse, outre l'église paroissiale, deux chapelles publiques et assez éloignées, où repose le Saint Sacrement; cela est bien connu de l'autorité diocésaine, je ne sache pas qu'on ait obtenu de Rome les permissions nécessaires, mais je sais bien que si j'essayais de supprimer cet abus, je ne manquerais pas d'exciter de grands troubles, peut-être même du scandale. C'est pourquoi je ne dis rien. Ai-je tort ou raison ?

2^o Dans ma paroisse et dans quelques autres, la nuit de Noël et le jour de l'Épiphanie, un peu avant qu'on chant

l'Incarnatus est du *Credo*, l'officiant quitte sa place, et accompagné des enfants de chœur, il va à la crèche encenser la statue de l'enfant Jésus. Les paroissiens semblent tenir beaucoup à cet usage. Peut-il être toléré ?

R. — AD I. D'après les principes que nous avons exposés l'année dernière, les deux chapelles publiques dont vous parlez ne pourraient avoir le droit de conserver la sainte Eucharistie qu'autant qu'elles seraient destinées à tenir lieu d'église paroissiale, ou que du moins il y aurait là un vicaire résidant. Or, d'après votre question, il ne semble pas en être ainsi; par conséquent vous n'avez pas le droit d'y conserver la sainte Eucharistie. En matière aussi grave, où il s'agit de la vénération due à l'auguste sacrement de nos autels, votre pratique ne nous semble pas une coutume louable. Vous devriez donc vous adresser à l'autorité ecclésiastique pour solliciter les autorisations nécessaires.

AD II. Cet encensement de la crèche avant le chant de *l'Incarnatus est*, est entièrement en dehors des règles liturgiques. Sur ce point encore, il importe de recourir à l'autorité ecclésiastique.

Q. — Je suis aumônier d'une communauté de sœurs dont l'Ordo est souvent différent du mien. Quelle messe dois-je dire alors ?

R. — Vous devez dire la messe de l'Office marqué par l'Ordo des religieuses; mais en vous servant du Missel romain, et *De Communi*. Il faudrait une concession particulière pour que vous puissiez dire une messe propre accordée à cette communauté. Cette concession a été faite pour les Carmélites, pour les Capucins et d'autres ordres. Il faut s'en tenir à la lettre des Indults Pontificaux.

Q. — Un prêtre appartenant à une Congrégation qui a l'Ordo du clergé romain, est chargé d'administrer une paroisse. Doit-il suivre son Ordo, ou bien au contraire celui de la paroisse dont il est chargé ?

R. — Ce prêtre doit se conformer à l'Ordo de cette paroisse, puisqu'il est chargé de l'administrer; et il ne doit pas alors s'occuper de son propre office, ni en faire mémoire, ni en prendre la couleur.

Q. — Voudriez-vous répondre à diverses questions qui ont été agitées plusieurs fois entre moi et mes confrères, et dont nous n'avons trouvé la solution nulle part :

1° Dans nos paroisses un peu écartées, des personnes éloignées de l'église viennent quelquefois dans la semaine, après que toutes les messes sont dites, pour se confesser et communier, un jour de fête de dévotion, ou dans le temps pascal pour faire leurs Pâques. — Certains confrères prétendent qu'on ne peut pas faire ces sortes de communions sans entendre une messe, parce que la communion, pour les personnes bien portantes, est une participation au sacrifice. — D'autres, au contraire, tout en avouant que ces communions faites en même temps presque que la confession, peuvent être un abus, parce qu'on n'y apporte pas la même préparation, soutiennent qu'elles sont cependant permises et qu'on peut les favoriser.

Quid juris ?

2° Il arrive quelquefois aux grandes fêtes, comme Noël, qu'à la messe solennelle, chantée avec diacre et sous-diacre,

un grand nombre de personnes se présentent à la table sainte : le célébrant peut-il laisser au diacre le soin de donner la communion aux fidèles, pendant que lui-même terminera sa première messe et dira ensuite la deuxième et la troisième afin de ne pas être trop long ou pour ne pas prolonger ses trois messes outre mesure ? — Et s'il y en avait d'autres présents, vaudrait-il mieux qu'ils donnassent eux-mêmes la communion, plutôt que de la laisser donner au diacre, quoiqu'il soit prêtre lui-même ?

3° Au jour de la commémoration des fidèles trépassés ou au jour d'un service funèbre pour les membres défunts d'une confrérie, un grand nombre de communions doivent se faire : un prêtre en surplus vient aider au célébrant à distribuer la sainte communion aux fidèles, quelle étole doit-il prendre, le célébrant étant lui-même en ornements noirs ?

4° En vertu d'un Indult, dans les paroisses de campagne dans lesquelles il n'y a, la plupart du temps, qu'un prêtre pour dire la sainte messe non chantée, il est permis de dire une messe de *Requiem* sans chant, aux doubles mineurs, toutes les fois qu'il s'agit de célébrer un anniversaire qui tombe le jour même de la mort. Ce privilège peut-il s'étendre aux paroisses du même diocèse qui n'ont pas les mêmes raisons et où les parents du défunt ne voudraient qu'éviter les dépenses plus considérables d'un service solennel ?

R. — AD I. Il est très certain que le temps convenable pour recevoir la sainte communion, c'est immédiatement après la communion du célébrant. Le Rituel romain est formel : « *Communio autem populi intra missam post communionem sacerdotis celebrantis fieri debet...* » et cette rubrique explique parfaitement l'ancienne discipline de l'Eglise, d'après laquelle la sainte communion était distribuée pendant la sainte messe à tous les fidèles qui y assistaient. La raison de cette rubrique est donnée par le Rituel lui-même, c'est pour que les fidèles qui communient pendant la messe profitent des prières que le prêtre dit après la communion : « *cum orationes quæ in Missa post communionem dicuntur, non solum ad sacerdotem, sed etiam ad alios communicantes spectent.* »

Toutefois on peut donner la sainte communion après la messe si l'on a un motif raisonnable : c'est encore la rubrique du Rituel qui nous le dit : « *nisi quandoque ex rationabili causa post missam sit facienda.* »

Mais quel est ce motif raisonnable. Les auteurs en assignent plusieurs, et dans le nombre ils indiquent le cas que vous posez, à savoir, l'éloignement assez considérable de l'église.

AD II. Il ne convient jamais qu'un prêtre donne la sainte communion au même autel où un autre prêtre célèbre la messe, à plus forte raison si le prêtre qui distribue la sainte Eucharistie est le diacre de la messe. Voilà le principe.

Mais s'il y avait nécessité, par exemple, s'il y avait un très-grand nombre de fidèles qui désirassent communier et que beaucoup d'autres fidèles fussent venus pour entendre cette messe ? que devrait-on faire ? Assurément il faut tenir compte des fidèles qui sont venus entendre la messe, surtout si c'est un dimanche ou un jour de fête d'obligation. Dans ce cas nous pensons qu'il faut donner la sainte communion à un autre autel s'il y en a un, et s'il y a un prêtre pour la

donner. S'il n'y a pas un autre autel, ou s'il n'y a pas de prêtre pour distribuer l'Eucharistie, alors le célébrant et le diacre, que nous supposons prêtre, feront bien, croyons-nous, de distribuer la sainte communion en même temps.

Nous ne laisserions le diacre donner la communion pendant que le célébrant achèverait la messe qu'au cas où il y aurait une véritable nécessité et où il n'y aurait pas d'autre prêtre libre.

AD III. Ce cas n'est décidé ni par la rubrique, ni par les décrets, ni par l'enseignement des auteurs. Le prêtre qui vient aider le célébrant à distribuer la sainte communion, serait donc libre de choisir, soit la couleur du jour, conformément au décret du 12 juillet 1836 (n. 4777, ad 13), soit l'étole noire comme celle du célébrant.

AD IV. Si l'Indult qui permet de dire une messe basse de *Requiem* en un double mineur ne fait pas d'exception, il s'étend à toutes les paroisses du diocèse, et à toutes les familles, soit riches soit pauvres.

Q. — Je suis dans un pays où la vigne a remplacé les céréales. On ne parle que de vin. Comme il se vend fort cher, on ne se fait pas scrupule d'y mélanger beaucoup d'eau pour en augmenter la quantité. Est-on dans une entière bonne foi? je n'en sais rien. On se base sur ce principe que le vin est goûté par l'acheteur et qu'il le prend comme il est, du moment qu'il lui convient. Il n'y a pas de difficulté lorsque le vin est acheté au degré, mais il n'en est pas de même lorsqu'il est acheté au goût. La justice n'est-elle pas lésée?

R. — Ce cas n'est qu'un des milliers ou des millions qu'on pourrait traiter de la même manière.

Il y a certainement fraude quant à la substance. On devrait vendre du vin et l'on vend un mélange de vin et d'eau.

Si le vendeur affirmait que son vin est pur, il commettrait une injustice.

Mais la fraude est si commune aujourd'hui que tout acheteur doit la regarder comme probable. Si le vendeur ne dit pas que son vin est sans mélange et que l'acheteur l'accepte, soit que le vin lui plaise au goût, soit qu'il ait le nombre de degrés qu'il désire, nous n'oserions dire que le vendeur commet une injustice. Il livre sa marchandise telle quelle, sans en garantir la sincérité.

Toutefois, même en ce cas, il y aurait encore injustice si l'acheteur avait déclaré au vendeur qu'il veut n'acheter que du vin sans mélange.

Les doctrines modernes qui tout d'abord ont amoindri l'idée religieuse et faussé la conscience, portent leurs détestables fruits jusque dans les choses purement matérielles. Il n'est aucun produit, ni alimentaire, ni industriel, dont la sincérité puisse être acceptée sans contrôle. Et les moyens, pourtant si multipliés, que fournit la science, ne peuvent suffire à découvrir toutes les fraudes. La passion du gain met en déroute la science dont nous sommes si fiers.

Que sera-ce quand l'éducation sans Dieu aura détruit le peu qui reste de la conscience chrétienne.

Q. — Un prêtre peut-il lire des ouvrages de médecine et en particulier Bossu? Que penser de cet auteur?

R. — Il faut distinguer parmi les ouvrages de médecine :

Il en est que le prêtre peut lire très-utilement et sans aucun danger, ce sont ceux qui indiquent les règles générales d'hygiène, et dans lesquels on peut puiser une foule de connaissances d'une application journalière, surtout à la campagne.

Le prêtre pourra donner de bons conseils, en attendant l'arrivée du médecin, et surveiller l'exécution de ses ordonnances. Ce sera un moyen de se faire appeler plus facilement et beaucoup plus tôt, au chevet des malades, et de suivre de près les progrès du mal, sans exciter la défiance ou la crainte. Le prêtre qui agit ainsi est rarement surpris par un dénoûment précipité.

Quant à une étude approfondie de toutes les parties de la médecine, elle n'est pas utile, puisque la loi ecclésiastique et la loi civile aussi bien que les règles de la bienséance en défendent l'exercice, en certains cas du moins, aux prêtres. En outre, elle peut être dangereuse, et en pratique elle l'est souvent. Par conséquent, en vertu du droit naturel, qui défend à quiconque de s'exposer à une occasion de péché, la lecture de certains livres de médecine ou de certains passages est interdite pour tous ceux qui y trouveront une occasion de péché.

Quelle sera la gravité de la transgression?

Pour la déterminer il faut tenir compte et du caractère du lecteur, et de sa fragilité, et des causes qui peuvent motiver sa lecture, etc.

Quant aux ouvrages du docteur Bossu, à son *Antropologie* surtout, les journaux de médecine en ont fait un bel éloge. Au point de vue moral, nous croyons savoir que des ecclésiastiques distingués n'y ont rien rencontré de répréhensible, qu'au contraire ils en ont loué l'esprit.

Q. — Un homme d'affaires se loue. Ils sont d'accord pour le prix, le maître et cet homme d'affaires. Seulement ce dernier accepte tout en trouvant que les conditions ne sont pas très-avantageuses. Sur ce, le maître ajoute qu'il augmentera ses gages s'il est content de lui. Or tout prouve que le maître est content de son homme d'affaires puisqu'il le garde longtemps. L'homme d'affaires lui rappelle sa promesse, mais l'autre fait la sourde oreille. Voyant cela il se compense un peu. Pouvait-il le faire? S'il est coupable, à quoi l'obliger?

Il est persuadé qu'il pouvait agir ainsi.

R. — Pour que la compensation soit exempte d'injustice et de péché, plusieurs conditions sont nécessaires, entre autres, que la dette soit certaine.

Or il n'apparaît pas dans le cas proposé que la dette soit certaine. Car 1^o l'exposé ne dit pas que les gages soient inférieurs à ce que demande une juste rémunération des services : il porte seulement que les conditions ne sont pas très-avantageuses : ce qui peut être sans que le salaire soit injuste et au-dessus de la rémunération infime. 2^o La promesse d'augmenter le salaire

n'équivaut pas à une augmentation stipulée et consentie qui créerait pour le maître une dette certaine. 3° L'augmentation du salaire dépend d'une condition sur laquelle le maître seul peut porter un jugement définitif puisque cette condition est son propre consentement : et l'on n'a pas l'expression de ce consentement.

Toutefois la condition existerait si 1° le salaire était certainement inférieur au juste taux ; ou que l'accord n'ait été fait que sur la promesse donnée et acceptée d'une augmentation de salaire ; et que 2° le séjour prolongé de l'homme d'affaires fût la preuve certaine du contentement du maître, ou que cette preuve existât d'ailleurs. Il ne nous paraît pas impossible qu'il en soit ainsi dans le cas proposé. Dans cette hypothèse, les autres conditions existant en fait, la compensation serait sans injustice et licite.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT LAIQUE ET OBLIGATOIRE

Comme nous le disions dans notre dernier numéro, il n'est pas possible de reproduire toutes les idées de défense et de protection qu'a fait surgir la loi scélérate du 29 mars.

Voici toujours quelques conseils qu'il sera toujours bon de suivre, selon les circonstances.

1° Il faut que les curés et les pères de famille agissent d'abord sur les instituteurs eux-mêmes. Un très-grand nombre de ceux-ci, (nous osons dire l'immense majorité, est désolée de la promulgation de cette loi et n'a nulle envie de l'exécuter dans l'esprit qui l'a conçue. Il s'agit de les entretenir dans cette résolution, en leur prouvant qu'ils peuvent sans se compromettre aux yeux de leurs chefs, continuer à enseigner la morale chrétienne.

Il ne paraît pas, en effet, que les inspecteurs aient reçu l'ordre de les contrôler sous ce rapport, et leur contrôle aurait beaucoup de peine à s'exercer.

Or, si l'on a le concours des instituteurs eux-mêmes, la loi perd beaucoup de son caractère odieux, au moins pratiquement.

2° Si, contrairement à ces prévisions, le gouvernement exige des instituteurs qu'ils exécutent la loi dans toute sa rigueur, il ne faut pas balancer à les exhorter à s'y refuser obstinément et à ouvrir plutôt des écoles libres. Qu'on n'oublie pas le magnifique exemple donné en pareille occurrence par le minuscule royaume de Belgique où tout ce qu'il y avait d'instituteurs chrétiens a préféré donner sa démission plutôt que de subir le joug de la libre pensée.

3° Dans les communes où les instituteurs seraient portés à donner à la loi son vrai caractère d'impiété, il faut, conformément à la circulaire que nous avons publiée dans notre dernier

numéro, établir une surveillance active sur leurs écoles, leur langage, leurs livres classiques.

Quand ils sauront, et avec eux les recteurs et les inspecteurs et les maires républicains et les commissions scolaires trop républicaines, qu'ils sont observés sévèrement par des centaines et des milliers de pères de famille bien décidés à ne laisser passer aucune manifestation irréligieuse, aucun mépris des croyances qui leur sont chères, ils seront plus portés à garder tout au moins une absolue neutralité.

4° Voici maintenant le cas où des instituteurs s'armeront de la loi pour prêcher l'athéisme. La règle à suivre en cette occasion est des plus claires : les pères de famille doivent résolument désobéir à la loi et retenir les enfants chez eux, s'il n'existe pas d'école chrétienne libre dans le voisinage. Il est vrai qu'on risque la réprimande publique, et, en cas de récidive, l'amende et même la prison. Mais souvenons-nous de la devise bretonne : *patius mori quam fœdari*. C'est pour soutenir cette lutte, qu'il faut établir partout des comités pour soutenir les opprimés, pour payer l'amende à leur place, et les compenser de leur salaire perdu en cas de prison.

5° En présence des écoles notoirement athées, les pères de famille feront bien d'exprimer collectivement leur volonté, ou de retirer en masse leurs enfants. Le gouvernement républicain est fanfaron par nature ; il paie d'audace devant l'adversaire isolé et timide ; il recule devant le nombre qui lui montre les dents.

5° Un des moyens les plus efficaces ; quand il est possible, sera d'ouvrir des écoles chrétiennes libres. C'est un sacrifice d'argent. Mais est-ce que l'âme d'un enfant ne vaut pas tout l'or du monde ? Quelle fortune pourrait compenser la perte de la foi ?

Il faut faire le vide dans les écoles de l'État, les couvrir de mépris et de honte, refuser comme employé ou domestique tout garçon ou toute fille élevés en dehors ou en haine de la religion, les montrer au doigt comme des excommuniés.

Pour faciliter l'établissement d'écoles libres, il serait urgent d'obtenir des Congrégations qu'elles envoient leurs sujets, non plus par trois, selon la règle générale, mais par deux et même par un. Nous touchons là à un point délicat, nous le savons. Mais puisqu'on transforme la France en mission étrangère, en terre barbare et païenne, il faut bien se plier aux exigences de la situation. Il y aurait, du reste, bien des moyens de diminuer les inconvénients de la solitude soit pour les religieuses soit pour les religieux. Un religieux trouvera toujours l'hospitalité chez le plus pauvre curé de campagne, et une religieuse trouvera toujours asile chez quelque personne pieuse, ou tout au moins la compagnie continue de quelque élève.

7° Enfin, il faut que tout ce qui est chrétien dans une paroisse ne cesse de protester à tout venant contre cette loi de malheur. Tous les

moyens sont bons pour cela. A l'époque des élections municipales et autres, qu'on fasse parler le scrutin ! Les femmes n'ont pas voix au chapitre électoral, mais elles en ont une ailleurs, et souvent prépondérante ; c'est le cas d'en faire usage sans trêve ni repos.

Q. — A propos de l'enseignement primaire, je me trouve dans une situation perplexe. Ma paroisse qui a moins de 300 habitants, n'avait qu'une école mixte. Dieu merci, j'ai pu séparer les sexes en établissant une école libre de filles tenue par des religieuses. Or, voici que le maire, s'appuyant, dit-il, sur une circulaire ministérielle, entend établir la gratuité absolue dans cette école libre, et pour cela, il propose à la sœur supérieure une compensation de 200 francs, à la condition que son école tiendra lieu d'école communale, et que la gratuité sera absolue pour toutes les élèves.

Je vous demande :

1^o Faut-il accepter la proposition ?

2^o L'acceptation fera-t-elle perdre à mon école de filles sa qualité d'école libre et donnera-t-elle au maire et aux autorités académiques quelques droits particuliers sur mon établissement ?

R. — Ad I. Il y a en effet, une circulaire de M. Ferry, ministre de l'Instruction publique, en date du 22 septembre 1881, dans laquelle nous lisons le paragraphe suivant : « 5^e L'enseignement primaire public devant être partout entièrement gratuit, les communes qui possèdent actuellement des écoles libres tenant lieu d'écoles publiques devront s'entendre avec les directeurs ou directrices de ces écoles pour que la rétribution scolaire y soit immédiatement supprimée. La convention qui interviendra à ce sujet sera soumise à mon approbation ; elle ne pourra, dans tous les cas, avoir qu'un caractère provisoire pour toutes les communes qui sont obligées par la loi à entretenir des écoles spéciales aux filles. A défaut d'entente avec les chefs d'établissements libres ou en cas de prétentions exorbitantes de la part de ceux-ci, les communes auraient à se procurer dans le plus bref délai, les écoles dont l'entretien est pour elles obligatoire. Enfin, si des conventions acceptables interviennent entre les directeurs ou directrices d'écoles libres et les municipalités, la dépense qui résultera de leur exécution sera acquittée au moyen des ressources énumérées aux articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 16 juin 1881. »

Notre correspondant peut voir qu'aux termes du document susdit, rien n'oblige les écoles libres à accepter les propositions qui leur seraient faites par les municipalités. Elles auront donc à se déterminer par le plus ou moins d'intérêt qu'elles y trouveront. Pour quelques-unes, ces propositions faites par les municipalités seront une ressource inespérée pour leur budget. Car, par le seul fait qu'une commune est ainsi dispensée de bâtir une école et d'y entretenir à grands frais un instituteur ou une institutrice, l'école libre a le droit de réclamer une bonne indemnité. Il ne faudrait pas l'exagérer cependant, afin de jouir du bénéfice de la générosité, en se rendant utile et

quelquefois nécessaire à la commune. Nous penchons pour que les écoles libres se prêtent de bonne grâce à une entente cordiale.

Ad II. — Cette entente entre la municipalité et l'école libre n'entraîne nullement avec elle aucune modification aux lois qui régissent ces sortes d'établissements. Elles demeurent vis-à-vis du maire et des autorités académiques dans les mêmes conditions qu'auparavant. Toutefois, que notre correspondant veille bien aux termes du contrat à intervenir. Il fera bien, dans tous les cas, de faire stipuler dans ce contrat cette liberté de l'école, la plus précieuse et la plus nécessaire de toutes à l'heure présente. La plus grande circonspection lui est commandée à cause des graves intérêts qui sont en jeu.

Q. — Chaque paroissien ici paie chaque année une certaine redevance pour sa chaise, sans bail ni location de chaise depuis dix ans.

M. le maire ayant supprimé le traitement du clerc accordé depuis longtemps par la commune, le conseil de fabrique a pris une délibération par laquelle il augmentait chaque place de 50 centimes pour refaire au clerc un petit traitement.

Toutefois chacun est libre de laisser ou de reprendre sa place au bout de l'an.

De là, grande opposition du maire, même par affiche publique.

Malgré tout, la chose s'est accomplie comme si rien n'était, sans que personne ait murmuré. Pouvons-nous continuer ?

R. — Les fabriques sont autorisées à prélever un prix pour la location annuelle des chaises dans l'église ; ce prix est réglé par délibération du bureau des marguilliers, approuvée par le conseil de fabrique ; et cette délibération doit être affichée dans l'église. (*Décret du 18 mai 1806, art. 1. — Décret du 30 décembre 1809, art. 64.*)

Par conséquent, bien que la délibération n'ait pas été faite préalablement par le bureau des marguilliers et soumise ensuite à l'approbation du conseil, la fabrique n'a fait qu'user de son droit, en augmentant le prix des chaises. Toutefois, elle a outrepassé ce droit en rendant l'augmentation obligatoire pendant le cours de l'année. Les fidèles pouvaient très-légalement refuser de payer l'augmentation jusqu'à l'expiration du temps convenu. Mais du moment qu'ils ont accepté sans opposition la modification du tarif, même pour l'année courante, il n'y a rien à dire : *scienti et volenti non fit injuria*.

On peut parfaitement continuer.

Q. — Le fossoyeur dans les campagnes, qui sert en même temps en beaucoup d'endroits de gardien de l'église, est-il tenu d'avoir un registre des tombes et des noms des morts qui y sont enterrés. On m'a affirmé qu'il en était ainsi ; ce que je n'ai vu dans aucun livre traitant de la police des cimetières ?

Le conseil municipal, dit-on, chercherait noise sur ce point à mon fossoyeur qui est en même temps mon employé. Répondez-moi catégoriquement.

R. — Nous ne connaissons aucune loi qui impose une pareille obligation au fossoyeur per-

sonnellement. Mais il y a des règlements qui recommandent aux maires de tenir ou de faire tenir ce registre dans les mairies.

D'un autre côté, le maire ayant la police des cimetières, il lui appartient exclusivement de nommer le fossoyeur et partant de lui donner des ordres et des instructions. S'il exige de lui qu'il tienne note des tombes et des morts qui y sont enterrés, le fossoyeur doit obéir. On ne voit pas trop comment cette mesure d'ordre pourrait être vexatoire pour le conseil de fabrique ou le curé. Les employés sont faits pour obéir aux ordres de leurs supérieurs, et ici le maire est le chef hiérarchique du *fossoyeur*.

Nous disons le maire, et non le conseil municipal dont les attributions ne s'étendent pas à la police locale. Sous ce dernier rapport, ils n'ont que le droit d'exprimer des vœux au maire.

Q. — Un prêtre sans titres universitaires peut-il prudemment donner des leçons de latin? Y a-t-il des formalités à accomplir?

R. — Oui, d'après l'art. 66 de la loi organique de 1850, qui n'a pas été abrogée sur ce point. Les conditions sont 1^o que ce prêtre ne sera pas interdit; 2^o qu'il n'enseignera le latin qu'à quatre jeunes gens au plus; 3^o que ces jeunes gens se destinent aux écoles ecclésiastiques; 4^o que la déclaration en sera faite au recteur.

Q. — 1^o Un conseiller de fabrique ayant été révoqué, peut-il être réélu, et combien de temps après sa révocation?

2^o Un autre conseiller refuse de se rendre à une séance du conseil, sous prétexte que la convocation a été faite par le curé et non par le président du conseil. Que penser de ce grief?

3^o Lorsqu'un conseiller de fabrique donne sa démission, — à qui doit-elle être adressée? — sous quelle forme? — Par qui peut-elle être acceptée?

4^o Une personne n'ayant pas mis les pieds à l'église depuis au moins quinze ans, y conserve néanmoins sans rien payer, une place à vie qu'elle a acquise autrefois au prix de « deux francs. » La fabrique, manquant de ressources, ne pourrait-elle s'emparer de la place pour la louer à son profit.

5^o Deux parcelles de terre ont été grevées par hypothèque il y a 50 ans, d'une rente annuelle de 5 fr. en faveur de notre église, pour une fondation de deux messes. L'hypothèque n'a jamais été renouvelée; mais, bien que les parcelles de terre aient plusieurs fois changé de mains, les deux possesseurs actuels paient la rente. L'église n'ayant aucun titre, comment faire pour en obtenir un des propriétaires actuels?

R. — Ad 1^{re}. Non, une révocation suppose une condamnation prononcée par les tribunaux pour un crime ou un délit déshonorant: ce qui imprime une tache infamante sur le coupable, et le retranche à tout jamais du rang des notables d'une paroisse.

Ad 2^{re}. Le grief n'est pas sérieux; il serait même illégal; car le curé a le droit de convoquer le conseil de fabrique. D'après l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809, les séances ordinaires sont uniquement annoncées au prône de la grand'messe. Or, le prône, j'imagine, est fait par le curé et non

par le président. Toutefois le curé ne jouit pas exclusivement du droit de convoquer le conseil. Ce droit appartient aussi au président.

Ad 3^{re}. Il est convenable qu'une démission soit adressée au président, mais on peut l'adresser aussi bien au curé ou d'une manière générale au conseil par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses membres.

Il n'y a pas de forme déterminée pour une démission. Le fabricant peut la donner verbalement s'il assiste à la séance. Il doit la faire par écrit, s'il n'y assiste pas.

Elle ne peut pas être refusée. Le président communique la démission au conseil et en prend acte: voilà tout. Toutefois, avant de prendre acte et de procéder au remplacement du démissionnaire, rien ne s'oppose à ce que le conseil fasse des instances pour que la démission ne soit pas donnée. C'est une affaire de courtoisie.

Ad 4^{re}. On ne perd le droit à un banc loué à vie qu'en quittant la paroisse. Le non usage du banc, pourvu qu'on soit domicilié dans la paroisse, n'amène pas de déchéance.

Mais dans le cas présent, il y aurait lieu de rechercher si cette concession d'une place à vie moyennant la somme de 2 fr. une fois payée, a été faite légalement: ce qui n'est pas probable. La fabrique ferait acte de sagesse en examinant la question, en procédant à cette étude, et, au besoin, en provoquant une résolution juridique. Ces questions de nullité de location relèvent des tribunaux ordinaires.

Ad 5^{re}. La fabrique ne peut que solliciter des propriétaires du terrain la reconnaissance de sa rente, en demandant un acte nouvel. Si les propriétaires se refusent à le donner, on ne peut les y forcer juridiquement, puisqu'en supprimant les quittances, ils peuvent affirmer qu'ils n'ont point payé la rente depuis trente ans, et conséquemment invoquer la prescription.

Il y a pourtant des auteurs, entr'autres Dieulin, qui, s'appuyant sur un arrêt de la cour de cassation du 20 novembre 1839, pensent qu'on pourrait quelquefois suppléer au défaut de renouvellement d'un titre prescrit, en prouvant par écrit ou par témoins que, depuis moins de trente ans, les débiteurs ont servi les arrérages de la rente.

Y aurait-il lieu dans le cas présent d'entamer un procès? Comme on dit vulgairement, le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'obtenir à l'amiable un titre nouveau. Puisque les débiteurs payent régulièrement et sans protester en aucune manière, il est probable qu'ils accorderaient sans peine le titre désiré! Les frais de l'acte incomberaient à la fabrique.

Courrier de l'Utile.

MALADIES DES DENTS ET LEURS REMÈDES

La carie est la maladie des dents la plus fréquente.

Le scorbut, les affections scrofuleuses, le séjour dans des lieux et des habitations humides sont souvent les causes qui la produisent.

On distingue 1^o la carie disruptive; elle commence par une tache, qui donne naissance à une excavation près de la racine : la couronne se détache et la dent est rompue; 2^o la carie charbonnée, ainsi appelée parce qu'une couleur noirâtre apparaît sous l'émail; bientôt le mal corrode la dent et la détruit jusqu'à la racine; 3^o la carie perforante, la plus fréquente de toutes; la matière osseuse se ramollit, la dent s'altère, se creuse, devient fétide; la cavité dentaire s'ouvre, les douleurs sont très-aigües; après un laps de temps plus ou moins long, la substance osseuse est détruite, et il ne reste que la racine devenue insensible; 4^o la carie calcaire; ce mal calcine la dent, pour ainsi dire, et la rend friable, mais il cesse de faire des progrès à un certain âge et la douleur s'éteint; 5^o la carie écorçante; l'écorce de la dent ou l'émail devient jaunâtre, puis se détache par parcelles; 6^o la carie stationnaire, caractérisée par une excavation superficielle, à fond noirâtre, mais inodore.

On prévient la carie par le fréquent nettoyage de la bouche, et l'enlèvement du tartre. On la combat, lorsqu'elle est à la superficie, par l'application des huiles essentielles, des teintures aromatiques; lorsqu'il y a excavation, mais non trop profonde, on enlève la partie détériorée, à l'aide de la lime et de la rugine. Ce dernier instrument est composé d'un manche et d'une tige métallique, terminée par une pointe d'acier en langue de carpe ou en lame de canif. Pour le limage des dents, on emploie des limes de formes diverses, présentant les courbures les plus variées. Il faut bien se garder d'user de cet instrument lorsque la dent est douloureuse, ou lorsque la cavité dépasse l'épaisseur de l'émail. L'emploi de la lime ainsi que de la rugine est réservé aux dentistes.

Lorsque l'excavation est profonde, on remédie à la carie par la cautérisation. Cette opération a pour but de brûler et de détruire la nerf dentaire; elle ne doit être pratiquée que quand la douleur a cessé. On emploie le feu ou les caustiques. Pour cautériser par le feu, on se sert d'une petite sonde pointue, chauffée jusqu'au blanc et on l'introduit dans la racine par l'orifice de la carie. Souvent on est obligé de réitérer l'opération. Les caustiques en usage sont l'acide nitrique, l'acide sulfurique, insérés dans la cavité à l'aide d'une boulette de coton imbibée; quelques-uns préfèrent un petit morceau de potasse caustique. Ces diverses substances doivent être maniées avec précaution. Un

prêtre italien nous a indiqué et nous avons employé avec succès le moyen suivant : passer au feu de l'alun de roche, l'envelopper d'un linge fin, tremper le sachet dans le vinaigre et laisser goutter dans l'intérieur de la cavité dentaire; la cautérisation est aussi parfaite que possible.

Lorsque la dent est devenue insensible, ce que l'on constate en passant de l'eau froide par dessus, sans éprouver de sensation désagréable, on enlève les parties cautérisées au moyen de la rugine, on éponge avec du coton sec, et on procède au plombage.

Cette obturation, quand elle ne doit être que provisoire, se fait avec la cire, les résines, les gutta-percha. Le vrai plombage, comme son nom l'indique, se faisait autrefois avec des feuilles de plomb, quelquefois d'éraïn, d'argent et d'or; aujourd'hui on emploie des feuilles d'or et des amalgames métalliques, ou alliages de mercure avec d'autres métaux. Quand la cavité de la dent a été parfaitement nettoyée, on la remplit avec une feuille d'or, que l'on presse pour qu'elle remplisse exactement l'excavation et on lui donne la consistance au moyen du fouloir. Un certain nombre d'amalgames ont été employés. Pour donner satisfaction à plusieurs de nos abonnés qui nous en ont demandé la recette, nous indiquerons deux compositions: la première consiste dans une pâte obtenue par le mercure et un alliage en parties égales, d'argent et d'étain; cette préparation acquiert une grande dureté; la seconde, dans un alliage de 4 parties d'argent, 2 d'étain, 1 de zinc, mélangées avec du mercure.

Nous rappelons encore une fois que toute douleur a dû cesser quand se fait le plombage, sinon, le mal en serait augmenté et on serait obligé d'enlever le corps étranger introduit dans l'excavation.

Nous ne dirons rien de l'extraction, car elle ne saurait être attribuée qu'aux dentistes. Un praticien sérieux sait, suivant la nature de la dent à extraire, choisir l'instrument le plus avantageux, prévenir les accidents, tels que la fracture des dents et l'hémorrhagie, au moins il sait y remédier. La seule précaution que doit prendre le malade est de se gargariser avec un peu d'eau tiède une ou deux minutes après l'opération et d'éviter le contact de l'air froid.

IMPRIMERIE.

Lingonis, die 19 aprilis.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALGYONI.

Demandes et Réponses.

D. — Vu l'horrible loi que vient de voter la franc-maçonnerie du Sénat pour rendre obligatoire l'enseignement de l'athéisme aux enfants, ne serait-ce pas bien de donner à tous les enfants, comme souvenir de première communion, le livre de la Doctrine chrétienne de Lhomond?

On peut se procurer ce volume, relié ou cartonné, au plus bas prix?

Veuillez répondre dans l'Ami du clergé le plus tôt possible?

Ne serait-il pas bon, pour faire avorter cette hideuse loi, qu'un libraire la publie avec l'abrégé des commentaires donnés par les sénateurs de la droite?

Quelques exemplaires de cette explication répandus dans chaque commune pourraient éclairer bien des ignorants et ranimer à l'égard de leurs enfants les sentiments chrétiens de bien des pères lâches et indifférents.

N.

R. — 1^o En ce qui concerne l'ouvrage de Lhomond, notre avis est que le *Manuel du chrétien* du P. Boué, jésuite, serait préférable. Il contient, en effet, un abrégé de la doctrine chrétienne, qui est un chef-d'œuvre de clarté; — des Pensées pour chaque jour du mois, avec des traits historiques qui frappent et intéressent; — tous les Offices principaux et les Evangiles; des Cantiques.

Ce petit livre, qui peut servir de livre de lecture, et de livre de messe, vaut tout cartonné élégamment, net, 75 centimes, en nombre.

Nous voudrions le voir en toutes les mains, et nous serions rassurés contre les tentations de l'instruction athée.

Plus de cent mille exemplaires ont déjà été répandus.

On expédie un exemplaire comme échantillon sur demande.

2^o Quant au complément de votre question, à savoir : qu'il serait bon de publier un commentaire de la nouvelle loi sur l'instruction primaire, loi athée par dessus tout, pour en montrer les dangers aux pères de famille, nous avons quelque chose de mieux à vous indiquer : abonnez-vous, ou abonnez quelques-uns de vos paroissiens au journal le *Paysan*.

Ce petit journal, qui n'a pas encore une année d'existence, compte déjà plus de vingt mille abonnés, et est appelé à en avoir cinquante mille.

« Le *Paysan* a pour directeur M. André Barbes, l'un des plus vaillants champions de la presse conservatrice, rédacteur de la *France nouvelle*, du *Clairon*, etc., conférencier populaire, couru et acclamé, auteur de romans estimés et de brochures politiques, toutes à l'honneur de son talent et de ses convictions.

« Comme son titre l'indique, le *Paysan* est destiné aux classes rurales. On y parle de tout ce qui intéresse l'agriculture, la vigne, les animaux de travail, le propriétaire, le fermier, le manouvrier, l'école et l'église.

« Bien entendu aussi, on y dit, en matière politique, tout ce qu'il est essentiel de dire, afin que tout le monde soit tenu au courant des choses et des événements du jour.

« En outre, trait caractéristique, et à lui particulier : le *Paysan* prend dans chaque article le ton et les tournures du langage expressif des populations des campagnes, et de plus, il est orné, dans chaque numéro, d'un grand nombre d'images et dessins appropriés aux divers sujets, et qui amusent l'œil autant que le texte charme l'esprit. »

Voilà ce que nous lisons, relativement à ce

petit journal, dans l'*Ami des livres* du 15 mars dernier, qui, certes, s'entend à juger du mérite et de la portée des livres et des journaux. Et nous nous autorisons de ses paroles pour vous engager à propager le *Paysan* partout où vous avez action. Ah! si vous y lisiez une seule causerie du père Brisquet, du père Guilleret ou de Jean-Claude!

Le *Paysan*, format du *Petit Journal*, paraît chaque dimanche et ne coûte que TROIS FRANCS par an.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse n'a eu rien de saillant cette semaine. Un peu plus de faiblesse sur les cours, c'est tout ce qu'on peut en dire. Aussi, ne nous attarderons-nous pas à comparer des chiffres qui ne présenteraient presque pas de différences; et, en fait de conseils, nous contenterons-nous de soumettre à nos propres lecteurs ceux que le journal *La Banque* (n. du 15 avril courant) donne aux siens. Voici son article :

« Nous constatons avec plaisir que les relations quotidiennes que nous entretenons avec notre clientèle, par voie de correspondance, se traduisent, en ce moment surtout, par des demandes de conseil sur l'emploi de fonds disponibles.

« Etant donné ces bonnes dispositions des capitaux d'épargne, nous croyons rendre un véritable service à nos lecteurs, en les engageant vivement à acheter encore des actions de la *Société générale de librairie catholique*.

« La prospérité actuelle et l'avenir fructueux de cette importante entreprise sont deux points suffisamment établis dans nos précédents articles pour que nous n'insistions pas davantage à les prouver.

« Comme il nous a été facile de le démontrer dans bien des occasions, les actions de cette Société offrent aux capitaux soucieux de leur repos, toutes les garanties désirables comme emploi. Elles ont, en outre, cet autre avantage très appréciable, qu'elles assurent un revenu certain de 5 0/0, que peu de bonnes valeurs sont dans le cas d'offrir à l'heure qu'il est.

« On peut se convaincre de cette vérité, en se reportant aux faibles dividendes distribués cette année par la plupart des Sociétés financières, dividendes qui ont atteint un taux des plus modestes. On verra, d'autre part, que les grandes Compagnies de chemins de fer elles-mêmes n'ont rapporté en moyenne que 4 0/0 sur le dernier exercice. Au point de vue du revenu, nous voyons donc que les actions de la *Société générale de Librairie catholique* sont exceptionnellement bien partagées.

« Quant à la plus-value de ces actions, elle se produira infailliblement par le fait de l'extension graduelle des opérations de la Société et de la progression constante de la valeur de ses immeubles qui, ainsi que nous le disions il y a 8 jours, augmente d'une année à l'autre. A cet égard, nous n'exagérons certainement pas en disant que, dans un avenir très rapproché, les immeubles dont est propriétaire la *Société générale de Librairie catholique* représenteront à eux seuls la valeur du capital social.

« Avec de pareils gages, l'épargne peut se porter en toute sécurité sur des actions qui ont déjà donné des preuves sérieuses de solidité et dont le prix ne tardera pas à s'élever. »

MOIS DE MARIE

EXTRAIT DES ŒUVRES

DE

Monseigneur de LA BOUILLERIE

Archevêque de Perga, Coadjuteur de Bordeaux

PAR

L'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, etc.

1 volume in-12 de iv-178 pages. — Prix 2 francs.

PRIÈRES A LA VIERGE

EXTRAITES DES MANUSCRITS DU MOYEN-AGE

Par LÉON GAUTIER

CHARMANT VOLUME ELZÉVIRIEN, AVEC ENCADREMENTS STYLE MOYEN-AGE

Broché, 4 fr. — Relié toile bleue, tranches rouges ou dorées, 5 fr. — Chagrin plein orné, tranches dorées, 10 fr. — Edition populaire, 2 fr.

Ce beau livre divisé en *cinq parties* : 1^o PRIÈRES POUR LA JOURNÉE. — 2^o PRIÈRES POUR LA SEMAINE. — 3^o PRIÈRES POUR LE MOIS. — 4^o PRIÈRES POUR L'ANNÉE. — 5^o PRIÈRES DURANT LA VIE, contient dans sa troisième partie un admirable MOIS DE MARIE.

LA VIE DE NOTRE-DAME

D'après Saint François de Sales, par le P. Ch. Clair, de la Compagnie de Jésus

Un beau volume in-32. — Prix : 2 fr. 50.

Une fleur tous les soirs à Marie, petit mois de Marie pour les enfants, par une mère de famille. Joli volume elzévirien in-32, 2 fr. Le volume avec le bouquet des 31 fleurs, dans un petit pot bleu. 3 fr.

La vierge Marie, d'après saint François de Sales. Nouveau Mois de Marie, par M. l'abbé CHAUMONT. — Un beau vol. in-16 elzévirien, sur papier vergé, 3 fr. — Edition de propagande, 1 vol. in-18. » 75

Mois de Marie de Notre-Dame de Lourdes, par Henri LASSERRE. 1 vol. in-12. Prix : 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition format paroissien, toile anglaise, tranche rouge. 3 fr.

Mois de Marie des mères chrétiennes, dédié aux associés de l'archiconfrérie, par le R. P. HUGUET, S. M., approuvé par S. Em. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Quatrième édition améliorée. 1 volume in-12 de xii-421 pages. 1 fr. 50

Le plus ancien Mois de Marie, traduit par le R. P. BLOT, et enrichi d'exemples nouveaux pour chaque jour du mois. Cinquième édition. 1 vol. in-32. 1 fr.

Mois de Marie des paroisses et des familles chrétiennes, par M. l'abbé Antoine RICARD, du clergé de Marseille. 1 fort volume grand in-18 de 332 pages, 2 fr. — Rel. cart. tranche rouge. 3 fr. 50

Mois de Marie des pèlerinages, par ALFRED DE PERROIS. 1 vol. in-12, édition populaire, 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Edition ornée de 22 gravures. 4 fr.

Mois de Marie des Madones de Pie IX, par M. l'abbé DURAND, du diocèse de Grenoble. — 1 beau vol. in-32, orné du portrait du St-Père et de 31 gravures représentant les Madones que Pie IX avait recommandé d'invoquer. Broché, 4 fr. — Relié toile anglaise, tranches rouges. 5 fr.

Vie de la très-sainte Vierge, d'après les Ecritures, avec une préface de Mgr MERMILLOD. 1 vol. in-48 elzévirien. 2 fr.

Méditations sur les litanies de N.-D. de Lorrette, écrites au xvi^e siècle, par le R. P. abbé dom SILVANI RAZZI, camaldule, et traduites de l'italien par Ernest Razy. 1 vol. in-12 de xvi-187 pages. 1 fr. 50

Marie offerte à la jeunesse dans les principales circonstances de sa Vie, Mois de Marie de la jeune chrétienne, par M. l'abbé DUMAX, sous-directeur de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires. Nouvelle édition précédée d'une lettre de S. G. Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans, à l'auteur. — Nouvelle édition, texte encadré d'un filet rouge, lettres ornées, fleurons. — In-48 de 253 pages. 2 fr.

Mois de Marie des Ames intérieures ou la Vie de la sainte Vierge, proposée aux Ames intérieures, par MM. H... et L..., prêtres. — Ouvrage revêtu de sept approbations épiscopales. 14^e édition. Prix. 1 fr. 50

Ecrin de N.-D. de Lourdes, contenant les Heures pieuses du Pèlerin, un excellent mois de Marie, etc., etc., par l'abbé CASABIANCA. — Un joli volume elzévirien de 440 pages. — Deuxième édition. Prix. 2 fr.

Les fêtes de la sainte Vierge, considérations historiques et pieuses sur chacune des fêtes de Marie, par l'abbé SAILLARD, curé de Gières, directeur de la *Semaine religieuse* de Grenoble. 1 vol. in-18 de xv-293 pages, caractère elzévirien. 3 fr.

Marie immaculée mère de Dieu, par le R. P. H. KINANE. P. P. Ouvrage honoré de quinze approbations, traduit de l'anglais par Lérída Geofroy. 1 beau vol. in-16 de 428 pages avec encadrements, caractères elzéviriens, lettres ornées et deux gravures. 4 fr.

Les Rosaïres de la B. Vierge Marie, par un religieux Augustin du xv^e siècle. Lectures pour tous les jours du mois de mai, traduites du latin, mises en ordre et enrichies de traits d'histoire, par M. l'abbé RAMBOUILLET. 1 vol. in-12 de xii-284 pages. 2 fr.

MOIS DE MARIE D'APRÈS LES PRÉDICATEURS CONTEMPORAINS

Suivi d'une série de Textes de l'Écriture et des Pères sur chaque Fête de la Sainte Vierge

Pour servir de matière à des Instructions, Sermons & discours sur ces fêtes

1 beau volume in-12 de 310 pages. — Prix 3 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 17 :

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche après Pâques : La catholicité de l'Église. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décision sur la validité des fiançailles privées. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Origine, efficacité, auteur de la prière des trente jours. Est-elle approuvée? — Peut-on dire la messe d'un saint qui n'est pas dans le calendrier, mais qui est inscrit au martyrologe? — Quelle préface dire aux messes votives du carême? — Deux époux peuvent-ils se marier dans le pays natal de la femme domiciliée ailleurs? — Est-on tenu de faire l'eau bénite avant la messe du dimanche? — A quel tableau doit-on s'en tenir pour commencer la récitation anticipée des matines du lendemain? — Combien de cierges faut-il aux bénédictions du S. Sacrement? — Quelles leçons doit-on réciter pour l'office de saint François de Sales? — Un prêtre ayant une chapelle privée, peut-il y célébrer les trois messes de Noël? Peut-il admettre le dimanche, des personnes étrangères? — Jean ayant eu commerce adultère avec Joséphine, est-il tenu à réparer les dommages occasionnés par la naissance d'un fils dont il est douteusement le père? — Un curé qui a pris la parcelle du S. Viatique pour n'avoir pas à la rapporter de très loin à l'église, peut-il le même jour célébrer la sainte messe? — Est-il vrai qu'on doive bénir après ses couches une femme qui a donné scandale? — Quelle est la matière liturgique des aubes? — Qu'entend-on par exposition de reliques? — Absout-on valablement un pénitent qui perd connaissance en se confessant? La contrition existe-t-elle chez le malade qui a fait appeler le prêtre et a perdu connaissance depuis. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelle largeur la fabrique peut-elle revendiquer autour de l'église dans un ancien cimetière? Peut-elle clore ce terrain? — A qui appartient une somme de 4 francs donnée par l'hospice de B., pour l'inhumation d'un enfant assisté mort chez son patron? — Peut-on prendre sans formalité, pour un chemin, une partie du jardin du presbytère? — La loi s'oppose-t-elle à ce que le bureau de bienfaisance fasse distribuer les secours par une religieuse? — Les actions de société passent-elles à l'héritier simplement en vertu du testament? — Comment agir avec un conseil de fabrique qui n'a plus ni trésorier, ni secrétaire, si les Présidents du conseil et du bureau ne s'occupent pas des dépenses? — Comment placer les fabriciens au banc d'œuvre. — COURRIER DE L'UTILE : Les chaussures.

PREMIÈRES COMMUNIONS

Nous avons publié, dans notre dernier numéro, la nomenclature des objets que le Comptoir de Commission de la Société générale de Librairie catholique était en mesure de procurer à l'occasion de la solennité des Premières Communions.

Pour ne rien omettre, nous donnons aujourd'hui, à l'avant-dernière page, une liste d'ouvrages écrits en vue de ce grand jour. La plupart sont analysés dans les années précédentes de l'Ami du Clergé, notamment dans le numéro du 28 avril 1881.

Nous ne parlerons donc ici que des deux suivants, qui, certes, possèdent toutes les qualités requises pour figurer avec honneur dans cette riche collection.

Le plus beau jour de la vie, traduit de l'allemand par le chanoine SCHNEUWLY, directeur des écoles. Avec un chromo, et 28 gravures sur bois. In-18. 239 p. 1881. Einsiedeln. 3 fr.

Ce sont des lectures édifiantes, à l'usage des enfants qui vont faire leur première communion, écrites par le R. P. Buchmann, curé pendant dix ans de Notre-Dame des Ermites; ces pages délicieuses recommandées par plusieurs évêques, n'ont rien perdu dans la traduction de M. le chanoine Schneuwly. Nous ne connaissons rien de plus solide, de plus pieux, de plus gracieux parmi les innombrables ouvrages composés en

vue de la première communion. Les familles pieuses tiendront à mettre ce volume, qui plait à l'œil et qui parle au cœur humain, entre les mains de leurs enfants, afin qu'ils puissent s'en nourrir, le lire et le relire, et, par là mieux se préparer au *plus beau jour de la vie, ce jour du ciel passé sur la terre.* — (Bibliographie catholique).

Les **Retraites de Première Communion**, par M. le chanoine Louis (in-8°, 4 fr.). méritent de leur côté les meilleures recommandations.

« Ce sont, Monsieur, écrit à l'auteur un de ses vénérés confrères, d'excellents petits discours, pleins de raison, de sagesse, et autant de piété. C'est écrit d'une manière parfaitement correcte, avec un choix de mots toujours judicieux et harmonieux. A ces différents points de vue, j'ai rencontré très-peu de livres aussi agréablement écrits et d'une lecture plus attachante. » — P. Vedrenne, curé de Labachellerie.

Citons encore ce précieux témoignage :

« J'ai lu vos méditations, vos sermons, vos examens, et vos gloses pour chaque jour de la retraite. Tout cela m'a paru d'une ordonnance parfaite, d'un style clair, correct, intéressant et toujours pieux. Vos différentes allocutions et instructions du *grand jour* couronnent admirablement l'œuvre, de même que l'*Introduction* du commencement aide puissamment à mettre tout à

profit, avant de pénétrer dans l'intérieur de ce monument si varié dans ses diverses parties. » — *Ch. Castellan, curé de Jumilhac.*

NOTES LITTÉRAIRES

Recueil de Prières et d'Œuvres pies, auxquelles les Souverains-Pontifes ont attaché des Indulgences

Tel est le titre d'un ouvrage *officiel*, conseillé par Pie IX comme le meilleur livre de dévotion, étant aussi le meilleur Manuel de Piété, qui ne renferme que des *Prières* liturgiques ou approuvées par la Sacrée Congrégation des Rites, et des *Œuvres pies*, ou Pratiques pieuses recommandées par l'Eglise. On y trouvera en particulier avec toutes les dévotions catholiques les *Prières* et les *Œuvres pies* indulgenciées, en l'honneur de S. Joseph. La huitième édition, qui vient de paraître au prix de 2,50 *franco* par la poste, contient les Concessions jusqu'à ce jour. Elles sont toutes palpitantes d'intérêt et d'actualité et en harmonie avec les besoins et la situation présente de l'Eglise et de la société. C'est un livre que l'on doit avoir constamment à la main en tout temps et en particulier pendant le Carême. Les Indulgences du beau volume, d'environ 800 pages, sont applicables, par manière de suffrage, aux âmes du purgatoire.

N. B. — Nous serions reconnaissants à nos amis des *Semaines religieuses*, et des autres *organes catholiques*, s'ils voulaient bien avoir la complaisance de reproduire la courte bibliographie ci-dessus ?

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Un abonné nous prie de répondre à la question suivante :

Q. — *Que pensez-vous de la caisse d'Épargne postale ?*

Doit-on y avoir confiance, et peut-on lui remettre ses économies ?

A. B., à S. S. (Puy-de-Dôme).

R. — Nous ne pensons rien que de bon de la caisse d'Épargne postale. Elle a été créée dans le but de faciliter les économies, et cela en constituant tous les bureaux de poste en bureaux de réception. Quels que soient les gouvernements et les ministères qui puissent se succéder, ils n'y toucheront pas, nous en avons la ferme conviction.

Quant à porter ses économies à la caisse d'Épargne postale, la réponse ne nous semble pas devoir être aussi absolue, du moins en ce qui concerne les catholiques.

Remarquez, en effet, les tendances du gouvernement : on dirait qu'il ne travaille qu'à détourner vers lui l'argent du public.

Ainsi, il a fait déjà, par MM. Léon Say et Magnin, ministres des finances un emprunt de deux milliards en rente amortissable, et M. Léon Say redevenu ministre, n'a reculé devant un troisième que pour l'ajourner à l'année prochaine.

Ainsi, il veut racheter toutes les lignes de chemins de fer et les exploiter au profit de l'État.

Ainsi, dans la question présente, il a créé la caisse d'Épargne postale, sans compter la caisse des Ecoles en voie de préparation.

Or, quel emploi jusqu'ici a-t-il fait de l'argent demandé au public ? A-t-il protégé, favorisé les œuvres catholiques ? Non, puisqu'il a diminué les traitements des évêques, supprimé les bourses des séminaires, laïcisé les écoles et les hôpitaux, proscrit l'enseignement religieux de sa loi sur l'enseignement primaire, etc.

Dans cet état de choses, et comme rien n'indique aucune amélioration, nous estimons que les catholiques doivent se tourner vers les œuvres et les entreprises catholiques qui les défendent ; à plus forte raison, quand ces œuvres et ces entreprises ont fait leur double épreuve du côté moral et matériel.

NOTRE SUPPLÉMENT

Nos lecteurs trouveront encarté dans le présent numéro un Supplément relatif à l'émission de la Société générale de Librairie catholique.

Nous les engageons à le lire très attentivement. La dernière page surtout devra les frapper : nous voulons parler des lettres et des extraits de journaux qui y figurent.

Les lettres émanent d'anciens actionnaires qui connaissent depuis longtemps la Société : par le seul fait qu'ils demandent d'autres actions, c'est dire combien ils en sont satisfaits, combien ils la trouvent bonne et solide. — Les journaux ne sont pas moins unanimes dans leurs appréciations. On n'a qu'à remarquer combien ils diffèrent de titre et d'objet pour apprécier à sa juste valeur le jugement qu'ils formulent. — Qu'on s'en rapporte à ces témoignages et qu'on souscrive de confiance.

PRÉDICATION.

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
LA CATHOLICITÉ DE L'ÉGLISE.

Crescite et multiplicamini.
(Gen., ix, 1.)

« Sans parler de cette haute sagesse qui se trouve dans l'Eglise catholique, disait saint Augustin aux Manichéens, il y a bien d'autres raisons qui me retiennent dans son sein : le consentement des peuples, des nations m'y retient : son autorité, commencée par des miracles, nourrie par l'espérance, augmentée par la charité, confirmée par l'antiquité, m'y retient : la succession des évêques de Rome, qui est le siège de saint Pierre, depuis cet apôtre à qui Notre-Seigneur après sa résurrection a recommandé ses brebis, m'y retient : enfin, j'y suis retenu par le nom même de catholique qui lui est si propre, qu'encore que tous les hérétiques veuillent passer pour catholiques, néanmoins, quand un étranger leur demande où s'assemble l'Eglise catholique, nul d'entre eux n'oserait montrer sa basilique ou sa maison. » — La catholicité de l'Eglise était donc pour le grand Docteur africain un signe authentique, une marque évidente de céleste origine. Après avoir étudié l'unité et la sainteté dans l'Eglise Romaine, notre mère, considérons donc, pour croître encore en estime et en amour pour elle, sa divine universalité.

I

La véritable Eglise doit être catholique, c'est-à-dire universelle. Selon l'explication du Catéchisme romain¹, elle doit s'étendre à tous les lieux et à tous les temps, parce qu'elle a été instituée pour tous les hommes.

I. Interrogeons d'abord les oracles dans lesquels le Médiateur et le royaume spirituel qu'il devait fonder sur la terre furent montrés d'avance aux hommes, lorsqu'ils étaient renfermés encore dans le sein de l'aveuir.

« Demandez-moi, dit Dieu à son Fils, dans les prophéties de David, et je vous donnerai les nations en héritage, et j'étendrai votre règne jusqu'aux extrémités de la terre » (Ps. ii, 8).

Isaïe nous représente l'Eglise comme une nouvelle Jérusalem qui s'élève du désert, ainsi qu'une reine dont le front couronné de lumière est un signe qui rallie les peuples et les rois. Des enfants lui viennent des extrémités de l'Orient; les fils les plus éloignés s'ébranlent, et la multitude des nations se pressent dans son sein (Is., lx).

Malachie voit le sacrifice de l'Agneau sans tache qui doit porter sur le Calvaire les péchés des hommes, renouvelé dans toutes les parties du monde et le sang d'une victime pure offert tous

les jours par les mains des prêtres du couchant à l'aurore (Mal., i, 11).

Il n'est pas nécessaire de multiplier les citations; d'après ces oracles, l'Eglise doit embrasser tous les siècles et tous les pays.

II. Interrogeons en second lieu Jésus-Christ lui-même, fondateur de cette immortelle société : quelle idée nous en a-t-il donnée dans l'Evangile ?

« VOUS ME RENDREZ TÉMOIGNAGE, dit-il à ses apôtres, DANS LA JUDÉE, DANS SAMARIE, ET JUSQU'AUX EXTRÉMITÉS DE LA TERRE » (Act., i, 8). Et ailleurs : « ALLEZ, ENSEIGNEZ TOUTES LES NATIONS JUSQU'A LA FIN DES SIÈCLES » (Math., xviii).

Ainsi rien ne limite la mission que les apôtres reçoivent de J.-C. Tous les siècles, tous les pays appartiennent à l'Eglise qu'ils vont fonder. L'Eglise doit être catholique ou universelle, ou bien il faut démentir les paroles les plus expresses du Sauveur.

III. Interrogeons les Apôtres. Les Apôtres, après avoir prêché à Jérusalem, sont sur le point de se disperser dans le monde pour lui apprendre le nom de Jésus-Christ. Avant de se séparer, ils dressent un abrégé de la foi qu'ils ont reçue de Dieu; un symbole des principales vérités. Après avoir parlé des trois personnes de l'auguste Trinité, ils en arrivent à cette société que le Christ est venu établir sur la terre et pour laquelle il a versé tout son sang. Ils lui donnent un nom, mais quel nom ! Un nom sans pareil, un nom sans précédent, un nom qu'un monarque, si puissant qu'il ait été, n'a jamais osé donner à son peuple. Ils sont douze hommes de néant, douze hommes sans lettres, sans philosophie, sans science, sans puissance aucune; et ils appellent leur société, la société UNIVERSELLE, l'Eglise catholique, *Credo... Ecclesiam catholicam* ! C'est insensé ou c'est divin ! Mais non, ce n'est point insensé ! Si les Apôtres parlent ainsi, c'est qu'ils s'appuient sur la parole toute-puissante de leur divin maître qui saura bien renverser tous les obstacles; c'est qu'ils se sentent eux-mêmes remplis des invincibles énergies du Saint-Esprit, de cette force d'expansion qui les poussera jusqu'aux extrémités du monde et qu'ils communiqueront à tous leurs successeurs dans le sacerdoce !

IV. Interrogeons encore l'antiquité chrétienne, demandons aux Tertullien, aux Cyprien, aux Augustin, comment ils ont entendu les paroles du Sauveur et les oracles des prophètes.

« L'Eglise, dit saint Augustin, s'élève et s'étend dans tout l'univers, et elle ne cessera pas de croître, jusqu'à ce que les promesses soient accomplies et qu'il n'y ait plus un seul lieu dans ce monde dans lequel on ne trouve l'Eglise de Jésus-Christ » (Ep. cxix).

Saint Cyrille de Jérusalem avait dit avant saint Augustin : « Si vous arrivez dans une ville que vous ne connaissez pas, ne demandez pas seulement : Où est l'Eglise ? mais demandez : Où est l'Eglise catholique. Car voilà le nom propre de l'épouse de Jésus-Christ. On la nomme catho-

¹ Catéch. Rom., Pars prima, n° xvii.

lique parce qu'elle a seule le privilège d'être connue dans tout l'univers, d'avoir des sujets dans toutes les parties du monde » (Catech., xvii).

Saint Pacien, évêque de Barcinoë, écrivait dans le même sens : « Je ne veux pas qu'on m'appelle seulement chrétien, mais catholique. Chrétien est mon nom, catholique est mon surnom » (Epist., I, ad Symp). Et S. Cyprien : « C'est le propre de la véritable religion d'éclairer, comme le soleil, tous les points de l'univers. »

V. Interrogeons la raison chrétienne, elle nous dira qu'il est nécessaire que l'Eglise soit catholique. Qui ne comprend, en effet, que Jésus-Christ étant le médiateur commun de tous les hommes, que sa mission n'ayant pas eu seulement pour objet une nation, mais tous les peuples de la terre, *Deus vult omnes homines salvos fieri*, la véritable Eglise, dépositaire des enseignements de Jésus-Christ qu'elle doit transmettre aux hommes, de ses mérites qu'elle est chargée de leur appliquer, doit être répandue partout, doit être visible sur tous les points de la terre pour que tous les hommes puissent participer aux bienfaits de la médiation divine de Jésus-Christ. Il faut que l'Eglise de Jésus-Christ soit pour tous les lieux et pour tous les temps, comme le soleil qui chaque jour remplit l'univers de ses rayons vivifiants et lumineux !...

II

Gloire soit rendue à Dieu ! L'Eglise romaine répond bien aux oracles des prophètes, aux volontés de J.-C., à l'affirmation des apôtres et des saints Docteurs : elle est catholique ! ELLE EST UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS RÉPANDUE ET TOUJOURS PRÊTE A SE RÉPANDRE. Depuis ses premiers jours jusqu'à l'heure actuelle, elle n'a cessé de remplir le monde. Deux caractères font resplendir sa catholicité de l'éclat le plus divin : la promptitude et la continuité.

I. Rien n'égale la rapidité avec laquelle l'Eglise fait la conquête du monde. Dès le jour de la Pentecôte elle recueille les prémices de ce triomphe universel. Pierre en sortant du Cénacle parle ; à sa voix, trois mille hommes se convertissent ; parmi eux il y a des Parthes, des Mèdes, des Elamites, des Mésopotamiens, des Egyptiens, des Lydiens, des Crétois et des Arabes. Ils se répandent dans leurs nations : ce sont des germes précieux qui bientôt, sous l'influence de la prédication apostolique, s'épanouiront en magnifiques fruits de salut. En effet, Pierre avant d'aller planter l'étendard du Christ dans la capitale de la civilisation païenne, distribue le monde à ses frères dans le sacerdoce : André à la Scythie pour théâtre de son zèle, Jean l'Asie Mineure, Jacques le Majeur l'Espagne, Jacques le Mineur Jérusalem, Jude la Mésopotamie, Simon l'Egypte et la Perse, Thomas et Barthélemy la Judée et l'Arménie, Matthias les vastes contrées de l'Afrique, Matheu l'Ethiopie, Paul est partout. Emportés sur les ailes de la foi et de l'amour, ces conqué-

rants d'un nouveau genre, tout brûlants de la plus ardente et de la plus divine ambition, volent de victoires en victoires. Le succès de leur parole est tel que l'Eglise envahit le monde romain et le monde barbare. Et saint Paul peut écrire en toute vérité aux fidèles de Rome : « Je rends grâce pour vous tous, par J.-C., son Fils, PARCE QUE VOTRE FOI EST ANNONCÉE DANS LE MONDE ENTIER. La voix des prédicateurs de l'Evangile s'est fait entendre dans tout l'univers ! »

Oui, l'Eglise romaine, du temps même des apôtres était universelle ; elle avait de nombreux adeptes partout. A la différence des autres religions qui sont, pour ainsi dire, irrévocablement parquées dans les limites étroites d'un royaume quelconque, elle a, de par Dieu, un tempérament catholique. Elle est partout chez elle ; elle trouve partout son sol, son ciel, son soleil ; elle entre dans l'âme et le cœur de toutes les races humaines ; elle fait produire aux peuples les plus divers d'origine, de langage et d'habitudes, la même pureté de mœurs, les mêmes fleurs de vertu, les mêmes fruits de sainteté. Elle apporte avec elle non pas un lambeau de vérité, comme les philosophies païennes ou les sectes de l'erreur, mais la vérité pleine et entière. Comme le Christ-Sauveur, dont elle est le miroir réflecteur, elle est la lumière du monde, *ego sum lux mundi*. Et cette vérité, elle la distribue à tous indistinctement, surabondamment, aux savants et aux ignorants, aux riches et aux pauvres, aux chefs les plus illustres et aux plus obscurs sujets. Pareils à la lumière du soleil qui inonde à la fois de ses flots et le chêne des plus hautes montagnes et la plus humble fleur des champs, ses enseignements illuminent les plus humbles esprits et les plus fiers génies. Elle éclaire toutes les âmes, elle les gouverne, elle les régénère, elle les maîtrise, saisissant les esprits par la plénitude de sa doctrine, les cœurs par l'ardeur de sa charité, les volontés par la vigueur de son autorité, les imaginations et les sens par les splendeurs de son culte !...

II. Le second caractère de la catholicité de l'Eglise, c'est son indéfectible durée. Depuis les apôtres, depuis Tertullien qui s'écriait dans sa célèbre Apologétique : « Nous ne sommes que d'hier et déjà nous remplissons tout l'empire, » jusqu'à nos jours, l'Eglise romaine n'a cessé d'être partout. Elle remplit les siècles, comme elle remplit l'espace. Prodigieusement élastique pour l'action dans l'immuableté invariable de son dogme et de son intime constitution, elle garde des ressources incroyables et une perpétuelle suffisance pour subvenir à tous les besoins, à toutes les aspirations de l'humanité se développant dans les différentes phases de son histoire. Elle s'accommode de toutes les formes de gouvernement ; elle transfigure la barbarie et elle jette dans la civilisation un ferment de vie qui empêche la corruption ; elle accueille les peuples vieillissants qui tombent en décadence, bénit leur vieillesse et reçoit leur dernier soupir ; elle accueille les peuples forts

et tempère les écarts de leur virilité; elle accueille les peuples nouveaux qui s'élancent sur la scène du monde avec la vigueur du lion qui sort du désert, elle les forme et elle leur fait accepter le frein de sa sagesse.

Rien ne peut arrêter l'ardeur de son prosélytisme. Une voix, la voix de son Fondateur, lui crie sans cesse : En avant ! Comme le divin Maître, elle s'écrie : Je suis venue apporter le feu de la charité sur la terre et mon désir le plus cher est qu'il s'enflamme de plus en plus ? Cette force d'expansion suscite sans cesse dans son sein, une race d'hommes héroïques, qui s'appellent les missionnaires et qui n'ont qu'une ambition : vivre et mourir pour le nom de Jésus-Christ. Denys l'Aréopagite, Augustin, Colomban, Cyrille et Méthode, Pauthène et Frumence, Boniface et Villebrod, François-Xavier et Louis Bertrand, et cette armée de religieux Franciscains, Dominicains, Jésuites, Oblats, et ces pères de la société des Missions étrangères, comment les nommerai-je tous, comment dirai-je leur foi vaillante, leur courage intrépide ? « Les voici, s'écrie Fénelon, ces nouveaux conquérants qui viennent sans armes, excepté la croix du Sauveur. Peuples qui les vîtes venir, quelle fut votre surprise, et qui la peut représenter ? Des hommes qui viennent à vous sans être attirés par aucun motif, ni de commerce, ni d'ambition, ni de curiosité ; qui sans vous avoir jamais vus, sans savoir même où vous êtes, vous aiment tendrement, quittent tout pour vous, et vous cherchent au travers de toutes les mers, avec tant de fatigues et de périls, pour vous faire part de la vie éternelle qu'ils ont découvertel... »

Pressée d'un tel besoin de se répandre, comment l'Eglise Romaine ne profiterait-elle pas avec avidité de toutes les occasions, de tous les moyens de conquête qui lui sont offerts ? Un peuple nouveau est découvert : elle se hâte de lui porter la lumière et la vie ; elle vole sur les navires des Christophe Colomb et des Vasco de Gama ; la vapeur aujourd'hui emporte aux extrémités du monde ses apôtres, et le télégraphe notifie aux confins de l'univers les bénédictions, et les encouragements du Souverain Pontife. Que dis-je ? La persécution lui est bonne. Quand sa vie est comprimée sur un point, elle s'échappe avec plus de force sur un autre point. Elle garde des fidèles dans les contrées que l'enfer lui ravit, et elle trouve ailleurs de magnifiques dédommagements. Les hérétiques orientaux se séparent de son unité en s'obstinant dans l'erreur, la conversion des barbares la console dans ses défections ; l'Eglise grecque consomme son schisme, mais voici le moyen-âge avec ses splendeurs de foi et les lointaines excursions de ses ordres religieux ; le protestantisme lui enlève une portion de l'Europe, et le Nouveau-Monde ouvre ses portes aux messagers de la bonne nouvelle ; aux proscriptions de 1793 répond un magnifique mouvement de retour en Angleterre...

Je vous salue, sainte Église Romaine, aujourd'hui plus que jamais la marque divine de la catholicité brille sur votre front ! Plus que jamais vous êtes la religion cosmopolite ! Vos milliers de missionnaires prêchent le Christ jusque dans les pays les plus sauvages, et dans les îles les plus inconnues de l'Océan ! Vous réglez sur les cinq parties du monde ! Tandis que les autres sectes chrétiennes sont rivées aux marches d'un trône, ou cantonnées dans les frontières d'un pays, vous êtes partout ! Vous avez la catholicité des âmes, de la vérité, du temps, la catholicité locale, la catholicité numérique, avec vos 200 millions de sujets ! Je suis chrétien, c'est mon nom ; je suis catholique, c'est mon surnom ! Vous êtes la fille du ciel, je vous reconnais pour ma mère ! Je veux me dévouer à votre gloire, par la prière, par l'action, par la sainteté de ma vie, et, s'il le faut, par le sacrifice !...

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

DECISION SUR LA VALIDITÉ DES FIANÇAILLES PRIVÉES

Les fiançailles, disent les canonistes, sont des contrats qui se forment par le simple consentement des parties et qui obligent en conscience. D'après la loi générale de l'Eglise, il n'est besoin d'employer ni formule spéciale, ni aucune solennité : la promesse mutuelle faite avec l'intention de s'obliger suffit.

Nous avons dit d'après les lois générales de l'Eglise, car en Espagne, d'après une coutume particulière, sanctionnée par un décret récent de la S. Congrégation du Concile ², les fiançailles ne sont valides qu'autant qu'elles s'appuient sur un écrit public.

Le consentement mutuel, donné en particulier, se prouve d'après les dépositions des témoins et aussi par un commerce illicite. La loi admet comme présomption, qu'une personne honnête *nunquam inducitur in tantum sui dedecus nisi certitudine futuri matrimonii*. Cette présomption, il est vrai, comme toutes les autres, cède devant la preuve du contraire.

Les fiançailles valides obligent les parties, sous peine de péché, à contracter mariage entre elles. Cette obligation, qui peut cesser d'un accord mutuel, peut aussi être revendiquée par l'une des parties, malgré l'autre. Il y a cependant des rai-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² « Ami du Clergé, » 2^e année, p. 604.

sons qui peuvent dispenser une des parties de ses engagements, et, parmi ces raisons, l'Église admet l'aversion qui rendrait la cohabitation insupportable à l'un des époux.

Dans ce cas, elle permet de contracter une autre union, non toutefois sans avoir mis cette partie en demeure d'accomplir ses promesses.

Toutes ces conclusions ressortent d'une cause traitée, le 17 décembre 1881, devant la S. Congrégation du Concile.

Il y avait eu promesses de mariage entre deux jeunes gens. Le jeune homme oubliant ses promesses, songeait à d'autres noces. La jeune fille y fit opposition par devant l'Ordinaire. Les preuves furent une première fois jugées insuffisantes. Elle en appela au métropolitain. On lit dans les actes que celui-ci adressa à la S. Congrégation du Concile, où la cause fut enfin portée par le jeune homme : « Etsi in processu repromissio sponsæ desideretur, atamen ex litteris sponsi et ex testibus clare apparet non deesse promissionem sponsi, vi cuius ipse tenetur in uxorem sponsam ducere... Præterea ex processu constat sponsum rem habuisse cum sponsa et deflorasse : idcirco sponsus tenetur ad matrimonium contrahendum cum sponsa, cum ipsa sit honestæ vitæ et æqualis conditionis, ex contractu innominato facio ut faciās, do ut des, quia tunc damnum nulli alio modo adæquato reparari potest, ut tenendum est cum divo Thoma. »

La S. Congrégation fut du même avis que le métropolitain. On posa la question.

« An sententia Curiae Archiepiscopalis Tarentinæ sit confirmanda vel infirmanda in casu ? »

RESP. *Sententiam esse confirmandam, et ad mentem.*

* Mens est : Scribatur Episcopo Uritano ut moneat virum stare promissis ; quod si renuat et aversatur omnino sponsam, non esse cogendum, sed dimittendum, ideoque eidem tribuantur facultates, facto verbo cum Sanctissimo.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Pourriez-vous nous dire dans votre excellent *Ami du clergé* :

- 1° Quelle est l'origine de la prière de trente jours ;
- 2° Si elle a l'approbation de l'Église ;
- 3° S'il faut croire à l'efficacité que lui attribuent les fidèles ;
- 4° Quel en est l'auteur.

R. — Nous pensons que notre honorable confrère veut parler des messes célébrées pour un défunt pendant trente jours consécutifs. Cela posé, nous répondons :

AD I. Cette pratique remonte à saint Grégoire le Grand, qui fut pape à la fin du sixième siècle, de 590 à 604. Un religieux appelé Juste étant

mort, saint Grégoire commanda à un autre religieux, nommé Pretiosus, de dire la messe pour son confrère défunt pendant trente jours consécutifs. Le pieux moine le fit exactement. Les trente messes terminées, le défunt apparut à un autre de ses confrères et lui annonça qu'il venait d'être délivré des flammes du purgatoire. Dès lors la pratique de célébrer ces trente messes se répandit parmi les fidèles.

AD II. A-t-elle l'approbation de l'Église ? Nous ne connaissons pas d'approbation explicite. Mais du moins nous croyons pouvoir affirmer qu'elle a une approbation implicite. Car 1° la sainte Église sait que cette pratique existe depuis saint Grégoire-le-Grand, or jamais elle ne l'a condamnée, ni empêchée. 2° En 1628, la sacrée Congrégation des rites réprima plusieurs abus. Elle condamna entre autres les messes dites de saint Grégoire pour les vivants et les défunts : « Missas item quæ circumferuntur a S. C. non approbatas S. Gregorii, pro vivis et defunctis... » (8 avril 1628, n. 740.) Cette déclaration souleva des difficultés. On se demandait si cette condamnation n'embrassait pas les trente messes de saint Grégoire. Quelques mois après, la sacrée Congrégation mit fin à toutes les difficultés. Elle déclara qu'elle n'avait pas entendu prohiber les trente messes établies par saint Grégoire pour les vivants et les morts : « ... Quod prohibitio in Decreto non intelligatur quoad missas numero triginta institutas pro defunctis a S. Gregorio in Dialogor. cap. 55, sed solum illas missas impressas et non approbatas, quæ circumferuntur sub nomine S. Gregorii pro vivis et defunctis, sicut aliæ quindecim Auxiliatorum, et de Patre æterno » (28 octobre 1628, n. 772). Or, de ces paroles de la sacrée Congrégation il résulte que l'Église reconnaît que ces messes ont été établies par saint Grégoire-le-Grand et qu'elle les approuve implicitement.

3° Aussi des auteurs les plus sérieux, comme Gavantus, Quarti, Benoît XIV, Cavaliéri, Ferraris, De Herdt, Bouvry, etc., signalent cette coutume comme pieuse.

AD III. Il est communément admis que la célébration ininterrompue de ces trente messes pendant trente jours a une vertu particulière pour délivrer les âmes du purgatoire. Mais les fidèles dont parle notre correspondant n'attribuent-ils pas à ces messes une trop grande efficacité, nous l'ignorons, parce qu'on ne nous dit pas quelle efficacité on leur attribue. Quoi qu'il en soit, il est à désirer que cette pratique soit connue et propagée pour l'avantage des âmes du purgatoire.

AD IV. L'auteur de cette pratique est S. Grégoire-le-Grand, comme on peut le voir dans ses *Dialogues*, Livre IV, chapitre 55, et comme l'affirme la sacrée Congrégation des rites dans le décret que nous avons cité plus haut, ce qui donne une haute valeur à cette pieuse institution.

Q. — 1^o Peut-on, si on le demande, dire la messe votive d'un saint ou d'une sainte, reconnus comme tels dans le Martyrologe romain, mais dont il n'est pas même fait mention dans le calendrier?

2^o Dans les messes votives dites pendant le Carême, quelle préface doit-on dire? La préface commune qui est indiquée comme de rigueur, n'est-ce pas la préface du temps, c'est-à-dire la préface propre au Carême, ou doit-on dire la préface appelée commune?

3^o Deux futurs époux peuvent-ils se marier dans le pays natal de la femme, où n'a été faite aucune publication, parce que l'épouse était domiciliée ailleurs et qu'elle est majeure? Le propre curé, c'est-à-dire le curé du domicile de l'un ou l'autre époux, pourrait-il donner permission de faire ce mariage au curé du pays natal de l'épouse? En principe un curé peut-il déléguer pour un mariage en dehors de sa paroisse?

4^o Un prêtre, curé ou vicaire, qui va dire la messe le dimanche dans une succursale, est-il tenu de faire avant la messe l'aspersion de l'eau bénite? mêmes'il n'y a personne pour chanter?

5^o Pour commencer les Matines du lendemain, est-on tenu de s'en tenir à l'heure fixée par l'Ordo diocésain ou peut-on les lire à l'heure indiquée, v. g., par le Bréviaire de Le Clère *ad horologium gallicum accommodata* et qui est ordinairement en avance d'un quart d'heure sur notre ordo?

6^o Nos statuts diocésains exigent au moins 6 cierges de cire pour l'exposition du Saint-Sacrement, mais ils ne disent rien des bénédiction. Y a-t-il quelque chose de fixé à cet égard, soit pour le nombre des lumières en général, soit pour le nombre de cierges en cire spécialement?

7^o Pour saint François de Sales, notre Ordo ne disait rien cette année, pas plus qu'avant d'être docteur. Quelles leçons devait-on lire au 1^{er} et au 3^e nocturnes? N'y a-t-il rien à ajouter aux leçons du 2^e nocturne? Quelle messe devait-on dire?

R. — AD I. Oui, on peut dire la messe votive d'un saint ou d'une sainte, dès qu'ils sont inscrits au Martyrologe, parce qu'alors leur canonisation est certaine, et cela suffit d'après l'enseignement commun.

AD II. Dans les messes votives on dit la préface propre si elles en ont une propre. Si elles n'en ont pas une propre, on prend la préface du temps s'il en a une propre; or le temps de carême en a une; donc on doit la dire. On ne prend la préface commune que s'il n'y en a pas de propre pour la messe votive ou pour le temps.

AD III. Oui, les époux peuvent se marier dans le pays natal de la femme, lors même qu'aucune publication n'y aurait été faite, pourvu que le propre curé, c'est-à-dire le curé du domicile de l'un ou de l'autre des époux délègue pour faire ce mariage le curé du pays natal de l'épouse; car en principe un curé peut déléguer un prêtre pour un mariage en dehors de sa paroisse.

AD IV. Le curé est obligé de faire l'aspersion de l'eau bénite dans une succursale où il va dire la messe, car cette aspersion est obligatoire dans les églises tenues à l'office public. Elle est obligatoire lors même qu'il n'y aurait personne pour chanter. Dans ce cas on se contente de lire les prières de l'aspersion.

AD V. Pour commencer Matines, on n'est pas obligé de s'en tenir à l'Ordo diocésain, ni à l'heure indiquée par les Bréviaires. On peut les commencer à l'instant où le soleil est au milieu de sa course entre son midi et son coucher. Mais

comment connaître la véritable heure? Faut-il se baser sur le temps vrai ou sur le temps moyen; ou bien encore se baser tantôt sur le temps vrai, tantôt sur le temps moyen? Cette question fut posée en 1875 par Mgr l'Evêque de Saint-Claude. La sacrée Congrégation répondit qu'il fallait suivre les horloges publiques.

Voici cette décision récente que nous n'avons pas encore eu l'occasion de faire connaître à nos lecteurs :

« An tam pro recitatione Officii divini quam pro jejuniis naturalibus ante communionem prescriptis, vel etiam pro abstinentia a carnibus aut lacticiniis diebus jejunii, conformare quis possit tempori dicto medio aut juxta proprium placitum tempori vero vel medio, ita ut aliquando uni, aliquando alteri adhæreat? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Standum publicis horlogiis » (S. R. C., 7 août 1875, n. 5622, ad xi).

Ce décret est très important et très pratique, parce qu'il fixe non seulement l'instant où l'on peut commencer Matines, mais encore le moment où commence le jeûne eucharistique, ainsi que l'usage du maigre et du gras.

AD VI. Les auteurs demandent au moins six cierges, lors même qu'il s'agirait seulement de la bénédiction du Saint-Sacrement avec le ciboire.

Les cierges employés dans les fonctions liturgiques doivent toujours être en vraie cire.

AD VII. Pour saint François de Sales, les leçons du 1^{er} nocturne sont maintenant *Sapientiam* du commun des docteurs; celles du 3^e sont aussi du commun des docteurs. Au second nocturne, après ces mots *nona Januarii*, on ajoute : « Et a summo Pontifice Pio nono, ex sacrorum rituum Congregationis consulto, universalis Ecclesiæ Doctor fuit declaratus. » La messe est *In medio*.

Q. — Un prêtre retiré dans un village, avec chapelle privée dans l'intérieur de son habitation avec l'autorisation ordinaire que l'évêque donne à ces chapelles :

1^o Peut-il dire ses trois messes à minuit à la fête de Noël et donner la communion aux personnes de la famille? 2^o Peut-il recevoir le dimanche des personnes valides et étrangères à la maison pour satisfaire au précepte?

R. — Notons d'abord que la seule autorisation de l'évêque ne serait pas suffisante. Le Pape seul peut autoriser les oratoires domestiques.

Dans les Indults, le Souverain Pontife excepte ordinairement des jours où il est permis de célébrer, les fêtes principales parmi lesquelles Noël est compris.

On ne peut sans permission de l'évêque, distribuer la sainte communion dans les oratoires privés.

Et ceux-là seulement peuvent satisfaire au précepte d'entendre la messe dans les oratoires privés, qui sont mentionnés dans l'Indult ou dont la présence est actuellement nécessaire à ceux qui jouissent de l'Indult. (Cf. Benoît XIV, *Encycl. Magno*. et les auteurs de théolog. et de droit can.).

Toutefois, par grâce spéciale, quelqu'une des clauses habituelles pourrait être modifiée. Il faudrait alors s'en tenir aux termes de la concession.

Q. — Jean a vécu en adultère avec Joséphine; un enfant est né. Joséphine dit que l'enfant est de Jean. Joseph, le mari, le regarde comme le sien. Jean est dans l'incertitude.

1^o Jean est-il tenu à restitution envers les autres enfants dont l'héritage est diminué? Et s'il est tenu à quelque chose, dans quelle mesure?

2^o S'il est tenu, la restitution est-elle possible, étant donné que Jean est fils de famille, ne pouvant actuellement disposer de rien; qu'il ne saurait parler de cette restitution sans révéler son crime à sa famille et sans le faire soupçonner à Joseph?

3^o Si la restitution n'est pas possible maintenant, doit-il attendre indéfiniment qu'elle le devienne?

R. — Ad I. S'il y a véritablement doute, Jean n'est pas tenu à restitution. Car l'enfant est présumé légitime tant qu'il ne conste pas de son illégitimité. Tel est le sentiment commun. (Cf. Alphons. Op. mor. l. 3. tr. 5 n. 657; Hom. ap. tr. 10. n. 102; Gury. n. 733.) Certains auteurs pensent qu'il serait tenu *pro rata parte dubii*.

Si Jean était certainement le père de l'enfant, il serait tenu solidairement avec la femme, de réparer le dommage qui résulterait de son fait pour les autres enfants. C'est-à-dire, à supposer qu'il y eût également péché de part et d'autre, qu'il serait tenu pour sa moitié, et, si la femme ne pouvait réparer pour sa quote-part, il serait, à son défaut, tenu pour la totalité.

Ad II. Les graves inconvénients suggérés par l'exposé semblent rendre la restitution moralement impossible pour le moment.

Ad III. Il ne peut se contenter d'attendre, s'il y a pour lui quelque moyen de la rendre possible plus tôt qu'elle ne le deviendrait par le cours des choses: par exemple, en économisant sur l'argent mis à sa disposition pour son entretien et ses menus plaisirs.

Q. — Un curé seul dans sa paroisse est appelé à 1 h. du matin auprès d'une personne très malade, dans une paroisse voisine, dont le pasteur est absent; le malade quoique en danger, a conservé, dit-on, toutes ses facultés et sa connaissance. Le curé porte avec lui le saint Viatique et tout ce qu'il faut pour appliquer l'extrême-onction. Arrivé auprès du malade, après un long et pénible trajet, par le mauvais chemin, ce malade n'étant plus en état de se confesser ni de recevoir le saint Viatique, le curé lui applique le sacrement de l'extrême-onction et consomme sur place la sainte hostie qu'il avait apportée, pour revenir chez lui avec plus d'aisance et de facilité.

A son retour, peut-il, un jour de semaine, et sans raison, célébrer la sainte messe?

Sinon, le peut-il un jour où quelques personnes pieuses seraient venues à l'église pour entendre la sainte messe et faire la sainte communion?

— Un jour où il aurait une inhumation, ou un mariage, ou un service funèbre promis?

— Un dimanche où il aurait deux messes à dire?

R. — Comme il est défendu de communier deux fois le même jour, ce prêtre ne peut sans raison, célébrer la sainte messe ce jour-là.

L'assistance de quelques personnes pieuses venues pour entendre la sainte messe et faire la

sainte communion ne suffirait pas non plus à lui permettre de célébrer. Il peut en effet leur donner la sainte communion sans célébrer. Et bien qu'il doive procurer autant qu'il le peut la sainte messe à ses paroissiens, néanmoins il peut, même sans grave raison, ne pas célébrer dans sa paroisse au moins quelquefois les jours de semaine. Or il a ici une raison grave de ne pas célébrer.

Pour une inhumation ou un mariage, deux raisons semblent demander qu'il célèbre: l'une prise de la prescription ecclésiastique réglant que la messe soit célébrée aux inhumations et aux mariages; l'autre, des inconvénients à craindre de la part des familles et des assistants si le curé ne célèbre pas la sainte messe. La première ne nous paraîtrait pas suffisante parce qu'elle est d'un ordre inférieur à la défense de communier deux fois; cette défense ayant pour objet le respect dû à Notre Seigneur dans le saint Sacrement et la prescription de célébrer ne regardant que le soulagement immédiat des époux. Cette messe d'ailleurs n'est pas omise pour être différée d'un jour. — La seconde pourrait être parfois assez forte pour dispenser le prêtre de la loi du jeûne, plus rigoureuse que la défense de communier deux fois. Elle pourrait donc permettre au curé de célébrer, s'il y avait quelque inconvénient vraiment sérieux à faire autrement.

L'une et l'autre raisons seraient moins fortes s'il s'agissait d'un service funèbre.

Le dimanche, il pourrait sans difficulté célébrer la sainte messe, même deux fois. L'obligation pour les fidèles d'entendre la sainte messe est une raison suffisante pour que le binage soit autorisé; or il y a moins de difficulté à célébrer après cette communion qu'à célébrer deux fois le même jour.

En ces divers cas, le curé ferait bien, s'il le pouvait, de recourir à l'autorité.

Telles sont nos solutions, étant supposé que le curé s'est mis en cette difficulté en consommant la sainte hostie. Mais nous n'hésitons pas à dire que s'il n'avait pas de raison grave, et qu'il n'y eût pour lui que plus de facilité à revenir chez lui, il aurait beaucoup mieux fait de rapporter le saint Sacrement à l'église.

Q. — Dans le numéro du 5 janvier 1882 se trouve une réponse qui m'affecte, et je me demande si M. le consultant de l'*Ami du clergé* est chargé d'une paroisse. Dans l'intérêt de la moralité publique, il me répugne d'admettre qu'on doive bénir après ses couches une femme qui a donné un scandale, car une naissance avant le 200^e jour est une naissance « illégitime » de par la loi, elle est seulement « légitimée » par le mariage qui l'a précédée, et une épouse qui enfante dans ces conditions est partout reconnue pour avoir conçu en dehors du mariage. Si donc la cérémonie de relevaille est un honneur, il n'y a pas lieu de la lui accorder; et elle est en réalité un honneur. Il y a des diocèses où cela est défendu.

Il y aurait moyen, ce me semble, de tout concilier en bénissant l'enfant seulement quand même il serait porté par la mère, car l'enfant n'y peut rien et ne doit pas être privé des bénédictions de l'église.

R. — Vous avez tort d'être affecté de notre réponse, car elle est entièrement conforme à une décision assez récente de la Congrégation du Concile. En 1859, l'évêque de Breslau posa à cette Congrégation une question analogue à celle qui nous avait été adressée. Le Révérendissime Prêlat exposait qu'en beaucoup de diocèses d'Allemagne on n'accordait cette bénédiction qu'aux épouses, ainsi qu'aux veuves qui étaient devenues mères peu après la mort de leur mari, et qu'on la refusait aux personnes qui avaient eu un enfant illégitime. Sa Grandeur demandait si cette coutume pouvait être tolérée.

Or la sacrée Congrégation répondit que celles-là seules avaient droit à la bénédiction qui avaient « enfanté » d'un mariage légitime : « *Ad benedictionem post partum jus tantum habere mulieres quæ ex legitimo matrimonio pepererunt.* » Elles n'exigent donc pas que ces personnes aient conçu d'un mariage légitime pour avoir droit à cette bénédiction. Par conséquent notre solution était absolument conforme à la doctrine du Saint-Siège.

Voici l'importante déclaration sur laquelle nous avons basé notre réponse du 5 janvier 1882 :

Benedictionis mulieris post partum.

Die 18 junii 1859.

SUMMARIA PRECUM.

Ex relatione data ecclesiæ A. ad S. Congregationem Concilii ab Episcopo B. sequens habebatur postulatum : « *Rituale Romanum nihil dicit, an mulieres post partum illegitimum possint accipere benedictionem in ordine Sacramenti Matrimonii post partum præscriptam. In multis diocesisibus Germaniæ valet antiqua consuetudo hanc benedictionem tantum uxoribus impertiendi vel viduis post partum posthumum. Quæritur an hæc consuetudo sit Rituali conformis, et quatenus negative, an possit tolerari ut præfata benedictio post partum illegitimum denegetur.* »

RESP. « *Sacra Congregatio Concilii hanc questionem per summaria precum expositam discussit die 18 junii 1859 et respondere censuit : Ad benedictionem post partum jus tantummodo habere mulieres quæ ex legitimo matrimonio pepererunt.* »

Q. — 1^o Les marchands d'ornements et les ouvrières dotent nos sacristies d'aubes dites précieuses qui me semblent anti-canoniques. En fait de linon, il n'y a que les manches et le corsage de plus en plus réduit; toute la jupe est en guipure, broderies ou mousseline. Dans quelle proportion ces ornements peuvent-ils être ajoutés à l'aube réelle? Les 2/3 de l'aube ne devraient-ils pas être en linon? — De plus n'est-il pas défendu de broder les parements, ou d'y glisser un fond rouge ou noir faisant transparent?

2^o Votre n^o 44 du 3 mars 1881 a déjà traité la question des reliques. Que faut-il entendre par exposition des reliques? En dehors des processions et ostensions de reliques, est-on obligé d'accompagner de cierges les châsses et reliquaires conservés dans les églises, s'ils ne sont pas cachés par des armoires ou coiffes. — Je vois partout les châsses sur les crédences et les autels sans luminaire. Si parfois on les couvre, c'est pour les garantir de la poussière, et à

toutes les fêtes on les découvre sans les illuminer, pour la plus grande décoration du lieu saint.

R. — AD I. La matière des aubes n'est pas seulement le linon, comme le pense notre honorable confrère, mais encore le chanvre, ainsi que l'a déclaré la sacrée Congrégation des rites dans un décret général du 15 mai 1215 : « ... Et eadem sacra indumenta (albæ, amictus, etc.) ac supellectilia conficienda esse ex lino aut cannabe, non autem ex aliâ quâcumque materiâ... » Il faut remarquer aussi que le mot français linon ne rend pas la pensée du latin *linum* (lin). Le mot lin est plus vaste que linon.

Ainsi donc on doit confectionner les aubes avec du lin ou du chanvre. Par conséquent on ne doit pas employer la mousseline.

Quant à la guipure de nos aubes en France, elle est vraiment excessive, comme le dit très-bien notre confrère. Sans doute le droit canon et la liturgie ne déterminent pas d'une manière précise la longueur qu'on peut lui donner; mais il est certain, d'après la pratique de Rome, qu'elle doit être très restreinte. La raison l'indique assez; cette garniture n'est qu'un ornement, et par conséquent qu'un accessoire; or n'est-il pas ridicule que l'accessoire soit aussi étendu que le principal? Aussi les liturgistes réprouvent communément cet excès. Citons-en seulement quelques-uns des plus connus en France :

« L'usage commun, dit M. l'abbé Bourbon dans son *Introduction aux cérémonies romaines*, admet que la partie inférieure de l'aube puisse être ornée de broderie, ou formée de dentelle; mais il convient que cette sorte d'ornementation ne dépasse pas les proportions d'un accessoire, et n'envahisse point une partie trop considérable de l'aube. »

Le R. P. Le Vavas seur dit également en parlant de l'aube : « Si l'on y adapte une garniture brodée, cette ornementation doit garder la proportion d'un accessoire. »

M. l'abbé Falise exprime la même idée : « Si l'on place au bas de l'aube des garnitures en dentelle ou en tulle brodé, il convient qu'elles ne montent pas au-dessus du genou. »

AD II. Plusieurs auteurs enseignent que l'on doit allumer au moins deux cierges sur l'autel où des reliques sont exposées, lors même qu'elles seraient exposées comme ornement. Ils s'appuient sur un décret de 1854. On faisait la question suivante : « *Utrum thecæ deauratæ Sanctorum reliquiis addictæ ad altaris ornamentum inter candelabra collocatæ ad apertæ singulis diebus, sine lumine sic permanere possint?* » La sacrée Congrégation répondit : « *Ante sacra Lipsana exposita, saltem duo lumina ex decretis collucere debere* » (12 août 1854, ad 18). Ainsi, lorsque des reliques sont exposées, il faut au moins deux lumières; telle est la réponse de la sacrée Congrégation.

Mais cette réponse ne tranche pas toutes les difficultés soulevées dans la question. Lorsque

quatre reliquaires sont exposés sur l'autel entre les candélabres, doit-on placer deux lumières devant chaque reliquaire, c'est-à-dire huit lumières, ou bien suffit-il d'avoir seulement deux lumières pour ces quatre reliquaires. En outre, lorsque ces reliquaires sont exposés pendant la messe, doit-on encore placer des lumières? Combien, et où les placer. Voilà des questions pratiques que l'on nous a déjà faites, et que le décret précité ne tranché pas. Il serait utile de présenter ces difficultés à la sacrée Congrégation des rites.

Q. — 1^o Pierre perd sa connaissance en se confessant *in extremis*, et par le fait, il ne l'a pas devant Dieu, l'absolution donnée par le prêtre est-elle valide, quoique le malade ne soit plus réellement *sui compos*? Ne peut-on pas dire que sa contrition persévère moralement?

2^o Si oui, quel temps faut-il, entre la contrition d'un malade et l'absolution, pour que la première cesse de persévérer moralement, et que la dernière soit invalide?

3^o La contrition suffisante pour la validité de l'absolution, existe-t-elle chez le malade qui a fait appeler le prêtre, puis a perdu connaissance avant l'arrivée de celui-ci?

R. — AD I. Pour la validité du sacrement de pénitence, trois choses sont requises et suffisantes, savoir : 1^o les actes du pénitent, la confession et la contrition, qui sont la matière prochaine du sacrement, 2^o l'absolution, qui en est la forme, et 3^o l'union des actes du pénitent et de l'absolution donnée par le prêtre au pénitent.

Dans le cas présent nous trouvons ces trois choses : 1^o les actes du pénitent sacramentellement notifiés au prêtre; 2^o le prêtre donnant l'absolution au pénitent présent devant lui; 3^o l'union de l'absolution et des actes du pénitent; car, bien que le pénitent ait perdu connaissance, l'union morale nécessaire à la validité du jugement n'est pas détruite; la sentence portée sur la cause qui vient de s'instruire n'est pas invalidée parce que l'accusé ne l'entend pas, ne la peut point entendre ou percevoir.

AD II. Il serait impossible de dire quel nombre de minutes suffirait à rendre invalide l'absolution donnée au pénitent privé de connaissance dans l'acte de la confession. Mais en général, l'absolution serait rendue invalide par une interruption qui détruirait l'union morale de la confession et de l'absolution.

AD III. Nous ne le pensons pas. Il n'y a rien eu de sacramentel dans la demande faite du prêtre par le malade. La cause n'a point été introduite ni instruite devant le juge : celui-ci ne peut prononcer la sentence.

Mais il peut arriver qu'un malade destitué de l'usage de la parole, de la vue, etc., ait conservé la connaissance et essaie de témoigner ses sentiments de contrition et son désir d'absolution par des mouvements à peine perceptibles. Sur cette confession très informe, la seule qu'il puisse former en cet état, l'absolution serait valide. Aussi recommande-t-on au prêtre d'absoudre sous condition les malades destitués de l'usage de leurs sens. *Sacramenta propter homines. In extremis extrema sunt tentanda.*

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT LAÏQUE ET OBLIGATOIRE

Nous continuerons à enregistrer les conseils qu'inspirent l'expérience et la sagesse contre la fatale loi de l'enseignement primaire. En voici un que nous trouvons dans le journal *Le Monde* et qui mérite d'être pris en considération. Il est intitulé : *Un mode de protestation.*

« Nous signalons à l'attention un fait qui, déjà intéressant par lui-même, peut n'être pas sans influence sur les résolutions des catholiques, dans le moment si grave et si difficile que nous traversons.

« On nous informe que dans diverses localités, fort éloignées les unes des autres, les instituteurs laïques ont fait poser aux parents de leurs élèves la question de savoir s'ils désiraient que dès à présent, sans attendre les instructions officielles, la récitation de la prière fût supprimée et l'étude du catéchisme abandonnée. Ces instituteurs agissaient-ils ainsi spontanément ou par ordre? Nous l'ignorons; mais ce que nous savons sûrement, c'est que l'administration prohibera désormais ces sortes d'enquêtes, à raison de leurs résultats. L'unanimité des parents, en effet, dans les communes sur lesquelles nous possédons des renseignements, s'est prononcée pour le maintien du catéchisme et de la prière.

« Evidemment nos adversaires ne provoqueront plus ces manifestations, qui vont si directement à l'encontre de leur but. Mais ce qu'ils ne feront plus, n'aurions-nous pas profit à le faire? Dans leur précipitation imprudente, ne nous ont-ils pas tracé la voie à suivre?

« Que dans chaque commune, par les soins de nos amis, les parents intéressés soient invités à répondre à cette question simple, concrète, intelligible pour tous : « Votre volonté est-elle que « dans l'école qui est là, fonctionnant sous vos « yeux, vos enfants reçoivent une instruction « sans Dieu et contre Dieu? » — et l'on verra facilement, par le dépouillement de ces plébiscites communaux, si M. Schœlcher, qui a voté la loi « parce qu'il était athée, » était l'interprète de la majorité des familles françaises.

« Tous peut-être ne comprendraient pas bien nettement une formule abstraite, qui consisterait à demander aux pouvoirs publics l'abrogation d'une loi dont les habiletés de rédaction masquent perfidement le but et les dangers, dont les dispositions, d'ailleurs, ne seront pas appliquées partout avec une égale rigueur, et une même intolérance, au moins dans les débuts. Mais tous comprendront cette question si claire : « Voulez-vous « que dans l'école voisine, où sont vos enfants, « tout idée religieuse soit écartée et, par suite, « combattue? » — Les réponses présenteront une valeur et une autorité indiscutables, parce qu'elles seront données en pleine connaissance de cause. Nous les attendons sans crainte. »

Q. — Je me permets de vous poser une question au sujet d'un conflit qui s'est élevé entre mon conseil municipal et mon conseil de fabrique, au sujet du terrain du vieux cimetière.

Ce terrain qui occupe environ 10 mètres de largeur après le tracé d'une route qui y passe, avait été d'abord concédé à la fabrique. Lorsqu'en vertu d'une délibération de cette dernière, on a voulu clore par un mur, M. l'adjoint, au nom du conseil municipal a arrêté les travaux en disant qu'il ne voulait pas de mur, mais il entendait qu'on rasât le terrain en pente depuis l'église jusqu'au niveau de la rue pour en faire une espèce de place.

Je n'ai trouvé sur la question qu'un décret du conseil d'Etat du 20 décembre 1806 qui dit qu'un terrain de dimension convenable sera réservé autour des églises. Mais il ne dit point quelle sera l'étendue de ce terrain ni comment il pourra être limité.

Combien peut-on exiger de terrain? Ce terrain auquel nous avons droit, ne pourrait-on pas le clore à notre guise. Quand on vint nous consulter pour le changement du cimetière, nous avions demandé 10 mètres et on nous les promit. Le maire est avec nous; mais il voudrait s'appuyer sur la loi pour pouvoir réclamer auprès de son conseil.

R. — Le projet de décret pour la réserve d'un chemin de ronde autour de l'église dans les anciens cimetières abandonnés précisait les dimensions de ce chemin; mais le conseil d'Etat par son avis du 20 décembre 1806, déclara qu'il n'y avait pas lieu de rendre sur cette matière un décret général. C'est pourquoi les dimensions dudit chemin n'ont jamais été précisées ni alors ni ultérieurement.

Déjà par cette observation, notre correspondant peut voir qu'il a commis une erreur en appelant « décret » ce qui n'était qu'un « avis. » Toutefois cet avis a été approuvé le 25 janvier 1807. C'est pourquoi il forme jurisprudence. Or, voici ce qu'il dit après avoir déclaré qu'il n'y avait pas lieu de rendre un décret général : « Il « suffit que le ministre ordonne aux maires des « communes de ne vendre aucun ancien cimetière « sans lui soumettre le projet d'aliénation, afin « qu'il décide quelles seront les parties de ces « anciens cimetières qui pourront être aliénées, « et celles qu'on devra réserver pour laisser aux « églises l'air, le jour nécessaires, une libre circulation et de faciles communications. »

Il résulte de ce texte, que ni le maire ni le conseil municipal ne peuvent de leur autorité privée trancher la question dont il s'agit. La fabrique est en droit d'exiger un chemin de ronde, et le ministre seul désigne sa forme et ses proportions à vue du plan.

Voilà donc ce que le maire doit faire, puisqu'il est bien disposé : observer la loi; faire dresser un plan, indiquer sur ce plan la quantité de terrain que la fabrique réclame en vertu d'une concession à elle faite précédemment dont elle déclare avoir besoin, et auquel du reste, elle a droit. Le ministre décidera.

Une fois la chose décidée, le terrain déterminé devient un accessoire et une dépendance de l'église, absolument à la disposition de la fabrique qui le fait clore comme elle l'entend.

Q. — Le 14 septembre dernier, j'ai enterré un enfant de la charité de Bourg, mort chez son patron.

Le patron commanda la bière et la fosse, et il refusa de les payer. Le menuisier et le fossoyeur s'adressèrent à l'hospice, et ils en reçurent par l'entremise du maire une réponse qui leur était défavorable et qui s'appuyait sur divers décrets.

Nous avons toujours cru que les 4 francs, prix de ces sortes de convois, étaient destinés à payer les frais de l'enterrement religieux, sonneur, chantre, enfants de chœur, cierges, etc., comme cela a lieu pour les enfants de la paroisse. Avons-nous eu raison ou tort?

Les frais pour la fosse et la bière et même les porteurs, s'ils sont payés, ne doivent-ils pas être à la charge du patron, qui pouvait tout faire par lui-même, s'il ne voulait rien commander, et qui a dû recevoir une indemnité à l'occasion de la mort de l'enfant?

En recevant 4 fr. de l'hospice, dois-je devenir son serviteur pour rechercher et payer les frais dans le village?

Comme le cas de sépulture d'enfant de la charité se présente souvent, je crois que vous rendriez service au clergé en nous donnant votre avis motivé. Je vous envoie la réponse de M. l'inspecteur.

R. — N'en déplaise à notre correspondant, la lettre de M. l'inspecteur n'accompagne pas la sienne. Par conséquent, il nous est impossible de l'apprécier. Nous ne pouvons raisonner que d'une manière générale. Or, à ce point de vue, le service religieux exigé pour les morts indigents doit se faire gratuitement. L'indigence est constatée par un certificat de la municipalité. Quant au transport, bière, fosse, c'est la municipalité elle-même qui doit y pourvoir. Telle est la règle absolue. (*Décret du 18 mai 1806, art. 4, 5, 9, etc.*)

Dans le cas présent, nous voyons que l'hospice de Bourg envoie 4 fr. au cure du village, parce qu'il s'agit d'un de ses enfants assistés. Il est évident que cette somme est destinée à l'église. M. l'inspecteur n'a pas la prétention sans doute de payer avec 4 fr. les frais de bière, de fosse, de porteurs, etc. C'est une simple compensation que l'hospice offre pour que son enfant reçoive une sépulture autre que celle des indigents proprement dits. S'il s'agissait, en effet, d'un de ces derniers, cela ne regardait plus l'hospice, mais bien la municipalité du village où l'enfant avait son domicile, et, dans ce cas, l'hospice n'avait pas à envoyer de l'argent.

En bonne logique, et selon toutes les conventions, le patron de l'enfant devait à son employé une sépulture honorable, et en faire les frais. En outre, il avait commandé; c'est celui qui commande qui paie. A moins, nous le répétons, que ce jeune habitant du village ne fût inscrit parmi les indigents. Dans ce cas, le service devait être absolument gratuit en dedans comme en dehors de l'église, et ces sortes de convois ne comportent aucune pompe de chœurs ou de cloches, à moins que quelque âme charitable ne paie un supplément de cérémonie, comme l'hospice de Bourg nous paraît l'avoir fait en cette occasion.

Q. — Sous prétexte d'un projet de chemin qui traversera mon bourg, on démolit un mur qui clot mon presbytère et qui existe depuis 40 ans au moins, et l'on me prend une partie de mon jardin extrêmement exigü. En a-t-on le droit,

et me doit-on compensation? Quelles mesures ai-je à prendre? J'en ai instruit l'évêché.

R. — Nous avons répondu très souvent à des questions de ce genre. Nous ne pouvons vraiment tomber ainsi dans de continuelles redites. Nous renvoyons donc notre correspondant aux solutions déjà données et qui se trouvent dans chacun des volumes parus.

Il a, du reste, bien fait d'instruire l'évêché qui n'aura pas manqué de lui dire que l'autorité municipale ne peut rien par elle-même dans ces sortes d'affaires; qu'il y a beaucoup de formalités à remplir; que la fabrique doit être appelée à donner son avis, l'évêque diocésain également, et que, si l'avis épiscopal est défavorable au projet, le préfet cesse d'être compétent, et il faut pour opérer la destruction projetée, un décret présidentiel, qui n'est pas toujours accordé.

Mais lorsque, toutes les formalités étant remplies, la distraction est autorisée pour cause d'utilité publique, il n'est dû aucune indemnité ni au curé ni à la fabrique.

Q. — Pendant 18 ans, j'ai fait partie du bureau de bienfaisance. D'après les lois nouvelles, j'en avais été expulsé par le préfet. Mais la majorité du conseil municipal m'y a fait rentrer.

Hier, nous avons été convoqués pour délibérer sur une distribution de secours à faire aux pauvres de la commune.

Déjà depuis longtemps, un de mes riches paroissiens avait laissé par testament un legs de 500 fr. de rente à distribuer aussi aux pauvres de la paroisse; et il avait exprimé le désir que la distribution de ces 500 fr. fût faite par des religieuses du Bon Pasteur. Les membres du bureau et particulièrement le maire se sont refusés à ce que cette distribution fût faite par ces dames.

Alors, j'ai fait observer qu'il fallait respecter la volonté du donateur; que, si légalement ils pouvaient se dispenser de prier ces dames de faire la distribution des secours votés comme les années précédentes; il ne leur était pas défendu, je crois, de faire une concession, c'est-à-dire de renoncer à leur droit afin de faire de la conciliation en nommant à la majorité une de ces dames qui serait chargée seule de la distribution.

Le maire a prétendu que la loi s'opposait à cette mesure et qu'elle exigeait que le bureau nommât un ou deux membres pour distribuer eux-mêmes les secours : ce qui a été voté pour chaque pauvre.

J'ai soutenu que le bureau avait le droit de nommer en dehors de lui-même les distributeurs de secours dont on n'avait jamais eu à se plaindre.

Enfin le maire a persisté dans son opinion.

Dites-moi donc, je vous prie, si réellement « la loi s'oppose » au choix d'un distributeur religieux ou laïque pris en dehors du bureau. Vous comprenez facilement que notre magistrat municipal est tout dévoué aux institutions qui nous gouvernent, et il base sa conduite sur ce dévouement.

R. — Evidemment le maire n'agit qu'en vue de plaire à nos maîtres du jour, lesquels entendent tout laïciser, même la charité. Mais il s'appuie faussement sur la loi; car celle-ci est muette sur le point en question. Le bureau peut donc, s'il le veut, nommer une ou plusieurs religieuses pour distribuer les secours votés et dans la mesure indiquée par le vote pour chaque pauvre.

Nous dirons davantage. Si la volonté formelle du testateur est que la rente laissée par lui soit

distribuée par les religieuses du Bon Pasteur, le bureau de bienfaisance ne peut se soustraire à cette obligation, sous peine de déchéance, c'est-à-dire que les héritiers naturels du testateur peuvent faire casser le legs pour cause de non exécution des dispositions testamentaires. C'est à eux d'examiner si le testateur n'a fait « qu'exprimer un désir. » Dans ce dernier cas, le bureau se conduirait déloyalement, mais sa conduite ne serait pas illégale.

Q. — Je suis domicilié à Blois, avec une de mes sœurs, nous nous sommes donné mutuellement ce que nous possédons par testament. Moi décédé, mon testament suffirait-il pour assurer à ma sœur le droit de toucher en mon lieu et place 1° les 200 fr. de rente annuelle; 2° le remboursement éventuel de 400 fr. du capital versé; car vous savez que je figure seul sur vos registres comme actionnaire.

R. — Assurément. Les actions d'une société sont une véritable propriété qui se transmet comme toutes les autres, et, par conséquent, elles deviennent la propriété de l'héritier, au même titre qu'une propriété quelconque foncière ou mobilière.

Q. — Vous vous étonniez naguère de rencontrer des marguilliers radicaux. Il y en a pourtant. En voici une preuve nouvelle.

A la suite d'un malentendu pour une réparation de bancs et l'élargissement d'une allée, deux de mes fabriciens poussés par mon maire, trop zélé « janséniste, » me dénoncèrent à l'évêché.

Leur plan était de me faire partir. Ce fut le moyen qu'ils employèrent toujours depuis 40 ans.

Malheureusement, deux fois, l'autorité trop crédule leur donna raison. Mon prédécesseur, homme vénérable s'il en fut, plia constamment et se sauva. Mais hélas! par quelles humiliations et par quels ennuis!

Je ne me sens pas cette vertu, si vertu il y a. L'affaire portée à l'évêché amena une enquête et une visite du grand vicaire. Celui-ci donna tort aux marguilliers. *Inde iræ...*

Voici maintenant leur vengeance. Le grand vicaire avait fait comprendre à ces hommes que toute relation administrative était désormais impossible avec moi et que, du reste, mon intention formelle était bien arrêtée de les laisser agir seuls pour le temporel de la fabrique. Ces hommes qui n'ont pas le sentiment de la dignité, ne peuvent croire cela. Ils ne donnèrent donc pas leur démission, et pensèrent que je serais leur plat valet.

Le trésorier ayant donné, il y a 15 jours, leur démission que j'ai acceptée, j'en ai profité pour écrire au président que désormais, il n'avait plus à me regarder comme secrétaire du bureau et que, l'exercice de 1881 étant terminé, il avait à avertir qui de droit pour les objets de consommation.

Grande colère du président qui à la fin de son libelle me dit d'avertir le président du bureau (son *alter ego*). Celui-ci vient de me faire dire par le sacristain qu'il n'en s'occupera de rien.

La question est donc celle-ci.

D'après les auteurs le bureau doit tout fournir au curé. Je n'ai plus de trésorier, et le président refuse; qu'y a-t-il à faire? Les choses ne peuvent rester ainsi longtemps.

Bien plus les deux autres membres du conseil sont fermement décidés à ne plus assister à aucune séance, tant que les deux hommes ci-dessus en feront partie, que faire encore?

Pour bien des raisons, je ne voudrais pas écrire à l'évêché avant d'être éclairé sur tout cela. Veuillez donc me dire quelle est votre pensée. La chose presse.

Comment maintenant me débarrasser de ces deux hommes; l'un ne sort qu'en 1883 et l'autre en 1884.

L'opinion est très surexcitée contre eux, d'autant plus qu'ils affectent des dehors très religieux

R. — Je me permets d'abord de relever un point qui pourrait avoir son importance. L'un de ces messieurs, dit notre correspondant, aura son mandat expiré en 1883 et l'autre en 1884. — Si cela est vrai, c'est une preuve que les dernières élections ont été mal faites; car les élections ne peuvent avoir lieu que tous les trois ans, et l'on est élu pour 6 ans; il y a donc une période de 3 ans entre chaque élection. Si donc l'affirmation susdite est exacte, le conseil de fabrique dont il s'agit peut être cassé et doit être renouvelé selon la loi.

Il y a un autre motif de cassation dans le cas présent, c'est le refus de la part de quelques fabriciens de remplir leurs fonctions. Ils ne peuvent s'y refuser légalement. Mais s'ils s'y refusent et s'ils ne comprennent pas qu'ils doivent donner leur démission, il y a lieu de les révoquer, d'après l'ordonnance du 12 janvier 1825, art. 5. Ordinairement la révocation d'un conseil de fabrique est demandée au ministre par l'évêque diocésain après avis du préfet. Mais nous pensons que tout citoyen peut provoquer cette mesure, et que le ministre peut la prendre quand il est suffisamment éclairé!

Etant donné une fabrique composée de sept membres y compris les membres de droit, le banc d'œuvre est fixé dans les stalles placées à cheval à l'entrée du chœur, dont 4 à droite côté de l'épître, et 4 à gauche côté de l'évangile. La 1^{re} stalle à droite est réservée au curé, la 1^{re} à gauche est réservée au vicaire.

Dans cette disposition, comment doit-on placer le président de la fabrique? Quelle place assigner au maire?

Veuillez avoir la bonté de me dire la place soit à droite soit à gauche que doivent occuper les divers membres de la fabrique. Où se mettra le président? où le maire? où le président du bureau? où le trésorier? où le secrétaire? où les autres membres qui n'ont pas de fonctions à remplir?

R. — Nous ferons observer d'abord que pour demander ainsi la place que chaque fabricien doit occuper au banc d'œuvre, il faudrait d'abord avoir ce banc, et ici il n'y en a pas dans le sens légal. L'article 21 du décret du 30 décembre 1809 qui prescrit l'établissement de ce banc, dit... : « Il sera placé devant la chaire autant que faire se pourra. Le curé ou desservant aura dans ce banc la première place, toutes les fois qu'il s'y trouvera pendant la prédication. »

Le curé devant occuper la première place quand il y est, il s'ensuit que le président du conseil y jouit de la seconde, et le maire de la troisième. Il n'est rien de prescrit pour les autres, qui peuvent être placés selon le rang d'âge ou d'ancienneté dans la fabrique.

S'il y avait un véritable banc d'œuvre, les places devraient donc être ainsi : au milieu le curé, à sa droite le président, à sa gauche le maire; les autres, par rang d'âge, à droite et à gauche.

Mais dans le cas présent, nous ne voyons que les stalles du clergé, et le curé occupe celle de l'extrémité du côté droit de l'autel. Il n'est donc

pas possible au curé de mettre le président à sa droite.

En présence de cette situation anormale qu'on ne peut pas changer, paraît-il, voici comment nous placerions notre monde. Le curé reste dans sa stalle; n'ayant qu'un côté libre, il place près de lui le président du conseil, après celui-ci le maire, après le maire le plus ancien d'âge ou de présence dans la fabrique; les autres dans la stalle parallèle à la suite du vicaire; ou bien, le président à la droite du curé, le maire dans la stalle parallèle à gauche du vicaire; à droite du président le plus ancien d'âge ou de présence; à gauche du maire, celui qui vient après, et ainsi de suite.

Courrier de l'Utile.

LES CHAUSSURES

On dit qu'en Russie, les chaussures des paysans sont faites d'écorce de tilleul; au Japon, en Chine, on emploie la paille de riz; au Kamtschatka, la peau de baleine; en France, les chaussures sont en étoffe, en bois, ou en cuir. Nous parlerons spécialement de ces dernières, afin de répondre au désir d'un de nos abonnés, qui nous demande des renseignements sur le cuir à chaussures.

Le cuir de bœuf, connu dans le commerce sous le nom de cuir fort, est de tous le plus résistant. On l'emploie dans la confection de la chaussure de fatigue. Il est assez épais, souple et doux; le côté du poil, ou la fleur, présente des grains caractéristiques.

L'industrie moderne a trouvé le moyen de diviser en deux le cuir de bœuf; la partie extérieure, de beaucoup préférable, est appelée croupon; la partie intérieure, dépourvue de grains, ou marquée d'un grain artificiel, facile à reconnaître, se nomme la croûte. Cette dernière ne s'emploie que dans les chaussures de qualité inférieure.

Le cuir de vache sert à la confection de la chaussure de force moyenne; il est moins épais, plus souple et plus doux que celui du bœuf, et le grain en est plus fin. On distingue la vache quadrillée, ou marquée artificiellement de petits carrés, la vache mate, dont le grain a été effacé au moyen d'une presse, la vache vernie, qui, comme son nom l'indique, a reçu un vernis dont la nuance peut varier avec la mode.

Le cuir de veau est moins épais et plus souple que le cuir de vache; il est aussi plus lisse et plus uni. On l'emploie dans la chaussure moyenne et la chaussure fine. Plus élégant que la vache, il est, dit-on, aussi résistant. Très-souvent, dans la confection, on le double de toile, de coutil ou de peau de mouton.

Le cuir de vache et celui de veau se dédoublent

comme le cuir de bœuf; le croupon est toujours meilleur que la croûte.

Le cuir de cheval est très-lisse; plus épais que le veau, il est beaucoup moins résistant; il durcit et se fendille en vieillissant; on ne l'emploie guère que dans la confection des galoches.

Le mouton est mince, mou, flasque, peu solide; il s'étire, s'écorche, se divise en pellicules, et n'est usité que comme doublure.

La chèvre présente un beau grain brillant et serré: c'est la matière de la chaussure fine et élégante. Mais il ne faut pas oublier que quand la mode est à la peau de chèvre, il se glisse souvent sous ce nom, une grande quantité de cuir de veau et de monton, grainé artificiellement.

Le phoque ou veau marin a des traits de ressemblance avec la chèvre; mais il est plus sec et le grain en est plus gros. Les fabricants de chaussures peu consciencieux le vendent souvent pour de la chèvre.

Dans la même pièce de cuir, les différentes parties sont de diverse qualité. Le dos est beaucoup plus solide que le ventre et les pattes. Il est certain aussi que les pâturages secs et montagneux, en même temps qu'ils ajoutent à la qualité de la viande, rendent la peau de l'animal plus forte et plus nerveuse.

Le tannage exerce aussi une grande influence sur la qualité du cuir. Autrefois les bons cuirs restaient en cuve dix-huit mois; aujourd'hui on les y laisse six mois à peine. Pour suppléer, on emploie des acides et mille ingrédients, inventés par des chimistes. La science a gâté bien des choses.

Nous n'appuierons pas sur la confection des chaussures. Chacun sait qu'un soulier se compose de quatre parties: l'empeigne destinée à couvrir le pied, les quartiers qui emboîtent le talon, les semelles superposées l'une sur l'autre, et le talon qui sert à exhausser le derrière du pied.

L'empeigne doit être du cuir le plus solide; elle demande, pour que la chaussure soit commode, à être large au ci u-de-pied, mais il faut qu'elle serre la jambe. Le talon doit être bien compact, plat et légèrement évidé. Une semelle vaut mieux que deux doublures. Pour que les quartiers ne soient pas trop durs, on emploie un cuir doux, et sans compromettre la solidité, ce cuir est ordinairement de qualité inférieure.

La couture à la main est la meilleure; la couture mécanique laisse souvent beaucoup à désirer; de nos jours, on a imaginé des chaussures non plus cousues, mais clouées, vissées, soudées.

Les vis de cuivre sont beaucoup plus solides que celles de fer.

D'aucuns prétendent que les souliers fabriqués quelques mois avant l'usage, durent plus longtemps. Le cuir fatigué, tâturé par la confection, se repose et reprend son état normal.

Très-souvent la fraude se glisse dans la fabri-

cation des chaussures. Le fil est trop faible, insuffisamment serré et poissé. Si les chaussures sont-vissées, les chevilles ne sont pas bien rivées. Si l'on y emploie de l'élastique, fréquemment cet élastique est en coton au lieu d'être en soie. Il n'est point rare non plus que les quartiers et les semelles contiennent du carton et que le cuir soi-disant verni, ne soit que de la toile.

Nous ne ferons que mentionner les galoches et les socques. Les galoches sont des souliers à semelles de bois, ou à semelles en cuir très-épaisses. On les fait ordinairement de croûte de bœuf, ou de cuir de cheval. Les socques sont des chaussures en bois ou en cuir, à semelle caquée, qui se mettent par dessus la chaussure ordinaire pour garantir de la boue et de l'humidité. Elles ont été inventées en 1822 par un certain Dupont. Elles sont faites des mêmes éléments que les galoches, quelquefois aussi de caoutchoux.

Pour entretenir les chaussures en bon état et en prolonger l'usage, il faut les conserver très-propres et les graisser de temps en temps. A cet effet, si l'on emploie l'huile, il est recommandé de les laver, si besoin est, ou de les humecter, parce que l'huile appliquée sur le cuir sec, le brûle. La meilleure huile est celle de poisson ou de pied de bœuf. Le suif a l'inconvénient, si on l'emploie en trop grande quantité, de faire une croûte qui devient dure, mais il ferme les pores du cuir et le rend imperméable. On a imaginé pour rendre les semelles imperméables, le moyen suivant: Etendre une ou deux couches d'huile de lin siccative sur les deux faces d'une semelle de liège. Lorsque cette semelle est parfaitement sèche, on la pose dans l'intérieur du soulier, enduit lui-même de la même huile siccative, de manière que les trous de l'alène se trouvent bouchés; on colle ensuite la semelle de peau blanche qui garnit ordinairement l'intérieur du soulier.

On vend aujourd'hui des boîtes métalliques, sous le nom de dégras, d'un mélange d'huile et de substances adoucissantes. Cette matière est employée par les tanneurs, mais les personnes qui s'en servent pour le graissage de leurs chaussures en apprécient l'efficacité.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 26 aprilis.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant: G. ALCYON.

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciapporri, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de la Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNE. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement (Issy-sur-Seine)*). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de viii-124 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PESTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation 1 vol. in-32 de 294 pages 75 c.

L A COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU

LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVANT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 fr., 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr., 25 fr.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xviii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

OUVRAGES POUR LE MOIS DE MARIE

MOIS DE MARIE

EXTRAIT DES ŒUVRES

DE

Monseigneur de LA BOUILLERIE

Archevêque de Perga, Coadjuteur de Bordeaux

PAR

L'abbé ANT. RICARD, docteur en théologie, etc.

1 volume in-12 de iv-178 pages. — Prix 2 francs.

PRIÈRES A LA VIERGE

EXTRAITES DES MANUSCRITS DU MOYEN-ÂGE

Par LÉON GAUTIER

CHARMANT VOLUME ELZÉVIRIEN, AVEC ENCADREMENTS STYLE MOYEN-ÂGE

Broché, 4 fr. — Relié toile bleue, tranches rouges ou dorées, 5 fr. — Chagrin plein orné, tranches dorées, 10 fr. — Édition populaire, 2 fr.

Ce beau livre divisé en cinq parties : 1° PRIÈRES POUR LA JOURNÉE. — 2° PRIÈRES POUR LA SEMAINE. — 3° PRIÈRES POUR LE MOIS. — 4° PRIÈRES POUR L'ANNÉE. — 5° PRIÈRES DURANT LA VIE, contient dans sa troisième partie un admirable MOIS DE MARIE.

LA VIE DE NOTRE-DAME

D'après Saint François de Sales, par le P. Ch. Clair, de la Compagnie de Jésus

Un beau volume in-32. — Prix : 2 fr. 50.

Une fleur tous les soirs à Marie, petit mois de Marie pour les enfants, par une mère de famille. Joli volume elzévirien in-32, 2 fr. Le volume avec le bouquet des 31 fleurs, dans un petit pot bleu. 3 fr.

La vierge Marie, d'après saint François de Sales. Nouveau Mois de Marie, par M. l'abbé CHAUMONT. — Un beau vol. in-16 elzévirien, sur papier vergé, 3 fr. — Édition de propagande, 1 vol. in-18. » 75

Mois de Marie de Notre-Dame de Lourdes, par Henri LASSERRE. 1 vol. in-12. Prix : 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Édition format paroissien, toile anglaise, tranche rouge. 3 fr.

Mois de Marie des mères chrétiennes, dédié aux associés de l'archiconfrérie, par le R. P. HUGUET, S. M., approuvé par S. Em. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Quatrième édition améliorée. 1 volume in-12 de xii-421 pages. 1 fr. 50

Le plus ancien Mois de Marie, traduit par le R. P. BLOT, et enrichi d'exemples nouveaux pour chaque jour du mois. Cinquième édition. 1 vol. in-32. 1 fr.

Mois de Marie des paroisses et des familles chrétiennes, par M. l'abbé Antoine RICARD, du clergé de Marseille. 1 fort volume grand in-18 de 332 pages, 2 fr. — Rel. cart. tranche rouge. 3 fr. 50

Mois de Marie des pèlerinages, par ALFRED DE PERROIS. 1 vol. in-12, édition populaire, 2 fr. — *Franco* par la poste, 2 fr. 50. — Édition ornée de 22 gravures. 4 fr.

Mois de Marie des Madones de Pie IX, par M. l'abbé DURAND, du diocèse de Grenoble. — 1 beau vol. in-32, orné du portrait du St-Père et de 31 gravures représentant les Madones que Pie IX avait recommandé d'invoquer. Broché, 4 fr. — Relié toile anglaise, tranches rouges. 5 fr.

Vie de la très-sainte Vierge, d'après les Écritures, avec une préface de Mgr MERMILLOD. 1 vol. in-48 elzévirien. 2 fr.

Méditations sur les litanies de N.-D. de Lorette, écrites au xvi^e siècle, par le R. P. abbé dom SILVANI RAZZI, camaldule, et traduites de l'italien par Ernest RAZZY. 1 vol. in-12 de xvi-187 pages. 1 fr. 50

Marie offerte à la jeunesse dans les principales circonstances de sa Vie, Mois de Marie de la jeune chrétienne, par M. l'abbé DUMAX, sous-directeur de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires. Nouvelle édition précédée d'une lettre de S. G. Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans, à l'auteur. — Nouvelle édition, texte encadré d'un filet rouge, lettres ornées, fleurons. — In-48 de 253 pages. 2 fr.

Mois de Marie des Ames intérieures ou la Vie de la sainte Vierge, proposée aux Ames intérieures, par MM. H... et L..., prêtres. — Ouvrage revêtu de sept approbations épiscopales. 14^e édition. Prix. 1 fr. 50

Ecrin de N.-D. de Lourdes, contenant les Heures pieuses du Pèlerin, un excellent mois de Marie, etc., etc., par l'abbé CASABIANCA. — Un joli volume elzévirien de 440 pages. — Deuxième édition. Prix. 2 fr.

Les fêtes de la sainte Vierge, considérations historiques et pieuses sur chacune des fêtes de Marie, par l'abbé SAILLARD, curé de Gières, directeur de la *Semaine religieuse* de Grenoble. 1 vol. in-18 de xv-293 pages, caractère elzévirien. 3 fr.

Marie immaculée mère de Dieu, par le R. P. H. KINANE. P. P. Ouvrage honoré de quinze approbations, traduit de l'anglais par Lérida Geofroy. 1 beau vol. in-16 de 428 pages avec encadrements, caractères elzéviens, lettres ornées et deux gravures. 4 fr.

Les Rosaïres de la B. Vierge Marie, par un religieux Augustin du x^e siècle. Lectures pour tous les jours du mois de mai, traduites du latin, mises en ordre et enrichies de traits d'histoire, par M. l'abbé RAMBOUILLET. 1 vol. in-12 de xii-284 pages. 2 fr.

MOIS DE MARIE D'APRÈS LES PRÉDICATEURS CONTEMPORAINS

Suivi d'une série de Textes de l'Écriture et des Pères sur chaque Fête de la Sainte Vierge

Pour servir de matière à des Instructions; Sermons & discours sur ces fêtes

1 beau volume in-12 de 310 pages. — Prix 3 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 18 :

PRÉDICATION : Pour le cinquième dimanche après Pâques : L'apostolicité de l'Eglise. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Un curé peut-il renoncer à sa cure? — Les chanoines en vacances peuvent-ils avoir part aux distributions faites au chœur. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Séminaires et communautés sont-ils tenus à la messe et à la procession des Rogations? — Quelle messe dire à un enterrement pendant les Rogations? — L'usage de la barrette pendant les cérémonies du baptême, de l'absoute. — Les prêtres qui ne chanteraient pas aux funérailles, n'assisteraient pas à la levée du corps, auraient-ils droit aux honoraires? — Le prêtre doit-il étendre la main pour l'indulgence plénière à l'article de la mort? — Est-il permis de dire la messe pour un suicide? — Traduction et sens de la VIII^e leçon du commun de plusieurs martyrs? — Pourquoi, aux litanies des saints, les veilles de Pâques et de la Pentecôte, les ministres se couchent sur le pavé. — Peut-on, le jour de la Trinité, faire la solennité et chanter la messe du patron de paroisse? — Comment des institutrices chrétiennes doivent-elles traiter cette conférence pédagogique : « ce qu'il faut entendre par enseignement moral et civique ; comment doit-on donner cet enseignement ? » — Peut-on donner l'Extrême-Onction à un libre-penseur sans connaissance qui a demandé dans son testament un enterrement civil? La famille, malgré cette disposition testamentaire, peut-elle sans crainte faire un enterrement religieux? Une mère, qui laisserait, dans de telles conditions, enterrer civilement son enfant, pourrait-elle être reçue à la table sainte? Peut-on annoncer des messes pour un enterrement civillement. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quel serait le moyen de mettre en ordre les affaires d'une fabrique dont le trésorier de fait n'a suivi aucune règle? — Le maire peut-il, malgré le curé, autoriser un boucher à établir son étal le dimanche dans le porche d'une église? — Le maire peut-il maintenir à demeure un drapeau sur la façade de l'église et y inscrire : « République française, Liberté, etc. ? » — Un curé a-t-il besoin d'autorisation pour mettre à ses frais une porte dans une brèche laissée à la clôture du presbytère avant l'abattage d'un noyer mort? — A qui appartiennent les bois d'une haie existant sur une parcelle du jardin du presbytère expropriée pour élargir une route? — La fabrique peut-elle, sans autorisation, ouvrir au mur de l'église, une ancienne porte murée, la dépense étant légère? — Peut-on imposer une patente au loueur de chaises de l'église? VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (6^e article). — COURRIER DE L'UTILE : L'huile de foie de morue et le vin de quinquina.

REVUE LITTÉRAIRE.

Il y a quelques années, un publiciste belge, M. de Laveleye, fit paraître une brochure qui eut en Europe un certain retentissement. L'auteur s'efforçait d'y démontrer la décadence des peuples catholiques et la supériorité du protestantisme au point de vue de la civilisation. La réfutation du livre de M. de Laveleye ne se fit pas attendre. M. le baron de Haulleville, dans un opuscule remarquable, riche de faits et d'idées, combattit pied à pied les sophismes du publiciste libéral et n'eut pas de peine à démontrer la fausseté de ses conclusions.

Après M. de Haulleville, voici un écrivain genevois, M. Adrien Duval, qui a entrepris à son tour de réfuter M. de Laveleye. *Le Catholicisme et le Protestantisme devant les Faits*, tel est le titre du livre que nous avons sous les yeux. Après l'avoir lu, il n'est personne qui puisse conserver encore quelque doute sur la valeur de l'écrit de M. de Laveleye.

Par une critique exacte et consciencieuse, Monsieur Duval prend un à un les arguments de l'écrivain belge et les réduit à néant en les opposant à la réalité des faits. L'ouvrage abonde en aperçus ingénieux et originaux. L'auteur est un protestant converti; c'est ce qui donne à son livre un mérite particulier. Dans ses jugements sur le protestantisme, M. Duval

apporte une connaissance profonde et réfléchie des questions religieuses en même temps qu'un esprit de largeur et de tolérance, tel que l'Eglise seule peut l'inspirer. M. Duval sait distinguer entre le protestantisme et les protestants et n'hésite pas à déclarer que, bien souvent, ceux-ci valent mieux que la religion qu'ils professent.

Le problème dont il s'agit est celui-ci :

Le catholicisme est-il un élément de civilisation ou un germe de décadence? Est-ce au catholicisme qu'il faut attribuer l'état d'infériorité passagère où peuvent se trouver certaines nations auxquelles on donne le nom de catholiques. S'il y a décadence, n'est-ce point précisément parce qu'elles ne sont plus assez catholiques? Si l'Eglise a produit la décadence, fait remarquer très justement M. Duval, celle-ci devrait se manifester surtout chez ceux qui pratiquent ses enseignements. Est-ce le curé qui est corrompu, le religieux, la Sœur de Saint-Vincent de Paul, est-ce le laïque qui se confesse avec contrition? Non. Ce qui est corrompu, c'est la partie de la nation qui a subi l'influence de la presse incrédule, l'ouvrier des villes qui ne fait plus baptiser son enfant, le campagnard qui dévore les feuilles obscènes, les politiques qui font la guerre à Dieu et recherchent le pouvoir, pour le gain qu'il procure, etc., etc. En d'autres termes, la corruption et la décadence se retrouvent partout où l'influence de l'Eglise ne pénètre pas et ne se fait plus sentir. Nous voilà un peu loin des assertions de M. de Laveleye : c'est précisément le contraire

de sa thèse qui est vrai. Plus un peuple se rapproche du type idéal que lui présente l'Eglise catholique, plus il monte sur l'échelle de la vraie grandeur et de la vraie civilisation. Il y a décadence pour lui chaque fois qu'il s'en éloigne.

Les expériences de ces dernières années sont suffisamment concluantes. Le *Kulturkampf* allemand a été la mise en œuvre de la thèse de M. de Laveleye. Sous prétexte que le catholicisme était un obstacle au progrès et à la civilisation, on a essayé de l'extirper en lui arrachant ses libertés lambeau par lambeau. Qu'est-il arrivé ? C'est qu'à mesure qu'on entravait l'action de l'Eglise, la barbarie, sous le nom de socialisme, montait à vue d'œil. Tout ce qu'on ôtait à l'Eglise, on le donnait à la Révolution. Et il en sera toujours ainsi dans tous les pays : on peut le voir actuellement chez nous par ce qui se passe sous nos yeux.

Si nous avions des pages à extraire du beau volume de M. Adrien Duval, nous commencerions par citer le premier chapitre, traitant de la prétendue décadence des nations catholiques.

Les chapitres suivants : Réplique à cette assertion : « Les peuples soumis à Rome semblent frappés de stérilité, ils ne colonisent plus, ils n'ont aucune puissance d'expansion ; » — Réfutation de cette assertion : « l'Ultramontanisme est la cause des malheurs de la France ; » — Lumière chrétienne et Lumière révolutionnaire ; — l'Eglise et la Liberté ; — l'Eglise et la liberté de conscience, sont particulièrement attachants. Autant, en effet, les polémiques du jour leur donnent du relief, autant M. Adrien Duval s'est appliqué à les rendre saillants et concluants. On dirait que le souffle de Léon XIII a passé dans ces pages, quand le grand pape démontre si lumineusement dans ses encycliques que la seule et vraie puissance civilisatrice du monde, c'est l'Eglise catholique.

Au reste, voici sur le livre de M. Duval un jugement d'une toute autre autorité que la nôtre. Nous le détachons de la lettre de Mgr Mermillod, publiée en tête du volume :

« Vous avez, tout à la fois, écrit à l'auteur « l'illustre évêque, multiplié vos recherches avec « une patience de bénédictin, vous avez recueilli « de nombreux et fidèles renseignements, et « après avoir accumulé les faits de la statistique, « vous êtes remonté aux causes premières, « blissant les éléments vrais, et non pas artificiels, de la civilisation. Votre livre apporte « donc le double et irrécusable témoignage des « faits et des principes... Il offre une lecture « solide et fortifiante aux esprits qui ne se laissent pas séduire par l'éclat factice des nations « menacées, tour à tour, de l'anarchie et du despotisme. »

Le Catholicisme et le Protestantisme devant les Faits, par M. Adrien Duval, forme un volume in-12 de viii-359 pages, et coûte 3 francs.

L'Enchiridion du Catéchiste.

AVIS, HOMÉLIES, HISTOIRES, PRIÈRES, MÉDITATIONS, HYMNES, CANTIQUES ET AUTRES EXERCICES POUR LA PREMIÈRE COMMUNION ET LA CONFIRMATION, PAR L'ABBÉ REGNAUD, AUTEUR DE LA SOMME DU CATECHISTE. (1 vol. in-12 d'environ 550 pages. — Prix : 4 fr.)

Sommaire.

PREMIERE PARTIE. LES AVIS. I. De la Préparation nécessaire à la Première Communion. — II. Retraite de la Première Communion. Ses

différents exercices pour chaque jour. — III. Objet de la Prédication et de la Méditation. — IV. Rôle à remplir par le Chef du Catéchisme. — V. Répétitions de Cérémonies à faire le jour de la Première Communion. Avis relatifs aux Billets de confession, au Cierge et au Pain bénit. — VI. Costumes requis des Enfants pour la Première Communion. Quêtes et dons pour l'habillement des Enfants pauvres. — XII. Bénédiction donnée par les Parents à leurs Enfants. XIII. Des Actes avant et après la Première Communion. — IX. Comment les Enfants doivent approcher de la Table Sainte, s'y tenir et recevoir la Sainte Hostie. — X. Rénovation des vœux du Baptême. Consécration à Marie. — XI. De la Préparation nécessaire à la Confirmation. Retraite de la Confirmation. — XII. Actes avant et après la Confirmation. — XIII. Admission des Enfants au catéchisme de persévérance. — XIV. Distribution de Cachets ou des Médailles de Première Communion.

LES HOMÉLIES. I. Pour la Retraite et le jour de la Première Communion. La Fin de l'Homme. — II. La Mort. — III. Le Jugement. — IV. L'Enfer. — V. Le Ciel. — VI. L'Eucharistie. — VII. La Pénitence. — VIII. La Première Communion. — IX. La Rénovation des Promesses Baptismales. — II. Pour la Retraite et le Jour de la confirmation. — I. Le Saint-Esprit. — II. La Confirmation. — III. Pour la Consécration des Enfants à la Très Sainte Vierge et pour leur Admission au Catéchisme de Persévérance. — I. La Dévotion envers la très sainte Vierge, nécessaire pour mériter sa protection. — II. La Persévérance Chrétienne, nécessaire pour être sauvé et pour être couronné dans le Ciel.

LES HISTOIRES. I. Sur la Première Communion : 18. — II. Sur la Confirmation : 9. — III. Sur la Persévérance : 6.

DEUXIEME PARTIE. LES PRIÈRES ET MÉDITATIONS. I. Prières et autres Exercices pour la Journée; pour le Réveil; du Matin, pour la Méditation; pour la Sainte Messe; pour certaines circonstances de la Journée; pour l'Examen particulier; pour le Repas; pour la Visite au Très Saint Sacrement; pour la Lecture spirituelle; pour le Rosaire et le Chapelet; du Soir; pour le Coucher. — II. Prières et autres Exercices pour la Semaine; le Dimanche, en l'honneur de la Très Sainte Trinité; le Lundi, en l'honneur du Saint-Esprit; le Mardi, en l'honneur des Saints-Anges; le Mercredi, en l'honneur de saint Joseph; le Jeudi, en l'honneur du Sacré-Cœur de Jésus; le Samedi, en l'honneur de la Très Sainte Vierge. — III. Prières et autres Exercices pour la Confession : pour l'Examen de Conscience; et pour la confession. — IV. Prières et autres Exercices pour la Première Communion : Méditations et Lectures pour la Retraite et pour le jour de la Première Communion; Actes avant et après la communion; Cérémonies et Prières de la Communion; Prière des Enfants pour leurs Parents et leurs Bienfaiteurs; Acte de Rénovation des vœux du Baptême; Acte de Consécration à la Très Sainte Vierge; et Prière pour implorer la grâce de la dévotion. — V. Prières et autres Exercices pour la Confirmation : Méditations et Lectures pour la Retraite et le Jour de la Confirmation; Actes avant et après la Confirmation; Prières et Cérémonies de la Confirmation; Prière pour obtenir les Fruits du saint Esprit; et Prière pour demander la pureté du cœur et la céleste sagesse.

LA SAINTE MESSE. I. L'Asperion (le Dimanche

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE CINQUIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
L'APOSTOLICITÉ DE L'ÉGLISE.

Frates, jam non estis hospites et advenæ, sed estis cives Sanctorum et domestici Dei, superædificati super fundamentum apostolorum.

(Ephes., II.)

Les Apôtres dans leur symbole ne donnent point à l'Église la qualité d'« apostolique. » Leur modestie les portait à se regarder comme rien et à laisser toute gloire à Jésus-Christ. D'ailleurs, était-il nécessaire qu'ils donnassent ce titre à leur société? N'était-il pas évident que l'on ne pouvait reconnaître d'autre Église de J.-C., que celle qu'ils établissaient? Si le concile de Nicée et celui de Constantinople ont inséré dans leur symbole le mot « apostolique, » ils n'ont fait qu'exprimer ce que tous les fidèles connaissaient, ce que les hérétiques eux-mêmes n'osaient contester. L'Église a voulu prendre explicitement cette dénomination pour nous empêcher d'oublier nos pères dans la foi, qui sont les Apôtres, et pour que sa seule antiquité opposée à la nouveauté des sectes hérétiques, fût dans tous les temps une preuve authentique et manifeste de sa vérité. Or, l'Église romaine est apostolique dans toute la rigueur du terme : apostolique par son origine, apostolique par la succession de ses pontifes, apostolique par l'identité parfaite de sa nature qu'elle conserve sans altération à travers les âges; j'irai même plus loin : elle est la seule Église apostolique. Reprenons.

I

L'Église romaine, d'abord, est apostolique par son origine. Une tradition constante, les témoignages les plus positifs de l'histoire, les arguments les plus décisifs des saints Docteurs prouvent de la façon la plus péremptoire que saint Pierre est venu à Rome, qu'il y a fondé l'Église, mère et maîtresse de toutes les Églises, qu'il y est mort, après un pontificat de 25 années, crucifié pour la foi, et que ses reliques sacrées demeurent dans la Ville éternelle, honorées par tous les siècles du culte le plus empressé et des plus respectueux hommages. « Heureuse Église de Rome, s'écrit Tertullien, où les apôtres ont versé leur doctrine avec leur sang, où Pierre a été comparé au Sauveur par le genre de mort, où Paul a obtenu la même couronne que Jean-Baptiste ¹. » Et saint Irénée de Lyon : « C'est par l'Église de Rome que nous nous glorifions de posséder la foi annoncée aux hommes et transmise jusqu'à nous par la succession des évêques; c'est par elle que nous confondons tous ceux qui par amour propre, par vaine gloire, par aveuglement, par méchanceté enseignent autrement qu'il ne faut. »

Ensuite faisant la liste des douze premiers pontifes romains, il place en tête S. Pierre ¹. « Vous ne pouvez nier, dit à son tour saint Optat, évêque de Milève en Afrique, que c'est dans la ville de Rome que Pierre a posé sa chaire épiscopale. C'est sur cette chaire, la première en dignité, que s'est assis saint Pierre, auquel ont succédé Lin, Clet, Clément, Anaclet ². » Saint Epiphane, évêque de Salamine, affirmant la croyance de l'Église grecque écrit : « Voici la succession des évêques de Rome : Pierre, Lin, Clet, Clément, etc. » Il ajoute : « Pierre avait ordonné à Rome Lin et Clet pour être ses coadjuteurs, et avant son martyre, il désigna Clément pour être son successeur; mais Clément ne voulut monter sur la chaire de saint Pierre qu'après ceux qui avaient partagé son épiscopat pendant sa vie ³. » Nous pourrions multiplier les textes à l'infini, mais ces témoignages décisifs des premiers Pères qui déclarent la foi des Églises les plus recommandables nous en dispensent.

II

L'Église de Rome est apostolique par la succession de ses Pontifes.

« Personne, nous dit l'apôtre saint Paul, ne peut s'attribuer à soi-même, l'honneur du ministère; mais il faut y être appelé de Dieu comme Aaron. » Ainsi Jésus-Christ n'a pas pris de lui-même la glorieuse qualité de pontife, mais il l'a reçue de celui qui a dit : « Vous êtes le prêtre éternel, selon l'ordre de Melchisédech ⁴. » Quoi de plus juste? Pour remplir une charge dans la société civile, il faut avoir reçu un mandat de l'autorité supérieure; pour parler, agir au nom de Dieu, dans la société religieuse, il faut avoir reçu une mission divine. Aussi bien le Christ investissant ses apôtres du pouvoir d'instruire, de régénérer et de sanctifier les peuples, leur communique sa divine autorité : « COMME MON PÈRE M'A ENVOYÉ, MOI JE VOUS ENVOIE. » Et comme il les envoie à toute créature, à tous les peuples, à toutes les générations JUSQU'À LA FIN DES SIÈCLES, il leur donne également le pouvoir d'« envoyer » à leur tour, en son nom; il les fait dépositaires de sa divine mission qu'ils pourront et devront transmettre à leurs collaborateurs et à leurs successeurs jusqu'à la fin du monde.

Nul donc dans l'Église ne peut officiellement et légitimement instruire, gouverner, administrer les sacrements, s'il n'a reçu immédiatement ou médiatement mission des apôtres successeurs et remplaçants de J.-C. Tout ministère qui ne remonte pas jusqu'aux apôtres est une usurpation sacrilège. « D'où vient Donat, s'écriait S. Augustin, en appliquant ce principe, quelle terre l'a enfanté,

¹ Contra hæres., lib. III.

² Contra Parmen., lib. II.

³ Hæres., t. I.

⁴ Heb., v, 4.

¹ Tert. contra Marcionem.

de quel ciel est-il descendu, pour usurper un ministère qui n'appartient qu'aux successeurs de ceux à qui Jésus-Christ a dit : « Comme mon « Père m'a envoyé, moi je vous envoie ? »

Or, l'Eglise de Rome peut se glorifier de la plus belle, de la plus authentique, de la plus incontestable mission apostolique qui soit. De l'aveu même de ses ennemis, elle a été gouvernée sans interruption par des Pontifes dont la chaîne remonte, d'anneaux en anneaux, jusqu'à saint Pierre lui-même. Léon XIII, actuellement régnant, est le 259^e successeur du prince des Apôtres. Quelle autre société peut nous présenter une succession aussi majestueuse et aussi imposante ? Malgré la force armée, malgré les précautions les plus minutieuses, malgré les tempéraments apportés à la forme des constitutions, les dynasties s'éteignent par l'action du temps ou sont brisées par un coup de violence ; la dynastie des papes, au contraire, malgré les années, malgré les persécutions les plus furieuses et les plus multipliées, reste debout ! La dynastie des papes, dit éloquemment Mgr Besson en résumant deux remarquables travaux de MM. Macouley et Jules Robin, s'est maintenue de siècle en siècle au sein du christianisme à l'abri des variations, des vicissitudes et des interruptions ordinaires aux pouvoirs temporels. Cette succession s'était établie longtemps avant que les peuples qui ont aujourd'hui une place dans l'histoire eussent un nom dans les langues de la terre. Elle comptait quatre siècles quand Clovis fonda l'empire des Francs ; elle en comptait dix quand Guillaume le Conquérant établit en Angleterre la maison des Anglo-Normands ; elle en comptait douze quand la maison de Hapsbourg a été élevée sur le trône d'Allemagne ; elle en comptait seize quand la maison de Romanoff était appelée au trône de Russie ; elle en comptait dix-huit quand Bonaparte prit sur l'autel la couronne des Francs et s'appela Napoléon. La perpétuité de la dynastie pontificale ne saurait s'expliquer ni par les hommages qu'on aurait aveuglément rendus à l'autorité des papes, ni par le secours du dehors, ni par l'obéissance du dedans. Leur patrimoine a été usurpé par les étrangers, leur capitale saccagée par les envahisseurs, leur siège réduit en cendres par les barbares. On les a vus tenus en exil par des sujets turbulents, jetés dans les fers, souffletés avec un gantelet, couverts de crachats et d'humiliations, étranglés, pendus, mis à mort par le glaive. « Mais, selon la remarque du cardinal Wiseman, une vigueur inconnue semble animer cette race de princes sacrés. Les autres sièges disparaissent du globe ; l'Orient et l'Afrique ont perdu les plus illustres ; seul le siège de Pierre subsiste toujours. Toujours le pontife succède au pontife, en dépit de tous les obstacles. Le conclave est quelquefois tenu en des provinces éloignées de l'Italie, tantôt en France, tantôt en Allemagne ; toujours un successeur est légitimement élu et reconnu, et tous les efforts que l'on fait pour briser cette

chaîne continue, sont demeurés vains et sans effet ¹. »

III

J'ajoute que l'Eglise romaine est apostolique par l'identité de sa nature : aujourd'hui et toujours, même foi, mêmes sacrements, même gouvernement que du temps des apôtres.

Fidèle gardienne des dogmes qui lui sont confiés, dit saint Vincent de Lérins ², l'Eglise n'y change rien ; elle n'y retranche rien ; elle n'y ajoute rien ; elle évite également de supprimer le nécessaire ou d'introduire le superflu ; elle ne perd point ce qui est à elle, elle ne s'approprie point ce qui lui est étranger ; mais elle s'applique uniquement, en conservant l'ancienne vérité avec une entière fidélité et en l'expliquant avec sagesse, à perfectionner ce qui ne se trouvait qu'ébauché, à affermir de plus en plus ce qui se trouvait déjà développé et formellement exprimé, à garder inviolablement ce qui se trouve déjà confirmé et défini. Et en effet, quel but s'est-elle jamais proposé dans ses conciles, sinon de faire qu'on s'attachât avec plus de soin aux vérités qu'on se contentait auparavant de croire avec simplicité ; qu'on prêchât à l'avenir avec plus d'ardeur, ce qu'on proposait antérieurement avec moins d'empressement ; qu'on cultivât avec plus d'application ce qu'on possédait auparavant avec plus de sécurité. Voilà ce que l'Eglise a toujours fait, lorsqu'excitée par les nouveautés qu'introduisaient les hérétiques, elle a mis par écrit ce qu'elle avait reçu par la tradition perpétuelle de ses ancêtres, renfermant de grandes vérités en peu de mots, n'employant jamais la nouveauté des expressions que pour conserver l'antiquité de la foi et de la doctrine, et brisant l'audace de toute innovation sacrilège par l'autorité de l'antiquité sacrée, selon son axiome, *nihil innovetur, nisi quod traditum est* !

Non, l'Eglise romaine n'a jamais changé sa croyance, sa morale, son culte, son gouvernement ! L'Eglise romaine est toujours et demeurera à jamais, tant que le monde sera, l'Eglise de Pierre, c'est-à-dire l'Eglise de Jésus-Christ ! Comment pourrait-elle subir des variations qui altéreraient sa nature, cette Eglise que les saints Docteurs appellent à l'envi « la principauté de la chaire apostolique, la principauté principale, la source de l'unité, l'Eglise mère qui tient en sa main la conduite de toutes les autres Eglises, la source de l'épiscopat d'où part le rayon du gouvernement ; la chaire principale, la chaire unique en laquelle seule tous gardent l'unité ? » Comment changerait-elle, cette Eglise où Pierre, docteur infailible, souverain Pontife, Pasteur suprême des agneaux et des brebis, c'est-à-dire des fidèles, des prêtres et des évêques, continue dans ses successeurs à enseigner, sanctifier et régir le peuple chrétien ? Le

¹ Conférences sur les doctrines et les pratiques les plus importantes de l'Eglise catholique, II, 29.

² Comment.

propre de l'erreur est de changer, la vérité est éternellement la même. Les hérétiques et les schismatiques n'ont été tels que parce qu'ils ont pensé et agi autrement que leurs pères, autrement que les apôtres, autrement que l'Eglise romaine. Quelle consolation pour nous de songer que le *Credo* que nous chantons dans nos augustes basiliques, est le même qui retentissait sous les voûtes des catacombes; que nous recevons les sacrements qui ont fait les vierges, les confesseurs et les martyrs; que nous assistons au même sacrifice que les fidèles des premiers siècles; que nous participons à la même Eucharistie; que nous révérons dans le Pontife Romain, le représentant visible, le Vicaire de J.-C., comme les premiers chrétiens. Qu'on évoque le passé, il n'en sortira pas des voix qui nous accusent. Les morts sont vraiment des ancêtres qui revivent dans notre croyance et notre religion. Nous avons fidèlement conservé, grâce au magistère infail-
 lible et à l'autorité souveraine de l'Eglise de Rome, la foi et l'amour qu'ils nous ont transmis. Et lorsque dans nos temples sacrés retentissent ces cantiques qu'ils entendent depuis si longtemps, il nous semble quelquefois que nos pères tressaillent d'émotion sous les dalles qui les couvrent en reconnaissant ces hymnes qu'ils chantaient autrefois et que nous continuerons avec eux, un jour, dans les cieux!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE

I

ASCOLANA.

Renunciationis parœciæ.

Un curé peut-il renoncer à sa cure? Oui, avec des causes graves; non, s'il n'a pas des raisons sérieuses. La principale raison qu'on peut alléguer, c'est une infirmité provenant ou de la maladie, ou de la vieillesse. L'évêque est juge des motifs invoqués, et en dernier ressort, la Sacrée Congrégation du Concile.

Un curé du diocèse d'Ascoli, docteur en théologie, en droit civil et canonique, offrit sa démission à son évêque, alléguant sa mauvaise santé et le désir de se perfectionner dans les sciences ecclésiastiques. Sa requête ayant été rejetée, il s'adressa, sans plus de succès, à la Daterie d'abord, puis à la S. Congrégation du Concile. Les motifs invoqués ne furent pas trouvés suffisants.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Il fut prouvé que sa santé n'était pas bien mauvaise et que rien ne pouvait la compromettre dans une paroisse de si peu d'importance. Pour les études, les titres qu'il avait déjà obtenus étaient assez étendus et élevés, pour qu'il n'y ait nulle nécessité d'en rechercher d'autres.

Les cardinaux opposèrent au bas de la requête le mot *lectum* qui signifie qu'elle avait été lue sans être acceptée.

II

LEGIONEN.

Distributionum seu salutationis.

Le Concile de Trente a porté une loi ainsi conçue sur les distributions qui se font au chœur : *Distributiones vero qui statutis honoris interfuerint recipiant; reliqui, quavis collusione aut remissione exclusa, his careant.* Sess. 24, cap. xv de Reformatione.

Cette loi n'était pas observée dans le diocèse de Léon depuis un temps immémorial. Les chanoines y prenaient quarante jours de vacances, pendant lesquels ils avaient part aux distributions. Il faut ajouter que cette coutume s'appuyait sur des statuts capitulaires de 1620, et qu'elle semblait légitimée par la raison que tous les revenus consistant en distributions, les chanoines absents seraient privés de tout traitement, s'ils n'avaient point de part à celles-ci.

Le Saint-Siège ayant eu connaissance de cet état de choses, par la relation de l'état du diocèse, écrivit à l'évêque : « Hunc abusum omnino evellas, quavis consuetudine minime obstante, quæ corruptelæ loco habenda est. Si vero constitutiones capitulares id permiserint, corrigendæ in hac parte omnino sunt. »

Le Chapitre, appuyé par l'évêque, présenta une requête pour obtenir la dispense pour le passé et l'autorisation pour l'avenir.

La Sacrée Congrégation du Concile répondit :

Præviasanatione quoad præteritum pro gratia, quoad futurum, ad decennium, facto verbo cum Sanctissimo.

10 septembre 1881.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Est-on obligé de faire la procession des Rogations et d'en dire la messe dans les séminaires et autres communautés.

R. — Non, à moins que l'Evêque diocésain n'en ait fait une prescription.

Q. — S'il me survenait un enterrement, pendant les Rogations, quelle messe devrais-je dire ?

R. — S'il y a deux prêtres, l'un célébrera la messe des rogations, l'autre la messe d'enterrement. Mais s'il n'y a qu'un prêtre, que faut-il

faire? D'après une réponse récente de la sacrée Congrégation des rites, ce prêtre devrait dire la messe des rogations. Quant aux funérailles, elles seraient célébrées sans messe. Telle est la décision donnée à Monseigneur l'archevêque de Québec en 1869. Cette réponse est trop grave, pour que nous n'en donnions pas intégralement le texte. Voici la question nettement posée par l'illustre Prélat :

« Rmus D. Franciscus Baillarzen Archiepiscopus Quebecen. Sacræ Rituum Congregationi sequens exhibuit Dübium, nimirum : An in parochiâ in quâ præter parochum nullus est alius sacerdos, si in diebus sancti Marci et Rogationum et in Vigilia Pentecostes occurrat sepultura, quæ anticipari vel differri non possit, facienda sit sepultura sine Missâ defunctorum, vel potius omit-tenda functio diei, aut saltem Missa hujus functionis, ut Missa pro supulturâ celebrari possit. »

La Sacrée Congrégation répondit non moins clairement :

« Sacra vero eadem Congregatio ad relationem subscripti Secretarii rescribere rata est : Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam et tertiam. Atque ita rescripit et servari mandavit die 3 julii 1869. »

Cette réponse ayant la forme rigoureuse d'un décret est obligatoire pour ceux qui ont posé la question et pour ceux qui sont dans un cas identique, à moins que l'on ne recourt au Saint-Siège.

Q. — 1^o Dans l'administration solennelle du baptême des enfants, quels sont les moments où le prêtre doit être couvert de sa barrette et avoir la main étendue sur la tête de l'enfant ?

2^o Dans l'absoute pour les morts, à l'aspersion et à l'encensement du corps, le célébrant doit-il ôter la barrette ?

3^o Dans les cérémonies solennelles des funérailles, lorsque plusieurs prêtres sont invités, pourrait-on attribuer l'honoraire à celui qui ne chanterait pas, ou qui, contrairement à l'usage, n'assisterait pas à la levée du corps et même à une partie notable de la grand-messe ?

4^o Dans l'indulgence plénière à l'article de la mort, ne doit-on pas étendre la main comme pour l'absolution ?

R. — Ad I. Le Rituel n'indique pas les moments où le prêtre qui baptise doit être couvert de sa barrette, et l'on peut, croyons-nous, conclure du silence absolu de ce livre que l'on n'est pas obligé sous peine de péché de se servir de la barrette pour le baptême. Mais il n'est aucunement défendu de s'en servir, et nous conseillons de le faire, parce que la célébration de ce sacrement en reçoit plus de solennité, et partant produit des fruits spirituels plus abondants.

Il convient que le prêtre se couvre en descendant auprès de la porte de l'église, et qu'il reste couvert jusqu'à l'oraison : *Preces nostras, quesumus*. Il se découvre alors, et il demeure ainsi jusqu'après la bénédiction du sel. Ensuite il se couvre, et met un peu de sel dans la bouche de l'enfant.

Tout après, il se découvre pour l'oraison *Deus patrum nostrorum*. Cette oraison terminée, il se

couvre à nouveau et fait l'exorcisme. Il se découvre pour l'oraison *Eternam ac justissimam pietatem tuam*. Après cette oraison, il se couvre, et reste couvert en entrant dans l'église. Mais il se découvre aussitôt qu'il est entré et récite ainsi le *Credo* et le *Pater*, l'exorcisme, etc. Avant de faire l'onction sur la poitrine et entre les épaules de l'enfant, le prêtre dépose la barrette qui le gênerait ou bien la remet au servant, et nous pensons qu'il doit rester ainsi découvert jusqu'à la fin du baptême.

Ad II. Le prêtre se découvre dès qu'il arrive auprès du corps pour faire l'absoute, et reste ainsi découvert pendant l'aspersion et pendant l'encensement du corps.

Ad III. S'il s'agit de l'Office des morts, et non de la messe, les prêtres payés pour cette fonction ne doivent pas seulement assister à cette Office, ils doivent encore chanter ou psalmodier. Telle est la réponse de la Sacrée Congrégation des rites sur une demande émanée du diocèse de Périgueux, en date du 9 mai 1857. Et il ne serait pas permis à un prêtre de réciter son bréviaire pendant ce temps.

Mais s'il s'agit de la messe, l'obligation du chant et de la psalmodie est-elle aussi rigoureuse? Monseigneur Foulquier, évêque de Mende, exposa ce doute à la Sacrée Congrégation en 1871. Sa Grandeur disait que, d'après un usage établi dans son diocèse, les prêtres appelés et payés ne participaient pas toujours au chant, par exemple, lors que cela ne leur paraissait pas nécessaire, et récitaient pendant ce temps leur office quand ils avaient quelque motif personnel de ne pas différer leur office canonique; puis elle demandait que cette pratique, qu'il serait très-difficile de détruire, du moins en plusieurs circonstances, pût être continuée dans la suite.

La Sacrée Congrégation répondit que pour la messe on pouvait tolérer cette pratique s'il y avait des chantes spécialement députés à cet effet. Mais qu'on ne le pouvait pas pour l'Office des défunts, parce que cet Office doit être récité par ceux qui sont payés pour cette récitation :

« Si agatur tantum de Missâ, exposita praxis tolerari potest, dummodo tamen adsint cantores ad hoc specialiter deputati. Minime vero si agatur de Officio defunctorum, quod persolvendum est ab iis qui mercedem accipiunt pro hac recitatione, juxta decretum in Petrocoricen., die 9 maii 1857.

« Atque ita rescripit die 11 martii 1871. » (n. 5478.)

Que faut-il penser de ceux qui, contrairement à l'usage, n'assistent pas à la levée du corps et même à une partie notable de la grand-messe? S'ils sont payés pour ces offices, ils perdent une partie des honoraires qui leur sont attribués.

Ad IV. Le Rituel ne commande pas d'étendre la main en donnant la bénédiction *in articulo mortis*; mais Cavalieri et d'autres auteurs enseignent que le prêtre fait le signe de la croix sur

la personne malade quand il dit *In nomine Patris*, et encore à la fin quand il dit *Pater, Filius*, etc.

Q. — Est-il permis de dire la messe pour un suicidé auquel on a refusé la sépulture ecclésiastique ?

R. — Aucune loi de l'église ne défend de dire la messe pour un suicidé, lors même qu'on lui aurait refusé la sépulture ecclésiastique.

Mais pourrait-on annoncer publiquement cette messe. Nous ne connaissons non plus aucune loi qui le défende. Toutefois, en pareille matière, il faut se conformer à l'usage. S'il n'y en a pas, il importe de consulter l'Ordinaire.

Q. — La traduction littérale et le sens littéral de la VIII^e leçon du commun de plusieurs martyrs, 2^e loco, serait très-utile. Bien des prêtres instruits y perdent leur latin, et disent : si pour satisfaire à l'obligation, il faut comprendre ce passage obscur de saint Ambroise, beaucoup y feront défaut.

2^e Quelle est la double raison pour laquelle les ministres se couchent sur le pavé, la veille de Pâques et de la Pentecôte, aux litanies des saints ?

R. — Ad I. Pour satisfaire à l'obligation de réciter le Bréviaire, il n'est pas nécessaire de comprendre ce passage, ni même aucun autre, puisque des religieux et religieuses de chœur qui ne savent pas le latin sont obligés de le réciter. Mais il est utile de comprendre ce qu'on lit, parce qu'on entre plus facilement dans le sens admirable des textes liturgiques : *Psallite sapienter*.

Quant au passage de saint Ambroise dont vous nous parlez, nous allons d'abord le reproduire, puis nous essaierons d'en donner une traduction :

« Quatuor tantum beatitudines sanctus Lucas dominicas posuit, octo vero sanctus Matthæus; sed in illis octo istæ quatuor sunt, et in quatuor istis illæ octo. Hic enim quatuor velut virtutes amplexus est cardinales; ille in illis octo mysticum numerum reseravit. Pro octava enim multi inscribuntur psalmi, et mandatum accipis octo illis partem dare, fortasse benedictionibus. Sicut enim spei nostræ octava perfectio est, ita octava summa virtutum est. »

Tel est le commentaire de saint Ambroise sur l'évangile de saint Luc, chap. vi. Voici maintenant la traduction que nous croyons pouvoir donner de cet obscur passage :

« Saint Luc n'énumère que quatre béatitudes, tandis que saint Mathieu en indique huit; mais dans ces huit sont renfermées les quatre de saint Luc, et dans les quatre de saint Luc les huit de saint Mathieu. Car saint Luc a tout ramené aux quatre vertus cardinales, et saint Mathieu, en mentionnant huit béatitudes, nous donne la clef de ce nombre symbolique. En effet, beaucoup de psaumes sont intitulés : *Pro octava*, et l'Ecclésiaste nous recommande de donner une part à ces huit, qui sont sans doute les huit béatitudes. Car de même que le nombre huit symbolise la consommation de notre espérance dans le ciel,

de même ce nombre représente la consommation des vertus sur la terre. »

Dans ce texte, saint Ambroise veut nous rappeler que nous devons mettre en pratique les huit béatitudes prêchées par Notre-Seigneur sur la montagne et rapportées par saint Mathieu. Il ne suffirait pas de nous adonner à quatre seulement de ces béatitudes, à la pauvreté, à la douceur, à la componction, à la justice. Il faut nous adonner à toutes les huit : *Mandatum accipis partem illis octo dare*. Là seulement est la perfection sur la terre; car le nombre huit ne signifie pas seulement le paradis, mais encore les vertus qui y conduisent. (On peut voir sur cette question de plus amples détails dans Bacués : *Du saint Office*; dans les *Letture ecclesiastiche* de Monseigneur Sarnelli, évêque de Biseglia, tome 5, lettre 54, et tome 1, p. 106; dans la *Correspondance de Rome*, tom. III, année 1861; dans la *Nouvelle Revue théologique*, année 1879, p. 443, etc.; dans la *Ruche catholique*, n° 4, 15 mai 1880, p. 61.)

Ad II. Cette prostration indique l'humilité et l'ardeur avec laquelle l'Eglise conjure les habitants du ciel de protéger les nouveaux baptisés, afin qu'ils soient dignes de Dieu et de l'Eglise, qui viennent de les engendrer à la vie surnaturelle, et qu'ils puissent un jour partager le bonheur éternel.

Q. — Prière à l'Ami du clergé de dire si l'on peut le jour de la sainte Trinité faire la solennité et chanter la messe du patron d'une paroisse, et si, dans ce cas, on reste obligé de faire un des dimanches suivants la solennité et chanter la messe omise de la sainte Trinité.

R. — Oui, vous pouvez chanter la messe de votre patron le dimanche de la sainte Trinité. Vous feriez alors mémoire de la sainte Trinité et du dimanche.

Mais vous pourriez aussi agir autrement, à savoir, célébrer la sainte Trinité, et transférer à un dimanche subséquent libre la solennité du patron.

Enfin vous pourriez encore célébrer la fête de la sainte Trinité, et vous contenter de faire mémoire de votre patron en unissant l'oraison de votre patron à l'oraison principale de la messe sous une seule conclusion; vous feriez ensuite mémoire du dimanche.

Ces trois solutions différentes sont fondées en raison, et nous pensons qu'elles peuvent être admises en pratique.

Q. — Nos institutrices ont dans quelques jours une conférence pédagogique où elles ont à traiter le sujet suivant : « Ce qu'il faut entendre par enseignement moral et civique » — Comment doit-on donner cet enseignement. »

Très-embarrassées pour répondre à ces questions, elles s'adressent naturellement au curé aussi embarrassé qu'elles, ne devant ni le voulant pas traiter la question à la Paul Bert. Ne pourriez-vous pas néanmoins me procurer quelques ouvrages de ce Monsieur, comme son *Manuel* ou quelque autre dans lequel on pourrait prendre ce qui n'est pas impie ?

R. — Nous ne blâmons pas notre honorable correspondant de vouloir se renseigner sur le contenu du *Manuel* de Paul Bert et des manuels similaires. Il est bon que les défenseurs de l'âme des enfants connaissent l'ennemi.

En attendant, nous lui déclarons que nous ne voyons pas moyen, pour ses institutrices chrétiennes, de répondre aux questions posées en accordant leur conscience et les exigences de ceux qui leur tendent ce piège.

Il serait possible de dire, sans impiété et sans danger d'aller ouvertement contre les tendances du jour, ce qu'il faut entendre par l'enseignement civique : l'objet en est la constitution républicaine, le code, l'administration, les attributions du Sénat, de la Chambre des députés, du Président, des Ministres, des Préfets, des Maires, la guerre, la marine, l'industrie, les institutions de crédit, les sociétés industrielles, etc., etc.

Mais l'enseignement moral est essentiellement, dans la pensée des maîtres du jour, l'enseignement sans Dieu, c'est-à-dire l'enseignement impie. Nul ne serait plus capable de le définir et de le donner qu'un catholique. Il n'aurait qu'à prendre toute la morale chrétienne, en éliminant soigneusement toute mention de Dieu et des devoirs religieux, et en attribuant le tout à la raison. La source la plus féconde serait la théologie elle-même qui, en exposant les principes rationnels des devoirs imposés par Dieu, fournit bien au-delà de tout ce que pourront jamais trouver les cerveaux creux de nos adversaires. Mais le catholique qui abuserait ainsi des lumières dues à l'enseignement de l'Eglise, serait un catholique renégat, la pire espèce d'impie. Une institutrice chrétienne ne saurait évidemment entrer dans cette voie.

Il y aurait, à notre avis, un autre genre de réponse à faire : c'est que, l'enseignement moral et civique étant une création de la loi récente et les avis étant partagés sur ce qu'il faut entendre pour cet enseignement moral et civique, il est nécessaire d'attendre que les législateurs aient eux-mêmes clairement dit ce qu'ils ont voulu décréter.

Q. — 1^o Un curé est appelé près d'un libre-penseur moribond, ayant perdu entièrement connaissance, par conséquent on ne peut surprendre aucun signe de repentir ; de plus tout le monde sait que par une disposition testamentaire il veut être enterré civilement : pourrait-on à ce moribond libre-penseur administrer l'Extrême-Onction ? Je dois ajouter que ses derniers jours de lucidité ont été une série de blasphèmes.

On devrait sans doute, quand même, lui donner l'absolution sous condition ?

2^o Un jeune homme âgé de vingt-deux ans, libre-penseur, a disposé par testament qu'il voulait être enfoui civilement, et même à cet effet a nommé un exécuteur testamentaire : le père et la mère chrétiens sont-ils obligés de laisser enterrer civilement leur enfant de 22 ans ? ou peuvent-ils le faire enterrer religieusement, sans que l'exécuteur testamentaire puisse avoir recours contre eux et contre le prêtre qui aura procédé à l'inhumation ecclésiastique ?

3^o Un curé avant de procéder à une inhumation de ce genre, a-t-il quelques précautions à prendre pour ne pas être inquiété dans la suite ?

4^o Une mère, qui pouvant s'y opposer, laisserait enfouir civilement son enfant, au grand scandale de tous les honnêtes gens, pourrait-elle être admise à la communion pascale ? à des communions de dévotion ? ou pendant combien de temps devrait-on l'éloigner de la Sainte Table ? Avant de l'admettre à la sainte communion, doit-on exiger quelque désaveu public de sa conduite ? le scandale produit par sa non-opposition à l'enterrement civil de son fils étant public.

5^o Des messes à dire pour le repos de l'âme d'un libre-penseur enterré civilement selon son injonction, peuvent-elles être annoncées le dimanche précédent, au prône de la messe paroissiale ?

R. — Ad I. Ce malade libre-penseur rentre dans la catégorie de ceux à qui le Rituel romain défend de donner l'extrême-onction. « *Impenitentibus, et qui manifesto peccato mortali moriuntur,.... denegetur.* » Et, dans le paragraphe précédent, il ne permet de la donner aux personnes privées de la raison que dans le cas où elles l'auraient demandée, où bien dans le cas où l'on pourrait présumer de leur bonne intention. Mais ici il n'y a aucune demande, pas même cette neutralité qui permet d'interpréter en bien les intentions du malade : il n'y a eu jusqu'au dernier moment que des blasphèmes qui attestent l'impénitence finale.

Quant à l'absolution, le curé pouvait et devait la lui donner sous condition. La différence de conduite pour ces deux sacrements s'explique par la différence dans leur nécessité.

Ad II. La question peut être considérée à un double point de vue, par rapport au droit canon et par rapport au droit civil.

Au point de vue canonique, une telle déclaration, si elle a été publique et non suivie d'une rétractation, constitue une faute publique qui entraîne avec elle la privation de sépulture ecclésiastique.

Mais si la déclaration a été secrète, et, surtout, s'il y a eu rétractation à l'article de la mort, le prêtre peut procéder à un enterrement religieux. L'exécuteur testamentaire peut-il s'y opposer et forcer les familles à faire un enterrement civil ? La décision de cette question est du domaine de la jurisprudence canonique. Cependant les éléments que nous avons entre les mains sont tellement précis, que nous prenons la liberté de répondre.

L'exécuteur testamentaire n'a aucun droit pour s'opposer à un enterrement religieux lorsque les parents le demandent et que l'autorité ecclésiastique y consent. Il y a plus : le mari ne peut faire enterrer sa femme civilement lorsque les parents de celle-ci s'y opposent.

La seconde partie de notre assertion s'appuie sur une décision du président du tribunal de Roubaix, en date du 10 novembre 1874, et la première sur une consultation motivée de M. Gustave Bressolles, professeur à la faculté de droit de Toulouse, publiée dans le *Monde* le 20 septembre 1872.

La consultation de M. Bressolles est tellement

lucide et tellement importante que nous la donnons intégralement dans *l'Ami du Clergé*.

Ad III. Un curé ne peut être inquiété d'aucune manière pour avoir procédé, sur la demande des parents, à un enterrement religieux.

Ad IV. Si l'autorité ecclésiastique est disposée à accorder à un défunt les honneurs de la sépulture religieuse, la mère qui ne ferait pas tous ses efforts pour empêcher un pareil scandale, commettrait une faute grave, qui la rendrait indigne de s'approcher des sacrements jusqu'à ce qu'elle ait fait une réparation proportionnée. La faute ayant eu le caractère de scandale public, la réparation devrait être publique aussi. Quelle sera-t-elle ? Il est impossible de trouver une règle générale : il faut tenir compte des circonstances de temps, de lieux et surtout de personnes.

S'il y a un véritable regret et réparation suffisante de scandale, nous ne voyons pas pourquoi on refuserait la communion pascalle qui s'impose comme un devoir grave. Pour les communions de dévotion, comme elles ne sont pas obligatoires, un confesseur prudent les suspendra pendant quelque temps, jusqu'à ce que l'émotion publique soit calmée.

Ad V. Il est permis de dire des messes basses pour le repos de l'âme d'une personne enterrée civilement sur sa demande ; mais il ne serait pas permis de célébrer pour elle un service solennel ni d'accepter une fondation. Rome s'y oppose, avons-nous dit dernièrement ¹. Nous en concluons qu'on ne peut annoncer les messes en question. Outre la défense de l'Eglise, il y aurait à craindre un grave scandale.

CONSULTATION de M. BRESSOLLES sur la valeur des promesses souscrites pour le refus des derniers sacrements et pour les enterrements civils.

« J'ai été récemment consulté, dit-il, par une fille dont le père avait souscrit, par devant notaire (le croirait-on ?) l'engagement d'exclure le prêtre de son foyer et de ses obsèques, et j'ai vu, comme jurisconsulte, quelle pouvait être la portée de ces odieux écrits. Comme le cas n'est pas isolé, il m'a paru de quelque utilité de vous communiquer mes observations. La propagation de ces criminelles pratiques peut, ce me semble, rendre utile de répandre, autant que possible, la connaissance des moyens légaux de les déjouer.

« I. Pendant la vie de celui qui s'est engagé à ne pas appeler le prêtre, en cas de maladie, à ne pas se marier à l'église, à ne pas faire baptiser ses enfants, il est hors de doute que le souscripteur de cet engagement n'est nullement lié par de pareilles promesses, et que celui ou ceux, entre les mains desquels on trouve cet écrit, n'ont aucun droit à en réclamer l'exécution, et, dès

lors, aucune indemnité pécuniaire, fut-elle fixée d'avance, à exiger pour inexécution. L'objet d'une telle promesse est de ceux qui ne peuvent faire l'objet d'une convention (articles 6 et 1128 du Code civil) ¹, et nul ne peut prétendre avoir un intérêt, appréciable par les tribunaux, à l'exécution d'une telle obligation. L'esclave volontaire est donc libre, et, s'il le veut bien, il peut expulser de chez lui celui qui veut s'y établir, en tyran, pour empêcher le prêtre d'approcher ; qu'il ne craigne pas les menaces, qu'il appelle au besoin à son aide l'autorité publique qui lui doit protection contre la violation du domicile des citoyens (article 185, § 2 du Code pénal) ².

« Mais, si le solidaire ne proteste pas contre sa criminelle promesse, s'il est malade et qu'il ne veuille pas voir le prêtre, quelle est la situation de la famille ? — Nous n'avons pas à parler ici de ses devoirs de conscience.

« Il est bien clair que la famille chrétienne ne s'arrêtera pas devant une résistance souvent plus factice que réelle. Que d'exemples n'y a-t-il pas, grâce à Dieu, de victoires remportées par les prières et la persuasion d'une épouse, d'un fils ou d'une fille dévoués ! Mais si leur apostolat est empêché, de fait, par le cerbère qui, porteur de l'écrit du malade, veut monter la garde auprès du moribond, n'y a-t-il rien de légalement possible pour se soustraire à cette oppression ?

Je n'hésite pas à penser, que la mère, les enfants, la famille enfin, ont le droit, parce que c'est leur devoir, de faire cesser les obstacles qui empêchent l'accès du ministre du culte. En cas de résistance de l'intrus, ils peuvent porter plainte contre cette nouvelle violation du domicile, aggravée d'entraves au libre exercice du culte (art. 260 du Code pénal) ³.

« Il importerait peu d'argumenter de la volonté du malade de conserver chez lui ce prétendu frère et ami, ce tyran de son âme ; car, sans parler des doutes légitimes qu'on peut avoir sur la sincérité de la liberté d'une pareille promesse, le foyer domestique est aussi le domicile de la mère et des enfants, et ils doivent avoir la liberté d'y accomplir tous leurs devoirs de famille. Il faut donc qu'ils puissent mettre directement en rapport

¹ L'art 6 porte : « On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. » — L'art. 1128 dit : « Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce, qui puissent être l'objet des conventions. »

² Voici le texte de cet article : « Tout individu qui se sera introduit, à l'aide de menaces ou de violence, dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois mois et d'une amende de 16 à 300 francs. »

³ Art 260 : « Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes, d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni pour ce seul fait, d'une amende de 16 à 200 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois. » L'art 1028 porte notamment : « Celui qui ne peut s'obliger ne peut être exécuteur testamentaire. »

le malade avec le ministre du culte, sauf à celui-ci à juger s'il doit donner suite à ses visites.

« Voilà pour la partie des engagements solidaires, pendant la vie de celui qui les a souscrits.

« II. — Après sa mort, la question est encore beaucoup plus simple. C'est à la famille seule du défunt, épouse et héritiers, qu'il appartient, chacun en ce qui le concerne, de régler tout ce qui est relatif aux obsèques, en se conformant aux lois administratives et de police sur cette matière.

« Nul n'a donc le droit, fut-il parent, et à plus forte raison, s'il est étranger, de s'immiscer dans le mode d'accomplir ce devoir domestique. Le porteur de l'écrit, quelle que soit sa forme, ne peut d'ailleurs, se prétendre l'exécuteur testamentaire du défunt, sur ce chef, car cette qualité n'est reconnue et réglementée par le Code civil (articles 1025 et suivants) avec des attributions spéciales, qu'en vue des dispositions de biens ou de legs, contenus dans le testament.

« Dès que l'Eglise, d'après les rapports personnels qui auraient eu lieu, entre son ministre et le défunt, ou même en l'absence de ces rapports, par suite d'une mort subite, ou à raison des obstacles dont la bonne volonté du défunt n'a pu triompher, a décidé qu'elle peut coopérer à ses obsèques, nul n'a le droit de s'opposer aux désirs de la famille, en vertu des prétendues volontés de celui-ci ; l'autorité publique devrait encore intervenir ici sur la plainte des parents, contre tout usurpateur de leurs droits, pour le libre exercice du culte. La marche à suivre est donc bien simple. En quelque localité que l'on se trouve, il y a des officiers de police judiciaire ayant le droit de verbaliser contre les auteurs de ces coupables agissements.

« Le maire, le commissaire de police, le juge de paix, le ministère public ne peuvent refuser leur protection aux familles. Si, par une inqualifiable surprise, les exploiters des enterrements civils s'étaient, de fait, ingérés dans l'organisation des obsèques et allaient s'emparer de la dépouille mortelle, les familles, que les agents de l'autorité ne protégeraient pas efficacement, pourraient recourir, d'heure à heure, par la voie de référé, au président du tribunal d'arrondissement qui mettrait promptement fin à ces odieuses menées, par une ordonnance rendue à l'heure même, en son hôtel, et dont l'exécution ne souffrirait pas de retard (article 106, Code de procédure, et suivants) ¹.

« Dans les observations et indications qui précèdent, je n'ai certainement pas eu la prétention d'apprendre quelque chose aux jurisconsultes. Pour lesquels les points ci-dessus ne pourront présenter aucune difficulté ; j'ai seulement voulu vulgariser dans l'intérêt de tous, les moyens

légaux à l'aide desquels on peut défendre l'un des droits les plus respectables, et, jusqu'à ces derniers temps, les plus respectés. »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans la paroisse de X., il y avait, comme dans bien d'autres, deux trésoriers de fabrique, l'un *de droit* et l'autre *de fait*. Sans entrer dans des détails qui pourraient manquer d'édification, qu'il me suffise de vous dire, que le trésorier *de fait* se jouait un peu des règles de la comptabilité et de l'absence de tout contrôle. Il en est résulté un gâchis épouvantable dont l'examen finirait par un procès et peut être par un scandale.

Ne pourriez vous pas indiquer un moyen de conciliation qui, tout en respectant les droits de chacun, pourrait mettre un terme à cette situation anormale et illégale ? Veuillez me le suggérer.

R. — Nous avons résumé par les quelques lignes ci-dessus quatre grandes pages in-4° de petit texte ; car il n'est vraiment pas admissible de reproduire des récits d'une pareille prolixité.

Oui, il existe un moyen, et le trésorier *de fait* qui est incriminé devrait le solliciter ; car à force de se mettre au-dessus de la loi, il a compromis sa dignité et même fourni des moyens de soupçonner son honorabilité. On oublie un peu trop quelquefois que, d'après l'art. 541 du code de procédure civile, les trésoriers, même après l'approbation des comptes, restent toujours soumis au redressement des erreurs, omissions, faux ou double emploi.

Voici donc en cette circonstance délicate ce qui nous paraîtrait le plus sage. Il faudrait que le trésorier dont il s'agit, bien qu'il ait quitté la commune où il fonctionnait, acceptât de remettre les comptes et les réclamations dont ils sont l'objet, avec tous les titres à l'appui, à une commission d'arbitres ou d'experts. Les arbitres recevraient les explications des uns et des autres, et, après débat contradictoire, statueraient définitivement sur le tout.

L'intéressé devrait d'autant plus volontiers recourir à ce moyen, qu'on peut l'employer *sine strepitu* et pour le plus grand bien de tout le monde. S'il ne l'accepte pas, il faut recourir à l'évêque diocésain, et, au besoin, aux tribunaux civils. L'obligation de la justice va plus loin que celle de la charité, parce qu'il s'agit des droits lésés d'un tiers, la fabrique.

Q. — 1° Le porche établi immédiatement au-dessus de la porte principale d'une église doit-il servir d'étalage aux bouchers ou autres marchands ?

Un boucher me demande la permission de se placer sous ce porche le dimanche, je refuse. Le maire donne l'autorisation, et la vente a lieu même le dimanche. Que dois-je faire ?

2° Ce même porche abrite la porte principale du presbytère, de telle façon qu'il serait impossible de pénétrer chez moi au moment de la vente avec une voiture ou avec un objet quelconque trop volumineux pour passer par la petite porte placée à côté.

¹ La sentence en référé du Président du tribunal de Roubaix, dont nous avons cité le texte ci-dessus, a été rendue en conformité de ces prescriptions.

Ai-je le droit d'interdire que l'on obstrue ainsi l'entrée de mon presbytère?

R. — Ad 1^{re}. Le curé seul a la police de l'église et de ses dépendances comme la sacristie, le porche, le clocher, etc. Par conséquent, les permissions comme les interdictions doivent venir de lui. En permettant au boucher de s'installer sous le porche pour la vente de sa marchandise, le maire a usurpé un droit qu'il n'a pas; et en le permettant après et malgré la défense du curé, il a aggravé sa faute en l'accompagnant d'une insulte. Que le curé fasse dresser procès-verbal contre le boucher, et dénonce le maire au préfet.

Ad 2^{me}. La réponse précédente sert à la deuxième question, puisque le même porche abrite l'entrée principale du presbytère. En outre, comme tout citoyen, le curé a le droit de faire tenir libre la porte principale par laquelle on pénètre dans son domicile. Encore là, procès-verbal contre le marchand et dénonciation du maire comme outrepassant ses droits.

Q. — Malgré mes protestations, mon maire laisse flotter encore sur la façade de mon église le drapeau tricolore que je croyais ne voir que pendant la journée du 14 juillet.

Il s'apprête à mettre le comble à ses inconvenances en voulant faire inscrire sur la même façade de mon église les mots « République française, liberté, égalité, fraternité » qui sonnent si mal à l'heure présente : Je vous prie de m'indiquer ce qu'il faut faire pour y mettre opposition ? Dois-je en informer mon évêque ?

R. — Pratiquement, il est toujours bon de consulter son évêque, parce qu'on est toujours plus fort à l'ombre de la houlette pastorale, et puis, parce que les évêques doivent compter la prudence parmi leurs vertus d'état. Mais théoriquement, en droit, les maires, en l'absence de toute loi et de tout décret concernant la matière, n'ont pas qualité pour placer des drapeaux, ou des inscriptions, ou des affiches sur les murs de l'église, sauf pour ces dernières dans quelques cas prévus et déterminés par la loi. Les curés ont seuls la police dans les églises et leurs dépendances. Or, je le suppose, les façades de l'église dépendent bien de ces bâtiments. Le curé peut donc de sa propre autorité faire enlever le drapeau et les inscriptions; j'ajouterais qu'il doit le faire, et en même temps déléguer le maire au tribunal de M. le Préfet.

Q. — La propriété du presbytère est entourée de murs et de haies qui font une clôture parfaite.

Quand je suis arrivé en 1867, j'ai trouvé un noyer au coin du mur qui longe le chemin. En 1872, j'ai arraché la haie et continué de mes deniers le mur sur une longueur de 15 mètres, de sorte que le noyer s'est trouvé enclavé dans deux murs. Il a gelé pendant le grand hiver. Je ne l'ai fait abattre que cette année.

Au lieu de remplir de maçonnerie la brèche qu'il laisse, je voudrais y placer une porte très utile au jardin, mais il y a un petit travail de maçonnerie. Le tout serait à mes frais.

Puis-je le faire de mon autorité ? Ai-je besoin de l'assentiment de la fabrique qui ne me le refuse pas ? Puis-je me passer du maire qui serait heureux d'y faire opposition ?

R. — En principe, lorsque le presbytère appartient à la commune, les curés ne peuvent sans assentiment disposer à leur gré soit de l'habitation soit de ses dépendances, ils sont tenus, en prenant possession, de faire un état des lieux, et de rendre l'immeuble, quand ils le quittent, tel qu'ils l'ont trouvé. Par conséquent, ils ne peuvent ni arracher des arbres, ni détruire des haies, ni abattre cloisons ou murs, ni changer des portes, des cheminées, ni condamner des fenêtres ou en ouvrir de nouvelles, etc., etc.

Un curé ne peut donc, sans permission du propriétaire (commune ou fabrique), ouvrir une porte dans la clôture d'un jardin.

Voilà le principe. Mais l'application peut souffrir quelques exceptions, et nous croyons que ce serait le cas de notre correspondant. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'ouvrir une porte, mais de combler une brèche déjà existante, et il appartiendrait à la commune de la combler elle-même soit par une porte, soit par de la maçonnerie.

Les choses étant ainsi, nous pensons qu'à défaut de la commune ou de la fabrique, selon que l'un ou l'autre de ces établissements est propriétaire de l'immeuble, le curé a le droit de se clore à ses frais soit par un mur, soit par une porte.

C'est une de ces circonstances où l'on fait le travail sans rien dire, sauf à répondre aux réclamations qui n'ont jamais lieu ou du moins ne produisent pas d'effet.

Que notre correspondant se fasse approuver par la fabrique, pour plus de sûreté, et qu'il opère rapidement. Faisant les choses à ses frais et pour le bien évident de la propriété, il a toutes les chances pour qu'il ne soit pas ennuyé.

Q. — Notre municipalité voulant agrandir la largeur d'une route qui borde le jardin de notre presbytère, prend une parcelle de terrain sur toute sa longueur. Dans cette parcelle se trouve une haie de buis d'une certaine valeur.

A qui appartient cette haie : à la commune ou au curé ? La propriété n'en serait-elle pas plutôt indifférente appartenant au premier qui s'en emparerait, par là-même au curé s'il la faisait abattre à ses frais avant le passage des cantonniers.

Je dois dire que la commune compte remplacer cette haie par un mur, et que le presbytère est propriété communale.

R. — La municipalité n'a pas le droit de toucher au jardin du presbytère sans avoir rempli toutes les formalités prescrites par l'ordonnance du 2 mars 1825, le décret du 25 mars 1852, et l'instruction ministérielle du 5 mai 1852.

Mais en supposant que cette distraction d'une partie du jardin ait été dûment autorisée, ni le curé, ni la fabrique n'ont droit à aucune indemnité, et la valeur représentée par la haie appartient à son propriétaire, c'est-à-dire à la commune. Seulement la commune doit employer le revenu de cette haie à refaire la clôture du jardin. Les curés n'ont droit qu'aux émondes, à tout ce qu'on appelle *produits annuels ou périodiques*.

qui élimine la gélatine et ensuite en la soumettant à l'action du chlorure de chaux et de l'acide sulfurique.

Il y a dans le commerce trois sortes d'huile de foie de morue; la première est presque blanche, la seconde est d'un jaune rougeâtre, et la troisième très fétide, n'est guère employée que par les mégissiers.

C'est à l'iode que l'huile de foie de morue doit ses propriétés fortifiantes. Or l'analyse chimique démontre que l'huile la plus colorée est celle qui en contient le plus; l'huile blanche n'en contient que des traces. La meilleure est l'huile d'un jaune rougeâtre, clarifiée, filtrée et privée de toute odeur putride. C'est cette huile que les médecins emploient pour le traitement des scrofules, de certains rhumatismes chroniques, et surtout de la phthisie pulmonaire. La dose est d'une cuillerée à soupe par jour, puis de deux cuillerées et même davantage.

L'huile de foie de morue même épurée, conserve une saveur désagréable; souvent les malades la rejettent les premiers jours, mais avec un peu de bonne volonté, ils parviennent à la prendre sans répugnance. Pour seconder l'action du médicament et aussi pour en dissimuler le goût, quelques médecins prescrivent cette huile dans du café pur. On peut encore prendre immédiatement après, une tisane de houblon. Si le malade souffre de quintes de toux qui résistent à l'emploi des boissons pectorales, on peut en continuant l'usage de l'huile, recourir au cyanure de potassium, donné dans une potion, d'abord à la dose de 5 centigrammes puis graduellement à celle de 10 à 15 centigrammes.

On nous permettra d'ajouter que pour faire prendre aux enfants l'huile de foie de morue sans dégoût, il suffit de la saupoudrer dans la cuillère d'un peu de sel blanc.

Le quinquina est aussi un tonique puissant, son efficacité n'est pas moindre contre certaines fièvres intermittentes ou typhoïdes.

Cet arbre est originaire du Pérou. Longtemps on lui donna, en Europe, le nom de poudre de la Comtesse ou de poudre des Jésuites, parce que, en 1638, la comtesse del Cinchon, femme du vice-roi du Pérou, fut guérie par le quinquina d'une fièvre intermittente et parce que, en 1649, les Jésuites d'Italie répandirent la poudre dans ce pays.

Pour ne parler que des quinquinas officinaux, il en existe de beaucoup d'espèces, plus ou moins riches en alcalis organiques; ces alcalis fébrifuges sont la quinine, la cinchonine et la quinidine.

Nous ne signalerons que les trois espèces suivantes : 1° Le quinquina gris Huanuco (*cinchona micrantha*) est importé en Europe sous la forme de tubes cylindriques dont les petits, d'un gris bleuâtre, présentent une surface légèrement fendillée; les gros, d'un gris blanchâtre, ont des fentes très accusées et le liber épais. Ce quinquina,

peu riche en quinine, renferme en moyenne 0,027 de cinchonine. 2° Le quinquina jaune royal (*cinchona calisaya*). Il est de deux sortes : le premier, provenant des rameaux de l'arbre, roulé sur lui-même, est pourvu d'un épiderme à crevasses profondes; le liber en est plus fibreux, plus astringent; le second, affecte la forme d'écorces plates; il provient du tronc ou des grosses branches, le tissu présente des fibres uniformes. Le meilleur a de 3 à 5 millimètres d'épaisseur. Cette espèce rend 40 grammes environ de sulfate de quinine par kilogramme. 3° Le quinquina rouge, d'un prix plus élevé que les précédents. On distingue le quinquina rouge non verruqueux, d'un rouge pâle, en écorces roulées, ou en fragments cintrés; et le quinquina rouge verruqueux, d'un rouge plus éclatant. Par kilogramme, ces deux espèces contiennent environ de 10 à 25 grammes de sulfate de quinine, de 1 à 2 centigrammes de cinchonine, et quelques parties de quinidine.

Nous ne parlons pas ici des autres éléments du quinquina, étrangers aux propriétés médicinales, tels que le tannin, la gomme, l'amidon, etc.

Le quinquina, employé comme remède, s'administre de plusieurs manières : en tisane, en poudre, et en macération dans le vin.

Pour la tisane, prenez 20 grammes de quinquina gris concassé, un kilogramme d'eau bouillante, infusez pendant 2 heures et filtrez.

La poudre se prend délayée dans l'eau, dans du pain, ou en pilules.

Le vin de quinquina se fabrique ainsi : quinquina jaune, 30 grammes, ou quinquina gris, 60 grammes; alcool à 60 degrés, 60 grammes; vin rouge, 1 kilogramme, faites macérer le quinquina concassé dans l'alcool durant 25 heures, ajoutez le vin, faites macérer pendant 10 heures, agitez de temps en temps, et filtrez.

Si vous employez du madère ou du malaga véritables, l'addition d'alcool ne doit pas avoir lieu.

Quelques-uns emploient le vin blanc; cette préparation est plus énergique, mais ne convient pas aux personnes nerveuses.

Lingonis, die 3 maii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant.

avant la Grand'Messe). — II. *L'Ordinaire de la Messe* : (en latin et en français.)

LES VÊPRES. I. *Vêpres du Dimanche* (en latin et en français). II. *Vêpres de la B. V. Marie* (en latin et en français).

LES COMPLIES ET LE SALUT DU TRÈS SAINT SACREMENT (en latin et en français).

LES CANTIQUES. I. Pour la Retraite et pour le Jour de la Première Communion : 30. — II. Pour la Retraite et pour le Jour de la Confirmation : 14. — III. Pour la Consécration des Enfants à la Très Sainte Vierge : 5. — IV. Sur la Persévérance : 3.

Cette énumération des Matières contenues dans l'ENCHIRIDION DU CATÉCHISTE suffit pour en montrer l'importance et l'utilité. Dans la IIe Partie, il y a beaucoup de Prières et de Pratiques auxquels les Souverains Pontifes ont attaché certaines Indulgences.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 29 avril.

La semaine financière se termine dans d'excellentes conditions. On paraît, en effet, revenir de la nouvelle panique qui avait frappé toutes les sociétés de crédit, aussi bien celles de premier ordre que les secondaires. On en a la preuve dans la facilité avec laquelle ont commencé aujourd'hui les premières opérations de la liquidation de fin mois. Tout annonce que les capitaux montreront peu d'exigence et qu'ils loueront à un prix relativement très-bas leurs services aux acheteurs. D'autre part, les augmentations d'encaisse métallique à la Banque de France, à la Banque d'Angleterre, et partout ailleurs dans les établissements de même nature prouvent l'abondance générale de l'argent. Rien non plus, dans la situation intérieure ou extérieure, ne prête lieu à de réelles alarmes. En sorte qu'à tout prendre, la mois de mai se présente comme devant ramener la confiance et la multiplicité des transactions.

Nous laissons le 3 0/0 à 83.85; l'Amortissable à 84.10; le 5 0/0 à 118.60. On va détacher sur ce dernier un coupon de 1.25 : ce qui a contribué à accentuer la fermeté.

La Banque de France clôture à 5.300. Les bénéfices de la semaine se sont élevés à 753.000 francs; somme qui les porte, pour le semestre écoulé, à 24.187.891 francs.

Le Crédit Foncier cote 1.650. On sait qu'à dater du 1^{er} mai, les actions se négocieront libérées de 400 francs au lieu de 250 francs. Il faudra donc, pour savoir le prix d'une action, diminuer le cours de 100 francs, au lieu de retrancher 250 francs, comme on le faisait jusqu'au 30 avril.

Parmi les autres établissements financiers il faut mentionner la bonne tenue du Comptoir d'Escompte à 1.040; du Crédit Lyonnais, à 775; du Crédit Mobilier à 590; de la Société générale à 660. Le Crédit de France et la Banque Romaine, particulièrement atteints, sont descendus à 350 et à 375.

La tenue des chemins de fer ne se départit pas de sa fermeté. Voici la dernière cote : Est, 770; Lyon, 1.790; Midi, 1.815; Nord, 2.130; Orléans, 1.305; Ouest, 835.

L'assemblée générale des actionnaires du Lyon, a eu lieu avant hier, 27. Il y a eu, en 1881, un excédant de 6.736.604,01. Le dividende a été fixé à 75 francs, dont 20 francs ont été payés le 1^{er} novembre. Le solde, soit 55 francs, est mis en distribution depuis hier, 28 avril.

L'action Suez a un marché particulièrement animé : la voilà déjà revenue à 2.740. Le Panama presque immobile, reste à 535.

Excepté l'Italien, les fonds d'État étrangers restent assez négligés. Le Turc, malgré les bonnes nouvelles fournies par la commission des délégués des Boudhalders, ne s'élève pas au-dessus de 13.25. Quant à l'Italien, il a perdu le cours de 91, sur la nouvelle que l'émission de la seconde partie de l'emprunt de 640 millions se ferait sur le cours de 90 francs.

A propos d'une consultation sur les caisses d'épargne postales parue dans notre dernier numéro, nous disions que l'institution nous paraissait excellente et à l'abri de tout risque, mais nous ajoutions, qu'à part la sécurité de placement, les catholiques devaient y regarder à deux fois. S'il est bon, en effet, que leur argent ne soit pas exposé, il n'est pas moins important pour eux de s'inquiéter de l'emploi qui en est fait par ceux qui l'attirent dans leurs mains. Au lieu de donner des armes contre nous, mieux vaut, disons-nous, soutenir nos propres œuvres et travailler à leur prospérité.

Nous ferons remarquer, en outre, que l'intérêt servi par la caisse d'épargne postale n'est que de 3 0/0 par an; intérêt nécessairement inacceptable quand on a, par exemple, des entreprises comme la *Société générale de librairie catholique* en mesure de le doubler, et réunissant à l'excellence du but l'excellence et l'évidence des garanties.

Nous aimons à répéter, à ce sujet, les conseils du petit journal *Le Paysan*, feuille très répandue en province et l'un des meilleurs organes de la presse populaire actuelle.

« En fait de placement, nous tenons encore à signaler à l'épargne rurale l'émission faite en ce moment par la *Société générale de librairie catholique*. C'est un placement aussi sûr que rémunérateur, comme tout le montre dans son passé.

« Pour l'avenir, l'action de la *Société générale de librairie catholique* est destinée à prendre rang parmi les meilleures valeurs industrielles de l'époque, par la raison que le goût de la lecture va toujours croissant, et que cette Société, admirablement inspirée et dirigée, publie des livres et des journaux qui vont à toutes les classes de la société :

« Livres écrits, en effet, par des évêques, des religieux, des ecclésiastiques, des professeurs, des savants, des hommes et des femmes du monde;

« Journaux et revues (au nombre de douze), affectés chacun à une spécialité, et par cela même formant une armée de lecteurs se recrutant, comme celle des soldats, sur tous les points du territoire; disons mieux, lecteurs qui deviennent tous des clients et des amis.

« La *Société générale de librairie catholique* tend à devenir en France, comme puissance de production, ce que sont en Angleterre et en Amérique les grandes sociétés bibliques. Couvrant le pays des saines productions, elle prend une part immense à la conservation de sa foi et de sa morale, et quiconque se fait son collaborateur mérite bien, avec elle, du présent et de l'avenir. »

Rappelons que les nouvelles actions sont de 500 francs, qu'elles portent intérêt depuis le 1^{er} janvier, et qu'indépendamment de cet intérêt, elles auront droit aux dividendes de l'exercice en cours.

Adresser les demandes à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUER. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PCSTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENAY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in-32 de 294 pages. 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU

LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

MARIE IMMACULÉE

MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVANT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 f., 6 f., 10 f., 12 f., 15 f., 20 f., 25 f.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xvii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 19 :

PRÉDICATION : Pour le jour de l'Ascension : la fête de l'espérance. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. :** Diverses questions au sujet des Rogations : quelle oraison dire à la messe de procession, quand il n'y a pas d'autre messe ; quelle messe doit dire l'aumônier d'une communauté cloîtrée qui fait sa procession sans qu'il y assiste ; avant la procession, doit-on ajouter *Alleluia* après l'*Evangile* ; ne pourrait-on pas faire les Rogations du lundi le dimanche soir ? — Où commencent les prières dans les litanies des saints ? — S'il n'y a qu'une seule messe quand la fête de saint Marc tombe dans l'octave de Pâques, combien doit-on dire d'oraisons et lesquelles ? — Comment procède-t-on pour renouveler les hosties du saint Ciboire et de l'ostensoir ? — Quelle oraison choisir quand on fait à la messe mémoire d'une fête des Quatre-Temps ? — Une messe peut-elle être chantée au chœur quand le célébrant, à cause de sa vue, dit de *Beata* ou de *Requiem* ? — Comment ordonner le mois de saint Joseph, quand il est coupé ou terminé par le temps de la Passion ? La statue de saint Joseph peut-elle n'être voilée qu'à partir du mercredi saint ? — Un curé, à la demande de parents protestants qui l'appellent à défaut de pasteur, peut-il baptiser un enfant en danger ; ce baptême doit-il paraître aux registres paroissiaux ; le curé doit-il veiller à ce que l'enfant soit élevé dans la foi catholique ? — Un curé peut-il admettre à la communion fréquente, une institutrice laïque pieuse, envoyée dans une école laïcisée contre le gré des familles, et choisie à dessein pour faire tomber la résistance et l'hostilité des parents, et préparer ainsi la transition à l'enseignement athée ? — Les écoles constituées par la loi nouvelle, sont-elles condamnées par l'Eglise, et les parents peuvent-ils y envoyer leurs enfants ? — Un confesseur peut-il, et à quels titres, et en quels jours, dispenser du jeûne ou de l'abstinence ? — L'offrande faite à un enterrement appartient-elle au curé ? — Un vicaire peut-il, comme son curé, accepter des messes chantées ? A quels honoraires a-t-il droit pour les messes d'enterrements et de services. — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Une église peut-elle revendiquer une partie de terrain sur laquelle se trouvent un fossé d'assainissement, le passage pour l'échelle du clocher, des restes de murs d'une ancienne sacristie, le tout entre l'église et l'ancien presbytère vendu en 93 ? — La commune doit-elle venir au secours de la fabrique dont le budget est en déficit ? — Doit-on consigner au registre des délibérations les motifs ineptes allégués par deux fabriciens pour s'abstenir d'une séance ou refuser de signer la délibération ? — Une famille peut-elle refuser le chantage d'office et en imposer un autre pour un service funèbre ? — Ne peut-on pas faire chanter des religieuses à l'église et faire tenir l'harmonium par une demoiselle ? — Un curé peut-il interdire son église à un prétendu guérisseur de la rage qui y conduit ses clients et fait avec eux des prières superstitieuses ? Peut-il désabuser les étrangers et avertir ses confrères que cet opérateur envoie ses clients communier sans confession ? — Peut-on exiger de la commune qu'elle répare le toit de la sacristie, la fabrique manquant de ressources ? — Le curé à qui l'on enlève son supplément de traitement pour payer le chantage, peut-il ne plus dire le dimanche qu'une messe basse ? — L'inspecteur peut-il faire exclure d'une école libre les enfants au-dessous de cinq ans, s'il les tolère dans les écoles communales ? Les religieuses peuvent-elles ouvrir une asile pour les y recevoir ? — Le curé, exclus du Bureau de bienfaisance, peut-il conserver pour ses pauvres le montant des quêtes faites par ses ordres et des offrandes versées au tronc dans son église ? — Le concessionnaire d'un terrain pour un caveau doit-il de plus le passage pour arriver au dit caveau ? La question est-elle de la compétence du conseil municipal ? Le maire peut-il, à lui seul, accorder la construction d'un monument funéraire en tel endroit du cimetière. — **COURRIER DE L'UTILE :** Questions et réponses. — Rectification au sujet de la préparation du vin de quinquina et de l'huile de foie de morue. — Recettes pour blanchir l'ivoire ; faire le cirage ; détruire les fourmis au pied des arbres.

REVUE LITTÉRAIRE.

En fait de livres nouveaux, nous nous empressons de signaler la brochure de Mgr Turinaz, évêque de Tarentaise : *Le courage chrétien à l'heure présente*.

S'il est une question religieuse et morale qu'il était opportun de traiter, c'est bien celle du « courage chrétien », que commandent à l'heure présente, les droits et les devoirs de la foi. Mgr Turinaz, promu depuis à l'évêché de Nancy, s'est consacré à cette tâche, dans sa lettre pastorale du carême dernier ; lettre tellement remarquable, que la Société générale de Librairie catholique a demandé et obtenu de l'éditer en brochure pour le public.

Mgr Turinaz, en venant prêcher la nécessité du « courage chrétien » dans les temps que nous

traversons, a mis directement le doigt sur la plaie. Ce qui manque, en effet, aux hommes de nos jours, c'est le courage. La Révolution n'aurait pas exercé de si cruels ravages, si on lui avait opposé, dès l'origine, une vigoureuse résistance ; elle ne serait peut-être pas à la veille de submerger la société civile, si à l'heure actuelle, les honnêtes gens, les catholiques savaient agir.

Mais, aux grands maux, les grands remèdes : puisque c'est notre faiblesse et notre pusillanimité qui ont fait jusqu'ici la force et l'audace de nos vainqueurs, soyons à notre tour vaillants et résolus : ayons deux fois courage : pour résister, pour attaquer.

Nous ne suivrons point Mgr Turinaz pas à pas dans sa magnifique thèse ; nous dirons seulement qu'il s'attache à démontrer, dans la première partie, 1^o en quoi consiste le courage, 2^o comment il doit s'affirmer par la parole et par les actes, et

3° sur quel terrain tout le monde doit s'unir pour agir.

Dans la seconde partie de son éloquente brochure, Mgr Turinaz développe cette double pensée :

« Nous demandons le courage chrétien au nom de l'Eglise catholique, pour la défense de sa liberté et de ses droits.

« Nous demandons le courage chrétien au nom de la religion abandonnée, détruite, reniée par ces défaillances coupables et ces concessions que nous pourrions appeler sacrilèges. »

Si nous ne pouvons en rien citer, affirmons du moins que la parole du jeune évêque est encore plus chaleureuse, plus vibrante dans ces nouvelles pages qu'aux premières. Comme impression générale produite par la lecture entière de l'écrit, nous pourrions dire qu'elle rappelle l'effet de la voix des clairons avant la bataille : elle émeut, elle électrise, et tous, hésitants et vaillants, sont emportés dans le même élan !

Brochure in-8° de 32 pages. Prix. . . 0 fr., 50

Le volume dont nous allons immédiatement nt parler : *Le Prix de la Foi*, est le début de l'auteur début vraiment heureux, et qui promet à la bonne presse un champion des plus distingués.

Comme son titre même semble l'indiquer, le *Prix de la foi* est un livre dont la religion, ou du moins un événement religieux quelconque doit être la base. En effet, M. L. de Raime y raconte la conversion de toute une famille anglaise au catholicisme : la famille du pasteur protestant Macclesworth. La simple indication des situations et des caractères créés par l'auteur suffit à démontrer l'intérêt que présente ce livre.

Ainsi, le pasteur est le meilleure et le plus droit des hommes pour les siens et pour tout son troupeau.

Sa femme, mistress Macclesworth, excellente mère de famille, est d'un fanatisme outré.

Le gendre, un renégat de la foi catholique, s'est marié avec la fille aînée pour des motifs d'intérêt et vit bourrelé de remords.

L'institutrice, une catholique, qui a dû accepter ce poste par nécessité et qui vit dans la famille en cachant ses croyances, touche le cœur du fils aîné, et ils s'épousent clandestinement.

Julia, la plus jeune des filles, éprouve de l'inclination pour un jeune homme qui lui-même l'adore, mais renonce à elle pour ne pas compromettre sa foi dans une mésalliance religieuse.

Après la liste des principaux personnages ainsi mis en scène, ajoutons ici que la scène elle-même a divers théâtres : Paris, Rome, Londres, pour n'en pas nommer d'autres. De cet ensemble de lieux et de personnes si divers résulte une foule d'incidents et de tableaux, où l'attention du lecteur est constamment tenue en haleine, s'instruit, s'émeut et se récréait partout avec un égal intérêt.

Comme enseignement pratique, on pourrait trouver, dans le *Prix de la Foi* de M. L. Raime, la mise en action, sous forme de récit contemporain, de la magnifique brochure de Mgr Turinaz : *le Courage chrétien à l'heure présente*. L'un comme l'autre de ces deux ouvrages ne saurait avoir trop de lecteurs.

1 Volume in-18 Jésus, titre rouge et noir.
Prix. 3 fr.

Nos abonnés connaissent les *Épopées françaises* : nous leur en avons déjà parlé plusieurs fois.

Le IV^e volume venant de paraître, nous ne voulons pas tarder d'un jour à nous en occuper.

En voici le début :

« Nous allons raconter toute l'histoire épique de ce Guillaume que l'Eglise et la France ont couronné d'une double popularité ; qui est connu dans nos *Martyrologes* sous le nom de saint Guillaume de Gellone ou de Saint-Guilhem du désert ; qui est célébré dans nos Chansons de gestes sous le nom de Guillaume Fier-brace, de Guillaume au Court-Nez, de Guillaume d'Orange... »

Début de forme épique, dont la majestueuse simplicité gagne du premier coup l'âme et l'esprit du lecteur.

Quant au héros même, M. Léon Gauthier explique dans sa Préface, qu'aucun autre ne mérite plus hautement d'être célébrée.

« Il faut bien, dit-il, confesser, malgré tout, que le cycle de Guillaume ne préoccupe pas les érudits de France et d'Allemagne au même degré que la geste de Charlemagne. Il semble que l'on se sent passionné pour la seule *Chanson de Roland*, et il ne se passe guère de semaine où l'on ne voie paraître deux ou trois brochures sur la moindre syllabe de cet admirable poème. Nous estimons cependant qu'il serait temps de songer à tant d'autres chants de notre Épopée nationale, qui sont encore ensevelis dans la poussière et dans l'oubli. Il est véritablement honteux que le *moniage Guillaume* et dix autres poèmes de ce beau cycle soient encore inédits, et notre honneur littéraire exigerait que nous nous missions à l'œuvre. La grande figure de Guillaume mérite les mêmes hommages que la grande figure de Charlemagne, et n'offre pas de moindres proportions, ni dans la légende, ni dans l'histoire. Ce Guillaume est un géant qui a sauvé la France et notre oubli ressemble à de l'ingratitude. »

Emporté par l'admiration que lui a inspirée l'étude des faits et des gestes de son héros, M. Léon Gauthier ajoute énergiquement :

« Nous ne voulons pas, quant à nous, nous faire complice d'un tel délaissement, et le volume qu'on va lire ne sera pas notre seule tentative en faveur d'une réhabilitation aussi désirable. Avant la fin de cette année, nous publierons le premier tome d'une *Nouvelle bibliothèque bleue*, et ce petit livre populaire aura pour titre : *La bataille d'Aliscans*. . . . Déjà nous avons lu à plusieurs peintres et sculpteurs les plus belles pages du couronnement Loys, du Charroi de Nîmes et d'Aliscans, et il en est qui préparent en ce moment des toiles et des marbres en l'honneur du héros de Villedaigne. . . . Ce n'est pas tout encore, et nous avons de plus hautes visées. Nous espérons que le théâtre s'emparera de Guillaume comme il s'est emparé de Roland, et qu'un dramaturge puissant introduira sur la scène l'illustre vaincu d'Aliscans. Il y a là un rôle de femme bien autrement dramatique que celui de la belle Aude, et Guibourc eût tenté Shakespeare. »

On sait que les *Épopées françaises* sont divisées en trois parties : I. *Origine et Histoire des Épopées françaises*. — II. *Légende et Héros des Épopées françaises*. — III. *Esprit des Épopées françaises*.

La nouvelle édition aura quatre volumes au lieu de trois seulement que la première en comptait. — Elle est imprimée sur papier raisin, épais, blanc, très-beau, et confiée aux presses de Monsieur E. Martinet, l'imprimeur de *Christophe Colomb*, de *Notre-Dame de Lourdes* et de la plupart des ouvrages illustrés de M. Hachette.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE JOUR DE L'ASCENSION :
LA FÊTE DE L'ESPÉRANCE

*Præcursor pro nobis introivit
Jesus in cælum.*

(Heb., II, 20.)

Tous les mystères que nous avons solennisés jusqu'ici ont fait sur nous une impression si subite et si forte, l'une de joie, l'autre de tristesse, qu'ils ne nous ont pas laissé la liberté de délibérer auquel de ces deux mouvements nous devions surtout ouvrir nos cœurs. A la mort du Sauveur, lorsque nous perdions le plus aimable des maîtres, et qu'il perdait lui-même la vie, pouvions-nous retenir nos larmes ? A sa résurrection, lorsque nous l'avons vu sortir du sépulcre, auteur de sa nouvelle vie, et de la gloire dont il parut couvert, comment ne pas céder aux transports de la joie la plus vive ? Mais aujourd'hui qu'il remonte au ciel, il est, ce semble, assez difficile de déterminer quels doivent être nos sentiments. Jésus nous quitte, comme il nous avait quittés en mourant ; mais, s'il se sépare de nous, c'est pour retourner à son Père, pour sa gloire et pour notre bien, *præcursor pro nobis introivit Jesus in cælum*. Jésus triomphe comme il triompha en ressuscitant ; mais ce second triomphe nous le ravit, tandis que le premier l'avait rendu à notre amour. Aussi bien, si le vendredi-saint est le jour de la grande douleur ; si Pâques est la solennité de la joie sans mélange, l'Ascension est la fête de l'espérance, vertu qui, si l'on peut parler ainsi, a les pieds sur la terre et la tête dans les cieux, vertu composée d'un ineffable mélange d'attente et de possession, de certitude et d'incertitude, de tristesse et de joie. A nous qui travaillons, qui gémissons, qui sommes dans la peine sur cette misérable terre, le Christ, qui est la voie, la vérité et la vie, s'élevant en triomphe du haut de la montagne des Oliviers, nous crie : Prenez courage, ayez confiance ! Le ciel où je vais, moi votre chef, est le terme sublime de vos destinées, ô chrétiens qui êtes mes membres ! Regardez-moi et remarquez bien le chemin que j'ai suivi : pour y arriver, il faut prendre la voie royale de la croix ! Mais rassurez-vous : du haut du ciel, je vous donnerai tous les secours qui vous sont nécessaires pour y marcher vaillamment et généreusement. *Ego vado parare vobis locum !* Ainsi Notre Seigneur dans son Ascension, anime notre espérance en nous rappelant le ciel, but de notre pèlerinage sur la terre, en nous montrant le chemin qui y conduit, en nous fournissant les moyens de le parcourir heureusement, *præcursor pro nobis introivit Jesus in cælum*.

I

Il ne manque pas aujourd'hui de ces hommes qui, par orgueil et surtout par corruption, osent

s'attribuer les origines et les destinées des animaux sans raison. A les entendre, ils ne sont que de la matière perfectionnée et, à leur mort, ils seront ensevelis dans un éternel néant. Mais, en la fête de l'Ascension, le chrétien fait profession de croire à la vie future, à l'immortalité de l'âme et à la résurrection des corps. Elle est grande et auguste cette fête, s'écrie S. Chrysostôme. Elle surpasse la pensée de l'homme, elle est digne de la munificence de Dieu qui nous l'a donnée. Aujourd'hui dans la personne du Verbe de Dieu qui a pris un corps et une âme semblable aux nôtres, nous avons été transportés dans le Paradis. Aujourd'hui notre nature s'est élevée au-dessus des anges, des archanges, des chérubins ; elle est montée plus haut que les séraphins ; elle a dépassé les Puissances et ne s'est arrêtée qu'après avoir pris possession du trône du Maître. Aujourd'hui Notre-Seigneur nous a donné l'assurance la plus persuasive que, corps et âme, nous sommes faits pour le ciel.

Que de fois dans ses épîtres le grand Apôtre nous représente l'Eglise sous la figure du corps humain ! Dans le corps humain, dit S. Augustin par manière d'explication, les os sont la charpente qui en soutient l'ensemble ; ainsi dans l'Eglise les os sont les évêques successeurs des apôtres, sur lesquels repose ici-bas le corps de l'Eglise. Sur nos os s'appuient les veines, les artères, les nerfs par lesquels le sang, la force, le mouvement, la vie s'épanchent du chef, de la tête jusqu'au dernier des membres en proportion de leur force, de leur faiblesse, de leur capacité. Or ces veines, ces artères, ces nerfs sont les ministres de l'Eglise, les prédicateurs de l'Evangile, par lesquels les doctrines de Jésus-Christ, au moyen de la prédication, les grâces de Jésus-Christ par l'administration des sacrements, tous les mouvements de la vie spirituelle du chef qui est Jésus-Christ, en s'appuyant sur les os (les apôtres et les évêques), se répandent sur tous les fidèles qui sont les membres de cette Eglise. *Caput Christus ex quo corpus compactum et connexum per omnem juncturam subministrationis*.

Jésus-Christ est donc la tête du corps de l'Eglise. Mais là où est la tête, là doivent être les membres. Si donc le Christ notre chef est au ciel, comme nous faisons profession de le croire, surtout en cette fête de l'Ascension, nous qui sommes ses membres, évidemment, nous sommes appelés à le rejoindre un jour. C'est là notre belle et sublime vocation ! *Christi ascensio, nostra pro- vectio est ; et quò processit gloria capitis, eò spes vocatur et corporis*¹.

Oui, chaque fidèle peut redire avec fierté, à l'encontre des honteuses doctrines du matérialisme, cette magnifique parole du Sauveur : « J'étais chez mon Père, je suis venu dans le monde, et à présent je quitte le monde et je

¹ S. Léo, serm. 1 « de Ascens. Dom. »

retourne à mon Père. » (Joann., xvi, 28.) « L'histoire de Jésus-Christ est l'histoire de l'homme, de l'humanité tout entière, dit le P. Ventura ¹. Il était le Verbe de Dieu, il est venu dans le monde, il s'est fait homme : notre âme était dans les mains de Dieu, c'est lui qui l'a créée et qui l'a envoyée dans le sein de nos mères ; Jésus-Christ Dieu et homme est né, a vécu sur la terre d'une manière visible en tant qu'il était homme : notre esprit aussi est né et vit sur la terre en qualité de chair, parce qu'il est sensible par le corps ; J.-C. est mort et nous mourons aussi ; Jésus-Christ est ressuscité et nous ressusciterons un jour ; et aujourd'hui il est monté au ciel avec son âme, avec son corps, et nous aussi, un jour, en lui et par lui, nous monterons au ciel. » *Præcursor pro nobis introivit Jesus in cælum!* Mais encore faut-il que nous suivions, pour y arriver, le chemin où il a marché lui-même.

II

Quel est ce chemin ? L'apôtre va vous l'indiquer : « Le Christ pour nous s'est fait obéissant jusqu'à la mort et à la mort de la croix. C'est pourquoi Dieu l'a exalté et lui a donné un nom au-dessus de tout nom. » Et ailleurs : « Il a fallu que le Christ souffrit et qu'il entrât ainsi dans sa gloire, » disait Notre-Seigneur lui-même aux deux disciples d'Emmaüs. Les Évangélistes, ajoute l'orateur que je citais tout-à-l'heure, en nous racontant l'histoire magnifique de l'Ascension de Jésus-Christ, nous ont dévoilé une circonstance très-importante. Il nous ont dit que Jésus-Christ est monté au ciel sur la crête du mont des Olives, c'est-à-dire de cette même montagne où était le jardin de Gethsémani ; c'est-à-dire que Jésus-Christ n'est monté au ciel que de ce même endroit où quelques jours auparavant il s'était prosterné humblement sur la terre ; c'est-à-dire que Jésus-Christ n'a été aujourd'hui entouré d'anges que dans ce même endroit où quelques jours auparavant il avait été entouré par les bourreaux ; c'est-à-dire que Jésus-Christ n'a aujourd'hui déployé sa grandeur, sa majesté de roi que dans le même endroit où il a été garotté, comme esclave ; c'est-à-dire que Jésus-Christ n'a aujourd'hui étalé sa puissance de Dieu que dans le même endroit où il a été écrasé sous le poids de la contrition de nos péchés, dans ce même endroit où il avait agonisé comme le dernier des hommes ; c'est-à-dire que Jésus-Christ n'a achevé son triomphe qu'au lieu même où il commença sa Passion. « Savez-vous donc, dit saint Paul, quel est l'enseignement qui résulte de tout cela ? C'est que nous ne pouvons pas partager la gloire de Jésus-Christ à moins que nous ne partagions aussi ses opprobres. Nous sommes avertis que nous ne pouvons partager les consolations de Jésus-Christ, à moins que nous ne

partagions aussi ses amertumes, en nous soumettant, avec la docilité que l'Evangile nous commande, à tout ce que la Providence permet qu'il nous arrive de dur et de fâcheux. » C'est le développement de la parole de Notre Seigneur : *Regnum cælorum vim patitur et violenti rapiunt illud.*

Donc, n'en doutons pas, nous ne serons glorifiés avec Jésus-Christ qu'à la condition de souffrir avec Jésus-Christ, *si tamen compatimur ut conglorificamur.* Il faut que quoi qu'il nous en coûte, nous soyons fidèles à Dieu, il faut que nous résistions à la fureur de Satan, aux sollicitations, aux moqueries, à la violence du monde, il faut que nous mortifions nos passions par la vigilance, la prière, la pénitence, la réception des sacrements. Comment refuserions-nous, nous misérables pécheurs, d'entrer dans cette voie douloureuse qui aboutit aux ineffables jouissances du Paradis, quand Notre Seigneur Jésus-Christ, notre Dieu, lui l'innocence même, l'a parcourue avant nous, pour nous inviter à le suivre généreusement, *præcursor pro nobis introivit Jesus in cælum!*

III

Au reste, le Sauveur nous vient en aide dans ce glorieux travail. Il nous a quittés, mais, si j'ose le dire, c'est pour mieux être avec vous. « Dans la maison de mon Père, il y a beaucoup de demeures, *in domo Patris mei mansiones multe sunt.* Je vais vous préparer une place, *vado parare vobis locum.* Il vous est avantageux que je m'en aille, *expedit vobis ut ego vadam* : je ne vous laisserai point orphelins, *non relinquam vos orphanos.* » Quel sujet d'espérance pour nous ; quel motif de confiance ! Notre Seigneur, notre frère et notre Dieu, ne cesse de s'intéresser en notre faveur pour la grande affaire de notre salut. Il nous regarde du haut du séjour de la gloire ; son Sacré-Cœur ne cesse de battre pour tous et chacun de nous des plus ineffables tendresses ; sa miséricorde s'ingénie à multiplier les avances de sa grâce à notre liberté ; il présente à son divin Père nos prières et nos bonnes œuvres pour qu'elles soient agréées. Il fait plus : sa vie dans le ciel n'est qu'une perpétuelle intercession en notre faveur, *semper vivens ad interpellandum pro nobis.* (Heb., vii, 25.) « Mes petits enfants, disait saint Jean à ses fidèles, je vous écris ceci pour que vous ne péchiez point. Que si néanmoins quelqu'un pèche, nous avons pour avocat, auprès du Père, Jésus-Christ le Juste. Car c'est lui qui est la victime de propitiation pour nos péchés, et non-seulement pour les nôtres, mais aussi pour ceux de tout le monde. »

Oui, dans le ciel, Jésus-Christ fait véritablement l'office de Pontife, *ut offerat dona et sacrificia pro peccatis.* « Ici est l'ombre, ici est l'image, dit saint Ambroise en parlant du sacrifice de Jésus-Christ, souverain prêtre ; l'ombre est dans la loi, l'image dans l'Evangile, la vérité est dans les cieux. Ici Jésus s'offre en image, c'est-à-dire sous

¹ Enseignement catholique, 2^e année, p. 189. (Chez M. Victor Palmé).

le voile du sacrement qui est un signe commémoratif, démonstratif et prophétique : commémoratif de sa mort, démonstratif de sa présence réelle et prophétique de la gloire future ; mais il s'offre en vérité dans le ciel où il intervient comme notre avocat auprès de son Père, sans voile et sans figure¹. »

Le ciel, voilà donc le terme de notre vocation ; la mortification et la souffrance, voilà la voie qui y conduit ; la sollicitude, la charité, l'intercession de Jésus-Christ, voilà notre suprême et tout-puissant appui. Travaillons donc avec ardeur et avec tranquillité d'âme à notre salut : l'entreprise est difficile, mais les ressources sont si grandes ! Encourageons-nous par ces belles paroles de saint François de Sales, qui sont le résumé de cette instruction. Comme on devisait sur cette sentence de l'Evangile : « Il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus, » il déclara qu'à son avis il y aurait fort peu de chrétiens (il parlait de ceux qui sont dans la vraie Eglise, hors de laquelle il n'y a point de salut) qui fussent damnés ; « parce que, disait-il, ayant la racine de la vraie foi, elle poussait ordinairement son fruit tôt ou tard, qui est le salut, et de morte elle devenait vive, et œuvrante par charité, selon cette remarquable sentence : « Il n'y a point de damnation pour ceux qui sont en Jésus-Christ. » Amen !

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Pendant les Rogations, à la messe de procession dans les églises où l'on n'en célèbre qu'une, quelles oraisons doit-on dire à la messe ? On dira en second lieu celle de l'office du jour. Mais si on est *infra octavam* de la fête patronale, doit-on dire en troisième lieu, l'oraison de l'octave, en omettant l'oraison *Concede* ? Et s'il y a un simple occurrent, en dira-t-on l'oraison également ?

2^o Dans les litanies des saints à quel endroit commencent les prières ? Est-ce au verset *Propitius esto* ? ou bien après l'*Agnus Dei* ?

3^o Lorsque la fête de saint Marc tombe pendant l'octave de Pâques, la fête est transférée, mais on fait la procession. S'il n'y a qu'une seule messe, celle de la station, combien d'oraisons doit-on dire et lesquelles ? La mémoire d'un simple occurrent y trouvera-t-elle place ?

4^o Lorsque l'on doit renouveler les saintes espèces, la grande hostie dans l'ostensoir et les petites hosties du S. Ciboire, comment procède-t-on ? et à quels moments faut-il faire la génuflexion ?

R. — Ad I. Pendant les Rogations, quand il n'y a qu'une messe et que l'on fait la procession, la 1^{re} oraison est de la messe des Rogations, la 2^e de l'Office du jour, et la 3^e de votre *infra octavam*. Vous omettez l'oraison *Concede nos* toutes les fois qu'il y a trois oraisons dites auparavant. S'il y a un simple occurrent, vous devez en faire mémoire après l'*infra Octavam* ; cette mémoire du simple s'ajoute lors même qu'on aurait déjà récité trois

oraisons ; et même, le mardi et le mercredi, la mémoire du simple se ferait avant celle des Rogations, parce que les deux fêtes ne sont que des fêtes mineures, tandis que celle du lundi est une fête majeure et par conséquent l'emporte sur une fête simple.

Ad II. Dans les litanies, les prières commencent seulement après les *Agnus Dei*.

Ad III. Lorsqu'on dit la messe des Rogations dans l'octave de Pâques, on doit dire trois oraisons, la 1^{re} de la messe, la 2^e de l'octave de Pâques, la 3^e *Concede nos*. S'il y avait une fête simple, on en ferait mémoire après la mémoire de l'octave, et on ne dirait pas l'oraison *Concede nos*.

Ad IV. Pour renouveler les petites hosties, voici les rites à observer. Après avoir pris le précieux sang, le prêtre ouvre le tabernacle, fait la génuflexion, prend le ciboire qui contient les anciennes hosties, le dépose sur le corporal, découvre le ciboire, fait de nouveau la génuflexion et ferme le tabernacle. Ensuite il distribue les anciennes hosties ou les prend lui-même : puis il purifie le ciboire, ce qu'il doit faire chaque fois qu'il renouvelle les hosties.

Ensuite, ayant fait la génuflexion, il remet dans le ciboire ainsi purifié les nouvelles hosties qu'il vient de consacrer, place le ciboire dans le tabernacle, fait la génuflexion, ferme le tabernacle, recueille avec la patène les particules qui ont pu rester dans l'endroit du corporal ou étaient les nouvelles hosties, et purifie encore la patène en faisant glisser les particules dans le calice comme il l'avait déjà fait avant de prendre le précieux sang. Si les nouvelles hosties n'étaient pas sur le corporal mais dans un ciboire, il est clair qu'il n'y aurait pas lieu de recueillir les parcelles, et la cérémonie serait bien simplifiée.

Quant au croissant ou à la custode, qui contiennent la grande hostie de la bénédiction ou de l'exposition du Très-Saint Sacrement, on les purifie à peu près de la même façon pour faire tomber dans le calice les particules qui auraient pu se détacher de cette hostie.

La méthode que nous venons d'indiquer pour le renouvellement des hosties n'est pas la seule. On pourrait y apporter quelques modifications, qui du reste sont peu importantes. Nous avons indiqué la méthode la plus suivie.

Q. — Dans une communauté cloîtrée, l'usage est de faire la procession des Rogations à l'intérieur de l'enclos, l'aumônier n'y assiste pas. Quelle messe doit dire cet aumônier ?

R. — Les processions qui se font sans la présence d'un prêtre sont certainement irrégulières, et ne nous semblent pas des processions proprement dites. Il n'y a ni rubrique ni décret qui les autorisent jusqu'à présent. Nous croyons que la messe qui suit une semblable procession ne peut être la messe des Rogations.

Q. — Avant la procession des Rogations, doit-on ajouter *Alleluia* après l'*Ecce* ?

¹ S. Amb. « de officiis, I, 48.

R. — Non, car le Rituel romain, qui doit nous servir de guide en cette matière, ne le donne pas. Il faut donc rectifier certains Rituels et livres de chant qui se permettent de l'ajouter.

Q. — Les Rogations ont lieu dans une saison où les travaux sont pressants. Ne pourrait-on faire celle du lundi le dimanche soir après vêpres attendu que le jour ecclésiastique commence la veille ? On aurait plus de monde.

R. — Les litanies et prières des Rogations ne peuvent s'anticiper au dimanche; ce point a été décidé par la sacrée Congrégation des rites le 28 mars 1775. Sans doute les prières qui seraient récitées la veille seraient toujours agréables à Dieu, mais ce ne seraient pas les prières établies par l'Eglise et elles n'auraient pas la même efficacité. De plus, la procession ne pourrait pas se faire la veille, car un curé ne peut pas de son autorité privée, faire une procession qui n'est pas établie par les lois de l'Eglise, ou par l'autorité diocésaine, ou au moins par un usage légitime.

Q. — Quand on fait à la messe mémoire d'une fête des Quatre-Temps, quelle oraison choisir ?

R. — On doit dire celle qui concorde avec l'oraison du Bréviaire; c'est la première, et non point, comme beaucoup le pensent, celle qui précède immédiatement les oraisons du Temps.

Q. — Un prêtre devant dire la messe de *Beata* ou de *Requiem*, à cause de sa vue (ce dont il a obtenu permission), quelle messe doit être chantée par le chœur ?

R. — Il n'y a pas de messe chantée par le chœur lorsqu'un prêtre a obtenu l'autorisation de dire une messe de *Requiem* ou de *Beata*, par la raison qu'un prêtre qui est dans cet état doit, autant que possible, célébrer dans un oratoire privé. Il est vrai que l'on peut aussi obtenir l'autorisation de célébrer dans une église publique, mais dans ce cas on doit choisir l'heure où l'église est le moins fréquentée. Nous ne croyons pas que l'on puisse célébrer une messe paroissiale. Une pareille célébration serait en opposition avec tous les Indults Apostoliques que nous avons vus sur ces matières. Ainsi se trouve évitée la difficulté qui nous était proposée.

Q. — 1° Quel jour doit-on terminer les exercices solennels du mois de mars en l'honneur de saint Joseph, lorsque les derniers jours coïncident avec le temps de la Passion, ou les jours de la Semaine Sainte ?

2° Quel jour doit-on suspendre ces exercices pour les reprendre avec les fêtes de Pâques, lorsque Pâques tombe dans les derniers jours de mars ?

3° Puis-je, à raison des exercices du mois de saint Joseph, laisser la statue de l'autel du saint, découverte jusqu'au mercredi saint au soir; ou bien, dois-je tenir la statue couverte d'un voile et conserver à l'autel ses autres décors ?

R. — AD I et II. Les exercices du mois de saint Joseph ne sont pas suspendus au Temps de la Passion ou de la Semaine Sainte.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de les reprendre au Temps de la Passion.

AD III. Il n'est pas permis, même dans le mois de saint Joseph, de découvrir la statue de ce glorieux patron depuis le dimanche de la Passion jusqu'au Samedi Saint. Comme c'est une loi générale de l'Eglise, un Evêque même ne pourrait accorder cette permission.

Quant aux autres décors nous ne connaissons pas de rubrique ou de décrets qui les prohibent.

Q. — Il vient de naître, dans ma paroisse, un enfant de parents protestants. Le père et la mère, braves gens par nature, se voyant, « pour longtemps, » dans l'impossibilité de porter leur enfant au temple protestant, pour l'y faire baptiser, et craignant d'ailleurs qu'il meure, « car il est chétif, » ont résolu de le faire baptiser, mais à domicile, ne voulant pas rendre la chose publique.

Le père, brigadier de gendarmerie, est donc venu me prier instamment de leur rendre ce service. Je lui disais de le faire ondoyer par un laïque, puisqu'il ne voulait pas de solennité dans le baptême.

Un simple laïque ne baptisera jamais mon enfant, m'a-t-il dit, s'il venait à mourir, j'aurais toujours des craintes pour son salut. A défaut d'un pasteur, je veux que ce soit un prêtre.

Cédant à ses instances répétées, je me suis rendu chez lui et ai ondoyé l'enfant. Je voudrais que l'*Ami du clergé* me dise si c'est à tort ou à raison que j'ai agi ainsi. Je lui demanderais qu'il me dise aussi, pour mon instruction personnelle :

1° Si, dans le cas présent, le danger que court l'enfant de mourir sans baptême, vu « sa débilité » et « l'impossibilité » où sont les parents de le porter au temple, ne constitue pas une « nécessité pressante, » qui rend licite, même pour le prêtre, l'administration du sacrement de baptême sans solennité ?

2° Si, en pareil cas, la personnalité du prêtre est, oui ou non, inséparable de son caractère ? Il me semble, ici, avoir agi plutôt comme simple particulier que comme prêtre, puisque le baptême a été donné sans solennité aucune.

3° Si le consentement, ou plutôt la demande expresse des parents n'est pas une garantie, au moins probable, contre le danger de profanation du sacrement ?

4° Si le baptême de l'enfant en question doit être enregistré dans les actes paroissiaux ?

5° S'il y a obligation pour moi de veiller à ce que cet enfant soit élevé dans la foi catholique, les parents n'ayant pris aucun engagement à ce sujet.

R. — AD I. II. III. Le cas, tel qu'il se présente, n'est pas sans difficulté.

1° Tout d'abord, pouvait-on baptiser un enfant de parents hérétiques sans exiger d'eux la promesse de le faire élever dans la religion catholique ? Nous ne le pensons pas. Nous lisons dans une déclaration du Saint-Office, donnée en 1777 : « Non licere extra periculum, seu articulum moraliter certum imminentis mortis (siquidem in decretis articulus et periculum promiscue accipiuntur) infantem a parentibus infidelibus ultro etiam oblato baptizare, si post baptismum in parentem infidelium potestate relinquendi sunt. » Il n'est question ici que des enfants des infidèles ; mais l'Eglise trace la même règle de conduite pour les enfants des apostats et les canonistes l'ont étendue aux enfants des hérétiques. On avait posé la question : « Si les chrétiens qui ont embrassé le mahométisme veulent faire baptiser leurs enfants, peut-on le faire ? Il fut répondu :

« S. Congregatio censuit baptismum posse conferri dummodo adsit spes justa et rationabilis separationis dictorum infantium a parentibus et transmissionis ad catholicos ac christianæ educationis de qua baptizaturus diligenter inquirat. »

D'après ces deux déclarations, il y a obligation de séparer l'enfant baptisé de ses parents infidèles ou apostats. En est-il de même des enfants des hérétiques? Suarez et d'autres l'ont enseigné par analogie : le péril de perversion est le même, disaient-ils, dans les deux cas. D'autres auteurs cependant tiennent qu'on peut laisser l'enfant entre les mains de ses parents hérétiques, parce que le danger de profanation du baptême est le même, que l'enfant soit baptisé par un prêtre catholique ou un ministre hérétique, le baptême étant valide dans les deux cas. Cette opinion est tenue pour plus probable par saint Alphonse de Liguori¹.

La loi naturelle cependant oblige le prêtre à prendre les moyens de préserver la foi de cet enfant qu'il vient de donner à l'Eglise. Or le seul moyen utile et possible, dans la circonstance, était la promesse de faire élever l'enfant dans la religion catholique.

Nous nous en tenons strictement aux circonstances du fait. Il s'agit du baptême d'un enfant « chétif, » mais qui n'est pas dans un danger de mort moralement certain. L'Eglise, dans ce dernier cas, laisse plus de latitude.

2^o Le prêtre pouvait-il baptiser l'enfant à la maison, sans aucune cérémonie? Tous les auteurs enseignent que l'on ne peut, sans une grave nécessité, administrer le baptême dans les maisons particulières. Ils enseignent également que la violation de cette règle constitue une faute grave. Ils admettent cependant des motifs de dispense, entre autres le danger de mort pour l'enfant et le péril d'infamie ou d'autre danger grave pour les parents.

De ces deux motifs nous écartons le premier qui n'existait pas. Quant au second, on ne peut pas davantage, croyons-nous, l'invoquer, sinon peut-être dans certaines populations où l'élément protestant est mélangé à l'élément catholique en quantité suffisante pour composer une force morale capable d'influer sur la conduite. Etait-ce le cas? Nous laissons à notre correspondant le soin de juger. Toutefois, nous prendrons la liberté de lui faire observer que la question étant extrêmement délicate et la solution pouvant être différée de quelques jours, il eût été très prudent de prendre les ordres de l'Evêque diocésain.

Il est facile de trouver dans les principes généraux que nous venons d'exposer, la réponse aux trois premières demandes.

AD IV. Le baptême de cet enfant doit être inscrit avec toutes les circonstances dans les registres de la paroisse.

Ou bien l'enfant sera élevé dans la religion catholique, et alors il lui faudra pour sa première communion une attestation d'un baptême conféré valablement, surtout que la position de son père l'expose à changer de pays; ou bien il sera élevé dans la religion protestante, et dans le cas où il ferait une abjuration, il faudrait faire une enquête sur la validité du baptême qu'il a reçu : l'inscription sur les registres de la paroisse lève toute difficulté.

AD V. Il y a certainement obligation pour le prêtre qui a baptisé de veiller attentivement sur cet enfant et de prendre tous les moyens en son pouvoir pour déterminer les parents à le faire élever dans la religion catholique.

Q. — L'école communale de filles d'une Commune en grande majorité catholique était confiée depuis longtemps à des religieuses. Il y a un an à peine, elle a été laïcisée par un arrêté de M. le Préfet, à la demande de quelques républicains du pays, mais malgré le vote unanime du Conseil municipal.

La population catholique a ouvert immédiatement une école libre où les religieuses expulsées de l'école par l'ukase préfectoral, ont retrouvé autour d'elles toutes leurs élèves à l'exception de deux qui continuent à fréquenter l'école communale.

Pour parvenir à ramener peu à peu dans cette école devenue déserte, les enfants qui l'ont quittée pour suivre leurs anciennes maîtresses, on l'a confiée à une institutrice qui s'est présentée au pays avec tous les dehors de la piété. Elle se confesse et communie régulièrement tous les huit jours, au grand étonnement des paroissiens.

Cependant, M. le curé, confesseur de cette institutrice est fort embarrassé. D'un côté il comprend le jeu des ennemis de l'Eglise et des âmes qui se servent de la piété de la nouvelle institutrice, pour faire tomber les justes préventions de la population catholique à l'égard de l'enseignement laïque, et repeupler peu à peu l'école communale abandonnée, et il se demande avec anxiété s'il doit tolérer que sa pénitente se prête au rôle abominable qu'on prétend lui faire jouer; de l'autre, il se dit à lui-même qu'après tout, il n'est pas défendu aux fidèles d'enseigner dans les écoles laïcisées ou sécularisées, c'est-à-dire soustraites à la haute juridiction et à l'influence modératrice de l'Eglise, puisque NN. SS. les évêques de France n'ont jamais formulé cette défense, que dans la plupart des pensionnats dirigés par des religieuses on forme tous les jours, sous les yeux de l'autorité ecclésiastique, des jeunes filles pour l'enseignement laïque, et que d'ailleurs tous les prêtres ne font aucune difficulté d'absoudre les fidèles de l'un et de l'autre sexe qui remplissent les fonctions de professeur dans les écoles de l'Etat.

Dans ces conjonctures, il se décide, bien qu'à regrets, à absoudre sa pénitente et à lui permettre de s'approcher fréquemment, selon ses desirs, de la table sainte.

1^o — La conduite du Curé, en ces circonstances, est-elle sage, conforme aux enseignements et aux décisions du St-Siège, justifiée par les nécessités du temps?

2^o — Est-il vrai que les écoles de l'Etat moderne, surtout telles qu'elles vont être constituées par la loi que le Sénat achève de voter en ce moment, ne sont point condamnées par l'Eglise, et par conséquent, les fidèles peuvent-ils en sûreté de conscience, y enseigner et y envoyer leurs enfants?

R. — AD I. Alors que la loi de 1850 était en pleine vigueur, il était parfaitement permis à toute personne d'enseigner, même dans une école laïcisée. Le fait d'avoir été envoyée dans une école retirée aux religieuses ne constituait pas pour cette institutrice laïque une faute morale

¹ Lib. VII, n. 127.

pour laquelle on devait lui refuser la sainte communion.

Mais chacun sait qu'en dehors des fautes théologiques qui empêchent certaines personnes de communier aussi fréquemment qu'elles le désiraient, le confesseur doit tenir compte assez souvent, pour régler la communion de dévotion, des circonstances extérieures, et même parfois du sentiment de la population.

Dans les circonstances présentes, ce sentiment de la population devait-il influencer sur la détermination du curé de la paroisse ? Peut-être aurait-il dû faire comprendre à cette institutrice que le bien général exigeait qu'elle communiait un peu moins souvent. Si sa piété était bien sincère, comme nous le croyons, elle se serait soumise avec humilité à la décision de son confesseur.

Pour l'avenir, aujourd'hui que la loi sur l'instruction est votée, que devra faire le curé ?

La réponse ressortira du développement de la seconde question.

La loi de 1882 prétend constituer ce que l'on appelle une école neutre, c'est-à-dire un école d'où l'on chassera impitoyablement tout enseignement religieux, pour s'en tenir uniquement à quelques principes de morale qui n'auront plus dans le dogme ni point d'appui, ni sanction. Que faut-il penser de cette école neutre où l'on n'enseignera *ni le bien ni le mal* ? Nous précisons bien la question pour prévenir toute confusion.

Nous avons sur ces écoles neutres plusieurs déclarations soit des souverains Pontifes, soit des Congrégations Romaines, soit des conciles provinciaux, soit enfin des théologiens. Nous citons rigoureusement.

I. Pie IX : « Ceux qui prétendent que l'Eglise doit abdiquer ou suspendre son pouvoir modérateur et son action salutaire sur les écoles populaires, lui demandent en réalité de violer les commandements de son divin auteur et de renoncer à l'accomplissement du devoir qui lui a été imposé d'en haut, de veiller au salut de tous les hommes.

« Dans tous les lieux et dans tous les pays où l'on exécuterait ce pernicieux dessein de soustraire l'école à l'Eglise, et où la jeunesse serait, par suite, misérablement exposée au danger de perdre la foi, ce serait donc très-certainement pour l'Eglise une obligation rigoureuse non-seulement de faire tous les efforts et d'employer tous les moyens pour procurer à cette jeunesse l'instruction et l'éducation chrétiennes qui lui sont nécessaires, mais encore d'avertir tous les fidèles et de leur déclarer qu'on ne peut en conscience fréquenter de pareilles écoles, instituées contre l'Eglise catholique¹. »

II. Léon XIII, parlant de la loi belge sur les écoles :

« En conséquence et comme telle, Nous l'avons plus d'une fois désapprouvée et condamnée, comme en votre présence, Nous le désapprouvons

et nous la condamnons, ce que Nous faisons conformément à la tradition et aux règles du Saint-Siège, qui a toujours frappé du poids de ses arrêts et de son autorité les écoles *mixtes ou neutres*, destinées par leur nature à méconnaître Dieu totalement². »

III. LE SYLLABUS. — La 48^e proposition condamnée est ainsi conçue :

« Des catholiques peuvent approuver un système d'éducation placé en dehors de la foi catholique et de l'autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur terre. »

IV. La Sacrée Congrégation de l'Inquisition, dans une instruction approuvée par le Souverain Pontife, le 24 novembre 1875, s'exprime ainsi au sujet des écoles neutres :

« Cette méthode d'éducation est en elle-même pleine de péril et tout-à-fait opposée à la doctrine catholique.

« Les élèves qui fréquentent ces écoles, n'apprendront ni les premières notions de la foi, ni les commandements de l'Eglise, puisque leur programme d'enseignement exclut toute étude de la religion. Il résulte de tout cela que la jeunesse est exposée à un grave danger pour la foi et pour les mœurs.

« Si ce danger, de prochain ne devient pas éloigné, on ne peut en conscience fréquenter ces écoles. Ainsi le proclame et la loi naturelle elle-même et la loi divine. »

L'instruction rappelle aussi qu'il est du devoir des catholiques de fonder des écoles libres, partout où faire se pourra. Il y a cependant des cas où les parents peuvent en conscience envoyer leurs enfants dans les écoles neutres ; mais il faut une raison sérieuse, dont l'évêque reste juge, et, en outre, il faut que le péril de perversion, de prochain devienne éloigné. Une des principales raisons qu'on peut invoquer, c'est le manque d'école libre religieuse. Tous les parents qui négligent de faire donner à leurs enfants l'instruction chrétienne, ceux qui les envoient dans les écoles où ils sont exposés au péril prochain de se perdre, ceux qui les envoient dans les écoles publiques, sans cause suffisante ou sans avoir écarté le danger, alors qu'ils peuvent les envoyer dans une école catholique qui est à côté d'eux, ou leur faire donner ailleurs une éducation chrétienne, tous ces parents, s'ils persévérent dans leur faute, sont indignes de l'absolution.

V. Le deuxième concile plénier de Baltimore stigmatise ainsi les écoles neutres :

« *Experientia siquidem diuturna satis superque probavit, quam gravia sint mala, quam intrinseca etiam pericula quæ juventuti catholicæ ex frequentatione scholarum publicarum hisce regionibus plerumque eveniunt. Vi enim systematis apud illas obtinentis, nequaquam fieri potest*

¹ Lettre adressée à l'archevêque de Fribourg en 1864.

² 2 Août 1880.

quin simul in magnum fidei morumque discrimen juvenes catholici adducantur¹. »

VI. Nous pourrions encore apporter en preuve du sentiment de l'Eglise les *Instructions pratiques pour les confesseurs* publiées par les évêques de la Belgique, le 1 septembre 1879.

VII. Les théologiens ont étudié la question dans tous ses détails. Un des travaux les plus sérieux en ce genre est l'étude du P. Konings, publiée à Boston, en 1874. Voici, en résumé, les principes qu'il établit sur les écoles neutres.

1° L'école neutre ne peut jamais être approuvée par les catholiques.

2° Les circonstances des lieux et des temps rendent ordinairement ces écoles intrinsèquement mauvaises et positivement nuisibles : d'où, en général, on doit interdire aux parents d'y mettre leurs enfants. Il résulte qu'on ne pourra que très-rarement tolérer ces écoles, et seulement lorsqu'une longue expérience en aura démontré l'innocuité. Et même, s'il y a une école catholique où les parents puissent conduire leurs enfants, sans un grave préjudice pour eux-mêmes, ils sont tenus en conscience à le faire.

En l'absence d'une école catholique, si l'école ne crée pas pour l'enfant un péril prochain de perdre la foi ou les mœurs, ou du moins si les parents parviennent à rendre ce péril éloigné, ils pourront envoyer leurs enfants à ces écoles neutres pourvu encore que le motif de scandale n'y mette pas obstacle. Mais s'il y avait un péril prochain de péché qu'on ne pût éloigner, comme serait celui d'un enseignement contraire à la foi ou aux bonnes mœurs, les parents devraient retirer leurs enfants d'une pareille école, dût-il leur en coûter la vie.

Est-il permis d'enseigner dans les écoles neutres ? Le P. Konings répond que si les livres que les maîtres doivent expliquer ne sont pas *ex professo*, opposés à la religion et si, lorsqu'il se rencontre des passages mauvais, ils les corrigent et en montrent le venin aux enfants, et prémunissent ainsi ceux-ci contre le danger que leur occasionneraient ces passages, et si rien d'autre part ne s'y oppose, on peut les admettre aux sacrements.

Voilà l'enseignement de la théologie ; mais comme le dit l'Instruction de l'Inquisition, c'est aux évêques à juger si tels ou tels motifs sont suffisants pour permettre soit aux maîtres de tenir des écoles neutres, soit aux enfants de les fréquenter. Les évêques de Belgique ont usé de cette faculté. Nous ne citerons que ce qui a rapport aux instituteurs. Les évêques défendent en général d'accepter une fonction d'instituteur dans une école du gouvernement. Il n'y a d'exception que pour ceux qui n'ont pas le temps d'exercice suffisant pour être exempts du service militaire, ceux qui sont sur le point d'obtenir leur pension de retraite, enfin ceux qui ne pourraient pas se

procurer autrement des ressources pour vivre²⁸⁵ ; Encore ne leur permet-on d'enseigner qu'aux conditions suivantes : a) Il faut qu'il y ait lieu d'espérer que la loi scolaire ne sera pas appliquée en fait et que les enfants recevront une instruction morale basée sur la foi ; b) l'instituteur doit s'engager à quitter sa position aussitôt que la nécessité aura disparu, et même avant si on demandait de lui une chose défendue, et à ne rien faire pour attirer les enfants dans son école, s'il existe une école catholique.

Q. — Un confesseur peut-il, en faveur de personnes dont la santé lui paraît le demander, supprimer ou réduire le jeûne, supprimer ou réduire l'abstinence, soit aux Quatre-Temps, soit en Carême, soit même aux Vigiles ou le vendredi ?

En d'autres termes, peut-il dire à une personne : vu votre situation, ne jeûnez pas ; et pour l'abstinence, ne faites pas ceci ou cela.

S'il le peut, à quel titre le peut-il ?

Est-ce comme ayant pouvoir de dispenser au nom de l'Eglise ? — Ou seulement comme interprétant le cas de nécessité qui exempterait de l'obligation par lui-même ?

R. — Quant à l'abstinence, nous distinguerons entre l'abstinence des jours de carême et celle des vendredis de toute l'année et des autres jours comme les vigiles, les Quatre-Temps.

Nul doute que, dans certains diocèses du moins, les curés avaient le droit de dispenser de l'abstinence des mercredis et des samedis de carême, en vertu d'un indult pontifical. Nous lisons dans quelques mandements de carême : « Pour ceux qui auraient besoin de plus amples dispenses, nous autorisons MM. les curés à les leur accorder. » Rien de plus clair : il s'agit bien d'une dispense, et non d'une déclaration de la nécessité de faire gras.

Quant à l'abstinence des autres jours et même du jeûne, les théologiens reconnaissent aux curés, en vertu de la coutume, le droit de dispenser, avec une cause, et pour un temps, ceux qui leur sont soumis. Ici encore il est question d'une dispense, c'est-à-dire d'une exemption de l'obligation de la loi, et non pas d'une interprétation. Il faut, il est vrai, une cause, autrement la dispense serait nulle, car l'inférieur ne peut pas dispenser sans raison d'une loi de son supérieur ; mais la cause ne doit pas être aussi grave que celle qui abroge par elle-même la loi, parce qu'alors il n'y aurait plus lieu à la dispense.

Q. — 1° L'offrande faite à un enterrement, service ou mariage, appartient-elle au célébrant, comme beaucoup de personnes qui donnent, le pensent ?

2° Dans certaines contrées, on a l'habitude de chanter des messes presque tous les jours pour les défunts. — Un vicaire peut-il en recevoir comme son curé ? Si non, pour quelle raison ?

3° Un vicaire chante une messe d'un enterrement de première classe et reçoit 5 fr., somme fixée par le tarif.

Dans la huitaine, il chante encore la messe d'un service de première classe. Et cette fois, il ne reçoit que 3 francs. Dans l'enterrement de première classe la messe est fixée à 5 fr. par le tarif, et le droit curial à 10 fr., dans le service, le droit curial et la messe sont fixés à 10 fr., sans explication.

R. — Ad I. En règle générale, les offrandes faites à l'occasion soit d'un enterrement, soit d'un service, soit d'un mariage, appartiennent au curé de la paroisse, et non au célébrant, quelle que soit d'ailleurs l'intention des donateurs.

Nous disons en règle générale, parce que l'Ordinaire a pouvoir d'établir une loi qui oblige à verser dans une caisse commune tous les droits casuels pour être partagés entre tous les membres du clergé de la paroisse.

Ad II. Il s'agit d'une interprétation de tarif; rien de plus simple que de s'adresser à ceux qui l'ont établi; pour nous, malgré notre bonne volonté, nous ne pouvons nous prononcer sans de plus amples renseignements.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Notre église, autrefois entourée du cimetière, se trouve actuellement bornée à gauche par une route, à droite par une cour de l'ancien presbytère vendu nationalement en 93 et possédée par un citoyen récalcitrant qui ne veut jamais rien céder à la commune sans une expropriation. L'acte de vente du presbytère existe encore, mais conçu dans des termes trop vagues pour nous dire jusqu'où va cette propriété ainsi acquise.

Cependant autour de l'église de ce côté droit nous avons déjà un fossé d'un mètre de largeur creusé de temps immémorial près des fondations pour assainir l'église. De plus, il a toujours fallu passer dans cette cour pour arriver à l'échelle qui conduit au clocher; et il reste encore adossé à l'église un pan de mur d'environ 3 mètres de long de l'ancienne sacristie; un second petit mur est aussi attenant à l'église sur l'angle droit de la façade.

Or nous voulons construire sur ce terrain une chapelle et une sacristie. Comment nous y prendre? Le propriétaire se prétend possesseur jusqu'à l'église.

1^o Avons-nous droit à un chemin de ronde?

2^o Sommes-nous propriétaires des murs attenant à l'église, ou du moins pouvons-nous les faire démolir?

3^o Le droit d'échelle et de passage bien constaté nous confère-t-il quelque droit de propriété sur le terrain?

4^o Des termes trop vagues de l'acte de vente de l'ancien presbytère pouvons-nous tirer le droit de limiter notre mauvais voisin?

5^o Enfin, n'avons-nous d'autres ressources que l'expropriation, chose toujours longue et difficile.

R. — Ad I^{er}. On a droit à un chemin de ronde, lorsque l'église est entourée d'un cimetière, et que ce cimetière doit être aliéné. Dans ce cas, la commune ne peut aliéner ce cimetière, si la fabrique réclame un chemin de ronde, sans que le ministre ait été appelé, à vue du plan, à déterminer la quantité de terrain nécessaire pour le chemin de ronde.

En dehors, de cette hypothèse, on ne peut exiger le susdit chemin.

Ad II^{er}. C'est probable; mais nous ne saurions l'affirmer. Il faudrait pour asseoir un jugement convenable connaître les termes de l'acte de vente de l'ancien presbytère. Du reste, toutes les questions concernant la propriété doivent être tranchées par les tribunaux ordinaires. L'autorité administrative est incompétente sous ce rapport.

Ad III^{er}. Oui, quand c'est stipulé dans les actes; en soi, non; il n'y a là qu'un droit d'usage.

Ad IV^{er}. Les tribunaux seuls peuvent apprécier les termes d'un contrat. Il faudrait donc un procès pour faire déterminer le droit. Dans les conditions que nous révèle notre correspondant, nous croyons qu'un procès coûterait beaucoup d'argent sans être sûr de réussir.

L'expropriation, en effet, est toujours longue et parfois difficile. Cependant comme l'église est un établissement public, et d'utilité publique, on obtient ces expropriations avec un peu de patience et de savoir faire. Il y a aussi des frais.

Le meilleur, selon nous, serait d'obtenir une cession à l'amiable; mais si le voisin est trop récalcitrant ou trop exigeant, le plus sûr moyen est l'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais nous conseillons toujours l'entente cordiale, qui économise toujours du temps.

Q. — 1^o Quand un budget, présentant un déficit approuvé par l'évêque, est envoyé au conseil municipal pour obtenir un secours, le maire peut-il ne pas faire droit à la demande, et la laisser de côté, alors que la commune a des fonds superflus?

2^o Dans une séance de conseil de fabrique, le maire et deux de ses amis ne trouvant pas lieu de faire de l'opposition, se sont retirés avant la fin de la séance, et sans autre motif que leur regret de ne pouvoir faire paraître leur hostilité, doit-on au procès-verbal, mentionner leur disparition?

3^o Dans la séance suivante, les mêmes héros ont assisté jusqu'à la fin de la séance; mais cette fois, ils ont refusé de signer la délibération, objectant que sans doute tout était régulier, mais qu'ils n'avaient pas de « lunettes, » qu'ils étaient venus par distraction et curiosité et qu'ils ne se donneraient pas la peine de signer. Au procès-verbal, faut-il relater ces inepties et indiquer les noms des membres présents qui n'ont pas voulu signer?

4^o Une famille riche perd un de ses membres; elle demande au curé, un grand service, mais à la condition que le 1^{er} chantre légalement nommé, s'abstiendra de chanter et ne paraîtra pas au chœur; elle propose un chantre étranger de son choix. Le curé peut-il accepter ainsi les différents fonctionnaires qu'il plaira à certaines personnes de lui imposer? D'un côté le chantre nommé, perd son droit, et se retire froissé; de l'autre, la famille persiste dans sa demande, elle parle même d'enterrement civil. Que faire?

5^o L'Ami du clergé disait dernièrement qu'il ne convenait pas de prendre des religieuses pour remplacer les chantres (qu'on ne peut plus trouver): mais alors que penser de l'usage pratiqué dans certaines églises de laisser des femmes chanter des motets au salut, ou quelque autre morceau, comme *Ave verum*, *Ave Maria*, *O salutaris*? Je crois que la voix d'une humble religieuse, chantant modestement les louanges du Seigneur, est aussi agréable à Dieu que les éclatants solos de nos modernes cantatrices.

6^o Dans les églises où il n'y a pas de chantre et où il n'est plus possible d'en recruter, une jeune personne peut-elle se mettre à l'harmonium « dans le chœur » pour aider les enfants à chanter pendant la messe?

Est-ce convenable? Vaut-il mieux ne pas chanter du tout?

7^o Dans mon annexe, un vulgaire chevalier d'industrie, aussi irréligieux que mal élevé, et mal famé, se prétend guérisseur infailible de la rage. Son empirisme attire bien des crédules, malades d'imagination. A une omelette et à un petit traitement qu'il prescrit ordinairement, il mêle, pour relever son crédit, certaines pratiques religieuses d'une orthodoxie fort douteuses. Tantôt il conduit ses malades à l'église paroissiale, les fait mettre à genoux, et récite sur eux avec une gravité parfaite, une sorte de

prière inintelligible, modèle de galimatias; puis, après un semblant d'exorcisme, il tire de sa poche une clef ordinaire, qu'il fait toucher à chaque personne, condition, dit-il, indigne pensable pour être désormais à l'abri de tout accident. Tantôt il ordonne des pèlerinages, et prescrit même à des impies, comme lui, plusieurs communions. Je désirerais savoir :

a) Si je dois, comme curé, interdire mon église à ce charlatan, pour l'exercice de sa petite industrie, bien qu'il dise que l'église est une maison de prière, ouverte à tous ?

b) Si je puis, devant des personnes qui viennent de loin et me consultent en passant, dévoiler la vérité sur ce singulier guérisseur et détruire leur trop confiante simplicité ?

c) Si je dois avertir quelques curés, qu'à certains jours de pèlerinage chez eux, des personnes sans religion, vont recevoir la sainte communion, comme un remède matériel, sans s'être confessées ni préparées : elles suivent leur ordonnance médicinale.

d) Y a-t-il des endroits, où l'on puisse sérieusement se rendre, lorsqu'on se croit réellement atteint de la rage, ou simplement mordu par un chien déclaré enragé ?

e) En Belgique, dit-on, il y a un lieu de pèlerinage à saint Hubert, où de bons chrétiens obtiennent de véritables guérisons : où se trouve exactement cet endroit ?

f) Que faut-il penser des clefs dites « de saint Hubert », que plusieurs familles possèdent et qui passent pour avoir la vertu de guérir de la rage, et de préserver contre cette maladie, faut-il y avoir confiance ?

g) Souvent les journaux, les almanachs, etc., indiquent des recettes pour guérir de la rage, peut-on essayer ces recettes avant de consulter les médecins ?

h) Est-il vrai que la médecine elle-même est impuissante pour combattre cette maladie ?

8° La toiture de ma sacristie est depuis longtemps en très mauvais état. La municipalité le sait, j'ai fait constater au maire que l'eau pénétrait à l'intérieur et dégradait tout, même les linges et les ornements. La commune ne manque pas de ressources, puis-je dans mon prochain budget, indiquer cette dépense comme extraordinaire, et demander, après autorisation épiscopale, un secours à la commune, pour faire ces réparations urgentes ?

9° Dans ma paroisse, l'instituteur a toujours été seul chanteur. Pour Pâques, il ne chantera plus, c'est sa prévenante docilité aux conseils supérieurs qui lui a fait prendre cette détermination. L'on propose de le remplacer par un homme qui sait chanter, mais qui demande 150 fr. par an. La fabrique est trop pauvre pour faire ce traitement. Le maire se déclare incompetent, il regarde la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme chose faite déjà. Quelques municipaux avancés, ont l'ingénieuse pensée de m'enlever mon supplément pour arriver, sans nouveaux frais, à payer un chanteur, et à ne pas tourmenter leur dévoué instituteur.

N'ayant plus de secours de la commune l'an prochain, ne pourrais-je pas donner, à ces messieurs, une petite leçon de politesse en ne disant plus qu'une messe basse ?

R. — Ad I. Cela dépend de la nature du déficit, et du contenu du budget. Avant d'accorder des secours, la commune peut se faire présenter les comptes et le budget, critiquer et contrôler les dépenses. La commune n'est obligée à venir au secours de la fabrique que lorsque celle-ci démontre péremptoirement qu'elle n'a pas de ressources suffisantes, et seulement pour les charges portées à l'art. 30 du Décret du 30 décembre 1809, et celles indiqués dans l'art 92 du même Décret, relativement au logement des curés et aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.

Mais quand la commune a refusé le subside, et que l'évêque l'a déclaré nécessaire, le Préfet peut l'inscrire d'office au budget de la commune.

Ad II. Rien ne s'oppose à ce que l'on mentionne le départ motivé ou non d'un membre de la fabri-

que, seulement les motifs ne se présument pas; pour les spécifier, il faut les bien connaître.

Ad III. Pourquoi pas ? Cela ferait juger ces ineptes tracassiers par l'autorité compétente dans le cas où l'on aurait à porter plainte contre ces messieurs, et, en tout cas, leur sottise resterait consignée dans les archives de la paroisse.

Ad IV. Ceci est une question de conduite privée. C'est au curé qu'il appartient de voir ce qu'il peut et ce qu'il doit. Il est inouï qu'un paroissien s'arroge le droit de venir désorganiser un service sous prétexte qu'un des serveurs de l'église lui déplaît, et d'en imposer un de son choix. Quoi qu'il en soit, le chantre évincé a droit à ses émoluments comme s'il exerçait ses fonctions. Un curé ne peut ni ne doit embrasser les querelles personnelles, et froisser injustement une personne pour faire plaisir à une autre, *non est acceptio personarum*. Le cas échéant et urgent, on fait autant que possible de la conciliation, par exemple en obtenant du chantre (tout en lui payant son droit) qu'il se retire spontanément de la cérémonie.

Ad V et VI. Ceci est encore une question de conduite qu'il conviendrait de faire trancher par l'évêque diocésain, quand les statuts locaux gardent le silence sur cette matière. Liturgiquement, les femmes quelles qu'elles soient ne sont pas admises pas plus dans le bas clergé que dans le clergé supérieur *ne scandalizentur Angeli Dei*. Mais la nécessité fait bien souvent fléchir les règles. Dans le cas où l'on demanderait à une femme quelconque, religieuse ou laïque, de chanter ou de tenir l'orgue, il faut, autant que possible, la placer en dehors du chœur et de telle manière que le public ne l'aperçoive pas; et s'il devait surgir le moindre scandale, il vaudrait infiniment mieux ne pas chanter du tout. Nous basons notre opinion sur ce que les religieuses, à défaut d'enfants de chœur, peuvent répondre à la messe, de leur place, mais non y servir à l'autel.

Ad VII. a) Assurément l'église doit être interdite à quiconque la profane; or, toutes ces observances de sorciers et de rebouteux constituent une profanation au premier chef, et le curé chargé de la police dans le temple peut en chasser quiconque ne s'y comporte pas convenablement. Assurément l'église est un lieu de prière, ouvert à tous, mais à tous ceux qui s'y comportent conformément aux lois. La police doit prêter main forte au curé qui se trouverait dans le cas d'opérer une de ces expulsions.

b) Assurément, on le peut et on le doit.

c) Même réponse.

d e f) Le pèlerinage à saint Hubert, c'est-à-dire l'invocation de ce saint pour se prémunir contre cette horrible maladie ou pour en guérir est célèbre, et a reçu l'approbation du clergé et de l'évêque de l'endroit. Cette dévotion et mille autres analogues sont bonnes, pourvu qu'elles ne revêtent pas le caractère d'une superstition. Dans

ces conditions, le culte des saints est parfaitement légitime, et la confiance dans leur intervention, se rapportant à Dieu lui-même, l'est également.

g) Quand un remède est reconnu comme efficace d'une manière avérée, qu'on le lise dans un journal ou dans un almanach nous ne connaissons pas de loi civile qui interdise de le prendre ; il y a des lois qui défendent de le vendre ou de l'ordonner à moins d'être médecin ou pharmacien. Sous ce rapport, nous sommes fort sceptiques, et nous croyons volontiers plus à un remède donné par le savant qui a étudié que par quelque vieille bonne femme qui, n'ayant pas étudié, peut avec la meilleure foi commettre des imprudences souvent irréparables.

h) Oui, la médecine se déclare impuissante à guérir la rage quand elle est parfaitement déterminée. C'est du moins ce que plusieurs médecins nous ont affirmé. Mais ils parviennent souvent à l'empêcher de se produire à la suite des morsures des chiens hydrophobes, moyennant la cautérisation immédiate et d'autres moyens curatifs.

AD VIII. Oui, *ex suprà dictis*. C'est une dépense obligatoire pour la commune quand la fabrique a démontré qu'elle était incapable d'y pourvoir elle-même.

AD IX. Parmi les charges obligatoires de la fabrique, et subsidiairement de la commune, quand la fabrique manque de ressources, il y a le paiement du chantre et autres serviteurs de l'église. Sous ce rapport, on peut forcer la commune à donner un secours. Mais le supplément fait au curé ne compte pas parmi les charges obligatoires. La commune peut le supprimer sans raison, et, depuis quelque temps, elle le fait d'une manière générale.

A son tour, le curé peut se dispenser de chanter la messe ; mais il conviendrait qu'il ne prit point une pareille détermination sans prendre langue auprès de ses chefs hiérarchiques. Pour les questions de conduite extérieure, surtout en cas de conflits avec les autorités civiles ou avec ses paroissiens, il est toujours utile et souvent nécessaire de s'adresser à son évêque ou à ses vicaires généraux.

Q. — 1^o Notre école communale congréganiste des filles a été laïcisée l'une des premières ; j'ai dû avec le concours de plusieurs personnes de cœur et de bonne volonté, établir aussitôt une école libre congréganiste et gratuite, alors que la municipalité pensant renverser notre établissement, réglait que l'école laïque des jeunes filles serait gratuite.

Nonobstant la pression municipale et administrative, notre école congréganiste est florissante et renferme deux tiers des élèves fréquentant les écoles.

Or, voici que pour mettre obstacle à son recrutement, l'Inspecteur d'arrondissement, sous couleur de visite à notre école libre, alors qu'il était en inspection des écoles communales, est venu demander à la directrice des classes si elle avait dans sa classe des élèves au-dessous de cinq ans.

La directrice lui a répondu qu'elle en avait quelques-unes, suivant en cela l'exemple de l'instituteur et de l'institutrice communale, qui en recevaient également.

L'inspecteur a répondu que la directrice de l'école libre n'avait point à s'occuper des autres classes, que pour elle,

elle devait tout d'abord congédier ces enfants et qu'en ne le faisant pas, elle s'exposait à voir fermer son école.

Je me suis enquis d'autre part auprès d'instituteurs et d'institutrices du voisinage, s'ils admettaient les élèves au-dessous de cinq ans et s'ils y étaient autorisés ; ils m'ont répondu qu'ils admettaient ces enfants, qu'ils n'avaient point d'autorisation à ce sujet, et qu'ils pensaient qu'il y avait une tolérance tacite de l'autorité académique à ce sujet.

Je vous demande donc :

1^o Si M. l'Inspecteur peut arbitrairement faire exclure de l'école des sœurs les élèves au-dessous de cinq ans alors que l'instituteur et l'institutrice laïques reçoivent à leur classe des élèves de cet âge.

2^o Si dans la circonstance actuelle, il serait loisible à nos sœurs, après avoir approprié une salle particulière à une salle d'asile, avec mobilier, cour différente de celle des plus grandes élèves, préau en rapport avec le nombre des élèves, maîtresse brevetée pour tenir salle d'asile, si, dis-je, dans ces circonstances, il leur serait loisible d'ouvrir une salle d'asile, comme on ouvre une école libre après déclaration à la mairie, affichage, et expédition des différentes pièces de déclaration, et s'il n'y aurait pas à craindre une opposition arbitraire, de la part de M. le Recteur ou Préfet du département, à l'ouverture de cette salle d'asile.

3^o Quelles seraient d'autre part les déclarations et formalités spéciales, qui devraient être faites pour l'ouverture légale d'une salle d'asile.

4^o L'institutrice communale ne reçoit en plus que 31 élèves, alors que nos sœurs en ont 55 ; or Mlle l'institutrice est gratifiée d'une sous-maîtresse, payée je crois 500 fr. par la commune ; les contribuables qui savent que pour avoir droit à une sous-maîtresse dans une école communale, il faut un chiffre bien supérieur à celui de 35 élèves, ne pourraient-ils obtenir le dégrèvement de ces 500 fr., et quelle marche à suivre pour aboutir sûrement ?

Vous comprendrez facilement, M. le Directeur, que cet exposé a besoin d'une prompte solution, étant d'un intérêt capital pour le recrutement des écoles libres ; c'est vous dire qu'il convient d'y répondre aussitôt, et avant le travail d'ensemble que vous avez annoncé sur la législation actuelle des écoles, et que nous lirons avec un vif intérêt.

2^o Notre bureau de bienfaisance a été laïcisé au mois de décembre 1879. A la dernière réunion du mois de décembre le Président de la fabrique, un autre membre qui pendant 30 ans avait exercé les fonctions d'instituteur au pays, à la satisfaction de tous, enfin votre serviteur curé de la paroisse, ont été remerciés, et remplacés par d'autres membres.

A cette occasion, M. le curé a observé à M. le maire que jusqu'alors les quêtes faites à l'église pour les pauvres avaient eu lieu d'après son initiative, et par des personnes qu'il désignait ; qu'il en avait été ainsi ; parce qu'il était membre du bureau de bienfaisance, il coopérait à la formation de la liste des indigents, et à l'affectation des secours à ceux qui de sa connaissance aussi étaient des plus nécessiteux, mais que devenant étranger aux travaux du bureau de bienfaisance désormais, et ne pouvant se désintéresser du soulagement des pauvres, il prévenait M. le maire qu'à dater de ce jour il ne verserait rien des quêtes qu'il ferait faire à l'église, chez le percepteur, mais en serait pour les pauvres qu'il reconnaîtrait comme des plus nécessiteux. M. le maire n'a fait d'autre part aucune objection à cet exposé.

Le renouvellement du bureau de bienfaisance ayant été aussitôt connu du public, plusieurs personnes sont venues demander à M. le curé, si les quêtes pour les pauvres faites à l'église seraient dorénavant versées au bureau de bienfaisance, le prévenant que s'il en était ainsi, elles ne donneraient plus. Alors, pour dégager totalement sa responsabilité, M. le curé, avec tous les ménagements nécessaires en pareille occasion, a prévenu les habitants de la paroisse, au prône, que les quêtes faites à l'église, pour les pauvres, par les personnes désignées par M. le curé, seraient pour les pauvres secourus par M. le curé, et ne seraient point versées dans la caisse du bureau de bienfaisance.

D'autre part, que le tronc pour les pauvres « placé à

l'église par M. le curé, » pour ses pauvres, serait également affecté quant au petit produit qui en résulterait aux pauvres de M. le curé. Pour mettre à couvert sa responsabilité, M. le curé a proposé tout aussitôt aux deux autres membres évincés du bureau de bienfaisance de former un comité de charité, qui aurait sa liste d'indigents à secourir, et y affecterait les ressources mises librement à sa disposition, l'un d'eux désigné pour tenir la comptabilité en recettes et en dépenses, laquelle se réglerait chaque année.

Ce comité fonctionne depuis deux ans, il rend des services, aucune entrave n'a été apportée à son action jusqu'ici.

Je demande s'il est dans la légalité, et s'il n'y était pas, que devrait-il faire pour pouvoir toujours utilement, rendre son mode d'organisation tout à fait inattaquable, et continuer à soulager ceux que l'oubli, ou l'esprit de parti, laisse parfois dans le besoin ?

R. — Ad I. 1° L'arbitraire n'est jamais légal. Si la loi défend (elle le défend en effet) d'admettre dans les écoles primaires des enfants au-dessous de 5 ans, l'inspecteur ne peut le permettre pas plus aux écoles publiques qu'aux écoles libres, et s'il le permet à une école, il doit le permettre aux autres. Mais comme dirait Pascal, vérité en deçà, mensonge en delà des monts, c'est-à-dire qu'on a souvent deux poids et deux mesures, et aujourd'hui plus que jamais on a à redouter cette justice boiteuse. Toutefois, nous ne pouvons croire que le conseil académique ose punir dans l'école libre un fait existant dans l'école publique. La directrice ferait bien de demander l'autorisation en s'appuyant sur l'exemple de l'école publique, et, en cas de refus, faire parler les journaux.

2° et 3° Il serait préférable d'ouvrir une salle d'asile libre, et pour cela il est nécessaire, mais il suffit de remplir les formalités contenues dans les art. 25 et 27 de la loi du 15 mars 1850. Quand toutes ces formalités ont été remplies, on n'a pas à craindre de l'opposition ni de la part des autorités académiques, ni de la part du préfet.

4° C'est au conseil municipal à agir en cette circonstance. Mais si le conseil municipal est lui-même l'auteur de l'illégalité qu'on nous signale, il faut le dénoncer au préfet ou même au ministre. Nous ne nous dissimulons pas que cette voie, tout en étant régulière et la seule qu'il fallut tenir, est loin d'être toujours efficace, surtout aujourd'hui. Le meilleur de tous les moyens c'est de se souvenir de ce gaspillage des deniers communaux au jour des élections. Il y a là une arme : qu'on s'en serve énergiquement.

Ad II. Un curé évincé du bureau de bienfaisance n'est pas exempt pour cela de son devoir professionnel de secourir les pauvres de sa paroisse ; et il doit user pour remplir ce devoir de tous les moyens dont il dispose, comme l'appel à la charité de ses fidèles, les quêtes, le tronc, etc. En usant de ces moyens, il ne dépouille pas le bureau de bienfaisance du droit que lui confère la loi de faire des quêtes ou de placer un tronc dans les églises. Ces droits respectifs du curé et du bureau se concilient très-bien. Par conséquent notre correspondant est dans la légalité pourvu qu'il n'empêche pas le bureau de bienfaisance de faire ses quêtes et de placer un tronc dans l'église

paroissiale conformément à la loi qui régit la matière.

Q. — 1° Dans le cimetière de notre commune il y a un caveau tout récemment construit et « éloigné de toute allée. Le concessionnaire consent à payer le terrain occupé par la maçonnerie, mais il refuse de payer le terrain nécessaire pour communiquer à l'entrée qui se trouve placée en dehors des murs et à une profondeur de 70 centimètres environ sous terre. Il prétend que la commune doit lui fournir ce terrain gratis. Les prétentions du concessionnaire sont-elles fondées ?

2° La question à trancher est-elle du ressort du conseil municipal, et dans l'affirmative, les intéressés, membres du dit conseil, peuvent-ils prendre part à la délibération ?

3° Après délibération, si le conseil municipal condamne le concessionnaire à payer le terrain nécessaire pour arriver à l'entrée de son monument et que celui-ci s'y refuse, quel moyen doit prendre le susdit conseil pour l'obliger à payer d'office ?

4° Enfin un maire peut-il de son propre chef, sans même prévenir son conseil, autoriser dans le cimetière de la commune, la construction d'un monument à l'endroit où le désire le demandeur ?

R. — Ad I. Nous sommes de l'avis du concessionnaire. Quand on achète une concession dans un cimetière, on n'achète que le terrain nécessaire pour le monument qu'on se propose de bâtir, et nullement les avenues ou chemins par lesquels on doit y aboutir. Les sentiers dans les cimetières sont libres et ouverts à tout le monde. Si l'on faisait payer cette sorte d'allée, il s'ensuivrait que nul autre que l'acheteur n'aurait le droit de passer par là : ce qui serait exorbitant et contraire à la destination sacrée des cimetières.

Ad II et III. Elle serait du ressort du conseil municipal, si cette interdiction opposée au concessionnaire était l'objet d'une clause dans le cahier des charges ; car le cahier des charges est confectionné par le conseil municipal. Mais si elle n'y est pas contenue, le conseil municipal ne peut pas l'y introduire après coup. L'autorité administrative supérieure elle-même ne serait pas compétente pour apprécier et décider. Cela ressort des tribunaux parce qu'il s'agit d'une propriété, ou tout au moins de l'usage d'une propriété.

Les conseillers municipaux dont il s'agit ne pourraient pas décemment voter dans une question où ils seraient juges et partie ; mais si la question est générale et regarde tout le monde, ils peuvent siéger et voter, bien qu'ils se trouvent compris dans la catégorie des personnes que cela regarde.

Ad IV. Oui, ceci ressort de son droit de police spécial sur les cimetières.

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Nous devons rectifier deux erreurs de copiste qui se sont glissées dans notre dernier article. Pour calmer les quintes de toux, l'on peut

recourir, lorsqu'on fait usage d'huile de foie de morue, non pas au *cyanure*, qui est très-dangereux, mais au *bromure* de potassium.

Dans la fabrication du vin de quinquina, il faut, après l'addition du vin, faire macérer non pas 10 heures mais 10 *jours*.

Un de nos bienveillants lecteurs nous demande une recette pour blanchir l'ivoire des crucifix.

Nous serions, pour parler franchement, peu partisans de ce nettoyage de crucifix d'ivoire. Cette teinte jaunâtre, même un peu foncée, les rend plus artistiques et peut-être plus vénérables.

Si toutefois notre correspondant tient à blanchir son crucifix, il peut en toute confiance user du procédé dont il est question dans sa lettre, à savoir : soumettre chaque soir son crucifix à l'action de la rosée ; mais qu'il se garde bien de l'exposer aux rayons d'un soleil trop ardent ; nous lui conseillerons de ne pas le laisser dehors, en cette saison, au-delà de 9 heures du matin. Une personne de notre connaissance, pour avoir négligé cette précaution, a eu le regret de voir son beau christ couvert de gerçures et de lignes noires.

Nous ne connaissons pas d'autre procédé inoffensif. La potasse, ou les ingrédients à base de potasse, nettoieraient sans doute l'ivoire, mais détermineraient dans la suite, la formation de taches plus graves que la teinte jaunâtre disparue.

On nous a demandé après les renseignements sur le cuir à chaussures, la recette pour préparer un bon cirage ?

Nous indiquerons plusieurs recettes, qui toutes donnent des résultats satisfaisants, on n'aura donc que l'embarras du choix.

Cirage Jacquard.

Noir d'os 750 grammes, huile d'olive 500 gr. ; mêler, broyer et ajouter :

Bleu de Prusse, 30 gr., laque d'Inde, 30 gr., acide muriatique, 250 gr., mélasse, 1000 gr.

Mêler bien et ajouter encore :

Gomme arabique, 125 gram., fondue dans une quantité suffisante d'eau.

Pour obtenir le cirage liquide, délayer cette pâte dans une quantité suffisante de vin ou de bière.

Cirage anglais.

1^{re} RECETTE. — Mettez dans une terrine 2 kilog. de mélasse, mélangez avec 2 kil. de noir d'ivoire. Faites infuser d'autre part pendant une heure 120 grammes de noix de galle concassée dans 1 litre d'eau bouillante, puis passez à travers un linge. Dans un deuxième litre d'eau, faites dissoudre 120 grammes de sulfate de fer. Mélangez la moitié de cette dissolution avec la mélasse et le noir d'ivoire ; ajoutez à l'autre moitié 400 gr. d'acide sulfurique ordinaire et versez-la peu à

peu dans la terrine en agitant continuellement. Une effervescence se produit, et la pâte se boursoufle et s'épaissit. Enfin ajoutez la dissolution de noix de galle. Si vous voulez obtenir un cirage liquide, étendez cette pâte de 5 litres d'eau.

2^e RECETTE. — Noir d'ivoire 350 gr., mélasse, 350, acide sulfurique, 45, acide chlorydrique, 45, vinaigre, 170, gomme arabique, 20, huile de lin ou d'olive, 20.

3^e RECETTE. — Noir d'ivoire, 150 gr., acide sulfurique, 126, sucre candi, 60, vinaigre, 500, bière, 250, gomme arabique, 15, huile de lin ou d'olive, 15, bleu de Prusse, 15 gr.

Faire dissoudre et mélanger comme il a été dit dans la première recette.

Cirage ordinaire.

Mélasse 150 gr., noir animal 126, huile d'olive 16, vinaigre 125, acide sulfurique 60, eau, quantité suffisante.

Un de nos abonnés nous demande la manière de détruire les fourmis qui nuisent aux arbres et aux fruits.

La seule espèce qu'il importe de combattre est la fourmi noire ; les autres sont à peu près inoffensives.

On met au pied de l'arbre du miel, du sirop ou des fruits mûrs et écrasés, mélangés à du sublime corrosif ou à de l'arsenic blanc. On peut encore, le soir, quand le temps est mauvais, entourer la base de l'arbre, d'une ceinture de laine ou de coton, enduite de goudron ou de glu. On enlève de temps en temps celles qui sont prises au piège. Beaucoup de jardiniers mettent dans une bouteille un peu d'eau sucrée, ou miellée, et placent cette bouteille au pied de l'arbre ou la fixent à une branche. Les fourmis y entrent et se noient. Si la fourmillière était au pied de l'arbre, il suffirait de verser, lorsqu'elles sont toutes rentrées, de l'eau bouillante en assez grande quantité, d'abord autour, puis au centre ; pas une fourmi n'échapperait.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 11 maii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

Le premier volume paru a XII-561 pages; le troisième XVI-808; le quatrième, comme il vient d'être indiqué, XII-576. — Le deuxième volume, remanié de fond en comble, et qui pourra être considéré comme un travail entièrement nouveau, a déjà reçu les derniers soins de l'auteur et s'imprime activement.

Après la publication de l'ouvrage entier, le prix du volume sera porté de 10 fr. à 15 fr., soit une augmentation totale de 20 fr. Les volumes ne sont payables qu'à leur réception, ou suivant les conditions demandées par les souscripteurs.

Les ÉPOPÉES FRANÇAISES, vrai monument de notre vieille poésie nationale, ont leur place naturelle, et méritée à tous titres, auprès de ces grandes collections qui s'appellent : *Histoire littéraire de la France*, *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, *Gallia Christiana*. C'est un ouvrage de lettré, d'érudit, un livre de bibliothèque publique, et pour les établissements scolaires un splendide prix de littérature.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Sous ce titre : *Les bons placements*, nous trouvons dans le journal financier *La Banque* un article spécialement consacré aux actions de la *Société générale de Librairie catholique*. Les considérations qui le précèdent feront surtout remarquer la valeur de la conclusion. C'est pourquoi nous le mettons en entier sous les yeux de nos lecteurs.

..

« Les capitaux ne se montrent plus aussi empressés que par le passé à venir à la Bourse. Les différentes opérations auxquelles nos financiers les ont associés dans ces derniers temps ayant presque toutes mal tourné, il ne faut pas s'étonner s'ils se montrent aujourd'hui à peu près sourds aux différents appels qui leur sont adressés. Sans doute, ils ne renoncent pas pour toujours à s'employer sur les bonnes valeurs de crédit, mais il va peut-être s'écouler deux ou trois ans avant que l'on ait à constater un changement dans leur nouvelle manière de voir.

« On les a trompés avec les emprunts étrangers qui sont à peu près tous au-dessous de leur taux d'émission; on les a trompés avec les entreprises industrielles étrangères; on les a trompés avec les actions des innombrables sociétés financières qui se sont créées depuis quarante ans, avec les titres des Compagnies d'assurances qui se sont multipliés avec une effroyable rapidité, avec les actions et les obligations de pure spéculation qui ne leur sont parvenues que majorées de 100 ou 200 0/0 pour avoir passé par des syndicats aux appétits insatiables.

« Ils n'ont trouvé la sécurité dont ils sont justement avides que dans un très-petit nombre de valeurs industrielles.

« Doit-on s'étonner si, après avoir éprouvé tant de désillusions, en se laissant guider par les financiers de la nouvelle école, l'épargne éprouve aujourd'hui le besoin de se recueillir et montre une certaine aversion pour le papier de bourse?

« Certainement non, et ce qui nous étonne, c'est que l'épargne n'ait pas plus tôt aperçu les dangers de l'abîme vers lequel on la poussait. Mais, comme rien n'échappe à la loi morale du

repentir, les capitaux de l'épargne reviennent aujourd'hui aux saines doctrines et reconnaissent qu'ils s'étaient fourvoyés, en se laissant aller à la remorque des agioteurs qui avaient fait de la bourse le théâtre de leurs exploits.

« Voilà pourquoi les capitalistes sérieux se détachent peu à peu des combinaisons stériles auxquelles on les avait associés pour reporter leurs forces sur nos grandes industries et créer des ressources permanentes au travail, seule base du progrès et de la richesse.

..

« En constatant ce revirement salutaire de l'épargne, notre devoir est de lui indiquer l'emploi qu'elle doit faire de l'argent qu'elle a retiré des valeurs qui ont perdu sa confiance. Cet argent ne doit pas, en effet, rester improductif. Le remployer avec discernement et le plus avantageusement possible dans les bonnes valeurs industrielles, c'est à quoi doit viser tout capitaliste intelligent.

« Dans les circonstances actuelles, l'épargne fera donc bien de se porter sur les actions de la *Société générale de Librairie catholique*, valeur dont les qualités sont démontrées par le compte-rendu des derniers exercices, de même que les nombreuses souscriptions aux actions nouvelles témoignent de la confiance du public dans cette importante institution.

La prospérité de cette entreprise montre ce que les actionnaires de la *Société générale de librairie catholique* doivent attendre de l'avenir de leur Société, qui a su conquérir à Paris une place si honorable dans l'industrie de la librairie et qui jouit d'une faveur reconnue par tout le monde.

« Cette société n'a pourtant pas atteint encore son plein développement. Elle enrichit sans cesse son Catalogue d'ouvrages et de publications utiles qui élargiront bientôt dans des proportions considérables sa sphère d'action, comme entreprise morale et financière.

« Les succès obtenus par la *Société générale de Librairie catholique* s'expliquent d'eux-mêmes par l'habile combinaison des éléments qui les produisent, et dont les trois principaux sont : 1° le choix scrupuleux des meilleurs auteurs connus; 2° l'immense publicité dont elle dispose et qui lui assure l'écoulement prompt et facile de ses ouvrages; 3° ses succursales à l'étranger, parmi lesquelles nous citerons les plus anciennes, celles de Bruxelles et de Genève.

« Avec de semblables éléments d'action, et grâce à l'activité et à la prudence de son habile Directeur, on conçoit facilement le splendide avenir qui est réservé à cette société, soit au point de vue intellectuel, soit au point de vue financier.

« Jusqu'à présent, la *Société générale de Librairie catholique* a su procurer à ses actionnaires des dividendes de 5 à 6 0/0; mais il est incontestable que ces dividendes s'élèveront encore au fur et à mesure que les opérations sociales se développeront. La plus-value de ses actions sera par conséquent, proportionnelle à ce rendement élevé.

« Nos lecteurs sauront, sans doute, apprécier de telles perspectives, et voudront profiter de l'excellente occasion que nous leur offrons pour mettre en portefeuille quelques-unes de ces actions, qui ont tous les avantages du placement sûr et rémunérateur. »

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement (Issy-sur-Seine)*). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PESTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENAY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in-32 de 294 pages. 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFFROY

MARIE IMMACULÉE MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS
 PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU
 LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVAINT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 f., 6 f., 10 f., 12 f., 15 f., 20 f., 25 f.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xvii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^or PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 20 :

PRÉDICATION : Pour la fête de la Pente-côte : quelques circonstances de la fête de ce jour. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. La veille de la Pentecôte, peut-on chanter la messe de *Requiem* pour un enterrement? — Doit-on faire mémoire de saint Jean, pape et m. rtyr? — Pour l'octave de la Fête-Dieu, peut-on donner la bénédiction onze jours de suite? Peut-on, le premier dimanche de l'octave, exposer le S. Sacrement avant la messe? A combien de reposoirs peut-on donner la bénédiction? — Une communauté peut-elle gagner les indulgences du chemin de la croix, si quelques personnes seulement parcourent les stations, les autres ne faisant que se lever? — Y a-t-il faute à faire mémoire des vivants au *memento* des morts? — Peut-on exiger des honoraires supérieurs au tarif pour des messes demandées à bref délai? — Un curé peut-il reporter au dimanche la solennité de la fête patronale jusque-là célébrée le jour de l'incidence? — Peut-on appliquer aux âmes du Purgatoire des messes dont les honoraires seront fournis par des offrandes non encore faites? — Une femme qui a incendié une grange par le conseil du mari, est-elle tenue d'en restituer la valeur avec les intérêts? — Un curé a-t-il tenu de célébrer un anniversaire qui lui est demandé? — La coutume peut-elle prescrire contre la rubrique qui ordonne au parrain de réciter le *Credo* et le *Pater* avec le prêtre? — Dans la contrition imparfaite, qu'entend-on par commencement d'amour de Dieu? — Doit-on absoudre en danger de mort une personne qui n'a aucun péché même véniel à accuser? Comment exciter à la contrition un pénitent qui n'a aucun péché grave? — L'Ordinaire n'ayant pas fait connaître l'obligation concernant les nouvelles leçons de saint Thomas et l'office de sainte Marthe, les prêtres sont-ils tenus d'observer les décrets? — Un fossoyeur requis de creuser la fosse d'un enfant mort sans baptême, dans la partie bénite du cimetière, peut-il le faire en conscience? — L'excommunication portée contre les fauteurs des concubinaires, frappe-t-elle les jeunes gens qui accompagnent les futurs époux à la maison où ils vivent maritalement avant le mariage? — Faut-il une autorisation pour la bénédiction *contra vermes et locustas*? — Comment obtenir que la faveur de l'autel privilégié soit transférée d'un autel à un autre? — Ceux qui célèbreraient le mariage en tant que contrat, sans vouloir recevoir le sacrement, pécheraient-ils? Auraient-ils reçu le sacrement? Seraient-ils valablement mariés? — Le beau-père doit-il les aliments à l'enfant d'une veuve mariée malgré lui à son fils, s'il y a doute sur la légitimité de l'enfant. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Combien de temps doit-on garder les factures et reçus se rapportant aux comptes des fabriques? — Un curé peut-il décharger sa responsabilité en disant au maire devant témoins, les dangers que court le presbytère, faute de réparations? — Quels droits paient les legs faits aux églises? — Le retard dans le paiement des impôts, donne-t-il droit d'exiger des intérêts? — Dans une paroisse où le casuel se paie en nature, le curé peut-il l'exiger devant le juge de paix? — Peut-on déclarer qu'on ne fera pas la première communion aux enfants dont les parents auront déclaré ne pas vouloir qu'ils reçoivent en classe l'instruction religieuse? — Rectifications sur la nomination des balayeurs de l'église; sur le renouvellement du conseil de fabrique d'une paroisse atteignant 5.000 âmes. — COURRIER DE L'UTILE : La vipère et remèdes contre sa morsure.

REVUE LITTÉRAIRE.

L'AUTRE VIE, par M. l'abbé Elie MÉRIC, professeur de théologie morale en Sorbonne.
3^e édition. 2 volumes in-8° 10 fr.
Le même, 2 vol. in-12. 6

Nous annonçons la troisième édition de *l'autre vie*. Trois mille exemplaires de cet ouvrage de grande allure et à vol puissant ont été enlevés en quelques mois. Il a été traduit en plusieurs langues, hautement recommandé par un grand nombre d'évêques, et il restera comme une des œuvres les plus fortement pensées et les mieux écrites de ce temps.

Toutes les erreurs du temps présent sur l'origine de l'homme et sa destinée sont exposées dans ce livre avec une lucidité remarquable et réfutées par une de ces argumentations nerveuses, puissantes et tout à la fois larges et détaillées qui caractérisent les grands esprits.

La doctrine chrétienne est présentée sous un jour nouveau, dans ses rapports avec les sciences

naturelles, que le savant auteur possède à fond, avec ordre, ampleur, précision. Lisez les chapitres sur le spiritisme et la *physiologie*, la résurrection des corps et la science, le dernier jour de la terre et le feu terrestre. — Quelle connaissance de la science à sa dernière étape, des magnifiques harmonies de la science et de la foi! Pour écrire de tels chapitres, il faut être philosophe, théologien et savant.

Ces pensées et ces recherches n'ont rien d'aride et d'abstrait. Elles sont présentées avec un charme austère de langage, et dans un style merveilleux de couleur, de précision, d'harmonie. L'éminent auteur est un maître dans l'art d'écrire. Un de ses admirateurs de la Sorbonne l'appelait le dernier des classiques. Ce qui est vrai, c'est qu'il a écrit un des plus beaux livres de notre temps et que ce livre restera.

Il faut en conseiller la lecture au prêtre qui doit défendre la foi, aux jeunes gens des hautes écoles qu'il faut préparer aux combats de la foi, aux médecins et aux incrédules qui consultent le prêtre et lui demandent avec anxiété le livre qui doit les éclairer.

C'est plus qu'un beau livre, c'est une bonne action, et nous savons que toute l'ambition de l'éminent auteur est d'avoir fait le bien et servi la cause si injustement attaquée de la vérité chrétienne.

L'abbé SERVALAN.
Docteur en théologie.

A l'approche du mois du Sacré-Cœur, et par la même occasion, en vue des fêtes du Très-Saint Sacrement, nous donnons dans ce numéro, comme pour le mois de Marie, une liste d'ouvrages spéciaux destinés à instruire et à édifier les fidèles.

En ce qui concerne plus spécialement la dévotion à la sainte Eucharistie, nous recommandons instamment de nouveau le beau livre de M. l'abbé Rolland : *Le Paradis sur Terre, ou le Mystère Eucharistique expliqué* etc. dont l'*Ami du clergé* a déjà parlé deux fois. Voici trois nouvelles lettres épiscopales adressées à l'auteur, et qui, en confirmant nos propres appréciations, expriment excellemment tout le bien que nous aurions encore à en dire :

LETTRE DE MGR MERMILLOD
Monthoux, 21 novembre 1881.

Monsieur l'abbé, je vous félicite d'avoir trouvé dans les rares loisirs de votre saint ministère, le temps de composer un bon livre sur la sainte Eucharistie.

Vous l'avez écrit avec une sérieuse piété, avec un sens pratique nourrissant l'esprit et le cœur, sans donner trop de part à la sensibilité et à l'imagination. Vous avez condensé toute la doctrine sur l'Eucharistie considérée comme *dogme, sacrifice et nourriture*; votre seconde partie sur Jésus, *compagnon de notre pèlerinage, notre modèle*, et votre étude sur les *Œuvres Eucharistiques*, complètent votre travail substantiel.

Je ne puis que m'associer aux suffrages que vous a donnés le pieux évêque de Langres, et je souhaite que votre livre exerce un apostolat de lumière et de piété, en faisant mieux connaître et mieux aimer le Dieu, trop souvent inconnu, de nos tabernacles...

† GASPARD,
évêque d'Hébron, vicaire apostolique de Genève.

LETTRE DE MGR L'ÉVÊQUE DE RODEZ.

Rodez, le 2 mars 1882.

Mon cher Monsieur l'abbé, J'ai hâte de vous remercier de votre *Paradis sur terre* ou le *Mystère Eucharistique*, que vous avez bien voulu m'envoyer. Votre livre suppose des études sérieuses; il est instructif, intéressant et il porte avec lui tout ce qui peut faire beaucoup de bien aux âmes. Les développements sont bien coordonnés, le style est facile, plein d'onction et de piété.

Toutes les grandes idées qui concernent la sainte Eucharistie sont comprises dans le vaste plan de ce volume : les grandeurs du saint Sacrement, le sacrifice de l'autel, la sainte communion, les bienfaits de la présence réelle, les leçons de l'Eucharistie, les œuvres eucharistiques entrent dans le cadre de votre long travail. La doctrine que vous exposez avec clarté et de manière à la faire saisir par le moindre de vos lecteurs, est bien celle de l'Eglise catholique.

Je recommanderai donc bien volontiers à mes fidèles ce livre qui leur fera connaître et aimer de plus en plus l'adorable sacrement de l'Eucharistie....

† ERNEST,
évêque de Rodez.

LETTRE DE MGR L'ÉVÊQUE D'ARRAS

Arras, le 21 février 1882.

Monsieur l'abbé, Je voulais prendre connaissance de votre livre, *Le Paradis sur terre*, avant de vous remercier de l'envoi que vous avez bien voulu m'en faire...

Je viens d'en terminer la lecture : elle a été pour moi pleine d'intérêt. Vous avez pleinement traité les divers points sous lesquels vous envisagez le mystère eucharistique. A l'exactitude de la doctrine vous unissez la clarté de l'exposition. La lecture de votre livre sera donc utile aux fidèles et bien propre à exciter et à alimenter une dévotion dont votre introduction montre si bien l'excellence.

Je suis heureux d'unir mes félicitations à celles dont vous a honoré votre digne évêque...

† JEAN-BAPTISTE JOSEPH,
évêque d'Arras, Boulogne et Saint-Omer.

L'EXCELLENCE DE LA DÉVOTION AU CŒUR ADORABLE DE JÉSUS-CHRIST, d'après le P. de Gallifet, commencé par un traité sur la dévotion au Cœur de Jésus. Dans une seconde partie, on trouve une étude particulière de cette dévotion, en ce qui concerne la France. Le volume se termine par un abrégé de la *Vie de la bienheureuse Marguerite-Marie*, la grande promotrice de la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus.

1 volume in-18. 1 fr. 50.

LE COMPTOIR DE COMMISSION DE LA Société générale de Librairie catholique.

DEMANDES.

Entr'autres commissions adressées dans la dernière quinzaine d'avril, on a demandé :

De *Laguëpic*, des soutanes d'enfants de chœur. — De *Sion (Suisse)*, des chandeliers d'autel. — De *Brousse (Asie-Mineure)*, des vêtements d'enfants et autres. — De *Semur en Brionnais*, de la revalésière du Barry. — De *Revest-des-Brousses*, des cartes de visite. — De *Saint-Georges-Grenada (Antilles Anglaises)*, du vin de messe, des ornements sacerdotaux, etc. — De *Saint-Laurent-de-Cuves*, des médicaments omœopathiques. — De *Genève*, des renseignements sur les prix d'oriflammes, écussons, etc. — De *Saint-Amant-Tallende*, le prix d'un coffre-fort, des rasoirs. — De *Roseau Dominica (Indes anglaises)*, de la soie de diverses couleurs, deux montres. — De *Saint-Come*, des renseignements sur un appareil photographique. — De *Courchapon*, une pharmacie de campagne, des vêtements, des articles de voyage, etc. — De *Cormier*, des renseignements et modèles de statues en fonte. — De *Oisly*, le prix d'un appui de communion de 4^m 80. — De *Ablon*, une statue de saint Joseph. — De *Saint-Vric-la-Perche*, un harmonium de 3 à 400 fr. — De *Fourmiguères*, une chasuble et trois chapes. — De *Aisey*, un Christ, des cachets de communion, etc. — De *Montmirail*, un jeu de billes de billard. — De *Saint-Pierre-de-Genezbroz*, deux douzaines de ronds de serviettes. — De *Quilou (Côte-Malabar)*, trois statues carton romain décor très riche. — De *Sons*, un tapis d'autel, un fauteuil, etc. — De *Château de Nanteuil*, un revolver et des cartouches.

ON OFFRE.

Une flûte, huit clefs, maillechort.

Un tableau sur soie, représentant la sainte Trinité et la sainte famille : 36 c. de large sur 39 de haut, cadre compris. — Peint, dit-on, par le Guide. Provient du château des Papes, en 1793, à Avignon. — Très rare et très précieux. — 1,500 francs.

Un herbier de 340 plantes classées par famille et de 50 autres non classées. — Un piano d'Erard à queue brevetée long de 1^m 95, large à la plus haute partie de 0^m 95.

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DE LA PENTECÔTE :
 QUELQUES CIRCONSTANCES DU MYSTÈRE DE CE JOUR

Spiritus Domini replevit orbem terrarum,
 et hoc quod continet omnia scientiam habet
 vocis. (Sap., I.)

Il y a dix jours nous fêtions le grand, le délicieux mystère de l'Ascension de Notre-Seigneur; aujourd'hui nous avons à célébrer le mystère non moins grand, non moins délicieux de la descente du Saint-Esprit, le mystère qui est le dernier terme de l'Incarnation, la dernière conséquence de la mort et de la résurrection du Sauveur, le dernier accomplissement de ses promesses. C'est en ce jour de la Pentecôte que l'ancienne alliance a cessé et que la nouvelle a commencé; c'est en ce jour que s'est faite solennellement la répudiation des Juifs, et la vocation des Gentils; c'est en ce jour que la Synagogue est morte et que l'Eglise a pris naissance. Je ne ferai autre chose, par ce discours, que de vous suggérer le sens de quelques particularités qui ont accompagné la descente du Saint-Esprit sur la terre. Vous y verrez ce qu'il a fait dans l'Eglise, et, pénétrés d'admiration, de reconnaissance et d'amour, vous vous déciderez, je demande à Dieu pour vous cette grâce, à garder avec soin ce divin Esprit dans vos cœurs, si vous avez le bonheur de le posséder, et si vous l'aviez perdu vous vous empresseriez de le recouvrer par une salutaire pénitence.

I

Et d'abord l'historien sacré dit que le Saint-Esprit est descendu aujourd'hui dans l'Eglise comme un vent violent : *Factus est repentè de cœlo sonus tanquam advenientis spiritus vehementis*. Pourquoi cela? Saint Cyprien va vous l'expliquer. Il nous dit : Rappelez-vous l'arche de Noé. L'arche de Noé était la figure de l'Eglise; or, le Saint-Esprit a paru aujourd'hui comme le vent, pour signifier que ce même Saint-Esprit qui a dirigé l'arche de Noé, dirige toujours l'arche, le navire de l'Eglise; et, comme le Saint-Esprit, en guidant l'arche de Noé, l'a sauvée des flots du déluge universel, le même Saint-Esprit, soufflant à la poupe du navire de l'Eglise, dirigeant l'Eglise, la sauve toujours des flots des erreurs et des persécutions des impies.

Jetons un coup d'œil sur l'histoire ecclésiastique. L'Eglise catholique a été battue pendant trois siècles par les flots des persécutions des tyrans; pendant trois autres siècles elle a été battue par les flots des invasions du mahométisme; pendant trois autres siècles elle a été battue par les flots de toute hérésie; pendant trois autres siècles elle a été battue par les flots de l'ignorance; pendant trois autres siècles elle a été battue par les conséquences du grand schisme d'Occident, et pendant les trois

derniers siècles elle a été battue par les erreurs du protestantisme. Quelquefois, au milieu de ces tempêtes, le navire de l'Eglise paraissait à jamais submergé, particulièrement à la fin du dernier siècle, alors que l'incrédulité et l'hérésie répétaient bien haut que l'« infâme » avait été détruit. Eh bien ! tout à coup, en un instant, lorsqu'on s'y attendait le moins, on a vu revenir à flot ce navire magnifique, royal, divin, et l'on remarqua qu'il n'avait pas même perdu un lambeau de ses voiles, un morceau de sa mâture, un degré de sa solidité, un quart d'heure de son chemin ! Pourquoi ? parce que, dit Théophilacte, ce navire a pour mât la croix ; ses voiles toujours blanches, ce sont ses doctrines toujours pures et sans tache d'erreur ; son capitaine est Jésus-Christ, son pilote est Pierre, son gouvernail est la foi, ses rameurs sont les anges ! L'Eglise s'avance toujours en sa marche victorieuse, parce que c'est le Saint-Esprit qui souffle sur elle et la dirige. Et c'est pourquoi ce navire, en abordant tous les rivages, en parcourant toutes les mers, par la prédication de l'Evangile, toujours tranquille, toujours assuré, continue son voyage vers le pôle du Paradis. Les navires des pirates, je veux dire des hérétiques ont beau le poursuivre, ils ne pourront jamais l'atteindre ; et ils sombrent l'un après l'autre sans pouvoir lui barrer la route. Et nous passagers du glorieux vaisseau de l'Eglise, de l'Arche sainte du Saint-Esprit, nous pouvons fièrement répéter aux ennemis de toute sorte, qui nous menacent, la parole d'un illustre et courageux Prélat : Nous ne vous craignons GUÈRE¹ ! Il y en a un plus fort que vous qui nous protège : c'est le Saint-Esprit !

II

La seconde circonstance qu'il faut remarquer dans le mystère de ce jour, c'est que le vent, figure du Saint-Esprit, remplit le cénacle tout entier : *Et replevit totam domum ubi erant sedentes*. Le Cénacle, où était présente la sainte Vierge, la reine des Apôtres, où se trouvaient : saint Pierre, le prince des Apôtres et le chef de l'Eglise, les Apôtres eux-mêmes, colonnes de l'Eglise, les premiers fidèles, représentants de l'Eglise, était vraiment l'Eglise du Saint-Esprit. « Donc, dit saint Augustin, le Saint-Esprit qui remplit cette maison, commence dès lors à remplir l'Eglise, à informer l'Eglise, à devenir l'âme de l'Eglise ; car ce que l'âme est pour le corps, le Saint-Esprit l'est pour le corps de Jésus-Christ, qui est l'Eglise. » Voyez en effet, l'âme non seulement fait vivre le corps, mais c'est l'âme qui donne à chaque partie du corps, à chaque membre, le pouvoir d'exercer ses fonctions ; de même, le Saint-Esprit non seulement fait vivre l'Eglise, mais c'est lui qui donne à tous les membres de

¹ Parole de Mgr Freppel, à la chambre des députés, séance du 6 mai 1882.

l'Eglise, à toutes les parties qui composent ce corps mystique, la faculté d'exercer ses fonctions. C'est en effet par le Saint-Esprit que les Apôtres évangélisent, que les martyrs subissent la mort pour J.-C., que les Docteurs enseignent, que les saints se perfectionnent, que le pasteur gouverne, que les fidèles obéissent, saint Paul ayant dit que dans l'Eglise, il y a une grande diversité de fonctions, mais que c'est toujours l'Esprit-Saint qui fait agir les membres de l'Eglise dans l'ordre qui leur est naturel, *divisiones vero gratiarum, idem autem Spiritus*. Remarquez aussi, ajoute saint Augustin, qu'un membre, lorsqu'il est séparé du corps, n'est pas suivi par l'âme, mais tombe en corruption et en poussière. ainsi, toute âme qui se sépare de l'Eglise, n'ayant plus part à sa vie qui lui vient du Saint-Esprit, est morte et incapable d'aucune action de la vie surnaturelle. Donc, attachons-nous toujours davantage à l'unité de l'Eglise, aimons la vérité, gardons fidèlement la charité afin que nous puissions parvenir au bonheur éternel !

III

Troisième circonstance : le Saint-Esprit apparaît sous forme de langues, *apparuerunt illis dispersitæ linguæ*. Saint Grégoire nous explique la raison de ce mystère : « C'est à cause de la relation qui existe entre la langue et le verbe, et parce que la langue est l'instrument du verbe. » Lorsque nous parlons, que faisons-nous ? Nous manifestons par la langue notre pensée, notre verbe à nous, notre raison. Donc, il y a un rapport entre la langue et la pensée de l'homme, entre la langue et le verbe de l'homme, parce que c'est par la langue que la pensée, que le verbe de l'homme se manifeste. Or, saint Paul nous a dit « que le grand mystère de Jésus-Christ nous a été révélé par le Saint-Esprit (Col., I, 16). » Jésus-Christ lui-même nous a déclaré que lorsqu'il aurait envoyé le Paraclet, c'est ce divin Esprit qui instruirait les Apôtres de toute vérité. En conséquence, le SAINT-ESPRIT EST LA LANGUE DU VERBE, et par suite, il devait se montrer sous forme de langues pour faire voir ce qu'il est en effet.

Ah ! comme a été grande, comme a été magnifique, la lumière que la primitive Eglise a reçue par le Saint-Esprit, par la langue du Verbe ! Voyez les Apôtres, voyez Pierre en particulier, ce Pierre si ignorant, si grossier, qui ne prend que dans le sens matériel les plus simples propos de Jésus-Christ, les paroles spirituelles les plus faciles à comprendre ; voyez-le aujourd'hui ! Il a été rempli du Saint-Esprit ! O Dieu, quelle sublimité de pensée, quelle élévation de style, quelle profonde connaissance de l'Ecriture sainte, de l'esprit des prophètes, quel ton de grandeur, de majesté, de magnificence, de force pour démontrer la divinité de Jésus-Christ ! Toute la multitude en est stupéfaite, émue, touchée jusqu'aux larmes. *His autem auditis compuncti sunt corde*. « Ne vous

étonnez pas, nous dit le pontife saint Léon, d'une instruction si rapide et si magnifique. On apprend vite, lorsque c'est Dieu qui se fait le maître de l'homme. »

Et par un prodige plus étonnant, le Saint-Esprit, langue du Verbe, parle les vérités de la foi dans tous les idiomes de l'univers, tandis que l'erreur n'a qu'une langue, celle de la nation où elle est professée. La vérité, elle, est de tous les temps, de tous les lieux ! Il parle, d'une manière infaillible, par l'organe principal de l'Eglise, le Pape. Non ! quand nous croyons au Pape infaillible, nous ne croyons pas à l'homme fragile comme l'un d'entre nous, mais au Saint-Esprit, s'exprimant par ses lèvres. Rappelons-nous le touchant récit qui est raconté dans l'histoire ecclésiastique. Une mère chrétienne venait d'être condamnée au supplice du feu, parce qu'elle n'avait pas voulu renier Jésus-Christ. Cette mère avait un enfant de huit ans. Le persécuteur voyant qu'il n'avait pas pu faire apostasier la mère, essayait par tous les moyens de faire apostasier l'enfant. — Tu te trompes, lui disait-il, en croyant que Jésus-Christ est Dieu ; ce n'est pas vrai. Et l'enfant lui répondait : Jésus-Christ est Dieu, je le sais avec certitude. — Et comment le sais-tu, mon enfant ? — Je le sais, parce que ma mère me l'a dit. — Eh bien ! qui est-ce qui l'a dit à ta mère ? — L'Eglise. — Et à l'Eglise qui le lui a dit ? — Le Saint-Esprit. Je ne puis pas être trompé par ma mère, comme ma mère ne peut pas être trompée par l'Eglise, comme l'Eglise ne peut pas être trompée par le Saint-Esprit. Je crois que Jésus-Christ est Dieu ; laissez-moi partager le sort de ma mère !... Il se débarrasse des mains du tyran, se jette dans le bûcher pour brûler comme le corps de sa mère, s'attache à son cadavre calciné et meurt avec elle !

IV

Les langues qui descendirent sur les Apôtres étaient de feu, *dispertitæ linguæ tanquam ignis* ! Symbole des vertus et spécialement du dévouement et de la charité que le Saint-Esprit allait faire éclore dans les Apôtres et plus tard, dans la suite des âges, dans les chrétiens. Quelle transformation ! Pierre, il y a quelques jours, avait renié Jésus-Christ devant une femme. Aujourd'hui, bravant les foudres de la Synagogue, la haine des Juifs, il reproche publiquement aux magistrats leur injustice, à Pilate sa lâcheté et sa faiblesse, aux prêtres leur hypocrisie, au peuple sa fureur ! Paul, le persécuteur, devient un apôtre ; Mathieu, le publicain, un évangéliste ; Thomas, l'incrédule, un martyr de la vérité ; Tous les apôtres bravent les tourments, les cachots, la flagellation, les opprobres, ils marchent le front haut, la joie dans le cœur, fiers d'être rendus dignes de souffrir quelque chose pour l'amour de Jésus-Christ. C'est le Saint-Esprit qui a fait tout cela ! C'est par le Saint-Esprit que depuis la Pentecôte jusqu'à nos

jours, dix-huit millions de martyrs de tout rang, de tout âge, de tout sexe, ont donné leur vie pour la foi. C'est par le Saint-Esprit que les premiers chrétiens, comme les vrais chrétiens de nos jours, ont préféré la pauvreté à la richesse, la chasteté aux jouissances des sens, l'humilité à l'orgueil et à l'ambition, le pardon des injures à la haine, le dévouement à l'égoïsme¹.

Ah! oui cela est vrai, sans esprit de sacrifice point d'enfants respectueux, point de parents dignes de ce nom, point de sujets soumis, point de chefs vraiment dévoués à leurs inférieurs, point de famille, de société, de civilisation! Mais sans le Saint-Esprit, *fons vivus, ignis, charitas*, il n'y a point de vraie charité, de vrai sacrifice, de vrai dévouement! Malheureusement, dans notre siècle dévoyé, des hommes veulent faire de l'ordre par la force, de la vertu par la science, une société sans Dieu. Ah! que Dieu ne leur permette pas d'accomplir leur néfaste expérience. Qu'il envoie plutôt, à cause de l'urgence et de l'immensité des besoins, son Esprit avec une plénitude exceptionnelle de grâces, son Esprit, vie de l'Eglise, guide de l'Eglise, âme de l'Eglise, afin qu'il nous soutienne, nous protège, nous éclaire et nous enflamme de tous les feux de la divine charité!...

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous nous avez dit que la bénédiction des fonts est obligatoire. Mais la messe est-elle absolument obligatoire? Si j'avais un enterrement à faire ce jour-là, pourrais-je chanter la messe de *Requiem*?

R. — La messe propre de la vigile est aussi obligatoire. Ce point, qui était controversé, fut résolu en 1869 sur la demande de Mgr Baillarzen, archevêque de Québec. L'illustre Prélat avait posé la question suivante : « An in parochiâ in quâ præter parochum nullus est alius sacerdos, si in diebus sancti Marci et Rogationum et in Vigilia Pentecostes occurrat sepultura, quæ anticipari vel differri non possit, facienda sit sepultura sine Missa defunctorum, vel potius omittenda functio diei, aut saltem missa hujus functionis, ut Missa pro sepultura celebrari possit? » Or, la Sacrée Congrégation répondit : « Affirmative ad primam partem, negative ad secundam et tertiam. Atque ita rescripsit et servari mandavit die 3 julii 1869, n. 5439. » Donc, en cas d'enterrement, un curé qui n'a pas de prêtre à sa disposition, doit faire la bénédiction des fonts et dire la messe de la vigile. L'enterrement doit se faire sans la messe de *Requiem*.

Q. — A la vigile de la Pentecôte, 1^o doit-on faire mémoire de saint Jean, Pape et martyr, à la messe et à laudes?

2^o Doit-on dire la neuvième leçon?

R. — Ad I. On doit faire mémoire de saint Jean à Laudes; mais on ne le peut pas à la messe, soit à la messe solennelle, soit aux messes basses; on ne dit pas non plus l'oraison commandée.

Ad II. On doit dire la neuvième leçon du saint?

Q. — Je me souviens d'avoir lu dans le journal le *Monde*, vers la fin de l'année 1879, une réponse de la S. Congrégation à un évêque de France sur l'usage du conopée, dont on recommande de recouvrir le Tabernacle. Le savant rédacteur de l'*Ami du clergé* ne pourrait-il pas reproduire le texte authentique de cette réponse?

R. — Nous n'avons pas souvenance d'avoir lu cette réponse de la sacrée Congrégation à un évêque de France, et nous ne pensons pas qu'elle ait été donnée, parce que nous la connaîtrions. Au reste, une réponse dans ce sens est parfaitement inutile, car nous avons prouvé d'une manière péremptoire dans l'*Ami du clergé* que le conopée est obligatoire.

Q. — 1^o Dans notre diocèse de B., on est autorisé à donner la bénédiction du T.-S. Sacrement depuis le deuxième dimanche après la Pentecôte jusqu'au dimanche suivant. On la donne chaque jour après la messe, puis au salut du soir. Or, pourrait-on commencer à donner ces bénédictions dès le jeudi précédent, jour de l'incidence de la Fête-Dieu, de sorte qu'on donnerait la bénédiction pendant onze jours de suite?

2^o Au même diocèse de B. le 1^{er} dimanche de la Fête-Dieu, on expose le T.-S. Sacrement avant la messe, peut-on conserver cet usage?

3^o Combien peut-on faire de reposoirs et donner de bénédictions aux processions de la Fête-Dieu. D'après le rit en usage on donnait autant de bénédictions qu'il y avait de reposoirs. *Quid juris?*

R. — Ad I. Vous ne pouvez pas donner la bénédiction du T.-S. Sacrement onze jours de suite; une telle pratique n'est aucunement fondée. Vous êtes autorisé, dites-vous, à donner la bénédiction depuis le second jusqu'au troisième dimanche après la Pentecôte. Soit. Cette autorisation, si elle a lieu, ne vous permet qu'une chose, c'est de différer cette bénédiction, mais nullement de multiplier les jours où vous la donneriez.

Ad II. Cet usage n'est pas conforme aux rubriques du Rituel et du Cérémonial des Evêques, lesquelles demandent que l'hostie destinée à être portée en procession ou à être exposée à l'adoration des fidèles, soit consacrée à la messe solennelle qui précède la procession ou l'exposition. Mais peut-il être conservé à raison de son ancienneté ou encore à raison de l'étonnement ou du mécontentement qui en résulterait pour les fidèles? Il ne nous appartient pas de le décider. Une telle question regarde l'autorité ecclésiastique.

Ad III. On peut faire autant de reposoirs qu'on le juge à propos. Mais les bénédictions ne doivent pas être multipliées; c'est certainement l'esprit

¹V. R. P. Ventura, Enseignement catholique, année 1853, p. 246 (29 volumes, prix 220 fr.; chez M. V. Palmé).

de l'Eglise. En 1652, les dignitaires de la cathédrale de Monopoli, au royaume de Naples, ayant posé ce cas à la sacrée Congrégation des rites : « An in processionibus in quibus per ipsas deferretur SS. Sacramentum, dum contingit illud poni super altaribus quæ eriguntur per viam, spectet dare populo benedictionem ante eadem altaria Parochis vel Regularibus ea erigentibus, an potius ipsismet Dignitatibus? » La sacrée Congrégation répondit : « In hoc servanda esse Cæremonialis prescripta, et semel tantum elargiendam esse populo benedictionem in fine processionis. » Ainsi donc une seule bénédiction, et cela à la fin de la procession. Voilà la règle.

Toutefois la sacrée Congrégation permet de « tolérer, » au diocèse de Volterrè en Etrurie, une coutume contraire très ancienne, à condition qu'on ne fera pas autant de pauses et qu'on ne donnera pas autant de bénédictions qu'il y a d'autels, mais seulement une fois ou deux, « sed semel vel iterum. » Cette réponse est du 23 septembre 1820, n. 4574.

Elle fut confirmée en 1859 pour le diocèse de Tarnow en Galicie. Mgr Pukolski avait exposé que dans ces contrées on donnait la bénédiction à tous les reposoirs, et de plus, deux bénédictions lorsque la procession était rentrée à l'église. La sacrée Congrégation répondit que ces usages étaient opposés aux rubriques et aux décrets; que l'on ne devait pas donner souvent la bénédiction en dehors de l'église, mais seulement une fois ou deux : « ... Non adeo frequenter extra ecclesiam benedictio donetur, sed semel vel iterum dumtaxat; ... in reditu supplicationis ad ecclesiam deponi debeat SS. Sacramentum super altari, et non nisi semel cum eo benedici, et quidem post expletum cantum stropharum *Tantum ergo* — *Genitori genitoque* cum versiculo et oratione... » (S. R. C., n. 5285, ad iv.)

En résumé, on ne doit donner qu'une ou deux bénédictions dans le cours de la procession, et une après le retour de la procession dans l'église.

Q. — 1^o Est-ce qu'une communauté, un pensionnat ou toute autre réunion de personnes peuvent gagner les indulgences du chemin de la croix, lorsque deux ou trois seulement de ces personnes parcourent les stations en lisant à haute voix, et que le reste des autres personnes, qui suivent en esprit les autres stations, ne font que se lever quand il le faut, sans bouger autrement de leur place.

2^o Ayant oublié au *memento* des vivants les intentions fixées pour les vivants, est-ce une faute, et quelle faute de les mêler au *memento* des morts, aux intentions des morts?

3^o Peut-on exiger ou accepter pour honoraire de messe un prix au-dessus du tarif, parce que la personne qui donne veut que les messes soient dites promptement et avant les autres dans la paroisse?

4^o Dans une paroisse conservée chrétienne, on a coutume de faire la solennité du saint Patron le jour où tombe la fête, c'est-à-dire qu'il y a ce jour grand-messe, sermon, vêpres. Les habitants ont l'habitude de faire la fête civile, celle des diners, le dimanche suivant. Aujourd'hui ils voudraient presque tous, faire comme ailleurs, c'est-à-dire que M. le curé réservât la solennité au dimanche suivant, pour que tout se fit ensemble. Peut-il accéder à leur demande?

Si la coutume se continue, comme M. le curé le désire, est-il tenu de dire le dimanche suivant, une messe votive solennelle du patron.

R. — Ad I. Une communauté, un pensionnat ou toute autre réunion de personnes qui font ainsi publiquement le chemin de la croix, gagnent les indulgences, si en agissant autrement il pouvait y avoir de la confusion. C'est la méthode suivie par saint Léonard de Port-Maurice. Or elle a été approuvée par une réponse de la sacrée Congrégation des Indulgences en date du 23 juillet 1757 : « Ut nimirum pro publico exercitio Viæ Crucis, quando perturbatio excitari potest, observetur methodus a P. Leonardo a Portu-Mauritio proposita, ut videlicet, unoquoque de populo suum locum tenente, sacerdos cum duobus clericis sive cantoribus circumeat, ac sistens in quolibet statione, ibique recitans peculiaris consuetas preces, cæteris alternatim respondentibus... » Cette solution de la Congrégation ayant été présentée à Sa Sainteté, fut approuvée par Elle le 6 août de la même année. On peut donc suivre cette méthode toutes les fois que l'exercice du chemin de croix se fait publiquement et qu'il pourrait y avoir du trouble en agissant autrement.

Ad II. Il est irrégulier de mêler le souvenir des vivants au *memento* des morts puisque les paroles de la liturgie n'appellent l'attention du prêtre que sur les défunts. Mais y a-t-il péché à agir ainsi? Il y a évidemment un certain désordre; mais ce désordre ne constitue certainement pas une faute grave, si toutefois il y a faute. Nous nous bornons à ces quelques mots, n'ayant pour nous guider en cette matière ni les auteurs, ni des principes certains de théologie ou de liturgie.

Ad III. On ne peut pas « exiger » un honoraire plus élevé que le tarif pour la raison indiquée, car tous les canonistes sérieux ne permettent d'outrepasser le tarif que dans le cas où une certaine peine extraordinaire serait attachée à la célébration de cette messe, par exemple s'il fallait se rendre à une grande distance, ou bien la célébrer à une heure incommode, ou quelque autre motif de ce genre, ce qui n'a pas lieu dans le cas proposé.

Mais peut-on « accepter » cet honoraire plus élevé? Assurément, pourvu qu'on ne l'ait pas exigé, ni sollicité en aucune façon. Car aucune loi de l'Eglise ne défend aux fidèles de donner une rétribution plus élevée que la taxe diocésaine.

Ad IV. Un curé peut accéder au désir de ses paroissiens qui veulent que la solennité de la fête patronale soit remise au dimanche suivant. Nous pensons même qu'il le doit, car l'Indult Pontifical pour la réduction des fêtes en 1802 porte le mot *celebrabuntur* : « Festa... Epiphaniæ Domini, SS. Corporis Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli, et sanctorum patronorum cujuslibet diœcesis et parœciæ, in Dominica proxime occurrente in omnibus ecclesiis celebrabuntur. »

Mais cette translation de la solennité extérieure au premier dimanche ne doit pas empêcher le curé de célébrer encore la fête, même avec pompe le jour de l'incidence. C'est même la volonté du Saint-Siège, comme on peut le voir par le décret explicatif donné le 21 juin 1804 au Vicaire-Général de l'Archevêque de Malines :

« Officia Epiphaniæ Domini, SS. Corporis Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli, et SS. Patronorum cujuslibet Diœcesis et parœciæ recitanda erunt a clero tam privatim quàm publice in ecclesiis, et missa de eisdem festis dicenda in proprio suo die. »

Le texte du Concordat du 9 avril 1802, ainsi que le décret de 1804 semblaient assez explicites. Néanmoins ils ne furent pas compris ainsi en certains diocèses, et surtout ne furent pas mis en pratique dans la plupart des pays. Dans quelques diocèses, les fêtes et leurs octaves commençaient seulement le dimanche suivant et ne se terminaient que le dimanche subséquent, soit pour la messe, soit pour le Bréviaire. En 1831, l'Archevêque de Rennes et l'Evêque du Mans éprouvèrent des inquiétudes. Leurs Graceries demandèrent si réellement les fêtes devaient commencer avec leurs octaves le jour de leur incidence, et si dans ce cas, ces fêtes devaient se célébrer solennellement avec grand-messe et vêpres le jour de l'incidence, bien que le peuple ne soit pas tenu de se reposer et d'assister à la messe. La sacrée Congrégation répondit affirmativement.

Enfin en 1835, l'Evêque de Namur renouvela clairement la question : « An igitur in festis, quorum solemnitas differtur in occurrentem proximam Dominicam, Officium publicum tam matutinum quàm vespertinum peragendum est sicut ante reductionem ? » La sacrée Congrégation répondit : « Affirmative. » (S. R. C. 23 mai 1835, n. 4746, ad xiv, 5.)

Vous voyez donc que vous entrez tout à fait dans l'esprit et la volonté de l'Eglise en célébrant comme avant la révolution, la fête de votre patron le jour de l'incidence. On devrait en faire autant à l'incidence de l'Epiphanie, de la Fête-Dieu, et de la fête des SS. Pierre et Paul.

Q. — 1^o Il est d'usage ici de dire plusieurs messes par semaine pour les âmes du Purgatoire. Nous percevons l'honoraire sur les offrandes faites par les fidèles aux diverses fêtes d'âmes de l'année.

Je demande si on ne pourrait pas acquitter des messes pour les pauvres âmes par anticipation ou, en d'autres termes, si après avoir épuisé les offrandes de l'année courante on ne pourrait pas célébrer pour les défunts de la paroisse des messes dont l'honoraire ne pourra être touché que l'année prochaine, lorsque les « fidèles renouvelleront » leurs offrandes ?

2^o Sur le conseil de son mari, une jeune femme met l'incendie à une vieille grange, faisant partie de sa dot. Cet immeuble étant assuré, la Compagnie verse entre les mains des deux époux la somme de 300 fr. Sommée de restituer, la femme coupable répond à son confesseur qu'elle le voudrait bien, mais que son mari s'y oppose. Le confesseur peut-il l'absoudre ? Ne doit-il pas aussi exiger la restitution des intérêts échus de la susdite somme de 300 fr. ?

3^o Un jeune homme de bonne famille avait jusqu'ici régulièrement accompli son devoir pascal, depuis quelque temps des bruits circulent sur son inconduite : « doit-il être admis » à la communion pascale ?

R. — Ad I. Il est certain que vous pouvez valablement et licitement dire la messe pour des personnes décédées quoiqu'on ne vous ait pas encore demandé de messes pour elles, parce que vous célébrez pour un objet parfaitement déterminé et pour des besoins actuellement existants. Tout ce que vous risquez, c'est de perdre l'honoraire dans le cas où vous quitteriez la paroisse, ou dans le cas où vous ne recevriez plus les offrandes des fidèles. Mais il peut surgir des difficultés. Une ou plusieurs personnes peuvent mourir après que vous aurez appliqué ces messes. Or ces messes n'auront pas pu être appliquées à ces personnes, parce qu'il est très probable que le fruit du sacrifice ne peut être suspendu, et qu'en tous cas plusieurs Souverains Pontifes ont défendu sous les peines les plus sévères de faire ces applications anticipées. Il faudrait donc que vous procuriez à ces personnes récemment décédées un avantage aussi grand que celui qu'elles retireraient des messes que vous devriez leur appliquer. En résumé, nous pensons que vous feriez mieux de ne pas anticiper ces applications.

Ad II. Les époux incendiaires sont tenus solidairement de restituer les 300 fr. avec les intérêts à la Compagnie. Mais la femme n'ayant rien, on le suppose, dont elle puisse disposer par elle-même, on ne peut exiger d'elle que la bonne volonté et la promesse de faire tous ses efforts auprès du mari pour l'amener à restituer, en attendant qu'elle le puisse elle-même.

Ad III. Le curé ou le prêtre qui distribue la sainte Communion, ne peut la refuser que s'il est pécheur public. Or pour qu'il le soit, il est nécessaire que son état d'inconduite soit certain et qu'il ne l'ait quittée ou rétractée d'aucune manière. Des bruits ne suffisent pas.

Le confesseur verra d'après les aveux et les dispositions du pénitent ce qu'il devra juger.

S'il y a eu inconduite, même notoire, mais que le pénitent renonce au désordre, le confesseur n'aurait pas à lui défendre d'accomplir le devoir pascal, sauf à lui enjoindre ce qui serait de nature à lever le scandale.

Q. — Un prêtre qui a charge d'âmes a-t-il le droit de refuser la célébration d'un anniversaire, d'une neuvaine ; et s'il y est obligé, quelles sont les lois qui lui imposent ce devoir ?

2^o La coutume peut-elle prescrire contre la rubrique du Rituel exigeant du parrain et de la marraine d'un enfant qu'ils récitent le *Credo* et le *Pater* conjointement avec le prêtre dans la cérémonie du baptême ?

Doit-on les admettre s'ils ne le savent pas ?

Et doit-on le leur demander avant la cérémonie ?

3^o Y aurait-il de l'indiscrétion à demander à l'*Ami du clergé* son avis sur un point fort disputé dans la théologie ; à savoir : Dans la contrition imparfaite qu'entend-on par : commencement d'amour de Dieu ? quelle doit être la pratique du confesseur à l'égard du pénitent, lorsqu'il l'excite à cette contrition ?

4^e Doit-on donner l'absolution à une personne pieuse en danger de mort qui fait appeler son confesseur et n'a aucun péché, pas même véniel, à lui accuser?

5^e Comment exciter à la contrition une personne pieuse qui n'accuse que des fautes vénielles, (j'entends à la contrition imparfaite?) si elle n'a aucune faute grave de la vie passée? On ne peut pas l'exciter ni par le motif de peines éternelles? ni par celui de la perte du ciel, comment s'y prendre donc pour que sa contrition soit vraiment naturelle quant au motif, vu qu'il n'est pas facile d'avoir la contrition parfaite, ni de s'en assurer.

R. — Ad I. A titre de justice, le prêtre ayant charge d'âmes n'est pas tenu d'accepter la célébration d'une neuvaine ou d'un anniversaire demandés par quelque fidèle. Il peut d'ailleurs, avoir de bonnes raisons pour refuser, par exemple, l'impossibilité de satisfaire à toutes les demandes.

Mais en vertu de son office, il a mission de procurer le bien spirituel des âmes dont il a charge. S'il le néglige en refusant sans raison ce qui lui est raisonnablement demandé, il se rend coupable. Or une neuvaine et un anniversaire peuvent intéresser suffisamment le bien spirituel des vivants et des morts de la paroisse.

Il pourrait d'autant moins refuser la célébration d'un anniversaire, que l'Eglise elle-même les a établis, ainsi qu'on peut le voir dans le Missel et dans le Rituel romain. Elle demande même que ces services funèbres aient lieu le jour même anniversaire, à moins qu'il n'y ait empêchement. Or qui donc doit les célébrer, sinon le curé?

Ad II. On ne peut pas prescrire contre la rubrique du Rituel exigeant que les parrains et marraines récitent le *Credo* et le *Pater* avec le prêtre, parce qu'on ne prescrit pas contre les rubriques, surtout contre une rubrique qui est en si parfaite harmonie avec la tradition. Toujours on a exigé une profession de foi de ceux qui devaient recevoir le baptême, comme on peut le voir dans plusieurs Pères de l'Eglise, particulièrement dans saint Augustin, et dans le baptême de l'Eunuque de Candace, reine d'Ethiopie.

On n'admet point comme parrains ceux qui ignorent les rudiments, c'est-à-dire les premiers éléments de la foi. Le Rituel est formel : « Sciant præterea parochi, ad hoc munus non esse admit-tendos infideles... neque qui ignorant rudimenta fidei. » Mais la rubrique n'exige pas absolument qu'ils sachent parfaitement le *Credo*, mais seulement qu'ils le disent à haute voix avec le prêtre. On peut réciter cette prière parce qu'on entend le prêtre et qu'on le suit, tandis qu'on ne pourrait pas la réciter si l'on était seul. Toutefois il est souverainement à désirer que les parrains sachent de mémoire cette profession de foi.

Mais si le parrain ne savait pas du tout le *Credo*, devrait-on l'admettre? Nous le pensons dans le cas où la marraine est suffisamment instruite des vérités que tout chrétien est obligé de savoir et de croire en particulier, car le Rituel romain n'exige pas absolument un parrain et une marraine; un seul suffit, soit un homme, soit une femme : « Patrinus unus tantum, sive vir, sive mulier, vel ad summum unus et una adhibeantur

ex Decreto Concilii Tridentini... » Dans ce cas la marraine suppléerait à ce qui manquerait du côté du parrain.

Si le parrain et la marraine ne savent aucune-ment cette profession de foi, pourrait-on les admettre? Nous pensons qu'on doit les écarter si on le peut sans inconvénient, parce que le curé doit procurer l'observation des règles liturgiques. Si on ne le peut pas sans quelque inconvénient, on pourrait les admettre si du moins ils connaissent les principales vérités de la religion. C'est là le point important, car les parrains doivent apprendre à leurs enfants spirituels, comme on le voit dans le Rituel et dans le Catéchisme du Concile, les premiers rudiments de la religion chrétienne; il faut donc qu'ils les connaissent eux-mêmes. Et s'ils les ignorent, on ne les acceptera qu'autant qu'ils promettent de se faire instruire ou au moins d'assister exactement au prône et aux instructions qui ont lieu dans leur paroisse.

Avant la cérémonie, doit-on leur demander s'ils savent le *Credo*? Ni la rubrique ni les plus graves auteurs n'en font une obligation. Cependant il pourrait parfois y avoir avantage à le faire, et nous le conseillons en certains cas, afin que l'on assure ainsi l'exécution de la rubrique qui exige la récitation du *Credo* conjointement avec le prêtre. Mais ce qui est plus nécessaire, c'est de s'informer si ceux qui lui sont présentés ont une connaissance suffisante des éléments de la religion, et pour cela il est souvent expédient de leur adresser avec bonté quelques questions sur les points fondamentaux.

Ad III. Ce commencement d'amour de Dieu est ainsi décrit par le Concile de Trente dont les paroles indiquent assez la marche à suivre en pratique :

« Et dum peccatores se esse intelligentes, a divinæ justitiæ timore quo utiliter concutiantur, ad considerandam Dei misericordiam se convertendo in spem eriguntur, fidentes Dei sibi propter Christum propitiæ fore : illumque tanquam omnis justitiæ fontem diligere incipiunt; ac propterea moventur adversus peccata per odium aliquid et detestationem » (Sess. 6 de justif. c. 6). C'est donc un amour d'espérance portant à la haine et à la détestation du péché.

La doctrine des théologiens qui prétendent que ce commencement d'amour est formellement l'amour de charité est insoutenable. Car la charité, à quelque degré qu'elle existe, avec le vœu du sacrement produit la justification, avant la réception effective du sacrement.

On pourrait, dans un sens impropre, dire qu'il s'agit d'un commencement d'amour de charité. Car, l'amour d'espérance, comme disposition à la justification, est une préparation et un commencement de l'amour de charité. Mais c'est une manière de dire qui pourrait induire en erreur, si elle n'était déterminée par quelque addition.

Ad IV. A la rigueur, on peut s'en dispenser ;

mais, comme les péchés déjà remis sont matière suffisante pour l'absolution, il est facile de lui procurer à ce moment la grâce du sacrement, qui a pour effet, non seulement de remettre les péchés passés, mais encore de fortifier contre les fautes futures.

AD V. On peut l'exciter à la contrition par la considération des peines du Purgatoire, de l'amour méconnu de Dieu auquel on a résisté, par l'amour blessé de N.-S. que l'on a contristé. Ces derniers motifs pourraient facilement être la charité formelle, il s'ensuivrait que la contrition de ces péchés véniels serait la contrition parfaite, plus facile à trouver dans les âmes fidèles à éviter tout péché grave que dans celles qui cèdent facilement aux tentations qui les portent au péché mortel.

Q. — L'évêque n'ayant pas fait connaître l'obligation des nouvelles leçons de l'office de saint Thomas, et ne les ayant point fait distribuer dans le diocèse, ceux qui par circonstance particulière les ont, peuvent-ils, et doivent-ils les lire et supprimer celles du bréviaire?

Encore ni l'Ordo ni l'évêque ne faisant connaître l'élévation de l'office de sainte Marthe au rit double, comment faudra-t-il se comporter au jour de la fête?

R. — On affirme communément qu'un office nouveau est obligatoire lorsqu'il arrive en temps opportun. Par conséquent les nouvelles leçons de saint Thomas étaient obligatoires pour tous ceux qui les avaient à leur disposition au moment de la fête.

Doit-on en dire autant de la fête de sainte Marthe? Si l'élévation du grade ne déplace pas cette fête, et s'il n'y a que de modiques et faciles changements à opérer par suite de l'élévation du grade, on doit se conformer à la décision du Saint-Siège! Si au contraire cette élévation du grade donnait lieu dans votre diocèse à des translations d'Offices où à des difficultés sérieuses nous croyons que les prêtres peu versés dans la science des rubriques ne sont pas obligés à faire ces modifications nouvelles, parce qu'ils courraient risque de tomber dans des erreurs liturgiques, ce qu'il faut éviter autant que possible. Dans ce cas il vaut mieux attendre à l'année suivante où l'Ordo diocésain servira de guide, c'est le sentiment de l'illustre Cavaliéri.

La solution que nous donnons pour sainte Marthe est évidemment applicable à sa sœur sainte Madeleine.

Mais nous devons faire observer à notre vénéré correspondant que ces fêtes ne sont pas seulement élevées au grade double-mineur comme il nous le dit, mais bien au grade double-majeur.

Q. — Un fossoyeur est requis par une famille qui s'est munie de l'autorisation du maire, d'inhumer un enfant mort sans baptême, dans la partie bénite du cimetière, peut-il en conscience obéir à la loi civile et polluer le cimetière? Doit-on lui conseiller de se démettre de ses fonctions?

R. — Nous sommes en présence d'une cause à double effet, d'un effet mauvais voulu par les

parents de l'enfant mort sans baptême et le maire et d'un effet bon voulu par le fossoyeur qui désire par là conserver sa position et gagner quelque argent : c'est ce qu'on appelle la coopération *matérielle*, par opposition à la coopération formelle où celui qui coopère a la même intention mauvaise que l'agent principal.

Pour apprécier la valeur morale de l'acte posé par le fossoyeur, il faut considérer tout d'abord la participation qu'il prend à l'acte mauvais; puis la gravité de cet acte mauvais; enfin la raison qui le détermine à agir.

L'acte posé par le fossoyeur est d'abord de creuser la fosse dans un lieu bénit : chose indifférente en elle-même, et ensuite de déposer le corps de l'enfant dans la fosse creusée et de le recouvrir de terre, ce qui constitue le délit lui-même défendu par les lois de l'Eglise. Il y a donc une coopération matérielle immédiate, qui est de même nature que la coopération d'un domestique qui par obéissance à son maître, mettrait de ses mains le feu à la maison de son voisin.

Quel est le résultat de l'acte posé mauvais? Il est des plus grave. D'abord on viole une loi de l'Eglise en matière grave. En outre, il y a un scandale public, d'autant plus dangereux que les idées religieuses sont de plus en plus affaiblies, que les impies font tous leurs efforts pour enlever aux cimetières leur caractère sacré. Enfin il y a, de l'avis des théologiens, sacrilège, et, de l'avis d'un grand nombre dont l'opinion nous semble plus probable, pollution du cimetière. Nous disions donc avec raison que les effets de l'acte posé par le fossoyeur étaient déplorables.

Quel est le motif qu'il peut invoquer pour poser l'acte mauvais? Il s'agit pour lui de faire un gain actuel dont la valeur ne dépasse pas quelques francs, et aussi de conserver une entreprise qui lui procure certains revenus. Mais il y a tout lieu de croire que, même dans le cas où il n'aurait pas cette entreprise, il pourrait s'occuper autrement et ainsi se procurer un gain sinon égal, du moins de bien peu inférieur.

Ces principes généraux posés, tirons les conclusions.

1° Les théologiens enseignent communément que la coopération matérielle immédiate est un péché de même nature que celui de l'agent principal : elle est donc toujours défendue, sauf une exception, et ce n'est pas le cas ici, où la raison d'agir change l'objet formel de l'acte. Sous ce point de vue déjà, la coopération du fossoyeur serait mauvaise : elle doit lui être défendue.

2° Supposé même qu'elle ne le fût pas, sous ce rapport, elle le serait à raison des effets mauvais qu'elle produit. Le tort que cet homme aura à supporter, n'est pas à mettre en regard des résultats pernicieux pour l'honneur de l'Eglise qui découlent nécessairement de son action.

3° Enfin, la raison du scandale causé devrait encore le déterminer à s'abstenir.

Nous concluons de tout ce qui précède qu'on

devrait non-seulement conseiller à ce fossoyeur de donner sa démission, mais encore, au besoin, l'exiger de lui, sous peine de refus des sacrements.

Nous avons parlé dans l'hypothèse où le fossoyeur était chargé de creuser la fosse, d'y descendre le cadavre et de le recouvrir. S'il n'avait qu'à creuser la fosse, sans faire aucun acte positif pour la sépulture elle-même, il pourrait y avoir quelque modification à la réponse, parce que la coopération ne serait plus de même nature.

Q. — Dans notre diocèse, les concubinaires (qu'ils soient adultères ou non), ainsi que leurs « fauteurs, » sont frappés d'excommunication *ipso facto*, aussitôt après que le scandale est devenu public. — Or il existe dans plusieurs endroits l'usage d'accompagner les futurs jusqu'à la maison de l'époux en général où ils vivent maritalement pendant plus ou moins de temps avant la célébration du mariage; nul doute quant aux fiancés, ils encourent certainement la censure, mais en est-il de même de ceux qui les accompagnent? Encourent-ils la censure quoiqu'ils l'ignorent?

2^o Un prêtre a-t-il besoin de pouvoirs extraordinaires pour faire la bénédiction *contra vermes noxios, locustas*, etc?

R. — Ad I. Pour encourir une censure, il faut la connaître. L'ignorance, même crasse, empêche qu'elle ne soit encourue.

Dans l'usage qui nous est signalé, y aurait-il matière à encourir l'excommunication édictée contre les fauteurs et concubinaires. C'est douteux. L'usage dont il est question peut en effet être considéré — ou comme un encouragement à cette cohabitation, dangereuse au moins, criminelle peut-être et, dans ce cas, les jeunes gens seraient fauteurs du concubinage : il y aurait ainsi matière à encourir l'excommunication ; — ou comme un hommage rendu au mariage qui doit suivre, et dans ce cas, les jeunes gens ne pourraient être considérés comme favorisant le concubinage : il n'y aurait ainsi pas matière à censure. Il nous paraît difficile, dans le cas proposé, vu les circonstances, d'admettre la seconde interprétation.

Ad II. La bénédiction *contra vermes, locustas*, etc., ne se trouve pas dans le Rituel romain. C'est une bénédiction propre à certains diocèses. Nous ne pouvons donc savoir si elle est réservée ou non. Si votre Rituel se tait, vous devez vous adresser à l'autorité diocésaine qui seule a qualité pour résoudre ce cas.

Q. — J'ai dans une chapelle de mon église « un autel privilégié » dédié à saint Joseph où je ne puis dire la messe que rarement, à cause de certain dérangement dans les habitudes de la paroisse. Il serait plus utile que le privilège fût attaché au maître-autel dédié à saint Michel. Mais comme il ne peut y avoir qu'un seul autel privilégié dans une église, quels moyens à employer pour obtenir ce changement en supposant même qu'il puisse se faire?

R. — L'indulgence de l'autel privilégié peut être transférée d'un autel à un autre. La translation se fait, en vertu d'une autorisation spéciale du Saint-Siège, par l'Ordinaire du lieu. Il faut

pour cela une cause grave, dont le Souverain Pontife est juge. Notre correspondant adressera donc à son évêque une supplique motivée, dans laquelle il exposera toutes les raisons qui lui font désirer une translation de l'indulgence de l'autel de saint Joseph au maître-autel.

Q. — Un journal de Rome, la *Palestra del clero*, donne un cas de conscience dont la solution est intéressante de nos jours.

« Silvius et Creusa ont célébré le mariage en tant que contrat, mais ils n'ont pas voulu recevoir le sacrement. On demande :

1^o S'ils ont péché en agissant ainsi, bien qu'ils l'aient fait pour éviter un sacrilège, n'étant pas en état de grâce;

2^o S'ils ont reçu le sacrement de mariage;

3^o Si le mariage comme contrat est valide.

R. — Le contrat matrimonial et le sacrement de mariage sont une seule et même chose, de telle sorte qu'il est impossible de les séparer. Il suit de là que dans le mariage il ne s'agit pas de choses qui soient laissées à la libre disposition des hommes, mais de personnes qui, appartenant en droit à Dieu, ne peuvent, dans le cas, disposer d'elles-mêmes que suivant sa volonté.

Donc Silvius et Creusa, en faisant tous leurs efforts pour s'opposer à la volonté de Dieu, ont certainement péché. Bien que, en effet, leurs efforts soient impuissants pour empêcher l'exécution de la volonté de Dieu, parce que les pensées de l'homme ne peuvent rien contre les desseins de Dieu; néanmoins ils tentent de renverser ces desseins.

Il ont eu peur de commettre un sacrilège, parce qu'ils n'étaient pas en état de grâce : c'eût été bien, s'ils eussent apporté le même soin à ne pas commettre une nouvelle faute, et eussent célébré leur mariage suivant les rites institués par Jésus-Christ et son Eglise. Comment ont-ils pu oublier l'adage si connu qu'on ne doit pas faire le mal, même quand il en doit résulter un bien.

Silvius et Creusa ont-ils reçu le sacrement de mariage? Ont-ils du moins fait un mariage valide en tant que contrat? Il est dit qu'ils ont célébré le mariage. Comment l'ont-ils célébré? Est-ce religieusement ou non? en présence du curé et des témoins exigés par le concile de Trente, ou simplement en présence du magistrat civil? La distinction entre le contrat et le sacrement a-t-elle été simplement intentionnelle, ou s'est-elle manifestée extérieurement par le fait de ne se présenter que devant le magistrat civil, sans vouloir aller à l'église.

S'ils ont célébré le mariage religieux, en présence du curé et des témoins, selon les règles du concile de Trente, sans aucun doute ils ont reçu le sacrement de mariage, par là même qu'ils ont fait un contrat matrimonial véritable et valide. En effet, tout contrat matrimonial valide est un sacrement, sur lequel n'a aucune efficacité l'intention de séparer le sacrement du contrat. Que peuvent les hommes sur les desseins de Dieu! Jésus-Christ ayant élevé à la dignité de sacrement

le contrat matrimonial valide, ils ont contracté valablement et reçu le sacrement. Nous ne dirons pas de même pour les grâces attachées au sacrement et qui ne sont données qu'à ceux qui sont bien disposés. Tel n'était point le cas de Silvius et de Creusa.

S'ils n'ont point célébré le mariage religieux, en présence du curé et des témoins, s'ils se sont seulement présentés devant le magistrat civil, alors ils n'ont pu faire un véritable contrat matrimonial, ni recevoir le sacrement. Cela s'entend des contrées où le Concile de Trente a été publié. Il faut, en effet, pour la valeur de tout contrat employer les formes prescrites par le législateur. Ici le seul législateur légitime c'est l'Eglise. Lorsque le Sauveur a élevé le mariage à la dignité de sacrement, il en a fait une chose sacrée, dont il a confié la garde, non pas aux pouvoirs civils, mais à son église qu'il a constituée, avec une mission divine, pour veiller jusqu'à la fin des siècles à l'intégrité de toutes ses institutions.

Or, l'Eglise, pour sauvegarder la sainteté du mariage a établi que le contrat qui constitue le sacrement ne serait valide qu'autant qu'on le célébrerait en présence du curé d'un des contractants et de deux ou de trois témoins. Si le contrat est formé autrement, il n'est point valide; n'étant point valide, il est annulé, et par conséquent il ne subsiste ni comme sacrement ni comme contrat.

Q. — Nous recevons du midi de l'Italie la consultation suivante :

Paul, malgré ses parents, épouse Berthe. Après huit mois, un fils naît de cette union. Paul, qui s'était expatrié pour se procurer quelques ressources, vient à mourir. Berthe, restée veuve avec un enfant de deux ans, demande à son beau-père de subvenir à l'entretien de l'enfant, parce qu'elle-même ne possède rien, que son père et ses tantes qui l'ont élevée sont dans le même cas.

Le beau-père s'y refuse parce que 1^o il n'a jamais reconnu le mariage de son fils Paul; 2^o Berthe est jeune, elle peut donc travailler pour subvenir à ses besoins et à ceux de son fils; 3^o son père n'est pas aussi pauvre qu'elle le dit, puisqu'il a une petite industrie qui a suffi à ses besoins jusqu'ici; 4^o enfin il a conçu des doutes sur la légitimité de cet enfant, puisqu'il a été averti qu'avant son mariage, Berthe avait reçu chez elle des étudiants.

1^o Que faut-il penser au point de vue de la conscience, de l'obligation qu'à cet homme de fournir les aliments au fils de Paul et de Berthe. Je parle au point de vue de la conscience, car la loi italienne pourrait fort bien le condamner.

2^o Pourrait-il, en conscience, défendre ses biens contre le jugement des tribunaux en temps utile, c'est-à-dire avant que le jugement ne fût rendu.

R. AD I. — La loi romaine laissait l'enfant à la charge de la mère jusqu'à la fin de sa troisième année; ensuite il retombait à la charge du père. La loi ecclésiastique a établi pour le père et la mère une obligation commune de subvenir aux nécessités de l'enfant. Si le père vient à faire défaut, l'obligation qui lui incombait s'impose à l'aïeul paternel de l'enfant et à ses autres ascendants du côté de son père, à moins que sa mère n'ait les ressources suffisantes pour subvenir convenablement à ses besoins.

Donc, dans le cas présent, l'aïeul ne pourrait pas se refuser à fournir les aliments à son petit fils. Les excuses qu'il invoque ne sont pas admissibles à notre point de vue.

Il allègue, en effet, qu'il n'a pas reconnu le mariage de son fils; mais cette reconnaissance n'est pas nécessaire, puisque la même obligation lui incomberait, au point de vue de la conscience, pour un enfant naturel.

Il allègue encore la jeunesse de Berthe qui peut travailler pour son fils. Il est difficile pour cette femme qui n'a aucun patrimoine, de subvenir à tous les besoins de son fils et d'elle-même. Ses parents à elle, fussent-ils dans l'abondance, ne seraient tenus à subvenir aux nécessités de l'enfant qu'au défaut de tous les ascendants paternels.

Enfin la naissance illégitime ne peut être opposée que quand elle est certaine. Dans le cas de doute on doit se prononcer en faveur de la légitimité qui est en possession.

AD II. Nous pensons que non-seulement le père de Paul ne peut pas se soustraire à l'obligation qui résulterait pour lui d'une sentence juridique, mais de plus qu'il devrait ne pas attendre cette sentence pour accomplir son devoir. Cf. Ferraris, *Prompta Bibliotheca*, v. *Alimenta*, n. 19 et sqq.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Combien de temps doit-on conserver les factures, reçus timbrés, pour ne pas être en contravention si on vient à nous les demander? — En règle, que doit-on montrer seulement aux employés du fisc qui demandent à voir les papiers de la fabrique?

2^o — Plusieurs fois déjà j'ai fait remarquer aux conseillers de fabrique et de commune que la toiture de la cure menace de tomber et de causer par là de graves accidents. On répond : oui, on fera des réparations; mais elles sont toujours à faire. Pas de fonds, il est vrai, en fabrique et de très petits en commune qu'on va utiliser à réparer l'école sur la demande du Préfet. La cure est à la commune. Puis-je devant témoins dire au président ou au maire que la commune sera responsable des accidents qui peuvent arriver, la cure étant en cet état; et si la chose arrivait, pourrais-je les poursuivre?

3^o — Les legs faits aux fabriques et aux églises, combien paient-ils de droits de successions?

4^o — Qu'entend-t-on clairement par impôt direct et indirect. Quels sont-ils?

5^o — Le retard dans le paiement des impôts, peut-il être une cause suffisante pour exiger des intérêts.

6^o — L'habitude dans ma paroisse est qu'on paie en blé le casuel du curé, d'après une liste dressée et signée par tous les conseillers municipaux; un ou deux récalcitrants, sans raison, refusant de payer comme de coutume leur part en blé, peut-on les forcer en envoyant, sans autre formalité, au juge de paix, la liste du casuel, signée par le conseil, avec le sceau de la commune? Aurait-on gain de cause?

7^o — On dit que le gouvernement fait demander par les instituteurs dans les classes ou chez les parents à domicile si les parents veulent (par oui ou par non) encore en classe de l'instruction religieuse, de la récitation du catéchisme, etc. etc. — Est-ce que le curé ne pourrait pas dire en chaire qu'il ne fera pas faire la première communion aux enfants des parents qui ont répondu qu'ils ne tenaient pas à la

récitation du catéchisme en classe; bien plus, qu'il refuserait à ces enfants-là, une place à l'église? n'est-ce pas logique?

R. — AD I^m. La loi qui soumet la comptabilité des fabriques au contrôle de l'Etat et à l'inspection de ses agents dans la finance, se tait sur ce point. On ne peut donc pas tracer une règle absolue. Quand l'inspection a lieu, l'agent a le droit d'examiner toutes les pièces existantes pour voir si elles sont conformes à la loi du timbre. Mais quand le compte d'une année a été apuré, approuvé et que décharge régulière a été donnée au trésorier, nous ne voyons aucun motif qui empêche de détruire les factures, mémoires et autres documents qui ont servi à confectionner ce compte. Nous répétons pour la dixième fois que le fisc n'a rien à voir dans le mode de comptabilité d'une fabrique; il n'a qu'une mission, celle de constater si les pièces qu'on lui présente sont conformes à la loi.

AD II^m. Il y a quelque chose de mieux à faire que de dire au maire ou au président d'une fabrique qu'ils seront responsables de la chute d'une toiture, faute de l'avoir réparée; c'est de les forcer à remplir leur devoir. Si la chose dépend de la fabrique c'est à l'évêque qu'il faut s'adresser; car l'évêque étant appelé à approuver le budget, est armé contre un conseil qui ne remplit pas son devoir. Mais si la chose dépend de la commune, c'est au préfet qu'il faut recourir; car ce dernier peut rappeler un conseil municipal à l'ordre, même, au besoin, inscrire d'office au budget municipal, le montant d'une dépense qu'il juge nécessaire et qui entre parmi les charges obligatoires des communes.

AD III^m. Les mêmes que paierait tout citoyen non parent du testateur, c'est-à-dire, pour les meubles 6 pour 100 et le double décime, en tout 7 francs 20 centimes, et pour les immeubles 9 pour 100 et le double décime, en tout 10 francs 80 centimes.

AD IV^m. L'impôt « direct » est celui que le législateur demande nominativement à tels ou tels contribuables. L'impôt « indirect » est celui qui est demandé à la chose et qui est perçu à l'occasion d'un fait sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter de qui ce fait provient. Ainsi la contribution foncière et l'impôt des patentes sont des contributions directes; les droits de douane et ceux d'octroi sont des contributions indirectes.

AD V^m. Non; mais il donne lieu à des commandements et à des saisies-arrêts qui occasionnent toujours des frais.

AD VI^m. Si l'on suscitait un véritable procès, nous n'en répondrions pas, à moins que ce casuel ainsi réglé n'eût reçu l'approbation du gouvernement. Légalement, en effet, pour qu'un tarif quelconque de la fabrique, ait force de loi devant les tribunaux, il faut que le règlement qui détermine la perception de cette espèce d'impôt ait été dressé par le conseil de fabrique, soumis à l'évêque et approuvé par le gouvernement.

Pratiquement, lorsqu'un casuel payable en nature soit par abonnement annuel soit par paiement *totiès quotiès*, a été voté par le conseil municipal, les juges de paix condamnent les récalcitrants à payer la redevance promise. Au temps où nous vivons, il ne serait pas prudent de traîner un paroissien récalcitrant devant la justice de paix. Nous engageons nos confrères à ne recourir à ce moyen qu'autant qu'il s'agirait d'un tarif légal, et encore, nous aimerions mieux qu'on fit le sacrifice de ces petites créances, parce qu'un procès de ce genre produit toujours mauvais effet. Cependant il est des circonstances, où ces complaisances pourraient devenir préjudiciables; dans ce cas, il serait prudent et sage de demander l'avis de l'évêque diocésain.

AD VII^m. Nous rappelons à notre correspondant qu'il n'est pas toujours bon de faire tout ce qui serait logique et permis. Et c'est ici le cas, selon nous. Comment annoncer du haut de la chaire qu'un enfant ne fera pas la première communion parce que ses parents n'agissent pas chrétiennement comme ils devraient le faire? Qu'on dise qu'un enfant doit être instruit pour communier; qu'on recommande d'user de tous les moyens pour que l'instruction religieuse lui soit donnée; cela va de soi. La privation de la première communion ne serait pas ici justifiable.

Il n'en serait pas de même de la privation d'une place privilégiée à l'église. Comme le curé ne doit cette place en aucune manière, il peut parfaitement du haut de la chaire la promettre comme récompense à ceux qui lui donnent satisfaction en suivant ses conseils, et en se comportant d'une manière chrétienne.

RECTIFICATIONS.

Q. — Dans le numéro 3 de l'année 1880 page 35, l'*Ami du clergé* donne sur la nomination des personnes chargées du balayage de l'église une réponse qu'il nous permettra de contredire.

Voici la question : Est-ce au curé qu'appartiennent dans les paroisses rurales la nomination et la révocation des personnes chargées du balayage de l'église?

L'*Ami du clergé* répond négativement, se basant sur des raisons qui ne nous paraissent rien moins que probantes et qu'il nous pardonnera de ne pas goûter.

Leur emploi bien inférieur à celui des chantres, sonneurs, etc. range incontestablement les balayeurs d'église parmi les serviteurs dont la nomination appartient au curé dans les paroisses rurales.

Pour créer une exception à leur égard, on prétend que leur emploi ne se rattache directement ni à la célébration du culte ni à la police de l'église; c'est une double erreur. Y a-t-il rien qui touche plus directement à la dignité du culte que la propreté de l'église? De même pour la police de l'église; l'emploi de balayeur peut-il lui être étranger? il occasionne du bruit, amène le dérangement de quantité d'objets, nécessite l'usage d'autres objets ou ustensiles dont le curé seul a la garde et la responsabilité. La conduite des balayeurs dans l'église, si elle est inconvenante, sera-t-elle soustraite à la police dont le curé seul a le droit? Le souffleur d'orgue et le sonneur d'*Angelus*, dont la nomination appartient au curé, ont cependant des fonctions qui se rattachent moins directement que celle du balayage à la police de l'église et à la célébration du culte.

D'ailleurs, en quoi le balayage peut-il intéresser la con-

servation et la solidité du temple, pour le renfermer exclusivement, sous ce prétexte, dans les attributions de la fabrique?

Enfin, on ajoute que les motifs qui ont fait attribuer au curé, dans les paroisses rurales, la nomination des chantres, sonneurs, etc., ne se présentent pas pour les personnes chargées du balayage.

Quels sont donc ces motifs, qu'on n'indique pas? Ce ne sont pas ceux réfutés plus haut : ce sont donc évidemment ceux qui ont inspiré l'ordonnance du 12 janvier 1825, laquelle attribue au curé, dans les paroisses rurales, la nomination des serviteurs de l'église. Or, voici les termes de la circulaire ministérielle accompagnant l'envoi de cette ordonnance aux évêques, et qui en interprète les divers articles :

« Il paraissait indispensable de modifier le droit ancien « en ce qui concerne la nomination des sacristains, chantres et sonneurs, dans les communes rurales, afin de « soustraire le curé à une dépendance qui tendait à diminuer la considération dont il doit jouir. L'article 7 lui « donne plein pouvoir à cet égard. »

L'esprit de l'ordonnance du 12 janvier 1825 est donc de réserver exclusivement au curé, dans les paroisses rurales, la nomination et la révocation de « tous » les serviteurs de l'église, que l'article 33 du décret du 30 décembre 1809 attribuait aux marguilliers.

Donc, dans les paroisses rurales, c'est au curé seul qu'il appartient de nommer et de révoquer les personnes chargées du balayage de l'église.

R. — L'opinion émise par l'*Ami du clergé* relativement au balayeur dans les églises est soutenue par le *Journal des conseils de fabrique* et par l'abbé Prompsault. Ces deux autorités, — la première surtout, — nous avaient fait ranger à cet avis.

Cependant, les raisons qu'apporte notre correspondant, nous paraissent sérieuses et même péremptoires. Elles nous ont fourni l'occasion d'étudier à nouveau ce point controversé, et nous pensons aujourd'hui que la nomination du balayeur dans les paroisses rurales appartient exclusivement au curé comme celle de tous les autres serviteurs de l'église. Tel est aussi le sentiment de Mgr André, de Le Besnier et de Mgr Affre. Le rapport qui précède l'ordonnance du 12 janvier 1825 ne laisse d'ailleurs aucun doute sur ce point; car on y nomme avec l'organiste, les sonneurs et les bedeaux *tous les autres* serviteurs de l'église.

Q. — Dans le numéro 8 de cette année, page 99, l'*Ami du clergé* nous renseigne sur la manière de compléter un conseil de fabrique, lorsque la population d'une paroisse atteint le chiffre de 5000 âmes.

La première partie de sa réponse est très exacte. La seconde est contredite par une décision ministérielle en date du 9 décembre 1843 dont voici les termes :

« Lorsqu'une paroisse, qui avait moins de 500 habitants, « voit sa population atteindre ce chiffre, le nombre des « fabriciens devra être augmenté au premier renouvellement triennal; de même, s'il arrive que la population « diminue, et que le conseil de fabrique, jusque-là composé « de neuf membres, ne doive plus l'être que de cinq, on « devra opérer cette réduction en remplaçant à deux « renouvellements triennaux successifs, les cinq ou les quatre « conseillers sortants par trois ou deux conseillers « nouveaux. Dans le cas où il y a lieu d'augmenter le conseil, aux premières élections, l'évêque et le préfet se partagent les nominations à faire pour le compléter. »

Ainsi, après cette décision, l'augmentation du conseil de fabrique, par suite de l'augmentation de la paroisse, ne

doit pas se faire dès le jour où l'on acquiert la certitude que la population dépasse 5000, mais bien aux premières élections; et le choix des nouveaux fabriciens ne doit pas être fait par les anciens membres du conseil, mais par l'évêque et le préfet qui se partagent les nominations, selon les prescriptions de l'article 6 du décret du 30 décembre 1809.

M. de Champeaux à qui nous avons emprunté ce qui précède (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Année 1861, page 20*) ajoute :

Il est vrai que cette jurisprudence ne repose pas précisément sur un texte de loi. Mais la décision ministérielle ci-dessus nous paraît plus conforme à une juste interprétation du droit sur la matière. Les conseils de fabrique, quand une fois ils ont été organisés légalement, sont bien investis du pouvoir de se perpétuer par la voie de l'élection, mais ce pouvoir n'implique pas nécessairement celui d'instituer eux-mêmes de nouveaux membres sans l'intervention des deux autorités que la loi a chargées de faire cette institution.

Ajoutons que la règle tracée par la décision ministérielle de 1843 est la seule suivie jusqu'ici en pratique. Tout récemment, la paroisse de Villers-Bretonneux (diocèse d'Amiens) ayant dû compléter son conseil de fabrique, par suite de l'augmentation de la population : sur les quatre nouveaux membres, deux furent nommés par Mgr l'évêque, et deux par le préfet.

R. — Nous remercions notre correspondant de nous faire connaître un document ministériel qui nous avait échappé. Il tranche, en effet, la question d'une manière précise et formelle.

Courrier de l'Utile.

LA VIPÈRE ET REMÈDES CONTRE SA MORSURE.

Nous sommes dans la saison des fleurs; mais sous l'admirable tapis de la prairie, dans les buissons verdoyants, à la lisière des bois, se cache un reptile dangereux : la vipère.

L'Europe possède trois espèces de vipères : la vipère ammodyte ou à museau cornu, la vipère péliade ou petite vipère et la vipère commune.

La vipère ammodyte a le dessus de la tête granuleux, mais le museau prolongé en une petite corne molle et écailleuse; la tête s'élargit en forme de triangle et le cou est franchement rétréci. Elle habite l'Illyrie, l'Italie et le midi de la France et de l'Allemagne.

La vipère péliade est petite, d'un gris rougeâtre sur le dos, avec une bande brune ornée de taches noires; elle porte sur la tête des plaques et une tache noire affectant la forme d'un Y. On la rencontre dans les Pyrénées et aux environs de Paris.

La vipère commune est d'un brun roussâtre, parfois d'un gris cendré ou noirâtre. Le dos est marqué d'une ligne irrégulière et les flancs d'une rangée de taches inégales. Le ventre est d'un gris ardoisé. La tête a un peu la forme d'un cœur, les yeux petits et très-vifs, la langue fourchue, les écailles du corps imbriquées, c'est-à-dire qu'elles se recouvrent comme les tuiles d'un toit. Cette

espèce est très-commune en France et dans les régions tempérées de l'Europe.

La vipère est un serpent venimeux à crochets isolés ; naturellement timide, elle fuit devant l'homme et ne mord que si l'on met le pied sur elle ou si on la saisit avec la main. Pour mordre, elle enfonce ses crochets dans les tissus ; la contraction des muscles pousse le poison dans le canal qui traverse les crochets et produit l'injection dans la plaie. Le danger de la morsure varie avec la vigueur du serpent et les saisons.

Le point mordu éprouve bientôt une douleur qui s'étend de proche en proche jusqu'aux organes internes ; la plaie devient violacée et livide. Bientôt commencent les syncopes, le battement irrégulier du poulx, les vomissements, la respiration difficile, les sueurs froides, et même le trouble dans les facultés intellectuelles. On prétend que chez les individus faibles, ces accidents sont plus violents.

Pour guérir la morsure de la vipère, il faut, sans délai, si cela est possible, laver la plaie, l'élargir en faisant une double incision, faire saigner, et cautériser avec un fer rouge, ou avec l'alcali volatil. Cette substance peut être appliquée avec efficacité, même quelque temps après la morsure.

On peut sucer la plaie, pour en extraire le venin ; mais cette opération n'est sans danger, que si la bouche est parfaitement nette, exempte de déchirures, si minimes qu'elles soient. Souvent l'application des ventouses a été employée avec succès.

Les médicaments internes recommandés sont les boissons stimulantes et cordiales, et aussi, dit-on, les liqueurs alcooliques prises à forte dose.

Longtemps on a cru que l'application de la tête de la vipère sur la plaie était un remède efficace. Il en est de ce moyen comme de l'emploi de l'herbe aux vipères, plante très-commune le long des chemins, à fleurs bleues, purpurines ou blanches : ces remèdes de bonnes femmes ont fait leur temps.

Ces années dernières, un médecin du Brésil, M. de Lacerda, préconisa le permanganate de potasse, comme antidote contre le venin des vipères. Un savant avec lequel il faut compter, M. de Quatrefages, le contredit énergiquement, parce que notamment, en Italie, ce composé chimique aurait été inefficace sur le venin des vipères. Le médecin brésilien vient d'adresser une note nouvelle à l'Académie des Sciences, et il maintient que cette substance opère en Amérique des cures de plus en plus nombreuses ; les voyageurs emportent avec eux dans ce pays, un petit appareil propre aux injections, et même des observateurs auraient constaté dans les Indes l'efficacité de cet antidote sur le venin du Cobra copello, serpent des plus dangereux.

Le savant français explique cette contradiction dans les résultats par la différence de constitution

du venin dans les serpents asiatiques et les vipères italiennes.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait trop défendre la fréquentation sans nécessité des lieux hantés par ces dangereux reptiles, et la Sagesse divine elle-même, dans la prohibition du péché, n'a pas trouvé de meilleur terme de comparaison que la fuite du serpent : *tanquam a facie colubri fuge peccatum*.

L'article était terminé lorsqu'un de nos amis très compétent dans ces matières, nous indiqua l'acide phénique comme préférable à l'alcali. Cet antidote est plus énergique et se conserve plus facilement ; mais son emploi comme celui de l'alcali doit être suivi de la cautérisation.

CONSULTATIONS ADRESSÉES

L'AMI DU CLERGÉ

A partir du présent numéro, l'*Ami du clergé* enregistrera au fur et à mesure, aux initiales des intéressés et sous le numéro respectif de leurs lettres, toutes les consultations qui lui seront adressées.

Ce sera tout à la fois un accusé de réception et un point de repère. En cas de réclamation, on devra avoir soin de rappeler le numéro sous lequel les consultations ont pris rang d'inscription.

Nous nous bornons à inscrire ici les dernières parvenues.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

MM. F. S. à S., n° 27.260 ; — J. B. à N., n° 27.377 ; — R. à T., n° 27.528 ; — H. à L., n° 27.769 ; A à B., n° 27.771.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE.

MM. M. à S. M., n° 26.461 ; — J. D. C. à C., n° 26.463 ; — J. F. et Co, à M., n° 27.375 ; — L. à C.-le-V., n° 27.499.

CONSULTATIONS LITTÉRAIRES.

M. J. P. à P., n° 27.961.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 17 maii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

MOIS DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS

Le Paradis sur terre ou le Mystère eucharistique, expliqué au point de vue dogmatique, liturgique, ascétique et moral, en 60 DISCOURS pouvant servir d'instructions, de lectures pieuses et de sujets de méditations, par l'abbé Ch. Rolland. Ouvrage approuvé par Monseigneur l'évêque de Langres. 1 vol. in-12 de xv-519 pages 3 »

Le Mois du Sacré-Cœur, d'après saint François de Sales. Un beau volume in-16 elzévirien de xviii-408 pages 3 »
Edition de propagande, 1 vol. 75

Imitation du Sacré-Cœur de Jésus-Christ, par M. Cirot de la Ville. *Ouvrage honoré des brefs de LL. SS. Pie IX et Léon XIII et d'approbations épiscopales.* In-18 raisin de xxiv-360 pages 1 50

Le Cœur de Jésus principe et modèle de la perfection chrétienne, par le R. P. E. Desjardins, S. J. 1 vol. In-18 de xxviii-311 pages 75

Mois du Sacré-Cœur des Enfants de Marie, par le P. Huguet. In-32 Jésus 75

Recueil de divers exercices de dévotion aux Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, par un père de la Compagnie de Jésus. In-18 1

Le Cœur de Jésus. Excellence de la dévotion au Cœur adorable de Jésus-Christ, sa nature, ses motifs et sa pratique, d'après le P. de Gallif-

fet, de la Compagnie de Jésus. Suivi de la *Vie de la B. Marguerite-Marie*, par le P. Croiset. Troisième édition. 1 50

Le Cœur de Jésus ouvert au cœur du chrétien, d'après les saints et les maîtres de la vie spirituelle, suivi d'une *Neuvaine pour se préparer à la fête de ce divin Cœur*, par le P. Charles Borgo. In-32. 1 50

Mois du Sacré-Cœur, ou les *Titres de Jésus à notre amour* d'après la sainte Ecriture, par l'abbé Eugène Tessier, curé au diocèse de Versailles. In-32. 0 75

Le chrétien à l'école du Cœur de Jésus, ou *Etude de ses vertus*, par les PP. Nouet et Pottier. In-12, de 687 pages. 4 »

Dévotion envers Notre-Seigneur Jésus-Christ, ou *Etude de ses titres consolants et glorieux*, par les mêmes. 3 vol. 8 »

Dévotion pratique au Sacré-Cœur de Jésus, par le P. Jean Croiset. Nouvelle édition. 1 fort vol. in-18. 4 50

Le chrétien selon le Cœur de Jésus, par les PP. Waldner et Cadrès. 1 50

Litanies illustrées en l'honneur de la B. Marguerite Marie. La douzaine. 0 75

Jeunes (les) Disciples du Cœur de Jésus, par M^{me} A. de Gentelles. 2^e édition. In-32 de 64 pages encadrée d'un filet. 0 20

CONSEILS

▲

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 13 mai 1882.

La Bourse est dans l'expectative. Mise dans le désarroi par l'union générale, elle attend l'essai du procès dans lequel celle-ci est engagée. Le jugement doit être rendu après demain lundi, et la solution, quelle qu'elle soit, aura d'autant plus d'importance, qu'elle rendra la liberté au marché en le délivrant de cet espèce de cauchemar qui l'opprime depuis la crise survenue en janvier.

On croit généralement à une forte reprise des valeurs. Beaucoup d'argent, dit-on, s'est accumulé, en effet, dans les portefeuilles de famille pendant ces quatre mois, et il faut bien qu'on l'en retire pour le faire fructifier. D'après l'opinion commune, ce sont les valeurs industrielles, représentées par des actions ou des obligations, qu'en auront la plus forte part.

Nos lecteurs savent quelle est celle que nous leur recommandons dans ce groupe : c'est l'action de la *Société générale de Librairie catholique*, sur laquelle nous voulons revenir encore aujourd'hui, pour bien en faire sortir et le mérite intrinsèque et les avantages extérieurs.

Et tout d'abord, l'action de la *Société générale de Librairie catholique* est comme on l'a appelée, une « valeur de choix », en ce sens que les catholiques ont la satisfaction de placer par elle leur

argent dans une entreprise qui va à leurs opinions, à leurs croyances, à leurs principes, et qui est la défense et la glorification permanente de ces opinions, de ces croyances, de ces principes.

Au point de vue matériel, l'action de la *Société générale de Librairie catholique* est également une « valeur de choix », à cause de sa solidité attestée par sept années consécutives de succès, et à cause du rapport qu'elle a donné : 5 ou 600 par an. A ce taux, elle représente le revenu fixe des meilleures obligations et le revenu progressif des meilleures actions.

L'action de la *Société générale de Librairie catholique* peut être, enfin, regardée comme une « valeur de choix », en ce sens que la Société a l'avantage d'avoir été créée par un homme qui avait fait ses preuves dans la librairie pendant vingt ans, qui est resté à sa tête comme son moteur principal, et qui a promis de lui dévouer jusqu'à bout toutes ses forces intellectuelles et administratives.

Pour toutes ces considérations, nous ne pouvons que conseiller de souscrire aux nouvelles actions de 500 fr. émises par la *Société générale de Librairie catholique*, qui a évidemment pour elle l'avenir.

Autre motif de souscrire à présent : dans six semaines, le 1^{er} juillet prochain, le second coupon semestriel de l'exercice prochain sera à détacher, et toutes les souscriptions payées au comptant auront droit à ce coupon.

Ecrire à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
— Cartonné toile riche 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée, 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé . . . 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. . . 2 fr.

Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PESTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50

Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTEN Y. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.

La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.

Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages 75 c.

L A COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFROY

MARIE IMMACULÉE MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU

LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
— Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVAIN »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 fr., 6 fr., 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr., 25 fr.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xvii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^t de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 21 :

PRÉDICATION : Pour la fête de la Trinité : le Crucifix. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Dispenses matrimoniales : *Exprimendum copulam incestuosam*. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Pour encenser le S. Sacrement exposé, où doit se mettre le prêtre? — Y a-t-il indulgences attachées à deux invocations en l'honneur de saint Joseph? — Quels sont les petits poissons permis à la collation? — Peut-on employer des formules de bénédictions autres que celles du Rituel romain, sans ou avec le *visu* épiscopal? — Dans quel ordre placer les mémoires d'un Confesseur Pontife patron du diocèse, et d'un autre Confesseur Pontife patron de la paroisse? — Doit-on omettre, à l'anniversaire de la consécration épiscopale, l'ora-son commandée *pro Papa*? — Peut-on inscrire des défunts dans des C^{on}frères? — Pendant la vacance d'une cure, à qui incombe la charge de la messe *pro populo*, la paroisse étant administrée par un prêtre retraité qui ne touche qu'une partie du traitement? — A qui appartiennent les offrandes d'argent faites avec le pain bénit? — Faut-il un certificat de l'Evêque français pour le mariage d'un français, domicilié depuis quatre ans en Espagne? — Le prêtre peut-il exposer lui-même avant sa messe une parcelle de la vraie Croix, en faisant porter le calice à l'autel par un sacristain? — Peut-on absoudre un instituteur qui fait de la propagande en faveur des écoles laïques? — Y a-t-il des indulgences attachées aux prières *Aperi et Sacrosanctæ*? — Y a-t-il péché grave à mélanger viande et poisson aux mêmes repas en Carême. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on forcer une municipalité à accorder des concessions de terrains dans le cimetière qui est spacieux? — Le curé et quatre autres personnes ont élevé une cure à leurs frais : quel moyen prendre pour l'assurer à sa destination, sans que les héritiers puissent la revendiquer? — Quelle est la situation, au point de vue légal, d'un jeune novice expulsé, subissant le sort cette année? — La fabrique doit-elle délivrer sur papier timbré, un mandat pour rentes dues à la fabrique par la commune? — Un receveur d'enregistrement peut-il exiger des droits pour un acte sous-seing privé non présenté à son bureau? — Comment forcer un fermier de la fabrique à payer intégralement le prix annuel de son bail qu'il veut di-minuer de son chef sans prétexte que les terres n'ont pas la contenance exprimée au bail? — La directrice d'une école étant changée, les institutrices adjointes peuvent-elles sans contravention, tenir l'école en attendant la remplaçante? — Peut-on empêcher un voisin brouillon d'entasser du bois contre les murs du presbytère? — Un trésorier de fabrique ayant, de son chef, construit dans une chapelle, une décharge qui nuit à l'église, ne peut-on pas la faire disparaître? Qui doit supporter les frais. — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (7^e article : histoire d'un budget de curé). — COURRIER DE L'UTILE : Le mobilier, les chaises.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

Assemblée du 19 mai 1882.

Vendredi dernier, 19 mai courant, les actionnaires de la Société générale de Librairie catholique se sont réunis en assemblée annuelle au siège social, pour entendre le rapport sur l'exercice 1881.

En attendant que le compte-rendu, qui est actuellement à l'impression, soit envoyé à tous les intéressés, nous en détachons, comme primeur pour nos abonnés, le discours prononcé par le président.

Pour toute réflexion, nous dirons qu'il est bien consolant pour les Actionnaires de voir la Société marcher dans une voie aussi prospère malgré la difficulté des temps. Quant aux catholiques en général, ils ont là un grand exemple au point de vue de l'union et de l'action. Qu'ils jugent, par la vue de ce que fait une simple phalange, de ce qui pourrait être obtenu par les efforts combinés de la grande armée des gens de bien.

Mesdames et Messieurs,

La Réunion de ce jour a pour objet l'approbation des comptes de l'Exercice

1881 et l'appréciation des diverses opérations de la Société durant cette même année.

Vingt-deux séances, consacrées par le Conseil d'administration à l'examen de propositions importantes, nous ont conduits à effectuer plusieurs acquisitions dont vous ne pourrez contester l'utilité.

Il manquait à notre presse périodique un organe spécial, un journal du monde lettré, une Gazette illustrée des Familles. LE FOYER nous a paru répondre le mieux au but que nous nous propositions : récréer et instruire. Nous en avons fait notre propriété, et M. Charles Buet, l'auteur « du Prêtre, » a bien voulu en prendre la direction. C'est dire à quel haut point cette publication est savoureuse et littéraire.

Impatients de publier des classiques chrétiens à l'usage de nos Ecoles primaires, nous allions nous mettre à l'œu-

vre, car il fallait faire vite et une pareille publication exigeait beaucoup de temps, lorsque les classiques de M. Boreau, tous destinés précisément à l'Instruction primaire et approuvés par NN. SS. les Evêques, se sont trouvés là tout à coup comme pour le besoin du moment : notre tâche était toute remplie. Nous sommes donc devenus propriétaires de ces petits livres et de leurs clichés pour une somme relativement minime. Adoptés déjà dans beaucoup d'établissements, ces classiques le seront bientôt, nous l'espérons, par la plupart des Ecoles libres qui vont se fonder et se multiplier maintenant plus que jamais. D'un autre côté, nous poursuivons avec une ardeur fébrile la publication de nouveaux classiques à l'usage de l'enseignement secondaire.

Depuis quelques années nous avons à Genève, dans la personne de M. Trembley, que vous connaissez bien, un libraire correspondant tout dévoué à notre Société. Il n'a même pas craint de nous offrir son établissement. Nous nous sommes empressés d'accepter ses offres. Nous avons transformé immédiatement cette librairie, la plus importante de Suisse, en succursale de notre Société. Cette combinaison, nous l'espérons, nous procurera un grand débouché en Suisse, en Piémont et dans la vallée d'Aoste.

Avant d'aborder les détails du Bilan, permettez-nous de faire un peu de statistique. Vous jugerez mieux de l'importance de nos affaires et du développement qu'elles prennent tous les jours, malgré les difficultés et les soucis du moment.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1881, nous avons enregistré quatre-vingt mille lettres.

Le nombre des visiteurs et acheteurs se traduit par une moyenne de trois cents par jour.

Les Comptes ouverts sur nos livres s'élèvent au chiffre vraiment incroyable de seize mille six cents.

Avant de vous présenter les comptes en détail, laissez-nous vous dire que nous avons été très-sévères pour nous-mêmes et que nous avons amorti à outrance.

Les propriétés littéraires acquises dans le cours de l'année ont fait monter ce chiffre à 1,894,900 fr. Nous avons retranché la somme de 94,900 fr., afin de ramener ce chapitre à 1,800,000 fr. au même taux que l'année dernière.

Le service de la publicité, qui était de 100,000 fr., s'est considérablement amélioré et perfectionné ; toutefois, il ne

figure cette année que pour le chiffre relativement minime de 80,000 fr.

Nos immeubles, eux-mêmes, ont acquis une plus-value considérable. Le mètre de terrain qui valait 250 fr., vaut aujourd'hui 500 fr. De plus, nous avons fait de nouveaux travaux, sans, néanmoins, augmenter à l'inventaire le chiffre de la propriété immobilière.

Si nous ajoutons à toutes ces réductions les impôts que nous payons au fisc et que nous ne vous retenons pas, nos bénéfices s'élèveraient bien plus encore et nous aurions pu vous distribuer près de 10 p. 0/0 de dividende.

Nous vous proposons de les arrêter, ces bénéfices, à 542,150 fr. et de les distribuer ainsi :

1^o Pour assurer le 5 0/0, net d'impôts, à nos actionnaires, il nous faut réserver 500,000 fr.

Après ce prélèvement, il reste encore comme bénéfices disponibles 42,140 fr.

2^o Aux termes de nos Statuts, nous devons prendre sur ce chiffre 10 0/0 applicables aux œuvres catholiques, soit 4,215 fr.

3^o D'après les mêmes Statuts, 30 0/0 de cette dernière somme doivent être mis au fonds de réserve.

Nous vous proposons de mettre la somme entière au fonds de réserve, soit 37,935 fr.

Je ne crains pas, Messieurs, de vous faire remarquer qu'au milieu de l'effondrement général, donner 5 0/0 bien nets d'impôts à ses actionnaires, c'est un beau résultat. Dans les moments de crise, moins une société distribue de dividende, plus elle se fortifie. Mais tous nos coopérateurs entendent s'associer à une œuvre de régénération sociale avant tout, et ensuite jouir d'une rémunération juste et raisonnable de leur capital.

Il nous reste à vous parler, Messieurs, de l'émission des nouvelles actions que vous avez votée dans l'Assemblée extraordinaire du 10 janvier dernier. Jamais circonstances plus défavorables, au point de vue financier, ne se sont présentées.

Néanmoins, vous allez voir, par les extraits des lettres que je vais vous lire, combien le public catholique nous est dévoué et comment, dans toutes les classes de la société, on apprécie nos efforts dont le but est toujours la prospérité de la patrie et surtout la glorification de l'Eglise!

Ecoutez d'abord la voix d'un vénérable

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DE LA TRINITÉ : LE CRUCIFIX

Hoc signum erit in cœlo cum Dominus
ad judicandum venerit.

(Ex. lit. cath.)

Un des moyens les plus efficaces pour honorer le mystère d'aujourd'hui, c'est le signe de la croix. En traçant sur nous ce signe sacré et en prononçant les paroles qui l'accompagnent, nous confessons dans l'unité de la nature divine, la Trinité des trois augustes personnes : le Père, le Fils et le Saint-Esprit, qui ne font qu'un seul et même Dieu. Laissant de côté le mystère de la Trinité, dont nous avons déjà parlé, nous nous entretiendrons du signe sacré de notre Rédemption, du crucifix. Sujet bien important à l'heure présente ! Les ennemis de Jésus-Christ sont si acharnés contre ce divin Sauveur, que son image elle-même les irrite, leur blesse les yeux, au point qu'ils travaillent de toutes leurs forces à la faire disparaître. Le crucifix ! Mais tout chrétien en a besoin : l'enfant pour se former à l'obéissance, et se soumettre plus volontiers à cette dure loi du travail dont il ne comprend pas la nécessité et qui lui pèse à proportion de son inexpérience ; le père pour apprendre à se dévouer avec plus de cœur, et à commander avec douceur ; mais sans faiblesse ; la mère, pour supporter les tristesses du foyer domestique ; celui qui est dans la joie pour la recevoir avec modération ; celui qui est dans la peine pour la supporter sans accablement. Disons donc ce qu'est le crucifix pour nous et ce que nous devons être pour lui

I

Le crucifix c'est à la fois un mémorial, une protection, un modèle, une consolation.

I. Un mémorial d'abord. Que de choses saintes et sacrées, terribles et douces, divines et humaines, nous rappelle le crucifix, l'image du Fils de Dieu fait homme, s'immolant et mourant pour nous ! Quel livre à la fois simple et sublime, où tous, le savant et l'ignorant, le riche et le pauvre, le juste et le pécheur trouvent les plus belles leçons et les plus pratiques instructions. Quand prosterné au pied du crucifix, je suis attentif aux enseignements qu'il me donne dans un langage muet à la vérité, mais éminemment persuasif, que de vérités viennent illuminer mon esprit et toucher mon cœur ! Il me dit : que l'homme a péché ; que son crime a été si grand qu'il lui est impossible de l'expier dignement ; que l'offense s'adressant à une majesté infinie a revêtu une malice infinie ; que le Fils de Dieu, Dieu lui-même, touché de la misère de l'humanité et de son impuissance, a abaissé les cieux, s'est humilié jusqu'à prendre la forme de l'esclave, jusqu'à s'unir la nature humaine, jusqu'à s'enfermer dans un corps mortel afin de pouvoir

expier jusqu'à la dernière rigueur les crimes de la terre ; que pouvant nous racheter par un seul acte de la volonté, par une seule larme, par une seule parole, par un seul soupir, il a voulu épuiser le calice des plus amères douleurs jusqu'à la lie, souffrir jusqu'aux dernières souffrances, accepter jusqu'aux plus extrêmes humiliations, mourir enfin pour les coupables, afin de mieux les toucher, de mieux gagner leur cœur, de les sauver plus sûrement ! *Hoc sentite in vobis quod et in Christo Jesu.*

II. Le crucifix est une protection contre tous les dangers. Il faudrait des volumes pour redire les guérisons obtenues, les fléaux conjurés, les incendies éteints, les inondations arrêtées, les morts ressuscités, les victoires remportées par la vertu du signe du salut. Représentées par deux flottes de plus de quatre cents voiles, la puissance catholique et la puissance musulmane sont en présence dans le golfe de Lépante. Du combat va dépendre le salut de la civilisation, ou le triomphe de la barbarie. Les destinées de l'Europe sont dans les mains de don Juan d'Autriche. Avant de donner le signe de l'attaque, le héros chrétien fait le signe de la croix. Tous les capitaines le répètent et l'islamisme subit une défaite dont il ne s'est jamais relevé. Toutefois un siècle après, il essaye de réparer son échec. Ses hordes innombrables s'avancent jusque sous les murs de Vienne. Sobieski est appelé. Comparées à celles de l'ennemi, ses forces ne sont rien. Mais Sobieski est chrétien. Avant de descendre dans la plaine, il fait faire le signe de la croix à son armée, lui-même se fait signe de croix vivant, entendant la messe les bras étendus en forme de croix. C'est dit un guerrier chrétien, que le grand vizir fut battu ! — Comme la vue du serpent d'airain, image du crucifix, guérissait les Israélites dévorés par le feu des morsures des serpents vénimeux, un simple regard porté sur le crucifix suffit pour apaiser dans les chrétiens le feu des passions : *Cruce ante oculos visa omnem statim abigit malam voluptatem ; hoc enim salus animæ fedarumque, concupiscentiarum salubre antidotum*¹. Comment les pensées d'orgueil ne s'évanouiraient-elles pas devant le front de Jésus couronné d'épines ? Comment les regards immodestes ne seraient-ils pas comprimés devant les yeux de Jésus pleins de larmes et de sang ? Comment les désirs impurs ne tomberaient-ils pas devant le corps sacré de Jésus labouré par les fouets de la flagellation, devant ses mains et ses pieds et son cœur cruellement percés par les clous et la lance du soldat ? Comment les appétits dérégles, les discours impies ou impudiques n'exciteraient-ils pas notre dégoût devant le fiel, le vinaigre, les paroles et les prières de Jésus expirant ? — D'ailleurs, le démon ne craint rien tant que le signe de la croix et le crucifix. *Per crucis Christi signacu-*

¹ S. Chrys. « De Continentia Joseph. »

*lum, ipsum a nobis infernalem fugamus inimicum*¹. Partout où il le rencontre il est frappé de terreur. « Si à la vue des lieux patibulaires, dit Saint Chrysostôme, nous sommes saisis d'effroi ; pensez à ce que doivent souffrir Satan et ses anges, en voyant l'arme dont le Christ s'est servi pour abattre leur puissance et couper la tête du dragon². »

III. Le crucifix est de plus pour nous un magnifique modèle de toutes les vertus. Quelle excitation à l'obéissance que la vue du Christ souverain, Seigneur des anges et des hommes, fait obéissant et obéissant jusqu'à la mort de la croix ! Quel appel au détachement que la vue du Christ, maître du monde, n'ayant pour lit en mourant que le dur bois de la croix et pour vêtements que la pourpre de son sang ! Quelle exhortation à l'humilité que la vue du Christ, splendeur du Père éternel, s'immolant dans la dernière abjection pour le salut du monde ! Quel encouragement à fouler aux pieds les mauvais plaisirs du monde que la vue du Christ, joie du paradis, torturé dans tous ses sens, dans son corps et dans son âme ! Quelle provocation surtout au plus ardent amour et au plus généreux dévouement, que la vue du Christ mourant par amour pour nous. « O Dieu, s'écriait saint François de Sales, si ce divin Sauveur a tout fait pour nous, que ne ferons-nous pas pour lui ? S'il a donné sa vie pour nous, pourquoi ne consumerions-nous pas la nôtre à son service et pour son amour ? » Aussi bien, la croix a été pour tous les saints la source toujours féconde de la brûlante charité. Apôtres, martyrs, docteurs, vierges, âmes saintes, vous la gloire de l'Eglise et de l'humanité, où avez-vous puisé vos sublimes pensées, vos nobles sentiments, votre héroïsme tout divin ? N'est-ce point au pied du crucifix ? Qu'est-ce qui encourage le missionnaire dans ses sacrifices, la sœur de charité en face des ingratitude dont elle est l'objet, le frère des écoles chrétiennes au milieu de son rude labeur, le prêtre attristé de l'inutilité apparente de ses laborieux efforts ? N'est-ce point le crucifix ? Qu'est-ce qui éclaire, chauffe, transfigure, divinise les saints ? N'est-ce point toujours le crucifix ? « J'en appelle à vous tous, s'écrie le saint évêque de Genève, illustre docteur de l'Eglise, dévot saint Bernard, où avez-vous puisé votre si suave doctrine, sinon dans le livre du crucifix ? Et vous, pieux Augustin, qui nourrissez votre âme dans les plaies du Sauveur, *pascor a vulnere* ; et vous, séraphique François d'Assise, qui avez extrait du livre de la croix tant de touchantes instructions ; et vous, angélique saint Thomas, qui n'avez rien écrit qu'après avoir pris conseil de Jésus crucifié ; et vous, séraphique Bonaventure, qui semblez n'avoir eu, en écrivant vos pieux opuscules, d'autre papier que la croix, d'autre plume que la lance, d'autre encre que le sang de

Notre Sauveur Jésus-Christ. Oh ! quel feu vous embrasait lorsque votre cœur poussait ce cri d'amour : Qu'il fait bon avec Jésus crucifié¹. »

IV. Mais le Crucifix a encore une autre vertu, c'est de consoler toutes les douleurs. Comme le bois que jeta Moïse dans l'eau amère corrigea son acreté et la rendit potable, ainsi le Crucifix adoucit toutes les peines de la vie et les fait supporter avec résignation, sinon avec joie. Vous avez vos passions ; mais par le sang de J.-C., n'êtes-vous pas tout puissants pour les dompter ? Vous êtes calomniés ; mais, qui a été plus calomnié que J.-C. ? Héritiers de Job ou de Lazare, manquez-vous de tout, tandis que d'autres hommes, vos frères, ont tout avec abondance et semblent être une cruelle dérision en face de votre pauvreté même ? Mais la pauvreté de J.-C. est plus grande sur la croix qu'à la crèche, et personne n'a été plus pauvre que le fils de Dieu naissant à Bethléem. S'agit-il des dures séparations de la mort ? J.-C. lui aussi est mort, il a laissé sa mère sur la terre, a passé par les horreurs du tombeau, d'où il est sorti vivant et glorieux, nous annonçant la destinée qui nous attend, et nous disant à tous et à chacun la parole qu'il adressait au bon larron : « Aujourd'hui vous serez avec moi dans le Paradis ! » Oui ! J.-C. crucifié est plus pauvre que le plus pauvre, plus humilié que le plus humilié, plus souffrant que le plus affligé ! Oui, de la croix dégoutte un baume divin qui enchante toutes les douleurs ! Oui, le Crucifix est un mémorial des plus grands enseignements, une protection très-assurée contre les périls du corps et de l'âme, une école de vertu, une source de consolation ! Mais voyons un peu, après avoir considéré ce qu'est le Crucifix pour nous, ce que nous devons être pour lui.

II.

Nous devons au Crucifix un triple hommage : un hommage d'amour, un hommage de respect, un hommage de confiance.

I. Un hommage d'amour. Ah ! ils aimaient le Crucifix, nos pères dans la foi ; ils le regardaient comme le portrait de leur père, comme le sceau de leur religion, comme le blason de leur foi ! Aussi le plaçaient-ils partout. « Plus précieuse que l'univers, dit S. Jean Chrysostôme, le grand panégyriste du Crucifix, la croix brille sur le diadème des empereurs. Partout elle s'offre à mes regards : je la trouve chez les princes et chez les sujets, chez les femmes et chez les hommes, chez les vierges et chez les femmes mariées, chez les serviteurs et chez les personnes libres. A la table sacrée, elle y est ; dans les ordinations des prêtres, elle y est ; dans la cène mystique du Sauveur, elle y est. Elle se dessine à tous les points de l'horizon, au faite des maisons, sur les places publiques, dans les lieux habités et dans les

¹ Orig. « De ritu Ecclesiæ. »

² S. Chrys. « Hom. IV in Mathæum. »

¹ Sermon pour l'Invention de la Sainte Croix.

déserts, sur les routes et sur les montagnes, dans les bois, sur les collines, sur la mer, au sommet des navires, sur les îles, aux fenêtres, sur les portes, au cou des chrétiens, sur les lits, sur les vêtements, sur les livres, sur les armes, dans les festins, sur les vases d'or ou d'argent, sur les pierres précieuses, dans les peintures des appartements. » Ne dégénérons pas. Aimons, nous aussi, comme nos pères, le Crucifix. Que tous nous ayons le nôtre ! surtout aujourd'hui qu'on veut le décrocher des lieux qu'il doit couvrir de son ombre ; surtout aujourd'hui qu'on l'outrage, qu'on l'insulte, qu'on le renverse, qu'on le blasphème ; qu'il nous soit d'autant plus cher !...

II. Aimons-le, respectons-le ! qu'il occupe la plus belle place dans nos appartements, afin que dans les jours ordinaires, il soit le témoin de nos prières du matin et du soir, l'inspirateur de nos bonnes résolutions, notre défenseur dans nos dangers, et, dans les moments les plus solennels de notre existence, notre guide le plus assuré, notre soutien le plus inébranlable. Qu'il ne soit pas seulement sur nos personnes comme un ornement, mais comme un auguste objet de dévotion. Saluons-le quand nous le rencontrons dans les rues, ou sur les chemins. *O crux ave !...*

III. Et puis usons du Crucifix. Entendons ses conseils, méditons ses leçons. On raconte qu'un moment où l'infortunée Marie Stuart était conduite au supplice, elle demanda comme une grâce qu'on lui rendît son crucifix pour le porter dans ses mains et le placer devant ses yeux. Le fanatisme de ses bourreaux le lui refusa, et l'un d'eux lui dit, avec une rudesse brutale, que ce n'est pas sous les yeux, mais dans le cœur qu'un chrétien doit avoir le Christ. « Je le sais bien, reprit la malheureuse reine, mais je serai bien plus certaine de l'avoir dans le cœur, quand je l'aurai sous les yeux. » Quel est le catholique qui ne pense comme Marie Stuart et qui aujourd'hui n'éprouve le besoin d'avoir sous ses regards le Christ qu'il adore, pour trouver à ses pieds lumière, force, consolation. Ah ! que le Crucifix soit notre étendard, notre *labarum*, par lui nous triompherons de tous nos ennemis : *In hoc signo vinces !* Ah ! puissions-nous, avant de mourir, déposer sur ses pieds notre dernier baiser ! Ah ! puisse-t-il couvrir nos dépouilles mortelles de son ombre tutélaire ! ce serait pour nous un gage assuré de confiance pour le jour des solennelles assises de l'humanité, *cum Dominus ad judicandum venerit*. Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU SAINT-OFFICE

DECRETUM.

Feria IV, die 1^{er} februarii 1882.

In congregatione generali S. R. et universalis Inquisitionis habita coram eminentissimis ac reverendissimis DD. S. R. E. Cardinalibus in rebus fidei inquisitoribus generalibus proposito dubio :

Utrum ad valorem dispensationum, quæ sive directe ab Apostolica Sede, sive ex pontificia delegatione conceduntur super quibuscumque gradibus prohibitis consanguinitatis, affinitatis, cognationis spiritualis et legalis, necnon publicæ honestatis, necessarium sit exprimere copulam incestuosam a sponsis habitam ante impetrationem vel executionem prædictarum dispensationum, necnon exprimere consilium et intentionem cum qua copulam inierunt obtinendæ facilius dispensationis.

Idem eminentissimi ac reverendissimi DD., præhabito voto DD. Consultorum respondendum decreverunt :

Standum decretis S.-O., feri IV, 8 augusti 1866, et S. Pœnitentiariæ, 20 julii 1869, nempe :

Feria IV, 8 augusti 1866.

I. Eminentissimi Patres decreverunt : « Subreptitias esse et nullibi ac nullo modo valere dispensationes, quæ, sive directe ab Apostolica Sede, sive ex Pontificia delegatione super quibuscumque gradibus prohibitis consanguinitatis, affinitatis, cognationis spiritualis et legalis, necnon et publicæ honestatis conceduntur, si sponsi ante earumdem dispensationum executionem, sive ante, sive post earum impetrationem incestus reatum patrauerint et vel interrogati vel etiam non interrogati, maltiose vel etiam ignoranter reticuerint copulam incestuosam inter eos initam, sive publice nota ea sit, sive occulta, et reticuerint consilium et intentionem qua eam copulam inierunt ut dispensationem facilius consequerentur. Sufficere autem ut unus ex sponsis delictum hoc suum, vel nefariam intentionem modo dictam explicaverit. Quod profecto nedum a probatis auctoribus communiter traditur sed etiam a Summo Pontifice Benedicto XIV confirmatur in Constitutione quæ incipit *Pastor bonus*. »

II. Sacra Pœnitentia sub die 20 julii 1869 respondit : « Post constitutionem Benedicti XIV. *Pastor bonus* non posse amplius dubitari de nul-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

litate dispensationis obtentæ reticita copula incestuosa, vel prava intentione facilius obtinendi dispensationem habita in ea patrandâ. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Est-il de rigueur pour le célébrant qui encense le saint Sacrement, exposé pendant la messe ou pendant vêpres, de s'agenouiller sur le marchepied de l'autel, ayant les pieds sur le second degré ?

Cette manière offre des inconvénients : le premier, c'est que les degrés du marchepied n'étant pas ordinairement assez larges, le prêtre se trouve mal à son aise, étant obligé de se contraindre pour que ses pieds ne dépassent pas le bois du deuxième degré. Le second inconvénient, c'est que l'attitude du prêtre à genoux sur le marchepied me paraît moins convenable que celle qu'il a lorsqu'il est à genoux sur le plus bas degré, s'abaissant et s'humiliant davantage devant la majesté du Dieu de l'Eucharistie ?

2^o Je lis dans des livres de piété les deux invocations que voici en l'honneur de saint Joseph :

« Cœur si fidèle de Joseph, secourez-nous ! »

« Doux Cœur de Joseph, soyez mon espérance ! »

On indique 25 jours d'indulgence pour chacune de ces invocations ; or je désire savoir si ces indulgences sont authentiques.

R. — Ad I. Pour les vêpres il est certain que le célébrant doit s'agenouiller sur le marchepied de l'autel pour encenser le Saint-Sacrement, car la sacrée Congrégation des rites l'a décidé en 1847, sur la demande du maître des cérémonies de la cathédrale d'Arezzo : « An in vespere celebratis coram Sanctissimo Sacramento exposito Celebrans ad canticum *Magnificat* dum incensat sacramentum, ante incensationem altaris genuflectere debeat in infimo gradu altaris, vel in suppedaneo ? » La sacrée Congrégation répondit : « In suppedaneo » (27 février 1847, n. 5063).

En est-il de même à la messe ? Cela ne paraît pas douteux ; la raison est la même, et c'est d'ailleurs l'enseignement et la pratique universels. La difficulté que vous y trouvez existe aussi bien à vêpres qu'à la messe, et cependant on est obligé de prendre cette attitude aux vêpres.

Ad II. Nous ne pouvons pas assurer que ces deux invocations sont authentiques, parce qu'elles ne se trouvent pas dans les « *Decreta authentica sacræ Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ*, » que nous avons entre les mains et qui sont le dernier recueil approuvé par la sacrée Congrégation des Indulgences. Néanmoins comme ce Recueil ne donne les décrets que jusqu'en 1873, il se peut que d'autres faveurs aient été accordées depuis.

En outre, comme cette indulgence n'est que de 25 jours, elle peut bien avoir été concédée par un Evêque, puisqu'un Evêque peut même accorder une indulgence de 40 jours à un objet ou à un acte de piété, il est même fort probable qu'il en est ainsi. Mais alors elle ne pourrait être gagnée

que par les diocésains ou par ceux qui viennent dans le diocèse pour la gagner.

Q. — 1^o Saint Liguori dit qu'il est permis à la collation du jeûne de manger de petits poissons.

Qu'entend-on par petits poissons ?... Peut-on manger des tanches et du fretin d'eau douce ?

Peut-on manger des moules, des sardines et toutes sortes de coquillages, voire même des huîtres.

2^o Notre rituel ne donne point les mêmes formules de bénédictions que celles de certains formulaires que j'ai entre les mains. Est-il nécessaire d'avoir un *visa* épiscopal pour user de ce formulaire ; nous sommes au rite romain.

3^o J'ai pour patron un saint Evêque, et le patron du diocèse est également un Evêque docteur (saint Hilaire). Dans quel ordre dois-je faire les suffrages ; il me semble que d'abord le patron du diocèse doit être placé. — Que faire si le patron paroissial était un martyr ?

4^o Nous avons une oraison commandée *Pro Papa* : mais ne dois-je pas l'omettre quand il y a aussi pour l'anniversaire de la consécration de l'Evêque du diocèse, une oraison *Pro Episcopo*, puisque c'est la même sauf les noms et le titre de l'Eglise particulière.

R. — Ad I. Il est difficile de résoudre catégoriquement la question qui nous est posée : 1^o parce que c'est la coutume qui doit être consultée en ce qui regarde la collation, et que la coutume n'est point partout la même ; 2^o parce que S. Alphonse, pas plus que les autres moralistes, ne donne de règle pour discerner les petits poissons des grands.

Mais ce qui peut mettre à l'aise notre correspondant, c'est que saint Alphonse permet même de manger, en quantité moindre, de la chair de gros poissons, se basant sur la coutume et sur le sentiment des hommes prudents.

Conséquemment il n'y a pas lieu de s'inquiéter si fort de la taille des poissons, là où la coutume permet d'en user à la collation.

Ad II. Vous ne pouvez pas vous servir de bénédictions différentes de celles qui se trouvent dans le Missel et le Rituel romain (S. R. C. 7 avril 1832), ou de celles qui ont été certainement approuvées par la sacrée Congrégation des rites, ainsi que l'a également décidé cette même Congrégation le 23 mai 1835. Le *visa* épiscopal ne suffirait pas pour vous autoriser à employer ces formules, parce que le Saint-Siège n'a pas conféré aux Evêques le pouvoir d'approuver des bénédictions.

Ad III. D'après la rubrique, on n'est pas obligé de faire le suffrage du patron de diocèse ; on n'est tenu qu'au suffrage du vocable de son église. Mais on peut être tenu au suffrage du patron de diocèse en vertu de la coutume ; c'est sans doute votre cas. Alors dans quel rang faut-il placer ces suffrages ? Les opinions sont partagées ; les uns veulent qu'on préfère le patron plus général, c'est-à-dire celui du diocèse, d'autres enseignent le contraire ; d'autres pensent qu'on doit suivre l'ordre des litanies. Vous êtes donc libre. Mais puisque vous nous demandez notre avis, nous le donnerons humblement.

Nous pensons avec A. Carpo qu'il convient de préférer dans les suffrages le saint que l'on préférerait à l'Office dans le cas où ces deux saints

tomberaient le même jour. Or dans ce cas de coïncidence on donne la préférence au saint plus particulier; par conséquent vous devez donner la préférence au vocable de votre église propre, et mettre au second rang saint Hilaire qui n'est que le patron de votre diocèse.

AD IV. Lorsque l'oraison est *Pro Papa*, et que cette oraison doit encore être dite à raison de l'anniversaire de la consécration épiscopale, alors on omet l'oraison commandée. Ce cas a été résolu assez récemment pour le diocèse de Nusco. Monsieur l'abbé Vecchi, rédacteur de l'Ordo diocésain demandait: « Quando in Missâ adjudigitur de mandato Episcopi Collecta extraordinaria pro Papa *Deus omnium fidelium*, etc., estne derelinquenda, vel mutanda in alia oratione, quando occurrit Anniversarium Consecrationis Episcopi diocesani? »

La sacrée Congrégation répondit: « In casu omittatur Collecta pro Papa » (22 janvier 1876).

Q. — Dans le numéro du 16 mars de l'*Ami du clergé*, au bas de la page 135, il est dit: « qu'il est absolument défendu, par le Saint-Siège, d'inscrire des défunts dans des confréries quelconques. »

D'autre part, dans le *Manuel du saint Rosaire*, par le P. Pradel, et dans les *Petites fleurs du Rosaire*, publiées par les Dominicains de Lyon (nov. 1878), on lit: « qu'on peut inscrire les défunts dans la confrérie du Rosaire, les faire participer au trésor spirituel de la confrérie, pourvu qu'on récite le rosaire toutes les semaines pour eux, ou qu'on fasse célébrer pour eux une messe par an » (bulle d'Alexandre VI, *Illius*, 13 juin 1495).

R. — Quelle qu'ait été autrefois la discipline de l'Eglise relativement à l'inscription des morts dans les confréries, il est certain que cette inscription est prohibée aujourd'hui. Nous lisons dans les *Analecta*¹: « Les Ordinaires des lieux ne doivent pas tolérer que l'on inscrive des morts dans les confréries et dans aucune association pieuse quel qu'en soit le titre, sous le spécieux prétexte que les vivants font les œuvres que les défunts sont hors d'état de pouvoir pratiquer; toute confédération de ce genre est une pure superstition qu'il faut extirper, surtout si l'inscription des morts n'est pas gratuite. »

La Sacrée Congrégation de l'Inquisition a approuvé cette doctrine. On trouve dans ses actes une lettre adressée, le 25 mai 1864, aux évêques d'Italie, de France et d'Allemagne, dans laquelle elle reproche à des religieux d'avoir inscrit des défunts dans une confrérie: «... Adscriptiones ipsæ, nulla servata forma aut solemnitate, omnibus indiscriminatum fidelibus patebant, ita ut defunctorum quoque nomina societati inscriberentur, dummodo et pro iis præstituta pecunia solveretur². »

Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir des associations qui aient pour but le soulagement des âmes du purgatoire, ni qu'il soit

défendu de recommander quelques défunts en particulier à ces associations.

Q. — Un vicaire est nommé curé dans une paroisse vacante depuis deux mois. C'est un prêtre retraité qui a fait le service et reçu le casuel pendant ce temps. Au bout du trimestre, le nouveau curé reçoit un mandat comme s'il eût remplacé son prédécesseur sans interruption aucune; c'est-à-dire qu'on lui adresse un mandat de vicaire pour 15 jours, et un mandat de curé pour 2 mois et demi. Ladessus, il doit prendre, de l'avis de l'Evêché, son traitement de vicaire pour deux mois et demi, celui de curé pour quinze jours, et partager le surplus avec le prêtre âgé qui a fait le service pendant deux mois. — A qui incombe la charge de la messe du dimanche *pro populo*: au nouveau curé?... Au prêtre retraité?... ou à personne, pendant la vacance de la cure?...

R. — Il y avait obligation de dire la messe *pro populo*, puisqu'il y avait un prêtre chargé de la paroisse avec un traitement.

2° A qui incombait cette charge? Au prêtre retiré, croyons-nous; il était, en effet, chargé de la paroisse et a reçu un traitement comme tel. Il pourra objecter que celui qui l'a remplacé a partagé ce traitement avec lui. Cette répartition ayant été faite par l'autorité compétente, nous n'avons pas à entrer dans les motifs qui l'ont déterminée, ce qui d'ailleurs servirait fort peu à la décision de la question. Il reste de cela que ce prêtre a eu pendant deux mois charge d'âmes et qu'il a reçu pour cela une indemnité: il est tenu aux conséquences.

Q. — Dans ma paroisse, la personne qui offre le pain bénit, donne 25 ou 50 centimes: à qui appartient cette modique et unique offrande? Jusqu'ici, je l'ai prise pour moi, persuadé que tel était mon droit, parce que chaque personne emporte son cierge, qui appartiendrait au curé, d'après les statuts de notre diocèse. La question des offrandes en argent n'y est pas réglée.

R. — L'offrande en argent remplace évidemment l'offrande en nature, qui est ainsi rachetée par les paroissiens. Or, comme l'offrande en nature appartient en droit au curé, l'offrande en argent lui appartient aussi, de ce chef, sans parler de l'autre loi en vertu de laquelle les offrandes en nature et en argent déposées au moment de l'offerte, appartiennent au curé de la paroisse.

Q. — Un de mes paroissiens habite l'Espagne depuis quatre ans et il veut contracter mariage. Or, parmi les pièces demandées par le curé espagnol, je trouve un certificat de l'évêque français.

Ce certificat est-il nécessaire?

R. — Il nous a été impossible de répondre en temps opportun à la présente question. Nous la donnons cependant pour satisfaire au désir de notre vénéré confrère.

L'homme en question étant un étranger pour l'Espagne a été considéré comme *vagus*. Or, d'après le concile de Trente¹, les curés ne peuvent procéder au mariage des vagabonds qu'après en avoir obtenu l'autorisation de leur Ordinaire.

¹ Série 7, livraison LXI, p. 600.

² *Analecta*, série 7^e, p. 884.

¹ Sess. xxiv, chap. vii, *De R. matrim.*

Cette autorisation, l'Ordinaire ne peut la donner comme l'indique une Instruction de la Sacrée Congrégation de l'Inquisition, qu'après avoir obtenu un certificat de liberté de l'évêque d'origine.

« Si contrahentes sunt vagi, non procedatur ad licentiam contrahendi, nisi doceant per fides ordinariorum suorum esse liberos, et in aliis servata forma concilii Trid. Fides aliaque documenta quæ producuntur a partibus non admittuntur, nisi sint munita sigillo et legalitate episcopi Ordinarii ¹. »

Q. — Dans la paroisse à laquelle je viens d'être nommé il est d'usage d'exposer, les vendredis, pendant les trois messes qui se disent dans l'intervalle d'une heure et de 2 heures (6 h. 7 h. et 9 h.), une parcelle de la vraie Croix. Le célébrant ne devant pas porter à la fois le calice et la croix dans laquelle la parcelle est enchâssée, le sacristain (laïque) a l'habitude de porter, immédiatement avant la messe, le calice, d'étendre le corporal etc., et le prêtre en allant à l'autel, porte la croix, l'expose immédiatement sur le tabernacle, et après avoir donné, à la fin de la messe, la bénédiction avec la croix, la rapporte à la sacristie, tandis que le sacristain va chercher le calice pendant que le prêtre dépose les vêtements sacrés.

Cette manière d'exposer la parcelle de la vraie croix et de faire porter le calice par le sacristain n'est-elle pas contre les rubriques? Peut-elle être maintenue? si non, comment faire?

R. — Non, ces pratiques ne sont pas convenables. Et d'abord il n'est pas permis à un laïc s'il n'y est autorisé, de toucher le calice, même vide, sans péché. Il ne lui est pas permis davantage de toucher le corporal et autres linges sacrés qui ont déjà servi. De plus le prêtre doit porter lui-même son calice à l'autel pour la messe et le rapporter lui-même la messe terminée.

Ensuite il n'est pas permis non plus d'exposer une relique, même de la vraie croix, sur l'autel où est renfermé le Saint-Sacrement.

Après la messe le sacristain laïc ne peut pas davantage rapporter le calice.

Comment faire alors? D'abord, avant la messe exposer la relique sainte conformément aux règles liturgiques; puis retourner à la sacristie prendre les ornements de la messe. Après la messe rapporter le calice à la sacristie, ôter les ornements, du moins la chasuble et le manipule, puis retourner à l'autel pour en rapporter la sainte relique.

Q. — Satisfait de vos réponses claires et lucides, laissez-moi vous poser encore quelques questions :

1° Peut-on absoudre un instituteur ou une institutrice laïque, qui fait de la propagande en faveur des écoles de l'Etat par des démarches auprès des familles de la localité ou des environs?

2° Y a-t-il quelque indulgence attachée à la récitation de l'*Aperi Domine*, qui se dit avant l'office, et du *Sacrosanctæ*, qui se dit après? Pour gagner cette indulgence, faut-il se mettre à genoux?

3° Y a-t-il péché grave à manger de la viande et du poisson aux mêmes repas, les dimanches, lundis, mardis et jeudis du Carême? On suppose que la promiscuité est formellement interdite, comme elle l'est dans notre diocèse.

R. — AD I. — En soi, abstraction faite du sentiment auquel obéissent cet instituteur et cette institutrice, leur propagande en faveur des écoles laïques est coupable, parce que :

1° Ces écoles, même à supposer qu'elles demeurent strictement neutres, sont dangereuses, mauvaises, réprouvées par l'Eglise;

2° A supposer même, par impossible, qu'elles restent bonnes en raison de l'instituteur demeuré chrétien, le principe qui les régit et qui prévaut nécessairement contre la volonté contraire de l'instituteur, est mauvais, impie, athée, funeste dans ses conséquences;

3° En fait ces écoles seront forcément mauvaises, soit par le fait des instituteurs, ne fussent-ils que timides en face de leurs chefs, soit par le fait de l'administration scolaire supérieure dont l'esprit est malheureusement trop connu.

On ne peut objecter, en faveur de l'instituteur qui fait de la propagande, que les Evêques ne défendent pas absolument aux familles d'envoyer leurs enfants à ces écoles, mais seulement dans le cas où la foi et les mœurs des enfants seraient en péril. Car, ce n'est là qu'une tolérance motivée par la seule nécessité, et possible là seulement où des moyens efficaces pourront empêcher les funestes effets de l'école athée. Entre subir par nécessité une chose aussi détestable à la condition d'en empêcher les effets, et la recommander, faire de la propagande en sa faveur, y attirer les enfants, il y a une énorme différence. Les parents qui ne peuvent faire autrement, subissent une triste nécessité. Les instituteurs qui font de la propagande pour les écoles laïques, ne sont pas excusés par cette raison.

Donc, en soi, cette propagande est mauvaise. Si l'instituteur et l'institutrice, trop confiants en leurs bonnes intentions, croient pouvoir en conscience attirer à eux les enfants, ils sont dans l'erreur théologique la plus caractérisée. La bonne foi peut leur faire éviter pendant quel-que temps un péché formel.

Mais il appartient à leur confesseur, et c'est pour celui-ci un devoir grave, de les avertir et de leur refuser au besoin l'absolution, s'ils ne renoncent à travailler positivement en faveur des écoles athées. Car il y a ici une question de bien public, tant spirituel que temporel. Or, eu matière de bien public, le confesseur est tenu d'avertir, lors même qu'il pourrait prévoir que la monition demeurerait sans effet, et, si on ne se rend aux avertissements, de refuser l'absolution. Nul cas en ce genre n'est plus clair que celui qui nous est soumis.

AD II. — Il n'y a aucune indulgence attachée à la récitation de l'*Aperi*; mais il y en a une pour le *Sacrosanctæ*. Pour gagner cette indulgence il est nécessaire que l'on soit à genoux, il n'y a que les infirmes qui puissent la gagner sans se mettre à genoux (Décret du 12 mars 1855 et du 12 juillet de la même année).

¹ Cf. Ferraris, *Prompt. Bibliot.*, t. IV, p. 72

AD III. — Oui, il y a péché grave à mélanger la chair et le poisson les dimanches, lundis, mardis et jeudis de Carême. Ainsi l'enseigne St Alphonse, ainsi l'a déclaré Benoît XIV dans sa lettre encyclique *Libentissime* du 10 juin 1745, conformément à la réponse donnée par lui dans un Bref à l'archevêque de Compostelle, *Si Fraternitas tua*, en date du 8 juillet 1744, dont nous transcrivons les paroles partielles :

« I. Utrum quæ, in antedictis Nostris Litteris in forma Brevis, de unica comestione, et de epulis non permiscendis, præscribuntur, sub gravi etiam præcepto prohibeantur ?

Respondemus: Concedentes facultatem vescendi carnibus tempore vetito sub gravi teneri eosdem facultates non aliter dare quam geminis hisce adjectis conditionibus, videlicet unicæ in diem comestionis, et non permiscendarum epularum. Eos vero qui hujusmodi facultatibus utuntur, sub gravi ad binas ipsas condiciones implendas obligari.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Dans le cimetière de ma localité, il n'y a pas de concession de terrain, quoique l'espace ne fasse point défaut.

Ayant sollicité de la municipalité la propriété des fosses de trois familles à charge de payer la redevance fixée pour les concessions trentenaires ou perpétuelles, ma demande a été rejetée. N'y aurait-il pas un moyen légal de forcer administrativement la commune à m'accorder la susdite concession ? Si oui, quelle serait la marche à suivre ?

R. — L'article 10 du décret du 23 prairial an XII est conçu de telle manière que les concessions sont, en effet, facultatives de la part des municipalités. Il s'exprime ainsi : « Lorsque l'étendue « des lieux consacrés aux inhumations le permet-
« tra, il pourra y être fait des concessions aux
« personnes qui désireront y posséder une place
« distincte.

De ce côté, la municipalité peut refuser, ayant seule à apprécier les raisons déterminantes. Cependant, s'il est de notoriété publique que les terrains sont spacieux, et qu'aucun motif plausible ne saurait justifier un refus, le maire dont la mission est de veiller aux intérêts de la commune, manquerait à cette mission en la privant sans raison d'un revenu. Dans ce cas, il faudrait porter plainte devant le préfet, lequel a qualité pour diriger la conduite administrative du maire. C'est au reste, le seul moyen à la disposition d'un citoyen en pareille circonstance.

Q. — Nous sommes cinq, parmi lesquels le président et le trésorier de la fabrique, qui avons acheté un terrain avec notre argent et celui de plusieurs personnes généreuses ; puis, nous avons fait bâtir une cure. Nous désirons que tout cela reste en dehors de toute autorité le plus longtemps possible. Quel moyen prendre pour que nos héritiers n'aient rien à y voir ?

Les plus habiles ont cru qu'il suffisait de mettre dans l'acte d'achat ce qui a été mis, en effet, à savoir : « nous « achetons pour la fabrique, quand elle acceptera. »

R. — Cette dernière clause ne signifie absolument

rien dans les termes qui l'expriment, et ne prévient nullement les difficultés que l'on redoute de la part des héritiers ; car on n'indique pas la provenance des sommes consacrées aux travaux. Elles sont donc censées appartenir aux cinq individus en question.

Or, d'un autre côté, tant que la fabrique n'a pas dûment accepté, il n'y a pas donation consommée, si donc les bâtisseurs de la cure venaient à mourir dans cette situation, rien n'empêcherait les héritiers naturels de s'emparer de l'immeuble et de s'en proclamer les propriétaires au prorata de l'apport de chacun.

Le seul moyen logique pour se tenir en dehors de toute autorité administrative serait que les cinq membres de la fabrique dont il s'agit, forment entre eux une société civile d'une longue durée avec des clauses qui empêchent, même les héritiers, de la dissoudre ou d'en changer la destination, et qu'ils consentent un long bail au curé.

Un autre moyen, ce serait de donner légalement l'immeuble, non pas à la fabrique, mais à la cure elle-même qui a qualité pour accepter avec l'autorisation du gouvernement. Si l'on recourt à ce dernier moyen, il faut bien stipuler dans l'acte de donation, que l'immeuble est destiné à l'habitation des curés *légitimes* de la paroisse et que, si, pour des raisons imprévues, cela ne se pouvait, l'immeuble ferait retour aux donateurs ou à leurs héritiers.

On ne saurait prendre trop de précautions par le temps qui court, et nous en sommes réduits à confesser qu'aucune n'est infaillible.

Q. — Un jeune homme faisait son noviciat chez les Pères Rédemptoristes. Atteint par les injustes décrets d'expulsion, ce jeune homme dut quitter la France et se réfugier à l'étranger.

Il est appelé cette année à subir le sort de la conscription. Quelle situation lui est-elle faite au point de vue légal ? Que doivent faire ses parents ?

R. — Il est dans la même situation de tout jeune homme vivant à l'étranger. On doit tirer le sort pour lui, et le porter absent. S'il rentre, il sera soumis aux lois de son pays touchant la conscription militaire. Sa qualité de religieux n'étant pas acceptée en France, il faudra que son évêque diocésain l'inscrive parmi ses séminaristes dont il partagera le sort. Nous ne savons pas encore de quelle manière le gouvernement entend exécuter sa loi militaire relativement aux ecclésiastiques. Notre avis serait que le novice en question reste à l'étranger et poursuive tranquillement sa vocation. L'avenir sans doute amènera quelque modification au lamentable état actuel des choses.

Q. — Jusqu'à cette année, mon maire n'a jamais fait de difficulté pour me délivrer deux mandats pour rentes dues à la fabrique par la commune. Aujourd'hui il exige un mémoire sur timbre.

Je n'ignore pas que ce mémoire sur timbre est néces-

saire quand il s'agit de délivrer un mandat à un ouvrier pour solde de son travail, à un négociant pour fournitures; mais quand il s'agit d'une rente inscrite au budget de la commune, et reposant sur des titres bien authentiques, cette formalité est-elle nécessaire? Ne suffit-il pas de faire mention de ces titres dans le mandat?

Je touche du bureau de bienfaisance 5 mandats pour œuvres pies, dans lesquels mention est faite des titres et le percepteur paye sans réclamation. Y a-t-il un autre règlement pour les mandats délivrés par le maire pour dettes communales?

R. — Le maire se trompe évidemment. La dette de la commune à la fabrique n'a ni de près ni de loin aucun caractère de fourniture, et par conséquent, il n'y a pas lieu à présenter de mémoire pour obtenir les mandats de paiement; pas plus que le garde champêtre n'a de mémoire à présenter pour recevoir son traitement. Nous ne connaissons aucune législation qui puisse justifier la prétention du maire.

Q. — Je recevais dernièrement un petit papier ainsi conçu. — « Avertissement. — Je vous prie de vous présenter « dans la huitaine au bureau de N. pour acquitter la « somme de 15 fr. 75, montant des droits dûs pour la do- « nation faite à la fabrique par X., par acte sous-seing privé « du.... 1880. »

A cette lecture, j'avoue que je fus un instant dans l'hésitation et l'embarras. Je croyais être certain qu'il n'y a aucun délai de rigueur pour les actes sous-seing privé; que l'on peut, par conséquent, ne pas les soumettre à l'enregistrement, tant qu'on n'en fait pas usage en justice, et que, d'ailleurs, si l'on veut se donner ce luxe de légalité, on peut les présenter dans tous les bureaux indistinctement, sans que le bureau de N. ait le droit de citer à sa barre.

Mais devant une mise en demeure aussi formelle, je me demandais s'il n'y avait pas quelque nouvelle loi existante dont j'allais, par mon refus, encourir la rigueur.

D'autre part, ce n'est pas une petite somme 15 fr. 75, pour une pauvre fabrique de village. Aussi tout en me promettant de supporter moi-même toute amende possible, je me décidai à refuser poliment, mais nettement, la somme réclamée. J'ajoutai aux raisons données plus haut que l'acte ne concernait que des biens meubles et constituait non pas une donation, mais un contrat à titre onéreux. Douze jours se sont passés depuis lors, et je n'ai pas reçu de réponse; je me demande même si j'ai bien fait de prendre au sérieux l'avertissement.

R. — Notre correspondant a fort bien agi, et il pouvait parfaitement se dispenser de répondre au trop zélé receveur de l'enregistrement. Comment ce dernier a-t-il connu le sous-seing privé puisque ni la personne qui l'a souscrit ni la fabrique qui en bénéficie ne l'ont soumis à l'enregistrement?

D'après l'article 1328 du code civil, les actes sous-seing privé n'ont de date contre les titres que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est contestée par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

Aucune de ces conditions ne se rencontre dans l'espèce, l'agent ministériel n'avait même pas à se préoccuper du papier en question.

Quant à l'acte lui-même, ne le connaissant pas, nous nous abstenons de l'apprécier.

Q. — Je vous soumets des difficultés graves survenues à la fabrique de l'église de X; et je vous prie de nous faire donner une réponse aussi promptement que possible.

Un fermier de notre fabrique refuse de nous payer intégralement le prix de son bail qui n'expire que dans dix ans. Il a pris en 1873 en location nos terres. De quoi se plaint-il? Je vous l'expose. Il prétend, après 8 ans écoulés, que notre propriété, dès l'époque de l'adjudication, n'avait pas la contenance désignée dans l'acte notarié. Nous lui répondons qu'il ne peut se plaindre, après 8 ans, vu l'article 1^{er} de l'acte : *charges et conditions*. « Ces immeubles mis en adjudication seront adjugés sans aucune garantie de contenance, le plus ou le moins de quantité de contenance de chaque immeuble fût-il de plus d'un vingtième, devant faire le profit ou la perte des preneurs. »

Qu'il y a d'ailleurs prescription aujourd'hui, vu qu'il n'a commencé à se plaindre à nous qu'en 1881.

Le fermier avait, l'an passé, voulu attaquer ses riverains ou voisins, comme ayant anticipé sur notre propriété.

Comme il avait des torts lui-même et que, dans des contestations avec ces mêmes riverains il s'était prêt à des délimitations par haies et bornes, sans notre avis ni autorisation, nous lui avons fait quelque reproche modéré, et nous ne l'avons pas soutenu dans ses plaintes. A la suite, il a été consulter un avoué qui l'a soutenu, lui, dans son projet et demande d'indemnité et de réduction de bail. Il faut vous dire que, se sentant faible, notre fermier a trouvé chez son avoué un cheval de bataille pour soutenir ses droits qui lui paraissent peu fondés : il l'avoue lui-même comme son conseiller. Une commune voisine nous ayant expropriés d'une partie des terrains loués à cet homme, nous lui accordons une indemnité qu'il a acceptée en 1880, d'après l'arpentage administratif. Aujourd'hui, sur le conseil de son avoué, ayant fait faire un contre-arpentage, il nous dit que le terrain pris est plus considérable; et, au lieu de 17 francs, il nous redemande une réduction de 25 francs au moins, par an. Ne pensez-vous pas que l'arpentage de l'administration doit l'emporter sur l'arpentage privé et subséquent du fermier? Quoi qu'il en soit de votre jugement, le fermier identifié à son avoué, indépendamment du surplus d'indemnité demandée pour le chemin vendu forcément à une commune, raisonne ainsi, pour tout l'ensemble de notre propriété : « Je n'avais pas le droit de réclamer une réduction de bail pour manque de contenance dans le principe, vu l'article 1^{er} de l'acte; mais on a touché au terrain, je puis maintenant m'appuyer sur un arpentage nouveau et je réclame d'abord 25 francs au moins au lieu de 17 francs plus 400 francs environ pour les huit années écoulées. »

Nous en sommes-là avec lui. Il nous a retenu environ 125 francs pour l'année 1881 et garde ses prétentions pour l'avenir. Cependant, il faut en finir.

Devons-nous l'appeler devant le juge de paix en paiement de fermage? Il ne se présentera pas. Y a-t-il lieu à résiliation du bail, vu qu'il ne réduit que 125 fr. sur 660 francs.

L'article 2 du contrat porte : « que le paiement doit se faire le onze novembre, sans que le fermier puisse rester en retard; si bon semble à la fabrique, huitaine après un simple commandement resté infructueux. » Faut-il lui faire faire ce commandement, et par qui? S'il refuse, il y a procès. Devons-nous, pour intenter ce procès, demander l'autorisation préfectorale et épiscopale? Le trésorier doit-il seul faire le commandement? Le conseil de fabrique peut-il déléguer n'importe lequel de ses membres plus entendu en affaires, pour se présenter avec le trésorier chez le juge de paix et à son tribunal? Et si le trésorier refusait après avoir fait le commandement resté infructueux, de paraître aux débats du procès, un seul délégué de la fabrique peut-il le représenter?

Je vous adresse cette consultation, malgré que nous connaissions des moyens d'agir, pour éviter, autant que possible, des démarches fort pénibles; nous mettre en garde contre les subtilités de la chicane et savoir de vous si quelque malveillance administrative actuelle peut nous troubler dans nos revendications.

R. — Notre correspondant aurait bien pu être

moins long, plus clair et surtout plus lisible. Cela soit dit sans malice pour lui et pour tous ceux qui nous font l'honneur de nous interroger. Venant à ses questions diverses, nous dirons que la mauvaise foi du fermier est ici manifeste. C'est un malin qui voudrait exploiter à son profit la malveillance du monde officiel contre tout ce qui regarde le monde clérical. Mais il en sera pour ses frais.

Comme il s'agit d'effectuer une recette, il appartient au trésorier de s'en occuper. (*Décret du 30 déc. 1809, art. 25.*)

Il appartient également au trésorier de faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus. (*Id. art. 78.*)

C'est encore lui qui est chargé d'empêcher les arrérages de s'accumuler, d'interrompre les prescriptions, d'arrêter les servitudes.

Pour ces actes conservatoires dont il s'agit dans l'art. 78, le trésorier peut procéder sans autorisation préalable du conseil de préfecture.

Les diligences à faire par le trésorier pour le recouvrement des revenus de la fabrique, et sans autorisation, consistent dans des avertissements réitérés donnés aux débiteurs dans un commandement ou une sommation de paiement faite par huissier dans les saisie-gagerie, saisie-exécution et finalement dans la vente d'objets mobiliers; mais s'il s'agissait d'une saisie immobilière, comme elle doit être portée devant un tribunal, ce serait une action qui ne pourrait être intentée sans un arrêté du conseil de préfecture.

Dans le cas présent, le trésorier ne peut se dispenser d'agir aux termes de la loi, sans forfaire à son devoir; sa responsabilité personnelle y est même engagée. S'il refuse d'agir, il doit donner sa démission; et alors le conseil de fabrique le remplace ou délègue quelqu'un pour traiter l'affaire.

Si tout ce que nous venons de dire ne triomphe pas de la résistance du fermier, il faut demander au conseil de préfecture l'autorisation de lui intenter un procès. Car lorsqu'il s'agit d'un procès, cette autorisation est nécessaire même pour le simple tribunal de paix.

L'administration actuelle, si malveillante qu'elle puisse être d'ailleurs, ne peut qu'être favorable à la fabrique en cette circonstance.

Q. — J'ai une école de filles tenue par trois religieuses dont l'une a le titre de directrice et les autres celui d'adjointes.

La directrice vient de recevoir son changement; les deux adjointes peuvent-elles légalement continuer la classe, sans crainte des autorités, en attendant la nomination d'une nouvelle directrice.

R. — Le simple bon sens est pour l'affirmative; mais la République qui ne se pique pas de bon sens a professé, il y a quelque temps, l'opinion contraire. Mais un jugement du tribunal de Marseille lui a donné sous ce rapport une petite leçon.

Vers la fin du mois de mars dernier, le ministère public poursuivait les sœurs Irma et Marie du Carmel pour avoir, à Roquesaire, dirigé une école primaire sans avoir le brevet et sans avoir fait les déclarations préalables prescrites par la loi. Elles étaient dans la situation dont parle notre correspondant.

Le tribunal a décidé : « Qu'en tenant l'école ouverte, en surveillant les classes et en y continuant leur emploi d'adjointes pendant une absence de leur directrice, toujours légalement investie de ce titre et responsable en cette qualité, et alors que la durée de cette absence n'a pas excédé le délai pratiquement nécessaire pour la substitution d'une directrice à une autre, les inculpées n'ont pas entendu prendre la direction de l'école et n'ont, par suite, pas commis le délit qui leur est reproché. »

Q. — Un propriétaire porte sur un de ses terrains attenant au presbytère beaucoup de fagots et d'autres bois verts et secs, mais de manière à toucher le mur : ce qui donnera beaucoup d'humidité à la maison et à la muraille, d'autant plus qu'il s'agit de la façade qui regarde le nord et le mauvais temps.

Ne peut-on pas obliger ce fâcheux à mettre son bois à une certaine distance du mur ? Le maire serait résolu à lui donner une leçon, d'autant plus volontiers que ce quidam est un brouillon de la pire espèce.

R. — Si le mur est mitoyen, il n'y a aucun moyen d'empêcher le voisin de s'en servir pour y déposer du bois ou toute autre chose. Mais si le mur n'est pas mitoyen, personne n'a le droit d'y toucher.

En outre, les murs des églises, des presbytères et autres édifices publics ne peuvent être l'objet du privilège accordé aux propriétaires par l'art. 661 du code civil; c'est-à-dire que les propriétaires ne peuvent pas exiger la mitoyenneté, comme ils en ont le droit pour tous les autres murs. Telle est la jurisprudence des tribunaux (*arrêts de la cour de Toulouse du 15 mai 1831, et de la cour de cassation, 5 décembre 1838*).

Le maire peut donc châtier son brouillon.

Q. — Le trésorier de ma fabrique d'accord avec deux autres membres, a fait construire en briques et en plâtre dans une chapelle de mon église, une espèce de décharge, sous prétexte d'y déposer des objets appartenant à l'église. Cette petite construction s'est faite sans consulter le conseil, sans avoir voté les fonds, contre la volonté et malgré les protestations du curé, sans avoir consulté Mgr l'évêque. Cette construction déprécie la chapelle et l'harmonie de l'église, au point que les gens capables de juger lui donnent le nom de baraque.

1° Je demande si le curé, à la réunion du conseil, peut approuver cette dépense faite sans autorisation ni du conseil, ni de l'évêque et contre sa protestation ?

2° Le curé a-t-il le droit d'obliger le trésorier à faire disparaître cette baraque qui gêne la chapelle et détruit l'harmonie du bâtiment. Moyens à prendre ?

3° Dans le cas où l'on rétablirait la chapelle dans son premier état, qui doit supporter les frais et de la construction et de la démolition ?

4° Enfin quels sont les moyens d'obliger le trésorier à remettre les choses dans leur état primitif ?

R. — Ad I. Il peut assurément approuver tout ce

qu'il voudra; mais dans cette circonstance, il aurait grandement tort. Il faut nécessairement donner une leçon à ce trésorier incroyable qui piétine sur tous les droits et sur toutes les lois.

AD II. Assurément. Il est après l'évêque et sous son autorité directeur du culte et de tout ce qui regarde le culte dans son église. C'est en vertu de ce principe, qu'il indique le placement des chaises et des bancs. C'est en vertu du même principe et de son droit de police qu'il peut supprimer ou faire supprimer une décoration, s'il la juge inconvenante. Il peut également s'opposer à ce qu'un conseil de fabrique fasse des embellissements ou n'importe quel travail dans l'église, s'il trouve des inconvénients; à plus forte raison le peut-il, quand il s'agit d'un travail exécuté par un trésorier capricieux, lequel n'a même pas l'assentiment du Conseil.

AD III. En équité et même en justice, c'est le trésorier qui doit tout payer, et, si le conseil de fabrique l'exige, il paiera; il n'a aucun moyen de se dérober à cette obligation.

AD IV. Les moyens, c'est d'abord de lui refuser toute approbation et tout secours d'argent. Il y a ensuite les tribunaux qui sont là pour faire réparer les dommages commis.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

VI.

HISTOIRE D'UN BUDGET DE CURÉ.

Comme nous étudions la question du budget des cultes, il nous est tombé sous la main un carnet fort instructif où un excellent curé qui vient de mourir inscrivait régulièrement ses recettes et ses dépenses. C'est la vie réelle prise sur le fait, et quand nous parcourions ces pages écrites par une main vénérée, le cœur nous serrait, car chaque ligne trahissait la lutte de la charité contre le besoin. A la tête d'une paroisse de deux cent cinquante à trois cents habitants pendant près de quarante ans, il avait toujours vécu dans une aisance relative, ayant réussi à faire quelques économies, aidé d'ailleurs d'un brin de patrimoine. Nous allons voir comment avec une vie d'anachorète, un léger avoir, des dépenses sagement réglées et un bon cœur de prêtre on arrive aujourd'hui infailliblement à se ruiner.

En 1853 le budget de prévoyance de ce digne curé portait les articles suivants :

Indemnité de l'Etat	900 fr.
Messes	250
Casuel, oblations, etc.	100
Total	1,250

C'est court et précis, et chaque année jusqu'en 1880 dans son « livre de raison, » nous voyons se reproduire les mêmes immuables articles.

Mais vers 1853 le vin se vendait 30 francs la pièce, la viande 0,25 centimes la livre; et puis il passait moins de pauvres sur la grande route, en sorte que, bon an, mal an, jusqu'en 1865 le curé de X... mettait chaque année deux cents francs de côté. Alors les recettes et les dépenses s'équilibrèrent et cela dura jusqu'en 1869 où l'équilibre fut rompu. La guerre fit une large brèche dans les économies fondues avec le petit patrimoine, et depuis cette malheureuse époque le budget crie et se plaint. Le « livre de raison » jadis agrémenté d'une jolie tranche rouge, s'est métamorphosé en un mauvais carnet noir qui se cache honteusement au fond du tiroir le plus ignoré.

Qu'il paraisse au grand jour avec sa glorieuse pauvreté et sa conclusion accusatrice! Car il révèle l'existence gênée de la « moyenne » du clergé.

En 1880 les recettes se sont élevées à 1,262 fr. 65.

Voici les dépenses pour cette même année :

Pain	146 f. 50
3 pièces de vin à 90 fr. l'une.	270 »
Une feuillette de Bordeaux ordinaire	90 »
Viande	253 45
Poisson	24 20
40 kilogr. de porc à 0,75	30 »
Traitement de la domestique	160 »
Engrais et entretien du jardin	22 »
Impôts	26 40
10 stères de bois à 12 fr. l'un	120 »
Un cent de fagots	20 »
50 livres de beurre à 1 franc	50 »
Œufs, laitage, etc.	35 40
Une soutane	60 »
Une douillette.	56 »
Vêtements, linge de corps, bas, etc.	35 »
Epicerie, sucre, café, etc.	108 50
Caisse diocésaine.	10 »
Donné aux pauvres.	93 25
Journaux, revues, livres	48 »
Voyages	42 50
Chaussures et dépenses diverses	45 »
Total.	1,746 20
Déficit.	483 55

Au premier janvier 1881, ce résultat ne laissa pas que d'inquiéter le bon vieillard qui continuait de donner à tous les nécessiteux de sa paroisse, et aux pauvres de toute la France qui fixent leur rendez-vous à tous les presbytères. Il fit lui-même le résumé de ses dépenses dans les articles sommaires que nous venons de transcrire et il se mit à réfléchir en face de cette page inexorable. Que pourrait-il bien retrancher de ces chiffres? Sa feuillette de Bordeaux? Mais c'est le vin de ses malades. La viande? Mais quand il faut un peu de bouillon, une longue habitude fait courir au presbytère. Le sou donné à la porte

aux passants? Mais lorsque la sonnette tinte d'angoisse, la bourse s'ouvre aussitôt, comme nue par un ressort soudain. Un cœur de prêtre c'est un cœur de père, et quand les enfants demandent, comment leur refuser? Une chose bien sûre c'est que le peuple croit les curés riches d'argent parce qu'ils sont millionnaires d'affection et de bonnes paroles. Un prêtre se promène avec un homme bien vêtu et portant écrits sur ses breloques d'or tous ses titres de rentes. Qu'un pauvre vienne à passer, il tendra la main au prêtre malgré sa soutane jaunie ou déchirée — mais non au bourgeois qui peut être doué cependant d'un excellent cœur. Le malheureux sait d'instinct et d'expérience que dans notre société française le prêtre reste le seul homme qui ne refuse jamais une aumône.

Voilà le fait écrasant, éclatant au grand soleil du 19^e siècle et constatant à la fois la pauvreté et la charité du prêtre.

Et dans ces dépenses du curé de X... rien qui ne soit nécessaire sauf peut-être les voyages. Encore faut-il considérer qu'il se trouvait à vingt lieues de la ville épiscopale et qu'il dut sans doute s'y rendre deux fois cette année-là pour une retraite, pour un synode, pour un enfant qu'il a mis au séminaire, qui sait? Que d'autres articles très-allégés, l'article des livres par exemple! Il aimait l'étude cependant, mais comme Royer-Collard vieillissant, il *relisait*.

Sans doute qu'un cantonnier ou un facteur ont un moindre budget, mais le curé est un homme à qui l'on ne peut comparer personne. Le facteur ou le cantonnier ne songent qu'à vivre pour eux-mêmes et nul ne leur tend la main. Le curé est l'homme de tous. Il a reçu une grande éducation; magistrats, hommes publics, ingénieurs, quiconque est doué d'une intelligence cultivée se rapproche naturellement de lui, parce qu'il les a devancés sur les sommets des vérités idéales, parce qu'il est *quelqu'un*. En un mot, la société l'a placé et le maintient au rang le plus honorable, elle lui doit donc les moyens de l'occuper dignement.

Et, quand nous passons au crible les dépenses de cet humble curé, nous n'y voyons pourtant figurer, ni souscription pour une bonne œuvre, ni le soin des vieux parents, ni la note du médecin, ni la visite épiscopale. Il n'a pas été grevé non plus des frais énormes de déménagement, toutes choses éventuelles qui trop souvent vous forcent à contracter des dettes.

Mais poursuivons l'histoire de notre budget. Le curé de X... possédait un dernier titre de rentes de cinq cents fr., il le vendit et paya ses dettes de l'année 1880. En 1881, il tomba malade. La médecine et la pharmacie, deux figures inconnues du robuste vieillard, vinrent s'asseoir à son chevet pour ne plus le quitter pendant neuf mois. Les remèdes stériles et les fioles coûteuses envahirent le presbytère, sans pouvoir même endormir le

mal. La pauvre domestique dut se faire aider par des soins mercenaires, le mal empira, le vieillard se réveillait parfois en sursaut comme si dans la nuit de ses rêves il eût vu passer les visages cauteleux de ses créanciers. — Bah! disait-il, on vendra mes meubles pour payer!

Deux mois après, la foule envahissait le presbytère vide. Les meubles jonchaient les chambres. Les vieilles gravures décrochées des murs noircis laissaient çà et là leur empreinte d'un blanc sale; le commissaire-priseur debout sur une table, la face avinée, prenait chaque objet, le montrait au public avec un accompagnement sordide de grossières plaisanteries. Je n'oublierai jamais cette triste scène. Il me semblait que l'ombre du vénérable curé se dressait indignée au milieu de la salle, protestant au nom de l'honneur chrétien outragé.

Il fallait payer huit cent fr. de dettes occasionnées par la maladie. La vente produisit le double; heureusement, car les formalités légales absorbèrent presque moitié de la somme réalisée. Les créanciers furent donc désintéressés, l'honneur restait sauf.

Oui, l'honneur du vénérable curé, cœur effectueux dont la mémoire sera longtemps bénie. Mais l'honneur du pays qui a solennellement promis au prêtre « un traitement convenable, » qui lui a créé aux yeux de l'opinion une position qui l'oblige à un train de maison, à des relations élevées, à l'aumône donnée à tout venant, je le demande, l'honneur de ce pays est-il sauf quand le prêtre meurt de faim et que ses meubles sont après sa mort vendus à l'encan?

Et si cette histoire lamentable n'est pas celle de tous les prêtres, c'est qu'à force de privations la plupart d'entre eux évitent cette terrible alternative; c'est que la Providence les aide d'une manière visible; c'est enfin que le plus grand miracle peut-être du dix-neuvième siècle, c'est le budget du curé de campagne, où de faibles recettes équilibrent cependant d'énormes dépenses.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

LE MOBILIER, LES CHAISES.

Nous nous proposons de donner de temps en temps quelques renseignements sur les diverses parties du mobilier. Nous commencerons par les chaises. Cet article nous est suggéré par la visite que nous avons faite récemment à un presbytère, où tous les sièges, d'acquisition récente, étaient la plupart disloqués et boiteux.

Il ne saurait être ici question des chaises de luxe, — le mobilier d'un curé est nécessairement très-simple, — mais bien des chaises ordinaires.

Pour la fabrication des chaises le meilleur bois est le frêne ; c'est celui qui l'emporte par la durée ; une chaise de frêne bien conditionnée ne se conserve pas moins de soixante ans.

Cet arbre doit, comme tout autre, être coupé en bonne saison, c'est-à-dire dans les mois de décembre et de janvier. Le tronc seul et non les branches, fournit un bois solide ; le frêne des terrains secs, aérés, est bien supérieur à celui des terrains humides et des forêts touffues. On ne le laisse en grume qu'une année à peine ; on peut ensuite le conserver plusieurs années, à l'abri de l'humidité. Le bois de frêne est souple, blanc, veiné ; il devient rougeâtre en vieillissant.

L'orme se rapproche beaucoup du frêne pour l'aspect et la solidité, mais il est plus brun ; les nœuds multiples dont il est pourvu, sont la cause pour laquelle il est moins employé dans la confection des chaises ; très beaux dans un meuble à grande surface, ces nœuds déparent la chaise et la rendent fragile. Une chaise d'orme peut durer de trente à quarante ans.

Le hêtre est employé assez fréquemment. Il faut qu'il soit scié aussitôt après l'abattage, car, comme disent les ouvriers, il se cuit dans son écorce. Son bois est à grain serré, à couleur pâle et marqué de légères piqures noirâtres. Une chaise de hêtre fait moins d'usage qu'une de frêne ou d'orme ; sa durée ne dépasse guère vingt ans.

Le noyer est plus élégant, mais plus fragile que les bois précédents. Il est de couleur brune, nuancée diversement. Le cœur peut se conserver de 20 à 30 ans, mais il est souvent attaqué par les insectes ; l'aubier, partie blanchâtre, dure peu de temps. Les noyers plantés dans les terrains secs et rocailleux fournissent un bois excellent ; il n'en est pas de même de ceux qui croissent dans des terres grasses et argileuses.

Dans certains pays où l'acacia est commun, on l'emploie à la confection des chaises. Il offre l'avantage de posséder une dureté remarquable, une belle couleur jaune, souvent même d'autres couleurs brillantes, mais souvent aussi les fibres ne sont point droites et comme les différentes parties de la chaise sont découpées à la scie, l'irrégularité des fibres nuit à la solidité. Une chaise d'acacia peut se conserver de 20 à 30 ans.

Le cerisier est un bois de nuance rouge ; le cerisier des vergers est préférable à celui des forêts. Une chaise faite de ce bois dure de 15 à 20 ans.

L'aune se rapproche beaucoup de la couleur du cerisier ; le meilleur pour les chaises est l'aune des taillis ; il est moins sujet à se vermouler que celui des futaies. S'il est employé vert, ce qui est préférable, il dure de 10 à 15 ans.

Le pommier et le poirier sauvages, — ceux des vergers sont rarement utilisés pour la fabrication des chaises, — fournissent aussi un bois de couleur rouge, mais dépourvu de nuances et de veines. Sa durée égale à peu près celle du cerisier.

Pour qu'une chaise soit d'une bonne qualité, il faut que le bois des grandes pièces et des pieds de devant, ne soit pas trop sec au moment de la fabrication, mais les petites traverses et toutes les menues pièces doivent avoir au moins deux ans de sciage. La raison en est facile à comprendre. Dans ces conditions, les mortaises des grandes pièces se rétrécissent en séchant et serrent plus fortement les tenons irrétrécissables des menues pièces.

Nous ne parlons pas de l'ajustage, nécessaire dans les chaises, comme dans tous les ouvrages de menuiserie.

Il n'est point rare que des fabricants ou des marchands peu consciencieux vendent sous le nom d'acajou, du cerisier, de l'aune, du pommier ou du poirier. Ces bois, avons-nous dit, imitent l'acajou ou en perfectionnent la couleur au moyen de la sciure de ce bois.

L'œil le moins exercé distingue facilement les nuances claires et brillantes de l'acajou de la couleur uniforme et mate de ces ouvrages trompeurs. En outre, coupez un peu la chaise sous le pied, vous verrez que le bois, de coloration artificielle, diffère totalement de l'acajou.

Ordinairement, les chaises ont le siège tressé en jonc, en paille ou en rotin. Le jonc n'a ni l'élégance, ni la solidité de la paille, on ne l'emploie du reste que dans les chaises de qualité inférieure. Nous n'en parlons que pour mémoire.

Le rempaillage, pour être bien fait, doit être à cordons serrés, lissés, égaux ; chaque cordon se compose de la paille intérieure, qui demande à être fine, douce, forte, exempte de nœuds, et de la paille enveloppante qui doit être blanche et souple.

Le rotin ou rotang est surtout employé dans les chaises de salle à manger connues sous le nom de chaises de canne ; c'est une plante grimpante qui nous vient de Java et de Borneo. La principale condition d'un bon treillis en rotin est la tension.

Nous ne dirons rien des formes variées et variables qu'affectent les chaises. Les unes sont à cintre régulier, ou à cintre tordu, les autres à dos rond ; ces dernières sont en général moins solides. L'inclinaison du dos rend la chaise plus commode et l'évasement des pieds à la partie inférieure lui donne plus de stabilité.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 24 maii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

évêque, ami de la première heure, un glorieux persécuté :

« Monsieur le directeur général,

« Désireux d'entretenir avec vous nos gracieux rapports du passé, quoique dans la retraite « maintenant et hors de combat, je viens vous « prier de me retenir deux actions de 500 fr. à « votre nouvelle émission.

« NOGRET, ancien évêque de Saint-Claude. »

Après un évêque, un prêtre, un curé-doyen :

« Pour contribuer à votre bonne œuvre, qui « est des plus appréciées au temps où nous vi- « vons, je veux bien prendre sept actions.

« Votre tout dévoué.

« OLLIVIER, curé-doyen de Quéméné-Scorff. »

Après le curé-doyen, l'humble desservant; écoutez :

« Tout heureux de pouvoir vous aider à com- « battre la mauvaise presse, si acharnée contre « la Religion, je vous prie de m'adresser deux « actions de 500 francs de la *Société générale de « librairie catholique*.

« J'envoie directement mille francs dès la ré- « ception des deux actions.

« VERDIER, prêtre desservant à Goudourville (Gers).

La noblesse :

« Tournon, 5 février 1882.

« Tandis que la catastrophe financière que la France subit, amène des ruines, la *Société générale de librairie catholique* poursuit paisiblement le cours de ses succès.

« Je vous félicite de votre vaillance. J'aime votre œuvre si éminemment bonne, dans laquelle la spéculation ne peut avoir qu'une raisonnable part.

« Je prie Dieu qu'il continue à la bénir, à la faire prospérer et à éloigner d'elle toute embûche.

« Ci-joint mon bulletin de demande pour l'émission nouvelle, et agréez, je vous prie, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

« E. DE LANDERSET. »

Saint-Calais (Sarthe), 31 janvier.

« J'ai donné l'ordre de souscrire en mon nom dix actions nouvelles, auxquelles me donnent droit mes vingt anciennes... Permettez-moi d'applaudir au brillant développement de vos si utiles entreprises.

« HARDY DE LA LARGÈRE. »

Après la noblesse, l'armée :

« Nogent-sur-Seine, 2 février 1882.

« J'ai reçu hier le compte-rendu de la dernière assemblée générale.

« Ami sincère et très convaincu de votre belle et noble Société, je désirerais beaucoup acquérir deux titres de la nouvelle émission.

« JOSEPH NOEL, Officier en retraite. »

Notre Société est bien définie par un médecin chrétien, écoutez-le :

« Angers, 22 janvier 1882.

« Votre inspiration est bonne. En spiritalisant ainsi les affaires, vous les faites sortir de l'ornière et marcher sur un terrain dégagé des ronces de l'agiotage. Les amateurs passionnés des gros dividendes progressifs, sans tenir compte des abîmes qu'ils côtoient, ne seront pas vos actionnaires : ils aiment la fièvre du lucre et de l'aléa, ils la garderont. Mais les amateurs sages d'un placement de tout repos vous resteront fidèles et pleins d'admiration pour des initiatives si bien dans leurs idées, sans compromettre les sources légitimes d'un revenu modeste et nécessaire.

« Docteur RÉNIER. »

Les femmes :

« Auch, 31 janvier.

« Je suis toute disposée à vous aider dans votre grande entreprise pour le bien, et je viens vous prier de me réserver deux actions nouvelles.

« Marquise d'AIGNAN. »

Un autre actionnaire, une femme du monde, souscrit une nouvelle action ; pour s'imposer des sacrifices, il n'y a que les femmes chrétiennes.

« Désirant toujours participer à votre belle œuvre, dit-elle, je viens vous dire qu'ayant économisé, sur ma toilette, la somme de 500 francs pour une action nouvelle de la Société de Librairie catholique, je la tiens à votre disposition, et désire savoir, de suite, quelle est la plus sûre manière de vous l'envoyer.

« Recevez, Monsieur, la nouvelle expression de mes sentiments distingués.

« Veuve DE F. d'O. »

Afin de vous faire voir que notre Société est universelle, puisqu'elle est catholique, nous allons vous donner lecture de la lettre d'un actionnaire de l'étranger :

Saragosse (Espagne), 31 janvier.

« Je suis pénétré du but de votre Société, et, désirant m'associer à une si louable entreprise, je vous prie de me réserver cinq actions de ladite Société.

« SANTIAGO-ARANDA. »

Vous voyez donc, Messieurs, que, si nous avons à lutter contre des jalousies accentuées, nous avons du moins l'immense consolation de nous sentir universellement compris et soutenus.

Les libres-penseurs s'unissent pour répandre leurs erreurs et leurs maximes détestables ; redoublons de zèle pour la diffusion de nos principes. Confiance donc, luttons sans cesse, et n'oublions pas ces paroles que vous avez déjà entendues, mais que j'aime à répéter :

« L'avenir est aux hommes de foi et de courage persévérant. »

Dans notre prochain numéro nous reproduirons l'allocation du Directeur général M. Victor Palmé, sur le rôle de la bonne presse, et la mission de la Société de Librairie catholique.

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.

Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PCSTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50

Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENAY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.

La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.

Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFROY

MARIE IMMACULÉE MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

PAR LÉRIDA GEOFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU
 LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVAIN »

Soli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 f., 6 f., 10 f., 12 f., 15 f., 20 f., 25 f.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du IX^e au XVII^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix d : chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 22 :

PRÉDICATION : Pour la fête du Saint-Sacrement : le pain du ciel. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Distributions chorales. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : A la procession de la Fête-Dieu, le Saint-Sacrement peut-il reposer sur un brancard porté par deux prêtres, le célébrant ne faisant que le maintenir en équilibre? Le daïs peut-il être en velours cramoisi? — Etant établi qu'on doit dire le *Dies iræ* à toute messe de *Requiem* chantée, peut-on suivre l'*Ordo* diocésain qui dit le contraire? — Si saint Romuald était transféré au 19 juin, jour de sa mort, devrait-on dire : *meruit beatus scindere sedes*? — Un étranger disant la messe pendant l'octave du patron de la paroisse, doit-il faire mémoire du patron et réciter le *Credo* dans l'église paroissiale? Dans un oratoire privé? L'*Ordo* de l'oratoire privé doit-il être modifié comme celui de la paroisse? Pour la mémoire du patron à vêpres, quelle antienne doit-on prendre? — La vigile de l'Epiphanie exclut-elle les messes de *Requiem* de 3^e, 7^e et 30^e jours? Peut-on dire ces messes aux jours octaves? — L'usage de voiler le Saint-Sacrement pendant la prédication, est-il romain? — Le prêtre qui est seul, obligé de quêter, peut-il, après la prédication réciter le *Credo* sans reprendre la chasuble? — Une personne sur le point d'accoucher peut-elle être absoute des censures comme étant en danger de mort? — Une personne de 85 ans venant recevoir le Saint Viatique pendant la messe, doit-on faire après coup les prières prescrites par le Rituel? Si l'on réitère le Viatique, doit-on réitérer les prières? — Y a-t-il faute théologique à échanger des cadeaux entre membres des congrégations à vœux simples et séculiers? — Que les conditions sont nécessaires pour qu'un oratoire soit public? — Une personne demande une messe du Saint-Esprit sans vouloir dire pour quel motif cette messe plutôt que celle du Saint-Sacrement, le prêtre a-t-il bien fait de refuser? — L'indult de l'autel privilégié accordé à une chapelle domestique en faveur des membres décédés de la famille, exige-t-il que ces membres aient habité la maison? — A qui appartiennent les offrandes déposées par les fidèles à l'adoration de la croix. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on empêcher l'exécution d'un décret présidentiel obtenu déloyalement, ordonnant distraction d'une partie du jardin presbytéral pour un gymnase scolaire? — Est-il encore bon pour une fabrique d'acquérir des immeubles? — Peut-on établir partout des écoles libres? Quelles formalités sont nécessaires? — Le maire en la vacance d'une cure peut-il garder les clefs du presbytère et les refuser au desservant par intérim ou au prêtre nommé par l'Evêque? — Le conseil municipal et le sous-préfet peuvent-ils obliger la fabrique à réparer les murs du cimetière? — L'enregistrement peut-il exiger d'une fabrique les droits afférant à une fondation dont l'autorisation n'est point encore revenue de la préfecture? — Le curé peut-il malgré le maire maintenir l'usage de porter à découvert les morts au cimetière? — Pour obliger le maire à délivrer le certificat de résidence, le curé pourrait-il quitter la paroisse, sûr que les paroissiens forceraient le maire à le lui rendre? — Que faire pour l'acceptation d'un legs à l'église dans une paroisse où l'on n'a pu depuis trois ans constituer une fabrique? Le legs pourrait-il être fait à la cure? — Comment faire disparaître des urinoirs publics adossés aux murs du presbytère et placés par la commune sans que la fabrique ait été prévenue? — La fabrique a-t-elle le droit de fournir la cire pour les enterrements? — A quel tribunal appeler le maire qui refuse de mandater l'indemnité votée et approuvée, pour la première messe du dimanche. — COURRIER DE L'UTILE : Le beurre et ses falsifications.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

Assemblée du 19 mai 1882.

Nous avons donné dans notre précédent numéro le discours prononcé par le président de la Société. Nous reproduisons aujourd'hui celui du Directeur général, M. Victor Palmé, sur le rôle de la bonne presse et la mission de la Société de Librairie catholique :

Dans notre assemblée générale de mai 1880, il y a juste une année, nous vous avons entretenu de la grande publication que nous allions commencer, les *Classiques*. Votre généreux concours nous a permis de mener à bien cette opération si importante. Aujourd'hui notre promesse est réalisée en partie, nos classiques ont paru et ils nous ont valu, comme nous vous l'avons annoncé en janvier dernier,

les éloges et la haute approbation de plus de cent évêques, supérieurs de petits séminaires et d'institutions libres.

Mais dans le champ du bien, on n'a rien fait tant qu'il reste encore quelque chose à faire, et c'est ainsi que nous avons été appelés à vous parler, dans cette même séance de janvier, de l'aide que nous voulions donner aux écoles libres, à ces écoles qui sont toute notre espérance. Cette fois encore, vous avez répondu à notre appel, en nous mettant en mesure de soutenir la lutte contre l'esprit de négation par l'affirmation du vrai, d'aider la jeunesse chrétienne à se sauver en lui assurant la sécurité des études par nos subventions pécuniaires, comme nous l'avons fait de la rectitude des principes et de la vraie science, en lui mettant entre les mains des livres de choix et irréprochables.

C'est donc le moment de vous apprendre que l'œuvre des écoles commence, et que déjà notre caisse spéciale a consenti une avance à une école que vous connaissez et à laquelle une autorité bien supérieure à la nôtre a promis un secours annuel de cinq mille francs.

Nous arrivons donc à l'heure juste, au moment voulu, en devenant, nous, Société de Librairie catholique, l'auxiliaire prévoyant et efficace de l'enseignement chrétien, de l'œuvre que l'Eglise préconise et qui est la sauvegarde de l'avenir.

Fasse le ciel que la caisse de retraite pour le clergé ne devienne pas trop tôt d'une utilité aussi pressante !

Au point de vue de la propagande de nos idées, les livres que nous publions sans cesse vont se succédant les uns aux autres, sans interruption, dans tous les genres. C'est tantôt la théologie et la philosophie, la religion et la morale, et tantôt l'érudition scientifique ou littéraire, l'histoire et les bons romans.

Toujours sur la brèche, nous luttons sans repos : notre activité, bien loin de s'éteindre, vient de reprendre une nouvelle vie à l'appel si pressant du Pape Léon XIII et de l'Episcopat. Signalant d'un côté ce déluge de mauvais livres et de l'autre ces journaux de désordre et d'insanité dont l'influence est pernicieuse, le Saint-Père montre ce qu'il y a à faire : « Que la presse, cet instrument si puissant pour la ruine, devienne encore plus puissant pour le salut et que le remède découle et vienne de la source même du poison. Aux mauvais écrits il faut énergiquement opposer les bons écrits. » Mgr Daber, évêque de Périgueux, celui-là même qui nous a apporté la bénédiction du grand Pie IX, Mgr Daber dénonce le mauvais livre comme le corrupteur le plus séduisant, le plus effronté et le plus assuré de vaincre. — « Si les honnêtes gens » dit Monseigneur Lelong, évêque de Nevers, « savaient et « voulaient faire en faveur de la bonne « presse les sacrifices pécuniaires et « autres que s'imposent les tenants de la « mauvaise, son rôle prendrait de suite « une autre importance et son influence « se ferait plus généralement sentir. » Mais personne peut-être ne comprend aussi bien le rôle de la presse comme les Américains. Nous allons clore nos citations par le cri d'alarme des évêques de l'Amérique du Nord réunis en Concile à Cincinnati.

« Personne n'ignore la puissance de la presse. A mesure que le catholicisme étend son influence, on remarque un accroissement correspondant dans le

nombre et l'action des journaux catholiques. Il est à souhaiter que les catholiques comprennent la valeur d'une presse vigoureuse et bien soutenue. Il n'y a pas d'aide plus précieuse pour la chaire catholique qu'un journal bien rédigé. Que chaque famille s'abonne donc aux bons journaux. Qu'on établisse aussi des bibliothèques, afin que la jeunesse se livre à une lecture saine et utile. Qu'il y ait en outre des bibliothèques à l'usage des jeunes enfants fréquentant les catéchismes et, autant que possible, qu'on leur distribue de bons journaux du dimanche. IL N'Y A PAS DE DÉPENSES MIEUX PLACÉES QUE CELLES FAITES EN VUE DE PROCURER AU PEUPLE DES LECTURES ATTRAYANTES ET SALUTAIRES. »

Pour notre part, nous croyons avoir largement correspondu au désir du souverain Pontife et de l'Episcopat. La création successive de dix à douze journaux et revues, la publication continuelle et incessante de livres dans tous les formats et à la portée de toutes les bourses, la diffusion par centaines de mille des petites brochures à dix et vingt-cinq centimes, témoignent de l'énergie et de la constance de nos efforts pour combattre les effets dissolvants de la presse malsaine.

Je ne sais réellement, Messieurs, si vous vous êtes rendu compte de la puissance de notre institution. Nous avons des succursales à Bruxelles, à Genève, au Canada, — notre action s'étend par tout où il y a un missionnaire catholique. Nous sommes véritablement un grand ARSENAL spirituel et je vais vous le prouver.

Nous avons des armes pour l'offensive comme pour la défensive. La grosse artillerie de siège est représentée par nos collections Bollandiennes et Bénédictines, — c'est dans ces in-folio qu'il faut aller aux sources du vrai et de la science, les murailles de l'erreur ne sauraient y résister. — Notre artillerie de campagne, ce sont nos collections de la *Revue des Questions historiques* (30 in-8), de la *Revue du Monde catholique* (70 vol. in-8), des *Analecta juris pontificii*, (20 vol. petit in-folio), — notre *Histoire de l'Eglise de Rorbacher* et tant d'autres ouvrages importants. — L'infanterie, — celle qui répond coup pour coup aux attaques, — c'est notre collection historique et notre collection scientifique, tous volumes à 3 francs allant débusquer l'ennemi partout, traitant toutes les questions con-

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DU SAINT-SACREMENT :
LE PAIN DU CIEL

Panem de coelo præstitisti eis.
(Sap., xvi, 20.)

Aujourd'hui les hommes rivalisent avec les anges de joie et d'allégresse ; aujourd'hui l'Église de la terre déploie pour témoigner à son Fondateur, à son Chef, à son Epoux qui, par l'auguste Sacrement, demeure constamment avec elle, le zèle le plus enthousiaste ; aujourd'hui c'est la fête du Corps du Christ, ou, pour parler le langage plus beau et plus expressif du peuple chrétien, c'est la *Fête-Dieu*. Partout où les hommes veulent bien accorder à leur souverain Seigneur, qui s'est constitué dans le Tabernacle le prisonnier volontaire de l'amour, la permission de paraître ostensiblement dans les rues, ce sont des empressements admirables, de splendides hommages, de magnifiques démonstrations de foi : les chemins sont jonchés de fleurs, les murs sont tapissés de blanches tentures ; de riches reposoirs sont élevés ; des processions imposantes où se réunissent tous les âges, toutes les conditions dans l'unité de la même foi, sont organisées ; Jésus, porté par ses ministres revêtus de leurs plus beaux ornements, parcourt les rues des cités et des villages en glorieux et pacifique triomphateur, recevant l'hommage de ses sujets et répandant sur eux ses plus paternelles bénédictions. Pour entrer dans l'esprit de l'Église, nous ne saurions mieux faire que de parler de la divine Eucharistie. Nous en exalterons les excellences et les grandeurs ; mais, pour nous borner dans un si vaste sujet, nous la considérerons seulement comme notre nourriture, comme le « Pain du ciel » que le Père éternel nous a donné pour alimenter nos âmes. Et afin de mieux frapper vos esprits et vos cœurs, nous la mettrons en parallèle avec la manne de l'Ancien Testament, qui en fut une si parfaite figure. Rapportons donc, d'après un pieux auteur¹, ce que l'Écriture nous dit de la manne ; puis signalons les rapports admirables qui existent entre la manne et l'Eucharistie.

I

L'an 2455 du monde, 1532 ans avant la venue de Jésus-Christ, le quinzième jour du second mois après leur sortie d'Égypte, c'est-à-dire selon notre manière de compter, le 15 avril, les Hébreux arrivèrent, sous la conduite de Moïse et d'Aaron, dans le désert de Sin, lequel est situé entre la mer Rouge et le Sinaï ; ce fut leur huitième station, dans ce grand voyage de 40 ans vers la terre promise. Ils étaient 603, 550 habitants valides, ce qui suppose d'après les données ordinaires, deux millions et demi de personnes en comptant les vieillards,

les femmes et les enfants. Or, les provisions de route qu'ils avaient emportées d'Égypte commençaient à s'épuiser et le désert ne leur offrait point de ressources. Ils murmurerent donc contre Moïse et Aaron : « Plût à Dieu que nous fussions morts en Égypte par la main du Seigneur, alors que nous étions assis devant des tables couvertes de viande, et que nous avions du pain à satiété ; pourquoi nous avez-vous amenés dans ce désert, pour nous y faire mourir de faim ? » Alors le Seigneur, apparaissant dans une nuée, dit à Moïse : « Je vais vous faire pleuvoir des pains du ciel ; le peuple ira chaque jour en ramasser autant qu'il lui en faudra pour sa subsistance ; vous en serez rassasiés et vous saurez que je suis le Seigneur votre Dieu. » Et Moïse se tournant vers le peuple lui dit : « Vous verrez demain matin éclater la gloire du Seigneur, car il a entendu vos murmures et il a pitié de votre détresse. »

Et voilà que le matin une rosée couvrit la terre tout autour du camp ; elle s'y étendit comme une vaste nappe blanche, et l'on vit paraître dessus une multitude de petits grains blancs qu'on aurait dit pilés au mortier, assez semblables à des grains de grêle, ou à du grésil, et de la grosseur de la graine de coriandre. A cette vue le peuple s'écria : « *Man-hu ?* Qu'est-ce que cela ? » — « C'est, répondit Moïse, le pain que Dieu vous a donné à manger. »

Ce pain continua à tomber de la même manière chaque matin, pendant les quarante ans que le peuple demeura dans le désert.

Chacun n'en devait prendre que ce qu'il lui en fallait pour la journée, c'est-à-dire la quantité d'un gomor par tête d'habitant. Mais les uns en prirent plus, les autres moins ; cependant, quand ils la mesurèrent, ils se trouvèrent n'en avoir tous qu'une même quantité. — Personne n'en devait garder jusqu'au lendemain et toute la provision de chaque jour devait être consommée dans la journée. Plusieurs, par esprit de défiance et d'avarice, en gardèrent une partie, mais bien en vain : elle se couvrit de vers pendant la nuit et se décomposa. — La veille du Sabbat, cependant, il était permis d'en prendre deux mesures : une pour ce jour-là et une pour le lendemain ; et la manne alors se conservait sans corruption, car ils ne devaient point aller en chercher en ce jour du Seigneur, ceux qui le firent néanmoins n'en trouvèrent point. — Il fallait aller la recueillir dès l'aurore, avant le lever du soleil : dès que le soleil avait lui, elle se fondait et disparaissait. — Ils la recueillaient, l'écrasaient sous la meule ou dans un mortier, la faisaient cuire, et en pétrissaient des pains en forme de tourteaux ou de couronnes. — Enfin, le goût naturel de la manne était celui de la farine la plus pure mêlée avec du miel ; mais pour peu qu'on désirât manger autre chose, éprouver la saveur d'un autre mets, la manne, par un prodige admirable, rendait aussitôt cette saveur, et transformait instantanément son goût naturel au gré de chacun.

¹ Le R. P. Tesnières, Annales du Très-Saint Sacrement, 13^e année, p. 53.

Étudions cette admirable figure de l'Eucharistie dont Notre-Seigneur a daigné parler lui-même dans le discours solennel où il annonçait l'institution du grand sacrement de la loi nouvelle¹, et sur laquelle tous les saints Docteurs ont tant aimé à revenir pour goûter plus parfaitement la manne céleste de nos Tabernacles sacrés. Il serait trop long de faire ressortir tous les rapports qu'on pourrait établir et qu'on a établis en effet entre la manne et l'Eucharistie ; mettons seulement quelques points en relief. Cela suffira pour alimenter notre piété et nous faire estimer davantage le mystère de nos autels.

I. Quelles sublimes analogies entre la manne considérée en elle-même, dans sa nature, et la divine Eucharistie ! La manne était une nourriture exquise préparée par les anges dans les hauteurs de l'air : l'Eucharistie est un pain divin qui nous est procuré par les anges de la terre, les prêtres du Seigneur. Au nom de Jésus-Christ, ils prononcent une parole sur un peu de pain, sur un peu de vin, et, par le plus éclatant miracle de la droite du Très-Haut, le Verbe de Dieu fait homme est rendu présent sur l'autel sous les espèces sacramentelles ! « C'est mon Père, disait Notre-Seigneur à Capharnaüm, qui vous donne le vrai pain de vie. Je suis le pain de vie, et le pain que je donnerai, c'est ma chair pour la vie du monde ; ma chair est véritablement une nourriture et mon sang est véritablement un breuvage. O prêtre que tu es grand ! tu consacres ce que les anges adorent et ce qu'ils ne peuvent consacrer eux-mêmes ! Si je rencontrais un ange et un prêtre, disait saint François d'Assise, je saluerais le prêtre avant de saluer l'ange, car ce dernier n'est que le messager du Seigneur, tandis que le prêtre en est le lieutenant ! Et sainte Thérèse baisait l'endroit qui avait été foulé par les pieds du prêtre ! La manne était blanche, et elle venait se reposer sur la rosée comme une nappe immaculée ; n'est-ce pas une image des blanches espèces sacramentelles reposant sur le corporal qui doit être éclatant de propreté ? — C'était comme « quelque chose de pilé au mortier ; » J.-C. que nous recevons dans l'Eucharistie n'a-t-il pas été comme écrasé, broyé par la souffrance, avant de devenir sur l'autel le pain de nos âmes ? — Et puis, de même que ceux des Hébreux qui ramassaient plus n'avaient pas plus que ceux qui recueillaient selon les prescriptions du Seigneur ; de même les fidèles qui communient sous la seule espèce du pain reçoivent autant que les prêtres qui communient sous les deux espèces. — Certes, ils avaient bien raison, les enfants d'Israël, de s'écrier en voyant le ciel s'ouvrir si miraculeusement : *Man-hu ?* Qu'est-ce que cela ? Mais les chrétiens ont infiniment plus lieu de s'étonner des prodiges qui s'opèrent à l'autel. Est-il croyable que Dieu habite avec les hommes

sur la terre ? Est-il croyable que Jésus-Christ vrai Dieu et vrai homme, daigne s'anéantir au point de se rendre présent dans une chétive hostie ? Est-il croyable que Celui que le ciel ne peut contenir, consente à résider dans nos cœurs par la sainte communion. *Man-hu ?* Qu'est-ce que cela ? O Eucharistie, combien tu surpasses le prodige de la manne ! La manne était du ciel, dit saint Ambroise², mais le pain eucharistique est au-dessus du ciel. Celle-là est du ciel, et celui-ci est du Seigneur du ciel. Celle-là était sujette à la corruption, lorsqu'on la gardait plus d'un jour ; celui-ci est incorruptible et préserve de la corruption tous ceux qui le mangent avec dévotion. Celle-là n'était que figurative, celui-ci est la réalité. Si donc, ajoute le grand Docteur, vous admirerez ce qui n'est qu'ombre et figure, combien ne devez-vous pas admirer davantage ce que la figure représentait ! *Si illud quod miraris in umbrâ est, quantum et illud est, cujus umbram miraris !* — La manne tomba chaque matin, excepté les jours de Sabbat, pendant les quarante années que les Israélites voyagèrent dans le désert. La vraie manne tombe tous les matins, dans tous les pays de l'univers, partout où il y a un prêtre pour prononcer sur le pain et le vin les paroles sacramentelles. Il y a près de 19 siècles que ce prodige se répète sans cesse et le jour et la nuit, et il se continuera jusqu'à la fin des siècles, et la dernière hostie consacrée, selon le sentiment de graves docteurs, sera transportée dans le ciel *pour augmenter la joie du paradis*. Remarquons que le peuple hébreu ne se nourrit de la manne qu'après le passage de la mer Rouge, après la sortie d'Égypte, et qu'il fallait se lever de grand matin pour aller recueillir cette céleste nourriture. Symbole des deux principales dispositions nécessaires pour bien communier : la pureté de cœur, c'est-à-dire l'affranchissement de la servitude du péché grave, sans quoi, dit saint Paul, « on mangerait sa propre condamnation » : et une foi vive qui se traduise par un ardent désir. « Cette nourriture céleste fortifie peu ou beaucoup selon le désir de celui qui la reçoit³. »

II. Passons aux effets de la manne. Elle nourrissait les enfants d'Israël, elle les rendait redoutables à leurs ennemis et victorieux dans les combats ; mais ce qu'il y a de plus étonnant, par un prodige inouï, que nous ne croirions pas si Dieu lui-même ne nous l'affirmait, elle s'accommodait au goût de chacun et avait la saveur que souhaitait celui qui la prenait.

Pour les uns, c'était comme des fruits ; pour ceux-ci, comme des légumes ; pour ceux-là, comme de la viande ; pour d'autres, comme du miel. Elle était aussi, dit le Sage, une preuve manifeste de la bonté de Dieu pour son peuple, *substantia tua dulcedinem tuam in filios demonstrabat*. L'E-

¹ Joan, vi.

² De his qui initiatur myst. C. ix

³ Sainte Chatherine de Sienne.

charistie est bien plus véritablement le SACREMENT DE LA BONTÉ DE DIEU ! Elle nourrit nos âmes, elle les fortifie, elle les divinise, elle les inonde des plus suaves douceurs ; c'est le paradis sur terre, *panem de cælo præstitisti eis, omne delectamentum in se habentem*, comme le chante l'Église ! « L'Eucharistie, dit Fulbert, évêque de Chartres ¹, a le goût de tous les mystères, selon la foi et la piété de l'âme qui s'en nourrit. Représentez-vous Jésus-Christ avec les grâces de sa sainte enfance, ou bien dans les opprobres et les tourments de sa Passion, ou, si vous l'aimez mieux, dans la gloire de sa résurrection et de son ascension. Jésus-Christ fera sortir de son sacrement adorable autant de différentes délices que vous concevrez d'images sous lesquelles votre piété se plaît à contempler le divin Maître. » Saint Bernard affirme, lui, que « l'Eucharistie a le goût de toutes les vertus, *sapit amantibus ut amor, infirmis ut medicina, itinerantibus ut comes et terminus, pauperibus ut Rex dives et thesaurus* : l'humilité, la pureté, la patience, la force, la sagesse, y sont comme dans leur source. » Oui ! s'écrie saint Cyprien, ce pain contient mieux que la manne toutes sortes de délices. Il a pour ceux qui la reçoivent dévotement telle saveur qu'ils souhaitent. Il les rassasie, il contente tous leurs appétits et surpasse la suavité des plus grands plaisirs ².

Ah ! n'imitons pas l'ingratitude des Israélites qui se dégoûtèrent de la manne ! Ne soyons pas du nombre des malheureux chrétiens qui blasphémement, délaissent, négligent, ou ne savent pas apprécier l'Eucharistie ! Qu'elle soit et demeure notre plus grand trésor !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ³

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE.

28 janvier 1882.

PAPIENS. *Distributionum.*

Un chanoine, curé de la cathédrale, adressa un recours au Saint-Siège, demandant qu'il lui fût permis de toucher les distributions quotidiennes, lorsqu'il s'absentait du chœur, soit pour préparer sa prédication, soit pour se reposer ensuite, soit aussi pour dresser l'état des âmes de sa paroisse.

¹ Epist. xiv.

² Cred. Cyp. Serm. de Cæna Domini.

³ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

Ses vicaires, qui sont chapelains choraux, faisaient la même demande pour les cas où ils aideraient le curé à dresser l'état des âmes ou le remplaceraient dans la prédication.

Le chapitre, consulté, s'opposa à cette concession, en prétendant qu'elle lésait ses droits et qu'elle était contraire au concile de Trente qui défend d'accorder le produit des distributions, sinon aux membres présents.

Les droits du curé furent appuyés aussi sur le Concile de Trente. Il y est dit, en parlant des Chapitres : « Si alicui ex prædictis dignitatibus... cura animarum imminet, tunc pro tempore quo in curata ecclesia resederit ac ministraverit, tanquam præsens sit ac divinis intersit in Ecclesiis cathedralibus ac collegiatis habeatur ¹. »

On invoqua aussi en sa faveur l'autorité de Benoît XIV : « Qui habet curam animarum in ea ecclesia in qua est canonicus, si toto eo tempore occupatur actu in exercitio eorum quæ spectant curam animarum, distributiones quotidianas obtinet ². »

Enfin on fit valoir une décision de la sacrée Congrégation du Concile, du 9 février 1609 où on lit :

« Oratorem habentem onus curæ animarum adnexum, si tempore quo divina officia celebrantur audit confessiones, vel alia ad ipsam curam spectantia exerceat, lucrari debere distributiones quotidianas etiamsi divinis non intersit. »

La sacrée Congrégation, ayant entendu les parties, fit poser la question dans les termes suivants :

« An Parochus B. ejusque cooperatores habendi sint tanquam præsentés in choro ad effectum lucrandi distributiones quotidianas pro tempore antecedenti et subsequenti conciones, et pro tempore quo conficitur status animarum in casu ? »

RESP. *Affirmative, quatenus officium parochi, præposituræ et cooperationis opus capellani choralibus inhæreant, onerata eorum conscientia.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Que pensez-vous de la pratique suivante à la procession de la Fête-Dieu : l'ostensoir, retenu par le célébrant qui le tient d'aplomb, est supporté en réalité par deux prêtres qui font diacre et sous-diacre au moyen d'un thabor muni de deux manches dorés et ornés.

R. — Cette pratique est contraire à plusieurs décisions de la sacrée Congrégation des rites. Le Saint-Sacrement doit être porté par le prêtre même qui a célébré la messe solennelle, et non pas conséquemment par d'autres, pas même par le diacre et le sous-diacre, fussent-ils prêtres. Si le célébrant ne peut pas porter l'ostensoir sans appui, il lui est permis, dit Mgr Martinucci, de

¹ Sess. xxii, chap. de ref.

² Instit. Eccles.

mettre à son cou une sorte de bande ou ruban blanc pour soutenir l'ostensoir : « *Præparabitur... tænia seu chordula e serico albo collo Celebrantis imponenda ad sustinendum Ostensorium* » (T. 2, ch. 35, n° 19).

Q. — Est-il permis de se servir pour la procession de la Fête-Dieu d'un dais en velours cramoisi ?

R. — Non, car le Cérémonial des Evêques demande expressément que le dais, aussi bien que l'ombrellino, doit être blanc : « *Porro color baldachini et umbellæ in processionibus, in quibus defertur Sanctissimum Sacramentum, sit albus.* » (Livre 1^{er}, chap. XIV, n. 1.) D'ailleurs qui ne sait que le blanc est la couleur du T.-S. Sacrement ? Mais que devrait faire une fabrique qui n'aurait pas d'autre étoffe que du velours cramoisi ? Si cette fabrique est pauvre, nous pensons que l'Eglise tolérerait que l'on s'en servit jusqu'à ce qu'il soit usé, d'autant plus que généralement cette couleur rouge n'a pas été introduite en fraude de la loi, mais était prescrite comme couleur du Très-Saint-Sacrement par la plus grande partie des liturgies modernes de France. Si cette fabrique est riche, elle doit faire ses efforts pour se procurer une étoffe de couleur blanche. Autrement, elle aurait l'air de vouloir s'affranchir des lois de la sainte Eglise.

Q. — Vous avez démontré, clairement à mon avis, qu'à toute messe chantée on ne doit dire qu'une oraison et toujours la prose *Dies iræ* ; or notre Ordo dit le contraire. Que dois-je faire en conscience ? En principe ne doit-on pas toujours suivre son Ordo ? Et ne le doit-on pas dans ce cas particulier ?

R. — En principe, on doit suivre l'Ordo diocésain, à moins qu'il ne se soit certainement trompé. Il ne serait pas permis de s'en écarter lorsqu'il aurait adopté un sentiment qui semblerait à quelques-uns moins probable que l'autre, ou même qui semblerait faux à quelqu'un. Ce point, très grave en pratique, a été décidé en 1835, sur la demande de Mgr l'Evêque de Namur : « *An in casibus dubiis adhærendum est Calendario diœcesis, sive quoad Officium publicum et privatum, sive quoad Missam, sive quoad vestium sacrarum colorem, etiamsi quibusdam probabilior videtur sententia Calendario opposita ? Et quatenus affirmativa, an idem de casu quo certum alicui videtur errare Calendarium ?* »

La sacrée Congrégation répondit : « *Standum Calendario.* »

Ainsi donc en principe on doit suivre l'Ordo diocésain, à moins qu'il ne soit incontestablement dans l'erreur.

Dans les cas particuliers qui nous sont posés, on ne pourrait pas suivre l'Ordo s'il disait que la prose *Dies iræ* n'est pas obligatoire lorsqu'on ne dit qu'une seule oraison, car la rubrique du Missel porte que cette prose se dit : « *in die Commemorationis omnium fidelium defunctorum, et depositionis defuncti, et quandocumque in missa dicitur una tantum oratio* » (Rubr. général,

Titre V, n. 4). Ce point est incontestable ; il faut quitter l'Ordo.

Mais peut-on le suivre s'il dit qu'à certaines messes de *Requiem* chantées on peut dire trois oraisons. Nous n'osons pas être aussi affirmatifs, parce que la rubrique se tait sur ce point, parce que le docte chanoine de Saint-Brieux qui avait provoqué une solution de la sacrée Congrégation des rites n'est pas, nous écrit-on, de notre avis, parce que quelques autres liturgistes interprétaient autrement que nous les décrets sur lesquels nous appuyions notre argumentation, enfin parce qu'il y a de grands avantages à suivre le même Ordo dans un diocèse.

D'autre part nous croyons que l'on peut absolument suivre le sentiment de l'*Ami du clergé* sur ce point ; car nous avons donné des preuves qui nous semblaient péremptoires. Au commencement de cette discussion nous avons reçu de nombreuses attaques ; nous y avons répondu en maintenant et même en fortifiant notre situation. Aujourd'hui les attaques ont cessé ; et nous avons de bonnes raisons de croire que les plus doctes liturgistes embrassent notre sentiment. Voilà pourquoi nous pensons que l'on peut sur ce point s'écarter de l'Ordo diocésain. Toutefois nous ne voudrions pas encore en faire une obligation stricte dans la crainte de briser l'uniformité si désirable dans les formes extérieures du culte ; mais le temps n'est pas éloigné où cette pratique s'imposera nécessairement et universellement.

Q. — 1° On doit changer le 3^e verset de l'hymne *Iste confessor* à l'office d'un confesseur dont la fête est fixée à un autre jour que celui de la mort. Ne doit-on pas dire *meruit beatas*, si l'office de ce confesseur empêché au jour fixé se trouve justement transféré au jour de la mort ? v. g., si l'office de saint Romuald fixé au 7 février a lieu le 19 juin, jour de la mort.

2° Les étrangers qui disent, d'après les règles, la messe conforme à leur office dans une église paroissiale pendant l'octave du patron de cette paroisse, peuvent-ils et doivent-ils faire mémoire du patron et réciter le *Credo* ?

3° Si oui, un étranger qui dit la messe dans un oratoire privé de la paroisse pendant l'octave du patron de cette paroisse, a-t-il la même faculté ou la même obligation ?

4° L'ordo de cet oratoire privé doit-il être modifié comme celui de la paroisse ?

5° Quand on doit faire les suffrages des saints à vêpres, quelle antienne doit-on prendre pour faire mémoire de son patron, l'antienne des secondes vêpres ou celle des premières ?

R. — Ad I. Si saint Romuald, fixé par l'Eglise au 7 février, est remis au 19 juin, on doit dire « *meruit beatas scandere sedes,* » parce qu'il est certain que l'on doit dire ce 3^e verset toutes les fois que l'hymne *Iste confessor* se récite le jour même de la mort même du saint. Il en serait de même si le saint confesseur était transféré au lendemain du jour de sa mort, pourvu toutefois qu'il ait les premières vêpres entières, ou du moins *a Capitulo*.

Ad II. Le prêtre étranger qui dit la messe conforme à son propre Office dans une église paroissiale pendant l'octave, *infra octavam*, du patron

de cette paroisse n'est pas tenu de réciter le *Credo*. Rien ne l'y oblige, puisque l'on peut dire des messes votives pendant les octaves. Cependant on enseigne assez communément qu'il le pourrait pour se conformer à cette église.

Quant à la mémoire du patron, il ne doit pas et ne peut pas la faire.

AD III. Dans les oratoires privés, même réponse; seulement on ne peut pas dire le *Credo*, parce que la raison d'uniformité n'existe pas dans un oratoire privé.

AD IV. Dans un oratoire privé, on doit modifier, à la fête patronale et dans toute l'octave, l'Ordo de cet oratoire, comme on le fait pour l'Ordo de la paroisse, parce qu'une fête patronale affecte tout le territoire qui dépend du patron.

AD V. Pour faire le suffrage du patron, on prend l'antienne des secondes vêpres. Il est vrai que la rubrique se tait sur ce point; mais tel est l'enseignement commun, telle la pratique commune. La raison en est que le suffrage est comme la répétition de la fête.

Q. — 1^o La vigile de l'Epiphanie est-elle privilégiée de manière à exclure une messe de *Requiem*, aux 3^e, 7^e, 30^e jours et anniversaire? Item, à exclure une messe de *Requiem* quotidienne chantée en vertu d'un indult qui permet de la chanter 3 fois par semaine, même les jours de fêtes doubles? L'Ordo du diocèse d'A., tantôt porte une note prohibant cette messe de *Requiem*, *ut supra*, tantôt cette note disparaît.

La théologie de Bouvier mentionne un décret de 1718 portant cette vigile comme privilégiée; mais je ne comprends pas si ce décret la met simplement au rang des fêtes « doubles » quoique semi-double, ou bien, s'il la met sur le pied de celle de Noël, par exemple. Placé entre les deux octaves de Noël et Epiphanie, ce jour « nous » est souvent très-utile pour des anniversaires. Qu'en pensez-vous?

2^o Peut-on dire ces messes de *Requiem* aux jours octaves?

3^o Est-ce d'après un usage français ou parisien que l'on met un voile devant le saint Sacrement, pendant la prédication? Je n'ai pas su le trouver prescrit dans les cérémoniaux. Si la liturgie ne le prescrit pas, quel inconvénient y aurait-il à le supprimer?

R. — AD I. On peut certainement célébrer, à la vigile de l'Epiphanie, une messe de *Requiem* de 3^e, 7^e et 30^e jours et d'anniversaire. Ce point, longtemps en litige parmi les liturgistes, a été enfin résolu en 1857 sur la demande du rédacteur de l'Ordo diocésain de Cahors.

AD II. De plus, ce même décret permet de chanter les messes de *Requiem* (concedées plusieurs fois la semaine, pour être chantées aux jours doubles), non-seulement à la vigile de l'Epiphanie, mais encore aux jours octaves de saint Etienne, de saint Jean et des saints Innocents.

Il faut en conclure que l'on peut chanter ces messes dans tous les jours octaves non privilégiés.

Cette importante décision sera bien accueillie d'un grand nombre de nos lecteurs, car nous avons reçu tout récemment plusieurs consultations relatives à cette difficulté. Voilà pourquoi nous donnons intégralement la question et la réponse :

« Ex alio præcedenti Indulto Apostolico dato

eodem anno 1852, die 18 novembris, etiam diocesi Cadurcensi conceditur ut in singulis Ecclesiis Parochialibus civitatis, atque integræ diocesis ter in qualibet hebdomada locum habere valeant missæ de Requie cum cantu dum Officia occurrunt ritus duplicis : attamen exclusis semper duplicibus primæ et secundæ classis, festis de præcepto servandis, feriis, vigiliis, et octavis privilegiatis. Quum autem ex rubrica diebus secunda, tertia, quarta et quinta Januarii Missæ de Requie celebrari nequeant quæritur : an virtute supradicti indulti supraenuntiatis diebus decantare liceat Missas de Requie, ac præsertim Missas de diebus tertio, septimo, trigesimo et anniversario?

La Sacrée Congrégation répondit simplement : Affirmative.

Cette décision est très-claire et dispensera nos confrères de nous écrire à l'avenir sur ce point. Nous prions ceux de nos amis qui nous avaient posé des questions analogues de regarder cette réponse comme leur étant adressée à eux-mêmes.

AD III. La pratique de mettre un voile devant le très-Saint-Sacrement pendant la prédication n'est pas prescrite par les rubriques ni par aucun décret. Elle repose sur un usage assez ancien et qui n'est pas propre aux liturgies française ou parisienne. Elle existe en Italie et dans tous les pays du monde catholique; elle est mentionnée dans tous les liturgistes sérieux. On peut donc parfaitement la suivre; et il serait à désirer qu'on le fit toutes les fois que la prédication est assez longue, surtout si elle n'a pas pour objet le très-Saint Sacrement.

Q. — 1^o Je suis seul, comme beaucoup de mes confrères, pour chanter la messe, prêcher, faire la quête; puis-je après le sermon réciter le *Credo* sans prendre la chasuble, afin de pouvoir faire la quête pendant le chant?

2^o Les personnes qui viennent se confesser avant leurs couches peuvent-elles être considérées comme en danger de mort et recevoir l'absolution des censures et cas réservés?

R. — AD I. On doit avoir la chasuble pour dire le *Credo*, les rubriques sont formelles, et nous ne croyons pas que la raison alléguée soit suffisante pour en dispenser.

AD II. Les personnes qui viennent se confesser avant leurs couches ne peuvent être considérées comme en danger de mort que dans le cas où les couches précédentes auraient exposé ces personnes à un danger de mort sérieux; car le saint concile de Trente ne permet aux simples prêtres d'absoudre des censures et des cas réservés qu'à l'article de la mort : «... Ne hac ipsa occasione aliquis pereat, in eadem Ecclesia Dei custoditum semper fuit ut nulla sit reservatio in articulo mortis; atque ideo omnes sacerdotes quoslibet pœnitentes a quibusvis peccatis et censuris absolvere possunt : extra quem articulum sacerdotes, cum nihil possint in casibus reservatis, id unum pœnitentibus persuadere nitantur ut ad superiores et legitimos judices pro beneficio absolutionis accedant. »

(Session 14, chap. VII, De casuum reservatione.)

Q. — 1^o Une personne de 85 ans fait demander qu'on lui donne le Viatique au moment de la communion de la messe à laquelle elle pourra se rendre quoique difficilement. Si oui, ne doit-on pas réitérer les prières prescrites par le Rituel?

2^o Quand on redonne le saint Viatique peu de jours après à un même malade, doit-on toujours réciter les prières *ad hoc*?

R. — AD I. Il ne convient pas ordinairement de donner ainsi le Viatique; car l'Eglise a établi des cérémonies nombreuses, édifiantes, salutaires, et elle tient à ce que toutes ces cérémonies s'accomplissent toutes les fois qu'on le peut. Or en donnant le Viatique à l'église, la plupart de ces rites ne peuvent avoir lieu. En outre, des grâces particulières sont attachées à la maison qui a l'insigne honneur de recevoir Notre-Seigneur, ainsi qu'aux personnes qui accompagnent le très-saint Sacrement; or ces faveurs spirituelles seraient perdues. Voilà pourquoi nous dissuadons d'employer cette méthode.

Cependant cela n'est défendu par aucune rubrique ni par aucun décret. Il est même des cas où on le pratique assez fréquemment, par exemple dans un hospice contigu à la chapelle où l'on célèbre. On le fait encore dans le cas où une personne devrait recevoir le Viatique en bonne santé et serait capable d'assister à la messe, par exemple lorsqu'un criminel est sur le point d'être exécuté.

Or que doit-on faire dans ces cas? Quel cérémonial doit-on suivre? La sainte Eglise n'en a pas fixé. Mais d'après la pratique qui nous semble assez générale, et d'après le sentiment d'auteurs sérieux, on observe simplement les rites ordinaires prescrits pour la communion pendant la messe, avec cette seule exception qu'en donnant la sainte communion on ne dit pas : « Corpus Domini, » mais : « Accipe, frater (ou soror) viaticum... »

AD II. Lorsqu'on redonne le saint Viatique peu de jours après à un malade, doit-on répéter les prières *ad hoc*?

Et d'abord pour la formule *Accipe frater*, on ne peut pas la dire si la maladie a diminué et si le danger de mort est passé; on doit se servir de la formule ordinaire : *Corpus Domini*, etc.

Mais en est-il de même si le même danger continue? Bon nombre d'auteurs sérieux, comme saint Charles, Catalani, Billuart, Bouvier, de Herdt, l'affirment. Mais d'autres enseignent le contraire. O'Kane regarde cette seconde opinion comme plus probable, parce que les paroles de la rubrique sont générales : « Pro viatico ministrabit cum probabile est quod eam amplius sumere non poterit. » D'après cette rubrique on doit donner la communion en viatique quand il est probable que le malade ne pourra pas communier de nouveau; or cette probabilité existe toutes les fois que le même danger continue. On prendrait donc alors la formule : *Accipe frater*.

Ce second sentiment paraît fondé, mais le pre-

mier est appuyé sur des autorités graves. Voilà pourquoi chacun est libre de suivre son opinion.

Voilà pour la formule *Accipe*. Mais doit-on dire les autres prières chaque fois que l'on porte le saint Viatique? Le Rituel ne fait aucune distinction; il faut donc en conclure que l'on doit répéter toutes les prières prescrites pour la communion des infirmes.

Q. — Y a-t-il faute théologique dans l'échange de cadeaux entre les membres des congrégations à vœu simple et les séculiers, clercs ou laïques?

R. — La question vise le cas où la donation de présents serait faite théologiquement pour les instituts à vœux solennels. Il n'est donc pas question : 1^o de ce qui est donné par aumône et par charité; 2^o ni des présents de peu de valeur, donnés avec permission; 3^o ni des présents faits pour concilier ou conserver à la religion la bienveillance de certaines personnes; 4^o ni enfin des présents offerts par reconnaissance, mais avec discernement et sans faste.

Il y a certainement faute théologique dans l'échange de cadeaux pour les membres des communautés à vœux simples. En effet il y a toujours violation du vœu de pauvreté et assez souvent faute contre la justice.

Si les membres des communautés distribuent sans permission ce qui leur appartient, ils pèchent contre le vœu de pauvreté, et s'ils distribuent ce qui appartient à la communauté, ils pèchent en outre contre la justice. La faute est plus ou moins grave suivant que l'objet est plus ou moins considérable. Il importe peu, pour la nature du péché, que le cadeau soit fait à un membre de la même communauté, ou à des séculiers; mais la faute augmente en gravité quand le présent est fait à des étrangers.

Q. — Quelles sont les conditions requises pour qu'un oratoire de communauté soit oratoire public? Nous entendons ces conditions soit de la part de la communauté, soit de la part de l'oratoire?

R. — Il nous faut tout d'abord préciser ce que l'on entend par oratoire public. Les canonistes ont communément divisé les oratoires en deux catégories : les oratoires publics et les oratoires privés.

« Dicuntur publica, quæ episcopi auctoritate, et in publico erecta sunt; eaque talia adhuc putantur, quæ licet in privato condita sint, ostium tamen habent in via publica aut fuerunt ab episcopo consecrata : destinatio quidem patris familias in priori casu, et dicatio ad perpetuum divinum cultum in altero reddit publicum oratorium ¹. »

« Dicuntur deinde oratoria privata quæ in domibus privatorum privata auctoritate sunt erecta ². »

¹ Ferrari, *Summa Institut.*, t. II, p. 154.

² Id., p. 155.

Telle est la division communément admise. Elle n'est cependant pas adéquate. Il y a, en effet, des oratoires qu'on ne saurait faire rentrer dans aucune de ces catégories. Ils ont certains caractères des oratoires publics et jouissent, à cause de cela, de certaines de leurs prérogatives; ils gardent aussi quelques caractères des oratoires privés et sont soumis à quelques-unes de leurs restrictions. Tels sont, par exemple, les oratoires des séminaires, hospices, etc. Pour éviter les obscurités qui résultent d'une division inadéquate, plusieurs canonistes ont proposé de subdiviser les oratoires publics en deux catégories: les oratoires publics proprement dits, qui sont édifiés avec la permission de l'évêque: ils ressemblent à des églises, et dès qu'ils sont décentement ornés, on peut y célébrer la sainte messe sans une permission nouvelle; ensuite les oratoires mixtes, semi-publics, semi-privés: tels sont, par exemple, les oratoires élevés dans les maisons privées, avec une entrée libre, ouverte au public, les oratoires des lieux pieux, les chapelles épiscopales, les oratoires qui se trouvent dans l'intérieur des monastères, des séminaires, des maisons des congrégations religieuses, des maisons des sociétés de prêtres séculiers, des hospices, des maisons de retraite, des établissements d'éducation de l'un et l'autre sexe qui ont une direction religieuse.

Tous ces oratoires jouissent de certains privilèges des oratoires publics: ainsi l'évêque peut y permettre, sans pouvoirs spéciaux, la célébration du saint sacrifice de la messe, et toute personne peut y satisfaire à l'obligation d'entendre la messe aux jours de dimanche et de fête. « *Hæc omnia communi fere auctorum consensu firmanur* ¹. »

Il suit donc de cela que l'accord est fait sur la manière de diviser les oratoires publics et sur les privilèges à accorder à chacune des classes, bien que la division nominale ne soit pas unanimement admise.

Ces notions absolument essentielles étant données, nous venons à la décision de la question. L'oratoire d'une communauté religieuse rentre dans la classe des oratoires mixtes et jouit de la plupart des privilèges des oratoires publics proprement dits, sauf les restrictions qu'y pourrait apporter l'évêque diocésain.

Est-il utile d'en faire un oratoire public, dans la rigueur du terme? Nous ne le pensons pas, puisqu'il a la plupart des privilèges des oratoires publics, et même tous ces privilèges, avec le consentement de l'évêque.

Le voudrait-on, que faudrait-il faire? Il faudrait d'abord la consécration ou bénédiction faite par l'évêque et, suivant certains canonistes, une dotation perpétuelle.

Q. — Voici un prêtre en face d'une personne qui tient à son idée, cela arrive souvent.

Cette personne demande au prêtre une « messe au Saint-Esprit. »

Le prêtre répond, une messe « au St-Sacrement, » vous voulez dire: puisque nous avons ici cette dévotion et que de temps immémorial on a recommandé à notre sanctuaire les femmes enceintes et les enfants malades, et que de très nombreuses délivrances heureuses et guérisons radicales ont été obtenues. La personne tient à la messe au « Saint-Esprit » — Pourquoi?

On la lui a conseillée. — Qui? Elle n'a pas à le dire.

Le prêtre dit qu'il est trop occupé et ne peut la promettre.

1^o A-t-il bien fait de refuser?

2^o Le devait-il?

3^o Ne devait-il pas soupçonner l'intervention de quelque devin?

R. — L'Eglise ne désapprouve pas les messes au Saint-Esprit, puisqu'elle a inséré dans le Missel une messe votive de *Spiritu Sancto*. La personne qui demandait cette messe pouvait avoir des raisons particulières pour tenir à ce qu'elle fût dite en l'honneur du Saint-Esprit, et ces raisons, elle n'était pas obligée de les décliner. Jusqu'à présomption du contraire, le prêtre pouvait s'en rapporter à sa demande.

Etait-il tenu d'accéder à ses désirs? Il n'y avait pas obligation de justice. Peut-être pourrait-on invoquer une obligation plus ou moins stricte de charité, dont il est assez difficile de préciser la rigueur.

Q. — 1^o Un indult du Pape accordant la faveur de « l'autel privilégié » à une famille de ma paroisse possédant une chapelle domestique, étend cette faveur à tous les membres décédés de cette famille jusqu'au quatrième degré, parents par affinité ou par consanguinité. L'indultaire étant le point de départ pour les degrés. — Cela posé, voici la question à laquelle je vous prie de répondre: Faut-il que les membres décédés « aient habité » la maison durant leur vie et y soient morts, ou bien la faveur comprend-elle tous les parents, n'importe le lieu de leur résidence pendant leur pèlerinage terrestre? Y a-t-il une décision de Rome à ce sujet?

R. — Si la condition d'avoir habité la maison n'est pas insérée dans l'indult pour que le défunt puisse jouir de la faveur de l'autel privilégié, nous ne voyons pas pourquoi on n'étendrait pas cette faveur à tous les parents jusqu'au quatrième degré.

Nous avons parcouru attentivement plusieurs brefs de concession de l'autel privilégié pour des chapelles domestiques, en faveur des membres de la famille, et nous n'avons remarqué dans aucune la condition, pour jouir de la faveur, d'avoir habité la maison où se trouve la chapelle, ou d'y avoir terminé sa vie.

Q. — Dans ma paroisse, les personnes qui assistent à l'office du Vendredi-Saint, viennent tour à tour adorer la croix; quelques-unes viennent pendant la journée et toutes déposent un ou deux sous dans la coupe. A qui doit appartenir cette offrande?

R. — L'Ami du clergé a eu deux fois, l'année dernière, l'occasion d'étudier cette question ¹.

Nous avons dit que, en droit, les offrandes faites le Vendredi-Saint à l'adoration de la croix devraient être attribuées aux Lieux Saints. Cette

¹ Wan Gameren, *De oratoriis publicis et privatis*, p. 284.

¹ *Ami du clergé*, 3^e année, p. 21 et 162.

règle, tombée en désuétude, a été récemment remise en vigueur par un grand nombre d'Evêques.

A défaut de cette destination, l'offrande appartiendrait au curé.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'ai reçu, il y a quelques semaines, copie d'un décret du président de la république, autorisant la commune de X... à distraire du jardin de la cure, une parcelle de terrain de la contenance de 1 are 29 centiares, destinée à l'établissement d'un gymnase scolaire. Il est bon de remarquer tout d'abord que le véritable décret ne porte que 1 are 9 centiares.

Voici à la suite de quelles manœuvres ce décret a été rendu : Le conseil municipal affirmait que le jardin de la cure a une contenance de 12 ares 95 centiares, tandis que le cadastre ne porte que 10 ares 55 centiares. Cette délibération fut soumise au conseil de fabrique et à l'évêché qui donnèrent un avis défavorable ; car j'avais fait remarquer l'erreur ou la mauvaise foi du conseil municipal. On vint alors mesurer le jardin de la cure ; mais on jugea à propos de ne pas m'en donner le résultat, ce qui me fait croire que la contenance du jardin est encore inférieure à 10 ares 55 centiares. Après, il y eut une enquête ; le curé, le conseil de fabrique et l'évêché n'en furent pas prévenus officiellement, et au lieu de se faire de 8 heures à 11 heures, comme on l'avait annoncée, elle ne commença qu'à 9 h. Personne ne fit d'observation ; mais peut-être si elle eût commencé à 8 h. quelques personnes se seraient-elles présentées pour protester contre cette distraction.

Il y eut aussi une lettre du président de la délégation cantonale, appuyant la demande du conseil municipal, lettre dans laquelle il affirmait que la partie demandée ne contient qu'un arbre, tandis qu'elle en renferme trois en plein rapport. On parle aussi d'un rapport de l'inspecteur d'académie et de l'inspecteur primaire, disant que cette parcelle de terrain convenait très bien pour le gymnase.

L'évêché n'eut connaissance que de la délibération du conseil municipal, de l'avis du conseil de fabrique, et de la lettre du président de la délégation cantonale, avec les observations que je crus devoir y ajouter, afin de rectifier plusieurs erreurs et mensonges. Il me semble que le résultat de l'enquête, ainsi que les autres pièces, auraient dû être communiqués à l'évêché ; car le conseil municipal a pu maintenir ses premières affirmations, qui étaient fausses, sans qu'on puisse les démentir de nouveau.

En qualité de lecteur de *l'Ami du clergé*, j'ose vous demander de vouloir bien répondre par lettre aux questions suivantes :

1^o Ai-je le droit d'exiger que le maire de la commune me montre les pièces du dossier, car il refuse de le faire ; ce qui me fait croire qu'elles renferment des erreurs ou des mensonges ?

2^o Si par hasard on constatait que la contenance du jardin est inférieure à celle indiquée dans les pièces du dossier par le conseil municipal, pourrait-on en appeler de la décision du conseil d'Etat, et quelles formalités y aurait-il à remplir ?

3^o Le conseil d'Etat accorde à la commune plus qu'elle a demandé, ce qui fait qu'au lieu de trois arbres j'en perdrai six ; que penser de cela ?

4^o Comme le terrain est contigu à la maison d'école, si la commune voulait donner ce terrain pour agrandir le jardin de l'instituteur, comment pourrait-on s'y opposer ?

5^o En supposant qu'il n'y ait rien à obtenir pour le moment, vu les mauvaises dispositions du gouvernement, peut-on espérer qu'un autre conseil d'Etat plus soucieux des droits de la justice, rapporterait ce décret ?

Ce décret s'appuie sur l'ordonnance du 3 mars 1825 laquelle cependant ne permet de distraire que des parties superflues. Il est daté du 16 février 1832.

R. — Ad I. Le Décret ayant été publié, notre correspondant n'a absolument aucun moyen à sa disposition pour empêcher son exécution ; car, il est légal et, en outre, d'après le récit qui nous est fait, il n'est arrivé qu'après l'accomplissement de toutes les formalités légales. Il y a eu dans la conduite de la municipalité une déloyauté manifeste, des faussetés, des inexactitudes. Mais il fallait les révéler en temps utile ; il fallait soulever la population contre le projet en la poussant à l'enquête, en la faisant protester de vive voix et par écrit. Maintenant, toute démarche serait inutile.

Ad II et III. Non ; on ne peut en appeler contre un décret présidentiel rendu en conseil d'Etat.

Ad IV. Ceci est autre chose. Le Décret n'ayant été rendu qu'en conformité avec l'ordonnance de mars 1825 et les autres Décrets concernant la matière, il est entendu que la distraction n'a eu lieu qu'en faveur d'un autre service public, pour le gymnase scolaire. Or, si le gymnase venait à disparaître, par le seul fait de sa disparition, le terrain devrait être immédiatement rendu à sa première destination ; et le Préfet est compétent pour opérer cette réintégration. Pour donner ce terrain à l'instituteur, il faudrait une nouvelle autorisation supérieure, précédée de toutes les formalités comme la première fois. (*Décret du 25 mars 1852. — Décision ministérielle. — Bulletin de l'Intérieur, 1860, p. 330*). Dans le même sens, il y a aussi une ordonnance Royale du 16 mars 1832.

Ad V. Assurément, un autre Conseil d'Etat pourra juger différemment ; mais il n'y a guère à l'espérer. Le Conseil d'Etat rêvé par notre correspondant aura beaucoup d'injustices à réparer et de jugements à réformer. Mais quand viendra-t-il ?

Q. — Malgré les projets de loi contre les fabriques, conseillez-vous à celles-ci de faire de nouvelles acquisitions d'immeubles ?

R. — Nous n'aurions garde de donner des conseils de cette nature ; l'affaire est trop délicate et trop grosse de conséquences. Mais il est une autorité divinement constituée pour veiller aux intérêts spirituels et temporels de la religion catholique, les évêques : c'est à eux qu'il conviendrait de s'adresser, quand il s'agit de prendre une grave détermination.

Cela dit pour la gouverne de ceux qui nous interrogent, notre opinion sur les projets de spoliation mis en avant au Corps législatif est qu'il ne se réaliseront pas, pour le moment du moins, parce qu'ils ont contre eux le sentiment public et aussi le gouvernement. Et d'ailleurs, en supposant qu'ils se réalisent, qu'importe que les fabriques aient des immeubles ou de l'argent en caisse ? Tout y passera. S'il était possible de cacher au gouvernement un capital possédé par une fabrique, dans ce cas, oui, nous engagerions à le réserver précieusement, juste pour racheter les immeubles

ecclésiastiques quand ils seront mis à l'encan. Mais la chose n'est pas réalisable, parce que d'abord le gouvernement possède la note exacte de tout notre avoir, et ensuite parce qu'un secret de ce genre ne peut être gardé par tout un conseil composé d'au moins sept membres.

Q. — 1^o Peut-on établir des écoles libres dans les communes d'après la loi ?

2^o Quelles sont les conditions à remplir lorsqu'on veut en établir une ?

R. — Ad 1^{re}. Oui, partout, dans le plus petit hameau comme dans le plus grand centre.

R. Ad 2^{me}. Les conditions sont celles-ci d'après la loi du 15 mars 1850 : Tout instituteur qui veut ouvrir une école libre doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où il veut s'établir, lui désigner le local, lui indiquer les lieux où il a résidé et les professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes. Cette déclaration doit être, en outre, adressée par le postulant au préfet, au sous-préfet, et au procureur de la République. Elle demeure affichée par les soins du maire à la porte de la mairie pendant un mois. Si le maire refuse d'approuver le local, il est statué à cet égard par le conseil académique. À défaut d'opposition, l'école peut être ouverte à la fin du mois sans autre formalité. En vertu d'une loi récente, la lettre d'obédience a été supprimée. Pour diriger une école libre et même pour y exercer les fonctions d'adjoint ou d'adjointe, il faut être munis du brevet de capacité, ou tout au moins avoir enseigné pendant 10 ans dans un établissement public ou libre. Cependant la même loi accorde un délai pour se pourvoir du brevet.

Q. — D'après une décision ministérielle du 28 juillet 1806, un curé quittant sa paroisse, pour cause de changement, doit remettre les clefs du presbytère, non pas au maire, mais au président du conseil de fabrique. (*Ami du clergé*, tome III. p. 343.)

Or, dans la paroisse de X..., les clefs du presbytère ont été remises au maire, comme cela se pratique d'habitude. Ce maire, mécontent de quelques insuccès, se promet bien de refuser les clefs à tout autre curé qu'à celui qu'il désièrait, disant que c'est le vœu de la majorité de la population. Assurément, il ne s'agit pas de discuter cette prétention. Mais :

1^o Le président du conseil de fabrique peut-il obliger le maire à lui remettre les clefs ?

2^o Si oui, par quel moyen, en cas de refus de la part du maire ?

3^o L'administrateur de la paroisse n'a-t-il pas certains droits, au moins sur le jardin du presbytère de cette paroisse. C'est un curé voisin qui est chargé de l'administration.

4^o Si oui, peut-il exiger les clefs du presbytère pour arriver au jardin, qui a une autre porte qu'on peut ouvrir de l'intérieur et qui s'ouvre sur un chemin ?

R. — Ad 1^{re}. Il y a deux petites erreurs de copie dans la solution donnée par l'*Ami du Clergé*, tome III, page 343 ; La décision ministérielle citée n'est pas du 28 juillet 1806, mais du 28 avril 1806. En outre, le texte ne porte pas le *président* du *Conseil de Fabrique*, mais bien *celui des mar-*

guilliers désignés, par l'évêque. Mais si l'évêque n'avait désigné aucun marguillier pour recevoir le dépôt des clefs, c'est naturellement au président du conseil qu'il faut les remettre, et jamais au maire.

Toutefois, il est bon d'ajouter que dans le règlement fait pour les sonneries des cloches dans le diocèse de Versailles et approuvé par le ministre des cultes le 13 janvier 1840, il est dit que « dans les communes desservies par *binage*, une double clef sera déposée dans les mains du maire, pour qu'il puisse être subvenu aux accidents. Ces dispositions se trouvent généralement dans les règlements qui ont été faits depuis lors pour les autres diocèses. Mais qu'on remarque bien le mot *une double clef* ; ce qui suppose qu'il y en a une autre en d'autres mains.

Par conséquent, le maire est ici très-illégalement l'unique détenteur des clefs de l'église et du presbytère. Le marguillier désigné par l'évêque, ou, à son défaut, le président du Conseil de fabrique peut obliger le maire à lui remettre les clefs, ou tout au moins, parce qu'il s'agit d'un binage, peut en faire confectionner d'autres et les detenir.

Ad. 2^{me}. On ne peut obliger le maire qu'administrativement, en dénonçant son illégalité au préfet, et, au besoin, au ministre des cultes. Toutefois le meilleur moyen dans l'espèce, selon nous, c'est de laisser les clefs au maire en raison du binage, et d'en faire faire d'autres pour le marguillier désigné ou pour le président de la fabrique.

Ad. 3^{me}. Les curés ou vicaires autorisés par leurs évêques à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la jouissance des presbytères et dépendances de ces succursales, tant qu'ils exercent régulièrement ce binage ou double service (*Ordonn. du 3 mars 1825, art. 2.*) Par conséquent, le curé dont il s'agit peut exiger qu'on lui remette les clefs, afin qu'il jouisse du presbytère et du jardin selon la loi.

Q. — Par délibération en date du mois de février dernier, le conseil municipal de L..., se basant sur l'art. 37 n° 4 du décret de 30 décembre 1809, met à la charge de la fabrique les réparations à faire aux murs du cimetière.

Conformément à cette résolution, M. le sous-préfet d'A... nous enjoint par lettre du 13 mars courant, d'exécuter les susdites réparations dans le plus bref délai.

D'après les nouvelles lois portées par la Chambre sur la laïcisation des cimetières, nous ne nous croyons pas obligés par le décret de 1809. Qu'en pensez-vous ?

R. — Pendant longtemps, en effet, le ministre de l'intérieur, et le gouvernement en général, ont soutenu en cette matière la jurisprudence mise en avant par le conseil municipal de S... et par le sous-préfet d'A...

C'était une iniquité flagrante contre laquelle presque tous les autres ont protesté, surtout depuis la loi municipale du 18 juillet 1837 dont l'art. 30 range formellement l'entretien des cimetières parmi les dépenses obligatoires des communes. Malgré cela, l'Etat continuait à professer la

même doctrine, quoique pratiquement il laissât la commune s'occuper exclusivement des cimetières.

Mais aujourd'hui, une double décision est intervenue qui fixe à jamais le droit sur ce point et met l'entretien des cimetières à la charge exclusive des communes. La première décision se trouve dans une circulaire du 10 avril 1862, adressée aux préfets par le ministre des cultes touchant le décret du 15 février de la même année sur l'acceptation des dons et legs.

Aux termes de ce document, les fabriques n'ont plus qualité pour accepter des dons et legs destinés aux cimetières parce qu'il appartient aux communes de les entretenir. Voici, du reste, le texte même de ce passage tout-à-fait péremptoire.

« Les lieux de sépulture publique, dit le ministre, doivent servir à tous les habitants d'une commune sans distinction de culte. Ils sont soumis exclusivement à l'autorité, police et surveillance de l'administration municipale : d'un autre côté, l'entretien des cimetières est une charge que la loi du 18 juillet 1837 impose aux communes. Cette loi comprend aussi dans les revenus communaux le prix des concessions de terrain pour l'établissement des sépultures particulières. D'après ces motifs, la jurisprudence du conseil d'État s'oppose à ce que les fabriques acceptent la donation de terrains destinés à l'usage de cimetières qui doivent appartenir aux communes. Les communes, ont seules qualité pour recevoir de semblables libéralités. »

Après ces affirmations ministérielles, il est impossible de soutenir aujourd'hui la doctrine du sous-préfet d'A...

Une autre impossibilité découle des lois récentes qui ont définitivement *laïcisé* les cimetières. En enlevant à ces lieux autrefois consacrés tout caractère religieux, il serait, en effet, plus qu'absurde d'obliger les fabriques à entretenir la dernière demeure des libres-penseurs, des francs-maçons, de ses pires ennemis.

Notre correspondant fera très-bien et son conseil de fabrique avec lui de refuser net de concourir à la clôture du cimetière.

Q. — Un curé charitable donne par acte public son jardin à ses successeurs. Le conseil de fabrique fait toutes les démarches voulues pour obtenir une autorisation qui ne vient pas. Les pièces se sont-elles égarées ? ou le préfet refuse-t-il l'autorisation ? Nous ne savons.

Cependant l'enregistrement réclame ses droits, menaçant de poursuivre la fabrique si elle ne paie pas. Que faire ?

Il faut vous dire que le successeur jouit du jardin et que la fabrique en paie l'impôt.

R. — Les pièces ne sont pas certainement égarées. Mais votre correspondant n'a pas l'air de soupçonner les proverbiales lenteurs de l'administration. Il ignore que les expéditionnaires des préfectures et des ministères fument une cigarette entre chaque ligne qu'ils ont à écrire. Il n'y a pas de raison pour qu'on refuse la donation ;

elle sera acceptée ; mais quand il n'y aura plus de tabac dans la blague des expéditionnaires.

Quant à l'enregistrement, il ne peut exiger les droits de la fabrique que lorsque celle-ci aura été autorisée à accepter.

Q. — Dans nos campagnes l'usage a existé jusqu'à présent de porter les cadavres à découvert jusqu'au cimetière, mais de nos jours, nos maires républicains et impies ont peur de la mort et défendent de porter un cercueil à découvert. Cela étant, je demande :

1° Si le curé n'a pas le droit de faire ouvrir le cercueil, en faisant la levée du corps, pour voir s'il y a réellement un cadavre, ou si ce ne serait pas un bloc de bois ou toute autre chose ? j'admets qu'on ne ferait qu'ouvrir le cercueil et le fermer tout de suite après.

2° Si on fait la sépulture d'un bienfaiteur de la paroisse, qui n'a pas été trop défiguré par la mort, et que tout le monde tienne à le voir une dernière fois, à part le maire qui probablement n'assiste pas à la cérémonie, le curé qui a la police de l'église ne pourrait-il pas faire ouvrir le cercueil dans l'église, quitte à le faire fermer de nouveau en partant pour le cimetière ?

3° Dans moins d'une année, l'*Ami du clergé* a répondu trois fois à la question suivante : Comment forcer un maire récalcitrant à délivrer le certificat de résidence ? Les solutions ont été multiples et toutes bonnes. Je vais en proposer une quatrième. L'*Ami du clergé* voudra bien me dire si elle est bonne et si elle ne présente pas d'inconvénient.

Un curé, qui sait que toute la population de sa paroisse est pour lui, à part deux ou trois acolytes du maire, ne pourrait-il pas dire à ses paroissiens : « Je m'en vais, quand je serai payé je reviendrai. »

Le curé sait, à ne pas en douter, que dans moins de quinze jours, il y aura une révolution dans la paroisse, la tempête emportera le maire et ses galons, puis le curé sera rappelé. Ce curé peut-il provoquer cette secousse sans se compromettre ?

Si le conseil municipal est bon, sur douze membres le curé en a neuf pour lui, que doivent faire ces neuf conseillers pour forcer le maire à remplir son devoir ?

R. — Ad I^{er}. Si le maire, chargé de la police, n'a pas donné l'ordre de mettre le mort en bière pour des raisons de salubrité publique, il appartient à la famille de faire cette opération quand bon lui semble, comme aussi de retirer le cadavre de la bière tant qu'il est dans la maison mortuaire, ou dans l'église avec l'autorisation du curé. Mais elle ne pourrait le faire sur la voie publique ni au cimetière sans l'autorisation du maire. Quant au curé, il n'a pas qualité pour ordonner ou défendre cette opération. Il ne peut que l'autoriser dans l'église, à la demande de la famille.

Ad II. D'après ce que nous venons de dire, le curé n'a pas qualité pour ordonner une chose semblable ; même à l'église, il lui faudrait l'autorisation de la famille.

Ad III. Le moyen est fort original, mais dangereux. Celui qui l'emploierait ne sortirait certainement pas de la légalité. Mais à quoi bon, puisque toute la population est pour le curé ? Qu'elle prouve ses sentiments aux élections en mettant cet imbécile de maire à la porte.

Q. — 1° Pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, malgré des démarches répétées, je n'ai pu depuis trois ans constituer une fabrique. Or, une personne lègue en mourant à mon église une certaine somme. Comment s'y prendre pour la recueillir ? Une autre personne me mani-

feste l'intention de laisser un legs à sa mort. Que faire dans l'hypothèse où je n'aurai pas de fabrique ?

2° Un legs est fait à la cure, le curé seul à l'exclusion de la fabrique, a-t-il qualité pour l'accepter ? Si oui, ne pourrais-je pas déterminer la personne dont il est question ci-dessus à laisser son legs à la cure, sauf la charge par moi et mes successeurs d'en employer le revenu à l'entretien de l'église et non de la cure ? Une telle stipulation serait-elle autorisée ? Si non, ne pourrait-on pas la tenir secrète ?

R. — Ad 1^{re} La loi est formelle ; toute paroisse doit avoir un conseil de fabrique ; et s'il était avéré qu'on ne peut en organiser un, cette paroisse devrait disparaître pour devenir une simple annexe ou une chapelle vicariale. Que notre correspondant y prenne garde ! Dans la situation où il se trouve, la moindre dénonciation d'un malveillant amènerait le résultat dont nous parlons. Nous n'admettons pas l'hypothèse dont il s'agit. D'une manière ou d'une autre, il est toujours possible de constituer une fabrique. En attendant, le curé n'a aucun moyen de recueillir le legs laissé à son église, à moins que ce ne soit un don manuel en espèces sonnantes ou en valeurs au porteur.

Ad II. Quand un don ou legs est fait à une cure, le curé a seul qualité pour accepter. Mais, d'après les lois existantes, les cures ne peuvent accepter que pour l'église. Toute stipulation contraire ne serait pas autorisée, au temps où nous vivons.

Notre correspondant parle de tenir la chose secrète. Cela n'est pas possible d'une manière continue ; on s'exposerait à mille complications. Le meilleur parti à prendre pour le moment, c'est d'organiser au plus tôt une fabrique, dùt-il la composer de paysans illettrés.

Q. — Le conseil municipal a fait placer des urinoirs publics contre le mur du presbytère tout près de la porte d'entrée, sans en prévenir ni la fabrique ni le curé ? En avait-il le droit ?

2° Le conseil municipal a également choisi pour lieu d'affiches, le même mur sans en prévenir ni la fabrique, ni le curé : En avait-il le droit ?

3° Ce mur a été construit aux frais de la fabrique sur un terrain acheté par la fabrique pour la commodité du presbytère. Ce presbytère appartient-il à la fabrique ou à la commune, là est la question ? Comment s'y prendre pour faire disparaître et les urinoirs et les affiches dans le cas où le conseil municipal aurait agi illégalement ; que peut faire le curé comme locataire du presbytère ?

R. — Ad I^{re} Dans sa troisième question, notre correspondant nous dit que le mur et le terrain dont il s'agit appartiennent à la fabrique. Si cela est vrai, c'est-à-dire, si en achetant ce terrain et en bâtissant ce mur, la fabrique n'en a pas fait don à la commune, la question est très-simplifiée. Le conseil municipal est vis-à-vis de la fabrique absolument comme vis-à-vis d'un particulier ; il ne peut rien faire sans l'autorisation préalable du propriétaire. Dans cette hypothèse, la fabrique peut forcer la commune à enlever les urinoirs et les affiches, et procéder elle-même à leur enlèvement.

Mais nous doutons un peu de la propriété de la

fabrique. Il est probable que ce terrain a été acheté et le mur bâtis sans aucune précaution et sans l'accomplissement des formalités qui pouvaient assurer la propriété de la fabrique. Cependant si l'acte d'achat du terrain porte que la fabrique est acquéreur sans ajouter qu'elle est acquéreur pour la commune, les droits de la fabrique restent entiers, et la commune ne peut rien sur le terrain et sur le mur sans l'autorisation du propriétaire.

Ad II. Même réponse. S'il y a contestation de la part de la commune, il faut faire trancher la question de propriété par les tribunaux. Toute solution repose sur ce point.

Ad III. Déjà répondu plus haut. En qualité de locataire, et un supposant que le vrai propriétaire est la fabrique, le curé n'a recours que contre cette dernière.

Q. — 1° En vertu des décrets de 1804 et 1806, les fabriques ont-elles le droit de fournir la cire pour les funérailles, ou bien les familles peuvent-elle la fournir malgré la volonté de la fabrique.

2° Un maire refuse de mandater les fonds votés par le conseil municipal et homologués par la préfecture pour l'indemnité de la 1^{re} messe.

À quel tribunal doit-on l'assigner si le préfet refuse de mandater ?

R. — Ad 1^{re}. Oui, les fabriques ont le droit de fournir la cire. L'art. 22 du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804), dit, en effet, qu'elles jouissent seules du droit de faire généralement toutes les fournitures quelconques nécessaires pour les enterrements et pour la décence ou la pompe des funérailles. Par conséquent, les familles ne peuvent fournir la cire qu'avec la permission de la fabrique, et aux conditions qu'elle posera avec l'autorisation de l'évêque et du préfet.

Ad 2^{me}. Par voie de pétition au ministre des cultes.

Courrier de l'Utile.

LE BEURRE ET SES FALSIFICATIONS.

(1^{er} article.)

Regardez, au moyen d'une très-forte loupe, une mince goutte de lait, vous y voyez nager des globules arrondis. Ces globules, disent les savants, sont renfermés dans une enveloppe d'albumine ; par le battage cette membrane se rompt, les globules s'agglutinent et constituent le beurre.

Le beurre est ainsi composé :

30 parties d'oléine, 68 de margarine, 2 de butyrine, caprine et caproïne.

On peut extraire le beurre directement du lait ; ce beurre est plus délicat mais s'altère plus vite. Ce procédé est en usage à la Prévalaie, en Hollande, en Danemark et en Suède.

Le plus ordinairement on extrait le beurre de la crème.

Une multitude de causes influent sur la qualité de la crème et par là-même du beurre.

La vache doit être saine, fréquenter de bons pâturages, éloignés des terrains marécageux. Il est prouvé que certains légumes, par exemple, le turneps ou rave du Limousin, les fanes de pommes de terre, les cosses de pois verts, certaines herbes, comme les renoncules, certaines fleurs, comme celles du châtaignier, donnent au beurre un goût désagréable; au contraire, les feuilles de maïs, les carottes, la spergule communiquent au beurre une excellente qualité.

Il importe que le lait n'aigrisse pas pendant la séparation de la crème; pour réaliser cette condition on peut ajouter au lait un pour cent de carbonate de soude; ce sel empêche le lait de s'aigrir, et favorise la séparation des globules.

La crème doit être battue fraîche, en été vingt-quatre heures au plus après sa formation. Certaines personnes prétendent qu'une légère acidité de la crème est nécessaire à la prise du beurre: elles se trompent; la crème aigrie donne un beurre de mauvaise qualité.

Le moment le plus favorable pour le battage est, en hiver, le milieu du jour, en été le matin ou le soir. La température la plus avantageuse est celle de 11 à 12 degrés.

Le battage doit être régulier, modéré, et sans interruption. Dans les barattes ordinaires, le son est grave et profond, puis il devient retentissant, c'est que la séparation touche à sa fin; dans les barattes tournantes, on reconnaît que le beurre commence à se former quand les grains frappent les palettes avec un certain bruit.

La durée du battage est très-variable; si la formation du beurre est lente à se produire, on peut ajouter à la crème un peu de jus de citron, d'eau-de-vie ou même une très-légère quantité de crème aigrie; on peut encore entourer la baratte d'eau à la température de 14 degrés environ.

Le babeurre, ou petit-lait de beurre, doit être soigneusement extrait; il communiquerait au beurre un goût de rance. En Bretagne, on opère le délaitage au moyen de rouleaux; ailleurs on presse les grumeaux à l'aide du battoir, on verse le petit-lait, et on pétrit le beurre dans l'eau fraîche, jusqu'à ce que celle-ci en sorte parfaitement pure; mais ce pétrissage ne doit pas être trop prolongé, car il ferait perdre au beurre son parfum.

En Amérique et dans quelques villages de Normandie, le beurre s'obtient sans battage; on verse la crème dans des sacs de toile convenable à cette fin, on enterre ces sacs 24 heures à une profondeur de 0,40; on retire la crème devenue fort dure, on y ajoute une petite quantité d'eau et quelque coups de pilon suffisent pour séparer le beurre.

On considère comme le plus agréable et le plus nutritif, le beurre du mois de mai. Le bon beurre est clair, jaune, assez consistant; s'il est noir, c'est qu'il a conservé trop de petit-lait.

Deux causes, la chaleur et le contact de l'air, produisent la fermentation et développent l'acide butyrique; cet acide communique au beurre une odeur désagréable et une saveur acre.

Pour conserver le beurre, c'est-à-dire pour éliminer les fermentations et l'air, on emploie la fusion et la salaison. La fusion s'opère, en chauffant de 90 à 100 degrés. Le beurre demi-sel et le beurre saïé, s'obtiennent par l'addition de 4 à 8 0,0 de sel blanc et sec pulvérisé; on les conserve dans un vase clos. Le beurre salé possède moins d'eau, de caséine et de lait; mais plus de matière grasse et de cendres que le beurre frais.

Certaines cuisinières peu soigneuses, fondent le beurre et le laissent refroidir dans des vases en cuivre: c'est une grave imprudence. Le sel de cuivre rend le beurre d'un vert bleuâtre et il peut causer des accidents sérieux au consommateur. Pour constater la présence de cette substance vénéneuse, on peut incinérer le beurre et on obtient ainsi une cendre cuivreuse, ou bien appliquer du cyanure ferroso-potassique qui fait prendre au beurre une teinte grenat.

CONSULTATIONS ADRESSÉES

A

L'AMI DU CLERGÉ

CONSULTATIONS CANONIQUES, LITURGIQUES, ETC.

N° 27,639, M. B., vicaire à A.; — n° 27,971, M. C. M. G., vicaire à Ch.-N.; — n° 28,171, l'abbé T. à ***; — n° 28,513, M. B., vicaire à la T.; — n° 29,122, M. C., curé de P.; — n° 29,192, M. O., curé d'A.; — n° 29,312, M. E. M. G., à ***; — n° 29,419, M. R., curé de B.; — n° 29,534, un abonné, à G.; — n° 29,554, M. Z. L., vicaire à C.; — n° 29,702, M. E. B., vicaire à Ch.; — n° 29,715, M. B., curé à St-V.; — n° 29,725, M. J. L., curé de N.; — n° 29,742, M. A. R., à St-P. C. de J.; — n° 29,746, M. A. B., curé de St-M.; — n° 29,759, M. A. D., curé de C.; — n° 30,191, M. D., à L.; — n° 30,248, M. B., à St-J. d'A.; — n° 30,365, M. S., curé à L.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE.

N° 27,971, M. C. M. G., vicaire à Ch.-N.; — n° 27,997, M. E. M., curé à M.; — n° 28,344, M. L., à C.-V.; — n° 29,340, M. J. A., vicaire à F.-les-L.; n° 29,746, M. A. B., curé de St-M.

CONSULTATIONS LITTÉRAIRES. — COURRIER DE L'UTILE.

N° 26,859, M. A. C., curé à D.; n° 27,971, M. C. M. G., vicaire à Ch.-N.; — n° 29,187, M. l'abbé G., à Cl.; n° 29,554, M. Z. L., vicaire à C.; — n° 29,746, M. A. B., curé de St-M.

PRIMATUR

Lingonis, die 31 maii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCTONI.

traversées du moment. — Le roman déborde nos ailes, à cette cavalerie légère nous opposons les récits intéressants de nos grands romanciers catholiques. Nous avons une belle collection de volumes à 2 fr. et à 3 fr., il faut les faire lire, les répandre. Quant au « mouvement tournant » de ceux qui rêvent de nous asservir, l'exemple du Kulturkampf est là pour leur apprendre que cette manœuvre ne réussit pas contre l'Eglise.

Vous y trouverez enfin, dans cet arsenal, l'arme la plus terrible, la plus redoutable, celle dont nos ennemis savent si bien se servir : nous voulons parler du journal.

Nous avons des journaux de toutes sortes. S'agit-il d'un journal pour les enfants, prenez le *Jeune âge illustré*. Voulez-vous atteindre les classes rurales, les éclairer, répandez le *Paysan*. Avez-vous en vue les masses populaires, choisissez l'*Illustration pour tous*. Désirez-vous former vos jeunes personnes à la vie de famille, leur donner des goûts modestes et préparer déjà la femme chrétienne, jetez

les yeux sur notre *Journal des jeunes personnes*. — Les jeunes gens qui ont fini leurs études, les familles lettrées goûteront notre journal le *Foyer*. — Si vous voulez affermir votre foi, vivre de la vie de l'Eglise, suivre le grand mouvement historique et scientifique de notre temps, c'est la *Revue du Monde catholique*, la *Revue des Questions historiques*, l'*Ami des livres* qu'il vous faut. Enfin pour le clergé qui est le sel de la terre, nous avons plusieurs journaux spéciaux : l'*Ami du Clergé*, l'*Enseignement catholique*, les *Analecta juris pontificii* et les *Analecta Bollandiana*, que viennent de fonder nos jeunes Bollandistes.

Organisez-vous donc, UTILISEZ VOS FORCES, quêtez même, s'il le faut, pour établir des bibliothèques partout où vous le pourrez, nous vous accorderons toutes les réductions possibles, tous les délais qu'il faudra et les paiements même pourront s'effectuer par acomptes mensuels, ne fût-ce que de cinq francs ; mais AGISSEZ, AGISSEZ !

MOIS DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS

Le Paradis sur terre ou le Mystère eucharistique, expliqué au point de vue dogmatique, liturgique, ascétique et moral, en 60 DISCOURS pouvant servir d'instructions, de lectures pieuses et de sujets de méditations, par l'abbé Ch. Rolland. Ouvrage approuvé par Monseigneur l'évêque de Langres. 1 vol. in-12 de xv-519 pages 3 »

Le Mois du Sacré-Cœur, d'après saint François de Sales. Un beau volume in-16 elzévirien de xviii-408 pages 3 »
Edition de propagande, 1 vol. 75

Imitation du Sacré-Cœur de Jésus-Christ, par M. Cirot de la Ville. Ouvrage honoré des brefs de LL. SS. Pie IX et Léon XIII et d'approbations épiscopales. In-18 raisin de xxiv-360 pages 1 50

Le Cœur de Jésus principe et modèle de la perfection chrétienne, par le R. P. E. Desjardins, S. J. 1 vol. In-18 de xxviii-311 pages 75

Mois du Sacré-Cœur des Enfants de Marie, par le P. Huguet. In-32 Jésus 75

Recueil de divers exercices de dévotion aux Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, par un père de la Compagnie de Jésus. In-18 1

Le Cœur de Jésus. Excellence de la dévotion au Cœur adorable de Jésus-Christ, sa nature, ses motifs et sa pratique, d'après le P. de Gallif-

fet, de la Compagnie de Jésus. Suivi de la *Vie de la B. Marguerite-Marie*, par le P. Croiset. Troisième édition. 1 50

Le Cœur de Jésus ouvert au cœur du chrétien, d'après les saints et les maîtres de la vie spirituelle, suivi d'une *Neuvaine pour se préparer à la fête de ce divin Cœur*, par le P. Charles Borgo. In-32. 1 50

Mois du Sacré-Cœur, ou les *Titres de Jésus à notre amour* d'après la sainte Ecriture, par l'abbé Eugène Tessier, curé au diocèse de Versailles. In-32. 0 75

Le chrétien à Pécole du Cœur de Jésus, ou *Etude de ses vertus*, par les PP. Nouet et Pottier. In-12, de 687 pages. 4 »

Dévotion envers Notre-Seigneur Jésus-Christ, ou *Etude de ses titres consolants et glorieux*, par les mêmes. 3 vol. 8 »

Dévotion pratique au Sacré-Cœur de Jésus, par le P. Jean Croiset. Nouvelle édition. 1 fort vol. in-18. 4 50

Le chrétien selon le Cœur de Jésus, par les PP. Waldner et Cadrés. 1 50

Litanies illustrées en l'honneur de la B. Marguerite Marie. La douzaine. 0 75

Jeunes (les) Disciples du Cœur de Jésus, par M^{me} A. de Gentelles. 2^e édition. In-32 de 64 pages encadrée d'un filet. 0 20

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Edition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
— Cartonné toile riche 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PESTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages. 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFROY

MARIE IMMACULÉE

MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU

LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
— Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVANT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 fr., 6 fr., 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr., 25 fr.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xvii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^or PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 23 :

PRÉDICATION : Pour la fête du Sacré-Cœur de Jésus : la grande dévotion des temps présents. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Age requis pour les enfants admis gratuitement au séminaire. — Validité d'un testament *ad causam piam*. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : A quel moment doit-on lire l'acte de consécration ou d'amende honorable au Saint-Sacrement? — Comment se fait l'aspersion à l'absoute? — Peut-on distribuer la communion le Jeudi-Saint en dehors de la messe? le Samedi-Saint à la messe? — Peut-on consacrer des hosties vieilles de quinze jours? — Doit-on renouveler totalement l'eau des bénitiers chaque dimanche? — Y a-t-il obligation d'avoir de l'eau bénite à la porte de la sacristie? — La fête du Rosaire est-elle principale ou secondaire? — Des fêtes de saint Joseph et du Patron, transférées, laquelle doit être remplacée la première? — Peut-on porter l'étole pendante sur l'aube? — Peut-on le Jeudi-Saint donner la communion avant la messe? — La nappe de communion doit-elle être de fil? — Le curé malade pour lequel un prêtre bineur célèbre la messe *pro populo*, bénéficie-t-il indûment d'un honoraire? — Peut-on marier dans le lieu saint un protestant et une catholique, si le protestant menace de s'en tenir au mariage civil? — Saint Longin était-il le centurion du Calvaire? — Le vicaire, qui fait le service pour le curé âgé, a-t-il droit aux honoraires fixés pour aller chercher les morts à domicile, pour les grand-messes à heure déterminée, pour la récitation de la Passion? — « Quænam requiruntur ad complicitatem in peccato turpi? » — Un bineur peut-il recevoir pour sa seconde messe un honoraire dont il fasse bénéficier le séminaire? — L'intention habituelle est-elle suffisante pour l'application de la messe? — Un prêtre peut-il accumuler à mesure qu'elles arrivent des intentions de messes et appliquer, sans détermination aucune, autant de messes qu'il a reçu d'honoraires. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un propriétaire voisin a-t-il le droit de détruire la clôture du presbytère? — Un débiteur grevé d'une rente de 75 fr. en faveur d'une fabrique peut-il obliger celle-ci à accepter 1.500 fr. de capital? — Une inscription de rentes sur l'Etat léguée à une fabrique n'ayant pas été renouvelée, comment obtenir le paiement de cette rente? — Un curé est-il dans son droit en s'opposant à ce qu'on distraie quelque partie de l'enclos du presbytère qui comprend un hectare? — La fille dont la mère est concessionnaire d'une chaise à l'église, peut-elle occuper cette place en l'absence de sa mère? — Comment s'assurer qu'un testament olographe contient un legs en faveur de l'église, si le légataire ne dit mot? — Peut-on traduire un prêtre en police correctionnelle pour avoir frappé des enfants au catéchisme? un enfant qui aurait insulté un prêtre? — COURRIER DE L'UTILE : La viande et sa conservation pendant l'été.

REVUE LITTÉRAIRE.

MOIS DU SACRÉ-CŒUR

L'IMITATION DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS-CHRIST, par Mgr Cirot de la Ville, a pour but de montrer que l'imitation du Sacré-Cœur de Jésus est l'abrégé de la perfection chrétienne, et que par elle on peut en parcourir, en simplifier toutes les voies.

A cet effet, l'auteur a divisé son ouvrage en cinq livres :

Dans le premier, il traite de la connaissance du Sacré-Cœur de Jésus et des moyens de l'acquérir.

Dans le deuxième, ce divin Cœur apprend au pécheur à revenir à Dieu par les degrés de la *vie purgative*.

Dans le troisième il se présente au juste comme

modèle des vertus dont l'exercice constitue la *vie illuminative*.

Dans le quatrième, il est donné comme guide à cet état de perfection appelé *vie unitive*.

Le cinquième livre résume toute la doctrine précédente dans l'imitation du Sacré-Cœur de Jésus présent dans l'Eucharistie, sous le titre de *vie eucharistique*.

L'ouvrage de Mgr Cirot de la Ville a reçu l'approbation de plusieurs évêques et a été honoré d'un bref du pape Pie IX et de Sa Sainteté Léon XIII.

1 vol. in-18 raisin, 5^e édition, 1 fr. 50.

* *

Le CŒUR DE JÉSUS *principe et modèle de la perfection chrétienne*, par le R. P. Desjardins, est destiné de son côté à produire les meilleurs fruits, non-seulement dans l'âme, mais encore sur l'esprit.

« Nous nous sommes proposé dans cet ouvrage, dit l'auteur, de faire connaître le Cœur de Jésus, de le faire aimer, d'étendre son culte et surtout d'entraîner les âmes sur les traces de ses vertus. »

« Une autre pensée, ajoute-t-il, nous a aussi préoccupé en composant cet ouvrage : l'Eglise est peu connue. Ses enfants même, élevés dans une atmosphère de préjugés ou d'indifférence, se méprennent de la manière la plus étrange dans l'application de son esprit, de ses actes, de ses doctrines, de ses luttes, de ses institutions et de son influence... Or l'Eglise est l'œuvre spéciale du Cœur de Jésus et la divine émanation de son amour... Et vous qui voulez connaître l'Eglise et apprécier sainement son action, étudiez le Cœur de Jésus. La connaissance de ce Cœur adorable prédisposera vos esprits et vos cœurs à porter un tribut filial d'estime, de vénération, d'amour et d'obéissance à cette Epouse sans tache qu'il s'est acquise au prix de son sang. »

A ces divers points de vue, nous avons donc raison d'écrire que ce livre agit à la fois sur l'âme et sur l'esprit. C'est un double but que tout ouvrage doit se proposer de nos jours dans tout sujet de religion et de piété, et celui-ci l'atteint avec un véritable succès.

1 volume in-18. 75 centimes.

..

LA DÉVOTION PRATIQUE AU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS, par le P. Jean Croiset, est divisée en trois parties.

Dans la première, après avoir rappelé l'origine de cette dévotion, on présente les motifs qui doivent nous porter à la pratique, les moyens à prendre, les obstacles à surmonter.

La deuxième partie comprend la pratique et les exercices de cette dévotion pour la fête du Sacré-Cœur, pour chaque jour de l'assistance à la messe, pour la préparation à la confession et à la communion, pour l'adoration perpétuelle,

On a mis dans la troisième partie : *les secrets du Cœur de Jésus*, qui, dit saint Bernard, *nous sont découverts par les plaies de son corps*. On y a ajouté des méditations pour la fête du Sacré-Cœur et les quatre vendredis du mois. Comme la dévotion au Cœur de Marie est inséparable de la dévotion au Cœur de Jésus, l'ouvrage a été terminé par quelques prières et pratiques en son honneur.

1 fort volume in-18. 1 fr. 50.

..

LE MOIS DU SACRÉ-CŒUR DES ENFANTS DE MARIE, par le R. P. Huguet, offre ces inimitables qualités d'ordre et de méthode qui distinguent à un si haut point la manière du laborieux et savant mariste. Une petite méditation divisée en trois points, une série de pensées extraites des auteurs sacrés, sous le titre de *Maximes de la*

vie intérieure, une prière, tel est l'ensemble de chaque chapitre. Outre le mérite du livre, le nom de l'auteur suffirait seul à le recommander.

..

Le CHRÉTIEN SELON LE CŒUR DE JÉSUS, l'ouvrage si estimé du P. Valdner, revu par le R. P. Cadrès, donne chaque jour quatre exercices différents, trois méthodes et une lecture. Composé en forme de retraite, il offre au lecteur, tantôt des considérations simples et touchantes, tantôt des entretiens familiers entre le disciple et le divin Maître, tantôt de tendres affections propres à inspirer aux plus tièdes les sentiments d'une douce et solide piété.

1 volume in-18. 1 fr. 50.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

OFFICES. — DIVERSES MÉTHODES POUR ENTENDRE LA MESSE. — PRIÈRES. — DÉVOTIONS. — MÉDITATIONS. — DIRECTION.

Par le P. FULGENCE BOUÉ, de la C^{ie} de Jésus.

Les livres de prières sont nombreux; plusieurs sont en possession d'une très-juste estime et leurs pages fournissent à beaucoup d'âmes un aliment, une expression et un secours.

Celui dont on vient de lire le titre est nouveau, mais il sera promptement populaire. *Il n'est pas seulement bon, il est excellent*, en parfait rapport avec l'âge, les aptitudes, les devoirs et les besoins de celles à qui il est surtout destiné.

Aider les jeunes personnes à se former à une vie sérieusement chrétienne et à s'y maintenir ensuite au milieu du monde, tel est le but, digne de sa piété, de son savoir et de son expérience, que s'est proposé l'auteur. Il ne pouvait mieux remplir un meilleur dessein.

Son livre porte bien ce beau et vieux nom d'*Eucologe*, qui ne veut pas dire uniquement *recueil*, mais aussi *choix* de prières; toutes sont consacrées par l'usage de la sainte Eglise ou puisées aux sources sacrées de l'Ecriture et de la Liturgie, capables en même temps d'éclairer l'esprit et d'échauffer le cœur.

Il comprend deux parties. L'une a trait aux *devoirs*, l'autre aux *conseils* de la vie chrétienne, présentant sous ce double chef les prières usuelles, des exercices pour la confession et la communion, les offices de l'Eglise, l'ordinaire de la messe avec des méthodes variées pour l'entendre, les Evangiles des Dimanches et Fêtes, — des pratiques pour chaque jour, chaque semaine, chaque mois, chaque année, des méditations appropriées, les dévotions et indulgences principales, avec de brèves instructions aussi nettes d'exposé que sûres de doctrine.

Un appendice de quelques pages offre une direction pour le pensionnat et pour les vacances.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS :
LA GRANDE DÉVOTION DES TEMPS PRÉSENTS

Venite ad me omnes..... et ego reficiam vos.
(Math., xi, 28.)

La misère ! voilà le lot de l'humanité dégénérée. Toujours, tous et chacun des hommes ont dû s'appliquer la parole humiliante de l'ange de l'Apocalypse : *Et miser, et miserabilis, et cæcus, et pauper, et nudus !* Mais aujourd'hui, il faut bien l'avouer, la misère surabonde. La misère, c'est la génération présente où la multitude va, comme aux jours de la captivité d'Israël, se prosterner devant le veau d'or ; c'est la maladie du sensualisme qui a envahi toutes les classes et tous les âges, en sorte qu'il n'y a plus pour le grand nombre d'autre religion que celle du plaisir illicite et de la jouissance effrénée ; c'est l'esprit d'indépendance qui souffle partout et qui fait redire à tous les échos le cri du premier révolté : *Non serviam*, je n'obéirai pas. La misère, ce sont les sociétés contemporaines qui, égarées par l'esprit d'erreur, ne veulent plus d'autre code que celui d'une honnêteté purement naturelle et de commande, travaillent à s'affranchir du joug de Notre-Seigneur et veulent chasser Dieu de la loi, de l'école, du foyer domestique et de la vie même des individus ! La misère, c'est la fureur que déploient avec un ensemble effroyable toutes les forces sataniques contre la société du Christ ; c'est l'Eglise partout attaquée, calomniée, vexée, persécutée, opprimée ! Oh ! oui, aujourd'hui nous avons besoin d'être ranimés dans notre espérance, pardonnés dans nos crimes sans nombre, soutenus dans nos défaillances extrêmes : aujourd'hui, il nous faut un cœur aimant qui compatisse et remédie à nos mépris ; aujourd'hui, nous avons besoin de miséricorde, c'est-à-dire d'un cœur au service de la misère, *miseris cor !*

Eh bien ! ce Cœur nous l'avons ! Notre-Seigneur nous a révélé son Cœur, en ces derniers temps, par un dernier effort de son amour, pour nous venir en aide et nous sauver ; pour réchauffer la charité dans nos cœurs refroidis par les glaces de l'indifférence et de l'impiété. La dévotion au Sacré-Cœur est notre suprême espérance, notre dernière ressource. Convinquons-nous de cette vérité si importante et si consolante à l'heure actuelle. Persuadons-nous que le Cœur de Jésus est un abîme insondable de miséricorde. Ainsi, nous recourrons à lui avec plus d'empressement et nous comprendrons pratiquement pour notre bonheur de la terre et du ciel cette grande parole de notre adorable Sauveur : « O vous qui souffrez et n'en pouvez plus, venez tous à moi et je vous soulagerai ; » *venite ad me omnes..... et ego reficiam vos.*

I

A un malheureux quel qu'il soit, que faut-il pour le consoler complètement ? il lui faut un cœur qui l'aime, qui compatisse à ses douleurs et qui le délivre de ses peines. Eh bien, dirons-nous avec un pieux Prélat¹, dont nous sommes heureux d'emprunter les paroles éloquentes, amour, compassion, puissance, voilà le Cœur de Jésus-Christ !

AMOUR ! Qui nous dira ce qu'est l'amour du Cœur de Jésus-Christ ? Le mystère de cet amour a les mêmes profondeurs que celui du Verbe incarné.

Jésus-Christ est tout à la fois Dieu et homme : il est l'Homme-Dieu. Or, de même que dans sa personne adorable il unit deux natures distinctes, celle de Dieu et celle de l'homme ; ainsi son divin Cœur est, si je puis m'exprimer de la sorte, l'unique foyer d'un double amour. En Jésus-Christ c'est Dieu qui aime, et l'homme qui aime ; et ce double amour est celui de son Cœur.

En Jésus-Christ, c'est Dieu qui aime ! En effet Jésus-Christ est Dieu, et tout ce qui est de Dieu est en lui. L'éternité de l'amour appartient à ce Cœur, parce qu'il est le cœur d'un Dieu, et, pour cette même raison, toutes les œuvres que le divin amour a opérées dans le temps lui sont également dues. Déjà le Cœur du Verbe éternel échauffait le limon d'Adam pour lui donner la vie ; et ce même Cœur, après la chute, s'offrait en holocauste pour le salut du monde.

Toutefois, en Jésus-Christ, c'est également l'homme qui nous aime : et comment énumérer ici les incomparables richesses de la nature humaine de son Cœur ? Cette nature humaine est la nôtre. Et en faisant une large part aux infériorités sans nombre qui nous abaissent au-dessous de Jésus-Christ, nous pouvons cependant mieux comprendre comment son humanité nous aime. Plaçons notre main sur notre propre cœur, alors qu'une affection pure et sainte le touche et lui imprime ses plus nobles élans : écoutons comme il bat : rendons-nous compte de l'étonnante puissance qu'il communique à tout notre être : nous aimons, et une vie nouvelle semble s'éveiller dans notre âme ; nous aimons, et suivant une expression de saint Augustin, il n'est plus ni travail ni peine qui soit pour nous un lourd fardeau ; nous aimons, et notre unique envie est de nous donner généreusement ; nous aimons, et tout notre bonheur est d'aimer. Ah ! si tel est l'amour d'une pauvre créature, souillée par le péché, déchirée par ses propres passions, refroidie par ses intérêts, dépouillée de ses plus beaux privilèges, que sera donc l'amour de Jésus-Christ ?

II

Plus son Cœur nous aime plus il s'émeut pour nous d'une tendre COMPASSION.

¹ Mgr de la Bouillerie.

Qu'est-ce que la compassion ? Je la définirai volontiers : l'amour qui consent à souffrir pour ceux qui souffrent et avec ceux qui souffrent ! Oh ! que la compassion est donc une douce chose ! Si mon âme est dans la tristesse, et si mon cœur est dans la peine ; si j'éprouve ces cruelles amertumes, plus douloureuses mille fois que les souffrances des membres, quel remède m'apporterez-vous ? Je ne vous demanderai ni or, ni argent ; je ne viendrai pas chercher près de vous des plaisirs qui m'aviliraient ou des grandeurs qui flatteraient mon orgueil ; rien de tout cela n'apaiserait mes maux. Mais je vous dirai : Si vous voulez me guérir, aimez-moi et souffrez avec moi ! Hélas ! depuis la chute de nos premiers parents, l'humanité ressemblait au pauvre voyageur dont parle l'Evangile, blessé et laissé pour mort sur la route. Depuis de longs siècles, elle s'adressait à ceux qui passaient devant elle ; elle leur disait : « Prenez pitié de moi ! » Et tous, sans daigner même l'entendre, continuaient leur chemin. Mais un jour, ô bonté divine ! elle s'est rencontrée avec le cœur de Jésus-Christ. Elle a poussé vers lui un cri d'angoisse : « Aimez-moi et souffrez avec moi ! » Et le cœur du Sauveur a tressailli à cet appel. « O hommes, vous êtes dans la tristesse ; mon âme est triste jusqu'à la mort. Vous gémissiez, en proie à la douleur ; considérez s'il est une douleur comparable à la mienne. La maladie et la souffrance torturent vos membres ; regardez ma propre chair brisée par les fouets des bourreaux, et ma tête couronnée d'épines, et mes pieds et mes mains percés avec des clous. C'est ainsi que je vous ai aimés ! »

Oui, le Cœur de Jésus nous a aimés, et il a souffert pour nous, et il s'est livré pour nous ! Il s'est fait homme de douleurs pour guérir nos infirmités ; il s'est fait pauvre pour enrichir notre indigence ; il s'est fait malédiction pour anéantir la malédiction qui pesait sur nos têtes et nous rendre les bonnes grâces de son Père ; il a pris sur lui nos iniquités, ou plutôt, selon l'énergique expression de saint Paul, « il s'est fait péché » pour nous rendre l'innocence. Pour expier les crimes de la terre, pour payer la rançon du monde il a bu jusqu'à la lie le calice des plus mortelles amertumes, il a passé par toutes les horreurs de la Passion, depuis les affreuses angoisses de l'agonie jusqu'aux tortures du crucifiement. Il fallait du sang pour racheter le genre humain, et son Sacré-Cœur, source féconde du sang Rédempteur, en a prodigué les flots divins. Par la blessure ouverte par la lance du soldat il l'a répandu jusqu'à la dernière goutte. Et cette blessure trois fois bénie, cette blessure porte de l'arche sainte, entrée de l'asile de la miséricorde, reste au Sacré-Cœur pour nous en ouvrir l'accès ! Heureux ceux qui y pénètrent, ils reposeront en sécurité : la justice divine ne peut les frapper à travers le Cœur de son Fils ! *Sic Deus dilexit mundum !*

III

Mais, je me hâte de le dire, le Cœur de Jésus est UN CŒUR INFINIMENT PUISSANT. Il n'est point d'âme si corrompue qu'il ne soit capable de régénérer ; point de famille si dégradée qu'il ne soit capable de réhabiliter ; point de société si ébranlée qu'il ne soit capable de raffermir sur les bases les plus solides. Il est puissant par ses divins exemples. Orgueilleux qui voulez tout faire plier sous vos lois, qui voulez tout dominer, et n'obéir à personne, regardez et voyez : Jésus est doux et humble de cœur, il s'est fait obéissant et obéissant jusqu'à la mort de la croix. Vous qui adorez le veau d'or, qui collez votre âme aux misérables biens de la terre, regardez et voyez : Jésus, riche de richesses incomparables, s'est fait pauvre à cause de nous ; entrant dans le monde il n'a pour palais qu'une étable, pour berceau qu'une crèche, pour vêtements que de misérables langes, et sur la croix il est revêtu de la pourpre de son sang et n'a d'autre lit que le dur bois sur lequel il s'immole. Voluptueux qui ne cherchez qu'à jouir, regardez et voyez : Jésus a souffert depuis son entrée dans le monde jusqu'à son dernier soupir au Calvaire ; rappelez-vous sa sueur de sang, sa flagellation, les plaies des clous cruels, le crucifiement. — Le Cœur de Jésus est puissant par sa médiation. Comme dit saint Paul, il est toujours vivant pour intercéder pour nous. Et son Père ne peut rien lui refuser. — Il est puissant par ses grâces de lumière, de force, de consolation, de guérison, de résurrection. Il a racheté le monde ; il a acquis le salut de tous les hommes qui ont été, sont et seront ; il a vaincu le paganisme avec ses hontes et ses turpitudes ; il a jeté dans le cœur des individus, dans la famille, dans les sociétés des ferments de vie qui ont étouffé les germes de mort les plus invétérés ; il a rendu à l'esclave, à l'enfant, à la femme sa dignité native ; il a produit et il produit encore les plus beaux fruits de salut. Le mal de nos générations contemporaines a beau être profond, effroyable, il n'est point au-dessus des énergies toutes-puissantes du Sacré-Cœur, si les générations contemporaines veulent recourir à lui ! « Qu'il est puissant ce divin Cœur, disait la Bienheureuse Marguerite-Marie, pour apaiser la justice que la multitude de nos péchés a méritée, en attirant sur nous toutes les calamités dont nous sommes affligés ! C'est lui qui soutient et détourne les rigueurs de la justice divine, se mettant entre elle et les pécheurs pour obtenir miséricorde. » Aussi l'immortel Pie IX s'écriait-il : L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ N'ONT D'ESPOIR QUE DANS LE CŒUR DE JÉSUS ; C'EST LUI QUI GUÉRIRA NOS MAUX ! »

« Les pécheurs trouveront dans mon Cœur la source et l'océan infini de miséricorde, » disait Notre-Seigneur à la B. Marguerite-Marie. Souvenons-nous de cette parole si consolante ; recourons avec confiance au Sacré-Cœur, et disons-

lui avec toute la ferveur dont nous sommes capables :

« Seigneur Jésus, aux jours de votre vie mortelle, vous disiez en voyant la foule qui se pressait sur vos pas et qui vous suivait jusque dans les déserts : *Misereor super turbam*. Aujourd'hui encore la multitude vous cherche...

« Dans cette multitude, il y a des chrétiens fidèles à votre loi, qui s'épouvantent des prévarications sans nombre dont ils sont les témoins : votre saint nom blasphémé, les saints jours profanés, les églises désertées, les lieux de dissipation et de débauche remplis; dites, Seigneur, en voyant la douleur des bons et la perversité des méchants, dites avec une compassion qui guérisse tous nos maux : *Misereor super turbam*, j'ai compassion de la multitude!

« O Cœur compatissant de Jésus, ayez pitié de notre malheureuse patrie, si travaillée par l'esprit du mal; de la sainte Eglise si opprimée de toutes manières, des justes qui gémissent, des méchants qui se perdent! Donnez-nous une confiance invincible en votre miséricorde, ce sera notre salut.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE.

I.

Age requis pour les enfants admis gratuitement au Séminaire.

Le chapitre xviii de la session xxiii, qui prescrit l'érection des séminaires et trace les règles à suivre pour l'organisation de ces maisons, a fixé l'âge de douze ans pour les admissions : « *In hoc vero collegio recipiantur, qui ad minimum duodecim annos, et ex legitimo matrimonio nati sint.* » L'interprétation de ce passage a soulevé plusieurs difficultés pratiques.

1^o Comment faut-il entendre cet âge de douze ans? Est-il requis que la douzième année soit terminée, ou suffit-il qu'elle soit commencée?

L'archevêque d'Udine, qui s'était prononcé en pratique pour la seconde interprétation, et qui recevait dans son séminaire des enfants qui commençaient seulement leur douzième année, vit sa conduite blâmée et demanda une solution à la Sacrée Congrégation, le 10 juin 1876.

Il lui fut répondu :

« *Qui aluntur expensis seminarum posse recipi*

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Str-Pères, Paris.)

inchoato anno duodecimo; reliquos vero non comprehendi in lege Tridentini. »

Il suit de là que ceux qui paient leur pension dans les séminaires peuvent y entrer avant douze ans, et qu'on ne peut recevoir qu'à douze ans commencés ceux qui y sont élevés aux frais du Séminaire.

2^o Quels sont ceux qu'on peut dire élevés aux frais du séminaire? Voici une décision du 14 mai 1881 qui résout un cas particulier.

Une société de prêtres avait concédé au séminaire diocésain une chapelle avec ses revenus, à condition pour le séminaire d'acquitter les charges et d'élever gratuitement un élève, dont la nomination appartiendrait aux membres de la société. La place du séminaire étant vacante, cinq candidats se présentèrent, parmi lesquels un enfant qui n'avait que dix ans. Son père avait sollicité une dispense de Rome; mais l'élection avait eu lieu avant que la réponse fût parvenue, et la majorité requise des suffrages s'était portée sur cet enfant.

Un clerc de vingt et un ans, qui était en rhétorique et qui avait été évincé, dénonça le fait à la Sacrée Congrégation. Le défenseur de l'enfant essaya de prouver que la dotation ayant été faite par la confrérie, l'enfant ne pouvait pas être rangé dans la catégorie de ceux qui sont élevés aux frais du séminaire.

Mais on fit observer, à l'encontre, que la chapelle et ses revenus ayant été concédés en toute propriété au séminaire, ils faisaient partie de sa dotation, et que par conséquent, on ne pouvait disposer des revenus que suivant la règle du concile de Trente.

La Sacrée Congrégation adopta cette opinion et répondit que l'élection de l'enfant était invalide et qu'il fallait en faire une nouvelle.

14 mai 1881.

II.

Validité d'un testament ad causam piam.

Les canonistes enseignent qu'un testament *ad causam piam* oblige dès lors qu'il remplit les conditions requises par la loi naturelle, encore qu'on ne puisse soutenir sa valeur devant les tribunaux, au point de vue de la loi civile. Si le testament n'était point valide d'après les principes du droit naturel, on ne pourrait en presser l'exécution.

Un homme qui ne jouissait pas de la plénitude de ses facultés intellectuelles, avait laissé un legs en faveur de son église paroissiale. Son fils acquitta assez longtemps les charges. Cependant les petits-fils adressèrent un recours à la Sacrée Congrégation du concile, arguant, en faveur de la nullité de la donation, de l'état mental de leur aïeul.

La Sacrée Congrégation répondit :

Non constat de legati validitate.

11 juin 1881.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o A quel moment doit-on lire, soit l'acte de consécration, soit l'amende honorable au Saint-Sacrement. Il y en a qui font cette lecture après l'oraison du *Tantum ergo*. Est-ce régulier? C'est encore à ce moment que se font les recommandations pour les malades ou autres, et pour lesquels on récite le *Pater* et l'*Ave*.

2^o Aux absoutes, après avoir annoncé le *Pater*, le célébrant doit-il se retourner pour saluer l'autel? En prononçant *Pater noster* doit-il tenir l'aspersoir et déjà asperger la bière ou représentation? En faisant le tour de la bière, combien de fois doit-il asperger ou encenser de chaque côté? Doit-on faire le signe de la croix avec la main en forme de bénédiction, en disant : *Requiem æternam dona ei ou eis Domine*?

R. — Ad I. Les prières se disent ou se chantent avant le *Tantum ergo*, conformément à l'enseignement commun des auteurs; c'est aussi la pratique la plus générale. Néanmoins la coutume que vous signalez ne peut être condamnée, du moins s'il s'agit d'invocations ou de courtes prières au très-saint Sacrement. La sacrée Congrégation des rites a même permis récemment de la continuer. En 1871, le prêtre Buscarini, vicaire capitulaire du diocèse de Santo Domingo, dans l'île d'Haïti, exposa à la sacrée Congrégation que dans ce diocèse et dans beaucoup d'autres, on avait coutume de chanter en langue vulgaire les louanges suivantes : « Dio sia benedetto; Benedetto il suo santo Nome; Benedetto Jesu Christo vero Dio e vero Uomo, etc. » que dans certaines églises ces louanges se récitaient immédiatement après l'oraison *Deus qui nobis sub sacramento*, etc., mais avant la bénédiction; que dans d'autres elles se disaient après la bénédiction, mais avant de renfermer le Saint-Sacrement dans le tabernacle. Puis il demandait si l'on pouvait continuer l'une et l'autre coutume : « ... quæritur an continuari possit ad libitum utraque consuetudo? »

La sacrée Congrégation répondit simplement : « Affirmative. » (11 mai 1871, n. 5472, ad 1.)

Mais il faut remarquer ici qu'il s'agit d'une coutume établie, et seulement de quelques louanges très-courtes qui se rapportent directement au Saint-Sacrement. Par conséquent cette réponse n'infirme en rien la solution que nous avons donnée plus haut, à savoir que les prières et les chants qui ont lieu aux bénédictions du Saint-Sacrement doivent régulièrement se faire avant la strophe *Tantum ergo*.

Et cette solution est vraie pour toutes les bénédictions, soit avec l'ostensoir, soit avec le saint ciboire.

Ad II. Aux absoutes, le prêtre ne tient pas encore l'aspersoir quand il dit *Pater noster*, et par conséquent il n'asperge pas en disant *Pater noster*. Il ne reçoit l'aspersoir qu'après avoir dit *Pater noster*. Puis continuant le *Pater* à voix basse, il fait la genuflection à l'autel, ensuite asperge la bière de trois coups à droite, salue la croix qui est à l'extrémité du cercueil et devant

laquelle il passe, enfin asperge également de trois coups à gauche.

Nous savons bien que certains auteurs n'entendent pas que les saluts se fassent ainsi à l'autel et à la croix. Mais le Missel romain est parfaitement clair : « Finito Kyrie eleison, incipit (Celebrans) intelligibili voce *Pater noster*, et secreto proseguendo reliqua accipit aspersorium de manu diaconi, et facta altari reverentia, comitante eodem diacono a dextris, et tenente fimbriam anteriorem pluvialis, circumiens tumulum, aspergit illum aqua benedicta, ter a parte dextra, et ter a sinistra. Cum transit ante crucem, profunda se inclinat, diaconus vero genuflectit... »

L'encensement se fait de la même façon.

Il est clair que s'il n'y avait pas d'autel dans l'endroit où se fait l'absoute (comme cela a lieu quelquefois, par exemple lorsque pendant une exposition publique du très-saint Sacrement, ou dans d'autres circonstances, on fait l'absoute en quelque endroit retiré de l'église), on ne ferait pas de genuflection à l'autel. C'est apparemment en prévision de ces circonstances extraordinaires, que le Rituel et le Cérémonial des Evêques ne parlent pas de cette genuflection à l'autel.

En disant le verset *Requiem æternam*, le célébrant doit faire sur la bière un signe de croix avec la main droite : « Deinde faciens crucem manu dextra super tumulum dicit : *Requiem æternam* (Missel romain).

Q. — Malgré qu'il soit trop tard pour avoir la réponse en temps utile, permettez-moi de vous soumettre une question; elle servira pour l'an prochain.

1^o Peut-on le jeudi saint, et le samedi saint, donner la communion en dehors de la messe?

2^o Le samedi-saint, le peut-on même à la messe?

Le refus de donner la communion ces jours-là est-il appuyé sur quelque règlement liturgique, ou est-ce simplement un usage, considéré comme plus convenable, vu d'ailleurs que les prêtres eux-mêmes ne célèbrent point en ces jours?

R. — Ad I. Il n'est pas défendu proprement de donner la sainte communion en dehors de la messe le Jeudi-Saint, car aucune rubrique ni aucun décret ne prohibent cette communion. Mais il convient que les fidèles communient à la messe elle-même de la main du célébrant, afin de rappeler ce qui eut lieu au Cénacle où les Apôtres reçurent la sainte Communion de la main de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Autrefois cette communion de tous les fidèles était obligatoire ce jour-là, en vertu du canon : *In cæna Domini*. Et aujourd'hui encore les clercs sont tenus de communier à la messe solennelle de la main du principal prêtre du lieu, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites le 15 septembre 1692 et le 12 septembre 1716.

Ad II. Quant au Samedi-Saint, on ne pourrait distribuer la sainte communion à la messe du Samedi-Saint qu'autant que ce serait la coutume. La Sacrée Congrégation des rites avait déjà insinué cette doctrine le 22 mars 1806; mais elle

le déclara formellement en 1837 sur la demande du Maître des cérémonies de Mgr l'évêque de Modène. Il exposait à la Congrégation des rites, que l'oraison après la communion et d'autres oraisons précédentes étaient au pluriel; il demandait donc s'il était permis de donner la communion aux fidèles : « *Quum orationes tam precedentes quam subsequentes communionem Missæ Sabbatti Sancti loquantur in numero plurali, hinc quæritur : Utrum liceat in eadem Missa post communionem Celebrantis Eucharistiam ministrare fidelibus, et præsertim cum particulis in eadem Missa consecratis ?* »

La Sacrée Congrégation répondit : « *Negative, nisi adsit consuetudo.* » (S. R. C. 23 sept. 1837, n. 4814, II). Par conséquent on peut suivre la coutume, mais il ne serait pas permis de l'introduire.

Q. — 1^o Si nous devons, par crainte de corruption, renouveler tous les huit jours les hosties consacrées, pouvons-nous convenablement consacrer celles contenues dans la boîte, qui ont été confectionnées en même temps et qui sont vieilles de quinze jours, trois semaines, et quelquefois d'un mois ?

2^o S'il faut absolument renouveler chaque dimanche l'eau de nos bénitiers, quand et comment faire cette cérémonie ?

3^o Faut-il, sous peine de péché, tenir de l'eau bénite à la porte de la sacristie, pour en prendre en sortant pour la célébration de la messe.

R. — Ad I. Cela n'est évidemment pas conforme à l'esprit de l'Eglise. A quoi sert en effet de consumer les hosties consacrées, si celles qui doivent les remplacer sont aussi anciennes ? Puisque l'Eglise veut que l'on renouvelle les anciennes hosties, il s'ensuit que les nouvelles doivent être plus récentes que les anciennes. Néanmoins il n'y aurait pas de péché si les hosties destinées à remplacer les anciennes n'étaient pas confectionnées depuis trop longtemps. Mais il importe en cette grave matière, par respect pour la très-sainte Eucharistie, d'entrer dans l'esprit de l'Eglise.

Ad II. Nous ne connaissons pas de rubriques ni de décrets qui exigent de renouveler totalement l'eau des bénitiers chaque dimanche. Par conséquent il n'y a pas lieu pour nous d'indiquer les rites à suivre pour cette cérémonie. En pratique, chaque dimanche on mêle de l'eau qui vient d'être bénite à l'ancienne afin de préserver celle-ci de toute corruption.

Ad III. Nous n'oserions pas affirmer qu'il y a péché à ne pas mettre un bénitier à la porte de la sacristie, parce que nous ne voyons pas de prescription positive; mais certainement on va contre la pensée de l'Eglise, puisque la sacrée Congrégation des rites permet aux prêtres de le faire, s'ils le peuvent commodément (27 mars 1779, n. 4393, ad 14); or comme les prêtres qui voudraient user de cette permission et satisfaire à cette dévotion pourraient-ils le faire, s'il n'y a pas d'eau bénite à la porte de la sacristie.

Q. — 1^o La fête du saint Rosaire est-elle une fête primaire ou secondaire ?

2^o La fête de saint Joseph (19 mars), double de première classe, et celle du Patron, double de première classe, étant transférées, laquelle des deux devra être remplacée la première ? La fête du Patron est la première en date.

3^o Ne pourrait-on pas en dehors de la messe, porter l'étole pendante, quoique revêtu de l'aube ? Y a-t-il une loi positive, qui oblige de croiser toujours l'étole sur l'aube, en sorte qu'il y aurait faute de laisser sur l'aube l'étole pendante ?

4^o Est-il permis le jeudi-saint de donner la communion pascalle dès le matin avant la messe, qui se dit à 10 heures : cependant ces personnes pourraient attendre facilement le moment de la messe ?

5^o La nappe de communion doit-elle être nécessairement de lin ou de fil ?

6^o Un curé malade est remplacé pour la messe du dimanche par un curé voisin. Ce dernier applique sa seconde messe pour les paroissiens du curé souffrant. Vous dites, page 97, que le curé malade est par ce fait déchargé de célébrer ces messes, une fois rétabli.

Or je suppose que ce curé soit remplacé pour la messe de paroisse non par un confrère voisin binaire, mais par un prêtre qui dit cette seule messe, le curé malade devra à ce prêtre un honoraire. Je suppose encore que le curé malade ne trouve personne pour dire la messe; plus tard il devra célébrer les messes omises. Toutefois non le dimanche par sa seconde messe : il ne peut pas profiter du binage. Or en enseignant que le curé malade est déchargé par les messes du curé voisin binaire, vous « faites bénéficier le curé souffrant du binage » : le curé malade touche donc « véritablement » un honoraire en ces jours de dimanche, ce qui lui est défendu. Q'en pensez-vous ?

R. — Ad I. Le Rosaire n'est qu'une fête secondaire, ainsi qu'on peut le voir dans A. Carpo (*Compendiosa Bibliotheca, Pars secunda, caput X, n. 148*).

Ad II. C'est ordinairement la fête de saint Joseph qui devra être remplacée la première, quoiqu'elle est la dernière en date. La raison en est que dans le remplacement des fêtes on suit l'ordre de dignité. Or saint Joseph est d'une dignité très élevée.

J'ai dit ordinairement, parce qu'il y a des fêtes plus dignes encore que celles de saint Joseph; ce sont celles de Notre-Seigneur, de la sainte Vierge, des saints anges et de saint Jean-Baptiste, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des rites le 17 juillet 1706.

Ad III. Non, un prêtre ne peut pas, en dehors de la messe, porter l'étole pendante, quoique revêtu de l'aube.

En 1679 le Procureur des Capucins demanda si le prêtre qui fait l'aspersion de l'eau bénite avant de dire la messe devait porter l'étole pendante ou au contraire en forme de croix : « *An in aspersione aquæ benedictæ, quæ apud Capuccinos fit a Sacerdote, Alba et Stola induto, celebrato immediate missam conventuale, Stola sit aptanda ante pectus in modum crucis, vel ad utrumque latus pendens a collo ?* »

La Sacrée Congrégation répondit : « *Stolam esse ante pectus ad modum crucis aptandam.* » (30 septembre 1779, n. 2903, ad 8.)

On nous objectera peut-être que ce décret regarde seulement la cérémonie de l'aspersion, et le cas où le prêtre va dire immédiatement la

messe. Nous répondons que notre solution ne se base pas seulement sur cette déclaration de la Sacrée Congrégation, mais aussi sur l'enseignement commun des liturgistes et sur la pratique générale des églises. Ajoutons encore une raison, c'est que la pratique de porter l'étole pendante sur l'aube est un privilège réservé aux évêques, comme on peut le voir au Cérémonial des évêques, livre II, chap. VII, n. 14 :

«... Stolum deinde etiam in parte deosculatam, Episcopo deosculandam offert, eamque super ejus humeros applicat, ita ut nec ejus collum tegat, nec transversa sit in modum crucis, sed æqualiter ante pectus pendeat. »

AD IV. Nous n'oserions pas dire qu'il y a péché pour les fidèles valides de communier le matin du Jeudi-Saint avant la messe solennelle. Mais assurément ces personnes entreraient beaucoup mieux dans l'esprit de l'Eglise en communiant à la messe solennelle pour imiter les apôtres qui communierent des mains de Jésus-Christ à la première messe qui eût encore été célébrée ; et les prêtres doivent y exhorter leurs paroissiens.

AD V. La nappe de communion doit être très-probablement de lin, car la rubrique du Missel relative à la distribution de la sainte Eucharistie pendant la messe porte : « Interim minister ante eos (communicandos) extendit linteum seu velum album... » ; et le Rituel romain emploie la même expression : « et ante eos linteum mundo extenso... ». Or le mot *lintheum* signifie une étoffe de lin.

Cependant on peut également employer une étoffe de chanvre ; car le décret de 1819 statue que les linges sacrés doivent être confectionnés avec du lin ou du chanvre, « conficienda esse ex lino aut cannabe. » A plus forte raison les linges non consacrés, comme les nappes de communion, peuvent-ils être de chanvre.

Nous avons dit que la nappe de communion devait être *très-probablement* de lin, parce qu'il n'est pas certain que les mots *seu velum album* soient l'explication du mot *lintheum* ; on pourrait donc employer, d'après cette interprétation, un voile d'une matière quelconque, pourvu qu'il fût blanc. Mais il est certain qu'on entre dans les vues de l'Eglise en se servant d'un voile de lin ou de chanvre, puisque le Missel dit expressément *lintheum*, et que le Rituel n'emploie que le mot *lintheo*, ce qui exclut toute autre matière. D'ailleurs c'est un linge destiné à la cérémonie de la communion ; or le lin et le chanvre renferment des significations mystiques qui rappellent admirablement aux communicants les dispositions qui doivent les animer dans cette sublime action.

AD VI. Il est vrai que le curé malade bénéficie d'un honoraire, par suite de l'acte de charité accompli en sa faveur par son confrère bineur.

Il en bénéficierait également si un prêtre non bineur célébrant sa messe *pro populo*, voulait bien, de lui-même, lui en faire la remise, par un acte plus méritoire encore que celui du curé

bineur, puisque ce prêtre non bineur sacrifierait un honoraire qu'il a le droit de percevoir.

Mais il n'y a rien là qui soit défendu au curé malade, par la loi qui ne permet pas de percevoir deux honoraires pour deux messes célébrées le même jour.

Il ne lui est pas non plus défendu de percevoir intégralement les fruits de son bénéfice lorsqu'il a régulièrement satisfait par lui-même ou par un autre.

Il est donc en sûreté de conscience.

Q. — 1^o Un protestant doit épouser une catholique. Il consent à tout ce qu'exige la sainte Eglise en pareil cas, excepté qu'il veut être marié dans le lieu saint. Pourrait-on passer outre si l'on prévoit qu'une telle concession serait le « seul » moyen d'éviter un mariage purement civil, et serait bien vu des paroissiens ? Pourrait-on marier ce même protestant au presbytère en lui laissant ignorer qu'il va recevoir ainsi que sa future, un vrai sacrement ?

2^o Saint Longin est-il le centurion ou bien le soldat qui perça le Cœur du Divin Maître ?

R. — AD I. La défense faite par l'Eglise de célébrer les mariages mixtes dans un lieux religieux, comme dans une église, une chapelle, est grave. On voit par les paroles de Benoît XIV¹, par une décision de la Sacrée Congrégation de l'Inquisition, du 28 août 1839, et par une lettre de la Propagande adressée aux Pères du VI^e Concile de Baltimore, que l'intention bien arrêtée du Saint-Siège est de prohiber tout rite religieux pour la célébration des mariages mixtes. Il y aurait au moins une grande imprudence à passer outre, quelle que soit la gravité des circonstances, sans avoir sollicité une dispense du Souverain-Pontife, ou, dans un cas pressant, de l'Ordinaire. La raison d'éviter une union purement civile pourrait être alléguée comme motif de dispense.

Il n'est pas absolument nécessaire pour la validité du sacrement que ce protestant sache qu'il va recevoir le sacrement de mariage, il est requis et il suffit qu'il ait l'intention de faire un contrat matrimonial valide selon les règles de l'Eglise. On pourrait donc, dans la crainte d'une union civile, le laisser dans son ignorance et lui faire contracter un mariage au presbytère.

AD II. Quelques écrivains pensent que saint Longin, qui perça de sa lance le côté du Sauveur, était le centurion lui-même qui commandait les soldats chargés du crucifiement ; ils apportent en raison qu'il était de son devoir de s'assurer que Jésus était bien mort, sous peine de se voir punir sévèrement.

D'autres prétendent que saint Longin était un des soldats de la troupe et non pas le centurion lui-même. En effet, nous voyons au chap. xxvii, v. 54 de saint Mathieu, que, à la mort de Jésus, le centurion proclama sa divinité en s'écriant : *vere filius Dei erat iste* ; est-il à croire que, après cette confession de la divinité du Sauveur, il eût osé le frapper, bien que mort, du fer de sa lance ?

¹ « De Synodo diocesis. lib vi, ch. 5, n^o 5.

Q. — 1^o Un prêtre vicaire d'une grande paroisse dont la population est toute disséminée en hameaux, a pour curé un vénérable vieillard de 85 ans. C'est l'usage dans cette paroisse d'aller chercher tous les morts à domicile. Le vicaire fait toutes les courses et pour chacune l'honoraire est fixé à cinq fr. Le vicaire a-t-il le droit d'exiger de son curé cette somme?

2^o Le vicaire célèbre parfois des grand'messes (dites services), à jour et à heure fixes. L'aumône offerte à l'occasion de ces messes est fixée à cinq fr. Cette somme de cinq fr. en droit n'appartient-elle pas tout entière au célébrant?

3^o Dans ma paroisse il est d'usage de lire la Passion de N.-S. J.-C. pour la conservation des fruits de la terre, depuis le 3 mai jusqu'au 14 septembre. Cette lecture est généralement faite tous les jours par le vicaire. Celui-ci aurait-il quelque droit aux aumônes (dites quêtes de la Passion) faites par la population qui certainement a l'intention d'offrir une partie des générosités à celui qui fait les prières pour elle?

R. — Ad I. Pour les rétributions des funérailles proprement dites, elles appartiennent exclusivement au curé, lors même que le vicaire aurait accompli le service. Parce que tous les actes du ministère qui ont rapport à la sépulture et aux funérailles des paroissiens constituent des droits paroissiaux.

Cependant si, dans les funérailles, il y a une fonction qui demande un labeur extraordinaire, et qui soit rétribuée davantage, à cause même de l'excédant du travail, les auteurs enseignent que le surplus de la rétribution ordinaire revient, sauf des conventions spéciales, au vicaire qui a officié.

Nous admettrions donc volontiers que, dans le cas présent, le vicaire aurait droit, non pas à toute la somme déterminée pour la levée du corps, mais à une partie proportionnée à l'excédant de travail que lui a occasionné un dérangement considérable. C'est l'autorité diocésaine qui a mission pour déterminer cette quotité.

Ad II. Les honoraires d'une messe chantée étant fixés à 5 francs, l'autorité diocésaine a dû comprendre en cela deux choses : les honoraires d'une messe chantée et le droit curial. Le vicaire a droit à tout l'honoraire d'une messe chantée, à moins encore d'une convention particulière : mais il ne peut d'aucune manière prétendre au droit curial qui revient toujours au curé.

Ad III. Les oblations faites à l'occasion de la lecture de la Passion appartiennent en droit au curé, comme toutes les autres oblations.

Si les fidèles voulaient favoriser le prêtre qui récite la Passion, ils devraient en exprimer formellement leur volonté ; plus régulier serait de séparer eux-mêmes l'offrande destinée de par eux au vicaire de l'offrande destinée au curé.

En l'absence de cette détermination et de cette attribution formelle au vicaire d'une part des offrandes, le tout appartient au curé.

Q. — 1^o In quo consistit absolutè complicitas in turpi?

2^o Nonne distinctio fieri debet inter complicitatem et passivitatem in turpi?

3^o An complex haberi debet juvenis tertium decimum agens annum, qui, pro verecundia probabiliter aut timore,

tactus molles desuper vestimenta in inhonestis a nefando viro patitur? Nonne victima potius quàm complex? Quid, si leviter renuit.

Ad I. Complicitas, tam in cæteris peccatis quam in peccato turpi, in hoc constitit quod duo aut plures circa idem objectum communi consilio peccatum externum committant.

Itaque non adest complicitas 1^o si unus tantum peccet, 2^o si, quamvis ambo peccent, unus tantum externe peccet, altero externe reluctantante quamvis interne peccato consentiat.

Ad II. Illa distinctio fieri et applicari potest; sed non in omni casu. Nam qui obscenae impetitur, mere passive se habere non potest, nisi grave damnum timeat aut in impossibilitate reluctandi versetur; si vero non adsit illa impossibilitas sive physica sive moralis, ejus passivitas tanquam externus consensus æstimandus esset.

Ad III. In hac quæstione legebatur *tertium agens annum*, cujus loco substituimus *tertium decimum*, quia sic videbatur intelligendum,

Juvenis ille exhibetur tanquam motu reverentiali percussus et impeditus. Porro hic metus non videtur ex se sufficere ut eximatur a lege exterius resistendi nefando isti viro qui eum ad turpia provocat; ac proinde fieri potest ut in peccatum complicitatis ex defectu externæ resistantiæ labatur. Sed, propter mentis inscitiam et infirmitatem, fieri potest, ut a resistendo deterreatur, neque tamen interne consentiat : quo casu complex non esset.

Q. — Un curé qui a l'autorisation de biner dans sa paroisse, vu le grand nombre de paroissiens, et le défaut de ressources de sa fabrique pour payer un vicaire de plus, peut-il appliquer la seconde messe (pour laquelle il ne peut percevoir d'honoraire), pour une intention quelconque qu'on lui offre, percevoir l'honoraire qui s'y trouve affecté, et donner « cet honoraire » à sa fabrique ou l'employer pour les besoins de l'église qui est pauvre?

R. — Il ne le peut sans un Indult pontifical.

Des Indults de ce genre sont accordés quelquefois pour des œuvres catholiques. Mais nous ne connaissons pas encore d'Indult accordé en faveur d'une fabrique.

Q. — Est-il vrai qu'une intention habituelle suffise pour les applications de la sainte messe? En tant que oui, comment les théologiens entendent-ils généralement « une intention actuelle, virtuelle, habituelle, etc. ? » Gury ne se distingue-t-il pas des autres théologiens dans les définitions susdites?

R. — La solution dépend du sens qu'on attache au mot « habituelle. »

Gury (Comp. n. 355), après saint Alphonse (Op. mor. l. vi, n. 335), enseigne que l'intention habituelle suffit. Or par intention habituelle, il entend une intention que le prêtre a formulée et qu'il n'a pas rétractée depuis.

Cette intention, certains théologiens la disent virtuelle, en ce qu'elle a été fixée et qu'elle persévère. Et ils enseignent qu'une intention seulement habituelle ne suffirait pas. Mais par intention habituelle, ils entendent une intention qu'on

se promettait d'avoir, sans l'avoir jamais ni fixée, ni rétractée. Evidemment une telle intention n'a pas de corps et ne saurait valoir. Par exemple, je me proposais d'offrir le 15 juin la messe à telle intention, me réservant de fixer cette application lorsque je serais sûr qu'il n'y aurait aucun empêchement. J'oublie de la fixer en temps opportun. Bien que je n'aie pas rétracté ma disposition précédente, il n'y a pas eu d'application, malgré l'intention habituelle où j'étais d'appliquer à telle fin.

Au sens de Gury et de saint Alphonse, il n'y aurait pas eu donation du fruit, et cette intention ne pourrait s'appeler habituelle parce qu'il lui manquerait d'avoir été actuelle à un moment déterminé.

Q. — 1^o J'inscris, jour par jour, les messes que je reçois, promettant de les dire le plus tôt possible, sans désigner les jours où je les dirai, si ce n'est dans certains cas particuliers où les personnes intéressées désirent et demandent d'assister à ces messes.

2^o Mon intention habituelle est d'offrir chaque messe que je dis, selon toutes les intentions dont on m'a chargé, mais sans préjudice de celle des intentions qui a la priorité devant Dieu, soit à raison de son ancienneté, soit à raison de son urgence exceptionnelle. En agissant ainsi il me semble que je ne viole aucun droit et qu'au contraire je donne plus qu'on me demande, car le fruit du sacrifice de la messe étant infini « extensivement, » je fais participer chaque intention particulière aux fruits infinis, non d'un seul, mais de tous les sacrifices que je dois offrir selon le nombre des messes dont je suis chargé.

Quand le sentiment des théologiens qui enseignent que le fruit du sacrifice est « extensivement » infini, qu'il peut autant promettre de grâces à plusieurs qu'à une personne; il n'y aurait même dans cette hypothèse rien à objecter, puisque j'offre le sacrifice autant de fois que je m'y suis obligé par promesse, et d'ailleurs je ne vois aucun préjudice à craindre dans le délai renfermé dans l'espace de 60 jours, en vertu de cette clause qui accompagne mon intention générale dans chaque offrande : « sans préjudice de l'intention la plus urgente devant Dieu lors même qu'elle ne serait pas la plus ancienne. »

D'après cet exposé, veuillez bien me dire votre sentiment sur ma manière d'entendre mes obligations relativement à l'application des intentions de messes qui me sont confiées.

R. — Cette manière d'agir est irrégulière pour plusieurs raisons.

1^o Les applications doivent être déterminées, non par Dieu, ni conformément à la science exclusivement divine, mais par le prêtre, d'après les données de la connaissance humaine.

2^o En dehors des jours où la messe est appliquée sur la demande des personnes à tel jour déterminé, les autres applications sont individuellement indéterminées parce que vous avez l'intention de donner la préférence à celles qui ont la priorité de l'ancienneté ou de l'urgence, sans déterminer quelle urgence primera l'ancienneté ou *vice-versa*; et parce que, d'après ce que vous ajoutez, vous faites participer toutes les intentions à toutes les messes, ce qui est un troisième mode tout différent ajouté aux deux premiers.

3^o Cette application *in globo* d'autant de messes que vous avez d'intentions, sans détermination d'aucune, pourrait être régulière, si

vous appliquiez tant de messes déterminées à autant d'intentions également déterminées, par exemple, les trente messes du mois à trente intentions bien spécifiées. Chaque intention recevrait à chaque messe un trentième du fruit spécial. A la fin du mois elle aurait ses trente trentièmes, ou son fruit total.

Mais des messes nouvelles survenant, vous vous trouvez jeté dans des calculs qui pourraient facilement aller à l'infini.

Vous avez aujourd'hui 10 intentions; par l'application de votre messe, chacune recevra un dixième.

Il vous vient le lendemain une nouvelle intention; chacune n'aura plus que un onzième.

Trois jours après, cinq intentions; chacune n'aura qu'un seizième.

Cinq jours plus tard, dix intentions nouvelles; chacune n'aura qu'un vingt-sixième.

Quel mathématicien ne devrez-vous pas être, si vous voulez tenir registre de ce qui sera pleinement acquitté et de ce qui ne le sera pas encore! Et comment vous assurer que vous n'aurez pas, pour l'acquit des messes, dépassé les délais accordés par la théologie? Et comment faire acquitter vos messes si, par un accident possible, vous vous trouviez arrêté par la maladie? Comment remettre les honoraires, si vous en avez reçu à des taux différents?

Complétons nos suppositions.

Vos dix premières messes étaient deux à 2 fr., quatre à 1 fr. 50, quatre à 1 fr. 25.

La suivante à 3 fr.

Les cinq suivantes à 1 fr. 50.

Les dix dixièmes à 1 fr. 25.

Vous tombez malade trois jours après avoir reçu les dix dernières. Il faut demander à des confrères d'acquitter les messes dont vous vous étiez chargé.

Vous aurez acquitté chacune de vos dix premières messes pour une quantité exprimée par la fraction 9159/11440; reste à acquitter sur chacune 2281/11440. Vous devrez, pour chaque messe à deux francs 0 fr. 39,776; pour chaque messe à 1 fr. 50, 0 fr. 299; pour chaque messe à 1 fr. 25, 0 fr. 2,492.

De la suivante vous aurez acquitté 1603/2288, reste 1285/2288, pour lequel vous devrez d'honoraires 1 fr. 64.

Et ainsi des autres. Nous donnons ces chiffres pour faire toucher du doigt le ridicule de la manière d'agir sur laquelle vous demandez notre avis.

Ajoutez les incertitudes venant des raisons d'urgence ou d'ancienneté.

Considérez de plus que certaines messes sont demandées pour des vivants, d'autres pour les morts. Quelle messe direz-vous un jour ferial ou semi-double? Comment entrerez-vous dans l'intention de l'Eglise et des parents qui désirent que vous célébriez la messe de *Requiem* pour les morts lorsque les rubriques le permettent?

Ce que vous dites que, en vertu de l'extension indéfinie des fruits de la messe, vous procurez, pour chaque intention, plus que vous ne devez strictement, repose sur un fondement ruineux. A la vérité la vertu du sacrifice de la messe est si grande que le fruit peut en être indéfiniment plus considérable. Mais êtes-vous sûr que le fruit de chaque messe, et spécialement le « fruit moyen », le seul appliqué pour l'acquit des intentions, ne soit pas limité? Et s'il en est ainsi, ne comprenez-vous pas que votre raisonnement ne repose que sur une erreur?

Nous ne voudrions pas être désobligeants pour un confrère qui nous fait l'honneur de nous demander notre avis, mais nous ne pouvons nous empêcher de lui dire que sa manière d'agir nous ferait craindre qu'il ne cédât trop facilement à l'ennui qu'il rencontrerait à déterminer pour chaque messe une intention particulière.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Il s'agit d'un presbytère dont l'enclos a 70 ares. Il a été construit au siècle dernier. Il était entouré de haies épaisses au nord, au sud, et à l'est, puis d'un mur à l'ouest.

Or il y a environ 25 ans, un riche propriétaire voisin, maire et maître absolu de la commune, ayant jugé à propos de créer un parc, il s'en est suivi que les haies du presbytère ont été brisées et ont disparu en partie. Ce propriétaire qui a toujours convoité l'acquisition du clos du presbytère, a eu pour l'acquiescer à un prix vraiment dérisoire, la pensée de le rendre inhabitable pour le desservant.

Voici comment il aurait fait construire les murs du parc chez lui avec réserve de terrain plus que le tour d'échelle qu'un propriétaire se réserve d'ordinaire pour la réparation de ses murs, — j'oubliais de vous dire que trois portes demeurées scellées jusqu'ici ont été pratiquées dans les murs. Toutefois, malgré ces portes, les curés jouissaient en paix de leur terrain et pouvaient laisser pacager leur bétail.

En 1860, le propriétaire, non content de sa clôture murale, veut constater qu'il a deux et trois mètres de terrain donnant sur le clos du presbytère et longeant ses murs. — Que fait-il? Muni d'une lettre préfectorale, mais sans consulter l'Evêque, ni le conseil de fabrique, il fait établir des bornes par un géomètre, accompagné de deux conseillers municipaux qui ont laissé faire.

Aujourd'hui, voilà ce qui se passe : le propriétaire fait enlever une de ces portes, celle qui longe le chemin de l'église, et la conséquence est que le presbytère n'est plus clos, que les vagabonds peuvent et le jour et la nuit s'introduire chez le curé, que le bétail qu'il a, peut sortir à volonté et faire des dégâts chez le voisin, et même sur le terrain réservé du propriétaire : terrain inculte jusqu'ici.

Le curé s'est adressé à l'Evêque qui n'a rien fait parce que le conseil de fabrique n'a pas été convoqué. Le Préfet s'en est mêlé; mais le conseil municipal par faiblesse, par crainte des foudres du propriétaire, n'a pas traité l'affaire; il l'a éludée.

Dans cette commune, le conseil de fabrique, qui se compose de gens faisant partie du conseil municipal, tout en reconnaissant les plaintes fondées du curé, n'ose rien faire.

Déjà il y a eu une affaire d'échange à traiter avec le même propriétaire : le curé et le commissaire enquêteur nommé par le Préfet ont été seuls à prendre les intérêts de la commune et ont eu gain de cause.

Si j'entre dans ces détails; c'est que le cas est rare et difficile à résoudre.

En résumé,

1° Le propriétaire avait-il le droit de construire ses murs au détriment de la clôture du presbytère?

2° L'enlèvement de la porte (ouest) qui détruit la clôture et la jouissance paisible du curé, peut-il être toléré?

3° A qui s'adresser pour obtenir satisfaction; le maire et le propriétaire en question étant d'accord pour tolérer le fait accompli?

R. — Ad 1^m. Assurément, le propriétaire n'avait pas le droit de détruire les haies; et le curé de cette époque manqua à son devoir, ainsi que la fabrique et le conseil municipal, en ne s'opposant pas à cette acte de vandalisme et d'usurpation; d'autant plus que le susdit propriétaire n'avait pas besoin de toucher à la haie, ayant l'intention de bâtir deux et trois mètres en dehors de ces haies.

Ad 2^m et 3^m. Le propriétaire a le droit de supprimer toute porte posée dans son terrain et dans son mur, de même qu'il a le droit de supprimer tout le mur, si cela lui plaît.

Mais nous ne comprenons pas que notre correspondant n'emploie pas un moyen bien simple pour se débarrasser des ennuis que lui cause son voisin. Il n'a besoin pour cela de personne ni d'aucune permission de qui que ce soit. Qu'il prenne les bornes posées par le fâcheux propriétaire pour limite de son jardin et qu'il y plante soit un treillage, soit une haie d'aubépine qui croît très vite. Cela vaut infiniment mieux que tout procès et toute revendication.

Etant donné la situation et la faiblesse ou la poltronnerie de ses fabriciens, il serait inutile de refaire le bornage par des arpenteurs géomètres : il y aurait des frais, et le jeu, comme on dit vulgairement, n'en vaudrait pas la chandelle. Par le système que nous indiquons, le curé se clôt chez lui, et sa vigilance saura bien empêcher toute tentative nouvelle d'usurpation.

Q. — Je désire savoir ce que peut bien faire la fabrique d'une paroisse dans le cas suivant :

M. X. lègue une de ses propriétés à un de ses frères, à la condition pour l'héritier de payer chaque année et à perpétuité à la fabrique de la paroisse la somme de 75 francs.

Or, l'héritier désire se libérer et demande à la fabrique d'accepter un capital de 1.500 francs. Si la fabrique accepte ce capital elle sera obligée de le placer en rentes sur l'Etat, et, par conséquent, elle ne touchera plus 75 francs de rente par an, mais seulement une soixantaine.

Ce Monsieur peut-il bien obliger la fabrique à accepter les 1.500 francs, ou bien est-il obligé, s'il veut se décharger ainsi, d'assurer à la fabrique une rente annuelle de 75 fr.?

R. — Oui, ce Monsieur X. peut obliger la fabrique à accepter le capital au lieu de la rente; car la loi du 18 décembre 1790 et l'art. 530 du code civil ont déclaré toutes les rentes rachetables. La fabrique, par conséquent, ne peut jamais refuser le remboursement qui lui est demandé.

Une rente est rachetée à des taux différents selon les circonstances : 1° si le capital est porté au contrat, ce capital sera rendu en entier, quel que soit l'intérêt stipulé par l'acte qui établit la rente; 2° si la rente a été constituée sans évaluation de capital, il faut distinguer entre les rentes

payées en argent et celles qui sont payées en nature ; les premières sont rachetées au denier vingt, et dans le cas présent 1.500 francs ; et les secondes au denier vingt-cinq.

C'est à notre correspondant de voir quels sont les termes du contrat. D'après l'exposé du cas, nous pensons que le débiteur peut forcer la fabrique à recevoir 1500 francs dont elle fera ce qu'elle voudra.

Voilà pour le droit. Nous ajouterons qu'au point de vue de l'équité et de la délicatesse, l'héritier honorerait davantage la mémoire de son frère soit en continuant de payer la rente de 75 francs, soit en donnant un capital suffisant à constituer sur l'Etat une rente du même chiffre.

Q. — Dans la nouvelle paroisse où je suis, on a négligé de faire renouveler une inscription de rente sur l'Etat laissée à la fabrique et au bureau de bienfaisance, et on n'a pu rien percevoir depuis deux ans.

Le trésorier général demande un certificat de propriété, le testament de la donatrice ne suffirait-il pas pour prouver que cette rente nous appartient ?

Dans le cas où il faudrait passer par un jugement, la fabrique a-t-elle besoin de l'autorisation de l'évêque ?

Je vous serais reconnaissant de répondre au plus tôt à ces deux questions.

R. — Le trésorier général a raison ; il ne peut payer régulièrement qu'au véritable propriétaire. Or, la rente en question n'étant pas au nom de la fabrique, il s'ensuit que cette dernière ne paraît pas propriétaire. Il faut donc d'abord qu'elle établisse sa propriété. Le testament de la donatrice pourrait être regardé comme suffisant par le trésorier général ; mais il ne serait pas suffisant aux yeux de l'administration. Il faut faire aujourd'hui ce qu'on aurait dû faire à l'ouverture du testament : remplir les formalités pour obtenir l'autorisation d'accepter la générosité et d'en opérer le transfert (*art. 1^{er} de l'ordonnance du 14 janvier 1832*).

C'est ce qu'il y a de plus simple. Une lutte avec le trésorier général devant les tribunaux n'aboutirait à rien. La fabrique n'est vraiment propriétaire que lorsqu'elle a été autorisée à le devenir. Il faut un acte administratif, qui ne peut se refuser dans la circonstance présente.

Qu'on prenne donc le parti, une fois pour toutes, d'observer les lois, si vexatoires qu'elles puissent être. On ne saurait croire combien on éviterait de peines et de soucis en agissant en toutes choses et dès le début conformément aux règles établies.

Le bureau de bienfaisance se trouvant dans le même cas que la fabrique, il est plus que probable que la revalidation de ce qui a été fait irrégulièrement ne rencontrera pas de difficulté.

Q. — 1^o Mon presbytère est bâti sur les ruines d'un château seigneurial. L'enclos, d'un hectare environ, se compose de prairie, jardin, taillis et vivier, le tout fermé par un fossé d'enceinte. Sous mes prédécesseurs, l'administration locale a tenté plusieurs fois, m'assure-t-on, de s'emparer du taillis et de la prairie. Je ne suis pas plus tôt

arrivé dans la paroisse, qu'elle revient à la charge. Mon intention est de ne pas me laisser déposséder.

1. Suis-je dans mon droit ?

11. Si oui, par quels moyens le défendrai-je ?

2^o Une personne a pris un abonnement aux chaises : elle vient à la première messe, sa fille qui n'est pas abonnée vient à la seconde ou *vice versa*. Celle-ci a-t-elle le droit de se servir de la même chaise sans payer ?

La loi reconnaît-elle les abonnements personnels ?

3^o Mon prédécesseur a laissé, dit-on, par testament olographe une somme d'argent en faveur de mon église. Son légataire ne dit mot.

Comment s'y prendre pour découvrir :

I. Si ce legs a été fait. Et

II Quelle somme a été léguée.

R. — Ad 1^{re}. Oui, assurément le curé a le droit d'empêcher qu'on ne le dépossède ; car une fois qu'un immeuble a reçu une destination religieuse comme le presbytère, cette destination ne peut être retirée que par décret présidentiel et après que toutes les formalités légales ont été remplies, comme l'enquête de *commodo et incommodo*, l'avis préalable de l'évêque, ainsi que nous l'avons dit bien souvent. Cette question de la distraction d'une partie du presbytère ou de ses dépendances a été traitée plusieurs fois avec développements dans les volumes précédents de l'*Ami du clergé*, notamment tom. I, p. 478, 586, 611.

Ad 2^{me}. La loi reconnaît les concessions de bancs ou de chaises faites à des familles entières conformément aux lois. Quand une concession de cette nature a été faite, les places peuvent être occupées indistinctement par les membres de la famille.

Mais lorsqu'une concession a été faite à une personne désignée par son nom, cette concession est absolument personnelle et ne peut être cédée par la concessionnaire à qui que ce soit ni à titre gratuit, ni à titre onéreux. Le droit est formel ; mais dans la pratique, on rabat quelque peu de la rigueur de cette doctrine. On se règle ordinairement selon l'usage local ; or généralement, quand une mère a pris un abonnement pour une chaise, il est reçu que, si, en l'absence de la mère, la chaise est occupée par la fille, celle-ci ne paie point la place.

Ad 3^{me}. La bonne manière, c'est d'interroger le notaire ; car un testament olographe doit être déposé au tribunal et confié par ce dernier à un notaire pour son exécution. Dans le cas où un notaire refuserait de communiquer le testament, on peut le forcer à en dire le contenu et même à en livrer une expédition en appelant à la justice. Quiconque se trouve dans la situation de notre correspondant a même le droit de faire apposer les scellés.

Q. — 1^o Un curé frappant les enfants au catéchisme, peut-il être traduit en police correctionnelle ?

2^o Un enfant étranger, insultant un prêtre, ne peut-on point lui faire infliger, à lui ou à ses parents, une punition en justice de paix ?

R. — Ad 1^{re}. Le catéchisme ne peut être assimilé à une école publique ; par conséquent, les règlements propres aux écoles et aux instituteurs ne

leur sont point directement applicables. Cependant, si un prêtre était assez peu maître de lui-même pour se livrer à des brutalités sur quelque enfant rebelle et pour le blesser en le frappant, les textes de loi ne manqueraient point pour l'atteindre même en police correctionnelle. Avec les mœurs modernes, il faut absolument renoncer à la méthode de correction qu'affectionnaient nos pères. On n'y gagne rien, et l'on risquerait d'y perdre beaucoup.

AD II^m. La réciprocité n'est pas moins vraie. Un enfant assez mal élevé, assez grossier ou violent pour insulter une personne quelconque, à plus forte raison un prêtre, peut être traduit en police correctionnelle, et ses parents sont responsables devant la loi.

Mais encore ici, nous n'engagerons jamais un prêtre à traduire devant les tribunaux un enfant quel qu'il soit. Si l'injure vient d'une grande personne et est proférée publiquement, c'est différent; nous recommandons la rigueur.

LA COUR DE CASSATION ET LES PROCESSIONS.

Dans son audience du 25 mai, la Cour de cassation a rendu plusieurs arrêts relatifs aux processions dont nous croyons utile de donner l'analyse.

I. Un jugement du tribunal de simple police avait acquitté, le 7 juillet 1881, MM. de Musset et autres, poursuivis pour infraction à l'article 481, § 4, du code pénal, qui vise la contravention d'embarras de la voie publique par le dépôt de matériaux. En fait, il s'agissait d'un reposoir élevé sur la voie publique sans autorisation du maire, ainsi que le prescrivait un règlement de police, et à l'occasion duquel, sur une observation à lui adressée, le maire a répondu « qu'il laissait faire comme d'habitude ».

À l'encontre du Tribunal, la Cour n'a pas vu dans cette déclaration une autorisation tacite de nature à couvrir la contravention, et sur le pourvoi du ministère public, elle a cassé le jugement du 7 juillet 1881.

II. La Cour a cassé de même deux jugements du tribunal de simple police de Charenton (Seine), en date du 6 juillet 1881, qui avaient condamné M. l'abbé Georges, curé de cette commune, à deux amendes de 5 francs pour avoir fait une procession, contrairement à l'article 45 de la loi du 18 germinal an X et à l'ordonnance du préfet de police de 1833 qui rappelle les dispositions de cette loi.

L'arrêt donne pour motif que cet article 45 de la loi du 18 germinal an X, qui interdit les cérémonies extérieures du culte catholique dans les lieux où il y a des temples destinés à des cultes dissidents, n'est pas applicable à la commune de Charenton.

En effet, s'il existe dans cette localité un lieu de culte protestant, il n'est pas moins certain, en

fait, qu'il n'y a ni pasteur régulièrement établi, ni conseil presbytéral ou consistorial. Une chapelle ou oratoire dans lequel un pasteur est envoyé de temps à autre pour y célébrer des offices, ne saurait constituer une paroisse, un temple, dans le sens de l'article 45 précité, encore bien que ce lieu de culte ait été autorisé par un arrêté du gouvernement.

En outre, l'arrêt du préfet de police de 1833, qui se borne à rappeler l'article 45, n'a pas pour effet d'interdire toute procession sur la voie publique, lorsque les circonstances de fait ci-dessus rappelées excluent l'application dudit article.

Mais la cour a rejeté le moyen soutenant que le tribunal de simple police aurait dû surseoir à statuer sur la prévention jusqu'à ce que le Conseil d'Etat ait décidé s'il y avait eu *abus* de la part de M. l'abbé Georges. Ce dernier n'ayant pas opposé l'exception d'abus, le tribunal n'était pas tenu de surseoir d'office.

III. Cette exception avait été soulevée, au contraire, par M. l'abbé Lacroix devant le tribunal de simple police de Saint-Chinian (Hérault), qui soutenait, dans ses conclusions, que l'arrêt du maire interdisant les processions portait atteinte à la liberté des cultes. Le tribunal avait passé outre et condamné M. l'abbé Lacroix, par jugement du 13 août 1881, à 5 francs d'amende.

La Cour estimant que les conclusions du prévenu soulevaient nécessairement la question d'abus que le Conseil d'Etat peut seul trancher, a cassé le jugement.

IV. Mais elle a confirmé le jugement du tribunal de simple police de Confolens (Charente), qui a condamné également à 5 francs d'amende, le 18 juillet 1881, M. l'abbé Hion, curé de cette ville. Ce dernier, pour se conformer aux prescriptions de l'arrêt municipal interdisant toute cérémonie extérieure du culte, avait accompli la procession dans une propriété privée et donné la bénédiction sur une tour, située de façon à ce qu'elle fût vue du public.

La Cour a jugé que l'arrêt municipal était applicable à une cérémonie accomplie dans ces conditions.

En outre, comme cet arrêt avait été rendu et notifié l'avant-veille du jour fixé pour la procession et déclarait interdire « jusqu'à nouvel ordre » toute cérémonie extérieure sur la voie publique, M. le curé de Confolens soutenait que cet arrêt avait un caractère permanent, qui ne permettait de l'exécuter qu'après le délai d'un mois.

La Cour a jugé, au contraire, que lorsqu'un arrêt municipal est pris en vue d'une circonstance déterminée et a été spécialement notifié aux personnes intéressées, on doit lui reconnaître un caractère temporaire le rendant exécutoire immédiatement. Les termes de cet arrêt importent peu, s'il en résulte qu'il a été pris pour un fait accidentel et dans un cas urgent.

Courrier de l'Utile.

LA VIANDE ET SA CONSERVATION PENDANT L'ÉTÉ.

La viande comestible des divers animaux est à peu près la même, quant à la composition chimique; mais l'espèce, l'âge de l'animal, l'alimentation, l'état de santé, établissent des différences dans la qualité.

L'analyse de la viande de bœuf a donné les résultats suivants :

Eau	77 17
Fibre charnue, vaisseaux et nerfs	15 80
Tissu tendineux, réductible en gélatine	1 90
Albumine	2 20
Substances solubles dans l'eau	1 05
Substances solubles dans l'alcool	1 80
Phosphate de chaux	0 08
	100 00

La viande saine présente une coloration vive et vermeille; elle est ferme, résistante, serrée et légèrement élastique au toucher. Le suc musculaire ne doit pas suinter et faire éprouver à la main une impression de froid et d'onctuosité.

La viande altérée, n'est ni serrée, ni ferme, mais légère et spongieuse; elle est dépourvue d'élasticité et de couleur; si elle laisse suinter une sérosité visqueuse, elle est impropre à la consommation.

La viande est de mauvaise qualité, lorsqu'elle est violacée ou noirâtre. Si un morceau de chair découpé dans les muscles rachidiens, c'est-à-dire voisin de la colonne vertébrale, adhère au mur contre lequel on l'aura jeté, la chair de l'animal n'est pas saine.

La graisse de la viande altérée, n'est ni ferme, ni crépitante à la surface, ni sonore dans les régions où elles est le plus abondante.

Le jus de la viande saine est légèrement acide et contient beaucoup de phosphates; le jus de la viande malsaine est souvent alcalin.

Au microscope, la fibre de la viande saine est nette, bien définie, avec des stries transversales bien visibles; cette netteté n'existe pas dans la viande malsaine.

Si plusieurs de ces caractères ne sont perceptibles qu'aux savants, il en est un que toutes les ménagères peuvent remarquer : la viande saine cuit sans se racornir et sans perdre de son poids; la viande malsaine se racornit et la perte pendant la cuisson est beaucoup plus grande.

L'état de l'atmosphère influe considérablement sur la conservation de la viande.

En hiver, quand le froid est trop rigoureux, la viande se congèle et devient raide. Si vous la divisez, il se produit à la surface de la coupe un suintement; cette viande est indigeste et sans goût. Il importe donc, durant cette saison, de préserver la viande d'un froid excessif.

Durant l'été, la viande s'altère d'autant plus vite que la température est plus élevée et l'humidi-

té plus grande. La chair des agneaux et des veaux se conserve difficilement par les temps crageux et les vents du midi; celle de bœuf et de mouton résiste plus longtemps, mais donne dans ces conditions un bouillon moins gras et un aliment moins substantiel.

Parmi les procédés en usage pour la conservation de la viande, nous indiquerons les suivants.

Le bœuf, le veau et le mouton se conservent très-bien huit ou dix jours, même pendant les grandes chaleurs, si l'on couvre ces viandes d'une légère couche de son bluté, et si on les suspend dans un garde-manger en toile métallique, au plafond d'une chambre aérée et exposé au nord.

Un autre moyen excellent pour conserver les viandes est de les faire tremper dans le lait caillé.

Le gibier se garde parfaitement, si après l'avoir vidé sans le plumer, vous remplissez de froment l'intérieur du corps, que vous recousez avec soin, puis vous l'enterrez dans un tas de blé ou d'avoine.

Si l'on voulait faire voyager le gibier et la volaille, il faudrait les vider, mettre dans l'intérieur un fort bouquet garni, recoudre avec soin et placer chaque pièce dans une boîte ou une terrine entre deux lits épais et serrés de poudre de charbon.

La viande cuite est moins difficile à conserver que la viande crue. A cet effet placez-la par couches dans un vase de terre ou de grès, couvrez chaque couche de gelée ou de jus de viande, de manière qu'elle soit bien séparée de la couche suivante. Quand le vase est rempli, fermez-le avec son couvercle, et si vous craignez que celui-ci ne joigne pas exactement, collez moitié sur le couvercle, moitié sur le vase une petite bande de papier blanc, ou une couche de pâte de pain.

Un mémoire présenté récemment à l'Académie par M. J. Seure, préconise la dextrine comme agent conservateur de la viande.

Trois échantillons de viande accompagnaient le mémoire. L'un était un morceau simplement enfoncé dans un lit de dextrine; les deux autres étaient une viande pulpée plus ou moins finement pilée avec la dextrine.

Ces trois échantillons étaient restés vingt mois exposés à l'air et ne s'étaient point altérés. Il suffit de les mettre dans l'eau pour séparer la dextrine.

Ces expériences sont sans doute très intéressantes; espérons que l'inventeur, dans un prochain avenir, saura les adapter à la pratique.

— PRIMA TUM —

Lingonis, die 7 junii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

Le difficile, en étant aussi complet, était de ne pas faire un trop gros volume : le problème a été résolu.

L'*Eucologe des jeunes personnes*, bien que renfermant tout ce qu'il est nécessaire et utile de trouver dans un livre de ce genre, est dans le format le plus élégant et le plus commode, et ne sera jamais un embarras, même en voyage.

C'est d'ailleurs une petite merveille de typographie et qui fait grand honneur aux presses de M. Leroy (Palmé, éditeur).

Il se recommande particulièrement à l'attention des directeurs de catéchisme, des maîtresses de pensionnat, des mères de famille ; et l'on ne saurait, à l'époque des premières communions, offrir aux enfants un plus utile et plus charmant souvenir.

Un livre analogue pour les jeunes gens, du même auteur : le *Nouveau Manuel du chrétien*, est arrivé en peu d'années à sa 33^e édition (180 mille exemplaires). Ce n'est pas se risquer que de prédire à celui-ci le même succès.

L'abbé J.-M. RICHARD, *chan. hon.*
Secr. part. de Mgr l'Evêque.

Extrait de la Semaine religieuse de Rennes.

« L'*Eucologe* est assez complet pour suffire seul aux plus jeunes enfants, et pour les plus avancées il suppléera avantageusement les autres livres de piété qu'elles ne pourraient porter facilement

avec elles, soit pendant les vacances, soit plus tard dans leurs voyages. »

Extrait d'une lettre de Mgr Place, 11 février 1881

Mon R. P., j'ai reçu l'*Eucologe des jeunes personnes*, que vous avez bien voulu m'adresser.... Je tiens à propager, autant qu'il dépend de moi, ce petit volume vraiment excellent. L'article ci-joint de ma *Semaine religieuse*, qui a été fait par mon secrétaire, selon mes indications, répondra, je l'espère, à vos intentions...

† Ch. PH., archev. de Rennes.

Pour terminer, signalons l'apparition d'une brochure actuelle et bien intéressante, publiée par un membre du Parlement d'Angleterre, et traduite de l'anglais par une grande patriote de l'Irlande opprimée, SYDNEY BALL, *Cri de l'Irlande à l'Europe ou Etude sur la Ligue agraire*. C'est vraiment un cri, et un cri bien déchirant, poussé par cette île en détresse et qui ne peut manquer de trouver un écho dans tous les cœurs généreux. Ce n'est pas un récit, c'est un tableau navrant, le tableau des faits purs et simples, tels qu'ils se déroulent tous les jours en Irlande. C'est aussi l'exposé net et précis des principes et des propositions de la Ligue agraire. Impossible après la lecture de ce petit livre, de n'être pas épris de compassion pour ce malheureux pays, dont la détresse surpasse la misère des nègres du Texas, et de ne pas soupirer comme lui après la juste réforme qu'il appelle à grands cris. — Prix : 75 cen.

MOIS DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS

Le Paradis sur terre ou le Mystère eucharistique, *expliqué au point de vue dogmatique, liturgique, ascétique et moral*, en 60 discours pouvant servir d'instructions, de lectures pieuses et de sujets de méditations, par l'abbé Ch. Rolland. Ouvrage approuvé par Monseigneur l'évêque de Langres. 1 vol. in-12 de xv-519 pages 3 »

Le Mois du Sacré-Cœur, d'après saint François de Sales. Un beau volume in-16 elzévirien de xviii-408 pages 3 »

Edition de propagande, 1 vol. 75

Imitation du Sacré-Cœur de Jésus-Christ, par M. Cirot de la Ville. *Ouvrage honoré des brefs de LL. SS. Pie IX et Léon XIII et d'approbations épiscopales*. In-18 raisin de xxiv-360 pages 1 50

Le Cœur de Jésus principe et modèle de la perfection chrétienne, par le R. P. E. Desjardins, S. J. 1 vol. In-18 de xxviii-311 pages 75

Mois du Sacré-Cœur des Enfants de Marie, par le P. Huguet. In-32 Jésus 75

Recueil de divers exercices de dévotion aux Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, par un père de la Compagnie de Jésus. In-18 1

Le Cœur de Jésus. Excellence de la dévotion au Cœur adorable de Jésus-Christ, sa nature, ses motifs et sa pratique, d'après le P. de Gallif-

fet, de la Compagnie de Jésus. Suivi de la *Vie de la B. Marguerite-Marie*, par le P. Croiset. Troisième édition. 1 50

Le Cœur de Jésus ouvert au cœur du chrétien, d'après les saints et les maîtres de la vie spirituelle, suivi d'une *Neuvaine pour se préparer à la fête de ce divin Cœur*, par le P. Charles Borgo. In-32. 1 50

Mois du Sacré-Cœur, ou les *Titres de Jésus à notre amour* d'après la sainte Ecriture, par l'abbé Eugène Tessier, curé au diocèse de Versailles. In-32. 0 75

Le chrétien à l'école du Cœur de Jésus, ou *Etude de ses vertus*, par les PP. Nouet et Pottier. In-12, de 687 pages. 4 »

Dévotion envers Notre-Seigneur Jésus-Christ, ou *Etude de ses titres consolants et glorieux*, par les mêmes. 3 vol. 8 »

Dévotion pratique au Sacré-Cœur de Jésus, par le P. Jean Croiset. Nouvelle édition. 1 fort vol. in-18. 4 50

Le chrétien selon le Cœur de Jésus, par les PP. Waldner et Cadrès. 1 50

Litanies illustrées en l'honneur de la B. Marguerite Marie. La douzaine. 0 75

Jeunes (les) Disciples du Cœur de Jésus, par M^{me} A. de Gentelles. 2^e édition. In-32 de 64 pages encadrée d'un filet. 0 20

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
— Cartonné toile riche 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Sègne). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PESTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENAY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU
LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
— Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
— Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

MARIE IMMACULÉE MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure des chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Evangiles et Vêpres de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviriens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVANT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 f., 6 f., 10 f., 12 f., 15 f., 20 f., 25 f.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du ix^e au xviii^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviriens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^or PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 24 :

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche de la Pentecôte : les fausses Eglises. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Pouvoir de l'Evêque pour rappeler dans son diocèse un prêtre ordonné par lui. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les femmes doivent-elles faire la génuflexion devant le Saint-Sacrement ? — Les litanies du Saint Nom de Jésus sont-elles indulgenciées ? — Est-il vrai que l'on doive venir à l'autel par le côté de l'épître et retourner par le côté de l'évangile ? — L'huile peut-elle remplacer la cire à l'autel ? — Doit-on bénir une étoile double dont un côté a été renouvelé ? — Les ornements en coton-velours sont-ils permis ? — Quelle messe doit-on dire au service anniversaire des confréries ? — L'intention s'condire dans l'application du sacrifice de la messe a-t-elle la même valeur que l'intention principale ? — Est-il mieux de déployer le corporal dès le commencement de la messe ? — Là où manque la pierre qui doit recouvrir le sépulcre de l'autel, que faut-il faire ? — Le chantre peut-il se faire remplacer par une femme ? — Un curé binant dans son église, peut-il à volonté, appliquer *pro populo* la messe basse ou la messe chantée ? — Est-il vrai qu'une messe basse ait la même valeur qu'une messe chantée ? — La bénédiction donnée par le Saint-Père en entrant dans la salle d'audience s'étend-elle à tous les objets susceptibles d'être indulgenciés. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE : A qui appartiennent les pigeons qui viennent nicher sur les voûtes de l'église ? — Le maire peut-il se faire représenter au conseil de fabrique par son adjoint ? — Que doit faire une personne chargée de garder des valeurs en dépôt, et de remettre au petit-fils du déposant à sa majorité, celui-ci étant idiot ? — Principales fonctions des avoués, avocats, procureurs, juges d'instruction. — Le ministre peut-il refuser à une fabrique l'autorisation d'emprunter pour payer les dettes grevant un immeuble dont l'acceptation a été autorisée sans condition ? — Obligations du curé chargé d'un binage. — Prestations et impôt des portes et fenêtres pour un curé nommé avant le premier janvier à une autre paroisse, lequel n'a quitté l'ancienne qu'après le premier janvier. — Le maire peut-il mettre opposition à la délivrance du mandat de traitement d'un curé qui a fait le pèlerinage de Jérusalem ? — Un curé sortant est-il obligé de remettre les clefs au maire, plutôt qu'à son successeur qui est présent. — COURRIER DE L'UTILE : Les falsifications du beurre (2^e article).

REVUE LITTÉRAIRE.

Sous ce titre : LE POISON CIVIQUE MAÇONNIQUE ET OBLIGATOIRE selon la formule du Dr PAUL BERT, suivi d'un PROGRAMME DE RÉSISTANCE A LA LOI ATHÉE, par Jules Anglade, la Société générale de Librairie Catholique, vient de publier une brochure qui dans les circonstances actuelles, doit être lue d'un bout de la France à l'autre.

Il s'agit, dans cette brochure, de la nouvelle loi sur l'instruction primaire, qu'on a appelée si justement « loi de malheur, loi athée, » et d'un livre de M. Paul Bert, *Manuel d'instruction civique*, conçu dans l'esprit de cette loi et déjà répandu officiellement dans nombre d'écoles primaires, notamment à Paris et à Lyon.

« Or, dit M. Anglade, ce livre de M. Paul Bert, destiné à occuper la première place parmi les livres d'école, peut se résumer en deux mots : c'est l'éducation par la haine. Haine à tout ce qui est respectable ; — haine à tout ce qui garantit l'ordre et la sécurité dans un pays ; — haine à des classes entières de citoyens honnêtes et justement influents ; — haine à l'idée même d'autorité ; — mais par-dessus tout, haine à l'autorité et au nom même de Dieu. »

Quant à la loi elle-même et à ses effets désastreux, M. Anglade les fait toucher du doigt dans ces quelques lignes :

« C'est là que, de gré ou de force, tous doivent puiser la mort ; — ils la boiront à long traits, car elle leur sera servie sous toutes les formes.

« La mort dans les abécédaires ; la mort dans les livres de lecture courante ; la mort dans les livres d'histoire et de géographie ; la mort dans les ouvrages donnés en prix ; la mort dans la parole du maître, dans ses exemples, dans son sourire, dans son regard, dans son silence ; la mort partout et à propos de tout, même dans les bons points et dans les cahiers d'écriture ! Les bons points chasseront les figures des Saints et des héros chrétiens, pour les faire oublier. Les cahiers d'écriture « contiendront des notions de morale et d'instruction civique, » selon la loi athée. »

Nous exagérons, on n'ira pas, ne veat pas aller jusque là, répondent les dupes et les crédules ? Ecoutez la réponse de l'auteur de la brochure :

« En 93, on démolissait, — en vertu d'une loi, — les maisons des honnêtes gens.

« En 93, on fusillait ou on noyait par centaines, — toujours en vertu d'une loi, — les enfants des réactionnaires, c'est-à-dire de ceux que n'avaient jamais pu séduire, par leurs attrait vainqueurs, la tyrannie et les massacres.

« Jetez les yeux autour de vous, et dites-moi si la troisième République n'est pas digne de la première, — si leur programme n'est pas le même.

« Après la soumission de Lyon, Couthon, le

hideux cul-de-jatte, escorté de quatre autres conventionnels et d'une nuée de fonctionnaires et d'ouvriers, se faisait porter sur sa chaise dans les rues et sur les places de la ville vaincue.

« De temps en temps, le cortège officiel s'arrêtait. On avait signalé à Couthon la maison d'un révolté. Le terrible impotent ordonnait qu'on approchât son fauteuil de cette demeure condamnée. Puis, prenant un marteau d'argent, il frappait lentement deux coups sur la muraille, en disant : « Maison rebelle, au nom de la loi sois démolie ! » Et la bande de vandales qui accompagnait le proconsul exécutait aussitôt cette sentence de destruction. Quatre mille ouvriers furent occupés à ces démolitions légales.

« Quelques mois plus tard, à Nantes, Carrier, — agissant aussi au nom de la loi, — envoyait à la mort trente-deux mille victimes. Les hommes, les femmes étaient mis à nu et attachés l'un à l'autre : ensuite on les jetait dans la Loire. Plus de deux mille enfants périrent avec leurs parents dans ces exécutions horribles. Le plus âgé n'avait que quatorze ans. Beaucoup étaient si jeunes que leurs mères les portaient encore sur leurs bras. « Une foule de Nantais avaient recueilli des enfants vendéens pour les élever. *Ce sont des louveteaux* ! dit Carrier, et il ordonna qu'ils fussent restitués à la République. Ces malheureux enfants furent noyés pour la plupart ¹. »

« Interrogé, l'année suivante, sur ces cruautés abominables, Carrier répondit à ses accusateurs, sans qu'on ait essayé de le réfuter : « Mais on a fait de même à Laval, à Angers, à Saumur, à Château-Gonthier, partout ² ! »

« Depuis trois ans, le marteau de Couthon s'est remis à frapper ; il frappe sans cesse.

« La liberté d'association ? — Démolie.
« La liberté de conscience ? — Démolie.
« La liberté d'enseignement ? — Démolie.
« L'inviolabilité du domicile ? — Démolie.
« L'autorité des tribunaux ordinaires ? — Démolie.

« Le respect du dimanche ? — Démoli.
« Le respect des cimetières ? — Démoli.
« L'aumônerie militaire ? — Démolie.
« Les ordres religieux ? — Démolis.
« L'influence des plus imposés ? — Démolie.
« La répression de l'outrage à la religion ? — Démolie.

« La répression de l'outrage aux mœurs ? — Démolie ³.

« Démoli, tout cela, vous dis-je, démoli — au nom de la loi... ou des décrets. Chacune de ces démolitions a sa date : vous la retrouverez sans peine aucune, si vous avez gardé vos journaux depuis trois ans.

« Au moment où j'écris ces lignes, le marteau destructeur est levé et prêt à s'abattre :

« Sur l'indépendance des juges, — avec la loi Legrand, qui démolit l'inamovibilité ;

« Sur la moralité, l'honneur, l'existence même de la famille, — avec la loi Naquet qui rétablit le divorce, loi adoptée en première lecture par 334 voix contre 124 ;

« Sur le caractère religieux du témoignage judiciaire, — avec la loi Humbert, qui donne des formules de serment pour tous les goûts ;

¹ Thiers, *Hist. de la Révolution française*, t. VI.

² *Moniteur universel*, 1794, n° 65, p. 277.

³ Si bien démolie, que M. Humbert, ministre de la justice, propose de la rétablir. Dans son exposé des motifs il assure que chaque jour 30,000 numéros de journaux obscènes sont vendus à l'entrée des lycées et pensions de Paris. Gageons que nos députés ne verront point de mal à cela.

« Sur les enterrements religieux, — avec la loi Chevandier, qui prend les solidaires sous sa protection et supprime la liberté des mourants ;

« Sur la sécurité publique, — avec la loi Dauphin, qui donne aux gredins les plus amples facilités pour dérouter les juges d'instruction ;

« Sur les Congrégations autorisées, — avec la loi Waldeck-Rousseau, qui déclare contraires aux bonnes mœurs les trois vœux de religion ;

« Sur les décombres mêmes de l'enseignement libre, — avec la loi Compayré-Marcou, qui rétablit le certificat d'études, et par conséquent le monopole universitaire ;

« Sur le Concordat, — avec la loi Boysset, qui propose de l'abolir ; ce projet est à l'étude, avec l'agrément de M. de Freycinet

« Sur les curés de campagne et les vicaires, — avec la loi Roche qui leur enlève tout traitement ;

« Avec la même loi, — sur les propriétés des congrégations religieuses, autorisées ou non, que l'on confisquera purement et simplement au profit du trésor public ;

« Avec la même loi encore, — sur toutes les églises et tous les édifices religieux, que l'on propose de voler aux fabriques ¹, en vue d'en faire des appartements à louer — à l'heure — pour « concerts, soirées, bals, repas de corps, noces et festins ; » et même pour messes et vêpres, — durant une heure ou deux, — si les curés offrent un bon prix ² ;

« Sur la fortune mobilière de tous les citoyens, — avec l'impôt sur le revenu, que M. Gambetta a promis de proposer aussitôt qu'il sera remonté au pouvoir. — Le tour des immeubles ne tardera pas !

« On le voit, Couthon est atteint, dépassé. — Carrier l'a été aussi.

« Cinq mille enfants tués à Nantes ! Qu'est-ce que cela ? Et Carrier s'est acquis un renom immortel !

« Que sera donc l'immortel renom de l'athée Schœlcher, de M. Paul Bert, et de M. Jules Ferry ?

« Il s'agit bien des petits enfants d'une seule ville ! toutes les familles, en France, sont mises, depuis le 29 Mars 1882, en coupe réglée... »

A la rentrée, en octobre 1882, le *Manuel civique*, ce même livre dont nous avons exposé les enseignements détestables, sera enseigné aux *petits garçons et aux petites filles*, non plus dans une ou deux grandes villes, mais dans les ÉCOLES PUBLIQUES DES 40,000 COMMUNES DE FRANCE !

Pour connaître ce fameux et triste livre de M. Paul Bert, il n'est nullement besoin de l'acheter, il suffit pour cela de lire la brochure de M. Jules Anglade, qui prouve à chaque page que M. Paul Bert est un écrivain de mauvaise foi, un faussaire impudent en nombre de ses assertions. Le meilleur en cela, c'est que M. Anglade ne cite pas les auteurs catholiques, mais réfute son adversaire par des écrivains de son opinion, c'est-à-dire par des républicains et des libres-penseurs.

¹ Quoi qu'en dise le Conseil d'Etat, les églises bâties avant 1801 et rendues au culte en vertu du Concordat, sont en droit la propriété des *fabriques*. (Voir une savante dissertation juridique de M. Daniel Touzaud, professeur de droit à l'Institut catholique de Toulouse, sur la *propriété des églises et des presbytères*. — Paris, Baltenweck, 1878).

² La loi Roche a été prise en considération, avec l'assentiment du GOUVERNEMENT, par 289 voix contre 139, dans la séance du 15 mai 1882 !

PRÉDICATION.

POUR LE 4^e DIMANCHE DE LA PENTECÔTE :
LES FAUSSES ÉGLISES

Ubi nullus ordo sed simpiternus
horror inhabitat.

(Job., x, 22.)

A l'Eglise romaine qui porte au front les quatre augustes caractères de la sainteté, de l'unité, de la catholicité et de l'apostolicité, opposons les églises schismatiques et protestantes qui sont privées de ces signes divins : l'ombre fait mieux ressortir la lumière, les horreurs des ténèbres rendent la clarté du jour plus désirable et la font aimer davantage. Cette instruction, je l'espère, aura pour résultats de nous rendre plus sacrés les liens qui nous rattachent à la sainte Eglise notre mère.

I

Les schismatiques grecs et les protestants ne peuvent prétendre être la société instituée par Jésus-Christ, parce qu'ils ne peuvent se glorifier d'aucun des caractères qui doivent distinguer la véritable Eglise. Ils n'ont pas la sainteté d'abord.

Quant au culte, le protestantisme est froid, dur et décourageant : pour la plupart de ses adeptes, il n'y a plus ni sacrifices, ni sacrements, excepté le baptême ; tout se réduit à quelque prière ou à quelque cérémonie insignifiante et impropre à produire aucun bien. Quant à la doctrine, il ôte tout frein au vice, contriste l'âme et favorise les passions. « Le péché originel, selon Luther, n'a pas seulement affaibli, mais détruit tout l'homme moral. Plus de liberté. Il ne reste qu'un être passif, une machine, et, chose désolante, une machine à péchés ; la concupiscence, c'est le péché de notre premier père, vivant en nous, racine de mort qui produit nécessairement des fruits de mort. Toutes les actions de l'homme, même celles qui nous paraissent naturellement les meilleures, sont viciées par ce principe : ce sont des abominations devant Dieu, qui attirent sur nous sa colère, qui nous soumettent à son anathème et aux supplices de l'éternité. — Dans cette postérité d'Adam, toute vouée fatalement à l'enfer, se rencontrent quelques élus. — La grâce seule fait les élus et elle fait tout en eux. L'homme mort au bien, est incapable d'action, de concours, de mouvement. — Et comment l'homme sera-t-il justifié ? Par la foi, non la foi formée par la charité, comme l'enseigne l'Eglise, mais la foi seule. Celui-là sera sauvé qui croit au Christ en tant que Sauveur ; alors la justice de Jésus-Christ lui sera imputée. Du reste, sa justification est quelque chose de tout à fait extérieur. L'homme reste ce qu'il était ; ses actions sont toujours infectées par la concupiscence ; mais Jésus-Christ est interposé entre la justice divine et lui, et cache à Dieu ses iniquités. De ces idées

dérive un ensemble de conséquences qui ne laissent rien subsister de tout l'ordre moral.... »

C'est le fatalisme, puisque l'homme est, quoi qu'il fasse, prédestiné à la gloire ou au feu.

C'est la négation du mérite, puisque l'homme n'a plus de liberté.

C'est l'inutilité des bonnes œuvres, puisqu'elles ne peuvent rien changer au décret irréfutable de Dieu.

C'est en conséquence la porte ouverte à tous les vices. N'importe qu'on se croie un scélérat, pourvu qu'on se croie justifié par l'imputation des mérites de Jésus-Christ. Luther le déclare formellement et cyniquement.

En 1521, il écrivait de Warbourg à son ami Mélanchthon : « Sois pécheur et pêche fortement : *Esto peccator et pecca fortiter*. Mais plus fortement encore crois et te réjouis en Jésus-Christ le vainqueur du péché, de la mort et du monde. Il y a pour nous nécessité de pécher tant que nous sommes ici-bas : *Peccandum est quamdiu hic sumus*. Mais il suffit que par les richesses de la gloire de Dieu, nous connaissions l'Agneau qui enlève les péchés du monde. Dès lors le péché ne peut plus nous arracher de J.-C., quand en un jour nous aurions commis un million de meurtres et adultères : *Etiam si millies millies uno die fornicemur aut occidamus !* »

II. Les Eglises séparées n'ont pas la sainteté de vie ; je ne parle pas de cette indispensable justice, de cette vulgaire justice qui peut être l'apanage des âmes de bonne foi qui vivent dans l'erreur ; il s'agit de cette sainteté suréminente qui se manifeste par des écrits surhumains, des vertus héroïques, des miracles qui sont le contre-seing de Dieu même pour désigner ses fidèles enfants. Où sont dans l'hérésie, dans le schisme, les grands docteurs, les missionnaires zélés et désintéressés cherchant, même au péril de leur vie, la gloire de Dieu ; où sont les sœurs de charité, les martyrs, les thaumaturges ?... Il n'y en a point. C'est que là on ne bénéficie pas de la vigueur de la sève catholique ; ce sont des branches séparées du tronc ; elles ne peuvent que végéter pour mourir inévitablement dans un avenir plus ou moins prochain.

III. Et la sainteté des auteurs ? — Qui a fondé le schisme grec ? Un intrigant nommé Photius, aussi servile à l'égard de l'empereur que violent, tyrannique et cruel à l'égard de ses contradicteurs. Qui a fondé l'anglicanisme ? Un Henri VIII qui s'est vautré dans la boue et a nagé dans le sang de ses victimes ; qui après avoir été le défenseur de la foi contre Luther, se jeta dans la révolte, se proclama chef de l'Eglise d'Angleterre, parce que le Pape ne voulait pas ratifier son divorce avec Catherine d'Aragon ; qui dans l'espace de 38 ans de règne fit monter sur l'échafaud deux reines, un cardinal, deux archevêques, dix-huit évêques, treize abbés, cinq cents prieurs et

¹ Mgr de Salinis : Divinité de l'Eglise, t. II, p. 32.

moines, trente-huit docteurs, douze ducs et comtes, cent soixante quatre gentils-hommes, cent vingt-quatre bourgeois, cent dix femmes. Qui a fondé le protestantisme ? Un Calvin profondément impudique et froidement cruel, versant avec calme le sang de ses adversaires, assistant tranquillement à leur supplice : « Calvin, disait le protestant Buer, est un vrai chien enragé ; » et Baudouin, également protestant : « Calvin a une soif extrême de vengeance et de sang ; » et Théodose de Bèze, son ami : « Pendant 15 ans que Calvin a consacrés à enseigner aux autres les voies de la vérité, il n'a pas su se conformer ni à la tempérance, ni à des habitudes honnêtes, ni à la véracité, mais il est demeuré enfoncé dans la boue. » Il avait été obligé de s'exiler de France pour cause de sodomie et marqué sur l'épaule du fer de l'ignominie. Qui a fondé le protestantisme ? Un Luther, un moine détroqué ; un homme possédé d'un orgueil satanique et si violent qu'il se répandait en injures d'une grossièreté extrême contre l'Eglise romaine, le Pape, les évêques et tous ceux qui osaient le contredire ; un homme corrompu jusqu'à la moelle des os, qui après avoir séduit de malheureuses religieuses, en épousa une nommée Catherine Bora, au grand scandale de ses coréligionnaires ; un homme si ordurier qu'on ne peut lire sans rougir les ignobles propos qui souillent ses écrits ; un homme si honteusement impudique que l'impudique Calvin ne pouvait s'empêcher de s'écrier : « Véritablement Luther est un homme fort vicieux ; » un homme qui avant de mourir, effrayé de ses crimes et se condamnant lui-même disait à la complice de son adultère en lui montrant le firmament tout brillant d'étoiles : « Catherine, ce beau ciel n'est pas fait pour nous. — Eh bien, maître, il faut nous repentir. — Il est trop tard ! »

En vérité, Dieu peut-il prendre de tels hommes pour en faire les chefs de sa religion, les organes de sa parole, ses ambassadeurs auprès des peuples pour les instruire et les sanctifier ?

II

Deuxièmement, en dehors de l'Eglise romaine, les sociétés qui se disent les Eglises du Christ manquent d'unité.

Elles ne peuvent pas dire : Nous avons la même foi, les mêmes sacrements, les mêmes chefs, *una fides, unus Dominus, unum baptisma*.

Chez les Grecs schismatiques il n'y a pas de principe d'unité. Celui qui juge en dernier ressort c'est un Turc, c'est le Sultan. « Dans les questions controversées ou difficiles, les trois patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem se réunissent à celui de Constantinople, parce que cette ville est la résidence de l'empereur et que ce patriarche a la présidence du synode. S'ils ne peuvent tomber d'accord, l'affaire, suivant l'usage réglé par la loi, est déferée

à la décision du gouvernement¹. » Chez les schismatiques russes, c'est un colonel de cavalerie qui préside, au nom du czar, le saint-synode institué par Pierre-le-Grand pour régler les affaires religieuses. En Angleterre, c'est une femme, la reine, qui régit l'épiscopat.

Parmi les protestants, la division, l'anarchie est encore plus complète. La règle de la foi, c'est l'Ecriture interprétée à la lumière du Saint-Esprit par l'esprit de chacun. C'est là qu'il y a autant de sentiments que de têtes, *quot capita, tot sensus* ; c'est là qu'on retrouve l'histoire de la tour de Babel. « Si les protestants, dit Bossuet², savaient à fond comment s'est formée leur religion, avec combien de variations et avec quelle inconstance leurs confessions de foi ont été dressées ; comment ils se sont séparés primitivement de nous et ensuite entre eux ; par combien de subtilités, de détours et d'équivoques, ils ont tâché de réparer leurs divisions et de rassembler les membres épars de leur réforme désunie : cette réforme, dont ils se vantent, ne les contenterait guère ; et pour dire franchement ce que je pense, elle ne leur inspirerait que du mépris. » En effet, avec l'inspiration particulière du Saint-Esprit, avec le libre examen, ils n'ont jamais pu réussir à formuler un symbole. Henri VIII disait : « Point de Pape, seulement des évêques. » Luther disait : « Point d'évêques, seulement des prêtres. » Calvin disait : « Point de prêtres, seulement des ministres, des prédicateurs. » Et une foule de sectes disaient et disent encore aujourd'hui : « Point de ministres, de prédicateurs ; chacun est à soi-même son prophète, son docteur et son prêtre. » Les luthériens reconnaissent une seule personne en Jésus-Christ ; Calvin en admet deux. Luther prétend que le Christ, selon l'humanité est en tous lieux ; Zwingli et Calvin le nient. Luther trouve dans l'Ecriture trois sacrements : le baptême, l'eucharistie et la pénitence ; Calvin admet les deux premiers, rejette la pénitence, et reconnaît l'ordre, rejeté par Luther. Parlant des ministres, Rousseau dit très-justement : « Ils ne savent plus ce qu'ils croient, ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils disent. Leur intérêt temporel est la seule chose qui décide de leur foi. Leur seule manière d'établir leur croyance est de détruire celle des autres. » Au fait, avec l'inspiration personnelle et le libre examen, les protestants sont venus les uns par l'illumination le plus ridicule, les autres par le rationalisme le plus radical à la plus extrême incrédulité. O honte ! O aberration de l'esprit humain ! Avec Luther ils ont combattu la divinité de l'Eglise ; avec Socin celle de Jésus-Christ ; avec Kant, Sauler, Eichorn ils ont disséqué la Bible ; avec Strauss ils l'ont traitée de mythe ; avec Hegel, ils ont nié l'existence de Dieu. Et naguère, au conseil presbytéral de l'Eglise réformée, il ne s'est trouvé qu'une majorité de 10 voix sur 2500 votants

¹ Pitzipios : l'Eglise orientale, II, 82.

² Histoire des variations.

pour décider qu'on pouvait être encore protestant et croire en Jésus-Christ!!!

III

Les Églises séparées de l'Église romaine sont privées également de la catholicité et de l'apostolicité : elles n'ont pour elles ni le temps ni l'espace.

I. L'Église grecque est parquée dans l'empire ottoman, l'Église russe est renfermée dans les frontières de la Russie, toutes deux immobilisées, sans vigueur, sans prosélytisme, sous le sceptre humiliant du czar ou du sultan. Quant à l'Église protestante, outre qu'elle est divisée en une infinité de sectes qui n'ont entre elles ni union, ni symbole commun, et qu'on pourrait à bon droit regarder comme autant d'Églises distinctes, elle n'occupe que quelques points du monde; elle est totalement exclue de l'Italie et de l'Espagne et presque entièrement de la France, et elle n'est guère connue en Asie, ni en Afrique, ni en Amérique, excepté aux États-Unis. Ses missionnaires mariés et marchands ne font point de conversions.

II. Mais le défaut saillant et manifeste des fausses Églises, c'est l'absence d'apostolicité. « Avant d'être admis à prouver que vous appartenez au véritable troupeau de Jésus-Christ, disait Tertullien aux hérétiques de son temps, et ses paroles gardent aujourd'hui toute leur force, indiquez-nous l'origine de vos sectes, montrez-nous une succession d'évêques qui remonte sans interruption jusqu'aux apôtres et qui ait reçu d'eux la semence de la véritable foi. Jusque-là l'Église aura le droit de vous dire : Qui êtes vous? D'où venez-vous? » Toute hérésie, tout schisme, est né d'une révolte contre l'Église catholique. Les hérésiarques, les auteurs des schismes, invariablement, tiennent leur mission, non de J.-C., mais de leur orgueil. Ils sont sans tradition, sont isolés dans la suite des temps. Il n'y avait point de schismatiques grecs avant Photius; point de Luthériens avant Luther, point de Calvinistes avant Calvin, point d'Anglicans avant Henri VIII. Les ancêtres de ces révoltés étaient les enfants dociles de l'Église catholique. C'est ce qu'exprimait fort bien M. de Stolberg, récemment converti, répondant à un prince protestant qui lui disait : « Je n'aime pas ceux qui changent de religion. » — « Ni moi non plus, lui répartit le noble comte; car si mes ancêtres n'en avaient pas changé, je n'aurais pas été obligé de revenir au catholicisme. »

On raconte qu'une conférence sur la religion avait lieu à Saint-Denis en présence de Henri IV, encore protestant, et de toute sa cour. Le roi voyant qu'un des ministres, qui parlait au nom des protestants, n'osait pas nier qu'on pût se sauver dans la religion catholique, prit la parole et dit : « Quoi! vous tombez d'accord qu'on peut se sauver dans l'Église romaine? » Le ministre répondit que la question ne faisait aucun doute

pourvu qu'on vécût bien. — « Et vous, messieurs, dit le roi aux docteurs catholiques, pensez-vous que je puisse faire mon salut en restant protestant? » — « Nous pensons, sire, et nous vous déclarons, qu'ayant connu l'Église véritable, vous êtes obligé d'y entrer, et qu'il n'y a plus de salut pour votre âme dans le protestantisme. » Sur quoi le roi se tournant vers les ministres : « La prudence veut donc que je sois de la religion catholique et non point de la vôtre, parce qu'étant de la leur, je me sauve selon eux et selon vous, tandis que restant dans la vôtre, je me sauve bien selon vous, mais non pas selon eux. » Et il abjura l'erreur. Oui, les fausses Églises ne portant pas la marque de Dieu, doivent être répudiées par ceux qui réfléchissent; Oui, les fausses Églises ont été condamnées par leurs principaux fauteurs : témoin Luther, témoin Mélancthon qui conseillait à sa mère de rester catholique, disant que la RELIGION PROTESTANTE EST PLUS COMMODE POUR VIVRE, MAIS QUE LA RELIGION CATHOLIQUE EST PLUS SURE POUR MOURIR; oui, et cela est un fait qui doit nous affermir dans la religion de nos pères : on voit beaucoup de bons protestants se faire catholiques; on ne voit point de bons catholiques se faire protestants. Béni soit Dieu qui nous a appelés à son admirable lumière!!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE.

Pouvoir des évêques pour rappeler dans leur diocèse un prêtre qu'ils ont ordonné.

Jusqu'où s'étend le pouvoir des évêques pour conserver ou rappeler dans leurs diocèses les prêtres qu'ils ont ordonnés? C'est là une question délicate, et cependant d'une application journalière. La décision que nous analysons nous montrera sous quel point de vue on l'envisage à Rome.

Le prêtre P. avait été nommé économe-curé d'une paroisse dont la cure habituelle était possédée par l'évêque lui-même. Il était par conséquent amovible *ad nutum*, et sa position ressemblait assez à celle de nos desservants en France.

Sans consulter son évêque, il quitta son diocèse, se présenta au concours dans le diocèse de F., et, ayant été admis, fut mis en possession de son bénéfice. Son évêque, informé du fait, lui fit

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

signifier l'ordre de rentrer dans sa paroisse primitive dans les trois jours, sous peine de suspension. Sur le refus du prêtre P. de se soumettre à ses ordres, l'évêque s'adressa à la S. Congrégation du Concile pour lui demander s'il y avait obligation pour le prêtre P. de se soumettre au commandement de son évêque, et, au besoin, quel moyen il faudrait employer pour le faire rentrer au plutôt dans son diocèse.

a) L'avocat du prêtre P. apporta quatre chefs de défense :

1° On ne voit point par le droit que les évêques puissent forcer à la résidence les clercs qui n'ont pas de bénéfice, ou un bénéfice qui n'exige pas la résidence. Or le prêtre P. n'avait point de bénéfice.

2° On ne peut obliger à la résidence que les clercs qui sont attachés au service d'une église. Or, le prêtre P. n'a été attaché au service d'aucune église; la position qu'il occupait n'étant pas perpétuelle, ne constituait pas un vrai bénéfice.

3° Supposé qu'il y eût vrai bénéfice, les revenus en étaient tellement modiques qu'ils ne suffisaient pas à l'entretien du prêtre P. Or, le droit n'oblige pas à la résidence le titulaire d'un bénéfice dont les revenus sont insuffisants.

4° Enfin, alors même que tous ces arguments seraient sans valeur, la suspension de l'évêque serait nulle de plein droit. Un évêque ne peut, en effet, porter une suspension que contre ceux qui sont soumis à son autorité. Le prêtre P. ayant pris possession d'un bénéfice dans un autre diocèse, devenait le diocésain d'un autre évêque.

b) L'avocat de l'Ordinaire fit observer que :

1° Le concile de Chalcédoine avait porté un décret renouvelé par le concile de Trente, en vertu duquel il est ordonné à tout clerc de se faire inscrire au personnel de quelque église, d'y travailler assidûment, enfin de ne la point quitter sans la permission de l'évêque diocésain. Bien que l'inscription dont parle le concile de Trente soit différente de celle dont il est question au concile de Chalcédoine, néanmoins la défense de quitter l'église à laquelle un clerc a été attaché, n'en subsiste pas moins, ainsi que l'enseigne Benoît XIV et que la S. Congrégation l'a plusieurs fois décidé.

Par là-même que le prêtre P. a travaillé au soin des âmes dans une église, il a été incorporé à cette église. Il est vrai qu'il n'avait pas un bénéfice perpétuel, et qu'un certain nombre de canonistes enseignent que, dans ce cas, il n'y a pas obligation de solliciter l'autorisation de l'évêque pour s'absenter; mais cette opinion est opposée au décret du concile de Trente, dit Fagnanus, et à un grand nombre de décisions de la Sacrée Congrégation du Concile.

Etant même admis que l'incorporation n'eût pas eu lieu, l'évêque pouvait toujours la faire, d'après la constitution *Apostolici ministerii* du pape Innocent XIII.

Enfin on ne peut invoquer, pour la nullité de la

censure, l'absence du prêtre P. Par l'ordination il avait reconnu l'autorité de l'évêque qui l'avait ordonné : il ne pouvait se soustraire à cette autorité que du consentement de son supérieur. Il est encore reconnu dans le droit que l'évêque peut porter une suspension contre un de ses inférieurs qui habite un diocèse étranger, lorsqu'il procède *sine strepitu judicii*, et par voie de précepte particulier. C'est la marche qu'a suivie l'ordinaire à l'égard du prêtre P. Sa sentence est donc valide.

La Sacrée Congrégation adopta ces conclusions :

DUB. *An sustineatur dispositio Episcopi B. die 9 Martii 1880 edita, ita ut et quomodo sacerdos A. ad propriam diocesim redire teneatur in casu?*

R. *Affirmative in omnibus, dummodo de congrua eidem sacerdoti ab Episcopo provideatur.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Les femmes doivent-elles faire la génuflexion devant le saint Sacrement comme les hommes?

R. — Les femmes doivent faire, aussi bien que les hommes, la génuflexion devant le très saint Sacrement; car en 1602 la Sacrée Congrégation des rites rappela que tous les fidèles, *omnes fideles*, y étaient tenus.

Nous savons bien qu'on nous objecte la coutume contraire. Mais cette coutume ne peut pas prévaloir parce qu'elle est mauvaise. Elle est mauvaise : d'abord parce qu'elle diminue la vénération due au très-saint Sacrement; ensuite parce qu'elle n'a pas le consentement du législateur. Au contraire Pie IX insistait pour que les prédicateurs, les catéchistes, les confesseurs, les curés rappelaient à tous les fidèles cet important devoir; et nous savons que Léon XIII partage les mêmes sentiments. Nous n'insistons pas davantage, car nous avons déjà eu, ces années dernières, l'occasion de démontrer cette obligation.

Q. — 1° Je lis dans votre utile journal que les litanies du saint nom de Jésus sont approuvées : sont-elles indulgenciées comme celles de la sainte Vierge?

2° Vous dites que quand la porte de la sacristie est derrière l'autel, le célébrant doit venir par le côté de l'épître et retourner par le côté de l'évangile. Dans plusieurs réunions de confrères l'on n'a pas approuvé cette manière de faire; attendu que toujours le célébrant se tourne sur la droite, à l'autel, dans les processions, dans le chemin de la croix. Nous aimerions avoir la raison de votre décision opposée.

R. — AD I°. Les litanies du saint nom de Jésus ont été indulgenciées par l'immortel Pie IX. L'indulgence est de trois cents jours chaque fois qu'on les récite.

AD II°. La décision que nous avons donnée ne vient pas de nous, comme vous le pensez, mais

de la Sacrée Congrégation des rites. La question ainsi posée par M. le chanoine Renaut, maître des cérémonies de la cathédrale de Saint-Brieux : « In Sacello majoris seminarii stat sacristia post altare, et ministri accedere possunt ad altare tam ex parte evangelii quam ex parte epistolæ. Quæritur, 1^o ante missam, quam ex parte exire debeant ad altare? Et qua parte post Missam redire debeant ad sacristiam? »

Or que répond la Sacrée Congrégation? « A sacristia e sinistra egrediendum, a dextera ad illam accedendum. (12 août 1854, n^o 4208 ad 17).

Nous avons interprété ainsi cette réponse : le prêtre s'en va à l'autel par le côté de l'épître et revient par le côté de l'évangile. Il nous a toujours semblé et il nous semble encore que notre interprétation est exacte; car qu'est-ce donc que sortir de la sacristie à gauche et revenir à droite, si ce n'est partir par le côté de l'épître et revenir par le côté de l'évangile? Nous savons bien que cette interprétation n'est pas acceptée de tous les liturgistes, néanmoins on ne peut nier qu'elle soit plus conforme à la lettre du décret.

Ajoutons encore qu'elle semble plus conforme à l'esprit de l'Eglise. Le côté de l'épître est moins digne que le côté de l'évangile. Il convient donc que le prêtre qui va dire la messe et qui n'a pas encore reçu la sainte communion parte du côté le moins digne, et qu'après avoir reçu la sainte communion il retourne par le côté le plus digne.

Q. — L'huile peut-elle remplacer la cire pendant la messe, pendant la bénédiction ou à l'exposition du saint Sacrement?

R. — L'huile ne peut pas ordinairement remplacer la cire pendant la messe. Et même, d'après l'opinion commune, l'obligation d'employer des cierges est regardée comme grave. Nous disons « ordinairement, » parce que, d'après l'opinion commune, en cas de nécessité il n'y aurait pas de péché à remplacer la cire par de l'huile.

Quelle nécessité faut-il pour éviter le péché? Les canonistes conviennent déjà que la nécessité existe s'il faut célébrer pour procurer le viatique à un moribond, de même s'il faut procurer l'audition de la messe à un peuple un jour d'obligation. Plusieurs canonistes pensent que la nécessité de célébrer est encore suffisante dans les cas suivants, à savoir, pour vaincre une tentation fatigante, ou même pour se procurer un honoraire sans lequel on aurait peine à vivre.

Mais on ne pourrait se servir d'huile si l'on ne célébrait qu'en vue de satisfaire sa dévotion.

Voilà pour la messe. Quant à la bénédiction et à l'exposition du saint Sacrement, pourrait-on remplacer la cire par de l'huile? Non; autrement on violerait l'Instruction Clémentine pour les Quarante-Heures, l'Instruction xxx^e de Benoît XVI, le décret d'Innocent XI en 1682, le décret de la Congrégation des rites en date du 15 mars 1698, n^o 3464, etc., de plus l'enseignement de tous les

liturgistes et la pratique universelle des églises, qui exigent des cierges et non de l'huile.

Q. — On fait recouvrir d'un seul côté une étole double (blanche et violette). Cette étole a-t-elle besoin d'une nouvelle bénédiction?

R. — Dans ce cas, la bénédiction est nécessaire; non pas pour l'étole entière, mais seulement pour le côté renouvelé; car un ornement double est considéré comme deux ornements; par conséquent il peut arriver, qu'un côté doive être béni, par exemple s'il a été refait en entier ou en majeure partie, tandis que l'autre ne doit pas l'être, par exemple s'il est resté entier ou s'il n'a été refait qu'en moindre partie.

Q. — 1^o L'Eglise permet-elle l'usage des ornements rouges ou noirs fabriqués avec du coton-velours? 2^o N'y a-t-il pas une exception pour les églises pauvres dont les ressources ne suffisent pas à l'achat d'ornements de soie?

R. — Ad I^{re}. L'Eglise ne paraît pas permettre l'usage des ornements en coton-velours. En 1837, le maître des cérémonies de Mgr de Modène demanda si l'on pouvait confectionner des chasubles, étoles et manipules en toile, ou en coton, vulgairement appelé percale : « Num planetæ, stolæ et manipula possint confici ex tela linea, vel gossypio vulgo percallo, coloribus præscriptis tincta aut depicta? » La Sacrée Congrégation répondit négativement, parce que l'usage des églises n'admet pas de tels ornements : « Serventur rubricæ, et usus omnium ecclesiarum, quæ hujusmodi casulas non admittunt » (22 septembre 1837, n^o 4814, VIII 3). Or le coton-velours n'est sans doute pas plus permis que le coton, puisque c'est la même matière.

Nous avons dit que l'Eglise ne « paraît » pas permettre l'usage du coton pour ces ornements, parce que la solution ne nous paraît pas certaine, malgré le décret de 1837 que nous venons de reproduire. Et en effet les rubriques se taisent sur la matière de ces ornements. De plus, la Sacrée Congrégation des rites a déclaré, le 23 mai 1835, que le décret de 1819 qui interdit l'usage des linges sacrés en coton ne comprend pas les chasubles. En outre, bon nombre d'églises se servent actuellement d'ornements de toile ou de percale mêlés à la soie. Enfin la Congrégation des rites se base sur la coutume des églises pour permettre ou défendre le coton. Toutes ces raisons expliquent notre hésitation à résoudre d'une manière absolue le cas proposé.

Ad II^{re}. Les églises pauvres peuvent continuer l'usage d'ornements en coton-velours, car les églises riches ont peut-être aussi le droit de s'en servir ainsi que nous venons de le montrer. Néanmoins il est certain que la soie convient beaucoup mieux et qu'elle est plus en harmonie avec la pensée de l'Eglise comme avec les traditions les plus anciennes et les plus générales.

Q. — Il est d'usage dans certaines congrégations ou confréries de faire par suite d'indult obtenu, chaque année un service solennel pour les membres défunts. Quelle messe doit-on dire?

R. — On doit dire la messe de l'anniversaire, qui est la 3^e des quatre messes assignées pour les défunts. Ce cas a été décidé en 1719 sur la demande des tertiaires de saint François (de la province de France). Ils exposèrent que le 3 novembre de chaque année ils célébraient une messe solennelle pour les religieux et bienfaiteurs défunts, et demandaient s'ils devaient dire la messe de la commémoration générale des défunts, ou une autre.

La Sacrée Congrégation répondit : « Missa dicenda est ut in Anniversario. » (9 décembre 1719, n. 3936, ad I.)

Q. — Il y a dans le saint sacrifice de la messe l'intention principale pour laquelle seule le prêtre peut percevoir un honoraire, peut-on dire alors que chaque intention secondaire a la même valeur que l'intention principale, en sorte que l'on puisse croire qu'une intention secondaire vaille l'intention correspondante à l'honoraire?

2^e Est-il mieux de déployer le corporal dès le commencement de la Messe?

3^e D'après le décret du 9 septembre 1880 il est nécessaire pour la validité de la consécration d'un autel portatif, qu'une pierre recouvre le sépulcre qui contient les reliques; à toutes mes pierres sacrées manque cette petite pierre et sans doute qu'il en est ainsi dans beaucoup d'églises, que doit-on faire?

R. — Ad I. Non l'intention secondaire n'est pas aussi avantageuse que l'intention principale à laquelle est attaché l'honoraire; d'abord parce que le fruit principal attaché à l'intention principale est plus abondant que le fruit secondaire; ensuite parce qu'il y a aussi le fruit résultant de l'aumône, aumône qui est tout à la fois, de la part du donateur, un sacrifice et un acte de charité. Or le sacrifice et l'aumône sont encore d'abondantes sources de grâce.

Ad II. Nous pensons qu'il serait mieux de déployer le corporal dès le commencement de la messe, parce que la rubrique du missel le demande : « Tunc (sacerdos) ascendit ad medium altaris, ubi ad cornu evangelii sistit calicem, extrahit corporale de bursa, quod extendit in medio altaris, et super illud calicem velo coopertum collocat... »

A la vérité la rubrique ne dit pas formellement que le prêtre doit déplier le corporal tout entier. Mais l'expression qu'elle emploie sans restriction, *extendit*, l'indique assez clairement. De plus, si le corporal n'était pas déployé entièrement en ce moment, la rubrique prescrirait de le faire à l'offertoire avant l'oblation du calice, or il n'en est pas question. Enfin, tel est l'enseignement de tous les liturgistes italiens, et tel est la pratique que nous avons vu suivre universellement à Rome et dans l'Italie. Il ne peut donc pas y avoir de doute sur ce point : d'après la rubrique, le corporal doit être étendu dès le commencement de la messe.

Or n'est-il pas mieux de suivre la rubrique que de s'en écarter sans raison particulière?

On nous objecte que cette rubrique n'est pas observée en France et en Belgique. Nous connaissons cette objection, mais est-elle bien forte? Assurément non; car si une rubrique est obligatoire en elle-même, elle ne cesse pas de l'être par la raison qu'une ou deux nations catholiques ne l'exécuteraient pas.

D'ailleurs est-il bien sûr que la pratique de ne pas déployer complètement le corporal soit aussi universelle en France et en Belgique qu'on le dit? Nous ne le pensons pas, car bon nombre d'auteurs graves de ces deux pays ne la prescrivent nullement. Ainsi, pour la France déjà, Mgr de Cormy dans son *Petit Cérémonial romain* suppose qu'on étend le corporal, car il porte comme la rubrique : « ;... le prêtre place la bourse du côté de l'évangile contre le gradin, étend le corporal sur l'autel, et met ensuite le calice au milieu sur la pierre sacrée. »

Il est vrai que le R. P. Le Vavasseur dans son *Cérémonial selon le rit romain*, dit que généralement en France on laisse la partie antérieure du corporal repliée jusqu'à l'offertoire, et que cette précaution n'est pas inutile, car le voile pourrait enlever des parcelles qui seraient restées des messes précédentes. Mais aussitôt le savant rubriciste ajoute que cette pratique n'est pas entièrement conforme au texte de la rubrique, et qu'à Rome on déplie toujours le corporal en entier dès le commencement de la messe. En même temps il expose nettement la rubrique du missel : « Il (le prêtre) étend ensuite, avec les deux mains, le corporal au milieu de l'autel, en le faisant avancer assez sur le bord, de sorte cependant qu'en se retournant vers le peuple, il n'y ait aucun danger de le déranger avec la chasuble et le manipule, et que si l'autel n'est pas fixe, le corporal soit sur la pierre consacrée. » On ne peut donc pas s'appuyer sur ce témoignage pour donner la préférence à l'usage français sur la rubrique du missel.

Le *Manuel des cérémonies romaines*, qui était le cérémonial le plus suivi en France au commencement du dix-neuvième siècle avant la traduction de Baldeschi par M. l'abbé Favrel, se contente de donner le sens de la rubrique, et ne recommande nullement de laisser fermée la partie antérieure du corporal jusqu'à l'offertoire.

Nous pourrions multiplier les citations et l'on verrait que les liturgistes français les plus en vogue n'ont pas prescrit absolument de suivre cette pratique, ce qui nous permet de penser que la coutume n'est pas aussi universelle qu'on le pense dans notre pays.

En Belgique, elle a été plus communément suivie qu'en France. Nous la voyons en effet enseignée par Janssens, et plus tard par Romsée et son continuateur Hazé, par de Herdt et Bouvry. La plupart de ces auteurs disent même qu'ils suivent la « la coutume du pays. » Néanmoins il

ne faudrait pas croire que cet enseignement fût universel en Belgique, car Falèse dont le *Cérémonial romain* est assez répandu, dit que l'usage belge est « contre l'interprétation commune et l'usage de Rome. »

Que conclure de tout ce que nous venons de dire? C'est que, d'après la rubrique et la pratique de la plupart des pays catholiques, on doit étendre le corporal dès le moment où le prêtre monte à l'autel et dépose le calice. Par conséquent il semble qu'on devrait se conformer à cette rubrique.

Quant à la difficulté qui est soulevée contre cette rubrique, à savoir qu'elle ne protège pas aussi bien les parcelles sacrées qui auraient pu rester des sacrifices précédents, nous répondons que cette difficulté existe à Rome et dans les autres pays catholiques aussi bien qu'en France et en Belgique, et cependant on y observe la rubrique. D'ailleurs on peut éviter le danger signalé, en purifiant le corporal avec le plus grand soin, de manière qu'il ne reste pas de saintes particules. Et puis on peut obvier à toute profanation en veillant à ce que le voile du calice ne traîne pas, mais descende seulement « à fleur du corporal, » ainsi que le recommande le *Manuel des cérémonies romaines*.

AD III. Le Saint-Siège a indiqué à Mgr l'évêque de Saint-Paul-de-Minnesota la manière de reconsacrer les autels dont le sépulcre n'est pas couvert d'une pierre. Le cérémonial en est très court. On se contente d'observer les rites marqués, dans le Pontifical, pour le placement des reliques dans le sépulcre et pour la pose de la pierre. Or ces rites consistent simplement à marquer du saint chrême le sépulcre, en disant en même temps l'oraison : « *Consecratur et sanctificetur*; » puis à y renfermer les reliques avec trois grains d'encens et à le recouvrir solidement de la pierre; et enfin à dire l'oraison : « *Deus qui omnium cohabitatione sanctorum*. » Rien de plus.

Sa Sainteté Léon XIII n'a fixé à Mgr l'évêque de Saint-Paul aucune limite de temps pour accomplir cette cérémonie. Elle l'autorise à employer à cet effet le ministère de simples prêtres, qui seraient délégués au nom du Saint-Siège, mais pour ce cas seulement.

MM. les curés qui auraient des sépulcres de reliques dépourvus de cette pierre ne peuvent qu'avertir leur évêque de la situation irrégulière de leurs autels portatifs. Ils ne peuvent rien faire eux-mêmes sans une délégation épiscopale qui leur serait accordée au nom du Saint-Siège.

Q. — Je suis vicaire dans une paroisse où, à défaut de chantre, M. le curé et moi nous en remplissons alternativement les fonctions; l'un est à l'autel et l'autre au lutrin. Je demande :

1° Si, un dimanche, il arrive à celui qui doit faire chantre de ne pouvoir remplir cet office, peut-il prier une femme de le remplacer?

2° S'il ne le fait pas, la messe ne sera pas chantée; celui qui la dira pourra-t-il recevoir l'honoraire d'une messe chantée?

R. — AD I. Le principe général est que tous les employés de l'église, ceux du moins qui remplissent une fonction dans les offices publics, doivent être des hommes. Il est facile d'en comprendre la raison. Pour les chantres en particulier, comme ce sont eux qui à la messe répondent à la plupart des paroles du célébrant, on doit avec raison leur appliquer la règle qui fixe le choix des servants. Or, d'après elle, une femme ne peut jamais remplir l'office de servant de messe, sinon dans le cas d'une vraie nécessité, et encore ne doit-elle pas approcher de l'autel, mais répondre seulement de sa place. Comme le chant n'est jamais de nécessité dans une messe, il s'en suit qu'une femme n'y peut, même accidentellement, exercer la fonction de chantre. Si donc un curé n'avait pas de chantre, plutôt que de faire chanter la messe par une femme, il devrait se contenter de chanter à l'autel les parties qu'il peut chanter, v. g. oraisons, évangile... La solennité de l'office en souffrirait, mais des lois de la plus haute convenance seraient respectées. En tout cas il ne conviendrait aucunement d'introduire une semblable pratique sans avoir l'assentiment de l'autorité ecclésiastique.

AD II. Si le prêtre à l'autel chante les parties de la messe dont le chant lui advient, la messe, pour ce qui le concerne, est vraiment une messe chantée, il peut donc en recevoir l'honoraire.

Q. — Vous me rendriez service si vous aviez la bonté de faire répondre dans l'*Ami du clergé* à la question suivante : Un curé qui bîne chaque dimanche, dans la même église, pourrait-il offrir la première messe (qui est toujours basse), pour les paroissiens et offrir la seconde messe (qui est toujours chantée et que les paroissiens regardent comme messe de paroisse), à une intention quelconque pourvu qu'il verse l'honoraire perçu dans la caisse des séminaires diocésains, comme l'exige l'autorisation de recevoir un honoraire pour la messe de binage?

R. — Rien n'empêche strictement d'appliquer *pro populo* la messe basse; toutefois, puis que c'est le curé lui-même qui célèbre l'une et l'autre messe, il y aurait raison de convenance à ce que la messe *pro populo* fût de préférence la messe chantée à laquelle assiste la plus grande partie de la paroisse.

S'il y a autorisation pontificale de recevoir un honoraire pour la messe de binage, à condition de le verser dans la caisse des séminaires, on peut recevoir cet honoraire pour l'une ou l'autre des deux messes. On peut donc appliquer *pro populo* la première messe et recevoir l'honoraire pour la seconde, ou recevoir l'honoraire pour la première et appliquer la seconde *pro populo*. Ce dernier parti, dans le cas présent, semble plus convenable.

Q. — L'habitude chez moi est de chanter la messe tous les jours de la semaine. Un ancien séminariste détroqué de ma paroisse dit à qui veut l'entendre : qu'une messe basse vaut tout autant qu'une messe chantée, par conséquent qu'il y a tout intérêt pour les trépassés à avoir des messes basses, puisque pour le même prix ils en auront un plus grand nombre, les honoraires des messes chantées

étant de 2 fr. 25 et ceux des messes basses de 1 fr. 50. Prière de dire s'il est dans le vrai ?

Si non, donner les raisons à l'appui.

R. — Nous avons déjà traité cette question (v. *Ami du clergé* 3^e année, 15 septembre 1881, p. 441).

Dans cette solution sont exposées les raisons prises du côté de l'Eglise, de la valeur infinie du saint sacrifice et de Dieu lui-même, établissant clairement, à notre avis, que la théologie de l'ex-séminariste n'est pas plus sûre que n'était sa vocation.

Q. — Le n° 9 de l'*Ami du clergé* année 1882 nous trace notre devoir relativement aux messes *pro populo*. Or il se trouve que pendant un an et demi j'ai été chargé par Monseigneur d'une seconde paroisse et jamais je n'ai appliqué une messe pour chacune des deux paroisses aux fêtes supprimées : j'ai dit la messe tantôt pour l'une, tantôt pour l'autre, dans l'ignorance où j'étais de mon devoir véritable sur ce point. Que dois-je faire ? ne pourrait-on pas s'adresser au St-Siège et le prier d'accorder *sanationem pro præterito*. — Et ne voudriez-vous pas vous en charger ?

R. — S'adresser au St-Siège est la seule solution régulière. Le mieux est de le faire par l'intermédiaire de l'évêché.

Q. — 1° La bénédiction que le saint Père donne en entrant dans la salle d'audience s'étend-elle à tous les objets qu'on y a apportés : dans ce cas, ceux qui en sont susceptibles sont-ils indulgenciés ?

Que penser en particulier, des petits fac-simile de la statue de saint Pierre ?

La bénédiction de la messe du saint Père, qui suit le *Placeat*, s'étend-elle aussi aux objets de piété ?

2° L'*Ami du clergé* pourrait-il aussi nous dire ce qu'est un nommé *Jungus* qui se disant ex-abbé et se vantant d'avoir été le confident de Pie IX, d'Antonelli et de nombreux évêques de France, directeur de nombreux couvents de tous genres, nous envoie, à nous prêtres, des prospectus d'une publication dans laquelle il abattra du même coup, l'évêque, le jésuite et la religieuse ? Le frontispice représente un curé en rabat, fouettant à tour de bras un évêque dans un costume des plus légers. Quel est cet apostat ?

R. — 1^{re}. On peut distinguer, relativement aux personnes ou aux choses, deux espèces de bénédiction. L'une, dont le rite est déterminé par l'Eglise, sépare la personne ou la chose qui la reçoivent, de tout usage profane et les consacre à Dieu. C'est celle-là qu'on donne ordinairement aux objets de dévotion. L'autre consiste dans une intercession faite auprès de Dieu par la personne qui bénit en faveur de la personne ou de l'objet sur lesquels la bénédiction est implorée. Telle est la bénédiction que le père donne à ses enfants. La bénédiction de l'évêque et celle du souverain Pontife rentrent dans cette catégorie, sauf toutefois les indulgences applicables aux personnes que le pape et les évêques ont l'habitude d'attacher à leur bénédiction ; elle peut se faire par un simple signe de croix. La pensée du souverain Pontife est-elle d'indulgencier les objets qu'on tient à la main, lorsqu'il fait le signe de la croix en entrant dans la salle d'audience ? Nous n'avons aucun renseignement à ce sujet. Mais nous pouvons affirmer que la bénédiction donnée à la fin de la messe n'a aucun rapport avec les indulgences attachées aux objets de piété.

Ad II^o. Nous croyons savoir que cet ex-abbé a habité quelque temps le diocèse de Bordeaux, auquel il avait été incorporé peu après son ordination. Il y fut condamné à deux ans de prison pour avoir collaboré à un feuilleton infâme qui attentait à la morale publique. L'usage du costume ecclésiastique lui fut défendu en même temps. Après avoir subi sa peine, il quitta la ville de Bordeaux. Les publications qu'il adresse à ses confrères ne montrent pas qu'il soit revenu à de meilleurs sentiments.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Mon église a une petite lucarne qui communique à la voûte ; des pigeons fuyards y font leur résidence et y nichent.

1° A qui appartiennent les petits pigeons et la colombarie ?

2° Le maire peut-il élever des prétentions à ce sujet, et peut-il faire boucher la lucarne ?

3° Le curé peut-il bénéficier du produit et en rendre compte à la fabrique ?

R. — Les pigeons qui quittent leur colombier pour venir s'établir dans l'église ou le clocher, sans y avoir été attirés par fraude ou artifice, appartiennent à la commune, suivant une décision du ministre de l'intérieur. Les fabriques, en effet, dit son Excellence, ne possèdent pas sur les églises un droit d'usufruit tel que le définit l'art. 582 du code civil ; leur jouissance est d'une nature toute spéciale ; elles ne l'exercent qu'au point de vue de la célébration du culte, et ne sont pas fondées, par conséquent, à réclamer les avantages conférés à l'usufruitier ordinaire ; c'est donc à la commune, comme propriétaire de l'église, à disposer, en vertu des art. 546 et 564 du code civil, du colombier qui s'est formé sous le toit de l'église ou dans le clocher de cet édifice. (*Bulletin de l'Intérieur*, année 1863, p. 175.)

Le ministre de l'Intérieur suppose ici que les églises appartiennent à la commune ; car si elles appartenait à la fabrique, cette dernière aurait droit aux pigeons établis spontanément sous la toiture de son immeuble.

Au reste, la décision du ministre est très-contestable, au moins dans la mesure où est contestable sa théorie sur la propriété des églises.

La propriété des églises restituées au culte catholique en vertu de l'art. 72 de la loi organique, devrait incontestablement appartenir aux fabriques, établissements publics reconnus par la loi pour posséder et gérer les biens ecclésiastiques remis à la disposition des évêques.

On objecte un avis du Conseil d'Etat de 1806 qui dit que les églises doivent être considérées comme des propriétés communales. Mais alors il n'y avait pas de fabriques légalement constituées, puisqu'elles ne le furent qu'en 1809, et que les biens des fabriques, comme les églises, étaient administrés dans la forme particulière aux biens

communaux (art. 3 de l'arrêté du 7 thermidor an XI). Voilà l'équité, le bon sens, les convenances, et même la loi sagement interprétée. Mais ce n'est pas aujourd'hui qu'on l'interprétera de la sorte. Plus que jamais l'Etat et la commune se regardent comme maîtres.

Q. — Un maire toujours régulièrement et très poliment invité aux séances du conseil de fabrique et qui n'y assiste jamais, sous prétexte de maladie ou de voyage, peut-il se faire représenter dans les réunions, surtout à celle de quasisimodo, par son adjoint?

Et dans le cas où il le pourrait, son adjoint aurait-il dans les délibérations les mêmes droits que le maire?

R. — Oui; même sans motif, un maire peut se faire représenter au conseil de fabrique par son adjoint catholique; et celui-ci exerce les mêmes droits que le maire à toutes les délibérations. (Décret du 30 déc. 1809 art. 4.)

Q. — Une personne a reçu en dépôt il y a quelques années la somme de 300 francs avec des bijoux de mariage d'une certaine valeur. Cette somme et les bijoux étaient destinés à un enfant petit-fils de la donatrice, mais ne devaient lui être remis que lorsqu'il serait majeur. Or cet enfant a tiré au sort cette année; sa grand-mère est décédée; la personne qui a le dépôt est déjà âgée et malade, et veut se débarrasser au plus vite. Mais comment faire? Le jeune homme ayant droit, comme majeur, est un peu idiot; il ne sait pas distinguer une pièce de 20 francs d'une pièce de 50 centimes et par conséquent est incapable de gérer ses affaires. Il faudrait donc remettre le dépôt aux parents; mais le père marié pour la troisième fois n'aimait pas sa première femme, la mère du jeune homme en question, et il ne manquerait pas de faire tort à celui-ci en faveur des enfants issus de ses autres mariages.

Il faut observer d'ailleurs

1^o Que les autres parents du destinataire, oncles, tantes, etc., ne sont pas plus sûrs que le père, et que, par conséquent, le dépositaire qui les connaît bien ne peut et ne veut avoir aucune confiance en eux.

2^o Que le dépositaire est maître absolu, que personne ne peut rien lui réclamer sur le fait de son dépôt, attendu qu'il est ignoré de tous ceux qui pourraient être intéressés, et qu'il n'y a point de titre de reconnaissance. Donc, par conséquent, il ne s'agit pour le dépositaire que de se décharger de la manière la plus conforme à la volonté de la donatrice. *Quid juris?*

R. — Ceci serait plutôt une affaire de conscience, en raison des clauses posées par la donatrice et du secret qui pèse sur la chose. A ce point de vue, il faut que le dépositaire invente n'importe quel moyen légal pour faire parvenir le dépôt à sa destination, sous une forme ou sous une autre, quand bien même l'idiotisme de l'individu l'empêcherait de distinguer les objets à lui destinés ou leur valeur. Et si la chose était absolument et matériellement impossible, il faudrait remettre le dépôt à son tuteur légal.

Au point de vue juridique civil, voici les principes qui règlent la question des dépôts :

Il est interdit à toutes les personnes attachées à un service hospitalier de recevoir, à quelque titre que ce soit, les dépôts d'argent que les individus admis dans les établissements voudraient leur faire. Tel est le règlement du service intérieur des hospices, art 41.

L'art. 1937 du Code civil qui autorise le dépositaire à rendre le dépôt à celui qui a été indiqué pour le recevoir, reçoit exception pour le cas de mort du déposant avant la remise du dépôt; le décès mettant fin au mandat du déposant, la chose déposée ne peut plus être restituée qu'à son héritier, au terme de l'art. 1939.

Ainsi, le dépôt fait entre les mains d'un tiers, pour être remis à une personne désignée après le décès du déposant, ne donne à cette personne aucun droit sur la somme déposée et n'autorise pas le dépositaire à en effectuer, à décès arrivé, la remise entre ses mains. (Arrêt de la Cour de Cassation du 16 août 1842).

La cour royale de Douai, par un arrêt du 31 décembre 1834, a décidé en conséquence des mêmes principes, que le dépositaire doit, lors du décès du déposant, remettre la somme déposée à l'héritier du défunt qui la réclame, et non aux personnes désignées pour la recevoir, à l'exception toutefois de la portion dont il aurait été déjà fait emploi au moment de l'action en restitution par l'héritier.

Il résulte de cette jurisprudence un salutaire avertissement pour les ecclésiastiques et pour tous les hommes de bien qui seraient chargés de l'honorable mission d'employer, au nom d'un tiers, des sommes ou des valeurs à eux remises, à des restitutions, à des distributions de secours aux pauvres ou à d'autres œuvres pieuses ou de charité. Ils doivent s'empresser de remplir les intentions du donateur, surtout s'ils peuvent craindre que, par la survenance de son décès, ses intentions ne viennent à être connues et méconnues ou attaquées par de cupides héritiers.

Q. — Soyez donc assez bon pour me dire quelles sont les principales attributions de fonctions d'avoué, d'avocat, de procureur et de juge d'instruction près les différents tribunaux civils français?

R. — Bien que cette question sorte un peu de notre cercle ordinaire, nous y répondrons en quelques mots, pour compléter sur ce point l'éducation de notre correspondant.

En général, le terme d'avoué, de même que celui d'avocat, tire son origine du mot latin *advocatus* qui signifie *appelé auprès* de quelqu'un pour l'aider ou l'assister dans les affaires litigieuses devant les tribunaux.

En particulier, le terme d'avoué désigne un officier ministériel dont les fonctions consistent à représenter les parties devant les tribunaux, à postuler et à conclure pour elles, à faire en un mot tous les actes de procédure.

Il existe deux classes d'avoués : ceux de première instance et ceux d'appel. Pour tout procès porté devant ces deux juridictions, l'intervention des avoués est obligatoire. Quiconque en effet, veut appeler une autre personne devant l'un de ces tribunaux, doit d'abord choisir un avoué, ou, comme on dit dans la langue du Palais, « constituer avoué. » Le nom même de l'avoué constitué

doit être, à peine de nullité, désigné dans le premier acte de procédure, c'est-à-dire dans l'acte d'assignation. Le ministère des avoués n'est admis ni près des justices de paix ni près des tribunaux de commerce.

Dans l'usage ordinaire, après avoir rempli les formalités légales du ressort de son office, indiqué les points sur lesquels le tribunal est appelé à statuer et pris des conclusions à cet effet, le rôle de l'avoué est terminé; celui de l'avocat commence et il consiste à défendre son client par tous les arguments possibles. Les avocats ne sont pas juridiquement aussi nécessaires que les avoués; car la loi reconnaît aux parties, sans distinction de sexe, le droit de se défendre elles-mêmes et de plaider leur cause. L'art. 35 du code de procédure dit, en effet: « Pourront les parties assistées de leurs avoués, se défendre elles-mêmes, le tribunal cependant aura la faculté de leur interdire ce droit, s'il reconnaît que la passion ou l'inexpérience les empêche de discuter leur cause avec la décence convenable ou la clarté nécessaire pour l'instruction des juges. »

Dans notre système d'organisation judiciaire, on comprend sous le nom de « ministère public » un ordre de fonctionnaires amovibles et nommés par le Chef de l'Etat, qui sont attachés aux cours et aux tribunaux pour y représenter la société, y requérir l'exécution et l'application des lois, sauvegarder l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les fonctionnaires qui remplissent cet office près des tribunaux judiciaires, composent ce qu'on appelle la « Magistrature debout. » Près la cour de cassation et les cours d'appel, ils portent le titre de procureur général, d'avocat général et de substitut du procureur général. Près les tribunaux civils de première instance et correctionnels, ils portent ceux de procureurs de la république et de substitut du procureur de la république.

Les fonctions du ministère public ou des procureurs s'étendent tant aux matières civiles qu'aux matières criminelles. En matière civile, il agit tantôt en partie principale, c'est-à-dire en demandeur ou défendeur, comme dans certaines affaires contentieuses et dans les affaires de discipline; tantôt en partie jointe, lorsqu'il ne fait qu'énoncer son opinion: ce qui a lieu généralement dans les affaires civiles. Dans les deux cas, comme il représente la société, il n'est jamais condamné aux dépens ni, à plus forte raison, à des dommages intérêts.

En matière criminelle, il agit comme partie principale. Il poursuit les crimes, les délits et les contraventions, provoque l'instruction et la surveillance, traduit les accusés devant les tribunaux, poursuit l'exécution des arrêts et jugements et appelle de ceux-ci.

Dans chaque arrondissement, un juge d'instruction nommé pour trois ans par le chef de l'Etat parmi les juges du tribunal civil, est particulièrement chargé de l'instruction des affaires criminelles. Il doit rendre compte du résultat de

l'information qu'il a faite à la chambre du conseil composée de trois juges au moins. Cette chambre examine s'il y a lieu ou non de poursuivre, et, dans le premier cas, elle renvoie l'affaire devant la juridiction compétente.

Notre correspondant comprendra que nous nous en tenions à ces notions générales; car il faudrait un volume pour entrer dans le détail de tout ce qui concerne chacune de ces fonctions.

Q. — En 1874, il a été fait un legs d'immeubles en faveur de la fabrique de C... qui a été autorisée à l'accepter, par décret du 18 novembre 1880: la délivrance n'a eu lieu que le 8 septembre 1881.

La fabrique a sollicité l'autorisation d'un emprunt de 1316 francs pour payer les dettes grevant l'immeuble; les immeubles sont loués; la préfecture a approuvé; le prêteur a déjà avancé une partie de la somme, et voilà que M. le Ministre fait observer que d'après la nouvelle jurisprudence du conseil d'Etat les libéralités immobilières en faveur des fabriques ne deviennent susceptibles d'être autorisées qu'autant que l'établissement légataire sollicite en même temps que l'autorisation d'accepter celle de vendre l'immeuble légué.

« Il ne saurait, ajoute-t-il, y avoir d'exception à cette règle destinée à exonérer les fabriques des charges et embarras d'une exploitation immobilière et en empêcher un accroissement non justifié des biens de main morte. »

« Ce serait sortir de l'esprit de cette jurisprudence que d'autoriser un emprunt destiné à faciliter la conservation par la fabrique des immeubles légués, tandis que la vente présente le double avantage de fournir les ressources nécessaires au paiement et d'être conforme à la règle actuelle en vigueur. »

Je viens recourir à vous, Monsieur, et vous prier de vouloir bien nous tracer un bout de réponse motivée.

R. — Cette nouvelle jurisprudence invoquée par le Ministre est tout simplement un acte d'usurpation hypocrite et la main mise sur la propriété d'autrui. Elle ne repose sur aucune loi et les viole toutes. Si on l'impose, il faudra bien s'y soumettre. Mais elle n'est pas applicable dans l'espèce, puisque toutes les autorisations ont été données sans conditions. Or la nouvelle jurisprudence du gouvernement ne saurait avoir d'effet rétroactif. L'emprunt est un fait accompli et légalement accompli. Aux droits de la fabrique viennent s'adjoindre les droits d'un tiers, et un ministre quelconque est impuissant à tout renverser d'un trait de plume.

Si dans le cas présent, le ministre insistait, il y aurait lieu d'en référer au conseil d'Etat, et la fabrique ainsi que le prêteur et les loueurs auraient gain de cause.

Q. — 1^o Quelles sont légalement les obligations d'un curé chargé du binage dans une paroisse succursale, relativement aux fêtes de dévotion, au catéchisme, à la visite des malades, au chant des saluts du soir? Le dimanche, doit-il une messe chantée?

2^o En novembre 1881, j'ai été nommé curé de M., j'en ai pris possession le 1^{er} janvier 1882, mais, je ne me suis installé que quinze jours après pour laisser à mon prédécesseur le temps de déménager, et à la commune, la facilité de pourvoir aux grosses réparations. A V., mon ancienne paroisse, on m'avait, pour 1882, imposé des prestations dont j'ai demandé décharge aussitôt ma nouvelle nomination, aujourd'hui ma demande est rejetée pour le

motif que j'ai quitté V. postérieurement au 1^{er} janvier. Est-ce légal ?

De plus, à M. et à V., l'on me réclame les impôts des portes et fenêtres. Je dois payer évidemment, mais comme je ne dois payer que d'un côté, où faut-il que je paie de préférence ?

4^e Le jour de mon départ de V., me trouvant avec le curé voisin nommé officiellement mon successeur, je lui ai laissé les clefs de l'église et du presbytère. Depuis, grand émoi dans le pays ; le maire, dont le radicalisme exalté tient lieu d'éducation, jure que je devais les lui remettre de la main à la main, et que mon confrère ne devait les recevoir que de lui ; il proteste que la police va me faire revenir pour réparer solennellement cette grave omission. Il vient, dit-on, d'invoquer les lumières et le secours de la sous-préfecture. Ai-je à me préoccuper de ses clameurs ? A qui réellement devais-je, en partant, remettre les susdites clefs ? Était-ce à mon successeur, ou au trésorier, ou au maire ?

5^e L'un de mes confrères est actuellement à Jérusalem priant pour la France et surtout pour ses ouailles indociles. C'est à force d'économie et peut-être de privations qu'il a trouvé de quoi entreprendre ce pieux voyage. Pendant que là-bas il conjure le Ciel de verser sur nous ses bénédictions, le maire de sa localité et quelques mécréants municipaux, regardant leur curé comme un fonctionnaire salarié, qu'il faut surveiller et tenir en attache, sont en liesse : ils jubilent à la pensée qu'ils vont mettre opposition au traitement du digne prêtre, pour le ridicule prétexte qu'il a manqué à la résidence (obligatoire). Notre brave ami va bientôt revenir épuisé par les fatigues de ce grand voyage, devra-t-il endurer cette mesquine tracasserie avec la résignation du saint homme Job ? Pourra-t-il se plaindre et réclamer son traitement intégral, en invoquant qu'il avait l'assentiment de son évêque, et que ses confrères voisins ont bien rempli en son absence toutes les charges du ministère paroissial ?

R. — Ad 1^m. Au point de vue légal, c'est-à-dire vis-à-vis de l'autorité civile et du traitement, le curé bineur n'est pas tenu de dire la messe le dimanche, ainsi que cela était exigé jusqu'à l'année 1827. Depuis cette époque, en vertu d'une circulaire du 20 juin de la même année et d'une autre circulaire du 2 août 1833, le service légal du binage consiste à célébrer la messe le dimanche, ou « tout autre jour de la semaine, » suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné ; à aller faire des instructions, à visiter les malades, à administrer les sacrements.

Comme on voit, la loi civile ne s'occupe point des fêtes dites de « dévotion, » ni des saluts du soir etc. Cette question de détail est tranchée par l'autorité ecclésiastique, et aussi par le zèle que le prêtre bineur apporte dans l'exercice de ses fonctions.

Ad 2^m. Il est difficile de voir là autre chose qu'une pure taquinerie. C'est aussi une illégalité formelle, sinon matérielle, puisque les rôles ne sont établis qu'après le 1^{er} janvier ; or déjà à cette époque, le curé en question était envoyé ailleurs. Notre correspondant ne nous dit pas par qui sa demande en décharge a été rejetée. Est-ce par le conseil de Préfecture ? Si oui, pourquoi n'en a-t-il pas appelé au conseil d'Etat ? Ce dernier, évidemment, lui aurait donné raison, en se basant sur ce que, au premier janvier 1832, le curé était légalement, non pas citoyen de la commune ; il quittait, mais bien de la commune où il était envoyé et où désormais il devait payer ses

contributions. Cependant, comme il faut toujours payer ses impôts quelque part, l'acte dont il se plaint ne serait pas illégal, s'il n'est point porté au rôle des contributions de son nouveau poste. D'où il suit que restant au rôle de la commune quittée, il ne peut être porté au rôle de sa nouvelle commune pour 1832, en vertu de l'axiome *non bis in idem*.

Ad 3^m. Logiquement, ayant refusé de payer l'un des impôts à la première commune, il fallait refuser d'y payer les autres. Ce qu'il y a de certain, c'est que la loi n'exige point qu'on les paie dans les deux endroits. Nous soupçonnons notre correspondant de n'avoir pas fait ses réclamations en temps utile. Mais il est toujours temps de se faire restituer ce qui a été indûment payé, si l'on a le courage de remplir les interminables et fastidieuses formalités requises en pareil cas.

Ad 4^m. Assurément non, il n'y a pas à se tourmenter des clameurs du maire qui n'avait aucune qualité pour recevoir les clefs de l'église et du presbytère. Une décision ministérielle du 28 avril 1806, dit que les clefs de l'église sont remises au curé, et, en cas d'absence, à celui des marguilliers désigné par l'évêque. Lors donc qu'un cure change de paroisse, s'il a un successeur immédiat, c'est à ce dernier qu'il remet les clefs de son église. S'il n'a pas de successeur immédiat, c'est chez le président de la fabrique ou du bureau qu'il dépose les clefs ; le maire n'a rien à voir dans cette opération.

Ad 5^m. — Il ne dépend nullement du caprice d'un maire de faire opposition au traitement d'un curé. Tout ce qu'il peut, c'est de dénoncer au préfet la non-résidence du curé, ou plutôt refuser le certificat de résidence exigé aujourd'hui, en motivant son refus.

Dans le cas actuel, le mauvais vouloir du maire n'aura même pas l'ombre d'un prétexte, puisque le curé ne s'est absenté qu'avec l'assentiment de son évêque.

Le curé est donc en règle ; et si, par hasard, le maire tentait de faire opposition, il n'a pas à s'en préoccuper le moins du monde. Qu'il attende patiemment que l'évêque le prévienne ; car c'est à l'évêque que le préfet, le cas échéant, s'adresserait pour lui signifier l'illégalité commise et provoquer ses explications. Pour le moment du moins, l'ennemi ne peut rien de plus.

Courrier de l'Utile.

LE BEURRE ET SES FALSIFICATIONS (2^e article.)

Aux amateurs de beurre frais, il est bon de dire que ce mets délicieux est souvent altéré et falsifié.

Le beurre de commerce contient très-souvent

une quantité excessive de caseum, de petit-lait et d'eau. Nous connaissons un village où les ménagères battent le beurre la veille du marché, mais n'extrayent à dessein qu'une partie du babeur, afin d'augmenter le poids. Les mottes passent la nuit dans des sources et même des puits; elles y acquèrent une grande fermeté et le lendemain, les consommateurs du chef-lieu les achètent comme exemptes de matières étrangères.

Il est facile de constater la fraude, il suffit de fendre la motte avec un couteau; les gouttelettes du liquide ne tardent pas à poindre.

Cette proportion de l'eau peut atteindre 50 pour 100; c'est un excès de 30 parties au moins, car le beurre le mieux préparé peut contenir de 13 à 14 pour 100 d'eau.

Lorsque l'on fond ce beurre, l'eau s'en sépare et il est facile de déterminer le poids de l'eau. On peut employer aussi l'éther ordinaire, l'éther de pétrole et le sulfure de carbone. Ces trois substances dissolvent le beurre en totalité, l'abandonnent par évaporation et laissent toute faculté pour évaluer la quantité d'eau.

Cette altération, si elle nuit à la bourse des consommateurs, ne nuit pas à leur santé. Mais on a trouvé dans le beurre des matières étrangères de diverse nature, dont quelques-unes sont très-dangereuses.

On y a rencontré des matières minérales, comme le gypse, la craie, l'argile, le sulfate de baryte. Si on dissout le beurre au moyen de l'éther, ces matières forment au fond du vase un résidu.

Le mercantilisme est allé jusqu'à ajouter au beurre du carbonate, de l'acétate et du chromate de plomb, poisons véritables.

Pour le constater, incinerez le beurre, versez sur la cendre l'acide nitrique; ce mélange traité par l'acide sulfurique ou le sulfate de soude donne un précipité blanc, par le chromate de potasse ou l'iodure de potassium donne un précipité jaune, et par l'hydrogène sulfuré un précipité noir.

Souvent le beurre est frelaté par des matières d'origine organique, farine, fécule, pulpe cuite de pommes de terre, fromage blanc.

Pour le reconnaître, faites fondre une certaine quantité de ce produit avec dix fois son poids d'eau, dans un tube, au bain-marie. Toutes ces substances se déposent au fond et se réunissent en grumeaux.

On peut encore dissoudre et épuiser le beurre par l'éther.

En examinant au microscope ces matières adultérantes, on distingue facilement la fécule de pomme de terre dont les grains sont ovoïdes, et présentent un hile ou trou par lequel s'introduit la matière qui sert à l'accroissement du grain de fécule; on reconnaît l'amidon de blé à ses disques lenticulaires et d'un volume variable ainsi qu'à son hile simple et transversal.

Fréquemment le beurre est additionné de suif de veau, de moëlle de bœuf, de saindoux.

L'odeur doit aider à découvrir la fraude; en chauffant le produit au-delà de son point de fusion, on rend l'odeur plus sensible.

On peut aussi noter le point de fusion et le point de solidification du mélange. Le beurre pur fond vers 24 degrés et se solidifie vers 18. Si le produit fond ou se fige à un degré supérieur, c'est qu'il est falsifié.

Le beurre falsifié produit sur la langue la sensation de granulation, tandis que le beurre pur fond sans produire cet effet. La coupe du beurre falsifié est pâle, marbrée et n'est point lisse comme le beurre exempt de substances étrangères.

La présence des corps gras est encore constatée par le microscope. Le beurre pur présente des globules sphériques et lisses; les corps gras offrent au contraire des masses d'apparence cristalline.

On colore artificiellement le beurre avec diverses substances végétales. Les principales sont: le safran, les calices d'alkékenge, le suc de carotte, le curcuma, les baies d'asperges, les fleurs de souci, le suc de la chélidoine et les fleurs de renoncule.

La plupart de ces colorations ne sont pas dangereuses, mais elles sont une supercherie. On les constate en traitant le beurre par l'eau bouillante et par l'alcool faible et chaud qui les dissout.

Dans ces dernières années on a inventé à New-York des beurres factices. Cette industrie est aujourd'hui exploitée en France; nous croyons devoir en dire un mot.

Ces beurres artificiels sont obtenus par la purification de la graisse de bœuf, dont on isole la stéarine. Pour tromper l'œil, on y ajoute un peu de vrai beurre et on colore artificiellement.

Ces beurres artificiels étudiés au microscope, présentent des amas cristallins, et non point, comme le beurre pur, es globules lisses et sphériques.

PRIMATUR

Lingonis, die 14 junii.

GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

La brochure se termine par un *programme de résistance à la loi athée*. C'est-à-dire aussi: après la parole, l'action; après la théorie, la pratique. Comme nous l'avons dit en commençant, cette brochure, dans les circonstances actuelles, doit être lue sur tous les points de la France et d'un bout de la France à l'autre.

PRIX : 35 CENTIMES SEULEMENT.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse va son petit train, ni hausse ni baisse sensibles. Cet état de chose provient aujourd'hui de l'incertitude où l'on est comment se terminera le crise égyptienne. Tant qu'on ne sera pas fixé sur ce point, dont la solution devient de plus en plus problématique, les spéculateurs et les capitalistes se tiendront sur la réserve et la haute Banque fera comme eux, ou plutôt leur donnera l'exemple.

D'une semaine à l'autre, le 3 0/0 a passé de 83 à 83.15; l'amortissable, de 83.15 à 83.45; le 5 0/0 de 116.10 à 115.80. On reparle de la conversion de ce dernier à la suite d'un discours politico-économique prononcé ces jours-ci à St-Quentin par M. Léon Say, ministre des finances, et les cours en sont affectés.

Tenues, de leur côté, dans l'incertitude qui enveloppe notre marché, les rentes étrangères oscillent dans un va-et-vient monotone. Ainsi l'Italien clôture à 90.80, chiffre auquel nous l'avions laissé; le Turc a perdu le cours de 13 et ne fait plus que 12.90. Les consolidés anglais finissent à 100 7/16, au lieu de 102 il y a huit jours. L'Extérieure d'Espagne est fermée à 28 1/16, et l'Égyptienne unifiée, malgré les événements politiques et révolutionnaires qui se passent dans la capitale de ce pays, cote 354.

Peu de variations sur les chemins de fer. Nous les retrouvons tous, à quelques francs près, aux mêmes cours : l'Est, à 753.50; le Lyon, à 1670; le Midi à 1285; le Nord, à 2110; l'Orléans, à 1320; l'Ouest, à 800.

Le Suez, dont les recettes ont légèrement fléchi, termine à 2652, en diminution de 48 fr. sur la semaine passée. Par contre, le Panama, très-entraîné par l'assemblée générale, s'est avancé de 540 à 555.

Instruits par l'expérience, les capitalistes s'éloignent de plus en plus des valeurs de spéculation et ils reviennent avec empressement aux véritables valeurs de portefeuille, c'est-à-dire à celles qu'on doit conserver et ne pas laisser courir.

Nous reproduisons ci-dessous une liste comprenant plusieurs titres industriels, et nous mettons en regard du prix auquel on les négocie leur revenu respectif actuel. Nos lecteurs pourront en faire la comparaison et constater que, de tous ces titres, il n'y en a aucun qui produise autant que les actions de la *Société générale de librairie catholique*. On n'a qu'à constater l'échelle des revenus suivante pour s'en convaincre.

TITRES	PRIX	REVENU
		0/0
Société Civile (Suez)	2.120	2 06
Parts fondateurs (Suez)	1.140	2 16
Act. Suez	2.730	2 52
Act. Midi	1.285	3 11
Act. Nord	2.100	3 66
Obl. Lyon (fusion ancienne)	380	3 94

Obl. Nord	380	3 94
Obl. Chemins Autrichiens (anc.)	380	3 94
Ob. Midi	377	3 97
Obl. Orléans	376	3 98
Obl. Ouest	376	3 98
Obl. Est. (anc.)	370	4 05
Obl. Nord-Est.	358	4 19
Obl. Bône à Guelma	355	4 22
Obl. Picardie	355	4 22
Act. Orléans	1.315	4 25
Act. Saragosse	512 50	4 29
Act. Ouest	800	4 37
Act. Est.	750	4 40
Obl. Nord de l'Espagne (1 ^{re})	340	4 41
Act. Omnibus	1.595	4 43
Act. Lyon	1.675	4 47
Obl. Saragosse	332	4 51
Obl. Portugais.	328	4 57
Obl. Nord de l'Espagne (2 ^e)	325	4 61
Obl. Pampelume (1 ^{re})	320	4 68
Act. Portugais.	640	4 68
Act. Gaz Parisien	1.665	4 71
Act. Société générale de Librairie Catholique	500	5 0/0

Ainsi qu'on vient de le voir, le porteur d'actions de la Société générale de Librairie catholique, possède un titre qui, tout en offrant les mêmes garanties que ceux que nous venons de nommer, leur est beaucoup supérieur au point de vue du revenu. Il a, en outre, l'avantage de ne point subir les fluctuations souvent fantastiques, de la Bourse.

Ainsi, les actions de la Banque de France, même subissent, d'une quinzaine à l'autre, des sautes de 4 à 500 fr. De leur côté, les Rentes 3 0/0 et 5 0/0 varient de quelques francs. La Société générale de Librairie n'a jamais subi d'écart de plus de 20 francs.

Dans les campagnes, plus un arbre est de bonne espèce et de bonne sève, plus le propriétaire du champ doit s'attacher à lui et le cultiver avec soin. De même pour les placements d'argent : quand une entreprise marche déjà bien, quand on la voit conduite par des hommes honorables et actifs, quand elle donne ponctuellement son revenu comme le bon arbre en sa saison, c'est à elle qu'on va, sûr d'avance que les capitaux y sont bien placés.

La Société générale de Librairie catholique, que nous nous plaisons à recommander ici, et qui fait en ce moment une nouvelle émission, est une de ces entreprises sur lesquelles on peut compter en toute confiance. Nous avons eu trois présidents de République, quinze ou vingt ministères se sont succédés, la crise religieuse a surgi, les désastres financiers de janvier ont éclaté, rien ne l'a ébranlée, elle a continué à produire sans interruption, et alors que tant d'autres ont disparu ou chancelé, elle reste debout à côté des meilleures.

Croyez-moi donc, cher lecteur, profitez de l'occasion qui se rencontre de mettre vos économies sur une bonne valeur, souscrivez aux nouvelles actions de 500 fr. émises par la Société générale de Librairie catholique.

Ce qui doit vous décider plus promptement encore, c'est que ces nouvelles actions portent intérêt depuis le 1^{er} janvier et que vous aurez droit au coupon du 1^{er} juillet, soit une prime d'au moins 10 ou 12 francs par action à toucher instantanément, de la main à la main pour ainsi dire.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

CADEAUX A OFFRIR AUX JEUNES COMMUNIANTS

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières, à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PASTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIE DE CHAMPTEN Y. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La Sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

MARIE IMMACULÉE

MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU

LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure dos chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Bénédiction de l'épave de l'année. — saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume : in-16, caractères élzéviens, avec en-tête ornés et plats. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVAIN »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 fr., 6 fr., 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr., 25 fr.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du x^e au xvi^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-304 pages encadrées de vignettes, caractères élzéviens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 élzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 25 :

PRÉDICATION : Pour le cinquième dimanche de la Pentecôte : qu'est-ce que le Pape. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Droits des confréries à nommer leur chapelain et à administrer leurs biens. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Obligation du conopée. — Comment faire, le samedi-saint, la bénédiction des fonts si l'on n'a pas les huiles bénites nouvelles? — Peut-on, le jeudi-saint, élever au maître-autel le monument où doit être gardée la sainte Réserve? chanter les ténèbres devant ce monument? — Quelle messe et quelle oraison doit-on dire à l'enterrement d'un prêtre? — Quelle distance est exigée entre deux églises, sur la même paroisse ou non, pour que chacune d'elles puisse avoir la confrérie du saint et Immaculé Cœur de Marie? La confrérie peut-elle être simultanément établie à l'église paroissiale et, par exemple, dans une communauté religieuse sur la même paroisse? Peut-on chanter la messe propre de la confrérie, le dernier dimanche de l'Épiphanie, le dimanche de la Sexagésime, remettre cette fête au dimanche après l'Assomption? — Quels sont les cas où l'on peut confesser les personnes du sexe hors de l'église? — E-t-il permis, en France, d'assaisonner les mets, le vendredi, avec de la graisse de porc? — Un gérant de société régissant ses comptes trouve un léger excédant dont il ne peut trouver l'origine : doit-il le distribuer à ses mendants, chose difficile à faire justement; ou faire des bonnes œuvres à leur intention? — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Devoirs des membres de la commission scolaire? — La fabrique s'étant engagée à fournir un appoint jugé nécessaire pour la reconstruction du presbytère par la commune, celle-ci peut-elle exiger que la fabrique lui remette une somme non dépensée pour en user comme elle l'entendra? — Un légataire universel chargé d'acquitter un legs pieux, perd-il ses droits par un délai mis par lui à donner son acceptation? — La commune peut-elle, sans prendre l'avis de la fabrique ou de l'autorité ecclésiastique, employer à sa guise 1.000 fr. légués à elle pour réparations à l'église? — Une fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour employer à des réparations urgentes un boni de 2.000 fr.? — La commune peut-elle se refuser à réparer le calvaire placé sur le cimetière? — Un maire peut-il arbitrairement avancer l'heure des funérailles et peut-on dresser procès-verbal contre le curé qui fait l'inhumation à l'heure demandée par la famille? — Le père peut-il faire opposition à l'exhumation du corps de sa fille que ses frères veulent transférer dans un caveau acheté par eux. — **COURRIER DE L'UTILE :** La bière.

REVUE LITTÉRAIRE.

Au moment où l'on prépare déjà les distributions de prix et les séances littéraires de fin d'année dans les divers établissements d'éducation, il nous paraît utile de rappeler un ouvrage que l'*Ami du Clergé* a signalé précédemment, et qui offre aux Directeurs et Directrices une mine précieuse pour ces attrayantes solennités : nous voulons parler de l'ouvrage de M. l'abbé Mouchard, intitulé : *LES FÊTES DE CATÉCHISMES*; lequel contient une série de petites pièces dramatiques composées en vue des catéchismes de persévérance et des petits pensionnats de garçons, ou de jeunes filles.

On lira avec intérêt le rapport suivant dont il a été l'objet.

Bulletin de l'Union des œuvres ouvrières Catholiques. — 9^e année, — numéros 5, et 6, — 4 et 25 mars 1882.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je me sens assuré de rendre un vrai service à plus d'une réunion de Persévérance, en lui signalant un volume récemment paru à la librairie catholique Palmé : *Les fêtes de Catéchismes, — Drame chrétiens pour les Catéchismes de Persévérance.* — Deuxième série : Caté-

*chismes des garçons*¹, par M. l'abbé Mouchard, vicaire à Orléans.

Les diverses œuvres de jeunesse, Patronages, Réunions d'apprentis, ou même d'écoliers, n'ont pas seulement à organiser, à certaines dates, ces grandes séances dont le programme obligé consiste en une comédie ou une pièce dramatique. — Nos œuvres célèbrent aussi de temps en temps des fêtes plus intimes, où des représentations longues et mouvementées ne seraient pas à leur place. — Rien ne convient mieux à ce genre de fêtes que de courts dialogues, sans intrigues proprement dites, avec peu ou point de mise en scène, retraçant quelque beau fait de l'histoire religieuse choisi d'abord avec une délicate intelligence, et faisant ressortir les grands et salutaires enseignements qui en découlent. Or, M. l'abbé Mouchard a traité précisément de tels sujets, et les a traités de cette manière. Ce ne seront donc pas seulement les Catéchismes de Persévérance, mais toutes les œuvres de jeunesse, qui trouveront dans son livre un secours et un bienfait. C'est d'ailleurs le vœu qu'il exprime dans sa préface ;

¹ Une première série a paru l'année dernière pour les Catéchismes des filles; prix 3 francs. — Il contient dix pièces intitulées : *La Fuite en Egypte, la Victoire de Lépante, le Martyre de Sainte Agnès, Sainte Clotilde, Sainte Odile, Sainte Elisabeth de Hongrie, Sainte Marie Magdeleine, Jeanne d'Arc, Blanche de Castille, Sainte Germaine Cousin.* — M. Mouchard avait déjà publié précédemment les *Vies des Saints à l'usage de la jeunesse.*

verner l'Eglise. « Qu'on ne dise point, s'écriait le grand Evêque de Meaux dans la fameuse assemblée de 1682, qu'on ne pense point que ce ministère de saint Pierre finisse avec lui : ce qui doit servir de soutien à une Eglise éternelle ne peut jamais avoir de fin; Pierre vivra dans ses successeurs; Pierre parlera toujours dans sa Chaire; c'est ce que disent les Pères, c'est ce que confirment six cent trente évêques au Concile de Chalcédoine. » Quoi de plus raisonnable, quoi de plus nécessaire? N.-S. est venu fonder une Eglise; il y appelle tous les hommes pour les sauver; cette Eglise doit durer, *usque ad consummationem sæculi*, jusqu'au dernier jour du monde. Se pourrait-il que l'Eglise, édifice merveilleux, à la mort de Pierre, fût à jamais privée de fondement? Se pourrait-il que l'Eglise, bercail universel du genre humain, à la mort de Pierre, fût à jamais privée de Pasteur? Se pourrait-il que l'Eglise, royaume admirable d'ordre et d'unité, à la mort de Pierre, fût à jamais privée de Chef? Se pourrait-il que l'Eglise, pour qui J.-C. est mort, ait été moins bien traitée que la synagogue si fermement établie sur la perpétuité de son suprême sacerdoce? Non, cela ne peut être. « Toutes les raisons, dit très-justement saint François de Sales, pour lesquelles N.-S. a voulu mettre un chef en ce corps mystique ne demandaient pas tant qu'il y fût en ce commencement où les apôtres qui gouvernaient l'Eglise étaient saints, humbles, charitables, amateurs d'unité et de concorde, qu'au progrès et en la suite des temps, où, la charité s'étant refroidie, chacun s'aime soi-même, personne ne veut s'en tenir au sentiment d'autrui, ni subir la discipline. Je vous prie, si les apôtres, en ce moment où le Saint-Esprit les éclairait de si près, étaient si puissants dans la grâce du ministère, avaient néanmoins besoin d'un confirmateur et d'un pasteur pour leur prescrire l'ordre et la forme de leur union, combien plus maintenant l'Eglise en a-t-elle nécessité dans un temps où il y a tant d'infirmités et de faiblesses! »

Au reste, c'est bien là la croyance de l'Eglise catholique : le Pape, l'évêque de Rome est le successeur de saint Pierre dans sa primauté; le Pape a pouvoir pour définir infailliblement la doctrine et commander avec autorité aux fidèles et aux évêques. Je serais infini si je voulais rapporter toutes les paroles des Docteurs et des Conciles qui dans tous les siècles chantent : « la chaire unique, la première unique, la première en prérogative et où se sont assis depuis les Pontifes avec qui tout l'univers chrétien est en communion; — l'Eglise dont la principale puissance attire à elle toutes les Eglises du monde; — le bienheureux pape de la ville de Rome, en qui Pierre vit et préside toujours sur son propre siège; — le Pontife romain, vicaire de Jésus-Christ, successeur de Pierre et recteur de l'Eglise universelle. »

Mais il est mieux encore de voir dans les faits la croyance de l'Eglise. C'est au successeur de Pierre, à l'évêque de Rome, dit un orateur, résument en quelques mots les données de l'histoire sur ce fait, que l'Eglise adresse ses recours et ses consultations dans toutes les circonstances difficiles où elle sent le besoin d'une autorité suprême; c'est à cette autorité qu'elle obéit. — L'Eglise de Corinthe, fondée par saint Paul, demande au pape Clément d'apaiser les troubles qui se sont élevés dans son sein. — Saint Irénée prie Victor de suspendre ses foudres et d'épargner les évêques d'Asie, afin de ne pas mutiler l'Eglise sur laquelle il a le droit pourtant d'exercer sa souveraine justice. — Saint Athanase rappelle au pape Félix que Dieu l'a placé au sommet de la cité sainte, lui a confié le soin de toutes les Eglises et lui demande le secours de sa toute-puissante autorité. — Saint Basile invite l'Evêque de Rome à visiter les Eglises, à se rendre compte des affaires de l'Orient, et à intervenir par la force décisive de ses décrets. — Saint Chrysostome en appelle à Rome contre ses ennemis et intercède pour eux. — Les Evêques d'Orient déclarent obéir aux ordres du pape Damase en se rendant au premier concile de Constantinople; et les Pères d'Ephèse se décident à la lugubre sentence de déposition qu'ils prononcent contre Nestorius, parce que l'évêque de Rome, Célestin, la leur imposa. — Eugène IV avait raison de rappeler aux Grecs réunis à Florence les respects et l'obéissance des anciens orientaux à l'égard de l'Eglise romaine. — Quant à l'Occident, le concert de tous ses actes pour l'autorité du Pontife romain est si évident qu'il suffit de le mentionner.

D'ailleurs, pourquoi Dieu a-t-il permis que toutes les Eglises apostoliques, sauf l'Eglise romaine, disparaissent ou souffrissent des interruptions dans leur succession, sinon pour indiquer clairement qu'à Rome seulement est et règne le successeur de saint Pierre? Pourquoi au milieu de la tolérance universelle pour tous les schismes, toutes les hérésies, toutes les impiétés, l'esprit du mal s'acharne-t-il avec une fureur aussi extrême qu'elle est continue, contre l'Eglise de Rome et son Pontife, sinon parce que Satan discerne qu'à Rome se trouve la vraie force, la vraie autorité, le vrai pouvoir, le vrai Chef, le véritable ennemi de l'enfer?...

Oui, le Pontife romain est le Docteur universel, le père universel, le chef universel de la catholicité! Oui, le Pontife romain, comme l'a défini le Concile du Vatican, succède à saint Pierre dans sa primauté; il a un pouvoir ordinaire, immédiat, premier et suprême, de juridiction dans toute l'Eglise, sur tous et chacun des pasteurs, sur tous et chacun des fidèles! Anathème à qui pense le contraire!

Rappelons brièvement en terminant les devoirs des catholiques à l'égard du Pape. Il est la plus haute dignité qui soit sur la terre, c'est le VICAIRE DE JÉSUS-CHRIST : donc ayons pour lui un res-

¹ Controverses, discours xxxvi.

pect profond. Toutes les fois que saint Charles Borromée nommait le Pape ou entendait prononcer son nom, il se découvrait. Quand on lui présentait quelque Bref apostolique, il le recevait la tête nue, et le baisait avec une profonde vénération. — Le Pape est le DOCTEUR INFALLIBLE de l'Église : donc accueillons ses ordres, ses décisions, ses directions avec une entière soumission. « Volonté du Pape, volonté de Dieu, » disait saint Alphonse de Liguori. — Le Pape est notre PÈRE en Dieu : donc soyons à son égard de véritables enfants. Il se dévoue pour nous, *servus servorum Dei* ; c'est par lui que nous vivons à la vie divine. Témoignons-lui notre reconnaissance par un amour ardent, généreux et constant. Quand on aime le Pape, on aime l'Église, on aime J.-C. : c'est un signe de prédestination.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE.

11 juin 1881 et 18 mars 1882.

NICIENS. *Jurium et privilegiorum.*

Droits des confréries à nommer leur chapelain et à administrer leurs biens.

Le décret de 1703 a reconnu aux confréries légitimement établies le droit d'administrer leurs biens et de nommer leurs chapelains qui célébreraient dans leurs chapelles les cérémonies non réservées aux curés, sans aucune immixtion de ceux-ci. C'est là une loi générale que ne peuvent abroger ni les ordonnances épiscopales, ni les statuts diocésains, ni même les conciles provinciaux. La Sacrée Congrégation du concile vient de le reconnaître dans une décision donnée pour la France.

Il existe à Menton, diocèse de Nice, une confrérie appelée des *Pénitents noirs de S. Jean décapité ou de la Miséricorde*. Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, elle fut indépendante de l'autorité curiale. En 1788, Rome lui reconnut le droit « *ad libitum canendi et canere faciendi in dictæ confraternitatis ecclesia, seu publico oratorio, solemnes missas, tam sanctorum quam de Requie, sive per ipsius R. D. capellanum, sive per alios sibi bene visos sacerdotes.... absque ullo consensu, licentia, dependentia, assistentia, ingrentia prædicti parochi pro tempore civitatis Mentonis.* »

La confrérie fut dissoute à l'époque de la révolution française. Vers 1816, l'évêque de Nice la

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

réorganisa sans tenir compte du décret de 1703 : après en avoir nommé le curé président, il lui donna le droit d'administration tant au spirituel qu'au temporel, interdisant aux confrères de rien faire sans sa permission. Une ordonnance épiscopale du 20 juillet 1824 fut rendue dans le même sens.

Cependant la confrérie voulut revenir au droit commun et revendiquer ses privilèges. Elle choisit un aumônier parmi les prêtres approuvés du diocèse, l'installa, après avoir fait part de sa nomination à l'évêque diocésain, sans lui demander son approbation, et lui confia son administration spirituelle et temporelle, sous la seule restriction d'en rendre compte à l'évêque.

Le curé se croyant lésé en appela à la Sacrée Congrégation du concile : l'évêque se prononça en sa faveur. Par une première décision du 11 juin 1881, la Sacrée Congrégation demanda le maintien du règlement épiscopal de 1824. Mais après un second examen elle rapela purement et simplement à l'observation du droit commun. Voici ces deux décisions :

I Décision du 11 juin 1881.

I An et quomodo jus competat confraternitati de Misericordia capellanum eligendi in casu.

II An competat facultas canendi missas tam pro vivis, quam pro defunctis, cæterasque consuetas functiones peragendi per proprium capellannum sive sacerdotes bene visos.

III An sodales possint bona administrare ac de illis disponere absque ulla dependentia a parochia in casu.

Et quatenus affirmative ad præcedentia :

IV An et quomodo sint reformanda statuta in casu.

RESP. AD I, II et III *providebitur in quarto.*

AD IV *Attentis peculiaribus circumstantiis, standum esse statutis diei 20 julii 1824.*

II Décision du 18 mars 1882.

An sit standum vel recedendum a decisis in I, II, III, IV dubio in casu.

RESP. *Recedendum a decisis, et Episcopus una cum sodalitia reformet statuta juxta generalem Ecclesiæ disciplinam et legitima sodalitii privilegia.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans le dernier numéro de l'*Ami du clergé*, le rédacteur a dit qu'il ne connaît pas de décision de la sacrée Congrégation des rites, relative à l'obligation du conopée. Il croit même qu'il n'en existe pas.

Veillez lui dire d'ouvrir le *Traité pratique de l'administration temporelle et spirituelle des paroisses*, par M. Sabatier, vicaire général, tome 1^{er}, page 318, n^o 669, et il y trouvera le texte de la décision adressée à l'évêque de Saint-Brieuc, le 21 juillet 1855.

Je suis bien aise de profiter de cette occasion pour remercier MM. les Rédacteurs du zèle qu'ils mettent à pro-

pager les bonnes doctrines. Par là, ils rendent un vrai service au clergé de France.

R. — Merci des encouragements et de la sympathie de notre savant et illustre correspondant.

Quant à l'observation qui nous est adressée relativement au conopée, nous sommes entièrement de l'avis de M. Sabathier, dont nous connaissons et apprécions l'ouvrage.

Le conopée est obligatoire, et nous l'avons dit très-formellement dans le n° dont il est question. Notre docte ami aura lu trop rapidement notre réponse. On nous demandait de reproduire dans l'*Ami du Clergé* une déclaration qui aurait été faite en 1879 à un évêque de France par la Sacrée Congrégation des rites et qui recommandait l'usage du conopée. Or qu'avons-nous répondu ? que cette déclaration n'avait sans doute pas été faite ; car nous l'aurions connue ; et qu'en tout cas cette déclaration était inutile, parce que le conopée était certainement obligatoire. Voici, d'ailleurs notre réponse aussi brève que précise :

« Nous n'avons pas souvenir d'avoir lu cette réponse de la Sacrée Congrégation à un évêque de France, et nous ne pensons pas qu'elle ait été donnée, parce que nous la connaîtrions.

« Au reste, une réponse dans ce sens est parfaitement inutile, car nous avons prouvé d'une manière péremptoire dans l'*Ami du Clergé* que le conopée est obligatoire. (*Ami du Clergé*, n° 20 p. 239.)

On voit que nous sommes entièrement de l'avis du docte vicaire-général de Rodez.

Q. — 1° Dans le n° de l'*Ami du clergé*, 30 mars 1882, page 156, il est dit, ad 3, que si l'on n'a pu avoir les huiles bénites le jeudi-saint précédent et que l'on espère pouvoir se les procurer peu après, par exemple un des jours de l'octave de Pâques, ou bien dans 8 ou 10 jours au plus tard, on bénit les fonts le samedi-saint comme à l'ordinaire ; mais on s'arrête lorsqu'on est arrivé à l'infusion des saintes huiles que l'on verse ensuite *privatim et separatim* dès qu'on les a reçues.

Sur quoi s'appuie cette solution ?

Elle est en contradiction avec une décision de la sacrée Congrégation des rites en date du 23 septembre 1837, citée par Gury. *Tract. de Baptismo*, n° 254. *Resp. 2° et ad notam.*

Puisque je tiens la plume, permettez à un de vos admirateurs de vous adresser encore une autre question.

2° Dans une grande église où il y a plusieurs chapelles hors du sanctuaire, est-il permis, le jeudi-saint, d'élever au maître-autel le monument où doit être gardée la sainte Réserve, sous prétexte que les fidèles aiment à le voir entrant dans l'église et qu'ils ne donneraient pas des cierges si le monument ne pouvait être aperçu de la porte.

3° Est-il convenable de chanter l'office des ténèbres devant ce monument ?

R. — AD I. Non, notre solution n'est pas en contradiction avec celle de 1837 citée par Gury. A la vérité, elle est différente, mais c'est parce que les cas étaient différents.

De quoi s'agissait-il en 1837 ? La guerre civile entre la reine Isabelle et don Carlos au sujet de la succession au trône bouleversait l'Espagne. Beaucoup d'évêques étaient éloignés de leurs sièges, et n'avaient pu consacrer les saintes huiles le Jeudi-

Saint. En outre, il n'avait pas été possible de s'en procurer dans les diocèses voisins. Que fallait-il faire le Samedi-Saint pour la bénédiction des fonts ? Fallait-il bénir les fonts avec les huiles de l'année précédente, ou bien au contraire fallait-il omettre l'infusion des saintes huiles et attendre qu'il y en eût de nouvellement consacrées ? L'évêque de Horiuela exposa le cas à la Sacrée Congrégation des rites : « An talis benedictio (fontis baptismalis in Sabbato Sancto) fieri debeat cum chrismate et oleo præcedentis anni, an potius omittenda sit infusio chrismatis et olei usque dum accipiantur recenter consecrata ? »

La Sacrée Congrégation répondit que l'on doit bénir les fonts avec les huiles de l'année précédente et qu'il ne faut pas attendre des huiles nouvellement consacrées : « Affirmative ad primam partem, negative ad secundam. » (28 sept. 1837, n° 4820, ad 1).

Voilà le décret visé par le R. P. Gury.

Mais il est une autre déclaration qui donne une solution différente. C'est celle du 12 avril 1755 portée sur la demande de Mgr l'évêque de Luques : « Qui vero (parochi) ante fontis benedictionem olea sacra recipere non poterunt, illa subinde privatim ac separatim in aquam mittere poterunt. » (n. 4252, ad III.) Or Gury ne mentionne pas cette réponse qui est pourtant dans les *Decreta authentica* et qui remonte à plus de 100 ans.

Comment, nous dira-t-on, concilier ces deux déclarations qui, au premier abord, semblent opposées ? Cette difficulté fut présentée à la Sacrée Congrégation des rites en 1854 par le diocèse de Luçon. La Sacrée Congrégation répondit que les circonstances étaient différentes, et que l'on pouvait observer les deux décrets.

Dans le premier cas, la guerre civile d'Espagne empêchait absolument de se procurer les saintes huiles, soit à la cathédrale, soit dans les diocèses voisins, parce que la plupart des évêchés étaient privés de leurs pasteurs, et l'on n'avait aucun espoir de s'en procurer avant un temps considérable ; il fallait donc se servir des anciennes huiles.

Dans le second cas, on n'avait pu se procurer les huiles nouvelles pour la bénédiction du Samedi-Saint, mais on avait l'espérance de les avoir dans peu de temps ; il convenait donc de faire la bénédiction des fonts le Samedi-Saint sans les saintes huiles, puis de les verser *privatim ac separatim* aussitôt qu'on avait pu se les procurer. Voici du reste la réponse de la Sacrée Congrégation à la difficulté proposée par le diocèse de Saint-Brieuc ; on verra que nous l'avions prise pour guide :

« Pro diversitate circumstantiarum, in praxi utrumque decretum servari posse ; nam in Lucana supponitur quod ex aliquo fortuito casu olea sacra ad breve tempus retardentur, et in Oriolensi loquitur de omnimoda impossibilitate

habendi olea sacra a propria cathedrali, vel a vicinioribus diocesisibus. » (21 août 1854.)

Voilà donc la pensée de l'Eglise nettement exprimée : bénir les fonts le Samedi-Saint avec les huiles bénites le Jeudi-Saint. Si l'on ne peut pas en avoir le Samedi-Saint mais que l'on ait l'espérance de s'en procurer dans peu de jours, bénir l'eau sans verser les saintes huiles, et, lorsqu'on les a, les verser *privatim* on disant les paroles correspondantes. Si on n'espère pas les avoir avant quelques jours, bénir l'eau le Samedi-Saint avec les anciennes huiles et s'en servir jusqu'à la vigile de la Pentecôte.

Nous avons dit que telle était la pensée de l'Eglise, car il ne semble pas qu'il y aurait péché à bénir les fonts le Samedi-Saint avec les anciennes huiles si l'on n'avait pas pu s'en procurer de nouvelles, car le décret de 1755 porte le mot *poterunt*, et celui de 1854 *servari posse*. Mais on voit l'esprit du Saint-Siège et il importe de s'y conformer.

AD II. — Le reposoir destiné à recevoir la sainte Réserve ne peut pas être placé sur le maître-autel, car le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII dit expressément qu'il doit être élevé en lieu distinct de ce grand autel : « *Locus ipse ab altari majori distinctus*; » et le Missel romain veut aussi qu'on mette le reposoir dans quelque chapelle ou autel de l'église : « *Hodie paretur locus aptus in aliqua capella ecclesiæ vel altari...* » La raison qu'on allègue pour se dispenser d'une rubrique aussi formelle ne peut aucunement être prise en considération.

AD III. Il ne convient pas de chanter l'office des ténèbres devant le reposoir. Nous pensons même qu'on ne le peut aucunement, parce que les rites des ténèbres ne peuvent pas convenablement s'observer en face de ce reposoir. D'ailleurs, la plupart des liturgistes enseignent qu'il ne convient pas de célébrer l'office des ténèbres à un autel où le Saint-Sacrement est renfermé, et ils recommandent de le transporter à un autre autel avant de commencer l'office; à plus forte raison défendraient-ils de célébrer cet office devant le reposoir du Jeudi-Saint.

Q. — Quelle messe et quelle oraison doit-on dire à l'enterrement d'un prêtre? Est-ce qu'on n'est pas obligé de dire la première messe de *Requiem*?

R. — On n'est pas obligé de dire la première messe de *Requiem*. On peut la dire; mais on peut dire également la seconde, c'est la réponse de la Sacrée Congrégation des rites en date du 29 janvier 1752, sur la demande d'un religieux carme : « *Una vel altera missa dici poterit in sepultura cadaveris vel anniversaria pro sacerdote defuncto...* » (n. 4223, ad 14.)

Quant à l'oraison, on n'a pas cette latitude; on doit toujours dire l'oraison *Deus qui inter Apostolicos sacerdotes*, car le décret que nous venons de citer ajoute : « *Dummodo oratio pro eo desi-*

gnanda : Deus qui inter Apostolicos sacerdotes etc., omnino adhibeatur. » A la vérité, une rubrique placée à la fin des quatre messes pour les défunts assigne une autre oraison, car nous lisons : « *Pro defuncto sacerdote. Et possunt dici pro pluribus in numero plurali. Oratio. Præsta, quæsumus Domine ut anima famuli tui. N. Sacerdotis...*; » et cette rubrique avait jeté quelque doute dans certains esprits et chez nous-même; mais le décret que nous venons de citer et qui est absolu dissipe toute incertitude. Il faut dire l'oraison : *Deus qui inter apostolicos*.

Mais alors, quand dira-t-on l'oraison *Præsta quæsumus Domine* marquée pour un prêtre à la fin des quatre messes des défunts? Nous pensons qu'on pourrait la dire en dehors des messes d'enterrement et d'anniversaire, aux messes quotidiennes.

Q. — Dans les statuts de la confrérie du Saint et Immaculé Cœur de Marie, il est dit qu'une confrérie semblable ne doit pas être érigée dans deux églises rapprochées de 3 kilomètres. Cette défense doit-elle s'entendre seulement de deux églises placées sur la même paroisse, ou bien d'églises appartenant à deux paroisses différentes?

2^e Un curé qui a une annexe, peut-il établir une association de ce genre dans la succursale et dans l'annexe?

3^e Peut-on établir, outre l'association de la paroisse, d'autres associations dans la même paroisse, par exemple, 1^{re} dans une communauté religieuse, 2^e dans une maison d'éducation, 3^e pour les jeunes filles de la paroisse.

4^e Il est dit dans les statuts de l'association que la fête du Cœur Immaculé de Marie doit se célébrer le dernier dimanche de l'Epiphanie, ou bien, dans le cas d'empêchement, le dimanche de la Sexagésime. Peut-on, ces jours-là, chanter la messe propre de la fête?

5^e Pourrait-on remettre la célébration de cette fête au dimanche après l'Assomption qui est le jour fixé dans tout notre diocèse pour la fête du Saint-Cœur de Marie?

R. — AD I. Avant tout, nous devons dire à notre pieux confrère qu'il se trompe en fixant à 3 kilomètres la distance qui doit exister entre deux confréries du Saint et Immaculé Cœur de Marie (de Notre-Dame des Victoires). La distance requise n'est que d'un tiers de lieue, ainsi qu'on peut le voir dans un Bref de Pie IX en date du 26 novembre 1861 :

« *Pro hujusmodi Confraternitatibus in posterum erigendis, concedimus ut in quavis ecclesia institui possint, dummodo tertiæ saltem partis leuæ spatio altera ab altera distet.* »

Or ce tiers de lieue est d'environ 1333 mètres.

Cela posé, nous croyons que la défense d'établir des confréries dans des églises trop rapprochées s'entend de toute église soit paroissiale, soit non paroissiale; en sorte qu'un curé ne pourrait pas établir cette association dans son église, si cette église n'est pas éloignée d'au moins un tiers de lieue de la plus voisine église de paroisse qui a déjà cette association. A plus forte raison ne pourrait-il pas l'établir dans une église non paroissiale qui relèverait de sa propre église paroissiale.

AD II. Nous croyons qu'un curé qui a une annexe, peut établir cette précieuse association

tout à la fois dans la succursale et dans l'annexe car le Bref que nous avons cité plus haut porte simplement : *in quavis ecclesia*, or en pareille matière le mot *ecclesia* peut s'appliquer aussi bien à l'église d'une annexe qu'à celle d'une paroisse proprement dite. On peut donc on établir dans ces deux églises, à moins, bien entendu, que ces deux églises ne soient pas distantes l'une de l'autre d'un tiers de lieue, comme nous l'avons dit plus haut.

AD III. Oui, outre la confrérie de paroisse, il peut y avoir dans la même paroisse plusieurs autres confréries ; mais il est nécessaire de faire plusieurs distinctions :

1^o Et d'abord les communautés religieuses, soit exemptes de la juridiction de l'Ordinaire, soit non exemptes, peuvent avoir leur confrérie propre, moyennant certaines conditions qui ne nous sont pas demandées et que par conséquent nous n'avons pas à exposer ici. Seulement nous devons rappeler que pour les couvents d'hommes on doit observer, comme pour les paroisses, la distance d'un tiers de lieue ; tandis qu'on n'y est pas tenu pour les couvents de femmes, ainsi que l'a réglé le Pape Pie IX dans le Bref mentionné plus haut : « Concedimus ut in ecclesiis sive oratoriis religiosarum mulierum, erigi hujusmodi confraternitates queant absque ullo respectu distantiae. »

2^o Quant aux maisons d'éducation (collèges, pensionnats, on peut établir cette confrérie, mais à certaines conditions :

Le chef de la maison qui veut ériger l'association, doit préalablement avoir l'autorisation expresse et écrite, ou au moins le consentement également écrit de l'évêque diocésain.

Ensuite il demande au directeur de l'Archiconfrérie, résidant à Notre Dame des Victoires, un diplôme d'agrégation ; mais pour cela il importe que la demande d'agrégation soit accompagnée de l'autorisation écrite de l'évêque ou au moins d'une copie de cette autorisation.

De plus, il doit avoir un registre pour recevoir les noms de toutes les personnes de l'établissement, quelles qu'elles soient, maîtres ou élèves, pensionnaires ou externes, laïcs ou religieux, simples employés ou chefs d'établissement, en un mot tous ceux qui désirent faire partie de la confrérie ; car on ne peut exclure personne. Les sujets les moins disciplinés ont le droit de se faire inscrire aussi bien que les plus sages, contrairement à ce qui se pratique dans la plupart des autres associations, par exemple dans celles de saint Louis de Gonzague, des saints Anges, de la sainte Vierge et autres, où l'on n'admet que les jeunes gens et les jeunes filles remarquables par leur travail, leur obéissance, leur piété, en un mot par leur mérite.

Enfin, il faut que cette maison d'éducation possède une chapelle ou un oratoire qui puisse servir de lieu de réunion, car le Bref de 1861 le requiert : « Concedimus ut in ecclesiis sive in oratoriis domorum publicæ institutionis erigi hujusmodi

confraternitates queant... » Toutefois il n'est pas nécessaire que la chapelle de la maison jouisse du privilège de posséder le très-saint Sacrement, ni qu'elle soit assez vaste pour contenir les élèves de toutes les classes en même temps. Il n'est pas nécessaire non plus que les exercices faits en vue de gagner les indulgences aux réunions de l'archiconfrérie soient présidés par un ecclésiastique. Les maîtres ou maîtresses de chaque classe peuvent conduire leurs élèves à la chapelle à des jours et heures marqués, le samedi et le dimanche de préférence ; et la récitation en commun d'une dizaine de chapelet ou des litanies de la Sainte Vierge suffit pour que chacun puisse gagner les indulgences, s'il est d'ailleurs dans les dispositions requises d'état de grâce.

3^o Peut-on admettre dans l'archiconfrérie une seule classe de personnes, par exemple des jeunes filles ou des jeunes gens, ou des mères chrétiennes, etc., à l'exclusion des autres personnes de la paroisse ? Non, on ne le peut pas ; de telles associations ne pourraient pas participer aux grâces qui sont propres à l'archiconfrérie. Toutefois on pourrait établir dans les paroisses des associations de prières sous le nom du très-Saint et Immaculé Cœur de Marie en vue de la conversion des pécheurs. Bien que ces associations ne participent pas aux faveurs de l'Archiconfrérie, néanmoins elles obtiennent beaucoup de grâces tout à la fois pour la conversion des pécheurs et pour les membres mêmes de l'association.

AD IV. On le peut à Notre-Dame des Victoires de Paris, car la Sacrée Congrégation des rites a accordé à ce sanctuaire en 1875 pour le jour de la fête du Cœur Immaculé de Marie, une messe nouvelle, différente de la messe *Purissimi Cordis* qu'elle avait d'abord concédée.

Mais on ne le peut pas dans les autres diocèses qui ont des confréries affiliées à Notre-Dame des Victoires, même pour ce jour de la fête patronale de l'Archiconfrérie, parce que la concession n'a pas été faite pour eux. Par conséquent, les Directeurs des Confréries particulières qui désireraient avoir ce privilège doivent s'adresser à la Sacrée Congrégation des rites. Au reste, il n'est pas nécessaire, pour gagner l'indulgence plénière, que les directeurs des Confréries particulières disent cette messe spéciale et que les membres y assistent. Il suffit que l'on se confesse, que l'on communie, et que l'on dise les prières ordinaires aux intentions du Souverain-Pontife.

AD V. Nous ne croyons pas qu'on puisse remettre la célébration de la fête du Cœur immaculé de Marie au dimanche après l'Assomption, parce qu'aucune concession en ce sens n'a été faite par la Sacrée Congrégation des rites ; et nous ne voyons rien de pareil dans le « Vade mecum des associés de l'Archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires, » qui nous a été d'un grand secours pour les solutions que nous venons de donner.

Nous sommes heureux d'avoir cette occasion

pour recommander cette précieuse Confrérie de Notre-Dame des Victoires, qui a produit tant de merveilles pour la conversion des pécheurs.

Q. — Nos statuts défendent sous peine de suspension, de confesser les personnes du sexe hors de l'Eglise, hors le cas de maladie ou d'infirmité. 1^o L'encyclique « Magno » de Benoît XIV (1751) détermine le cas où on le peut. Quels sont ces cas ?

2^o Certains prêtres croient que l'impossibilité morale d'aller à l'église (impossibilité dont le confesseur est juge d'après eux), est suffisante pour qu'il soit permis de confesser les femmes à la maison. Est-ce exact ? Les évêques pourraient-ils autoriser des prêtres à confesser en chambre, suivant leur sagesse, les personnes non malades et non infirmes ?

R. — L'Eglise a porté deux fois relativement au lieu où l'on peut entendre les confessions. Ces lois sont dans le Rituel, t. III, ch. I, n^o 7 et 8 : « In ecclesia, non autem in privatis ædibus, confessiones audiat, nisi ex causa rationabili, quæ cum incidit, studeat tamen id decenti ac patenti loco præstare. » — « Habeat in ecclesia sedem confessionalem in qua sacræ confessiones excipiat : quæ sedes patenti, consuevit et apto ecclesiæ loco posita, crate perforata, inter pœnitentem et sacerdotem sit instructa. » Tout d'abord il est défendu d'entendre les confessions hors de l'Eglise et, dans l'Eglise, hors du confessionnal. Cette loi générale était faite aussi bien pour les hommes que pour les femmes. L'Eglise en prescrivait l'observation sous des peines graves, ce qui supposait une obligation *sub gravi*.

On lit, en effet, dans une lettre adressée par la Sacrée Congrégation du Concile, vers 1620 : « Il n'est pas permis d'entendre autrement les confessions, et les femmes ne peuvent être admises au confessionnal ni avant le lever, ni après le coucher du soleil. » La même Congrégation écrivait, le 21 juin 1620, à l'évêque de Padoue : « Que Votre Seigneurie publie cet édit sous peines graves, et le fasse observer, à savoir que les confessionnaux dans les églises des séculiers et des réguliers se placent en lieu apparent et éclairé, en face de tous, afin que le confesseur et le pénitent puissent être vus. »

Cette loi fut un peu adoucie par une concession de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers, adressée au mois de mars 1710 à l'évêque de Gubbio. Voici cet important décret :

« Votre Grandeur a fait représenter que la lettre circulaire adressée à quelques évêques dans l'année 1627, interdit absolument, sous des peines graves, aux confesseurs d'entendre la confession sacramentelle hors des églises, sinon dans le cas d'une maladie qui ne permet pas au pénitent d'aller à l'église. La Sacrée Congrégation, par une condescendance bienveillante, veut bien accorder aux évêques la faculté de permettre, suivant leur prudence, aux confesseurs d'entendre dans leur chambre la confession des hommes seulement, dans quelques cas extraordinaires, comme serait pour des missionnaires de passage, ou pour le prédicateur du carême, ou pour quel-

que autre prêtre qui demeurerait quelque temps à l'évêché ¹. »

Cette permission accordée pour certaines circonstances extraordinaires, la coutume l'a généralisée pour tous les hommes, auxquels on permet facilement de se confesser hors du confessionnal.

Quant à la loi générale qui interdit d'entendre la confession des femmes hors de l'église, si non dans le cas d'une maladie qui ne leur permet pas de venir à l'église, elle subsiste et oblige *sub gravi*. Comment faut-il entendre cette impossibilité ? La défense est *sub gravi*, il faudra donc une cause grave pour passer outre ; l'appréciation en est nécessairement laissée au confesseur. Il est certain qu'il n'est pas absolument nécessaire qu'il n'y ait aucun moyen de conduire ou de transporter le malade à l'église ; il est certain aussi qu'une indisposition passagère, ou une souffrance légère qui ne fait que rendre un peu plus pénible le voyage à l'église ne suffisent pas. Mais entre ces deux extrêmes il y a le juste milieu qu'aucune loi ne peut déterminer dans le détail.

L'encyclique *Magno* de Benoît XIV n'entre point dans les détails que demande notre correspondant ; elle se contente de rappeler la loi générale promulguée par le Rituel, qui prohibe la confession même dans les *oratoires privés*.

Beaucoup de synodes diocésains ont ajouté à la prohibition du Rituel la peine de suspension *ipso facto* ; mais cette sanction n'est pas contenue dans la loi générale. Ces principes posés, il est facile d'en déduire la réponse aux deux questions :

1^o Il n'est permis de confesser les femmes à domicile que dans le cas d'une maladie ou d'une infirmité qui les mettent, sinon dans l'impossibilité absolue, du moins dans une sérieuse difficulté d'aller à l'Eglise.

L'impossibilité morale distincte de la maladie ou de l'infirmité ne saurait être admise. Les évêques n'ont pas le pouvoir de dispenser, puisque la loi est une loi générale de l'église.

Q. — Est-il permis en France d'assaisonner les mets, un vendredi, avec de la graisse de porc ?

Peut-on, ce même jour, employer cette graisse pour faire de la soupe ?

R. — La permission d'assaisonner avec de la graisse de porc (axonge ou saindoux), est concédée par un indult spécial aux Ordinaires qui en font la demande. Il n'y a pas eu jusqu'ici, croyons-nous, de demande générale pour la France ? L'usage de la graisse de porc est permis d'une manière générale, et il n'y a rien de déterminé sur son mode d'emploi.

Q. — Pierre a géré les affaires de certains associés. Au bout d'un temps déterminé il rend ses comptes. Il donne à chacun ce qui lui revient, du moins il le croit, puisque personne n'a réclamé. Et il se fait néanmoins qu'il lui reste une petite somme en caisse. Il cherche en vain

¹ « Analecta » Série XI, p. 373. n. 86.

d'où peut provenir cet excédant. Il a attendu un an, deux ans, trois ans, à la fin il veut quand même régler cette situation qui lui pèse. Il demande ce qu'il a à faire. Doit-il partager entre ses mandants, les maisons de Banque, les maisons de commerce, etc. ? C'est moralement impossible. Peut-il faire des bonnes œuvres à l'intention de ceux qui auraient pu être lésés ? C'est peut-être faire des libéralités du bien d'autrui.

La sagacité bien connue de l'*Ami du clergé* tirera certainement de leur embarras et le confesseur et le pénitent.

R. — D'après les explications qui nous sont données, Pierre est dans le doute sur la provenance de la somme qui lui reste. Il peut se faire que cette somme lui appartienne, comme il peut se faire qu'elle appartienne à ses commanditaires. En outre, il se trouve dans ce doute de bonne foi ; il a même fait toutes les démarches nécessaires pour en sortir. Il faut donc lui appliquer les règles du traité de la justice sur les possesseurs de bonne foi ? D'après le commun des théologiens, il peut s'approprier cette somme et en disposer comme si elle lui appartenait, sauf à la rendre dans le cas où la provenance étrangère en serait certifiée.

Si cependant Pierre était certain que la somme ne lui appartient pas, mais qu'elle fût la propriété des commanditaires, sans savoir au juste auquel elle appartient, il ne pourrait ni se l'approprier, ni la distribuer aux pauvres, mais il devrait la partager, *proportione habita dubii*. Il ne peut pas la garder, puisqu'il n'a aucun titre pour se l'approprier ; il ne peut pas la distribuer aux pauvres, puisque le maître est connu, au moins *in confuso*.

Notre correspondant objecte l'impossibilité morale, il faudrait plutôt dire l'ennui, qu'il y aurait à rechercher chacun des clients pour leur remettre une somme de minime importance. Si, en réalité, il y a peu à distribuer à chacun, il nous semble que Pierre pourrait donner aux pauvres, car les clients ne peuvent raisonnablement l'obliger à de telles démarches pour si peu de chose.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il paraît, à ce qu'on vient de me raconter, que le conseil municipal vient de me nommer membre de la commission scolaire. Avec moi est également élu le plus brave homme de la paroisse. Veuillez donc bien demander au rédacteur de l'*Ami du clergé* quels sont nos devoirs et le prier de nous dire dans son plus prochain numéro ce que nous avons à faire dans l'occurrence. Il serait bon de citer la loi dans son entier afin que nous la connaissions, et comment des catholiques, des prêtres surtout doivent remplir leur mandat, pour servir le mieux possible bien entendu la cause de Dieu. En traitant cette question, vous rendrez service à bon nombre peut-être.

R. — La commission scolaire a été instituée spécialement pour veiller à l'exécution de la loi impie du 28 mars dernier, sur l'enseignement laïque et obligatoire. Elle est surtout appelée à

juger en premier ressort les infractions commises à cette loi par les pères de famille qui négligeraient d'envoyer leurs enfants à l'école, et par les instituteurs qui se déroberaient à son exécution. Le but de son institution est donc aussi mauvais que la loi elle-même. C'est pourquoi les évêques ont été d'avis que les curés devraient accepter d'en faire partie, afin d'empêcher, autant que possible, le mal qu'elle peut faire. Les conseils municipaux bien intentionnés s'empressent tous d'introduire dans cette commission, non seulement les curés, mais les gens capables de travailler avec eux, à diminuer les inconvénients de la situation.

Cette commission fera des ravages inouïs là où elle sera composée uniquement de partisans de la loi. Mais dans les communes où l'élément religieux et conservateur domine, elle en paralysera l'action mauvaise. Nous ne doutons pas que, en province surtout, bien des écoles, grâce à la bonne composition de la commission scolaire locale, ne restent à peu près ce qu'elles étaient.

Nous préparons, d'ailleurs, la publication pour l'*Ami du clergé* de toute la législation actuelle concernant les écoles publiques et privées.

Q. — La commune de M..., vient de faire construire un presbytère. Elle a voté pour cette construction une somme de 8.000 francs et elle a obtenu un secours de l'État de 3.000 francs. Le devis de l'architecte se portant à 12.000 fr., M. le Préfet n'a voulu accorder l'autorisation de construire que lorsque la somme du devis serait complétée. Dans cette conjoncture, le conseil de fabrique décida par délibération du 6 février 1880 de prendre à sa charge les 1.000 francs qui manquaient et s'engagea à donner 200 fr. par an pendant cinq ans, prenant sur les revenus ordinaires et extraordinaires de la fabrique.

Or, la construction ne doit se monter qu'à 11.700 francs environ, et M. le maire et son conseil municipal prétendent que la fabrique est obligée de leur remettre les 300 francs qui seront libres et qu'ils les emploieront comme bon leur semblera.

Je dois ajouter que toutes les dépenses portées sur le devis n'ont pas été exécutées et réalisées. Il reste deux chambres à tapisser : il y a des latrines à construire.

Le conseil municipal peut-il en droit exiger les bonis des 12.000 francs et en faire l'usage qu'il lui plaira ? Il ne paraît pas équitable que la fabrique soit obligée de donner une somme qui ne doit pas être consacrée à l'objet pour lequel elle a été votée.

R. — Assurément, la commune ne peut bénéficier du boni qu'on viendrait à réaliser sur l'apport fourni par la fabrique ; et le débat porté devant le conseil de préfecture ne pourrait recevoir qu'une solution favorable à la fabrique. Pratiquement, c'est toujours ainsi, jusqu'à présent du moins, que les choses se sont passées.

La fabrique, en s'engageant à verser 1000 fr. par annuités, aurait fait acte de prudence en stipulant que cette somme serait exclusivement employée au presbytère. Mais en l'absence de cette stipulation, elle peut exiger qu'il en soit ainsi ; et elle a le moyen infaillible pour y réussir. Puisqu'elle ne doit payer que par annuité, qu'elle suspende ses versements le jour où toute la dépense sera payée ; et qu'elle attende !

Q. — Un legs pieux d'un immeuble est fait par testament en faveur d'un établissement mineur, fabrique ou diocèse, qui, n'ayant pas la personnalité civile, a besoin d'une autorisation compétente pour accepter.

Le légataire hésite, vu les mauvaises circonstances du temps où nous vivons et diffère, depuis longtemps, d'accepter ou de refuser ce legs. N'y a-t-il pas un terme pour la péremption? Dans ce cas, les héritiers du défunt peuvent-ils et doivent-ils prendre un autre moyen, au moins en attendant, pour mettre à exécution les volontés du testateur?

R. — Il n'y a pas d'autre moyen que de prendre une décision pour ou contre; mais dans l'un comme dans l'autre cas, la fabrique a besoin d'une autorisation soit pour accepter le legs soit pour y renoncer.

L'art. 789 du code civil dit bien : « La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers, » c'est-à-dire la prescription trentenaire. Après ce laps de temps, la fabrique n'ayant dit ni oui ni non, perd son droit au legs qui va augmenter la part des héritiers.

Mais cette position n'est point tenable, et elle est interdite aux mineurs, par conséquent aux fabriques.

Ici le devoir est manifeste : il faut se hâter d'accepter, et si, comme notre correspondant paraît le penser, il y a à craindre une spoliation quelconque de la part de la Révolution, la prudence demande qu'on vende l'immeuble aussitôt après qu'on aura reçu la permission de l'accepter, qu'on en emploie le produit à la réparation ou à l'embellissement de l'église.

Qu'on n'oublie pas que les droits d'enregistrement doivent être payés par le légataire particulier, à moins que le testateur n'en ait décidé autrement, et que ces droits se triplent et sextuplent après certains délais.

En raison des tristes temps que nous traversons, beaucoup de fabriques ne savent plus que faire de leur argent; nous les engageons à faire toutes choses comme par le passé, et plus régulièrement si c'est possible.

Q. — Un individu en mourant a donné et légué à notre commune pour être employée à des réparations de l'église la somme de 1.000 francs. La légataire universelle qui est la sœur du mourant a accédé à ce legs et demande pour payer que la commune se mette en règle et fournisse les titres nécessaires. M. le sous-préfet nous a demandé plusieurs pièces que nous avons, entre autres, un extrait du testament. La difficulté est que MM. les conseillers municipaux ne pouvant pas détourner cet argent pour l'employer à d'autres travaux qu'à l'église, veulent maintenant pour tracasser soit le curé, soit le conseil de fabrique, indiquer et fixer eux-mêmes les travaux à exécuter dans l'église, c'est-à-dire gaspiller cet argent à tort et à travers. Nous voudrions, et c'est la volonté plutôt le désir non du testateur, mais de la légataire universelle, faire mettre un vitrail ou une chaire à prêcher à notre église qui est un monument historique, et nos chers édiles, pour nous tracasser, voudraient faire mettre une balustrade à une tribune qui est au fond de l'église et qui est le rendez-vous des tapageurs. Notez que nous avons une église où il entrerait 1.500 à 2.000 personnes, c'est

une église collégiale, et notre commune n'a que 520 âmes. Ils disent que si la fabrique ne veut pas accéder à leur désir, ils ne signeront pas la délibération pour toucher l'argent. Veuillez, je vous prie, me résoudre ces questions : si enfin le conseil municipal, quoique cet individu ait donné à la commune, peut pour nous tracasser, choisir les travaux et les faire exécuter comme bon lui semblera sans consulter l'autorité ecclésiastique. Rendez ce service à un de vos abonnés et tout de suite si vous le pouvez, car cela presse par rapport aux travaux.

R. — Il est certain que la commune doit verser la somme reçue pour la paroisse dans la caisse de la fabrique. Mais qui doit en régler l'emploi? Une circulaire ministérielle du 10 avril 1862 s'exprime ainsi :

« Lorsque rien dans un testament n'indique la destination de la libéralité, il est nécessaire d'inviter les héritiers du testateur à faire connaître quelles étaient ses intentions à cet égard. »

Ici la volonté des héritiers est formelle. En outre, quand il s'agit d'exécuter dans une église de simples travaux d'entretien, d'appropriation ou d'embellissement, il appartient à la fabrique, qu'elle soit ou non propriétaire de l'édifice, de les faire entreprendre avec l'autorisation de l'évêque, en vertu des dispositions combinées de la loi du 18 germinal, an x, et du décret du 30 décembre 1809. Au contraire, s'il s'agissait de travaux plus importants pouvant modifier la disposition primitive de l'église, la fabrique, quand c'est la commune qui est propriétaire, ne saurait se passer de l'assentiment du conseil municipal, alors même qu'elle subviendrait à la totalité de la dépense (*Extrait d'une décision ministérielle de février 1856*). Or, il s'agit ici d'un simple embellissement. Donc. On pourrait invoquer enfin le droit du curé qui peut empêcher un travail intérieur qu'il jugerait mauvais ou inconvenant.

Nous engageons la fabrique à commander le vitrail. La commune finira forcément par payer.

Q. — Une fabrique ayant, au moment de la reddition de ses comptes, un boni, un reliquat de 2000 francs, se trouve brusquement obligée de faire des réparations au beffroi de la tour ou des cloches et à la voûte de l'église et ces réparations vont absorber ces 2000 francs.

1° Dans ce cas, y a-t-il besoin d'une autorisation ?

2° En cas d'affirmative, à qui s'adresser, à l'Evêque ou au Préfet? — Et alors quels moyens prendre pour obtenir l'autorisation?

R. — Quand le montant des travaux à exécuter doit dépasser cent fr. dans une paroisse de moins de mille habitants, ou deux cents francs dans une paroisse de mille ou de plus de mille habitants, les plans et devis doivent être soumis au préfet; et ce n'est qu'après l'approbation formelle de ce fonctionnaire que ces travaux peuvent être adjugés et exécutés.

Cette règle est formelle et elle est applicable, soit que la fabrique pourvoie aux dépenses sur ses propres ressources, soit que les fonds lui soient fournis par des tiers.

On a consulté le ministre de l'Intérieur sur le point de savoir si, lorsqu'il s'agit de travaux

autres que ceux d'entretien et d'embellissement à exécuter par les fabriques avec leurs ressources, aux églises et presbytères, appartenant ou non à ces établissements, les conseils municipaux doivent être appelés à délibérer sur les projets de ces travaux, préalablement à l'approbation de l'autorité compétente.

L'affirmative n'est pas douteuse, dans le cas où les églises et presbytères sont des propriétés communales. En effet, les travaux qui n'ont pas pour objet exclusif l'entretien ou la décoration d'un édifice, peuvent être de nature à en modifier les dispositions primitives ou à en compromettre la solidité; or, la fabrique, simple usufruitière, ne saurait les entreprendre sans que le conseil municipal, organe de la commune propriétaire, ait été entendu. Au surplus, l'art. 17 de la loi organique du 18 juillet 1847 dispose expressément que le conseil municipal délibère sur tout ce qui intéresse la conservation ou l'amélioration des édifices communaux, et sur les divers travaux qui doivent être exécutés.

Lorsque les églises ou les presbytères n'appartiennent pas aux communes, l'avis au moins des conseils municipaux paraît nécessaire, si les travaux que les fabriques se proposent d'entreprendre avec leur deniers ne sont pas de pur entretien ou embellissement. Les dispositions combinées du décret du 30 Décembre 1809 et de la loi précitée, qui impose à la commune l'obligation de pourvoir aux dépenses du culte, en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique, démontre implicitement qu'elle doit être préalablement consultée sur des projets dont la réalisation peut grever ultérieurement le budget. (*Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur* n° 16).

Dans le cas où le préfet n'approuverait pas la dépense, il serait bon d'en référer à l'évêque qui peut, au besoin, passer par-dessus la tête du préfet et s'adresser directement au ministre.

Q. — Dans le cimetière, qui entoure mon église, se trouve un calvaire en ruine. J'ai demandé au conseil municipal d'en édifier un neuf. Voici sa réponse : « La croix en grès dont il s'agit appartient en toute propriété à la fabrique qui l'a fait élever de ses deniers en 1832. Mais cette croix, eût-elle été même placée là par la commune, que ce serait encore à la fabrique à l'entretenir ainsi que cela résulte d'une décision de M. le Ministre de l'Intérieur, insérée au Bulletin officiel de 1857. L'administration municipale commettrait un abus de pouvoir en faisant élever un calvaire neuf etc. » Quelle est la législation vraie à ce sujet ?

R. — La réponse du conseil municipal est parfaitement correcte. Aucune loi ne peut le forcer à reconstruire ou à réparer, surtout maintenant que les cimetières ont été laïcisés. Même aux époques de calme, la jurisprudence de l'État était diverse.

L'administration des cultes pensait que la croix destinée à donner aux lieux d'inhumation une consécration religieuse, était devenue par l'usage un complément nécessaire, un accessoire indispensable de ces derniers; que c'était là dès lors, une dépense qui ne se distinguait pas des

autres frais d'établissement et d'appropriation des cimetières, et à laquelle, par conséquent, les communes sont naturellement tenues de subvenir.

Mais cette manière de voir n'était point partagée par le ministre de l'Intérieur. D'après ce dernier, l'obligation imposée par la loi aux communes d'assurer le service des inhumations a spécialement un caractère civil, les cimetières étant destinés à recevoir les restes de tous les décédés, sans acception de culte. On ne voit pas pourquoi, disait-il, et comment il serait possible de contraindre une commune qui s'y refuserait à décorer son cimetière d'un signe distinctif, particulier au culte chrétien, ni surtout comment une dépense de cette nature pourrait être mise d'office à sa charge.

Cette dernière jurisprudence a prévalu. Quand les communes veulent faire cette dépense, l'administration supérieure n'a pas de motif pour s'y opposer; dans le cas contraire, elle ne peut les contraindre à la faire.

Q. — Un ennemi du maire est mort, mardi dernier à 6 h. du soir; le maire a délivré le permis d'inhumation avec ces mots écrits à la marge du billet. « Par mesure d'hygiène, l'enterrement pourra avoir lieu entre quatre et cinq heures. »

La famille, d'après le certificat du docteur déclarant qu'on pouvait sans danger garder le défunt jusqu'au surlendemain, a voulu attendre au jeudi matin pour permettre aux parents éloignés d'assister à la cérémonie funèbre.

L'enterrement a donc eu lieu le jeudi matin à 8 heures. A la sortie du cimetière, l'agent de ville accompagné de deux gardes champêtres a demandé à M. le curé s'il avait le permis d'inhumation; on lui a répondu qu'on avait entre les mains l'autorisation, mais cette autorisation n'était autre que le permis susdit; il paraît qu'on a dressé procès-verbal.

Je demande 1° Si le maire avait le droit d'avancer l'enterrement sans motif aucun puisque le défunt n'est pas mort de maladie contagieuse; n'aurait-il pas dû dans le cas d'anticipation se rendre lui-même auprès du défunt et faire constater par un médecin la nécessité d'inhumer le corps avant le délai légal ?

2° Pouvait-il fixer l'heure de la cérémonie funèbre? N'était-ce pas plutôt au curé de concert avec la famille à choisir l'heure convenable ?

3° Le curé avait-il besoin d'une nouvelle autorisation pour faire l'inhumation le lendemain ?

4° Que penser de l'agent de ville? Pouvait-il dresser procès-verbal ?

5° Le curé n'était-il pas dans la légalité? Je dois ajouter que le maire n'a agi que par esprit de vengeance; sa conduite dans cette circonstance est arbitraire et despotique.

6° Que devra faire le curé, si on lui a dressé procès-verbal? Se présentera-t-il à la justice de paix? fera-t-il défaut? résistera-t-il ou se soumettra-t-il ?

R. — D'une manière générale et aux termes de l'art 77 du code civil : « aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après l'acte transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, hors les cas prévus par les règlements de police. »

Il résulte tant du texte que de l'esprit de cet article, que le maire dans certains cas a le droit d'avancer l'inhumation; d'autre part, que

lui seul a qualité pour l'autoriser, et, par suite, pour fixer l'heure à laquelle elle doit avoir lieu. En effet, de ce que le législateur a prescrit qu'en règle générale l'inhumation ne pourrait être effectuée que vingt-quatre heures après le décès, il ne serait pas logique de conclure que cette inhumation doive nécessairement être faite aussitôt après l'expiration de ce terme.

Le maire peut donc également, et sans empiéter sur les attributions de l'autorité ecclésiastique, avancer ou retarder une inhumation quand il a des raisons pour le faire : l'avancer, si, par exemple, le défunt a succombé à une maladie contagieuse; la retarder, si, d'après la constatation que, soit par lui-même, soit par l'entremise du médecin à ce préposé, il a faite de l'état du cadavre, il a de justes motifs pour suspecter la sincérité de la déclaration effectuée relativement à l'heure du décès, ou les causes qui ont déterminé le décès, et, par suite, s'il y a lieu de craindre qu'une inhumation opérée immédiatement après les 24 heures ne constituât une inhumation prématurée. Cela posé :

AD 1^{re}. Le maire avait le droit d'anticiper, mais non arbitrairement. N'ayant pas rempli les formalités exigées par la loi, il se rendait passible d'un blâme, surtout si l'on peut établir qu'il a agi sans raison et pour vexer une famille.

AD 2^{me}. Nous avons expliqué qu'il peut fixer l'heure de la cérémonie en certains cas prévus par les règlements de police. En dehors de ces cas, il doit laisser les familles libres de choisir le moment après un délai de vingt-quatre heures.

AD 3^{me}. Si l'on examine le libellé du permis, on ne voit pas clairement que le maire fixe l'heure. S'il entendait fixer une heure d'une manière précise et formelle, il devait dire : « Par mesure d'hygiène, l'enterrement devra avoir lieu... On pouvait voir dans sa formule une faculté, mais non pas un ordre.

AD 4^{me}. L'agent de ville ne pouvait que se conformer aux ordres de son chef; mais s'il avait eu un peu de bon sens et d'énergie, il aurait pu s'abstenir de verbaliser en raison du texte du permis et aussi en raison des intentions parfaitement connues du maire.

AD 5^{me}. Rigoureusement parlant, le curé n'était pas dans la légalité puisque la permission d'inhumer ne portait que sur l'intervalle de 4 à 5 h. Mais il ne manque pas d'excuses de sa conduite.

AD 6^{me}. Si le curé est poursuivi comme ayant contrevenu aux lois concernant les sépultures, il ne peut l'être que sur la réquisition du ministère public et devant le tribunal de simple police. Il fera très-bien de s'y rendre pour n'être point condamné par défaut. Sa cause, du reste, est très défendable pour tous les motifs énoncés ci-dessus. Il s'appliquera, le cas échéant, à bien établir le mauvais vouloir du maire, sa conduite arbitraire, en lui opposant les certificats du médecin, et enfin il exploitera le libellé du permis, d'après lequel il n'était pas possible de voir un ordre

formel du maire d'enterrer entre quatre et cinq heures.

Q. — Une famille composée de quatre sœurs et d'un frère, fait construire un caveau sur un emplacement qu'elle a acheté dans un nouveau cimetière.

Le père, homme tracassier et processif dont la conduite est un outrage public pour la famille et dont les intérêts sont complètement séparés, n'est pour rien dans l'achat du terrain ni dans la construction du caveau.

Par esprit de méchanceté, cet homme s'oppose à ce qu'on transporte dans le caveau le corps d'une de ses filles, morte il y a cinq ans, et inhumée dans un ancien cimetière.

Dans ce but, il envoie par huissier défense au maire d'accorder l'autorisation de transférer les ossements dans le caveau. Pour mieux juger de cette conduite il est bon de noter que l'ancien cimetière sera livré à la culture au mois d'octobre et que la tombe de la jeune fille, qui n'est pas sur un terrain acheté, sera détruite.

Que penser de la valeur légale de l'opposition du père?

Le maire doit-il en tenir compte? Quel moyen doit prendre la famille pour obtenir, malgré cet éternumène, l'autorisation de transporter les ossements dans le caveau?

R. — Nous regrettons que notre correspondant n'ait pas dit si la fille morte il y a cinq ans, était l'une de celles qui avaient acheté le caveau, si elle était majeure ainsi que les autres en faisant cette acquisition. Le nœud de la difficulté est tout entier là. Car si la défunte comptait parmi les acquéreurs et avait sa majorité, les droits du père disparaissent devant les dernières volontés de sa fille, et le maire n'a aucun compte à tenir de son opposition. Si, au contraire, elle n'était pas majeure, ou si elle n'a pas contribué à l'acquisition du caveau, le père a qualité de préférence à ses autres enfants, pour exprimer sa volonté et la faire prévaloir.

Courrier de l'Utile.

LA BIÈRE.

Nos pères les vieux Gaulois buvaient la cervoise; nous autres Français du XIX^e siècle, nous consommons assez de bière pour qu'il soit dit que, sous ce rapport, nous n'avons pas dégénéré de nos ancêtres.

La bière, chacun le sait, est une boisson fermentée, par conséquent alcoolique, faite avec le houblon et avec les graines des céréales, principalement avec celles de l'orge.

La bière est tonique par le houblon; elle est également rafraîchissante et nutritive. En médecine on fait usage de bières dites médicinales, dans lesquelles on ajoute des substances médicamenteuses.

D'après le pays où a lieu la fabrication, on distingue :

Les bières d'Allemagne, généralement très-fortes et riches en alcool, mais un peu lourdes.

Les bières belges (bière blanche, fargo, lambic) alcooliques et aigrettes; la saveur particulière qui les caractérise est due au mode de fabrication, mais surtout à l'addition du genièvre, du blé et de l'avoine non germés.

Les bières anglaises et écossaises, très-parfumées, très-alcooliques, mais aussi très-amères; elles se divisent en bières pâles et en bières colorées.

Les bières autrichiennes, légères, fines, parfumées, mais peu alcooliques.

Enfin, les bières françaises, de qualités diverses; les unes, comme celles de Lyon, sont mousseuses, mais ne se conservent pas longtemps; les autres sont acidules comme les bières belges. Les bières faibles que l'on fabrique à Paris et dans différentes régions, sont livrées au consommateur peu après la fermentation. On les clarifie rapidement au moyen de la colle de poisson ou de quelques blancs d'œufs battus. La fermentation continue dans les bouteilles et rend la bière mousseuse; mais si la consommation se fait attendre plus de cinq ou six semaines, l'alcool se transforme peu à peu en acide acétique et la bière s'aigrit.

On distingue dans la bière la richesse et la qualité. La richesse dépend de la quantité d'alcool qu'elle possède; la qualité est l'impression plus ou moins agréable produite sur le goût du consommateur. En général une bière riche est de bonne qualité. Comme la germination de l'orge se fait mieux en mars et en avril, la meilleure bière est appelée bière de mars.

Les falsifications de la bière sont très-nombreuses : 1^o On y ajoute de l'eau et on relève la saveur par l'addition d'un peu de sel marin; 2^o on augmente la teinte par l'emploi du caramel, du suc de réglisse, de la chicorée torréfiée; 3^o on la parfume au moyen de baies de genièvre, de clous de girofle et de fleurs de tilleul; 4^o on lui donne de la saveur et même on la rend enivrante en y mettant diverses substances, dont plusieurs constituent de véritables poisons : garou, semences de colchique, belladone, gingembre, piment de jardins, pyrèthre, têtes de pavots, stramoine ivraie, jusquiame; 5^o on substitue au houblon qui coûte cher des substances végétales amères : absinthe, aloès, écorce de buis, lichen amer, mandrée, feuilles de noyer, noix vomique, écorce de saule, quassia amara, etc. etc.

Ces diverses nomenclatures sont peu rassurantes et ne font pas grand honneur à la conscience des fabricants.

La plupart de ces falsifications échappent aux recherches des consommateurs ordinaires; elles ne peuvent être constatées que par l'analyse chimique.

Nous ne dirons qu'un mot de la bière houblonnée. Cette boisson produit dans la bouche une sensation d'acreté et de sécheresse qui entretient et augmente le besoin de boire; prise en grande quantité, elle détermine souvent le ballonnement du ventre et l'indigestion.

En France, la falsification la plus ordinaire, est l'introduction directe des matières sucrées dans la cuve, afin d'économiser l'orge, habitude déplorable, prohibée par les lois en Angleterre, mais tolérée chez nous; c'est la cause de l'infé-

riorité des produits français sur les produits anglais ou allemands.

La lecture de cet article inspirera peut-être à nos lecteurs une légitime défiance à l'endroit des boissons de commerce vendues sous le nom de bières; ils voudront bien nous permettre de leur donner deux recettes pour la fabrication d'une bière de ménage, économique, agréable et inoffensive.

Pour 100 litres de bière, prenez :

Sucre, 7 kilog. 500 gr.

Coriandre, 60 grammes.

Houblon, 375 grammes.

Écorce d'orange amère, 60 grammes.

Faites bouillir une demi-heure le houblon et l'écorce d'orange dans 30 litres d'eau; sur la fin de l'ébullition, ajoutez-y la coriandre, passez, ajoutez le sucre au liquide que vous introduisez encore chaud dans un baril contenant 100 litres et que vous finissez de remplir avec de l'eau ordinaire. Ajoutez enfin 250 grammes de levûre de bière délayée dans un peu d'eau et agitez bien pour mélanger le tout. Au bout de quelques heures, si la température est convenable, la fermentation commence, et l'écume s'échappe par la bonde laissée ouverte; on entretient le baril tout-à-fait plein par du décocté réservé à cet effet ou par de l'eau ordinaire. Lorsque l'écume s'affaisse, la fermentation est suffisante. On colle la bière avec 4 grammes de colle de poisson, ramollie d'abord dans du vinaigre, puis dissoute dans un peu d'eau et mêlée ainsi à la bière au moyen d'un bâton. Au bout de deux jours on met en bouteilles.

La bière revient à meilleur marché, si on remplace le sucre par la mélasse ou la glucose, mais le produit est moins bon.

Autre recette :

Houblon, 250 grammes.

Mélasse, 3.000 grammes.

Levûre de bière, 150 grammes.

Eau, 110 litres.

Opérez comme ci-dessus. Cette boisson revient à 3 centimes le litre.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 21 junii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

un grand bien parmi la jeunesse instruite à laquelle il s'adresse spécialement.

Voici en quelques mots tout le plan de l'ouvrage :

Dans une première partie intitulée : « *Retour à la vertu* » l'auteur suppose des jeunes gens qui viennent d'achever leurs études : la foi n'est pas éteinte dans leur âme, mais leur cœur s'est égaré. Il faut les ramener à la vertu en leur rappelant les vérités éternelles, l'état malheureux où ils sont tombés et la miséricorde de Dieu qui les attend au tribunal de la réconciliation.

Dans la seconde partie, le jeune homme est censé revenu dans le droit chemin, mais, pour qu'il ne s'égaré plus, il est nécessaire de le *raffermir dans la vertu* en le prémunissant contre les dangers qui le menacent et en lui fournissant les moyens de les écarter ou de les vaincre.

Le moyen le plus efficace pour éviter le mal, c'est de faire le bien et, pour exciter le jeune homme à *progresser dans la vertu*, l'auteur, dans une troisième partie, lui en montre la beauté en même temps qu'il propose à son imitation le Divin Modèle appelant à sa suite tous ceux qui sont épris de ses divins attraits.

Enfin dans la dernière partie, l'auteur expose les moyens d'arriver à la *perfection des vertus* ainsi que les récompenses qui leur sont réservées dans le ciel.

Tel est l'ensemble de l'ouvrage.

Mais qu'on n'aille pas se figurer un de ces livres séchement ascétiques, sans mouvement et sans chaleur : le R. P. Von Doss, connaît trop bien les jeunes gens pour ignorer qu'il faut en leur parlant cet entrain et cette allure vive, sans laquelle on n'arriverait pas à leur cœur.

Aussi les 172 chapitres de ce livre pensé avec l'âme d'un apôtre, écrit avec la main d'un artiste, abondent-ils en images magnifiques, en comparaisons saisissantes qui communiquent à tout l'ouvrage quelque chose de cet entrain et de ce brio par lesquels se distinguent les puissantes œuvres musicales du savant compositeur.

Nous ne craignons donc pas de prédire à la traduction française qui vient de paraître ainsi qu'aux traductions anglaise et polonaise que l'on prépare en ce moment, le grand et légitime succès avec lequel ont été accueillies successivement les trois éditions de l'œuvre originale.

1 beau volume in-12 de 600 pages. Prix 4 fr.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Les événements d'Égypte, la situation précaire de notre politique intérieure, et la conversion plus ou moins prochaine du 5 0/0, voilà les trois points noirs actuels du monde financier ; tous les cours s'en ressentent.

Le 3 0/0 a été sans grandes affaires dans ces derniers huit jours : il rétrograde de 83.15 à 81.40 ; mais à ce cours il faut ajouter le coupon de 0.75 détaché le 16 juin : ce qui fait juste 1 franc de diminution sur la semaine écoulée.

L'Amortissable, qui avait clôturé à 83.45, est revenu à 82.35 : soit une perte de 1.10.

Malgré les menaces de conversion, qui après tout n'est pas immédiate, le 5 0/0 n'éprouve qu'une réaction de 0.90, fermant à 114.90, au lieu de 115.80.

Le marché des chemins de fer a été assez mouvementé, et l'on peut remarquer des différences sensibles, sur la plupart des lignes. Voici un tableau comparatif des cours :

	10 juin	17 juin
Est	753 50	750
Lyon	1670	1645
Midi	1285	1200
Nord	2110	2090
Orléans	1320	1295
Ouest	800	802

Il ne faut pas demander si les établissements de crédit ont résisté à l'effondrement ; tout le monde sait, en effet, que depuis la crise de janvier, « un souffle, une ombre, un rien » tout les précipite en arrière. Ils ont donc, pour la grande majorité, glissé plus ou moins sur la pente, et cela nous ramène à reparler des titres qui ne reposent pas sur le sable mouvant de la spéculation, mais qui ont pour base des exploitations industrielles, un travail suivi, une production constante et progressive.

Dans ce nombre nous avons placé, et nous remplaçons aujourd'hui de nouveau la *Société générale de librairie catholique*.

Qui n'est aujourd'hui touché, émerveillé de l'admirable mouvement qui se produit en faveur de l'enseignement chrétien ? Eh bien, la *Société générale de librairie catholique* a tout un plan de combat à son endroit, et en souscrivant à ses actions, on se trouve associé par le fait à sa lutte et à ses résultats. L'argent, dans ce cas, fait coup double : il rapporte intérêt et mérite comme bonne œuvre.

On doit encore remarquer avec douleur, avec quel acharnement on poursuit la guerre contre le clergé : églises volées, croix renversées, prêtres insultés dans les rues et dans les journaux, traitements ecclésiastiques diminués ou supprimés, il n'est pas de jour qui ne voit grossir le nombre de ces hautes et de ces iniquités. Or, ici également, la *Société générale de librairie catholique* a entrepris une œuvre de réparation, et quiconque s'inscrit parmi ses actionnaires, devient par cela même avec elle et par elle le soutien du clergé persécuté, des croix mutilées et profanées, des églises polluées et pillées.

Nous n'insistons pas sur le côté purement matériel : on sait que les actions de la *Société générale de librairie catholique* ont constamment donné à leurs porteurs un intérêt annuel d'au moins 5 0/0 net d'impôt ; et en ce moment, c'est-à-dire après sept années d'existence, il est établi par les bilans que la Société n'a jamais été plus prospère.

Conclusion : et le capitaliste qui cherche des placements sûrs et avantageux, et les hommes de foi qui ont à cœur la défense des principes religieux et sociaux, doivent mettre en portefeuille quelques actions de la *Société générale de librairie catholique*.

Un coupon semestriel de 12.50 se détache sur les nouvelles actions le 1^{er} juillet prochain : tout souscripteur de ces actions, qui sont de 500 francs, aura droit à ce coupon. Ce sera, comme on voit, un revenu lestement gagné ; mais comme on voit aussi, pour bénéficier de ce coupon, il n'y a pas de temps à perdre, et il faut souscrire de suite.

Adresser les demandes à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

LA PREMIÈRE COMMUNION ILLUSTRÉE

PAR M^{me} LÉON GAUTIER

Édition de luxe, avec encadrements de Giacomelli et Ciappori, et une eau-forte

UN VOLUME IN-32 RAISIN DE XIX-472 PAGES

Prix, broché 4 fr.
 — Cartonné toile riche 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 20 fr. — 30 fr.

Fleurs de Première Communion, par M. l'abbé JULIEN LOTH. Nouvelle édition, revue et considérablement augmentée. 1 très fort volume in-12 de 528 pages, titre rouge et noir 4 fr.

Semaine Eucharistique, Chemin de la Croix et Choix de Prières à l'usage des enfants qui se préparent à leur première communion, par la baronne DE CHABANNES. 3^e édition, revêtue d'un grand nombre d'approbations (*Se vend au profit de l'Œuvre des Petits Clercs du Saint-Sacrement*) (Issy-sur-Seine). 1 vol. in-32 de xxxvi-320 pages, sur papier vergé 75 c.

Modèles d'une bonne Première Communion, ouvrage utile aux catéchistes et aux parents chrétiens. Nouvelle

édition, augmentée d'un appendice sur la Confirmation, par le R. P. HUGUET. 1 fort vol. in-12 de vii-424 p. 2 fr.
Le Guide angélique de la Première Communion et de la Confirmation, manuel spécial de prières et de pieux exercices, par l'abbé PCSTEL. 1 volume in-18 de xvi-462 pages 1 fr. 50
Le Droit Chemin, souvenirs des enseignements de la Première Communion, par LEMARIÉ DE CHAMPTENAY. 1 fort vol. in-12 de viii-498 pages. 3 fr.
La sainte Eucharistie, pensées et prières. 1 vol. in-48 elz. de 340 pages. 2 fr.
Pèlerinages du jeune chrétien, ou Préparation des enfants à la Première Communion et à la Confirmation. 1 vol. in 32 de 294 pages 75 c.

LA COLOMBE DU TABERNACLE

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage approuvé par douze évêques

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFROY

MARIE IMMACULÉE MÈRE DE DIEU

PAR LE R. P. H. KINANE, P. P.

Ouvrage honoré de quinze approbations

Traduit de l'anglais

Par LÉRIDA GEOFROY

Deux jolis volumes in-16 de plus de 400 pages

ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE ET DE DEUX CHROMOS

PAPIER DE LUXE, TEXTE ENTOURÉ D'UN FILET ARTISTIQUE ROUGE OU BLEU
 LETTRES ORNÉES, CULS-DE-LAMPE

Prix de chaque ouvrage, broché 4 fr.
 — Reliure toile, avec plaques spéciales, tranches dorées. 6 fr.
 — Reliures diverses : 10 fr. — 12 fr. — 15 fr. — 20 fr. — 25 fr.

ÉCRIN CÉLESTE VIES DES SAINTS

d'après le P. GIRY

Par Mgr Paul GUÉRIN, camérier de S. S. Pie IX

Nouvelle édition, notablement améliorée

AUGMENTÉE DE LA VIE DES SAINTS ET BIENHEUREUX NOUVEAUX ET DU MARTYROLOGE ROMAIN

Quatre beaux et forts volumes in-12, ornés de gravures, réunis dans un étui.

Prix, reliure du chagrin, plats toile percaline, tranches dorées 30 fr.
 Prix, reliure chagrin plein, tranches dorées 60 fr.

EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES

Par un Père de la Compagnie de Jésus

Prières usuelles de chaque jour. — Exercices pour la confession et la communion. — Sept méthodes pour entendre la messe. — Évangiles et Vêpre de l'année. — Saluts, motets, hymnes, méditations, dévotions, prières, direction de la vie, litanies diverses, etc.

Un joli volume in-16, caractères elzéviériens, avec encadrements rouges. — Prix broché, 5 fr.; reliures diverses : 12 fr., 14 fr., 16 fr., 20 fr., 25 fr. — Le même ouvrage, édition sans encadrement, un volume in-32. Prix : broché, 2 fr. 50; basane souple, tranches rouges ou dorées, 4 fr.; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

LE LIVRE D'HEURES DES JEUNES GENS

Par le P. Charles CLAIR, auteur de « PIERRE OLIVANT »

Joli volume grand in-32, avec encadrements et têtes de chapitres, d'après les dessins artistiques du Père MORISSEAU. — Livre de poche. Vrai bijou d'impression. — Prix : broché, 4 fr.; reliures diverses, 5 f., 6 f., 10 f., 12 f., 15 f., 20 f., 25 f.

CHOIX DE PRIÈRES

pour toutes les situations de la vie; ouvrage composé entièrement d'après les manuscrits du IX^e au XVII^e siècle. — Quatrième édition. Un charmant petit volume in-32 de x-504 pages encadrées de vignettes, caractères elzéviériens, petit bijou et vrai chef-d'œuvre d'impression.

Prix de chaque ouvrage : broché, 4 fr.; cartonné toile anglaise, tranches rouges, 5 fr.; reliures diverses, 10 fr., 12 fr., 15 fr., 20 fr. — Les mêmes ouvrages, édition non encadrée, en beaux caractères, avec lettrines. Prix : broché, 2 fr. 50; cartonné toile anglaise, tranches rouges ou dorées, 3 fr. 50; reliure en chagrin souple, tranches rouges ou dorées, 7 fr.

PRIÈRES A LA VIERGE

d'après les manuscrits du moyen-âge, les liturgies, les Pères, etc. — Deuxième édition. Un magnifique volume in-32 elzévirien de viii-512 pages, avec encadrements spéciaux.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^or PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 26 :

PRÉDICATION : Pour le sixième dimanche de la Pentecôte : l'infailibilité du Pape. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Les lettres testimoniales pour l'ordination. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Défense d'user d'ornements en coton-velours. — Bénédiction de cloche : exige-t-elle diacre et sous-diacre? Décors pour la bénédiction, inscription sur la cloche, qu'entendre par *thymiama*? — L'Ami du clergé a-t-il erré en prenant la défense du voile nuptial? — Faut-il dire les prières qui suivent le *Pater* et le *Benedicamus*, au mariage d'une fille-mère? — Peut-on user d'un Bréviaire dont un seul volume porte l'approbation de l'Evêque? — Doit-on réciter l'office des quatre nouveaux saints du 8 décembre 1881? — Doit-on appliquer à la paroisse les messes du titulaire de l'église et du patron du diocèse? — Peut-on, un jour où le binage est permis, dire une messe de morts? — Un curé binant dans un château, dit la première messe, de la solennité transférée, et la seconde, du jour : a-t-il raison? — Un prêtre peut-il user du pouvoir de brigitter les chapelets si ce pouvoir est antérieur à son ordination? — L'obligation de la confession auriculaire existait-elle avant J.-C.? — Les âmes du Purgatoire peuvent-elles prier pour nous. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Fête civile du 14 juillet : services religieux, églises, presbytères, cloches. — Commissions scolaires : leurs attributions. — Le prêtre qui remplace le curé pour un mariage a-t-il droit à l'honoraire entier marqué pour le célébrant. — COURRIER DE L'UTILE : La tapisserie des chaires. — Questions et réponses : manière de recueillir la graisse des escargots rôtis; d'enlever les taches d'encre des planchers; de fabriquer le vin de raisin sec. — Les infusions de « lupin » sont-elles dangereuses?

REVUE LITTÉRAIRE.

La Société générale de Librairie Catholique a publié dernièrement un volume sur la liturgie, que nous nous sommes empressés de signaler et que le clergé a parfaitement accueilli à cause de sa science et de sa sûreté; nous voulons parler des NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA LITURGIE, par M. l'abbé Maugère, professeur de liturgie au Grand-Séminaire de Langres¹.

Aujourd'hui, nous avons à annoncer un nouvel ouvrage en deux volumes sur le même sujet, et publiée aussi par elle, sous ce titre : PETIT MANUEL LITURGIQUE. *Explication élémentaire de la liturgie à l'usage des PETITS-SÉMINAIRES ET AUTRES MAISONS D'ÉDUCATION CHRÉTIENNE ET DES CATÉCHISMES DE PERSÉVÉRANCE*, par M. l'abbé J. Marc, P. D. L. M.

Un tel livre était-il bien urgent, bien indispensable quand il en existe tant d'autres sur la matière? Non assurément, si l'on se place à un point de vue général; mais si l'on descend dans

le détail, si l'on invoque un cas particulier, comme le fait ici l'auteur, alors l'ouvrage apparaît comme réellement nécessaire et avec tous les attraits de l'opportunité.

« Après un examen consciencieux de la plupart des ouvrages qui traitent de la liturgie, nous dit, en effet, M. l'abbé Marc, nous avouerons, en toute simplicité (c'est, de notre part, une illusion peut-être), n'en avoir trouvé aucun qui nous ait complètement satisfait, au point de vue que nous nous étions proposé, nous voulons dire, pour l'INSTRUCTION DE LA JEUNESSE. Les uns nous ont paru trop abrégés et trop incomplets, les autres trop diffus, ou noyés dans des détails relativement superflus, d'autres trop volumineux ou trop savants, etc.

Nous avons, en conséquence, essayé d'en élaborer un qui répondit mieux à notre idéal, c'est-à-dire qui se bornât aux questions les plus usuelles et les plus pratiquement utiles; qui ne fût ni trop long, ni trop court; bien ordonné, bien divisé; simple, méthodique, autant du moins qu'il est permis de l'espérer de notre faiblesse. Pour dire, en un mot, notre pensée tout entière, nous n'avons visé à rien moins, comme notre titre l'indique assez clairement, qu'à offrir à la jeunesse chrétienne en général, et à la jeunesse des écoles

¹ 1 volume in-12 de 364 pages. Approuvé par Mgr l'évêque de Langres (3 francs).

en particulier, un vrai livre classique dans son genre, un *Manuel liturgique* fait tout exprès pour elle. »

Composé directement à cet intention, c'est-à-dire, en vue de cette jeunesse qu'il importe tant à l'heure actuelle, d'instruire universellement et profondément, le livre de M. l'abbé Marc est assuré d'être accueilli avec empressement et reconnaissance, à cause du bien qu'il est destiné à faire à ses jeunes lecteurs et du précieux secours qu'il sera pour leurs instructeurs. Il est d'autant plus sûr de son effet, qu'il a été écrit, non dans le silence du cabinet et suivant les démonstrations d'une théorie plus ou moins heureusement appliquée, mais pour ainsi dire sur le chantier même, en pleine exécution pratique. Mieux vaut le laisser dire par la plume même de l'auteur :

« C'est, dit-il, une partie détachée d'une série d'instructions chrétiennes, formant un cours complet de religion, et, composées de semaine en semaine, pour une des grandes maisons d'éducation de Paris. — Ce qui nous détermine à le publier aujourd'hui, ce sont, d'un côté, l'intérêt et le pieux empressement avec lequel les leçons qui en ont été l'objet ont été constamment suivies et exécutées par notre jeune auditoire, périodiquement et plusieurs fois renouveau ; ce sont, d'autre part, les bienveillants encouragements de personnages éminents et autorisés, qui ont jugé qu'il pourrait opérer encore, dans les pages muettes d'un livre, un peu du bien qu'il a semblé faire dans nos instructions orales. »

Après avoir pris connaissance du *petit Manuel liturgique* de M. l'abbé Marc, nous ne pouvons que féliciter ces conseillers « éminents et autorisés » de l'avoir encouragé à publier ce livre comme aussi le public lui saura gré à lui-même d'avoir cédé à ces conseils.

L'ouvrage comprend deux grandes divisions : 1^o la *liturgie générale*, 2^o la *liturgie du dimanche*, et, chacune forme un volume séparé.

Dans la première, M. l'abbé Marc traite « des livres, de la langue, du chant, des lieux, des ornements, des vases et de la matière liturgique. »

Dans la seconde, il explique successivement « les cérémonies et les prières qui se font respectivement à l'office du matin, ou à la sainte messe, et à l'office du soir, qui comprend vêpres, complies et le salut du très-saint Sacrement. » — Cette deuxième partie, ou *liturgie du dimanche*, est subdivisée en trois parties spéciales et distinctes : la première consacrée aux cérémonies qui précèdent la sainte messe ; la seconde, à celles de la messe elle-même ; la troisième à l'office du soir.

On peut le voir par ces indications : la clarté et la méthode sont les deux premières qualités du *petit Manuel liturgique* de M. l'abbé Marc ; ajoutons que la piété est imprégnée dans toutes ses pages, et le couronne admirablement.

2 volumes in-12, titre rouge et noir, de VIII-509 et 422 pages.

Prix.

7 francs.

L'ÉDUCATION CATHOLIQUE DANS LA FAMILLE, par Victor Jacquot, autre publication toute fraîche de la Société générale de Librairie catholique, est un « ouvrage spécialement destiné aux enfants et aux parents pour les détourner du matérialisme et de la libre-pensée..., des plaies hideuses, comme une gangrène, « qui dévorent notre société moderne, » ajoute l'auteur.

Excellent comme idée et comme actualité, que contient, au fond, le livre de M. Victor Jacquot ? Laissons-le nous le dire lui-même :

On trouvera dans le cours de ce livre, écrit-il, une foule de morceaux littéraires, tirés des meilleurs auteurs : c'est la partie de mon ouvrage que je présente au public avec une entière confiance. — Ce n'est qu'en tremblant que je lui parle de moi-même ; je compte sur son indulgence et sur son amour sincère pour la vérité. »

Et plus loin :

« Ce n'est pas un ouvrage proprement dit, c'est plutôt un recueil de petits traités, ou même encore une mosaïque religieuse, instructive et récréative... »

« Pour rendre cet ouvrage plus attrayant, pour joindre l'utile à l'agréable, pour mêler le plaisant au sévère, nous l'avons parsemé d'histoires intéressantes, de traits historiques, de pièces, de dialogues, de faits curieux et scientifiques. »

Quoique spécialement écrit pour les jeunes gens, le livre de M. Victor Jacquot ne sera pas de moindre utilité pour les personnes qui désiraient étudier la religion, s'en former une juste idée, où la faire revivre en elles telle qu'elle l'avaient connue et aimée, si elles ont eu le malheur de la laisser s'affaiblir dans leur esprit et dans leur cœur. « Elles y trouveront même, fait observer là-dessus l'auteur, des considérations philosophiques d'un ordre très-élevé, que nous avons placées à dessein dans cet ouvrage beaucoup plus pour elles que pour la jeunesse ; car elles demandent une maturité d'esprit et de jugement que n'ont pas d'ordinaire les jeunes gens. »

L'ÉDUCATION CATHOLIQUE DANS LA FAMILLE par M. Victor Jacquot forme deux et forts vol. in-12 de 683 et 680 pages, du prix de 8 fr. les deux volumes.

Signalons en passant une brochure de circonstance, intitulée le CLERGÉ ET SES PRIVILÈGES.

L'auteur, qui ne signe pas, y traite les quatre sujets suivants :

Le budget des cultes, — le Concordat, — le service militaire, — le costume ecclésiastique.

Il suffit de dire que ce petit écrit porte l'estampille de la Société générale de la Librairie catho-

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 6^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
L'INFAILLIBILITÉ DU PAPE

Ego rogavi pro te ut non deficiat
fides tua.

(Luc., xxii, 31.)

C'était le 18 juillet 1870. Le Souverain Pontife Pie IX, entouré des évêques de tous les pays du monde catholique, venait de proclamer la définition si impatiemment attendue du dogme de l'infailibilité pontificale. Un mouvement indicible d'émotion et de bonheur s'empara alors de la sainte assemblée. Les vénérables Pontifes avaient les yeux pleins de larmes. Ils saluèrent Pie IX de longs applaudissements et d'acclamations qui, répétés par le peuple, semblaient devoir ébranler les voûtes de la basilique Vaticane. De toutes parts c'était une explosion de cris de joie, de vivats redoublés : « Vive Pie IX ! Vive le Pape infailible ! » Et quand après le *Te Deum* d'actions de grâces le Pape sortit de Saint-Pierre, ce furent des transports d'une indescriptible allégresse. On se pressait autour de lui et on le porta comme en triomphe jusqu'au grand escalier du Vatican ; prêtres et fidèles arrêtaient au passage les vénérables Pères du Concile ; on baisait avec un respectueux amour leurs mains et leurs vêtements ; c'était comme au Concile d'Ephèse, après la proclamation de la divine maternité de Marie, quand le peuple, acclamant les évêques orthodoxes, les reconduisit jusque dans leurs demeures, à la lueur des torches et en brûlant des parfums. — Aussi bien, le Concile du Vatican, en proclamant comme dogme de foi l'infailibilité pontificale, venait d'accomplir l'acte religieux le plus considérable de ce siècle ; acte qui aura son retentissement jusqu'aux portes de l'éternité. Or, c'est de ce privilège insigne, en vertu duquel le Pape dans l'exercice de son ministère suprême ne peut point tomber dans l'erreur, que l'ordre de nos instructions dominicales nous amène à parler. Après avoir prouvé l'existence de l'infailibilité pontificale, nous expliquerons en quoi elle consiste, puis nous répondrons brièvement à quelques objections.

I

Le Pape est infailible : cela est nécessaire à l'Eglise et Jésus-Christ n'a pas manqué à son Eglise dans les choses nécessaires. La croyance doit demeurer uniforme jusqu'à la fin du monde, *una fides*, le même dépôt des vérités révélées doit être transmis à toutes les générations. Or, que d'atteintes la foi ne peut-elle pas recevoir et ne reçoit-elle pas en effet de la part des incrédules, des hérétiques, des catholiques même qui errent dans l'interprétation de ses croyances ! Il faut donc qu'il y ait un œil toujours prêt à discerner l'erreur, une bouche toujours prête à affirmer la vérité, une main toujours prête à frapper juste-

ment les opiniâtres. Il faut à l'Eglise, comme dit saint François de Sales, un confirmateur infailible. Qui remplira cet office ? Les Conciles généraux ? mais ils sont difficiles à réunir ; jusqu'ici, il n'y en a eu que 18, un par siècle ; et l'erreur a besoin d'être terrassée plus d'une fois en 100 ans. Les évêques dispersés ? mais avant qu'ils aient répondu, si tant est qu'ils puissent répondre, le génie de l'hérésie pourra à son aise jeter l'ivraie dans le champ du père de famille.

Le Pape est infailible : les oracles de l'Ecriture le déclarent formellement : « TU ES PIERRE, ET SUR CETTE PIERRE JE BATIRAI MON ÉGLISE ET LES PORTES DE L'ENFER NE PRÉVAUDRONT POINT CONTRE ELLE. — J'AI PRIÉ POUR TOI AFIN QUE TA FOI NE DÉFAILLE POINT ; QUAND TU SERAS CONVERTI CONFIRME TES FRÈRES. — SOIS LE PASTEUR DE MES AGNEAUX, SOIS LE PASTEUR DE MES BREBIS. » Ces paroles toutes puissantes dites à Pierre et à ses successeurs sur le siège de Rome expriment d'une manière plus claire que le jour le privilège de l'infailibilité accordé aux Souverains Pontifes. Comme l'Eglise s'appuie sur la foi, ne serait-elle pas un édifice ruineux, si Pierre, son fondement, pouvait errer dans la foi ? Les puissances de l'enfer ne prévaudraient-elles pas ? Si Pierre n'était pas à jamais affermi dans la vérité, s'il avait besoin d'être redressé par le corps épiscopal, comment confirmerait-il ses frères ? comment la prière de Jésus-Christ, qui est toujours écoutée par son Père, obtiendrait-elle son effet ? Si Pierre n'est point infailible, il pourrait donc conduire le peuple chrétien dans les pâturages empoisonnés du mensonge et de l'iniquité ? Ce serait donc en vain qu'il aurait été constitué si solennellement par Jésus-Christ le Pasteur des agneaux et des brebis ?

Le Pape est infailible : c'est la tradition de l'Eglise universelle exprimée dans les ouvrages de ses saints Docteurs. Il serait trop long de citer seulement les noms de ces illustres témoins de la croyance catholique qui regardent le souverain Pontife comme le juge suprême et divinement assisté des questions relatives à la foi et aux mœurs, et qui, s'inclinant devant son autorité répètent tous équivalamment le mot de saint Augustin : « Rome a parlé, la cause est finie. » *Roma locuta est, causa finita est.*

Le Pape est infailible : ce sont les Conciles œcuméniques, la plus haute expression de la foi chrétienne, qui l'ont affirmé en des termes plus ou moins explicites selon les circonstances et les besoins. Commentant le texte de saint Mathieu : « Tu es Pierre etc., » le 8^e Concile œcuménique dit : « La vérité de cet article a été justifiée par les faits ; car le Siège apostolique a toujours conservé pure et sans tache la religion catholique, et toujours il a professé la saine doctrine. » Le 6^e Concile général avait dit : « Fidèle à ce qu'elle a reçu de ses fondateurs les princes des Apôtres, l'Eglise de Rome demeure sans tache jusqu'à la fin, depuis le commencement de la foi chrétienne ;

et cela en vertu de la divine promesse du Seigneur et Sauveur, lorsqu'il a dit dans les saints Évangiles, au chef de ses disciples : « Pierre, Pierre voici que Satan a demandé à vous cribler, etc., » Le même Concile sur ces paroles : « Pais mes agneaux, pais mes brebis, » s'exprimait ainsi : « Pierre a reçu du Sauveur de tous, par une triple recommandation la charge de paître les brebis spirituelles de l'Église. L'Église apostolique qui est la sienne, ne s'est jamais écartée de la vérité, dans quelque partie d'erreur que ce soit. Le Concile de Lyon déclare « que lorsqu'il s'est élevé des questions sur la foi, c'est par le jugement de l'Église romaine qu'elles doivent être tranchées. » Le Concile de Florence définit « que le Pontife romain est le successeur du bienheureux Pierre, prince des Apôtres, qui est le vicaire de Jésus-Christ, le chef de toute l'Église, le père et le docteur de tous les chrétiens. » Enfin le Concile du Vatican, en quelques mots très brefs, avec une rare propriété d'expression, avec une mesure extrême, a réuni, condensé, précisé, élevé au plus haut degré de lumière, tout ce qui constitue le privilège de l'infaillibilité doctrinale du Souverain Pontife, tout ce que chaque chrétien est obligé de croire et de professer. « Nous enseignons et définissons, avec l'assentiment du saint Concile, disait le Pape Pie IX dans la Constitution *Pastor æternus*, que c'est un dogme divinement révélé, savoir : que le Pontife romain, lorsqu'il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire lorsque, remplissant la charge de Pasteur et de Docteur de tous les chrétiens, en vertu de sa suprême autorité apostolique, il définit qu'une doctrine sur la foi et les mœurs doit être crue par l'Église universelle, jouit pleinement, par l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne du bienheureux Pierre, de cette infaillibilité dont le divin Rédempteur a voulu que son Église fût pourvue quand elle définit la doctrine touchant la foi et les mœurs ; et par conséquent, de telles définitions du conseil romain sont irréfutables d'elles-mêmes et non en vertu du consentement de l'Église.

II

Faisons quelques courtes observations sur ce texte si lumineux, pour mieux saisir le caractère du dogme de l'infaillibilité pontificale.

I. D'abord quand le Pape est-il infaillible ? — Quand il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire comme Docteur suprême de l'Église universelle. L'infaillibilité n'est pas donnée à la personne du Pape ; elle est donnée à sa fonction, à son office ; ou plutôt elle est attachée à une de ses fonctions, la fonction de Docteur suprême des chrétiens. « Le Pape, dit l'instruction pastorale des évêques Suisses (juin 1871) hautement approuvée par Pie IX, n'est infaillible ni comme homme, ni comme savant, ni comme prêtre, ni comme évêque, ni comme prince temporel, ni comme juge, ni comme législateur. Il n'est ni infaillible ni impeccable dans sa vie et dans sa conduite, dans

ses visées politiques, dans ses relations avec les princes, ni même dans le gouvernement de l'Église ; mais il l'est uniquement et exclusivement quand, en qualité de Docteur suprême de l'Église, il prononce en matière de foi et de mœurs une décision qui doit être acceptée et tenue comme obligatoire par tous les fidèles. »

II. En quoi le Pape est-il infaillible ? — Nous venons de le dire. « C'est uniquement au sujet des décisions du Pape touchant la foi et les mœurs qu'il est déclaré comme dogme révélé de Dieu, que ces décisions, grâce à l'assistance divine promise au Pape dans la personne de Pierre, ont un caractère de certitude à l'abri de toute erreur, autrement dit infaillible ¹. »

III. D'où le Pape tire-t-il son infaillibilité ? — Le Pape est infaillible non parce qu'il est savant, non parce qu'il a beaucoup étudié, non parce qu'il a beaucoup consulté, mais parce qu'il est divinement assisté par le Saint-Esprit qui le préserve de toute erreur quand il s'adresse à l'Église universelle en sa qualité de docteur suprême. Son infaillibilité ne lui vient pas d'EN BAS, c'est-à-dire du peuple chrétien ou de la réunion des évêques : elle vient d'EN HAUT, directement et immédiatement de J.-C. « Le jardinier, dit très-justement et très-gracieusement saint François de Sales, qui voit les ardeurs continuelles du soleil sur une jeune plante, pour la préserver de la sécheresse qui la menace, ne porte pas de l'eau sur chaque branche ; il se contente de bien tremper et mouiller la racine, et croit que tout le reste est en assurance, parce que la racine va dispersant l'humidité à tout le reste de la plante. Ainsi Notre-Seigneur ayant planté cette sainte assemblée de ses disciples, pria pour le chef, et arrosa cette racine, afin que l'eau de la foi vive ne manquât point à celui qui devait en assaisonner tout le reste, et que par l'entremise du chef la foi fût toujours conservée dans l'Église. Il prie donc pour saint Pierre en particulier, mais au profit et utilité générale de toute l'Église ². » L'infaillibilité des évêques est donc l'infaillibilité du Pape qui leur est communiquée ; l'infaillibilité des fidèles est l'infaillibilité du Pape et des évêques communiquée par le canal des prêtres. Mais le Pape est la source première et unique de l'infaillibilité qui circule dans toute l'Église.

III

Que d'ineptes erreurs, que de grossières confusions dans bien des esprits relativement à l'infaillibilité pontificale !

« Encore un dogme nouveau, dit-on ? » — Non, ce n'est point un dogme nouveau. C'est l'affirmation solennelle d'une vérité crue dans l'Église depuis saint Pierre. « Le Concile du Vatican n'a rien conféré de nouveau au souverain Pontife ;

¹ Mgr Fessler, secrétaire général du Concile du Vatican ; *De la vraie et de la fausse infaillibilité*, n° 66.

² Controverses, xxxiv.

la définition est une simple explication d'un dogme très-ancien¹. »

« Mais il est impossible de dire que le Pape ne peut pas pécher? » — Infaillible ne veut pas dire « qui ne peut pas pécher » mais « qui ne peut pas errer: » Les Papes sont sujets comme nous aux faiblesses humaines. Comme nous, ils se confessent; et quand ils meurent, pour eux comme pour nous, l'Eglise implore la miséricorde divine.

« Jamais je ne pourrais croire qu'un homme ne puisse pas se tromper. » — Aussi bien ce n'est pas par ses forces humaines que le Pape est préservé de l'erreur dans l'exercice de sa charge de Docteur suprême de l'Eglise; c'est parce qu'il est miraculeusement assisté de Dieu; c'est par l'influence toute-puissante du Saint-Esprit. De même ce n'est pas par ses propres forces, mais par la miraculeuse assistance de J.-C. que le prêtre, à l'autel, opère le miracle de la transubstantiation.

« Mais si le Pape est téméraire! » — Le Pape n'est point infaillible parce qu'il étudie, mais parce que Dieu veille sur sa pensée, quand il parle *ex cathedra*. Ce n'est pas à nous à juger le Pape. Il nous suffit de savoir qu'il est assisté de Dieu. Au reste l'histoire nous est garant que toutes les fois que les souverains Pontifes ont défini quelques points touchant la foi et les mœurs, ils ont agi avec une maturité incroyable.

« A quoi bon les Conciles, alors? » — Les Conciles, répond saint Liguori, servent à plusieurs fins des plus importantes. Ils servent à ce que les évêques s'appliquent plus énergiquement à étouffer les discussions; ils servent à réprimer les contumaces; ils servent à mettre les évêques plus à même d'instruire les peuples; ils servent à donner partout de la publicité aux définitions pontificales... »

Concluons. 1^o Réjouissons-nous de la définition du dogme de l'infailibilité. C'est la mort du Gallicanisme, du Joséphisme, du Régalisme et autres systèmes très-pernicieux. C'est notre gloire: la gloire du chef est l'honneur des membres. C'est un secours puissant préparé à l'Eglise au milieu de la tempête d'erreurs qui s'abat sur elle. 2^o Soumission pleine et entière aux décrets, aux ordres, aux directions du souverain Pontife: C'est le Christ qui parle par la bouche du Père, *os Petri, os Christi*. (S. Chrysostôme.)

CONGRÉGATIONS ROMAINES²

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

11 juin 1881.

Les lettres testimoniales pour l'ordination.

La question des pièces à produire pour l'ordination, assez souvent, a soulevé des difficultés

¹ Discours de Pie IX 20 juillet 1870.

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement

entre les chancelleries épiscopales. De temps à autre la Sacrée Congrégation a donné des solutions qui ont éclairé le sujet. D'après la décision que nous rapportons, il faut, pour qu'un évêque puisse ordonner un clerc qui n'est pas originaire de son diocèse, non-seulement le consentement de l'évêque d'origine, mais des lettres testimoniales en règle. Pour plus de clarté nous rappelons brièvement, avant d'exposer le fait, les principaux points des lois canoniques à ce sujet.

On distingue deux sortes de lettres pour l'ordination: les lettres dimissoriales, et les lettres testimoniales. Les premières contiennent un pouvoir concédé à un évêque étranger pour ordonner un clerc sur lequel il n'a aucun droit. Les secondes sont une attestation que le clerc à ordonner est digne de la fonction à laquelle on va l'élever: elles ne concèdent aucun pouvoir, parce que l'évêque auquel elles sont adressées a la faculté d'ordonner.

Les lettres dimissoriales sont donc absolument nécessaires pour celui qui veut recevoir même la tonsure d'un évêque auquel il n'est pas soumis, soit à raison d'un bénéfice, soit à raison du service, soit à raison de la naissance, soit enfin à raison du domicile. Ce sont là, en effet, les quatre titres qu'on peut invoquer comme conférant le droit d'ordination.

Les lettres testimoniales sont obligatoires toutes les fois qu'un évêque, ayant le droit d'ordination, confère la tonsure ou un ordre à un clerc qui n'est point né dans son diocèse et qui a quitté son diocèse d'origine après l'âge de sept ans. C'est vers cet âge, disent les canonistes, que l'enfant devient capable de contracter des empêchements canoniques aux saints ordres. Il faut encore les lettres testimoniales dans le cas où un diocésain s'est absenté pendant un temps notable. Elles sont données par l'évêque dans le diocèse duquel il a passé ce temps. Ces préliminaires posés, nous venons au fait.

Un bénéfice de chantré étant devenu vacant dans une église, un jeune homme d'un diocèse étranger, se présenta au concours et fut admis. Il fallait pour être mis en possession du bénéfice qu'il eût au moins la tonsure. Il sollicita donc de son évêque d'origine la permission de se faire ordonner. Celui-ci répondit que, pour des causes qui lui semblaient raisonnables, il avait refusé la tonsure plusieurs années auparavant au jeune homme en question, que cependant il n'avait découvert dans son passé ni un crime, ni une censure, ni une irrégularité.

Il permettait à l'autre évêque de conférer à ce

au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

jeune homme et la tonsure et les ordres, s'il l'en jugeait digne.

Ce n'étaient pas là des lettres ni dimissoriales, ni testimoniales; l'évêque refusa donc d'ordonner ce clerc. Celui-ci en appela à la S. Congrégation du Concile. La cause étudiée à fond par les cardinaux, il fut décidé que l'évêque avait sagement agi et que pour pouvoir ordonner, il fallait des lettres testimoniales en règle.

An Episcopus O. primam tonsuram conferre valeat Hyacintho... accedente Ordinarii originis consensu, sine litteris testimonialibus in casu?

RESP. Negative.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

OBSERVATION SUR UNE RÉPONSE DU N° 24 DE L'AMI « DU CLERGÉ »

Dans le n° 24, nous disions : « L'Eglise ne paraît pas permettre l'usage des ornements en coton-velours. » Aujourd'hui nous pouvons être affirmatif. Non, l'Eglise ne permet pas de confectonner les chasubles et autres ornements de ce genre avec du coton, ni avec du lin ou de la laine; la sacrée Congrégation des rites l'a déclaré le 28 juillet 1881. Voici le texte même de cette récente et importante décision, que nos lecteurs accueilleront avec plaisir.

« Etsi S. Congregatio Rituum sæpe illicitum declaraverit usum casularum aliorumque similium paramentorum ex tela gossypii, aut lini, aut etiam lanæ confectorum; attamen ac nonnullis fabricatoribus harum talarum, paramenta ejusmodi ita venundantur, quasi ab ipsa S. Congregatione nunc eadem permissa fuerint. Ad omri-modam igitur tollendam, in re tam gravi, falsam opinionem, monentur Reverendissimi Ordinarii diocesum Decreta jam emanata, quoad hanc rem, ab eadem S. Congregatione, in sua plena permanere vi ac robore, neque ullam existere nuperriam dispositionem quæ aliquo modo eadem modificaverit.

« Ex Secreteria S. Congregationis Rituum, die 28 julii 1881.

Cette déclaration était d'autant plus nécessaire que bon nombre de liturgistes, d'ailleurs compétents, enseignaient le contraire.

Q. — Faut-il nécessairement un diacre et un sous-diacre pour la bénédiction d'une cloche accomplie par un prêtre commis à cet effet?

R. — Le Pontifical ne requiert pas de sous-diacre pour cette cérémonie. Mais il faut un diacre; car la rubrique est formelle : « Diaconus etiam accipit amictum, albam, cingulum, manipulum, stolam, et dalmaticam albi coloris. »

D'ailleurs c'est au diacre qu'il appartient de dire ou de chanter l'évangile, qui couronne cette touchante cérémonie : « Demum diaconus, sacris vestibus albi coloris paratus, dicit : *Dominus vobiscum*, etc. »

Q. — 1° Comment doivent être ornées les cloches pour leur bénédiction.

2° L'inscription peut-elle être en français? que doit-elle exprimer?

3° Que faut-il entendre par *thymiana* qui se lit dans le rit de la bénédiction des cloches? Un maître des cérémonies consulté a répondu : c'est de l'encens.

Qu'en pense l'Ami du Clergé?

R. — Ad I. Aucune ornementation n'est exigée pour les cloches pendant la bénédiction. Le Pontifical exige seulement que la cloche soit suspendue et placée de telle façon qu'on puisse commodément la toucher à l'intérieur et à l'extérieur et en faire le tour : « Debet campana ipsa ita suspendi et situari ut commode possit intus et extratangi, tractari et circui. » (Pontifical, De benedictione signi vel campanæ.) Telle est la rubrique romaine.

Mais il est d'usage en France, de recouvrir la cloche d'un linge blanc, par respect pour l'huile des infirmes et le saint-chrême qui ont servi à la bénédiction de la cloche, de même qu'on recouvrait autrefois d'un linge blanc la tête et le front des baptisés et des confirmés. Cet usage est antique, car nous le trouvons dans un grand nombre d'ouvrages anciens.

Ad II. La liturgie romaine ne parle pas d'inscriptions. Par conséquent on n'est pas obligé d'en tracer.

Mais en France et dans beaucoup d'autres pays, la coutume est d'en orner les cloches.

En quelle langue peut-elle se faire? La liturgie romaine n'ayant rien fixé, on peut la faire dans la langue que l'on voudra. Mais il est deux langues qui doivent être préférées, la langue latine, qui est la langue de l'Eglise romaine, et aussi la langue vulgaire. C'est d'ailleurs ce qui s'est pratiqué dans tous les siècles.

Que doit exprimer cette inscription? Rien n'est exigé par le Pontifical. C'est donc la convenance qui doit guider en cette matière. Or il nous semble qu'il convient d'indiquer les principaux effets que la sainte Eglise avait en vue en établissant et en bénissant les cloches, à savoir, chanter les louanges divines, appeler le peuple au saint temple, convoquer le clergé, pleurer les morts, écarter la peste, embellir les fêtes, rappeler les vérités chrétiennes, etc. La plupart de ces idées se retrouvent fréquemment, et sont souvent gravées sur les cloches dans ces deux vers Alexandrins :

*Laudo Deum verum, plebem voco, congrego clerum;
Defunctos ploro, pestem fugo, festa decoro.*

Quelquefois l'inscription rappelle une autre mission de la cloche, c'est de rappeler le jugement dernier, comme on le voit sur la cloche principale de Saint-Epvre à Nancy.

Je suis la trompette effroyable
Du ciel, criant incessamment :
Chrétiens, craignez le jugement
De Dieu, le jour épouvantable.

Sur d'autres cloches on retrouve encore d'autres idées : exciter les tièdes, dissiper les vents, calmer les esprits irascibles.

Excito lentos, dissipo ventos, paco cruentos.

Souvent encore l'inscription rappelle, outre les effets spirituels, les services matériels rendus par les cloches. Ces services sont exprimés dans le distique suivant. Mais il faut observer que ce distique n'a de sens qu'autant que chaque verbe de la première ligne est rapporté au substantif de la seconde ligne :

Convoco, signo, noto, compello, concino, ploro
Arma, dies, horas, fulgura, festa, rogos.

En France et en d'autres pays, on lit d'autres inscriptions, à savoir, le nom de la cloche, les noms des parrain et marraine. Cela tient à ce que dans ces pays on choisit ordinairement, pour chaque cloche qui doit être bénite, deux personnes qui sont chargées de donner un nom à cette cloche. Ce rite, ainsi que beaucoup d'autres suivis en France, n'appartient pas à la liturgie romaine. Mais on le trouve dans la plupart des anciens rituels diocésains, avec des nuances très peu différentes. L'évêque demandait à ces personnes : « Sous quelle invocation désirez-vous que cette cloche soit bénite ? » Elles répondaient : « Sous l'invocation de la très-sainte Vierge Marie (ou de saint N., ou de sainte N.). » Cette circonstance de la bénédiction des cloches a fait donner les titres de *parrain* et *marraine* aux personnes qui imposaient un nom à la cloche, et l'appellation de *baptême* à cette bénédiction qui n'est nullement un baptême.

Ordinairement aussi on mentionne le nom de l'évêque (ou de son délégué), qui a fait la bénédiction.

Souvent aussi le nom du curé de la paroisse ; et toujours ou presque toujours le nom du fondeur et l'année où la cloche a été fondue.

Voici une inscription, qui renferme à peu près tous les détails que nous venons d'exposer :

Je me nomme Marie. J'ai pour parrain Nicolas Bertrand, et Marie Lemoine. J'ai été bénite en 1882 par Mgr Pierre Louis Legrand, Paul Martin étant curé. J'ai été fondue à Paris par Joseph Barret.

Dieu soit loué. Amen.

Quelquefois on y ajoute le nom du maire, lorsque la cloche est fondue aux frais de la commune.

AD III. Le mot *thymiama*, dans son sens liturgique le plus vaste, s'entend de tout parfum brûlé ou offert en l'honneur de Dieu. C'est en ce sens, croyons-nous, que le saint Concile de Trente déclare que l'Eglise a toujours employé *thymiamata* dans le culte catholique : « Cœremonias item adhibuit, ut mysticas benedictiones, lumina, *thymiamata*, vestes, etc. »

Quelquefois les auteurs le désignent sous le

nom indiqué par le maître des cérémonies dont vous parlez, c'est-à-dire sous le nom d'encens.

Mais dans le cas particulier de la bénédiction des cloches, le mot *thymiama* ne signifie pas encens, parce que la rubrique prescrit de mettre dans l'encensoir *thymiama*, outre l'encens et la myrrhe : « Tunc sedet Pontifex, et accepta mitra imponit in thuribulo, *thymiama*, thus, et myrrham, si haberi possint. » De plus, parmi les objets à préparer pour la cérémonie, la rubrique indique « Sanctum chrisma, *thymiama*, thus, myrrha, et thuribulum cum igne... »

Il s'agit donc ici d'une substance différente de l'encens. Quelle est cette substance ? Nous avons toujours pensé qu'il s'agissait du thym, qui est la traduction littérale du mot *thymiama*, et qui est du reste communément employé dans cette bénédiction.

Q. — L'Ami du Clergé a pris la défense du voile nuptial. Il était dans l'erreur. Je cite en preuves Craisson, Glaire, Guillois et Gury, tous se basant sur deux décrets, l'un de 1606, l'autre de 1850.

R. — L'Ami du Clergé n'était aucunement dans l'erreur. Les deux décrets cités ne concernaient pas l'usage français. Nous l'avons prouvé clairement, en citant le texte même des décrets ; aussi nos savants contradicteurs ont bien voulu nous dire qu'après avoir vu ces textes, qui malheureusement n'avaient jamais été reproduits par MM. Craisson, Glaire, Guillois, Gury, et bien d'autres auteurs que nous pourrions indiquer, ils étaient entièrement de notre avis. Toute polémique sur ce sujet est donc absolument inutile aujourd'hui.

Q. — Le sens des prières qui, dans la messe de mariage, se disent après le *Pater* et après le *Benedicamus Domino*, semble indiquer que ces prières se font pour demander la fécondité : cela supposé, faut-il dire les prières quand on marie une fille-mère ?

R. — Quand on marie une fille-mère, *en soi* on est tenu de lui donner la bénédiction nuptiale, parce que le Rituel et le Missel romain ne l'excluent pas de cette faveur.

Nous avons dit *en soi*, parce que nous savons qu'en bon nombre de diocèses, les filles-mères sont privées de cette bénédiction en vertu d'ordonnances épiscopales, ou de statuts diocésains, ou de l'usage. Dans ce cas, MM. les curés doivent suivre ces règlements spéciaux, ou la coutume.

Mais si ces règlements ou cet usage n'existent pas, on doit suivre le Rituel romain et donner la bénédiction nuptiale. La raison sur laquelle s'appuie notre vénéré confrère pour refuser la bénédiction à ces sortes de personnes, n'est pas fondée. La fécondité n'est qu'une faible partie des grâces demandées à Dieu dans ces belles prières. On sollicite encore pour l'époux la protection de Dieu, l'esprit d'amour et de paix, la fidélité, la chasteté, l'amabilité, la sagesse, la pudeur, l'observation des commandements, la force de résister aux passions, la gravité, la science de la doctrine

chrétienne, et surtout le bonheur éternel. Qui ne voit combien cette bénédiction est utile pour toutes les épouses qui ne l'ont pas encore reçue ?

Q. — Peut-on, *tutâ conscientia*, se servir d'un Bréviaire, dont un volume seulement, *Pars Hiemalis*, contient le permis et l'approbation de l'Evêque, « *licentia et approbatio Ordinarii*. » Il y a de plus, dans cette édition, quelques défauts sur le calendrier.

R. — Nous présumons qu'on peut *tutâ conscientia* se servir de ce bréviaire. Il est probable que le permis et l'approbation placés dans la partie d'hiver, se rapportent non seulement à ce volume, mais encore aux trois autres, c'est-à-dire qu'ils se rapportent au Bréviaire tout entier, il arrive quelquefois que des ouvrages composés de plusieurs volumes ne portent la licence que sur un seul volume, bien qu'elle regarde l'ouvrage entier, la licence n'étant accordée et imprimée que lorsque l'ouvrage est terminé.

Si vraiment la licence ne concerne qu'un volume, il y a violation d'une formalité importante, puisqu'elle est exigée du Saint-Siège sous des peines graves, tant de la part de l'administration diocésaine que de la part des imprimeurs et vendeurs.

Dans ce cas, que doivent faire les possesseurs de ce bréviaire ? Ils doivent signaler cette omission à l'Ordinaire. Le Prélat charge un ecclésiastique capable, de conférer ces livres avec un bréviaire imprimé à Rome, puis, après avoir reçu le rapport du réviseur constatant la parfaite concordance de ces volumes avec l'exemplaire modèle, déclare que chacun peut s'en servir sans difficulté.

Quant aux défauts, dont vous parlez relativement au calendrier, vous pourriez les signaler à l'Ordinaire. Mais on n'en tient compte qu'autant qu'elles sont graves ; car il n'existe aucune édition, même parmi les meilleures, qui ne renferme quelques défauts.

Q. — 1° Le silence de l'ordo sur les fêtes des 4 nouveaux saints du 8 décembre 1881, nous dispense-t-il de dire leurs offices ?

2° Jusqu'à présent, d'après l'avis de M. Boissonnet qui ne reconnaissait pas l'obligation constante d'appliquer à la paroisse les messes du titulaire de l'église et du patron du diocèse (22 mai), je m'étais réservé ces messes. Or, puis-je m'inquiéter pour le passé, et que faire à l'avenir, lorsque l'ordo porte ces deux messes comme obligatoirement applicables à la paroisse ? Ce n'est que depuis 3 ou 4 ans que l'ordo parle aussi clairement. Je ne crois pas que l'*Ami* ait traité ces questions.

R. — Ad 1°. Les saints dont vous parlez n'ont pas été placés dans le calendrier de l'Eglise universelle : on ne peut en réciter l'office qu'autant que le Siège Apostolique aurait accordé cette faveur. Votre ordo a donc bien fait de ne pas insérer ces saints, et vous n'avez pas le droit d'en dire le bréviaire. La canonisation d'un saint ne donne pas le droit de réciter son office ; il faut en outre que le Saint-Siège en fasse une obligation ou que du moins il en donne la permission, ce qui n'a pas encore eu lieu pour les saints dont il est question, au moins d'une manière générale.

Ad 2°. M. l'abbé Boissonnet avait raison de ne pas reconnaître l'obligation d'appliquer à la paroisse les messes du titulaire de l'église et du patron du diocèse, parce que le Saint-Siège n'en a jamais fait une obligation. Et aujourd'hui encore cette obligation n'existe pas, car nous ne connaissons aucun acte du Saint-Siège qui l'ait établie. Si donc le docteur M. Boissonnet et l'ordo de votre diocèse affirment le contraire, ils se trompent ; si une décision avait été portée en ce sens, nous la connaîtrions. Par conséquent vous n'avez aucunement à vous inquiéter de l'omission des messes pour la paroisse, parce que vous n'en deviez pas en ces jours-là.

Toutefois si votre titulaire d'église est le même que le patron de lieu, vous devez l'application de la messe à votre paroisse, mais ce ne serait plus à raison de titulaire de l'église, mais de patron de lieu.

Quant à la fête du patron du diocèse, vous ne devriez non plus l'application de la messe à votre paroisse en ce jour-là qu'autant que ce patron de diocèse serait le même que votre patron de lieu ; et alors vous ne devriez qu'une seule application, et ce serait à raison de votre patron de lieu.

Q. — Je parcours la table de l'*Ami du clergé* de 1881. C'est une mine d'or. Mais une de vos solutions me frappe.

1° A cette question : « Peut-on un jour où le binage est permis, dire une messe de morts, » vous répondez négativement.

Il me semble qu'il faudrait distinguer. Si le binage a lieu dans une église paroissiale érigée en succursale, oui, la messe doit être de la fête.

Mais si le binage a lieu dans une église non paroissiale, non érigée en succursale, par exemple dans l'église d'une commune, autrefois paroisse, mais réunie à une paroisse de puis le concordat, on peut fort bien dire alors une messe d'enterrement.

2° De même pour la « solennité » des fêtes transférées au dimanche suivant. Autrefois je binais dans une succursale vacante : mes deux messes étaient de la solennité. Aujourd'hui je bine dans une chapelle de château : ma messe de binage est de *die occurrente*, et ma messe paroissiale de *sollemnitate translata*. Je désire savoir si je me trompe.

R. — Ad 1°. Jusqu'à décision contraire, l'*Ami du clergé* pense qu'en France, dans un jour où le binage est permis, on ne doit pas dire une messe de *Requiem*, même dans une annexe.

Nous disons que « nous pensons, » parce qu'en effet nous n'osons pas affirmer, n'ayant aucune décision du Saint-Siège qui règle ce point. Mais nous pensons qu'il doit en être ainsi : d'abord parce que nous croyons que telle est assez généralement la coutume en France ; ensuite, parce que les annexes sont traitées, pour les offices publics, comme les paroisses proprement dites ; enfin parce que les fidèles ne viennent pas assister, en un dimanche ou en un jour de fête, à une messe de *Requiem*. Il est d'usage parmi nous de remettre au lendemain la messe de *Requiem* ; et si le lendemain n'est pas libre, au jour subséquent.

Nous n'insistons pas davantage, n'ayant pas de règle absolue pour nous guider. Et nous engageons nos confrères à ne pas déroger, de leur propre autorité, à la coutume du pays.

AD II^m. Oui, vous avez raison; dans la messe de binage que vous dites dans un château, vous devez prendre la messe du jour, et non celle de la solennité transférée. En 1848, M. Loiseau, professeur de droit-canon au séminaire de Tournai, avait demandé si l'on devait célébrer la messe de la solennité dans les oratoires publics : « An prædicta missa votiva solemniter celebranda sit non modo in ecclesiis parochialibus, sed et in oratoriis publicis? » La sacrée Congrégation répondit affirmativement, pourvu que l'on ait la coutume d'y chanter dans les fêtes : « Affirmative, dummodo de more in festis cantetur. » (22 juillet 1848, n. 5137.) Or une chapelle de château est moins qu'un oratoire public; par conséquent on doit dire la messe du jour.

Q. — J'ai reçu le pouvoir de brigitter les chapelets. Mais ce pouvoir est daté d'une époque antérieure à mon ordination sacerdotale. Puis-je en user après l'avoir fait viser par l'Ordinaire?

R. — L'acte de brigitter un chapelet consiste à lui appliquer l'indulgence de sainte Brigitte et aussi à le bénir.

Quant au pouvoir d'indulgencier, le Souverain Pontife peut le déléguer à qui il veut, puisqu'il n'est qu'un exercice de juridiction. Cependant, comme la coutume généralement admise est de ne déléguer que des prêtres, nous pensons qu'un clerc même dans les ordres sacrés ne pourrait user de la délégation qu'il aurait obtenue qu'autant qu'elle lui aurait été accordée en connaissance de cause. Pour la bénédiction qui accompagne ordinairement l'application des indulgences, elle est réservée au prêtre.

Vous feriez bien, à notre avis, pour lever tous les doutes, de faire revalider *ad cautelam* la faculté que vous avez obtenue.

Q. — Prière à l'Ami du Clergé de résoudre une difficulté, qu'a fait naître dans mon esprit, la lecture du savant catéchisme de persévérance de Mgr Gaume.

Il s'agit de l'antiquité de la confession auriculaire (II^e Partie, xxxix Leçon, 10^e édition). Mgr Gaume la fait remonter jusqu'à l'origine du monde, il affirme qu'à chaque page des Livres saints nous trouvons la confession soit particulière soit publique (il entend bien affirmer cela de la confession auriculaire, je le déduis du titre même de la leçon); puis il conclut en disant que J.-C. en imposant à ses disciples l'obligation de se confesser ne leur imposa point une loi nouvelle, qu'il éleva seulement à la dignité de sacrement un rite déjà existant; une note apposée au bas de la page qui contient cette conclusion indique comme source de cette doctrine (*Catéch., con. Trid. art. conf.*). Or je ne trouve nulle autre part pareille doctrine, tous les théologiens font remonter seulement à Jésus-Christ la confession auriculaire. Je ne trouve rien ni dans l'Ancien Testament ni dans le Concile de Trente, ni dans le catéchisme de ce concile qui appuie cette doctrine de Mgr Gaume.

R. — Mgr Gaume fait allusion à la confession faite par Adam, en présence de Dieu, à celle imposée par Dieu aux Juifs au Lévitique, ch. V, et aux Nombres, V. etc. Ce dernier passage surtout est frappant. « Vir, sive mulier cum fecerint ex

omnibus peccatis, quæ solent hominibus accideret, et per negligentiam transgressi fuerint mandatum Domini atque deliquerint, confitebuntur peccatum suum. V. 6 et 7. »

Le renvoi, qui est fait dans cette page, au catéchisme du Concile de Trente, a pour but d'établir non point l'antiquité de la confession auriculaire, mais les avantages individuels et sociaux de la confession. Tel est du moins la disposition de la seconde édition, t. IV, p. 359. Leçon LX.

Q. — L'Ami du Clergé voudrait-il expliquer le désaccord frappant que je viens de remarquer dans une question qui intéresse toutes les personnes pieuses, particulièrement dans le mois de novembre.

Il s'agit de savoir si les âmes du Purgatoire peuvent prier pour nous.

1^o Dans une petite brochure très répandue intitulée « *Petit mois des âmes du Purgatoire* » et venant de la maison des frères Atbanel à Avignon, je remarque ce passage (page xvii) : « Il est certain que les âmes du Purgatoire ne peuvent pas mériter pour elles-mêmes, mais le sentiment commun parmi les théologiens, dit Mgr Devie, est qu'on peut leur adresser des prières et que Dieu daigne les exaucer quand elles exercent la charité envers nous en demandant ce qui nous est nécessaire. — Les saints, dans le ciel, ajoute ce prélat, ne peuvent plus mériter pour eux, ils prient cependant pour nous. — C'est le sentiment de Bellarmin, de Suarez, de Lessius, de St Liguori. Les âmes souffrantes, dit Bellarmin, sont saintes, elles prient comme les saints, et elles sont exaucées en vertu de leurs mérites antérieurs. »

L'opinion que les âmes du Purgatoire prient pour nous, dit Suarez, est très pieuse et très conforme à l'idée que nous avons de la bonté de Dieu; elle n'est nullement erronée. »

« Les morts, ajoute Bellarmin, peuvent nous venir en aide parce que les membres doivent imiter le chef, Jésus-Christ... il doit y avoir réciprocité entre les membres d'un même corps, puisque dans l'Eglise les vivants secourent les morts, les morts doivent secourir les vivants, chacun à sa manière. »

Voici maintenant le texte de St Thomas traitant cette question; je le reproduis également :

Summa Theologica, secunda secundæ, quæst. 83, de Oratione :

Art. IV. Ad 3^m. — « Qui sunt in purgatorio, nunciam fruuntur visione verbi ut possent cognoscere ea que nos cogitamus vel dicimus, et ideo eorum suffragia non imploramus orando, sed a vivis petimus colloquendo. »

Art. XI. Ad 3^m. — « Qui sunt in purgatorio, et si sint superiores nobis propter impeccabilitatem, sunt tamen inferiores quantum ad penas quas patiuntur; et secundum hoc non sunt in statu orandi, sed magis ut oretur pro eis. »

R. — Il y a, en effet, deux opinions parmi les théologiens sur la question. Les uns soutiennent que les âmes du purgatoire ne peuvent pas prier pour nous : elles sont prisonnières de la justice divine; tout d'abord elles doivent satisfaire pour elles-mêmes. D'autres au contraire enseignent qu'elles peuvent intercéder en notre faveur, parce qu'elles sont les amies de Dieu. Chacune des deux opinions a pour soi des raisons sérieuses et des auteurs de grand renom. L'Eglise ne s'est pas prononcée; elle a laissé à chacun la liberté de suivre la doctrine qu'il préférera, et, dans la pratique, elle se contente de prier pour les âmes du purgatoire, sans les invoquer jamais.

En conséquence, on peut donc, vu le doute qui

plane sur la question, invoquer les âmes du purgatoire, en apposant à sa prière la condition que telle soit la volonté de Dieu. En outre, tous les auteurs l'admettent, on peut demander quelque chose à Dieu en leur nom. Elles sont agréables à Dieu, et le Seigneur, pour montrer sa bienveillance à leur égard, peut accorder ce qu'on demande en leur nom.

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte, la piété et la dévotion pour les âmes du purgatoire, n'ont rien à redouter.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

LE 14 JUILLET.

A propos de cette fête dite nationale, on nous écrit de divers côtés pour nous demander des conseils sur l'attitude à prendre vis-à-vis de l'autorité civile dans ces circonstances. Nous reproduisons ici trois lettres qui les résument toutes.

1^{re} LETTRE. — Notre conseil municipal, composé tout entier de la plus fine fleur radicale, n'ayant pas pu réussir, les années précédentes, à faire la moindre démonstration extérieure sur mon église et sur mon clocher, parce que j'ai toujours refusé de livrer la clef dont la loi me donne la possession exclusive, a résolu cette année d'user d'un expédient qu'il croit infaillible, pour arriver à son but. Par ordre du maire, et au moyen d'une échelle dressée à l'extérieur, quelques ouvriers vont attacher un ou plusieurs drapeaux à la façade de l'église et du clocher.

1^{er} Ai-je le droit de m'y opposer ?

2^o Dans le cas de l'affirmative, qu'elles sont les mesures à prendre ?

2^o LETTRE. — La fête du 14 juillet approche, je vous fais à cette occasion quelques demandes dont la solution sera utile à quelques confrères ainsi qu'à moi.

1^o Le maire, le conseil municipal ont-ils le droit de faire illuminer l'église, le clocher de ma paroisse et d'y faire placer des drapeaux, le 14 juillet, sous prétexte que le Ministre de l'Intérieur le prescrit pour les monuments publics ? André n'est pas de cet avis et, par le fait, mon église est toujours restée étrangère à toute manifestation profane.

2^o Dans le cas où l'autorité civile exigerait cette manifestation, le curé reste-t-il le gardien du clocher et de l'église, de telle sorte qu'il puisse nommer lui-même la personne qui lui conviendra pour cette besogne, le sacrifiant par exemple, « en le faisant payer par la commune ? »

3^o Le maire et le conseil municipal peuvent-ils empêcher le curé d'illuminer le clocher et l'église pour une fête religieuse et de les orner d'oriflammes, par exemple, pour la fête patronale ?

Il me semble que l'église et le clocher ne peuvent être employés même par la commune qui en est propriétaire à aucun autre usage étranger à leur destination, le culte.

D'un autre côté, pourquoi le curé ne resterait-il pas chargé de la police de l'église ?

3^o LETTRE. — Je prie l'*Ami du clergé* de répondre avec quelques détails aux questions suivantes, dont la solution sera de la plus grande utilité d'ici peu de temps, à l'occasion de la fête du 14 juillet pour laquelle nombre de maires radicaux se remuent déjà. Ils veulent, disent-ils, la rendre plus belle que l'année dernière en forçant le clergé à prêter son concours bon gré mal gré.

1^o Quelle observation et opposition doit faire un curé à un

maire qui demande de sonner, de pavoiser et d'illuminer le clocher de l'église, à l'occasion du 14 juillet ? Le maire a-t-il ce droit personnellement, comme maire, ou ne doit-il pas produire, sur la demande du curé, un ordre soit ministériel soit préfectoral ? Le curé ne devait mettre les clefs du clocher à la disposition du maire que dans les cas de péril commun, qui exigent un prompt secours, ou dans des circonstances pour lesquelles des dispositions de lois ou de règlements ordonnent des sonneries. *Décis. Min. Int. 6 janvier 1860.*

2^o Au cas où le curé devrait accéder au désir, à la volonté du maire, peut-il demander que ceux qui devront pénétrer dans le clocher lui soient présentés à choisir ?

3^o Tout individu, de lui-même ou sur l'ordre du maire, peut-il se permettre de fixer avec des clous, le long des murs de l'église, des drapeaux et autres décorations ?

4^o Le clocher pavoisé ou illuminé, le maire doit-il remettre immédiatement la clef du clocher au curé ? celui-ci, l'exiger ?

5^o Que faire au cas où le maire demanderait ce même jour une messe solennelle et inviterait les pompiers, fonctionnaires, et autres autorités à y assister ?

R. — Notre prévoyant ministre des cultes et de la justice a singulièrement réduit notre besogne par sa circulaire du 14 juin dernier, adressée aux préfets touchant les relations des municipalités avec le clergé à propos du 14 juillet.

En voici d'abord le texte :

Paris, le 14 juin 1882.

Monsieur le préfet,

J'ai l'honneur de vous rappeler les instructions que mon prédécesseur à l'administration des cultes a adressées l'année dernière, relativement à la célébration de la fête nationale du 14 juillet, pour répondre aux questions qui lui ont été posées par plusieurs de vos collègues.

Cette solennité a un caractère purement civil et ne comprend pas nécessairement de service religieux officiel. Mais les municipalités, qui ont toute latitude quant au programme de la fête, peuvent, si bon leur semble, y comprendre la célébration de messes et se concerter dans ce but avec les ministres des cultes.

D'un autre côté, les églises étant des propriétés communales dont l'intérieur seulement est affecté à l'usage spécial du culte, les municipalités peuvent exiger que le drapeau national orne la façade pendant le jour et que des illuminations y soient entretenues pendant la nuit, pourvu qu'elles prennent à leur charge la dépense qui peut en résulter.

Quant aux presbyteres, ils ne sauraient être illuminés si les ecclésiastiques qui les habitent s'y opposent ; ils ne sauraient être également pavoisés au cas où ceux-ci s'y refuseraient, que si l'apposition du drapeau pouvait avoir lieu sans pénétrer dans l'immeuble. Confirmé par les récents arrêts de la cour de cassation : 31 mars, Verroux, vicaire de Cussy (Ain) ; 9 juin, Maury, desservant de Lescales, commune de Puivert (Aude).

Un usage constant a toujours associé les sonneries aux réjouissances publiques, et il n'est pas douteux que MM. les curés et desservants ne respectent, à cet égard, la tradition. Toutefois, si des résistances venaient à se produire de leur part, MM. les maires ne devraient passer outre qu'après avoir adressé au curé une réquisition écrite et avoir constaté par procès-verbal le refus d'obéissance à cette réquisition.

Dans tous les cas, les clefs de l'édifice religieux doivent être remises aussitôt après l'accomplissement de l'objet pour lequel la réquisition a été prise, entre les mains du desservant ou du président de la fabrique qui, ayant seuls la responsabilité des objets mobiliers affectés au culte, ont seuls également, aux termes de la jurisprudence, la garde des clefs de l'église.

Je vous engage à insérer ces instructions au Recueil des actes administratifs de votre préfecture et à en donner

connaissance à l'autorité diocésaine si vous le jugez nécessaire.

Recevez, etc.

Pour le garde des sceaux ministre de la justice et des cultes :

Le conseiller d'Etat directeur général des cultes,

FLOURENS.

Conséquences pratiques de ce document officiel :

1° La fête du 14 juillet a un caractère purement civil. Elle ne comporte pas de cérémonies religieuses, comme autrefois la fête nationale du quinze août. Il est vrai qu'elle ne les défend pas non plus : d'où il suit que, si, par le plus grand des hasards, il se trouvait une municipalité chrétienne, elle pourrait légalement introduire dans son programme l'élément religieux en demandant au curé la célébration d'une messe ou le chant d'un *Te Deum*. Pour la même raison, le curé peut légalement refuser de se prêter à la comédie ; il n'y a pas d'autre nom à donner à un programme qui mêlerait la religion aux souvenirs des saturnales et des assassinats de la prise de la Bastille. Un curé interpellé à cette occasion, fera très-bien d'en référer immédiatement à l'autorité ecclésiastique, laquelle jugera, en connaissance de cause, s'il y a lieu d'agréer ou de repousser les propositions des municipalités, en raison des sentiments qui les inspirent ou des usages locaux.

2° EGLISES. D'après le Ministre, les municipalités ne peuvent rien exiger pour l'intérieur des églises qui est affecté à l'usage spécial du culte. Mais elles peuvent arborer le drapeau national sur la façade et y établir des illuminations pendant la nuit, à leurs frais.

Le ministre commet ici une balourdise de premier ordre et une inexactitude juridique. La distinction qu'il fait entre l'intérieur et l'extérieur des églises ne se trouve dans aucune loi, aucun règlement ; il l'invente pour les besoins de sa cause. Si sa doctrine était vraie, il s'ensuivrait que la fabrique serait sans autorité pour enguirlander, décorer, illuminer extérieurement son église, un jour de grande fête religieuse, comme la canonisation d'un saint, l'entrée d'un pontife ; sans autorité contre les malfaiteurs qui viendraient dégrader le monument confié à son administration, contre les industriels qui viendraient couvrir les murs extérieurs de leurs affiches plus ou moins convenables. Or, la loi lui donne, au contraire, le droit et lui fait un devoir de veiller à l'entretien du temple tout entier. Son droit et son devoir s'étendent jusqu'au chemin de ronde, quand il y en a un, de telle sorte que nul, pas même le maire, ne peut toucher à ce chemin sans l'autorisation de la fabrique, à plus forte raison aux murs de l'église.

La question portée au conseil d'Etat ne pourrait être résolue qu'en faveur des fabriques et contre la prétention du ministre. Il nous semble que les évêques, tout au moins l'un d'eux, devraient provoquer sur ce point une décision ; car si la circu-

laire de M. Humbert venait à former jurisprudence, c'en serait fait de l'indépendance relative des fabriques et même du culte religieux.

En attendant, au point de vue pratique, nous engageons nos correspondants et tous ceux qui se trouveraient dans le même cas, à se prêter aux exigences des municipalités pour éviter tout conflit. Mais ils feront bien d'exiger, à leur tour, que le pavoisement et l'illumination des parties extérieures de l'église se fassent sous la surveillance de leurs agents, et mieux encore, en présence d'un des membres de la fabrique ; et, s'il survenait quelque dégât, il faudra immédiatement en demander la réparation.

3° PRESBYTÈRES. Le ministre reconnaît que l'habitation du curé est inviolable, et qu'on ne peut sans son autorisation l'illuminer, voilà un point acquis. On ne peut pas non plus les pavoiser. Toutefois, le ministre affirme qu'on pourrait apposer des drapeaux sur les presbytères, si cette apposition pouvait se faire sans pénétrer dans l'immeuble. C'est toujours la même doctrine sur *l'intérieur et l'extérieur* ; doctrine fautive et tout arbitraire ainsi que nous l'avons démontré.

Le ministre appuie son dire sur une récente condamnation de l'abbé Verroux, vicaire de Cessy (Ain) et d'un autre ecclésiastique. Là aussi il force la conclusion. Voici le fait. On se rappelle que l'abbé Verroux avait été poursuivi en police correctionnelle pour avoir enlevé et déchiré le drapeau tricolore que le maire de la commune avait fait placer sur le presbytère, l'an dernier, le jour de la fête du 14 juillet.

Le ministère public demanda l'application de l'article 257 du code pénal, qui punit la destruction, la mutilation ou dégradation « des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publiques et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation. »

Mais le tribunal acquitta l'abbé Verroux, par le motif, disait-il, que le presbytère devait être considéré comme une propriété privée et que, d'ailleurs, le drapeau enlevé et déchiré par le curé, n'étant pas une décoration permanente, n'appartenait pas à la catégorie des objets dont l'article 257 du Code pénal punit la destruction ou la dégradation. Le ministère public ayant interjeté appel, la cour de Lyon confirma le jugement du tribunal de Gex.

Mais la cour de cassation saisie par le procureur général de Lyon d'un pourvoi contre cet arrêt, n'admit point la doctrine des magistrats de Gex et de Lyon. Posant en principe que la destruction ou la dégradation d'objets placés sur les monuments pour servir à la décoration publique, alors même que ces objets n'y sont pas placés à demeure, doit être punie comme la destruction ou la dégradation des monuments eux-mêmes, la chambre criminelle de la cour suprême cassa l'arrêt de la cour de Lyon et renvoya l'abbé Verroux devant la cour de Grenoble.

L'affaire est venue samedi devant la 4^e chambre de cette cour. M. le procureur général a requis l'application de la loi, et l'abbé Verroux, par l'organe de son défenseur, a demandé sa mise hors d'instance.

La cour, après en avoir délibéré, a réformé le jugement du tribunal de Gex et condamné l'abbé Verroux à 16 francs d'amende et aux dépens.

L'analyse de ces divers jugements établit que le tort de l'abbé Verroux n'était pas d'avoir enlevé le drapeau, mais de l'avoir *déchiré*; c'est sur la destruction ou la dégradation de l'objet que porte l'arrêt de la cour de cassation, ainsi que la condamnation prononcée par le tribunal de Gex, et non sur l'enlèvement du drapeau. Le silence gardé sur l'enlèvement, prouve que le tribunal suprême reconnaît le droit d'enlever un drapeau placé sur un presbytère malgré le curé. On se demande alors comment le ministre peut s'appuyer sur cette affaire, pour conclure qu'on n'a pas besoin de l'assentiment du curé, lorsqu'on peut apposer le drapeau sans pénétrer dans l'immeuble.

4^e CLOCHES. Ici encore le ministre fait acte de tyrannie. Les cloches servent à appeler les fidèles au service divin et à tous les exercices religieux. L'administration a toujours reconnu au curé seul le droit de faire sonner les cloches. Dans une lettre du 14 avril 1835, adressée à Mgr l'évêque du Mans, le ministre des cultes dit positivement, « que le droit est réservé aux curés et aux desservants d'être seuls régulateurs de la sonnerie. » Les cloches, disait encore le ministre de l'Intérieur au préfet de la Meurthe, le 16 février 1834, comme tous les objets consacrés au service d'un culte, ne peuvent être employées au service d'un autre culte... *Le curé demeure seul gardien des clefs du clocher, seul régulateur de la sonnerie*, en se conformant au règlement établi dans le diocèse. Ce serait donc violer les droits du culte auquel les cloches appartiennent que de les faire sonner, sauf le cas de péril commun, pour toute autre cause que pour le service du culte. » Une décision ministérielle du 9 décembre 1807, dit expressément que le maire n'a pas le droit de faire sonner les cloches pour une fête publique et civile.

Voilà la vraie doctrine traditionnelle. Le ministre Humbert devait d'autant plus s'y attacher, qu'à ses yeux la *solennité* du 14 juillet a un caractère purement civil. N'y a-t-il pas quelque chose de grotesque à proclamer une fête purement civile et à exiger que les églises, les clochers et les presbytères, établissements purement religieux, servent à rehausser la pompe de la fête civile. Comme on voit la rage du franc-maçon dans cet amalgame de profane et de religieux.

Quant à la réquisition, elle viole toutes les règles admises jusqu'à ce jour. Un avis du comité de législation du conseil d'État du 17 juin 1840, a déterminé d'une manière précise les circonstances où les maires peuvent requérir des curés la son-

nerie des cloches, il y est question des cas de péril commun et nullement d'une simple fête civile.

Que devront donc faire les curés pour le 14 juillet prochain? Selon nous, leur premier devoir est de demander des instructions à leur supérieur hiérarchique et de s'en tenir à ces instructions. Dans le cas où la liberté leur serait laissée d'agir comme ils l'entendront, nous les engageons à se montrer coulants, surtout envers les maires polis et bien élevés. Quant à ceux qui se présenteraient en matamores, il conviendrait de leur laisser épuiser tous les moyens que le ministre leur a suggérés, la réquisition, le procès-verbal, la force brutale, et puis, les poursuivre, en cas de besoin, devant la justice en réparation de dégâts.

Cependant, rien ne vaudrait une entente à l'amiable. A moins de raison spéciale, provenant des circonstances ou des localités, pourquoi ne pas sacrifier à cette innocente manie de faire sonner les cloches, en y mettant la condition que le sonneur officiel sera chargé de la besogne moyennant récompense? Quand on a affaire à un moutin, capricieux et court d'intelligence, on lui cède quelque peu, afin d'éviter des scènes de violence. Il nous semble que c'est le cas.

Un de nos abonnés nous paraît avoir trouvé le joint. A toutes les demandes que lui a adressées son maire, il a répondu favorablement et avec une bonne grâce parfaite; seulement il a posé la condition que tout travail à l'extérieur de l'église ou au clocher se ferait à une heure fixe et sous la surveillance du sacristain. De cette manière, le principe de l'autorité ecclésiastique était sauvegardé, et avec ce principe la paix dans le village.

LES COMMISSIONS SCOLAIRES.

On nous a déjà interrogés sur les attributions des commissions scolaires, et nous avons répondu d'une manière générale, sans entrer dans les détails qui nous étaient inconnus.

Une circulaire du ministre de l'Instruction publique est venue à point nous initier d'une manière précise :

Voici le texte même de ce document.

Paris, le 14 juin 1882.

Monsieur le Préfet,

Au moment où les commissions scolaires instituées par la loi du 28 mars 1882 vont entrer en fonctions, il me paraît nécessaire de déterminer avec précision la nature de leurs attributions et la limite de leur compétence.

Ces commissions ont pour objet, aux termes de l'article 5 de la loi, de surveiller et d'encourager la fréquentation des écoles.

A cet effet, elles concourent, avec les maires, à la confection annuelle de la liste des enfants de six à treize ans (article 8); — elles apprécient les motifs d'absence (10); — elles prononcent certaines pénalités (articles 12 et 13) ou saisissent d'une plainte dans les cas prévus le juge de paix (art. 14); — enfin elles accordent des dispenses dans les conditions et dans les limites tracées par l'art. 15.

— Leur rôle est ainsi nettement défini, et il est d'ailleurs considérable. Mais vous remarquerez, monsieur le préfet, que les commissions scolaires n'ont nullement comme on a pu le croire, un droit d'inspection et de contrôle sur les écoles. La loi du 23 mars 1882 n'a rien innové sur ce point, et hormis le maire, l'inspecteur primaire et les délégués cantonaux ou communaux, nul n'a qualité pour pénétrer dans les salles de classe. Les membres des commissions scolaires autres que les personnes ci-dessus désignées, ne sauraient donc être admis à visiter les écoles. Les commissions exercent la surveillance spéciale dont elles sont chargées en consultant l'extrait du registre d'appel que l'instituteur est tenu d'adresser, à la fin de chaque mois, au maire et à l'inspecteur primaire, extrait où doivent se trouver mentionnés, avec le nombre des absences constatées, les motifs invoqués et soumis à l'appréciation de la commission.

Il sera bon, pour prévenir toutes difficultés, de donner, par la voie du Bulletin départemental, des instructions en ce sens au personnel placé sous vos ordres.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le ministre de l'instruction publique
et des beaux arts,*

Jules FERRY.

On aura remarqué le soin avec lequel le ministre enlève à la commission le droit d'inspection et de contrôle sur les écoles. Aucun de ses membres ne pourra pénétrer dans les écoles. Ce commentaire est venu après coup. Quand on s'est aperçu que dans un grand nombre de communes, les municipalités avaient nommé le curé pour faire partie de la commission, on a craint de rouvrir les portes qu'on avait fermées au cléricisme et de redonner à ce dernier un puissant moyen d'influence et d'action. Il y a du reste, une compensation, puisque, par identité de motifs et de situation, les écoles libres auront le droit réciproque de refuser l'entrée de leurs classes aux commissions hostiles. Nous défions que l'on ose, en présence de la circulaire, nous contester ce droit; il est bon qu'on le sache.

Malgré cette restriction, le rôle des commissions scolaires est d'ailleurs considérable. La plus importante de leurs attributions est celle que leur confère l'article 10 en disposant qu'elles seront juges des excuses invoquées par les parents dont les enfants n'auront pas régulièrement suivi l'école. A cet égard, leur pouvoir d'appréciation est souverain et illimité. Si la loi détermine un certain nombre de « motifs d'absence » qui devront toujours être admis comme de plein droit, comme la maladie de l'enfant, le décès d'un parent, la difficulté accidentelle de communication, elle ajoute : « Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront également appréciées par la commission. »

Que veut-on dire par circonstances exceptionnelles? C'est aux commissions de décider. Si les commissions sont bien composées, il est évident qu'elles ne diront rien contre l'absence momentanée d'un enfant motivée par un service religieux à l'église, s'il est enfant de chœur. Elles ne diront rien non plus, si l'absence est motivée par le caractère religieux de l'enseignement donné à l'école. De sorte que partout où les catholiques

sont maîtres des commissions, on peut dire qu'ils sont maîtres de l'application de la loi. Sans doute, ils ne peuvent pas révoquer l'instituteur, mais ils peuvent faire le vide dans son école : ce qui est une manière indirecte d'amener son changement.

Au lieu donc de nous faire regretter la mesure générale conseillée aux curés et aux catholiques d'accepter ce titre de membres des commissions scolaires, la circulaire Ferry ne fait que donner plus de force à nos conseils.

On nous demande si l'article 52 de la loi du 15 mars 1850, a été abrogé par les lois ultérieures, c'est-à-dire, si dans les communes où il y a une école libre de filles, les parents peuvent envoyer leur fille à l'école des garçons.

Non; cet article n'a pas été abrogé. Mais nous devons faire observer qu'avec « l'autorisation du conseil académique, » en vertu même de l'article en question, une école primaire, qu'elle soit publique ou libre, peut recevoir des enfants des deux sexes; et nous connaissons un village pourvu d'une école publique de garçons et d'une école libre de filles, où le conseil académique, composé de républicains et de libre-penseurs naturellement, a autorisé une grande fille à fréquenter l'école des garçons, au grand scandale du pays et à la confusion de l'enfant.

Q. — Dans certaines paroisses, les tarifs des mariages, convois et services portent en face du mot « célébrant : » 5, 8, 10, 12, 16 francs, suivant la classe. Or le prêtre qui célèbre une messe de mariage, convoi ou service ne reçoit jamais que 3 francs, quel que soit le numéro de la classe.

L'excellent *Ami du clergé* voudrait-il dire :

1° Ce qu'il faut penser de la légalité de la chose?

2° Si le prêtre qui célèbre une de ces messes a le droit d'exiger la totalité de la somme portée en face du mot célébrant.

R. — Il faut bien comprendre le sens attaché au mot « célébrant » dans cette circonstance. Légalement on n'entend que le curé de la paroisse, bien que quelque fois il fasse dire la messe par un autre prêtre. La messe est comprise dans le chiffre attribué au célébrant; mais s'il ne la dit pas lui-même, il l'évalue à 3 fr. pour le prêtre qui le remplace, le reste lui demeure comme célébrant légal. C'est ainsi qu'on entend les choses presque partout. L'honoraire de 3 fr. pour la messe peut être débattu entre le curé et celui qui le remplace, c'est affaire à eux. La loi ne voit que le curé, et le tarif légal ne concerne que lui.

Courrier de l'Utile.

LA TAPISSERIE DES CHAISES. — QUESTIONS ET RÉPONSES.

Notre article sur les chaises serait incomplet, si nous ne donnions quelques renseignements sur la tapisserie employée pour garnir les chaises de luxe.

La base de la tapisserie est le canevas. Il est en fil ou en coton; le fil est naturellement plus ferme; aussi on lui donne moins d'apprêt. Le coton reçoit plus d'apprêt; il est peut-être aussi solide; aujourd'hui il est généralement employé.

Le fil du canevas est plus ou moins fin, moins il est fin, plus il est espacé. Aujourd'hui les fils sont à point comptés, c'est-à-dire rangés par groupes de deux, ce qui facilite le travail.

Le canevas fin rend la tapisserie plus belle, mais serait moins solide, s'il devait être soumis à une grande fatigue, comme dans les pantoufles. Le fil trop fin a l'inconvénient de se tordre et de déformer la tapisserie.

Les laines employées pour remplir le canevas sont de différentes qualités.

La meilleure est la laine connue sous le nom de laine de Berlin; elle est forte et donne une tapisserie solide.

Les laines de Hambourg s'effiloquent dans le travail, la tapisserie est moins belle et s'use très-vite.

La laine Saint-Epin est réputée comme une des meilleures.

Autrefois on employait beaucoup la laine anglaise, cette laine est plate et ne garnit pas bien le canevas.

En général, il faut se défier des laines noires. On vérifie la solidité en tirant le fil, s'il casse sans grande résistance, c'est qu'il est brûlé.

Le prix moyen de ces laines est environ de 20 à 25 fr. le kil.

Le canevas exécuté sur métier est généralement plus régulier, plus uni, en un mot mieux conditionné. On peut y suppléer en fixant le canevas sur le genou.

Le point croisé est plus solide, plus beau, que le simple point. Il faut en général que la tapisserie soit régulière de point et de dessin et bien unie.

Il va sans dire que pour le rembourrage des chaises, le crin véritable est préférable au crin végétal. Les ressorts élastiques, souvent employés dans les fauteuils, le sont rarement dans les chaises.

Souvent les chaises et les fauteuils à bon marché sont rembourrés de poils de divers animaux.

Il faut avoir soin d'épousseter la tapisserie au moyen d'une brosse douce. Si les housses sont un moyen de préservation, elles favorisent en revanche l'éclosion des insectes. C'est donc une sage précaution de les enlever assez souvent et de bien brosser.

Ne jamais exposer les sièges tapissés au soleil, parce que cet astre qui donne aux fleurs naturelles leur éclat, le fait perdre à celles des tapisseries.

Q. — Quelle est la manière de recueillir la graisse des escargots embrochés et rôtis, employée comme remède contre les cors aux pieds.

R. — On peut mettre ces escargots sur un grill, dont les branches transversales sont larges et creusées en forme de canaux; depuis quelque temps ces ustensiles sont fort en usage dans certains pays, parce qu'ils permettent de recueillir la graisse des viandes qu'on y fait rôtir.

Ce grill pourrait n'être aussi qu'une plaque de fer-blanc, percée comme une râpe, mais d'ouvertures plus larges; cet ustensile est employé dans quelques régions.

Q. — Quelle est la manière d'enlever des planchers, les taches d'encre. Rien n'a réussi, ni sel d'oseille, ni savon, ni eau de javelle, etc.

R. — Nous avons consulté un chimiste; il nous a affirmé que rien absolument ne pouvait enlever complètement ces taches.

Les moyens déjà employés peuvent les rendre moins apparentes, mais nulle substance ne peut, sans détériorer le plancher, les faire disparaître.

Un menuisier nous a dit la même chose; mais il ajoute que sans détruire l'égalité du plancher, on peut avoir raison de la plupart de ces taches en rabottant légèrement.

Q. — Le procédé, s. v. p., pour fabriquer le vin de raisins secs?

R. — Naguère le *Courrier de l'Utile* a traité cette question; elle est exposée tout au long dans le numéro 13 de la présente année. Si notre honorable correspondant désirait la recette d'une boisson économique dont le raisin sec est le principal élément, nous lui donnerions la suivante :

Raisins secs	500 gr.
Pommes séchées et coupées,	500 gr.

Faire macérer à l'air pendant 8 jours dans 10 litres d'eau.

Q. — Il paraît qu'une ménagère semait dernièrement le Lupin (*Lupinus hirsutus*) et qu'elle sert des infusions de la graine à son mari en guise de café. Le bon curé de la paroisse, très-zélé pour le salut des âmes et aussi pour la santé des corps, désirerait savoir si cette plante est infensive.

R. — Un dictionnaire de pharmacie consulté par nous donne les renseignements suivants : *Lupin*, — semences employées contre la gale et les vers intestinaux; poudre employée comme aliment.

L'infusion n'est donc nullement dangereuse, elle peut même être salutaire. Si vous avez troublé la conscience de la ménagère économe, vous pouvez, cher confrère, la rassurer.

Lingonis, die 28 junii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FERMIN DANGIEN.

lique pour en faire connaître d'avance l'esprit.

Rempli de faits et de documents, incisif, irréfutable, il fait tomber les préjugés et les sophismes avec la même aisance qu'il établit et prouve la vérité. Nos abonnés et lecteurs ne sauraient trop le répandre dans leurs paroisses.

1 exemplaire, 25 centimes, — le cent, 25 fr.

* *

Maintenant, à titre de hardiesse littéraire et d'idée aussi neuve qu'originale, nous nous empressons de mentionner l'œuvre suivante, dont nous transcrivons mot pour mot le titre : *MISSSEL POÉTIQUE contenant la messe et les vêpres, la messe de mariage, le chemin de la croix, les sept psaumes de la pénitence, etc., etc, TOUT EN VERS*, par Séphardsy.

Alors que le grand Corneille n'a obtenu de la postérité que des éloges très-restrictifs pour sa traduction de l'*Imitation* en vers, nous ne nous hâterons pas à oser dire personnellement que Monsieur Séphardsy a été plus heureux pour son *Missel poétique*, nous nous couvrirons de témoignages plus hauts et plus autorisés. Voici quelques extraits des lettres adressées à l'auteur :

« ... L'idée est neuve et heureuse : la poésie est digne du sujet. Vous avez su surmonter avec bonheur de très-réelles difficultés. » Mgr l'évêque de Nevers.

« ... Je vous félicite d'avoir courageusement suivi la voie tracée par notre grand Corneille et très-bien rendu les sentiments si élevés de notre pieuse liturgie. »

Mgr l'évêque de Perpignan.

« ... L'auteur mérite l'estime et la reconnaissance des lecteurs chrétiens. » Mgr l'évêque du Puy.

« ... Le titre de ce joli volume, en même temps qu'il m'a surpris, a piqué ma curiosité; je me suis donc hâté de l'ouvrir, et bien vite j'ai reconnu qu'il est autre chose qu'un recueil de difficultés plus ou moins heureusement vaincues, ainsi que je le craignais. Les règles les plus sévères de la mesure poétique ne vous ont empêché ni de rendre exactement les formules consacrées par la liturgie, ni d'exprimer exactement nos mystères, ni de laisser paraître les élans d'une vraie piété... » Mgr l'archevêque de Tours.

« ... Vous avez tenté l'impossible; et cependant vous êtes bien près de donner raison à ce dicton célèbre : impossible n'est pas français.

« Je ne vous dirai point que vous avez fait passer dans vos vers la simplicité divine et toute l'onction de nos prières liturgiques; mais, comme notre grand Corneille et avec les mêmes intentions pieuses, vous avez embellì de tous les charmes de la versification, des matières dont la nature semble rebelle à toute ornementation artificielle.

« Courage, Monsieur! votre opuscule fera plaisir, je l'espère, à tous ceux qui, comme moi, le liront; et à ceux qui, dans la prière, préfèrent, aux formules simples et naïves, des formules parées de toutes les fleurs du langage.

« De tout mon cœur, je bénis la poésie et le poète. »

FERDINAND, cardinal-archevêque de Bordeaux.

Œuvre littéraire de toute saveur, livre de grande piété, tel est donc le *Missel poétique*. Qu'il aille récréer, qu'il aille édifier un grand nombre de lecteurs!

1 vol. in-12, titre rouge et noir, 193 pages, 2 fr.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Nous n'avons à signaler rien d'important dans la tenue de la Bourse. Les affaires d'Egypte avaient, au commencement, influencé le cours des valeurs d'une manière sensible. La question restant en suspens et la solution n'apparaissant pas d'une manière évidente, on reste dans l'hésitation. Aussi conseillerons-nous, avec plus d'insistance que jamais, de n'opérer que sur des affaires connues et à l'épreuve du temps.

* *

Sous ce titre : UNE BONNE OCCASION, nous remarquons dans un journal financier, et nous nous approprions l'article suivant :

« Les capitalistes qui désirent faire des placements avantageux peuvent trouver à toutes les époques de l'année de bonnes valeurs industrielles pour employer en toute sécurité et à un taux rémunérateur les fonds qu'ils ont de disponibles. Il en est beaucoup cependant qui, pour acheter la valeur de leur confiance, préfèrent attendre l'époque où cette valeur doit leur procurer, pour ainsi dire, un bénéfice presque immédiat.

« Nos lecteurs comprennent sans doute que c'est à la date de l'échéance du coupon à que nous entendons faire allusion.

« Il est évident que ce système a ses avantages, puisqu'en achetant des valeurs à la veille du détachement de leur coupon, on est sûr de réaliser une somme qui représente une véritable prime, et cela quelques jours seulement après que l'opération d'achat a été effectuée.

« Parmi les valeurs de notre groupe, il en est une sur laquelle ce mode d'opération est de toute opportunité à l'heure actuelle. C'est des actions de la *Société générale de Librairie catholique*, que nous voulons parler.

« On sait, en effet, que le premier juillet prochain, ces actions vont détacher un coupon semestriel de **12 fr. 50**, net de tout impôt.

« En achetant aujourd'hui quelques-unes de ces actions, on profite donc de l'occasion que bon nombre de capitalistes guettent, à juste raison, et qui consiste à réaliser un coupon à la plus courte échéance.

« Les actions de la *Société générale de Librairie catholique* sont à 500 francs. Leur prix est donc très-abordable et à la portée de tout le monde.

« Etant donnée la sécurité absolue de ce titre ainsi que ses brillantes qualités d'avenir, notre clientèle aurait tort de ne pas profiter de ce moment exceptionnellement favorable pour le mettre en portefeuille. »

Ce sont les considérations que nous avons fait valoir nous-mêmes à cette place. Qu'on se hâte de les mettre à profit.

Adresser les demandes à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 " | apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 " |
| Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18 ^e édition. 3 " | Femme (la) ennoblie par l'Evangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8 ^o de vi-343 et 320 pages. 6 " |
| Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 " | Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 " |
| Encyclique (l') de S. S. Léon XIII sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8 ^o de 238 pages. 3 " | Mariage (le) chrétien et le code Napoléon , par le P. Ch. Daniel, de la C ^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8 ^o de 246 pages. 3 " |
| Famille (la) suivant P'écriture sainte , par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 " | Mariage (le) civil et le Mariage religieux . par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (<i>Questions du jour</i>). 1 vol. in-18 de 72 pages. " 50 |
| Femme (la) chrétienne et la société moderne , par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire | |

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Epoux légal et l'Epoux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Etranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 50 centimes.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 27 :

PRÉDICATION : Pour le septième dimanche de la Pentecôte : la communion des Saints. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Diverses réponses de la Congrégation des Rites au Maître des cérémonies du diocèse de Sens : Peut-on dire la messe sans servant, etc., etc. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Pourquoi prend-on la couleur violette en la fête des saints Innocents? — Peut-on donner plusieurs fois à la même personne et dans la même maladie l'indulgence *in articulo mortis*? — Un propriétaire rigoureux, question de justice. — Une messe paroissiale doit-elle être chantée, et pour quelles parties? — Dans les bénédictions peut-on chanter la formule? — Peut-on admettre à la communion une fille *publice gravida*? — Peut-on verser dans un cimetière l'eau qui a servi à laver les doigts du prêtre à l'autel? celle qui a servi à laver les linges sacrés? — Peut-on vendre aux brocanteurs de vieux ornements? — Les ornements en drap d'or peuvent-ils remplacer le violet au jour de solennité? — En droit, un évêque peut-il interdire à un curé la prédication hors de sa paroisse? — Un séminariste peut-il faire l'aspersion de l'eau bénite le dimanche? — Un prêtre bineur ayant consacré, par erreur, de l'eau pour du vin, à sa première messe, la termine comme de coutume, et va dire la seconde messe dans son bûche, *quid juris*? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un curé peut-il, sans se compromettre, avoir « une petite pharmacie » pour venir en aide aux nécessiteux? — Le produit de quêtes ou souscriptions organisées dans une commune par un comité de personnes privées dans un but philanthropique constitue-t-il une propriété communale? Les personnes privées qui auraient utilisé ces souscriptions, peuvent-elles être forcées à en rendre le montant? La participation d'un maire, *ut singulus*, à l'organisation de ces souscriptions, suffit-elle pour les faire passer entre les mains de la commune? — Le maire peut-il exiger que le curé lui-même demande le permis d'inhumer et le certificat de mariage civil? Peut-on, sans permis, faire la cérémonie des obsèques en omettant l'inhumation? Le maire peut-il exiger que le curé rende aux familles le certificat ou le permis? — Un curé peut-il être exempté des prestations. — COURRIER DE L'UTILE : Les plaies des arbres.

REVUE LITTÉRAIRE.

1893

MŒURS DE DEMAIN

Tels sont le titre et le sous-titre d'un livre empoignant de vérité et d'actualité, qui vient de paraître à la Société générale de Librairie catholique.

Or, quelles sont ces « mœurs de demain » entrevues par l'auteur, et qu'il nous peint d'un pinceau vraiment viril, imagé, dramatique? Ce sont les mœurs telles que nous les préparons nos législateurs actuels avec leur enseignement laïque, leurs lycées de filles, leurs enterrements civils, leur divorce, leur magistrature élective, en un mot avec tout ce qu'ils inventent ou pourront inventer de plus dissolvant. C'est la société telle qu'elle doit nécessairement sortir du patronage officiel des idées perverses, des excitations à la haine des classes sociales, de la guerre au capital et à la propriété, de la chasse aux prêtres, du renversement des croix, de la destruction des crucifix au prétoire et dans l'école, de la libre vilipendation de la morale et du devoir, de la justice et de l'autorité.

Pour rendre ces vérités bien saillantes, bien saisissantes, l'auteur de « 1893 » les présente sous la forme du roman. De là, dans son livre, une foule de péripéties, de tableaux, de descriptions, de portraits, qui donnent à sa narration la plus grande vie, un incessant intérêt. Ce qu'il y faut surtout louer, au point de vue littéraire, c'est la sobriété : ainsi, point de digressions qui allongent le récit, point d'épithètes vides dans la phrase, ni détails, ni scènes constituant des proximités, des hors-d'œuvre. Qualités d'autant

plus à admirer et à signaler qu'elles n'existent plus pour ainsi dire parmi les écrivains du jour.

Disons également que « 1893 », œuvre d'un journaliste militant, et dont le fonds et la forme auraient si bien prêté à l'accentualisation de la note et à l'assombrissement du tableau, est écrit sans aucune passion, ni parti-pris. Jamais le mot n'exagère la chose, jamais la chose n'est outrepassée dans la portée qu'elle implique.

Nous voulons, chers lecteurs, vous citer un chapitre, une scène prise sur le vif. Lisez, et, certainement, vous direz avec nous : Hélas ! c'est bien cela, voilà bien le doigt sur la plaie ! A demain, la gangrène !

LES PLAISIRS DE CES DEMOISELLES

C'était l'heure où ces demoiselles prenaient leur leçon de gymnastique, leçon obligatoire pour toutes les aspirantes au brevet supérieur.

— Viens, disait Emmeline, viens Marthe ; c'est très amusant. L'inspecteur, le colonel Pourtané, assiste à la leçon... qu'il est drôle ce bonhomme avec ses mines et son teint allumé... Non, c'est trop curieux, vois-tu !

Et les deux amies entrèrent dans le gymnase. Un grand espace couvert à l'extrémité du hangar dans lequel la lumière pénétrait par en haut ; sur le sol un demi-mètre de sable très fin ; aux poutres et contre le mur tout l'appareil accoutumé d'une salle de gymnase : trapèze, échelles, cordes lisses, cordes à nœuds, perches et barres parallèles.

Toutes les grandes étaient là dans un costume particulier, qui ressemblait à des vêtements de bain de mer : blouse serrée à la taille, collante sous les bras, pantalon large arrêté un peu au-dessus de la cheville, et sur la tête une résille de

corde, emprisonnant les cheveux tordus derrière la nuque.

Le professeur de gymnastique, une grosse dame aux mains rouges, au menton orné d'un duvet disgracieux, dirigeait d'une voix rauque les mouvements et les manœuvres.

L'inspecteur, un monsieur chauve, décoré de la Légion d'honneur, type militaire, boutonné dans sa redingote, d'un âge respectable, mais à la mine rabelaisienne, accentuée par une large barbe que sa main tournait sans cesse, suivait d'un œil attentif les exercices de ces demoiselles. Il lâchait de temps en temps quelques paroles de connaisseur qu'il adressait à Verdier, debout à ses côtés, regardant lui aussi, mais d'un œil très indifférent, les mains croisées derrière le dos, les voltiges des élèves.

— Comment appelez-vous cette grande blonde qui est au trapèze ? dit tout à coup l'inspecteur. (Il désignait à Verdier Paule Vilbert qui, se rétablissant sur les reins, descendait en arrière, les mains crispées sur la barre du trapèze, en développant son buste de fille précoce et ses épaules arrondies sur lesquelles l'étoffe de sa blouse grise était fortement tendue.)

— Mlle Vilbert, la fille du notaire, répondit Verdier à voix basse; excellent sujet... passera ses examens dans un mois.

— Superbe fille, souffla l'inspecteur en clignant de l'œil.

Verdier prit un air très pincé, et ne réaondit rien à l'observation inconvenante du colonel Pourtanié.

Tout à coup, la voix de M^{me} Larruyer s'éleva, revêche et brusque, près des barres parallèles où s'exerçaient tour à tour les jeunes filles :

— Saisissez les extrémités des barres!... Passez la jambe gauche!... par-dessus le bras.... Revenez à terre!... Passez la jambe droite... Demi-rotation à gauche sur la cuisse gauche pour arriver à cheval derrière les mains!... Posez les pieds sur les barres... étendez le corps en arrière!... Position de l'appui-couche!... Très bien, Mlle Desmarests ! Maintenant, fléchissez les bras!... étendez les bras... fléchissez les bras !

Lucie Desmarests, le corps souple, délié, montait et descendait entre les barres parallèles, avec un mouvement de vague, et comme bercée dans un hamac.

L'inspecteur, très satisfait, s'était rapproché et disait : Bravo ! d'une voix paternelle, sur plusieurs intonations, qui faisaient partir ces demoiselles d'un éclat de rire étouffé.

— Balancez en avant pour sauter à terre ! cria M^{me} Larruyer.

Lucie sauta très légèrement, en fléchissant les jarrets, avec une grimace de clown.

Une autre élève la remplaça. C'était Virginie Caron, belle fille plantureuse et lourde qui rougissait et transpirait au moindre mouvement.

Le colonel Pourtanié, enhardi, presque familiarisé avec les jeunes filles, donnait maintenant des conseils. Il étendit même la main pour aider M^{me} Larruyer à soutenir le bras gauche de Virginie, qui fléchissait sous le poids de son corps, pendant qu'elle essayait de passer sa jambe de dedans en dehors.

Mais il s'arrêta tout penaud devant un regard sévère de Verdier.

La séance devait finir par les sauts en hauteur et en largeur. Les jeunes filles se mirent à la file et partirent dans une course rapide et joyeuse. Elles bondissaient les pieds joints, le corps ferme, les coudes serrés ou les bras étendus, faisant ballonner les jupes de leurs blouses; leurs cheveux dénoués s'échappaient des résilles et formaient

sur leurs cous roses et sur leurs fronts de petites boucles rebelles et charmantes.

L'inspecteur écarquillait ses yeux, et son visage couperosé prenait des teintes enluminées. Dans l'excitation de la course, les jeunes filles poussaient de petits cris, riaient aux éclats et se bousculaient avec des gestes de gamins en révolte. Elles s'abandonnaient, prenant, dans leur costume léger, des attitudes qui faisaient ressortir leurs formes adolescentes.

Puis, tout d'un coup, elles poussèrent une exclamation effarouchée : sur le seuil du gymnase un groupe de professeurs réunis pour l'heure des cours regardaient enchantés ce spectacle attrayant, en échangeant des propos pleins de hardiesse et d'impudentes comparaisons.

Verdier se retourna sévère, et dit, en prenant un air pudibond :

— Oh! messieurs!... messieurs !

Mais devant la sourire narquois de M^e Herbelin, il se tut très embarrassé.

— Eh bien! quoi? dit l'avocat de sa voix grasse... Education civique et morale, parbleu! C'est un peu mon affaire! La première condition pour faire une bonne citoyenne, c'est de lui donner du nerf et des muscles... Nous constatons, voilà tout!

Le groupe des professeurs répondit par un éclat de rire pendant que M^{me} Larruyer faisait rentrer ses élèves dans la salle voisine pour y reprendre leurs vêtements habituels.

Les élèves se rendirent en classe sous la conduite des surveillantes, M. Daresme était monté dans sa chaire depuis quelques instants, lorsque les élèves du cours supérieur, entrèrent dans la salle des conférences.

Toutes ces demoiselles raffolaient de Daresme. Il partageait avec Varin, le professeur de littératures comparées, le don de troubler les cœurs et de mettre les cervelles à l'envers. Plusieurs élèves sténographiaient son cours, moins pour l'intérêt de la science que pour ne pas perdre une seule parole du professeur bellâtre. D'autres gardaient soigneusement au fond de leur pupitre la plume dont il s'était servi, un bout de papier roulé dans ses doigts, un débris de cigarette jeté sur le seuil de la classe. Ces niaiseries sentimentales étaient inévitables dans la situation créée par la présence d'un jeune et beau professeur au milieu d'enfants chez qui l'imagination et la sensibilité prédominaient, en dépit de l'éducation virile qu'on prétendait leur donner. Mais quelques-unes ne s'arrêtaient point là. Elles dédaignaient ces menus suffrages de *firtation*. Elles faisaient de Varin ou de Daresme l'objet de leurs rêveries malades, le sujet de leurs conversations sadiques. Le blond Varin était pour elles l'Antinoüs doré; elles désignaient Daresme sous le nom d'Alcibiade, à cause de son beau profil grec.

C'était à leur endroit, pendant les récréations, des comparaisons pleines d'audace, des propos à faire rougir des hommes, des sous-entendus plus licencieux encore. Lucie Desmarests s'était amusée un jour à glisser dans les cahiers de Daresmes une épître anonyme que le professeur de philosophie avait lue à la dérochée, entre deux explications, en rougissant un peu, ce qui avait beaucoup divertie ces demoiselles au courant de la plaisanterie.

Les élèves du cours supérieur attendaient donc avec impatience les jours de conférences philosophiques. Il y avait chaque fois quelque invention nouvelle sous cloche pour déconcerter le professeur. Cette fois, Lucie avait promis un tour de

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE SEPTIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : LA COMMUNION DES SAINTS.

Credo..... sanctorum
communione.

« Quand saint Jean l'évangéliste, dit le catéchisme du concile de Trente, écrivant aux premiers fidèles leur expliquait pourquoi il les instruisait des divins mystères, il ne leur donna point d'autre raison que celle-ci : « C'est pour que vous ayez société avec nous, et que notre société soit avec le Père et son fils Jésus-Christ, » *ut et vos societatem habeatis nobiscum, et societas nostra sit cum Patre et cum Filio ejus Jesu-Christo.* Cette société réside dans la communion des saints, dont nous avons à parler. Plût à Dieu que les pasteurs des âmes, en expliquant ce dogme de la foi imitassent le zèle de saint Paul et des autres apôtres ! Car cet article n'est point seulement un développement de l'article précédent, une vérité très féconde en fruits de salut ; il nous fait entendre à quoi doivent aboutir les mystères qui sont contenus dans le Symbole. Si en effet on doit les scruter, les pénétrer, ce n'est qu'afin de pouvoir entrer dans cette grande et bienheureuse société des saints, et y demeurer constamment, en rendant grâces dans l'allégresse de nos cœurs, à Dieu le Père de ce qu'il a bien voulu nous admettre à la lumière de la foi, à la participation de l'héritage des saints. » Qu'est-ce donc que la communion des saints ? Nous inspirant des recommandations si instantes du catéchisme du concile de Trente, nous allons l'exposer de notre mieux, en expliquant les trois sens dans lesquels on peut entendre ces mots : « la Communion des saints. »

I.

Avant tout par « Communion des saints, » il faut entendre l'union très intime qui existe entre tous les membres de l'Eglise. Comme nous l'avons dit, en parlant de la constitution de l'Eglise, N. S. a voulu que sa société fût parfaitement une, que ceux qui en feraient partie fussent resserrés dans les liens les plus étroits.

Qu'elles sont expressives les images employées par J. C. et ses apôtres pour exprimer l'union parfaite qui doit régner entre les chrétiens ! Ici, c'est une barque avec ses pêcheurs, ses filets et sa pêche abondante ; ailleurs un troupeau avec ses pâturages, son unique berceau et son unique pasteur. C'est un peuple vivant des mêmes lois et du même gouvernement, dont tous les citoyens participent au même bien, *cujus participatio ejus in idipsum* ; c'est une famille dont tous les enfants unis dans une même affection reçoivent les tendres soins et les caresses d'un même père ; c'est une vigne dont une même sève nourrit tous

les rameaux ; c'est un corps, un corps animé avec ses membres, son chef. Écoutons ici le sublime enseignement de S. Paul. « Il n'y a plus, dit-il, ni juif, ni gentil, ni circoncis, ni incirconcis, ni barbare, ni scythe, ni esclave, mais tout en tous le Christ, en qui vous êtes une seule chose. — Vous qui étiez si éloignés les uns des autres, vous voilà rapprochés dans le sang du Sauveur, *qui eratis longè, facti estis prope in sanguine Christi.* — Non seulement il a fait les nations ses cohéritières, mais il les a saisies, pénétrées, ramassées en un seul corps, afin qu'elles participassent aux mêmes biens, *gentes esse coheredes et concorporales, et conparticipes.* — Oui, nous qui sommes beaucoup, nous ne formons pourtant qu'un seul corps, *multi unum corpus sumus.* — Le Christ en est la tête, la tête d'où vient la vie et la croissance, *Christus caput ex quo totum corpus crescit.* — Nous sommes tous ses membres, *membra sumus corporis ejus.* »

Or cette union se forme et se maintient par des liens extérieurs et visibles et par des liens intérieurs et invisibles, sous l'action vivificatrice du chef de l'Eglise N.-S. J.-C. qui ne cesse de lui faire sentir ses toutes puissantes influences. Les liens extérieurs sont la profession de la même foi, la participation aux mêmes sacrements et la soumission aux mêmes pasteurs ; les liens invisibles, pour ceux qui sont justes, c'est-à-dire qui ont la grâce sanctifiante, sont la foi, l'espérance et la charité. Pour les membres de l'Eglise, du ciel, il n'y a plus que le lien de la charité : la foi et l'espérance y ont cessé, parce qu'on voit et possède celui en qui on croyait et on espérait sur la terre.

Remarquons que si l'on donne à tous les chrétiens le nom de *saints*, ce n'est pas que tous soient justes, hélas ! mais c'est parce que les apôtres appelaient ainsi indistinctement tous les fidèles, comme on le voit dans les épîtres qu'ils écrivaient aux différentes églises ; — parce que dans les premiers siècles les saints étaient nombreux ; — parce que nous avons tous été sanctifiés par la grâce du baptême et que nous sommes tous appelés à la sainteté.

II

Second aspect du dogme de la « Communion des saints » : Il y a communauté, participation de biens spirituels, selon cette parole du psalmiste : *Particeps ego sum omnium timendum te.*

Quand on considère les sociétés humaines, c'est certainement un grand spectacle que cette infinie variété de relations qui unissent les hommes et leur permettent de suffire à tant de besoins divers, en donnant à chacun une part aux lumières, à la force, aux ressources des autres. Une autorité sagement constituée préside toujours à ces relations ; elle dirige, elle protège ces communications sans nombre. Dans cette ordonnance générale et sous ce pouvoir protecteur, se

meuvent les activités particulières. Les services réciproques vont à l'infini. Chacun donne et reçoit. Chacun dépend de son frère qui dépend de lui. Tous peuvent suffire à tout : nul ne se suffirait à lui même. Ainsi se produit et se développe la vie sociale.

Ainsi en est-il dans l'Eglise. Les bonnes œuvres que chacun fait, le fonctionnement général de toute l'organisation ecclésiastique profitent à tout le corps et à chaque membre. Car ne l'oublions pas, selon la doctrine de S. Paul, nous ne formons qu'un seul corps. Dans ce corps, nous agissons les uns pour les autres, chaque membre appartient aux autres membres, *singuli autem alter alterius membra*. Un membre souffre, tous souffrent avec lui, *si patitur unum membrum, compatiuntur omnia membra*. Un membre est glorifié, tous les membres se réjouissent avec lui, *si gloriatur unum membrum, congaudent omnia membra*. Comme Dieu a réglé le corps humain, il a réglé son Eglise, afin que ses membres fussent pleins de sollicitude les uns pour les autres, afin que l'abondance des uns suppléât à l'indigence des autres, *Deus temperavit corpus ut pro invicem sollicita sint membra, ut abundantia inopie sit supplementum*. Bien que dans le corps humain chaque membre ait son office propre, il le remplit cependant pour le bien de toute l'économie. C'est l'œil qui voit, il ne voit cependant pas pour lui seul, mais pour tout le corps. Ainsi en est-il dans l'Eglise.

Or, parmi les biens spirituels mis en communauté, il y a d'abord ce que j'appellerai le trésor de l'Eglise, savoir : le saint sacrifice de la messe, les sacrements, la prédication de la parole divine, les offices publics. Quiconque fait partie du corps de l'Eglise participe à ces biens généraux ; peu, s'il est en état de péché mortel ; beaucoup, s'il est en état de grâce ; cependant plus ou moins selon le degré de sa dévotion. Il y a ensuite le trésor des particuliers. Qu'un membre de l'Eglise, dans le secret de sa conscience ou de sa modestie, prie, jeûne, lise, se mortifie, fasse l'aumône, ou tout autre bonne œuvre, sa prière, son jeûne, sa lecture, sa mortification, son aumône, toutes ses bonnes œuvres, qui lui sont très avantageuses, ne profitent pas à lui seul, mais le mérite s'en répand sur tous les autres membres de l'Eglise ; chacun en retire un gain particulier, sans avoir fait aucune de ces bonnes œuvres. Du moment que j'appartiens à l'Eglise, je peux me prévaloir des mérites de J.-C., de la vierge Marie, des anges, des saints, de toutes les âmes pieuses de la terre. Ce sont, comme on l'a si bien dit : LES RICHESSES DE MA PAUVRETÉ. Je me prosterne, moi, pauvre pécheur, hardiment aux pieds de Dieu pour implorer ses grâces, sans craindre ses terribles jugements, me couvrant de la sainteté de mon chef et de mes frères, comme d'un paratonnerre. C'est en vertu de ce principe de réversibilité

qu'autrefois les 10 justes eussent sauvé Sodome... C'est pour cela que S. Ambroise s'écriait : « Dieu est grand ; il pardonne aux uns en considération des autres ; en approuvant ceux-ci, il ne veut pas condamner ceux-là, *Magnus Dominus qui aliorum merito ignoscit aliis, et dum alios probat, aliis relaxat errata* ¹. Qu'il fait bon méditer aujourd'hui cette parole ; Quand on songe à tout ce qui se fait encore de bien en France ! On est moins effrayé en pensant aux châtimens que nous mériterait l'affreux débordement d'impiété et de corruption qui désole notre chère patrie !

III

Ce n'est pas tout ; en professant la « Communion des saints, » il faut croire qu'il y a entre les différentes parties de la même Eglise, c'est-à-dire entre les saints du ciel, les âmes du purgatoire et les chrétiens qui sont sur la terre, une communication incessante de charité, de bienveillance et de bons offices.

Bien dure est la croyance des protestants relativement au point qui nous occupe avec leur égoïste formule : Chacun pour soi, le Christ pour tous ! Ils refusent à un père, à une mère, à un ami la consolation de penser qu'ils peuvent être utiles par leur prières, à ceux qu'ils aiment. Ils osent bien affirmer que la gloire céleste, comme les eaux du fleuve Lethé des anciens leur fait oublier ceux à qui ils se sont le plus intéressés sur la terre. Ils ne laissent aux défunts, à leur sortie de ce monde, que deux issues possibles, quels qu'aient été leurs désordres ou leur repentir à l'heure dernière : le chemin de l'éternel bonheur, ou la voie de l'éternelle damnation ! Bien plus consolante, bien plus accommodée aux exigences du cœur humain, la doctrine de l'Eglise catholique !

Oui ! nous croyons que nous pouvons utilement et efficacement prier les uns pour les autres, selon l'exhortation qui nous en est faite : *Orate pro invicem ut salvemini*. Dans l'Ecriture nous voyons par exemple Moïse prier pour le peuple, tantôt pour Marie sa sœur et toucher le cœur de Dieu. N.-S. nous enjoint de prier même pour nos ennemis. Saint Etienne, imitant son divin Maître, prie pour ses bourreaux et obtient la conversion de Saul. Les fidèles prient pour saint Pierre et le délivrent. Que de guérisons, que de conversions, que de miracles obtenus par la prière ; on serait infini s'il fallait en faire l'énumération.

Oui ! nous croyons qu'il y a un purgatoire où les âmes des justes achèvent de se purifier avant de pouvoir jouir de l'éternelle vision de Dieu. Nous avons la confiance qu'elles s'occupent de nous et que par leurs supplications douloureuses, elles nous viennent en aide. Mais, ce que nous tenons

¹ In Evang., Lucæ, v, 11.

comme une croyance certaine, c'est que nous pouvons les soulager par nos oraisons, nos œuvres satisfactoires, les indulgences que nous leur appliquons, les sacrifices que nous faisons célébrer à leur intention. C'est à juste titre que sainte Monique recommandait à Augustin de se souvenir d'elle à l'autel; car « c'est une salutaire pensée de prier pour les morts, » dit l'Esprit-Saint; par là on leur procure « le lieu du rafraîchissement, de la lumière et de la paix; » et cela, non point par nos mérites, mais par les mérites et la médiation de Notre-Seigneur, *per Dominum nostrum Jesum-Christum*.

Oui! nous croyons que nous pouvons entrer en relation avec les saints du ciel en les louant, en les félicitant, en remerciant Dieu de leur gloire, en nous recommandant à eux. Nous croyons que voyant tout en Dieu, ils voient nos misères et nos nécessités; que pouvant faire du bien autrefois à leurs frères sur la terre, ils ne sont point dépourvus de cette puissance dans le ciel; qu'ils nous aiment d'un amour plus ardent que jamais, *quantum de sua felicitate securi, tantum de nostra salute solliciti*. Nous croyons que la charité doit durer éternellement, *charitas nunquam excidit*. Nous savons par l'Écriture que les saints offrent à Dieu nos prières, se réjouissent de la conversion des pécheurs, prient pour leur patrie de la terre en danger : témoin le prophète Jérémie duquel Onias dit : « Voici celui qui aime ses frères et le peuple d'Israël, voici celui qui prie beaucoup pour le peuple et la cité sainte! » (II Mach., xv, 14). O saints de la France, ô Pontifes, ô Rois, ô Reines, ô libérateurs, ô vierges, ô confesseurs, ô martyrs : Martin, Remi, Germain, Charlemagne, Louis, Geneviève, Clotilde, Radegonde, Jeanne d'Arc, Germaine Cousin, Benoît Labre! o vous qui avez formé notre cher et beau pays comme les abeilles leur ruche; vous qui l'avez éclairé des lumières de la foi, gouverné selon les saintes lois de Dieu, édifié par vos vertus, délivré de ses ennemis! ah! nous vous en prions, continuez-nous dans le ciel votre médiation si puissante quand vous étiez sur la terre! Redites, aux pieds du Christ, Roi immortel des siècles, aux pieds du Christ qui aime les Francs, le *miserere* de l'expiation! Demandez pardon pour nos crimes sans nombre, pour nos blasphèmes, notre matérialisme, notre oubli de Dieu!... Sainte Eglise notre mère, merci des espérances que vous nous donnez par le dogme de la Communion des saints. Oui! comme saint Chrysostome, nous trouvons beau ce lien par lequel nous nous rattachons les uns aux autres. Grâce à lui, le fort s'unit au faible, le soutient et l'empêche de périr. Ni la distance des lieux, ni le ciel, ni la terre, rien ne peut le rompre! Qu'il soit pour nous une chaîne de bénédiction qui nous attire puissamment et sûrement dans les cieux!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DES RITES.

Senen. ²

18 décembre 1877.

Director kalendarii pro divino officio recitando sacroque peragendo in Archidiecepsi Senensi dubia Sacrae Rituum Congregationi pro opportuna resolutione subjecit, nimirum :

DUBIUM I. An in secreta Missae Festi septem dolorum B. M. V. legi debeat *suo suorumque* vel *suae suorumque* prouti in nonnullis recentioribus Missalis Romani editionibus invenitur?

II. Quoties tempore paschali administrandum est SSimum Eucharistiae Sacramentum ante ac post missam de Requie, debetne dici oratio de tempore atque addi *Alleluia* in versiculis?

III. Quando feria vi in Parasceve detegitur Crux, Rubrica Missalis praecipit pro secunda actione ut discopperiatur brachium dexterum Crucis, sed in Cœremoniali Episcoporum praescribitur ut etiam detegatur caput Crucifixi. Quæritur an observandum sit praescriptum Cœremonialis Episcoporum?

IV. Quum nonnullae appareant discrepantiae inter Ritus generales Missalis et Rubricas Ordinis Missae, quæritur an hisce vel illis standum sit, et nominatim :

1^o Utrum observandum sit quod habetur in ritu celebrationis Missae tit. iv, n. 3, scilicet « dicto Evangelio versus crucem elevans et extendens manus » quod ex ordine Missalis sic legitur : « Deinde.... extendens, elevans, iungens.... »

2^o An efformanda sit crux super oblata quando statuitur in ritu celebrandi Missam n. I hoc modo : « Hoc sanctum sacrificium, » vel sicuti ponitur in canone nempe « Hoc sanctum. »

3^o An servanda sint adamussim quae continentur in 4 et 5, tit. x, post verba « Deinde dispositi » etc, usque ad verba « Calicem salutaris, » quae omnia in canone non eodem ordine sunt disposita?

V. An patena debeat esse ejusdem materiae ac cuppa calicis; et an planetae ex lana confectae permittantur?

VI. In una Pisarum diei 15 maii 1819 decretum fuit quod ubi festum Sancti Urbani, Pont. Max., celebrandum sit sub ritu duplici, recolatur die 25 maii translato festo sancti Gregorii vii, P. C. : quæritur an standum sit omnino huic decreto, vel potius dispositioni kalendarii pro Clero

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

² Sienne.

Romano, in quo festum S. Gregorii VII fixè assignatum est die 25 maii, translato illo S. Urbani ad diem 28 ejusdem mensis ?

VII. An ubique tenendum sit quod resolutum fuit in una Ordinis Minorum S. Francisci, diei 8 augusti 1835, ut nimirum versiculis primi nocturni in officio translationis almæ Domus Lauretanæ sit iste : *Hic domus Dei est et porta cœli.*

VIII. An possit sacerdos missam celebrare sine ministro, quotiescumque deficiat, vel non sit idoneus, neque adsit gravis necessitas celebrandi ?

RESP. AD I. Detur decretum in una Ratisbonen. die 25 anni hujus¹.

AD II. Dilata et exquiratur votum alterius ex Apostolicarum Cœremoniarum magistris.

AD III. Standum est in casu Episcoporum Cœremoniali utpote clariori.

AD IV. Orator consulat probatos auctores.

AD V. Quoad primam partem detur decretum in una S. Hippoliti diei 31 Augusti 1867 ad dubium VI², quoad secundam partem, usus Ecclesiarum laneas casulas non admittit.

AD VI. Affirmative juxta decretum in una Pisauran. diei 15 maii 1819.

AD VII. Standum decreto 8 Augusti 1835.

AD VIII. Orator consulat probatos auctores.

Atque ita rescripsit die 18 decembris 1877.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Pourquoi prend-on la couleur violette signe de deuil et de tristesse, et supprime-t-on les prières qui expriment la joie, comme le *Gloria in excelsis* et l'*Alleluia* le jour de la fête des saints Innocents ?

2^o Peut-on donner plusieurs fois à la même personne et dans la même maladie l'indulgence *in articulo mortis* ? Le catéchisme de Rodez dit qu'on ne peut la donner qu'une fois. Jusqu'ici, j'avais cru le contraire. J'ai consulté différents auteurs de théologie, ils n'en parlent pas.

3^o Un fermier, arrivé au moment de payer sa ferme, se trouve dans une grande gêne. Il demande le délai d'un mois parce qu'il compte d'ici-là faire plusieurs marchés qui lui rapporteront de quoi payer ses dettes. Ce délai lui est volontiers accordé. Mais son propriétaire se ravise. Craignant, bien à tort, de n'être pas payé, il va trouver l'huissier et fait saisir les biens de son fermier. La saisie n'a pas eu de suite, parce que le fermier pour éviter de trop grands frais emprunte de l'argent et paye immédiatement sa ferme. Mais il ne lui en a pas coûté moins de cinquante francs, sans parler des intérêts de la somme qu'il a empruntée.

¹ Nous avons cité ce décret dans l'*Ami du clergé*, 3^e année, p. 111.

² Voici la réponse *ad dubium VI*, in una S. Hippolyti.

DUBIUM VI. An permittit possit Calix vel Patena pro offerendo sacro sancto Missæ sacrificio ex cupro benedicturatio pro Ecclesiis pauperibus, quandoquidem sententiæ antonorum justa rel. de Albertis de ss. Utensilibus ea de re inter se non conveniunt ?

RESP. Serventur Rubricæ.

Je demande s'il n'y a pas là une véritable injustice et s'il n'y a pas matière à restitution de la part du propriétaire.

R. — AD I. L'Eglise prend le violet à la fête des saints Innocents afin de compatir à la douleur des pauvres mères qui pleurent en Rama leurs enfants parce qu'ils ne sont plus : « Rachel plorans filios suos, et noluit consolari, quia non sunt. »

AD II. On peut donner plusieurs fois à la même personne et dans la même maladie l'indulgence *in articulo mortis*, si cette personne après avoir été mieux, est retombée et se retrouve de nouveau en danger de mort. Mais on ne le pourrait pas dans le cas d'une maladie prolongée, et dont le danger est toujours le même. Ces deux solutions ont été données par la sacrée Congrégation des indulgences deux fois, d'abord le 20 septembre 1775 pour la Bretagne, et le 12 février 1842 pour le diocèse de Gand.

De plus, on peut encore la donner une seconde fois à une personne qui l'a reçue une première fois en état de péché mortel, parce que la première bénédiction a été de nul effet.

AD III. Au point de vue de la conscience, le propriétaire a injustement agi, et cela pour deux raisons :

La première est qu'il avait accordé le délai d'un mois et avait ainsi fait remise au fermier des recours qu'il pouvait en droit exercer contre lui pendant ce mois ; cette remise consentie de part et d'autre créait en faveur du fermier un droit de n'être pas inquiété pendant ce mois. L'ayant poursuivi avant l'expiration du mois, le propriétaire s'est rendu coupable d'une injustice à son égard.

La seconde raison est que le fermier n'étant pas en demeure de payer avant la fin du mois, le propriétaire n'était pas fondé à employer contre lui les moyens dispendieux de la justice. A supposer qu'il eût le droit et la volonté de réclamer le paiement avant la fin du mois, il devait avertir le fermier qui aurait pu prendre ses mesures pour payer et s'éviter les frais et les désagréments d'une saisie.

Le propriétaire, s'il a eu l'intelligence de ce qu'il faisait, est donc doublement coupable d'injustice.

Est-il tenu à restitution ? Oui s'il a été cause théologiquement coupable du dommage qu'il a occasionné à son fermier. Ce point ne peut être décidé qu'entre lui et son confesseur.

A supposer qu'il soit tenu, que doit-il restituer ? D'abord les frais de la saisie, et ensuite les dommages qui en auraient résulté pour le fermier : c'est l'objet même de l'injustice supposée. Dans ces dommages pourraient entrer les intérêts de la somme empruntée par le fermier.

Nous avons supposé que rien n'était survenu depuis le premier arrangement qui motivait la conduite tenue par le propriétaire et le délit de sa parole donnée.

Q. — 1° Est-ce que la messe paroissiale doit nécessairement être chantée?

2° Qu'est-ce qui doit être chanté par le chœur?

3° Est-ce qu'on est obligé de chanter le Graduel et le Trait tout entier?

4° Peut-on commencer l'Introït avant que le prêtre ne soit à l'autel?

5° Est-ce qu'on est obligé de doubler l'Introït?

6° Que doit-on faire si l'on n'a pas de chantres, ou bien si l'on n'a que des chantres inhabiles?

R. — AD I. Il est certain que les messes solennelles doivent être chantées, car la rubrique du Missel l'affirme, et indique même ce qui doit être chanté, tant par le prêtre, que par le diacre et le sous-diacre, ainsi qu'on peut le voir dans les rubriques générales titre xvi, n° 3 : « In Missa solenni, quando dici debent a celebrante *Gloria in excelsis* et *Credo*, intonantur, etc. » Or qu'entend-on par messes solennelles? Ce sont les messes célébrées avec diacre et sous-diacre, telles sont les messes conventuelles des cathédrales, des collégiales et des monastères tenus à l'Office de chœur.

De plus la messe principale doit être chantée dans les églises paroissiales, en vertu des prescriptions de l'autorité ecclésiastique et de la coutume.

AD II. Le chœur doit chanter, du moins aux messes conventuelles l'Introït, les *Kyrie*, le *Gloria in excelsis*, le Graduel, l'Alleluia, le Trait, les Proses, le *Credo*, l'Offertoire, le *Sanctus*, l'*Agnus* et la Communion. On doit aussi répondre à certains chants commencés par le célébrant, par exemple, au *Dominus vobiscum*, à *Per omnia sæcula sæculorum*, etc.

Cependant le chœur n'est pas obligé de chanter l'Offertoire ni la Communion, si ces antiennes sont figurées par l'orgue, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites en 1852. L'évêque de Montepulciano, en Toscane, avait exposé le cas suivant : « Quum pulsatur organum in Missa cantata, Offertorium et Postcommunio submissa voce ab uno recitantur in choro, vel nihil dicitur, diebus præsertim ferialibus. » La Congrégation répondit qu'on pouvait les dire à voix basse, mais non les omettre : « Dici posse submissa voce, sed non omitti. » (S. R. C. 10 janvier 1852, n. 5166 ad 3.)

AD III. Doit-on chanter le Graduel et le Trait tout entier? Cette question ne manque pas de difficulté en théorie comme en fait, car les auteurs sont divisés sur ce point, et les pratiques sont très différentes. Disons ce qui est certain et ce qui est douteux tant pour le Graduel que pour le Trait.

Et d'abord le Graduel. Il est certain qu'on doit le chanter intégralement dans les cathédrales. En 1753, l'évêque de Coïmbre, en Portugal, demandait à la sacrée Congrégation des rites si à la messe conventuelle de sa cathédrale on devait toujours chanter le Graduel en entier : « An in Missa conventuali cani semper debeant *Gloria*, *Credo*, *totum Graduale*, *Offertorium*, *Prefatio* et

Pater noster. » La Congrégation répondit affirmativement : « Affirmative juxta præscriptum Cœremonialis Episcoporum, et amplius. » (14 avril 1753, n. 4233 ad 2.)

Venons maintenant au Trait, doit-on le chanter intégralement? En 1861 le provicaire du diocèse de Saint-Marc, au royaume de Naples, posa la question pour la messe conventuelle de la cathédrale : « An Tractus Missæ conventualis per integrum dici debeat a cantoribus? » La Congrégation répondit qu'on devait le chanter entièrement lorsque l'orgue ne joue pas : « Tractum integre canendum, quum organum non pulsatur. »

Ainsi donc on doit chanter intégralement le Graduel et le Trait aux messes conventuelles; et encore pour le Trait on n'y est obligé que si l'on ne touche pas l'orgue. Mais que faut-il entendre par messes conventuelles? C'est la messe principale des cathédrales, des collégiales, et des monastères tenus à l'Office de chœur.

Dans les simples églises paroissiales, est-on tenu de les chanter intégralement? On n'y est pas tenu en vertu des décisions précédentes, puisqu'elles ne regardent que les messes conventuelles. Aussi certains auteurs qui d'abord en avaient fait une obligation en vertu de ces déclarations n'insistent plus aujourd'hui, et ne font plus que le conseiller.

Mais il pourrait y avoir une obligation en vertu de prescriptions émanant d'une autorité légitime.

AD IV. Peut-on commencer l'Introït avant que le célébrant soit arrivé à l'autel? On ne le peut pas lorsque l'évêque officie, ni à la messe chantée dans les cathédrales.

Et d'abord on ne le peut pas quand l'évêque officie; car le Cérémonial des évêques le dit clairement; l'orgue cesse aux *Introïbo*, et le chœur commence l'Introït : « Episcopus... facit cum eis (diacono et subdiacono) confessionem, junctis manibus, stans aliquantulum inclinatus. Interim cessat sonitus organorum, et chorus incipit Introïtum. » (Cérém. des év., livre 2^e, chap. viii, n. 30.)

On ne le peut pas non plus à la messe chantée dans les cathédrales; car en 1753 l'évêque de Coïmbre, voulant détruire des abus qui existaient dans sa cathédrale, fit poser la question à la sacrée Congrégation des rites : « An a cantoribus in choro incipi possit Introïtus missæ priusquam sacerdos eandem missam celebraturus ad altare pervenerit? » Or la Congrégation répondit : « Negative, et amplius. » (14 avril 1753, n. 4233 ad 7.)

Ces déclarations doivent-elles s'appliquer à toutes les églises paroissiales? La plupart des auteurs le pensent, s'appuyant sur les preuves que nous venons d'indiquer. Bien que nous soyons porté à partager leur sentiment, nous devons néanmoins reconnaître que les arguments ne sont pas péremptoirs.

AD V. Que doit-on faire si l'on n'a pas de

chantres, ou si l'on n'a que des chantres inhabiles? MM. les curés doivent s'efforcer de procurer à leur paroisse une messe chantée. C'est un point très grave, sur lequel l'*Ami du clergé* a déjà eu l'occasion d'exprimer son avis, et qu'il renouvelle aujourd'hui avec la même énergie. Le chant est d'une haute importance pour la religion. MM. les curés et les fabriques ne doivent pas reculer devant des sacrifices, même considérables, pour maintenir cette partie si excellente, nous dirions presque si nécessaire du culte catholique.

Il serait à désirer que l'on continuât de chanter toutes les parties de la messe qui sont notées dans le Graduel, par conséquent les parties même les plus difficiles comme l'*Introït*, le Graduel, l'*Offertoire* et la Communion. Si on ne le peut pas, que du moins on chante toutes celles qui sont faciles, comme les *Kyrie*, le *Gloria in excelsis*, la prose, le *Credo*, le *Sanctus*, le *Benedictus*, et l'*Agnus Dei*.

On pourrait même chanter l'*Introït*, le Graduel, l'*Offertoire* et la Communion sur un ton convenable, à la manière des psaumes, ainsi qu'il a été réglé en certains diocèses. De cette façon, on conserverait presque intégralement aux saints offices leur forme traditionnelle, cette pompe extérieure qui contribue puissamment à rehausser la religion aux yeux des fidèles.

Si au contraire le chant venait à disparaître, le culte perdrait de sa majesté, les saints offices auraient moins d'attrait, les églises seraient insensiblement abandonnées, la foi et les mœurs s'altéreraient, et avec le temps la vertu s'évanouirait presque entièrement : malheur immense que le prêtre a mission de prévenir autant qu'il le peut.

Q. — 1^o Dans les bénédictions non réservées ou autres, quand on est autorisé à les faire, peut-on chanter la formule pour plus de solennité?

2^o Peut-on admettre à la communion publique avant sa délivrance une fille publiquement enceinte? les pratiques sont fort différentes.

R. — AD I. Nous ne connaissons aucune rubrique ni aucun décret qui permettent de chanter les bénédictions pour lesquelles la rubrique ne marque pas de chants. Il convient donc de s'en tenir à la rubrique. Il est certaines bénédictions qui doivent être chantées, par exemple, celle des Rameaux; l'Eglise le veut ainsi parce que certaines bénédictions sont solennelles à ses yeux, ou bien par privilège parce que certaines bénédictions sont réservées aux Evêques. Il importe donc de se conformer à la rubrique.

Cependant si d'après certains règlements synodaux ou d'après la coutume, certaines bénédictions étaient chantées, MM. les curés devraient les suivre, parce qu'il ne leur appartient pas de violer, de leur autorité propre, des prescriptions épiscopales ou une coutume générale.

AD II. Non, on ne peut admettre à la communion une fille publiquement enceinte, à

moins qu'auparavant elle ait fait pénitence et réparé son scandale : « Arcendi autem sunt publice indigni... nisi de eorum pœnitentia et emendatione constet, et publico scandalo prius satisfecerint. » (Rituel romain).

Q. — 1^o Peut-on verser dans un cimetière, considéré comme terre bénite, l'eau qui a servi à laver les doigts du prêtre à l'autel?

2^o Ou celle qui a servi à laver les linges sacrés?

3^o Est-il permis de vendre à des brocanteurs qui font le tour des paroisses, d'anciens ornements qu'ils achètent, disent-ils, pour le dessin des fleurs, et qu'ils se garderont bien d'employer à des usages profanes (toujours, disent-ils)?

Ne doit-on pas les brûler?

Et s'il y a une distinction à faire, quelle est-elle?

R. — AD I. Aucune rubrique ni aucun décret ne régle le point. Cette eau devant être en très-petite quantité, d'après la rubrique qui demande seulement que le prêtre lave les extrémités du pouce et de l'index, « extremitates digitorum pollicis et indicis, » peu d'auteurs se sont occupés de ce qu'on devait faire de cette eau. Il ne convient pas de la jeter sur le pavé ou le long du mur comme on le fait. On peut très convenablement la déposer dans un vase au moment du *Lavabo*. Mais que doit-on en faire après la messe? Comme il n'y a pas de loi, les pratiques sont bien différentes. En certaines églises, on laisse cette eau dans le vase pendant plusieurs jours; en d'autres on la jette tous les jours, soit au moment du *Lavabo*, soit après la messe.

Mais où peut-on la jeter? Les uns la jettent au cimetière, s'il est contigu à l'église; d'autres en dehors de l'église, mais dans un endroit profane; d'autres dans la piscine réservée aux choses bénites; d'autres dans une autre piscine non réservée aux choses bénites.

On voit que les pratiques sont différentes, et il ne nous appartient pas de trancher cette question peu importante d'ailleurs. Mais puisqu'on nous demande notre avis, nous dirons que l'eau qui a servi à laver les doigts du prêtre n'étant pas bénite, aurait une place naturelle dans un endroit décent mais non béni, surtout dans un vase spécial destiné à cette fin.

AD II. Quant à l'eau qui a servi à laver les linges sacrés, elle doit être jetée dans la piscine, d'après le sentiment unanime des canonistes et des liturgistes.

AD III. Les ornements qui ont été bénis, c'est-à-dire tirés de l'ordre des choses profanes pour être députés au service des choses saintes, ne peuvent plus jamais être employés à des usages profanes. C'est un point aussi ancien qu'incontesté dans la jurisprudence ecclésiastique.

Par conséquent, il ne serait pas permis de vendre d'anciens ornements, à moins qu'on ait la certitude morale que celui qui les achète les destine au service d'une autre église et pour un usage sacré. Or, a-t-on cette certitude morale lorsqu'on vend ces ornements sacrés aux brocanteurs qui parcourent nos pays? Nullement. Le

plus souvent ces brocanteurs sont des juifs, et l'on sait que cette race est aussi menteuse et cupide qu'au temps du Sauveur. On ne peut pas se fier à eux. Les autres brocanteurs, s'ils ne sont pas juifs de nom, le sont en réalité; ils ne valent pas mieux; et nous ne voyons pas sur quel principe on pourrait s'appuyer pour aliéner en de telles mains des objets bénis.

Mais alors que faire des ornements usés qui ne sont plus en état de servir? Les lois canoniques y ont pourvu depuis longtemps. On les consume par le feu, et les cendres sont jetées soit dans la piscine, soit dans un trou pratiqué au mur de l'église, soit dans une fosse creusée dans le pavé. « ... Vetustate consumpta, incendio detur... Cineres quoque eorum in Baptisterium inferantur, ubi nullus transitum habeat; aut in pariete, aut in fossis pavementorum jactentur, ne introeuntium pedibus inquinentur. » (De consecrat., chap. 39, Dist. 1.)

Si quelques parties d'ornements usés étaient encore en état de servir, on peut les transformer pour en faire d'autres ornements; par exemple, on peut très-bien avec une partie d'aube confectionner un amict, des manuterges, etc. On peut aussi s'en servir pour raccommo-der d'autres ornements.

Si l'on avait un ornement très-précieux, mais tellement usé qu'il ne fût plus en état de servir, nous engageons à le garder soigneusement comme œuvre d'art.

Q. — 1^o Les ornements en drap d'or peuvent-ils remplacer le violet un jour de solennité?

2^o Aux semi-doubles, la rubrique demande trois oraisons du temps, pourrait-on les dire s'il y avait des mémoires ce jour-là?

R. — Ad I. Non les ornements en drap d'or ne peuvent pas remplacer le violet un jour de solennité. La Congrégation des rites a décidé ce cas très-nettement en 1868. L'évêque de Sira demandait: « Color flavus, tum sericus, tum ex auro contextus, potestne adhiberi pro albo, viridi, rubro ac violaceo, præsertim in ecclesiis pauperibus paramenta singulorum colorum a rubrica præscriptorum facere non valentibus? » La Sacrée Congrégation répondit qu'on le pouvait pour le blanc, le vert et le rouge, mais non pour le violet: « Quoad paramenta coloris flavi, negative; quoad paramenta ex auro contexta affirmative, excluso tamen colore violaceo. » (S. R. C., 5 déc. 1868, n. 5419, ad 5.)

Ainsi donc la réponse est absolue, on ne peut jamais employer l'or pour remplacer le violet, même dans les églises pauvres.

Ad II. Dans les jours semi-doubles, ordinairement on dit des oraisons du temps; s'il y a une mémoire on ne dit plus qu'une oraison du temps, la première, s'il y a deux mémoires, on ne dit aucune oraison du temps. Il n'y a que dans les fêtes simples et les fêtes que l'on pourrait dire, outre les mémoires, des oraisons du temps,

pourvu que le nombre des oraisons ne dépasse pas sept: « In festis simplicibus et feriis per annum, nisi aliter in propriis locis notetur, dicuntur tres ut in semiduplicibus, aut quinque; possunt etiam dici septem ad libitum. » (Rubricæ generales, ix, 12).

Q. — En droit, un évêque peut-il interdire à ses curés d'aller faire des prédications en dehors du canton auquel ils appartiennent? Dans l'espèce, je suis invité à prêcher le carême dans une paroisse qui n'est qu'à 5 lieues de la mienne: je prends le train à 7 heures du soir, je rentre chez moi à 10 heures et demie; mon vicaire garde pendant ce temps-là et chante les vêpres le dimanche à ma place. Si mon évêque me le défend, suis-je en conscience tenu d'obéir, ou bien puis-je passer outre à son interdiction? Remarquez que je ne pose pas la question de convenance ou d'intérêt (car il y en a toujours à ne pas froisser un évêque). Je pose la question de droit seulement, et je vous saurais gré de la traiter dans l'*Ami du clergé*, car je ne puis me faire une conviction sur ce point, malgré mes recherches.

R. — Un évêque a tout pouvoir pour interdire à ses prêtres de prêcher hors de leur paroisse. Si cette défense ne les atteignait pas directement, du moins elle les atteindrait indirectement, en ce sens qu'il peut intimer aux curés l'ordre de n'accepter aucun étranger à la paroisse pour annoncer la parole de Dieu. Rien de plus formel à cet égard que la prescription du Concile de Trente.

« Nullus, sive sæcularis, sive etiam regularis, etiam in ecclesiis propriorum ordinum, contradicente episcopo, prædicare præsumat¹. »

Le pape Clément VIII a renouvelé la prohibition et tous les canonistes la mentionnent: « Parochi prohibentur in suis ecclesiis admittere concionatores ab Ordinario non approbatos, etiamsi prædicare vellet aliquis episcopus. Et ita jam hodie nullus etiam a parochia invitatus prædicare poterit sine licentia episcopi². »

La coutume permet aux curés d'autoriser pour un sermon ou deux un prédicateur étranger à leurs paroisses, parce que l'évêque est censé consentir. Mais cette présomption cède devant la volonté clairement manifestée de l'évêque.

Dans le cas, notre correspondant ne peut passer outre aux défenses de l'Ordinaire, lors même qu'il ne devrait être qu'une heure absent, parce que ce n'est pas l'absence qui est défendue, mais la prédication.

Q. — 1^o Un dimanche, M. le curé de la paroisse est absent, le prêtre chargé de le remplacer tarde à venir. Un grand séminariste, simple tonsuré, impatienté, se revêt de la chape, entonne « l'Asperges me » et va gravement asperger les fidèles.

Que pensez-vous de la conduite de ce séminariste?

2^o Un prêtre binaire, un dimanche ordinaire, s'est aperçu au moment de la communion sous l'espèce du vin qu'il avait consacré de l'eau pour du vin; il termine la messe comme à l'ordinaire et va dire la messe dans son binage.

1^o Que penser de sa conduite? 2^o Quel péché a-t-il commis?

3^o S'il a reçu l'honoraire de la première messe, doit-il dire une seconde messe pour l'honoraire reçu?

¹ Conc. Trid. sess. 24, de reform. cap. 4.

² Ferraris, v^o Parochus, art. 2, n. 78.

R. — AD. 1^{re}. Ce séminariste a agi comme Saül, lequel, impatient, après avoir longtemps attendu Samuel, se permit d'offrir lui-même l'holocauste (1 Reg. XIII. 8). Nous ne pouvons pas autrement caractériser la conduite du séminariste, que ne fit Samuel celle de Saül : il a agi comme un étourneau.

La rubrique du Missel, rappelée dans plusieurs décrets de la S. C. des Rites, exige que l'aspersion soit faite par le prêtre même qui doit célébrer la messe. Un autre prêtre n'aurait pas dû faire l'aspersion, à plus forte raison était-ce défendu au séminariste.

De plus, si la sottise légèreté du séminariste ne l'excusait pas de péché en cette circonstance, il serait irrégulier pour avoir solennellement exercé les fonctions d'un ordre qu'il n'avait point reçu. V. Reifensuel, L. V. Tit. 28).

AD II. Ce prêtre a doublement violé les lois ecclésiastiques, 1^o en ne faisant pas de consécration au moins sous l'espèce du vin (V. Missal. de defect. in celebr. Missæ, IV. 5) ; 2^o en prenant de cette eau quoiqu'il dût célébrer une seconde messe, et en célébrant effectivement sa seconde messe après avoir rompu le jeûne eucharistique.

A-t-il péché gravement ? L'une et l'autre matières sont graves : la première parce que plus probablement la double consécration appartient à l'essence du sacrifice et qu'il y a précepte divin grave de consacrer sous les deux espèces : la seconde parce que le précepte ecclésiastique concernant le jeûne est grave et oblige sous peine de péché mortel.

S'il a reçu un honoraire pour la messe où il n'a consacré que sous une seule espèce, il est douteux qu'il ait satisfait à son obligation ; les probabilités en sa faveur sont notablement inférieures à celles qui lui sont contraires ; il s'agit d'ailleurs d'une obligation de justice, bien qu'il n'y ait pas égalité de chose entre ce qu'il a reçu et ce qu'il doit. Toutes raisons qui lui font une obligation de célébrer une messe nouvelle dont il fasse au moins conditionnellement l'application à l'intention pour laquelle il a reçu l'honoraire. Gury toutefois le déchargerait de cette obligation ; mais nous croyons que sa solution n'est pas entièrement conforme avec ses propres principes.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Depuis quelque temps j'ai en ma possession ce que nous appelons « une petite pharmacie, » c'est-à-dire une boîte renfermant une collection de remèdes usuels qu'on est bien heureux d'avoir sous la main, quand survient quelque accident en pleine campagne et loin de tout médecin.

Il m'a suffi de recourir deux ou trois fois à ces médicaments dans des cas de brûlure et de contusions, pour irriter au dernier point un jeune docteur plus bouffi de république que de science ; si bien qu'il m'a dénoncé au parquet comme exerçant illégalement la pharmacie.

Dieu merci, la bienveillante intervention d'un ami a arrêté l'affaire. Mais comme elle peut revenir sur l'eau, à cause de mon intention de refaire ce que j'ai fait, si l'occasion se présente, je ne serais pas fâché de savoir ce que pense l'*Ami du clergé* de ma mésaventure.

R. — Déjà plusieurs fois, nous avons reçu des lettres sur cette question importante, et nous attendions d'avoir quelque loisir pour la traiter. Un jugement tout récent de la cour d'Appel d'Angers (12 juin 1882) détermine assez bien la jurisprudence en cette matière. Voici, d'après la *Gazette des Tribunaux*, le résumé de l'affaire.

Dans les premiers mois de cette année, M. le docteur Mikalowitz, médecin à Parçay (Maine-et-Loire), dénonça M. l'abbé Mercier, curé de Parçay, comme se livrant à l'exercice illégal de la pharmacie. Une instruction fut ouverte, à la suite de laquelle cet ecclésiastique fut traduit devant le tribunal correctionnel de Baugé, le lundi 15 mai.

A cette audience, il fut constaté, et le jugement le relate, que le dénonciateur, quoique payé sur les fonds de la commune pour visiter les indigents, les délaissait, et il résulte que si M. le curé avait remis quelques rares médicaments, il l'avait fait étant, pour ainsi dire, contraint et forcé par suite de l'abandon dans lequel se trouvaient les personnes qu'il avait secourues.

Après le réquisitoire de M. Tardu, procureur de la République, et la plaidoirie de M^e Ch. Perrin, le tribunal mit l'affaire en délibéré et, le lundi 22 mai, rendit un jugement renvoyant M. l'abbé Mercier des fins de la plainte.

Appel fut interjeté par le ministère public ; la Cour, après avoir entendu M. l'avocat général Bernard et M^e Ch. Perrin, avocat, a confirmé la décision des premiers juges par l'arrêt suivant, qui fait suffisamment connaître les circonstances de l'affaire :

La Cour,

Considérant qu'il n'est point établi que l'abbé Mercier ait remis à la femme Beillard des remèdes ou préparation médicamenteuses ;

Qu'il le nie formellement, et que les déclarations successivement faites par le mari de cette femme, aujourd'hui décédée, sont tellement contradictoires, qu'il est impossible d'avoir confiance en son témoignage ;

Que cet individu ne peut même pas préciser si les boîtes ou flacons trouvés à son domicile y ont été apportés par le curé de Parçay, ou s'ils ont été achetés, par sa femme, sur les prescriptions des deux médecins appelés pour la soigner ;

Que le ministère public a d'ailleurs déclaré ne pas soutenir l'appel interjeté contre ce chef du jugement ;

Considérant que des témoignages recueillis, et des déclarations conformes du prévenu, il résulte :

1^o Qu'au mois de janvier 1880, parcourant sa paroisse pour visiter ses malades pauvres, et passant devant la demeure d'une veuve Couanet, alors souffrante d'un mal à la jambe, sans gravité, M. l'abbé Mercier lui proposa un peu d'eau blanche ;

Que cette femme se rendit à la cure pour y chercher un flacon dans laquelle il en restait une certaine quantité dont elle fit usage pour laver sa jambe ;

2^o Qu'il y a deux ans environ, appelé comme curé de paroisse de Parçay à visiter un sieur Desbois, atteint d'un cancer au visage, que le docteur Mikalowitz avait déclaré incurable, et dont il est mort quelques semaines après ;

l'abbé Mercier, ému de compassion à la vue des souffrances

physiques et morales de ce moribond, en quelque sorte abandonné de son médecin, et voulant essayer de les calmer, remit à sa femme quelques pilules dont la prévention n'indiqua pas même la composition, et que le prévenu dit être des pilules dépuratives de santé, achetées par lui pour son neveu malade;

3^e Qu'au cours de l'année dernière, étant allé visiter un jeune homme nommé Gascogne, malade d'anémie et soigné par le docteur Mikalowitz, qui non seulement le voyait souvent, mais lui fournissait des médicaments, l'abbé Mercier, après avoir engagé le père de ce jeune homme à suivre le traitement prescrit par le médecin, lui dit : « J'ai chez moi de la poudre de fer que j'avais fait venir pour mon neveu; votre fils est faible, si vous voulez venir chez moi, je vous donnerai un paquet de cette poudre; » que la mère de Gascogne fut chercher ce paquet, le mit dans un litre d'eau et fit prendre de cette eau à son fils;

4^e Qu'au mois de décembre dernier ayant vu chez sa mère une jeune fille atteinte d'anémie et soignée comme telle par un médecin de Savigné, l'abbé Mercier proposa à la veuve Binet deux paquets de cette même poudre de fer qui lui restaient; que cette femme alla les chercher au presbytère où M. le curé complétant son aumône lui donna en même temps un franc pour acheter de la viande et faire du bouillon à sa fille;

Considérant qu'après une minutieuse enquête provoquée par la dénonciation du docteur Mikalowitz qui n'a pu formuler que de vagues accusations non confirmées et même formellement démenties par ceux dont il a invoqué le témoignage, le ministère public ne relève aucun autre fait à la charge de l'abbé Mercier;

Qu'il ne lui impute pas d'avoir tiré profit des actes qu'il lui reproche et reconnaît qu'ils ont été absolument gratuits;

Qu'il ne conteste pas ses déclarations sur la provenance des substances remises à ces quatre malades; que l'abbé Mercier prétend les avoir achetées chez un pharmacien pour l'usage d'un de ses neveux malade qui habitait avec lui, et que rien dans l'information ne contredit cette allégation;

Considérant que les faits incriminés constituent des actes de bienfaisance et de charité, lesquels ne tombent pas sous l'application des lois, ordonnances ou déclarations édictées pour réglementer la police de la pharmacie.

Que ces lois, dont le but est de protéger les populations contre les surprises d'une ignorance cupide ou d'un empirisme dangereux, n'ont certainement pas été faites pour punir ceux qui accidentellement et par commisération pour les souffrances des malades indigents, joignent à leurs secours pécuniaires quelques-uns de ces médicaments d'un usage habituel, que l'on trouve à acheter sans ordonnance de médecin, non seulement dans toutes les pharmacies, mais aussi chez les droguistes et même quelquefois chez les épiciers, et encore moins ceux qui, n'ayant pas fait usage de la totalité des médicaments prescrits pour eux ou leurs proches, croient pouvoir en faire profiter les pauvres;

Qu'une interprétation aussi rigoureuse de ces lois ne permettrait pas de se servir pour d'autres que pour soi-même de ces pharmacies dites de campagne, dont la vente n'a jamais été prohibée, empêcherait les personnes charitables de venir en aide aux malades pauvres et aurait pour résultat de priver les indigents de tout secours dans les communes rurales éloignées d'une officine pharmaceutique;

Que ces lois ont, au contraire, toujours été appliquées avec une extrême réserve par la tolérance de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis leur promulgation;

Qu'elles ne l'ont jamais été à des actes d'humanité de la nature de ceux accomplis par l'abbé Mercier, et qu'une jurisprudence constante reconnaît aux tribunaux une certaine latitude dans l'appréciation des faits de distribution de médicaments dans un esprit de bienfaisance;

Considérant qu'un doute eût-il été possible sur le sens et la portée des lois relatives à l'exercice de la médecine et de la pharmacie, ce doute n'aurait pu persister après l'interprétation officielle donnée de ces lois par le conseil d'Etat;

Que l'avis du 8 vendémiaire an xiv dispose, en effet :

« Qu'en se renfermant dans les limites tracées par le rapport du ministre des cultes, sur le vu duquel il a été émis, les curés ou desservants n'ont rien à craindre des poursuites de ceux qui exercent l'art de guérir, ou du ministère public chargé du maintien des règlements, puisqu'en donnant des soins et des conseils gratuits, ils ils ne font que ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens, ce que nulle loi ne défend, ce que la morale conseille, ce que l'administration pro-voque, et qu'il n'est besoin pour assurer la tranquillité des curés ou desservants, d'aucune mesure particulière. »

Considérant qu'en remettant gratuitement et à des intervalles de temps éloignés, à quatre malades de sa paroisse, les remèdes ou drogues simples ci-dessus indiqués, dont il n'avait pas fait l'emploi pour lequel il les avait achetés, M. le curé de Parçay n'a certainement pas excédé les limites tracées par le rapport de Portalis auquel se réfère cet avis;

Considérant, en effet, qu'après avoir exposé dans ce rapport « que l'ancien gouvernement faisait distribuer aux curés, par les intendants, des boîtes de remèdes simples » et bienfaisants dont l'application était facile et d'un usage fréquent. » Le ministre des cultes propose à l'empereur « d'instruire les préfets que son intention n'est point que les autorités locales s'opposent à ce que MM. les curés et desservants aident de leurs conseils et de leurs secours, les pauvres de leurs paroisses, pourvu qu'ils ne se permettent ni de signer des recettes, ni de rédiger des consultations, et que leurs visites soient absolument gratuites. »

Considérant que les termes de ce rapport où Portalis rappelle le désir souvent exprimé par plusieurs médecins que les curés fissent des études en médecine et dispensassent simultanément les remèdes du corps et ceux de l'âme, indiquent très-nettement que dans la pensée de son auteur, la tolérance qu'il proposait d'accorder aux curés et desservants dans les limites de leurs paroisses, s'appliquait non seulement aux lois sur l'exercice de la médecine, mais encore à plus forte raison à celles sur l'exercice de la pharmacie;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges;

La Cour confirme le jugement dont est appel;

Renvoie le prévenu des fins de la poursuite, sans dépens.

Cette décision intéressante et importante de la cour d'Angers nous paraît appliquer les vrais principes de droit dans cette matière délicate de l'exercice illégal de la pharmacie. Le fait de remettre gratuitement à autrui ces médicaments que toute personne éclairée a chez soi et dont elle s'est munie afin de parer à toute éventualité fâcheuse ne peut pas constituer le délit d'exercice illégal de la pharmacie. La cour de cassation a plusieurs fois eu à décider si la remise gratuite de médicaments simples et dont la préparation n'exige pas de connaissances pharmaceutiques compliquées constitue un acte tombant sous le coup de la loi: ses décisions sont intervenues dans des espèces où des sœurs de charité étaient en cause, et elle a rejeté les pourvois formés contre les arrêts qui les acquittaient. (Cass. 14 août 1863. Dalloz, 1864, 1, 399, 16 février 1878. D. 1878, 1, 283.) La cour d'Angers vient d'appliquer les mêmes principes dans l'espèce ci-dessus rapportée.

Ces solutions nous paraissent devoir être admises pour tous ceux qui, en donnant des remèdes, ne font qu'accomplir un acte de charité et de bienfaisance et nous avons reproduit dans la *Gazette des tribunaux* du 20 décem-

bre 1849, deux jugements du tribunal de Gand adoptant les mêmes principes.

Au surplus, le gouvernement a toujours toléré ces actes de la part des personnes qui, comme les sœurs de charité, se vouent plus spécialement au soulagement des malheureux, et on peut lire dans le *Journal des conseils de fabriques*, année 1862-1863, p. 282 et suivantes, plusieurs lettres ministérielles où il est indiqué qu'en semblable matière, le ministère public ne doit pas agir d'office, mais doit laisser à ceux qui se plaignent d'une concurrence préjudiciable, le soin de saisir les tribunaux. Dans sa dépêche du 26 juillet 1861, M. Delangle, ministre de la justice, écrivait au ministre de l'intérieur.

Que de l'avis du procureur général de Rennes, des poursuites produiraient un regrettable effet; qu'elles pourraient être regardées comme une persécution religieuse; que les sœurs dont le zèle charitable est si digne d'éloge, ne se rendant pas bien compte de la limite de leurs droits, pourraient perdre courage et abandonner leur œuvre.

Cette tolérance du gouvernement a servi à interpréter le sens des dispositions de loi sur la matière de la pharmacie, et aussi la Cour de cassation a-t-elle dit dans l'arrêt de 1853 précité, que le but de ces lois était « de protéger les populations contre les surprises d'une ignorance cupide et d'un empirisme dangereux. »

La cour d'Angers s'est fondée sur cette interprétation de la Cour suprême, pour acquitter M. l'abbé Mercier, qui non seulement avait remis gratuitement des médicaments, mais encore y avait joint un secours pécuniaire. Elle ajoute aussi d'autres considérants très-remarquables tirés de l'avis du conseil d'Etat du 8 vendémiaire an XIV, postérieur de deux ans aux lois sur la pharmacie, et du rapport de Portalis sur la proposition duquel il a été rendu. Ce dernier document très-important est peu connu, il ne se trouve pas dans la plupart des ouvrages même spéciaux sur la matière de la pharmacie; il a été publié pour la première fois par le *Journal des conseils de fabriques*, année 1841-1842, p. 293.

(*Gazette des tribunaux*).

Q. — 1^o Le produit de quêtes ou souscriptions organisées dans une commune par un comité de personnes privées, dans un but philanthropique, soit la création de maisons d'enseignement ou de salles d'asile, en dehors de la participation de l'administration municipale proprement dite, constitue-t-il une propriété communale qui puisse être à toute époque revendiquée par la commune?

2^o Par suite, les personnes qui auraient fait l'emploi de sommes ainsi perçues, conformément aux intentions du comité organisateur et des donateurs eux-mêmes, peuvent-elles être considérées comme s'étant rendues coupables d'une comptabilité occulte en s'appropriant au bénéfice d'une œuvre, des fonds qui devaient être réputés propriété communale et, par suite, être tenus à la répétition du montant intégral des souscriptions?

3^o La participation du maire d'une commune qui, *ut singulus*, et sans l'autorisation de son conseil municipal, aurait pris part à l'organisation de la souscription peut-elle être considérée comme affirmative des droits de la commune sur le montant intégral de cette même souscription, alors même que le maire a quitté ses fonctions depuis

plusieurs années et a cessé de faire partie du comité organisateur de la souscription?

R. — Ces trois questions, qui, au point de vue des principes et de l'actualité, offrent un sérieux intérêt, ont été tranchées par le conseil de préfecture du Puy-de-Dôme dans le sens de l'affirmative, au profit de la commune du Mont-Dore contre le curé de cette commune et la communauté des dames religieuses du Bon-Pasteur. Voici dans quelles circonstances :

Dans le courant de la saison thermale de 1867, au Mont-Dore, à la suite de divers accidents survenus à de jeunes enfants peu ou point surveillés par leurs parents, et notamment de la mort de l'un d'eux, noyé dans un courant d'eau qui traverse la ville, quelques personnes charitables en tête desquelles se trouvaient MM. Bellon, alors maire de la commune, et Martin curé, composèrent un comité dans le but de prévenir le retour de semblables accidents.

Le comité s'adressa à Mme la supérieure de la congrégation de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, dont la maison-mère est à Clermont-Ferrand, pour lui demander de fonder au Mont-Dore un établissement où les dames religieuses s'occuperaient de l'enseignement et de la garde des enfants.

Mme la supérieure y consentit, mais à la condition d'être indemnisée des frais d'installation et d'entretien. Pour faire face à ces dépenses, le comité résolut de provoquer des souscriptions et de faire des quêtes. Il fut recueilli à ce sujet une somme assez importante, et par suite, les dames religieuses du Bon-Pasteur fondèrent leur maison d'école et y annexèrent une salle d'asile.

Ces derniers temps, l'administration municipale, qui jusqu'alors était restée étrangère aux souscriptions et aux décisions du comité organisateur, jugeant insuffisante l'installation actuelle de la salle d'asile, a formé devant le conseil de préfecture du Puy-de-Dôme une demande contre la supérieure de la communauté religieuse du Bon-Pasteur et M. l'abbé Compagnon curé du Mont-Dore, tendant à les faire condamner à restituer à la commune du Mont-Dore la somme de 15,055 francs, montant des quêtes et souscriptions dont nous venons de parler, en déclarant que cette somme constituait une propriété communale, d'une part, et, de l'autre, révélait une comptabilité occulte.

C'est sur cette demande que le conseil de préfecture a statué.

Nous ne reproduisons pas le jugement du conseil de Préfecture à cause de son excessive longueur; mais il reproduit en termes administratifs l'argumentation du loup qui convoitait de croquer l'agneau à belles dents.

Ainsi il pose en principe que l'opération, ayant un intérêt communal, a été faite en vue et au nom de la commune. Avec cette jurisprudence, on ne voit trop comment une personne pourrait

s'y prendre pour fonder une œuvre de bien sans tomber sous la griffe des administrations; car toute œuvre de bien a en vue l'intérêt public d'une localité quelconque.

Le jugement prétend aussi que le maire, ayant présidé le comité chargé de recueillir les quêtes, a agi « comme maire » et au nom de la commune : ce qui est absolument subtil et même faux : la preuve péremptoire se trouve dans le fait de n'en avoir jamais parlé au conseil municipal, d'avoir confié directement l'œuvre à des religieuses.

Du reste, c'est aux tribunaux civils de juger toutes les questions de propriété. Sous ce rapport, le conseil de Préfecture du Puy-de-Dôme était incompétent, et si son jugement s'exécutait, on ne pourrait voir là qu'une pure confiscation.

Si l'on rapproche cet exploit du projet de confiscation de l'église du Sacré-Cœur de Mont-Martre pris en considération hier par le corps législatif, on ne peut que rougir d'un pays où tant d'iniquités se commettent et prier Dieu de ne pas nous punir comme nous le méritons.

Q. — 1^o Un maire peut-il exiger que le curé ne fasse aucun enterrement sans avoir demandé à la mairie un permis d'inhumer? N'est-ce pas à la famille du défunt à se procurer ce permis? Le curé ne peut-il pas faire le service religieux, à l'exception de l'inhumation, sans ledit permis?

2^o Un curé doit-il se plier aux exigences d'un maire qui veut que le curé rende aux familles les certificats de mariages civils et les permis d'inhumer, après en avoir pris connaissance.

R. — AD I. Le maire peut exiger que le curé ne fasse aucun enterrement sans le permis d'inhumation et aucun mariage sans le certificat de l'acte civil. Le prêtre qui procéderait à ces deux cérémonies sans les pièces susdites, s'exposerait gravement. Mais le maire ne peut pas exiger que le curé lui demande lui-même ces permissions. Pour les enterrements, c'est aux familles de se les procurer et de les remettre au curé. Pour le mariage, ce sont les époux qui les présentent avec les autres pièces exigibles, comme le certificat de publication des bans si l'un d'eux a été publié en dehors de la paroisse, le billet de confession, etc.

La loi qui exige le permis pour les inhumations, ne concerne que la levée du corps et l'enterrement proprement dit, par conséquent, le curé peut parfaitement faire à l'église tout le service funèbre, moins ces deux points.

AD II. Un curé prudent ne se désaisit pas facilement des pièces que la loi lui prescrit d'avoir. Ces pièces sont la preuve qu'il a agi conformément aux lois, et il est bon de pouvoir les produire, en cas de contestations. Ordinairement, il n'y a pas d'inconvénient à rendre ces pièces; mais le maire n'a pas le droit de l'exiger.

Q. — Jusqu'en l'année 1880 le curé de la commune de X... par son caractère de prêtre, pour l'honneur aussi du pays, était exempté de casser des pierres et de payer des prestations. M. le maire, le conducteur des

ponts et chaussées et le cantonnier chef l'émargeaient, pour parler le langage reçu.

Mais conducteur et cantonnier chef, soit par crainte de la R. F., soit pour ne pas donner de privilèges à un clercal et les laisser à nos seuls députés, ont rompu avec la coutume et désormais M. le curé devra casser 3 mètres 50 de pierres ou payer 6 fr. 75, c'est-à-dire plus qu'il n'a eu de casuel en l'année 1881 dans sa paroisse de 140 habitants, soit mariage, baptême et enterrement. Vu ce nouvel état de choses arrivé au grand scandale de la population, vu aussi la bienveillance du conseil municipal à l'égard de M. le curé, nous demandons à l'Ami du clergé d'être assez bon pour nous dire si le conseil municipal de la commune de X... pourrait faire que M. le curé jouisse comme par le passé du privilège l'exemptant d'être appelé à casser des pierres ou payer des prestations. Qu'y aurait-il à faire pour qu'il en soit ainsi?

En 1881 ce curé de X... s'est vu forcé de payer des prestations, tandis que l'instituteur du même pays a continué à jouir de l'exemption. Ce qu'il affirme ici, il le maintient, s'étant rendu compte auprès de qui pouvait le renseigner, le percepteur et l'instituteur lui-même.

R. — Les deux agents qui ont rompu avec la coutume en cessant d'émarger le curé absent comme s'il était présent, ont assurément commis là un de ces actes inqualifiables que réprouvent les convenances et la bonne éducation. Mais incontestablement ils étaient dans leur droit, et jusqu'à un certain point, ils accomplissaient un devoir. Surpris dans un pareil acte de complaisance par un agent supérieur, ils pouvaient être punis; car matériellement, il y avait là une espèce de faux. Ils n'ont pas voulu s'exposer aux conséquences administratives qu'une pareille complaisance pouvait entraîner, surtout en ce temps où les suspects sont assez traqués. Mais en admettant même que ces individus aient agi par hostilité et par républicanisme, ils sont inattaquables.

Le tort ici a été au maire et au conseil municipal qui, ayant en main le pouvoir d'exempter purement et simplement le curé de toutes prestations, ont commis l'imprudence de le laisser au rôle. Les conseils municipaux, en effet, ont la faculté d'exempter quelques citoyens de la corvée en question. Une lettre ministérielle du 15 février 1837, qui a suivi la promulgation de la loi du 21 mai 1836, laquelle soumet tout habitant à la susdite corvée, déclare qu'il ne serait pas contraire à l'esprit de cette loi de comprendre les curés dans les exemptions accordées par les conseils municipaux; et partout où les commissions de répartitions jugeront convenable de le faire, l'administration supérieure n'a aucun motif pour s'opposer à cette dispense.

Dans le cas présent, le conseil municipal a un moyen bien simple, c'est de ne plus porter le curé au rôle.

Courrier de l'Utile.

LES PLAIES DES ARBRES.

Les plaies des arbres sont de diverse nature, suivant les causes qui leur donne naissance. On distingue :

1^o Les déchirures. — Elles sont produites par les coups de vent trop violents, le poids excessif de la neige ou des fruits. Si la déchirure est trop longue pour qu'on puisse y remédier, il vaut mieux couper la branche à sa base, et soigner la surface endommagée comme une plaie simple, ainsi qu'il sera dit plus loin. Si l'accident n'est pas très-grave, on attache les branches aux branches opposées avec des cordes ou du fil de fer, puis on serre fortement la partie déchirée, avec des liens de chanvre, de bois ou de fer. Sous ces liens, on a dû adapter deux morceaux de bois creusés en gouttières, pour que le contact ne produise aucune autre plaie, puis on mastique la fissure avec de la résine ou un autre onguent. La guérison s'obtient facilement dans les arbres à pépins, mais l'écoulement de la gomme la rend très-difficile dans les arbres à noyau.

2^o La nécrose ou mort du bois. — Cette maladie, une des plus fréquentes, consiste dans une portion de bois mort enchâssée dans les tissus vivants. Elle est causée par le froid, la taille défectueuse, l'enlèvement partiel de l'écorce.

Souvent, lorsque la couche de bois nécrosée est peu épaisse, la cicatrisation s'opère d'elle-même en enveloppant la partie malade. Si celle-ci s'étend trop profondément, on fera bien de la diminuer au moyen de la gouge.

Pour prévenir cet accident, il faut avoir soin, lorsqu'on élague un arbre, de pratiquer la section de haut en bas, pour faciliter l'écoulement de l'eau. On conseille aussi de recouvrir la surface de poix ou de goudron.

3^o Les ulcères. — Sous ce nom sont désignées toutes les lésions accompagnées du ramollissement, de l'altération des tissus et d'un écoulement liquide. Cette maladie est fréquente dans les arbres à noyau, comme le pêcher, l'abricotier, le cerisier et l'amandier. Elle est produite quelquefois par la mauvaise nature du terrain, le froid, la piqure des insectes, le choc des voitures; mais le plus souvent par l'élagage mal fait. Si on la laisse exposée aux influences atmosphériques et aux intempéries des saisons, elle peut devenir mortelle, par suite de l'extravasation de la sève, du dessèchement du bois, et de l'introduction des eaux pluviales dans le corps de l'arbre.

La première condition pour favoriser la guérison d'un ulcère, est de nettoyer la plaie au vif avec un instrument bien tranchant, aussi proprement et complètement que possible; on peut même sans inconvénient brûler avec le fer rouge toute la partie malade. Il est bon de diminuer les bords de l'écorce lorsqu'elle est trop épaisse ou qu'elle est de nature à se rouler en dehors.

Pour garantir la plaie du contact de l'air, le moyen le plus simple, est d'y appliquer un engluent ou emplâtre dans lequel on fait entrer des huiles, de la térébanthine, de la résine, de la poix, du suif, etc., ou simplement une terre glaise ou grasse, une argile, ou un mélange de boue et d'excréments d'animaux, ce qui porte le nom d'onguent de Saint-Fiacre. Ce dernier remède est le plus simple et se trouve à la portée de tout le monde, mais il a l'inconvénient de gercer, de se fendre en se desséchant, d'entretenir l'humidité, et d'être souvent entraîné par les pluies. Aussi beaucoup de jardiniers lui préfèrent le plâtre et surtout le ciment de Forsyth, dont la dessiccation est prompte et la durée considérable.

Nous indiquons un engluent à pâte consistante, qui peut s'étaler avec une spatule ou un mauvais pinceau, s'applique parfaitement sur la plaie, empêche l'extravasation de la sève et par son odeur éloigne les insectes.

Prenez :

Fond de cruche d'huile,	330 gr.
Cire jaune,	330 gr.
Suif de graisse,	160 gr.
Goudron,	160 gr.

Fondez le tout ensemble et épaissez jusqu'à consistance de mortier avec quelques poignées de suie, bien écrasée et tamisée.

Si l'arbre est délicat et précieux, il faut mettre une toile entre le bois et l'onguent : la guérison est plus certaine.

Les vieux arbres creux se traitent de la même manière, mais la guérison ne saurait être qu'apparente. On remplit le vide par une maçonnerie en pierres et en plâtre, que l'on recouvre de ciment de Forsyth, pour la garantir de l'humidité. La plaie intérieure cesse d'augmenter et le bourrelet extérieur s'étend chaque année sur la maçonnerie et finit souvent par la recouvrir.

Si la plaie a été faite par un instrument tranchant, sans perte de substance, il n'est point nécessaire de la nettoyer; on se contente de la panser avec l'onguent de Saint-Fiacre, que l'on tient appliqué avec de vieux chiffons, ou une corde de paille.

Si la plaie est accompagnée de corps étrangers, tels que clous, lames de fer, cornes d'animaux, pierres, il faut extraire ces corps, si cela est possible sans agrandir la plaie; sinon, il vaut mieux abandonner les arbres à eux-mêmes, parce que la plupart du temps, ces accidents ne gênent en rien la végétation.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 5 julii.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FERMIN DANGIEN.

sa façon, combiné entre elle et Paule Vilbert. Et quand Lucie Desmarests s'en mêlait, on était à l'avance assuré de rire. Ce garçon manqué avait des inventions d'une impayable malice.

Le jeune professeur salua d'un regard amical, à leur entrée, quelques-unes de ses élèves, puis, lorsqu'elles eurent pris place derrière les pupitres de bois noirs, il commença sa classe.

Il parlait d'une voix harmonieuse et chaude, et pendant qu'il parlait — par une coquetterie fréquente chez les professeurs, Daresme agitait sa main blanche et potelée dont les doigts s'arrêtaient parfois dans sa barbe soyeuse qu'il caressait doucement.

« La femme n'est vraiment femme que par la maternité, » disait le professeur en poursuivant le sujet hardi qu'il avait choisi à sa leçon dernière, et qui était : *l'émancipation de la femme par la maternité*.

« C'est alors seulement qu'elle atteint la plénitude de son être, et qu'elle rentre dans la vérité complète de son rôle social. Il y a dans la psychologie de la femme tout un ensemble de sentiments, de tendances, de mouvements spontanés qui concourent invinciblement à la formation de ce sentiment unique et parfait : l'amour maternel.

« L'amour, mesdemoiselle..., l'amour !... » continua Daresme en s'échauffant.

Ici, Paule Vilbert poussa un gémissement comique de colombe blessée, en répétant à voix basse, sur l'intonation du professeur : « L'amour, mesdemoiselles..., l'amour ! »

« ... Cette attraction puissante de deux âmes l'une pour l'autre n'a de raison philosophique que dans le but mystérieux de sa nature qui est la procréation des êtres, et l'amour n'est pour la femme que le vestibule de ce temple qui s'appelle la maternité. »

— Alors, zut pour l'amour ! dit Suzanne Turpe, not très-positive.

Le professeur continuait le développement de son étonnant sujet sans prendre garde au saisissement de Mlle Adelphe qui assistait, en qualité de surveillante, à la leçon. Son célibat tourné à l'aigre se révoltait contre la doctrine de Daresme. Le dépit lui servant cette fois de jugement, elle trouvait choquant à l'excès le langage du professeur. Elle ne comprenait pas qu'on traitât de pareils sujets devant des jeunes filles, devant des enfants. Daresme, lui, n'en avait point senti l'inconvenance. A la vérité, ces demoiselles ne paraissaient nullement effarouchées. Quelques-unes n'écoutaient pas, c'étaient les simples d'esprit. Les grandes prenaient des notes. Paule Vilbert ne tenait pas en place. Elle avait « des agaçons, » disait-elle à sa voisine. A côté d'elle, Lucie Desmarest, penchée sur son buvard, paraissait très-sérieusement occupée... Sa voisine de droite en profita pour s'emparer du papier qui était devant elle : c'était un croquis à la plume, très hardiment troussé, sous lequel se lisait cette légende : « M. [Daresme donnant des répétitions à Paule Vilbert. » Le dessin représentait le professeur de philosophie agenouillé aux pieds de Paule, reconnaissable à ses grands yeux qui lui faisaient tout le tour de la tête et à sa poitrine proéminente sur sa taille très svelte.

La rumeur de la classe avait troublé Daresme, qui, pour sortir d'embarras, feignit l'impatience.

— Mademoiselle Adelphe, cria-t-il, surveillez donc ces demoiselles ; vous voyez bien qu'elles n'écoutent pas. On fait circuler je ne sais quoi sur le second banc.

Mlle Adelphe se leva par un mouvement automatique et vint droit à Lucie Desmarests. Celle-ci,

jouant la terreur, s'efforçait de reprendre des mains de Paule Vilbert le fameux dessin. La surveillante s'en empara, et sans y jeter les yeux elle le déposa sur la chaire.

Les deux jeunes filles ne demandaient pas autre chose. Elles étouffèrent une exclamation de triomphe, et dissimulèrent leur joie malicieuse sous des airs confus et désespérés.

Le professeur assujettit sur son nez son lorgnon d'écaille et regarda le papier compromettant.

A peine eut-il lu la légende qu'il rougit jusqu'au blanc des yeux.

— Quel enfantillage ! dit-il d'un ton irrité.

Mais, au même instant, un cri aigu partit du banc où Paule Vilbert était assise. La jeune fille, violemment rejetée en arrière, les membres raides, les yeux fermés, les bras tendus et les poings serrés, simulait, à s'y méprendre, une attaque de nerfs. C'était la scène combinée entre elle et Lucie Desmarests. Cette gamine de Lucie se leva vivement en donnant tous les signes d'une vive émotion.

— Oh ! Monsieur, disait-elle en joignant les mains, bien sûr ! elle va mourir !...

— Paule, qui s'était laissé glisser jusqu'à terre en dehors du banc, continuait à pousser des cris inarticulés et battait l'air avec ses longs bras pendant que tout son corps était agité par des soubresauts convulsifs.

Mlle Adelphe s'était rapprochée, très effrayée. Daresme, perdant à peu près la tête, se précipita en bas de sa chaire pour porter secours à la malheureuse enfant.

— Allons ! allons !... criait-il en s'agitant beaucoup. Il s'efforçait de contenir les élèves qui avaient abandonné leurs places et qui, frémissantes de curiosité, entouraient Paule étendue de tout son long, sur le plancher, dans l'allée du milieu, entre les deux rangées de bancs.

Et Lucie répétait avec de grandes exclamations :

— Oh ! la pauvre chérie !... Oh ! la pauvre !... Bien sûr, elle va mourir.

Paule Vilbert ne bougeait presque plus. Dans sa mimique savante, elle simulait maintenant l'état de prostration et d'accablement qui suit les attaques de nerfs.

Daresme, inquiet, se pencha vers elle ; Mademoiselle Adelphe tapait dans les mains de la jeune fille. Tout à coup, comme mue par un ressort, Paule Vilbert se redressa, et d'un geste égaré, elle se jeta au cou de Daresme qui dut la recevoir dans ses bras pour ne pas la laisser s'affaîsser sur le sol ; puis, comme revenant à elle-même et prise subitement d'une grande honte, elle se précipita contre Lucie en couvrant son visage de ses deux mains.

Le scandale fut immense. Mlle Adelphe, qui avait perdu ses lunettes dans son trouble, prononçait des paroles sans suite pour exhorter ces demoiselles à reprendre leur place. Seule avec Daresme, elle avait été dupe de la fausse attaque de Paule Vilbert. Les élèves, à qui Lucie venait de donner le mot de l'énigme, en leur disant : *Quelle bonne farce, hein !* avaient toutes les peines du monde à retenir leur envie de rire.

Le professeur ne savait plus quelle contenance garder. Il regagna cependant sa chaire, mais il ne put retrouver le fil de ses idées. Devant l'agitation de la classe, il dut se résigner à interrompre sa conférence :

— Ecrivez le sujet de la dissertation, dit-il d'une voix qu'il s'efforçait de rendre sévère, mais qui tremblait un peu.

Les élèves se mirent à écrire. La fin de la classe les trouva calmées. Elles sortirent en silence pendant que Lucie Desmarests murmurait en

poussant devant elle Paule brisée et nonchalante :
— Est-elle assez cabotine, cette Vilbert ?

L'événement fit le sujet de toutes les conversations, au Lycée, pendant deux jours. Le proviseur fut d'avis d'étouffer l'affaire et de ne point sévir par peur du scandale. D'ailleurs, Paule Vilbert, en comédienne consommée, feignit une grande honte, une confusion mêlée de forte migraine, et sa tenue fut si correcte que l'on ne soupçonna pas, en dehors des élèves, le coup monté par les deux amies.

Ah ? que les parents, que les protecteurs de la jeunesse ne s'y trompent point : à côté de l'école laïque telle qu'on la veut faire, tel sera, de son côté, croyez-le bien, le lycée des jeunes filles. Manquant de cette gravité et de cette sainteté que réclame la culture des âmes, il ne posera rien de fort, rien de stable, rien de français dans ces existences qu'il avait mission de faire nobles et viriles. Sans doute, toutes ne périront pas, mais toutes seront lancées dans une voie périlleuse, et la plupart finiront comme l'auteur nous raconte qu'ont fini les jeune personnes nommées dans l'article ci-dessus : « Eusmeline s'est engagée au théâtre ; Paule Vilbert a disparu ; Suzanne Turpenot est séparée de son mari, dont elle a déshonoré le nom après deux ans de mariage ; Lucie Desmarests écrit sous un pseudonyme des histoires rabelaisiennes. »

Mais ce n'est pas la famille seule qui marche à la décomposition, à la ruine avec les lois nouvelles dont on empoisonne la France, c'est la société, c'est la patrie entière. Pour bien voir de vos yeux cet effondrement, cette ruine immense, lisez « 1893 » : roman pour la forme, histoire pour le fonds, livre admirable !

1 beau volume elzévirien de 306 pages, titre rouge et noir, 3 fr.

Société générale de Librairie catholique.

Les actionnaires de la Société générale de Librairie catholique sont prévenus que le coupon n° 5 à l'échéance du 1^{er} juillet 1882, se paye au siège social de la Société, à raison de 12 fr. 50, net d'impôt.

Tout souscripteur aux actions nouvelles a droit à ce coupon. Nous engageons les retardataires à ne plus différer leurs demandes, afin de pouvoir en bénéficier.

Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

VICTOR PALMÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL.

A PROPOS DU DIVORCE

Divorce (da), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8° de 24 pages : 50 centimes.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 28 :

PRÉDICATION : Pour le 8^e dimanche après la Pentecôte : la rémission des péchés. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Dispense de la récitation privée de l'office pour les religieux franciscains qui n'ont fait que des vœux simples. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Comment faut-il disposer la pale sur le calice? — Faut-il s'incliner au mot *adoretur* de la Préface? — Faut-il se découvrir au mot *Jesus* du cantique d'Habacuc? — Combien faut-il de cierges pour donner la communion en dehors de la messe? — A la bénédiction du saint Sacrement, quelle est la place d'un psaume prescrit comme deuxième chant? — L'officiant, à un salut donné avec l'ostensoir, doit-il prendre la chape? Quelle est la place liturgique du thuriféraire à un salut du saint Sacrement? Peut-on prendre l'aube à un salut sans diacre ni sous-diacre? — Une religieuse qui a le pouvoir de toucher les vases sacrés, peut-elle placer le voile sur les épaules du prêtre au salut du saint Sacrement, lui présenter le bénitier et l'accompagner pour l'aspersion de l'eau bénite, porter le ciboire sur l'autel pour faire consacrer les hosties, ouvrir le tabernacle? — Un prêtre après sa messe, ayant déposé ses ornements, remarque quelques parcelles de la sainte hostie sur la patène, que doit-il faire? Peut-il, en revenant de porter le saint Viatique à un malade, sans se revêtir du surplis, purifier la custode dans le saint ciboire? — Comment doit agir un prêtre donnant le saint Viatique à un malade qui, à cause de la sécheresse de sa bouche, ne peut point avaler? — Un épicier peut-il le matin de la Chandeleur vendre des cierges bénits, sans toutefois augmenter le prix à raison de la bénédiction? — Peut-on, pendant une messe, exposer des reliques sur une table à côté de l'autel? Si oui, quel luminaire devrait être employé? — Si le prêtre n'a consacré que sous une seule espèce, doit-il *ex justitia* dire une seconde messe? — Comment doit s'entendre l'obligation de renouveler la réserve eucharistique tous les huit jours? — Un prêtre assistant à un office funèbre et recevant pour ce fait une rétribution, doit-il *ex justitia* prendre part au chant? — Certains évêques permettent l'usage de la graisse et de la viande certains jours, comment doit-on entendre cette permission? — Un bureau de bienfaisance peut-il affecter une partie de ses fonds à la création d'une caisse scolaire? Peut-on contribuer à la création de cette caisse? — Quelle conduite doit tenir un curé vis-à-vis de la « loi de malheur? » — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Art. 9 de la loi du 18 octobre 1790 concernant les jardins des presbytères. — Une école communale a-t-elle droit à une place particulière à l'église? a-t-elle le pas sur les écoles congréganistes? Peut-on traiter à l'église comme école, l'école laïque, vu que les maîtres ne sont pas obligés de conduire et de surveiller leurs élèves? — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (8^e article). Instituteurs et curés. — COURRIER DE L'UTILE : Destruction des mites et des teignes.

REVUE LITTÉRAIRE.

Cette semaine paraît à la Société générale de Librairie catholique un volume que son sujet même et le nom de son auteur recommandent puissamment : ENTRETIENS AVEC MARTHE : *Conférences prêchées aux dames du monde* par le R. P. Caussette, ancien vicaire général de Toulouse, tel est le titre du dit volume.

Ce livre, fait remarquer l'éditeur, devait porter les noms de *Marthe et Marie*, mais un ouvrage ayant paru depuis peu de temps avec ce même énoncé, il a fallu respecter les droits de la propriété littéraire. Du reste, cette petite modification ne va pas au-delà du frontispice; rien dans le fond, rien dans la forme ni dans l'exécution n'a subi de changement, et telle l'œuvre fut conçue, telle elle naît et vient dans les mains du lecteur.

Quelle fut la pensée qui inspira le R. P. Caussette dans la composition de ce livre? « Il voulait présenter aux jeunes chrétiennes un traité complet des vertus qu'elles ont à pratiquer, soit dans la vie active si elles se mettent à la suite de *Marthe*, soit dans la vie contemplative si elles cherchent à reproduire et à imiter *Marie*. » Or, le présent volume est la première collection des pierres précieuses que l'auteur du *Manrèze du Prêtre* destinait à son nouveau monument spirituel.

On aimera mieux l'entendre exposer lui-même, avec cette largeur d'esprit et d'âme qui caractérisaient son génie et son zèle d'Apôtre, les motifs qui l'avaient porté à entreprendre cette œuvre.

« Ce n'est point un moraliste chagrin, c'est au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ que je présente ces pages à la méditation des femmes chrétiennes de nos jours. Le sentiment évangélique est partout; le sens de l'Evangile s'oblitére de plus en plus. Par un bizarre contraste, la dévotion est en progrès, la foi est en décadence. L'esprit chrétien semble s'être exilé même dans la pratique du christianisme.

« Plusieurs causes ont préparé ce malheur. La principale est dans les livres d'ascétisme qui fondent trop exclusivement la morale sur les sentiments naturels. La vertu étant devenue naturelle dans sa source, a dû l'être dans ses manifestations, car la volonté humaine, comme l'eau, ne peut atteindre un point plus élevé que celui d'où elle est partie. En second lieu, quand la morale a été détachée du dogme, les œuvres n'ont plus subsisté par rapport à la foi dans les proportions de l'effet à la cause. Aussi, tandis que Bossuet a écrit : « La foi soutient les mœurs, et les mœurs prouvent la foi, » aujourd'hui les œuvres ayant la routine plutôt que la foi pour appui, ont cessé d'être la preuve et la mesure des saintes croyances.

« Ce sont les livres de piété, redisons-le, qui ont opéré ce renversement. Depuis le dix-huitième siècle, les moralistes négligent le dogme pour

convertir leurs leçons en une piquante anatomie du cœur. Cette morale n'est souvent pour l'homme qu'une stérile contemplation de lui-même. Quand il se regarde, abstraction faite de Dieu, il finit par se complaire dans l'étude de sa misère, et il s'y arrête. Quand il se considère en venant de considérer Dieu, il s'abaisse dans sa propre estime, et il se relève dans ses actions. Aussi, de même que les siècles de la critique intellectuelle ne sont pas ceux des chefs-d'œuvre, les siècles de l'analyse morale ne sont pas ceux de la sainteté.

« C'est que l'analyse morale donne à l'âme plus de plaisir que de remords. Elle est une sorte de miroir dans lequel on aime à voir son visage, même quand on n'en est pas content. Au contraire, la morale qui sort de la doctrine et des sanctions surnaturelles contriste la nature, mais la transforme. Elle effraie quelquefois l'âme, mais elle l'améliore. C'est pourquoi, à l'aspect de Bourdaloue déduisant toujours le devoir de la croyance, le grand Condé disait : « Halte-là ! voici l'ennemi ! » Massillon, au contraire, avec sa sévérité dont on pourrait contester parfois la base théologique, enchantait l'oreille de Voltaire et faisait les délices de ses repas sans les troubler. Tant il est vrai que la dissertation morale n'a pas la vertu moralisante de la doctrine divine. Et rien n'est plus facile à expliquer que cette différence. Dans le premier cas, l'obligation est de pure autorité humaine ; dans le second, elle procède d'un pouvoir supérieur. Dans tous les cas, la sainteté a la grâce pour principe, et la grâce dérive de la substance de la révélation, non des soupçons, des exagérations ou des fadeurs d'un ascétisme sans fondement surnaturel.

« Eh bien ! voilà un courant contre lequel nous avons voulu réagir. Sans accabler l'intelligence de la femme chrétienne, nous essayons de la rattacher aux enseignements graves et forts qui élèveront M^{me} de Sévigné et M^{me} de Maintenon. Aussi bien c'est manquer de respect et de justice à son égard que de la traiter perpétuellement en enfant. Et n'est-ce point la traiter en enfant que de lui servir, au lieu du vrai pain de la parole, des friandises spirituelles qui gâtent le tempérament et ne nourrissent pas.

« Pardonnez-nous donc, ô vous qui serez les mères des prêtres, des soldats, des saints, peut-être des martyrs, de constater les dangers qui menacent de vous ramener à l'infériorité païenne, et seconde les concours que nous vous offrons pour remonter à votre grandeur selon l'Evangile. »

Ainsi que l'indiquent ces idées et ce plan, l'œuvre inédite du P. Caussette recèle toutes les qualités d'écrivain, de moraliste et d'orateur qui distinguaient à un haut degré l'auteur du *Manrèze du Prêtre*. Les ENTRETIENS AVEC MARTE viennent se placer à côté des magnifiques ouvrages de Mgr Landriot et du R. P. Ventura sur la femme chrétienne ; comme eux, ils ont leur originalité propre, leur fonds particulier ; comme eux ils constituent, l'un des meilleurs et des plus beaux titres littéraires de l'auteur ; aussi ne doutons-nous pas qu'ils obtiennent la même faveur, la même autorité, et surtout qu'ils produisent le même bien dans les âmes.

Voici le sommaire des chapitres :

I. La force chrétienne. — II. La piété raisonnable. — III. L'humeur et le caractère. — IV. Le monde. — V. Les romans. — VI. L'amour de Dieu. — VII. La charité et ses caractères. — VIII. L'espérance chrétienne. — IX. La sainte Eucharistie. — X. Le péché. — XI. Vanité des vanités. — XII. La mort. — XIII. Le jugement dernier. — XIV. L'apostolat de la femme. — XV. Le riche et le pauvre. — XVI. La reconnaissance. — XVII. La femme du monde et la réparation. — XVIII. Clôture d'une retraite.

1 BEAU VOL. in-12 de 461 pages. — Prix : 3 fr.

Quelques mots avant de finir, sur la brochure de M. Fernand Nicolay : LE DIVORCE, SON HISTOIRE, SES PÉRILS, qui vient de paraître, et que nous annonçons en dernière page.

Ce petit travail de 24 pages est le résumé concis et substantiel d'un gros ouvrage de fonds auquel l'auteur consacre son labeur et ses recherches depuis plusieurs années. M. Nicolay se borne à en donner ici, sous forme d'actualité courante, les éléments qui sont de nature à éclairer succinctement le public sur cette grave question. Point de digressions oiseuses, point de discussions stériles, mais des chiffres, des faits, des documents accumulés.

Aucun des arguments allégués par les partisans du divorce ne reste debout devant une inexorable réfutation. Ainsi, on présente aujourd'hui le divorce comme devant être en France un grand bienfait pour la famille et pour la société.

« Or, répond notre vaillant auteur, l'histoire nous apprend que, dans les trois premiers mois de 1793, le nombre des divorces égala celui des mariages ; dans le seul mois de nivôse an III, sur 223 divorces, 205 étaient fondés sur l'incompatibilité d'humeur. Et cependant est-il rien de plus vague qu'une pareille articulation ?

« On vit à ce moment des époux présenter leur requête en divorce, huit jours après le serment de fidélité !

« Qu'on lise les orateurs de l'époque, c'est là chose instructive :

« Il faut faire cesser le marché de chair humaine « que les abus du divorce ont introduit dans la « société, » s'écrie le citoyen Deleville.

« Le tribun Carrion-Nisas, à son tour, constate que, de son temps, le nombre des mariages diminuait, alors qu'inversement celui des divorces était en progression : « Proportion croissante et « décroissante, dit-il, qui prouve que le divorce, « loin d'être un remède est un mal de plus. »

« Vous voulez des mariages, » disait encore l'orateur Siméon, « mais vous en ôtez ce sentiment de l'âme, cette pudeur qui les distinguent des cohabitations fortuites ; vous en faites une véritable prostitution. »

Parmi les autres arguments mis en avant par les apôtres du divorce, « cette polygamie successive, comme l'appelle Théodore de Bèze, » on a fait grand bruit de l'exemple des autres nations, Or, ici encore, qu'on regarde de tous côtés avec M. Nicolay, que l'on consulte les statistiques, et l'on constate que cet exemple, au lieu d'inciter au divorce, ne fait, au contraire que soulever sa réprobation.

A propos de la séparation de corps et des fausses positions qu'elle crée entre les époux, suivant les déclarations des patrons du divorce, M. Nicolay répond brièvement et préréemptoirement.

« J'admire, en vérité, nos adversaires quand ils parlent de fausse position.

« Croyez-vous donc que l'épouse qui sera vue par son ex-époux au bras d'un autre individu ; que le mari, qui ainsi que nous le disions, devra payer, au nom de sa femme, une pension à son prédécesseur ; que l'enfant qui rencontrera tantôt un mari de sa mère, tantôt un autre ; croyez-vous que tout ce monde se sentira parfaitement à l'aise ?

« Si la condition de l'époux séparé est fausse, celle de l'époux divorcé est honteuse.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 8^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE
LA RÉMISSION DES PÉCHÉS

Oportebat Christum pati et resurgere a mortuis tertia die, et prædicari in nomine ejus poenitentiam et remissionem peccatorum in omnes gentes.

(Luc., xxiv, 46.)

Ce n'est pas sans doute sans une raison particulière, tout à fait digne du Saint-Esprit, que les Apôtres dans le symbole, nous ont proposé l'article de la « rémission des péchés, » à la place où nous le trouvons. La même sagesse qui a réglé le bel ordre de l'univers a pareillement réglé celui qui règne dans le *Credo*. Il est question d'abord du Père, du Fils et du Saint-Esprit, parce que c'est par la miséricorde du Père, par les mérites du Fils, par la grâce du Saint-Esprit que nos péchés nous sont remis; puis nous professons notre foi à l'Eglise et à la communion des saints, parce que c'est dans l'Eglise que nous obtenons ce pardon de nos fautes qui nous fait participer pleinement à la communion des saints. Enfin, la « rémission des péchés » est formulée avant la résurrection de la chair et la vie éternelle, parce que la résurrection n'est heureuse et la vie éternelle ne sera pour nous une vie de bonheur qu'autant que nos péchés nous auront été remis.

Sur cet article de la « rémission des péchés, » nous dirons que c'est un dogme 1^o très-certain, 2^o très-important, 3^o très-consolant.

I

Il n'y a que Dieu qui ait par lui-même le droit de remettre les péchés. « C'est moi seul, dit-il, par la bouche d'un prophète, qui efface vos iniquités ¹. » C'est Dieu qui est offensé par le péché : lui seul peut donc pardonner à l'homme cette injure. Ce pouvoir souverain de pouvoir pardonner aux pécheurs, Jésus-Christ le possède comme Dieu, parce qu'il est le même Dieu avec son Père et que tout ce qui est à son Père est à lui et que tout ce qui est à lui est à son Père, *mea omnia tua sunt, et tua mea sunt* ². Il le possède comme homme, d'abord en conséquence de l'union hypostatique de son humanité avec la personne du Verbe, ensuite comme Sauveur, l'ayant acheté au prix de son sang. « Afin que vous sachiez que le Fils de l'homme a sur la terre le pouvoir de remettre les péchés, levez-vous, dit-il au paralytique, emportez votre lit et retournez dans votre maison ³. » Mais Jésus-Christ n'a pas gardé exclusivement pour lui le divin privilège de remettre les péchés : il l'a donné à son Eglise, c'est-à-dire aux Apôtres et à leurs successeurs dans le sacerdoce, jusqu'à la fin

du monde (le fruit de sa mort devant toujours être appliqué et communiqué), par ces paroles très-formelles : « TOUT CE QUE VOUS LIEREZ SUR LA TERRE SERA LIÉ DANS LE CIEL ET TOUT CE QUE VOUS DÉLIEREZ SUR LA TERRE SERA DÉLIÉ DANS LE CIEL; ⁴ » et encore : « COMME MON PÈRE M'A ENVOYÉ, MOI JE VOUS ENVOIE. RECEVEZ LE SAINT-ESPRIT. LES PÉCHÉS SERONT REMIS A CEUX A QUI VOUS LES REMETTREZ ET ILS SERONT RETENUS A A CEUX A QUI VOUS LES RETIENDREZ ⁵. »

Or, les sacrements par lesquels l'Eglise remet les péchés sont : le baptême qui efface le péché originel et tous les autres qu'on aurait pu commettre, si on le recevait après avoir atteint l'âge de raison ; l'extrême-onction en certaines circonstances, c'est-à-dire dans le cas où l'on ne pourrait pas recevoir le sacrement de pénitence, ou bien encore, si après l'avoir reçu on venait à commettre quelque nouveau péché dont on ne se souviendrait plus ; mais par dessus tout la pénitence par le ministère des prêtres.

O puissance des prêtres dans l'Eglise catholique ! Ils ne disent pas comme Nathan à David : « Dieu vous a pardonné vos péchés; » mais par l'autorité de Jésus-Christ dont ils sont investis, ils disent : « JE VOUS ABSOUS DE VOS PÉCHÉS ! » Ils prêtent à Jésus-Christ leurs mains et leur voix : Dieu agit en eux et par eux ! « Quoi ! s'écrie saint Jean Chrysostôme dans son magnifique langage, des hommes qui vivent sur la terre, ont la dispensation des trésors du ciel ! Dieu leur donne une puissance qu'il n'a point accordée aux anges et aux archanges ! Car ce n'est point à ces esprits bienheureux qu'il est dit : « Ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel, etc..., » Les princes de la terre peuvent bien exercer la puissance de lier et de délier ; mais c'est sur le corps. La puissance des prêtres s'exerce sur les âmes ; elle s'étend jusqu'au ciel, puisque c'est dans le ciel que Dieu ratifie leur sentence. Les prêtres de l'ancienne loi pouvaient bien purifier de la lèpre, ou déclarer que le lépreux était guéri. Mais les prêtres de la nouvelle loi exercent leur pouvoir sur la lèpre du péché ; ils ne se bornent pas à en déclarer la guérison, mais ils la donnent ; ils purifient véritablement l'âme de ses souillures. Quiconque les méprise, eux ou leur ministère, est plus coupable que Dathan et Abiron : Jésus-Christ a reçu tout pouvoir de son Père et il les a fait participants de sa puissance ⁶. — « Vous ne pouvez pas vous rappeler un seul bienfait de Dieu, disait le Vénérable M. Vianney, sans rencontrer à côté de ce souvenir l'image du prêtre. Allez vous confesser à la sainte Vierge ou à un ange : vous absoudront-ils ? Non. Vous auriez deux cents anges là, qu'ils ne pourraient vous absoudre. Un prêtre, tant simple soit-il, le peut ; il peut vous dire : « Allez en paix, je vous

¹ Is., XLIII.

² Joan., XVII, 10.

³ Matt. ix, 6.

⁴ Matth., xviii, 18.

⁵ Joan., xx, 23.

⁶ S. Chrys., De sacerdotio, lib. III.

« pardonne. » Oh ! que le prêtre est quelque chose de grand¹ ! »

Si nous avons la foi comme nous le respecterions !

II

Qu'il est important le dogme de la rémission des péchés !

« Un idolâtre avait fait apostasier un chrétien. Profondément affligé de ce malheur, l'évêque pria le Seigneur de les écraser de sa foudre. A l'instant il vit le ciel ouvert sur sa tête, et Jésus, entouré de plusieurs légions d'anges, assis sur un trône éclatant; sous ses pieds la terre entr'ouverte, et les deux pécheurs debout sur le bord d'un affreux abîme où des serpents, enroulés autour de leurs pieds ensanglantés de leurs cruelles morsures, faisaient effort pour les entraîner. Carpus, (c'était cet évêque au zèle amer) ayant levé les yeux, vit Jésus plein de douceur et de commisération, descendre de son trône au bord de l'abîme et tendre aux pécheurs une main secourable, tandis que ses anges les soutenaient afin de prévenir leur chute². »

Touchante histoire, admirable symbole !

Oui ! les pauvres pécheurs sont dans un état bien lamentable. Ils ont perdu Dieu, ils sont sous le joug du démon, un fil les sépare de l'enfer. Mais Notre-Seigneur a pitié d'eux ; il les sollicite par les attraites de sa grâce ; il met à leur disposition ses anges, c'est-à-dire les prêtres pour les délivrer, pour leur rendre la paix avec l'honneur, de la conscience, pour faire revivre en eux les merveilles de la grâce infiniment supérieures à toutes les merveilles de la création. — Avant Jésus-Christ, pour se purifier de ses péchés il fallait, avec la foi au Messie à venir, la CONTRITION PARFAITE de ses fautes, chose difficile à réaliser, plus difficile encore à constater. Dans l'Eglise chrétienne, sans aucune limite et sans aucune restriction, on peut obtenir la rémission des péchés les plus nombreux, les plus énormes, les plus invétérés, pourvu qu'on aille les déclarer à un prêtre de son choix, qui gardera le secret le plus absolu, avec un vrai sentiment de regret, n'atteindrait-il qu'à la limite de l'attrition. Cela étant, n'est-il pas vrai que l'Eglise, grâce à la rémission des péchés, est la vraie piscine probatique qui guérit toutes les maladies de l'âme ; le vrai fleuve Jourdain où tous les Naamans viennent se purifier de la lèpre du péché ; la mystérieuse hôtellerie où le bon Samaritain guérit les malheureux voyageurs blessés sur le chemin de Jéricho, c'est-à-dire en ce monde tout entier constitué dans le mal ? Quelle grâce importante, inappréciable !

III

Mais qui pourrait dire les douceurs du dogme de la rémission des péchés ? Qui pourrait exprimer les consolations qu'il apporte à l'âme ?

« Quelles voluptés, s'écriait saint Augustin après avoir reçu son pardon par le ministère de saint Ambroise, quelles voluptés ne trouvais-je pas à me priver de celles qui n'étaient que de vains amusements, et dont la privation qui avait d'abord causé mes craintes, s'était changée en plaisirs ! Vous les chassiez vous-même de mon cœur, ô mon Dieu, ô douceur véritable et souveraine ; vous les chassiez et vous rentriez à leur place, suavité supérieure à toutes les voluptés, mais inconnue à la chair et au sang ! Alors mon esprit était libre des soins brûlants qui déchirent ceux qui courent après les honneurs, les biens et les plaisirs des sens, et je faisais mes délices de m'adresser à vous qui êtes ma gloire, mes richesses, mon Sauveur, mon Seigneur et mon Dieu¹. »

On ne saurait mieux dire le bonheur qu'apporte à une âme la rémission des péchés.

C'est une vérité d'expérience : quand on s'est bien confessé, on éprouve un soulagement ineffable ; il semble qu'on soit débarrassé d'un énorme fardeau. Quelle jouissance n'éprouve-t-on pas d'être guéri de ses blessures et de se savoir entre les mains d'un médecin tout-puissant pour affermir la santé ! Quelle joie pour le pécheur pénitent d'être sauvé de l'enfer par la grâce de la justification et de pouvoir espérer avec confiance le bonheur du ciel ! Quelle source de tranquillité et de paix au milieu même des dangers et des agitations du monde ! Quel repos pour lui d'avoir entendu cette parole de Jésus-Christ par la bouche de son ministre : « Allez en paix, vos péchés vous sont remis ! » Aussi bien, Tertullien a-t-il pu dire que la pénitence est la félicité de l'homme coupable sur la terre : *Pœnitentia hominis rei felicitas*.

Un pieux auteur² rapporte qu'un ancien officier de cavalerie étant passé, dans un de ses voyages, par un lieu où le P. Bridaine donnait une mission, fut curieux d'entendre un orateur d'une si grande renommée. Il entra dans l'église lorsque ce missionnaire, après les exercices du soir, développait dans son avis, l'utilité et la méthode d'une bonne confession. Le militaire touché forme à l'instant la résolution de se confesser, vient au pied de la chaire, parle au P. Bridaine et se décide à rester à la mission. Sa confession fut faite dans les sentiments d'un vrai pénitent. Il lui semblait, disait-il, qu'on ôtait de dessus sa tête un poids insupportable. Lorsqu'il eût reçu l'absolution, il sortit du tribunal témoin de ses aveux, en versant des larmes que tout le monde lui vit répandre. Rien ne lui était si doux que les pleurs qui coulaient sans efforts par amour et par reconnaissance. Il suivit le saint prêtre, lorsqu'il se rendit à la sacristie, et là, en présence de plusieurs missionnaires, le loyal et édifiant militaire exprima en ces termes les sentiments dont il était animé : Messieurs, écoutez-moi, de grâce, et vous parti-

¹ Vie du curé d'Ars par M. Monin, t. I, p. 278.

² Saint François de Sales, « Traité de l'amour de Dieu. »

¹ S. August. « Confess. » lib. IV. c. 1.

² L'abbé Caron, « Vie du P. Bridaine. »

culièrement P. Bridaine. Je n'ai goûté de ma vie des plaisirs si purs et si doux que ceux que je goûte depuis que je suis en grâce avec mon Dieu ! Je ne crois pas, en vérité, que Louis XV, que j'ai servi pendant trente-six ans, puisse être plus heureux que moi ! »

J'en suis sûr, plus d'une fois dans votre existence, vous tous qui m'écoutez, vous avez éprouvé quelque chose de ce bonheur.

Nous emporterons de cette instruction une triple résolution. 1^o Nous témoignerons à l'infinie miséricorde de Dieu un amour plein de reconnaissance. C'est par le sang de Jésus-Christ que nous sommes justifiés ; il a fallu que le Christ souffrit et mourût pour que nous obtenions le pardon de nos fautes. Faisons comme sainte Thérèse ; descendons en esprit en enfer, voyons la place qui nous a été préparée à cause de nos péchés ; remercions Dieu de nous avoir fait grâce du châtiment que nous méritions. Que notre amour soit d'autant plus ardent qu'il nous a été plus pardonné... 2^o Usons avec confiance du pouvoir que Jésus-Christ a donné à son Église de remettre les péchés. Ne nous contentons pas de la confession pascalle. Toutes les fois que notre conscience nous fait des reproches, allons demander notre pardon au tribunal de la pénitence. Que penseriez-vous d'un criminel qui, après avoir été condamné à mort pour ses crimes, et pouvant obtenir sa grâce, ne s'en mettrait point en peine ? 3^o Mais n'abusons pas du dogme de la rémission des péchés. N'allons aux pieds du confesseur qu'avec une vraie contrition dans le cœur... Ne nous encourageons pas à pécher par la facilité du pardon, ce serait un odieux abus qui pourrait nous coûter trop cher !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS.

Dispense de la récitation privée de l'office pour les religieux Franciscains qui n'ont fait que des vœux simples.

Il est certain, après le décret *Neminem latet* adressé par le Pape Pie IX, le 6 août 1858, au général des Dominicains, que, en général, les religieux qui n'ont professé que les vœux simples, ne sont pas tenus à la récitation privée de l'office divin. *An professi votorum simplicium quæ professioni votorum solemnium juxta litteras Encyclicas diei 19 martii 1857 prætermitti debent, teneantur ad officium divinum. — An*

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^o d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Étranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

teneantur ad observantiam regulæ Ordinis prout solemniter professi ?

RESP. AD I. Non teneri ad privatam recitationem divini officii, debere tamen choro interesse ut solemniter professi.

AD II. Affirmative, firma declaratione jam data quoad votum paupertatis.

Cette décision s'appliquait-elle aux Franciscains, aussi bien qu'aux Dominicains qui l'avaient provoquée. Les termes employés étant généraux, on pouvait le croire, et de fait un certain nombre de canonistes, même parmi les disciples de saint François, l'enseignèrent. Le supérieur général de l'ordre et les définitéurs étaient d'un avis contraire.

La règle générale de l'ordre impose à tous les membres la récitation même privée de l'office divin. Or les frères qui ne font que des vœux simples, sont tenus, comme l'indiquent les constitutions pontificales, à l'observance complète de la règle. Donc ils sont tenus à la récitation privée de l'office. Comme ce point de la règle oblige *sub gravi*, ils sont tenus *sub gravi*.

La Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers consultée sur ce point par le P. Pacifique, provincial de Venise, choisit pour consulteur le P. Guardi, vicaire général des religieux de saint Camille. Il se prononça en faveur de la liberté. Rappelant que l'obligation de réciter l'office est imposée aux religieux en vertu d'une coutume universelle qui a force de loi, il fait remarquer que cette coutume est rappelée dans la règle de tous les ordres religieux et qu'elle oblige, non pas à cause de son insertion dans la règle, mais par une vertu qui lui est propre. Comme il a été décidé pour les autres ordres religieux que l'obligation de réciter en particulier l'office divin n'existait pas pour ceux qui n'ont fait que les vœux simples, malgré les dispositions de la règle qui semblaient les y astreindre, la solution est également applicable aux Franciscains.

De plus, faisait-il observer, le Pape Pie IX, en portant un décret général connaissait parfaitement les prescriptions des divers ordres religieux à ce sujet : si donc il y avait obligation réelle pour quelqu'un d'entre eux, il a du user de dispense.

La Sacrée Congrégation se prononça aussi pour la liberté.

Les religieux qui, dans l'ordre des Franciscains n'ont fait que les vœux simples, sont-ils tenus, en vertu de leur règle, à la récitation privée de l'office divin ?

« RESP. Non teneri, ad normam rescripti sanctæ memoriæ Pie XI, diei 6 Augusti 1858. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° Quelques prêtres, au saint sacrifice, disposent la *pale* sur le calice, de façon à ce que la croix soit à la partie inférieure. Les rubriques, disent-ils, l'ordonnent ainsi : « *Transversâ cruce.* » Faut-il les imiter ? ou suivre la grande majorité qui fait le contraire ?

2° Faut-il s'incliner au mot *Adoretur* de la préface de la sainte Trinité ? quelques-uns le font, beaucoup ne le font point.

3° Généralement on se découvre au mot « *Jésus* » du cantique d'Habacuc, soit aux vêpres du saint Nom de Jésus, soit aux Laudes du Vendredi-Saint. Doit-on le faire ?

4° Il me semble qu'un cierge suffit, pour donner la communion hors de la messe. Cependant comme j'ai entendu blâmer cette pratique, je demande à l'*Ami du Clergé*, si elle est tellement contraire aux rubriques qu'on ne puisse pas la suivre.

5° Lorsque le jour d'une fête, à la Bénédiction du saint Sacrement, un psaume est indiqué comme deuxième chant, n'est-il pas mieux de chanter ce psaume, lors même qu'une instruction a précédé ; et ne doit-on pas le chanter pendant l'Octave, s'il y en a, à toutes les Bénédictions ?

R. — Ad I. Les rubriques ne parlent aucunement d'une croix brodée sur ou sous la pale. Vos confrères sont trop habiles en vous donnant un texte, *transversâ cruce*, qui n'existe nullement, pas plus au Missel qu'au Cérémonial des évêques et qu'au Pontifical. Nous n'avons donc pas à vous exposer de règles pour une pratique qui ne repose sur aucun fondement liturgique.

Ad II. On ne doit pas s'incliner au mot *Adoretur* de la Préface de la Trinité, parce que la rubrique n'en fait pas mention. Ceux qui le font sont dans l'erreur. Il n'est permis à personne d'ajouter des rites à la sainte messe.

Ad III. On ne s'incline au nom de Jésus que lorsque ce mot se rapporte directement au Sauveur du monde.

Ad IV. Un seul cierge ne suffit pas lorsqu'on donne la communion hors de la messe. Nous savons que certains prêtres agissent ainsi ; mais ils ont tort, car la rubrique porte le pluriel, « *accensis cereis...* » Aussi tous les auteurs sérieux en exigent au moins deux. Mériati voudrait en outre une torche allumée du côté de l'épître. Cette torche n'est pas nécessaire, et communément on ne l'emploie pas dans la pratique. Mais on ne peut se dispenser d'allumer deux cierges.

Ad V. Aucun psaume n'est requis par les rubriques à la bénédiction du très-saint Sacrement. Ce psaume n'est obligatoire que s'il est prescrit par l'autorité ecclésiastique. On doit s'en tenir aux prescriptions et aux interprétations des supérieurs.

Q. — 1° Y a-t-il toujours obligation pour l'Officiant de prendre la chape à un salut donné avec l'ostensoir ?

2° Quelle est la place liturgique du thuriféraire à un salut du Saint-Sacrement.

3° Peut-on prendre l'aube à un salut sans diacre ni sous-diacre.

R. — Ad I. Si le salut est donné sans la présence d'un diacre et d'un sous-diacre, l'officiant n'est pas obligé de prendre la chape, bien que ce soit

d'une très haute convenance, et d'un usage général. S'il est donné avec l'assistance d'un diacre et d'un sous-diacre, le prêtre doit revêtir la chape, conformément à l'enseignement et à la pratique universels.

Ad II. En se rendant de la sacristie à l'autel avec le cortège, le thuriféraire marche le premier. Arrivé au sanctuaire, il se place du côté de l'épître. Lorsqu'il faut encenser il vient à la droite du célébrant pour présenter l'encensoir ouvert pendant que le célébrant met l'encens. L'encensoir étant remis aux mains du célébrant, le thuriféraire reste à genoux pendant l'encensement. Pendant l'encensement il est d'usage que le thuriféraire reste *in plano* derrière le célébrant. L'encensement terminé, il reçoit l'encensoir et repart au côté de l'épître où il était. Après le salut, il repart à la sacristie à la tête du cortège.

Ad III. Le prêtre qui préside à un salut peut revêtir l'aube et l'amict. Mériati pense même qu'il serait convenable que ce prêtre les revêtît. Mais aucune loi ne l'exige, à moins qu'il y ait dans cette cérémonie des diacres et des sous-diacres ornés de tunique et de dalmatique. Dans ce cas, le prêtre y serait tenu.

Q. — 1° Une religieuse sacristine d'un pensionnat autorisée à toucher les vases sacrés vient dans le sanctuaire, au salut du très-saint Sacrement, place le voile sur les épaules du prêtre, lui présente l'encensoir. Est-ce permis ?

2° A l'eau bénite, peut-elle présenter au prêtre le bénitier, et accompagner le prêtre qui distribue l'eau bénite ?

3° Peut-elle, en présence des fidèles, porter le ciboire sur l'autel pour faire consacrer des hosties ; porter l'ostensoir pour la bénédiction, déployer le corporal ?

4° Peut-elle ouvrir le tabernacle où est renfermé le saint Sacrement, pour retirer le corporal, ou le pavillon intérieur ?

R. — Ad I. L'*Ami du clergé* a déjà montré qu'aucune femme ne peut pénétrer au sanctuaire, même pour la messe, même lorsqu'il n'y aurait pas de servant. A plus forte raison ne le peut-elle pas en présence du saint Sacrement.

Ad II. Non cela ne convient aucunement. La communauté doit se procurer un homme ou un enfant pour remplir ce ministère. Du reste, le prêtre pourrait distribuer de l'eau bénite sans aucun ministre.

Ad III. Cela ne convient pas davantage. En 1864, M. l'abbé Bourbon, Maître des cérémonies à la Cathédrale de Luçon, écrivait : « Il convient beaucoup que les laïcs qui, soit par concession spéciale, soit à raison de quelque fonction dont ils sont chargés, jouissent de la faculté de toucher les vases sacrés, s'abstiennent d'user de ce pouvoir dans les églises. » Nous pensons absolument comme le savant chanoine de Luçon.

Ad IV. Cela convient beaucoup moins encore.

Cette fonction appartient exclusivement au prêtre, à moins de cas de nécessité.

Q. — 1° Un prêtre, de retour à la sacristie, après sa messe, et ayant déjà déposé ses ornements, remarque

quelques parcelles de la sainte hostie sur la patène, que doit-il faire?

2° En revenant de porter le saint viatique à un malade, peut-il, sans se revêtir du surplis, purifier la custode dans le saint ciboire.

R. — Ad I. Si le prêtre est encore revêtu des ornements sacrés, on pense plus communément, selon les solutions données par le clergé de Padoue, et adoptées par Benoît XIV, qu'il peut prendre ces parcelles à la sacristie. La raison en est que c'est comme le complément du sacrifice lui-même : ** Sumptio harum reliquiarum post Missam relictarum est complementum ipsius actionis et sacrificii, quod moraliter censetur durare, donec concurrant hæc duo, et quod adsint talia fragmenta ex ipso inadvertenter relicta, et nondum sacris vestibus sacerdos exutus sit, dummodo non studiose, aut aliquo impedimento detentus diu distulerit eas exuere, sed unico contextu, ut fieri solet, ab altari sacristiam recta perrexerit, et ibi sacræ mensæ reliquias, paramenta Missæ depositurus inveniat.* (Voyez dans Ben. XIV, De sacrific., l. 3, ch. 17, n. 5.)

Si le prêtre n'est plus revêtu des ornements sacrés, les raisons que nous venons d'exposer n'ont plus la même valeur. Néanmoins dans ce cas encore, s'il ne croit pas pouvoir conserver avec décence ces précieuses parcelles, il peut les prendre lui-même ou bien les donner à quelque fidèle qui serait en état de communier.

Mais que doit-il faire s'il peut conserver ces restes sacrés avec décence, par exemple dans un ciboire? Si ces restes sont assez sensibles, nous pensons qu'il ferait bien de les porter dans le ciboire, se revêtant auparavant du surplis et de l'étole s'il doit toucher la sainte parcelle. Si ces restes sont tellement petits qu'on ne puisse les distinguer de toute autre chose ni à la vue ni au goût, nous pensons qu'il fera bien de les prendre à la sacristie, même après avoir quitté les ornements sacrés.

Ad II. Il ne conviendrait pas de purifier la custode sans se revêtir du surplis et même de l'étole; cela n'est même pas permis.

Du reste, le prêtre peut se dispenser de cette purification au retour de l'administration du saint Viatique. D'abord il peut, dit saint Alphonse, purifier la custode dans la chambre même du malade immédiatement après avoir donné la communion; cette purification se fait dans le vase préparé pour l'ablution et se donne au malade s'il peut la prendre. Ensuite, à supposer qu'il rapporte de l'église la custode non purifiée, il peut réserver cette purification pour la messe qui se dira dans l'église, soit ce jour-là, soit un des jours les plus rapprochés.

Q. — 1° St Alphonse (*Théol. mor., lib. 6, tract. 3 : De Euch., n. 288*) cite l'opinion de plusieurs auteurs qui regardent comme chose licite de donner au malade « *minimam particulam simul cum ablutione, si ob siccitatem nequeat illam deglutire.* » Or, cette sécheresse de bouche étant un cas fréquent, je serais très heureux d'apprendre de l'Ami du Clergé le mode de cette administration. Doit-on

se servir d'un verre ou d'une cuiller? Et dans l'affirmative, faut-il avoir dans le sac pour l'administration des malades un objet *ad hoc*; ou bien peut-on se contenter d'en demander un dans chacune des maisons de malades, se bornant à purifier sur place le vase qui aurait servi avec le purificateur imbibé d'eau? En cas d'erreur, prière d'indiquer la vraie manière.

2° Est-il permis à un épicier, pour la commodité des clients, de faire bénir au matin de la Chandeleur une quantité de cierges encore invendus et de les céder ensuite sans en augmenter toutefois le prix?

3° Peut-on exposer des reliques d'un saint sur une table placée à côté d'un autel où se dit une messe basse, et y laisser un luminaire plus nombreux que sur l'autel, même depuis l'élévation jusqu'après la Communion? La comparaison que devant le soleil les étoiles sont sans clarté me fait pencher pour la négative. Suis-je dans la vérité?

R. — Ad I. En cas de siccité de la bouche, il suffit que le prêtre s'en tienne à la rubrique. Après avoir communiqué le malade, le prêtre purifie ses doigts dans un des deux vases prescrits par la rubrique et placés sur la table et donne ou fait donner cette ablution au malade. Il choisit le vase de vin ou le vase d'eau, selon les convenances du malade.

Si cela était nécessaire, le prêtre pourrait humecter la bouche du malade avec ce vin ou cette eau avant de donner le saint viatique, attendu que le malade en danger de mort n'est pas tenu au jeûne. Cependant il n'est pas conforme aux règles d'agir ainsi, à moins de bonnes raisons.

De tout ce que nous venons de dire il résulte que l'on ne se sert pas de cuillers. Nous savons bien que quelques auteurs conseillent de s'en servir. Mais certainement ce mode n'est pas conforme aux règles liturgiques ni à la pratique commune. Si donc il n'existe pas dans un pays, il ne faut pas l'introduire.

Dans les lieux où il serait en vigueur, est-ce la fabrique qui doit fournir cette cuiller, ou bien est-ce la maison du malade? Il est impossible de résoudre ce cas, puisqu'il est en dehors des prescriptions liturgiques. Il faut donc s'en tenir aux décisions portées par les autorités diocésaines.

Quant aux vases ou verres, la rubrique en demande deux, l'un de vin, l'autre d'eau. Il est vrai que Baruffaldi dit qu'il ne faut que le vase d'eau, parce que le vin est très-rarement employé. Saint Charles Borromée ne prescrit non plus qu'un vase en verre, mais le rituel romain en demande deux : « *Parentur luminaria ac duo vascula, alterum cum vino, alterum cum aqua.* » Il faut s'en tenir là autant qu'on le peut.

En France la fabrique ne fournit pas ces vases ou verres pour l'oblation.

Il en est de même en Italie. Le prêtre n'emporte pas ces vases de la sacristie. Nous en avons une preuve dans le manuel de Martinucci. Ce prélat désirerait que tous les nombreux objets requis pour l'administration du Viatique fussent réunis en un seul endroit de la sacristie. Il énumère même tous ces objets, nappe, bourse contenant corporal et purificateur, clochette, vase d'eau bénite avec aspersoir, cierges et lanternes, rituel,

surplis, étole, écharpe blanche, petit ciboire avec pavillon blanc, dais ou au moins ombrellino, bourse avec rubans qui doivent être attachés au cou pour le cas de l'administration privée du saint Viatique. Or parmi ces nombreux objets, le savant Maître des cérémonies Pontificales n'énumère ni la cuiller ni aucun autre vase de ce genre. (Manuale, IV, 144).

En résumé la cuiller n'est pas prescrite pour l'administration du saint Viatique, et n'est même pas conseillée par la rubrique ni par la généralité des auteurs.

Quant aux vases de vin et d'eau, ils sont prescrits pour l'oblation. Mais par qui doivent-ils être fournis ? La fabrique n'y est obligée par aucune loi générale. C'est à la famille du malade d'y pourvoir, soit en les prenant chez elle, soit en se les procurant ailleurs. Dans les villes et villages où existent des confréries du très-saint Sacrement, souvent elles se chargent de ce soin. Si cette confrérie n'est pas établie, le pasteur pourra conseiller à d'autres confréries de remplir cet office de charité et de dévotion tout à la fois.

En terminant cette question, nous croyons devoir donner un conseil aux fabriques. Elles ne sont pas obligées de fournir tout ce qui est nécessaire pour l'administration du Viatique.

Mais il serait avantageux qu'elles le fissent, et qu'elles se servissent à cette fin d'une boîte qui renfermerait tous les objets nécessaires. De cette façon, on éviterait à deux inconvénients qui se présentent fréquemment : d'abord le manque de temps, ensuite l'impossibilité de trouver ce qui est nécessaire dans la maison du malade. Nous savons que le premier synode de Westminster a vivement recommandé cette mesure au clergé d'Angleterre, et que les églises qui la suivent en sont parfaitement satisfaites. C'est un exemple qu'on ferait bien d'imiter, surtout dans les lieux où l'administration du Viatique est fréquente.

AD II. En principe les objets bénits ne s'aliénent pas, ainsi qu'on peut le voir dans un ancien canon, ch. 29, *De consec.*, dist. 1; néanmoins on le peut, s'il y a une juste cause, et si les objets aliénés sont exclusivement destinés à des usages sacrés et pieux. Dans le cas particulier qui nous est posé, nous croyons que le marchand en question n'a pas le droit de vendre des cierges bénits, si cette vente est une raison qui dispense les fidèles d'assister à l'office si instructif, si touchant et si salutaire de la bénédiction des cierges. Il n'en a pas le droit non plus s'il n'a pas l'assurance morale que ces cierges seront employés à des usages pieux, surtout s'il craint qu'ils ne soient destinés à quelque fin superstitieuse.

AD III. Il est plus conforme aux rubriques du Missel et du Cérémonial des évêques, aussi bien qu'à la pratique générale, de mettre les reliques sur l'autel, de chaque côté de la croix ou entre les candélabres, ou bien encore sur un des petits autels de l'église. Toutefois on ne voit nulle part qu'il soit défendu de les placer sur une table ou

un trône dressés et ornés à cette fin. Mais il serait plus convenable de ne pas placer ce trône à côté de l'autel où l'on dit une messe. Si l'on ne pouvait faire autrement, il importerait que pendant la messe on n'allumât que deux cierges auprès des reliques, d'autant plus que les lois canoniques n'en exigent pas davantage.

Q. — 1^o Etant dans le doute, j'ai trouvé dans Gury une autorité qui m'a servi. A son tour, l'*Ami du clergé* est aussi venu à mon aide. Mais lorsque ces deux autorités sont en contradiction manifeste, qui dois-je suivre ? Par exemple, il s'agit d'une consécration sous une seule espèce.

Au n. 5, 2 février 1882, page 65, le rédacteur de l'*Ami du clergé* impose dans ce cas au prêtre que cela regarde l'obligation de dire une seconde messe.

Gury de son côté, et au contraire, dispense de cette obligation un certain Gaston qui n'a consacré que de la manière dont il s'agit. Cas de conscience, tome 2, n. 254.

Ces deux casuistes sont loin de faire le même cas d'une opinion simplement probable; c'est pour cela qu'ils arrivent à des solutions si différentes.

2^o Il faut renouveler la réserve eucharistique tous les huit jours. Tous les quinze jours je fais des hosties; lesquelles servent pour deux réserves successives.

Je fais à peu près de même pour satisfaire à la prescription de renouveler tous les 8 jours l'eau bénite. J'ai une citerne où l'eau est quelquefois pendant des mois toujours la même. J'y fais puiser tous les 8 jours l'eau pour les bénitiers. *Quid dicis?*

3^o Dans le n. 30, année 1881, page 354, vous nous parlez d'une obligation qui nous paraît extraordinaire... et comme elle est d'une pratique très ordinaire, je ne veux pas la laisser passer sans vous soumettre mes réflexions.

Il s'agit de l'obligation qui serait imposée soit à un curé soit à des prêtres qui, moyennant rétribution, assistent à un service pour des défunts.

1^o Cette obligation est-elle bien certaine ? La famille ne réclame que la présence du prêtre, en outre, il est souvent difficile de chanter, vu l'éloignement où l'on est des chœurs, et les dissonances qui peuvent en résulter.

2^o De plus, l'obligation de prendre part à l'office semble se restreindre à une récitation privée. La Sacrée Congrégation emploie le mot *persolvere* qui a cette signification etc.

4^o Les évêques, du moins le nôtre, permettent « sans restriction » l'usage de la graisse et de la viande pour certains jours.

Nous connaissons par voie indirecte que Rome n'entend permettre que l'usage de la graisse « de porc. » Pourquoi ?

Je me dis : Mais, par hasard, y aurait-il aussi une restriction pour l'usage de la viande ? Serions-nous tenus de nous borner à la viande comme à la graisse de porc ?

AD I. Disons tout d'abord que l'*Ami du Clergé* ne prétend pas à l'infailibilité. De plus, son intention n'est pas d'imposer son opinion dans les questions controversées. Il expose sa manière de voir, qu'il appuie de toutes les preuves qui ont déterminé son assentiment; après quoi, il laisse à ses lecteurs la liberté de se prononcer.

Dans le cas particulier, il nous semble difficile d'adopter la solution de Gury. Elle ne saurait guère se soutenir que par cette raison : l'invalidité du sacrifice, n'étant que douteuse, ne peut servir de base à une obligation certaine, comme serait celle d'appliquer une autre messe. Mais, si vrai que soit le principe, l'application ici en est fautive. Car il ne s'agit pas d'établir une obligation nouvelle, mais de savoir si l'obligation antérieure, d'appliquer la messe à telle intention, a été accom-

plie. Or, il est douteux que l'application ait été valide; Gury lui-même en convient (Casus, t. II. n. 149); douteux par conséquent, l'acquit de l'obligation antérieure qui est certaine. En matière de justice, quand il s'agit du droit d'un tiers, il faut prendre le parti le plus sûr.

AD II. La manière de procéder de notre confrère est très-louable, mais elle ne s'impose nullement dans la pratique. Il est commandé de renouveler les saintes espèces tous les huit jours, mais il n'est pas dit qu'on doive prendre des pains qui ne sont faits que de huit jours au plus. Tant que les pains restent intacts, on peut s'en servir pour la consécration des saintes espèces.

Pour l'eau bénite, il faut de l'eau naturelle : or, après des mois et même des années, l'eau d'une citerne n'est pas corrompue, sauf de rares exceptions.

AD III. Nous avons résumé dans ces quelques mots une argumentation de près de trois pages in-4°.

1° L'obligation de prendre part à l'office des morts est-elle bien certaine? D'abord, dit-on, ce n'est pas l'intention de la famille, qui ne réclame que l'assistance. Cette seule assistance d'ailleurs, par les dérangements, souvent assez pénibles, qu'elle cause, mérite un salaire.

Nous répondons que c'est à l'Eglise à déterminer ici ce qui est requis, et non pas aux familles. En outre, est-il bien vrai que les familles ne demandent que l'assistance? Nous ne le pensons pas, et nous en avons pour preuve, outre notre expérience personnelle, ce fait qui nous est cité par un de nos abonnés, dont la lettre nous est parvenue en même temps que celle à laquelle nous répondons; nous citons textuellement :

« Un paysan limousin se présentait un jour devant son curé pour acquitter un état de frais. Il passa en revue l'assistance dont il avait gardé la note. Bedeau, porte-croix, chantres, enfants de chœur, tous furent rétribués selon le tarif. Le curé, qui avait officié, reçut son droit curial et son droit de présence; ses vicaires furent traités de même pour l'assistance à l'office intégral, et l'un d'eux, qui avait quitté le chœur pour courir près d'un malade, reçut son droit entier. Un prêtre du voisinage invité par M. le curé, sur la demande de la famille, avait répondu à l'appel de son confrère. Le paysan demanda quittance sans avoir versé ce qui revenait à ce prêtre. Sur l'observation de M. le curé qu'il y avait encore une présence, il fut répondu : — Présence, oui; mais pas travail. — Mais il y était bien! — Certainement il y était, mais il n'a pas travaillé, pour nous du moins. — Qu'entendez-vous par là? — J'entends qu'il a travaillé pour lui : il a dit son *bréviaire*, dit le villageois, en appuyant sur le pronom possessif. »

Le vénérable prêtre qui raconte ce fait en conclut l'obligation pour les prêtres assistants de

suivre l'office funèbre pendant la levée du corps, l'office des morts et même pendant la conduite au cimetière, parce que telle serait le désir des familles. Mais cette prétention nous semble exagérée pour la conduite au cimetière. A part l'antienne *In paradisum*, il n'y a en effet, aucune prière liturgique obligatoire pendant que le convoi funèbre se rend au cimetière. La famille ne peut pas en imposer de son chef.

La seconde obligation est tirée de la difficulté de chanter convenablement vu la distance qui sépare souvent les chantres des prêtres assistants et les notes plus ou moins discordantes que peuvent fournir beaucoup de ces derniers.

Cette difficulté n'est pas une raison pour nier l'obligation, et la seule marche rationnelle à suivre est de chercher si la loi existe positivement et ensuite aviser aux moyens de l'observer. Disons en passant que les notes discordantes que l'on entend souvent, soit dans les Chapitres, soit dans les ordres religieux, n'ont jamais été un motif pour supprimer le chant de l'office divin, ni pour dispenser qui que ce soit de l'obligation de le chanter.

2° La seconde difficulté roule sur le sens du mot *persolvere officium*. Notre correspondant le met en opposition avec *cantare* et *psallere*... *Persolvere* signifierait une récitation à voix basse, tandis que *cantare* et *psallere* impliqueraient le chant et la *psalmodie*.

Dans la consultation de Périgueux, le mot *persolvere officium* est pris dans un sens générique pour toute récitation de l'office, qu'il y ait chant ou non, puisqu'on parle de l'assistance au chœur, *dum schola officium persolvit*. Il est bien question du chant.

La question des mots vidée, voyons l'obligation. Le prêtre assistant est-il tenu de chanter? Evidemment non, puisqu'on lui permet de psalmodier, *cantantes vel psallentes*. Or, le mot psalmodier, dans l'usage ordinaire et dans la langue liturgique, signifie une récitation sans inflexions.

AD IV. Nous avons cité l'année dernière¹ la décision de la Sacrée Pénitencerie du 14 juin 1880, que vise la question. Le cas est différent de celui qui nous est proposé.

Dans la décision de la Sacrée Pénitencerie, il s'agit d'une permission d'assaisonner avec de la graisse les aliments maigres, un jour où l'on fait maigre : dans ce cas on ne peut user que de graisse de pores.

Dans le cas présent, il s'agit d'une dispense d'abstinence : on peut alors user de toutes sortes de graisses et de viandes.

Q. — On propose dans le bureau de bienfaisance dont je fais partie, d'employer une partie de ses revenus à la création de la caisse scolaire. Puis-je en sûreté de conscience souscrire à cette proposition 1° en versant ma cotisation annuelle et 2° en me présentant au domicile des paroissiens

¹ *Ami du clergé*, p. 147.

pour recueillir leurs aumônes, la plupart des donateurs ignorant l'emploi qu'on veut faire de leur argent ?

R. — Que des bureaux de bienfaisance aient l'idée de subventionner la caisse scolaire, c'est chose bien explicable. N'est-ce pas une indigente, une nécessiteuse, une mendiante, et, qui plus est, mendiante laïque ? Elle ne demande certainement pas, comme les pauvres du vieux régime, « pour l'amour de Dieu. » Elle n'est pas non plus de ces pauvres modestes qui savent faire profit d'un refus. Il lui faut de l'argent et beaucoup d'argent : elle l'aura *per fas et nefas*. Elle n'est pas de la catégorie des pauvres honteux qu'il faut découvrir à force de charité et de délicatesse. Elle s'affiche, elle réclame, elle s'impose, elle menace. Et quand les bonnes gens l'auront repue, elle amènera sa progéniture, les gamins sans Dieu, contre les honnêtes gens et contre les vitres trop en évidence. L'éclat des peintures entretenues et des glaces brillantes, n'est-ce pas une provocation pour toute petite main qui sait lancer la pierre ? Autant de traits entièrement laïques. Donc en ce temps de laïcisme, des bureaux de bienfaisance dûment laïcisés pourront bien inscrire la caisse scolaire en tête de la liste des indigents de la commune. Mais peut-on en conscience y donner les mains ? Non assurément.

L'attribution d'une partie des revenus du bureau de bienfaisance à la caisse scolaire nous paraît contraire au but, au caractère, au règlement de cette institution. C'est un détournement auquel, en conscience, aucun membre ne peut donner son approbation.

D'ailleurs nul de ceux qui donnent au bureau de bienfaisance, n'a l'intention de subventionner par son aumône la caisse scolaire. Employer à cette fin le produit des quêtes faites pour un autre objet, c'est un manque total de délicatesse vis-à-vis des donateurs.

Si le bureau adopte, par un vote de majorité, la mesure proposée, libre à chaque membre de payer sa cotisation, sachant bien l'usage qui sera fait de son argent.

Encore devrait-il se demander s'il peut en conscience soutenir de son argent une caisse destinée, en bien des cas, à imposer l'éducation impie.

Mais, en toute délicatesse et justice, le bureau ne peut faire sa quête habituelle sans faire connaître à l'avance l'emploi nouveau qui doit être fait des fonds.

Comme le vicaire membre du bureau agit au nom de celui-ci, il ne peut accepter de faire la quête sans que le public ait été prévenu de cette modification dans l'emploi des fonds, ou que le bureau l'ait autorisé à le faire connaître au cours de la quête. Autrement il coopérerait à une action indécate et injuste.

Q. — J'ai lu de très-belles protestations de Nosseigneurs les Evêques contre la loi dite de malheur. Mais je n'ai vu aucune ligne de conduite donnée au clergé des paroisses. Je m'adresse donc à votre obligeance pour savoir ce que doit faire un curé.

1° En face d'une école unique et impie ;

2° Ou en face d'une école justement soupçonnée et se débordant à toute investigation ;

3° A l'égard du père et de la mère des enfants pour les sacrements ;

4° A l'égard des enfants eux-mêmes. En Belgique, ces écoles sont interdites : mais en France, le pays des concessions, on a peut-être des principes plus faciles ?

5° Peut-on administrer les sacrements à une personne abonnée à un très-mauvais journal ?

R. — Si la ligne de conduite à tenir par Messieurs les curés n'est pas toujours explicitement tracée dans les lettres de Nosseigneurs les Evêques, elle l'est implicitement au moins, et d'une façon tellement claire qu'il ne saurait guère y avoir de doute.

AD I. En face d'une école unique, certainement impie, Nosseigneurs les Evêques déclarent que les parents ne peuvent y envoyer leurs enfants et qu'ils doivent s'exposer à tous les maux plutôt que de céder.

Il est vrai que cette supposition de l'école impie est la dernière à laquelle ils veulent s'arrêter, et qu'ils préfèrent espérer encore que l'école impie demeurera une simple possibilité. Mais l'impiété de l'école étant constatée, le devoir est clair : ils le déclarent ouvertement.

Conséquemment le curé a le devoir d'engager les parents à retirer leurs enfants et de soutenir leur courage.

De plus il est de son devoir de faire tout le possible pour procurer aux parents des écoles catholiques, et pour éliminer de sa paroisse les maîtres impies.

AD II. Il est impossible qu'une école impie échappe à toute investigation, à moins que les parents ne fassent cause commune avec le maître. Et encore serait-ce difficile.

Si le curé est mis par la connivence des parents, dans l'impossibilité de savoir ce qu'est l'école, qu'il laisse le temps agir pour éclairer les parents. Qu'il attende patiemment les fruits. Ce ne sera pas très-long. Les parents, s'ils ne sont tout-à-fait perdus de foi et de mœurs, ne tarderont pas à se plaindre de l'éducation sans Dieu.

AD III. Les parents qui livreraient sciemment leurs enfants à des écoles certainement impies ne pourraient être absous.

AD IV. Les enfants doivent être traités, en particulier, chacun selon ses dispositions.

Comme ils dépendent de leurs parents pour l'envoi à telle ou telle école, on ne saurait les rendre responsables de leur inscription à l'école impie. Mais, s'ils sont capables de comprendre le danger qu'ils courent, ils doivent agir par prières, par instances réitérées auprès de leurs parents, pour être soustraits à l'impiété et à l'immoralité.

Dans la classe elle-même, ils ne doivent rien faire, ni consentir à rien qui soit impie ou immoral. Si on exige d'eux quelque chose de semblable, ils doivent résister et subir au besoin les plus mauvais traitements plutôt que d'abjurer leur foi devant ces persécuteurs d'un nouveau genre.

On conçoit de quelle sage et encourageante direction aurait besoin un pauvre enfant chrétien mis à cette dure épreuve.

Si après cela, les parents maintenaient leur enfant dans l'école, celui-ci pourrait faire à ses parents la même résistance qu'au maître impie dont ils se feraient les auxiliaires.

Si l'enfant cédait à la crainte et prenait part à des impiétés, soit par des actes, soit par des paroles, il ne faudrait rien négliger pour l'amener à reconnaître et à regretter sa faute; on devrait ensuite voir quels seraient les meilleurs moyens d'en prévenir le retour.

Les principes sont les mêmes en France qu'en Belgique. Il peut y avoir quelque diversité dans l'application. Mais cette diversité ne doit pas nous être une tentation, soit de nous défier de la sagesse de nos chefs, soit de nous avancer témérairement, en matière aussi grave et aussi difficile, au-delà des ordres qu'ils croient devoir donner. En face d'un ennemi attentif à profiter de nos moindres fautes, il faut au clergé une discipline serrée, qui mette l'unité dans nos efforts et nous évite le désagrément d'être battus en détail.

Ad V. On ne le peut, l'abonné soutenant de son argent une œuvre mauvaise, et péchant peut-être gravement contre la foi en lisant ce journal.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — *L'Ami du clergé* pourrait-il donner le plus tôt possible l'article de la loi du 18 octobre 1790, qui, lors de la vente des biens dits nationaux, imposait aux communes l'obligation de fournir aux curés une certaine étendue de terrain pour former le jardin du presbytère?

On me menace de diminuer le mien, et M. le maire qui n'est pas hostile me demande cette loi pour se soustraire à des obsessions qui lui viennent de la part de quelques conseillers municipaux. Nous avons fouillé vainement les archives de la mairie; elles ne remontent qu'à 1810.

R. — L'article demandé est l'article 9; voici le texte :

« Article 9. Par jardin, l'assemblée nationale entend les fonds qui dépendaient du presbytère dont le sol était en nature de jardin, six mois avant le décret du 2 novembre dernier, en quelque endroit de la paroisse qu'il soit situé et de quelque étendue qu'il soit, pourvu qu'elle n'exécède pas celle qu'ils avaient avant ladite époque. »

Voici maintenant l'article 10 : « Si le sol n'était pas en nature de jardin avant la dite époque et qu'il n'y en eût point, ou, s'il y en avait, qu'ils ne fussent pas de l'étendue d'un demi-arpent, mesure de roi, il serait pris sur ledit sol une quantité suffisante pour former un jardin d'un demi-arpent d'étendue, mesure de roi. »

On retrouve la même disposition de l'article 1^{er} du décret du 20-25 décembre 1790; article 1^{er} qui ordonne là où le curé avait son logement dans un monastère, maison capitulaire et autres proprié-

tés mises à la disposition de la nation, de distraire des jardins l'étendue d'un demi-arpent pour servir de jardin presbytéral.

Le demi-arpent dont il est question valait 25 ares 54 centiares, c'est-à-dire environ 2,500 mètres superficiels.

Q. — Depuis un temps immémorial, quelques religieuses dirigeaient la seule école qui fût dans le pays. Or, il a plu à notre municipalité de les remplacer par une école laïque.

M. le maire a eu la prétention de demander la première place dans les cérémonies religieuses pour sa classe laïque, en disant que cette classe laïque ayant remplacé l'école communale dirigée par les religieuses, elle devait avoir la même place soit dans l'église, soit dans les processions, etc.

Je n'ai pas cru devoir céder à ces exigences et j'ai laissé occuper la place qu'elles avaient auparavant, me fondant sur l'usage général qui veut que les établissements religieux aient le pas sur les établissements laïques, surtout lorsque ces établissements congréganistes sont plus anciens dans la paroisse et continuent sous un titre différent ce qu'ils faisaient auparavant.

Je viens donc vous prier de me dire 1^o si, en général, une école communale a droit à une place particulière dans l'église et dans les cérémonies religieuses.

2^o Si, en admettant qu'elle ait droit à cette place particulière, elle doit avoir le pas sur les écoles congréganistes.

3^o Dites-moi enfin si depuis la loi du 28 mars, une école communale laïque peut être considérée comme école dans la paroisse, c'est-à-dire dans l'église et dans les cérémonies religieuses, attendu que cette loi chasse Dieu et la religion de l'école; qu'elle ne fait que tolérer l'assistance des enfants aux offices; que les maîtres ou maîtresses ne conduisent les enfants que pour mieux tromper les parents; attendu enfin que le curé ne peut pas exiger que les maîtres et les enfants viennent à la messe et aux vêpres.

R. — Les prétentions du maire ne reposent sur aucune base. Les écoles n'ont jamais eu de rang dans les règlements de préséance; par conséquent, il ne peut revendiquer aucun droit. D'un autre côté, un curé n'a pas à se préoccuper du caractère public et libre d'une école pour lui assigner une place dans les cérémonies religieuses; il s'inspire sous ce rapport ou des usages ou des convenances dont il est seul juge. Nous ne pouvons qu'approuver le curé d'avoir laissé les religieuses à la place qu'elles occupaient auparavant. Il leur eût infligé un affront purement gratuit en les retirant de leur place pour leur substituer une autre école. En outre, le curé seul a autorité pour assigner les places, sauf recours à l'évêque, en cas de plainte de la part de la fabrique ou des personnes qui se croiraient lésées.

Donc :

Ad 1^{re}. Quand, de par les règlements scolaires, les instituteurs et institutrices étaient obligés de conduire les enfants à l'église et de les y surveiller, les écoles avaient, non pas un droit strict (un règlement scolaire ne peut pas contredire les droits que les curés tiennent d'une loi), mais un droit à demander au curé une place particulière qui leur permit d'exercer sa surveillance; et, à moins de raison spéciale, le curé devait se prêter à cette combinaison.

Mais aujourd'hui que les instituteurs sont dispensés de conduire et de surveiller les enfants à l'église, quel besoin ont-ils de place particulière.

Les enfants sont assimilés à tous les autres fidèles et sont soumis aux mêmes règlements d'intérieur de l'église.

Ad 2^a. Nous avons déjà répondu à cette question dans nos observations préliminaires. En droit, aucune école n'a le pas sur une autre école. Cependant, selon une manière de voir et de sentir générale, tout ce qui porte un cachet religieux jouit de quelque faveur dans les cérémonies religieuses. C'est ainsi, dit M. de Champeaux (*Code des fabriques*, t. II, p. 212), que les religieuses et les frères de la doctrine chrétienne peuvent obtenir, et obtiennent ordinairement des places gratuites à l'église pour eux et leurs écoles, tandis que les instituteurs laïques doivent payer leur place.

Ad 3^a. La loi du 28 mars, en effet, en laïcisant complètement l'école, c'est-à-dire en la rendant indépendante de toute idée religieuse, enlève soit aux enfants qui fréquentent cette école, soit aux instituteurs qui la dirigent, le droit à toute déférence et à toute faveur de la part des représentants de la religion.

Dans tous les cas, les curés font bien de se souvenir qu'ils ont seuls qualité pour assigner les places; que les fabriques seules ont qualité pour accorder la gratuité, et que les instituteurs laïques aussi bien que leurs enfants ne sont ni plus ni moins que de simples fidèles soumis aux lois qui régissent les questions relatives au culte.

Q. — Dans le numéro 51, page 633 de votre journal *l'Ami du clergé* de l'année dernière, vous avez eu la complaisance d'insérer une lettre que je vous avais adressée relativement à une condamnation à 4 francs d'amende qui m'avait été infligée par le juge de paix de Saint-Ch.; et vous ajoutiez en bas, que vous ne seriez pas fâché à votre tour de connaître l'arrêt de cassation relativement à mon pourvoi; je m'empresse de vous le donner. Mon défenseur m'écrivit en date du 26 mai que « la cour suprême a cassé le jugement qui m'avait condamné. »

Labor improbus omnia vincit.

Il en coûte; mais on a la consolation d'avoir lutté contre le mal.

R. — C'était inévitable. Merci à notre correspondant. Nous renouvelons notre invitation à tous nos lecteurs. Chaque fois qu'ils connaissent quelque sentence juridique concernant les personnes ou les choses religieuses, qu'ils aient la bonté de nous en envoyer copie, ou tout au moins un résumé exact.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

VII

INSTITUTEURS ET CURÉS.

Malgré tout, il n'est pas d'homme qui soit resté en France aussi populaire que le curé de village.

Un maire disparaît dans le flot du suffrage universel, on en rit; un juge de paix s'en va, on l'ignore; un préfet est déplacé, nul ne s'en soucie; un instituteur change de commune, les regrets qu'il emporte ne sont pas de longue durée. Ni l'un ni l'autre n'a parlé à l'âme du peuple. Qu'un magistrat, même d'un rang distingué, traverse les rues boueuses de nos hameaux, dans sa calèche découverte, l'idée ne viendra même pas aux malheureux qui le voient passer de lui tendre la main ou de lui demander un conseil. Y songeraient-ils, qu'ils n'oseraient. Le médecin même, quel que soit son dévouement, ne possède pas toute la confiance du peuple. Quand l'ouvrier le voit arriver dans sa maison, sans même y prendre garde, il fait, à part lui, la réflexion qu'il lui faudra payer cher cette visite.

Le curé, lui, est toujours le bienvenu; s'il frappe à la porte du pauvre, on lui ouvre avec bonheur, sans arrière-pensée. Avec lui entre la cordialité et la joie, car aux âmes les plus attristées, il découvre toujours un coin du ciel. Le peuple, — parce que les feuilles publiques lui disent tout le mal possible et impossible des prêtres, — reste en défiance du clergé, mais il aime son curé. Le clergé, pour lui, c'est une sorte d'hydre noire aux cent têtes, de pieuvre aux mille bras qui voudraient étouffer la société. On le lui dit, il le croit et il abomine ce monstre dont on le menace, comme les petits enfants détestent Croquemitaine. Car le peuple reste crédule comme l'enfant. Mais son curé qu'il connaît, qu'il a vu au chevet de ses mourants, aux heures de l'infortune, à toutes les places périlleuses, il l'aime, il est fier de lui et toutes les voix de la foule redisent son éloge. S'il quitte sa paroisse seulement pour quelques semaines, il semble que quelque chose manque, qu'un rouage soit détraqué dans la machine sociale. La cloche de la messe reste muette, et ce silence pèse à tous, comme le silence de la forêt en automne, le lendemain du jour où fauvettes et rossignols ont émigré. L'on en parle chaque jour; on se dit : « Pourvu qu'il n'arrive rien. Si nous tombions malades, où courir ? Et puis, ce ne serait toujours plus lui, car il nous connaît tous, il est initié à toutes nos faiblesses. »

Et quand, par ordre supérieur, il s'en va défricher un autre coin du champ diocésain, rien ne saurait peindre la désolation de tous, tièdes et fervents, ennemis ou amis. Je me trompe, ce jour-là, il n'y a plus d'ennemis. C'est comme le jour des funérailles où l'on ne trouve que des qualités au défunt.

Ordinairement, à chaque déplacement, le service religieux subit une légère interruption. Alors les populations se plaignent, s'impatientent, réclament avec insistance. Les plus indifférents, les impies mêmes ce jour-là mêlent leurs voix au concert général.

Que faut-il conclure de toutes ces remarques prises sur le fait, véritables *documents humains*

qui s'imposent à l'observateur le plus superficiel? C'est que le vœu populaire, le suffrage universel hautement exprimé, et unanime dant les trois quarts de la France, réclame un curé pour chaque paroisse et ce curé il le veut mieux rétribué. Consultez l'homme du peuple, demandez-lui si le traitement des prêtres catholiques est suffisant, il vous répondra : Non ! Si vous le pressez un peu il ne manquera pas d'ajouter que ce sont des raisons politiques qui les maintiennent à ce taux dérisoire.

Je sais bien ce qu'il dit encore et surtout ce qu'il dira bientôt aux quatre coins du pays à haute et intelligible voix. Pourquoi ne pas répéter tout haut, ce qui se chuchote déjà tout bas ?

Il dit que le traitement des curés est absurde surtout par comparaison : les curés ayant 900 fr., et les instituteurs, après dix ans de service, treize cents.

Je ne saurais exprimer à quel point je vénère l'instituteur vraiment digne de ce nom, qui parle à l'âme de la jeunesse, la pétrit, la façonne, lui communique le souffle créateur de la vérité et l'ouvre toute grande du côté du ciel. Quelle haute mission ! Quelle couronne d'honneur il se prépare même en ce monde ! Il continue les leçons de la mère, il fait dire couramment à l'enfant les prières à peine bégayées jusque-là ; il achève l'idéal ébauché ; il présente à la lumière toutes les faces de son jeune esprit ; quand il explique les effets, il remonte à la cause suprême qu'il rend visible et saisissante ; les nombres, la parole, l'histoire, tout révèle Dieu et le Verbe de Dieu à l'enfant tout ébloui de l'éclat que jettent les sciences. C'est que Dieu fut le premier instituteur au Paradis terrestre.

Hélas ! il est douteux que ce portrait soit celui de tous les instituteurs. N'importe, c'est le vrai. Voilà l'instituteur tel que le réclament également la raison et la foi. Un instituteur qui ne croit pas en Dieu, ce serait la plus étrange des monstruosités.

Il paraît cependant qu'elle existe et qu'elle se paie 1300 francs par an.

Analysons un peu l'homme et la situation au point de vue réel. L'instituteur d'aujourd'hui est choyé, ménagé, élevé dans la ouate comme un objet de luxe. Sa semaine est de cinq jours, et malgré cette fatigue inouïe il récolte encore de ci de là environ deux mois de vacances. Soit deux cents jours de travail par an. Ses journées sont de six heures. L'hiver, dans les moyennes localités qui sont en France dans la proportion de trois sur cinq, il a trente élèves ; au premier chant de l'alouette le nombre diminue de moitié et les lois nouvelles déjà mortes avant d'être appliquées ne retiendront pas les enfants en classe quand le printemps fleurit les haies et que le soleil épanouit les marguerites. Nous pourrions ajouter que dans une foule de villages, — le cinquième environ, — le maximum est de quinze enfants. Nous savons une commune où l'hiver dernier l'instituteur fai-

sait la classe à trois élèves. L'autre année l'on avait dépense 7500 francs pour réparer l'école, le maître reçoit annuellement 1200 francs ; voilà une instruction qui coûte cher au pays. Quand nous passons devant une école nouvelle coquettement restaurée et toute fière du plâtras blanc qui la rajeunit, il nous vient toujours une pensée mélancolique. Voilà une bien jolie cage, pensons-nous, mais, où sont les oiseaux ? — Je ne doute pas que dans une foule de hameaux, bientôt une quantité de ces cages ne restent inhabitées. Le poète demandait à Dieu de ne jamais voir :

La cage sans oiseaux, la maison sans enfants !

Mais laissons de côté cette question, toute grave qu'elle est, et revenons à notre instituteur qui reçoit douze cents francs pour instruire trois enfants, environ cent jours de l'année, six heures par jour, soit deux francs l'heure.

C'est un jeune homme, ravi de pouvoir promener les loisirs que lui fait le Dieu-Etat. Quand on a trop de loisirs à l'âge actif par excellence, on les emploie généralement à des folies. Mais je le suppose rangé, doué d'une heureuse nature, et désireux de mettre un terme à l'âge des folies par un sage établissement : il n'a que l'embarras du choix. Il ne manque pas aux environs de jeune fille bien rentée qui ne demande à échanger le dur labeur des champs contre une position honorable et une vie plus douce. On rêve volontiers de faire la grande dame et d'être la première, même dans un hameau. C'était le rêve de César. Voilà donc notre jeune homme établi, doté, possédant enclos, maison, terres et rentes, et ayant admirablement résolu pour son compte le problème du travail : augmentation de salaire et diminution de peine.

Cependant qu'a-t-il fait, cet heureux adolescent, — car on voit des instituteurs de dix-huit ans, — pour que la vie s'ouvre devant lui pleine d'enchantements ? Quels travaux a-t-il accomplis ? Où a-t-il fait ses études ? Quels cours a-t-il suivis ? Car, en somme, dans un pays où règne l'égalité, les positions brillantes ne sont réservées qu'au mérite et au travail.

Eh bien ! il a quelquefois étudié trois ans à l'école normale. Mais pas n'est besoin même de ces modestes études. Un instituteur remarque parmi ses élèves un enfant qui sait un peu lire, écrire correctement, et poser hardiment une règle de trois, il lui donne des soins particuliers, le bourre de quelques dictées, lui apprend à écrire une page creuse dans le goût de M. l'Inspecteur d'Académie, lui dicte deux cents problèmes, et quand il lui a farci la tête de Poitevin et de Ritt, sans même pousser jusqu'à l'analyse logique et à la racine carrée, il le présente devant le jury d'examen. Pour la circonstance, l'enfant quitte la blouse maculée d'encre pour le paletot de candidat, fait quatre fautes dans sa dictée, écorche le raisonnement de son problème, mais trouve juste, sait que Bade est la capitale de la Hongrie et que

Jeanne d'Arc est née au quinzième siècle : le voilà sacré instituteur.

Un maître d'école de notre connaissance a fait recevoir ainsi vingt-neuf de ses élèves qui ne sont pas devenus les plus mauvais des instituteurs.

Mais concluons pratiquement. Cet enfant qui n'a fait aucune étude spéciale, qui cesse de travailler à l'âge où nous autres commençons à peine les choses sérieuses, après avoir déjà passé huit années aux études littéraires ; cet enfant, dis-je, occupera sans coup férir le premier poste dans le village où son étoile le guidera, s'y mariera richement, au bout de quelques années gagnera mille 200 francs ; et 1.300 s'il a voulu obtenir son brevet supérieur...

Le prêtre, lui, étudie treize ans et il reçoit neuf cents francs.

Pourtant, quand il a « soixante » ans, on ajoute deux cents francs... (A suivre.)

Courrier de l'Utile.

DESTRUCTION DES MITES ET DES TEIGNES.

Les naturalistes, qui croient remédier à tout, en donnant des noms et en établissant des classifications, prétendent que les mites qui rongent les fourrures, les étoffes de laine, le crin, les livres, sont des insectes, tandis que les mites du fromage appartiennent à la classe des arachnides.

Si cette distinction peut vous consoler des ravages causés par ces destructeurs, j'en suis charmé.

Les teignes sont des papillons éphémères, qui sont nuisibles à l'état de chenilles.

On distingue la teigne des tapisseries ; elle est la plus redoutable de toutes. Cette petite chenille se construit, avec les étoffes qu'elle ronge, un fourreau habillement tissé ; en grandissant, elle agrandit sa demeure en long et en large, toujours aux dépens de l'étoffe ; enfin elle sort sous la forme d'un papillon de 0,008^m. de longueur.

Pendant l'hiver, ces chenilles sont engourdies et ne causent presque aucun dégât, mais au printemps, après la ponte et l'éclosion des œufs, elles causent dans les étoffes les ravages les plus sérieux.

Comme ce lépidoptère hante surtout les tapisseries, on peut l'en éloigner, en y répandant de l'essence de térébenthine, si l'on ne craint pas de les altérer par cette substance, ou en les enfumant avec du tabac.

Très-souvent, dans les sacristies, les tapis restent pliés des mois entiers, durant les intervalles des fêtes. Comme l'odeur de la térébenthine et du tabac sont désagréables, il vaut mieux insérer entre les plis quelques brins de pyrèthre sauvage.

Il y a encore la teigne fripière, ou teigne des draps ; c'est la chenille d'un petit papillon dont les ailes sont d'un gris jaune argenté, et qui voltige au printemps dans les appartements. Cet insecte attaque surtout les vêtements de laine. On s'en préserve, en répandant sur les étoffes du poivre en poudre, ou mieux de la poudre de py-

rèthre, dont l'odeur n'est pas, comme celle du poivre, incommode et excitante.

La teigne du crin, pique et ronge les crins, les plumes et les peaux : le papillon a les ailes fauve-pâle. La teigne à front jaune, assez semblable à la teigne fripière, exerce ses ravages sur les collections d'histoire naturelle.

On emploie contre elles les moyens précédemment indiqués.

Les fourrures, sont en proie à la teigne des pelletteries. Le papillon est d'un gris argenté avec un ou deux points noirs sur les ailes. La chenille rase les fourrures en les coupant à la racine.

La recette suivante est employée avec succès en Russie pour la conservation des pelletteries :

Alcool à 80°	8 gr.
Camphre,	1 gr.
Poivre d'Espagne ou coloquinte broyée,	1 gr.

Laissez en contact pendant 10 jours, passez avec expression et filtrez. On en arrose uniformément la fourrure que l'on veut conserver et on la roule fortement dans un lingé épais.

Ajoutons que toute étoffe de laine, exposée à la lumière et battue assez fréquemment pendant l'été, n'est point piquée par les vers.

Pour préserver les ornements d'église, enfermés dans des tiroirs, on fera bien d'user de cette dernière précaution ; on pourrait encore employer le camphre ou la poudre de pyrèthre, substance dont l'odeur n'a rien de désagréable.

Il y a des teignes qui ravagent, non point les matières animales, mais les graines, surtout le blé et le seigle. Cette teigne, connue sous le nom de teigne des grains, est avec le charançon, l'ennemi le plus redoutable des céréales. Le papillon a les ailes marbrées de brun, de noir et de gris, et relevées postérieurement ; la huppe de la tête est roussâtre. Ce papillon est connu sous le nom d'Alucite. Les ravages de cet insecte sont effrayants ; le blé alucité perd de 40 à 50 pour 100 de sa valeur. On a inventé pour le détruire un tarare brise-insectes ; cette machine tue, dit-on, la teigne en imprimant au grain une vitesse considérable. Cette invention n'étant pas à la portée de tout le monde, nous conseillerons pour éloigner les charançons et les teignes des tas de blé, l'emploi de quelques boîtes d'absinthe verte, suspendues dans le grenier, et l'application de quelques branches sur le blé.

Cette plante préserverait aussi les fourrures et les lainages.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 12 julii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGENS. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

« Non seulement le divorce consommé, mais, qui plus est, la possibilité même du divorce est déjà chose immorale.

« Le fait seul de permettre à des époux de se dire : Celui-là POURRAIT être à moi, celui-là POURRAIT m'appartenir, constitue un outrage à la morale et au scandale : *Qui cupit jam mœchabitur.*

« Voici ce que disait à ce sujet M^{me} Necker :
 « Si on laisse aux femmes mariées la liberté de faire un nouveau choix, bientôt leurs regards erreront sur tous les hommes, et le seul privilège du parjure les distinguera des actrices. »

On voit par ces simples citations tout ce que la brochure de M. Nicolay présente de sens et de logique, d'honnêteté et de vérité. On doute si le sénat ratifiera la triste loi votée par la Chambre des députés, mais s'il y a des moyens à employer pour en démasquer l'insanité et les périls, l'un de ceux-là, et l'un des meilleurs, c'est la lecture de : **LE DIVORCE, SON HISTOIRE, SES PÉRILS.**

DEMANDES

FAITES AU

COMPTOIR DE COMMISSION

Du 15 AU 30 JUIN 1882

De Fouquescourt, un métallophone. — D'Issy-s-Seine, un ameublement complet pour une maison. — De St Pierre de Gênebros, un écrioire à six godets. — De Villars-Colmars, un harmonium. — D'Autun, des bijoux. — De Cheffreville, une statue de la Ste Vierge. — De Hensada (Indes anglaises), un service à thé argenté. — De Fontfroid, un rasoir. — D'Airvelle, un tableau représentant St Vincent de Paul. — De Péone, une soutane et un camail. — De Ste-Croix (Antilles Danoises), une pharmacie de campagne n° 3. — De Marcilly, 2 douzaines d'oriflammes. — De Brignon, une statue de l'Immaculée Conception. — De Nouméa, des accessoires de luminaires. — De Burbure, une statue, 3 consoles, et un dais. — De Cluny, une statue de 1 m. 80 de haut très riche. — de Turcey, une écharpe de bénédiction. — De Plouhinec, une montre en argent. — D'Issy-s-Seine, unetende de Jardin. — De Peis, 42 cierges de communion, 59 paroissiens de communion, 4 flambeaux de jardin. — De Clarfayts, un canon d'autel. — De Maubeuge, des bijoux de grande valeur. — De Moyencourt, les vêtements et du linge d'Eglise. — Du Plessis Dorin, une chape en moire blanche. — De Cette, des cartes de visite. — De Miannay, deux écharpes de bénédiction. — De Tenès, (Algérie), une tabatière en argent. — D'Amiens, deux chasubles et une aube. — De St Nazaire, un encensoir. — De Fontfarcy, une statue du Sacré-Cœur. — De Grasse, une statue de l'Immaculée Conception et un crucifix. — De Gradina (Croatie), des médicaments. — D'Alger, des chapelets et des croix en os blanc. — De Montreuil-mer, un collier en argent. — De Gisors, un rosaire en ivoire grains très forts. — De Bermont, une bannière double face, très riche. — De Soncourt, une chape en drap d'or et des bras d'applique. — De Creully, 25 harmonicas. — De Narbonne, le prix de divers moules à cierges. — De St Clément, le prix de couverts d'argent. — Des Haies (Guadeloupe) le prix d'un chemin de croix. — De St Amand, des renseignements complémentaires sur des meubles de salon. — De Morgny en Thiévache, un lustre de 18 lumières. — De Chamagne, une lampe de chœur de 12 lumières. — De la Rivière aux Rats, (Martinique) une grande quantité d'ornements d'Eglise, vases sacrés, bijouterie etc; renseignements sur une cloche de 400 kilos. — D'Issy-s-Seine, des Ex-voto en marbre blanc. — D'Autun, des bijoux. — De Saulx de Vauchuse, une statue de Ste Philomène très riche. — De Libourne, des renseignements sur l'établissement complet, au Brésil, d'une usine à sucre de cannes.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Les affaires d'Egypte traînant en longueur, la Bourse continue à s'en ressentir.

Le 3 0/0, que nous laissons, il y a huit jours, à 81.05, est descendu à 80.70; l'amortissable, qui cotait 81.10, fléchit à 80.90; de son côté, le 5 0/0 perd 10 centimes à 114.10.

Une réaction assez sensible s'est produite sur la plupart de nos grands établissements financiers. La Banque de France, par exception, est ferme à 5230, et le Crédit foncier à 1450.

Lourdeur sur les chemins de fer, et en général baisse sur les derniers cours. Voici la dernière cote : Est, 745; Lyon, 1620; Midi, 1210; Nord, 2010; Orléans, 1270; Ouest, 705.

Bien entendu, les valeurs étrangères sont atteintes dans les mêmes proportions. L'italien est faible à 89.50; le Turc a baissé jusqu'à 11.15, et l'Egyptien, à 270. — Malgré les mauvaises nouvelles arrivant chaque jour de ce pays, les actions du canal de Suez restent à 2320. Le Panama fait 535.

..

En l'état actuel des choses, on ne saurait donc être trop circonspect pour les placements d'argent.

Si la politique s'embrouille, toutes les rentes baisseront encore. Donc, danger peut-être d'acheter en ce moment des rentes.

Pour les valeurs financières, le recul est encore plus certain; il n'y a qu'à voir l'impossibilité où elles sont depuis six mois, c'est-à-dire depuis la crise de janvier, de remonter à des cours satisfaisants. Donc, ici encore, grand danger de mettre ses économies et ses capitaux sur ces titres.

Restent les valeurs industrielles. Ici, avant tout, il faut considérer celles qui peuvent être plus ou moins atteintes par les événements, qui l'ont été plus ou moins.

Dans cette catégorie, nous avons vu, par exemple, que les titres de la Société générale de Librairie catholique n'ont été jamais affectés par les diverses crises qui ont passé sur le pays depuis sept ans, date de l'existence de la Société.

Bon an mal an, comme l'on dit à la campagne, l'actionnaire a touché 5 et 6 0/0, c'est-à-dire un intérêt que ne rapporte presque plus l'argent, où qu'on le place.

Vu la solidité que présente donc la Société générale de Librairie catholique, solidité qui paraît à l'épreuve du temps et qu'accompagne un si beau revenu, nous estimons que ses actions, quelles que soient les circonstances, sont toujours bonnes à mettre en portefeuille.

En ce moment, on touche depuis le 1^{er} juillet un coupon de 12 fr. 50, net d'impôt, et en souscrivant aux nouvelles actions de 500 francs émises en vertu des décisions de la dernière assemblée des actionnaires, on bénéficie de ces 12 fr. 50 par chaque action demandée.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^e de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblée par l'Évangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^e de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^e de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*).

1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^e de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 3 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jendis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 29 :

PRÉDICATION : Pour le 9^e dimanche après la Pentecôte : le Purgatoire. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret de l'Index. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Comment se comptent les années pour un autel privilégié *ad septennium*? — Comment faire pour obtenir que les enfants sachent le catéchisme et assistent aux réunions? — Une personne qui, communiant dans le temps pascal, a exclu l'intention d'accomplir le devoir pascal, l'a-t-elle réellement accompli? — Doit-on voiler au temps de la Passion, les tableaux du chemin de croix? — Pour la validité de l'imposition du scapulaire, la récitation de la formule est-elle nécessaire? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on disposer des paquets spécimens envoyés par des industriels? — Formule de protestation contre la loi du 28 mars donnée par la Société générale d'éducation et d'enseignement. — A qui appartiennent les honoraires de la levée du corps faite par un autre que le curé? — Legs au curé pour construction ou acquisition d'école : la commune peut-elle réclamer la somme déjà versée? Le curé peut-il contraindre l'héritier universel à délivrer le reste du legs? — Le maire peut-il refuser, à l'église, sa place traditionnelle et s'en adjudger une autre? — Le conseil municipal doit-il intervenir pour la réouverture d'une fenêtre du chœur précédemment murée? — A qui appartiennent les noyers plantés autour de l'église, sur un ancien cimetière? — Bail : formalités à remplir par la fabrique. — Qu'arriverait-il à un instituteur démissionnaire ou révoqué avant la fin de ses dix ans, s'il est fils aîné de veuve? — Un mariage de nuit est-il office public? Le curé peut-il tenir la porte de l'église fermée jusqu'au moment du mariage? Peut-on attaquer devant un tribunal, les auteurs de troubles à cette occasion. — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (suite). — COURRIER DE L'UTILE : Manière de confire l'angelique et l'écorce d'orange; de fabriquer le vin de cerises et de groseilles. Confitures.

REVUE LITTÉRAIRE.

Encore un beau livre que nous donne cette semaine la *Société générale de librairie catholique*, sous ce titre :

ÉLÈVES DES JÉSUITES

Souvenirs des Collèges de la Compagnie de Jésus en France (1850-1880)

Par le R. P. DIDIERJEAN, de la même Compagnie.

Comme fonds et comme forme, ce livre rappelle l'ouvrage du même auteur, intitulé : *SOUVENIRS DE METZ : L'Ecole Saint-Clément, ses élèves, ses derniers jours*, et celui du R. P. Chauveau : *AU SERVICE DU PAYS : Souvenirs de Sainte-Genève* (1); mais il ne fait aucunement double emploi avec eux.

Plus général, s'étendant à tous les collèges de la Compagnie de Jésus en France, et aussi bien aux élèves qui n'ont point figuré dans la carrière militaire, il ne contient que des notices nouvelles et ne répète nulle part ce que racontent ses devanciers.

Avec ceux-ci, il témoignera devant la postérité de ce que firent pour l'Eglise et pour la France, les collèges de la Compagnie de Jésus de 1850 à 1880; avec eux encore, il montrera peut-être aux âges futurs que nos temps d'agitations et de malheurs ne furent pas pourtant sans vertu.

(1) Edition grand in-8° raisin, avec gravures sur bois, 2 volumes, se vendant séparément, chacun : 6 francs. — Edition in-12, trois forts volumes : 9 francs.

« Nous dédions ces *Souvenirs*, dit l'auteur, aux « soixante mille élèves de nos collèges, répandus « sur le sol de la France. C'est à eux surtout « qu'ils appartiennent comme un bien de famille. « En leur rappelant leur collège aimé, en remet- « tant sous leurs yeux les belles actions d'anciens « condisciples, ils les exciteront, nous l'espérons, « à demeurer fidèles aux leçons de foi, de devoir « et de dévouement que reçut leur jeunesse; en « nos temps de faiblesses et de trahison, ils les « prémuniront contre les lâchetés de la peur et « les hontes de l'apostasie; ils les encourageront « à garder dans leurs âmes les convictions chré- « tiennes et les fortes habitudes qui rendent di- « gnes de servir Dieu et la patrie. Alors l'honneur « restera, et l'avenir sera sauvé. »

L'ouvrage du P. Didierjean contient les Notices suivantes :

TOME I

Cte Jacques de Bouillé,	Albert Camart,
Le P. Joseph Dugas,	Fernand du Saulx,
Paul Klein,	Louis Fraissignes,
Joseph de Goué,	R. François-St-Maur,
Gilbert Larbalétier,	Gaston de Romance,
Fernand de Mairesse,	Hubert Belin,
Gustave Lasserre,	V. de Hauteclouque,
Vte Charles de la Noué,	L. de Hauteclouque,
Olivier de Rouvroy,	Albert de la Cottière,
Arthur Moisant,	Alph. de Lamande,
Ch. de Grébant de Pon-	Paul Purnot,
tourny,	A. du Pin de St-Cyr,
Raymond de Gromard,	Alph. de Bellerocche,
François Michel,	C. de Raffelis-Soissan,
Pierré de Lambel,	E. de Raffelis-Soissan,
Léopold Rosier,	E. Texier d'Arnoult,
G. Crozet de Lafay,	

TOME II

Joseph de Vaubernier,
G. de la Bajonnière,
Henri de Plas,
Henri de Nicolay,
Nicolas Delatte,
Emm. du Bourg,
Lucien Saulnier,
Henri de la Bréty,
Fr. de Courtaurel de
Rouzat,
Léopold Esthieu,
G. de Gouberville,
Léonce Héault,
Albert Josserand,
Acistide Mellot,
G. de Lancry-Pronleroy,
G. de Provençères,
Georges Sallé,
A. de Surigny,
J. Tézéas du Montcel,

Armand Calongne,
G. de Bonrepos,
Vte Georges Douglas,
Arthur Masclary,
Le R. P. Chenard de
Mazières,
E. Dulong de Rosnay,
Joseph Houdet,
Louis Lorthiois,
G. de Bonijol,
Paul Moitier,
Edouard Boulangé,
A. de Marsaguet,
Harold de Suze,
Louis de Laval,
Alexandre de Retz,
E. de St-Gresse-Mérens,
F. de David des Etangs,
Christian de Puyferrat.

Outre son intérêt privé au point de vue des familles qu'il met en scène et son influence comme exemple pour la jeunesse française, le livre du P. Didierjean est surtout précieux au point de vue historique. Rempli, en effet, de lettres entières ou de fragments de lettres émanant des jeunes gens, objets des Notices, il fournit, sur la guerre de 1870-71, une foule de détails inédits ou inconnus. Marches en avant, attaques, retraites, petites et grandes batailles, scènes de bivouac, d'hôpital ou d'ambulance, tout vient tour à tour raviver, expliquer, compléter les événements. Combien d'actes héroïques et de dévouements admirables, combien de noms d'officiers et de soldats cités là aussi seulement, alors qu'ils méritaient si bien de figurer en premières lignes sur les registres officiels de la gloire.

2 forts volumes in-12, titres rouge et noir, de xii-612 et 632 pages. Ensemble : 6 francs.

Un écrit bien actuel aussi est celui que vient également de publier la *Société générale de librairie catholique*, sous le titre suivant :

LA FAUSSE CONSCIENCE

Par Mgr GASSIAT, protonotaire apostolique, etc.

Nos lecteurs des premières années doivent se souvenir que l'auteur, cédant à une inspiration des plus heureuses, s'est proposé de faire paraître, au fur et à mesure, sous cette rubrique : *la Prédication à domicile*, une série de discours sur les sujets les plus importants du Dogme et de la Morale.

Chaque sujet est tiré à part et forme une brochure spéciale, de manière à pouvoir aller, sous cette forme populaire, dans toutes les familles chrétiennes ou non. Ainsi ont déjà paru : Le dogme de la mort ; — le dogme de la vie ; — Saint Fiacre ou Petit sermon des Fleurs aux jardiniers.

Dans la présente brochure, Mgr Gassiat traite ce double sujet, l'un complément de l'autre : La Conscience, — la fausse conscience.

La Conscience ! Hélas ! on peut dire d'elle ce bue La Fontaine dit des amis : « Rien de plus commun que le nom, rien de plus rare que la chose. »

La Conscience ! Mais ce mot est aujourd'hui partout. Avec ceux de « liberté, égalité, fraternité », c'est celui qui retentit le plus haut. Droits de la conscience, liberté de conscience..., que sais-je ? Il est tellement à l'ordre du jour, dans l'esprit et dans le sang de l'époque, que les révolutionnaires les plus outrés, qui expulsent Dieu

du serment judiciaire, veulent que le témoin continue à jurer « sur mon honneur et ma conscience. »

S'emparant du mot et de sa vraie notion, Monseigneur Gassiat vient nous dire, du haut de la chaire de vérité, ce que c'est que la conscience.

« Elle peut être définie : la science du cœur donnée à nos âmes pour en régler le mouvement (S. Bernard), ou bien encore : un soleil intérieur qui éclaire tout homme venant en ce monde (S. Dorothee). En d'autres termes, c'est la racine de la raison, c'est notre propre jugement, — jugement rapide, spontané, instinctif, — sur la moralité de nos actes. C'est à cause de cela que Hugues de Saint-Victor la nomme : le miroir de l'âme, et nous ne voyons pas ce que l'on pourrait dire de mieux ; car, de même que le miroir nous montre fidèlement toutes les perfections et tous les défauts de notre visage, ainsi la conscience révèle l'âme à elle-même sans déguisement, avec toutes les beautés dont la grâce l'enrichit et toutes les laideurs dont le péché souille sa splendeur naturelle ou surnaturelle. »

Parti de ces sentiments, le docte orateur fait ressortir, dans ce premier discours : 1° le rôle d'éclaireur et de guide que la Conscience remplit dans l'âme humaine ; 2° la supériorité morale qu'elle lui communique, quand ce rôle est accepté.

Une seule citation :

« Oui, le dernier mot appartient toujours à la Conscience, et nulle puissance au monde ne saurait le lui ravir. L'histoire de Job nous offre un emblème saisissant de cette ténacité vraiment extraordinaire. A chaque malheur qui frappait ce juste des anciens jours, un serviteur venait en courant lui en apporter la nouvelle, et il terminait invariablement son récit par ces mots : *Ego fugi solus ut nuntiarer tibi* (1), seul j'ai pu échapper au désastre et prendre la fuite pour vous l'annoncer.

« Si l'on pouvait pénétrer dans le sanctuaire des âmes, que de Jobs ne rencontrerait-on pas perdant une à une toutes les grâces et toutes les vertus, et descendant avec une rapidité vertigineuse des splendeurs de la foi au fumier de la débauche et de l'irréligion ! La Conscience seule échappe au désastre, et, servante fidèle et dévouée, elle en apporte au pécheur le triste message. *Ego fugi solus ut nuntiarer tibi* : votre maison s'est écroulée, vos troupeaux sont dispersés, vos fils et vos filles ont péri : innocence baptismale, instruction religieuse, absolutions et communions, tout est perdu, tout est dévoré. Mais je reste pour vous le dire. — La Conscience ne s'avoue donc jamais vaincue. On peut même dire que plus grande est sa détresse, plus grande est son énergie ; semblable à la lumière d'une lampe qui au moment de s'éteindre, jette son plus vif éclat ; semblable encore à ce vaillant guerrier dont parle l'histoire, et qui, resté seul et sans armes dans un combat naval, retient de ses doigts crispés une galère ennemie. D'un coup de hache on lui ampute une main ; il la saisit de l'autre ; on lui coupe l'autre main, il s'y prend avec les dents, et il ne lâche prise que décapité (2) !

« Une chose étonnante et qui mérite d'être observée, c'est, à côté de cette opiniâtreté phénoménale de la Conscience, son extrême délicatesse. Elle est d'une sensibilité telle qu'elle signale, non seulement ce qui est bien et mal d'une manière évidente, mais encore ce qui est bien et mal

(1) Job, I, 17.

(2) Cynégire, frère du poète Eschyle. Ce trait héroïque eut lieu après la bataille de Marathon.

PRÉDICATION.

POUR LE 9^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE
LE PURGATOIRESancta et salubris est cogitatio
pro defunctis exorare ut a peccatis
solvantur.

(II Mal., xii, 26.)

Au moment où s'opère la dissolution de l'être humain, la partie corporelle rentre dans la terre d'où elle fut tirée, et la substance spirituelle retourne vers le Dieu de qui elle est venue. Juste, elle est accueillie par lui et introduite dans les éternelles joies du paradis. Criminelle, elle en est repoussée et précipitée dans les abîmes de l'enfer. Mais entre ces deux états, il en est un qui tient le milieu, qui n'est ni la justification pure ni le crime grave : c'est l'état de celui qui meurt sorillé seulement par le péché véniel, ou avec quelque satisfaction à payer pour des péchés mortels déjà pardonnés, et qui doit passer par les flammes expiatriques du purgatoire. L'année dernière, pendant le carême, nous avons traité de la mort, du jugement, de la résurrection, du paradis et de l'enfer. Il ne nous reste plus qu'à expliquer la doctrine chrétienne relativement au purgatoire et notre cours sur le symbole, en 50 instructions, sera terminé. Disons donc 1^o l'existence du purgatoire, 2^o les peines qu'on y souffre, 3^o la possibilité de venir en aide par nos suffrages aux âmes qui achèvent de s'y purifier.

I

Il y a un purgatoire : les païens y ont cru et malgré les nuages dont leurs superstitions ont voilé la vérité, dans leurs pratiques et leurs paroles, on discerne parfaitement la révélation primitive. « Ce n'est que par les douleurs et les souffrances, dit Platon résumant les croyances des Grecs, que l'expiation s'accomplit et profite, ici ou en l'autre monde ; car il n'est pas possible d'être délivré autrement de l'injustice¹. » Et Virgile, parlant au nom des Romains, représente les âmes obligées de se purifier avant d'entrer dans les champs Elysées. « Les unes pour se laver de leurs souillures, flottent au milieu des airs, les autres se plongent dans l'eau des torrents, plusieurs passent mille et mille fois à travers les flammes. Ainsi s'effacent par un long châtiment les souillures contractées pendant la vie mortelle². »

Il y a un purgatoire : c'est l'Écriture qui me l'affirme. Nous voyons souvent les prophètes, parlant au nom des âmes souffrantes des trépassés exprimer et la douleur de leur châtiment et l'espoir de sa fin « Le Seigneur m'a châtié ; mais il ne m'a pas livré à la mort. Ouvrez-moi les portes

de la justice : j'y entrerais pour célébrer les louanges de Dieu. C'est la porte du Seigneur, c'est là qu'entreront les justes. (Ps. cxvii.) Qui m'accordera que vous me renfermiez et que vous me protégiez dans les lieux souterrains, jusqu'à ce que votre colère soit passée et que dans les temps fixés par vos décrets, vous vous ressouveniez de moi. (Job. xiv.) » Quand Judas Machabée offre des sacrifices pour les morts, et quand l'écrivain inspiré, qui nous a transmis ses plus hauts faits, déclare que c'est une sainte et salutaire pensée de prier pour les défunts, afin qu'ils soient délivrés de leurs péchés, ils nous enseignent manifestement qu'il y a des péchés qui peuvent être, et qui sont expiés après la mort. « Si quelqu'un, dit N.-S., profère quelques paroles contre le Saint-Esprit, il n'y aura point de pardon pour lui ni dans ce siècle ni dans l'autre. » Il y a donc des péchés qui se remettent dans l'autre monde, dit S. Augustin en commentant ces paroles ; mais ce n'est pas dans le ciel puisque le péché ne saurait y entrer, ni en enfer, « puisqu'il n'y a nulle rédemption ; » c'est donc au purgatoire. « Le feu, ajoute saint Paul, fera l'épreuve de chaque ouvrier. Celui dont l'ouvrage subsistera sera récompensé ; celui dont l'ouvrage sera brûlé souffrira de la perte : il sera néanmoins sauvé lui-même, mais en passant par le feu. » Ces paroles n'ont aucun sens, si on ne les applique au chrétien qui souffre en purgatoire. Quoi plus ? L'Eglise a défini comme de foi l'existence du purgatoire aux conciles de Florence et de Trente.

Il y a un purgatoire : la raison le veut et ce dogme est la satisfaction la plus douce aux exigences du cœur humain. Combien de pécheurs meurent après avoir fait une trop tardive pénitence, emportant avec le pardon de leurs fautes de nombreuses peines temporelles à expier ! Combien de fidèles quittent le monde avant d'avoir eu le temps ou la volonté d'effacer ces péchés véniels qu'ils commettaient si facilement ! Où iront-ils ? En enfer ? mais ils ne sont pas les ennemis de Dieu ; au ciel ? mais « rien de souillé ne peut entrer dans le ciel, » et leur âme n'est point entièrement pure : ils iront au purgatoire et ils y feront une halte plus ou moins longue jusqu'à ce qu'ils aient satisfait pour toutes leurs dettes. Et ainsi s'opère l'admirable alliance de la justice et de la miséricorde divines : la miséricorde qui ouvrira les portes du bonheur, après que l'expiation temporaire, mais suffisante aura été faite. Le purgatoire, mais l'âme non complètement purifiée, quand elle paraît en face de Dieu, le veut à tout prix : elle ne pourrait se résoudre à rester sous les regards de l'infinie sainteté avec la moindre imperfection, et, dit sainte Catherine de Gènes, elle aimerait mieux se précipiter en mille enfers plutôt que de demeurer ainsi souillée en préface de l'adorable majesté. Le purgatoire, mais il nous soutient dans nos faiblesses et nous préserve du découragement. C'est vrai, nous pouvons éviter le péché mortel où en obtenir le pardon

¹ *Gorgias* trad de Cousin, p. 406.² *Enéide*, liv. vi.

assez facilement; mais mourir sans péchés véniels, mourir après avoir expié toutes nos peines temporelles, est-ce facile? Heureusement, le purgatoire est là, où nous pourrions nous rendre dignes d'entrer dans les parvis éternels. Sans lui, nous serions la proie d'un double désespoir: désespoir du côté du ciel que nous ne croirions pas pouvoir atteindre; désespoir du côté de l'enfer que nous désirions éviter et vers lequel nous serions comme invinciblement entraînés par l'apparente impossibilité de mériter une destinée meilleure. Et puis n'est-il pas consolant de penser que nos amis qui n'ont peut-être pas toujours été à Dieu, comme ils le devaient, moyennant une satisfaction plus ou moins longue, obtiendront miséricorde?

N'est-il pas bien doux de savoir que nous pouvons être utiles à nos défunts par nos bonnes œuvres, nos prières et nos pénitences?...

II

Mais quelles sont les peines du purgatoire? Pour la durée, elles finiront; pour l'étendue, elles sont proportionnées aux dettes et aux fautes du défunt; pour l'intensité, elles sont effroyables. Le purgatoire présente les ténèbres, l'horreur, les regrets, le feu terrible de l'enfer; il en a tous les tourments, sauf le désespoir et l'éternité¹. On y trouve la peine du sens et la peine du dam². La peine du sens, c'est-à-dire le feu: feu surnaturel qui atteint jusqu'au plus intime de l'âme, feu allumé par la vengeance de Dieu, feu si douloureux qu'il est plus pénible que la plus affreuse torture de la terre, feu si vif, que d'après saint Thomas, les flammes les plus ardentes de ce monde ne sont en comparaison que des flammes en peinture. Mais le supplice le plus cruel du purgatoire, c'est la peine du dam, la privation de Dieu. O ciel, comment pourrai-je en faire soupçonner la rigueur. Qu'est-ce que la douleur? C'est l'exilé, et les âmes du purgatoire sont les plus malheureuses des exilées, parcequ'elles sont loin du Dieu qu'elles aiment par dessus tout, de toute la véhémence de leur cœur. Qu'est-ce que la douleur? c'est l'orphelin; mais qui est orphelin comme les âmes du purgatoire? Jésus-Christ est leur père, Jésus-Christ est leur mère, Jésus-Christ est leur frère, il est tout ce qu'ils peuvent aimer; et Jésus-Christ est absent.... Qu'est-ce que la douleur? c'est le prisonnier. Les prisonniers le savent; la prison quand elle est complète, solitaire, dure et longue, c'est un grand supplice! Etre seul avec ses pensées, son amour et sa douleur; seul loin de la lumière qui ne vous visite plus; loin des

hommes qui ne vous connaissent plus, loin des cœurs qui ne compatissent plus; et là entre ces quatre murailles, où l'on n'a pour compagnon que la solitude, l'obscurité, le silence et l'ennui, souffrir, toujours souffrir; mesurer le temps par ses soupirs, comme le pendule par ses oscillations; oh! dites-moi, comprenez-vous ce supplice? Le purgatoire, c'est la plus dure, la plus insupportable des prisons. Comme les heures y sont longues! Un jour, un religieux étant apparu à l'un de ses frères après sa mort, lui révéla que trois jours passés en purgatoire lui avaient semblé plus long que trois mille ans³.... Oh! oui, les détenues du purgatoire croient, elles espèrent, elles aiment, elles sont résignées, mais elles souffrent d'autant plus qu'elles aiment Dieu davantage. Oh! oui, c'est avec une indicible vivacité de désirs qu'elles disent comme David: « De même que le cerf altéré souhaite les fontaines rafraîchissantes, de même je soupire après vous, ô mon Dieu! Quand viendrai-je, quand paraîtrai-je en votre sainte présence? (Ps. xli.) »

III

Gloire à notre sainte religion! elle nous dit de la manière la plus formelle, car c'est un dogme de foi, que nous pouvons venir en aide aux âmes du purgatoire. Dans son testament spirituel, saint Ephrem demande des prières après sa mort pour le repos de son âme. Eusèbe, dit que l'empereur Constantin voulut être enterré dans une église, afin que les fidèles se souvinssent plus aisément de prier pour lui. Saint Chrysostôme avertit les chrétiens que les larmes des vivants son inutiles aux morts, et que les aumônes et les prières seules peuvent leur procurer du secours. Saint Jérôme, écrivant à Pammachius, lui dit que de son temps, c'était la coutume de répandre des fleurs sur le tombeau des femmes décédées; mais qu'il a fait beaucoup mieux en répandant des aumônes pour le soulagement de son épouse défunte. Oui, tout dans les traditions de l'Eglise catholique nous redit de la manière la plus éloquente que nos suffrages, agréés par la miséricordieuse condescendance de notre Dieu, peuvent venir en aide à nos frères qui ne sont plus: et les inscriptions si touchantes inscrites, depuis les Apôtres, sur la tombe des chrétiens, réclament, avec une puissance si douloureusement touchante, les prières des vivants; et ces fondations de services religieux pour les défunts si religieusement acceptées et strictement observées par notre sainte mère l'Eglise; et ces naïfs tableaux exposés dans nos temples, où l'on voit les âmes des trépassés au milieu des flammes purificatrices, et le prêtre, penchant sur l'abîme le calice renfermant le sang rédempteur, et les défunts délivrés par les anges qui les entraînent joyeux et triomphants dans les tabernacles éternels!

Mais quoi d'étonnant? C'est une conséquence

¹ Nihil inter se differunt tormenta infernalía ab iis quæ sunt in purgatorio, quia eadem sunt magnitudine; sed unum est quod differre possunt, quia infernales finem non expectant, et purgatorii poenæ sunt cum fine (S. Cyrille, in epist., ad S. Aug.).

² In purgatorio duplex est poena, una est damni de carentia divinæ visionis; alia sensus de afflictione ignis; et quantum ad utrumque minima poena purgatorii major est maxima poena mundi. (S. Bonav.).

³ P. Félix, les morts souffrants.

nécessaire du dogme de la communion des Saints, dont nous avons parlé récemment. « Qu'un roi quelconque, dit saint Cyrille de Jérusalem, ait jeté dans un exil lointain des hommes qui l'avaient offensé; si les parents ou les amis de ces infortunés, tressant une couronne, l'offrent au prince pour la rançon des leurs qu'il a frappés de disgrâce, est-ce que le monarque ne leur accordera pas la grâce et le retour des proscrits? De la même manière, nous offrons des prières pour l'âme de nos morts, même quand ils sont pécheurs. Il est vrai que nous ne tressons pas une couronne; mais nous présentons le Christ immolé pour nos péchés, nous efforçant de rendre le Dieu de clémence miséricordieux et propice et pour nous et pour ceux dont nous faisons mémoire¹. » Oui, en renfermant les âmes du purgatoire dans leur douloureuse prison, Dieu vous en a remis les clefs entre les mains, conciliant les droits rigoureux de sa justice et les vues bienfaisantes de sa bonté. Il exerce sa justice par lui-même, et par vous sa miséricorde, il vous en fait les ministres : il s'en remet à votre bonne volonté, à votre piété, à votre charité² !

Craignez donc le péché qui même dans les justes, est expié si cruellement dans l'autre vie. Mais, au nom de la charité, venez en aide aux âmes des trépassés par vos prières, par vos bonnes œuvres, et surtout par le saint sacrifice de la messe !...

CONGRÉGATIONS ROMAINES³

SACRÉE CONGRÉGATION DE L'INDEX

3 avril 1882.

RENAN ERNEST. — *Marc-Aurèle et la fin du monde antique*. Paris, Calman Lévi édit., 1882.

G. D. M. — *Vita di Martin Lutero*. Roma, Libreria di Alessandro Manzoni, 1882.

SICILIANI PIETRO. — Professeur de philosophie à l'Université de Bologne. — *Sul rinnovamento della philosophia positiva in Italia*. Vol. unico. Firenze 1871.

— *La Critica nella philosophia zoologica del XIX secolo*, dialoghi, Napoli, 1876.

— *Socialismo, Darwinismo, Sociologia moderna*, Seconda edizione accresciuta di un nuovo lavoro. — *Les questioni contemporanee*. Bologna 1879.

¹ S. Cyrille, Catech. xxiii. mystag. v, n. x.

² Mgr de la Luzerne.

Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

— *Prolégomènes à la phycogénie moderne*. Traduit de l'Italien par A. Herzen. Paris. 1880.

— *Teorie Sociali e Socialismo. Conversazione epistolare con. Bonelli*. Firenze 1880.

— *Della psicogenia moderna in servizio degli studi biologici, storici e sociali*. Terza edizione ampliata con ritratto del autore et prefazione di Jules Soury. Bologna 1882.

COSCIA NICOLA. — *Mille dei piu originali e concettosi canti popolari*, Serenate, Stornelli, Strambotti e rispetti che soglionsi alternare fra innamorati delle campagne italiane nelle sfide, nelle veglie, nei balli, scelti e portati alla comune intelligenza. Roma tipografia Adolpho Paolini 1882. Décret. S. Officii, feria IV februarii 1882. Auctor laudabiliter et subiecit se Opusculum repro-
bavit.

FR. THOMAS M^a CARDINAL. MARTINELLI,
PRÆFECTUS.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Lorsqu'un autel est privilégié pour sept ans, comment doivent se compter ces années ?

R. — A partir du jour où l'Indult a été accordé, répondent Maurel, Barbier de Montaut, Minderer, s'appuyant sans doute sur l'autorité de Ferraris citant un décret de la sacrée Congrégation des Indulgences du 18 mai 1771.

Mais un nouveau décret du 22 septembre 1841, donné en réponse à une consultation de l'évêque de Tarentaise, dit que ces sept années doivent se compter à partir du jour où la concession est accordée à l'autel. Voici la demande de l'évêque et la réponse de Rome.

« Episcopus Tarantasiensis quærit a Sac. Cong. utrum Breve ab eo acceptum pro facultate erigendi, seu declarandi ad septennium proximum unum altare privilegiatum in qualibet ecclesia suæ diœcesis, validum sit tantum pro primo septennio immediate sequenti suam consecrationem, ita ut, si, hoc perdurante septennio, nondum omnia altaria declarasset privilegiata, poterit ea declarare, hoc ipso septennio absoluto; et in primo casu per quot annos altare privilegiatum putandum erit? An vel facultas sit ad vitam et altare tantum ad septennium privilegiatum? vel an facultas episcopi et privilegium altaris ad septennium tantum sint duratura?

Sac. Cong. respondit : « Vigore litterarum apostolicarum in forma Brevis datarum sub annulo Piscatoris die 13 februarii 1838, Episcopus orator facultatem obtinuit semel per seipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis unum duntaxat altare ad septennium proximum privilegio apostolico decoratum declarare, ita ut hæc facultas quoad Episcopum oratorem perduraverit usque dum in unaquaque ex præfatis ecclesiis

unum altare tali privilegio ditatum designaverit; quoad vero altare, simili indulto decoratum erit per septennium proximum incipiendum a die respectivæ designationis unius cujusque altaris; ac proinde absoluto septennio, pro altaribus designatis, etiamsi in cæteris ecclesiis nondum ea declaraverit, recurrendum erit ad S. Apostolicam sedem pro talium facultatum prorogatione. »

Q. — 1^o Comment faire pour obliger des enfants qui ne savent pas leurs prières, ni lire, à apprendre le catéchisme, l'histoire sainte et l'évangile ?

2^o Quels moyens faut-il employer pour arriver à apprendre quelque chose à ces enfants ? Nous ne pouvons compter ni sur les parents, ni sur aucune personne pieuse et dévouée.

3^o Comment faire seulement pour les obliger à venir au catéchisme ?

R. — Toutes les paroisses heureusement ne ressemblent pas à celle dont parle notre correspondant. Nous avouons humblement que dans des circonstances aussi délicates, alors que tout semble conjuré pour empêcher l'instruction religieuse, que l'on ne peut compter ni sur la présence des enfants, ni sur la bonne volonté des parents, ni sur le concours d'une personne dévouée, nous serions comme lui, fort embarrassés et d'autres aussi. Faudrait-il cependant perdre tout courage, se croiser les bras et laisser les choses aller à la dérive ? Nous lisons chaque jour dans les Annales de la Sainte-Enfance et de la Propagation de la Foi, que les missionnaires parviennent à force de patience et de dévouement à attirer à eux les enfants noirs, à leur apprendre suffisamment les premiers éléments de la religion pour les préparer ensuite à la réception des sacrements. N'en serions-nous pas revenus à ce point de civilisation qu'il nous faille recommencer par la base la conversion des populations à la foi ? Nous avons tout lieu de le croire, pour certaines contrées du moins. C'est donc un nouvel apostolat à entreprendre, au milieu de difficultés inexprimables, avec lesquelles cependant doit grandir le courage du prêtre. Nous ne conseillerons donc jamais une quiétude qui montre peu de zèle et peu d'esprit ecclésiastique.

Quant aux moyens, nous conseillons tout d'abord la prière qui tranche bien des difficultés et obtient bien des secours utiles. Nous ne sommes pas partisans des longs catéchismes : une expérience personnelle nous a appris qu'ils ne donnaient aucun résultat, surtout s'ils sont pris sur le jour du congé. L'esprit mobile des enfants ne peut s'appliquer aussi longtemps sur des sujets abstraits ; et cette mobilité excessive est encore augmentée par la pensée des jeux qui ont précédé ou qui doivent suivre. De quel mauvais œil aussi l'enfant ne regardera-t-il pas ces exercices qui le privent d'une grande partie de son jour de congé ?

Comment faire alors ? Il faut qu'une paroisse soit bien ingrate sous tous rapports, pour

qu'il ne s'y trouve pas une personne dévouée qui apprendra la lettre du catéchisme aux enfants ? A son défaut, le curé ne pourrait-il pas s'en charger lui-même, et pour cela réunir plusieurs fois les enfants pendant la semaine, soit immédiatement avant, soit immédiatement après la classe : aucune loi, que nous sachions, ne s'y oppose. Ces réunions, que nous préférons pour le matin, avant la classe, parce que l'esprit des enfants est plus recueilli et moins fatigué, nous les aimons courtes, pour ne pas laisser à l'ennui le temps de les rendre insupportables. Une visite aux parents des enfants qui sont inexacts, pourrait faire un excellent effet, au moins chez le plus grand nombre.

Nous donnons ici les remarques et les pratiques résultant d'une modeste expérience, bien assurés à l'avance que l'on ne peut employer partout les mêmes moyens et que la meilleure méthode de direction est celle que l'on adopte, suivant les circonstances où l'on se trouve, après une fervente prière au pied de la croix.

Q. — Je vous serais bien obligé si vous vouliez répondre à la question que j'ai l'honneur de vous adresser :

Le temps pascal vient de s'ouvrir. Une personne se présente à confesse ; on lui donne l'absolution et on lui dit de faire ce jour-là même sa communion pascalle. Elle répond qu'elle préfère faire la communion pascalle un autre jour, et que ce jour-là elle communiera par dévotion. Mais le temps pascal se passe sans que cette personne ait pu faire d'autre communion. La communion qu'elle a faite par dévotion lui sert-elle de communion pascalle ? Retenez bien, Monsieur, que cette personne en faisant la communion par dévotion a exclu toute intention de remplir son devoir pascal.

R. — 1^o Si cette personne en faisant dans le temps pascal cette communion de dévotion n'a pas eu l'intention formelle de ne pas remplir le devoir pascal, elle a certainement satisfait au précepte et pour l'accomplir n'a nul besoin de faire une autre communion.

En effet pour accomplir une loi, il suffit d'avoir l'intention de faire ce qui est ordonné ; l'intention de satisfaire au précepte n'est pas nécessaire. Or ce qui est ordonné pour remplir le devoir pascal, c'est la communion au temps de Pâques. Cette personne ayant fait la communion au temps indiqué a satisfait au précepte.

2^o Quand même en faisant cette communion, cette personne aurait eu l'intention formelle de ne pas remplir le devoir pascal, nous pensons qu'elle l'aurait accompli. « Probabilis videtur, dit Billuart, eum satisfacere legi qui ponit debitum modo opus præceptum quamvis positive nolit per illud satisfacere. »

La raison en est que l'obligation résultant d'une loi dépend de la volonté du législateur et non de celle du sujet. Celui-ci ne peut donc pas s'opposer à ce que la loi soit accomplie par l'acte que le législateur demande pour cet accomplissement.

Saint Liguori est encore plus affirmatif. A cette question : « An satisfaciatur præcepto qui, faciens

opus, expresse intendit per illud non satisfacere? Il répond : « Satisfacit : ita Suarez... Ratio est quia procepta tantum obligant ad substantiam operis injuncti; ergo, illa posita, non est in potestate operantis ut non satisfaciatur (lib. I, tract. II, num. 164). »

Q. — Y a-t-il obligation de voiler, pendant le temps de la passion, les tableaux du chemin de la croix ?

R. — La loi qui oblige de voiler les croix et les images avant les vêpres du samedi qui précède le dimanche de la Passion est générale; elle s'étend à toutes les croix et images qui sont dans l'église (Cerem. Ep., lib II, cap. 20); elle s'étend par conséquent aux tableaux du chemin de la croix.

Cependant l'usage est même, à Rome, de ne pas couvrir ni ces tableaux, ni les croix qui les surmontent. Il ne nous appartient pas de prononcer sur cette coutume.

Q. — Afin de procurer à un malade l'avantage de mourir revêtu du scapulaire, il m'est arrivé de prendre un scapulaire béni d'avance et de lui imposer sans dire aucune prière; cette imposition est-elle valide ?

R. — Autrefois quelques auteurs ont pensé que, dans un cas pressant, on pouvait, sans autre formalité, imposer à un malade un scapulaire béni d'avance, et le faire jouir ainsi des avantages du scapulaire. Mais par une décision du 20 juillet 1868 la S. C. des Indulgences a rejeté ce sentiment. Elle ne veut pas que, même pour les cas urgents, on s'écarte de la décision du 24 août 1844 qu'elle étend à tous les scapulaires et interprète dans ce sens qu'il faut proférer les « paroles qui sont substantielles » c. a. d. qui correspondent aux actes que le décret cité donne comme substantiels. Voici ce décret :

« Utrum impositionis formula, usurpari solita in actu impositionis scapularium, essentialis sit, ut quis scapulare rite accipisse senseatur, jusque habeat ad indulgentias illud ferentibus concessas; an vero absque indulgentiarum dispendio possit omitti, praesertim in morbo, aliove urgenti casu? »

Resp. Tam ad primam quam ad secundam partem proferenda esse verba, quæ sunt substantialia, ad formam decreti hujus Sac. Cong. die 24 aug., 1844, quod sic se habet : An rata sit fidelium adscriptio Confraternitati B. V. de monte Carmelo, quæ fit a sacerdotibus quidem facultatem habentibus, non servata tamen forma in Rituali et Breviario ordinis Carmelitarum descripta? Sac. Cong. respondit : affirmative, dummodo sacerdotes facultatem habentes non deficiant in substantialibus, nempe in Benedictione et impositione habitus, ac in receptione ad Confraternitatem.

spécimens qui d'encens, qui d'images, qui d'aiguilles, parfois assez volumineux, avec prière de les réexpédier s'ils ne conviennent pas. On les voit pousser la générosité jusqu'à permettre de s'indemniser du port sur le contenu. J'ai pour principe invariable de garder ces objets jusqu'à ce que l'expéditeur les fasse reprendre. Je voudrais savoir passé quel délai, je puis en disposer.

R. — On nous a déjà questionné plusieurs fois sur des sujets identiques ou analogues, et nous y avons répondu notamment l'année dernière p. 610, et notre avis n'a pas été partagé par l'un de nos correspondants qui nous a écrit pour protester contre notre opinion. Cependant elle nous paraît assez sage.

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de justice.

Juridiquement, on ne doit rien à celui qui fournit une marchandise non commandée et on la lui laisse pour compte. Mais est-il équitable d'employer la marchandise, et puis, lorsque le marchand en réclame le prix, de refuser de le solder sous prétexte, qu'on n'avait pas fait de commande. Nous persistons à croire que non. Quand un paquet de cette nature arrive dans un presbytère ou ailleurs, il est si facile de dire au facteur : « Je le refuse ! » Pour un prêtre nous n'admettons pas de délai passé lequel il puisse disposer en propriétaire de l'objet en question. C'est le bien d'autrui; cela suffit pour qu'on le respecte. Si l'on a commis l'imprudence d'accepter le colis, qu'on le garde jusqu'à ce que l'envoyeur vienne le reprendre; et dans ce cas, que l'objet se garde ou se perde, il n'y a aucune responsabilité pour celui qui l'a reçu. Mais s'il l'emploie, il est censé avoir accepté ce qu'on lui a offert et il en doit le prix équitablement.

Nous protestons contre les industriels qui recourent à ce stratagème pour faire écouler leurs produits, et ils méritent certainement, comme on dit en termes vulgaires, de boire un bouillon, c'est-à-dire de se voir renvoyer leur paquet invendu. Mais nous protesterions également contre le prêtre qui, ayant la faculté de refuser tout objet qui lui vient par la poste ou par le chemin de fer, se croirait autorisé à se servir de l'objet sans le payer, à moins toutefois que cet objet ne soit, comme cela arrive souvent, un échantillon sans valeur dont le marchand lui-même fait abandon. Ce qui arrive à d'autres nous arrive à nous-même; bien des menus objets nous sont expédiés avec prière de les renvoyer s'ils ne conviennent pas. Notre principe « invariable » à nous est de les refuser purement et simplement. Mais lorsque, cédant au démon de la curiosité, nous les acceptons de la main du facteur et les détroussons pour « voir, » alors de deux choses l'une : ou l'objet nous plaît, et dans ce cas nous le gardons et le payons; ou il nous déplaît et alors nous nous punissons de notre curiosité en le renvoyant à nos frais à l'expéditeur. Nous avons plus de leçons à recevoir qu'à donner; mais il nous semble qu'en cette circonstance, nous croyons agir en honnête homme et en prêtre

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Certains industriels, prenant les facteurs ruraux pour des porte-faix à leurs gages, envoient des paquets-

obligé d'exercer la vertu de charité, même envers les importuns et les fâcheux.

Q. — 1^o Voudriez-vous me dire où est le siège de la société générale d'éducation et d'enseignement et quels en sont le président et le secrétaire?

2^o Donnez-nous une formule de protestation contre la loi du 28 mars.

R. — Ad I. Le siège de cette société se trouve à Paris, rue de Grenelle, Saint-Germain, 35. M. Chesnelon, sénateur, en est le président, et M. Anatole de Claye, le secrétaire.

Ad II. En voici une excellente; elle est précisément donnée par la dite société.

Commune de...

Nous, Pères et Mères de Famille :

Considérant que nous avons le droit et le devoir de faire élever nos enfants dans notre foi religieuse; et d'exiger qu'ils [reçoivent] l'instruction religieuse nécessaire pour être admis à faire la 1^{re} communion.

Considérant que la loi du 28 mars ne comprend plus l'instruction religieuse parmi les matières obligatoires de l'enseignement primaire;

Considérant qu'ils n'existe pas d'école libre dans la commune; que nous ne pouvons assurer nous-mêmes dans nos familles l'instruction de nos enfants; que, dès lors, la loi du 28 mars nous contraint, à peine d'amende et de prison, de les envoyer à l'école publique;

Déclarons vouloir :

1^o — Que le crucifix soit conservé dans l'Ecole, et que la prière continue à y être dite.

2^o — Qu'en ce qui concerne nos enfants, le catéchisme et l'histoire sainte leur soient enseignés.

3^o — Que dans le reste de l'enseignement, rien ne soit de nature à porter atteinte à leur foi.

(S'il s'agissait d'une école publique dirigée par les Congréganistes, le troisième paragraphe ci-dessous disparaîtrait comme n'ayant plus d'objet, et serait remplacé ainsi)...

« 3^o — Que l'instituteur ou (l'institutrice) Congréganiste qui mérite et possède toute notre confiance, soit maintenu en fonctions. »

Q. — Dans le numéro 10 de l'*Ami du clergé* 1881, on lit à la page 116 : « Les curés qui n'assistent pas aux sépultures ont-ils le droit au tarif de 3 francs, pour la levée du corps faite par le vicaire? Et à cette question on répond en disant : « La levée du corps n'étant pas obligatoire, par conséquent, ne comportant aucun droit curial, les curés n'ont droit au tarif concernant cette cérémonie que tout autant qu'ils y assistent, il en serait de même du tarif concernant la célébration de la messe si, de fait, le curé ne la disait pas. Voilà le cas posé et la solution donnée. Or il me semble que le cas posé dans le n^o 23 de 1882, page 279, est absolument identique et cependant la solution est tout-à-fait contraire.

Voudriez-vous faire voir où est la différence dans les cas?

R. — Nous prions notre correspondant de relire attentivement les deux articles cités par lui, et il verra qu'il n'existe entre eux aucune contradiction : mais il y a des différences; celui de 1881 a été fait au point de vue de la jurisprudence civile et ecclésiastique, et il n'y a rien à rectifier. Il éta-

blit la loi qui régit la matière. Les droits curiaux ou paroissiaux appartiennent toujours aux curés qu'ils fassent ou non la besogne; mais les droits prélevés pour la levée du corps qui est facultative ne sont pas considérés comme curiaux; c'est pourquoi le rédacteur de l'article attribue l'honneur tout entier à celui qui fait la besogne.

Quant à la réponse donnée en 1882, elle a été faite au point de vue de la théologie morale et paraît correcte également. Le seul point qui paraisse sujet à la critique, c'est celui où il est affirmé que « tous les actes du ministère qui ont rapport à la sépulture et aux funérailles des paroissiens constituent des droits paroissiaux. »

Nous croyons que cette affirmation est inexacte en tant qu'elle est exclusive et absolue. Selon nous, et selon l'usage universel basé sur la jurisprudence civile ecclésiastique, les droits curiaux ne sont attachés qu'aux choses obligatoires et non facultatives, comme la levée du corps, la conduite au cimetière, la veillée du défunt.

Toutefois, nous admettons que dans les droits casuels qui doivent être établis pour être valables, d'un commun accord entre le gouvernement et l'évêque diocésain, ce dernier pourrait introduire un droit curial pour la levée du corps et la conduite au cimetière. Dans ce cas, le droit du curé devrait toujours être sauvegardé sauf la compensation que la théologie requiert pour celui qui fait un labeur extraordinaire.

Q. — Il y a six ans, un bon chrétien faisait par testament le legs suivant :

« A la charge expresse, par mon dit héritier universel, de verser entre les mains de M. le curé qui desservira la paroisse de B. à l'époque de mon décès, la somme de trois mille francs, laquelle somme sera employée à la construction ou à l'acquisition d'une maison d'école congréganiste, dirigée par des filles congréganistes et, en cas de refus de la part de ces dernières, par des filles laïques. Cette construction ou acquisition sera faite dans le lieu ou village de B.

« Cette somme de 3.000 francs sera payable entre les mains de M. le curé, savoir 1.000 francs, le jour que la construction commencera ou que l'acquisition sera faite; 1.000 francs une année après; et les autres mille francs l'année suivante, c'est-à-dire dans les deux années après le paiement du premier terme. Le tout sans intérêts, qu'à défaut de paiement aux termes fixés. » Moi curé de B., en six mois, j'ai rempli toutes les conditions susdites, c'est-à-dire j'ai construit sur le terrain de la fabrique (avec son autorisation), dans le lieu indiqué, une vaste maison, où j'ai installé une école libre qui fonctionne depuis deux ans à la grande satisfaction de mes paroissiens. L'héritier m'a versé les premiers 1.000 francs seulement. De mes deniers, je fis l'avance des deux autres termes.

Notez que l'héritier étant consciencieux, il fut décidé entre lui et moi qu'il me paierait sans exiger de moi aucune autorisation légale pour lever le legs. Avais-je même besoin d'autorisation?

Mais voici qu'à l'échéance du troisième terme, alors que l'héritier se disposait à me solder le deuxième terme, échu depuis un an et le troisième, n'exigeant de moi qu'une simple quittance comme pour le premier terme, arrive tout à coup de la préfecture au maire, l'ordre d'inviter l'héritier à produire son testament, et que d'après un certain décret récent du conseil d'Etat, tout legs fait en faveur des écoles devient la propriété de la commune, et que les 3.000 francs devront être versés pour les écoles diverses de

la commune. (Notez que la commune compte cinq paroisses. B. n'est qu'une section de commune et notre maire est maire du canton.)

L'héritier toujours résolu à ne pas pactiser avec la fraude a produit son testament, mais déclarant formellement qu'il veut remplir les volontés de son oncle et il ne démordra pas. Les choses en sont là.

Notez encore que c'est un maire conservateur qui vient de prendre la place d'un radical.

Le maire actuel et son conseil sont de l'avis de l'héritier.

1° Que penser de ce fameux décret qui s'empare pour la commune, de tout legs fait pour les écoles ? Ce décret peut-il avoir un effet rétroactif ?

2° Moi, curé, ayant rempli toutes les conditions du testament, ayant fait l'avance de 2.000 francs, ai-je besoin de l'autorisation légale pour exiger le legs, même devant les tribunaux, si besoin était, quels sont mes droits ?

3° Quels sont les droits et les devoirs de l'héritier vis-à-vis de moi, curé, vis-à-vis de la commune ? Celle-ci peut-elle le forcer à solder le legs sans nul égard pour les conditions testamentaires ?

4° Moi, curé, ne puis-je pas forcer l'héritier à me solder en lui offrant, au préalable, une garantie personnelle contre une attaque postérieure possible de l'administration ?

R. — Ad 1^{re}. Le décret n'a pas tout à fait le sens et la portée qu'en cette circonstance le préfet lui donne. D'après la jurisprudence actuelle qui fut également celle de l'empire pendant quelque temps, les établissements publics ne peuvent recevoir des libéralités que dans le cercle de leurs attributions, par exemple, la fabrique, pour tout ce qui regarde le culte ; le bureau de bienfaisance, pour ce qui regarde les pauvres ; la commune, pour ce qui regarde les écoles et les divers services communaux. C'est-à-dire, comme il faut à ces établissements l'autorisation administrative pour recueillir une libéralité, le gouvernement refuse cette autorisation, quand la libéralité sort des attributions de l'établissement légataire ou donataire.

Mais il ne peut en aucune manière forcer la volonté d'un bienfaiteur. Si un bienfaiteur laissait un legs pour les écoles sans spécifier la personne ou l'établissement légataire, il appartiendrait exclusivement à la commune de l'accepter de même cela reviendrait à la fabrique, si la libéralité était destinée au culte. Mais si le bienfaiteur désigne l'établissement donataire, le gouvernement ne peut que refuser l'autorisation ; il n'a ni qualité ni puissance pour modifier les dispositions du bienfaiteur.

En supposant même que le gouvernement eût la prétention, — ce qui ne peut pas être, — d'imposer sa volonté aux testateurs ou donateurs, son décret ou sa loi ne pourrait avoir d'effet rétroactif.

Nous avons publié vers la fin de l'année dernière plusieurs jugements et des avis du Conseil d'Etat desquels il résulte que le gouvernement ne veut pas autoriser les acceptations des legs faits aux églises ou aux curés et destinés aux écoles ; mais qu'il ne peut, de son autorité, modifier les volontés des bienfaiteurs.

Ad 2^{me}. Le curé a absolument besoin de l'autorisation légale pour accepter l'argent, pour bâtir sur le terrain de la fabrique, — ce qui constitue

une aliénation, — parce que c'est comme curé qu'il est désigné et non comme personne privée ; et, à défaut de cette autorisation, il n'a aucun recours juridique contre l'héritier qui a la charge d'exécuter la volonté du testateur.

Ad 3^{me}. Aucune puissance ne peut le forcer à changer les dispositions du testament. La commune peut exiger l'exécution du testament ; mais, à son tour, l'héritier peut exiger l'exécution des conditions. Son devoir est d'assurer d'une manière quelconque le respect des dernières volontés du testateur. Quand bien même, il serait exempté de ce devoir par les difficultés administratives, il doit chercher un moyen légal d'atteindre le but.

Ad 4^{me}. Nous avons déjà répondu plus haut. Le curé, n'étant pas autorisé, est sans qualité pour forcer juridiquement l'héritier. Il ne peut recourir qu'à sa conscience.

Q. — J'ai dans mon église trois bancs : un qui est le banc des autorités, qui existe depuis cinquante ans et aux frais de la commune. Les deux autres datent de trois ans. L'un de ces deux a été concédé à perpétuité par la fabrique à un bienfaiteur qui paie 20 francs par an, et l'autre a été accordé à 4 particuliers qui avaient auparavant leurs places à ce même endroit.

Mais, ne voilà-t-il pas qu'un maire de quinze jours, excité par quelques conseillers, refuse d'aller s'asseoir à son banc et va me demander, dit-on, le banc déjà loué pour s'y installer plus commodément.

Il ne manquera pas de prétexter qu'il a le droit de choisir sa place dans l'église et puis, que le banc convoité n'a pas été mis aux enchères.

Je désirerais bien savoir si un maire a le droit d'abolir à une place distinguée dans l'église et s'il a le droit de la choisir.

Avant donc que M. le Maire se présente chez moi, je serais bien aise de savoir ce que vous en pensez et de pouvoir répondre sûrement à ses exigences s'il y a lieu.

R. — Le maire n'a droit à une place distinguée à l'église que dans les cérémonies officielles, comme les prières publiques demandées par le gouvernement. Il a également une place au banc d'œuvre, — quand il y en a un, — non pas à titre de maire, mais comme membre de la fabrique. En dehors de ces deux hypothèses, le maire n'a absolument aucun droit à une place distinguée ; il est dans la même condition que les autres fidèles. A plus forte raison, ne peut-il pas choisir sa place où il veut. Même dans les cérémonies officielles, il appartient au curé de lui désigner sa place.

Mais si les places dont il s'agit, ont été concédées illégalement, il peut comme fabricant protester au conseil de fabrique et même faire annuler la concession en s'adressant au préfet. Ce qui prouve une fois de plus combien il est important d'accomplir en toutes choses les formalités légales.

Q. — Une croisée placée au chevet du chœur de mon église a été autrefois murée au détriment de l'architecture générale de l'édifice. Or, au moment d'entreprendre quelques travaux de décoration, conseillée par M. le curé et surtout par l'architecte du bienfaiteur qui se charge de cet embellissement, la fabrique a commandé et reçu une ver-

rière destinée à cette fenêtre de l'abside, qu'elle se dispose à faire rouvrir.

1° Le conseil municipal a-t-il le droit d'être consulté et de s'opposer à la réouverture de la croisée?

2° Une permission de l'autorité diocésaine est-elle nécessaire et mettrait-elle la fabrique à l'abri de toute réclamation?

3° M. le curé enfin, ayant droit d'appropriation dans son église, ne peut-il, sans autre préambule et de concert avec le sacristain et le trésorier chargés par leurs collègues de la surveillance des travaux, ordonner et faire exécuter la réouverture de la susdite fenêtre?

R. — Ad 1°. Non. Quand il s'agit de travaux de réparation, de décoration, d'appropriation ou d'embellissement, et que la fabrique les paye de ses deniers, sans avoir besoin de recourir à la commune, le conseil municipal ne peut pas s'y opposer; il n'a même pas le droit d'être consulté. Le préfet lui-même n'a pas le droit de prendre un arrêté pour en interdire l'exécution, quand la dépense pour ce travail a été régulièrement votée par le conseil de fabrique et approuvée par l'évêque diocésain. Cette décision a été adoptée le 3 novembre 1831, par le ministre des cultes, d'après un avis du conseil d'Etat en date du 12 octobre 1831.

Ad 2°. Oui, *ex dictis*.

Ad 3°. Si le curé est d'accord avec la fabrique, il n'y a aucun inconvénient; mais il ne le pourrait point de sa propre et seule autorité. Ce droit appartient à la fabrique sous le contrôle de l'évêque diocésain. Notre correspondant commet une inexactitude, quand il attribue au curé le droit de faire seul des appropriations dans son église; il peut opposer son *veto* à une décoration ou appropriation qu'il jugerait mauvaise; mais, ainsi que nous le disons plus haut, il faut une délibération régulière du conseil de fabrique et l'approbation de l'évêque diocésain.

Q. — Dans le cimetière attenant à l'église et sur la place publique qui se trouve devant la porte de l'église ont été plantés des noyers par un de mes prédécesseurs. Jusqu'ici, la fabrique a joui du revenu de ces arbres. Nous avons à craindre que le conseil municipal ne s'en empare, comme d'autres ont fait dans notre arrondissement légalement ou illégalement, je n'en sais rien. Comme, une fois que le conseil municipal se serait approprié nos noyers, il serait difficile de les ressaisir, je viens vous prier de me dire si la fabrique pourrait s'opposer au conseil municipal et quels moyens il faudrait prendre? Afin que vous puissiez mieux répondre, je crois utile de vous dire que les noyers les plus rapprochés de l'église dans le cimetière sont à 4 m. 50, et ceux qui sont sur la place à 6 mètres.

R. — Les noyers sont des arbres fruitiers. Si, en dehors des prévisions de la loi et des répu gnances de la nature, qui condamnent la culture d'arbres à fruits dans un terrain servant de sépulture aux cadavres humains, un cimetière renfermait des arbres de cette espèce, comme noyers, pommiers, coudriers, etc., le produit, dit Monsieur Dieulin (*Guide des curés*, t. 1^{er}, p. 330), en appartiendrait à la fabrique, d'abord parce que la loi n'autorise les communes à percevoir d'autres revenus des cimetières que celui des concessions

de sépulture à temps ou à perpétuité. De plus, si la loi ne donne aux fabriques que le spontané, c'est que la décence ne permet pas qu'on livre les cimetières à la culture des fruits et des plantes légumineuses; mais on comprend assez qu'il serait ridicule d'attribuer ces fruits à des établissements différents; car une telle division n'eût été ni rationnelle, ni prudente. Aussi ne voit-on figurer nulle part les fruits des cimetières au nombre des revenus communaux.

En tout cas, un maire ne pouvant faire d'adjudication qu'à la suite d'affiches ou de publications, et devant soumettre le procès-verbal d'adjudication à l'approbation du préfet, une fabrique aura tout le temps nécessaire pour faire opposition à l'adjudication; et si le maire passait outre sans tenir compte des observations qui lui sont faites, elle recourrait au préfet en lui adressant une lettre expositive de ses droits, dans laquelle elle prierait ce magistrat ou de ne point approuver la vente ou la location, ou d'ordonner que le produit en sera versé entre les mains du trésorier de la fabrique.

Il y aurait aussi lieu de voir si le cimetière en question ne serait pas propriété de la fabrique, c'est-à-dire s'il ne ferait point partie des biens non aliénés rendus à la fabrique par le décret du 7 thermidor an XI. Dans le cas où il en serait ainsi, de deux choses l'une : ou bien ce cimetière ne sert plus aux sépultures, ou bien il sert encore. Dans la première hypothèse, la fabrique peut exercer sur ces terrains « tous les droits de la propriété ordinaire, » par conséquent, en percevoir tous les produits. Dans la seconde, les fabriques à qui les cimetières appartiennent (nous le supposons), ne sont admises, d'après la jurisprudence administrative, à percevoir ni les droits d'inhumation, ni le prix des concessions de terrains; mais elles doivent profiter de tous les autres revenus qu'ils rapportent, des plantations qui peuvent y être faites.

Q. — Le conseil de fabrique de mon église, ayant à renouveler un bail-ferme avec les fermiers de la fabrique est-il nécessaire de suivre toutes les prescriptions indiquées par M. Dieulin dans son *Guide des curés*, tome II, p. 282, paragraphe 264?

R. — M. Dieulin, dans le passage cité, ne fait que donner un modèle d'acte, et ce modèle est admirable de prudence, de clarté; on ne saurait mieux faire que de l'adopter; mais un modèle peut et, quelquefois, doit être modifié selon les circonstances. Ce qu'il y a de vraiment nécessaire c'est de faire le bail et de le faire de manière à servir les intérêts de la fabrique et à rendre impossible les difficultés et les conflits.

Q. — Un instituteur, fils unique de veuve et marié, n'est pas encore libéré de son engagement décennal. Qu'arriverait-il de lui si, ne voulant pas se soumettre aux prescriptions impies de la loi Ferry, il quitte l'enseignement soit par démission, soit par révocation? serait-il tenu au service militaire? Si oui, ne pourrait-il pas objecter devant

les tribunaux que le contrat intervenu entre lui et l'état étant altéré, par le fait, d'une manière notable et essentielle, il n'est plus tenu à son engagement? En effet, il s'est engagé à donner un enseignement religieux; c'est ce que l'état lui demandait. Lui et bien d'autres n'auraient pas signé d'engagement pour un enseignement athée et immoral. Le contrat n'est-il pas forcément annulé?

R. — La question qui nous est posée est des plus intéressantes, et il serait infiniment désirable qu'elle reçût une solution juridique devant les tribunaux.

Réduite au cas qui nous est présenté, elle ne nous paraît pas souffrir la moindre difficulté; car même en supposant que le contrat tint, au point de vue de l'engagement décennal, et qu'on n'admit pas sa résiliation pour cause de changement dans les conditions, il y a ici un fils unique de veuve que la loi exempte formellement. Il est clair qu'en s'engageant à rester dans l'enseignement pendant dix ans, l'instituteur en question n'a pas renoncé et ne pouvait renoncer au bénéfice de l'exemption qui pouvait lui arriver de par ailleurs.

L'autre hypothèse est moins facile à résoudre, parce que l'Etat prétendra qu'il n'y avait pas contrat réel et synallagmatique entre lui et l'instituteur. Mais il serait bon que cela fût discuté devant la justice. Espérons qu'il se trouvera quelque instituteur chrétien qui voudra en tenter l'épreuve. La bonne foi doit être la base de tout engagement soit de la part de ceux qui le prennent, soit de la part de ceux qui le reçoivent. Il est certain que beaucoup de jeunes gens n'auraient jamais pris l'engagement d'enseigner le programme Ferry.

Q. — Vous m'obligeriez, et en même temps vous rendriez quelque service à mes confrères, si vous vouliez bien me donner votre appréciation sur une épisode de mariage de nuit dont les conséquences, sans être graves, fournissent depuis plus d'un mois dans mon village, matière à des conversations bien animées et mêlées de critiques malveillantes pour moi.

Dans nos petits bourgs de province, lorsqu'un mariage se célèbre, on voit le peuple (les femmes principalement) se porter sur le passage des gens de la noce, les accompagner même à la mairie et à l'église, poussés par la triste passion de la curiosité, quand il n'y en pas d'autres à satisfaire. Naturellement, ce sont les époux qui attirent le plus l'attention des curieux; on regarde surtout l'épouse de la tête aux pieds, et si, au goût de nos intéressantes spectatrices, elle n'est pas assez bien coiffée, costumée et chaussée, gare les lazzis; voilà tout trouvé un attrayant sujet de bavardages pour le restant de la semaine.

Veuillez excuser cette digression; j'arrive au fait.

Donc, le mois dernier, j'ai béni un mariage à minuit, après avoir obtenu la dispense de *Summo mane*. Je dois dire qu'en choisissant cette heure, les époux et leur famille, tous très honnêtes gens, n'avaient en vue que l'économie (un mariage de jour nécessitant plus de mise en scène et par suite des dépenses plus considérables). Et puis, pour donner une petite leçon de respect, il a été convenu entre la famille et moi que pour le mariage et la messe de minuit on choisirait, préférablement à la chapelle qui est dans le bourg, l'église paroissiale située à 800 mètres dans la vallée et loin de toute habitation.

Mais la petite bande faisait sentinelle et même avant l'arrivée des époux, j'entendis de la sacristie les éclats de voix et les rires bruyants de nos rôdeuses nocturnes. Parmi elles, étaient quelques fillettes qui eussent mieux fait en

rester chez elles; il y avait aussi un garçon de 13 ans (le colporteur d'un mauvais petit journal du département), qui est loin de me donner des consolations. Celui-ci n'était pas le moins éveillé: « Nous entrerons, criait-il, oui nous entrerons ou il faudra qu'il nous embroche! (sic). Les histoires et aventures des crocheteurs ne lui sont pas inconnues. En entendant ces mots: Eh bien! non! répondis-je subitement, vous n'entrerez pas. Et je donnai au sacristain l'ordre de fermer l'église jusqu'à l'arrivée des époux. Alors commencèrent les vociférations et le tapage contre la porte: « Allez donc, criait l'une, chercher l'écharpe de votre mari. » La femme du mari était dans la bagarre: « Ce curé est ivre! » criait l'ardente meneuse de la bande (celle-ci belle sœur du maire). Observez que ces dames et quelques autres ne sont pas en bons termes avec la famille des époux. Vous voyez que toutes n'étaient pas dirigées par l'esprit de charité et de dévotion. La dévotion? Mais il y en a parmi elles qui ne viennent même pas à l'église le dimanche; et plusieurs qui ne se confessent jamais! La dévotion?... fi donc! Les unes sont venues par moquerie ou par jalousie; d'autres par malice, je le sais, d'autres, enfin, que je reconnais pour femmes honnêtes, sérieuses et chrétiennes, venaient par simple curiosité, entraînées par la redoutable meneuse.

Cependant, la porte de l'église a été ouverte à l'arrivée des époux; mais personne n'a voulu entrer, excepté la belle-sœur du maire et encore celle-ci n'est-elle restée dans l'église que le temps nécessaire pour constater qu'elle ne pourrait rien voir (il y avait tout juste deux petits cierges allumés pour la messe).

Tout le monde s'est donc retiré, mais non sans bruit, car à deux heures du matin le bourg n'était pas encore tranquille et la troupe vociférait toujours contre cet ivrogne de curé.

De cet exposé trop long, mais en tous points fidèle, je déduis les questions suivantes, auxquelles je viens vous prier de répondre:

Une messe de mariage célébrée la nuit et qui n'a pas été annoncée en chaire et par la cloche, est-elle un office public?

2^e Vu l'isolement de l'église et le danger résultant pour le prêtre et pour le lieu saint de l'ouverture des portes à cette heure la plus avancée de la nuit, pouvais-je laisser l'église fermée jusqu'à l'arrivée des époux?

3^e A la suite du tapage nocturne fait à la porte de l'église, n'aurais-je pas pu la tenir fermée, même pendant la célébration du mariage?

4^e Etais-je fondé, si je l'eusse voulu, à dénoncer à qui de droit les auteurs de cette bagarre et les forcer de reconnaître, devant un tribunal, qu'il s'agissait mal à des jeunes femmes de faire seules des courses de nuit pour assister à une cérémonie de famille où l'on désirait de part et d'autre se passer de leur présence?

R. — Ad 1^{re}. Oui, un mariage célébré dans une église doit être considéré comme un office public, lors même qu'on le célèbre pendant la nuit avec la permission de l'Ordinaire ou d'après un usage approuvé, et l'on ne peut interdire à personne l'entrée d'une église ouverte.

Ad 2^{me}. Assurément, la porte pouvait être fermée jusqu'à l'arrivée des époux. Il était même prudent de la tenir fermée en prévision des malfaiteurs qui auraient pu s'introduire dans l'église et la ravager.

Ad 3^{me}. Rigoureusement, oui. Le curé chargé de la police de l'église est seul juge de ce qu'il doit faire en pareille circonstance pour assurer le respect du lieu saint. Mais le moyen ne nous paraît pas efficace. Fermer une porte au nez de gens qui veulent entrer dans un lieu public comme l'église, c'est les exciter à faire du tapage.

Ad 4^{me}. D'après le récit qui nous est fait, nous ne

jugeons pas que la chose fût assez grave pour être portée devant un tribunal. Il n'en est pas moins vrai que le droit du curé est incontestable, quand un office religieux est trouble avec préméditation, que le trouble vienne du dehors ou de l'intérieur. Il y a un grand nombre de jugements portant condamnation à l'amende et à la prison des auteurs de troubles occasionnés dans l'église pendant la célébration des offices soit le jour soit la nuit.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

VIII

Il serait curieux d'étudier le nombre incalculable de vocations littéraires, artistiques et scientifiques qu'ont fait naître les curés depuis Jean-Jacques Rousseau jusqu'à M. Renan. Victor Hugo lui-même nous a laissé un portrait exquis du prêtre qui l'a élevé, type de bonté, de douceur et d'érudition. Au fond de la vie de presque tous nos exaltés politiques, vous trouverez un prêtre, et un prêtre qu'ils estiment, qu'ils admettent dans leur intimité et qui parfois au moment de la mort, quand ils n'ont pas été infidèles à l'excès, font descendre sur eux le suprême pardon. Voyez plutôt M. Littré et l'abbé Huvelin. Nombre d'instituteurs ont donc été élevés par leurs curés et l'ingratitude radicale qu'ils affichent prouve à elle-seule l'infirmité de leur caractère et leur insuffisance morale. La faute n'en est pas à leurs premiers maîtres, mais aux enseignements pervers et méprisants qui sont tombés des chaires universitaires au pied desquelles ils sont allés s'asseoir ensuite, des circulaires perfides qui leur infusent un esprit anti-clérical, et des romans licencieux qu'ils dévorent, aussitôt qu'ils sont livrés à eux-mêmes, tout embarrassés du poids de leur oisive jeunesse.

Telle est, pour le dire en passant, l'une des glorieuses occupations du curé : instruire. Cet homme de ténèbres ne songe qu'à répandre autour de lui la lumière; cet ennemi de l'instruction instruit à lui seul plus que nos députés, sénateurs et magistrats réunis, sans profit personnel, sans espoir de récompense humaine. Il instruit comme le soleil éclaire, réchauffant tous les esprits au doux rayonnement de son expérience et de ses travaux. Image sublime de Dieu qui fait luire son soleil sur les bons et sur les méchants. Qu'un jeune talent naisse et promette d'éclore, c'est lui qui le discerne. Il le cultive, le voit grandir, et tant que l'arbuste demeure entre ses mains, sa tête regarde le ciel. C'est ainsi que le clergé a rempli d'honnêtes gens les prétoires et les casernes. Chose si vraie qu'une certaine opinion s'en est émue, criant tout haut que la magistrature était envahie par le cléricisme et l'armée par les Jésuites.

De plus le curé de campagne — et c'est là sa grande œuvre — peuplait les séminaires, et quand l'un des siens tombait, un autre soldat plus jeune et non moins vaillant prenait aussitôt la place. C'est une justice à lui rendre, pendant cinquante ans le clergé n'a pas laissé dégarnir ses rangs.

Mais aujourd'hui la situation qui lui est faite au point de vue matériel comme au point de vue moral, tarit la source des vocations, en attendant que des lois meurtrières viennent défendre aux desservants d'élever des enfants pour l'Église. C'est le but ou l'on tend lentement, mais durement, si la Providence n'arrête dans sa marche la marée montante de l'impiété.

Insistons sur ce caractère découragé surtout des prêtres qui descendent la pente de l'âge.

Beaucoup d'entre eux se laissent profondément abattre et pour plusieurs, le chagrin est tellement profond qu'il les atteint jusqu'aux sources de la vie. Privés de ressources, harcelés par un maire taquin, par un instituteur gonflé de sa vaniteuse importance, criblé de mille traits, mal soutenus par leurs paroissiens qui gémissent plutôt que d'agir, ils se sentent frappés au cœur, et comme Jacob ils descendent avec douleur les marches du tombeau. On ne sait pas assez combien leur situation matérielle aggrave leur situation morale. Sur leur tombe, on pourra écrire ces mots : Tués à l'ennemi ! et quand l'un d'eux meurt il n'emporte pas toujours la consolation, lui, le vieux soldat, d'être remplacé par un autre qui reprenne d'une main le glaive et de l'autre le drapeau que ses bras défaillants viennent de laisser tomber.

En sorte que par suite de l'iniquité des lois et des ressources dérisoires, — qui restent même précaires, laissées au clergé, comme un morceau de pain noir qu'il lui est loisible de tremper de ses larmes, pour se faire prêtre, dans notre malheureuse époque, il faut une foi supérieure, un dévouement héroïque, et un caractère voué au martyr; toutes choses extraordinaires et que Dieu ne prodigue point dans le gouvernement du monde. Mais il restera toujours au moins les trois cents soldats de Gédéon.

Dirai-je encore l'une des tortures infligées aux curés par l'insuffisance de leur traitement ? Torture morale et toute personnelle, mais qui n'en est pas moins poignante, c'est la privation de livres.

Chaque curé sans doute est muni d'un riche fonds théologique. Les auteurs classiques, la somme de S. Thomas, les œuvres de Bossuet, de Fénelon, de Massillon et de Bourdaloue se rencontrent dans toutes leurs bibliothèques. En compagnie de beaucoup d'excellents ouvrages, n'est-ce pas assez, me direz-vous pour meubler la tête la mieux organisée ?

Eh bien ! non.

Le prêtre a le devoir d'être de son temps. Il faut qu'il connaisse son époque, ses besoins, ses

maladies, son caractère. La doctrine catholique est bien de tous les temps et de tous les peuples, mais chaque siècle demande qu'on la lui expose suivant son intelligence, ses tendances et son tempérament. Comme saint Paul se faisait tout à tous, petits avec les petits, savant et éloquent devant l'Aréopage, nous devons, pour nous faire comprendre des hommes du dix-neuvième siècle, entrer dans leurs sentiments, nous servir de leurs expressions, et leur parler leur langue. Si Bossuet paraissait à la chaire de Notre-Dame avec ses admirables discours, sublimes de raisonnement, étonnants d'érudition patristique, ses auditeurs après quelques instants s'écouleraient tout doucement en répétant le mot des Athéniens à S. Paul : Nous viendrons t'écouter une autre fois. Cela ne prouverait point contre le génie de Bossuet, mais contre l'intelligence de son auditoire. Que ferait le grand orateur ? Il étudierait nos esprits frivoles, notre langue précise, nerveuse et mouvementée et quand il reparaitrait en chaire il parlerait comme le P. Lacordaire et le P. Monsabré, avec plus d'éclat et d'élévation parce que son langage recevrait le coup d'aile plus puissant de sa forte pensée, mais en cherchant comme eux à entrer dans l'esprit des quatre mille hommes debout au pied de sa chaire, à éveiller leurs sentiments, à faire vibrer leurs cœurs, à les éclairer, les saisir et les étonner.

Mais Bossuet aurait des livres pour étudier une pareille époque qui attendrait de lui la lumière, l'éloquence et la foi. Le curé de campagne ne les a pas. Les Pie, les Plantier, les Guéranger, les Darras et tant d'autres princes de la parole et de la doctrine ; et ces mille ouvrages qui paraissent en leur temps, résolvant un problème, traitant à fond une question brûlante, — comme la question si palpitante aujourd'hui de l'enseignement ou du divorce ; et ces revues remarquables par leur science, leur réduction et leur esprit catholique, qui ont la gloire de notre Église de France, parce qu'elles témoignent de sa prodigieuse vitalité, il voudrait lire, analyser, dévorer tout cela. Mais comment faire ? Réduit à ses maigres ressources il serait donc aussi réduit à l'ignorance ? Ses adversaires auraient donc raison de dire qu'il reste intellectuellement au-dessous de sa situation et de son temps ?

Non ! — et c'est ici que le prêtre me paraît admirable, — il se privera du nécessaire du corps afin de donner le nécessaire à l'esprit. Sa petite bibliothèque s'augmentera chaque année au prix d'héroïques sacrifices ; on y trouvera côte à côte Balmès, Ventura, de Maistre, et Le Play, c'est-à-dire que cet homme modeste, régulier comme une montre, tout entier à son devoir et à sa paroisse, ne reste étranger à aucune question philosophique et sociale qui passionnent les grands esprits de notre siècle. Plus éclairé qu'eux parce qu'il est guidé par la boussole infailible de l'Église, il les discute, les juge, et

les trouve bientôt en flagrant délit d'erreur ou de sophisme. Entre temps il écrira l'histoire du pays dont il foule le sol, d'une abbaye détruite, d'un hameau jadis célèbre. Il est remarquable en effet que la plupart des ouvrages d'histoire locale ont été composés par des curés, livrés à leur propre initiative, éloignés des bibliothèques publiques, possédés de la passion du travail et ne découvrant pas un seul fait ancien dans les archives poudreuses de leur paroisses ou dans la mémoire de leurs vieillards sans se dire aussitôt : Voilà un souvenir que je vais consacrer !

Certes j'admire beaucoup les hommes qui comme M. Taine s'appliquent à écrire de la vraie histoire, dépouillée de la légende et presque de l'esprit de parti. Mais ils s'en vont tranquillement après déjeuner dans nos bibliothèques nationales, se font livrer les dossiers qu'ils désirent, copient ou font copier les passages importants et s'en reviennent chargés de dépouilles précieuses, mais facilement conquises, n'importe, je les admire et plus encore je leur porte envie. Mais croyez-vous que les Gorinis ne soient pas plus admirables que les Taines ! Or, combien de Gorinis dans le clergé ! et combien plus on en verrait éclore si les ressources montaient à la hauteur de la bonne volonté et du talent, si l'État était juste, si au lieu d'être persécuteur d'un corps sérieux, éclairé et patriote, il en traitait les membres simplement comme d'honnêtes citoyens.

M. de Bismarck plus impartial déclarait en 1870 que le clergé reste en France le seul corps robuste, sain et respectable sur lequel la corruption du siècle n'a pas eu de prise. C'est qu'avec la folie de la croix qui sauve les âmes, le clergé français a conservé la folie de la science qui garde l'esprit et les mœurs. Dieu veuille que la France un jour revenue aux sentiments de justice qui subissent parfois chez elle des éclipses momentanées, révise le procès du clergé, et tout en le maintenant à la place d'honneur qu'il n'a cessé d'occuper, lui donne les moyens de la tenir dignement pour le plus grand intérêt de l'humanité, de la religion et de la science.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

Q. — Quelle est la manière de confire l'angélique et l'écorce d'orange ?

R. — L'on commence par blanchir le fruit.

Cette opération consiste à mettre le fruit dans une bassine bien propre, pleine d'eau pure, claire ; à placer cette bassine sur un fourneau et à l'y laisser jusqu'à ébullition, à retirer alors la bassine sur le bord du fourneau ; à l'y laisser

quelques minutes. On voit en ce moment le fruit changer un peu de couleur, se rayer de blanc, en un mot blanchir. Après quelques minutes, le retirer et le mettre dans une terrine (ou un vase quelconque) pleine d'eau bien fraîche, et l'y laisser complètement refroidir. Quand le fruit est ainsi bien refroidi, le mettre à froid dans un sirop de 20 degrés. Toutes les 24 heures, chauffer le sirop jusqu'à ébullition, en y ajoutant chaque fois un morceau de sucre assez petit, renouveler cette opération jusqu'à ce que le sirop soit arrivé à 33° (il faut ordinairement 8 ou 10 jours) alors égoutter le fruit, l'empoter, réduire une partie du sirop à 40°, verser ce sirop ainsi réduit sur le fruit, boucher hermétiquement.

Pour l'écorce d'orange nous avons supposé qu'elle était en plusieurs morceaux. Pour confire une écorce d'orange entière, on enlève un petit fragment d'écorce, n'importe dans quelle partie du fruit, on fait confire cette petite partie comme nous l'avons indiqué ci-dessus, on enlève avec un instrument quelconque, par exemple, avec une cuiller à café, la pulpe, on confit cette orange ainsi complètement vidée. On remet le petit fragment écorcé à sa place et l'on a une orange *surprise* qu'on peut remplir de dragées ou de bonbons.

Q. — Quelle est la manière de fabriquer le vin de cerises et de groseilles.

R. — Pour fabriquer le vin de cerises, choisissez la cerise blanche, qui est la plus sucrée; faites-la légèrement cuire et infuser dans deux parties de vin et une partie d'eau-de-vie; vous obtenez ainsi un vin très-agréable; le noyau que vous avez dû concasser, lui donne un parfum de vanille. Passez l'infusion, exprimez, filtrez; vous n'avez pas de sucre à ajouter.

Quant au vin de groseilles et de cassis, il se prépare de la manière suivante :

Cueillez les groseilles et les cassis sur la fin de la matinée et exposez-les à la chaleur du soleil pendant quelques heures, égrènez sur un crible, foutez à mesure pour faire tomber le suc et les peaux dans un cuvier préparé pour l'opération, ajoutez un dixième de sucre brut et la quantité d'eau nécessaire pour diminuer la viscosité du suc des groseilles. Brassez le mélange pendant quelques instants; couvrez le cuvier d'une toile sur laquelle vous posez un couvercle, et placez-la à une chaleur modérée, afin que la fermentation s'accomplisse régulièrement et ne soit pas trop tumultueuse; elle s'annonce après quelques heures par un sifflement qui augmente dès que la liqueur commence à baisser. On soutire dans des barils que l'on porte à la cave.

On doit laisser les barils débouchés pendant quelques jours, et à mesure qu'ils dégorgent, on les remplit avec du vin de groseilles réservé à cet effet; on pose le bouchon sur le baril, lorsque

la fermentation diminue, sans cesse de remplir lorsqu'il est besoin. Quand toute fermentation a cessé, on enfonce le bouchon. Ce vin se soutire au bout de deux mois; il faut avoir soin de ne pas le remuer jusque-là et de le celler avant de le mettre en bouteilles.

Ces liqueurs sont très agréables et se conservent deux ou trois ans sans altération

Peut-être on nous saura gré des deux recettes suivantes, car nous sommes dans la saison des confitures.

La première est une recette de confitures économiques.

Prenez tous les fruits qui menacent de se gâter, quelle que soit leur espèce. Après les avoir défilés, coupés par tranches, débarrassés de leurs pépins, mettez-les dans un chaudron rempli d'eau, avec 150 gr., de sucre par 500 gr., de fruits; ajoutez quelques pieds de betteraves, des tranches de melon, des tranches de citrouille, des concombres même, faites blanchir des écorces d'orange que vous jetez ensuite dans le chaudron, laissez bouillir jusqu'à complète cuisson, versez dans les pots et ajoutez dans chaque pot une cuillerée d'eau-de-vie.

La seconde est une recette de confiture qui a reçu le nom de mijaurée.

Elle se fabrique avec quatre espèces de fruits : cerises, fraises, framboises, groseilles.

On commence par les fruits plus lents à cuire, — mettez dans la bassine 500 grammes de cerises, dépourvues de leurs noyaux et autant de sucre, faites cuire un quart d'heure, puis les fraises, même quantité de fruit et de sucre, puis faites cuire un quart d'heure, puis les framboises, — 500 grammes de fruit et de sucre et cuisson d'un quart d'heure, enfin les groseilles et 500 grammes de sucre, puis faites cuire le tout une heure.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 19 julii.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

d'une manière imperceptible, c'est-à-dire les nuances, les demi-teintes, les pénombres répandues sur la nature de nos actions. Il ne s'agira parfois que d'une palpitation indéterminée, d'une pensée qui vole, d'un désir qui l'effleure, d'un de ces mille grains de poussière que les Latins ont si bien nommés *scrupuli* (1), et qui provoquent de petits soubresauts dans les sentiers de la vertu. La Conscience saisit ces différences infinitésimales. Un mot la fait rougir, un regard la fait trembler; le moindre souffle venant du ciel ou de l'enfer l'éveille et l'émotionne. Harpe éolienne, qui donc te fait vibrer? Regard chaste de l'âme, quelle est la vision qu'il agite?

Dans le second discours, qui a pour sujet « la fausse Conscience, » Mgr Gassiat développe sa thèse sur ces trois pensées : 1^o en quoi consiste la fausse; 2^o sources d'où elle découle, — résultats auxquels elle aboutit.

Nous n'en citerons que ce passage :

« Que faut-il penser de cette parole devenue banale à force d'être répétée : chacun a sa conscience ? »

« Il faut penser que, s'il n'y a pas d'autre garantie pour l'honneur, la probité, et généralement pour toutes les vertus divines et humaines, ces belles et nobles choses qui constituent l'âme d'un peuple et en assurent la grandeur, sont bien compromises. Mais voilà le malheur, précisément, que chacun ait sa conscience; que le commerce et l'industrie ait leur conscience; les gens de robe et d'épée, leur conscience; les savants et les artistes, leur conscience; et jusqu'aux dévots et dévots, leur conscience! En vérité, en vérité je vous le dis, toutes ces consciences réunies n'en valent pas une, et elles ont le triste privilège de démolir pièce à pièce la Conscience vraie, la seule vraie, celle qui est l'expression authentique de la loi divine. »

Comme on peut en juger par ces courts extraits, la brochure de Mgr Gassiat unit toutes les séductions littéraires du livre à tous les entraînements de la vérité parlant du haut d'une chaire chrétienne. Je la comparerais volontiers au son de la cloche, dont le son vibre aux oreilles de tous les paroissiens indistinctement : elle aussi, qu'une main pieuse l'apporte dans toutes les familles et qu'elle soit ce qu'elle doit y être dans la pensée de son auteur : une *prédication à domicile* permanente et vivante.

Prix : 50 centimes.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Bien que les événements d'Egypte aient continué à empirer, la Bourse se retrouve aujourd'hui à des cours plus élevés que la semaine dernière.

Augmentation de 0,40 sur le 3 0/0, qui clôture à 81,10; de 0,45 sur l'Amortissable, qui finit à 81,35; de 0,75 sur le 5 0/0, qui monte à 114,85.

La tenue des fonds étrangers est relativement ferme. A Londres comme à Paris, on envisage la situation avec calme. L'Italien se négocie à 87,50, le Turc n'a pas varié et s'inscrit à 11,15. L'obligation Egyptienne uniflée, qui devait être la plus

atteinte, cote 282, au lieu de 270 seulement la semaine dernière.

Hausse et baisse sur nos chemins de fer. L'Est gagne 1,25 à 746,25; le Lyon, 12 fr. à 1632; le Midi, 5 fr. à 1215; l'Orléans, 20 fr. à 1290; l'Ouest, 25 fr. à 795. Le Nord en perd 18, à 1992.

Une grande réserve continue à s'observer au sujet des valeurs financières. Cependant, le plus grand nombre fait bonne contenance, et si elles ne provoquent pas de nombreuses transactions, elles conservent de la fermeté. La Banque de France s'est élevée de 5230 à 5340. Le Crédit foncier est en diminution de 10 fr. à 1440. On cote les autres : Banque d'escompte, 545; Banque hypothécaire, 610; Comptoir d'escompte, 1,040; Crédit mobilier, 492; Crédit lyonnais, 650; Société générale, 612.

..

Il est difficile, au milieu des préoccupations que font naître les événements d'Egypte, de donner des conseils en matière financière.

Cependant, quand on connaît de bonnes valeurs il y a toujours avantage à les mettre en portefeuille.

Parmi celles-ci, nos lecteurs savent qu'il faut compter en première ligne les actions de la *Société générale de Librairie catholique*.

En effet, de toutes les industries nationales, la librairie est peut-être la plus florissante.

On ne lit pas, on dévore les livres. C'est par millions qu'ils se publient chaque année. Il y a quelques années encore, c'est à peine si l'on trouvait un libraire dans quelques chef lieux de canton : aujourd'hui, non seulement chaque chef-lieu de canton, mais presque chaque village, a un ou plusieurs marchands vendant des livres, des journaux, des brochures, des images. Quand ce n'est pas un libraire proprement dit, c'est le débitant de tabac, c'est l'épicier qui ajoute cette partie à son négoce.

A cet attrait fécond, — que l'on nous passe le mot et l'image, — d'une consommation journalière et progressive, l'action de la *Société générale de Librairie catholique* joint une sécurité à l'épreuve du temps. Alors que tant d'autres valeurs périclitent au moindre bruit, au moindre ébranlement, ses possesseurs la serrent avec confiance dans leur portefeuille, sachant d'avance que la crise glissera sur elle, et qu'à l'échéance prochaine elle donnera son bon et beau revenu.

Aussi, au risque de nous répéter, engageons-nous encore les personnes en quête de bons placements à porter leurs préférences sur cette valeur surabondamment garantie par la prospérité continue de la Société.

En achetant une action de la *Société générale de Librairie catholique*, qui vaut 500 francs, on est sûr de toucher un intérêt de 25 francs au moins, soit ce 5 0/0 devenu aujourd'hui si rare. N'hésitez donc pas, cher lecteur, c'est du bon et solide papier, l'un des meilleurs à être recherchés par l'épargne publique.

PRIME ET BONIFICATION

Exceptionnellement, les personnes qui souscriront de suite aux nouvelles actions de 500 fr. jouiront encore du coupon de juillet net d'impôt, soit : 12 fr. 50 par action.

Adresser les demandes à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints Pères, à Paris.

(1) « Tabula rasa in qua nihil scriptum. »

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^o de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblie par l'Évangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^o de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^o de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*). 1 vol. in-18 de 72 pages. 50 "

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuve et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie VOT PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 30 :

PRÉDICATION : Pour le 10^e dimanche après la Pentecôte : Du Décalogue. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret de la sacrée Congrégation des rites, prohibant la messe de *Requiem* le jour anniversaire de la Dédicace. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : La confession est-elle prescrite aux Franciscains pour gagner les indulgences attachées pour eux à la récitation du p-aume *Exaudi*, etc?.. — Comment agir à l'article de la mort et pour les funérailles avec une protestante qui croit tous les dogmes catholiques et assiste aux offices catholiques, mais n'a pas rompu avec les protestants, ni abjuré? — Quand on perçoit un honoraire pour une messe de binage chantée, peut-on ne donner que l'honoraire d'une messe basse, et conserver le superflu du tarif répondant au chant? — Plan d'instruction sur les lois et la conscience? — Notre Seigneur s'est-il communiqué à la Cène? — Dieu dans la Rédemption a-t-il eu en vue principalement la sainte Vierge? — Où trouver de quoi répondre aux questions concernant l'enseignement de la morale civile? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : La fabrique peut-elle s'opposer à l'enlèvement d'une croix de mission placée avec l'autorisation du conseil municipal? — Des religieuses ayant été depuis longtemps choisies pour tenir une école libre fondée par testament, l'héritier peut-il exiger leur maintien? Peut-il rentrer en possession des fonds parce qu'il n'a pas été institué du conseil d'administration, selon que l'exigeait le testament? Peut-on exproprier une maison particulière pour une école congréganiste? — Peut-on installer une école libre au presbytère ou dans une sacristie? Y a-t-il une hauteur réglementaire pour le plafond? Faut-il que les trois classes soient sous le même toit? La commune peut-elle retirer une salle de catéchismes précédemment mise à la disposition du curé? — Quelles sont les formalités à remplir pour enlever une croix dressée au milieu d'un chemin et la replacer sur un terrain privé? — Peut-on dresser procès-verbal au curé qui a déchiré une affiche d'un candidat radical posée à la porte de son presbytère? — Y a-t-il outrage à dire « la femme du curé » en parlant de sa domestique? — VARIÉTÉS : Etude sur le budget des cultes (fin). — COURRIER DE L'UTILE : Recette pour noircir les cheveux et les faire pousser; moyen de percer la porcelaine; recette pour détruire les puces; moyen de conserver aux dahlias panachés leur bigarure; procédé pour vieillir les vins.

REVUE LITTÉRAIRE.

I

La guerre à Dieu et à la Famille

Par la nouvelle loi athée et de malheur sur l'instruction obligatoire, laïque et gratuite par M. VERDEREAU, auteur du *Commentaire du Syllabus*. — Prix : 25 centimes.

« La France est une forteresse déjà démantelée et qu'on est en train de raser. Nous voyons aujourd'hui toutes les négations, demain nous subirons toutes les horreurs. C'est la réédition revue et augmentée de 89, 92 et 93. D'autres peuples ont été victimes des révolutions : chez aucun, elles n'ont atteint le degré d'insanité où elles arrivent en France. Le plus souvent, les nations piquées du virus révolutionnaire manquent de logique; mais en France, la Révolution, quand elle a ses coudées franches, comme aujourd'hui, c'est l'anti-religion la plus absolue. »

Ainsi s'exprime, dès la première page, l'auteur du présent écrit, et il faut bien reconnaître, hélas! que les faits ne répondent que trop à la vérité. Quel chemin parcouru en deux ou trois ans, c'est-à-dire depuis l'avènement au pouvoir

du troisième président de notre troisième république! « Dieu officiellement chassé de l'administration des hospices et des bureaux de bienfaisance, chassé de l'armée, chassé du code de nos lois, chassé du conseil supérieur de l'instruction publique, à peu près chassé des maisons où se formeront les instituteurs et les institutrices de la jeunesse française, » tels sont actuellement les résultats acquis.

Et demain, la cognée, enfoncée dans le tronc de l'arbre, continuera avec furie son œuvre de destruction. On se souvient de cette « activité dévorante » que le dernier ministre du dernier empire annonçait avec tant d'éclat et qu'il se proposait de déployer avec tant d'énergie. Aujourd'hui, les ministres de la république, s'emparant de l'idée et du mot, tournent contre Dieu cette dévorante activité.

Indépendamment, en effet, de ce qui a déjà été effectué, tout est en préparation pour chasser Dieu de partout et effacer ses traces.

« Demain la loi du divorce le forcera de sortir de l'enceinte de la famille. Le projet de loi Labuze va le chasser des conseils de fabrique : Dieu, de par Labuze, n'aura plus même le droit de s'occuper de sa maison! Mais bientôt Dieu n'aura plus de maison. N'a-t-on pas déjà, au conseil municipal de Paris, émis un vœu qui revendique au profit de la commune la possession des édifices

religieux? Si Dieu est chassé de l'église, nous ne devons pas nous étonner si on l'expulse des hôpitaux. Au pauvre, à l'ouvrier, qui, quand il est frappé par la maladie, atteint par la vieillesse ou victime d'un accident, n'a d'autre asile qu'un lit à l'hôpital, on ne laissera même pas les consolations que donnent la foi et l'espérance chrétiennes. Quant aux prisons, ne faut-il pas respecter la liberté de conscience des voleurs et des assassins? Dieu sera aussi chassé de là, et je crains bien qu'il ne lui reste d'autre asile... que Nouméa.»

Nous nous plaisons à citer ainsi les propres paroles de l'auteur, afin que l'on puisse juger de la vigueur et de la précision avec lesquelles il a écrit ces pages, et aussi de la réprobation qu'il sait inspirer au lecteur, pour des actes aussi révoltants de tyrannie que de violence.

Mais, écoutez cette remarque sanglante, entendez ce coup de fouet :

« Quand il s'agit de faire la guerre à Dieu, les républicains ont un courage qu'ils n'ont jamais prodigué contre les Prussiens. Comme le bon Dieu ne met à son service ni canon rayé, ni fusil à aiguille, ils n'ont pas peur. Les voilà donc bien décidés à chasser Dieu de l'école et du cœur de l'enfant! »

Et ici commence véritablement le livre, dont voici les divisions sommaires :

La Guerre à Dieu,
Loi relative aux titres de capacité de l'enseignement primaire,
La Lettre d'obédience,
L'instruction laïque,
Loi sur l'enseignement laïque et obligatoire.

Comme le portent ces indications, le petit ouvrage de M. l'abbé Verdereau contient en substance tout ce qui intéresse la grave question de l'enseignement primaire : d'abord, une étude générale sur l'esprit qui dirige nos législateurs actuels; ensuite, le texte même de la loi tel qu'il a été publié officiellement; et enfin un commentaire à la fois juridique et moral : c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour être éclairé, prendre une résolution et agir.

Nous avons la confiance que nos lecteurs s'empresseront de faire la propagande de cet écrit, qui a été composé pour la masse et qui, à cet effet, ne coûte que **25 centimes**.

II

Bibliothèque des écrivains de la Congrégation de Saint-Maur, Ordre de Saint-Benoît en France.

Ouvrage publié avec le concours d'un bénédictin de la Congrégation de France de l'abbaye de Solesmes, par Charles de Lama, libraire. Le Mans, typographie Ed. Monnoyer, place des Jacobins; Munich, Charles de Lama, rue Goethe, 25; Paris, Victor Palmé, libraire, 76, rue des Saints-Pères — 1882.

Un beau volume in-18 Jésus. Prix : 5 fr.

Tous ceux qui ont quelques notions historiques savent que les moines ont tenu allumé, à travers les âges barbares, le flambeau des lettres et de la civilisation. Il est incontestable que sans leurs copistes et leurs bibliothèques, les trésors de l'antiquité ne seraient pas arrivés jusqu'à nous, et que les débris du monde romain, ruiné par les invasions auraient péri, si l'Eglise, du VI^e au XII^e siècle, n'avait pas eu de monastères. Dans nos grands siècles littéraires le nom de fils de saint Benoît est devenu synonyme de travail, de science et d'érudition, même parmi les ennemis

de l'Eglise; aussi la Congrégation de Saint-Maur a toujours renfermé une pléiade de savants dont les travaux si nombreux et si élevés sont là pour l'attester.

Depuis la découverte de l'imprimerie, les Bénédictins ne font plus de copies sur le parchemin, mais ils sont en possession d'immenses richesses laissées par leurs pères; ils les recueillent, les livrent à l'impression. Parmi ces œuvres nous remarquons les *Acta Sanctorum* (6 vol. in-fol.), la *Grammaire hébraïque*, le *Gallia Christiana*, le *Lexique hébraïque*, l'*Art de vérifier les dates*, l'*Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur*, l'*Histoire littéraire* (28 vol. in-4^o) la *Géographie universelle*, l'*Histoire des provinces*, etc., etc. On trouve encore parmi les travaux de la Congrégation de Saint-Maur, laissés en manuscrits confiés aux bibliothèques publiques de nos villes ou aux archives de nos départements, plus de 200 volumes. C'est à l'abbaye de Saint-Vincent du Mans que l'on continuait, au moment de la Révolution, de travailler à l'*Histoire littéraire*; jusqu'en 1841, la ville du Mans conserva, avec les neuf premiers volumes, formant cent cahiers, qu'elle possède encore, les cinquante-deux cahiers qui n'avaient pas été publiés.

« Bréal vint les chercher alors et les emporta à Paris. Les manuscrits des *Historiens des Croisades*, de D. Bertheau, fuit de trente ans de travail, et qui ne furent pas imprimés, parce que les caractères de l'imprimerie royale ne furent retrouvés qu'au moment de la Révolution, sont au nombre de trente et un. Ils ont servi aussi à l'Institut pour les huit in-fol. Les *Antiquités bénédictines*, de D. Estiennot, trente-sept volumes; le *Monasticum Gallicanum*, de D. Germain, et le *Monasticum Benedictinum*, cinquante-quatre volumes, ne seront jamais sans doute mis au jour intégralement; mais quels services rendent ces collections aux travailleurs, et quelles idées elles donnent de l'infatigable érudition de ceux qui les ont amassées! Et ces *Histoires des Provinces*, œuvre immense, assises colossales de monuments arrêtés, comme tant de constructions architecturales qu'élevaient aussi nos bénédictins, quand la proscription, l'exil et la mort vinrent les frapper!... »

« La France, dit l'illustre Benjamin Guérard, a été déshéritée d'une foule d'ouvrages de premier ordre, par la destruction de cette congrégation religieuse à jamais célèbre. Ils se livraient avec un zèle infatigable à leur tâche laborieuse, lorsque la Révolution éclata et mit fin subitement à cette prodigieuse activité littéraire dont il n'y avait jamais eu d'exemple.

Il est inutile de s'étendre davantage sur la Congrégation de Saint-Maur que tous les savants apprécient, et le beau volume de la *Bibliothèque de leurs écrivains*, qui vient de paraître, intéressera tout le monde intelligent, parce qu'il renferme des titres d'ouvrages très rares et d'une grande valeur historique.

Cette *Bibliothèque*, faite par M. de Lama, a été corrigée et complétée avec le plus grand soin par D. Rigault, écrivain distingué auquel on doit le magnifique *Cartulaire des abbayes de Saint-Pierre de la Couture et de Saint-Pierre de Solesmes*, publié sous les auspices et aux frais de feu M. le duc de Chaulnes.

En terminant, nous dirons qu'il est profondément regrettable que le gouvernement ait cru devoir chasser du monastère de Solesmes les membres de cette Congrégation, qui ne s'occupaient que de sciences et de travaux historiques;

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 10^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE
DU DÉCALOGUE EN GÉNÉRAL (SA NATURE.)

Da mihi intellectum et discam mandata tua.

(Ps. CXVIII.)

Quand Notre-Seigneur sur, le point de quitter la terre, investit solennellement ses Apôtres de leur sublime mission, il leur dit : « Allez, enseignez toutes les nations..... apprenez-leur à observer toutes les choses que je vous ai prescrites. » Ces paroles nous montrent clairement que pour être chrétien il ne suffit pas de professer la foi de Jésus-Christ, mais qu'il faut encore observer sa loi. Entre le dogme et la morale, c'est-à-dire entre les vérités à croire et les préceptes à observer il y a une liaison très-étroite. Ce sont ces deux éléments qui forment un tout indivisible, la religion. Otez à la religion sa morale : vous n'avez plus que des théories abstraites, sans action sérieuse sur la conduite de l'homme. Otez lui son dogme : vous n'aurez qu'un code de lois sans législateur et sans sanction. Aussi bien, après vous avoir exposé les vérités à croire en traitant du symbole, allons-nous vous parler des préceptes à observer en vous expliquant le décalogue. Et d'abord disons ce qu'est le décalogue.

I

Qu'est-ce que le décalogue ? Ce n'est rien autre chose que la loi naturelle inscrite par Dieu lui-même d'une manière indélébile, au meilleur endroit de notre âme.

« Il y a des lois pour la société des fourmis et pour celle des abeilles ; comment a-t-on pu croire qu'il n'y en avait pas pour la société des hommes et qu'elle était livrée au hasard de leurs inventions, ¹ ? » En créant l'homme, Dieu plaça dans son cœur, une lumière inextinguible qui lui apprit à distinguer le bien du mal, le juste de l'injuste, la vertu du vice ; qui lui montrât ses devoirs envers Dieu, envers ses frères et envers lui-même : c'est ce qu'on appelle la conscience, *signatum est super nos lumen vultus tui, Domine !* Cette lumière lui enseigne clairement à adorer Dieu, à ne servir que lui seul, à honorer un père et une mère, à respecter les biens, l'honneur, la vie de ses semblables, à se respecter lui-même. Cette loi intime, dont la promulgation se fait aussitôt que nous sommes en possession de la raison, a obligé dès les premiers jours du monde, elle s'impose à tous, elle est constamment la même. Le précepte : *Unum Deum adorabis*, vous n'adorerez qu'un seul Dieu, n'était pas encore écrit et cependant les idolâtres étaient inexcusables de prostituer leur culte à plusieurs dieux ; le précepte : *Non occides*, vous ne tuerez point, n'était point encore écrit, et cependant Caïn s'était

souillé d'un crime énorme en tuant son frère Abel ; le précepte : *Non mœchaberis*, n'était point encore écrit, et les hommes corrompant leur voie avaient justement mérité le châtimement du déluge universel. « Les Gentils, dit saint Paul, n'ont pas reçu la loi de l'Evangile, mais ils portent en eux-mêmes une autre loi, celle de la nature sur laquelle ils sont appelés à régler leurs actions. Les préceptes de cette loi sont gravés au centre de leur cœur, et là dans ce sanctuaire intime, la conscience leur rend témoignage par des pensées qui tour à tour les accusent ou les défendent. *Ipsi sibi sunt lex* ¹. Les païens eux-mêmes ont si bien connu cette loi naturelle qu'ils en parlent avec une exactitude et une justesse qui peut se comparer à celle des écrivains sacrés. L'un d'eux l'appelle « la vraie loi, la droite raison, la nature même, nécessaire, immuable, éternelle. » « On ne peut, dit-il ailleurs, ni l'affirmer par d'autres lois, ni déroger à quelqu'un de ses préceptes, ni l'abroger ; ni le sénat, ni le peuple, ne peuvent nous dégager de son empire. Elle n'a pas besoin d'interprète qui l'explique ; elle n'est pas autre à Rome et autre à Athènes, autre aujourd'hui autre dans un siècle, mais une seule et même loi, éternelle et inaltérable, régissant à la fois tous les peuples et tous les temps. L'univers entier est soumis à un seul maître et à un seul roi suprême, au Dieu tout-puissant, qui a conçu et sanctionné cette loi. La nier, la méconnaître, c'est se fuir soi-même, renier la nature et par là subir les plus cruels châtimements, lors même qu'on échapperait aux supplices infligés par les hommes ². »

Oui, la loi naturelle, c'est la loi de Dieu ; sa voix, c'est la voix de Dieu, selon la pensée de saint Augustin, *Deus in medio animæ... sedes Dei est in cordibus hominum* ³ !

II

Qu'est-ce que le décalogue ? C'est la loi naturelle formulée en dix commandements par Dieu sur le mont Sinaï et écrite de sa main sur deux tables de pierre.

Tant que l'homme se conserva innocent, il connut parfaitement cette loi gravée dans sa conscience et en suivit la règle. Mais dès que le péché se fut introduit dans le monde et avec le péché le désordre de toutes les passions, cette belle lumière s'obscurcit peu à peu. Jamais, il est vrai, elle ne fut complètement éteinte ; mais, aveuglés volontairement par leurs passions, les hommes ne voulaient pas la reconnaître. Dieu résolut de frapper un grand coup, et, pour impressionner davantage les esprits et les cœurs, il résolut de promulguer avec l'appareil le plus saisissant l'antique loi naturelle, vers l'an deux mille cinq cent après la création de l'univers.

Les Hébreux, affranchis miraculeusement de la

¹ Rom., II, 14, 15.

² Cicéron, cité par Lactance, *Inst. div.*, lib. IV, cap. VIII.

³ *Enarr. in Ps.* XLV.

¹ M. de Bonald.

servitude d'Égypte, avaient passé, à pieds secs la mer rouge sous la conduite de Moïse. Le troisième jour du troisième mois après leur délivrance, ils arrivèrent au pied d'une montagne devenue à jamais célébré sous le nom de mont Sinai. C'était le lieu que Dieu avait choisi pour donner à son peuple, et par son peuple au monde entier, cet incomparable code de morale qu'on appelle décalogue. Moïse, l'ami de Dieu, reçut l'ordre de préparer tout le peuple à cette grande solennité par un jeûne de trois jours. Des barrières furent mises à la base du mont Sinai, et la peine de mort fut prononcée par le Seigneur lui-même contre quiconque oserait franchir cette limite sans être appelé. Le troisième jour de préparation étant venu, voilà que le mont Sinai se couvre d'une épaisse fumée; de nombreux éclairs fendent les nues, le tonnerre gronde avec fracas, et un grand bruit de trompettes retentit dans les airs. C'est alors que le Seigneur, du milieu d'un tourbillon de feu, fait entendre sa voix à Israël glacé d'effroi. Et sa voix disait :

« Je suis le Seigneur ton Dieu, qui t'ai tiré de la terre d'Égypte, de la maison de servitude.

« Tu n'auras point de Dieu étranger devant moi; tu ne feras aucune image taillée, ni aucune figure de ce qui est dans le ciel, ni de ce qui est sur la terre et dans les eaux, pour les adorer et les servir.

« Tu ne prendras point en vain le nom du Seigneur ton Dieu.

« Souviens-toi de sanctifier le jour du repos.

« Honore ton père et ta mère, afin que tu vives longuement sur la terre que te donnera le Seigneur ton Dieu.

« Tu ne tueras point.

« Tu ne seras pas adultère.

« Tu ne déroberas point.

« Tu ne porteras point de faux témoignages contre ton prochain.

« Tu ne désireras point la femme de ton prochain.

« Tu ne désireras point la maison de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui lui appartient¹. »

Tel est le texte divin des commandements de Dieu, qu'on a réduit au XVI^e siècle, à l'époque du concile de Trente, en petites rimes françaises pour en faciliter la mémoire. Mais Dieu ne se contenta pas de promulguer de vive voix le Décalogue, il voulut encore le graver sur deux tables de pierre, afin de nous apprendre qu'il doit être imprimé en caractères ineffaçables dans notre âme. Les trois premiers commandements qui regardent directement nos devoirs envers Dieu, étaient écrits sur la première table. Les sept autres qui renferment spécialement nos obligations envers le prochain, étaient inscrits sur la seconde. Tout en regardant le prochain, les commandements de cette seconde

table regardent aussi Dieu indirectement, en ce qu'il veut être obéi, et qu'il considère comme fait à lui-même ce que nous faisons pour nos frères.

Code étonnant aussi complet qu'il est court et lumineux et qui a provoqué l'admiration des plus mortels adversaires de la religion! « Quel magnifique symbole! s'écriait le fameux Proudhon. Quel philosophe, quel législateur, que celui qui a établi de pareilles catégories, et qui a su remplir ce cadre! Cherchez dans tous les devoirs de l'homme et du citoyen quelque chose qui ne se ramène point à cela, vous ne le trouverez point. Au contraire, si vous m'en montrez quelque part, un seul précepte, une seule obligation irréductible à cette mesure, d'avance je suis fondé à déclarer cette obligation, ce précepte hors de la conscience, et par conséquent arbitraire, injuste, immoral¹. »

III

Qu'est-ce que le décalogue? c'est la loi naturelle promulguée par Dieu sur le Sinai, confirmée, développée, surélevée, transformée par Jésus-Christ.

Ne l'oublions pas, jamais les hommes n'ont été sans préceptes positifs, de l'ordre surnaturel, qui s'ajoutaient à la loi naturelle pour la compléter, selon cette parole des saints livres : « Il leur a donné l'esprit, l'intelligence, le sentiment pour connaître le bien et le mal; IL Y A AJOUTÉ DES INSTRUCTIONS, il les a rendus dépositaires de la loi de vie, il a fait avec eux une alliance éternelle. » (Eccl. XIII.) Ce supplément de préceptes surnaturels se rattachant à quelques points du décalogue, commencé au paradis terrestre, agrandi par les patriarches et les prophètes, a reçu de Jésus-Christ son suprême épanouissement. *Non veni solvere legem sed adimplere.*

C'est Jésus-Christ qui a donné au monde la loi divine dans la plénitude de son intégrité.

Loi admirablement raisonnable fondée sur l'essence même de la nature humaine.

Loi parfaitement complète qui comprend tous nos devoirs à l'égard de Dieu, du prochain et de nous-même.

Loi d'une efficacité incomparable pour déraciner tous les vices, implanter et développer toutes les vertus jusqu'à la dernière perfection.

Loi d'une douceur ineffable qui se résume dans les commandements de l'amour. *Plenitudo legis dilectio.* « Vous aimerez le Seigneur votre Dieu, a dit Notre-Seigneur lui-même, de tout votre cœur, de tout votre esprit, de toutes vos forces : voilà le premier et le plus grand commandement. Et voici le second qui lui est semblable : Vous aimerez votre prochain comme vous-même. (Matth. XXII, 37).

Loi dont la facilité égale la douceur, parce que nous avons pour la remplir le secours tout-puissant de la grâce. *Jugum meum suave est et onus meum leve.* Il est vrai, dit éloquemment saint

¹ Exod., XIX et XX.

¹ De l'utilité de la célébration du dimanche, I, p. 13.

Augustin, qu'il y a des fardeaux qui pèsent à ceux qui les portent, et tels sont les fardeaux du monde; mais il n'en est pas de même des fardeaux de la loi divine. Celle-ci est plutôt un fardeau qui élève et exalte celui qui s'en charge. Les premiers sont incommodes, celui-ci semble avoir des plumes et des ailes. Avez-vous observé les oiseaux? Ils ont des ailes et des plumes qui ne leur sont pas à charge; au contraire, elles leur donnent la faculté de voler, et plus les plumes sont grandes, plus elles rendent le vol puissant. Essayez de couper quelque peu les plumes de l'oiseau; vous lui ôtez le fardeau qu'il portait, mais en même temps vous lui enlevez le moyen de voler et il retombe à terre. Il en est de même de ceux qui observent parfaitement la loi de Dieu : elle leur sert en guise d'ailes pour s'élever plus facilement vers lui. Puissent-ils ne pas montrer de lâcheté à la porter ! » (Serm. x de *Verb. Dom.*).

Donc :

Respect au Décalogue : c'est la loi, non d'un roi terrestre, mais du Seigneur de l'univers.

Reconnaissance à Dieu pour le Décalogue : c'est une lumière brillante qui nous guide, c'est un miel délicieux qui nous rassasie. *Non fecit taliter omni nationi et judicia sua non manifestavit eis !*

Fidélité au Décalogue : *Inclinavi cor meum ad faciendas justificationes tuas propter retributionem.*

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES

DECRETUM GENERALE

Ex minus recta interpretatione Decreti sacrorum Rituum Congregationis sub die 8 aprilis 1808 lati in una Compostellana, quo declaratum fuerat dici posse Missam de Requie, præsente cadavere, diebus primæ classis, licet non festivis de præcepto, excepto festo titularis, factum est ut in nonnullis [ecclesiis usus invaluerit ejusmodi missas canendi in solemnitate anniversarii propriæ dedicationis, quod [utpote festum Domini ac præ titulari majoris dignitatis honore pollens, vi decretorum numquam ipsi postponendum est. Quocirca eadem sacra Rituum Congregatio ad omnem ambiguitatem tollendam, opportunum esse duxit declarare, quemadmodum per præsens decretum declarat ac præscribit nullibi licere in anniversario dedicationis propriæ eccle-

siæ Missam de Requie, ne præsente quidem cadavere, decantare, quemadmodum in Patriarchi Archibasilica Lateranensi aliisque præstantioribus Urbis Ecclesiis semper cautum fuit. Non Obstante Decreto diei 16 aprilis 1853, in una Ordinis Minorum. S. Francisci de Observantia ad Dubium XX, qua missa hujusmodi permissa fuerat. Atque ita declaravit ac servari mandavit die 27 Februarii 1882.

Facta autem per infrascriptum Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Leoni papæ XIII relatione, Sanctitas Sua Decretum sacræ Congregationis approbavit et confirmavit.

Die 16 martii eodem anno.

D. CARD. BARTOLONIUS S. R. C. PRÆFECTUS.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Pourriez-vous me dire si la confession est prescrite pour gagner les nombreuses indulgences plénières accordées aux Franciscains, qui après la communion récitent l'*Exaudiat* et oraisons indiquées dans le formulaire ?

R. — Oui, la confession est prescrite pour gagner les indulgences attachées à la récitation de cette prière; le manuel du tiers-ordre, qui en cette matière fait autorité, le dit formellement : « Les tertiaires qui confessés et communies récitent le psaume *Exaudiat* gagnent etc... »

Q. — J'ai dans ma paroisse une octogénaire protestante, mariée depuis nombre d'années avec un catholique pratiquant. Ses enfants, son mari et les parents de celui-ci voudraient qu'elle se convertisse au catholicisme. Elle, de son côté, trouve que tout est bien dans la religion de son mari et de ses enfants : elle dit qu'elle admet tous nos dogmes. Elle a peur de la mort; si elle devient malade, vite elle me fait appeler; et si je lui parle du ministre elle n'en veut pas. Par une incroyable conséquence, elle assiste régulièrement aux cérémonies des protestants, elle participe à leur cène; et en même temps, elle est aussi bien assidue à la messe et aux vêpres des catholiques. Depuis bientôt trente ans, elle fait ce mélange, et c'est inutile de lui dire de se décider d'un côté ou de l'autre : les protestants de la ville comme le ministre la regardent comme leur appartenant pendant que les catholiques la considèrent comme une protestante obstinée. Or :

1° Lorsqu'elle sera sérieusement malade je serai certainement appelé : que devrai-je faire ?

2° Comme elle m'affirmera qu'elle croit à tous nos dogmes pourrai-je lui donner l'absolution sous condition ?

3° S'il n'y a pas abjuration définitive en présence de témoins, devrai-je secrètement lui donner le saint Viatique et l'Extrême Onction ?

4° Devrai-je céder aux instances des parents qui voudront qu'elle soit enterrée avec nos cérémonies ?

5° Quelle sera ma conduite à tenir vis-à-vis des protestants qui seront furieux, et qui, cela est certain, la réclameront avec grand bruit, attendu que cette femme originale fait parler d'elle et que l'attention de tous est bien éveillée ?

R. — L'assistance aux offices catholiques et l'affirmation de cette protestante qu'elle croit les dogmes catholiques ne suffisent pas à la ranger

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

parmi les catholiques, d'autant plus qu'elle assiste aux réunions des protestants et participe à leur cène. Repousser les ministres est un acte plus déterminé d'éloignement pour l'erreur protestante.

Et si, nulle circonstance n'enlevait à cette manière d'agir sa signification naturelle, on pourrait y voir une abjuration implicite. Cette forme d'abjuration pourrait peut-être, si la personne était dans la bonne foi, suffire à son salut, à supposer qu'elle fût d'ailleurs dans les dispositions convenables, soit au sujet de la croyance à tous les dogmes de nécessité de salut, soit au sujet des péchés personnels. Mais elle ne saurait suffire par elle-même pour que le prêtre traitât cette personne comme catholique : la raison en est, qu'une abjuration implicite et douteuse ne saurait faire rentrer la personne dans le sein de l'Eglise.

Cela posé, nous répondons d'une manière générale, qu'il faut recourir à l'autorité diocésaine pour lui soumettre le cas, demander à l'évêque les pouvoirs nécessaires pour recevoir l'abjuration de la personne et l'admettre dans le sein de l'Eglise catholique, au cas où elle se déciderait à abjurer en santé ; et pour prendre les ordres de l'évêque sur la manière d'agir dans les différentes hypothèses qui peuvent se présenter.

Supposé que le curé ait reçu les pouvoirs nécessaires, ou que la personne soit en danger prochain de mourir, nous répondons spécialement.

AD I. Aller trouver la malade pour l'exhorter à rentrer dans le sein de l'Eglise, lui en offrir le moyen et lui administrer ensuite les sacrements dont elle sera capable.

AD II. Cette assertion serait à elle seule insuffisante, même au point de vue de la foi. Il faudrait en outre une rétractation explicite des erreurs protestantes et une abjuration formelle.

Ensuite, il y aurait lieu de s'enquérir de la validité du baptême reçu autrefois par la personne, de le réitérer sous condition s'il était douteusement valide. Nul ne peut recevoir valablement l'absolution si le baptême n'est pas valide. D'ailleurs le baptême est de nécessité de salut.

AD III. On ne peut administrer le saint Viatique et l'extrême-onction que si le baptême est certainement valide. Ensuite, l'abjuration devrait avoir eu lieu, si possible, devant témoins. Après cela, ce n'est pas secrètement, mais publiquement qu'il faudrait administrer les sacrements, à moins qu'il n'y eût à craindre de graves inconvénients, auquel cas on pourrait administrer les sacrements en secret.

AD IV. Non, si l'abjuration n'a pas eu lieu, ou n'a eu lieu qu'en secret. La personne demeure extérieurement protestante.

AD V. Si l'abjuration n'a pas eu lieu ou n'a eu lieu qu'en secret sans que personne en puisse témoigner, il faut laisser le corps aux protestants.

Si au contraire l'abjuration a eu lieu de manière

à pouvoir être certifiée, il faut donner la sépulture ecclésiastique et laisser crier les protestants.

Q. — Dans le numéro spécimen que vous m'avez envoyé avant mon abonnement, se trouvait la réponse à une question sur la seconde messe du dimanche qui ne me paraissait pas très juste.

Si je me rappelle bien, vous disiez qu'on était obligé d'envoyer à l'évêché tout l'honoraire, la messe fût-elle chantée. Si Monseigneur l'a ainsi ordonné, je le conçois ; sinon je ne comprends pas d'où viendrait l'obligation.

En effet, Monseigneur a fixé un tarif pour les messes basses, chantées et servies. Cette différence dans le tarif ne peut servir ce me semble, que du *labor* qui est d'un côté et non pas de l'autre. Et comme ce *labor* du chant dans une messe chantée est séparable de la messe même, puisqu'il y a des messes basses, il paraîtrait qu'il suffirait d'envoyer l'honoraire d'une messe, si on chantait la messe. J'accepte le cas où l'évêché déciderait le contraire.

R. — La part d'honoraires qui se rapporterait à ce que la théologie appelle *labor extrinsecus*, pourrait être retenue par le prêtre beneur. La question est ici de savoir si le chant de la messe elle-même est *labor extrinsecus*.

Que ce soit *labor*, travail, fatigue plus grande, nul ne le contestera ; chanter est plus pénible et plus long que réciter à voix basse.

Mais est-ce *extrinsecus labor* ? Nous ne le pensons pas. Et voici nos raisons :

Ce que chante le prêtre à la messe est partie intrinsèque de la messe ; or tout travail nécessaire à exécuter ce qui fait partie intrinsèque d'une cérémonie est intrinsèque à la cérémonie et ne saurait être dit *labor extrinsecus*. Que je chante ou que je récite seulement la préface, la préface chantée ou récitée appartient intrinsèquement à la messe, par conséquent le travail nécessaire au champs ou à la récitation.

A la vérité, dans une messe non chantée, la préface n'est que récitée et le célébrant n'a pas la fatigue du chant ; mais il ne s'en suit pas que, dans une messe chantée, la préface, telle qu'elle est, c'est-à-dire chantée, ne serait pas intrinsèque à la messe. On ne saurait dans le cas faire deux parts distinctes : l'une, de la récitation, qui n'a lieu que par le chant, et l'autre, du chant qui n'existe qu'avec les paroles et dans les paroles mêmes, c'est une unité substantielle de matière et de forme, la matière étant les paroles, la forme étant la modulation : l'une n'étant pas et ne pouvant être sans l'autre.

Notre estimable correspondant pense que le chant est séparable de la messe et il donne en preuve que la messe pourrait n'être pas chantée. Nous lui répondons que cette séparation n'est possible qu'avant la messe, et non après. Dès lors que la messe a été chantée, le chant est entré substantiellement dans la constitution même de la messe dont il est devenu partie intrinsèque.

On ne saurait donc regarder le chant comme *labor extrinsecus* ni s'appuyer sur cette raison pour ne pas remettre à l'évêché tout l'honoraire de la messe chantée, conformément aux décrets du Saint-Siège qui défendent de retenir aucun honoraire pour la seconde messe et aux indulta

qui ordonnent de remettre intégralement l'honneur pour les œuvres spécifiées.

Q. — 1^o Je voudrais faire une série d'instructions sur les traités des lois et de la conscience, et m'étendre surtout sur ce dernier. — Mais je trouve un plan fort difficile à faire. Ayez donc l'extrême obligeance de m'en faire un — je voudrais de 15 à 20 instructions.

2^o Que faut-il penser de cette assertion du R. P. Causette — (Manrèze du Prêtre — Tome I. page 245). « Le divin Maître n'en est pas seulement le ministre (de l'Eucharistie), il en est le sujet, si bien que, de tous les Sacrements, c'est le seul qu'il ait reçu, et qu'après lui personne n'y pourra dignement participer??? — Peut-on affirmer ainsi que N. S. se soit communiqué lui-même? — Cela répugne. —

3^o — Peut-on dire ceci :

De même que Dieu, dans la création de tout l'ordre de chose existant, avait d'abord en vue la T. S. Vierge à cause du Verbe incarné, dont elle devait être la Mère : — de même la Rédemption a été avant tout pour Marie, afin de lui mériter les grâces nécessaires à sa dignité de Mère de Dieu??? Si oui, alors J.-C. serait mort, lors même qu'Adam n'eut pas péché — ou bien la Rédemption se serait-elle accomplie d'une autre façon? — Je sais que cette dernière hypothèse est en soi discutée dans l'école — mais l'est-elle au point de vue particulier où je me place? — Je n'ai rien trouvé.

R. — Ad I. Voici un plan qui permettrait de traiter toutes les questions utiles.

1^o Définition de la loi. — Comment elle diffère du précepte. — Ses éléments constitutifs : puissance législative, objet, promulgation.

2^o Ce qu'est l'obligation morale engendrée par la loi. — Nécessité d'une sanction et d'une répression.

3^o La loi éternelle : ce qu'elle est en elle-même et comment d'elle, découlent toutes les autres lois.

4^o La loi naturelle : sa nature, son objet, sa promulgation.

5^o Nécessité d'une autorité qui protège la loi naturelle. — Pouvoirs et devoirs de l'Eglise, de l'Etat.

6^o La loi naturelle, fondement de toute société.

7^o La loi divine positive : Ancienne loi imposée aux juifs. Nouvelle loi imposée aux chrétiens. Obligation de la loi divine positive pour les individus et pour les sociétés.

8^o La loi humaine, religieuse ou civile : sa nature, sa nécessité, son objet.

9^o Qui peut faire des lois, dans l'Eglise, dans la société civile?

10^o De l'obligation engendrée par les lois humaines. Réfutation du libéralisme sur ce point.

11^o De la coaction : sa nature et sa nécessité. Réfutation de la même erreur sur ce point.

12^o Si une loi inférieure peut prévaloir contre une loi supérieure.

13^o La liberté de conscience, comme principe absolu, comme simple tolérance.

14^o Ce qu'est la conscience, comme acte, comme habitude.

15^o Obligation de suivre la conscience prudemment formée.

16^o De la conscience erronée : comment la traiter si elle est vincible.

17^o De la conscience large : comment la réformer.

18^o De la conscience agitée de scrupules : comment agir, comment la guérir.

19^o De la conscience formée sur des scrupules : comment la suivre, comment la déposer.

20^o De la conscience douteuse : est-il permis d'agir dans le doute; comment en sortir.

21^o Quand doit-on prendre le parti le plus sûr; quand peut-on laisser le parti le plus sûr pour prendre le moins pénible.

Ad II. Cette assertion ne répugne qu'à ce point de vue que Notre-Seigneur se serait lui-même reçu sacramentellement; mais c'est une répugnance de sentiment. N.-S. a pu se recevoir sacramentellement aussi bien qu'il se donnait aux apôtres et se rendre présent de sa présence sacramentelle là où il était déjà présent de sa présence naturelle.

Saint Thomas (3. q. 81. a. 1) *De modo quo Christus usus est hoc sacramento* traite cette question : « Le Christ a-t-il reçu son corps et son sang ? » Après avoir exposé trois objections tirées du silence de l'Ecriture, de l'impossibilité apparente qu'il soit reçu en lui-même, et de l'inutilité de la communion pour lui, il répond :

« Contre la négative est ce mot de S. Jérôme à Hedibie : le Seigneur Jésus-Christ est le convive et le festin, celui qui mange et qui est mangé. »

Dans le corps de l'article, il donne cette raison de convenance : ce que le Christ a institué pour que les autres l'observassent, il l'a le premier observé. Ainsi voulut-il être baptisé avant d'imposer aux autres le baptême, selon cette parole des Actes, ch. I : Jésus commença à faire et à enseigner. Il est donc le premier à recevoir son corps et son sang, et ne le donner qu'ensuite à ses apôtres. » A l'appui de cette doctrine, S. Thomas cite un passage de la glose sur le 3^e chap. de Ruth; et dans la réponse ad I ces vers rythmiques :

Rex sedet in cœna
Turba cinctus duodena :
Se tenet in manibus
Se cibatur ipse cibus.

Et dans la réponse, il applique, après Eusèbe, à l'institution de l'Eucharistie ces paroles de N.-S. : « J'ai désiré d'un ardent désir, manger cette pâque avec vous » (Luc xxii).

Ad III. C'est une opinion théologique fort respectable.

D'après la Bulle *Ineffabilis Deus* le décret concernant la sainte Vierge tient intimement à celui de l'Incarnation; Dieu décrétant que le Verbe se ferait homme, a tout d'abord pensé à Celle qui devait être sa mère.

Mais l'Incarnation a-t-elle été décrétée antécédemment ou conséquemment à la prévision du péché? Les théologiens sont partagés. Les Thomistes tiennent qu'elle ne l'a été que conséquemment à la prévision du péché. Les Scotistes pensent qu'elle l'a été antécédemment au péché. La question restera douteuse tant que l'Eglise ne l'aura pas tranchée.

Mais, d'après l'une et l'autre opinion, la sainte Vierge occupe la première et la plus large place dans l'économie de la Rédemption.

Elle est rachetée la première, sans être tombée en Adam. La Rédemption pour Elle prévient la chute et La conserve sans tache. Au décret qui lie tous les hommes au sort d'Adam, s'oppose le décret qui l'attache, Elle, en qualité de Mère de Dieu au décret de l'Incarnation.

En Elle sont les premières complaisances de Dieu le Père et du Verbe incarné. Et si chacun de nous peut dire avec vérité que Dieu l'a aimé et s'est livré à la mort pour lui, comme s'il eût été seul au monde, à plus forte raison et dans un sens beaucoup plus complet, la sainte Vierge peut dire que Dieu l'a aimée en décrétant l'Incarnation et que le Verbe s'est livré à la mort pour elle comme si elle avait été seule destinée à bénéficier de la Rédemption. A elle seule, elle a plus pesé sur le cœur de Dieu que tout le monde ensemble.

Si l'homme n'eût pas péché et que néanmoins le Verbe eût dû s'incarner, ainsi que les Scotistes l'affirment et que les Thomistes l'admettent comme possible, les uns et les autres disent que les conditions eussent été différentes : spécialement le Fils de Dieu n'aurait point souffert la mort de la croix.

Ces notions se trouvent au long dans les grands théologiens et dans diverses théologies élémentaires. Saint François de Sales, dans un admirable traité de *l'Amour de Dieu* a traité brièvement, mais en maître consommé, ce point difficile de la doctrine catholique (Livre II, ch. IV, V, VI, VII).

Q. — Auriez-vous la bonté de donner une réponse. On va poser, paraît-il, aux examens de juillet-août des questions comme celles-ci.

« Comment faut-il enseigner la morale civique dans les classes petites, moyennes, hautes ? »

Beaucoup de religieuses fort embarrassées posent des questions à ce sujet.

1° Quelque livre aurait-il été écrit contenant réponse aux questions de cette sorte ?

2° Si vous n'en connaissez pas, auriez-vous la bonté de mettre deux mots dans votre excellent journal ?

R. Ad I. Plusieurs brochures ont déjà été composées depuis la promulgation de loi de l'enseignement athée, sur la méthode à suivre pour l'enseignement de la morale civique. Ecrites, dans le but de la spéculation, par les auteurs eux-mêmes de la loi ou par leurs amis, elles se trouvaient prêtes à point pour être livrées au commerce : affaire lucrative, mais au fond malhonorable. Evidemment ces livres sont empreints de l'esprit du jour et ils contiennent un certain nombre d'erreurs contre la foi, qui ne permettent pas de les mettre entre les mains des religieuses, sans une autorisation de la sacrée Congrégation de l'Index. Il y a cependant quelques volumes moins mauvais que les autres, bien qu'ils soient loin d'être irréprochables, ce sont les ouvrages de M. Jules Simon. Ecrits déjà depuis quelques années, ces ouvrages n'exhalent pas la haine du

catholicisme, comme les derniers produits, mais ils portent l'empreinte de leur auteur, qui, déiste et rationaliste, laisse complètement de côté la révélation.

Ad II. Comment enseigner la morale civique, nous demande-t-on ? Nous répondons tout d'abord, que, au point de vue de la loi et de ceux qui en surveillent l'exécution, il n'y a encore rien d'arrêté sur ce que l'on doit entendre par morale civique. Le conseil supérieur de l'instruction est chargé de rédiger un programme général, où l'on tracera dans le détail les devoirs de l'instituteur. Un journal républicain annonçait naguère, avec un grand fracas de menaces, que la commission chargée de la confection de ce programme y avait rétabli ces mots : *devoirs envers Dieu*, supprimés par la chambre des députés. La crainte d'une interpellation ne fera-t-elle pas évanouir cette lueur de bon sens.

Au point de vue de la conscience, l'enseignement de la morale civique ainsi compris d'une morale dont les lois s'appuieraient uniquement sur la raison, sans aucun rapport avec Dieu, dont la souveraine justice est le dernier criterium du bien et du mal, cet enseignement, dis-je, serait intrinsèquement mauvais, et condamné par la proposition III du Syllabus : « La raison humaine considérée sans aucun rapport à Dieu, est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal ; elle est à elle-même sa loi ; elle suffit par ses forces naturelles pour procurer le bien des hommes et des peuples. »

Si cet enseignement de la morale civique se comprenait d'un enseignement qui ne s'occupe en classe que des devoirs de l'enfant envers la société et ses semblables, sauf à compléter hors de la classe les notions insuffisantes qu'il a reçues, et surtout, sauf à donner, comme règle de ces lois morales, la révélation et, comme sanction, les récompenses et les châtimens éternels, cet enseignement, quoique bien imparfait, pourrait cependant être toléré parce qu'il ne comprendrait rien qui fût contraire à la foi.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Le conseil municipal de ma commune aurait une certaine velléité d'enlever une croix que j'ai achetée en 1879 par le moyen d'une souscription et que j'ai fait dresser sur une place qui m'avait été concédée par cette assemblée, en souvenir d'une mission que je fis donner cette année-là.

Voici l'autorisation que me donna, à cette occasion, le conseil municipal.

« Les membres du conseil municipal, autorisent M. Carrère, curé de Saint-Pierre de Clairac, à construire un piédestal, surmonté d'une croix, sur l'emplacement situé entre la maison de la veuve Dubos, aubergiste, et la maison de Cabalet, perruquier ; ils concèdent pour cette construction une superficie de 9 mètres, qui ne devra point être dépassée, pour laisser aux charrettes la facilité de circuler. »

La fabrique aurait-elle le droit de s'opposer à l'enlèvement de cette croix qui ne gêne nullement la circulation

Si elle a ce droit, que doit-elle faire? et à qui doit-elle s'adresser? Si elle n'a pas ce droit, quelle doit être son attitude devant le conseil municipal et en présence de cet acte?

R. — Il est dommage que notre correspondant n'ait pas demandé l'autorisation du préfet lors de l'érection de la croix, ou fait approuver par le même préfet la délibération du conseil municipal. Si la chose avait été faite ainsi, il faudrait aujourd'hui l'autorisation du préfet pour l'enlèvement de la croix. Mais l'érection ayant été faite sur l'unique autorisation de la municipalité, celle-ci peut défaire ce qu'elle a fait. Juridiquement la fabrique se trouve désarmée devant l'autorité locale.

Ce qu'il y a de mieux à faire, si l'on persiste à vouloir enlever la croix, c'est de chercher un autre emplacement qui ne dépende point de la commune, soit en l'achetant soit en l'obtenant à titre gracieux, et d'y transporter la croix enlevée. Dans le cas où l'on obtiendrait cette permission d'un particulier, il serait convenable et prudent d'obtenir ce consentement par écrit, de le transcrire sur les registres de la fabrique et de le conserver dans les archives.

Q. — 1^o Le testament de Mlle N. ne désignant ni religieuses, ni laïques pour diriger l'établissement qu'elle a fondé et le choix ayant été donné aux religieuses; ces dernières, d'accord avec la municipalité, ont ouvert une école libre depuis très longtemps. L'héritier conserve-t-il le droit de les maintenir malgré tout et si on voulait les sortir, comment devrait-il s'y prendre pour s'y opposer?

2^o La municipalité aurait-elle le droit d'ouvrir une école communale laïque dans cet établissement, sans l'autorisation de l'héritier?

3^o Le dit testament en date de 1856 n'ayant d'autre approbation que celle de M. le Préfet, l'héritier pourrait-il rentrer dans ses biens?

Et dans le cas que M. le Ministre l'approuve quel droit conserverait-il?

4^o Jamais on n'a formé le conseil d'administration dont il est question dans le testament. C'est le conseil municipal tout seul qui a dirigé les affaires, sans rien communiquer à l'héritier et sans prendre aucun des plus imposés de la commune désignée.

Les religieuses ont depuis leur arrivée enseigné gratuitement toutes les filles pauvres de la commune et celle-ci ne leur a jamais rien donné.

Le conseil municipal est républicain.

Malgré cela et pour éviter des frais de maison d'école il a voté au commencement de 1882 et à l'unanimité qu'il voulait les sœurs pour institutrices communales. M. le Préfet n'a pas été de cet avis et a voulu que le conseil municipal fit une convention avec la supérieure moyennant laquelle l'école libre serait tout-à-fait gratuite, si on lui donnait huit cent francs, mais à condition qu'on suivrait dans l'établissement le programme des écoles communales laïques.

On a fait la dite convention et après l'avoir envoyée à qui de droit, M. le Préfet a répondu ce qui suit :

Monsieur le Maire,

M. le Ministre de l'Instruction publique auquel M. le Préfet avait proposé d'approuver le traité passé par vous à l'effet d'assurer la gratuité à l'école libre de filles, lui a répondu en ces termes par dépêche du 3 de ce mois.

« En principe mon administration n'a pas à approuver » les conventions passées entre les municipalités et les » établissements scolaires libres. L'Etat n'est pas tenu en » effet, de garantir l'exécution des traités particuliers. Il » n'est appelé qu'à concourir à l'entretien des écoles

» communales. Cependant lorsque les municipalités ont » assuré la création effective d'une école publique de » filles, et se sont engagées à payer une somme dans un délai » déterminé, je suis disposé à leur venir en aide pour le paiement de l'indemnité allouée temporairement à une institution libre. Mais en dehors de cette condition expresse, » je ne puis donner une approbation même provisoire, aux » traités de cette nature. »

M. le Préfet me charge de vous faire connaître que tout son concours nous est assuré pour arriver à l'établissement immédiat de la gratuité à l'école des filles, lorsque les conditions indiquées par M. le Ministre auront été remplies.

R. — Ad I. Si le testament ne désigne ni les religieuses ni les laïques, l'héritier est désarmé vis-à-vis de la municipalité, et celle-ci reste libre du choix, et quand le choix est fait, de changer encore.

Ad II. Oui, pourvu que toutes les clauses du testament soient fidèlement observées. Or le testament que nous ne reproduisons pas à cause de sa longueur porte que « les jeunes filles admises dans l'école fondée par la testatrice seront élevées dans la religion catholique, apostolique et romaine; qu'elles seront tenues d'assister aux offices, instructions et de leur faire la première communion à la paroisse. »

Or, la commune est actuellement dans l'impossibilité d'exécuter cette clause du testament; à moins qu'elle ne viole la loi du 28 mars 1882, qui exclut l'enseignement religieux.

De ce chef, l'héritier peut invoquer la caducité du testament, ou tout au moins exiger que la loi du 28 mars soit non avenue pour l'école dont il s'agit.

Ad III. L'approbation du Préfet est suffisante; l'héritier ne pourrait point exciper de cette approbation unique pour faire casser le testament.

Ad IV. La force de l'héritier pour dicter des lois à la municipalité en question ou pour faire annuler le testament vient de ce que nous disons ad 2, et surtout que la municipalité n'a jamais exécuté les clauses du testament relatives à la composition du conseil d'administration. C'est sur ce point qu'il doit s'appuyer, pour rentrer en possession de la succession. Le droit est pour lui, et s'il le revendique énergiquement, il fera certainement capituler la commune. Nous l'y engageons.

Q. — 1^o Peut-on exproprier une maison achetée par un particulier, pour établir une école congréganiste, alors qu'on l'exproprie pour une concurrence laïque?

2^o Un ecclésiastique, peut-il, pour éviter l'embarras, placer les quelques sous d'économies en rentes sur l'Etat, ou dans une maison de banque comme associé, ou bien en actions sur le chemin de fer.

Je désirerais une réponse prompte et catégorique, surtout pour la première question. Si l'on peut s'opposer à l'expropriation, je désirerais savoir sur quels documents s'appuyer afin, s'il se peut, d'opposer une bonne résistance.

R. — Ad I. Oui, parce que les expropriations se font en vertu d'une loi et pour cause d'utilité publique, et quand cette loi existe, on peut exproprier n'importe quoi, même une église; mais après avoir payé préalablement une indem-

nit, fixée à l'amiable ou par un jury d'expropriation.

AD II. L'*Ami du clergé* a déjà répondu à des questions de ce genre. Nous renvoyons celle-ci aux théologiens chargés de la partie morale; ils répondront en temps et lieu.

Q. 1^o Ayant acheté, pour une école libre, une maison qui ne sera disponible que dans neuf mois, puis-je en attendant, installer les instituteurs congréganistes au presbytère, qui est propriété communale, ou bien dans une sacristie dont l'entrée est séparée de l'église?

2^o Dans ce cas et dans l'hypothèse où je choisirais ailleurs un autre local, faut-il que les salles, aient une hauteur de plafond réglementaire, ou bien suffit-il de limiter le nombre des élèves selon la capacité de la classe?

3^o Est-il nécessaire que nos trois écoles soient sous le même toit?

4^o Le conseil municipal, qui est très hostile, par une délibération récente, nous retire une salle, qui depuis vingt ans, servait aux catéchismes, et qui dépend d'une grange voisine du presbytère et dont l'usage appartient au curé. De quel côté est le droit? La commune prétexte que l'église suffit aux catéchismes?

5^o La fête nationale ne se célèbre ici que le dimanche après le 14 juillet, pouvons-nous ce jour-là refuser la clef du clocher afin d'éviter une confusion inévitable avec la sonnerie des offices?

R. — AD I. On peut l'installer où l'on veut, pourvu que le local soit approuvé par l'autorité compétente. Mais qu'on se garde bien d'ouvrir une école dans un local non approuvé; on s'exposerait à faire fermer l'école. Chaque fois qu'un instituteur libre change de local, il doit remplir les mêmes formalités que la première fois qu'il établit une école libre. Or, parmi les pièces exigées, il y a le plan du local.

AD II. Les autorités compétentes peuvent se montrer plus ou moins sévères sur ce point; par conséquent, exiger que la salle d'école ait la capacité réglementaire, ou qu'on réduise le nombre des élèves. Mais il serait dangereux d'agir en dehors de ces autorités.

AD III. Non; mais dans ce cas, il faut autant d'autorisation qu'il y a de classes sous chaque toit.

AD IV. Pour résoudre cette question, il faut voir quelle a été l'affectation première de cette salle. Si la commune n'a fait que la prêter sans convention particulière, elle peut la retirer à sa volonté. Mais si elle l'a affectée soit au presbytère soit à l'église, cette salle fait partie de l'un ou de l'autre de ces établissements, et, par conséquent, pour la désaffecter, la commune doit remplir toutes les formalités exigées par l'ordonnance du 3 mars 1825 et le décret du 25 mars 1852, relatif aux distractions des parties superflues du presbytère.

AD V. On peut et l'on doit refuser; mais en vertu d'une extension de la circulaire illégale du Directeur des cultes, le maire peut se croire en droit de réquisitionner le curé, et, en cas de résistance de ce dernier, passer outre.

Q. — Quelles formalités à remplir pour déplacer une croix communale et la transporter dans une propriété

privée, de manière que le futur conseil municipal républicain ne puisse pas attaquer ce déplacement; et que le propriétaire du sol soit lié, lui et ses descendants.

Il s'agit d'une vieille croix située au milieu d'un chemin, et si bien exposée aux coups des charrettes, que, plusieurs fois déjà, elle a été renversée involontairement. M. le maire, conservateur et chrétien, voudrait la déplacer de quelques mètres et la mettre au coin de sa vigne, située tout à côté. Il ne voudrait pas que les républicains en arrivant au pouvoir, pussent lui chercher querelle; et moi je ne voudrais pas que ses descendants pussent plus tard enlever la croix.

Soyez assez bon pour me tracer la marche à suivre dans l'un et l'autre cas.

R. — Pour ériger une croix sur le terrain communal, il faut préalablement l'assentiment du conseil municipal et l'autorisation du préfet. Pour la même raison, il faut l'assentiment des mêmes autorités pour l'enlever.

Si la croix dont il s'agit n'a été élevée qu'avec l'autorisation du maire, il suffit également d'avoir son autorisation pour l'enlever. Comme chargé de la police locale, le maire peut prendre un basé sur les embarras apportés à la circulation par la présence de cette croix au milieu d'une route, pour ordonner son déplacement, d'accord avec l'autorité religieuse.

A qui appartient cette croix? Si elle a été érigée aux frais de la commune, le seul moyen d'éviter les ennuis que notre correspondant redoute, c'est de se munir de l'assentiment du préfet. Nul doute que le maire ne l'obtienne facilement.

Quant au moyen de garantir le monument contre les héritiers du maire, il n'y en a qu'un d'efficace, celui de la donation authentique du terrain faite par le propriétaire à la fabrique avec toutes les formalités légales relatives aux donations.

Comment notre correspondant peut-il redouter que son futur conseil municipal républicain exige le déplacement de la croix sur le milieu de la route? Cela supposerait dans ces messieurs des sentiments religieux qu'ils n'ont pas ordinairement. Un conseil municipal républicain votant l'érection d'une croix sur la voie publique paraît quelque chose de si anormal, que l'esprit se refuse à le supposer. Cependant, il appartient au curé de la paroisse dont il s'agit et à son maire si bien intentionné de prendre telle mesure qu'ils jugeront la plus sage, mais en restant dans la légalité.

Q. — J'aurais besoin d'une solution relativement aux affichages des bulletins électoraux.

A la porte de mon presbytère on a affiché le nom d'un candidat radical. J'ai déchiré l'affiche déjà lacérée dans la nuit.

On vient de me faire un procès-verbal. Je voudrais le texte de la loi qui défend d'afficher sur les murs des presbytères.

Mon avocat ne se rappelle pas bien le texte. Je crois l'avoir vu dans mon *Ami du Clergé*, au mois de mars 80 ou 81.

Malheureusement ces numéros me manquent.

R. — C'est dans le n^o 10 de l'*Ami du Clergé* portant la date du 10 mars 1881 que se trouve la

solution dont parle notre correspondant. Mais nous lui ferons observer qu'il ne s'agit pas des presbytères dans cet article, mais uniquement des églises, et, en outre, des affiches *administratives* émanant de l'autorité publique. Mais les bulletins électoraux émanent des citoyens candidats, et ceux-ci ne peuvent afficher nulle part sans l'assentiment du propriétaire ou des locataires de l'immeuble sur lequel on affiche. Si donc un candidat se permettait d'afficher ses professions de foi, ses appels aux électeurs, ou simplement son nom sur les murs de l'église ou des presbytères, le curé ou la fabrique auraient le droit de l'attaquer devant les tribunaux, d'arracher ses placards, absolument comme tout citoyen dont on viole le domicile.

Notre correspondant peut donc se tenir tranquille; l'auteur du procès-verbal en sera pour ses frais. Il fera bien d'économiser un avocat; comme il s'agit ici d'un citoyen qui n'a aucun caractère officiel, on ne peut lui opposer la violation d'aucune loi; au contraire, il peut, lui, actionner le candidat pour avoir touché à son domicile sans permission.

Q. — Dans certain nombre de paroisses, des gens grossiers, méchants et corrompus s'avisent parfois en parlant de la servante de M. le curé, de dire « la femme du curé. »

Cette expression ne constitue-t-elle pas une insulte, un outrage? Que doit faire le prêtre dont la servante a été l'objet d'une grossièreté pareille?

Si le coupable est membre du conseil municipal, les autres membres, indignés d'un pareil outrage, pourront-ils faire quelque chose pour punir le coupable?

R. — Tout cela dépend des circonstances, de l'intention des gens, la manière de parler, comme dit un vieux proverbe : « c'est le ton qui fait la chanson. » Il est certain que, si l'individu en question a prétendu jeter sur le curé et sa servante une accusation d'immoralité, et s'il l'a fait dans les conditions prévues par la loi, c'est-à-dire devant des témoins et dans un lieu public, il y a là une diffamation manifeste qui relève des tribunaux.

Nous croyons que généralement il convient mieux de faire la sourde oreille devant ces paroles très souvent irréflechies qu'on prononce sur les curés et leurs servantes. Beaucoup de gens sans éducation diront « la femme du curé, » comme ils disent « le chien du curé » sans penser à mal. Se fâcher dans ce cas, ce serait jeter de l'huile sur le feu; en pareille occasion, rien ne vaut le silence.

Nous n'avons pas qualité pour nous ériger en censeur; mais nous pouvons dire que quelquefois nous prêtons le flanc à la calomnie en laissant prendre à nos domestiques trop d'ascendants dans nos presbytères, et nos lâches complaisances qui ont leur source dans la bonté de notre cœur, servent de prétexte aux libertins pour nous attribuer leurs propres vices.

Quant aux conseillers municipaux ils n'ont légalement d'autre moyen d'infliger un blâme à ceux de leurs collègues que de le mettre en qua-

rantaine dans leurs relations avec lui, ce qui est du ressort de la vie privée ne peut être l'objet d'une délibération, à moins que l'honneur et la probité ne soient en jeu.

VARIÉTÉS.

Étude sur le budget des cultes.

CONCLUSION

Terminons cette étude trop longue peut-être, mais bien courte cependant pour cet inépuisable sujet. Nous avons tenu à ne nous appuyer que sur les traditions révolutionnaires elles-mêmes en rappelant les décrets de la Constituante : sur des faits précis pris sur le vif, et cueillis autour de nous; enfin sur des raisons péremptoires et sans réplique.

On aura beau abaisser le prêtre et le jeter en pâture aux meutes radicales, le curé reste *quelqu'un*, et l'opinion populaire le place à un rang d'homme qu'il a conquis par sa bonté, par son grand caractère et sa charité. Le paupérisme fait des progrès effrayants. La France se dépeuple et nos doctes économistes s'en émeuvent enfin. Ils signalent « ce grand péril social, » comme ils l'appellent — nous le signalions depuis quarante ans et l'honnête bourgeois éclatait de rire. — Ils mettent leur imagination à la torture pour en découvrir les causes. Singuliers savants qui ferment les yeux, sans doute pour ne pas être contraints de se condamner eux-mêmes, car la science est devenue surtout bourgeoise! Ces causes que personne n'ignore et que nul n'a le courage de proclamer, il n'entre pas dans le cadre de cette étude de les développer; mais pourquoi ne dirions-nous pas en deux lignes que la France aujourd'hui perdue de dettes, saignée à blanc et ruinée par l'application des doctrines égalitaires de la Révolution n'a plus le moyen de nourrir les enfants qui lui restent. Voilà l'une de ces causes. Les vivres augmentent au point d'avoir décuplé en cinquante ans pour certains articles, l'amour des jouissances, lui, a centuplé. Et quand la Révolution a nourri l'ouvrier de politique creuse pendant dix ans, elle lui a ruiné le cerveau et l'estomac. Alors elle le jette sur la poussière de nos grandes routes. Le malheureux marche son chemin, l'âme navrée et le cœur amer. Toujours il va frapper à la porte du presbytère. Il a voté pourtant, le pauvre ignorant, pour la suppression du budget des cultes, et dans l'atelier il a fait retentir — comme les autres son rire obscène, à la vue d'une soutane. Mais ce n'est pas lui le grand coupable, et quand même, puisqu'il est malheureux, le curé lui ouvre son cœur et partage avec lui en souriant la pauvreté de sa bourse.

Ce sourire, la charité officielle ne le donne ja-

mais. Elle n'aime pas le pauvre. Si parfois elle le soulage, c'est dans l'intérêt de quelque candidature. Écoutez plutôt à une veille d'élection par exemple, les professions de foi et les promesses. On n'oublie point le « droit au travail et à l'assistance. » C'est sans doute sur ces bienheureux droits que médite alors cet ouvrier sans pain, victime des droits modernes. Disons-le hautement, il n'y a qu'un homme qui sache faire la charité, c'est le curé. Il connaît ses pauvres et seul il les aime, pour des motifs désintéressés.

Dernièrement une grande dame nous disait combien la visite du pauvre lui était pénible. Chrétienne, avec la nuance mondaine exigée dans la haute société conservatrice, elle se sent obligée cependant de donner aux nécessiteux son large superflu.

— Que voulez vous que je leur dise à ces malheureux ? Qu'ils se résignent à leur sort et supportent avec courage leur infortune ? L'un d'eux m'a répondu un jour : Ah ! madame, cela vous est facile à dire, à vous qui ne manquez de rien !

C'est sans doute pour se dispenser de voir les pauvres et de leur parler un langage qui n'est point dans le cœur qu'on a inventé cette monstruosité appelée bal de charité. Vous comprenez, voilà des misérables qui gémissent, torturés par le besoin, nous allons à leur occasion nous livrer à tous les éclats de la joie. Pendant qu'ils pleurent nous banquetons, mais nous ne sommes pas comme le mauvais riche, ils pourront ramasser quelques miettes de notre table !

Les bals de charité sont une extension de la charité officielle et une excuse pour ne pas voir les pauvres soi-même. On comprend qu'il y aurait quelque indécence à leur porter un argent né de la double ivresse des danses et des festins. Comment dire cela aux malheureux, sans qu'ils y voient une certaine ironie ?

Le prêtre, lui, sait parler au pauvre. Il leur dit que Jésus-Christ a vécu pauvre, qu'il a honoré leur état, et que telle est la volonté de Dieu sur eux parce qu'il se réserve de les rendre riches au ciel. Avec cette bonne parole, l'aumône qu'il leur donne a doublé son prix.

Mais pour donner, il faut avoir. Or nous avons montré que le prêtre est pauvre lui-même. De plus on l'a jeté à la porte des bureaux de bienfaisance.

Mille autres considérations prouveraient notre thèse ; mais tout le monde les a faites. Ajoutons les suivantes : le peuple veut que son Église soit belle. Depuis qu'il a élevé au moyen-âge nos splendides cathédrales il a gardé pour tout ce qui lui parle de Dieu des goûts hautement aristocratiques. Il est fier de son clocher ; pour lui tout le village est incarné dans l'Église. Qu'il s'éloigne du pays, quand ses souvenirs l'y reporteront, il songera à son église, et non à la mairie. Que lui importent ces quatre murs blancs et cette salle froide où un jour pourtant il s'est présenté

avec sa jeune épouse ? On lui a lu d'une manière inintelligible deux articles d'on ne sait quel grimoire. Il a écouté d'un air distrait, signé de même, puis quitté avec bonheur cette chambre carrée — qu'il ne reverra jamais ; — pour entrer à l'Église. Là les chants ont commencé sa joie. Mais au contraire de ses ancêtres s'il veut que le temple soit superbe, il s'en désintéresse, persuadé que l'église est toujours trop riche : cependant elle est pauvre. Qui l'ornera ? Encore le curé. Mais pour donner au temple de Dieu la majesté qu'il réclame, il faut de l'argent, où le prendre ?

Et puis la presse pervertit les masses. Le poison se glisse jusque dans les plus infimes chaumières. Si l'on pouvait le faire suivre du contre-poison, à côté du journal ignoble mettre la brochure honnête ? Ces braves gens lisent ce qui leur tombe sous la main. Ils savent lire, c'est pourtant bien triste qu'ils n'utilisent cette faculté que pour le mal ; c'est plus triste encore que la presse qui démoralise ait de plus puissants moyens d'action que la presse catholique. Le curé se dit tout cela. Quel bien il pourrait faire en propageant les bons livres ! quels services rendus aux familles, à la société ! Cela s'impose de soi ; c'est une des grandes nécessités nationales. Mais pour créer des bibliothèques, répandre des journaux catholiques, il faut de l'argent, où le prendre ?

On le voit, nous ne parlons pas ici des besoins personnels du curé, mais du bien général qu'il se sent la mission de procurer, et auquel il ne peut prendre une part proportionnée à son devoir.

La conclusion de cette étude c'est que le curé meurt de faim et qu'il est obligé cependant de nourrir les pauvres ; c'est qu'il occupe dans la société une situation supérieure, et qu'il ne dispose que de ressources dérisoires ; c'est qu'il pourrait exercer une action sociale énorme, et qu'on lui lie les bras, jusqu'au jour où la nation affolée, brisée par un de ces coups terribles dont la justice de Dieu accable enfin les peuples obstinément coupables ; désastre financier, guerre sanglante, humiliante invasion, démembrement honteux, se jette à genoux devant Dieu et supplie ses ministres de la relever, de l'empêcher de périr. Mais alors comme au jour où la voix prophétique retentit au sein de l'empire romain vermoulu : les dieux s'en vont ! Dieu aura retiré son bras de la France parce qu'elle aura fait litière du droit, de la vérité, et de leurs organes, les prêtres. C'est enfin que l'Etat s'il ne modifie point la situation que subit le clergé restera convaincu d'hypocrisie et de fanatisme anti-clérical. Car si d'une main il lui donne sa petite indemnité, de l'autre il le met dans l'impossibilité de vivre de sa vie individuelle et de sa vie sociale, comme s'il comptait les minutes d'une existence qui finit et qu'il n'ose achever cependant par des moyens violents. Il empoisonne la source, et regarde couler l'eau, attendant impatiemment que le lit du ruisseau soit tari. L'eau coule toujours et l'Etat mourra en la regardant couler.

Cette situation intolérable, l'Eglise ne la veut pas. Lisez plutôt ses prescriptions touchant le « titre clérical. » Elle prend de minutieuses dispositions pour que ses ministres soient entourés du respect et de l'honneur publics. Elle les désire humbles, mais non humiliés, « de peur que leur ministère ne soit méprisé. »

Le peuple ne le veut pas, et si le suffrage universel, malgré ses surprises et ses décisions immorales, était consulté sur cette question : Faut-il augmenter le traitement des curés ? il répondrait oui ! Et plus d'un député radical a dû au jour de l'élection, donner une interprétation inattendue à l'engagement qu'il prenait de voter pour la suppression du budget des cultes. « Ce n'est pas, disent-ils, — en faisant une distinction d'une hypocrisie inqualifiable, — que nous voulions retrancher du budget général les 52 millions alloués au clergé. Loin de là. Seulement nous prétendons les remettre entre les mains des communes, pour qu'elles-mêmes les distribuent aux curés, si elles y tiennent. »

Qui donc alors veut maintenir le clergé dans cet état qui n'est ni la vie, ni la mort, mais quelque chose de désespéré, comme la situation d'un condamné qui voit le fatal triangle suspendu sur sa tête. Evidemment ces froids sectaires, ces fanatiques d'une nouvelle espèce ont beau se disculper, ils ne sont pas les vrais mandataires du peuple, ils ne connaissent point ses aspirations. Ils ne possèdent qu'un titre qui les flétrira devant l'histoire : Ils sont les ennemis du prêtre et des libertés catholiques.

Il nous reste un chapitre douloureux à traiter, celui des retraites pour les prêtres infirmes. Avec quelque protection un vieillard qui, pendant cinquante ans, a servi Dieu et sa patrie dans la personne des malades qu'il a visités, des âmes qu'il a consolées, des esprits qu'il a empêchés de s'agrir, peut obtenir sous forme de secours d'abord, de pension ensuite, la somme de « cinq cents francs. » Il lui faut payer un loyer, nourrir une domestique, et tenir maison. Il est vrai que de temps à autre cet infirme peut se lever de son grabat et dire sa messe à l'église. La caisse diocésaine lui envoie quelques légers secours. Mais cela suffit-il à un vieillard qui a besoin de soins spéciaux, des visites du médecin, d'un vin généreux et d'une nourriture substantielle ? Ce simple aperçu nous découvre tout un horizon attristé de souffrances et de privations. Après les années besogneuses du ministère, voici les jours vraiment pénibles. L'Etat qui s'occupe, avec une louable sollicitude de ses vieux serviteurs, soldats, magistrats, employés divers, ne songe même pas à ceux-ci, qui l'ont servi cependant plus longtemps et plus efficacement dans leur paroisse qu'un capitaine d'infanterie dans sa compagnie. Pourquoi cet injuste oubli ?

Des lettrés nous ont dit : L'Etat ne vous a rien retenu sur votre traitement, il est naturel qu'il ne vous rende rien.

Il eût été d'abord cruel de réduire de cinquante francs les neuf cents francs annuels. Mais, si l'Etat n'a fait aucune retenue, c'est qu'il n'en fait que sur les traitements qu'il fournit. Comme nous l'avons remarqué, les curés reçoivent une indemnité et non un traitement. Croyez bien que si l'Etat eût pu s'arroger le droit de retenue, il n'y eût pas manqué. Mais comment diminuer encore des rentes extrêmement modiques ? Et depuis quand les fermiers réduisent-ils de leur propre autorité le prix de leurs fermages ?

Cette objection est donc de nulle valeur et si les vieux prêtres restent ainsi abandonnés, ne cherchez pas à leur triste état une cause raisonnable, tirée des lois qui nous régissent ; on les délaisse, eux aussi, — parce qu'ils sont prêtres.

FIN.

Courrier de l'Utile.

1^o Quelle est la recette pour noircir les cheveux et les faire pousser ?

1^o Nitrate d'argent, 5 grammes,
Eau de roses, 125
Ammoniaque liquide, quantité suffisante.

On fait dissoudre la nitrate dans l'eau de rose et on verse peu-à-peu de l'ammoniaque jusqu'à dissolution complète du précipité d'abord formé. On passe sur les cheveux ou la barbe une petite brosse imbibée de ce liquide, qui leur fait prendre une teinte brune, tirant au noir suivant la quantité employée.

2^o Nitrate d'argent, 4 grammes,
Eau distillée, 30
Vert de vessie, quantité suffisante pour colorer.

On applique à l'aide du peigne ou de la brosse, en ayant soin de ne pas toucher la peau. Les cheveux doivent être dégraissés préalablement avec de l'eau de savon.

Pour les faire repousser ou empêcher la chute, on ajoute du rhum à ces préparations.

* *

2^o Veuillez indiquer le moyen de percer la porcelaine.

Essence de térébenthine, 60 grammes,
Sel d'oseille, 125
Gousses d'ail, 5 gousses.

On met le sel d'oseille dans l'essence ; on y ajoute le suc de l'ail ou l'ail lui-même, coupé et on laisse en macération 8 jours, en agitant de temps en temps.

Pour percer la porcelaine, on verse une goutte de ce mélange sur l'endroit désigné, et l'on perce

à l'aide d'un trocart (sorte de burin) plus ou moins gros, selon la grandeur du trou que l'on veut obtenir.

..

3^e Quelle est la recette pour détruire les puces?

Saupoudrer les lits, vêtements et autres objets d'habillement ou chenils à chien avec la poudre de pyrèthre (*Pyrethrum caucasicum* ou *cineraria folium synanthérées*, plante de Dalmatie).

..

4^e Quel est le moyen de conserver aux dahlias panachés leur bigarrure?

C'est d'abord de les isoler autant que possible des dahlias à nuance simple. Mais il y a en outre un principe général qu'il ne faut pas perdre de vue; c'est que ces belles fleurs conservent leurs nuances variées si on les plante dans un sol maigre et pauvre, au lieu qu'elles les perdent dans un sol riche. N'est-ce pas comme les enfants qu'une éducation sévère forme à la vertu et à qui une éducation trop molle fait perdre leurs bonnes qualités.

Un horticulteur de notre connaissance a voulu, en ce qui concerne les dahlias, vérifier cette assertion et il a fait l'expérience avec la variété nommée *striata formosissima*, dont les tubercules ont été partagés en trois lots. Le lot n° 1 a été planté dans un sol pauvre et graveleux, mais d'une exposition excellente : toutes les fleurs ont été magnifiquement panachées. Le lot n° 2 a été planté dans un terrain riche, mais sablonneux et froid : il n'y a pas eu la moitié des fleurs qui fut panachée. Enfin le n° 3, qui se composait de trois tubercules qui ont été déposés dans un sol entièrement riche et fertile, ont donné des tiges dont toutes les fleurs, excepté une, étaient d'une seule couleur.

..

5^e Connaissez-vous un procédé pour vieillir les vins?

La substance employée est le percarbonate de soude. Le percarbonate de soude, en se combinant à l'acide tartrique libre, transforme la crème de tartre en tartrate de soude et de potasse, et il n'altère en rien la couleur du vin. Lorsque le vin est très acide, vert, suivant le terme vulgaire, la dose maxima est de 100 grammes par hectolitre.

Quand le vin est de bonne qualité, 50 grammes sont suffisants. On peut varier les doses entre 100 et 50 grammes, selon l'acidité.

Les vins de qualité supérieure, Bordeaux, Bourgogne, vin du Rhin, et tous ceux qui sont riches en matière sucrée, se contentent de 40 à 50 gr., par hectolitre.

Pour employer le percarbonate de soude, on le fait dissoudre dans un litre d'eau à 25 degrés. Si la température était plus élevée, il passerait à l'état de carbonate neutre et offrirait des inconvénients. On verse cette liqueur dans le tonneau par petites quantités, en brassant fortement chaque fois. Cette opération doit durer de dix à quinze minutes. Il faut avoir la précaution, pendant les vingt-quatre heures suivantes, de recouvrir légèrement la bonde pour que l'acide carbonique se dégage facilement.

Il est bon d'employer avec la matière vieillissante un bon procédé de collage qui détruise l'excédant de tannin, surtout pour les vins fins. La meilleure substance du collage qui produise ce résultat est la gélatine; 250 grammes de gélatine, et 50 grammes de carbonate de soude, vieillissent au moins de quatre ans tous les vins du Midi.

Si le vin est tartareux, il suffit de 60 à 80 gr., de gélatine.

Le vin traité ainsi ne forme point ou peu de dépôt dans les bouteilles, parce que le percarbonate de soude neutralise tout l'acide tartrique libre et le bitartrate de chaux contenu dans la crème de tartre passe à l'état de tartrate simple, sel insoluble qui se précipite immédiatement et entraîne un peu de principe colorant.

DEMANDES ET RÉPONSES

D. — L'Ami du Clergé ne donnera-t-il pas les Sacrements après le Symbole?
J., curé d'O.

R. — Les auteurs qui ont exposé la doctrine chrétienne ont suivi des plans différents, selon le point de vue auquel ils se sont placés. Voici l'ordre adopté par l'Ami du Clergé :

1^{re} partie : le SYMBOLE ou vérités qu'il faut croire.

2^e partie : les COMMANDEMENTS DE DIEU ET DE L'ÉGLISE ou devoirs qu'il faut pratiquer.

3^e partie : la PRIÈRE et les SACREMENTS ou moyens pour obtenir la grâce, sans laquelle on ne saurait croire et agir comme il faut pour la vie éternelle.

4^e partie : nous terminerons par une série d'instructions sur la LITURGIE.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 19 julii.

+ GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

aussi tous les hommes d'études ont-ils énergiquement blâmé ces expulsions que rien ne justifiait, et plaint ceux qui les exécutaient; un jour l'impartiale histoire jugera ces faits comme ils méritent de l'être.

F. L.

III

Bible et Préhistoriens, par R., comte de MARICOURT. — Un volume in-16 de iv-303 pages 1 fr. 25.

Voici en quels termes les *Annales de Philosophie chrétienne*, grave et savante publication que l'on sait, apprécie cet ouvrage :

Décidément ces études préoccupent de plus en plus. L'opuscule que nous annonçons est fort utile; c'est un résumé très clair de la question, rédigé d'après les travaux de l'abbé Bourgeois et du professeur italien Carina. Il est écrit dans un esprit que nous trouvons excellent. Il y a tant de préjugés sur ce sujet, et chez les catholiques et chez les hommes voués aux recherches scientifiques! M. de Maricourt a étudié attentivement son sujet. Il montre clairement que la Bible n'a pas à s'inquiéter des découvertes scientifiques et qu'elle pourra toujours s'accorder avec les théories nouvelles. Voyez en particulier les pages 162 et suivantes, où il fait très bien ressortir la faute, trop souvent commise, qui fait confondre les dogmes avec les opinions. Sa discussion sur l'existence de l'homme à l'époque tertiaire paraîtra convaincante; elle est admise aujourd'hui du reste, par les savants les moins hostiles aux idées religieuses, M. de Quatrefages, par exemple.

M. de Maricourt a écrit un excellent livre et qui mériterait d'être mis dans les mains de nos séminaristes. Sans doute ce n'est qu'un résumé, mais ce résumé tiendra bien sa place auprès des travaux de Mgr Clifford et de Schaffer, qui préoccupent si vivement l'attention. Ce livre développé, augmenté dans certaines parties que l'auteur n'a fait qu'effleurer, nous semble appelé à un grand succès.

(*Annales de Philosophie chrétienne*,
juillet 1882).

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

A quelque chose malheur est bon. — Ce mot peut très-bien s'appliquer à la Bourse à la suite du bombardement d'Alexandrie. Jusqu'à ce moment, acheteurs et vendeurs semblaient paralysés, mais dès que l'acte d'énergie des Anglais a été exécuté, et comme s'il eût enlevé un poids de dessus les épaules, les transactions ont de suite repris avec un entrain depuis longtemps inconnu. On a commencé à remonter samedi, et lundi, mardi, mercredi, l'élan s'est continué de plus belle.

La principale cause de ce mouvement, c'est sans contredit l'apparition de cette source féconde qu'on appelle les coupons de juillet, de tous ces capitaux qui se forment à cette époque, et qui, ayant hâte de fructifier, se lancent sur la place et viennent donner une nouvelle impulsion aux affaires.

La hausse a profité surtout à la Banque de France, qui s'est élevée à 5500, et aux actions du canal de Suez, qui atteignent 2660. On

explique la hausse de la première par ce fait que la situation actuelle ne permet pas de prévoir une prochaine diminution de l'escompte et celle du second par la raison que les particuliers en Angleterre se mettent à acheter maintenant des actions Suez, tandis qu'elles étaient auparavant entre les seules mains du gouvernement.

Grande activité sur nos Rentes, qui ont gagné, depuis notre dernière cote : le 3 0/0, 0,55, à 81,65; l'Amortissable, 0,85, à 82,20; le 5 0/0, 0,95, à 115,85.

Le marché des fonds étrangers n'est pas moins satisfaisant. On croit à une entente certaine entre la France et l'Angleterre au sujet des affaires d'Egypte, entente qui hâtera la solution avec le concours des autres puissances. Grâce à ces perspectives, les consolidés anglais cotent au-dessus du pair : 100 1/16. L'Italien se traite à 88, gagnant 0,50 sur la semaine dernière. Le Turc s'améliore de 0,30, à 11,55. Malgré les événements qui se passent sur les bords du Nil, l'Egyptienne unifiée se maintient à 275.

Les actions de nos six grandes compagnies de chemins de fer sont toutes en progrès sensible : l'Est, à 745; le Lyon, à 1660; le Midi, à 1235; le Nord, à 2015; l'Ouest, à 790.

De leur côté, les lignes étrangères sont très-fermes. Les Autrichiens valent 720; le Nord de l'Espagne s'élève à 567,50; le Saragosse cote 500.

Quant aux valeurs de crédit, l'amélioration est considérable aussi et générale pour toutes celles de premier ordre.

*.

Il faut profiter de ce réveil de la confiance financière pour employer sur de bonnes valeurs les réserves que la prudence commandait jusqu'ici de retenir chez soi.

Le capitaliste sage place son argent de divers côtés; sans quoi, pareil à la fermière qui mettrait tous ses œufs dans le même panier et risquerait ainsi de les casser tous à la fois, il s'exposerait lui aussi, à le perdre d'un seul coup.

On en place sur le Crédit foncier, sur les chemins de fer, sur les emprunts des départements et des villes, bien qu'on en retire communément qu'un petit revenu, et sur les entreprises industrielles connues, solides, prospères, parce qu'elles produisent généralement davantage.

La Société générale de Librairie catholique, entre autres, est tout à fait dans ce cas.

Nous aimons à la recommander comme une valeur qui mérite qu'on la recherche et pour son revenu de 5 et 6 0/0 qu'elle a toujours donné, et pour la part que l'on a dans le bien qu'elle fait par ses journaux et par ses livres; car rien n'est beau et consolant pour un noble cœur, pour les braves gens, comme de savoir qu'ils sont pour quelque chose dans la conservation des principes honnêtes et le relèvement de leur pays.

En demandant de suite des actions de la Société générale de Librairie catholique, émises, comme on sait, à 500 fr., on jouit, tout comme les premiers souscripteurs, du coupon de 12,50, échu du 1^{er} juillet.

S'adresser à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints Pères, à Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^o de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblée par l'Évangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^o de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^o de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*).

1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^o de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 31 :

PRÉDICATION : Pour le 11^e dimanche après la Pentecôte : l'observation des commandements de Dieu. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret de la S. Pénitencerie au sujet du jeûne. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Application des messes *in globo*. — Y a-t-il obligation grave pour le curé d'assister les mourants ? — Ayant la concession de pouvoir chanter des messes de *Requiem* aux fêtes doubles, peut-on en chanter plusieurs le même jour ? Tout prêtre peut-il user de cette concession ? — De quel côté doit-on entrer au sanctuaire et en sortir ? — Les litanies du Saint Nom de Jésus sont-elles indulgencées ? — Pour gagner les indulgences attachées aux litanies de la sainte Vierge, est-il nécessaire de réciter une oraison ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un curé peut-il, sans l'autorisation du maire, ouvrir une souscription pour réparations à l'église ? Peut-il, la somme nécessaire réunie, forcer le conseil municipal à remplir les formalités nécessaires à la formation du dossier ? — A qui appartient une chapelle de secours ? La fabrique peut-elle faire démolir une chapelle de cette espèce, qui menace ruine, et disposer des matériaux ? — Les écoles sont-elles classées parmi les choses d'utilité publique ? — Formalités à remplir pour obtenir l'autorisation d'exhumer. — VARIÉTÉS : Les églises et le 14 juillet. — COURRIER DE L'UTILE : Le poivre.

REVUE LITTÉRAIRE.

1893

Mœurs de demain

Nous appelons particulièrement l'attention de nos lecteurs sur le livre qui porte ce titre : 1893, *Mœurs de demain*, par G. Maisonneuve, 1 vol. in-12 (Société générale de Librairie catholique.)

Tous ceux qui ont en horreur la loi athée, les institutions impies et les hommes qui les ont faites ; tous ceux qui veulent porter un coup à la République et renverser ce régime détesté, doivent lire, faire lire, répandre partout ce tableau de mœurs républicaines, qui seront celles de demain.

Pas d'exagération, pas de notes forcées dans ce livre : c'est le miroir fidèle, exact de ce qui se passera dans les écoles, dans les familles, dans les lycées de filles ; les caractères sont les caractères des hommes d'aujourd'hui, seulement des hommes livrés à leurs passions, à leurs penchants, à leurs caprices ; c'est la suite logique de ce qu'on prépare, de ce qu'on fait aujourd'hui. On plante l'arbre, l'auteur nous montre les feuilles et les fruits.

1893, c'est un acte d'accusation, un cri d'effroi, un appel à la résistance, le mouvement en avant de l'honnêteté publique, qui barre la route à la Révolution sacrilège et s'écrie : « On ne passe pas ! »

Le roman n'est rien ; un fil léger rattache et relie les scènes l'une à l'autre ; c'est l'histoire d'un républicain libre-penseur, d'un misérable qui, pour arriver, pour avoir des places, des honneurs, de l'argent, sacrifie tout, femme, fille, honneur, réputation, sa vie même, car il finit par le suicide. Et il a raison, tous les libres-pen-

seurs doivent l'imiter. Puisqu'il n'y a pas de Dieu, pas d'âme, pas de vie immortelle, pourquoi donc se gêner de voler, de tuer, de brûler les villes, de ruiner ses actionnaires, de changer de femmes ou de mari tous les jours ?

Ils veulent tout cela, et il veulent que la société tout entière soit formée à leur image, que tous leur ressemblent, impies, hypocrites, voleurs, féroces, adultères et libertins. Souffrirons-nous d'être ainsi, ou si ce n'est pas nous, nos enfants ? Nos fils seront-ils des Lachasnaye, persécuteurs sans âme, sans conscience et sans remords de leurs crimes ? Nos filles, des cabotines comme Emmeline, se faisant actrice au sortir du lycée ? Laisserons-nous prendre les corps de nos enfants morts avec le signe de la croix pour être traînés sur un char de drapeaux rouges, au chant de la *Marseillaise* hurlée par une foule enivrée, comme les héroïques marins, les sauveteurs du Havre, enlevés à leur mère pour en faire une manifestation de libres-penseurs ? Irons-nous de mairie en mairie, jurer fidélité à une épouse d'un mois, courbés sous la stupide harangue d'un Cabochard, le maire abruti d'absinthe, qui unit son préfet à une aventurière d'Amérique ? Accepterons-nous que nos filles soient souillées par les réflexions, par les regards lubriques de maîtres impudents ; formées à une morale indépendante par des professeurs qui cherchent à exciter les passions, à allumer les désirs, à éveiller les sens, comme le professeur de philosophie Daresme, enseignant de jeunes étudiantes qui se pâment à sa leçon dans une attaque de nerfs, et se relèvent pendues à son cou.

Nul livre ne peut donner davantage le mépris et la haine de la République, ne peut plus exciter à la résistance, à la désobéissance. En le lisant, en voyant passer devant ses yeux ces scènes détestables, conséquences de lois liberticides, d'institutions païennes, où les faibles, les pauvres, les petits,

sont livrés à la force avide et tyrannique; où les jeunes filles, les femmes, les enfants, sont transformés, corrompus, viciés, avec cette habileté de la politique qui s'appelle « opportuniste, » parce qu'elle marche pas à pas et sûrement à une perversion systématique et universelle, l'indignation vous soulève, on sent gronder la révolte dans son cœur, on s'écrie : — Non! je ne veux pas que mes enfants soient perdus! Plutôt la mort! plutôt tomber en combattant, pour sauver leur cœur, leur esprit et leur âme!

J'ai lu avec passion ce livre, et je voudrais faire passer mes impressions dans l'âme de ceux qui liront ces lignes : je ne croirais pas avoir rendu un plus grand service aux familles, aux pères, aux mères, avoir fait un acte plus agréable à Dieu.

(*La Civilisation.*)

Eugène LOUDUN.

1 volume in-12, titre rouge et noir, 3 fr.

..

Serment des parents chrétiens contre la loi de malheur introduisant dans l'enseignement la laïcité et l'obligation.

On vient de publier, sous ce titre, une petite gravure chromolithographique, contenant, d'un côté le texte du *Serment*, entouré d'emblèmes artistiques, et dont voici les paroles :

Nos enfants sont à nous !
Ils nous doivent la vie.
Dieu, qui nous les confie,
Les revendique tous
Comme un bien à lui rendre.
Et la loi de malheur
Dans nos bras veut les prendre!
Nous saurons les défendre
Quel que soit le voleur!
Sainte est la résistance :
Sans peur nous lutterons,
Rien n'abattra notre constance.
Nous le jurons!

De l'autre côté de la gravure, un commentaire de la loi, bref, vif, énergique, et en faisant toucher du doigt tous les dangers.

Il se termine par ce mots :

« Protester, résister, c'est notre devoir, c'est notre droit de chrétien et de français. — *Fais ce que dois : advienne que pourra.* »

La gravure peut se mettre dans un paroissien, une *Imitation* et tout autre livre de piété.

Les prix sont les suivants :

L'unité.	10
La douzaine	1 »
Le cent.	7 »
Le mille	60 »

..

L'Hérédité royale ET LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES DEPUIS 1789. — Par HENRI LEMOINE, ancien rédacteur en chef du *Courrier de la Dordogne*.

Ce remarquable ouvrage qui, dans les circonstances actuelles, présente un saisissant intérêt, est divisé comme il suit : *Première Partie* : L'Hérédité de la Maison de Bourbon. — *Deuxième Partie* : Les Constitutions françaises depuis 1789. — *Troisième Partie* : La Constitution du 25 février 1875.

En tête, une très-belle préface de l'auteur des *Saintes Marthe*, M. J. Sagette, à laquelle nous empruntons les extraits suivants, qui nous serviront d'analyse :

« L'Hérédité royale et les Constitutions françaises depuis 89 nous montre l'antique et nationale constitution française, concentrée et consa-

crée par l'hérédité royale, en face des constitutions exotiques, imaginées, délibérées, faites de main d'homme, que la Révolution impose successivement à la France depuis que sa vraie constitution est méconnue. L'hérédité royale est le travail constant, souvent obscur et mystérieux, mais inspiré, guidé par la Providence, des deux premières races et des premiers siècles de notre histoire. Elle apparaît comme constitution définitive et dogme politique fondamental de la France, avec la troisième race, issue des deux autres et visiblement prédestinée. H. Lemoine exhume et résume cette genèse de l'hérédité royale en peu de mots : par chapitres courts et paragraphes rapides, plutôt comme vues et coups-d'œil que comme démonstration. C'est l'objet de la première partie...

« La seconde partie, la plus considérable, et l'on peut dire la plus originale, est l'histoire des Constitutions françaises depuis 1789. Est-ce *françaises* qu'il faut appeler ces Constitutions exotiques formées d'après l'antique, empruntées aux livres des théoriciens de *Contrat social* : Constitutions étrangères, hétéroclites, imaginées pour arracher la France à son antique et nationale Constitution?... H. Lemoine en résume les principales dispositions ; il en explique le mécanisme. — Il passe en revue la Constitution de 1791, qui ouvre la série des usurpations révolutionnaires ; — la Constitution de 1793, avec son organisation insensée de gouvernement populaire, qui ne peut fonctionner et se résout en dictature : la dictature la plus despotique et la plus atroce, la dictature de la terreur exercée par la scélératesse ; la Constitution de l'an III, réaction impuissante contre la Terreur, qui ne sut qu'organiser un Directoire imbécile, proie facile pour l'ambition de Bonaparte ; — la Constitution de l'an VIII, où Bonaparte organisa le Consulat, régularisa l'administration en la centralisant, et prépara l'Empire par une dictature à peine masquée, pour un despotisme qui dépassa de beaucoup l'absolutisme de Louis XIV ; — le Sénatus-consulte de l'an X, qui promet l'Empire en instituant le Consulat à vie ; — le Sénatus-consulte de l'an XII, qui constitue l'Empire héréditaire, contrefaçon césarienne et monstrueuse de la monarchie nationale et chrétienne... — la Charte de 1814, qui fut moins une Constitution que la reconnaissance, et, comme on dit, la *Restauration*, le mot dit tout, de l'antique Constitution française, adaptée à nos temps, à nos besoins, à nos mœurs ;... — l'acte additionnel des cent jours ;... — la charte de 1830 ;... — la Constitution de 1848 ;... — la Constitution du 14 janvier 1852...

« Voilà la note et l'histoire des constitutions révolutionnaires, qui, chacune à son tour, prétendait remplacer l'antique constitution de nos pères, qui fit la France si forte, si grande, si prospère et si glorieuse. H. Lemoine fait cette histoire politique dans le détail ; il dissèque avec patience, il discute avec logique ces inventions révolutionnaires ; puis il les confronte avec les principes de droit national et d'hérédité royale qui sont le fond de notre constitution française.... Il n'y a rien d'intéressant comme ce tableau rapide mais complet de toutes les constitutions écroulées les unes sur les autres, rien qui démontre mieux la supériorité, la légitimité, la nécessité de l'hérédité royale...

« La troisième partie du livre de H. Lemoine est encore plus attachante, car elle nous met en pleine politique actuelle, vivante, passionnée et frémissante. C'est l'histoire de la constitution du 25 février 1875 ; de cette constitution qui, pour la

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 11^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
L'OBSERVATION DES COMMANDEMENTS
DE DIEU

Tu mandasti mandata tua
custodiri nimis.

(Ps. cxviii).

Le Décalogue est un admirable abrégé de toutes les lois, dit saint Augustin. Il n'en est aucune qui ne s'y rapporte : lois divines, lois ecclésiastiques, lois civiles, toute règle enfin qui oblige en conscience n'est qu'une suite et un développement du Décalogue. Il est la base et le fondement de toute législation ; sans lui il n'y aurait sur la terre ni autorité, ni commandement légitime ; et toute prescription qui lui est contraire est nulle et sans valeur. Il se résume lui-même dans les deux grands commandements de l'amour de Dieu et du prochain. C'est Jésus-Christ, dont les préceptes sont pleins de douceur et de sagesse, *mandata ejus gravia non sunt*, qui a réduit ainsi toute la loi à cette simple et délicieuse expression, pour nous inviter plus efficacement à y être fidèles. C'est qu'en effet nous sommes strictement tenus à observer la loi du Seigneur ; et si nous l'observons bien les plus belles récompenses nous attendent. Considérons donc l'obligation, les avantages et les qualités de l'observation des commandements.

I

Et d'abord nous sommes rigoureusement obligés d'observer le Décalogue.

Quel est celui qui nous l'impose ? C'est notre souverain Seigneur et Maître ; c'est celui qui a pouvoir absolu sur nous, et à qui nous appartenons plus que le tableau au peintre qui l'a fait, plus que le vase d'argile au potier qui l'a pétri, plus que l'enfant à son père ; c'est celui qui nous a créés, qui nous a rachetés, qui nous conserve, par une nouvelle création, à chaque instant de la durée, c'est le Roi des rois, c'est l'infiniment grand, l'infiniment puissant, celui devant qui toutes les nations de la terre sont comme si elles n'étaient pas ! Tel est le motif invoqué par Jéhovah lui-même, lorsque sur le Sinai, au milieu des foudres et des éclairs, il promulguait solennellement sa loi à Israël. « Je suis le Seigneur ton Dieu, lui disait-il, qui t'ai tiré de la terre d'Egypte, de la maison de servitude ! » Au reste, il n'y a pas pour nous deux chemins pour aller au ciel ; il n'y en a qu'un : la fidélité à la loi de Dieu. « Bon Maître, disait un jeune homme à Notre-Seigneur Jésus-Christ, quelles œuvres faut-il accomplir pour avoir la vie éternelle ? » — « Si vous voulez avoir part à la vie, lui répondit Notre-Seigneur, gardez les commandements ; » *Si vis ad vitam ingredi serva mandata !* (Matth., xix, 17.)

Mais comment pratiquer la loi de Dieu, si nous ne la connaissons pas ? Aussi devons-nous

l'étudier sérieusement par la lecture des livres sacrés et des ouvrages de religion, mais surtout par l'assiduité à venir entendre la parole sainte. Il ne suffit pas de savoir le Décalogue « par cœur, » comme on dit ; il faut en pénétrer le sens. A quoi servirait par exemple pour la conduite de la vie, de réciter correctement : Un seul Dieu tu adoreras..., si l'on ignore ce que c'est qu'adorer Dieu, et quels sont les motifs qui nous y obligent ? A quoi bon savoir dire : « Dieu en vain tu ne jureras, » si l'on ignore ce que c'est que le parjure et le blasphème, et quelle est la malice de l'un et de l'autre ? Et cependant que de personnes qui ne connaissent pas même ces premiers éléments de la morale évangélique ? Combien de chrétiens qui ne peuvent nullement apprécier la bonté ni la malice de leurs actions ; qui voient des péchés là où il n'y en a pas, et qui surtout n'en voient pas là où il y en a, ou autant qu'il y en a ; qui traitent de bagatelles les choses les plus graves, et qui se perdent par suite de l'ignorance ?

Donc, instruisez-vous de la loi divine. Prenez pour vous les paroles que Dieu adressait à Israël : « Ces paroles et ces ordonnances du Seigneur seront gravées dans votre cœur ; vous les méditeriez dans votre maison, dans les voyages, la nuit, dans les intervalles du sommeil, et le matin à votre réveil ; vous les porterez écrites sur votre front ; vous les graverez sur le seuil et sur les poteaux de votre porte. » (Deut. VI). Venez régulièrement au pied de la chaire de vérité recevoir l'enseignement religieux de ceux qui ont mission et caractère pour vous le donner. Maîtres, envoyez-y vos serviteurs ; vous êtes responsables de leur âme. Pères et mères, veillez avec un soin tout spécial, surtout dans les jours d'impiété, dans les temps malheureux où nous vivons, à ce que vos enfants apprennent, sachent et comprennent le catéchisme avec les explications qui leur en sont données. Le catéchisme que les ennemis de la religion n'ont pu s'empêcher d'admirer ! Le catéchisme dont le célèbre librepenseur Jouffroy, de nos jours, disait : « Il y a un petit livre qu'on fait apprendre aux enfants et sur lequel on les interroge à l'église. Lisez ce petit livre, qui est le catéchisme, vous y trouverez une solution de toutes les questions que j'ai posées, de toutes sans exception. Demandez au chrétien d'où vient l'espèce humaine, il le sait ; où elle va, il le sait ; comment elle y va, il le sait. Demandez à ce pauvre enfant, qui de sa vie n'y a songé, pourquoi il est ici-bas et ce qu'il deviendra après sa mort : il vous fera une réponse sublime... Origine du monde, origine de l'espèce, question de race, destinée de l'homme en cette vie et en l'autre, rapports de l'homme avec Dieu, devoirs de l'homme envers ses semblables, droits de l'homme sur la créature, il n'ignore rien ; et quand il sera grand, il n'hésitera pas davantage sur le droit naturel, sur le droit politique, sur le droit des gens ; car tout cela

sort, tout cela découle avec clarté et comme de soi-même du christianisme. Voilà ce que j'appelle une grande religion ; je la reconnais à ce signe, qu'elle ne laisse sans réponses aucune des questions qui intéressent l'humanité ¹.

II

Sans doute Dieu exige que nous lui obéissions ponctuellement, mais dans sa bonté, il veut bien promettre à notre fidélité une splendide récompense, *tu mandasti mandata tua custodiri nimis... in custodiendis illis retributio multa*.

Pour les individus, l'observation des commandements de Dieu, c'est la sainteté, c'est-à-dire l'affranchissement du péché, la gloire des vertus surnaturelles, *testimonium Domini fidele sapientiam præstans parvulis* ; c'est la paix et le bonheur : point de remords de la conscience, point d'inquiétudes sur l'avenir, union délicate avec Dieu ; préservation des fléaux de la vie ou force surhumaine pour les supporter, joie profonde puisée au sein de la divine charité, point de labeur ou labeur aimé et chéri ², *pax multa diligentibus legem tuam* ; — c'est le gage assuré de la possession du paradis : nous sommes sur la terre avant tout pour connaître, aimer et servir Dieu ; le reste peut être bon et utile, mais il n'est que secondaire. Le vrai chrétien, l'homme qui accomplit la volonté de Dieu et se sert du temps pour gagner l'éternité bienheureuse, celui-là seul est vraiment sage. Et comment accomplit-on la volonté de Dieu ? par l'accomplissement de la loi. *si vis ad vitam ingredi serva mandata*.

Quant aux sociétés, n'étant que temporelles, c'est dans le temps qu'elles reçoivent leurs récompenses et leurs châtiments ; et elles sont prospères ou en décadence selon qu'elles sont ou non fidèles au Décalogue. « Dans tous les temps et dans tous les lieux, dit un homme illustre qui a étudié l'histoire du monde à ce point de vue, les peuples ont trouvé la stabilité et la paix en obéissant à la loi divine ; au contraire, dès qu'ils s'en sont écartés, ils sont tombés dans la souffrance ³... Les races humaines, en respectant la loi ont prospéré ; en la violant, elles ont souffert ; en l'oubliant, elles sont tombées au dessous de la brute. Les contrastes frappants qui se présentent, soit chez deux peuples comparés à la même époque, soit chez le même peuple considéré à deux époques différentes, ont une explication, toute naturelle dans ce grand enseignement de l'histoire : ils ont pour origine les alternatives opposées par la lutte du bien et du mal ; ils se résument dans l'obéissance ou la révolte devant les dix commandements de Dieu ⁴.... En récompense

de leur soumission à la loi divine, certaines nations ont toujours reçu deux grands bienfaits, la paix sociale et la stabilité du bien être. » Traduction par l'expérience de cette parole des saints Livres : *Justitia elevat gentes, miseros autem populos facit peccatum*.

III

Disons en terminant quelles qualités doit revêtir notre fidélité au Décalogue.

1^o Nous devons observer la loi de Dieu COMPLÈTEMENT. Ananie et Saphire, par un seul mensonge qualifié, n'ont-ils pas été punis de mort ? « Quiconque, dit l'apôtre saint Jacques, ayant observé la loi de Dieu, la viole en un seul point, est coupable et se perd comme s'il l'avait violée tout entière. (Jac., II, 10.) C'est ce que ne veulent pas comprendre certains chrétiens *éclectiques* qui font un choix dans les prescriptions du Seigneur, observant celles-ci et laissant de côté celles-là, se formant une religion de fantaisie.

2^o Notre obéissance au Décalogue doit être CONSTANTE. Rappelons-nous l'histoire du célèbre frère Justin dont parle S. Liguori, dans ses instructions familières au peuple. Cet homme refusa d'honorables emplois que lui offrit le roi de Hongrie, pour se mettre au nombre des pieux enfants de saint François. Il fit de si grands progrès dans la perfection que plus d'une fois il fut ravi en extase. Un jour qu'il était à table au monastère d'*Ara-Cœli*, tous ceux qui étaient présents le virent tout à coup s'élever dans les airs et se diriger vers une image de Marie placée sur la muraille, pour lui rendre ses hommages. Instruit de cet événement, le pape Eugène IV le fit venir, l'embrassa avec respect, le fit asseoir et s'entretint longtemps avec lui. Une faveur si extraordinaire soufla l'orgueil dans le cœur de ce religieux. S. Jean de Capistran l'ayant aperçu à son retour de l'audience du Souverain Pontife, lui dit : « Frère Justin, vous êtes parti ange, et vous revenez démon ! » En effet, le malheureux alla de mal en pis, et finit par mourir apostat dans les cachots. — Souvenons-nous donc que « celui-là seul sera couronné qui aura persévéré jusqu'à la fin ! »

3^o Mais pour être fidèle à Dieu en tout et toujours, il nous faut de la FORCE et de la GÉNÉROSITÉ. Hélas ! que de chrétiens indignes de ce nom, parce qu'ils ne savent point se vaincre et se laisser dominer par le respect humain, l'indifférence ou la passion ! Que d'âmes baptisées n'ont plus aucun culte de Dieu ! Que de blasphémateurs ! Que de profanateurs du saint jour du dimanche ! Que de parents et de maîtres qui négligent le soin de leurs enfants et de leurs domestiques ! Que d'impudiques, que de ravisseurs du bien d'autrui ! Ah ! réveillons notre torpeur, soyons dignes de nos ancêtres dans la foi, faisons revivre les anciens jours !

Nous lisons dans l'histoire ecclésiastique qu'une légion, nommée la légion thébaine, composée de soldats chrétiens au nombre de six cents, reçut

¹ Jouffroy, *Mélanges philosophiques*, p. 424.

² *Ubi amatur non laboratur, aut si laboratur, labor amatur.* (S. Aug.).

³ M. Le Play : ouvriers européens, 2^e édit. p. 131.

⁴ Idem : Le programme des unions de la paix sociale, p. 59 et 254.

l'ordre de l'empereur Maximien de massacrer les fidèles de Jésus-Christ. Ces soldats généreux plutôt que d'obéir à cet ordre impie aimèrent mieux par trois fois se laisser décimer. Encouragés par leurs chefs Maurice, Exupère et Candide, ils envoyèrent cette déclaration à l'empereur : « Nous sommes vos soldats, il est vrai ; mais aussi nous le confessons librement, nous sommes les serviteurs de Dieu. Nous ne pouvons suivre vos ordres jusqu'à renier Dieu, notre Créateur et notre Maître, et aussi le vôtre. Si vous ne nous commandez rien qui l'offense, nous vous obéirons, comme nous l'avons fait jusqu'à présent ; sinon c'est à lui que nous obéirons plutôt qu'à vous... Pour toute réponse, Maximien les fit massacrer. — Imitons ces généreux martyrs dans leur amour de la loi de Dieu, dans leurs sentiments et s'il le faut dans leur héroïsme...

CONGRÉGATIONS ROMAINES *

DÉCRETS DE LA SACRÉE PÉNITENCERIE RELATIFS AU JEUNE.

La Sacrée Pénitencerie a déclaré, le 16 fév. 1834, que les personnes qui n'étaient pas tenues au jeûne à raison de leur âge ou de leurs travaux, pouvaient faire usage de viande et de lait aux jours permis, autant de fois qu'elles le désiraient.

« Fideles qui ratione ætatis vel laboris jejungere non tenentur, licite possunt in quadragesima, cum indultum concessum est, omnibus diebus indulto comprehensis, vesci carnibus et lactiniis per idem indultum permissis, quoties per diem edunt. »

Cette permission s'étend-elle aux personnes auxquelles leur mauvaise santé ne permet pas le jeûne ? La question ayant été posée dernièrement à la Sacrée Pénitencerie, il fut répondu :

« Sacra Pœnitentiaria, mature ac diligenter perpenso proposito dubio respondendum censuit : Fideles qui ratione affectæ valetudinis a lege jejunii seu unicæ comestionis eximuntur, licite posse, iis quadragesimæ diebus quibus esus carniæ, per indultum permissum est, toties carniæ vesci, quoties per diem edunt.

Datum Romæ in S. Pœnitentiaria,
die 16 martii 1882.

* Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur. 76. rue des Sts-Pères, Paris.)

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC

Celui de nos vénérables confrères qui nous avait posé la question à laquelle nous avons répondu n° 23 page 280 nous écrit de nouveau sur le même sujet. La longueur de sa lettre ne nous permet pas de la reproduire intégralement. Nous ferons en sorte de ne rien omettre d'essentiel dans la nouvelle réponse que nous nous faisons un devoir de lui donner.

Tout d'abord nous le remercions cordialement de la charité avec laquelle il a bien voulu accueillir un avis très-différent de celui qu'il croit être le vrai.

Ensuite il nous signale une erreur typographique que nous nous empressons de rectifier. A ces mots : « Quand le sentiment des théologiens qui enseignent que le fruit est extensivement infini, qu'il peut autant procurer de grâces à plusieurs qu'à une seule personne, » il faut ajouter : « ne serait pas certain. » (p. 280 1^{re} col., q. 3^e alinéa).

De plus, nous avions eu tort de soupçonner que notre vénéré confrère avait adopté, « comme plus commode, » sa pratique d'appliquer chaque messe pour toutes les intentions qu'il avait acceptées : « J'ai adopté, nous dit-il, la méthode que je suis, à l'exemple et d'après l'enseignement d'un ancien directeur du grand séminaire de R., l'un des plus savants liturgistes de son temps ; Monsieur l'abbé B... et je l'ai pratiquée pendant ma longue carrière sacerdotale, parce que je l'ai jugée sûre et avantageuse. Je dois vous dire aussi qu'en vous demandant votre avis sur ma manière d'agir, je me flattais de vous donner l'occasion, non de la condamner, mais de la sanctionner de votre autorité. »

Dans une certaine mesure, nous nous rapprocherions du sentiment de notre correspondant. Le fruit spécial *ex opere operato* attribué à une intention par l'application de la messe n'est pas le seul obtenu par le divin sacrifice ; la vertu de la messe est infinie en étendue et en puissance et le fruit *effectivement obtenu*, quoique nécessairement fini, peut être indéfiniment augmenté par le nombre, les dispositions, les actes de ceux qui y prennent part, et surtout par l'offrande qu'en fait le prêtre aux fins qu'il a déterminées. Ah ! si nous savions comprendre de quelles richesses nous disposons, de quelle puissance d'intercession nous sommes les dépositaires, quelles expiations nous pouvons jeter dans le bassin de la miséricorde !

Le moyen pratique c'est d'ajouter pour chaque messe, à l'intention que nous devons en justice à qui nous a donné l'honoraire, beaucoup d'autres intentions pour lesquelles, sans aucun préjudice de la première, nous pouvons offrir la Victime infinie.

Nous ne serons point dispensés par là du devoir

de déterminer pour chaque messe l'intention rétribuée à la quelle nous appliquons le présent sacrifice ; mais nous augmenterions prodigieusement les fruits obtenus par chacune de nos messes.

Du surplus de la lettre de notre inestimable correspondant, nous laissons les passages où il essaie de nous montrer, contrairement à nos assertions, que ses intentions sont dûment déterminées.

Mais nous retenons ce qui sert à ses yeux de fondement à sa manière d'agir, le sujet méritant une attention spéciale.

« Je veux, dit-il, à chaque messe satisfaire à toutes les intentions que j'ai acceptées, si cela se peut ; c'est-à-dire, si le sentiment que j'ai adopté, — sentiment que S. Liguori (lib. VI, tr. III de Euch.) dit être *probabilior et communissime recepta*, sentiment qui enseigne que le prix du sacrifice de la messe est « intensive et extensive » infini, qu'offert pour plusieurs, il profite autant à chacun qu'il profiterait à un seul pour qui il serait uniquement offert, — si ce sentiment, dis-je, est praticable ; et saint Liguori dit dans le même endroit qu'on peut le suivre ; seulement comme le sentiment opposé est encore probable, il ne faut le suivre, dit S. Liguori que sous la condition que c'est sans préjudice de celui pour lequel seul on devrait dire cette messe appliquée à plusieurs. Or c'est précisément ce que je fais. »

Si l'intention était bien déterminée pour chaque messe et qu'il n'y eût aucun des autres inconvénients que nous avons signalés dans notre première réponse, nous n'aurions garde de quereller notre excellent confrère sur l'offrande qu'il ferait de sa messe à d'autres intentions, si cela se peut. Mais là n'est point la question qui nous intéresse le plus. Q'en est-il spéculativement et pratiquement du sentiment de saint Alphonse ?

Saint Alphonse (loc. cit. n. 312) commence par distinguer la valeur et le fruit de la messe.

« La valeur, dit-il, est l'efficacité que possède la messe en raison de la dignité de l'offrant et de la chose offerte pour conférer des biens à celui par qui elle est offerte et à ceux pour lesquels elle est offerte.

« Le fruit ce sont les biens mêmes que Dieu accorde en raison du sacrifice. Ainsi valeur et fruit différent comme cause et effet. »

La controverse exposée ensuite porte sur l'infini, non point du fruit, mais de la valeur. Conséquemment si l'application de la messe à des intentions déterminées est affaire de fruit et non de valeur, c'est à tort qu'on s'appuie sur le sentiment qui dit que la valeur est infinie. Or il semble bien qu'il en soit ainsi : car l'application proprement dite porte sur le « fruit » spécial.

Nous faisons cette remarque en passant. Entrons dans l'exposé de la controverse.

« Ici, poursuit le saint Docteur, une grande question très-controversée entre les Docteurs : le sacrifice de la messe a-t-il une valeur infinie. Il y a deux opinions.

« La première dit que sa valeur est *actu* finie et pour l'intensité et pour l'extension, de sorte qu'appliquée à plusieurs une messe leur profite moins qu'à un seul. » Nous nous permettrons de faire remarquer le mot *actu*, en fait, en réalité, dans le concret et pour chaque messe offerte : ce mot semble laisser la porte ouverte à cette assertion qui ne serait aucunement contraire au premier sentiment, que la valeur de la messe est indéfinie ou infinie en puissance *in potentia*. En tout cas la formule de la première opinion ne regarde pas la possibilité mais seulement le fait. En effet saint Alphonse, rapportant les raisons invoquées par les défenseurs de cette opinion dit : « D'autres se fondent sur cette raison : Bien que la messe en'elle-même et quant à la suffisance soit infinie, cependant, quant à l'effet, cette valeur est limitée par la volonté du Christ qui a institué ce sacrifice, de telle sorte que, à ne prendre que l'œuvre en elle-même indépendamment des dispositions des hommes, il ne produise que tel effet déterminé ou que tel degré de satisfaction ; bien qu'il puisse *ex opere operantis* croître en raison directe de la dévotion de celui par qui et de celui pour qui il est offert. »

« La seconde opinion, très-communément admise aujourd'hui, enseigne que la valeur de la messe est, en intensité et en extension, infinie, quant à la suffisance, en raison de l'infinie dignité du Christ qui est dans ce sacrifice, et la victime et le principal offrant.

.... Mais quant à l'effet ce sacrifice est fini : non en raison de son institution, c'est-à-dire, au sens de la première opinion, parce que le Christ aurait fixé pour chaque messe la quantité de satisfaction ; mais en raison de la capacité finie des hommes pour lesquels il est offert, desquels chacun reçoit un fruit en rapport avec les dispositions du prêtre et les siennes. Ainsi en est-il du sacrifice de la croix qui, tout infinie qu'en soit la valeur en matière de satisfaction, ne produit en nous aucun effet *actu* infini, parce qu'il agit à la façon de la cause universelle dans l'ordre surnaturel et n'opère que conformément aux dispositions des sujets. Ainsi encore des sacrements qui, malgré leur vertu infinie, n'ont dans la réalité, *actu*, qu'une efficacité limitée. D'où il suit dans ce sentiment qu'une messe appliquée à plusieurs profite autant à chacun d'eux que si elle était offerte pour lui seul.

Les deux sentiments ont ceci de commun : 1° l'un et l'autre affirme qu'en fait, *actu*, et quant à l'effet obtenu, le fruit de chaque messe est fini ; 2° ce fruit peut augmenter indéfiniment en raison des dispositions du prêtre et de ceux pour lesquels il offre le saint sacrifice ; 3° à ne considérer que la suffisance du côté de la victime et du principal offrant, la valeur du sacrifice de la messe est infinie.

Ils diffèrent en ce que le premier sentiment affirme que le fruit *ex opere operato*, est limité pour chaque messe ; le second au contraire

affirme qu'il n'est borné par aucune limite antécédente, chaque messe étant capable de produire un effet infini si l'effet lui-même était possible bien qu'en fait il soit toujours fini. Conséquemment, disent les premiers, une messe offerte pour plusieurs profite moins à chacun d'eux que si elle était offerte pour lui seul; conséquemment, disent les seconds, une messe offerte pour plusieurs profite autant à chacun d'eux que si elle était offerte pour lui seul.

Que penser spéculativement de ces deux opinions? Saint Alphonse dit que la seconde est plus probable, et Gury, beaucoup plus probable.

Nous nous demandons si l'exposition suivante ne serait pas plus voisine de la vérité que les formules précédemment citées des deux opinions.

La messe est un sacrifice destiné à représenter et à appliquer le sacrifice de la croix. Il le représente, non comme un nu mémorial, ni comme une pure imitation, mais comme étant une seule et même chose avec lui, quant au principal offrant, quant à la victime et quant à la vertu. Le mode seul de l'offrant est différent : *sola offerendi ratione diversa*.

Considérée sous le rapport de son identité avec le sacrifice de la croix, la messe n'est pas un second sacrifice ajouté au premier et qui fasse nombre avec lui : c'est un seul et même sacrifice. Et sous le même rapport, toutes les messes qui sont numériquement distinctes entre elles, ne forment avec le sacrifice de la croix qu'un seul et même sacrifice, lequel ne se multiplie pas par la multiplication des messes : *Una enim oblatione consummavit in sempiternum sanctificatos*. — Ainsi considérée, la messe a la même valeur que le sacrifice de la croix, la même, non par répétition et multiplication, mais par identité.

Considérée sous le rapport de sa différence avec le sacrifice de la croix, la messe est autre que le sacrifice de la croix quant au mode sous lequel l'un ou l'autre sacrifice est offert; le mode de l'un diffère spécifiquement du mode de l'autre, en particulier, quant à ces trois points : adjonction dans la messe d'un ministre secondaire au principal prêtre, d'une offrande secondaire à l'offrande principale, d'une application individuelle à l'attribution faite à tous des fruits du sacrifice principal. C'est par ces différences que la messe est autre que le sacrifice de la croix et que chaque messe diffère numériquement d'une autre messe.

Ces éléments ajoutés au sacrifice de la croix sont tous essentiellement limités; si la valeur de chaque messe prise en particulier, dépend de ces éléments constitutifs, qui doutera que la valeur ne soit dans chaque messe essentiellement limitée? Or il en est ainsi : peut-on parler d'une messe comme distincte du sacrifice de la croix et distincte des autres messes, sans entendre formellement ce par quoi seulement existe la distinction? Conséquemment, par la force des choses, et sans qu'il soit besoin d'un décret positif de Dieu, la valeur de chaque messe en particulier est finie.

Dieu a-t-il, par un décret fixé la limite que chaque messe ne saurait dépasser? Nous n'oserions le nier; nous l'affirmerions plutôt, par cette raison que les choses finies, susceptibles qu'elles sont de plus ou de moins, ont toutes et chacune leur mesure déterminée dans les décrets divins.

Mais que cette mesure existe, ou non, la perfection du fruit peut être indéfiniment plus grande. Si la limite extrême est posée par Dieu, on ne l'atteindra qu'à la condition de réunir les dispositions les plus parfaites possibles : ce qui n'aura jamais lieu. S'il n'y a pas de limite fixée, le fruit augmentera indéfiniment avec les dispositions tendant vers l'infini que nécessairement il n'atteindra jamais.

Voilà pour le côté spéculatif de la question. Pour le côté pratique, il est certain qu'on ne peut recevoir plusieurs honoraires pour une seule messe. Et saint Alphonse, après avoir déclaré plus probable spéculativement l'opinion qu'une messe offerte pour plusieurs profite autant à chacun d'eux que si elle était offerte pour lui seul, ajoute : « Mais le contraire étant encore probable, il n'est pas licite au prêtre qui a reçu un honoraire d'appliquer la messe pour le donateur conjointement avec d'autres, si ce n'est sous cette condition : supposé qu'il n'en subisse aucun détrimement. » Cette règle est très-sage et nous la recommandons à ceux qui suivraient l'avis que nous donnons plus haut, d'ajouter plusieurs intentions déterminées à celle qui répond à l'honoraire. Mais, à notre humble avis, elle n'autorise aucunement la pratique d'appliquer la messe *in globo* pour toutes les intentions courantes sans s'inquiéter de les déterminer et sans autre souci que de voir après un certain laps de temps si l'on a célébré autant de messes que l'on a reçu d'honoraires.

Q. — Le Rituel fait de l'assistance des mourants un devoir du curé. Ce devoir est bien difficile à remplir pour le curé d'une grosse paroisse, par le curé qui a une annexe. Je serais bien reconnaissant à l'*Ami du Clergé* de me dire la gravité de cette obligation et les raisons qui peuvent en dispenser.

R. — A cette question nous ne pouvons pas donner de meilleures réponses que celles qui ont été données par la Sacrée Congregation du Concile. Entre autres questions l'évêque de Bâle avaient posé la suivante à la Sacrée Congregation :

— An hæc obligatio (moribundi ad assistendi) sit sub gravi?

— An eadem obligatio urgeat erga moribundos, qui pie vixerint ac bene dispositi videantur?

— An in longa agonia usque ad extremum spiritum perstare teneantur?

— Inter cæteras excusationes, quæ afferri possunt, an speciatim parum firma valetudo, negotium non ita urgens, locorum distantia, viarum difficultas, tempus nocturnum.... nimium frequentes casus agonizantium, sunt legitima impedimenta?

Le travail présenté à la Sacrée Congrégation par le rapporteur est trop longue pour que nous puissions le donner ici en entier, nous nous contenterons de l'analyser en reproduisant intégralement les principaux passages.

Après avoir rappelé l'obligation le rapporteur vient à la question : an hæc obligatio sit sub gravi ?

Il répond : In duplicem abeunt doctores sententiam. Alii enim tenent istiusmodi obligationem parochum urgere sub gravi. Ita Catalani, in *commentario ad Rituale Romanum* : « teneri ex » justitia parochum infirmis parochiæ suæ assis- » tere, potissimum in commendatione animæ, » certa sententia est, unanimi theologorum con- » sensu comprobata, peccantque idcirco lethaliter » parochi illi, qui ubi infirmis præsertim paupe- » ribus sacramenta administrarunt, eorum facies » amplius non vident, nisi cum mortuos afferre ad » ecclesiam debent. »

Il cite encore Barbosa et Giraldi et ajoute : quibus adjungi debent statuta plurium synodo- rum tam provincialium quam diœcesanarum, quæ graves infirmis pœnas contra id negli- gentes, indubie retinuerunt hujusmodi defectum lethale peccatum importare.

Contra vero non desunt qui contrarium tenent, quos inter recensendus Possevinus qui in trac- tatu *de officio curati* cap. XIII n. 13, quærit an hæc obligatio sub gravi ? Et respondet : « Non » credo, quia videtur res levis, nisi in eo qui ad » talem statum sit redactus cum mortali, puta » non confessus aliquo pravo affectu, vel cum » perseverantia in statu mortali : quia iste cum » sit in magna indigentia pœnitentiæ, videtur » curatus tanquam pastor teneri omnimodo et » via, dum superest halitus, illius salutem pro- » curare, et tanto gravius credo teneri, quanto » periculosius est damnum vicinum et irrepara- » bile moribundi. »

Venant à la 2^e question il répond : observan- dum puto, quod certo certius in extrema vitæ horâ dæmones maximos faciunt impetus, ut æterna- liter devorent et auferant animas, hinc non est dubium, quin majori periculo expositi sint qui in prava habitudine et vitiose vixerunt quam qui piam et honestam vitam duxerunt.

Proinde etiam major urget obligatio erga mori- bundos, in quibus ille habitus vitiosus remanet et qui infernalibus hostibus facilem accessum præbet quam erga illos qui christiane vixerunt.

A la 3^e il répond en citant encore Possevin qui dit : Si moribundus sit impœnitens, credo teneri omni modo et viâ, dum superest halitus, illius salutem procurare, et tanto gravius teneri quanto periculosius est damnum vicinum et irreparable moribundi. Si vero is recepit sacramenta et christiane vixerit, est bonum apud illum manere, sed non necessarium, consuetudine generali interpre- tante.

Puis après avoir cité Frassinetti qui parle dans le même sens il conclut : Cæterum in perpensis

necnon aliis quæ huc usque adhuc exposita fue- runt grave non erit EE. PP. sapientiæ etiam hanc dirimere quæstionem.

Pour la 4^e question il répond : Difficillime esse videtur determinare, in hoc vel alio speciali casu veram et propriam adesse rationem dispensatio- nis ab officio assistendi moribundis. Ponderandæ potius viderentur circumstantiæ parochi occu- rentes, necnon status moribundi, ejusque morales qualitates...

Quibus animadversis, Sacre Congregatio Con- cillii, causa discussa sub die 23 Martii 1878, res- pondere censuit : *super adsistentia infirmorum standum præscriptionibus Ritualis Romani : in reliquis consulat probatos auctores.*

Q. — Accepto a nostro R. Pontifice Leone XIII, 15 De- cem. 1879 a. magno privilegio tribus diebus, per hebdo- madas, occurrente duplici sive majori, sive minori, can- tandi missam « de Requiem » in Ecclesiis tantum paro- chialibus — in Ecclesia, ubi unicuique sacerdos, hæc gratia intellectur perlucida est; sed si plures, uti in nostra munificentissima Basilica SS. Sèpulchri B. N. Miechoviæ (pulchriorem in tota Polonia non invenies) magnum inter- cedit dubium :

1) An Parochus et ejus vicarii in hac Ecclesia uno eodem- que die, tres missas de Requiem quia tres sunt in duplici et libitu eligendo, cantare possunt.

2) An propterea, cuivi sacerdoti in eadem Ecclesia in duplici, eo ipso die de Requiem celebrare licitum est.

Et 3) Deinde, an præsentis corpore, vi hujus privilegii, omnes sacerdotes sæculares, Missam de Requiem in duplici cantare possunt.

R. — Oui, dans les diocèses qui ont obtenu le privilège de chanter quelquefois par semaine des messes de *Requiem* aux jours du rit double, on peut chanter le même jour, dans la même église, plusieurs messes de *Requiem*. La concession étant générale, il n'y a aucune raison de la res- treindre à une seule messe. D'ailleurs, une déci- sion de la Sacrée Congrégation des Rites, donnée en 1878 à l'évêque de Tarantaise, a tranché cette question.

Voici cette décision :

« Vi indulti apostolici diei 30 julii 1863, in ec- clesiis diœceseos Tarentasiensis tribus vicibus in qualibet hebdomadâ, occurrente licet ritu duplici cani valent missæ de Requie... Indultum simile viget in cæteris s. bandiæ diœcesibus. Sed cum eadem non sit in omnibus illius interpretatio, quæritur :

« Utrum die ritus duplicis plures missæ de Re- quie cantari valeant in eadem ecclesiâ ?

« Sac. Cong. Rit. rescribere censuit : Affirma- tive. »

Donc : 1^o Le curé et ses deux vicaires peuvent dans une église, jouissant de ce privilège, chanter un jour de rit double trois messes de *Requiem*.

2^o Tout autre prêtre célébrant dans cette église peut également chanter en ce jour une messe de *Requiem*.

3^o Si un enterrement a lieu en un jour du rit double, toutes les messes chantées peuvent être des messes de *Requiem*.

Au mois de janvier dernier, je vous adressais deux questions en vous demandant les numéros qui me manquaient. Je n'ai pas vu de réponse.

1^o Je vous disais que votre réponse de sortir de la sacristie par le côté de l'Épître et rentrer par le côté de l'Évangile, quand la porte est derrière l'autel, avait excité des discussions. Attendu que le prêtre prend toujours le côté droit, en sortant pour les processions, le chemin de la croix...

2^o Je demandais si les litanies du saint nom de Jésus sont indulgenciées comme celles de la sainte Vierge.

3^o J'ajoute : Notre archevêque a remplacé dans les litanies de la sainte Vierge l'Oremus *Gratiam tuam quæsumus*, qui se dit à l'Angelus, par l'Oremus, *Defende, quæsumus Domine, beatâ Mariâ semper Virgine...* qui n'est ni dans le Missel, ni dans le Bréviaire, ne paraît par conséquent pas canonique. Je demande donc : l'Oremus est-il nécessaire pour gagner les indulgences, ou l'évêque a-t-il pu changer cet Oremus dans la récitation des litanies de la sainte Vierge ?

4^o Vous avez parlé de chant de prières liturgiques pendant la messe : Je viens vous demander si le dimanche qui suit l'enterrement, il est permis de chanter le *De profundis* pendant l'offrande qui se fait d'après l'usage ; toute fois après qu'on a chanté l'Antienne de l'Offertoire ?

5^o Est-il permis de chanter dans les messes de morts solennelles après l'élévation, le *Pie Jesu Domine....*

R. — Ad I. Oui, nous avons dit : quand la porte de sacristie est derrière l'autel, si le chemin de la sacristie à l'autel est libre des deux côtés, le prêtre, pour dire la messe, doit arriver à l'autel du côté de l'épître et retourner à la sacristie du côté de l'évangile.

Cette réponse a été donnée par la Sacrée Congrégation des Rites elle-même, le 12 août 1854, à la 17^e question posée par l'évêque de Saint-Brieuc. L'évêque demandait : « In sacello majoris seminarii stat sacristia post altare, et ministri accedere possunt ad altare tam ex parte Evangelii quam ex parte Epistolæ. Quæritur ante missam quam ex parte exire debeant ad altare ? et quâ parte post missam redire debeant ad sacristiam ? »

Sac. Cong. répondit : A sacristiâ e sinistrâ egrediendum, a dexterâ ad illam accedendum. »

Or, la droite de l'autel est le côté de l'évangile, comme l'enseigne la rubrique du missel, part. II, tit. iv, n. 5.

Ad II. Une indulgence de 300 jours est attachée à la récitation privée ou publique des litanies du saint Nom de Jésus ; mais seulement pour les diocèses qui en ont fait la demande. Pour gagner ces indulgences, il faut réciter les litanies telles qu'elles ont été approuvées, c'est-à-dire ne rien changer aux invocations et y ajouter les deux oraisons qui les suivent et qui commencent par ces mots : *Domine Jesu Christe — Sancti nominis tui, Domine.* (Déc. du 21 août 1862.)

Ad III. 1^o L'oraison : « Defende, quæsumus, Domine, beatâ Mariâ semper virginem intercedente est canonique et se trouve dans le Missel ; elle est la 8^e des « oraisons diverses. »

2^o Pour gagner les indulgences attachées à la récitation des litanies de la sainte Vierge, il n'est pas nécessaire d'ajouter aux litanies l'oraison : *Gratiam tuam.*

Ad IV et V. Ces usages peuvent être conservés.

Q. — Pour que plusieurs personnes, récitant en commun le chapelet, puissent gagner les indulgences attachées à cette récitation il suffit que l'une d'elles tienne en main un chapelet indulgencié. La même concession existe-t-elle en faveur des chrétiens indulgenciés pour le chemin de la croix ?

R. — Non, cette concession ne leur a pas été faite. Les malades et les autres personnes qui sont dans l'impossibilité de visiter les stations du chemin de la croix peuvent gagner les indulgences attachées à cette pratique de piété si elles récitent 20 *Pater, Ave* et *Gloria Patri*, en tenant à la main un crucifix indulgencié à cet effet. Mais pour que plusieurs de ces personnes, récitant en commun ces prières, puissent gagner les indulgences du chemin de la croix, toutes doivent tenir à la main un crucifix indulgencié ; si une seule tient un crucifix indulgencié, elle seule gagne les indulgences.

Cette décision a été donnée en 1842 par la Sac. Congrégation des Indulgences en réponse à la question suivante : « An quando possessor crucis cui applicatæ sunt indulgentiæ viæ Crucis, preces præscriptas recitat una cum aliis qui sibi non habent crucem tali privilegio ditatam, possint adstantes et simul recitantes, easdem indulgentias lucrari, quas lucratur possessor crucis ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Negative, absque speciali facultate. »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un curé qui a obtenu du conseil municipal une somme insuffisante de 200 francs pour réparer une église paroissiale qui tombe en ruines, peut-il, sans demander à M. le maire une autorisation qui lui serait refusée, ouvrir une souscription et porter sa liste dans les diverses maisons de sa paroisse ?

2^o S'il ne peut pas aller de maison en maison recommander cette œuvre d'un intérêt général ne peut-il pas inviter ses paroissiens à venir souscrire chez lui ?

3^o Enfin, supposé qu'étant assez heureux pour recueillir la somme nécessaire pour la moitié des dépenses pourrait-il de par la loi obliger le maire et le conseil municipal qui en grande partie lui est hostile à remplir les formalités prescrites pour que le dossier puissamment recommandé ailleurs, arrive à la Préfecture et obtienne du gouvernement une somme supplémentaire qui lui sera demandée ?

Je n'ignore pas que la dernière question surtout est pleine de difficultés. Mais je suis jeune, j'ai de l'ardeur ; grâce à Dieu, j'aurai de la patience si vous me donnez quelques espoirs de triompher de ces difficultés, j'en triompherai par le secours de Dieu et la protection de St-Joseph patron de ma paroisse.

R. — Ad 1^{re}. Oui ; les fabriques, en effet, ont le droit d'ouvrir et de recueillir des souscriptions soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire des curés, pour la restauration ou la reconstruction des églises et presbytères. Le produit des souscriptions recueillies au nom des fabriques pour cette destination leur appartient et doit être versé dans leur caisse. Le conseil d'État, dans un avis du 16 mars 1868, a sanctionné cette doctrine.

Comme ces difficultés se représentent à chaque instant, surtout depuis que le gouvernement nous

fabrique paroissiale et doit être affecté à la réparation de l'église conservée. La demande de dommages-intérêts faite par la commune ne saurait aboutir.

Au reste, ni la fabrique ni la commune ne peuvent entamer un procès sans l'autorisation de l'administration supérieure. La justice administrative aura donc à dire son mot avant que l'affaire soit portée devant l'autorité judiciaire, et ce mot probablement tranchera la difficulté de manière à empêcher les adversaires de passer outre.

Q. — Les écoles sont-elles classées parmi les choses d'utilité publique?

Un propriétaire dans un hameau distant de 215^m du chef lieu de la commune et possédant l'emplacement le plus convenable pour des écoles, est avisé par les membres du conseil municipal qu'il sera exproprié de son clos, qu'a-t-il à craindre?

R. — Sans aucun doute, les écoles communales sont classées parmi les choses d'utilité publique et peuvent donner lieu à des expropriations de terrains. Par le seul fait qu'elles sont ouvertes à tout le monde et que, par la récente loi de l'obligation, que tout le monde doit les fréquenter, ce caractère d'utilité publique est manifeste. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'une école libre.

Le propriétaire menacé n'a pas d'autre moyen de conjurer ce qu'il considère comme un désagrément pour lui, que de protester et de faire protester les habitants de la commune avec lui, lorsque l'enquête de *commodo et incommodo* sera ouverte, en démontrant, si cela est possible, que l'endroit est mal choisi, et qu'un autre plus centrale serait préférable.

Q. — Une personne voudrait exhumer du cimetière public son unique enfant ensevelie depuis deux ans pour l'inhumer dans sa propriété distante de 50 mètres environ du village; quelles autorisations lui sont nécessaires? Par quelles formalités peut-elle les obtenir?

J'ai parcouru attentivement la table des matières des trois volumes parus de *L'Ami du clergé* sans trouver une semblable question, peut-être dépasse-t-elle les limites du programme que vous vous êtes tracé, je n'hésite point néanmoins à vous consulter sur ce point, persuadé que ces petits détails de la jurisprudence civile n'ont point échappé à vos connaissances si variées et toujours sûres.

R. — Nous avons certainement répondu d'autres fois sur cette question. Si les tables des matières n'en parlent pas, elles sont défectueuses sur ce point. Dans tous les cas, voici la jurisprudence sur ce point.

1° D'après l'art. 14 du Décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804), toute personne peut être enterrée sur sa propriété, pourvu que la dite propriété soit hors ou à distance prescrite de l'enceinte des villes et des bourgs. Cette distance est de trente cinq à quarante mètres aux termes de l'article 2 du même décret. Sous ce rapport, l'individu ou la famille dont parle notre correspondant est en règle, et si, lorsque l'enfant est mort, il avait exécuté son projet, il lui eût suffi de prévenir le maire de son intention. Aujourd'hui la

situation se complique par la nécessité d'une exhumation, et celle-ci est soumise à d'autres formalités.

2° Toute exhumation est défendue avant cinq ans résolus, à moins que l'autorité supérieure ne l'ordonne ou ne la permette. Quand elle l'autorise, ce n'est néanmoins qu'après 3 ans, hors le cas où elle serait requise pour information judiciaire.

Toutefois la police des cimetières étant exclusivement aux mains des maires, ceux-ci ont des qualités pour donner des autorisations.

En cas de mauvais vouloir de la part de ces magistrats, les recours contre leurs décisions et les décisions des préfets doivent être formées devant le ministre de l'intérieur. (*Avis du Conseil d'Etat du 10 août 1841*).

Lorsque l'autorisation d'exhumer a été accordée, doivent assister à l'opération un membre de la famille du défunt, un commissaire de police, ou bien, dans les localités qui n'en ont pas, celui qui en remplit les fonctions, et un homme de l'art pour veiller à l'emploi des précautions hygiéniques. Le fonctionnaire présent à l'exhumation est tenu d'en dresser procès-verbal pour le remettre à l'autorité civile dans un bref délai.

Quand il s'agit de l'exhumation d'un chrétien faite par une famille chrétienne, il est de haute convenance que l'autorité ecclésiastique soit avertie du jour et du moment de l'opération afin que la translation du mort soit environnée des formes de respect et de deuil qu'exige une pareille cérémonie. D'après un usage universellement suivi, un prêtre revêtu du surplis et de l'étole noire redit sur la nouvelle tombe les prières de l'inhumation.

VARIÉTÉS.

LES ÉGLISES ET LE 14 JUILLET.

Comme on pourrait s'y attendre, la fameuse circulaire de M. Flourens, directeur général des cultes, à l'occasion du 14 juillet, a provoqué dans beaucoup d'endroits des désordres fâcheux et de violentes illégalités. Nous l'avions prévu dès la première heure. Un gouvernement qui, après avoir déclaré que la fête du 14 juillet avait un caractère « purement civil, » démontre, très fausement d'ailleurs, aux municipalités qu'elles ont le droit d'y faire concourir les choses « purement religieuses » comme les presbytères, les églises et les cloches, devait nécessairement soulever les passions sectaires et anti-religieuses partout où il y en aurait. Ça n'a pas manqué. Nous relevons quelques faits fort instructifs qui jettent le plus triste jour sur cette misérable politique qui a mission de pacifier les esprits et qui, au contraire, multiplie ses efforts pour allumer la guerre civile.

Voici, d'après le *Vignais*, ce qui s'est passé au Vignais :

La soirée du 13 juillet a été marquée, au Vigan, par de graves événements. A cinq heures, le commissaire de police accompagné d'une escouade de pompiers, publie la fête et annonce comme faisant partie du programme la sonnerie des cloches, pour six heures du soir. A six heures, il se présente à la porte du clocher accompagné de deux agents de police. Il trouve la porte fermée. Le commissaire envoie alors l'un des agents requérir un serrurier. Le citoyen Guibal fils arrive bientôt, porteur d'un immense trousseau de clefs et de rossignols. A ce moment, M. l'abbé Bresson, vicaire de la paroisse, se présente et proteste contre cette menace de violation et prend ses témoins.

Monsieur le curé, que le commissaire avait fait demander arrive sur ces entrefaites et rencontre près de l'église le sous-préfet Spinosi (présent ce jour-là au Vigan) accompagné du maire Gay.

Ces messieurs demandent à M. le curé les clefs du clocher. On parle, et la foule, qui a grossi, remarque avec étonnement que MM. les ecclésiastiques sont découverts, tandis que les autorités gardent le chapeau sur la tête.

M. l'archiprêtre fait remarquer qu'il est prêt à livrer la clef du clocher s'il s'agit seulement de sonner la cloche de l'horloge, mais que pour ce qui concerne la cloche paroissiale et la cloche des pénitents il croit de son devoir de la refuser. Il demande à M. le maire sa parole d'honneur qu'une fois la clef en sa possession il ne fera sonner que la cloche municipale. Le maire refuse de prendre tout engagement et déclare qu'il passera outre et fera son devoir. Sur ce, les autorités se dirigent vers la porte du clocher.

La foule grossit toujours et fait entendre des murmures significatifs. On essaie en vain, pendant près d'une heure, de forcer la serrure, puis de soulever la porte avec de forts leviers. Ni clefs, ni pinces, ni leviers, rien ne réussit. A bout de ressources, la police se dirige vers la grande porte l'église pour pénétrer dans le clocher par l'intérieur; la foule qui garde les portes repousse les agents et s'enferme. Les autorités battent en retraite, le peuple qui reste encore dehors applaudit avec frénésie, et dans son enthousiasme il acclame notre digne curé. Les portes de l'église s'ouvrent, la foule l'envahit et chante, les larmes dans les yeux, le *Parce Domine* qu'elle répète trois fois!

M. l'archiprêtre, dont l'attitude à la fois si énergique et si modérée a fait l'admiration de tous, n'a cessé, pendant tout ce temps, de recommander à son peuple le calme et la prudence, tout en le félicitant de sa belle conduite.

La *Gazette de Nîmes* annonce que les agissements de l'autorité ont provoqué à Aulas des désordres analogues :

La population, en l'absence de M. le curé, a défendu ses cloches, malgré la présence du maire et du garde-champêtre. Le battant de la cloche a été enlevé par les catholiques, et les serruriers ont dû pour sonner se servir du marteau. La population catholique a chassé les assaillants et est restée maîtresse du clocher.

D'autre part, l'*Union de l'Ouest* fait le récit suivant des faits qui se sont passés à Brissac :

Le 14 juillet, le maire s'est présenté à la porte de l'église dès le matin, demandant qu'on lui ouvrît la porte pour qu'il pût faire pavoiser l'église. Le curé refusa. Le maire fit alors réquisitionner un serrurier pour crocheter la porte.

Plusieurs ouvriers, successivement appelés, refusèrent. Enfin, l'un d'eux se mit à l'œuvre : après une demi-heure de travail et d'efforts, il dut renoncer et déclarer le crochelage impossible. Le maire furieux ordonna d'apporter des échelles de couvreur. On put ainsi escalader le clocher et y arborer six drapeaux. Grande victoire!

Pendant toute cette scène, qui a duré une heure et demie, une bande d'énergumènes entourait le maire, vociférant, injuriant le curé, et criant : « Enlevez-le ! » D'autres habitants ripostaient : « Vive le curé ! » Bref, par la faute du maire, le 14 juillet a été, à Brissac, une journée de trouble et de discorde, sans parler du ridicule qui reste

attaché désormais à l'administration de ce maire trop faible pour résister aux injonctions des radicaux.

Le *Patriote* dit que les pompiers sont parvenus à « entrer par une trappe de la toiture, » — ce qui constitue une invasion. « Cette fois encore, ajoute le *Patriote*, force est restée à la loi. » A quelle loi ? le *Patriote* devrait bien le dire, s'il peut. Peut-être croit-il que la circulaire de Monsieur Flourens fait la loi.

Le *Patriote* rapporte aussi que deux drapeaux ont été apposés aux piliers extérieurs du presbytère. « Aussitôt mis, ces drapeaux ont été enlevés par le curé ou par ses agents et jetés violemment à terre. » Voilà une forme d'accusation assez saugrenue. Ce narrateur, qui a si bien vu, ne sait pas distinguer le curé de ses agents.

Enfin l'*Echo Saumurois* publie la protestation suivante, qui indique de quelle façon la municipalité de Saumur s'y est prise :

Saumur, 14 juillet 1882.

Monsieur le Maire,

Nous apprenons que ce matin, au point du jour, vous avez fait pavoiser la façade extérieure de nos églises sans entente préalable avec l'autorité diocésaine, sans en avoir donné le moindre avis soit à MM. les curés, soit à MM. les présidents des conseils de fabrique.

Nous protestons, Monsieur le Maire, au nom de Monseigneur l'évêque d'Angers, dont vous avez méconnu les droits. En effet, d'après l'article 12 du Concordat, qui ne distingue pas entre l'extérieur et l'intérieur, le gouvernement « met les églises nécessaires au culte à la disposition de Nos Seigneurs les évêques.

Nous protestons au nom des fabriques : vous disposez des églises, Monsieur le Maire, comme si les fabriques n'existaient pas, et cependant elles sont « chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples » (art. 1^{er} du décret du 30 décembre 1809), tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et contribuent, suivant leurs ressources, à réparer ces édifices et au besoin à les reconstruire. Nous nous réservons d'ailleurs, monsieur le maire, selon les circonstances, de faire reconnaître nos droits par les autorités judiciaires compétentes.

Nous ajoutons, monsieur le maire, que nos églises étant affectées d'une manière exclusive et perpétuelle au service religieux, vous n'avez pu les détourner de cet usage sacré, les associer à une fête purement civile, et cela à notre insu, sans manquer envers nous à toutes les convenances administratives; sans alier contre la circulaire ministérielle du 14 juin, selon laquelle dans le cas présent, l'autorité ecclésiastique doit être au moins prévenue par la municipalité et mise à même de donner son avis. Enfin, Monsieur le maire, quelle étrange contradiction entre vos principes avoués et vos actes! Aujourd'hui, vous pavoisez nos églises; hier, vous demandiez que la politique fût à jamais séparée de la religion, et demain, vous le demanderez encore.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos très-humbles serviteurs.

(Suivent les signatures.)

Voilà donc comment ces prétendus idolâtres du peuple traitent leur idole. Si l'on était condamné à subir longtemps un tel régime, ce serait à conjurer Dieu de nous retirer au plus tôt de la scène du monde.

Courrier de l'Utile.

LE POIVRE

Le poivre est le fruit du poivrier commun récolté un peu avant sa maturité. Il est originaire des Indes, mais on le cultive dans les îles de Borneo, de Sumatra, de Java, à Cayenne et dans la presqu'île de Malacca.

On distingue le poivre noir et le poivre blanc.

Le poivre noir est une baie sèche, sphérique, régulière, de la grosseur d'un petit pois. L'enveloppe brune et ridée par la dessiccation, recouvre une graine dure, âcre, brûlante, et d'une saveur caractéristique.

Le commerce connaît trois variétés de poivre noir : 1^o le poivre lourd, peu ridé, sphérique, régulier, d'une couleur bleu-marron et d'une cassure farineuse et jaunâtre.

2^o Le demi-lourd, dont les grains sont moins gros, moins réguliers, l'enveloppe plus ou moins ridée; la cassure est aussi d'un jaune plus pâle.

3^o Le poivre léger, d'une densité moindre que les précédents. Les grains sont inégaux; l'écorce présente des rides plus profondes et parce qu'il est creux au centre, il est plus facile à pulvériser.

Les poivres les plus recherchés comme condiment, sont le Malabar, le Penang, le Singapore, le Tellichéry, et l'Alépy. Celui-ci est le plus estimé; c'est le seul qui soit exempt de pousse ou de grabeaux, poussière et débris, connu sous le nom d'épluchures, formés par l'enveloppe, le pédoncule et les grains altérés. Le prix du poivre varie suivant la qualité de 310 à 390 francs les 100 kilogrammes.

Le poivre blanc est le poivre noir décortiqué. Pour le dépouiller de son écorce, on le fait gonfler dans l'eau, sécher au soleil, puis on le soumet à un frottement convenable.

Le poivre noir en grains est souvent falsifié. On a constaté l'existence d'un poivre factice fabriqué avec des grains de navette, recouverts d'une pâte composée de farine de seigle et de débris de poivre ou de poudre de moutarde; ou bien encore cette pâte était faite de tourteaux de navette ou de chènevis, épicés avec de la racine de pirèthre. On fabrique encore du poivre avec de la farine de lin ou du son mis en pâte, coloré et épicé avec du grabeau, du poivre pulvérisé.

En 1866, la police saisit en une seule fois 1800 quintaux de ce poivre factice.

Il est facile de constater la fraude en mettant le poivre dans l'eau. Comme le poivre artificiel est plus dense que ce liquide, il va au fond, s'y désagrège, et produit une espèce de bouillie.

Le poivre blanc est quelquefois aussi falsifié. A l'aide d'un mouillage de gomme, on l'enrobe de fécule, de talc, de sulfate ou de carbonate de chaux et même de carbonate de plomb.

Si l'on fait macérer ce poivre dans l'eau, sur-

tout si on agite fortement, l'élément frauduleux se détache et se dépose au fond du vase.

Le poivre se vend aussi soit en poudre fine, soit en poudre grossière qui porte le nom de Mignonnette.

Autrefois les épiciers réduisaient eux-mêmes, le poivre en poudre, à l'aide de moulins. Cette coutume offrait le double avantage d'éviter un grand nombre de falsifications et de conserver au poivre son arôme. Aujourd'hui le plus grand nombre des marchands achètent le poivre moulu, poivre dont la pureté est souvent illusoire. D'ailleurs la mouture pratiquée à la meule altère le poivre en l'échauffant et lui faisant perdre une partie de son principe aromatique; inconvénient que n'a pas le moulin.

Les falsifications du poivre sont innombrables : la seule énumération des principales est stupéfiante : Tourteaux pulvérisés de chènevis, de colza, de navette, de faines; féculs blanches et grises et surtout de fleurage, de pommes de terre; farines de céréales, de riz, de maïs, de haricots, de lentilles; poudre de piment, de maniguette, de feuilles de laurier, de noyaux d'olive; épices d'Auvergne, poudre de tourteau de lin et de sésame; matières minérales, la craie, la terre pourrie, plâtre, l'argile et pour comble de scélératesse, balayures de magasin.

La constatation de ces fraudes est remplie de difficultés, même pour les savants habitués à ces sortes de recherches; elle se fait au moyen du microscope et des réactifs; ces procédés seraient sans intérêt pour nos lecteurs.

Il faut se défier du poivre livré en boîte ou en sacs plombés et garanti pur; nous pouvons garantir que très-souvent ce poivre est falsifié dans les proportions de 20 à 25 0/0 de matières étrangères.

Le meilleur moyen d'avoir du poivre pur est de l'acheter en grains de bonne qualité et de le mouder soi-même au fur et à mesure de la consommation.

Dans le bon vieux temps ces falsifications devaient être moins générales. Si à l'époque où vivait Boileau elles eussent été aussi communes qu'aujourd'hui ce poète n'eût certes pas fait dire à un de ses personnages :

Quand on parle de sauce, il faut qu'on y raffine;
Pour moi, j'aime surtout que le poivre y domine.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 2 augusti.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

troisième fois, a donné la république à la France : disons mieux, a livré la France à la République. »

1 vol. in-8° de xxxiv-697 pages.

Prix : 4 francs ; — et par la poste, *franco* 4,75.

..

M. Périgaud n'a pas écrit son *Héroïne* dans la seule pensée de donner une restitution de la société romaine, telle qu'elle était aux premiers siècles de l'Eglise : le but de l'écrivain religieux a été surtout de nous montrer le rôle de la femme chrétienne dans une société malade et d'offrir en exemple aux femmes cette Cœcilia dont le courage et les vertus ont brillé d'un si vif éclat au commencement du troisième siècle. La Cœcilia de M. l'abbé Périgaud n'est autre que sainte Cécile que l'auteur nous présente, sous le triple aspect de vierge, de fiancée et de martyre. La musicienne n'est pas non plus oubliée, et nous voyons dans la prison marmontaine chanter sur la harpe les louanges du Dieu pour lequel elle souffre.

On a blâmé M. l'abbé Périgaud d'avoir transformé en roman, avec le concours des légendes, l'histoire authentique d'une sainte qui figure aux actes de l'Eglise Catholique. Le blâme serait mérité si le romancier avait dénaturé le caractère le dévouement et les qualités de la noble fille du patricien Cœcilius Métellus. Mais il n'en est rien. Sainte est Cécile dans le martyrologe romain ; sainte elle nous apparaît devant son fiancé Valérien, dans ces catacombes et dans le prétoire des proconsuls d'Alexandre Sévère.

L'*Héroïne des Catacombes*, comme sujet traité et comme forme de récit, prend rang à côté de la *Fabiola* d'Alexandre de Guiraud, de la *Perle d'Antioche* de l'abbé Bayle, d'*Emilia Paula* de l'abbé Bareille, et des *Martyrs de la Porte Capène* de M. Quinton.

1 beau vol. in-12 de 400 pages. Titres rouge et noir, 3 fr.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La bourse est un peu revenue en arrière sur les cours de la semaine passée.

Au lieu de 81.65, le 3 0/0 cote 81.05 ; l'Amortissable perd juste 1 fr. à 81.20 ; le 5 0/0 est revenu à 114.70, en diminution 1.15.

Ce recul provient de l'incertitude où l'on est au sujet de la solution des affaires d'Egypte. On arme dans tous les ports de France, l'Angleterre expédie chaque jour de nouvelles troupes. Arabi-Pacha s'organise de plus en plus pour résister, et la conférence diplomatique réunie à Constantinople ne décide rien. Cependant, d'un moment à l'autre la situation peut changer de face. Sera-ce en bien ? sera-ce en mal ? Il y a autant à parier pour l'un que pour l'autre ; mais comme on incline cependant pour le parti d'un arrangement quelconque, on ne descend pas d'une manière trop sensible.

Ainsi, en fait de chemins de fer, l'Est et l'Orléans ne perdent que 5 fr., et clôturent le 1^{er} à 740, et le second à 1330. L'Ouest gagne 5 fr. à 795. Le Lyon et le Nord, dont le prix est toujours coté plusieurs centaines de francs au-dessus des autres lignes, ont perdu : celui-ci 25. à 1990

au lieu de 1615, et celui-là 20 fr., à 1640 au lieu de 1660.

Les Sociétés de crédit ont peu variés d'une semaine à l'autre.

D'ailleurs, tant que la situation ne sera pas tout à fait redevenue normale, elles ne provoqueront que des affaires très-limitées.

La Banque de France a reculé à 5320. Le Suez, que l'on avait poussé à 2660, est retombé à 2300. Le Panama fait 538. Lourdeur sur l'Italien, qui a faibli à 86.60, et sur le Turc, que nous laissons à 10.90.

..

Pendant que nous écrivons ces lignes, voilà qu'on nous annonce la chute du ministère, battu par 450 voix contre 75, dans la question des crédits égyptiens.

L'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne travaillaient sourdement à nous chasser de l'Egypte : de par ce vote nous en voilà chassés par nous-mêmes.

Plus que jamais impossible de prévenir une solution, et durant plus ou moins de temps, le monde financier va se trouvé ballotté en sens inverse.

Au milieu de cette perpétuelle instabilité des cours, on peut voir combien nos conseils, qui tendent toujours à faire préférer les valeurs connues et qui ont fait leurs preuves, sont justes et fondés.

On n'aime pas ce qui ne tient pas bon, ce qui branle. Voilà pourquoi nous indiquons toujours des titres sur lesquels on peut avoir une entière confiance, soit à cause de leur passé prospère, soit pour l'honorabilité des personnes dirigeant l'entreprise.

Les actions de la *Société générale de Librairie catholique* sont une de ces valeurs qui se recommandent aux hommes qui aiment la netteté dans la conduite d'une affaire et la précision dans ses résultats. C'est à la fois un titre *foncier, mobilier et industriel*.

Foncier, puisque la société est propriétaire du magnifique hôtel où elle est installée, 76, rue des Saints-Pères, et de la maison de rapport y attenant, 76 bis.

Mobilier, car elle possède un stock de livres et d'éditions considérable, des clichés artistiques et typographiques par milliers.

Industriel, car elle a une organisation de premier ordre comme publicité par ses journaux et revues, et comme écoulement par ses voyageurs, par ses représentants et par ses succursales.

En somme, l'action de la *Société générale de Librairie catholique* est une valeur qui produit 5 et 6 0/0, sans aucune retenue d'impôt sur les coupons.

Et maintenant qu'elle est sur le point de réaliser les améliorations qui ont été décidées dans la dernière assemblée des actionnaires, il est incontestable qu'elle donnera un revenu supérieur.

Profitez donc des cours de 500 francs où sont encore ses actions, cher lecteur, et mettez-en au moins une ou deux dans votre portefeuille.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^o de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblie par l'Évangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^o de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^o de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*).

1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuve et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 32 :

PRÉDICATION : Pour le jour de l'Assomption : l'incomparable glorification de la Sainte Vierge. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret général de la S. Congrégation de l'Inquisition au sujet de la bénédiction nuptiale. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelles économies peut faire un curé sur son revenu ecclésiastique, sans se rendre coupable de péchés ? — Honoraires de messe à acquitter *ad intentorem dantis*. — Un prêtre à cha ge d'âmes est-il tenu de célébrer une anniversaire, une neuvaine, s'il peut prévoir qu'on ne la lui paiera pas ? Pourquoi en dise Billard, peut-on prescrire contre les rubriques ? — Le parrain et la marraine doivent-ils réciter le Credo en latin, que faire s'ils ne le savent pas ? Une abbesse bénédictine a-t-elle le droit à l'usage de la crosse ? — Dans quel sens placer un drapeau mortuaire porté par quatre personnes et sur le quel se trouve une grande croix ? Quelle direction donner à une croix de mission ? Quelle est la place de la personne qui porte une croix de bois dans les funérailles ? — Conduite à tenir par un curé vis-à-vis de la femme d'un homme qui pour échapper à ses créanciers a passé tous ses biens au nom de sa femme ? — Les paroisses, comme personnes morales peuvent prendre des engagements et ces engagements sont valides *in perpetuum* ; Il n'est pas permis d'ajouter quoi que ce soit aux litanies de la Ste Vierge ou des Saints — Un curé est-il obligé de rester auprès d'un agonisant qui a perdu connaissance ? — Dans quelles circonstances un curé n'est-il pas tenu de prêcher tous les dimanches ? — Que faut-il entendre par sorciers, malefices etc. ? — Les fabriciens d'une paroisse peuvent-ils réclamer pour l'église un droit perçu par le curé qui aurait fait un baptême pour un confrère voisin absent ? — L'Evêque seul a droit d'ordonner des prières immédiatement après la messe. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Nullité d'une délibération d'un conseil de fabrique concédant à un tiers la possession d'une chapelle dans une église. — Conduite à tenir par un curé qui s'occupe de médecine ; Avis du conseil d'Etat et lettre de M. le ministre de l'Instruction publique à ce sujet. — COURRIER DE L'UTILE : Moyens pour éclaircir la voix ; remède contre les oignons aux pieds ; manière de peindre en noir un tableau pour calcul ; moyen de détruire les vers qui s'engendrent dans les bouchons.

REVUE LITTÉRAIRE.

I

Un livre à recommander, un livre à lire, un livre qui fera penser, qui est grave, religieux et qui ne manque nullement d'intérêt, c'est : *le Chemin de la vie*, par Jean Lander.

C'est un recueil de quelques petites nouvelles qui, comme *La plus belle des trois Cornues*, *Patte-Blanche*, *les Deux saluts*, contiennent une leçon morale, enveloppée sous le charme de quelque simple histoire. Mais il se trouve à côté de ces courtes et charmantes petites nouvelles deux récits, d'une autre importance et d'une portée plus considérable : *Femme et Femme* et *l'Héritage de Mademoiselle Rosamée*.

Femme et Femme est un ingénieux parallèle établi entre deux femmes également mariées et délaissées par leurs maris. L'une d'elle rêve au divorce, l'autre ne pense qu'à conserver à son mari l'estime de ses enfants, afin que dès qu'il sera sorti de l'esclavage, c'est-à-dire qu'il aura quitté le vice et l'adultère, il puisse rentrer dans tout le respect dû à sa qualité de père de famille. Aussi quand le père des enfants de Madeleine revient-il malade, honteux, trouve-t-il un fils qui se jette dans ses bras et qui le plaint. La femme a étendu sur les vices de son mari ce manteau que Sem a étendu sur Noé endormi. C'est une femme et une chrétienne, qui a su non seulement pardonner, mais oublier l'injure. Elle

a souffert, elle a vécu, elle est devenue *quelqu'un* et non plus ce *quelque chose* que deviennent les êtres d'instinct. Pas de vengeance, le pardon, plus encore l'oubli ; tel est le but que doivent se proposer ceux qui veulent marcher droit le *chemin de la vie*.

Dans *l'Héritage de Mademoiselle Rosamée*, nous comprenons le bien que peut faire, même après sa mort, une femme charitable. Mademoiselle Rosamée, à Hennebont, a été charitable et dévouée, comme il convient de l'être, avec audace, une certaine imprudence, et en même temps le discernement. Un jeune couple de parisiens, non pas méchant, mais gâté, léger, rieur, superficiel, part pour recueillir l'héritage. Il se compose d'une vieille maison, paisible, d'une servante pour qui « les usages du monde » sont la charité, le dévouement, se lever tôt, aller à l'hôpital, faire ses devoirs religieux et prêter aux pauvres. Ferdinand rit beaucoup de ces us et coutumes et y est fort réfractaire ; Julie, par caprice, veut s'y conformer huit jours. Et voilà que la charité la gagne ; divine et heureuse contagion. Ferdinand lui-même, après une épreuve, la suivra dans ce chemin de charité qui est, pour les heureux, ainsi que le devoir l'est pour les malheureux *le vrai chemin de la vie*.

A certaines gens, ces sujets paraissent peut-être austères ; ils ne le sont pas. Jean Lander sait mêler la gravité de ses leçons de toutes les fleurs de style qui plaisent et entraînent. Au point de vue littéraire, maintenant l'œuvre est une ; la lignes des phrases a de la beauté, et l'extrême sincérité des impressions leur donne un caractère

rare à notre époque. Jugez-en par ce passage, où la Bretagne mélancolique, rêveuse, triste et cependant grandiose, est peinte de main de maître :

« La Bretagne porte dans ses parfums, dans son air, sous son ciel, quelque chose de grave. Ses landes désertes semblent mystérieuses plutôt qu'incultes, et si on se rapproche de la côte, le bruit de l'Océan ajoute une majestueuse harmonie à la gravité du tableau. Les animaux paissant laborieusement l'herbe courte de ses prairies, semblent rêveurs. Si, vers le soir, ils se rapprochent en mugissant de leur étable, ils semblent plus d'ailleurs conduits par une main invisible; l'instinct ne suffit pas à expliquer leurs mouvements, et l'homme rêveur aussi s'étonne, en se souvenant de François d'Assise, d'avoir de « tels frères » et de ne pas les connaître mieux. »

(Revue du monde catholique.) CH. LEGRAND.

1 beau et fort volume in-18. Prix,

3 fr.

II

Lectures sur la Géographie industrielle et commerciale, par HIPPOLYTE BLANC. — in 8° de 395 p. — Prix : 2 fr. 50.

La Société générale de Librairie catholique, dirigée par M. Victor Palmé, entreprend la publication d'une série d'ouvrages sous le titre : *Nouvelle collection de classiques*. Ce sont des livres sincèrement chrétiens enseignant aux jeunes gens, d'une façon rapide et simple, l'organisation sommaire de la famille et de l'Etat aux différentes époques et chez les différentes races; ils contiendront des illustrations bien appropriées aux textes, ce qui présentera le double avantage de donner au volume une physionomie artistique et de graver profondément dans l'esprit des jeunes élèves les enseignements les plus sérieux.

L'ouvrage que nous avons entre les mains, dû à la plume autorisée de M. Hippolyte Blanc, chef de division honoraire au Ministère de l'intérieur et des cultes, comprend un choix de lectures sur la géographie industrielle et commerciale; il est spécialement destiné à l'enseignement primaire supérieur. L'auteur commence par exposer l'idée chrétienne du commerce et de l'industrie, et ce qu'étaient au moyen âge ces deux sources de la richesse publique. C'est une profession de foi en même temps qu'un point de départ nécessaire pour bien faire ressortir la différence existant entre l'activité dévorante qui caractérise notre époque et les allures calmes et patriarcales du passé.

Puis vient un chapitre divisé en paragraphes où sont étudiés successivement ce que l'on entend par les mots : Exportation, importation; la distribution géographique des principales productions du globe; le travail du fer; l'histoire de la broderie; les pelleteries; l'emploi des insectes et des plumes d'oiseaux dans les travaux d'art. Les autres lectures décrivent les industries et le mouvement commercial des diverses contrées du monde. Quelques statistiques générales résument les principales données qui précèdent. L'auteur s'attache ensuite à montrer comment, au dix-neuvième siècle, sous nos yeux, naissent et s'établissent le commerce et l'industrie en terre sauvage, par le fait de ces moines catholiques dont l'influence civilisatrice est si audacieusement contestée aujourd'hui. Enfin un glossaire, accompagné de nombreuses figures explicatives fort bien faites, donne l'explication des termes techniques employés dans le livre.

Toutes ces lectures sont des citations, ou tout

au moins des résumés consciencieux, d'après les publications et les ouvrages les plus récents et les plus autorisés, tels que rapports commerciaux des agents diplomatiques ou consulaires, *l'Economiste français*, *l'Exploration*, les *Missions catholiques*, les *Annuaire de l'Economie politique*, etc.

On le voit, ce livre est des plus instructifs et des plus propres à développer utilement l'intelligence des jeunes gens se destinant à des carrières industrielles ou commerciales; il leur fait connaître les ressources de tous les pays du monde, en même temps qu'il leur démontre clairement l'influence fécondante de l'esprit chrétien sur la production du travail. Il se recommande donc tout spécialement aux écoles libres où il est appelé, nous n'en doutons pas, à faire beaucoup de bien et à rendre de grands services.

(Polybiblion, mai.)

Vicomte H. DE BIZEMONT.

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

VITRAUX PEINTS.

A la suite d'une entente avec une des premières fabriques de vitraux peints nous sommes à même d'offrir à des prix exceptionnels toute espèce de travail que l'on voudra bien nous confier en ce genre.

Les grandes figures sous des pinacles valent de 100 à 140 fr. le mètre carré.

Les grandes scènes à 150 fr. le mètre carré. Les médaillons de 140 à 160 fr. le mètre carré. Les grisailles de 30 à 45 fr. le mètre carré.

Restauration à 150 fr. le mètre carré de verre nouvellement peint; plus 20 fr. par mètre pour la remise en plomb du tout.

Comme on le voit, les prix ci-dessus, sont bien inférieurs à ce qu'on a vu jusqu'à ce jour; aussi est-ce d'une manière pressante que nous engageons messieurs les curés et prêtres en général à ne pas tarder de nous faire leurs commandes, nous leur enverrons les croquis de ce qu'ils désirent et ferons exécuter de suite.

Les mois de juillet, août et septembre, sont les plus favorables pour l'exécution de cette sorte de travaux attendu que les jours sont encore relativement très-longs et que l'on peut activer la mise en place.

Il est bien entendu que dans ces prix vraiment exceptionnels n'est pas compris le droit de 3 0/0 que le comptoir de Commission prélève sur toute facture. L'emballage et le port sont toujours à la charge des destinataires.

Adresser les demandes à M. Victor Palmé, Directeur général, 76, rue des Saints-Pères.

Avoir bien soin d'indiquer la gare la plus proche qui dessert la localité.

PRÉDICATION.

POUR LE JOUR DE L'ASSOMPTION :

L'INCOMPARABLE GLORIFICATION DE LA SAINTE-VIERGE

Quæ est ista quæ ascendit
de deserto, deliciis affluens
innixa super dilectum suum ?

(Cant., viii, 5.)

Le ciel, aussi bien que la terre, dit Bossuet, a ses solennités et ses triomphes, ses magnificences et ses spectacles : ou plutôt la terre usurpe ces noms pour donner quelque éclat à ses vaines pompes ; mais les fêtes n'ont proprement leur pleine réalité que dans la céleste patrie, la sainte et triomphante Jérusalem. Parmi ces solennités glorieuses qui ont réjoui les saints anges et tous les esprits bienheureux, celle que nous célébrons est, à coup sûr, l'une des plus illustres ; et l'Assomption de la sainte Vierge dans le ciel doit faire l'un des plus beaux jours de l'éternité, si toutefois nous pouvons distinguer des jours dans cette éternité toujours permanente.

La voyez-vous, la divine Vierge, ce ciel animé, comme l'appelle saint Jean Damascène, montant triomphalement vers les cieux, avec son corps ressuscité, plus brillant que mille soleils, entourée d'une multitude d'anges qui lui sont une escorte d'honneur ? Quelles réjouissances, quelles acclamations à son entrée dans le paradis ! son divin Fils avec tous les anges et tous les saints vient à sa rencontre¹. « Quelle est celle-ci, chantent les esprits célestes, qui s'élève du désert, pleine de délices, appuyée sur son bien-aimé ? » *Quæ est ista quæ ascendit de deserto, deliciis affluens, innixa super dilectum suum ?* Et des millions et des millions répondent : « Si elle s'élève au-dessus de tous les êtres, c'est qu'elle s'est humiliée plus que personne ! » *Quod autem ascendit, quid est, nisi quia et descendit primum ?* Et Marie monte vers le trône de Dieu ; et le Père l'accueille avec prédilection comme sa fille ; et le Fils la reçoit avec déférence comme sa mère ; et le Saint-Esprit l'appelle avec amour comme son épouse ; et elle est couronnée solennellement reine du ciel et de la terre ; et elle s'assoit à la droite de son Fils sur un trône tout étincelant de gloire, ajoutant aux joies du paradis, dit saint Bernard², et commençant pour les hommes qui sont sur la terre ce ministère de grâce et de miséricorde qui doit être le salut d'un si grand nombre d'âmes.

Dans le mystère que nous célébrons aujourd'hui, comme vous le voyez, il y a bien des aspects ;

entre autres, on peut distinguer la glorification du corps sacré de Marie, la glorification de son âme très-sainte et très-parfaite, son couronnement dans le ciel, le ministère de réconciliation qu'elle ne cesse d'exercer avec tant de bonté et d'efficacité. Nous ne pouvons les envisager tous en un seul discours ; il me suffira, pour nourrir votre piété, de vous entretenir du premier, savoir : de la glorification corporelle de la très-sainte Vierge. Est-il vrai que Marie soit ressuscitée et soit montée en corps dans le ciel ? Ce privilège n'était-il pas exigé par toutes les convenances ? La réponse à ces deux questions fera l'objet et le partage du présent discours.

I

Que la très-sainte Vierge soit vraiment morte, qu'elle soit ressuscitée et que son corps sacré réuni à son âme soit monté au ciel, ce n'est pas un dogme de foi définie, mais c'est une vérité très-certaine, clairement démontrée par la tradition ecclésiastique, les témoignages des saints Docteurs, et la sainte Liturgie.

I. La Tradition nous apprend que la Vierge Marie demeura longtemps sur la terre, après l'ascension de Notre-Seigneur, environ vingt trois ans, édifiant l'Eglise de Jérusalem, et achevant, dans la vie la plus humble, la plus fervente et la plus résignée, d'amasser ce trésor de mérites dont elle devait toucher le prix. Parvenue à l'âge de soixante douze ans¹, pour se conformer à son divin Fils et pour consoler par son exemple les fidèles à l'heure dernière, non point par maladie, mais par un effort d'amour, elle mourut, ou plutôt s'endormit du sommeil de la mort. Le bruit de sa fin éclata tout à coup dans le silence de sa vie, et rallia, auprès de sa couche, les Apôtres déjà dispersés pour la conversion de l'univers. Là, une vision angélique leur apparut, et une céleste mélodie de ces puissances supérieures accompagna l'âme de la très-sainte Vierge au sein de Dieu. Cependant son corps très-pur, transporté parmi les chants des Anges et des Apôtres fut déposé à Gethsémani. Trois jours après, les Apôtres ayant quitté le virginal tombeau, saint Thomas, revenant de plus loin que les autres et n'ayant pu assister à la mort et à la translation du corps de Marie, demanda qu'il lui fût donné de contempler et d'honorer une dernière fois ce temple de Dieu. On ouvrit le tombeau, mais le corps n'y était plus : on n'y trouva que les linges dont il avait été enveloppé répandant au loin un parfum céleste². L'auguste mère de Dieu après avoir dépouillé le manteau de notre mortalité, avait été revêtue par la puissance divine, de gloire et d'immortalité et dans ce superbe appareil, dit Bossuet, s'était élevée au-dessus des Chérubins et des Séraphins, au-dessus de toutes les créatures.

¹ Filius ipse cum tota curia tam angelorum quam justorum solemniter occurrens, exivit ad beatæ consistorium sessionis. (S. Petrus Dam.)

² Virgo hodie gloriosa cælos ascendens, supernorum gaudia civium copiosis sine dubio cumulavit augmentis. (Sermo I. In Assumpt. beatæ Mariæ.)

¹ S. André de Crète, Orat. I. in Dormitione S. S. Dei-patris.

² S. Jean Damascène, Hom. II, in Dormit. B. Mariæ, — Nicéphore, — Sophronius, — S. Athanase, — Brev. Rom. xviii. Aug.

II. Mais recueillons quelques unes des paroles émues des Docteurs de l'Eglise sur ce très-saint mystère.

« Aujourd'hui, s'écrie saint Jean Damascène, l'arche animée du Dieu vivant n'est pas retournée en terre; mais étant un ciel animé, elle a été placée dans les tabernacles éternels, *cum esset animatum cælum, in cœlestibus tabernaculis collocatur.* » — « Il a fallu, dit saint Bernard, que Marie subit la mort, mais la mort n'a pu lui nuire, *mors abesse non debuit, sed abesse non potuit.* » — Voici ce qu'enseigne saint Augustin, qui est partout le premier et le plus sublime docteur de l'Eglise : « Nous devons croire que Jésus-Christ, qui durant sa vie a traité le corps de sa très-sainte Mère avec tant d'honneur, qu'il a voulu prendre une partie de sa chair pour s'en faire un corps à lui-même, n'aura pas abandonné ce corps virginal au dernier opprobre de la nature humaine, qui est la corruption et la pourriture. Si Dieu, ajoute-t-il a bien voulu conserver non-seulement le corps des trois enfants de la fournaise, mais même leurs habits au milieu d'un feu dévorant, pourquoi croirait-on qu'il ait pris plus de soin des habits de ses serviteurs, que du corps de sa propre mère ? Quoi ! Daniel aura été garanti des dents des lions affamés et la Mère de Dieu aurait été abandonnée aux dents de la mort pour être réduite en poudre ! Quoi ce corps virginal si digne d'être révérendé des anges eût été laissé en terre, et abandonné dans son tombeau pour y devenir la proie des vers, cette pensée me donne de la frayeur, j'aurais horreur de la formuler, *illud sanctissimum corpus de quo Christus carnem assumpsit, escam vermibus traditum, consentire non valeo, dicere pertimesco.* »

III. Au reste, l'Eglise a donné à sa croyance l'expression la plus forte et la plus sensible en instituant, dès le quatrième siècle, une fête en l'honneur de l'Assomption de la très-sainte Vierge; et dans son office sacré, elle consigne de la manière la plus claire sa foi à la mort et à la résurrection de Marie, et à sa glorieuse élévation dans les cieux, où dans la majesté de son corps transfiguré, elle siège en reine des anges et des saints et de toutes les créatures. D'ailleurs, si le corps de la divine Vierge n'était pas demeuré incorruptible après son décès, s'il n'était pas ressuscité, s'il n'avait pas été transporté dans le ciel, ne serait-on pas forcé d'avouer que le Fils de Dieu qui a fait la loi d'honorer son père et sa mère, et qui l'a toujours si parfaitement observée, la garderait peu à l'égard de sa sainte Mère, et qu'il rendrait beaucoup moins d'honneur au corps de sa sainte Mère qu'aux restes de ses serviteurs ? Car n'y a-t-il pas des corps saints qui sont honorés comme de précieuses reliques, des corps saints qui sont placés sur nos autels, enchassés dans l'or et les pierreries, devant lesquels le peuple chrétien vient se prosterner en signe de vénération ? Mais nous ne voyons rien de semblable pour le corps de la sainte Vierge. En quel lieu du

monde est-il conservé ? Où va-t-on en pèlerinage pour le voir et pour l'honorer ? Où est la précieuse châsse qui le renferme ? Où sont les lampes d'or et d'argent qui brûlent devant ce corps saint le jour et la nuit ? Il n'en est question dans aucun lieu de la terre. Donc le corps de Marie est ressuscité ; donc il est dans les cieux, *surrexit, non est hic !* C'est une vérité certaine, qu'aucun catholique ne nierait. — Mais cherchons à pénétrer quelque peu les raisons pour lesquelles Dieu a conféré à Marie cet auguste privilège. Elle sont admirablement belles.

II

I. Le corps de la très-sainte Vierge a dû ressusciter glorieux et être transporté immédiatement dans les cieux, à cause de la sainteté très-parfaite de Marie : *non dabis sanctum tuum, videre corruptionem.* « Il faut croire, dit Bossuet, selon les principes du christianisme que ce qui engage la chair à la nécessité d'être corrompue, c'est qu'elle est un attrait au mal, une source de mauvais désirs, enfin « une chair de péché, » comme parle l'apôtre saint Paul, *caro peccati.* Une telle chair doit être détruite, je dis même dans les élus, parce qu'en état de chair de péché, elle ne mérite pas d'être réunie à une âme bienheureuse, ni d'entrer dans le royaume de Dieu : *Caro et sanguis regnum Dei non possidebunt.* Il faut donc qu'elle change sa première forme afin d'être renouvelée, et qu'elle perde tout son premier être pour en recevoir un second de la main de Dieu. Comme un vieux bâtiment irrégulier qu'on laisse tomber pièce par pièce, afin de le dresser de nouveau dans un plus bel ordre d'architecture, il en est de même de cette chair toute déréglée par la convoitise. Dieu la laisse tomber en ruine, afin de la refaire à sa mode et selon le premier plan de sa création ¹. »

Mais la chair de Marie est une chair toute pure, toute sainte, toute immaculée, qui a conservé la plus parfaite intégrité. Marie, pendant toute sa vie n'a pas commis la plus légère faute. Bien plus, elle n'a, pas même un instant, été infectée du péché originel. Elle reçut, dès son premier commencement, une grâce extraordinaire qui éteignit en elle tout le feu de la convoitise et écarta d'elle tout principe de corruption. *Tota pulchra es et macula non est in te.* Non ! la corruption n'avait point de prise sur une telle intégrité ! Sa chair, comme sera à la fin des temps la chair ressuscitée, était une chair « angelisée, » *angelificata caro* ². Aussi devait-elle avoir, avant la résurrection générale, la gloire des anges. Quoi d'étonnant, si l'Ecriture, pour nous faire entendre l'éclat du corps de Marie, cherche des expressions extraordinaires, ramasse tout ce qu'il y a de lumineux dans la nature, mette la lune sous ses pieds, les étoiles autour de sa tête, et la représente toute pénétrée, toute environnée des splendeurs du soleil, *mulier amicta sole* ?...

¹ Bossuet, 1^{er} Sermon pour la fête de l'Assomption.

² Tertullien, de *Resu. carnis*, n° 26.

II. Mais Marie avait un titre plus excellent encore à l'incorruption et la résurrection anticipée de son corps, savoir : ses rapports ineffables avec le Verbe incarné. « Le pontife Abiathar s'était rangé à la sédition d'Adonias; et étant découvert et surpris : « Tu devais mourir, lui dit Salomon, mais parce que tu as porté l'arche d'alliance devant mon père, tu ne mourras pas ! » Certes, selon les lois générales, la sainte Vierge ne devait pas ressusciter avant le jour de la résurrection générale, ni même être exempte de la corruption ; mais l'honneur qu'elle a eu de porter devant le Père éternel, non l'arche de l'alliance, mais le Fils unique, le Sauveur, le Rédempteur, la rend exempte de toutes ces lois ¹. » Bien plus, la chair du Christ est la chair de Marie, *caro Christi, caro Mariæ* ! ² En conséquence, ne semble-t-il pas que Jésus-Christ ne serait pas ressuscité tout entier et qu'une partie de sa chair adorable aurait été assujettie en sa sainte Mère à la corruption, si Marie n'eût participé au privilège de sa résurrection glorieuse ? Était-il convenable que Dieu laissât sous l'empire de la mort, la Mère de celui qui est la résurrection et la vie ? Était-il juste qu'une chair, de laquelle avait été formée la victime qui venait d'ouvrir le ciel aux hommes, n'y fût pas d'abord elle-même introduite ? Pouvait-il se faire qu'un corps, où le Verbe fait chair avait reposé comme en un sanctuaire ne fût pas reçu sans délai dans le sanctuaire de l'éternité ? O Dieu d'amour ! ô aimable Jésus ! puisque vous avez dit dans votre Evangile que là où vous êtes, là doit être votre serviteur, *ubi ego sum, illic sit et minister meus* : pouviez-vous ne point appeler près de vous ce corps virginal de votre mère qui a tant fait pour vous, ce corps où vous avez pris votre sainte humanité, ce corps où vous avez habité pendant neuf mois, ces mamelles qui vous ont allaité, ces mains qui ont travaillé pour vous, ces bras où vous vous êtes reposé ? *Si enim : Ubi ego sum, illic et minister meus erit ; quomodo non potius mater cum ipso erit ?* (S. Jean Damascène.)

Réjouissons-nous donc du triomphe de Marie : c'est notre Reine, c'est notre Mère, c'est notre miséricordieuse médiatrice auprès de Dieu ! *Gaudemus omnes in Domino* ! Honorons Marie plus que tous les anges : car elle est leur souveraine. Invoquons Marie plus que tous les saints ; car elle peut toute seule plus que toute la cour céleste, et ce n'est pas une témérité de dire que Marie est toute-puissante par ses prières, comme Jésus-Christ est tout-puissant par ses mérites : *omnipotentia supplex*. Célébrons avec piété les nombreuses fêtes que l'Eglise a établies en son honneur dans le cours de l'année ; rappelons-nous que le samedi est spécialement consacré à son culte par les bons fidèles, et n'oublions pas de

nous recommander chaque jour à sa bonté par quelque exercice de piété ne serait-ce que par la récitation de quelques *Ave Maria*. Le serviteur de Marie ne périra pas !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. Congrégation de l'Inquisition.

DECRETUM GENERALE QUOAD BENEDICTIONEM
NUPTIALEM.

Feria IV, die 31 augusti 1881.

In congregatione generali S. R. et universalis inquisitionis habita coram Emis. ac Rmis. DD. S. R. E. cardinalibus in rebus fidei inquisitionibus generalibus, præhabito voto DD. consultorum, iidem Rmi ac Emi DD. decreverunt :

Benedictionem nuptialem quam exhibet Missale romanum in *Missa pro sponso et sponsa*, semper impertiendam esse in matrimoniis catholicorum infra tamen missæ celebrationem, juxta rubricas, et extratempus feriatum, omnibus illis conjugibus qui eam, in contrahendo matrimonio, *quacumque ex causa non obtinuerint, etiamsi petant postquam diu in matrimonio vixerint*, dummodo mulier, si vidua, benedictionem ipsam in aliis nuptiis non acceperit.

Insuper hortandos esse eosdem conjuges catholicos, qui benedictionem sui matrimonii non obtinuerunt, ut eam primoquoque tempore petant. Significandum vero illis maxime si neophyti sint, vel ante conversionem ab hæresi valide contraxerint, benedictionem ipsam ad ritum et solemnitatem, non vero ad substantiam et validitatem pertinere conjugii.

Contrariis nonobstantibus quibuscumque.

FR. VINCENTIUS LEO SALLUA, archiepisc. chalcædon. S. R. et universalis inquisitionis commissarius generalis.

JUVENALIS PELAMI S. R. et Univ. Inquisitionis notarius.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quelles économies peut faire un curé sur son revenu ecclésiastique, sans se rendre coupable de péchés ?

R. — Pour mettre plus de clarté dans notre réponse, nous exposerons d'abord quelques prin-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ S. François de Sales, sermon prononcé le jour de l'Assomption de l'an 1602.

² S. Augustin.

cipes. 1^o Les revenus ecclésiastiques sont de deux sortes : les uns qui constituent le bénéfice, c'est-à-dire les biens dont les revenus sont destinés à entretenir le bénéficiaire. Ceux-là sont rares en France, puisque à peu près tous les biens de l'Eglise ont été vendus à la Révolution; mais ils sont remplacés par la pension que le Gouvernement paie aux ministres de l'Eglise et qui revêt le caractère de biens de bénéfice, ainsi que le prouve une décision de la Sacrée Pénitencerie du 19 janvier 1819 :

« *Salaria quæ a gubernio solvuntur pastoribus et canonicis, induere naturam beneficiorum seu bonorum ecclesiasticorum et annexam habere obligationem his bonis inhaerentem, scilicet strictam et canonicam obligationem expendendi superflua pauperibus seu piis causis et residentie sub penâ non faciendi fructus suos.* »

Dans une réponse du 9 août 1821, le même tribunal déclare que sa décision du 19 janvier 1819 s'applique non seulement aux curés de canton, mais aussi aux desservants.

Les autres revenus ecclésiastiques proviennent de ce que nous appelons les *droits casuels*.

2^o Les théologiens enseignent unanimement que les bénéficiaires, chanoines, curés et desservants sont tenus de donner aux pauvres ou d'employer en œuvres pies le *superflu* des biens qui constituent leur bénéfice proprement dit, ou, en France du traitement accordé par l'Etat. Les uns n'y voient qu'une obligation de charité, les autres une obligation de justice : cette dernière opinion est plus probable que la première. Ils accordent au bénéficiaire le droit de prélever sur ces revenus tout ce qui lui est nécessaire pour vivre décemment suivant son état, lors même qu'il aurait des biens patrimoniaux suffisant à son entretien. Il peut donc disposer, 1^o de toute la somme nécessaire pour une honnête existence, qu'il l'emploie immédiatement ou la mette de côté; 2^o de toutes les économies qu'il peut faire en retranchant quelque chose de cette modeste existence.

Il n'est tenu en conscience, qu'à verser le superflu.

3^o Les théologiens enseignent aussi que les bénéficiaires ne sont pas tenus *en justice du moins* à verser quoique ce soit des droits casuels. Aucune loi de l'Eglise ne les y oblige : la Sacrée Pénitencerie a même décidé qu'en rappelant aux bénéficiaires le devoir d'employer le superflu de leurs revenus en bonnes œuvres, elle n'entendait pas étendre cette obligation aux droits casuels (9 août 1821.)

4^o Nous avons dit : *en justice du moins*, parce que la charité, l'édification, etc. leur font un devoir de faire l'aumône en prélevant sur le superflu de tous leurs biens, quelle qu'en soit la provenance; mais cette loi est moins rigoureuse que la première et admet plus facilement des motifs de dispense.

5^o Par rapport au revenu du bénéfice, l'Eglise ne s'occupe du cas où un prêtre dési-

rerait faire des économies pour ses vieux jours. Les bénéfices étant de leur nature perpétuels, il n'y avait pas lieu de s'occuper du lendemain. On ne pourrait donc pas invoquer cette raison pour prélever quelque chose au delà de l'honnête entretien sur les revenus du bénéfice proprement dits. Mais on peut justement l'invoquer pour les revenus des droits casuels.

Ces principes posés nous disons :

6^o En France, vu la modicité des traitements ecclésiastiques, aucun curé n'est tenu, *en justice*, à donner quelque partie que ce soit du traitement qu'il reçoit de l'Etat. Il n'y a pas pour un honnête entretien.

7^o Aucun curé n'est tenu, *en justice*, à employer en bonnes œuvres quoique ce soit de ses droits casuels.

8^o Cependant la charité oblige à verser une partie de son superflu entre les mains des pauvres. Il peut licitement prélever sur ce superflu quelques économies pour se ménager une ressource dans la vieillesse.

Q. — Dans votre numéro du 8 juin vous parlez longuement de l'intention que l'on doit avoir en acquittant les honoraires de messe qui nous sont confiés. Une nouvelle question je vous prie.

On me donne à plusieurs reprises des honoraires de messe que je marque sur mon livre avec l'intention de les acquitter toujours à la suite les uns des autres *ad intentionem dantis*.

Cependant chaque dimanche on me donne quelques messes à jour fixe que j'annonce au prône et que j'acquitte au jour indiqué.

Les autres jours mon intention est de continuer à dire les messes de mon livre par rang d'ancienneté.

Tous les huit ou quinze jours, je compte sur mon *Ordo* les messes fixes qui m'ont été demandées et j'efface sur mon livre autant de messes que je puis en avoir acquitté en sus des messes à jour fixe.

Suis-je en règle pour le passé et puis-je continuer à agir ainsi pour l'avenir?

R. — Cette manière d'agir assure la validité de l'application. Car l'intention est déterminée pour chaque messe.

Il serait mieux de voir à l'avance pour chaque messe à quelle intention particulière elle doit être offerte. Et, dans certains cas il y aurait obligation de le faire, par exemple, si l'on vous a demandé une messe votive à tel saint dont vous pourriez dire la messe, ou si vous avez à offrir pour des défunts un jour où il est permis de dire une messe de *Requiem*. Mais si vous avez assez prévu pour ne pas manquer à quelqu'une de ces obligations, vous êtes en sûreté de conscience. La détermination nette que vous avez faite de l'ordre que vous suivriez dans l'acquit des intentions, fait qu'il ne saurait y avoir aucun doute sur l'intention acquittée.

Q. — 1^o L'Ami du clergé dans son numéro du 18 mai 1882 semble établir une distinction entre l'obligation *ex justitia* et celle *ex officio*; elles sont pourtant de la même nature. Qui tenetur *ex officio* tenetur *ex justitia*.

2^o Un prêtre à charge d'âmes est-il tenu de célébrer une anniversaire, une neuvaine, s'il peut prévoir qu'on ne la lui paiera pas? *operarius dignus est mercede sua*.

3° On ne prescrit pas contre les rubriques, dit l'*Ami du clergé* dans ce même numéro. L'opinion contraire est soutenue par Billuart dans son traité de *Almo Eucharistiæ sacramento dissertatione VIII*, art. xii. etc. à la fin. Voici ces paroles : « Quod enim decretum congregationis dicit, non obstante consuetudine, spectat consuetudinem quæ tunc erat, non quæ posset esse postea; est enim principium universaliter nuptu, consuetudinem posse derogare legi. »

R. — AD I. Il est très vrai que celui qui est tenu *ex officio* est tenu aussi de quelque manière *ex justitiâ*; mais il y a plusieurs espèces de justice : la commutative, qui s'exerce entre sujets, la distributive qui s'exerce de supérieur à inférieur, ou plus justement de prince à sujets. De plus il y a pour chaque espèce de justice des offices et des actes différents. De là des obligations diverses de leur nature et des degrés dans l'obligation.

Dans notre solution (n° du 18 mai, p. 242) nous avons distingué le devoir de stricte justice entraînant pour le prêtre l'obligation ou d'accorder ce qu'on lui demande ou de réparer le dommage et de faire satisfaction, et le devoir qui le lie d'une manière générale au service de l'Eglise et des âmes, ne donnant sur lui aucun droit exigible par chacun des fidèles, mais lui imposant des devoirs dont il est responsable devant Dieu et devant l'Eglise.

AD II. Il n'est pas tenu. Mais il doit ne pas laisser croire qu'il célèbre la neuvaine ou l'anniversaire si réellement il ne les célèbre pas.

AD III. Nous ne pouvons que maintenir notre assertion. Pour prescrire, par voie de coutume, contre une loi, il faut le consentement présumé du législateur. Or, en matière de loi liturgique, ce consentement au moins présumé fait défaut, le Saint-Siège ayant, en toute circonstance, exprimé sa volonté que les rubriques et les décrets liturgiques fussent observés.

Billuart, dans le passage cité, explique en quel sens, on doit entendre les termes *non obstante consuetudine*, dans le décret cité en tête du Missel. Il les interprète au sens où on les entend en toute matière, des coutumes antérieures. Il ajoute ensuite que ce décret ne regarde pas les coutumes postérieures au décret.

Il dit ensuite, mais sans traiter à fond la question, que, de règle universelle, la coutume peut déroger à la loi. Ce principe général ne peut nous être objecté, parce qu'il ne peut s'appliquer au cas où le législateur exprime sa volonté que la loi soit observée.

Q. — Dans l'*Ami du clergé* (4^e année, n. 20, p. 242) vous donnez d'excellentes réponses aux questions : 1° Faut-il absolument que le parrain et la marraine récitent le *Credo* avec le prêtre; et 2°, *quid juris* s'ils ne savent pas le *Credo* et ignorent les premiers éléments de la doctrine. — Mais voici bien autre chose : Que faire si ni parrain ni marraine n'est capable de réciter ces prières en latin; ce qui est le cas de beaucoup, le plus ordinaire aujourd'hui ?

1° Peut-on ou doit-on leur faire réciter ces formules en français et se contenter de cela ?

2° *Quoad negative*, pourquoi alors les faire réciter ?

3° Et quand ni parrain ni marraine, ni enfant de chœur, ni sacristain n'est capable, ce qui est le cas ordinaire dans toutes nos paroisses rurales, que faire ?

4° Au moins, pour les questions : *Credis in Deum*, — *Abrenuntias Satanae*, il faut bien les adresser à ceux qui représentent l'enfant, et c'est bien à eux d'y répondre ! Que faire quand ils sont à solument incapables de les entendre et d'y répondre ? Ne pourrait-on pas, quoiqu'en disent les auteurs, poser les questions, et recevoir les réponses, *linguâ Vernaculâ*, de même que pour le mariage ? Le cas paraît assez identique.

5° Dès les premiers jours de janvier, en renouvelant mon abonnement, je me permettais de poser, sur une feuille à part, une toute petite question, que vous voudrez bien me permettre de renouveler; voici :

Une abbesse Bénédicte a-t-elle droit à l'usage de la crosse, soit qu'elle la porte *propriâ manu*, soit qu'elle la tiennne fixée près de son trône, ou siège abbatial ?

La crosse est l'insigne de la juridiction. Or, *abbatissa non est prelata, cum sit incapax jurisdictionis spiritualis* (apud Emm. Rodericum); et, de plus, un décret de la S. C. des Rites, du 20 janvier 1656, n. 1780, le défend absolument, précisément en ce qui concerne les abbeses Bénédictines.

On dit, il est vrai, que le R. P. D. Guéranger de Solesme, présentant à l'approbation de Pie IX les constitutions d'une congrégation Bénédicte, qui autorisaient l'abbesse à faire usage de la crosse, Pie IX lui avait répondu en le renvoyant à la Cong. des Rites; mais D. Guéranger insistant près de Pie IX, Sa Sainteté lui aurait répondu, *viva voce* : *Ito, Progratâ*.

En supposant que le fait soit vrai, et la réponse authentique, la dite concession vaut-elle pour toutes les abbeses Bénédictines ?

R. — Comme complément à la réponse que nous avons donnée à la page 242, nous ajoutons :

AD I. On ne peut, ni on ne doit faire réciter le *Credo* et le *Pater* en français. La rubrique est formelle.

AD II. Si l'un des deux au moins ne connaissait pas la formule, on pourrait la leur faire lire soit sur un livre, soit sur une feuille séparée, ou bien encore, comme nous l'avons déjà dit, la réciter lentement et la leur faire répéter immédiatement.

AD III. Il nous semble, cher confrère, que vous ne rendez pas justice à vos paroissiens et qu'ils sont moins nombreux, que vous ne dites, même dans les paroisses rurales, ceux qui ne peuvent au moins répéter après vous les paroles latines du *Credo* et du *Pater*.

AD IV. Les paroles *Credis in Deum* doivent être prononcées en latin. Rien de plus formel encore que cette réponse du 12 septembre 1857 :

« *Utrum in collatione baptismi interrogationes fieri possint vernacule, vel saltem vernacule iterari, postquam latine factæ fuerint ?*

Resp. *Quoad interrogationes quæ baptismi ordine præcedunt vel sequuntur, ac pro quibus rituale nullam exhibet formulam, affirmative.*

Quoad interrogationes quæ in ipsomet baptismi ordine occurrunt ac pro quibus formulæ in rituali exstant, negative ad utramque partem.

Le plus souvent les parrains et marraines sont dans l'impossibilité de comprendre les questions qui leur sont adressées en latin; il est du devoir du curé de les leur expliquer avant la cérémonie. S'il n'a pu le faire, il leur indiquera sur le moment la réponse latine à faire.

On ne peut établir de parité entre les questions à faire dans l'administration du baptême et celles à faire dans l'administration du mariage, pour la raison fort simple que l'église repousse cette parité. Pourquoi agit-elle ainsi? C'est probablement parce que le consentement formant la partie essentielle du sacrement de mariage, il est absolument nécessaire que les époux comprennent parfaitement ce qu'on leur demande. Dans le baptême, les parrains et marraines prennent aussi un engagement, mais ils en comprennent suffisamment la portée par la connaissance générale qu'ils ont de leurs devoirs.

Ad V. L'usage de la crosse est défendu aux abbesses par le décret du 29 janvier 1656, et aussi par celui du 10 juin de la même année, n. 1809. Cependant le Souverain Pontife pouvait bien accorder une dispense, et cela *viva voce*. Mais la dispense ne vaut que pour les monastères dont la règle était présentée à l'approbation par dom Guéranger et non pour les autres, une dispense particulière devant s'interpréter strictement, à moins toute fois d'une intention contraire manifestement exprimée par le législateur.

Q. — 1^o Lorsque sur un drap mortuaire porté par quatre personnes se trouve une grande croix, est-ce le haut de la croix qui doit marcher en avant? Je suis porté à le croire, ayant vu dans une mission que l'on portait ainsi la croix commémorative au lieu de sa plantation.

2^o A propos de la croix, souvenir de mission ou de retraite, quelle est la direction la plus convenable à donner au Christ, la situation des lieux permettant le choix.

3^o Si, aux sépultures, les fidèles ont l'habitude de faire porter la modeste croix de bois, qui doit marquer la tombe du défunt; est-il à propos de faire précéder la bière de cet insigne chrétien, ou faut-il donner une autre place à celui qui le porte?

Ad I. Sur tous les draps mortuaires que nous avons vus jusqu'ici, nous avons toujours remarqué que l'on avait reproduit la croix grecque qui divise le drap en quatre parties égales; pour ceux-là, du moins, il n'y a pas à résoudre la question posée. Mais il peut se faire que l'on rencontre une croix latine sur certains draps mortuaires. La rubrique ne détermine pas la manière de placer cette croix. Nous croyons tout naturel de la placer dans le sens du défunt, que l'on porte les pieds en avant.

Ad II. Il est plus convenable de tourner le christ du côté de l'Occident, parce que, d'après une tradition, Jésus-Christ serait mort la face tournée du côté de l'Occident et c'est pour cette raison que la coutume s'est produite chez les premiers chrétiens de regarder l'Orient pendant la prière, afin de se trouver en face du Christ.

Ad III. On ne doit pas faire précéder la bière à celui qui porte la croix destinée à être placée sur la fosse. Le Rituel suppose que le célébrant marche immédiatement avant le cercueil. On peut placer la croix immédiatement après la bière; c'est la place ordinairement réservée aux person-

nes qui portent les couronnes ou autres objets de décoration.

Q. — Je désirerais une réponse, dans l'*Ami du clergé*, au cas suivant :

M. M..., assailli de tous côtés par les créanciers, qui n'ont pu prendre hypothèque sur son bien, demande séparation de biens; le tribunal la lui accorde. Sa femme est établie propriétaire de tout. Ils n'ont pas voulu (ou pas pu) payer les créanciers, et lorsque les biens seront mis aux enchères Madame ira mettre la mise sur tout ou sur sa partie qu'elle prétendait conserver.

Les gens n'expliquent pas autrement le divorce..., il serait en effet difficile de l'expliquer autrement.

Ce n'est jamais permis de s'enrichir avec l'argent des autres... Les injustices sautent aux yeux de tout le monde, et la population est si indignée, qu'elle ne peut se contenir lorsque Madame apparaît à l'église.

Quant à Madame, *quid in praxi*? 1^o le confesseur qui ne juge que d'après ce qu'elle lui dit, peut-il l'absoudre? 2^o doit-il lui refuser la communion?

Selon moi, il n'y aurait pas scandale à le faire... Mais *quid de jure*?

R. — Le devoir du confesseur est de s'enquérir auprès de sa pénitente si, dans le cas, elle n'a pas commis une injustice en acceptant la séparation de biens. Il pourrait se faire qu'elle fût dans son droit en refusant de payer des dettes qu'elle n'a pas contractées elle-même et du bénéfice desquelles elle n'a pas profité. Mais aussi elle est certainement coupable, si elle accepte en son nom des biens qui ont appartenu à son mari, et qu'elle frustre ainsi les créanciers. Dans le premier cas, le confesseur pourra l'absoudre, parce qu'elle n'est pas coupable d'injustice. Dans le second cas, il ne le pourra pas.

Il va de soi que, dans ce dernier cas, il ne l'admettra pas à la réception de l'Eucharistie. Pourra-t-il le faire s'il la trouve innocente? Nous pensons qu'il fera bien de la lui interdire, du moins dans son église, à cause du scandale causé à la population, en attendant que les esprits soient calmés.

Q. — Je trouve dans les registres de catholicité de ma paroisse du mois de juin 1802 le paragraphe suivant :

« Ex voto, cum proxime imminente bello a parrochia facto solemniter; sanctissimæ virginis Mariæ Litanias, diebus dominicis et festivis, post vespertinum officium, Deo cantare tenetur P. »

L'*Ami du clergé* voudrait-il bien me dire 1^o si l'on doit regarder cette promesse comme un véritable vœu solennel, et si cette paroisse est tenue *sub gravi* et pour toujours à l'observer.

2^o On ajoute à ces litanies, probablement depuis cette époque, le nom des patrons de la paroisse, et qui plus est, avec un seul verset, *ora pro nobis* pour trois saints. Il est bien difficile de supprimer cette pratique sans soulever toute l'indignation de mes paroissiens. Mes prédécesseurs l'ont tolérée; puis-je faire comme eux?

R. — Ad I. Il a là véritablement un vœu solennel, ainsi qu'il est dit dans le registre de catholicité, fait par la paroisse, avec l'intention de s'obliger. Les paroisses, comme personnes morales, peuvent aussi bien prendre des engagements que les individus, et ces engagements sont valides *in perpetuum*, quand telle a été l'intention des personnes qui les ont pris, parce qu'une personne

morale ne meurt pas. Pour la validité de l'engagement, il faut qu'il soit pris par les chefs de la paroisse, au nom de leurs subordonnés.

Nous regardons l'engagement pris en 1802 par votre paroisse comme un engagement perpétuel.

Cet engagement n'obligerait pas *sub gravi*. Il n'y a rien, en effet, dans les termes de la promesse, qui laisse soupçonner l'intention de s'engager *sub gravi*. Il faut donc mesurer la gravité de l'obligation par la gravité de l'objet. Or les théologiens enseignent que la promesse de réciter les Litanies de la sainte Vierge, même chaque jour, oblige *sub levi* : « Unde gravem materiam censendum est, si votum sit, v. g. de annua confessione; levem vero, si votum sit de recitando singulis diebus litanias B. M. V.; quia in primo casu confessio est materia gravis respectu legis, in secundo autem recitatio litaniarum B. M. V. est materia levis (1). »

Ad II. Il n'est pas permis d'ajouter quoi que ce soit aux litanies de la sainte Vierge ou des Saints, sans une autorisation spéciale du Souverain Pontife. Un décret général de 1821 le défend. Il est ainsi conçu :

« An liceat titulo specialis devotionis Litanias sanctorum vel Lauretanis aliquem versiculum addere, vel novas Litanias de quarum approbatione Ordinario nullatenus constet, in Ecclesiis canere, vel recitare ?

Resp. Negative et serventur omnino decreta S. C. curent que Ordinarii colligere et vetare formulas quascumque tam impressas quam manuscriptas Litaniarum de quarum approbatione non constat. » (3 avril 1821, ad 8, n. 4578.

La crainte d'un mouvement dans la population pourrait être alléguée comme motif d'approbation de l'usage existant, dans un recours au Saint-Siège, par l'intermédiaire de l'ordinaire diocésain.

Q. — 1^o Le curé est-il obligé d'être auprès des malades pour les assister à leur agonie quand ceux-ci ayant perdu connaissance n'entendent pas ou ne comprennent pas ?

2^o D'après le droit le curé doit prêcher tous les dimanches ; mais, à la campagne, les cultivateurs fatigués par la chaleur et les travaux de la fenaison ou de la moisson s'endorment en grand nombre. Ne peut-on pas dire que dans ce cas la loi cesse d'obliger ?

3^o Que faut-il entendre par sorciers, maléfices ? — Y a-t-il des sorciers ? etc., donner des développements...

Ad I. — Il est difficile de savoir si un malade a perdu l'usage complet de ses sens. L'expérience a prouvé que souvent des moribonds qui paraissent privés de connaissance, avaient conservé l'usage de l'ouïe, et entendaient parfaitement tout ce que l'on disait. Cet état de léthargie ne serait donc pas par lui-même une raison pour quitter le malade. Cependant ce peut être une cause qui, ajoutée à d'autres, autoriserait le curé à s'absenter, lorsqu'il s'agit d'un moribond dont les bonnes dispositions lui paraissent

moralement certaines. Il en serait autrement si le malade, après une vie passée loin de Dieu, avait été privé de l'usage de ses sens avant de se réconcilier : le curé devrait veiller auprès de lui pour profiter d'une lueur de raison qui pourrait paraître.

Ad II. — La cause de dispense ne semble pas péremptoire, à moins toutefois qu'il n'arrive, ce que nous croyons difficile, que tout le monde fût endormi. Le fait serait déjà arrivé, nous a-t-on dit, s'il en faut croire un orateur digne de foi, témoignant dans sa propre cause, en présence d'un auditoire d'élite.

Le curé ne serait pas plus obligé à prêcher dans ce cas que dans le cas où il n'aurait en face de lui que des bancs vides.

Le seul remède que nous conseillons, c'est de préparer des sermons excessivement courts, pleins d'intérêts et de les débiter avec quelque vivacité, afin de retenir l'attention des auditeurs ; en un mot, c'est de faire de *petits sermons où l'on ne dort pas*.

Ad III. — On donne le nom de sorciers à des hommes que l'on croit, à tort ou à raison, en relation avec le démon. Le maléfice n'est autre que l'emploi de ces relations vraies ou fausses pour nuire au prochain.

Le démon a conservé ses facultés naturelles dont l'usage est soumis à la volonté toute puissante de Dieu. Ces facultés sont bien supérieures à celles de l'homme pour la connaissance et l'emploi des forces de la nature. Est-il possible que ces forces soient mises au service de l'homme ? Celui-ci peut-il contracter un pacte avec le démon ? Il est certain que le démon peut mettre au service d'un homme ses forces et son intelligence pour l'aider à faire le mal. L'homme qui emploiera ainsi le démon comme moyen, sera ce qu'on appelle un sorcier dans le langage vulgaire, un magicien ou un *medium* dans le langage scientifique. Ces relations ont-elles existé en réalité ?

Toute l'antiquité ecclésiastique l'a affirmé. Cependant sur la fin du dix-huitième siècle et au commencement de ce siècle, des théologiens, en Allemagne surtout, ont mis en doute la réalité des rapports entre le démon et certains personnages. Tous les faits racontés par ceux mêmes qui en furent les acteurs, seraient de pures illusions, provenant d'un état maladif. Le patient plongé dans un sommeil qui n'endort que ses sens extérieurs, laissant son imagination surexcitée suivre la direction que prend son esprit durant la veille, accepte pour des réalités tous ses rêves.

C'est là une explication trop fantaisiste, qui ne tient pas assez compte des faits, et dont le moindre défaut est d'avoir été inventée pour affaiblir ou nier l'influence satanique dans le monde. Il est certain, et nous l'admettons volontiers, que parmi les faits d'intervention démoniaque conservés par l'histoire ou la tradition, il y en a qui ne

(1) M. Jaugey, *Prælect. Theol. moralis, De Virtutibus cardinalibus*, p. 179).

s'appuient que sur la crédulité populaire; mais il en est d'autres qu'on ne peut révoquer en doute sans renverser toutes règles de la critique historique.

Aujourd'hui la théologie admet l'intervention diabolique dans le monde comme absolument certaine : elle enseigne que des hommes ont eu réellement des relations avec le démon qui a mis à leur disposition sa puissance et son intelligence. Le P. Jungman, dans son traité *de Deo creatore* (1) a écrit une belle thèse sur ce sujet. C'est à ce travail que nous renvoyons notre correspondant s'il désire des détails plus complets.

Les relations avec le démon sont possibles, tout catholique en convient; elles ont existé, les plus graves autorités l'affirment. Peuvent-elles s'appuyer sur un pacte qui mette le démon à la disposition de l'homme? La foi populaire répond en admettant que le diable peut être conjuré et être obligé par là à servir l'homme. Mais cette imagination populaire est admissible : une conjuration au nom de Dieu peut seule agir sur le démon et le contraindre, quand elle est conforme à la volonté divine, c'est-à-dire quand elle a lieu pour le bien; toute autre espèce de conjuration n'est qu'une parole humaine, à laquelle comme telle, aucun esprit n'est soumis. Il se peut qu'une pareille conjuration, radicalement nulle en elle-même, soit toutefois suivie d'effet, mais cet effet n'a certainement pas lieu parce que le démon y est contraint et obligé; il n'a lieu que parce que le démon se sent sympathiquement attiré vers un homme qui, par un pareil acte, prouve sa profonde perversité. Aussi l'effet de ces conjurations n'est pas infallible.

Q. — 1° Pensez-vous que MM. les fabriciens d'une paroisse puissent exiger que le droit perçu par le curé qui aurait fait un baptême pour son confrère voisin, absent au moment où on l'a présenté à son église, soit acquis à cette fabrique, et que la paroisse d'où est venu le baptême doive en être privée; abstraction faite des convenances, le droit peut-il exister?

2° Bon nombre d'évêques depuis les malheurs qu'a éprouvés le pape ont ordonné des prières et ajouté une oraison à la messe, *pro papa*. Dans notre diocèse avec l'oraison sus-indiquée Mgr l'évêque a ordonné de dire au pied de l'autel à la fin de la messe : « Notre Père et je vous salue Marie. »

Un prêtre peut-il pour d'autres intentions personnelles, ou par plus grande dévotion, y ajouter diverses invocations, le Souvenez-vous, etc., etc. N'est-ce pas se singulariser au préjudice des autres confrères qui se bornent aux choses ordonnées? Cette pratique est-elle conforme, ou contraire à la liturgie?

R. — Ad I. D'après la règle générale, le baptême devait avoir lieu dans l'église paroissiale sur le territoire de laquelle l'enfant était né, et dans ce cas l'offrande revenait de droit à la fabrique de cette église. L'enfant ayant été transporté ailleurs, du consentement de son propre curé, nous supposons, il devenait alors transi-

toirement le paroissien de cette autre église, et la fabrique ayant fourni les choses nécessaires à l'administration du baptême, pouvait prétendre légitimement aux offrandes faites à cette occasion.

Ad II. L'évêque seul a le droit d'ordonner des prières immédiatement après la messe, et il n'est pas au pouvoir de chaque prêtre d'en réciter à sa guise, avant d'avoir déposé les ornements sacrés.

La pratique contraire n'est pas conforme aux règles liturgiques.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Prière est faite à MM. les casuistes pour la jurisprudence civile ecclésiastique de vouloir bien examiner la délibération ci-jointe :

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le trois du mois de juin, les membres du conseil de fabrique de la paroisse de X., réunis extraordinairement pour statuer sur une demande à eux adressée par M. H., habitant de la dite paroisse, et ayant pour but d'obtenir la concession de la chapelle droite de l'église du lieu, pour lui et sa famille. Ouï M. B., secrétaire et trésorier de la dite fabrique en ses observations et conclusions.

Vu le décret du 30 novembre 1809;

Considérant que la demande en question n'occasionne ni gêne, ni embarras pour le service du culte; que les droits des tiers ne sont nullement lésés;

Considérant que les concessions de bancs, tribunes ou places dans les églises ont pour principal objet de créer des ressources aux fabriques sans déroger à la législation en vigueur;

Attendu que M. H. offre à verser annuellement et d'avance, à la date du 1^{er} juin la somme de trente francs, pour prix de la concession qu'il sollicite;

Le conseil de fabrique ayant délibéré décide que M. H. est dès maintenant autorisé à prendre possession de la chapelle de droite de l'église de X. et à y installer à ses frais le nombre de chaises qu'il trouvera convenable.

Fait et délibéré à X. les jours, mois et an, que d'autre part.

(Suivent les signatures.)

Cette délibération a été prise le 3 juin; et depuis huit jours la paroisse n'avait plus de curé.

On profita de l'interim pour le faire. On se réunit extraordinairement, en vertu de quelle autorisation? combien de membres au conseil? 2 membres sur 4 existant et ces absents n'ont pas été probablement appelés à donner leur avis, car on supposait sans doute avoir la signature du nouveau curé qui allait être nommé.

1° Le mot « concession » me semble avoir une extension trop grande, j'aimerais mieux l'expression « location » pour un an.

2° La « chapelle de droite. » N. B. en entrant dans l'église c'est-à-dire de gauche, d'après l'orientation des églises qui est la seule admissible.

Dans cette chapelle, il y avait le seul confessionnal de l'église; on l'a relégué vers la partie inférieure de l'église à côté des chaises et faisant face à l'autre façade du temple.

3° « A prendre possession. » Devrait-on dire, ce me semble, de la location pour un an seulement ou même pour plusieurs années au gré des parties; toutefois M. H. ne peut jamais bénéficier des privilèges soit de possession annale soit de prescription ou de tout autre. Le nombre de chaises est très-bien, pourvu que la délibération porte qu'on pourra les enlever pour n'importe quels services que réclameront le culte, les catéchismes, messes, réunion, etc.

N. B. — Cette chapelle est très-étroite car elle ne peut contenir facilement que 8 chaises dont 4 en arrière pour s'asseoir et 4 autres pour se mettre à genoux. Mais aussi moins on a de place, moins il faut en céder. La population

de la paroisse est de 200 habitants et l'église est grande seulement à proportion de ce chiffre. De plus, deux usines de chacune 500 habitants sont très-voisines de cette église et éloignées de celle de leur paroisse. Pour tous ces motifs, moi, jeune curé, je ne dois pas laisser prendre une délibération qui lèserait plus tard les droits de la fabrique.

J'ai adossé à mon tour le confessional contre le mur inférieur de l'église, il regarde désormais le chœur de l'église et se trouve mieux ainsi qu'il n'était même dans la chapelle en question. J'ai placé en face et tourné dans le même sens les fonts baptismaux qui seront aussi mieux placés que par le passé.

Je suis heureux de ce que la fabrique qui est très-pauvre trouve une occasion d'un revenu de 30 francs par an. Les autres chaises ne se louent pas. Seulement comme je l'ai dit à M. H. si l'église s'embellit par les chaises qu'il placera dans cette chapelle, si la fabrique y voit un revenu propice, je voudrais aussi que la fabrique sauvegardât ses droits et que tout autre paroissien pût chaque année, s'il le désirait, louer cette même chapelle, pourvu qu'il offrit un prix supérieur. Voilà la question. Veuillez, s'il vous plaît, me donner votre avis sur ce point. En attendant, d'autre part, je vais la soumettre à des confrères plus expérimentés que moi, et peut-être à l'archevêché.

R. — Notre avis est que cette délibération est nulle pour plusieurs motifs : 1° parce que cette réunion « extraordinaire » du conseil de fabrique devait être autorisée par l'évêque ou le préfet, et qu'elle ne l'a pas été ; 2° parce que les fabriciens n'étaient pas en nombre suffisant pour délibérer valablement ; ils devaient être au moins quatre, et ils n'étaient que deux ou trois ; 3° parce que les formalités exigées pour les concessions de bancs à perpétuité n'ont pas été remplies.

Ce qui a été fait est donc nul et non avenue.

Pour une concession à perpétuité, il faut que le postulant soit donateur ou bienfaiteur d'une église ; et même dans ce cas, la concession ne pourra lui être faite que sur l'avis favorable du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et par le ministre des cultes (*art. 72 du décret du 30 décembre 1809*). Or on ne voit ici aucune de ces conditions effectuées. La nullité de la concession est donc évidente. Cependant si M. H. l'exige, cette nullité ne peut être prononcée que par les tribunaux ; l'autorité administrative doit se borner à refuser son approbation. Cependant, des concessions ainsi frappées de nullité ne font pas obstacle à ce qu'il soit immédiatement procédé à de nouvelles concessions des mêmes chaises ou bancs régulièrement autorisés. Un avis du conseil d'Etat du 31 décembre 1837 l'a ainsi décidé.

Les formalités exigées pour la concession d'une chapelle ou de bancs ou de chaises dans une église sont indiquées dans les articles 66, 67, 68, 69, 70, 71 et 72 du décret du 30 décembre 1809.

Voici, selon le désir de notre correspondant un modèle de délibération sur une demande de concession de chapelle à une famille.

« L'an 13...

« Le Conseil, vu la demande présentée par M. N. à l'effet d'obtenir pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, la concession de « telle » chapelle dans l'église de...

Vu l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809 ;

« Considérant que M. N. par ses libéralités en

faveur de la fabrique, notamment par la donation qu'il lui a faite le.... d'un capital de.... francs, a mérité le titre de bienfaiteur de l'église ;

« Est d'avis, à l'unanimité, d'accorder à M. N., la concession, pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, de la chapelle située à... (l'indiquer), à charge par le dit M. N. de tenir cette chapelle en bon état d'entretien et de décoration, et de payer chaque année une redevance de.... francs.

« Mgr l'évêque du diocèse est prié d'approuver la présente délibération et de la présenter à l'homologation de M. le ministre des cultes.

« Fait et délibéré à... les jour, mois et an susdit
(signatures). »

La fabrique manquerait à tous ses devoirs si elle accordait une chapelle tout entière en dehors de ces concessions.

Q. — Que doit faire un curé qui veut se conformer à la loi et que l'on vient consulter comme médecin ?

Peut-il délivrer des consultations par écrit ?

Peut-il formuler des potions pharmaceutiques ?

Peut-il indiquer tels et tels remèdes homéopathiques ?

Peut-il changer, modifier les ordonnances des médecins ?

Non seulement chez lui, mais partout où il va, si l'on vient le consulter, peut-il laisser par écrit un traitement soit pharmaceutique, soit homéopathique ?

S'il reçoit des lettres de consultation, peut-il répondre, peut-il se rendre au domicile du malade ?

Peut-il signer ses ordonnances ? Peut-il exiger une rétribution ?

Nous aurions besoin comme ligne de conduite, d'une exposition claire et complète de la loi, sur ce sujet. Déjà, plusieurs curés ont été cités devant les tribunaux mais nous ignorons la lettre des arrêtés judiciaires.

Cependant ces sortes de cas se présentent chaque jour. Et qui peut empêcher les malades de chercher partout soulagement et délivrance ?

Parfois on adresse à MM. les curés, sans demande préalable, des ouvrages dont le titre est : *Conseils pratiques sur les soins à donner dans les indispositions et les maladies aiguës et chroniques les plus fréquentes*.

Est-ce conforme à la loi ?

Est-ce une séduisante provocation ?

Que faire par respect pour la loi existante ?

R. — On nous a souvent adressé des questions de ce genre. Nous nous décidons à reproduire ici le texte même des lois qui régissent la matière. On verra que, tout en conservant au prêtre la liberté de son zèle et de sa charité, on lui trace un cercle duquel il ne saurait sortir sans s'exposer à des pénalités sévères. Il importe donc de bien connaître les limites qu'il est défendu de franchir. Voici d'abord le remarquable rapport présenté par Portalis à Napoléon I^{er}, rapport sur lequel est basée toute la législation sur cette délicate matière.

« Sire,

« Il s'élève dans différents départements de l'empire, quelques difficultés entre les ministres de la religion qui distribuent aux pauvres les conseils et les secours d'une médecine toute paternelle et, pour ainsi dire, domestique, et les officiers de police qui croient voir dans cette conduite une infraction aux lois et règlements sur la police de la santé.

« J'aurais l'honneur de soumettre sur ce sujet à Votre Majesté impériale et royale, quelques observations qui pourraient peut-être déterminer sa décision.

« Les ecclésiastiques, réduits pour la plupart au strict nécessaire, sont peu en état de donner aux pauvres un secours temporel dont la religion qu'ils enseignent leur fait un devoir rigoureux, et qui répandent par leur ministère la considération et la confiance qui leur sont indispensables pour opérer le bien. Quelques-uns, guidés par le zèle de la charité et une sage prévoyance, ont acquis des connaissances en médecine qu'ils dépensent avec discernement à leurs ouailles. Cette aumône d'un genre particulier, les rapprochant de leurs paroissiens, leur fournit des occasions fréquentes et utiles de les rappeler à la pratique de leurs droits civils, moraux et religieux. Elle les attache à eux par une double chaîne de bienfaits, il faut connaître d'une manière sensible que le premier des préceptes du christianisme est l'amour des hommes et le soulagement des malheureux.

« Les premières connaissances en médecine sont pour ainsi dire, d'obligation pour tout père de famille, pour tout homme éclairé qui réside dans les campagnes. Les accidents y sont fréquents, les secours de l'art, éloignés. La prévoyance de tout homme, ami de ses semblables, le doit porter, en cette situation, à pouvoir du moins paillier les effets du mal, en retarder les progrès, prévenir des traitements funestes dictés par l'ignorance, ou le préjugé, et donner à l'homme exercé et savant dans l'art de guérir le temps d'arriver. De là, dans le courant du siècle dernier, plusieurs savants philanthropes et philosophes ont publié des ouvrages qui renfermaient des éléments médicaux et des conseils à la portée de tout le monde : tels que *l'Avis au peuple sur sa santé* par M. Tissot; le *Traité des plantes usuelles* par M. Thomel; l'*instruction sur le traitement des asphyxiés et des noyés* par M. Portal, etc. De là plusieurs écrivains célèbres, qui se sont occupés d'administration et de bien public, ont manifesté hautement le désir que les curés fissent des études en médecine et dispensassent simultanément les remèdes du corps et ceux de l'âme. Ce souhait fut en partie accueilli par l'ancien gouvernement, et il faisait distribuer aux curés par les intendants des boîtes de remèdes simples et bienfaisants dont l'application était facile et d'un usage fréquent.

« Mais en préparant le bien, il faut en prévenir l'abus. Si l'on abandonnait la pratique de la médecine et de la chirurgie à des hommes qui n'ont pas subi les épreuves salutaires que la loi prescrit à ceux qui se destinent à l'honorable emploi de docteurs en médecine, il serait à craindre que les méprises de l'ignorance ou les tentatives cruelles de l'empirisme ne vinssent aggraver les maux qu'elles voudraient soulager. Il serait à craindre surtout, si l'on permettait

aux ecclésiastiques de prétendre le moindre salaire sous prétexte des secours administrés de cette manière, que l'esprit de cupidité ne remplaçât bientôt l'esprit d'aumône, et que des désordres d'un genre nouveau ne vinssent à s'introduire.

« Il me paraît donc convenable de proposer à Votre Majesté impériale et royale qu'elle me permette dans l'occasion d'instruire MM. les préfets que son intention impériale n'est point que les autorités locales s'opposent à ce que MM. les curés et desservants aident de leurs conseils et de leurs secours les pauvres de leurs paroisses toutes les fois qu'il ne s'agira d'aucun accident qui puisse intéresser la santé publique, et pourvu qu'ils ne se permettent ni de signer des recettes ni de rédiger des consultations, et que leurs visites soient absolument gratuites. Je préviendrai d'ailleurs dans chaque cas particulier, MM. les évêques qui sont les juges naturels de la capacité de leurs subordonnés, qu'ils doivent veiller à ce que les curés et desservants de leurs diocèses ne se permettent rien en ce genre qui soit au-delà de leurs forces.

« J'ose croire que ces précautions remédieront à tout, et je demande à Votre Majesté impériale et royale son autorisation, m'en rapportant à sa haute sagesse et à sa sollicitude paternelle.

« Je suis avec un profond respect, sire, etc...

« PORTALIS »

Ce rapport fut envoyé, par ordre de l'empereur, le 4 fructidor, an XIII (22 août 1805) à la section de l'intérieur du Conseil d'État? ce fut à la suite de ce renvoi, et sur le rapport de la section, que le conseil d'État adopta, le 4^e jour complémentaire (21 septembre 1805), l'avis, ci-après approuvé par l'empereur le 8 vendémiaire an XIV (50 septembre 1805).

Avis du conseil d'État du 8 vendémiaire, an XIV (30 septembre 1805) relatif aux soins donnés par les prêtres, curés ou desservants, à leurs paroissiens malades.

« Le conseil d'État qui, d'après le renvoi fait par Sa Majesté impériale et royale, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre des cultes, exposant que les prêtres, curés ou desservants éprouvent des désagréments, à raison des conseils, ou soins qu'ils donnent à leurs paroissiens malades, et demandant l'autorisation d'écrire aux préfets que l'intention de Sa Majesté n'est pas que les curés soient troublés dans l'aide qu'ils donnent à leurs paroissiens, par leurs secours et leurs conseils, dans leurs maladies, pourvu qu'il ne s'agisse d'aucun accident qu'intéresse la santé publique, qu'ils ne signent ni ordonnances ni consultations et que leurs visites soient gratuites.

« Est d'avis qu'en se renfermant dans les limites tracées dans le rapport du ministre des cultes, ci-dessus analysé, les curés ou desser-

vants n'ont rien à craindre des poursuites de ceux qui exercent l'art de guérir, ou du ministère public chargé du maintien des règlements, puisqu'en donnant seulement des conseils et des soins gratuits, ils ne font que ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens ce que nulle loi ne défend, ce que la morale conseille, ce que l'administration provoque, et qu'il n'est besoin pour assurer la tranquillité des curés et desservants, d'aucune mesure particulière.

« Lettre de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à Mgr l'évêque de Saint-Brieuc.

« Paris, le 27 novembre 1861.

« Monseigneur,

« Madame la supérieure générale de la congrégation des filles du Saint-Esprit, établie à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), et autorisée par un décret du 13 novembre 1810 et une ordonnance du 21 mai 1836, expose que, depuis quelques temps, les religieuses de son ordre sont souvent en butte aux tracasseries des médecins, au sujet des soins qu'elles donnent aux malades pauvres qui les réclament dans les campagnes, et des médicaments qu'elles leur distribuent.

« Pour prévenir désormais ces difficultés, madame la supérieure m'exprime le désir de connaître la ligne de conduite qu'elle doit suivre en cette délicate matière. « Vous m'avez transmis sa demande, Monseigneur, me signalant le zèle et le dévouement des filles du Saint-Esprit pour les malades indigents.

« Déjà plusieurs fois des contestations se sont élevées entre les communautés religieuses hospitalières et les médecins ou les pharmaciens sur le même sujet.

« En ce qui concerne les soins et secours aux malades, on a appliqué les règles exposées dans l'*avis du conseil d'Etat du 8 vendémiaire an XIV* (30 septembre 1805). Aux termes de cet avis, approuvé par l'Empereur et relatif spécialement aux curés et desservants, ces ecclésiastiques peuvent aider de leurs conseils et de leurs secours les pauvres de leurs paroisses toutes les fois qu'il ne s'agit d'aucun accident qui puisse intéresser la santé publique, et pourvu qu'ils ne se permettent ni de signer des ordonnances, ni de rédiger des consultations, et que leurs visites soient entièrement gratuites.

« En donnant des soins gratuits aux malades pauvres, les religieuses font ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens, ce que la morale conseille et qu'aucune loi ne défend.

« Quant aux médicaments, un règlement rédigé le 9 pluviôse an X par une commission des professeurs de l'Ecole de médecine de Paris, et approuvé par M. le ministre de l'intérieur (M. Chabaz), qui l'a transmis au préfet avec sa circulaire du 23 ventôse an X, détermine sous le

nom général de médicaments magistraux ceux que les sœurs de charité peuvent préparer et distribuer aux malades.

« Une seconde circulaire ministérielle du 16 avril 1828 porte que les sœurs de charité ne peuvent ni distribuer ni vendre des remèdes composés, de véritables préparations pharmaceutiques, sans contrevenir aux dispositions des lois concernant l'exercice de la pharmacie, mais elle ajoute ce qui suit : « On a pensé, d'après l'avis de la Faculté de médecine, qu'on pouvait autoriser les sœurs de charité à préparer elles-mêmes et à vendre à bas prix des sirops, des tisanes et quelques autres remèdes qu'on désigne dans la pharmacie sous le nom de magistraux; mais là doit se borner la tolérance qu'elles sont en droit de réclamer dans l'intérêt des pauvres. »

« Depuis cette circulaire, la Cour de Bordeaux a décidé, par un arrêt fortement motivé, du 28 juillet 1830, que la loi du 21 germinal an XI n'a fait aucune distinction entre les remèdes officinaux et magistraux; qu'elle interdit la vente des uns et des autres à toute personne qui n'a pas obtenu un diplôme de pharmacien; que, par conséquent, cette prohibition générale s'applique aux religieuses (qui faisaient partie, dans l'espèce soumise à la Cour de Bordeaux, de la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul).

« Cet arrêt me paraît conforme à l'esprit et aux termes de la loi du 21 germinal an XI.

« D'après ces motifs, je pense, Monseigneur, que les filles du Saint-Esprit ont la faculté de donner des soins gratuits aux malades et de leur distribuer des remèdes simples ou magistraux, mais sans avoir le droit de les vendre.

« Telle est aussi l'opinion du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui a dans ses attributions la police sanitaire. Avant de vous répondre, je lui ai communiqué la demande de M^{me} la supérieure générale de la congrégation des filles du Saint-Esprit. Dans sa réponse du 29 juillet dernier, mon collègue a ajouté les observations suivantes, que je crois utile de reproduire textuellement ici.

« Dans ces dernières années, mon ministère a eu plusieurs fois déjà à s'occuper des difficultés sur lesquelles vous voulez bien me consulter, et il a toujours répondu dans le sens d'un avis du comité consultatif d'hygiène publique, en date du 9 août 1858, que je vais analyser ici.

« Les médecins et officiers de santé ayant seuls, aux termes de la loi, le droit d'exercer la médecine, les sœurs de la charité engageraient leur responsabilité si elles joignaient aux soins et aux secours qu'elles sont, d'après les statuts approuvés des institutions hospitalières, appelées à porter gratuitement et dans un but charitable aux pauvres malades, des prescriptions ou des pratiques pouvant constituer l'exercice illégal d'une partie quelconque de l'art médical.

« En ce qui touche la préparation, la délivrance et l'administration des médicaments, elles

« doivent s'abstenir d'étendre l'application de
« l'instruction précitée ; elles sont autorisées
« d'après cette instruction à préparer seulement
« les tisanes, les potions huileuses, les potions
« simples, les loochs simples, les cataplasmes, les
« fomentations, les médecines et autres médica-
« ments magistraux semblables dont la prépara-
« tion n'exige pas des connaissances pharmaceu-
« tiques bien étendues.

« Si, dans des circonstances urgentes et excep-
« tionnelles, l'humanité et la charité commandent
« que les sœurs fassent quelque chose au-delà et
« en dehors de ces règles, il y a nécessité pour
« elles de s'abstenir, après avoir pourvu à ce qui
« est réellement urgent.

« En se pénétrant bien des indications qui
« précèdent et ne perdant pas de vue surtout que
« les secours qu'elles portent doivent être entière-
« ment gratuits, les sœurs doivent réussir à con-
« cilier l'accomplissement de leur pieuse et chari-
« table mission avec le respect dû à la loi.

« Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien
« donner connaissance de la présente lettre à
« Madame la supérieure générale de la congréga-
« tion des filles du Saint-Esprit.

« Agréez, etc.

« ROULAND. »

Courrier de l'Utile.

Q. — Quels sont les moyens les plus efficaces pour éclaircir la voix ?

R. — Ces moyens sont :

1° L'eau de goudron employée en boisson, à la dose d'un litre par jour, soit pure, soit coupée avec le vin aux repas.

2° Se gargariser cinq à six fois par jour avec la solution suivante :

Alun	5 à 10 grammes,
Décoction d'orge	300 »
Miel rosat, ou sirop de mures	30 »
Sirop diacode	20 »

3° Aspirer la fumée de cigarettes au benjoin.

On les prépare en prenant une feuille de papier buvard épais que l'on imprègne avec une solution saturée de nitrate de potasse (autrement dit salpêtre), puis sur cette feuille sèche on étend une couche de teinture de benjoin. Fumer 1 à 2 cigarettes par jour. Remède très-vanté.

4° Cautérisations au nitrate d'argent ou pierre infernale.

Mais remède dangereux.

Q. — Quel est le remède contre les oignons aux pieds ?

R. — 1° Mettre sur le mal un emplâtre de vigo ou une feuille de papier chimique, un peu plus large que le durillon.

2° Badigeonner deux fois par semaine avec la teinture d'iode.

3° Couper, ou mieux faire extirper le durillon par un pédicure habile.

4° Brûler le durillon avec un crayon de sulfate de cuivre.

Q. — Comment peindre en noir un tableau pour calcul, de façon à ce que la craie marque bien ?

R. — Le peindre à l'huile de lin ou de chenevis, en ayant soin de mettre assez de siccatif et employer pour la couleur le noir de fumée ou mieux le noir animal.

Délayer à l'huile d'abord un peu de blanc de cèruse, puis la couleur noire et appliquer sur le tableau.

Quelques-uns se contentent de noircir simplement avec de l'encre noire ordinaire. Un professeur de mathématiques qui se sert de son tableau presque tous les jours, nous assure que le noir obtenu par ce procédé dure trois ou quatre ans, quand la couleur disparaît, il recommence l'opération.

Il est bon que le tableau soit d'un bois aussi peu poreux que possible. Le peuplier est préférable au sapin et au chêne.

Q. — Quel est le moyen de détruire les vers qui s'engendrent dans les bouchons après la mise en bouteilles ?

R. — Pour prévenir la formation de ces vers, il faut employer des bouchons de premier choix. Un bon bouchon doit être bien arrondi, élastique, uni, sec, sonnante et sans défaut. Pour détruire le germe des vers, s'il existe, on fera bien de mettre les bouchons dans l'eau-de-vie durant plusieurs jours ; puis au moment de la mise en bouteilles, il vaut mieux les soumettre au mâche-bouchon ; on les enfonce immédiatement, on cache avec la cire et on renverse les bouteilles de manière que le liquide intérieur couvre complètement les bouchons. Ainsi privés d'air, à l'intérieur comme à l'extérieur, les bouchons resteront intacts.

Si cependant le ver s'y est formé, et que l'on craigne l'infiltration de l'air et l'écoulement du vin il n'est d'autre remède que l'extraction, en agitant la bouteille le moins possible, et la substitution d'un bouchon de bonne qualité !

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 9 augusti.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE

DEMANDES ET RÉPONSES

D. — Auriez-vous la bonté de m'indiquer un beau volume que l'on pourrait offrir, comme cadeau de fête, à un prêtre qui a déjà *Sainte Elisabeth et Notre-Dame de Lourdes*? On mettrait bien de 40 à 50 francs.
Je lirai attentivement les réponses. J. D.

R. — Vous pourriez, vous devriez offrir *CHRISTOPHE COLOMB*, par M. le comte Roselly de Lorgues.

C'est la première histoire vraiment complète qui ait été écrite sur le grand Navigateur par un Européen.

Les éditions successives, les réimpressions dans tous les formats, les traductions dans les principales langues, disent assez la valeur de ce livre.

Puis, *CHRISTOPHE COLOMB* est une figure historique qui s'impose doublement : au monde religieux, par sa grande foi ; au public par son grand caractère.

Illustré d'encadrements variés à chaque page, de chromolithographies, culs-de-lampe et têtes de chapitres par MM. Yan'D'argent, Ciappori, Vierge, Eugène Mathieu, etc. ; l'ouvrage de M. Roselly de Lorgues est un chef-d'œuvre, un monument de toute beauté.

En voici les prix :

Broché : 25 fr. — Cartonné toile, avec plaques spéciales : 30 fr. — Reliure dos chagrin, tranches et ornements dorés : 35 fr. — Reliure amateur, dos et coins chagrin, tranche supérieure dorée : 35 fr.

VIENT DE PARAÎTRE

ENTRETIENS AVEC MARTHE : *Conférences prêchées aux dames du monde* par le R. P. Causette, ancien vicaire général de Toulouse. (Ouvrage inédit.) Sommaire des chapitres :

I. La force chrétienne. — II. La piété raisonnable. — III. L'humeur et le caractère. — IV. Le monde. — V. Les romans. — VI. L'amour de Dieu. — VII. La charité et ses caractères. — VIII. L'espérance chrétienne. — IX. La sainte Eucharistie. — X. Le péché. — XI. Vanité des vanités. — XII. La mort. — XIII. Le jugement dernier. — XIV. L'apostolat de la femme. — XV. Le riche et le pauvre. — XVI. La reconnaissance. — XVII. La femme du monde et la réparation. — XVIII. Clôture d'une retraite.

1 beau volume in-12 de 461 pages. — Prix : 3 fr.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La chute du ministère Freycinet, l'aggravation de la situation en Egypte, le désarroi de plus en plus complet qui se manifeste au sein de la confé-

rence de Constantinople, la liquidation de fin de mois à la Bourse, voilà bien plus qu'il n'en faut pour dérouter et ébranler le monde financier : hé bien, il n'en est quasi rien. La liquidation se fait dans de bonnes conditions : 20 centimes sur le 3 0/0, 22 centimes sur l'Amortissable ; 10,15 cent. sur le 5 0/0. En sorte que le cours de nos rentes reste compensé : à 81.20 pour le 3 0/0 ; à 81.40 pour l'Amortissable ; à 114.10 pour le 5 0/0. Que l'on compare ces cours avec ceux de la dernière cote, et l'on verra que la finance paraît peu compter, soit avec les embrouillements de la politique à l'extérieur, soit avec nos complications ministérielles.

Les fonds d'Etat étrangers reflètent ce même état de calme et de fermeté. Ainsi les consolidés anglais sont à 99 13/16, c'est-à-dire presque au pair. Le Turc n'est descendu qu'à 10.85, et l'Egyptienne unifiée oscille entre 250 et 255. Ce sont les valeurs étrangères les plus directement en cause dans la crise politique actuelle et l'on voit qu'elles font, elles aussi, fort bonne figure.

Rien de particulier sur les sociétés financières. Aucune d'elles ne fait parler de quelque entreprise considérable, d'autant plus que toute initiative doit être nécessairement reportée maintenant après les vacances. Enregistrer leur cours, c'est revenir à peu près aux mêmes chiffres d'une semaine à l'autre. — Le Comptoir d'Escompte fait 1045. La Banque d'Escompte se tient à 647. La Banque de Paris inscrit 1087. Quelques demandes sur le Crédit lyonnais à 670. Sur le Crédit mobilier à 487, sur la Société générale à 610. — L'action du Crédit foncier à peu varié : elle se tient aux environs de 1440. La Banque va et vient entre 5385, 5400 et 5300. — Malgré les événements d'Egypte, le Suez se conserve à un taux très élevé : 2480 à 2500. Le Panama varie de 535 à 540.

Les chemins de fer cotent : Est, 740 ; Lyon, 1640 ; Midi, 1215 ; Nord, 1980 ; Orléans, 1330 ; Ouest, 795.

Quant aux conseils que l'on nous demande journellement sur le choix de bonnes valeurs, nous persistons à dire que l'une d'elles, sous tous les rapports, est l'action de la *Société générale de Librairie catholique*.

Sous le rapport de l'entreprise proprement dite elle a la sanction du temps : sept années d'existence excellemment gérées et constamment prospères.

Comme revenu, elle n'a jamais été atteinte par les événements intérieurs ou extérieurs. Détendue par ces gens sages et positifs pour qui le certain est tout, elle a joui de leur plus entière confiance au milieu de toutes les crises, et elle leur a régulièrement rapporté ce qu'on ne plus rapporter même aux meilleures valeurs : 5 et 6 0/0 par an.

Comme avenir, elle a en perspective plusieurs nouvelles branches d'exploitation, telles que sa publication des Classiques, sa Caisse de prêts aux écoles libres, sa Caisse de retraite pour le clergé : ce qui, venant s'ajouter à l'importance actuelle de ses affaires, promet aux actionnaires une plus-value certaine et prochaine.

Résumé et conseil : acheter des actions de la *Société générale de Librairie catholique*.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des St-Pères, à Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^e de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant **P'Ecriture** sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblée par l'Evangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^e de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^e de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*). 1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Epoux légal et l'Epoux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Etranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^e de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des S^s-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 33 :

PRÉDICATION : Pour le treizième dimanche après la Pentecôte : Importance du premier commandement. — **CONGRÉGATIONS ROMAINES :** Lettres apostoliques de N. T. S. P. le Pape Léon XIII sur l'obligation pour les évêques de célébrer la messe *pro populo* chaque jour de fête. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. :** Peut-on donner l'Extrême-Onction à un homme ne donnant plus signe de vie, mais conservant un peu de chaleur à la tête? — Peut-on laisser employer le crap mortuaire d'une société de secours mutuels au lieu de celui de l'église? — La loi canonique du concours a-t-elle perdu sa force obligatoire en France? — Une allée suffit-elle à séparer d'un cimetière la partie réservée et à empêcher que le cimetière entier soit pollué par la sépulture d'un infidèle? — Un legs ayant été fait pour honoraires de messes, doit-on préférer des messes chantées ou des messes basses? — Que penser de la collection des décrets de la S. C. R. de Mulh Bauer. — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** La fabrique a-t-elle droit aux fruits spontanés d'un ancien cimetière tenant à l'église? — D'après quel tarif, messe haute ou messe après convoi, doivent se régler les honoraires d'une messe ajoutée sur la demande de la famille à l'office de la sépulture? Doit-on se conformer à l'heure indiquée par le maire sur le permis d'inhumer? — Un jeune homme atteignant 21 ans le 24 juin, et son père 69 ans le 18 juin, sera-t-il exonéré du service militaire? — Est-on dispensé de l'histoire sainte pour le certificat d'études? Si elle est supprimée, le curé cesse-t-il par le fait d'être examinateur? — Est-on obligé de fournir la paille aux militaires cantonnés dans les habitations pendant les grandes manœuvres? — La loi concernant les prestations, s'applique-t-elle aux curés? — Peut-on obliger une commune à verser une somme annuelle pour messes, si le titre l'y obligeant, a disparu? — La fabrique, ne demandant rien à la commune, peut-elle sans l'autorisation préfectorale, ouvrir une fenêtre au chœur de l'église. — **COURRIER DE L'UTILE :** Recettes : pour faire les conserves de pois et de haricots; nettoyer les collets de velours; enlever les taches d'huile des vêtements, des planchers; faire les chandelles avec la vieille cire; fabriquer des allumettes chimiques.

REVUE LITTÉRAIRE.

I

SAINTE MARCELLE OU LA VIE RELIGIEUSE chez les Patriciennes de Rome au quatrième siècle, par M. l'abbé L. Pauthe, chanoine de la métropole d'Albi, secrétaire de Mgr l'archevêque, etc.
In-8° de vi-543 pages 7 fr.

« Ce livre est le récit d'une vie dont la société contemporaine gagnerait à recueillir les enseignements. Une sainte, âme de grande race s'il en fut, le remplit de l'illustration de ses actes et de ses vertus.

« C'est une histoire qui console des défaillances et des bassesses du temps présent par le contraste des grandeurs morales les plus hautes; il s'en dégage un air balsamique qui vivifie le cœur.

« La fille des Marcellus, sous l'inspiration de Dieu et la direction de saint Jérôme, forme et façonne le caractère de ces patriciennes dont les goûts chastes et les vertus angéliques ennoblissent la Rome du quatrième siècle.

« La religion, le dévouement, la recherche de la perfection deviennent alors l'héritage envié des plus superbes romains.

« Aussi l'on éprouve une consolation céleste en la compagnie de ces vaillantes matrones, et l'on sent que, Marcelle, à leur tête, était prédestinée de Dieu pour ouvrir les annales de la vie monastique dans la capitale de l'occident.... »

C'est l'auteur qui s'exprime ainsi dans la dédicace de son livre à S. G. Mgr l'archevêque d'Albi. Nous ne pensons pas qu'on puisse mieux résumer et caractériser ce bel ouvrage.

Nous pensons également que le meilleur moyen de donner une idée exacte et sûre de son mérite est de citer les lettres épiscopales qui figurent en tête de ses pages. Citons donc les fragments suivants :

... Cette étude personnelle et consciencieuse sur l'une des figures les plus considérables et les plus attrayantes du christianisme, au quatrième siècle, fait heureusement suite aux travaux qu'ont publiés sur sainte Paule, saint Jérôme, saint Ambroise, des écrivains éminents... Un tel objet a fourni à votre plume, qui ne pouvait manquer de porter l'empreinte du milieu où elle s'exerce, des pages ravissantes de grâces et pleines de profondeur.

† FR. FRANÇOIS-MARIE, évêque de Montpellier.

... Vous avez mis la sainte patricienne dans son vrai jour; l'auréole dont vous l'avez couronnée semble travaillée par les mains sévères de saint Jérôme, son maître et son père. Cet illustre docteur, s'il vous lisait, vous donnerait une approbation sans réserve.

Sainte Marcelle, sa chère fille spirituelle, apparaît dans votre livre telle qu'elle fut pénétrée sous son souffle puissant par ses mains à la fois rudes et tendres.

Votre beau livre sera lu et relu par les esprits sérieux qui voudront étudier avec fruit l'intéressante société chrétienne du quatrième siècle.

Il fixera l'attention des âmes religieuses qui vivent dans les monastères ou dans le monde. L'illustre patricienne nous donne à tous par la pratique de ses grandes vertus des leçons éloquentes qui prouveront à la piété contemporaine combien ses mœurs, quelquefois peu sévères ou trop

faciles, sont en opposition directe avec les habitudes de cette grande époque.

† ETIENNE-EMILE, archevêque d'Albi.

... Il y a dans votre façon d'écrire, du Massillon...

De plus, il y a dans votre *Histoire de sainte Marcelle* un défaut que j'appellerai heureux : c'est un excès de science. Ce que vous avez appris, et si bien appris, vous en faites jouir vos lecteurs.

† FERDINAND, cardinal DONNET, arch. de Bordeaux.

... J'ai trouvé dans votre livre la richesse du fond et la grâce du style, les savantes recherches et les émotions d'une vraie et tendre piété.

† FRANÇOIS DE S. ALBERT, évêque de Carcassonne.

... Votre style conserve dans ce nouvel ouvrage une noble simplicité. Je vous félicite de dédaigner ainsi les vains artifices littéraires qui entravent la marche de la narration et font à la personne de l'écrivain une trop grande place dans la pensée du lecteur.

Une sérieuse critique a présidé au choix des documents sur lesquels vous élevez votre œuvre.

Le plan de cette histoire accuse un esprit qui ne se laisse point absorber par les détails d'une situation particulière et qui sait découvrir dans les actions d'un saint les rapports multiples par lesquels elles se rattachent à la vie religieuse de tout un siècle.

Grâce à cette vue d'ensemble, vous avez tracé à la grande figure de sainte Marcelle un cadre digne d'elle, et où l'on admire le travail du philosophe chrétien tout autant que celui du judicieux hagiographe.

Sans prétendre faire de mes félicitations un moyen de propagande, je crois remplir un devoir de justice en disant : « Tolle et lege, » à tous ceux qui peuvent se procurer le volume, aux pages si attachantes, que vous avez consacré à la mémoire de la fille des Marcellus.

† FLORIAN, cardinal DESPREZ, arch. de Toulouse.

II

L'ouvrage de M. le chanoine Arminjon, *La Fin du monde présent et les Mystères de la vie future*, que l'*Ami du clergé* s'est empressé de faire connaître dès son apparition, a obtenu un véritable succès. La première édition est, en ce moment, presque entièrement épuisée, et l'auteur s'occupe d'en faire paraître une seconde.

Cet ouvrage, honoré de l'approbation de Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Chambéry et de plusieurs autres évêques, vient de recevoir une lettre approuvative du Saint-Père, que nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos lecteurs :

Du Vatican, le 20 juillet.

Monsieur le chanoine,

Notre Très Saint-Père le Pape Léon XIII a reçu votre lettre et l'exemplaire des Conférences prêchées par vous dans la cathédrale de Chambéry.

Les importants sujets que vous avez entrepris de traiter sur la *Fin du monde présent* et sur les *Mystères de la vie future* sont une preuve de votre zèle apostolique pour le salut éternel des âmes. Aussi les éloges que vous avez reçus de la part de plusieurs évêques témoignent de la science et de l'onction pieuse avec lesquelles vous avez traité et exposé les sujets susdits.

C'est pourquoi le Saint-Père a accueilli, dans sa bonté paternelle, l'hommage du livre que vous avez déposé humblement à ses pieds. Il a agréé l'expression de vos sentiments profondément dévoués, et en même temps a daigné vous donner de tout son cœur sa bénédiction apostolique.

Je suis heureux de vous transmettre, Monsieur le chanoine, et je vous prie d'agréer, dans cette occasion, l'assurance de mes sentiments distingués.

De vous, Monsieur le chanoine, le très dévoué serviteur.

Gabriele BOCCALY.

La Fin du monde présent et les Mystères de la

vie future, par M. le chanoine Arminjon, forme un beau et fort volume in-12 du prix de 3 francs.

III

Les moines de Solesmes

Expulsion du 6 novembre 1880 et du 22 mars

1882. — Se vend au profit des expulsés.

Prix, 3 fr.

Parmi toutes les infamies auxquelles se sont livrés depuis deux ans les crocheteurs de la république, il en est une qui présente un caractère particulier d'ignominie, c'est celle dont les moines Bénédictins de Solesmes ont été les glorieuses victimes. Là, en effet, il y a eu récidive, et l'on peut dire des expulseurs qu'ils ont remis le nez dans l'ordure de leur méfaits, *redierunt et vomitum*.

C'est ce crime réitéré, c'est cette double dispersion des Bénédictins qui vient d'être dramatiquement rapportée par un témoin oculaire : M. Etienne Cartier est un écrivain de race, qui joint à l'autorité d'un excellent critique d'art, la profonde conviction d'un catholique ardent.

L'éminent auteur des *Lettres sur l'Art chrétien*, M. Cartier, a été le témoin de la double expulsion des RR. PP. Bénédictins : les faits se sont passés sous ses yeux ! il les raconte dans tous leurs détails, avec une exactitude parfaite, une hauteur de vue admirable et une charmante finesse d'appréciation. Sa relation est vivante, elle attache invinciblement le lecteur, et, si les agents de l'intolérance républicaine ne sont pas ménagés par cette plume, on sent que le cœur qui la dirige a éprouvé toutes les indignations qu'elle traduit et bondit sous les outrages qu'elle retrace. Au surplus, le dossier est complet, les dépositions des témoins consignées chacune à leur place, le réquisitoire appuyé de toutes les raisons propres à accabler l'accusé, celui enfin flétri de main de maître, en attendant que l'avenir consacre pratiquement et sanctionne les flagellations morales qu'il reçoit aujourd'hui, les seules que le tribunal des conflits permette provisoirement d'infliger.

L'énumération des titres de chapitres de ce bel ouvrage donnera quelque idée du puissant intérêt qu'il présente :

1. La liberté. — 2. Les décrets. — 3. L'autorisation et la déclaration. — 4. L'ordre de Saint-Benoît. — 5. L'attente. — 6. L'invasion. — 7. La protestation. — 8. Les cellules. — 9. L'église. — 10. L'attaque. — 11. La profanation. — 12. L'œuvre sacrilège. — 13. La bénédiction. — 14. Les cloches. — 15. La séparation. — 16. La récidive. — 17. Le devoir de la résistance. — 18. Epilogue.

Le discours prononcé à la Chambre par Monseigneur Freppel, la réponse du piteux et petit Goblet, la réplique de Mgr Freppel terrassant le petit ministre, la liste des témoins expulsés avec les religieux et diverses pièces justificatives complètent ce volume avec beaucoup d'à propos et en forment une page des plus importantes pour l'histoire future des iniquités de la troisième et dernière république.

Les appréciations qu'il renferme, pour être absolument indépendantes, n'en sont pas moins justes et justifiées. Signalons notamment celles qu'inspire à l'auteur l'affaire de la déclaration, à propos de laquelle il condamne comme il convient l'évidente naïveté des diplomates à courte vue qui

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 13^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE. —
IMPORTANCE DU PREMIER COMMANDEMENT.

Hoc est maximum et primum
mandatum.

(Matth., xxii, 38.)

Un jour un docteur de la loi interrogea Notre-Seigneur Jésus-Christ et lui demanda quel est le plus grand commandement de la religion. Jésus lui répondit : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toutes tes forces, de toute ton âme. C'est là le plus grand et le premier des commandements. » — A qui réfléchit un instant, cette réponse paraît bien simple et bien naturelle, et l'ignorance ou l'oubli de cette vérité fondamentale est une preuve frappante de la légèreté des esprits de notre époque.

I

I. Oui, le premier commandement est le plus grand de tous, non-seulement par le rang qu'il occupe, mais encore par sa dignité et son excellence. Il est le plus important à cause de l'importance des devoirs qu'il nous impose.

Devoirs les plus augustes. Tandis que le 2^e et le 3^e commandements ne nous prescrivent que quelqu'une de nos obligations envers notre Créateur ; tandis que les commandements de la seconde table nous rappellent ce que nous devons à nos parents, à nos supérieurs et en général à notre prochain : le premier commandement renferme l'ensemble de nos devoirs envers Dieu, notre premier Père, le Roi des rois, le Créateur et le Maître de tous les hommes. C'est l'abrégé du culte que nous avons à rendre à la majesté suprême.

Devoirs les plus stricts et les plus rigoureux. Nous sommes de Dieu : *Fecisti nos et non ipsi nos*, donc nous sommes à Dieu : nous lui appartenons par droit de naissance ; nous tenons de lui l'être et la vie ; par droit de conservation et de protection : c'est lui qui nous soutient à chaque instant de notre existence ; par droit de conquête : c'est lui qui, par son divin Fils, nous a rachetés de la mort du péché, *tibi serviat omnia creatura tua quia dixisti et facta sunt* (Jud., xvi, 17). Nous lui appartenons plus que l'œuvre à l'ouvrier, la statue au sculpteur, le tableau au peintre, le sujet au souverain, l'enfant à ses parents. *O Domine, quia ego servus tuus et filius ancillæ tuæ !* (Ps. cxv, 16.) Donc avant tout, nous devons vivre pour lui ! Nous devons le servir !

Devoirs les plus nécessaires, auxquels Dieu lui-même ne peut point renoncer. Il n'était pas nécessaire que Dieu me tirât du néant. Mais dès lors qu'il m'a créé, il est absolument indispensable que je lui rende l'hommage de mon corps et de mon âme : de mon esprit par la foi, de mon cœur par l'espérance et l'amour, de tout mon

être par l'adoration. *Dignus es, Domine Deus noster, accipere gloriam et honorem et virtutem quia tu creasti omnia* (Apoc., iv, 2). Il nous faut reconnaître sa majesté infinie, son souverain empire, son ineffable bonté, son inépuisable miséricorde et, si nous l'avons offensé, sa rigoureuse justice. Il faut que constamment toutes nos puissances lui rendent le culte suprême. *Venite, adoremus et procidamus ante Dominum qui fecit nos, quia ipse est Dominus Deus noster* (Ps. xciv, 6, 7.)

Devoirs si essentiels que si l'on supprime le premier commandement, tous les autres disparaissent. Car si l'on méconnaît ses devoirs envers Dieu, on ne s'inquiétera guère de respecter son saint nom et de sanctifier le saint jour du dimanche ; on foulera aux pieds les obligations que l'on a à l'égard du prochain parce qu'on perdra de vue le législateur, le censeur et le vengeur ; le caprice, l'égoïsme, le sensualisme seront la règle exclusive des actions. A n'en pas douter, le premier commandement est la clef de voûte du Décalogue ; c'est la Religion en abrégé.

II. Mais son importance ressort en deuxième lieu de la solennelle et toute spéciale sanction que Dieu a voulu y attacher. « Je suis le Seigneur ton Dieu, dit-il après avoir promulgué son premier précepte, le Dieu fort, le Dieu jaloux, le Dieu qui punit l'iniquité des pères dans les enfants, jusqu'à la troisième et quatrième génération de ceux qui me haïssent, le Dieu qui fait miséricorde jusqu'à la millième génération à ceux qui m'aiment et gardent mes préceptes ! » (Exod., xx et Deut., v, 9.)

Vous le voyez, notre Dieu n'est pas, comme quelques-uns se le figurent, un monarque insouciant, il tient à sa gloire, *gloriam meam alteri non dabo*, il est jaloux du culte que nous lui devons, *Deus zelotes*. Et il a à sa disposition une puissance infinie pour récompenser ses fidèles adorateurs ou pour punir les contempteurs de sa divine majesté.

Au reste l'expérience est là pour le prouver :

Rendre à Dieu le culte qui lui est dû,

Pour l'individu, c'est l'honneur. Eh quoi ! nous ne sommes point faits pour les créatures, pour l'homme, malgré sa force, sa puissance et son génie, pour les anges malgré leur excellence et leur supériorité, mais pour Dieu ! — C'est le bonheur éternel d'abord et avant tout, *ego ero merces tua magnanimis* ; mais aussi c'est le bonheur temporel, *mihi adhærere Deo bonum est* ; — c'est la paix, c'est la joie intime et ineffable de la bonne conscience, c'est la force dans l'adversité, la consolation dans la souffrance par l'espoir des éternelles récompenses.

Pour la famille, c'est la prospérité, l'union, le bonheur, une féconde perpétuité.

Pour les sociétés, c'est la puissance et la stabilité, *elevat gentes*.

Au contraire, l'infidélité au premier commandement,

Pour l'individu, c'est le malaise, *fecisti nos ad te Deus et irrequietum est cor meum donec requiescat in te*¹; c'est le remords, *non est pax impiis*; c'est le désordre des pensées et des sentiments; c'est l'ignominie, *fode parietem*; ce sont les châtimens temporels; c'est l'abandon de Dieu, *ego in interitu vestro ridebo*; c'est le malheur éternel, *sepultus est in inferno*.

Pour la famille, ce sont trop souvent les dissensions domestiques, les chagrins cuisants, les maladies, la ruine, les morts prématurées.

Pour les empires, c'est le germe de la plus fatale décadence, *miseros autem populos facit peccatum*, ce sont les passions les plus féroces déchaînées, c'est l'anarchie avec ses luttes fratricides dans un avenir plus ou moins proche, mais certain. « Sans la religion (mais la religion consiste surtout dans le culte de Dieu), où en serait le monde ? disait Napoléon sur son rocher de Sainte-Hélène. Le plus grand service que j'ai rendu à la France a été d'y rétablir la religion catholique. Sans la religion les hommes s'égorgeraient pour la plus belle femme ou pour la plus grosse poire². » Rien n'est plus vrai que cette observation du grand homme de guerre.

II

« Lorsque vous serez à Babylone, disait aux Juifs le prophète Jérémie, vous verrez des dieux d'or, d'argent, de pierre ou de bois, que l'on porte sur les épaules et qui font peur aux gentils; gardez-vous bien de partager ce culte abominable ou cette peur insensée. Mais quand vous verrez tout autour de vous la foule prosternée devant ces idoles, dites du fond du cœur : C'est vous seul Seigneur qu'il faut adorer³ ! »

Hélas ! jamais il n'a été plus nécessaire de faire cette sainte recommandation du prophète. Jamais il n'a été plus important de prêcher l'adoration due à Dieu, parce que jamais elle n'a été plus méconnue. Aujourd'hui, selon un mot fameux, **TOUT EST DIEU EXCEPT DIEU LUI-MÊME** ! On a inventé des morales abominables, l'opprobre de notre temps, d'où Dieu est complètement exclu.

Il y a d'abord la morale de ceux qui tout entiers dans les choses de la terre, uniquement absorbés par leurs affaires et leurs plaisirs, sans nier Dieu formellement, sans l'attaquer directement, ne s'en occupent pas le moins du monde. C'est la morale

des honnêtes gens. Elle se résume, dit Monseigneur de Ségur⁴, en somme, en ces deux paroles si banales et si niaisas : « ne pas tuer et ne pas voler ; » ce qui est sans doute fort bon, fort louable, mais qui n'avance pas à grand'chose, vu que, hors le bagne, la plupart des gens, mauvais ou bons, qui peuplent le monde, peuvent en toute conscience mettre cette glorieuse étiquette sur leur sac. La morale de l'honnête homme ne va pas plus loin, et elle laisse tout le reste dans un vague fort agréable pour ceux qui veulent faire des sottises. Elle ordonne pompeusement d'être bon père, bon fils, bon époux, bon enfant ; mais s'agit-il d'entrer dans le détail des devoirs de la vie, de régler la conduite, les mœurs, l'humeur, de combattre les vices, les mauvaises habitudes, les instincts égoïstes, elle ne dit mot, ne défend rien et tolère tout. Avec elle on peut être débauché, joueur, ivrogne, colère, querelleur, égoïste, dissipateur ou avare à volonté, sans amour pour personne, si ce n'est pour soi-même, plein de paresse, d'orgueil et de sensualité. Qui ne voit le creux d'une pareille morale, et combien il est impossible de trouver dans ces maximes indéterminées la puissance nécessaire pour maîtriser la fougue des passions ? A vrai dire, ce n'est qu'un moyen honnête de pouvoir faire le mal sans trop gêner la conscience.

Mais il y a une pire morale encore, c'est la morale de ceux qui écartent Dieu de propos délibéré, quoique d'une manière plus ou moins furieuse, la morale de l'athée qui nie Dieu, du panthéiste qui le confond avec l'homme, du matérialiste qui ne le sépare pas de la nature, du positiviste qui le raille comme une idée préconçue et sans fondement, du critique, à qui il ne paraît être qu'un vieux mot un peu lourd peut-être, mais difficile à remplacer ; en un mot, la morale indépendante !

Hélas ! combien cette morale est suivie aujourd'hui depuis les hautes cimes de la société jusqu'aux couches les plus inférieures : parmi les riches et parmi les pauvres, parmi les grands industriels et parmi les plus obscurs ouvriers, parmi les princes de la fortune publique et parmi ceux qui sont dédaigneusement nommés les prolétaires. Morale sans précision et demeurant dans des généralités aussi peu gênantes pour les passions qu'elles sont incapables de mener aux vertus fortes et généreuses ; morale sans autorité puisqu'elle s'impose au nom de la raison et de la dignité humaine que chacun comprend à sa manière ; morale sans la moindre efficacité puisqu'elle est sans sanction sérieuse ; mais morale féconde en fruits de désordre, incapable qu'elle est de réprimer la tyrannie des puissants, les révoltes des subordonnés, les exigences orgueilleuses des riches et les terribles envies des pauvres qui n'ont plus rien à espérer ni à redouter au-delà de la tombe !

Comprenez-vous qu'il est plus nécessaire que

¹ M. Viennet, membre de l'Académie française et député en 1829, disait un jour à son collègue Benjamin Constant : « Je suis bien malheureux de ne croire à rien ; ah ! si j'avais des enfans, je les préserverais de ce malheur en les faisant élever chrétiennement. » — « Comme vous, répondit Benjamin Constant, je voudrais croire à quelque chose ; mais je ne crois à rien, et c'est vraiment un supplice pour moi. » De tels aveux sont bien précieux, surtout quand ils sortent de la bouche d'hommes si haut placés dans l'opinion publique ! Ils rappellent la parole de Montesquieu qui, lui aussi, avait le malheur d'être peu croyant : « Chose admirable, la religion chrétienne, qui ne semble avoir pour objet que notre félicité dans l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci. »

² Cette parole est citée par Mgr de Ségur dans ses *Instructions familiales*, t. I.

³ Baruch, VI, 1 et 2.

⁴ *Instructions familiales*, t. I, p. 301.

jamais de « rendre à Dieu ce qui est à Dieu, » c'est-à-dire de le respecter, de l'honorer, de l'aimer avant tout ? Oui, que l'accomplissement de ce devoir prime tout le reste, rendons à Dieu le culte souverain ! C'est notre première et imprescriptible obligation ! Que Dieu règne sur nos esprits et sur nos cœurs, sur tout notre être ! Que notre devise de catholique et de français soit : **POUR DIEU ET POUR LA PATRIE !** Un pieux instituteur disait un jour à ses élèves : « Je sais deux petits mots, qui, s'ils se gravent dans votre cœur, vous procureront la tranquillité pendant la vie, la consolation à la mort, et l'espérance par de là le trépas. Ces deux petits mots sont : **AVEC DIEU !** Levez-vous *avec Dieu*, et votre journée sera inscrite au livre de vie ; endormez-vous *avec Dieu* et vous reposerez doucement et sans souci. Allez en classe *avec Dieu*, et vous apprendrez les paroles de la vie. Voyagez *avec Dieu*, et vous retournerez chez vous contents et bien portants. Commencez *avec Dieu* et votre travail réussira ; finissez *avec Dieu*, et vos œuvres vous suivront un jour. La joie *avec Dieu* se multiplie et s'éternise ; les souffrances *avec Dieu* sont supportables et méritoires. Mourir *avec Dieu*, c'est se préparer une douce entrée auprès du Père céleste ; descendre dans la tombe *avec Dieu*, c'est reposer dans le Seigneur jusqu'à la résurrection glorieuse¹. » Prenons pour nous cette courte mais si chrétienne exhortation.

CONGRÉGATIONS ROMAINES²

LETTRES APOSTOLIQUES DE N. T. S. P. LE PAPE LÉON XIII sur l'obligation des Evêques du monde catholique de célébrer le saint sacrifice de la messe *pro populo* chaque jour de fête.

NOTA. — Nous avons rapporté longuement l'année dernière (Ami du Clergé 3^e année, p. 519) une décision de la Sacrée Congrégation du Concile du 9 juin 1881, qui concluait à l'obligation pour les évêques de célébrer la messe *pro populo* chaque jour de fête, et qui demandait au souverain Pontife de donner des lettres apostoliques pour déterminer avec plus de détails les devoirs des membres de l'épiscopat.

Ces lettres ont été publiées le 28 juin 1882. Nous n'en donnerons que le dispositif.

His itaque omnibus diu multumque consideratis, auditisque venerabilium Fratrum Nostro-

rum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum sententiis, decernimus et declaramus omnes et singulos Episcopos, quacumque dignitate etiam cardinalitia auctos, item Abbates jurisdictionem quasi episcopalem in clero et populum cum territorio separato habentes, in Dominicis aliisque festis diebus, qui ex præcepto adhuc servantur, et qui ex dierum de præcepto festorum numerum sublatis sunt, omni exiguitatis redicuum excusatione aut alia quavis exceptione remota, ad missam pro populo sibi commissio celebrandam et applicandam teneri.

Et ne cui dubitationi aditus pateat, declaramus eosdem Episcopos et Abbates huic officio satis esse facturos per celebrationem et applicationem unius Missæ pro universo populo sibi commissio etiamsi duas vel plures Dioceses et Abbatis æque principaliter unitas regant.

Novimus quidem Romanas Congregationes Nostras aliud decrevisse de Parochis duas vel plures parochiales Ecclesias æque principaliter unitas gerentibus : in quibus singulis singulæ per dies festos Missæ celebrentur et pro populo applicentur necesse est. Sed alia est Parochorum, alia Episcoporum ratio. Etenim cum cuique Parocho et specialis in unaquaque Paroecia ac definita populi cura commissio sit, festis diebus parochus non modo celebrare pro populo debet, sed etiam in parochiale templum populum admittere ut sacrosancto Missæ sacrificio intersit, et audiat verbum Dei et sacramenta pro opportunitate recipiat, et iis omnibus officiis excolatur quæ diebus præsertim dominicis aliisque festis præstanda sunt. At non hæc valere possunt pro Episcopis, qui dissimili in conditione et causa versantur, cum nulla lege hodie jubeantur omnibus diebus festis sanctum sacrificium in cathedrali templo peragere.

Quoniam vero minime necessarium, opportunum tamen ducimus declarare, ea quæ supra constituta sunt, ad Episcopos non spectare, qui *Titulares* dicuntur, quique ad dignitatem episcopalem promoti, ideo a Romano Pontifice titulo decorantur Ecclesiarum cathedralium, quæ olim florentes, nunc clero populoque catholico destituantur, ne scilicet antiqua eorum dignitas et memoria penitus deleantur. Cum enim ipsi sedium suarum possessionem non capiant, quæ dumtaxat suscepta munus de quo diximus, Episcopi implere tenentur, cumque nullas neque clerus neque populus eorum regimini tradatur, satis constat, eos uti carent usu atque exercitio potestatis ex episcopali consecratione acceptæ, ita etiam haud esse officiis atque oneribus curæ episcopalis obnoxios. Sed tamen si æquitatis caritatisque episcopalis ratio habeatur, non potest non consentaneum videri, eos etiam interdum sacrificium offerre ut respiciat Deus miseram Ecclesiarum illarum conditionem, quarum titulo et nomine ipsi honestantur.

Huic rei optime congruunt quæ a Pio VI decessore nostro in consecratione Episcopi Cyrenensis

¹ Le catéchisme en exemples, I, p. 68.

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^e d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^e Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

die 4 octobris anno MDCCLXXXVIII in Basilica Ostiensi dicta sunt : cum scilicet enumerans causas ob quas Apostolica sedes Ecclesias etiam a fidelibus occupatas conferre solet : « Opportere, » inquit, aliquem existere cui singulariter incumbat, si non regere captivam illam miseri gregis portionem, preces saltem ac lacrymas pro eadem ad misericordiarum Patrem assidue effundere. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Peut-on administrer l'Extrême-Onction à celui qui a tous les symptômes de la mort? v. g. à un noyé qui n'a ni pouls, ni souffle et dont tout le corps est froid? à un homme frappé d'apoplexie qui n'a ni pouls ni souffle, mais seulement un peu de chaleur à la tête.

Ne peut-on pas se considérer comme en présence d'une mort apparente? Que peut-on faire? Que doit-on faire?

R. — Dans ce cas, s'il est vraiment probable que la mort ne soit pas encore arrivée, on pourrait et on devrait administrer sous condition le sacrement de pénitence qui est de nécessité de moyen.

A supposer que l'absolution rencontrât quelque acte de pénitence de la part du moribond, le sacrement obtiendrait son effet.

Mais comme les actes du pénitent peuvent manquer et que, pour cette raison, l'absolution peut demeurer invalide, il y a lieu de chercher un autre moyen de pourvoir au salut du moribond, et de recourir à l'Extrême-Onction.

Pour être reçu valablement, ce sacrement ne demande qu'une intention interprétative, et bien que ce soit un sacrement des vivants, il peut indirectement opérer la rémission des péchés mortels. Il peut donc être valablement et utilement administré à un malade privé de sens, fût-il en état de péché mortel.

En le faisant, d'ailleurs, on se conformera à la règle tracée dans le Rituel.

Nous avons supposé que la persistance de la vie est probable, lors même que la mort le serait aussi. C'est le cas du doute dans lequel il faut prendre le parti le plus sûr pour le moribond, où l'on peut, sous condition, en vue du salut d'une âme, exposer le sacrement au péril de nullité.

Mais nous ne nous chargeons pas de définir si un peu de chaleur à la tête serait suffisant pour attester ou rendre probable un reste de vie. Ce serait certainement insuffisant en bien des cas. En d'autres, le froid de la mort peut n'avoir envahi que peu à peu les extrémités et avoir laissé quelque vitalité aux organes principaux; ainsi, le nœud vital n'aurait point été délié, et l'âme qui, vu sa simplicité, ne peut quitter le corps que d'un seul coup, demeurerait encore tout entière. C'est affaire aux physiologistes.

Q. — I. Une société de secours mutuels s'est fait faire un drap mortuaire avec l'intention d'en couvrir, pendant les

cérémonies de l'inhumation, le corps de tout sociétaire décédé.

Un curé peut-il, en conséquence, permettre, si on le lui demande, de remplacer le drap mortuaire de l'église, par celui de la dite société. Il faut remarquer :

1^o Que le drap mortuaire de la dite société ne porte aucun emblème religieux; mais seulement : au milieu, un écusson avec deux mains entrelacées, et tout autour, cette inscription : société de secours mutuels de X...

2^o Que ce drap est destiné à paraître dans les enterrements civils.

3^o Que, jusqu'ici, quelque doive être l'avenir, les associés du secours mutuel n'ont aucun point de contact avec les francs-maçons.

II. Des francs-maçons assistent à un enterrement, la boutonnière ornée d'immortelles rouges ou blanches. Peut-on leur permettre d'entrer dans l'église avec ce symbole, fort singulièrement porté, puisque lesdits francs-maçons ne croient pas à l'immortalité de l'âme?

R. — Ad I. La question peut être envisagée à un double point de vue : par rapport aux convenances et par rapport aux droits casuels.

Pour ce qui est des convenances, nous ne voyons pas pourquoi le curé refuserait un drap mortuaire qui ne porte rien d'inconvenant, qui n'a aucun signe emblématique condamné par l'Eglise; le fait de servir à des enterrements civils ne suffit pas pour repousser ce drap mortuaire, autrement il faudrait dans certaines villes refuser tout le matériel des pompes funèbres, qui se trouve souvent employé pour des sépultures non religieuses.

Pour ce qui est des droits casuels, l'Eglise reconnaît à chacun la liberté de fournir le drap mortuaire, sauf à acquitter en faveur de la fabrique une taxe réglée soit par l'évêque, soit par l'usage. Ainsi l'a décidé la Sacrée Congrégation du Concile dans une cause de *Conspicua*. (Malte,) le 7 juillet 1855 ¹.

Ad II. L'immortelle portée à la boutonnière est un signe de ralliement, mais elle ne constitue pas ce que l'on est convenu d'appeler les emblèmes maçonniques. Il n'y aurait donc pas lieu, à notre avis, de prohiber l'entrée de l'église à ceux qui la portent à cause de cela, parce que la défense de l'église ne porte que sur les emblèmes maçonniques. Notre réponse serait différente, si, contrairement à ce que nous pensons, l'immortelle était un emblème maçonnique.

Quant à la pratique, avant d'agir, un curé pèsera attentivement les circonstances, l'état de la population, la crainte d'un scandale plus grand, etc.

Q. — Est-il bien certain que la loi du concours ait perdu en France sa force obligatoire par suite du long usage contraire? Que penser de l'état actuel.

R. — La loi du concours a été établie par le concile de Trente (Sess. xix, cap. xviii, de Ref.); mais la discipline en a été fixée par plusieurs actes des Souverains Pontifes qui ont expliqué la loi dans le détail et déterminé son mode d'exécution. S. Pie V, dans la constitution *In conferendis*,

¹ *Analecta* II, col. 2.182.

Innocent XI, Clément XI et Benoît XIV, dans des décrets, ont tous mis la main à cette loi importante et en ont fait ressortir le caractère obligatoire pour l'Eglise entière.

Cette loi a été reconnue en France dès sa promulgation par les conciles provinciaux et les synodes diocésains ; elle a même eu l'honneur, sous Charles IX, de devenir loi de l'État. Ce n'est que vers 1660 que le Parlement rendit un arrêt défavorable à la loi du concours. Le motif principal de cette opposition tardive était que le concours gênait les candidats [aux cures de nomination royale, ces hommes ne voulant pas se soumettre à un examen. Cependant la loi du concours continua d'être recommandée par les synodes diocésains et à être appliquée en pratique, dans plusieurs provinces, jusqu'en 1789. Depuis cette époque, jusqu'au concile provincial du Puy, en 1873, qui rétablit le concours prescrit par le concile de Trente, avec quelques modifications à la discipline générale, pour la seule province de Bourges, cette loi n'a pas été observée en France, sauf dans la province de Rennes, où le pape Pie IX en demandait l'exécution en 1859, dans la bulle d'érection de l'archevêché de Rennes. Aujourd'hui encore dans toute la France, à l'exception de ces deux provinces ecclésiastiques, les cures et succursales sont conférées par les Ordinaires, sans aucun examen ou concours. Qu'en est-il de cet usage ? Est-il légitime ? Cette question est excessivement délicate, à raison des conséquences graves qui résultent d'une solution négative. Aussi bien des auteurs l'ont examinée dans le détail, alléguant de part et d'autre, toutes les raisons qui peuvent motiver une solution. Nous nous ferons les rapporteurs de cette cause en résumant les débats.

On ne peut invoquer que deux raisons pour légitimer l'usage français : 1° Une concession du Souverain Pontife dans le Concordat, et 2° une coutume de quatre-vingts années.

I. La concession du Souverain Pontife dans le Concordat. On y lit en effet ces paroles : « *Les évêques nommeront aux cures,* » et il n'est aucunement question du concours : ce silence absolu peut être interprété comme une dérogation à la loi générale. Ainsi raisonnent quelques auteurs.

Mais les autres répondent :

a) Le droit de nommer aux cures n'exclut en aucune manière le devoir de suivre les règles générales pour la validité d'une nomination. De même qu'autrefois l'établissement du concours n'a pas enlevé aux collateurs ordinaires la faculté de nommer aux cures, ainsi le droit de nomination accordé aujourd'hui ne peut en rien déroger aux règlements établis pour la validité de la collation. Le passage cité peut s'entendre de cette manière : « *Les évêques nommeront aux cures en suivant les règles générales de l'Eglise.* »

b) Cette interprétation est d'autant plus vraisemblable qu'on la retrouve dans le Concordat conclu quelques années après par Napoléon I,

avec le Saint-Siège, pour la république italienne. « Sa Sainteté, lit-on à l'article XIII, accorde aux évêques le droit de nommer aux cures qui deviendront vacantes à n'importe quelle époque de l'année. Ceux-ci n'accorderont les paroisses de libre collation qu'à ceux qu'ils croiront les plus dignes après un concours préalable. Si les paroles : *Sa Sainteté accorde aux évêques le droit de nommer aux cures qui deviendront vacantes,* etc., n'impliquent pas par elles-mêmes la dispense du concours, pourquoi les autres : *Les évêques nommeront aux cures,* l'impliqueraient-elles ? On objecte encore le silence du Concordat français, mis en regard des termes explicites du Concordat italien. Mais chacun sait que la rédaction du Concordat français fut soumise à mille difficultés et qu'on n'y fit entrer que les choses absolument indispensables. De plus le silence ne prouve rien : car, quand il s'agit d'abroger une loi, ce n'est pas par le silence qu'on l'abroge, mais par un acte positif. Or, d'acte positif, pour abolir le concours, on n'en trouve pas.

c) La loi du concours a été promulguée de nouveau en France par le cardinal Caprara, sinon explicitement, du moins implicitement :

Les évêques, dit-il, ne pourront nommer aux cures que des personnes capables et présentant les conditions et les qualités requises par les saints canons de l'Eglise. Or que demandent les lois de l'Eglise ? Que personne ne soit mis en possession d'une cure, s'il n'en a été trouvé digne par trois examinateurs nommés par le synode.

La pratique des premiers évêques ne prouve rien contre cette promulgation. Ils n'ont pas suivi la règle du concours pour les premières promotions ; mais 1° ils n'y étaient pas tenus, parce que cette loi n'oblige pas pour la première nomination qui se fait à une cure : or, toutes les cures venaient d'être réorganisées par le Concordat ; 2° le concours eût été indiqué inutilement, faute de concurrents, etc.

II. Une coutume de quatre-vingts ans. 1° Toute loi ecclésiastique, dit-on, peut-être abolie par une coutume de quarante années. Or, la coutume présente existe depuis quatre-vingts ans.

Donc :

2° Si la valeur de cette coutume n'est pas admise, il s'en suivra que la loi subsiste avec tous ses effets, et que toutes les nominations faites aux cures depuis le Concordat ont été nulles, que tous les curés ont manqué de juridiction, etc.

3° L'impossibilité de réunir les synodes diocésains qui doivent nommer les examinateurs, était une cause suffisante pour dispenser de l'exécution de la loi.

4° Le Souverain Pontife connaît parfaitement l'état de l'Eglise de France et il garde le silence : donc il approuve la coutume.

Les autres canonistes répondent :

AD I. Une coutume ne prescrit pas contre le concile de Trente, à moins qu'elle ne soit connue et approuvée positivement par le Souverain Pontife.

Ad II. Dans ce cas, l'Eglise supplée la juridiction, pourvu qu'il y ait un titre coloré; ce titre même manquant, les curés eussent eu une juridiction déléguée, comme vicaires des Ordinaires.

Ad III. On pouvait y pourvoir en sollicitant un indult pour nommer les examinateurs en dehors du synode.

Ad IV. Le Souverain Pontife a gardé le silence parce que, avec les préjugés gallicans, qui ont régné durant les premières années de ce siècle, et qui obtiennent encore çà et là quelque crédit aujourd'hui, il eût parlé inutilement. En faut-il conclure à une approbation? Non, autrement il faudrait conclure à l'abrogation de tout le droit commun en France, parce que, durant toutes ces années, on n'observait presque aucune loi du droit commun. De plus, le Saint-Siège consulté sur plusieurs lois qui n'étaient pas plus suivies que celle-ci, en a demandé l'exécution: il est probable qu'il eût fait la même chose, si on l'eût consulté pour celle du concours. Il a laissé comprendre sa pensée en prescrivant le concours dans la bulle d'érection de l'archevêché de Rennes, et en félicitant les évêques de la province de Bourges d'avoir remis en vigueur ce point de discipline.

Nous concluons:

Théoriquement parlant, il est plus probable que la coutume n'a pas aboli la loi du concours et que cette loi oblige en France. En pratique, nous laissons à la sagesse de NN. SS. les évêques et du Souverain Pontife le soin de décider, si les difficultés de l'appliquer ne sont pas un motif suffisant de dispense.

Q. — Un coin du cimetière de ma paroisse est réservé à ceux qui meurent en dehors de la communion de l'Eglise; ce coin n'est séparé du reste que par une allée que j'ai fait faire. Cela suffit-il pour empêcher le cimetière d'être pollué, le cas échéant? Jusqu'à présent je n'ai enterré dans ce lieu que des enfants morts sans baptême. Pour les fidèles, j'agis toujours comme si le cimetière n'était pas pollué et je ne bénis pas leurs fosses, bien que la bénédiction du cimetière ait été donnée avant 93. La population de 600 à 700 âmes est tout entière catholique. Les cimetières non bénits depuis 1789 doivent-ils être considérés comme pollués sans autre preuve?

R. — Plusieurs fois nous avons eu à traiter cette question, en partie du moins. Nous ne ferons donc que rappeler les principes généraux.

1° Un cimetière est censé béni, quand on y inhume les fidèles depuis un temps immémorial, alors même qu'on n'aurait aucun document authentique pour établir le fait de la bénédiction. Quant à la pollution du cimetière, comme il s'agit d'une affaire odieuse et d'exception, on ne l'admet que sur des preuves positives. Un cimetière qui existait avant 1793, et dont on ne peut prouver la pollution d'un maniéré claire, est censé béni.

2° Toute séparation, en soi, de quelque manière qu'elle soit faite, lorsqu'elle précède la bénédiction d'un cimetière, suffit pour la distinction entre le lieu consacré et celui qui ne l'est pas. La consécration, en effet, ou la bénédiction dépendent de la libre volonté du célébrant, qui

peut être libre ou restreindre son action, dès lors que les objets sont parfaitement déterminés.

Toutefois beaucoup de conciles exigent que cette séparation soit faite au moyen d'une haie, d'un fossé ou d'un mur: c'est là du droit positif et particulier.

3° Quand un lieu a toujours été réservé pour la sépulture des enfants morts sans baptême et pour celle des pécheurs publics auxquels l'Eglise refuse les honneurs de la sépulture chrétienne, c'est une preuve que ce lieu n'a pas été consacré ou béni.

4° Si nulle séparation n'avait été faite avant la bénédiction, le cimetière entier aurait été béni.

Une séparation subséquente et l'affectation du terrain séparé à la sépulture des excommuniés exécuteraient-elles cette partie et empêcheraient-elles, dans le cas, la pollution du cimetière entier pour l'inhumation d'un infidèle ou d'un excommunié dénoncé?

Nous le pensons, soit que la séparation du terrain et son affectation à la sépulture des infidèles opère elle-même l'exécution de la partie séparée, soit que la séparation établisse comme deux cimetières, dont l'un peu être profané sans que l'autre le soit, selon ce texte du droit d'après lequel deux cimetières, si contigus qu'ils soient, s'ils sont séparés par un mur, même avec porte de communication, forment deux cimetières, dont l'un étant pollué, l'autre ne l'est point par le fait même (cap. un. de cons. eccl. in. 6). Il est vrai que le droit suppose que la séparation est faite par un mur. Mais il en est de même de toute autre séparation matérielle, même d'une simple allée: la raison formelle étant la même.

5° Il est au moins douteux que le cimetière soit pollué par la sépulture d'enfants morts sans baptême s'ils étaient nés de parents fidèles. La négative est plus probable.

Q. — 1° Une personne lègue mille francs pour honoraires de messes sans spécifier si ce sont des messes basses ou des messes chantées qu'elle veut faire célébrer. Le prêtre à qui ces honoraires de messes sont remis peut-il, de sa propre autorité, les acquitter au taux des messes chantées qui est de 2 francs au lieu de les dire au taux des messes basses qui est de 1 fr. 50 dans le tarif diocésain.

2° Le jour de la fête du Sacré-Cœur de Jésus, ayant eu à la sainte table un plus grand nombre de communicants que je ne m'y attendais et voyant que les hosties renfermées dans le ciboire étaient en quantité insuffisante pour satisfaire la dévotion de tout le monde, j'ai partagé chaque hostie en deux ou trois parties. Sans cette précaution, une trentaine de personnes auraient été privées de la communion et n'auraient pas manqué de murmurer contre mon imprévoyance.

Après coup, mon vénérable curé me fait observer avec charité que j'ai fait une faute contre les rubriques qui défendent formellement, me dit-il, la division d'une petite hostie.

R. — Ad I. Le prêtre à qui ces honoraires sont remis doit s'enquérir de la volonté de la testatrice s'il peut la connaître.

S'il ne peut la connaître, il doit régler l'acquit

de ces messes d'après les prescriptions diocésaines et d'après la coutume locale, aussi bien que d'après les raisons de convenance basées sur la condition de la personne.

Si rien ne lui impose le choix de messes basses ou de messes chantées, il ferait bien de demander à l'Ordinaire de trancher la question.

Si l'Ordinaire la laisse à sa conscience ou que la volonté de la testatrice ait été de lui laisser la décision, il peut choisir, en tenant compte des raisons qui militent en faveur de l'une et de l'autre solution, au point de vue du soulagement procuré à la défunte.

Plusieurs, faisant attention à l'essence même de la messe, pensent qu'il est plus avantageux d'offrir un plus grand nombre de messes, fussent-elles moins solennelles, et pensent que le mieux est de choisir les messes basses.

D'autres, faisant attention à l'institution de l'Eglise qui recommande les messes chantées et la célébration des offices pour les morts et pensant que le fruit en est beaucoup plus considérable que dans les messes basses, préféreraient les messes chantées.

Il est difficile de dire de quel côté se trouve plus de raison.

Ad II. Nous ne savons sur quoi le vénérable ecclésiastique a pu baser sa correction. Voici une réponse tout opposée :

« I. Utrum tuto sequi valeat regula Ritualis Pariensis, sic expressa : Si quando communio danda est, inventus non fuerit sufficiens numerus Hostiarum, poterunt aliquot Hostiæ dividi in plures particulas, quæ singulis distribuuntur : et quatenus non sit sequenda, utrum quibusdam saltem in circumstantiis temporis, locorum et personæ sequi possit ? »

Ad 1. *Servetur consuetudo dividendi consecratas particulas si adsit necessitas.*

Q. — Que pensez-vous de la collection des décrets de la S. C. des Rites de Mülhbauer ? Comment est faite cette collection et quelle est sa valeur ?

R. — La collection des *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum* de Mülhbauer reproduit, quant au fond, la célèbre collection de Gardellini, mais dans un ordre différent et avec quelques additions.

Mülhbauer a préféré l'ordre alphabétique, comme plus clair et offrant plus de facilité pour les recherches. Sur chaque sujet, il prend dans Gardellini toutes les solutions qui y ont été relatées. Si ces solutions ont trait à des cas absolument semblables, et qu'elles soient données à peu près dans les mêmes termes, il en cite deux ou trois et note les autres. S'il y a une différence, si légère qu'elle soit, il cite toutes les décisions. Il y ajoute au besoin des extraits du Bullaire romain, des notes explicatives de Gardellini, etc.

Pour éviter la confusion résultant d'un nombre aussi considérable de décisions, le sujet principal est partagé, s'il y a lieu, en plusieurs paragraphes,

avec des titres distincts, et ceux-ci, au besoin, ont plusieurs sous-divisions. Une table détaillée des sujets, avec leurs paragraphes et leurs sous-divisions, aide considérablement dans les recherches.

En somme, cet ouvrage est utile à tous ceux qui ne veulent pas faire une étude approfondie de la liturgie. Aux hommes qui s'occupent spécialement de liturgie, il est d'un fréquent usage pour abrégé les recherches et pour mettre immédiatement sous la main les décisions dont ils ont besoin.

Nous ferons cependant une observation dont nous désirerions qu'on tint compte dans une seconde édition, si elle a lieu : c'est qu'il s'est glissé un certain nombre d'erreurs dans les dates, quelquefois dans les numéros de renvoi, qu'il serait facile et utile de faire disparaître.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je crois avoir lu chez vous que le spontané d'un ancien cimetière restait pendant quelques années la propriété de la fabrique. Je viens de recevoir une réponse contraire.

Depuis le 6 juin 1881, nous avons un nouveau cimetière hors de notre village ; la commune semble nous en laisser la jouissance dont le rapport est insignifiant.

Nous pensions avoir droit au spontané du vieux cimetière qui est attenant à l'église, et la commune s'en est emparée l'année 1881 après le 6 juin, alors que les herbes étaient vendues presque partout, et elle continue à en disposer.

J'ai consulté votre répertoire ; j'ai pensé qu'il m'était favorable. J'ai engagé notre vicaire général à porter plainte à M. le préfet. Il m'a été répondu que depuis 3 ans, nous étions condamnés à abandonner le spontané de ces vieux cimetières, aussitôt le changement opéré.

Je voulais en rester là, lorsqu'on m'a prié de vous consulter. Je vous serais donc très reconnaissant si, ayant une réponse favorable et bien appuyée, vous vouliez la formuler dans votre journal qui rend tant de bons services à tout le clergé français.

R. — Quand on nous cite nous-même, il serait convenable que l'on désignât l'année, le numéro et la page du journal, afin que nous puissions contrôler la citation et, au besoin, la justifier. Nous n'avons pas assez de loisirs pour nous livrer à ce travail. Cela dit pour la gouverne de nos lecteurs en général, nous pensons que notre correspondant se trompe cette fois. Nous avons dû établir une distinction entre cimetière et cimetièrre.

Lorsqu'un cimetière appartenant à la fabrique vient à être abandonné et ne sert plus aux inhumations, la fabrique peut exercer sur ce terrain tous les droits de la propriété ordinaire. Ainsi, tous les produits doivent lui revenir. Elle peut y effectuer des plantations ; elle peut, lorsqu'il s'est écoulé cinq années depuis la cessation des inhumations, l'affirmer, à la condition seulement qu'il ne sera fait ni fouille ni fondation pour des bâtisses ; elle peut même l'aliéner ou l'échanger en imposant aux acquéreurs pour condition de

la vente ou de l'échange, l'exécution des dispositions du décret du 23 prairial, an XII, exécution à laquelle la police locale doit soigneusement veiller.

La difficulté est de savoir si ce cimetière appartient réellement à la fabrique. Les règles à ce propos sont loin d'être précises. En l'absence de titres authentiques, les cimetières, situés autour des églises, appartiennent à la paroisse, lorsque l'église elle-même lui appartient : rien de plus constant que l'indivisibilité de ces deux propriétés dans nos anciennes lois. L'église de notre correspondant est-elle dans ce cas ? Si oui, la question est résolue ; l'ancien cimetière lui appartient également, et elle peut en user en propriétaire. Si non, elle n'a pas même droit aux fruits spontanés ; car ce spontané n'appartient aux fabriques que lorsque le cimetière « sert encore » aux inhumations. Or ici le cimetière ne sert plus aux inhumations ; donc la fabrique n'aurait rien à y voir.

Quant au nouveau cimetière, la législation relative au spontané n'a pas été modifiée, que nous sachions ; il appartient à la fabrique.

Q. — 1^o Quand on demande qu'une messe haute soit ajoutée, à l'occasion d'une sépulture, à un convoi avec service, c'est-à-dire une messe haute, nocturne, laudes, prose, etc., comment doivent se percevoir au tarif des oblations, les droits casuels pour cette seconde messe ?

Est-ce à l'article « service après convoi, » ou à l'article « honoraires des messes hautes, » qu'il faut recourir ? Dans le premier cas, le tarif alloué au curé est de 6 francs, tandis que dans le second cas, il ne lui est accordé que 2 fr. 15. Le luminaire du service pour six souches à l'autel est fixé à 3 fr., tandis qu'à l'article « des messes hautes, » on ne trouve que 0 fr. 75 pour luminaire, ornements et autres fournitures.

La simultanéité de cette messe haute avec le convoi et le service, dans l'espèce, suffit-elle pour autoriser à transformer l'application du tarif, c'est-à-dire pour donner droit aux honoraires d'un service, quand en réalité il n'y a eu qu'une messe haute. Ce droit s'étend-il, en dehors des serviteurs de l'église, au luminaire et au drap mortuaire dont le tarif est double ?

D'autre part, le prix du luminaire fourni par la fabrique, dans l'un et dans l'autre cas, quand il comprend un plus grand nombre de cierges, doit-il augmenter dans la proportion de 3 fr. ou de 0 fr. 75 pour six cierges ? ou augmenter dans une moindre proportion, puisque les 0 fr. 75 ont pour application non seulement le luminaire, mais encore les ornements et autres fournitures.

En d'autres termes, quand on a demandé 16 fr. pour 32 cierges du convoi et du service, est-on fondé à en exiger autant pour le luminaire de la messe haute, c'est-à-dire 32 fr. et à doubler également le tarif du drap mortuaire ?

Enfin, quand le tarif des oblations, en raison de la coutume, v. g. pour la sonnerie, a été réduit par la fabrique, modifiant ainsi le tarif diocésain, serait-on fondé à demander en justice, que les officiers de l'église et la fabrique se conformassent, pour les autres articles, au dit tarif général, tout en jouissant du privilège d'usage du prix de la sonnerie.

2^o Doit-on se conformer rigoureusement pour la fixation de l'heure d'une sépulture, à un permis d'inhumation, quand d'ailleurs il ne s'agit point d'un cas exceptionnel, ainsi libellé :

« Le maire autorise l'inhumation de X. décédé le 17 mars, à 6 h. du matin. Cette inhumation ne pourra avoir lieu que le 18 mars à 11 h. du matin.

S'il y a abus en fixant l'heure de la sépulture, cinq heures après l'heure légale, comment amènera-t-on le maire au respect de la loi ?

R. — Ad 1^{re}. Si l'on demandait d'ajouter à un convoi une cérémonie non tarifée, on comprendrait qu'on adoptât pour tarif de cette addition, le tarif même du convoi. En le faisant, on ne saurait encourir aucun blâme. Mais du moment que l'addition demandée est elle-même tarifée, pour quel motif changerait-on ces dispositions, et en vertu de quel droit. La simultanéité du convoi ordinaire et de la messe haute surajoutée ne change rien au caractère de cette dernière et au tarif spécial dont elle est l'objet.

Selon nous, une famille qui aurait demandé cette messe haute comme supplément au convoi pourrait refuser de payer tout ce qu'on lui demanderait au dessus du tarif spécial relatif à ces sortes de messes, et, appelée en justice, le tribunal lui donnerait raison en s'appuyant sur les lois qui régissent la matière. Ces lois sont parfaitement claires et précises. D'après les art. 68 et 69 de la loi du 18 germinal, an X, les tarifs pour la perception du casuel sont rédigés par les évêques et approuvés par le gouvernement ; et c'est seulement quand ils ont cette double approbation qu'ils ont force de loi et qu'on peut en poursuivre en justice le recouvrement.

Cela étant, de quelle manière notre correspondant atteindrait-il devant un tribunal la personne ou la famille qui se refuserait à payer d'autre tarif que le tarif spécial.

Nous ne saurions trop recommander en ces sortes d'affaires l'esprit d'équité et de modération ; nous disons « équité » plutôt que « justice » parce que celle-ci offre souvent des sévérités odieuses ; mais dans le cas présent, la justice et l'équité s'accordent pour justifier notre manière de voir. Nous connaissons des diocèses où, d'après un usage fort ancien, tous les prêtres assistant à un convoi disent la messe pour le défunt à tous les autels libres de l'église. La famille en deuil a coutume de doubler spontanément l'honoraire de ces messes supplémentaires ; mais le tarif du convoi n'en est nullement augmenté. Nous persistons à penser qu'il doit en être de même pour les messes hautes surajoutées à un convoi. Les familles peuvent et même doivent « convenablement » augmenter l'honoraire, mais ni le curé ni la fabrique n'auraient qualité pour augmenter leur tarif spécial et surtout pour les confondre avec le convoi lui-même.

Ad 2^{me}. A moins de circonstances extraordinaires et pour des raisons d'ordre public, le maire ne peut pas fixer l'heure des inhumations. Son rôle est de donner le permis dans le délai légal ; il peut hâter ou retarder une inhumation pour des motifs dont il reste juge, sauf recours à l'autorité supérieure. Mais, toutes choses étant égales d'ailleurs, le libellé de son permis ne doit pas porter d'heure ; celle-ci est laissée au choix et à la convenance des familles et des curés. S'il en

était autrement, rien ne lui serait plus facile que de vexer à la fois et les curés et les familles, et même de rendre impossible les cérémonies voulues par les parents du défunt. Qu'on suppose, par exemple, que ceux-ci veulent la messe, et que le maire indique une heure de la soirée pour l'inhumation, c'est-à-dire un moment du jour où l'on ne peut plus dire de messe. Il violerait la liberté de conscience et dépasserait son mandat. Dans ce cas il faudrait le dénoncer au préfet.

Q. — Un jeune homme aura 21 ans le 24 juin 1883, et son père aura 69 ans le 18 juin 1883.

Le jeune homme tirera au sort au mois de janvier ou février 1883; la révision aura sans doute lieu avant juillet suivant.

Vous savez que maintenant le temps du service militaire pour les soldats ne commence plus en janvier mais au 1^{er} juillet après la révision. Pour ce motif, je pense que le jeune homme sera exempt comme fils de septuagénaire, puisqu'il suffit que le père ait 69 ans et un jour ou 70 ans commencés.

Cette question m'intéresse; car j'ai un neveu qui se trouvera dans un cas semblable. Quel est votre avis?

R. — Cette question n'appartient pas à la jurisprudence civile ecclésiastique; et pour avoir une solution rigoureusement exacte, il faudrait s'adresser à l'autorité militaire. Après avoir interrogé dans notre entourage, nous pensons que, pour être exempt du service militaire, le jeune homme doit pouvoir justifier, le jour même de la révision, que son père a 69 ans et un jour. Si donc la révision a lieu après le 18 juin 1883, il se trouve dans les conditions légales pour être exempté. Si la révision a lieu avant cette époque il sera obligé de partir, à moins que le conseil de révision ne tienne pas compte du peu de temps qui manquerait au père pour être considéré comme septuagénaire.

Mais du jour où le père atteint ses 69 ans et un jour, le jeune homme même sous les armes a le droit de se faire exonérer. Il y a des formalités à remplir qui demandent quelque temps.

Q. — 1^o La dernière loi relative aux examens du certificat d'études dispense-t-elle d'interroger les enfants sur l'histoire sainte et le catéchisme?

2^o M. le curé qui, d'ordinaire, interrogeait sur ces matières, le faisait-il en vertu d'un droit ou simplement par privilège?

3^o En admettant que les interrogations susdites aient été supprimées M. le curé cesserait-il par cela même de faire partie des examinateurs?

R. — Ad 1^{re}. Assurément l'enseignement religieux ayant disparu du programme, les examinateurs sont dispensés d'interroger sur ces matières et les élèves sont dispensés d'y répondre; car on ne pourrait donner de note sur cette branche de la science. Nous pensons même qu'il ne serait point permis de poser des questions sur ce point; le président du jury d'examen s'y opposerait.

Ad 2^{re}. Cette question suppose que M. le curé fait partie du jury d'examen à un titre quelconque. Or, du moment qu'il est examinateur,

il a le droit d'examiner sur toutes les matières. D'ordinaire les examinateurs se partagent la besogne et chacun reçoit mission d'interroger sur une branche de l'enseignement. Dans cette répartition de travail, il est naturel qu'on donne à chaque individu la partie qui lui convient davantage et pour laquelle il a quelque compétence. C'est ainsi généralement que les prêtres, faisant partie d'un jury d'examen, soit comme délégués cantonaux soit comme délégués spécialement par l'autorité, sont chargés de la partie religieuse. Mais ils pourraient aussi bien être chargés de toute autre partie.

Ad 3^{re}. La suppression de l'enseignement religieux n'entraîne pas de soi la suppression des examinateurs ecclésiastiques, puisque ces derniers, d'après ce que nous avons dit plus haut, peuvent interroger sur les autres branches de l'enseignement. Mais, pour dire franchement notre pensée, nous comprenons difficilement les prêtres qui, depuis la suppression de l'enseignement religieux, acceptent de faire partie de la délégation cantonale et des jurys d'examen. Ce n'est plus leur place. Quelle figure peut faire un prêtre dans un temple d'où Dieu est chassé? Quel usage peut-il faire de sa liberté, lui, l'oint du Seigneur, sous une loi qui lui interdit de nommer le Créateur de toutes choses et même de le désigner par allusion? Nous le disons avec douleur, nous avons la plus triste idée de ceux qui n'ont pas suivi leur Dieu dans l'exil dont il a été frappé; nous leur supposons des sentiments peu en harmonie avec leur vocation sainte et propres à scandaliser les simples fidèles. Quand le Père est dehors, il ne convient pas que les fils restent dedans et frayent même en apparence avec l'ennemi.

Q. — Bientôt les grandes manœuvres militaires vont recommencer au milieu de nos campagnes.

L'année dernière, la commission municipale, chargée de distribuer les logements, a envoyé au presbytère, un officier avec son serviteur et cinquante soldats, tous faisant partie de la musique du régiment.

M. le curé qui s'est fait un devoir de donner à manger et à boire à tant de jeunes gens français épuisés de fatigue, de soif et de faim, était-il obligé d'acheter, aussi à ses frais, et de faire préparer lui-même dans les appartements, la grande quantité de paille absolument nécessaire pour loger un peu convenablement pendant quatre jours tous ces pauvres militaires qui arrivaient l'après-midi, souvent trempés jusqu'aux os par la sueur et la pluie?

R. — Que les curés soient, comme tous les citoyens, soumis au logement des gens de guerre, c'est hors de doute. La loi des 8-10 juillet 1791 est formelle; elle ne fait d'exception que pour les dépositaires des caisses pour le service public, pour les veuves et les filles; et encore ces trois catégories de personnes sont-elles obligées d'y suppléer par un autre logement hors de chez elles ou par une contribution.

Mais la même loi exige que les municipalités distribuent avec justice cette charge sur tous les citoyens. Et l'on se demande où est la justice

dans le cas actuel de cinquante-deux (52) personnes envoyées pour loger dans un presbytère !

D'ordinaire, on entend par logement un gîte, c'est-à-dire les murs et les constructions qui mettent à l'abri des injures de l'air. Mais un règlement particulier, ou plutôt une loi particulière à laquelle ce règlement est annexé, en date du 23 mai-6 juin 1793, et qui n'a pas encore cessé d'être en vigueur, détermine les détails des fournitures qui doivent être faites par l'habitant, selon le grade du militaire qu'on loge. Nous ne pouvons entrer évidemment dans le menu de ces prescriptions. Qu'il nous suffise de dire que les lieutenants et sous-lieutenants sont logés deux-à-deux dans des chambres à deux lits, et qu'ils ont droit à une chambre à un lit pour leurs domestiques.

Quant aux sous-officiers et soldats, ils ont droit à un lit pour deux hommes effectifs, excepté les adjudants, tambours et trompettes majors qui ont droit à une chambre à un lit pour chacun d'eux.

Le n° 17 de ce règlement décrit le lit de la manière suivante : « Les lits qui seront fournis par les habitants aux sous-officiers, soldats et autres, seront garnis d'une pailleasse, d'un matelas ou bien d'un lit de plume, suivant les facultés, d'une couverture de laine, d'un traversin, d'une paire de draps, changés tous les mois pendant l'hiver, et de trois semaines en trois semaines pendant l'été ; il y aura dans la chambre deux chaises et un banc. »

Ces derniers détails indiquent évidemment qu'il s'agit de troupes tenant garnison, ou séjournant pour quelques raisons d'ordre supérieur dans les localités dépourvues de casernes.

Quant aux troupes qui ne font que passer une nuit ou deux dans les bourgs et villages pendant les grandes manœuvres, elles sont assujetties à des règlements particuliers tout récents que nous n'avons pas sous les yeux. On nous affirme que les choses se passent fort différemment. Entr'autres choses, il paraîtrait qu'on groupe les soldats en escouades plus ou moins nombreuses. C'est pourquoi on ne requiert pour leur logement que le gîte proprement dit, tel que nous le définissons plus haut, c'est-à-dire un abri, — écurie, étable ou hangar, qui les abrite contre les intempéries de la saison.

D'après cette autorité, notre correspondant n'était point tenu à fournir de la paille ; mais s'il l'a fait spontanément, nul ne lui doit d'indemnité. Il en est de la paille en cette circonstance comme de la nourriture qu'il a fournie à ces braves soldats ; il n'était pas plus tenu à l'une qu'à l'autre. En leur procurant ce double agrément il a prouvé son patriotisme et son bon cœur. Nous l'engageons fortement à récidiver quand l'occasion se présentera.

Q. — De tous côtés, on menace le clergé paroissial des prestations et j'ai beau étudier, *Bescherelle* en main, cette loi :

« Tout habitant, chef de famille ou d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier, ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes peut être appelé..... »

Je ne vois pas comment un curé, comme curé, peut être atteint.

Nous vous serions donc bien obligés, si vous vouliez nous dire dans un prochain numéro :

1° Si cette loi n'est pas très mal interprétée ;

2° Si plusieurs confrères, ne pourraient pas porter l'affaire « collectivement » jusque devant les tribunaux ?

3° La marche à suivre pour le faire ?

4° A quoi s'exposerait celui qui se laisserait saisir plutôt que de payer ?

5° Si on pourrait vendre plus que le nécessaire ?

6° Si l'exécuté pourrait miser lui-même et retenir les objets ?

R. — Ad 1^{re}. La loi n'est nullement mal interprétée ; elle est, au reste, très-claire. « Tout habitant porté au rôle des contributions directes... pourra, etc. » Est-ce que les curés ne sont pas des habitants de leurs communes ? Est-ce qu'ils ne sont pas portés au rôle des contributions directes ?

Le *Journal des conseils de fabrique* a cru pouvoir démontrer d'une manière péremptoire que les ecclésiastiques n'étaient pas tenus aux prestations des chemins vicinaux. En vérité, il n'a fait que prouver la convenance qu'il y aurait à les exempter ; voilà tout. Comme on peut racheter la corvée par de l'argent, on ne peut voir dans cet impôt rien d'inconvenant ou d'absurde.

Au reste, le litige dans lequel le *Journal des conseils de fabrique* s'était constitué le champion du clergé, a été définitivement tranché par deux arrêts du Conseil d'Etat, l'un du 1^{er} juillet 1840, et l'autre du 30 décembre 1841. De plus le rejet d'une pétition par la chambre des députés, dans la séance du 25 février 1843, place cette question hors de doute et lui donne le caractère de chose jugée.

Donc les ecclésiastiques sont tenus aux prestations. Mais une lettre ministérielle du 15 février 1837 qui a suivi de près la promulgation de la loi déclare qu'il ne serait pas contraire à l'esprit de la loi de comprendre les ecclésiastiques dans les exemptions accordées par les conseils municipaux.

Voici cette décision du ministre de l'intérieur dans son texte :

« La loi du 21 mai 1836 n'a établi pour l'assiette de la prestation en nature, d'autres exceptions que celles résultant de l'âge ou de l'invalidité.

« Quels que soient les motifs de convenance qui peuvent faire désirer que les ecclésiastiques soient dispensés de cet impôt, cette exemption ne peut évidemment pas être réclamée comme un droit.

« Toutefois, partout où les commissions de répartition jugeront convenable d'affranchir les ecclésiastiques de la prestation en nature, l'administration supérieure, n'aura, ce semble, aucun motif pour s'opposer à cette dispense. »

Ad 2^m et 3^m. Leur tentative serait vaine, n'ayant pas de fondement.

Ad 4^m. Il ne s'exposerait qu'à passer pour imprudent.

Ad 5^m. Non.

Ad 6^m. Nous n'y voyons aucun inconvénient, et nulle loi ne s'y oppose.

Q. — La commune de ma paroisse versait annuellement au curé *pro tempore* la somme de 32 francs pour célébration de messes; cette obligation a été imposée par une tierce personne à laquelle la commune était débitrice; elle l'obligea par un testament daté de 1786 à verser la dite somme au curé *pro tempore*.

Mais, depuis trois ans, cette somme n'est plus payée; le nouveau conseil municipal exige que les titres soient présentés. Or, voici la difficulté: après diverses recherches chez le successeur du notaire indiqué dans le tableau des legs et à la préfecture, je n'ai trouvé aucun titre.

Maintenant, je demande si la prescription de 30 ans ne constitue pas un titre en faveur de la cure?

Que dois-je faire pour obtenir le paiement?

R. — Voilà un exemple, après mille autres, du tort qu'ont les fabriques, et particulièrement les curés, de ne pas veiller à l'exécution de toutes les prescriptions légales. En cette circonstance, assurément, ce n'est point notre correspondant qui est en faute, mais c'est l'un de ses prédécesseurs. Il aurait fallu en temps utile, après 28 ans de l'acte constitutif de la rente, procéder au renouvellement de cet acte, c'est-à-dire exiger un acte nouvel; car après 30 ans de la date du titre, — s'il n'y a pas eu d'acte nouvel, — il n'est plus temps de l'exiger du débiteur; la prescription lui est irrévocablement acquise.

Cependant, disent les auteurs et particulièrement M. Dieulin, on pourrait quelquefois suppléer au défaut de renouvellement d'un acte prescrit, par exemple, en prouvant par écrit ou par témoins que, depuis moins de trente ans, les débiteurs ont servi les arrérages de la rente. Ce seraient là des faits et des preuves qui détruiraient toute présomption du remboursement du principal. (*Arrêt de la Cour de cassation du 20 novembre 1839.*)

Dans le cas présent, cette preuve paraît facile; car la rente en question était inscrite chaque année au budget de la commune. Il ne serait pas difficile non plus de trouver quelque délibération municipale aux archives de la mairie.

Nous sommes d'avis qu'on actionne la commune après avoir consulté un avocat.

Q. — J'ai intention de pratiquer une ouverture derrière l'autel de mon église pour y placer soit une croisée, soit une niche.

Je ne demande aucun secours ni à la commune, ni à la fabrique. Le conseil municipal est tout disposé à m'autoriser. Puis-je me contenter de lui adresser une demande par écrit et de lui faire signer sans avoir recours à M. le Préfet. S'il m'était permis d'agir ainsi j'évitais bien des frais et surtout je gagnerais bien du temps.

Si votre réponse est négative, veuillez avoir la bonté de m'indiquer toutes les formalités à remplir en pareil cas?

R. — Nous ne voyons pas d'inconvénient en cette circonstance à se passer de l'autorisation

préfectorale. La fabrique, dit Monseigneur André après Monseigneur Affre, a le droit de prendre toutes les dispositions utiles pour rendre une église plus propre au service du culte, et, si une croisée est jugée nécessaire pour lui donner un jour suffisant, elle peut, sans aucun doute, la faire pratiquer, sauf au conseil municipal de protester auprès du Préfet dans le cas où il estimerait que le percement du mur peut compromettre la solidité de l'édifice. Mais ici, le conseil municipal ne soulèvera pas de difficulté puisqu'il est favorable. On peut donc hardiment pratiquer l'ouverture sans l'autorisation préfectorale et sans autres formalités.

Courrier de l'Utile.

Q. — Quelle est la recette pour faire les conserves de pois et de haricots?

R. — *L'Ami du Clergé* a traité complètement la question l'an dernier, dans le numéro du 21 juillet. Nous résumons brièvement cet article.

1^o Manière. Prendre des pois égrenés, ou des haricots verts épluchés, cassés, dont les grains ne soient pas trop développés et les gousses trop dures, mettre dans des bouteilles au large col, enfoncer le bouchon, ficeler solidement, faire cuire au bain-marie de manière que l'eau bouille pendant trois heures. Pour éviter la casse, bien caler les bouteilles ou les envelopper de torchons. Retirer ensuite de l'eau, laisser bien sécher les bouchons et placer les bouteilles renversées verticalement dans des ouvertures pratiquées dans des rayons.

2^o Manière. Celle-ci ne s'applique qu'aux haricots verts.

Jeter dans l'eau bouillante les haricots épluchés et ne les y laisser qu'un instant très-court, puis les étendre sur une claie. Préparer ensuite de l'eau salée; on juge qu'elle est suffisamment saturée de sel, si un œuf y surnage. Mettre les haricots dans un vase, y verser cette eau de manière que les légumes y baignent complètement. On peut mettre à la surface de petites planchettes pour qu'ils ne surnagent point.

Q. — Quelle est la recette pour nettoyer les velours, soit des collets, soit des bonnets, etc.

R. — Il faut d'abord laver au savon blanc et à l'eau douce, à l'aide d'une brosse, les velours en question.

Deux personnes font la chose plus commodément, parce que l'étoffe est mieux tendue. On doit se garder de frotter comme on fait du linge. On change d'eau, autant qu'il est nécessaire, jusqu'à ce que le velours soit purifié de l'eau de savon et de toutes les taches.

On doit ensuite repasser.

A cet effet, on pose l'envers du velours sur un fer modérément chaud, tourné la poignée en bas

et présentant la plate-forme à la partie supérieure et on l'y laisse un instant. Repasser comme une étoffe ordinaire en appliquant le fer sur l'endroit produirait sur le velours les effets les plus désastreux.

..

Q. — Comment enlever les taches d'huile, des vêtements, des planchers ?

R. — Le meilleur moyen est l'emploi de l'argile.

L'huile montre beaucoup de tendance à s'introduire dans l'argile, voilà pourquoi elle est efficace pour faire disparaître les taches d'huile répandues sur du papier, des vêtements et même sur du bois, sur des pierres. A cet effet, on recouvre ces taches avec l'argile réduite en pâte ferme avec de l'eau ou de l'esprit de vin. Pendant la dessiccation, l'argile absorbe l'huile, de sorte qu'il n'en reste pas la moindre trace. On peut même enlever avec de l'argile sèche, mais souvent renouvelée, des taches d'huile sur des objets qui, tels que le papier (livres, gravures, lithographies), ne doivent pas être mouillés. Seulement, la tache ne doit pas être ancienne; car l'huile altérée n'est plus absorbée par l'argile.

..

Q. — Quelle est la manière de faire les chandelles avec la vieille cire et surtout de rendre la cire le moins fondante possible.

2^e Quelle est le procédé pour faire les mèches et la matière à employer.

R. — 1^o Faire fondre la cire dans un vase, le plus lentement possible, puis laisser refroidir. Quand le liquide commence à se figer, le remuer à plusieurs reprises, de manière à empêcher le figement. On suppose que le moule est préparé avec la mèche bien assujettie. On verse alors le liquide aussi froid que possible dans le moule froid, on laisse la bougie se former et on la retire quand elle est suffisamment solide.

Pour rendre la cire moins fondante, il faut employer une mèche qui ne soit pas trop forte. Il en est de quatre grosseurs; le petit diamètre suffit pour des bougies.

On recommande aussi de ne pas user immédiatement de ces bougies; la cire en vieillissant est plus lente à se consumer.

2^o La matière des mèches est le coton. On le trouve dans tous les magasins de mercerie. Ces mèches doivent être nattées, ou bien contournées en spirale autour d'un fil de fer qu'on retire quand la chandelle est coulée. Ces deux opérations sont assez difficiles pour une personne qui n'est pas du métier, mais elles sont absolument nécessaires pour empêcher la bougie de couler et dispenser du soin de la moucher.

Des fabricants enduisent encore ces mèches d'une pâte d'amidon appliquée avec une brosse. Il les étendent dans une rainure, passent par-dessus la brosse enduite de la colle préparée et les

font sécher avant de les introduire dans le moule.

Mais il est plus facile d'acheter les mèches nattées et préparées. Il en est de quatre grosseurs différentes. Les plus petites, avons-nous dit, sont préférables pour les bougies.

..

Q. — Y a-t-il une loi qui défende de fabriquer pour son usage les allumettes chimiques et pourriez-vous indiquer un moyen facile de fabrication ?

R. — Nous ne connaissons aucune loi prohibitive de cette nature; nous savons seulement qu'il est défendu sous peine d'amende d'acheter des allumettes de contrebande.

On met dans une petite fiole à large ouverture quarante grammes de phosphore, auquel on ajoute assez d'essence de thérébenthine pour que le phosphore en soit totalement couvert; à ce mélange, on ajoute de plus dix grains de fleur de soufre et on pose la fiole dans l'eau chaude, en usant de précautions, jusqu'à ce que le phosphore soit entièrement fondu. On ferme alors l'ouverture de la fiole avec un bouchon et on agite le tout fortement jusqu'à refroidissement; dans cet état on laisse écouler doucement l'essence de thérébenthine qui est surnageante.

Dans la bouillie épaisse de phosphore qui reste dans la fiole on plonge l'extrémité des allumettes, et après quelque temps, lorsqu'elle est un peu séchée, on la plonge dans le mélange suivant :

On dissout trente grammes de gomme arabique dans un peu d'eau, on y ajoute vingt grammes de chlorate de potasse, et on mélange le tout assez longtemps pour que la masse soit homogène; dans cet état on y ajoute dix grains de suie, laquelle a été broyée auparavant avec un peu d'esprit-de-vin. En douze heures les allumettes chimiques sont entièrement séchées, et en les frottant sur un corps rude, elle s'enflamment sans fulmination.

Comme on le voit, le procédé est fort simple et avec quelques centimes on peut facilement se procurer des milliers d'allumettes chimiques de première qualité. Il est vrai, le prix de ces petits objets est minime, mais par le temps qui court, une légère économie n'est pas à dédaigner.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 16 augusti.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

proposèrent ce fâcheux papier à la signature des religieux.

On voudra lire ce livre, et quand on l'aura lu, nous en sommes certains, on voudra le relire, pour attester la haine que les scélératesses républicaines ont allumée dans les cœurs chrétiens, et quelque peu aussi pour rire aux dépens du versatile Freycinet, pendant qu'il est encore ministre.

(L'Union du Midi.)

CONGRÈS DES ŒUVRES EUCHARISTIQUES

Le programme qui vient d'être publié par les soins du comité, fait connaître que le nouveau Congrès des Œuvres Eucharistique se tiendra à Avignon du 14 au 17 septembre prochain.

La carte du Congrès (nominative et personnelle) sera délivrée moyennant une cotisation de 10 fr. destinée au paiement des frais. Elle sera délivrée gratuitement à MM. les ecclésiastiques.

Un grand nombre de personnes pourront trouver la table et le logement soit à l'école St-Joseph, soit au grand ou au petit Séminaire pour 6 fr. par jour. On est prié de se faire inscrire le plus tôt possible.

Toutes les demandes et communications relatives au Congrès doivent être adressées à M. G. CHAMPEAUX, rue Négrier, 43, Lille.

Nous sommes heureux de rappeler, à cette occasion, à nos lecteurs, qu'il se publie à Paris une revue spéciale ayant pour objet de faire connaître, aimer et glorifier le mystère de l'Eucharistie, ainsi que toutes les œuvres et pratiques qui s'y rattachent dans le monde entier.

C'est LE TRÈS-SAINT-SACREMENT, REVUE DES ŒUVRES EUCHARISTIQUES, sous la direction des Pères du Saint Sacrement, et paraissant tous les quinze jours, au prix de 6 francs par an.

On s'abonne aux bureaux de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères.

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

Au moment où la chasse va s'ouvrir dans tous les départements, nous croyons utile de rappeler que notre Comptoir de Commission procure aussi aux prix de fabrique, toutes les armes de service et de luxe nécessaires aux excursions cynégétiques, toutes les munitions, tous les engins appropriés à la circonstance; vêtements, chaussures, carniers, valises, paniers d'excursions à un, deux ou trois couverts, en un mot, toute espèce d'articles concernant la chasse.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

M. Grévy est parvenu à constituer un nouveau ministère, la Turquie a fait connaître officiellement qu'elle consentait à intervenir en Egypte, et, en prenant possession de leurs portefeuilles, les nouveaux ministres ont annoncé que les Chambres touchaient aux vacances. Et de fait, deux jours après, sénateurs et députés prenaient la clef des champs.

Tout cela, sans avoir rien de bien clair pour l'avenir, a fait une bonne impression sur la Bourse, et nous avons vu la semaine commencer par une fermeté générale, sinon par une hausse bien prononcée.

Nos rentes sont tenues aux cours suivants : 3 0/0 à 81.95 ; Amortissable, à 82.10 ; 4 1/2 0/0, à 112.50 ; 5 0/0, à 115.25.

Les Consolidés anglais ne sont pas atteints non plus par les débuts peu favorables de l'expédition égyptienne : ils cotent 99 11/16.

L'Italien reste aux environs de 87. Le Turc est remonté à 11.20. L'Egyptienne unifiée fait 266, après 255 la semaine dernière. De son côté, la Banque ottomane a reconquis le cours de 700. Mais, tant qu'Arabi résistera, il ne faut pas s'attendre à une reprise sérieuse et durable.

Très-animé le marché des chemins de fer, qui se négocient : l'Est, à 745 ; le Lyon, à 1660 ; le Midi, à 1225 ; le Nord, à 2030 ; l'Orléans, à 1320 ; l'Ouest à 805.

Les lignes étrangères se traitent également en hausse sur la semaine dernière : les Autrichiens à 738 ; le Nord de l'Espagne, à 585 ; le Saragosse, à 498 ; les Lombards, à 310.

Très-peu de différence à signaler sur les valeurs financières. Il faut attendre que la situation intérieure et extérieure ne présente rien d'incertain pour qu'elles reprennent une entière faveur.

* *

On continue à montrer plus de confiance à l'égard des entreprises industrielles, parce que là le jeu se fait cartes sur table. Impossible, en effet, de leurrer le public sur telle ou telle industrie. Tout le monde sait bien ce que se vend le blé, le vin, le bétail. A qui cacher que telle usine, tel atelier, telle exploitation travaille ou chôme ?

Ce qui assurément ne chôme pas en ce moment, c'est l'imprimerie, c'est la librairie. Jamais on n'a vu publier tant de livres, de journaux, de brochures.

Autrefois, le seul ouvrage nouveau que l'on rencontrait dans les campagnes, et cela dans toute une année, c'était l'almanach du département. Aujourd'hui, il n'est pas rare de trouver dix journaux différents dans une même commune.

En fait de livres, le maire veut avoir sa bibliothèque communale, le curé sa bibliothèque paroissiale, telle ou telle association sa bibliothèque de cercle.

Aussi, recommandons-nous encore les actions de la Société générale de Librairie Victor Palmé, comme une valeur du plus bel avenir. Leur cours est de 500 fr.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des St-Pères, à Paris.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de S. S. Léon XIII sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^o de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant l'Écriture sainte, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblée par l'Évangile et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^o de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 365 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code Napoléon, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^o de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le Mariage religieux, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*).

1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuve et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

REDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 34 :

PRÉDICATION : Pour le quatorzième dimanche après la Pentecôte : une retraite de première communion. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Déclaration de la S. Pénitencerie au sujet des lettres qui lui sont adressées pour des affaires de conscience. — DÉCISION DE LA S. C. des Ri^{es} relatives à la consécration des églises — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Un prêtre a reçu d'un confrère un certain nombre de messes applicables par moitié à deux personnes; est-il en sûreté de conscience s'il célèbre successivement sans spécifier pour laquelle des deux personnes il applique chaque messe? — Est-il permis à un diacre de faire une inhumation et de bénir la fosse? — Une confrérie peut-elle être érigée dans une paroisse distante de 3 kilomètres d'une autre paroisse possédant déjà la même confrérie? — La foi au sacrement de mariage est-elle requise pour le recevoir valablement, et le curé peut-il bénir un mariage quand une des parties ne croit pas au sacrement? — Mérites particuliers des théologies Perriot, Jeaugey et Martinet. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Les femmes peuvent-elles être témoins au mariage? — A quel honoraire a droit, pour un enterrement d'enfant, un curé qui perçoit 6 fr. pour un enterrement d'adulte? — Un règlement épiscopal prélevant le sixième des places de banc pour les prêtres infirmes doit-il être approuvé par le gouvernement? L'évêque doit-il rendre compte et à qui de cette recette? et pourrait-il la détourner de sa destination en l'appliquant à d'autres œuvres? — Loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire : Commentaire à l'usage des pères de famille, des instituteurs, des maires et des membres des commissions scolaires. — COURRIER DE L'UTILE : Instruments de pêche, comment on les fabrique.

REVUE LITTÉRAIRE.

I

Petit examen de conscience d'un catholique sur les principaux devoirs dans les temps présents.

Nous voudrions voir ce petit opuscule entre les mains de tous les catholiques. Dans seize petites pages le chrétien verra les nouvelles obligations qui naissent pour lui des attaques auxquelles sont en butte, à l'heure présente, ses croyances les plus chères. Son devoir est de prendre part à la lutte et de soutenir le bon combat au prix de tous les sacrifices. Il doit descendre même dans l'arène politique malgré ses répugnances; parce que là on forge des armes contre sa foi, contre la famille, contre la société. Le souverain Pontife, chef de l'Eglise, est dépouillé; il faut lui venir en aide. Les Religieux sont expulsés; il ne faut pas les abandonner. Il faut encourager les vocations sacerdotales qui deviennent si difficiles. Il ne doit surtout pas oublier l'œuvre éminemment catholique des écoles chrétiennes libres. A toutes ces œuvres et à d'autres qu'un zèle admirable a créées et que le *Petit examen de conscience* énumère, le chrétien doit ses prières, son dévouement et son argent. Et si les ressources dont il dispose ne lui permettent pas de faire tout le bien que souhaite son cœur, qu'il fasse un choix. Mais que son indignation ne se borne plus à de stériles

gémissements. Que le *Petit examen de conscience* devienne son guide et « stimule en lui l'ardeur des généreuses luttes. »

Ce petit opuscule se vend au profit des écoles chrétiennes. Double motif de le répandre en plus grand nombre possible.

II

Trois années de l'histoire du socialisme contemporain, par l'abbé WINTERER, député d'Alsace-Lorraine au Reichstag (in-8° de 99 pages. — Prix : 2 fr.).

Depuis douze ans que l'Alsace-Lorraine est séparée de la France et politiquement attachée à l'Allemagne, on peut se demander si le but providentiel de cette séparation n'a pas été d'accroître, au milieu du nouvel empire protestant, les forces du parti catholique. Toujours est-il que dans la lutte du Centre contre le Kulturkampf libéral ou le socialisme déguisé du protestantisme conservateur, les députés d'Alsace-Lorraine ont fourni aux catholiques de Pologne, de Bavière et de Westphalie le précieux appoint de leurs qualités françaises. — L'un d'eux, l'abbé Winterer, retraçait rapidement, il y a trois ans, « l'histoire des conquêtes menaçantes du socialisme jusqu'en 1878. » Continuant aujourd'hui cette œuvre d'utilité publique, il suit la marche des idées socialistes dans les diverses contrées d'Europe, puis il signale les causes de leur progrès. En quelques pages il donne aux hommes d'Etat

contemporains de précieuses leçons : en Prusse et en Russie, le socialisme triomphe des mesures répressives ; partout au contraire où, comme en Angleterre et en Autriche, la foi religieuse lui oppose une barrière, il recule. La cause première du socialisme, dit-il après cet exposé, est donc dans l'irrégion (p. 79) : en cherchant une autre cause on s'expose à prendre pour un remède ce qui n'est pas même un expédient. Telles, par exemple, toutes les applications du socialisme d'Etat, si fort à la mode chez les conservateurs anticléricaux. — Sachons gré à l'abbé Winterer des leçons mises à la portée de tous dans cet exposé où chacun, en Allemagne comme en France trouvera son profit, et rappelons-nous le mot de Bebel : « L'ultramontanisme est notre ennemi mortel (p. 80). » Là sera, pourvu qu'elle aille à Canossa, le salut de la société coupable.

III

Cours d'histoire moderne. Résumé des principales questions envisagées surtout au point de vue politique et social, par P. R. S. J. 1 volume in-12 broché. 3 fr. 50

Comme ce titre l'indique, l'auteur ne s'occupe que de questions d'histoire *moderne*, mais en prenant ce mot dans le sens strict que lui donnent aujourd'hui la plupart des historiens, c'est-à-dire qu'il ne va pas au-delà de 89 : la Révolution française, en creusant tout à coup un abîme entre les temps qui précèdent (l'ancien régime), et ceux qui suivent (le nouveau régime), vient suspendre sa marche en avant et marquer pour lui le temps d'arrivée.

Son point de départ, au commencement du *xv^e* siècle, lui était nettement indiqué par une autre révolution, celle de la Réforme ; rompant, avec les traditions des âges antérieurs et jetant, elle aussi, brusquement le monde dans des voies nouvelles.

Toutefois, la question de la Réforme n'est pas la seule qui l'ait déterminé à commencer son histoire au *xv^e* siècle.

« Avec l'hérésie de Luther, dit-il, et parallèlement aux faits qui s'y rattachent, nous avons à raconter la lutte des deux maisons de Habsbourg et de Valois, ouvrant, pour l'Europe centrale, la série des grandes guerres. Alors, presque partout, on s'est affranchi de ce qui, au moyen-âge, avait été généralement admis comme un principe de droit public : l'autorité des papes sur le temporel des princes.

« En outre, dans les Grands-États, où l'autorité royale a grandi avec la centralisation des pouvoirs, se sont éveillées des prétentions dominatrices et conquérantes. L'autorité morale des papes ne suffisant plus pour régler les querelles des princes, il fallut chercher d'autres garanties de stabilité et de paix ; et un jour on crut les trouver dans le système dit de l'*Équilibre euro-*

péen. Ce système, sur lequel repose encore aujourd'hui tout notre état politique, et dont l'apparition peut-être considérée comme l'inauguration du règne de la force et de l'oubli du droit ne fut définitivement consacré, il est vrai, qu'au traité de Westphalie, mais, qu'on veuille bien le remarquer, c'est encore vers le commencement du *xv^e* siècle, dans les alliances des princes contre les envahissements de la France, qu'il faut en chercher les premières manifestations.

« Ainsi tout, dans les tendances religieuses et politiques, semblait, au commencement du *xv^e* siècle, annoncer une transformation sociale. »

Mêmes remarques au point de vue matériel. C'est à la même époque que le grand commerce, stimulé par les découvertes de l'Amérique et de la voie maritime des Indes, prend des développements inconnus jusqu'alors, et ouvre aux peuples de l'Europe, sous le rapport des intérêts matériels, une ère de prospérité, sans exemple dans les âges précédents.

« Donc, conclut notre auteur, nous commencerons notre histoire avec le *xv^e* siècle. »

Quant à la manière dont est faite cette histoire, nous nous contenterons de citer le jugement du *Polybiblion*, dont l'autorité en bibliographie est incontestable et incontestée.

« Ce résumé, lisons-nous dans la livraison d'août, présent mois, n'est point une simple nomenclature, ni une liste de dates. C'est une étude des questions principales soulevées durant trois cents ans environ. Ces questions y sont bien présentées avec les détails suffisants pour intéresser grandement l'élève. Le professeur devra les relier en développant certains faits moins importants et qui ne sont qu'indiqués. Je voudrais dire que cette méthode est la bonne, la seule bonne. Elle sauvegarde le prestige du professeur et laisse à l'élève un travail qui n'exerce pas sa mémoire seulement. Il n'est pas une question importante qui ne soit traitée largement, de sorte que l'élève, guidé par l'analyse précieuse de ces grands événements, apprend à juger de ceux qu'on a laissés à sa sagacité, à son désir de juger.

« Qu'on ne s'attende pas à trouver beaucoup de récits de batailles. L'auteur envisage les faits, surtout au point de vue politique et social. C'est ainsi qu'il a analysé les grands traités qui ont modifié la politique générale, comme les traités de Westphalie, ou les frontières des différents États. Il analyse, en suivant M. Taine, la situation de la France et de l'Europe avant 1789 ; il nous présente un aperçu complet des causes de la Révolution française. Sept notes supplémentaires comblent ce qu'on aurait pu appeler des lacunes et donnent des notions indispensables à qui veut juger du présent par le passé. La Réforme, les guerres de religion, Henri IV, la guerre de Trente ans, Elisabeth, Marie Stuart, Riche-

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 14^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
UNE RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION (1)

I. — Instruction sur la retraite (2)

Ducam eam in solitudi-
nem et loquar ad cor
ejus.

(Ps. II, 14.)

Il n'y a pas bien longtemps, raconte un missionnaire bien connu par ses travaux apostoliques, un enfant avait fait sa première communion; ce jour-là, au lieu d'être joyeux, il paraissait dévoré par une sombre tristesse : il cherchait la solitude, et il se tenait presque toujours à l'écart; sa tristesse ne s'en alla pas avec ce jour qui eût dû être si beau pour lui. Quelque temps après il tomba malade. Le mal fit d'effrayants progrès. Sa mère était étonnée de ne pas le voir donner quelques signes de religion. Elle fit venir le curé de sa paroisse. Quand l'enfant le vit, il se tourna d'un autre côté. Alors le curé lui adressant de bienveillantes paroles lui dit : Mais mon petit ami, est-ce que vous ne me connaissez pas? C'est moi qui vous ai fait votre première communion. — Ma première communion, s'écria l'enfant! je l'ai mal faite et pour cela je suis damné! — Oh! non, répondit le curé, vous allez demander pardon à Dieu. — Inutile! inutile! reprit l'enfant, c'est fini! Il se retourna du côté du mur. Sa mère, qui était là, se jeta sur lui, le serra dans ses bras, le baigna de ses larmes, le supplia de se repentir, mais en vain : il mourut dans l'impénitence. Le pauvre enfant, il avait fait mal sa retraite, c'est pour cela qu'il fit une mauvaise première communion et une mort de damné. Oh! mes enfants, il n'en sera pas ainsi de vous; vous allez bien faire votre retraite, j'en suis sûr. C'est une chose bien entendue.

I

MAIS, QUEST-CE QU'UNE RETRAITE? Une retraite c'est une grande grâce, c'est même une des plus grandes grâces que Dieu puisse nous accorder. Une retraite c'est une chose bien importante : de votre retraite dépend peut-être votre salut et, certainement, selon qu'elle sera plus ou moins bonne, votre première communion sera plus ou moins

(1) Comme à cette époque de l'année il y a comme un répit dans la prédication ordinaire, nous profiterons de la circonstance pour traiter un sujet qui nous a été fréquemment demandé, savoir : une retraite de première communion. Il est bien entendu que la série de nos instructions dominicales sur le Décalogue n'est que momentanément interrompue.

(2) Notre retraite sera une retraite de trois jours, et il y aura trois instructions par jour : la première le matin avant la messe, la seconde avant midi et la troisième le soir. On suppose que le prédicateur réunit dans l'après-midi les enfants pour leur faire réciter le chapelet, leur donner des avis convenables ou leur lire quelque histoire intéressante.

sainte. Une retraite, c'est un temps précieux où Dieu parle aux âmes par sa grâce, par la voix de la conscience, par la parole des ministres de Dieu. Une retraite c'est la préparation nécessaire aux grandes faveurs du ciel. Vous savez ce qu'ont fait les apôtres, après l'ascension de Notre-Seigneur Jésus-Christ, pour se préparer à recevoir le Saint-Esprit, le jour de la Pentecôte? Sur l'ordre de Notre-Seigneur lui-même, ils se mirent en retraite; ils s'enfermèrent dans le Cénacle, et passèrent dix jours dans le recueillement et la prière, *erant perseverantes unanimiter in oratione cum Maria matre Jesu*. Une retraite, c'est, je vais peut-être vous étonner, mais c'est cependant la vérité, c'est un temps de bonheur. Il y a bien quelques épines : il faut se surveiller pour suivre le règlement, il faut chercher ses péchés, il faut se confesser. Mais en revanche, quelle douce joie on goûte dans l'union avec le bon Dieu! Quelle allégresse dans son cœur, quelle paix, quand, après s'être débarrassé des chaînes du péché, on a retrouvé la liberté des enfants de Dieu! Une retraite, écoutez-moi bien, « c'est un exercice précieux, où, laissant de côté nos préoccupations ordinaires, nos études, nos travaux, nous nous appliquons plus sérieusement à la grande affaire de notre salut, nous purifions nos âmes du péché et des mauvaises habitudes, et nous nous mettons en mesure d'aller plus sûrement au ciel. »

II

Maintenant, quel est le BUT d'une retraite? Quand un homme gravit une haute montagne dont il veut atteindre le sommet, de temps en temps il s'arrête pour reprendre de nouvelles forces; il regarde en arrière le chemin qu'il a fait avec ses détours et ses difficultés, puis il jette un regard ferme en avant sur la route qu'il lui reste à parcourir. La vie, mes chers enfants, c'est une haute montagne à gravir, montagne parfois bien escarpée. Hélas! nos pieds sont souvent meurtris et déchirés par les pierres et les épines du chemin! Eh bien, la retraite, c'est une halte dans laquelle l'âme s'arrête pour reprendre des forces et au besoin guérir ses blessures.

Oui, toute retraite a pour but la sanctification de nos âmes. Pour ceux qui sont en état de péché mortel, le but de la retraite c'est de leur rendre l'innocence et de les affermir dans leurs bonnes résolutions. Pour ceux qui sont dans la grâce de Dieu, c'est d'en faire de meilleurs chrétiens encore.

Mais outre ce but général, chaque retraite a un but spécial!

Pourquoi donc, vous, aujourd'hui êtes-vous en retraite? Faites attention, mes chers enfants, à ma réponse : « C'est pour vous disposer à faire une bonne confession générale et vous préparer ainsi à la grande œuvre de votre première communion. »

C'est là que tendront tous nos exercices.

III

Je veux vous indiquer maintenant les MOYENS de faire une bonne retraite. Si vous les employez, je répons de vous : vous ferez une excellente première communion et dans ce grand jour de votre vie vous serez heureux comme les anges du ciel. Quels sont-ils donc et combien y en a-t-il ? Ils sont au nombre de trois, savoir : le recueillement, la réflexion et la prière.

I. D'abord vous serez plus recueillis. Vous veillerez sur la dissipation pour l'empêcher de s'emparer de votre âme ; vous vous abstenrez des jeux bruyants et tumultueux ; sans doute qu'à certaines heures vous pourrez vous récréer, mais avec calme et tranquillité : le Seigneur n'est point dans le bruit, dit la Sainte-Ecriture, *non in commotione Dominus* ; à l'église, pendant la sainte messe, pendant les instructions, vous garderez le plus strict silence ; dans les rues vous serez modestes : on verra qu'il y a un changement en vous et que vous vous préparez à votre première communion. Mais ce recueillement *extérieur* ne suffit pas : il faut le recueillement *intérieur*. Veillez sur votre imagination : ne la laissez point s'égarer. Saint Bernard, dans son monastère, pour s'exciter à la piété, se demandait souvent : « Bernard, pourquoi as-tu quitté le monde, pourquoi es-tu venu ici, » *Bernarde, ad quid huc venisti ?* Vous aussi, mes enfants, de temps en temps, faites-vous cette question : « Pourquoi suis-je en retraite ? » Et vous retrouverez le recueillement, si vous l'aviez perdu. Vous avez déjà vu de belles glaces bien transparentes, bien unies. Quand on se place en face, on s'y voit avec la dernière perfection : c'est une image de ceux qui sont bien recueillis, ils voient parfaitement dans leur cœur ce qu'il faut réformer, purifier, transformer. Si cette glace est ternie par un souffle quelconque, elle reproduit mal les objets : image de l'âme des pécheurs qui ne peut se connaître elle-même. Vous vous penchez sur une onde limpide, calme et tranquille, vous distinguez votre visage dans tous ses détails ; l'onde est-elle agitée, vous ne voyez plus rien. Ainsi en sera-t-il pour vous, vous lirez plus ou moins bien dans l'intime de votre âme, selon que vous serez plus ou moins recueillis.

II. Pendant la retraite il faudra aussi réfléchir. Savez-vous ce que c'est que réfléchir ? c'est penser attentivement à quelque chose. Voilà, dans un jour de pluie, l'eau qui tombe sur des rochers : elle glisse et ne produit rien ; mais elle tombe sur une terre bien préparée, elle humecte le sol, elle nourrit les racines, et l'on voit paraître une délicieuse verdure, des fleurs et des fruits. Si l'on réfléchit à ce qu'on entend, c'est comme l'eau qui pénètre la terre et la féconde ; si au contraire, on n'a point d'attention, le prêtre a beau prononcer de bons discours, faire de belles instructions, c'est comme l'eau qui glisse sur le rocher. Lorsqu'un maître donne des principes de grammaire, de calcul, de dessin, si l'élève est distrait il ne

pourra appliquer les principes qu'il aura reçus, il fera des fautes. De même, en vain le ministre de Dieu parle-t-il aux enfants qui vont faire leur première communion, s'ils ne réfléchissent pas, sa voix est comme un airain sonnait, comme une cymbale retentissante : elle ne produit aucun effet. Au contraire, la réflexion est infiniment puissante pour embellir les âmes pures, échauffer les âmes tièdes, guérir même les âmes les plus gangrenées par le vice.

Ecoutez plutôt.

Vous savez l'histoire de l'enfant prodigue. Il était jeune et riche. Obsédé par l'esprit d'indépendance, il demande à son père la portion d'héritage qui lui revient. Il s'en va, le malheureux, dans un pays lointain ; il dépense tout son avoir dans le luxe et la débauche. Vient une famine. Il est obligé de se mettre au service d'un maître dur, cruel, qui le destine à la garde des animaux immondes. Et il avait faim ; et il désirait se rassasier de la vile nourriture de ces animaux ; et personne ne la lui donnait ! Telles sont les suites du défaut de réflexion : l'insolence, la corruption, la misère et le malheur. Mais voyez maintenant l'efficacité de la réflexion. Le prodigue rentre en lui-même, *in se autem reversus*, et il dit : « Combien de mercenaires dans la maison de mon père ont du pain à satiété. Et moi, ici je meurs de faim ! » Après avoir réfléchi, il prend une bonne résolution. « Je me lèverai, j'irai à mon Père, et je lui dirai : Père, j'ai péché contre le ciel et contre vous. Je ne suis pas digne d'être appelé votre fils ; mettez-moi seulement au nombre de vos serviteurs. » Et il exécute sa résolution. Il vient à son père. Il était loin encore, quand celui-ci le voit arriver. Touché de compassion, il court au-devant de son cher enfant ; il l'embrasse avant que le prodigue repentant n'ait eu le temps de confesser sa faute ; il ordonne de lui préparer sa robe, de lui mettre un anneau au doigt et des chaussures aux pieds ; il donne un splendide festin en signe de sa joie et de son bonheur. La réflexion avait converti le jeune égaré ; elle lui avait obtenu le pardon le plus complet.

Voulez-vous d'autres exemples ? Saint Augustin, perdu dans son jeune âge par de mauvaises compagnies, s'était abandonné aux funestes excès de l'esprit et du cœur. Il avait perdu la foi, et il était devenu l'esclave de ses passions. Un jour il réfléchit à deux officiers de la cour de l'empereur Théodose, qui, par le désir de sauver leur âme, avaient quitté leur brillante position, le luxe et les plaisirs du monde pour aller, dans le désert, coucher sur la dure, vivre de racines et passer leurs journées dans la prière et la pénitence, afin d'assurer leur salut. Son âme vivement pressée par la grâce est toute pénétrée de honte et de confusion. Il se retire au jardin, le cœur gros des larmes du repentir. Tout à coup une voix se fait entendre : « Prends et lis ! » Il prend le livre qui était sur le banc : c'était le livre des Epîtres de saint Paul. Il l'ouvre, il tombe sur ce passage : « Ne vivez pas

dans les festins, dans les débauches, dans les plaisirs et les impuretés, dans les jalousies et les disputes ; mais revêtez-vous de Jésus-Christ, et ne cherchez plus à contenter votre chair, selon les plaisirs de votre sensualité ! Son cœur était vaincu. Il court à saint Ambroise faire l'aveu de ses fautes. La réflexion l'avait converti. — Saint Ignace de Loyola, capitaine dans les armées espagnoles, est blessé à Pamplune. Transporté à l'ambulance, il occupe ses loisirs en lisant la vie des saints. Les exemples qui lui passent sous les yeux le touchent ; il réfléchit, il renonce à la vie mondaine, il se convertit, et il devient un grand saint, et il travaille au salut de ses frères, et des millions d'âmes seront redevables du bonheur du ciel aux heureuses conséquences de sa réflexion.

III. Le recueillement est bon, la réflexion est excellente, mais le moyen des moyens pour faire une bonne première communion, c'est la prière. Rappelez-vous cette parole de Notre-Seigneur : « Sans moi vous ne pouvez rien ; » *sine me nihil potestis facere*. Or, c'est par la prière que nous méritons d'être aidés par Jésus-Christ ; c'est par la prière que nous obtenons la grâce. Que de fois ce bon Sauveur nous recommande la prière dans l'Evangile ! Il a prié lui-même ; il passait les nuits à supplier son Père en notre faveur. Priez donc bien, afin que vous fassiez une confession bien sincère, bien douloureuse. Priez afin que vous fassiez, non pas une bonne, mais une excellente première communion. Priez les uns pour les autres. Priez avec attention : un *Notre Père* bien dit, selon sainte Thérèse, vaut mieux que vingt *Notre Père* dits en courant. Priez avec un vif désir d'obtenir ce que vous souhaitez par dessus tout : ne pas être des Judas, mais communier comme saint Jean à la Cène ! Priez le matin, le soir, de temps en temps dans la journée. Priez la très-sainte Vierge et saint Joseph tout spécialement. Priez surtout à la messe. Quand saint Philippe de Néri voulait obtenir une grâce, il allait à la messe et il était infailliblement exaucé !

Ainsi, mes enfants :

Soyez recueillis,

Réfléchissez,

Priez bien, — et vous ferez une bonne, une excellente retraite !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

I.

DÉCLARATION DE LA SACRÉE PÉNITENCERIE AU SUJET
DES LETTRES QUI LUI SONT ADRESSÉES POUR
DES AFFAIRES DE CONSCIENCE.

Monitum S. Pœnitentiariæ.

Quamvis praxis et prudentia doceant casus

occultos ad forum conscientiae pertinentes, Sacrae Pœnitentiariae, litteris obsignatis ad Em. D. Cardinal. Pœnitentiarium Majorem missis, ac nominibus reticitis esse proponendos, tamen aliquis sive ex confessariis, sive ex animarum pastoribus, ab hujusmodi praxi declinans, casus ipsos litteris apertis ac per procuratores etiam laicos non solum exponere, sed et iisdem procuratoribus illos narrare, ad hoc ut super ipsis supplices conficiant libellos Sacrae Pœnitentiariae exhibendos, interdum non abhorret. Quod quidem, quantum dedecet, et quantum præ se ferat scandalum, nemo est qui non videt.

Quare Sacra Pœnitentia hanc omnino reprobendam agendi rationem e medio tollere cupiens, omnes et singulos confessarios et animarum pastores graviter monet, ut a prædicto recurrendi modo prorsus absteineant. Cæterum si opera alicujus procuratoris in alma urbe uti velint, litteras obsignatas prælaudato cardinali Pœnitentiarium Majori tradendas, suppressis nominibus, ad ipsum procuratorem transmittere quidem poterunt, ast memoratos casus Sacrae Pœnitentiariae proponendos numquam et nulli modo narrare seu manifestare audeant.

Datum Romæ in Sacra Pœnitentia.

II

DÉCISIONS DE LA S. C. D. R. RELATIVES A LA
CONSÉCRATION DES ÉGLISES.

Taurinen. 4 mai 1882.

Peril. et Rme Domine uti Frater.

Per litteras datas die 3^a martii vertentis anni exposuit Amplitudo Tua nonnulla quæsitæ quoad subterranea loca. Ecclesiarum quæ in ista Archidiecesi Taurin. brevi consecrandæ sunt, ubi spectacula, theatri more, ad juventutem præsertim honeste exercendam, peragenda essent.

Rursus per litteras datas die trigesima prima ejusdem mensis et anni explevit ipsa Amplitudo Tua num licite consecrari possit Ecclesia quæ pertinet ad laicam familiam, per vigentes civiles leges potest hæreditaria ratione transmitti, aut vendi, aut in usum profanum converti.

Sacra porro Rituum Congregatio, ad ratio nem infrascripti Secretarii, omnibus rite perpensis, censuit respondendum Amplitudini Tuæ.

AD I. Non licere, utpote quod Ecclesiæ cum sua parte subterranea consecratur per medium unius.

AD II. In casu de quo agitur, nisi habeantur sufficientes cautiones. Amplitudo Tua absteineat ab ejusmodi Ecclesiæ consecratione.

D. CARD. BARTOLINIUS, S. R. C. Proef.

dans les 4 quælecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^o d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (12 fascicules) 360 fr. — Grandes facilités de paiements. (Voir Palroé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recomman-

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'ai reçu d'un confrère 66 honoraires de messes, à acquitter pour deux personnes défunctes qu'il m'a désignées, et moitié pour l'une et moitié pour l'autre.

J'ai déjà acquitté une partie de ces messes; mais je n'ai pas eu d'autre intention que de les acquitter successivement les 66, sans désigner pour quelle personne j'en disais d'abord la moitié. Et il me semble qu'il m'est arrivé, déjà dans d'autres circonstances, d'agir ainsi. Ayez la bonté de me dire si je suis en sûreté de conscience, et sinon, ce que je dois faire.

R. — Vous êtes en sûreté de conscience, parce que l'application des 66 messes est déterminée, soit aux deux personnes *in globo*, et dans ce cas vous aurez acquitté votre dette envers l'une et l'autre quand vous aurez achevé la série, — soit à chacune en particulier dans l'ordre où les messes ont été demandées à votre confrère; et, dans ce cas, les premières ont été acquittées pour la première inscrite et les dernières pour la seconde inscrite.

L'application ne serait invalide que si vous aviez eu l'intention formelle de n'offrir chaque messe que pour l'une des deux personnes sans la désigner d'aucune manière, ni explicitement, ni implicitement.

Si vous aviez déterminé la personne en offrant pour celle que Dieu sait en avoir le plus grand besoin ou qu'il sait être la plus sainte des deux, l'application serait valide, parce qu'elle serait déterminée par l'état présent de chacune des deux âmes. Ce serait une application conditionnelle avec condition vérifiée *de præsenti*; elle se résoudrait en celle-ci : j'offre pour telle âme, si elle est plus sainte que telle autre, sinon, pour la seconde. La science de Dieu n'est point nécessaire pour que l'état présent de l'une et de l'autre soit déterminé en lui-même, et par conséquent pour que l'application soit déterminée et valide.

Mais, si la science de Dieu était nécessaire pour que la condition fût vérifiée *de præsenti*, l'application serait invalide, ainsi que nous l'avons déjà dit plusieurs fois, notamment : *Ami du clergé*, 2^e année, n^o 37, p. 438.

Nous insistons sur ces questions, qui sont très-pratiques, afin de garantir, autant qu'il est en nous, nos bien-aimés confrères contre deux exagérations opposées : l'une tenant du scrupule et inquiétant sans raison les consciences timorées, l'autre, plus à craindre, tenant de la négligence et laissant les fruits du saint sacrifice aux hasards d'une application trop peu déterminée.

Nous ne saurions trop engager nos vénérés confrères à mettre le plus grand ordre dans leurs applications de messes et à les déterminer toujours le plus complètement possible.

Q. — Est-il permis à un diacre de faire une inhumation et de bénir la fosse?

R. — Un diacre ne peut pas, en vertu de son

titre, faire une inhumation ou bénir la fosse. La permission même du curé ne suffit pas pour remplir licitement cet office :

« Diaconus cum pluviali non potest cadavera comitari ac de licentia parochi benedicere sepulturam. » 11 sept. 1847, n. 5102 ad 12.

Cependant, en l'absence d'un prêtre, avec la permission de l'évêque diocésain, un diacre peut présider les obsèques : il accomplit alors toutes les cérémonies indiquées au Rituel. Ainsi l'a décidé la S. Congrégation des Rites, le 14 août 1858, ad II. Nous citons les deux questions relatives aux pouvoirs des diacres.

Dubium I. Diaconus, qui ex mandato sui vicarii apostolici, defert sacrum Viaticum infirmis, potestne facere aspersionem aquæ benedictæ, dicere *Misereatur*, *Indulgentiam*, signare infirmum vel semetipsum, dicere *Dominus vobiscum* cum oratione, et benedicere cum sanctissimo Sacramento infirmum et assistentes? Secus quid faciendum?

Dubium II. Si idem diaconus ex pari mandato precans pro defuncto dicat *Vesperas* aut *Laudes* vel *Preces exequiarum* in Rituali, debeatne eas cantare aut legere. Debeatne legere *Non intres*, cantare *Libera* et circumiens feretrum poteritne corpus aspergere aqua benedicta et incensare ac benedicere sepulcrum et dicere alias preces, exceptis excipiendis, juxta Rituale, præsertim si faciat has privatim in domibus privatis?

R. — Ad I. *Deficiente presbytero et Vicarii Apostolici concurrente licentia, affirmative in omnibus.*

Ad II. *Ut ad primum.*

Q. — Que pensez-vous de l'érection d'une association des Mères chrétiennes dans une paroisse qui n'est pas distante d'une lieue d'une autre paroisse où cette association a été établie précédemment. Ladite confrérie a été érigée *canoniquement* et voilà que je lis dans le nouveau Manuel des Mères chrétiennes, par le P. Th. Ratisbonne, p. 333 : « On veillera à l'observation de la règle établie par le pape Clément VII, en vertu de laquelle une même confrérie ne peut être établie dans 2 paroisses de la même ville, ou dans 2 localités qui n'auraient pas entre elles au moins une lieue de distance. » Nous n'avons pas agi *in fraudem legis* que nous ne connaissions point. Mgr l'archevêque qui n'ignore pas que notre paroisse n'est qu'à 3 kilomètres de la paroisse voisine a approuvé la confrérie qui a été régulièrement affiliée à l'archiconfrérie. Est-ce que notre association établie dans ces conditions peut avoir part aux privilèges de l'archiconfrérie?

R. — Le pape Clément VIII a établi une règle générale d'après laquelle il ne peut y avoir plusieurs confréries du même nom dans deux paroisses de la même ville, ni dans deux localités qui n'auraient pas entre elles au moins 4 kilomètres de distance. Cependant il y a exception pour les confréries du saint Sacrement (*Paul V*, 1607); pour les confréries de la Doctrine chrétienne, 1610; et pour celles du Sacré-Cœur, (*Pie VII*, 1805). Le Souverain Pontife accorde facilement d'autres dispenses. Il faut donc, dans

le cas présent, recourir au Pape, en ayant soin de se munir de l'avis favorable de l'Ordinaire.

Q. — Alexandre veut se marier avec Justine; de part et d'autre, toutes les formalités sont remplies; le mariage a lieu civilement. Mais quand vient le moment d'aller à l'église pour recevoir le sacrement de mariage, Alexandre déclare à qui veut l'entendre, qu'il ne croit pas au sacrement de mariage et qu'il ne veut pas absolument aller à l'église, qu'il est marié à la mairie et que cela lui suffit. Sur les menaces de M. le curé (qui craint un scandale dans sa paroisse) de parler de ce fait le dimanche d'après, Alexandre gagné par les parents de Justine va à l'église. Là M. le curé lui demande s'il s'est confessé; Alexandre répond que non et fait à M. le curé la déclaration suivante: « M., je ne crois ni à la confession, ni au sacrement de mariage; mon intention était de ne pas venir à l'église et si j'y suis venu, c'est uniquement pour faire plaisir à ma femme et éviter que vous parliez de nous. »

Je demande : 1^o Ce mariage n'est-il pas nul; puisqu'il manque la foi au sacrement et surtout le consentement intérieur requis pour la validité du sacrement?

2^o M. le curé peut-il, connaissant les dispositions d'Alexandre, bénir ce mariage pour éviter un scandale dans sa paroisse?

3^o Enfin, M. le curé ne peut-il pas agir pour Alexandre, comme nous agissons pour les mariages mixtes, c'est-à-dire recevoir simplement à la sacr. stie le consentement des deux époux.

R. — Ad I. Le défaut de foi dans un des contractants ne rendrait pas nul le sacrement de mariage. En effet les contractants sont à la fois ministres et sujets du sacrement de mariage; or, la foi n'est requise d'eux, ni comme ministres, ni comme sujets : comme ministres, le saint concile de Trente l'a défini pour le baptême et c'est de foi catholique pour les autres sacrements; comme sujets, c'est la doctrine incontestable de l'Eglise qui regarde comme valide le baptême reçu par les hérétiques s'il a été régulièrement administré, et le sujet n'a pas formellement résisté, au moins intérieurement.

Le défaut de consentement intérieur peut porter sur deux points différents : sur la réception du sacrement, ou sur l'objet du contrat matrimonial. Dans le premier cas, la partie en question veut bien s'unir par mariage à l'autre partie, mais ne veut pas recevoir le sacrement. Dans le second cas, la susdite partie ne veut pas contracter avec l'autre d'alliance matrimoniale.

Dans le premier cas, voici la solution donnée par M. Heiss (1) :

« Quid sit sentiendum de matrimoniis hæreticorum, qui dum contrahunt matrimonium neque credunt, neque intendunt conficere sacramentum?

« R. Distinguendum est : Vel enim volentes ita contrahere neque ullo modo volunt suscipere sacramentum, vel duntaxat nolunt suscipere sacramentum propter errorem speculativum quo putant matrimonium non esse sacramentum, ita tamen ut velint contrahere modo christiano. Si primum, nihil efficiunt, neque sacramentum neque matrimonium, quia intentio posterior priorem

elidit ac destruit, cum, ut diximus, ratio sacramenti sit inseparabilis a contractu matrimoniali... »

Cette solution revient à dire que si le contractant refuse formellement de recevoir le sacrement et qu'il préfère ne contracter par son acte aucune union si le sacrement s'y trouve uni, il y a défaut de consentement et nullité du mariage; si au contraire il veut contracter l'union matrimoniale, bien qu'il ne la regarde aucunement comme sacramentelle, il y a consentement suffisant et validité du mariage.

Dans le second cas, le consentement fait effectivement défaut.

Les paroles d'Alexandre indiquent clairement un manque de foi; mais son consentement n'en serait pas rendu invalide.

Elles n'indiquent aucunement la volonté de ne pas contracter alliance avec Justine.

S'il exprime son consentement en présence du curé, le mariage est valide; mais s'il refuse de donner ou de renouveler son consentement devant le curé, le mariage est invalide. En effet, bien qu'il n'ait pas l'intention de recevoir ce sacrement et qu'il ne vienne à l'église que malgré lui et pour faire plaisir à son épouse, il vient néanmoins et veut faire ce que désire son épouse, c'est-à-dire qu'il veut au moins implicitement faire ce que fait l'Eglise : ce qui suffit à la validité du sacrement.

Ad II. Nous croyons que M. le curé ne pouvait pas bénir publiquement ce mariage à l'église, à cause du scandale causé par les paroles du jeune homme.

Ad III. Certains canonistes pensent qu'il ne pouvait pas même assister à la sacristie au consentement exprimé par les futurs. D'autres seraient moins sévères, à cause de la raison de bien public qui est engagé dans cette affaire. Il y a, en effet, à craindre que ce mauvais exemple n'influe sur la population et qu'il ne se trouve des imitateurs.

Q. — Quel est le mérite particulier des Théologies Perriot, Jaugey, Martinet?

R. — La théologie de M. l'abbé Perriot, autrefois professeur au Grand Séminaire de Langres, aujourd'hui supérieur de cet établissement diocésain, renferme en 7 volumes les leçons dogmatiques données pendant plusieurs périodes d'années.

Livrées une première fois au public par l'autographie, elles ont été revues avec soin pour la typographie.

Sans s'attacher à un système particulier et tout à fait exclusif, l'auteur a des préférences pour les opinions thomistes, dont le Souverain Pontife Léon XIII favorise de plus en plus le développement. Cependant il ne laisse pas parfois de les abandonner quand d'autres lui paraissent plus appuyées. En tous cas, on trouve toujours

(1) De matrimonio tractatus quinque (Pustet).

dans son exposé un résumé fidèle de la doctrine des diverses écoles avec les principales preuves à l'appui : ce qui permet de se rendre un compte exact de la marche et de l'état de la science théologique et au besoin d'embrasser une opinion contraire à celle de l'auteur. On rencontre ça et là des vues personnelles et neuves qui ne manquent point d'intérêt, surtout quand l'auteur essaie, par des aperçus assez ingénieux, de concilier des opinions souvent tout à fait opposées, en formulant une opinion moyenne qui emprunte à l'une et à l'autre ses moyens de défense. Nous signalerons en ce genre, entre plusieurs autres, la solution qu'il donne à la controverse entre Thomistes et Molinistes sur la prédestination à la gloire *ante* ou *post prævisa merita* (de Deo p. 222 — 239) : dans cette solution les deux opinions forment les deux parties inséparables de la même vérité, et, si elles ne se prennent pas dans un sens exclusif, la vérité de l'une entraîne nécessairement la vérité de l'autre. C'est hardi, c'est neuf, dira-t-on, peut-être : si nous en croyons l'auteur, ce serait la propre solution de saint Thomas (1 p. q. 25. a. 5. Cf. op. cit. p. 222).

Abondance des matières, harmonie dans la division, netteté dans l'exposition, telles sont les principales qualités de cette théologie rédigée dans un style élégant bien que clair et facile à suivre.

Nous croyons savoir que M. l'abbé Perriot a reçu les encouragements et les félicitations de plusieurs facultés théologiques de France et de l'étranger, d'un grand nombre d'évêques et même du Souverain Pontife.

La théologie de M. l'abbé Jaugey reproduit, avec quelques légères modifications, l'enseignement traditionnel de la morale au Grand Séminaire de Langres. Les circonstances n'ont pas permis à l'auteur de terminer son cours : il manque les traités *de jure et justitia* et *de contractibus*.

Pour le fond, M. Jaugey a suivi, à peu de choses près, la marche de Sporer, en complétant ce théologien par les auteurs modernes, Scavini, Gury, Ballerini, etc. Il a pris à tâche surtout de développer les questions à l'ordre du jour, comme celles qui ont trait aux règles et aux décrets de l'Index, aux excommunications portées par la constitution *Apostolicæ sedis*, à la Franc-Maçonnerie, etc. Sa doctrine est généralement sûre, ses développements abondants.

M. l'abbé Martinet a adopté pour sa double théologie, dogmatique et morale, un plan spécial, nouveau, qui a des avantages, bien qu'il présente parfois quelques inconvénients. L'auteur a voulu se dégager de la méthode, suivie jusqu'ici, de distribuer les divers sujets théologiques en autant de traités spéciaux. Le procédé d'autrefois, bien suivi encore aujourd'hui, rompt peut-être la vue d'ensemble, mais on y gagne plus de clarté au détail : celui de M. Martinet rétablit cette vue

d'ensemble, sans compromettre, du moins bien sensiblement, la netteté du détail.

L'intérêt particulier de cette théologie réside donc surtout dans la méthode adoptée par l'auteur. On peut la lire avec le plus grand fruit et y trouver de précieux renseignements. Nous regrettons qu'une bonne table générale ne vienne pas favoriser les recherches.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — 1^o Les femmes sont-elles admises comme témoins au mariage et peuvent-elles signer au registre de l'église en cette qualité?

2^o Quels sont les témoins à requérir au mariage religieux?

3^o Dans quel ordre faut-il qu'ils se présentent à signer?

4^o Dans notre paroisse, le curé reçoit six francs pour les enterrements d'adultes, combien doit-il demander pour enterrement d'enfant, lorsqu'on attend le prêtre à la maison mortuaire?

R. — Ad 1^{re}. Le concile de Trente n'a déterminé ni le sexe, ni l'âge, ni la qualité des témoins pour le mariage. Par conséquent, les femmes pourraient aussi bien que les hommes être témoins de la célébration de ce sacrement.

Cependant l'usage général, et une certaine décence demandent que les femmes soient exclues, toutes les fois qu'on peut avoir des hommes. Quand les femmes sont témoins, non seulement elles peuvent, mais elles doivent signer au registre de l'église.

Ad 2^{me} et 3^{me}. Il n'y a point de règle pour cela.

Ad 4^{re}. Les tarifs relatifs au service des morts dans les églises doivent être dressés par les fabriques et gradués par classes ; ils sont soumis à l'approbation de l'évêque et à l'homologation du gouvernement. Cela fait, les curés ne peuvent plus les modifier.

C'est donc le tableau des tarifs qu'il faut consulter pour résoudre la question qu'on nous pose. Il a dû prévoir l'inhumation des enfants. S'il ne l'a pas fait, les enfants sont considérés comme adultes, et jouissent de toutes les classes comme ces derniers.

Il y a des diocèses, où, dans le tarif général, on assigne pour les petits enfants la dernière classe des adultes ; il y en a d'autres, où l'on a créé une classe particulière.

Pour être en règle avec tout le monde et empêcher les conflits toujours très-odieux dans ces circonstances, il convient d'établir d'avance un tarif gradué par classe, même pour les enfants, et soumettre ce tarif aux approbations exigées par la loi. Hors de là, il n'y a que de l'arbitraire et un danger permanent de discussions.

Q. — 1^o Les évêques peuvent-ils profiter du décret de 1805 qui les autorise à prélever le sixième des chaises pour les prêtres âgés et infirmes, avant d'avoir fait approuver par le gouvernement un règlement fixant le mode et

les précautions à prendre pour ce prélèvement et le mode d'emploi, comme semble l'exiger l'article 2 du même décret.

2° Si un règlement de ce genre a été approuvé, pour un diocèse, l'évêque est-il tenu de le faire connaître et les fabriques peuvent-elles refuser le sixième jusqu'à ce que ce règlement ait été porté à leur connaissance?

3° L'évêque est-il tenu de faire connaître les recettes produites par le prélèvement du sixième et l'emploi qui en a été fait. Doit-il nommer une commission chargée de surveiller les recettes et les dépenses?

4° L'évêque peut-il faire de ces recettes un fonds dont il dispose sans contrôle?

5° L'évêque pourrait-il prendre sur ces fonds pour d'autres œuvres que pour le soulagement des prêtres âgés ou infirmes?

R. — AD I^m. Non; le décret du 13 thermidor an XIII (1^{er} août 1805) cité par notre correspondant, est formel sur ce point. L'art. 2, en effet, s'exprime ainsi : « Les évêques adresseront au ministre des cultes dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de règlement, pour déterminer le mode et les précautions relatives à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution. »

Si l'on s'en tenait à la lettre du décret, les évêques qui auraient laissé passer le mois sans présenter le projet de règlement, pourraient essuyer un refus. Mais pratiquement, le gouvernement a toujours répondu et il est toujours disposé à répondre favorablement à tout évêque qui se décide à faire le prélèvement; mais il tient plus que jamais à ce que le projet de règlement lui soit présenté aux termes de l'art. 2 précité!

AD II^m. Assurément; c'est dans l'ordre naturel des choses, et la fabrique fait preuve de bonne gestion en ne lâchant une somme quelconque qu'à bon escient.

AD III^m. L'évêque doit s'en tenir aux termes de l'autorisation qui lui est donnée par le gouvernement. D'ordinaire, le décret d'autorisation est explicite et détermine minutieusement le mode de prélèvement, et la manière d'en appliquer et d'en distribuer le résultat. Il impose une commission; tantôt il charge l'évêque lui-même de la nommer et de la présider; tantôt, — cela s'est vu dernièrement dans un diocèse voisin de Paris, — il fait nommer la commission par le suffrage du clergé. L'odieuse n'a pas manqué en cette occasion; on a pu voir le sans gêne avec lequel un gouvernement impie traite les princes de l'Eglise. Mais ce qui ressort surtout de l'affaire, c'est la volonté expresse qu'a l'administration supérieure de faire observer les lois touchant le sixième des chaises et de le faire servir réellement et exclusivement pour les prêtres âgés ou infirmes.

AD 4^m et 5^m. Pour ne parler qu'au point de vue de la jurisprudence civile-ecclésiastique, non, l'évêque ne peut détourner de leur destination le produit du sixième des chaises, sans s'exposer à des revendications soit de la part du gouvernement, soit de la part du clergé auquel cet argent est destiné.

La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire.

COMMENTAIRE (1)

A L'USAGE DES PÈRES DE FAMILLE CHRÉTIENS, DES INSTITUTEURS, DES MAIRES ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES.

Le commentaire qui suit a été rédigé pour donner satisfaction au désir exprimé par un grand nombre de personnes obligées de subir, de surveiller ou de requérir l'application de la loi du 28 mars sur l'enseignement laïque et obligatoire.

Les parents que cette loi veut contraindre dans leur liberté, les maires qui sont chargés d'en assurer le fonctionnement, les membres des commissions scolaires appelés à se prononcer sur les infractions, ont intérêt à connaître la mesure de leurs droits et l'étendue de leurs attributions. Il importe que chacun se retranche dans une défense ferme et prudente de ses droits. Il n'importe pas moins d'opposer sur le terrain légal toutes les résistances utiles, à l'arbitraire si facilement imposé par l'administration.

Sans doute, en l'absence du décret réglementaire ou tout au moins des instructions ministérielles qui ne peuvent manquer d'intervenir, ce travail présente bien des lacunes. Il devra être complété et coordonné avec tous les détails d'exécution auxquels ce règlement ou ces instructions auront pour but de pourvoir.

L'utilité du commentaire étant ainsi suffisamment démontrée, le caractère de cette consultation n'échappera à personne. Elle ne contredit en aucun point les avis donnés par la *Société générale d'Education et d'Enseignement*.

Si, en présence d'une loi oppressive qui entreprend sur le domaine réservé de la conscience paternelle, la résistance de front est légitime, il faut prévoir aussi les cas nombreux, les circonstances délicates où cette résistance pourrait nuire à l'exercice du droit qu'ont les parents d'opter entre l'école publique et l'école libre, fragile et dernier refuge de l'enseignement chrétien. Le danger de compromettre les maîtres libres qui donnent cet enseignement n'est pas moins à redouter et à éviter. C'est dans cet esprit, et en tenant compte de ces considérations diverses, que le commentaire suivant a été rédigé.

ART. 1^{er}.

L'enseignement primaire comprend :

L'instruction morale et civique;

La lecture et l'écriture;

La langue et les éléments de la littérature française;

La géographie, particulièrement celle de la France;

L'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours;

Quelques notions usuelles de droit et d'économie;

Les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques; leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usage des outils des principaux métiers;

Les éléments du dessin, du modelage et de la musique;

La gymnastique;

Pour les garçons, les exercices militaires;

Pour les filles, les travaux à l'aiguille;

L'art. 23 de la loi du 15 mars 1850 est abrogé,

L'importance de l'art. 1^{er} est surtout dans ce qu'il ne dit pas. C'est le rejet des divers amendements tendant au maintien de « l'instruction religieuse » en tête des matières obligatoires du programme de l'enseignement public, qui donne à la loi son véritable caractère.

(1) Ce travail, rédigé par MM. le baron de Ravignan, sénateur, Benoist, ancien avocat général près la Cour de cassation, d'Herbelot, ancien avocat général près la Cour d'appel de Paris, Delamarre, avocat à la Cour d'appel, et L. de Crousaz-Crétet, ancien auditeur au Conseil d'Etat, a été discuté et approuvé par le Comité du contentieux et la Commission d'enquête de la *Société générale d'Education et d'Enseignement*.

L'amendement qu'avait présenté, d'abord avec succès, M. le sénateur Jules Simon, et qui se bornait à mentionner « les devoirs envers Dieu et envers la Patrie, » a lui-même été repoussé. Par suite, la loi ne donne pas la garantie que l'enseignement moral professé dans les écoles publiques sera basé sur la notion de l'existence de Dieu. Il se trouve ainsi que la France ne rompt pas seulement avec tout son passé; elle rompt aussi avec les habitudes et les traditions de toutes les législations des nations civilisées. Nous avons désormais *l'école sans Dieu*.

Il résulte toutefois des engagements itérativement pris par le ministre que l'enseignement de l'école devra être neutre, sans hostilité pour la religion, respectueux envers tous les cultes. Sur ce point, par conséquent, les pères de famille auront le devoir et le droit de rappeler, à l'occasion, le gouvernement à l'observation de ses promesses; et celles-ci seraient évidemment violées si, soit par son enseignement oral, soit par le choix des livres ou celui des sujets de dictée, soit enfin de toute autre façon, un instituteur osait entreprendre de détruire la foi de ses élèves par des négations brutales, ou simplement de la troubler par l'expression d'un doute sur les dogmes religieux.

L'art. 1^{er} réunit à l'instruction morale l'instruction civique, qui n'avait encore figuré dans aucun programme. Qu'a-t-on voulu dire par ce mot absolument nouveau? Le vague dont on s'est plu à l'entourer n'a rien de rassurant.

A en croire M. Jules Ferry, il ne faudrait entendre par là qu'un ensemble de notions descriptives de nos institutions, présenté sous une forme élémentaire, sans esprit de parti. Mais, pressé de dire s'il prohiberait l'introduction, dans les écoles publiques, d'un *Manuel* trop connu, qui n'est qu'un tissu de falsifications historiques, le ministre s'est renfermé dans une réponse évasive qui ne peut guère s'accorder avec ses premières assurances et qui autorise toutes les appréhensions.

En somme, il a paru vouloir laisser, en cette matière, une large part à l'initiative du maître. L'enseignement civique peut donc être compris d'une manière détestable ou d'une manière inoffensive. L'instituteur soucieux de son devoir se préoccupera surtout du choix du traité à mettre entre les mains de ses élèves. Le *Manuel* de M. Paul Bert ou les autres livres conçus dans le même esprit doivent être absolument écartés. Mais l'*Essai d'enseignement civique* signé : F. I. C. (1), ou l'*Instruction civique à l'usage des écoles primaires*, par M. Audley (2), présentent toute sécurité.

Les autres paragraphes de l'art. 1^{er} ne comportent aucun commentaire. On se demande seulement ce que pourront être, pour des enfants de six à treize ans, les notions de droit et d'économie politique auxquelles on veut les initier !

ART. 2.

Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires;

L'enseignement religieux est facultatif dans les écoles privées.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'aggravation que cet article 2 apporte aux dispositions déjà si tyranniques de l'article 1^{er}. Constatons du moins qu'un point reste certain : l'instituteur public conserve le droit de donner l'instruction religieuse en dehors des heures de classe et des édifices scolaires.

Il importe en outre de remarquer que les écoles primaires doivent, aux termes de l'art. 2, vaquer le dimanche et un autre jour par semaine, afin de permettre aux parents de faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse.

L'instituteur ne pourrait donc, sans violer le texte formel de la loi, disposer pour des exercices militaires, de

gymnastique, etc., de ces jours réservés pour l'enseignement religieux. Les parents auraient, le cas échéant, le droit absolu de s'y opposer.

Ajoutons qu'il ressort clairement du § 2 de l'art. 2 que l'enseignement religieux est absolument libre dans les écoles privées. Les écoles libres restent donc, en dehors de l'église et de la famille, le dernier refuge de l'enseignement religieux.

ART. 3.

Sont abrogées les dispositions des articles 18 et 44 de la loi du 14 mars 1850, en ce qu'elles donnent aux ministres des cultes un droit d'inspection, de surveillance et de direction dans les écoles primaires publiques et privées et dans les salles d'asile, ainsi que le § 2 de l'article 31 de la même loi qui donne aux consistoires le droit de présentation pour les instituteurs appartenant aux cultes non catholiques.

L'article 18 de la loi du 15 mars 1850 donnait au curé, au pasteur ou au délégué du consistoire israélite, sur les écoles primaires publiques et privées, un droit d'inspection égal à celui des divers inspecteurs représentant l'Etat.

D'après l'article 44 de la même loi, le pasteur ou le délégué du culte israélite partageait avec le maire et les délégués cantonaux la surveillance et la direction morale de l'enseignement primaire dans les écoles communales.

Enfin, toujours aux termes du même article de loi, les ministres des différents cultes étaient spécialement chargés de surveiller l'enseignement religieux de ces écoles, dont l'entrée leur était toujours ouverte.

Ce sont ces droits d'inspection, de surveillance et de direction que l'article 3 de la loi du 28 mars 1882 supprime comme désormais sans objet. Du moment qu'on bannit Dieu de l'enseignement primaire, il est logique que son ministre soit considéré comme n'ayant plus rien à voir dans les écoles publiques et devienne pour elles un étranger. La conséquence est aussi odieuse que le principe lui-même.

Quant à nos écoles chrétiennes libres, comme elles conservent, d'après l'article 2 de la loi, le droit de donner l'enseignement religieux, elles tiendront à honneur d'ouvrir leurs portes aux représentants de la religion, d'accepter leur direction et de prendre leurs conseils.

Le § 2 de la loi du 15 mars 1850 donnait aux consistoires un droit de présentation pour les instituteurs communaux appartenant aux cultes non catholiques; ce droit disparaît après l'expulsion, de l'école publique, de toute religion et de tout ministre du culte.

On remarquera que, parmi les articles abrogés de la loi du 15 mars 1850, ne figure pas l'article 46 de cette loi, qui fait entrer dans la commission de sept membres constituée pour la délivrance du brevet de capacité un ministre du culte professé par le candidat. Une circulaire du ministre de l'instruction publique du 29 janvier 1881 rappelle que la loi de 1850, en appelant le ministre du culte dans la commission, a surtout entendu assurer à une fraction importante de l'enseignement libre, c'est-à-dire aux établissements religieux, une sorte de représentation dans le jury; que, si aujourd'hui le ministre du culte n'a plus de questions à poser sur l'enseignement de la religion, il a toujours été considéré comme pouvant examiner les candidats indistinctement sur toutes les matières et n'a pas été dépouillé du droit, que lui assure la loi de 1850, de participer à l'ensemble des épreuves.

On remarquera encore que la loi nouvelle n'a touché en rien aux droits d'inspection et de surveillance, que le maire tient de la loi du 15 mars 1850 en ce qui concerne l'enseignement primaire (art. 18 et 44 de cette loi).

ART. 4.

L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants d'un sexe âgés de six ans révolus à treize ans révolus; elle peut être donnée dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles par le père de famille lui-même ou par toute autre personne qu'il aura choisie.

C'est dans l'article 4 que réside toute la pensée de la loi,

(1) Librairie Mame, à Tours, et Poussielgue, 15, rue Cassette, Paris.

(2) Librairie Poussielgue.

pensée de conciliation en apparence quand on se réfère à l'énumération complaisamment et hypocritement développée des moyens laissés à la disposition du père de famille pour lui permettre de remplir l'obligation qui lui est imposée, pensée de tyrannie et d'oppression quand on réfléchit que ces moyens sont une sanglante ironie pour la majorité des pères de famille.

Le rédacteur de l'article raisonne comme si tout père de famille était millionnaire.

Celui-ci pourra choisir entre les établissements d'instruction secondaire ou primaire; et, parmi les uns et les autres, il pourra s'adresser soit à un établissement public, soit à un établissement privé, et, si aucun de ces établissements ne lui convient, il aura encore la ressource de donner lui-même, ou de faire donner chez lui l'instruction primaire à son enfant par toute personne qu'il aura choisie.

Cela fait bien sur le papier!

Mais les pères de famille millionnaires sont rares parmi ceux qui sont obligés de faire donner l'instruction primaire à leurs enfants; presque tous sont des manouvriers absents de chez eux pendant la journée, ou dispersés au milieu de la campagne; pour ceux-là point de choix possible; l'instituteur communal, quelque détestable qu'il leur paraisse, deviendra leur seigneur et maître, et ils seront tenus de lui rendre foi et hommage sous peine de réprimande, de l'affiche infamante, de la prison. La classe des *vilains* est rétablie, en vertu des principes *maçonniques*, au profit de l'Université de la République!

Voilà comment le législateur de 1832 entend la liberté et l'égalité pour le pauvre, impuissant à défendre ses droits!

Le pauvre n'aura qu'un seul droit, s'il n'est pas content, celui d'être réprimandé, affiché et emprisonné!

Mais cette tyrannie ne pèse sur lui que depuis le jour où son enfant a atteint l'âge de six ans révolus, jusqu'à celui où il atteint l'âge de treize ans.

En deçà et au delà de ces limites d'âge, la liberté subsiste. Le père n'est tenu à aucune formalité, soit pour envoyer son enfant âgé de moins de six ans dans une salle d'asile ou école maternelle, soit au-dessus de treize ans pour le confier à une école primaire, supérieure ou secondaire. Il peut aussi le garder librement chez lui.

Quant aux parents qui placeront dans un établissement d'instruction secondaire libre leurs enfants entre l'âge de six ans révolus et celui de treize ans révolus, ils ne devront pas oublier l'obligation qui leur est imposée par l'article 7, d'en faire la déclaration à la mairie, dans les conditions et dans le délai déterminés par cet article.

ART. 5.

Une commission municipale scolaire est instituée dans chaque commune pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

Elle se compose : du maire, président; d'un des délégués du canton, et, dans les communes comprenant plusieurs cantons, d'autant de délégués qu'il y a de cantons désignés par l'inspecteur d'Académie; de membres désignés par le conseil municipal en nombre égal au plus au tiers de ses membres.

A Paris et à Lyon il y a une commission pour chaque arrondissement municipal. Elle est présidée, à Paris, par le maire; à Lyon, par un des adjoints; elle est composée d'un des délégués cantonaux désignés par l'inspecteur d'Académie, de membres désignés par le conseil municipal au nombre de trois à sept pour chaque arrondissement.

Le mandat des membres de la commission scolaire désignés par le conseil durera jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil municipal.

Il sera toujours renouvelable.

Le nombre des délégués à nommer par le conseil municipal doit être calculé d'après le nombre légal de ses membres, alors même qu'en fait ce nombre se trouverait réduit momentanément par des démissions ou des décès. Il dépend donc du conseil municipal d'assurer à ses délégués la majorité dans la commission scolaire, en usant de toute la latitude que lui donne la loi.

Un point très-important à noter, c'est que la loi n'exige pas que les membres de la commission scolaire élus par le conseil municipal soient pris dans le conseil lui-même. Quelques préfets ont semblé dire le contraire dans les circulaires adressées aux municipalités : cela est absolument inexact. Le conseil municipal a le droit de choisir qui il veut : en fait, lors des dernières élections, beaucoup de conseils municipaux ont usé de ce droit en faisant entrer dans les commissions scolaires le curé de la paroisse.

Le mandat des membres de la commission scolaire désignés par le conseil, ajoute l'article 5, durera jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil municipal.

La durée normale de ce mandat est donc de trois ans; si les élections se font dans le cours de la période des trois ans, comme cela a eu lieu pour les élections récentes, les délégués ne resteront en fonctions que pendant le temps qui reste au conseil municipal pour achever son mandat; et cela, que ces délégués fassent partie du conseil municipal lui-même ou qu'ils aient été pris en dehors. — En cas de dissolution prématurée du conseil municipal, les membres de la commission scolaire nommés par lui doivent garder leurs fonctions jusqu'à l'élection du nouveau conseil municipal.

Si des vacances partielles viennent à se produire parmi les membres élus de la commission scolaire, par suite de décès ou de démissions, le conseil municipal a le droit d'y pourvoir au fur et à mesure qu'elles se produisent. C'est du moins ce qui semble probable, dans le silence de la loi.

La disposition spéciale aux villes de Paris et de Lyon, n'appelle pas d'explication.

Ne peuvent faire partie des commissions scolaires les personnes qui n'ont pas l'exercice des droits civiques. Les femmes en sont donc exclues, de même que les mineurs. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que la même incapacité s'applique aux interdits et, à plus forte raison, aux individus frappés de dégradation civique ou privés par les tribunaux correctionnels de l'exercice des droits civiques, en vertu de l'article 42 du Code pénal.

ART. 6.

Il est institué un certificat d'études primaires; il est décerné après un examen public, auquel pourront se présenter les enfants, dès l'âge de onze ans.

Ceux qui, à partir de ce âge, auront obtenu le certificat d'études primaires, seront dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur restait à passer.

Le certificat d'études primaires institué officiellement par cet article existait déjà en fait depuis longtemps; beaucoup de parents s'occupaient de le faire obtenir par leurs enfants à la fin de leurs études primaires, et les écoles congréganistes, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, avaient fait preuve d'une incontestable supériorité.

L'enfant qui obtient le certificat d'études à l'âge de onze ans est affranchi, par l'article 6, de la scolarité obligatoire.

ART. 7.

Le père, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, le patron chez qui l'enfant est placé devra, quinze jours au moins avant l'époque de la rentrée des classes, faire savoir au maire de la commune s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille ou dans une école publique ou privée; dans ces deux derniers cas, il indiquera l'école choisie.

Les familles domiciliées à proximité de deux ou plusieurs écoles publiques ont la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou à l'autre de ces écoles, qu'elle soit ou non sur le territoire de leurs communes, à moins qu'elle ne compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisés par les règlements.

En cas de contestation, et sur la demande, soit du maire, soit des parents, le conseil départemental statue en dernier ressort.

I. DANS QUEL CAS LA DÉCLARATION DOIT-ELLE ÊTRE FAITE?

Aux termes de l'art. 4, l'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révo-

lus à treize ans révolus. Il en résulte que la déclaration prescrite par l'art. 7 doit être faite en ce qui concerne tous les enfants de cet âge, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les filles et les garçons.

A d'autres égards, l'application de cette disposition comporte au contraire certaines distinctions sur lesquelles il est utile d'insister.

1^o Lorsque l'enfant doit être élevé dans sa famille, la loi suppose qu'une déclaration doit être faite en ce sens. Toutefois les parents ou autres personnes responsables sont libres d'apprécier dans leur conscience s'il leur convient de faire ou de ne pas faire cette déclaration, dont l'omission ne saurait, en ce cas, engager qu'eux-mêmes.

Il faut même remarquer que l'omission de la déclaration n'entraîne directement aucune peine et qu'elle n'aura pour conséquence que l'inscription d'office de l'enfant sur la liste des élèves de l'une des écoles publiques. (Art. 8.)

Les peines de l'avertissement, de l'affichage à la porte de la mairie ou de l'emprisonnement ne seront encourues que si l'enfant non déclaré et ainsi inscrit à l'école publique s'absente de cette école quatre fois dans le mois et pendant une demi-journée et cela avec une *récidive simple* dans un délai de douze mois, pour que l'affichage puisse être prononcé ou une *récidive double* dans le même délai pour qu'il puisse y avoir lieu à l'emprisonnement. (Articles 12, 13, 14.)

Enfin, les parents ou autres personnes responsables, qui n'auront pas fait la déclaration prescrite dans les quinze jours précédant l'ouverture des classes, pourront la faire ultérieurement, alors même que l'enfant aura été inscrit à l'école publique, et ils auront encore le droit de désigner à ce moment le mode d'instruction auquel ils entendent le soumettre. (Art. 9.)

2^o S'il existe dans la commune une école libre et une école publique entre lesquelles les parents puissent choisir, ils devront sans hésitation faire une déclaration en faveur de l'école libre. D'une part, cette déclaration sera une protestation fort énergique contre les tendances anti-chrétiennes et anti-libérales de la loi; d'autre part, elle donnera pleine satisfaction à la conscience chrétienne des parents. De plus, elle assurera aux instituteurs libres une sécurité complète et les affranchira de tous les périls qu'ils pourraient courir, et que leurs établissements pourraient courir avec eux, s'ils recevaient des enfants non déclarés et par conséquent inscrits à l'école publique.

Pour les mêmes motifs, cette déclaration devra être faite par les parents dont les enfants, âgés de plus de six ans et de moins de treize ans, devront recevoir l'instruction dans un établissement secondaire libre.

3^o Si les parents ou autres personnes responsables préfèrent envoyer leurs enfants dans une école publique appartenant à une commune voisine de la leur, ils devront également faire une déclaration en ce sens, afin d'éviter l'inscription d'office à l'école publique de leur commune. Ils auront intérêt à agir ainsi, toutes les fois que l'école de la commune voisine sera une école chrétienne ou présentant au point de vue chrétien des garanties meilleures que l'école de la commune.

Nous devons faire remarquer que le droit attribué aux parents de faire choix d'une école autre que celle de leur commune, n'est limité par le paragraphe 2 de l'article 7 que relativement aux écoles publiques. S'il s'agit d'une école libre, primaire ou secondaire, les parents ont toujours le droit absolu et incontestable de choisir selon leur gré, quels que soient d'ailleurs le département et la commune où se trouve située cette école libre.

IV. QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION ?

L'article 7 désigne le père, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant et le patron chez lequel il est placé.

La loi a omis de parler de la mère, et cette omission s'explique aisément. Si le père et la mère existent, c'est le père qui doit faire la déclaration en vertu du droit de puissance paternelle qui lui appartient. (Article 373, Code civil.) Si, au contraire, le père est mort ou empêché, la mère le remplace naturellement, soit comme tutrice, soit comme ayant la garde de l'enfant. La mère pourra

d'ailleurs se joindre au père en vue d'une déclaration commune.

V. QUAND DOIT ÊTRE FAITE LA DÉCLARATION ?

La déclaration doit être faite *quinze jours au moins avant la rentrée des classes*. Le maire devra d'ailleurs aviser les parents de la date de cette rentrée.

Il va de soi que la déclaration peut sans inconvénient être faite avant le délai extrême fixé par la loi. La non-déclaration, passé ce délai, entraîne l'inscription de l'enfant à l'école publique.

Toutefois, cette inscription n'est pas irrévocable. Les parents pourront valablement, même après cette inscription et en annulant par là tous ses effets, déclarer qu'ils veulent envoyer leurs enfants dans une école libre, comme ils auront le droit, en tout temps, de retirer leurs enfants de l'école publique pour les envoyer à une école libre, moyennant qu'ils en fassent la déclaration. C'est ce qui résulte de l'article 9 de la loi et ce qui a été d'ailleurs très-explicitement reconnu dans la discussion par le ministre et le rapporteur.

VI. COMMENT DOIT ÊTRE FAITE LA DÉCLARATION ?

L'article 7 de la loi se borne à dire que les parents ou personnes responsables doivent *faire savoir au maire* s'ils entendent faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille ou dans une école publique ou privée, en indiquant dans ces deux derniers cas l'école choisie.

Tous les modes de déclaration sont donc admis. Toutefois, la déclaration écrite doit être préférée, selon nous, à la déclaration verbale. Nous pourrions en donner plusieurs motifs; nous n'en indiquerons qu'un seul : en cas de contestation, la déclaration écrite est plus indiscutable et son autorité court moins de risques d'être méconnue.

Les auteurs des déclarations devront en demander un récépissé à la mairie, si c'est possible, ou du moins en garder copie. Il sera indispensable d'exiger un récépissé lorsque la déclaration sera purement verbale.

La déclaration écrite doit être signée par le père ou la personne responsable, et, si l'ayant droit ne sait signer, par deux témoins certifiant que la déclaration a été faite par lui en leur présence.

La déclaration individuelle nous semble devoir être préférée. Toutefois, plusieurs pères de famille peuvent mettre leur signature au bas d'une déclaration collective, pourvu que leurs intentions soient clairement manifestées.

Quel que soit le mode des déclarations, les signatures, n'étant pas destinées à valoir hors de la commune, n'ont pas besoin d'être légalisées.

Les parents ne sont pas tenus de porter en personne leurs déclarations à la mairie; ils pourront, soit les adresser par la poste, soit les faire remettre par tels intermédiaires qu'il leur conviendra de choisir. Nous engageons tous les hommes dévoués à l'enseignement chrétien à se mettre à la disposition des parents, pour assurer la remise de leurs déclarations et soustraire ainsi les intéressés à la pression administrative dont ils pourraient être l'objet s'ils faisaient eux-mêmes ce dépôt.

Les directeurs d'écoles libres veilleront, de leur côté, à ce que les déclarations soient régulièrement faites par les parents qui voudront leur confier leurs enfants.

Tout père a le droit de choisir, quel que soit le lieu, l'école primaire ou secondaire libre où il voudra envoyer son enfant. Il doit, en tout cas, faire la déclaration à la commune où il est domicilié.

ART. 8.

Chaque année le maire dresse, d'accord avec la commission scolaire, la liste de tous les enfants âgés de six à treize ans, et avise les personnes qui ont charge de ces enfants de l'époque de la rentrée des classes.

En cas de non-déclaration, quinze jours avant l'époque de la rentrée des classes, il inscrit d'office l'enfant à l'une des écoles publiques et en avertit la personne responsable.

Huit jours avant la rentrée des classes, il remet aux directeurs d'écoles publiques et privées la liste des

enfants qui doivent suivre leurs écoles. Un double de ces listes est adressé par lui à l'inspecteur primaire.

Bien que ces dispositions de l'article 8 ne soulèvent pas de grandes difficultés, il n'est peut-être pas inutile de préciser les obligations qui incombent de ce chef au maire, au père de famille et aux directeurs d'école.

1^o Le maire doit dresser la liste de tous les enfants de la commune âgés de six à treize ans. Il est assisté dans cette tâche par la commission municipale scolaire : celle-ci devra veiller à ce que le maire n'aggrave pas les exigences de la loi sur l'obligation, à ce qu'il n'inscrive sur sa liste aucun enfant âgé de moins de six ans ou de plus de treize ans.

En second lieu, le maire doit avertir les personnes qui ont charge des enfants de l'époque de la rentrée des classes : ceci est d'une très-grande importance, puisque les parents doivent faire savoir quinze jours au moins avant cette rentrée à quelle école ils entendent envoyer leurs enfants. Il est donc à désirer que les maires fassent connaître l'époque de la rentrée des classes le plus tôt possible, et même plus de quinze jours à l'avance, afin de laisser aux parents qui seraient obligés de s'absenter de la commune toutes les facilités possibles pour faire connaître leurs intentions.

Il est à remarquer que cette époque de la rentrée des classes ne doit pas être annoncée seulement d'une façon générale, par voie d'affichage à la porte de la mairie, ou au moyen de publications par le crieur public : chaque père de famille doit recevoir une notification individuelle de la part du maire.

2^o Les parents sont, ainsi qu'il a été expliqué à l'article précédent, tenus de faire savoir s'ils entendent faire donner l'instruction à l'enfant dans la famille, ou dans une école publique ou privée. — L'art. 8, § 2, contient la sanction de cette prescription : en cas de non déclaration, l'enfant est inscrit d'office à l'école publique de la commune. — Il importe tout d'abord de protester contre cette disposition véritablement inique de la loi, qui assimile le silence du père à une déclaration formelle en faveur de l'école publique. — Ceci dit, ce doit être une raison de plus pour les pères de famille de faire en temps utile la déclaration qui est exigée par l'article 8, partout où il existe des écoles libres à côté des écoles publiques. Le refus de déclaration dans ce cas serait, croyons-nous, une faute, et en même temps une protestation moins éloquente que la volonté manifestée par le père d'envoyer son enfant à l'école libre.

Huit jours avant la rentrée des classes, le maire remet aux directeurs d'écoles publiques et privées la liste des enfants qui doivent suivre leurs écoles. Nous croyons devoir donner aux directeurs d'écoles libres, primaires ou secondaires, le conseil de ne recevoir des élèves âgés de six à 13 ans, qu'après qu'il aura été justifié que ces enfants ont été déclarés comme devant suivre leurs écoles.

ART. 9.

Lorsqu'un enfant quitte l'école, les parents ou personnes responsables doivent en donner immédiatement avis au maire et indiquer de quelle façon l'enfant recevra l'instruction à l'avenir.

Le choix fait par les parents ou personnes responsables de telle ou telle école déterminée n'est jamais irrévocable. Après avoir désigné l'école publique, ils peuvent désigner l'école libre. Après avoir opté pour l'enseignement dans une école publique ou privée, ils peuvent revenir au système de l'enseignement dans la famille. Ils peuvent expérimenter successivement tous les systèmes d'instruction prévus par la loi, et multiplier, suivant des convenances dont ils sont les seuls appréciateurs, ces changements de leur volonté. En un mot, leur liberté à cet égard demeure pleine, entière, absolue, et ils en peuvent user sous la seule condition de faire donner immédiatement avis de leur nouvelle intention au maire de la commune.

A plus forte raison, le père dont l'enfant aura été, faute de déclaration, inscrit d'office à l'école publique, pourra en

tout temps faire cesser l'effet de cette inscription, en déclarant son intention d'envoyer son enfant à l'école libre, ou de le faire élever chez lui.

Les solutions qui viennent d'être indiquées résultent nettement du texte même, et ont été, d'ailleurs, très-explicitement admises, au cours de la discussion devant le Sénat, par le ministre et le rapporteur.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

INSTRUMENTS DE PÊCHE

Nous n'indiquerons pas la manière de faire la maille; l'explication ne serait pas claire pour les lecteurs; il est plus simple d'avoir un maître qui la fasse sous leurs yeux.

Cerceau ou Balance.

Il y en a de deux espèces : le cerceau à double cercle et le cerceau cercle simple.

A. Pour le cerceau à double cercle, on commence comme pour tout filet; on fait d'abord 12 levûres ou demi-mailles, qu'on relie ensemble, la première avec la dernière. Ensuite on fait un 2^e tour de mailles ordinaires, puis un troisième, en faisant dans celui-ci le plus de levûres que l'on peut, puis un quatrième et un cinquième tour sans levûre arcune. Mais au 6^e tour on en fait le plus possible. On fait ensuite 3 ou 4 tours sans levûres; le cerceau est fini. On met un cercle au cinquième tour, et un plus grand au-dessus du cerceau.

B. Pour le cerceau simple, on fait comme pour le précédent, sauf qu'on ne fait aucune levûre au sixième tour. On arrête quand on a obtenu le diamètre désiré.

Au lieu de levûres ou demi-mailles, il y en a qui passent deux fois dans la même maille, mais cette méthode est très peu employée.

Trouble.

Il y a des troubles de toutes les grandeurs, de toutes les dimensions.

Pour une trouble de 1^m50 de long et de 1 mètre d'ouverture ou 3 mètres de circonférence, on commence par faire une douzaine de levûres comme pour le cerceau. Au 3^e et au 5^e tour on en fait encore autant. On continue de faire la maille ordinaire jusqu'à ce qu'on ait un cylindre ou queue de trouble de 0,25 centimètres. Alors on fait une douzaine de levûres, et on continue d'en faire 3 ou 4 par tour jusqu'à la fin. C'est le goût qui dirige ici, et indique combien on doit en faire. Si on ne trouve pas la trouble assez large, on en fait davantage. La trouble terminée, on met un demi-cercle de 2 mètres de long pour le cas présent, et une corde de 1 mètre.

Araignée.

A. Pour faire une araignée, on fait de 50 à 60 mailles suivant la largeur qu'on veut obtenir, le moule doit avoir 0,02 centimètres pour avoir des mailles de 2 centimètres carrés, car avec cet instrument on ne prend que le gros poisson. On fait donc 60 mailles qu'on ne relie pas ensemble, mais on continue d'en faire 60 au bout des 60 premières, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on ait la longueur voulue. C'est la première nappe.

B. On en fait une seconde de même longueur et de même largeur que la première, mais avec des mailles plus grandes, d'un tiers. On les attache l'une contre l'autre en passant au-dessus dans le sens de la longueur une corde à laquelle sont fixés des bouchons; au bas, on passe une autre corde qui est enfilée dans des balles de plomb.

Etiquet.

On fait d'abord une maille, puis deux en dessous, puis 3, 4, 5, 6, etc., jusqu'à ce qu'on ait un triangle dont la base est assez grande. Alors on commence à rétrécir. Pour cela on prend 2 mailles ensemble, à chaque tour, jusqu'à ce qu'on arrive à une seule. On a alors un losange avec lequel on fait facilement un carré. D'autres commencent par faire 150 ou 200 mailles, et continuent ainsi jusqu'à ce qu'ils obtiennent un carré.

Verveux.

Il y a trois espèces de verveux : 1^o le petit verveux pêchant d'un seul bout; 2^o le petit verveux pêchant aux deux bouts; 3^o le grand verveux.

A. Pour le petit verveux pêchant d'un seul bout, on commence par faire 10 demi-mailles qu'on relie ensemble comme pour le cerceau; on fait ensuite le 2^e tour, et au 3^e on fait 5 ou 6 levures, dans les 3 ou 4 tours suivants on fait 2 ou 3 levures. Dans les tours suivants on cesse d'en faire. Alors quand on a une longueur de 0,30 centimètres, on rétrécit en passant l'aiguille dans 2 mailles à la fois. On prend ainsi deux mailles autant de fois qu'on a fait de levures au commencement, puis on fait rentrer une des extrémités en dedans, et on a un verveux de la forme d'une grosse bouteille.

2^o Pour le verveux pêchant aux deux extrémités, on fait comme pour le précédent, sauf qu'on le fait plus long et un peu plus large. Au lieu de ne faire rentrer qu'un bout, on fait rentrer les deux et on les réunit au moyen de 4 ou 5 ficelles.

3^o Pour le grand verveux, on prend un moule de 0,02 centimètres, on commence par une douzaine de mailles et on fait 4 ou 5 levures par tour jusqu'à ce qu'on ait une largeur voulue (ordinairement 0,50 cent. de diamètre) puis on continue sans faire aucune levure. Quand on a atteint une longueur de 1 mètre ou 1^m 20, on

remet son moule dans le rang de mailles supérieur et on continue de tricoter en faisant quelques levures chaque tour. Quand le verveux a 1^m 40 ou 1^m 50, on arrête, car on fait la gueule du verveux. Pour faire la partie rentrante, on remet un moule dans la rangée de mailles abandonnées et on tricote en rétrécissant, petit à petit jusqu'à ce que l'on n'ait plus qu'une quinzaine de mailles. On joint cette partie intérieure à l'extrémité par des ficelles et on met des cercles ronds et un demi-cercle à l'entrée.

Épervier.

Pour un épervier, on commence par 30 ou 40 mailles qu'on relie ensemble, et on continue de tricoter en faisant un nombre de levures tel qu'en étalant de temps en temps le filet et en le tirant de tous côtés, il forme une surface ronde et plane. On donne à l'épervier la longueur que l'on veut, ordinairement 3 mètres. Pour le monter, on relève la partie inférieure au moyen de ficelles longues de 0,30 cent., en dedans de l'épervier. On a d'abord passé dans le dernier tour une ficelle à laquelle sont attachées des balles de plomb. La partie retroussée en dedans du filet a ordinairement 0,20 cent. de hauteur.

Le goujonier n'est qu'un petit épervier, fait de mailles fines et destiné à prendre le menu poisson.

...

La question du fil à employer n'est pas sans importance.

Pour le cerceau, le verveux, la trouble et l'étiquet on emploie la ficelle à 2 ou à 3 fils. Celle-ci est plus solide que celle-là, sans être grosse.

Pour le grand verveux et l'araignée on se sert de fil retors ou le fil de lin, vendu en écheveau de 80 mètres.

Pour l'épervier, on emploie la ficelle à 3 fils; elle est à la fois solide et légère.

Le goujonier admet très bien de la ficelle encore plus solide; car étant de moindre proportion, il est toujours facile à jeter.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 23 augusti.

+ GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

lieu, Mazarin, Louis XIV, Pierre le Grand et Catherine II sont successivement présentés au lecteur et jugés au point de vue de leur influence politique et sociale. On a aujourd'hui, plus qu'autrefois, compris l'importance de ces aperçus larges et féconds, dont beaucoup d'écrivains ne se souciaient guère jadis et avec lesquels il est bon de familiariser et les lecteurs et les élèves des classes supérieures.

« L'auteur, un vétéran de l'enseignement historique, a complété son œuvre par des tableaux synchroniques et généalogiques, très bien faits, des notes marginales résument le texte en regard.

« Voilà l'œuvre que nous annonçons avec bonheur. Quelques distractions disparaîtront sans doute dans une deuxième édition. »

1 volume in-12 de vi-441 pages.

Prix 4 fr.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 19 août.

La semaine a débuté comme celle qui l'avait précédée par une fermeté générale, par des cotes élevées sur toutes les valeurs.

Nous trouvons nos Rentes : le 3 0/0, à 82.50; l'Amortissable à 82.75; le 4 1/2 0/0, à 113.50; le 5 0/0 à 115.40.

On traite l'Italien à 88, le Turc à 11.85, l'Égyptien à 288.

Londres, Berlin et les autres Bourses étrangères font preuve de la même fermeté. Les affaires d'Égypte, quoique s'envenimant de jour en jour, ne paraissent pas influencer le monde financier. Il est vrai qu'on touche peut-être à la solution, car le commandant en chef des troupes anglaises vient d'arriver à Alexandrie et les opérations ont commencé aujourd'hui même.

Les chemins de fer sont très fermes.

L'Est fait 755, le Lyon inscrit 1710, le Midi s'élève à 1250; le Nord cote 2070, l'Orléans vaut 1335, l'Ouest clôture à 825.

Sur les lignes étrangères, les cours s'accroissent également dans le sens de la hausse : Autrichiens, 740; Nord de l'Espagne, 595; Lombards, 315; Saragosse, 500; Portugais, 640.

Les gaz sont aux cours suivants : Paris, 1595; Marseille, 765; Bordeaux, 1015, Les Allumettes se maintiennent à 440.

Toujours en faveur, le Suez se place à 2600, et le Panama, moins recherché, à 540.

Voici la cote des principaux établissements financiers :

Banque de France, 5420; Crédit Foncier, 1525; Comptoir d'Escompte, 1020; Banque d'Escompte,

560; Crédit Lyonnais, 645; Crédit Mobilier, 510 Dépôts et comptes courants, 710.25; Société générale, 625; Banque parisienne, 505; Rente foncière, 490; Foncière lyonnaise, 475.

Parmi les valeurs dont nous conseillons l'achat, nous signalerons en particulier, l'action de la *Société générale de Librairie catholique*, qui donne un bon revenu et qui est une valeur réellement honorable.

Tout le monde sait quelle noble et large part est faite de nos jours aux choses intellectuelles. Le monde officiel, le public, tout y pousse avec une égale ardeur.

Or, avoir son argent dans une entreprise qui a pour but les jouissances de l'esprit, l'embellissement et l'extension du domaine intellectuel, c'est éprouver la satisfaction qui s'élève de la matière à l'âme. Le chemin de fer, le tunnel, le canal, la mine, la carrière, tout cela c'est le terre-à-terre des besoins corporels; mais la science, l'éducation, l'instruction, c'est la vie supérieure et éthérée de l'homme; et quiconque travaille à son développement, fait grand et bien.

Comme nous l'avons indiqué dans les précédents numéros, l'action de la *Société générale de Librairie catholique*, dont le prix est de 500 fr., a toujours donné 25 et 30 fr. d'intérêts par an, c'est-à-dire 5 et 6 0/0. A ce taux, lors même qu'elle ne donnerait jamais davantage, elle serait encore l'une des valeurs les plus rémunératrices de tout le marché français; elle est par conséquent l'une des premières à rechercher; et c'est le conseil que nous donnons.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des St-Pères, à Paris.

CORRESPONDANCE FINANCIÈRE

M. de la G..., à Ch. — Vous avez été victime de faux renseignements. Les corsaires financiers s'y prennent ainsi quand ils veulent faire venir des titres à Paris. Ils commencent par répandre de faux bruits sur une société et conseillent de vendre à tout prix et au plus tôt. Ces moyens réussissent souvent. Ayez donc du sang froid. Commencez par réfléchir. Prenez des renseignements à des sources sûres et ne vendez jamais ainsi sans réflexion. Vous le regrettez aujourd'hui, mais le tour est joué, et vous avez perdu 30 fr. par titre, que des intermédiaires peu scrupuleux ont mis dans leur poche. Nous recommandons aussi de toujours indiquer le cours auquel il faut vendre, car, quand on ne dit rien, c'est encore là qu'il y a des mécomptes.

A PROPOS DU DIVORCE

Le rétablissement du divorce en France vient d'être voté par la Chambre des députés, et la question viendra dans quelques jours devant le Sénat. C'est une des lois les plus graves qui puissent intéresser notre avenir social, et l'on dit qu'elle a été votée en riant! — On ne saurait trop lire sur ce sujet les livres qui éclairent et réconfortent, comme, par exemple, ceux qui suivent :

Divorce (du), par Paul Lefebvre, docteur en droit. 1 vol. in-12 de xvii-200 p. 2 "

Pas de Divorce! par Paul Féval. 1 vol. in-12 de 365 pages. 18^e édition. 3 "

Docteurs (les) du jour devant la famille, par Brucker (Michel-Raymond), avec une introduction par H. Villard. 1 vol. in-12 de 471 pages. 4 "

Encyclique (l') de **S. S. Léon XIII** sur le mariage et le droit domestique chrétien, par Van Weddingen, chanoine de Malines, docteur en philosophie et en théologie, aumônier de la cour. 1 vol. grand in-8^o de 238 pages. 3 "

Famille (la) suivant **P'écriture sainte**, par l'abbé A. D., du diocèse de Metz. 1 vol. in-12 de 350 pages. 3 "

Femme (la) chrétienne et la société moderne, par Mgr C.-A. Ozanam, chapelain d'honneur de Sa Sainteté, missionnaire

apostolique, chanoine honoraire de plusieurs diocèses. 1 beau vol. in-12 de xvii-380 p. 3 "

Femme (la) ennoblie par **P'Évangile** et considérée sous le triple aspect de vierge, d'épouse et de mère, par le théologien M. Marocco. Traduit de l'italien. 2 vol. in-8^o de vi-343 et 320 pages. 6 "

Mariage (le), conférences prêchées dans la chapelle de l'Oratoire, par Mgr Isoard, auditeur de rote pour la France, aujourd'hui évêque d'Annecy. 1 vol. in-12 de 305 pages, titre rouge et noir. 3 "

Mariage (le) chrétien et le code **Napoléon**, par le P. Ch. Daniel, de la C^{ie} de Jésus. 1 vol. in-8^o de 246 pages. 3 "

Mariage (le) civil et le **Mariage religieux**, par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés. (*Questions du jour*).

1 vol. in-18 de 72 pages. " 50

VIENT DE PARAÎTRE :

LE DIVORCE SON HISTOIRE — SES PÉRILS

PAR

Fernand NICOLAY

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Curiosités historiques. — Divorce et Répudiation : Athènes, Rome... — Nullités de mariage en Droit canon et en Droit civil. — Le Divorce sous la Révolution. — Les Forçats du Mariage. — Le Code et le Divorce. — Singularités de la Loi. — L'Époux légal et l'Époux honoraire. — Le second mariage de Napoléon. — Veuvage et Divorce. — Le Mariage à l'essai. — L'Adultère légal. — Innovations législatives. — Étranges contradictions. — L'Aliénation mentale chez les époux. — La Femme divorcée et la Femme séparée de corps. — Les Maris de l'épouse. — Le Divorce à l'étranger : Angleterre, Autriche, Suisse, Cochinchine... — Législation comparée. — Statistique. — Opinions de MM. Naquet, Legouvé, Laferrière, etc., etc.

Brochure in-8^o de 24 pages : 60 centimes.

La douzaine : 5 fr. — Le cent : 40 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 35 :

PRÉDICATION : Pour le quinzième dimanche après la Pentecôte : une retraite de première communion. I. Fin de l'homme. III. Le misérable état du pécheur. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. :** Rome permet-elle le gaz pour le luminaire de l'autel et l'éclairage de l'église? — Le prêtre qui par indult peut chanter trois messes de *Requiem* par semaine dans les doubles ordinaires ou majeurs, peut-il en chanter six, si la semaine a trois semi-doubles? — Peut-on chanter, le dimanche, telles vêpres que l'on veut à l'office des vêpres? — Un curé peut-il dire sa messe avant la procession des rogations et la dire comme si la procession était faite? — Manière de porter les huiles quand on doit administrer un malade tout après sa communion en viatique? — La genuflection du prêtre qui va prendre le Saint-Sacrement pour bénir, doit-elle être à un ou deux genoux? — A qui appartient le linge que portent les confirmants pour se faire essuyer le front? — Les mariages faits par un curé qui se donnant pour prêtre n'était que diacre sont-ils valides? — Une confrérie régulièrement établie, a-t-elle cessé d'être canonique par le fait qu'elle n'a jamais eu de registre? — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE :** Une chapelle de secours appartient-elle à la fabrique ou à la commune? — Quel minimum de traitement doit à un vicaire la commune ou la fabrique d'une paroisse de moins de 5 000 âmes? — Le successeur d'un directeur d'école libre doit-il attendre le départ de son prédécesseur pour faire sa déclaration? — Le préfet peut-il modifier les plans d'une école dont la construction a été votée par le conseil municipal? — Un prêtre non bachelier peut-il recevoir dans une maison de famille les élèves d'une institution libre? — Un congréganiste non breveté qui se trouve dans les délais accordés par la loi du 16 juin 1881, peut-il enseigner dans toute école? — La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire. Commentaire (suite). — Circulaire ministérielle du 31 juillet ordonnant aux évêques de nommer au conseiller d'Etat chargé des affaires des cultes et au préfet la nomination des desservants. — **VARIÉTÉS :** Comment les pères de famille peuvent résister à la conspiration dirigée contre l'âme de leurs enfants. — Jugement établissant la validité des engagements privés, entre eux, des membres d'une congrégation non autorisée. — **COURRIER DE L'UTILE :** Horticulture : le terreau.

REVUE LITTÉRAIRE.

Voici un beau livre, mieux que cela : un monument.

Après lui, comme après ceux de Dom Guéranger sur la Liturgie, il n'y a plus rien à écrire sur le Baptême.

Comme compte-rendu, que nos lecteurs trouveront bien supérieur à toute analyse, nous en transcrivons simplement le titre et reproduisons textuellement la Préface.

Histoire dogmatique, liturgique et archéologique du Sacrement de Baptême, par l'abbé Jules CORBLET, chanoine honoraire d'Amiens, chevalier de la Légion d'honneur, officier d'académie, directeur de la *Revue de l'art chrétien*, correspondant du ministère de l'instruction publique, de la Société des Antiquaires de France, etc.

PRÉFACE.

Il y a plus de vingt ans déjà que Dom Guéranger m'engageait à réunir les matériaux nécessaires pour composer une *Histoire dogmatique, liturgique et archéologique des Sacrements*. Depuis lors, je n'ai jamais complètement cessé de me livrer à cette étude; toutefois, d'autres travaux, inspirés par diverses circonstances, ont tellement absorbé une partie de mon temps,

qu'ils m'ont empêché de réaliser plus tôt le désir de l'éminent abbé de Solesmes. Depuis quelques années, ayant rompu avec presque toutes les obligations qui me distraient d'une tâche souvent négligée, mais non délaissée, je me suis retiré à Versailles, afin de m'adonner tout entier à cette œuvre considérable, qui exige la fréquentation assidue des bibliothèques publiques et privées de Paris. Après dix ans de recherches complémentaires, je puis donc enfin livrer à la publicité *l'Histoire du Baptême*, et, Dieu aidant, j'espère pouvoir, de quatre ans en quatre ans, rédiger successivement la monographie de chacun des autres Sacrements.

Bien d'autres, avant nous, se sont occupés, soit de l'histoire des Sacrements en général (1), soit de celle du baptême (2). Mais c'est ici, pour la première fois, que, dans un vaste plan, on fait marcher de front l'histoire des institutions, des dogmes, des opinions, des erreurs, des superstitions, des rites, des usages religieux, des croyances populaires, des instruments sacramentaux et des monuments archéologiques, en embrassant tous les temps et tous les lieux. Cette union des études liturgiques et archéologiques,

(1) Augusti, Bingham, Brenner, l'abbé Boucarat, Dom Chardon, Grandcolas, D. Martène, Sebvaggi, Trombelli, le vicomte Walsh, etc.

(2) On trouvera l'indication de ces ouvrages dans le livre XIX, consacré à la Bibliothèque historique du baptême.

impossible il y a cinquante ans, jette des lumières inattendues sur beaucoup de questions inexplo-
rées ou mal résolues.

Les Patrologies grecque et latine nous ont fourni les principaux éléments de notre travail. Ne voulant négliger aucune source d'informations, nous avons soigneusement consulté les interprètes de l'Ecriture sainte, les documents liturgiques, les Conciles, les Synodes et les Rituels, les Théologiens catholiques et hétérodoxes, les décisions des Congrégations romaines dont se préoccupaient si peu nos anciens Liturgistes, les Historiens ecclésiastiques, les Voyageurs anciens et modernes et surtout ceux qui ont exploré les contrées orientales. Enfin, nous avons demandé aux Archéologues un utile complément à nos observations personnelles dans les principales contrées de l'Europe. Nous avons aussi accordé une attention spéciale aux thèses protestantes de l'Allemagne qui ont abordé si souvent des problèmes de l'histoire sacramentelle, et qui, dégagées de leur esprit de parti, fournissent parfois d'excellents renseignements.

Voulant nous maintenir exclusivement sur le terrain historique, nous devons nous interdire toute discussion purement théologique. Si parfois nous exposons d'une manière rapide la croyance catholique, à laquelle nous adhérons de tout cœur, c'est uniquement pour mieux faire saisir les divergences d'opinions qui existent entre les théologiens orthodoxes, ainsi que la portée des erreurs qu'il nous appartient de mentionner, mais non pas de réfuter.

En toute chose, nous rechercherons la vérité historique, sans parti pris, sans système préconçu. Quand nous serons dans le doute, nous l'avouerons franchement. S'il nous arrive souvent de relever l'erreur de nos devanciers, ce n'est point pour le futile plaisir de les trouver en faute, mais pour prémunir contre des erreurs dont on pourrait parfois tirer de graves conséquences, erreurs qui, comme celles de Visconti, par exemple, ont été tant de fois répétées et popularisées par un grand nombre de Liturgistes et de Théologiens.

Nous avons tâché de mettre beaucoup d'ordre et de clarté dans les sujets complexes que nous avions à traiter et nous avons multiplié les divisions dans les dix-neuf livres dont voici les titres :

Livre I. Prologomène.

II. Institution du baptême.

III. Nécessité du baptême.

IV. Matière du baptême.

V. Forme du baptême.

VI. Ministres du baptême.

VII. Sujets du baptême.

VIII. Effets du baptême.

IX. Préparation au baptême ou catéchuménat.

X. Epoque du baptême.

XI. Lieux du baptême.

XII. Parrains et marraines.

XIII. Noms du baptême.

XIV. Rites, cérémonies et costumes du baptême.

XV. Registres, actes et extraits du baptême.

XVI. Relevailles.

XVII. Renouvellement des vœux du baptême.

XVIII. Iconographie du baptême.

IX. Bibliographie de l'histoire dogmatique, liturgique et archéologique du baptême.

Parmi les personnes qui ont bien voulu nous

fournir d'utiles renseignements, nous devons surtout mentionner Mgr Barbier de Montault, le savant et zélé collaborateur de notre *Revue de l'Art chrétien*. C'est aussi un devoir pour nous d'adresser nos remerciements aux Evêchés, aux Séminaires et aux Communautés religieuses qui nous ont si gracieusement ouvert leurs bibliothèques, et aux Conservateurs qui ont bien voulu nous aider dans nos recherches bibliographiques. Qu'il nous soit permis d'adresser particulièrement ici l'expression de notre gratitude aux Conservateurs des imprimés de la Bibliothèque nationale, qui ont bien voulu mettre à notre disposition un nombre considérable de thèses allemandes, non encore cataloguées et, la plupart d'une grande rareté; à M. Thiéry, directeur de la Bibliothèque de l'Arsenal; à M. F. Denis, directeur de la Bibliothèque de Sainte-Geniève; à M. Cocheris, ancien conservateur de la Mazarine, à M. Delerot, conservateur de la Bibliothèque publique de Versailles; à M. J. Garnier, conservateur de celle d'Amiens; au R. P. Martinov, fondateur de la Bibliothèque orientale des Jésuites de la rue de Sévres; au R. P. Dom Noël, bibliothécaire de l'abbaye de Solesme, et à M. H. Bordier, l'un des conservateurs de la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Parmi les gravures que nous avons fait exécuter, il en est quelques-unes dont nous avons emprunté le dessin au *Dictionnaire des Antiquités chrétiennes*, avec l'autorisation de son savant auteur, Mgr Martigny. P. ur clure la série de nos remerciements, nous ajouterons que nous devons le prêt de plusieurs bois gravés à l'obligeance de M. P. Laroche, imprimeur-éditeur de notre *Revue de l'Art chrétien*, de M. Edouard Fleury et de M. le comte Grimouard de Saint-Laurent.

JULES CORBLET.

A la suite de cette lecture, nous prions le lecteur de se transporter à la dernière page, où nous donnons un aperçu sommaire des matières contenues dans le premier volume.

L'ouvrage de M. l'abbé Jules Corblet est imprimé tout entier en caractères élzévériens, et sort des presses célèbres de M. Edmond Monnoyer, du Mans.

On y trouve 105 gravures explicatives du texte.

Trois tables le terminent : une spéciale pour chaque volume, une pour les gravures, et une troisième, analytique, de 48 pages, et par ordre alphabétique de matière.

Dans l'énumération de la Bibliographie de l'histoire du baptême, on trouve mentionnés 49 ouvrages pour les douze premiers siècles exclusivement consacrés au baptême. 138 en latin; 42 pour les auteurs français; 54 en anglais; 13 en espagnol; 28 pour l'Allemagne, la Hollande et la Suède.

Qu'on juge par là des richesses et des trésors accumulés dans l'œuvre de Monsieur le chanoine Corblet.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE

DEMANDES ET RÉPONSES.

D. — Je voudrais savoir par le prochain numéro de l'*Ami du clergé* :

1^o Où en est la publication de l'*Histoire de l'Eglise de Rohrbacher*?

2^o Si on peut encore souscrire?

3^o Le prix de l'ouvrage pour ceux qui n'auraient pas souscrit?

A. P.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 15^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE. —
UNE RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

II. — *Fin de l'homme* (1).

Quid prodest homini si
mundum universum lu-
retur animæ vero suæ de-
trimentum patiat. —

(Math., XVI, 28.)

Toutes les créatures qui existent, mes enfants, ont été faites par Dieu dans un but infiniment digne de sa sagesse. Ainsi le soleil qui brille au firmament a pour mission d'illuminer, d'échauffer, de vivifier le monde et de faire sur la terre pousser les plantes, croître les arbres et mûrir les fruits ; la lune et les étoiles éclairent l'obscurité des nuits et ornent magnifiquement la voûte azurée du ciel ; les sources, les rivières et les fleuves abreuvant les terres, les animaux et les hommes ; les végétaux servent à notre nourriture et embellissent les campagnes ; les animaux aident l'homme dans ses travaux, le nourrissent de leur chair et lui abandonnent leurs dépouilles pour se vêtir. Mais l'homme, quel est sa fin ? pourquoi existe-t-il ? pourquoi êtes-vous sur la terre, mes chers enfants ? pourquoi Dieu vous a-t-il créés ? Oh ! si vous saviez combien la réponse à cette question est importante, comme vous m'écouteriez bien ! Peut-être le salut de quelqu'un d'entre vous est attaché à l'instruction que nous allons faire ! Soyez donc bien attentifs.

I

Pourquoi sommes-nous sur la terre ? Est-ce pour avoir toutes nos aises, pour jouir de tous nos plaisirs ? Oh ! non ! Quand vous seriez le plus fortuné des hommes, quand vous donneriez satisfaction à tous vos caprices, quand toutes vos passions seraient assouvies, quand vous écarteriez de votre corps toutes les incommodités, quand vous auriez à votre service les mets les plus délicats, les vins les plus exquis, les palais les plus somptueux, les serviteurs les plus empressés et les plus soumis, à quoi vous servirait tout cela pour l'éternité ? *Quid prodest ?* La mort viendra, bientôt peut-être, et, si vous n'avez pensé qu'aux

(1) Avis : 1^o Vous vous rappelez ce que nous avons dit ce matin : la retraite c'est un temps précieux où nous travaillons à devenir bien sages ; le but de votre retraite, c'est de vous préparer à recevoir saintement l'absolution et à bien faire la plus grande action de la vie, la première communion ; le moyen de tirer profit de votre retraite c'est d'éviter toute dissipation, de réfléchir à ce que nous vous dirons, et surtout de bien prier.

2^o Votre grande occupation aujourd'hui et demain, sera de rechercher exactement les péchés que vous avez commis depuis que vous avez l'usage de la raison. Examinez-vous en suivant l'ordre des commandements de Dieu et de l'Eglise. Tachez de savoir, autant que possible, le nombre de fois que vous avez commis chaque péché. Vous pourrez écrire vos péchés, sans les laisser voir à personne ; votre conscience en serait plus tranquille.

jouissances terrestres, tandis que votre corps, dont vous aurez fait une idole, deviendra la pâture des vers, où ira votre âme ? Écoutez la réponse du saint Évangile : « Il y avait un homme riche qui était vêtu d'habits magnifiques et faisait chaque jour de somptueux repas. Un mendiant nommé Lazare se tenait à la porte de son palais. Il était rempli d'ulcères et il désirait assouvir sa faim des miettes qui tombaient de la table du riche, mais personne ne les lui donnait ; seulement les chiens venaient près de lui et léchaient ses plaies. Or le mendiant vint à mourir et son âme fut portée par les anges dans le sein d'Abraham. Le riche mourut aussi et il fut enseveli dans les enfers. Et élevant les yeux au milieu des peines qui le torturaient, il vit bien loin Abraham et Lazare dans son sein, et il criait en disant : « O Père Abraham, ayez pitié de moi, envoyez-moi Lazare pour qu'il trempe l'extrémité de son doigt dans l'eau et me rafraîchisse la langue, car je suis dévoré par les flammes. » Et Abraham lui dit : « Mon fils, souvenez-vous que pendant votre vie vous avez regorgé de biens, tandis que Lazare eut les maux en partage. Maintenant il est dans les délices, tandis que vous êtes dans les tortures. Au reste, entre vous et nous il y a un abîme infranchissable ! » Voyez-vous, mes enfants, le riche a passé ses jours à jouir des enivrements de son opulence et il est damné pour l'éternité ; le pauvre Lazare fut plus sage, il employa sa vie comme Dieu le voulait, et il est heureux pour les siècles des siècles !

II. Pourquoi êtes-vous créés ? — Il y en a qui pensent que c'est pour devenir grands, illustres, pour obtenir une belle position. Erreur ! erreur ! la mort viendra, elle frappera ces ambitieux qui ont voulu à tout prix faire parler d'eux ; bientôt leur nom sera complètement oublié ; mais leur âme ! Ah ! que deviendra-t-elle ? On dit qu'un jeune homme, épris des choses du monde, exposait un jour ses projets d'avenir et de bonheur devant un homme de Dieu. Celui-ci, touché de compassion, voulut l'éclairer et pour cela il sembla entrer dans ses vues. Vous paraissez, lui dit-il, rempli des plus belles espérances ; que ferez-vous d'abord ?

— D'abord, je vais étudier. Je vais me livrer avec ardeur à l'étude.

— Après ? reprit son ami.

— Après, eh bien ! j'arriverai à un poste, j'obtiendrai une belle position.

— Après ?

— Après... je jouirai de la considération, je serai comblé d'honneur et de bien être.

— Après ?

— Mais après... après je serai vieux et j'aurai une vieillesse entourée de distinction.

— Après ?

— Après... dit-il, après... je finirai bien par mourir comme les autres.

— Après ?

Le jeune homme ne répondit pas, il baissa les yeux, il pâlit. — Après, mon enfant, répliqua l'homme de Dieu, après vous irez paraître au tribunal du souverain juge; après, vous serez jugé, et alors, à quoi vous serviront vos honneurs, votre science, votre gloire? *Quid prodest?* (1).

III. Pourquoi êtes-vous sur la terre? Est-ce pour devenir riches, pour avoir beaucoup d'argent? Il y en a qui le pensent, qui oublient les biens de l'éternité pour ne penser qu'aux trésors du monde. L'or : voilà leur Dieu! Hélas! hélas! comme ils se trompent! Dieu nous a faits pour le bonheur : est-ce qu'il est heureux, celui qui est riche? Que de peines pour acquérir les richesses, que de craintes, que de sollicitudes, pour les conserver! D'autre part, tous ne peuvent acquérir les richesses, il y en aurait donc que Dieu aurait privés du bonheur! Et puis, à quoi servent les richesses, à l'heure de la mort? L'homme le plus opulent, quand il vient à quitter ce monde, qu'emporte-t-il dans l'autre vie? Un cercueil, un suaire, un drap mortuaire, une fosse étroite : voilà ses tristes possessions! *Quid prodest!* Ah! c'est ce que comprenait bien un petit enfant plus jeune que vous. Écoutez bien cette histoire. Un jour, saint Stanislas Kostka se promenait avec son précepteur Bidinski. Celui-ci, chemin faisant, dit à son élève : « Voyez-vous ces vastes domaines, ces bois immenses, ces magnifiques prairies, ces nombreux hameaux : tout cela vous est destiné. » Et l'enfant, qui avait à peine l'âge de raison, lui répondit gravement : « Je suis plus grand que tout cela! » Étonné de cette parole, le précepteur, espérant obtenir un éclaircissement, lui rappelle sous diverses formes les grandes espérances qui l'attendaient dans le monde. Et l'enfant faisait toujours la même déclaration : « Je suis plus grand que tout cela! » Craignant qu'un précoce et profond orgueil n'ait envahi le cœur de son élève, Bidinski l'invite à s'expliquer. « Oui! dit l'enfant, je suis plus grand que tout cela. Dieu ne m'a point créé pour le temps, ni pour les choses du temps, il m'a créé pour le connaître, l'aimer et le servir et ainsi mériter le ciel! » *Major sum! et ad majora natus.*

II

Avez-vous bien entendu, mes enfants, l'admirable réponse de saint Stanislas? C'est la réponse de votre catéchisme, à laquelle peut-être vous n'aviez pas fait attention jusqu'à présent. Vous êtes sur la terre avant tout pour *connaître Dieu*, c'est-à-dire : pour connaître sa sainteté devant laquelle toute sainteté n'est que souillure; sa puissance qui a tiré d'un mot l'univers du néant; sa justice qui punit le péché mortel des affreux supplices de l'enfer; sa bonté qui récompensera les moindres efforts que nous aurons faits pour pratiquer la vertu; sa providence qui veille sur

nous avec toutes les délicatesses, toutes les tendresses d'une bonne mère. Vous êtes sur la terre avant tout, pour *servir Dieu* : c'est de Dieu que vous tenez vos yeux, vos oreilles, vos mains, vos pieds, votre mémoire, votre esprit, votre cœur : vous devez vous en servir pour faire la volonté de votre Créateur. Vous êtes sur la terre avant tout, pour *aimer Dieu* : oh! la belle, la douce, la suave obligation! Vous, pauvres créatures, il vous est permis, il vous est commandé d'aimer le Dieu très-grand, très-beau, très-aimable! Si vous aimez Dieu, en observant ses commandements, quel bonheur dès ici-bas vous goûterez. « Une paix abondante, disait David, est réservée à ceux qui aiment votre loi, ô Seigneur. Un seul jour passé dans vos tabernacles, vaut mieux que mille ans passés sous la tente des pécheurs! » Et saint François Xavier, dans l'ivresse de sa joie au service du bon Dieu, s'écriait : « Assez! Seigneur, assez! » tant sa joie était grande, excessive!

Oui, mes enfants, vous êtes avant tout sur la terre pour vous sanctifier, *hæc est voluntas Dei, sanctificatio vestra*. Votre occupation la plus importante et la plus nécessaire est de vous appliquer à mériter le ciel en évitant le mal et en pratiquant le bien. Vous devez par dessus tout travailler au salut de votre âme. C'est là l'unique chose nécessaire, *unum est necessarium!* Tout le reste comparé à ce grand devoir n'est que secondaire. « A quoi servirait à l'homme de gagner l'univers entier s'il venait à perdre son âme et à être damné? » Y avez-vous songé? Si la mort venait vous frapper en ce moment, où iriez-vous? En enfer ou en paradis? Eh bien! vous êtes en retraite pour travailler à votre salut en purifiant votre âme de ses péchés. Et rappelez-vous cet avertissement : ce n'est pas seulement quand on est petit qu'il faut s'occuper de son salut, mais tous les jours de sa vie. Nous n'existons que pour cela!

Je termine par un trait de l'histoire ecclésiastique. L'empereur Othon III revenant d'un pèlerinage de Rome, entra dans un couvent pour s'entretenir avec un moine d'une haute sainteté : c'était saint Nil. Quand il fut sur le point de se retirer, le monarque dit au saint : « Mon père, demandez-moi ce que vous voudrez et je me ferai un plaisir de vous l'accorder. » Saint Nil s'approcha alors de l'empereur, et, posant la main sur son cœur, il lui dit d'une voix solennelle : « Je ne demande rien autre chose à Votre Majesté que le salut de son âme. » Othon, qui ne s'attendait pas à cette réponse, fut profondément touché, et, tombant à genoux, il implora la bénédiction du religieux. Il avait compris si bien la leçon qui lui était faite, qu'il s'attacha à mener une vie très-sainte au milieu des dangers qui l'environnaient, et mourut, jeune encore, plein de mérites et de bonnes œuvres. — Je vous répète aujourd'hui, chers enfants, la parole de saint Nil : « SAUVEZ VOTRE ÂME! » Je demande à Dieu que toute votre vie vous y soyez fidèles!...

(1) Mullois, *Cours d'éloquence sacrée*.

III. *Le misérable état du pécheur* (1)

Miserere mei Deus secundum magnam
misericordiam tuam (Ps.).

Notre fin, mes chers enfants, c'est de connaître, d'aimer et de servir Dieu. Vous êtes sur la terre, avant tout, pour sauver votre âme. Or, ce qui compromet le salut, c'est le péché. Quel triste état que celui d'une âme souillée par le péché mortel ! Si elle se comprenait, cette âme, comme elle s'efforcerait de revenir à Dieu, de se convertir ! Hélas ! peut-être le péché est-il dans votre cœur... Je voudrais vous faire toucher du doigt les grands dangers que vous courez et les moyens d'y échapper.

I

Un homme de la campagne était très-adroit à prendre des vipères, qu'il envoyait ensuite à un pharmacien de la ville voisine pour en composer des remèdes. Un jour sa chasse fut si heureuse qu'il en prit jusqu'à cent cinquante. Le soir, étant de retour à la maison, il porta, selon sa coutume, ses vipères toutes en vie dans sa chambre et les mit dans un baril, qu'il ferma, mais point avec assez de précautions. La nuit, tandis qu'il dormait, les vipères forcèrent leur prison, et, cherchant la chaleur, elles allèrent toutes vers son lit, s'insinuèrent entre les draps, se glissèrent sur sa peau, et l'enveloppèrent de toutes parts, sans lui faire aucun mal, sans qu'il s'éveillât et sentit rien. Comme c'était sa coutume de dormir les bras nus hors du lit, le lendemain, s'étant éveillé qu'il faisait grand jour, il fut étrangement surpris de voir ses bras entourés de vipères. Ah ! dit-il, je suis mort, les vipères se sont échappées ! Il sentit que son cou, ses jambes, tout son corps étaient enlacés par les terribles reptiles. Quel état ! Il se recommande à Dieu, et, sans faire le moindre mouvement, il appelle la servante. Quand elle eut ouvert la porte : « N'entrez-pas, lui dit-il, mais descendez ; prenez un grand vase ; remplissez-le de lait à moitié ; faites chauffer ce lait en sorte qu'il ne soit que tiède. Vous m'apporterez ce vase et vous me le mettrez au milieu de ma chambre le plus doucement possible. Faites vite, ne perdez pas un instant ! » Quand le vase fut au milieu de la chambre, les vipères sentant l'odeur du lait commencèrent à lâcher prise. L'infortuné vit celles de ses bras se dérouler et se retirer, enfin tout son corps était libre. Quelle joie ! Il se posséda néanmoins et donna le temps à toutes les vipères de sortir. Notre homme alors se leva, et, voyant les vipères presque noyées dans la liqueur, assoupies et comme enivrées, il les tua avec des pincettes l'une après l'autre, et leur coupa la tête. Aussitôt, s'étant mis à genoux, il remercia Dieu avec effusion de l'avoir délivré d'un si grand danger. Puis, envoyant ses vipères au pharmacien, il lui faisait dire de ne plus en attendre de

sa part. En effet, il renonça à son dangereux métier, et il conçut une telle aversion pour les vipères, qu'il ne pouvait pas en souffrir la vue. Le nom, la pensée même de ces reptiles lui inspirait la plus extrême horreur.

II

Une histoire si effrayante mérite bien que nous y revenions et que nous en examinions toutes les parties. Vous apprendrez à mieux craindre le péché.

1^o Voyez *l'état de cet homme dans son lit*. Quand je le considère ayant le corps tout garni de vipères vivantes, je frissonne. Quelle situation ! Peut-il y en avoir une plus affreuse ? Oui : celle d'une âme en état de péché mortel. Quand on se représente un pécheur, ou dormant tranquillement dans son lit, ou agissant librement pendant le cours de la journée, quand on pense que mille péchés mortels et mille démons pires que les vipères possèdent son âme et s'en sont rendus maîtres ; que tout son corps et tous les sens de son corps en sont remplis et pénétrés, pourrait-on ne pas être saisi d'horreur et d'épouvante ?

2^o Réfléchissez au danger de cet homme pendant son sommeil. Si pendant qu'il dormait il eut fait quelque mouvement, il était perdu, et de mille vie, il n'en aurait pas sauvé une. Et le pécheur n'est-il pas suspendu sur les abîmes effroyables de l'enfer par le fil léger qui s'appelle la vie ? Que d'accidents peuvent à chaque instant trancher ce fil ! C'est sans doute une mort bien cruelle que de mourir dévoré par cent cinquante vipères ; mais qu'est-ce que cela en comparaison de l'enfer, où l'on est pour toujours la proie des démons, de ses péchés, de ses remords, de son désespoir et des flammes éternelles ?

3^o Vous avez remarqué *l'effroi de cet homme à son réveil*. Pécheur, vous vous réveillerez un jour au tribunal du grand juge. Quelle sera votre épouvante de vous voir convaincu de rébellion contre Dieu, et de vous entendre condamner au feu de l'enfer, à l'affreuse compagnie des démons pour les siècles des siècles ! Ah ! réveillez-vous maintenant que vous pouvez encore ôter de votre sein les vipères que vous y recélez et qui sont prêtes à vous dévorer !

4^o Mais, chers enfants, pour vous débarrasser de vos péchés, imitez la prudence du preneur de vipères. Vous l'avez vu, il ne perdit point courage et il imagina le seul expédient qui pouvait lui réussir et qui lui réussit en effet. De même, en considérant l'état effroyable de votre âme, ne perdez pas courage ; ne vous livrez pas au désespoir ; ne dites pas comme Caïn : « Mon iniquité est trop noire pour que j'en puisse espérer le pardon. » La miséricorde de Dieu est infiniment plus grande que votre malice ! Vous avez un moyen tout préparé pour vous délivrer de vos péchés : allez les noyer dans le sang de Jésus-Christ, du sacrement de pénitence ! Oui, mes enfants, ayez confiance. Faites une bonne confession, bien sincère : dites

(1) D'après le Père Bonaventure.

tous vos péchés jusqu'au dernier, ne cachez rien, le prêtre sera pour vous plein de bonté, les fautes que vous aurez accusées seront ensevelies dans un éternel oubli. Faites une confession bien repentante, bien douloureuse ! Et votre délivrance sera complète, et votre joie sera grande, et vous chanterez comme le Roi-prophète : « Que rendrai-je au Seigneur pour les bienfaits dont il m'a comblé ? O Dieu, vous avez rompu mes liens, vous m'avez rendu la liberté de vos enfants, je chanterai éternellement vos miséricordes ! » Et puis, n'oubliez pas la résolution du preneur de vipères. Il renonça pour toujours à ce métier qui avait failli le perdre. Fuyez le péché avec la plus extrême diligence. Et répétez souvent, pendant cette retraite, de tout votre cœur, cet acte de ferme propos : « Mon Dieu, je renonce de tout mon cœur à Satan, à ses œuvres, à ses pompes et c'est pour Jésus-Christ seul que je veux vivre et mourir ! »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC

Q. — Existe-t-il quelque décision de la Congrégation des Rites relative à l'emploi du gaz, d'abord comme luminaire d'autel, ensuite comme moyen d'éclairage dans le corps même des églises ?

Je profite de l'occasion pour vous féliciter de la sagesse et de la prudence qui président à la rédaction de votre petite revue. Aux gens qui ne vous écrivent que pour connaître leurs droits, vous savez avec fermeté rappeler leur devoir : ainsi votre œuvre devient un apostolat où la justice et la loi demeurent les servantes de la charité. Pour moi, je vous félicite de cette attitude.

R. — Il n'existe pas de décision de la Sacrée Congrégation des rites sur l'emploi du gaz comme luminaire d'autel. Mais nous croyons que le Saint-Siège n'est pas favorable à cet emploi ; car elle a défendu en 1878 de se servir de stéarine sur l'autel, même pour augmenter la solennité, et quand le nombre de véritables cierges est déjà allumé. A plus forte raison prohiberait-elle le gaz, surtout si l'on n'allumait pas le nombre des cierges prescrits par la rubrique.

Quant à l'emploi du gaz comme moyen d'éclairage dans le corps des églises, la sacrée Congrégation des rites n'a pas encore non plus, croyons-nous, porté de décision. Mais nous présumons que jusqu'à présent elle ne le permettrait qu'en cas de nécessité, nécessité abandonnée à la prudence des Ordinaires.

C'est du moins ainsi qu'elle a décidé la question du pétrole au mois de mars 1869. Le chanoine Conti, vicaire capitulaire du diocèse de Faenza, dans la Romagne, demandait s'il était permis d'employer le pétrole pour éclairer l'église, quand il n'y a pas nécessité, et sans le consentement préalable de l'Ordinaire : « ... Num sit contra sensum memorati Feereti diei 9 julii 1864 adhibere petroleum ad illuminandam ecclesiam, quando

necessitas non urgeat et absque prævio Ordinarii consensu ? »

La sacrée Congrégation répondit : « Minime adhiberi posse petroleum vel aliud oleum ex vegetalibus ad illuminandam ecclesiam ; sed in casu tantum necessitatis ex prudentia Ordinarii im. Atque ita rescriptis et servari mandavit die 20 martii 1869.

Or, il nous est permis de conclure que la Congrégation ne serait pas plus favorable au gaz qu'au pétrole.

Q. — Dans le n° 16 de 1881, p. 185, vous dites que lorsqu'on a un indult qui autorise à chanter *ter in hebdomada* des messes de *Requiem* dans les doubles ordinaires et doubles majeurs, on peut chanter 6 messes toutes les fois qu'il se rencontre 3 semi-doubles. Or, l'évêque de Bayonne, ayant consulté Rome sur cette question, la Sacrée Congrégation des Indulgences lui répondit, le 20 août 1864 :

« On ne peut user de ce privilège pour les jours de fêtes doubles, qu'autant qu'il n'y aurait pas assez de fêtes semi-doubles ou autres jours libres, d'après la rubrique, pour célébrer des messes de *Requiem* trois jours dans la semaine. »

Les réponses qui ont pu être faites ultérieurement, dans un sens contraire, pour d'autres diocèses, nous autorisent-elles à ne plus tenir compte de celle-là, et par conséquent à chanter 4, 5 ou 6 messes de *Requiem* suivant le nombre des jours libres ?

R. — L'*Ami du Clergé* est convaincu que la réponse portée pour le diocèse de Tarentaise est applicable à tous les diocèses, parce qu'elle est absolue. Aucune expression n'indique qu'il faille restreindre cette déclaration au diocèse de Tarentaise. Par conséquent, nous croyons :

1° Que dans toutes les églises autorisées à chanter des messes de *Requiem* plusieurs jours par semaine, on peut choisir les jours qu'on voudra (sauf les fêtes de première ou de seconde classe et les autres jours réservés), même les jours du grade double mineur ou majeur ;

2° Qu'on peut en chacun de ces jours chanter « plusieurs » messes de *Requiem* dans la même église, *plures missæ* ; par conséquent on peut chanter, dans les jours doubles mineurs et majeurs, non seulement deux messes comme paraît le croire notre vénéré correspondant, mais plusieurs.

Q. — Une des rares consultations de l'*Ami du Clergé* qui m'a choqué, mais celle-là, je l'avoue, considérablement, c'est celle où est émise cette idée, selon moi fautive et pernicieuse, qu'on peut chanter le dimanche, à l'église, telles vêpres que l'on veut à l'« office de Vêpres. »

C'est contre le sentiment commun et la pratique presque universelle : cette seule raison est, je crois, à première vue, péremptoire, ou bien aucun usage ne fait plus loi.

Cela introduirait l'arbitraire et la diversité la plus déplorable dans le culte, au grand détriment du respect des peuples.

Pour moi je me crois « obligé » à chanter tous les mémoires ou suffrages indiqués dans l'Ordo. Quand je dis obligé, en principe s'entend, et à moins que je ne craigne des inconvénients... que je crains rarement.

La prière officielle de l'Eglise aura toujours incomparablement plus de majesté et de vertu que toute autre : il faut y tenir, et bien se garder d'innover : ce serait un malheur.

R. — Nous sommes entièrement de l'avis de

notre honorable confrère. Il importe que MM. les curés chantent, à l'office public, les vêpres fixées dans le calendrier diocésain. Nous l'avons toujours dit; et notre correspondant ne trouvera nulle part dans l'*Ami du clergé*, l'idée qu'il croit y avoir remarquée. Nous sommes heureux d'avoir cette occasion de confirmer un principe auquel nous attachons une grande importance.

Q. — Le jour de saint Marc et des rogations, les rubriques prescrivent de faire la procession, de chanter les litanies des saints et puis de dire la messe des Rogations. Or, dans nos contrées boisées, les processions sont très-longues et bien pénibles. Par conséquent, en raison de la fatigue et du danger qu'il peut y avoir à rester dans une église froide, après une longue course, le curé, ayant dit ses litanies en particulier, ne pourrait-il pas dire sa messe avant le départ de la procession, et dans ce cas pourrait-il dire la messe des Rogations comme si la procession était faite ?

R. — Il n'est pas permis de dire la messe des Rogations avant la procession. La règle est formelle, comme on peut le voir au Rituel, au Missel, au Cérémonial des Evêques, et dans un décret du 5 mai 1736, n. 4044, ad III. Mais nous sommes persuadé que vous obtiendriez facilement cette faveur auprès de la sacrée Congrégation des rites. En 1736, l'abbé du monastère d'Einsiedeln demanda l'autorisation, pour la commodité du peuple, de chanter la messe des rogations le matin avant l'office du jour :

« Cum in festo S. Marci et in feriis Rogationum, ex nupero S. R. C. Decreto, debeat, et convenientius sit, post Nonam facere Processionem, inde cantare Missam Rogationum, petitur facultas cantandi Missam Rogationum ante Officium diei, ut populus, qui frequentissimus adesse solet tempore matutino in ecclesiis, possit vacare laboribus. »

La sacrée Congrégation répondit : « Pro gratia, et poterit cantari Missa Rogationum ante Processionem pro populi commoditate. » (23 juin 1736, n. 4044, ad 24.)

Or, si la Congrégation accorde cette grâce dans le cas d'Einsiedeln, nous avons tout lieu de croire qu'elle ne vous le refuserait pas, parce que la raison que vous alléguiez en votre faveur et en faveur de vos paroissiens est parfaitement fondée.

Q. — Quelle est la manière la plus convenable de porter la boîte de l'huile des infirmes, quand on doit administrer le malade immédiatement après lui avoir donné le saint Viatique ?

R. — Rappelons avant tout une règle peu connue et peu suivie ; c'est que régulièrement on ne doit pas porter en même temps les saintes huiles et la sainte Eucharistie ; ces deux sacrements doivent ordinairement être administrés séparément.

Néanmoins, on peut et on doit quelquefois porter ces deux sacrements en même temps lorsqu'on a de bonnes raisons. Quelles sont ces bonnes raisons ? L'éloignement de la maison du

malade, et le danger de mort. C'est ce que répondit, en 1858, la Sacrée Congrégation des Rites à M. l'abbé de Vaulchier, curé de Dôle au diocèse de Saint-Claude, conformément aux prescriptions qui avaient été portées par saint Charles au quatrième concile de Milan.

Mais comment doit-on porter simultanément le saint ciboire et le vase de l'huile des infirmes ? Le Rituel romain ne l'indique pas, ni le décret précité de Dôle, ni les instructions de saint Charles. Nous sommes donc réduits à l'enseignement de quelques auteurs et à la pratique de quelques Églises.

Voici d'abord ce qui est universellement admis. S'il y a là un prêtre ou un diacre, c'est à lui qu'il appartient de porter les saintes huiles, ayant soin de ne pas les laisser voir.

S'il n'y a ni prêtre ni diacre, c'est au curé à porter les saintes huiles en même temps que la sainte Eucharistie, ainsi que le veut le décret pour Dôle. Mais comment ? Voici encore ce qui est assez communément enseigné : c'est 1^o que l'on ne doit pas laisser voir les saintes huiles ; 2^o que l'on ne doit pas mettre le vase des saintes huiles dans le ciboire qui renferme la sainte Eucharistie, ni dans le couvercle, ni au pied de ce ciboire ; qu'il ne convient aucunement de le mettre, comme plusieurs le font à tort, dans une des poches des vêtements, lors même qu'on les destinerait exclusivement à cet usage.

On doit porter ce vase des saintes huiles dans un sachet ou une bourse, ainsi que le demande le Rituel romain, *vas olei sacculo aut bursa inclusum*. Ce sachet ou cette bourse sont en soie, ou bien en cuir garni de soie à l'intérieur. Le curé le suspend à son cou, mais sous le surplis, de telle sorte qu'on ne puisse pas les voir. Quant au ciboire, il est porté ostensiblement dans les mains du curé.

Mais que devrait-on faire dans le cas où le curé ne pourrait pas porter le Saint-Sacrement entre ses mains, comme cela peut avoir lieu dans les temps de pluie et de vent, ou lorsqu'on est à cheval, ou lorsque la distance est trop grande, ou dans un temps de révolution, ou au milieu des infidèles et des hérétiques ? Ces questions n'ont presque pas été traitées, et les pratiques sont différentes.

Voici des méthodes que l'on peut suivre.

On peut se servir de deux bourses, l'une pour le Saint-Sacrement, l'autre pour les saintes huiles.

On pourrait aussi n'avoir qu'une bourse ? Mais alors où doivent être placés les deux vases. Faut-il les mettre à côté l'un de l'autre ? Faut-il au contraire les séparer, soit en mettant quelque objet entre les deux, soit en mettant le vase des saintes huiles dans une poche de la bourse ? Il ne nous appartient pas de décider ces cas. Mais nous pensons qu'il est plus respectueux pour le Très-Saint Sacrement de le séparer du vase des saintes huiles. Par conséquent nous préfére-

rions la seconde méthode, et c'est celle que nous suivons.

Q. — La genuflection que doit faire le prêtre avant de prendre le Saint-Sacrement entre les mains pour bénir, aux bénédictions du Saint-Sacrement, où il n'est pas assisté d'un diacre, doit-elle être à un ou deux genoux ?

R. — Cette genuflection n'est qu'à un genou. Rien ne demande en ce moment la genuflection à deux genoux. Mais nous ferons observer que cette genuflection doit être faite avec beaucoup de modestie et de gravité. Nous avons été frappé bien des fois de la piété, de la dignité, nous dirions presque de la sainte lenteur avec laquelle on l'exécute à Rome avant de donner la bénédiction du Très-Saint-Sacrement.

Q. — Dans nos contrées, les confirmands portent un linge semblable à un purificateur, pour se faire essuyer le front après avoir reçu le sacrement de confirmation. Pourriez-vous me dire à qui appartient ce linge ? Est-il au curé, comme toute offrande ? Est-il à la fabrique ou à l'évêque, comme le prétendent quelques-uns de mes voisins ?

L'usage n'étant pas uniforme, je vous demande ce que je puis faire en stricte justice.

Jusqu'à présent, je croyais que ces linges, comme ceux qu'on porte pour essuyer le front aux nouveaux baptisés, appartenaient au curé.

R. — En principe, toutes les offrandes faites à l'occasion de l'administration des sacrements appartiennent au ministre qui a officié, en vertu d'un droit personnel et non pas par suite d'une délégation.

Le ministre de la Confirmation est l'évêque, qui agit en son nom propre et sur son territoire, puisqu'il a une juridiction ordinaire sur tout son diocèse. Ce serait donc à lui que devraient revenir ces linges abandonnés par les confirmands. S'il ne les réclame point, le curé, ou la fabrique ne peuvent invoquer en leur faveur que la coutume ou encore la volonté des donateurs.

Q. — Je viens d'être chargé de desservir une succursale vacante, proche de ma paroisse. Or j'apprends que l'un de mes prédécesseurs dans ce binage était un misérable venu d'un diocèse étranger et qui avait réussi à tromper notre administration diocésaine. On l'a cru prêtre et il n'était que diacre. Les mariages faits par lui sont-ils valides et dois-je m'occuper de leur validation ?

R. — Les mariages célébrés devant ce diacre sont valides. On ne requiert pas le sacerdoce dans l'ecclésiastique qui assiste au mariage, mais le titre seul de curé, qui peut être possédé valablement par un individu qui n'est pas prêtre. « Nec obstat, si parochus nondum sit sacerdos, vel titulum habeat nonnisi coloratum, modone sit aperte intrusus, nec si irregularitate, suspensione, interdicto vel excommunicatione innodatus, modo actualiter nondum sit depositus. » Ainsi s'exprime Heiss, s'appuyant sur une décision du 29 mars 1653.

Q. — Je prie l'excellent *Ami du clergé* d'avoir la bonté de résoudre le cas suivant, dans l'un de ses prochains numéros :

La confrérie du saint Rosaire a été érigée dans ma paroisse, à perpétuité, par ordonnance épiscopale du 16 juillet 1832. Jamais il n'y a eu de registre d'inscription pour les soi-disant associés. La confrérie a-t-elle pour cela cessé d'être canonique ? Qu'y a-t-il à faire présentement pour se mettre en règle ? Suffit-il de se procurer un registre, et d'y inscrire les noms de ceux qui veulent être membres de la confrérie ?

R. — L'inscription des confrères sur un registre est absolument obligatoire pour la validité de leur admission, mais non pas pour la canonicité de l'érection. Cette prescription n'ayant pas été observée, il s'ensuit que les admissions ont été nulles, mais non que la confrérie ait perdu son titre canonique. Pour remédier à ce défaut, notre correspondant doit se procurer un registre et y inscrire, en leur présence, autant que possible, les personnes qui croyaient faire partie de la confrérie. Nous ne voyons pas en vertu de quelle loi on exigerait une nouvelle érection.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je trouve l'*Ami du clergé* cette question :

A qui appartient une chapelle de secours ? à la commune ou à la fabrique ?

1^o Avec le conseil d'Etat vous répondez : à la commune.

2^o Avec le cour de cassation : à la fabrique.

Je suis chargé d'une chapelle de secours dépendant d'une commune autre que celle que j'habite.

A laquelle des deux appartient la chapelle, d'après la première décision ?

D'après vous, ce serait à la commune où se trouve l'église mère ?

Cela me paraît singulier.

R. — Nous cherchons vainement en quoi ce que nous avons dit paraît singulier. Notre correspondant aurait bien dû nous en administrer la preuve. Nous avons affirmé que les chapelles de secours suivaient comme accessoire l'église paroissiale ; que, si l'église paroissiale appartient à la commune, il faut en dire autant de la chapelle de secours. Dans la commune dont il s'agit, y a-t-il une paroisse ? Si oui, la chapelle ressort *en droit*, de cette paroisse, au point de vue administratif ; mais, s'il y a des raisons justificatives, rien n'empêche l'évêque de faire desservir la chapelle de secours par une paroisse autre que la paroisse de laquelle elle est juridiquement dépendante, et le fait qu'elle est desservie par un curé quelconque autre que le curé de la paroisse-mère, ne modifie en rien la question de la propriété de l'immeuble.

Le service ainsi fait de cette chapelle a certainement une singularité, parce qu'il serait infiniment plus naturel qu'il se fit par le clergé de la paroisse-mère ; mais si les autorités compétentes autorisent cet état de choses, ou si cet état de choses subsiste en vertu de quelque contrat antérieur ou du plein consentement de l'église-mère, c'est la paroisse de notre correspondant qui devient la paroisse-mère, et, — toujours avec

le même accord des mêmes autorités, — elle en partage tous les privilèges.

Il appartient donc à celui qui nous interroge de s'informer de quelle manière et en vertu de quel mandat il dessert une chapelle de secours relevant d'une autre église et d'une autre commune; et il trouvera sans doute l'explication de ce qui lui paraît une énigme.

Q. — Quel est le traitement minimum que doit la fabrique ou la commune à un vicaire dans une paroisse de moins de 5,000 âmes; et les « pièces » à l'appui.

La fabrique de la paroisse ou je suis vicaire, prétend que ce minimum n'est que de 250 francs. Mgr Affre et plusieurs auteurs fixent 300 francs; mais comme aucun de ces auteurs n'apporte de texte de loi, je vous serais bien reconnaissant et bien obligé de me donner à ce sujet une décision motivée.

R. — L'article 40 du décret du 30 décembre 1809 s'exprime ainsi : « Le traitement des vicaires sera de 500 francs au plus et de 300 francs au moins. » Il nous semble que rien n'est plus clair et plus formel; le minimum est de 300 fr. Ainsi parle également l'art. 187 du règlement relatif à l'exécution de l'ordonnance du 31 mai 1838.

Une circulaire du ministre des Cultes aux Préfets en date du 15 mai 1813, parlant du budget de cette année-là, dit que le traitement des vicaires « était réglé sur le pied de 350 fr. dans les communes au dessous de 500 âmes. »

Il y a, il est vrai, une circulaire du 5 mai 1831, signée de M. d'Argout, ministre, décidant que le minimum du traitement à payer aux vicaires par les fabriques ou les communes doit être réduit à 250 fr.; mais cette circulaire est illégale; car une circulaire ne saurait modifier un décret qui a force de loi. Or, la loi du 2 août 1829 et l'ordonnance royale du 8 janvier 1830, qui ont élevé de 300 à 350 fr. le secours alloué par l'Etat aux vicaires autres que ceux des villes de grande population, n'ont point dérogé à l'article 40 du 30 décembre 1809, et, par conséquent, le traitement que les vicaires sont en droit d'exiger des fabriques ou des communes est toujours de 500 au plus et de 300 francs au moins, conformément au décret précité.

Ceci est de toute évidence, lorsque la loi du 2 août 1829 et l'ordonnance du 8 janvier 1830 élevèrent les secours à accorder aux vicaires, c'était pour améliorer le sort de ceux-ci; elles le disent formellement. Où serait l'amélioration voulue, si on retranchait d'une part ce que l'on ajoute de l'autre.

Q. — Lorsqu'une école libre doit changer de titulaire le futur directeur est-il obligé, pour faire la déclaration d'ouverture, d'attendre le départ du directeur actuel?

R. — Non. Le nouveau directeur peut faire la déclaration d'ouverture d'avance, sans attendre que son prédécesseur ait cessé ses fonctions; cela doit même être conseillé; car on est ainsi plus sûr d'éviter toute interruption dans le fonctionnement de l'école.

Q. — Un conseil municipal ayant voté la construction d'une école de garçons, le préfet a-t-il le droit de modifier les plans qui lui sont soumis et d'exiger par exemple, qu'au lieu de l'école de garçons projetée, on construise une école mixte?

R. — Le préfet a le droit d'approuver ou de refuser les plans qu'on lui soumet, mais nullement de les modifier. Aucun texte de loi ne lui donne le droit de contraindre une commune à établir une école mixte.

Q. — Un prêtre non bachelier peut-il recevoir dans une maison de famille les élèves d'une institution libre, pour y demeurer en dehors des heures de classe, et cet établissement est-il soumis à l'inspection des autorités universitaires?

R. — Aucun brevet de capacité n'est exigé du directeur d'une maison de famille, quand il n'y est donné aucun enseignement, et les fonctionnaires de l'Université n'ont aucun droit d'inspection sur un pareil établissement, qui n'est, à aucun degré, un établissement d'instruction.

Q. — Un instituteur congréganiste, non breveté, qui se trouve dans les délais accordés par la loi du 16 juin 1881 pour obtenir le brevet de capacité, peut-il enseigner indifféremment dans toute école?

R. — L'instituteur-directeur ou maître-adjoint, non breveté, qui, s'étant présenté à l'examen, avant le 31 juillet 1883, a échoué, peut se présenter à nouveau jusqu'au 1^{er} octobre 1884. Pendant ce délai, il peut continuer à enseigner dans toute école, même dans une école autre que celle où il se trouvait au moment de la promulgation de la loi, et par exemple passer d'une école publique dans une école libre. Mais, bien entendu, le maître adjoint ne pourrait, pendant ces délais accordés pour l'obtention du brevet, être appelé à la direction d'une école.

La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire.

(Suite)

ART. 10

Lorsqu'un enfant manque momentanément l'école, les parents ou les personnes responsables doivent faire connaître au directeur ou à la directrice les motifs de son absence.

Les directeurs et les directrices doivent tenir un registre d'appel qui constate, pour chaque classe, l'absence des élèves inscrits. A la fin de chaque mois, ils adresseront au maire et à l'inspecteur primaire un extrait de ce registre, avec l'indication du nombre des absences et des motifs invoqués.

Les motifs d'absence seront soumis à la commission scolaire. Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchements résultant de la difficulté accidentelle des communications.

Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront également appréciées par la commission.

On s'est demandé si cet article 10 conférerait aux membres des commissions scolaires le droit de pénétrer dans l'école pour vérifier l'assiduité des élèves.

Cette question a été tranchée par une circulaire du minis-

tre de l'instruction publique du 13 juin (insérée au *Journal officiel* du 14 juin 1882), dans laquelle nous lisons :

« Les commissions scolaires n'ont nullement, comme on a pu le croire, un droit d'inspection et de contrôle sur les écoles. La loi du 28 mars 1882 n'a rien innové sur ce point, et, hormis le maire, l'inspecteur primaire et les délégués cantonaux ou communaux, nul n'a qualité pour pénétrer dans les salles de classe. Les membres des commissions scolaires, autres que les personnes ci-dessus désignées, ne sauraient donc être admis à visiter les écoles. Les commissions exercent la surveillance spéciale dont elles sont chargées en consultant l'extrait du registre d'appel que l'instituteur est tenu d'adresser, à la fin de chaque mois, au maire et à l'inspecteur primaire, extrait où doivent être mentionnés, avec le nombre des absences constatées, les motifs invoqués et soumis à l'appréciation de la commission. »

Il est peut-être permis de se demander si la solution eût été la même dans l'hypothèse où le nombre des commissions composées en majorité de conservateurs et de catholiques eût été moindre. En tout cas, nous prenons acte de la circulaire du 13 juin au point de vue des écoles libres, dont les directeurs auront incontestablement le droit, en se basant sur la doctrine de M. Jules Ferry, d'interdire aux membres des commissions hostiles l'entrée de leurs classes.

Au surplus, la circulaire précitée reconnaît elle-même qu'il reste encore aux membres de ces commissions des droits considérables.

Nous sommes de cet avis et nous espérons que bon nombre de commissions scolaires useront de ces pouvoirs de façon à sauvegarder la liberté et les droits des pères de famille.

L'article 10 leur en fournit le moyen, puisqu'ils les établissent seuls juges des motifs d'absence invoqués par les enfants qui ont manqué à l'école.

La loi indique expressément trois causes d'excuses : « la maladie de l'enfant, le décès d'un membre de la famille, l'empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications. »

Mais, en dehors de ces cas d'excuses expressément spécifiés, la loi ajoute que « les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront également appréciées par la commission. — On le voit, rien dans ce texte ne limite ou ne restreint le pouvoir des commissions scolaires : celles-ci ne devront pas hésiter à user de leurs prérogatives, quand le père aura de justes causes d'excuses à présenter, soit au point de vue matériel, soit au point de vue moral. Elles considéreront comme valablement excusé le père à qui sa conscience imposerait le devoir de retirer son enfant d'une école où serait violée la neutralité en matière religieuse si solennellement promise par M. Jules Ferry lui-même.

Les commissions scolaires n'auront pas besoin d'ailleurs de motiver leurs décisions. Leur juridiction étant souveraine, il leur suffira de dire : « attendu qu'il y a des motifs d'excuses suffisants, etc. »

ART. 11

Tout directeur d'école privée qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de l'article précédent, sera, sur le rapport de la commission scolaire et de l'inspecteur primaire, déféré au conseil départemental.

Le conseil départemental pourra prononcer les peines suivantes :

1° L'avertissement ;

2° La censure ;

3° La suspension pour un mois au plus et, en cas de récidive dans l'année scolaire, pour trois mois au plus.

Nous n'avons pas besoin de faire remarquer le caractère particulièrement rigoureux des sanctions édictées par cet article contre l'enseignement libre. Toutefois, il convient de faire observer que le directeur d'école privée ne peut être déféré au conseil départemental que sur le rapport simultané de la commission scolaire et de l'inspecteur primaire. En refusant d'agir, la commission scolaire paralyse l'action de l'inspecteur primaire, et celui-ci est désarmé.

On verra plus loin qu'il en est autrement dans l'hypothèse prévue par l'article 14, où il s'agit du renvoi du père de famille contrevenant devant le juge de paix. La diffé-

rence de rédaction de l'article 11 et de l'article 14 ne peut, à cet égard, laisser aucun doute.

Ce qui est grave, c'est que les pénalités énumérées par l'article 11 sont prononcées *sans recours* par le conseil départemental. La commission du Sénat avait proposé d'accorder à l'instituteur frappé un recours devant le conseil supérieur au moins dans le cas de suspension. Cette garantie, si nécessaire cependant, a disparu du texte définitif de la loi.

ART. 12

Lorsqu'un enfant se sera absenté de l'école quatre fois dans le mois, pendant au moins une demi-journée, sans justification admise par la commission municipale scolaire, le père, le tuteur ou la personne responsable sera invité, trois jours au moins à l'avance, à comparaître dans la salle des actes de la mairie, devant la dite commission, qui lui rappellera le texte de la loi et lui expliquera son devoir.

En cas de non-comparution, sans justification admise, la commission appliquera la peine énoncée dans l'article suivant.

ART. 13

En cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première infraction, la commission municipale scolaire ordonnera l'inscription pendant quinze jours ou un mois, à la porte de la mairie, des nom, prénoms et qualités de la personne responsable, avec indication du fait relevé contre elle.

La même peine sera appliquée aux personnes qui n'auront pas obtempéré aux prescriptions de l'article 9.

ART. 14

En cas d'une seconde récidive, la commission scolaire, ou à son défaut l'inspecteur primaire, devra adresser une plainte au juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479, 480 et suivants du code pénal.

L'article 463 du même code est applicable.

Ces trois articles confèrent à la commission scolaire un pouvoir disciplinaire sur les parents qui contreviennent aux prescriptions relatives à l'obligation.

Aux termes de l'article 12, « lorsqu'un enfant se sera absenté de l'école quatre fois dans le mois au moins pendant au moins une demi-journée, sans justification admise par la commission municipale scolaire, le père, le tuteur ou la personne responsable, sera invité, trois jours au moins à l'avance, à comparaître dans la salle des actes de la mairie, devant la dite commission qui lui rappellera le texte de la loi et lui expliquera son devoir. »

L'admonestation par la commission scolaire, voilà la première pénalité qui atteint le père de famille récalcitrant.

Si les absences de l'enfant se renouvellent, s'il y a « récidive dans les douze mois qui suivront la première infraction, la commission municipale ordonnera l'inscription pendant quinze jours ou un mois, à la porte de la mairie, des nom, prénoms et qualités de la personne responsable, avec indication du fait relevé contre elle. »

L'affichage, voilà la seconde pénalité que peut prononcer la commission scolaire. — Cette pénalité est également applicable : 1° aux personnes qui n'ont pas comparu devant la commission lors de la première infraction commise par leur enfant (art. 12, § 2) ;

2° à celles qui ont retiré leur enfant de l'école sans indiquer de quelle façon il doit être instruit à l'avenir (art 9 et 13 par. 2 combinés).

Si les absences de l'enfant persistent, s'il y a une nouvelle récidive, la commission scolaire, ou à son défaut l'inspecteur primaire devra « adresser une plainte au juge de paix. »

Là, la commission scolaire ne fait plus fonction de tribunal ; elle est seulement chargée de provoquer les poursuites devant une autre juridiction.

— Il est à remarquer que, si la commission scolaire refuse de provoquer ces poursuites, l'inspecteur primaire peut

agir à sa place ; on s'est défié de son indulgence, qui, dans beaucoup de cas, ne serait que de l'équité, et l'on a pensé que l'inspecteur primaire se montrerait plus rigoureux.

Le juge de paix pourra prononcer contre le père de famille contrevenant qui lui est déferé les peines de police édictées par les articles 479, 480 et suivants du code pénal, c'est-à-dire l'amende de 11 à 15 fr. (1) et l'emprisonnement jusqu'à 5 jours. En cas de récidive, le maximum de 5 jours sera toujours prononcé (art. 482 du Code pénal).

D'autre part, l'art. 463 du code pénal, relatif aux circonstances atténuantes, est toujours applicable ; en conséquence l'amende peut toujours être substituée à l'emprisonnement, et réduite elle-même à son minimum, soit un fr.

Les décisions du juge de paix pourront toujours être déferées au tribunal correctionnel, lorsqu'elles prononceront un emprisonnement ou une amende excédant la somme de 5 fr. ; et l'appel sera suspensif (code inst. cr. art., 172 et 173). — De même le recours en cassation sera toujours possible, conformément aux principes du droit commun.

ART. 15.

La commission scolaire pourra accorder aux enfants demeurant chez leurs parents ou leur tuteur, lorsque ceux-ci en feront la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire ne pouvant dépasser trois mois par année, en dehors des vacances. Ces dispenses devront, si elles excèdent quinze jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants qui suivront leurs parents ou leurs tuteurs, lorsque ces derniers s'absenteront temporairement de la commune. Dans ce cas, un avis donné verbalement ou par écrit au maire ou à l'instituteur suffira.

La commission peut aussi, avec l'approbation du conseil départemental, dispenser les enfants employés dans l'industrie et arrivés à l'âge de l'apprentissage, d'une des classes de la journée ; la même faculté sera accordée à tous les enfants employés hors de leur famille dans l'agriculture.

La commission scolaire peut, aux termes de cet article, accorder des dispenses de fréquentation scolaire de différentes sortes.

Pour les enfants qui demeurent chez leurs parents ou leurs tuteurs, elle a le droit d'accorder sur la demande motivée qui lui en sera faite, des dispenses qui ne peuvent dépasser trois mois par année en dehors des vacances ; c'est elle qui apprécie souverainement les motifs invoqués par les parents. Toutefois, si les dispenses excèdent quinze jours, elles devront être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire.

Les parents ou tuteurs qui s'absentent temporairement de la commune et qui emmènent leurs enfants avec eux n'ont même pas besoin de demander ces dispenses ; il n'ont qu'à en donner avis verbalement ou par écrit au maire ou à l'instituteur. Le père de famille fera bien de se ménager une preuve quelconque de sa déclaration.

La commission scolaire peut aussi, avec l'approbation du conseil départemental, dispenser d'une des classes de la journée : 1° les enfants employés dans l'industrie et arrivés à l'âge de l'apprentissage ; 2° les enfants employés dans l'agriculture, mais hors de leurs familles. — Les enfants employés dans l'agriculture chez leurs parents ou tuteurs ne peuvent bénéficier de cette disposition : cette distinction est impossible à justifier ; mais nous devons reconnaître qu'elle a été formellement établie dans la discussion de la loi au Sénat.

ART. 16

Les enfants qui reçoivent l'instruction dans la famille doivent, chaque année, à partir de la fin de la deuxième année d'instruction obligatoire, subir un examen qui portera sur les matières de l'enseignement

(1) On remarquera que, si le père de famille est indigent, s'il ne peut payer l'amende qui lui a été infligée, il encourra de ce chef la contrainte par corps et pourra être emprisonné pendant quinze jours (Code pénal, art. 467).

correspondant à leur âge dans les écoles publiques, dans les formes et suivant des programmes qui seront déterminés par arrêtés ministériels rendus en conseil supérieur.

Le jury d'examen sera composé de : l'inspecteur primaire ou son délégué, président ; un délégué cantonal ; une personne munie d'un diplôme universitaire ou d'un brevet de capacité ; les juges seront choisis par l'inspecteur d'académie. Pour l'examen des filles, la personne brevetée devra être une femme.

Si l'examen de l'enfant est jugé insuffisant et qu'aucune excuse ne soit admise par le jury, les parents sont mis en demeure d'envoyer leur enfant dans une école publique ou privée, dans la huitaine de la notification et de faire savoir au maire quelle école ils ont choisie.

En cas de non-déclaration, l'inscription aura lieu d'office, comme il est dit à l'art. 8.

L'art. 16, en imposant aux enfants qui reçoivent l'éducation dans la famille, l'obligation de subir un examen annuel, contient l'une des dispositions les plus graves de la loi, et l'une de celles qui justifieront le mieux les répu gnances invincibles des pères de famille.

L'examen a un caractère si inacceptable, si inquisitorial, il viole si ouvertement les prérogatives de la puissance paternelle, que les pères de familles chrétiens auront à se demander, non pas comment et dans quelle mesure il convient de s'y soumettre, mais s'ils n'ont pas le devoir de s'y refuser. Cette résistance est trop légitime pour qu'elle ne se produise pas : nous ne pouvons que la conseiller, pour notre part ; et ce n'est que sous le bénéfice de cette réserve que nous présentons les observations suivantes.

I. QUELS SONT LES ENFANTS SOUMIS A L'EXAMEN ?

L'examen n'est imposé qu'aux enfants élevés dans la famille, et seulement à partir de la fin de la deuxième année d'instruction obligatoire.

Les filles sont assujetties à la même obligation que les garçons.

Sont seuls dispensés de subir de nouveaux examens les enfants de l'un ou de l'autre sexe qui, parvenus à l'âge de onze ans, auront obtenu dans une épreuve publique le certificat d'études primaires spécifié dans l'art. 6.

Cette obligation pèse exclusivement et restrictivement sur les enfants qui reçoivent l'instruction dans leur famille. Elle ne s'applique pas aux enfants élevés dans les écoles libres, ni même à ceux qui fréquentent des cours hebdomadaires, tels que ceux qui sont établis dans certaines grandes villes ou qui pourront être établis ailleurs. Le ministre l'a reconnu formellement et a déclaré que ces cours seraient assimilés à des écoles privées dont les élèves n'ont pas d'examen à subir. (Sénat, séance du 21 mars 1882.)

II. LES EXAMENS SERONT-ILS PUBLICS ? LES PARENTS POURRONT-ILS Y ASSISTER ?

Les examens ne seront pas publics, mais les parents pourront y assister.

Sur cette question le ministre s'est exprimé ainsi : « L'examen du brevet de capacité pour les filles, vous le savez bien n'a pas lieu devant le public ; ils ont passé devant les mères de famille et les maîtres. Il en sera de même de cet examen des petits enfants. » (Sénat, séance du 21 mars 1882.)

Les parents devront veiller à ce que cette promesse ne soit violée dans aucun cas. En effet, d'un côté, l'absence du public fait disparaître l'une des causes possibles de trouble et d'intimidation pour les enfants ; et, d'un autre côté, la présence de leurs parents sera une garantie nécessaire de la modération et de l'équité des examinateurs. Il est superflu de dire que l'enseignement religieux devant rester absolument en dehors des programmes de l'instruction primaire, les parents, présents à l'examen, seront fondés à interdire à leurs enfants de répondre à toute interrogation qui toucherait à cet enseignement.

III. QUEL DEVRA ÊTRE LE CARACTÈRE DE L'EXAMEN ? DANS QUEL CAS POURRA-T-IL ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME INSUFFISANT ?

La loi n'est entrée dans aucun détail sur ce point, et il

faut nous contenter d'enregistrer les engagements que le ministre a pris devant le Sénat. (Séance du 21 mars 1882.) Il s'exprimait ainsi : « En quoi consiste cet examen?... » C'est bien moins un examen qu'une enquête. S'agit-il « donc ici d'un examen analogue au baccalauréat, même au « certificat d'études, où les enfants viendront concourir, où « il faudra qu'ils obtiennent un certain nombre de points? » S'ils ne répondent pas, si ces pauvres petits perdent un « peu la mémoire, lorsqu'ils se voient en présence de ce « petit jury si paternel pourtant, est-ce qu'on leur donnera « zéro pour qu'ils retombent alors sous le coup des der- « nières paragraphes de l'art. 16, l'examen étant déclaré in- « suffisant? Eh! messieurs, vous nous prenez pour des « fous, si vous pensez que nous voulons mettre le pays à un « tel régime... Il n'y aura aucune analogie entre les pro- « cédés, ou, si vous aimez mieux, la procédure de cette exa- « men est celle des examens ordinaires.... Et lorsque l'en- « fant troublé n'aura pas répon- « ce qui souvent arrive « aux enfants de neuf à dix ans, qui ne sont pas accoutumés « aux écoles publiques et aux examinateurs, — la commis- « sion, le jury s'entourera de tous les renseignements pos- « sibles; on lui apportera les devoirs, les cahiers de « l'enfant. »

D'où il résulte que, dans ces conditions, l'examen devra être jugé suffisant, et l'enfant laissé à sa famille.

Les parents, présents à l'examen, pourront veiller à ce qu'il ne perde pas ce caractère d'enquête générale qu'il doit avoir suivant les promesses du ministre. Munis des cahiers et des devoirs de l'enfant, ils seront autorisés à en proposer la communication aux membres de la commission.

IV. QUELLE EST LA CONSÉQUENCE D'UN EXAMEN JUGÉ INSUFFISANT

Si l'examen de l'enfant est jugé insuffisant, les parents seront mis en demeure d'envoyer cet enfant dans une école publique ou privée dans la huitaine de la notification et de faire savoir au maire l'école qu'ils auront choisie.

Les parents n'auront donc aucune résolution à prendre avant que la notification leur soit faite du résultat de l'examen. Huit jours au plus tard après cette notification, ils devront avoir choisi l'école à laquelle il leur conviendra d'envoyer leur enfant et faire connaître leur option à la mairie. Leur choix est d'ailleurs absolument libre et ils peuvent se prononcer en faveur de l'école qui leur paraîtra le mieux mériter leur confiance : école publique, ou école libre, école de la commune ou école de la commune voisine, ou école libre dans quelque lieu qu'elle soit située, établissement d'instruction secondaire ou cours assimilés à des écoles privées, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Dans le cas, où les parents n'auraient pris aucun parti et n'auraient pas fait connaître leur choix à la mairie dans le délai de huit jours à compter de la notification ci-dessus prescrite, l'enfant sera inscrit d'office à l'école publique.

Dans ce cas les parents pourront-ils user du bénéfice inscrit dans l'art. 9 de la loi et retirer leur enfant de l'école où ils l'auront placé, ou laissé placer d'office, pour l'envoyer dans une autre école ou pour lui faire donner de nouveau l'éducation dans la famille, à charge d'en aviser immédiatement le maire?

S'il s'agit seulement d'un changement d'établissement, le droit des parents n'est pas douteux et l'inscription d'office dans une école publique ne peut entraver la liberté que la loi leur reconnaît de désigner une autre école de leur choix (art. 9).

S'il s'agit, au contraire, du retour de l'enfant dans sa famille, nous estimons encore que la règle posée dans l'article 9 doit recevoir son application. Il serait inadmissible que, par suite d'un premier examen jugé insuffisant, un enfant de huit ans puisse être violemment et définitivement forcé de l'enseignement domestique et condamné à un autre système d'éducation à perpétuité. La loi du 28 mars 1882 est une loi restrictive de la liberté sacrée des pères de famille; elle limite la puissance paternelle en s'écartant des règles du droit naturel comme des règles du droit commun écrites dans le code civil; il est donc juste

qu'elle soit interprétée restrictivement, et que tout ce qu'elle ne défend pas soit considéré comme permis.

ART. 17.

La caisse des écoles instituée par l'art. 15 de la loi du 10 avril 1837 sera établie dans toutes les communes. Dans les communes subventionnées dont le centime n'excède pas 30 francs, la caisse aura droit, sur le crédit ouvert pour cet objet au ministère de l'instruction publique, à une subvention au moins égale au montant des subventions communales. La répartition des secours se fera par les soins de la commission scolaire.

Cette caisse, qui était destinée à encourager les enfants, par la création de prix et de récompenses, et en même temps à venir en aide aux familles nécessiteuses en leur fournissant des vêtements, était facultative, aux termes de la loi de 1807; la loi de 1882 la rend obligatoire pour toutes les communes. Mais il est à remarquer que, si la caisse elle-même est devenue obligatoire, les subventions communales qui peuvent lui être affectées sont restées facultatives. Les conseils municipaux peuvent donc se refuser à voter des fonds pour cet objet, et, dans ce cas, la Commune ne saurait être imposée d'office.

L'art. 17 ajoute que, « dans les communes subventionnées « dont le centime n'excède pas 30 francs, la caisse aura « droit, sur le crédit ouvert pour cet objet au ministère de « l'instruction publique, à une subvention au moins égale « au montant des subventions communales. »

Mais ceci n'est applicable, comme nous venons de le dire, que si le conseil municipal a jugé à propos de voter une subvention.

Enfin, la loi dit que « la répartition des secours (fournis par la caisse des écoles) se fera par les soins de la commission scolaire » Il importe de rappeler que les commissions scolaires ont le droit de faire participer à la distribution de ces secours les écoles libres comme les écoles publiques, les écoles congréganistes comme les écoles laïques.

ART. 18.

Des arrêtés ministériels, rendus sur la demande des inspecteurs d'académie et des conseils départementaux, détermineront chaque année les communes où, par suite d'insuffisance des locaux scolaires, les prescriptions des art. 4 et suivants sur l'obligation ne pourraient être appliquées

Un rapport annuel, adressé aux Chambres par le ministre de l'instruction publique, donnera la liste des communes auxquelles le présent article aura été appliqué.

Cet article, qui a un caractère purement administratif, n'appelle aucun commentaire.

Ministère de la justice
et des cultes.

Paris, le 31 juillet 1882.

MONSIEUR LE PRÉFET.

Aux termes de l'article 6, § 2, décret du 11 prairial an XII :

« Les évêques donneront avis de la nomination des desservants au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes et aux préfets. »

Cette disposition, qui n'a pas été obéie et dont la raison d'être est trop évidente pour avoir besoin de justification, n'a pas été exactement observée pendant ces dernières années dans tous les diocèses.

Les exigences du service de la police des cultes, les règles de la comptabilité et les simples convenances en réclament la stricte exécution.

Vous ne devrez donc pas, M. le préfet, vous contenter à l'avenir de la production des états de situation du clergé que les secrétaires des archevêchés et des évêchés sont tenus de fournir aux préfetures, dix jours avant chaque échéance trimestrielle, pour l'exécution de l'article 13 de la loi de finances du 29 décembre 1876, et qui doivent mentionner, avec le nom de titulaires, le chiffre du traitement, la date de la naissance, celles de l'installation et de la sortie de fonctions. Il ne vous suffira pas non plus d'exiger pour les nouveaux titulaires dans chaque succursale une expédition du procès-verbal d'installation, délivrée par le bureau des marguilliers, conformément à l'ordonnance du 13 mars 1832.

Vous aurez soin de réclamer, en outre, pour vous et pour moi, avant la prise de possession des titulaires, un avis officiel de leur nomination, et de ne délivrer à ces ecclésiastiques les mandats du traitement attaché à leur titre qu'autant que cette double formalité aura été remplie.

En me faisant parvenir les avis de nomination dès qu'ils vous auront été adressés, vous ne manquerez pas de me communiquer, dans un rapport motivé, les objections que vous aurez à me signaler contre certains choix.

Il est bien entendu que les présentes dispositions n'ont point d'effet rétroactif et ne doivent recevoir leur application que pour les désignations des titulaires ecclésiastiques postérieures à la réception des instructions ci-dessus énoncées.

Je vous serai obligé de transmettre à l'autorité diocésaine l'exemplaire ci-joint de la présente circulaire, en appelant son attention sur l'importance de la stricte et prompte exécution des prescriptions qu'elle contient.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le ministre de la justice et des cultes,

Le conseiller d'État, directeur
général des cultes,

FLOURENS.

VARIÉTÉS.

Plus d'une fois, à propos de la conspiration actuellement dirigée contre l'âme des enfants, nous avons insinué et ouvertement affirmé que les pères de famille étaient puissamment armés contre les conspirations, et que, s'ils le voulaient; ils feraient reculer devant leur énergie le gouvernement lui-même. Voici un fait qui nous donne raison et qu'il serait bon de voir généraliser. On nous écrit du Jura :

« A l'école du Gravier, dans la commune des

Rousses, le crucifix a été décroché et enlevé par l'instituteur, qui l'aurait, dit-on, jeté dans la cave.

« En même temps l'instituteur s'est employé avec la plus grande activité à faire disparaître tout catéchisme, à déshabituer de la prière les petits enfants qui persistaient à adresser à Dieu les invocations que leurs mères leur ont enseignées.

« Mais une protestation s'est élevée dans la paroisse et la réparation l'a suivie. Le crucifix a été replacé dans l'école par celui-là même qui l'avait enlevé et caché. Le catéchisme et la prière ont également reparu.

« Comme le dit fort bien le *Courrier du Jura*, les catholiques peuvent voir dans ce fait la règle de leur conduite. Qu'ils se défendent énergiquement. Ils ont pour eux la vérité et le sentiment public. Ils se feront respecter dès qu'ils le voudront. »

La justice a donc pu parler enfin, et elle l'a fait de manière à consacrer formellement la liberté des congrégations non autorisées. Voici à ce propos l'analyse sommaire que fait la *Gazette des Tribunaux* de l'arrêt rendu le 19 juillet par la Chambre des requêtes de la cour de cassation. Il s'agit de l'éternel procès de la succession Lacordaire, que les avocats, — la République aidant, — se transmettent de génération en génération :

« *Congrégation non autorisée. — Engagements privés des membres entre eux. — Validité.*

« Si une congrégation religieuse non autorisée n'a pas d'existence légale, et est incapable de contracter, les membres de cette congrégation, stipulant en leurs privés noms, peuvent prendre des engagements valables les uns envers les autres.

« Spécialement, le P. Lacordaire et les autres membres de l'Ordre des Frères Prêcheurs ont pu s'obliger individuellement et réciproquement à mettre en commun, pour subvenir à leur existence commune, le produit de leur travail, leur gain et les revenus, et quand ce produit, ces gains et ces revenus ont été effectivement consommés pour leur entretien, le contrat commutatif intervenu entre eux et exécuté dans ces conditions, est, à bon droit, déclaré licite.

« Rejet dans ce sens, sur le rapport de M. le conseiller Petit, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Chevrier, du pourvoi formé par les sieurs Léon Lacordaire, Paquerot-Dudonne, et Boitelle frères, contre un arrêt de la cour d'appel de Toulouse, du 10 juillet 1880, rendu entre eux et les sieurs Saudreau, provincial des dominicains, et consorts. »

Cet arrêt consacre le droit de la vie en commun, qui n'a succombé que devant la violence et qui se relève devant justice. Ce droit d'association ne saurait être nié; il rentre dans la foule de ces contrats naturels qui, n'ayant rien de contraire à l'ordre public ni aux bonnes mœurs, sont par

cela seul licites. La cour de cassation juge que la qualité de religieux ne prive pas un citoyen français du droit de vivre avec ses semblables, sous des conditions déterminées. L'association religieuse ne regarde pas le droit civil, l'association pour la vie en commun est sous la garantie de la loi. C'est ce que vient de reconnaître la cour de cassation.

Courrier de l'Utile.

MORTICULTURE

Le terreau

Le terreau est le produit de la décomposition des matières végétales et de quelques matières animales, soumises à l'action de l'air, de l'eau et de la chaleur.

On distingue les terreaux doux et les terreaux acides.

Les terreaux doux sont les résultats de l'accumulation des détritits de fumier d'écurie ou d'étable; ils constituent une bonne partie de la terre de jardin.

Les terreaux acides proviennent de la décomposition des matières végétales.

Sous ce titre sont comprises :

1^o La terre de bois. C'est l'humus qui résulte des feuilles amoncelées et putréfiées. En général, cet humus contient une certaine quantité de tannin qui donne à la terre une propriété acide; elle contient aussi une proportion excessive d'acide carbonique. On y remédie par le chaulage, le marnage, les déblais de construction, les cendres, le fumier et surtout l'écobuage. Cette dernière opération consiste à enlever la couche superficielle du sol, et à brûler sur place les herbes, les racines qu'elle renferme.

2^o La terre de bruyère. Ce terreau se forme dans les terrains secs et siliceux; les éléments sont les feuilles et les détritits de bruyères, de genêts, de fougères. Cette terre se distingue de celle du bois par sa nature siliceuse et une plus grande quantité de fer.

La camelia, le rhododendron et d'autres plantes se plaisent très bien dans la terre de bruyère.

Un mélange de feuilles de chêne, on de hêtre, ou de châtaigner et de sable remplace très bien la terre de bruyère. Pour réduire ces feuilles en poudre, on les étend par un temps sec et froid, sur un sol battu, on les mouille et on les abandonne à elles-mêmes. Lorsqu'elles sont raidies par la gelée, on les bat au fléau; elles se réduisent en poussière; alors on les mélange avec du sable séparé des parties terreuses. Pour les azalées d'Amérique et les rhododendrons, le mélange doit contenir un tiers de sable et deux

tiers de matières végétales; pour les camélias, moitié sable et moitié feuilles; pour les azalées de l'Inde, un quart de sable et trois quarts de feuilles.

3^o La terre légère. Celle-ci est destinée aux plantes d'orangerie et un peu rustiques; elle s'obtient avec moitié de terre franche, un quart de terre de bruyère et un quart de terreau de fumier. Si on la destine à des plantes de serre chaude ou tempérée, on la fait d'un quart ou d'un tiers de terre franche et de trois quarts ou deux tiers de bruyère, suivant que les racines des plantes sont plus ou moins fortes et la tige plus ou moins ligneuse. En général, les plantes à racines menues, préfèrent une terre légère.

La tourbe est le résultat de la décomposition des matières végétales sous une couche d'eau. On a essayé, dit-on, de l'appliquer à la culture de quelques plantes et arbustes cultivés ordinairement dans la terre de bruyère, tels que le rhododendron et le camélia; il paraît que les résultats ont été satisfaisants.

Les terrains tourbeux assainis par le drainage sont extrêmement fertiles et produisent de beaux et excellents légumes.

Un de nos abonnés nous a demandé la manière d'obtenir du terreau à bon marché.

La chose n'est point difficile. Disposez une fosse carrée, d'un mètre de profondeur, dans un coin écarté du jardin, bien exposé au soleil. Il est bon d'établir au fond une couche de ciment ou simplement de terre glaise. Réunissez dans ce pourrissoir tous les débris de végétaux, feuilles, plantes herbacées, écorce des arbres, petites branches, racines, etc. Sous l'influence de l'air, de la chaleur et de l'eau, ou mieux du purin dont vous les arrosez, ces débris se transforment avec le temps en une matière noire, onctueuse au toucher, qui constituera sans frais un excellent terreau.

Il faut éviter avec soin d'y mettre des feuilles de peuplier ou de noyer; car ces feuilles sont amères et nuisent à la végétation.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 30 augusti.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

R. — Nous nous empressons de répondre à vos quatre questions :

1^o Les douze volumes de l'*Histoire de l'Eglise* de Rohrbacher sont tous parus. Le dernier vient de nous être livré par l'imprimeur ces jours-ci.

Ces douze volumes seront complétés par un volume de tables actuellement sous presse, et qui sera donné gratuitement aux souscripteurs.

2^o On peut souscrire tant que ce volume de tables ne sera pas paru. Nous accordons ce délai à seule fin de décider les hésitants et les retardataires à se procurer cet excellent ouvrage aux conditions les plus douces.

3^o Le prix pour les souscripteurs est de 70 fr. payé comptant, et de 75 fr. par termes échelonnés. — *On a droit encore d'un abonnement GRATUIT d'une année à la Revue du monde catholique, coûtant 25 fr. par an.*

4^o Le prix pour les non-souscripteurs sera le même, c'est-à-dire : 70 francs l'ouvrage payé comptant, et 75 francs payés par délais. Mais on n'aura pas droit à l'abonnement de la *Revue du monde catholique*.

Vous voyez que vous avez tout intérêt à souscrire dès maintenant, ne serait-ce que pour avoir dès maintenant le volume de tables.

D. — Indiquez la meilleure petite *Histoire de France* à mettre entre les mains d'un enfant de 10 ans.

T., curé de Th.-le-D.

R. — Nous n'avons rien de mieux à vous signaler et à vous recommander que l'un des deux volumes suivants :

HISTOIRE DE FRANCE EN TRENTE LEÇONS, renfermant les faits les plus importants et les plus utiles à connaître, à l'usage des élèves de six à douze ans, par Victor Boreau. 4^e édition. — 1 vol. in-18 de 142 pages, 75 c.

HISTOIRE DE FRANCE ÉLÉMENTAIRE, depuis les Gaulois jusqu'à nos jours, par leçons suivies de questions et de synchronismes, avec des tableaux synoptiques des races, et une carte de France coloriée, par le même. 13^e édition, revue et augmentée. — 1 vol. in-18 de 306 pages, 1 fr.

M. Victor Boreau est auteur d'un *Cours complet et méthodique d'Histoire universelle et de Géographie*, et ce cours a reçu l'approbation de Mgr l'archevêque de Paris et de plusieurs évêques de France.

D. — Veuillez avoir la bonté d'indiquer dans l'*Ami du clergé* s'il existe un ouvrage ou *Encyclopédie* sur la menuiserie, la charpente, la mécanique, etc., avec l'instruction sur le montage et l'ajustage des pièces de ces différents corps de métiers.

On désirerait que cet ouvrage fût illustré c'est-à-dire avec les dessins. J. R., abonné.

R. — Il existe une maison spéciale pour ces sortes de publications, connues sous le nom de *Manuels Roret*.

Voici ceux qui s'appliquent aux sujets qui vous intéressent.

Le *MENUISIER EN BATIMENTS*, traitant des Bois employés dans la menuiserie, de l'Outilsage, du Trait, de la construction des escaliers, du travail du bois, etc., par MM. Nosban et Maigne. 2 vol. avec planches et vignettes. Prix, 6 fr.

Le *CHARPENTIER*, ou traité complet et simplifié de cet art, par MM. Hanus, Biston, Bouteau et Gauché. 2 vol. avec atlas de 22 planches. Prix, 7 f.

La *MÉCANIQUE*, ou exposition élémentaire des lois de l'équilibre et du mouvement des corps solides, par M. Terquem. 1 vol. avec planches. Prix, 3,50

La *MÉCANIQUE PRATIQUE* à l'usage des directeurs et des contre-maitres, par MM. Bernouillé et Valérius. 1 vol. Prix, 2 fr.

Notre comptoir de commission vous procurera tout ces ouvrages. Faites-en la demande formelle.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse montre une grande fermeté au milieu des graves événements qui se déroulent entre les Anglais et les Egyptiens.

Notre 3 0/0 perpétuel fait 82,25 au lieu de 82,50. La semaine dernière. L'Amortissable, qui s'inscrivait à 82,75, cote 82,70, soit un écart de 0,05 seulement. Le 5 0/0, qui finissait à 115,40, termine à 115,45, en progrès de 0,05.

Parmi les valeurs étrangères qui sont enlevées avec le plus de vigueur, citons l'Egyptien, qui s'est élevé de 298 à 310. Le 5 0/0 italien, qui clôturait à 88, se négocie à 88,70. Le Turc, de son côté, n'est point ébranlé par les démêlés qui divisent la Porte et l'Angleterre au sujet de l'intervention de la Turquie en Egypte : nous le trouvons à 11,85. — L'étranger ne semble donc pas croire à des complications sérieuses.

Les chemins de fer passent : l'Est de 755 à 752 50 ; le Lyon, de 1710 à 1690 ; le Midi, de 1250 à 1240 ; le Nord, de 2070 à 2065 ; l'Orléans, de 1355 à 1330 ; l'Ouest, de 825 à 805.

Les chemins étrangers sont demandés : les Autrichiens, à 745 ; les Lombards, à 320 ; le Nord de l'Espagne, à 603,75 ; les Portugais, à 644 ; le Saragosse, à 505.

Les sociétés de crédit ont de bonnes demandes. La plupart d'entre elles sont en train de préparer de fortes opérations, et toutes attendent la fin des vacances pour un réveil général.

..

Voici ce que nous lisons dans le journal financier *la Banque*, au sujet des actions de la *Société générale de Librairie catholique*, dont nous parlons nous-même si souvent :

« On connaît depuis longtemps notre opinion sur les titres qu'on voit hausser et baisser de plusieurs centaines de francs en quelques jours. Ces titres doivent être impitoyablement exclus du portefeuille des personnes sérieuses et prudentes, car, à nos yeux, l'excellence d'une valeur ne doit point être envisagée d'après les soubresauts qu'elle subit, mais par la solidité qu'elle présente, par le revenu qu'elle peut donner, et, enfin, par la plus-value qu'elle promet. Or, à ces divers points de vue, les actions de la *Société générale de Librairie catholique* méritent d'appeler l'attention de l'épargne, car aucun titre ne saurait présenter autant de garanties.

« Ces actions constituent un placement des plus avantageux comme revenu, puisqu'elles assurent un revenu annuel de 5 0/0, net d'impôts, et si on est forcé de réaliser, de les vendre, rappelons que jamais elles n'ont subi, même pendant la dernière débâcle, d'oscillation supérieure à 25 ou 30 francs au-dessous du pair.

« Tout en conseillant donc à notre clientèle une extrême prudence, sinon l'abstention absolue de toute opération sur des valeurs trop sujettes aux caprices de la spéculation, elle peut, au contraire, porter résolument ses disponibilités actuelles sur des titres comme les actions de la *Société générale de Librairie catholique*, qui sont certainement le type par excellence des valeurs de tout repos. » (*La Banque, journal de l'épargne publique*, 19 août)

Nous profitons de ce précieux témoignage pour conseiller de nouveau de mettre en portefeuille cette excellente valeur.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la
REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. . . 20 fr.

SOMMAIRE DU 1^{er} VOLUME :

LIVRE I. — PROLÉGOMÈNES. — Ch. I : Dénominations du Baptême. Origine. Significations. Dénominations tirées de la matière du Baptême, — des effets du Baptême, — des cérémonies du Baptême, — du secret des mystères. Acceptions détournées du mot *Baptême*. — Ch. II : Des définitions du Baptême : orthodoxes, hétérodoxes. — Ch. III : Des divisions du Baptême. — Ch. IV : Des prophéties du Baptême. — Ch. V : Des figures du Baptême. — Ch. VI : Des rites analogues au Baptême. — Rites purificateurs du judaïsme, — du polythéisme, — de l'islamisme. — Rites particuliers des divers peuples : Europe, Asie, Afrique, Amérique. — Parodies du Baptême chrétien. Origine des anciens ablutions purificatoires. De l'influence des anciens rites purificateurs sur le Baptême chrétien. — Ch. VII : Du Baptême de pénitence de S. Jean-Baptiste : institution et mode; lieux où il était conféré; effets; culte relatif au Baptême donné par S. Jean et reçu par Jésus-Christ, etc.

LIVRE II. — INSTITUTION DU BAPTÊME CHRÉTIEN. — Ch. I : De l'auteur de l'institution du Baptême. — Ch. II-IV : Époque de l'institution, — de l'obligation, — Baptêmes mentionnés et non mentionnés dans le Nouveau Testament.

LIVRE III. — DE LA NÉCESSITÉ DU BAPTÊME. — Ch. I : Nécessité du Baptême d'eau. — Ch. II : Des vrais équivalents du Baptême. Baptême de sang; de désir. — Ch. III : Faux équivalents du baptême. — Ch. IV : Sort des enfants sans Baptême.

LIVRE IV. — DE LA MATIÈRE DU SACREMENT DE BAPTÊME. — Ch. I : Matières valides. Eau naturelle. Eau bénite. Puits d'église. Matières non valides; douteuses; absence de matières. — Ch. II : De la matière éloignée du Baptême. Immersion. Infusion. Aspersion.

LIVRE V. — DE LA FORME DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Notions générales. Antiquité de la forme usitée dans l'Eglise latine. — Ch. III :

Formes valides du Baptême. Mention de la personnalité du ministre, du sujet, des personnes de la Trinité. Additions qui ne rendent pas la formule nulle. — Ch. IV-VII : Formes non valides; douteuses; absence de formes; forme conditionnelle.

LIVRE VI. — DES MINISTRES DU BAPTÊME. — Ch. I-IX : Ministres ordinaires du Baptême. L'Evêque. Le Prêtre. Catégories de ministres ordinaires. Des ministres extraordinaires. Baptême conféré par les laïques en général; par les femmes; par les sages-femmes; par le père ou la mère. Ministres hérétiques et schismatiques; païens; juifs; musulmans. Des ministres supranaturels; absence, pluralité de ministres, etc., etc.

LIVRE VII. — DES SUJETS DU BAPTÊME. — Ch. I : Des sujets aptes au Baptême. De quelques catégories d'enfants. Enfants des juifs et des infidèles; des hérétiques, des apostats et des impies. Enfants sortis en partie du sein de leur mère. Fœtus. Monstres. Adultes en général. Catégories particulières d'adultes. — Ch. II : Sujets ineptes au Baptême. Adultes et enfants déjà baptisés. Adultes et enfants morts. Êtres non humains.

LIVRE VIII. — DES EFFETS DU BAPTÊME. — Ch. I-IV : Effets sacramentels; sociaux; miraculeux; effets faussement attribués au baptême.

LIVRE IX. — DE LA PRÉPARATION AU BAPTÊME. — Ch. I : Du catéchuménat dans les premiers âges de l'Eglise. Institution; durée; discipline; rites. Noms, réception, catégories, instruction, lieux de réunion des catéchumènes. Scrutins. Sacrement des catéchumènes. *Capitulum*. Du secret des mystères. — Ch. II : Du catéchuménat des temps modernes.

LIVRE X. — DE L'ÉPOQUE DU BAPTÊME. — Ch. I : Époque par rapport au jour de la collation. Jours officiels et heure de l'administration. — Ch. II : Époque du Baptême par rapport à l'âge. Adultes. Enfants.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 36 :

PRÉDICATION : Pour le seizième dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : IV. La grièveté du péché. — DÉCRET PONTIFICAL ajoutant des saints au calendrier et modifiant la rubrique sur la translation des fêtes. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Existe-t-il une décision défendant de dire des évangiles sur les petits enfants ou sur les grandes personnes? — Les messes de *Requiem* demandées à l'occasion d'un transfert d'ossements de famille, jouissent-elles de quelques privilèges et peuvent-elles se chanter un jour de rit double majeur, mineur, de 2^e classe, de 4^e classe non privilégiée? — Peut-on placer un semi-double à jour fixe dans une octave non réservée? — Quelles commémoraisons faut-il faire dans une église où il y a au moins deux messes, à la messe d'une fête supprimée par le Concordat et dont la solennité est transférée au dimanche suivant? — Quand il y a une fête de saint, peut-on, un dimanche ordinaire, dire la messe principale, du saint, et l'autre, du dimanche? — Modification à faire dans l'acte d'un mariage célébré en temps prohibé? — Qu'entend-on par « office de chœur? » — Il s'agit de l'action de grâces du prêtre après la messe : la rubrique indiquant l'antienne *Trium puerorum* est-elle prescriptive ou directive? Peut-on remplacer le *Benedicite* par le *Te Deum*? — Ne peut-on dire une messe de *Requiem*, le corps présent, dans une église non consacrée, le jour de la Dédicace? — Le Saint Rosaire, fête secondaire, étant en concurrence avec les Saints Anges, double majeur, comment ordonner les vêpres? — Une église peut-elle avoir un titulaire secondaire? Doit-on faire son office et de quel rite? — Dans le calendrier du diocèse, saint Ubald est transféré du 16, occupé par saint Jean Népomucène, au 22 mai : en quel jour faire son office dans une paroisse où il est patron local? — Ne doit-on dire que des prières liturgiques devant le Saint-Sacrement exposé? — Faut-il absolument bénir l'eau tous les dimanches? — Les recteurs sont-ils exemptés de la messe pour leurs paroissiens les jours de fête dont la solennité est transférée au dimanche suivant? — Peut-on, un jour de première communion, aller chercher processionnellement les enfants réunis au presbytère? — Il y a occurrence de la solennité du Saint-Sacrement et d'une autre fête : quelles messes basses doit-on dire s'il y en a deux? — Règles à suivre pour la confection d'un baldaquin destiné aux processions du Saint-Sacrement. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Les autorités locales peuvent-elles et dans quelle proportion faire un prélèvement, pour le bureau de bienfaisance, sur les recettes d'un concert donné pour une œuvre chrétienne? — Peut-on prendre copie des délibérations du conseil municipal? — Peut-on assurer par une lettre de change le recouvrement d'une somme que l'on veut donner après sa mort sans la faire figurer au testament? — Peut-on et par quels moyens éviter l'apposition des scellés après le décès d'un curé? — Par testament, un domaine vient à une commune, l'usufruit réservé au curé, à charge qu'il distribue une certaine somme aux pauvres, et en consacre une autre à des réparations à l'église : doit-il faire passer la part des œuvres par le bureau de bienfaisance, et celle de l'église par la fabrique? Qui a mission, de lui ou de la commune, pour s'opposer à des empiètements sur ce domaine? — Une commune a reçu un bâtiment et un terrain, sous cette clause formulée par le donateur, que la jouissance appartiendra exclusivement au curé catholique; plus tard, sur la demande du donateur, l'évêché a permis la distraction d'une parcelle du jardin pour y construire une maison d'école et le logement de l'instituteur, clerc et chantre : si l'instituteur cessait ses fonctions de chantre, la fabrique pourrait-elle réclamer? — Un curé qui depuis 45 ans ne paye que l'impôt des portes et fenêtres, est-il tenu à ceux du « revenu foncier » et de « biens de main morte », qu'on lui réclame aujourd'hui? — Le même membre peut-il, dans un conseil de fabrique, cumuler plusieurs fonctions? Qui mandate les dépenses en l'absence du président du bureau, malade? Ce président, créancier de la fabrique, peut-il se délivrer un mandat de paiement? Dans ces deux cas, le curé peut-il signer les mandats pour le président du bureau? — Comment chasser un enfant, de bancs d'église payés et réservés? — Un curé, achetant une maison voisine du presbytère, peut-il rouvrir une porte condamnée entre les deux maisons, avec le seul consentement de la fabrique, s'engageant, du reste, s'il part, à remettre les lieux en l'état. — COURRIER DE L'UTILE : Recettes pour reproduire dessins et écritures, en plusieurs exemplaires; conserver des bouquets de fleurs naturelles; conserver des artichauts; faire l'anisette.

REVUE LITTÉRAIRE.

La loi sur l'enseignement laïque et obligatoire a déjà suscité divers opuscules qui en signalent le caractère odieux et tyrannique : il en manquait un qui s'adressât spécialement aux mères. Il est fait maintenant et très bien fait. En voici le titre :

APPEL

A TOUTES LES FEMMES CHRÉTIENNES
DE FRANCE

PAR UNE MÈRE CHRÉTIENNE

Brochure in-12 de 72 pages, Prix : 0 fr. 60.

SE VEND AU PROFIT DES ÉCOLES LIBRES

C'est une mère qui l'a écrit, et ce cri parti de son cœur n'aura pas de peine à aller au cœur de toutes les mères chrétiennes. En quelques pages émues et rapides, l'auteur de cet appel signale le péril et indique le devoir. Toutes les mères qui le liront auront maintenant les yeux ouverts sur le péril; si quelques-unes pouvaient encore avoir des illusions à cet égard, elles embrasseraient énergiquement le devoir, et l'athéisme reculerait peut-être devant cette ligue de femmes chrétiennes de France. Répandons cet appel, faisons-le beaucoup lire : il peut et doit devenir un puissant instrument de propagande pour la cause de la religion, de la France et de la liberté. D'ailleurs, il se vend au profit des écoles libres; en aidant à sa diffusion, on servira donc deux fois la cause de l'enseignement chrétien, puisqu'on

lui recruter des fidèles, et que l'on apportera son obole au budget de la lutte.

Maintenant, voici un titre et un livre bien attrayants :

LA THÉOLOGIE DES PLANTES

ou

Histoire intime du Monde végétal.

L'auteur est connu de nos lecteurs, à qui nous avons plusieurs fois recommandé son autre livre intitulé : *Botanique descriptive*, c'est M. l'abbé Chaudé, du diocèse de Versailles, membre de diverses sociétés littéraires ou de sciences morales.

Il donne pour épigraphe à son nouveau volume ces mots de Jérémie : *Parvuli petierunt panem et non erat qui frangeret eis* : les petits enfants ont demandé la nourriture, et il ne s'est trouvé personne pour leur en donner. »

Ce passage du célèbre Rollin lui en a suggéré l'idée : « Il est étonnant, dit le savant auteur du *Traité des Études*, que l'homme, placé au milieu de la nature, qui lui offre le plus grand spectacle qu'il soit possible d'imaginer, et environné de tous côtés, d'une infinité de merveilles qui sont faites pour lui, ne songe presque jamais à considérer ces merveilles, si dignes de son attention et de sa curiosité, ni à se considérer soi-même. Il vit au milieu du monde, dont il est le roi, comme un étranger, pour qui tout ce qui s'y passe, serait indifférent, et qui n'y prendrait aucun intérêt. L'univers, dans toutes ses parties, annonce et montre son auteur; mais pour le grand nombre, c'est à des sourds et à des aveugles, qui ont des oreilles, sans entendre, et des yeux, sans voir. »

Passage qui rappelle à notre auteur les paroles du prophète et qui amène sous sa plume cette constatation si vraie : « Non, personnel... chacun s'est mis à l'œuvre pour inventer des histoires de revenants, pour rédiger des contes de fées, des scènes de mythologie, des aventures fantastiques, dans le but de nourrir et d'apaiser les premiers appétits de l'intelligence, d'orner l'esprit, la mémoire et l'imagination de l'enfance... Est-ce là une alimentation salubre? Dans ces derniers temps, on a édité des romans, que l'on a complaisamment appelés : *Romans moraux religieux*. C'est tout ce que l'on a fait pour les pauvres enfants de notre XIX^e siècle. Ne nous faisons donc plus les surpris, ni les étonnés, en nous apercevant que nous sommes radicalement étioles, au moral comme au physique. »

Sévère, mais juste, dans son appréciation, l'auteur de la *Théologie des Plantes* poursuit amèrement : « Oui, des fables et des contes, tels ont été les flambeaux placés devant l'enfant, pour illuminer les premières évolutions de son intelligence, et cette méthode a trouvé d'innombrables partisans, jusque dans les rangs les plus honorables de la société française! La bibliographie contemporaine en serait une preuve palpable et sans réplique, pour quiconque voudrait attaquer notre remarque et la taxer d'exagération. Aussi, il est arrivé que les enfants dans la forêt, la prairie, le long des chemins, au pied des rochers, ou sur le bord des lacs, ont demandé le nom d'une plante, son origine, son utilité, sa composition, sa manière de s'habiller, de se parer, de croître, de boire, de manger; en un mot, sa manière de naître, de vivre et de mourir, sans que personne, hélas! sut leur répondre!... *Et non erat qui frangeret eis*. Non, personne! En pareil

cas, à quel subterfuge recourt-on, pour se tirer d'affaire? On détourne l'enfant de son admiration contemplative de la nature, en lui parlant du *Petit-Poucet*, du Chaperon-Rouge, ou de *Cendrillon*. Pauvre enfant! — Plus tard, au séminaire comme au lycée, même silence, même ignorance, sauf de rarissimes exceptions, la botanique est à l'écart; c'est une science oubliée, négligée, incomprise, redoutée. »

Né de critiques généralement si bien fondées et exprimées sur ce ton, le livre de M. l'abbé Chaudé s'explique de lui-même. Avant tout, en effet, la *Théologie des Plantes* s'attache à faire jaillir du livre de la nature, de la végétation en particulier, l'élément divin qui y préside.

Dans l'état où certains savants l'ont mise, la botanique n'est plus cette science sereine, sainte, gracieuse, souriante de verdure et de fleurs qu'elle doit nous représenter, mais un dédale compliqué d'issues sans nombre et d'appellations barbares. En d'autres termes, le langage de la botanique, comme celui de la médecine, est hérissé de mots et de formules qui le rendent inintelligible et le chassent presque aussitôt de la mémoire. Or, notre auteur a pris à tâche de s'exprimer d'une manière accessible à la généralité. Tout en révélant la science dans ses plus intimes secrets, il a le talent de toujours trouver et employer le mot que tout le monde peut comprendre. Elagueur infatigable, il a retranché, ou expliqué, ou arrondi toutes les expressions biscornues, crochues, malsonnantes, que nous avons rencontrées sur notre chemin. Par cette œuvre d'épuration, la science enseignée par lui est redevenue l'amie de tous; l'enfant dès son plus jeune âge, pourra ouvrir ce livre, et loin d'en être effrayé, il s'y attachera sans danger, et l'étudiera avec plaisir et sans fatigue. Bien vite, il le préférera aux fables du bon La Fontaine, et autres contes fantastiques semblables.

Pour le jeune collégien, ce volume sera comme la porte qui l'introduira dans le royaume des végétaux. Il y contempera mille merveilles qui le captiveront, en lui donnant des jouissances jusque-là inconnues. Rhétoricien tout plein de son Virgile, quelles ne seront pas ses émotions, en commençant ses promenades botaniques? Chaque plante lui rappellera mille riantes images, mille souvenirs pleins de fraîcheur. C'est « le peuplier qui se plaît au bord des fleuves, le sapin qui couronne le sommet des montagnes : »

Populus in fluviis, Abies in montibus altis.

Le murmure des zéphirs, dans les pins agités, le conduit sur « le mont de Ménale, qui a conservé sa forêt sonore et ses pins harmonieux : »

*Maenalis argutumque nemus, pinosque loquentes
Semper habet,*

Les abeilles butinant sur les fleurs du « daphné toujours vert, du serpolet qui embaume l'air au loin, de la sarriette à l'odeur forte, et des violettes bordant le ruisseau, » lui rappellent le précepte des Georgiques, qui recommande de planter ces végétaux dans le voisinage des ruches :

*Hæc circum cæssæ virides, et dentia late
Serpilla, et graviter spirantes apia Thymbrae
Floreat irriguumque bibant Violaria fontem.*

L'Aster-Amellus, la plus belle des radiées de

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 16^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE. —
UNE RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

IV. La grièveté du péché (1).

Vae nobis quia peccavimus.
(Thren., v, 16.)

Vous le savez, mes enfants, l'apôtre saint Pierre qui avait été présomptueux et n'avait pas assez compté sur la grâce de Dieu, pendant la Passion, renia d'une façon affreuse son divin Maître. Mais Notre-Seigneur ayant jeté un regard sur lui, il comprit la noirceur de sa faute, et étant sorti il pleura amèrement. Et sa douleur fut si vive qu'elle dura toute sa vie; et les larmes qu'il répandit furent si abondantes qu'elles tracèrent sur son visage deux sillons profonds. Ah! si vous compreniez comme saint Pierre la laideur du péché, si vous saviez comme il offense Dieu, quelle tristesse vous ressentiriez de l'avoir commis! Je demande à Dieu en ce moment, qu'il daigne éclairer vos esprits et toucher vos cœurs afin que vous conceviez une vive horreur de vos fautes.

I

Représentez-vous une balance. Dans un des plateaux placez tous les hommages que Dieu a reçus et recevra jusqu'à la fin des siècles de la part des patriarches, des prophètes, des martyrs, des confesseurs, des vierges, des apôtres; des anges, de Marie elle-même; — dans l'autre plateau, mettez un seul péché mortel, la balance penchera du côté du péché mortel. Dieu est plus offensé par un seul péché mortel qu'il n'est honoré par tous les actes de vertu de tous les saints! Le péché mortel en effet est une odieuse révolte, une monstrueuse ingratitude, un horrible «icide.

C'est une RÉVOLTE, mais une révolte *infiniment coupable*. Plus celui qui offense est petit et misérable, plus celui qui est offensé est élevé en dignité, plus l'offense est criminelle. On outrage un égal, c'est une faute; on outrage un supérieur, la faute est plus grande; on outrage un chef de l'État, c'est un crime de lèse-majesté! Qu'une ville,

(1) Avis. — 1. Je suis bien aise de vous adresser mes félicitations. Vous avez déjà bien réfléchi hier; vous avez fait des efforts: le bon Dieu vous en tiendra compte. Ayez bon courage: surveillez-vous encore davantage et notre retraite sera parfaite.

2. Votre examen est déjà fait. S'il n'était pas encore achevé, travaillez-y courageusement. Pendant cette journée faites de temps en temps des actes de contrition, lentement, en appliquant votre esprit aux paroles que vous prononcez. Ainsi vous apporterez au tribunal de la pénitence un cœur bien préparé.

3. Voulez-vous que je vous dise quel est celui qui fera la meilleure retraite et la meilleure première communion, c'est celui qui, priera le mieux. Priez bien surtout à la messe. Rappelez-vous que quand saint Philippe de Néri voulait obtenir une grâce, il allait à la messe pour la demander par Notre-Seigneur Jésus-Christ.

qu'une province se révolte contre son souverain ou contre la loi, œuvre des hommes, soudain un cri d'indignation part de toutes les bouches; une armée se met en marche; la mitraille, les baionnettes châtient les coupables, vengent la majesté des lois violées, et s'il le faut, de toute une ville il ne restera qu'un monceau de ruines; et puis, la prison, l'exil, les bagnes feront justice des coupables, la consternation sera dans toutes les âmes, le frisson de la peur courra dans toutes les veines!... Mais qu'est-ce donc que l'homme, qu'est-ce donc que Dieu? l'homme, chétif ver de terre! Dieu, la majesté infinie, qui d'un mot a créé l'univers et d'un mot pourrait le faire rentrer dans le néant! N'est-il pas vrai que le péché mortel revêt un caractère de malice infinie?

Mais c'est aussi la révolte *la plus insensée*. Judas, le misérable Judas, trahit son maître, son Sauveur et son Dieu, pour trente deniers, le prix d'un esclave à cette époque. Quel aveuglement, quelle folie! La folie de l'homme qui pêche est plus grande encore. Pourquoi s'insurge-t-il contre Dieu? Pour un plaisir grossier, pour quelques pièces de monnaie, pour une misérable vanité! Pourquoi secoue-t-il le joug du Seigneur? Est-ce pour trouver un maître plus aimable? Hélas! c'est pour se soumettre au joug le plus dur, à la plus humiliante servitude, c'est pour devenir, selon la parole des saints Livres, l'esclave du démon, qui ne veut que notre mal, *qui facit peccatum; servus est peccati!*

Mais il y a plus, le péché, c'est la révolte *la plus audacieuse*. Écoutez bien ce fait rapporté il y a quelques années par les journaux et qui glace l'âme d'effroi (1). Il y avait un nid d'aigle placé dans un roc à pic, haut de deux cents pieds, et ce nid se trouvait à cent cinquante pieds du sol. Un homme conçoit l'audacieux projet de dénicher ces aigles. Il se fait attacher une corde par dessous les bras, puis se laisse glisser le long du rocher, après s'être armé d'un sabre pour repousser les aigles en cas où ils viendraient protéger leurs petits. Il arrive au nid, il s'empare de la nichée, les aigles fondent sur lui, il se défend intrépidement, frappe à droit, à gauche, et reste victorieux; il allait remonter triomphant, quand il s'aperçoit qu'en se défendant il a presque entièrement coupé la corde qui le soutient, il n'en restait plus qu'un assez faible cordon. Quelle position! le voilà suspendu à cent cinquante pieds du sol par un fil: au-dessous de lui il voit des roches pointues; s'il tombe, il va être broyé, moulu. A ce moment le sang se glace dans ses veines, sa respiration est haletante. Il crie en désespéré qu'on le remonte doucement, très-doucement. Il arrive, il est sauvé; mais sa frayeur avait été si grande que ses cheveux, dans le trajet, avaient changé complètement de couleur: en quelques secondes ils étaient devenus blancs. Oui, mes enfants.

(1) Cité par l'abbé Mullois, *Cours d'éloquence sacrée populaire*.

cette position était affreuse, on ose à peine s'y arrêter. Cependant je connais une situation incomparablement plus affreuse : c'est celle où le pécheur a l'audace de se placer par sa révolte contre Dieu !

Vous le savez, notre existence est bien fragile. « Si les hommes songeaient à combien peu de chose tient leur vie, disait un illustre médecin, ils ne vivraient pas un instant tranquilles. « Un accident de voyage, un rayon de soleil sur la tête, une goutte de sang : c'est assez pour nous jeter dans l'éternité ! Dieu donc, à tous les instants, nous tient suspendus sur l'abîme de la mort par le fil de la vie ! Et c'est Dieu que vous avez eu l'audace d'outrager, mes enfants, par vos péchés ! S'il avait rompu ce fil léger dont nous venons de parler, où seriez-vous ? Ce n'est point sur des roches aiguës que vous seriez tombés, mais dans les gouffres effroyables de l'enfer ! Cette pensée inspirait à David le plus amer regret de ses fautes : « Hélas ! Hélas ! s'écriait-il, j'ai eu le malheur de pécher en votre présence et j'ai fait le mal sous vos yeux ! » Regrettez pareillement, mes enfants, d'avoir, vous aussi, outragé en face Celui qui pouvait vous damner pour toujours ; animez-vous d'une sainte horreur pour le péché et prenez la résolution de ne le plus jamais commettre.

II

Un second motif de détester le péché, c'est qu'il est une monstrueuse INGRATITUDE. Vous ne voudriez pas, j'en suis sûr, faire de la peine à vos bons parents, vous ne voudriez pas, de propos délibéré affliger leur cœur, faire couler leurs larmes. Et si je vous demandais la raison de ces bons sentiments, vous me répondriez : Non ! je ne veux pas contrister mon père et ma mère ; c'est d'eux que je tiens tout ce que j'ai, tout ce que je suis ; ils m'aiment, ils se sacrifient pour moi, chaque jour ils me comblent de bienfaits. Je ne me résoudrai jamais à être un mauvais fils ? Je vous félicite de vos beaux sentiments ! Cependant, laissez-moi vous le dire, toutes les fois que vous avez péché, avec plein consentement, vous avez été *mauvais fils* ! C'est Dieu qui vous a créés, c'est lui qui vous conserve l'existence, c'est lui qui fait luire pour vous son soleil, c'est lui qui commande à la terre de produire pour vous des fruits, c'est lui qui vous a donné de bons parents... et vous avez oublié ses bienfaits ? En péchant vous avez contristé le Saint-Esprit ! Que dis-je, vous avez tourné contre Dieu les dons que vous avez reçus de sa bonté ! Qu'avez-vous fait de vos mains, de vos yeux, de votre langue, de vos oreilles, de votre mémoire, de votre imagination, de votre intelligence, de votre volonté, de votre cœur ? Ne vous en êtes-vous pas servis pour l'offenser ? Ne les avez-vous pas employés à faire des œuvres mauvaises, à voir des spectacles immodestes, à dire des paroles de mensonge, de blasphème et d'impureté, à vous représenter, à vous rappeler, à méditer, à aimer, à désirer des choses défendues

par sa loi sainte ? N'avez-vous pas profané le sang de Jésus-Christ en négligeant les grâces nombreuses qu'il répandait sur vous ? En ce moment entendez le bon Dieu qui se plaint par ma bouche : « Les animaux sans raison ont reconnu l'étable de leur maître, Israël m'a méconnu ! J'ai nourri des enfants, et je les ai bien élevés. ils m'ont méprisé ! » Ah ! malheur à celui qui a péché ! En ce moment renouvez dans votre cœur votre détestation pour toutes les ingratitude dont vous vous êtes rendus coupables à l'égard de Dieu en péchant !...

III

En troisième lieu, et je termine par là, le péché est un affreux DÉCIDE. Ah ! si vous pouviez bien comprendre ce caractère de l'offense faite à Dieu, jamais plus vous ne vous en rendriez coupables ! Tuer un homme, commettre un homicide, c'est un crime si horrible que si vous l'aviez commis, même involontairement, vous en auriez une peine éternelle ; vous ne l'oublieriez pas un jour de votre vie ! Mais tuer Dieu, commettre un déicide, quelle horreur ! Et c'est cependant l'excès commis par celui qui offense Dieu mortellement. Saint Bernard le déclare : *Peccatum quantum in se est Deum perimit* ; saint Thomas le répète : *Peccatum est annihilatio Dei* ! Le péché anéantit Dieu parce qu'il méconnaît pratiquement ses perfections : sa sagesse, sa puissance, sa charité, son pouvoir souverain. Dieu dit : Vous me servirez ; et le pécheur répond : Je ne vous servirai pas. Dieu dit : Vous respecterez mon nom ; et le pécheur répond : Je le blasphèmerai. Dieu dit : Vous sanctifierez le saint jour ; et le pécheur répond : Je ne le sanctifierai pas. Dieu dit : Vous honorerez vos parents, vous respecterez le corps, l'âme, la réputation du prochain ; et le pécheur répond : Je n'obéirai pas. De plus, le péché anéantit Dieu et crucifie de nouveau Jésus-Christ, selon la parole de saint Paul, parce qu'il rend inutiles les souffrances et la mort du Fils de Dieu, et qu'il renouvelle la cause de ces souffrances et de cette mort. Ah ! chers enfants, comment en réfléchissant à ce mystère de malice, ne haïriez-vous pas le péché et ne regretteriez-vous pas de l'avoir commis.

Les saints connaissaient bien ces vérités, aussi auraient-ils mieux aimé mourir que d'offenser Dieu. Saint Edmond se déclarait prêt à se jeter dans un bûcher ardent plutôt que de déplaire à Notre-Seigneur. Saint Chrysostome, menacé des dernières rigueurs par l'impératrice Eudoxie, parce qu'il ne voulait pas se plier à ses iniques volontés, répondit : « Allez dire à l'impératrice que Jean ne craint qu'une chose, LE PÉCHÉ ! » Vous n'ignorez pas ce que disait la reine Blanche de Castille à son fils qui devait être saint Louis : « Mon fils, vous savez combien je vous aime, et pourtant j'aimerais mieux vous voir mort à mes pieds que souillé d'un

seul péché mortel! » Entrez dans ces sentiments, mes chers enfants et jurez au maudit péché une haine irréconciliable, éternelle!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

DÉCRET PONTIFICAL AJOUTANT DES SAINTS
AU CALENDRIER ET MODIFIANT LA RUBRIQUE SUR
LA TRANSLATION DES FÊTES (2).

LEO PP. XIII

Ad perpetuam rei memoriam

Nullo unquam tempore Romani Pontifices Antecessores Nostri prætermiserunt Sanctorum virorum, qui doctrina, virtute, rerum gestarum præstantia Catholicam Ecclesiam, dum in terris agerent, illustrarunt, memoriam in animis Christianifidelium, eorum præsertim, quorum est cæteros exemplo anteire, quo altius possent imprimere. Id autem hæc inter alias ratione consequuti sunt, eorumdem scilicet Sanctorum festa sive in Universali, sive in Particularibus Ecclesiis indulgendo, ac vitæ et rerum gestarum historiam Breviariis inserendo, ut qui divinas preces recitare tenentur, ab iis virtutum illorum factorumque memoria cum laude quotannis repetatur. Hinc nostris etiam temporibus sa me. Pius Papa IX Præcessor Noster vota excipiens et preces multorum Sacrorum Antistitum, qui Romam convenerant Œcumenici Concilii Vaticani causa, peculiarem constituit Anno MDCCCLXXIV Sacrorum Rituum Congregationem, cui munus detulit expendendi utrum opportunum esset in Calendario Ecclesiæ Officia inserere nonnullorum Sanctorum, qui Apostolorum opus præ cæteris prosequuti Ecclesiæ universæ ædificandæ ac tuendæ, et inter diversas gentes dilatandæ impensius adlaborarunt : Officia hæc erant Sanctorum Bonifacii Episcopi et Martyris, Justini Philosophi Martyris, Cyrilli et Methodii Pontificum et Confessorum, Cyrilli Episcopi Alexandrini, Cyrilli Episcopi, Hierosolymitani et Augustini Episcopi Cantuariensis. Hæc autem peculiaris Congregatio Sacrorum Rituum, omnibus quæ ad rem pertinerent accurate perpensis, expedire censuit Officium S. Bonifacii ritu duplici ad universam Ecclesiam extendi, indulgendumque esse illis, qui S. Justini Officium peterent eodem ritu : de aliis rem differere placuit. Quam sententiam idem Præcessor Noster ratam habuit et confirmavit.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 78, rue des Saints-Pères, Paris.)

(2) Nous donnons aujourd'hui le texte de cet important décret. Nous en exposerons prochainement les conséquences pratiques.

Hæc tum quidem acta sunt. Anno autem MDCCCLXXX visum est nobis, Sanctis fratribus Cyrillo et Methodio Slavoniæ gentis Apostolis ejusdem cultus honorem tribuere, S. Bonifacio, ut diximus, a Præcessore Nostro delatum. Porro cum Sacrorum Antistites ac Fideles rogare pergerint, ut pari honore condecorarentur tum S. Justinus, tum alii inclyti Cælitæ, de quibus probata res fuerat, tum etiam S. Josaphat Episcopus Polocensis Martyr, præclarum Polonæ ac Ruthenæ gentis lumen : cumque habenda esse tandem ratio videretur postulationum, quæ a Romane clero Apostoli Sedi porrigebantur pro inscribendis in Calendario Urbis festis quorundam Sanctorum, qui Urbem ipsam suis illustrarum exemplis et finem laborum suorum ibi assequuti eam propriis nobilitarunt exuviis ; idcirco Nos particularem Sacrorum Rituum Congregationem a Præcessore Nostro jam pridem deputatam iterum constituere duximus, eique mandavimus ut opportune expenderet, qua ratione in Calendario sive Universali sive Cleri Romani Officia prædicta et alia in posterum, si opus esset, inseri possent. Itaque approbantes, et confirmantes, quæ a Venerabilibus Fratribus Nostis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalibus aliisque dictam Congregationem componentibus decreta, et per Venerabilem Fratrem Nostrum Dominicum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalem Bartoloniæ Sacrorum Rituum Congregationi Præfectum relata Nobis fuerunt, Auctoritate Nostra Apostolica volumus et præcipimus, ut in Calendario Universali Ecclesiæ sub ritu duplici minori inscribantur Officia : die IX Februarii S. Cyrilli Alexandrini Episcopi Confessoris ; die XVIII Martii S. Cyrilli Hierosolymitani Episcopi Confessoris ; die XIV Aprilis. S. Justini Philosophi Martyris ; Die XXVIII Maii S. Augustini Cantuariensis Confessoris ; die XIV Novembris S. Josaphat Episcopi Polocensis Martyris ; deinde ut in Calendario Cleri Romani sub ritu item duplici minori inscribantur officia : die XVI Aprilis S. Benedicti Josephi Labre Confessoris ; die XXIII Maii S. Joannis Baptistæ De Rossi Confessoris ; die XIX Augusti B. Urbani II Papæ et Confessoris ; die XI Octobris B. Joannis Leonardi Confessoris ; die XVII decembris S. Leonardi a Portu Mauritio Confessoris : affigantur autem in eodem Calendario Cleri Romani festa S. Cyrilli Alexandrini diei XX Februarii, S. Cyrilli Hierosolymitani diei XX Martii, S. Augustini Cantuariensis diei VII Junii et S. Josaphat Polocensis diei XIV Decembris. Quo vero in utroque Calendario tum Universali tum Cleri Romani habeantur sedes liberæ ad nova Officia introducenda, eadem Auctoritate Nostra volumus ac præcipimus, ut Rubrica Generalis Breviarii Romani tit. X de Translatione Festorum hac ratione mutetur ; videlicet : « Festa duplicia minora (exceptis illis Sanctorum Ecclesiæ Doctorum) et Festa semiduplicia, si occursu Dominicæ vel Majoris Festi seu Officii quomodocumque impediuntur, non transferuntur,

sed ipso die quo cadunt, de eis fit in utriusque Vesperis et Laudibus commemoratio, cum nona lectione historica, sive una ex duabus aut tribus, si tamen hæc eo die fieri possint; secus hujusmodi festa duplicia et semiduplicia eo anno penitus omittuntur, ut de simplici cautum est in rubric. tit. IX num. X, tit. X num. VIII : postremo ut præsentis litteræ Apostolicæ in novis editionibus Breviarii ad calcem Rubricæ interim apponantur, donec accurata Rubricæ ipsius correctio per Sacrorum Rituum Congregationem perficiatur. Hæc præcipimus et mandamus, non obstantibus Apostolicis ac in universalibus provincialibusque et synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus et Ordinationibus, ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo Personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis eadem prorsus adhibeatur fides, quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub Anulo Piscatoris die xxviii Junii MDCCCLXXXII Pontificatus nostri Anno quinto.

TH. CARD. MERTEL.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — L'Ami du Clergé pourrait-il m'apprendre et apprendre à beaucoup de prêtres qui l'ignorent comme moi la date de la décision de la Congrégation des Rites, défendant de dire des évangiles sur les petits enfants ou sur les grandes personnes ?

Dans l'ignorance de cette décision, j'ai récité, jusqu'à ce jour, l'Evangile des fêtes de la très-sainte Vierge.

1° A la messe de paroisse, après la bénédiction du pain, sur celui qui l'offrait. — 2° Sur les femmes, après la cérémonie des relevailles (le rituel du diocèse le prescrit). — 3° Sur les enfants malades. — 4° Le jour de la consécration des enfants à la très-sainte Vierge, sur les enfants et sur leur mère. — 5° Le jour de la principale fête à notre sanctuaire de « N.-D. de Pitié, » sur tous ceux qui l'ont demandé.

Dois-je opposer un refus aux personnes qui m'en demandent la récitation ?

R. — Nous ne connaissons ni la date ni même le décret dont parle notre vénéré confrère. Nous ne pensons pas qu'il existe. Par conséquent, il ne doit pas opposer de refus aux personnes qui en demanderaient la récitation dans les différentes circonstances indiquées par notre honorable correspondant, surtout si l'usage existe dans son pays.

Q. — Une commune dont l'ancien cimetière était par trop exigü, en a fait construire et bénir tout récemment un nouveau. A l'occasion du transport des restes de leurs défunts, les familles présentent à l'Eglise le cercueil où sont renfermés les ossements et demandent une messe de *Requiem*, après laquelle le prêtre accompagne le cortège au cimetière. Ces messes de *Requiem*, demandées tantôt

un jour, tantôt un autre jour, jouissent-elles de quelques privilèges ?

1° Peut-on les chanter en un jour de fête du rite double-mineur ou majeur ?

2° Du rite double de 2^e classe ?

3° Du rite double de 1^{re} classe non privilégié, v. g. lundi de Pâques ?

En un mot peut-on assimiler, au point de vue religieux seulement, la question de tarif absolument mise de côté, cette cérémonie à de nouvelles obsèques ? Il est bien entendu que l'on peut user du privilège de prendre les ornements noirs trois fois par semaine aux doubles mineurs ou majeurs (concedé à notre diocèse).

R. — On ne peut assimiler à des obsèques le transport des restes des défunts. Nous ne voyons nulle part qu'une messe de *Requiem* célébrée à cette occasion, ait aucun privilège. Par conséquent nous répondons :

Ad I. Vous ne pouvez pas célébrer cette messe en un jour du rite double mineur ou majeur, à moins que vous n'ayez dans votre diocèse l'autorisation de chanter des messes de *Requiem* dans les doubles mineurs ou majeurs, comme cela a lieu dans beaucoup de diocèses.

Ad II. A plus forte raison, vous ne le pouvez en une fête de 2^e classe.

Ad III. A plus forte raison encore en une fête de 1^{re} classe.

Q. — Les solutions que vous donnez sont si lucides, que je prends la liberté de vous soumettre les questions suivantes :

1° Le jour octave de ma fête patronale, m'oblige à déplacer un semi-double. Le premier jour libre qui suit se trouve dans une octave non réservée, celle de la Nativité de la sainte Vierge. Puis-je pour ce cas, et peut-on en général, placer un semi-double à jour fixe dans une octave non réservée ?

2° Depuis le Concordat certaines fêtes supprimées ont leur solennité transférée au dimanche suivant. Quelles commémoraisons faut-il faire à la messe de cette fête chantée ou non, dans une église où il y a au moins deux messes. Faut-il nécessairement y dire les oraisons des messes du dimanche et de la fête occurrente quoiqu'on doive dire la messe de cette fête, surtout si c'est une fête de 1^{re} ou 2^e classe comme cela arrive quelque fois pour la Fête-Dieu, et presque toujours pour la solennité de saint Pierre et de saint Paul (Visitation ou Précieux Sang). Faut-il dire l'évangile du dimanche à la fin de cette messe ?

3° Les dimanches ordinaires quand il y a une fête de saint, ne pourrait-on pas dire la messe principale de la fête du saint et l'autre du dimanche ? Analogie : « In Ecclesiis collegiatis dicuntur duæ missæ, una de festo, altera de vigilia ; » Vigiles de l'Ascension, de saint Laurent, etc. Le dimanche n'est-il pas plus solennel que la vigile ?

R. — Ad I. Oui, on peut placer un semi-double dans une octave non réservée, comme en son jour fixe pour l'avenir. Ce cas a été résolu en 1745 sur la demande d'un Provincial des Trinitaires déchaussés. La sacrée Congrégation répondit :

« Hujusmodi festa posse stabiliri infra Octavas, quæ hujusmodi festa occurrentia non excludunt (15 mai 1745, n. 4171, ad 2).

Voilà le principe général. Il est facile d'en faire l'application pour votre cas en particulier. L'octave de la Nativité de la sainte Vierge n'exclut pas les semi-doubles occurrents. Donc vous pouvez y fixer un semi-double perpétuellement empêché.

Ad II. Avant tout, nous devons faire observer

à notre honorable correspondant que dans toutes les églises on doit chanter une messe de la solennité, comme nous l'avons déjà démontré, et non seulement la lire.

Cela posé, quelles mémoires faut-il faire à la messe de la solennité, si l'on dit dans la même église la messe de l'office occurrent? Cette question a beaucoup divisé les liturgistes français, et les pratiques ont été bien différentes. Nous ne pouvons entrer dans ce détail. Voici ce qui nous paraît le plus certain; c'est qu'on doit faire les mémoires que l'on fait aux fêtes de 1^{re} classe, à savoir d'une fête double ou semi-double, d'un jour octave, d'un jour dans une octave privilégiée, et d'un dimanche. Par conséquent, on ne ferait pas mémoire d'une fête simple ni d'une octave ordinaire.

Quant au dernier évangile à réciter à la messe de la solennité, les Liturgistes sont également partagés :

Suivant les uns, il est convenable de dire l'évangile du dimanche, parce qu'un décret pour Luçon, du 12 août 1854, ad 7, le déclarait ainsi, et aussi parce que cette messe n'est pas purement votive, mais qu'elle a un certain caractère festival.

Suivant d'autres, on doit dire l'évangile ordinaire de saint Jean, *In principio*, parce que cette messe est votive, puisqu'elle n'est pas en rapport avec le Bréviaire; or, dans toute messe votive, on doit dire cet évangile, ainsi que le porte le Titre XII des rubriques générales du Missel. Et quant au décret allégué de 1854, il ne se trouve pas dans la Collection authentique des décrets.

Quoi qu'il en soit, on n'est pas obligé de dire le dernier évangile du dimanche, parce que le décret de 1854, qui est le principal argument sur lequel on s'appuie, n'en faisait pas une obligation. Nous n'avons plus sous les yeux ce décret que nous avons lu autrefois dans diverses Revues et auteurs liturgiques, mais nous sommes sûrs que notre mémoire ne nous fait pas défaut en ce cas.

Ad III. Les dimanches ordinaires, quand il y a une fête de saint, on ne peut pas dire la messe principale du saint, et l'autre du dimanche; cela serait en opposition avec la rubrique des mémoires. L'objection qui nous est faite est sans valeur pour les églises ordinaires; elle ne regarde que les Collégiales.

Q. — 1^o Par quels mots dans la rédaction de l'acte, faut-il remplacer ceux-ci : « j'ai donné la bénédiction nuptiale, » si cette bénédiction ne se donne pas en temps prohibé.

2^o Il y a aussi dans le n^o du 9 mars dernier, un mot que je ne comprends pas. Vous dites en parlant de la fête de saint Joseph célébrée très solennellement dans une paroisse avec grand-messe, prédication et vêpres dans l'après-midi, que la rubrique exigeant en carême la célébration des vêpres avant midi n'est obligatoire qu'à l'office de chœur. Que faut-il entendre par l'office de chœur? J'avais cru d'abord qu'il s'agissait de vêpres votives comme les vêpres du Saint-Sacrement pour l'Adoration perpétuelle, mais les vêpres de saint Joseph dans le cas présent sont bien les vêpres du jour.

R. — Ad I. Ces mots doivent s'omettre.

Mais nous ferons remarquer à notre vénéré confrère que cette formule devrait être en latin, et conforme à celle qui se trouve dans le Rituel romain :

Ad II. Nous entendons par Office de chœur, l'Office qui est célébré par les chanoines dans les cathédrales et les collégiales, ou encore par les religieux des monastères que le Saint-Siège astreint ou autorise à faire cet Office.

Q. — Les prières avant la messe n'étant que de conseil pour le prêtre, il n'en saurait être question ici; mais pour les prières de l'action de grâces, la rubrique qui parle de l'antienne *Trium puerorum* avec le cantique et les prières qui suivent, doit-elle être regardée comme prescriptive ou seulement directive?

Beaucoup de prêtres, des anciens surtout, ont pour habitude de réciter le *Te Deum* en place du *Benedicite*.

Or, plusieurs commentateurs, *inter quos* Baldeschi traduit par Favrel, insinuent que cette rubrique prescrit d'une manière absolue.

1^o Qu'en pense l'*Ami du clergé*?

2^o Quelle faute commet le prêtre qui, « volontairement, » ne récite point le cantique *Trium puerorum*?

R. — Ad I. L'*Ami du clergé* pense que l'on a tort d'omettre le cantique *Benedicite*, parce que la rubrique le prescrit formellement : « Sacerdos... redit ad sacristiam, interim dicens Antiphonam *Trium puerorum*, et canticum *Benedicite*. » Et il est à remarquer qu'elle ne parle aucunement d'autres prières que l'on pourrait y substituer. Aussi pourrions-nous citer plus de vingt liturgistes qui se contentent de donner la rubrique très expresse du Missel, laissant entendre que l'on ne doit pas s'en écarter.

Néanmoins nous ne croyons pas que l'on puisse donner cette rubrique comme obligatoire sous peine de péché, parce que plusieurs liturgistes de la plus haute valeur, comme Gavantus, Quarti, Cavaliéri, saint Alphonse de Liguori et son annotateur le Rédemptoriste Michel Haringer, de Herdt, etc., affirment expressément que l'omission du *Benedicite* n'est pas un péché. En présence de si grandes et nombreuses autorités, il ne nous est pas permis d'affirmer qu'il y aurait péché à omettre ce cantique.

Ad II. Notre solution est dans la réponse précédente. Le *Benedicite* et les prières qui le suivent sont désignées par la rubrique, mais non sous peine de péché mortel ni même véniel. Mais puisqu'il y a désignation expresse, il ne conviendrait aucunement de s'en écarter.

Q. — 1^o Le n^o 30 de l'*Ami du clergé* publie un décret général défendant de chanter une messe de *Requiem*, même le corps présent, en l'anniversaire *dedicationis propriæ ecclesiæ*; mais dans nos églises qui ne sont pas consacrées, du moins très probablement, et dans lesquelles toutefois, au dimanche qui suit le jour octave de la Toussaint, on célèbre, comme on le fait généralement en France, la fête de la Dédicace de la Cathédrale et de toutes les Eglises de France, du rite de première classe « avec octave : » en ce jour doit-on s'abstenir de la messe de *Requiem*, le corps présent?

2^o Le saint Rosaire, fête secondaire, se trouvant en con-

currence avec la fête des saints Anges, du rite double-majeur pour nous, comment ordonner les vêpres ?

3° Une église peut-elle avoir un titulaire secondaire ? Doit-on faire son office et de quel rite ?

4° Dans une paroisse, saint Ubalde est patron local ; il est transféré dans le calendrier approuvé de ce diocèse au 22 mai, et le 16 mai, son jour propre, est occupé par saint Jean Nepomucène, en quel jour doit-on faire son office dans cette paroisse dont il est le patron ?

R. — Ad I. D'après le décret général du 16 mars 1882, la messe de *Requiem* n'est défendue le jour anniversaire de la Dédicace, que dans les églises propres et consacrées. Par conséquent on peut en soi chanter dans les églises non consacrées une messe de *Requiem, corpore présente*.

Nous disons en soi, 1° parce que si une coutume contraire existait depuis longtemps, nous n'oserions pas la condamner, et nous pensons qu'il convient de la garder ; 2° parce que si l'autorité diocésaine a obtenu du Saint-Siège, comme cela a lieu en certains diocèses, que toutes les églises du diocèse, même non consacrées, célèbrent la fête de la Dédicace avec pompe sous le grade de première classe et avec octave, nous croyons qu'il ne convient pas et que peut-être il est défendu, même dans les églises non consacrées, de chanter une messe de *Requiem*.

Nous n'osons pas donner des réponses absolues, parce qu'il n'y a pas, jusqu'aujourd'hui, de solutions positives.

Ad II. Le saint Rosaire doit avoir les secondes vêpres entières, conformément à la rubrique des concurrences, titre XI, n. 1, au décret du 30 juillet 1689, n. 3196 ad 2, et du 15 juillet 1881. Cette solution est certaine, malgré l'opinion de quelques liturgistes.

Ad III. Oui, une église peut avoir un patron secondaire, car la Table placée au commencement des Bréviaires porte : « Festum Patronorum minus principalium, » termes généraux que les liturgistes appliquent tout à la fois aux patrons de lieu et aux patrons d'église.

L'office des patrons secondaires de l'église est obligatoire comme celui des patrons principaux ; mais il n'est célébré que sous le grade double majeur, comme on le voit dans la Table dont nous parlions tout à l'heure, et sans octave.

Ad IV. Saint Ubalde doit être honoré le 16 mai, son jour propre.

Saint Jean Nepomucène, perpétuellement empêché, doit être remplacé au premier jour libre, qui sera désormais son siège propre.

Notre vénéré confrère nous pose encore une autre question sur l'occurrence des fêtes et des solennités du Précieux Sang et du Sacré-Cœur de Jésus. Nous le prions de nous poser plus nettement la question ; le nous dire si c'est la fête même ou si c'est seulement la solennité externe du Sacré-Cœur qui coïncide avec la fête du Précieux Sang.

Q. — Ne doit-on chanter ou dire en commun que des prières liturgiques devant le très saint Sacrement exposé ?

J'ai vu dire la prière, chanter quelque cantique, lire l'amende honorable et venir ensuite aux prières liturgiques, ne faisait-on pas bien ?

2° Faut-il bénir l'eau tous les dimanches et en particulier pour l'*Asperges*, ne peut-on pas se servir de l'eau des bénitiers, quoique bénite longtemps avant ? Les raisons que vous donnez pour obliger à bénir l'eau tous les dimanches ne me paraissent pas concluantes.

3° On rapporte dans nos nouveaux statuts un passage d'une encyclique de Pie IX (mai 1858) par laquelle il paraît exempter les recteurs de l'obligation de dire la messe pour leurs paroissiens les jours de fête (saint Pierre et saint Paul par exemple) dont la solennité est transférée au dimanche suivant ? Jusqu'à présent les recteurs ne se sont pas exemptés vu que l'*Ordo* maintient l'obligation. Quelques-uns se sont peut-être exemptés, ont-ils bien fait ?

R. — Ad I^m. Devant le très-saint-Sacrement exposé, on peut chanter ou dire, outre les prières proprement liturgiques, divers chants ou prières, par exemple des extraits des saints Pères approuvés par l'autorité ecclésiastique, les litanies de la sainte Vierge, les antiennes finales de la sainte Vierge, *Ave Regina*, *Regina Cœli*, *Salve Regina*, *Alma Redemptoris*, le *Sub tuum*, l'amende honorable, le *Te Deum* et d'autres prières prescrites par les supérieurs, ou consacrées par une coutume ancienne, comme l'*Attende*, l'*Adeste*, l'*Ave Verum*, l'*Inviolata*, et autres de ce genre.

Quant aux cantiques, si ce sont ceux de l'Écriture sainte, on le peut évidemment d'après ce que nous venons de dire.

Mais s'il s'agit de cantiques, en langue vulgaire, il ne faut pas en établir l'usage ; telle est la pensée du Saint-Siège.

On pourra nous objecter une réponse de la sacrée Congrégation des rites. En 1864, Mgr. Bernard Pinot, évêque de Nicaragua, demanda au Saint-Siège l'autorisation de chanter des cantiques en langue espagnole, et l'obtint. Ne pourrions-nous pas l'obtenir également ? Cette objection nous a déjà été adressée bien des fois, par écrit et de vive voix. Notre réponse est facile : 1° Il ne s'agit pas, dans le cas de Nicaragua, d'une pratique à introduire, mais d'une coutume existante ; 2° la sacrée Congrégation n'approuve pas l'usage, mais se contente de dire qu'on *peut le tolérer* : « *Attenta consuetudine tolerari posse.* » Il faut remarquer aussi que l'évêque faisait valoir le mécontentement qui résulterait de l'abolition de cette coutume.

La pensée du St-Siège n'est donc pas douteuse. Que l'on n'introduise donc pas cette coutume. Que l'on se contente de chanter des cantiques en langue vulgaire après la bénédiction.

Ad II. L'eau bénite doit se faire tous les dimanches pour les raisons que nous avons exposées. Puisque ces raisons ne convainquent pas notre honorable confrère, nous en ajouterons une autre péremptoire, c'est que telle est la rubrique, et que telle est l'opinion commune des liturgistes.

Ad III. Nous regrettons que notre correspondant ne nous donne pas le texte de ces Statuts synodaux. Nous ne pouvons croire qu'on y enseignerait, d'après l'encyclique de 1858, que

MM. les curés sont exemptés d'appliquer la messe pour leur paroisse les jours où tombent les fêtes transférées au dimanche suivant quant à la solennité. Nous savons que plusieurs curés avaient ainsi interprété cette bulle célèbre; c'était une erreur. Nous ne pouvons croire que l'on se soit ainsi trompé dans des Statuts synodaux. Il n'y a d'exemption que dans le cas où l'Office divin, c'est-à-dire le bréviaire, est remis au dimanche suivant avec la solennité, ce qui n'a pas lieu pour la France!

Q. — 1^o Dans certaines paroisses, le jour de la première communion, on va chercher en procession avant la messe les enfants qu'on a réunis au presbytère; cet usage peut-il être maintenu?

2^o Le premier dimanche de la Fête-Dieu, il y avait occurrence de la solennité du saint Sacrement et de la fête de saint Barnabé. Or, l'Ordo du diocèse porte qu'en pareille circonstance si deux messes doivent être « chantées » dans la même église, la première doit être de la fête du jour et la seconde du saint Sacrement; si les messes sont dites basses, la règle est-elle la même?

3^o Y a-t-il des règles à observer dans la confection du dais sous lequel on porte le saint Sacrement à la procession et quelles sont-elles?

R. — Ad I. Cette procession n'est pas prescrite dans les livres liturgiques. C'est donc aux évêques qu'il appartient de régler ce point. Si cette procession se fait habituellement au vu ou au su de l'évêque, on peut la continuer sans demander l'autorisation épiscopale. Autrement, l'autorisation épiscopale est requise.

Mais lors même que cette processession se ferait habituellement, l'évêque pourrait la prohiber, malgré la coutume, ainsi qu'il résulte de plusieurs anciens décrets, savoir du 14 janvier 1617, du 2 août 1631, et du 14 mai 1672.

Ad II. Le dimanche où l'on solennise la Fête-Dieu, on ne peut pas dans les paroisses se contenter de dire des messes basses. On est obligé de chanter la messe solennelle votive de la Fête-Dieu. Ce point qui n'avait point été décidé par le concordat liturgique du 9 avril 1803, fut tranché en 1804 sur la demande d'un vicaire général de l'archevêque de Malines. Le cardinal de Caprara donna alors la solution que nous venons d'indiquer : « ... Canetur tamen una missa solemnis de festo illo, more votivo... »

Plus tard, le 29 novembre 1831, le Souverain-Pontife confirma la décision de 1804 qui avait été donnée par le cardinal Caprara.

Ad III. La principale règle à observer dans la confection d'un baldachin destiné à être porté au-dessus du saint Sacrement, c'est que la couleur de l'étoffe soit blanche. Le cérémonial des évêques est formel sur ce point : « Color baldachini et umbellæ in processionibus in quibus deferitur SS. Sacramentum, sit albus. » (Livre I, chap. 14, n. 1.) Et dans un autre endroit, livre II chap. 33 n. 13, le même cérémonial n'est pas moins express : « Præparetur... baldachinum album, super SS. Sacramentum deferendum. » C'est donc à tort qu'on confectionne en certaines églises des dais

de couleur rouge. C'est un reste des liturgies modernes qu'il faut détruire aussitôt qu'on le peut.

Quant à la forme, rien n'est prescrit sinon que le dais doit être supporté par six ou huit bâtons ou hampes, ainsi que le demande le cérémonial des évêques : « umbraculum quod supra episcopum ac res sacras in processionibus gestari consuetum est, sex vel octo hastis sublevatum, quæ quidem per nobiliores laicos deferri solent... » (Livre 1^{er} chap. XIV, n. 1.) Aussi y a-t-il grande divergence en cette matière. Cette divergence se remarque surtout entre le dais français et le dais romain. En France les bâtons qui supportent le dais sont attachés à une charpente qui les tient droits et qui les empêche de se rapprocher et de s'écarter. A Rome, les hampes ne sont attachées à aucune charpente; il en résulte que le dais est beaucoup plus léger, que les hampes peuvent se resserrer et permettre de passer en des endroits peu larges. Voilà la principale différence.

Mais il en existe encore d'autres dans les détails. « Le dais romain, dit Mgr Barbier de Montault dans son traité de la construction des églises, est souple et flottant. Son ciel de soie blanche retombe tout au tour, en pentes découpées en lambrequins galonnés et franges d'or, et est posé sur six ou huit bâtons de bois doré, terminés par des boules. Les lambrequins sont brodés de fleurs ou autres ornements : on met les armoiries de l'évêque ou de l'église aux extrémités de chacune des pentes.

« Ce dais est très gracieux, mais le maniement en est assez difficile, et pour qu'il fasse bon effet, les porteurs doivent marcher bien d'accord. »

Le savant auteur fait des vœux pour que la France revienne à la forme romaine. Nous nous associons volontiers à ces vœux principalement en ce qui regarde la différence principale que nous avons indiquée plus haut.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Je sais que les autorités locales prélèvent quelquefois une somme sur la recette des concerts donnés au profit d'une œuvre chrétienne. Le prélèvement est mis dans la caisse du bureau de bienfaisance ou des hôpitaux.

Pourriez-vous m'indiquer dans le journal et le plus tôt possible : 1^o quelle loi ou quel règlement administratif donne ce droit aux autorités locales; 2^o quelle quotité elles ont le droit de prélever?

R. — Ad I. C'est la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796), qui dans ses articles 6 et 7 donne ce droit aux commissions administratives des Hospices et des bureaux de bienfaisance, et aux maires là où il n'y a pas de bureau de bienfaisance. C'est ce qu'on appelle le *droit des pauvres*, et il peut être prélevé sur tous les divertissements publics, bals, spectacles, concerts, courses de taureaux et de chevaux. Nous disons

peut être prélevé, et non pas *doit* être; les commissions susdites restent maîtresses de l'exiger quand elles le jugent à propos.

Ordinairement ce prélèvement n'a pas lieu dans les petites localités et quand il s'agit d'un spectacle donné au profit d'une œuvre de bien, parce que le but de la loi est atteint sans cela. Aujourd'hui les administrations laïques, n'admettant pas d'autres biens que les leurs, affichent des prétentions sur les recettes. Non-seulement elles réclament l'impôt fixé; mais on en a vu qui ont voulu s'emparer de la recette tout entière, sous prétexte que le bureau de bienfaisance a seul qualité pour administrer les biens destinés aux pauvres. A ce dernier point de vue, les tribunaux leur ont donné tort. Mais tant qu'elles ne réclameront que le droit des pauvres, — si elles le réclament, — on ne peut le leur refuser.

AD II. Ce droit est fixé par les commissions administratives; mais le chiffre indiqué par elles doit être approuvé par le Préfet, comme toutes les délibérations qu'elles prennent sur n'importe quel objet. Il y a des bureaux de bienfaisance qui, — toujours avec l'approbation préfectorale, — traitent à forfait avec les directeurs des jeux

Q. — Je crois savoir que tout habitant d'une commune a le droit de prendre connaissance des délibérations du conseil municipal. Peut-il aussi en prendre copie?

Je vous serais extrêmement reconnaissant si vous vouliez bien m'indiquer la date de la loi qui me donne ce droit, et si ce n'était pas trop demander, le texte de l'article de la loi qui m'intéresse.

R. — Parfaitement. L'article 22 de la loi du 5 mai 1855 sur l'organisation municipale, qui n'a jamais été abrogé, le dit expressément dans son paragraphe 5. En voici le texte :

« Tout habitant ou contribuable de la commune
« a droit de demander communication, sans
« déplacement, et de prendre copie des délibéra-
« tions du conseil municipal de sa commune. »

Le mot *sans déplacement* ne concerne pas l'habitant ou contribuable, mais le registre de délibérations qui ne doit pas sortir de la mairie. Ce même article de la loi précitée déclare que les séances des conseils municipaux ne sont pas publiques; et c'est bien dommage. Si les séances étaient publiques, il y a bien des balourdises et des iniquités qu'on n'oserait jamais commettre, surtout dans les petites localités. Il y aurait aussi là très-souvent une source de douce gaieté pour les malheureux contribuables et les électeurs.

Q. — Je vous prie de répondre aux questions que je vous propose :

1° Une personne me détient en secret une certaine somme qu'elle ne voudrait pas faire figurer sur son testament. En cas de décès, pourrait-elle n'en assurer le recouvrement autrement que par une lettre de change, et pendant combien de temps celle-ci vaut-elle?

2° Je voudrais éviter l'apposition des scellés après mon décès : préviendrai-je cette misère et ses suites quelquefois scandaleuses, en établissant exécuteur testamentaire une personne habituée de la maison, homme ou femme, sachant ou ne sachant pas lire? ou toute autre personne qui se

trouverait présente, et qui pourrait, le cas échéant, exhiber son titre d'exécuteur testamentaire?

Y a-t-il d'autres moyens?

R. — AD I. La question ne nous paraît pas très-claire. A quel titre la personne détient-elle la somme d'argent? Est-ce un capital que le curé lui a prêté, ou confié en dépôt, ou bien un don que cette personne a l'intention de faire soit au curé, soit à la paroisse, sans en avoir l'air? Comment répondre d'une manière précise à une question si indéterminée?

D'une manière générale, une dette se constate par un acte authentique ou par un sous-seing privé, et pour être payée, il n'est pas nécessaire qu'il en soit fait mention dans un testament; elle prend place dans le passif de la succession, voilà tout. Les héritiers la discutent et la payent, s'il y a lieu.

Après cela, quand on ne tient pas à avoir des garanties d'une créance, rien n'empêche qu'on emploie tel moyen qu'on voudra pour acquitter une dette.

La lettre de change est un bon moyen, mais dans le commerce seulement. Une lettre de change souscrite à un ecclésiastique s'expliquerait difficilement en cas de contestation de la part d'un ecclésiastique. La lettre de change porte sur elle le jour de son échéance, et quand elle n'est pas payée dans les trois jours de cette échéance, elle doit être protestée pour conserver sa valeur. Mais en supposant qu'on ne fasse pas le protêt, il ne s'ensuit point que la dette n'existe pas. Seulement il faudrait la prouver d'une autre manière.

Nous engageons notre correspondant à procéder selon les lois : si on lui doit un capital, qu'il le fasse constater par une obligation en bonne et due forme, et à la mort du débiteur, il se trouvera nanti de la meilleure des garanties, surtout s'il a soin de prendre hypothèque.

AD II. Il n'y a aucun moyen pratique d'éviter l'exécution d'une loi quand les autorités compétentes entendent l'exécuter. Or, dans la question des scellés, la loi est formelle. En effet, l'art. 16 du décret du 6 novembre 1813 s'exprime ainsi : « En cas de décès du titulaire d'une cure, le juge de paix sera tenu d'apposer le scellé d'office.... »

L'article 17 ajoute : « Les scellés seront levés, soit à la requête des héritiers, en présence du trésorier de la fabrique, soit à la requête du trésorier de la fabrique, en y appelant les héritiers. »

La seule manière d'éviter les ennuis et les scandales, c'est d'avoir toutes choses en règle selon la loi religieuse et civile.

Q. — Veuillez être assez bon pour donner votre avis au plus tôt dans votre *Ami du Clergé* relativement à l'affaire que je vais vous exposer.

Un domaine X. appartient quant à la nue-propriété à la commune et les revenus du bien au curé avec diverses charges en faveur de la commune ou de la paroisse.

Voici les charges du curé formulées ainsi dans le testament du donateur dont la donation est acceptée.

« Mais sur les revenus conférés et affectés au presbytère

M. le Curé distribuera annuellement aux pauvres la somme de 60 francs ; annuellement il emploiera 95 francs aux réparations de l'église de X.

1^o Le curé doit-il faire passer l'argent des pauvres par le bureau de bienfaisance ? Mais alors ce ne sera pas lui qui distribuera ainsi que le veut le testament ?

2^o Quant aux réparations pour l'église (95 fr.), faut-il que le curé verse les 95 francs dans la caisse de la Fabrique ou le curé peut-il les garder pour faire exécuter lui-même les réparations qu'il jugera convenables.

3^o Et puis est-ce au curé qui n'a que l'usufruit ou à la commune ayant la propriété, qu'incombe le droit et le devoir d'empêcher l'empiètement de la propriété ?

4^o Si c'est le devoir de la commune comme je le crois, que puis-je faire contre le maire qui ne voudrait pas agir. Pensez-vous qu'une dénonciation à la préfecture obligerait le maire à s'occuper de la conservation du bien en question.

R. Ad. 1^{re}. — Nous croyons qu'aujourd'hui, — nous avons fourni plusieurs fois la preuve, — le gouvernement n'autoriserait pas un don ou legs portant de telles conditions ; mais quand il autorise, ainsi qu'il l'a fait dans le cas présent et dans beaucoup d'autres cas, il permet d'observer avec rigueur les volontés du donateur ou testateur. Une circulaire ministérielle en date du 23 novembre 1838 va plus loin ; elle permet aux curés de faire la distribution des sommes léguées sans qu'ils soient tenus de rendre compte au bureau de bienfaisance, bien que, d'après les lois existantes, celui-ci soit propriétaire du fonds. L'intérêt des *pauvres honteux*, ajoute le ministre, se trouve ainsi pleinement ménagé, tout en exécutant la loi.

Ainsi, lorsque l'administration des biens légués aux pauvres a été donnée par le testateur au curé de la paroisse, sans dispense expresse de rendre compte, s'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'intention du testateur était de laisser à ce curé liberté absolue dans le choix des pauvres, le receveur du bureau de bienfaisance doit toucher les revenus des biens légués, les remettre au curé qui en dispose, à la charge de produire par lui au bureau, pour toute reddition de comptes, la liste des pauvres qu'il aura secourus ; il pourra même ne pas indiquer le nom des pauvres honteux. Le curé ne doit même aucun compte des secours ainsi distribués, lorsque le donateur ou testateur l'en a formellement dispensé dans le testament. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de St-Claude du 14 octobre 1844.*)

Ad. 2^{me}. — Ceci est différent, parce que les travaux à exécuter dans les églises sont soumis à des lois et des règlements particuliers. Ainsi les travaux de réparations ordinaires et d'entretien, rentrent complètement dans les attributions des fabriques ; c'est toujours à elles et à elles seules qu'en appartient la direction. C'est ce qui résulte de l'article 76 de la loi du 18 germinal an X et des articles 1, 37 et 45 n^o 4 du décret du 30 décembre 1809.

Dans certains travaux également, le Préfet peut intervenir et les faire suspendre. Dans cette situation, le curé dont il s'agit ne peut pas gar-

der l'argent qu'il a reçu pour faire exécuter lui-même les réparations qu'il jugerait convenables ; il doit donc agir de concert avec la fabrique et verser l'argent entre les mains du trésorier, quand les réparations relèvent de la fabrique, ou, s'il s'agit de grosses réparations, dans la caisse de l'établissement qui, d'après la loi, aurait la direction des travaux.

Ad. 3^{me}. Ce droit appartient simultanément et au propriétaire et à l'usufruitier, car l'un comme l'autre seraient atteints par l'empiètement, le premier dans sa propriété, le second dans son usufruit. Le curé a donc qualité pour agir seul ; et c'est pourquoi :

Ad. 4^{me}. Il n'a pas à s'occuper du maire.

Q. — 1^o J'ai l'honneur de soumettre une affaire dont je désire la solution le plus tôt qu'il vous sera possible.

Voici :

Le presbytère de la paroisse de X... est l'ancien presbytère qui, pendant la révolution de 1793, a subi le sort des biens de l'Eglise. Le monsieur qui en était devenu propriétaire l'a donné à la paroisse par acte de donation dont voici les clauses :

« Le sieur J... fait donation entre vifs pure, simple, irrévocable à la commune de G. pour lui servir à perpétuité à partir du jour du décès dudit donateur, au logement de ses curés ou desservants de la religion catholique, apostolique et Romaine, de la ci-devant maison curiale dudit lieu et toutes les dépendances, chambres... etc., jardin, verger potager et vigne, (même le jardin appelé communément jardin au puits), le tout situé audit X., des deux côtés de la route départementale, près de l'église...

... Et sous les conditions expresses, clauses de rigueur, sans lesquelles les présentes n'eussent eu lieu, que ladite commune ne pourra en aucun temps faire usage de ladite maison et dépendances que pour le logement de ses curés et desservants de la susdite religion et n'en tirera jamais aucun revenu particulier pour ses autres besoins ; que ladite commune donataire sera tenue dès à présent à toutes les grosses réparations de ladite maison. »

(*Ici le donateur réserve que, à dater de son décès, il sera chanté dans l'église de la paroisse une messe en l'honneur de saint Antoine son patron, le 17 janvier de chaque année à perpétuité.*)

La donation faite le 3 avril 1826 a été définitivement acceptée par la commune, autorisée par qui de droit. Le tout est estimé par le donateur 7000 fr. Le tout a été acheté par lui pour une contenance de 1 hectare 20 ares 1 centiare compris l'emplacement du bâtiment savoir : 190 toises carrées pour le bâtiment et trois journaux pour l'enclos environ.

A cette époque, la commune n'ayant pas de logement pour son instituteur a adressé une demande à Mgr l'Evêque de vouloir bien consentir à la distraction du jardin, appelé le jardin aux puits, de la donation faite en faveur du desservant, pour y construire un logement pour le clerc-chantre, instituteur primaire.

Monsieur M., donateur, appuie la supplique de M. le maire. Il s'exprime ainsi :

« Je soussigné X, déclare que, si en donnant à la commune de... pour y loger son curé, j'eusse fait réflexion, « que la commune n'a point de maison d'école, j'aurais « distrait le jardin au puits qui est séparé du presbytère et « de ses autres dépendances par la route et qui est situé « proche et vis-à-vis de l'église, et l'aurais donné à ladite « commune, à charge d'y bâtir une maison d'école. Je prie « Mgr l'Evêque de vouloir bien y donner son assentiment, « attendu que cela ne contrariera nullement mes intentions ; au contraire, je le désire ; que si je n'en ai pas « imposé les conditions, c'est que je n'y ai pas pensé alors,

« que cette fondation est nécessaire; que cette distraction
« d'ailleurs, ne diminuera guère la jouissance du curé.

Signé : M... donateur.

14 mai 1826. »

Le 15 mai 1826 M. le vicaire-général à cette époque administrateur du diocèse répondant à la supplique de M. le maire s'exprime ainsi :

« D'après le consentement expresse du sieur M., et la
« convention du Conseil de la commune exprimée par M. le
« maire, Nous approuvons au nom de Mgr l'Evêque, la
« distraction du local désigné sous le nom de *jardin au*
« *puits* séparé du bâtiment, ancienne cure, par la grande
« route, ledit local sur lequel le Conseil susdit se propose
« de bâtir le logement de l'instituteur clerc-chantre et les
« pièces nécessaires pour tenir les classes. »

(Suit la signature du vicaire général).

Voilà les seules formalités remplies. La commune a fait construire un local habité jusqu'à ce jour par l'instituteur faisant les fonctions de clerc-chantre.

Dans le cas où l'instituteur ne serait plus chantre, la fabrique aurait-elle le droit de réclamer? le cas échéant, que faire?

La contenance du susdit jardin est d'environ 35 ares 17 centiares.

2^o Outre la feuille état des impôts que je paie annuellement pour portes et fenêtres... s'élevant à 33 fr., je reçois une deuxième feuille où il est dit : pour un revenu de 24 fr. 04 c. 11 fr. 24; c'est la 1^{re} fois depuis 45 ans, qu'on me réclame. Sans doute ces 11 fr., sont pour le revenu foncier. Depuis, je viens de recevoir une 3^e feuille portant : *Bien de main morte*, 2 fr. 94; suis-je obligé à ces deux derniers impôts?

R. — Ad 1^{re}. Nous ne pensons pas qu'il y eût lieu à réclamer, parce que l'accessoire doit suivre le principal. Or, le principal ici est la maison d'école et le logement pour l'instituteur. Que l'instituteur soit chantre, ce détail est l'accessoire. Au reste, dans la déclaration du donateur, il n'est question que de la maison d'école et non de la triple fonction que peut exercer l'instituteur; et c'est sur cette déclaration que l'évêché s'est fondé pour autoriser la distraction d'une partie des dépendances du presbytère. Toute réclamation serait donc inutile, aujourd'hui plus que jamais.

Ad 2^{me}. Selon la loi du 3 frimaire an VII, article 105 et d'après une décision du ministre des finances du 22 mars 1808, décision souvent renouvelée, les presbytères ainsi que leurs dépendances sont exempts de l'impôt foncier. En 1835, un conseil de préfecture méconnut cette jurisprudence. Mais le ministre des finances jugeant qu'il y avait là violation de la loi du 3 frimaire an VII, déféra l'arrêté du conseil préfectoral au conseil d'Etat et, sur l'avis de ce dernier, intervint l'ordonnance royale du 23 avril 1836 qui cassa l'arrêté et établit définitivement la jurisprudence sur ce point.

Malgré cela, il est un certain nombre de presbytères qui sont encore portés au rôle de la contribution foncière. C'est aux fabriques et aux curés à réclamer, et ils seront nécessairement entendus.

Il arrive quelquefois, dans les campagnes, que les curés ne conservent pas toujours le jardin de leur presbytère en jardin proprement dit; qu'ils y font venir quelques récoltes de céréales ou de plantes fourragères. Des agents on pensé que la contribution foncière était due pour le jardin ou

la partie du jardin dont le curé retirait ainsi un produit. Nous soupçonnons qu'il en a été ainsi dans le cas présent, si nous en jugeons par le texte du rôle (pour un revenu de 24 fr., 11 fr. 24).

Mais cette prétention du fisc n'est pas fondée. Le jardin est donné au curé pour en jouir comme il le juge convenable, sauf à lui de s'entendre à cet égard avec la commune. Dans tous les cas, le jardin n'en demeure pas moins improductif pour la commune propriétaire; il n'en demeure pas moins un accessoire, une dépendance du presbytère dont il doit suivre la condition. Il est donc toujours exempt de la contribution foncière.

Il en est de même de la taxe dite de mainmorte. Cette taxe a été établie par la loi du 20 février 1849, et nul ne peut s'y dérober. Mais l'article 3 s'exprime ainsi : « La taxe annuelle établie par la présente loi sera à la charge du « propriétaire seul... » Or, ici le propriétaire c'est la commune; donc, le curé n'a pas à payer la taxe de mainmorte, pas plus que celle de l'impôt foncier. Il n'est assujéti qu'à l'impôt des portes et fenêtres, ainsi qu'à la cote personnelle et mobilière.

Q. — 1^o Dans un conseil de fabrique, le même membre peut-il cumuler plusieurs fonctions, par exemple : celles de président et de secrétaire, ou bien celles de secrétaire et de trésorier?

2^o En cas d'absence ou de maladie du président du bureau, qui doit mandater les dépenses et délivrer les mandats?

3^o Quand le président du Bureau est ecclésiastique de la fabrique pour fourniture de cire, etc., peut-il se délivrer à lui-même un mandat de paiement?

4^o Dans les deux cas ci-dessus, le curé pourrait-il signer les mandats de paiement pour le président du bureau?

R. — Ad 1^{re}. Il y a, en effet, des incompatibilités entre certaines fonctions, mais non pas toujours dans celles indiquées par notre correspondant. Les incompatibilités sont de *droit* étroit, c'est-à-dire qu'elles doivent avoir été formellement prononcées par la loi ou résulter nécessairement de la nature des fonctions (Avis du conseil d'Etat du 4 août 1840). Ainsi, le maire et le curé qui peuvent être secrétaires ne peuvent être ni présidents, ni trésoriers. Mais un président ou un trésorier autre que ces messieurs pourrait être en même temps secrétaire.

Voici les principales incompatibilités outre celles que nous avons déjà indiquées :

Il y a incompatibilité entre le président du conseil et le trésorier, entre le président du bureau et le trésorier, entre le président du bureau et le curé, entre le maire et le titre de marguillier., etc., etc.

Ad 2^{me}. C'est un cas embarrassant : car il est impossible au bureau des marguilliers d'être privé pendant un intervalle de temps de quelque durée de l'un de ses membres. Le président est indispensable pour signer les mandats et les délibérations; le trésorier ne peut s'absenter sans que les dépenses soient faites irrégulièrement; et le secrétaire doit signer et rédiger les délibéra-

tions. Or, il est évident que l'on ne pourrait prendre le trésorier pour remplir les fonctions de président, ni le président pour être le trésorier, ni le secrétaire pour être l'un et l'autre et réciproquement; car ces attributions s'excluent.

M. Baudry estime qu'il n'y a pas d'autre moyen légal que de faire nommer par le conseil un remplaçant au membre absent; et, après cette nomination temporaire, de faire nommer ce nouveau membre par le bureau aux fonctions provisoires dont le titulaire est absent. Ces nominations entraîneraient sans doute beaucoup d'embarras; mais elles paraissent inévitables, en présence des dispositions de la loi, qui ont donné à tous les membres du bureau des fonctions spéciales.

Ad 3^m. Non, il ne peut se délivrer à lui-même un mandat de paiement. C'est le cas pour lui de s'absenter de la séance pour qu'on puisse nommer transitoirement un autre président en sa place. Il n'est pas convenable de se mettre dans cette situation, ou bien il faut trouver tel autre moyen, comme l'abonnement avec le curé, pour se mettre en dehors des règlements ordinaires.

Ad 4^m. Cela n'est pas possible légalement *ex dictis*.

Q. — Permettez-moi de vous soumettre le cas suivant: J'ai payé le prix de location de trois bancs dans mon église pour y placer de petits chantres et des membres de la confrérie du Sacré-Cœur. Or, un enfant poussé par ses parents qui voudraient faire de l'éclat, y prend place et refuse de céder.

Je n'ai ni sacristain, ni suisse, ni bedeau; comment dois-je le faire expulser ou comment l'empêcher de prendre place? Ai-je ce droit?

R. — Le curé a doublement le droit d'expulser le petit intrus, à titre de locataire du banc et à titre de chargé de la police dans l'intérieur du temple. Il résulte, en effet, de ce droit de police que le placement des bancs et la distribution des places appartient au curé ou desservant, sauf l'appel à l'évêque, si les marguilliers s'y croient fondés. C'est la disposition formelle de l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809.

Pour faire céder le petit récalcitrant, à défaut de suisse, bedeau et sacristain, le curé doit déléguer une personne quelconque pour agir en son nom, ou aller soi-même faire régner l'ordre. Si la résistance de l'intrus produit du trouble pendant l'office, le curé doit d'abord éviter d'user de violence, et puis prendre des témoins pour constater le scandale, et en appeler aux tribunaux.

Les tribunaux jugent encore assez équitablement ces sortes de conflits, mais à condition qu'on ne puisse attribuer au curé aucune espèce de violence ou de paroles trop acrimonieuses. Étant donné le joli esprit qui règne partout contre la religion et ses ministres, la moindre infraction du prêtre est punie, tandis que les brouillons et les rebelles sont hautement patronnés.

Q. — Avez-vous trouvé dans l'*Ami du Clergé* depuis que je le reçois tant de questions et autant de réponses utiles

très intéressantes, je prends aujourd'hui la liberté, comptant sur votre complaisance, de vous poser celle-ci, étant déjà assuré que je trouverai la solution dans un des prochains numéros.

Un curé, mon voisin, a acheté dernièrement une maison attenante à son presbytère, cette maison, autrefois, en dépendait et une porte de communication se trouve au corridor du susdit presbytère, elle est fermée avec un mur de terre. M. le curé a-t-il le droit, de sa propre autorité, avec le consentement de la fabrique, de rouvrir cette porte à ses frais avec engagement de la refermer s'il quittait la paroisse, sans consulter le conseil municipal?

R. — Rigoureusement parlant, un curé ne peut abattre des murs ou des cloisons, condamner des ouvertures ou en faire de nouvelles sans l'autorisation de la fabrique ou de la commune quand celle-ci est propriétaire. Mais ceci est le *summum jus*, et en y insistant un peu trop, on tombe dans le *summa injuria*. En raison des circonstances énumérées par notre correspondant, nous pensons qu'il peut enfoncer le mur de terre qui bouche l'ancienne porte pour se mettre en communication avec la maison voisine qui lui appartient. D'autant plus que la chose relève du sens commun et de l'équité; d'autant plus, en outre, que la fabrique est consentante, et que le curé s'engage, au besoin, à remettre les choses en l'état *quo ante*.

Ces sortes de modifications que les situations commandent, se font sans en parler à qui que ce soit; et devant le fait accompli les esprits moroses et taquins s'arrêtent, sauf, quand l'heure est venue, à obliger l'auteur de la contravention à la réparer: ce qui, dans l'espèce, ne serait pas bien difficile. C'est la solution la plus naturelle qu'un grand évêque donnait un jour aux problèmes de ce genre. Il l'a toujours pratiquée pour sa part; il en a été blâmé quelquefois, mais il bénéficiait de l'acte que dans sa sagesse il avait cru devoir accomplir. Nous engageons notre correspondant à agir de même; il s'en trouvera bien.

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Indiquer un moyen rapide de reproduire en exemplaires multiples l'écriture et le dessin.

R. — Ce moyen connu sous le nom de polycopie consiste à écrire ou à dessiner avec une encre particulière sur une pâte spéciale, et à appliquer sur cette écriture ou ce dessin autant de feuilles qu'on désire obtenir d'exemplaires.

Au reste, on nous permettra de donner le détail des opérations.

On écrit ou on dessine avec l'encre particulière sur une feuille de papier quelconque; l'écriture appelée petite ronde et bâtarde est préférable. On laisse sécher complètement, sans employer le buvard.

Quand l'écriture est bien sèche, on place le papier sur la pâte, de manière qu'il soit en con-

tact avec elle, et on lisse légèrement avec la main. Cette opération n'a rien de difficile, car la pâte est très unie et suffisamment large.

On laisse ainsi la feuille deux ou trois minutes, pour permettre à l'encre de se fixer sur la pâte, on enlève lentement la feuille de papier, et l'épreuve négative est obtenue, incrustée dans la pâte.

Sur cette épreuve, on applique une feuille de papier et on y passe légèrement la main. L'impression est instantanée. On peut en un quart d'heure obtenir ainsi plus de soixante-dix copies.

Quand on a obtenu le nombre voulu d'exemplaires, on efface immédiatement l'épreuve négative, mais sans trop appuyer, au moyen d'une éponge imbibée d'eau tiède ou même froide; on passe ensuite pour enlever toute trace d'humidité une feuille de buvard blanc et épais.

La pâte est contenue dans deux cuvettes rectangulaires, réunies par des goupilles. Si l'on voulait la remettre en état, il faudrait la retirer des plaques, sauf les parties qui longent les bords, un centimètre environ, ensuite ajouter de la pâte nouvelle, faire fondre le tout au bain-marie pendant dix minutes, remuer le liquide avec une cuillère, le verser demi-chaud dans les plaques nettoyées et disposées horizontalement, faire disparaître avec le doigt toutes les bulles d'air et laisser refroidir six ou sept heures.

En été, on doit conserver l'appareil dans un endroit frais.

Suivant le format, cet appareil coûte de 9 à 30 fr. La pâte en boîte se vend environ 7 francs le kilogramme et le flacon d'encre spécial est de prix de un fr.

* *

Q. — Nous plaçons souvent des bouquets sur les autels et dans les appartements, mais ces bouquets se fanent bien vite. Existe-t-il un moyen de les conserver ?

R. — Aspergez le bouquet d'eau fraîche, mettez-le tremper dans une eau de savon qui nourrira les tiges et conservera les fleurs. Tous les matins, retirez le bouquet de l'eau de savon; laissez tremper quelques instants les tiges dans l'eau fraîche en tenant le bouquet un peu incliné; aspergez de nouveau les fleurs avec de l'eau fraîche, replacez les tiges dans l'eau de savon. Celle-ci sera renouvelée tous les trois ou quatre jours. De cette manière, vous pourrez conserver un bouquet pendant un mois dans toute sa fraîcheur, et même plus longtemps dans un état passable. Mais il faut manier délicatement les fleurs, afin de ne pas les effeuiller.

Il nous paraît superflu de dire que les fleurs destinées à un bouquet ne doivent pas être cueillies par le grand soleil; une fois coupées, elles doivent être tenues à l'ombre. Il faut éviter de les garder dans les mains échauffées par la transpiration. On recommande aussi de couper la tige de chacune nettement avec un couteau et non pas avec des ciseaux qui briseraient les tiges, et

obstrueraient les tubes par lesquels l'eau monte pour porter aux fleurs une fraîcheur constante.

* *

Q. — Les artichauts commencent à devenir rare. N'y aurait-il pas un procédé de conservation.

R. — Choisissez de beaux artichauts que vous parez comme pour les manger sur le champ. Faites-les cuire à l'eau bouillante jusqu'à ce que le foin puisse en être retiré. A la place de ce foin, introduisez un peu de sel blanc bien pilé; mettez ensuite les artichauts dans un vase de grès que vous remplissez d'eau; ajoutez une poignée de sel gris. Jetez cette eau le lendemain, mettez-en de la nouvelle, ajoutez trois poignées de sel gris et un double-décilitre de vinaigre blanc; faites fondre un peu de beurre frais que vous versez sur la surface du liquide, et bouchez avec un papier imperméable.

Quand vous voudrez manger les artichauts, vous les ferez tremper quelques heures dans l'eau tiède, puis vous les ferez cuire à grande eau.

LIQUEURS DE MÉNAGE

Que de choses vendues pour la nourriture ou l'agrément sont des poisons déguisés! S'il s'agit de liqueurs, on applique sur la bouteille ou le flacon une étiquette magnifique, une appellation menteuse, et, amorcé par ces fallacieuses apparences, le public achète et consomme, sans se douter qu'il avale un funeste breuvage.

Nous voudrions soustraire nos bienveillants lecteurs à ces dangers très réels d'empoisonnement, en leur donnant des recettes, garanties par l'expérience, pour la fabrication des liqueurs de ménage. Nous ne ferons du reste que de répondre au désir de plusieurs.

Anisette

Essence d'anis,	25 gouttes
— badiane,	25 id.
Alcool,	1 litre
ou eau-de-vie,	2 litres

Verser les essences dans l'alcool; faire fondre 600 grammes de sucre dans moitié de son poids d'eau, mêler le tout et filtrer.

(A suivre.)

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 6 septembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

notre Flore, lui rappelle ces vers où Virgile a décrit cette plante avec l'exactitude du botaniste :

*Est etiam flos in pratis, cui nomen amello
Facere agricolæ, facilis quærentibus herba;
Numque uno ingentem tolit de cespite silvam,
Aureus ipse, sed in foliis quæ plurima circum
Furcuntur, violæ subtuces purpure nigra.*

L'amelle orne les prés, facile à découvrir,
Au regard qui la cherche elle semble s'offrir;
Sur sa tige, étalée en touffe gazonnante,
Se presse des rameaux, la forêt verdoyante,
Et le disque des fleurs, qui brille d'un or pur,
Adoucit son éclat par des rayons d'azur.

C'est ainsi que, grâce à ses études latines, la moindre notion scientifique est assaisonnée, par le jeune lycéen, d'une jouissance littéraire.

Le titre de ce livre dit suffisamment aux élèves du sanctuaire et aux familles chrétiennes qu'il est plein de religion. Ils y trouveront à chaque page, l'idée de Dieu créateur, gouverneur et conservateur de l'univers. Son existence, ses attributs et les figures de l'immortalité de l'âme, de la résurrection du corps et de la vie éternelle, les ramèneront agréablement aux souvenirs de leurs études de philosophie et de théologie sacrée.

Disons, pour terminer, que cette étude de botanique, dans ses rapports avec la religion, n'a d'autre sens, dans l'esprit de l'auteur, que celui de *Théologie auxiliaitrice* de la raison dans l'examen des sources et des preuves de la foi, données par la grande théologie sacrée.

Tolle et lege.

1 beau vol. in-12, titre rouge et noir... 3 fr.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La physionomie de la Bourse n'a pas changé depuis huit jours. Les tendances étaient bonnes, elles se retrouvent aujourd'hui.

Le 3 0/0 a oscillé de 82.25 à 82.70, et finit à ce cours; l'Amortissable, parti de 82.70, fait 82.90; le 5 0/0, qui a touché presque à 116, clôture à 115.85.

Soutenus par la fermeté qui se manifeste sur nos Rentes, les fonds d'Etats étrangers cotent également en hausse sur la semaine passée. L'Italien est en avance de 0.25, à 88.95. Le Turc a varié entre 11.65 et 11.80. L'Egyptienne unifiée s'est élevée jusqu'à 318 et reste à 315.

On a beaucoup parlé pour ou contre l'occupation du canal de Suez par les Anglais. Malgré les déclarations officielles données à ce sujet, l'opinion commune est qu'ils le garderont définitivement. Aussi le cours des actions se maintient avec vigueur. Il a été poussé jusqu'à 2750. — Stimulé par la prochaine émission de ses obligations, le Panama s'élève de son côté à 552.50.

Quoique peu animé, le marché des établissements de crédit bénéficie des dispositions géné-

rales. Toujours en tête de la cote, la Banque de France se négocie à 5375, et le Crédit Foncier entre 1500 et 1510. Nous laissons la Banque de Paris à 1125, le Comptoir d'Escompte à 1020, le Crédit industriel et commercial à 730, Le Crédit Lyonnais à 630, la Société générale à 625, le Crédit Mobilier à 510.

En fait de chemins de fer, les cours s'établissent ainsi d'une semaine à l'autre :

Est	760	au lieu de	755
Lyon	1680	—	1690
Midi	1245	—	1240
Nord	2055	—	2065
Orléans	1325	—	1330
Ouest	815	—	805

D'où il résulte que les transactions sur ces valeurs ont été assez restreintes.

CORRESPONDANCE FINANCIÈRE.

M. R. F., à B. — Le chiffre de la soute que les actionnaires de la Banque hypothécaire doivent verser en vertu du traité d'absorption, pour avoir des actions du Crédit foncier en échange de leurs titres, n'est pas encore fixé.

M. de V., à N. — Le coupon des nouvelles actions de la *Société générale de Librairie catholique*, échu le 1^{er} juillet, est de 12.50, et payé sans aucune retenue. Les actions sont émises à 500 fr.

M. l'abbé D. à C. — Le placement sur lequel vous nous consultez, mérite confiance. La valeur est bonne.

M. S. V., à M. — Vous avez raison de vous méfier relativement à toutes ces affaires qui sont patronnées par de simples feuilles ne portant aucune signature. Si vous voulez un bon guide et un bon conseiller en matière financière, abonnez-vous au journal la *Banque*, qui contient 8 pages d'impression, donne le cours de toutes les valeurs françaises et étrangères, paraît chaque semaine, et ne coûte que un franc par an.

M. B. F., à R. — Vous n'aurez, dites-vous, qu'à la Saint-Michel la somme complète de 500 francs pour acheter une action de la *Société générale de Librairie catholique*. Dans ce cas, il est absolument nécessaire que vous écriviez pour dire de vous la réserver.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. . 20 fr.

SOMMAIRE DU 1^{er} VOLUME :

LIVRE I. — PROLÉGOMÈNES. — Ch. I : Dénominations du Baptême. Origine. Significations. Dénominations tirées de la matière du Baptême, — des effets du Baptême, — des cérémonies du Baptême, — du secret des mystères. Acceptions détournées du mot *Baptême*. — Ch. II : Des définitions du Baptême : orthodoxes, hétérodoxes. — Ch. III : Des divisions du Baptême. — Ch. IV : Des prophéties du Baptême. — Ch. V : Des figures du Baptême. — Ch. VI : Des rites analogues au Baptême. — Rites purificateurs du judaïsme, — du polythéisme, — de l'islamisme. — Rites particuliers des divers peuples : Europe, Asie, Afrique, Amérique. — Parodies du Baptême chrétien. Origine des anciens ablutions purificatoires. De l'influence des anciens rites purificateurs sur le Baptême chrétien. — Ch. VII : Du Baptême de pénitence de S. Jean-Baptiste : institution et mode; lieux où il était conféré; effets; culte relatif au Baptême donné par S. Jean et reçu par Jésus-Christ, etc.

LIVRE II. — INSTITUTION DU BAPTÊME CHRÉTIEN. — Ch. I : De l'auteur de l'institution du Baptême. — Ch. II-IV : Époque de l'institution, — de l'obligation, — Baptêmes mentionnés et non mentionnés dans le Nouveau Testament.

LIVRE III. — DE LA NÉCESSITÉ DU BAPTÊME. — Ch. I : Nécessité du Baptême d'eau. — Ch. II : Des vrais équivalents du Baptême. Baptême de sang; de désir. — Ch. III : Faux équivalents du baptême. — Ch. IV : Sort des enfants sans Baptême.

LIVRE IV. — DE LA MATIÈRE DU SACREMENT DE BAPTÊME. — Ch. I : Matières valides. Eau naturelle. Eau bénite. Puits d'églises. Matières non valides; douteuses; absence de matières. — Ch. II : De la matière éloignée du Baptême. Immersion. Infusion. Aspersión.

LIVRE V. — DE LA FORME DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Notions générales. Antiquité de la forme usitée dans l'Eglise latine. — Ch. III :

Formes valides du Baptême. Mention de la personnalité du ministre, du sujet, des personnes de la Trinité. Additions qui ne rendent pas la formule nulle. — Ch. IV-VII : Formes non valides; douteuses; absence de formes; forme conditionnelle.

LIVRE VI. — DES MINISTRES DU BAPTÊME. — Ch. I-IX : Ministres ordinaires du Baptême. L'Evêque. Le Prêtre. Catégories de ministres ordinaires. Des ministres extraordinaires. Baptême conféré par les laïques en général; par les femmes; par les sages-femmes; par le père ou la mère. Ministres hérétiques et schismatiques; païens; juifs; musulmans. Des ministres supranaturels; absence, pluralité de ministres, etc., etc.

LIVRE VII. — DES SUJETS DU BAPTÊME. — Ch. I : Des sujets aptes au Baptême. De quelques catégories d'enfants. Enfants des juifs et des infidèles; des hérétiques, des apostats et des impies. Enfants sortis en partie du sein de leur mère. Fœtus. Monstres. Adultes en général. Catégories particulières d'adultes. — Ch. II : Sujets ineptes au Baptême. Adultes et enfants déjà baptisés. Adultes et enfants morts. Êtres non humains.

LIVRE VIII. — DES EFFETS DU BAPTÊME. — Ch. I-IV : Effets sacramentels; sociaux; miraculeux; effets faussement attribués au baptême.

LIVRE IX. — DE LA PRÉPARATION AU BAPTÊME. — Ch. I : Du catéchuménat dans les premiers âges de l'Eglise. Institution; durée; discipline; rites. Noms, réception, catégories, instruction, lieux de réunion des catéchumènes. Scrutins. Sacrement des catéchumènes. *Capitulum*. Du secret des mystères. — Ch. II : Du catéchuménat des temps modernes.

LIVRE X. — DE L'ÉPOQUE DU BAPTÊME. — Ch. I : Époque par rapport au jour de la collation. Jours officiels et heure de l'administration. — Ch. II : Époque du Baptême par rapport à l'âge. Adultes. Enfants.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 37 :

PRÉDICATION : Pour le 18^e dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : V. Les suites funestes du péché. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Du droit qu'a une confrérie érigée canoniquement de se donner des statuts propres. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Explication du Bref *Nullo unquam tempore*. — Quels sont les droits et privilèges des Protonotaires apostoliques *ad instar participantium*? — L'onction du saint Chrême, dans le baptême doit être faite *in summitate capitis* : par ce mot doit-on entendre le haut du front, ou l'endroit de la tête où se porte la couronne cléricale? — Un curé peut-il supprimer les processions qui précèdent l'aspersion dans certains diocèses? — Un curé peut-il supprimer la bénédiction de l'eau des Fonts, la veille de la Pentecôte? — Des prescriptions ou des dispenses données par le Saint-Siège à un royaume, à un diocèse regardent-elles le clergé régulier comme le clergé séculier (à propos de la fête de la Dédicace dans le diocèse de Nice)? — Un curé peut-il refuser le baptême à un enfant né dans sa paroisse, mais dont la mère n'a dans cette paroisse qu'un domicile de circonstance, ou un domicile de fait, de courte durée? — Devoir de ne point s'absenter pour un curé qui a des paroissiens gravement malades. — Une donation à rente viagère, faite par une mère, non autorisée de son mari, à son fils mineur, est-elle valide? — Distinction entre les droits curiaux, les fonctions curiales et les fonctions simplement sacerdotales. — Principaux droits curiaux. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un jugement du tribunal des conflits : Maire. Jardin d'un presbytère. Travaux communaux à exécuter. Formalités non remplies. Bris de clôture. Violation de domicile. Citation en police correctionnelle. Déclinatoire de compétence. Faits personnels. Autorité judiciaire régulièrement saisie. — COURRIER DE L'UTILE : Liqueurs de ménage. Recettes pour faire le Punch au rhum, le Raspail, le Ratafia d'angélique, le Vespéto.

REVUE LITTÉRAIRE.

M. Charles Buet, le courageux et heureux auteur du *Prêtre*, vient de publier dans la « Nouvelle Bibliothèque Historique à 3 francs le volume » de la *Société générale de Librairie catholique*, un volume dont le seul titre dénote l'opportunité et l'importance : LA DÎME, LA CORVÉE ET LE JOUG. En voici l'introduction.

L'éternelle gloire du dix-neuvième siècle sera d'avoir commencé le grand travail de la révision historique, et préparé des matériaux pour une étude plus complète et plus raisonnée du temps passé. Les siècles précédents nous ont légué beaucoup de mensonges, d'erreurs et de préjugés; mais, de plus, à notre époque, des écrivains qui ont fait du triomphe de leur parti leur unique souci, ont inventé un moyen-âge de fantaisie, et plus d'un historien sérieux et accrédité les a suivis dans la même voie.

Pour excuser la Réforme et la Révolution, on a voulu prouver que le moyen-âge était une époque de barbarie, de misère et d'ignorance; que la noblesse et le clergé n'avaient cessé, durant cette époque, d'opprimer les classes laborieuses, que l'esclavage y régnait sous le nom nouveau de

servage, et qu'enfin les peuples étaient privés de tout bien-être matériel.

Le moyen-âge avait hérité de la barbarie, c'est un fait incontestable; mais il la dépouillait peu à peu aux rayons bienfaisants de la civilisation naissante. La misère était grande alors dans le peuple; la vie était dure, et les guerres, avec leur cortège de malheurs, parcouraient en tout sens les provinces, les royaumes et les empires. Il faut en rechercher la cause dans l'habitude des invasions et du pillage, l'orgueil du commandement, la haine des nations vaincues et la nécessité de se défendre. On ne trouvait pas le temps de s'occuper d'études et de sciences; les nobles s'exerçaient aux combats; les serfs et les vilains (1) s'occupaient des travaux des champs; c'était là tout le peuple, et s'il n'y avait pas eu des clercs, d'abbayes, ni des moines, nous aurions perdu jusqu'au souvenir de l'antique civilisation.

On a tort de dire que les seigneurs faisaient profession d'opprimer le peuple; leur rôle était de défendre le peuple contre les étrangers et les terres cultivées contre les bandes en armes; ils maintenaient et rétablissaient l'ordre. Au dedans et au dehors ils protégeaient la paix.

(1) Le mot *vilain* veut dire simplement habitant d'une ville ou d'un village, et s'écrivait *villain*.

En entrant sur les terres dont ils s'emparaient, les barbares amenaient dans leurs rangs des guerriers cruels et indomptés ; ils laissaient parmi les vaincus des hommes capables de se révolter et de se venger.

C'est à ces causes qu'il faut rapporter tant de luttes fratricides et de guerres intestines ; mais il n'en reste pas moins vrai que les châteaux veillaient sur les terres et sur les habitants dont ils s'entouraient.

Aux classes laborieuses comme aux hommes de guerre le clergé prêchait la doctrine évangélique ; c'était sa mission ; il n'y faillit en aucune circonstance. Les yeux fixés sur un idéal sublime, il parvint seul à intéresser les masses et à les soulever ; la religion prit un empire universel sur toutes les classes sociales ; elles se reconnaissent égales devant Dieu. Ce fut le principe fondamentale de la société contemporaine.

On convient sans difficulté que la condition des serfs était pire que la nôtre ; mais ce que l'on ne pense pas à remarquer dans certains partis, c'est que l'affranchissement de l'humanité ne pouvait s'opérer que lentement et avec mesure. Les partis avancés feraient sagement de regarder de temps en temps en arrière. C'est le seul moyen d'appréhender l'histoire et de suivre la marche du progrès. Ils feraient bien surtout de regarder plus loin que le commencement du dix-neuvième siècle. Les vues courtes sont toujours préjudiciables.

Avant la Renaissance et le moyen-âge, l'humanité remplissait déjà le monde. Pendant l'invasion des barbares, sous la domination romaine et dans les âges les plus reculés, elle est digne de notre attention. Ceux qui ont imaginé l'état sauvage comme le point de départ de toute civilisation ont voulu s'épargner la peine d'étudier l'histoire ; mais, en substituant leurs théories aux faits, ils ne changeaient rien ; l'état de nature, c'est-à-dire la transition de l'état animal à la condition de l'être intelligent, n'a jamais été constaté scientifiquement. La marche du progrès n'a été rigoureusement déterminée qu'à partir de l'état de barbarie.

Mais après cette date, plus ou moins reculée chez les différentes nations du globe, que fallait-il pour hâter la civilisation ? On reproche au moyen-âge de n'avoir pratiqué ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité ; d'avoir laissé croupir le peuple dans l'ignorance et de n'avoir pas su lui procurer le bien-être matériel. Avant de répondre à ces accusations par des faits, il est indispensable de bien établir leur valeur et leur portée.

Que peut être un régime de liberté au milieu d'un peuple en armes ? A quoi sert-elles ! D'où vient qu'apparemment on s'en est occupé si tard ; La grande préoccupation des peuples qui s'établissent en terre conquise est leur sécurité. La liberté politique n'a pas sa raison d'être ; elle cède à la force.

La valeur et les exploits créent des privilèges qui ne disparaissent qu'avec le temps ; les privilèges sont des récompenses ; on a tort de les regarder comme une injustice ; quand un homme s'est signalé dans les combats, il est juste qu'on lui tienne compte de son courage ; quand il a rendu des services par sa science ou par ses bienfaits, il importe qu'on le récompense ; l'égalité n'existe qu'à cette condition.

Nos prétentions à proclamer la fraternité ne la rendent pas effective. On accuse le moyen âge de ne l'avoir pas connue ; c'est une erreur ; sa doctrine de la charité dépasse nos systèmes ; seulement, en politique, il la pratiquait aussi mal que nous.

La science populaire est un luxe ou une industrie ; les peuples primitifs ne songent ni à l'un ni à l'autre. Qu'y pouvons-nous faire ? la faute n'en est à personne. Quand on a toutes les peines du monde à se procurer le nécessaire, on ne pense pas au luxe. Quand une industrie ne procure que la ruine, on l'abandonne. Les Romains avaient du reste faussé les idées au sujet des carrières libérales ; ils y poussaient leurs esclaves ; ceux-ci devenaient les professeurs des enfants de famille et de leurs maîtres eux-mêmes. Il fallut des siècles et une révolution radicale pour changer cet état de choses.

Avec les monastères commence une ère nouvelle. Les esclaves, les serfs et les vilains s'y réfugient pour conquérir la liberté ; les sciences et les arts s'y cachent avec eux. Là se prépare une œuvre régénératrice admirable, mais elle doit se tenir cachée ; si elle ne s'était prévaluée d'un droit d'asile, elle aurait été ruinée. Telles étaient les mœurs à cette époque ; elles obligeaient les moines à cacher leurs manuscrits. Autrement, quelle horde, venant à passer, aurait détruit les livres et emmené les moines comme serfs ou prisonniers.

D'autre part, il fallait opposer la force à la brutalité ; les hommes violents, les guerriers cruels n'étaient pas aussi odieux qu'ils le seraient parmi nous. Dans le milieu que la barbarie avait établi, leur aspect redoutable était apprécié et recherché comme une protection sûre et une garantie de sécurité.

Pour changer l'état social, il fallait commencer par changer les cœurs ; les révolutions politiques ne viennent qu'après les révolutions morales.

La dime fut longtemps une sorte d'impôt dont l'Eglise et l'Etat se partageaient le bénéfice. Elle n'eut jamais un caractère exclusivement religieux. Dans la constitution du peuple hébreu, elle représentait la part des pauvres ; dans la suite des temps elle représenta plus strictement encore un impôt de l'Etat déguisé sous la forme d'un droit spirituel.

Etant donné l'état de choses sorti des invasions et de la ruine de l'empire d'Occident, il n'est pas surprenant qu'on ait conservé cette assiette de l'impôt, son caractère éminemment religieux le consacrait aux yeux des masses ; sa proportion se trouvait nettement déterminée par sa nature, et si la perception n'en était ni facile ni exempte de fraudes, par contre, elle constituait un revenu considérable et assuré.

Plus tard, on y joignit la taille et la corvée ; ce fut, à vrai dire, l'une des formes les plus insupportables du droit féodal ; mais ceux qui considèrent le moyen âge comme le triomphe de l'influence religieuse sont au moins forcés de reconnaître que l'Eglise n'a pas eu le privilège d'inventer cette servitude, et que nos pratiques de gouvernement libre s'en accommodent assez facilement. Nos prestations sont un reste de cette coutume ; le peuple les supporte comme les autres contributions. *Taillable* et *corvéable* ne sont donc pas synonymes d'esclaves ou de malheureux. Nous sommes habitués à joindre à cette expression le qualificatif *à merci* ; heureusement pour le peuple que ces deux mots sont venus très tard et n'ont jamais eu force de droit ; l'arbitraire n'a jamais été si grand qu'on veut bien le dire. On s'avise quelquefois d'appeler l'attention sur les tyrannies de l'ancien régime, pour faire oublier celles du temps présent. Cet expédient réussit toujours à donner le change ;

PRÉDICATION.

POUR LE XVII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :V. — *Les suites funestes du péché*¹.Ne dixeris peccavi et quid mihi
accidit triste? (Eccl., v, 4.)

Un roi avait un fils rempli des meilleures qualités, mais tourmenté de l'humeur la plus belliqueuse. Il ne rêvait qu'armées, batailles et conquêtes. Le roi, inquiet de la future sécurité de ses sujets, résolut de remédier à cette passion exagérée. Il convoque les peintres les plus fameux de ses Etats, et leur ordonne de décorer une des salles de son palais, habituellement fréquentée par son fils, en représentant les scènes les plus terribles de la guerre avec cette inscription au bas de chaque tableau : « *Fructus belli*, Voilà les fruits de la guerre! » Ici, on voyait un massacre général, des têtes séparées du tronc, des bras et jambes épars, des cadavres gisant sur le sol; et, au bas du tableau, on lisait ces paroles : « Voilà les fruits de la guerre! » Là, c'était un incendie qui dévorait toute une ville, on distinguait au milieu des flammes les maisons qui s'écroulaient, on voyait une fumée rougeâtre s'élever jusqu'au ciel et les habitants éperdus fuyant les ardeurs du feu et la colère du vainqueur; et au bas cette inscription : « Voilà les fruits de la guerre! » Ailleurs, c'étaient des campagnes ravagées par le passage des armées, par les horreurs du pillage, par la fureur des combats et dans le lointain le laboureur désolé visitant les larmes aux yeux ses champs dévastés, toujours avec la même légende : « Voilà les fruits de la guerre! » Plus loin étaient représentées les scènes du triomphe si glorieuses pour le vainqueur et toujours si humiliantes pour le vaincu, et on lisait invariablement au bas des tableaux : « *Fructus belli*, Voilà les fruits de la guerre! » Le jeune prince profita de la leçon; il comprit tout ce que le jeu des armes a de terrible et de funeste, et, renonçant à son humeur belliqueuse, il devint l'homme le plus pacifique qui fût jamais! — Tous, mes enfants, nous avons une inclination plus funeste que celle du jeune prince dont nous venons de parler, c'est la concupiscence, la tendance au péché. Qui oserait dire : Moi, je n'ai point de péché? Peut-être en est-il parmi vous qui quoique bien jeunes, ont beaucoup offensé Dieu, *tantillus homo et tantus peccator*². Peut-être, hélas! y

en a-t-il qui regardent le péché comme rien et qui disent comme cet impie dont il est question dans les saints Livres : « J'ai péché et qu'en est-il résulté de fâcheux? » Je vais faire passer sous vos yeux, comme autant de tableaux, les suites funestes du péché, afin que vous en appréciez la malice, afin que vous le détestiez, afin que vous le regrettiez, afin que vous l'effaciez par une bonne confession, afin que vous preniez la résolution de ne plus le commettre.

I

Dieu, dans le commencement, avait créé les anges tout resplendissants des dons de la nature et de la grâce. Purs esprits, immortels et incorruptibles, ornés de la grâce sanctifiante, remplis de science et de sagesse, ils étaient dans le vestibule du ciel, dans un paradis de délices, pour subir une courte épreuve afin de mériter, par leur correspondance à la grâce, la gloire du ciel. Lucifer, le premier des anges, pèche : « Je me placerai au-dessus des nuées les plus élevées, dit-il, et je serai semblable au Très-Haut! » Il pèche, et par son exemple (remarquez en passant le danger du scandale et des mauvaises compagnies), il entraîne le tiers des anges dans sa révolte. Aussitôt, la colère de Dieu se déchaîne contre les rebelles, et se décide à les frapper d'une effroyable punition. « Mais, Seigneur, laissez-moi vous le dire, ils sont en plus grand nombre que les grains de sable du rivage de la mer! — N'importe, dit Dieu, ils ont tous péché, ils seront tous punis : le nombre des coupables n'effraie pas ma justice! — Mais, mon Dieu, c'est le plus bel ouvrage de vos mains. — Il est vrai, mais ce bel ouvrage est maintenant souillé de la tache du péché. — Mais enfin, ce n'est qu'un seul péché et un péché de pensée. — Un péché! ignores-tu donc, ô homme, qu'un péché, un seul péché, attaque toutes mes perfections; qu'un seul péché, dès qu'il est grave et volontaire, suffit pour rendre celui qui le commet, l'objet éternel de mes vengeances! » En effet, sur le champ, sans qu'ils aient un moment pour se reconnaître, les anges révoltés sont précipités des hauteurs du ciel dans les profondeurs des abîmes infernaux. Ils sont horribles à voir, ils sont privés des trésors de la sagesse surnaturelle, ils n'ont plus de pensée que pour le mal, ils sont pour l'éternité les prisonniers de la justice divine, et tourmentés par les plus affreux, les plus implacables, les plus effroyables supplices! Quelle lamentable infortune! Mes enfants, c'est là un des fruits du péché, *fructus peccati*!

II

Mais voici un nouveau spectacle. Adam avait été créé innocent et heureux; il était le chef-d'œuvre des mains de Dieu; il avait été constitué le roi de la création; son intelligence était ornée des plus pures lumières, son cœur brûlait de la plus ardente charité, l'harmonie la plus parfaite

¹ Avis. Vous le savez, mes enfants, il y a à côté de vous un prince de la cour céleste, qui vous accompagne partout, qui veille sur vous, qui écarte de vous les dangers, qui vous suggère de bonnes pensées, qui prie sans cesse pour vous; c'est votre ange gardien. Voulez-vous que je vous enseigne un petit secret pour bien faire votre retraite? Invoquez souvent votre ange gardien. Et puis prenez la résolution tous les jours de votre vie de bien vous recommander à lui.

² S. Aug.

régnait entre ses sens et sa raison ; il n'était pas sujet aux mauvais penchants, à l'erreur et à la mort ; il résidait dans un lieu de délices où Dieu avait rassemblé ce qu'il y a de plus grand, de plus agréable dans la nature ; après une courte épreuve il devait être transporté pour toujours dans le sein de la gloire ; et pour comble de faveur, par sa fidélité il pouvait transmettre à sa postérité tout ce bonheur ! Hélas ! il pèche ! Quel changement alors s'opère ! Tout en lui et autour de lui est bouleversé. Son intelligence s'obscurcit, son cœur est envahi par les mauvaises passions, ses sens se révoltent, il devient l'esclave du démon, il est digne des supplices éternels. Il lui faudra faire une bien dure pénitence pour rentrer en grâce avec Dieu ! La nature déchaîne contre lui ses fléaux : l'intempérie des saisons, la révolte des animaux, la stérilité de la terre qui d'elle-même ne produit que des ronces et des épines. Et puis, il lui faudra subir les rigueurs d'un travail fatigant et souvent ingrat, les douleurs de la maladie et les infirmités, les peines les plus cuisantes de l'esprit et du cœur, et enfin la mort avec son cortège d'horreurs, de tourments et d'appréhensions ! Comprenez-vous, chers enfants, que le péché n'est point une chose indifférente ? Remarquez-vous quelle est sa gravité ? voyez-vous ses tristes résultats ? *Fructus peccati !*

III

Envisageons un autre tableau. Ecoutez-moi bien, car Dieu veut que vous ayez une bien sincère contrition de vos péchés. Dites-moi, qu'elle est la source de tant d'erreurs, de tant d'hérésies, de tant de schismes qui désolent la terre ? Le péché. Qui a suscité tant de jalousies, tant de haines, tant de tromperies, tant de violences, tant de désordres, tant d'infamies ? Le péché. Pourquoi ces maladies de toute sorte, ces souffrances de tout genre, ces peines aussi aiguës qu'elles sont multipliées ? A cause du péché. A qui faut-il attribuer ces guerres, ces contagions, ces désastres qui font tant de victimes ? Au péché. Qui a déchainé sur la terre ce terrible ravageur qui s'appelle la mort et qui fauche sans pitié de son glaive redoutable toutes les générations humaines ? Le péché. Qui a introduit en ce monde l'agonie, les vers, l'affreuse pourriture du tombeau ? Le péché. Qui est-ce qui peuple sans relâche les cimetières et les remplit de cadavres ? Le péché. Qui est-ce qui a ouvert les cataractes du ciel et englouti sous les eaux du déluge universel le genre humain tout entier, sauf huit personnes ? Le péché. Qui est-ce qui fit tomber sur Sodome et les autres villes coupables une pluie de souffre et de feu qui les consuma en un instant ? Le péché, toujours le péché ! Tous ces malheurs sont une suite, une punition de l'offense de Dieu ! *Fructus peccati !*

IV

Mais pourquoi chercher si loin les funestes effets du péché ? Vous qui avez offensé Dieu mor-

tellement, voyez en vous-mêmes les tristes conséquences du péché ! D'abord, votre âme est souillée d'une tache horrible. Vous savez ce que c'est que la lèpre ? C'est une maladie effrayante qui couvre le corps d'ulcères affreux, lesquels rongent les chairs peu à peu et finissent par les faire tomber en lambeaux, hideux à voir et de la plus extrême infection ! Eh bien ! le péché c'est la lèpre de l'âme ! Que dis-je ? Le péché tue l'âme, non pas dans son être physique, mais dans son être surnaturel. Un empereur romain, par un raffinement de cruauté, faisait lier aux chrétiens qui ne voulaient pas renier leur foi un cadavre en putréfaction, et il ne les débarrassait de cette horrible compagnie que lorsqu'ils avaient rendu le dernier soupir ! Si vous avez commis, ne serait-ce qu'un péché mortel dont vous n'avez pas fait pénitence, vous traînez avec vous un cadavre infect : c'est votre âme qui est morte devant Dieu ! Est-ce tout ? Non, écoutez encore. Le péché nous dégrade de toutes nos gloires surnaturelles. Quand on dégrade un maréchal de France, il paraît en grand uniforme devant les troupes assemblées. Un officier subalterne lui arrache un à un tous les insignes de sa dignité. Finalement, on saisit son épée, on la brise sous ses yeux, il est déclaré indigne de servir la patrie, puis les soldats défilent avec mépris devant ce traître qui a forfait à l'honneur ! Image du dépouillement ignominieux que le démon opère sur l'âme pécheresse ! Il lui enlève la grâce sanctifiante, les dons du Saint-Esprit, les vertus surnaturelles, la qualité d'enfant de Dieu, son droit au ciel, tous ses mérites antérieurs ! Quel triste état ! Représentez-vous une vigne splendide ravagée par la grêle, un champ magnifique dévasté par l'orage, un navire chargé d'une riche cargaison englouti par la tempête : les ruines entassées dans l'âme du pécheur sont plus lamentables encore ! sans compter qu'elle est frappée de stérilité et qu'elle est incapable de mériter pour le ciel. Voilà, encore une fois, les fruits du péché, *fructus peccati !*

V

Mais descendons encore plus avant. Voyons le plus effroyable effet du péché : l'enfer. Regardez donc ce lac de soufre et de bitume embrasés. Voyez ces victimes toujours vivantes de la colère de Dieu ! Elles sont dévouées au feu éternel. Méditez bien ces deux mots : FEU ÉTERNEL. Elles souffrent du feu, mais quel feu ! Un feu allumé, non par la miséricorde infinie pour nos usages de chaque jour, mais par la justice divine ! Un feu si ardent que le feu de la terre, même le plus intense, n'est qu'un feu en peinture ! Un feu si pénétrant qu'il s'insinue jusque dans les entrailles, jusque dans la moëlle des os : le réprouvé est environné d'une atmosphère de feu, il ne touche que du feu, il ne respire que du feu ; il est lui-même comme un charbon embrasé ! Feu intelligent qui discerne la gravité et le nombre des fautes, les membres coupables, pour proportion-

ner la torture à l'offense de Dieu ! Feu éternel surtout, qui tourmente le pécheur, non pas un siècle, non pas mille ans, mais toujours, toujours ! Comprendrez-vous maintenant la grièveté du péché ? Oseriez-vous dire : J'ai péché et qu'en est-il résulté de fâcheux ? Ne regretterez-vous pas sincèrement d'avoir offensé Dieu ? N'aurez-vous pas en horreur tout péché désormais ? Ne voulez-vous pas vous purifier de toutes vos fautes ? Oh ! oui, faites une bonne confession, et votre âme sera pure, et vous redeviendrez les amis, les enfants de Dieu !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE

Du droit qu'a une Confrérie érigée canoniquement de se donner des statuts propres.

20 mai 1882.

Une confrérie canoniquement érigée peut-elle se donner des statuts, et quelle est la participation de l'évêque dans la confection de ces statuts ?

Le droit enseigne qu'une confrérie canoniquement érigée peut se donner des statuts en rapport avec la fin qu'elle se propose, pourvu qu'elle observe les règles générales de l'Eglise, sauf l'approbation de l'évêque ; que l'évêque doit les approuver quand ils renferment toutes les conditions prescrites ; que, dans le cas d'une difficulté entre l'évêque et la Confrérie, celle-ci peut en appeler à Rome du refus de l'autorité diocésaine ; que le Souverain-Pontife approuve les statuts qui sont en rapport avec les lois générales de l'Eglise, et qu'il indique, par les Congrégations romaines, les modifications à faire, quand il y a lieu. Voici un exemple :

Le village de *Rassi*, au diocèse de *Faenza* (Italie), possède une confrérie du Saint-Sacrement qui a pour but de relever la solennité du culte et de s'occuper des œuvres de bienfaisance.

Le conseil de direction, composé de douze laïques appartenant à la confrérie, administre les biens et veille à l'observation de la règle.

En 1827, à la suite d'une discussion entre le curé et la confrérie, le vicaire capitulaire administrateur du diocèse, donna à celle-ci un règlement rédigé par lui sans l'avoir consultée. Il avait, dans ce règlement, méconnu les lois principales qui régissent la matière en donnant toute l'autorité au curé. Les difficultés n'ayant fait qu'augmenter, au lieu de diminuer, l'évêque pria la confrérie de rédiger elle-même un règlement.

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (18 vol.) avec tables, 360 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

La chose faite, l'évêque se refusa à l'approuver, parce qu'il ne lui paraissait pas parfait et qu'il le croyait en contradiction avec les anciens statuts.

De là recours à la Sacrée Congrégation du Concile, avec prière d'examiner les statuts et de les approuver. La Sacrée Congrégation fit demander à l'évêque les motifs de son refus. Après avoir examiné les raisons alléguées de part et d'autre, elle conclut à l'approbation, sauf les changements qu'elle crut devoir indiquer.

Q. *An novæ constitutiones sodalitii sub invocatione sanctissimi Sacramenti in omnibus et singulis articulis sint approbandæ vel improbandæ in casu ?*

R. *Affirmative juxta modum Domino secretario patefactum.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

EXPLICATION DU BREF

NULLO UNQUAM TEMPORE

Ce Bref est très important. Il apporte de graves modifications dans la liturgie, d'abord en ajoutant cinq nouveaux saints dans le Calendrier de l'Eglise universelle, ensuite et surtout en changeant profondément la rubrique des translations.

Sur la demande de bon nombre de nos lecteurs, nous donnerons une explication de ce Bref Apostolique. Nous le ferons en toute humilité, parce que plusieurs points présentent des difficultés sérieuses. Pour aujourd'hui nous exposerons seulement les commencements de ce grave Document, lesquels présentent moins de difficultés.

1° *En quels jours doit-on placer les cinq nouvelles fêtes ?* D'après le Bref, elles sont fixées au 9 février, au 18 mars, au 14 avril, au 28 mai, et au 14 novembre. Mais en beaucoup de diocèses et de paroisses, plusieurs de ces fêtes sont déjà occupées par des fêtes du calendrier diocésain ou paroissial. Il faut donc permuter les nouveaux saints, c'est-à-dire leur assigner le premier jour libre. Et ce premier jour libre sera désormais leur siège propre. Ce travail de permutation est souvent difficile. Aussi la Sacrée Congrégation des Rites, tout en permettant à tous les prêtres séculiers ou réguliers de le faire, demande-t-elle qu'ils justifient auprès de leur Ordinaire, le nombre et les causes de ces permutations, aussi bien que l'ordre et la qualité des jours assignés : « ... justificatis tamen apud Rev. Epis. loci Ordinarium translatorum numero et causis, diurnumque assignatorum ordine et qualitate. » (S. R. C., 22 août 1744.)

S'il arrivait que l'on se fût trompé dans ce travail souvent difficile, il faudrait corriger l'erreur, quelle que soit la coutume, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 11 mars 1820.

Nous trouvons un exemple de permutation dans le Bref lui-même. Le Souverain Pontife y assigne, mais seulement pour le Calendrier propre de la ville de Rome, les jours où devront être fixés les saints Cyrille d'Alexandrie, Cyrille de Jérusalem, Augustin de Cantorbéry, et Josaphat. Saint Cyrille d'Alexandrie, qui tombait le 9 février, est fixé au 20 du même mois; saint Cyrille de Jérusalem, qui tombait le 18 mars, au 20 du même mois; saint Augustin de Cantorbéry, qui tombait le 28 mai, au 7 juin; et saint Josaphat, qui tombait le 14 novembre, au 14 décembre.

2^e Quels sont les offices qui doivent être simplifiés? Ce sont seulement les fêtes doubles mineures et semi-doubles. Il ne s'agit donc que des « fêtes, » et nullement des autres offices même semidoubles comme sont par exemple les Vigiles de Noël, de l'Épiphanie et de la Pentecôte, les jours dans l'octave (*infra octavam*) etc. Et encore faut-il excepter les fêtes des docteurs, qui ne doivent pas être simplifiées; comme le Bref ne fait aucune distinction, il faut y comprendre tous les docteurs, aussi bien ceux de l'Eglise grecque que ceux de l'Eglise latine; on en compte aujourd'hui dix-neuf.

De plus, il ne s'agit que des doubles « mineurs. » Par conséquent on ne peut simplifier les doubles majeurs, ni bien moins encore, les doubles de première et de seconde classe.

En quels cas doivent-ils être simplifiés? Le texte porte : lorsqu'ils sont empêchés par l'occurrence d'un dimanche, d'une fête ou d'un office majeurs : « *festis duplicia minora (exceptis illis Sanctorum Ecclesiæ doctorum) et festis semiduplicia, si occurrat Dominicæ vel Majoris festi seu Officii quomodocumque impediuntur, non transferuntur...* »

Or comme toute fête semidouble est empêchée par tout dimanche, il en résulte que tout semidouble qui tombera dans un dimanche quelconque devra être simplifié.

En est-il de même des fêtes doubles tombant le dimanche? Non, car le Bref ne dit pas : les fêtes « tombant » le dimanche seront simplifiées, mais bien les fêtes doubles « empêchées » par le dimanche, *si impediuntur*. Or les fêtes doubles ne sont empêchées que par dix-sept dimanches, à savoir les neuf dimanches de 2^e classe (c'est-à-dire le deuxième, le troisième et le quatrième d'Avent; le deuxième le troisième et le quatrième de Carême, et les dimanches de la Septuagésime, de la Sexagésime et de la Quinquagésime), et les 8 dimanches de première classe (c'est-à-dire ceux de la Passion, des Rameaux, de Pâques, de Quasimodo, de la Pentecôte, de la Trinité, le premier dimanche de l'Avent et le premier du Carême).

Les fêtes doubles et semidoubles sont encore empêchées par des fêtes ou des offices plus grands, *occurrentia majoris festi seu Officii*. Par conséquent les semi-doubles seront encore simplifiés toutes les fois qu'ils coïncideront avec une fête double.

Les fêtes doubles et semidoubles seront simpli-

fiées si elles tombent dans les fêtes privilégiées (le mercredi des cendres, et les trois premiers jours de la semaine sainte); de même dans la vigile privilégiée de la Pentecôte; de même dans les octaves de Pâques, de la Pentecôte et de l'Épiphanie; de même au jour octave.

Les semidoubles seront encore simplifiés s'ils tombent pendant l'octave de la Fête-Dieu et de Noël.

Nous verrons dans un autre numéro comment les fêtes doubles et semidoubles sont simplifiées.

Plusieurs fois déjà on nous a demandé le texte de la Constitution *Apostolicæ Sedis* en date de 1872 réglant les droits et privilèges des Protonotaires *ad instar participantium*. Nous n'avions pu accéder aux désirs de nos amis. Mais les demandes sont tellement nombreuses qu'il nous est impossible de différer davantage. On remarquera que Pie IX a restreint sur quelques points les prérogatives que s'attribuaient quelques-uns de ces hauts dignitaires.

PIUS EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM. Apostolicæ Sedis officium, quod licet imparibus meritis, tenuitati Nostræ inscrutabili divinæ providentiæ Consilio demandatum est, inter multimodas curas, quibus hisce maxime temporibus premimur, hanc etiam Nobis imponit ut eas concessiones per Romanos Pontifices Prædecessores Nostros factas, quæ temporis lapsu vel nimis ampla et prava interpretatione, magnum ecclesiasticæ disciplinæ detrimentum attulerunt, eas prout exigit necessitas, ad rectum mentis ipsorum Prædecessorum Nostrorum et Nostræ tramitem reducere studeamus : idque potissimum et ipsa rei gravitas et augusta Ecclesiæ liturgia nec non et varia Prædecessorum Nostrorum temperamenta, alias ad eundem finem adhibita, visa sunt Apostolicæ decisionis oraculum postulare. Sane, ut patet, Pronotarios Apostolicos *ad instar Participantium* nuncupatos, insignibus privilegiis Romanorum Pontificum benignitate auctos fuisse. Verum, ut est humanæ naturæ infirmitas, sive ex prava eorumdem privilegiorum interpretatione, sive etiam ex immoderato honorum desiderio, non raro extra Urbem contigisse compertum est, ut plures ex memoratis Pronotariis non sine gravi Episcopalis dignitatis injuria indebitas sibi prærogativas, præsertim in Pontificalibus exercendis usurpare præsumpserint. De hujusmodi abusibus quum frequentissimæ expostulationes a non paucis Episcopis ad Nos delatæ fuerint et porro deferantur, Nos ad prædictos eliminandos abusos certasque edendas regulas, quibus privilegia declarentur Protonotariis Apostolicis *ad instar*, vere propriæ spectantia, modusque præfiniatur in usu eorumdem privilegiorum omnino servandus, peculiarem nonnullorum Venerabilium Fratrum Nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium sacris tuendis Ritibus præpositorum cum aliquibus Romanæ Curiae Prælati, Congregationem deputandam duximus, cui rem universam discutendam commisimus. Quæ quidem Congregatio,

cunctis accurate diligenterque perpensis, in Conventu sub die XVIII Mensis Aprilis proxime præteriti habito, negotium sibi demandatum ad exitum perduxit atque hæc quæ sequuntur decernenda censuit.

I. Pronotarii Apostolici *ad instar Participantium* a Summo Pontifice ad hunc honorem evecti, inter Prælatos Domesticos eo ipso accensentur.

II. Licet illis habitu Prælatitio uti, nimirum : veste talari caudata, fascia et palliolo seu mantelletto violacei coloris cum collari et caligis item violaceis ac birreto, quod tamen omnino nigrum esse debet.

III. Hunc habitum Prælatitium cum Rochetto subtus palliolum adhibere poterunt in publicis supplicationibus aliisque sacris functionibus ; in reliquis vero Rochettum dimittant ; simulque soiant numquam sibi licere, præterquam in celebratione Missæ Pontificalis Crucem pectoralem et Annulum deferre.

IV. Habitu privato incedentibus, fas erit iisdem Protonotariis, retento usu collaris et caligarum violacei coloris, induere vestem talarem nigram fimbriis globulisque rosaceis ornatam, circumcingere illam ad lumbos parva fascia violacea, pallium item violaceum superimponere ac pileo nigro vittam seu cordulam sericam rubri coloris, auro tamen non intertextam, adjungere.

V. Habitu Prælatitio induti, quoscumque Clericos Presbyteros, Canonicos singillatim sumptos nec non Prælatos superiores Ordinum Regularium, quibus Pontificalium privilegium non competat, præcedunt : minime vero Vicarios Generales vel Capitulares, Canonicos collegialiter unitos et Abbates.

VI. Si in habitu Prælatitio sacris functionibus assistant, non genuflectant sed caput Cruci inclinent, uti fieri solet a Canonicis Ecclesiarum Cathedralium, duplici ductu thurificentur et considereant juxta ordinem nuper indicatum.

VII. Si forte Canonicatu aut Dignitate in aliqua Ecclesia potiantur, habitum ibi gestent sui ordinis proprium, non Prælatitium : excepta tantum veste talari, quæ violacea esse poterit, eoque considereant et incedant loco, qui ipsis ratione beneficii competit. Quod si habitu Prælatitio uti nihilominus velint, sedem occupent ipsis superius assignatam et pro ea vice distributiones quotidianas intant, quæ Sodalibus accrescant.

VIII. Indulto gaudeant privati Oratorii ab Ordinario visitandi atque approbandi, in quo, diebus etiam solemnioribus, in consanguineorum et affinium secum cohabitantium nec non famulorum suorum præsentia, Missam vel per se celebrare, vel per quemcumque Sacerdotem sæcularem vel cujusvis Ordinis regularem rite probatum celebrare facere, libere possint et valeant. Privilegio autem Altaris portatilis omnino carere se sciant.

IX. Jus habent assistendi Capellis Pontificiis ibique sedendi post Protonotarios Participantes.

X. Conficere possunt Acta de causis Beati-

ficationis et Canonizationis Servorum Dei, quo tamen privilegio uti nequeant, si eo loci alter sit e Collegio Protonotariorum Participantium.

XI. Rite eliguntur in Conservatores Ordinum Regularium, in Judices Synodales, in Commissarios Apostolicos et Judices a Summo Pontifice adiscendos pro causis Ecclesiasticis et Beneficiariis. Item apud ipsos Professionem Fidei recte emittunt, qui ex officio ad eandem adstringuntur. Item coram ipsis pensiones transferri possunt ab iis, qui eo gaudent privilegio.

XII. Meminerint tamen Protonotarii Apostolici *ad instar Participantium*, minime obstantibus privilegiis superius recensitis, ipsos a locorum Ordinariis eorumque jurisdictione minime esse exemptos, sed iisdem Ordinariis juxta communis juris regulas, omnino subjectos, nec proinde sine expresso illorum assensu, numquam posse Pontificalia exercere.

XIII. Impetrata autem Ordinarii venia, qui eam tribuere poterit quoties et pro quibus Solemnitatibus voluerit, et si Missa solemniter celebranda sit in Ecclesia exempta, obtento insuper assensu Prælati cui hæc ipsa Ecclesia subest, non idcirco memorati Protonotarii fas sibi esse putent solemnem Sacrum iisdem prorsus ritibus et pompa peragere, qui Episcopali tantum dignitati conveniunt. Plura siquidem sunt quæ illis omnimodè, prout sequitur, interdiciuntur.

XIV. Itaque ad Ecclesiam ubi rem divinam sint solemniter celebraturi privatim accedant. Non Cappam magnam nec Pileum pontificale audeant assumere, ne unum quidem Presbyterum vel Clericum superpelliceo indutum sibi comitem adiscant : non in templi vestibulo ab Ecclesiæ Clero associari se sinant ; non denique populum lustrali aqua ibidem aspergere, nec ipsi intra Ecclesiam benedicere manu præsumant.

XV. Item abstineant ab usu septimi candelabri super Altari ; sacras vestes non ex eo, sed in sacrario assumant et deponant ; non in faldistorio eove minus in throno sedeant, sed una cum Ministris in Scamno cooperto tapeto vel panno coloris officio diei respondentis ; non Baculo pastoralis, non Canone, non Palmatoria, non Presbytero assistente utantur ; manus nonnisi semel post Offertorium ad Altare lavent. Denique nec dicant PAX VOBIS loco DOMINUS VOBISCUM dum populum salutant, nec in fine Missæ trinam benedictionem impartiantur.

XVI. Quoad ornamenta Pontificalia hisce tantum uti poterunt, scilicet : Caligis et Sandaliis sericis nec auro nec argento ornatis, sericis item Chirothecis sine opere frygio, aureo vel argenteo, Dalmatica, Tunicella, Annulo cum unica gemma, Cruce pectorali sine ullis gemmis cum cordula serica violacei coloris, Mitra simplici ex tela alba cum sericis laciniis rubri coloris, ac pileolo nigri coloris, attamen nonnisi sub Mitra adhibendo.

XVII. Hæc ipsa vero Pontificalia ornamenta assumere nequibunt in Missis pro Defunctis, in

Processionibus et in quibuscumque aliis ecclesiasticis Functionibus, nisi forte Missam solemnem immediate præcedant vel subsequantur, at semper depositis in ejusmodi functionibus a Missa distinctis, Chirothecis cum Dalmatica et Tunica.

XVIII. In Missis privatis quoad indumenta, ceremonias, ministros, Altaris ornatum, cereorum lucentium numerum a simplici Sacerdote non differant, adeoque nullum prorsus ex ornamentis Pontificalibus pro Missa solemnitate tantum sibi indultis adhibeant, atque ab omnibus et singulis ritibus in ipsa Missa solemnitate sibi vetitis penitus absterneant.

XIX. Verum cum Protonotarii *ad instar Participantium* nequeant in Urbe, ob Summi Pontificis præsentiam, Pontificalium privilegium exercere, hinc illis Romæ permittitur ut juxta vigentem ibi usum possint in Missis privatis, dummodo habitu Prælatitio sint induti, sese ad Missam præparare eaque absoluta gratiarum actiones persolvere coram Altari in parvo genuflexorio sine strato cum duobus pulvinaribus tantum, altero sub genibus et altero sub brachiis; sacras vestes ex eodem Altari sumere, palmatoria uti ac Presbyterum superpelliceo indutum adhibere, qui Missalis folia illis evolvat: salvis tamen quoad Patriarchales Basilicas peculiaribus statutis et consuetudinibus ibidem laudabiliter observatis, et cauto semper ut abstinere omnino debeant ab Annulo et Cruce pectorali; ab usu pileoli, a salutatione populi per verba *Pax Vobis*, a trina benedictione in fine Missæ et ab aliis quibuscumque ritibus et ceremoniis, nonnisi S. R. E. Cardinalium et Episcoporum propriis.

XX. Recensita hactenus privilegia illa sunt, quibus dumtaxat Protonotarii *ad instar* ab Apostolica Sede donantur. Verum non aliter illa exercere licebit iis qui hujusmodi honorem rite fuerint consecuti, nisi antea Apostolicas Litteras vel legitimum Diploma suæ nominationis in officio Secretarii Collegii Protonotariorum Participantium exhibuerint, cujus erit in codicem referre nomen, cognomen, ætatem, patriam et qualitates novi Protonotarii *ad instar*, nec non diem expeditionis prædictarum Litterarum Apostolicarum seu Diplomatis; nisi insuper coram Decano Protonotariorum Participantium vel per se, si Romæ versentur, vel etiam per legitimum Procuratorem si alibi commorentur, Fidei professionem et Fidelitatis juramentum præstiterint, et nisi denique, de sua legitima nominatione nec non de Fidei professione et Fidelitatis juramento a se ut supra præstitis authenticum documentum nomine totius Collegii Protonotariorum Participantium ab hujus Decano et Secretario subscribendum et Collegii ipsius Sigillo muniendum, Ordinario præsentaverint, una cum notula typis impressa honorum, privilegiorum et prærogativarum Protonotariatus *ad instar* inhærentium ad formam præsentis Decreti, iisdem prorsus quibus supra subscriptionibus et Sigillo munita.

XXI. Qui secus facere aliisve, præter memorata, privilegiis et juribus uti præsumperint, si ab Ordinario semel et bis admoniti non paruerint, eo ipso Protonotariatus honore privatos se sciant.

XXII. Quæ supra de usu Pontificalium et de modo Missam privatam celebrandi quoad Protonotarios *ad instar Participantium* decreta sunt, a cæteris etiam Romanæ Curiae Prælatiis, quibus ex Constitutionibus aliisve specialibus Indultis Apostolicis privilegium Pontificalium competat, erunt adamussim servanda. Si qui vero Prælati et Prælatorum Collegia amplioribus hac in re prærogativis se aucta fuisse arbitrentur peculiariter sua jura in Sacrorum Rituum Congregationem deducant, ut quod e canonicarum Sanctionum præscripto visum fuerit, opportune decernatur.

XXIII. Cum autem inter privilegia, quibus a Romanis Pontificibus nonnulla Cathedralium aliarumve Insignium Ecclesiarum extra Urbem Capitula decorata fuerunt, illud quoque fuerit identidem concessum, ut prædictarum Ecclesiarum Canonici titulo gaudeant Protonotariorum *ad instar Participantium*; attente perpendant istiusmodi Capitula ex nudo hoc titulo singulis Canonicis Pontificia benignitate tributo, minime deduci posse privilegia quoque ipsis indulta fuisse eorundem Protonotariorum propria, sed juxta regulam a sacra Rituum Congregatione in generali Decreto diei 27 Aprilis 1813 traditam et a Sa. mem. Pio VII. Idibus Decembris ejusdem anni in Constitutione *Cum innumeri* confirmatam, meminerint. « Leges et conditiones in Apostolicis » « Indultis præfinitas, accurate diligenterque servandas, neque ulli fas esse concessionis limites » « pro suo arbitrio prætergredi, vel in Romana » « Curia id genus Insignia deferre, vel sibi singularim et extra Collegii functiones attributa » « existimare, quæ corpori tantummodo sunt » « collata. »

XXIV. Cæterum, prædicta Congregatio particularis, hoc Decreto nihil detractum voluit de juribus, privilegiis et exemptionibus Collegio Protonotariorum Participantium juxta Constitutiones Apostolicas, ac præsertim juxta Litteras in forma Brevis. *Quamvis peculiares facultates*, die 9 Februarii 1853 datas quoquomodo spectantibus.

Nos igitur qui certum ordinem in omnibus servari sinceris desideramus affectibus, præmissa omnia et singula a præfata Congregatione digesta atque statuta, Apostolica Auctoritate, tenore præsentium, confirmamus et approbamus, eaque veluti Motu proprio, certa scientia ac de Apostolicæ Potestatis plenitudine constituimus, ordinamus atque sancimus.

Decernentes præsentibus Litteris, etiam ex eo quod in præmissis et circa præmissa, jus vel interesse habentes seu habere quomodolibet prætendentes, vocati et auditi non fuerint, nec eis consenserint, ab omnibus ad quos nunc spectat et in futurum spectabit, perpetuo et inviolabiliter observari debere; easdemque nullo unquam

tempore, ex quavis causa quantumvis juridica, privilegiata ac [ex quovis capite, colore et prætextu de Subreptionis vel Obreptionis ac nullitatis vitio seu intentionis Nostræ aliovet quolibet etiam substantiali defectu notari, impugnari, aut adveisus illas oris apositionem vel aliud juris facti vel gratiæ remedium intentari posse; sed eas semper et perpetuo validas et efficaces existere suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere.

Sicque et non aliter per quoscumque Judices Ordinarios vel Delegatos quavis auctoritate et potestate fungentes, seu honore, præeminentia ac dignitate fulgentes, etiam causarum curæ Cameræ Apostolicæ Auditores ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de latere Legatos, Vice-Legatos atque Apostolicæ Sedis Nuncios, sublata eis et eorum cuilibet, quavis aliter judicandi et interpretandi facultate, judicari et definire etiam debere, ac irritum quoque et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus, quatenus opus sit, Nostra et Cancellariæ Apostolicæ regula *De jure quæsito non tollendo* ac quibusvis specialibus vel generalibus Apostolicis Constitutionibus atque privilegiis, gratiis et indultis, etiam confirmatione Apostolica vel quavis alia firmitate roboratis atque litteris Apostolicis sub quibuscumque tenoribus et formis ac cum quibusvis clausulis et decretis quibusvis Capitulis, Collegiis ac etiam peculiaribus personis, quacumque ecclesiastica aut mundana Dignitate fulgentibus, quantumvis specifica et individua mentione dignis, quocumque tempore concessis, nec non quibusvis consuetudinibus etiam immemorabilibus : quibus omnibus et singulis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica et individua mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret; illorum tenores ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata præsentibus inserti forent, pro expressis habentes, ad præmissorum omnium et singulorum effectum consequendum, latissime et plenissime ac specialiter et expresse de Apostolicæ potestatis plenitudine Motu pari derogamus ac derogatum esse volumus, cæterisque in contrarium quomodolibet facientibus quibuscumque.

Volumus autem quod præsentium Litterarum transumptis etiam impressis, manu tamen alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo alicujus personæ in Dignitate Ecclesiastica constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio et extra illud, adhibeatur, quæ eisdem præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam Nostræ confirmationis, approbationis, constitutionis, ordinationis, sanctionis, decreti, derogationis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem Omnipotentis Dei

ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum Ejus, se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum IV Kalendas Septembris Anno Incarnationis Dominicæ Millesimo Octingentesimo Septuagesimo Secundo.

Pontificatus Nostri Anno Vigesimo Septimo.

F. CARD. ASQUINIUS.

C. GORI SUBDATARIUS.

Q. — Permettez à un humble prêtre du Canada français et catholique de venir joindre sa faible expression au concert de félicitations que vous recevez tous les jours pour votre *Ami du clergé*, si bien rédigé, si intéressant et pratique. Non, vraiment, ce n'est pas trop dire en vous assurant que votre excellente *Revue* semble appelée à rendre d'éminents services au clergé, surtout en le ramenant à la pratique exacte et uniforme, si désirable, de la sainte Liturgie Romaine.

Vous voudrez donc bien, comme vous l'avez déjà fait pour tant d'autres, résoudre, dans un de vos prochains numéros, le petit doute suivant :

A la fin des cérémonies du baptême, immédiatement après l'infusion de l'eau, il est dit dans la rubrique du rituel romain que l'onction du saint Chrême doit se faire *in summitate capitis*. Que doit-on entendre d'une manière précise par cette expression : *in summitate capitis*? Doit-on entendre le haut du front, l'endroit même où s'est faite l'infusion de l'eau, ou l'endroit de la tête où se porte la couronne cléricale?

Une vive discussion a naguères eu lieu là-dessus entre moi et plusieurs de mes confrères, mais aucune de leurs raisons ne m'a paru convaincante.

L'usage général, ici, si je ne me trompe, est de faire cette onction sur le haut du front; c'est aussi le mien, mais je le suspecte quelque peu.

Veuillez me dire si nous sommes dans le vrai en suivant cette pratique, ou s'il y a matière à amendement. Ce faisant, croyez-moi, vous obligerez beaucoup un de vos lecteurs assidu et enthousiaste.

R. — Votre usage est mauvais, lors même qu'il serait général au Canada, comme vous le dites. Voici les motifs sur lesquels s'appuie l'*Ami du clergé* pour le réprouver. 1^o C'est le texte même du Rituel, qui est très formel : « Et ungit infantem *in summitate capitis*. » Rien n'est plus clair, Pourquoi s'écarter de la rubrique.

2^o L'enseignement unanime des auteurs est contraire à votre pratique. Nous n'en connaissons pas un seul qui vous soit favorable.

3^o Les raisons mystiques attachées à ce rite, militent entièrement contre vous. Elles sont d'une élévation et d'une beauté merveilleuses, et devraient être expliquées aux fidèles. Voici comment les expose le Catéchisme du Concile de Trente :

« Jam postquam Baptismus absolutus est, sacerdos summum baptizati verticem chrismate perungit : ut intelligat se ab eod. die Christo capiti tanquam membrum conjunctum esse, atque ejus corpori insitum, et ea re Christianum a Christo, Christum vero a chrismate appellari. Quid vero Chrisma significet, ex his satis intelligi quæ tunc sacerdos orat, divus Ambrosius testatur » (Pars II, au mot Chrisma).

Ce rite indique donc l'union ineffable qui s'établit par le baptême entre l'homme et Dieu, entre

la branche desséchée, qui est l'homme, et l'olivier fertile, qui est Jésus-Christ. L'olivier se greffe ainsi, dit saint Paul dans son Epître aux Romains (chapitre XI, v, 17, etc.), sur la branche desséchée pour lui rendre la vie. C'est pour signifier ce grand mystère de miséricorde que l'Eglise prend le fruit de l'olivier, un peu d'huile, symbole de bonté, figure de Jésus-Christ. Le grand S. Cyrille de Jérusalem, que Léon XIII vient de placer si heureusement dans le calendrier de l'Eglise universelle, faisait allusion à ce mystère quand il disait aux nouveaux baptisés : « Vous avez été oints d'huile exorcisée, et ainsi vous avez participé aux fruits de l'olivier fécond, qui est Jésus-Christ. »

Ce rite a encore deux autres significations. D'abord il rappelle la descente du Saint-Esprit et de ses dons sur le baptisé ; ensuite, que le baptisé est, dans un sens vrai, roi et prêtre, et qu'il doit à ce double titre régner sur ses passions et s'immoler lui-même à Dieu comme une hostie vivante. Or ces significations sont plus parfaitement exprimées lorsque l'onction s'accomplit en haut de la tête.

Certes, toutes ces raisons sont bien suffisantes pour faire condamner la pratique du Canada. Mais qu'il nous soit permis d'en ajouter encore deux autres :

4° Un quatrième motif est tiré de l'ordre hiérarchique. L'onction sur le front fait partie de la confirmation. Innocent I, qui occupait la chaire de saint Pierre dans les premières années du cinquième siècle, nous apprend, dans une lettre sur cette matière, que les prêtres doivent oindre ceux qu'ils ont baptisés avec le saint chrême béni par l'Evêque, mais qu'ils ne doivent pas le faire sur le front, ce qui est réservé aux Evêques.

5° Enfin nous pouvons produire une raison d'antiquité. Nous venons déjà d'en donner une dans la question précédente, puisque le pape saint Innocent I appartient au commencement du cinquième siècle. Nous pouvons ajouter que les Sacramentaires des papes saint Gélase et saint Grégoire-le-Grand prescrivent l'onction du saint chrême sur le sommet de la tête.

Maintenant la conclusion est facile ; vous devez abandonner absolument votre pratique comme contraire à la rubrique, à l'enseignement, au symbolisme, à l'ordre hiérarchique et à l'antiquité.

Q. — 1° Un curé peut-il de son propre chef, dans une église bien propre et suffisamment grande, retrancher les processions d'avant l'aspersion, processions qui sont indiquées pour tous les dimanches de l'année, même dans les simples paroisses ? Pour moi, je ne le crois pas. Suis-je dans la vérité ?

2° Un curé peut-il supprimer la bénédiction de l'eau des Fonts le samedi d'avant la Pentecôte, parce que, dit-il, il y en a suffisamment pour jusqu'à Pâques prochain ? C'est encore ce que je ne crois pas. N'y aurait-il point péché, et même péché grave d'agir de la sorte ?

R. — Ad I. La procession dont vous parlez n'est pas prescrite dans la liturgie romaine.

Mais si elle se fait en vertu d'une coutume ou d'une institution épiscopale, elle doit être maintenue. Il n'appartient pas à un curé de détruire un usage ancien et louable, ou une pratique établie par l'autorité ecclésiastique.

Ad II. Un curé ne peut pas non plus supprimer la bénédiction de l'eau des Fonts la veille de la Pentecôte, parce que la rubrique est formelle, et que tout nous porte à croire qu'elle n'est pas seulement directive, mais obligatoire. Quel péché y aurait-il à omettre cette cérémonie, nous n'oserions le dire, n'ayant pas de guide en cette matière. Mais il suffit qu'il y ait péché pour que le curé observe cette rubrique.

Q. — Le diocèse de Nice célèbre la dédicace de l'église cathédrale et de toutes les églises au 3^e dimanche d'octobre. Cela a lieu sans doute en vertu d'un privilège. Son annexion à la France en 1860 n'a rien changé.

Mais la question particulière qui fait l'objet de ma difficulté est celle-ci :

Ce privilège accordé au clergé séculier est-il communicable au clergé régulier *a fortiori*, aux capucins qui ont un calendrier propre à l'ordre, d'après lequel la dédicace de leurs églises se fait le 6 septembre, mais il leur reste à fixer la dédicace de l'église cathédrale, fête obligatoire seulement pour ceux qui résident en une ville épiscopale.

Donc pour cette dédicace de l'église cathédrale doivent-ils tenir compte de l'indult du cardinal Caprara, en 1802, qui a fixé la dite fête au dimanche après l'octave de la Toussaint.

Doivent-ils, au contraire, se conformer au clergé séculier pour cette fête de la dédicace de la cathédrale, dans le cas où le diocèse ne s'en tiendrait pas aux prescriptions du cardinal.

Qui a plus de force pour faire loi ou de l'indult général à la France ou d'une concession particulière ?

Je prie l'excellente revue de l'*Ami du clergé* de vouloir bien donner solution à cette difficulté qui, pour m'intéresser en particulier en ma qualité de prêtre tertiaire séculier de saint François, pourrait également être utile aux victimes de l'infâme exécution des décrets.

R. — Vous devez suivre en cette matière les mêmes règles que le clergé séculier. On ne voit pas pourquoi il y aurait sur ce point pour le clergé régulier des prescriptions différentes de celles qui regardent le clergé séculier. C'est d'ailleurs un principe bien connu que des offices demandés au Saint-Siège par les chefs d'Etat, et concédés à tout un royaume, sans aucune distinction de clergé, concernent le clergé régulier aussi bien que le clergé séculier.

De même, si le clergé du diocèse de Nice en général a été dispensé par l'autorité légitime de suivre les prescriptions du cardinal Caprara, la dispense regarde les réguliers comme les séculiers.

Q. — Un curé peut-il refuser le baptême à un enfant né dans sa paroisse, mais dont la mère n'a dans cette paroisse qu'un domicile de circonstance, ou un domicile de fait d'assez courte durée ?

R. — La réponse à cette question est donnée par St Alphonse de Liguori, dans les termes suivants : « Si autem mulier casu pariat in pago non suo, proles ab illius pagi parochia est baptisanda : verumtamen, si ille pagus parum distet à pro-

prio pago, v. g. duabus aut tribus horis, potest baptisari etiam in ecclesiâ suâ. » Croix n° 275, cum Gob. (Lib. VI. n° 114).

Le saint docteur s'appuie sur l'autorité de Croix et de Gobat. Or ces théologiens disent que la mère peut à volonté faire porter son enfant dans l'église de sa paroisse, pour y recevoir le baptême, si celle-ci n'est éloignée que de deux ou trois heures, ou l'envoyer à l'église de la paroisse dans laquelle elle se trouve, et alors c'est le curé de cette dernière paroisse qui devrait conférer le baptême.

Il suit de là que le curé de la paroisse dans laquelle l'enfant est né, ne pourrait échapper à l'obligation de le baptiser, que si la mère veut le faire porter, non dans l'église du lieu où elle se trouve, mais dans l'église de sa paroisse, qui ne serait éloignée que de deux ou trois heures. V. Gury, T. 2. n. 244. Gousset, T. 2. n° 72.

Q. — Plusieurs prêtres ont été surpris de vos décisions à l'égard des curés qui s'absentent lorsqu'ils ont des personnes gravement malades. N'avez-vous pas été trop sévères ?

R. — Non, nous n'avons pas été trop sévères, car nos décisions reposaient sur des autorités très sérieuses, et nous ne pensons pas qu'on pourrait nous opposer un seul témoignage contraire qui eût quelque valeur. Et la ligne de conduite que nous avons tracée d'après les moralistes est suivie par les bons prêtres, non pas seulement comme conseil, mais comme obligation. Qu'il nous soit permis de rappeler, à cette occasion, un fait qui est resté profondément gravé dans notre mémoire. Pendant le concile du Vatican, bon nombre de prêtres profitèrent de cette occasion solennelle pour aller visiter la Capitale du monde catholique. Un jour, plusieurs centaines de prêtres se rendirent au Vatican pour offrir leurs hommages à l'immortel successeur de Pierre et lui demander sa bénédiction. Pie IX les reçut avec sa bonté ordinaire, et ne manqua pas de leur adresser une de ces allocutions admirables dont il avait le secret. Or, que va-t-il rappeler à ces centaines de prêtres suspendus à ses lèvres ? Deux principaux devoirs ; et l'un de ces devoirs était précisément de prendre soin des malades, même après qu'ils ont reçu les sacrements, afin de les préparer au salut, qui est plus que toute autre chose l'unum necessarium.

Nous sommes persuadés que beaucoup de prêtres gagneraient à lire et à méditer cette allocution du grand Pontife.

Q. — Geneviève, mère d'une nombreuse famille, signe un acte privé sur lequel elle s'engage envers son fils aîné Gustave à lui remettre sur ses biens propres une somme de 20,000 fr. dès qu'il sera reçu médecin. De son côté, Gaston, encore mineur, s'engage par le même acte à servir à sa mère à partir du jour où il aura reçu ladite somme, une rente viagère de 1500 fr. Le tout s'est fait à l'insu du mari et père : *quid juris ?* à quoi seront tenus les deux signataires ?

R. — Pour apprécier la validité du contrat intervenu entre Geneviève et son fils, il faut l'examiner au point de vue de la matière et des contractants.

1° Quant à la matière, le contrat en question ne peut être licite qu'autant que Geneviève donnera des biens qui lui appartiennent en propre. Comme elle est mariée, elle ne peut disposer d'aucun de ses immeubles, sans l'autorisation de son mari ou du tribunal. Quant à ses biens mobiliers, elle ne peut les aliéner qu'autant qu'elle en a la jouissance. Or, elle ne peut avoir la jouissance des vingt mille francs en question que si cet argent provient de ses économies sur les sommes qui lui sont remises pour son entretien personnel, ou si elle s'est mariée sous un régime qui lui laisse l'administration et la jouissance de ses biens. Dans ces cas divers le contrat considéré par rapport à la matière est licite. Il n'y a pas une donation qui favorise un des enfants au détriment des autres : il y a une vente dont la mère retire le plus grand profit, puisqu'elle s'assure une rente viagère de beaucoup supérieure à la rente qu'elle aurait pu espérer en plaçant autrement son argent. De la part du fils, il y a un contrat assez aléatoire, dont les chances reposent sur la vie plus ou moins longue de sa mère.

Si Geneviève s'est mariée sous un régime qui ne lui laisse pas la jouissance de ses biens, elle ne peut prélever vingt mille francs, même sur ses biens propres, pour les céder à rente viagère à son fils.

2° Quant aux contractants, d'après la loi civile, ils sont tous deux incapables de contracter, l'épouse sans la permission de son mari, le fils sans la permission de son père. Toutefois les théologiens enseignent que quand le contrat ne porte préjudice à aucun des deux contractants, ils peuvent en conscience se maintenir. Or, supposé que la matière du contrat fût valide, Geneviève et son fils sont tenus de l'observer.

Q. — 1° Distinction entre les droits curiaux, les fonctions curiales, et les fonctions simplement sacerdotales.

2° Principaux droits curiaux.

R. — Ad I. Par *fonctions curiales*, *droits curiaux*, on entend les fonctions et les droits qui sont réservés au curé dans sa paroisse, soit par le droit général ou particulier soit par la coutume. Il est un certain nombre de fonctions qui incombent au curé, en vertu de sa charge, comme un devoir ; les canonistes en concluent qu'elles constituent pour lui un droit, car c'est un principe reçu que le droit suit le devoir et qu'il en a toute la portée et toute l'étendue, comme il en a le partage les conditions et les destinées : l'un suppose l'autre et l'implique par une nécessité logique ; ils sont inséparablement unis. Dans la question, telle qu'elle nous est posée, notre correspondant semble prendre pour synonymes les deux expressions *fonctions curiales* et *droits*

curiaux. Il y a cependant une légère différence, parce que la première de ces expressions indique plus particulièrement les fonctions elles-mêmes, tandis que la seconde s'applique ordinairement aux honoraires ou droits casuels qu'elles entraînent. A son exemple, nous les prendrons comme synonymes.

Les fonctions simplement sacerdotales sont celles que, ni le droit commun, ni la coutume ne réservent au curé.

AD II. Les droits curiaux ou fonctions curiales sont de deux sortes : les unes exclusivement réservées au curé, qu'il doit remplir personnellement, à moins d'une cause canonique suffisante ; les autres réservées aussi au curé, en ce sens que personne ne peut les remplir sans sa permission ou contre son gré, mais dont il peut se décharger assez facilement, soit sur ses vicaires, soit sur d'autres coopérateurs d'occasion.

A. Parmi celles de la 1^{re} classe on range :

1^o La messe paroissiale ou messe *pro populo*, que le curé doit appliquer pour ses paroissiens, à quelque heure et en quelque lieu qu'il célèbre, les jours où elle est d'obligation, et qu'il ne doit faire célébrer par un autre que dans le cas d'une véritable impossibilité canonique.

2^o La *prédication*. « Quicumque parochiales vel alias curam animarum habentes ecclesias quocumque modo obtinent, per se, vel alios idoneos si legitime impediti fuerint, diebus saltem dominicis et festis solemnibus plebes sibi commissas pro sua et earum capacitate, pascant salutaribus verbis ¹. »

3^o Le *catéchisme*. On peut assimiler cet exercice à la prédication : c'est la prédication pour les enfants. Le concile de Trente, sans être aussi explicite que dans le texte cité plus haut, impose clairement cette obligation aux curés ².

4^o La *communie pascable*. « Lateranense concilium per Clementem VIII declaratum... hoc aperte indicit, ut in sua quisque parochia ad Eucharistiæ sacramentum accedat, ipsumque a parocho tradatur, aut alibi, si tamen parochi consensus habeatur ³. »

5^o La *première communion*. Cette fonction est réservée au curé par le droit particulier, comme l'indiquent tous les statuts diocésains ; ce droit particulier a été sanctionné par le souverain Pontife Benoît XIV parlant de l'examen à faire subir aux enfants : « Monendus tamen est parochus, ne alienæ operæ nimium tribuat, sed videat ipse quo loco res sint, cum pueri sacramentum Eucharistiæ et confirmationis, alii vero matrimonii, sibi administrari exposcant ⁴. »

6^o L'*assistance au mariage* avec tous les accessoires du mariage, comme l'examen et l'admission des futurs époux, la recherche des

empêchements et la demande des dispenses, la publication des bans, la rédaction et l'expédition des lettres de liberté, la bénédiction nuptiale, la messe de mariage et l'inscription des mariages. Pour le mariage en lui-même il est tellement une fonction curiale que célébré en l'absence du curé sans une délégation de sa part, il est nul. Pour les autres fonctions accessoires le Rituel les revendique pour le curé.

B. Parmi celles de la seconde classe on compte :

1^o Le *baptême*. « Legitimus quidem minister baptismi, dit le Rituel, *est parochus*, vel alius sacerdos a parocho vel ab Ordinario loci delegatus. »

2^o Les *funérailles*. Le curé a le droit de faire les funérailles de tous ses paroissiens qui n'ont pas ailleurs un sépulcre de famille, ou qui n'ont pas fait élection de sépulture.

3^o La *direction des œuvres pies* dans la paroisse.

4^o Les *relevailles*. Il y a sur ce point diversité d'opinion parmi les auteurs ; mais l'opinion qui nous semble la plus probable est celle qui réserve au curé les relevailles.

5^o Nous ajouterons encore à cette longue énumération le chant des offices paroissiaux et les annonces faites du haut de la chaire.

Telles sont d'après M. Deneubourg ¹, qui a résumé toute la doctrine canonique sur ce point, les fonctions curiales. Elles sont toutes réservées au curé ; mais celui-ci peut avec une raison plus ou moins grave, suivant la nature de ces fonctions, s'en décharger sur des collaborateurs au moins de temps à autre.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

DOCUMENT IMPORTANT

Tribunal des Conflits.

Présidence de M. Paul Collet, vice-président

Séance du 18 mars.

Maire. — Jardin d'un presbytère. — Travaux communaux à exécuter. — Formalités non remplies. — Bris de clôture. — Violation de domicile. — Citation en police correctionnelle. — Déclinatoire de compétence. — Faits personnels. — Autorité judiciaire régulièrement saisie.

L'intention d'exécuter un travail d'utilité publique communal, même régulièrement approuvé, n'autorise pas un maire à s'introduire violemment par un bris de clôture dans une propriété (spécialement dans le jardin du presbytère de la commune), à y faire arracher des arbres et pratiquer des excavations, sans avoir préalablement rempli les formalités prescrites par la loi en pareil cas.

¹ Concile de Trente, sess. v, de *Reform.*

² Sess xxv, c. iv, de *Reform.*

³ Benoît, xiv. *Inst.*, xviii, n. 12.

⁴ *Bullar. Ben.* xiv, t. i, p. 232, § 14.

¹ Les *vicaires paroissiaux* (étude canonique sur) c. iv.

En conséquence, si ce maire est assigné en police correctionnelle par la victime de son invasion illégale, pour bris de clôture et violation de domicile, et en dommages-intérêts pour le préjudice causé, le préfet n'est pas fondé à décliner la compétence de l'autorité judiciaire en prétendant soit que l'indemnité ne peut être réglée que par le conseil de préfecture, étant réclamée à raison de l'exécution d'un travail d'utilité publique (loi du 28 pluviôse an VIII, art. 3), soit que la légalité des actes reprochés au maire doit être soumise préjudiciellement à l'autorité administrative.

Il s'agit simplement, dans un tel cas, de faits personnels, dont l'appréciation appartient exclusivement aux tribunaux ordinaires.

L'intérêt de ces solutions nous paraît si considérable, malgré l'éloignement de la date du jugement du tribunal des conflits qui les consacre, que nous nous empressons d'en emprunter le texte à la *Gazette des Tribunaux*, où il vient seulement d'être publié (numéro du 3 septembre) avec les explications dont le journal judiciaire l'accompagne.

Dans le courant du mois d'août 1881, sur l'ordre donné par M. le maire de Quéven, M. Le Léannec, des ouvriers pénétrèrent, en démolissant un mur, dans le jardin clos attenant au presbytère occupé par M. Daniel, desservant de la paroisse; le maire s'y introduit bientôt lui-même, à plusieurs reprises, malgré le desservant, à qui aucun avis même n'avait été donné; des excavations avaient été pratiquées dans le jardin et des arbres arrachés.

Le prétexte de ces agissements par trop expéditifs, de cette invasion à coups de pioches, était que le devis approuvé d'un lavoir à construire dans la commune de Quéven, prévoyait le passage d'une conduite d'eau dans le jardin du presbytère, et que ce travail devait entraîner la prise de possession permanente et définitive du sous-sol; mais, même dans ce cas, le maire pouvait-il occuper le jardin de sa propre autorité et par le procédé qu'il y mettait? N'avait-il pas à remplir des formalités indispensables avant de mettre la main sur une propriété au nom de l'intérêt public, quel que fût le propriétaire?

M. Daniel, ne doutant pas de l'illégalité de la conduite du maire, l'a fait citer devant le tribunal correctionnel de Lorient, pour violation de domicile et bris de clôture, et a réclamé 2,000 fr. de dommages-intérêts pour le préjudice que Le Léannec lui avait causé en faisant démolir le mur du jardin presbytéral, afin d'y introduire les ouvriers qui ont fait les excavations et arraché les arbres.

M. le préfet du Morbihan a présenté un déclinatoire, fondé sur ce que, s'agissant d'une indemnité réclamée à l'occasion de travaux publics, le conseil de préfecture était seul compétent pour régler l'indemnité, aux termes de l'article 4 de la

loi du 28 pluviôse, an VIII; le préfet a excipé, en même temps, de ce que l'illégalité prétendue des actes reprochés au fonctionnaire inculpé ne pouvait être appréciée que par l'autorité administrative, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs.

Ce déclinatoire ayant été appuyé à l'audience par des conclusions du procureur de la république, le tribunal de Lorient, par jugement du 23 décembre 1881, s'est déclaré compétent et a condamné le préfet aux dépens de l'exception d'incompétence, par le motif qu'il ne s'agissait pas d'apprécier des actes administratifs, ainsi qu'on le prétendait vainement, mais de rechercher si les faits relevés par la citation constituaient des délits de violation de domicile et de bris de clôture que le maire aurait commis en pénétrant dans le jardin du presbytère sans avoir rempli les formalités protectrices de la propriété et des intérêts des citoyens.

En présence de cette décision, le préfet a élevé le conflit d'attribution par un arrêté du 2 janvier 1882, et le tribunal de Lorient a rendu, le 4 du même mois, un jugement qui, en donnant acte au procureur de la république de la communication de l'arrêté, a déclaré surseoir à toute procédure.

Telles sont les circonstances dans lesquelles le tribunal des conflits était appelé à se prononcer; il a donné tort à la prétention du préfet et reconnu la compétence de l'autorité judiciaire par la décision dont la teneur suit :

« Le tribunal des conflits,

« Vu, etc.,

« Oui M. Collet, membre du tribunal en son rapport;

« Oui M^e Besson, avocat au conseil d'Etat, en ses observations;

« Oui M. Tappie, commissaire du gouvernement, en ses conclusions;

« Considérant que, suivant les termes de la citation susvisée, des ouvriers auraient, le 29 août 1881, sur l'ordre du sieur Le Léannec, maire de Quéven, pénétré, en démolissant un mur, dans le jardin clos attenant au presbytère occupé par l'abbé Daniel, desservant de Quéven; que le sieur Le Léannec s'y serait introduit lui-même à plusieurs reprises, malgré l'opposition du desservant; qu'enfin des excavations auraient été pratiquées dans ledit jardin et des arbres arrachés;

« Considérant que le devis régulièrement approuvé du lavoir à construire dans la commune de Quéven prévoyait le passage d'une conduite d'eau à travers le jardin du presbytère, et que ce travail de canalisation devait entraîner la prise de possession permanente et définitive du sous-sol;

Que, dès lors, si le presbytère était la propriété de la fabrique, il devait être procédé conformément à la loi du 3 mai 1841; que, si le

presbytère appartenait à la commune, la distraction du terrain nécessaire aux travaux ne pouvait être obtenue, en présence de l'opposition de l'autorité diocésaine, que par un décret rendu conformément à l'ordonnance du 3 mars 1825;

« Considérant qu'à ces divers points de vue la prise de possession par le maire de Quéven n'était pas régulière, et que par suite l'autorité administrative n'est pas fondée à se prévaloir de la loi du 28 pluviôse an VIII;

« Considérant que les faits relevés par la citation ne sauraient être considérés comme des actes administratifs, et qu'il ne se rencontre dans l'espèce aucune question préjudicielle à soumettre à l'autorité administrative;

« Que les actes reprochés au sieur Le Léanec constituent des faits personnels, à raison desquels l'abbé Daniel a pu recourir à l'autorité judiciaire;

« Considérant toutefois que, lorsqu'il propose un déclinatoire dans une instance engagée devant un tribunal de l'ordre judiciaire, le préfet agit comme représentant de la puissance publique, et qu'il ne peut être considéré comme partie en cause, ni être condamné aux dépens de l'incident,

« Décide :

« L'arrêté pris par le préfet du Morbihan, le 2 janvier 1882, est annulé;

« La disposition du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Lorient le 23 décembre 1881, qui condamne le préfet aux dépens de l'exception d'incompétence, est considérée comme non-avenue.

« Expédition de la présente décision sera transmise au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, qui est chargé d'en assurer l'exécution. »

Courrier de l'Utile.

LIQUEURS DE MÉNAGE (2^e article).

Nous continuons à donner des recettes pour la fabrication des liqueurs de ménage.

Pour cette fabrication, les procédés varient. Ainsi, nous connaissons au moins trois manières différentes de fabriquer le brou de noix et le cassis. Nous ne donnons ici que celle qui nous paraît la meilleure.

Si nous ne parlons pas ici du cassis, c'est parce que la recette a été exposée l'an dernier, p. 336, n° du 14 juillet.

Punch au rhum (très estimé).

Rhum vieux, trois quarts de litre;
Ecorce d'une orange,
Cannelle, 7 grammes,
Sucre, 1.250 grammes,

Eau, 1 litre et demi,
Thé vert et noir mélangés. 15 grammes.

Faites infuser la cannelle et les oranges dans le rhum pendant huit jours; passer : d'autre part, faire fondre le sucre dans l'eau, porter à l'ébullition, jeter le thé et laisser infuser 12 heures; au moment de s'en servir, couper un citron en tranches, mêler le rhum et le sirop de thé, faire chauffer et verser dans les verres en mettant au fond de chaque verre une tranche de citron.

Raspail.

Racine d'angélique,	8 gr.
Semences, id.	8 »
Calamus aromaticus,	4 »
Muscades,	0 25
Aloës,	0 25
Myrrhe,	1 »
Cannelle,	0 25
Girofle,	0 25
Vanille,	0 25
Safran,	0 25
Camphre,	0 25
Eau-de-vie,	1 litre.

Faire digérer quelques jours au soleil, agiter de temps en temps, ajouter au liquide un petit verre d'eau-de-vie, puis 500 grammes de sucre dissous dans 1/2 litre d'eau et filtrer.

Ratafia d'angélique.

Tiges récentes d'angélique,	125 gr.
Amandes amères,	125 »
Sucre,	1.000 »
Eau-de-vie,	5.540 »
Eau,	6.000 »

Couper l'angélique, concasser les amandes, et mettre le tout dans une cruche avec l'eau-de-vie et l'eau, et après quatre jours de macération, ajouter le sucre. Filtrer au bout de quelques heures.

Vespetro.

Semences d'angélique	60 gr.
— de coriandre,	60 »
— d'anis	8 »
— de fenouil,	8 »
Eau-de-vie,	2.000 »

Faire macérer huit jours et ajouter : sucre, 500 gr. dissous dans eau, 500 gr. Laisser reposer deux jours et filtrer.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 13 septembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

la foule punit impunément ceux qui ne sont plus, et pendant qu'elle s'occupe de juger le passé, les intrigants prennent l'avance sur elle, se placent à sa tête, s'emparent des meilleures places et des plus hauts titres, laissant aux autres le travail et la peine.

Au point de vue du progrès social, les institutions du moyen-âge sont un pas en avant sur la barbarie vers un état plus parfait et meilleur; le joug féodal a sa raison d'être, c'est une garantie contre les violences auxquelles s'habituent les peuples demi-civilisés; la dime et la corvée, quoique tout-à-fait distinctes à leur origine, prennent souvent la forme d'un impôt destiné à faire face aux besoins de la société d'alors.

Les abus, les excès et les crimes sont, au moyen-âge comme à cette époque une violation du droit; ils dénotent le caractère des hommes et des mœurs, mais ils n'en font pas remonter la flétrissure jusqu'au régime qui les combat et les condamne.

Une législation n'est pas responsable d'un état de choses dont elle s'accommode ne pouvant arriver à mieux; la tolérance des personnes est un principe de droit; la force s'exerce légitimement contre les désordres, soit pour les prévenir, soit pour les réprimer, mais la justice tient compte de l'état des consciences et des mœurs.

La perfection de l'ordre social supposerait d'abord la perfection de l'humanité. Ce n'est pas au moyen-âge qu'il faut demander ce prodige; on ne le rencontre même pas dans le monde moderne. Toute proportion gardée le régime féodal convenait mieux aux besoins des peuples en formation qu'aucun des régimes actuels ne répond aux nôtres. Le pouvoir ne suivait pas alors l'instinct des masses; il s'inspirait d'un but plus noble et plus élevé; c'est le plus sûr moyen de commander le respect. La grandeur nationale, l'ordre civil, la paix intérieure et le bien-être sont venus de là.

On ne parle plus de la dime que comme d'un droit d'octroi; de la corvée qu'en pensant à l'esclavage, et du joug féodal qu'en évoquant les sombres légendes des châteaux forts et les sinistres exploits des gentilshommes brigands.

C'est trop abaisser l'histoire; ses horizons sont plus larges; elle n'est pas destinée à ne garder que des souvenirs odieux. Aux intelligences d'élite capables de reconnaître et de suivre partout la vérité, nous proposons d'étudier la dime, la corvée et le joug comme les conséquences nécessaires d'un état social imparfait mais religieux, tendant sans cesse vers la perfection, la gloire et la paix.

Après cet exposé, ce sera suffisamment analyser le livre que d'en donner tout simplement la

TABLE DES MATIÈRES.

Introduction :

I. Qu'est-ce que la dime dans l'Ancien Testament. II. Les devoirs du chrétien en matière d'impôts. III. Qu'est-ce que la dime au moyen âge. IV. Transformation de la dime. V. Qu'est-ce que la dime aujourd'hui et depuis Henri IV. VI. Qu'est-ce que la corvée. VII. De quelques corvées ridicules. VIII. Le droit du Seigneur a-t-il existé. IX. Droits féodaux dans leur ensemble. X. Origines de la civilisation. La vie patriarcale. XI. Transformations sociales et progrès. XII. La monarchie chrétienne. XIII. La monarchie absolue et la Révolution. XIV. Les Communes et la Révolution. XV. Des réformes communales. Leur point de départ et leur but. XVI. De la réforme sociale.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Les bonnes dispositions de la Bourse, que nous constatons la semaine dernière, se sont maintenues celle-ci. On ne se montre que très peu préoccupé des affaires d'Egypte, dont l'issue paraît toujours devoir être favorable aux Anglais, malgré les difficultés du moment. Si les affaires ne sont pas très animées, il faut l'attribuer uniquement à l'absence des principaux financiers, qui sont aux eaux, en villégiature ou en voyage.

Nos rentes présentent les variations suivantes :

Le 3 0/0 s'est négocié entre 82.70 et 83.45; l'Amortissable, entre 82.70 et 83.50; le 4 1/2, entre 112.80 et 113.50; le 5 0/0, entre 115.85 et 116.60.

Les fonds d'Etats étrangers, quoique moins actifs, ont été bien tenus. L'Italien se traite à 89.60; le Turc s'est avancé à 12.70. Par contre, l'Egyptienne unifiée a rétrogradé de 315 à 208.75.

De leur côté les sociétés de crédit sont généralement plus fermes. La Banque de France, cote 5460; le Crédit Foncier, 1530; le Comptoir d'Escompte, 1025; la Banque Hypothécaire, 630; la Banque de Paris, 1140; le Crédit industriel et commercial, 735; les Dépôts et Comptes courants, 711.25; la Société générale, 660; le Crédit lyonnais, 610; le Crédit mobilier, 525.

En titres de chemins de fer nous relevons une augmentation de 5 fr. sur l'Est à 760, et sur l'Orléans à 1335. Ont progressé de 10 fr., le Nord, à 2075, et l'Ouest à 815. Avance de 13 fr. sur le Midi, à 1252. Pas de changement sur le Lyon, qui reste à 1690.

Les lignes étrangères offrent les cours suivants : Autrichiens, 760; Nord de l'Espagne, 605; Lombards, 336.25; Saragosse, 520; Portugais, 637.

En valeurs maritimes, nouvelle avance des actions Suez, à 2760, et nouveau recul du Panama, à 535, malgré tout le bien qu'on en a dit à propos de l'émission de ses obligations.

Plusieurs de nos confrères de la presse financière s'occupent de la *Société générale de Librairie catholique* et s'expriment à son égard dans les termes les plus encourageants. Voici ce que nous lisons dans le dernier numéro du *Journal du Crédit de Paris*.

« Avec les nombreuses ressources mises à la disposition de la *Société générale de Librairie catholique*, son habile directeur ne tardera pas à élargir le cercle des opérations sociales qui rayonnent déjà dans toute la France et même dans plusieurs pays étrangers. Placée en dehors de la spéculation, la *Société générale de Librairie catholique* n'a point cessé de travailler pour réaliser des bénéfices et donner un rapide développement à son exploitation afin que les dividendes suivent la même marche progressive. Les porteurs d'actions qui ont reçu jusqu'ici 25 et 30 francs d'intérêt par action n'ont donc rien à redouter ni pour le passé ni pour l'avenir. »

Au témoignage sympathique que nous venons de citer, nous pouvons ajouter, de notre côté, que malgré la médisance clandestine de quelques envieux, la *Société générale de Librairie catholique* continue à prospérer d'une façon constante et que les opérations de l'exercice actuel seront encore plus brillantes que celles de l'année dernière. Les actionnaires anciens et nouveaux peuvent donc être certains qu'en employant leurs fonds en actions de cette importante institution, ils ont assuré à leur capital une rémunération élevée et une sécurité des plus complètes.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la
REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. . 20 fr.

SOMMAIRE DU 1^{er} VOLUME :

LIVRE I. — PROLÉGOMÈNES. — Ch. I : Dénominations du Baptême. Origine. Significations. Dénominations tirées de la matière du Baptême, — des effets du Baptême, — des cérémonies du Baptême, — du secret des mystères. Acceptions détournées du mot *Baptême*. — Ch. II : Des définitions du Baptême : orthodoxes, hétérodoxes. — Ch. III : Des divisions du Baptême. — Ch. IV : Des prophéties du Baptême. — Ch. V : Des figures du Baptême. — Ch. VI : Des rites analogues au Baptême. — Rites purificateurs du judaïsme, — du polythéisme, — de l'islamisme. — Rites particuliers des divers peuples : Europe, Asie, Afrique, Amérique. — Parodies du Baptême chrétien. Origine des anciennes ablutions purificatoires. De l'influence des anciens rites purificateurs sur le Baptême chrétien. — Ch. VII : Du Baptême de pénitence de S. Jean-Baptiste : institution et mode; lieux où il était conféré; effets; culte relatif au Baptême donné par S. Jean et reçu par Jésus-Christ, etc.

LIVRE II. — INSTITUTION DU BAPTÊME CHRÉTIEN. — Ch. I : De l'auteur de l'institution du Baptême. — Ch. II-IV : Époque de l'institution, — de l'obligation, — Baptêmes mentionnés et non mentionnés dans le Nouveau Testament.

LIVRE III. — DE LA NÉCESSITÉ DU BAPTÊME. — Ch. I : Nécessité du Baptême d'eau. — Ch. II : Des vrais équivalents du Baptême. Baptême de sang; de désir. — Ch. III : Faux équivalents du baptême. — Ch. IV : Sort des enfants sans Baptême.

LIVRE IV. — DE LA MATIÈRE DU SACREMENT DE BAPTÊME. — Ch. I : Matières valides. Eau naturelle. Eau bénite. Puits d'églises. Matières non valides; douteuses; absence de matières. — Ch. II : De la matière éloignée du Baptême. Immersion. Infusion. Asperision.

LIVRE V. — DE LA FORME DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Notions générales. Antiquité de la forme usitée dans l'Eglise latine. — Ch. III :

Formes valides du Baptême. Mention de la personnalité du ministre, du sujet, des personnes de la Trinité. Additions qui ne rendent pas la formule nulle. — Ch. IV-VII : Formes non valides; douteuses; absence de formes; forme conditionnelle.

LIVRE VI. — DES MINISTRES DU BAPTÊME. — Ch. I-IX : Ministres ordinaires du Baptême. L'Evêque. Le Prêtre. Catégories de ministres ordinaires. Des ministres extraordinaires. Baptême conféré par les laïques en général; par les femmes; par les sages-femmes; par le père ou la mère. Ministres hérétiques et schismatiques; païens; juifs; musulmans. Des ministres supranaturels; absence, pluralité de ministres, etc., etc.

LIVRE VII. — DES SUJETS DU BAPTÊME. — Ch. I : Des sujets aptes au Baptême. De quelques catégories d'enfants. Enfants des juifs et des infidèles; des hérétiques, des apostats et des impies. Enfants sortis en partie du sein de leur mère. Fœtus. Monstres. Adultes en général. Catégories particulières d'adultes. — Ch. II : Sujets ineptes au Baptême. Adultes et enfants déjà baptisés. Adultes et enfants morts. Êtres non humains.

LIVRE VIII. — DES EFFETS DU BAPTÊME. — Ch. I-IV : Effets sacramentels; sociaux; miraculeux; effets faussement attribués au baptême.

LIVRE IX. — DE LA PRÉPARATION AU BAPTÊME. — Ch. I : Du catéchuménat dans les premiers âges de l'Eglise. Institution; durée; discipline; rites. Noms, réception, catégories, instruction, lieux de réunion des catéchumènes. Scrutins. Sacrement des catéchumènes. *Capitolum*. Du secret des mystères. — Ch. II : Du catéchuménat des temps modernes.

LIVRE X. — DE L'ÉPOQUE DU BAPTÊME. — Ch. I : Époque par rapport au jour de la collation. Jours officiels et heure de l'administration. — Ch. II : Époque du Baptême par rapport à l'âge. Adultes. Enfants.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie Veuve PALMÉ, Vice de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 38 :

PRÉDICATION : Pour le 18^e dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : VI. La mort.
— **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.** : Explication du Bref *Nullo unquam tempore* : 1^o En quels jours doivent se faire les simplifications des fêtes doubles et semidoubles ? 2^o Quand fait-on mémoire des fêtes simplifiées tant aux premières vêpres qu'aux secondes ? 3^o Dans quel ordre doit-on faire les mémoires ? 4^o Quand et comment fait-on les leçons des fêtes simplifiées ? 5^o Mémoire des fêtes simplifiées à la messe. — Le Bref *Nullo unquam tempore* est-il obligatoire dès cette année ? — Quels motifs ont porté J.-C. à instituer l'Eucharistie seule avant la veille de sa mort ? — Un curé ne réunissant jamais son conseil de fabrique et présentant des chiffres approximatifs quand on lui demande ses comptes, est-il en sûreté de conscience ? — La suspense *ex informata conscientia* cesse-t-elle après la mort de l'évêque qui l'a prononcée ; un supérieur ecclésiastique autre qu'un évêque a-t-il le droit de la prononcer ? — A qui revient de droit naturel, divin, ecclésiastique, l'administration des biens temporels de l'Eglise ? Comment la force des choses fait-elle que, en France, le droit de nommer les vicaires appartienne à l'évêque ? — L'eau baptismale corrompue, est-elle matière invalide ou seulement illicite du baptême ? Quand la corruption de l'eau baptismale est-elle substantielle ou seulement accidentelle. — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE** : Sous prétexte qu'un curé est hostile au gouvernement peut-on lui retrancher légalement son traitement ? — Un curé qui achète et qui paie un objet pour son église, sans consulter son conseil de fabrique, peut-il exiger le remboursement de ses avances ? — Avec la nouvelle loi sur les cimetières, la fabrique peut-elle encore revendiquer le spontané ? Droits du curé pour la police des processions ; réparations au jardin curial, qui doit en supporter les frais ? — Les instituteurs ne sont plus tenus de conduire leurs élèves aux offices du dimanche. Un curé ne peut donner l'enseignement primaire chez lui. — **COURRIER DE L'UTILE** : Liqueurs de ménage.

REVUE LITTÉRAIRE.

Deux grandes manifestations catholiques sont en voie de préparation : en Italie, le sixième centenaire de saint François d'Assise, mort le 4 octobre 1282 ; en Espagne, le troisième centenaire de sainte Thérèse, morte, en 1582, en octobre aussi, le 15. Au-delà des Alpes, comme au-delà des Pyrénées, nous disent les feuilles religieuses, la fête sera pleine d'éclat, merveilleuse, car des deux côtés, même empressement, même élan pour le Saint et la Sainte. Ne nous occupons aujourd'hui que de la grande sainte Espagnole.

« Nous désirons que, dans la mesure permise par les temps et les lieux ainsi que les ressources de chaque maison religieuse, un triduum solennel soit célébré dans les églises de notre Ordre, du 15 au 31 octobre de l'année courante, avec tout l'appareil possible des actes de religion et de piété, d'une décoration et d'une ornementation exceptionnelles : sinon, plus modestement, mais d'une façon convenable propre à exciter la dévotion et la vénération envers la séraphique vierge, de telle sorte que notre louange, à nous tous, soit agréable et belle pour Dieu et sa chère épouse Thérèse.

« Notre Très Saint Pape et seigneur Léon XIII (que Dieu nous le conserve longtemps !) dans son éminente piété envers sainte Thérèse, dans sa paternelle bienveillance pour notre Ordre, a daigné enrichir le triduum solennel, dont nous venons de

parler, de faveurs particulières et de privilèges d'un grand prix. Il a bien voulu aussi ouvrir les trésors de l'Eglise, nous accorder, avec une libéralité apostolique, à nous et à tous les fidèles, des indulgences tant plénières que partielles.

« Partant, sanctifions dans l'exultation du cœur nos offrandes d'œuvres pïes, de prières et de louanges. Vénérons notre sainte Réformatrice et Mère, prions-la de regarder du haut du ciel et du voir, de visiter la vigne mystique de son Ordre et de la parfaire, cette vigne que sa main droite a plantée. Oui, qu'elle fasse avancer dans l'ardent amour de l'observance ceux qui sont réunis dans les cloîtres ! Qu'elle rassemble ceux que la violence a dispersés ! Qu'elle multiplie les enfants de Carmel ! Qu'elle envoie des ouvriers dans nos Missions, c'est-à-dire dans le champ de Jésus-Christ, son Epoux ! Qu'elle abaisse un regard attendri sur tant d'églises de sa Réforme qui pleurent parce qu'elles sont enfermées, parce que personne ne peut y venir célébrer sa fête !

« Implorons aussi la vertu de son patronage pour l'exultation de l'Eglise, pour le Pontife suprême, pour notre salut et le salut de tous les hommes, afin que les justes persévèrent dans la grâce, afin que les pécheurs soient excités à la pénitence, afin que ceux qui s'égarèrent reviennent à l'unité dans la vérité. Enfin, avec une vénération et une confiance toute filiales, prions notre séraphique Mère pour que, du trône si élevé qu'elle occupe au sein de la gloire céleste, elle poursuive son œuvre, accomplisse son ministère, ce ministère que le Fils unique de Dieu lui a confié quand il daigna lui dire avec un accent d'in-

dicible affection : *Désormais tu auras soin de mon honneur en véritable épouse.* »

Ainsi s'exprimait le Révérendissime Père général des Carmes dans une lettre-circulaire du 28 mars dernier, adressée à tous les Pères provinciaux, Prieurs, Vicaires, Frères et Sœurs de l'Ordre du Carmel. Et, comme nous venons de le mentionner, l'appel a été chaleureusement accueilli, non seulement dans toutes les maisons de l'Ordre, mais de la part de tous les fidèles. Ce n'est pas dans l'Espagne seule, c'est dans la chrétienté tout entière que le nouveau centenaire de sainte Thérèse sera célébré avec pompe et piété.

Nous voulons à notre manière, nous associer d'avance à la démonstration, et cela en faisant connaître à nos lecteurs l'un des plus remarquables ouvrages qui aient été composés en l'honneur de la sainte. Nous voulons parler des **Souvenirs illustres du pays de sainte Thérèse** par M. l'abbé F.-A. Plasse, chanoine honoraire, professeur d'histoire au petit séminaire de Clermont-Ferrand.

Ce n'est pas une histoire minutieuse et détaillée de l'illustre carmélite, une étude et des extraits de ses ouvrages : cela a été fait cent fois et n'est plus à refaire. C'est l'histoire de sa vie active, *sa vie au grand jour*, des lieux où elle demeura, des principales œuvres auxquelles elle attacha son nom. Et tout cela vu en personne par l'auteur même, puisé directement aux sources, écrit ou dessiné sur place.

Ecoutez comme il le dit bien :

« Autrefois, on allait en foule au tombeau des saints qu'on aimait le plus, et les chemins de Compostelle, de Rome et de Jérusalem se couvraient de pèlerins. A la vue des lieux témoins de la vie de leurs saints préférés, les actions les plus édifiantes renaissaient pour eux, leur foi se ravivait et ils revenaient souvent avec des impressions qui exerçaient la plus salutaire influence sur tout le reste de leur vie.

« A l'exemple de ces pèlerins, j'eus voulu voir le pays de sainte Thérèse. J'avais lu, la plume à la main, ses œuvres admirables, ses biographies si belles, écrites par Yépès et Ribéra, les chroniques du Carmel et les savantes compilations des nouveaux Bollandistes sur cette grande réformatrice. Je recueillis mes notes et les disposai par ordre de localités, afin de pouvoir contrôler les faits par l'inspection des lieux et de ne rien oublier d'important partout où je passerais. Je partis ainsi avec quelques feuilles volantes. J'en couvris d'autres de notes pendant mon voyage en consultant des livres rares, des manuscrits précieux, des hommes bien renseignés sur l'histoire locale de leur pays et qui poussaient quelquefois l'obligeance jusqu'à m'accompagner dans la visite des sanctuaires et des monuments. Ces nouvelles feuilles complétaient ou rectifiaient les premières : je les fondis toutes entre elles et j'en composai quelques récits. Ce sont ces feuilles volantes ainsi fondues ensemble que j'offre à mes amis, des amis de mon voisinage, de ce voisinage de cœur et d'esprit qui unit aujourd'hui beaucoup de chrétiens, pour emprunter le langage du plus charmant écrivain de nos jours. »

On le voit, le livre de M. l'abbé Plasse n'a rien de commun avec ceux qui ont été publiés jusqu'à ce jour sur la grande sainte de l'Ordre du Carmel : c'est une œuvre d'archéologue et de peintre, où la science du chercheur jaillit d'un admirable pinceau d'artiste.

Sept haltes principales : Avila, berceau de la sainte; Medina del Campo, Séville, Tolède, Burgos, Salamanque et Albe, son tombeau.

Nous signalons ce livre comme un des plus

beaux cadeaux que l'on puisse faire aux personnes qui portent le nom de la Sainte. En effet, par leur texte qui pétille comme description topographique, et par leurs vingt-six charmantes gravures qui l'émaillent comme autant de pierres précieuses, les *Souvenirs illustres des souvenirs du pays de sainte Thérèse* forment-ils un livre tout à fait hors ligne : un livre pour les gens du monde par son côté historique et artistique, et un livre d'édification et de piété en ce qu'il touche à la sainteté et à la dévotion par la grande figure qui en est le sujet.

..

Le livre de M. l'abbé Panhéleux, vicaire général du Mans, que vient de publier la *Société générale de librairie catholique*, et qui a pour titre : **La Divinité de Jésus-Christ dans la primitive Eglise** ne s'explique malheureusement que trop dans les circonstances actuelles.

« Notre siècle critique, raisonneur et ami du doute » en est venu à tout contester, parfois à tout nier. Pour lui, plus de *credo*. La philosophie et la science dites modernes, l'ont mis en rébellion ouverte contre tout ce qui vient de la foi et de l'Eglise. Assailli d'objections et de sophismes, le croyant même se sent ébranlé, et, pour ne pas faillir, il lui faut des preuves palpables; nouveau Thomas, il faut qu'il mette le doigt sur la vérité, dans la vérité.

De là, pour l'écrivain qui s'en fait l'apôtre, la nécessité de remonter aux sources, de réunir tous les témoignages, et, s'il s'adresse au public, celle d'être bref et décisif. On lit à la hâte : il faut trancher par un fait, par un mot.

M. l'abbé Panhéleux a excellemment compris cette situation, ce besoin. A la vue de l'œuvre impie et révolutionnaire qui va, renversant les croix du Sauveur du monde, détruisant ses emblèmes, pourchassant ses adorateurs, détachant de lui des populations et des familles entières, en niant ou dénaturant jusqu'à sa divinité, il s'est abandonné à son zèle pour le salut des âmes et a pris la plume.

« J'ai voulu, dans la mesure de mes forces, dit-il, écrire une démonstration de la divinité de Jésus-Christ, adaptée aux besoins du temps. Jamais, peut-être, la vérité n'a paru si nécessaire au monde qu'à l'heure troublée où nous vivons; mais jamais, à coup sûr, elle n'a dû s'armer de plus de lumière et d'énergie, pour percer d'aussi épaisses ténèbres. Notre siècle critique, raisonneur et ami du doute, consumé en outre par une fièvre d'activité peu favorable à la réflexion, mais surtout possédé d'un esprit d'indépendance qui porte chacun à s'ériger en juge souverain du vrai et du faux, s'il daigne écouter une apologie, doit la vouloir brève, nourrie de faits et accessible à tous les lecteurs. Or, cette forme d'apologie m'a tenté et je l'ai essayée : si j'ai approché du but, mon lecteur me le dira. »

Lecteur et éditeur de son livre, nous nous hâtons de dire à M. l'abbé Panhéleux qu'il nous paraît, non pas de s'être « approché du but, » mais l'avoir pleinement atteint.

Nous sommes donc heureux et fier comme compatriote du savant et humble vicaire général d'avoir participé à l'éclosion d'un aussi beau travail.

D'après sa thèse, la croyance à la divinité de Jésus-Christ dans la primitive Eglise, base essentielle de la croyance de tous les siècles, ressort :

1° Des témoignages des Pères apostoliques exprimés dans leurs écrits;

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE XVIII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
UNE RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

VI. — *La mort.*

Et vos estote parati.
(Matth., xxiv, 44.)

Un riche, plein de l'esprit du monde, lisant la sainte Ecriture, était tombé sur le cinquième chapitre de la Genèse, où il est parlé des premiers hommes qui vécurent sur la terre. Il remarqua que leur longue vie se terminait invariablement par ces mots : *ET IL MOURUT, et mortuus est!* Adam vécut neuf cent trente ans, *ET IL MOURUT, et mortuus est.* Seth vécut neuf cent douze ans, *ET IL MOURUT, et mortuus est.* Mathusalem alla jusqu'à neuf cent soixante neuf ans, *ET IL MOURUT, et mortuus est.* A ces paroles il ferma le livre, et tout pensif se dit à lui-même : « Quoi, quand la vie serait de dix siècles, elle finit, et que reste-t-il alors des plaisirs et des richesses ? » Cette réflexion l'éclaira tellement, qu'il vit toute la vanité des biens de la terre, quitta le monde et devint un saint dans l'ordre de saint Dominique. La pensée de la mort, ah! mes enfants, qu'elle est efficace pour convertir les âmes, pour les rendre pures et dignes du ciel! Ecoutez-moi bien : c'est peut-être la première fois que cette grande vérité du salut vous est prêchée. Vous êtes si jeunes, si pleins de santé! Peut-être avez-vous cru que jamais vous ne mourrez! Je vous en prie, en m'entendant, ne laissez entrer dans votre cœur aucun sentiment de crainte et de tristesse; que votre résolution après cette instruction, soit de bien vous convertir, de faire une confession très parfaite. Nous allons prier ensemble la sainte Vierge pour qu'elle nous obtienne la grâce de bien comprendre, *Ave Maria.*

I

Qu'est-ce que la mort? Pour vous l'expliquer je me servirai d'une comparaison qui nous est fournie par Notre-Seigneur lui-même. La mort c'est un *VOLEUR* qui nous ravit tous les biens terrestres, *veniam ad vos sicut fur.* Elle nous ravit les personnes que nous aimons : nos parents, notre père, notre mère, nos frères et sœurs, nos amis, nos bienfaiteurs, nos concitoyens. Elle nous ravit notre réputation : quand quelqu'un est mort, il est bien vite oublié, *perit memoria eorum cum sonitu.* Elle nous ravit tous nos biens : maison, champs, argent, fortune. A notre dernière heure nous pourrions nous écrier comme Job : « De tout ce que j'avais sur la terre, il ne me reste que le tombeau pour partage, » *et solum mihi superest sepulcrum!* Nous n'emporterons de ce monde qu'un linceul et un cercueil!

Qu'est-ce que la mort? C'est plus qu'un voleur, c'est un *BOURREAU* chargé d'exécuter la sentence de la justice divine contre l'humanité coupable :

Morte moriemini! Elle a pour mission d'arracher la vie à tous les hommes. — Bourreau dont les victimes sont aussi nombreuses que les fils d'Adam. Riches et pauvres, grands et petits, savants et ignorants, enfants et vieillards, rois et mendiants doivent tomber sous ses coups. *Statutum est omnibus hominibus semel mori.* Si quelqu'un eut dû être exempté de la loi commune, c'eût été assurément Jésus-Christ, le Fils de Dieu, et cependant Jésus-Christ est mort! Si quelque créature eût mérité d'échapper à l'arrêt fatal, c'eût été la Vierge Marie, notre bonne et tendre mère, et cependant Marie est morte! Bourreau inexorable. Elle ne se laisse fléchir ni par les prières d'une mère qui lui demande avec larmes la vie de son enfant, ni par la jeunesse, ni par l'éclat des richesses, ni par les appâts de la beauté, ni par le prestige de la grandeur. Au jour fixé, à l'heure, à la minute marquée par Dieu, la mort frappe sans pitié. Bourreau d'une puissance irrésistible, la mort a à son service les moyens de destruction les plus multiples et les plus terribles. Celui-ci est foudroyé par une attaque d'apoplexie, cet autre tombe sous le fer d'un assassin; tel est usé petit à petit par une maladie de consommation, tel autre est emporté subitement. Les voitures publiques, les chemins de fer, le feu et le tonnerre, la fièvre et la contagion, les tremblements de terre et les batailles : tout contribue à faucher les hommes sur la terre, comme les épis tombent en été sous la faux du moissonneur. Bourreau qui frappe en traître à l'heure où l'on s'y attend le moins.

Sachez-le donc, chers enfants et redites-vous le bien :

Vous mourrez : il y aura un jour où votre poitrine cessera de respirer et votre cœur de battre un jour où vous serez étendus pâles et défigurés sur votre lit ; un jour où l'on écrira sur les registres mortuaires : « Un tel est mort tel jour de telle année ; » un jour où les cloches feront entendre leur voix lugubre pour annoncer votre trépas ; un jour où l'on vous enfermera dans un étroit cercueil ; un jour où l'on vous conduira pour la dernière fois au pied des autels pour recevoir les suprêmes adieux de l'Eglise!

Vous mourrez bientôt et peut-être plus tôt que vous ne pensez. Nul ne peut se promettre un an, un mois, une heure de vie. Un jour un jeune homme assistait dans une église à un sermon. Le prédicateur appuyait sur cette pensée que peut-être la mort se choisissait une victime parmi ses auditeurs. Le jeune homme eut l'imprudence de dire : « Ah! j'espère bien que ce n'est pas moi, je suis jeune, etc!... » et justement c'était lui, il était mort avant la fin du jour! Ne vous fiez donc pas à votre jeunesse et à votre santé.

Vous mourrez et vous serez surpris par la mort! *Veniam sicut fur.*

Vous mourrez, mais une fois seulement. Impossible de réparer les affreuses conséquences d'une mauvaise mort!....

Puis donc que vous devez mourir, préparez-vous à la mort !

Puisque vous devez bientôt mourir, ne tardez pas à vous préparer !

Puisque vous ne savez pas quand vous devez mourir, soyez toujours prêts ! Que jamais le péché mortel ne séjourne dans votre cœur !

II

Combien y a-t-il de sortes de mort ? Il n'y en a que deux : la bonne et la mauvaise. Mais quelles sont différentes !

La bonne mort est précieuse devant le Seigneur. *Pretiosa in conspectu Domini mors sanctorum ejus !* Elle est aussi douce que consolante. Le chrétien fortifié par les secours de la religion, par les prières de l'Eglise, par la vertu des sacrements est sans inquiétude pour le passé, accepte ses peines présentes en esprit de pénitence et par la grâce de Dieu est en sécurité pour l'avenir. Ah ! je n'aurais jamais cru qu'il fut si doux de mourir, disait un saint que l'Eglise a dernièrement placé sur ses autels ! Enfin, s'écriait sainte Thérèse, c'en est donc fini des peines ; je vais donc posséder celui que je cherche depuis si longtemps !

Mais la mort des méchants est affreuse, *mors peccatorum pessima*. Les remords, les angoisses, les terreurs torturent leur cœur affreusement, à moins que par une suprême punition, ils ne soient déjà, par l'endurcissement et l'impénitence finale, entre les mains du démon ! Ecoutez, chers amis, la mort terrible d'un enfant de votre âge. Un jeune enfant faisait ses études dans un des principaux collèges de Paris. Tant qu'elle l'avait eu sous ses ailes, sa vertueuse mère l'avait préservé des dangers sans nombre dont l'enfance est environnée. La nécessité put seule l'obliger à s'en séparer. Pendant le long voyage qu'elle dut faire pour le conduire au collège, elle fut triste et absorbée ; beaucoup de larmes coulèrent de ses yeux. Mais son fils était sage ! Cette pensée la rassurait un peu : elle se flattait qu'il le serait toujours : malheureusement elle se trompa.

Parmi ses nombreux camarades, son fils se lia à deux enfants qui étaient des libertins. Né avec un tempérament bouillant et un cœur sensible, il se laissa bientôt entraîner ; il perdit son innocence et, comme conséquence, la douce paix de l'âme. De mauvais livres achevèrent sa perte.

Cependant les vacances arrivèrent. Il retourna dans sa famille, hélas ! non plus avec le même cœur et le même visage. Ses parents lui parlèrent de faire sa première communion. Par complaisance pour sa mère, le jeune libertin consent à tout. Il apprend son catéchisme, et feint de vouloir se corriger des mauvaises habitudes de colère, de mensonge et des autres vices qu'il avait contractés au collège. Il se confesse, mais il cache des péchés, premier sacrilège ; il est admis, il communie, second sacrilège !...

Ses parents, trompés, le croient dans de bonnes

dispositions ; ils le renvoient au collège. La mauvaise communion ne tarda pas à porter ses fruits. Insupportable à ses camarades, désobéissant à ses maîtres, il était un sujet de plaintes continuelles de la part des uns et des autres, sa paresse et son indocilité lui valurent souvent de rudes punitions. Un jour entre autres, il poussa la mauvaise volonté si loin, que son professeur le fit enfermer pendant quelques heures dans la prison du collège. On lui donne des livres, du papier et tout ce dont il a besoin pour faire ses devoirs. Le moment de le faire sortir arrive ; on se rend à sa prison. Avant d'ouvrir, on écoute, mais on n'entend rien. On frappe, point de réponse ; on entre, on le trouve pendu !... Jugez, mes amis, de l'horreur et de l'effroi qu'inspira un pareil spectacle. Après un premier mouvement de stupeur, on regarde sur la table : on trouve, à la place de son devoir, une sorte de testament écrit de sa main. Là étaient exprimés des sentiments dignes d'un impie, d'un sacrilège, d'un réprouvé ! Telle fut la fin de ce malheureux enfant qui ayant péché comme Judas, mourut aussi comme Judas. Quelle mort affreuse ! Oh ! j'en suis sûr, vous ne voudriez pas mourir ainsi, vous voulez mourir de la mort des justes ¹.

III

Vous savez ce que c'est que la mort, vous connaissez la mort des justes et la mort des réprouvés, disons en terminant quelques mots des suites de la mort. Elles sont bien capables de vous inspirer la sagesse.

Après la mort le corps étendu sans mouvement devient froid et insensible. Avez-vous déjà vu un cadavre ? Qu'avez-vous remarqué ? Une bouche hideusement entr'ouverte ; les yeux fixes et éteints sous une paupière qui n'a plus de mouvement ; un front livide sur lequel on aperçoit encore les traces de cette sueur aussi froide que la glace, qui précède le dernier soupir ; un visage d'une pâleur horrible, des joues qui se cavent, des lèvres décolorées. Que sont devenus ces traits si bien marqués, ces couleurs si vives ? hélas, il n'en reste pas même l'ombre ; de là vient qu'on a souvent de la peine à reconnaître une personne morte. Mon Dieu, quel changement la mort opère, je ne dis pas une année, je ne dis même pas un mois, une semaine après le trépas, mais quelques instants après que l'âme est séparée du corps. Que serait-ce, si j'exhumais à vos yeux un cadavre enseveli depuis quelques semaines ! Quelle décomposition ! Quelle corruption ! Quel horrible amas de pourriture ? Quel effrayant travail des vers ! Quelle odeur insupportable !

Mais les suites de la mort sont surtout importantes pour l'âme. Le moment où elle se sépare du corps est un moment souverainement décisif : il doit régler notre sort éternel, *momentum a quo pendet æternitas*. Dans la chambre même où

¹ L'abbé Laden.

le moribond expire, à l'instant même où il rend le dernier soupir, il est jugé!... Notre-Seigneur en présence de l'ange gardien et du démon met dans la balance de sa justice le bien et le mal ; si le bien l'emporte, la sentence est favorable : c'est une éternité de bonheur. Si dans le plateau du mal, il y a un seul péché mortel non pardonné, c'est une sentence de condamnation, c'est l'enfer avec ses supplices affreux, avec la privation de Dieu, avec le feu éternel ! Malheur irréparable, car dit l'Écriture, là où l'arbre tombe, là il restera, *ubi ceciderit arbor ubi erit*. Ici, mes chers enfants, j'ai une prière à vous adresser. Au nom de mon affection pour vous, au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ, au nom de vos plus chers intérêts, je vous conjure de ne jamais vous endormir avec un péché mortel sur la conscience. Voudriez-vous prendre votre repos dans une chambre où vous sauriez qu'il y a une vipère ? Non, sans doute. Mais si ayant un péché mortel dans votre conscience, la mort venait à vous frapper pendant la nuit, hélas ! hélas ! où vous réveilleriez-vous ? Dans l'enfer, dans la compagnie des démons, dans les flammes éternelles ! Ecoutez-moi bien, vous allez prendre une résolution que vous garderez tous les jours de votre vie, une résolution que vous exécuterez dès ce soir : avant de vous endormir vous réciterez tous les soirs, lentement, pieusement, de tout cœur, un acte de contrition parfaite tel qu'il est dans le catéchisme, tel que vous le dites tous les jours dans vos prières. De la sorte, si vous veniez à être surpris par la mort, du moins votre âme ne serait pas la proie des enfers !

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

EXPLICATION DU BREF

NULLO UNQUAM TEMPORE

Dans le précédent numéro nous avons examiné le commencement de ce grave Document Apostolique. Nous allons aujourd'hui expliquer en toute modestie la dernière partie, bien plus pratique et bien plus difficile que la première : Comment doivent se faire les simplifications des fêtes semidoubles et doubles prescrites par le Bref ?

Bon nombre de nos amis désirent que nous achevions notre commentaire dans le présent numéro. La plupart des prêtres sont pressés de connaître les modifications apportées dans les Ordos par les nouvelles rubriques, et beaucoup d'ecclésiastiques qui ont la charge si difficile de rédiger les calendriers diocésains, attendent nos explications pour se guider dans leur travail de rédaction, aussi difficile que délicat. Nous connaissons un diocèse où l'Ordo de 1883 déjà terminé, doit subir

des changements en plus de 130 jours par suite des nouvelles dispositions liturgiques.

Nous essaierons de satisfaire le désir de nos abonnés, et si nos forces ne trahissent pas notre bonne volonté, nous donnerons dans ce numéro les explications que nous jugeons nécessaires. Dans ce cas, nos amis qui ont bien voulu nous poser des questions, ne seront pas étonnés que nous ajournions nos réponses aux numéros suivants.

Pour mettre de l'ordre dans notre travail nous étudierons successivement, 1^o les jours où l'on peut faire les simplifications et ceux où elles sont défendues, 2^o les mémoires à faire aux premières et aux secondes vêpres, 3^o l'ordre dans lequel doit se faire ces mémoires, 4^o la manière de faire les leçons des fêtes simplifiées, 5^o les mémoires à faire à la sainte messe.

1^o En quels jours doivent se faire les simplifications des fêtes doubles et semidoubles ?

En règle générale nous répondons : dans toutes les fêtes, même de première classe. Quelques-uns pratiquent le contraire. Ils pensent qu'on ne doit pas le faire aux fêtes de première classe, par la raison que les fêtes simples n'ont rien, pas même mémoire aux fêtes de première classe ; or, disent-ils, les doubles et semi-doubles empêchées sont réduits à l'état de simples ; par conséquent on doit les omettre toutes les fois que les simples sont omis.

C'est une profonde erreur, car les fêtes simplifiées diffèrent notablement des fêtes simples.

En réalité, les fêtes simplifiées ont ordinairement une commémoration dans les fêtes de première classe, ainsi qu'il serait facile de le prouver par plusieurs décrets de la Sacrée Congrégation des rites, par l'enseignement commun des meilleurs liturgistes, et par la pratique universelle. Il est donc indubitable que les simplifications peuvent et doivent avoir lieu dans les fêtes de première classe.

Il y a cependant quelques jours exceptés, à savoir les trois derniers jours de la semaine sainte, Pâques avec les deux jours suivants, et la Pentecôte avec les deux jours suivants, ainsi qu'il résulte de plusieurs déclarations de la Sacrée Congrégation des rites en date du 15 juin 1776, n. 4378 ad 1 et 2 ; 18 décembre 1779, n. 4395 ad 1, 2 et 3 ; et 11 mars 1839, n. 4810.

Ces neuf jours sont les seuls où les simplifications soient prohibées ; et dans ce cas, les fêtes doubles et semidoubles empêchées ne se transfèrent pas, mais sont purement et simplement omises cette année-là. Aucune omission de ce genre n'aura lieu l'an prochain, au moins d'après le Calendrier de l'Église universelle, car aucune fête double ou semidouble ne tombe en ces jours-là.

2^o Quand fait-on mémoire des fêtes simplifiées, tant aux premières vêpres qu'aux secondes ?

Aux premières vêpres, les fêtes simplifiées doi-

vent toujours avoir mémoire, car on doit, d'après les décrets et l'enseignement des auteurs, traiter les semidoubles comme les dimanches ordinaires empêchés, et les doubles comme les jours octaves empêchés. Or, tous les dimanches empêchés, et tous les jours octaves ont toujours mémoire à leurs premières vêpres, lors même que la fête précédente qui concourt avec ces dimanches et ces octaves serait de première classe.

Par conséquent une fête simplifiée qui tomberait le mercredi après Pâques ou après la Pentecôte, devrait avoir mémoire à ses premières vêpres, c'est-à-dire aux vêpres du mercredi. Ce principe a été confirmé le 28 mars 1775 ad 4. Ce cas aura lieu en 1883 pour la fête de saint Ubalde qui tombe le mercredi de la Pentecôte, et qui par conséquent aura mémoire aux secondes vêpres du mardi de la Pentecôte, bien que ce mardi soit de première classe.

Voilà pour les premières vêpres.

En est-il de même pour les secondes vêpres? Non, car quelquefois les jours octaves et les dimanches ordinaires empêchés n'ont pas de mémoire à leurs secondes vêpres. Ainsi un jour octave empêché n'a pas de mémoire s'il concourt avec une fête de première classe; par conséquent un double simplifié n'en aura pas non plus ce jour-là. Un dimanche ordinaire empêché n'a pas de mémoire s'il concourt avec une fête de première et même de seconde classe; par conséquent un semidouble simplifié n'aura pas de mémoire dans ces cas.

3^e Dans quel ordre doit-on faire les mémoires?

Le principe général est posé dans le décret suivant de la Sacrée Congrégation des rites : « ut prius fiat commemoratio, de quo secluso impedimento, die illa celebraretur Officium aut vespere integræ, aut Capitulum, aut dimidiæ. (S. R. C. 18 décembre 1779, n. 4395 ad 1.) Voilà le principe; mais il importe d'en faire l'application, parce que cette question est complexe et difficile.

Voici donc dans quel ordre on fait ces mémoires : Du double de première classe avant le double de seconde classe; du double de seconde classe avant le double majeur; du double majeur avant le jour octave; du jour octave avant le double mineur; du double mineur avant le dimanche; du dimanche avant le semidouble; du semidouble avant le jour dans l'octave (*infra Octavam*); du jour dans l'octave avant les fêtes majeures, c'est-à-dire les fêtes d'Avent, des Quatre-Temps et du lundi des Rogations, (les fêtes de Carême ne sont pas mentionnées parce qu'on n'y fait pas d'octaves; ni les vigiles, parce qu'au Bréviaire on ne fait pas mémoire des vigiles dans les fêtes majeures); des fêtes majeures et des vigiles avant une fête simple; d'une fête simple avant les fêtes du mardi et du mercredi des Rogations (il ne s'agit ici que de la messe, car

on ne fait pas mémoire des Rogations au Bréviaire le mardi et le mercredi).

L'application de ces règles est facile dans les cas d'occurrence, mais elle est beaucoup plus difficile dans la concurrence, soit aux premières vêpres, soit aux secondes.

Ces difficultés se rencontrent particulièrement dans les dix-sept dimanches de première classe et de seconde classe.

Si le samedi, veille de ces dimanches, il y a une fête double, les vêpres sont tout entières du double, avec mémoire du dimanche de première ou de seconde classe, ensuite du double ou du semidouble simplifiés. Ainsi en 1883, le samedi qui précède la Septuagésime sera occupé par un double, saints Fabien et Sébastien, et le lendemain, office de la Septuagésime, la fête de sainte Agnès sera simplifiée. Or, les vêpres du samedi devront être intégralement des SS. Fabien et Sébastien avec mémoire d'abord du dimanche de la Septuagésime, qui pourtant n'est que semidouble, ensuite de sainte Agnès, fête double simplifiée.

Si le samedi il y a une fête semidouble, les vêpres se partagent; on fait du semidouble jusqu'au Capitule, ensuite du dimanche, avec mémoire d'abord du semidouble précédent, ensuite du double ou semidouble simplifiés.

Tout ce que nous venons de dire se rapporte seulement aux premières vêpres.

Examinons maintenant les secondes vêpres des dimanches de première et de seconde classe; elles ne demandent pas moins d'attention que les premières vêpres, et seront pour l'année 1883 d'une application plus fréquente.

Si un dimanche de première ou de seconde classe est suivi d'un double qui a les vêpres entières : (ainsi qu'il arrive plus ordinairement,) on fait d'abord mémoire du dimanche, puis du saint simplifié, lors même que ce saint serait double. Ce cas aura lieu l'an prochain le 4 février aux secondes vêpres de la Quinquagésime. Ces vêpres seront de sainte Agathe, avec mémoire d'abord du dimanche, qui pourtant n'est que semidouble, ensuite de saint André Corsini qui est un double simplifié.

Si le dimanche est suivi d'un semidouble, les vêpres sont du dimanche, mais dans quel ordre fera-t-on les mémoires? Si le saint simplifié en ce dimanche est un double, alors on fera d'abord mémoire de ce double, puis du semidouble suivant. Ce cas se présentera l'an prochain le 21 janvier, jour de la Septuagésime dans lequel sainte Agnès est simplifiée. Les vêpres seront de la Septuagésime, avec mémoire d'abord de sainte Agnès, puis du semidouble suivant, à savoir les SS. Vincent et Anastase. Si au contraire le saint simplifié est un semidouble, alors on fera d'abord mémoire du semidouble suivant, et ensuite du semidouble simplifié dans le dimanche; ce cas ne se présentera pas l'an prochain.

Les applications que nous avons faites pour

l'Ordo de 1883 sont basées sur le Calendrier de l'Église universelle. Il y en aurait d'autres à faire pour les Ordos diocésains; nous engageons nos confrères à faire ce travail. Ils y trouveront autant d'intérêts que d'avantages.

4° *Quand et comment fait-on les leçons des fêtes simplifiées?*

Le Bref Apostolique se contente de dire : « ... cum nona lectione historica, sive una ex duabus aut tribus, si tamen hæc ea die fieri possint. »

Ainsi donc la leçon des fêtes simplifiées, se compose de toutes les leçons du second nocturne réunies en une seule. Ces leçons se disent presque toujours, même aux fêtes de première classe.

Il y a cependant des cas où on ne les dit pas, à savoir :

1° Dans tous les jours où l'on ne fait pas la mémoire des fêtes simplifiées, c'est-à-dire les trois derniers jours de la semaine sainte, les fêtes de Pâques et de la Pentecôte avec les deux jours qui les suivent;

2° Lorsque les leçons du second nocturne ne sont pas historiques, ainsi qu'on vient de le voir dans le Bref Apostolique.

3° Dans tout office de trois leçons, cas qui se présentera en 1883 pour la fête de saint Benoît le mercredi de la semaine sainte, pour les fêtes de saint Ubalde, de saint Pascal Baylon, de saint Venant et de saint Pierre Célestin, qui tomberont les mercredi, jeudi, vendredi et samedi de l'octave de la Pentecôte.

4° Dans les dimanches qui ont un neuvième répons comme il arrivera en 1883 pour sainte Agnès le dimanche de la Septuagésime, pour saint André de Corsini le dimanche de la Quinquagésime, pour saint Casimir le 4^e dimanche de Carême, pour saint Cyrille de Jérusalem le dimanche des Rameaux, pour sainte Bibiane le premier dimanche de l'Avent, et pour saint Eusèbe le troisième dimanche de l'Avent.

5° A la Fête-Dieu, et aussi pendant l'octave si l'on fait l'office de l'octave; ce cas ne se présentera pas l'an prochain.

6° Toutes les fois qu'on lit la neuvième leçon d'une Homélie, et *quoties legitur nona lectio de homilia super Evangelium* (S. R. C., 28 mars 1775); par conséquent du dimanche, d'une férie et d'une vigile, parce qu'alors on lit la leçon du dimanche ou de la férie ou de la vigile de préférence à celle de l'office simplifié.

L'an prochain, ce cas aura lieu le dimanche pour la fête de saint Bernardin de Sienne à la fête de la sainte Trinité, pour sainte Madeleine de Pazzi le dimanche dans l'octave de la Fête-Dieu, pour les saints Cyprien et Corneille, à la fête des Sept Douleurs de septembre, pour saint Charles Borromée à la fête des saintes Reliques, le dimanche dans l'octave de la Toussaint.

Il aura lieu également dans les fêtes pour saint Romuald le mercredi des Cendres, 7 février; pour sainte Françoise le vendredi 9 mars dans

les diocèses qui récitent les offices de la Passion.

De même aux vigiles qui pourraient coïncider avec des fêtes simplifiées.

Examinons maintenant la sainte messe.

5° *Mémoire des fêtes simplifiées à la messe.*

Les fêtes simplifiées doivent-elles avoir mémoire à la messe? Le Bref de Léon XIII n'en parle pas, et pour cette raison quelques uns pensent qu'on ne doit pas en faire. La conclusion n'est aucunement fondée. Le Bref à la vérité, ne parle pas de la messe; mais il dit très-peu également sur l'office et cependant chacun convient qu'il faut suppléer pour l'office au silence du Souverain Pontife. Il en est évidemment de même pour la messe.

Mais en quels jours fait-on cette mémoire à la messe? Ordinairement tous les jours, même aux fêtes de première classe, car tel est l'enseignement des auteurs, et telle la pratique universelle.

Nous avons dit ordinairement parce qu'en effet il faut excepter quelques jours, à savoir :

1° Les neuf jours indiqués plus haut (les trois derniers jours de la semaine sainte, Pâques et la Pentecôte avec les dix jours suivants);

2° Le dimanche des Rameaux et la vigile de la Pentecôte, bien qu'on ait fait au Bréviaire même des offices simplifiés; cette solution est conforme à une réponse de la S. Congrégation des Rites sur la demande des mineurs observantins : « An in missis dominicæ Palmarum et Vigiliæ Pentecostes, in quibus excluditur commemoratio festi simplicis, licet facta fuerit in Officio, facienda sit commemoratio de prædictis duplicibus et semi-duplicibus in Missis. » R. Negative et servantur rubricæ. (S. R. C., 28 mars 1775, n° 4378, ad 6.)

Y a-t-il encore d'autre cas où l'on ne ferait pas à la messe mémoire des fêtes simplifiées? Les opinions sont partagées. De Herdt répond affirmativement; ce serait à la messe solennelle des plus grandes fêtes. Cet éminent liturgiste s'appuie sur la décision suivante de la sacrée Congrégation des rites :

« An in quibuscumque aliis duplicibus, sive secundæ sive primæ classis, comprehensis etiam festis, Ascensionis et Corporis Christi, fieri possit commemoratio de laudatis duplicibus et semi-duplicibus in utrisque Vesperis, Laudibus et Missis æque ac fit die de Octavæ, si alicubi occurrat. »

La sacrée Congrégation répondit : « Affirmative ad primam partem; negative ad secundam, excepta Missa solemni. » (N° 4378, ad 3.)

Mais A. Carpo enseigne qu'on fait toujours mémoire à la messe même solennelle. Il en donne les raisons suivantes :

« Peragenda porro est Commemoratio festi simplici per accidens etiam in Missa solemni, quia ex sacræ Rituum Congregationis mandato, hujusmodi festa habenda sunt instar Dominicæ impeditæ; atqui de Dominica impedita nemini dubium est quin commemorationem fieri opus sit

in omnibus Missis; ergo idipsum de festis illis constat præstandum esse.

« Huc adde quod rubrica Missalis (Tit. VII, n. 1.) præcipit Commemorationem festi simplicis in Missis privatis; non item in solemnibus, quando illa dumtaxat in laudibus (ob occursum festi duplicis secundæ classis) locum habet; at cum fit etiam in primis vesperis, Rubrica nullam Missam excipit, quare cum ex decretis Sacræ Rituum Congregationis in comperto sit festorum per accidens simplicium semper Commemorationem in primis vesperis agendam esse, perspicue liquet eam quoque locum habere in missa solemnibus. » (A Carpo, compendiosa Bibliotheca liturgica, par 2^a, n° 84.)

Cette opinion du savant capucin Bolonais pourrait être appuyée par la pratique de certaines églises de Rome. Nous avons sous la main un ordo de saint Jean de Latran et un autre de sainte Marie majeure; or, à la Fête-Dieu, l'un de ces ordos prescrit à la messe, la mémoire de saint Félix de Cantalice simplifiée et l'autre la mémoire de saint Ubalde également simplifiée.

La question est donc encore en litige. Si l'on doit omettre cette mémoire à la messe solennelle, comme le dit De Herdt d'après le n° 4378, ad 3, que faut-il entendre par messe solennelle? Est-ce simplement une messe chantée, comme on le voit parfois dans les rubriques? ou bien est-elle une messe solennelle proprement dite, c'est-à-dire une messe chantée avec diacre et sous-diacre? ou bien encore s'agit-il d'une église où il y a deux messes, l'une chantée et l'autre basse? ou bien enfin s'agit-il seulement des églises conventuelles. Évidemment cette question a besoin d'éclaircissement. Si les rubriques explicatives du Bref *Nullo unquam tempore* annoncées dans ce bref même, ne nous sont pas arrivées lors de la publication des ordos de 1883, il y aura sans doute bien des divergences, plus ou moins fondées.

Dans tous les autres jours on doit à la messe faire mémoire des saints simplifiés.

En finissant ce difficile travail, nous devons faire deux observations importantes; c'est 1° que les offices simplifiés, fussent-ils doubles, n'excluent pas les suffrages ni les prières, si d'ailleurs l'Office occurrent l'exige; 2° qu'à la messe il ne faut rien changer à la couleur de l'office, ni au nombre des oraisons. Il peut donc arriver et il arrivera en effet que l'on dira les suffrages et les prières un jour où l'on aura fait mémoire d'un double simplifié, et que l'on se servira de la couleur violette un jour où l'on aura fait mémoire d'un martyr simplifié. N'importe, il faut s'en tenir aux règles que nous avons tracées.

Q. — Le Bref *Nullo unquam tempore* est-il obligatoire dès cette année?

R. — Le principe est que les Offices nouveaux sont obligatoires lorsqu'ils arrivent en temps opportun, et quand ils peuvent être organisés d'après les règles de la liturgie.

Cela posé, le Bref est obligatoire pour ceux qui peuvent faire l'application des règles liturgiques aux cas nombreux qui se présenteront jusqu'au premier janvier 1883.

Il nous semble que la plupart des prêtres peuvent organiser la fête des saints introduits par le Bref de Léon XIII. Au moment où nous écrivons, il ne reste plus à placer que l'Office de saint Josaphat, qui est fixé au 14 décembre. Comme le 14 décembre est un jour dans l'octave de l'Immaculée Conception, et qu'on peut y célébrer un Office du grade double, la difficulté ne nous paraît pas très-grande pour la plupart des prêtres, et par conséquent beaucoup peuvent célébrer cette fête dès cette année.

Nous faisons nous-même ce travail pour nos lecteurs :

Le 13 décembre, — Vêpres de sainte Lucie jusqu'au Capitule, ensuite de saint Josaphat martyr, mémoire de sainte Lucie au Propre, de l'octave et de la férie.

14 décembre, Rouge, saint Josaphat, évêque et martyr; mémoire de l'octave et de la férie à Laudes et à la messe, *Credo*, Préface de la sainte Vierge : *et te in Conceptio immaculata*, Vêpres du jour octave de l'Immaculée Conception comme aux premières vêpres, mémoire de saint Josaphat et de la férie.

Mais l'organisation est ordinairement plus difficile lorsqu'il s'agit des fêtes simplifiées, comme on peut le voir dans l'explication que nous donnons aujourd'hui même; et ces cas sont encore assez nombreux, d'après le Calendrier universel, car ils se rencontreront cette année, le 23 septembre, le 19^e dimanche après la Pentecôte, pour la fête de saint Lin; le 25 septembre où avait été transférée du 16 la fête des saints Corneille et Cyprien, pour le 26 septembre où avait été transférée du 23 la fête de saint Lin; pour le 4 novembre, jour de la fête des saintes reliques où devra être simplifiée la fête de saint Charles Borromée; le 5 novembre où avait été transférée cette fête de saint Charles; le 10 novembre où l'on devra faire les premières vêpres de saint Martin; le 11 novembre, où l'on devra simplifier la fête de ce saint; le 15 décembre où l'on devra faire mémoire de saint Eusèbe à ses premières vêpres; et le 16 décembre où ce saint devra être simplifié.

Ces modifications ont lieu d'après les règles du Calendrier universel. Mais ce n'est pas la seule difficulté, car, dans la plupart des diocèses, il y a encore des saints propres pour lesquels doit s'opérer le même travail.

Or nous croyons qu'il n'y a qu'un petit nombre d'ecclésiastiques qui soit capables de l'accomplir suivant les règles. Voilà pourquoi nous disons, avec l'illustre Cavaliéri, que le Bref *Nullo unquam tempore* n'est obligatoire cette année que pour un petit nombre de prêtres.

Q. — I. Quels motifs ont porté J.-C. à instituer l'Eucharistie, la veille de sa mort, dans la dernière cène qu'il fit avec ses apôtres ?

II. Un curé ne réunit jamais son conseil de fabrique ni le bureau des marguilliers. Est-il en sûreté de conscience ? Quand on lui demande ses comptes, il y met des nombres approximatifs, à l'appui desquels il ne peut apporter que des présomptions et des attestations verbales. Est-il en sûreté de conscience ?

R. — Ad I. D'après la tradition résumée par saint Thomas, il y a trois motifs qui ont déterminé Jésus-Christ à remettre à la veille de sa mort l'institution de la sainte Eucharistie.

1° Tant que Jésus était présent corporellement au milieu de ses apôtres, sa présence par la réalité sacramentelle était moins nécessaire. C'est pourquoi il devait attendre au moment où il allait s'éloigner de ses disciples sous sa propre forme pour se laisser à eux sous l'espèce sacramentelle. « Parce qu'il devait soustraire à leurs yeux, dit Eusèbe d'Emèse, le corps qu'il avait pris et l'enlever au ciel, il était nécessaire que le jour de la cène il nous consacrat le sacrement de son corps et de son sang, pour qu'on l'honorât perpétuellement par le mystère qu'il a offert une fois pour notre rédemption. »

2° La foi en la Passion de Jésus-Christ est nécessaire au salut ; il fallait donc que, en tout temps, il y eût parmi les hommes quelque chose qui leur rappelât la Passion. Cette chose, dans la pensée de N.-S. fut l'Eucharistie. Il convenait donc qu'elle fut établie au moment même où la Passion était imminente.

3° Jésus voulait, en retardant jusqu'à la veille de sa mort l'institution de l'Eucharistie, attirer sur ce sacrement une plus grande vénération de la part des hommes et en faire estimer davantage le prix. « Parce que c'est surtout ce que disent les amis en dernier lieu lorsqu'ils se retirent, qui se grave plus profondément dans la mémoire, parce qu'on leur est d'autant plus attaché et que ce sont les choses pour lesquelles nous avons le plus d'affection qui s'impriment dans l'esprit le plus vivement. C'est la pensée de saint Augustin : le Sauveur pour mieux faire connaître la profondeur de ce mystère, a voulu que cette action étant la dernière fût plus profondément gravée dans les cœurs et dans la mémoire de ses disciples, qu'il quitta, pour aller accomplir le sacrifice de sa Passion ¹. »

Ad II. 1° Les lois qui régissent les fabriques, bien que issues à l'origine du pouvoir civil, ont été adoptées et promulguées par les évêques et ont ainsi acquis une certaine valeur canonique. Leurs dispositions obligent donc en conscience. Un curé ne peut pas, sans charger sa conscience, administrer seul les biens de la fabrique : il viole les réglemens épiscopaux.

2° Quiconque a l'administration des deniers d'autrui doit justifier ses dépenses. En apportant des nombres approximatifs, il s'expose à pécher

contre la justice. Il peut se faire, il est vrai, et nous croyons que tel est le cas, que ces nombres approximatifs soient inférieurs à la dépense réelle ; mais il peut se faire aussi qu'ils lui soient supérieurs, et dans ce cas il y a obligation stricte de restituer.

Nous ne parlons pas des graves inconvénients auxquels expose cette manière d'agir devant la loi civile, des responsabilités qu'elle peut faire peser sur le curé, des doutes qu'elle fait naître sur sa probité, etc. ; toutes choses qui doivent déterminer une autre règle de conduite.

Q. — 1° La suspension *ex informatâ conscientia* cesse-t-elle à la mort de l'évêque qui l'a prononcée ?

2° Un supérieur ecclésiastique, autre qu'un évêque, a-t-il le droit de prononcer une pareille sentence ?

R. — Ad I. La suspension *ex informatâ conscientia* peut être portée pour un temps déterminé, qui, d'après Stremler, ne peut dépasser six mois, ou bien *ad beneplacitum episcopi*, ou bien pour un temps indéterminé.

Si cette sentence est portée pour un temps déterminé, elle ne cesse point à la mort de l'évêque : il n'en est pas de même si la suspension est portée *ad beneplacitum episcopi*, car alors tous les canonistes enseignent que la suspension est levée soit par la mort, soit par la renonciation de l'évêque. La suspension portée pour un temps indéterminé cesse aussi par la mort de l'évêque ou par sa renonciation, parce que, disent les canonistes, l'évêque seul qui l'a portée peut en rendre compte au Saint-Siège en cas d'appel ; et ensuite parce qu'elle ressemble à un précepte particulier.

Nous ne parlons pas de la sentence portée *in perpetuum* parce que aujourd'hui la sacrée Congrégation ne permet plus aux Evêques de porter des suspensions *in perpetuum* ¹.

Ad II. Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point. Les uns, avec Giraldi, Stremler, etc., enseignent que la faculté de procéder *ex informatâ conscientia* est réservée aux évêques. Ils s'appuient sur le texte du concile de Trente où il est parlé de l'évêque seul. D'autres pensent que le vicaire général, avec une délégation spéciale, et le vicaire capitulaire, *sede vacante*, pourraient porter une sentence *ex informatâ conscientia*. Le vicaire général, disent-ils, fait un seul et même tribunal avec l'évêque : il peut donc prononcer comme l'évêque, toutes les fois que le droit ne le lui interdit pas expressément. Quant au vicaire capitulaire il succède à la juridiction ordinaire de l'évêque.

Q. — 1° A qui revient de droit naturel, divin, ecclésiastique, l'administration des biens temporels de l'Eglise. 2° D'après quels principes doit-on se soumettre en cette matière aux lois civiles ?

R. — D'après le droit naturel, divin et ecclésiastique l'administration des biens de l'Eglise

¹ Saint Tomas, *Suppl.*, q. 73, a. 5.

¹ *Ami du clergé*, 3^e année, p. 571.

revient au pouvoir ecclésiastique qui réside dans le Souverain-Pontife et dans les évêques et autres prélats, agissant soit conciliairement, soit individuellement, mais toujours selon les règles de la subordination hiérarchique. Nous prouvons notre assertion.

1^o Dans toute société l'administration de ses biens est une partie essentielle et intégrante de son gouvernement; et cela est d'autant plus fondé en raison que ces biens qui composent le domaine social, ont précisément pour objet de pourvoir aux besoins matériels de ce gouvernement. Il suit de là que l'administration de ces biens doit, par la nature même des choses, être subordonnée à l'autorité préposée au gouvernement de la société. Ce principe s'applique aux sociétés religieuses comme aux sociétés civiles. C'est de là que dérivent les droits de l'autorité religieuse à l'administration des biens ecclésiastiques, ainsi que ceux de l'autorité civile à l'administration des biens de l'État.

2^o Comme ce pouvoir découle de la nature même des choses, Dieu en établissant son Église société parfaite a dû lui donner tous les constitutifs d'une société parfaite.

3^o L'Église a toujours exercé ce pouvoir réglementaire au sujet de l'administration de ses biens. Les dispositions du droit canon sont nombreuses à cet égard. Nous en citerons quelques-unes.

a) « *Omnium rerum ecclesiarum Episcopus gerat et eas administret, tanquam Deo intuite. Precipimus ut in potestate sua Episcopus Ecclesiæ res habeat* ¹. »

b) « *Quæcumque res Ecclesiæ sunt, convenit cum omni diligentia et bona fide, quæ Deo debetur, gubernari et dispensari cum iudicio et potestate Episcopi* ². »

c) « *Administratores tam ecclesiastici quam laici, fabricæ cujusvis Ecclesiæ ... singulis annis teneantur reddere rationem administrationis Ordinario* ³. »

Le curé était autrefois seul chargé d'administrer les biens de la paroisse, sous la direction et l'autorité de l'évêque diocésain. Certains conciles provinciaux adjoignirent quelques laïques pour aider le curé dans cette administration assez délicate. Le gouvernement français, s'immiscant dans une chose qui n'était nullement de son ressort, étendit à toutes les paroisses, par le décret de 1809, un ordre de choses qui ne relevait que de l'autorité ecclésiastique.

« Cette irrégularité, dit M. Vouriot, fut cause que ce décret resta longtemps sans exécution. Ce n'est que sous l'impulsion de l'épiscopat qu'il reçut successivement son exécution dans les différents diocèses de la France et de la Belgique, et l'application que, dans un esprit de sage con-

ciliation, NN. SS. les évêques se sont peu à peu déterminés à faire de la plupart de ses dispositions, leur a conféré jusqu'à un certain point l'existence canonique qui leur manquait ¹. »

Ces lois civiles ont donc une valeur obligatoire, non pas à cause du pouvoir civil qui les a promulguées, mais à raison de l'autorité épiscopale qui les a sanctionnées.

Q. — Comment la force des choses fait-elle que, en France, le droit de nommer les vicaires appartienne à l'évêque ?

Le droit général de l'Église attribue au curé la nomination et la révocation de ses vicaires, ne réservant à l'évêque que l'approbation et l'institution. Ce droit a été sanctionné par le concile de Trente et est reconnu par tous les canonistes. En France cependant, depuis le Concordat, les évêques se sont attribués exclusivement le droit de nommer et de révoquer les vicaires. Ils avaient de graves raisons pour agir ainsi : ils y étaient forcés par la nécessité qui est, comme dit Bouix, le plus élevé des droits : *siquidem summum ejus, necessitas*. Un des plus ardents défenseurs de ce droit, M. Deneubourg, explique ainsi cette nécessité :

« Bonaparte usa de tous les moyens que lui fournissait son pouvoir, pour forcer les évêques à accueillir dans leurs diocèses et à placer les prêtres assermentés... Ces prêtres indignes de leur caractère, de mœurs souvent équivoques, encore inféodés à l'autorité laïque et par conséquent d'une fidélité plus que douteuse au Saint-Siège pouvaient faire beaucoup de mal, bien que leur action fût en partie neutralisée, parce qu'ils étaient méprisés des fidèles. Or, les évêques, en leur conservant la faculté de nommer leurs vicaires, leur fournissaient un moyen de s'en choisir à leur façon, de travailler plus efficacement, par une action combinée, à perpétuer leur schisme mal déguisé et à pervertir l'esprit religieux des paroisses. Ils pouvaient canoniquement, il est vrai, refuser l'approbation aux vicaires assermentés, mais en réalité ils ne le pouvaient pas à cause de la protection publique dont le gouvernement les couvrait; après de longs pourpals et des procès regrettables, ils eussent dû finir par les agréer au grand détriment de leur autorité.

... Ils étaient donc obligés, dans ces circonstances périlleuses, d'ôter aux curés assermentés le pouvoir de nommer leurs coopérateurs, et de leur adjoindre des prêtres de leur choix, zélés et purs de tous reproches. Or, cette mesure, ils ne pouvaient la prendre uniquement contre les prêtres assermentés, sans mécontenter le gouvernement qui ne permettait pas qu'on leur infligeât la moindre flétrissure officielle; elle dut être générale. Ce sont ces motifs, croyons-nous, qui ont

¹ *Canons des Apôtres*, 37 et 40.

² 3^e Concile d'Antioche, c. 24, 1.

³ Concile de Trente, sess. xxii, chap. 9, de reform. 1.

¹ De l'administration et de la propriété des biens ecclésiastiques, p. 159.

déterminé les évêques à se réserver à cette époque la nomination des vicaires paroissiaux (1). »

Quels sont les motifs qui légitiment cet usage aujourd'hui? Deneubourg parle d'une connaissance plus sérieuse qu'ont les évêques, des jeunes prêtres et des besoins généraux des paroisses, connaissance qui fait éviter l'arbitraire et qui permet de suivre les principes d'une sage justice en attribuant les postes les plus importants à ceux dont les talents et le caractère font espérer une carrière plus brillante.

A notre avis, M. Sabathier donne une raison beaucoup plus sérieuse et plus canonique, quand il fait remarquer que les jeunes clercs sont ordinairement parvenus à la prêtrise sans patrimoine, sans bénéfices et n'ont d'autres moyens d'existence que le traitement attaché à leurs fonctions. Par suite il est nécessaire que celui qui a qualité pour leur retirer un titre puisse leur en donner un autre, ce que les évêques seuls peuvent faire.

Cet usage est-il aujourd'hui véritablement prescrit? Des auteurs l'affirment hautement, d'autres ne se prononcent pas, quelques uns émettent des doutes. Les premiers s'appuient sur un usage de quatre-vingts ans, légitimé par les raisons que nous avons dites et sur l'assentiment tacite du Saint-Siège. Sans examiner la valeur de la première raison, nous ferons remarquer que la plupart des points de droit commun étaient méconnus en France depuis le concordat, et le Souverain Pontife gardait le silence, jusqu'à ce qu'il trouvât une occasion favorable de rappeler à l'observation de la loi.

Q. — 1^o L'eau baptismale corrompue, est-elle matière invalide ou seulement illicite du baptême?

2^o Quand est-ce que la corruption de l'eau baptismale est substantielle, ou seulement accidentelle?

R. — Ad I. Pour faire à cette question une réponse satisfaisante, il faut distinguer entre la corruption substantielle, et la corruption accidentelle de l'eau baptismale. Si la corruption de l'eau est substantielle, elle n'est plus matière valide du sacrement. Si au contraire le changement survenu n'est qu'accidentel, elle reste matière valide. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point (V. *Croix*, de *Sacramentis* n. 18 et seq.) Mais ce qui est valide peut être illicite. Il y aurait faute grave contre le respect dû au Sacrement, et par conséquent sacrilège, non seulement à employer pour l'administration du saint baptême une eau dont la corruption serait substantielle, mais à se servir sans grave nécessité d'une eau malpropre, trouble, épaisse, chargée de matières étrangères, quand même elle serait encore matière valide du sacrement. Cependant dans le cas de nécessité, on pourrait licitement se servir de cette eau, s'il était impossible de s'en procurer une autre plus convenable : il serait même licite de prendre une matière dont la validité serait

douteuse, en opposant la condition : *Si materia sit sufficiens.* »

Ad II. La corruption de l'eau baptismale est substantielle, lorsqu'elle est altérée au point de perdre sa dénomination, de cesser d'être de l'eau, au jugement de tout homme prudent : telle serait l'eau mélangée avec une matière étrangère qui dominerait (Gousset, t. 2, n. 83) : telle encore l'eau changée en sel, ou en glace ; car en admettant même qu'elle conserve sous cette dernière forme ses éléments chimiques, elle ne conserve plus son aptitude, *ad usum ablucendi*, qui est de l'essence de la matière du baptême, et de plus, dans l'estimation commune, elle n'est pas de l'eau naturelle et usuelle. Ainsi pensent Concina, Croix, Tannère, contre plusieurs qui émettent un doute sur l'invalidité d'une telle matière, et qui disent que dans le cas d'une grave nécessité, à défaut d'eau, on peut employer sous condition de la glace ou de la neige non fondue. (S. Alph., lib. VI, n. 104. Personne ne met en doute que l'eau résultant de la fusion de la glace, ne soit matière valide, ni que le baptême soit valide, si le ministre, en appliquant au baptisé l'eau congelée la fait résoudre par le frottement, assez pour qu'elle coule. (Croix, n. 262).

La corruption de l'eau baptismale n'est qu'accidentelle, lorsque les modifications qu'elle a pu subir, ne l'empêchent pas d'être encore en soi et au jugement des hommes, de l'eau véritable : par exemple, si de bonne qu'elle était, elle devient mauvaise au goût, si elle passe du froid au chaud, si même elle est mélangée à une substance étrangère qui soit en petite quantité et dont l'adjonction n'empêche pas le mélange d'être et de passer pour une eau véritable.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Vous savez que depuis quelque temps le gouvernement se livre à un nouveau genre de taquinerie à l'endroit des curés. Sous le fallacieux prétexte que quelques uns d'entre eux sont hostiles à nos institutions, on leur retranche leur modeste traitement.

Est-ce que cette manière d'agir s'appuie sur quelque loi en vigueur, ou bien ne faut-il y voir qu'un abus de pouvoir et un vol manifeste?

R. — Les derniers mots de notre correspondant qualifie comme il le mérite ce nouveau genre de persécution. Dès qu'on a signalé cet arbitraire, les députés catholiques et conservateurs se sont mis en mesure pour interpeller le gouvernement sur cette nouvelle iniquité. Malheureusement la crise ministérielle et la clôture des Chambres ont fait remettre à la prochaine session l'exécution de ce projet.

En attendant, des plaintes officielles ont été adressées au ministère des cultes, et la presse a fait son devoir en protestant avec énergie. Quelques journaux républicains de nuance modérée

(1) *Les vicaires paroissiaux*, ch. III, p. 113.

n'ont pas craint de blâmer une pareille mesure ; ils finissent par rougir de leur propre famille. Voici les réflexions que fait à ce propos le *Parlement*, peu suspect de cléricisme.

« Il est fâcheux que cette question (*celle que M. Batbie se proposait d'adresser au ministre des cultes*) n'ait pu être discutée immédiatement. Elle est pressante pour les intéressés, dont le modique traitement est souvent, presque toujours même, l'unique ressource. Il importe aussi que le gouvernement s'explique sur la légalité d'une mesure dont la légalité nous semble fort contestable.

« Nous n'entendons approuver en aucune façon la conduite des ecclésiastiques qui, dans la circonstance dont il s'agit, ont cru pouvoir faire acte de résistance. Sans doute il était parfaitement inutile de provoquer de tels conflits. La fête du 14 juillet n'aurait pas perdu beaucoup de son éclat si la porte des presbytères était demeurée dépourvue de lampions et de drapeaux. La circulaire de la direction générale des cultes qui donnait aux préfets et aux maires les instructions les plus précises afin que les municipalités pussent user de toute la rigueur de leurs droits nous a semblé inspirée par un esprit de tracasserie assez puéril.

« Certains curés ont résisté ; ils ont eu tort. De là sont sortis de très-grands conflits. On a vu des maires investir l'église, enfoncer des portes, escalader des clochers, réquisitionner des sonneurs. On a vu des lampions s'éteindre et se rallumer annonçant dans leurs vicissitudes, tantôt le retour offensif du cléricisme, tantôt le triomphe de la société laïque. Le bras séculier, représenté par la gendarmerie, a dû parfois intervenir. Les tribunaux correctionnels ont été saisis, et la direction générale des cultes, admirant ces heureux résultats d'une circulaire bien faite, a tressailli de joie et d'orgueil. Encore une fois, comme du temps de M. Castagnary, on sentait l'odeur de la poudre.

« Laissons les tribunaux juger et réprimer, s'il y a lieu, les actes délictueux qui ont pu être commis. Mais ce qu'il nous paraît difficile d'admettre, c'est que des peines pécuniaires puissent être infligées aux coupables arbitrairement et par simple mesure administrative. Nous ne savons en vertu de quel texte de loi, de quel principe le ministre des cultes s'est cru autorisé à prononcer contre des curés ou desservants une suspension de traitement. Ce ne sont pas seulement les engagements concordataires, ce sont des textes ayant force de loi qui attribuent un traitement aux ministres des cultes astreints au service paroissial. C'est un droit qu'ils tiennent de lois ou de décrets et qui, par conséquent, ne peut leur être enlevé par une décision ministérielle. Un arrêté du 18 nivôse an XI déclare même ce traitement insaisissable, et il est de principe qu'il ne peut en être retenu aucune partie, sauf dans le cas d'absence non justifiée.

« Où le ministre puiserait-il la faculté d'infliger ainsi aux ministres du culte, pour des fautes dont lui seul apprécie le caractère et la gravité, une amende arbitraire ? Si ces fautes constituent des délits, les tribunaux sont là pour les réprimer. Si elles sont simplement disciplinaires, c'est le conseil d'État qui doit en connaître sous la forme de recours pour abus. Quelle est cette pénalité nouvelle qu'un ministre prononce, qu'aucune loi n'autorise et que rien ne limite ? Si l'on entrait dans cette voie, ne voit-on pas que le ministre des cultes pourrait ainsi, à son gré, supprimer le budget des cultes ?

On ne peut raisonner plus sagement.

Nous avons été curieux de savoir sur quoi le ministre des cultes pouvait bien s'appuyer pour justifier la mesure qu'il a prise contre un nombre assez considérable de prêtres. Nous n'avons trouvé qu'une phrase d'une lettre ministérielle datée du 2 avril 1832 et signée de Montalivet.

Voici cette phrase à laquelle du reste, on peut opposer toute l'argumentation du *Parlement* :

« Je vous rappelle qu'à moins de circonstances « extraordinaires, motivant une mesure excep-
« tionnelle que j'aurai prescrite, soit directement,
« soit sur votre proposition, et que seul je puis
« prendre sous ma responsabilité, les traitements
« acquis ne doivent être subordonnés, pour les
« paiements à aucune dépendance ou condition,
« les mandats étant la propriété des parties pre-
« nantes. »

Mais, brave homme de ministre, si les mandats sont la *propriété* des parties prenantes, comment pouvez-vous, sans forme de procès, vous arroger le droit d'en priver le propriétaire, même dans une circonstance extraordinaire ?

Pour tous les titulaires d'emplois ecclésiastiques la résidence et les fonctions remplies sont les seules conditions exigées pour avoir droit au traitement.

Hors de ces conditions, les traitements ecclésiastiques sont insaisissable même pour les créanciers des titulaires. Ainsi le déclare un arrêté du 18 nivôse an XI (8 janvier 1803).

Voilà donc un ministre qui, sans forme de procès, saisit l'insaisissable, et fait main basse sur la propriété d'autrui. On comprend maintenant pourquoi on ne veut plus que l'on enseigne le catéchisme au peuple ; il s'agit de l'habituer à ne plus croire à la conscience et à ne plus distinguer le bien du mal. Il faut espérer que ces violences et ces despotismes auront une fin. Il faudrait désespérer de la France, si elle ne rejetait pas au plus tôt de son sein les tyrans qui la déshonorent et la tuent.

Q. — A l'occasion de la visite pastorale, j'ai acheté une écharpe de bénédiction et fait confectionner une garniture d'autel en drap d'or pour une somme de 120 fr. que j'ai payés de mes deniers personnels, sachant que la fabrique ne pouvait pas faire momentanément cette dépense et ces objets étant indispensables, j'en ai fait l'avance sans

consulter personne, espérant tôt ou tard le remboursement de mes débours.

Ayant quitté la paroisse depuis plus de deux ans sans adresser ma réclamation à la fabrique, ai-je encore le droit de demander le remboursement de la somme de 120 fr. ou la remise des deux objets quoique ayant servi au culte. Mon silence jusqu'à ce jour implique-t-il un don ou un abandon et la possession tranquille et non interrompue de ces objets confère-t-elle à la fabrique un titre légitime de propriété ou de libération ?

Il va sans dire que je ne suis mû par aucune pensée d'intérêt, en vous adressant cette consultation, je voudrais seulement savoir si j'ai droit au remboursement ou à la remise des objets achetés et payés par moi.

Commentez votre décision.

R. — Les commentaires ne comportent pas de développement. La chose est très claire. Un curé ne peut absolument rien acheter au nom de la fabrique sans y être autorisé par elle, ou il ne le fait qu'à ses risques et périls. Juridiquement la fabrique ne doit rien au curé et peut parfaitement se dispenser de répondre à ses revendications lesquelles manqueraient de base. En fait de meubles, possession vaut titre, et il ne se trouverait certainement pas un juge pour justifier les prétentions du curé.

Tout ce que ce dernier peut faire, c'est d'en appeler à l'équité de son ancienne fabrique, et de l'engager, non pour des raisons de justice mais pour des motifs de convenance, à le compenser des achats faits à son profit ou à lui restituer les objets acquis. Et encore, nous ne lui conseillons pas de le faire, parce qu'il ne convaincrerait personne de son désintéressement, tandis que les fidèles trouvent tout naturel qu'un curé fasse, quand il le peut, des cadeaux à son église.

Q. — 1^o Avec la nouvelle loi sur les cimetières, la fabrique peut-elle encore revendiquer le spontané ?

2^o Le droit de police des cérémonies du culte donne-t-il au curé le droit de faire arrêter les voitures longeant en dehors les rangs d'une procession, et d'ordonner à un individu faisant partie d'une procession d'enlever son chapeau de dessus sa tête ?

Ce droit peut-il être exigé et qu'elle manière de l'exiger dans le cas de refus des délinquants, à obtempérer aux observations du curé ?

On suppose que les processions ci-dessus en question soient ordonnées, par l'autorité ecclésiastique et autorisées par l'autorité civile.

3^o Les clôtures du jardin curial demandent des réparations; des haies sèches du même jardin ont besoin d'être refaites. Qui doit en supporter les frais ? Le curé, la fabrique ou la commune ?

4^o Les instituteurs sont-ils toujours tenus de conduire leurs élèves : ux offices du dimanche et de les y surveiller ?

R. — Ad 1^{re}. Oui, parce que la loi qui le lui attribue n'est pas encore supprimée (*art. 36 du Décret du 30 décembre 1809.*)

Ad 2^{me}. Il faut distinguer. Il est certain que le curé exerce son droit de police pendant toutes les cérémonies, qu'elles aient lieu au dedans ou au dehors de l'église. Par conséquent, il a le droit de repousser tout individu qui, d'une manière ou d'une autre, troublerait une procession. Il y a une foule de jugements de police correctionnelle et de cours d'appel frappant des individus qui

ont troublé des processions soit en résistant à l'autorité religieuse, soit en se tenant couverts alors qu'on leur enjoignait de se découvrir. Mais il est nécessaire de bien distinguer les actes qui par eux-mêmes ou par les circonstances troublent réellement la cérémonie. Certainement une voiture qui traverserait une procession ou l'empêcherait d'avancer serait une cause réelle de trouble et le voiturier tomberait sous le coup de la loi; mais si la voiture ne fait que longer une procession sans amener de désordre, il est probable, aujourd'hui surtout, que la plainte du curé ne serait point accueillie favorablement. Elle amènerait même vraisemblablement l'autorité locale à supprimer les processions. Nous recommandons la plus grande tolérance dans ces sortes d'affaires. Notre liberté religieuse étant fort malade, a besoin de beaucoup de ménagements.

Ad 3^{me}. Les réparations des clôtures sont comprises dans les grosses réparations (*art. 606 du Code civil*), et elles devraient être à la charge de la commune. Le décret du 6 novembre 1813, art. 21, le dit positivement. La cour royale de Paris, se conformant à la prescription de ce décret, a statué par arrêt du 20 décembre 1835, que la commune est tenue des grosses réparations, sans que la fabrique ait à justifier de l'insuffisance de ses revenus.

Néanmoins, le *Journal des Conseils de fabriques* et de fort habiles jurisconsultes pensent que les fabriques sont tenues des grosses réparations, quand elles le peuvent. Au point de vue pratique, il y a grande divergence d'action. Les républicains du jour sont favorables à la commune, et les conservateurs aux fabriques. Le gouvernement agit sans régie et sans principe; il n'obéit guère qu'à sa passion, et ne fait que des personnalités.

Ad 4^{me}. Non, ils n'y sont plus tenus; mais rien ne les empêche de le faire.

Q. — Un des premiers abonnés à l'*Ami du clergé* aurait besoin d'un éclaircissement :

Deux ou trois familles chrétiennes me sollicitent de commencer à instruire leurs enfants, en attendant qu'elles aient fait choix d'un bon établissement d'éducation.

Je n'ai aucun grade universitaire.

1^o Puis-je donner chez moi quelques leçons ?

2^o Combien d'enfants puis-je recevoir ensemble ou séparément ?

3^o Y a-t-il des formalités à remplir, pour n'être pas inquiété ?

Ayez l'obligeance de répondre aussitôt que possible, pour que je puisse fixer les intéressés.

R. — Ce privilège que la loi de 1850 accordait aux divers ministres des cultes, non interdits, n'existe plus pour l'enseignement primaire. Aucun titre, même celui de docteur en droit, ne peut suppléer au brevet de capacité. Mais un citoyen quelconque, par conséquent les curés comme les autres, peut aller faire la classe dans

les maisons particulières aux enfants que les familles entendent élever chez elles.

Courrier de l'Utile.

LIQUEURS DE MÉNAGE (3^e article).

Brou-de-noix

Noix nouvellement nouées, 300
Eau-de-vie, 1000 grammes
Ecraser les noix et faire macérer un mois;
ajouter : sucre, 1870 grammes.
Et trois semaines après : girofle, macis, can-
nelle, 6 grammes de chacun.

Après 8 jours, passer et filtrer.

Bon stomachique, mais qui doit avoir deux ans
de préparation avant d'être bu.

Si le chiffre de 300 noix et les quantités des
autres substances paraissent dépasser la consom-
mation ordinaire d'un ménage, on pourra réduire
ces quantités, en conservant les proportions.

Cependant il est bon de remarquer que cette
liqueur gagne beaucoup avec les années.

Liqueur de fleurs d'oranger.

Faites un sirop bien cuit avec 370 grammes de
pétales de fleurs d'oranger. Quand le sirop bout,
ajoutez de l'alcool à 21 degrés, laissez infuser un
jour et filtrez.

Liqueur des quatre fruits.

Fraises des bois, 2 kilog.
Groseilles noires, 0 kilog. 500 gr.
Petites cerises noires des bois 3 kilog. 500
Framboises, 3 kilog. 500
Alcool à 22 degrés, 12 litres.

On concasse les noyaux de cerises pour qu'ils
donnent leur goût à la liqueur; on mêle le tout,
on fait macérer pendant un mois en remuant
chaque jour. Le vase doit être bien bouché; l'in-
fusion faite, on passe au tamis sans presser les
fruits; on ajoute ensuite 4 kilog. de sucre cassé,
puis deux gouttes de liqueur de vanille qui de-
vront être mêlées et pilées avec deux morceaux
de sucre; on laisse ensuite macérer quelques jours
et quand le sucre est bien fondu, on filtre.

Cacao

Cacao, 750 grammes
Torréfier, monder, pulvériser, et faire macérer
avec :

Vanille, 0, 65 centig.
Au bout d'un mois, ajouter :
Sucre, 750 gr. dissous dans eau 750 gr.
Agiter et filtrer.

Curacao

Zestes d'oranges amères, 500 grammes.
Girofles, 8 —
Cannelle, 8 —
Eau-de-vie, 10 litres

Faire macérer 8 jours et ajouter :

Sucre, 2,500 gr. dissous dans eau 1,000 gr.
Agiter et filtrer.

Noyaux

Noyaux de pêches ou abricots, 60
Eau-de-vie, 1000 gr.
Sucre, 250 gr.

Casser les noyaux et les mettre en macération
avec l'eau-de-vie. Au bout d'un mois, ajouter le
sucre et filtrer.

Vanille

Alcool à 82°, 500 grammes.
Vanille, 4 —

Faire macérer deux jours et ajouter :

Sucre, 600 grammes dissous dans eau 400 gr.
Agiter et filtrer.

Prunelle

Monder les prunelles de leur peau et de leur
chair, en les jetant dans l'eau bouillante; faire
sécher les noyaux, les casser et en faire infuser
pendant un mois un verre dans un litre d'eau-de-
vie; passer, ajouter par litre 300 grammes de
sucre dissous dans 100 grammes d'eau; agiter et
filtrer.

Ne boire cette liqueur qu'après un an de bou-
teille.

LE PARDON DU ROSAIRE

PREMIER DIMANCHE D'OCTOBRE

« Une indulgence plénière, *Toties Quoties*, appli-
cable aux défunts, analogue à celle de la Por-
tioncule, le 2 août, est accordée aux confrères
« du Rosaire, et même à tous les fidèles contrits,
« confessés et communies, c'est-à-dire chaque fois
« qu'ils visitent dévotement la chapelle, ou l'autel,
« ou la statue du Rosaire, en dehors de la cha-
« pelle, dans les églises où est canoniquement
« érigée la Confrérie du Rosaire, depuis les pre-
« mières vêpres de la Vigile jusqu'au coucher du
« soleil du jour de la fête du saint Rosaire, pre-
« mier dimanche d'octobre, établie en mémoire de
« la célèbre victoire de Lépante (1571), pourvu
« qu'ils se conforment et prient aux intentions
« du Souverain-Pontife. » Voyez pour plus amples
renseignements le *Recueil de prières et d'œu-
vres pies auxquelles les Souverains-Pontifes
ont attaché des indulgences*, livre officiel dans
matière, où l'on trouve l'origine du pardon du
Rosaire, et beaucoup d'autres choses concernant
cette touchante dévotion avec toutes les dévotions
catholiques ¹.

¹ 1 fort volume in-18. Franco par la poste : 2 fr. 50.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 20 septembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCTONI.

2° De la foi des premiers chrétiens en ces écrits;
3° De l'établissement et de l'organisation de l'Eglise, qui n'aurait pas pu prendre racine sans cette croyance;

4° De l'empressement unanime des fidèles à recevoir l'Evangile comme leur second livre sacré;

5° Enfin, des attestations fournies par l'histoire profane et juive.

La deuxième partie du livre de M. l'abbé Panhéloux (pages 128 à 400) apporte au lecteur, comme dernière preuve de la croyance à la divinité de Jésus dans la primitive Eglise, les écrits de saint Clément, de saint Ignace et de saint Polycarpe.

Après les livres du Nouveau Testament, les lettres de ces Pères sont les plus anciens monuments écrits de notre foi chrétienne. L'auteur en donne la « traduction intégrale et fidèle. » Il la présente comme « la partie la plus douce et peut-être aussi la plus féconde » de son travail.

Comme nous, tout lecteur partagera certainement cet avis. Donc, bon accueil et plein succès au livre de M. l'abbé Panhéloux.

1 beau volume in-18, titre rouge et noir, de 411 pages.
Prix 3 francs.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 16 septembre 1882.

La semaine se termine par la défaite d'Arabi et le triomphe des Anglais en Egypte. Or, la Bourse, même à Londres, n'a pas salué l'événement avec enthousiasme, et, en somme, la cote se fait en réaution sur la huitaine.

Le 3 0/0 a fléchi de 83.45 à 83.40; l'amortissable, de 83.50 à 83.35; le 4 1/2, de 112.50 à 111.75. En revanche, on trouve une insignifiante amélioration de 0.05 sur le 5 0/0, qui clôture à 116.65, au lieu de 116.60.

A l'étranger, la situation monétaire ne paraît pas tout-à-fait satisfaisante. La Banque d'Angleterre d'abord, puis celle de Berlin, ont élevé le taux de leur escompte. On doit s'attendre à ce que la Banque de France en fasse autant.

Toujours même calme sur les actions de nos six grandes compagnies de chemins de fer. Quatre d'entre elles se retrouvent absolument au taux de notre dernière cote : l'Est à 760; le Midi à 1.255, l'Orléans, à 1.335; l'Ouest à 815. Les deux plus importantes ont reculé : le Nord de 45 fr. à 2060 au lieu de 2075; le Lyon, de 25 fr. à 1.665 au lieu de 1.690.

Toutes les lignes étrangères s'inscrivent en baisse : les Autrichiens, à 751.25; les Lombards, à 355; le Nord de l'Espagne, à 603.75; le Saragosses, à 532.50; les Portugais, à 631.25. Il est vrai que cette baisse est insignifiante, car la différence n'est que de quelques francs.

L'événement de la semaine a été l'émission des obligations du canal de Panama. Succès complet. Souscription plusieurs fois couverte, dit-on. Nous ne pouvons qu'applaudir à ce résultat. Pour ramener la confiance et le concours des capitaux après la crise financière survenue au commencement de l'année, il fallait chercher à ébranler le public par une première et grande opération. L'obligation Panama est venue à point : on l'a souscrite d'emblée, on souscrira les autres, non pas à la légère, comme on a fait un certain temps, mais toutes les fois que la valeur se présentera avec des garanties sérieuses, dans des conditions indéniables de succès.

Comment se rendre compte de la bonté de ces valeurs-là? Rien de plus simple, c'est en allant aux sources en lisant les comptes rendus annuels, en demandant ce qu'elles ont payé et ce qu'elles paient encore d'intérêts et de dividende; en s'enquérant si l'industrie qu'elles représentent est bonne en elle-même, si elle a un écoulement facile et est susceptible d'extension, en s'informant surtout si elle est dirigée par des hommes capables, honnêtes, experts dans la partie et connus du public par leur honorabilité et par des œuvres déjà réalisées par eux-mêmes. Quand on possède tous ces éléments, eh bien! il ne faut nullement se laisser influencer par les mauvais propos de tel ou tel qui fait l'entendu, le bien informé, quelquefois le diffamateur intéressé.

Tenez, un fait tout récent. M. Germain, député de l'Ain et le président du Crédit Lyonnais, a présidé l'autre jour l'assemblée générale de ses actionnaires, et voici l'incident que rapporte la *Revue économique et financière* :

« La presse, a dit M. Germain, nous en connaissons le tarif : 100,000 francs par mois, 1,200,000 francs par an. Vous convient-il de les payer? — Non! non! ont répondu les actionnaires. — Eh bien! laissons la presse nous attaquer puisque ses éloges ne valent pas cette dépense. »

Nous l'avons souvent dit à nos lecteurs : défiez-vous des charges à fond de train, des attaques des journaux financiers contre telle ou telle valeur. Très-souvent, c'est pour faire chanter les sociétés, comme on dit, ou pour faire vendre des titres qu'on veut faire arriver sur le marché et spéculer dessus. Le pauvre actionnaire est toujours dupé, s'il ne résiste pas à la peur. Souvent les attaques sont plus perfides que les recommandations outrées. On se défie de la louange, mais la critique, la calomnie, ça mord toujours.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la
REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. . . 20 fr.

SOMMAIRE DU 2^{me} VOLUME

LIVRE XI. — DES LIEUX DU BAPTÊME. — Ch. I : Fleuves, rivières, cours d'eau, fontaines, mer, étangs. — Ch. II : *Baptistères* : nom, origine, durée et emplacement, architecture, mobilier et ornementation, prescriptions liturgiques, histoire et description d'un certain nombre de baptistères d'Europe, d'Orient et d'Amérique. — Ch. III : Des églises baptismales. — Ch. IV : *Des fonts baptismaux* : noms, matière et forme, emplacement, prescriptions liturgiques. Notes historiques et descriptives sur un certain nombre de fonts baptismaux des divers pays d'Europe et du Nouveau-Monde. — Ch. V : *De quelques lieux exceptionnels du Baptême* : catacombes, prisons, maisons particulières, oratoires privés et chapelles castrales.

LIVRE XII. — DES PARRAINS ET DES MARRAINES. — Ch. I : Origine de l'institution des parrains. — Ch. II-IX : Noms, nécessité liturgique, choix, fonctions et obligations, nombre, conditions requises, affinité spirituelle, cadeaux. — Ch. X : De quelques catégories spéciales de parrains.

LIVRE XIII. — DES NOMS DE BAPTÊME. — Ch. I-III : Origine, usage facultatif ou obligatoire. — Ch. IV : Sources des noms de Baptême et des prénoms anciens et modernes chez les nations chrétiennes. Noms tirés de l'Écriture, des croyances et fêtes chrétiennes, des vertus et des sentiments de piété, de l'hagiographie, de la mythologie et de l'histoire profane, de l'histoire naturelle et de l'agriculture, de la littérature, de la fantaisie et des opinions politiques, etc., etc. — Ch. V : Des prédilections nationales, provinciales, locales et familiales pour certains noms de baptême et certains prénoms. — Ch. VI-XI : Altérations, transformations, pluralité, choix, époque et cérémonies de l'imposition des noms de baptême.

LIVRE XIV. — RITES, CÉRÉMONIES ET COUTUMES DE L'ADMINISTRATION DU BAPTÊME. — Ch. I : Rites, cérémonies et coutumes qui *précèdent* ou *précédaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. II : Rites, cérémonies et coutumes qui *accompagnent* ou *accompagnaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. III : Cérémonies, rites et coutumes qui *suivent* ou *suivaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. IV : Des repas de baptême. — Ch. V-VI : Rites spéciaux. Ondolement. Cérémonies abrégées. Cérémonies supplées.

LIVRE XV. — DES REGISTRES, DES ACTES ET DES EXTRAITS DE BAPTÊME.

LIVRE XVI. — DES RELEVAILLES.

LIVRE XVII. — DU RENOUVELLEMENT DES VŒUX DU BAPTÊME.

LIVRE XVIII. — ICONOGRAPHIE DU BAPTÊME. — Ch. I : Des figures du baptême. — Ch. II : Représentation du baptême donné par saint Jean. Peintures des premiers siècles et du moyen-âge, de la Renaissance et des temps modernes. Mosaïques. Miniatures. Emaux. Vitraux peints. Dessins. Gravures. Sculptures, orfèvrerie et gravures. Tapisseries et broderies. — Ch. III : Représentation du sacrement de baptême en général et de divers baptêmes particuliers. Baptême du centenaire Corneille, de l'eunuque de la reine de Candace, de Constantin, de S. Augustin, de Clovis, etc. Représentations modernes.

LIVRE XIX. — BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DOGMATIQUE, LITURGIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Ouvrages des douze premiers siècles, *exclusivement* relatifs au baptême. — Ouvrages *spéciaux*. Livres latins, français, anglais, allemands, hollandais, suédois, italiens et espagnols.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 39 :

PRÉDICATION : Pour le 19^e dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : VII. La confession sincère et douloureuse. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Un curé qui par indult est autorisé à célébrer la saint Remi, fête patronale, le deuxième dimanche d'octobre, doit-il cet e année chanter la messe de saint Remi le premier octobre et renvoyer le Rosaire au 3 octobre? — La Chaire de saint Pierre à Antioche doit-elle pour la translation, céder le pas à la sainte Couronne d'épines? — A la solennité de la Fête-Dieu, doit-on, à la messe principale, faire mémoire de saint Barnabé et du dimanche, *et sub una et eadem conclusionem*? — L'hymne de sainte Julienne de Falconnieri doit-elle en principe être aux secondes vêpres comme aux premières? — Y a-t-il un décret qui donne, pour la concurrence, la préférence aux saints Anges gardiens sur la fête de saint Remy? — Un prêtre a oublié de communier sous l'espèce du vin, et a présenté le calice au clerc qui a versé dans le précieux sang du vin non consacré : comment ce prêtre devait-il terminer sa messe? Le même prêtre, à la messe de minuit, s'aperçoit, après la communion faite, qu'on lui a donné, au lieu de vin pur, du vin mélangé d'eau. Il a consacré de nouveau sous les deux espèces, et de plus il a dit les deux autres messes de l'aurore et du jour, a-t-il bien fait? — De quel saint doit faire mémoire aux suffrages, un aumônier qui a sa chapelle sur une paroisse et sa résidence sur une autre? — Un ornement couvert de broderies de soie jaune sur fond blanc, peut-il passer pour blanc? — Un curé a pour patron un saint dont la fête tombe le jour d'une fête célébrée par l'Eglise du rit de 2^e classe et qu'il devra transférer à un jour assez éloigné, doit-il faire néanmoins la mémoire ou même l'office de la vigile de cette fête ainsi renvoyée? — Peut-on répéter l'indulgence plénière *in articulo mortis*, et sans surplus, à un malade qui retombe en danger de mort plusieurs fois? — Pourrait-on, et dans quelles limites, porter à une personne pieuse la sainte Communion, plusieurs fois durant le cours d'une longue maladie? — Un voile violet doit couvrir le tabernacle du Maître-Autel lorsqu'on dit une messe de *Requiem*. Mais cela est-il prescrit pour le cas où le saint Sacrement est dans un autre tabernacle que celui du Maître-Autel? — Un curé malade n'a pu appliquer certaines messes pour son peuple, est-il tenu de les appliquer après qu'il a recouvré la santé? — A quelles églises est accordée, et quel jour peut-on gagner l'indulgence de la Portioncule? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCÉSIASTIQUE : Circulaire ministérielle du 28 septembre relative à l'application de la loi du 28 mars (instruction primaire obligatoire). — Jugement du tribunal des conflits contre un maire qui avait fait ouvrir de force la porte d'un bâtiment appartenant à l'église et donnant accès au clocher, et qui, ayant changé la serrure, gardait la clef chez lui. — Instruction ministérielle pour la conservation et l'entretien des édifices diocésains et paroissiaux. — Circulaire ministérielle aux architectes diocésains, concernant les travaux d'entretien des édifices diocésains, et leur enjoignant de n'employer aucune partie du crédit mis à leur disposition, à des appropriations intérieures. — VARIÉTÉS : Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo du 11 au 15 septembre 1882. — COURRIER DE L'UTILE : Cirage économique pour les planchers. — Préparation de la pommade camphrée.

REVUE LITTÉRAIRE.

Les événements de Corée, où la famille royale vient d'être massacrée par les révolutionnaires, donnent le plus vif intérêt de curiosité et d'instruction à l'**Histoire de l'Église de Corée, avec cartes et planches**, par CH. DALLET, de la Société des Missions étrangères. Cet ouvrage, qui forme deux gros volumes in-8° de 600 pages chacun, est précédé d'une longue étude sur l'*Histoire, les Institutions, la Langue, les Mœurs* et les *Coutumes coréennes*. D'après les *Revue* anglaises, c'est l'ouvrage le plus complet, le plus exact, le plus animé, qui ait été écrit sur ce pays inconnu.

Deux beaux volumes in-8°. Prix : 12 fr.

..

Il faut lire encore, à propos des événements de Madagascar, le nouveau volume de M. CHARLES BUET : **La Reine des Iles africaines; Histoire, Mœurs, Religion, Flore et Produits naturels**, tout prend vie et éclat sous sa plume abondante et colorée. La lutte des Howas et des

Sacaves, ceux-là partisans des Anglais, ceux-ci les vieux amis de la France, prête à son récit des scènes et des tableaux qu'on lit avec passion.

Un beau volume illustré de nombreux bois. Prix : 5 fr.

Ces beaux livres si actuels sont édités par la Société de Librairie catholique. VICTOR PALMÉ, directeur, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

..

Nous recommandons à nos lecteurs de jeter les yeux sur un *résumé* de la Table du deuxième volume de l'HISTOIRE DOGMATIQUE, LITURGIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU SACREMENT DE BAPTÊME, que nous publions en dernière page.

Ce remarquable ouvrage a été signalé en détail dans le n° 35, et le sommaire des matières du 1^{er} volume donné dans ce même numéro et les deux suivants, 36 et 37; — on pourra en avoir aujourd'hui une idée tout-à-fait complète.

..

A l'approche des rentrées scolaires, et au moment où tant de nouvelles écoles sont en voie de s'ouvrir, nous croyons utile de reproduire l'article ci-dessous, à cause des avis et

des conseils si précieux qui y sont exprimés, et dont tous, maîtres, élèves et lecteurs en général, peuvent tirer avantageusement parti.

HYGIÈNE SCOLAIRE

Développement de la Myopie, ses causes, comment y remédier : éclairage des écoles, mobilier scolaire, méthodes d'écriture, enseignement prématuré de l'écriture, livres imprimés trop fin; conclusion.

Le nombre sans cesse croissant des enfants atteints de myopie a fini par attirer l'attention des pouvoirs publics. En conséquence, une commission spéciale a été chargée d'étudier l'influence que les conditions matérielles de l'installation primaire peuvent exercer sur les progrès de cette maladie et de chercher les moyens de s'y opposer. Cette commission vient de faire connaître le résultat de ses travaux sous la forme d'un rapport rédigé par M. le docteur Gariel. Nous allons indiquer les principales conclusions qu'elle a été amenée à formuler; elles ne sauraient recevoir une trop grande publicité.

Un fait hors de toute contestation, c'est que la myopie se produit chez les enfants prédisposés, quand ils regardent de trop près leurs livres et leurs cahiers; alors, leurs yeux s'adaptent peu à peu à la vision rapprochée et finissent par devenir myopes pour toujours. Mais quelles sont les causes qui amènent les jeunes écoliers à se pencher pendant qu'ils lisent ou qu'ils écrivent? On en compte cinq, savoir : 1° un éclairage défectueux qui oblige les enfants à se rapprocher pour mieux voir; 2° un mobilier scolaire mal proportionné à leur taille; 3° des méthodes d'écriture incompatibles avec une bonne attitude de l'écrivain; 4° l'enseignement prématuré de l'écriture; 5° l'emploi de livres ou d'atlas imprimés trop fin.

Relativement à l'éclairage, il est évident, dit le rapport, qu'il ne laisse rien à désirer, quand il fait suffisamment clair à la place la plus sombre de l'école. Il est également certain qu'on ne peut compter sur l'éclairage de reflet envoyé par les murs du vis-à-vis et que, pendant le jour, le ciel est l'unique source lumineuse. Le seul point à déterminer, c'est l'étendue minimum du ciel qui doit être vue de la place la moins favorisée de toute la salle. La commission pense qu'un œil placé à la hauteur de la table doit voir le ciel dans une étendue verticale d'au moins 30 centimètres, comptée à partir du bord supérieur de la fenêtre.

Pour les cours de nuit, l'idéal serait que chaque enfant eût sa lampe et profitât, par surcroît, de l'éclairage général de la classe; mais il passera sans doute beaucoup d'eau sous les ponts avant que ce progrès soit un fait accompli. Dans l'état actuel des choses, on peut dire qu'en général l'éclairage nocturne des écoles est insuffisant. Dans tous les cas, quel que soit le procédé qu'on emploie, il faut absolument veiller à ce qu'il produise un éclairage uniforme. Il y a, en outre, surtout si l'on se sert du gaz, à ventiler la salle de façon à s'opposer à une trop grande élévation de la température générale et à entraîner au dehors les produits de la combustion à mesure qu'ils se forment. Enfin, les bords doivent être convenablement éloignés des élèves, pour empêcher l'action du rayonnement direct sur leurs yeux et les soustraire en même temps à celle de la chaleur développée.

La question du mobilier a donné lieu à plusieurs observations dont les constructeurs auront à tenir

compte. D'une part, rien n'empêche d'adopter la distance horizontale dite *négative* entre le bord antérieur du banc et le bord postérieur de la table. D'autre part, le dossier des bancs doit être incliné, ce qui exige un matériel à une ou deux places, à moins de donner de la mobilité soit au banc, soit à la tablette, afin que l'écopier puisse se lever. De plus, la commission pense que, pour les enfants des grandes classes, les chaises mobiles sont préférables aux bancs; on éviterait ainsi l'espèce de torture que la fixité des sièges impose aux enfants. Elle est également d'avis qu'il convient de donner une certaine inclinaison aux tables à écrire, dans le but de rendre le papier sensiblement perpendiculaire; on diminuera ainsi la tendance fâcheuse qu'ont les écoliers de pencher la tête en avant. Enfin, elle condamne l'emploi de tablettes inclinées pour supporter les livres pendant la lecture.

Des divers systèmes d'écriture enseignés dans nos écoles, le seul rationnel est celui qui se résume ainsi : écriture droite sur papier droit, corps droit. En plaçant le corps dans une symétrie parfaite, parallèlement au bord de la table, le papier posé devant le milieu du corps, on pourra éviter les déformations latérales qui sont actuellement si fréquentes. De plus, en rendant naturelle la position normale de la tête, on s'opposera au rapprochement continu de celle-ci vers le papier. Si cette réforme était adoptée, la principale cause de la myopie serait supprimée.

La myopie se produisant avec d'autant plus de facilité que l'enfant est plus jeune et que, par suite, les tissus de son œil sont moins résistants, il ne faut pas s'étonner de voir cette affection devenir endémique dans les localités où l'usage s'est établi d'enseigner simultanément l'écriture et la lecture.

Il y a donc un intérêt réel à ne pas commencer trop tôt l'étude de l'écriture. Si, dans le but d'occuper les enfants, on juge à propos de leur apprendre à tracer des lettres, il semble qu'il suffirait de leur faire former, sur des ardoises quadrillées, des majuscules romaines d'assez grandes dimensions, et la commission ne semble pas éloignée de demander que l'enseignement de l'écriture ne soit pas poussé plus loin, jusqu'au moment où le jeune écolier serait en état d'écrire sur du papier réglé. A ce moment, on devrait commencer à faire tracer des caractères droits sans liaisons, alors même que les enfants seraient arrivés à former des syllabes et des mots; plus tard seulement on se préoccuperait de lier les lettres composant chaque mot, tout en conservant l'écriture droite, et ce ne serait que bien plus tard, quand le papier n'aurait plus besoin d'être réglé, qu'on permettrait d'écrire avec des lettres présentant une certaine pente.

En ce qui concerne les livres scolaires, la commission distingue les livres d'étude ou de lecture et les livres à consulter, c'est-à-dire les dictionnaires. Tous devraient être imprimés sur papier blanc ou, ce qui serait préférable, sur un papier légèrement jaunâtre, et avec des caractères d'une lisibilité parfaite. On remplirait cette dernière condition en se servant, comme maximum de finesse, du huit interligné d'un point; en d'autres termes, chaque ligne, avec son blanc, devrait occuper en hauteur, au minimum, trois millimètres et un tiers. Il serait en outre nécessaire

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 19^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE : UNE
RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

VII. *La confession sincère et douloureuse* (1).

Pater, peccavi in cœlum
et coram te, jam non sum
dignus vocari filius tuus.

(Luc, xv, 18.)

Il y avait en Italie un missionnaire, le P. Léonard, qui ne pouvait prêcher une retraite de première communion sans répandre des larmes en abondance. On le trouvait quelquefois à l'écart pleurant amèrement. « Mais, qu'avez-vous donc, mon Père, » lui demandaient ceux qui le rencontraient ? « Et quoi, répondit-il, ne savez-vous pas que je prêche une retraite de première communion ? Sur douze apôtres, il y eut un traître, le malheureux Judas ! Ne savez-vous donc pas qu'il y a des enfants qui cachent des péchés en confession, d'autres n'en font pas connaître la malice, plusieurs ne s'en repentent pas ! Ne savez-vous donc pas qu'il y a des enfants qui font un scandale le jour de leur première communion ? Ah ! pour peu qu'on aime le bon Dieu, peut-on ne pas gémir sur un tel forfait ? » — En effet, mes enfants, faire une communion sacrilège, c'est profaner le corps du Sauveur, c'est commettre un crime plus grand que si on jetait une Hostie dans la boue. c'est forcer Notre-Seigneur à descendre dans une âme souillée par la présence du démon ; c'est être plus coupable que le traître Judas ; c'est crucifier de nouveau Jésus-Christ dans son cœur ; c'est selon l'effrayante expression de saint Paul manger et boire sa propre condamnation, c'est-à-dire courir au-devant de tous les malheurs du corps et de l'âme, et s'acheminer à l'impénitence finale par l'affreuse voie du plus lamentable endurcissement. Ah ! mieux vaudrait ne pas communier que de mal communier ! Pour vous, chers enfants, vous ferez une bonne première communion : c'est le désir le plus ardent de vos cœurs, j'en suis sûr. Eh bien ! savez-vous

ce qu'il faut faire pour cela ? Écoutez bien, ce n'est pas difficile : il faut faire aujourd'hui une confession bien sincère et bien douloureuse, c'est-à-dire que vous direz à votre confesseur tous vos péchés mortels sans en cacher un seul, et puis vous en aurez un vrai, un profond regret.

I

Il faut d'abord que votre confession soit bien SINCÈRE.

Rappelez-vous, mes enfants, ce qu'est le prêtre au confessionnal : c'est le remplaçant de Notre-Seigneur, c'est Jésus-Christ lui-même. Quand vous vous confessez, ce n'est pas à un homme que vous vous confessez, c'est à Jésus-Christ. Vous devez avoir autant de confiance que si vous parliez à votre divin Sauveur en personne. Sachez-le bien et gardez-en toujours le souvenir : les fautes que vous déclarez au saint tribunal sont des fautes qui tombent dans l'oubli le plus absolu : c'est comme si vous les jetiez dans les plus profonds abîmes de la mer. Il est expressément défendu au prêtre, sous les peines les plus terribles, en quelque circonstance que ce soit, serait-ce même pour empêcher la ruine d'un empire, de découvrir les fautes accusées au saint tribunal. Il ne pourrait, sans commettre un énorme péché mortel, révéler le plus petit péché véniel qu'on lui a dit en confession. Chose étonnante et vraiment merveilleuse ! jamais depuis les Apôtres, un seul prêtre n'a trahi le secret de la confession. Le secret sacramentel a eu ses martyrs, des profanateurs, jamais ! Écoutez une histoire qui montre avec quel soin jaloux Dieu veille sur les lèvres des confesseurs. L'abbé Houlbert exerçait, avant la révolution, le saint ministère à Sablé. Irréprochable dans ses mœurs et fortement attaché à ses devoirs, il fut incarcéré pour refus du serment à la *constitution civile* du clergé ; mais la crainte de la mort dont il se voyait à chaque instant menacé, fit sur lui une telle impression qu'il devint fou. On le conduisit à l'hôpital du Mans. Des jeunes gens allèrent le voir. Après s'être entretenus avec lui sur différents sujets, ils en vinrent à la confession : « Vous avez confessé autrefois, dites-nous donc quelque chose. » A l'instant même, l'abbé Houlbert devint furieux : « Vous êtes des impies, s'écria-t-il, vous êtes des infâmes ; vous m'interrogez sur la confession. Jamais on ne parle de cela ! Retirez-vous ! » et il les poussa hors de sa cellule. Ayez donc confiance, mes enfants, jamais votre confesseur ne parlera de votre confession. Un péché confessé est un péché oublié pour toujours !

Cependant, quand vous entrerez au confessionnal, il y a quelqu'un qui y entrera avec vous : c'est le démon de la honte. Vous le savez peut-être, lorsque le loup veut s'emparer d'une brebis, il la saisit à la gorge pour qu'elle ne puisse plus crier, il l'entraîne en dehors de la bergerie, il la tue et la dévore. Le démon agit de même à

(1) Avis. 1^o Nous ne faisons que commencer la retraite et déjà elle est sur le point de finir. C'est aujourd'hui le troisième et dernier jour, le jour le plus important. L'Esprit-Saint l'a dit : « La fin de la prière vaut mieux que le commencement. » C'est le moment de recueillir les fruits de ses prières et de son recueillement. Ayez donc bon courage. Redoublez de bonne volonté pour chasser toute dissipation, et pour bien prier.

2^o Je vous ai donné un avis bien précieux hier pour tous les jours de votre vie : c'est de ne jamais vous endormir sans réciter lentement et pieusement l'acte de contrition. Je veux encore vous indiquer un secret, car le temps de la retraite est le temps des secrets : si vous voulez aller au ciel, ajoutez à cet acte de contrition un *Je vous salue Marie*. Si tous les jours vous dites à la très-sainte Vierge de prier pour vous, « à l'heure de votre mort, » je vous le déclare, elle le fera et vous serez sauvés.

3^o C'est aujourd'hui que vous devez recevoir la grande grâce d'absolution. Je vous en conjure, mes enfants, préparez bien vos cœurs, soyez bien sages, suivez bien toutes mes recommandations.

l'égard des chrétiens et surtout à l'égard des enfants qui vont faire leur première communion. Pour s'emparer de leur âme, lui aussi les saisit à la gorge; il leur ferme la bouche quand ils vont à confesse, il les pousse à cacher des péchés. Il leur inspire toute espèce de mauvaises raisons qui ne sont que des mensonges. Car peut-il inventer autre chose, lui qui est le père du mensonge? Écoutez bien les pensées qu'il vous suggérera, car certainement vous subirez cette tentation. Quand une retraite va bien (et grâce à Dieu la nôtre est bénie de Dieu), sur douze enfants il doit toujours y avoir un enfant qui est tenté de cacher un péché à son confesseur. C'est un fait d'expérience.

« Je ne puis pas dire ce péché, il est trop grand pour être pardonné. Jamais on n'a commis un tel crime! » Mensonge, mes enfants! Judas lui-même, l'infâme Judas eût obtenu son pardon, s'il avait confessé son crime et s'il s'en était repenti!

« Je dirai mon péché plus tard. » Mensonge! « Voyons, mon ami, vous n'avez pas dit cette faute, n'est-ce pas? » — « Non. » — « Eh bien! quand la direz-vous? Voulez-vous la dire aujourd'hui? » Et je suppose que vous me répondiez: « Non. Je n'en ai pas le courage, je n'oserai pas. » — « Eh bien! quand la direz-vous? Ce soir avant de vous coucher? Au moins vous la direz demain avant la communion. Est-ce que vous oseriez venir à la table sainte, venir avec un péché dans le cœur et trahir votre Dieu par un baiser de Judas? Et vous ne craindriez pas la mort? » Et je suppose que cet enfant, intimidé par la crainte, dise: « Je n'oserai pas, je ne le dirai pas. » — « Ne le direz-vous jamais? » — Oh! si, je le dirai avant de mourir! » — « Ah! vous le direz à la mort. Êtes-vous bien sûr de pouvoir le dire? Serez-vous bien certain de vouloir le dire? Vous n'aurez jamais tant de raisons que dans cette retraite de première communion. Et puis le démon vous fermera la bouche. Il vous fera abandonner les sacrements. Il vous enduira le cœur. Hélas! hélas! quels malheurs irréparables peuvent être la conséquence d'une fausse honte¹. »

« Mais que dira mon confesseur? Il ne m'estimera plus! » Mensonge! Un grand pécheur s'était fait une extrême violence pour faire à saint François de Sales une confession générale, dans laquelle il lui déclara les nombreux égarements de sa jeunesse. Le saint, ayant été très touché de l'humilité avec laquelle le pénitent avait fait le pénible aveu de ses fautes, lui en témoigna son contentement et sa joie. « Vous voulez me consoler, lui répondit le pénitent; car vous ne pouvez pas estimer un aussi grand coupable que moi. » — « Vous vous trompez, répartit le saint évêque; je serais un vrai pharisien, si, après l'absolution, je vous regardais encore comme un

pécheur. Vous me paraissez maintenant plus blanc que la neige; je dois vous aimer doublement, et pour la confiance que vous m'avez témoignée en m'ouvrant votre cœur avec ingénuité, et parce que, venant de vous faire naître en Jésus-Christ, vous êtes mon fils. Quand à l'estime, elle égale l'amour que je vous porte: de vase d'ignominie, je vous vois, par un miracle de la droite du Très-Haut, changé en un vase d'honneur et de sanctification. Au surplus, je serais bien insensible si je ne prenais point part à la joie qu'éprouvent les anges, à cause du changement de votre cœur, qui aime maintenant le Dieu de toute charité¹. » — Ces sentiments de saint François de Sales sont les sentiments de tous les confesseurs quand ils ont à leurs pieds un pécheur repentant.

« Mais je ne ferais pas ma première communion! » Mensonge! Le confesseur sera si content de votre victoire sur vous-même, qu'il vous dira en bénissant Dieu: « Je vous absous de tous vos péchés! Allez en paix! Ne péchez plus! »

Oh! oui, mes enfants, soyez sincères! Ne craignez pas! Commencez par ce qui vous embarrasse. Si vous aimez mieux, dites à votre confesseur de vous interroger. Ou bien encore, ce qui vous coûterait davantage à accuser, écrivez-le sur un billet; passez ce billet à votre confesseur, et quand il aura lu vous direz: « Je m'en accuse, » et tout sera fini. Comme vous serez heureux, quand vous aurez tout déclaré. Rien n'approche du bonheur d'une confession bien faite. Chateaubriand, ce grand homme de la France, dit que le jour de sa première communion il était si content qu'il aspirait au ciel et croyait voir les anges!

II

Mais pour que votre confession soit bonne, elle doit encore être DOULOUREUSE, c'est-à-dire accompagnée d'un sincère regret.

Comme vous l'avez appris au catéchisme, la contrition est la disposition la plus nécessaire à ceux qui s'approchent du sacrement de pénitence. Il faut que vous vous repentiez du fond du cœur, par-dessus toute chose, et pour des motifs suggérés par la foi, de tous vos péchés, au moins de tous ceux qui sont mortels.

Pour vous disposer à la contrition, je vais vous enseigner une méthode que vous pratiquerez aujourd'hui et toutes les fois que vous irez vous confesser. Elle est d'un excellent évêque:

Lorsque Monseigneur de la Mothe, qui fut, au siècle dernier, le modèle des évêques, devait recevoir le sacrement de pénitence, il s'excitait à la contrition de la manière suivante:

Après avoir demandé à Dieu le regret de ses fautes par une fervente prière, séparé du tumulte des choses extérieures, il faisait en esprit quatre stations.

La première au cimetière, sur le bord d'une

¹ P. A. Lefebvre.

¹ Esprit de saint François de Sales.

fosse entr'ouverte. Et il se disait : « Qu'ai-je sous les yeux ? un cadavre infecte, de la pourriture, des vers, quelques ossements, tristes débris de l'homme, ce chef-d'œuvre des mains de Dieu, ce frère des anges, cet héritier du ciel ! Qui l'a réduit à cet état lamentable ? la mort. Qui a introduit la mort dans le monde ? le péché. Et, se disait-il, je pourrais aimer le péché ! » Alors il faisait un acte de contrition.

De là, il montait *au ciel* en esprit. « Pour qui ces trônes brillants, ces couronnes étincelantes, ces palmes immortelles, ces torrents de délices ? Est-ce la destinée de tous les hommes ? Oui, il n'y a qu'une chose qui puisse nous en priver : le péché. » Et là-dessus, il faisait un deuxième acte de contrition.

Il descendait alors par la pensée dans les sombres prisons de *l'enfer*. Il regardait ces brasiers épouvantables, ces malheureuses victimes de la justice de Dieu ; il entendait leurs cris de rage et de désespoir ; il songeait à ce qu'il y a d'effrayant dans ces deux mots : *Toujours, jamais*, toujours souffrir, jamais de répit. « Et voilà, se disait-il, ce que j'ai mérité. » Nouvel acte de contrition.

Enfin sa quatrième station était sur *le Calvaire*. Prosterné aux pieds de la croix il disait à son âme : « Considère ce que souffre celui qui est attaché à ce bois. Regarde. De la plante des pieds au sommet de la tête, son corps n'est qu'une large plaie. Sa tête est couronnée d'épines, son visage est meurtri de coups, ses mains et ses pieds percés par des clous cruels. Qui souffre d'aussi horribles tourments ? Un malfaiteur ? non. C'est le Roi des anges, c'est le Verbe de Dieu, c'est ton Sauveur, c'est ton Père. Qui l'a mis en cet état ? Caïphe ? non. Pilate ? non. Ses bourreaux ? non. C'est toi, c'est le péché. Et tu ne détesterais pas le péché ? » Et alors dans toute l'amertume, dans toute la douleur de son cœur, il récitait lentement avec l'accent le plus pénétré un quatrième acte de contrition. Puis il se confessait et ses confessions étaient toutes saintes et toutes sanctificatrices. Vous ferez de même, chers enfants, et Notre-Seigneur sera content de vous.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — En vertu de l'indult ci-dessous, je suis autorisé à célébrer ma fête patronale (saint Remi) le 2^e dimanche d'octobre. Jusqu'ici je n'ai éprouvé aucune difficulté ; mais, cette année, la fête de saint Remi étant en occurrence avec le Rosaire, comment dois-je faire en pareille circonstance ?

Dois-je chanter le premier octobre la messe de saint Remi, sans aucune mémoire, comme les rubriques générales l'exigent et renvoyer le Rosaire au 3 octobre, en me contentant cette année de faire réciter le 1^{er} octobre le Rosaire au chapelet ?

Il faut vous dire que la Confrérie du saint Rosaire est canoniquement érigée à C...

COPIE DE L'INDULT

Parcecia vulgo nuncupata Charmoy Diœceseos Lingon. Ecclesiæ suæ Titularem habens sanctum Remigium Rhemensis Episcopum solemnitate ejus pro populo celebrare consuevit Dominica secunda octobris. Quare hodiernus Rmus Episcopus Lingonensis cupiens ut huic solemnitati ecclesiasticus quoque ritus accedat a Sanctissimo Domino nostro Leone Papa XIII humillime privilegium imploravit, quo eâ dominica Missa saltem solemniss propria de eodem sancto nec non Vesperæ ut in illius festo die cantari valeant. Sacra vero Rituum Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem sanctissimo Domino Nostro tributis, benigne his precibus annuit, dummodo tamen quoad petitam Missam non occurrat duplex primæ classis, neque omittatur Missa Parochialis officio diei respondent, et quoad Vesperas sub conditione ut ii omnes qui ad horas canonicas tenentur, privatim recitent illas de officio occurrenti servatis rite rubricis, contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 3 septembris 1879.

R. — Oui, vous devez, le 1^{er} octobre, chanter la messe de saint Remi votre patron ; mais non pas sans mémoire, comme vous le dites. Vous devez faire mémoire du dimanche, et la faire *sub distincta conclusione*, parce que la messe de saint Remi n'est pas messe votive cette année, puisqu'on la célèbre en son jour.

Quant à la fête du Rosaire, elle doit être remise au premier jour libre, qui est, d'après le Calendrier de l'Eglise universelle, le 3 octobre.

L'indulgence plénière est gagnée le 1^{er} octobre, et non le 3 qui sera le jour de la translation du Rosaire.

Il importe de vous faire remarquer que la récitation du Rosaire en place du chapelet le 1^{er} octobre n'est pas requise par la Sacrée Congrégation des Brefs ni par celle des Indulgences pour gagner l'indulgence plénière attachée à cette confrérie.

Pour le second dimanche d'octobre, vous pourrez encore célébrer la messe solennelle de saint Remi, car l'indult qui accompagne votre lettre est formel.

Q. — 1^o La chaire de saint Pierre à Antioche (22 févr.) est-elle une fête secondaire, et dans ce cas ne doit-elle pas céder le pas pour la translation à la sainte couronne d'épines de N.-S. qui est du même rite ? L'ordo diocésain donne la préférence à la première ; il me paraît fautif.

2^o A la solennité de la Fête-Dieu, doit-on, à la messe principale, faire mémoire de saint Barnabé du dimanche, et *sub una et eadem conclusione* ?

3^o Saint Bernard est double de 2^e classe dans notre diocèse et se trouve cette année en occurrence avec saint Joachim. Notre ordo transfère saint Bernard et laisse sa place à saint Joachim ; sur quoi peut-il s'appuyer, puisque le 1^{er} qui à la vérité fait partie du calendrier général, fait encore partie du calendrier diocésain, en raison de son degré ?

4^o L'hymne de sainte Julienne de Falconiéri (19 juin) doit-elle en principe être aux secondes vêpres comme aux premières ? La rubrique dans l'édition de Malines porte simplement *Ad vespas* avant *Cœlestis Agni nuptias*.

5^o Y a-t-il un décret qui donne, pour la concurrence, la préférence aux saints anges gardiens sur la fête de saint Remy qui est en France comme la suivante du rite double mineur ?

R. — Ad I. La fête de la sainte Couronne d'épines doit être préférée à celle de la Chaire de saint Pierre, parce que la première est plus digne. Cette solution est conforme à la rubrique du

Bréviaire, titre x, n. 7, et aux décrets suivants de la Sacrée Congrégation des Rites : 2 septembre 1741, n. 4119 ad 3; 7 décembre 1743, n. 4450 ad 3, et 20 septembre 1806, n. 4500 ad 15; 3 août 1839, n. 4859 ad 6.

Ad II. Dans les cathédrales, collégiales et monastères où l'on dit une messe conventuelle en outre de la messe votive solennelle, on ne fait aucune mémoire à cette messe votive solennelle.

Mais dans les églises où il n'y a pas de messe conventuelle, c'est-à-dire dans les églises paroissiales, dans les chapelles publiques, et dans les autres chapelles où l'on a coutume de chanter la messe, on doit faire mémoire de saint Barnabé et du dimanche, et cela *sub distincta conclusionem*.

Ad III. Pour répondre à cette question, nous avons besoin de plus amples détails. Nous prions notre vénéré correspondant de nous dire pourquoi saint Bernard, qui n'a que le grade double mineur dans le Calendrier de l'Eglise universelle, a le grade de seconde classe dans le Calendrier du diocèse de Vannes? Quels sont les liens particuliers qui le rattachent à ce diocèse.

Ad IV. L'hymne de sainte Julienne de Falconieri doit être répétée aux secondes vêpres s'il y en a. Les mots *Ad vespas* embrassent les deux vêpres. D'ailleurs ce cas a été confirmé le 23 mai 1835 par un décret de la Sacrée Congrégation des Rites sur la demande de Mgr l'évêque de Namur (n. 4746, ad 8).

Ad V. Il n'y a pas seulement un décret qui donne aux saints anges la préférence sur les saints du même grade, mais cinq, à savoir : 25 septembre 1688, n. 3172 ad 4; 12 juillet 1704, n. 3693; 18 septembre 1706, n. 3751 ad 6; 22 août 1711, n. 3842; et 16 septembre 1730, 3991 ad 5.

Q. — 1^o Un prêtre disant la sainte messe a une distraction : au moment de communier sous l'espèce du vin, il oublie de le faire et présente au clerc le calice avec le précieux sang; celui-ci verse à l'ordinaire du vin dans le calice, de sorte qu'au précieux sang se trouve mêlé du vin en quantité à peu près égale à celle du sang. Comment le célébrant devait-il terminer la messe?

2^o Le même prêtre, à la messe de minuit, s'aperçoit, seulement après la communion faite, qu'on lui a donné, au lieu de vin pur, du vin mélangé d'eau par moitié. Il a consacré de nouveau sous les deux espèces, et de plus il a dit les deux autres messes de l'aurore et du jour, quoiqu'elles ne fussent nullement nécessaires au peuple. A-t-il bien fait?

3^o Je suis aumônier de religieuses. Ma chapelle est située paroisse Saint-André, et ma résidence paroisse Saint-Hilaire. De quel saint dois-je faire mémoire aux suffrages?

4^o Est-ce qu'un ornement couvert presque entièrement de broderies de soie jaune sur fond blanc, ne pourrait pas passer pour blanc?

R. — Ad I. Ce prêtre devait terminer la messe comme à l'ordinaire, absolument comme s'il avait pris le précieux sang sans mélange de vin. Il n'y avait pas lieu de recommencer quoi que ce soit.

Ad II. Ce prêtre qui n'était plus à jeun, ne pouvait plus dire la messe de l'aurore ni celle du jour, puisque ces deux messes n'étaient aucunement nécessaires. Ce prêtre a failli gravement.

Ad III. D'après les renseignements trop concis que vous nous donnez, nous pensons que vous ne pouvez faire aucun suffrage; d'abord vous ne pouvez faire le suffrage de saint André puisque vous n'êtes aucunement attaché à cette église; ni celui de saint Hilaire, paroisse de votre résidence, parce qu'il ne suffit pas de résider sur le territoire d'une paroisse pour pouvoir faire le suffrage d'une église paroissiale, il faut encore être strictement attaché à cette église par l'autorité compétente.

Maais vous pourriez être obligé au suffrage du patron de lieu, si telle était la coutume, conformément à un décret de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 12 septembre 1840, n. 4750, ad 3.

Ad IV. Oui, un ornement dont le fond est blanc peut passer pour blanc, lors même qu'il est surchargé de broderies en soie jaune. Mais cette surcharge de broderies ne convient pas. Elle est contraire à la rubrique, au symbolisme, et à la pratique des églises de Rome.

Q. — 1^o Le curé d'une paroisse a pour patron un saint dont la fête tombe le jour même d'une fête célébrée par l'Eglise du rit de 2^e classe avec vigile. Cette dernière d'après les règles liturgiques devant être transférée par lui au premier jour libre, il se trouve qu'il ne la célébrera que plusieurs jours après. Doit-il faire néanmoins comme tous les autres la mémoire ou même l'office de la vigile de cette fête ainsi renvoyée?

2^o I. Peut-on répéter l'indulgence plénière *in articulo mortis* à un malade qui retombe en danger de mort plusieurs fois;

II. Et dans ce cas, le prêtre le peut-il faire sans surplis; ni étole?

3^o Pourrait-on, et dans quelles limites, accéder aux désirs d'une personne pieuse en lui portant la sainte Communion plusieurs fois la semaine durant le cours d'une longue maladie?

4^o Un voile violet doit couvrir le tabernacle du Maître-Autel qui est en noir à une messe de *Requiem*. Mais cela est-il prescrit pour le cas où le saint Sacrement est dans un autre tabernacle que celui du Maître-Autel?

R. — Ad I. Lorsqu'une fête, qui a une vigile, est transférée, la vigile ne se transfère pas; mais elle ne s'omet pas non plus; elle se fait le jour même de son incidence. La solution que nous donnons a été contestée pendant fort longtemps. Mais la difficulté a été tranchée deux fois par la sacrée Congrégation des rites : d'abord le 9 mai 1857 sur la demande d'un professeur de liturgie au séminaire de Ruremonde, en Hollande; et trois ans plus tard, le 24 mars 1860.

De plus il en serait ainsi, lors même que la fête, qui a une vigile serait transférée perpétuellement à jour fixe, ainsi qu'il résulte du décret pour Ruremonde que nous venons d'indiquer.

Ad II. 1^o On peut réitérer l'indulgence plénière à un malade toutes les fois qu'il retombe de nouveau en danger de mort, car la sacrée Congrégation des Indulgences l'a formellement décidé.

2^o Dans le cas de réitération, nous croyons que le prêtre doit régulièrement avoir le surplis et l'étole, puisque la rubrique ne distingue pas.

AD III. S'il s'agit du saint Viatique, le prêtre peut certainement le porter plusieurs fois par semaine à une personne pieuse qui le désire. C'est même, dit Cléricati, une opinion très-probable et pieuse qu'on le pourrait tous les jours : « Est sententia valde probabilis et pia, quod altera die sacro viatico per non jejunum infirmum recepto, si duret idem mortis periculum, possit idem infirmus etiam non jejunus sacram Eucharistiam suscipere; et sic quod liceat parochis etiam quotidie infirmum prædictum, licet non jejunum, per viaticum communicare. »

S'il ne s'agit pas du viatique, les besoins spirituels du malade sont moins grands puisqu'il n'est pas en danger de mort. Néanmoins, si ce malade est bien disposé, et s'il a un grand désir de communier souvent, par exemple deux ou trois fois la semaine, le pasteur pourrait accéder à ses désirs. De plus, les théologiens ne condamneraient pas la communion quotidienne si elle devait être utile au malade et si elle devait se donner sans procession publique, comme cela se fait dans les couvents, dans les collèges, etc.

AD IV. Lorsqu'on célèbre une messe de *Requiem*, et que le saint Sacrement est dans le tabernacle, ce tabernacle ne doit pas être couvert d'une étoffe noire recouverte elle-même d'un conopée violet. Il ne doit y avoir qu'un conopée violet.

Si le Saint-Sacrement n'est pas dans le tabernacle, le conopée violet est-il encore obligatoire? C'est un cas qui n'est pas décidé, et les pratiques sont bien différentes.

Q. — Le curé qui a été malade et qui pour cela n'a pu appliquer certaines messes pour son peuple, est-il tenu de les appliquer après qu'il a recouvré la santé?

R. — Rappelons d'abord que le curé malade doit faire appliquer ces messes, au jour fixé, par un autre prêtre qui le pourrait : « Ita impeditus, dit saint Alphonse, applicare per seipsum populo Missam, tenetur per alium applicare sacrificii fructum, quod est pasculum utilius quo populum juvare potest. » Mais s'il n'a pu trouver un autre prêtre pour le remplacer, est-il obligé, après avoir recouvré la santé, de suppléer les messes omises?

Cette grave question a été l'objet de vives controverses depuis une vingtaine d'années. Qu'en est-il en réalité? Y a-t-il obligation ou non?

Pour nous, l'obligation est certaine, ainsi qu'il résulte d'un décret de la sacrée Congrégation du Concile en date du 14 décembre 1872. On posait ces trois importantes questions : Un curé absent un jour où il doit l'application de la messe satisfait-il en appliquant la messe dans le lieu où il est? Est-il obligé de l'appliquer en ce lieu, ou au contraire de l'appliquer dans sa propre église après son retour? Un curé empêché par la maladie de célébrer et ne s'étant pas fait remplacer par un autre prêtre, est-il tenu, après sa guérison, d'appliquer autant de messes qu'il en a omises?

La sacrée Congrégation répondit :

« Parochum die festo a sua parocchia legitime absentem satisfacere suæ obligationi Missam applicando pro populo suo in loco ubi degit, dummodo ad necessariam populi commoditatem alius sacerdos in ecclesia parochiali celebret et verbum Dei explicet.

« Parochum vero utcumque legitime impeditum ne Missam celebret, teneri eam die festo celebrari et applicari facere pro populo in ecclesia parochiali; quod si ita factum non fuerit, quamprimum poterit, missam pro populo applicare debere. »

Ainsi donc, 1^o le curé légitimement absent et qui dit la messe, peut appliquer la messe pour son peuple dans le lieu où il se trouve; 2^o le curé qui est légitimement empêché, de quelque manière que ce soit, de dire la messe, doit la faire dire et appliquer dans l'église paroissiale; s'il ne l'a pas fait, il doit, le plus tôt possible, faire cette application pour son peuple.

La première solution est à remarquer. Auparavant il n'était pas permis au curé absent d'appliquer la messe dans le lieu où il se trouvait. Il était obligé de la faire appliquer dans sa propre église; nous pourrions le prouver par plusieurs décisions de la sacrée Congrégation du Concile. La déclaration de 1872 apporte donc une légère modification à la discipline précédente, et un avantage sensible pour le prêtre absent qui peut célébrer. Mais, revenons à la question qui nous est posée.

Il est donc certain que le curé qui a un empêchement légitime quelconque de célébrer, et d'appliquer, *utcumque legitime impeditum*, et qui n'a pas pu se faire remplacer, est obligé d'appliquer le plus tôt possible.

On nous objectera sans doute un décret du 14 décembre 1859, émanant de la même Congrégation du Concile, et dispensant le curé malade d'appliquer, après sa guérison, toutes les messes qu'il avait omises. Un évêque de France avait, dit-on, posé plusieurs questions, entre autres celle-ci :

Utrum parochus infirmitate detentus, et diebus dominicis aliisque festis ea de causa impeditus missam celebrare, teneatur per alium supplere his ipsis diebus, si adsit alius sacerdos; aut post recuperatam sanitatem missas omnes sic non applicatas offerre ipse pro populo?

Et il en aurait reçu la réponse suivante :

« Affirmative ad primam partem, et negative ad secundam. »

D'après cette réponse, le curé malade serait tenu, il est vrai, de se faire remplacer par un autre prêtre, s'il y en avait, mais s'il n'y en avait pas le curé malade serait dispensé de l'application après le recouvrement de sa santé, ce qui est en opposition avec la déclaration de 1872.

Que penser de ce grave décret? Nous le dirons franchement, au risque d'étonner nos lecteurs. Nous doutons quelque peu de son authenticité, car

nous l'avons cherché dans la collection des Résolutions de la sacrée Congrégation du Concile sans pouvoir le découvrir.

A supposer qu'il ait été porté, a-t-il été reproduit exactement? Il est encore permis d'en douter, car avant de donner la réponse, la sacrée Congrégation dit qu'elle donne une solution conforme aux solutions précédentes « ... *juxta resolutiones alias in similibus editas*, censuit rescribendum. » Or nous ne voyons pas que la Congrégation ait tracé cette ligne de conduite.

Quoi qu'il en soit, la réponse de 1872 étant authentique et la plus récente doit faire loi.

Q. — 1^o L'indulgence plénière de la Portioncule est renvoyée au dimanche suivant (décret du 4 mai 1819). Dans la vie des Saints du Père Giry, 2 août, on lit : En France, cette indulgence se gagne le dimanche qui suit le 1^{er} août. Notre *Ordo* avait signalé, il y a plusieurs années, cette faveur, aussi est-ce la pratique suivie dans le diocèse. 2^o Dans le *Bulletin de saint François de Sales*, n^o du mois d'août 1876 et de l'année dernière 1881, je lis ces mots : « plus tard ce privilège a été étendu à toutes les paroisses où il n'y a pas de frères mineurs. » — Dans ma paroisse il n'y a pas de frères mineurs, mais des sœurs tertiaires qui, n'ayant pas de chapelle propre, se réunissent une fois le mois dans la chapelle des demoiselles congréganistes.

Mon prédécesseur décédé il y a quatre ans, ignorait-il les deux points établis ci-dessus et que j'appellerai de droit commun? Le fait est, suivant ce qu'on me dit, que sur la fin de sa vie, il aurait demandé à qui de droit, le privilège de cette indulgence pour la dite chapelle et pour le 2 août. Ce privilège dont je ne trouve pas trace dans les archives paroissiales, abolirait-il celui de la paroisse qui est de droit commun? Persuadé du contraire et voulant, d'autre part, faire bénéficier de cette indulgence un plus grand nombre de personnes, j'ai cru devoir faire cette année le changement que je méditais depuis 4 ans, en annonçant que désormais l'indulgence se gagnerait le dimanche et à l'église paroissiale. Ai-je bien fait et en avais-je le droit? Telle est la question que je vous pose et à laquelle je vous prie de me répondre dans votre estimable journal *L'Ami du clergé*.

R. — Nous croyons notre correspondant dans l'erreur par rapport aux points qu'il dit de droit commun relativement à l'indulgence de la portioncule.

1^o A moins d'un indult particulier qui concède le privilège à une province, l'indulgence de la portioncule n'est pas accordée à toutes les églises paroissiales des lieux où il n'y a pas d'église appartenant aux enfants de saint François. Ce privilège a été accordé le 17 février 1735 par Pie VII à la Bavière; il a pu être accordé depuis à d'autres provinces ou même à des diocèses particuliers, mais nous ne connaissons aucune concession de ce genre. Dans les contrées qui ne jouissent pas de ce privilège, toute église qui désire avoir la faveur de l'indulgence de la portioncule doit la solliciter auprès du Souverain-Pontife. Nous trouvons la preuve de notre assertion dans les concessions faites par le Pape à des églises paroissiales. Si ces églises jouissaient de la faveur de la portioncule en vertu d'une concession générale, la cour romaine, au lieu de leur expédier un indult, répondrait simplement que

la concession est inutile puisque les églises paroissiales ont déjà le privilège.

Pour la France cependant, les anciennes églises ayant appartenu aux Franciscains jouissent du privilège de la portioncule en vertu des Brefs *Exponi nobis* du 20 juin 1817 et *Alias nos* du 4 mai 1819, du Pape Pie VII, dont le dernier a dérogé au décret du 10 février 1819.

2^o Quel jour peut-on gagner l'indulgence de la portioncule? Dans les églises des Franciscains, on la gagne le 2 août. Dans leurs anciennes églises, en France, auxquelles le privilège a été rendu par Pie VII, l'indulgence a été fixée au premier dimanche d'août, mais pour celles-là seulement. Enfin pour les églises qui ont obtenu un indult spécial, il faut s'en rapporter au jour fixé dans le Bref de concession.

3^o Les chapelles particulières des tertiaires n'ont pas le privilège de la portioncule, sans un indult spécial.

Ces points établis nous étudions le cas qui nous est posé :

a) Si dans votre diocèse il n'y a pas d'indult qui concède à toutes les églises paroissiales l'indulgence de la portioncule, votre église n'en peut jouir qu'en vertu du Bref obtenu pour la chapelle des tertiaires par votre prédécesseur.

b) Ces Brefs s'accordent ordinairement pour 7 ans. Il vous faut donc examiner s'il n'y aurait pas plus de 7 ans que la première concession a été faite; dans l'affirmative, il faut demander un nouvel indult à Rome.

c) En sollicitant cet indult, vous pourrez indiquer le jour que vous désirez pour gagner l'indulgence.

d) Dans une décision du 15 novembre 1878, la sacrée Congrégation des Indulgences a exprimé le vœu de voir insérée dans les nouvelles concessions la clause suivante : *Pourvu qu'il n'y ait pas à la distance d'un mille une église quelconque jouissant du même privilège*. S'il y avait dans votre voisinage, à moins d'un mille, une église ou une chapelle possédant déjà ce privilège, il faudrait l'indiquer, sous peine de voir annuler votre indult dans le cas où la clause précitée y serait insérée.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

DOCUMENT

Application de la loi du 28 mars.

M. le Ministre de l'Instruction publique vient d'adresser aux préfets la circulaire suivante :

« Paris, 7 septembre 1882.

« Depuis la promulgation de la loi du 28 mars 1882, relative à l'instruction primaire obligatoire, mon administration vous a successivement envoyé les instructions que comportent les diver-

ses périodes par lesquelles doit passer l'application de cette loi.

« Dès le 29 mars, vous avez été invité à procéder à la constitution des commissions scolaires municipales.

« Aussitôt après leur nomination, la circulaire du 13 juin vous a rappelé les attributions précises et spéciales de ces commissions.

« Enfin, le 30 juillet, vous avez reçu les modèles de tous les imprimés à faire préparer pour les diverses constatations de la loi.

« Aujourd'hui, à l'approche de la rentrée des classes, je dois appeler votre attention particulière sur celles des prescriptions de la loi du 28 mars dont il importe d'assurer en ce moment l'exécution, c'est-à-dire sur les formalités relatives à la déclaration des parents en ce qui concerne le mode d'instruction de leurs enfants.

« Les commissions municipales nommées dans chaque commune et complétées par la nomination du délégué de l'inspecteur d'académie, vont avoir à accomplir le premier acte de leur mandat : il leur appartient, d'après l'article 8 de la loi, d'aider le maire à « dresser la liste de tous les enfants âgés de 6 à 13 ans. »

« Les éléments essentiels de ce travail sont fournis par les listes mêmes du dernier recensement officiel de la population. Mais des changements de domicile et diverses autres circonstances ont pu modifier dans quelques communes le nombre des enfants à inscrire. Pour prévenir toute chance d'erreur ou d'omission, la loi a remis aux commissions locales le soin de réviser annuellement la liste nominative des enfants en âge scolaire, et je vous ai déjà adressé, à cet effet, un modèle de cadres.

« Si, par impossible, quelques commissions, soit par négligence, soit par tout autre motif, refusaient leur concours pour la confection de ces listes, il vous appartiendrait, monsieur le préfet, de les faire dresser d'office et dans le plus bref délai par le maire, ou à son défaut par le délégué de l'inspecteur d'académie ou par l'inspecteur primaire : on prendrait pour base du relevé, jusqu'à nouvel ordre, les listes du recensement quinquennal, dont les minutes sont déposées dans chaque mairie.

« Aussitôt ce travail fait, il restera à constater, ainsi que le veut la loi, si et comment il est pourvu à l'instruction des enfants recensés.

« La liberté du père de famille, vous le savez, est entière; il peut choisir entre trois modes d'instruction : à l'école publique, à l'école libre ou à domicile. La loi exige seulement qu'avant le commencement de l'année scolaire il fasse savoir au maire quel est de ces trois moyens d'instruction celui qu'il aura adopté.

« Pour l'immense majorité des familles, le choix est déjà fait longtemps avant l'époque de la rentrée, et il est dès à présent connu des autorités compétentes, ce qui permet de simplifier considérablement les formalités exigées par l'article 7.

« Si la famille envoie ou continue d'envoyer ses enfants à l'école publique, l'inscription au registre de l'école dispense de toute forme de déclaration.

« Si elle les confie à une école libre, l'inscription au registre de cette école, dûment communiquée à la commission scolaire municipale, tient également lieu de déclaration.

« Quant aux parents qui veulent instruire ou faire instruire leurs enfants à domicile, ils n'ont qu'à faire connaître leur intention, pour éviter que leurs enfants ne soient considérés comme privés de moyen d'instruction.

« Afin d'épargner aux familles qui se trouveraient dans cette troisième catégorie tout embarras ou tout dérangement inutile, le maire, président de la commission municipale, procédera de la façon suivante. Après avoir relevé sur la liste générale des enfants d'âge scolaire les noms de tous ceux qui sont instruits dans une école quelconque, publique ou privée, il dressera l'état nominatif de tous ceux qui ne figurent sur aucun registre d'école, et il adressera à leurs parents, conformément à l'article 8 de la loi, un avis dont je vous envoie, ci-inclus, la teneur (modèle de lettre n. 1). Les parents mis en demeure par cet avis seront tenus de faire savoir comment ils entendent pourvoir à l'instruction de leurs enfants; afin de leur faciliter la réponse, le maire aura joint à sa lettre un bulletin préparé d'avance et que les familles devront lui retourner (modèle n. 2), si elles veulent s'éviter un déplacement.

« Au reçu de la réponse faite par les familles de vive voix ou par écrit, si les parents déclarent se charger eux-mêmes de l'instruction de leurs enfants, le maire leur délivrera l'accusé de réception ci-joint (modèle n. 3).

« S'ils négligeaient de répondre et après une dernière lettre de rappel (modèle n. 4), le maire inscrirait d'office dans une école publique, conformément à l'article 8, les enfants dont l'instruction n'est pas assurée et pour lesquels la commission n'a pas admis de motif d'empêchement.

« J'ai été consulté sur la question de savoir si une déclaration collective des pères de famille d'une commune ou section de commune pourrait tenir lieu de réponse à la demande adressée par le maire. Il est évident que chaque déclaration doit s'appliquer à un enfant individuellement et faire partie en quelque sorte de son dossier personnel. Dès lors, il est impossible de dégager à la fois, en prévision de toute éventualité ultérieure, et la responsabilité du père de famille, et celle du maire et de la commission municipale sans exiger qu'il reste à la mairie une trace écrite de la déclaration relative à chaque enfant : il sera nécessaire plusieurs années de suite, de se reporter à cette déclaration initiale. Il est donc indispensable qu'elle subsiste, soit sous la forme d'une réponse écrite du père de famille pour chacun de ses enfants, soit sous celle d'inscription dans un registre à souche, dont je

vous ai envoyé le modèle, inscription, faite par le maire, après la déclaration verbale de la famille.

« Tel est, monsieur le préfet, l'ensemble des opérations, en somme assez simples, auxquelles donnera lieu la loi du 28 mars. De cette vaste enquête, qui pour la première fois va nous faire connaître l'exacte vérité sur notre situation scolaire, il est un point sur lequel j'appelle d'avance votre attention : c'est la constatation authentique du nombre des enfants d'âge scolaire qui demeurent privés d'instruction par le seul fait qu'ils habitent une commune ou une section dépourvue d'école.

« Je vous demanderai, aussitôt que vous aurez ces renseignements, de m'en transmettre le relevé complet pour votre département, en me faisant connaître les points sur lesquels des créations scolaires sont urgentes. C'est ma ferme intention de consacrer, avant tout autre objet, les fonds du budget de l'instruction publique à doter d'établissements scolaires les communes ou les hameaux dans lesquels la loi ne peut s'appliquer faute de locaux.

« Cet obstacle matériel est, vous le savez, le seul qui s'oppose à l'application entière et immédiate de la loi; le seul, dis-je, car, non plus que personne en France, je n'ai jamais pris au sérieux l'annonce d'une insurrection en masse contre la loi qui veut que tout citoyen sache lire et écrire. Ce qui est sérieux, mon prédécesseur l'a dit, c'est qu'il manque des écoles à nos enfants et non des enfants à nos écoles.

« Mais cette lacune est de celles qui se peuvent combler à bref délai, dans un pays où, d'une part, le gouvernement est armé par la loi contre toutes les résistances et où, d'autre part, les Chambres se montrent en toute occasion énergiquement résolues à ne reculer devant aucun sacrifice pour compléter l'œuvre de l'éducation nationale.

« Je vous envoie, avec la présente circulaire et en nombre suffisant, tous les imprimés que vous avez à faire distribuer, afin qu'aucun retard ne se produise dans l'exécution des mesures que je viens de prescrire.

« Veuillez m'accuser réception de cette dépêche et recevoir l'assurance de ma considération très distinguée.

« Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. »

« L. DUVAUX. »

Il suit du texte et de l'esprit de cette circulaire ministérielle qu'en « fait » les formalités de la déclaration exigée par l'article 7 sont supprimées. Le ministre effectivement entend que l'on considère comme « déclarés » les enfants inscrits dans les écoles publiques ou dans les écoles libres; en sorte que ce n'est plus le maire qui fera connaître aux instituteurs quels sont les enfants inscrits pour suivre leurs classes, mais au contraire, les

instituteurs qui rédigeront les listes dont la confection appartiendrait au maire et à la commission scolaire.

Tout le monde voit l'importance de cette simplification pour les écoles chrétiennes. Pour qui connaît la timidité du bas peuple vis-à-vis des maires, la déclaration écrite et surtout l'orale, offrait des difficultés insurmontables pour beaucoup de pères de famille chrétiens, ceux surtout qui dépendent directement ou indirectement de l'autorité comme indigents et administrés du bureau de bienfaisance.

Maintenant, ils n'ont qu'à envoyer leurs enfants à l'école de leur choix : ceci demande peu de courage et ôte aux maires républicains l'occasion de peser sur les consciences. De cette manière aussi les écoles chrétiennes libres perdront très peu d'enfants, parce que généralement ceux-ci aiment leurs maîtres et maîtresses et que finalement leur volonté domine au foyer domestique. Nous connaissons personnellement bon nombre de parents qui auraient hésité avec la nécessité de la déclaration, tandis qu'ils ne songeront même pas à un changement quelconque avec la liberté.

TRIBUNAL DES CONFLITS

Le droit de police des curés ne s'étend pas seulement à l'église, mais encore aux bâtiments qui en dépendent et servent à l'exercice du culte. Ceci a été jugé par le tribunal des conflits contre un maire qui avait fait ouvrir de force la porte d'un bâtiment, attenant à l'église et donnant accès au clocher, et qui, ayant fait changer la serrure, en gardait la clef chez lui.

Le curé avait assigné le maire en référé pour le faire condamner à restituer toutes les choses en état et remettre la clef au gardien légal de l'église.

Le tribunal avait condamné le maire; mais le préfet avait pris un arrêté de conflit. L'affaire a donc été appelée devant le tribunal des conflits, qui, à la date du 2 avril 1881 a rendu le jugement dont la teneur suit et dont on appréciera l'importance en ce temps d'arbitraire et de despotisme à outrance. C'est un précédent dont le clergé fera bien de profiter à l'occasion.

Le tribunal des conflits.... — Vu l'arrêté, en date du 14 décembre 1880, par lequel le préfet du département de la Gironde a élevé le conflit d'attributions dans l'instance engagée devant le président du tribunal civil de Libourne, jugeant en état de référé, par M. Jean-Ulysse Beaupertuis, prêtre, desservant la paroisse de Saint-Médard de Guizières, contre M. Léonce Carme, maire de la dite commune; — Vu la requête présentée par le sieur Beaupertuis à M. le président du tribunal civil de Libourne, à l'effet d'être autorisé à assigner en référé le dit sieur Carme pour s'entendre condamner à restituer au requérant la serrure et la clef qu'il a fait enlever de la porte d'un bâtiment attenant à l'église et en dépendant, à faire

rétablir les verrous fermant à l'intérieur, et ce, dans les vingt-quatre heures de l'ordonnance à intervenir; autoriser le requérant, faute par M. Carme de le faire dans le dit délai, à y faire procéder aux frais de ce dernier, et à faire changer les serrures et les clefs, et même avec l'emploi de la force publique; ordonner l'exécution provisoire et sur minute de l'ordonnance à intervenir, même avant son enregistrement, et condamner ledit sieur Carme aux dépens; — Vu l'ordonnance rendue par le président du tribunal civil et l'exploit par lequel le requérant a assigné aux fins ci-dessus M. Carme à l'audience des référés; — Vu le mémoire, par lequel le préfet de la Gironde propose le déclinaoire et requiert le renvoi de la cause à l'autorité administrative; — Vu l'ordonnance par laquelle le juge des référés, sans s'arrêter au déclinaoire proposé, se déclare compétent, et, statuant en même temps sur la demande, prescrit les mesures demandées et déclare l'ordonnance exécutoire par provision, sur la minute et même avant son enregistrement; — Vu... (les pièces constatant l'accomplissement des formalités); — Vu la note pour la direction départementale et communale... et les observations du ministre de l'intérieur et des cultes..., tendant à la confirmation de l'arrêté de confit; — Vu les lois du 16-24 août 1790, et du 16 fructidor an III; — Vu la loi du 28 pluviôse an VIII; — Vu l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, la loi du 24 mai 1872 et le règlement d'administration publique du 26 octobre 1849;

Considérant que la demande soumise par le sieur Beaupertuis, curé, desservant la commune de Saint-Médard de Guizières, au président du tribunal civil de Libourne jugeant en référé, avait pour base le droit qui lui appartient exclusivement comme desservant de la paroisse relativement à la police et à la garde de l'église, ainsi que des bâtiments qui en dépendent et servant à l'exercice du culte;

Considérant que, suivant les termes de la demande, il aurait été porté atteinte à ce droit par le fait du sieur Carme, maire de la commune, qui, sans qu'il apparaisse que l'intérêt de la commune fût engagé, aurait fait fracturer la porte d'un bâtiment adhérent à l'église et servant de sacristie, en aurait fait enlever la serrure et y aurait fait poser une serrure nouvelle dont il aurait pris et retenu la clef;

Considérant que de tels faits ne sauraient être considérés comme acte d'administration dont il appartiendrait à l'autorité administrative de connaître: qu'ils constituent des faits personnels à raison desquels le sieur Beaupertuis a pu recourir à l'autorité judiciaire, et que l'urgence des mesures par lui sollicitées pour faire cesser le trouble apporté à son droit justifiait pleinement la compétence du référé.

Art. 1^{er} L'arrêté des conflits ci-dessus visé est annulé.

MM. Pont, rapporteur, Gomel, commissaire du gouvernement.

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE

Pour la conservation, l'entretien des édifices diocésains et paroissiaux.

Nous relevons dans cette instruction très-détaillée un passage qui intéresse les curés.

« Art. 79. Au terme de l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 20 mai 1853, l'architecte diocésain est chargé de l'examen préparatoire des projets produits par les communes du diocèse, à l'appui des demandes de secours qu'elles adressent à l'administration des cultes, pour la restauration ou la reconstruction de leurs églises et de leurs presbytères.

« 80. Cet examen ne confère pas à l'architecte un pouvoir discrétionnaire d'admission ou d'exclusion; c'est un simple droit d'avis officieux par rapport aux communes, et officiel par rapport à l'administration supérieure.

« 81. Dans cet examen, l'architecte doit se montrer sévère pour tout ce qui tient aux conditions essentielles de la solidité des constructions. Quant au mode et au style d'architecture adopté par les auteurs du projet, il acceptera tout ce qui ne blesse pas ouvertement le goût et les convenances générales de l'art religieux.

« 82. Rien ne s'oppose à ce que, dans son avis, l'architecte diocésain indique les modifications qui lui sembleront utiles pour améliorer le projet soumis à son examen.

« 83. L'architecte diocésain, n'a pas à se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu ou non d'accorder le secours demandé; ni sur la quotité du secours: son examen est purement technique. Néanmoins, on croit devoir faire connaître dans quelles conditions les demandes de secours sont généralement admises.

« 84. Ces secours ne sont accordés que lorsque la fabrique a épuisé toutes ses ressources (art. 37 du décret du 30 décembre 1809) et que la commune se trouve dans l'impossibilité de couvrir le déficit. Quelle que soit la dépense, si les ressources locales peuvent y suffire, il n'y a lieu à aucun secours du gouvernement.

« 85. Les secours ne sont applicables qu'aux constructions ou grosses réparations, et de préférence aux édifices des communes rurales; l'ornementation des églises est laissée à la charge de la fabrique ou à la générosité des fidèles.

« 86. Le chiffre des secours ne dépasse pas le quart ou le tiers de la dépense totale. Cette proportion tend à baisser lorsque la dépense s'élève, et réciproquement. Elle peut dépasser même le tiers dans certains cas exceptionnels, lorsque la dépense n'est pas trop considérable, qu'il s'agit de travaux de première nécessité et que les ressources locales font absolument défaut.

« En général, les plus petits secours sont les plus largement et les plus promptement accordés, parce

qu'ils viennent en aide à un plus grand nombre de communes et aux plus pauvres.

« 87. Pour qu'un secours puisse être alloué sur les fonds de l'Etat, il faut que toutes les ressources locales aient été réunies, et qu'il ne reste plus à couvrir qu'un déficit égal à la subvention sollicitée par les intéressés ou proposée par le conseil général.

« 88. Il n'est pas de travaux plus dispendieux que la reconstruction d'une église; tant que l'ancienne église peut être réparée, son ancienneté, à défaut d'autre motif, doit décider la commune à la conserver. Si l'ancienne église était insuffisante pour la population, il convient d'étudier les moyens de l'agrandir en préservant les parties essentielles et de ne la sacrifier que dans le cas de nécessité absolue.

« 89. Le tableau suivant indique d'une manière générale le maximum de la dépense nécessaire pour construire des églises d'une importance graduée avec le chiffre de la population.

De 500 âmes et au-dessous.	25,000 fr.
De 500 à 1,000	45,000
De 1,000 à 2,000	75,000
De 2,000 à 3,000	110,000
De 3,000 à 4,000	145,000
De 4,000 à 5,000	180,000
De 5,000 à 6,000	230,000

Les communes dont les projets ne dépasseraient pas ces limites seront dans les conditions voulues pour participer aux secours du gouvernement, s'il est bien établi, d'ailleurs, que les ressources locales sont insuffisantes.

Celles, au contraire, qui adopteront des projets plus dispendieux n'auront pas à compter sur une subvention de l'Etat.

« 90. Quant aux presbytères, il convient de remarquer que, dans la plupart des cas, l'administration est obligée de demander des modifications aux projets qui lui sont soumis. On donne souvent beaucoup trop d'importance à ces bâtiments. Légèrement, les communes sont chargées, à défaut de ressources fabriciennes, de fournir soit un presbytère, soit une indemnité de logement. Il ne faut donc pas que, pour la construction d'un presbytère, la commune dépense un capital productif d'un revenu notablement supérieur à l'indemnité de logement qu'elle serait tenue d'acquitter.

« 91. Les frais de construction d'un presbytère dans les communes rurales ne doivent pas dépasser 12 à 15,000 francs, et dans les petites villes, 15 à 20,000 francs.

« 92. Au point de vue technique, toute demande de secours doit être accompagnée des pièces suivantes :

- 1° Devis des travaux projetés;
- 2° Plan d'ensemble de l'édifice, avec coupes et élévations;
- 3° Plan de son état actuel et mémoire explicatif;
- 4° Avis de l'architecte diocésain.

« 93. Aucun travail, soit d'entretien, soit de réparation ou de reconstruction, ne peut être exécuté aux églises et presbytères en dehors de l'approbation de l'autorité diocésaine et de la permission formelle de l'autorité préfectorale ou de l'autorité ministérielle, lorsque la dépense atteint le chiffre réglementaire.

« Les fabriques ne sont dispensées de ces autorisations que dans le cas où il s'agit de travaux de simple entretien, n'excédant pas la somme de 100 francs dans les paroisses de moins de 1,000 âmes, et celles de 200 francs dans les autres localités (art. 42 du décret du 30 décembre 1809). Même dans ce cas, si les travaux étaient jugés inutiles ou mal conçus, l'évêque et le préfet auraient le droit de s'y opposer.

« L'architecte diocésain devra veiller, en ce qui le concerne, à l'application rigoureuse de cette règle, et informer le préfet ou la Direction générale des cultes de toutes les infractions qu'il viendrait à connaître. »

ÉDIFICES DIOCÉSAINS. — TRAVAUX D'ENTRETIEN

Circulaire du ministre de la justice et des cultes, du 20 mai 1882, aux architectes diocésains, concernant les travaux d'entretien des édifices diocésains, et leur enjoignant de n'appliquer aucune partie du crédit mis à leur disposition à des appropriations intérieures.

Paris, le 20 mai 1882.

Monsieur, l'examen des comptes des travaux d'entretien exécutés en 1881 aux édifices diocésains constate qu'il n'a pas été généralement tenu compte des *instructions administratives* du 20 janvier 1881, ni de la circulaire du 15 juin suivant.

Ainsi, certains décomptes comprennent l'entretien des jardins, le sablage des cours ou allées des jardins, des réparations aux gradins des serres, aux poulaillers, l'entretien des sonneries électriques, des appareils à gaz, le remplacement des vitres brisées ou des clefs perdues, le ramonage des cheminées, l'entretien des fourneaux de cuisine, l'établissement de casiers, la pose de bourrelets, etc., dépenses qui n'intéressent pas l'entretien proprement dit des évêchés ou séminaires et qui doivent, par conséquent, être laissées à la charge des établissements affectataires.

Dans d'autres, on voit figurer la fourniture d'appareils de chauffage pour cheminées ou salle de bains, l'établissement de cloisons séparatives et de nouvelles cheminées, l'installation de corps de bibliothèque, la fourniture d'appareils pour le gaz, etc., dépenses qui devraient faire l'objet de propositions spéciales et qui ne peuvent être prélevées sur le crédit d'entretien, puisque ce sont des travaux neufs et que l'entretien doit se borner à conserver ce qui existe.

Enfin, quelques architectes emploient une trop grande partie du crédit mis à leur disposition à

des appropriations intérieures, et présentent ensuite des devis de réparations qui auraient dû être faites avec les fonds d'entretien.

Pour faire cesser toute incertitude et diminuer les dépenses de l'État, j'ai pensé qu'il convenait de laisser à la charge des établissements affectataires, usagers à titre gratuit d'immeubles importants, l'entretien intérieur des bâtiments diocésains dont ils ont la jouissance.

Vous voudrez donc bien, à l'avenir, n'employer les fonds d'entretien qui vous sont alloués qu'à l'entretien des parties extérieures des évêchés et séminaires, notamment aux toitures, conduits et souches de cheminées, chéneaux, gouttières, tuyaux de descente, à la réfection partielle d'enduits dégradés, à des rejointoiements, à la réparation des croisées, volets ou persiennes et portes *extérieures*, à la peinture des menuiseries et ferrures *extérieures*, aux réparations du pavage et des murs de soutènement ou de clôture, etc.

Quoique vous n'ayez pas de travaux à exécuter pour le compte de l'État dans l'intérieur de l'évêché et du séminaire, vous continuerez de veiller à leur conservation, car si les établissements diocésains n'entretenaient pas convenablement les édifices qui leur sont affectés, vous devriez m'en aviser en temps utile. Je saisis cette occasion pour appeler votre attention sur les cabinets d'aisances et les urinoirs qui, dans les séminaires, laissent quelquefois à désirer. Le défaut d'entretien journalier de cette partie des bâtiments entraîne de fréquentes et coûteuses réparations qu'il importe d'éviter.

Il est bien entendu que, si vous reconnaissiez la nécessité d'entreprendre un travail important dans l'intérieur des édifices confiés à vos soins, comme par exemple la consolidation d'un plancher, la réfection totale soit d'un parquet, soit d'une ou de plusieurs cheminées, etc., vous devriez m'adresser un devis spécial et attendre mon approbation pour commencer les travaux.

Telles sont, Monsieur, les nouvelles règles que je crois nécessaire d'introduire dans le service des travaux diocésains; je compte sur votre zèle éclairé et sur votre dévouement pour résoudre les difficultés que vous pourrez rencontrer dans leur exécution.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Signé : Gustave HUMBERT.

Pour copie conforme :

Le conseiller d'État, directeur général des cultes,

FLOURENS.

VARIÉTÉS.

Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882.

Parmi les hommages rendus au célèbre moine Guy d'Arezzo, à l'occasion de son centenaire, n'hésitons pas à accorder une place particulière la première peut être, au Congrès européen de chant liturgique tenu en son honneur dans sa ville natale.

Les spectateurs ont pu admirer les fêtes splendides du centenaire; les visiteurs admireront la majestueuse et vraiment artistique statue érigée à l'entrée de la ville; les vrais admirateurs du célèbre moine seront heureux de trouver dans le Congrès tenu en son honneur, et dans les œuvres dont il sera certainement le point de départ, la plus convenable et la plus utile glorification de son génie.

L'idée du Congrès d'Arezzo germa en Italie même. Elle fut accueillie avec ferveur dans toute l'Europe; nulle part avec plus de bonheur qu'à Arezzo même. La ville entière se montra sympathique au projet et se prépara à recevoir avec la plus cordiale hospitalité. Nous ne faisons qu'acquitter une dette de justice en témoignant notre gratitude aux excellents compatriotes de notre grand moine, particulièrement au très digne et très méritant archiprêtre de la concathédrale d'Arezzo, le chanoine chevalier J.-B. Ristori, curé de la ville : noble caractère, mélange de grandeur et de bonté, vrai patriarche au milieu de sa famille spirituelle qui lui est entièrement dévouée.

Le Congrès avait été préparé par un comité formé dans ce but. Le président, M. l'abbé Guerino Amelli, fondateur d'une école de chant et de musique religieuse, créateur et directeur d'une excellente revue, la *Musica sacra*, publiée à Milan, bibliothécaire de la bibliothèque ambrosienne, s'était adressé à tous les amateurs du chant sacré pour obtenir leur concours; des commissions internationales avaient été formées pour l'élaboration des matières à soumettre au Congrès. Cet appel avait été entendu. De nombreux mémoires avaient été envoyés. De leur étude comparée, le comité préparatoire avait tiré le programme suivant, comprenant les diverses questions dont l'opportunité paraissait plus grande et dont la solution semblait devoir être plus utile à l'avenir du chant liturgique.

PROGRAMME DES MATIÈRES À TRAITER DANS LE CONGRÈS.

1. *Etat actuel du chant liturgique dans les différentes parties de l'Europe.*
 - a) Livres de chœur aujourd'hui en usage dans les cathédrales plus importantes.
 - b) Exécution du plain-chant d'après ces livres.
 - c) Etude et méthodes d'enseignement en vigueur dans les séminaires diocésains et les établissements musicaux.
 - d) Ouvrages théoriques sur le chant liturgique.

e) Zèle du clergé et des maîtres de musique sur ce point.
f) Vœux pour l'amélioration de l'état actuel du chant liturgique en Europe.

2. *Etat primitif et phases par lesquelles est passé successivement le chant liturgique.*

a) Origine du chant liturgique. — Ses éléments primitifs.

b) Epoque de son apogée. — Ses caractères et ses éléments constitutifs.

c) Sa vraie tradition conservée fidèlement dans les manuscrits.

d) Zèle et discipline de l'Eglise au sujet de l'étude et de l'unité du chant liturgique.

e) Phases ou modifications principales par où le plain-chant a été obligé de passer ensuite.

f) Causes de cette modification.

g) Possibilité, utilité, convenance, opportunité d'un rétablissement du chant liturgique selon la vraie tradition, en tenant compte des exigences liturgiques et musicales d'aujourd'hui.

3. *Moyens de préparer et de développer une amélioration du chant liturgique.*

a) Commission archéologique pour recueillir les différentes versions du vrai chant liturgique dans les manuscrits les plus anciens et les plus importants qui soient conservés dans les diverses parties de l'Europe.

b) Edition critique et scientifique de livres de plain-chant basée sur les données de la susdite Commission.

c) Commission archéologico-artistique pour la vérification et le choix des notes et formes musicales représentant la phrase substantielle originelle du chant liturgique, et de celles qui représentent de simples ornements et des modulations accessoires, dont l'omission ne défigurerait point le caractère natif de la mélodie liturgique.

d) Edition pratique de livres de plain-chant, basée sur les conclusions et les données de la Commission archéologico-artistique, à soumettre à l'examen définitif du Saint-Siège, afin qu'une fois approuvée et reconnue comme la plus conforme à la tradition du vrai chant liturgique et en rapport avec les exigences liturgiques et artistiques de notre époque, elle soit adoptée uniformément par toutes les églises qui ne jouissent pas du privilège d'avoir une liturgie particulière.

e) Fondation d'une Société européenne de Gui d'Arezzo pour développer les études d'archéologie musicale et aider à la restauration du vrai chant liturgique par la publication des travaux ci-dessus mentionnés, des œuvres de Gui d'Arezzo et de tous les autres ouvrages qui intéressent le plus l'histoire, la théorie et la pratique de ce chant.

4. *Accompagnement du plain-chant.*

1. Liturgiquement et artistiquement, est-il permis d'accompagner le plain-chant avec l'orgue?

2. Cet accompagnement comporte-t-il une harmonie propre, différente de l'harmonie moderne? En cas de réponse affirmative, quels sont les principes de cette harmonie?

3. Doit-on traiter, comme dans la musique, certaines notes comme notes de passage? Peut-on admettre les accords dissonnants?

4. Peut-on caractériser chaque ton ecclésiastique par une formule harmonique spéciale, analogue aux formules harmoniques des modes majeurs et mineurs de la musique moderne?

Ce programme faisait une large place au chant liturgique, l'accompagnement du plain-chant n'y occupait qu'un rang secondaire : c'était convenable. Toutefois cette seconde partie ne devait pas moins que la première intéresser les artistes religieux.

Quant au plain-chant lui-même, le programme appelait des études sur son état présent et sur son passé : le tout, dans le but de lui assurer le

meilleur avenir possible, à l'aide des moyens suggérés au troisième paragraphe.

Le plan était rationnel; il fut facile de le suivre. Bien que réduit aux questions fondamentales, il était encore très vaste; grâce aux connaissances spéciales apportées dans la discussion, il fut à peu près rempli. Il accusait le besoin et le désir d'une restauration du chant ecclésiastique : nous pensons que les résolutions du congrès seront les bases solides du monument que les artistes chrétiens élèveront, pour la plus grande gloire de Dieu et de l'Eglise, à la mémoire de celui qui, par l'invention de la portée fixa la tradition cantonale de l'Eglise et par l'invention de la gamme facilita l'étude des cantilènes sacrées. Ce monument ne sera autre chose que la révélation et, s'il plaît à Celui qui seul peut adopter pour l'usage liturgique les merveilleuses données de la tradition, la restitution de ce chant auquel Guy d'Arezzo consacra tous ses instants et tout son génie.

(A suivre.)

Courrier de l'Utile.

Q. — Connaissez-vous un cirage économique pour les planchers?

R. — Lavez d'abord parfaitement le plancher avec de l'eau ordinaire, ou mieux avec de l'eau de lessive, si besoin est, puis préparez l'encaustique suivant :

Mettez de la cendre de bois dans un nouet de linge, et faites bouillir dans l'eau pendant un quart d'heure. La proportion est d'une poignée de cendres par litre d'eau.

Après un quart d'heure d'ébullition, retirez le vase du feu, enlevez le nouet et remplacez-le par des fragments de cire jaune, à raison de trois ou quatre par litre. Remettez l'eau sur le feu et faites bouillir de nouveau pendant un quart d'heure. Etendez ce mélange refroidi sur le plancher, laissez sécher et frottez à la brosse.

Ce liquide épaissit en vieillissant, mais conserve longtemps son efficacité.

..

Q. — Comment prépare-t-on la pommade camphrée?

R. — Faire fondre au bain-marie 50 grammes d'axonge; incorporez-y doucement 15 grammes de camphre en poudre en agitant le mélange jusqu'à complet refroidissement. Mettez dans un pot couvert.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 27 septembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

qu'il n'y eût pas, en moyenne, plus de sept lettres par centimètre courant de texte. Enfin, on devrait rejeter tout livre d'étude ou de lecture qui, éclairé par une bougie à un mètre, cesserait d'être lisible par une bonne vue à la distance de 80 centimètres. La condition de sept lettres par centimètre comme maximum serait également exigée pour les dictionnaires, mais les lignes auraient une hauteur totale de trois millimètres. Quant aux cartes des atlas il faudrait que, posées verticalement à un mètre d'une bougie, elles fussent lisibles par un œil normal à la distance minima de 40 centimètres. Relativement aux cartes murales, la commission déclare qu'il semble impossible d'y inscrire des noms lisibles à distance.

*.

L'application des règles ci-dessus paraît à la commission pouvoir enrayer, dans la mesure du possible, l'extension de la myopie. Elle devrait être accompagnée de visites faites, de temps en temps, dans les écoles, par des médecins spéciaux, qui, aussitôt qu'ils reconnaîtraient de nouveaux cas, préviendraient les parents des jeunes malades et leur indiqueraient les moyens à prendre pour empêcher le développement de l'affection.

P. MAIGNE.

Petit Moniteur, 28 avril 1882.

Voilà un article curieux à plus d'un point de vue. — C'est l'éloge impartial et indirect des *Nouveaux classiques* de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE qui tout d'abord a voulu ménager les yeux des enfants en adoptant un papier jaune légèrement teinté et un caractère fort et arrondi comme la prune de l'œil. — Les notes sont au moral ce que les soins typographiques sont aux yeux. — L'hygiène de l'âme et du corps, voilà les classiques de la Société de Librairie catholique bien caractérisés en deux mots.

CONSEILS

A

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La victoire des Anglais en Egypte n'a produit qu'un résultat, celui de faire monter les valeurs égyptiennes et les actions du canal de Suez. Quant à l'ensemble du marché financier, on peut dire qu'il est devenu mauvais, de bon qu'il était.

Ainsi, baisse générale au début de la semaine. On parlait de la convocation des Chambres, de la conversion du 5 0/0, du discrédit qui s'attache de plus en plus au nouveau ministère, de l'inconnu que présente la solution des affaires d'Egypte en rentrant de nouveau dans la phase diplomatique. Pour nous, la principale cause du revirement, ce sont les réalisations qui eu ont lieu à la suite des dernières hausses, et l'abstention de la

haute banque, qui n'est pas encore rentrée en lice.

Nos rentes présentent les différences suivantes : le 3 0/0 fait 81.95, au lieu de 83.40 la semaine dernière ; l'Amortissable a réactionné de 83.35 à 82.95 ; le 4 1/2 0/0 perd 1 fr. à 110.75 ; le 5 0/0 s'est relevé à 116.15, après être descendu à 115.60.

Parmi les fonds internationaux, on remarque la bonne tenue de l'Egyptienne unifiée, que les succès des armées anglaises ont portée à 345. Quoique en perte de quelques centimes, le Turc est ferme à 12.25. Après 89.10, il y a huit jours, l'Italien se trouve à 89.90.

Les sociétés de crédit s'établissent aux cours suivants : Banque de France, 5465 ; Crédit Foncier, 1530 ; Comptoir d'Escompte, 1025 ; Crédit Lyonnais, 640 ; Crédit Mobilier 525 ; Société générale 665 ; Banque d'Escompte, 580 ; Banque de Paris, 1.135. C'est toujours le même va-et-vient d'une dizaine de francs d'un jour à l'autre.

En chemins de fer français, les transactions continuent à être peu actives. L'Est se trouve à 760 sans changement. Le Lyon s'avance de 20 fr. à 1675, et l'Ouest de 3.75 à 818.75. Perte de 5 fr. sur le Midi, à 1250 ; de 10 fr. sur l'Orléans, à 1325 ; de 15 fr. sur le Nord, à 2045. Aucune progression ni diminution importante sur les chemins de fer étrangers.

*.

En résumé, la situation sans être entièrement satisfaisante, n'a rien d'inquiétant, et nous pensons que les capitaux peuvent sortir avec confiance des portefeuilles.

Les valeurs avec lesquelles on peut répondre de la conservation des épargnes qu'elles attirent, n'existent qu'en assez petit nombre. Quand nous avons cité les rentes, les obligations des chemins de fer garantis par l'Etat et les départements, les actions et les obligations du Crédit Foncier et de quelques grandes valeurs industrielles de premier ordre, nous en avons épuisé la nomenclature.

Dépendant en dehors de ces grandes valeurs, il en est d'autres moins connues il est vrai, mais qui présentent tout autant de sécurité, et qu'on doit recommander à l'épargne, surtout quand à la sécurité se joignent chez elles un plus fort revenu : par exemple les actions de la *Société générale de Librairie catholique*.

Achetez les grandes valeurs de placement que nous venons de nommer : nos rentes 3 0/0 et les obligations de grandes compagnies de chemins de fer, vous donneront 3 1/2 0/0 ; les obligations foncières du Crédit Foncier, 4 0/0. Voilà le maximum. — En même temps que ces valeurs, achetez des actions de la *Société générale de Librairie catholique*, titres absolument sûrs aussi, comme nous l'avons établi plusieurs fois, elles vous donneront un revenu de 5 et 6 0/0, comme elles l'ont toujours fait depuis sept ans, date de l'existence de la Société. Nous conseillons donc cet achat, au double point de vue de la sécurité du placement et du revenu peu commun payé chaque année aux actionnaires. Le cours actuel est de 500 francs.

S'adresser à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la
REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. . 20 fr.

SOMMAIRE DU 2^{me} VOLUME :

LIVRE XI. — DES LIEUX DU BAPTÊME. — Ch. I : Fleuves, rivières, cours d'eau, fontaines, mer, étangs. — Ch. II : *Baptistères* : nom, origine, durée et emplacement, architecture, mobilier et ornementation, prescriptions liturgiques, histoire et description d'un certain nombre de baptistères d'Europe, d'Orient et d'Amérique. — Ch. III : Des églises baptismales. — Ch. IV : *Des fonts baptismaux* : noms, matière et forme, emplacement, prescriptions liturgiques. Notes historiques et descriptives sur un certain nombre de fonts baptismaux des divers pays d'Europe et du Nouveau-Monde. — Ch. V : *De quelques lieux exceptionnels du Baptême* : catacombes, prisons, maisons particulières, oratoires privés et chapelles castrales.

LIVRE XII. — DES PARRAINS ET DES MARRAINES. — Ch. I : Origine de l'institution des parrains. — Ch. II-IX : Noms, nécessité liturgique, choix, fonctions et obligations, nombre, conditions requises, affinité spirituelle, cadeaux. — Ch. X : De quelques catégories spéciales de parrains.

LIVRE XIII. — DES NOMS DE BAPTÊME. — Ch. I-III : Origine, usage facultatif ou obligatoire. — Ch. IV : Sources des noms de Baptême et des prénoms anciens et modernes chez les nations chrétiennes. Noms tirés de l'Écriture, des croyances et fêtes chrétiennes, des vertus et des sentiments de piété, de l'hagiographie, de la mythologie et de l'histoire profane, de l'histoire naturelle et de l'agriculture, de la littérature, de la fantaisie et des opinions politiques, etc., etc. — Ch. V : Des prédilections nationales, provinciales, locales et familiales pour certains noms de baptême et certains prénoms. — Ch. VI-XI : Altérations, transformations, pluralité, choix, époque et cérémonies de l'imposition des noms de baptême.

LIVRE XIV. — RITES, CÉRÉMONIES ET COUTUMES DE L'ADMINISTRATION DU BAPTÊME. — Ch. I : Rites, cérémonies et coutumes qui *précèdent* ou *précédaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. II : Rites, cérémonies et coutumes qui *accompagnent* ou *accompagnaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. III : Cérémonies, rites et coutumes qui *suivent* ou *suivaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. IV : Des repas de baptême. — Ch. V-VI : Rites spéciaux. Ondoïement. Cérémonies abrégées. Cérémonies supplées.

LIVRE XV. — DES REGISTRES, DES ACTES ET DES EXTRAITS DE BAPTÊME.

LIVRE XVI. — DES RELEVAILLES.

LIVRE XVII. — DU RENOUVELLEMENT DES VŒUX DU BAPTÊME.

LIVRE XVIII. — ICONOGRAPHIE DU BAPTÊME. — Ch. I : Des figures du baptême. — Ch. II : Représentation du baptême donné par saint Jean. Peintures des premiers siècles et du moyen-âge, de la Renaissance et des temps modernes. Mosaïques. Miniatures. Emaux. Vitraux peints. Dessins. Gravures. Sculptures, orfèvrerie et gravures. Tapisseries et broderies. — Ch. III : Représentation du sacrement de baptême en général et de divers baptêmes particuliers. Baptême du centenaire, de l'époux, de l'enfant de la reine de Candace, de Constantin, de S. Augustin, de Clovis, etc. Représentations modernes.

LIVRE XIX. — BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DOGMATIQUE, LITURGIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Ouvrages des douze premiers siècles, *exclusivement* relatifs au baptême. — Ouvrages *spéciaux*. Livres latins, français, anglais, allemands, hollandais, suédois, italiens et espagnols.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 40 :

PRÉDICATION : Pour le 20^e dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : VIII. La passion de N.-S. J.-C. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Faut-il douze signets au missel? — La doubleur du voile huméral doit-elle être en soie? — Les ornements en velours de coton sont-ils tolérés? — Faut-il, pour gagner les indulgences, ajouter aux litanies du Saint Nom de Jésus, l'oraison *Sancti Nominis tui*? — Quelle oraison prendre pour la mémorie du titulaire qui serait la Nativité de la Sainte Vierge ou de saint Jean Baptiste? — Si deux offices se rencontrent le même jour, lequel se transfère? — Comment faire l'Ordo si saint Georges est patron? — Peut-on célébrer des messes basses devant le Saint Sacrement exposé une fois le mois? — Que doit faire un prêtre célébrant pendant l'exposition des Quarante-Heures? — Doit-on dire trois oraisons à la messe de l'adoration perpétuelle? — Est-on obligé de se servir d'un exemplaire approuvé du Rituel Romain? — Peut-on conserver la coutume diocésaine de faire en français les interrogations aux parrains? aux époux? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Chemin de ronde. — Circulaire ministérielle du 13 juin 1882, aux préfets, concernant les cérémonies extérieures du culte catholique. — Presbytère. Désaffectation. Jurisprudence nouvelle. — VARIÉTÉS : Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882 (2^e article). — COURRIER DE L'UTILE : Nettoyage des gravures tachées d'encre et de rouille. — Chasse au lapin sans furet. — Remède contre le mal d'estomac. — Moyen de nettoyer la soie noire des ornements sacerdotaux.

REVUE LITTÉRAIRE.

L'*Ami du clergé* a rendu compte, dès son apparition, d'un ouvrage posthume de Mgr Landriot : *SERMONS A DES RELIGIEUSES* publié, l'an dernier, par la *Société générale de Librairie Catholique*.

Nous trouvons dans le dernier numéro de la *Bibliographie catholique* (septembre 1882), une appréciation entièrement conforme à la nôtre, et qui fait ressortir excellemment les vérités et les qualités de ce beau livre. On y rencontre, notamment, un beau passage de l'illustre prélat sur sainte Thérèse, dont l'Eglise d'Espagne et le Carmel se préparent, comme on sait, à célébrer le troisième centenaire avec une particulière solennité (1).

Comme un double hommage rendu à la grande sainte et au livre, mettons ici cet article sous les yeux du lecteur :

Languissante et comme épuisée au XVIII^e siècle, après avoir produit de Bossuet à Massillon, d'immortels chefs-d'œuvre, l'éloquence de la chaire a repris de nos jours une vie et une fécondité qui réjouissent les enfants de l'Eglise autant qu'elles déconcertent ses adversaires. Elle a cherché et bientôt découvert des formes adaptées aux mœurs et aux besoins de notre temps, elle s'est engagée dans des voies nouvelles et elle les a glorieusement parcourues. Née dans l'église de Saint-Sulpice, la *Conférence* y a grandi, elle s'est trouvée assez forte pour aborder, quelques années plus tard, la chaire de Notre-Dame. Moins d'un demi-siècle lui a suffi pour franchir tous les degrés, pour s'élever de l'exposition simple et modeste

en ses allures à la polémique éloquent, de la défense à l'attaque, de l'ébauche du genre à sa perfection. Il serait trop long de dire ce qu'ont fait pour renouveler à la même époque les cadres anciens, pour les élargir, pour en créer de nouveaux, des orateurs, évêques ou simples prêtres, réguliers ou séculiers, animés d'un même zèle, mais s'adressant à des auditoires très-différents. Tout ne se passe pas, en effet, même de nos jours, en discussions, en raisonnements, en réfutations; on n'a pas toujours devant soi des ignorants à éclairer, des incroyants à ramener à la foi. Il faut parler au bon peuple chrétien pieux et croyant, comme il n'a pas encore disparu de partout; il faut encourager et diriger dans les voies de la perfection chrétienne des religieuses dont le nombre s'accroît d'année en année. C'est à ces dernières en particulier que s'adresse le volume dont nous allons dire un mot à nos lecteurs.

Monseigneur Landriot n'est pas pour eux un étranger. Tous ceux qui, en France, — et ils sont nombreux, — aiment à se nourrir d'une solide doctrine exposée en pur et bon langage ont lu la *Femme forte*, la *Femme pieuse*, la *Prière chrétienne*, *Instructions sur l'Oraison Dominicale*, le *Christ de la Tradition*, l'*Esprit Saint*, tant d'autres ouvrages publiés du vivant de l'auteur ou peu de temps après sa mort. Convenait-il de recueillir jusqu'aux derniers fragments d'une œuvre qui semblait déjà très-riche? Des amis de Monseigneur Landriot l'ont pensé; ceux qui liront les *Sermons à des religieuses* seront de leur avis et les remercieront du travail qu'ils se sont imposé : il en est peu d'aussi profitables.

Ce ne sont pas, en effet, quelques imperfections faciles à découvrir et à réparer, quelques images trop brillantes ou trop prolongées qui pourraient diminuer le prix de ce livre excellent. Ces taches

(1) C'est par erreur que nous avons porté, dans le dernier numéro, la mort de saint François d'Assise au 4 octobre 1832 : c'est en l'année 1226 qu'il rendit son âme à Dieu. Le centenaire qu'on célèbre aussi en Italie en son honneur compte du jour de sa naissance, en 1182, et c'est le septième.

sont à peine visibles ; les qualités au contraire se font voir, nombreuses et variées, dans chaque discours, et pour ainsi dire à chaque page. Disciple tout à la fois de saint Thomas d'Aquin, de sainte Thérèse et de saint François de Sales, Mgr Landriot unit à la profonde et solide doctrine de l'Ange de l'Ecole, la sagacité, la pénétration, les éloquentes effusions de la réformatrice du Carmel, l'aimable simplicité, le gracieux langage du fondateur de la Visitation. Quelques-uns de ses sermons sont de véritables petits chefs-d'œuvre auxquels on ne voit pas ce qu'on pourrait ajouter, dont on ne voudrait pas retrancher une ligne. Nous indiquerons au premier rang le deuxième et le troisième de la seconde partie, capables l'un et l'autre non seulement d'édifier des religieuses, mais de dissiper dans l'esprit des gens du monde une foule de préjugés sur la nature de la dévotion, de la méditation et de la prière.

Voici comment Mgr Landriot y trace le portrait de sainte Thérèse :

« L'âme de votre sainte Mère, mes très-chères Sœurs, a été une des plus pures, des plus larges, des plus grandes, des plus fortement trempées du christianisme. En dehors même de son éminente sainteté, elle appartient à ces natures d'élite, à cette race de beaux caractères, de nobles cœurs qui honorent l'humanité. Il est prodigieux qu'avec un corps débile et une constitution toujours malade elle ait pensé, dit, fait tant et de si grandes choses ; c'était une âme virile, et encore de cette trempe d'hommes qu'on rencontre rarement. Séraphique par le cœur, elle a aimé Dieu avec une profondeur, une tendresse d'âme qui étonnent et confondent ; elle a parlé le langage de l'amour divin avec cette élévation, cette largeur, et en même temps cette simplicité qui font de ses ouvrages quelque chose de magnifiquement original.... »

« Sainte Thérèse aimait la lumière dans la piété. Il n'y a peut-être pas l'âme qui ait désiré l'instruction autant que sainte Thérèse. Aussi recherchait-elle partout la conversation des hommes instruits, et c'est sans doute dans leur entretien que son esprit naturellement fécond a pris ce développement, ce coup d'œil sûr qui voit toutes les faces d'une question et les épuise d'un regard ; cette prudence et cette sagesse dans l'administration qui l'aurait rendue capable de gouverner un vaste empire ; c'est là qu'elle a puisé cette doctrine profonde qui la met presque au rang des docteurs de l'Eglise et distingue ses écrits de toute cette famille d'auteurs à idées étroites et parfois ridicules qui ont mesuré la religion au compas de leur médiocrité. »

Leurs éditeurs ont divisé en deux séries les Sermons qu'ils s'étaient donné la tâche de recueillir : l'une a plus particulièrement pour objet l'esprit, les actes, les vertus de sa vie religieuse, l'autre se compose de discours prononcés dans les circonstances les plus diverses. Ils ont suivi dans ce classement, non pas l'ordre chronologique difficile à retrouver, mais celui des matières plus aisé à établir et plus important pour le lecteur. Ce n'est pas à dire que les quatorze premiers sermons conviennent uniquement aux personnes engagées dans la vie religieuse et les onze autres aux fidèles demeurés dans le monde. Religieux et séculiers, prêtres et laïques trouveront également leur compte à les lire jusqu'au dernier, à puiser tour à tour, suivant les besoins de l'âme, dans les deux parties du travail. Il n'est point de sermon qui ne puisse les instruire et les édifier : quelques-uns d'entre eux, ce n'est pas du tout défendu, sauront les charmer. C'est plaisir de voir, de nos

jours, en pleine avidité d'exposition didactique et polémique savante ou prétendue telle, un disciple de saint François de Sales reproduire spontanément, les grâces et l'aimable simplicité de son modèle. Est-ce bien un modèle que Mgr Landriot se serait proposé de suivre, ou n'est-ce pas plutôt sa nature à lui qui se montre tout entière dans les passages que nous aurions voulu emprunter, en finissant, au *Discours prononcé pour la bénédiction d'une cloche chez les religieuses enseignantes*. Toutes les parties en sont bien liées, les idées si étroitement enchaînées, la comparaison de la cloche, à partir du grossier mélange qui en fournit les éléments avec l'âme de l'enfant d'abord vide et sans culture, est si bien suivie jusqu'au complet achèvement de l'une et de l'autre, qu'on ne peut en détacher une page sans être tenté d'en ajouter une autre, jusqu'à la dernière ligne. Il faut donc qu'on nous en croie sur parole : nous ne craignons pas les reproches du lecteur.

(Bibliographie catholique : septembre 1882).

On aura remarqué dans ce dernier alinéa que l'auteur de l'article fait ressortir que les *Sermons à des religieuses* ne conviennent pas seulement à ces saintes filles d'église, mais en général à toutes les filles. Nous les recommandons en conséquence, comme remplissant ce double ministère, d'instruction et d'édification, aux personnes du monde et vivant en communauté.

1 fort volume in-12 de vi-648 pages.

4 francs.

..

Tout le monde connaît l'Encyclique adressée par Léon XIII, le 17 septembre 1882, aux patriarches, primats, archevêques et évêques de la catholicité, à l'occasion du septième centenaire de saint François d'Assise. Sa Sainteté y conseille vivement d'entrer dans les « Tiers-Ordres, » comme moyen de sanctification et de très grande utilité pour la société civile. Or, nous avons, approuvés par l'Eglise, les Tiers-Ordres de « saint François, » de « saint Dominique, » des « Augustins, » des « Carmes, » des « Minimes, » des « Servites » et des « Maristes. » Pour les faire connaître avec leurs règles et leurs privilèges *in-extenso*, nous ne saurions indiquer un meilleur ouvrage que le *Recueil de Tiers-Ordres...* de M. le chanoine Pallard, recteur émérite des Quatre-Nations.

1 vol. in-18 de 734 pages ; 3^e édition, 2 fr. 50. Franco par la poste

Revêtu de l'« imprimatur » du Maître du Sacré Palais, cet ouvrage est approuvé pour chaque partie par les supérieurs respectifs, et par la Sacrée Congrégation des Indulgences pour la totalité, et recommandé d'une manière spéciale par le cardinal Caverot, archevêque de Lyon et par Mgr Mermillod, vicaire apostolique de Genève.

..

Mgr Bricard vient de publier une 2^e édition de son beau livre sur le chef et fondateur de l'école Menaisienne :

LAMENNAIS, un beau volume in-18 anglais de 420 pages. Prix : 3 fr. 50. (En vente à la Société générale de Librairie catholique.)

Cette réimpression en fait une œuvre toute nouvelle, considérablement accrue, et qui donnera le dernier mot de cette figure énigmatique qui s'appelle Lamennais. Rien n'est émouvant comme les récits que l'auteur consacre aux pha-

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 20^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE : UNE
RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

VIII. *La Passion de N.-S. J.-C.*

O vos omnes qui transitis per viam,
attendite, et videte si est dolor sicut
dolor meus.

Thren., I, 12.

La disposition la plus nécessaire à celui qui s'approche du sacrement de pénitence, c'est la contrition, et l'un des moyens les plus efficaces pour exciter dans son cœur un véritable regret de ses fautes, c'est de penser à la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Aussi les saints nous exhortent-ils avec les plus vives instances à en faire l'objet de nos méditations, nous assurant qu'une larme versée sur les souffrances de notre divin Sauveur est plus puissante pour nous sanctifier qu'une année de jeûne au pain et à l'eau ou un pèlerinage à Jérusalem. Vous allez dans quelques instants recevoir le pardon de vos péchés au saint tribunal ; plus votre regret sera profond, plus la grâce de l'absolution sera abondante ; laissez-moi donc, pour mieux préparer vos cœurs, vous parler de la Passion de Notre-Seigneur et vous expliquer ces deux vérités, à savoir : que par vos péchés vous avez causé la Passion de Jésus-Christ et que vous l'avez renouvelée aussi souvent que vous avez offensé Dieu mortellement.

I

Au quatorzième siècle, Edouard III, roi d'Angleterre, avait par un long siège, réduit Calais à la dernière extrémité. Irrité de l'intrépide résistance que cette ville lui avait opposée, il ne voulut entendre aucune proposition de paix ou d'accommodement à moins que six des plus notables bourgeois ne vinssent nu-pieds et la corde au cou, lui remettre les clefs de la ville pour de là passer à l'échafaud. A la nouvelle de ce qu'exige le vainqueur, les calaisiens se regardent avec effroi ; à un morne silence de stupeur succèdent bientôt des cris mêlés de sanglots et de gémissements. Cependant le terme fatal approchait, il fallait prendre un parti. Tout à coup, un des principaux habitants nommé Eustache de Saint-Pierre, fait faire silence et dit : « Ce serait un grand malheur de laisser mourir le peuple par la famine ou autrement. J'ai une si grande espérance de trouver grâce devant Notre-Seigneur, si je meurs pour sauver ce peuple, que je veux être le premier. » Ce noble dévouement fut imité par trois de ses parents ; deux autres se joignirent à eux et complétèrent ainsi le nombre des victimes qui allèrent s'immoler pour le salut de leurs compatriotes. Ils quittent Calais au milieu des cris lamentables de la multitude et paraissent devant Edouard. Ce prince, jetant sur eux un regard farouche, mande immédiatement le bour-

reau. La cruelle sentence allait être exécutée, lorsque la reine, son épouse, se jetant à ses pieds, obtint la grâce d'Eustache de Saint-Pierre et de ses généreux compagnons.

Quiconque pèche, mes enfants, offense la divine majesté et encourt les châtements d'une colère bien autrement redoutable que celle des rois de la terre. Impossible à une créature, si parfaite et si sainte qu'elle soit, d'expier un seul péché mortel. Ainsi, quoi que vous fassiez, n'eussiez-vous commis qu'une faute grave, il vous est impossible de la réparer dignement, parce qu'une offense infinie exige une satisfaction infinie, il faut l'expiation d'un Dieu. Oui ! quand vous réuniriez les supplications de tous les saints, le sang de tous les martyrs, l'amour de tous les anges ; quand même vous y joindriez tous les mérites de la très sainte Vierge, tout cela, séparé des mérites de Jésus-Christ, serait insuffisant. Quand Dieu ferait sortir du néant autant de mondes qu'il y a de grains de sable sur le rivage de la mer ; quand ces mondes seraient remplis d'âmes aussi saintes que l'auguste Marie ; quand ces âmes passeraient des années et des années à jeûner, à prier, à se mortifier, tous ces mérites seraient impuissants à effacer un seul péché mortel, tant le péché mortel est un mal affreux ! Il fallait, pour réparer les crimes de la terre l'expiation d'un Dieu. Et le Fils de Dieu s'est fait homme et il a pris sur lui nos péchés et il a souffert à cause de nos iniquités. Mais quelles souffrances ! Ecoutez-en le récit abrégé :

Il a souffert dans son esprit et dans son cœur toutes les tristesses et tous les abandons ; il a souffert de la part de ses amis et de la part de ses ennemis ; il a souffert dans tous les membres de son corps. Aucune torture, aucune ignominie ne lui ont été épargnées. Parcourez rapidement par la pensée les différentes phases de la Passion et vous serez saisis d'horreur pour le péché qui a tant fait souffrir Jésus-Christ. Au jardin des Oliviers il reçoit de l'infâme Judas le baiser de la trahison ; il est livré à ses ennemis, lié, garrotté comme un malfaiteur et emmené chez Caïphe où il est interrogé, accusé, jugé et condamné à mort. Il passe la nuit dans une des prisons du palais du grand-prêtre et pendant de longues heures il lui font endurer les plus grossières avanies de la part des soldats qui le gardent. Ces misérables lui lient les bras, lui mettent un bandeau sur les yeux, lui crachent au visage, lui donnent des soufflets en disant : « Christ, prophétise-nous, et devine qui t'a frappé ! » Le matin, il comparait de nouveau devant le sanhédrin et de nouveau il est condamné à mort. Il est ramené devant Pilate qui le trouve innocent et le renvoie à Hérode. Moqué par ce dernier il est reconduit à Pilate revêtu de la robe blanche des insensés. Pilate, après avoir vainement tenté de le sauver, pour calmer la fureur des juifs, ordonne qu'il soit flagellé. Quel supplice ! Les soldats romains dépouillent Notre-Seigneur de sa robe blanche,

ils l'attachent à une colonne les mains liées derrière le dos. Ils saisissent leurs fouets, qui étaient des lanières de cuir armées de pointes de fer. Les coups se multiplient et se succèdent avec une effrayante rapidité. Les épaules, les bras, le dos, la poitrine, toutes les parties du corps de Jésus sont ensanglantées. Sa chair vole en lambeaux. Qu'importe ! ces malheureux n'en continuent pas moins leur triste besogne. Le corps du Sauveur est déchiré, sillonné, ils redoublent encore de fureur, l'enfer semble les animer. Lorsque le corps de Jésus n'est plus qu'une plaie, les bourreaux font asseoir le Sauveur sur une pierre, ils jettent sur lui un lambeau de pourpre, ils posent sur sa tête des épines tressées en couronne, ils lui remettent entre les mains un sceptre de roseau. « Salut, roi des juifs ! lui disent-ils en ricanant et en se prosternant dérisoirement devant lui, et ils le soufflètent, et ils le couvrent d'odieux crachats, et prenant le roseau lui en assènent de grands coups sur la tête. Pilate enfin, par peur des juifs, condamne à mort Notre-Seigneur. La divine Victimé reçoit sur ses épaules la croix où elle doit être immolée. Après le parcours pénible de la voie douloureuse, pendant lequel il est abreuvé d'insultes et de mauvais traitements, Jésus arrive sur le Calvaire, on le dépouille de ses vêtements, on l'étend sur le bois d'ignominie en présence de sa mère, la très sainte Vierge Marie, on enfonce de grands clous dans ses mains, dans ses pieds. Puis on élève la croix dans les airs, on la laisse retomber dans la fosse ; et cette chute donne au corps de Jésus une secousse qui renouvelle toutes ses douleurs ; il passe dans cet horrible supplice les trois heures qui lui restent à vivre, en butte aux railleries des uns, aux blasphèmes des autres ; puis il demande à Dieu le pardon de ses bourreaux, promet le ciel au bon larron, recommande sa mère au disciple bien-aimé, remet son âme entre les mains de son Père, annonce que tout est consommé et expire pour les péchés de tous les hommes.

Imaginez-vous, dit saint Bernard, qu'un misérable esclave, ayant osé conspirer contre la vie de son roi et ayant été convaincu du crime de lèse-majesté, est condamné à mourir par le supplice le plus infâme et le plus cruel qu'on puisse imaginer. Le prince héritier du royaume touché de compassion, vient se jeter aux pieds de son père pour lui demander la grâce du coupable, et, voyant qu'il ne la peut obtenir, il s'offre à endurer les mêmes tourments auxquels ce malheureux est condamné, pour l'en délivrer. Le père accepte l'offre de son fils ; mais le fils, non content d'avoir obtenu de prendre la place de l'esclave dans les supplices, obtient encore que l'esclave prenne la sienne dans le royaume. Imaginez-vous ensuite que ce prince marche avec joie au supplice, parce qu'en mourant il a occasion de témoigner l'excès de son amour à ce criminel auquel, pour reconnaissance, il ne demande rien que d'en être aimé. — Cette supposition est une

ineffable réalité. Quel est ce jeune prince qui se dévoue à la mort pour sauver un malheureux esclave ? C'est Jésus-Christ, Fils du Dieu vivant et éternel. Quel est ce malheureux esclave, sinon vous qui avez été si souvent sous le joug du démon et du péché, qui avez été rebelle à votre Dieu et criminel de lèse-majesté divine ? Que souffre Jésus-Christ pour vous ? La mort la plus cruelle et la plus infâme. De quel manière souffre-t-il ? Librement et volontairement : « il a été offert en sacrifice parce qu'il le voulut. » Que demande-il de vous ? Une seule chose : le regret de vos fautes, votre cœur, votre amour. Pourriez-vous ne point répondre à son appel ? Oh ! non, j'en suis sûr. Vous regrettez vos péchés qui ont tant fait souffrir Notre-Seigneur Jésus-Christ, et vous aimez vraiment Celui qui vous a tant aimé ! Et c'est de tout cœur que nous allons réciter ensemble avec toute la ferveur possible l'acte de contrition...

II

Un jour la très sainte Vierge apparut à sainte Colette pendant qu'elle priait et intercédait pour les pécheurs, et lui montrant son Fils déchiré et mis en pièces, elle lui dit : « Ma chère fille, ayez compassion de moi et de mon Fils, voilà l'état où le réduisent les pécheurs, voilà comme ils le crucifient de nouveau et le font mourir ! » Oui, selon la parole de saint Paul, des millions d'âmes tous les jours sont pour Jésus-Christ comme autant de Calvaires ! Notre-Seigneur a été abandonné par ses apôtres, renié par saint Pierre : que de fois, mes enfants, avez-vous lâchement trahi le divin Maître à la voix du respect humain ? Notre Seigneur a été vendu par Judas aux princes des prêtres : que de fois vous avez commis le crime de Judas, vendant Jésus-Christ non point aux juifs mais au démon ; non point pour trente pièces d'argent, mais pour un intérêt plus misérable encore, pour une fumée d'honneur, pour un plaisir, plaisir trop souvent infâme, et hélas toujours amer. Les juifs ont préféré Barabbas le séditionnaire, l'assassin à Notre-Seigneur le Saint, l'Innocent, le Dieu bon et miséricordieux qui les avait comblés de bienfaits, avait guéri leurs malades, ressuscité leurs morts, éclairé leurs esprits, consolé leurs douleurs : n'avez-vous pas commis cette injustice ; n'avez-vous pas préféré indignement le démon qui ne vous veut et ne vous fait que du mal à Jésus qui ne vous fait que du bien, et qui, demain, par la plus merveilleuse invention de sa charité, veut se donner à vous en nourriture dans la sainte communion ? N'avez-vous pas enfoncé des épines dans la tête de Notre-Seigneur par votre orgueil ? Ne l'avez-vous pas abreuvé de fiel par vos mauvais discours ? N'avez-vous pas percé ses mains et ses pieds par vos actions coupables et vos criminelles démarches ? N'avez-vous pas labouré son corps sacré de coups de fouet par votre sensualité ? Ne l'avez-vous pas immolé par vos péchés mortels, *rursum crucifigentes Filium Dei et ostentui habentes* ?...

On raconte¹ que sur les bords du fleuve Saint-Laurent, en Amérique, vivait un indien, l'homme le plus vertueux et le plus paisible de la bourgade. Ce vénérable vieillard était père d'une nombreuse famille. Au nombre des enfants était un fils qu'il aimait avec une tendresse particulière; il l'avait élevé avec le plus grand soin; les plus aimables caresses lui avaient toujours été prodiguées, tous les avantages possibles lui avaient été faits dans le partage des biens. Or il arriva un jour que, sans aucun motif apparent, avec une parfaite connaissance et un entier sang-froid, ce fils dénaturé se jette sur son vénérable père, le frappe, le meurtrit, le renverse et finit par lui donner la mort. L'attentat commis, le parricide s'éloigne, et s'en va continuer une partie de plaisir : il boit, il mange, il rit comme auparavant; la nuit arrive, et il dort, et pas un songe effrayant ne vient troubler son sommeil. Quel barbarie! Quel cœur de bronze! Quel monstre d'ingratitude!

J'en ai l'assurance, mes enfants, vous avez horreur d'une si affreuse insensibilité. Jamais vous ne vous en rendrez coupables! Cela est vrai, vous avez crucifié votre Père, Notre-Seigneur Jésus-Christ. Mais vous le regrettez vivement et vous donneriez volontiers votre vie pour faire, si cela était possible, que vous n'ayez pas offensé Dieu! Oh! ne craignez point d'aller trop loin dans la détestation du péché, dans le regret de l'avoir commis et tous ensemble, du fond du cœur, en union avec Jésus agonisant au jardin des Olives pour les crimes de la terre, récitons avec la plus amère douleur un nouvel acte de contrition...

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Falise dit quelque part qu'il faut douze signets au Missel; cependant les marchands n'en mettent ordinairement que huit. Le nombre douze est-il prescrit et y a-t-il quelque décret à cet égard?

2^o La doublure du voile huméral, qui sert pour la bénédiction du saint Sacrement, doit-elle nécessairement être en soie? Je connais tel diocèse où un membre de l'autorité a permis aux marchands de le doubler en toile de fil.

3^o Que faut-il penser de l'usage de faire des ornements noirs en velours de coton. Cet usage peut-il être toléré?

4^o Pour gagner les indulgences attachées à la récitation des Litanies du saint Nom de Jésus, faut-il y ajouter l'oraison : *Sancti Nominis tui timorem* etc.? Si oui, quelle conclusion faut-il donner à cette oraison? Est-ce la conclusion : *Per Dominum*, ou bien la conclusion : *Qui vivis*?

5^o A la procession des Rogations, lorsqu'on fait la station dans une église qui a pour patronne la nativité de la sainte Vierge, quelle oraison faut-il dire à la mémoire que l'on fait de cette patronne? De même si le patron est la Nativité de saint Jean-Baptiste.

R. — Ad I. Le nombre des signets pour le Missel n'est prescrit nulle part, ni dans les rubriques,

ni dans les auteurs sérieux. Nous ne nous rappelons pas non plus l'avoir lu dans Falise.

Ad II. Les rubriques ne prescrivent rien non plus sur la matière de la doublure du voile huméral ou écharpe.

Bien plus, la doublure elle-même n'est aucunement prescrite ni par les rubriques, ni par les décrets, ni par les auteurs. Nous croyons même qu'on ferait très bien de n'en pas mettre. « A Rome, dit Mgr Barbier de Montault, il n'y a même pas de doublure. — Nous conseillons d'imiter cet exemple. Mais si l'on croit devoir en mettre, il convient de la faire avec de la soie, parce que, d'après le Cérémonial des Evêques, l'écharpe doit être en soie : « Postquam vero Episcopus lavit manus post Offertorium, ipse (Subdiaconus) accedit ad abacum, et extenso sibi, adjuvantibus Acolythis, circa humeros velo serico... » (Livre I, chap. x, n. 5).

Ad III. Le velours de coton n'est pas autre chose que du coton fabriqué d'une manière spéciale. Or le coton est prohibé pour les chasubles et autres ornements de ce genre, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites, le 28 juillet 1881, conformément à plusieurs autres décrets antérieurs. Par conséquent on ne doit pas en confectionner en velours-coton.

Mais si une église en possède, peut-on en user? Dans des cas semblables, le Saint-Siège a permis de s'en servir jusqu'à ce qu'ils soient consumés, surtout lorsque la fabrique est pauvre.

Ad IV. Les Litanies sont distinctes des prières que l'on y a parfois ajoutées. L'Indulgence des 300 jours étant attachée aux Litanies elles-mêmes, se gagne lors même qu'on ne dirait pas les prières qui les suivent.

Ad V. A la procession des Rogations, lorsqu'on fait la station dans une église, on prend ordinairement l'oraison et le verset qui se disent aux suffrages. Or dans les suffrages de la sainte Vierge on prend simplement le verset et l'oraison placés dans les suffrages mêmes, c'est-à-dire le verset *Ora pro nobis*, et l'oraison *Concede nos*.

Si le titulaire est saint Jean dans la fête de sa Nativité, nous pensons qu'on doit prendre l'oraison de cette fête sans changer les mots *presentem diem honorabilem*, car en 1816 l'évêque de Tui, en Espagne, ayant posé la question suivante :

« An in orationibus tam Officii quam Missæ variari debeant hunc diem, vel hodiernum diem, sive *presentem diem*, cum tranfertur Officium, sive accidentario, sive perpetuo, »

La Sacrée Congrégation répondit : « Nihil immutandum, inconsulta Sacra Congregatione. » (7 septembre 1816, n. 4526). Il n'est donc pas permis de changer l'oraison de saint Jean-Baptiste sans consulter la Sacrée Congrégation des Rites.

Q. — Si plusieurs offices doubles ou semidoubles qui se transfèrent, se rencontrent le même jour, duquel doit-on faire l'office et lequel doit-on transférer.

1^o Si le rite est inégal;

¹ Laden.

- 2° Si le rite est égal ;
 3° En parité de rite et dignité ;
 4° Dans l'occurrence d'une fête primaire avec une secondaire du même rite.

5° Là où St Georges est patron, à quel jour doit être fixée la fête qui est en occurrence avec le jour octave ? Indiquer les translations qui doivent être faites ? Quel office doit être récité le 9 août ? Où placer sainte Marie-Madeleine de Pazy (du 27 mai) et sainte Marguerite (du 10 juin).

R. — Ad I. Ordinairement on fait de l'office qui a le grade le plus élevé ; et l'on transfère l'office du grade le moins élevé, lors même qu'il s'agirait des fêtes de Notre-Seigneur ou de la sainte Vierge. J'ai dit ordinairement, parce qu'il y a bien des exceptions. Ainsi certaines fêtes (celles des cendres et de la semaine sainte) sont préférées à toute fête, même de première classe. Il en est de même de cinq des dimanches de première classe. (premier d'Avent et de Carême, de la Passion, des Rameaux et de Quasimodo) ; des Vigiles de Noël et de la Pentecôte ; et des jours octaves de Noël, de l'Epiphanie, de Pâques et de la Pentecôte. Tous ces offices, quoiqu'ils n'aient qu'un grade peu élevé, l'emportent également sur toute fête.

Il est encore d'autres exceptions trop nombreuses pour qu'elles puissent être indiquées ici.

Ad II. Si le rite est égal, la fête primaire ou principale l'emporte sur la fête secondaire, lors même que la fête secondaire serait plus digne. Voilà pourquoi les fêtes de l'Assomption, de saint Jean-Baptiste, des saints Pierre et Paul, l'emportent sur la Dédicace de l'Eglise ; et de même pour les autres fêtes.

Ad III. En parité de rite et de dignité, c'est évidemment la plus digne qui doit l'emporter. Ainsi une fête de Notre-Seigneur l'emporterait sur une fête de la sainte Vierge, etc.

Mais il faut supposer que la plus digne est également primaire ; car une fête, même moins digne, mais primaire, l'emporte sur une fête plus digne mais secondaire. Ainsi la fête de saint Barnabé l'emporte sur la fête du Sacré-Cœur, qui n'est que secondaire.

Ad IV. Nous avons répondu plus haut, ad 2.

Ad V. Nous ne pouvons vous répondre que d'après le Calendrier général, attendu que vous ne nous avez pas envoyé votre Ordo d'Angers. Or, d'après le Calendrier général, sainte Catherine de Sienne, qui tombe le jour octave de votre patron, doit être classée au 11 mai comme à son jour fixe. Vous n'avez pas d'autre translation à faire, d'après le Calendrier de l'Eglise universelle.

Ce que vous nous dites de sainte Marie Madeleine de Pazy et de sainte Marguerite nous prouve que votre Calendrier diocésain a des offices propres qui vous forcent à transférer les fêtes de ces deux saintes. Mais nous ne pourrions faire ce travail de translation sans avoir votre Ordo diocésain.

de vous en adresser deux aussi qui sont aussi graves que pratiques.

1° Peut-il être permis de célébrer une messe basse devant le saint Sacrement exposé, à des jours fixés, par exemple une fois par mois, dans une église ou chapelle quelconque ?

2° Que peut ou doit faire, à ce propos, le prêtre titulaire de l'église ou le prêtre étranger dans les 3 jours d'exposition du saint Sacrement en forme des 40 heures ?

R. — Ad I. En principe, il n'est pas dans l'esprit de l'Eglise de célébrer une messe basse à l'autel où le saint Sacrement est exposé, surtout s'il s'agit d'une exposition solennelle, et de l'exposition pour les Quarante-Heures, comme on peut le voir dans le Commentaire de Gardellini sur l'instruction Clémentine, § 12. Cependant il est permis de s'écarter de cette règle générale, même à l'exposition solennelle des Quarante-Heures, si l'on a de fortes raisons.

Quelles sont ces fortes raisons ? C'est d'abord la nécessité d'entendre la messe les dimanches ou fêtes d'obligation dans les lieux où il n'y a qu'une église et qu'un autel ; il y a alors nécessité de dire la messe à l'autel de l'exposition : « Unus (casus) est magis obviis qui oritur a positivo præcepto audiendi sacrum in diebus festis, ubi una est ecclesia, unum altare, (Gardellini, § 12, n. 5.)

Une autre raison moins forte, mais qui est donnée par Gardellini comme étant peut-être suffisante, serait une coutume antique, qui ne pourrait être détruite que difficilement sans offenser et scandaliser les peuples : « Sed et aliam fortasse rationabilem causam afferre potest longæva consuetudo, quæ difficillime abrumpi posset sine populorum offensione et scandalo. » (Ibidem., numéro. 6.)

Tel est le principe pour les expositions les plus solennelles, par exemple, pour celles des Quarante-Heures.

Ce principe doit-il s'appliquer aux autres expositions moins solennelles, par exemple aux expositions dont parle notre correspondant, qui auraient lieu tous les mois à des jours fixes ? Oui, mais d'une manière moins absolue. « Oui, » parce qu'il convient qu'à toutes les adorations le peuple soit uniquement appliqué à l'adoration. Mais « d'une manière moins absolue, » parce que c'est une adoration moins solennelle. »

Cela posé, venons à la consultation pratique de notre ami.

Ad II. Que peut ou doit faire le prêtre titulaire de l'église, ou le prêtre étranger dans les trois jours d'exposition du très-saint Sacrement à l'instar des Quarante-Heures ?

D'après l'Instruction Clémentine et la pratique de Rome, il serait convenable de chanter à l'autel de l'exposition la messe du dimanche de la Quinquagésime où l'on consacre la sainte hostie qui doit être exposée après cette messe.

Le lundi, il conviendrait de chanter la messe pour la paix ou pour une autre nécessité sur un autre autel que celui de l'exposition.

De même le mardi pour la messe du saint Sacrement. Cependant si on célébrait les Quarante-Heures proprement dites, c'est-à-dire pendant quarante heures consécutives, et qu'ainsi l'on dût terminer l'exposition le matin du mardi, on devrait chanter la messe votive du saint Sacrement à l'autel de l'exposition. Ce serait la messe de Reposition prescrite par l'Instruction Clémentine.

Pourquoi l'Eglise défend-elle de dire la messe à l'autel de l'exposition ? C'est pour que les fidèles qui font l'adoration n'en soient pas détournés par la célébration du saint sacrifice si elle avait lieu à l'autel même de l'exposition.

Mais il faut veiller à ce que tous les fidèles ne quittent pas le saint Sacrement exposé pour venir à l'autel où l'on célèbre la sainte messe. Le saint Sacrement doit toujours avoir un grand nombre d'adorateurs.

S'il n'y avait qu'un seul autel dans l'Eglise, le curé serait, les dimanches et les jours de fête d'obligation, obligé de chanter la messe à l'autel de l'exposition, mais ce serait par raison de nécessité.

Examinons maintenant le cas du prêtre étranger.

Ce prêtre devrait dire sa messe à un autre autel que celui de l'exposition. Il ferait bien de choisir l'autel le plus éloigné du lieu de l'exposition. On ferait bien aussi de ne pas sonner à cette messe basse; tout cela pour ne pas détourner les fidèles de l'adoration due à Notre-Seigneur Jésus-Christ dans cette circonstance solennelle. S'il y avait dans la localité quelque autre église où l'on ne fit pas les Quarante-Heures, ce prêtre étranger devrait y célébrer de préférence.

Nous en avons dit assez pour faire comprendre l'esprit de l'Eglise dans les expositions du Saint-Sacrement. Il importe de s'y conformer autant qu'on le peut.

Q. — Plusieurs fois la question des mémoires que l'on doit faire à la messe votive solennelle du Saint-Sacrement le jour de l'adoration perpétuelle, a été soulevée dans votre estimable revue; et toujours l'excellent *Ami du Clergé* a maintenu sa solution (année 1880, pages 414 et 513), d'après laquelle trois oraisons sont requises. Il laisse cependant supposer l'existence, dans certains diocèses, d'indults particuliers permettant à l'ordinaire de ne prescrire qu'une seule oraison dans ces sortes de messes votives.

Tel n'est pas, ce semble, le sentiment du R. P. Mach, dans son ouvrage : *Trésor du prêtre* (traduction de M. Gaveau, seul autorisée par l'auteur, en 2 vol.), ouvrage hautement recommandé par la sacrée Congrégation des rites comme ne renfermant que des décisions conformes aux originaux des décrets conservés dans les actes de cette congrégation.

Dans un passage que l'auteur intitule : *Rubriques* (1^{er} v. pages 373 et 374), il distingue parmi les messes votives solennelles celles *pro re gravi* et celles *non pro re gravi*. Ces dernières suivent la règle des messes votives ordinaires, dit-il : elles n'ont pas non plus de *Credo* et exigent toujours au moins trois oraisons dont la deuxième est celle du saint ou de la fête dont on fait l'office.

« Aux messes solennelles *pro re gravi*, ajoute le père Mach, on dit le *Credo*; le *Gloria* se dit également à moins qu'on ne fasse usage de la couleur violette. On dit seule-

ment une oraison, deux cas exceptés : 1^o quand on dit la messe en l'honneur d'un saint ou de N.-D. pour obtenir une faveur ou pour la cessation de la peste ou de la guerre, etc., alors on ajoute à l'oraison du saint, l'oraison correspondant à la nécessité, sans en dire aucune autre;

2^o Quand on dit une messe d'actions de grâces, on ajoute l'oraison *Deus cujus misericordia non est numerus*, avec la secrète et la postcommunion analogues qui se trouvent après la messe votive de la très-sainte Trinité; et dans les deux cas dont nous parlons les oraisons se disent *sub unica conclusione*.

Mais faut-il ranger la messe votive solennelle du saint Sacrement au jour de l'adoration, parmi les messes solennelles *pro re gravi* ? Pour moi l'affirmative ne fait pas de doute.

En effet, le R. Père Mach dit encore, 1^{er} vol., page 374 que les messes votives solennelles *non pro re gravi* sont celles qui se célèbrent sur la demande des fidèles ou d'une confrérie. Or la messe votive de l'adoration est prescrite par mandement épiscopal.

Par ailleurs, n'a-t-elle pas un but identique à celui de la messe de l'oraison des Quarante-Heures et par conséquent ne semble-t-il pas qu'on doive l'assimiler à celle-ci ? Or l'Instruction Clémentine classe la messe votive de l'oraison des Quarante-Heures parmi les messes votives solennelles *pro re gravi*.

Enfin la rubrique du missel sur les messes votives solennelles s'exprime ainsi : *non dicitur Gloria nec Credo nisi pro re gravi et pro publicâ causâ Ecclesiæ*. N'est-ce pas *causa publica Ecclesiæ*, que l'objet de cette supplication solennelle de toute une paroisse demandant à Notre-Seigneur, au nom de l'Eglise entière ou au moins de tout un diocèse, d'éloigner de dessus le peuple chrétien les malheurs terribles que pourraient attirer sur lui les blasphèmes proférés chaque jour contre Notre-Seigneur Jésus-Christ ? Notre évêque le pense ainsi, sans doute, puisqu'il prescrit le *Gloria* et le *Credo* à la messe votive du Saint-Sacrement, le jour de l'adoration perpétuelle.

Je conclus en disant que la messe votive solennelle du Saint-Sacrement le jour de l'adoration est une messe votive solennelle *pro re gravi* et, m'en tenant au sentiment du père Mach, qu'on ne doit y dire qu'une seule oraison.

L'Ami du clergé m'obligerait en me disant ce qu'il en pense lui-même.

R. — Nous ferons d'abord observer à notre savant ami des Basses-Pyrénées que nous n'avons dit en aucun des deux endroits cités par lui que « trois oraisons sont requises » à la messe solennelle de l'Adoration perpétuelle. Nous avons seulement affirmé que cette messe n'a pas toujours, comme beaucoup le pensent et la pratiquent, une seule oraison, mais qu'on doit y faire mémoire de l'office occurrent, ce qui ferait déjà une seconde oraison; et, en outre, qu'on devrait y faire les mémoires spéciales s'il y en avait ce jour-là.

Cette observation faite, revenons à l'objection qui nous est adressée. On nous dit qu'à cette messe solennelle de l'adoration perpétuelle, il n'y a qu'une seule oraison, parce que c'est une messe votive *pro re gravi*, or on ne dit qu'une seule oraison aux messes votives *pro re gravi*. Donc.

Nous répondons : Oui, on ne dit qu'une seule oraison aux messes votives solennelles *pro re gravi*, mais on peut en dire plusieurs aux messes votives qui ne sont que *ad instar* des messes votives solennelles. Or les messes des Quarante-Heures ne sont pas des messes votives solennelles proprement dites, car autrement elles pourraient être célébrées aux fêtes de seconde classe et même

à la plupart des fêtes de première classe, conformément au décret suivant qui les prohibe seulement aux doubles de première classe, aux fêtes des Cendres et de la Grande-Semaine, aux vigiles de la Pentecôte et de Noël : « In duplicibus primæ clas., Dominicis primæ clas., feriis cinerum et Majoris Hebdomadæ, vigiliis Pentecostes et Nativitatis Domini. » (S. R. C. 27 mars 1779, n. 4393, ad 20.)

Or il n'en est rien, la messe votive solennelle des Quarante-Heures est prohibée en beaucoup d'autres jours, à savoir, aux dimanches et aux fêtes de seconde classe, pendant toute l'octave de Pâques, de la Pentecôte et de l'Epiphanie. Voici le texte originaire en langue italienne de l'Instruction clémentine, relative aux Quarante-Heures.

« ...Si celebrerà dopo Nona la Messa del SSmo Sacramento votiva pro re gravi, eccettuata però tutte quelle Domeniche, che sono di prima o seconda classe, e tutti ii giorni, ne' quali per ragione del Calendario, tanto universale quanto particolare, di quella Chiesa in cui si fa Officio parimente di prima o seconda classe, come anche eccettuata la feria quarta delle Ceneri, e le ferie seconda, terza e quarta della Settimana Santa, tutti ii giorni dell' Octava di Pasqua, e di Pentecoste, le vigilie del Santo Natale, e della Pentecoste, e l'Ottava dell' Epiphania. » (Istruzione ed ordini da osservarsi nell'Orazione continua di Quarant'ore...)

Vous voyez maintenant qu'il y a différentes espèces de messes votives solennelles, les unes votives solennelles proprement dites, les autres improprement dites ou *ad instar*.

Or dans les premières on ne fait aucune mémoire; dans les secondes on en fait.

La seule difficulté sérieuse dans la messe votive des Quarante-Heures est de savoir quelles mémoires on y fait.

S'il en est ainsi des Quarante-Heures, à plus forte raison de la messe pour l'Adoration perpétuelle, qui par elle-même n'est qu'une messe votive privée. Il faut un indult particulier pour qu'elle ait les privilèges de la messe des Quarante-Heures; et dans ce cas on doit y faire des mémoires comme aux Quarante-Heures, lors même qu'on dirait d'autres messes dans la même église.

Y a-t-il des cas où la messe votive des Quarante-Heures serait chantée avec une seule oraison, sans aucune mémoire? Oui, c'est lorsque, outre la messe votive, il y a une autre messe conventuelle, ce qui a lieu dans les cathédrales, dans les collégiales et dans les monastères où l'Office se récite en chœur.

Voilà ce que l'*Ami du clergé* a toujours enseigné et ce qu'il enseigne encore aujourd'hui; et vous ne trouverez rien dans le Père Mach qui contredise cet enseignement. La distinction que nous avons établie entre messe votive et messe votive tranche toutes les difficultés. Et c'est parce

qu'on ne connaît pas cette distinction qu'on viole si souvent les règles et qu'on établit tant de bigarures aux messes des Quarante-Heures et de l'Adoration perpétuelle.

En résumé, dans la messe chantée, à l'occasion de l'Adoration perpétuelle, on doit toujours, dans les églises paroissiales, faire la mémoire de l'Office du jour, et toutes les autres mémoires spéciales qui se font au Bréviaire de ce jour.

Q. — 1° On doit suivre le Rituel romain; cela est incontestable. Y a-t-il même obligation de se servir d'un Rituel romain approuvé. Autrement, la question du livre est-elle aussi grave que la question du rite?

2° L'usage du Rituel romain est-il tellement rigoureux, qu'il exclue toute coutume locale, je veux dire diocésaine. Ainsi faut-il faire exclusivement en latin les interrogations aux parrains et marraines? Aux époux pour le mariage?

R. — Ad I. Il y a obligation de se servir d'un Rituel romain approuvé, comme on peut le voir dans un décret général du 26 avril 1834 (n. 4.730 de la collection de Gardellini), et dans une réponse de la même Congrégation en date du 18 février 1843, n° 4957. D'après ces déclarations, tous les Rituels romains doivent être revêtus de la licence des Inquisitions ou des Ordinaires des lieux. Cette formalité est exigée rigoureusement, puisque les Ordinaires qui ne la rempliraient pas encourent *ipso facto* la suspension *a divinis* et l'interdiction de l'entrée de l'église; que les imprimeurs et vendeurs de l'Etat ecclésiastique sont condamnés à de fortes amendes et ceux des autres pays à l'excommunication *latae sententiæ*.

Toutefois la formalité de l'approbation nous semble moins importante que l'exactitude du texte; en d'autres termes, on serait plus condamnable en se servant d'un Rituel romain approuvé mais que l'on saurait inexact, qu'en se servant d'un Rituel dépourvu d'approbation, mais que l'on saurait inexact, c'est-à-dire conforme aux rites romains. La raison en est que l'exactitude a été la fin que se proposait le législateur, et les formalités n'étant que des moyens pour atteindre cette fin. Or la fin est meilleure que les moyens.

Voilà pourquoi le Saint-Siège n'exige pas la destruction d'un livre liturgique par le fait seul qu'il est privé des formalités requises. Il demande que les Ordinaires chargent un ecclésiastique capable, *prelatæ personæ ecclesiasticæ*, de collationner ce livre avec un exemplaire modèle; et si le Réviseur atteste la concordance parfaite du livre, on peut licitement s'en servir.

On voit par là que le Saint-Siège tient au texte plus qu'au livre matériel.

Ad II. L'intention de l'Eglise est que les interrogations pour le baptême soient faites en langue latine. En effet, le Rituel romain donne la question et la réponse en latin : « Sacerdos interrogat : N., quid petis ab Ecclesia Dei? Patrinus respondet : Fidem. » La rubrique ne dit nulle part qu'on puisse employer d'autre langue. Voilà la

première preuve, elle est très forte puisqu'elle repose sur le texte même du Rituel.

Une seconde preuve, qui n'est pas moins forte, repose sur une décision de la sacrée Congrégation des Rites. En 1857, le doyen du chapitre de Moulins demanda deux choses à la sacrée Congrégation des Rites, 1^o si l'on pouvait interroger en langue vulgaire, les questions d'abord faites en latin : « *Utrum in collatione Baptismi interrogationes possint fieri vernacule, vel saltem vernacule iterari, postquam latine factæ fuerint.* »

La Congrégation répondit qu'on ne pouvait faire ni l'un ni l'autre : « *Negative quoad utrumque partem.* » (12 septembre 1857, n^o 251, ad 17.)

Dix ans après, un vicaire-général d'Amiens adressa en d'autres termes les deux mêmes questions, il reçut la même réponse : « *Negative ad utrumque juxta Decretum in Molinen. diei 12 septembris 1857, ad 17.* »

La pensée de l'Eglise n'est donc pas douteuse, on doit employer le latin, et le latin seul.

Mais y tient-elle absolument, de manière qu'elle rejetterait toute pratique contraire ? Quelques auteurs disent que non, et ils donnent les preuves suivantes :

1^o L'édition du Rituel romain publié pour l'usage de l'église anglaise conformément au décret du synode de Wesminster donne, après le texte latin, une traduction des interrogations et des réponses en langue vulgaire ;

2^o Il en est de même des éditions du Rituel romain dans les États-Unis d'Amérique, conformément aux sept synodes provinciaux de Baltimore ; « on peut remarquer, dit O'Kane, que le synode national ou concile plénier de tous les États-Unis de l'Amérique du Nord, tenu à Baltimore en 1853, a formellement adopté les décrets des sept synodes provinciaux de Baltimore, et les a déclarés obligatoires partout dans les États et les terres soumis au gouvernement général. »

Le Compendium publié à l'usage du clergé des États-Unis donne également une traduction des questions en anglais, en français et en allemand. Ce Compendium fut publié conformément à son décret du troisième concile provincial de Baltimore avec l'approbation de Grégoire XVI.

3^o On retrouve des pratiques semblables en plusieurs diocèses de France.

De là plusieurs concluent que le Saint-Siège ne condamne pas absolument les interrogations en langue vulgaire, après les avoir faites en latin.

Il ne nous appartient pas de juger cette question.

Mais ce qui est incontestable, c'est que la pratique de n'employer que la langue vulgaire pour les interrogations du baptême, ne repose sur aucun fondement sérieux. Et il est si facile de la quitter !

Venons maintenant aux interrogations à faire dans la célébration du mariage. Sur ce point, aucune difficulté, car le Rituel romain prescrit de faire les interrogations en langue vulgaire. « De

consensu in matrimonium interroget, utrumque singillatim in hunc modum *vulgari sermone* :

N. vis accipere, etc., etc.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

CHEMIN DE RONDE.

La commune d'Annonay avait été autorisée par une décision du ministre des cultes à construire un marché couvert autour de l'église de cette paroisse pour une période de douze années.

La fabrique a protesté contre cette jurisprudence qui renverse celle du passé. Elle s'est pourvue au Conseil d'Etat. Le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques* qui rapporte la décision du conseil d'Etat la fait précéder des observations suivantes.

« A l'appui de son pourvoi, dit-il, la fabrique de la paroisse d'Annonay invoquait avec raison comme autorisant l'usage ou l'établissement d'un chemin de ronde autour des églises, un avis du Conseil du 20 décembre 1806 approuvé par l'empereur le 25 janvier 1807. L'administration ne paraît plus vouloir admettre la pratique du chemin de ronde autour des églises, comme on va le voir par la décision du nouveau conseil d'Etat que nous allons rapporter.

La prescription de cet avis avait cependant sa raison d'être, et cette raison subsiste toujours. Il s'agissait, et il s'agit encore aujourd'hui, de laisser aux églises, selon les termes mêmes de l'avis, l'air, le jour nécessaires, une libre circulation et de faciles communications, ce qui est conforme aux règles de l'hygiène et de la salubrité publique d'abord, et, en second lieu, à la tradition catholique d'après laquelle chaque église doit avoir son processional ou son chemin de ronde.

Jusqu'à ce jour, le droit et la jurisprudence avaient été fixés en ce sens. L'administration appliquait ledit avis sans difficulté. Elle le faisait pour obliger les communes à maintenir ce chemin de ronde autour des églises. On cite plusieurs décisions en ce sens, et notamment un avis du comité de l'intérieur du 3 avril 1835, église de Coursan (Aude), et deux dépêches du ministre de la justice et des cultes, du 27 déc. 1836 et 16 mai 1877, au préfet de Seine-et-Oise.

Faut-il rappeler, entre autres actes de l'administration sur ce point, l'importante circulaire du ministre des cultes, du 16 mars 1852. Cette circulaire prescrit d'une manière fort claire l'éloignement des marchés près des églises.

« Il est regrettable, y est-il dit, que, dans quelques villes, les foires ou marchés se tiennent « aux abords des édifices religieux. Si on ne peut « absolument les déplacer, il faut faire en sorte, « du moins, qu'ils ne s'installent qu'à une distance convenable ; que les animaux, les voi-

« tures ou tous autres objets ne soient ni attachés, ni appuyés contre les murs du temple, et que le bruit du dehors ne vienne pas se prolonger à l'intérieur et y troubler la célébration des saints mystères.

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler, monsieur le préfet, ajoute le ministre, que vous ne devez tolérer aucun établissement, quelque provisoire qu'il soit, aux flancs des cathédrales, et que vous devez tendre, avec le gouvernement et sauf les droits des particuliers, à arriver le plus tôt possible à leur complet dégagement par la démolition et l'enlèvement de toutes les anciennes constructions parasites qui les obscurcissent et les déshonorent. En un mot, monsieur le préfet, vous devez considérer les cathédrales, et tous les grands monuments de l'art religieux qui sont dans votre département comme un dépôt sacré de la fortune publique confié à votre intelligente sollicitude, et vous devez avoir à cœur de les tenir préservés de toute atteinte, purs de toute souillure, dégagés de tout ce qui peut en déshonorer l'aspect, et uniquement entourés du respect et de l'admiration que doit professer un grand peuple pour ces monuments incomparables de son art, de ses mœurs et de sa foi. »

L'administration a rompu avec ces idées, et ce qui le prouve, c'est le fait que nous avons exposé en commençant, c'est qu'elle a autorisé, autour de l'église d'Annonay, la construction d'un marché que l'ancienne administration aurait ordonné de détruire s'il avait existé.

En cette affaire, le conseil d'Etat a décidé qu'aucune disposition de loi n'a prescrit l'isolement des églises. Pour décider ainsi, d'une manière aussi générale, il faut faire abstraction de l'avis précité, du 20 déc. 1806-25 janvier 1807. Ce conseil a, sans doute, voulu tenir compte de cette circonstance particulière que le susdit avis n'a point été inséré au *Bulletin officiel des lois*. S'il y a en cela un vice de promulgation légale, ce vice a été plus que couvert par une application pratique de plus de soixante-dix ans. Mais il est vrai que ce même avis a été rendu spécialement pour les églises situées au milieu d'anciens cimetières que les communes demandaient à aliéner, et qu'on peut soutenir qu'il n'est pas applicable à celles qui, comme l'église d'Annonay, sont en partie bordées de rues et en partie enclavées dans un pâti de maisons.

En tout cas, cette disposition de l'avis susdaté, qui reconnaît la nécessité du chemin de ronde pour les églises placées dans les cimetières, implique par là même le principe de la conservation de ce chemin pour les autres églises là où il existe, et l'on ne peut que regretter la mesure administrative et la sentence qui, sans raison véritablement juridique, y portent atteinte.

Voici le texte de la décision du nouveau conseil d'Etat, qui rejette le pourvoi de la fabrique et résout négativement la question posée ci-dessus :

Le conseil d'Etat... — Vu la requête... pour le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Notre-Dame d'Annonay... tendant à ce qu'il plaise au conseil d'annuler une décision du Ministre de l'Intérieur et des cultes, du 29 septembre 1879, qui a autorisé la commune d'Annonay à construire un marché couvert autour de ladite église de Notre-Dame, pour une période de 12 années; — Attendu que, par un évident excès de pouvoirs, ladite décision a entraîné la suppression de l'espace qui doit rester libre autour des églises et créé une servitude contraire au principe de l'inaliénabilité de ces édifices;

Vu les observations du Ministre de l'Intérieur et des Cultes, tendant à ce qu'il plaise au conseil de rejeter le recours, par les motifs : 1° qu'aucune disposition de loi ne crée, autour des églises communales, une servitude pareille à celle dont parle la fabrique, et que 2° le principe de l'inaliénabilité du domaine public n'étant point en cause, attendu qu'il s'agit, dans l'espace, d'une propriété communale sur laquelle la commune a demandé à prendre appui pour un autre service public, à titre provisoire, et qu'au surplus, comme tout autre propriétaire, elle ne peut prescrire contre elle-même;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872; Considérant qu'aucune disposition législative réglementaire n'a prescrit l'isolement des églises, et que, dès lors, la décision par laquelle le ministre de l'Intérieur et des Cultes a autorisé la commune d'Annonay à adosser provisoirement un marché couvert entre deux des côtés de l'église de Notre-Dame, appartenant à ladite commune, constitue un acte d'administration qui n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'Etat pour excès de pouvoirs, par application des lois ci-dessus visées des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872,

Décide :

La requête de la fabrique est rejetée.

Décision du conseil d'Etat, du 2 déc. 1881. — MM. Flourens, rapporteur; Gomel, commissaire du gouvernement; Barry, avocat.

Circulaire ministérielle du 13 juin 1882, aux préfets, concernant les cérémonies extérieures du culte catholique.

Paris, le 13 juin 1882.

Monsieur le préfet, plusieurs de vos collègues m'ayant consulté au sujet du droit des maires relativement aux processions, je crois utile de porter à votre connaissance la lettre ci-jointe par laquelle j'ai répondu à leur demande d'instructions :

Monsieur le préfet, vous me faites connaître que vous vous attendez à recevoir un arrêté de M. le maire de..... interdisant les processions sur le territoire de cette commune; vous ajoutez que les églises dissidentes qui existent à..... ne sont pas consistoriales et vous me demandez si, en conséquence, il y a lieu de suivre l'inter-

prétation donnée par la circulaire du 30 germinal an XI, qui veut que les processions puissent se faire partout où il n'y a pas d'église consistoriale.

Portalès a, en effet, commenté en ces termes l'art. 45 des articles organiques; mais cette interprétation a déjà été plusieurs fois condamnée, et l'on ne saurait voir dans la circulaire précitée qu'une recommandation dictée par un esprit de conciliation et de bonne administration qui, pour provenir d'un des auteurs de la loi, ne peut néanmoins modifier celle-ci. Or, l'art. 45 porte « qu'aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes. »

Pour se convaincre que c'est bien un édifice et non une collectivité de fidèles légalement reconnue que le législateur a eu en vue dans cet article, il suffit de le rapprocher des art. 44 et 46, où les mots *chapelles, oratoires et temples* sont employés dans leur acception la plus ordinaire, ainsi que de l'art. 18 du décret du 23 prairial an XII, où les dispositions de l'art. 45 des organiques se trouvent paraphrasées. Il ne me paraît donc pas possible, au point de vue de la saine interprétation des textes, d'appliquer au mot *temple* la double acception que peut avoir le mot *église* employé notamment dans l'art. 16 des articles organiques du culte protestant et qui peut seul désigner les collectivités de 6,000 âmes de la même communion.

J'estime en conséquence, dans l'espèce qui vous occupe, que le maire de.... pourrait légalement viser, dans son arrêté, l'art. 45 des organiques, la circulaire que vous rappelez ne devant être considérée par vous que comme une règle d'administration applicable suivant les circonstances, mais ne pouvant, je le répète, changer le véritable caractère de la loi.

En outre, Monsieur le préfet, il ne faut pas perdre de vue que les maires peuvent interdire les processions en vertu des pouvoirs de police qu'ils tiennent des art. 50 de la loi des 14-22 décembre 1789, 3 et 4 de la loi des 16-24 août 1790 (titre XI), 10 de la loi du 18 juillet 1837, et en dehors de toute autre considération.

Ainsi que l'a formellement reconnu le conseil d'État (décrets du 17 août 1880, préfet de Maine-et-Loire contre desservants de Sainte-Mélanie et Chigné), en interdisant les processions, les maires « agissent dans la limite des attributions de police qui leur ont été conférées par la loi. Si l'art. 45 de la loi du 18 germinal an X autorise implicitement les processions publiques dans les communes où il n'existe pas de temple affecté à un culte autre que le culte catholique, cette disposition ne fait pas obstacle aux mesures que les maires croient devoir prendre dans l'intérêt de la circulation ou pour prévenir des désordres, le droit de police de l'administration a été, en effet, expressément

« réservé par l'art. 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX, qui a admis la publicité du culte catholique. »

L'arrêté pris par un maire pour interdire les cérémonies extérieures du culte catholique, soit à titre permanent, soit à titre provisoire, est donc régulier au fond comme en la forme, s'il est revêtu de l'approbation préfectorale ou si le délai d'opposition est écoulé, pourvu que cet arrêté vise l'art. 45 de la loi de germinal ainsi que les lois de 1790 dans les villes ou des lieux de culte autres que ceux des catholiques sont ouverts; et les lois de police municipale seulement dans les localités où le culte catholique est uniquement pratiqué.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

*Le conseiller d'État, directeur
général des cultes,*

FLOURENS.

PRESBYTÈRE. DÉSFFECTATION. JURISPRUDENCE NOUVELLE.

Les formalités exigées par la loi pour la distraction des parties superflues d'un presbytère, sont-elles exigées quand il s'agit de désaffecter un presbytère tout entier. Nous affirmons avec tous les jurisconsultes que ces formalités sont exigées *à fortiori*. L'administration elle-même avait jugé ainsi jusqu'à présent. Mais nouvellement saisie de la question par le pourvoi de la fabrique de Nailloux contre le décret qui avait désaffecté son presbytère et autorisé à s'en emparer et à fournir au curé une autre habitation, a implicitement consacré cette jurisprudence nouvelle que nous n'hésitons pas à qualifier d'inique, en rejetant ce pourvoi par ce seul motif qu'il avait été formé tardivement. Voici cette décision :

« Le conseil d'État, etc, etc... — Vu la requête pour la fabrique paroissiale de Nailloux... tendant à ce qu'il plaise au conseil, annuler, pour excès de pouvoirs, un décret du 14 août 1879; par lequel la commune de Nailloux... a été autorisée à affecter au logement des prêtres, desservant la paroisse, l'immeuble qu'elle a acquis de la dame Gabalda, distraction faite de la parcelle dite Jardin-d'en-bas, et à disposer de l'immeuble servant actuellement de presbytère, pour y installer divers services municipaux ;

« Attendu que la propriété de ce presbytère appartient à la fabrique, qui n'a pas été appelée à examiner si la nouvelle maison était convenablement disposée pour un presbytère; que l'ordonnance du 3 mars 1825 ne permet que la distraction des parties superflues et non une affectation à un service entièrement différent de la totalité du presbytère par son transfert dans un autre local; qu'enfin le décret du 14 août 1879, aurait dû être rendu le conseil entendu, et non pas seulement la section de l'intérieur, des cultes,

de l'instruction publique et des beaux-arts entendue;

« Vu les observations du ministre de l'intérieur tendant au rejet du pourvoi, par le motif que le conseil de fabrique n'a pas qualité pour attaquer le décret du 14 août 1879, et que le pourvoi, enregistré le 10 janvier 1880, n'a pas été formé dans le délai de trois mois fixé par le décret du 22 juillet 1806;

« Vu le mémoire en réplique présenté pour la fabrique de Nailloux..., par lequel elle déclare persister dans ses précédentes conclusions, attendu que la fabrique, qui est propriétaire ou tout au moins affectataire du presbytère, a qualité pour se pourvoir contre le décret susvisé et que le délai de trois mois n'aurait pu courir qu'à partir d'une notification au trésorier de la fabrique, notification qui n'a pas eu lieu;

« Vu l'ordonnance du 3 mars 1825;

« Vu le décret du 22 juillet 1806, art. 11. Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872, art. 9;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans sa séance du 7 septembre 1879, le conseil de fabrique de Nailloux, a reçu communication du décret, en date du 14 août 1879, dont il demande l'annulation pour excès de pouvoirs; que le pourvoi de la fabrique n'a été enregistré au secrétariat du contentieux du conseil d'État que le 19 janvier 1880, en dehors du délai de trois mois fixé par l'art. 11 du décret du 22 juillet 1806, que, dès lors; ledit pourvoi n'est pas recevable comme ayant été tardivement formé...

« Décide :

« La requête de la fabrique de Nailloux est rejetée.

« Décision du conseil d'État du 17 juin 1881. — MM. de BOUVILLE, rapporteur; LE VASSEUR DE RECOURT, commissaire du gouvernement; BESSON, avocat. »

VARIÉTÉS.

Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882.

Nous ne suivrons point séance par séance les travaux du Congrès. Malgré l'intérêt qui ne manquerait pas de s'attacher au récit historique des discussions et des incidents qu'elles ont soulevés, nous croyons mieux faire pour les lecteurs de *l'Ami du Clergé* en leur donnant une vue d'ensemble sur la marche et sur les résultats du Congrès.

La journée commençait à 8 heures du matin par la messe solennelle. Le premier jour cette messe ne fut célébrée qu'après l'hymne italien en l'honneur de Guy d'Arezzo. L'officiant était Mgr le Vicaire général d'Arezzo, qui ouvrit le Congrès par la messe du Saint-Esprit. Le chant fut exécuté avec une grande justesse et beaucoup

d'ensemble par une masse imposante de chœurs d'Arezzo et des pays voisins. Malheureusement ce chant n'avait de Guidonnien que le genre diatonique dans lequel il est écrit, et l'intention très-sincère d'honorer le grand moine. Imaginez un perpétuel chant de basse, à notes égales et martelées, aussi différent du plain-chant que le français l'est du grec.

La messe fut célébrée le second jour en l'honneur de sainte Cécile, par M. Perriot, supérieur du grand séminaire de Langres, premier vice-président du Congrès, et le chant exécuté par des prêtres italiens sous la direction du maestro Balestra, prêtre de la Mission. Le troisième jour, la messe fut chantée en l'honneur de saint Ambroise, par le R. P. Dom Joseph Pothier, de Solesme : le chant exécuté d'après l'édition de Ratisbonne, par des prêtres allemands sous la direction de M. Haberl, maître de chapelle de la cathédrale de Ratisbonne. Le quatrième jour la messe fut celle de saint Grégoire, l'officiant, M. Donnelly, irlandais, directeur de la *Musica sacra* de Dublin, second vice-président du Congrès : les chœurs, des prêtres italiens sous la direction de M. Perriot. Le cinquième jour, l'octave de la Nativité de la sainte Vierge, M. Lanz, officia ; des prêtres français sous la direction du R. P. Dom Joseph Pothier exécutèrent les mélodies de l'édition mise au jour par les Bénédictins de France pour l'usage de leur Congrégation.

De ces diverses exécutions de plain chant, les deux sur lesquelles se portèrent principalement l'attention furent celle des Allemands et celle des Bénédictins. Dans leur premier essai de chant rythmé, les prêtres italiens donnèrent une nouvelle preuve de leur sentiment exquis de la musique et de la faculté qu'ils auront à reprendre en fait de rythme leurs traditions anciennes; mais la marche à peine interrompue des séances n'avait permis que quelques minutes de préparation. Les deux messes chantées par les Allemands et les Français furent réussies à ravir : phrasé, lié, soutenu, expressif et nuancé, quoique tout-à-fait religieux, le plain-chant exécuté par eux sembla aux Italiens surtout comme une révélation : plusieurs se demandaient, avec quelque incertitude encore, si tel était bien le caractère du chant liturgique, du plain-chant ou du chant plane; d'autres, entièrement acquis à ce genre d'exécuter, doutaient qu'il fût possible d'obtenir si non la perfection, du moins une perfection suffisante en ce genre. Mais le Congrès dut convaincre les uns de la vérité et les autres de la possibilité pratique de ce rythme qu'ils admiraient.

A comparer ces deux manières d'exécuter, on pourrait noter que les nuances étaient plus marquées chez les Allemands; peut-être étaient-elles plus que ne le permettait l'acoustique de l'église : les finales étaient presque perdues pour l'assistance. Certaines cadences suggérées par le goût individuel auraient été avantageusement rem-

placées par les repos ou divisions qu'indiquent les anciens manuscrits; des silences moins prolongés en quelques endroits auraient mieux servi l'unité de la phrase mélodique. Les nuances étaient moins marquées dans l'exécution des Bénédictins; elles étaient cependant assez accusées pour que le chant eût son expression naturelle. Les voix étaient moins fondues; les repos ménagés avec naturel et conformément d'ailleurs aux anciens manuscrits, et convenablement mesurés, avaient peut-être une importance trop sensiblement égale.

Mais ce sont là des différences à peine dignes de remarque. La grande différence entre les deux *scholæ cantorum*, c'était le caractère des mélodies, abrégées dans l'édition de Ratisbonne, reproduites tout au long dans l'édition des Bénédictins. Les auditeurs la remarquèrent; la plupart suspendirent leur jugement sur ce point et s'abandonnèrent aux charmes de cette suave audition.

Il était prouvé par expérience que le plain-chant est une musique merveilleuse, vraiment angélique et divine, accessible pourtant à l'art des chœurs humains.

L'impression fut la même dans une des séances lorsque M. Jules Bonhomme, curé de Grenelle à Paris, par manière d'exemple, chanta le *Kyrie* des doubles de première classe, cet antique chant si majestueux, si doux, si suppliant et si joyeux en même temps.

Également à la fin du troisième jour, lorsque Dom Pothier d'abord, puis M. Haberl et M. Rillard firent successivement entendre au Congrès le chant de l'Introit du premier dimanche de l'Avent. Après ces essais, la question d'exécution rythmée et phrasée du plain-chant ne pouvait laisser aucun doute. Tel est bien le caractère que l'on doit donner au chant sacré. Mais ce genre d'exécution repose-t-il sur des fondements solides? Une version de chant lui est-elle plus favorable qu'une autre? Bien que le Congrès n'ait pas traité ces deux questions sous cette forme déterminée, nous pensons que l'exposé sommaire de ses travaux jettera quelque lumière sur l'une et sur l'autre.

* * *

Après la messe solennelle commençait la première séance, qui se terminait vers 11 heures; une seconde s'ouvrait à 3 heures et durait environ deux heures; une troisième, de 8 heures à 10 h. du soir, terminait la journée.

Le bureau fut constitué de la manière suivante : Président d'honneur, S. G. Monseigneur l'évêque d'Arezzo; Président, M. l'abbé Amelli, bibliothécaire de la bibliothèque Ambrosienne de Milan etc.; Vice-Président, MM. Perriot, vicaire général, supérieur du grand séminaire de Langres, Donnelly, directeur de la *Lyra ecclesiastica* de Dublin; Secrétaires, Mgr Piacenza, protonotaire apostolique, vicaire forain de Mgr l'archevêque de Plaisance, et Blum von Hirt de Munich.

On suivit dans les discussions l'ordre du programme sur lequel se greffèrent tout naturellement quelques digressions scientifiques ou artistiques. Nous allons enregistrer, en suivant le programme, les principales idées émises par les orateurs. Se reporter au texte (*Ami du Clergé* n. 39, p. 475).

I. — ÉTAT ACTUEL DU CHANT LITURGIQUE.

a) *Livres de chœur* : En France les éditions de chant sont nombreuses et diverses. Elles peuvent se ranger quant à l'intégrité du chant, en deux classes, les éditions abrégées et les éditions offrant au moins matériellement la totalité des notes contenues autrefois dans les manuscrits. A la première classe se rapportent les éditions de Dijon, de Rennes, de Digne, de Paris; l'édition usuelle du P. Lambillote, etc.; ces éditions présentent à peu près le même chant que les éditions faites aux derniers siècles et dont les publications de Valfroy et de Laroche à Lyon offrent les meilleurs types. A la seconde classe se rapportent l'édition de Reims et de Cambray, le *Cantus Missarum* des Dominicains, l'édition actuellement sous presse des Bénédictins, les livres des Chartreux. — Sous le rapport des indications rythmiques, les unes en sont dépourvues; leur notation est uniformément carrée comme celle de Dijon. Les autres ont des notes de diverses formes auxquelles sont attribuées des valeurs différentes quant à la durée, comme celles de Reims, de Digne, avec ou sans distinction des formules neumatiques. D'autres reproduisent avec leur physionomie ancienne les divisions neumatiques comme le *Cantus Missarum* des Dominicains.

En Allemagne, en Hollande, en Angleterre, en Irlande, en Amérique, l'édition faite à Ratisbonne par Pustet sous la surveillance de la Sacrée Congrégation des Rites s'est répandue dans un grand nombre de diocèses.

En Italie, si quelques églises font usage des livres imprimés à Venise, un plus grand nombre ont conservé leurs anciens manuscrits sur parchemin : pour dresser la statistique il faudrait un long travail.

La publication des actes du Congrès nous donnera quelques renseignements sur l'Autriche et sur l'Espagne.

b) *Exécution* : On peut distinguer deux espèces d'exécution : l'exécution à notes égales ou sensible et égales, et l'exécution rythmée. Dans cette dernière espèce, il faut distinguer l'exécution à temps égaux introduite par le P. Lambillote ou ses éditeurs posthumes; l'exécution à temps inégaux mais à valeurs proportionnelles attribuée aux trois formes de notes, longue, brève, semi-brève; l'exécution à rythme libre : mais ici se doivent noter plusieurs variétés, les uns pour donner aux notes des valeurs différentes se basant sur le goût et l'oreille, les autres sur la forme des mélodies, appuyant davantage sur les notes plus élevées, glissant plus légèrement sur

les séries descendantes, etc.; les autres sur les données du rythme oratoire auquel d'après Gui d'Arezzo ressemble le rythme du chant ecclésiastique, les autres sur des données empruntées à ce qu'on appelle l'époque mensuraliste, ou sur des principes d'interprétation qu'ils ont cru retrouver dans les auteurs difficiles à comprendre du moyen-âge.

c) *Etude et méthodes d'enseignement, ouvrages théoriques* : Les méthodes se bornent ordinairement aux notions les plus communes; les exercices laissent bien à désirer et nulle part, à très-peu d'exception près, on n'étudie assez l'histoire, la nature, l'esthétique du chant sacré. On loue toutefois la méthode suivie à Langres dans les établissements diocésains, Grand Séminaire, Petit Séminaire et Maîtrise.

e) *Zèle du clergé et des maîtres de musique* : On constate jusqu'où s'était étendue la négligence sur ce point; mais aussi comment les plus louables efforts ont été ou sont tentés de divers côtés pour améliorer l'exécution et l'enseignement du chant liturgique. On applaudit en particulier les efforts persévérants des Archevêques d'Auch et l'action si efficace de Mgr Parisis dans sa cathédrale remarquable et dans son diocèse de Langres.

f) Les vœux sont émis à la conclusion du Congrès.

Les principaux orateurs entendus sur ces questions furent le R. P. Dom Pothier, MM. Haberl, Lauz, Donelly, Jules Bonhomme, Aloys Kunc, Balestra. Il s'agissait de constater un état de choses : les témoins entendus, la cause était finie.

Ce qui ressortait de cet exposé, c'était la variété régnant soit sur la notation, soit sur l'exécution du chant, l'insuffisance de l'enseignement et la nécessité de faire des efforts de plus en plus sérieux pour améliorer le chant liturgique.

La seconde série de questions prêtait davantage à la discussion : elle faillit déchaîner la guerre. Heureusement tout se termina comme il convenait, en matière musicale, par l'accord et l'harmonie. Nous négligerons les incidents de la lutte pour nous attacher aux résultats.

(A suivre)

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. — Quel est le moyen de nettoyer les gravures tachées d'encre ou de rouille ?

R. — Un moyen très simple est de mouiller la gravure et de l'exposer à l'air. Si ce procédé est insuffisant, procurez-vous un vase assez grand pour que l'estampe puisse y être plongée verticalement, et remplissez ce vase d'une solution de chlore, à raison de 1 à 2 grammes par litre d'eau. Plongez la gravure, laissez séjourner seulement quelques secondes, et passez aussitôt à l'eau pure. On fait autant d'immersions qu'il est nécessaire.

Q. — Mon jardin est infesté de lapins. On dit qu'il y a un moyen de chasser cet animal sans furet; le connaissez-vous ?

R. — Introduisez tout simplement dans le terrier deux ou trois écrevisses. Au bout de quelques minutes, les lapins incommodés par l'odeur des crustacés détalent, et l'adresse du chasseur fait le reste.

Q. — Je souffre chaque nuit de l'estomac. Quel serait donc le remède à cette indisposition ?

R. — Une excellente habitude serait de dîner de bonne heure; mais si cela vous est impossible, employez le remède suivant :

Faites battre deux ou trois jaunes d'œufs dans du vin d'Espagne, ajoutez un peu de sucre en poudre et avalez cette boisson toute mousseuse. Après avoir goûté ce mélange, vous reconnaîtrez que le vulgaire lait de poule n'est plus supportable.

Q. — Quel est le moyen de nettoyer la soie noire des ornements sacerdotaux ?

R. — Déjà l'Ami du clergé a donné cette recette. Il suffit de plonger l'ornement maculé dans le vinaigre, puis de le repasser humide en le plaçant entre deux feuilles de papier.

On recommande encore pour le nettoyage des soies de toute couleur, la recette suivante :

4 onces savon gras,

6 onces miel fondu.

Delayez ensemble; ajoutez petit à petit une chopine d'eau-de-vie de marc. Posez sur le feu jusqu'à l'ébullition.

Frottez la soie avec une brosse de crin, très douce, toujours du même sens; rincez à plusieurs eaux et secouez sans jamais tordre; repassez la soie lorsqu'elle est encore humide.

Pour enlever les taches de cire, de suif, sur les tapis d'autel et les ornements, raclez légèrement avec une lame de couteau, la couche de cire ou de suif qui fait tache sur l'étoffe, étendez l'endroit de l'étoffe sur une planche à repasser, couvrez la tache d'une pincée de craie pulvérisée, placez sur cette poudre un papier de soie, puis repassez avec un fer chaud; la graisse se fond et imbibe la craie. Alors secouez toute cette poudre, frottez fortement la partie qu'elle couvrait avec une mousseline douce ou une brosse douce. La tache doit avoir disparu. Si elle paraissait encore, on recommencerait l'opération.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 4 octobris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

ses si diverses et si mouvementées de la vie du grand agitateur de la Chesnaie. Il y a là des chapitres d'un poignant intérêt. Mais surtout, l'éloquent biographe y indique avec une grande élévation de vues l'origine des mouvements d'idées qui, depuis 1825, ont renouvelé l'apologétique chrétienne.

Un de nos lecteurs nous prie de lui indiquer un ouvrage d'une certaine valeur sur la cloche. Nous ne pouvons mieux répondre à sa question qu'en lui signalant l'ouvrage suivant :

LA CLOCHE

Études sur son histoire et sur ses rapports avec la société aux différents âges, par J.-D. BLAVIGNAC, architecte, membre de plusieurs sociétés savantes. — Un volume grand in-8°. — Prix : 12 francs.

Voici le jugement qu'en porta l'*Univers* lorsque parut l'ouvrage.

Plus d'un lecteur s'est déjà demandé comment l'on peut remplir un gros volume in-octavo en parlant de la *Cloche*; et, en réalité, de prime-abord, le thème est on ne peut plus ingrat; mais, sous la plume de Blavignac, il devient quelque chose de neuf, d'intéressant, d'agréable. L'esprit superficiel trouverait au besoin dans ces pages une distraction aussi utile qu'amusante; le savant y remarquera une effrayante érudition, une admirable finesse d'aperçus, une profonde pénétration d'esprit, et une grande sûreté de goût.

Pour notre auteur, la cloche devient une sorte de personnage historique ou de héros légendaire : elle est un monument, un témoin non muet des luttes, des péripéties, des joies et des épreuves d'une nation; elle est la voix du peuple et de l'Eglise; elle chante, elle pleure, elle excite les passions les plus tumultueuses, elle réveille l'ardeur martiale, inspire la terreur, calme les tempêtes, porte l'âme à la prière, redit les allégresses ou les afflictions des familles. Cet airain sonore dont les accents animent les plus modestes villages comme les plus peuplées cités, a donc son importance, et nous ne nous étonnerons plus qu'un écrivain aussi sérieux que celui dont nous parlons, ait pu grouper autour d'un tel sujet la série des chapitres suivants : *Le Bourdon, le Nom, le Temps, le Jacquemart, l'Horloge portative, la Vie, l'Adoration, le Carillon, la Tempête, l'Émeute, l'Incendie, la Cloche d'acier, l'Echafaud, l'Histoire, l'Adulation, les Esprits, Autour de la cloche, le Clocher, Ailleurs qu'au beffroi, Incertitudes et persistances, l'Origine, la Clochette, la Fournaise, la Bile, les Analogues, la Folie, le Vandalisme, la Loi, les Lettres, Miscellanea.*

Mais ce qui étonnera, c'est le nombre incalculable de faits, de légendes, d'anecdotes, d'inscriptions, de renseignements recueillis par Blavignac. On croirait qu'il s'appelle *légion* et qu'il a mis à contribution toute une armée de collaborateurs, car il nous met sous les yeux les cloches du monde entier, sans oublier celles de l'extrême Asie, nous en racontant l'histoire, les usages, la forme, le poids, les particularités graphiques et décoratives. Néanmoins, ses investigations à travers la Chine et la Mandcholie ne nuisent en rien à l'intérêt spécial que méritent nos régions.

La France occupe dans l'ouvrage une place notable, et qui, comme la Suisse, est l'objet d'un soin qu'il nous sera permis de qualifier d'affectueux. Blavignac avait pénétré dans presque tous nos clochers, et avec son esprit observateur, il en

avait saisi jusqu'aux plus petits détails; bien des ecclésiastiques et maints édiles municipaux seront surpris d'apprendre dans ce volume tant de choses qui se rattachent aux cloches de leurs localités et qu'ils ne soupçonnaient même pas...

Ajoutons que l'exécution typographique ne laisse rien à désirer, tant sous le rapport de la beauté du papier que sous celle des caractères. C'est donc, à tous égards, un livre monumental.

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

Au moment où vont commencer les achats d'hiver, nous recommandons à nos lecteurs le Comptoir de Commission de la Société générale de Librairie catholique.

Ainsi que nous avons eu maintes fois l'occasion de le dire, on peut s'adresser à lui pour toutes sortes d'objets en dehors de la librairie. Le client est servi avec le plus de célérité possible, aux prix les plus modérés, et en s'adressant directement aux maisons de gros ou chez les fabricants.

CONSEILS

L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Le marché est resté faible pendant toute la semaine. On touche à la liquidation de fin de mois, et il ne remonte pas. Les dispositions cependant ne sont pas mauvaises, les informations financières qui arrivent du dehors sont satisfaisantes, en un mot rien ne paraît de nature à compromettre pour le moment la situation générale. On est lent à se remettre à la besogne, voilà tout.

Nos deux 3 0/0 finissent : le Perpétuel à 81.70, et l'Amortissable à 82.70, chacun en perte de 0.25 sur la semaine dernière. Le 4 1/2 faiblit également de 0.25, à 110.50, et le 5 0/0 de 0.55 à 114.60 au lieu de 116.15.

Les établissements de crédit ont, de leur côté, plus ou moins varié dans le sens de la baisse.

Nos Chemins de fer continuent à être assez mal traités, tandis que les réseaux étrangers se maintiennent à de bons cours.

L'action de Suez, qui continue à fixer l'attention du marché, est redescendue à 2,650.

Dans l'état de fluctuation et d'attente qui retient le marché, nous conseillons au public de se tenir en garde contre les éloges et les détractations des feuilles financières en fait de valeurs quelconques. On ne doit porter son choix que sur des titres qui ont fait leurs preuves. Les gens d'épargne prudents, sages, qui recherchent avant tout la sécurité pour leur argent en même temps qu'un revenu convenable, peuvent acquiescer avec confiance des actions de la Société générale de librairie catholique. C'est une de ces valeurs qui tiennent bon contre tous les accidents de Bourse, contre tous les bruits politiques, contre toutes les malveillances. Il est rare d'en trouver sur le marché, parce que les porteurs gardent ces actions, assurés qu'ils sont de toucher au moins 5 0/0 de revenu.

S'adresser à M. VICTOR PALMÉ, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

HISTOIRE

Dogmatique, liturgique et archéologique

DU

SACREMENT DE BAPTÊME

PAR

M. L'ABBÉ JULES CORBLET

Chanoine honoraire d'Amiens, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, Directeur de la REVUE DE L'ART CHRÉTIEN, Correspondant du ministère de l'instruction publique, etc., etc.

2 magnifiques volumes in-8°, titre rouge et noir, de iv-503 et 645 pages. 20 fr.

SOMMAIRE DU 2^{me} VOLUME :

LIVRE XI. — DES LIEUX DU BAPTÊME. — Ch. I : Fleuves, rivières, cours d'eau, fontaines, mer, étangs. — Ch. II : *Baptistères* : nom, origine, durée et emplacement, architectures, mobilier et ornementation, prescriptions liturgiques, histoire et description d'un certain nombre de baptistères d'Europe, d'Orient et d'Amérique. — Ch. III : Des églises baptismales. — Ch. IV : *Des fonts baptismaux* : noms, matière et forme, emplacement, prescriptions liturgiques. Notes historiques et descriptives sur un certain nombre de fonts baptismaux des divers pays d'Europe et du Nouveau-Monde. — Ch. V : *De quelques lieux exceptionnels du Baptême* : catacombes, prisons, maisons particulières, oratoires privés et chapelles castrales.

LIVRE XII. — DES PARRAINS ET DES MARRAINES. — Ch. I : Origine de l'institution des parrains. — Ch. II-IX : Noms, nécessité liturgique, choix, fonctions et obligations, nombre, conditions requises, affinité spirituelle, cadeaux. — Ch. X : De quelques catégories spéciales de parrains.

LIVRE XIII. — DES NOMS DE BAPTÊME. — Ch. I-III : Origine, usage facultatif ou obligatoire. — Ch. IV : Sources des noms de Baptême et des prénoms anciens et modernes chez les nations chrétiennes. Noms tirés de l'Écriture, des croyances et fêtes chrétiennes, des vertus et des sentiments de piété, de l'hagiographie, de la mythologie et de l'histoire profane, de l'histoire naturelle et de l'agriculture, de la littérature, de la fantaisie et des opinions politiques, etc., etc. — Ch. V : Des prédilections nationales, provinciales, locales et familiales pour certains noms de baptême et certains prénoms. — Ch. VI-XI : Altérations, transformations, pluralité, choix, époque et cérémonies de l'imposition des noms de baptême.

LIVRE XIV. — RITES, CÉRÉMONIES ET COUTUMES DE L'ADMINISTRATION DU BAPTÊME. — Ch. I : Rites, cérémonies et coutumes qui *précèdent* ou *précédaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. II : Rites, cérémonies et coutumes qui *accompagnent* ou *accompagnaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. III : Cérémonies, rites et coutumes qui *suivent* ou *suivaient* jadis l'administration du baptême. — Ch. IV : Des repas de baptême. — Ch. V-VI : Rites spéciaux. Ondoiment. Cérémonies abrégées. Cérémonies supplées.

LIVRE XV. — DES REGISTRES, DES ACTES ET DES EXTRAITS DE BAPTÊME.

LIVRE XVI. — DES RELEVAILLES.

LIVRE XVII. — DU RENOUVELLEMENT DES VŒUX DU BAPTÊME.

LIVRE XVIII. — ICONOGRAPHIE DU BAPTÊME. — Ch. I : Des figures du baptême. — Ch. II : Représentation du baptême donné par saint Jean. Peintures des premiers siècles et du moyen-âge, de la Renaissance et des temps modernes. Mosaïques. Miniatures. Emaux. Vitraux peints. Dessins. Gravures. Sculptures, orfèvrerie et gravures. Tapisseries et broderies. — Ch. III : Représentation du sacrement de baptême en général et de divers baptêmes particuliers. Baptême du centenaire Corneille, de l'eunuque de la reine de Candace, de Constantin, de S. Augustin, de Clovis, etc. Représentations modernes.

LIVRE XIX. — BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DOGMATIQUE, LITURGIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU BAPTÊME. — Ch. I-II : Ouvrages des douze premiers siècles, *exclusivement* relatifs au baptême. — Ouvrages *spéciaux*. Livres latins, français, anglais, allemand, hollandais, suédois, italiens et espagnols.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 41 :

PRÉDICATION : Pour le 21^e dimanche après la Pentecôte. Une retraite de première communion : IX. Le Seigneur est proche. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Le binage. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Est-il permis d'encenser au cimetière le corps du défunt ? de l'asperger à l'entrée de l'église ? de faire en aube la levée du corps ? de faire le service au 40^e jour ? de commencer le *Liber* pendant que le célébrant va prendre la chape ? de chanter entre l'office et la messe : *Requiem aeternam* et *Requiescant in pace* ? — Doit-on au service du lendemain de la fête patronale, chanter l'Invitatoire ? réciter le *De profundis* à l'absoute ? doubler les antiennes ? — Le curé peut-il céder un rôle d'officiant à un confrère ? — Peut-on se dispenser de la gèneuxion à *Venite adoremus* ? — Doit-on faire le signe de la croix sur la représentation, à *Requiem aeternam* ? — Doit-on chanter la préface commune à une messe votive solennelle le dimanche ? — Quelle antienne prendre pour la mémoire du patron ? — Application du bref *Nullo unquam tempore* aux trois derniers mois de 1882. — Les péchés du chrétien sont-ils plus graves que ceux de l'infidèle ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Documents. Révocation d'un conseil de fabrique pour gestion irrégulière. — Dégradations survenues dans un presbytère après réception des travaux. — VARIÉTÉS : Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882 (3^e article). — COURRIER DE L'UTILE : L'élève des lapins.

REVUE LITTÉRAIRE.

Œuvres poétiques d'Adam de Saint-Victor, *texte critique*, par LÉON GAUTIER, professeur à l'Ecole des Chartes. — 2^e édition, entièrement refondue.

Ce livre est le début de l'auteur, qui le publia en 1858. Les catholiques et les lettrés savent de quels autres il a été suivi depuis cette époque.

Un excellent critique, M. l'abbé Missel, ayant, en 1880, critiqué l'œuvre de M. Léon Gautier, l'auteur qui, d'ailleurs, avait eu l'occasion d'y remarquer lui-même plusieurs imperfections, s'est remis au travail et a consacré une longue année à refaire entièrement son premier ouvrage.

« J'ai vu et revu, dit-il, tous les manuscrits; je les ai classés par familles; j'y ai relevé toutes les variantes utiles et ai établi mon texte d'après ces lois de la critique qui, en Allemagne et en France, ont été mises récemment en une si vive lumière...

« La seule consolation que m'ait offerte ce labeur, parfois ingrat, c'est de penser que j'allais peut-être donner quelques lecteurs, quelques admirateurs de plus à ces beaux vers si fièrement frappés, à ces strophes ailées d'un poète que j'ai peut-être contribué à remettre en gloire. Cette poésie délicate et savante ne pourra jamais conquérir la même popularité que la *CHANSON DE ROLAND*, qui est le chant enflammé et vivant d'un peuple, d'une religion, d'une race; mais il y a place, dans le même entendement, pour ces deux admirations qui, loin de s'exclure, se complètent. »

M. Léon Gautier vient donc de publier le résultat de ce labeur en un délicieux volume, tiré par Mame à cent cinquante exemplaires, et orné

de charmantes reproductions de vitraux et de sceaux du moyen-âge.

Voici en quels termes Dom Guéranger s'exprimait au sujet de la première édition :

« Abbaye de Solesmes, le 14 décembre 1858.

« Monsieur,

« Veuillez ne pas juger du plaisir que m'a fait la lecture de votre excellent premier volume sur Adam de Saint-Victor par le retard que j'ai mis à vous en accuser réception. Notre retraite annuelle, un assez long voyage qui l'a suivie, m'ont enlevé tout loisir de correspondance jusqu'à cette heure, et si je ne m'avais de dicter cette lettre, je craindrais de vous la faire attendre encore trop longtemps.

« Il est impossible de se placer mieux au centre d'une question que vous ne l'avez fait dans cette admirable étude sur notre poète chéri; mon jugement aux yeux d'un autre paraîtrait peut-être suspect; car franchement vous m'avez trop loué dans ce livre, mais entre nous il me sera bien permis de vous féliciter d'avoir d'une manière si éclatante sauvé de l'oubli l'un des premiers personnages du moyen-âge. Dans la sphère restreinte de l'*Année liturgique*, je ne pouvais pour lui que peu de chose. Si je vous ai donné l'éveil, c'est un bonheur pour moi; mais grâce à vos belles découvertes, nous changeons de rôle; c'est moi qui deviens votre disciple en Adam de Saint-Victor. C'est moi surtout qui ai à vous remercier de m'avoir révélé en même temps qu'au public, tant de séquences inédites dont l'*Année liturgique* fera son profit, et qui me font tant aspirer à votre second volume. J'aime vos préfaces, j'aime vos notes, j'aime surtout l'élan qui règne dans cet ensemble; l'érudition sûre et précise d'un élève de l'Ecole des Chartes, et par dessus tout, l'orthodoxie et l'esprit de foi qui règnent d'un bout à

l'autre. Pour une seconde édition j'aurais bien quelques légères rectifications à proposer; mais le livre tel qu'il est n'en est pas moins à mes yeux un chef-d'œuvre du genre...

« Recevez monsieur, etc.

« † Fr. Prosper GUÉRANGER,

« abbé de Solesmes. »

Si l'illustre bénédictin pensait tant de bien de la première édition du livre de M. Léon Gauthier, il n'y a pas lieu de douter que celle-ci n'eût emporté son suffrage sans restriction. Qu'on nous permette donc ne trouver rien de mieux à faire que de la présenter ici à nos lecteurs sous ces hauts et vénérables auspices.

Comme impression, les *Œuvres poétiques d'Adam de Saint-Victor*, sont un chef-d'œuvre typographique, véritablement incomparable et qui, avant peu de temps, vu le nombre si limité d'exemplaires tirés (150 seulement, comme il a été dit plus haut), atteindront un prix très-élevé, au lieu de 10 francs, prix actuel du volume.

..

L'Ami du clergé, dans son avant-dernier numéro, appelait l'attention de ses lecteurs, sur la Nouvelle Collection de Classiques publiée par la Société générale de Librairie catholique.

M. le docteur Tison, le rédacteur scientifique de la *Revue du Monde catholique*, est amené à parler de ces livres dans le dernier numéro de cette revue (1^{er} octobre 1882), et voici le jugement qu'il en porte :

..

« A l'époque de la rentrée des classes, dit-il, il est utile de signaler aux nombreux établissements libres d'enseignement secondaire la belle collection de livres classiques dont la Société générale de Librairie catholique vient d'entreprendre la publication. Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'accueil si favorable qui lui a été fait par les membres de l'épiscopat et par les supérieurs et les directeurs des petits séminaires et de divers établissements libres; nous signalerons seulement à leur attention les classiques de la section scientifique. En attendant que les circonstances deviennent favorables à la publication des traités d'histoire naturelle, nous recommanderons tout particulièrement la *Trigonométrie* de M. l'abbé Parinet, professeur au petit séminaire de Felletin (Creuse). Ce petit volume est un vrai bijou, qui réunit toutes les qualités réclamées par une science aussi limitée que la trigonométrie rectiligne; style clair et simple, disposition heureuse du texte, des formules et des calculs, parfaite exécution des figures, choix judicieux d'un grand nombre d'exemples et de problèmes; tout concourt à faciliter aux élèves l'étude de cette science, qui, à l'aide de moyens en somme fort fort simples, donne des résultats tout à fait surprenants pour ceux qui en ignorent les principes. Nous ne doutons pas qu'après l'avoir parcourue, les professeurs de mathématiques éprouvent la moindre hésitation à mettre entre les mains de leurs élèves la *Trigonométrie* de l'abbé Parinet.

« Comme nous aurions les mêmes éloges à faire de l'*Arithmétique théorique et pratique* du même auteur, nous passons immédiatement au *Traité élémentaire de cosmographie* de M. l'abbé Piolet. Bien que cette science ne soit pas exigée pour l'examen du baccalauréat ès-lettres, elle figure cependant au *Programme des études*. Ainsi ne comprenons-nous pas qu'elle soit omise dans certains établissements, qui devraient tendre bien

plus à former des élèves instruits et sérieux qu'à compter chaque année un plus ou moins grand nombre de bacheliers. Que penser de ceux-ci, quand on les voit rester bouche béante en entendant parler du *zénith* ! La cosmographie est une science trop importante pour l'étude de la religion; elle porte si naturellement l'esprit vers le Créateur de tant de mondes visibles ou non, qu'elle ne mérite pas ce dédain de certains établissements religieux. M. l'abbé Piolet s'est surtout attaché à bien faire ressortir ce qui peut faire admirer la sagesse, la puissance et la bonté du Créateur dans les merveilles et les harmonies de la création. Ne suivant pas la lettre du programme, il a ajouté à son livre des notions intéressantes, qui sont un titre de plus à la recommandation des professeurs. Il est aussi très-important d'ajouter que l'auteur a mis son livre au courant des dernières découvertes scientifiques, comme on peut s'en convaincre en lisant ce qui concerne la lumière zodiacale, la constitution de la lune, etc., etc.

« En attendant la publication prochaine des traités de chimie et de physique, nous conseillons dans la même librairie, les deux ouvrages suivants de M. J. Leclerc : *la Chimie expliquée à mes enfants*; *la Physique expliquée à mes enfants*. Voilà deux volumes fort modestes, mais dans lesquels on trouvera exposé, avec autant de science que de simplicité, tout ce qui est nécessaire et au-delà pour l'examen du baccalauréat ès-lettres. Que la Société générale de Librairie catholique accélère encore davantage la publication de ses livres scientifiques, qu'elle fasse un nouvel effort aussi vigoureux que le premier, pour réaliser complètement ce but : le succès complet est à ce prix. Déjà beaucoup de ses concurrents se sont mis en mesure de publier des livres conformes aux nouveaux programmes, livres neutres, dit-on, mais desquels le nom de Dieu est à jamais banni : comme si, en matière d'éducation et d'enseignement, rester neutre en présence de la notion d'un Dieu Créateur, ce n'était pas professer ouvertement l'athéisme et le matérialisme. »

..

La succursale de la Société générale de Librairie catholique vient de publier la « sixième » édition d'un livre que nous ne pouvons nous empêcher de signaler à nos lecteurs : c'est

La vie de Notre-Seigneur, par M. l'abbé HURDEBISE, ancien professeur au collège Marie-Thérèse. — Un volume in-12, de xii-352 pages, accompagné d'une carte géographique. — Prix : 1 fr. 75, broché, cartonné, 2 fr.

Tous les ecclésiastiques des divers diocèses de Belgique possèdent cette *Vie de Notre-Seigneur*, et ils sont unanimes à en reconnaître l'utilité exceptionnelle pour leurs sermons, leurs lectures publiques et leurs leçons de catéchisme.

Ce livre est employé, pour l'un ou l'autre cours de religion, dans nombre de petits séminaires, de collèges et de pensionnats de demoiselles.

La dernière édition, qui vient de sortir des presses, se recommande, non seulement par la révision minutieuse qui en a été faite, mais par le côté matériel de l'ouvrage, imprimé sur papier teinté, en très beaux caractères et avec titre en couleur; ce qui permettra de l'employer pour les « distributions des prix. »

C'est pourquoi, nous nous contentons de rappeler, entre autres appréciations très flatteuses de la *Vie de Notre-Seigneur*, les jugements qui ont

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 21^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE : UNE
RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION

IX. *Le Seigneur est proche* (1)

Dominus prope est.

(Phil. iv. 5.)

On demandait à une petite fille, qui venait pour la première fois de s'asseoir au banquet sacré, ce que c'est que la première communion, elle fit cette admirable réponse : « C'EST UN JOUR DU CIEL PASSÉ SUR LA TERRE ! » Une autre à qui l'on adressait cette question : « Qu'est-ce que le ciel ! » répondit avec autant de bonheur : « C'EST UNE PREMIÈRE COMMUNION QUI N'A POINT DE FIN ! » Rien n'est plus vrai, à part le jour où un prêtre dit la messe pour la première fois, le jour le plus beau, le plus grand, le plus embaumé, le plus délicieux de la vie est celui de la première communion. Ce n'est pas dans un mois, ce n'est pas dans une semaine que luira pour vous ce jour fortuné, c'est demain ! C'est demain que Notre-Seigneur va s'unir à vous par les liens les plus étroits ! C'est demain qu'il se fera votre nourriture, votre force, votre consolation, votre douceur ! C'est demain qu'il vous comblera de ses plus ineffables bénédictions ! *Dominus prope est.* Ah ! je vous en conjure, ne perdez pas un moment pour préparer vos cœurs, pour les rendre la demeure la moins indigne possible de Celui que le ciel et la terre ne peuvent contenir. *Parate vias Domini !*

I

Toutes les grandes choses ont une préparation en rapport avec leur importance.

Noé mit cent ans à bâtir l'arche ; et cette arche que devait-elle contenir ? quelques personnes et des animaux ! Et vous, chers enfants, vous devez demain, recevoir dans vos cœurs le Créateur de l'univers, le Sauveur du monde ! Et vous n'avez plus que quelques heures pour vous préparer !

Quand Dieu veut faire l'arche d'alliance pour y conserver un vase de manne, la verge miraculeuse d'Aaron, et les deux tables de la loi, quelle préparation ! Il ordonne à Moïse de prendre pour la construction un bois très-précieux et incorruptible, il lui prescrit de le revêtir de lames d'or,

Avis. — 1^e Vos âmes sont purifiées par le sacrement de Pénitence. Demeurez dans une sainte joie et dans un recueillement profond. N'ayez ce soir et demain surtout aucune préoccupation de l'extérieur : de vos vêtements, de vos livres, de votre chapelet, etc.

2^e Demain, pendant les offices, égalez les anges par votre modestie. Ne tournez pas la tête pour satisfaire la curiosité ; ne voyez personne, pas même vos chers parents ; soyez tout à Dieu, tout à la prière. C'est un si beau jour, il ne faut pas en perdre la moindre parcelle.

3^e Tout après la communion, quand vous aurez bien prié pour vos parents, vos amis et vos bienfaiteurs, FAITES À NOTRE-SEIGNEUR UNE PROMESSE, facile, une seule, celle que le bon Dieu vous inspirera, pour la garder toute votre vie. Vous l'aurez ratifiée par votre confesseur.

et il lui enjoint de la recouvrir des étoffes les plus riches et de la pourpre la plus éclatante. Et pour vous, demain, il s'agit de recevoir dans vos cœurs, non point la manne, figure de Jésus-Christ, mais Jésus-Christ lui-même, avec son corps, son sang, son âme et sa divinité ! N'est-il pas juste que vous aussi vous fassiez votre préparation !

Salomon employa sept ans à la construction du temple de Jérusalem. Dans ce magnifique édifice, que de pierres précieuses, que de bois de prix, quelle profusion d'or et d'argent ! Il s'agissait d'élever au Seigneur une maison où il devait manifester sa présence par quelque vertu de lui-même. Demain vous serez les temples de Dieu d'une manière plus auguste et plus réelle ! Vous serez vraiment des *Porte-Christ* ! Vous serez des ciboires, des calices, des ostensoirs vivants ! Une préparation n'est-elle pas nécessaire ?

La très-sainte Vierge est appelée à la dignité incomparable de mère de Dieu. Mais voyez comme Dieu la prépare. Il la préserve du péché originel ; l'élève à la plus sublime sainteté. A trois ans il lui inspire d'aller au temple, pour y vivre séparée du monde et de ses frivolités, uniquement appliquée à la prière, à la méditation et au travail. Et le Verbe se fait chair et elle devient la mère de Dieu, et Celui que le ciel et la terre ne peuvent contenir veut reposer dans son sein ! Et demain, par une merveille inouïe de la puissance et de la bonté divine, Dieu va reposer dans votre cœur ! Ne convient-il pas de vous préparer ?

Nous sommes prêtres ; tous les jours nous avons l'insigne honneur de consacrer le corps et le sang de Jésus-Christ ; nous avons le bonheur de le porter entre nos mains et de le distribuer aux fidèles. Mais par quelle préparation la sainte Église nous a fait passer avant de nous conférer ce redoutable ministère ! Elle a exigé de nous une séparation absolue du monde, une application sérieuse aux sciences sacrées, une sainteté non commune. Il nous a fallu faire pendant cinq ans des retraites multipliées, et après des épreuves minutieuses, passer par les différents degrés de la hiérarchie ecclésiastique !

N'est-il pas vrai que lorsqu'on doit recevoir dans sa maison une personne honorable, on prépare les appartements pour que rien n'offense les regards de l'hôte qui vient nous visiter ? Et voilà que vous allez recevoir la visite du Roi des rois, le Seigneur des seigneurs !

Il faut donc vous préparer.

II

Mais en quoi consistera cette préparation ?

Nabuchodonosor avait réduit en captivité le peuple d'Israël. Il résolut d'admettre en son palais plusieurs jeunes Hébreux pour être à son service. Or voici les qualités qu'il exigea d'eux. Il voulut qu'ils descendissent de race royale, *ex regio semine*, qu'ils fussent sans tache, *in quibus nulla esset macula*, et qu'ils eussent une exquise beauté, *decoros forma*. Voilà ce que vous

devez être vous-mêmes, chers enfants, pour approcher dignement du banquet sacré ! Par le baptême vous êtes devenus « les enfants de Dieu. » Les souillures que vous aviez, hélas ! contractées par le péché, vous les avez laissées au tribunal de la pénitence, « vous êtes tous purs. » Il s'agit de vous revêtir de beauté et de magnificence, en développant en vous, le plus que vous pourrez, les vertus chrétiennes.

Mais je veux vous faire mieux comprendre la préparation que vous apporterez à la sainte table.

Vous avez été témoins des belles solennités de la *Fête-Dieu*. Vous vous rappelez quelle magnificence on déploie pour honorer Notre-Seigneur Jésus-Christ qui veut bien demeurer avec nous dans le Très-Saint Sacrement. On ne néglige rien parce qu'on ne saurait trop faire pour Dieu. Les rues sont jonchées de fleurs et de verdure ; les murs sont tapissés de draps, de guirlandes et de feuillage ; on voit çà et là de beaux tableaux, de riches statues, d'élégantes banderolles, des inscriptions triomphales. Une procession grandiose est organisée : on y voit les enfants, les jeunes gens, les hommes et les femmes, tous ceux qui aiment Notre-Seigneur, en habits de fête. Puis, à certains endroits, il y a de beaux reposoirs où Jésus-Hostie s'arrête pour bénir le peuple. Arrêtons-nous, nous-mêmes, pour recueillir les enseignements qui conviennent à notre sujet.

Ce que l'on fait pour élever un beau reposoir, vous devez le faire pour vous préparer dignement à recevoir Notre-Seigneur. Que fait-on donc pour construire un reposoir ? On commence par purifier l'endroit où on veut le placer : s'il y a des pierres, on les enlève ; s'il y a des ordures, on les fait disparaître. Ensuite, on dresse une charpente, on pose des tentures, on place sur l'autel de nombreuses lumières et les fleurs les plus belles. Vous aussi, chers enfants, remarquez-le bien, vous avez un reposoir à préparer, un reposoir où le bon Jésus doit s'arrêter pour vous bénir, pour vous rendre heureux, pour vous combler de ses grâces. Connaissez-vous l'autel de ce reposoir ? C'est votre cœur. Il y a eu là, hélas ! des ordures, les péchés : elles ont disparu sous l'action toute-puissante de l'absolution ; vous avez déclaré vos fautes, vous les avez déplorées, le prêtre a dit ces divines paroles : « Je vous absous de vos péchés, » et vos péchés vous sont remis, et votre cœur est maintenant purifié. Dans ce reposoir, il faut des tentures, il faut des lumières, image de la foi ; il faut de la verdure, symbole de l'espérance ; il faut des fleurs. Quelles fleurs prendrez-vous ? Des violettes, symbole de l'humilité ! Des lys, symbole d'innocence ! Des roses, symbole de charité ! Si vous voulez me croire, vous prendrez de toutes les fleurs, vous ornerez votre cœur de pureté, d'humilité, de foi, d'espérance et d'amour !

Oh ! oui, soyez purs, et le plus purs qu'il vous sera possible ! Jésus est l'Agneau qui se plaît parmi les lys. Plus vous serez purs, plus vous

serez aimés de Notre-Seigneur. A la cène, ce fut saint Jean, l'Apôtre vierge, qui eut le privilège de reposer sur le sein du Sauveur. « Pureté ! Pureté ! Pureté ! » criait sainte Magdeleine de Pazzi à ses religieuses, toutes les fois qu'elles se préparaient à recevoir la sainte communion. Il faut la pureté du corps, la pureté de l'âme, la pureté du cœur, pour recevoir le Dieu de toute pureté !

Oui, soyez humbles ! Vous savez l'histoire du centurion de l'Evangile. Il vient trouver Notre-Seigneur ; il lui demande la guérison de son serviteur ; Notre-Seigneur lui dit : « J'irai et je le guérirai ! » et le centurion lui répond : « Seigneur, je ne suis pas digne que vous entriez dans ma maison, mais dites seulement une parole et mon serviteur sera guéri ! » Et cette humilité plut tellement à Notre-Seigneur qu'il voulut faire, pour la récompenser, un de ses plus grands miracles. « Allez, dit-il au centurion, votre serviteur va bien ! » Soyez bien humbles, vous aussi, chers enfants. Comprenez bien votre petitesse, et la grandeur de Dieu. Et Dieu, demain, opérera en vous des prodiges !

Oui, croyez et ayez confiance. Dites comme saint Pierre : « Je crois, Seigneur, mais aidez ma faible foi ! » Dites comme l'hémorroïsse : « Si seulement je pouvais toucher le bord de son vêtement, j'obtiendrais ma guérison ! »

Oui, aimez, aimez surtout, et que votre amour se manifeste par d'ardents désirs. Vous connaissez l'histoire de la B. Imelda. A l'âge de dix ans, dégoûtée du monde, elle quitta l'opulence de la maison paternelle pour entrer chez les religieuses dominicaines. Elle fit des progrès admirables dans toutes les vertus ; elle exécutait avec la dernière exactitude les moindres détails de la règle ; elle était d'une pureté angélique, humble, recueillie, charitable, mortifiée ; mais surtout elle avait une ardente dévotion envers le très-saint Sacrement. Elle en faisait chaque jour l'objet de ses longues méditations pendant la messe, et les pleurs qui baignaient alors ses joues prouvaient assez combien elle était touchée de l'amour que le Sauveur nous témoigne dans cet auguste mystère. Une chose l'affligeait vivement, c'était de n'avoir pas encore la permission de communier avec les religieuses. Ses confesseurs, faisant moins attention à sa vertu, à sa piété, à sa modestie et à sa sagesse, qu'à la faiblesse de son âge, avaient jugé à propos de différer le bonheur qu'elle ambitionnait par dessus tout. Mais Notre-Seigneur tarda peu à répondre aux vœux de sa fidèle servante. Il voulut montrer par un miracle qu'il regarde moins aux années qu'aux dispositions du cœur. Un jour que Imelda, pendant la communion des religieuses, se livrait à la douleur parce qu'elle n'était point admise à la table angélique, on vit descendre une hostie qui resta suspendue au-dessus de sa tête. Son ardeur et ses désirs redoublèrent à la vue de ce prodige. Cependant on avertit le chapelain, qui, s'étant approché, vérifia lui-même le fait, et, ayant reçu l'hostie

sur une patène, en communia la jeune vierge. Imelda, au comble de ses vœux, mais trop faible de corps pour soutenir la félicité humaine qu'elle éprouvait, ferma les yeux comme si elle se fût livrée à un doux sommeil, et rendit aussitôt l'esprit à l'âge de onze ans, le 12 mai 1333.

Imitez cette bienheureuse enfant. Oh ! votre bonheur n'est plus retardé que de quelques heures. Encore quelques instants et votre cœur sera devenu un paradis, vous posséderez Celui que les anges adorent, louent et aiment sans cesse dans les tabernacles éternels ! Courage ! Priez, soyez recueillis, désirez Notre-Seigneur et demain vous serez heureux d'un bonheur qui aura son retentissement dans toute votre vie !

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

S. CONGRÉGATION DU CONCILE.

Le binage.

22 avril 1882.

L'Eglise s'est toujours montrée assez difficile pour accorder l'autorisation de biner, et assez sévère dans l'appréciation des motifs qui nécessiteraient deux messes.

La défense de dire plusieurs messes se trouve consignée au *Corpus juris* : « Respondemus quod, excepto die nativitatis Dominice, nisi causa necessitatis suadeat, sufficit sacerdoti semel in die unam missam solummodo celebrare ². »

Benoît XIV a étudié à fond cette question dans la Constitution *Declarasti Nobis*, du 16 mars 1746 ³. Le savant pontife a discuté la plupart des cas pratiques qui se présentent d'ordinaire. D'après les principes qu'il émet, le binage ne doit être autorisé que dans le cas d'une nécessité spirituelle des fidèles, à laquelle on ne peut subvenir autrement. Qui doit être juge de la nécessité ? Dans certains cas, les évêques, et ils peuvent s'en rapporter, suivant de graves auteurs, au témoignage d'un homme prudent. Cependant, assez souvent, ils consultent ou font consulter la sacrée Congrégation sur la légitimité des motifs allégués.

Naguère un prêtre du diocèse d'Avignon présentait à la sacrée Congrégation du concile une supplique ainsi conçue :

Josephus Policarpus Bertrand, Archipresbyter

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur. 76. rue des Sts-Pères, Paris.)

² Cap. *Consuluit*, 3, *De celebratione missarum*... Cf. Cap. *Te referente*, 12, *ibid*.

³ Bull. de Benoît XIV, vol. IV, p. 32. Bull. romain, XVII, p. 8.

in civitate Aptensi diœcesis Avenionsensis in Gallia, die 29 octobris anni proxime elapsi, supplicem libellum obtulit sequentia humiliter exponens : « Duas esse in sua parœcia congregationes erectas, pro masculis et fœminis, quæ a felicis recordationis Benedicto XIV privilegium obtinuerunt lucrandi semel in mense indulgentiam plenariam, cum in suis capellis ad sacram synaxim convenirent. Cum ob inopiam sacerdotum nullus sit qui in præsentiariis sacrum facere valeat prædictis congregationibus, facultatem petiti binandi bis saltem in mense, addens hanc facultatem, illa ex causa, sæpe fuisse ab Archiepiscopis Avenionensibus concessam. »

L'Archevêque appuya fortement la supplique. Il était à craindre que le refus de cette grâce ne causât un dommage considérable aux deux confréries et ne les conduisît même à leur perte.

La sacrée Congrégation répondit : *Negative et ad mentem. Mens est ut Archiepiscopus referat an quoad alios duos vel tres sacerdotes qui missam iterant, speciale Apostolicum privilegium habeatur.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Est-il permis d'encenser au cimetière le corps d'un défunt et la tombe, lorsqu'on ne bénit pas actuellement celle-ci ?

2^o De jeter de l'eau bénite sur le cercueil à l'entrée de l'église, selon l'usage local ?

3^o De sortir en aube pour la levée du corps et la conduite au cimetière, de peur d'impatienter l'assistance en changeant totalement de vêtements sacrés avant et après la messe ? (Usage universel du pays.)

4^o Est-il permis de se conformer à l'usage également universel en ce pays de chanter des services de Quarantaine ? Doit-on dire alors : *diem quadragesimum* ?

5^o Aux services *absente corpore*, peut-on, pour éviter l'ennui et le départ de plusieurs, faire commencer le *Libera* pendant que le célébrant va prendre la chape à la sacristie ?

6^o Lorsque la messe solennelle suit immédiatement l'office, doit-on chanter après celui-ci le *Requiem æternam* et *Requiescant in pace* ?

7^o Grande discussion entre les prêtres de ce canton sur le point de savoir si, aux services solennels de lendemain de fête patronale, on peut ou l'on doit chanter l'Invitatoire.

8^o Si l'on doit psalmodier le *De profundis* avant l'oraison de l'office, à ces mêmes services.

9^o Un confrère soutient même qu'on ne doit pas y doubler les antiennes.

10^o La politesse existant en ce que le propre curé cède à un de ses confrères l'office de célébrant, est-elle conforme à la sainte interprétation de la liturgie ?

11^o Dans un pays où n'existe nullement l'usage de faire la gèneflexion au *Venite, adoremus et prociadamus*... de l'Invitatoire, est-ce une raison suffisante pour s'en dispenser ?

12^o Le signe de la croix fait sur la représentation mortuaire au dernier *Requiem æternam* de l'absoute, *absente corpore*, quoique non indiqué au Rituel, n'est-il pas obligatoire ?

R. — D'après le Rituel, on n'encense pas le corps d'un défunt, lorsqu'on ne bénit pas en même temps la tombe. La raison en est que l'en-

censement du corps n'est prescrit qu'à raison de la bénédiction de la tombe. Tel est aussi l'enseignement des auteurs, par exemple de Cavaliéri, A Carpo, de Herdt, Bourbon, Le Vavasseur, Falise, de Conny, etc.

Ad II. L'usage de jeter de l'eau bénite sur le cercueil à l'entrée du cimetière n'est pas mentionné dans le Rituel romain. Faut-il le maintenir? Oui, si c'est un usage général du diocèse, car il n'appartient pas au curé de détruire un usage qui est maintenu par l'autorité diocésaine.

Si cet usage n'est suivi que dans une localité, il n'y a plus une aussi forte raison de le garder. Mais s'il y avait inconvénient à le détruire, nous engagerions notre confrère à ne rien changer, parce que cet usage n'est pas mauvais et qu'il est plutôt en dehors des rites que contre les rites.

Ad III. La levée du corps doit se faire sans aube. Cette cérémonie n'a rien qui demande cet ornement sacré.

Mais, dit-on, si l'on revêt tous les ornements sacrés avant la célébration de la messe, les fidèles s'impatieront. Non, parce qu'il faut peu de temps pour les revêtir, et que d'ailleurs le chant de l'Introit et du Kyrie, donne au prêtre un moment suffisant.

Ajoutons que le célébrant pourrait à la rigueur mettre les ornements sacrés pendant le chant du répons *Subvenite*.

Ad IV. Oui, nous croyons qu'il est permis de se conformer à l'usage de chanter des services de quarantal; d'abord parce que l'usage de chanter des services, en quelque temps que ce soit, est toujours louable; ensuite parce que le quarantal est général en France : enfin parce qu'il est antique, car Durand de Mende, célèbre liturgiste du treizième siècle, témoigne dans son *Rational* de l'existence de cette coutume, et donne les raisons de la messe pour les défunts, au quarantième jour après le décès. Bien plus, saint Ambroise parle déjà de cette messe du quarantième jour dans son oraison funèbre de l'empereur Théodose.

Néanmoins l'Eglise n'a pas privilégié ce jour comme elle l'a fait pour le 3^e, le 7^e le 30^e et l'anniversaire. Par conséquent, on ne peut pas en soi chanter la messe de quarantal un jour du grade double-mineur et au-dessus; on doit dire la messe quotidienne avec trois oraisons; on ne peut prendre l'oraison propre pour le 3^e, 7^e et 30^e jour, qui se trouve après la seconde messe de Requiem : *In die obitus seu depositionis defuncti*. C'est ce qui paraît résulter clairement du décret pour Cahors en date de 1859. Le rédacteur du calendrier diocésain exposait, entre autres questions, la suivante :

« In diocesi cadurcensi nulla, aut fere nulla extant Anniversaria propria dicta, sed die circiter octavo vel anniversario ab obitu, Missæ plures celebrantur pro defuncto cum magno concursu parentelæ et amicorum.

« Hinc quæritur :

1^o An in dicto casu cantari possit Missa de Requie assignata pro die septimo vel anniversario, sub ritu duplici, vel potius hæc Missa ex quotidianis sumenda?

2^o An omnes Missæ celebrari aut cantari possint de Requie dum occurrit festum duplex, an vero celebrandæ de festo occurrente? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Quoad primam questionem Missam sumendam esse in quotidianis, nisi agatur de die vere septimâ vel ab obitu. Quoad secundam questionem Negative ad primam partem; Affirmative ad secundam. » (S. R. C., 9 mai 1857, n. 4541, Dubium 3, q. 1, et 2.)

Or ce que la sacrée Congrégation déclare relativement au septième jour et à l'anniversaire, doit évidemment s'appliquer au trentième jour. Dès que l'on célèbre des services en dehors des jours déterminés par les rubriques, on ne peut plus les chanter aux jours doubles; l'on doit prendre la messe quotidienne, par conséquent il n'est jamais permis de dire : *Diem quadragesimum*.

Nous avons dit *en soi*, parce que l'on peut avoir un Indult du Saint-Siège.

Faut-il conclure de ce que nous venons de dire qu'il faut abolir le service du Quarantal? Assurément non, parce qu'il serait fort à craindre, surtout en ce temps de désorganisation, que ce service ne fût aucunement remplacé par un service de trentième jour; et d'ailleurs nous avons dit plus haut que l'usage du Quarantal existait au troisième siècle et qu'il était déjà mentionné au quatrième. Que l'on maintienne donc ce service.

Mais peut-on le chanter en un jour double? Nous croyons que d'après les rubriques et les décrets on n'en a pas le droit. Toutefois si l'usage existe généralement dans le diocèse, on peut le conserver, du moins jusqu'à ce que l'autorité diocésaine ait sollicité un Indult du Saint-Siège.

Ad. V. Lorsqu'on fait l'absoute sans cercueil et sans représentation funèbre, rien ne s'oppose à ce que les chantes commencent le *Libera* à la fin du dernier évangile pendant que le célébrant va quitter la chasuble et le manipule et prendre la chape.

On ne pourrait pas agir ainsi dans le cas où il y aurait un cercueil, puisqu'alors la prière *Non intres* doit précéder le *Libera*. Mais pour ne pas ennuyer les assistants, on peut très bien se rendre, immédiatement après le dernier évangile, *per viam breviorē* à la banquette pour déposer la chasuble et le manipule, et pour y prendre la chape qui a été préparée d'avance, opération très courte et qui ne peut fatiguer personne. Nous le voyons pratiquer fréquemment dans des contrées peu religieuses, sans remarquer aucune trace d'impatience. Les habitants de Meurthe-et-Moselle n'en témoignent pas davantage.

Ad VI. Lorsque l'Office des morts est immédiatement suivi de la messe de *Requiem*, on ne chante pas les versets *Requiem æternam* et

Requiescant in pace; car le Rituel ne les indique pas. C'est d'ailleurs l'enseignement commun : pourquoi ne pas s'y conformer en pratique.

On suppose que la messe qui suit l'office est la messe de *Requiem*, parce qu'il en serait autrement s'il s'agissait d'une messe du jour.

La raison de cette rubrique, dit Cavaliéri, c'est que ces versets sont comme le dernier adieu adressé aux défunts. Il importe donc de les réserver à la fin des prières.

Ad VII. Aux services solennels de lendemain de fête patronale on ne doit pas chanter l'Invitatoire; à moins toutefois que l'on ne chante les trois nocturnes, parce qu'alors on devrait dire l'Invitatoire, conformément à cette décision de la sacrée Congrégation des rites : « In officio defunctorum, quando recitatur integrum, nunquam omittendum est Invitatorium (S. R. C., 9 mai 1739, n. 4085, ad 2.)

Ad VIII. A ces mêmes services, on doit psalmodier le *De profundis* avant l'oraison de l'office; on doit toujours psalmodier ce psaume, excepté à la Commémoraison générale des défunts, et le jour de l'enterrement ainsi qu'il résulte du décret suivant porté sur la demande du P. abbé d'Einsiedeln en 1736 : « Servetur rubrica Breviarii romani, et Ritualis itidem romani, et post Vesperas et Laudes in officio defunctorum omittantur psalmi *De profundis* et *Lauda anima mea Dominum* tantum in die omnium fidelium defunctorum, et in die depositionis defuncti. (S. R. C., 23 juin 1736, n. 4044 ad 29.) Les autres jours on le psalmodie lors même qu'il y aurait trois nocturnes, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites à la prière du Procureur général des Camaldules en 1739, n. 4085, ad 1.

Ad IX. Dans ces mêmes services, on ne peut pas doubler les antiennes; car, d'après le Rituel romain, on ne double les antiennes qu'au jour de la mort, ainsi qu'aux 3^e, 7^e, 30^e jours et à l'anniversaire : « In die vero depositionis, et tertio, septimo, trigesimo et Anniversario duplicantur Antiphonæ. » (Officium defunctorum).

Cette rubrique pouvait laisser quelque doute sur les services solennels en dehors des jours susdits. Des membres d'une confrérie de prêtres demandèrent à la sacrée Congrégation des rites si les services qu'ils sont obligés de célébrer en dehors de ces jours pour leurs confrères défunts sont du rite double ou semi-double. Or la sacrée Congrégation répondit qu'on ne devait pas doubler les antiennes. « Serventur Rubricæ Ritualis romani, et duplicatio Antiphonarum, præter diem commemoracionis omnium fidelium defunctorum, et diem depositionis defuncti fiat in diebus tertio, septimo, trigesimo et Anniversario tantum. » (S. R. C., 8 mars 1738, n. 4072, ad 3.)

Ad X. Si cette politesse existe dans vos contrées, vous pouvez la conserver; nous ne voyons rien dans les règles liturgiques qui s'y oppose.

Ad XI. Si l'usage de faire la génuflexion à ces mots, *Venite adoremus et prociadamus ante*

Deum, n'existe pas dans quelques pays, il faut l'établir. Car cette génuflexion ne se fait pas seulement en vertu d'un usage, mais d'une rubrique formelle du Cérémonial des évêques. Nous lisons en effet au livre II, chap. vi, n. 8 : « Cum cantatur *Venite adoremus et prociadamus ante Deum*, tam ipsi Cantores et celebrans quàm alii omnes genuflectunt. » Et cette rubrique est confirmée par une décision de la sacrée Congrégation des rites du 8 mars 1738, qui indique aux chantres le moment où ils doivent faire cette génuflexion. Par conséquent vous devez la faire à tous les offices et dans tous les lieux où l'on chante ces paroles.

Ad XII. Au dernier *Requiem æternam* de l'absoute, le signe de la croix est obligatoire, bien qu'il ne soit pas marqué au Rituel romain. Il est obligatoire, parce que le Missel qui expose assez complètement cette cérémonie, le prescrit formellement : « Deinde Celebrans faciens crucem manu dextra super tumulum dicit : *Requiem æternam dona ei Domine.* »

Q. — Je lis avec beaucoup d'intérêt l'*Ami du clergé*.

Permettez-moi de vous poser une question sérieuse relative à la préface que l'on doit dire à la messe solennelle votive du patron célébrée un dimanche ordinaire, d'après le Concordat.

Dans le tome II, de l'*Ami du clergé*, page 544, 1^{re} col., vous avez cité un décret de la sacrée Congrégation des rites, du 16 avril 1853. — Et dans le tome III, n° 5, page 53, 2^e vol., ad II, vers la fin, vous dites : « En résumé, quand une messe votive qui n'a pas de préface propre, se célèbre un dimanche, on doit prendre la préface commune. Il n'y a d'exception que si la messe votive, ou l'octave, ou le temps (Carême, Passion, Pâques), ont une préface propre. »

D'après votre doctrine, la solennité de mon patron qui n'a pas de préface propre ayant eu lieu le dimanche de la sixagésime, j'ai chanté la préface commune. Ai-je bien ou mal fait ?

J'ai quelque doute, car voici ce que je viens de lire dans le *Manuale sacerdotum*, auctore Josepho Schneider, S. J. « Præfatio, nisi Missa votiva ipsa proprium habet, est de octavâ, vel de tempore, vel communis, *nunquam* de festo propriam habente, in quo celebratur Missa votiva, vel de quo in votivâ fit commemoratio. (Rub. gener. Miss. tit. XII, n. 4; S. R. C., 25 septembre 1706, 16 jun. 1708, et 2 decemb. 1684.) Jusque-là vous êtes parfaitement d'accord. Mais voici où il me semble exister une solution différente :

« Si votiva cantetur in Dominicâ, et ipsa Missa, vel octava, vel tempus propriam præfationem non habeat dicitur Præfatio SS. *Trinitatis*. »

Et il ajoute dans une note « Si aliquâ de causâ contingat celebrari Missam votivam carentem præfatione propriâ in Dominicâ, in quâ fit officium de sancto habente in Missâ præfationem propriam, Præfatio communis est dicenda (S. R. C. 16 avril, 1853). »

2^e Lorsque l'on doit faire les suffrages à vèpres, il faut faire mémoire du patron. Quelle antienne faut-il prendre ? celle des premières ou celle des secondes vèpres ?

R. — Ad I. L'*Ami du clergé* maintient ce qu'il a dit dans les endroits cités. On devait dire la Préface commune.

Nous croyons que le P. Schneider que vous nous opposez se trompe en disant *Præfatio Trinitatis*. C'était *Præfatio Communis* qu'il fallait dire. Et c'est sans doute ce que voulait dire le savant auteur; car autrement il serait en contradiction tout à la fois avec sa propre *Note*, avec

la rubrique du Missel sur la Préface, et avec l'enseignement commun des liturgistes actuels.

Vous avez donc bien fait de prendre la préface commune pour la messe votive solennelle de votre Patron le dimanche de la Sexagésime.

Ad II. D'après le sentiment commun des auteurs, et d'après la pratique générale, le suffrage du patron pour les vêpres se fait avec l'antienne et le verset des secondes vêpres.

Q. — *L'Ami du Clergé*, qui a commenté le bref *Nullum unquam tempore*, ne pourrait-il pas couronner son œuvre en faisant l'application des règles pour les trois mois qui restent en 1882.

R. — Bon nombre de demandes semblables nous sont adressées, nous ne pouvons donc nous dispenser d'y répondre. Mais nous devons avertir nos amis que l'application des règles ne peut porter que sur le calendrier de l'Église universelle. Il importe donc que chacun complète notre travail en faisant l'application des principes à l'Ordo diocésain, et même à l'Ordo de chaque église. Cela posé, venons à la question :

Au mois d'Octobre, aucune modification.

Le 11 novembre. — Vêpres de la Dédicace de toutes les Églises en France, mémoire du Dimanche, (antienne *Muro tuo*, oraison *Familiam* du 5^e dimanche après l'Épiphanie), et de saint Martin évêque et martyr (1^{res} vêpres), sans mémoire de saint Martin confesseur pontife.

12 novembre. — La Dédicace, office de la Dédicace, 9^e leçon du dimanche (5^e après l'Épiphanie), mémoire de ce dimanche et de saint Martin, à Laudes et à la messe. — Vêpres de la Dédicace, mémoire du dimanche (5^e après l'Épiphanie), de saint Didace confesseur non pontife (1^{res} vêpres), et de saint Martin (2^{es} vêpres du commun d'un seul martyr).

13 novembre. — Vêpres de saint Josaphat martyr (1^{res} vêpres), mémoire de saint Didace confesseur (2^{es} vêpres) et de l'octave de la Dédicace (2^{es} vêpres).

14 novembre, rouge. — Saint Josaphat évêque et martyr, double, messe de saint Josaphat, mémoire de l'octave de la Dédicace. — Vêpres de saint Josaphat jusqu'au Capitule, ensuite de sainte Gertrude, vierge ; mémoire de saint Josaphat (2^{es} vêpres) et de l'octave de la Dédicace (2^{es} vêpres).

18 novembre (samedi). — Vêpres de la Dédicace des basiliques de saint Pierre et de saint Paul (2^{es} vêpres), mémoire du jour, octave de la Dédicace de toutes les Églises (1^{res} vêpres), de sainte Élisabeth (1^{res} vêpres, du commun des saintes Femmes), du dimanche 6^e après la Pentecôte, (antienne *Qui cœlorum*), et de saint Pontien pape et martyr (1^{res} vêpres).

19 novembre (dimanche). — L'octave de la Dédicace de toutes les Églises en France, office de l'octave ; 9^e leçon du dimanche 6^e après l'Épiphanie ; à Laudes et à la messe, mémoire de sainte Élisabeth, du dimanche et de saint Pontien. — Vêpres

du jour octave jusqu'au capitule, ensuite de saint Félix de Valois confesseur non pontife, mémoire du jour octave (2^{es} vêpres), de sainte Élisabeth (2^{es} vêpres), et du dimanche 6^e après l'Épiphanie (2^{es} vêpres).

26 novembre (dimanche). — Vêpres du dimanche et suffrages.

27 novembre (lundi). — De la férie et suffrages.

28 novembre (mardi). — De la férie, et suffrages. — Vêpres de la férie 3^e, mémoire de saint Saturnin martyr et suffrages.

2 décembre (samedi). — Vêpres de sainte Bibiane jusqu'au capitule, ensuite du 1^{er} dimanche de l'Avent, mémoire de sainte Bibiane et de saint François Xavier confesseur non pontife (1^{res} vêpres).

3 décembre (1^{er} dimanche de l'Avent) ; à Laudes mémoire (sans 9^e leçon) de saint François ; à la messe, 2^e oraison de saint François, 3^e de la sainte Vierge. — Vêpres de saint Pierre Chysologue évêque, confesseur et docteur, (1^{res} vêpres, antienne *O Doctor*), mémoire de la férie, et de saint Sabbas abbé.

5 décembre (mardi). — De la férie, mémoire de saint Sabbas à Laudes et à la messe, 3^e oraison de la sainte Vierge. — Vêpres de saint Nicolas évêque et confesseur, mémoire de la férie.

Nous ne voyons pas d'autres modifications pour l'année 1882.

Si les rubriques nouvelles annoncées dans le bref paraissaient et apportaient quelques changements aux règles que nous avons données, *L'Ami du Clergé* s'empresseait de les faire connaître à ses lecteurs.

Q. — Les péchés du chrétien sont-ils seulement plus graves que ceux de l'infidèle ? Ou bien ont-ils encore une malice spéciale ?

R. — Il convient d'observer d'abord que les obligations du chrétien sont plus étendues que celles de l'infidèle. Celui-ci n'étant pas membre de l'Église, n'est pas tenu d'en observer les lois. Celui-là au contraire, outre les commandements de Dieu qui obligent tous les hommes, doit encore observer les commandements de l'Église. Lié par des obligations spéciales, qui n'atteignent pas l'infidèle, s'il vient à manquer à ces obligations, il commet des fautes spéciales.

Mais les péchés que le chrétien commet contre les commandements de Dieu ont-ils une malice spéciale ?

Si on considère ces péchés en eux-mêmes et objectivement, ils ne diffèrent pas dans l'espèce de ceux de l'infidèle, quand ils sont opposés aux mêmes vertus. C'est un principe admis de tous, que les péchés tirent leur distinction spécifique, des vertus spéciales, des préceptes divers auxquels ils sont opposés.

Si on considère ces mêmes péchés avec les circonstances qui les accompagnent dans le sujet, ou dans celui qui les commet, on découvre plu-

sieurs différences entre les péchés des chrétiens, et les péchés des infidèles. La question sera de savoir, si ces différences sont simplement aggravantes, ou spécifiques.

Ces différences se tirent, du plus ou moins de connaissance de celui qui pèche, du degré d'ingratitude dont il se rend coupable, des promesses que le chrétien a faites à son baptême, et du sacrement de baptême.

1^o Le plus ou moins de connaissance dans celui qui pèche, fait que le péché est plus ou moins grave, mais n'en change pas l'espèce : « *Peccatum factum ex ignorantia culpabili*, dit Suarez, est ejusdem speciei cum peccato ex scientia. (1). Donc, si d'ordinaire le chrétien pèche avec plus de lumières, avec une connaissance plus parfaite de Dieu qu'il offense, des commandements qu'il transgresse, de la malice du péché qu'il commet, il est, toutes choses égales d'ailleurs, plus coupable que l'infidèle, mais son péché ne tire pas de cette conséquence une malice spéciale.

2^o Le degré d'ingratitude dont le pécheur se rend coupable, est proportionné aux bienfaits divins qu'il a reçus. Ici encore l'ingratitude sera plus grande du côté du chrétien pécheur. Mais cette circonstance, qui aggrave son péché, ne lui donne pas une malice spéciale. La raison en est que, entre le chrétien et l'infidèle, qui abusent l'un et l'autre des dons de Dieu, pour l'offenser, il n'y a qu'une différence du plus au moins dans l'abus qu'ils en font, et non une différence spécifique.

3^o Les promesses du baptême, par lesquelles le chrétien renonce au démon, à ses œuvres, et à ses pompes, l'obligent certainement.

C'est le sentiment unanime des Pères de l'Eglise. Citons St Ephrem : « Cette promesse de notre baptême nous sera remise sous les yeux, au dernier jugement. Alors on présentera à chacun le sceau de son baptême, pour voir s'il n'aura point été rompu ou violé. On verra si la fidélité sera demeurée entière : si la robe blanche de la première innocence, n'aura point été souillée ou déchirée : si l'on n'aura point faussé cette belle protestation, faite devant tant de témoins : « *Je te renonce, Satan, avec toutes tes œuvres*. Les anges écrivent cette protestation à l'heure du baptême, et la représentent à l'heure de la mort. » (2) Or si nous devons être jugés sur les promesses faites au baptême, et condamnés si nous y avons été infidèles, il s'ensuit qu'elles obligent sous peine de péché, et que cette obligation est grave. C'est pourquoi saint Jean Chrysostome veut que le chrétien n'oublie point ces promesses, et qu'il redise sans cesse : « *Abrenuntio tibi, Satana, et adhæreo tibi, Christe*. » (3) Saint Augustin renchérit encore, en les appelant, *notre plus grand vœu* : maximum votum nos-

trum, quo nos vovimus in Christo mansuros. (1).

Le maître des sentences, Pierre Lombard, distingue deux sortes de vœux, les uns communs, les autres particuliers. Il ajoute que les vœux communs sont ceux que les chrétiens font au baptême, lorsqu'ils renoncent au démon et à ses pompes. (2)

Enfin le catéchisme du concile de Trente fait assez ressortir la gravité de l'obligation des promesses du baptême, quand il dit : « *quod si ut christianæ militiæ adscriberemur, tam sanctâ et solemni professione nos ipsos Domino nostro devovimus quo supplicio digni erimus*, si... ex mundi et diaboli præceptis vixerimus. » (3) Or doit-on conclure que l'obligation des promesses du baptême, *comme telles*, soit une obligation spéciale, et distincte de l'obligation commune, en vertu de laquelle tous sont tenus à éviter le péché?

Les auteurs ne paraissent pas d'accord sur ce point.

Les uns affirment : ils admettent que les promesses du baptême, étant faites volontairement à Dieu, sont des vœux, quoiqu'elles aient pour objet des choses nécessaires au salut (4), ou bien tout en refusant à ces promesses le caractère de vœu proprement dit, ils les regardent comme un engagement obligatoire, comme un *pacte*, par lequel le chrétiens'est lié envers Dieu : d'autant plus qu'elles sont exigées comme une condition nécessaire à la réception du baptême. C'est le sentiment de Billuart. (5) C'est aussi le sentiment exprimé dans les conférences d'Angers, où il est dit, que si un homme, après ces promesses faites au baptême, ne fuit pas les pompes du démon, et participe à ses œuvres, il se rend coupable envers Dieu d'une infidélité : *rès criminelle*.

D'où il faudrait conclure, que les prévarications du chrétien, outre leur malice propre, ont encore la malice, ou de la violation du vœu, ou de l'infidélité aux promesses.

D'autres au contraire, qui n'admettent pas cette conséquence, soutiennent que ces promesses ne sont pas un vœu, mais un simple propos de vivre chrétiennement : que ceux qui les renouvellent, ne font que renouveler la résolution de mener une vie chrétienne. Ainsi pensent les auteurs des cours complets (6), Bouvier (7), saint Bonaventure, qui dit que le chrétien ne fait pas un double péché, lorsqu'il viole ces promesses, comme si, par ces promesses, il avait contracté une obligation nouvelle et spéciale : « *non autem facit duplex peccatum, quia non obligatur magis quam prius de necessitate*, sed

(1) St Aug. epist. 69 ad Paulinum).

(2) Mag. sent. lib. 4. dist. 38.

(3) In explicatione 2. art. symb. cap. xx.

(4) St Th. 22. q. 88. art. 2. ad 1.

(5) De sacr. dissert. 1. art. 4. § 4.

(6) T. 21. de baptismo, p. 539, in notâ.

(7) De Baptismo.

¹ Suarez, de Malitiâ, disp. 7^o, sect. 8^o.

(2) St Ephrem : Tract. de Abrenuntiatione.

(3) Chrysost. ad popul. antioch. hom. 21).

de bono et æquo. » (1) De là il suit que le péché du chrétien, ne tirerait pas de la violation des promesses du baptême, *comme telles*, une malice spéciale.

4° La réception du baptême impose de grandes obligations. Le chrétien a reçu au baptême une vie nouvelle et divine. Il a été fait enfant de Dieu. Il est devenu le temple de l'Esprit-Saint : il a été consacré par des prières et des cérémonies semblables à celles que l'on emploie pour la consécration des temples matériels, par des onctions, des exorcismes, des invocations, et surtout par l'habitation de l'Esprit de Dieu en lui, « Propter inhabitandum Spiritum Dei in vobis, Rom. 8. 11. » C'est pourquoi l'Apôtre a pu dire : « Nescitis quia templum Dei estis. » 1 Cor. 3. 16. Et encore : « Membra vestra templum sunt Spiritus sancti » Ib. 6. 19.

Mais alors comment douter que le chrétien soit obligé très étroitement de conformer sa vie, à cette condition nouvelle, à cette dignité incomparable d'enfant de Dieu, à cette sainteté, qui lui viennent de son baptême ? Cette obligation qui naît du baptême, les Pères semblent l'avoir en vue dans les textes cités, et ne pas la distinguer des promesses baptismales. C'est ce qui explique pourquoi ils insistent avec tant de force sur l'obligation de ces promesses.

Donc, à raison encore et surtout de l'obligation qui découle du baptême, les péchés du chrétien, sont, toutes choses égales, plus graves que ceux de l'infidèle. Ont-ils de ce chef une malice spéciale ? Bouvier l'affirme : « Peccata baptizatorum, dit-il, graviora sunt, cæteris paribus, et *specialem* habent militiam, *ratione ipsius sacramenti*. » Il prend la raison de cette malice spéciale, du côté du sacrement. Ainsi par le péché le chrétien déshonore la dignité sublime qui lui a été conférée dans le baptême, et son titre de chrétien et d'enfant de Dieu imprime à son péché une espèce de profanation et de sacrilège ; et celui-ci renferme une sorte de mépris du sacrement. Les auteurs des cours complets déjà cités, invoquent la même raison, pour affirmer seulement que la gravité du péché est augmentée, *ratione spreti sacramenti*. Mais il est évident que cette raison, tirée du mépris du sacrement, est tout-à-fait spéciale, et que, si on l'admet, elle donne au péché, non seulement une malice plus grande, mais de plus une malice spéciale.

Cependant il n'est pas nécessaire de déclarer cette circonstance qui ajoute aux péchés du chrétien, une malice ou plus grande, ou spéciale, parce qu'elle est suffisamment comprise.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

DOCUMENTS

RÉVOCATION D'UN CONSEIL DE FABRIQUE. L'art. 5 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1824 porte qu'un conseil de fabrique peut être dissous pour défaut de présentation du budget ou de reddition des comptes ou pour *toute autre cause grave*. Par cette dernière expression on doit entendre le fait d'une gestion irrégulière.

Quand un conseil de fabrique est révoqué ou dissous pour cette dernière cause, sur l'avis du préfet et de l'évêque, par un arrêté ministériel, cet arrêté ne constitue pas un excès de pouvoir, et il ne peut être accueilli à ce titre par le conseil d'État.

Le conseil de fabrique frappé ainsi n'est pas fondé à vouloir établir qu'un fait de gestion irrégulière n'est pas une cause de révocation, et que, le fût-il, il a le droit d'être appelé à se défendre avant d'être frappé.

Toutes ces propositions résultent d'un arrêt du conseil d'État du 5 août 1881, dont voici le texte :

Le Conseil d'État..... Vu la requête..... présentée pour le conseil de fabrique de Chateaugiron, tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler, pour excès de pouvoirs, un arrêté du 18 nov. 1880, par lequel le ministre de l'Intérieur et des Cultes a déclaré dissous le conseil de fabrique de la paroisse de Chateaugiron ; Attendu d'une part, que cette dissolution a été prononcée sans que les membres du conseil de fabrique eussent été appelés à se défendre contre les reproches de gestion irrégulière qui leur étaient adressés, d'autre part, que, d'après l'art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, la révocation d'un conseil de fabrique ne peut être prononcée que pour défaut de présentation du budget ou de reddition de comptes, ou pour toute autre cause grave ; qu'en transmettant à l'archevêque de Rennes l'arrêté de dissolution, le ministre des cultes lui a fait connaître que les membres du conseil dissous pouvaient à l'exception de l'un d'eux, être appelés à faire partie du nouveau conseil, qu'il a donc implicitement reconnu qu'aucun fait grave ne pouvait être reproché au conseil et qu'ainsi il n'a pas agi dans le cas prévu par l'ordonnance du 12 janvier 1825.

« Vu les observations du ministre de l'Intérieur et des Cultes....., tendant au rejet du pourvoi, par les motifs que le conseil de fabrique avait été mis à même de répondre aux griefs articulés contre lui, que la décision attaquée a été prise sur l'avis du préfet d'Ille-et-Vilaine et l'archevêque de Rennes, et que les requérants ne sont pas recevables à discuter par la voie contentieuse, l'opportunité de la mesure dont ils ont été l'objet ;

« Vu le décret du 30 déc. 1809 et l'ordonnance du janvier 1825.

(1) St Bonav. lib. 4. sent. dist. 6. art. 3. q. 1.

« Vu les lois des 7-11 oct. 1790 et 24 mai 1872 ;
 « Considérant que les requérants fondent leur recours pour excès de pouvoirs sur ce que les membres du conseil de fabrique de Chateaugiron, n'auraient pas été mis à même de répondre aux reproches de gestion irrégulière formulés contre eux, et sur ce qu'il résulterait des termes mêmes de la lettre par laquelle le ministre de l'Intérieur et des Cultes a donné connaissance à l'archevêque de Rennes de la décision attaquée, qu'aucune faute grave ne pouvait être reprochée au conseil de fabrique, et qu'ainsi le ministre n'aurait pas agi dans le cas prévu par l'ordonnance du 12 janvier 1825 ;

« Considérant qu'il résulte de l'examen des pièces du dossier, que la décision attaquée a été précédée d'une instruction dans laquelle les requérants ont pu fournir des explications sur les faits de gestion irrégulière relevés contre eux, et qu'en adressant à l'archevêque de Rennes une ampliation de la dite décision, le ministre de l'Intérieur et des Cultes lui a fait connaître que les irrégularités qui lui étaient signalées ne permettaient pas de différer la réorganisation du conseil de fabrique ; qu'ainsi les moyens du pourvoi manquent en fait...

« Décide :

« La requête du conseil de fabrique de Chateaugiron est rejetée...

« Décision du 5 août 1881 : MM. Magniel, rapporteur ; Chante-Grellet, commiss. du gouvernement. Besson, avocat.

DÉGRADATIONS SURVENUES DANS UN PRESBYTÈRE APRÈS RÉCEPTION DES TRAVAUX. Lorsque les travaux d'un presbytère bâti à neuf ont été définitivement reçus, s'il survient des dégradations, ces dégradations n'engagent pas toujours la responsabilité de l'entrepreneur et de l'architecte, quand l'expertise constate que les travaux ont été exécutés conformément aux conditions du devis.

Dans l'affaire dont il s'agit, la commune attaquait l'entrepreneur et l'architecte et s'appuyait sur ce que, leur ayant fourni une terre de mauvaise qualité, il auraient dû ou la refuser ou remédier à ses inconvénients.

Comme on va le voir, l'argumentation de la commune n'a pas été admise par le conseil d'État. Cela résulte de l'arrêt du 21 mai 1881. — MM. Magniel, rapporteur ; le Vavasseur de Récourt, commissaire du gouvernement ; de Saint-Malo et Besson, avocats.

Voici le texte de cette décision :

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux...
 Vu le mémoire présenté par la commune de Bellegarde-Poussieux, tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du 13 décembre 1877, par lequel le conseil de préfecture de l'Isère a rejeté la demande de dommages-intérêts formée contre les sieurs Bizot, architecte, et de Billon, entrepreneur, à raison des dégradations dudit

presbytère de la dite commune ; Ce faisant, attendu que les sieurs Bizot et Billon sont responsables des dégradations dudit presbytère qu'ils ont construit en qualité d'architecte et d'entrepreneur ; que si le rapport des experts constate que les dégradations ont pour cause la mauvaise qualité de la terre employée pour le pisé, et si cette terre a été, d'après le devis, fournie par la commune, l'architecte et l'entrepreneur pouvaient seuls apprécier la nature de la terre et devaient refuser de l'employer ; qu'ils devaient au moins prendre la précaution de recouvrir le pisé d'un enduit ; que, d'ailleurs, la véritable cause des dégradations consiste en ce que la terre n'a pas été suffisamment battue pendant la construction des murs, d'où il est résulté que le pisé n'a pas acquis la dureté qu'il devait avoir ; que l'architecte et l'entrepreneur, n'ayant pas livré un édifice construit selon les règles de l'art, la commune est fondée à exiger d'eux la reconstruction ; condamner solidairement les sieurs Bizot, architecte, et Billon, entrepreneur, à lui payer la somme de 15.000 francs à titre de dommages-intérêts, avec dépens ;

« Vu l'arrêt attaqué ;

« Vu le mémoire en défense présenté pour le sieur Bizot, architecte... tendant à ce qu'il plaise au conseil :

« Attendu que, si les dégradations survenues au presbytère ont pour cause la mauvaise confection du pisé, la responsabilité n'en peut être imputée à l'architecte, qui a surveillé les travaux autant qu'il était nécessaire ; mais que l'expertise leur assigne la mauvaise qualité de la terre prévue au devis : que le sieur Bizot n'était pas l'auteur de ce devis et qu'il était seulement chargé d'en diriger l'exécution ; que le cahier des charges interdisait tout travail supplémentaire sans autorisation ; que les réparations qu'exige l'état du presbytère ne sont d'ailleurs que des réparations d'entretien ; rejeter le recours de la commune et la condamner en tous les dépens ; subsidiairement déclarer le sieur Billon seul responsable et le condamner en tous les dépens ;

« Vu le mémoire en défense présenté par le sieur Billon, tendant à ce qu'il plaise au Conseil : — Attendu que l'expertise a constaté la bonne confection du pisé ; qu'il a employé les matériaux imposés par le devis ; qu'il n'avait pas mission d'en discuter les clauses et qu'il ne pouvait exécuter aucun travail supplémentaire sans autorisation ; qu'il ne peut donc répondre ni de la mauvaise qualité des matériaux, ni du défaut d'enduit ; que si la question de responsabilité pouvait être soulevée, ce ne serait qu'à l'égard de l'architecte, qui seul pouvait prescrire un changement de matériaux ; rejeter le pourvoi de la commune et la condamner aux dépens ;

« Vu la loi du 28 pluviôse an VIII et les articles 1792, et 2270 du Code civil ;

« Considérant que les travaux de construction du presbytère Bellegarde-Poussieux ont été reçus

définitivement le 5 août 1871; que le procès-verbal de réception constate que les dits travaux ont été exécutés conformément aux conditions du devis; que si, plusieurs années après la réception, des dégradations se sont produites dans les facades Nord et Ouest du presbytère, il résulte de l'instruction que ces dégradations ne sont pas de nature à entraîner contre l'architecte et l'entrepreneur la responsabilité édictée par les art. 1792 et 2270 du Code civil.

« Requête de la commune rejeté avec dépens. »

VARIÉTÉS.

Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882.

Pour l'intelligence des discussions et des résultats du Congrès d'Arezzo, il est nécessaire de dire quelques mots sur l'état des esprits.

De la part des initiateurs du Congrès, cette assemblée devait avoir pour but, tout en honorant sur place et à l'occasion du centenaire, le moine de génie qui fixa l'écriture et inaugura la solmisation du chant, de donner un essor nouveau et d'ouvrir une issue pratique aux études sur le chant liturgique et aux efforts déjà tentés pour en améliorer soit l'exécution soit l'accompagnement.

Les membres du Congrès pouvaient se partager en trois classes. La première comprenait ceux qui supposant la question pratique de l'adoption d'une version unique de chant, tranchée par les recommandations officielles données à la reproduction de l'édition médicéenne pour le Graduel et de l'édition de Lichtenstein pour l'Antiphonaire par Pustet de Ratisbonne, prétendaient qu'il fallait nécessairement adopter cette édition : soit uniquement à cause des recommandations dont elle avait été l'objet, — soit parce que le chant en est plus court et, à leur avis pratiquement ou même artistiquement meilleur que celui des autres éditions, spécialement des éditions faites sur les manuscrits anciens; — soit même, comme quelques-uns le pensaient encore, parce que cette édition serait plus conforme que toute autre au chant de saint Grégoire.

La deuxième classe comprenait ceux qui, convaincus par leurs études personnelles ou par les publications récentes faites plus spécialement en France et en Allemagne, que le chant liturgique a subi de notables altérations dans l'intégrité de ses mélodies, dans la forme et l'interprétation de sa notation propre, dans son exécution, que la tradition ancienne se retrouve incontestablement dans les manuscrits admirablement concordants de toutes les bibliothèques, appuyés d'ailleurs sur les encouragements donnés par le Saint-Siège aux publications qui avaient pour but de mettre au jour ou même de restaurer pour l'usage liturgique l'ancien chant grégorien dans son intégrité,

estimaient qu'il y avait lieu de travailler de toutes ses forces à une restauration du chant ecclésiastique conformément aux données de la tradition ancienne.

Ces idées prenaient en quelque sorte un corps dans l'édition actuellement publiée par les Bénédictins de Solesmes pour l'usage de leur Congrégation de France. Pour cette raison, plusieurs opposaient l'édition des Bénédictins à l'édition de Ratisbonne, comme s'il se fût agi d'une question d'édition, et comme si la tâche du Congrès eût dû être de se prononcer entre les deux. C'est là une idée fausse. Les révérends Pères Bénédictins de Solesmes n'ont jamais songé, pas plus au Congrès qu'auparavant, à se placer sur ce terrain étroit et tout-à-fait en dehors du champ scientifique et liturgique où ils ont coutume, non sans utilité pour l'Eglise, de dépenser leurs forces et de recueillir de riches moissons. Il s'agissait uniquement pour eux d'apporter au Congrès le résultat de leurs immenses recherches et de contribuer ainsi à remettre en honneur un passé trop peu connu encore.

La troisième classe comprenait ceux qui inclinés en sens divers par les raisons, en apparence opposées, des deux premières classes, attendaient du Congrès les lumières nécessaires pour sortir de leur incertitude, prêts à entrer dans la voie qui leur paraîtrait la plus sûre et la plus solidement établie en même temps que la plus avantageuse pour arriver à une restauration du chant. Vraisemblablement cette troisième classe devait suivre celle des deux premières qui l'emporterait dans la discussion.

La lutte s'engagea sur la seconde série des questions :

II. — État primitif et phases successives par lesquelles est passé successivement le chant liturgique.

a) *Origine du chant liturgique.* — *Ses éléments primitifs* : Dom Joseph Pothier, de Solesmes, traita cette question avec une érudition telle qu'on pouvait l'attendre d'un Bénédictin.

Les éléments du chant liturgique se trouvent dans des récitatifs peu variés, roulant sur une dominante et quelques intervalles très simples; nous en avons des spécimens dans le chant du *Pater*, dans le *Gloria* des simples, dans les formules psalmodiques.

Les pièces de chant affectèrent la forme d'antienne et de versets alternants, comme dans la psalmodie, mais avec des mélodies plus ou moins ornées et de caractères divers selon que c'était un psaume de l'office, un introit, un graduel, un offertoire de la messe. Pour plusieurs de ces pièces le verset disparut, l'antienne seule resta.

La notation fut tout d'abord aussi simple que la mélodie : quelques accents suffisaient. Ces accents se combinèrent et donnèrent lieu à la notation neumatique.

Le rythme ne fut autre chose que le mouvement

même de la phrase liturgique, le mouvement oratoire du discours. Ce genre de rythme persévéra même après que les mélodies eurent pris leur développement.

b) *Époque de son apogée.* — *Ses caractères et ses éléments constitutifs :* Les mélodies liturgiques atteignirent de bonne heure le développement qu'elles offrent dans tous les monuments que nous en avons conservés. On peut assurer que dès le temps de saint Grégoire le chant ecclésiastique avait reçu sa constitution complète. Outre la tradition qui attribue à ce grand pape l'honneur d'avoir mis ou régularisé dans le chant la disposition qu'il a conservée de longs siècles, nous avons, dans l'antiphonaire lui-même, des indices certains de sa haute antiquité : les textes empruntés à l'ancienne Vulgate, l'introït du mardi de la Pentecôte pris du quatrième livre d'Esdras nous sont la preuve évidente que, même avant saint Grégoire, l'ensemble de l'antiphonaire avait déjà la forme que ce pape lui conserva. A partir de cette époque le chant ecclésiastique demeura le même ; sa notation fut perfectionnée par l'invention de la portée, et ainsi le plain-chant atteignit sous tous rapports son apogée à l'époque de Guy d'Arezzo.

Les caractères et les éléments constitutifs du plain-chant se prennent, soit du côté de la mélodie, soit du côté du rythme.

Du côté de la mélodie, le plain-chant est diatonique par ses intervalles ; les gammes diverses de ses tons sont caractérisées non-seulement par la finale et l'étendue de chacune, mais encore par les notes sur lesquelles la mélodie de chaque ton aime à prendre son appui. Chaque genre de pièce a d'ailleurs sa marche, son allure consacrée : autre est la marche de l'introït, autre celle du graduel.

Le rythme est essentiellement le rythme oratoire : chaque pièce, ainsi que le fait remarquer Guy d'Arezzo, se partage en membres de phrases ou distinctions que l'on fait ressortir dans l'exécution par des repos plus ou moins considérables selon que la division est plus ou moins importante.

c) *La vraie tradition conservée fidèlement dans les manuscrits.* Le chant liturgique de saint Grégoire conservé d'abord dans la notation neumatique et dans la mémoire des chantres, puis fixé par la notation guidonienne, est demeuré intact pendant de longs siècles. Les manuscrits de toutes les époques et de toutes les provenances concordent d'une manière si complète qu'il est impossible de ne pas reconnaître là une tradition unique, partie d'une source première, répandue avec les chantres formés à l'école de Rome et dans les copies de l'Antiphonaire de saint Grégoire dans toutes les églises latines. Les variantes qui se remarquent entre certains manuscrits sont légères, très légères mêmes : elles n'empêchent pas de reconnaître les mêmes mélodies, avec les mêmes notes groupées de la même

manière. On est donc en droit de conclure que là se trouve exactement conservée et facilement accessible, la vraie tradition grégorienne.

Ces considérations présentées par Dom Pothier furent appuyées, avec l'autorité que leur donnent leurs travaux sur cette matière, par M. Raillard que ses recherches sur les manuscrits ont fait surnommer le Champollion des neumes ; par M. Jules Bonhomme qui avait depuis de longues années, reconnu et signalé aux amateurs cette concordance des manuscrits. Ce dernier, dans une des séances, ajouta à la démonstration déjà faite, une force nouvelle et toute d'occasion en produisant un manuscrit, fort beau d'ailleurs, appartenant à l'église de Cortone et exposé dans une salle voisine à l'occasion du Congrès. Le chant en est exactement celui que donne, d'après les manuscrits, l'édition des Bénédictins.

Nous n'avons pas voulu interrompre jusqu'ici cet exposé dont l'ensemble est si satisfaisant. Mais il y eut quelques discussions : avec la thèse, les objections.

Les défenseurs de l'édition de Ratisbonne, dont les principaux étaient M. Haberl et M. Lanz, firent des difficultés basées 1° sur les changements survenus dans le chant grégorien : saint Léon II est loué dans les leçons de son office pour avoir modifié le chant ; les auteurs du moyen-âge se plaignent de la corruption qui s'introduisait dans les chants sacrés ; 2° sur une lacune de deux siècles entre saint Grégoire et les manuscrits les plus anciens que nous possédions, lesquels ne remontent qu'au IX^e siècle, d'où il résulte ou que nous n'avons plus le chant de saint Grégoire, ou que nous ne pouvons établir que le chant des manuscrits soit bien celui de saint Grégoire. — A la première difficulté, il fut répondu que rien n'indique que saint Léon ait modifié le chant grégorien : tout porte à croire, au contraire, que ce pape, très-versé dans la connaissance du chant traditionnel, ne fit que corriger des fautes et des abus contraires à cette tradition, par conséquent ramener non pas le chant lui-même, mais les chantres à la vraie tradition grégorienne. Quant aux plaintes des auteurs, il ne faut pas en exagérer la portée : la corruption dont ils parlent, consiste en ce que les chantres peu soigneux s'écartent de la tradition ; et le remède qu'ils apportent au mal, c'est de rappeler les chantres aux données des manuscrits qu'ils avaient sous les yeux et aux enseignements des maîtres bien instruits de la tradition : ces textes qu'on objecte sont donc la preuve de cette tradition même que l'on voudrait nier. — A la seconde difficulté, il est répondu de diverses manières : 1° si une lacune, dans la série des documents, peut suffire pour nier la tradition grégorienne sur le chant, des lacunes semblables nous obligeraient à rejeter le Pastoral de saint Grégoire ; nous ne pourrions plus conserver aucun ouvrage de la littérature ancienne, nous ne garderions pas même les livres de l'Écriture sainte ; la fausseté des dernières

conséquences fait voir *a pari* la fausseté de la première; 2° on prétend, à cause de l'absence de documents, que la tradition a été changée; mais nous opposons la prescription : nous possédons depuis des siècles; nos titres sont nombreux et concordants; notre possession est une possession paisible aussi loin que nous pouvons remonter; nous nous y tenons; si vous voulez nous en débouter, c'est à vous à faire la preuve que notre tradition n'est pas la vraie, que le chant a été changé du VII^e au IX^e siècle; cette preuve ne sera jamais faite : il n'y a nulle trace de changements; 3° il est faux qu'il n'y ait pas de documents entre le VII^e et le IX^e siècle; M. le Président du congrès présente aux congressistes la photographie de manuscrits antérieurs au IX^e siècle offrant la même notation neumatique que les manuscrits postérieurs; il y aurait lieu toutefois de constater si les neumes sont bien de la même date que le texte. Ces diverses réponses furent données au cours de la discussion par MM. Amelli, président du congrès, Dom Pothier, Jules Bonhomme, Perriot, Blum, l'un des secrétaires du congrès, allemand d'origine.

Certaines questions secondaires requrent, chemin faisant, leur solution : ainsi Dom Pothier eut occasion de dire quelle fut originairement la notation grégorienne et d'expliquer la présence simultanée des neumes et des lettres dans le missel de Montpellier; le Rev. professeur Falchi, auteur d'une remarquable étude sur *Guido Monaco*, défendit contre Don Juan de Castro la gloire de son héros comme inventeur de la portée musicale.

C'est ainsi que les défenseurs de l'antique tradition grégorienne se tirèrent de la plus grosse difficulté scientifique élevée dans le congrès contre leurs doctrines. Ils durent se défendre contre des difficultés d'un tout autre genre par lesquelles les allemands pensaient les jeter dans un grand embarras.

(A suivre)

Courrier de l'Utile.

L'ÉLÈVE DES LAPINS

Certaines personnes ont abandonné l'élève du lapin à cause de l'insuccès; c'est à peine si elles en retirent assez pour leurs besoins. Nous croyons devoir leur donner quelques conseils : peut-être, en les suivant, obtiendront-elles plus de réussite.

Les loges doivent être exposées au midi autant que possible et avoir deux mètres carrés de superficie. Les séparations ou cloisons, d'un mètre au moins de hauteur, doivent être en planches à joints ouverts de deux ou trois centimètres, afin que les lapins puissent se voir. Le sol, en planches ou en béton, aura une petite pente vers l'intérieur, pour que la loge soit toujours parfaitement saine.

Une petite planche d'environ 40 ou 50 centimètres de long, sur 25 à trente de haut, adossée contre l'un des côtés, et retenue par deux charnières en cuir clouées contre l'un des côtés de la loge pour l'empêcher de tomber ou s'écarter, formera un abri dans lequel la femelle fera volontiers son nid.

Une petite sébile ou le fond d'une boîte en bois, pour y déposer la nourriture sèche, composera avec la planche l'ameublement de chaque loge. Un petit ratelier serait du luxe pour une femelle seule, mais il est très utile pour le commun où sont réunis en grand nombre les laperéaux; le plus n'est que le mieux. Leur mobilier consiste : 1° En planches derrière lesquelles ils aiment à se cacher; 2° une mangeoire longue et étroite pour les graines et farines; et 3° un ratelier en gros fil de fer, inattaquable à leurs dents.

Il convient de donner deux fois seulement à manger aux lapins, le matin et le soir. Dans le milieu du jour, surtout en été, ils se reposent.

Il faut veiller à ce que les herbes ne soient jamais humides ni mouillées. Lorsqu'on ne leur donne que des aliments secs, il est nécessaire de leur tenir à boire; ce qui est inutile ou même nuisible, lorsqu'ils mangent de l'herbe fraîche.

On évitera facilement le défaut proverbial de la chair du lapin, cette funeste odeur de choux, stigmatisée par Boileau, si, au lieu de le nourrir avec cette plante potagère, on compose la base de la nourriture d'élagage d'arbres, de sarments verts, de vesces coupées en vert, etc., donnés concurremment avec des aliments tout à fait secs, tels que fourrages de toute espèce, marcs de raisin, pépins de raisin, noyaux d'olive, son, graines de toute espèce, et surtout tourteaux de lin et de sésame. Il faut être sobre de plantes trop aqueuses et de luzerne fraîche.

Il est essentiel de tenir proprement les lapins sur des literies fraîches et abondantes, renouvelées tous les quinze jours.

On fera bien aussi de séparer les jeunes lapins des adultes. Les grands nuisent toujours aux petits. Ceux-ci ont besoin d'une nourriture plus substantielle dont les plus âgés s'empareraient aux dépens des plus jeunes, s'ils étaient ensemble, surtout si les petits ont peur; et tout le monde connaît leur poltronnerie.

Il faut donc les séparer en deux catégories, l'une d'un mois à deux mois, et l'autre de deux à trois et quatre mois. Alors, ils peuvent être vendus ou consommés. Un lapin communément pèse 4 kil.; écorché et vidé, il se réduit à 2 kil.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 11 octobris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

été portés par Son Em. le cardinal Deschamps et par le *Polybiblion* de Paris.

« Monsieur le curé,

« Je viens vous féliciter du travail que vous avez entrepris pour mieux faire connaître la *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*. Votre ouvrage est bien plus qu'un simple commentaire du texte sacré. La disposition et l'enchaînement des faits, la description des lieux et des coutumes au temps du Sauveur, les réflexions concises, naturellement mêlées au récit, tout, dans votre livre, contribue à y répandre la lumière. Un pareil ouvrage devrait être, avec un bon traité sur les fondements de la foi, le *vade mecum* de l'étudiant de nos collèges, et aussi de la pensionnaire de nos grandes maisons d'éducation. Les personnes du monde y trouveraient également le solide aliment de la vie chrétienne.

« Notre divin Maître, l'auteur et le consommateur de la foi, vous bénira, j'en ai la confiance, comme il bénit ceux qui consacrent leur temps et leurs forces à étendre son règne dans les âmes.

« Recevez, etc.

« † V. A., archevêque de Malines. »

Écoutez maintenant le *Polybiblion* :

« L'auteur condense, en quelques pages, de vrais trésors de savoir et d'érudition. Renseignements historiques, chronologiques, archéologiques, géographiques, en un mot tout ce qui peut servir à une complète intelligence du récit sacré et peut être désiré par un lecteur intelligent, tout cela est donné brièvement et nettement par M. l'abbé Hurdebise. Les faits sont bien disposés et parfaitement enchaînés, quelques réflexions judicieuses et pieuses sont entremêlées au récit.

« En un mot, ce livre est à la portée de tous et peut être utile à tous. »

Digne de son aîné, un autre ouvrage du même auteur, destiné à former le complément de la *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, est celui qui a pour titre : *Histoire des Apôtres et des premiers chrétiens*, 1 vol. in-12, accompagné d'une carte géographique, jusqu'ici inédite. — Prix : 1 fr. 50, cartonné 1 fr. 75.

Voici le jugement porté sur ce livre par Monseigneur de Liège.

« Nous sommes heureux de recommander au clergé et aux fidèles l'*Histoire des Apôtres et des premiers chrétiens*, que vient de publier M. G.-J. Hurdebise, curé de Remicourt, comme suite à la *Vie de Notre-Seigneur*.

« Ce livre expose, avec une parfaite lucidité de style et de méthode, l'histoire si touchante de la propagation de l'Évangile dans la première période du christianisme. Les merveilleux travaux des Apôtres, leurs longues pérégrinations, les miracles dont Dieu accompagnait leurs paroles, la vie sainte des premiers chrétiens, les souffrances qu'ils eurent à endurer de la part des Juifs et des païens, les combats qu'ils durent livrer pour le triomphe de la Foi, tous les événements qui marquèrent les origines de la conversion du monde y sont rapportés dans toute leur vérité historique, avec une abondance de détails aussi intéressants qu'instructifs.

« Nous croyons que les prêtres trouveront dans cet ouvrage un précieux auxiliaire dans l'enseignement du catéchisme et de l'histoire de la primitive Église et que les fidèles y puiseront non seulement de l'édification, mais un puissant encouragement dans les difficultés et dans les luttes qu'ils ont à soutenir de nos jours pour défendre et garder la Foi.

« † VICTOR-JOSEPH, évêque de Liège. »

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Un de nos lecteurs qui, dit-il, n'entend rien aux expressions du langage financier, nous demande de lui expliquer ce qu'on entend par *valeur de spéculation*, *valeur de portefeuille*, *valeur de tout repos*, *placement du père de famille*.

Voici notre réponse :

On entend par *valeurs de spéculation* des valeurs avec lesquelles les gens de bourse opèrent journellement, sur lesquelles, si vous voulez mieux, il se fait un grand trafic. Avec elles, ce n'est pas les intérêts annuels qu'on cherche, c'est la hausse. On les achète pour les revendre plus cher. Mais, pour faire ce commerce, il faut être sur place, fréquenter la Bourse, être pour ainsi dire tous les jours à l'affût de l'occasion et la saisir instantanément. Une valeur de spéculation augmente ou baisse de 10, 20, 30, 50, 100 francs d'une semaine à l'autre, d'un simple jour à l'autre très souvent. On fait courir sur elles les bruits les plus contradictoires. Le jour que vous donnez ordre de vendre, justement elle baisse. Le jour que vous avez voulu acheter, justement elle monte. Un s'enrichit à ce jeu, cent s'y ruinent. En un mot, l'argent que l'on place sur les valeurs de spéculation est un argent aventureux.

Une *valeur de portefeuille* est une valeur connue, prospère, rémunératrice. Elle est sûre et solide comme le billet qui vous aurait été souscrit par un débiteur. Comme le billet, elle vous donne son revenu à l'époque révolue ; comme le billet, elle vous représente une somme fixe, avec cette différence que le billet n'augmente pas de valeur et qu'elle, au contraire, l'augmente, suivant la prospérité de l'entreprise, tout en produisant son revenu annuel. Quand on a la chance de posséder de ces valeurs-là, on ne s'en défait pas, on les garde dans son portefeuille, à moins qu'on ne préfère les réaliser lorsque l'opération devient vraiment excellente.

Les *valeurs de tout repos* sont celles où il n'y a aucun risque à courir. Elles sont représentées par une industrie naturelle, par un grand commerce reposant sur des objets de première nécessité. L'écoulement de ses produits est pour ainsi dire forcé. La compétence, l'activité, la notoriété, l'honnêteté de ses directeurs répondent de sa prospérité future, comme elle avait déjà fait sa prospérité passée. Avec elles, on peut, comme on dit vulgairement, « dormir sur les deux oreilles », car le mot comme la chose, rien ne saurait mieux exprimer leur dénomination de « valeurs de tout repos. »

Enfin, par *placement du père de famille*, on veut désigner une valeur sur laquelle un père de famille peut placer son argent avec la même sécurité que sur ses propres terres, sur sa propre maison. Celui qui offre ou recommande des valeurs en leur attribuant ce caractère prend une responsabilité ; car derrière le père de famille, il y a la femme, les enfants quelquefois les aïeux, en un mot tout le présent et l'avenir engagés.

Nous ne pouvons mieux finir, qu'en répétant ici le conseil que nous avons déjà donné plusieurs fois : Si l'on ne peut juger par soi-même d'une valeur sur laquelle on désirerait placer quelque argent, il faut consulter, il faut prendre des renseignements à des sources sûres. Or, l'une des meilleures que nous puissions indiquer à cet effet, c'est la *Banque de l'épargne publique*, dont les directeurs sont MM. Hans et Dessans, 76 bis, rue des Saints-Pères. Que nos lecteurs s'y adressent, à l'occasion, en toute confiance.

REPRISE DES CATÉCHISMES

LA SOMME DU CATÉCHISTE

COURS DE RELIGION ET D'HISTOIRE SACRÉE

A L'USAGE

Des Universités catholiques et des Séminaires, Colléges, Institutions et
Catéchismes de persévérance

Première partie — Cours de religion

4 FORTS VOLUMES IN-12

Les quatre volumes composant le *Cours de religion* ont pour objet :

Le I^{er} : le *Dogme*, xviii-31*816 pages. — Le II^e : la *Grâce* (avec la *Prière* et les *Sacrements*), xviii-900 pages. — Le III^e : la *Morale*, xx-964 pages. — Le IV^e : la *Liturgie*, xviii-1020-12*-LXXXI pages.

Prix de chaque volume : 4 fr.

Le Catéchiste, cours de religion et d'histoire sacrée, abrégé du précédent, à l'usage des catéchismes de première communion, par le même auteur.

L'*Abrégé du Cours de religion* forme également 4 vol. in-18. Prix de chaque volume : 1 fr.

TOME I^{er} : *Dogme*. 1 vol. de viii-12*-204 pages. — TOME II : *Grâce*. 1 vol. de viii-246 pages. — TOME III : *Morale*. 1 vol. de viii-216 pages. — TOME IV : *Liturgie*. 1 vol. de vii-156-12* pages.

LA SOMME DU CATÉCHISTE

DEUXIÈME PARTIE — COURS D'HISTOIRE SACRÉE

Cette seconde partie formera également 4 volumes in-12

En vente :

TOME I^{er} et TOME II. — *Histoire sainte, Ancien Testament*

Prix de chaque volume : 4 fr.

Les autres volumes paraîtront prochainement.

L'ENCHIRIDION DU CATÉCHISTE

Par M. l'abbé REGNAUD

Auteur de la *Somme du Catéchiste*

1 fort volume in-12. — Prix 4 francs.

I^{re} PARTIE : AVIS, HOMÉLIES, HISTOIRES.

II^e PARTIE : PRIÈRES, MÉDITATIONS, HYMNES, CANTIQUES ET AUTRES EXERCICES POUR LA
PREMIÈRE COMMUNION ET LA CONFIRMATION.

Les *Avis* sont une instruction générale sur les diverses manières de faire le catéchisme et de l'appliquer avec fruit.

Les *Homélies* embrassent : 1^o la Retraite et le jour de la Première Communion, 2^o la Retraite et le jour de la Confirmation, 3^o l'admission des Enfants à la Persévérance. Ensemble *neuf* homélies pour le 1^{er} point, *trois* pour le 2^e, *deux* pour le 3^e.

Les *Histoires* qui correspondent à l'ordre et au fond de chaque homélie, sont au nombre de *dix-huit* sur la Première Communion, *neuf* sur la Confirmation, *six* sur la Persévérance.

LES CATÉCHÈSES

COURS DE PRÉDICATION

Homélies sur les Évangiles et les Épîtres des Dimanches et Fêtes, des
Féries et des Vigiles de l'Année chrétienne

CET OUVRAGE FORMERA HUIT FORTS VOLUMES IN-12

EN VENTE : TOME PREMIER ET DEUXIÈME, CHACUN. . . 4 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 42 :

PRÉDICATION : Pour le jour de la Toussaint : la couronne des élus. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Scapulaire de saint Michel archevêque autorisé par la Sacrée Congrégation des Rites. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : L'« Acte héroïque » en faveur des âmes du purgatoire : principe et pratique de cette dévotion. — La grande indulgence de la Portioncule peut-elle se gagner sans réitérer la confession ? — Pour gagner les indulgences de la Salutation angélique, faut-il, au temps pascal, remplacer l'*Angelus* par le *Regina* ? — Une autorisation spéciale est-elle nécessaire pour exposer avec lumières, au jour et en l'octave de leurs fêtes, des reliques authentiques ? — L'*Alleluia* de la fête du très-saint Sacrement doit-il se dire du jeudi au jeudi, ou du dimanche au dimanche ? — Peut-on accorder la sépulture ecclésiastique à ceux qui meurent dans l'acte du péché ? à un homme faisant profession d'impiété, mourant sans avoir eu le temps de se confesser, quoiqu'il se fût confessé s'il avait eu le temps ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Construction d'églises. Travaux supplémentaires commandés par le curé. — Timbre de dix centimes. Quittance. Droit du débiteur de le refuser. — VARIÉTÉS : Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882 (4^e article). — COURRIER DE L'UTILE : Manière d'accommoder le lapin.

REVUE LITTÉRAIRE.

I

Nous lisons dans le *Soleil*, numéro du 8 octobre courant :

« Il y a quelques jours, M. Parlier, ingénieur civil, dans une lettre adressée à notre directeur, essayait de démontrer que le clergé catholique redoute la lecture de la Bible et s'efforce d'en détourner les fidèles. Le lendemain, un de nos lecteurs venait mettre sous nos yeux un article du journal le *Monde* sur un livre intitulé : *Qu'est-ce que la Bible* ? dont l'auteur est un prêtre, M. l'abbé David.

« Le *Monde* est l'organe de l'archevêché de Paris ; or, voici comment il s'exprime au sujet du livre de l'abbé David :

« M. l'abbé David veut faire connaître et aimer la parole de Dieu, et en même temps faire connaître et aimer Jésus-Christ, qui remplit l'Ancien et le Nouveau Testament... Dans une première partie, à l'aide de notices d'analyses et de citations, il fait connaître les livres de l'Ancien Testament. Il ne perd jamais de vue Celui qui est le centre et le Chef de tout, Jésus-Christ, et il choisit de préférence les passages qui se rapportent au Rédempteur promis. Cette seconde partie est remarquable. Tout le livre, du reste, mérite d'être étudié, et l'on est en droit d'espérer pour lui beaucoup de lecteurs. « Il est, en effet, une excellente introduction à l'étude approfondie des Écritures, » et il donne une connaissance très suffisante des Livres Saints à ceux qui ne sont point appelés à cette étude.

« Nous avons eu la curiosité de parcourir le livre de l'abbé David, et qu'y avons-nous vu ? L'auteur détourne-t-il les catholiques de la lecture de la Bible, soit en latin, soit même en

« français ? » Nullement. Seulement, il leur indique contre les nombreuses versions des saintes Écritures celles auxquelles ils peuvent recourir avec sécurité.

« Ceux qui sont lettrés, qui ont le bonheur de se naturaliser par l'étude dans la cité de l'intelligence, ayant acquis une connaissance approfondie de la langue de l'Eglise, devront lire la Bible dans le texte latin de la « Vulgate, » dont le concile de Trente a déclaré l'authenticité. Mais il a paru, depuis longtemps, dans toutes les langues de l'Europe, des versions de la Bible, émanées d'auteurs sincèrement dévoués à l'Eglise, qui ont été imprimées et se sont propagées avec l'approbation même des pontifes romains, telle, par exemple, que la version polonaise, publiée à Cracovie sous la protection authentique des papes Grégoire XIII et Clément VIII ; telle que la version italienne de l'archevêque de Florence Martini, plus récemment recommandée par le pape VI ; telle encore que la version française du savant abbé J.-B. Glaire, approuvée de nos jours par Notre Saint-Père le Pape Pie IX.

« Nous engageons M. Parlier et ceux qui partagent ses préventions contre le clergé catholique à acheter le petit volume de M. l'abbé David, intitulé : *Qu'est-ce que la Bible* ? Il ne leur en coûtera que « trois francs » chez l'éditeur Palmé, et ils pourront se convaincre de l'inanité de leurs préjugés. »

L'ouvrage de M. l'abbé David a d'autant plus d'opportunité à l'heure présente, que la Bible, l'Histoire sainte, le Catéchisme sont bannis officiellement des écoles pour y être souvent remplacés par des livres dénaturant, déconsidérant ces livres sacrés.

C'est, pour ainsi dire, un traité populaire de la Bible, examinée successivement dans chacun de ses Livres, depuis la Genèse jusqu'à l'Apocalypse. L'examen porte sur l'ensemble du livre, son esprit, son auteur, son style, sa valeur morale, dogmatique, historique. Tout cela est exprimé d'une manière courte, lumineuse, péremptoire. En

un mot, on y apprend à connaître « ce que c'est que la Bible » et à répondre aux objections que l'on peut s'entendre adresser à son sujet. Ce livre devrait être dans toutes les écoles, dans toutes les familles, dans toutes les bibliothèques paroissiales

II

RÉPONSE AU MANUEL CIVIQUE. — **Le poison civique**, maçonnerie et obligatoire, selon la formule du Docteur Paul Bert, par JULES ANGLADE. — 3^e édition, revue et augmentée. — Un vol. in-18, titre rouge et noir, 96 pages. — Prix : 35 cent. l'exemplaire ; le cent, 25 fr. — Paris, chez V. Palmé ; à Toulouse, chez Privat et chez tous les libraires catholiques.

Dès la première apparition du *Poison civique*, les *Nouvelles* n'hésitèrent pas à prédire à cet ouvrage un magnifique succès.

L'événement nous a donné raison.

En trois mois, six mille exemplaires de cette brochure ont été enlevés ; c'est assez dire quel accueil elle a reçu du public. Une seconde édition paraît aujourd'hui, plus complète que la première, rédigée dans un meilleur ordre et mise au courant des faits les plus récents.

Nous convions nos lecteurs au spectacle vraiment réjouissant qui leur est donné dans la brochure de M. Jules Anglade. C'est M. Paul Bert contemplé sous tous ses aspects ; de profil, en trois-quarts, de face et autrement.

M. Paul Bert, professeur de dogme ;

M. Paul Bert, professeur d'histoire ;

M. Paul Bert, économiste ;

M. Paul Bert, professeur de patriotisme et de piété filiale.

Ce sont les quatre chapitres du *Poison civique* ; véritable exécution en quatre parties — avec prologue, d'où l'infortuné vivisecteur sort abreuvé de honte et meurtri de coups.

A l'aide de citations empruntées aux écrivains les moins suspects de cléricisme, l'auteur démolit une à une les assertions du fameux *Manuel* sur l'absurdité des miracles, l'indifférence des prêtres envers la patrie, les prétendus bienfaits de la Révolution, les richesses du clergé avant 89, la dime, la morgue des nobles et leur cruauté, la misère des paysans d'autrefois, la mauvaise administration de l'ancienne France, etc., etc.

Et, tout en fustigeant sans pitié les inepties et les mensonges de ce Manuel, aujourd'hui classique dans les écoles de l'Etat, l'auteur fait toucher au doigt les conséquences fatales de la loi du 28 mars et de l'enseignement prétendu neutre qu'elle a établi.

Cet enseignement n'est plus une menace, c'est un fait accompli. Mais beaucoup de familles auront choisi l'école laïque, par ignorance, sans se rendre compte des doctrines infâmes que leurs enfants y puiseront. Le livre de M. Anglade est bien fait pour les déromper.

Faisons connaître autour de nous, propageons partout cet opuscule. La lutte n'est pas terminée, loin de là ; à nous la victoire, si nous savons employer tous les moyens de résistance ; et la diffusion de ces brochures instructives est un des plus efficaces.

(Union du Midi.)

III

Nous donnons à l'avant-dernière page du présent numéro la liste des livres publiés par la Société générale de librairie catholique sur la Tousse sainte et les Morts. Ces beaux livres embrassent le sujet sous tous ses aspects : Dogme, culte, dévotion pratique. Quel que soit le lecteur, il peut y faire son choix.

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

VITRAUX PEINTS.

A la suite d'une entente avec une des premières fabriques de vitraux peints, nous sommes à même d'offrir à des prix exceptionnels toute espèce de travail que l'on voudra bien nous confier en ce genre.

Voici un aperçu de prix auxquels nous pouvons entreprendre les commandes :

	Verres simples.
Grisailles de.	45 à 60 fr. le m. carré.
Ornements mosaïque	65 à 90 fr. —
Personnages sur grisaille	100 à 120 fr. —
Grandes scènes sur grisaille	130 à 150 fr. —
Personnages sur architecture	150 à 170 fr. —
Scènes sur architecture	160 à 180 fr. —
Petits médaillons légendaires entourés mosaïque, riche	180 à 200 fr. —
Ces mêmes compositions spéciales.	225 —

Pour les médaillons sur grisaille, le médaillon vaut 250 francs le mètre et la grisaille 50 francs le mètre.

Le verre double est de 25 francs de plus par mètre. Les ferrures et la pose se comptent à part.

RESTAURATION DES VITRAUX ANCIENS.

Parties neuves à 275 francs le mètre carré. Remise en plomb des parties anciennes : 25 fr. le mètre.

Comme on le voit, les prix ci-dessus sont bien inférieurs à ce qu'on a vu jusqu'à ce jour ; aussi est-ce d'une manière pressante que nous engageons messieurs les curés et prêtres, à solliciter leurs conseils de fabrique et ne pas tarder de nous faire leurs commandes, nous leur enverrons les croquis de ce qu'ils désireront et ferons exécuter de suite.

Outre la vitrine d'église, nous rappelons à nos clients que le Comptoir de commission de la Société générale de Librairie catholique se charge de leur servir d'intermédiaire pour l'achat de n'importe quel objet religieux ou mobilier.

En relation constante avec les fabricants, nous sommes à même de fournir à meilleur marché que les magasins, et de faire bénéficier nos clients de cet avantage.

Six catégories divisent la commission, savoir : Ameublement d'église et autres. Vêtements sacerdotaux et particuliers. Articles de Paris. Orfèvrerie d'église et de table. Horlogerie. Bijouterie. Joaillerie. Matériel et ameublement de bureaux, classes, institutions, pensionnats, etc.

Un droit de 3 0/0 est prélevé sur toute facture. L'emballage et le port sont toujours à la charge des destinataires.

Adresser les demandes à M. Victor Palmé, directeur général, 76, rue des Saints-Pères.

Avoir bien soin d'indiquer la gare la plus proche qui dessert la localité.

PRÉDICATION.

POUR LE JOUR DE LA TOUSSAINT : LA COURONNE
DES ÉLUS.Et in capitibus eorum coronæ
aureæ... et palmæ in manibus
eorum.

(Apoc., IV et VII.)

Ce fut un spectacle incomparable pour l'Apôtre saint Jean quand, dans son exil de Pathmos, le ciel s'ouvrant à ses regards, il contempla l'Agneau de Dieu assis sur son trône, et devant lui la troupe bienheureuse des Prédestinés, ces généreux vainqueurs du monde, de l'enfer et d'eux-mêmes, tout resplendissants de la lumière divine et célébrant par des hymnes d'actions de grâce la gloire de leur triomphe et les ineffables bienfaits de leur Créateur. C'est ce même spectacle que l'Eglise nous exhorte à considérer aujourd'hui des yeux de la foi. Elle écarte pour ainsi dire le rideau qui dérobe le ciel à nos regards; elle nous redit ce qu'elle a appris de son divin Maître sur cet auguste séjour et elle nous exhorte à réunir dans des hommages communs ceux qui participent à une même joie et à une commune glorification. Mais, dans cette belle solennité, elle poursuit un but plus pratique pour nous. Elle veut nous rappeler de la manière la plus forte et la plus persuasive nos glorieuses destinées. Elle nous montre les couronnes d'or qui brillent sur la tête des élus, les palmes triomphales qui s'agitent dans leurs mains, *et in capitibus eorum coronæ aureæ, et palmæ in manibus eorum*; et elle nous dit : « Vous aussi vous êtes appelés à la sainteté, aux ineffables jouissances du ciel, *vocavit nos ut essemus sancti* ¹; mais, sachez-le bien, les couronnes et les palmes supposent une lutte, et il n'y aura de couronnés que ceux qui auront bien combattu, *non coronabitur nisi legitime certaverit* ². » Entendons cette leçon de notre mère; comprenons que pour être saint, pour mériter le ciel, il faut lutter et rappelons-nous les puissants motifs d'encouragement qui doivent nous soutenir dans cette lutte.

I

Un jour, une des sœurs de saint Thomas d'Aquin qui désirait vivement atteindre le but de son existence, c'est-à-dire la sanctification de son âme, lui demanda : « Que faut-il que je fasse pour être sainte ? » Et le grand Docteur lui répondit par un mot d'une vérité profonde, par un mot qui renferme tout un discours : « IL FAUT LE VOULOIR ! »

Un chrétien en effet, pour opérer la grande œuvre de son salut, doit être un homme de courage, un homme qui ne recule ni devant l'effort ni devant les difficultés : ce doit être avant tout

un homme de volonté, parce qu'il doit être un homme de combat. La lutte qu'il doit soutenir est aussi longue qu'elle est terrible et nécessaire.

Lutte nécessaire. — Ecoutez quelques-uns des oracles des saints Livres : « La vie de l'homme sur la terre, dit Job, est un combat, » *militia est vita hominis super terram* ¹. Le sage voulant faire entendre d'une âme qu'elle est prédestinée à une gloire plus excellente, fait remarquer que Dieu lui a donné un combat difficile à soutenir pour multiplier ses mérites : *Certamen forte dedit illi ut vinceret* ². Que de fois saint Paul revient sur cette idée, avec quelle complaisance il recourt à cette image ! « Combats le bon combat de la foi, » dit-il à son disciple Timothée ³, et ailleurs il lui recommande de travailler « comme un soldat du Christ-Jésus. » Félicitant les chrétiens de Jérusalem de leur fidélité au milieu des épreuves qui les avaient accablés, il s'exprime ainsi : « Vous avez soutenu avec vaillance un rude combat ⁴ ! » Faisant la peinture de la vie chrétienne il parle en ces termes aux Philippiens : « Revêtez-vous de l'armure de Dieu afin de pouvoir vous défendre contre les embûches du démon. Car nous avons à combattre, non contre la chair et le sang, mais contre les principautés et les puissances, contre les princes du monde, c'est-à-dire de ce siècle ténébreux, contre les esprits de malice répandus dans l'air. C'est pourquoi prenez l'armure de Dieu afin que vous puissiez au jour mauvais résister et demeurer fermes. Ayez donc une attitude décidée. Que la vérité soit la ceinture de vos reins; que la justice soit votre cuirasse; que vos pieds aient une chaussure qui vous dispose à suivre l'Evangile de paix. En toutes circonstances, servez-vous du bouclier de la foi, afin de pouvoir éteindre tous les traits enflammés de l'ennemi. Prenez encore le casque du salut et le glaive spirituel qui est la parole de Dieu ⁵. » L'Apôtre du reste n'est que l'écho de la parole du Maître. « Je ne sais pas apporter la paix, dit J.-C., mais la guerre. Le royaume des cieux souffre violence et il n'y a que les âmes énergiques qui l'emportent d'assaut. Le chemin du ciel est étroit, faites des efforts pour y passer. Que celui qui veut venir après moi se renonce lui-même, qu'il prenne résolument sa croix ! ⁶. » Qu'est-ce à dire ? sinon que pour être chrétien il faut du courage, de la force, de la générosité, il faut combattre. Et puis dans l'évangile des béatitudes que nous lisons ce matin à la messe, quels sont ceux que Notre-Seigneur béatifie ? Ne sont-ce pas ceux qui ont vaillamment lutté et heureux

¹ Job., VII, 1.² Sap., x, 12.³ I Tim., VI, 11.⁴ Heb., x, 32.⁵ Ephes., VI, 11 ad 17.⁶ Matth., x, 34. — Matth., xI, 12. — Luc., XIII, 24. — Matth., XVI, 24.¹ Ephes., I, 4.² II Tim., II, 5.

sement triomphé par la pratique des vertus : le détachement, la douceur, la patience, la miséricorde, la pureté, la douceur, le dévouement généreux à la cause de Dieu ? Et quoi de plus ? Ne sommes-nous pas de *l'Eglise militante*, c'est-à-dire de l'Eglise qui combat ? A la confirmation, n'avons-nous pas été armés soldats de Jésus-Christ ; notre front n'a-t-il pas été oint de l'huile des forts ; le pontife ne nous a-t-il pas remis entre les mains une arme qui doit nous rendre victorieux de tous nos ennemis, je veux dire la croix ?

Donc comme chrétiens nous avons une lutte à soutenir et une lutte terrible. Nous avons à combattre contre le démon, ainsi que nous venons de le dire avec l'Apôtre ; contre le démon qui jaloux de nos glorieuses destinées voudrait nous vaincre, nous faire prisonniers et nous prendre pour compagnons de son éternel malheur. Nous avons à combattre contre le monde, avec ses fausses maximes, ses ruses et ses perfidies, contre le monde qui use selon les circonstances des armes les plus diverses. Aujourd'hui la sainte Eglise vous crie à tous, chrétiens : « soyez forts et courageux ! » *Confortare et esto robustus*. Depuis quelque temps en effet et cette pénible situation continue, vous êtes soumis à une rude épreuve, *magnum certamen sustinuistis* ! Aujourd'hui le monde attaque les enfants du Christ par tous les moyens à la fois. On dirait qu'il veut tenter un suprême effort. Il use en même temps du rire moqueur, de la calomnie, de la flatterie et de la violence. Il provoque, il encourage, il soude l'apostasie à prix d'or ; il menace ceux qui sont fidèles à leur conscience de leur retirer le pain qui les fait vivre et il passe de la menace à l'effet ; il traite en ennemi tout ce qui de près ou de loin touche à Notre-Seigneur et pour mieux déchristianiser il s'attache à corrompre toutes les classes de la société. Aujourd'hui l'esprit du monde ne s'incarne pas seulement en quelques suppôts, il envahit tout, il s'appelle LÉGION. En vérité, la lutte est dure, et il faut du courage pour rester chrétien. D'autant plus qu'il nous faut combattre contre un troisième ennemi, que nous avons toujours avec nous, je veux dire nos passions. Un sang vicié par le péché originel coule dans nos veines, il monte à la tête et nous jette dans les exaltations de l'orgueil, il se porte au cœur et altère la droiture de nos affections, il tourmente nos sens et y éveille toutes les folies de la volupté. Malheureux que nous sommes ! En nous la chair lutte contre l'esprit et l'esprit contre la chair et nous devons perpétuellement nous tenir en garde contre les séductions de la concupiscence.

Et cette guerre nécessaire, cette guerre acharnée qu'il nous faut livrer doit durer autant que notre vie, jusqu'à notre dernier souffle. Or, de toute rigueur, quand la mort viendra trancher le fil de nos jours, il faut qu'elle nous trouve victorieux. Sans cela nous serions à jamais perdus et notre défaite pour notre éternel malheur serait irréparable. Donc revêtons-nous de force et de

courage, soyons des soldats généreux et intrépides. Arrière les lâches ! Ils ne sont pas dignes de faire partie de l'armée de Jésus-Christ !

II

Mais ayons confiance, dans cette lutte qu'il nous faut soutenir pour être saints, pour jouir un jour des délices du paradis, nous avons de puissants motifs d'encouragement.

La pensée du ciel, d'abord, le souvenir de la récompense qui nous attend. « Je serai moi-même votre récompense, » nous dit Dieu comme à Abraham, *ego ero merces tua magnâ nimis*. C'est par la pensée du ciel que les saints de l'ancienne loi s'encourageaient à la patrie du bien, *aspiciebant in remunerationem*. C'est la pensée du ciel que soutenait saint Etienne, le premier martyr, alors que les juifs l'accablaient d'une grêle de pierres. C'est l'espérance, dit saint Paul, qui nous détermine à tous les sacrifices, à tous les efforts que nécessite l'accomplissement de la loi de Dieu. Aussi lui attribue-t-il le salut des élus : *spe salvi facti sumus* ¹, c'est l'espérance qui nous sauve ! Elle est pour nous une ancre solide et puissante qui affermit notre navire au milieu des tempêtes de ce monde, *quam sicut anchoram habemus animæ tutam ac firmam* ². Elle nous fait sourire de tous les faux biens de ce monde, affronter les dangers les plus terribles et mépriser la mort elle-même. L'illustre chancelier d'Angleterre Thomas Morus, emprisonné par l'impudique Henri VIII parce qu'il ne veut pas trahir sa conscience et désobéir à la loi de Dieu, est visité dans son cachot par sa femme. Celle-ci prosternée à ses pieds, le supplie avec larmes de prêter le serment schismatique de suprématie, afin d'échapper à la mort. Thomas Morus lui répond : « Combien pensez-vous qu'il me reste de temps à vivre ? — Au moins vingt ans, » lui répond sa femme. — « Vraiment ? Et quand vous auriez dit cent, je m'entends trop aux affaires pour risquer l'éternité au prix d'un siècle ! » Et le noble soldat de Jésus-Christ, animé par la sainte espérance, monte sans trembler les marches de l'échafaud, et donne généreusement sa vie pour rester fidèle au drapeau immaculé de la foi ³.

Ce qui doit en second lieu nous encourager à combattre vaillamment les combats du Seigneur, c'est l'exemple des saints qui nous ont précédés dans la lice, et dont nous célébrons aujourd'hui les triomphes. Nous lisons dans les saintes Ecritures que l'illustre Mathathias étant sur le point de mourir, réunit ses enfants et leur dit : « Tout ce que je vous demande, c'est que vous ne perdiez jamais le souvenir de ce qu'ont fait vos ancêtres pour le Dieu d'Israël, car avec cela je me promets tout de vous. Représentez-vous souvent l'obéissance d'un Abraham qui ne recula pas

¹ Rom., VIII, 14.

² Heb., VI, 19.

³ Audin, « HISTOIRE DE HENRI VIII, » I, p. 460.

devant l'immolation de son fils unique ; la fidélité d'un Joseph envers son maître, aux dépens de sa fortune et de sa liberté ; la modération d'un David envers ses ennemis, au préjudice des intérêts les plus graves de sa couronne ; le zèle d'un Elie dans la cour des rois, au péril même de sa vie ; et ainsi parcourant l'histoire de vos pères de siècle en siècle, de génération en génération, vous trouverez qu'il n'y a point de parti dans le monde plus honorable ni plus solide que de servir Dieu ¹. » Et ces paroles produisirent dans l'âme des Machabées ces merveilles d'héroïsme que tout l'univers connaît. — De même l'Eglise nous encourage à combattre pour le Seigneur, en nous invitant à nous souvenir des exemples de nos aînés dans la foi. « Levez-vos regards vers le ciel, nous dit-elle aujourd'hui en cette fête de la Toussaint, voyez les palmes et les couronnes de cette multitude innombrable d'élus qui nagent au sein des plus énivrantes délices. Ils vous ont ouvert la voie du dévouement et de la fidélité. Il sont des milliers et des milliers, *nubem testium*. Ayez courage et confiance ! Ne pourriez-vous les suivre ? Les saints étaient pétris du même limon que vous ; ils avaient les mêmes passions que vous, les mêmes obstacles à surmonter ; le monde n'était pas meilleur pour eux qu'il ne l'est pour vous ; ils se trouvaient dans des circonstances analogues à celles où vous êtes ; ils avaient des tempéraments, des caractères comme les vôtres ; il y en eut qui furent exactement de la même condition que vous. Non ! ne vous figurez pas que les obstacles sont des entraves au salut. Ce sont des véhicules qui portent au ciel ! Les saints les ont connus et les ont utilisés. Les saints ont été comme vous, pourquoi ne seriez-vous pas comme les saints ? « C'est le raisonnement que faisait saint Augustin quand il se décida à marcher résolument sous les étendards de J.-C. ? Pourquoi ne ferais-je pas ce que les autres ont fait, *cur non potero quod isti et istæ ?* Dites-le vous-mêmes.

Et puis, nous ne sommes pas seuls pour combattre : Dieu est avec nous par sa grâce ! « J'ai espéré en Dieu, dit le Prophète, je ne craindrai pas ce que l'homme peut me faire. Le Tout-Puissant me protège, de qui aurais-je peur ? Si mes ennemis se rangent en bataille contre moi, je ne tremblerai pas. Quand je marcherais au milieu des ombres de la mort, je ne redouterais aucun malheur parce que vous êtes avec moi, ô mon Dieu ! » Oui, par la grâce que nous pouvons obtenir abondante par la prière, nous sommes en mesure de défier, comme l'Apôtre, toutes les créatures.

Donc, ayez confiance ! Soyons de vrais soldats de Jésus-Christ ! Combattons généreusement, constamment les bons combats de la force et de la vertu ! Luttons sans crainte contre les légions de Satan. Il semble que nous soyons le petit nombre,

mais avec nous combattent les glorieuses phalanges du ciel, *plures nobiscum sunt quam cum illis* ¹. Méprisons les biens de la terre, nous sommes trop grands pour nous en repaître, *major sum et ad majora natus* ! Apprécions tout au poids de l'éternité, *quid hoc ad æternitatem* ! Soyons des saints : il n'y a que cela de sérieux dans la vie, car

Vivre sans vivre en saint, c'est vivre en insensé ! ²

Et un jour, nous aussi, nous serons couronnés de gloire et nous tiendrons dans nos mains les palmes de la victoire.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ³

SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES.

Scapulaire de saint Michel Archange autorisé par la Sacrée Congrégation des Rites.

Romana

Quum a concilio directivo Piæ Unionis Primæ primariæ Sancti Michaelis Archangeli de Urbe canonice erectæ in perinsigni Collegiata Ecclesia S. Angeli ad Porticum Octavianum, vulgo *in foro piscium* sacræ Rituum Congregationi exhibitum fuerit pro opportuna approbatione Scapulare in honorem ejusdem sancti Michaelis, quo, ceu propriæ societatis tessera, Fideles in eam cooptati designantur atque utuntur, ut sub tanti ducis vexillo militantes, victoriam de hoste maligno consequi mereantur, Emi ac Rmi Patres sacris tuendis Ritibus præpositi, in ordinariis sacrorum Rituum comitiis hodierna die ad vaticanum habitis, post auditam relationem Emi ac Rmi Domini cardinalis Thomæ Mariæ Martinelli ejusdem causæ ponentis, omnibus maturo examine perpensis, rescribendum censuerunt : *Pro gratiâ, reformato typo scapularis in imagine sancti Michaelis et ad mentem facto verbo cum sanctissimo*. Die 28 martii 1882.

Facta postmodum de his sanctissimo Domino Nostro Leoni Papæ XIII per infrascriptum secretarium fidei relatione, Sanctitas sua sententiam sacræ Congregationis ratam habens usum approbavit supradicti scapularis ad mentem ejusdem sacræ Congregationis, scilicet reformato typo imaginis sancti Michaelis in scapulari ipso

¹ IV Reg., vi, 16.

² L'abbé de Rancé.

³ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 fr. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

¹ I Mich., II.

impressee, juxta modum quo idem sanctus Archangelus in Ecclesia representatur.

Die 20 aprilis anno eodem.

Signat. D. Cardinalis BARTOLINUS

S. R. C. præfectus

Plac Ralli S. R. C. secrius.

REMARQUES.

L'Église comptait déjà un certain nombre de confréries du scapulaire.

1^o Le *Scapulaire du Mont-Carmel*, le plus ancien de tous, présenté à saint Simon Stock, général des Carmes, le 16 juillet 1251. Comme chacun sait, il est fait en drap de laine, de couleur carmélite, ou tannée, ou noire.

2^o Le *Scapulaire de la sainte Trinité* ou de *saint Eustache*, formé de laine blanche et marqué d'une croix rouge et bleue tout à la fois, et béni par un supérieur de l'Ordre de la Très-Sainte Trinité pour le rachat des captifs. C'est le signe distinctif de la filiation à l'ordre des Trinitaires. Il a été enrichi d'indulgences par Paul V (1603), Clément X (1675), Innocent XI (1678), Pie IX (1847), etc.

3^o Le *Scapulaire de l'Immaculée Conception*, appelé aussi le scapulaire bleu parce qu'il est fait de deux morceaux d'étoffe bleu de ciel, auxquels on joint, si on le désire, une image de Marie Immaculée. Il fut révélé par Notre-Seigneur et la sainte Vierge à la vénérable Ursule Benincasa, fondatrice des théatines à Naples.

4^o Le *Scapulaire de la Passion* ou *scapulaire rouge*. Il fut révélé en 1849, le soir de l'octave de saint Vincent de Paul, à une sœur de la charité. Notre-Seigneur se présenta à elle, tenant à la main un scapulaire dont les deux pièces et les cordons étaient de laine rouge. Sur un côté, le Sauveur était représenté attaché à la croix, au pied de laquelle étaient les instruments de la Passion avec ces paroles autour du crucifix : *Sainte Passion de N.-S. J.-C., sauvez-nous*. Sur l'autre côté se voyaient les images des saints Cœurs de Jésus et de Marie, avec ces mots : *Saints Cœurs de Jésus et de Marie, protégez-nous*.

Dans une seconde apparition, N.-S. promit à la même religieuse qu'une grande augmentation de foi, d'espérance et de charité était réservée, tous les vendredis, à ceux qui porteraient ce précieux scapulaire. Par un bref du 25 juin 1847, Pie IX a approuvé ce scapulaire et a autorisé les PP. Lazaristes à le bénir et à l'imposer aux fidèles. Par un autre bref du 21 mars 1848, il a autorisé le supérieur général des Lazaristes à communiquer ce même pouvoir à d'autres prêtres.

5^o Le *Scapulaire du précieux sang*. Comme le scapulaire de la passion il est fait de laine rouge ; mais il porte une image du crucifix ou du saint Cœur de Notre-Seigneur laissant couler le sang sur le calice. Il est imposé par les PP. de la Con-

grégation de la Mission du Précieux sang de Notre-Seigneur.

Cette confrérie a été enrichie de précieuses indulgences par les souverains Pontifes, spécialement par Pie IX.

6^o Le *Scapulaire du Sacré-Cœur*. C'est un scapulaire noir sur lequel l'image du Sacré-Cœur de Jésus est brodée ou du moins attachée avec de la laine blanche et sur lequel sont écrits ces mots : *Arrière, le Cœur de Jésus est avec nous ! Cessa, Cor Jesu nobiscum est*.

Ce scapulaire a été approuvé par Pie IX, à la demande du cardinal Cullen, archevêque de Dublin, le 20 octobre 1872.

7^o Le *Scapulaire de Notre-Dame des sept Douleurs*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous nous avez déjà parlé de la dévotion aux âmes du purgatoire connue sous le nom « d'acte héroïque. » Je désirerais un éclaircissement sur le principe même et sur la pratique de cette dévotion.

1^o Principe. — D'après un petit livre que j'ai sous les yeux, et qui est revêtu de l'approbation de la Propagande, l'acte héroïque consiste à faire entre les mains de la sainte Vierge l'abandon de toutes nos œuvres satisfactoires en faveur des âmes du purgatoire, même des suffrages qui pourraient nous être appliqués après notre mort, afin qu'elle en dispose elle-même selon sa volonté, et les applique aux âmes qu'elle jugera à propos.

Voilà bien la charité poussée jusqu'au degré le plus héroïque, et il y a dans cet acte quelque chose capable de séduire les âmes généreuses. Mais l'héroïsme lui-même ne doit pas sortir des principes établis par le Créateur.

a) Or, cet oubli complet, absolu de soi-même, en faveur des autres, n'excède-t-il pas la règle : *diligas proximum tuum sicut teipsum* ? Est-il permis pour soi de retarder la vue de Dieu (c'est l'hypothèse, puisqu'on consent à rester plus longtemps en purgatoire) pour l'avancer en faveur des autres ? Tout cela ne sent-il pas quelque peu, mais appliqué au prochain, l'amour désintéressé de M^{me} Guyon, condamné dans les maximes des saints ? — La théologie déclare que l'on peut bien sacrifier un bien inférieur de soi pour un bien supérieur du prochain ; mais non pas un bien du même ordre, *homo magis debet seipsum diligere quam proximum*, dit saint Thomas ; *magis me debeo, mihi quam hominibus cæteris, quamvis magis Deo quam mihi* (saint Augustin). Or ici, il s'agit de la délivrance du même mal, les flammes du purgatoire, de la jouissance du même bien, la vue de Dieu.

b) Ne pourrait-on pas dire aussi que l'on viole la Justice ? Cette vertu m'oblige à prier davantage pour mes parents que pour les étrangers. Moi prêtre, je ne puis d'ailleurs disposer de mes satisfactions expiatoires que pour les âmes qui me sont recommandées ; moi, curé, je me dois davantage aux âmes de mes paroissiens, etc. Comment concilier l'acte héroïque avec ces obligations ? — On répond que la sainte Vierge n'appliquera mes satisfactions que selon l'ordre de la Justice et de la Charité ? Oh ! Assurément ! Mais puis-je me dépouiller de ma personnalité ? faire le sacrifice, l'abandon de tout désir propre, légitime, sacré ? Dans ce cas-là, il faut dire qu'il est plus excellent de n'avoir jamais aucune intention, de tout confier au Cœur sacré de Jésus, au Cœur maternel de Marie. — C'est détruire la nature.

L'acte héroïque repose, je le sais, sur l'autorité la plus sacrée, la plus inviolable pour un chrétien, l'autorité de

l'Eglise, puisqu'il est approuvé et recommandé par les papes. A Dieu ne plaise que je ne m'incline devant une pareille autorité ! Mais ce n'est point une thèse que je soutiens, c'est un éclaircissement que je sollicite. D'ailleurs la définition que j'ai donnée de l'acte héroïque, d'après le P. Oliden, et l'explication du livret, n'a point été donnée par les papes. Cette définition est-elle vraie ?

2° Pratique de l'acte héroïque. — A supposer que l'on pût faire l'abandon de ses satisfactions personnelles, c'est-à-dire de celles qui seraient appliquées à notre âme pour le paiement de ses dettes, et l'expiation des châtimens temporels qu'elle a mérités, ne pourrait-on pas réserver les satisfactions que l'on doit à autrui, à des personnes déterminées, v. gr. des parents, des amis, des personnes recommandées, soit à titre de charité, soit à titre de justice ? On le pourrait assurément sans violer aucune loi, ni aucun conseil, je le sais ; mais le pourrait-on tout en pratiquant l'acte héroïque ? L'abandon total pour soi et pour autrui, entre les mains de Marie, est-il de l'essence de cet acte, de telle sorte qu'à moins de ce double abandon, on n'y participe point ; on n'en a pas le mérite, ni les privilèges ? C'est un acte de grand héroïsme d'abandonner ce qui nous appartient. Ce n'est plus un acte héroïque d'abandonner ce qui appartient à autrui, de se désintéresser ainsi totalement du succès de ses suffrages. Je veux bien que ce soit un acte de confiance filiale envers Marie ; mais voilà tout. L'acte héroïque implique-t-il ce double abandon ? et peut-on le restreindre à un seul, en en conservant le mérite ?

R. — AD I. Notre correspondant nous permettra de ne pas le suivre dans tous les détails de son exposition. Si nous avons bien compris ses raisons, on peut, nous semble-t-il, les ramener à deux chefs de preuves : Comment concilier le vœu héroïque avec la justice qui nous impose à tous de prier spécialement pour nos parents et qui exige du prêtre, en vertu d'une loi plus stricte encore, d'accorder une intention déterminée aux personnes pour lesquelles il a reçu un honoraire. Comment, en second lieu, concilier ce vœu héroïque avec la règle *charitas bene ordinata incipit a seipso* ?

1° La première difficulté repose uniquement sur une confusion. Toute œuvre bonne, que ce soit un acte d'adoration, une prière pour nous ou pour d'autres, un acte de contrition, une pénitence, etc., a plusieurs fruits personnels outre les fruits appliqués à ceux pour lesquels elle est faite : elle développe en nous la grâce sanctifiante avec les vertus surnaturelles, augmente nos mérites pour le ciel, et en outre, a une vertu propitiatoire qui nous est propre et qui consiste à expier les restes de nos fautes. Cette vertu propitiatoire est tellement personnelle qu'on la retrouve jusque dans les prières et les bonnes œuvres que nous faisons en vue de satisfaire à la justice de Dieu pour nos parents et amis, encore que ces bonnes œuvres et ces prières fussent exigées à titre de justice. Dans ce cas, la justice est satisfaite quand nous avons offert à Dieu l'intention principale pour la personne recommandée : il nous restera à nous au moins le mérite d'avoir fait un acte de justice ou de charité. Comme ce fruit est tout à fait personnel, en vertu de la justice nous pouvons soit le garder pour nous, soit l'appliquer à d'autres.

Pour les indulgences, disons tout d'abord

qu'aucune loi de justice ne nous oblige à les appliquer à celui-ci plutôt qu'à celui-là, à nos parents plutôt qu'à des étrangers. C'est encore un bien dont nous sommes parfaitement libres. Nous les considérerons plus loin par rapport à la charité.

Ainsi donc, pensons-nous, on peut, tout en faisant le vœu héroïque satisfaire à toutes les obligations de justice, parce que l'on n'abandonne que la partie propitiatoire personnelle, et non point l'intention principale, ni le mérite personnel, ni l'augmentation de la grâce sanctifiante et des vertus. Cette partie est précisément ce qui tomberait dans le trésor de l'Eglise, si, n'ayant plus de fautes à expier, nous n'en avions pas fait une application particulière.

2° Etant admis que nous pouvons disposer d'une vertu propitiatoire de nos bonnes œuvres, et aussi d'une partie du trésor de l'Eglise par les indulgences, la charité ne commande-t-elle pas de l'appliquer à nous-mêmes, qui vraisemblablement aurons beaucoup à expier en purgatoire, et ensuite à nos parents, amis, connaissances ?

a) La charité ne nous fait pas toujours un devoir de commencer par nous. La règle invoquée par notre correspondant n'a pas ici son application rigoureuse : elle nous permet, il est vrai, dans le cas, de commencer par nous-mêmes, mais elle ne nous en fait pas un devoir. Cette priorité personnelle n'est obligatoire que pour le seul bien essentiel, l'union avec Dieu par la grâce sanctifiante, qui a pour conséquence nécessaire l'union avec lui dans la gloire. Quant à l'exemption des peines du purgatoire, et à la possession plus ou moins prompte de Dieu, alors que cette possession est certaine, ce n'est qu'un bien accidentel qu'il est permis de sacrifier, si nous le voulons bien.

Puisqu'il s'agit d'intérêt personnel, y a-t-il réellement pour nous un avantage à sacrifier nos expiations en faveur des autres ? Si cet avantage existe, il y aura, dans le vœu héroïque, non seulement un acte de charité sublime, capable d'entraîner les grandes âmes, mais encore un attrait pour les âmes les plus timides, qui le feront, sinon par dévouement pour autrui, du moins par une charité bien entendue envers elles-mêmes.

La thèse affirmative a été soutenue par le P. Faber, le grand théologien de la vie mystique¹. Son nom seul est déjà une autorité, sans parler de la force de ses raisons, que nous allons résumer, et qui sont de nature à porter la conviction dans les intelligences.

De deux biens, la prudence nous dit de préférer le meilleur. C'est un bien de nous éviter les flammes du purgatoire, de nous épargner une souffrance si terrible de l'autre côté du tombeau et surtout de hâter notre entrée dans le ciel.

¹ Tout pour Jésus, chap. II, § v.

Cependant c'est un bien plus grand d'amasser des mérites dans le ciel. La satisfaction évite un mal; le mérite nous procure un bien positif, et ce bien n'est autre chose que la possession de Dieu plus intime et éternelle. Peut-on faire entrer en comparaison ces deux biens? « Outre, dit le P. Faber, que la gloire du ciel est infiniment plus un bien que le purgatoire n'est un mal, il faut nous rappeler qu'un accroissement de gloire est une chose éternelle, tandis qu'un allègement des souffrances du purgatoire est passager, comme le purgatoire lui-même; de sorte que la distance entre l'augmentation de gloire et le soulagement apporté aux souffrances du purgatoire est de même également infinie. »

De plus, cet acte héroïque est le meilleur moyen d'abréger pour soi-même les peines du purgatoire. Cet acte de charité est à lui seul une satisfaction pour nos péchés, car, si une aumône donnée pour soulager un besoin temporel satisfait au-delà de la plupart des autres bonnes œuvres, quelle est donc la puissance de ces aumônes spirituelles? Ensuite quiconque sacrifie quelque chose pour la gloire de Dieu en est récompensé au centuple. Le Seigneur nous accordera donc de telles grâces que nous n'aurons qu'un court séjour à faire dans le purgatoire, ou bien il inspirera à d'autres fidèles la pensée de prier pour nous. De sorte que si nous avons gardé pour nous-même les indulgences que nous avons gagnées, nous aurions pu gémir longtemps dans ces flammes terribles; tandis que si par l'inspiration de Dieu, d'autres entreprennent de gagner des indulgences pour nous, nous entreons bientôt dans la gloire céleste ¹.

Ainsi donc, au témoignage d'un théologien éminent, il n'y a pas ici un sacrifice complet de nos intérêts personnels, mais un moyen plus efficace et plus sûr de les sauvegarder.

b) La question est plus délicate par rapport à nos parents, amis, etc. Nous avons dit que le vœu héroïque n'empêchait pas de prier spécialement pour eux, et que le fruit de cette prière leur serait appliqué. La difficulté est ici : Si je veux disposer de mes satisfactions personnelles, ne vaut-il pas mieux m'en dessaisir en faveur de mes parents et de mes amis, que de les abandonner à des étrangers? En outre, ce renoncement absolu à exprimer même un vœu et un désir et à disposer moi-même de ces biens spirituels, n'est-il pas contraire à la nature?

Remarquons d'abord que, même après le vœu héroïque, il n'est nullement interdit d'exprimer un vœu et un désir, et que certainement ces vœux et ces désirs seront agréés de la sainte Vierge. En outre, ce renoncement absolu n'est pas plus contre nature que le renoncement du religieux à sa volonté propre par le vœu d'obéissance, et à la disposition *valide* de ses biens par le vœu de pauvreté. Enfin ce qui en facilite sin-

gulièrement la pratique, c'est la pensée que l'abandon est fait entre les mains de la sainte Vierge. Elle sait mieux que nous les obligations qui nous incombent et, mieux que nous, elle s'efforcera de les remplir. J'avoue que cette seule pensée est suffisante pour vaincre bien des hésitations.

Bien que nous n'ayons pas suivi pas à pas notre correspondant dans son argumentation, il trouvera, nous l'espérons, dans cette réponse la solution à ses difficultés. Telle est du moins notre manière de voir, que nous soumettons entièrement au jugement de l'Eglise.

Q. — 1^o Dans mon diocèse, tous les fidèles qui ont l'habitude de se confesser chaque semaine ou toutes les deux semaines, peuvent, sans réitérer une confession, gagner toutes les indulgences qui se présenteront dans l'intervalle, pourvu qu'ils remplissent par ailleurs toutes les conditions prescrites. »

La grande indulgence de la *Portioncule* est-elle, comme je le crois — ou n'est-elle pas, comme on me l'assure — du nombre de celles qu'ils peuvent gagner, « sans réitérer leur confession. »

2^o On m'assure que, pour gagner les indulgences de la salutation angélique, il est nécessaire — à ceux du moins qui le savent — de réciter le *Regina* au lieu de l'*Angelus*, dans le temps pascal. Quid?

3^o Dans bon nombre de nos paroisses, — bien entendu sans autorisation d'aucune sorte, mais d'ailleurs, sans que l'évêché y mette ordre — des reliquaires sont placés et restent toujours sur les autels, sans voiles, sans lumières, et comme simple ornement.

Ne voulant pas y mettre ce sans-*façon*, ai-je pourtant besoin d'une autorisation spéciale pour exposer, avec lumières, au jour et en l'octave de leurs fêtes, des reliques ayant authentiques visés à l'évêché?

4^o L'*Alleluia* de la fête et de l'octave du T. S. Sacrement, ne doit-il pas se dire du jeudi au jeudi (pendant l'octave privée?) ou doit-il encore se dire jusqu'à la fin de l'octave publique (du dimanche au dimanche)?

5^o A propos de 40 Heures, ci-joint un feuillet de l'ordo diocésain où je ne comprends pas grand'chose. Tous les jours de la semaine pendant l'année les trois prêtres de ma paroisse chantent chacun une messe. Pour les 40 Heures l'exposition du T. S. Sacrement ayant lieu à la 1^{re} messe, est-ce cette messe qui est censée *solemnis pro orat.* 40 *Hor*?

R. — Ad. I. Les fidèles de votre diocèse qui ont l'habitude de se confesser chaque semaine ou toutes les deux semaines, peuvent gagner la grande indulgence de la *Portioncule*, comme toutes les autres indulgences, sans réitérer leur confession. Nous ne voyons pas pourquoi on exigerait cette condition pour la *Portioncule*.

A la vérité on doit, en principe, se confesser pour gagner cette indulgence, mais cette condition est exigée pour la plupart des indulgences plénières, et néanmoins dans votre diocèse les fidèles qui ont l'habitude de se confesser toutes les deux semaines gagnent toutes les indulgences sans avoir réitéré leur confession. Il en est de même pour les indulgences de la *Portioncule*, car nulle part il n'y a de restriction pour cette indulgence.

Ad. II. Oui, pour gagner les indulgences de la salutation angélique il est nécessaire aux fidèles qui savent par cœur le *Regina Cœli* de le

¹Cf. P. Fabert, id.

réciter en place de l'*Angelus* pendant tout le temps pascal. Mais ceux qui ne le savent pas peuvent continuer à dire l'*Angelus* et gagnent également les indulgences.

VD. III. Vous n'avez pas besoin d'une autorisation spéciale pour exposer des reliques authentiques des saints. Cette condition n'est requise ni par les rubriques, ni par les décrets.

AD. IV. L'*Alleluia* de la fête et de l'Octave du très-saint Sacrement ne doit se dire que du jeudi au jeudi, c'est-à-dire pendant l'octave liturgique, et non du Dimanche au Dimanche.

AD. V. Aux Quarante-Heures, la messe solennelle du premier jour est celle dans laquelle on consacre l'hostie qui doit être exposée après cette messe.

La messe du second jour est la messe votive pour la paix, ou bien une autre messe quelconque prescrite par l'évêque conformément à l'Instruction Clémentine : Nel giorno medio, oltre la Messa conventuale, si dovrà cantare dopo Nona la Messa motiva pro pace, o altra que vera comandata da Nostro Signore...

Le troisième jour, c'est encore la messe solennelle du très-saint Sacrement. Pour toutes ces solutions voir l'Instruction Clémentine, avec le Commentaire de Gardellini.

Q. — Peut-on accorder la sépulture ecclésiastique, à ceux qui meurent dans l'acte du péché ? dans une maison publique ? à un homme qui ne met jamais les pieds dans l'église et qui meurt subitement en travaillant le dimanche ? à un homme faisant profession d'impiété, mourant sans avoir eu le temps de se confesser, quoiqu'il se fût confessé s'il en avait eu le temps ?

R. — Ad I. On ne peut accorder la sépulture ecclésiastique à ceux qui sont morts dans l'acte du crime, s'ils n'ont pas eu le temps de donner des signes de repentir. On présume qu'ils sont morts dans l'état du péché. Mais il faut que le crime soit public et avéré¹.

Ad II. Ceux qui meurent dans une maison publique, peuvent y mourir ou bien *in actu criminis*, et le cas est le même que le précédent, ou bien ils n'y meurent pas *in actu criminis*, et alors ils peuvent être assimilés aux pécheurs publics qui vivent dans le désordre, v. g. *in adulterio et concubinato*. La sépulture chrétienne doit leur être refusée, s'ils meurent impénitents. Gury ajoute : « Sed ad hoc requiritur, 1° ut impoenitentia sit omnino certa; 2° ut sit adeo publica, ut sepultura sine novo scandalo concedi non possit². »

Ad III. Cet homme qui pendant sa vie n'a pas mis les pieds dans l'église, qui par conséquent a omis le devoir de la confession annuelle et de la communion pascale, et qui est mort sans donner de signe de contrition, doit être, aux termes du droit, privé de la sépulture ecclésiastique. Cepen-

dant aujourd'hui, à cause du grand nombre de ceux qui négligent de remplir ce double devoir, on est obligé de modifier le droit, et de restreindre le refus de sépulture à ceux qui par impiété refuseraient les sacrements à l'article de la mort. D'où il suit que de ce chef, l'homme dont il s'agit ne devrait pas être privé de la sépulture.

Mais il est mort subitement en travaillant le dimanche, c'est-à-dire dans l'acte du péché.

Le travail du dimanche est défendu par le droit ecclésiastique. La loi qui le défend est susceptible de dispense : elle n'oblige pas *cum tanto incommodo*. Outre que le travail du dimanche peut n'être pas un péché, s'il est légitimé par une cause suffisante, il est certain qu'il ne dépasse pas les limites du péché véniel, si la matière n'en est pas grave. D'où il suit qu'il serait difficile d'affirmer que cet homme qui est mort subitement en travaillant le dimanche, soit mort dans l'acte du crime, le crime s'entendant ici d'un péché certainement et toujours grave en soi, à moins qu'il n'ait travaillé, et cela ostensiblement et publiquement, *in contemptum legis vel Dei*, parce qu'alors le péché est toujours grave. Donc cet homme ne devrait pas être privé de sépulture.

Ad IV. Dès lors que cet homme a manifesté l'intention de se confesser, il a donné un signe suffisant de repentir, et il ne doit pas être privé de la sépulture chrétienne.

Nota. Les principes qu'il faut appliquer, sont les suivants : Là où il n'y a pas de censure encourue, on ne doit refuser la sépulture qu'aux pécheurs notoires qui meurent dans l'impénitence : encore est-il nécessaire que cette impénitence soit certaine et publique. Dans le doute, si on doit accorder ou refuser la sépulture, l'évêque doit toujours être consulté, si c'est possible, parce qu'il lui appartient de juger en cette matière. 3° Si on ne peut recourir à l'évêque, le doute persistant, on doit accorder la sépulture d'après le principe : « *Odia sunt restringenda.* »

Et comme de nos jours surtout, on ne peut refuser la sépulture sans de très graves inconvénients, il convient de ne la refuser, que quand l'obligation de la faire est évidente et certaine. (Gury.)

ERRATUM

Dans le dernier n° de l'AMI, page 494, 2^e colonne, 23^e ligne, après O DOCTOR, il faut modifier et compléter comme suit : mémoire du dimanche, de saint François-Xavier (2^e Vêpres) et de sainte Barbe, vierge et martyre.

4 décembre (lundi). — Vêpres de saint Pierre Chrysologue (2^e Vêpres, O DOCTOR), mémoire de la fête et de saint Sabbas, abbé.

¹ Saint Lig. Ferraris, Gousset.

² De censuris, n. 1012.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

CONSTRUCTION D'ÉGLISES. — TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES COMMANDÉS PAR LE CURÉ. — Quand des travaux supplémentaires sont jugés nécessaires au cours de l'entreprise, comme ceux qui procèdent de vices du terrain sur lequel on construit ou des erreurs du devis etc. ; si, d'ailleurs, ces travaux ne modifient point le plan d'ensemble, ni aucune des parties essentielles du projet et ont été exécutés sur l'ordre de l'architecte, le paiement en est dû au même titre que celui des autres parties de l'édifice.

Mais si ces travaux, n'étant pas nécessaires, avaient été commandés par le curé sans autorisation de la commune, la commune ne serait pas responsable comme dans le premier cas. La commune qui a fait procéder à la réception de travaux sans protestation ni réserve, doit être condamnée à payer, sauf recours contre le curé. Cela résulte de l'arrêt suivant du Conseil d'État en date du 11 novembre 1881.

« Le Conseil d'État statuant au contentieux...

« Vu le recours... pour le sieur Moine tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté du 21 novembre 1879 par lequel le conseil de préfecture de l'Indre a rejeté la réclamation qu'il avait formée contre la commune de Briantes ;

« Ce faisant, attendu qu'il résulte de l'expertise ordonnée par le conseil de préfecture que divers travaux supplémentaires, non prévus au devis primitif, sont des nécessités survenues en cours d'entreprise, qu'ainsi la commune de Briantes ne saurait en refuser le paiement à l'entrepreneur, par les motifs que les travaux n'avaient pas été expressément autorisés par l'administration municipale ; que la commune de Briantes ne saurait d'avantage en refuser le paiement ; par le motif qu'elle ne se serait engagée à concourir à la construction du clocher de l'église de Vaudouan que jusqu'à concurrence d'une somme fixe, et que le surplus devait être supporté par le sieur Semelet, desservant de la commune ; qu'en effet c'est avec la commune que le sieur Moine a traité ; que c'est la commune qui a mis les travaux en adjudication, qu'elle en a approuvé les plans et devis et a procédé à la réception des travaux ; qu'ainsi, le sieur Moine ne pouvait réclamer qu'à la commune seule le paiement des travaux exécutés, sauf à la commune à recourir contre le desservant, si elle s'y croyait fondée ; qu'au surplus le desservant ayant versé à la caisse communale une somme de 17,500 francs, le sieur Moine, qui n'a reçu qu'une somme de 16,750 fr., est au moins en droit de réclamer à la commune une somme de 930 fr., complément des 17,500 fr., affectés primitivement à l'ouvrage ; par ces motifs, condamner la commune de Briantes à lui payer une somme de 3,958 fr. 26 centimes, sauf déduction des sommes déjà payées par elle ; très-subsidiairement à lui payer une somme de 930 francs ; condamner en

outre la commune aux intérêts de droit, aux dépens et aux frais d'expertise ;

« Vu... Défense tendant au rejet, le conseil municipal avait voté pour la construction dont il s'agit une somme fixe de 10,000 francs ; le sieur Semelet s'était engagé vis-à-vis de la commune à payer ce qui excéderait ladite somme, ainsi la commune ne saurait être tenue de payer les travaux supplémentaires exécutés en dehors des prévisions du devis ; ces travaux ont d'ailleurs été exécutés sur la seule demande du desservant, et sans autorisation régulière ; ainsi la réclamation du sieur Moine doit être rejetée par l'application de l'article 11 de son cahier des charges et le sieur Moine condamné aux dépens ; vu la loi du 28 pluviôse, an VIII ;

« Considérant que la construction du clocher de l'église de Vaudouan a été mise en adjudication par la commune de Briantes, qui en avait approuvé les plans et devis et a fait procéder à la réception de l'ouvrage ; qu'ainsi, c'est avec raison que le sieur Moine, qui avait traité uniquement avec la commune de Briantes, s'est adressé à ladite commune pour obtenir le paiement des travaux qu'il serait reconnu avoir régulièrement effectués pour l'exécution de l'ouvrage dont il était adjudicataire ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et notamment de l'expertise contradictoire ordonnée par le conseil de préfecture, que le montant total des travaux supplémentaires et non prévus au devis, exécutés par le sieur Moine, s'élève à la somme de 4,426 fr. 82 c., que, sur ce montant total, divers travaux s'élevant à la somme de 777 fr. 66, et qui n'étaient pas indispensables à la construction de l'ouvrage, ont été exécutés par l'entrepreneur, sur la demande du sieur Semelet, desservant de Briantes, et n'ont pas été autorisés par la commune ; qu'ainsi le sieur Moine ne saurait en réclamer le prix à la commune de Briantes ;

« Mais considérant en ce qui touche le surplus des travaux supplémentaires, soit une somme de 3,649 fr. 16, que, si l'article 11 du cahier des charges de l'entreprise porte que tous les ouvrages exécutés en dehors des autorisations régulières demeureront à la charge personnelle de l'entrepreneur sauf son recours contre celui qui les aurait ordonnés, le même article place ledit entrepreneur sous la direction complète de l'architecte, qui peut lui enjoindre d'augmenter, modifier ou diminuer les diverses parties du devis, suivant les nécessités survenues au cours des travaux ;

« Considérant qu'il résulte des rapports des experts que les travaux supplémentaires dont il s'agit ont été effectués par le sieur Moine, conformément aux prescriptions de l'architecte, et se rapportent à des nécessités survenues en cours d'entreprise et provenant notamment des vices du sol ou des erreurs du devis primitif ; que, dans ces circonstances, l'absence d'autorisation ex-

presse de la part de l'administration municipale ne saurait engager la responsabilité de l'entrepreneur, comme s'il s'agissait de modifications apportées, soit aux plans d'ensemble, soit aux parties essentielles du projet; que, dès lors, il y a lieu de mettre à la charge de la commune de Briantes, le montant desdits travaux supplémentaires;

« Sur le moyen de défense tiré par la commune de Briantes de ce que le desservant se serait engagé à payer toute la partie de la dépense excédant 10.000 francs;

« Considérant que la présente décision ne fait pas obstacle à ce que la commune de Briantes, si elle s'y croit fondée, exerce son recours contre le sieur Semelet, desservant de la commune et lui réclame les sommes qu'elle aura payées à l'entrepreneur au-delà des 10.000 francs votés par le conseil municipal pour la construction du clocher de Vaudouan;

« En ce qui touche les intérêts : — Considérant que le sieur Moine a demandé les intérêts devant le conseil de préfecture, le 9 juin 1878; que, dès lors, il y a lieu de lui allouer les intérêts à compter de ladite date, décide : — Arrêté annulé. Travaux supplémentaires exécutés par le sieur Moine, en sus des prévisions du devis, mis à la charge de la commune de Briantes jusqu'à concurrence de la somme de 3649 fr. 15, sauf déduction du rabais de l'adjudication. Les sommes dues au sieur Moine, en vertu de la présente décision, porteront intérêt à son profit, à compter du 8 juin 1878.

« Surplus des conclusions rejetées »

« Frais d'expertise et dépens du pourvoi à la charge de la commune. »

Décision du Conseil d'Etat du 11 nov. 1881.

MM. Sauzey, rapporteur, Le Vavasseur, de Précourt, commissaire du gouvernement, Devin et Chambareaud, avocats.

*Timbres de 10 centimes. — Quittance. —
Droit du débiteur de la refuser.*

Le débiteur, en payant sa dette, n'est pas tenu de retirer la quittance, et par suite n'est pas obligé de supporter le droit de timbres de 10 cent. (L. du 23 août 1871, art. 18 et suiv.)

*Jugement du tribunal de Commerce
de la Seine, du 27 janvier 1873*

Attendu qu'il est constant que les récipissés en port dû constituent tout à la fois le titre de la compagnie pour réclamer des frais de transport, et après paiement, celui du destinataire pour la réception des marchandises; que leur remise aux mains de ce dernier établit la libération;

Qu'il s'ensuit donc que pour la décharge respective et complète des parties, ce document ne peut arriver entre les mains des destinataires qu'après une double perception, dont la pre-

mière, concernant la compagnie, se trouve actuellement comprise dans le timbre du récipissé lui-même, et dont la seconde, applicable à toutes pièces signées ou non, emportant libération de sommes supérieures à 10 francs, doit s'opérer à l'aide d'un timbre mobile de 10 centimes qui reste à la charge des débiteurs; — Que si tels sont les principes et si dans la pratique ordinaire des affaires leur application généralement admise soulève peu de difficultés, il n'en convient pas moins de reconnaître que rien dans la loi n'impose au débiteur l'obligation de retirer des mains de son créancier la preuve de sa libération et ne donne à ce dernier le droit de le contraindre à la recevoir; — Qu'il appartient au débiteur, à ses seuls risques et périls, de payer les sommes qu'il doit sans demander quittance; — Que tel est le cas dans l'espèce; que Meunier et Co, en offrant, comme ils l'ont toujours fait, le prix du transport, et en se refusant au paiement du timbre de quittance apposé sur les récipissés qu'ils ne réclamaient pas, n'ont pas excédé la juste limite de leur droit; — Que leurs offres sont suffisantes; et qu'en conséquence la demande ne saurait être accueillie; — Par ces motifs; — Le tribunal déclare les offres de Meunier et Co suffisantes; les condamne en conséquence à payer 114 francs; déclare la Compagnie de l'Ouest mal fondée dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions; — Et la condamne à tous les dépens.

OBSERVATIONS. — La facilité pour le débiteur de ne pas retirer la quittance et d'éviter ainsi le paiement du droit de timbre de 10 centimes a été formellement reconnue dans les travaux préparatoires de la loi du 23 avril 1871. Il est bien entendu, dit le rapport de la Commission du budget, que la quittance ne sera pas obligatoire. Si le débiteur veut s'exposer à payer une seconde fois en cas de réclamation nouvelle de la part du créancier, par suite d'oubli ou d'autre cause, il sera libre de ne pas se faire donner une quittance. Mais s'il y a quittance sans paiement du droit du timbre, l'amende sera encourue.

VARIÉTÉS.

**Congrès européen de chant liturgique tenu
à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882.**

Zèle et discipline de l'Eglise au sujet de l'étude et de l'unité du chant liturgique : Ces mots du programme semblaient regarder la discipline ancienne de l'Eglise plus que sa discipline actuelle. Les membres du Congrès qui prirent la parole se bornèrent aux temps récents. M. Aloys Kunc, maître de chapelle de la cathédrale d'Auch, retraça, dans un mémoire fort intéressant, les efforts successifs des archevêques d'Auch pour l'amélioration du chant et des études cantorales. M. Perriot rappela l'initiative prise à

Langres par Mgr Papisis et les succès croissants dont elle fut le point de départ.

M. Lanz vint ensuite présenter cette thèse : que l'Église, par l'organe de la Sacrée Congrégation des Rites, ayant approuvé et déclaré authentique une édition de chant, la soumission que tout catholique doit à ses décrets, fait un devoir de l'adopter ; c'est sur cette édition que doit se faire l'unité désirable en elle-même et désirée par le Saint-Siège.

Il lui fut ainsi répondu : 1° Il y a deux espèces d'authenticité : l'authenticité extrinsèque, venant de l'approbation donnée à une édition par l'autorité compétente, et l'authenticité intrinsèque consistant en ce que le texte d'une version de chant est conforme au texte original. Nul ne nie que l'édition de Ratisbonne n'ait la première authenticité ; mais d'autres ont également été approuvées par le Saint-Siège. Quant à la seconde, nul n'ignore que les éditions abrégées s'écartent plus ou moins du texte original : il est permis et le Saint-Siège a encouragé les travaux en ce sens, de rechercher quel est le texte vraiment authentique au second sens du mot. — 2° A côté de l'unité géographique par laquelle un même texte serait en usage dans toute l'Église à un moment donné, il y a l'unité chronologique par laquelle un même texte se conserve à travers les âges, sans changement appréciable : la version de chant offerte par les manuscrits a eu autrefois la première unité, elle a conservé la seconde, assurément importante et bien digne d'intéresser les amateurs du chant liturgique. — 3° L'édition de Ratisbonne a été recommandée à la vérité, mais non commandée ou imposée. Rien n'indique que le Saint-Siège ait voulu, par les éloges donnés à cette édition, supprimer tout autre chant dans l'Église. — 4° L'unité, chose désirable, mais non mûre encore, ne se fera que par l'autorité du Saint-Siège ; (mais quand le Saint-Siège voudra préparer la décision définitive à intervenir, il recherchera avant tout quelle a été l'ancienne tradition ; il s'entourera de toutes les lumières que la science pourra lui fournir : c'est ainsi qu'il procède en toutes choses. L'autorité décide, mais en prenant pour base de ses jugements, la tradition. A nous, qui aimons l'Église, de réunir sur le passé du chant tous les documents possibles. Ainsi parlèrent MM. Amelli, Dom Pothier, Jules Bonhomme, Aloys Kunc, Perriot.

Les adversaires, M. Haberl principalement, répliquèrent que cette manière d'envisager la question visait à mettre d'un côté l'autorité sans la science, de l'autre la science sans l'autorité ; que la première chose était injurieuse pour l'Église, la seconde condamnait les travaux sur le passé du chant à n'offrir qu'un intérêt purement archéologique. On ne devait pas méconnaître la sagesse de la Sacrée Congrégation des Rites qui, consultée sur le choix d'une édition, avait offert l'édition médicéenne, en avait ordonné et surveillé la reproduction par le chev.

Pustet, et l'avait ensuite remmandée à tous ceux qu'intéresse la question du chant.

La réponse fut qu'on n'admettait aucunement en principe cette division entre la science et l'autorité : on affirmait au contraire leur nécessaire union ; qu'en fait, la division n'existe pas, l'autorité n'ayant jamais répudié la science, et la science se soumettant entièrement à l'autorité du Saint-Siège dont les encouragements ne lui ont point fait défaut ; — que d'ailleurs on ne méconnaissait point la sagesse de la Sacrée Congrégation offrant à qui manquait de chant, une édition qui se recommandait à elle de préférence aux autres existantes ; mais qu'on ne devait pas moins reconnaître cet autre côté de la sagesse de la même Sacrée Congrégation qui n'avait pas cru devoir faire aucune obligation d'adopter l'édition qu'elle recommandait.

e) Phases ou modifications principales par où le plain-chant dut passer dans la suite ; f) causes de cette modification : Le plain-chant se conserva intact dans sa notation jusqu'au xve et au xvie siècles. Mais les traditions sur le rythme s'étaient déjà obscurcies : le déchant, les théories mensuralistes du chant figuré, la culture de la musique naissante avaient fait perdre l'habitude de rythmer le plain-chant à la manière ancienne. On en vint par degrés à ce système absurde érigé en règle de faire toutes les notes égales. Dès lors il n'importait plus que les notes fussent groupées en neumes distincts et conservassent les formes variées des manuscrits, formes si religieusement reproduites autrefois par les copistes. On mélangea les groupes, on garda encore quelques notes à queue et quelques losanges en avertissant que c'était pure affaire de dessin ; on finit par la notation uniformément carrée. D'ailleurs les mélodies martelées et sans grâce devinrent insupportables : on les abrégua, on les modifia arbitrairement ; et l'on eut ainsi les éditions modernes.

Le chant ambrosien eut le même sort que le chant grégorien. M. Amelli a retrouvé le texte de la délibération capitulaire par laquelle il fut décidé que le chant ambrosien serait désormais noté à notes uniformément semblables. Il appelle cette délibération un assassinat : il a bien raison.

Dom Pothier fit pour la plus large part les frais de cette exposition.

g) Possibilité, utilité, convenance, opportunité d'un rétablissement du chant liturgique selon la vraie tradition, en tenant compte des exigences liturgiques et musicales d'aujourd'hui.

Ce point du programme permit aux Allemands de reprendre leur thèse en faveur de l'édition de Ratisbonne. M. Lanz, dans un discours étudié prétendit que cette restauration était impossible, vu les divergences des hommes de science au sujet de la notation, de l'interprétation à lui donner, de l'exécution. Il la trouvait nuisible aux offices à cause de la longueur des mélodies ; inconvenante et inopportune à cause des actes par

lesquels la Sacrée Congrégation avait approuvé l'édition de Ratisbonne : chercher encore, c'était lui donner tort. La conclusion était que l'on devait s'en tenir à cette édition : le désir d'une mère est un ordre, dit-il, et la Sacrée Congrégation a bien le droit d'imposer même la plus mauvaise édition.

Cette dernière phrase souleva un murmure dans l'assemblée. On répondit que l'expression avait outrepassé l'idée : que l'orateur avait voulu sans doute affirmer la suprême autorité du Saint Siège ; mais non qu'il pût jamais venir en la pensée de la Sacrée Congrégation d'imposer une édition mauvaise. Puis on réfuta les arguments présentés par l'orateur. Ce qui subsiste de divergences entre les savants pourrait établir que la restauration n'est pas faite ; elles ne prouvent pas qu'elle soit impossible. Ces divergences d'ailleurs ne portent que sur des points secondaires. L'exécution n'offre aucune difficulté qu'on ne puisse vaincre en peu de temps. Les mélodies cessent d'être trop longues lorsqu'elles sont convenablement exécutées. La connaissance des anciennes mélodies peut être utile même aux éditions abrégées parce qu'elle aidera à les mieux comprendre et à les mieux exécuter. Si l'on devait plus tard imposer un chant abrégé, elle aiderait à le rédiger avec plus de sûreté et de perfection. Ce n'est pas aller contre le désir de l'Eglise que de poursuivre des travaux qu'elle a encouragés. Et il faut avoir souci de son honneur qui serait compromis, si, par la faute de ses enfants fidèles, ses ennemis pouvaient lui reprocher d'avoir méconnu ses propres traditions. — Ces considérations développées surtout par M. Perriot firent une excellente impression. Elles amenèrent à la tribune M. Haberl qui conclut sa harangue en faisant appel à la plus fraternelle concorde entre l'autorité et la science. C'était admettre en principe la thèse qu'il avait combattue et adopter la solution qui avait les sympathies unanimes du Congrès. Plus tard, surtout au sujet des vœux à formuler, il y eut encore des escarmouches : les Allemands se montraient toujours soucieux de l'honneur de la Sacrée Congrégation des Rites qu'ils croyaient menacé par l'affirmation d'un retour à la tradition. La lecture de quelques mots d'une lettre de son Eminence le Cardinal Bartolini à M. le Président du Congrès fit taire leurs scrupules exagérés.

III. — MOYENS DE PRÉPARER ET DE DÉVELOPPER UNE AMÉLIORATION DU CHANT LITURGIQUE.

Sous ce titre le programme proposait 1^o la création d'une commission archéologique, et 2^o une édition critique et scientifique de plain-chant ; 3^o la création d'une commission archéologico-artistique, et 4^o une édition pratique ; enfin 5^o la fondation d'une *Société européenne de Guy d'Arezzo* pour développer les études d'archéologie musicale.

On laissa de côté pour le moment les quatre

premiers moyens ; on résolut la fondation de la société européenne de Guy d'Arezzo ; on choisit pour président M. Amelli, président du Congrès ; le siège de la société fut fixé à Milan ; la revue de la *Musica sacra* dont le titre devait être modifié pour répondre à un nouveau rôle, fut désignée comme l'organe de la Société ; il fut décidé que les membres effectifs seraient catholiques, mais que les savants non catholiques pourraient être membres correspondants. Ce dernier point souleva des discussions, soit parce que les avis étaient tout d'abord partagés sur le fond, soit parce que la formule satisfaisante fut difficile à trouver. Mais enfin l'entente se fit sur une formule proposée par M. le Président.

IV ACCOMPAGNEMENT DU PLAIN-CHANT

M. l'abbé Juget, maître de chapelle de la Cathédrale de Châlons, exprime l'avis que l'on devait abandonner le système consistant à accompagner le chant note par note et traiter certaines notes comme notes de passage.

M. l'abbé Nicolas Couturier, organiste de la Cathédrale de Langres, lut un rapport très-clair et très-méthodique rédigé dans l'ordre du programme. Ses conclusions furent trouvées les mêmes que celles de l'illustre Tomadini qui, ne pouvant assister au Congrès, avait envoyé son mémoire, conçu dans le même plan et exprimant les mêmes idées. D'autres membres appuyèrent différents points de ces théories, qui eurent l'assentiment du Congrès.

Liturgiquement, le chant peut être accompagné puisque l'Eglise ne l'a pas défendu, qu'elle admet l'orgue et en règle l'usage.

Artistiquement le plain-chant n'a rien qui soit rebelle à l'harmonie ; son genre diatonique, ses intervalles naturels, ses mélodies exquises de sentiment, tout se prête à l'harmonie. D'ailleurs l'harmonie elle-même est née du plain-chant, elle nous a donné des chefs-d'œuvre entièrement composés sur les thèmes du plain-chant.

Mais pour être bon, l'accompagnement doit être de la même nature que le plain-chant : ce serait un contre-sens que de l'affubler d'une harmonie conçue dans un genre étranger, comme celui de la musique moderne. L'harmonie du plain-chant ne doit pas être modulante ; elle ne doit altérer aucun des intervalles diatoniques du plain-chant. Elle ne saurait admettre les dissonnances attractives. Mais elle supporte les dissonnances causées par une note de passage, par un retardement.

Chaque ton a un caractère particulier, auquel peut répondre une formule harmonique spéciale : outre la constitution même de chaque ton, l'on en trouve la preuve dans l'étude comparée des motets composés par les maîtres dans les différents tons du plain-chant, surtout dans les incomparables motets de Palestrina. C'est là qu'il faut chercher les éléments de ces formules.

Ainsi traité l'accompagnement ne saurait être pour le plain-chant qu'un auxiliaire utile, un

ornement parfaitement séant qui ajoute à sa beauté native les richesses et les charmes de l'harmonie.

Avec plus de temps, il se fût élevé des discussions fort intéressantes sur ces questions de tonalité, d'accord sensible, de note sensible, d'harmonie ancienne, etc. Elles ne sont sans doute qu'ajournées.

(A suivre)

Courrier de l'Utile.

MANIÈRE D'ACCOMMODER LE LAPIN.

En ce moment le gibier est abondant, mais pas pour tout le monde. Combien en sont réduits à la vulgaire boucherie et à la basse-cour.

Le lapin domestique, dont on a trop médité, peut rendre de signalés services.

Avant d'indiquer une façon distinguée de l'apprêter, faisons deux observations et même trois :

1° Il y a lapin et lapin, comme il y a fagot et fagot. Les meilleurs sont les lapins russes, qui commencent à se répandre en France. On les reconnaît à la finesse de leur pelage blanc, aux taches noires qui agrémentent souvent les oreilles et le bout du museau, et à leurs yeux en émail rose.

2° Il faut manger les lapins jeunes.

3° Il importe de les isoler huit jours avant le sacrifice, dans une cabane un peu grande et d'ajouter à leur nourriture une quantité suffisante de verdure, de carottes, de feuilles de céleri et de persil coupé frais; ces aliments donnent à leur chair un parfum et une saveur qu'elle n'aurait pas sans cela.

Ceci fait, prenez votre lapin, tuez-le, écorchez frais, mettez dans une marinade mi-partie de vin blanc et de vinaigre, avec fort assaisonnement d'oignons et de persil, le corps du lapin préalablement fourré d'un bouquet de thym et de serpolet, et le ventre recousu.

Au bout de vingt-quatre heures, vous retirez la marinade et laissez sécher à l'air libre; après quoi vous levez les filets et les piquez finement. Vous détachez ensuite les cuisses des reins et vous enlevez l'os intérieur, celui qui correspond au fémur du squelette humain, en laissant intact l'os inférieur, qui doit vous servir de manche. Vous faites une farce composée d'un hachis de veau et de porc frais, assaisonnée de sel, poivre et fines épices, et relevée, si possible, par quelques truffes coupées menu. Vous introduisez cette farce dans l'intérieur des cuisses, à la place de l'os, et vous arrêtez en bas, par une couture, pour qu'elle ne s'échappe point. Vous faites revenir cuisses et filets dans le beurre, vous arrétant au blanc doré, et n'allez jamais jusqu'au brun. Vous retirez alors de la sauteuse et vous faites cuire dans un bon jus; vous glacez dix minutes avant de retirer du feu.

Vous dressez au milieu du plat les quatre cuisses, garnies d'une manchette en papier artis-

tement découpée; vous placez vos filets tout autour, et vous alignez en bordure une douzaine d'écrevisses, après avoir arrosé les cuisses et les filets avec le jus de la cuisson.

Gibelotte de lapin.

Coupez votre lapin en morceaux; mettez du beurre dans une casserole, du lard gras et n'ajoutez pas de sel; lorsque le lard aura pris couleur, vous le retirerez et mettrez votre lapin; faites aller à feu vif. Quand il est bien revenu, ajoutez une cuillerée de farine, retournez 2 ou 3 minutes vos morceaux, mettez alors le sang du lapin dans lequel vous aurez eu soin de verser une petite cuillerée de vinaigre, afin qu'il reste liquide. Mouillez moitié bouillon moitié vin blanc, si possible, un peu de poivre, muscade, quelques oignons, une échalotte, un bouquet garni. La cuisson achevée, ôtez le bouquet, dégraissez la sauce, qui ne doit être ni trop claire ni trop épaisse. On peut orner son plat de quelques croûtons frits. 2 heures suffisent pour la cuisson, si votre lapin est âgé de 6 à 8 mois.

Autre manière.

Si vous avez un lapin de belle et bonne qualité, prenez le devant de l'animal et accommodez-le comme le précédent. Il vous reste le râble que vous préparez de la manière suivante : après l'avoir fait mariner 24 heures avec sel, poivre, oignons, persil, une ou deux cuillerées d'huile d'olive, vous avez eu soin aussi de le larder comme un râble de lièvre. Faites cuire à la broche, enveloppé de papier beurré. Au moment de servir, ajoutez au jus quelques cuillerées de bonne crème. Ce mélange donne à ce mets un goût très succulent. Autant que possible, se servir de beurre frais, pour accommoder le lapin.

Cuisses de lapin aux pommes de terre.

Coupez en morceaux comme pour un ragoût, mettez dans une casserole de cuivre si possible, ou un vase de fonte, un bon morceau de beurre, faites jaunir vos morceaux de belle couleur, quand ils sont arrivés à ce point, saupoudrez-les de farine, remuez, ajoutez d'abord un peu d'eau pour humecter suffisamment, puis sel, poivre, muscade, bouquet garni. Après environ une demi-heure, ajoutez quelques pommes de terre longues. Elles peuvent selon les goûts se remplacer par de jeunes carottes, ou des tranches de céleri.

PRIMATUR.

Lingonis, die 18 octobris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La situation du marché ne s'est pas sensiblement modifiée depuis la semaine dernière. Le taux de l'escompte est demeuré stationnaire à Londres et à Paris et les dispositions générales ont conservé une attitude encourageante. Mais on n'a pas fait de progrès marquants surtout en ce qui concerne les valeurs françaises.

Le 3 0/0 a perdu 0.05 à 81.70; l'Amortissable les a gagnées en s'avancant à 82.05; le 4 1/2 a rétrogradé de 0.50 à 110.50; le 5 0/0 s'est amélioré de 0.10 et clôture à 116.55. En somme, calme à peu près plat sur nos Rentes.

Les fonds étrangers varient de tenue. L'Italien que l'on s'attendait à voir monter, reste effacé à 89.50. Il est vrai que le pays est en pleine agitation électorale; ce qui n'a jamais rien de bon en quelque pays que ce soit. Par contre les consolidés anglais se sont élevés de 100 7/16 à 101 1/4, et le 5 0/0 turc de 13.50 à 13.65. De leur côté, les valeurs égyptiennes témoignent d'une grande fermeté, et l'Union a gagné 15 francs : passant de 360 à 375.

Sur les valeurs de crédit les transactions ont été assez calmes. — La Banque de France, la mieux tenue, est montée de 5.440 à 5.475. L'action du Crédit Foncier fait 1.430, au lieu de 1.425, la

semaine dernière et après avoir baissé jusqu'à 1.415. Le Crédit Lyonnais est immobile à 640. Le Comptoir d'Escompte, 1020; la Banque d'Escompte, 630; la Banque Hypothécaire, 625; la Société Générale, 630, en diminution assez importante sur les dernières cotes.

Les chemins de fer français ont tous fait un pas en arrière excepté l'Est qui s'inscrit en hausse de 5 fr. à 765. Les autres ferment aux cours suivants : Lyon, 1650; Midi, 1.230; Nord, 2.010; Orléans, 1.285; Ouest, 795.

On prépare, pour ce mois-ci, des emprunts étrangers d'une certaine importance.

Nous croyons ces emprunts dangereux pour l'épargne, et nous ne saurions engager trop vivement nos lecteurs à s'abstenir de toute souscriptions à ces emprunts.

Il faut garder l'argent français pour la France et les affaires françaises.

Un bon courant de demandes continue, par exemple, à nous être fait, sur les actions de la *Société générale de Librairie catholique*, qu'on trouve encore à 500 fr.

Voilà une souscription que nous ne pouvons qu'encourager à cause de la sûreté du titre et du beau revenu qu'il produit.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des St-Pères, à Paris.

LA TOUSSAINT ET LES AMES DU PURGATOIRE

Livres publiés par la Société générale de Librairie catholique

L'Autre vie, par M. l'abbé E. Méric, professeur à la Sorbonne, 2 beaux volumes in-12 de xiii-401 et 402 pages. 6 »

— Le même, 2 vol. in-8. 10 »

Les âmes se reconnaîtront au ciel, par le même, 1 charmant petit vol. in-32 de 212 pages. 1 50

Conférences sur le purgatoire et le culte des morts, d'après les prédicateurs contemporains. (*Bibliothèque de la prédication contemporaine*). 1 vol. in-12 de 352 p. 3 »

Vie des Saints, d'après le P. Giry, par Mgr Paul Guérin, camérier de Sa Sainteté Léon XIII, 4 forts vol. in-12. de xlvii-753, 658, 823 et 738 pages. 16 »

Le ciel, ou le bonheur des Saints dans le Paradis, par M. l'abbé J. Marc, p. d. l. M.; 3^e édition 1 vol. in-12 de 360 pages, titre rouge et noir. 3 »

Les larmes du veuvage, essuyées par saint François de Sales. Ouvrage approuvé par Mgr Freppel, évêque d'Angers, avec notes et avant-propos, par M. Charles Brunetière. 1 joli vol. in-18 de 204 pages. 1 »

Le dogme de la mort, ses splendeurs, ses délices, dédié à ceux qui souffrent par B. Gassiat, proton. apost., docteur en théologie et en droit canon. 1 vol. in-12 de 48 pages. » 50

Le Cimetière et le Purgatoire, Considérations pour l'octave et le mois des morts, suivies de prières et de pratiques de piété, enrichies d'indulgences, applicables aux âmes du purgatoire, par P. Andrieux, curé de Melay, missionnaire du Sacré-Cœur, 1 vol. in-12 de vi-201 pages. 1 50

Le livre de tous ceux qui souffrent, par Léon Gauthier, 2^e édition, 1 vol. in-32 de viii-440 pages encadrées d'un filet rouge titre, rouge et noir, sur papier vergé, 3 »

— Le même, 3^e édition. 1 charmant petit vol. in-32 de viii-447 pages encadrées de vignettes moyen-âge, caractères elzéviriens, etc., comme ci-dessus 4 »

Neuvaine des morts, ou Méditations propres à adoucir l'idée de la mort, tirées des Pères de l'Eglise, précédées de l'Ordinaire de la Messe et suivies d'un Chemin de croix. 1 vol. in-18 de 110 pages. 1 »

Les Douleurs de la vie, la Mort, le Purgatoire espérance et consolation, par Mgr Postel, chanoine et vicaire général d'Alger, chanoine honoraire de Nancy, docteur en théologie, missionnaire apostolique, aumônier des Ursulines de Nice. 1 fort vol. in-12 de ii-672 pages, titre rouge et noir. 4 »

La Charité pour les morts et consolation pour les vivants, par J.-B. Gergerès, ancien magistrat, bibliothécaire de la ville de Bordeaux, membre titulaire de l'Institut des provinces de France, membre correspondant de la Société des antiquaires d'Ecosse, auteur du *Culte de Marie*, de la *Conversion du pianiste Hermann*, etc.; ouvrage approuvé par Son Em. Mgr le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, 2^e édition, entièrement refondue. 1 vol. in-18 de xxiv-609 pages. 2 50

Mois des morts ou Délivrance prompte et facile des âmes du Purgatoire, approuvé de la Sacrée-Congrégation et de Mgr l'Archevêque de Bourges, par l'abbé Cloquet, chanoine honoraire, missionnaire apostolique, ancien vicaire général; 8^e édition. 1 vol. in-18 de 288 pages. » 70

Souvenez-vous des âmes du Purgatoire, par A. de Gentelles. In-32 de 44 pages, 0 20

L'Adoration pour les âmes du Purgatoire, par le R. P. Tesnière. Brochure in-32. *La douzaine* 1 60

REPRISE DES CATÉCHISMES

LA SOMME DU CATÉCHISTE

COURS DE RELIGION ET D'HISTOIRE SACRÉE

A L'USAGE

Des Universités catholiques et des Séminaires, Collèges, Institutions et
Catéchismes de persévérance

Première partie — Cours de religion

4 FORTS VOLUMES IN-12

Les quatre volumes composant le *Cours de religion* ont pour objet :

Le I^{er} : le *Dogme*, xviii-31*-816 pages. — Le II^e : la *Grâce* (avec la *Prière* et les *Sacrements*), xviii-900 pages. — Le III^e : la *Morale*, xx-964 pages. — Le IV^e : la *Liturgie*, xviii-1020-12*-LXXXI pages.

Prix de chaque volume : 4 fr.

Le Catéchiste, cours de religion et d'histoire sacrée, abrégé du précédent, à l'usage des catéchismes de première communion, par le même auteur.

L'*Abrégé du Cours de religion* forme également 4 vol. in-18. Prix de chaque volume : 1 fr.

TOME I^{er} : *Dogme*. 1 vol. de viii-12*-204 pages. — TOME II : *Grâce*. 1 vol. de viii-246 pages. — TOME III : *Morale*. 1 vol. de viii-216 pages. — TOME IV : *Liturgie*. 1 vol. de vii-156-12* pages.

LA SOMME DU CATÉCHISTE

DEUXIÈME PARTIE — COURS D'HISTOIRE SACRÉE

Cette seconde partie formera également 4 volumes in-12

En vente :

TOME I^{er} et TOME II. — *Histoire sainte, Ancien Testament*

Prix de chaque volume : 4 fr.

Les autres volumes paraîtront prochainement.

L'ENCHIRIDION DU CATÉCHISTE

Par M. l'abbé REGNAUD

Auteur de la *Somme du Catéchiste*

1 fort volume in-12. — Prix 4 francs.

I^{re} PARTIE : AVIS, HOMÉLIES, HISTOIRES.

II^e PARTIE : PRIÈRES, MÉDITATIONS, HYMNES, CANTIQUES ET AUTRES EXERCICES POUR LA
PREMIÈRE COMMUNION ET LA CONFIRMATION.

Les *Avis* sont une instruction générale sur les diverses manières de faire le catéchisme et de l'appliquer avec fruit.

Les *Homélies* embrassent : 1^o la Retraite et le jour de la Première Communion, 2^o la Retraite et le jour de la Confirmation, 3^o l'admission des Enfants à la Persévérance. Ensemble neuf homélies pour le 1^{er} point, trois pour le 2^e, deux pour le 3^e.

Les *Histoires* qui correspondent à l'ordre et au fond de chaque homélie, sont au nombre de dix-huit sur la Première Communion, neuf sur la Confirmation, six sur la Persévérance.

LES CATÉCHÈSES

COURS DE PRÉDICATION

Homélies sur les Évangiles et les Épîtres des Dimanches et Fêtes, des
Féries et des Vigiles de l'Année chrétienne

CET OUVRAGE FORMERA HUIT FORTS VOLUMES IN-12

EN VENTE : TOME PREMIER ET DEUXIÈME, CHACUN. . . 4 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 43 :

PRÉDICATION : Pour le jour des trépassés : pitié pour les morts. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Solutions diverses concernant l'application du Bref *Nullo unquam tempore*. — Occurrence de la fête du Sacré-Cœur avec la fête du Précieux Sang. — Peut-on simplifier un double en occurrence perpétuelle avec une fête patronale ? — Y a-t-il une bénédiction pour la custode, pour l'ostensoir ? — Dans une messe votive du Saint-Esprit célébrée pendant l'octave de la Nativité, quelle sera la 3^e oraison ? — Peut-on chanter une messe votive *pro re gravi* aux fêtes de 2^e classe ? — Combien d'oraisons a une messe votive solennelle ? — Dans les diocèses où l'on célèbre solennellement les offices aux fêtes supprimées, doit-on encore célébrer la solennité le dimanche suivant ? — Par quel côté doit-on commencer, l'aspersion de l'eau bénite ? l'aspersion à l'absoute ? — La solennité du patron doit-elle céder la place à celle de l'Immaculée Conception ? — La messe basse célébrée *pro populo* est-elle mes-e privée ? — A quelle messe ne dit-on qu'une oraison ? — Protonotaires apostoliques. — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Documents. — Quand l'Etat prétend avoir une créance contre un évêque, à raison de la vente que l'Etat avait faite à son prédécesseur, de divers objets ou denrées, le recouvrement de cette créance ne peut pas être poursuivi par voie de contrainte administrative. Toutefois l'arrêté de débet par un préfet peut être déferé au conseil d'Etat et l'évêque doit présenter ses moyens de défense aux tribunaux. — De quelques impôts pouvant atteindre les églises, les curés, les fabriques. — Jurisprudence du Conseil d'Etat sur les contributions directes et sur les taxes assimilées à ces contributions. — VARIÉTÉS : Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882 (5^e et dernier article). — COURRIER DE L'UTILE : Nettoyage des ustensiles de cuisine.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE

DEMANDES ET RÉPONSES.

D. — Voudriez-vous m'indiquer par la voie de *L'Ami du Clergé*, un petit recueil contenant soit un dialogue soit un monologue, sur les principales fêtes de l'année, par exemple, sur la fête de Noël, un dialogue racontant la naissance de l'Enfant Jésus et que l'on pourrait faire débiter par les enfants du grand catéchisme en présence de leurs parents et devant la crèche ?

Je désire quelque chose d'intéressant et qui ne soit pas trop fade.

D., curé de V.

R. — L'auteur de la *Somme du Catéchiste*, M. l'abbé Regnaud a eu l'idée du recueil que vous désirez. Sous le titre de *DIALOGUES, LÉGENDES, POÉSIES*, il fait paraître successivement une série de pièces destinées à être récitées ou jouées par les enfants des catéchismes.

Les dialogues suivants ont paru :

L'Immaculée-Conception : Dialogue des Patriarches et des Prophètes. (Prix 0.20. le cent, 10 fr.)

Le mois de Marie : Dialogue des Fleurs. (Prix : 0,10. — Le cent, 5 fr.)

Allons au Catéchisme : Dialogue de jeunes Persévérants. (Prix : 0,20. — Le cent, 10 fr.)

Noël : Dialogue des Bergers. (Prix, 0,10 — Le cent, 5 fr.)

M. l'abbé Mouchard, du diocèse d'Orléans, a également publié, dans cet ordre d'idée, deux

volumes qui ont eu un grand succès et que nous vous recommandons comme excellents.

Cet ouvrage a pour titre : *LES FÊTES DE CATÉCHISME, Petits Dramas pour les Catéchisme de Persévérance*.

Il y a un volume pour les catéchismes de garçons et un autre pour celui des filles.

Les sujets sont pris soit dans l'histoire sainte, soit dans la Vie des Saints, soit dans quelque fait remarquable de l'histoire de France ou de l'histoire ecclésiastique.

Chaque volume se vend séparément 3 fr.

D. — Pour réveiller la foi chez les fidèles de ma paroisse, j'ai l'intention d'établir une congrégation de la sainte Vierge. Je n'aurai pour le moment que les enfants de la 1^{re} Communion. Indiquez-moi les ouvrages qui donnent un règlement simple et clair et ceux qui pourraient servir dans les réunions.

S. H., curé en Algérie.

R. — Le *Manuel des mères chrétiennes*, par le R. P. Ratisbonne, supérieur de N.-D. de Sion et directeur de l'Archiconfrérie des Mères chrétiennes, nous paraît répondre en grande partie à votre but. Vous y trouverez notamment le « Règlement de l'Archiconfrérie » et les « formalités à remplir pour l'agrégation. » Quinze éditions parues de cet ouvrage disent assez sa valeur et son succès.

Nous vous signalons encore :

1^o LE MANUEL DES DIRECTEURS DE CONGRÉGATIONS, par le R. P. Schouppé, de la Compagnie de

Jésus. C'est un « Recueil d'instructions pour les Congrégations de la sainte Vierge » très simple, très édifiant, et dont vous seriez certainement très satisfait. — 1 vol. in-12 : 3 fr.

2° Le PETIT MANUEL DE PIÉTÉ à l'usage des Enfants de Marie dans les Pensions et dans le Monde, par M. l'abbé Vernhet, missionnaire. Il a deux parties : l'une comprend les pratiques de piété, et l'autre les règlements qui ont trait à l'association. — 1 vol. in-32 de xvii-242 pages : 1 franc 25.

3° Le MANUEL DES ASSOCIATIONS CATHOLIQUES : Ouvrières Pieuses et Charitables, par M. l'abbé Verry, directeur d'apprentis à Bar-le-Duc. — Les associations proprement dites y sont distribuées en trois groupes : 1° Confréries en l'honneur de Dieu et de N.-S. J.-C.; — 2° Confréries en l'honneur de la sainte Vierge; — 3° Associations placées sous le vocable des saints. — Presque toutes sont accompagnées de leurs règlements spéciaux. — 1 fort volume in-8 de v-662 pages : 6 fr.

REVUE LITTÉRAIRE.

La dime, la corvée et le joug, par Charles BUET. (1 vol. in-12. — Victor Palmé, éditeur, à Paris. — En vente à Marseille à la librairie Chauffard).

Le nouveau livre de M. Charles Buet est le fruit de ses études sociales et historiques; aussi peut-on le placer entre le célèbre ouvrage de M. Le Play et le volume sur le *Mouvement communal au Moyen âge* de notre concitoyen, M. Edmond Demolin. Rappelons ce qu'étaient la *dime*, la *corvée* et le *joug* du temps passé et les comparer aux institutions de notre siècle, voilà l'essence de cette œuvre. Nous osons dire que s'il nous avait fallu traiter le même sujet, nous nous serions imposé un plan mieux défini et des limites mieux déterminées, mais nous aurions certainement émis les mêmes idées, en arrivant aux mêmes conclusions.

« On s'avise quelquefois, dit M. Charles Buet dans son introduction, d'appeler l'attention les tyrannies de l'ancien régime, pour faire oublier celles du temps présent. Cet expédient réussit toujours à donner le change. » Telle n'est pas la tactique de l'écrivain vraiment impartial; s'il doit présenter en entier le tableau de l'histoire d'autrefois et ne rien en dissimuler, ce n'est pas pour y opposer une vue partielle des temps modernes, dont le cadre ne laisserait voir que le progrès dans telle partie et cacherait la décadence dans telle autre. La *Dime* a été parfois prélevée d'une façon abusive : est-ce à dire qu'elle était injuste? Etn'était-elle pas bien moins lourde que les impôts dont nous sommes écrasés? Pourquoi flétrir la *Corvée* dans un siècle où elle existe, moins justement d'ailleurs, sous le nom de prestation en nature! Qu'était-ce que le *joug* seigneurial en comparaison du joug terrible de cette abstraction que l'on nomme la Loi? Pourtant M. Charles Buet se garde bien de nous proposer le retour à l'ancien régime; serviteur dévoué de la Maison de France, il pense, comme son auguste Chef, qu'il est absurde d'évoquer les fantômes de la dime, de la corvée et des droits seigneuriaux comme d'invincibles obstacles à la Restauration de la Monarchie légitime. Ces choses étaient bonnes à l'épo-

que où elles existaient ne le seraient plus aujourd'hui et si quelqu'un songe à les ressusciter, ce n'est certainement pas Monsieur le comte de Chambord. Mais il est deux principes qu'a renversés la Révolution et dont le triomphe desquels dépend la réforme sociale, ce sont la liberté et l'autorité : la liberté du peuple s'exprimant par l'autonomie des provinces et la décentralisation des communes; l'autorité du Roi, venant non pas d'en bas, mais d'en haut, comme un écoulement de la souveraineté de Dieu. C'est la leçon qu'il faut retirer du livre de M. Charles Buet, conclusion tout-à-fait contraire aux plans de la Révolution et partout absolument conforme aux enseignements de l'Eglise et aux principes de la Monarchie traditionnelle.

P. PELOUX.

CONSEILS A L'EPARGNE CATHOLIQUE.

Samedi, 21 octobre.

Nous avons laissé la Bourse assez hésitante il y a huit jours; nous la laisserons aujourd'hui en notable baisse. La situation intérieure et extérieure n'est peut-être pas étrangère à cet état de choses. En Egypte, l'Angleterre ne se presse pas de faire connaître ce qu'elle entend y faire, et laisse ainsi l'Europe, et principalement la France en suspens. A l'intérieur on ne parle que de désunion parmi les républicains; et, comme on est à la veille de la rentrée des Chambres, on craint que les conflits ne s'aggravent. Le budget de 1883, arrêté par le précédent ministre des finances, à la satisfaction commune, serait modifié par son successeur et prêterait lieu à de nouvelles luttes parlementaires. L'anarchie augmente dans les départements. Bref, les baissiers exploitent habilement tout cela et entraînent les valeurs en arrière.

Le 3 0/0 a reculé de 81.70 à 81.15; l'Amortissable, de 82.05 à 81.60; le 4 1/2, de 110.50 à 110; le 5 0/0 de 116.55 à 116.45.

Les fonds étrangers ont suivi le mouvement. Les consolidés anglais cotent 100 5/8 au lieu de 101 1/4; l'Italien, 89.05 au lieu de 89.50. Plus éprouvé encore, le Turc est descendu de 13.65 à 12.85.

La lourdeur persiste sur nos chemins de fer, et toutes les lignes sont en décroissance sur la semaine passée. Perte de 5 francs sur l'Est à 760, sur l'Orléans à 1.280, sur l'Ouest à 790; de 20 fr. sur le Midi à 1.210; de 25 francs sur le Lyon à 1.625; de 60 francs sur le Nord à 1.950.

Il n'y a pas de reprise sur les valeurs des Sociétés de crédit.

Parmi les emprunts étrangers auxquels nous faisons allusion dans le dernier numéro, en voici un qui montre déjà la tête. Le 24 octobre courant, il sera mis en souscription publique, au prix de 278 francs, 445.210 obligations 3 0/0 de la Compagnie du chemin de fer transcaucasien, remboursables à 500 francs. Cette forte prime ne nous dit rien qui vaille. Nous aimons mieux pour nos lecteurs de bonnes valeurs françaises : chemins de fer, emprunts de villes ou de départements, entreprises industrielles connues et éprouvées par le temps.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE JOUR DES TRÉPASSÉS : PITIÉ POUR LES MORTS !

Miserere mei, miserere mei, saltem vos amici mei, quia manus Domini tetigit me.

(Job., xv, 21.)

Nous lisons dans l'histoire de l'Eglise que le cruel Néron voulut un jour se donner la jouissance d'un spectacle nouveau. Il fit prendre à Rome tous les chrétiens qu'il put trouver et les fit revêtir d'une robe enduite de poix et de soufre. Puis, après les avoir répartis dans les divers quartiers de Rome, il les fit attacher à un pieu et ordonna qu'on mit le feu à leurs vêtements. Ces malheureux brûlèrent tout vivants dans d'atroces douleurs, et ils éclairaient des feux qui les consumaient la foule qui parcourait pendant la nuit les rues de la ville : spectacle effrayant qui toucha jusqu'aux larmes les payens eux-mêmes, impuissants du reste à y remédier ! Je sais un spectacle plus affreux encore. Descendez par la pensée dans les abîmes du purgatoire ; regardez les malheureuses prisonnières de la justice divine : elles sont tristes et gémissantes, elles sont entourées, pénétrées, consumées par un feu dévorant : entendez leurs prières suppliantes : « Je vous en conjure, ayez pitié de moi, vous du moins qui m'aimez ! » Heureusement, nous n'avons pas les mains liées comme les payens de Rome, nous pouvons les soulager, que dis-je ? nous le devons, c'est pour nous une obligation rigoureuse, mais hélas ! trop oubliée.

I

Nous devons venir en aide aux trépassés au nom de la charité, au nom des droits les plus imprescriptibles de la nature, au nom de nos intérêts les plus chers. Je reprends.

I. Au nom de la Charité d'abord. Les saints qui sont au ciel, les fidèles qui sont en purgatoire ne forment avec nous qu'une même famille dont Dieu est le Père, *Pater noster qui es in cœlis* ; nous sommes tous frères, *fratres enim sumus* ; par conséquent nous devons nous aimer d'un amour vrai, surnaturel et efficace. Nous devons nous vouloir et nous faire du bien, et surtout ne point rester insensibles au malheur de ceux qui souffrent, mais leur venir en aide, selon la mesure de notre pouvoir.

Or, dans la famille chrétienne, il en est qui souffrent horriblement : je veux dire les défunts détenus dans les cachots du purgatoire avec la privation de la vue de Dieu ! peine horrible ! Ils souffrent les rigueurs du feu, mais quel feu ! Écoutons saint Léonard de Port-Maurice. « Sauf la durée, c'est le même feu que celui de l'enfer, *idem ignis purgat electum, et cruciat damnatum, miro tamen modo purgantibus gravius*.

Et la raison qu'il en donne, c'est que dans l'enfer le damné brûle, mais dans le purgatoire les élus brûlent et sont purifiés. Le feu de l'enfer tourmente pour tourmenter, et c'est pour cela qu'il est moins intense ; tandis que le feu du purgatoire tourmente pour purifier et c'est pour cela qu'il agit avec plus de vigueur. Il n'est donc pas étonnant que les saints Pères, qui ont étudié les caractères de ce feu dévorant, en aient été épouvantés et ne sachent à quel supplice comparer les douleurs qu'il produit. S. Bernard va jusqu'à dire que toutes les peines que l'on peut imaginer en ce monde ne sont rien en comparaison de celles qu'on endure au purgatoire. Mettez ensemble, dit-il, les infirmités, les douleurs, la pauvreté, les malheurs, les calomnies, les inquiétudes, les ennuis, les douleurs de toutes sortes : qu'est-ce que tout cela en comparaison des flammes du purgatoire ? Rien. Rassemblez, et les maux de tête qui font éclater les tempes et sortir les yeux du front, et les souffrances de la goutte qui déchirent les nerfs, et les douleurs d'entrailles les plus cruelles, les spasmes les plus affreux, et tous les maux que peut endurer le corps humain ; que seront-ils comparés à ceux du purgatoire ? Rien. Ah ! quels tourments ! et qui pourra jamais les comprendre ? Je ne puis vous le dire, répond saint Cyrille d'Alexandrie. Je vous déclare seulement que chacune de ces âmes aimerait mieux souffrir tous les tourments qu'ont soufferts, que souffrent, et que souffriront tous les hommes depuis le commencement du monde jusqu'à la fin ; elle aimerait mieux les souffrir tous en même temps pendant des milliers de siècles, que de demeurer un seul jour en purgatoire¹.

On ne peut réfléchir à ces vérités terribles et rester insensible, si l'on a la foi. On ne peut avoir en son cœur la charité de Jésus-Christ et ne rien faire pour les âmes du purgatoire. Aussi tout chrétien digne de ce nom a de la dévotion pour les trépassés. Quels beaux exemples nous donnent les saints à ce sujet ! Saint Dominique se donnait toutes les nuits la discipline jusqu'au sang pour les prisonniers de la justice divine, pour les âmes du purgatoire ; sainte Lidwine, touchée de compassion pour elles, en vint à verser des larmes de sang ; sainte Christine ayant, de par Notre-Seigneur, le choix d'aller au ciel immédiatement ou de rester sur la terre, aimait mieux prendre ce dernier parti pour assister ces pauvres âmes. Sainte Thérèse offrait pour leur soulagement tout ce qu'elle pourrait faire et souffrir jusqu'à la fin de sa vie, et ce dévouement lui a été commun avec bien d'autres saints.

II Mais outre la charité qui l'oblige à l'égard de tous les chrétiens, chacun de nous est lié par des liens spéciaux et sacrés à des êtres chéris qui ne sont plus et qui probablement gémissent en purgatoire. Nous le savons, il faut être si pur

¹ S. Léonard de Port-Maurice, *Œuvres*, II, p. 110. trad. de Ch. de Sainte-Foi.

pour entrer dans le ciel, et Dieu est si rigoureux dans sa justice au-delà de la tombe ! Saint Vincent Ferrier ne croit-il pas que pour un simple péché véniel on ne reste pas moins d'un an en purgatoire ? Soyons-en sûrs, dans ces prisons souterraines, s'il nous était permis d'y pénétrer, nous y trouverions des parents : un père, une mère, des frères, des sœurs ; nous y trouverions des amis ; nous y trouverions des bienfaiteurs ; nous y trouverions hélas ! des âmes que nous y avons précipitées par nos scandales. Si nous savions qu'à l'heure même où je vous parle, quelqu'un de nos proches est envahi par le feu ; et si pour le sauver il n'y avait qu'à courir et à lui tendre la main, ne volerions-nous pas à sa délivrance avec empressement ? Entendez donc les voix qui vous crient au-delà de la tombe : Ayez pitié de nous, ô père, ô mère, ô fils, ô mari, ô femme, ô parents, ô amis, ô vous qui êtes cause de nos souffrances ! Voyez les flammes qui nous dévorent et les ardeurs de nos cœurs qui sont impuissants à trouver ce qu'ils désirent ; entendez nos prières et nos supplications ! De grâce, laissez-vous toucher de compassion ! Ne nous refusez pas une assistance qui vous est si facile et qui nous sera si utile ! »

III. D'autant plus que vous ne sauriez mieux consulter vos intérêts qu'en venant en aide aux âmes du purgatoire. Et d'abord, les œuvres pieuses que vous exercerez à leur intention accroîtront votre propre trésor de mérites. La prière pour les morts est non seulement l'expression de la « piété, » mais encore la profession de la « foi » au dogme catholique, l'exercice de « l'espérance » dans les promesses divines, la pratique de la « charité » fraternelle. Les aumônes que vous distribuez pour obtenir la délivrance de vos frères sollicitent votre « pardon » des péchés que vous avez pu commettre spécialement dans l'usage des biens temporels. En satisfaisant pour eux, vous « satisfaites » pour vous-même. Vous accélérez leur gloire ; vous préparez la vôtre. En leur appliquant vos bonnes œuvres, Dieu vous en fait un mérite personnel. « Fais du bien au juste, dit-il, et tu en trouveras la récompense. » (Eccles., XII, 2.)¹ Et puis, vous vous créez des protecteurs aussi puissants que dévoués pour vos intérêts éternels et temporels. Quand par vos prières, par vos bonnes œuvres, vous avez satisfait pour une âme du purgatoire, l'ange du Seigneur vient lui annoncer son heureuse délivrance. « Courage, âme désolée, lui dit-il, *surge velociter !* Tu avais encore tant d'années à souffrir ; mais le temps a été abrégé, il est fini. — Il est fini ? — Un tel a satisfait pour toi. — Ange saint, béni soit Dieu ! Béni soit mon bienfaiteur ! Mais comment lui témoignerai-je ma reconnaissance, *quam mercedem dabimus ei ?* » Et l'âme délivrée s'envole dans le sein de Dieu ; et sans cesse elle intercède pour son libérateur afin de lui obtenir tous les

moyens de salut. Elle veille même avec un soin jaloux sur ses affaires temporelles. Combien de négociants se sont enrichis, seulement pour avoir partagé avec les âmes du purgatoire les profits de leur commerce ? Combien de voyageurs ont échappé à des périls évidents, pour avoir appelé à leur secours ces saintes âmes ? Leurs prières sont si efficaces que sainte Catherine de Bologne disait que beaucoup de grâces qu'elle n'avait pu obtenir par l'intercession des plus grands saints lui avaient été accordées de cette manière...

II

Passons à notre seconde idée. J'ai dit que c'est pour nous un devoir de soulager les âmes du purgatoire, j'ajoute que c'est malheureusement un devoir bien négligé.

Il y a dans la souffrance, dit un célèbre orateur², quelque chose de plus triste que la souffrance elle-même : le délaissement. Souffrir et trouver quelqu'un qui se souvient, qui s'intéresse, qui compatit, à peine si c'est souffrir encore ; mais souffrir et savoir que personne ne partage votre souffrance par un sentiment, par une larme par un souvenir ; c'est-à-dire souffrir et ne pas trouver de consolation, c'est la douleur multipliée par la douleur. C'est là ce qui arrachait à Job assis dans sa misère, et à Jérémie pleurant sur les ruines de Jérusalem, leurs plus douloureux gémissements. Et c'est là ce qui donne aux douleurs des âmes du purgatoire un intérêt souverain et ce qui nous commande la plus légitime compassion : leurs douleurs sont les plus délaissées de toutes les douleurs.

Je le sais, il y a de nobles exceptions. Il se rencontre des cœurs portant dans une blessure tous les jours vivante un souvenir et un regret qui ne savent pas mourir ; des cœurs qui ne se lassent pas de prier, de se mortifier pour se rendre utiles par leurs suffrages à ceux qu'ils ont perdus. Mais, disons-le en rougissant pour la nature humaine, on est oublieux des morts. Le souvenir de ceux qui ne sont plus est presque aussi fugitif que le son des cloches qui gémissaient tristement au jour des funérailles. On oublie à cause de préoccupations, des sollicitudes et des distractions de la vie ; on oublie à cause de la faiblesse du cœur humain qui n'est guère impressionné que par ce qui se voit, se touche et s'entend ; on oublie hélas ! par avarice. C'est de vous que je parle, exécuteurs testamentaires qui supprimez sans scrupule les clauses religieuses des suprêmes volontés des mourants ; notaires qui cachez les codicilles au préjudice des défunts ; héritiers qui n'accomplissez jamais ces legs pieux ; enfants qui différez indéfiniment de faire dire les prières réclamées par vos parents à l'heure dernière !

Ah ! si Dieu permettait aux défunts de venir exprimer à leurs parents toute la douleur de leur

¹ Cardinal de la Luzerne.

² R. P. Félix.

délaissement, quels accents déchirants ne feraient-ils pas entendre! « Hélas! pourraient-ils dire trop souvent, on m'a oublié, personne ne prie plus pour moi, personne ne pense plus à moi, personne ne prononce même plus mon nom! On possède ma maison, mes biens, mes richesses et l'on me délaisse, on ne fait pas même célébrer une seule messe pour le repos de mon âme! On emploie ma fortune à l'orgueil, au plaisir, à l'iniquité, et l'on me laisse dans les flammes, *dum superbit impius, manditur pauper!* On se perd avec ce qui devrait me sauver, *comederunt sacrificia mortuorum, et multiplicata est in eis ruina!* O vous qui passez, voyez s'il est une douleur semblable à ma douleur! »

Toutefois il y a un cœur qui, au milieu du délaissement universel, n'oublie pas : c'est le cœur d'une mère, le cœur de l'Eglise. Tous les jours, des milliers et des milliers de fois, autant qu'il se célèbre de messes dans l'univers catholique, autant qu'il se récite d'heures du saint Office, elle fait mémoire des trépassés et demande pour eux le « séjour du rafraîchissement, de la lumière et de la paix, par J.-C. N.-S. » Et chaque année elle a un grand jour de deuil pour pleurer sur ses enfants qui ne sont plus, pour provoquer en leur faveur la pitié des fidèles, en demandant par l'organe de ses ministres des prières, des sacrifices, des bonnes œuvres. Puisse l'ange de cette paroisse recueillir une abondante moisson de suffrages et porter cette année de nombreuses lettres de délivrance aux saintes prisonnières du purgatoire!...

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Decretum Leonis XIII *Nullo unquam tempore* de 28 junii anni currentis assignat in kalendario universali sub ritu duplici minore :

1^o S. Cyrillum Alexandrinum episcopum confessorem diei 9 febr. Jamvero in diocesi Lausannensi huic diei jam affixus est S. Marius episcopus Lausannensis sub ritu etiam dupl. min. Utrumque festum, ritus æqualis, a die suo natali translatus est : S. Marius e 31 decembris, et S. Cyrillus e 28 januarii. Sed S. Marius est festum proprie diocesanum (quæ episcopus Lausannensis) particulare, dum S. Cyrillus est festum universale. Ideo ille (S. Marius) præferendus et in sua sede ipsi assignata relinquendus, et hic (S. Cyrillus) ulterius transferendus videtur.

2^o Dies 10 febr. occupata est natali proprio S. Scholasticæ, dies 11 febr. etiam occupata est festo duplici diocesanano S. Odilonis abbatis, translato e die suo natali 1 januarii et huic diei 11 febr. affixo. Cum hic sæpius in diocesi Lausannen. commemoratus sit, tanquam festum particulare, ceteris paribus, S. Cyrillo præferendus videtur.

Dies sequentes, 12, 13, 14 et 15 februarii in kalendario diocesanano Lausannen. occupati sunt festis ritus semiduplicis e die suo natali proprio translatis : nempe : 12 febr. festo S. Meinradi Mart., e 21 jan. huic diei affixo. 13 — festo S. Raymundi de Pennafort, e 23 jan. 14 — festo S. Brigidæ virg., e 1 febr. 15 — festo S. Aviti ep. et conf., e 5 febr.

Hi quatuor Sancti nullam habent specialem relationem ad diocesim Lausannen., nisi ratione viciniae, v. gr. Meinradus et Avitus; non possunt ergo considerari ut festa particularia diocesi propria; præterea omnia sunt e die suo natali translata, gaudent ritu tantum semiduplicio. Ideo S. Cyrillus festum universale ritus superioris ipsis præferendum, et diei 12 febr. assignandum, et prædicta semiduplicia uno die ulterius transferenda videntur : S. Meinradus in 13, Raymundus in 14, Brigida in 15 et Avitus in 18 febr.

Dubium tamen ingerit ipsum Breve Pontificium, in quo nova festa pro kalendario Cleri Romani ultra festa etiam semiduplicia e sua die natali jam translata et Diocesi Romanæ nullo modo propria transferuntur; v. gr. S. Cyrillus Alex. ultra S. Raymundum diei 18 febr. affixum, S. Augustinus Cantuar. ultra S. Ferdinandum 5 jun. affixum; S. Josaphat Mart. ultra S. Didacum 1 dec. affixum.

3^o Eadem difficultas recurrit pro S. Josaphat 14 nov. affixo. Illa dies occupata est in hac diocesi festo S. Himerii conf. dupl. etiam translato e die natali 12 nov. Hic sanctus incolebat vallem ab ipso nuncupatam, quæ tunc ad diocesim Lausannen., nunc vero ad dioc. Basileen., pertinebat. An ideo considerari potest ut festum particulare, diocesi proprium, et ideo festo universali præferendum? Si affirmative, S. Josaphat ulterius transferri debet.

Dies sequentes jam occupati sunt.

4^o Die 26 nov. in kalendario diocesanano affixus est S. Columbanus Abbas semidupl., translatus e 21 nov. Hic sanctus nullam habet specialem relationem ad diocesim, nisi ratione viciniae : num etiam præferendus est novo festo duplici S. Josaphat, et hic assignandus est diei 27 novembris, quæ hic est omnino libera?

R. — Ad I. Comme la fête de saint Marius est particulière à votre diocèse de Lausanne, et que de plus elle vous est propre puisque ce saint a été évêque de Lausanne, vous devez lui garder son jour, et transférer saint Cyrille d'Alexandrie.

Ad II. Vous ne pouvez pas replacer saint Cyrille au x février qui est occupé par sainte Scholastique morte ce jour-là, ni au xi février qui est occupé par saint Odilon, fête particulière à votre diocèse et qui a le même grade.

Mais, vous devez le replacer au xii qui est occupé seulement par une fête semidouble non célébrée au jour de la mort du saint. Vous devez alors reculer saint Meinrade. Le doute que vous exprimez ne repose que sur une conjecture peu probable, tandis que la solution que nous donnons repose sur l'enseignement des auteurs et sur les décrets. Nous ne pouvons croire que Léon XIII s'en serait écarté, à moins que les saints semidoubles ne soient en leur jour propre, c'est-à-dire au jour même de leur mort, parce que dans ce cas les nouveaux saints, même du grade double, ne les déplacent pas et se transfèrent plus loin.

Ad III. Saint Himeré doit rester au 14 novembre parce qu'il est particulier au diocèse. S. Josaphat doit être déplacé plus loin, mais où?

Ad IV. Il doit être déplacé le 26, puisque S. Colomban n'est que semidouble et n'est pas en son jour propre. S. Colomban doit être transféré au 27 novembre qui est pour vous un jour libre.

Q. — Je vous remercie d'avoir répondu avec tant d'obligeance aux questions que j'ai eu l'honneur de vous poser;

seulement à la fin de vos savantes réponses, vous demandez, page 434, que je m'explique plus nettement sur l'occurrence de la solennité du SS. Cœur de Jésus avec la fête du Précieux-Sang. Je demande donc qui l'emportera pour l'office public quand la solennité externe du SS. Cœur de Jésus, double de 2^{me} classe, transférée au dimanche suivant, coïncidera avec la fête du Précieux-Sang?

2^o J'ai appris avec bonheur que vous deviez donner dans votre admirable *Ami du Clergé* un commentaire sur le nouveau décret du 23 juillet dernier; à ce propos je vous prie de dire si on peut simplifier un double coïncidant avec la fête patronale et son jour octave, ainsi S. Maurice étant patron, peut-on simplifier S. Thomas de Villeneuve?

3^o Y a-t-il une bénédiction spéciale pour la custode en verre, qui doit renfermer le Saint Sacrement devant être exposé? Laquelle? Est-elle obligatoire? Est-elle réservée?

4^o Y a-t-il une bénédiction spéciale pour l'ostensoir? Laquelle? Est-elle obligatoire? Est-elle réservée?

5^o Quelles sont les règles que l'on doit suivre pour placer de nouveaux saints imposés? Si ces saints appartiennent à l'Eglise universelle et qu'ils se rencontrent soit avec des saints de l'Eglise universelle déjà transférés, ou avec des saints du Bréviaire en leur jour propre ou natal, soit avec des saints d'un calendrier diocésain, saints placés en leur jour véritable? saints transférés?

6^o Dans une messe votive privée du S. Esprit dite pendant l'Octave de la Nativité de la sainte Vierge, en un jour où on fait l'office de la dite octave, quelle sera la troisième oraison? Il n'y a point de simple, ni d'autre octave courante.

R. — Ad I. Nous ne pensons pas que vous puissiez, sans indult, transférer la solennité externe du Sacré-Cœur, qui est de 2^e classe dans votre diocèse, au dimanche suivant qui est lui-même occupé par le Précieux-Sang de N. S. J.-C. également fête de seconde classe. Pour résoudre plus sûrement ce cas, nous aurions eu besoin du texte de l'Indult qui vous autorise à remettre au dimanche suivant la solennité du Sacré-Cœur.

Ad II. Vous ne devez pas simplifier saint Thomas de Villeneuve, mais vous devez le remettre au premier jour libre, qui sera désormais son jour fixe.

Quant au jour octave de S. Maurice, il tombe le 29 septembre, fête de saint Michel Archange, qui est de seconde classe. Or le jour octave ne déplace pas une fête de seconde classe. On doit donc faire mémoire du jour octave aux premières et aux secondes vêpres, ainsi qu'à laudes et à la messe.

Ad III. Nous avons déjà dit que le St-Siège n'approuve pas les custodes en verre qui touchent immédiatement la sainte hostie.

Quant aux véritables custodes on prend la bénédiction qui est intitulée dans le Rituel : *Benedictio tabernaculi seu vasculi pro sacrosancta Eucharistia conservanda*;

La bénédiction de la lunule est regardée communément comme obligatoire.

Elle est réservée à l'évêque comme les vêtements sacerdotaux.

Ad IV. Il y a maintenant une bénédiction spéciale pour l'ostensoir. Elle se trouve dans l'Appendice du Rituel romain sous ce titre : *Benedictio ostensorii pro Ss. Sacramento fidelium venerationi exponendo*. Rien ne prouve qu'elle soit obligatoire, mais elle est certainement très-loua-

blée. Nous pensons qu'elle est réservée comme celle de la lunule.

Ad V. Ces questions, telles qu'elles sont posées, sont trop vastes. Nous prions notre docte confrère de nous adresser des cas particuliers.

Ad VI. Dans une messe votive privée du Saint-Esprit dite pendant l'octave de la Nativité, la 3^e oraison est *Ecclesiae* ou bien pour le Pape.

Q. — Peut-on chanter une messe votive *pro re gravi* prescrite par l'évêque, à une fête de 2^e classe. L'indult pour l'Adoration perpétuelle le défend. Le permet-on aux prières de Quarante Heures?

2^o Combien d'oraisons peut-on dire à une messe votive de première classe prescrite par l'évêque?

3^o Dans les diocèses où les prêtres sont obligés de faire les offices comme le dimanche aux fêtes supprimées par le Concordat de 1801, par exemple à l'Epiphanie, Fête-Dieu, SS. Pierre et Paul, y a-t-il encore obligation de chanter la messe votive le dimanche suivant?

R. — Ad I. Oui, on peut dire des messes votives solennelles à une fête de 2^e classe, conformément à une décision de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 11 mars 1837 : ... « in Dominicis privilegiatis secundæ classis, et festis itidem secundæ classis. » (n. 4806 ad 1.)

Vous m'objectez que les Indults relatifs à l'Adoration perpétuelle le défendent. C'est une erreur. Ces Indults défendent de dire les messes votives de l'Adoration perpétuelle aux fêtes de seconde classe. Cela est possible, et nous savons même que cet Indult a été concédé pour un très grand nombre de diocèses. Mais ces messes votives célébrées à l'occasion de l'Adoration perpétuelle, ne sont pas des messes votives solennelles proprement dites; or l'évêque a le droit, pour une cause grave, de prescrire des messes votives proprement dites, et alors on doit les dire dans les fêtes de 2^e classe, en vertu du décret de 1837 cité plus haut.

Quant aux messes votives célébrées à l'occasion des Quarante-Heures, elles ne sont pas des messes votives solennelles proprement dites, et ne peuvent pas se dire aux fêtes de 2^e classe.

Ad II. Lorsqu'on dit une messe votive solennelle proprement dite, prescrite par l'évêque, on ne peut dire qu'une seule oraison; on ne fait aucune mémoire, lors même que cette messe se célébrerait dans une église où l'on ne dit pas de messe conventuelle, car les règles liturgiques ne font aucune distinction.

Ad III. Dans les diocèses où l'on célèbre les offices comme le dimanche aux fêtes supprimées, il y a encore obligation de chanter la messe votive le dimanche suivant. Il y a donc deux obligations. L'obligation de célébrer le dimanche suivant, les fêtes de l'Epiphanie, de la Fête-Dieu, des Saints Apôtres Pierre et Paul, des patrons du diocèse et de la paroisse, est nettement établie dans le texte même du Concordat liturgique du 9 avril 1802 : « ... exceptis tamen festis Epiphaniæ Domini, SSmi Corporis Christi, SSrum Apostolorum Petri et Pauli, et sanctorum Patrono-

rum cujuslibet diocesis et parœciæ, quæ in Dominica proxime occurrente in omnibus ecclesiis celebrabuntur. »

L'obligation de célébrer en outre ces fêtes le jour même de l'incidence, était également marquée dans le même texte. On y lit que le Souverain Pontife, tout en dispensant les fidèles d'assister au saint sacrifice, de se reposer et de jeûner, voulut cependant que les saints offices et les cérémonies s'accomplissent en ces jours comme on le faisait auparavant. Voici les paroles mêmes du Cardinal :

« Eam tamen legem adjectam esse voluit, ut in festis diebus vigiliisque eos præcedentibus, quæ suppressæ decernuntur, in omnibus ecclesiis nihil de consueto divinorum officiorum sacramentorumque cœremoniarum ordine ac ritu innovetur, sed omnia ea prorsus ratione peragantur, qua hactenus consueverant... »

Il est donc certain que l'on devrait 1^o célébrer ces fêtes le jour de leur incidence, 2^o chanter en outre une messe votive solennelle de ces fêtes le premier dimanche suivant⁴. Par conséquent, si vous vous contentiez de célébrer ces fêtes le jour de l'incidence, sans en transférer encore la solennité externe au dimanche suivant, vous violeriez la lettre de la loi.

En beaucoup de diocèses, les fêtes susdites ne sont plus célébrées avec chant au jour de leur incidence. Dans beaucoup même elles n'y ont jamais été célébrées, parce que le texte du concordat de 1801 n'avait pas été compris dans le sens de l'Instruction donnée plus tard, en 1804, par le cardinal Caprara à M. Forgeur, vicaire général de Malines, et que Nos Seigneurs les évêques de ces diocèses ne les rétablirent pas. C'est une question pratique dont la solution appartient à l'autorité ecclésiastique.

Q. — 1^o A l'aspersion de l'eau bénite, le célébrant ayant aspergé le chœur, doit-il, pour asperger le peuple commencer par sa droite, c'est-à-dire le côté de l'évangile et revenir par celui de l'épître, ou *vice versâ* ?

2^o A l'absoute, doit-il d'abord asperger le côté qui est à sa droite, c'est-à-dire le côté de l'évangile et revenir par celui de l'épître, ou *vice versâ* ?

R. — Ad I. Les rubriques n'indiquent pas la manière de faire l'aspersion de l'eau bénite. Mais en 1862 l'évêque de Saint-Paul de Minesota en Amérique ayant demandé si l'on pouvait tolérer la coutume d'asperger le peuple en allant par le côté de l'épître et revenant par le côté de l'évangile, ou bien s'il valait mieux se tenir à l'entrée du sanctuaire et de là asperger le peuple au milieu, à droite et à gauche, la sacrée Congrégation des rites répondit que dans ce cas il fallait conserver la coutume : « In casu servandam consuetudinem. » (S. R. C., 22 mars, n. 5322 ad 2.) Si donc vous avez cette coutume, vous devez la garder. Si vous n'en aviez pas, nous pensons que vous pourriez très bien commencer par le côté de l'évangile, qui est le plus digne, et revenir par le

côté de l'épître, ainsi qu'on le pratique dans un très grand nombre d'églises.

Ad II. Pour l'absoute, la solution est plus facile, parce que la rubrique indique ce qu'il faut faire ; on asperge d'abord le côté droit, puis le gauche : « ... circiensi tulum aspergit illum aqua benedicta, ter a parte dextra, et ter a sinistra... » (Ritus celeb. Missam, n. 4.)

Mais s'agit-il de la droite du célébrant, ou de la droite de l'église ? Il s'agit de la droite du célébrant. Au reste, la droite du célébrant est aussi la droite de l'église, excepté aux enterrements des prêtres.

Q. — 1^o Dans votre numéro du 28 juillet 1881, page 353, vous dites que la solennité de saint Nicolas, patron d'une paroisse, doit céder sa place à l'Immaculée-Conception, fixée au 2^e dimanche de l'Avent ; cependant des prêtres très autorisés disent le contraire, donnant pour raison que la solennité de l'Immaculée-Conception est fixée à ce dimanche par un bref particulier, tandis que celle du patron doit se faire d'après le droit général. Pourriez-vous citer quelques décrets de Rome établissant votre décision ?

2^o Pourriez-vous définir nettement ce qu'il faut entendre par *Missa privata*, à laquelle il faut faire mémoire d'un simple. Toute messe basse, autre que celle de paroisse le dimanche, doit-elle être regardée comme privée ? Un curé qui doit dire la messe basse *pro populo* aux fêtes commandées qui tombent dans la semaine, doit-il faire mémoire du simple ? Y aurait-il une différence entre lui et son vicaire qui ne dit pas la messe *pro populo* ?

3^o Dans quelles circonstances ne faut-il faire qu'une conclusion à la messe, quoiqu'il y ait plusieurs oraisons ?

Ad I. Nous croyons que notre solution est fondée, et que la solennité de l'Immaculée-Conception doit passer avant la solennité de saint Nicolas patron, parce que dans les diverses règles de translation, la règle de dignité l'emporte sur la règle de particularité, quand d'ailleurs le grade et la principalité sont les mêmes ; or, c'est ce qui a lieu, puisque d'un côté les fêtes de l'Immaculée-Conception et de saint Nicolas sont toutes deux de première classe, et toutes deux primaires, et que de l'autre côté, la fête de l'Immaculée-Conception est plus digne que celle de saint Nicolas.

Vous nous objectez que la solennité de l'Immaculée-Conception est fixée à ce dimanche par un Bref particulier, tandis que celle du patron se fait d'après le droit général. Nous répondons que cette règle de facultativité ne vient qu'après la règle de dignité.

Ad II. Dans le cas présent, on entend par messe privée celle qui n'est pas chantée. Toute messe basse, autre que la messe chantée le dimanche, doit être regardée comme privée. Un curé qui dit la messe basse pour son peuple aux fêtes qui tombent dans la semaine ne doit pas faire mémoire d'un simple ; il n'y a sur ce point aucune différence entre le curé et le vicaire.

Ad III. Il est plusieurs circonstances où deux oraisons se disent sous la même conclusion. Nous disons deux oraisons, parce qu'on ne dit jamais trois oraisons sous une seule conclusion. Par conséquent les cas que nous allons indiquer supposent qu'il n'y a que deux oraisons. Cela posé,

on dit sous une conclusion avec l'oraison de la messe :

1° L'oraison commandée pour une cause grave ; elle se dit sous une seule conclusion aux fêtes de première classe : « Si oratio præcepta sit pro re gravi, dicenda erit in duplicibus primæ classis sub unica conclusione, et in duplicibus secundæ classis sub sua conclusione ;

2° L'oraison du saint Sacrement exposé, mais seulement aux doubles de 1^{re} et de 2^e classe, car aux doubles-majeurs et au-dessous cette mémoire se ferait sous une conclusion distincte. Cette mémoire du saint Sacrement exposé se ferait sans doute également sous une seule conclusion aux vigiles de Noël et de la Pentecôte, et aux votives solennelles.

3° Aux anniversaires de la création et du couronnement du Souverain-Pontife ; mais seulement aux fêtes de seconde classe, car cette oraison ne se dit pas aux fêtes de 1^{re} classe ; et, dans les doubles-majeurs et au-dessous elle se dit après les oraisons, s'il y en a. (S. R. C. 17 septembre 1785.)

Il en est de même aux anniversaires de l'élection et de la consécration de l'évêque.

4° Aux jours d'ordination ; comme on le voit au Pontifical ;

5° A la messe d'actions de grâces, ainsi qu'il est marqué au Missel.

5° Aux dimanches où l'on célèbre les fêtes renvoyées au dimanche suivant quant à la solennité, à savoir les fêtes de l'Épiphanie, de la Fête-Dieu, des saints Pierre et Paul, du patron du lieu, et du patron du diocèse.

Nous ne prétendons pas avoir donné toutes les circonstances où l'on doit dire deux oraisons, sous la même conclusion, mais nous avons indiqué les principales.

PROTONOTAIRES TITULAIRES.

On distingue trois classes de Protonotaires : 1° les Protonotaires *participantes*, 2° les Protonotaires *ad instar participantium*, appelés encore surnuméraires, 3° les Protonotaires *titulares*, appelés encore honoraires.

Nous n'avons rien dit de la première classe, parce que ces Protonotaires sont très peu nombreux, et que cette question serait trop peu pratique.

Quant aux Protonotaires *ad instar*, nous avons rappelé dans un des derniers numéros les règles tracées par Pie IX.

Aujourd'hui, nous allons indiquer les privilèges des Protonotaires titulaires, tels qu'ils ont été fixés par le dernier décret de la sacrée Congrégation des rites, en date du 27 avril 1818.

Cum eos longe differre palam sit ab illis, qui sunt de Collegio Participantium, vel ad instar Participantium a Sanctissimo Domino Nostro ex Romanæ Curie Prælati adsciscuntur, decretum est, ea dumtaxat privilegia, jura, exemptiones, præeminentias, prærogativas iisdem competere,

quæ infra singillatim enumerantur : aliis proinde, quibuscumque præsentî Decreto non descriptis, irritis declaratis, et deletis, et abrogatis, utpote quæ ex falsa plerumque Diplomatum interpretatione, vel ex prava consuetudine, vel ex alio quovis prætextu usurpabantur, iisque insuper moderatis, ac reformatis, quæ licet alias tribuerentur, gliscentibus tamen malis occasionem præbuisse dignoscuntur.

1. Igitur jus erit Protonotariis Apostolicis titularibus extra Urbem dumtaxat, et quando eo loci, ubi degunt, non adsit Summus Pontifex, uti habitu Prælatitio, videlicet Veste Talari, et Palliolo nuncupato Mantelletto nigri coloris.

Ex decretis a Gardellini relatis constat, vestes violaceas Protonotariis concessas quandoque fuisse, ex hoc autem loco plane liquet, eas Protonotariis titularibus vetitas esse ¹.

2. Eo habitu Prælatitio nigri coloris cum Rochetto subtus palliolum uti poterunt Protonotarii in publicis supplicationibus, aliisque Ecclesiæ functionibus ; in reliquis vero Rochettum dimittant, simulque sciant se, licet forte plures insimul conveniant, non exinde constituere collegium, nec corporatos censerî.

In eodem habitu Prælatitio conclonari possunt ².

3. Usus Collaris et Caligarum coloris violacei omnino interdicitur, item et Vitta, seu Cordula in Pileo coloris violacei, seu etiam, quo nonnullorum audacia erupit, rosacei, aut rubei, quæ nigri dumtaxat coloris esse poterunt : ejusdem coloris sit pariter Pileum cum lemnisciis Stematibus imponendum.

4. Protonotarii Titulares, qui Dignitate, aut Canonicatu potiuntur, habitum gestent sui Ordinis, non vero Prælatitium in Choro, eoque consideant in loco, quem ex beneficio eos deceat : quod si habitu Prælatitio uti velint, distributionibus quotidianis priventur, quæ Sodalibus accrescant.

5. Habitu Prælatitio induti, omnibus Clericis, Sacerdotibus simplicibus, et etiam Canonicis præferendi sunt singulatim sumptis, non vero in collegium coeuntibus. Neutiquam etiam præferendos, se esse arbitrentur aut Apostolicis Nunciis, aut utriusque Signaturæ Referendariis, aliisque ex Romanæ Curie Præsulibus, etiamsi nullum ex sui muneris Insignibus ii gestent ; dummodo de ipsorum gradu non lateat ; item nec antecellant Vicariis Generalibus, aut Capitularibus, aut Abbatibus.

6. Sacrum operantes a simplicibus Sacerdotibus minime differunt ; idcirco, Sacras Vestes induant in Sacratio, uno tantum ministro utantur, ipsique Calicem deferant, detegant, cooperiant : item Libri Missalis folia evolvant ; vetantur præterea Palmatoriam, Canonem, Annulum, Pileolum adhibere.

¹ Carli Biblioth. lit. *Protonotarius* in fine not.

² S. R. C. 9 Aug. 1653, *Cajetana*.

7. Quando adstant ad sacra cum habitu Prælatitio, non genuflectant, sed caput inclinent, uti in more est apud Canonicos Cathedralium : duplici ductu thurificentur : cōsideant vero in loco per Cæremoniale Episcoporum constituto.

8. Conficere possunt Acta de Causis Beatificationis, et Canonizationis Servorum Dei; quo tamen privilegio uti nequeant, si eo loci alter sit e Protonotariis Participantibus.

9. Item rite eliguntur in Conservatores Ordinum Regularium, in Judices Synodales, in Commissarios Apostolicos, et Judices a Summo Pontifice adsciscendos pro causis Ecclesiasticis, et Beneficiariis. Item apud ipsos Professionem Fidei recte emittunt, qui ex officio ad eandem adstringuntur. Item coram ipsis Pensiones transferri possunt ab iis, qui eo gaudent privilegio.

10. Beneficia eorum, qui Protonotariatum Titularem per Apostolicas literas, vel per Diploma Collegii Protonotariorum Participantium assequuti sunt, non nisi ab Apostolica Sede conferri possunt.

11. In Civilibus Negotiis, nec non in Criminalibus, atque in vitæ disciplina, Ordinariis Locorum obnoxios plane se esse noverint, nullaque ratione ab ipsorum jurisdictione liberos se commiscantur.

12. Etsi habitum Prælatitium non gestent, gaudent tamen privilegio fori, dummodo in habitu et tonsura incedant.

13. Familiaribus Papæ minime accensentur, cum hoc privilegio gaudeant Protonotarii dumtaxat e Participantibus, vel Romanæ Curiae Prælati, qui ex Pontificis benignitate iisdem equiparantur.

14. Quæ hic percensentur Privilegia ea sunt, quibus dumtaxat Protonotarii Titulares donatos se sciunt : qui secus facere, aliisque præter memorata privilegiis, ac iuribus uti ausierint, si ab Ordinario, tamquam ab Apostolica Sede Delegato, semel, et bis admoniti non paruerint, eo ipso privatos delato honore se sciunt.

15. Tandem qui Protonotariatu Titulari donati sint, vel per Apostolicas literas, vel alio legitimo Diplomate, nequeant uti ipsius iuribus ad hujus Decreti præstitutum constabilitis, nisi antea, vel Apostolicas literas, vel Diploma ipsum in officio Secretarii Collegii Protonotariorum de numero Participantium exhibuerint, qui in Codicem referat nomen, cognomen, ætatem, patriam, qualitates novi Protonotarii Titularis, ac præterea diem, ad quam vel Breve, vel Diploma datum est.

Idem porro Protonotariatus privilegium in Secretaria Protonotariorum Participantium recognitum exhibeat Ordinario, apud quem, vel apud aliam Personam in Ecclesiastica Dignitate constitutam, Fidei Professionem et fidelitatis juramentum emittant.

Quibus peractis, fas ipsis sit habitum sui gradus induere, Officium tenere, uti privilegiis, honoribus, prærogativis, quorum notula typis impressa, et ab aliquis ex Protonotariis Partici-

pantibus subscripta, et obsignata iisdem tradetur, ne quid adversus hæc decreta, ex ipsorum ignorantia peragi contingat... Die 27 Aprilis 1818.

SS. D. Pius VII præfatam resolutionem adprobavit 9 Jun. 1810, et Apostolicam Constitutionem Cum innumeri expediri jussit Idibus Decembris 1818.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

DOCUMENTS.

I.

Quand l'Etat prétend avoir une créance contre un évêque, à raison de la vente que l'Etat avait faite à son prédécesseur, de divers objets ou denrées, le recouvrement de cette créance ne peut pas être poursuivi par voie de contrainte administrative. Ce procédé n'a lieu qu'à l'égard des comptables, fournisseurs, entrepreneurs et débiteurs des deniers publics.

Toutefois, l'arrêté de débet pris par un préfet en pareilles circonstances, avec l'approbation du ministre de l'Intérieur contre l'évêque pour le recouvrement de la prétendue créance de l'Etat, n'est pas susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat. Car cet arrêté qui n'a eu pour but que de formuler la prétention de l'Etat, n'empêche pas l'évêque, en cas de poursuite, de faire valoir devant les tribunaux les moyens propres à établir qu'il n'est pas débiteur.

Telle est la décision qui a été prise par le conseil d'Etat le 24 juin 1881 et dont voici le texte :

Le conseil d'Etat, vu la requête.. pour l'évêque de Coutances, tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du préfet de la Manche, du 26 octobre 1880, approuvé par le Ministre de l'intérieur, le 6 novembre suivant, et déclarant l'évêque de Coutances débiteur envers l'Etat de la somme de 27,244 fr. 20 c., à raison de la cession consentie en 1865, à son prédécesseur, de denrées et d'objets devenus sans emploi par suite de la suppression de la maison centrale du Mont-saint-Michel; — ce faisant, déclarer que l'arrêté attaqué a été incompétemment rendu, et subsidiairement, attendu que le titulaire de l'évêché de Coutances en 1864, a traité en son nom personnel et non en celui des évêques successifs, ce qu'il n'aurait pu faire qu'en observant les formalités prescrites par la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance du 14 janvier 1831, formalités qui n'ont pas été remplies; — que d'ailleurs la mense épiscopale n'a pas profité des objets ainsi acquis, déclarer que c'est à tort que l'évêque de Coutances es qualités a été déclaré débiteur envers l'Etat de la somme de 27,244 fr. 20 c.;

Vu les lois du 12 vendémiaire et du 13 frimaire an VIII, les arrêtés du 18 ventose an VIII et du 28 floréal an XI, et le décret du 12 janvier 1811;

Considérant que si, en vertu d'arrêtés pris par les ministres dans le cercle de leurs attributions

respectives, le ministre des finances décerne des contraintes exécutoires contre les débiteurs de l'Etat, cette voie spéciale de recouvrement n'a été établie par les lois du 12 vendémiaire et du 13 frémiaire an VIII, les arrêtés du 18 ventôse an VIII, et du 28 floréal an XI, et le décret du 12 janvier 1811, qu'à l'égard des comptables fournisseurs, entrepreneurs et détenteurs de deniers publics; qu'elle n'est donc pas applicable au recouvrement de la créance que l'Etat prétend avoir contre l'évêque de Coutances à raison de l'acquisition faite en 1864, par le prédécesseur de celui-ci, d'objets et de denrées, devenus sans emploi par suite de la suppression de la maison centrale du Mont-saint-Michel; qu'il suit de là que l'arrêté du préfet du département de la Manche, approuvé par le ministre de l'intérieur le 6 novembre 1880, et par lequel l'évêque de Coutances est déclaré débiteur de la somme de 27,244 fr. 20 c., n'a pu avoir pour but et pour effet que de formuler la prétention de l'Etat, et qu'il ne fait pas obstacle à ce que dans le cas où le recouvrement de la somme qui y est énoncée serait poursuivi par les voies de droit, l'évêque de Coutances fasse valoir, devant la juridiction compétente les moyens propres à établir qu'il ne serait pas débiteur de cette somme, que, dès lors, cet arrêté, qui ne saurait faire grief au requérant n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'Etat;... Décide :

La requête de l'évêque de Coutances est rejetée.

Décision du conseil d'Etat du 21 juin 1881.
MM. Magniel, rapporteur, Gomel, commissaire du gouvernement, Sabatier, avocat.

II

DE QUELQUES IMPOTS POUVANT ATTEINDRE LES ÉGLISES, LES CURÉS, LES FABRIQUES

Résumé de la législation

1^o Conditions d'exemption de la taxe mobilière en faveur des curés, desservants, vicaires etc. :

Aux termes de l'art. 12 de la loi du 21 avril 1832, la contribution personnelle et mobilière est due *par chaque habitant français jouissant de ses droits et non réputé indigent*. D'un autre côté, l'art. 18 de la même loi dispose que « lors de la formation de la matrice (de la contribution mobilière) le travail des répartiteurs sera soumis au Conseil municipal, qui désignera les habitants (qu'il croira devoir exempter de toute cottisation, et ceux qu'il jugera convenable de n'assujettir qu'à la taxe personnelle). »

En vertu de cette dernière disposition, le Conseil d'Etat et l'administration centrale des contributions directes reconnaissent au Conseil municipal et aux répartiteurs, dans chaque commune, le droit de désigner certaines personnes comme ne devant pas être assujetties à la contribution mobilière. — Toutefois, il n'a pas été statué à cet égard par des décisions expresses, mais par des

arrêtés dont on tire argument *a contrario*. Ainsi, le Conseil d'Etat déclare que tel réclamant n'a pas été désigné comme indigent par le Conseil municipal, et par conséquent, n'a pas été légalement exempté.

L'administration reconnaît ce droit, à la condition que le Conseil municipal ne viole pas la loi, ce qu'il ferait s'il désignait comme devant être exemptées certaines catégories de personnes signalées seulement par leurs professions ou qualités, comme le *Curé ou le Vicaire de la paroisse, les Frères des Écoles chrétiennes, les Sapeurs-Pompiers de la Commune*, etc.

Il faut que les individus à exempter soient désignés nominativement, sans quoi le Préfet pourrait annuler la décision prise ¹.

Il est à remarquer que la contribution personnelle mobilière est un impôt de *répartition*. Donc, si un ou plusieurs habitants sont exemptés et rayés du rôle, il en résultera pour les autres habitants une augmentation proportionnelle de leur contingent. Le *centime le franc* devra, par suite de cette radiation, subir une élévation quelconque; ainsi, il pourra, selon les cas, être porté de 25 à 30 centimes, afin que le contingent mobilier attribué à la commune par le Conseil d'arrondissement (10,000 fr. par exemple) soit assuré sans réduction.

De la contribution des portes et fenêtres.

La contribution des portes et fenêtres est établie sur les portes extérieures et fenêtres donnant sur les chemins, rues, cours et jardin des maisons, bâtiments et usines, sauf les exceptions prononcées par la loi. La répartition en est faite sur un tarif que la loi a fixé d'après la population des villes et des communes, et d'après le nombre et la nature des ouvertures des bâtiments; il est cependant fait des modifications proportionnelles à ce tarif quand les contingents ne sont pas remplis.

Les édifices publics, comme les églises, sont exempts de la contribution des portes et fenêtres.

En principe, MM. les Curés, Desservants et Vicaires y sont assujettis à raison des ouvertures des bâtiments affectés à leur habitation personnelle. Il en est de même notamment des Frères instituteurs et des Religieuses institutrices, préposés à l'enseignement dans les écoles publiques, en ce qui concerne les ouvertures des locaux servant à leur habitation.

¹ Du reste, il ne nous paraît pas indispensable, pour l'exercice régulier et légal du droit ainsi reconnu au Conseil municipal et aux répartiteurs, que le Conseil déclare textuellement que M. l'abbé X..., curé de la paroisse, doit être réputé *indigent*. On devrait, selon nous, considérer, comme parfaitement valable et suffisante la déclaration qui serait, par exemple ainsi conçue : « En raison de l'insuffisance de ses ressources et de l'énormité des charges qui pèsent sur lui, M. l'abbé X..., curé de la paroisse, a paru au Conseil municipal réunir les conditions requises par l'art. 18 de la loi du 21 avril 1832 pour être exempté de la contribution mobilière. »

Les fabriques qui vendent des cierges en vertu et dans les limites du monopole que leur confère l'art. 22 du décret du 23 prairial an XII n'exercent ni un commerce ni une industrie, et ne sont pas, par suite, passibles de la patente à raison de ces opérations. — Pour le même motif, elles sont dispensées de la vérification des poids et mesures, (décret du 26 février, 1873), ou tout au moins, elles sont exemptes du droit de vérification, en vertu des articles 24 et 48 de l'ordonnance du 17 avril 1839 qui, en soumettant les établissements publics à la vérification des poids et mesures, dispose qu'en ce qui les concerne, elle doit être faite gratuitement. (Décision du ministre des Finances, du 24 mai 1876 : Journal, année 1876, p. 263.)

Un curé qui se borne à céder à quelques habitants de sa paroisse, pour les cérémonies funèbres, des cierges provenant des offrandes faites, soit à la Fabrique, soit au clergé, ne peut pas être imposé à la patente comme marchand de chandelle en détail. Ainsi l'a décidé le Conseil d'Etat, par un arrêt du 8 novembre 1872 (Graziani), (Journal, année 1875, p. 46) — Cet arrêt déclare que les faits signalés, *dans les conditions où ils se sont produits*, ne constituent pas l'exercice d'une profession sujette à la patente.

La décision devrait être la même si la vente était faite, non par le curé directement, mais par le sacristain agissant comme son délégué.

Pour savoir si le régisseur des chaises d'une église est, ou non, soumis à la patente, il faut distinguer s'il est adjudicataire ou concessionnaire de l'ensemble des produits des bancs et chaises, qu'il percevrait à ses risques et périls, ou s'il perçoit ces produits comme simple employé ou préposé de la Fabrique, en recevant d'elle un traitement au lieu de lui payer une redevance. Dans le premier cas, le receveur est imposable; il ne l'est pas dans le second (arrêts des Conseil d'Etat des 17 janvier 1873 et 24 avril 1874 combinés).

IV

JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET SUR LES TAXES ASSIMILÉES A CES CONTRIBUTIONS

I. — Contribution foncière

— *Biens de cure, Curé usufruitier, contribution imposée en son nom, régularité.*

Considérant que l'abbé Durandet, desservant de la commune de Bouin, est usufruitier des biens possédés par la cure de ladite commune; que, dès lors, c'est avec raison qu'il a été porté aux rôles à raison des contributions afférentes aux biens de cure... (Rejet). — 8 novembre 1878. M. l'abbé Durandet.

— *Propriété non publique. — Chapelle appartenant à une congrégation. — Non exemption.*

Vu le recours du ministre des Finances.... tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un

arrêté du 8 mars 1878, par lequel le conseil de préfecture de Seine-et-Oise a accordé à la congrégation de Saint-Vincent de Paul décharge de la contribution foncière afférente à une chapelle que la dite congrégation possède dans la commune d'Ermont...

Vu le mémoire en défense présenté par la congrégation.... tendant à ce qu'il plaise au conseil maintenir l'arrêté attaqué par le motif que la chapelle dont s'agit, affectée à l'exercice public du culte, n'est pas productive de revenus;

Vu la loi du 3 frimaire an VII, etc.;

Considérant que, d'après les dispositions des lois et règlements ci-dessus visés, l'exemption de la contribution foncière n'est applicable aux bâtiments destinés à un service public et qui ne sont pas productifs de revenus, *qu'autant que ces bâtiments sont une propriété publique* :

Considérant qu'il n'est pas contesté que le bâtiment dans lequel la congrégation de Saint-Vincent de Paul a établi une chapelle soit la propriété de cette congrégation; que, dès lors, en admettant que le dit bâtiment doive être considéré comme non productif de revenus et comme destiné à un usage public, c'est à tort que le conseil de préfecture a décidé qu'il ne devait pas être imposé à la contribution foncière; — 28 fév. 1879. — *Ministre des Finances contre M^{me} la Supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Saint-Vincent de Paul.*

II. — Contribution personnelle et mobilière

— *Ecclésiastique occupant dans le presbytère une chambre à raison de laquelle le curé n'est pas imposé, imposition maintenue.*

Vu la loi du 21 avril 1832, notamment les articles 12, 13, 16.

Considérant qu'aux termes des articles ci-dessus visés, la contribution mobilière est due par tout habitant non réputé indigent et jouissant de ses droits, pour toute habitation meublée; qu'il résulte de l'instruction que le sieur Le Texier occupe dans le presbytère de Pluvignes une chambre meublée à raison de laquelle le curé n'est d'ailleurs pas imposé à la contribution mobilière, et que, dès lors, en vertu des dispositions ci-dessus rappelées, il était imposable, pour l'année 1877, à la contribution mobilière à raison de cette chambre;

Considérant d'ailleurs que le sieur Le Texier n'allègue pas que la valeur locative servant de base à son imposition soit exagérée..... (Rejet). — 5 juillet 1878. — *Abbé Le Texier.*

— *Doit être imposé à la contribution mobilière celui qui occupe au presbytère une habitation meublée, sans qu'il y ait à distinguer s'il est ou non propriétaire des meubles qui la garnissent, ni s'il est logé gratuitement.* — 11 juillet 1879. — *Boubals.*

— *Frères des écoles chrétiennes jouissant de leurs droits et non exemptés par le conseil municipal, imposition due.*

Considérant qu'aux termes de l'art. 12 de la loi du 21 avril 1832, la contribution personnelle et mobilière est due par chaque habitant jouissant de ses droits et non réputé indigent ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le requérant et les Frères des écoles chrétiennes logés dans l'école dont il s'agit jouissent de leurs droits, et ne les a pas désignés, conformément à l'art. 18 de la même loi comme devant être exemptés de tout ou partie de la contribution personnelle et mobilière ; que, dès lors, le sieur Grangis n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté..... (Rejet). — 8 novembre 1878. — *Grangis*.

— Contribuable n'ayant quitté la commune qu'après la confection des rôles et ne justifiant pas de son imposition dans sa nouvelle résidence, imposition maintenue dans sa nouvelle résidence (1^{re} espèce). — *Thomas*.

Contribuable ayant cessé d'habiter la commune et justifiant devant le Conseil d'Etat de son imposition dans sa nouvelle résidence. Décharge de la contribution sur les rôles de la commune abandonnée (2^e espèce). — *Dautueil*.

Arrêts du 17 janvier 1879.

— *Habitation dans une commune autre que celle du domicile habituel, quittée avant le 1^{er} janvier : décharge.* (1^{re} espèce). — *Changement de résidence avant le 1^{er} janvier, imposition ou exemption de la nouvelle résidence non justifiée : maintien dans l'ancienne* (2^e espèce).

1^{re} espèce, 28 mars 1879.

Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il est reconnu par le ministre des Finances qu'à la date du 1^{er} janvier 1878 le sieur Paret ne possédait plus d'habitation meublée dans la commune de Saint-Christophe-des-Bardes ; que dès lors, le sieur Paret, qui a été imposé à la contribution mobilière pendant la dite année dans la commune de Montagne où il habite, est fondé à demander la décharge de la contribution mobilière à laquelle il a été imposé, pour l'année 1878, dans la commune de Saint-Christophe-des-Bardes.... (Arrêté annulé. Décharge).

2^e espèce, 28 mars 1879. *Signoret*.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Signoret habitait la commune d'Uzès postérieurement au travail des mutations pour les rôles de l'année 1877 ; que, s'il a quitté cette commune avant le 1^{er} janvier de ladite année pour venir habiter Paris, il ne justifie pas qu'il ait été imposé dans cette dernière ville, où qu'il se trouve dans la catégorie des contribuables exemptés de la contribution mobilière dans la ville de Paris, par application de la loi ci-dessus visée du 8 juillet 1846 ; que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le conseil de préfecture du Gard a décidé qu'il serait maintenu sur le rôle de la contribution personnelle-mobilière de la commune d'Uzès, pour l'année 1877... (Rejet).

— *Valeur locative non exagérée.* — Considérant qu'il résulte de l'instruction, et notamment du procès-verbal de l'expertise ci-dessus visé, que

la valeur locative d'après laquelle a été établie la contribution mobilière du requérant n'est pas exagérée par rapport à la valeur locative attribuée à la généralité des habitations des contribuables de la commune de Chasseneuil.... (Rejet). — 14 mars 1879. — *Duval*.

— *Valeur locative non exagérée comparative-ment aux habitations des autres contribuables du même quartier...* (Rejet). — 9 mai 1877, 2 espèces : *Heuzey-Deneirouse* et *Largeteau*.

VARIÉTÉS.

Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882.

Il ne nous reste plus, pour achever notre tâche, qu'à faire connaître les vœux émis par le Congrès. En voici le texte :

« Le congrès européen réuni à Arezzo dans le but d'honorer la mémoire de Guy d'Arezzo et de provoquer l'amélioration du chant liturgique :

« Après avoir entrepris ses travaux dans l'esprit de la plus filiale soumission au Saint-Siège et ouvert ses séances sous les auspices de la bénédiction apostolique ;

« Est heureux de pouvoir témoigner, avec son respect absolu pour la suprême autorité, son abandon tout filial à la paternelle bonté de celui que Jésus-Christ s'est substitué pour paître son Eglise.

« Ayant constaté non sans douleur que depuis longtemps, dans les diverses contrées de l'Europe, à peu d'exceptions près, le chant sacré est négligé et dans un état déplorable, dont les causes sont : a) les divergences et l'incorrection des livres de chœur en usage dans les différentes églises ; b) le désaccord des ouvrages théoriques récents, la variété et l'insuffisance des méthodes d'enseignement, dans les séminaires et les instituts musicaux ; c) le peu de cas que font du plainchant les maîtres de musique de nos jours et le peu de zèle des ecclésiastiques pour s'acquitter en cela de leurs devoirs ; d) l'oubli des saines traditions pour la bonne exécution du chant liturgique :

« Exprime les vœux suivants :

« 1^o Que les livres choraux aient désormais la plus grande conformité possible avec l'antique tradition ;

« 2^o Qu'on donne de grands encouragements aux études et une grande diffusion aux ouvrages théoriques parus ou à paraître, dont le but est de mettre en lumière et de restaurer la tradition du chant liturgique.

« 3^o Que dans l'éducation des clercs, il soit fait une place convenable à l'étude du plainchant, que l'on remette en pleine vigueur et que l'on mette en pratique avec plus de soin les prescriptions liturgiques sur ce point ;

« 4^e Que l'exécution du plain-chant à notes égales et martelées soit remplacée par une exécution rythmique, conforme aux principes exposés par Guy d'Arezzo, au chapitre XV de son Micrologue ;

« 5^e Qu'à cet effet toute méthode de chant sacré contienne les règles de l'accentuation latine .

Enfin, « le Congrès exprime un vif désir que la prééminence du plain-chant, comme étant le chant propre de l'Eglise, dans les offices divins, soit plus généralement reconnue et plus scrupuleusement observée par le clergé, par les maîtres de chapelle et par les organistes. »

A ces vœux s'ajoutent, il convient de le rappeler, les résolutions ayant pour objet la création d'une *Société européenne de Guy d'Arezzo* pour soutenir et répandre ces doctrines, et la transformation en organe de cette société de la *Musica sacra* de Milan.

Le préambule placé en tête des vœux est la première mise à exécution d'une proposition accueillie avec de grands applaudissements par le Congrès, en réponse à certains arguments des défenseurs trop zélés de l'édition de Ratisbonne : que le Congrès avant de se séparer, exprimât solennellement sa filiale soumission au Saint-Siège et déposât aux pieds de Sa Sainteté le fruit de ses travaux.

L'exposé des causes qui expliquent l'état de décadence où est tombé le chant liturgique, est le résumé des observations présentées au Congrès sur cette matière, et il contient la raison d'être des vœux qui suivent.

Ces vœux forment proprement la conclusion pratique du Congrès en ce qui concerne le chant ecclésiastique considéré en lui-même, dans son enseignement, dans son exécution.

La rédaction du premier de ces vœux donna lieu à des discussions dont quelques-unes furent assez vives. Le texte proposé par la présidence était : « Que les livres choraux en usage dans les Eglises *soient rendus, le plus possible*, conformes à l'antique tradition. » Ce texte que la plupart des comptes-rendus publiés jusqu'ici donnent comme le texte authentique, a été modifié sur un point. L'expression « *soient rendus* » semblait indiquer un travail à faire sur chaque édition en usage dans les églises, pour y faire entrer, des éléments de l'ancien chant liturgique, ce qu'elles pourraient en supporter. On se serait enfermé par là dans un cercle étroit, hérissé de difficultés. Et, quelque amélioration que l'on y pût introduire, on demeurerait loin de l'antique perfection ; on paraissait se condamner à demeurer en chemin ; on renonçait à poursuivre une marche décidée vers la perfection, vers le retour à la tradition antique. Telle n'était point la pensée du Congrès, ni de la présidence. La rédaction adoptée après plusieurs corrections, indique plus nettement le but à poursuivre, la perfection vers laquelle doivent tendre les efforts : *l'antique tradition*, conservée dans les leçons concordantes des manuscrits. Elle est

la raison du changement introduit dans la rédaction : « Que les livres choraux aient désormais la plus grande conformité possible avec l'antique tradition ; *Che i libri corali abbiano quindi innanzi la maggior conformità possibile all'antica tradizione.* »

Des raisons semblables paraissaient à plusieurs demander qu'on supprimât encore dans cette formule ces qualificatifs : « la plus grande possible ; *la maggior possibile.* » Ils furent conservés sur cette observation que le but étant nettement affirmé et la règle clairement déterminée, il n'y avait pas à craindre qu'on se méprit sur la pensée du Congrès ; que d'ailleurs ces expressions offraient l'avantage, en réservant le jugement de l'autorité compétente, de ne point décourager les efforts de ceux qui ne pouvant présentement prétendre à toute la perfection désirable, pourraient cependant introduire chez eux des améliorations utiles et faire quelques pas dans la voie si nettement tracée d'une restauration complète.

La formule proposée pour le second vœu était tout d'abord : « Qu'on donne les plus grands encouragements et la plus grande diffusion aux études et aux ouvrages théoriques, faits où à faire, qui mettent en lumière les monuments de la tradition sur le chant liturgique. » Cette formule reçut plusieurs corrections qui la rendirent littérairement plus parfaite : on peut s'en convaincre en comparant la première et la seconde leçon, même dans la traduction française que nous en donnons. Comme nous n'avons pu conserver exactement la tournure italienne, nous en reproduisons le texte original : *Che grandemente si incoraggino gli studii e si diffondano quelle opere teoretiche già fatte o da farsi tendenti ad illustrare e ristabilire la tradizione del canto liturgico.* La modification la plus importante fut l'addition « *e ristabilire, et de restaurer* » la tradition du chant liturgique. Ces mots indiquent de nouveau le désir du Congrès, que les études historiques et critiques sur le passé du chant liturgique aient pour conséquence pratique la restauration du chant dans le sens de la tradition. Notons encore les encouragements aux travaux déjà faits où à faire. Il y a là un hommage rendu aux louables et persévérants efforts de ceux qui les premiers, sans guides, par des travaux longs et dispendieux, souvent au prix de lourds sacrifices, ont défriché ce champ de la tradition, où nous pouvons, grâce à eux, cueillir déjà de riches prémices. Il y a aussi un appel aux dévouements de toute nature ; les uns travailleront ; les autres les soutiendront en leur procurant le moyen matériel de poursuivre leurs travaux. C'est à cet honorable concours qu'un membre du Congrès, secrétaire d'un illustre cardinal, demandait que l'on conviât de riches Mécènes en les intéressant à la cause si belle du chant liturgique.

Le troisième vœu a trait à l'enseignement du chant dans les séminaires : c'est une des matières nécessaires de l'enseignement des séminaires.

Mais, soit négligence, soit insuffisance de l'organisation et des méthodes, il reste beaucoup à faire pour réaliser convenablement le désir du concile de Trente.

Le quatrième vœu concerne l'exécution du plain-chant. Il réprouve de nouveau l'exécution martelée et à notes égales, tant de fois condamnée et si répandue encore. Il proclame le retour à une exécution rythmée basées sur les principes de Guy d'Arezzo. — Ces principes sont les mêmes que ceux des maîtres qui l'ont précédé et de ceux qui l'ont suivi jusqu'au déclin du moyen-âge. En voici le résumé succinct : Les pièces de chant se composent de phrases mélodiques, celles-ci de mots et de syllabes mélodiques. Les phrases répondent aux phrases, les mots et les syllabes aux mots et aux syllabes, de telle sorte que chaque pièce de chant ressemble à une période oratoire bien rythmée, ou à une strophe poétique. On doit conserver à chaque phrase, à chaque membre de la phrase mélodique son unité et sa distinction. Le signe de la division, c'est, dit Guy d'Arezzo, la longueur donnée à la dernière note ou la pause qui est presque imperceptible dans la syllabe, plus importante dans le mot, très-sensible à la fin du membre de phrase. — Pour appliquer ces données aux longues suites de notes, il est bien nécessaire d'avoir une édition où les divisions soient exactement indiquées. Dans les pièces moins chargées de note, comme les antiennes, il suffit de comprendre quelque peu, soit le sens du texte, soit le sens de la mélodie, pour reconnaître les principales divisions. Un ralentissement et une pause sur la fin, de l'accentuation et un mouvement assez semblable à celui de la parole, un rythme oratoire, voilà qui suffit pour donner au plain-chant ce cachet qui est le sien et en fait la plus naturelle et la plus délicieuse des musiques.

L'accentuation est ce qui manque le moins à presque tous les autres peuples, mais le plus à nous autres, français ; c'est notre plaie que vise à guérir le cinquième vœu du congrès, demandant que toute méthode de chant contienne les règles de l'accentuation latine.

Le dernier vœu du congrès vise un déplorable abus, celui de reléguer à la dernière place le plain-chant qui est proprement le chant liturgique et de lui substituer une musique souvent plus digne du théâtre que de l'église. Tous les soins sont donnés à la musique ; elle jouit de tous les honneurs. Le plain-chant lui est sacrifié. Plus on le néglige, plus on l'exécute mal. Il devient ainsi de plus en plus insupportable. Sa place, au contraire, devrait être la première. Avec plus d'étude de ses éléments, plus d'intelligence dans l'exécution, il paraîtrait tout à fait digne de ce rang d'honneur. Devenu ce qu'il devrait être, ainsi que l'a si bien dit M. Couturier au Congrès, comme la Bible des maîtres de chapelle et des organistes, il donnerait sa couleur, sa richesse, son caractère pieux, jusqu'à sa tonalité à leurs compositions. Loin de paraître ignominieusement à la place

restreinte que les règles liturgiques ne permettent pas de lui enlever, il y règnerait en prince : on reconnaîtrait son empire jusque dans la musique qui ne serait que son humble servante et concourrait à le faire ressortir avec plus d'éclat.

Tel est le rêve que réaliseront, en partie du moins, nous l'espérons, les travaux dont le Congrès d'Arezzo sera le point de départ, et dont le plus solide appui se trouvera dans les encouragements toujours donnés par le Souverain-Pontife aux recherches scientifiques de toute nature, mais particulièrement à celles qui ont pour objet la tradition même de l'Eglise en matière purement ecclésiastique.

FIN.

Courrier de l'Utile.

NETTOYAGE DES USTENSILES DE CUISINE.

Mieux vaut prévenir un mal que d'être obligé de le combattre. Si vous voulez conserver à votre batterie de cuisine son éclat et n'être pas forcé de consacrer beaucoup de temps à son nettoyage, établissez-la dans un lieu sec. L'humidité ternit et rouille les métaux.

N'attendez jamais plus d'un mois pour procéder au nettoyage des ustensiles de cuisine. Quelques personnes ne le font qu'une fois par an ; c'est trop peu. Un beau jour vous avez besoin de telle chose et vous allez perdre beaucoup de temps à la rendre propre, ou bien vous l'emploierez dans l'état ce qui est détestable.

N'oubliez pas surtout que les ustensiles de cuivre mal entretenus, peuvent être très dangereux. Le cuivre rouge ou rosette se ternit plus vite que le cuivre jaune.

En général, n'employez pas l'eau chaude, mais l'eau fraîche.

Comme les procédés varient suivant la matière des différents ustensiles, nous allons procéder par ordre.

Fonte.

La fonte se nettoie avec le papier de verre. Quelques personnes se servent de grès fin ; mais cette pierre offre l'inconvénient de faire des rayures. L'extérieur de ces mêmes ustensiles prend un bel aspect, si on le passe à la mine de plomb. Étendre une légère couche de cette mine de plomb délayée dans le vinaigre, laissez sécher et frottez avec un torchon. Les anses, les moulures des couvercles, plus difficiles à atteindre à l'aide de la main, demandent à être nettoyées à la brosse.

(A suivre.)

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 25 octobris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

Pour les catholiques, nous aimons les valeurs qui touchent de près ou de loin à leurs intérêts, à leurs idées, à leur cause.

Quand elles sont douteuses ou nous paraissent telles, nous n'en parlons pas; mais quand elles nous sont connues, et que leurs résultats plaident pour elles, nous les recommandons avec toute la confiance qu'elles ont su inspirer et qu'elles méritent.

Les actionnaires de la *Société générale de Librairie catholique* savent le zèle que nous mettons à faire ressortir ses mérites non-seulement comme œuvre morale, mais également comme rapport annuel.

Qu'on nous permette de leur citer à ce sujet ce qu'un journal tout-à-fait compétent, le *Moniteur de la librairie, de l'imprimerie et de la presse*, en dit dans un récent numéro :

« Avec les nombreuses ressources mises à la

disposition de la *Société générale de Librairie catholique*, son habile directeur ne tardera pas à élargir encore le cercle des opérations sociales qui rayonnent déjà dans le monde entier. Placée en dehors de la spéculation, la *Société générale de Librairie catholique* n'a point cessé de travailler pour réaliser des bénéfices et donner un rapide développement à son exploitation afin que les dividendes suivent la même marche progressive. Les porteurs d'actions qui ont reçu jusqu'ici 25 et 30 fr. d'intérêt par action n'ont donc rien à redouter ni pour le passé ni pour l'avenir. »

Adresser les demandes de titres à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, rue des Saints-Pères, à Paris.

LA TOUSSAINT ET LES AMES DU PURGATOIRE

Livres publiés par la Société générale de Librairie catholique

L'Autre vie, par M. l'abbé E. Méric, professeur à la Sorbonne, 2 beaux volumes in-12 de xiii-401 et 402 pages. 6 »

— Le même, 2 vol. in-8. 10 »

Les Élus se reconnaîtront au ciel, par le même, 1 charmant petit vol. in-32 de 212 pages. 1 50

Conférences sur le purgatoire et le culte des morts, d'après les prédicateurs contemporains. (*Bibliothèque de la prédication contemporaine*). 1 vol. in-12 de 352 p. 3 »

Vie des Saints, d'après le P. Giry, par Mgr Paul Guérin, camérier de Sa Sainteté Léon XIII, 4 forts vol. in-12. de xlvii-753, 658, 823 et 738 pages. 16 »

Le ciel, ou le bonheur des Saints dans le Paradis, par M. l'abbé J. Marc, p. d. l. M.; 3^e édition 1 vol. in-12 de 360 pages, titre rouge et noir. 3 »

Les larmes du veuvage, essuyées par saint François de Sales. Ouvrage approuvé par Mgr Freppel, évêque d'Angers, avec notes et avant-propos, par M. Charles Brunetière. 1 joli vol. in-18 de 204 pages. 1 »

Le dogme de la mort, ses splendeurs, ses délices, dédié à ceux qui souffrent par B. Gassiat, proton. apost., docteur en théologie et en droit canon. 1 vol. in-12 de 48 pages. 50 »

Le Cimetière et le Purgatoire, Considérations pour l'octave et le mois des morts, suivies de prières et de pratiques de piété, enrichies d'indulgences, applicables aux âmes du purgatoire, par P. Andrieux, curé de Melay, missionnaire du Sacré-Cœur, 1 vol. in-12 de vi-201 pages. 1 50

Le livre de tous ceux qui souffrent, par Léon Gauthier, 2^e édition, 1 vol. in-32 de viii-440 pages encadrées d'un filet rouge titre, rouge et noir, sur papier vergé, 3 »

— Le même, 3^e édition. 1 charmant petit vol. in-32 de viii-447 pages encadrées de vignettes moyen-âge, caractères elzéviens, etc., comme ci-dessus 4 »

Neuvaine des morts, ou Méditations propres à adoucir l'idée de la mort, tirées des Pères de l'Eglise, précédées de l'Ordinaire de la Messe et suivies d'un Chemin de croix. 1 vol. in-18 de 110 pages. 1 »

Les Douleurs de la vie, la Mort, le Purgatoire espérance et consolation, par Mgr Postel, chanoine et vicaire général d'Alger, chanoine honoraire de Nancy, docteur en théologie, missionnaire apostolique, aumônier des Ursulines de Nice. 1 fort vol. in-12 de ii-672 pages, titre rouge et noir. 4 »

La Charité pour les morts et consolation pour les vivants, par J.-B. Gergerès, ancien magistrat, bibliothécaire de la ville de Bordeaux, membre titulaire de l'Institut des provinces de France, membre correspondant de la Société des antiquaires d'Ecosse, auteur du *Culte de Marie*, de la *Conversion du pianiste Hermann*, etc.; ouvrage approuvé par Son Em. Mgr le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, 2^e édition, entièrement refondue. 1 vol. in-18 de xxiv-609 pages. 2 50

Mois des morts ou Délivrance prompte et facile des âmes du Purgatoire, approuvé de la Sacrée-Congrégation et de Mgr l'Archevêque de Bourges, par l'abbé Cloquet, chanoine honoraire, missionnaire apostolique, ancien vicaire général; 8^e édition. 1 vol. in-18 de 288 pages. 70 »

Souvenez-vous des âmes du Purgatoire, par A. de Gentelles. In-32 de 44 pages. 0 20

L'Adoration pour les âmes du Purgatoire, par le R. P. Tesnière. Brochure in-32. *La douzaine* 1 60

REPRISE DES CATÉCHISMES

LA SOMME DU CATÉCHISTE

COURS DE RELIGION ET D'HISTOIRE SACRÉE

A L'USAGE

Des Universités catholiques et des Séminaires, Colléges, Institutions et
Catéchismes de persévérance

Première partie — Cours de religion

4 FORTS VOLUMES IN-12

Les quatre volumes composant le *Cours de religion* ont pour objet :

Le I^{er} : le *Dogme*, xviii-31*816 pages. — Le II^e : la *Grâce* (avec la *Prière* et les *Sacrements*), xviii-900 pages. — Le III^e : la *Morale*, xx-964 pages. — Le IV^e : la *Liturgie*, xviii-1020-12*-LXXXI pages.

Prix de chaque volume : 4 fr.

Le Catéchiste, cours de religion et d'histoire sacrée, abrégé du précédent, à l'usage des catéchismes le première communion, par le même auteur.

L'*Abrégé du Cours de religion* forme également 4 vol. in-18. Prix de chaque volume : 1 fr.

TOME I^{er} : *Dogme*. 1 vol. de viii-12*-204 pages. — TOME II : *Grâce*. 1 vol. de viii-246 pages. — TOME III : *Morale*. 1 vol. de viii-316 pages. — TOME IV : *Liturgie*. 1 vol. de vii-156-12* pages.

LA SOMME DU CATÉCHISTE

DEUXIÈME PARTIE — COURS D'HISTOIRE SACRÉE

Cette seconde partie formera également 4 volumes in-12

En vente :

TOME I^{er} et TOME II. — *Histoire sainte, Ancien Testament*

Prix de chaque volume : 4 fr.

Les autres volumes paraîtront prochainement.

L'ENCHIRIDION DU CATÉCHISTE

Par M. l'abbé REGNAUD

Auteur de la *Somme du Catéchiste*

1 fort volume in-12. — Prix 4 francs.

I^{re} PARTIE : AVIS, HOMÉLIES, HISTOIRES.

II^e PARTIE : PRIÈRES, MÉDITATIONS, HYMNES, CANTIQUES ET AUTRES EXERCICES POUR LA
PREMIÈRE COMMUNION ET LA CONFIRMATION.

Les *Avis* sont une instruction générale sur les diverses manières de faire le catéchisme et de l'appliquer avec fruit.

Les *Homélies* embrassent : 1^o la Retraite et le jour de la Première Communion, 2^o la Retraite et le jour de la Confirmation, 3^e l'admission des Enfants à la Persévérance. Ensemble neuf homélies pour le 1^{er} point, trois pour le 2^e, deux pour le 3^e.

Les *Histoires* qui correspondent à l'ordre et au fond de chaque homélie, sont au nombre de dix-huit sur la Première Communion, neuf sur la Confirmation, six sur la Persévérance.

LES CATÉCHÈSES

COURS DE PRÉDICATION

Homélies sur les Évangiles et les Épîtres des Dimanches et Fêtes, des
Féries et des Vigiles de l'Année chrétienne

CET OUVRAGE FORMERA HUIT FORTS VOLUMES IN-12

EN VENTE : TOME PREMIER ET DEUXIÈME, CHACUN. . . 4 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 44 :

PRÉDICATION : Pour le 24^e dimanche après la Pentecôte : le culte de Dieu par la foi. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONNIQUES, ETC. Application du bref *Nullo unquam tempore* aux fêtes de saint Cyrille d'Alexandrie, saint Germain de Paris, etc. — Ce bref est-il sur-le-champ obligatoire? — Peut-on, les chantres faisant défaut, célébrer la solennité externe d'une fête par une messe basse? — Pourrait-on mettre deux missels sur l'autel? — La fête de sainte Anastasie est-elle une fête simplifiée? — L'intérieur du tabernacle peut-il être garni de soie rouge? — Peut-on mettre une corbeille de fleurs naturelles devant la porte du tabernacle? — Un prêtre faisant office de diacre à l'absoute, doit-il faire la génuflexion à la croix? — Un curé malade le samedi saint, peut-il faire plus tard la bénédiction des fonts? — Tous les prêtres en France sont-ils tenus à faire avec octave l'office de la Dédicace? — Comment le cimetière est-il profané? Que faire si le maire y fait enterrer un mécréant? — Une chapelle d'usine où l'on satisfait à l'obligation d'entendre la messe est-elle chapelle publique? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : La croix de mission Confolens; processions et cérémonies extérieures du culte interdites par la municipalité et faites dans une propriété particulière. — Jurisprudence du Conseil d'Etat sur les contributions directes et sur les taxes assimilées à ces contributions : portes et fenêtres; patentes. — COURRIER DE L'UTILE : Nettoyage des ustensiles de cuisine. — Recettes pour : distinguer les bons champignons des mauvais; purifier l'eau; empêcher l'huile de rancir; accommoder un lapereau au blanc.

REVUE LITTÉRAIRE.

A l'occasion des événements de Montceau-les-Mines et de Lyon, il faut lire le saisissant ouvrage publié récemment par le directeur du journal *La Défense*, M. Hairdet, et intitulé : *LE PARTI DE LA LIQUIDATION SOCIALE*. On y trouve recueillis de tous côtés et admirablement coordonnés tous les documents de nature à faire le plus grand jour sur les égissements des révolutionnaires et à se mettre en garde contre les plans de ces implacables ennemis de la Société.

Comme témoignage de la puissance et de la valeur de cet écrit, nous nous contenterons de citer la lettre suivante adressée à l'auteur par un député de l'Alsace-Lorraine, M. l'abbé Winterer, auteur lui-même d'un livre sur le Socialisme qui fut chaleureusement loué par la presse lors de son apparition.

A M. Joseph Denais (J. Hairdet), directeur de *La Défense*, Paris.

Monsieur le directeur,

Je vous prie d'excuser mon retard à vous remercier des deux articles que vous avez bien voulu consacrer à mon opuscule sur les trois dernières années du socialisme contemporain. Votre suffrage m'est bien précieux. Vous avez su comprendre parfaitement toute l'étendue de la plaie qui s'est ouverte, au côté de la société moderne. Après avoir jeté un éloquent cri d'alarme dans votre brochure, vous ne cessez de faire entendre vos avertissements dans la *Défense*. Vous remplissez noblement un grand devoir dont la presse catholique n'a malheureusement pas assez l'intelligence. La plume à cette heure vaut une épée. Que Dieu

bénisse vos efforts que je suivrai toujours avec le plus vif intérêt.

Je vous prie, monsieur le directeur, d'agréer, avez ma reconnaissance, l'expression de mes sentiments les plus respectueusement dévoués,

L. WINTERER,

Chanoine honoraire,
député d'Alsace-Lorraine au Reichstag.

Ajoutons que l'ouvrage de M. Hairdet a été honoré d'un Bref particulièrement flatteur de Sa Sainteté le pape Léon XIII.

1 volume in-8°. Prix : 2 fr. 50.

L'ouvrage de M. le chanoine Winterer a pour titre : *LE SOCIALISME CONTEMPORAIN*.

1 volume in-12 de iv-200 pages. Prix : 2 fr.

Accord de la science et de la foi par le R. P. Mir, S. J., traduit de l'espagnol par le R. P. Ch. Houzé, S. J., 1 vol. in-12 (Nouvelle bibliothèque scientifique) de 450 pages. 3 fr.

Le P. Mir, en écrivant *l'Harmonia entre la ciencia y la fe*, dont nous publions la traduction, a eu surtout en vue de réfuter les *Conflits de la science et de la religion* du professeur américain J. G. Draper, dont deux traductions essayent de propager les erreurs en Espagne.

« Cette réfutation, a dit un juge compétent, est écrite de main de maître, et elle sera encore utile quand la libre pensée sera parvenue à composer un ouvrage plus sérieux que celui de M. Draper. »

C'est que P. Mir, élargissant le cadre fourni par son adversaire, s'est attaché à vulgariser les principes philosophiques et théologiques qui dominent

ce genre de controverse; et cette vulgarisation, qui forme la partie la plus originale et la plus utile de son livre, est traitée avec une grande supériorité.

« Le P. Mir, dit encore la *Revue des questions scientifiques*, est un théologien qui a beaucoup lu, mais qui a aussi beaucoup réfléchi; on s'en aperçoit à chaque page. On sent qu'il a étudié surtout pour lui-même, et c'est ce qui le rend si propre à enseigner aux autres; on sent que l'âme de ses études a toujours été le pur amour de la vérité, jamais l'esprit de système, et c'est pour cela que sa conviction passe aisément dans l'esprit du lecteur. Ce sont les grands hommes de la scolastique qui lui ont appris la nature de la foi. Or, dans de pareilles questions, évidemment indépendantes de l'expérience des laboratoires, ces maîtres n'ont pas vieilli, ils sont toujours nos maîtres; et l'on aime à les suivre sur les pas du P. Mir qui les connaît si bien. Il aime à imiter ces grands modèles, mais de la bonne manière, et ne croit pas qu'il faille, pour avoir le droit de se dire leur disciple, rebuter le lecteur en ne lui présentant que des abstractions puériles, revêtues de formes barbares. Tout plein de son sujet, riche de vues personnelles et armé des arguments les plus solides, il nous expose leurs pensées dans un magnifique langage, il nous entraîne à leur suite, et nous nous sentons sous l'empire d'un puissant écrivain. »

Le P. Mir connaît toutes les ressources de la langue castillane, et son style rappelle invinciblement au lecteur le siècle d'or de la littérature espagnole. C'est l'éloge que lui adressent avec enthousiasme les critiques les plus compétents, notamment M. Melendez Pelayo, dans la *Revista de Madrid*, et M. F. N. Villoslada dans l'*Illustración católica*. « L'auteur, dit ce dernier, a de belles et grandes pensées, sorties du fond de son cœur; il sait beaucoup et il épuise le sujet dont il s'empare. Mais quel style que le sien ! Certes, si Louis de Grenade reparaissait aujourd'hui, il emprunterait la plume du P. Mir. »

Cette richesse même constituait la principale difficulté de notre traduction, forcément astreinte à plus de sobriété. Nous avons mis tous nos efforts pour ne pas rester trop au-dessous de notre modèle, et à réaliser, dans la mesure de nos forces, le vœu que formulait le critique déjà cité : « Evidemment ce beau livre sera bientôt publié en français. Puisse la plume qui se chargera de le traduire être assez habile pour conserver, autant que possible, à la traduction ce mérite éclatant de l'original. »

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

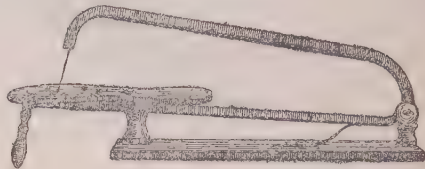
Voici les longues soirées qui arrivent, et avec elles les loisirs que laisse l'intervalle des repas jusqu'au moment du coucher.

Souvent on se demande comment employer son temps. L'*Ami du Clergé* toujours attentif à ce qui peut être agréable à ses lecteurs, et toujours à l'affût des nouveautés à leur faire connaître, vient de prendre des arrangements avec un des plus importants fabricants de Paris, pour pouvoir livrer à des prix vraiment exceptionnels de petites machines très-agréables et très-récréatives : nous voulons parler de la scie à découper le bois, voire même les métaux, dont nous donnons ici les des-

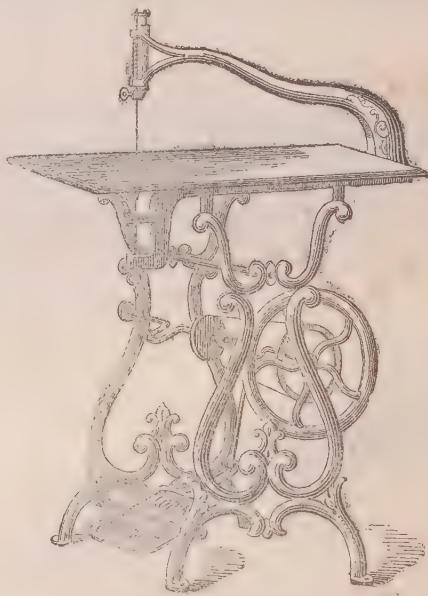
sins. Rien de plus charmant que de voir se façonner sous vos doigts, au moyen d'une petite scie menue comme un cheveu, mûe par un balancier en fer entre deux coulisses de bois, de ravissants petits sujets, tels que cadres, porte-montre, croix, vide, poches-étagères, triptyque, etc. etc.

Cet instrument peut être mis en mouvement par une jeune fille aussi bien que par un jeune garçon; il a le mérite de ne pas être encombrant.

Le modèle n° 1 tel qu'il est représenté vaut 6 fr, sans accessoires.



Le modèle n° 2 à bras fixe, marchant au pied comme une machine à coudre et par conséquent permettant de se servir des deux mains, est du prix de 70 fr. sans accessoires. Pour ceux-ci, la place nous manque pour les décrire tous, mais nous prenons l'engagement d'adresser un catalogue complet à ceux de nos clients qui en feront la demande. Des desseins en grand nombre et de grandes variétés se vendent aussi avec les machines à découper, à raison de 20, 25 et 30 cent. la feuille selon l'importance du modèle.



Voilà certes une récréation bien innocente et qui sera goûtée de tous.

Les ecclésiastiques ainsi que les particuliers voudront avoir leur petite scie à découper le bois.

Le port et l'emballage sont toujours à la charge du destinataire.

Avoir soin de bien indiquer la gare la plus rapprochée qui dessert la localité.

Adresser les demandes à M. V. Palmé, directeur général.

PRÉDICATION.

POUR LE 24^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
LE CULTE DE DIEU PAR LA FOI

Amen, amen dico vobis,
qui credit in me habet vi-
tam eternam.

(Joan., vi, 42.)

Nous reprenons aujourd'hui le cours de nos instructions dominicales. Dans deux discours préliminaires nous avons exposé la nature et l'obligation du Décalogue; et dans un troisième nous avons fait ressortir d'une manière générale l'importance du premier commandement, surtout à l'heure présente. Il s'agit maintenant d'expliquer par le détail le culte qui est dû à Dieu. Or ce culte renferme des hommages multiples : nous devons honorer Dieu comme la vérité première, nous le faisons par la foi; comme notre fin dernière, nous le faisons par l'espérance; comme la bonté infinie, nous le faisons par la charité; comme notre souverain Seigneur et Maître, nous le faisons par la vertu de religion; comme reproduit dans les anges et les saints qui sont son œuvre et son image, nous le faisons par le culte de *dulie* et d'*hyperdulie*. Parlons aujourd'hui du culte rendu à Dieu par la foi. Nous montrerons l'excellence de ce culte, et les caractères qu'il doit revêtir pour plaire à Dieu.

I

La foi, comme nous l'avons déjà dit, est une vertu théologale par laquelle nous croyons, à cause de la véracité infinie, toutes les vérités que Dieu nous a révélées et que l'Eglise nous propose à croire. Or, je dis que par la foi nous honorons Dieu d'une manière très-parfaite, nous lui rendons un culte qui lui est très-agréable.

En premier lieu parce que nous confessons sa science infinie, et son incapacité absolue de tomber dans l'erreur ou de l'enseigner.

En deuxième lieu parce que nous lui faisons l'hommage de ce qui nous tient le plus au cœur. notre esprit propre. Nous inclinons devant lui notre raison même lorsqu'il nous communique une vérité qui dépasse la portée de notre intelligence. Nous croyons, non parce que nous comprenons, mais parce que Dieu a parlé. Nous réduisons en captivité notre esprit sous son esprit, notre jugement sous son jugement, comme s'exprime l'Apôtre, comme si nous disions : « Seigneur, sur votre parole, je crois que vous êtes un Dieu en trois personnes distinctes; que vous vous êtes fait homme et que vous êtes mort pour nous; que vous êtes ressuscité; que tout en montant au ciel vous êtes cependant demeuré au milieu de nous, sous les voiles du pain et du vin, etc. J'avoue que ces vérités sont absolument incompréhensibles pour moi; mais vous les avez révélées, et cela me suffit, parce que vous êtes la science et la vérité même : *scio cui credidi et certus sum.* »

D'ailleurs la foi n'est-elle pas en nous le fondement, la racine, le principe de toute notre vie surnaturelle? Plus elle sera vive, profonde, énergique, plus les autres vertus seront agissantes dans notre âme, plus elles glorifieront Dieu, plus elles sanctifieront notre cœur. L'espérance, la charité, la religion, le respect de Dieu, l'esprit de prière sont en raison directe de la perfection de notre foi. Comment Dieu n'en accepterait-il pas l'hommage?

Au reste, dans les saintes Ecritures, il a pris soin de nous marquer de la manière la plus expresse combien le culte de notre foi lui est agréable. Saint Paul en fait partout les plus pompeux éloges : « C'est par la foi, dit-il, qu'Abraham, Isaac et Jacob ont mérité d'être les amis de Dieu. C'est par la foi que Moïse et les prophètes ont vaincu le monde et triomphé de l'erreur. Et parcourant tous les héros, tous les saints de l'ancienne loi, il conclut que leur foi a été pour eux le principe de leur vertu, le premier germe de leur sainteté, l'aimant puissant qui faisait descendre dans leur âme l'abondance des bénédictions célestes¹. » « Sans la foi, dit-il ailleurs, il est impossible de plaire à Dieu. » Après avoir entendu le disciple, écoutons le Maître : « Celui qui croira et sera baptisé sera sauvé, celui qui ne croira pas sera condamné². » Le Sauveur guérissait des malades sans nombre; cependant il semble que ce n'était pas lui qui opérait les guérisons, mais la foi des malades. Que de fois dans l'Evangile il prononce des paroles comme celles-ci : « Voire foi est grande, qu'il vous soit fait comme vous voulez ! — Croyez-vous ? Pouvez-vous croire ? — Tout est possible à celui qui croit ! — Allez, votre foi vous a sauvé ! » Mais rien n'approche du témoignage qu'il rendit à la foi du centurion : « Je vous le dis en vérité, je n'ai point trouvé une si grande foi en Israël³ ! » Quel bonheur pour cet homme. Il peut être le nôtre, si le culte que nous rendons à Dieu par la foi a les caractères qui doivent le distinguer : l'intégrité, la susceptibilité et la prudence.

II

I. L'intégrité d'abord. Il ne suffit pas pour honorer Dieu par la foi, que nous croyons en général tout ce que l'Eglise croit. Notre foi doit être plus précise dans « sa connaissance. » Il faut que nous sachions et croyons en particulier certaines vérités, sous peine de damnation, quand même notre ignorance serait involontaire : les trois grands mystères de notre religion, la Trinité, l'Incarnation et la Rédemption; l'immortalité de l'âme et la vie future; — sous peine de péché mortel, quand notre ignorance est volontaire : le symbole des Apôtres, l'Oraison dominicale, les sacrements

¹ Heb., xi.

² Marc., xvi, 16.

³ Matth., viii, 40.

les plus nécessaires, le Baptême et la Pénitence et les autres quand nous devons les recevoir.

L'intégrité de la foi exige en outre une « adhésion ferme » de notre volonté aux vérités révélées par Dieu. Arrière l'hérésie, c'est-à-dire la négation opiniâtre d'une vérité proposée par l'Eglise comme ayant été révélée par Dieu : péché énorme que l'Eglise frappe de la censure de l'excommunication, et qui, d'après saint Thomas, « nuit aux âmes plus que tous les autres péchés, attendu qu'en reversant le fondement de tout bien moral, elle n'en laisse plus rien subsister. » Arrière le doute volontaire ! En matière de foi, douter c'est nier. Dire par exemple volontairement : « Qui sait s'il y a un enfer ? Qui y a été ? Qui l'a vu ? Qui sait s'il y a un Dieu ? Qui sait si J.-C. est réellement présent dans l'Eucharistie ? » est certainement un péché mortel. Arrière le respect humain ! Il peut être digne de damnation, s'il nous empêche d'accomplir une grave obligation chrétienne. Soyons, du fond du cœur, attachés à notre foi. Soyons prêts à la confesser hautement devant les hommes, quand l'honneur de Dieu ou le salut du prochain l'exige. Soyons disposés, plutôt que de retrancher un iota de notre symbole, à tout perdre, y compris les biens, la considération, la vie elle-même. Tout chrétien doit être prêt à donner à sa foi le témoignage du sang !

Enfin, rappelons-nous que pour satisfaire intégralement au devoir de la foi, nous devons en certaines circonstances en faire des actes : lorsqu'on a atteint l'âge de raison, lorsque nous recevons quelque sacrement, lorsque nous sommes tentés contre la foi, lorsqu'on a eu le malheur de tomber dans l'hérésie, enfin à l'article de la mort.

II. Passons au second caractère que doit revêtir notre foi : « la susceptibilité. » Qu'elle soit choquée de tout ce qui porte atteinte à la vérité. Gardons-nous de l'indifférence à l'égard de l'erreur, ayons pour elle une haine décidée. Notre-Seigneur nous y exhorte instamment par lui-même et par ses apôtres. Lui qu'on vit constamment si indulgent à l'égard de toutes les faiblesses, si disposé à pardonner tous les égarements du cœur, ne montre que sévérité à l'égard des révoltes contre la foi. « Si quelqu'un n'écoute pas l'Eglise, nous dit-il, qu'il soit pour vous comme un païen et un publicain ! » Et ailleurs : « Celui qui croira et sera baptisé, sera sauvé ; mais celui qui aura refusé de croire sera condamné. » Ainsi, au jugement de Jésus-Christ, refuser d'admettre un seul de ses dogmes, est un crime digne de l'enfer. Saint Paul ordonne à Tite de rompre toute relation avec l'hérétique auprès duquel un premier et un second avertissement ont été infructueux¹. Saint Jean est plus impitoyable encore dans sa haine pour l'erreur. « La vraie charité, dit-il à ses chers disciples, consiste à conformer notre

conduite aux commandements du Maître. Or, le commandement qu'il nous a donné c'est de demeurer fidèles à ses enseignements. Beaucoup de séducteurs vont par le monde refusant de confesser l'incarnation du Fils de Dieu. Ceux-là sont des séducteurs et des antechrist... Si quelqu'un d'entre eux vient à vous et ne vous apporte pas la vraie doctrine, ne le recevez pas dans votre maison, ne le saluez même pas ? » Le plus illustre disciple de saint Jean, saint Polycarpe, évêque de Smyrne, trouva dans un voyage à Rome l'occasion de mettre en pratique les enseignements de son maître. L'hérésiarque Marcion l'ayant rencontré eut l'audace de l'aborder en lui disant : « Ne me reconnais-tu pas ? » — « Oui, lui répond Polycarpe, je te reconnais pour le premier né du diable. » Il est bon de rappeler ces principes si nécessaires, en ces jours d'affaissements, d'énervements, de compromis où nous vivons. Hélas ! pour le grand dommage des âmes, la haine de l'erreur, l'amour de la vérité vont s'affaiblissant. Même les catholiques se laissent aller à une effrayante indifférence pour les doctrines perverses et hérétiques. La tolérance civile a amené comme conséquence la tolérance dogmatique. Obligés d'avoir constamment des relations avec des hommes qui nient toutes leurs croyances, un trop grand nombre de chrétiens s'accoutument à étendre aux erreurs la bienveillance qu'ils témoignent aux personnes, à considérer ces erreurs comme des opinions qui ont des droits semblables, sinon égaux à ceux de la vérité et qui méritent, en tout cas, notre respect, alors même qu'elles ne peuvent obtenir notre adhésion. Etrange aberration, aussi funeste à la société qu'à la religion. Réagissons contre elle de toute notre force ! Que notre foi soit délicate, qu'elle s'alarme à la moindre erreur !

III. Pour plaire à Dieu, que notre foi se revête de prudence. Prudence pour nous éloigner de ce qui ne manquerait pas de porter atteinte à nos croyances : prenons garde à l'ignorance : elle tue la foi insensiblement ; prenons garde à l'orgueil : il a fait le premier hérétique, Lucifer ; prenons garde à l'impureté : c'est le cœur qui fait mal à la tête : les plus fameux hérésiarques Luther, Calvin, Zwingle, Arius ont été des hommes profondément corrompus ; prenez garde aux mauvaises compagnies : les mauvais discours corrompent les bonnes mœurs, dit l'Ecriture, l'ami des insensés leur devient semblable ; prenons garde aux mauvaises lectures : elles inoculent petit à petit le poison. Prudence encore pour employer les moyens que doivent conserver et fortifier notre foi : l'humilité, la prière, les bonnes lectures, et surtout l'audition de la parole sainte. Oui, gardons la foi, c'est pour tous le *dépôt* par excellence, la joie du cœur, la lumière de l'intelligence, et comme dit S. Paul, un ciel commencé, gage de l'éternelle et parfaite béatitude.

¹ Matth., xviii, 17.

² Tit., iii, 10.

¹ II Joan., vi, 2.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'ai lu avec intérêt l'explication que vous donnez, nos 37 et 38, du Bref *Nullo unquam tempore*, relatif aux modifications apportées dans la liturgie, explication indispensable pour tout rédacteur d'*Ordo*. Toutefois, j'éprouve encore quelques difficultés dans mon travail, et c'est pour le terminer le plus tôt possible et le livrer à l'impression, que j'ai l'honneur de vous prier, monsieur le Rédacteur, de répondre aux différentes questions suivantes :

1^o St Cyrille d'Alexandrie ne pouvant être placé le 9 février dans le calendrier de notre diocèse, ce jour étant occupé par un double, je demande si je dois lui assigner le 26 du mois, ou le 20 en déplaçant S. Raymond de Pezafort (qui n'est que semid.), je le placerais alors au 26. Ce jour (20) lui a été assigné lors de la rédaction de notre Propre, vu que nous faisons les fiançailles de la S. V. M. le 23 janvier qui lui est assigné dans le calendrier Romain.

2^o Le 28 mai, nous avons un semid. *ad libitum*, S. Germain de Paris, lequel est à son jour propre; dois-je le déplacer, pour y mettre S. Augustin de Cantorbéry qui est double?

3^o Le 14 novembre, nous faisons S. Didace semid. empêché le 13. Dois-je le renvoyer plus loin pour y placer S. Josaphat qui est double? Si oui, dois-je assigner à S. Didace un jour dans l'octave de l'Imm. Conception, ou lui assigner le 22 décembre?

4^o St Denis (9 octobre) peut-il être séparé de S. Eleuthère et de S. Rustique; de sorte qu'il faille faire mémoire de ces deux derniers?

5^o Nous avons dans notre diocèse une fête (double) de sept frères, martyrs, tous nommés dans la légende, tous laïcs. Trois paroisses ont l'un de ces sept martyrs pour Patron. Jusqu'à ce jour, le curé de chacune de ces paroisses célébrait son patron unique, et renvoyait les six autres saints au 1^{er} jour libre. Aujourd'hui, ces curés doivent faire mémoire des six frères le jour même où ils célèbrent la fête du 7^e. Je demande s'ils pourraient faire l'office de plusieurs martyrs et dire dans l'oraison : *Deus qui nos concedis S. Mart. tuorum N. et sociorum ejus* (la fête n'a pas d'or. propre), ou bien chacun doit-il faire l'office d'un martyr, et faire la mémoire des autres en commun de plusieurs Mart.? Dans ce cas, il ne saurait être question de légende pour 9^e leçon.

R. — Ad I. S. Cyrille d'Alexandrie, qui est double, doit être préféré à S. Raymond qui n'est que semidouble. Vous devez donc placer S. Cyrille au 20 février, et S. Raymond au 26.

Ad II. Nous pensons que l'on ne pourrait pas déplacer S. Germain de Paris pour y placer saint Augustin de Cantorbéry, 1^o parce que S. Germain est à son jour propre, tandis que S. Augustin n'y est pas; 2^o parce que S. Germain est particulier au diocèse de Tours, tandis que S. Augustin ne l'est pas; 3^o parce que les offices *ad libitum* ne peuvent se transférer sans une autorisation du Saint-Siège, ainsi que l'a décidé bien des fois la Sacrée Congrégation des rites.

Ad III. Vous devez déplacer saint Didace, parce qu'il n'est que semi-double, tandis que saint Josaphat est double, et qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre dans leur jour propre.

En quel jour devez-vous replacer saint Didace? Au premier jour libre. Or un jour dans l'octave, *dies infra octavam ordinariam*, étant jour libre pour la permutation d'un semi-double, vous pouvez et vous devez replacer saint Didace dans l'octave de l'Immaculée Conception.

Ad IV. Saint Denis peut-il être séparé de saint Eleuthère et de saint Rustique? Oui, dans le cas par exemple où saint Denis est seul patron de lieu, ou seul titulaire d'église. De même, dans le cas où l'on douterait si saint Denis est seul patron, ou bien s'il est patron conjointement avec ses deux compagnons. Ces cas ont été décidés pour le diocèse de Luçon le 12 août 1854, ad 16.

Que doit-on faire alors? Saint Denis doit être honoré le 9 octobre par l'office d'un seul martyr. Les leçons du 1^{er} nocturne sont du Commun d'un martyr Pontife, celles du second et du troisième nocturne sont celles du Bréviaire au 9 octobre. L'oraison est : « Deus qui hodierna die beatum Dyonisium martyrem tuum atque Pontificem virtute constantiæ in passione roborasti; tribue nobis, quæsumus, ejusdem imitatione pro amore tuo prospera mundi despicere, et nulla ejus adversa formidare. Per Dominum etc. » La messe est *Sacerdotes Dei*, avec l'oraison que nous venons d'indiquer, et avec l'épître et l'évangile de la messe propre du 9 octobre.

Quant aux saints compagnons, ils doivent être permutés au premier jour libre. Les leçons du premier nocturne sont de l'Écriture courante; le reste est pris au Commun de plusieurs martyrs *secundo loco*. La messe est *Sapientiam* du commun.

Ad V. Les curés qui ont pour patron un de ces sept frères, doivent faire l'office du patron, et renvoyer les six autres au premier jour libre avec le grade de semi-double, conformément à la rubrique qui se trouve après la table de l'occurrence : « Qui si in dicto calendario descripti sint sub officio duplici vel semiduplici, transferuntur in primam diem, simili officio non impeditam, et de eis fiat, officium semiduplex. » Et ainsi se trouve évitée la difficulté proposée par notre savant confrère.

Q. — 1^o Comme plusieurs diocèses ont dans leur supplément la fête de saint Stanislas Kostka au 13 novembre, la fête de saint Didace a été fixée au 14 comme étant le premier jour libre. Veuillez me dire s'il vous paraît maintenant que saint Josaphat va être inscrit au 14 novembre au calendrier du Bréviaire, si saint Didace doit être désormais fixé au premier jour libre après le 14 puisque ce dernier jour ne l'est plus, ou si c'est la fête de saint Josaphat qui, ne trouvant plus le 14 libre, doit être renvoyée?

2^o Vous dites dans votre dernier numéro que le bref *Nullo unquam* est obligatoire cette année. Vous avez raison en pensant que la plupart des prêtres peuvent organiser leur Ordo dès maintenant selon les règles nouvelles. Je viens de le faire à partir du premier octobre en simplifiant la fête de saint Remi empêchée par le saint Rosaire etc., et en marquant de la férie ou du saint Sacrement les jeudis, ou de la sainte Vierge immaculée les samedis occupés par des fêtes transférées. J'ai cru devoir déplacer saint Didace du 14 novembre pour le fixer au 28 qui est maintenant le premier jour libre après le 13.

Ai-je bien agi? ou dois-je attendre l'avis de mon évêque et suivre l'ancien ordo jusqu'au premier janvier?

3^o Le 6 août dernier, c'était la solennité de saint Etienne premier martyr, patron de notre diocèse. Au moment de faire sonner le dernier coup de la grande messe, on vient m'avertir que mes deux chantes sont empêchés et que je ne puis compter sur eux. Me voilà donc réduit à dire une

messe basse. Tout était prêt pour la messe solennelle. J'ai célébré la messe basse votive de saint Etienne. Mon confrère voisin me dit que je devais dire la messe de la Transfiguration et omettre la solennité annoncée puisqu'on ne peut la faire par une simple messe basse. Qu'en pensez-vous ? Les curés qui aujourd'hui ne peuvent trouver de chantres, doivent-ils, avant d'en avoir pu former, supprimer toutes les solennités transférées ?

4^e Pourrait-on, lorsque l'autel est assez grand et que l'enfant de cœur est trop petit pour transporter le missel de l'épître à l'évangile, placer deux missels de chaque côté pendant la messe ?

5^e Le 19 novembre, dimanche jour octave de la Dédicace, on fera mémoire de sainte Elisabeth (double) avant le dimanche. Le dimanche suivant, 26 novembre, dans notre diocèse on fera mémoire de saint Colomban (semidouble) à l'office du dimanche. D'après les règles que vous nous donnez, la première fête n'aura pas la légende aux matines et la seconde l'aura ; il s'en suit alors que les semidoubles sont plus privilégiés que les doubles.

6^e Lorsqu'un jour, dans une octave qui est semidouble, est simplifié à cause de l'office du dimanche, celui-ci prend la couleur de l'office simplifié excepté en Avent et en Carême si l'octave est concédée. Il me semble que le cas est le même pendant l'année lorsqu'un semidouble sera simplifié un dimanche, v. g. saint Georges avec un dimanche après Pâques, saint Colomban le dernier dimanche après la Pentecôte. A mon avis, on doit prendre la couleur rouge dans le premier cas et blanche dans le second, ces dimanches n'étant point privilégiés.

7^e L'office de la Commémoration des SS. Pontifes romains (double majeur, concédé à certains diocèses) qui doit être placé le premier dimanche libre après l'octave de saint Pierre, pourra-t-il maintenant être fixé à un dimanche où serait sans lui célébré une fête double, saint Jean Gualbert, v. g., puisque ce double peut-être simplifié. Jusqu'à présent ce dimanche n'était pas libre ni les suivants, et l'office en question n'avait place qu'au dimanche 9 août. En sera-t-il de même désormais ?

8^e Ne pourrait-on pas dire que la fête de sainte Anastasie est une fête double simplifiée, et qu'aux jours de grandes fêtes, excepté les neuf jours indiqués, on devrait se contenter de faire mémoire à la messe des doubles simplifiés comme à Noël.

9^e Vous avez prouvé que l'intérieur du tabernacle devait être garni de soie ; celui de mon église est garni de soie, mais la couleur est rouge ; d'après vous je suis en règle, puisque la couleur blanche n'est pas prescrite. Cependant le directoire diocésain dit que le tabernacle du saint Sacrement doit être garni de soie blanche. Suis-je obligé de me conformer à cette règle ?

R. — Ad I. S. Josaphat doit être placé le 14 novembre, parce qu'il est double ; et saint Didace doit être replacé au premier jour libre après le 14 novembre, parce qu'il n'est que semidouble.

Ad II. Les saints nouvellement imposés par le Souverain-Pontife doivent être honorés l'année même où ils sont imposés, si la notification est arrivée en temps opportun ; et nous ne voyons pas que l'on soit obligé d'attendre l'avis de son évêque. Mais dans le cas présent les modifications à faire sont tellement nombreuses, et l'application des règles tellement difficile, que la plupart des ecclésiastiques ne sont pas en état de faire ce travail d'une manière convenable. Voilà pourquoi nous pensons, avec le célèbre Cavaliéri, que ces ecclésiastiques ne sont pas tenus cette année de suivre le Bref *Nulla unquam tempore*.

Ad III. D'après l'Instruction donnée en 1804 par le cardinal Caprara à M. Forgeur, vicaire général de Malines, la solennité de la fête patronale se fait par une messe chantée : « ... ; canetur tamen

una Missa solemnitis de festo illo, more votivo, cum unica oratione ;... » Vous n'avez donc pas suivi l'Instruction du cardinal en disant une messe basse.

Vous donnez une excuse assez plausible, puisque vous n'aviez pas de chantre. Néanmoins nous pensons qu'il serait préférable d'imiter bon nombre de vos confrères qui, hélas ! se trouvent dans le même cas que vous. Ils font chanter les parties de la messe qui ne présentent aucune difficulté sérieuse, par exemple, les *Kyrie*, le *Gloria*, le *Credo*, le *Sanctus*, une ou plusieurs strophes d'une hymne du saint Sacrement après la consécration et à la communion, ou bien quelque motet facile. De cette façon on entre dans l'esprit et presque dans la lettre de l'Instruction du cardinal Caprara, en attendant que les chantres soient assez instruits pour exécuter une messe conformément aux règles ordinaires de la liturgie.

Ad IV. Nous croyons qu'il ne conviendrait aucunement d'avoir deux Missels sur l'autel. Si l'enfant de chœur est trop petit pour transporter le Missel d'un côté à l'autre de l'autel, vous devez y suppléer vous même, car la rubrique le dit formellement pour le cas d'une messe privée : « ... sacerdos, si privatim celebret, ipsemet seu minister portat librum Missalis... » (Titre VI, n. 1).

Ad V. Non, les semi-doubles ne sont pas plus privilégiés que les doubles, quant à la lecture de la légende. La preuve en est que si saint Columban tombait le même jour que sainte Elisabeth, il n'aurait pas plus qu'elle la lecture de sa légende, puisque l'homélie du dimanche lui serait également préférée.

Ad VI. Il n'y a aucune parité entre les deux cas, car un jour dans l'octave, *dies infra octavam*, n'est pas simplifié, tandis que la fête semidouble l'est.

Ad VII. Oui, cette Commémoration pourra être placée au premier dimanche libre après l'octave dont vous parlez. La coïncidence d'une fête semidouble ou double-mineur, n'empêche pas la célébration de la Commémoration des Pontifes romains qui sont honorés sous le grade double majeur. Seulement, la fête semidouble ou double-mineur est simplifiée dans le cas de coïncidence.

Ad VIII. Non, on ne peut pas dire que la fête de sainte Anastasie soit une fête double simplifiée, car alors on en ferait mémoire aux vêpres et à laudes. Cette commémoration de sainte Anastasie à la seconde messe de Noël, vient de ce qu'à Rome la Station pour la seconde messe avait lieu dans l'église même de Sainte-Anastasie, et que le 25 décembre est le jour de la fête de cette glorieuse exilée, puisqu'en effet elle fut martyrisée le jour de Noël. La coutume de faire cette commémoration passa aux autres églises de Rome et ensuite dans tous les pays catholiques. Aujourd'hui cette commémoration n'est plus seulement obligatoire à Rome, mais partout, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 12 mars 1678. En effet, les religieux de Notre-Dame de la

Merci, à Mexico, ayant adressé la question suivante :

« An Commemoratio S. Anastasiæ in 2^a Missa Nativitatis Domini ubique sit facienda, vel Romæ tantum ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Commemoratio S. Anastasiæ in 2^a Missa Nativitatis Domini ubique faciendam. » (n. 2859 ad 1.)

Ad IX. Si les statuts synodaux, ou une prescription épiscopale exigent que l'intérieur du tabernacle soit garni de soie blanche, vous devez vous y conformer. Une prescription de ce genre est en harmonie tout à la fois avec la couleur du S. Sacrement, qui est le blanc, avec la coutume générale, enfin avec les recommandations de Benoît XIII, lorsqu'il était évêque de Bénévent : « ... la chambre intérieure du tabernacle, écrivait-il, sera revêtue de toutes parts, y compris le plancher et la porte, d'une riche étoffe « blanche. »

Q. — Je prie le rédacteur de l'*Ami du Clergé* de donner une réponse, avec preuves s'il peut, aux deux questions suivantes :

1^o Peut-on mettre une corbeille de fleurs naturelles au milieu de l'autel, devant la porte du Tabernacle ?

2^o A l'absoute, le prêtre officiant fait un simple salut à la croix que porte le sous-diacre, et le diacre fait une génuflexion devant cette croix ; mais lorsque c'est un prêtre qui fait diacre, doit-il faire la génuflexion ou un simple salut ?

R. — Ad. I. On ne peut pas mettre une corbeille de fleurs naturelles au milieu de l'autel devant la porte du Tabernacle. En 1701, le P. Juvénal, visiteur de la Congrégation des Camaldules, ayant posé à la Sacrée Congrégation des rites la question suivante : « An ante ostium Tabernaculi SSmi Sacramenti retineri possit vas florum, vel quid simile, quod prædictum occupet ostium cum imagine Domini Nostri in eodem insculpta ? » reçut la réponse suivante : « Negative ; posse tamen in humiliori et decentiori loco. » (22 janvier 1701, n. 3575 ad 10.)

Ce décret fut encore confirmé indirectement le 6 septembre 1845. M. l'abbé Marchi, chanoine de la cathédrale de Santo Angelo in Vado ayant demandé si l'on pouvait placer des reliques, non pas sur le Tabernacle, mais devant la porte du Tabernacle, la sacrée Congrégation s'appuyant sur le décret précité de 1701, qui défend d'y placer un vase de fleurs ou quelque chose de semblable, *vel quid simile*, répondit que cela n'était pas permis. Et comme le vénérable chanoine faisait valoir une coutume immémoriale, la Congrégation déclara que cette coutume était un abus à éliminer : « non licere, et assertam consuetudinem tanquam abusum eliminandam. Atque ita rescripsit ac servari mandavit (6 septembre 1845, n° 5033).

Ad. II. Cette question n'a pas encore été résolue par la Sacrée Congrégation des rites, et les pratiques sont diverses.

Q. — Un curé malade ne pouvant bénir l'eau le samedi saint, peut-il s'exempter de faire venir un prêtre voisin

pour remplir cette fonction, se réservant le lendemain ou un des jours suivants de bénir lui-même de l'eau pour les fonts baptismaux avec la formule du Rituel : *Benedictio Fontis Baptismi extra Sabbatum Paschæ et Pent., cum aqua conservata non habetur* ?

R. — Il faut faire venir un prêtre qui serait libre ce jour-là. Si l'on ne peut en trouver, on se procure de l'eau bénite dans une autre église. La bénédiction dont vous parlez s'emploie en dehors des Vigiles de Pâques et de la Pentecôte.

Q. — J'avais lu l'année dernière dans votre journal à un des numéros du mois d'octobre ou de novembre que la fête de la Dédicace des églises de France se célèbre, sans octave excepté dans les villes épiscopales, à moins qu'on n'ait obtenu une permission spéciale du St-Siège. Comme cette octave est indiquée dans notre *Ordo* pour tous les prêtres du diocèse, j'en parlai au maître des cérémonies du chapitre de la cathédrale de B. qui eut la complaisance de copier une réponse de la Congrégation des Rites à l'archevêque de Malines, en date du 1^{er} septembre 1838, et de me l'envoyer. Je vous l'envoie à mon tour telle que le vénérable chanoine l'a copiée. D'après lui, tous les diocèses de France peuvent profiter de cette décision. De sorte que nous pouvons célébrer l'octave de la Dédicace bien que nous ne résidions pas dans la ville épiscopale, sans que pour cela il soit besoin d'un Indult. Ce vénérable chanoine se trompe-t-il ? Devons-nous considérer la réponse citée comme une faveur pour le diocèse de Malines ?...

R. — Nous avons dit l'année dernière qu'un curé n'a pas le droit de dire la messe et l'office de la dédicace de son église, si cette église n'est pas consacrée. Mais nous ajoutions qu'il devait célébrer la dédicace de la Cathédrale du diocèse sous le grade de première classe ; avec octave s'il est de la ville épiscopale, sans octave s'il n'en est pas. Nous terminions notre article en disant que les curés qui n'ont pas le droit de célébrer la dédicace avec octave, l'obtiendraient facilement du Saint-Siège.

M. le Maître des cérémonies de la cathédrale de B. pense que tous les diocèses de France ont ce droit, et ce en vertu d'une réponse adressée à l'archevêque de Malines en date du 1^{er} septembre 1838. Voici cette réponse : « Ad uniformitatem obtinendam, Anniversarium ejusmodi celebrandum est ab omnibus ut in Cathedrali et civitate Mechliniensi. » D'après cette réponse, tous les prêtres dont il était parlé dans la demande doivent célébrer l'Anniversaire de la Dédicace sous le grade de première classe avec octave ; mais ceux-là seulement. Or dans la demande il n'était fait mention que du clergé de Belgique et nullement de France. En fait, les auteurs regardent cette réponse comme un Indult.

Mais est-ce une raison pour que les prêtres de France qui ont la coutume de célébrer la Dédicace sous le grade de première classe avec octave, y renoncent ? Non, parce que cette coutume peut se justifier jusqu'à un certain point. Et en effet, 1^o beaucoup pensent qu'en vertu du Concordat liturgique de 1802, l'anniversaire de la dédicace de toutes les églises de France doit être célébré le même jour sous le grade de première classe avec octave par tous les ecclésiastiques sans distinc-

tion, qu'ils habitent la cité épiscopale ou non, qu'ils soient attachés à une église ou non, que leur église soit consacrée ou non ; 2^o le clergé de France est dans la même situation que le clergé de l'Archidiocèse de Malines. Or le Souverain Pontife, en vue d'établir l'uniformité qui n'existait pas, répondit que tous les ecclésiastiques devaient se conformer à la pratique suivie à la cathédrale et dans la ville de Malines ; 3^o la plupart des ecclésiastiques de France suivent la coutume que nous indiquons. Toutes ces raisons nous déterminent à maintenir la solution que nous avions déjà donnée une des années précédentes, à savoir qu'il ne conviendrait pas de changer la pratique actuelle, sauf à recourir, si besoin est, à l'autorité du Saint-Siège.

Q. — 1^o Comment le cimetière est-il profané ? 2^o Que faut-il faire, si le maire y fait enterrer un mécréant, un hérétique, un juif ?

R. — AD 1^m. Si le cimetière tient à l'église, il est profané quand l'église est profanée. Il suit alors la condition de l'église, comme l'accessoire suit le principal. Si, au contraire, il est séparé de l'église, il n'est pas profané avec l'église. Il ne peut être profané que directement.

Les causes qui polluent directement le cimetière, sont les mêmes qui polluent l'église. Elles sont au nombre de quatre, savoir :

1^o L'homicide. Il est nécessaire qu'il soit volontaire, coupable et commis dans le lieu saint. Il suffit toutefois que le coup mortel ait été porté dans ce lieu, quand même la victime irait mourir ailleurs. Le suicide volontaire est aussi une cause de profanation.

2^o L'effusion notable de sang humain. Il faut qu'elle soit causée par un acte qu'on ne puisse excuser de péché mortel. D'où il suit qu'il n'y aurait pas profanation, si l'effusion n'était pas notable, mais seulement de quelques gouttes de sang ; si, bien que considérable, elle ne résultait que d'une faute légère ; si enfin, il n'y avait nulle effusion de sang, bien que la blessure reçue fût grave et procédât d'une faute grave. Mais il suffit que la blessure, produisant une effusion notable de sang, soit reçue dans le lieu saint, quand même le sang ne coulerait que lorsque le blessé en est sorti.

3^o Effusio seminis humani. Intelligitur autem effusio voluntaria et culpabilis, sive fiat per voluntariam pollutionem, fornicationem, adulterium, sive etiam per copulam maritalem, saltem quando non excusatur a gravi culpa ob probabile periculum incontinentiæ.

4^o La sépulture d'un infidèle ou d'un excommunié « nommément » dénoncé.

Je dis : a) d'un infidèle, c'est-à-dire d'un homme non baptisé. Mais le cimetière est-il profané : 1^o par la sépulture d'un catéchumène ? Non, suivant le sentiment le plus commun, parce que celui qui se prépare au baptême et qui a déjà la foi, ne peut être regardé comme un infidèle ;

2^o par la sépulture d'un enfant mort sans baptême ? Oui, s'il s'agit d'un enfant dont les parents sont infidèles. Non, plus probablement, si l'enfant est né de parents chrétiens, parce que les parents chrétiens désirent le baptême pour leur enfant, qui peut être ainsi assimilé de quelque manière à un catéchumène. Ainsi pense Gousset avec Pichler contre beaucoup d'autres qui soutiennent l'opinion contraire.

Je dis : b) d'un excommunié « nommément » dénoncé : conséquemment, le cimetière n'est pas profané par la sépulture d'un suicidé, d'un pécheur public, mort dans l'impénitence finale, ou de tout autre qui n'est soumis à aucune excommunication ; ni par la sépulture d'un duelliste, d'un hérétique, même connu et notoire, parce que l'excommunication à laquelle ils sont soumis, à raison du duel ou de l'hérésie, n'est pas une cause suffisante de profanation du cimetière, s'ils n'ont pas été depuis « nommément » dénoncés comme excommuniés. Il n'y a aucun texte du droit qui établisse que le cimetière soit profané par la sépulture d'un hérétique. La profanation ne peut en résulter que par suite de l'excommunication encourue pour cause d'hérésie. Mais depuis Martin V, le cimetière n'est profané par la sépulture d'un excommunié, que dans le cas où il est nommément dénoncé.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède, que l'on peut enterrer en lieu saint, tous ceux dont la sépulture n'est pas pour ce lieu une cause de profanation. Autre chose est de ne pas profaner le lieu saint, et autre chose est d'être digne des honneurs de la sépulture ecclésiastique. On doit se conformer aux prescriptions de l'Eglise, pour refuser aux indignes la sépulture en lieu saint : même l'enfant né de parents chrétiens, et mort sans baptême, ne doit pas être inhumé dans le lieu destiné aux sépultures des fidèles.

Il faut ajouter que les causes de profanation doivent être publiques et certaines, afin de produire leur effet.

Si, par exemple, le péché de fornication a été commis secrètement dans le cimetière, il n'y a pas profanation, ou la profanation n'a pas de suite, tant que le péché demeure occulte, ou qu'il n'est connu que d'un petit nombre de personnes. Mais s'il devient public, le cimetière doit être regardé comme profané. Il suffit qu'il y ait publicité ou notoriété de fait.

Dans le doute de droit ou de fait sur la profanation du cimetière, il convient d'appliquer le principe : « In dubiis odia sunt restringenda, » et par conséquent de ne pas tenir le cimetière pour profané. De ce principe nous concluons que le cimetière n'est pas profané par la sépulture d'un enfant de parents chrétiens, mort sans baptême, parce qu'en droit cela est douteux, les canonistes n'étant pas d'accord sur ce point.

Enfin nous rappelons que dans cette matière et surtout s'il y a doute sur la profanation, on doit recourir à l'évêque, lui exposer les faits, et

attendre sa décision : et en attendant que la décision de l'évêque ait éclairci le doute et tranché la difficulté, on peut continuer à inhumer les fidèles dans le cimetière avec les cérémonies et les prières de l'Eglise.

Ad 2^m. Si le maire fait enterrer dans un cimetière catholique, malgré les justes réclamations de l'autorité ecclésiastique, un suicidé, un pécheur public mort dans l'impénitence, un hérétique même notoire, mais non dénoncé comme excommunié, le cimetière n'est pas profané, et il n'y a pas lieu de lui donner une bénédiction nouvelle. S'il y fait enterrer un infidèle, un juif, ou un excommunié dénoncé comme tel, le cimetière est profané, et il doit être réconcilié. Mais avant de procéder à la réconciliation du cimetière, il est nécessaire d'en exhumer le corps par la sépulture et la présence duquel il est profané. Cela s'entend pour le cas où l'exhumation est encore possible.

Il est vrai que le corps de l'excommunié non dénoncé, ou « toléré, » doit être aussi exhumé de la terre sainte où il a été inhumé : celle-ci néanmoins n'est pas regardée comme polluée et n'a pas besoin d'une nouvelle bénédiction. L'obligation de faire cette exhumation cesserait, si l'excommunié non dénoncé, avait donné avant de mourir des signes de repentir, car alors il pourrait être enterré en lieu saint, bien qu'il soit convenable, *deceat*, de l'absoudre de l'excommunication avant de l'inhumer. Pourrait-on en dire autant de l'excommunié dénoncé, qui aurait donné des signes de repentir ? Oui, et il pourrait être enterré en lieu saint, mais à la condition qu'il soit relevé auparavant de l'excommunication. S'il avait été inhumé avec l'excommunication, il ne devrait pas être exhumé, mais seulement absous de l'excommunication, sur la demande d'absolution faite par son héritier : « Si vero excommunicatus decessit cum signis pœnitentiæ, non est exhumandus, sed absolvendus, petitâ absolutione ab hærede. » S. Lig. lib. VII, n° 186 ; Gury, numéro 965 De censuris ; Schmalzgr. lib. 5, tit. 39, n° 127.

Mais que faire, si l'autorité civile s'oppose obstinément à l'exhumation exigée par les saints canons ? Nous pensons avec Gousset que l'évêque peut passer outre et autoriser la réconciliation du cimetière par une bénédiction nouvelle. La raison en est que l'exhumation est alors impossible, et que l'Eglise n'oblige pas à l'impossible.

Que devra faire encore le curé, qui, avant d'avoir reçu l'autorisation de réconcilier le cimetière, se trouve dans l'obligation de donner la sépulture à quelqu'un de ses paroissiens ? Pourrait-il l'inhumer avec les cérémonies de l'Eglise dans le cimetière non réconcilié ? Nous pensons avec le même auteur qu'il le pourrait, à raison des graves inconvénients qu'il aurait à redouter, s'il refusait de l'inhumer dans le lieu ordinaire destiné à la sépulture des fidèles. Mais alors il

devrait bénir la fosse, avant d'y déposer le corps du défunt. Gousset, t. 2, n° 315.

Q. — En 1862 une chapelle fut construite au centre de l'usine de... L'éminent archevêque du diocèse convaincu du bien immense qui devait en résulter pour la population ouvrière de l'usine, déclara dès 1864 « que cette chapelle n'était point une chapelle privée, » mais bien une chapelle pour un établissement. Puis le 6 novembre 1865, le même archevêque voulait bien écrire : « que l'autorisation qu'il « avait donnée était en vue de faciliter à la population ouvrière qui se trouve agglomérée au..., l'accomplissement de « ses devoirs religieux. C'est donc une chapelle de secours « proprement dite, dans laquelle on peut satisfaire à l'obligation d'entendre la messe les jours de dimanche et de « fête, recevoir les sacrements de pénitence et d'Eucharistie, remplir le devoir pascal, catéchiser les enfants et « les admettre à la première communion.

« Le chapelain attaché à cette chapelle est chargé de « tout le service. »

Je désirerais savoir, Monsieur le rédacteur :

1° Si cette chapelle autorisée dans ces termes n'est pas réellement une chapelle publique, bien que son entrée ne soit pas sur la voie publique.

2° Si cette chapelle étant sous les vocables des « Saints Cœurs de Jésus et de Marie, le chapelain doit faire ces deux fêtes sous le rite double de 1^{re} classe avec octave, et en faire mémoire aux suffrages et dans l'oraison *A cunctis*.

Nos chers ouvriers déjà si attachés à la dévotion au Sacré-Cœur seraient bienheureux de voir ainsi s'accroître les raisons d'un culte plus solennel à ce divin Cœur, et je puis ajouter que les patrons et le chapelain y verraient un gage de plus de bénédiction sur leurs travaux.

R. — Ad 1. En règle générale pour qu'une chapelle soit publique, il faut que, bâtie sur un terrain public, avec la permission de l'évêque, la porte s'ouvre sur une voie publique, de telle sorte que l'entrée en soit permise à tous les fidèles indistinctement.

Cette règle générale est souvent l'objet de dispenses. Ainsi une chapelle bâtie sur un terrain particulier, sans aucune porte donnant sur la voie publique, peut être déclarée chapelle publique, moyennant la réalisation de certaines conditions : 1° L'autorisation du Saint-Siège. 2° La déclaration faite, au moyen d'un acte public, par le propriétaire de laisser toujours, pendant le jour, et suivant les règlements épiscopaux, la porte de cette chapelle ouverte à tous les fidèles indistinctement. Une prescription légale autorisant l'entrée de tous les fidèles dans l'édifice pourrait tenir lieu de cette déclaration. 3° La dotation de la chapelle et du chapelain. 4° La remise des clefs de la chapelle et de la sacristie entre les mains du chapelain. 5° La réserve expresse des droits du curé. 6° L'abolition de toute communication soit par une porte, soit par une fenêtre avec une maison particulière.

Nous avons relevé ces conditions dans un grand nombre d'indults de la Sacrée Congrégation du Concile. Nous n'en citerons que deux :

a) « Sacra C. C. petitam gratiam benignè concessit arbitrio episcopi, salvis in omnibus juribus parochialibus, facta tamen per Emum Oratorem, nomine ipsius et ejus hæredum obligatione, mediante publico instrumento, retinendi per diem apertam januam dictæ villæ, necnon semitas ad

eandem Ecclesiam ducentes, nec non manutendi utensilia et sapellectilia pro cultu ipsius Ecclesiæ necessaria, atque pariter simili obligatione facta celebrari faciendi aliquot missas annuatim, arbitrio præfati episcopi. »

b) « Nos igitur.... tibi, venerabilis Frater, eas partes imponimus, idque mandamus, ut si ita res habent, prout expositæ, dummodo ad eam sacram ædiculam cuique pateat aditus, nec ibidem sint fores quæ ad aliquam ducant domum, secus omnino claudantur, atque ab ædibus sit adeo sejuncta ut nullus inde neque accessus, neque prospectus habeatur, eandem ipsam, etsi ejus porta viam publicam haud spectet, decreto felicis recordationis Pauli V, prædecessoris nostri, de non celebrando in oratoriis privatis edito, minime obnoxiam declares, atque auctoritate nostra apostolica permittas, ut quotiescumque capax et decenter ornata, nihilque eorum quæ ad sacrum in ea faciendum opus sunt, desideretur, absque ullo juri porochialium detrimento, divina hostia per quemlibet sacerdotem a te approbatum possit immolari, ac ut quicumque diebus festis pietate illa qua decet inibi sacrificio assistet ecclesiæ præcepto satisfecisse dicatur. » Ce Bref de Léon XII, du 14 février 1826, est adressé à l'évêque de Samogitz en Lithuanie. Nous pourrions en citer un autre conçu à peu près dans les mêmes termes, adressé par Grégoire XVI, le 27 septembre 1834, à l'évêque de Meaux en faveur du baron de Crisnoy.

La chapelle dont nous parle notre correspondant n'a pu être déclarée publique qu'à ces conditions. En outre, puisqu'on la déclarait indépendante, en fait, du curé de la paroisse, en y autorisant la prédication, l'administration des sacrements, même de la communion pascalle, les catéchismes et la première communion, il a fallu procéder comme pour l'érection d'une paroisse, c'est-à-dire prendre l'avis du curé de la paroisse, des paroissiens intéressés et du Chapitre de la cathédrale.

Sans ces précautions, la chapelle en question demeure une chapelle privée où l'on ne peut célébrer la messe qu'avec un indult pontifical.

Ad II. Si toutes les conditions requises pour qu'une chapelle soit publique ont été remplies, le chapelain peut célébrer l'office du titulaire double de première classe avec octave et en faire mémoire aux suffrages, et dans l'oraison *A cunctis*. (S. R. C. 21 juillet 1855, n. 5221 ad 6.)

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

LA CROIX DE MISSION DE CONFOLENS

Depuis que la franc-maçonnerie gouverne la France par la main de la république et de ses agents, l'Eglise s'est vue bien souvent empêchée

d'accomplir certaines cérémonies extérieures, comme les processions de la Fête-Dieu.

Quelques curés frappés par ces interdicts municipaux ont tourné la difficulté en faisant ces processions dans l'intérieur de quelque propriété privée. Nous pensons que cela peut se faire légalement; mais il y a des précautions à prendre : il faut, entre autres choses, éviter de convoquer le public par un avis général. On va en juger par un fait analogue que M. Camille Rémond, avocat à la cour d'appel de Paris, a résumé et commenté dans le journal le *Monde*. Nous reproduisons en partie ce travail qui pourra être utile à beaucoup de nos lecteurs.

Au mois de mai 1881, le maire de Confolens, M. Babaud-Laribière, apprenant qu'une croix devait être érigée dans un jardin dépendant de la cure, en souvenir de la mission donnée par des religieux capucins dans la paroisse Saint-Maxime, s'empressa de prendre un arrêté interdisant « jusqu'à nouvel ordre les processions, ainsi que toutes manifestations extérieures du culte, à l'exception des cérémonies relatives aux inhumations. »

Les considérants de cet arrêté sont trop curieux pour que nous résistions au plaisir de les faire connaître. Voici comment M. Babaud-Laribière démontre que son arrêté est destiné à sauver la république, menacée par le vénérable archiprêtre de Confolens, son vicaire et deux capucins :

« Attendu qu'il résulte de rapports de police que, sous un *prétexte religieux*, une manifestation *politique* s'organise en ce moment à Saint-Maxime; que le clergé de cette paroisse, avec la collaboration de religieux, appartenant à un ordre *récemment frappé par la loi*, se propose de se rendre en procession dans le quartier Saint-Michel pour y planter une croix de mission; que si, jusqu'à ce jour, la municipalité, dans un but de conciliation, n'a pas cru devoir s'opposer aux manifestations provoquées par le clergé séculier, elle est *absolument résolue* à interdire tout acte dirigé contre la république, dont le but évident est d'*exciter les citoyens les uns contre les autres*. »

Cet arrêté, en date du 13 mai, fut signifié à M. l'abbé Hiou, curé de Saint-Maxime, l'avant-veille du jour fixé pour la cérémonie. M. l'archiprêtre ne songea pas un moment à résister à l'autorité; changeant ses dispositions, il décida qu'on se bornerait à bénir la croix qu'un bon chrétien, M. Boreau-Lajanadie, consentait à ériger dans sa propriété; aucun appel public ne fut adressé aux fidèles; une douzaine de personnes seulement furent invitées à assister à la bénédiction de la croix; il n'y eut point de procession. Mais comme la croix avait été érigée au sommet d'une tour placée dans le jardin de M. Boreau-Lajanadie, la cérémonie fut aperçue du public, et une centaine de personnes la suivirent du dehors, en se rangeant le long des trottoirs des rues avoisinantes.

Le commissaire de police n'en dressa pas moins un procès-verbal prétendant relever contraven-

tion à l'arrêté du maire de Confolens, et en conséquence il cita devant le tribunal de simple police M. l'abbé Hiou, son vicaire, et les deux religieux capucins.

Au jour fixé pour l'audience, le 22 juin, l'avocat des contrevenants sollicita une remise, qui lui fut refusée. Il déclara faire défaut, et M. le juge de paix, tirant de sa poche un écrit rédigé d'avance, lut un jugement dont nous ne citerons que le passage suivant :

« Attendu que les *prévenus* sont montés sur une tour sise au quartier de Saint-Michel de Confolens et là ont fait *publiquement* une cérémonie religieuse autour d'une croix de mission qui avait été plantée la veille; et que cette cérémonie qui a duré une demi-heure environ, a *occasionné de grands rassemblements* de personnes dans les rues avoisinant la tour, ainsi que le tout est constaté par le procès-verbal du commissaire de police du 19 mai sus-énoncé;

« Attendu que, par ce fait d'avoir célébré une cérémonie religieuse *sur un des points les plus élevés* de la ville de Confolens, les *prévenus* ont fait *sciemment* une manifestation *extérieure* du culte, *contrairement à l'arrêté municipal* du 13 mai précité, ce qui constitue, etc... »

En conséquence, le juge de paix a condamné M. l'abbé Hiou, M. l'abbé Pomereau, et les RR. PP. Marie-Antoine et Emmanuel chacun à 5 fr. d'amende et tous solidairement aux dépens.

Les « *prévenus* » ont fait opposition à ce jugement qui, on le voit, jouait si agréablement sur les mots. Ils ont protesté contre les allégations erronées du procès-verbal invoqué contre eux, soutenu qu'ils n'avaient point contrevenu à l'arrêté municipal de M. Babaut-Laribièrre, qui n'avait pu interdire un fait auquel manifestement il n'avait pas pensé, et enfin qu'ils avaient accompli une cérémonie d'un caractère essentiellement privé, que cet arrêté, l'eût-il voulu, ne pouvait prohiber.

Le 18 juillet, intervint un second jugement, qui maintient les allégations et la doctrine du premier, en essayant de la justifier.

Voici un échantillon de ses procédés :

« Attendu que cet arrêté (du 13 mai), en prohibant les cérémonies extérieures du culte, a *évidemment* entendu prohiber les cérémonies qui, se produisant en dehors de l'église, *affecteraient* un caractère public en s'accomplissant dans la rue ou ailleurs, *au vu et au su du public*;

« Attendu qu'un *lieu peut n'être pas public et cependant être considéré comme tel*, suivant les circonstances, et qu'une cérémonie du culte, bien que s'étant produite dans un domicile *privé* peut être réputée s'être accomplie dans la rue si, *du lieu où elle s'est accomplie*, elle a pu être aperçue du dehors; que la loi doit atteindre les personnes qui y ont pris part, *au vu et au su du public*, et avec *l'intention évidente* d'y faire participer le public...;

« Attendu qu'il n'est pas douteux que les *prévenus*, auxquels l'arrêté du 13 mai avait été notifié, en choisissant le *point le plus élevé* des immeubles de la ville, sur une tour distante seulement de quelques mètres de la rue, dépendant d'une habitation bordant la voie publique, d'où ils pouvaient être vus de tous côtés et entendus au loin; *en annonçant par avance* le lieu et l'heure pour attirer autour d'eux la *foule ainsi provoquée à se réunir*, ont accompli une *cérémonie publique*, et non une cérémonie simple et intérieure, comme celle qu'un père de famille pieux demande parfois à l'Église pour faire bénir soit par exemple une chapelle, ou toute autre construction nouvelle qu'il vient d'ajouter à son habitation;

« Attendu dès lors que *l'intérêt public a souffert un dommage* par le fait des *prévenus*, en occasionnant des *réunions nombreuses* de personnes qui ont *compromis l'ordre public* et porté atteinte à la *sûreté et à la commodité de la circulation*, et qu'ils en doivent réparation;

« Attendu que les explications par eux fournies ne révèlent aucune circonstance de nature à atténuer la *criminalité* du fait qui a motivé la condamnation par défaut et à permettre au tribunal d'appliquer une peine moindre, etc. »

Qu'on se rassure, M. le juge de paix n'a pas condamné les « *prévenus* » à mort; il s'est contenté de maintenir la peine prononcée par le premier jugement; mais il a maintenu également l'altération des faits, ou plutôt il l'a aggravée, puisque, comme nous l'avons dit, il n'y avait pas eu de convocation générale, d'appel public, que les réunions « *nombreuses* » se composaient au maximum de 150 personnes, échelonnées dans plusieurs rues et dans un quartier montueux où la circulation, celle des voitures surtout, est habituellement presque nulle. Ajoutons que la jurisprudence développée par ce jugement sur les cas où une propriété privée peut être considérée comme un « *lieu public* » n'est autre que celle appliquée par les tribunaux pour la répression des outrages publics à la pudeur. Le juge de paix de Confolens a vraiment beaucoup de malice et des attentions fort délicates.

Mais le juge de simple police est, quant au *fait*, juge en dernier ressort, car si la Cour de cassation peut contrôler ses décisions, ce n'est qu'au point de vue du « *droit*. » Aussi arrive-t-il à la Cour suprême, comme dans l'espèce, quand elle statue sur des faits inexacts ou altérés, ou même sur des faits faux, de rendre une sentence à côté du véritable point de droit qu'il y avait à examiner.

M. l'abbé Hiou s'est pourvu, en effet, en cassation contre le jugement du 18 juillet. Il serait trop long d'entrer dans les divers moyens invoqués en son nom pour faire annuler la sentence du juge de paix de Confolens; nous ne nous arrêtons qu'à ceux qui présentent un intérêt général et qui nous fourniront les conclusions à tirer de cette affaire.

Le premier consistait à soutenir que l'arrêté du 13 mai 1881, ayant un caractère « permanent, » puisqu'il interdisait « jusqu'à nouvel ordre » les cérémonies extérieures du culte, ne devenait exécutoire que dans le délai d'un mois (loi du 18 juillet 1837, article 11). La cour de Cassation a prétendu, au contraire, que cet arrêté devait être considéré comme « temporaire, » parce qu'il avait été pris sous l'influence de circonstances accidentelles et exceptionnelles en déclarant d'ailleurs qu'il y avait « urgence. »

Le troisième moyen invoqué à l'appui du pourvoi soutenait que le juge de simple police avait fait une fausse application de cet arrêté. Ici, il faut citer la réponse de la Cour de cassation :

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement, lesquelles sont souveraines, que la cérémonie religieuse qui a eu lieu sur une tour dépendant d'une habitation bordant la voie publique, sur le point le plus élevé des établissements de la ville de Confolens, en vue du public, en présence d'une foule convoquée à l'avance, provoquée à se réunir pour cet objet et qui encomrait les rues environnantes, était une manifestation extérieure du culte essentiellement publique, et non un acte du culte se produisant dans l'intérieur du domicile, sans « publicité. »

« Attendu que le juge de police a reconnu et déclaré avec raison, en cet état des faits, qu'une pareille manifestation devait être, au double point de vue du but et du résultat, assimilée à une manifestation sur la voie publique, et qu'en statuant ainsi il a exactement appliqué les dispositions légales de l'arrêté municipal et, par suite, l'article 471, n. 15, du Code pénal. »

La Cour de cassation a donc rejeté le pourvoi de M. l'abbé Hiou (arrêt du 26 mai 1882); mais, comme on vient de le voir, elle a statué sur une espèce totalement différente de celle qui aurait dû lui être soumise. Son arrêt condamne des manœuvres ayant pour but d'éluder les prescriptions d'un arrêt municipal; or, ces manœuvres n'existaient que dans l'imagination du juge de paix de Confolens; elles sont démenties par l'exposé des faits que nous avons transcrit ci-dessus et qui est certifié par les plus honorables habitants de Confolens. Sa doctrine tombe donc à faux et ne prouve nullement que la cérémonie accomplie par M. le curé de Saint-Maxime doive être légalement qualifiée de cérémonie « extérieure » ou « publique. »

Mais l'opinion de la Cour suprême sur le caractère de l'arrêté municipal du 13 mai 1881 nous paraît critiquable et dangereuse; elle ouvre à l'arbitraire des maires un champ qui serait fertile en surprises et en abus, et, à son tour, elle leur offre le moyen d'éluder les dispositions les plus formelles de la loi et d'enlever aux citoyens les garanties que celle-ci a voulu leur donner expressément. S'il suffit d'une simple expression comme celle employée par cet arrêté, « jusqu'à nouvel ordre, » nous défions de prouver qu'il y

ait un seul arrêté réglementaire et permanent de l'administration municipale qui ne doive, avec la même facilité, être considéré comme « temporaire, » et par suite, immédiatement exécutoire « sans contrôle. » Les maires républicains n'ont déjà que trop la tendance à se transformer en législateurs omnipotents; la Cour de cassation y regardera certainement à deux fois avant de faciliter ainsi leurs usurpations. C'est assez pour le moment d'avoir à souffrir de l'« infailibilité » des juges de paix. Si l'on voulait sérieusement réformer l'administration de la justice, il y a là un point qui devrait attirer l'attention du législateur; mais, hélas! on sait ce que nos députés entendent par « réforme judiciaire. »

Pour revenir au sujet de cet article, nous concluons en recommandant à nos correspondants d'user de leur droit sans faiblesse, mais en prenant les précautions nécessaires pour que leurs actes ne puissent être dénaturés; et, s'ils avaient jamais affaire en simple police ou en police correctionnelle, de prendre soin de préciser par des conclusions « écrites, » que le juge ne pourra ni écarter ni altérer, les faits sur lesquels ils voudront être jugés et dont ils offriront la preuve.

JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET SUR LES TAXES ASSIMILÉES À CES CONTRIBUTIONS

(Suite)

III. — Contribution des portes et fenêtres.

Frères des écoles chrétiennes, imposition à raison des ouvertures de leur logement personnel, régularité.

Considérant qu'aux termes du § 5 de l'art. 27 de la loi du 21 avril 1832, les fonctionnaires ecclésiastiques et employés, logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'État, aux départements, aux communes, seront imposés nominativement pour les portes et fenêtres des parties de ces bâtiments servant à leur habitation personnelle; — Considérant qu'il résulte de l'instruction, et qu'il n'est pas contesté que la contribution au sujet de laquelle réclame le sieur Grangis, n'a été établie que sur les ouvertures des locaux qui sont affectés au logement personnel des Frères des écoles chrétiennes, dans l'école communale dont il s'agit; que, dès lors, c'est avec raison que le requérant a été imposé et maintenu à la contribution des portes et fenêtres, à raison des ouvertures de ces locaux..... (Rejet.

8 novembre 1878. — Grangis.

Instituteur communal ayant quitté la commune avant le 1^{er} janvier. — L'habitation personnelle. — Contribution régulièrement transférée par mutation de cote à la charge de son successeur, bien que celui-ci se trouve avoir été imposé à tort pour le logement qu'il a cessé d'occuper avant le 1^{er} janvier dans une autre commune.

Considérant qu'il résulte de l'instruction et

qu'il n'est pas contesté : 1° qu'antérieurement au 1^{er} janvier 1879, le sieur Charrioux a quitté la commune de Villaudry et cessé d'occuper le logement affecté à l'habitation de l'instituteur communal; 2° qu'au 1^{er} janvier de la dite année, le sieur Nicolas occupait le dit logement, en qualité d'instituteur; que dans ces circonstances, le sieur Charrioux était fondé à demander que, par application de l'art. 13 de la loi du 8 juillet 1852, la contribution des portes et fenêtres, inscrite en son nom sur le rôle de la dite commune de Villaudry, fût mise par voie de mutation de cote à la charge du sieur Nicolas; que la circonstance que ce dernier aurait été imposé à tort pour la même année à la contribution des portes et fenêtres dans la commune de Civray-sur-Esivre à raison du logement de l'instituteur qu'il avait cessé d'occuper, ne lui donnait pas droit de s'opposer à cette mutation..... (Rejet).

28 mai 1880. — *Nicolas*.

— L'exemption accordée pour les locaux affectés à un service public d'instruction ne s'étend pas aux locaux servant à l'habitation personnelle des instituteurs (loi du 21 avril 1832, art. 27, § 5).

L'imposition des portes et fenêtres due à raison des locaux servant à l'habitation des instituteurs doit être mise au nom du propriétaire, sauf recours contre son locataire (loi du 4 frimaire an VII, art. 12. — 27 février 1880. — *Fabre-Desmoulins*).

Il n'y a pas lieu de considérer comme servant à l'habitation des hommes, et, par suite, comme étant imposables les ouvertures servant à éclairer des pièces dans lesquelles sont serrés des fagots et autres matériaux. — 14 juin 1878. — *Bodet*.

— Les ouvertures pratiquées dans la toiture d'une maison et éclairant des locaux habitables sont imposables, alors même qu'elles sont munies de vitrages fixes formant toiture (loi du 21 avril 1832, art. 27, § 4). — 11 juillet 1879. — *Ducornet*.

— Barrière d'allée ne pouvant livrer passage à une voiture : imposition comme porte ordinaire et non comme porte charretière. — 19 juillet 1878. — *Lepaon*.

— Pavillon de jardin plafonné, tapissé, ayant une cheminée ornée d'une glace et un mobilier, local susceptible d'être utilisé pour l'habitation, non-lieu à l'exemption prévue par l'article 5 de la loi du 4 frimaire an VII. — 28 nov. 1879. — *Thévenin*.

IV. — Contribution des patentes.

Maison particulière de retraite (tenant une). — *Religieuses de saint François Régis, à Paray-le-Monial.* — *Profession imposable.* — *Renvoi pour classement par assimilation.* — La supérieure d'un établissement religieux qui reçoit et héberge, dans la maison qu'elle dirige, des personnes venant y faire des retraites de piété, ne peut être imposée à la patente comme tenant une maison particulière de retraite. — Dans le sens

de la loi du 25 avril 1844, tableau A, 6^e classe, cette qualification ne s'applique qu'à ceux qui reçoivent, dans une maison spéciale, des personnes âgées ou infirmes, en leur fournissant d'une manière permanente la nourriture et le logement. — Décidé néanmoins que la direction d'un établissement qui contient plusieurs chambres destinées aux personnes qui viennent y faire des retraites et qui sont dans l'usage de verser une rétribution à l'effet d'indemniser la directrice des dépenses occasionnées par leur séjour, constitue une profession imposable, quoique non dénommée dans les tableaux des patentes. — En conséquence, renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué après classement par voie d'analogie, conformément à l'art. 4 de la loi du 25 avril 1844 ¹. — 21 janvier 1881. — *Ministre des finances contre la dame de Beaupré, supérieure des religieuses de Paray-le-Monial*.

Courrier de l'Utile.

NETTOYAGE DES USTENSILES DE MÉNAGE

Cuivre.

Faites un mélange de sable et de lait caillé; prenez une poignée d'oseille; trempez-la dans ce mélange et frottez-en fortement le cuivre. Quand les taches ont disparu, mettez vos ustensiles ainsi nettoyés dans l'eau froide; puis, essuyez-les avec un linge bien sec, et faites sécher au feu ou

¹ M. Levavasseur de Frécourt, commissaire du Gouvernement, a rappelé que la jurisprudence du Conseil d'Etat s'était montrée favorable, non-seulement aux établissements religieux (2 juillet 1861, Sœurs de Notre-Dame de Nazareth; 12 août 1867, Barault), mais aussi aux établissements hospitaliers recevant des voyageurs dans certaines conditions (20 février 1867, hospice des Sables-d'Olonne). « En présence, a-t-il ajouté, de ces arrêts qui définissent très nettement la maison de retraite, il est impossible d'appliquer cette qualification à l'établissement de Paray-le-Monial. S'il y a lieu à imposition, ce ne peut être que par voie d'arrêt d'assimilation.

« En thèse générale, le Conseil d'Etat ne renvoie à l'assimilation que lorsqu'il s'agit d'une profession manifestement imposable et non classée (21 juillet 1874, Canal de Suez; — 22 juin 1877, Chemin de fer suisse. Cette évidence existe-t-elle dans l'espèce? Non, suivant nous. L'établissement comprend, non pas cent chambres, comme l'allègue le maire, mais vingt chambres, qui peuvent être mises à la disposition des personnes venant y faire une retraite. Le chiffre de 18,000 francs de recettes, indiqué par les agents des contributions, est purement hypothétique. On a supposé qu'il y aurait, pendant six mois et chaque jour, vingt personnes payant chacune 5 francs. Or, cela est formellement contesté par la défense et par l'arrêté du Conseil de préfecture.

« Si une profession, même exercée gratuitement, peut donner lieu à patente, n'y a-t-il pas au moins dans ce fait une forte présomption qu'aucune profession n'est exercée. Pour qu'un établissement de la nature de celui qui nous occupe soit imposable, il faut que la profession à imposer se distingue nettement du but religieux ou hospitalier. Dans cette affaire, deux faits importants sont à noter : 1° la maison n'est pas ouverte à tout le monde; 2° les personnes qui y viennent ne se bornent pas à y loger; elles suivent, dans l'intérieur même de l'établissement, les exercices religieux : elles s'assimilent, pendant quelques jours, la vie des religieuses. Dans ces circonstances, aucune profession n'étant exercée, il n'y a lieu d'imposer aucune patente, et le recours du Ministre doit dès lors être rejeté. »

au soleil. Cette précaution est indispensable pour conserver au cuivre son éclat.

Autre procédé :

Mélez à une certaine quantité de grès ou de sable fin un dixième environ de farine, mouillez ce mélange avec du vinaigre, puis frottez vos ustensiles avec la main nue; après quoi, vous ferez une nouvelle friction à sec avec de la terre pourrie. On obtient de la sorte un nettoyage plus prompt et plus complet, que si l'on s'était servi d'un tampon de linge ou d'oseille.

Dès que votre ustensile vous paraît bien brillant, plongez-le dans l'eau fraîche et limpide, puis essuyez et faites sécher au soleil ou au feu. Si vous voulez conserver le plus longtemps possible à vos casseroles en cuivre le brillant que vous leur avez ainsi donné, placez-les le plus loin possible de toute vapeur et à l'abri de toute humidité.

Pour le cuivre jaune on emploie très-bien le tripoli avec le vinaigre.

Fer battu.

Si au lieu de cuivre, vous voulez récurer du fer battu, ce sont encore ces deux procédés qui vous donneront les meilleurs résultats.

Étain.

L'étain se nettoie très-bien avec des cendres non lessivées et tamisées. On les détrempe à l'eau fraîche, on frotte avec de l'oseille, on rince, on essuie et on fait bien sécher.

N'employez jamais le plumeau pour enlever la poussière de votre batterie de cuisine et des meubles. Nous vous donnons ce conseil dans l'intérêt de votre santé.

Nous venons de lire dans un journal d'hygiène que cette poussière n'est pas seulement formée de matériaux inertes, mais renferme des quantités innombrables de spores, d'œufs, de germes. Si vous les faites voltiger dans l'air, vous courez grand risque de les aspirer.

Donc, ne pas épousseter, mais, essuyer. Faites le comprendre, s'il est possible, à votre ménagère.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

Q. — Quel est le moyen de distinguer les bons champignons des mauvais?

R. — Lorsque vous avez à préparer des champignons comestibles, prenez la moitié d'un oignon blanc ordinaire, dépouillé de sa membrane externe; faites cuire avec les champignons. Si la couleur de l'oignon s'altère, qu'elle devienne bleuâtre ou brune, tirant sur le noir, c'est un signe évident que, parmi les champignons, il en est de vénéneux; si après une ébullition convenable, l'oignon conserve sa couleur blanche, vous n'avez à craindre aucun accident.

Q. — Indiquer un procédé très-simple pour purifier l'eau.

R. — Ayez un pot à fleurs vide : fixez-y un fond d'osier, étendez par dessus une couche de charbon épaisse de quatre à cinq pouces, puis

par dessus le charbon un lit de sable, et enfin sur le tout un rond de papier percé de quelques trous. Il faut renouveler ce filtre de temps en temps.

Q. — Indiquer la recette pour empêcher l'huile de rancir.

R. — Remplissez d'huile une bouteille moins deux pouces environ; achevez de remplir exactement avec de la bonne eau-de-vie, et bouchez avec soin.

Terminons par une recette qui complétera ce que nous avons dit au n° 42 sur la manière d'accommoder le lapin :

Jeune lapereau au blanc.

Prenez un tout jeune lapin de 2 mois, bien rond et bien venant, tuez-le et jetez le sang, accommodez-le comme un poulet, c'est-à-dire mettez dans une casserole un morceau de beurre gros comme un œuf; aussitôt qu'il est fondu, mélez-y en tournant une petite cuillerée de farine; ne laissez pas roussir; versez peu à peu en continuant de tourner, 2 verres d'eau bouillante, salez, poivrez, ajoutez un oignon, un bouquet garni, un peu de lard rapé. Placez vos morceaux, faites partir à bon feu pendant un quart d'heure, ralentissez le feu et laissez cuire plus d'une heure. Vous avez dû préparer dans une tasse 2 jaunes d'œufs et 2 bonnes cuillerées de crème, un peu de fécule. Au moment de servir, vous mettez cette liaison dans votre casserole, après en avoir ôté les morceaux, vous tournez vite et la passez en versant sur votre plat.

Au moment de mettre sous presse, nous recevons cette question à laquelle nous devons répondre de suite pour arriver en temps utile.

Q. — *Octave des morts.* La rubrique du bréviaire porte, en parlant des prières de vêpres et de laudes, *non dicuntur in die commemorationis omnium defunctorum*. Doit-on appliquer cette règle aux vêpres chantées pendant toute l'octave, ou bien n'a-t-elle de valeur que pour le jour même de la commémoration des morts, au 2 novembre? Dans certaines paroisses de ville, pour ne pas célébrer l'octave des morts en même temps, cette octave est renvoyée à la mi-janvier. Peut-on et doit-on se conformer à la même règle que ci-dessus?

R. — Les prières dont vous parlez s'omettent seulement pendant l'octave des morts; car si on doit les dire même au quarantaine et à l'anniversaire des défunts comme nous l'avons prouvé dans un des derniers numéros, à plus forte raison le doit-on pendant l'octave des morts.

Il en est évidemment de même si l'on transfère cette octave au mois de janvier.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 1 novembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

Le 3 0/0 qui avait perdu, la semaine dernière, 0,55, en a perdu 0,60 celle-ci : il fait 80,55. L'Amortissable, qui avait fléchi de 0,45, s'est encore affaibli de 0,55 : il cote 81,25. Le 4 1/2, qui avait reculé de 0,50, a rétrogradé de 50 autres ; il n'est plus qu'à 109,50. Le 5 0/0 enfin, qui n'était en perte que de 0,10, est descendu de 0,45 et clôture à 116 seulement.

D'où vient cette dépréciation ? D'abord de ce qu'on appelle les jeux de Bourse, puis de la situation intérieure.

Les Chemins de fer, qui sembleraient devoir faire exception toutes les fois que la Bourse est en désarroi, puisqu'on ne cesse ni de voyager ni d'expédier, eux aussi ont accentué leur recul. L'Est à 745, le Midi à 1,195, l'Ouest à 775, sont chacun en nouvelle perte de 15 francs. Elle est de 20 francs sur le Lyon à 1,695, sur l'Orléans à 1,260, sur le Nord à 1,930.

En valeurs de crédit, nous trouvons la Banque de France à 5350 et le Crédit foncier à 1375. Par la faiblesse de ces prix sur les cours précédents, on peut juger de ceux des autres établissements financiers.

Le Suez, si recherché il y a quelques semaines, et

qui cotaient au-dessus de 2700, a fléchi jusqu'à 2450.

En somme, les spéculateurs à la hausse en sont à peu près tous pour leurs frais, et nous ne pouvons rien faire de mieux que de continuer à conseiller plus instamment à nos lecteurs de porter leurs épargnes sur les titres qui échappent à l'agiotage. Une bonne obligation qui ne donne que trois à quatre pour cent est préférable pour les gens sages et prudents, à n'importe quels titres sujets à de grandes variations. Une bonne valeur industrielle, représentée par une entreprise conduite avec sûreté, avec mesure et des résultats constamment soutenus, voilà encore ce qu'on doit rechercher.

On sait que nous recommandons dans ce groupe de valeurs privilégiées les actions de la *Société générale de Librairie Catholique*, et qu'elles ont donné jusqu'ici un revenu minimum de 5 et 6 0/0. D'après ces premiers résultats, il est permis de prévoir une plus-value certaine, dès que les nouveaux projets de la Société seront mis à exécution.

Ce qui doit porter à les rechercher en ce moment, c'est l'approche du coupon qui sera payé en janvier prochain, c'est-à-dire juste dans deux mois seulement.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

LA TOUSSAINT ET LES AMES DU PURGATOIRE

Livres publiés par la Société générale de Librairie catholique

L'Autre vie, par M. l'abbé E. Méric, professeur à la Sorbonne, 2 beaux volumes in-12 de xiii-401 et 402 pages. 6 »

Le même, 2 vol. in-8. 10 »

Les Élus se reconnaîtront au ciel, par le même, 1 charmant petit vol. in-32 de 212 pages. 1 50

Conférences sur le purgatoire et le culte des morts, d'après les prédicateurs contemporains. (*Bibliothèque de la prédication contemporaine*). 1 vol. in-12 de 352 p. 3 »

Vie des Saints, d'après le P. Giry, par Mgr Paul Guérin, camérier de Sa Sainteté Léon XIII, 4 forts vol. in-12. de xlvii-753, 658, 823 et 738 pages. 16 »

Le ciel, ou le bonheur des Saints dans le Paradis, par M. l'abbé J. Marc, p. d. l. M.; 3^e édition 1 vol. in-12 de 360 pages, titre rouge et noir. 3 »

Les larmes du veuvage, essuyées par saint François de Sales. Ouvrage approuvé par Mgr Freppel, évêque d'Angers, avec notes et avant-propos, par M. Charles Brunetière. 1 joli vol. in-18 de 204 pages. 1 »

Le dogme de la mort, ses splendeurs, ses délices, dédié à ceux qui souffrent par B. Gas-siat, proton. apost., docteur en théologie et en droit canon. 1 vol. in-12 de 48 pages. » 50

Le Cimetière et le Purgatoire, Considérations pour l'octave et le mois des morts, suivies de prières et de pratiques de piété, enrichies d'indulgences, applicables aux âmes du purgatoire, par P. Andrieux, curé de Melay, missionnaire du Sacré-Cœur, 1 vol. in-12 de vi-201 pages. 1 50

Le livre de tous ceux qui souffrent, par Léon Gauthier, 2^e édition, 1 vol. in-32 de viii-440 pages encadrées d'un filet rouge titre, rouge et noir, sur papier vergé, 3 »

Le même, 3^e édition. 1 charmant petit vol. — in-32 de viii-447 pages encadrées de vignettes moyen-âge, caractères elzévirien, etc., comme ci-dessus 4 »

Neuvaine des morts, ou Méditations propres à adoucir l'idée de la mort, tirées des Pères de l'Eglise, précédées de l'Ordinaire de la Messe et suivies d'un Chemin de croix. 1 vol. in-18 de 110 pages. 1 »

Les Douleurs de la vie, la Mort, le Purgatoire espérance et consolation, par Mgr Postel, chanoine et vicaire général d'Alger, chanoine honoraire de Nancy, docteur en théologie, missionnaire apostolique, aumônier des Ursulines de Nice. 1 fort vol. in-12 de ii-672 pages, titre rouge et noir. 4 »

La Charité pour les morts et consolation pour les vivants, par J.-B. Gergerès, ancien magistrat, bibliothécaire de la ville de Bordeaux, membre titulaire de l'Institut des provinces de France, membre correspondant de la Société des antiquaires d'Ecosse, auteur du *Culte de Marie*, de la *Conversion du pianiste Hermann*, etc.; ouvrage approuvé par Son Em. Mgr le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, 2^e édition, entièrement refondue. 1 vol. in-18 de xxiv-609 pages. 2 50

Mois des morts ou Délivrance prompte et facile des âmes du Purgatoire, approuvé de la Sacrée-Congrégation et de Mgr l'Archevêque de Bourges, par l'abbé Cloquet, chanoine honoraire, missionnaire apostolique, ancien vicaire général; 8^e édition. 1 vol. in-18 de 288 pages. » 70

Souvenez-vous des âmes du Purgatoire, par A. de Gentelles. In-32 de 44 pages, 0 20

L'Adoration pour les âmes du Purgatoire, par le R. P. Tesnière. Brochure in-32. *La douzaine* 1 60

REPRISE DES CATÉCHISMES

LA SOMME DU CATÉCHISTE

COURS DE RELIGION ET D'HISTOIRE SACRÉE

A L'USAGE

Des Universités catholiques et des Séminaires, Colléges, Institutions et Catéchismes de persévérance

Première partie — Cours de religion

4 FORTS VOLUMES IN-12

Les quatre volumes composant le *Cours de religion* ont pour objet :

Le I^{er} : le *Dogme*, xviii-31*816 pages. — Le II^e : la *Grâce* (avec la *Prière* et les *Sacrements*), xviii-900 pages. — Le III^e : la *Morale*, xx-964 pages. — Le IV^e : la *Liturgie*, xviii-1020-12*-LXXXI pages.

Prix de chaque volume : 4 fr.

Le Catéchiste, cours de religion et d'histoire sacrée, abrégé du précédent, à l'usage des catéchismes de première communion, par le même auteur.

L'*Abrégé du Cours de religion* forme également 4 vol. in-18. Prix de chaque volume : 1 fr.

TOME I^{er} : *Dogme*. 1 vol. de xviii-12*204 pages. — TOME II : *Grâce*. 1 vol. de xviii-246 pages. — TOME III : *Morale*. 1 vol. de xviii-216 pages. — TOME IV : *Liturgie*. 1 vol. de vii-156-12* pages.

LA SOMME DU CATÉCHISTE

DEUXIÈME PARTIE — COURS D'HISTOIRE SACRÉE

Cette seconde partie formera également 4 volumes in-12

En vente :

TOME I^{er} et TOME II. — *Histoire sainte, Ancien Testament*

Prix de chaque volume : 4 fr.

Les autres volumes paraîtront prochainement.

L'ENCHIRIDION DU CATÉCHISTE

Par M. l'abbé REGNAUD

Auteur de la *Somme du Catéchiste*

1 fort volume in-12. — Prix 4 francs.

I^{re} PARTIE : AVIS, HOMÉLIES, HISTOIRES.

II^e PARTIE : PRIÈRES, MÉDITATIONS, HYMNES, CANTIQUES ET AUTRES EXERCICES POUR LA PREMIÈRE COMMUNION ET LA CONFIRMATION.

Les *Avis* sont une instruction générale sur les diverses manières de faire le catéchisme et de l'appliquer avec fruit.

Les *Homélies* embrassent : 1^o la Retraite et le jour de la Première Communion, 2^o la Retraite et le jour de la Confirmation, 3^o l'admission des Enfants à la Persévérance. Ensemble neuf homélies pour le 1^{er} point, trois pour le 2^e, deux pour le 3^e.

Les *Histoires* qui correspondent à l'ordre et au fond de chaque homélie, sont au nombre de dix-huit sur la Première Communion, neuf sur la Confirmation, six sur la Persévérance.

LES CATÉCHÈSES

COURS DE PRÉDICATION

Homélies sur les Évangiles et les Épîtres des Dimanches et Fêtes, des Fêtes et des Vigiles de l'Année chrétienne

CET OUVRAGE FORMERA HUIT FORTS VOLUMES IN-12

EN VENTE : TOME PREMIER ET DEUXIÈME, CHACUN. . . 4 fr.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie V^o PAUMÉ, Dir^e de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 45 :

PRÉDICATION : Pour le 25^e dimanche après la Pentecôte : le culte de Dieu par l'espérance. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Décret du Souverain Pontife établissant une formule unique pour l'absolution générale et la bénédiction papale à donner aux tertiaires des divers ordres. Texte de cette formule. — Décision de la S. C. des Rites, relative au calendrier : le bref *Nulla unquam tempore* n'oblige que pour 1884. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : L'indulgence de la Portioncule ne peut-elle être gagnée le 2 août que par les tertiaires? — Comment doit-on porter le scapulaire? de quelle manière et de quelles couleurs doivent être les cordons? Après avoir quitté le scapulaire, doit-on se le faire imposer de nouveau? Des prières sont-elles nécessaires pour gagner les indulgences du scapulaire? — Le psaume de Prime qui précède le symbole, se termine-t-il par *Gloria Patri*? — Dans les messes de *Requiem* chantées à la dévotion d'une confrérie, ne doit-on dire qu'une oraison? Doit-on chanter *dona ei* ou *dona eis* dans les Rép. *Subvenite* et *Libera*? — Quelle est l'origine précise de la procession de l'Assomption? — Quelle formule employer pour bénir les montagnes et les troupeaux? les fontaines? les enfants? les enfants malades? — Quand l'étole est-elle défendue? — L'erreur sur le nom de baptême rend-elle la dispense invalide? — Pour le renouvellement des saintes espèces, le terme de huit jours est-il trop restreint? — Doit-on bénir la dalmatique? — A quelle place doit se réciter l'oraison des saints martyrs à la messe de saint Etienne? — De quel côté doit être la chaire? — L'orgue peut-il accompagner les voix pendant l'avent et le carême? — Quelle messe chanter et avec quelles oraisons pour l'adoration perpétuelle le 30 décembre? — Est-il défendu de couronner les statues du Sacré-Cœur? — Un prêtre remplaçant l'organiste peut-il, outre son droit d'assistance, gagner la rétribution en faveur de l'organiste? — Un curé malade et empêché de célébrer aux fêtes supprimées, doit-il l'honoraire d'une messe subséquente pour les séminaires? — Un curé qui a souscrit pour l'Université catholique peut-il s'acquitter par les honoraires de messes aux fêtes supprimées? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Entreprises illégales du maire sur le presbytère condamnées par les tribunaux. — Jurisprudence du Conseil d'Etat sur les contributions directes et sur les taxes assimilées à ces contributions : prestations pour les chemins vicinaux; taxe sur les biens de mainmorte, sur les cercles, sur les billards, sur les chevaux et voitures, sur les chiens. — Retenue illégale et arbitraire des traitements ecclésiastiques. — Un legs à charge de messes est-il soumis à l'autorisation? — Comment doivent procéder les fabriques en défaut de ressources, pour forcer les communes à faire les frais nécessaires de réparations et constructions d'églises? — COURRIER DE L'UTILE : Les bas de laine.

NOTES LITTÉRAIRES

Cours d'instructions religieuses POUVANT

SERVIR AUX PRONES, AUX CATÉCHISMES DE PÉNITENCE OU A DE PIEUSES LECTURES, par M. l'abbé BAGNOL, chanoine honoraire, curé de Montaigut. — 2 vol. in-12. Prix : 6 fr.

Voici un excellent ouvrage que nous sommes heureux de pouvoir recommander en toute assurance aux prêtres et aux fidèles. Il est l'œuvre d'un pasteur des âmes qui, dans son ministère laborieux et fécond, a fait connaître et aimer la vérité chrétienne et qui voudrait transmettre à d'autres un mode d'enseignement qui lui a réussi.

Ce cours est méthodique et complet. Suivant le conseil et la pratique des maîtres, l'auteur l'a divisé en quatre parties : Dogme, Morale, Sacrements et Culte, ce qu'il faut croire, ce qu'il faut faire, ce qu'il faut recevoir et ce qu'il faut honorer.

Dans l'ouvrage règnent une lucidité et une netteté constantes. Chaque vérité et chaque devoir y apparaissent dans leur lumière propre, augmentée de celle qu'ils reçoivent de l'ensemble. Les raisons et les preuves semblent y naître d'elles-mêmes et préviennent les objections. On

ne saurait mieux fixer l'esprit et l'aider à dissiper des obscurités et des ténèbres qui peut-être lui étaient chères.

On ne saurait mieux aussi vaincre les difficultés du cœur, en respectant ses susceptibilités et ses délicatesses. Chaque instruction est empreinte d'une amenité de sentiments et de langage qui charme et attire. L'auteur ne voit jamais devant lui un adversaire à combattre, mais toujours un ami à éclairer. C'est ainsi et seulement ainsi que doit parler à ses ouailles un pasteur qui les aime et dont il est aimé. Ce fut la méthode des saints; c'est le bon genre.

Dans les instructions de M. l'abbé Bagnol, le calme n'exclut point la vie, ni la simplicité la grâce, ni clarté la science et l'élévation. Ces instructions sont aussi intéressantes et attachantes que solides et instructives. La religion y est constamment présentée avec ce caractère de dignité et de bon sens qui la distinguera toujours des créations humaines les plus vantées.

Nous sommes persuadés que les deux volumes dont nous nous occupons seront d'une très grande utilité aux jeunes prêtres qui ont à se former un premier fonds de doctrine et aux prêtres plus âgés qui sentent le besoin d'apporter quelques variantes à des idées qui reviennent depuis trop longtemps les mêmes. Ils y trouveront amassée et coordonnée la matière de tous les petits discours

qu'ils auront à donner aux fidèles, durant le cours de l'année et spécialement pendant le temps du Carême.

Ils y trouveront aussi de bons modèles du langage qui doit être parlé aujourd'hui, dans les chaires de nos campagnes et dans celles de nos villes à des auditoires qui sont encore croyants, mais dont la foi est exposée à mille périls. Ils pourront, aux jours où le temps leur aura manqué pour se préparer à parler, lire aux fidèles une des instructions qu'ils auront sous la main. Ils jugeront alors de l'effet qu'elle produira. Ils n'auront point à se tenir en garde, comme en tant d'autres ouvrages analogues, contre certains passages qui ne conviendraient point à l'auditoire. L'ouvrage réunit toute la discrétion et toute la sagesse qui conviennent aux temps présent.

Nous ne saurions mieux résumer les qualités de ce bel ouvrage qu'en reproduisant la lettre d'approbation dont Mgr l'évêque a bien voulu honorer l'auteur :

« Monsieur et cher curé

« Nous autorisons l'impression du *Cours d'instructions religieuses* que vous avez soumis à Notre examen; et Nous tenons à vous dire que ce livre renferme, à un degré qui vous honore, deux qualités qui sont essentielles aux ouvrages de ce genre : l'exactitude de la doctrine et la justesse de l'expression.

« En vous lisant, on reconnaît, en effet, que vous avez étudié soigneusement et sous tous les aspects chacun des points dont vous traitez; on voit que sur les questions auxquelles vous ne touchez qu'en passant, comme sur les questions importantes, vous possédez des notions exactes, précises, complètes; enfin, on sent que votre esprit s'est rendu maître de la doctrine qu'il expose.

« Et votre méthode d'exposition est bien celle qui convient à un cours d'instructions : la doctrine est présentée sous une forme à la fois pieuse et instructive; elle est développée selon les exigences de l'ordre logique, et dans une mesure également léonée de l'érudition prétentieuse et d'une sobriété excessive; enfin, elle est exprimée en un langage simple, facile, clair et précis.

« Il peut n'être pas toujours facile de conserver à l'exposition et à l'expression de la doctrine catholique l'exactitude et la justesse nécessaires, quand surtout il s'agit de mettre cette doctrine à la portée de toutes les intelligences; mais si, pour vous, cher Monsieur, il y a pu y avoir là une difficulté, Nous reconnaissons que vous l'avez heureusement vaincue. Et vous deviez la surmonter d'autant plus aisément que, depuis plus longtemps, vous aviez pratiqué vous-même pour le bien des âmes confiées à vos soins ce que vous écrivez aujourd'hui pour l'édification du public chrétien. Le *Cours d'instructions religieuses* que vous publiez, est le résumé doctoral de vos enseignements de pasteur, comme il est, dans la forme parfaite, le résultat de votre expérience déjà longue de prédicateur de l'Evangile et de catéchiste.

Nous demandons donc à Notre-Seigneur de bénir votre œuvre, parce qu'elle est d'un bon exemple et parce que nous la croyons utile.

« Recevez, etc..... »

Une approbation aussi élogieuse vaut mieux que toutes nos recommandations. Emanant de celui qui est le juge naturel de la foi et de l'enseignement dans son diocèse, elle est une sûre garantie de l'orthodoxie du fonds et de la convenance de la forme.

(Semaine religieuse de Clermont).

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

L'année dernière, grâce au concours d'un imprimeur-lithographe distingué, nous avons pu fournir cent vingt mille cartes de visite en un mois. Cette année nous avons encore les mêmes facilités et nous prions nos lecteurs de ne pas attendre le mois de décembre pour commander les cartes de visite dont ils auraient besoin, parce que la grande quantité de demandes du dernier mois de l'année, occasionne forcément des retards préjudiciables à tous.

Voici la nomenclature des cartes les plus usitées :

1^{re} SÉRIE

Gravées sur pierre	LE CENT	LES 200 du même nom	Au-dessus de 200 chaque cent en plus
NETTÉTÉ DE LA GRAVURE SUR CUIVRE			
Format B 100 sur 60 millim.			
3 Carton mat stucqué	3 50	6 »	2 50
4 Carton bristol crème velouté	4 »	7 »	3 »
Format C 108 sur 70 millim.			
7 Carton bristol crème velouté	4 50	8 »	2 50

2^e SÉRIE

Dites A LA MINUTE

(TYPOGRAPHIE)

Format B 100 sur 60 millim.			
10 Carton mat stucqué	2 »	3 50	1 50
11 Carton bristol crème velouté	2 50	4 50	1 85
Format C 108 sur 70 millim.			
12 Carton bristol crème velouté	3 »	5 »	1 75

On est prié d'écrire très lisiblement les noms, de bien distinguer les N des U, en un mot de transmettre des minutes aussi exactes pour ne donner lieu à aucune erreur dans les ateliers.

MISE EN DEUIL.

Bordure n° 1. Largeur 2 mill., 0 fr. 50 le cent. — Bordure n° 3. Largeur 5 mill., 0 fr. 75 le cent. — Bordure n° 4. Largeur 7 mill. 1 fr. le cent. — Bordure n° 5. Largeur 9 mill. 1 fr. 25 le cent. — Bordure n° 6. Largeur 12 mill. 1 fr. 50 le cent.

Observations.

Les cartes gravées en lettres de fantaisie noires, gothique, ronde, carrée, en un mot toute autre écriture que l'anglaise, se paient (sur le premier cent seulement), en plus par ligne, 1 fr.

Les couronnes nobiliaires, croix et emblèmes, 2 fr. 50.

Les armoiries sans support, 4 fr. 50. — Avec support, 6 fr.

PRÉDICATION.

POUR LE 25^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
LE CULTE DE DIEU PAR L'ESPÉRANCE.

Mihi autem adhærere Deo bonum
est, ponere in Domino Deo spem
meam.

Ps. LXXII.

L'espérance est une vertu surnaturelle qui nous fait attendre avec une ferme confiance les biens que Dieu nous a promis. Elle est absolument nécessaire à notre salut; et elle joue un rôle important dans l'économie de la sanctification des âmes. La sainteté est-elle un édifice? La foi, dit saint Augustin, en est le fondement, l'espérance les murs et la charité le sommet ou le couronnement. Est-elle cette plante céleste destinée à embaumer les jardins de la céleste Jérusalem? La foi est la racine, l'espérance la tige, et la charité la fleur et le fruit. Nous allons donner quelques explications sur cette importante vertu, et nous en dirons 1^o l'excellence, 2^o les fondements, 3^o les qualités, puis nous parlerons 4^o des péchés qui lui sont opposés.

I

L'excellence de l'espérance ressort de la gloire qu'elle rend à Dieu et des avantages qu'elle nous procure.

Nous glorifions Dieu en reconnaissant qu'il sera fidèle à ses promesses, qu'il est assez puissant pour les accomplir, que les mérites de Jésus-Christ sont infinis, qu'il veut bien nous en faire l'application, quelque indignes que nous en soyons, que toutes les créatures sont incapables de remplir l'immense aspiration de notre cœur, et que seul l'infiniment Grand, l'infiniment Bon, l'infiniment Miséricordieux peut nous rendre heureux, selon cette parole de saint Augustin : « Vous nous avez faits pour vous, Seigneur, et notre cœur est dans le trouble et l'agitation jusqu'à ce qu'il repose en vous! »

Pour ce qui nous regarde, l'espérance dilate notre cœur, elle nous encourage dans le bien, elle nous fortifie dans les difficultés, elle nous console dans l'adversité. Considérez les saints : les yeux fixés sur le ciel et sur le Père céleste, sûrs de son aide et de sa protection, ils marchent avec allégresse dans les sentiers de la vertu; ils se détachent des biens périssables; ils acceptent résolument tous les sacrifices. Considérez les martyrs : soutenus par l'espérance ils disent aux bourreaux : faites-nous souffrir autant que vous le pourrez, inventez de nouveaux supplices, déchirez nos corps et nos membres; les plaies dont vous nous couvrez, nous seront autant de rayons de gloire dans l'éternité. Considérez Job accablé des maux les plus douloureux, privé de ses enfants, dépouillé de ses biens, frappé dans son corps d'un horrible ulcère, il se souvient que son Rédempteur est vivant, qu'il le verra un jour de

ses propres yeux et cette espérance lui fait bénir Dieu au milieu de ses plus pénibles afflictions. O vous qui pleurez sur la mort d'un être chéri, je vous en prie, ne vous laissez point aller à une douleur désespérée! Celui qui est parti ne vous a pas quitté définitivement! Il est au ciel, il vous voit, il vous entend, il vous appelle, bientôt vous le reverrez, oui! car au ciel on se reconnaît, on se revoit, on s'aime et pour toujours. O vous qui souffrez dans votre corps et dans votre cœur, espérez en Dieu et il vous guérira, ou tout au moins la pensée du ciel, où il n'y aura plus ni larmes, ni deuil, ni peines, vous sera une suave consolation, *sperate in illum et in oblectationem veniet vobis misericordia*. (Eccl., II, 9.) O vous qui êtes pressés par les tentations, espérez dans le Seigneur et il vous enverra des secours qui vous rendront victorieux de tous vos ennemis, *in Domino operans non infirmabor*. O vous qui voulez être à Dieu malgré les difficultés, les peines, les travaux de toute sorte, animez-vous par l'espérance, *si labor terret, merces invitet* (S. Aug.); et vous pourrez vous écrier avec le Psalmiste : « Oui, quand je marcherais au milieu des ténèbres de la nuit je ne craindrai pas. Le Seigneur est plein de sollicitude pour moi.

« O mon âme, pourquoi t'attrister ainsi? Espère en Dieu! Seigneur, j'ai espéré en vous, je ne serai pas confondu! »

II

Mais sur quoi repose l'espérance chrétienne? sur les fondements les plus solides, sur la bonté de Dieu d'abord. Dieu est bon, d'une bonté sans égale. Comparée à la sienne, la bonté de la très-sainte Vierge ne mérite plus le nom de bonté et celle du cœur humain du Christ qui est vaste à embrasser le monde et mille mondes, n'a même plus la grandeur d'un atome. Dieu est bon : il nous a aimés; il nous a tirés du néant; il nous a rachetés du péché; il veut nous donner un jour son ciel; il répand sans cesse, à pleines mains, sur nous les grâces qui doivent nous le faire mériter; il consent à se dire et à être appelé notre Père, notre ami. Que dis-je? il va plus loin encore. « Une mère peut-elle oublier son enfant, demande-t-il par son prophète? Quand elle le ferait, je n'oublierais jamais Israël! » Et par un raffinement excessif de bonté il a voulu nous offrir un gage magnifique, sublime de la béatitude éternelle qu'il nous confèrera en se donnant à nous dans le ciel. C'est Jésus, c'est son Fils, c'est un autre lui-même, qu'il nous a donné comme frère par l'Incarnation, comme victime sur la croix, comme compagnon dans la sainte Eucharistie. *Sic Deus dilexit mundum ut Filium suum unigenitum daret*. (Joan., III, 16.)

Le second fondement de notre espérance c'est la puissance de Dieu. Dieu veut nous faire du bien et il est infiniment puissant pour le réaliser, pourrions-nous ne pas espérer en lui? D'autant plus qu'il a voulu engager sa parole par les promesses les plus formelles qui sont le troisième

motif de notre espérance. Que contiennent ces promesses? Tout ce dont nous avons besoin; tout ce que, en dehors du péché, nous pouvons désirer, depuis la délivrance, d'abord progressive, puis absolue du péché, jusqu'à la possession relative puis plénière et inamissible du bien suprême. Comme une éponge jetée à la mer est imbibée, pénétrée d'eau de toute part, notre existence est saturée, enveloppée des assurances divines du Père céleste. Ces assurances divines sont contenues dans un livre divin, la Bible, que les apôtres ont mission de prêcher, les pontifes d'interpréter, les martyrs de confirmer du témoignage de leur sang. Qui dira les promesses qui y sont faites au pécheur, au juste, à tous les fils d'Adam? N.-S. les a toutes résumées et renouvelées en les appuyant de l'autorité du serment dans ces paroles : « En vérité, en vérité, tout ce que vous demanderez à mon Père en mon nom, je le ferai : il y va de la gloire que le Père veut avoir dans le Fils. Et si vous demeurez en moi, et que mes paroles demeurent en vous, tout ce que vous voudrez, vous le demanderez, et il vous sera accordé. » (Joann., xiv, 13; xvi 7.)

Mais il y a plus, pour que notre espérance soit plus solide, Dieu a voulu qu'elle fût appuyée sur les *mérites* de J.-C. Oui, J.-C. nous a mérité par ses prières, par ses actions, par ses souffrances toutes les grâces et la grâce des grâces, le ciel : en sorte que les bienfaits de Dieu sont deux fois l'objet de notre espérance : ils ont été achetés pour nous par le sang du Rédempteur. Oui, comme dit l'apôtre, le Christ est notre espérance, *Christi Jesu spei nostræ*. (1 Tim., i. 1.) En réclamant le ciel et les grâces qui y conduisent nous exigeons notre bien. Cette belle pensée, Notre Seigneur l'a exprimée lui-même par ces paroles du livre des Psaumes : « Les saints attendent, ô Père, que vous finissiez de me payer en eux mes services. *Me exspectant justi donec retribuas mihi.* » (Ps. cxli, 8.)

III

Passons aux qualités que doit revêtir l'espérance chrétienne.

Elle doit être 1^o *supernaturelle* dans son principe et dans son objet. Il faut qu'elle vienne de Dieu; c'est une grâce et une grâce bien précieuse que nous devons implorer avec de ferventes prières. L'objet de l'espérance chrétienne, c'est d'abord et par dessus tout cette participation réelle, plénière, définitive, éternelle à la vie essentielle de Dieu, que la sainte langue catholique nomme indifféremment la béatitude, la gloire, le ciel, le salut ou la fin dernière. Ce sont en second lieu les grâces qui sont destinées à nous y conduire, grâces de lumière, de force, de conversion, de pardon, d'affermissement, sous les formes les plus diverses. Ce sont enfin des biens temporels en tant qu'ils se rapportent au salut. Dans ces paroles : « Tout ce que vous me demanderez vous sera accordé, » N.-S. ne fait ni caté-

gorie ni réserve. Sur les 7 demandes du *Pater*, il n'y en a pas moins de quatre qui regardent les biens de la terre et du temps, c'est la remarque de saint Augustin.

Notre espérance doit être 2^o *ferme*, sans hésitation. La parole humaine est souvent caduque par suite de l'impuissance de l'homme ou de l'instabilité de ses affections. La parole du Tout-Puissant est éternelle, *verbum Domini manet in æternum*; elle ne peut pas ne point avoir son effet. C'est pour cela que l'Apôtre compare l'espérance à une ancre sûre et solide; *quam sicut anchoram animæ habemus tutam ac formam*.

La 3^e qualité de l'espérance chrétienne, c'est d'être *agissante*, c'est à dire que d'abord nous devons en faire des actes : au commencement et à la fin de notre vie morale, de temps en temps pendant l'année, spécialement quand nous sommes tentés contre cette vertu, quand il nous faut accomplir un devoir de religion qui la suppose. Hélas ! Pourquoi sommes-nous si ardents à convoiter, à espérer les biens périssables, et si froids et si indifférents pour les biens du ciel ! De plus, pour obtenir notre salut, nous devons joindre nos œuvres à la grâce de Dieu. *Satagite ut per bona opera certam vestram vocationem faciatis*. (II Pet., I. 10.) Aide-toi et le ciel t'aidera, dit le proverbe. Notre coopération marque la mesure de notre espérance, au dire de S. Augustin, *unusquisque tantum sperat quantum operatur*.

C'est ce qui m'amène à nommer la 4^e qualité de l'espérance, elle doit être *mêlée de crainte*. Nous sommes sûrs de Dieu : sa parole est là ; mais nous ne pouvons répondre de nous, tant nous sommes faibles de volonté. Mais plus nous sommes infirmes, plus nous devons recourir à Dieu par une prière humble et fervente pour obtenir son secours.

IV.

Voici les péchés que l'on commet contre l'espérance : il y en a deux, la *présomption* et le *désespoir*.

Pèchent par présomption ceux qui pensent pouvoir se sauver par la foi seule sans les œuvres, ou par les seuls mérites de Jésus-Christ sans rien faire pour se les appliquer; ceux qui veulent pratiquer la vertu par leurs propres forces, sans la grâce; ceux qui s'encouragent à pécher par la facilité du pardon, ou diffèrent leur conversion jusqu'à la mort.

Pèchent par désespoir ceux qui disent comme Caïn que leur péché est trop grand pour en obtenir miséricorde; ceux qui pensent qu'il leur est impossible de triompher de leurs mauvaises habitudes; ceux qui se souhaitent ou se donnent la mort, pour échapper aux maux qui les accablent; ceux qui se persuadent qu'il n'y a pas d'autre vie, point de ciel où ils soient dédommés de leurs souffrances,

Le désespoir est un péché affreusement fécond en funestes conséquences pour les individus et les sociétés. Il ouvre la porte à tous les excès :

débauches, envies, haines, suicides, meurtres, bouleversements, révolutions. Aujourd'hui, grâce aux mauvaises lectures et aux menées des sociétés secrètes, beaucoup de travailleurs et de pauvres ont perdu toute espérance, *spem non habent*; et ils prétendent à de furieuses revendications qui menacent l'ordre social. C'est logique. « Nous sommes arrivés à une époque, dit un écrivain peu suspect d'attachement à la religion, où c'est une grande imprudence aux gouvernants et aux classes aisées de nier les questions sociales et de ne plus songer aux misérables A QUI L'ON A ENLEVÉ LE CIEL ET A QUI L'ON NE DONNE PAS LA TERRE. Il n'est pas possible que toujours une partie de l'humanité travaille pour enrichir l'autre. ET PUISQUE VOUS NE POUVEZ PLUS PROMETTRE UN PARADIS AUQUEL VOUS NE CROYEZ PLUS, ne vous étonnez pas que le pauvre se lève et vous dise : Frère, où est la part d'héritage que tu m'as volée et que je ne t'ai pas vendue dans le sein de ma mère! »¹ Un apostat de notre temps a dit : « Ceux-là seuls arrivent à trouver le secret de la vie qui savent étouffer leur tristesse et se passer d'espérance! »² Affreux mensonge, parole abominable! Quand on n'a plus d'espérance, le secret de la vie, c'est de tuer, de brûler, de détruire pour arriver, si possible, à jouir.

Pour nous, espérons. L'espérance sera notre joie, notre force, notre consolation. Heureux ceux qui espèrent, ils ne seront pas confondus.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ³

DÉCRET DU SOUVERAIN-PONTIFE ÉTABLISSANT UNE FORMULE UNIQUE POUR L'ABSOLUTION GÉNÉRALE ET LA BÉNÉDICTION PAPALE A DONNER AUX TERTIAIRES DES DIVERS ORDRES.

LEO PP. XIII

Ad futuram rei memoriam

Quo universi utriusque sexus fideles in tertium S. Francisci Assisinatis Ordinem adscripti easdem leges eosdemque ritus in obeundis instituti sui functionibus adhibere possint, enchiridion seu manuale unicum typis edere visum est. Multiplices vero sub ejusdem manualis editionem exortæ sunt de absolutionis tum generalis, tum in articulo mortis, tum de papalis benedictionis formulis controversiæ, ad quas dirimendas con-

silio Venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositorum nonnulla proposita sunt dubia seu quæstiones. Hinc concilium idem, consideratis, perpensisque omnibus, quid de hujusmodi quæstionibus deliberaverit per secretarium suum ad Nos referendum curavit. Nos autem, quibus salutare frugiferumque tertii Ordinis S. Francisci sodalium in deliciis semper fuit, Nobisque sumopere cordi est ut illud sanctas sui instituti leges ritusque observet, atque in dies, hisce præsertim temporibus, propagetur et incrementa suscipiat, memorati consilii deliberationem probavimus, eamque omnibus per Congregationis Venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus tuendis cognoscendis decretum indicendum censuimus. Nostris mandatis obsequens Congregatio, sibi demandatum meliori quo fieri possit modo explere cupiens, opportunum in primis duxit omnes et singulas benedictionis et absolutionis generalis expendere formulas, quæ nedum penes Tertiarios Franciscales, verum etiam apud alias ejusdem ordinis familias, imo et alios Regulares Ordines ac Tertiarios ad ipsos pertinentes essent in usu, quo unam eandemque ab omnibus in posterum respective in ejusmodi benedictionibus et absolutione adhibendam formulam concinaret. Quamobrem præfata Congregatio omnes, quorum interest, monendos putavit ut si quid in casu notatu dignum judicassent, intra congruum tempus eidem Congregationi subjicerent. Exacto inde triennio, quum nihil ex parte alicujus ex dictis Ordinibus objectum sit, Congregatio Sacris Ritibus præposita, accurate omnibus diligenterque inspectis et expensis, quæ sequuntur decrevit, nempe :

1^o Pro absolutione in articulo mortis retineatur in omnibus formula præscripta in Constitutione san. mem. Benedicti Papæ XIV, *Pia Mater*, addito tantum ad *Confiteor* nomine Sancti proprii fundatoris.

2^o Benedictio summi Pontificis nomine imperitienda detur cum formula approbata in Constitutione ejusdem san. mem. Benedicti Papæ XIV, *Exemplis prædecessorum*, sed nonnisi bis in anno et sub conditione quod hæc benedictio numquam detur eodem die et in eodem loco ubi Episcopus eam impertiat.

3^o In absolutione generali pro Regularibus cujuscumque Ordinis, atque in benedictione cum indulgentia plenaria pro tertiariis secularibus adhibeantur omnino duæ insequentes formulæ a Rmo Assessore ipsius Sacræ Congregationis propositæ atque ab eadem approbatæ, abrogatis penitus et suppressis quibuscumque aliis formulis hucusque usitatis, videlicet :

Formula Absolutionis Generalis pro Regularibus cujuscumque Ordinis hoc privilegio fruuntibus :

Antiph. Ne reminiscaris, Domine, delicta nostra

¹ Henry Maret, rédacteur du *Radical*.

² Renan.

³ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4^o d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

vel parentum nostrorum; neque vindictam sumas de peccatis nostris.

Kyrie eleison. — Christe eleison. — Kyrie eleison.

Pater noster.

Ÿ. Et ne nos inducas in tentationem,

℟. Sed libera nos a malo.

Ÿ. Ostende nobis, Domine, misericordiam tuam,

℟. Et salutare tuum da nobis.

Ÿ. Domine, exaudi orationem meam,

℟. Et clamor meus ad te veniat.

Ÿ. Dominus vobiscum,

℟. Et cum spiritu tuo.

OREMUS

Deus, cui proprium est misereri semper et parcere, suscipe deprecationem nostram; ut nos et omnes famulos tuos, quos delictorum catena constringit, miseratio tuæ pietatis clementer absolvat.

Exaudi, quæsumus Domine, supplicum preces, et confitentium tibi parce peccatis: ut pariter nobis indulgentiam tribuas benignus et pacem.

Ineffabilem nobis, Domine, misericordiam tuam clementer ostende: ut simul nos et a peccatis omnibus exuas, et a pœnis quas pro his meremur eripias.

Deus, qui culpa offenderis, pœnitentia placaris: preces populi tui supplicantis propitius respice et flagella tuæ iracundiæ, quæ pro peccatis nostris meremur, averte. Per Christum Dominum nostrum. Amen.

Completis precibus ab uno ex adstantibus dicitur Confiteor, addito nomine proprii Fundatoris. Deinde sacerdos dicit: Misereatur vestri, etc. Indulgentiam, absolutionem, etc. Postea subjungit:

Dominus Noster Jesus Christus per merita suæ sacratissimæ passionis vos absolvat et gratiam suam vobis infundat. Et ego auctoritate ipsius, et Beatorum Apostolorum Petri et Pauli, et Summorum Pontificum Ordini nostro ac vobis concessa, et mihi in hac parte commissa, absolvo vos ab omni vinculo excommunicationis, majoris vel minoris, suspensionis et interdicti, si quod forte incurristis et restituo vos unioni et participationi fidelium, necnon sacrosanctis Ecclesiæ sacramentis.

Item eadem auctoritate absolvo vos ab omni transgressione votorum et regulæ constitutionum, ordinationum et admonitionum majorum nostrorum, ab omnibus pœnitentiis oblitis, seu etiam neglectis, concedens vobis remissionem omnium peccatorum, quibus contra Deum et proximum fragilitate humana, ignorantia vel malitia deliquistis, ac de quibus jam confessi estis. In nomine Patris † et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Formula benedictionis cum indulgentia plenaria pro Tertiariis sæcularibus ceterisque

omnibus communicationem privilegiorum ac gratiarum cum iisdem vel cum regularibus cujuscumque ordinis habentibus.

ANT. Intret oratio mea in conspectu tuo, Domine; inclina aurem tuam ad preces nostras; parce, Domine, parce populo tuo, quem redemisti sanguine tuo pretioso, ne in æternum irascaris nobis.

Kyrie eleison. Christe eleison. Kyrie eleison.

Pater noster.

Ÿ Et ne nos inducas in tentationem.

℟ Sed libera nos a malo.

Ÿ Salvos fac servos tuos.

℟ Deus meus sperantes in te.

Ÿ Mitte eis, Domine, auxilium de Sancto.

℟ Et de Sion tuere eos.

Ÿ Esto eis, Domine, turris fortitudinis.

℟ A facie inimici.

Ÿ Nihil proficiat inimicus in nobis.

℟ Et filius iniquitatis non apponat nocere nobis.

Ÿ Domine, exaudi orationem meam.

℟ Et clamor meus ad te veniat.

Ÿ Dominus Vobiscum.

℟ Et cum spiritu tuo.

OREMUS.

Deus cui proprium est misereri semper et parcere: suscipe deprecationem nostram, ut nos et famulos tuos quos delictorum catena constringit, miseratio tuæ pietatis clementer absolvat.

Exaudi, quæsumus Domine, supplicum preces et confitentium tibi parce peccatis, ut pariter nobis indulgentiam tribuas benignus et pacem.

Ineffabilem nobis, Domine, misericordiam tuam clementer ostende, ut simul nos et a peccatis omnibus exuas, et a pœnis quas pro his meremur, eripias.

Deus, qui culpa offenderis, penitentia placaris, preces populi tui supplicantis propitius respice, et flagella tuæ iracundiæ quæ pro peccatis nostris meremur, averte. Per Christum Dominum nostrum. Amen.

Dicto deinde: Confiteor, etc. Misereatur, etc. Indulgentiam, etc., sacerdos prosequitur:

Dominus Noster Jesus-Christi, qui beato Petro Apostolo dedit potestatem ligandi atque solvendi, ille vos absolvat ab omni vinculo delictorum ut habeatis vitam æternam et vivatis in sæcula sæculorum. Amen.

Per sacratissimam passionem et mortem Domini Nostri Jesu-Christi, precibus et meritis Beatissimæ semper Virginis Mariæ, Beatorum Apostolorum Petri et Pauli, Beati Patris Nostri N. et omnium sanctorum, auctoritate a summis Pontificibus mihi concessa, plenariam indulgentiam omnium peccatorum vestrorum vobis impertior. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Si hæc indulgentia immediate post sacramentalem impertiatur, reliquis omissis, sacerdos

absolute incipiat a verbis Dominus noster Jesus Christus etc., et ita proseguatur usque ad finem, plurali tamen numero in singularem immutato.

Nos hujusmodi memoratæ congregationis decretum omnino ratum habemus, et Apostolica Nostra, harum litterarum vi, probamus, confirmamus, sancimus, illudque ab omnibus et in omnibus hoc futurisque temporibus servari jubemus. Decernentes has Litteras nostras semper firmas, validas et efficaces existere ac fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere; sicque in præmissis per quoscumque iudices ordinarios et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari ac definire debere, atque irritum et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus, quatenus opus sit, Nostra et Cancellariæ apostolicæ regula de jure quæsito non tollendo, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis, nec non ejusdem tertii Ordinis S. Francisci, ceterisque quibusvis etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis, quibus omnibus et singulis illorum tenores presentibus pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat derogamus, cæterisque omnibus quamvis speciali atque individua mentione ac derogatione dignis in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo piscatoris, die 7 julii 1882. Pontificatus Nostri anno quinto. Th. card. MERTEL.

La Sacrée Congrégation des Rites vient de donner la décision suivante au sujet du calendrier :

« Nova officia in Calendario Universalis Ecclesiæ inserenda ex Apostolico Brevi diei 28 julii 1882 (quod vim obligandi habet anno 1884) assignari poterunt diebus proxime insequentibus vacuis in iis Calendariis particularibus in quibus alia Officia jam affixa illis diebus reperiuntur, sicut pro Calendario urbis provisum fuit.

« Ex Secretaria Sac. Rituum Congregationis, die 12 septembris 1882.

« LAURENTIUS SALVATI,
« S. R. C. Secretarius. »

Tous nos lecteurs comprennent facilement l'importance de cette décision. Il en résulte :

1^o que le Bref *Nullo unquam tempore*, dont l'*Ami du clergé* a eu tant de fois déjà l'occasion de s'occuper, ne sera obligatoire que pour 1884.

2^o que les offices nouveaux pourront être replacés aux premiers jours qui seront libres dans les calendriers particuliers.

Disons un mot de ces deux points :

Et d'abord pour le premier point, le Bref ne sera obligatoire que pour 1884. Cette solution sera bien accueillie dans les diocèses où l'Ordo de 1883 était déjà imprimé ou du moins rédigé, ainsi que de bon nombre de rédacteurs d'ordos qui n'étaient pas suffisamment préparés à faire l'application des règles liturgiques à ces cas nouveaux et souvent très difficiles.

Mais de ce que ce Bref ne sera « obligatoire » qu'en 1884, s'ensuit-il qu'on ne « puisse pas » l'observer dès 1883 ? Nous ne le pensons pas, et nous présumons que ceux qui ont refait leur Ordo d'après les principes que nous avons exposés, ne le déferont pas pour reprendre leur première rédaction.

Quant au second point, la Sacrée Congrégation des Rites permet de replacer les nouveaux offices, dans le cas où ils coïncideraient avec des offices des calendriers particuliers, au premier jour libre suivant. Par conséquent il est permis de faire passer les nouveaux offices par dessus les doubles et même les semidoubles pour leur assigner le premier jour vacant. Cette autorisation sera également bien accueillie, parce qu'elle aura pour effet d'éviter bien des bouleversements dans les ordos et bien des difficultés dans l'application des règles.

Mais quel est le premier jour vacant où l'on puisse placer ces offices nouveaux comme à leur siège propre ? Ce sont les fêtes mineures et majeures, les vigiles ordinaires (mais non les vigiles privilégiées), les fêtes simples et les jours dans l'octave ordinaire, *dies infra octavam ordinariam*. Mais il y a certains jours où il est défendu de placer ces offices nouveaux aussi bien que tout autre office particulier transférable à perpétuité. Ces jours sont : 1^o le 5 janvier, vigile de l'Épiphanie, laquelle est assimilée à une fête de neuf leçons ; 2^o le 19 janvier, fête *ad libitum* de saint Canut ; 3^o le 28 janvier, lequel est réservé pour la translation éventuelle du saint Nom de Jésus ; 4^o le 3 février, lequel est réservé pour la translation de la Purification ; 5^o le 26 mars, lequel est réservé également pour la translation de l'Annonciation ; 6^o le 2 novembre, à cause de la Commémoration générale des défunts ; 7^o les fêtes *ad libitum*.

Nous faisons observer que la nouvelle décision rapportée plus haut « permet, assignari poterunt, » de faire passer les offices nouveaux, qui se trouveraient empêchés au jour de leur incidence, par dessus les doubles et semidoubles jusqu'à ce que l'on rencontre un jour vacant. Mais elle n'y oblige pas. Conséquemment ceux qui voudraient, dans ce travail de permutation, suivre les règles liturgiques, pourraient le faire.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je serais très-obligé aux savants canonistes de *l'Ami du Clergé* s'ils voulaient bien répondre dans les colonnes de leur excellente feuille à la question suivante :

« Dans une église paroissiale où se trouve établi le tiers-ordre de saint François, tous les fidèles indistinctement peuvent-ils, le 2 août, gagner l'indulgence de la portioncule? »

J'ai ouï dire qu'un décret pontifical restreignait en pareil cas la faveur susdite aux seuls membres du tiers-ordre.

R. — Nous n'avons jamais vu le prétendu décret apostolique qui restreindrait aux seuls membres du tiers-ordre l'indulgence de la portioncule, et nous ne croyons pas qu'il existe. Saint François avait demandé à Notre-Seigneur lui-même cette faveur pour « toute personne contrite et confessée, » et l'avait obtenue, à condition que le pape alors régnant la confirmerait. Il n'est pas présumable que les Souverains-Pontifes la restreindront jamais.

Mais peut-être notre vénéral correspondant a-t-il mal compris la pensée de celui qui lui parlait. Ce qui est certain, c'est que cette très-précieuse indulgence ne se gagne, le 2 août, que dans les églises appartenant actuellement à des religieux ou à des religieuses de l'ordre de saint François.

Quant aux églises qui leur ont appartenu avant la révolution, elles sont également enrichies de toutes les indulgences de la Portioncule, mais ces indulgences se gagnent le dimanche qui suit le 1^{er} août et non le 2 août.

Q. — 1^o Le lien qui unit les deux pièces d'étoffe d'un scapulaire doit-il être rigoureusement d'une matière et d'une couleur déterminées, ou bien peut-il être indifféremment en coton, fil, soie? blanc, noir, brun?

2^o Comment faut-il le porter? Faut-il nécessairement qu'une pièce d'étoffe ou bout du scapulaire porte sur la poitrine et l'autre sur les épaules? Le porterait-on bien, si les deux pièces d'étoffes étaient réunies, soit sur la poitrine, soit sur le dos?

3^o Faut-il le porter sur la chair, ou suffit-il de le porter sous les habits, sur la chemise?

Au sujet du scapulaire, j'ai lu bien des livres, j'ai entendu les conversations de bien du monde, mais je désire connaître les explications du savant *Ami au clergé* qui m'inspire toute confiance.

R. — Ad I. Les cordons qui relient les deux pièces d'étoffe d'un scapulaire peuvent être indifféremment en coton, en fil, en soie, ou d'une autre matière quelconque.

Il en est de même pour la couleur; ils peuvent être blancs, noirs, bruns, ou de toute autre couleur. La raison en est que les cordons ne constituent pas le scapulaire.

Ad II. Il est rigoureusement nécessaire, pour gagner les indulgences, que les deux pièces soient séparées, et qu'une pièce pende sur la poitrine et l'autre sur les épaules. Par conséquent, on ne gagnerait pas les indulgences si les deux pièces étaient réunies, soit sur la poitrine, soit sur les

épaules, ainsi qu'il a été décidé le 12 février 1840. La raison en est que ce petit scapulaire remplace le grand scapulaire des carmes, lequel pend devant et derrière.

Ad III. Il n'est pas requis, pour gagner les indulgences, qu'il soit porté sur la chair. On peut indifféremment le mettre en dessus ou en dessous des habits, ou bien encore entre les habits.

Q. — 1^o Quand on a mis son scapulaire de côté, pendant un temps notable, faut-il, pour le reprendre, se soumettre de nouveau à une cérémonie de réception?

2^o Qu'appelle-t-on temps notable?

3^o Pour porter le scapulaire dans de bonnes conditions, faut-il réciter quelque prière chaque jour?

4^o Celui qui porte le scapulaire pieusement, sans se livrer à aucune pratique, sans faire aucune prière, peut-il gagner les indulgences que l'église accorde aux confrères du scapulaire?

R. — Ad I. La personne qui a quitté le scapulaire l'a fait, ou bien par mépris et irrégion, ou bien par simple négligence.

Dans le premier cas, il est nécessaire de recevoir le scapulaire à nouveau. Ainsi pense la sacrée Congrégation.

Dans le second cas, au contraire, il n'est pas nécessaire de se le faire imposer de nouveau. Cela est certain aujourd'hui; car, en 1857, un prêtre du diocèse de Marseille, M. l'abbé Blanchèles, ayant posé les questions suivantes au Souverain-Pontife Pie IX :

1^o An qui rite semel adscripti in sodalitate scapularis B. M. V. de Monte Carmelo, postea habitum sacrum sodalitatis dimiserunt, teneantur ad novam sacri habitus receptionem a potestatem habente, si velint indulgentias predictae sodalitati Summis Pontificibus concessas lucrari, vel an sufficiat ut habitum sacrum ipsi denuo resumant simpliciter?

2^o Et quatenus affirmative ad primum : « Quodnam temporis spatium a dimissione habitus sacri requiratur ut nova receptio a potestatem habente necessaria sit? »

Il reçut la réponse suivante de la sacrée Congrégation des indulgences :

Ad primum, « Negative ad primam partem, affirmative ad secundam. »

Ad secundum, « Provisum in primo. »

Ad II. La réponse est dans la solution précédente. Il n'y a pas de temps notable à considérer. Si l'on a quitté le scapulaire par irrégion ou par mépris, ne fût-ce que peu de temps, on doit se le faire imposer de nouveau. Si, au contraire, c'est par négligence, fut-ce même pendant un temps considérable, il suffit de reprendre ce saint habit. Bien plus, il serait contraire aux intentions de l'Eglise de se le faire imposer de nouveau.

Ad III. Pour porter le scapulaire dans de bonnes conditions, il n'est aucunement nécessaire de réciter quelque prière chaque jour. Cela n'est requis nulle part dans les pièces authentiques émanées du Saint-Siège ou de la sacrée Congrégation des indulgences. C'est donc à tort que cer-

tains manuels de confréries ou d'indulgences prescrivent certaines prières, par exemple sept *Pater* et *Ave*, ou encore les litanies de la très-sainte Vierge.

AD IV. Celui qui porte le scapulaire pieusement, mais sans se livrer à aucune pratique, ne peut pas gagner toutes les indulgences que l'Eglise accorde aux confrères du scapulaire. Il faut en outre accomplir toutes les conditions requises. Ainsi les indulgences plénières accordées le jour de la réception du scapulaire, la fête de Notre-Dame du Carmel, 16 juillet, ou le dimanche suivant, à la procession qui a lieu un dimanche de chaque mois, ne se gagnent qu'autant qu'on se confesse, que l'on communie et que l'on prie aux intentions de Notre Saint-Père le Pape.

De plus, il faut encore visiter une église de l'ordre du Carmel, ou bien, si cette visite est impossible, visiter l'église paroissiale, pour gagner les indulgences plénières fixées aux jours suivants : de l'Immaculée Conception, de la Nativité, de la Présentation, de l'Annonciation, de la Visitation, de la Purification et de l'Assomption de la sainte Vierge, de saint Joseph, de saint Simon Stock, de sainte Anne, de saint Michel, de sainte Thérèse, etc.

Q. — 1^o Y a-t-il quelque décision de Rome, qui permette à un prêtre d'aider le célébrant à distribuer la sainte communion ?

2^o Quand on récite le symbole à prime, doit-on terminer le psaume qui précède le symbole par le *Gloria Patri* ?

3^o Dans les messes de *Requiem* chantées pour un défunt, ou pour les membres défunts d'une confrérie, doit-on dire une seule oraison ?

4^o Doit-on dire *Requiem æternam dona ei Domine*, aux répons du *Subvenite*, et à ceux du *Libera*, quand on fait l'absoute pour un défunt, que le corps soit présent ou absent ?

5^o Quelle est l'origine de la procession que l'on fait en France après les vêpres, le jour de l'Assomption ? Les uns parlent d'un vœu de Louis XIII. D'autres parlent d'un certain édit publié en février 1638, par lequel ce prince aurait consacré ses Etats à la sainte Vierge, et « ordonné » cette procession annuelle en son honneur.

R. — AD I. Nous ne connaissons pas de décision de Rome dans ce sens.

AD II. Quand on récite le symbole à Prime, on doit terminer le psaume *Retribue* par le *Gloria Patri*, comme on le fait pour les autres psaumes.

AD III. Dans les messes chantées de *Requiem*, soit pour un seul défunt, soit pour les défunts d'une confrérie, on ne doit dire qu'une seule oraison, ainsi que nous l'avons démontré dans l'*Ami du clergé*, d'abord en 1881, p. 149, et ensuite en 1882, p. 194. Il est inutile de revenir sur cette question qui est parfaitement tranchée aujourd'hui.

AD IV. Aux répons *Subvenite*, on doit dire : « *Requiem æternam dona ei*, » parce que cette prière se rapporte à un seul défunt. Au reste, le Rituel romain est formel sur ce point.

Mais au *Libera*, on emploie toujours le pluriel, comme on peut le voir au Rituel ; que le corps

soit présent ou absent, car le Rituel ne fait aucune distinction.

AD V. L'origine de la procession que l'on fait en France, après les vêpres, le jour de l'Assomption, remonte à la Déclaration de Louis XIII, donnée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 février 1638, par le roi Louis XIII. Cette Déclaration est fort belle, et nous voudrions avoir assez de place pour l'insérer tout entière dans les colonnes de cette Revue. Nous donnerons du moins le début et la fin, persuadés que nos lecteurs nous en remercieront. Ils verront ce que c'est qu'un prince pieux, et feront des vœux pour le retour d'un régime aussi chrétien.

Voici le début de cette admirable déclaration :

« Dieu qui élève les rois au trône de leur grandeur, non content de nous avoir donné l'esprit qu'il départit aux princes de la terre pour la conduite de leurs peuples, a voulu prendre un soin si spécial et de notre personne et de notre Etat, que nous ne pouvons considérer le bonheur du cours de notre règne, sans y voir autant d'effets merveilleux de sa bonté que d'accidents qui pouvaient nous perdre. »

Ensuite, il rappelle tous les bienfaits reçus de Dieu par l'intercession de la très-sainte Vierge, et termine ainsi :

« A ces causes,

« Nous avons déclaré et déclarons que prenant la très-sainte et glorieuse Vierge pour protectrice spéciale de notre royaume, nous lui consacrons particulièrement notre personne, notre Etat, notre couronne et nos sujets, la suppliant de vouloir nous inspirer sa sainte conduite, et défendre avec tant de soins ce royaume contre l'effort de tous ses ennemis, que soit qu'il souffre le fléau de la guerre, ou jouisse de la douceur de la paix, que nous demandons à Dieu de tout notre cœur, il ne sorte point des voies de la grâce qui conduisent à celles de la gloire. »

Puis le pieux monarque demande que l'on fasse après vêpres une procession solennelle en l'honneur de la très-sainte Vierge :

« Nous admonestons le sieur archevêque de Paris, et néanmoins lui enjoignons que tous les ans, le jour et fête de l'Assomption, il fasse faire commémoration de notre présente Déclaration à la grand'messe qui se dira en son église cathédrale, et qu'après les vêpres dudit jour il soit fait une procession en ladite église, à laquelle assisteront toutes les compagnies souveraines et les corps de ville, avec pareilles cérémonies que celles qui s'observent aux processions générales les plus solennelles. »

Ensuite même injonction est adressée à tous les prélats du royaume, afin qu'une procession semblable soit faite dans toutes les églises.

Enfin il termine sa déclaration par les touchantes recommandations qui suivent :

« Et d'autant qu'il y a plusieurs églises épiscopales qui ne sont point dédiées à la Vierge, nous

exhortons les dits archevêques, en ce cas, de lui dédier la principale chapelle des dites églises pour y faire la dite cérémonie, et d'y élever un autel avec un ornement convenable à une action si célèbre, et d'admonester tous nos peuples d'avoir une dévotion particulière à la Vierge, d'implorer en ce jour sa protection, etc. »

Notre vénéré correspondant peut voir maintenant que l'origine de la procession après les vêpres de l'Assomption se trouve dans la Déclaration du 10 février 1638.

Mais alors qu'est-ce donc que le *Vœu de Louis XIII*, dont on parle si souvent. Ce Vœu est une promesse de faire exécuter « une image de la Vierge, qui tiendra entre ses bras celle de son précieux Fils descendu de la croix, et Nous serons représenté aux pieds et du Fils et de la Mère, comme leur offrant notre couronne et notre sceptre. »

Ce Vœu n'est pas un acte distinct de la Déclaration ; il en fait partie, néanmoins la Déclaration est plus connue sous le nom de *Vœu de Louis XIII*.

Le roi ne put accomplir son vœu, mais Louis XIV réalisa magnifiquement l'intention de son père, en faisant exécuter par le célèbre Coustou, le magnifique groupe en marbre blanc représentant, à Notre-Dame de Paris, la sainte Vierge au pied de la croix, tenant sur ses genoux son divin Fils crucifié pour nos péchés.

Voilà ce que faisaient alors les Chefs de l'Etat. Aujourd'hui, ils suppriment les processions, font enlever ou laissent enlever des écoles les croix et la statue de Notre-Dame ! Mon Dieu, ayez pitié de la France !

Q. — Je vous remercie pour les solutions dans l'*Ami du Clergé*, des cas que je vous ai proposés. Je viens aujourd'hui vous en présenter d'autres que je vous prie de résoudre de la même manière et surtout avec autant de preuves et autant de lucidité.

1° Je suis chaque année appelé à aller bénir les montagnes et les troupeaux qui y paissent pendant l'été.

De quelle formule de bénédiction dois-je me servir pour la bénédiction de l'eau à employer pour bénir les troupeaux ?

De même pour bénir une fontaine ?

2° Je ne crois pas que la bénédiction *pro pueris* (propre) soit approuvée de mon ordinaire ; de quelle formule se servir en pareil cas ? De même pour la bénédiction d'un enfant malade ?

3° Quand l'étole est-elle requise, quand est-elle défendue avec la chape ou pluvial ?

4° Un prêtre, quand il donne la bénédiction dans une procession en dehors de l'église, a l'habitude de la donner en faisant 4 croix, c'est-à-dire aux quatre points cardinaux. Une telle manière n'est-elle pas condamnée, et celle en 3 croix n'est-elle pas réservée aux évêques ?

5° L'erreur sur le nom de baptême de l'un des époux dans la demande et dans la dispense, au sujet d'un empêchement de consanguinité, peut-elle annuler la dispense ?

Que doit faire un curé qui en pareil cas s'est appuyé sur un *probabilis* de la validité de la dispense ? pour procéder sans inquiétude à la célébration du mariage, serait-il prudent d'en informer l'Ordinaire ?

6° Votre manière de traiter la question du renouvellement des hosties me paraît bien absolue. Pourquoi, pour tranquiliser les consciences, ne distinguerez-vous pas

entre les tabernacles secs et ceux qui sont humides ? Je comprends fort bien que le terme de 8 jours n'est certainement pas trop restreint pour les tabernacles humides ; mais pour les tabernacles secs, il est trop court.

R. — Ad. I. Il n'est pas nécessaire de faire une bénédiction spéciale d'eau pour bénir les troupeaux et les fontaines. On peut se servir de l'eau bénite le dimanche précédent avant la messe. Si l'on n'a pas de cette eau bénite on en fait en se servant de la même formule que le dimanche précédent.

Nous ferons remarquer à notre vénéré correspondant que le Rituel romain ne contient pas de bénédiction spéciale des montagnes. On peut alors employer la bénédiction : *Omnis rei, seu ad omnia*, qui se trouve au supplément du Rituel romain sous ce titre : « Appendix ad Rituale romanum. »

Ad. II. Toute bénédiction doit être prise dans les livres de liturgie romaine, ou du moins être conforme aux bénédictions qui se trouvent dans ces livres. Une autre bénédiction, même approuvée par l'Ordinaire, ne peut pas être employée, à moins qu'elle ne soit approuvée par la sacrée Congrégation des rites. Le Saint-Siège n'a pas conféré aux Ordinaires le pouvoir de faire des formules de bénédictions.

Quant aux bénédictions particulières dont vous parlez, l'Appendice du Rituel romain en contient sous les titres suivants :

« Benedictio infantis. »

« Benedictio pueri ad obtinendam super ipsum misericordiam Dei. »

« Benedictio puerorum, cum præsertim in ecclesia præsentantur. »

Celles-là seules peuvent être employées à moins que vous n'en ayez d'autres approuvées par le Saint-Siège.

Ad. III. L'étole est requise pour la sainte messe ; pour distribuer la sainte communion en dehors de la messe, soit à l'église soit dans les maisons des infirmes ; pour administrer les sacrements, sauf pour le sacrement de pénitence si l'on confesse en dehors de l'église, car alors on peut s'en dispenser ; pour les bénédictions ; pour les processions. Elle est défendue lorsqu'on préside les vêpres, les matines et tout autre office de ce genre, lors même qu'on serait revêtu d'une chape ou pluvial.

Nous engageons nos confrères à ne pas poser de questions si générales. Pour être complètement traitées elles obligeraient à des développements très-considérables et nous forceraient de sortir du cadre de cette Revue.

Ad. IV. Lorsqu'il s'agit de donner la bénédiction avec le très-saint Sacrement, les évêques seuls sont autorisés à donner trois bénédictions ; les abbés et les autres prélats, même ceux qui ont l'usage des pontificaux, ne peuvent les donner à moins qu'ils n'officiant pontificalement. Quant aux bénédictions que l'on fait avec les croix, ou la main, nous ne connaissons pas de rubriques ni

de décrets qui règlent ce point, mais nous pensons qu'il ne convient pas aux prêtres de faire trois ou quatre bénédictions.

Ad. V. L'erreur sur le nom de baptême de l'un des époux dans la demande et dans la dispense relative à un empêchement de consanguinité, n'annule très probablement pas la dispense, pourvu qu'il n'y ait pas de doute sur la personne pour laquelle on a obtenu la dispense. Or dans le cas de *doute* sur la validité d'une dispense, on doit s'en tenir à la validité de la dispense, ainsi que l'enseigne saint Alphonse. A plus forte raison dans le cas présent, puisque l'erreur quant au nom ou au surnom ne nuit *plus probablement* pas à la validité de la dispense. Rien n'exige donc que le curé qui a célébré un mariage dans cette condition en informe l'Ordinaire, à moins que tel ne soit l'usage, ou telle une prescription épiscopale.

Ad VI. Notre réponse relative au renouvellement des hosties n'est pas trop absolue. Nous avons dit qu'on devait les renouveler fréquemment, à peu près tous les huit ou dix jours, et ne pas dépasser quinze jours. Or toutes ces expressions que nous avons employées étaient tirées des livres liturgiques ou des décisions de la Sacrée Congrégation du Concile. On ne peut donc pas s'en écarter, lors même qu'il s'agirait de tabernacles très-secs. Et vous ne trouveriez pas de canonistes ou de théologiens sérieux qui donnassent une solution différente de la nôtre.

Q. — 1° Est-il nécessaire de bénir les dalmatiques, comme semble l'indiquer Mgr Gousset dans sa théologie; elles ne sont cependant pas nécessaires au sacrifice, puisque en Avent et en Carême, à défaut de planètes, on sert *in albis*?

2° Est-il vrai qu'au jour de saint Etienne la mémoire des saints martyrs ne se dit pas après l'oraison de saint Etienne?

3° De quel côté doit être placée la chaire de vérité? Généralement elle est du côté de l'Epître. — S. Charles Borromée dit qu'elle doit être du côté de l'Evangile. Une raison naturelle, c'est que le prédicateur montrera plus facilement l'autel, de la main droite, étant placé du côté de l'Epître, etc.

4° Les directoires romains, italiens, celui de Paris, disent en Avent et en Carême : *silent organa*. Au III^e dimanche de l'Avent, et à *Lætare*, ils disent : *pulsantur organa*.

D'autres prétendent que les orgues peuvent en tout temps accompagner le chant, mais que, à l'exception des dimanches *Gaudete*, et *Lætare*, ils ne peuvent pas jouer des versets, ni des sorties, au temps clos. — Le silence absolu de l'orgue selon l'usage des églises susdites, n'est-il pas plus conforme à l'esprit de l'Eglise?

R. Ad I. — Les dalmatiques doivent-elles être bénites?

Ni les rubriques, ni les décrets ne prescrivent cette bénédiction. Quant aux liturgistes, ils ne sont pas d'accord sur ce point. On peut donc affirmer que cette bénédiction n'a pas été prescrite sous peine de péché. Mais on peut également affirmer qu'elle est d'une très-haute convenance, parce que c'est un ornement qui est employé au saint sacrifice de la messe, et que bon nombre

d'auteurs graves, comme Quarti, Cavaliéri, Baldeschi et d'autres pensent qu'elle est obligatoire sous peine de péché.

Ad II. La mémoire de tous les martyrs ne doit se faire qu'après celle de l'octave de Noël. Il en faut dire autant de la mémoire des Apôtres le 29 juin. Ces points ont été décidés en 1867 sur la demande du Prévôt Général de la Société du Saint-Sacrement instituée au diocèse de Malines. On demandait à la Sacrée Congrégation des rites :

« An commemoratio omnium Apostolorum die 29 junii, et omnium Martyrum die 26 decembris, Indulto pro reductione Festorum in territorio Gallicanæ reipublicæ nos respiciat, qui utimur Calendario urbis? »

« Et quatenus affirmative : an dicta Commemoratio sit facienda immediate post Orationem festi diei, vel potius suo loco, v. g., post Dominicæ Commemorationem si occurrat die 29 junii et Octavæ Nativitatis die 26 decembris? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Ad primam dubii quætionem, affirmative. Ad secundam vero, negative ad primam partem, affirmative ad secundam. Atque ita sacra Congregatio rescripsit et servari mandavit. Die 31 augusti 1867 »

La question est donc bien tranchée aujourd'hui; et les nombreux ordos qui plaçaient les susdites mémoires immédiatement après l'oraison de saint Etienne et des saints Pierre et Paul doivent être modifiés à l'avenir, car le décret porte : « et servari mandavit. »

Ad III. Nous pensons qu'il convient, dans une église paroissiale, de placer la chaire du côté de l'Evangile. Nous avons déjà eu l'occasion d'exposer ce sentiment. Un de nos amis a contesté notre manière de voir. Mais nous croyons devoir la maintenir en l'appuyant d'un nouveau témoignage. Mgr Barbier de Montault soutient notre sentiment :

« Toutes les églises de Rome, dit ce savant Prélat, ont leur chaire au côté de l'Evangile, qui, dans un édifice orienté, sera le nord et le côté droit. Ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des rites. Rien de plus naturel : la droite est le côté le plus honorable, et il convenait que l'Evangile fût commenté et expliqué du côté même où il se lit et se chante solennellement. » (Traité pratique de la construction des églises.)

Mgr Barbier s'appuie sur la réponse suivante qu'il cite :

« Andegaven. — Qua parte ecclesiæ, juxta praxim sanctæ Romanæ Ecclesiæ, collocari debeat pulpitu, ubi Dei verbum fidelibus annuntiatur? »

« S. R. C. respondendum censuit : Pulpitu in ecclesiis erigendum et collocandum esse a cornu evangelii. Die 20 febr. 1862. »

Il est vrai que ce rescrit n'est pas un décret proprement dit, mais une simple réponse; néan-

moins il montre clairement la pensée de la Sacrée Congrégation. Il est vrai que ce rescrit ne se trouve pas dans la collection des *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum*, mais on ne peut avoir de doute sur son authenticité. Par conséquent nous pensons qu'il est préférable dans les églises paroissiales, de placer la chaire du côté de l'évangile si on le peut.

Nous avons dit *dans les églises paroissiales*, parce qu'il convient d'agir autrement dans les cathédrales. « A la chapelle Sixtine, dit encore Mgr Barbier, la chaire est du côté de l'Épître, à cause du trône du Pape qui est à la partie opposée. Il en sera de même dans les cathédrales, en raison du trône épiscopal, qui prime tous les autres sièges. »

AD IV. Ceux qui prétendent que pendant l'Avent et le Carême on ne doit employer l'orgue que deux jours, à savoir, aux dimanches *Gaudete* et *Lætare*, sont trop sévères, car le Cérémonial des évêques permet d'en toucher aux fêtes et aux fêtes d'Avent et de Carême qui se célèbrent avec solennité, comme par exemple à la fête de saint Mathias, de saint Thomas d'Aquin, de saint Grégoire-le-Grand, de saint Joseph, de l'Annonciation, et autres jours semblables, « et similibus infra Adventum et Quadragesimam occurrentibus. » Que faut-il entendre par « jours semblables ? » On pense communément qu'il s'agit des doubles. D'après ce sentiment, qui nous paraît très-fondé, on peut toucher l'orgue aux vêpres des dimanches d'Avent et de Carême, toutes les fois que les vêpres sont d'une fête double. De même, pendant la semaine, on pourrait en jouer à toutes les fêtes et fêtes qui se célèbrent avec solennité.

Par conséquent le premier sentiment est trop sévère.

Le second sentiment que vous exposez est plus large, et permettrait d'accompagner en tout temps le plain-chant avec l'orgue. Que faut-il penser de cette opinion ? Nous n'avons pas le droit de porter un jugement, parce que l'Eglise n'a encore rien décidé, que les auteurs sont en désaccord, et que les pratiques sont différentes. Pour nous, nous préférons le silence de l'orgue à tous les dimanches de l'Avent et du Carême, sauf les exceptions indiquées au Cérémonial des évêques et rappelées ci-dessus. On peut voir toutes les prescriptions relatives à l'orgue dans un ouvrage liturgique publié cette année même, à la *Société générale de Librairie catholique* sous ce titre : *Notions générales de Liturgie*.

Q. — Je célèbre dans mon église la fête de l'Adoration perpétuelle, le 30 décembre, toujours dans l'octave de Noël.

1^o Quelle messe faut-il chanter ?

2^o Avec quelles oraisons ?

R. — AD I. En soi, le jour de l'adoration perpétuelle n'est aucunement privilégié ; on ne peut donc y chanter qu'une messe votive privée. Or les messes votives privées sont prohibées dans

l'octave de Noël. Donc vous devez chanter la messe du jour.

J'ai dit *en soi* parce que si vous avez un Indult Pontifical qui vous accorde un privilège, il faut vous y conformer. En beaucoup de diocèses, cet Indult permet de chanter la messe votive du très-saint Sacrement les mêmes jours qu'aux Quarante-Heures. Dans ce cas, vous pourriez chanter la messe votive du Saint-Sacrement le 30 décembre. On nous objectera peut être que c'est une octave privilégiée. Nous répondons que cela est vrai ; néanmoins l'Instruction Clémentine ne prohibe pas cette messe votive dans l'octave de Noël, ainsi qu'on peut le voir au paragraphe XII de cette Instruction. La raison en est que l'octave de Noël est moins privilégiée que les octaves de Pâques, de la Pentecôte et même de l'Épiphanie dans lesquelles il est défendu de chanter la messe votive du Saint-Sacrement.

AD II. Quelles oraisons dire ? Si vous n'avez pas d'Indult qui vous permette la messe votive du Saint-Sacrement dans cette octave privilégiée, la solution est facile. Vous dites les oraisons de votre *ordo* et vous y ajoutez l'oraison du Saint-Sacrement exposé.

Si vous avez l'Indult, vous dites la messe du Saint-Sacrement avec son oraison. Quant aux autres oraisons, les auteurs sont partagés. Suivant les uns, comme Guyet et Merati, vous n'ajouteriez que l'oraison de l'octave privilégiée, c'est-à-dire de Noël. Suivant d'autres, qui s'appuient sur un décret du 18 février 1794, vous y ajouteriez encore la mémoire des octaves non privilégiées, c'est-à-dire de saint Etienne, de saint Jean et des saints Innocents. Vous pouvez suivre l'une ou l'autre opinion.

Q. — 1^o Est-il défendu de couronner les statues du Sacré-Cœur ?

2^o Un prêtre qui, par complaisance, remplace l'organiste à un office des morts, peut-il, outre les droits personnels d'assistance, gagner, au profit de l'accompagnateur, la rétribution que le tarif accorde à celui-ci ?

R. — AD I. Rome ne s'est pas encore prononcée, que nous sachions du moins, sur ce point. La Sacrée Congrégation des Rites a approuvé un modèle de statue du Sacré-Cœur qui ne porte point de couronne.

Comme une statue du Sacré-Cœur avec une couronne s'écarte du modèle adopté communément, on ne peut l'exposer à un culte public sans obtenir auparavant l'autorisation de l'évêque, ainsi que le veulent les décrets du concile de Trente et d'Urbain VIII¹. C'est donc à l'ordinaire du lieu à donner la décision.

AD II. — En règle générale, pour avoir droit à un casuel, il faut remplir les fonctions pour lesquelles il est accordé. Il n'y a d'exception que pour les droits curiaux qui sont concédés au curé

¹ Concile de Trente, sess. 25, et constit. « Sacrosancta, » § 1. « Bullarium Romanum, » t. VI, part. II, p. 821.

alors même qu'il n'assisterait pas à la cérémonie, et les droits casuels des vicaires qui leur sont acquis, même pendant leur absence, *quand cette absence est nécessitée* par les devoirs impérieux et pressants du saint ministère.

Tel est le principe avec les exceptions. Comment l'appliquer au cas présent ? Tout d'abord il est certain que le prêtre remplaçant l'organiste ne pourra gagner les deux honoraires, si l'orgue est en dehors du chœur, et que l'organiste se trouve séparé des autres prêtres formant l'assistance. Dans ce cas, en effet, il y aurait un organiste, mais il manquerait un prêtre assistant.

Si l'orgue se trouvait au milieu du chœur, et que le prêtre organiste pût tenir sa place au chœur en même temps qu'accompagner le chant, nous admettrions assez facilement que, outre l'honoraire de sa présence, on lui accordât aussi celui de l'organiste, dont il reste libre de disposer.

Q. — Je voudrais appeler l'attention de l'*Ami du clergé* sur l'obligation d'appliquer, pour l'œuvre des séminaires, la messe les jours de fêtes supprimées. Les forces me manquent pour entrer dans les détails nécessaires...

Je lis dans l'*Ami du clergé*, tome I, page 715 : « Nous avons déjà parlé des messes des fêtes supprimées dont l'honoraire est attribué aux séminaires, et nous avons dit que, à notre humble avis, le curé qui est légitimement empêché ce jour-là, n'est pas obligé d'appliquer la messe un autre jour, ni d'envoyer l'honoraire au profit du séminaire... Il nous paraît qu'il convient en effet de donner avis de cette omission (si le prêtre n'applique pas la messe un autre jour), attendu que le séminaire ne doit pas recevoir l'honoraire d'une messe qui n'a pas été dite. »

Me trouvant malade depuis plusieurs mois, et par conséquent légitimement empêché de célébrer les jours de fêtes supprimées, j'en ai informé M. le secrétaire.

J'ai reçu cette réponse : « Quant aux messes des fêtes supprimées, vous devez savoir que l'obligation de ces messes est toujours rigoureuse, parce qu'elle est la conséquence rigoureuse du bénéfice, lequel est aujourd'hui représenté par le traitement attaché à toute fonction avec charge d'âmes.

« Il faut donc, d'après tous les principes de la législation canonique, que ces messes soient acquittées, ou par vous, ou quand cela ne vous est pas possible, pour n'importe quel motif, par un autre prêtre, mais à votre charge. »

Je prie l'*Ami du Clergé* de vouloir bien me dire s'il persiste à maintenir son humble avis?... Ne serait-il pas possible d'avoir une décision sûre ? Je le remercie d'avance de sa réponse.

R. — L'*Ami du clergé* a effectivement traité cette question à trois reprises dans sa première année (v. p. 644, 679 et 715).

Dans la solution qu'il a donnée, il y a un principe incontestable, c'est que le curé n'est pas tenu de donner pour les séminaires l'honoraire d'une messe qu'il n'a pas dite.

Un second principe, c'est que légitimement exonéré de l'obligation d'appliquer la messe *pro populo*, non seulement le jour de l'incidence, mais encore tout autre jour subséquent, il serait dispensé aussi d'appliquer aux séminaires l'honoraire d'une autre messe. Rien à modifier sur ces deux premiers points.

Un troisième est celui de l'obligation, pour le

prêtre malade et empêché au jour de l'incidence, d'offrir une messe subséquente. Sur ce point, l'Indult accordé en faveur des séminaires ne modifie en rien le droit général qui impose au curé malade ou empêché d'appliquer au jour de l'incidence, l'obligation d'offrir lui-même un autre jour, ou de faire offrir par un autre prêtre.

Si donc le prêtre, empêché le jour même, n'a pas été exonéré d'ailleurs de l'obligation d'offrir un autre jour, il doit aux séminaires l'honoraire de la messe qu'il aurait dû appliquer un autre jour, *pro populo*. Il n'y a pas là une nouvelle charge imposée à ce prêtre, mais il s'acquitte par là de son obligation par rapport à la messe due pour la fête supprimée.

Il faut modifier en ce sens la solution donnée dans la première année de l'*Ami du clergé* aux endroits indiqués plus haut.

Q. — Dans un diocèse, où il est permis de recevoir des honoraires pour les messes des fêtes supprimées, à la condition de les verser à la caisse de l'Université catholique, un curé qui a souscrit pour cent francs à payer annuellement pendant dix ans, peut-il acquitter sa souscription au moyen des honoraires des messes des fêtes supprimées ?

R. — Non. L'engagement que ce curé a contracté en souscrivant, est distinct de celui qu'il a contracté en acquittant, à des intentions particulières, les messes des fêtes supprimées. Par le premier, il est tenu directement envers l'Université ; par le second, il est tenu directement envers le Souverain-Pontife, qui met à la concession de percevoir les honoraires de ces messes, la condition expresse, qu'ils seront versés à la caisse de l'Université catholique. De plus, la matière de l'un et de l'autre est distincte.

En versant à la caisse de l'Université les honoraires perçus pour les messes des fêtes supprimées, ce curé remplit la condition imposée par le Souverain-Pontife, ou l'engagement qu'il contracte de remettre ces honoraires : il ne remplit pas l'engagement qu'il a pris en souscrivant.

Pent-il regarder comme lui appartenant en propre ces honoraires, qu'il ne peut conserver, qu'il est tenu de remettre intégralement, et qui sont acquis d'avance à l'Université catholique ? Non. Il ne saurait donc payer avec ces honoraires le montant de sa souscription.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

DOCUMENTS

Entreprises illégales de quelques maires sur les presbytères, jugées par les tribunaux civils.

Sous ce titre, le *Journal des Conseils de fabriques* analyse trois affaires intéressantes qui présentent des applications variées du droit de défense appartenant soit aux curés soit aux fabriques. Nous pensons être utile à nos lecteurs en consignait ce résumé dans notre journal.

Première Espèce. — Le sieur Roch, maire de Saint-Denis-la-Chevassé, contre la Fabrique de l'église de cette commune.

Arrêt de la Cour de Cassation (Chambre des Requêtes) du 29 mars 1882.

I ET II. FABRIQUE. — PRESBYTÈRE. — VOIE DE FAIT. — ACTION. — QUALITÉ. — III. MAIRES. — ACTES PERSONNELS. — RESPONSABILITÉ.

I. Les Fabriques des églises étant chargées, ainsi qu'il appert des dispositions combinées des art. 1^{er}, 37 et 79 du décret du 30 décembre 1809, de veiller à l'entretien et à la conservation des presbytères, ont qualité, à ce titre, pour intenter en justice toute action dont l'objet est de faire respecter, soit la propriété, soit la jouissance des immeubles des presbytères.

Il importe peu, par cela même, que ces immeubles appartiennent aux communes et que les Curés ou Desservants n'en soient qu'usufruitiers.

En conséquence et spécialement, une Fabrique a eu qualité pour faire assigner le maire d'une commune à raison de ce que, sous le prétexte de supprimer au profit d'un propriétaire voisin un droit de vue que la Fabrique prétendait exister au profit du presbytère, il avait fait enlever violemment les volets d'une fenêtre de la maison curiale, fait descendre et arracher les ferrures et murer cette fenêtre, de manière à faire disparaître la servitude de vue, ladite assignation ayant pour objet d'obtenir la cessation de l'usurpation, le rétablissement de la servitude, et, en même temps, des dommages-intérêts.

II. Aucune conséquence contraire n'est à tirer des dispositions du décret du 6 novembre 1813 qui, s'il détermine les droits personnels des titulaires des offices ecclésiastiques, ne modifie pas, quant à la faculté d'ester en justice, la compétence et les attributions des Fabriques.

En concluant contre le maire à des dommages-intérêts, la Fabrique, dans l'espèce, n'a point excipé des droits personnels du Curé; elle a agi dans les qualités qui lui étaient propres, pour formuler un chef de demande dont la cause résidait dans le fait même qui motivait son action principale. Elle n'a pas méconnu le principe que « nul en France ne plaide par procureur. »

III. Au point de vue des pouvoirs de l'autorité judiciaire, on excipe vainement de ce que le défendeur à l'action de la Fabrique aurait agi en sa qualité de maire, et non pas en son nom personnel.

S'il a procédé en sa qualité officielle, le maire, dans l'espèce, avait du moins le choix des mesures à prendre au nom et dans l'intérêt de la commune, il assumait ainsi la responsabilité éventuelle de ses actes personnels dans le cas où ils constitueraient une faute. Les faits énoncés dans la demande ayant, en l'état, ce caractère, les juges du fond, loin de commettre un excès de pouvoirs, ont fait une juste application de l'art. 1,382 du

Code civil, en le maintenant en cause pour avoir à défendre sur la condensation personnelle demandée contre lui, à raison d'un préjudice causé par des actes qualifiés de vexation et dont le résultat a été la privation de la servitude prétendue par le presbytère (1).

Rejet dans ce sens, du pourvoi formé par le sieur Alcime Roch, ancien maire de la commune de Saint-Denis-la-Chevassé, contre un arrêt de la cour d'appel de Poitiers, du 2 mai 1881, rendu au profit de la Fabrique de Saint-Denis-la-Chevassé représentée par le sieur Hermonet, son trésorier.

2^e Espèce. — M. l'abbé Jourdain, curé de Rigny-le-Ferron (Aube), contre M. Poncy, maire de cette commune.

Jugement du tribunal civil de Troyes, du 4 janvier 1882.

DÉMOLITION AU MOYEN D'ESCALADE D'UN HANGAR SUR POTEAUX DANS LA COUR D'UN PRESBYTÈRE. — ORDRES DU MAIRE. — ACTE NON ADMINISTRATIF. — COMPÉTENCE JUDICIAIRE.

Pour qu'un acte ait le caractère administratif, il ne suffit pas qu'il ait été accompli par un fonctionnaire public agissant en cette qualité. et croyant avoir le droit de l'accomplir. Il faut, de plus, qu'il soit au nombre de ceux que la loi lui donne mission de faire.

Mais si, le fonctionnaire franchissant le cercle de ses attributions légales, sa personnalité se révèle par des fautes de droit commun, par une voie de fait, un délit ou un quasi-délit, la faute est imputable au fonctionnaire lui-même, et non plus à la fonction, et l'acte, perdant alors son caractère administratif, devient justiciable des Tribunaux ordinaires.

Le 16 août 1881, vers midi, la commune de Rigny-le-Ferron (Aube), assistait à un spectacle assez singulier. Des échelles étaient dressées contre les murs du presbytère, et deux charpentiers, qui paraissaient y avoir pénétré par cette voie, procédaient à la démolition d'une construction légère se trouvant dans la cour ou le jardin de cet établissement. Cette opération se faisait en présence de M. Poncy, maire de Rigny-le-Ferron, qui l'avait ordonnée et qui en surveillait l'exécution.

M. l'abbé Jourdain, curé de Rigny-le-Ferron, a immédiatement protesté contre la violation de son domicile et contre la destruction d'un objet mobilier qu'il avait simplement posé sur poteaux, pour son utilité personnelle, et qui n'avait d'ailleurs aucune attache avec les autres bâtiments ni avec les murs du presbytère. Il a ensuite assigné M. Poncy et les deux charpentiers devant le Tribunal, et il demande qu'ils soient condam-

¹ La Gazette des Tribunaux du 4 avril dernier a donné in extenso cet arrêt de la cour de cassation ainsi que celui de la cour de Poitiers du 2 mai 1881, contre lequel le sieur Roch s'était inutilement pourvu.

nés à reconstruire son hangar et à lui payer mille francs de dommages-intérêts.

M. Poncy répond qu'il a agi en sa qualité de maire de Rigny-le-Ferron, chargé à ce titre de l'administration et de la surveillance des propriétés communales; qu'il s'agit dès lors d'un acte administratif et que le Tribunal est incompétent pour en connaître.

M^e Petit, avocat, soutient la demande de Monsieur l'abbé Jourdain.

M^e Magnin défend le déclinatoire présenté par MM. Poncy et consorts.

Le Tribunal, après avoir entendu les conclusions de M^e Capillery, substitut de M. le Procureur de la République, a rendu le jugement suivant :

« Attendu que, dans le courant du mois de mars 1881, l'abbé Jourdain a fait établir dans le jardin du presbytère de Rigny-le-Ferron un hangar en bois édifié sur poteaux ;

« Qu'il prétend que, dans la journée du seize août suivant, au mépris de ses défenses et protestations, les sieurs Solay et Golot, exécutant en cela les ordres du sieur Poncy, maire de la commune, auraient pénétré, après en avoir escaladé le mur, dans le jardin du presbytère; procédé à la démolition de ce hangar, qui, d'après le demandeur, aurait été chose purement mobilière, et fait passer par dessus le mur une partie des matériaux en provenant ;

« Attendu que se fondant sur ces faits, l'abbé Jourdain a formé contre les sus-nommés une demande tendant à faire décider qu'ils seront tenus conjointement et solidairement :

« 1^o De reconstruire à leurs frais le hangar démolé ;

« 2^o De lui payer une somme de mille francs à titre de dommages-intérêts, à raison de la violation de domicile qu'il aurait eu à subir et du préjudice que lui aurait causé la démolition de son hangar ;

« Attendu que Poncy reconnaît avoir fait opérer par Solay et Golot, requis à cet effet, la démolition de ce hangar, mais qu'il nie qu'aucune violation de domicile ait été par eux commise ; qu'il déclare assumer la responsabilité de cette démolition et prendre les fait et cause des sus-nommés ;

« Qu'en même temps il invoque les dispositions de la loi des 16-24 août 1790, et du décret du 16 fructidor an III, prétendant avoir agi en sa qualité de maire, chargé de la surveillance des immeubles communaux ;

« Que conséquemment il soutient que, s'agissant d'apprécier l'acte administratif qu'il aurait ainsi accompli, le Tribunal serait incompétent pour en connaître ;

« Que les sieurs Solay et Golot se joignent à lui pour opposer la même exception d'incompétence ;

« Attendu que le maire, il est vrai, est chargé, sous la surveillance de l'autorité supérieure, de

la conservation et de l'administration des propriétés de la commune, et que d'autre part les presbytères doivent, aux termes de l'avis du Conseil d'Etat du 2 pluviôse an XIII, être considérés comme une propriété communale ;

« Mais attendu qu'aucune disposition de la loi n'autorise le maire à y pénétrer ou faire pénétrer qui que ce soit de vive force ou par escalade ;

« Que le Curé ou Desservant d'une paroisse au logement duquel le presbytère est affecté, y a son domicile, et que ce domicile doit être aussi bien respecté et aussi inviolable que celui de tout autre citoyen ;

« Que si des abus de jouissance y sont par lui commis, c'est par une autre voie que le maire doit en poursuivre la répression, après en avoir fait préalablement constater l'existence et la nature par les moyens légaux ;

« Attendu que, pour qu'un acte ait le caractère administratif, il ne suffit pas qu'il ait été accompli par un fonctionnaire public agissant en cette qualité, et croyant avoir le droit de l'accomplir ; qu'il faut de plus qu'il soit au nombre de ceux que la loi lui donne mission de faire, mais que si le fonctionnaire franchit le cercle de ses attributions légales, si sa personnalité se révèle par des fautes de droit commun, par une voie de fait, une imprudence, un délit ou un quasi-délit, la faute est imputable au fonctionnaire lui-même et non plus à la fonction, et l'acte perdant alors son caractère administratif devient justiciable des Tribunaux ordinaires.

« Attendu que si les faits articulés par l'abbé Jourdain étaient établis, la responsabilité des défendeurs serait engagée dans les termes du droit commun, par application des principes ci-dessus rappelés ;

« Que, toutefois, il n'appartiendrait au tribunal d'ordonner la réfection du hangar et de condamner les défendeurs à des dommages-intérêts pour le fait de sa démolition qu'autant qu'il serait démontré, comme l'allègue le demandeur, que ce hangar était édifié dans des conditions telles qu'il devait être considéré comme chose mobilière ;

« Que dans le cas contraire, cet ouvrage rentrerait dans la catégorie des travaux exécutés, dans les propriétés communales, dont la direction est confiée aux maires et qui sort dans le domaine de l'autorité administrative ;

« Mais que le Tribunal n'en serait pas moins compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts fondée sur des faits qui constitueraient une violation de domicile, et conséquemment un acte accompli en dehors du cercle des attributions de l'autorité municipale ;

« Attendu que l'abbé Jourdain offre de rapporter la preuve de ces faits, que son articulation est précise et pertinente ;

« Par ces motifs :

« Le Tribunal,

« Avant faire droit sur l'exception d'incompétence, autorise l'abbé Jourdain à faire et rapporter la preuve des faits suivants :

« 1^o Le 16 août 1881, à sept heures du matin, M. Poncy se présenta chez M. Jourdain, accompagné de deux charpentiers, et lui déclara que, faute par lui de produire à l'instant une autorisation écrite pour l'établissement de son hangar, il allait le faire démolir par ses deux charpentiers.

« M. Jourdain ayant protesté contre cette menace, et annoncé qu'ils s'opposeraient à de pareils actes de violation de son domicile et de sa propriété, M. Poncy et ses deux compagnons se retirèrent ;

« 2^o M. Poncy revint à onze heures trois quarts, accompagné des deux ouvriers qui étaient munis cette fois, de tous les engins et outils nécessaires pour la démolition ;

« Sur les protestations énergiques de M. Jourdain, qui envoya chercher un huissier pour constater les voies de fait dont il avait à se plaindre, M. Poncy et ses ouvriers se retirèrent, après quoi le concluant ferma sa porte à clef ;

Quelques instants après, des échelles ayant été, par les ordres de M. Poncy, et en sa présence, appliquées contre le mur du Presbytère, les sieurs Solay et Golot, en escaladant ledit mur, opérèrent la démolition du hangar, en faisant passer par-dessus le mur une partie des matériaux qui en provenaient ;

« Ils furent interrompus par une pluie violente, et cessèrent leur travail, puis le reprirent le lendemain matin, à six heures, en continuant à enlever les matériaux par-dessus le mur ;

« Déclare ces faits pertinents et admissibles, en autorise la preuve en la manière accoutumée ;

« Réserve à Poncy la preuve contraire. »

3^e ESPÈCE. — M. l'abbé Daniel, curé de Quéven (Morbihan), contre M. Le Léannec, maire de cette commune.

Jugement du Tribunal des conflits du 18 mars 1882, annulant l'arrêté de conflit pris par le préfet du Morbihan à la suite d'un jugement de compétence rendu le 4 janvier précédent par le Tribunal correctionnel de Lorient.

Le conseil municipal de Quéven (Morbihan) vota, il y a quelque temps, la création d'un favori public avec fontaine et conduite d'amenée devant traverser le jardin du presbytère. Le devis des travaux ayant été approuvé par le préfet, le maire de Quéven, M. Le Léannec, voulut faire commencer la construction, mais le Conseil de Fabrique et l'autorité diocésaine lui refusèrent l'autorisation d'exécuter les travaux dans le jardin du Presbytère.

Le maire fit ouvrir un passage dans le mur et fit poser les tuyaux de canalisation.

M. l'abbé Daniel, curé de la paroisse, s'adressa au juge des référés qui ordonna la suspension

des travaux, puis il fit citer le maire devant le tribunal correctionnel de Lorient, pour violation de domicile et bris de clôture, demandant une somme de 2,000 fr. à titre de dommages-intérêts.

Le 1^{er} décembre 1881, le préfet du Morbihan proposa un déclinatoire d'incompétence. Il soutenait, d'une part, qu'il s'agissait de dommages causés par un travail public et dont l'appréciation appartenait au conseil de préfecture en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII, et, d'autre part, qu'à l'autorité administrative seule il appartenait de statuer sur le caractère de l'acte accompli par le maire.

Mais le tribunal correctionnel de Lorient se déclara compétent et condamna le préfet aux dépens de l'incident.

M. le Préfet a cru devoir alors élever le conflit d'attributions, et le tribunal a statué à cet égard, le 18 mars 1882, par le jugement suivant, que nous reproduisons *in extenso*.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal des conflits,

Vu l'arrêté, en date du 2 janvier 1882, par lequel le Préfet du Morbihan a élevé le conflit d'attributions dans une instance pendante devant le tribunal correctionnel de Lorient entre l'abbé Daniel, desservant de Quéven, et le sieur Le Léannec, maire de Quéven ;

Vu l'exploit, en date du 7 novembre 1881, par lequel l'abbé Daniel a fait citer le sieur Le Léannec, maire de Quéven, devant le tribunal correctionnel de Lorient, pour violation de domicile et bris de clôture, et a réclamé 2,000 fr., de dommages-intérêts pour le préjudice que le sieur Le Léannec lui aurait causé en faisant démolir le mur du jardin presbytéral pour y introduire des ouvriers qui ont pratiqué des excavations et arraché des arbres ;

Vu le mémoire en déclinatoire présenté, le 1^{er} décembre 1881, par le Préfet du Morbihan, et fondé sur ce que la demande d'indemnité ne pouvait être appréciée que par le conseil de préfecture, en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII, et sur ce que la légalité des actes reprochés au sieur Le Léannec devait être soumise préjudiciellement à l'autorité administrative ;

Vu les conclusions prises le 15 décembre 1881 par le procureur de la République à l'appui du déclinatoire d'incompétence ;

Vu le jugement, en date du 23 décembre 1881, par lequel le tribunal correctionnel de Lorient se déclare compétent et condamne le Préfet du Morbihan aux dépens de l'exception d'incompétence, par le motif qu'il ne s'agit pas d'apprécier des actes administratifs, mais de rechercher si les faits relevés par la citation constituent des délits de violation de domicile et de bris de clôture que le maire aurait commis en pénétrant dans le jardin du presbytère, sans avoir rempli les formalités protectrices de la liberté des citoyens ;

Vu le jugement, en date du 4 janvier 1882, qui

donne acte au procureur de la République de la communication de l'arrêté de conflit, et ordonne qu'il sera sursis à toute procédure;

Vu l'extrait du registre de mouvement tenu au parquet de Lorient et constatant que les pièces ont été rétablies au greffe le 7 janvier et qu'avis a été donné aux parties le même jour;

Vu les lettres des avocats des parties en cause constatant qu'ils ont reçu le 7 janvier avis dudit dépôt au greffe;

Vu les observations du procureur de la République, en date du 17 janvier, s'en référant aux conclusions par lui prises précédemment;

Vu la lettre, en date du 24 janvier 1882, par laquelle le procureur de la République adresse l'arrêté de conflit et les pièces à l'appui à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes;

Vu la lettre, en date du 28 janvier, par laquelle le procureur de la République adresse de nouvelles pièces, destinées à compléter le dossier;

Vu les lettres des avocats des parties, en date des 31 janvier et 4^{er} février 1882, qui déclarent n'avoir pas pris de conclusions spéciales devant le tribunal;

Vu la lettre du procureur de la République, en date du 1^{er} février 1882, annonçant l'envoi des pièces complémentaires;

Vu la lettre du directeur des affaires civiles constatant que le dossier est arrivé le 30 janvier à la Chancellerie et qu'il a été transmis le même jour au secrétariat du Tribunal des conflits;

Vu les observations du Ministre de l'Intérieur, en date du 10 février 1882;

Vu les observations produites, au nom de l'abbé Daniel, par M^e Paul Besson, avocat au Conseil d'Etat, et enregistrées au secrétariat du Tribunal des conflits le 24 février 1882;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII, la loi du 3 mai 1841, le règlement du 26 octobre 1849 et la loi du 24 mai 1872;

Où M. Collet, membre du tribunal, en son rapport;

Où M^e Besson, avocat au Conseil d'Etat, en ses observations;

Où M. Tappie, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que, suivant les termes de la citation sus-visée, des ouvriers auraient, le 29 août 1881, sur l'ordre du sieur Le Léannec, maire de Quéven, pénétré, en démolissant un mur, dans le jardin attenant au presbytère occupé par l'abbé Daniel, desservant de Quéven; que le sieur Le Léannec s'y serait introduit lui-même à plusieurs reprises, malgré l'opposition du desservant; qu'enfin des excavations auraient été pratiquées dans ledit jardin et des arbres arrachés;

Considérant que le devis régulièrement approuvé du lavoir à construire dans la commune de Quéven prévoyait le passage d'une conduite d'eau à travers le jardin du presbytère, et que ce travail de canalisation devait entraîner la prise

de possession permanente et définitive du sous-sol;

Que, dès lors, si le presbytère était la propriété de la Fabrique, il devait être procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 (1); que si le presbytère appartenait à la commune, la distraction du terrain nécessaire aux travaux ne pouvait être obtenue, en présence de l'opposition de l'autorité diocésaine, que par un décret rendu conformément à l'ordonnance du 3 mars 1825 (2);

Considérant qu'à ces divers points de vue la prise de possession par le maire du Quéven n'était pas régulière et que, par suite, l'autorité administrative n'est pas fondée à se prévaloir de la loi du 28 pluviôse an VIII;

Considérant que les faits relevés par la citation ne sauraient être considérés comme des actes administratifs, et qu'il ne se rencontre, dans l'espèce, aucune question préjudicielle à soumettre à l'autorité administrative, que les actes reprochés au sieur Le Léannec constituent des faits personnels, à raison desquels l'abbé Daniel a pu recourir à l'autorité judiciaire;

Considérant toutefois que, lorsqu'il propose un déclinaire dans une instance engagée devant un tribunal de l'ordre judiciaire, le Préfet agit comme représentant de la puissance publique, et qu'il ne peut être considéré comme partie en cause, ni être condamné aux dépens de l'incident;

Décide :

ART. 1^{er}. — L'arrêté pris par le Préfet du Morbihan le 2 janvier 1882 est annulé.

ART. 2. — La disposition du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Lorient le 23 décembre 1881, qui condamne le Préfet aux dépens de l'exception d'incompétence, est considérée comme non avenue (3).

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Délibéré dans la séance du 18 mars 1882, où siégeaient, etc., etc.

Prononcé en séance publique le même jour.

JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET SUR LES TAXES ASSIMILÉES A CES CONTRIBUTIONS

(Suite)

V. — Prestations pour les chemins vicinaux.

Les Curés et Desservants sont imposables à la taxe des prestations. — 21 novembre 1879 et 7 mai 1880. — *M. l'abbé Gouyer, curé de Dicy et M. l'abbé Lasplace.*

¹ Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

² Ordonnance relative aux distractions de parties superflues des presbytères.

³ Il suit de là que les frais de l'incident seront à la charge de la partie qui, en succombant, sera condamnée aux dépens.

Lieu d'imposition, double emploi. — Desservant ayant quitté la commune avant le 1^{er} janvier et n'y ayant pas conservé d'habitation.

(Recours de M. l'abbé Le Borgne contre un arrêté du 7 août 1878. Charente. — Le requérant, ancien Desservant de Vouthon, a été nommé Desservant de Fouquebrune dans le courant du mois de décembre 1877; il a pris possession de son nouveau poste le 1^{er} janvier 1878, et n'a conservé aucune habitation ni aucun établissement à Vouthon):

Considérant qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé sur le présent pourvoi que, le 1^{er} janvier 1878, le sieur Le Borgne avait cessé d'habiter la commune de Vouthon et ne possédait plus aucun établissement dans la dite commune; que, dès lors, le sieur Le Borgne est fondé à demander décharge de la taxe des prestations à laquelle il a été imposé et maintenu, pour l'année 1878, sur le rôle de la commune de Vouthon... (Arrêté annulé. Décharge de la taxe pour l'année 1878 sur le rôle de la commune de Vouthon). — 17 janvier 1879. — *M. l'abbé Le Borgne.*

— Celui qui a sa résidence habituelle dans une commune où il paie la taxe personnelle, y est imposé avec raison et doit être maintenu sur le rôle des prestations, encore bien qu'il ait été imposé à tort à la même taxe et l'ait acquittée dans une autre commune; il a à s'imputer de n'avoir pas réclamé en temps utile contre cette dernière taxe. — 17 janvier 1879. — *Pepenic.*

— Le contribuable, qui est imposé seulement à raison d'un cheval et d'une voiture, accomplit sa tâche en se bornant à conduire sur le chantier le cheval et la voiture. — Il n'est pas tenu de fournir un homme pour conduire l'équipage; dès lors, sa tâche ne saurait être, contre son gré, convertie en argent, par le motif qu'il n'aurait pas fourni le conducteur. — 12 août 1879. — *Lazare.*

— Lorsque, par application de la loi du 21 mai 1836 et d'un arrêté préfectoral réglementaire pris pour son exécution, le Préfet a fixé le point de départ du délai d'un mois, pendant lequel le prestataire peut opter entre la prestation en nature ou le paiement en argent, et que le point de départ de ce délai a été porté à la connaissance des contribuables par la publication du rôle, ceux-ci ne peuvent plus exercer leur droit d'option après l'expiration du délai. — 25 avril 1879. — *Conillon-Lorgeou.*

VI. — Taxe sur les biens de mainmorte.

— Biens de cure, Curé usufruitier, contribution imposée en son nom, régularité. — 8 nov. 1878. — *M. l'abbé Durandet.*

— Demande en décharge fondée sur ce que des centimes additionnels à la contribution foncière auraient été illégalement votés. Rejet : la taxe des biens de mainmorte ne se calcule que sur le

principal de l'impôt foncier. — 26 novembre 1880. — *Fabrique de Dicy.*

VII. — Taxe sur les cercles.

L'exemption de la taxe sur les cercles édictée pour les sociétés de jeux d'adresse est, en principe, applicable à une société ayant pour objet le jeu de la sarbacane; mais cette société ne rentre pas dans les cas d'exemption prévus par la loi du 5 août 1874 lorsqu'elle possède une salle de réunion qui lui est spécialement affectée, où il est consommé du vin par les sociétaires, qui s'y livrent d'ailleurs à divers jeux de cartes. — 20 décembre 1878. — *Pichon.*

Cette décision est applicable, par analogie, à tous autres cercles et réunions compris dans les exceptions prévues par la loi de 1874.

VIII. — Taxe sur les billards¹.

— Le tarif de la taxe sur les billards établi pour les villes d'après le chiffre de leur population, est applicable même aux billards de la banlieue. (Par le mot *ville*, la loi du 18 sept. 1871, art. 8, a entendu désigner le territoire entier de la commune, et n'a fait aucune distinction analogue à celle qu'on rencontre dans les lois des 21 avril 1832 et 25 avril 1844 sur les portes et fenêtres et les patentes.)

La taxe sur les billards s'applique même à ceux qui se trouvent dans un établissement affecté à un service public, tel qu'un grand-séminaire, la loi de 1871 n'établissant aucune exception de ce genre. — 5 juillet 1878. — *Grand-séminaire de Tulle.*

Billard dont les bandes et le tapis sont enlevés, mais qui peut être facilement mis en état de servir, taxe due. — 27 décembre 1878. — *Ministre des Finances, contre Dame Thévenon.*

IX. — Taxe sur les chevaux et voitures.

— Est imposable à la taxe le possesseur d'une voiture, encore bien qu'il ne la détienne qu'à titre de location d'un carrossier. — 21 février 1879.

— *Ministre des Finances contre Talisac et autres.*

— Voiture démontée, mais susceptible d'un rapide remontage et n'ayant pas servi pendant l'année : taxe due, — absence de déclaration : double taxe. — 27 février 1880. — *Brante.*

— Voiture dont les roues sont démontées, mais pouvant être remise en état de servir, taxe due. — 27 décembre 1878. — *Lacoste.*

X. — Taxe sur les chiens.

— Chien exclusivement affecté à la garde du presbytère et du Desservant. — (Recours contre un arrêté du conseil de préfecture de la Haute-Marne : commune de Gillancourt; chien classé

¹ Aux termes de l'art. 8 de la loi du 16 septembre 1871, les billards publics et privés sont soumis aux taxes suivantes : Paris, 60 fr.; villes au-dessous de 50,000 âmes, 30 fr.; villes de 10,000 à 50,000 âmes, 15 fr.; ailleurs, 6 fr.

dans la 1^{re} catégorie. — Le chien est exclusivement destiné, soit à la garde du presbytère qui est isolé, soit à la garde de la personne du requérant chargé de desservir une annexe et obligé pour ce service à des voyages de jour et de nuit).

Considérant qu'il n'est pas établi par l'instruction que le chien du sieur Fouilloux ne soit pas exclusivement affecté à la garde du presbytère ou de la personne du requérant; que, dès lors, c'est à tort que le sieur Fouilloux a été imposé et maintenu, pour l'année 1879, à la taxe municipale sur les chiens, sur le rôle de la commune de Gillancourt, à raison d'un chien de première catégorie... (Arrêté annulé. Imposition de l'abbé Fouilloux, pour l'année 1879, à la taxe municipale sur les chiens, sur le rôle de la commune de Gillancourt, à raison d'un chien de la 2^e catégorie. Décharge de la différence). 28 mai 1880. — *M. l'abbé Fouilloux.*

Chien ne servant pas exclusivement à la garde d'un presbytère, déclaration inexacte comme chien de 2^e catégorie, double taxe.

(Recours contre un arrêté du 14 novembre 1879 : Haute-Marne : commune de Créancey. — Le chien imposé à la double taxe, n'est en réalité qu'un chien de garde, ne sortant jamais du presbytère et n'accompagnant pas son maître dans ses promenades) — Rejet :

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret du 4 août suivant, le décret du 3 août 1861; il résulte de l'instruction que le chien du sieur Girault ne sert pas exclusivement à la garde du presbytère; dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture a déclaré que le sieur Girault était imposable à la double taxe pour déclaration inexacte. — 23 mars 1880; — *M. l'abbé Girault.*

— Chien non exclusivement destiné à la garde de l'habitation, ou ne servant à cette garde que pendant quelques mois de l'année, classement dans la 1^{re} catégorie. — 1^{re} espèce, *Couzot* (24 janvier 1879). — 2^e espèce, *Albespy* (24 janvier 1879).

Q. — On nous écrit de divers côtés pour nous demander ce que nous pensons du système adopté depuis quelque temps par le gouvernement pour punir les ecclésiastiques hostiles aux institutions politiques du pays, ou simplement accusés de l'être et qui consiste à les priver de tout ou partie de leur traitement. Les faits se multiplient au point d'alarmer la presse conservatrice et d'exiger des interpellations au sénat et au corps législatif.

R. — Nous avons déjà touché à ces questions et donné la solution qu'elles comportent; mais nous ne saurions trop saisir l'opinion publique de ces actes d'arbitraire révoltant et de produire les arguments que la saine jurisprudence leur oppose.

Et d'abord passons la plume au vaillant et redoutable *Clairon* qui relève avec indignation ce qui vient de se passer dans une paroisse de l'archidiocèse de Bordeaux :

« M. Flourens, jadis si expert dans ses protestations de dévouement à l'Eglise, a inventé une

nouvelle et injuste tracasserie vis-à-vis du clergé. Il l'a donnée comme une trouvaille à M. Fallières, qui nous semble enclin à s'en servir plus que de raison.

C'est la suppression, par voie administrative, des traitements alloués aux ecclésiastiques par le budget annuel des cultes.

M. l'abbé Giresse, curé de Saint-Sulpice d'Izon (Gironde), vient d'éprouver à son tour cette spoliation, ce vol d'un argent qui est sa propriété, puisqu'il a accompli le service pour lequel il lui est attribué de par la loi.

Pourquoi cette confiscation? cela ne peut s'appeler d'un autre nom. Nous ne le saurons jamais. L'arrêté préfectoral qui la formule, n'en indique pas les motifs. C'est de l'arbitraire tout net, insolent et brutal, sans phrases comme sans excuses.

Le prêtre frappé en a appelé à l'opinion publique, et lui soumet les griefs que des anonymes ont précisé au ministre de l'intérieur. Ces griefs sont ineptes; on les relève continuellement contre tous les prêtres aujourd'hui, et sans plus de raisons valables.

L'abbé Giresse serait un ennemi de la république et de ses fonctionnaires; il lui refuserait le *Domine salvam* légal; il serait grossier et agressif envers ses paroissiens; il s'approprierait, c'est-à-dire volerait, les aumônes destinées aux pauvres.

A toutes ces allégations, M. Giresse oppose des dénégations absolues, appuyées par les témoignages autorisés recueillis dans l'enquête, et par ses livres de compte justifiant l'emploi des sommes qu'il a reçues.

Les dénonciateurs ont été reconnus comme des menteurs par deux enquêtes judiciaires, et néanmoins leur élucubration non signée, transmise par le garde des sceaux au ministre des cultes, a été par M. Flourens accueillie, malgré ces précédents, comme digne de foi.

Telle est la défense, non contestée, du prêtre frappé.

Il va de soi que justice ne lui sera pas rendue, et qu'il ne touchera pas un centime de la portion de son traitement suspendue, au cas où il plairait ultérieurement au ministre d'en reprendre le service.

M. Giresse n'est qu'une unité dans la foule déjà considérable des ecclésiastiques ainsi spoliés par l'arbitraire ministériel. Son cas est celui de la plupart de ses confrères, ni plus grave, ni plus mince; l'injustice est la même; l'hypocrisie et le mensonge sont égaux.

Le curé de Saint-Sulpice-d'Izon en appelle au conseil d'Etat; il a raison, car c'est son droit strict. Souhaitons que cette compagnie judiciaire se montre digne des traditions, et que, malgré la République, elle ait le courage, comme c'est son devoir, de condamner les prétentions de Flourens et consorts.

La question légale n'est pas douteuse : ayant

peu elle sera établie à la tribune du Sénat. Le traitement ecclésiastique est une dette contractée par l'Etat en vertu d'un traité international. A ce titre, le gouvernement ne saurait y toucher.

Mais s'il veut se prévaloir du Concordat, il ne saurait être autorisé à en disposer par voie discrétionnaire. Le traitement est la propriété du fonctionnaire; en cette qualité, il constitue pour celui-ci un droit civil, soumis à l'appréciation des tribunaux ordinaires. Nulle loi n'a donné à l'administration le pouvoir d'en disposer par elle-même.

La chose est tellement évidente, que le projet Paul Bert voudrait consacrer législativement une pratique dont le gouvernement a rarement usé, mais toujours avec abus.

Ce traitement est insaisissable par un créancier. Il est bien moins encore soumis aux fantaisies d'un ministre, qui ne possède aucun titre juridique pour s'en emparer. »

Après le polémiste, voici le jurisconsulte qui élucide la question au point de vue du droit, et il le fait de manière à ne laisser aucun doute sur l'iniquité accomplie ou en train de s'accomplir. C'est un avocat à la Cour d'appel de Paris qui s'exprime ainsi dans le *Monde* :

« On sait que le gouvernement républicain, revenant à des procédés arbitraires qui ne furent en honneur que sous le premier et le second Empires, prend l'habitude de suspendre ou de supprimer purement et simplement le traitement des ecclésiastiques signalés à son animadversion. Le *Monde* en a cité récemment des exemples très significatifs et nos lecteurs n'ont certainement pas oublié l'étrange lettre que M. Flourens adressait, au mois de juillet dernier, à Mgr l'archevêque d'Auch.

L'administration des cultes prétend que la suspension ou la suppression de traitement est entre ses mains un moyen coercitif qui lui permet de réprimer les « écarts » du clergé et de contraindre à la soumission les prêtres qui ne veulent pas céder à ses exigences. Elle commence par demander le déplacement de l'ecclésiastique qui a encouru ses colères, et si l'autorité diocésaine refuse de faire droit à des réclamations qui lui paraissent injustes, un décret suspend ou supprime le modeste traitement alloué à l'infortuné prêtre.

Quels sont les arguments de droit invoqués à l'appui de ces procédés sommaires? Nous l'ignorons complètement, car aucun de ces décrets n'a été publié et les intéressés en ont reçu signification sans qu'on leur ait donné la moindre explication.

La question ne peut donc être résolue qu'en consultant la législation des traitements ecclésiastiques, ce que nous allons faire rapidement.

Le Concordat n'assurait de traitement qu'aux évêques et aux curés (article 14), et il n'est pas inutile de rappeler que ce traitement n'est autre chose qu'une indemnité représentative des biens

enlevés à l'Eglise par la Révolution. Quant aux vicaires et aux desservants, aucune stipulation de traitement n'était faite en leur faveur par le Concordat; les articles organiques ajoutaient même qu'ils seraient choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés, en exécution des lois de l'Assemblée constituante (loi du 18 germinal an X, art. 68).

Cependant des lois postérieures allouèrent des traitements aux desservants et aux vicaires; l'énumération en est inutile ici, ce que nous avons à rechercher se limitant aux cas où ces traitements peuvent être suspendus ou retirés.

A cet égard, il nous faut d'abord citer le décret du 17 novembre 1811 qui s'occupe du remplacement des titulaires de cures en cas d'absence ou de maladie. Chose remarquable, même au cas où le titulaire est éloigné pour cause de mauvaise conduite, ce décret lui conserve intégralement son traitement et ses revenus, se bornant à mettre à sa charge l'indemnité allouée à son remplaçant. Le décret du 6 novembre 1813, dans son article 27, a renouvelé les dispositions du décret de 1811 dans les termes suivants :

« Dans le cas où il y aurait lieu à remplacer « provisoirement un curé ou desservant qui se « trouverait éloigné du service, ou par suspension « par peine canonique, ou par maladie, ou par « voie de police, il sera pourvu à l'indemnité du « remplaçant provisoire conformément au décret « du 17 novembre 1811.

« Cette disposition s'appliquera aux cures ou « succursales dont le traitement est en tout ou « en partie payé par le trésor impérial. »

En rapprochant les dispositions de ces deux décrets, on arrive à cette conclusion qu'il n'y a lieu de suspendre provisoirement et *partiellement* le traitement d'un ecclésiastique que dans ces trois cas : 1^o suspension par peine canonique; 2^o éloignement pour cause de maladie; 3^o éloignement par mesure de police.

Ce dernier cas qui vise les pratiques les plus abusives du gouvernement impérial, se limiterait aujourd'hui à l'absence résultant de condamnations prononcées par la justice.

Enfin les lois de finances du 23 avril 1833 et du 29 décembre 1876 ont assujéti le paiement du traitement à des conditions d'exercice effectif du ministère et de résidence.

L'article 8 de la loi de 1833 dit : « Nul ecclésiastique salarié par l'Etat, lorsqu'il n'exercera « pas de fait dans la commune qui lui aura été « désignée, ne pourra toucher son traitement. »

L'article 13 de la loi du 29 décembre 1876 ajoute : « Le mandat de paiement du traitement « des desservants et vicaires devra être accom- « pagné d'un certificat d'identité émanant de « l'autorité diocésaine, et d'un certificat de rési- « dence délivré sans frais par le maire de la com- « mune et visé par le sous-préfet et par le « préfet. »

Telle est la législation, et l'on voit qu'elle ne

prévoit aucun cas où le gouvernement puisse, de son propre chef, sous prétexte de discipline ou à titre pénal, suspendre ou supprimer les traitements ecclésiastiques.

Non seulement on ne trouve pas de texte législatif à l'appui de ces prétentions, mais il n'existe même pas de circulaire ministérielle où la théorie que M. Flourens applique si aisément aujourd'hui soit développée et soutenue. En 1861, à la suite de l'émotion causée par les événements qui suivirent la guerre d'Italie, l'empire recourut sur une assez large échelle à ce moyen de la suspension des traitements; mais, chose étrange, c'était après une circulaire de M. Delangle (7 avril 1861) demandant aux procureurs-généraux de poursuivre les ecclésiastiques qui se permettraient de critiquer les actes du gouvernement et la politique de l'empereur. Ces poursuites judiciaires n'eurent pas lieu, mais, comme le révéla le cardinal Mathieu à la tribune du Sénat (séance du 31 mai 1861), on fit agir l'arbitraire administratif, sans le justifier plus qu'on ne le fait aujourd'hui.

On sent d'ailleurs qu'il est si peu justifiable qu'on demande au législateur d'inscrire enfin dans la loi cette sanction appliquée si arbitrairement; c'est, en effet, l'un des articles du projet de M. Paul Bert, qui l'a fait adopter par la commission du Concordat.

Mais en attendant que la loi consacre positivement cette iniquité, nous ne sommes pas d'avis qu'on l'accepte sans protestations. Les décrets ou arrêtés portant suspension ou suppression du traitement en dehors des cas nettement indiqués par les textes que nous avons cités, sont manifestement entachés d'excès de pouvoirs et peuvent être déferés au conseil d'Etat. On nous demandera peut-être pourquoi la justice ordinaire ne pourrait être saisie de ces contestations, alors que l'acte administratif qui s'oppose au paiement du traitement ne repose sur aucun texte de droit. C'est qu'il s'agit moins ici, au point de vue juridique, d'une violation formelle de la loi que de sa fausse application : or l'autorité judiciaire ne peut contrôler sous ce rapport les actes administratifs, et très certainement le tribunal des conflits, invoquant des décrets plus ou moins ignorés de la période révolutionnaire ou des périodes subséquentes relatifs aux revendications dirigées contre le trésor public, la dessaisirait des procès de cette nature qui seraient introduits devant elle.

Maintenant il convient d'attendre la sentence du conseil d'Etat; et, si ce dernier a plus à cœur de rendre des arrêts que des services, il ne peut que condamner un système également réprouvé par la justice et par la loyauté! Le fera-t-il? Nous vous l'ions l'espérer; mais nous n'y comptons pas.

Q. — 1^o Le 20 juillet 1881 Paul X. fait le testament suivant; (extrait) « Je charge mon frère Joseph de remettre

« une somme de 500 fr. entre les mains de Monsieur le « curé de X. pour l'employer à dire des messes ou à faire « de bonnes œuvres »

Paul meurt le 25 juillet 1881; son frère Joseph héritier après avoir promis à M. le curé de X. de lui remettre cette somme, vient aujourd'hui lui dire, conseil pris, qu'il ne veut rien lui payer. Comme le notaire m'avait dit qu'il devait exécuter toutes les clauses du testament sinon perdre l'héritage, je viens vous demander, M. le Rédacteur, si je puis réellement forcer en justice Joseph à acquitter la charge laissée par son frère envers moi son confesseur et par quels moyens l'y contraindre.

2^o X. et Y. sont 2 paroisses de la commune de Z.; X. avait besoin d'une église nouvelle. Une souscription faite et de dons particuliers permirent à X. de la bâtir : le conseil municipal ne voulut point y contribuer.

Aujourd'hui Y. a un semblable besoin, mais ni souscription ni dons ne sont de nature à réussir, vu l'esprit *indifférent* de la paroisse. Le conseil municipal reconnaît *l'utilité* et la *nécessité* d'une réparation complète ou construction nouvelle, mais ne veut point ni faire d'emprunt ni s'imposer, se basant surtout sur cette considération que X. a bâti son église sans lui, que les conseillers de X. seraient jaloux (ils forment la moitié au Conseil et demanderaient que leur clocher se fasse aussi) et qu'on ne peut grever la commune de pareilles charges. Que faire en pareille circonstance, alors que X. a son église dans le plus triste état et qu'on ne peut espérer quelque chose que de la commune.

R. — Ad I. Quand une disposition testamentaire prescrit l'affectation d'une valeur pour la célébration de messes, *sans désignation d'église*, elle doit être considérée comme une simple charge d'hérédité. Dans ce cas, elle n'est pas soumise à l'autorisation. (*Circul. du 10 avril 1862.*) Dans ce cas également, on ne voit pas comment on pourrait forcer un héritier à exécuter son devoir.

Mais, d'après la teneur du testament qu'on nous signale, on ne peut pas dire que l'église n'est pas désignée. Du moment qu'on désigne M. le curé, c'est bien l'église paroissiale qui est indiquée pour la célébration des messes. Telle est notre opinion bien réfléchie.

Or, dans cette hypothèse, la jurisprudence, suivie jusqu'à ce jour par le conseil d'Etat, est qu'un legs pour célébration de messes une fois dites dans une église désignée, doit être considéré comme une libéralité en faveur de la fabrique de l'église désignée, et, alors il appartient à la fabrique d'accomplir les formalités légales et de poursuivre le recouvrement du legs.

Nous ne reconnaissons pas les difficultés que peuvent soulever des héritiers cupides et déloyaux; mais ce n'est pas une raison pour abandonner son droit. Nous engageons notre correspondant à pousser sa fabrique dans la voie que nous lui traçons, et, à son défaut, à agir lui-même. Il pourrait faire agir avec lui quelqu'autre héritier du testateur ou l'exécuteur testamentaire, s'il y en a de désigné. Un notaire sera consulté avec profit.

Ad II. Les réparations et reconstructions d'églises regardent en premier lieu les fabriques; mais en cas d'insuffisance de ressources de celle-ci, la loi impose la même charge aux communes. C'est au bureau des marguilliers de faire au con-

seil un rapport des travaux jugés nécessaires; et le conseil prend une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune. Cette délibération est envoyée par le trésorier au préfet (*art. 94 du décret du 30 décembre 1809*).

Le préfet nomme les gens de l'art par lesquels, en présence de l'un des membres du conseil municipal et de l'un des marguilliers, il est dressé le plus promptement possible un devis estimatif des réparations. Le préfet soumet ce devis au conseil municipal. Sur son avis, il ordonne, s'il y a lieu, que ces réparations soient faites aux frais de la commune et, en conséquence, qu'il soit procédé par le conseil municipal en la forme accoutumée à l'adjudication au rabais (*art. 95 du même décret*).

Courrier de l'Utile.

LES BAS DE LAINE

Ma vieille gouvernante a ses défauts, mais je me hâte de le dire, elle a aussi ses qualités. Sur une multitude de points, sa compétence est indéniable. Je livre aux lecteurs de *l'Ami du Clergé* les renseignements qu'elle m'a donnés sur les bas de laine. On connaît l'importance de cette partie du costume ecclésiastique.

Parlons d'abord de la laine. La laine non filée, telle qu'elle provient de la tonte des moutons, est appelée *laine en branche*. Celle de mère brebis est préférable à celle d'agneau, elle a plus de force et ne se rétrécit guère. La laine mérinos est la plus fine et aussi la plus durable. La laine noire naturelle est plus lourde, moins chaude et moins solide que la laine blanche.

Le dégraissage se fait comme une lessive. Je suppose que vous ayez 10 kilog de laine. Versez sur cette laine 30 litres d'eau dans laquelle vous aurez fait dissoudre 250 grammes de cristaux de soude. Cette première eau doit être tiède, et le coulage aussi lent que possible. Jetez cette première eau devenue inutile. Renouvelez cette opération deux fois avec la même quantité d'eau, additionnée de la même quantité de soude; mais la chaleur de l'eau doit aller crescendo, de manière que la troisième fois l'eau soit perlée, mais non bouillante.

La personne la moins expérimentée peut teindre la laine ou les bas.

La laine blanche reçoit mieux la teinture que la noire. Prenez du bois d'inde, environ 250 gr. pour 25 litres d'eau, quantité suffisante pour 12 paires de bas, au moins. Enfermez ce bois d'inde dans un sachet; faites bouillir dans l'eau environ 20 minutes, retirez le sachet.

Il faut ensuite plonger les bas ou la laine et les laisser bouillir une bonne demi-heure, les sortir et leur faire prendre l'air sur des bâtons, disposés à la partie supérieure du vase, et les y laisser environ 10 minutes.

Ajoutez ensuite à ce même bain de la coupe-

rose, pour 0,20 cent., et de la noix de galle écrasée, pour 0,25 cent. Replonger les bas ou la laine et faire bouillir une demi-heure, retarder et replacer sur les bâtons pour faire prendre l'air.

Ajoutez enfin du vert-de-gris pour 0,10 cent. et pour 0,25 cent. de gomme arabique; replonger les bas, faire bouillir encore une demi-heure, retirer et rincer à l'eau froide.

La laine bien filée est unie, régulière. Filée à la main, elle est meilleure que filée à la mécanique. La laine à deux fils, mais filée à la main vaut mieux que quatre fils obtenus par les machines en général; les laines filées à la main se rétrécissent très-peu.

Plus les fils sont nombreux et fins, meilleure est la laine. On unit jusqu'à 16 brins. La raison de cette supériorité, c'est que les bonnes laines seules, sont susceptibles d'être réduites à des fils aussi tenus.

Pour tricoter, il est préférable d'employer la laine non dégraissée. Le tissu est plus beau et plus solide.

On reconnaît la qualité de la laine, en la *sonnant*. Prenez un brin aux deux mains, tirez sec; si la laine sonne et ne casse pas, elle est résistante et donnera un bon tricot.

Les qualités d'un bon tricot sont la régularité, la souplesse, l'élasticité. Il importe aussi que les mailles ne soient pas trop serrées.

Pour éviter les fronces au coud-pied, on recommande d'y faire six mailles au point de reculée. Un bas neuf doit dépasser la longueur du pied, d'un travers de doigt. Pour donner à la jambe du bas plus de fixité, on tricote dans le haut des côtes longues de 12 centimètres.

Les bas se garnissent de deux manières : 1° On les garnit à l'aiguille en y passant au talon de la laine, en triangle. A l'extrémité de ces lignes, on laisse des bandelettes, qui rendent le bas plus élastique. Quelques personnes renforcent d'une tresse la couture.

2° On les garnit encore d'étoffe. On emploie à cet effet de la futaine pelucheuse ou du vieux tricot.

Les bas noirs de laine ou de filoselle restent d'un beau noir, si on les lave à l'eau de son.

Erratum

Au dernier n°, p. 536, colonne 2°, dans la dernière réponse, après le mot *seulement*, ajoutez : le jour de la Commémoration générale des morts, et non...

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 8 novembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La semaine débutait mal à la Bourse; une grande baisse s'accroissait, plus encore que la semaine passée, sur toutes les valeurs; mais dès le lendemain mardi, des dispositions meilleures se manifestaient de tous côtés, et l'on regagnait une partie du terrain perdu. Comme ce retour offensif s'est produit juste le dernier jour du mois, qui est généralement un jour de défaillance sur les cours précédents, il y a lieu de croire que la situation ira en s'améliorant au moins pendant quelques jours.

En attendant, novembre commence sur les cours suivants :

Le 3 0/0, à 80 15; l'Amortissable, à 80 70; le 4 1/2, à 109 35; le 5 0/0 à 116 05.

La Banque de France, qui valait 5350, la semaine dernière, perd plus de 100 fr., à 5240. Le Crédit foncier cote 1355, au lieu de 1375. Les autres établissements de crédit, qui avaient été atteints dans de si larges proportions, sont aussi mieux tenus et semblent vouloir se rapprocher d'une cote honorable. La Banque d'Escompte fait 590; la Banque hypothécaire, 615; la Banque de Paris, 1105; le Comptoir d'escompte, 1010; le Crédit industriel et commercial, 740; le Crédit lyonnais, 620; le Crédit mobilier, 470; les Dépôts des comptes courants, 710; la Société générale, 615.

Les chemins de fer français se retrouvent aux mêmes prix, excepté le Lyon, qui est en perte de 55 fr., à 1610; le Midi et le Nord de 10 fr., celui-ci à 1920, celui-là à 1175.

Les lignes étrangères, qui n'ont pas été affectées comme les nôtres, se maintiennent avec une certaine fermeté. Les Autrichiens font 730; le Nord de l'Espagne, 565; le Saragosse, 505; les Lombards, coûtent 295 à 300.

Sur les fonds internationaux, nous relevons les Consolidés anglais à 102 5/16; le Turc, à 12 70;

l'Italien, à 88 80; l'Unifiée égyptienne, à 365. — La Banque ottomane a reconquis le cours de 800; le Suez oscille entre 2520 et 2530.

**

Pour nous résumer, vu la modération des prix de certaines valeurs, nous pensons que le moment n'est pas défavorable pour acheter, mais il ne faut perdre de vue que la situation n'est pas exempte de péril. Les agitations socialistes commencent à émouvoir tout le monde, et à un moment donné, toutes les valeurs de spéculation peuvent être vivement reportées en arrière. — Il convient donc de s'attacher aux affaires sûres, à celles que les crises politiques ou financières sont incapables d'ébranler.

Nous citons encore et recommandons comme exemple la *Société générale de Librairie catholique*. Par la nature même de son plan d'action, pas un seul jour de chômage pour elle. Si une crise religieuse survient ou se prolonge, vite des ouvrages de polémique et de défense. Si le calme renaît et dure, alors sont poussés les grès ouvrages de fonds, les collections historiques et scientifiques, les bons livres de famille et de bibliothèques, les petites ou grandes actualités du jour. Ajoutez sa grande branche industrielle de la commission en tous articles autres que ceux de la librairie proprement dite, laquelle compte aujourd'hui pour l'une de ses plus fructueuses.

Aussi, quelle qu'ait été la situation intérieure ou extérieure (et Dieu sait si elle est troublée à chaque instant!) la *Société générale de librairie catholique* a toujours été vue à son niveau, et chaque année elle a distribué à ses actionnaires un revenu minimum de 5 0/0. C'est une des meilleures valeurs à présenter à l'épargne, et à être recherchée par elle.

S'adresser à M. Victor Palmé, directeur de la Société générale de Librairie catholique, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE

Par J.-A. PETIT

12 beaux volumes in-8° 72 francs.

ONT PARU :

TOME I^{er}. — **La Révolution**, 1 vol. in-8° de xvi-540 pages. 6 fr.
TOME II. — **La Terreur**, 1 vol. in-8° de 400 pages 6 fr.
TOME III. — **La Réaction thermidorienne**, 1 vol. in-8° de 501 pages 6 fr.
TOME IV. — **Le Directoire**, 1 vol. in-8° de 485 pages 6 fr.

Les autres volumes paraîtront successivement.

L'**Histoire contemporaine de la France**, par M. J.-A. PETIT, aura douze volumes.

Elle commence à la Révolution de 1789, et sera poursuivie jusqu'aux événements de 1870-71, si ce n'est plus avant encore.

Cet ouvrage est d'une grande opportunité. Au moment, en effet, où les idées et les principes de notre première Révolution trouvent leur pleine et entière application dans le gouvernement actuel du pays, il est du plus haut intérêt de repasser, halte par halte, à travers ces quatre-vingt dernières années de notre histoire; d'avoir sous les yeux, tracé par la même main, afin de nous y retrouver tout entiers comme dans un miroir, ce tableau si chargé de personnages et de faits.

La vérité, une vérité rigoureuse et rigoureusement impartiale, tel est, d'un bout à l'autre, le trait caractéristique de l'œuvre de M. J.-A. PETIT.

Ouvrage terminé - Souscription fermée

*Selon ce qui a été annoncé, le prix est élevé à 90 francs
au lieu de 75 francs.*

HISTOIRE UNIVERSELLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Par l'abbé ROHRBACHER

NOUVELLE ÉDITION CONTINUÉE JUSQU'A NOS JOURS

Par M. l'abbé GUILLAUME

PROFESSEUR AU GRAND SÉMINAIRE DE VERDUN

Avec des notes nouvelles et éclaircissements à la fin de chaque volume

**Douze beaux volumes in-4°, à deux colonnes, avec une table générale
et alphabétique des matières.**

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur la valeur du livre de Rohrbacher ni sur l'opportunité qu'il y a d'en donner aujourd'hui une nouvelle édition ; il suffira de remarquer que c'est la seule grande *Histoire de l'Église* qui soit complète et ACHÉVÉE.

Mais s'il était utile de publier une nouvelle édition, il fallait que ce mot « nouvelle » fût une vérité. On ne peut se dissimuler, en effet, que Rohrbacher n'était plus au courant ni des sciences historiques ni des sciences naturelles.

Sur les points les plus difficiles et les plus controversés, il fallait des éclaircissements courts, substantiels, lucides, décisifs, faciles à lire et à retenir.

Nous avons reproduit d'abord le texte *intégral* de Rohrbacher ; puis, nous l'avons fait suivre, à la fin de chaque volume, des *notes et éclaircissements* dont nous venons de parler ; notes dont la rédaction a été confiée aux plus savants rédacteurs de la *Revue des Questions historiques*, sous la haute sanction de l'auteur, M. l'abbé GUILLAUME.

Cette nouvelle édition, ainsi augmentée et améliorée, et continuée jusqu'à nos jours, est assurément la plus docte et la plus complète **HISTOIRE DE L'ÉGLISE** qui ait encore été publiée.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir. de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 46 :

PRÉDICATION : Pour le 26^e dimanche après la Pentecôte : le culte de Dieu par la charité. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Les honoraires des messes et le commerce. Dernières décisions de la S. C. du Concile et de la S. Pénitencerie. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les fêtes empêchées perpétuellement par la fête du patron et son octave, doivent-elles être perpétuellement simplifiées? — Comment doit-on revêtir les cloches que l'on bénit? — Un prêtre peut-il par une seule célébration, gagner deux fois l'indulgence de l'autel privilégié? — Sainte Ursule et saint Wulfe, l'un et l'autre doubles, ayant leur fête le même jour, lequel des deux doit être transféré? — Saint Ubald et saint Bernardin de Sienne devant être transférés à jour fixe, lequel des deux doit être placé au premier jour fixe? — Les desservants sont-ils tenus à faire la profession de foi? devant qui? Ne l'ayant pas faite, sont-ils tenus à restituer les fruits? — Un curé a-t-il droit de désigner le prêtre qui présidera à son enterrement? Les règlements diocésains peuvent-ils ôter au curé pour le donner au doyen le droit de présider aux funérailles du prédicateur? — Le *vis* de l'Ordinaire de chaque diocèse est-il nécessaire à un prêtre en voyage pour indulgencier les chapelets? — La présence d'un religieux capucin dans une paroisse ôte-t-elle au curé les pouvoirs qu'il a reçus pour diriger un^e fraternité du Tiers-Ordre? — La messe est-elle obligatoire pour les funérailles pour les mariages? Que faire si les époux ne la demandent pas? — Peut-on à une messe de semi-double réciter une oraison non commandée pour un défunt? Quel rang lui donner? — Le 23 septembre, doit-on réciter le *Gloria*, à la fête de sainte Thècle? — Peut-on réitérer l'Indulgence plénière *in articulo mortis* dans la même maladie? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un curé rétribué jusque là pour un service de binage par une quête devenue insuffisante, peut-il forcer la commune à lui payer l'indemnité de binage? — Quelle est l'origine, la destination, l'obligation du sixième perçu sur le droit des chaises? Quel est le droit de l'Evêque à ce sujet? — Peut-on, au civil, obtenir dispense de mariage entre un homme et la fille naturelle de sa femme défunte? — Un vicaire peut-il être lié à son détriment par un compromis entre le curé et la fabrique relativement à la cire? Peut-il réclamer ce qu'accorde le tarif diocésain? A-t-il une part dans les cierges de première communion? — Peut-on attaquer le testament fait par une célibataire en faveur du curé qui la confessait une partie de l'année? — A qui appartiennent les pierres d'un pavé de l'église remoués par un autre? La fabrique a-t-elle pu les employer à payer les allées du presbytère? — Un curé pourrait-il être inquiété civilement pour avoir béni le mariage d'un autrichien et d'une italienne domiciliés dans sa paroisse? — La commune peut-elle obliger la fabrique à construire un banc d'œuvre pour les marguilliers? — A qui appartiennent les fruits d'un champ donné à la fabrique pour y construire un presbytère? — VARIÉTÉS : Le Centenaire de saint François d'Assises. — COURRIER DE L'UTILE : Recettes pour conserver l'oseille, la caïcorée, les épinards. — Emploi de l'aconit et de l'arnica.

REVUE LITTÉRAIRE.

On lit dans le *Journal de Rome* :

Il y a quelques temps, le R. P. Ubald, de Chantay, de l'Ordre des PP. Mineurs Capucins, un des prédicateurs les plus distingués de la province de Paris, publia un ouvrage qui eut bientôt provoqué l'attention de tous les hommes sérieux et conquis leurs suffrages. *Les Trois Frances*, tel est le titre de ce beau livre (1). L'auteur étudie — nous devrions peut-être dire « considère » si l'usage n'avait réservé ce mot au génie prophétique de J. de Maistre — l'auteur étudie :

La France *satanique*, ou la *Révolution* ;
La France *chimérique*, ou le *Libéralisme* ;
La France *catholique*, ou la *Tradition*.

Le cadre est vaste : le R. P. Ubald l'a bien rempli. Il expose avec une logique, un peu scolastique parfois, mais toujours vigoureuse et

entraînante, les maux, leurs causes, leurs remèdes; il met en lumière le caractère éminemment chrétien de la France; et, sous l'influence de sa parole si élevée, si émue, on se surprend à partager ses espérances, à entrevoir avec lui le radieux avenir de « cette France régénérée, rentrant dans son rôle de fille aînée de l'Eglise. »

Les éloges les plus flatteurs sont allés chercher dans le calme de sa cellule l'humble enfant de Saint François, et récemment l'*Univers* nous apportait la lettre suivante, adressée à l'auteur au nom de Mgr le comte de Chambord :

Frohsdorf (fête de Saint-Louis.)

« Mon révérend père,

« L'illustre évêque d'Angers a rendu bien facile la mission dont M. le comte de Chambord a daigné me charger près de vous. Dans la magnifique lettre qu'il a adressée à l'auteur des *Trois Frances*, l'éloquent prêtre prononce un jugement sans appel lorsqu'il écrit : « *Je ne connais pas de livre où les questions actuelles soient traitées avec plus d'ampleur.* »

C'est « tout » dire en un mot; et si l'effroi qu'inspirent à la frivolité contemporaine les gros livres traitant les choses sérieuses n'était pas l'é-

(1) Un fort volume in-8° de xix-569 pages. Prix : 7 fr. Chez Victor Palmé, rue des Saints-Pères, 76.

pidémie régnante, l'opinion d'un juge aussi compétent, formulée avec une telle autorité, aurait déjà mis le vôtre en toutes les mains.

« Dans ce lumineux exposé, où rien n'est laissé dans l'ombre, M. le comte de Chambord a surtout été frappé de la supériorité avec laquelle vous avez démasqué les prétentions de ce libéralisme, tant de fois dénoncé par Pie IX comme un véritable fléau, qui, tout en reniant les doctrines radicales de la révolution, admet néanmoins la suppression des droits de Dieu dans l'ordre civil et politique, et ne peut, par conséquent, parvenir qu'à constituer ce que vous avez si ingénieusement appelé une *France chimérique*.

« Quel étrange aveuglement que celui de ces hommes, religieux pour la plupart, qui, après tant d'essais infructueux, de déceptions amères, de ruines amoncelées, persistent à ne pas vouloir de l'alliance nécessaire entre les deux pouvoirs, et cherchent en dehors des traditions constantes de l'Eglise la résurrection et le salut !

« Vous, du moins, mon révérend père, vous aurez assez puissamment, par votre œuvre, contribué à rebâtir la société sur le roc de la vérité. Puisse le livre si remarquable, composé au milieu des labeurs de votre apostolat, porter ses fruits ! C'est le vœu de l'auguste prince dont j'ai l'honneur de vous transmettre les félicitations et les remerciements. Après vous avoir lu, on comprend mieux cette grande parole : « Je ne serai jamais le roi légitime de la révolution ; » et à la formule de la *France satanique* : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ; » la *France catholique* répond avec une invincible conviction : L'Etat chrétien, voilà le sauveur.

« Veuillez agréer, mon révérend père, l'hommage de mon respectueux dévouement.

« Comte H. DE VANSAY. »

A ces éloges si complets, nous n'ajouterons qu'un mot ; tous ceux qui aiment la France, la *douce et noble France*, comme on disait autrefois, tous ceux qui veulent la connaître, doivent lire l'ouvrage du R. P. Ubald, ou plutôt le méditer.

Les circonstances malheureusement n'y engagent que trop. L'ouvrage de l'éminent, suivant le lecteur qui l'ouvre, est une lumière, une force ou réfutation péremptoire, et c'est à ce triple point de vue que nous le recommandons.

On sait que la Congrégation des Rites vient de recevoir à Rome les pièces du procès de béatification des deux martyrs le cardinal Fisher et Thomas Morus : le premier, évêque de Rochester et chancelier de l'Université de Cambridge ; le second, chancelier de la couronne d'Angleterre.

Cette circonstance donne un nouvel intérêt à la vie de CATHERINE D'ARAGON par M. Albert du Boys. On y trouvera des détails très curieux sur ces deux illustres victimes de leur dévouement à l'Eglise. L'auteur y a notamment mis en relief le rôle généreux et peu connu que Fisher a rempli comme défenseur officieux de la malheureuse reine d'Angleterre.

(1 beau vol. in-8°. V. Palmé, éditeur. Prix : 6 fr.)

DEMANDES ET RÉPONSES

D. — Où pourrait-on trouver l'ouvrage qui a pour titre : *Platon polichinelle* ?

Voudriez-vous aussi m'indiquer un livre traitant de l'horlogerie, et pouvant servir de guide dans le nettoyage et le raccommodage des horloges, montres et pendules ?

Toujours le prix, car c'est là le hic.

G. P., écrivain de S.

R. — *Platon polichinelle*, qui a eu un grand succès, se trouve actuellement épuisé. Notre Comptoir de Commission pourrait vous le cher-

cher dans les librairies d'occasion, mais ne peut d'avance vous en indiquer le prix, qui dépend, dans ces circonstances, du plus ou moins de rareté des ouvrages.

Pour le livre sur l'horlogerie, nous vous indiquons le suivant, publié par la maison Roret : l'HORLOGER, comprenant la construction détaillée de l'horlogerie ordinaire et de précision, de l'horlogerie électrique, et, en général, de toutes les machines propres à mesurer le temps, par MM. Lenormand, Janvier et Magnier ; revu par M. L. S. T. 2 vol. accompagnés de planches (6 fr.).

D. — L'Ami du clergé donne des réponses si précises et si nettes aux nombreuses questions qu'on lui fait parvenir, que je m'estime heureux de lui soumettre ce qui suit :

Quelle est votre appréciation sur le *Dictionnaire universel* de Dupiney de Vorepierre. Dans le cas que cet ouvrage ne serait pas composé dans un esprit vraiment chrétien et catholique, veuillez avoir l'extrême bonté de m'indiquer un dictionnaire universel du même genre, mais ayant les qualités énoncées ci-dessus. H., vicaire.

R. — Le *Dictionnaire* de M. Dupiney de Vorepierre est un de ces ouvrages dont on peut dire qu'ils ne sont ni bons ni mauvais, quant à l'esprit. Or, c'est précisément ce qui en est la condamnation. La neutralité qu'on veut observer dans ces sortes de cas amène généralement des omissions regrettables, on n'est pas complet. Le lecteur, qui n'a sous ses yeux qu'une lecture incolore, reste lui-même incolore dans son opinion, dans son jugement. Des livres de ce genre sont des navires sans boussole, et ceux qui les lisent sont des passagers exposés à débarquer sur les côtes les plus périlleuses.

Du moment que vous cherchez un dictionnaire universel conçu dans un esprit « vraiment chrétien et catholique, » il vous faut, cher abonné, faire choix de l'ENCYCLOPÉDIE POPULAIRE de Monsieur Pierre Conil parue en 1880 (1 fort vol. in-8° à deux colonnes, 2286 pages, 35 fr.).

(Continuation au prochain numéro)

JOURNAL TRÈS RECOMMANDÉ

Le journal le plus utile à une mère de famille, à une maîtresse de pension, à une jeune fille qui veut se former à la science du ménage et à la direction intérieure d'une maison, c'est celui qui dirige depuis vingt-cinq ans Mlle Julie Gouraud, l'auteur si goûtée des lecteurs de la « *Bibliothèque Rose* ; » c'est **La Femme et la Famille, Journal des Jeunes Personnes**.

On y trouve deux parties bien distinctes : celle de la LITTÉRAIRE, qui se compose de *Causeries, Romans, Nouvelles, Voyages, Variétés historiques et scientifiques* ; et celle qui s'occupe de Modes, vêtements, toilette, lingerie, broderie, tapisserie, crochet, musique, dessin, peinture : en un mot, tous les travaux d'utilité ou d'agrément qui sont l'apanage particulier des femmes.

Les nouvelles abonnées pour l'année 1883 recevront gratuitement, les numéros de novembre et de décembre, où il est question des modes d'hiver.

C'est le seul journal de ce genre publié dans le sens catholique et chrétien. Et c'est pourquoi, nous prions nos lecteurs de le recommander, à l'occasion, d'une manière toute particulière.

Adresser les demandes au gérant, M. A. Viton, 76, rue des Saints-Pères, à Paris (12 f. par an, l'édition mensuelle ; 18 fr. l'édition bi-mensuelle).

PRÉDICATION.

POUR LE 26^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
LE CULTE DE DIEU PAR LA CHARITÉ.

Super omnia autem charitatem
habetis quod est vinculum per-
fectionis.

Col., III, 14.

Il ne suffit pas de connaître Dieu par la foi et de tendre vers lui par l'espérance, il faut de plus l'aimer de tout notre cœur, ce qui constitue la charité. La charité, vertu théologale parce qu'elle a Dieu pour objet principal et direct comme la foi et l'espérance, est un don surnaturel par lequel nous aimons Dieu pour lui-même, pardessus toute chose, et notre prochain comme nous-même pour l'amour de Dieu. La charité a donc comme un triple objet : Dieu, notre prochain, nous-même. Nous ne nous occuperons aujourd'hui que de la charité envers Dieu ; quant à la charité envers le prochain, nous en parlerons en commençant l'explication des commandements de la seconde table. Or le culte que nous rendons à Dieu par la charité est à la fois le culte le plus obligatoire, le plus parfait et le plus facile. Reprenons.

I

C'est le culte le plus OBLIGATOIRE : les perfection de Dieu, son ineffable amour pour nous, sa volonté formelle nous le commandent expressément.

I. Quand même, dit saint Thomas de Ville-neuve, Dieu ne nous aurait pas comblés de bienfaits, nous lui devrions cet hommage de l'amour le plus passionné parce qu'il est l'infinie perfection. Il est non seulement grand et puissant, mais la grandeur et la puissance ; non seulement bon et aimable, mais la bonté même ; non seulement saint et sage, mais la sainteté et la sagesse par essence. Il est le glorieux assemblage de toutes les excellences sans aucune limite. Tout ce qu'il y a de plus splendide sur la terre n'est qu'un pâle reflet de son inénarrable splendeur. Il est si beau, si grand, si aimable que, dans le ciel, sa seule présence ravit les bienheureux et les plonge dans la plus délicieuse extase. S'il levait le voile qui le cache à nos yeux mortels, nous mourrions de bonheur ; et s'il nous fallait encore vivre sans le voir, notre existence ne serait qu'une longue agonie, un désir incessant de le posséder au plus tôt. Témoignage saint Paul. Ravi au troisième ciel, il goûta un instant les éniivrantes délices du paradis. Ce magnifique spectacle que l'œil de l'homme n'a jamais vu le jeta dans une inexprimable admiration : dès ce moment la vie lui est à charge, et il ne lui tarde plus que de mourir pour aller jouir de Dieu à jamais. Dieu étant si beau, si bon, si aimable, pourrions-nous ne pas l'aimer ?

II. Il n'y a qu'un moyen de payer l'amour, c'est l'amour. Or Dieu, l'infini, nous a aimés, nous chétifs vers de terre, de l'amour le plus actif, le plus persévérant, le plus complet, le plus généreux. « Dieu aime tout ce qui existe ; et dans l'immense famille de ses créatures, son cœur ne fait point d'exclusion. (Sap., XI, 25.) Est-ce qu'une femme peut jamais oublier son enfant ? Est-ce qu'elle sera sans compassion pour le fruit de ses entrailles ? Or, quand bien même elle l'oublierait, moi, je ne vous oublierai pas, dit le Seigneur. (Is., XLIX, 5.) J'aurai pour vous des miséricordes inconnues même au cœur des mères. (Eccl., IV, II.) Je créerai des mamelles pour que vous y colliez vos lèvres, et des genoux pour qu'on vous y caresse. (Is., LXVI, 12.) » Bien plus « je vous porterai moi-même, et cela jusqu'à l'âge où vos cheveux blanchiront : comme c'est moi qui vous ai créés, c'est moi aussi qui vous porterai et, en vous portant, vous sauverai. » Vous avez peut-être commis tant de péchés que « de la plante de vos pieds jusqu'au sommet de votre tête, il n'y a plus rien de sain en vous. Cependant, lavez-vous, ôtez le mal de vos pensées, faites trêve à vos œuvres perverses, invoquez-moi avec confiance et quand cet amas d'iniquités vous aurait rendus rouges comme la pourpre, moi, votre Dieu, je vous rendrai blancs comme la neige. » (Is. XLVI, 4-I, 6.) Dans sa bonté, notre Dieu prend à notre égard les titres les plus tendres : il s'appelle dans les saintes lettres, notre protecteur, notre défenseur, notre ami, notre père, notre mère, non bienfaiteur perpétuel. Et quels bienfaits ne cesse-t-il pas d'entasser sur notre existence : la création, la conservation, la rédemption, l'Eglise, une éducation chrétienne, les sacrements, l'Eucharistie, le ciel ! Ah ! comment refuserions-nous notre amour à celui qui nous a tant aimés ? *Sic nos amantem quis non redamaret ?* Il faudrait que notre cœur fût plus dur que le bronze ! *Et nos diligamus Deum quoniam ipse prior dilexit nos.*

III. D'autant plus que ce grand Dieu, par un mystère incompréhensible, veut bien solliciter notre amour. « Il a généreusement donné tout le reste de la création avec l'indifférence d'une inexprimable richesse ; mais il a gardé pour lui les cœurs, et, loin d'y renoncer, il ne veut même pas les partager (1). » Et pour les obtenir il nous adresse des prières : *Præbe, fili mi, cor tuum mihi* (Prov., XXIII 26.) Que dis-je ? par une condescendance ineffable, pour être plus sûr de les avoir, il nous commande de la façon la plus impérieuse de l'aimer, *Hoc est maximum et primum mandatum*, sous peine de ne point entrer dans le ciel. On raconte des Japonais, que lorsqu'on leur annonçait l'évangile, ils s'écriaient dans leur naïf enthousiasme : « Oh ! qu'il est grand, qu'il est bon et aimable, le Dieu des chrétiens ! » Quand ensuite on ajoutait qu'il y avait une loi expresse d'aimer Dieu, et des menaces si on ne

¹ Faber, *Le créateur et la créature*, p. 120.

l'aime pas, ils étaient surpris et ne pouvaient revenir de leur étonnement. « Hé quoi ? disaient-ils, à des hommes raisonnables un précepte d'aimer un Dieu qui nous a tant aimés ? Eh, n'est-ce pas le plus grand des bonheurs de l'aimer et le plus grand des malheurs de ne l'aimer pas ? Quoi ! les chrétiens ne sont-ils pas toujours au pied des autels de Dieu, tout pénétrés de ses bontés, tout enflammés de son saint amour ? »

Or l'amour que Dieu exige de nous doit être 1° *surnaturel*, c'est-à-dire produit par la grâce, obtenue elle-même par la prière et les sacrements ; 2° *désintéressé*, c'est-à-dire que nous devons aimer Dieu non à cause de nous, mais à cause de lui, non parce qu'il est bon pour nous, mais parce qu'il est infiniment bon, infiniment parfait en lui-même ; 3° *souverain*, c'est-à-dire, qu'il doit primer toute autre affection : Dieu est si bon que meilleur ne peut être, par conséquent nous devons l'aimer plus que tout ce qui est bon ; 4° *effectif*, « la preuve de l'amour ce sont les œuvres, » dit S. Grégoire. Aimons donc Dieu non point seulement de parole, mais d'action, en évitant ce qu'il défend, c'est-à-dire le péché, en exécutant ce qu'il prescrit, c'est-à-dire ses commandements.

II

Le culte de Dieu par la charité est en second lieu le culte le plus parfait, parce que c'est lui qui rapporte le plus de gloire à Dieu et le plus d'avantages aux fidèles.

I. Il glorifie Dieu d'une manière excellente parce qu'il l'honore non plus simplement comme « maître, » comme « vérité première, » comme « suprême récompense, » mais selon toute l'étendue de sa dignité, comme PERFECTION INFINIE. En outre, il soumet l'homme à Dieu dans ce qu'il a de plus précieux dans son AMOUR. En donnant à Dieu le cœur de l'homme, la charité donne à Dieu l'homme tout entier. Au fait, tout ce qui s'est fait de grand en l'honneur du Très-Haut dans l'humanité, s'est opéré par la charité ou sous son influence. C'est la charité qui a suscité les apôtres, les martyrs, les confesseurs, les vierges, tous les saints ! La glorification de Dieu sur la terre et dans les cieux est l'œuvre de l'amour !

II. Envisagée par rapport à l'homme, la charité tient le premier rang parmi les vertus. C'est elle qui les vivifie et mène à la perfection. « C'est l'amour, dit saint François de Sales dans son naïf langage, qui donne le prix à toutes nos œuvres : ce n'est pas par la grandeur ou la multiplicité de nos œuvres que nous plaisons à Dieu, mais par l'amour avec lequel nous les faisons ; et souffrir une chiquenaude avec deux onces d'amour vaut mieux qu'endurer le martyre avec une once du même amour. Chacun, disait-il encore, se fait une perfection à sa mode : les uns la mettent dans l'austérité de la vie, d'autres en l'aumône, d'autres en la fréquentation des sacrements : pour moi, je ne connais d'autre perfection que

d'aimer Dieu de tout son cœur et son prochain comme soi-même ; toutes les autres pratiques ne sont que des moyens d'arriver à la charité, mais ne sont pas la charité, qui seule fait la perfection. » C'est la charité qui nous transfigure et nous divinise en nous rendant les enfants de Dieu. C'est la charité qui attire la sainte Trinité dans nos cœurs : « Si quelqu'un m'aime, dit N.-S., mon Père l'aimera et nous viendrons en lui, et nous ferons en lui notre demeure. » C'est la charité qui sauve les élus : nul n'entrera au ciel s'il ne meurt dans l'amour de Dieu. C'est la charité qui nous donne le bonheur, dès ici-bas, du paradis : car la félicité est, selon la belle parole de saint Augustin, LA SŒUR DE L'AMOUR, *verus amor non sentit amaritudinem sed dulcedinem, quia soror amoris dulcedo est.* (Confess., lib. XIII.) « Je surabonde de joie, » disait saint Paul chargé de fers ; ce cri est celui de tous ceux qui aiment Dieu. Je ne m'étonne plus que les saints fassent de la charité le plus pompeux éloge. « De ces trois vertus, dit saint Paul, la foi, l'espérance et la charité, la plus grande, c'est la charité. — Elle est éternelle, elle subsistera dans le ciel. — Quand je parlerais les langues des hommes et celles des anges, si je n'ai pas la charité, je suis comme un airain sonnant et une cymbale retentissante ; et quand j'aurais l'esprit de prophétie, quand je connaîtrais tous les mystères et posséderais la science universelle ; quand j'aurais même cette foi pleine et puissante qui fait transporter les montagnes, si je n'ai pas la charité je ne suis rien ; et quand bien même je distribuerais tout mon bien pour en nourrir les pauvres et livrerais mon corps au martyre pour être consumé par le feu, si je n'ai pas la charité, tout cela ne me sert de rien. » — Donc, vous dirai-je avec le même apôtre, « attachez-vous à la charité, » puisqu'elle rend à Dieu un culte si parfait, *sectamini charitatem*, d'autant plus que la pratique de cette vertu est extrêmement facile.

III

Comme tous les préceptes, celui de la charité est à la fois prohibitif et prescriptif, c'est-à-dire qu'il défend et commande.

Il défend : 1° La haine de Dieu, péché énorme, le plus grand des crimes ; la haine des choses de Dieu ; la haine des personnes de Dieu, c'est-à-dire de ceux qui le servent. Il défend 2° la préférence de la créature au Créateur ; c'est le péché des impudiques, des orgueilleux, des envieux, de tous ceux qui offensent Dieu. Il défend 3° l'oubli de Dieu : c'est le péché de tous ceux qui, absorbés par les choses d'ici-bas, perdent de vue longtemps leur Seigneur et Maître.

Il prescrit de faire des actes de charité à l'aurore de la vie morale, quand on est sur le point de paraître devant Dieu, de temps en temps pendant l'année surtout quand on est fortement tenté. Qui refusera d'accomplir le commandement de l'amour. « En certaines circonstances,

dit saint Augustin, vous pourriez peut-être vous excuser, en disant que vous ne pouvez pas jeûner, que vous ne pouvez pas faire de longues prières, que vous ne pouvez pas vous livrer aux œuvres pénibles et fatigantes de la sainteté ; je le comprends, votre état, votre tempérament, les circonstances dans lesquelles vous vous trouvez ne vous le permettent pas ; oseriez-vous me dire que vous ne pouvez pas aimer ? » Bien plus la charité rend facile tous les autres devoirs de la vie chrétienne. « Car, dit le même docteur, quand on aime on ne trouve pas de fatigue, où si l'on en rencontre, cette fatigue est aimée. » *Ubi amatur, non laboratur, aut si laboratur, labor amatur.*

Donc, pères et mères, souvenez-vous que les prémices sont au Seigneur, *primitiæ Domini sunt*. Dès que vos enfants atteindront à l'usage de raison, veillez à ce que le premier battement de leur cœur soit pour Dieu ! Parents et garde-malades, quand vous assisterez des mourants, suggérez-leur de temps en temps, doucement et avec piété, des actes de charité. *Charitas operit multitudinem peccatorum* ? Vous tous chrétiens, offrez sérieusement à Dieu le sacrifice de votre amour. Ne vous contentez pas du premier degré de la charité qui consiste à *éviter tout péché mortel* ; appliquez-vous à *éviter les fautes vénielles* ; portez votre ambition plus loin, *multipliez dans vos journées des actes fervents de charité*. Pensez à Dieu et il pensera à vous, comme il le promettait à sainte Catherine de Sienne ; dites-lui fréquemment des paroles comme celles-ci : « Mon Dieu je vous aime ! — Que votre nom soit sanctifié ! — Que votre règne arrive ! — Que votre volonté soit faite sur la terre comme aux cieux ! » Agissez pour Dieu, pour sa sainte gloire ; répétez souvent le jour cette intention, de cette manière, vos actions, même les plus vulgaires, deviendront des actes de charité ; vous acquerrez les plus beaux mérites, et selon la parole d'un pieux auteur vous battrez continuellement monnaie pour le ciel où vous conduisent le Père, le Fils et le Saint-Esprit ! »

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

LES HONORAIRES DES MESSES ET LE COMMERCE.

Dernières décisions de la Sacrée Congrégation du Concile et de la Sacrée Pénitencerie.

Plusieurs abonnés de l'*Ami du Clergé* ont reçu dans des lettres qui paraissent sortir des bureaux

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76. rue des Sts-Pères, Paris.)

de l'*Ami du Clergé*, à croire leur en-tête, des propositions au sujet des honoraires des messes. A l'un on offre un abonnement gratuit à une revue, à condition qu'il fournira 80 honoraires ; à l'autre on propose des livres et ornements d'église, etc, s'il veut acquitter des intentions ; à d'autres encore on offre pour 25 francs de livres, *à titre absolument gratuit*, s'ils veulent procurer 100 honoraires, etc. Telles sont les conditions que nous relevons dans des lettres que nous avons entre les mains.

A ce sujet deux questions nous sont posées :

1^o Jusqu'à quel point la direction de l'*Ami du Clergé* est-elle engagée par ces propositions ?

2^o Est-il permis en conscience d'accepter les propositions ci-dessus ? Que dit à ce sujet le droit canon ?

Nous répondons à la première question que la direction de l'*Ami du Clergé* est *absolument étrangère* à ces propositions, qui émanent d'une maison toute différente de celle de la *Société générale de Librairie catholique*.

Pour répondre à la seconde question, nous citerons les diverses décisions des tribunaux romains depuis 20 ans. Elles sont assez claires pour que nous n'ayons pas à les discuter. Nous nous contenterons de faire remarquer que, dans le procédé qu'on nous signale, il y a une véritable industrie pour accaparer et réunir en nombre considérable les honoraires de messes, puisqu'on envoie des circulaires imprimées un peu partout.

I.

Moderator cujusdam diarii religiosi a Sacra Pœnitentiaria postulat utrum, tutâ conscientia, suum diarium dare possit sacerdotibus ea conditione ut celebrent numerum missarum respondentem pretio quod ab aliis pro diario solvitur ?

RESP. Sacra Pœnitentiaria, præfato dubio mature perpensis, respondit *affirmative, dummodo missæ celebrentur*.

Romæ, die 6 octobris 1863.

II.

« I. Sacerdos sub prætextu libros religiosos divulgandi potestne, tutâ conscientia, hos emere et postea vendere pretio corrente apud bibliopolas, ita ut 20, 30 vel 40 pro centum lucretur.

« II. Potestne missarum stipendia accipere pro venditis libris et ementi offerre gratuito libros lucro percepto proportionatos ?

« III. Idem sacerdos potest ne vendere prædictos libros aliis sacerdotibus stipendio missarum carentibus, cum obligatione missas pretio horum librorum respondentes celebrandi, ita ut ipse lucrum 30, 40 vel 50 pro centum obtineat ?

« Responsum. Sacra Pœnitentiaria, præfatis dubiis mature perpensis, rescribit quodlibet negotiationis vel mercaturæ genus relative ad missas celebrandas sacerdotibus prohiberi jure canonico et speciatim constitutione Benedicti xiv, *Apostolicæ servitutis*. Quod si prædicto sacerdoti

dubium quodpiam remaneat, illud Sacræ Pœnitentiariæ exponat. »

Die 19 novembris 1863.

III

Décret du 25 juillet. 22 août 1874.

« Cum circa eleemosynas missarum graves quædam quæstiones S. Sedi propositæ fuerint, eas SS. D. N. Pius divina providentia Papa IX Emin. DD. S. Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus Concilio Tridentino interpretando ac vindicando præpositis expendendas ac resolvendas mandavit. Itaque injuncto sibi muneri ea qua par est diligentia et consilii maturitate, iidem Em. Patres satisfacere cupientes, infra scripta dubia desuper concinnari voluerunt :

1^o An turpe mercimonium sapiat, ideoque improbanda et pœnis etiam ecclesiasticis, si opus fuerit, coercenda sit ab episcopis eorum bibliopolarum vel mercatorum agendi ratio qui adhibitis publicis invitamentis et præmiis vel alio quocumque modo missarum eleemosynas colligunt et sacerdotibus quibus eas celebrandas committunt, non pecuniam sed libros, aliasve merces rependunt?

2^o An hæc agendi ratio cohonestari valeat vel quia nullâ factâ imminutione, tot missæ a memoratis collectoribus celebrandæ committantur, quot collectis eleemosynis respondeant, vel quia per eam pauperibus sacerdotibus eleemosynis missarum carentibus subvenitur?

3^o An hujusmodi eleemosynarum collectiones et erogationes tunc etiam improbandæ et coercendæ ut supra sint ab episcopis, quando lucrum quod ex mercium cum eleemosynis permutatione hauritur, non in proprium colligentium commodum, sed in piarum institutionum et honorum operum usum vel incrementum impenditur.

4^o An turpi mercimonio concurrant, ideoque improbandi atque etiam coercendi ut supra sint ii qui acceptas a fidelibus vel locis piis eleemosynas missarum tradunt bibliopolis, mercatoribus, aliisque earum collectoribus, sive recipiant, sive non recipiant quidquam ab iisdem præmii nomine?

5^o An turpi mercimonio concurrant ideoque improbandi et coercendi, ut supra, sint ii qui a dictis bibliopolis et mercatoribus recipiunt pro missis celebrandis libros, aliasve merces, harum pretio sive imminuto sive etiam integro?

6^o An illicite ii qui pro missis celebratis recipiunt stipendii loco libros vel alias merces, seclusâ quavis negotiationis vel turpis lucris specie?

7^o An liceat episcopis sine speciali S. Sedis veniâ ex eleemosynis missarum quas fideles celebrioribus sanctuariis tradere solent, aliquid detrahere, ut eorum decori et ornamento consulari, quando præsertim ea propriis redditibus careant?

8^o An et quid agendum ab Episcopis ne in iisdem sanctuariis plures missarum eleemosynæ

congerantur quam quæ ibi intra prescriptum seu breve tempus absolvi queant?

9^o An et quid agendum ab Episcopis ut missæ, sive quæ singulis sacerdotibus sive quæ Ecclesiis et locis piis a fidelibus celebrandæ committuntur accurate et fideliter persolvantur?

Quibus dubiis non semel in propriis comitiis sedulo et accurate perpensis, tandem in congregatione generali habita in palatio apostolico vaticano die 25 julii 1874, iidem Em. Patres in hunc modum respondendum censuerunt, videlicet :

Ad 1^m *Affirmative.*

Ad 2^m *Negative.*

Ad 3^m *Affirmative.*

Ad 4^m *Affirmative.*

Ad 5^m *Affirmative.*

Ad 6^m *Negative.*

Ad 7^m *Negative, nisi de consensu oblatozum.*

Ad 8^m et 9^m *Standum constitutionibus apostolicis et decretis alias datis, id est Ben. xiv, inst. cul. 56. De Synodo diœc. lib. 5, c. 8. Libro 3, c. 21.*

Factaque, die 31 augusti 1874, de his omnibus SS. D. N. per me infra scriptum secretarium relatione, Sanctitas sua resolutiones S. Congregationis apostolica sua auctoritate adprobavit et confirmavit atque ad Episcopos transmitti jussit, ut ipsi eas intra propriæ jurisdictionis limites exequendas perpetuoque et inviolabiliter servandas curent, contrariis non obstantibus quibuscumque.

Datum Romæ, ex secretaria S. C. C. die 9 septembris 1874.

P. Card. Caterini.

P. Archiep. Sardinianus, secret.

IV

Ce décret fut interprété diversement et les interprétations soumises au jugement de la Sacrée Congrégation du Concile, amenèrent de nouvelles déclarations qui en précisèrent le sens.

Un évêque exposait que, par suite des décisions du 25 juillet 1874, et du décret du 9 septembre qui les promulgua, il avait défendu aux prêtres de son diocèse « de demander ou de recevoir à l'ave-nir des livres ou des journaux, quels qu'ils soient, d'ecclésiastiques ou de directeurs de journaux qui les céderaient comme honoraires de messes à célébrer. » Mais ensuite ayant conçu des doutes sur l'interprétation qu'il donnait au décret cité, il proposa les deux questions suivantes :

« 1^o Ceux-là posent-ils un acte illicite qui n'é-tant ni libraires, ni marchands, ni collecteurs d'honoraires de messes, mais simplement ecclésiastiques, reçoivent des fidèles des honoraires de messes et, dans le but de propager les bons livres et les journaux religieux, chargent de la célébration de ces messes des prêtres qui reçoivent les livres ou journaux comme honoraires ?

« 2^o Agissent-ils mal les prêtres qui acceptent ces messes ou les demandent, afin que, après les avoir célébrées, ils reçoivent ou demandent

comme honoraires des livres ou journaux, sachant d'ailleurs et persuadés qu'ils n'obtiendraient pas ces messes si l'on devait leur en donner l'honoraire réel ? »

R. *Negative in omnibus ad utrumque.*

Cette décision, qui est du 24 avril 1875, fut encore donnée le 30 août de la même année à un autre évêque.

V

Le directeur des *Acta Sanctæ Sedis*, qui consacre tout le bénéfice qu'il retire de sa publication au collège des missions apostoliques fondé à Rome par Pie IX, avait cru pouvoir suivre la décision de la Sacrée Pénitencerie du 6 octobre 1862. Comme il avait assez souvent des messes disponibles, il les donnait aux prêtres qui s'abonnaient à sa publication, ou qui achetaient le *Commentaire sur la constitution Apostolicæ Sedis*, publié par Avanzini. Il leur donnait, sans en rien retenir, le nombre d'honoraires nécessaires pour égaler le prix du livre ou du journal. Ayant eu connaissance des décisions du 25 juillet 1874, il suspendit cette mesure dans la crainte de poser un acte illicite, quoique l'œuvre pieuse en ait subi un grave dommage. Il demanda à la Sacrée Congrégation de déclarer s'il pouvait continuer à agir de même.

La Sacrée Congrégation l'y autorisa, à condition qu'il ne s'écarterait point de l'intention des donateurs soit pour le taux de l'honoraire, soit pour le temps et le lieu de la célébration, qu'il ne ferait aucune démarche pour recueillir des honoraires, et qu'il renseignerait qui de droit de la célébration des messes; la permission devait être ratifiée par le Souverain Pontife.

Dans la même séance, la Sacrée Congrégation eut à examiner une autre demande présentée par le directeur du journal : *Les missions catholiques*, édité à Milan. Aux prêtres qui, à raison de leur pauvreté, ne pouvaient s'abonner à sa publication, il confiait la célébration de messes manuelles jusqu'à concurrence du prix du journal, en leur remettant l'honoraire entier et en exigeant un témoignage authentique de la célébration des messes.

La Sacrée Congrégation consulta l'archevêque de Milan, qui donna un avis favorable. Elle fit donc la même réponse qu'à la question précédente, et, à cause des circonstances spéciales, elle permit de différer la célébration des messes jusqu'à six mois, mais pas au-delà.

« VI. An et quomodo improbandi sint moderatores vel administratores diariorum religiosorum, qui sacerdotibus missas celebrandas committunt, retento ex earum elemosynis pretio diariis ipsis respondente in casu ? »

Et quatenus affirmative :

« VII. An et quomodo concedenda sit sanatio et absolutio quoad præteritum, et facultas quoad futurum, iis religiosarum Ephemeridum moderatoribus vel administratoribus qui supplicem ea de

re huic S. Congregationi libellum dederunt in casu ? »

R. Ad VI. *Negative*, dummodo nihil detrahatur fundatorum vel oblatores voluntati circa stipendii quantitatem, locum ac tempus celebrationis Missarum, et docto cui de jure de sequuta missarum celebratione, facto verbo cum Smo.

Ad VII. Provisum in præcedenti, et attentis peculiaribus circumstantiis pro gratiâ dilationis celebrationis, non ultra tamen sex menses, facto verbo cum Smo. »

Il nous reste à tirer les conclusions qui découlent de ces importantes décisions.

1º Il « n'est pas défendu en soi » de recevoir des livres, des journaux, ou d'autres marchandises, en guise d'honoraires de messes acquittées ou même à acquitter, pourvu a) que l'honoraire tout entier soit donné; b) que les messes soient acquittées dans le temps et le lieu désignés; c) que celui qui les a reçus n'ait pas employé quelque industrie pour les recueillir; d) qu'il n'y ait aucune espèce de commerce.

2º Il « est absolument défendu » de recueillir des honoraires de messes « par industrie » pour les faire acquitter ensuite en donnant en échange des marchandises.

3º Il est défendu d'envoyer des honoraires à des négociants, lors même qu'on n'en retirerait aucun profit; à plus forte raison s'il y a un profit quelconque, même offert à titre purement gratuit.

4º Il est défendu d'envoyer, sans la permission de l'évêque, des honoraires en dehors du diocèse, parce que le droit lui reconnaît le devoir et le droit de surveiller l'acquit des messes qui sont demandées aux prêtres de son diocèse, au-delà de ce qu'ils en peuvent dire.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Aux premières questions que j'ai eu l'honneur de vous adresser, il y a une quinzaine de jours, relativement à la simplification des fêtes, et dont j'attends la solution, permettez-moi d'en joindre une nouvelle qui prime les autres. Lors de la rédaction de notre propre, les fêtes patronales de notre diocèse et leurs octaves ont, comme dans tous les autres diocèses, fait placer à jours fixes les fêtes qui se trouvaient empêchées par la célébration des patrons et de leurs octaves. Or, je demande si le décret du 28 juin est applicable pour ces fêtes, c'est-à-dire si, au lieu de les laisser aux jours qui leur ont été assignés autrefois, il faut présentement en faire simplement mémoire soit qu'elles tombent le jour des fêtes patronales, soit le jour de leurs octaves.

Le moment d'imprimer l'Ordo étant assez rapproché, je vous prierais, M. le rédacteur, de vouloir bien répondre le plutôt qu'il vous sera possible.

R. — Le Bref *Nullo unquam tempore* ne touche aucunement aux translations perpétuelles nécessitées par la coïncidence du patron, du titulaire, et de leurs jours octaves. Les translations que vous avez opérées à perpétuité, ne doivent

donc pas être changées pour être ramenées à leur premier siège.

Q. — Devant bientôt faire bénir des cloches, je vous serai bien reconnaissant de me dire comment on doit les revêtir. Notre rituel demande un voile blanc, et dans le pontifical il n'en est pas parlé.

Je me rappelle avoir vu une fois des cloches revêtues d'un transparent et d'une étoffe blanche. Je serais heureux de savoir ce qui est conforme à l'esprit de l'Eglise.

R. — L'Eglise ne demande pas de voiles pour la bénédiction des cloches; il n'en est fait mention ni dans le Pontifical ni dans aucun livre liturgique.

Mais d'après un antique usage, que nous retrouvons encore dans un grand nombre de diocèses, on revêt la cloche d'un voile ou d'une robe. Quant à la couleur de cet ornement, c'était invariablement le blanc. Nous lisons dans un ouvrage solide et intéressant de Claude Villette, chanoine de l'église Saint-Marcel à Paris au commencement du dix-septième siècle : « Puis est enveloppée (la cloche bénite) d'un beau linge blanc, pour conserver révéremment la sainte onction; et pour figurer la pureté acquise par le baptême, qui est la sanctification de la cloche donnée par le saint Esprit; et ce, par les cérémonies de l'Eglise. » (Les raisons de l'office et cérémonies qui se font en l'Eglise catholique, apostolique et romaine.) La coutume d'employer le voile est donc très-ancienne, et nous savons qu'elle est encore en vigueur dans un grand nombre de diocèses. Nous avons vu employer la couleur rose dans cette circonstance; nous l'avons regretté, parce que cette couleur n'est en harmonie ni avec la tradition ni avec le beau symbolisme que nous venons de rappeler. Employez donc la robe blanche de la sainteté.

Q. — 1^o Un curé qui, en vertu d'un privilège accordé par les prêtres du diocèse, jouit de l'indulgence de l'autel privilégié lorsqu'il célèbre à l'autel principal, qui en même temps a la faveur de l'autel privilégié personnel tous les jours de l'année, et qui s'occupe de l'œuvre de la Sainte-Enfance, gagne-t-il plusieurs indulgences pour une seule célébration?

2^o Vous enseignez, 3^e année, n. 7, page 76, qu'un prêtre ne peut appliquer l'indulgence de l'autel privilégié à une âme pour laquelle il n'applique pas la messe. Scavini enseigne le contraire?

3^o Le propre du diocèse porte au 21 octobre la fête de sainte Ursule et ses compagnes, double mineur. Un supplément aux offices propres, récemment concédés, assigne au même jour la fête de saint Wulfe (Wulfilaicus) également double mineur. Lequel de ces deux offices doit être transféré?

4^o Le jour octave du patron de la paroisse de X..., le 20 mai, tombe la fête de saint Bernardin de Sienn conf. semid. qui doit être transféré et fixé au premier jour libre; le 21, jour libre, est assigné à saint Ubalde conf. semid. transféré et fixé du 16 au 21. Lequel des deux, pour la paroisse, doit avoir la préférence?

R. — Ad I. Nous ne voyons pas qu'un prêtre qui jouit de la faveur de l'autel portatif qui a en même temps célébré la messe à un autel privilégié, puisse gagner deux indulgences en vertu d'une seule célébration. Mais il peut en gagner deux,

l'une en vertu de la célébration ou application de la messe, l'autre en vertu de la sainte communion. Car tout en gagnant une indulgence plénière pour un défunt par la célébration sur un autel privilégié, on peut encore gagner, en vertu de la communion que l'on fait à cette messe, une autre indulgence plénière pour soi-même ou pour les morts, si cette communion est prescrite pour gagner cette indulgence.

C'est là une grande faveur accordée aux prêtres et qui n'est pas assez connue, ni assez mise en pratique. Nous prions nos chers confrères de ne pas la perdre de vue. Cette décision remonte à 1841. En voici le texte :

« An sacerdos qui Missam celebrat ex. gr. pro defuncto, eidemque applicat Indulgentiam plenariam altaris privilegiati, potest eodem die vi S. Communionis in Missæ Sacrificio peractæ lucrari aliam Indulgentiam plenariam vel sibi vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucrandam præscribitur sacra Communio? »

La Sacrée Congrégation des Indulgences répondit : « Affirmative. » (10 mai 1844.)

On le voit, un prêtre peut dans ce cas gagner deux indulgences plénières le même jour, l'une en vertu de la célébration, l'autre en vertu de la sainte communion.

Ne pourrait-il pas encore gagner d'autres indulgences plénières le même jour, si l'Eglise en avait accordé? Oui, et cela dans le cas même où la communion serait exigée pour gagner chacune de ces indulgences, ce qui a lieu le plus ordinairement. Ce point a été décidé par un décret de la Sacrée Congrégation des Indulgences en date du 30 août 1847.

Il est clair que pour gagner chaque indulgence, il faut accomplir les autres conditions prescrites, et réitérer le même jour, les œuvres qui devraient être réitérées.

Tout ce que nous venons de dire se rapporte également aux indulgences accordées à l'œuvre de la Sainte-Enfance.

Ad II. Nous avons affirmé au commencement de 1881, p. 76, qu'un prêtre ne peut appliquer l'indulgence de l'autel privilégié à une âme pour laquelle il n'applique pas la messe, nous appuyant sur le sentiment commun des théologiens et canonistes. Vous dites que Scavini enseigne le contraire. Nous n'oserions pas vous contredire, et cependant il nous est bien difficile d'admettre votre assertion. Nous regrettons que vous ne citiez pas le texte de ce savant théologien, ou du moins l'édition et la page. En attendant nous maintenons notre doctrine.

Ad III. Nous sommes étonnés que l'autorité diocésaine n'ait pas fixé ce point, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une simple translation accidentelle, mais d'une translation perpétuelle. Nous ne pouvons, dans ce journal, que donner les règles générales; voici l'ordre d'application pour ces règles :

1^o Célébrer la fête primaire, transférer la secondaire.

2° Célébrer la fête préceptive, transférer la facultative (c'est-à-dire la fête concédée par Indult spécial ou par privilège).

3° Célébrer la plus digne, transférer la moins digne.

4° Célébrer la fête chômée, transférer la non chômée.

5° Célébrer la fête particulière au diocèse, transférer la fête universelle.

6° Célébrer celle qui se célèbre avec plus grande solennité et concours de peuple, transférer l'autre.

7° Si toutes les règles précédentes ne suffisent pas pour résoudre la difficulté, vous préférez le saint qui est le premier dans les litanies. S'ils n'y sont pas, vous suivez l'ordre du Martyrologe.

D'après le peu que vous dites, nous pensons que saint Vulfe est un saint nouvellement introduit dans votre calendrier. Or, s'il est particulier à votre diocèse et qu'il soit mort le 21, il semble que vous devriez, d'après les principes, lui assigner ce jour-là, et transférer sainte Ursule qui n'est pas propre à votre diocèse. Mais s'il y avait quelque inconvénient à suivre notre avis, il serait sage d'exposer nettement et complètement ce cas à la Sacrée Congrégation des Rites. Pour nous il est impossible de donner une solution précise sans avoir de plus amples renseignements.

Ad IV. Vos permutations ne sont pas mal faites. Saint Ubalde, sans doute empêché en son jour incident (le 16), doit avoir la préférence sur saint Bernardin de Sienne, qui n'est aussi que semidouble et qui vient après saint Ubalde.

Seulement, nous demanderons à notre ami pourquoi saint Ubalde est déplacé du 16. Sans doute il y a quelque raison liturgique de le déplacer. Mais nous ne la voyons pas; et elle n'existe pas de droit commun. Notre confrère ne se tromperait-il pas, croyant par exemple qu'une fête semidouble est empêchée par un jour dans l'octave du patron et doit être transférée à perpétuité. Ce serait une erreur, car les jours dans l'octave d'un patron n'excluent pas les semidoubles incidents. Mais peut-être y a-t-il un autre empêchement que nous ne connaissons pas et qui a déterminé à replacer saint Ubalde au 21 comme à son siège propre.

Q. — On lit dans le concile de Trente :

« Ceux qui seront pourvus de quelque bénéfice que ce soit, ayant charge d'âmes, devront faire entre les mains de l'évêque même, ou s'il est empêché, en celles de son vicaire général ou de son official, profession publique de leur foi orthodoxe dans le terme de deux mois, du jour qu'ils auront pris possession, jurant et promettant de demeurer dans l'obéissance de l'Eglise romaine; autrement tous les dits pourvus comme dessus n'acquerront point la propriété du revenu, et la possession ne leur servira de rien. Décret de la Réformation » (Sess. xxiv, chap. 12).

On demande :

1° Si les curés et desservants en France doivent être considérés comme possédant un bénéfice à charge d'âmes et si, à ce titre, ils sont obligés de faire profession publi-

que de leur foi orthodoxe selon les prescriptions du concile de Trente?

2° Cette profession de foi est-elle valide lorsqu'elle est faite devant un doyen ou un archiprêtre, à ces fins délégués par l'évêque?

Ou plutôt n'est-il pas de rigueur qu'elle soit faite devant l'évêque lui-même et n'est-ce pas seulement dans le cas d'empêchement de l'évêque, qu'elle peut être faite devant le vicaire général ou l'official?

3° Si la profession de foi n'a pas été faite, ou si elle est invalide, le possesseur du bénéfice à charge d'âmes, est-il tenu à la restitution des revenus de son bénéfice?

R. — Ad I. Nous ferons une distinction entre les curés auxquels la coutume ou le droit canon reconnaissent l'inamovibilité, et ceux auxquels l'inamovibilité n'est pas reconnue, en fait du moins.

Pour les premiers, ils sont certainement tenus à faire la profession de foi commandée par le concile de Trente, parce qu'ils ont réellement un bénéfice avec charge d'âmes.

Quant aux seconds, généralement les auteurs ne leur imposent pas l'obligation de faire la profession de foi, parce qu'ils ne sont pas, disent-ils, des bénéficiers, dans le sens strict du mot. La nature d'un bénéfice est d'être perpétuel et de conférer l'inamovibilité à celui qui en est possesseur, et c'est là la raison spécifique de notre distinction. Or, il n'y a pas ici d'inamovibilité : donc il n'y a pas de bénéfice.

Tel est dans ce sentiment, le cas des desservants en France. Ils doivent être considérés, lisons-nous dans la cause d'Angoulême, du 14 décembre 1872 : « *uti vicarii amovibiles ad beneplacitum Episcopi qui penes se animarum curam habent, vel uti possessores beneficii manualis, atque in utroque casu pro generali regula constituendum esse videtur, Episcopos posse eos etiam sine causâ remove. Quæ quidem regula, ut animadvertit Bouix, fundatur in ipsa manualitatis natura, estque omnino certa et communiter ut talis recepta.* »

Nous admettons parfaitement que la nature d'un bénéfice est d'être perpétuel; nous admettons parfaitement aussi que le Souverain Pontife reconnaît et approuve *en fait* l'amovibilité des desservants, jusqu'à ce que le Saint-Siège ait statué; mais il ne s'ensuit pas rigoureusement que les succursales ne soient pas de véritables bénéfices, perpétuels de leur nature, dont l'inamovibilité est suspendue par un indult pontifical, à cause des circonstances.

Nous inclinons volontiers vers cette opinion. Si l'amovibilité était de l'essence même des succursales, pourquoi le Souverain Pontife ne l'a-t-il pas déclaré ouvertement, depuis si longtemps qu'on le presse de trancher la question. Il ne l'a pas fait : il se contente d'approuver provisoirement l'état de la discipline pour la France et la Belgique, mais il ne tranche nullement la question de fond.

Tels sont les motifs qui nous détermineraient à regarder les succursales elles-mêmes comme de

véritables bénéfices, obligeant le titulaire à la profession de foi.

AD II. La profession de foi, dit le concile, doit être faite entre les mains de l'évêque, présent personnellement, et ce n'est qu'en son absence légitimée par un empêchement, qu'elle peut être faite entre les mains du vicaire général ou de l'official. Il n'y a pas d'autres délégués que puisse choisir l'évêque.

AD III. Rien de plus formel que la privation des revenus du bénéfice pour le titulaire qui n'a pas fait la profession de foi ou qui l'a faite invalide. Il est donc tenu à restituer, encore qu'il ait été de bonne foi et que les revenus du bénéfice lui aient été versés. La possession ne peut lui tenir lieu d'aucun titre. Il ne lui reste plus qu'un moyen, c'est le recours au Saint-Siège, qui n'accorde généralement condonation qu'en imposant une aumône.

Q. — Les excellentes décisions de l'*Ami du Clergé* m'engagent à vous poser les questions suivantes :

1^o Les règlements de presque tous les diocèses de France ont pourvu à ce qui concerne les obsèques des curés. Ils donnent au doyen le « droit » de présider à celles de tous les curés qui meurent dans leur doyenné. Mais un curé a-t-il le « droit » d'exprimer dans son testament la volonté d'être enterré par tel autre prêtre qu'il désigne ?

En pareil cas, je ne demande pas s'il convient que le doyen respecte cette dernière volonté ; mais 1^o s'il y est obligé ? et si, 2^o en cas d'empêchement de sa part, il a le droit de déléguer à sa place un prêtre autre que celui demandé par le défunt ?

Ne pourrait-on pas assimiler le règlement diocésain, à la loi qui règle les successions *ab intestat*, mais cesse de prévaloir dès qu'il y a un testament ?

2^o Les susdits règlements diocésains peuvent-ils conférer le même droit au doyen, lorsque le défunt est immédiatement remplacé par un successeur que l'évêque lui a donné comme pro-curé avec future succession, et que ledit pro-curé est entré en fonction comme titulaire le jour même du décès ? Les droits de celui-ci ne prennent-ils pas ceux du doyen ? Et n'aurait-il pas eu le droit de désigner pour présider aux funérailles, ou au moins pour célébrer la messe de *Requiem*, le prêtre désigné dans le testament de son prédécesseur.

3^o En supposant la réponse favorable au droit du doyen ; ce même droit subsisterait-il pour la célébration du service de huitaine.

R. — AD I. Un curé, comme tout autre fidèle, a le droit de choisir sa sépulture, c'est-à-dire de désigner l'église où il veut que ses obsèques soient célébrées, en se conformant toutefois aux règles canoniques qui régissent le cas. Mais il ne peut déterminer le prêtre qui devra présider aux obsèques dans sa propre paroisse, même par testament. La disposition qu'il fait est nulle de plein droit, parce qu'elle porte sur une chose qui ne lui appartient pas. Il peut disposer de ses biens, il peut disposer jusqu'à un certain point de son cadavre, qu'il est libre de faire déposer dans telle église qu'il lui plaît ; mais il ne peut disposer d'un acte du ministère, pas plus qu'il ne peut nommer son successeur.

Toutefois il n'est pas défendu à un curé d'exprimer un désir au sujet du prêtre qui fera ses obsèques. Mais ce désir n'ayant aucune valeur

juridique, le doyen chargé de la présidence, en vertu des statuts synodaux, n'est pas tenu de s'y conformer, même en cas d'empêchement de sa part. S'il ne peut présider par lui-même, il doit suivre l'ordre réglé par les statuts.

AD II. Lorsqu'il y a dans la paroisse un pro-curé, avec future succession, d'après le droit commun, c'est à lui à présider les funérailles de son prédécesseur. La présidence des funérailles qui ont lieu dans la paroisse, est, en effet, une fonction curiale au premier chef, et le curé n'en peut pas être dépossédé par un statut synodal, celui-ci ne prévalant pas contre le droit commun.

Or, le pro-curé étant nommé avec future succession, il entre en possession de son titre par la mort de son prédécesseur : aussitôt celui-ci décédé, il devient curé et il a le droit de faire immédiatement toutes les obsèques qui se présenteront dans la paroisse. Evidemment son droit qui est ordinaire prime celui du doyen qui n'est que délégué.

Le nouveau curé a le droit, avons-nous dit, de présider les funérailles ; il a aussi celui de se faire remplacer par qui il veut, par conséquent soit par le doyen, soit par le prêtre nommé dans le testament de son prédécesseur.

AD III. La réponse à cette question se trouve dans l'exposé précédent.

Q. — Tout prêtre jouissant du privilège v. g. d'indulgentier ou de brigittier ou de rosier les chapelets, de donner les scapulaires du Carmel, de l'Immaculée-Conception, de la Passion, etc., agit-il valablement et licitement quand il use *publice vel privatim* des dits pouvoirs dans un autre diocèse que le sien sans en avertir l'Ordinaire du lieu, — ou, autrement dit, faut-il absolument le *visu* ou la permission de l'évêque de chaque diocèse où l'on se sert desdits pouvoirs sous peine d'illicéité et même de nullité ? — C'est un prêtre par exemple, qui dans un train (en marche) de pèlerins pour Lourdes indulgencie ou rosarie les chapelets, qui lui sont présentés, sans s'inquiéter dans quel diocèse il est *hic et nunc*. Quant à l'usage, en serait-il donc de ces pouvoirs comme de celui d'absoudre ? — Un peu de lumière, s'il vous plaît, car les avis sont partagés sur ce point.

R. — En général, le *visu* de l'Ordinaire n'est pas nécessaire pour user de la faculté d'indulgentier les chapelets, imposer les scapulaires, etc. Nous en avons pour preuve les deux décisions suivantes émanées de la sacrée Congrégation des Indulgences.

« 1^o *Utrum indulgentiæ, privilegia et facultates personales, id est quæ alicui personæ privatæ conceduntur, v. g. indulgentia pro articulo mortis, Indultum personale altaris privilegiati, facultas benedicendi coronas B. M. Virginis cum applicatione indulgentiarum, sint pariter nulla et nullius valoris quamdiu Episcopi loci illa non recognovit et executioni mandari permisit ?*

RESP. *Negative*. — 31 août 1844.

« 2. *Utrum qui obtinet diversas facultates ab apostolica Sede, scilicet altaris privilegiati personalis, erigendi stationes Viæ Crucis, benedicendi cruces, numismata, debeat exhibere Ordinario,*

etiamsi nulla mentio facta sit in concessionum rescriptis? »

RESP. *Affirmative quoad Viæ crucis erectionem, negative relate ad alias facultates, nisi aliter dispositum sit in obtentis concessionibus.* — 5 février 1846.

Le prêtre doit donc s'en tenir à l'indult qui lui concède les pouvoirs. Si cet indult exige le *visa* de l'Ordinaire du lieu, *Ordinarii loci*, il ne pourra en user qu'avec l'assentiment de l'évêque du diocèse dans lequel il se trouve. Si l'indult n'exige aucun *visa*, il pourra en user partout.

L'Association catholique de saint François de Sales remet à tous les directeurs paroissiaux des diplômes qui leur accordent *facultatem benedicendi coronas, cruces, crucifixos, parvas statuas ac numismata eisque applicandi Indulgentias a Sanctitate sua concessas.... non exceptis iis quæ coronis a Sancta Birgitta nuncupatis adnexæ sunt.* Or, au bas de ces diplômes on lit la note suivante :

N. B. — « *Consensum Ordinarii sui prius obtinendum quam valide iis facultatibus utatur, sedulo advertat unusquisque sacerdos.* »

Cette restriction n'est pas mentionnée dans le rescript apostolique. Peut-être a-t-elle été énoncée de vive voix ou insérée dans une autre pièce ! En tous cas, le consentement de l'Ordinaire propre semble seul exigé pour faire usage en tous lieux des pouvoirs conférés par le diplôme.

Q. — Je possède le diplôme de directeur du Tiers-Ordre, et j'ai dans ma paroisse cinq membres de la confrérie non érigée en Fraternité.

Dernièrement un jeune prêtre, autrefois capucin et sorti de l'Ordre pour je ne sais quelle raison, mais dont il récite encore le Bréviaire, est venu passer ses vacances dans ma paroisse où réside sa famille.

Pris d'un beau zèle, et sans aucune autorisation de ma part, il a voulu réunir les tertiaires et celles d'une ville voisine dans une maison particulière de ma paroisse, en y admettant deux autres, et, entre autres choses, a déclaré que leur curé, lui étant là, n'avait aucun pouvoir pour le Tiers-Ordre.

1° Mes pouvoirs sont-ils valides, malgré son dire, (ce dont je ne doute guère) ?

2° Peut-il exercer les siens, et toutes ces réceptions ou absolutions faites ou accordées sans mon autorisation ne sont-elles pas « nulles de plein droit ? »

R. — Le droit d'admettre les fidèles dans un tiers-ordre est réservé aux supérieurs réguliers de l'ordre auquel il se rattache, qui peuvent l'exercer soit par eux-mêmes, soit par des délégués. Il n'appartient donc pas indistinctement à tous les membres de l'ordre : il y a plus, les tertiaires eux-mêmes n'en jouissent qu'en vertu d'une délégation spéciale. Tout délégué doit s'en tenir aux termes mêmes du diplôme qui lui confère ses pouvoirs. Ces principes posés, nous répondons :

AD I. Oui, vos pouvoirs sont valides, malgré la présence de ce jeune étourdi, à moins que votre concession ne renferme une restriction

pour le cas où il y aurait dans la paroisse un autre délégué, ce qui est peu probable.

AD II. Rien n'empêche que ce jeune prêtre ait une délégation régulière, avec laquelle il puisse recevoir validement de nouveaux tertiaires. Mais sans elle, les réceptions sont nulles de plein droit. Pour les absolutions générales, il est au moins douteux qu'elles soient valides, sans une délégation semblable ; si elles sont données en assemblée, et non au saint tribunal.

Nous venons de parler de la validité des réceptions : quant à la *licité*, la bienséance la plus élémentaire aurait dû arrêter cet excès de zèle, en présence du curé de la paroisse, qui a tous les pouvoirs.

Q. — 1° La messe pour l'enterrement est-elle obligatoire ?

2° Que faire dans les cas suivants : Un curé (sans vicaire) annonce le dimanche les messes de la semaine : entr'autres une messe à laquelle pour un motif ou pour un autre les paroissiens viendront nombreux. Or précisément pour ce jour-là se présente un enterrement. — Nous supposons d'ailleurs que l'heure de l'enterrement ne peut pas coïncider avec l'heure de la messe qui est annoncée pour les 7 heures.

Et si les parents ne demandent pas la messe pour diminuer les frais, le curé est-il obligé de la dire gratuitement ?

3° La messe du mariage est-elle obligatoire et jusqu'à quel point ?

Comment se fait-il alors qu'à Rome les mariages se fassent habituellement sans la messe. Du moins le fait m'a été affirmé par une personne digne de foi.

Et si la messe est obligatoire, comment fera le curé dans le cas suivant :

Le curé a fixé l'heure de la messe du mariage à 9 heures. Les futurs arrivent à 10 ou 11 heures au plus tard. Peut-on blâmer le curé qui a dit la messe à 9 heures, ne voulant pas du tout se soumettre aux exigences ou plutôt aux caprices de ses paroissiens, trop contents de faire attendre le curé, et pour cela se mettant peu en peine d'arriver à l'heure ?

4° Bien des futurs époux ne demandant pas la messe, que doit faire le curé ?

On dit : que le curé célèbre à une autre intention la messe à laquelle assisteront les mariés. C'est très bien : mais les personnes à l'intention de qui la messe est dite veulent l'heure ordinaire, 7 heures du matin. Les époux ne veulent pas : ils n'arriveront que quand cela leur fera plaisir.

5° Enfin que doit faire le curé qui apprend le *lundi* qu'un mariage aura lieu le mercredi : or précisément il a annoncé pour ce jour une messe qu'il ne peut pas renvoyer, attendu que des gens viendront de 10 et 15 kilomètres pour y assister.

R. — AD I. La messe pour l'enterrement n'est pas absolument obligatoire, puisque la célébration de cette messe dépend ordinairement de la famille ou des amis. Elle n'est pas obligatoire pour le curé en vertu des lois canoniques ; Benoît XIV, qui a traité cette question dans son Institution 36^e et dans son Traité du saint sacrifice de la messe, n'impose pas cette charge au curé. Elle ne serait donc obligatoire pour le curé qu'en vertu de la coutume, ou d'un statut synodal, ou d'une prescription épiscopale.

AD II. Dans ce cas, il convient de prier un confrère voisin de venir célébrer l'une ou l'autre de ces deux messes. Si vous ne trouvez pas de prêtre qui puisse vous rendre ce service, vous devez pré-

férer la messe de *Requiem*. C'est ainsi que l'entend le Saint-Siège, et telle est la pratique universelle. Vos paroissiens, tout en regrettant ce contre-temps, comprendront parfaitement votre conduite et n'en seront pas mécontents.

Mais que faire si les parents, en vue de diminuer la dépense, ne demandent pas la messe ? Le curé est-il obligé de dire la messe gratuitement ? Nous avons dit tout-à-l'heure que le curé n'est pas obligé par les prescriptions canoniques à dire cette messe. Mais que faire ?

S'il s'agit d'une famille pauvre, il convient de procurer une messe au défunt. On ne peut qu'encourager les prêtres qui le peuvent à rendre ce grand service. S'ils ne le peuvent pas, la charité leur conseille de s'occuper à procurer cette messe, soit aux frais de la messe des pauvres, soit par les soins de quelque confrérie, soit au moyen d'aumônes recueillies parmi les fidèles.

S'il s'agit d'une famille aisée, le prêtre l'engagera, avec prudence et charité, à faire célébrer le saint sacrifice, lui rappelant que la messe est le moyen le plus efficace de soulager l'âme du défunt, que telle est la volonté de Dieu et de l'Eglise, telle est la pratique de tous les siècles et de toutes les familles chrétiennes, en un mot lui suggérant les moyens les plus capables de la déterminer à l'accomplissement de ce devoir sacré. S'il ne réussit pas, il fera la sépulture sans dire de messe.

Ad III. La messe de mariage est-elle obligatoire ? Si les noces doivent être bénites, c'est-à-dire si on doit y faire les prières qui se trouvent dans la messe votive des époux après le *Pater* et l'*Ita missa est* ou *Benedicamus Domino*, une messe est nécessaire, car plusieurs fois déjà la Sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé, comme on peut le voir dans les décrets suivants : du 31 août 1839, n. 4868 ; 23 juin 1853, n. 5190 ; 14 août 1858, n. 5275 ad 1 ; 31 août 1867, n. 5382 ad 4, 3, et dans un décret de la Sacrée Congrégation du Concile 13 juillet 1630. On peut faire la bénédiction des époux en dehors de la messe.

Et alors non seulement on doit dire une messe, mais il semble que l'on est obligé de dire la messe votive *pro sponso et sponsa*, si elle est permise ces jours-là. Car les rubriques du Missel et du Rituel paraissent impératives, comme on peut en juger par le texte de ces livres. Nous lisons en effet dans le Missel romain : « Si benedictio nuptiarum facienda sit.... dicatur Missa votiva ; » et dans le Rituel : « Si benedicendæ sint nuptiæ, parochus Missam pro sponso et sponso ut in Missali romano celebret. »

Mais si les noces ne doivent pas être bénites, la messe n'est pas absolument requise, à moins qu'il y ait une coutume, ou des statuts synodaux, ou une prescription de l'Ordinaire qui en fassent une obligation. Toutefois on ne peut trop encourager la célébration de la messe.

Voilà pourquoi Messieurs les curés doivent faire

tout leur possible pour entretenir les antiques traditions, engageant les époux à se rendre exactement à l'heure de la messe, et fixant une heure qui puisse, autant que possible, convenir au pasteur et aux fidèles.

Nous ne répondons pas à l'objection qui nous est adressée relativement à Rome, parce qu'elle n'est aucunement fondée.

Ad IV. Si les époux ne demandent pas la messe, il importe de les exhorter à la demander, leur indiquant toutes les raisons qui peuvent les toucher et les amener à suivre les traditions de tous les pays chrétiens et de tous les siècles. Si les exhortations du prêtre sont vaines, il est certain qu'il n'est pas obligé de dire pour les époux une messe qui ne sera pas payée. Mais si ses ressources le lui permettent, nous l'engageons à faire le sacrifice de cet honoraire, en vue de maintenir une coutume si antique, si universelle, si profitable au salut des âmes.

Ad V. Dans le cas, évidemment très rare, où vous avez ces deux messes à dire le même jour, vous devez imiter la conduite de MM. les curés ; ils font toutes les démarches nécessaires pour trouver un confrère qui puisse dire l'une ou l'autre de ces deux messes. Si vous n'en trouvez pas, vous devez préférer la messe de mariage, car telle est la pensée de l'Eglise.

Q. — 1^o Peut-on à la messe « privée » d'un semi-double, quand il y a déjà trois oraisons sans celle-là (v. g. mémoire d'un simple et *a cunctis*), ajouter une oraison non commandée *pro particulari defuncto* ? Il me semble que non, mais j'ai lu quelque chose là-dessus qui ne me paraît pas clair.

2^o Quand, conformément aux rubriques, il est permis de dire à la messe une oraison *pro particulari defuncto*, sa place est « *penultimo loco* » : mais comment faut-il entendre ces paroles ? Est-ce l'avant-dernière place numériquement, ou bien plutôt après les oraisons exigées par la qualité de la messe et avant celles qui sont ou commandées par l'ordinaire ou que le célébrant peut à volonté ajouter comme votives ?

3^o Le 23 septembre, fête de saint Lin, semi-double, et de sainte Thècle, simple, on peut dire la messe votive de cette sainte ; mais est-il permis de dire *Gloria in excelsis* ?

Ad I. On peut à la messe privée d'un semi-double, dire une oraison pour un défunt particulier. La Sacrée Congrégation des Rites a décidé ce point en 1864 sur la demande du procureur général des chanoines réguliers de Latran. On le peut, non-seulement à un semi-double, mais encore à plus forte raison dans une fête simple, ou dans une messe votive privée, ou dans un jour *infra octavam ordinariam*, et dans une fête non privilégiée. Voici la question telle qu'elle était posée :

Quæritur an in Missa privata de sancto semi-duplici, vel simplici seu votiva, vel de infra octavam, sive de feria non privilegiata, dici possit collecta *pro particulari defuncto*, puta : *Inclina, etc.*, vel *Deus qui nos patrem* etc. et similia. Et an ob istam omitti possit aliqua ex assignatis *pro tempore*, puta : *A cunctis etc.*, vel *Ecclesiae etc.*

La Sacrée Congrégation répondit :

Posse in penultimo loco, nec omittendam ullam ex Collectis pro tempore assignatis. (S. R. C. deux décembre 1684, n. 3073 ad 6.)

Vous voyez que la question est très-claire. On peut de soi-même ajouter une oraison pour un défunt dans les jours indiqués ci-dessus : vous pouvez même ajouter aux jours indiqués une vigile non privilégiée, car elle est inférieure à un semidouble.

Ad. II. Lorsqu'on dit cette oraison pour un défunt, on la place *in penultimo loco*, comme on vient de le voir. Mais que faut-il entendre par pénultième ? Il faut entendre la pénultième des oraisons prescrites par la rubrique. S'il y a d'autres oraisons commandées par un supérieur, ces oraisons commandées se disent après les oraisons prescrites par la rubrique. Ce point avait déjà été décidé en 1835 pour Namur. Il fut confirmé en 1879 sur la demande de Mgr Cotton, évêque de Valence.

Voici les questions posées par Mgr Cotton :

« 1^o *Utrum commemoratio pro defunctis, diebus a rubrica præceptis, in Missa conventuali et in Missis privatis secundo loco manere debent, si addetur quarto loco collecta imperata ; et 2^o utrum occurrentibus commemorationibus in Missa præfata collecta saltem antepenultimum locum obtineat cum additur oratio imperata ?*

La Sacrée Congrégation répondit :

« Inter collectas a rubricis præscriptas Collectam pro defunctis semper penultimum locum obtinere et post easdem dicendam esse orationem aut orationes a Superiore imperatam aut imperatas. » (S. R. C. 12 Décembre 1879)

Ainsi les oraisons commandées par un Supérieur se disent après les oraisons prescrites par la rubrique.

Il en serait de même si le prêtre ajoutait des oraisons de son autorité privée. Et même les oraisons votives qu'il lui plairait d'ajouter, devraient être dites après celles commandées par un supérieur. Mais il faut observer que le prêtre ne peut ajouter des oraisons pour les vivants dans les fêtes semidoubles, mais seulement dans les fêtes simples et les fêtes pendant l'année comme on peut le voir aux Rubriques générales du Missel, Titre IX, n. 12.

Ad. III. Le 23 septembre, fête de saint Lin, semidouble, et de sainte Thècle, simple, on peut dire la messe votive de cette sainte, mais avec *Gloria in excelsis*, conformément à une décision de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 13 juin 1671, n. 2542 ad. 2, portée sur la demande du clergé de Tlascala en Espagne.

Q. — L'Ami du clergé a dit dans un de ses numéros que l'on ne pouvait réitérer l'indulgence *in articulo mortis* dans la même maladie, à moins que le malade ne l'eut reçue en état de péché mortel. Le P. Maurel avait dit la même chose dans son traité des indulgences page 367 ; mais à la page 446 il corrige un peu cette première réponse, et dit que le Souverain Pontife Pie IX a permis de réciter

plusieurs fois la formule de l'indulgence sur le même malade et dans le même danger ; apparemment parce que le malade peut avoir à un moment des dispositions plus parfaites que dans un autre.

R. — L'observation que nous adresse notre savant confrère touche à une matière grave, et nous serions heureux de l'accueillir et de la communiquer à nos lecteurs. Mais malheureusement nous ne pensons pas qu'elle repose sur des preuves assez authentiques.

La décision que nous avons donnée, à savoir, que l'on ne peut pas réitérer l'Indulgence Apostolique quand le malade reste dans le même danger de mort, s'appuie sur des bases certaines.

Et d'abord la constitution de Benoît XIV qui règle ce point ne parle que d'une seule bénédiction tant que le malade est dans le même danger de mort.

De plus, les paroles employées ordinairement par le Saint-Siège pour conférer aux évêques le pouvoir de donner la bénédiction apostolique, ne supposent également qu'une bénédiction dans le même danger de mort : « Quoties aliquem in mortis articulo constitutum esse contigerit... toties Apostolicum Benedictionem impertiri valeas. »

Les décrets de la sacrée Congrégation des Indulgences sont dans le même sens. Ainsi en 1775, un breton demandait à cette Congrégation : « Benedictio supradicta (in articulo mortis) potestne bis aut amplius in eodem morbo qui insperate protrahitur, impertiri, etiamsi non convaluerit ægrotus ? Si possit iterari hæc benedictio, quodnam requiritur intervallum inter ejus largitiones ? »

La congrégation répondit : « Semel eodem statu morbi. » (20 septembre 1775, n. 357.)

La pensée du Saint-Siège était donc déjà suffisamment claire. En 1838, elle est plus explicite encore. L'évêque de Vérone ayant posé la question suivante : « Utrum Benedictio Apostolica pluries impertiri possit infirmis, novo mortis periculo redeunte ? » la sacrée Congrégation répondit par la distinction suivante : Non, on ne peut pas réitérer la même bénédiction dans le même état de maladie, lors même que la maladie serait longue. Oui, si le malade, après avoir été mieux, tombe de nouveau en danger de mort : « Negative permanente infirmitate etsi diuturna : affirmative, si infirmus convaluerit, ac deinde quacumque de causa in novum mortis periculum redeat. » Sic declaravit sacra Congregatio die 23 septembris 1838, n. 476, 2.

Trois ans après, la même Congrégation confirma cette doctrine. Le vicaire général capitulaire de Valence ayant demandé si un malade pouvait gagner l'Indulgence *in articulo mortis* qui lui serait donnée par plusieurs prêtres qui en avaient le pouvoir :

« Utrum infirmus lucrari possit indulgentiam plenariam in mortis articulo a pluribus sacerdotibus facultatem habentibus impertiendam ? »

La sacrée Congrégation répondit toujours dans le même sens :

« Negative in eodem mortis articulo. » (5 février 1841 n° 506,7.)

L'année suivante, l'évêque de Gand adresse encore la même question, et en outre demande si l'on pouvait réitérer cette bénédiction toutes les fois que le malade, retombé dans des péchés au moins véniels, en aurait été absous :

« 1° Utrum Benedictio in articulo mortis juxta formulam Benedicti XIV in constitutione *Pia mater* reitari possit in eodem morbi statu ?

« 2° Quatenus Affirmative, an ea toties iterari possit quoties ægrotus in peccata saltem venialia relapsus ab eis absolvetur ? »

La Sacrée Congrégation répondit expressément qu'elle renouvelait la solution qu'elle avait donnée pour Vérone en 1838, et reproduisit textuellement cette solution : « Negative, permanente infirmitate etsi diuturna; Affirmative vero si infirmus convalescerit, ac deinde quacumque de causa in novum mortis periculum redeat. » Et ita Sacra Congr. respondit Episcopo Gadavensi. Die 12 februarii 1842.

On le voit, le Saint-Siège n'a pas varié dans ses décisions relativement à la Bénédiction Apostolique *in articulo mortis*. On ne peut la donner qu'une seule fois dans le même état de maladie, lors même que cet état persévérerait. Nous avons tenu à traiter cette question avec détail, tant à cause de l'importance de la question qu'à raison de la gravité de l'objection. Car s'il est vrai que l'objection est fondée, si réellement Pie IX a modifié ce point, comme il en avait le droit et comme l'enseigne le R. P. Maurel dans son ouvrage sur les indulgences, nous devrions nous conformer à cette décision nouvelle et enseigner qu'il est permis de réciter plusieurs fois cette bénédiction sur le même malade et dans la même continuité de danger.

Mais cette modification est-elle suffisamment établie? Nous ne le pensons pas, le décret de 1855 sur lequel on s'appuie n'ayant pas, suivant nous, le sens qu'on lui prête. Voici le décret.

« Cum sacra Congregatio indulgentiarum in una Valentinen. sub die 5 februarii 1841 resolutionem dedisset sequenti dubio : Utrum infirmus pluries lucrari possit Indulgentiam plenariam in mortis articulo a pluribus sacerdotibus facultatem habentibus impertiendam ? respondit : Negative in eodem mortis articulo. Exinde quæritur.

1° Utrum vi præsentis resolutionis prohibitum sit infirmo, in eodem mortis periculo permanenti, impertiri pluries, ab eodem vel a pluribus sacerdotibus hanc facultatem habentibus indulgentiam plenariam in articulo mortis, quæ vulgo *Benedictio Papalis* dicitur.

2° Utrum vi ejusdem resolutionis item prohibitum sit, impertiri pluries, infirmo in iisdem circumstantiis ac supra constituto, Indulgentiam

Plenariam in articulo mortis a pluribus sacerdotibus hanc facultatem ex diverso capite habentibus ratione aggregationis Confraternitati Sanctissimæ Trinitatis etc. ?

Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, postquam in generalibus comitiis habitis die 5 martii 1855 apud Ædes Vaticanas votum Consultoris super præfatis dubiis audisset, ac per me infrascriptum ejusdem Sacra Congregationis Secretarium die ejusdem mensis Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX, de omnibus relatione peracta, respondit : « Ad primum et ad secundum : Negative, firma remanente resolutione Valentinen, sub die 5 februarii 1841. Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congr. Indulg. die 12 martii 1855.

F. Card. ASQUINIUS Præf.

A COLOMBO. Secret. »

Voilà le décret. Doit-on en conclure, avec le savant P. Maurel, que l'on peut réciter plusieurs fois la formule de l'indulgence sur la même maladie, et dans le même danger ? Nous ne le pensons pas, puisque ce décret maintient fermement la décision portée pour Valence en 1841, décision d'ailleurs en harmonie avec les décisions précédentes aussi bien qu'avec la décision subséquente de 1842 pour l'évêque de Gaud.

Pour nous, le décret de 1855 confirme les décrets précédents. Seulement il ajoute une solution nouvelle, à savoir, qu'un malade qui a droit à plusieurs indulgences plénières *in articulo mortis* parce qu'il est agrégé à plusieurs confréries, peut recevoir plusieurs fois la bénédiction papale de la part de plusieurs prêtres qui ont à quelque titre le pouvoir de la donner.

Voilà l'interprétation que nous donnons, et nous ne voyons pas que l'on puisse en donner une autre. On ne peut accorder la bénédiction apostolique qu'une seule fois tant que la maladie persévère; excepté 1° le cas où plusieurs prêtres auraient le droit de donner cette bénédiction à des malades en danger de mort; 2° le cas où le malade aurait lui-même droit à plusieurs bénédictions à raison de diverses confréries ou de quelques prières; le cas où la première bénédiction aurait été invalide.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'arrive curé de X. où il est d'usage que le casuel et le binage sont remplacés par une quête en nature. Or, il arrive que la moitié des paroissiens n'y contribuent pas et que les rares habitants qui la font ne peuvent rétribuer le curé et pour son casuel et pour son binage entièrement « gratuits. » Qu'y a-t-il à faire ? Ne puis-je point continuer cet usage pour le casuel auprès des paroissiens qui ont donné à la quête jusqu'à ce jour et forcer la commune à me payer l'indemnité du binage malgré les usages passés de mes prédécesseurs, sinon, après avis de mon vénérable évêque, supprimer la 2^e messe. Notez toujours qu'il y a 2 paroisses dans la même commune et qu'on n'a jamais biné dans la paroisse voisine.

R. — Ces usages locaux ne sont nullement réglés par les lois; ils n'ont d'autre force que celle que peut leur donner la bonne disposition des habitants. Un curé, en effet, n'a aucune arme entre les mains pour obliger un paroissien à lui payer une redevance en nature, à moins que cette redevance n'ait été fixée par une délibération du conseil municipal approuvée par l'autorité supérieure.

Il nous semble que la ligne à suivre en cette occurrence est toute tracée : c'est de suspendre le service pour lequel la redevance était payée, et de s'en tenir au tarif homologué, au moins pour ceux des habitants qui refusent la quête. Quant au binage, qui dans le cas présent ne signifie qu'une seconde messe dans la même paroisse, il n'y a aucun moyen de forcer la commune à payer une indemnité pour le maintenir, parce qu'une seconde messe ne constitue pas une nécessité absolue. Ce n'est qu'une utilité ou une convenance vis-à-vis de la population chrétienne. Une municipalité bien convenante tient compte de cette convenance ou utilité et sait faire quelque sacrifice pour complaire au pays qu'elle représente, mais aucune loi, sous ce rapport, ne l'oblige à délier les cordons de sa bourse.

Avant d'en venir à supprimer la seconde messe, il serait bon de prendre conseil de l'Ordinaire diocésain, qui jugera s'il y a lieu de la maintenir sans compensation pécuniaire au profit de la religion.

Q. — Seriez-vous assez obligeant pour donner une réponse complète aux questions suivantes :

- 1^o Quelle est l'origine du sixième des chaises ?
- 2^o Quelle est sa destination légale ?
- 3^o Quelle est l'obligation des fabriques relativement à ce sixième ?
- 4^o Quel est le droit de l'évêque sur le sixième du produit des chaises ?

R. — Ad 1^m. L'origine de ce prélèvement sur le produit des chaises, c'est le décret du 13 thermidor an XIII (1^{er} août 1805.)

En voici les deux articles principaux :

« Art. 1^{er}. Le sixième du produit de la location des bancs, chaises et places dans l'église, faite en vertu des règlements des évêques pour les fabriques de leurs diocèses, après déduction des sommes que les fabriques auront dépensées pour établir ces bancs et chaises, sera prélevé pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés ou infirmes.

Art. 2. Les évêques adresseront au ministre des cultes, dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de règlement pour déterminer le mode et les précautions relatives à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution. »

Ce décret est toujours en vigueur; car il n'a été abrogé par aucune disposition législative; mais en beaucoup de diocèses il est tombé en désuétude, c'est-à-dire qu'on ne l'y a jamais exécuté

à cause de la modicité du revenu des fabriques. Dans quelques diocèses les fabriques ont traité à forfait avec les évêques : ce qui a rendu le prélèvement moins onéreux pour elles. Il faut dire que généralement les règlements diocésains, là où le prélèvement est établi, fixent une proportion bien inférieure au sixième.

Ad 2^m. D'après la teneur du décret, ainsi qu'on a pu le voir, la destination légale de ce produit, est le soulagement des prêtres âgés ou infirmes.

Ad 3^m. Quand le prélèvement s'opère en vertu de règlements régulièrement approuvés, pas plus les fabriques que les communes ne peuvent s'opposer à la continuation de ce prélèvement.

Nous disons les fabriques et les communes, parce que, vers 1830, quelques-unes parmi ces dernières prétendirent que le décret du 13 thermidor an XIII avait été abrogé par l'art. 40 de la Charte portant qu'*aucun impôt ne pouvait être établi ni perçu, s'il n'avait été consenti par les deux chambres et sanctionné par le roi.*

Si le prélèvement du sixième constitue un impôt, il est évident que cette prétention était fondée. Mais comment voir le caractère d'un impôt dans la perception de ces sommes relativement minimes dans le produit des bancs et chaises. Le véritable caractère d'un impôt est qu'il soit levé sur les citoyens au nom et au profit de l'État, pour dépenses mises directement ou indirectement à sa charge. Ici les citoyens et l'État ne figurent en aucune manière; il ne s'agit que d'une redevance exigée d'un établissement public au profit des ministres de cette espèce d'établissement que leur âge ou leurs infirmités empêchent de continuer l'exercice des fonctions curiales ou autres emplois ecclésiastiques.

Au reste, le gouvernement n'a jamais prêté la main à ces revendications; au contraire, il a toujours autorisé les demandes qui lui ont été faites et les règlements qui lui ont paru réunir les conditions portées dans le décret.

Ad 4^m. Quant aux évêques qui désirent établir ce prélèvement dans leurs diocèses respectifs, leur droit est de former des projets de règlements pour en déterminer la perception et l'emploi, et de les présenter à l'approbation du gouvernement, et, une fois la chose approuvée, ils ne peuvent la modifier en aucune façon; ils ne peuvent qu'exécuter ponctuellement les clauses du décret approbatif. Sortir de là, augmenter ou diminuer le chiffre de la redevance, l'employer autrement qu'il n'est déterminé dans le décret, ce serait s'exposer au danger de voir les sommes perçues mises sous séquestre par le gouvernement et administrées par ce dernier.

Q. — Je m'adresse à votre savante autorité pour la solution d'une question des plus graves.

Barthélemy B., veuf de Marie X., veut épouser une autre Marie X., fille naturelle non reconnue de sa femme.

Soupçonnant un empêchement civil, le maire de M. a consulté le Parquet qui a répondu *non*.

Cependant le commentaire de M. Gousset sur le code civil me semblait en opposition avec la décision du parquet. J'ai consulté un avocat du barreau de B. et d'un mérite notoire, je vous transmets sa réponse.

Je me permets encore de douter : quoique Marie X., 2^e du nom, ne soit pas la nièce proprement dite de Barthélemy B. elle est son alliée comme étant consanguine de sa mère, et l'article 163 n'exclut pas les consanguins et ne repousse pas les alliés à moins que le code civil n'entende ce dernier mot dans un sens différent. Déjà la cour de Rome a dispensé de l'empêchement canonique, pourquoi faut-il que la jurisprudence civile vienne entraver un rapprochement qui intéresse la morale à un degré éminent ?

Si vous pensiez, après examen que nos juristes font preuve de scrupule je vous demanderais avec instance de me fournir une consultation capable de faire équilibre à la décision de nos gouvernants dans le pays.

Le plus tôt ne serait que le mieux pour mettre fin à un vrai scandale.

R. — Nous avons examiné la réponse dont parle notre correspondant, et nous la trouvons parfaitement logique et conforme à la jurisprudence civile en cette manière. Notre correspondant, en effet, raisonne comme si la seconde Marie X. était simplement nièce par alliance de Barthélemy B.

Il aurait raison (et c'est le cas dont parle Monseigneur Gousset) si Marie X. (2^e de nom) était nièce, c'est-à-dire fille d'une sœur ou d'un frère de la 1^{re} Marie, épouse décédée de Barthélemy B.

Comme le fait observer l'avocat consulté, dans ce cas le mariage serait possible, même sans dispense, car alors cette seconde Marie X. ne serait, en effet, que la nièce par alliance de Barthélemy B.

Mais il n'en est pas ainsi. Cette seconde Marie X., au lieu d'avoir été nièce de la première Marie X., était sa fille. — fille naturelle sans doute, mais indiquée comme telle à l'acte de naissance. Eh bien, puisque Marie X., première, était fille naturelle de Marie X., épouse de Barthélemy B., elle se trouvait non plus nièce, mais *alliée* en ligne directe, en quelque sorte *filie* par alliance de Barthélemy B. Et alors plus de mariage possible *civilement*, même avec dispense ; et cela non pas en vertu de l'art. 163 qui n'est pas applicable dans l'espèce, mais en vertu de l'art 161 du Code civil.

Or, peu importe que cette 2^e Marie ait été fille naturelle ou fille légitime ; l'art. 161 ne fait aucune distinction. Voici, du reste, le texte de ces deux articles :

Art. 161. En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants *légitimes* ou *naturels* et les ALLIÉS de la même ligne.

Art. 163. Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

Cependant, il est dit, à l'art. 164, il est loisible au Roi (au chef de l'Etat), de lever pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 163 aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, et par l'art. 163 aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

Notre correspondant peut observer que les dispenses ne s'accordent *jamais* pour ceux qui sont dans le cas de l'art. 161.

Nous inclinons à croire que son erreur provient d'un certain usage particulier à quelque pays, et probablement au sien ; usage qui consiste à donner les noms de nièce et de neveu par rapport au mari, aux enfants de sa femme venus en dehors de leur mariage.

Mais tel n'est pas le langage légal. La loi ne considère comme neveu ou nièce du mari que les enfants de ses frères ou sœurs, ou encore comme neveux ou nièces par *alliance* les enfants des frères ou sœurs de sa femme.

De ce que Rome a accordé la dispense, il ne s'ensuit pas que le code civil puisse la donner. Les deux législations sont loin d'avoir les mêmes principes et le même but.

Nous n'avons cure de rechercher la cause de la prohibition civile ; cela nous importe peu ; mais la manière d'agir à Rome est absolument logique. L'empêchement d'affinité, d'après la plupart des théologiens, même pour le premier degré, soit en ligne collatérale, soit en ligne directe, n'est que de droit ecclésiastique. Rien ne prouve, en effet, que le mariage entre alliés soit nul de droit naturel ou de droit évangélique. Par conséquent, le souverain Pontife peut dispenser de l'empêchement d'affinité, même au premier degré, en quelque ligne que ce soit.

Il l'a fait en cette circonstance, affirme notre correspondant. Ce fait seul affirmerait son droit, à l'encontre de quelques controversistes. Plût à Dieu que la loi civile copiât la loi canonique et sur ce point et sur tant d'autres non moins importants ! Au lieu de la copier, elle la gêne. Sans son intrusion dans l'administration du mariage chrétien, le scandale que notre correspondant déplore avec raison, ne subsisterait pas ; car, étant muni de la dispense romaine, il pourrait unir religieusement les deux personnes en question, et assurément l'opinion publique n'exige pas autre chose.

Mais, au fait, il y a ici un point à examiner. savoir : si, dans le cas présent, étant donné que la loi civile déclare les deux individus inhabiles au mariage civil, le prêtre est assujéti à la loi qui lui défend de procéder à la bénédiction nuptiale avant le prétendu mariage civil. Il serait bon d'interroger qui de droit, et peut-être sans consulter qui que ce soit, de pourvoir au salut de deux âmes. Nous nous contentons d'émettre l'idée ; que notre correspondant avise. Il a des supérieurs ecclésiastiques qui ne lui refuseront pas le concours de leurs lumières et de leur autorité. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'en pareille occurrence, deux personnages bien connus dans le monde allèrent un jour en Espagne accompagnés d'un archevêque français qui les maria sur cette terre catholique libre, selon le rite de la sainte Église. Le code Napoléon put ne voir dans cette alliance qu'une « union libre » dans ses conséquences légales ; mais l'Église a pu saluer dans ces réfractaires deux fidèles enfants de Dieu.

Enfin, nous rappelons que pour une première

contravention en la matière qui nous occupe, l'art. 109 du Code pénal ne porte qu'une amende de seize à cents francs.

Q. — Un vicaire est resté 17 mois dans une paroisse. A son départ M. le curé allègue un compromis qui existe entre lui et la fabrique, au sujet de la cire, et remet au vicaire pour tous droits une somme égale à la moitié de ce qui lui revient d'après le tarif du diocèse.

1° Tout compromis passé entre un curé et une fabrique doit-il être approuvé par l'autorité diocésaine?

2° Le vicaire peut-il, sans avoir été consulté et malgré lui, être lié et par suite frustré d'une partie de ses droits de cire par le compromis qui existe entre le curé et la fabrique?

3° Le vicaire peut-il, sans tenir compte du compromis, exiger ses droits de cire d'après le tarif du diocèse.

4° A quelle vicaire doit s'adresser pour le casuel non payé à son départ? Peut-il obliger le curé à lui en rendre compte?

5° Il est d'usage dans cette paroisse que les enfants de la première communion fassent don de leurs cierges au clergé. Le vicaire qui, aussi bien que le curé, a fait les catéchismes, a-t-il droit à une part des cierges et à quelle part a-t-il droit? Le curé peut-il sans injustice s'approprier le tout?

R. — Ad 1^{re}. Posée ainsi en termes généraux, cette question ne comporte pas une réponse catégorique et précise. Il est certain que l'évêque ne peut ni ne doit approuver un compromis injuste, lésant les droits d'un tiers ou violant quelque loi civile ou ecclésiastique; mais si le compromis est conforme à la justice, aux lois, à la raison, on ne voit pas le motif qui empêcherait l'autorité diocésaine de donner son approbation, quand on la lui demande. Le compromis dont il s'agit dans le cas actuel est-il de ceux qu'un évêque peut approuver, nous ne pouvons nous prononcer, n'en connaissant pas la teneur. Nous inclinons pourtant à croire que l'évêque a pu l'approuver: 1° parce qu'il l'a fait; la présomption est toujours pour l'autorité; 2° parce qu'il s'agit d'un compromis relatif à la cire, c'est-à-dire à un objet qui, d'après les lois, appartient à la fabrique et au curé, à l'exclusion des vicaires, sauf quelques cas déterminés, par exemple les convois ou le cierge remis aux clercs assistants leur appartient.

Ad 2^{me}. Assurément un vicaire peut être lié par un compromis antérieur à sa venue dans sa paroisse. C'est à lui, en entrant, de connaître les conditions qui lui sont faites et de les refuser, si elles ne lui conviennent pas; comment serait-il frustré relativement à la cire, puisque cet article ne le regarde pas, sauf les exceptions sus indiquées? Nous raisonnons au point de vue de la législation générale. Mais si des règlements particuliers à un diocèse donnent aux vicaires un droit personnel, ils peuvent le revendiquer; car dans ce cas ni le curé ni la fabrique ne peuvent toucher aux droits des tiers, ni en faire l'objet d'un compromis, sans appeler les tiers à la confection du compromis.

Ad 3^{me}. S'il a des droits, oui; s'il n'en a pas, non; et nous présumons qu'il n'en a pas. Les vicaires n'ont aucun droit inné dans le temporel des églises. Ce sont des prêtres auxiliaires et

dont les services reçoivent une rémunération fixée soit par l'évêque soit par eux et les curés d'un commun accord. Leurs droits se concentrent dans ce qui a été fixé et convenu, il n'en ont pas en dehors.

Ad 4^{me}. Ordinairement c'est le trésorier de la fabrique qui règle tout ce qui a rapport aux recettes et aux dépenses d'une fabrique. Par conséquent, s'il revient au vicaire une part dans le casuel, c'est au trésorier qui en a fait la recette qu'il doit s'adresser pour toucher ce qui lui est dû. Si c'est le curé qui tient la comptabilité, malgré la loi, c'est au curé qu'il demandera compte.

Ad 5^{me}. Oui; le curé peut sans injustice s'approprier les cierges de la première communion, car ils lui appartiennent, soit qu'il ait fait ou non le catéchisme aux enfants. Ces cierges font partie des oblations qui appartiennent aux curés. Ainsi s'exprime l'abbé de Boyer dans ses *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, t. 1^{er}, p. 362. « Il a (le curé) le même droit sur les dons et sur les cierges qu'offrent à l'autel les fidèles le jour de la Chandeleur, les enfants le jour de la 1^{re} communion, celui que porte à la main la personne qui présente le pain à bénir et la femme qui relève de couche... Les cierges que portent les ecclésiastiques assistant aux funérailles, appartiennent à ces ecclésiastiques. »

Q. — Comme abonné à notre bon *Ami du Clergé* je viens à mon tour, prier son savant directeur, de bien vouloir donner son avis sur la valeur d'un testament dans les conditions suivantes :

Une personne célibataire et n'ayant d'autres héritiers que ses neveux, institue pour légataire universel un curé, son confesseur pendant une partie de l'année seulement, puisque l'hiver elle habite une grande ville distante de plus de 50 lieues. De plus le testament est fait à la ville.

1° Ce testament est-il attaquant?

2° Le serait-il si la testatrice mourait dans la localité habitée par le curé légataire?

R. — Ad. I. Tous les testaments sont attaquables, et sont attaqués par les héritiers naturels quand ils sont frustrés. Mais de ce qu'un testament est attaquant ou attaqué il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il sera cassé. Il est rare que les héritiers naturels, frustrés d'un héritage en faveur d'un curé, n'attaquent pas le testament. Ils pensent qu'un curé ne peut absolument pas hériter d'un de ses paroissiens. Le code civil dans son article neuf-cent-neuf ne va pas si loin. Aux termes de cet article, un *confesseur* (il ne s'agit pas seulement des curés) ne peut pas profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires, qui pourraient lui être faites par une personne qu'il aurait assistée dans la maladie dont elle meurt; car la loi a redouté l'influence que donne à un confesseur son caractère sur l'esprit d'une personne malade.

Toutefois le même article admet deux exceptions à ce principe. La première est celle où la libéralité a pour objet de récompenser un service

rendu, la seconde est celle où la disposition est à titre universel et lorsque le confesseur donataire est parent du donateur ou testateur jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que ce dernier n'ait pas d'héritier direct. Pour que la disposition soit nulle, il faut qu'elle ait été faite pendant que le malade était sous l'empire de son confesseur. Le ministre du culte qui n'a pas confessé la testatrice pendant la maladie dont elle est morte, mais qui, postérieurement au testament de celle-ci lui a donné l'absolution et l'extrême-onction, n'est pas frappé de l'incapacité de recevoir exprimée dans l'article 909.

Donc :

Ad. 2^m. Le testament étant fait depuis longtemps d'ailleurs, il ne serait pas caduc par le fait que la testatrice serait morte plus tard d'une autre maladie dans la paroisse de notre correspondant, quand bien même celui-ci aurait administré la testatrice. Cela résulte de l'article du code civil précité.

Q. — A qui appartiennent les pierres d'un ancien pavé d'église remplacé par un plus beau aux frais de la commune et de la fabrique ?

Si elles appartiennent à la fabrique peut-elle les utiliser comme bon lui plaît sans autorisation de la commune ?

Si elles appartiennent à la commune celle-ci peut-elle les employer comme et où elle voudra ?

La fabrique ayant autorisé le curé à placer lesdites pierres dans les allées du jardin du presbytère, et le trésorier à vendre ce qui resterait, a-t-elle outrepassé ses droits ; la commune peut-elle réclamer ?

R. — Une décision ministérielle a résolu cette sorte de difficulté de la manière suivante :

Les matériaux et débris provenant des réparations faites à une église doivent, en règle générale, être attribués, comme dédommagement, à la fabrique ou à la commune, selon que c'est l'un ou l'autre de ces établissements qui a fait la dépense des réparations.

Lorsque les travaux ont été faits par la fabrique, à ses frais, et sans aucun concours de la commune, les matériaux appartiennent exclusivement à l'établissement religieux jusqu'à concurrence du montant de sa dépense. La commune n'a droit qu'au surplus.

En cas de concours simultané de la commune et de la fabrique dans la dépense des travaux, le produit des démolitions doit être d'abord attribué à la commune, jusqu'à concurrence et en déduction du chiffre de son contingent dans cette dépense. La fabrique ne peut prétendre qu'à l'excédant, s'il y en a.

Les contestations qui s'élèvent à cet égard entre les deux établissements doivent être résolues « administrativement » et non par les tribunaux.

Il est juste de dire qu'« ordinairement » les communes, bien intentionnées pour la religion, abandonnent aux fabriques ce qui peut leur revenir ; et c'est la meilleure solution à donner à ces sortes de difficultés.

Notre correspondant peut voir par l'analyse que nous venons de faire de la lettre du 19 novembre 1853 que la commune pourrait l'inquiéter ; espérons qu'elle ne le fera pas, ou que, dans le cas contraire, l'administration lui sera favorable.

Q. — La bienveillance avec laquelle vous répondez aux questions qui vous sont adressées, me fait prendre la liberté de vous en poser une.

Serais-je répréhensible devant la loi française si je bénissais le mariage d'un Autrichien et d'une Italienne domiciliés sur ma paroisse depuis plusieurs années, sans qu'il y ait auparavant contrat civil ?

Je vous serais reconnaissant si vous vouliez bien répondre dans *l'Ami du Clergé*, car le cas se présente pour moi et les futurs ne voudraient pas qu'on les crut non mariés.

R. — Nous ne le pensons pas. Les mariages contractés par des étrangers en France sont régis par un statut mixte qui se compose du mélange des deux législations. C'est la législation étrangère qui en forme la base ; mais il faut en retrancher toutes les dispositions qui sont contraires à la législation française concernant le mariage proprement dit, or la disposition qui défend aux curés de bénir un mariage ne touche pas à l'essence du mariage. C'est pourquoi, selon nous, il n'y a rien de répréhensible à bénir des époux. qui ne demandent rien au pouvoir civil français.

Q. — Dans une paroisse où il n'y a point de banc-d'œuvre pour les marguilliers, le maire peut-il obliger la fabrique d'en construire un ?

R. — L'art. 21 du décret du 30 décembre 1809 prescrit l'établissement du « banc de l'œuvre » en ces termes :

« ... Ces marguilliers (les marguilliers d'honneur), et tous les membres du conseil auront une place distinguée dans l'église, ce sera le « banc de l'œuvre, » il sera placé devant la chaire autant que faire se pourra... »

On voit par là que c'est un devoir pour la fabrique d'avoir un « banc d'œuvre. » Mais le conseil de fabrique seul est juge de l'utilité ou de l'opportunité d'exécuter cet article du règlement ; aucun de ses membres en particulier, fût-ce le maire, ne peut l'obliger d'en construire un. Si ce droit revenait à quelqu'un, ce serait à l'autorité supérieure, qui ne s'est jamais abaissée à ce minime détail. Le maire peut proposer à la fabrique, mais non la contraindre.

Q. — Le curé d'une paroisse, n'ayant pas de presbytère convenable, met à la disposition de la fabrique de son église un champ, où serait bâti un nouveau presbytère. Ce curé meurt avant que le presbytère soit construit.

Survienient trois successeurs, et le nouveau presbytère n'est jamais bâti faute de ressources.

Les successeurs de ce curé ont-ils pu légitimement percevoir les fruits de ce champ ? La fabrique pourrait-elle les réclamer pour elle ? En un mot quel est le véritable propriétaire ?

Notez que le curé actuel se contente de l'ancien presbytère, tout en demandant d'urgentes réparations ?

R. — Le véritable propriétaire, — du moins si

la donation a été faite régulièrement, — n'est pas autre que la fabrique. Mais la fabrique est liée par les conditions posées par le donateur; c'est-à-dire qu'elle doit pourvoir à la construction du presbytère, sans quoi elle s'exposerait à ce que les héritiers naturels ou testamentaires du donateur revendiquent le champ pour non exécution des clauses.

En attendant, les revenus du champ appartiennent au propriétaire du champ, qui est la fabrique. Mais celle-ci a pu et peut encore les abandonner aux curés. Nous dirons plus, elle le doit, puisque c'est là l'une des conditions de la donation. En laissant les revenus du champ aux curés, la fabrique se met à l'abri des réclamations des héritiers naturels; car elle peut soutenir à bon droit, que les conditions du testateur ou donateur ont reçu un commencement d'exécution.

Nous ne pouvons que blâmer le curé actuel de se contenter de l'ancien presbytère. Son devoir est de favoriser la construction d'un presbytère nouveau. Il y a des circonstances où il faut savoir se sacrifier soi-même à l'intérêt de ses successeurs et de la fabrique.

VARIÉTÉS.

Le Centenaire de saint François d'Assise.

I

Le voyageur, même le plus sceptique, quand il quitte Rome, éprouve un grand serrement de cœur. Rome, c'est la ville des souvenirs, le champ de bataille où la vérité a triomphé de l'erreur, sans rien détruire pourtant des monuments antiques qu'elle a transformés, comme le Panthéon, ou laissés debout comme le Colisée, ou le Palatin. Les papes n'ont point songé à rayer les empereurs de l'histoire. Vous connaissez le beau tableau du Guide qui se trouve dans l'église des Capucins : saint Michel terrassant le dragon. L'ange enveloppe de son tranquille regard son ennemi abattu à ses pieds. Dans les yeux l'on cherche en vain la haine ou l'exaltation de la victoire, on n'y voit que le mépris serein de la force sûre d'elle-même. Telle est l'attitude de la papauté en face du paganisme renversé. Le temps, ce grand ouvrier de Dieu, a jeté à bas les palais des Césars pendant qu'il dressait dans les airs les magnifiques coupes des âges nouveaux. Aussi n'est-ce pas sans un indéfinissable sentiment de mélancolie et de triomphe qu'au sortir de Rome vos yeux se portent des Thermes de Titus à la basilique de Saint-Paul-hors-les-murs; et des apuducs de Claude, mutilés, mais encore imposants avec leurs arches monstrueuses serpentant à travers la campagne désolée, à la basilique de Saint-Jean de Latran, avec son portail solennel d'où le Sauveur entouré de quatorze

saints, parle « à toutes les Eglises de Rome et de l'univers ¹. »

Mais nous nous rendons à Assise. Cette pensée nous console et nous aide à porter les inquiétudes pour l'avenir, les joies catholiques qui rayonnent du tombeau des Apôtres, et la tristesse des ruines qui pleurent. *Sunt lacrymæ rerum*. Le train nous emporte rapidement à travers les champs pleins de murailles croulantes, presque incultes et à peine réjouis çà et là par les rares façades blanches de quelques maisons isolées. De temps à autre des troupeaux de bœufs et des chevaux libres paissent tranquillement dans une anse verte; deux hommes à cheval, — les descendants peut-être de quelque fier patricien, — les gardent, galopant tantôt à droite, tantôt à gauche pour contenir les rebelles. Ce n'est qu'à Spolète, après avoir franchi les Apennins, que vous dominez les émotions diverses qui se disputaient votre esprit.

La campagne change d'aspect. Voici les ormes chargés de ceps de vigne et plantés à des distances régulières. La vendange est faite et seuls les pâles oliviers restent chargés de fruits. Spolète nous rappelle Pie IX qui en fut évêque avant d'occuper le siège d'Imola. Il devait aimer cette ville assise dans une échancrure de pierre, sur un fond de verdure, dominée par le fort della Rocca et couronnée par de grandes côtes couvertes de sapins noirs. Plus loin c'est Trévi, perchée sur un cône élevé, entourée de collines blanchâtres. Au sommet un pâté de vieilles maisons descendant jusqu'à mi-côte; au bas une ceinture d'oliviers. Nous approchons d'Assise. La vallée s'élargit, les torrents desséchés laissent dans les campagnes les traces de leurs stériles sillons. A droite d'étranges anfractuosités creusent la montagne; au dessus des vignes fertiles, on devine des renforcements mystérieux, une nature désolée et sauvage; ce sont les *Carceri* de saint François. Puis une ville d'allure imposante, mais vieillie, étale sur le flanc d'une montagne ses maisons jaunies par le temps, disposées en amphithéâtre, et deux églises gothiques dont l'une, à l'extrémité gauche, entourée d'immenses portiques, ressemble à une forteresse. Cette ville, c'est Assise; ces portiques, l'ancien couvent des capucins; cette église, le tombeau de saint François d'Assise.

La voilà donc cette belle nature qu'il comprenait si bien et qu'il chanta dans un langage d'une poésie si pénétrante que Virgile auprès de lui n'a fait que bégayer! Dans les champs parsemés d'ormes je cherche les traces des ravages causés par le loup homicide que saint François ramène dans la ville docile comme un chien; les petits oiseaux ont un chant plus recueilli et les hirondelles qui traversent la route semblent nous

¹ Sur le portail on lit ces paroles : « Sacrosancta Lateranensis Ecclesia, omnium Urbis et orbis Ecclesiarum mater et caput. »

dire que leurs aïeules leur ont transmis le souvenir des prédications charmantes que leur adressait jadis le doux patriarche.

Mais avant de monter à Assise, allons d'abord visiter Notre-Dame des Anges.

II

Au 4^e siècle, quatre religieux quittèrent la Palestine et vinrent trouver le pape Libère, lui demandant en quel lieu ils pourraient construire un oratoire. Le Pontife leur désigna la vallée d'Assise. Ils s'y rendirent et bâtirent dans la plaine une petite église en l'honneur de la sainte Vierge. En souvenir de leur lointaine patrie, et sans doute aussi parce que les oliviers d'Assise leur rappelaient les riches vallées qu'ils avaient abandonnées, ils nommèrent leur modeste édifice Notre-Dame de Josaphat. Puis ils se mirent à prier avec tant de ferveur que les anges s'associèrent à eux, répondant à leur chant par des cantiques célestes. D'harmonieux concerts résonnaient sans cesse dans ces heureuses campagnes, le ciel s'y faisait visible, c'est pourquoi le peuple désigna l'oratoire des religieux étrangers sous le nom de Notre-Dame des Anges.

Cette chapelle existe toujours. Elle passa aux Bénédictins puis aux Franciscains, mais le temps en a respecté les pierres et les hommes l'ont enfermée plus tard dans une vaste basilique que le tremblement de terre a détruite en 1832, sans toucher à la petite chapelle bien connue sous le nom de la Portioncule.

C'est là que saint François reçut ses premières et décisives inspirations; c'est là qu'il entendit ce passage frappant de l'Évangile : « Ne portez ni bâton ni sac de voyage, et n'ayez pas deux vêtements; » là qu'il coupa les cheveux à sainte Claire et qu'il jeta les fondements des ordres admirables des Clarisses et des Franciscains; là enfin qu'il eut cette merveilleuse vision où le Sauveur lui accorda une indulgence plénière pour tous ceux qui prieraient dans ce sanctuaire. Visitez plutôt la chapelle, nous y apprendrons tout cela.

Une grande porte plein-cintre, très large, eu égard à l'exiguïté de l'édifice, vous invite à entrer. Au-dessus, sur un relief de pierre, l'inscription suivante placée par ordre de saint François : « *Hæc est porta vitæ æternæ.* » Une très belle peinture d'Owerbeck occupe toute la petite façade et représente l'Apparition. N.-S. et sa sainte Mère assis sur un nuage d'or regardent avec amour François à genoux : « Seigneur, dit le saint, accordez-moi que tous vos serviteurs qui prieront dans ce lieu sanctifié reçoivent le pardon de leurs péchés. » Et son visage respire l'extase mêlée cependant de quelque angoisse. Les anges prient avec lui, au fond deux religieux contemplent éblouis ses traits séraphiques, la sainte Vierge presse doucement son Fils, enfin le Sauveur parle : « *Petitionem tuam, Franciscus, admitto.* » Ces paroles sont gravées autour du cintre de la

porte, et pour que le sens de cette fresque, toute vivante qu'elle est, n'échappe à personne, l'inscription suivante l'explique en détail : « A Christo Jesu, B. V. Mariæ intercedente, Sanctoque Francisco adprecante, indulgentiam ore suo pollicitam peccatoribus pœnitentiâ expiatis qui... aug. hoc sacellum introierint, Pictura refert. »

Le portail est surmonté d'un clocheton à jour dans le style du treizième siècle. L'intérieur n'a rien de remarquable sinon la foule qui s'y presse et use le pavé, de ses genoux et de ses lèvres. Après le sanctuaire de Lorette, c'est le lieu d'Italie où l'on prie le mieux, avec une foi vraiment recueillie et cette simplicité chrétienne qu'on n'y rencontre pas toujours.

Telle est la chapelle de la Portioncule, ainsi appelée sans doute parce qu'elle n'occupe qu'une très petite portion de terrain, car elle ne renfermerait qu'à grand peine cinquante personnes. C'est du moins l'explication que m'en a donnée un religieux franciscain à Assise même. Mais elle n'est qu'un des joyaux — le plus précieux cependant, — du beau trésor de Notre-Dame des Anges.

A droite, à quelques mètres de là, également enclavée dans l'église, voici la chambre où est mort saint François, transformée en chapelle. Quand il sentit sa fin approcher, le vénérable patriarche quitta la Toscane où il avait reçu sur le mont Alverise les plus merveilleuses faveurs. Quelque chose le rappelait au lieu de son berceau. Or le vrai berceau pour lui, c'était N.-D. des Anges. « C'est là qu'il avait reçu le souffle de la grâce, c'est là qu'il voulait exhaler le souffle de la vie ¹. » Dans cette chambre le soir du 4 octobre, après avoir recommandé à ses frères l'amour de la pauvreté, l'épouse qu'il avait prise dans sa jeunesse, et l'amour de l'Église, sa mère bien aimée, les deux amours qui remplirent uniquement sa vie, il commença le psaume *Voce meâ ad Deum clamavi*, et à ces mots : *Me expectant justi* son âme se réunit à l'armée des justes. Ici, tout le rappelle, l'endroit même où il expira, son cordon exposé à la vénération des fidèles; la porte vermoulue, mais protégée par un grillage contre la piété des pèlerins, qui le vit entrer vivant et qui s'ouvrit pour laisser passer sa dépouille mortelle.

Les plus gracieux souvenirs abondent autour de la couche funèbre et glorieuse de François, souvenirs de famille pour ses enfants, et qui semblaient revivre plus précieux encore et plus attachants au jour du centenaire. Dans le mur de la Portioncule qui fait face à la chambre mortuaire du saint, une pierre tumulaire porte ces mots : « *Petrus Catanus.* Pierre Catane, l'un des membres les plus fervents de la jeune famille, mourut deux ans avant saint François en odeur de sainteté. Dieu permit que son âme revint souvent visiter ses frères de la terre. Mais ses nombreuses

¹ « ... Ut ubi gratiæ spiritum a Deo acceperat, ibi spiritum vitæ redderet. » Brev. rom. fête de saint François.

apparitions, avec la joie, apportèrent quelque trouble dans la Communauté naissante. Plusieurs esprits faibles ou mal équilibrés se seraient peut-être jetés dans les extravagances. Le séraphique patriarche le craignit et au nom de la sainte obéissance, il défendit à Pierre de faire de nouveaux miracles. Docile comme autrefois, le religieux cessa d'apparaître, montrant ainsi qu'émule de la charité, l'obéissance persévère même au ciel.

On comprend que les fils de saint François aient tenu à honneur de rapprocher leur tombe de la sienne. Aussi lisons-nous cette autre inscription murale : page touchante qui raconte un des mille faits pleins de fraîcheur religieuse qui ont embaumé l'ordre à son berceau : « Devant cette chapelle consacrée à la mémoire et aux souvenirs intimes du Séraphique Patriarche, d'où il s'est envolé de la terre au ciel, reposent les corps des Bienheureux Frères Mineurs Jean Bonusius de Lucques et de Chérubin de Spolète. L'un après avoir été souvent réjoui de la vue du Christ-Jésus, mourut en 1472 dans le baiser du Seigneur. L'autre, quand vint sa dernière heure, accompagné de la radieuse armée des âmes que sa parole avait gagnées à J.-C. et envoyées au ciel, fut reçu lui-même dans le sein de Dieu en l'an 1484. »

Mais tous ces détails qui nous racontent les doux mystères de saint François, ne sauraient nous faire négliger les impressions fortifiantes qui s'échappent de son premier oratoire conservé par saint Bonaventure tel qu'il était, à quelques pas de là, en arrière de l'église.

III

Une petite chapelle, très simple, voûte ogivale, murs couverts de fresques représentant les principaux événements de la vie de saint François. Ces fresques assez remarquables sont fortement menacées par l'humidité. Au sanctuaire les portraits également peints à fresque de saint Bonaventure, de saint Bernardin de Sienne, de saint Louis de Toulouse et de saint Antoine de Padoue, les plus grandes illustrations de l'ordre. Celui de saint Bernardin de Sienne est d'une scrupuleuse exactitude. Au-dessous du sanctuaire, une sorte de crypte très étroite et très basse, c'est le premier oratoire de saint François.

Il s'y retira jeune encore. Cette pierre lui servit de lit; il ne pouvait, dans cet étroit réduit, se tenir debout, aussi pria-t-il à genoux, seule position que l'homme ait le droit de prendre devant Dieu. Cette pauvre petite pièce délabrée et malsainé vous touche plus encore que la chambre où il mourut. C'est ici qu'il passa les premières années de ferveur, qu'il mûrit ses projets de régénération du monde, par la prédication d'abord, par le tiers-ordre ensuite; enfin que Dieu l'éprouva au feu de la tentation avant de l'enivrer d'amour et de célestes souffrances.

Un jour, la tentation devint affreuse. François se souvint de saint Benoît; il arracha ses vête-

ments et se précipita dans un buisson d'épines qui croissaient là, devant sa cellule. Les épines mordirent sa chair nue; mais, ô miracle! tout à coup le buisson se changea en rosiers dont les branches étaient couvertes de roses et ces rosiers ne portaient point d'épines! Seulement les feuilles paraissaient comme tachées de sang.

Ils sont toujours là, les rosiers de saint François, frères, délicats, avec leurs feuilles sanglantes. On ne les cultive point, la mousse légère qui pousse au pied de leurs maigres tiges en fait foi. Et ce n'est pas un des moindres miracles que nous ayons vus sur notre chemin, cette étonnante perpétuité d'une plante qui partout ailleurs, malgré des soins minutieux ne dure pas cinquante ans. Nous demandâmes à un religieux français qui nous accompagnait, le P. Bernard, si l'on n'avait point essayé de planter ailleurs des boutures de ces merveilleux rosiers :

— Oui, nous dit-il, on l'a essayé cent fois. Nos Frères de Bordeaux en emportèrent jadis plusieurs qui reprirent admirablement. Mais elles produisirent des épines. Il n'y a qu'un lieu au monde où nos rosiers poussent comme vous les voyez, c'est le jardin des filles de sainte Claire, à Assise.

On comprend que les Clarisses participent à ce touchant privilège : les filles de sainte Claire sont aussi les filles de saint François. A Assise d'ailleurs, nul miracle ne vous étonne, tant le surnaturel vous compénètre et vous saisit. J'aurais voulu relire les Fleurettes de saint François, sur le seuil de Notre-Dame des Anges, sous ce ciel béni, en face de ces montagnes au sommet desquelles vous croyez voir planer l'aimable figure du patriarche. Sous le charme de ces impressions, l'un de nos compagnons écrivit aussitôt cette pièce de poésie gracieuse comme un nouveau chapitre des Fioretti :

LES ROSIERS DE SAINT FRANÇOIS.

Entre mille faveurs divines
Qui me poursuivent à l'envi,
Celle-ci m'a le plus ravi :
J'ai vu des rosiers sans épines.

Oui; les rosiers de saint François.
Au renouveau leurs vertes branches
Portent de belles roses blanches,
Mais aujourd'hui je n'aperçois

Que de frères tiges mourantes,
Et parfois des taches de sang
Rouge-sombre, mais éclatant,
Teignant leurs feuilles odorantes.

Ils meurent depuis six cents ans ;
Image douce et poétique
Du Patriarche Séraphique,
Aux traits célestes et souffrants.

Mais éternelle est leur jeunesse.
Depuis, que de peuples sont morts !

Et qu'elle a vu de siècles forts
Passer, leur robuste faiblesse !

« Souffrir, Seigneur, toujours souffrir ! »
Disait François. Fraîches écloses
Sous ses yeux naquirent des roses,
Prix de son généreux désir.

Le ciel chante dans les ruines,
Où loin du monde il s'est enfui.
Dieu n'eut que des roses pour lui
Qui ne cherchait que des épines.

(A suivre)

Courrier de l'Utile.

QUELQUES RECETTES.

Voici l'hiver avec son cortège de frimas. Certaines plantes potagères ne pourront plus guère paraître sur nos tables. Nous croyons être utiles à nos abonnés en leur indiquant le moyen de conserver l'oseille, la chicorée et les épinards.

Tirez, épluchez et faites blanchir ; laissez égoutter sur une passoire ; faites cuire ensuite dans une petite quantité d'eau sur un feu vif ; retournez avec une cuillère ; faites égoutter de nouveau et pressez fortement sur la passoire. Remettez sur le feu avec du sel, du poivre, un bouquet garni, un peu de laurier et du beurre frais. Quand l'assaisonnement sera pris, retirez du feu, laissez refroidir et mettez dans des bocaux de verre dont chacun contiendra juste ce qu'il faut pour un plat, recouvrez avec du beurre fondu : bouchez et conservez dans un endroit frais.

..

Un de nos abonnés, dans une pensée de charité, a bien voulu nous adresser deux recettes. Que ce généreux prêtre daigne agréer nos remerciements. Nous lui laissons la parole :

« Je vous envoie pour votre prochain *Courrier de l'utile*, deux recettes qui ont un prix incalculable, et dont les résultats peuvent agir sur la santé générale, si elles sont employées par les confrères, et, par eux, auprès de leurs paroissiens.

« Il est prouvé que la moitié des maladies viennent à la suite de petits refroidissements négligés, ou de coups, de chutes, regardés comme peu importants. Toutes les fois qu'il y a refroidissement, le sang arrête sa course, le malaise se traduit très-souvent par des frissons, douleurs de tête, lassitude des jambes. Négliger ces symptômes, c'est marcher presque à coup sûr, à la pleurésie et peut-être à la phthisie, surtout si les refroidissements ont été souvent négligés.

« Dieu a doté la médecine d'une plante très-précieuse et dont la vertu est un bienfait de la Providence : c'est l'aconit. Si chaque maison avait un flacon grand comme le doigt, renfermant pour vingt centimes d'alcool saturé d'aco-

nit, elle aurait pour deux ans, un remède infail-
lible contre tous les refroidissements. Aussitôt qu'on éprouve les frissons, douleurs de tête, lassitude des jambes, maux de dents, provenant de ce refroidissement, on met 6 gouttes d'alcool saturé d'aconit dans un demi verre d'eau que l'on absorbe en 3 fois dans la journée, une heure avant les repas. L'aconit ayant pour effet infail-
lible, de ramener le sang des extrémités au cœur, le mouvement arrêté reprend son cours et tout le mal disparaît.

« J'ai de gros domaines où toutes les semaines il y avait des malades à faire transpirer ; depuis 15 mois qu'on y emploie l'excellente recette, plus de malades. Je l'ai tant dit à mes gens, que beaucoup ont le précieux flacon, et ceux qui ne l'ont point viennent de suite à la cure chercher la potion qui guérit sûrement. C'est donc un fait certain ; l'aconit est un remède des plus efficaces. Prônez-le et vous rendrez un grand service. Depuis 10 ans mes voisins et moi en faisons l'expérience et toujours le succès nous a favorisés.

« L'arnicat produit l'effet contraire ; il pousse le sang du cœur aux extrémités. S'il y a coup chute, peur effroyable, le sang ralentit son mouvement et s'arrête là où le coup, la coupure ou la chute sont marqués. Négliger ces précautions, c'est très-souvent aboutir à des dépôts de sang à l'intérieur puis à des cancers, etc. Mettez dix gouttes de teinture d'arnica dans un verre d'eau, prenez une cuillerée de cette eau matin et soir, durant une semaine, vous arrivez facilement à guérison et détruisez les causes certaines des dépôts et des cancers.

« Les saignements du nez considérables sont aussi vite arrêtés. Si à la suite des coups, des chutes, il y a plaie, il faut prendre ces potions comme il vient d'être dit ; de plus, il est bon d'en appliquer des compresses, pour hâter la guérison. Alors on met une petite cuillerée d'arnica dans un verre d'eau pour imbiber la compresse.

« Prônez encore ce précieux bienfait de la Providence et vous rendrez de grands services à l'humanité souffrante. »

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 15 novembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse a été un moment favorablement impressionnée de la déclaration que M. Tirard, ministre des finances, a faite cette semaine devant la commission du budget. M. Tirard a dit qu'il n'y aurait « ni emprunt ni émission de bons du Trésor, » que le budget serait équilibré au moyen des fonds restés disponibles sur les exercices antérieurs. Là-dessus on a monté; puis, la réflexion est venue, on s'est demandé si cette disponibilité existait réellement, ou tout au moins dans des proportions suffisantes; et la réponse a été que la déclaration du ministre manquait de certitude. Ensuite, la rentrée des chambres ayant eu lieu, l'inconnu dans lequel nous marchons a, de son côté, paralysé la confiance. C'est ce qui veut dire qu'en somme la Bourse a été indécise pendant toute la semaine, et que le cours, pour prendre une direction dans un sens ou dans l'autre, attend les événements.

Le 3 0/0 est à 81 10; l'amortissable, à 81 30; le 4 1/2, à 109 75; le 5 0/0, à 115 10.

Les Consolidés anglais, toujours fortement soutenus, ont gagné 2 1/16 et cotent 102 7/16. L'Italien a réactionné à 89 15; l'Unifiée égyptienne à 355. Le Turc s'est maintenu à 12 70, cours de la semaine passée.

Parmi les valeurs à grosse cote, nous trouvons la Banque de France à 5, 380; le Crédit foncier, à 1,375; la Banque de Paris, à 1,120; le Comptoir d'Escompte, à 1,005; le Gaz, à 1,560; les Omnibus, à 1520; le Suez : actions, à 2,640; parts de fondateurs, à 1,090; Délégations, à 1,325.

Menaces du rachat par l'Etat, les chemins de fer provoquent peu de négociations. L'Est fait 755; le Lyon, 1,610, ex-coupon de 20 fr.; le Midi, 1, 205; le Nord, 1,940; l'Orléans, 1,270; l'Ouest, 785.

Une émission de 150,000 obligations aura lieu, mardi, 14 courant, par l'entremise de la Banque ottomane. Ces obligations, qui doivent rapporter 25 fr. d'intérêt, ne sont émises qu'à 415 fr. Est-ce la crainte de l'insuccès de la souscription ? est-ce le peu de confiance que doivent inspirer les valeurs turques, qui ont fait établir des conditions en apparence si avantageuses ? Probablement l'un et l'autre.

Que nos lecteurs se gardent donc de céder à l'appât. Plaçons notre argent sur les valeurs françaises, sur les entreprises françaises. Concourons ainsi au développement, à la prospérité progressive de notre industrie, de notre commerce, de notre état financier.

Au nombre des industries que l'on doit assurément compter parmi les plus florissantes et qui ont devant elles le plus brillant avenir, il est impossible de ne pas nommer l'imprimerie et la librairie. Tout le monde aujourd'hui a un livre ou un journal dans les mains. Partout, on fonde des bibliothèques; dans quelques années, il n'y aura pas un enfant qui ne sache lire. Donc, quiconque possède des titres se rattachant à cette industrie peut les voir pour ainsi dire s'enraciner de plus en plus dans le sol et croître à vue d'œil. Aussi, nous concluons par ce conseil : une des meilleures valeurs à mettre en portefeuille, c'est l'action de la *Société générale de Librairie catholique*, qu'on peut trouver à 500 fr. et sur laquelle on touchera, le 1 janvier prochain, un nouveau coupon semestriel d'au moins 12, 50, car les actionnaires ont constamment reçu jusqu'ici 25 et 30 par action.

Pour toutes valeurs et renseignements s'adresser à la Banque de l'Épargne publique, 78, rue des Saints-Pères à Paris.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE

Par J.-A. PETIT

12 beaux volumes in-8° 72 francs.

ONT PARU :

TOME I ^{er} . — La Révolution, 1 vol. in-8° de xvi-540 pages.	6 fr.
TOME II. — La Terreur, 1 vol. in-8° de 400 pages	6 fr.
TOME III. — La Réaction thermidorienne, 1 vol. in-8° de 501 pages	6 fr.
TOME IV. — Le Directoire, 1 vol. in-8° de 485 pages	6 fr.

Les autres volumes paraîtront successivement.

L'Histoire contemporaine de la France, par M. J.-A. PETIT, aura douze volumes.

Elle commence à la Révolution de 1789, et sera poursuivie jusqu'aux événements de 1870-71, si ce n'est plus avant encore.

Cet ouvrage est d'une grande opportunité. Au moment, en effet, où les idées et les principes de notre première Révolution trouvent leur pleine et entière application dans le gouvernement actuel du pays, il est du plus haut intérêt de repasser, halte par halte, à travers ces quatre-vingt dernières années de notre histoire; d'avoir sous les yeux, tracé par la même main, afin de nous y retrouver tout entiers comme dans un miroir, ce tableau si chargé de personnages et de faits.

La vérité, une vérité rigoureuse et rigoureusement impartiale, tel est, d'un bout à l'autre, le trait caractéristique de l'œuvre de M. J.-A. PETIT.

Ouvrage terminé - Souscription fermée

*Selon ce qui a été annoncé, le prix est élevé à 90 francs
au lieu de 75 francs.*

HISTOIRE UNIVERSELLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Par l'abbé ROHRBACHER

NOUVELLE ÉDITION CONTINUÉE JUSQU'À NOS JOURS

Par M. l'abbé GUILLAUME

PROFESSEUR AU GRAND SÉMINAIRE DE VERDUN

Avec des notes nouvelles et éclaircissements à la fin de chaque volume

**Douze beaux volumes in-4°, à deux colonnes, avec une table générale
et alphabétique des matières.**

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur la valeur du livre de Rohrbacher ni sur l'opportunité qu'il y a d'en donner aujourd'hui une nouvelle édition ; il suffira de remarquer que c'est la seule grande *Histoire de l'Église* qui soit complète et ACHÉVÉE.

Mais s'il était utile de publier une nouvelle édition, il fallait que ce mot « nouvelle » fût une vérité. On ne peut se dissimuler, en effet, que Rohrbacher n'était plus au courant ni des sciences historiques ni des sciences naturelles.

Sur les points les plus difficiles et les plus controversés, il fallait des éclaircissements courts, substantiels, lucides, décisifs, faciles à lire et à retenir.

Nous avons reproduit d'abord le texte *intégral* de Rohrbacher ; puis, nous l'avons fait suivre, à la fin de chaque volume, des *notes et éclaircissements* dont nous venons de parler ; notes dont la rédaction a été confiée aux plus savants rédacteurs de la *Revue des Questions historiques*, sous la haute sanction de l'auteur, M. l'abbé GUILLAUME.

Cette nouvelle édition, ainsi augmentée et améliorée, et continuée jusqu'à nos jours, est assurément la plus docte et la plus complète HISTOIRE DE L'ÉGLISE qui ait encore été publiée.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^or PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS. Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

SOMMAIRE DU N° 47 :

PRÉDICATION : Pour le premier dimanche de l'Avent : le culte de Dieu par la vertu de religion. — **CONGRÉGATIONS ROMAINES** : Taxe pour l'exécution des dispenses apostoliques. — **CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.** : Quelle messe doit dire un prêtre célébrant à l'occasion d'un enterrement, sans appliquer la messe au défunt? — Peut-on garder l'aube pour l'absoute? — Quel est le côté gauche de l'église? — Un prêtre moralement certain qu'un mariage béni par un confrère est invalide, est-il tenu de prévenir les époux? — Un prêtre qui a chanté des messes de *Requiem* à des jours doubles dans sa paroisse, peut-il, en vertu du même indult, en chanter d'autres dans une paroisse voisine? — Peut-on employer à des usages profanes un ancien bénitier? — Les inscriptions faites depuis 1865 sur les registres de confréries du Rosaire, non régularisées, sont-elles nulles? — Quel ordo doivent suivre des religieux chargés l'un d'une église paroissiale, l'autre d'une aumônerie? — A la solennité des fêtes transférées au dimanche suivant, quel doit être le dernier évangile? — Pendant les trois jours d'adoration perpétuelle, quelles prières peut-on faire? Peut-on chaque jour donner la bénédiction du Saint-Sacrement? — Y a-t-il, en vertu de la coutume, obligation d'appliquer la messe *pro populo* à la fête du patron du diocèse? — Comment entendre *Butyrum et mel comedet*, etc.? — *Et quod continet omnia scientiam habet vocis*? — Quelle est la raison de l'indélébilité du caractère sacramentel? — Comment comprendre saint Jean Chrysostôme disant que, par la communion, nous ne faisons qu'un *ipsa re* avec N.-S.? — L'application de messes faite sans distinction à deux défunts est-elle valide? — **JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE** : Traitement des desservants. Discours de Mgr Freppel à la Chambre des députés. — Questions d'enseignement : Une religieuse institutrice qui après 35 ans d'âge et 5 ans d'exercice, a quitté ses fonctions, peut-elle les reprendre sans se munir d'un certificat de capacité; même question pour une religieuse adjointe; comment contraindre un maire à recevoir une déclaration d'ouverture d'école libre; un congréganiste qui se trouve dans les délais pour obtenir le brevet de capacité, peut-il enseigner dans toute école; point de départ après lequel une salle d'asile libre peut être ouverte; un établissement secondaire peut-il recevoir des enfants au-dessous de six ans; le brevet ou certificat d'études sont-ils exigés pour l'ouverture d'une garderie d'enfants de 3 à 5 ans; une personne qui réunit dans un local pour les diriger, des élèves suivant les cours d'un lycée, doit-elle être assimilée à un directeur d'établissement; le prêtre qui peut donner l'enseignement secondaire à quatre enfants, peut-il leur donner l'enseignement primaire; quels sont les droits des inspecteurs universitaires vis-à-vis des établissements libres; ces mêmes inspecteurs peuvent-ils visiter les écoles établies dans des couvents cloîtrés; les élèves d'une école libre vacante subitement, pendant le mois nécessaire pour la déclaration et la réouverture, peuvent-ils encourir les pénalités de la loi du 28 mars. — Quels sont les recours d'un curé contre la suppression administrative de son traitement? — Quand on a le permis d'inhumation, peut-on faire la levée du corps avant l'expiration des vingt-quatre heures? — Un maire voulant faire sonner qui et comme bon lui semble le 14 juillet, et défendant au sonneur commandé par M. le curé de sonner, est-il dans l'exercice de ses fonctions? — Le préfet peut-il obliger une fabrique à aliéner un titre de rente de 71 francs pour payer le logement du curé? — Une fabrique peut-elle faire des réparations au presbytère, se montant à 350 fr., sans l'approbation du conseil municipal, par voie économique? Que faire si le conseil municipal s'y oppose? — Comment régulariser un dépôt mis entre les mains de la fabrique avec charge de messes? — **VARIÉTÉS** : Le Centenaire de saint François d'Assise. — **COURRIER DE L'UTILE** : Recettes pour : enlever des soutanes les taches d'huile; les taches de cire sur les meubles; empêcher les camails de jaunir.

REVUE LITTÉRAIRE.

Nous avons à présenter aujourd'hui à nos lecteurs un livre d'une grande actualité :

LES JUIFS, NOS MAÎTRES

PAR M. L'ABBÉ CHABAUTY

(1 vol. in-12. Prix : 2 fr.).

Les Juifs, nos Maîtres! Rien de plus vrai, de plus actuel et de plus opportun que la thèse résumée dans ce cri d'indignation et d'effroi. Par le très remarquable ouvrage qu'il a précédemment publié, sous le titre de *Franco-Maçons et Juifs*, M. l'abbé Chabauty avait exposé de la façon la plus démonstrative et la plus intéressante que la Franc-Maçonnerie

était l'instrument principal et toujours agissant des ruines physiques et morales sans nombre opérées à notre époque dans le monde chrétien. Derrière l'association maçonnique, il avait aussi montré la main du juif, chef suprême et caché de la Maçonnerie et des autres sectes occultes, et cause première et dirigeante de tous nos bouleversements religieux, politiques et sociaux. Dans son nouveau livre, M. l'abbé Chabauty complète cette seconde partie de sa thèse, en l'appuyant sur des preuves nouvelles et plus nombreuses.

Deux fort anciennes et très curieuses lettres, dont il prouve la parfaite authenticité, et qui furent échangées, en 1489, entre les Rabbins espagnols et provençaux et les grands chefs juifs résidant à Constantinople, lui servent de base et de point de départ.

Les entourant de quelques autres documents secondaires et plus connus, il établit invinciblement les trois vérités historiques suivantes :

1° Depuis leur dispersion jusqu'à nos jours, les Juifs n'ont pas cessé d'avoir un centre unique de commandement et de direction, qui, avec l'autorité la plus étendue et la plus incontestée, les a gouvernés comme une immense société secrète. M. l'abbé Chabauty nous fait toucher du doigt la grande facilité avec laquelle les Princes juifs ont pu d'abord commander à leur peuple dans tous les pays du monde, à toutes les époques, et, ensuite, à la nôtre, s'emparer des sociétés secrètes. Avec son livre nous comprenons encore sans peine la cause et le but de ce changement d'allures si étonnant qui s'est produit chez une partie des Juifs depuis plus d'un demi-siècle, et qui a formé le Juif « modernisé », cet envahisseur persévérant de nos sociétés chrétiennes.

2° La domination universelle a été de tout temps le rêve des Juifs et de leur nation. Au xve siècle, ainsi que l'exposent les deux lettres juives de 1489, ils ont conçu, afin d'y arriver un plan extrêmement habile, qui est sur le point de réussir entièrement aujourd'hui. La comparaison des données de ce programme juif, vieux de 400 ans, avec la situation actuelle, est pleine de tristes mais précieuses révélations.

3° Les sentiments des princes juifs et de leur peuple envers les catholiques et les chrétiens sont semblables, à l'heure présente, même chez les Juifs modernisés, à ceux de leurs ancêtres des premiers siècles de l'Eglise.

Si donc un jour leur triomphe devient absolu, ils ne laisseront aux uns et aux autres que l'alternative de la mort ou de l'apostasie.

Au cours du développement de ces trois propositions, M. l'abbé Chabauty nous fournit les détails les plus intéressants sur le Sanhédrin et les docteurs juifs, sur le Talmud et les juifs talmudistes et caraites, sur les synagogues et leur régime jusqu'au onzième siècle, sur les Ghettos du moyen-âge, sur la résidence actuelle du Prince suprême des Juifs et de ses assesseurs, sur le caractère et la valeur intellectuelle de ces futurs dominateurs du monde, sur l'état judaïque qu'ils veulent provisoirement fonder en Roumanie, sur la colonisation de la Palestine qu'ils préparent en ce royaume, etc., etc.

L'auteur termine en concluant que, de nos jours, les véritables moteurs de la Révolution universelle, ce sont les princes de Juda et leur peuple, et en faisant à tous les catholiques un appel pressant de prières persévérantes et générales pour leur conversion et celle des francs-maçons, leurs prosélytes.

L'actualité, l'opportunité d'un tel ouvrage sont évidentes. Il est étonnant combien ce petit volume de 260 pages environ renferme de choses instructives et utiles en ce moment-ci. La lecture n'en est pas moins attachante que celle des *Francs-Maçons et Juifs* dont il est la suite nécessaire. Ces deux livres devraient être entre les mains de tous ceux qui s'occupent de la politique, de l'histoire contemporaine et de la philosophie de l'histoire, et aussi de ceux qui étudient sérieusement les Saintes-Ecritures. Car les agissements et les succès de la nation juive, dans notre âge, préparent, à n'en pas douter, l'accomplissement de plusieurs prophéties sacrées fort importantes.

Le CONCORDAT ET LA PROPOSITION BOYSSET, tel est encore sous forme de brochure et d'actualité courante, l'écrit plein d'attrait et d'enseignement que nous offre, cette semaine, la *Société générale de librairie catholique*.

Le citoyen Boysset, escorté de quatre-vingts députés du même acabit, a déposé sur le bureau

de la Chambre des députés une proposition de loi qui conclut à la suppression du Concordat et à l'abolition du contrat qui règle les rapports de l'Eglise et de l'Etat. L'atrabilaire Boysset, qui avait, dit-on, une mère profondément chrétienne, déteste l'Eglise; et dans l'Eglise, ce qu'il poursuit avec une énergique opiniâtreté, son *delenda Carthago* à lui, c'est le Concordat. Il y a trois ans, il avait déjà éructé la même proposition de loi, et l'avait escortée d'un certain nombre de considérants, qui n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir une grande valeur juridique; mais ils étaient du moins présentés avec un certain art, je dirai même avec élégance. La poire n'était pas mûre : la proposition fut enterrée.

Depuis trois ans, un siècle s'est écoulé : il s'en est passé tant de choses ! Les religieux ont été expulsés ; l'Eglise elle-même a été chassée de l'école laïcisée, de l'armée livrée à l'athéisme, des bureaux de bienfaisance, et déjà d'un certain nombre d'hôpitaux ; et puis, elle a été impunément attaquée, bafouée, raillée, calomniée, dans ses ministres, dans sa morale, dans ses dogmes, par des personnages aujourd'hui très considérables ; et d'ailleurs le premier folliculaire venu peut, sans autre crainte que celle de Dieu, qui ne pèse guère sur certaines consciences, battre monnaie sur le dos de l'Eglise. Il semble donc que ce qui était prématuré il y a trois ans, ne l'est plus, et que c'est l'heure psychologique de livrer un dernier assaut à l'Eglise, en employant la méthode des Prussiens à Paris, c'est-à-dire en lui coupant les vivres.

Voici, dans sa teneur, tranchante et brutale, le projet de loi de M. Boysset :

« Art. 1^{er}. Le concordat du 23 fructidor an IX (10 septembre 1801) et les articles organiques du 26 messidor an IX, promulgués le 18 germinal an IX, sont abrogés.

« Art. 2. Cette abrogation produira tous ses effets à partir du 1^{er} janvier 1883. A cette date, ni le culte catholique ni aucun autre culte ne seront reconnus ni subventionnés par l'Etat, et aucuns privilèges de délégations et d'honneurs ne pourront leur être conférés. »

Et c'est à examiner, à combattre ce projet de loi ainsi conçu que s'attache l'auteur de la présente brochure.

En tête, est reproduit le texte même du Concordat, dont tout le monde parle et que presque personne, en somme, ne connaît. — Puis viennent les deux chapitres suivants : *La position de la question*, et *Le Concordat et la Proposition Boysset*.

Prix : 25 centimes l'exemplaire. — Remises considérables pour la propagande.

CONSEILS A L'EPARGNE CATHOLIQUE.

La physionomie du marché s'est plus assombrie encore cette semaine. La baisse a prévalu sur tout l'ensemble de la cote. Parmi les éléments de perturbation qui ont influé sur la Bourse, on peut citer : des articles pessimistes sur notre situation financière de M. Paul Leroy-Beaulieu, dans le *Journal des Débats*, et de M. Léon Say, dans le *Journal des Economistes* ; des bruits de grave indisposition de M. Grévy et de démission de M. Ribot de ses fonctions de rapporteur de la commission du budget ; les contestations qui se sont élevées entre le ministre des finances et la

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LE 1^{er} DIMANCHE DE L'AVENT : LE CULTE
DE DIEU PAR LA VERTU DE RELIGION

Venite, adoremus et procidamus ante Dominum qui fecit nos
quia ipse est Dominus Deus noster.

(Ps. xciv, 6, 7.)

Lé premier commandement nous oblige à quatre choses : 1^o à croire en Dieu ; 2^o à espérer en lui ; 3^o à l'aimer de tout notre cœur ; 4^o à n'adorer que lui seul. Nous remplissons ces quatre obligations par la pratique des trois vertus théologiques et de la vertu de religion. Qu'est-ce que la vertu de religion ? Quel culte d'adoration devons-nous rendre à Dieu ? Par quels actes accomplissons-nous le devoir de l'adoration ? La réponse à ces trois questions fera l'objet et le partage de notre instruction.

I

Qu'est-ce la vertu de religion ? C'est une vertu, d'après saint Thomas, qui nous porte à rendre à Dieu le culte qui lui est dû comme au souverain Seigneur de toutes choses, c'est-à-dire l'adoration. Dans un sens large, moins strict, le mot adorer veut dire honorer ; c'est ainsi que, dans l'Écriture, il est dit qu'Abraham adora le peuple d'Hébron, que Jacob adora sept fois son frère Esaü, que David adora Saül, que Nathan adora Salomon. Mais dans le sens strict, précis, celui que nous entendons ici et qui s'entend ordinairement, l'adoration exprime le culte de « latrie, » c'est-à-dire le culte par lequel nous reconnaissons et révérons Dieu comme le souverain Seigneur et Maître de toutes choses. Adorer Dieu, c'est donc le reconnaître comme l'être infini, suprême, éternel, qui sait tout et de qui tout dépend ; c'est s'anéantir humblement devant sa souveraine grandeur et confesser que tout ce que nous avons vient de lui et que sans lui nous n'aurions pas même l'existence. On ne doit adorer que Dieu seul, parce que seul il est le Créateur et le Maître suprême ; on doit adorer J.-C., le Verbe incarné, parce qu'il est à la fois Dieu et homme ; on ne peut adorer ni la sainte Vierge, ni les anges, ni les saints, parce que ce ne sont que des créatures. Par l'adoration, donc, nous professons deux choses, savoir : l'excellence infinie de Dieu et notre absolue dépendance à son égard. Par où l'on voit que la vertu de religion, procédant d'un vif sentiment des grandeurs divines, nous pousse à respecter profondément Dieu et toutes les personnes ou choses sacrées en vue de Dieu. C'est elle qui nous porte à prononcer avec vénération le nom du Très-Haut ou celui de Jésus-Christ ; à nous tenir toujours dans une attitude pleine de modestie à cause de la présence de Dieu ; à être attentifs et respectueux dans la prière, dans la réception des sacrements et au

pied des saints autels ; à faire posément et dignement le signe de la croix ; à traiter avec une humble déférence les prêtres et les religieux ; à lire et à entendre avec amour et humilité la parole de Dieu ; à faire grand cas des choses sacrées, du pain bénit, de l'eau bénite et des cérémonies saintes.

Qui ne voit, après cela, la noblesse de la vertu de religion ? A la vérité, elle ne figure pas dans le chœur sublime des vertus théologiques, mais saint Thomas enseigne qu'elle occupe le premier rang parmi les vertus morales dont elle est la plus excellente et la plus digne. Elle a pour objet, en effet, non point Dieu lui-même, mais les actes qui proclament son infinie grandeur et son domaine suprême. Ainsi, après la foi, l'espérance et la charité, c'est elle qui approche le plus près du Seigneur, car qu'y a-t-il de plus près de Dieu que son honneur ? Or, si le rayon qui est le plus voisin du soleil l'emporte sur tous les autres par la splendeur de sa lumière ; si l'eau qui coule à l'origine de la source est la plus limpide et la plus pure ; si, à la cour des princes, les ministres qui siègent à côté du trône sont les plus dignes, il est évident que la vertu de religion, de toutes les vertus morales, se tenant le plus proche du soleil incréé, de la source de toute perfection, du roi des rois, est la plus digne, la plus noble et la plus excellente.

Et c'est la pratique de cette vertu que Dieu nous recommande quand il dit du haut du Sinaï : « Vous n'aurez point d'autres dieux que moi ; vous ne ferez point d'images taillées, ni aucune figure pour les adorer et pour les servir. » C'est cette vertu qu'il nous prescrit par ces paroles : « Vous adorerez le Seigneur votre Dieu et vous ne servirez que lui seul ! »

II

Mais quel est le culte que Dieu exige de nous en sa qualité de seigneur et maître ? Il nous demande un triple culte : un culte intérieur, un culte extérieur et un culte public.

I. Un culte intérieur d'abord. Il faut que nous reconnaissions du fond du cœur l'excellence infinie de Dieu et notre absolue dépendance à son égard, car « il veut des adorateurs en esprit et en vérité. » C'est une vérité qu'il importe de rappeler à l'heure présente, où trop d'impies par leur conduite et même par les déclarations les plus cyniques et les plus formelles, arborent le drapeau de l'indépendance, aspirent à s'affranchir de toute espèce de joug et désormais ne veulent ni Dieu ni Maître. Oui, Dieu est la majesté infinie. Il est l'infiniment grand ; « toutes les nations sont devant lui comme une goutte d'eau, comme un grain de poussière, moins que cela, comme si elles n'étaient point ! » (Is., xii.) Il est l'infiniment puissant : d'un mot il a créé l'univers, d'une parole il a enchaîné l'océan, d'un regard il fait trembler la terre. (Heb., i. Job., xxxviii. Ps., ciii.) Il est l'infiniment saint, l'infiniment juste, l'éter-

nel ! l'immense ! Oui, nous dépendons absolument de Dieu. C'est lui qui nous a créés, qui nous a rachetés, qui nous conserve, qui fournit à tous nos besoins du corps et de l'âme; nous vivons en lui, nous nous mouvons en lui, nous sommes en lui et par lui. Sans lui nous ne pouvons rien, nous ne sommes rien. Comme créateur, comme rédempteur, comme sanctificateur, comme conservateur, il a sur nous un domaine essentiel, suprême, absolu, universel, perpétuel et irrésistible. Oui, nous sommes obligés de servir Dieu en tout et par tout, d'accomplir ses volontés, de prendre parti pour ses intérêts, de chercher à lui faire plaisir, d'éviter de l'offenser, comme de bons et fidèles serviteurs. Oui, comme le prophète, nous devons nous écrier : « O Seigneur, qui est semblable à vous ? *Domine, qui similis tibi ?* Notre Maître est grand et infiniment digne de louanges, *magnus Dominus et laudabilis nimis !* O Seigneur, je suis votre serviteur, *o Domine quia ego servus tuus !* »

II. Mais au culte intérieur il faut que nous joignons le culte extérieur, c'est-à-dire que nous devons manifester au dehors l'adoration intérieure qui est en notre âme, et cela par les prières vocales, les louanges, les chants, les génuflexions, les cérémonies saintes, etc. En cela comme en tout le reste N.-S. nous a donné l'exemple : il priait à genoux; souvent il élevait les yeux au ciel en signe d'amour et de ferventes supplications; il est dit qu'au jardin des Olives, il se prosterna à deux genoux et tomba devant son Père, la face contre terre. Il est vrai que des philosophes hypocrites, parce que le culte extérieur contrariait leur impiété, ont attaqué les pratiques de l'adoration corporelle. Mais leur doctrine a été formellement condamnée par l'Eglise. Pourquoi ne rendrions-nous pas à Dieu le culte extérieur ? N'avons-nous pas reçu du Seigneur nos corps aussi bien que nos âmes ? Le Créateur est-il seulement le premier principe de celles-ci et non de ceux-là ? Un père de famille se contenterait-il du respect et de l'amour que ses enfants ont pour lui dans leur cœur sans en recevoir jamais les témoignages extérieurs ? D'ailleurs à cause des liens étroits qui unissent le corps et l'âme, les sentiments intimes rejaillissent au dehors ; ils s'entretiennent, se développent par les émotions qui affectent les sens, en sorte qu'il n'y aurait bientôt plus de culte intérieur, si le culte extérieur était supprimé. C'est ce qu'a très bien exprimé saint Augustin : « Ceux qui prient, dit-il, se servent de leurs membres comme de voix suppliantes, fléchissant les genoux, étendant les mains, se prosternant même sur le sol, ou faisant tout autre signe extérieur. Quoique leur volonté invisible soit connue de Dieu, qui n'a besoin d'aucun indice apparent pour pénétrer le cœur humain, néanmoins les chrétiens s'excitent par ces actes à prier plus humblement et à pousser des gémissements plus profonds. En outre, je ne sais comment, ces mouvements corporels qui ne

peuvent avoir lieu que par l'impulsion de l'âme, accroissent, lorsqu'ils s'accomplissent extérieurement, la cause invisible qui les a produits ¹. » Arrière donc ces philosophes hypocrites qui ne veulent que du culte intérieur ! Ils prétendent faire les anges et ils descendent à l'abjection de la brute. Ils ne veulent pas courber le genou devant Dieu, ils le courbent devant des idoles de chair !

III. Enfin nous devons à Dieu un culte public et social. Dieu est l'auteur, le conservateur et le maître de la société : la société lui doit donc ses hommages.

III

Passons à notre troisième question : par quels actes la vertu de religion rend-elle à Dieu le culte qui lui est dû ? Les principaux actes de la vertu de religion sont : l'adoration, le sacrifice, la dévotion, la prière, le serment, le vœu et la sanctification des fêtes. Il sera question des trois derniers dans la troisième partie, dans l'explication du second et du troisième commandement. Un mot seulement sur les autres.

1^o L'adoration proprement dite est un acte par lequel pénétrés, saisis d'un profond respect à la vue de l'excellence infinie de Dieu, nous nous prosternons, nous nous humilions et nous nous anéantissons en quelque sorte devant lui, le reconnaissant formellement et expressément comme notre premier principe et notre dernière fin, comme notre souverain Seigneur et comme le Maître absolu de toute chose. Nous sommes obligés à l'adoration ainsi entendue, sous peine de damnation éternelle.

2^o La dévotion, suivant saint Thomas, est un acte par lequel la volonté se porte promptement au service de Dieu. Oh ! qu'il est glorieux d'être serviteur d'un si grand maître, *cui servire regnare est !* Saint Paul faisait de ce titre son titre de noblesse : *Paulus servus Jesu-Christi !* Mais souvenons-nous que noblesse oblige !

3^o Le sacrifice, la plus sublime expression du culte de latrerie. Il est obligatoire d'y assister les jours de dimanches et de fêtes.

4^o La prière, dont nous avons tant besoin et sans laquelle il n'y a point de salut pour nous. Elle oblige 1^o quand on atteint l'usage de la raison ; 2^o quand on est fortement tenté contre quelque vertu ; 3^o quand on a eu le malheur d'offenser Dieu mortellement ; 4^o quand on doit recevoir quelque sacrement ; 5^o quand on est en danger de mort ; 6^o chaque jour, le matin et le soir. N'oublions pas qu'un des caractères distinctifs du juste, d'après le Saint-Esprit, « c'est de se lever de bon matin et de consacrer les premiers moments de la journée à l'adoration et à la prière. »

Que notre résolution soit d'exciter en nous de vifs sentiments de religion. Traitons toujours avec Dieu, dans nos prières, à l'église, pendant la messe, avec un très profond respect, *Deus non*

¹ S. Aug. « De cura pro mortuis, v. »

irridetur! Saint François d'Assise faisait cent fois le jour la génuflexion pour adorer Dieu; saint François de Borgia à chacune des heures du jour et de la nuit ne manquait jamais d'offrir ses hommages à son Seigneur et Maître; saint Ignace de Loyola, avant de prier, se recueillait le temps d'un *Pater* pour se rappeler qu'il allait entrer à l'audience de Dieu; les anges, au témoignage de saint Chrysostôme, environnent nombreux l'autel du sacrifice, dans l'attitude de l'adoration la plus anéantie : imitons les anges, imitons les saints, et en glorifiant Dieu nous sauverons notre âme !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE

Cambrai, 1882.

Taxe pour l'exécution des dispenses apostoliques.

Sub die 14 mensis julii anni 1881, Alfridus Duquesnay Sacratissimo principi supplicem libellum porrexit, exponens quod :

Eminentissimo meo antecessori, die 27 julii 1857, a SS. DD. NN. Papa Pio IX, concessa fuit facultas utendi taxa infrascripta :

Cancellariæ scilicet solvuntur pro litteris ordinationum testimonialibus libell.	1 50
Provisionibus canonicatum,	24 »
Parochiarum 1æ classis,	24 »
2æ classis,	18 »
Succursaliæ quæ tria incolarum excedunt millia,	12 »
Pro provisionibus succursaliæ quæ mille non habent incolas,	6 »
Pro litteris vicariorum,	3 »
Dispensationibus super uno banno,	3 »
id super tempore prohibito,	3 »
Super impedimento cognationis, consanguinitatis et affinitatis tertio gradu æquali et infra,	6 »
Pro dispensationibus erectionis confraternitatis,	3 »
Pro Viæ SSmi Crucis,	3 »

Quæ quidem taxa aliquantulum excedit Innocentianam. Hæc autem si nunc temporis ac in istis regionibus stricte observaretur, non posset necessariis cancellariæ sumptibus satisfieri. Ideoque Archiepiscopus orator humillime implorat indultum vi cuius ipsi liceat eadem taxa uti.

Insuper, cum in dies ingravescat annonæ caritas, et in his turbatis temporibus redditus episcopis attributi ex legibus imminuti sint, et, quod pejus est, cum id quod ex his redditibus superest, omnino instabile ac proinde incertum sit, prælaudatus archiepiscopus humiliter postulat.

1^o Ut taxam pro dispensationibus super impedimento cognationis, consanguinitatis et affinitatis tertio gradu æquali et infra determinare

possit juxta facultates oratorum, ad instar Curie Romanæ ; ac

2^o Ut si quid demptis necessariis Cancellariæ sumptibus supersit, id non solum in pia opera sed ad necessaria vitæ erogare possit ac valeat.

La Sacrée Congrégation du Concile n'a pas jugé à propos d'accéder à la première demande.

Quant à la seconde demande, elle y a répondu en ces termes :

Attentis peculiaribus circumstantiis, pro facultate utendi enuntiata taxa, a S. M. Pio Papa IX indulta, usque ad novas Sanctæ Sedis ordinationes, facto verbo cum Sanctissimo.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Permettez-moi de vous demander la solution d'un cas fort pratique pour les aumôniers d'hôpitaux :

Il est certain que le prêtre qui célèbre la messe à l'occasion d'un enterrement, même *présente corpore*, n'est pas tenu, *en justice*, d'appliquer à ce défunt l'intention de la messe, sachant très bien qu'il ne recevra aucun honoraire.

C'est toujours une messe basse qu'il célèbre dans ce cas. Mais, alors, quelle messe doit-il dire? la messe quotidienne avec les trois oraisons? Cela se peut-il, *corpore présente*? — La messe *in die obitus*? mais, l'oraison ne serait-elle pas un mensonge?

Je sais tel confrère qui, le cas échéant, dit la messe *in die obitus*, avec la seule oraison : *Fidelium omnium conditor et redemptor* etc., ainsi que la post-communion y correspondant. Les uns approuvent, les autres condamnent, sans toutefois s'entendre sur ce qu'il y aurait à faire. A-t-il tort? a-t-il raison?

R. — Cet aumônier doit dire la messe *In die obitus seu depositionis defuncti*, puisque, comme vous le dites, cette messe est dite à l'occasion d'un enterrement, et *corpore présente*.

On ne doit dire qu'une seule oraison, car les *Rubriques générales* du Missel l'affirment, sans distinguer si la messe est chantée ou non : « *In die commemorationis omnium defunctorum, et in die depositionis, et in Anniversario defuncti, dicitur una tantum oratio...* (Rubr. génér., Titre v, n. 3).

L'oraison est celle de cette messe. Elle ne renferme pas de mensonge, parce qu'en liturgie le mot *hodie* embrasse tout le temps qui s'écoule entre le moment de la mort et celui de l'enterrement.

Q. — 1^o Ne peut-on pas garder l'anbe quand on vient de chanter la messe pour faire l'absoute ou la sépulture?

2^o Le décret de la congrégation que vous avez donné et qui fixe l'entrée au chœur et la sortie lorsque le prêtre va dire la messe, la sacristie étant derrière l'autel, n'a pas satisfait plusieurs confrères : ils auraient voulu que la congrégation eût dit qu'il faut entrer du côté de l'Épître et sortir du côté de l'Évangile. — Quelle est la gauche, quelle est la droite? La droite de l'autel est-elle la même que celle de l'église?

3^o Un prêtre étant moralement certain qu'un de ses confrères a béni un mariage clandestin, parce qu'il n'y avait

qu'un seul témoin, doit-il avertir les époux qui vivent ensemble depuis longtemps et qui sont de bonne foi ?

4^e Il y a dans notre diocèse un indult qui permet de chanter des messes de *Requiem* deux fois la semaine aux jours de fêtes doubles, un prêtre qui aura bénéficié de cet indult dans sa paroisse, pourra-t-il en bénéficier encore dans la même semaine dans une paroisse voisine s'il y est appelé pour chanter des services ?

5^e Peut-on employer un ancien bénitier, du moins la pierre qui contenait l'eau bénite, à des usages profanes, n'importe lesquels ?

R. — AD I. Le prêtre qui a dit la messe peut très bien garder l'aube pour faire l'absoute et la sépulture. Aucune loi liturgique ne s'y oppose ; et c'est ce qui se pratique habituellement, au moins quand le temps et la proximité du cimetière le permettent.

AD II. La droite de l'église est aussi la droite de l'autel, et la gauche de l'église la gauche de l'autel.

Mais alors, demandez-vous, quelle est la droite de l'église ? La droite de l'église est la droite du crucifix placé sur le grand autel ; tous les auteurs sont d'accord sur ce point depuis trois à quatre cents ans. Par conséquent, la droite de l'église est le côté de l'évangile, et la gauche le côté de l'épître.

Cela posé, il nous semble que le décret de la Sacrée Congrégation est clair. Voici la question posée par le Maître des cérémonies de Saint-Brieuc :

« In sacello majoris seminarii stat sacristia post altare, et ministri accedere possunt ad altare tam ex parte evangelii quam ex parte epistolæ. Quæritur 1^o ante missam quam ex parte exire debeant ad altare? Et 2^o qua parte post missam redire debeant ad sacristiam. »

La Sacrée Congrégation répondit :

« A sacristia e sinistra egrediendum, a dextera ad illam accedendum. » (12 août 1854, n. 5203, ad 17.)

Ainsi donc on sort de la sacristie par le côté gauche et on y revient par le côté droit. Or le côté gauche étant le côté de l'épître, comme nous venons de le dire, on vient donc par ce côté-là ; et le côté droit étant le côté de l'évangile, on repart donc à la sacristie par ce côté. Nous ne voyons pas pourquoi un certain nombre de nos confrères ne sont pas, comme vous le dites, satisfaits de cette solution de la Congrégation des Rites.

AD III. Si l'on entend, par moralement certain, qu'il n'est pas certain, il ne pourrait guère que soumettre son doute au confrère qui a fait le mariage afin que celui-ci l'éclaircisse.

S'il est vraiment certain que le mariage est invalide faute de la présence des témoins nécessaires, la charité lui fait un devoir, non d'avertir directement les époux, mais d'avertir le confrère pour qu'il avertisse au moyen de légitimer ce mariage. Si le confrère refusait de s'y prêter, il devrait remettre toute l'affaire entre les mains de l'Ordinaire à qui seul il appartient régulièrement

de connaître des causes de mariage et de prendre les mesures nécessaires à régulariser une situation fautive créée et maintenue par la faute du curé.

AD IV. Dans un diocèse qui jouit d'un Indult pour chanter de deux messes *Requiem* par semaine, un prêtre qui a bénéficié de cet Indult dans sa propre paroisse, peut encore en user dans une paroisse voisine, parce que cette faveur est accordée, non pour MM. les curés, mais pour les églises. C'est ainsi du moins que sont rédigés les nombreux Indults que nous avons eus sous les yeux, et nous pensons qu'il en est de même généralement. Du reste, notre honorable correspondant peut s'en assurer en voyant le texte même de l'Indult.

AD V. Il ne convient aucunement d'employer à des usages profanes une pierre qui autrefois contenait de l'eau bénite.

On nous dira peut-être que les règles canoniques qui défendent d'employer les ornements ou ustensiles de l'église à des usages profanes, ne regardent que les objets qui ont été bénits (c'est-à-dire tirés de l'ordre des choses profanes pour être exclusivement dévoués à des usages sacrés) : nous reconnaissons que cette observation est fondée. Néanmoins nous n'hésitons pas à dire qu'il serait très inconvenant d'employer cette pierre à des usages profanes. Le respect dû aux choses saintes demande qu'on traite dignement les objets même non bénits, qui ont contenu des choses bénites.

Peut-être même y aurait-il péché à violer ces convenances. Car le Canon qui commande de brûler les objets du saint temple qui sont usés, énumère des ustensiles comme les candelabres et les chaires à prêcher, qui ne sont pas bénits : « Altaris pallæ cathedra, candelabrum et velum, si fuerint vetustate consumpta, incendio dentur... »

Q. — A propos de la Confrérie du Rosaire dont vous parlez dans votre numéro 35, je tiens d'un provincial de l'ordre de Saint-Dominique que cette confrérie ayant été irrégulièrement établie dans beaucoup de diocèses parce que les évêques ne s'étaient pas conformés aux conditions posées par le Saint-Siège, le saint Père Pie IX avait déclaré nulles toutes les inscriptions de noms faites dans cette confrérie à partir de 1865, si l'on ne régularisait pas la situation. Ce décret de Pie IX que je n'ai trouvé nulle part existe-t-il réellement. Si oui, que faire dans ce cas ? J'ai transcrit sur un registre de la Confrérie tous les noms donnés depuis cette époque dans ma paroisse, après avoir demandé les pouvoirs nécessaires. Ai-je bien fait ?

R. Le décret dont vous parlez existe réellement. Mais les détails ne sont pas entièrement tels que vous le dites.

Et d'abord le décret n'est pas de 1865, mais du 11 avril 1864. Ensuite, ce ne sont pas seulement les confréries irrégulièrement érigées depuis 1864 qui sont nulles, mais encore celles qui avaient été érigées depuis le décret de Benoît XIV en date du 9 août 1747.

En quoi consistait donc cette irrégularité dont

étaient frappées beaucoup de confréries du Rosaire ? C'est qu'elles avaient été érigées sans en avoir reçu la faculté du R. P. Général des Dominicains. Or cette formalité était essentielle pour la validité de l'érection, et cela en vertu d'un décret de la Sacrée Congrégation des Indulgences, en date du 19 août 1747, confirmé par Benoît XIV le 26 du même mois.

En 1864, Pie IX guérit et valida ces confréries. Mais pour l'avenir il déclara qu'il voulait expressément que l'on se conformât au décret de Benoît XIV.

Voici la partie la plus importante de ce grave document, trop peu connu jusqu'aujourd'hui :

« ... Etsi autem per præfatum Benedicti XIV decretum, cautum sit ne in posterum, virtute Brevis Apostolici in genere impetrati, erigantur confraternitates SSmi Rosarii inconsulto Magistro Generali Ordinis Prædicatorum, tamen ne devotionis fervor tepescat sed potius sodalium pietas magis augeatur et florescat, Sanctitas Sua confraternitates tali modo hactenus erectas, dummodo nihil aliud obstet, motu proprio ac de plenitudine potestatis sanavit, et validas esse declaravit, contrariis quibuscumque, etiam speciali mentione dignis, non obstantibus. Idem vero SSmus Dominus Noster de plenitudine pariter potestatis voluit et expresse mandavit, ut in posterum Confraternitates SSmi Rosarii nonnisi ad formam Decreti Benedicti XIV erigantur, servatis insuper cæteris de jure servandis.

« Datum Romæ ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum die XI Aprilis 1864. »

Vous voyez maintenant si votre confrérie du Rosaire est en règle. Depuis 1865 vous avez inscrit dites-vous sur un registre tous les noms des membres. Il faut y inscrire aussi tous ceux qui ont précédé cette époque.

Vous ajoutez que vous avez demandé les pouvoirs nécessaires. Mais à qui les avez-vous demandés ? Si c'est seulement à l'Ordinaire du diocèse, ce n'est pas suffisant. Vous devez, sous peine de nullité, vous adresser au R. P. Général des Dominicains, ainsi que l'exige expressément le décret de Benoît XIV, auquel Pie IX enjoint de se conformer.

Q. — Vos consultations sont d'une sagesse si consommée que je me permets de vous demander votre avis sur une difficulté d'un intérêt bien pratique. Veuillez, je vous prie, l'insérer dans un des prochains numéros de votre excellente revue.

Un Institut religieux jouit du privilège d'un Ordo spécial, celui du clergé romain.

Or, une résidence de prêtres de cet Institut dessert une église paroissiale.

Une deuxième est chargée de la chapelle publique d'une maison de religieuses à vœux simples, dont la règle ne comporte ni le chœur ni l'office privé.

Quel Ordo doivent suivre dans la célébration de la messe :

1° Les religieux qui desservent l'église paroissiale ?

2° Ceux de la résidence chargée de l'aumônerie.

R. — Ad I. Ils doivent suivre l'Ordo de cette église paroissiale.

Ad II. Il en est de même dans une maison de religieuses ; on doit suivre l'Ordo de cette maison.

Nous supposons évidemment que ces religieuses n'ont reçu du Saint-Siège aucun Indult particulier.

Q. — Dans notre diocèse de B..., lorsque la solennité d'une fête est transférée au dimanche suivant, par exemple l'Épiphanie, la Fête-Dieu, ou la fête des SS. Apôtres Pierre et Paul, notre ordo nous dit pour la messe solennelle du dimanche, pour l'Épiphanie par exemple : « In choro fit hodie solemnitas Epiphaniæ per missam votivam solemnem de festo in qua, modo alia non cantetur de die, *cujus Evangelium in fine legetur* » (S. R. C., 12 aug. 1854). Dans notre ancien diocèse de Strasbourg, su contraire, nous trouvons dans l'ordo pour la même fête transférée : « Missa pariter propria in qua unica oratio (nisi addenda sit aliunde præscripta) Credo, Præf. et *Communicantes ut in festo et ult. Evangelium In principio*. Quel est celui des deux ordos qui a raison ?

R. — Voici les rubriques à observer dans les solennités externes dont vous parlez. Examinons 1° l'oraison, 2° le dernier évangile.

1°. Et d'abord quant à l'oraison. Dans les églises conventuelles (comme les cathédrales, les collégiales, et les monastères tenus à l'office public de chœur) où l'on célèbre deux messes, l'une de la fête transférée, l'autre conventuelle, on ne doit dire qu'une oraison à la messe de la solennité.

Mais dans les églises non conventuelles (comme les églises paroissiales et les chapelles), on doit dire plusieurs oraisons à la messe de la solennité. Quelles sont ces mémoires ? Déjà certainement d'un double, du dimanche, et d'une octave privilégiée, en un mot toutes les mémoires que l'on fait dans une fête solennelle. Suivant quelques auteurs, on devrait encore faire mémoire d'un simple et d'un jour dans l'octave ordinaire (*infra octavam ordinariam*) ; mais en pratique, nous voyons par les nombreux ordos que nous avons entre les mains, que l'on ne fait ordinairement pas ces dernières mémoires.

Et l'on doit faire les mémoires à la messe chantée de la solennité, quand même on dirait d'autres messes dans la même église paroissiale.

2° Le dernier évangile. Doit-on dire celui de saint Jean, *In principio*, ou bien celui du dimanche ? Ici les opinions sont encore différentes. Selon les uns, il est convenable de lire l'évangile du dimanche, parce qu'un décret du 12 août 1854 le déclare, et que d'ailleurs cette messe n'est pas purement votive. Selon les autres on doit lire l'évangile ordinaire de saint Jean, *In principio*, parce que cette messe est votive, or dans une messe votive, on dit toujours l'oraison de saint Jean, comme on le voit dans les rubriques générales du Missel, titre XIII, n. 2 ; d'autant plus que le décret allégué du 12 août 1854 ne se trouve pas dans la Collection des décrets de Gardellini. Ces deux opinions étant probables, on peut suivre l'une ou l'autre. On doit dans ce cas se conformer à l'Ordo diocésain.

Ces principes posés, nous pensons que l'Ordo de Besançon devrait marquer toujours la mémoire du dimanche, et en outre les mémoires d'un double et d'une octave privilégiée. (Nous exceptons les églises conventuelles, ainsi que nous l'avons dit.)

L'Ordo de Strasbourg nous paraît également dans l'erreur, puisqu'il marque une seule oraison, tandis que nous pensons que dans les églises non conventuelles, on doit toujours faire mémoire du dimanche, et même de certaines fêtes qui tomberaient ce dimanche-là. Quant à cette parenthèse (nisi addenda sit aliunde prescripta) nous n'en saisissons pas bien le sens.

Nous ne parlons pas du *Credo*, ni de la Préface, ni du *Communicantes*, parce que nous présumons que les deux ordos sont d'accord sur ce point.

Q. — Permettez à un abonné de la première heure de vous demander, « avec preuves et raisons à l'appui, » dans un de vos prochains numéros, une réponse à la question suivante :

1^o Comment, pendant les trois jours d'une adoration qui se fait jour et nuit, sans interruption, organiser les chants au salut ou mieux à la réunion qui a lieu au pied du saint Sacrement chaque soir ?

« Doit-on » ne chanter que des prières au saint Sacrement ? ou faut-il ajouter les Antiennes de la Vierge... Monseigneur n'a rien prescrit pour les triduum ; mais l'aumônier de la communauté prétend que l'on doit chanter les mêmes prières qu'aux saints ordinaires, qu'il n'y a pas d'usage contraire à admettre, et qu'il n'y a aucune raison en faveur de la pratique exclusive jusqu'ici usitée, puisque au salut de Clôture nous chantons après l'Amende honorable le *Parce* et le *Te Deum*.

2^o Touchant la réunion qui a lieu chacun des trois jours au pied du saint Sacrement à la tombée de la nuit, les chants ordinaires terminés, « peut-on donner » la bénédiction du saint Sacrement ? C'est ce qui a été pratiqué jusqu'ici sur les renseignements fournis par une communauté de Paris qui, elle aussi, n'interrompt pas sa prière et ses adorations durant les trois jours qui lui sont assignés. Le saint Sacrement est placé sur un trône très élevé, et n'est jamais descendu « qu'à la réunion de clôture. »

Mais M. l'aumônier a critiqué pour la première fois cet usage de prétendre « qu'il fallait toujours » donner la bénédiction. Il donne pour raison que c'est un salut qui est permis, et qu'au siège de l'Adoration réparatrice, lors même que le saint Sacrement reste exposé pour la nuit, toujours on le descend pour donner la bénédiction.

A quelle pratique s'arrêter maintenant ? car, enfin aux Quarante-Heures, par exemple, quand le saint Sacrement doit rester exposé en dehors des offices, nous ne donnons jamais la bénédiction qu'à la messe de clôture ?

R. — Ad I. On peut chanter des prières autres que celles du très-saint Sacrement. Ainsi à Rome, par exemple, on récite ou on chante, en présence du très-saint Sacrement exposé, les litanies des Saints, des prières et des oraisons qui ne se rapportent pas directement au très-saint Sacrement ; et ces diverses prières sont obligatoires pour les Quarante-Heures célébrées dans la ville de Rome, ainsi qu'on peut le voir dans l'Instruction Clémentine : « Si canteranno dalli sudetti cantori le litanie contenute nel libro stampato per l'Orazione delle Quarant'Ore. » (§ XXIV.)

A Rome, il n'est pas permis, même dans les autres expositions, de s'écarter des prières indi-

quées dans ce livre imprimé pour les Quarante-Heures, ainsi qu'on le lit encore dans l'Instruction Clémentine : « Qual libro puramente senza alcuna mutazione dovrà usarsi in qualunque altra esposizione del Santissimo, che si faccia particolare » (*même paragraphe*), à moins toutefois que ceux qui président ne commandent d'autres prières qu'à raison des circonstances.

Mais cette défense ne regarde que la ville de Rome. Ailleurs il est permis de réciter d'autres prières approuvées, comme le fait remarquer le célèbre Gardellini dans son commentaire sur l'Instruction Clémentine : « Extra Urbem vero tam pro expositione Quadraginta-Horarum, quam in aliis quibuscumque, licitum erit alias preces præmittere et recitare, dummodo tamen ex approbatis sint. » (*Commentaria ad Instructionem, § XXIV, n. 20.*)

Quelles sont les prières ou les chants approuvés ? Ce sont d'abord les antiennes, les hymnes, et autres pièces tirées de l'office du très-saint Sacrement (soit au Bréviaire soit au Missel), ensuite des extraits de la sainte Ecriture ou des saints Pères, ainsi que le déclare Alexandre VII dans la Constitution *Piæ sollicitudinis*. On peut aussi, dit Gardellini, ajouter des prières introduites par une coutume raisonnable, ou du consentement tacite ou exprès de l'Ordinaire du lieu. Les auteurs rangent ordinairement parmi ces dernières prières les antiennes ou répons suivants : *Attende Domine, Ave verum, Rorate cæli de super, O filii et filiae*.

Ajoutons encore des prières qui se rapportent à la sainte Vierge, comme les litanies de Lorette, ou d'autres antiennes, par exemple, *Sub tuum, Inviolata, etc.*

De plus, des prières en l'honneur des saints, puisque l'opuscule dont parle Clément XI et qui contient les prières que l'on doit faire à Rome aux Quarante-Heures, renferme précisément les litanies des Saints.

D'après l'usage, on peut encore ajouter des prières en rapport avec les besoins du temps, soit temporels, soit surtout spirituels ; c'est même un des buts de l'établissement des Quarante-Heures et des Adorations perpétuelles. Aussi voyons-nous des évêques qui recommandent de réciter, avant la bénédiction du très-saint Sacrement, des amendes honorables en réparation des iniquités les plus graves commises en nos jours, particulièrement des blasphèmes, de la violation des saints jours de dimanches et de fêtes, des insultes prodiguées au Sacré-Cœur de Jésus, au souverain Pontife et à tout le clergé, de la négation de Dieu, etc. On ne peut qu'approuver ces sortes de prières.

Ad II. Peut-on ne pas donner la bénédiction du très-saint Sacrement chaque soir du Triduum, pendant lequel l'Exposition dure jour et nuit ? Oui, on peut ne pas la donner. A Rome, on ne la donne pas pendant les Quarante-Heures, sinon

à la fin de la fonction. Ainsi le veut l'Instruction Clémentine.

Mais cette Instruction n'est pas obligatoire en dehors de la ville de Rome. Voilà pourquoi, tout en disant qu'il serait mieux de ne donner la bénédiction qu'à la clôture de la cérémonie des Quarantes-Heures, nous n'oserions pas condamner ceux qui donneraient chaque soir la bénédiction, surtout si l'usage est tel, et si les fidèles y tiennent et y assistent en grand nombre.

Q. — L'ordo diocésain a toujours rangé la fête du patron de notre diocèse parmi celles qui imposent l'obligation de célébrer *pro populo*. Eclairés par votre excellente revue (n° du 29 juin dernier) plusieurs de mes confrères veulent désormais disposer de leur intention ce jour-là. Ce ne sera pas sans de graves inconvénients, vu que, en vertu d'un indult, les intentions des messes des curés, les jours de fêtes supprimées, appartiennent à l'Ordinaire diocésain qui les dirige lui-même et en prélève les honoraires dans la caisse du secrétariat pour les employer à l'œuvre des séminaires.

Ayant cru devoir prévenir M. le vicaire-général chargé de cette œuvre, j'ai reçu la réponse suivante :

« Je ne saurais approuver ceux de nos confrères qui n'appliquent pas la messe *pro populo* le jour de la fête de saint N... » (lisez : qui disposent de leur intention ce jour-là.) Ils sont évidemment contre l'ordo, contre les *statuts du diocèse*, » (M. le vic.-gén. fait ici allusion à une « note » insérée dans les statuts sous ce titre : Tableau des jours où les curés sont tenus d'appliquer la messe *pro populo*. Suit la liste ordinaire, puis la mention de la fête de saint N... ; mais sans un seul mot indiquant l'intention d'imposer ici ce qui ne serait pas imposé dans tout autre diocèse) « ... et surtout contre « une coutume » qui a force de loi. Puisqu'ils prennent sur eux de trancher la question en leur faveur, devraient-ils au moins nous avertir : or c'est ce qu'ils ne font pas, d'où il résulte qu'ils sont seuls responsables. »

Suit un long développement des raisons qui ont porté l'autorité diocésaine à maintenir l'obligation sus-dite ; mais, de toutes ces raisons, « celle qui a le plus de poids, ajoute M. le vic.-gén., c'est la « coutume. »

« Il n'est pas douteux qu'elle remonte longtemps avant la Révolution. Assurément si elle n'existait pas, il y « aurait lieu de douter de l'obligation » etc. Mais la coutume existe, et elle est revêtue de tous les caractères qui en font une « loi formelle ; elle oblige par conséquent. »

Ces préliminaires posés, veuillez me permettre de vous présenter les questions que voici :

1° Que pensez-vous de cette « coutume », incontestable sans doute, mais fondée sur l'ignorance où ont longtemps vécu les prêtres de ce diocèse, a) touchant les droits de l'évêque en cette matière soumise au Pape seul ; b) sur la non existence de cette obligation de par le droit commun ?

2° Même en connaissant l'avis de M. le vic.-gén., peut-on suivre en conscience votre décision du 29 juin dernier ?

3° Ceux qui ont disposé de leur intention, ignorant la ferme volonté dont est animée l'autorité diocésaine de maintenir l'obligation *celebrationis pro populo*, sont-ils tenus à restituer les honoraires perçus par eux le jour de la fête du patron du diocèse ?

4° Serait-il bon et utile d'interroger la S. C. des Rites sur l'existence de l'obligation ci-dessus, *in nostro diocesi* ?

Votre réponse, M. le Rédacteur, sera lue avec beaucoup de respect, de fruit et de reconnaissance par un grand nombre d'ecclésiastiques de ce diocèse.

R. — Les questions que nous pose notre vénérable confrère sont graves et par leur objet et par l'état de la question qu'expose sa lettre. Avant d'aborder la solution, nous tenons à déclarer que l'Ami du Clergé ne doit, ni ne veut,

ni ne peut se substituer à l'autorité compétente pour la décision des questions qui lui appartiennent en propre.

Dans le cas qui nous est soumis, la question d'application *pro populo*, déjà épineuse par elle-même, se trouve compliquée de la question des messes assignées par le secrétariat en faveur des séminaires.

Pratiquement, il nous semble que les curés du diocèse doivent s'en tenir à ce qui a été réglé par l'Ordinaire, jusqu'à ce que la difficulté ait été tranchée.

Et, à supposer que quelqu'un de ces messieurs croie devoir disposer de son intention au jour de la fête du patron du diocèse, il est évident qu'il devrait avertir le secrétariat. Il y aurait péché pour eux à ne pas le faire, parce qu'ils seraient cause qu'une messe que l'Evêché doit croire acquittée, ne l'est pas en réalité :

Théoriquement, nous allons étudier la question en la prenant, à cause de son importance, dans toute son étendue.

a) *Quels sont les patrons à la fête desquels se doit faire l'application de la messe pro populo ?*

Cette question est résolue par les textes combinés de l'Encyclique *Amantissimi Redemptoris* de Pie IX, laquelle traite de l'obligation d'offrir *pro populo*, et de la Constitution *Universa per orbem* d'Urbain VIII, à laquelle Pie IX renvoie pour la détermination des jours auxquels est attachée cette obligation.

Voici le passage de cette dernière concernant les patrons :

« Atque *unius* ex principalioribus Patronis in quocumque Regno, sive Provincia ;

« Et *alterius* pariter principalioris in quocumque Civitate, Oppido vel Pago ;

« Ubi hos patronos haberi, et venerari contigerit. »

De ce texte il ressort et les canonistes concluent :

1° Qu'il peut y avoir obligation pour deux fêtes de patrons : l'un patron du royaume ou de la province, l'autre de la cité, du bourg ou du village ;

2° Que cette obligation n'existe pas s'il n'y a pas de patron régulièrement reconnu et honoré :

3° Que cette obligation affecte la fête, non du titulaire de l'église, mais du patron du lieu.

b) *Le patron du diocèse ou de la cathédrale rentre-t-il dans la catégorie des patrons de lieu à la fête desquels se doit faire l'application pro populo ?*

Nous répondons négativement pour les raisons suivantes :

1° Le diocèse n'est ni royaume, ni province, ni cité, ni bourg, ni village : il ne rentre donc pas dans les termes de la Constitution qui fait loi sur cette matière.

2° Il est au moins douteux que, dans les diocèses de France, le patron de la cathédrale soit

patron de lieu du diocèse. Les diocèses actuels n'existent que depuis le Concordat, et par exécution du Concordat. Ils ne peuvent avoir reçu de patron qu'à leur rétablissement ou depuis. Or, à leur rétablissement, il ne leur a point été donné de patrons ; il a été seulement donné un titulaire à l'église cathédrale ou métropolitaine, ainsi qu'on le voit dans le texte des actes de Pie VII et du cardinal Caprara. Depuis, nous ne connaissons aucun patron de diocèse régulièrement établi d'après les formes du droit, s'il y en avait quelqu'un, ce ne serait qu'une exception.

3° La Sacrée Congrégation des Rites a rendu plusieurs décrets desquels on doit conclure que l'obligation de la messe *pro populo* n'existe pas aux fêtes des patrons de cathédrales.

Pour l'intelligence de cette conclusion, il faut rappeler que l'obligation d'offrir la messe *pro populo* était corrélatrice à l'obligation de chômer. Depuis que cette dernière obligation a été détruite aux fêtes supprimées, la première ayant été maintenue, on ne pourrait pas appliquer ce principe aux fêtes telles qu'elles se célèbrent maintenant. Mais toutefois c'était la règle du droit, précise, appliquée et limitée ou étendue par Urbain VIII et Clément XI dont les Constitutions sont visées par Pie IX dans son Encyclique au sujet de la messe *pro populo*.

Or la Sacrée Congrégation des Rites a décidé : a) que les paroisses qui ont un patron de lieu propre ne sont pas tenues de fêter le patron de la cathédrale ou du diocèse ; b) que les paroisses qui n'ont pas de patron propre, sont tenues à la vérité de célébrer *liturgiquement* la fête du patron de la cathédrale, mais non de la célébrer et de la chômer comme de précepte ;

Voici les décrets concernant les deux espèces :

« An oppida quæ habent peculiarem patronum servare teneantur festum illius duntaxat, sive potius... festum patronorum ecclesiæ Calag. cui subsunt,.... vel Calceaten. huic principaliter unitæ, vel potius festa patronorum utriusque, servato etiam festo proprii patroni ? »

R. « Teneri servare festum patroni particularis loci duntaxat » (26 martii 1757 Gardell. 4118).

« An Ficienses qui proprium patronum habent, teneantur die festo S. Genesii, martyris, totius diocesis patroni, audire sacrum quemadmodum ad hanc usque diem audierunt ? »

R. « Negative. » (1 octobre 1828. Gardell. 4493.)

« Civitates et oppida quæ jam habent patronum principalem, debentne aut saltem possunt continuare celebrationem Protectoris principalis diocesis sub ritu D. 1æ classis et obligatione utriusque præcepti ex consuetudine ? »

R. « Affirmative ad primam partem seu continuationem officii ; — negative quoad secundam, seu quoad obligationem utriusque præcepti, juxta decreta alias edita » (12 nov. 1831, Gardell. 4520).

« An oppida quæ non habent peculiarem patronum servare teneantur festum patronorum

Ecclesiæ Calag. cui subsunt, seu potius festa patronorum utriusque Ecclesiæ, nempe Calag. et Calceaten. ? (voir plus haut)

R. « Negative ad utramque partem » (26 Martii 1757, Gardell. 4118).

On pourrait citer à l'encontre le décret rendu pour le diocèse de Massa le 11 mars 1837 (Gardell 4650) ; mais il appert des termes de la supplique qu'il est question d'un patron de province, de circonscription purement ecclésiastique.

Donc, d'après le raisonnement que nous avons fait plus haut, il n'y a pas d'obligation d'appliquer la messe *pro populo* aux fêtes du patron de la cathédrale ou du diocèse.

c) *Que penser de la coutume d'après laquelle s'applique pro populo la messe du patron de la cathédrale ou du diocèse.*

1° Si le principe que nous avons posé est vrai, comme nous le pensons, il est évident, d'après les décrets cités plus haut, que cette coutume, fût-elle incontestable et revêtue de toutes les conditions nécessaires, ne saurait suffire à soutenir l'obligation.

Dans le décret de 1828, la supplique mentionnait, quant au fait, la coutume existante : la Sacrée Congrégation, consultée au sujet de l'obligation, répond négativement.

Dans le décret de 1831 la supplique mentionne la coutume comme raison de droit, la réponse en ce qui regarde le précepte est négative.

Donc, ni en fait, ni en droit la coutume n'est suffisante à fonder l'obligation de la fête, par conséquent l'obligation d'appliquer la messe *pro populo*.

2° La coutume existe-t-elle réellement ? Non, et cela parce qu'elle n'a pu s'établir.

D'abord une coutume de ce genre ne saurait remonter au-delà du Concordat, par cette raison que les diocèses actuels n'existant pas avant cette date, il est impossible qu'ils aient eu auparavant des patrons.

Mais depuis le Concordat il était impossible qu'un patron de diocèse fût créé par voie de coutume : l'élection et la confirmation des patrons sont soumises à des formalités nécessaires à la validité. Et nulle coutume ne peut prévaloir contre le décret d'Urbain VII qui fait loi sur cette matière. (S. R. C. 23 martii 1630.)

Donc, en droit, la coutume ne saurait exister. Il serait facile de montrer que même en fait elle n'existe pas, la pratique suivie à cet égard manquant des conditions rigoureusement nécessaires. Mais à quoi bon nous y arrêter ?

c) *Peut-on, dans le diocèse de notre vénérable correspondant, suivre en conscience notre décision du 29 juin dernier ?*

S'il s'agissait d'une affaire qui ne regarde que chaque prêtre en particulier, nous répondrions hardiment : oui, parce que nous n'avons pas le moindre doute qu'elle ne soit conforme au droit.

Mais il s'agit ici d'une question complexe intéressant le gouvernement de tout un diocèse, et

pour cette raison nous déclarons avec non moins de hardiesse que les prêtres intéressés doivent, jusqu'à ce qu'il soit réglé autrement par l'Ordinaire, ou bien se soumettre aux prescriptions faites pour le diocèse, ou s'entendre amiablement avec leur évêque, si le Prélat veut bien s'y prêter.

d) *Ceux qui ont disposé de leur intention à la fête du patron du diocèse, sont-ils tenus à restituer les honoraires perçus par eux ?*

S'il y a eu, dans leur manière d'agir, faute ou défaut, il n'y a cependant point eu injustice dans la perception de l'honoraire de la messe qu'ils ont acquittée.

Mais, comme par leur fait, une messe que l'Evêché devait régulièrement croire acquittée, ne l'a pas été, ils sont tenus en charité et en justice de procurer que cette messe omise soit acquittée au plus tôt.

Si l'Evêché accepte leurs raisons, ils n'ont qu'à l'avertir qu'ils n'ont point appliqué à son intention et le secrétariat pourvoira à l'acquit des messes omises.

Si l'Evêché refuse d'admettre leurs raisons, ils doivent y pourvoir eux-mêmes d'une autre manière, sauf à demander plus tard, une restitution d'honoraire si leur conduite a été reconnue régulière.

e) *Serait-il bon et utile d'interroger la S. C. des Rites sur l'existence de l'obligation de la messe pro populo dans le diocèse à la fête du Patron ?*

Cette consultation ne nous semble pas absolument nécessaire, à cause des données fournies par la S. Congrégation elle-même et qui sont de nature à établir une solution certaine.

Mais il peut bien arriver que tous ne jugent pas en cela de la même manière et que l'accord ne se fasse pas sur les documents que nous citons.

Dans cette hypothèse, consulter la Sacrée Congrégation devient, non seulement un moyen bon et utile, mais le seul et unique moyen de terminer la question et d'éviter les troubles regrettables toujours, et plus particulièrement à cette époque difficile où nous avons si grand besoin de demeurer unis entre nous et de nous serrer autour de nos vénérés évêques.

Q. — 1^o Comment faut-il entendre ce texte d'Isaïe, vi, 10 : « Butyrum et mel comedet, ut sciat reprobare malum et eligere bonum ? »

2^o Quel est, au juste, le sens de ces paroles de l'introït de la Pentecôte : « Et hoc quod continet omnia, scientiam habet voci ? »

3^o Quelle est la raison vraie de l'indélébilité du caractère imprimé par le triple sacrement du baptême, de la confirmation et de l'ordre ?

4^o Comment expliquer ce texte de saint Chrysostome, qui se trouve dans le 1^{er} leçon du second nocturne du samedi dans l'octave du saint Sacrement : « Unum corpus effecimus : membra ex carne ejus et ex ossibus ejus ; ut itaque non tantum per charitatem hoc flamus, verum etiam ipsa re in illam misceamur carnem ? » De quel genre d'union s'agit-il dans ce texte ? Est-ce le même genre d'union que celui qui existe entre l'âme humaine et la grâce sanctifiante ?

R. — Notre honorable et bienveillant correspondant a bien voulu réclamer la solution de ces questions, que nous aurions peut-être laissé dormir encore, ne les supposant pas aussi pressantes. Nous allons essayer de le satisfaire en répondant à ses questions d'une façon sommaire ; nous ne pensons pas qu'il nous demande les longues dissertations scientifiques qu'elles comporteraient.

Ad I. Le texte d'Isaïe, détaché du contexte, se traduit, avec la vulgate et le syriaque : « Il se nourrira de crème et de miel « afin de » savoir rejeter le mal et choisir le bien ; » avec l'hébreu et le commun des interprètes récents : « Il se nourrira de crème et de miel « jusqu'à ce qu'il » sache rejeter le mal et choisir le bien. »

On pourrait sans inconvénient confondre les deux traductions dans un sens un et identique : ces aliments doivent, d'après la dernière traduction, « servir » à l'enfant « jusqu'à ce » qu'il atteigne l'âge du discernement entre le bien et le mal ; d'après la première, [lui « servir à » se développer et « à » atteindre ainsi l'âge du discernement.

A quel enfant s'appliquent ces paroles ? Certains interprètes veulent que ce soit au fils d'Isaïe. Le prophète passerait ainsi sans transition de l'Emmanuel, fils de la Vierge, à son propre fils, et le sens serait : Avant que mon fils arrive à l'âge du discernement, les royaumes qui te font trembler auront été dévastés. Mais il leur est difficile d'admettre dans ce verset l'introduction d'un second fils, d'un fils d'Isaïe, à côté de ce fil de la Vierge.

Plus communément on pense qu'il s'agit du Messie. Les Pères se sont servis de ce passage pour prouver, contre les docètes, que le Christ avait une chair véritable, prenant de la nourriture et recevant un véritable accroissement. Le verset ainsi entendu se rattacherait naturellement au précédent, mais il y a quelque difficulté à le rattacher aux suivants. Des interprètes, admettant qu'il est question de l'Emmanuel, relient ensemble les diverses parties de la prophétie de cette manière : l'Emmanuel naîtra de la Vierge, il grandira à la façon des autres enfants, et en moins de temps qu'il ne lui en faudra, lors de sa venue, pour arriver à l'âge du discernement, les royaumes qui te font trembler vont être tout prochainement dévastés.

Le beurre, ou mieux, la crème et le lait sont-ils ici l'aliment des enfants, ou un mets plus exquis que les mets ordinaires, ou plutôt un mets de disette et d'angoisses, le seul possible avec des campagnes envahies et ravagées par l'ennemi, c'est encore une question entre les commentateurs.

Ad II. Détachées du chapitre 1^{er} du livre de la Sagesse auquel elles sont empruntées, ces paroles sont appliquées, accommodées par l'Eglise au mystère du jour.

L'esprit dont il est question est, dans ce sens, la troisième personne de la sainte Trinité, à laquelle

appartient par appropriation et par mission divine le miracle de la Pentecôte.

L'Esprit-Saint contient tout avec le Père et le Fils, en ce qu'il embrasse tout par son immensité, connaît tout par sa science infinie, soutient et conserve tout par sa toute-puissance.

Il a la science de la parole, car il enseigne à parler ; c'est lui qui a mis les paroles dans la bouche des apôtres, leur donnant la facilité de s'exprimer dans toutes les langues du monde, et la hardiesse de prêcher l'évangile à toutes les nations. Tel est le sens qu'appelle l'emploi fait de ce texte par l'Eglise à la Pentecôte. Dans le texte de la Sagesse, *scientiam habet vocis*, signifie que l'Esprit du Seigneur connaît les paroles des hommes, même les plus secrètes ; aussi, est-il ajouté : les paroles injustes n'échapperont point et celui qui les aura proférées n'évitera pas le châtiment (Sap., I, 7, 8).

Ad III. La raison de l'indélébilité du caractère sacramentel peut se prendre d'abord de sa nature. Le caractère sacramentel est un signe imprimé en l'âme par chacun des trois sacrements de baptême, de confirmation et d'ordre, disposant celui qui en est marqué aux fonctions soit actives, soit passives du culte divin. Il doit donc demeurer tant que durera la raison du culte divin. Or le culte divin persévère dans le ciel où les élus rendent gloire à Dieu avec toutes les puissances dont ils ont usé sur la terre. Donc le caractère demeure dans le ciel, c'est-à-dire qu'il est indélébile. — Une raison du même genre fait voir la convenance de l'indélébilité du caractère chez les damnés. Dieu tire sa gloire de leur juste punition, laquelle doit s'appliquer à tout ce qu'ils ont eu de puissance pour le bien en cette vie.

C'est en ce sens que saint Thomas dit : « Bien qu'il n'y ait plus, après cette vie, de culte extérieur, le caractère n'en demeure pas moins : dans les bons pour leur gloire ; dans les méchants pour leur honte. Ainsi les insignes militaires demeurent aux soldats après la victoire : à ceux qui l'ont remportée, pour leur gloire, à ceux qui l'ont perdue, pour leur châtiment. » (3 P., 9, 63 art. 5).

Une seconde raison se tire du rapport entre le caractère et l'onction divine du Christ. Par le caractère, nous participons à l'onction sacerdotale de N.-S. lequel seul est médiateur entre Dieu et l'homme. Participant au sacerdoce de notre Seigneur quant à sa nature, il convient que nous y participions aussi quant à ses qualités. Or le sacerdoce du Christ éternel est indélébile. Donc le caractère doit être aussi indélébile et éternel.

Ad IV. Nous craignons bien, d'après les termes de la question, que notre estimable confrère n'ait une fausse idée de la grâce. Il parle d'union entre l'âme humaine et la grâce : nous ne pourrions rigoureusement conclure qu'il regarde la grâce comme une substance s'unissant à une autre substance, celle de l'âme. Si telle était son idée, elle serait fausse. La grâce est une qualité inhérente à l'âme.

De plus, il nous semble que notre correspondant entend les premiers mots du texte, non point du corps mystique, mais du corps naturel de N.-S., ce qui serait encore une fausse hypothèse. Saint Jean Chrysostôme parle du corps mystique dont nous sommes les membres, d'après la doctrine de saint Paul si familière au grand évêque de Constantinople.

Mais plus bas, le saint orateur parle de la chair même, du corps naturel du Sauveur, quand il dit : *In illam misceamur carnem* et qu'il oppose l'union résultant de la communion à l'union résultant de la charité seule.

Entre le communiant et le corps mystique du Christ, il ne saurait y avoir la même union qu'entre l'âme et la grâce. Car nous ne devenons point une qualité inhérente à Notre-Seigneur ou à son corps mystique, comme la grâce est inhérente à l'âme. Mais nous sommes membres de ce corps dont le Christ est la tête et dont les saints sont les membres, reliés à lui et entre eux par la charité.

En quoi consiste la différence établie ici entre l'union par la charité et l'union par la communion ? En ce que par la charité il n'y a qu'une union morale, très étroite à la vérité et très sublime, mais qui ne met rien de physique en nous, sinon cette qualité qui est la grâce inhérente à notre âme. Par la sainte communion au contraire le corps de Notre-Seigneur, dans sa réalité, *ipsa re*, nous est donné, devient notre nourriture et nous unit à lui comme les aliments sont unis à qui les a pris. Il y a donc, outre le lien moral et la qualité inhérente à notre âme, la présence au-dedans de notre corps, du Corps de N.-S. en qualité d'aliment physiquement reçu : *ipsa re*.

Entre le corps de N.-S. reçu dans la communion et notre propre corps, il y a union de convive et de nourriture. Toutefois il ne faudrait pas croire que le sang même de N.-S., dans sa réalité physique, coule dans nos veines et que sa chair physiquement digérée passe dans notre chair. Notre-Seigneur demeure sacramentellement présent en nous tant que durent les saintes espèces, et cette présence se borne aux dimensions de la sainte Hostie. Mais dès que le travail de la digestion, s'exerçant, les a dissoutes, la présence sacramentelle du Corps de N.-S. disparaît, laissant dans notre âme et dans notre corps lui-même les effets bénis de sa sainte et sanctifiante présence.

S. Jean Chrysostôme ne veut pas dire autre chose, ni dans le passage cité, ni dans les autres analogues où il exalte si splendidement la sainte communion.

Q. — Dans le n° 34 de l'*Ami du clergé* vous répondez à ma question touchant 66 honoraires de messes, sur l'acquit desquels j'ai des doutes, et vous dites : « L'application ne serait invalide que si vous aviez eu l'intention formelle de n'offrir chaque messe que pour l'une des deux personnes sans la désigner d'aucune manière. » Cette restriction ne

me rassure pas. Car quoique je marque ces messes sur mon *Ordo*, de cette manière : 1^{re}66, 2^{de}66, 3^{de}66, 4^{de}66, 5^{de}66, etc., à mesure que je les acquitte, ce qui indique l'intention de les acquitter successivement les 66, il me semble néanmoins que j'avais aussi cette idée que j'en acquittais d'abord 33 pour l'un, puis 33 pour l'autre, mais sans désignation ni de l'un ni de l'autre, et je crois même en être sûr.

Seulement l'intention de les acquitter les 66 successivement n'était-elle pas l'intention dominante? C'est possible : mais je n'avais pas l'intention formelle d'acquitter chaque messe pour les deux personnes en même temps. En résumé, j'avais l'intention dominante et bien déterminée d'acquitter successivement les 66 messes ; mais j'avais l'« idée » (plutôt, je crois, que l'intention) que 33 messes étaient ainsi acquittées pour l'une et 33 pour l'autre, sans désignation.

Voilà mon doute. Je vous demande pardon d'avoir encore recours à votre charité qui ne se lasse pas, et je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux et reconnaissants.

R. — Notre honorable correspondant voudra bien excuser le retard involontaire que nous avons mis à lui répondre.

S'il n'y a eu d'autre détermination au sujet de ces 66 messes, sa manière de les accepter, de les inscrire et de noter à chaque fois la partie aliquote de l'obligation remplie, indiquent que les messes ont été acquittées *in globo*. Dans cette première hypothèse il peut se tranquilliser.

Si une détermination autre avait empêché que les messes ne fussent acquittées *in globo*, cette autre détermination pourrait avoir eu pour effet, — ou d'attribuer à l'un des deux défunts individuellement spécifié, 33 des 66 messes et à l'autre défunt les 33 autres ; dans ce cas il peut encore être tranquille ; ou d'attribuer exclusivement 33 messes à l'un des défunts, mais sans le déterminer ; dans ce cas seulement l'application serait invalide pour l'un comme pour l'autre.

Mais pour qu'il en fût ainsi, il faudrait une intention bien arrêtée, laquelle n'a pas existé, puisque notre correspondant avait, non pas l'intention qu'il en fût ainsi, mais l'idée que 33 messes étaient pour l'un et 33 pour l'autre. L'idée, l'imagination, l'acte même de l'intelligence, ne sont pas l'acte de la volonté et ne sauraient suppléer l'intention.

OBSERVATION.

Dans le dernier numéro, p. 566, 1^{re} colonne, ligne 42^e, au lieu de : « On peut faire la bénédiction des époux en dehors de la messe, » lisez : on ne peut... » ainsi qu'il résulte d'ailleurs de l'ensemble de la thèse.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

TRAITEMENT DES DESSERVANTS

Nous croirions manquer à notre devoir, si nous ne consignions dans l'*Ami du clergé* le magnifique et irréfutable discours prononcé par Monseigneur Freppel à la Chambre des députés,

dans la séance du 14 novembre, contre l'inique système du gouvernement qui consiste à suspendre ou à supprimer le traitement des desservants par simple mesure administrative ; l'éloquent prélat a établi que cette pratique, bien loin d'être basée sur une disposition légale quelconque, viole tous les principes du droit public français.

Nous donnons ce discours *in extenso* avec le semblant de réponse du ministre des cultes et la réplique qu'elle a provoquée. La chose est jugée désormais. Lorsque le ministre des cultes se permettra de retenir le traitement d'un desservant sans forme de procès et sans les raisons prévues par la loi, nous aurons le droit de dire avec Paul de Cassagnac et toute la droite conservatrice : *C'est un vol !*

M. le président. Sur le chapitre IV. « Traitement des vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial, » il y a un amendement de M. Jules Roche, tendant à ramener le crédit de 36,446,243 fr. à 3,760,000 fr.

Mgr Freppel. L'amendement tend à réduire le crédit porté au chapitre IV. Mais j'aurais une observation plus générale à faire et, quel que soit le chiffre maintenu à ce chapitre, cette observation restera tout entière. Voilà pourquoi elle me paraît ici à sa place.

Je trouve dans le rapport de la commission un paragraphe sur lequel je désire présenter quelques observations, car il contient une doctrine qui me paraît insoutenable et dont l'application livrerait le clergé paroissial à l'arbitraire et au bon plaisir de l'administration des cultes. (Mouvements divers.) Voici ce paragraphe :

« Un membre de la commission avait proposé d'affirmer le droit qui appartient au gouvernement d'appliquer, dans certains cas, des peines pécuniaires (Approbation à gauche) à ceux des membres du clergé paroissial qui méconnaissent leurs devoirs, et pour cela d'opérer une diminution sur le crédit.

« Il a été répondu que le droit de l'Etat est certain, que l'administration en use fréquemment, et qu'il n'y a donc pas lieu d'en faire l'objet d'une mention spéciale. La commission a partagé cet avis. »

Que l'administration des cultes, dans ces derniers temps, se soit arrogé le droit dont parle M. le rapporteur (Interruptions à gauche), cela n'est que trop vrai ; mais du fait au droit il y a une distance, et la question est précisément de savoir si, en suspendant ou en supprimant le traitement des desservants par voie administrative, le ministre des cultes s'est conformé au droit ou s'il la violé. (Approbation à droite.)

Pour moi, je n'hésite pas à dire : une pareille mesure est arbitraire, illégale, en contradiction formelle avec les principes du droit public français (Très-bien ! très-bien ! à droite — Bruit à gauche), et elle porte une grave atteinte aux prérogatives de cette Chambre. Je demande à le démontrer en peu de mots. (Interruptions.)

M. le président. L'orateur veut démontrer une thèse ; vous aurez la liberté de la réfutation. Laissez-lui la liberté de l'exposition ! (Très-bien ! très-bien !)

Mgr Freppel. C'est un principe de notre droit public français qu'aucun citoyen français ne peut être frappé d'une peine, pécuniaire ou autre, qu'en vertu d'une loi ; édicter une pénalité, c'est l'affaire de la loi, l'appliquer c'est l'affaire des tribunaux.

Si vous sortez de là vous quittez le terrain de la légalité pour entrer dans la voie de l'arbitraire. Si, en dehors de toutes dispositions légales, il vous est loisible d'introduire par voie disciplinaire ou discrétionnaire une peine, pécuniaire ou autre, demain rien ne vous empêchera d'introduire par la même voie la prison ou la déportation. (Approbation à droite. — Exclamations à gauche.)

Quand je dis que rien ne vous empêchera, je me trompe : ce qui vous empêchera, c'est la douceur de vos mœurs. (On rit.)

Vous me répondrez sans doute qu'il ne s'agit que d'une peine disciplinaire.

M. Madier de Montjau. Précisément !

Mgr Freppel. Permettez-moi, monsieur, de vous répondre que, même pour une peine disciplinaire, surtout quand elle devient une peine pécuniaire, c'est-à-dire une véritable amende, encore faut-il qu'une loi ait conféré formellement au gouvernement le droit de l'appliquer.

C'est ainsi que, lorsqu'il s'est agi des membres du corps enseignant, il a fallu une loi spéciale, que je n'apprécie pas d'ailleurs, ni n'approuve, — le décret du 9 mars 1852, — pour accorder au ministre de l'instruction publique le droit de suspendre leurs traitements.

Avez-vous une pareille loi à nous montrer en ce qui concerne les desservants ? Je ne connais qu'une loi, la loi du 10 germinal an X, qui vous donne la faculté de les traduire devant le conseil d'Etat pour abus de pouvoir. (Interruptions à gauche.)

Vous me paraîsez bien peu respectueux envers le conseil d'Etat en attachant si peu d'importance à ses décisions. (Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Je connais aussi dans le Code pénal toute une série de lois, que j'aurais presque le droit d'appeler draconiennes, qui vous donnent la faculté de les déferer aux tribunaux pour délit commis dans l'exercice de leur ministère.

Je connais deux décrets ayant force de loi : l'un de 1811, l'autre de 1813. Ils vous donnent la faculté de prélever une partie du traitement du titulaire pour faire l'indemnité du remplaçant, quand le titulaire a été éloigné du service par maladie, par peine canonique ou de police. Mais une loi qui vous donne la faculté de suspendre le traitement, de le supprimer en totalité quand le desservant est en fonctions, et qu'il n'a pas été éloigné de son service, je n'en connais pas ! (Interruptions.)

Non, il n'y a pas l'ombre d'un décret, d'un règlement, vous donnant l'ombre d'un droit ! Ce qui le prouve, c'est que vous allez être saisis, dans quelque temps, d'une proposition tendant à vous conférer ce droit ; donc vous ne l'avez pas actuellement. (Très-bien ! très-bien ! à droite.) C'est de la dernière évidence.

Donc, de ce premier chef, loin d'user d'un droit, comme l'a dit avec un peu trop de facilité l'honorable M. Noirot, vous agissez arbitrairement, illégalement.

J'arrive à un deuxième principe de notre droit public, non moins avéré, non moins incontestable. Tout traitement voté régulièrement par le pouvoir législatif, confère à celui auquel il est attribué un droit rigoureux, tant que la fonction ne lui a pas été enlevée par l'autorité compétente, et ici l'autorité compétente, c'est l'évêque, aux termes de la loi de germinal an X. Ce traitement constitue une véritable créance sur l'Etat. C'est ce que disent tous les auteurs, quand ils disent que le mandat est une propriété pour la partie prenante.

Si vous contestez ce principe, — je plaide ici la cause de tous les citoyens rétribués sur les fonds de l'Etat, — il n'y a plus un seul citoyen, dans ces conditions, qui ne doive trembler pour ses moyens d'existence. (Très-bien ! très-bien ! à droite. — Interruptions à gauche.)

Car si le traitement cessait d'être un droit rigoureux pour devenir une rémunération à titre bénévole, dépendant du caprice ministériel, il n'y aurait plus de garantie, de sécurité pour personne. (Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Donc, pour prouver que de ce deuxième chef vous agissez illégalement, je n'ai qu'à établir que l'attribution budgétaire des desservants a tout le caractère d'un véritable traitement.

Vous direz que ce traitement n'est pas inscrit dans le Concordat. Je pourrais contester, dire à M. Paul Bert que par le mot « curés » le Concordat, c'est-à-dire la convention du 26 messidor an IX, a voulu entendre tous les ministres du culte ayant charge d'âmes. Or, les desservants ont, comme les curés, charge d'âmes. Il n'y a aucune différence entre eux.

Mais je ne le conteste pas pour ne pas introduire dans le débat un élément inutile. Mais est-ce que le Concordat

est la seule loi de l'Etat ? Le traitement des desservants leur est assuré par des lois. (Bruit à gauche.)

Oui, le traitement des desservants leur est assuré par l'article 68 de la loi de germinal an X, par l'article 6 du décret-loi du 11 prairial an XII, par l'article 1^{er} du décret-loi du 5 nivôse an XIII, par l'article 6 du décret-loi du 30 septembre 1807 ; si on le contestait, je citerais les textes.

Je laisse de côté les ordonnances du 5 juin 1805, du 9 avril 1817, du 20 mai 1818, du 6 janvier 1830, du 8 avril 1847.

Mais ce que je vous prie de remarquer, c'est que c'est le mot « traitement » qui revient dans tous les actes de la puissance législative et exécutive.

Le traitement des desservants leur est donc dû en vertu d'une série de lois et d'ordonnances qui se fortifient et se confirment l'une l'autre.

Donc, quand vous, ministre des cultes, vous suspendez ou supprimez le traitement des desservants par la voie administrative, c'est la loi que vous violez, que vous foulez aux pieds. (Applaudissements à droite.)

Et vous la violez d'autant plus que, par une exception fondée sur leur modicité même, les traitements ecclésiastiques sont insaisissables dans leur totalité : l'arrêté du 18 nivôse an VIII (8 janvier 1802) l'a déclaré, et il est toujours en vigueur, il a force de loi.

C'est une véritable saisie-arrêt que vous pratiquez quand vous reprenez le traitement dû aux desservants.

D'ordinaire, c'est le créancier qui retient le bien de son débiteur ; ici, c'est le débiteur qui retient le bien de son créancier. (Applaudissements à droite.) N'est-ce pas là le renversement de toutes les notions de justice ? En tout cas vous contrevenez à l'arrêté consulaire de nivôse an VIII, qui n'a rien perdu de sa valeur.

Enfin, c'est un troisième principe de notre droit public que la privation du traitement entraîne la cessation de la fonction, et réciproquement.

Un officier en activité de service, un magistrat en exercice, n'aurait plus de traitement ! C'est cette anomalie que la prétention ministérielle tend à introduire dans notre droit public. Le traitement disparaît, et la fonction reste. Elle reste parce que vous n'avez pas qualité pour la faire cesser, l'évêque seul, aux termes de la loi du 18 germinal an X, nommant et révoquant les desservants. Le pouvoir civil n'a là rien à y voir. (Bruit à gauche.)

S'il n'en est pas ainsi, alors l'administration de nos diocèses passe entre vos mains et il ne reste plus à MM. Fallières et Flourens qu'à endosser la soutane. (Rires et applaudissements ironiques à gauche.)

Comment ! voilà un desservant dont le traitement a été suspendu ou supprimé, et qui n'en continue pas moins, aux termes du droit civil comme des lois canoniques, à exercer ses fonctions !

Les autorités ont avec lui des relations officielles. Il siège de droit dans un établissement public, officiel, légal, la fabrique. Aucun de ses actes n'est invalidé. C'est le renversement de toutes les notions du droit public français.

Il y a plus : ce pouvoir discrétionnaire du ministre porte une atteinte grave aux prérogatives de cette Chambre. Quand vous votez annuellement le chapitre IV qui comprend le traitement des desservants, votre vote ne s'applique pas à un nombre vague, indéterminé, de desservants. Il s'applique à chacune des succursales érigées par la loi ; chacune d'elles a droit au traitement que vous lui avez assigné. Lors donc qu'un ministre supprime le traitement d'un desservant, il refait la loi de finances, il la supprime, il l'annule (Applaudissements à droite), il commet un empiètement du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, car si le gouvernement s'attribue le droit de supprimer le traitement d'un desservant, il pourra en supprimer vingt, treize, cent ; il arrivera à annuler la loi de finances en ce qui concerne les desservants.

J'ai fini. Je crois avoir démontré qu'en supprimant, en suspendant par voie administrative, à son gré, le traitement des desservants, le ministre des cultes agit arbitrairement, illégalement : premièrement parce qu'aucun citoyen ne peut être frappé de peines, pécuniaires ou autres, si ce n'est en

vertu d'une loi; deuxièmement, parce que tout traitement voté par le pouvoir législatif confère à celui auquel il est alloué le droit rigoureux de le toucher tant que la fonction ne lui a pas été retirée par l'autorité compétente, et ici, je le répète, l'autorité compétente, c'est l'évêque; troisièmement, parce que les traitements ecclésiastiques sont insaisissables, et que c'est une véritable saisie-arrêt que vous pratiquez; quatrièmement, parce que le maintien légal de la fonction et la suppression du traitement constituent une anomalie dans notre droit public; cinquièmement, parce que l'annulation, même partielle, d'un vote de la Chambre, en ce qui concerne une succursale, atteint les prérogatives du pouvoir législatif.

Pour toutes ces raisons graves, incontestables, j'ose espérer que M. le ministre renoncera à des procédés arbitraires, abusifs, illégaux, et d'autant moins admissibles qu'ils s'adressent au clergé des campagnes, si modeste, si dévoué, si laborieux (Applaudissements à droite), placé si haut dans l'estime des populations (Très bien ! très bien ! à droite) et qui est un si grand honneur pour l'Eglise et pour la France (Vifs applaudissements à droite).

M. Fallières, ministre de l'intérieur et des cultes. Messieurs, il me suffira, je l'espère, de quelques observations pour démontrer à la Chambre que le gouvernement n'abuse pas de son droit lorsqu'il exerce des retenues de traitement en ce qui concerne les desservants.

Mgr Freppel. Ce n'est pas une retenue, c'est une saisie totale.

A gauche. N'interrompez pas !

M. le ministre de l'intérieur et des cultes. Je vais vous donner raison.

... Lorsqu'il supprime temporairement, et peut-être pour toujours, le traitement des desservants.

M. Paul de Cassagnac. C'est un vol ! (Vives réclamations à gauche et cris : A l'ordre ! à l'ordre ! — applaudissements à droite.)

M. le président. Monsieur Paul de Cassagnac, je vous rappelle à l'ordre.

M. de Baudry d'Asson. Oui, M. le président, c'est un vol ! nous ne craignons pas de le dire (Bruit).

M. de Larocheaucauld, duc de Bisaccia. Il faudrait rappeler à l'ordre quatre-vingts personnes ici.

M. de Baudry d'Asson. Rappelez-vous tous à l'ordre, monsieur le président, Nous maintenons que c'est un vol !

M. le président. Monsieur de Baudry d'Asson, puisque vous le demandez, je vous rappelle à l'ordre.

A droite. Rappelez-vous tous à l'ordre !

M. le ministre de l'intérieur et des cultes explique que le Concordat n'a stipulé des traitements que pour les évêques et les curés ; les vicaires et desservants ne sont visés que dans les articles organiques, et, ce qu'on entendait par traitements, en ce qui les concerne, n'est qu'une oblation ou une allocation dont l'Etat dispose librement en échange des services qui lui sont rendus. Il n'y a pas d'assimilation à faire entre les fonctionnaires de l'enseignement, par exemple, et les simples desservants. Les premiers peuvent être révoqués, et c'est parce que l'autorité civile ne peut pas révoquer les desservants qu'elle a nécessairement le droit de suspendre leurs traitements quand ils entrent en rébellion contre les lois du pays.

Il y a des infractions qui échappent à la loi pénale et qui ne sauraient cependant rester sans répression. C'est le cas, par exemple, lorsqu'un desservant descend dans l'arène des partis, encourt la réprobation publique et met le désordre dans sa commune (Applaudissements).

Il ne saurait être permis de braver l'autorité publique en continuant à recevoir son argent. On peut invoquer, d'ailleurs, de nombreux précédents, notamment en 1832, en 1861, et l'opinion de M. Dupin et de l'archevêque de Besançon. L'application de la mesure a pu être critiquée, mais le droit n'a jamais été contesté.

Actuellement, quand un prêtre a manqué à ses devoirs, quand il a, par exemple, refusé de se soumettre à l'article du Concordat qui prescrit de chanter, dans certains cas, le *Domine salvam fac Rempublicam*, ou bien quand il a

refusé de laisser pavoiser le presbytère et l'église le jour de la fête nationale, on lui retire son traitement. Partout les révoltes de ce genre sont réprimées et elles le seront encore ; le droit du gouvernement n'est pas contestable et il n'en est fait qu'un usage légitime. L'orateur ajoute que s'il avait l'honneur de porter une soutane (interruptions), il respecterait les droits de l'Etat et ne monterait pas dans la chaire catholique pour exciter les passions des hommes et les conduire à l'assaut des institutions du pays.

M. de Baudry d'Asson. — Alors vous ne seriez pas un bon prêtre (Exclamations et rires).

M. le ministre ajoute qu'il ne mettrait pas sa signature au bas de mandements comme ceux qui ont été lus hier. Quand de pareilles contraventions se reproduiraient, leurs auteurs seront envoyés en police correctionnelle parce que des actes semblables sont à la fois des délits et une offense à la conscience nationale (Applaudissements).

Mgr Freppel. M. le ministre de l'intérieur m'a fait l'honneur de me répondre en se retranchant derrière une autorité que je dois respecter.

Si, au Sénat de l'empire, M. le cardinal Mathieu...

M. Clémenceau. Son Eminence ! (On rit.)

Mgr Freppel. On dit : monsieur le cardinal et on dit : monseigneur l'évêque (Rires et bruit).

Je suis bien aise d'apprendre à ceux qui paraissent l'ignorer le langage usuel dans le monde ecclésiastique (On rit). Si M. le cardinal Mathieu a cru pouvoir faire une concession de principe, je l'ignore et n'ai rien à y voir. J'en doute ; on n'a cité aucun texte.

M. Graux. Lisez le *Moniteur* !

Mgr Freppel. Portez-le à la tribune. Tout ce que je sais, c'est que j'ai avec moi, dans cette question, tout le clergé de France.

J'ai coutume de procéder par voie de raisonnement. Ce sont des raisons que je vous ai demandées ; je vous ai dit : produisez une loi qui vous permette de retenir le traitement des desservants ; vous ne m'en avez produit aucune (Très bien ! très bien ! à droite).

Donc je persiste à dire que vous avez agi illégalement. Mais, dites-vous, nous n'avons pas le droit de révoquer les desservants ; nous sommes désarmés devant eux.

Comment ! lorsque vous avez contre eux les dispositions presque draconiennes des articles 201 et 204 du Code pénal, vous êtes désarmés ! Vous pouvez requérir contre eux un emprisonnement de trois mois à deux ans, et, en cas de provocation directe à la désobéissance aux lois, un emprisonnement de deux mois à cinq ans ; et lorsque la provocation aura été suivie d'effet, les peines de droit commun. Et vous êtes désarmés ?

C'est précisément parce que vous ne pouvez pas révoquer les desservants que le Code pénal a édicté une législation spéciale contre le clergé. Quoi ! vous êtes désarmés ? Mais l'article 204 ne punit-il pas du bannissement la critique formulée dans les édits des ecclésiastiques ? et l'article 205 ne prononce-t-il pas la peine de la détention ?

Non, vous n'êtes pas désarmés. Vous avez, au contraire, à votre disposition une législation spéciale et exceptionnellement rigoureuse.

Vous venez nous dire que vous n'avez appliqué vos rigueurs que quand il fallait frapper, par exemple, pour le refus de chanter le *Domine salvam fac Rempublicam*.

J'ai là une lettre d'un curé du diocèse de Besançon ; je vous prie de l'écouter, car la tribune française est surtout faite pour la défense des faibles.

« En février dernier, j'ai été dénoncé comme ne chantant pas ou ne laissant pas chanter le *Domine salvam fac Rempublicam*... » Une observation en passant : Vous reprochez toujours au clergé d'avoir chanté des *Te Deum* en faveur de l'Empire ; permettez-moi de dire que, pour être conséquents, vous ne devriez pas aujourd'hui obliger le clergé à chanter le *Domine salvam fac Rempublicam* (Applaudissements à droite et sur divers bancs à l'extrême gauche).

Je continue ma lecture :

« En conséquence, par arrêté du 21 avril, M. le ministre des cultes a supprimé mon traitement. Immédiatement,

après informations, j'ai obtenu, avec légalisation du maire, cent deux signatures d'hommes attestant que, depuis l'époque indiquée par le Gouvernement, le *Domine salvam fac Rempublicam* a été chanté très régulièrement dans mon église. » Les signatures sont toutes légalisées.

Que fait le gouvernement? Vous croyez peut-être qu'il revient sur son arrêté de suppression? Pas le moins du monde.

Le gouvernement a répondu que les cent deux signatures étaient des signatures de complaisance, et l'arrêté a été maintenu (Mouvements divers).

Ainsi vous agissez arbitrairement; vous ne tenez aucun compte des preuves certaines qu'on vous donne; vous enlevez à de pauvres desservants leur pain de chaque jour (Bruits).

Je lis au fond de votre pensée : ce que vous voulez, c'est intimider le clergé; vous n'y arriverez pas (Applaudissements à droite. — Rires et bruit à gauche).

Vous aurez et vous avez, quoi qu'on ait pu dire à cette tribune, un clergé respectueux de la loi, mais qui ne sera jamais un clergé servile (Applaudissements à droite).

QUESTIONS D'ENSEIGNEMENT RÉSOLUES PAR LE COMITÉ DU CONTENTIEUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT.

On nous a adressé un grand nombre de questions relatives aux écoles, et aux difficultés que les lois actuelles sur l'enseignement soulèvent un peu partout. Toute erreur en ces matières délicates pourrait amener les plus fâcheux résultats. C'est pourquoi nous répondons à quelques-unes en nous abritant sous l'autorité de la « Société générale d'éducation et d'enseignement, » présidée par M. Chesnelong. On sait qu'il y a au sein de cette société un comité du contentieux, composé d'éminents jurisconsultes et chargé de répondre aux consultations qui leur sont adressées.

Q. — Une religieuse qui, ayant au 1^{er} janvier 1881, 35 ans d'âge et 5 ans d'exercice comme directrice d'une école ou d'une salle d'asile, a interrompu ses fonctions depuis, peut-elle les reprendre sans être munie d'un certificat de capacité?

R. — Oui. L'article 4 de la loi du 16 juin 1881 dispense du brevet de capacité les directrices d'écoles et d'asiles publics, qui avaient 35 ans d'âge et 5 ans d'exercice en cette qualité avant le premier janvier 1881. Dès que les conditions exigées par la loi ont été remplies à l'époque indiquée, il y a droit acquis pour une directrice de pouvoir exercer sans brevet de capacité, et une interruption plus ou moins longue de ses fonctions ne peut lui faire perdre ce droit. (*Bulletin de juin 1882.*)

Q. — Comment peut-on contraindre un maire, qui s'y refuse, à recevoir la déclaration d'ouverture d'une école libre exigée par la loi de 1850 et à en donner récépissé?

R. — Il faut procéder par voie d'acte extra judiciaire contenant la déclaration prescrite, l'offre des pièces et toute réserve à l'égard des dépens et dommages-intérêts pouvant être ultérieurement réclamés au maire; puis, passer outre à l'accomplissement des autres formalités indiquées par la loi pour faire courir le délai d'un mois après lequel l'école pourra être ouverte. (*Bulletin de juin 1882.*)

Q. — Une adjointe congréganiste qui, avant le premier janvier 1881, avait 35 ans d'âge et 5 ans d'exercice, peut-elle exercer dans une école communale sans être pourvue du brevet de capacité?

R. — Oui, s'il s'agit d'une maîtresse adjointe, régulièrement agréée par l'administration et chargée d'une classe distincte. Il en serait autrement à l'égard d'une religieuse simple auxiliaire de la sœur institutrice. (*Bulletin d'avril 1882.*)

Q. — Un instituteur congréganiste, non breveté, qui se trouve dans les délais accordés par la loi du 16 juin 1881 pour obtenir le brevet de capacité, peut-il enseigner indifféremment dans tout école?

R. — Oui, l'instituteur-directeur ou maître-adjoint (congréganiste) non breveté, qui s'étant présenté à l'examen avant le 31 juillet 1882, a échoué, peut se représenter jusqu'au 1^{er} octobre 1884. Pendant ce délai il peut continuer à enseigner dans toute école, même dans une école autre que celle où il se trouvait au moment de la promulgation de la loi, et, par exemple, passer d'une école publique à une école libre. Mais bien entendu le maître-adjoint ne pourrait, pendant ces délais accordés pour l'obtention du brevet, être appelé à la direction d'une école. (*Bulletin d'août 1882.*)

Q. — Quel est le point de départ après lequel une salle d'asile libre peut être ouverte?

R. — Le délai court, non pas de la déclaration faite à la mairie, mais de celle faite au préfet. (*Bulletin de juin 1882.*)

Q. — Un établissement d'instruction secondaire peut-il recevoir des enfants au-dessous de 6 ans, quand il y a une salle d'asile dans la commune?

R. — Oui; la disposition de la loi de 1867, qui interdit aux écoles primaires de recevoir des enfants au-dessous de six ans, quand il y a une salle d'asile dans la commune, ne saurait être étendue aux établissements d'instruction secondaire non visés dans la loi. (*Bulletin de juin 1882.*)

Q. — Est-il nécessaire d'être pourvu d'un brevet ou d'un certificat d'étude pour établir une garderie de petits enfants de 3 à 5 ans?

R. — Non, à la condition qu'il n'y ait aucun enseignement et aucun exercice qui donne à cet établissement l'apparence d'une salle d'asile. On peut donc y apprendre des prières, des cantiques. (*Bulletin de juin 1882.*)

Q. — La personne qui veut réunir dans un local pour presider à leurs études des enfants qui suivent comme externes les cours d'un lycée ou d'un collège communal, doit-elle être assimilée pour la déclaration d'ouverture, les titres de capacité, etc., à un directeur d'établissement d'enseignement secondaire?

R. — Non, si, dans ces externats qu'il conviendrait d'appeler des *maisons de famille*, les

enfants qui y sont reçus ne trouvent avec les soins matériels, — logement, nourriture, etc., — qu'une surveillance disciplinaire et nullement pédagogique; sans qu'il leur soit donné aucun enseignement et même aucune direction à leurs études, même par la simple correction des devoirs. (*Bulletin du 15 juillet 1882.*)

Q. — Le ministre du Culte qui peut, conformément à l'art. 66 de la loi du 15 mars 1850, donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens destinés à l'état ecclésiastique, après toutefois qu'il a déclaré son intention au recteur, contrevient-il à la loi par cela seul qu'il donne une instruction élémentaire à quelques uns de ses élèves en attendant qu'il puisse leur enseigner le latin?

R. — Non; il peut donner cette instruction élémentaire; ainsi l'a jugé la Cour d'appel de Dijon dans son audience du 29 mars 1882. (*Bulletin de juin p. 433.*)

Q. — Quels sont les droits des inspecteurs de l'Université vis-à-vis des petits séminaires? (comme vis-à-vis des autres établissements libres)?

R. — Les inspecteurs ne peuvent inspecter les petits séminaires comme les autres établissements d'instruction libre, qu'au point de vue de la salubrité, de l'hygiène et de la moralité, et ne peuvent contrôler l'enseignement que pour s'assurer qu'il n'est pas contraire aux lois, à la constitution et à la morale. (*Bulletin du 15 juillet 1882.*)

Q. — La supérieure d'un couvent cloîtré, où est établie une école libre, est-elle tenue de laisser visiter cette école par les inspecteurs de l'Université?

R. — Il faut distinguer. Les écoles externes, établies dans un couvent cloîtré, sont soumises à la surveillance des inspecteurs de l'Université comme toute école libre. Mais les pensionnats de filles tenus par des religieuses cloîtrées ne peuvent être inspectés que par des ecclésiastiques nommés par le ministre de l'instruction publique sur la présentation de l'évêque diocésain. *Circulaire du 11 août 1881 (Bulletin du 15 juillet 1882).*

Q. — En cas de vacance subite et imprévue, survenue, par exemple, par un décès, on demande ce que deviendraient les élèves pendant le mois qui doit s'écouler entre la déclaration et la réouverture de l'école, et s'ils devraient fréquenter l'école communale, sous peine de faire encourir à leurs parents les pénalités de la loi du 28 mars 1882.

R. — Ce cas n'a été prévu par aucune loi. Mais on a toujours admis qu'en pareille conjoncture l'école pouvait momentanément être tenue par un scus-maitre ou une sous-maitresse en attendant la nomination du nouveau titulaire. En l'absence de sous-maitre, la seule chose à faire serait de donner un mois de vacances aux élèves; il n'est pas admissible que dans une telle hypothèse, on puisse légalement imposer aux enfants l'obligation de fréquenter l'école communale. Les parents ne sauraient être responsables d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit, qui momentanément

viendrait fermer les portes de l'école libre. D'ailleurs les écoles libres sont maîtresses de régler leurs vacances à leur gré; rien ne les oblige à les donner à la même époque et de la même durée que les écoles officielles.

Q. — Que doit faire un curé desservant dont le ministre des Cultes supprimerait le traitement par mesure administrative? Peut-il en appeler aux tribunaux civils?

R. — Le cas échéant, nous conseillerons toujours de protester par tous les moyens possibles; mais le meilleur moyen, — nous ne disons pas pour cela qu'il soit efficace, nous paraît être le recours au Conseil d'Etat. Les tribunaux civils ordinaires se déclareraient incompétents, et en supposant même qu'ils s'attribuassent la compétence, malgré les déclinatoires des préfets, ceux-ci prendraient un arrêté de conflit, et l'affaire serait soustraite à leur juridiction.

Il est plus simple de recourir immédiatement au Conseil d'Etat contre le ministre des Cultes pour abus de pouvoir et violation des lois. Cela résulte d'une manière évidente du discours de Mgr Freppel que nous avons reproduit plus haut.

Comme il s'agit d'une matière contentieuse, le recours doit être formé par requête signée d'un avocat.

Q. — Peut-on impunément procéder à la levée du corps une fois qu'on a le billet d'inhumation entre les mains, sans attendre le terme des vingt-quatre heures, soit que le billet d'inhumation le prescrive, soit qu'il ne le prescrive pas? Et dans le cas d'une réponse négative, peut-on faire la levée du corps avant les 24 heures, pourvu qu'on laisse le cadavre soit à l'église, soit au cimetière pour attendre les 24 heures avant de l'inhumer?

R. — L'article 87 du Code civil porte qu'aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès et que 24 heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

Cette disposition est complétée par le décret du 4 thermidor an XIII (23 juillet 1805) article 1^{er} dont la teneur suit :

« Il est défendu à tous maires, adjoints et membres d'administration municipale, de souffrir les transport, présentation, dépôt, inhumation de corps, ni l'ouverture des lieux de sépulture, à toutes fabriques d'église et consistoires ou autres ayant droit de faire les fournitures requises pour les funérailles, de livrer les dites fournitures, à tous curés, desservants ou pasteurs, d'aller lever aucun corps, ou de les accompagner hors des églises et temples, qu'il ne leur apparaisse de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil pour l'inhumation, à peine d'être poursuivis comme contrevenant aux lois. »

De ces divers textes, il résulte qu'on ne peut procéder aux inhumations, *pas même à la sim-*

ple levée des corps, sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil, mais que, lorsqu'on a le permis d'inhumer entre les mains, on peut procéder à l'inhumation sans attendre le délai de 24 heures, si le permis se tait sur ce point, parce que le point du délai concerne le maire et non le curé, et le maire peut avoir des raisons soit pour avancer soit pour reculer une inhumation. Mais si le permis désigne le délai, comme cela arrive ordinairement, le curé doit s'y conformer.

Q. — L'administrateur provisoire de ma commune, un radical de la plus belle eau, m'écrit le 12 juillet qu'il se rendra à l'église le lendemain pour faire sonner les cloches de 7 à 9 heures; le vendredi 14 de 6 à 8 heures du matin, de midi à deux heures et enfin de 7 à 9 heures du soir.

Huit heures de sonnerie!

Je lui répondis qu'il n'a pas à s'occuper des cloches; que je ferai sonner moi-même pendant un temps convenable.

Le lendemain, changeant ses batteries, il me requiert de faire sonner les cloches à 4 reprises et une heure chaque fois.

Même réponse.

Le soir on sonne comme pour les fêtes.

Le lendemain troisième répétition; je ne réponds pas.

A 7 heures mon homme se présente, flanqué d'un protestant et d'un vagabond, et me somme de lui ouvrir le clocher.

Je lui déclare que je suis prêt à ouvrir le clocher; mais à une condition, c'est que ce protestant et ce vagabond n'entreront pas; le sonneur seul et sa femme seront admis.

Il me dresse procès-verbal.

Sorti de l'église, il se retourne et lui défend de sonner. Je lui fais observer qu'il n'a pas d'ordres à donner au sonneur; et j'ajoute que s'il s' imagine me faire trembler il se trompe.

Il me répond que je tremblerai comme les autres. Là-dessus, une parole un peu dure m'échappe.

Aujourd'hui il me poursuit pour l'avoir outragé dans l'exercice de ses fonctions.

Peut-on dire qu'il était dans l'exercice de ses fonctions et le délit qui m'est reproché existe-t-il réellement.

Je ne sache pas que la fonction d'un maire soit de faire sonner les cloches, même le 14 juillet.

R. — Nous avons reproduit cette lettre, uniquement à titre d'échantillon de la tenne d'un magistrat infime qui se sent soutenu dans son despotisme et sa grossièreté par ses supérieurs hiérarchiques.

Que le curé fût ici dans son droit, c'est plus clair que le jour. Que le maire, venant intimier des ordres dans le clocher à un employé qui n'est pas sous ses ordres, fût en ce moment-là dans l'exercice de ses fonctions, il serait absurde de le soutenir. Mais est-ce une raison pour que le gouvernement n'accepte pas la plainte et ne sévisse pas contre le curé? ce serait une illusion de le croire. Il y a eu des suppressions de traitements qui étaient motivées sur moins que cela.

La chose la plus lamentable dans ces sortes de conflits, c'est que les maires peuvent mentir impunément: leur parole est toujours acceptée et soutenue par l'administration supérieure. Les curés ont beau dire et s'entourer des témoins les plus honorables, c'est comme s'ils chantaient, parce qu'ils sont déclarés hostiles « à nos institutions... »

Q. — Je suis le desservant d'une petite paroisse du diocèse de X... qui a été privée de titulaire pendant plus de 60 ans; il n'y avait pas de maison convenable pour le loger.

En 1869, le conseil municipal s'est avisé de louer une maison qu'ils ont payée pendant 8 ans. Le conseil ayant été changé, les nouveaux conseillers n'ont plus voulu payer ce loyer, mais ils n'ont jamais refusé d'une manière absolue. Aujourd'hui M. le préfet fait tomber cette charge sur la fabrique, il trouve que ses ressources suffisent.

En comptant une rente sur l'Etat de 71 francs par an, nous avons environ 300 fr. de recettes annuelles; avec cela il est impossible que nous payons les frais du culte et le loyer du presbytère qui se monte à la somme de 200 fr. M. le préfet trouve un moyen, c'est de nous obliger à vendre notre rente de 71 francs, nous payerons, dit-il, les ar-rérages et nous aurons du boni. — Mes marguilliers refusent d'employer ce moyen extrême. M. le préfet nous oblige quand même à vendre, disant que cette obligation a été notamment rappelée par une circulaire ministérielle du 12 janvier dernier; devons-nous obéir à M. le préfet; cette circulaire ministérielle est-elle bien sérieuse?

Plusieurs fois nous avons consulté un homme de loi; dernièrement il nous écrivait encore qu'il fallait poursuivre la commune. J'attends votre avis dans notre cher *Ami du clergé*?

R. — Cette question du logement des curés a reçu une triple solution: 1° tous les jurisconsultes de quelque valeur, et avec eux les tribunaux, les cours d'appel et même la cour de cassation le mettent à la charge des communes, quelles que soient d'ailleurs les ressources de la fabrique; 2° le Conseil d'Etat a presque toujours professé, et aujourd'hui particulièrement professe une doctrine différente; l'obligation de loger le curé, d'après cette doctrine, incombe d'abord aux fabriques et, subsidiairement aux communes, quand les fabriques n'y peuvent suffire; 3° il y a la solution pratique et généralement admise, celle qui fait que les communes se considèrent comme obligées de fournir le logement ou indemnité pécuniaire à leurs curés, même lorsque les paroisses sont riches. Ajoutons que le gouvernement même actuel n'a jamais empêché les communes de pourvoir à cette dépense qu'il regarde pourtant comme facultative. Mais dès qu'il y a refus de la part des communes, il soutient celles-ci. Nous en avons une nouvelle preuve dans le cas de notre correspondant.

Qu'y aurait-il donc à faire dans la circonstance qui nous occupe?

Nous disons d'abord que le Préfet n'a pas qualité pour trancher une question de cette nature quand elle est contestée. Son autorité serait suffisante, si les ressources de la fabrique étaient notoirement suffisantes; mais ici c'est leur insuffisance qui est notoire. Un budget de recettes s'élevant à la modique somme de 300 fr., suffit, en effet, à peine pour les dépenses strictement obligatoires du culte. La fabrique est donc dans les conditions pour demander une subvention à la commune en lui présentant le budget, les comptes et les pièces justificatives à l'appui. En cas de refus de la commune, le Préfet doit prendre l'avis de l'évêque. Si l'évêque est d'accord avec le préfet, celui-ci peut inscrire d'office au budget communal la subvention demandée; mais

sil'évêque et le préfet ne s'accordent ou sont d'un avis différent, chacun d'eux peut en référer au ministre des cultes qui statue sur le différent.

Il y a donc nécessité absolue, dans ces sortes de conflits, pour un curé de prendre l'avis de son évêque, afin que ce dernier soit au courant et puisse, au besoin, défendre les intérêts de la fabrique. Après tout, le dernier mot lui appartient; car devant la mauvaise foi ou le mauvais vouloir du préfet, ou le déni de justice du ministre, il lui reste un moyen de couper court à ces mesquines tracasseries en retirant le curé de son poste et en laissant la paroisse sans service religieux. Comme les populations, surtout en province, ne s'accommoderaient pas d'un pareil état de choses, il se produit chez elles des émotions que le gouvernement tient à éviter. La crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse, dit la Bible, et le seigneur aujourd'hui c'est le suffrage universel. Les maires et les députés ne doivent pas l'oublier.

Q. — Me sera-t-il permis, quoique non abonné à votre excellent journal *l'Ami du Clergé*, de vous demander quelques renseignements ? Je l'espère de votre bienveillante charité.

Voici le cas que j'ai à vous soumettre. Les communs de mon presbytère comprenant bûcher et lieux d'aisances, sont depuis deux ans tombés en ruine et par conséquent hors de service.

Le conseil municipal ne veut pas m'en faire reconstruire, bien que la fabrique lui ait offert 100 francs pour l'aider dans cette reconstruction.

Aujourd'hui, le conseil de fabrique est décidé à faire les choses par lui-même. Outre la reconstruction de ces bâtiments indispensables, il se propose en même temps de faire agrandir la porte de la cour du presbytère et de la transformer en porte cochère. On est en effet obligé pour le moment de descendre tout ce qui m'arrive, bois, etc., sur la route qui est très-fréquentée et assez étroite en cet endroit.

D'ailleurs, cet agrandissement ne serait que d'un mètre cinquante et il nous serait fort utile et même nécessaire pour l'approche des matériaux de notre reconstruction.

Ces divers travaux dont le devis sera dressé par un maître maçon ne doivent pas dépasser 350 francs; car nous avons déjà un mur et différentes choses qui nous serviront.

1^o Avons-nous besoin de l'approbation du conseil municipal pour ces travaux ?

Dans ce cas, vu le mauvais esprit qui l'anime et qui dirige tous ses actes, nous devons nous attendre sinon à un refus complet, au moins à une opposition sourde et hypocrite auprès de la préfecture.

2^o Pouvons-nous obtenir du préfet de faire ces travaux par économie et nous contenter d'un devis dressé par un simple maître maçon, dans ces temps de formalités rigoureuses, pour faire en définitive une reconstruction si peu importante ?

3^o Le conseil municipal a-t-il le droit de s'opposer formellement et sans aucune raison que sa volonté tyrannique, à l'exécution du projet de la fabrique ?

4^o Dans le cas où il s'y opposerait, à qui devrions-nous avoir recours et quels moyens employer pour réussir ?

Veuillez, je vous prie, nous donner la marche à suivre et nous répondre, si vous le pouvez et jugez à propos, par la voie de votre journal jeudi prochain. Car nous voudrions faire ces travaux avant l'hiver. Nous attendons Monseigneur l'évêque de X., au commencement du printemps prochain et nous serions bien désireux que tout fût terminé pour le recevoir.

R. — Ad 1^m. Non, du moment que le conseil

municipal ne fournit rien à la dépense, il n'a pas à intervenir, soit pour approuver ou désapprouver. (*Circulaire ministérielle du 6 août 1841.*)

Ad 2^m. Oui. D'après la même circulaire, on ne peut point se passer de l'autorisation du préfet auquel on doit envoyer les plans et devis. Mais le préfet, muni de ces pièces, peut autoriser les travaux.

Ad 3^m. Nullement. Comme le fait remarquer le document ministériel précité, le maire étant membre de droit du conseil de fabrique, la commune s'y trouve ainsi représentée, mais seulement par l'un de ses organes n'ayant que sa part d'influence et ne pouvant paralyser, dès lors, l'action de la majorité, quand elle a manifesté sa résolution.

Le maire, s'il est convaincu que la majorité du conseil de fabrique a failli, n'a plus qu'un moyen à prendre dans le but de prévenir ou d'empêcher le mal qu'il envisage. Il doit avertir le préfet, lui signaler les faits, provoquer son intervention. Le préfet, à son tour, peut l'investir du pouvoir de contrôler les travaux, de les suspendre même. Dans ce cas, il n'agit pas comme maire, mais comme délégué du préfet, et à ce titre, on doit obtempérer à ses ordres. Dans cette éventualité, la fabrique est en droit de lui faire exhiber la délégation.

Ad 4^m. Si le conseil municipal faisait opposition, on n'aurait pas à en tenir compte; la fabrique ne relève, dans l'espèce, que du préfet ou de son délégué.

Ce que nous disons du presbytère s'applique également aux églises.

Q. — Une personne, en mourant, a confié à une autre deux titres pour, avec les intérêts, faire dire des messes.

Le dépositaire a fait remarquer au déposant qu'il s'adressait à quelqu'un qui ne vivra pas éternellement.

Eh bien ! fut-il répondu, vous déposerez à la Fabrique, qui se paiera de sa complaisance en retenant pour elle l'honoraire d'une messe. Il arrive que le dépositaire, craignant la conversion du 5 p. 0/0, a échangé l'un des deux titres, dix fr. de rente, contre 3/5 d'une obligation de chemin de fer.

Par ce changement, le revenu a diminué et aussi ont diminué les messes, mais elles peuvent se relever si l'obligation est appelée au remboursement.

Aujourd'hui, le dépositaire ne sait que faire.

Les fabriques ne peuvent posséder des titres au porteur.

Une fondation serait trop onéreuse et ne produirait pas le nombre de messes désirées.

Enfin le gouvernement ne s'emparera-t-il pas un jour des fondations ?

Que faire ?

Confier les titres à une personne qui continuerait l'acquit des messes ?

Et cette vente d'un titre de rente 5 0/0 contre 3/5 d'une obligation n'obligerait-elle pas à la restitution de la différence d'intérêt, pour le passé et un nouveau titre de 10 fr., 5 pour 0/0 ?

R. — Nous ne pouvons que déplorer ces manières d'agir en dehors et contre les lois. Assurément le pouvoir civil ne nous inspire aucune confiance; nous le croyons capable de toutes les iniquités, de toutes les confiscations; il a fait ses

preuves. Mais il ne faut pas que la crainte d'un péril nous jette dans un autre non moins à craindre : Scylla ne vaut pas mieux que Charybde. Le mieux est encore d'agir légalement, d'autant plus qu'il y a moins à craindre du gouvernement, quand il y a des conditions onéreuses, parce qu'alors — et c'est ici le cas, — il y a lieu à revendications, et, à moins de supposer la suppression à jamais de la justice, un contrat à titre onéreux offre plus de garanties pour les fabriques, et aussi pour les donateurs.

Le seul moyen de régulariser les choses en cette circonstance, est que la fabrique demande les autorisations nécessaires pour recevoir aux conditions indiquées un don anonyme. Ne pas oublier qu'il faut aussi l'approbation de l'évêque, lequel verra s'il y a lieu d'en venir à une réduction du nombre des messes.

Il serait bon également de demander l'autorisation de garder le 3/5 de l'obligation du chemin de fer, à cause du remboursement éventuel de ce titre. Cette autorisation peut s'accorder.

Quant à la question de savoir si le dépositaire avait le droit de vendre le titre 5 0/0 contre 3/5 d'une obligation de chemin de fer, et s'il y aurait lieu à compenser la perte, *recurrat orator ad confessarium*.

VARIÉTÉS.

Le Centenaire de saint François d'Assise.

IV

Nous sommes au matin du 4 octobre. Nous avons passé la nuit à N.-D. des Anges, dans quel hôtel et sur quel lits, grand Dieu ! Des lits dignes de saint François. Un jour, Frère Léon et le saint fondateur revenaient ensemble au couvent de N.-D. des Anges. Ils s'entretenaient de la joie parfaite. Elle ne résidait ni dans les miracles, ni dans les dons extérieurs les plus éclatants : « O Frère Léon, petite brebis de Dieu, quand nous serons à Sainte-Marie des Anges, trempés de pluie, mourant de faim, transis de froid, si le portier du couvent refuse de nous reconnaître et nous laisse à la porte en pleine neige, et que nous supportions sans nous plaindre cette dureté et ces injustes rebuts, ô Frère Léon, écris que là est la parfaite joie. » En vérité, nous goûtâmes quelque chose de cette joie-là !

Traversons la plaine et gagnons le chemin montueux. C'est par là que sainte Claire descendit un jour, heureuse de pouvoir une fois partager le repas de saint François. « Pour le premier service, il se mit à parler de Dieu d'une manière si suave, si sublime et si merveilleuse que leurs âmes s'embrasèrent. Le couvent lui-même parut tout en feu et les gens d'Assise accoururent. Ils virent saint François avec sainte Claire et toute

leur compagnie, ravis en Dieu, dans la contemplation et assis autour d'une humble table. »

La route est couverte de pèlerins. Voitures bizarres, attelages élémentaires, de bœufs, chevaux, ânes et mulets ; costumes très simples. Les modes françaises qui désolent l'Italie n'ont pas encore tué les traditions originales du vêtement aux environs d'Assise. Les paysannes pour toute coiffure portent un mouchoir rouge ou blanc qui tranche sur leurs robes hautes en couleur. Il en résulte des effets criards fort harmonieux, quoi qu'on dise ; et nous admirions cette foule bigarrée d'habits noirs, de corsages bleus, de vêtements blancs avec bordures foncées, qui s'acheminaient pieusement vers la vieille cité. Un rayon de soleil vint tout-à-coup la rajeunir. « Frère Soleil » ne pouvait manquer à la fête, lui que saint François a chanté dans un hymne immortel¹. Avant de mourir il fit réciter à ses disciples son chant favori afin de se préparer à la lumière céleste dont il saluait l'image dans ce puissant soleil qui charmait ses yeux et son âme. Au pied de la montagne une fresque ravissante nous arrête, représentant la sainte famille. Un chef-d'œuvre qui depuis des siècles peut-être adresse une bonne parole à chaque passant.

Avant de franchir les portes de la ville surmontée de crêneaux délabrés, instinctivement vous vous retournez pour admirer la vallée plantée d'arbres qui s'étend à vos pieds. Un torrent ravine le flanc de la montagne ; N.-D. des Anges prie discrètement dans la plaine et l'œil, après avoir contemplé cette riche nature, s'arrête sur les sommets gris qui ferment l'horizon, et au nord, sur cette cité que la brume vous cache à demi, et qui est Pérouse. Un jour saint François, après une maladie terrible qui faillit l'enlever à vingt-quatre ans, vint — peut-être à cette place, revoir ce paysage, cette verdure, ces collines qui faisaient la joie de ses jeunes années. Or ces merveilles ne lui disaient plus rien, et il s'en demandait la cause. Il passe des heures, de longues journées, des mois d'angoisses, absorbé par ses tristes réflexions. Et son cœur restait fermé, et sa douce vallée lui semblait couverte d'un crêpe. Il cherchait sa voie et ce travail intérieur l'avait tellement épuisé que ses anciens amis le reconnaissaient à peine. La Croix lui apparut, et, sur la Croix, le Sauveur attaché, sanglant, l'amour jaillissant de ses plaies. Alors il comprit et il se mit à parcourir en pleurant ces campagnes auxquelles il retrouvait toute leur beauté, et quand on lui demandait la cause de ses larmes il répondait : « Je pleure la Passion de mon Maître J.-C., et je ne devrais pas avoir honte de l'aller pleurant par tout l'univers² ! »

¹ Cantico de lo frate Sole.

Altissimo omnipotente bon signore
Tue son le laude : la gloria et l'onore, etc.

² V. Ozanam. « Les poètes franciscains. »

La foule se dirige vers l'église de Saint-François, à travers des rues tournantes, escarpées, étroites et raboteuses. Sur les maisons bâties en pierre rougeâtre sont peintes çà et là des madones des fresques vieilles, sur lesquelles éclate dans un nimbe d'or la figure traditionnelle du saint. Sur un édifice, à droite, un bas-relief immortalise le loup de Gubbio. Enfin voici les colonnades penchées du Cloître du Sagro Convento, transformé aujourd'hui en une maison d'éducation quelconque.

Saint François avait désigné cet endroit pour le lieu de sa sépulture. C'était un roc maudit où l'on exécutait les condamnés à mort, et que le peuple nommait la Colline de l'Enfer. Aujourd'hui c'est vraiment le paradis des âmes. Le tombeau du saint est creusé dans la roche vive, un double escalier de marbre y conduit, les fidèles s'y pressent depuis le matin. Ils viennent faire leurs prières devant les reliques du saint, et leurs figures sont frappantes par l'expression de leur foi ardente. A côté de moi un homme du peuple prie à mi-voix, à genoux, appuyé sur son bâton recourbé. On dirait un des bergers qui vinrent adorer l'enfant Jésus à la crèche.

Au-dessus de la crypte s'élève une église surmontée elle-même d'une basilique légère, « avec de grands vitraux lumineux, » toute la grâce ogivale, toutes les richesses de la peinture. Cinabue et Giunta de Pise en ont décoré les voûtes, ils y ont décrit les grandes scènes de l'histoire sainte, de la vie du Sauveur, tout le poème de l'humanité. Tous les siècles en ont effacé les chefs-d'œuvre, et la Révolution, lui arrachant même sa consécration, l'a transformée en un musée de peinture à fresque.

L'église inférieure, œuvre du même architecte, Jacques l'Allemand, est plus sévère, le jour ne pénètre que difficilement sous les arceaux surbaissés. La pénitence respire dans les voûtes romanes au champ d'azur parsemé d'or, autour des colonnes massives et des raides chapiteaux. Cependant quel splendeur dans les fresques de la nef, œuvre capitale de Giotto ! C'est la glorification de saint François et ses vertus de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. Tout le monde connaît son mariage avec « Madame la Pauvreté. » Le peintre nous représente le Christ lui-même qui les unit sous les yeux du Père et du ciel tout entier. La Pauvreté s'avance, les traits amaigris, mais le visage transfiguré. Ses yeux qui voient les choses idéales ne s'abaissent point sur le chien qui va la mordre, ni sur les passants qui lui jettent des pierres. François non plus ne regarde pas en elle les misérables haillons, mais il se rappelle ses mérites d'épouse du Sauveur sur la Croix et semble redire sa belle prière : « Seigneur, ayez pitié de moi et de Madame la Pauvreté. Oui qui ne l'aimerait point par dessus toutes choses ! »

Pendant que nous parcourons avec émotion ces chefs-d'œuvres d'un art nouveau, enfanté par

saint François, que nous recueillons les pieuses impressions qui descendent de ces voûtes pleines de pensées, la foule a envahi l'église et l'office commence. Le cardinal Bartolini, préfet de la Congrégation des Rites, préside, et le cardinal Parocchi officie. Ce dernier nommé par Pie IX archevêque de Bologne, n'a jamais obtenu le *placet royal*. C'est une des lumières de l'Eglise, me dit un prêtre italien. Bien qu'il soit extrêmement modéré dans sa conduite comme dans ses paroles, on le redoute, car il est de la race de ceux qui, forts de leur doctrine et de leur droit, ne reculent jamais. Belle tête empreinte de bonté, mais dont les lignes puissantes accusent un grand caractère.

On se fait difficilement une idée de la pompe des cérémonies italiennes, où l'ampleur ne le cède qu'à la précision. Lumière, décoration, détails d'ornements laissent à désirer. Le sens du goût dans les petites choses, que nous possédons à un degré exquis, manque au-delà des Apennins. La cire des lustres tombe sur vos vêtements, et l'autel papal aux sculptures immortelles est couvert d'une nappe ternie ou de couleur douteuse, mais au milieu des magnificences de la fête quel esprit mal fait se scandaliserait de ces minces accessoires ? Écoutez les chants. On vient d'entonner le *Gloria in excelsis*, une pièce composée tout exprès pour la fête, par le père Borroni, maître de chapelle au Sagro Convento et interprétée par les meilleurs artistes de la chapelle Sixtine. La vérité musicale, c'est l'équation des paroles et du chant, la louange, l'adoration se succèdent, mais l'enthousiasme fait explosion quand il glorifie Dieu. *Glorificamus te*. Puis vient la prière, humble au Père, suppliante et pleine de confiance au Fils. Et comme si le maestro craignait de n'avoir pas traduit assez éloquemment sa pensée, il la reprend, la répète, la fait voir sous toutes ses faces harmonieuses et la vérité catholique y apparaît dans cette splendeur idéale qui constitue le beau. Je ne parlerai pas des basses puissantes, qui remplissaient l'église assourdie cependant par la foule compacte, ni des soprani particuliers à l'Italie — cette terre de chanteurs — dont les voix perlées éclataient sans effort apparent, ni des instruments à cordes qui donnaient au chant quelque chose d'un peu théâtral. Il faut laisser à chaque peuple ses mœurs et sa couleur locale. Mais cette musique, — peut-être inexécutable en France. — captivait la foule qui ne s'aperçut guère que le *Gloria in excelsis* à lui seul avait duré trois quarts d'heure. Et c'était une musique savante, très variée toutefois, et mêlée de solos, de duos et de chœurs.

Le père provincial Louis Palomés prononce le panégyrique, l'assistance ne lui est pas aussi clément. Ses milliers d'auditeurs debout, entrent, sortent, circulent, se poussent et causent, formant un tumulte contenu qui mettait comme une sourdine à la voix de l'orateur. Plus d'une fois il nous est arrivé de regretter en Italie la grave tenue

française dans les églises. Cependant nous ne condamnons pas plus la piété des italiens que leur musique. L'une et l'autre sont un fruit naturel et savoureux du pays. Nous n'oublierons jamais qu'un matin à quatre heures, nous attendions à la porte de l'église Sainte-Marie-des-Anges. De braves gens attendaient comme nous qu'on l'ouvrit. Cela dura longtemps, au gré de notre impatience nationale. Pendant que nous broyions le pavé avec une mauvaise humeur évidente, une femme du peuple commença la prière, et tous reprirent en chœur, les hommes avec leurs voix graves, les femmes sur ce ton particulièrement mélodique qui semble entrecoupé de mystiques soupirs. Il y avait à cette prière, en plein air, faite à la porte de l'église, sous le regard de Dieu et des étoiles, un charme puissant, une simplicité pleine de toutes les poésies de la grâce et de la nature.

Pour être bruyante la piété n'était donc pas moins sincère, la tenue générale était bonne, sympathique, un peu sans gêne comme partout. La sonnette de l'élévation fit taire le vague bruit qui régnait dans l'église ; et je vis alors plus d'une personne, interrompant un brin de causerie ouvrir dévotement son livre, se mettre à genoux dans un coin et prier.

D'ailleurs la foule, bien que considérable, n'était pas immense. Les fêtes du centenaire devant durer un mois, chaque jour voyait arriver et partir de nouveaux pèlerins. Heureusement, car la petite ville d'Assise n'eût pas suffi à loger seulement cinq mille étrangers. Cependant la fête revêtit le 4 octobre, jour de saint François, son plus imposant caractère ; jamais l'affluence ne fut aussi grande ni les cérémonies plus belles, car au souvenir de son berceau se mêlaient les joies et les grâces de sa tombe. (A suivre)

Courrier de l'Utile.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Un curé très heureux d'entretenir la lampe du Saint-Sacrement, demande une recette pour enlever de sa soutane les taches d'huile qu'il ne peut éviter.

On lave d'abord la tache avec de l'eau, jusqu'à ce que par des lavages réitérés, l'eau sorte bien limpide. Lorsque l'eau ne produit plus aucun effet, on savonne avec soin ; ensuite on rince à plusieurs reprises.

Ce n'est qu'après le lavage à l'eau et au savon, qu'on procède aux autres opérations. Alors on étend l'étoffe sur une table en pente, on répand, au moyen d'une petite éponge, de l'essence de térébenthine ; on fait en sorte de la faire pénétrer jusqu'à ce que la tache ait disparu. Il ne s'agit plus que de laver et de faire sécher.

Le fiel de bœuf est une substance très efficace pour enlever les taches sur les étoffes de laine. On le passe comme le savon et on le fait imbiber

avec soin dans l'étoffe ; ensuite on rince bien à grande eau.

Le moyen le plus simple et le plus certain est peut-être le suivant :

Prenez cinq ou six charbons allumés, de la grosseur d'une noix, enfermez-les dans un linge blanc et bien propre, que vous avez auparavant mouillé et pressé dans la main pour en faire sortir l'eau surabondante. Etendez l'étoffe tachée sur une table, sur laquelle vous avez mis auparavant une serviette bien propre, et alors prenez, par les quatre coins, le petit linge qui renferme les charbons et le posez sur la tache ; enlevez le nouet et faites-le reposer successivement dix à douze fois sur la tache, en appuyant légèrement, elle disparaît en entier.

Lorsque la tache est considérable, elle passe quelquefois à travers l'étoffe, et la graisse ou l'huile s'imbibent dans la serviette. Mais en posant le nouet sur la tache, soit qu'elles s'imbibe ou non dans la serviette, on voit s'élever une vapeur épaisse et qui a l'odeur de la tache ; ce qui fait présumer que la chaleur fournie par les charbons, en volatilissant l'eau que contient le linge dans lequel ils sont enveloppés, décompose la graisse ou l'huile, et les réduit en vapeurs.

Quel est le moyen d'enlever les taches de cire à cacheter sur les meubles.

On pose une goutte d'esprit de vin sur la tache et on l'y laisse quelques instants. On enlève le plus gros de la cire qui se trouve ramolli, on essuie après quelques minutes. On met de l'esprit de vin une troisième, une quatrième fois, s'il le faut, mais on est sûr de faire disparaître la tache.

Comment empêcher que les camails et les soutanes en mérinos perdent la couleur noire et deviennent, comme l'on dit, couleur de puce ?

Achetez toujours des mérinos doubles. Ces étoffes sont solides et durables ; rarement, très-rarement la couleur se détériore.

Pour rendre noire une soutane devenue couleur de puce, faites-la tremper un jour dans un baquet d'eau salée.

Si vous ne deviez pas porter de suite cette soutane, vous feriez bien d'attendre, pour la plonger dans ce bain, le moment d'en user. Le sel étant chargé d'humidité, le vêtement non porté serait moisi au bout d'un certain temps.

On peut encore se servir de l'alcali, mais étendu d'eau parce qu'il brûlerait l'étoffe s'il était employé seul.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 22 novembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

commission du budget au sujet du chiffre des crédits extraordinaires affectés aux grands travaux publics à reporter de l'exercice 1882 à l'exercice 1883, et enfin les ventes opérées par la maison Rothschild et d'autres grandes banques, dans le but de faire échouer l'émission des obligations turques de la Banque Ottomane.

Tous ces incidents ont encouragé les baissiers et leur ont fait multiplier leurs ventes à découvert de manière à écraser les cours de nos rentes.

Le 3 0/0 est à 80 60 ; l'Amortissable fait 80 90 ; le 4 1/2 cote 109 25 et le 5 114.

Les Consolidés anglais cotent 102 7/8.

L'Italien est à 89 20 sans changement sur la semaine dernière.

Le Turc est à 12 05 perdant ainsi 65 centimes.

Parmi les valeurs de crédit la Banque de France perd 80 fr. à 5,300.

Le Foncier 10 fr. à 1,365.

Le Comptoir d'escompte, la Banque d'escompte le Crédit lyonnais, la Société générale, le Gaz, les Omnibus, conservent leur cote.

Le Suez perd 100 fr. à 2,565 et le Panama ne cote que 478.

Les chemins de fer suivent le marché. Nord, 1,940 ; Lyon, 1,600 ; Orléans, 1260 ; Midi, 1,186 ; Ouest, 790, reproduisant ainsi les cours précédents.

Au milieu de tout cela, que faire, conserver son argent en poche en attendant les événements ? C'est mal calculer : il vaut mieux, comme nous l'avons dit maintes fois, acheter des valeurs que ne peuvent atteindre ni l'accalmie du marché, ni le manque de stabilité dans le gouvernement.

Il faut aller droit aux valeurs industrielles qui sont à l'abri de la spéculation et qui rapportent bien. C'est un placement et sage et rémunérateur.

C'est dans ce groupe que nous avons recommandé et recommandons avec plus d'insistance encore les actions de la *Société générale de Librairie catholique*.

Disons à ce propos que l'assemblée générale des actionnaires, a eu lieu le 14 courant. La réunion était fort nombreuse. Toutes les propositions du *Conseil d'administration* ont été adoptées à l'unanimité. L'annonce de la fusion des forces catholiques par la réunion de la *Société bibliographique* à la *Société générale de Librairie catholique* a été accueillie avec enthousiasme.

La *Société de Librairie catholique* n'a jamais été plus prospère et les journaux intéressés à jeter la méfiance sur cette institution ont rendu un mauvais service à leurs lecteurs en les invitant à vendre leurs titres à perte.

On peut en être certain, le marché n'a pas de valeurs plus solides à présenter au public, et ceux qui s'inspirent de leur propre intérêt, c'est-à-dire ceux qui, par exemple, achètent maintenant récolteront avant peu de bons bénéfices. En ce moment, c'est le coupon de janvier que l'acheteur doit viser, puis viendra, dès la première éclaircie, la plus-value du titre.

PETITE CORRESPONDANCE FINANCIÈRE.

M. M....., à V. (Seine-et-Oise). — Gardez-vous bien d'acheter des *Parts de la Banque Populaire*. Malgré les affirmations prétentieuses et ridicules du journal qui les recommande, ces Parts ne sauraient offrir la moindre garantie et ne représentent d'ailleurs rien qui vaille.

Au moment où les valeurs de nos meilleurs établissements de crédit sont discutées, vous comprendrez bien qu'on ne peut avoir aucune confiance dans cette sorte de papier dépourvu de toute sécurité. Abstenez-vous donc complètement, et prêtez moins l'oreille aux suggestions de gens qui, pour réussir dans leurs manœuvres, s'efforcent inutilement de jeter le discrédit sur des entreprises de la plus haute honorabilité et qui ont déjà fait leurs preuves.

Ajoutons, pour votre gouverne, que cette Banque Populaire n'est autre chose que la continuation de la *Société des Villes d'Eaux*, dont la faillite a ruiné tant de braves gens.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE

Par J.-A. PETIT

12 beaux volumes in-8° 72 francs.

ONT PARU :

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| TOME I ^{er} . — La Révolution , 1 vol. in-8° de xvi-540 pages. | 6 fr. |
| TOME II. — La Terreur , 1 vol. in-8° de 400 pages | 6 fr. |
| TOME III. — La Réaction thermidorienne , 1 vol. in-8° de 501 pages | 6 fr. |
| TOME IV. — Le Directoire , 1 vol. in-8° de 485 pages | 6 fr. |

Les autres volumes paraîtront successivement.

L'**Histoire contemporaine de la France**, par M. J.-A. PETIT, aura douze volumes.

Elle commence à la Révolution de 1789, et sera poursuivie jusqu'aux événements de 1870-71, si ce n'est plus avant encore.

Cet ouvrage est d'une grande opportunité. Au moment, en effet, où les idées et les principes de notre première Révolution trouvent leur pleine et entière application dans le gouvernement actuel du pays, il est du plus haut intérêt de repasser, halte par halte, à travers ces quatre-vingt dernières années de notre histoire ; d'avoir sous les yeux, tracé par la même main, afin de nous y retrouver tout entiers comme dans un miroir, ce tableau si chargé de personnages et de faits.

La vérité, une vérité rigoureuse et rigoureusement impartiale, tel est, d'un bout à l'autre, le trait caractéristique de l'œuvre de M. J.-A. PETIT.

Ouvrage terminé - Souscription fermée

*Selon ce qui a été annoncé, le prix est élevé à 90 francs
au lieu de 75 francs.*

HISTOIRE UNIVERSELLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Par l'abbé ROHRBACHER

NOUVELLE ÉDITION CONTINUÉE JUSQU'À NOS JOURS

Par M. l'abbé GUILLAUME

PROFESSEUR AU GRAND SÉMINAIRE DE VERDUN

Avec des notes nouvelles et éclaircissements à la fin de chaque volume

**Douze beaux volumes in-4°, à deux colonnes, avec une table générale
et alphabétique des matières.**

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur la valeur du livre de Rohrbacher ni sur l'opportunité qu'il y a d'en donner aujourd'hui une nouvelle édition ; il suffira de remarquer que c'est la seule grande *Histoire de l'Église* qui soit complète et ACHEVÉE.

Mais s'il était utile de publier une nouvelle édition, il fallait que ce mot « nouvelle » fût une vérité. On ne peut se dissimuler, en effet, que Rohrbacher n'était plus au courant ni des sciences historiques ni des sciences naturelles.

Sur les points les plus difficiles et les plus controversés, il fallait des éclaircissements courts, substantiels ; lucides, décisifs, faciles à lire et à retenir.

Nous avons reproduit d'abord le texte *intégral* de Rohrbacher ; puis, nous l'avons fait suivre, à la fin de chaque volume, des *notes et éclaircissements* dont nous venons de parler ; notes dont la rédaction a été confiée aux plus savants rédacteurs de la *Revue des Questions historiques*, sous la haute sanction de l'auteur, M. l'abbé GUILLAUME.

Cette nouvelle édition, ainsi augmentée et améliorée, et continuée jusqu'à nos jours, est assurément la plus docte et la plus complète HISTOIRE DE L'ÉGLISE qui ait encore été publiée.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

PRIME PERMANENTE

Les Abonnés qui prennent douze francs de livres choisis dans le Catalogue spécial des Primes, ont droit à l'abonnement d'un an gratuit.

On est prié de joindre 25 centimes à toute demande de changement d'adresse et un franc quand on veut recevoir sa Prime à domicile.

SOMMAIRE DU N° 48 :

PRÉDICATION : Pour la solennité de l'Immaculée Conception : la fête de notre Mère. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Un chanoine honoraire d'une cathédrale où l'on porte la cappa violette, peut-il porter son costume ou une mozette violette dans un diocèse étranger? — Un prélat domestique de Sa Sainteté a-t-il préséance au chœur sur le Chapitre? Peut-il porter son costume au chœur? — Un chanoine peut-il porter, comme tel, un anneau d'or avec diamant? — Un vicaire capitulaire peut-il ériger des confréries? — Peut-on chanter une messe votive ordonnée par l'Evêque à une fête de 2^{me} classe? — Comment ordonner les offices de saint Joseph de Léonissa et de la sainte Lance en concurrence? de la Pureté de la B. V. Marie et de sainte Marie Salomé en concurrence? du bon Larcen hors le temps pascal? de saint Simon et de saint Jude séparés? les messes des saintes Reliques? de l'infra octavam de saint Simon et de la vigile de la Toussaint! — Peut-on, pour l'Adoration perpétuelle, chanter la messe votive du saint Sacrement un jour double? — Un prêtre tertiaire séculier peut-il réciter le Bréviaire Romano-séraphique? — Quelle part attribuer dans les effets du sacrifice de la messe à N.-S. J.-C., au prêtre, à l'Eglise, aux fidèles? — Est-il plus avantageux aux défunts de faire célébrer des messes basses que de fonder des services chantés? — Un curé peut-il retenir et employer à des œuvres paroissiales des quêtes et des dons faits à son église? — Comment agir avec des personnes bien disposées, mais scrupuleuses? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un curé peut-il, malgré le conseil municipal, conserver la jouissance d'une vigne affectée au presbytère depuis cinquante ans? — Un laïque ayant dix ans d'exercice dans un institut de frères, peut-il ouvrir une école libre? — Doit-on payer les droits pour une somme léguée pour acquitter des messes? — Un journaliste ne sachant ni lire ni écrire peut-il être membre du conseil de fabrique? — Des vicaires peuvent-ils forcer leur curé à les faire prêcher autre chose que les sermons des vêpres? — Un curé peut-il ne pas consentir au don d'une lampe que la donatrice veut placer devant l'autel de la sainte Vierge? — Quel est le meilleur moyen pour un curé âgé d'assurer aux congrégations de sœurs enseignantes et gardes-malades des immeubles qu'il a achetés pour elles? — Un directeur de pensionnat primaire est-il tenu de payer une patente? sur quelles bases s'établit-elle? — Questions diverses sur l'enseignement. — VARIÉTÉS : Le Centenaire de saint François d'Assise. — COURRIER DE L'UTILE : L'huile et ses falsifications.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE

D. — 1^o L'ami du Clergé pourrait-il nous indiquer une *Biblia sacra* annotée, en un seul volume portatif et recommandable *sub omni respectu*?

2^o Quel serait pour le prêtre exerçant le saint, ministère le meilleur livre de méditation ou d'oraison?

3^o Comment se procurer à bas prix une bonne histoire sainte qu'un pauvre curé pourrait mettre entre les mains des enfants du catéchisme?

4^o Votre Rohrbacher me tente beaucoup, car j'ai besoin d'une histoire générale de l'Eglise; mais mes ressources n'y suffiraient pas. Quel moyen prendre pour me la procurer quand même?

Un abonné bien reconnaissant, bien respectueusement dévoué et bien convaincu que L'Ami du Clergé est l'un des meilleurs amis du prêtre.

R. — 1^o En ce qui concerne la Bible, il nous paraît difficile qu'on ait pu en donner une édition en un seul volume portatif et annoté. Dans tous les cas, nous n'en connaissons pas.

2^o Pour un prêtre à la recherche de bons livres

de méditation ou d'oraison, nous vous nommerons les ouvrages du P. Nouet : *L'Homme d'oraison*, que nous avons d'occasion en 6 volumes au prix de 15 francs,

Ou bien le même ouvrage, édition Palmé, remanié par le P. Henri Pottier et intitulé : *Nouveau cours de méditations sur la vie de N. S. J.-C. d'après le méthode de saint Ignace* : 4 beaux volumes in-12, format Charpentier, de viii-550, 582, 528, et 477 pages. Prix 12 francs.

Nous avons encore d'occasion : BEUVELET, *Méditations sur la vie chrétienne et ecclésiastique*, (2 volumes in-8 brochés, coupés), ensemble : 3 fr. — Le même ouvrage, intitulé : *Méditations de Beuvelet*, publiées par les Prêtres de l'Immaculée-Conception de St-Dizier : 3 volumes in-12 de 560-569 et 400 pages : 9 francs.

Egalement, dans nos livres d'occasion : CHEVASSU, *Méditations ecclésiastiques*, plusieurs exemplaires de diverses éditions, et à divers prix, depuis 5 francs.

Ceux-ci encore, ouvrages tout récents :

De l'ORAISON, d'après saint François de Sales, par M. l'abbé Chaumont, avec une préface par Mgr de Ségur et une lettre de Mgr Mermillod, évêque auxiliaire de Genève). 2 vol. in-16, de xxvi-457 et 542 pages, caractères elzéviériens, titre rouge et noir, sur papier vergé. 6 fr.

— Le même ouvrage, édition de propagande. 1 vol. in-18 de xx-488 pages. 1 fr. 50

Le MANRÈZE DU PRÊTRE, par le R. P. Caussette, vicaire général de Toulouse. 3^e édition, 2 vol. grand in-8 de III-590 et 563 pages. 12 fr.

CREUSET (le) DU PRÊTRE, par Joseph Pérez de Sécastilla, docteur en l'un et l'autre Droit et successivement vicaire général, et Official des diocèses de Solsona et d'Urgel, traduit pour la première fois de l'Espagnol en Français, par l'abbé A. Thiveaud, directeur de séminaire. 1 vol. in-18 de xviii-425 pages. 2 fr. 50

MANUALE PASTORUM sive instructio practica neo-parochorum curam animarum gerentes, tum ad perfectionem propriam virtutesque pastorales assequendas; tum ad functiones parochiales, et Sacramentorum administrationes rite obeundas manuducens, ad faciem præferens; concinnatum a R. P. Joanne Dirckinck, S. J. 1 vol. in-18. 1 fr. 50.

3^e En fait d'histoire sainte, nous vous recommandons :

BOREAU : *Histoire sainte élémentaire*, suivi d'un abrégé de la vie de N. S. Jésus-Christ. 16^e édit. augmentée d'une carte coloriée (1 vol. in-18 de 208 pages). Prix : 0 75

DAUMAS : *Histoire de l'ancien et du nouveau Testament*, enrichie de cartes et d'un grand nombre de gravures. 1 vol. in-12, cartonné : 1 40

4^e Pour vous procurer notre Rohrbacher, qui vous fait tant d'envie, et avec raison, puisque votre édition est sans contredit la meilleure qui existe, usez des facilités que la Société générale de librairie catholique offre à tous ses clients : ne payez que par fractions, 10 francs par mois, par exemple.

D. — 1^o Existe-t-il une édition de la Bible en plusieurs volumes, dans le petit format du *Novum Testamentum* de poche ?

2^o Y a-t-il dans le même format une édition grecque du *Novum Testamentum* ? E. J. B.

R. — 1^o Nous avons dans nos livres d'occasion une Bible, texte latin, dans le petit format que vous indiquez ; c'est-à-dire en 6 volumes in-32, chacun avec frontispice, édition de Cologne 1670, originale, reliure veau, en assez bon état. — Le prix en est de 8 francs.

La Bible de l'abbé Glaire nous paraît aussi entrer dans les conditions de ce format. — 4 volumes, du prix de 10 francs.

2^o Pour le *Novum Testamentum*, texte grec, nous ne pouvons vous indiquer que l'édition de Tauchnitz, à Leipzig, un volume grand in-18, c'est-à-dire un peu au-dessus du petit format ici en question. Le prix de ce *Novum Testamentum* grec est de 6 fr. 50.

Par hasard, nous possédons aussi en ce moment un autre *Novum Testamentum* grec, traduit du latin sur la Vulgate, édition de Genève 1619, format in-8^e, relié en demi-basane. Le prix n'est que de 5 francs.

D. — L'Ami du clergé m'obligerait beaucoup s'il voulait bien répondre, dans le plus bref délai, à cette question :

« Un catholique peut-il, *tutâ conscientia*, se permettre la lecture de l'*Histoire de France* de Guizot ? Peut-il garder cet ouvrage dans sa bibliothèque, et le prêter, sans danger, à de jeunes amis ? » Un abonné

R. — Guizot n'est certainement pas un mauvais auteur, mais il ne faut pas oublier qu'il était protestant, et que, quelque droiture qu'il ait mise dans ses livres, le protestant est resté sous sa plume.

Quand nous avons parmi nos historiens catholiques des hommes de première valeur, nous ne pouvons nous empêcher de trouver singulier qu'un catholique puisse seulement penser qu'un auteur protestant lui donnera l'expression saine et certaine de la vérité.

Vous parlez de « jeunes amis, » cher abonné : eh bien, quel que soit le livre que vous seriez bien aise de mettre entre leurs mains, représentez-vous toujours leur jeunesse et leur inexpérience, et alors vous serez prudent.

Voulez-vous une *Histoire de France* irréprochable ? prenez celle de Laurentie.

Voulez-vous une *Histoire universelle*, avec les mêmes qualités ? prenez l'*Histoire du monde*, de M. de Riancey (10 volumes in-8^e, de 6 fr. chacun), continuée jusqu'à nos jours par le fils de l'auteur et par M. Rastoul, rédacteur de l'*Univers*.

D. — Je désirerais savoir par la voie de la correspondance littéraire où a paru, vers 1850, un ouvrage de Monsieur Saint-Bonnet (*les Temps présents*). Est-il facile de se le procurer ? A. C.

R. — Cet ouvrage est épuisé. On ne peut plus le trouver que d'occasion. Nous ne demandons pas mieux que de vous être agréable en nous mettant aux recherches, si vous tenez absolument à le posséder.

NOTES LITTÉRAIRES

Elèves des Jésuites : Souvenirs des collèges de la Compagnie de Jésus en France (1850-1881) ; par le R. P. Didierjan, de la même Compagnie ; *Paris, Palmé*, 2 vol. in-12 de xii-612 et 632 p. — Prix : 6 fr.

Cet ouvrage est le complément nécessaire des *Souvenirs de Metz* du même auteur et des *Souvenirs de Sainte-Geneviève* du R. P. Chauveau. Les élèves des autres collèges de la Compagnie de Jésus n'avaient pas témoigné un moindre dévouement au pays que ceux de Sainte-Geneviève et de Saint-Clément ; il fallait également conserver leur souvenir. Il était bon, au moment où, après 31 ans de service, les collèges des Jésuites sont fermés, de rappeler ce qu'ils avaient fait. L'auteur adresse son livre aux 60, 000 élèves des jésuites, auxquels il rappellera, avec leur collège aimé, les belles actions de leurs anciens condisciples ; mais ce livre s'adresse à tous les catholiques, qui peuvent revendiquer comme leur appartenant les élèves de toutes les congrégations religieuses.

Du reste, outre son intérêt apologétique, la publication du R. P. Didierjan, comme les publications précédentes, a un réel intérêt historique. Dans les notices sur les jeunes gens tombés au service de la France, l'auteur a utilisé des lettres qui renferment des détails inconnus sur la guerre de 1870-71 ; là sont réunis des traits de dévouement oubliés ; là sont nommés des soldats et des officiers glorieusement tombés. On y voit que, si la guerre fut malheureuse, elle ne fut pas sans honneur.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA SOLENNITÉ DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION :
LA FÊTE DE NOTRE MÈRE.

Tota pulchra es, amica mea,
et macula non est in te.

(Cant., IV, 7.)

L'histoire a enregistré de certains peuples de l'antiquité une coutume singulière à première vue, mais en réalité pleine de la plus profonde philosophie. Chaque année ils célébraient le jour où ils étaient venus au monde ; et ils croyaient devoir mêler leurs larmes à cette cérémonie. Aujourd'hui on solennise cet anniversaire par des démonstrations de joie : cependant il semble que les chrétiens feraient bien de tempérer leur allégresse par quelques pleurs. Il est certain en effet que nos âmes ne sont pas plutôt unies à nos corps, qu'elles sont séparées de Dieu par le péché, c'est-à-dire qu'elles entrent dans la vie victimes d'une mort plus déplorable que la mort même. Aussi bien le jour de notre conception est-il un jour de tristesse, et si Dieu dans sa miséricorde ne nous avait préparé une abondante rédemption, plutôt que d'exister mieux vaudrait pour nous être ensevelis dans un éternel oubli ! — D'où vient donc cependant que toute la terre ressent la joie la plus vive au souvenir de la Conception de Marie ? D'où vient qu'à ce glorieux moment les anges même, comme l'assure saint Bernardin de Sienne, entonnèrent les cantiques de la plus vive jubilation ? Ah ! c'est que par une incomparable exception, Marie n'eut jamais la moindre part du péché d'Adam ; c'est que, dès le premier instant de son existence, Marie fut toute pure, toute sainte, toute immaculée ; c'est que Marie fut absolument préservée du péché originel ; c'est que, avec la vie, elle reçut des grâces exceptionnelles de sanctification, fondement des faveurs inouïes qui l'attendaient, c'est que le jour de l'Immaculée-Conception est par excellence LA GRANDE FÊTE DE LA TRÈS-SAINTE VIERGE. Or le jour de la naissance de leur mère, des enfants bien nés se font un bonheur de lui offrir un bouquet de fleurs, symbole de leurs félicitations, de leurs vœux et de leur amour. Quelles fleurs offrirons-nous à notre mère du ciel ! Nous lui offrirons notre profonde estime, notre ardent amour, nos louanges, nos prières, la sainteté de notre vie ; c'est-à-dire l'hommage de notre pensée, l'hommage de notre parole et l'hommage de nos œuvres.

I

L'hommage de notre pensée consiste à croire fermement et à estimer souverainement l'Immaculée Conception de Marie.

I. Oui, Marie a été conçue sans péché. Pour les raisons les plus graves, Dieu devait conférer à la sainte Vierge ce glorieux privilège. Il le devait

à sa JUSTICE : Eve reçut dans sa création la richesse et la noblesse de la charité ; la seconde Eve, la rédemptrice de la première aurait-elle été moins privilégiée ? Il le devait à sa PAROLE : il avait dit au serpent dès le commencement : « Je mettrai une inimitié entre toi et la femme, entre ta race et la sienne », ne répugnerait-il pas que celle qui devait vaincre le dragon ait été d'abord infectée de sa bave empoisonnée ? Il le devait à sa PUISSANCE : Jésus-Christ se fait homme pour ruiner le péché. Or, dit Bossuet, il y a une époque où l'esprit infernal se vante de rendre inutiles les efforts de la grâce, c'est le moment de la conception. Il fallait qu'au moins une fois, et chez qui ? sinon en Marie, Satan fût forcé dans ses derniers retranchements. Il le devait à sa SAINTETÉ ; par l'Incarnation, le Verbe de Dieu devait reposer pendant de longs jours dans le sein de Marie, la chair de Jésus était la chair de Marie, si Marie eût été conçue dans l'iniquité elle aurait donc communiqué à Jésus une chair qui aurait été souillée par le péché, Dieu aurait donc habité un tabernacle qui aurait été quelque temps le palais du démon, quelle horreur ! Il le devait à son AMOUR. « Béni enfant, s'écrie Bossuet en s'adressant au Verbe incarné, ne permettez pas que votre mère soit profanée. Ah ! que si Satan l'osait aborder pendant que, demeurant en elle, vous y faites un paradis, que de foudres vous feriez tomber sur sa tête ! Avec quelle jalousie vous défendriez l'honneur et l'innocence de votre mère ! Mais, ô béni enfant, par qui les siècles ont été faits, vous êtes devant tous les temps. Quand votre mère fut conçue, vous la regardiez du plus haut des cieux, mais vous même vous formiez ses membres. C'est vous qui inspirâtes ce souffle de vie qui anima cette chair dont la vôtre devait être formée ! Ah ! prenez garde, ô sagesse éternelle ! que dans ce même moment elle va être infectée d'un horrible péché, elle va être en possession de Satan. Détournez ce malheur par votre bonté ; commencez à honorer votre mère ; faites qu'il lui profite d'avoir un Fils qui est devant elle ! »¹

Oui, Marie a été immaculée dans sa conception ; le Seigneur l'a possédée dès le commencement, *Dominus possedit me ab initio* : il l'a sanctifiée pour en faire son tabernacle ; *sanctificavit tabernaculum suum Altissimus* ; dès le premier instant de son existence, il l'a environnée de puissants secours, *adjuvit eam diluculo* ; elle est toute pure et il n'y a point de taches en elle, *tota pulchra es et macula non est in te* !

Oui, Marie a été immaculée dans sa conception : elle est, d'après les saints Docteurs, cette arche qui s'échappe saine et sauve au milieu du déluge universel ; ce buisson ardent qui, loin de se consumer au milieu des flammes, verdissait et fleurissait merveilleusement ; ce jardin fermé,

¹ 1^{er} sermon sur la Conception de la sainte Vierge.

cette fontaine scellée dont le démon n'a pu troubler les eaux limpides ; elle est cette colombe toujours blanche, ce lis toujours pur, cette rose fraîche et sans épines dont parlaient les auteurs inspirés.

Marie est immaculée dans sa conception : cette vérité déposée en germe dans les Ecritures, conservée par la tradition catholique, enseignée par les Pères et les saints Docteurs, soutenue par les souverains Pontifes, fêtée depuis des siècles dans un grand nombre de diocèses, a été déclarée solennellement comme dogme de foi par l'immortel Pie IX le 8 décembre 1854, et l'on ne peut refuser de la croire sans être hérétique. Trois ans après, la Vierge Marie, répondant par un magnifique prodige à la grande voix de son dévot serviteur, apparaissait aux Roches Massabielle, et s'appelait elle-même l'IMMACULÉE-CONCEPTION.

II. Ne nous contentons pas de croire à la conception immaculée de la très sainte Vierge, mais apprécions ce privilège comme il le mérite. Il est ineffable ! D'abord parce qu'il est le fondement de grâces sans nombre et incomparables : une sanctification plénière, l'exemption de la concupiscence, la maternité divine, un enfantement sans douleur, une mort sans agonie, une sépulture sans corruption ; Marie immaculée est « un abîme de miracles ! »¹ Ajoutez à cela que c'est un privilège unique. Peut-être Jérémie fut-il purifié dès le sein de sa mère du péché originel, très probablement saint Joseph reçut cette grâce ; saint Jean-Baptiste certainement ; mais seule Marie fut sanctifiée dès le premier instant de sa conception. « Le torrent de l'iniquité originelle, dit saint François de Sales, vint pour rouler ses ondes infortunées sur la conception de cette sainte Dame, avec autant d'impétuosité comme il eût fait sur celle des autres filles d'Adam ; cependant, arrivé là, il ne passa point outre, mais s'arrêta court, comme fit anciennement le Jourdain, du temps de Josué, et pour le même respect ; car ce fleuve retint son cours, en révérence du passage de l'arche d'alliance, et le péché originel retira ses eaux en redoutant la présence du vrai tabernacle de l'éternelle alliance. » Seule Marie fut exceptée de la loi de mort qui pesait sur tous les descendants d'Adam, *noli metueri, non morieris, non enim pro te sed pro omnibus hæc lex constituta est.* (Esther, xv, 13.) Semblable à la toison miraculeuse de Gédéon, seule elle demeure intacte au milieu du déluge universel de l'iniquité, seule elle est arrosée des eaux de la grâce, alors que le reste de la terre est désolé par la sécheresse et la stérilité. Non, quoi que nous fassions, nous ne saurons jamais dignement apprécier dans la très-sainte Vierge le glorieux privilège de l'Immaculée conception !

II

Dans la fête de notre mère, nous avons un second hommage à lui offrir, c'est celui de nos louanges. Oh ! oui, bénissons le Seigneur qui a rendu Marie digne de la sublime vocation à laquelle il la destinait. Si les anges tressaillirent d'allégresse quand Dieu attacha au firmament le soleil qui nous éclaire, nous échauffe et nous vivifie, quels ne durent pas être leurs transports quand il donna au monde la très-sainte Vierge, la brillante aurore dont l'éclat efface celui des cieux ! Comme eux réjouissons-nous et chantons avec l'Eglise : « Vous êtes, ô Marie immaculée, la gloire de Jérusalem, la joie d'Israël, l'honneur de votre peuple. L'on dit de vous des choses glorieuses, parce que celui qui est tout-puissant a fait en vous de grandes choses. Vos vêtements sont blancs comme la neige et votre face resplendissante comme le soleil. Attirez-nous à vous, ô Vierge immaculée, et nous courrons à l'odeur de vos parfums ! »

En Espagne, la fête de l'Immaculée Conception se célèbre avec la plus grande solennité. Il n'y a point de prédicateur qui ne commence son sermon par ces paroles : « Loué soit le Très-Saint Sacrement de l'autel et l'Immaculée conception de la Vierge Marie Notre-Dame, conçue sans le péché originel au premier instant physique et réel de sa vie. Et en se présentant dans une maison espagnole, les premiers mots que le visiteur prononce avant de saluer, sont ces paroles : « Je vous salue Marie ! » A quoi les maîtres de la maison répondent : « Conçue sans péché ! »²

La France, dont un grand pape² a dit il y a environ un siècle : « Le royaume de France est le royaume de Marie, il n'est point destiné à périr, » a aussi sa prière populaire en l'honneur de l'Immaculée conception ; elle lui a été révélée par la mère de Dieu elle-même.

C'était en 1825. Une bonne sœur de charité, Catherine Labouré, était à l'infirmerie de la maison-mère des filles de saint Vincent de Paul, rue du Bac, à Paris. De la tribune de l'infirmerie, qui donne dans la chapelle, elle faisait son adoration, et se tenait dans un très profond et très paisible recueillement, en silence, les yeux fermés. Au bout de quelques instants, elle lève la tête pour regarder le Tabernacle ; mais un spectacle aussi inattendu que céleste se présente à ses yeux. Le fond de la chapelle disparaissait tout entier sous l'éclat d'une lumière éblouissante, au milieu de laquelle apparaissait debout, les bras un peu abaissés vers la terre, les mains ouvertes et étendues, une femme d'une beauté surhumaine. Les cheveux tombaient en arrière. Un splendide manteau d'azur, rattaché sur le haut de la poitrine, couvrait les épaules et les bras jusqu'aux mains, et retombait par derrière, comme un vêtement royal. Les pieds nus de

¹ Saint Jean Damascène.

¹ Orsini, « La Vierge. »

² Benoît XIV.

l'apparition écrasaient la tête d'un serpent, et reposaient, comme sur un piédestal, sur un vaste globe, figure du monde. Des deux mains s'échappaient comme des rayons ardents, symbole d'une céleste effusion de grâces. Autour de la tête brillaient douze étoiles, encore plus éclatantes que le fond de lumière sur lequel elles se détachaient. Une inscription resplendissante encadrait, pour ainsi dire, cette divine apparition; et la sœur put lire très distinctement ces paroles, en français : « O MARIE, CONÇUE SANS PÉCHÉ, PRIEZ POUR NOUS QUI AVONS RECOURS À VOUS. » La Vierge immaculée (car c'était elle) lui commanda de faire frapper une médaille représentant ce qu'elle avait devant les yeux, sans y rien changer; et elle ajouta que cette médaille serait pour l'Eglise et pour le monde une source intarissable de grâces.

Voulez-vous, chrétiens, être très agréables à l'auguste Marie, récitez dévotement, fréquemment et avec confiance cette courte, mais belle prière qu'elle nous a apprise : « O Marie, conçue sans péché, priez pour nous qui avons recours à vous. » Je vous le déclare au nom de Dieu, vous en recueillerez les plus beaux fruits de salut, surtout si à l'hommage des lèvres vous joignez l'hommage des œuvres.

III

Et quelles œuvres? Je vous les proposerai bien simples et, avec la grâce de N.-S., bien faciles.

1° Portez sur vous la médaille de l'Immaculée Conception. Elle s'est répandue avec une étonnante profusion. On en a frappé et distribué plus de 100 millions depuis 1830. Elle a été et elle est encore une source de grâces et de prodiges. La piété populaire l'a nommée la MÉDAILLE MIRACULEUSE. Que de malades elle a guéris! Que de conversions elle a opérées! Que de dangers elle a écartés, en particulier sur nos champs de bataille. Permettez-moi de vous rappeler un souvenir patriotique et religieux. Un des plus illustres guerriers de ce siècle, un de ceux qui ont le plus fait pour la conquête de l'Algérie, le maréchal Bugeaud, avait reçu de la main de sa fille, le jour de sa première communion, une médaille miraculeuse qu'il porta régulièrement et dont il ne voulut plus se séparer. Un jour d'expédition, s'apercevant deux heures après le départ qu'il avait oublié sa médaille, il appela un spahis et lui dit : « Mon brave, ton cheval arabe peut faire quatre lieues à l'heure. J'ai laissé ma médaille au camp, dans ma tente; je ne veux pas livrer bataille sans elle. J'arrête l'armée, et, montre en main, je t'attends dans une heure. » Le cavalier partit à toute bride et fut de retour une heure après. Quand il présenta la médaille au maréchal, le noble guerrier, lui aussi, comme Bayard, sans peur et sans reproche, la baisa en présence de son état-major, la replaça sur sa poitrine et dit à haute voix : « Maintenant, je puis marcher. Avec

ma médaille, je n'ai jamais été blessé. En avant, soldats! allons battre les Kabyles!... »

Mais il est une autre image de la sainte Vierge qu'il faut porter sur vous. Celle-ci n'est point gravée sur l'airain, mais empreinte dans vos cœurs par la grâce du Saint-Esprit. Cette image spirituelle de Marie, c'est la reproduction, autant qu'il est permis à notre faiblesse, de ses incomparables vertus. Imitiez sa foi, sa charité, son humilité, sa pureté. Marie a été préservée du péché originel; vous, vous en avez été purifiés par le sacrement de baptême. Marie a été conservée immaculée parce qu'elle devait porter dans ses chastes entrailles N.-S. J.-C.; vous, vous devez le recevoir dans votre poitrine par la sainte communion! Marie n'a jamais perdu la grâce de sanctification qu'elle reçut au premier instant de sa conception; vous, qu'avez-vous fait de l'innocence baptismale? Ah! s'il est besoin, purifiez-vous, et conservez-vous dans la pureté. Marie, quoique impeccable par un privilège exceptionnel, emploie tous les moyens de préservation, comme si elle pouvait offenser Dieu; elle est humble, elle renonce au monde, elle prie, elle se mortifie. Imitiez-la, vous qui portez la grâce divine dans des vases si fragiles! Remédiez à la concupiscence de la chair par la mortification, à la concupiscence des yeux par le détachement, à l'orgueil de la vie par l'humilité. Souvenez-vous que si vous participez aux vertus de Marie en les imitant, vous aurez part un jour à la glorification de Marie dans les cieux, car là où est la mère, là doivent être les enfants.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je suis chanoine honoraire de la Cathédrale de X., où l'on porte la cappa violette, puis-je prendre ce costume en France, et remplacer la cappa par une mozette violette, ce qui me serait plus facile pour prêcher.

R. — En principe, un chanoine ne peut se servir des insignes canoniques hors de son église capitulaire, à moins qu'il n'accompagne l'Evêque dans son diocèse, ou qu'il n'agisse capitulairement, comme il arriverait si le Chapitre était censé présent ou s'il était officiellement représenté par un ou plusieurs chanoines. On peut voir cette solution dans un Mémoire dressé par la Sacrée Congrégation du Concile, et dans bon nombre de décisions de la Sacrée Congrégation (décret général du 31 mai 1817, confirmé par Sa Sainteté au mois de juin suivant; du 12 novembre 1831 ad 26; du 7 avril 1832 ad 1; et du 23 mai 1846 ad. 1 et 9).

Il n'y aurait d'exception que dans le cas d'un privilège spécial qui embrasse non seulement le collége, mais encore chacun des membres : « nisi

speciale privilegium nedum Collegium comprehendat, verum etiam singulariter et distincte ad personas extendatur. Et ita declaravit, decrevit et servari mandavit. » C'est le décret du 31 mai 1817 cité plus haut, et confirmé par le Souverain-Pontife.

On nous objectera peut-être que cette règle ne peut pas s'observer en France à raison de la coutume contraire, et parce qu'autrement les chanoines honoraires seraient perpétuellement privés de leurs iusignes. Cette objection ne peut être admise. Elle fut présentée à la Sacrée Congrégation des Rites en 1820. On demandait :

« Ut canonici extra cathedram, etiam separatim, insignia sua gestare, certis cum limitationibus a S. C. assignandis, valeant ; alioquin Canonici honorarii omnes, qui apud nos sunt numerosissimi, quique semper extra cathedram versantur, perpetuo suis insignibus privarentur. »

La Sacrée Congrégation maintint les anciens décrets, elle répondit : « Juxta decreta, in propria ecclesia tantum. » (7 septembre 1850.)

Q. — 1^o Doit-on dire prélat domestique, ou prélat de la maison ?

2^o Un prélat domestique, chanoine titulaire, a-t-il, par le fait de la prélature, droit de préséance au chœur et au Chapitre sur les autres chanoines ?

3^o Peut-il porter son costume et non celui du chapitre ?

R. — Ad. I. Régulièrement, on doit dire prélat domestique. C'est le titre qui est donné à ces dignitaires, dans la *Gerarchia cattolica* publiée chaque année dans la ville de Rome. Ainsi je lis dans la *Gerarchia* de 1882, à la page 457 : « Prelati domestici di Suo Santità. » Et de même à la table : « Prelati domestici di S. S. »

Ad. II. Un prélat domestique, chanoine titulaire, a-t-il par le fait de sa prélature droit de préséance au chœur et au Chapitre sur les autres chanoines ? Certains auteurs l'enseignent, en se basant sur une réponse de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 3 juillet 1845 pour l'église concathédrale d'Arezzo. Voici cette réponse :

« Et S. eadem R. C., audito prius voto R. P. D. Reali, sacrarum Cœremoniarum Apostolicarum Præfecti : « Supradictum Præsulem in possessione, quam jam per multos reiteratos actus acquisivit, sedendo nempe in choro supra dignitatem præfatæ concathedralis confirmavit, et a supremo Ecclesiæ catholicæ moderatore implicite præeminentiarum accessione obtinuit, explicite eidem deberi declaravit ; ac per consequens idem Prælatum obtentis a SSmo Domino Nostro prærogativis in prædicti concathedrali absque contradictione frui possit. »

Voilà le décret sur lequel s'appuie l'opinion qui prétend qu'un prélat domestique chanoine a le droit d'occuper la première place au chœur. La preuve ne nous semble pas très-forte. D'après la réponse, le prélat aurait ce droit de préémi-

nence en vertu de la possession qu'il a acquise par beaucoup d'actes répétés.

Et ces actes répétés, il les avait accomplis en vertu d'une décision prise quatre ans auparavant par les chanoines de cette église réunis capitulairement, ainsi qu'on le voit dans la question adressée par les mêmes chanoines à la Sacrée Congrégation des Rites : « Li canonici di S. Maria della Pieve Concathedrale Aretina capitolarmente adunati decretarono sotto il di 8 marzo 1741, che ogni volta che fosse piacinto a Monsig. N. N. Prelato domestico di Nostro Signore di intervenire in abito Prelatizio al loro Coro dovesse avere il primo luogo. »

Ainsi le prélat domestique susdit occupait la première place depuis quatre ans, et cela en vertu d'un décret porté capitulairement.

Survint alors un nouvel archiprêtre qui prétendit ne pas devoir céder sa place au prélat. Cette prétention étonna les chanoines, car ce nouvel archiprêtre avait lui-même signé, étant chanoine, le décret capitulaire qui donnait la première place au prélat toutes les fois qu'il assisterait au chœur en habit prélatice.

Les chanoines s'adressèrent alors à la Sacrée Congrégation des Rites, exposèrent les faits, et demandèrent une solution pour le bien de la paix.

La Congrégation donna la décision que nous avons reproduite plus haut.

D'après cet exposé, il est difficile de voir une solution de principe.

Donnons une nouvelle preuve, qui nous porte à douter que les prélats domestiques aient le droit d'occuper la première place au chœur, lorsqu'ils y assistent en habit prélatice.

Les Protonotaires *ad instar*, lorsqu'ils sont chanoines, ne peuvent pas ordinairement porter au chœur l'habit prélatice, mais seulement l'habit propre au canonicat, à l'exception de l'habit talaire, lequel peut être violet. Et dans ce cas, ils doivent occuper la place qui leur appartient à raison de leur bénéfice.

Ces points ont été réglés en 1872 par la Constitution « Apostolicæ Sedis » :

« Si forte canonicatu aut dignitate in aliqua ecclesia potiantur, habitum ibi gestent sui ordinis proprium, non prælatitium ; excepta tantum veste talari, quæ violacea esse poterit, eoque considereant et incedant loco, qui ipsis ratione beneficii competit. Quod si habitu prælatitio uti nihilominus velint, sedem occupent ipsis superius assignatam, et pro ea vice distributiones quotidianas amittant, quæ sodalibus accrescant. »

Ainsi les Protonotaires apostoliques *ad instar* qui sont chanoines doivent occuper la place que leur assigne l'ordre de leur bénéfice. Et s'ils veulent revêtir le costume prélatice, ils occupent la place qui leur est assignée plus haut dans la même Constitution.

Quelle est cette place ? Après les vicaires géné-

raux ou capitulaires, les chanoines collégialement unis et les abbés.

Mais ils précèdent les clercs, les prêtres, les chanoines isolément, et les prélats qui sont supérieurs des ordres religieux mais qui n'ont pas le privilège des Pontificaux.

Voici en effet ce que nous lisons encore dans la Constitution *Apostolicæ Sedis* de 1872 relativement aux Protonotaires *ad instar* :

« *Habitu prælatitio induti, quoscumque clericos, presbyteros, canonicos singillatim sumptos, necnon Prælatos superiores Ordinum regularium quibus Pontificalium privilegium non competat : minime vero Vicarios Generales vel Capitulares, Canonicos collegialiter unitos, et abbates.* »

Or, si les Protonotaires apostoliques, chanoines, doivent prendre place après le corps des chanoines, lorsqu'ils veulent revêtir le costume, à plus forte raison en est-il de même des simples prélats domestiques qui sont inférieurs aux Protonotaires.

Que si l'on nous objecte la déclaration du trois juillet 1745 pour Arezzo, nous renvoyons aux observations que nous avons faites plus haut sur ce décret. Et si l'on insiste, nous répondons que la Constitution *Apostolicæ Sedis* abroge toutes les décisions précédentes.

AD III. — Un prélat domestique peut-il, au chœur, porter son costume et non celui du Chapitre? Nous venons de voir qu'en règle ordinaire les Protonotaires Apostoliques doivent revêtir le costume du Chapitre. Nous en concluons que les Prélats domestiques qui leur sont inférieurs, le doivent à plus forte raison, au moins de règle ordinaire.

Q. — Un chanoine peut-il porter habituellement un anneau en or avec un gros diamant, en tant que chanoine?

R. — Les chanoines, en tant que chanoines, n'ont pas le droit de porter un anneau. C'est un insigne réservé à la Prélature. Il faut un Indult pour que les chanoines aient ce droit. Nous savons que ce privilège a été accordé à certains Chapitres. Mais dans ce cas même, ces chanoines n'ont pas le droit de le porter pendant la célébration de la sainte messe. (S. R. C. 20 novembre 1628, 22 juin 1630, etc.)

Les docteurs de certaines académies ou universités reçoivent l'anneau comme un insigne de leur grade; mais cet anneau ne peut être porté dans les fonctions ecclésiastiques, ainsi qu'il résulte du décret suivant porté en 1846 pour le Brésil :

« *Utrum Sacerdotes qui gradus sunt assequuti in aliqua Accademia vel Universitate facultatem tribuente gestandi annulum, hoc gestare queant in digito, sicut Prælati gestant?* »

La Sacrée Congrégation répondit :

« *Permittitur, præterquam in ecclesiasticis functionibus, juxta alias decreta.* » (S. R. C. 23 mai 1846, n. 5035 ad 6.)

Q. — Peut-on considérer comme Prélats ceux qui se font passer pour tels, et dont le nom n'est pas inscrit officiellement dans l'Annuaire de la Cour de Rome?

R. — Il ne suffit pas de se faire passer pour Prélat. Il faut l'être en réalité. Mais la non inscription dans l'Annuaire de la Cour romaine n'est pas une preuve certaine que l'on ne serait pas Prélat. Il peut y avoir des omissions dans cet annuaire qui a pour titre : « *La Gerarchia cattolica*, » et il y en a en réalité.

Alors, comment saura-t-on que tel ecclésiastique a ce titre? On le saura par les Lettres Apostoliques ou par le diplôme légitime de sa nomination. Les Protonotaires Apostoliques *ad instar* ne peuvent exercer les fonctions prélétiqes et jouir de leurs privilèges qu'après avoir présenté à l'Ordinaire les documents authentiques, signés par le Doyen et le secrétaire du collège des Protonotaires participants, qui attestent la nomination, la profession de foi, et le serment de fidélité, ainsi qu'on peut le voir dans la constitution *Apostolicæ Sedis*, n. XX.

Il en est de même pour les Protonotaires simplement honoraires, comme on le voit dans le décret du 27 avril 1818, approuvé par Pie VII le 9 juin de la même année.

Q. — Un vicaire capitulaire peut-il ériger des confréries et approuver leurs statuts?

R. — Cette question n'est pas tranchée. Jusqu'à ces dernières années, les vicaires capitulaires usaient assez généralement de ce droit. Mais en 1878 la Congrégation des Indulgences, interrogée sur ce point, ne voulut pas donner de décision; elle se contenta de répondre : « que les vicaires capitulaires s'abstiennent. »

Voici les questions qui avaient été posées par la congrégation du Précieux-Sang :

1° *Potestne Vicarius Capitularis erigere confraternitates, ita ut erectio sic peracta canonica sit?*

2° *Utrum Vicarius Capitularis possit valide concedere litteras testimoniales, ac consensum requisitum a Clemente VIII pro aggregatione Confraternitatum.* »

Les éminentissimes Pères de la Congrégation des Indulgences, réunis en Congrégation générale, répondirent :

AD I, II et III : « *Vicarius capitularis se abste-*

neat. » (15 novembre 1878.)

Cette décision fut approuvée par Sa Sainteté le 23 novembre 1878.

Q. — Peut-on chanter une messe votive *pro re gravi*, prescrite par l'Ordinaire, à une fête de 2^e classe?

R. — Oui, l'Evêque le peut aux fêtes de seconde classe, et cela en vertu d'un décret de 1837 : « *in Dominicis privilegiatis secundæ classis, et festis itidem secundæ classis.* » (S. R. C. 11 mars 1837, n. 4806 ad I.)

Les questions suivantes nous sont adressées par un de nos amis du Vénézuéla, dont nous respectons l'orthographe :

Q. — Je désirerais avoir la solution et l'insertion, dans votre important journal, des questions suivantes, que j'ai l'honneur de vous transmettre humblement :

1° En regard de la fête de saint José de Léonissa qui tombe concurremment à celle de la Lance et des Cloux de N. S. Jésus-Christ, toutes les deux étant *double majeure*, comment doivent être réglées les vêpres ?

2° Comment se règlent les vêpres, eu égard à la concurrence de la fête de la Pureté de la Très-Sainte Vierge avec celle de sainte Marie Salomé, toutes les deux de *rite double majeur* ?

3° Pour l'office du bon Larron, quelles doivent être la 2^e et la 3^e antiphones des trois *nocturnes*, lorsque la fête est transportée hors du temps pascal ?

4° Ayant obtenu du St-Siège l'autorisation à ce que l'office des *Reliques sacrées* soit célébré dans notre diocèse le 26 octobre, devra-t-on dire *Credo* dans la messe, lorsqu'il ne tombe pas en un jour de dimanche ?

5° Lorsque, pour être Patron l'un des deux, on récite séparément de saint Simon et de saint Jude apôtres, quelles doivent être l'oraison, et les leçons des trois nocturnes dans l'office de chacun d'eux.

6° Ayant lieu le 31 octobre la célébration de l'octave (*infra octava*) de saint Simon apôtre, patron principal, et par suite coïncidant la messe de la veille de la Toussaint avec la commémoration de ce saint : quelle oraison doit-on mettre en troisième lieu. Devra-t-on dire *Credo* et la *Préface des Apôtres*, dans la messe susdite ?

7° On pourrai-je trouver le livre concernant les discussions qui ont eu lieu à Montecitorio dans l'Académie Liturgique le 9 janvier 1856 ?

AD I. Dans la concurrence de saint Joseph de Léonissa avec la sainte Lance et les saints Cloux, les vêpres sont intégralement de la sainte Lance et des saints Cloux, ainsi qu'il résulte du décret du 24 novembre 1708, n. 3795 ad 1 et 2; avec mémoire de saint Joseph.

AD II. De même, dans la concurrence de la fête de la Pureté de la Très Sainte Vierge avec celle de sainte Marie Salomé, les vêpres sont intégralement de la Pureté, comme il résulte des décrets du 30 juillet 1689, n. 3196 ad 2, et du 15 juillet 1881 (ce dernier décret n'est pas encore classé par numéros).

AD III. Pour les antiennes deuxième et troisième des nocturnes de l'Office du bon Larron, lorsqu'il est transféré hors du temps pascal, le Bref *Nullo unquam tempore* a heureusement tranché la difficulté ; cette fête ne sera plus transférée en dehors du temps pascal. Toutefois si vous ne mettiez à exécution qu'en 1884 le Bref susdit, vous feriez bien de prendre les antiennes du Commun d'un Confesseur non Pontife, parce que tous les psaumes de l'Office du bon Larron sont empruntés à ce Commun, et que, sur les trois antiennes des nocturnes, deux sont également prises de ce Commun.

AD IV. Les Missels romains n'indiquent pas de *Credo* à la messe des saintes Reliques, quand cette fête est célébrée en dehors du dimanche.

AD V. Lorsque saint Simon et saint Jude doivent être séparés parce que l'un ou l'autre est titulaire de l'église ou patron principal de lieu, on prend pour chacun d'eux l'oraison même de l'Office; seulement on la lit au singulier.

Mais que doit-on faire si ces deux apôtres sont en concurrence, ce qui arrive très fréquemment ?

Dans ce cas, l'oraison que nous venons d'indiquer est donnée à l'apôtre qui est patron ou titulaire. Quant à l'autre apôtre, il faut lui donner une autre oraison. Quelle sera cette oraison ? D'après Gavantus, on peut prendre l'oraison de la Vigile, ayant soin 1^o de mettre au singulier ce qui est au pluriel, 2^o de changer *prævenimus* en *celebramus*, et *præveniant* en *imploret*. On pourrait encore, d'après certains auteurs, prendre l'oraison *Da quæsumus*, qui est dans le Missel au Commun des apôtres, en retranchant *quam prævenimus*.

Venons maintenant aux leçons des trois nocturnes.

Et d'abord le premier nocturne. Saint Jude doit avoir les leçons propres de la fête, parce que ce sont celles de son Epître : « Incipit Epistola catholica beati Judæ Apostoli. » Pour saint Simon on prend les leçons du Commun des Apôtres.

Pour le deuxième nocturne. La quatrième leçon ne peut être divisée; elle convient donc à chacun des apôtres. La cinquième et la sixième peuvent être prises au propre de ces saints; mais elles peuvent être variées par deux leçons du commun des apôtres.

Quant au troisième nocturne, on peut prendre pour chacun des apôtres l'homélie marquée au jour de la fête du 28.

AD VI. Au 31 octobre, le Bréviaire est de saint Simon, votre patron principal.

Il n'en est pas de même pour la messe. Elle doit être de la Vigile, conformément aux Rubriques générales, titre 3, n. 2 : « In vigiliis autem, et feriis quatuor temporum, vel feria secunda Rogationum, quæ veniunt infra octavam, missa dicitur de vigiliis vel feriis supradictis, cum commemoratione octavæ. » Quant aux oraisons, la première est celle de la messe, la seconde de l'octave, et la troisième du Saint-Esprit, ainsi qu'on le voit encore dans les Rubriques générales, titre, IX, n. 9.

On ne dit pas le *Credo* à cette messe de la Vigile. Tel est l'enseignement de Mérali et de la plupart des auteurs. Cette solution paraît ressortir également d'un décret porté en 1698 pour la Toscane. On demandait si l'on devait dire le *Credo* à la messe des Rogations le jour de saint Marc pendant l'octave de Pâques :

« An, occurrente festo S. Marci infra Octavam Paschatis, in missâ Rogationum sit dicendum Credo ? »

La sacrée Congrégation des Rites répondit : *Negative*. (S. R. C. 5 juillet 1698, n. 3477 ad 17.)

Quant à la Préface, on doit dire celle de l'octave, c'est-à-dire des apôtres. Il est vrai que ce cas n'est pas décidé dans la rubrique propre des Préfaces, mais cette solution résulte d'une rubrique placée le 14 décembre. On y voit que si le mercredi des Quatre-Temps tombe ce jour-là, on dit la messe de la férie, avec préface de l'Oc-

tave de l'Immaculée Conception. Or les deux cas sont analogues.

AD VII. La Maison Palmé peut vous procurer l'opuscule qui contient ces *Discussions*. Il a pour titre : « Questioni discusse nell'Accademia liturgica di Roma. »

Q. — Peut-on, sans indult, un jour de fête double et même double majeure, chanter une messe votive solennelle du S. Sacrement avec *Gloria* et *Credo*, le jour de l'Adoration perpétuelle ?

R. — On ne peut pas sans un Indult, un jour de fête double, chanter une messe votive solennelle du très-saint Sacrement avec *Gloria* et *Credo* le jour de l'Adoration perpétuelle. Jusqu'à présent, le Saint-Siège n'a pas regardé l'Adoration perpétuelle comme étant une cause suffisante pour qu'on puisse célébrer ce jour-là une messe votive solennelle.

Nous savons que la plupart des Evêques ont obtenu cette faveur pour leurs diocèses, à l'exception de certains jours où Sa Sainteté ne permet pas cette messe votive solennelle. Ces jours sont les doubles de première et de seconde classes, les dimanches, ainsi que les fêtes, vigiles et octaves privilégiées. Nous sommes étonnés que vous n'ayez pas cet Indult.

Vous pourriez peut-être chanter cette messe comme votive solennelle si votre Evêque, en considération des temps très difficiles que l'Eglise traverse, vous autorisait à chanter une messe votive solennelle en ce jour de réparation. Et alors vous pourriez la chanter tous les jours, excepté « in duplicibus 1 cl., Dominicis 1 cl., feriis Cinerum et Majoris-Hebdomadæ, vigiliis Pentecostes et Nativitatis Domini » (S. R. C. vingt-sept mars 1779, n. 4393, ad 20).

Q. — Un curé appartenant au tiers-ordre de saint François suit le bréviaire Romano-Sérapique et dit la messe conforme à son office toutes les fois que cela est possible, c. à d. quand il n'a pas d'offices paroissiaux à célébrer et qu'il a au bréviaire l'office d'un « saint canonisé ; » mais quand il a au bréviaire l'office d'un « bienheureux, » il suit pour la messe l'ordo du diocèse. Il demande :

1° Si dans ce dernier cas, il est tenu de faire mémoire de ce bienheureux.

2° Il arrive quelquefois qu'ayant déjà dit la messe d'un saint transféré ou qui a sa place fixe au bréviaire franciscain, il retrouve ce même saint transféré à un autre jour où il doit se conformer au missel du diocèse.

Par exemple : Saint Romuald (double) a sa place fixe dans l'Ordo franciscain au 15 février, et dans l'Ordo du diocèse au 16 février. Doit-il dire cette messe une seconde fois ? Autre exemple : le 18 février l'Ordo franciscain porte saint Marcel (fixe) semi-double, et l'Ordo du diocèse, S. Tite transféré le 14. Pourrait-il le 18 février dire une messe quotidienne de *Requiem* sous prétexte qu'il devra célébrer saint Tite plus tard, ou doit-il dire la messe de saint Tite ?

R. — Les tertiaires séculiers de saint François ne peuvent, sans un Indult spécial, réciter l'office selon le Bréviaire du tiers-ordre. Cela est vrai même pour les tertiaires séculiers profès. En 1707, les maîtres de Cérémonie de la ville de Brague, ayant posé la question suivante :

« An clerici tertiarum sæculares professi tertii

Ordinis S. Francisci de Pœnitentia, recitare possint horas canonicas juxta Breviarium in Urbe impressum in anno 1703 ad usum fratrum trium Ordinum S. Francisci de Pœnitentia professorum claustralium, omisso Calendario romano. »

La sacrée Congrégation des rites répondit :

« Negative, nisi habeat indultum extensionis privilegiorum. » Et ita declaravit, ac servari mandavit (S. R. C. 27 août 1707, n. 3674 ad 5). V. de même, le décret du 1^{er} septembre 1708, n. 3794.

Q. — Quelle part attribuer dans les effets du sacrifice de la messe :

1° A Notre-Seigneur Jésus-Christ ?

2° Au prêtre ?

3° A l'Eglise ?

4° Aux fidèles ?

R. — Cette part peut se considérer de deux manières, savoir du côté de la cause efficiente qui la produit, et du côté du sujet qui en bénéficie.

I. A considérer la cause efficiente, on doit attribuer tous les effets du saint sacrifice de la messe à Notre-Seigneur. Lui seul, en effet, est la cause principale première et, sous ce rapport, unique de tous les fruits du saint sacrifice. Tous en effet ne sont que l'application particulière et finie des satisfactions, des mérites infinis et généraux du sacrifice de la croix. Et à la sainte messe il est le principal offrand. C'est donc de lui que dérivent tous les effets du saint sacrifice : les effets *ex opere operato* puisqu'ils sont produits par ses propres mérites en vertu de son institution ; — les effets *ex opere operantis*, parce que, obtenus qu'ils sont par l'action personnelle du ministre, ils n'en émanent pas moins de la vertu du sacrifice de la croix et de l'influence de Notre-Seigneur, principal offrand de la messe ; — les effets d'adoration, d'actions de grâces, d'impétration, de satisfaction, parce que chacun d'eux est une participation à la vertu du sacrifice unique offert par Notre-Seigneur.

Cela n'empêche pas que ces mêmes effets ne doivent être aussi attribués au prêtre dans leur totalité. C'est en effet un principe certain que l'action de la cause première n'empêche pas l'action de la cause seconde : ainsi, dans l'ordre naturel, tous les actes des créatures émanent de Dieu comme cause première et suprême, et ils n'en sont pas moins les actes des créatures qui les produisent. Dans le saint sacrifice, Notre-Seigneur est la cause première de tous les effets ; mais le prêtre en est la cause seconde. Il a vraiment son action propre et son efficacité dans tous les fruits produits par la messe qu'il célèbre : dans ceux qu'il obtient lui-même *ex opere operantis*, c'est évident, puisque c'est à son action et à sa valeur personnelles qu'ils doivent d'exister ; dans ceux qui sont obtenus *ex opere operato*, puisqu'il est pour leur production l'instrument de Notre-Seigneur ; dans ceux même qu'obtiennent les fidèles par leur participation au saint sacrifice, puisque c'est en s'unis-

sant à l'action du prêtre et en participant à son oblation qu'ils se les procurent.

L'Eglise a également sa part dans tous les fruits obtenus par toutes les messes : c'est en effet par une ordination que tous les prêtres du monde ont le pouvoir et exercent la fonction d'offrir le saint sacrifice.

Quant aux fidèles en général, ils n'ont aucune part efficiente dans la production des effets du saint sacrifice parce qu'ils ne sont pas prêtres et n'offrent pas, au sens propre du mot, le divin sacrifice. Toutefois, comme membres du corps de l'Eglise au nom duquel s'offre le saint sacrifice, on peut dire qu'ils ont quelque part à la production des effets dus à Notre-Seigneur comme souverain Prêtre et principal offrant, au prêtre comme instrument de Notre-Seigneur et à l'Eglise comme auteur du prêtre par la consécration qu'elle lui a donnée.

Mais cette part est plus immédiate et plus directe en ceux qui procurent la célébration des saints mystères, soit par des aumônes, soit en contribuant à la formation de futurs prêtres, soit en offrant la matière du saint sacrifice, ou les ornements du prêtre, soit en prenant part à l'oblation de la messe par le service de l'autel.

En chacun de ces cas tout le fruit des messes célébrées doit leur être attribué selon la qualité et la mesure de leur coopération.

II. A considérer les sujets qui bénéficient du saint sacrifice, on peut dire que tous les fruits reviennent à Notre-Seigneur, soit immédiatement comme se rapportant à sa gloire particulière, soit médiatement, en tant qu'il est glorifié dans les membres de son corps mystique, dans les saints qui lui appartiennent par la grâce, dans les pécheurs pour qu'ils finissent par lui appartenir.

Dans un sens analogue les mêmes fruits sont à l'Eglise, au prêtre célébrant, aux fidèles qui concourent à l'oblation du saint sacrifice, et à chacun dans la mesure de son concours à cette œuvre divine.

Mais, outre ce qui revient à ceux qui offrent, il y a la part de ceux pour qui la messe est offerte. Et, sous ce rapport, il y a lieu d'examiner à combien de sujets peut s'étendre l'efficacité du saint sacrifice considéré comme offert par Notre-Seigneur, par l'Eglise, par le prêtre célébrant, par les fidèles qui participent au saint sacrifice.

Toute messe est offerte au nom de Notre-Seigneur principal offrant. Et, comme Notre-Seigneur a souffert et est mort pour tous les hommes, chaque messe, de ce chef est offerte pour tous les hommes.

Toute messe est aussi offerte au nom de l'Eglise et l'Eglise veut que cette oblation puisse aussi profiter à tous les hommes, toutefois, elle prive, dans une certaine mesure, de ses suffrages publics ceux qui ne font point partie de son corps visible. De ce chef, certains fruits répondant aux suffrages de l'Eglise ne profitent point aux infidèles, aux hérétiques, aux excommuniés.

Le prêtre ne peut empêcher que la messe qu'il offre ne puisse profiter à tous les hommes, et d'une manière spéciale à tous les catholiques ; mais il est libre de faire que les fruits du saint sacrifice soient plus spécialement appliqués à ceux pour lesquels il célèbre. C'est ainsi qu'il applique le fruit moyen *ex opere operato* et qu'il peut disposer, sous l'autorité suprême de Dieu, d'une prodigieuse quantité et variété de fruits *ex opere operantis*.

Les fidèles, en qualité d'offrants unis au prêtre, peuvent obtenir, pour eux-mêmes ou pour d'autres, des fruits très-abondants autres que ceux que le prêtre obtiendrait sans leur concours ; et en qualité de sujets, recevoir des grâces indéfiniment grandissantes, dans la mesure de leurs dispositions ou de la capacité que Dieu leur donne.

Mais qui définira ce que sont ces diverses parts ?

L'océan ne s'épuise pas plus à remplir le plus immense vaisseau que le plus petit coquillage.

Q. — 1^o Dans une paroisse où règne l'habitude de faire dire, pour les défunts, non des messes basses mais des grandes messes ou des services, une personne, dont la foi diminue, mais dont l'esprit d'intérêt augmente, est venue trouver son curé et lui a posé cette question. Je vous apporte 39 fr. pour dire 12 grandes messes, 3 fr. 25 l'une, pour mon père, mais est-ce que 39 messes basses à 1 fr. ne vaudraient pas mieux ? Que répondre ?

2^o Une personne veut donner pour son père défunt 1000 fr. à une communauté de religieux expulsés, à charge pour eux de dire 1000 messes à 1 fr. l'une. Une des amies de cette personne lui dit : « Ces pauvres religieux sont dans le besoin, ne réclamez que 500 messes pour vos 1000 fr. Il y aura, c'est vrai, 500 messes de moins, mais l'aumône étant plus forte, vos 500 messes vaudront les 1000. Le mérite d'une messe est infini, mais il n'est appliqué que d'une manière finie suivant les sacrifices que font les vivants pour les morts, et aussi suivant la solennité du culte extérieur (sans parler des dispositions des morts lorsqu'ils étaient sur terre). Le conseil est-il conforme à l'exacte théologie ?

3^o Une personne veut faire une fondation à perpétuité pour son âme quand elle aura quitté le corps. Elle veut donner 1000 fr. à la fabrique pour un service anniversaire à perpétuité. Mais on lui dit que cette fondation soulagera moins son âme que 1000 messes basses à 1 fr. dites après sa mort : alors elle vient demander à son curé si ce qu'on lui a dit est vrai. Que répondre ?

R. — Les trois questions se rapportent à un même objet. Nous avons déjà donné la solution générale en traitant cette question : si une messe chantée est moins avantageuse aux défunts que plusieurs messes basses (*L'Ami Du Clergé*, 3^e année p. 441).

Sans établir une comparaison mathématique entre les deux termes du problème, nous disons qu'une messe chantée, toutes choses égales d'ailleurs, procure plus de soulagement aux âmes du purgatoire qu'une messe basse. Et cela pour trois raisons prises :

1^o De la part de satisfaction attribuée aux suffrages de l'Eglise et des fidèles assistant à la messe chantée ;

2° De la perfection plus grande des actes de religion dans la messe chantée, d'où découle une plus ample participation à la vertu infinie du saint sacrifice;

3° De l'application plus abondante faite par Dieu des fruits du sacrifice en raison de l'honneur plus grand qu'il reçoit d'une messe chantée. (Loc. cit.)

Cela étant supposé nous répondons :

AD I. Il faut répondre en donnant les raisons ci-dessus résumées; mais se garder d'établir une proportion exacte;

AD II. Les raisons invoquées sont tout-à-fait théologiques; à la seule condition de ne pas affirmer l'équivalence où la proportion mathématiquement exacte;

AD III. Il faut lui répondre que ceux qui lui ont ainsi parlé ignorent ce qu'il en est; vu qu'ils ne peuvent savoir ce que valent auprès de Dieu, soit les 1000 messes, soit la fondation du service à perpétuité; que l'Eglise encourage aussi bien la fondation de services que la célébration des messes manuelles, comme étant l'une et l'autre profitables aux défunts; que la solennité qui entoure les services chantés ajoute au mérite de la messe; que la fondation par elle-même donne un prix spécial devant Dieu aux services qui seront célébrés; que ces services pourront dans l'avenir être utiles, non-seulement à l'âme de la personne, mais encore à d'autres arrivées plus tard en purgatoire; qu'elle même aura dès le présent, le mérite de sa fondation et recevra plus de soulagement qu'elle n'en recevrait sans cela des messes offertes pour elle; mais qu'en définitive, elle est maîtresse de choisir celui des deux modes qu'elle préférera, l'Eglise n'ayant fait aucune obligation de prendre l'un de préférence à l'autre et ne tenant qu'à une seule chose, savoir, que les intentions des donateurs ou des testateurs soient fidèlement exécutées.

Q. — Un curé, tout en laissant le trésorier de sa fabrique détenteur de la caisse, garde pardevant lui quelques réserves provenant de quêtes ou de dons particuliers faits en faveur de l'église : c'est ce que nous appelons sa caisse noire. Peut-il appliquer cet argent à des œuvres paroissiales, comme écoles libres, cercles, etc. ? S'il ne le peut pas, et que cependant il le fasse, est-il tenu à restitution dans le for intérieur et envers qui ?

R. — Il faut distinguer entre les quêtes et les dons particuliers.

I. Les quêtes.

Elles peuvent être faites pour les frais de culte ou pour d'autres fins.

Si 1°, *elles sont faites pour les frais du culte*, elles appartiennent exclusivement à la fabrique. C'est ce que dit formellement l'article 36 du décret du 30 novembre 1809 : « Les revenus de chaque fabrique se forment des quêtes faites pour les frais du culte. »

Il suit de là que la fabrique a le droit de savoir ce qui a été recueilli dans ces quêtes; que par

conséquent le curé doit lui en rendre compte, et qu'il ne peut en conserver ni la totalité ni une partie, pour en disposer seul à son gré. La pratique contraire serait illégale, dangereuse et digne de blâme : elle devrait être abandonnée.

Si le curé ne peut disposer du produit de ces quêtes, même pour les frais du culte, sans y avoir été autorisé de quelque manière par la fabrique, qui seule a le droit d'administrer ses biens, à plus forte raison ne peut-il l'appliquer à des œuvres particulières, comme écoles libres, cercles catholiques, etc. quand même ces œuvres seraient regardées comme paroissiales.

Mais y a-t-il obligation de restituer, pour le curé qui a disposé de ces quêtes sans l'assentiment de la fabrique ?

Il est encore nécessaire de faire une distinction. Si le curé a sagement disposé de ces quêtes, pour les fins auxquelles elles étaient destinées, c'est-à-dire pour les frais du culte, nous pensons qu'il n'est pas tenu à restituer : parce qu'on peut dire qu'il a administré en bon père de famille les biens de son église ou de la fabrique, à laquelle du reste, par son fait illégal, il n'a causé aucun dommage réel. S'il a employé ces quêtes à d'autres fins, v. g. à fonder ou soutenir des écoles libres, des cercles catholiques, etc., il est tenu à restitution. La raison en est qu'il a violé le droit strict de la fabrique, de posséder et d'employer à son profit le produit de ces quêtes, droit qu'elle tient de la loi comme de la volonté des fidèles. Et c'est à la fabrique qu'il doit restituer, parce que ce sont les biens de la fabrique dont il a disposé, non seulement illégalement, mais encore injustement, puisqu'il en a disposé à son détriment.

Et il est tenu à cette restitution, non seulement au for intérieur, mais il pourrait y être contraint au for extérieur, s'il y avait contre lui des preuves suffisantes.

Si 2°, *elles sont faites pour d'autres fins*, elles peuvent encore revêtir un double caractère; car elles peuvent être faites pour des fins déterminées, par exemple, pour les pauvres, les universités catholiques, les séminaires, les écoles libres, le Pape, etc. : elles peuvent aussi être faites par les soins et au profit des confréries et autres associations pieuses ou charitables.

Dans le premier cas, le produit des quêtes doit être intégralement appliqué aux fins déterminées, c'est-à-dire, remis aux personnes ou aux œuvres pour qui on a fait ces quêtes. En effet, c'est à ces personnes, à ces œuvres, que les fidèles ont voulu donner leur aumône. Il n'est donc pas permis de distraire quoi que ce soit du produit de ces quêtes, pour l'appliquer à d'autres œuvres, si excellentes qu'elles soient. Et la distraction qui en serait faite obligerait son auteur à réparer l'injustice dont il se serait rendu coupable. Il est vrai qu'il pourrait, pour réparer cette injustice, reprendre ce qu'il a donné indument.

Dans le second cas, si les quêtes sont approuvées, conformément à l'article 75 du décret du

30 novembre 1809, par l'autorité diocésaine, après avis des marguilliers, elles appartiennent aux confréries ou autres associations pieuses. La fabrique ne peut s'en approprier le produit.

C'est donc aux confréries et aux associations pieuses qu'il appartient alors de déterminer l'emploi des quêtes faites à leur profit.

Le curé aura-t-il aussi ce droit? Oui, si les confréries ou associations le veulent bien, ou y consentent. Il n'est pas nécessaire toutefois que ce consentement soit donné toujours d'une manière explicite. Il suffit qu'il soit tacite ou implicitement renfermé dans un fait, par exemple, dans la remise entre les mains du curé du produit des quêtes, dans la coutume établie de lui laisser la liberté d'en disposer.

Mais alors il doit en disposer avec sagesse, et conformément aux intentions des membres des confréries ou associations.

Si donc, n'ayant d'aucune manière l'assentiment des confrères ou associés, il en disposait, non aux fins des confréries ou associations, mais à des fins tout à fait distinctes, pour des œuvres telles que celles que nous avons indiquées plus haut, nous pensons qu'il se rendrait coupable d'une injustice, qu'il serait tenu de réparer.

S'il se contentait d'appliquer à l'église, v. g. au maître-autel, les quêtes faites au profit d'une congrégation et destinées à l'ornementation de l'autel de la sainte Vierge, nous pensons qu'il n'y aurait pas injustice, parce qu'il n'y a pas une différence essentielle entre la destination effective et la destination première de ces quêtes.

Du reste, il lui serait facile, au moins dans la plupart des cas, d'accorder un dédommagement à l'autel de la sainte Vierge.

Nous avons supposé que les quêtes dont il s'agit, étaient autorisées. Si elles ne l'étaient pas, elles ne seraient pas régulières. La fabrique pourrait élever à leur sujet quelques contestations. Cependant, l'intention de ceux qui donnent à ces quêtes, étant de donner aux confréries et aux associations par les soins et au profit desquelles elles sont faites, ce que nous avons dit des quêtes autorisées doit s'entendre, au point de vue de l'équité naturelle, des quêtes non autorisées.

II. Les dons.

Les dons particuliers ne suivent pas la condition des quêtes.

D'abord ils ne sont pas acquis à la fabrique, par cela qu'ils sont remis entre les mains du curé. Celui-ci n'en acquiert pas non plus la propriété. Il n'est que le mandataire des donateurs. Il doit donc se conformer strictement à leurs intentions, dans l'emploi qu'il fait de ces dons.

Si l'intention des donateurs est de faire des bonnes œuvres en général : si même en déterminant une œuvre qui aurait leur préférence, ils ne restreignent pas formellement leur intention à

cette œuvre, mais laissent la liberté d'en déterminer une autre, le curé peut choisir entre les différentes œuvres bonnes, celles qui auront le bénéfice de ces dons.

Au contraire si les donateurs ont déterminé et spécifié les personnes ou les œuvres au profit desquelles ils veulent que leurs libéralités soient employées, v. g. les pauvres, telle église, le curé ne peut aucunement les détourner de leur destination.

Mais s'il les en détourne, pour les employer à d'autres œuvres, quelle faute fait-il? A quoi est-il tenu?

Il fait d'abord une faute d'infidélité à ses engagements. Car en acceptant ces dons il s'est engagé à remplir les intentions des donateurs.

Commets-il une faute d'injustice? La réponse à cette question n'est pas bien facile.

Nous n'examinerons pas si les personnes ou les œuvres frustrées, avaient un droit strict aux libéralités dont on les a privées; ni si en les privant indument d'un bien qu'elles pouvaient légitimement acquérir, le curé a commis une injustice. Cela nous entraînerait trop loin.

Nous rappellerons seulement que le curé n'est pas propriétaire de ces dons : qu'il ne peut, en sa qualité de mandataire, en transmettre la propriété, qu'au nom et aux intentions des donateurs.

De là il suit : 1° que les personnes ou les œuvres qui ont indument profité de ces dons n'ont pu en acquérir la propriété : on peut leur réclamer, et elles sont tenues de rendre ce qu'elles ont ainsi reçu; 2° que le curé ne peut être déchargé de l'obligation contractée envers les donateurs qu'en faisant parvenir ces dons aux personnes ou aux œuvres formellement désignées par eux, ou bien en leur restituant à eux-mêmes ce qu'il en a reçu. Et cette obligation contractée envers les donateurs, paraît être une obligation non seulement de fidélité, mais de justice. Car outre que la matière dont il s'agit relève proprement de la justice, les donateurs ont évidemment un droit strict à ce que leurs intentions soient remplies.

Donc si leurs intentions ne sont pas remplies, il y a injustice; et cette injustice doit être réparée; et elle ne peut l'être que par l'un des deux moyens que nous venons d'indiquer : ou bien faire parvenir à leur destination les sommes reçues, ou bien les rendre aux donateurs.

NOTA. — Nos vénérés confrères nous permettront d'ajouter qu'il est de la plus haute importance d'avoir un double registre : l'un destiné à recevoir l'inscription des dons particuliers, avec mention des intentions des donateurs, l'autre où l'on inscrira exactement le produit des quêtes, dont l'emploi serait de quelque manière laissé à la disposition du curé. A l'état des recettes, on joindra toujours l'état des dépenses, c'est-à-dire l'indication des sommes puisées dans « la caisse noire » et de l'usage qui en a été fait.

Q. — Quelle conduite tenir 1^o à l'égard d'une personne qui aimerait à pratiquer la religion, mais qui éprouverait les plus grandes difficultés par suite d'une conscience excessivement scrupuleuse; 2^o à l'égard d'une personne qui est très malheureuse quand elle s'approche du sacrement de pénitence, parce qu'elle est inquiétée par les fautes les plus légères, par les choses les plus insignifiantes, par ses confessions passées et par celles qu'elle se dispose à faire; 3^o quel ouvrage de religion donnerait le moyen de porter remède à une maladie de ce genre?

R. — AD 1^{re}. Profitez de la bonne disposition de cette personne, pour l'amener à la pratique de la religion : et appliquez-vous à faire disparaître l'obstacle qui l'arrête. Ce n'est pas toujours facile; car les consciences scrupuleuses sont souvent difficiles à réformer ou à guérir.

Il faut examiner d'où viennent les scrupules, quelle en est la cause particulière, et quels remèdes il convient de leur opposer.

Les scrupules viennent quelquefois de Dieu qui les permet, pour nous humilier ou nous punir de certaines fautes : d'autres fois, de nous-mêmes, d'un naturel disposé au doute et à la crainte, d'une imagination vive et féconde en difficultés, d'un esprit léger, inconstant, étroit, qui ne saisit une idée qu'à demi, quoiqu'il la saisisse vivement, et qui ainsi n'est pas capable de faire un juste discernement entre le bien et le mal. Enfin ils peuvent venir du démon qui ne réussissant pas à faire tomber une âme dans le péché, cherche à la troubler, pour l'empêcher de faire le bien, et la conduire au découragement.

Le directeur doit s'efforcer avec toute la prudence et la charité possibles, de détruire la cause particulière des scrupules qui tourmentent son pénitent. Si c'est la timidité et la défiance, il lui proposera la bonté et la miséricorde infinie de Dieu : si c'est l'ignorance, il l'instruira : si c'est l'oisiveté, il lui recommandera l'application constante au travail : si c'est l'orgueil et l'opiniâtreté, il lui apprendra à ne pas trop s'appuyer sur lui-même, à se défier de sa manière de voir, de ses lumières, de ses forces, et à faire toutes ses actions dans les sentiments de l'humilité chrétienne.

Il l'engagera à recourir à Dieu par des prières ferventes, pour en obtenir aide et soulagement : à l'intercession de quelque saint, qui ait été durant sa vie soumis aux mêmes épreuves, par exemple, de saint Ignace de Loyola.

Enfin il n'oubliera pas que, parmi les remèdes assignés pour la guérison des scrupules, le meilleur, après la prière, pour ne pas dire l'unique, c'est l'obéissance aveugle aux conseils, aux avis et aux ordres du directeur. Il faut inculquer au scrupuleux deux maximes fondamentales : la première, qu'il doit obéir à son directeur, toutes les fois que ce qu'il commande n'est pas évidemment péché; la seconde, qu'il doit craindre par dessus tout de manquer à l'obéissance due à son directeur, parce que ce manquement l'exposerait à un grand danger de perdre la paix, la piété, la

crainte de Dieu, et peut-être la raison, la santé et son âme.

La nécessité de cette obéissance pour les scrupuleux, est proclamée par tous les théologiens et tous les maîtres de la vie spirituelle, par saint Liguori, saint Antonin, saint Bernard, saint François de Sales, saint Philippe de Néri, saint Ignace de Loyola, Gerson, Denys le Chartreux, et autres auteurs. La raison en est que ne pouvant se conduire par lui-même, il ne lui reste qu'un seul moyen, c'est de se laisser diriger par autrui.

AD 2^{re}. Si cette personne est vraiment scrupuleuse, usez d'abord à son égard des moyens et des remèdes généraux que nous venons d'indiquer sommairement, et surtout du dernier.

Commandez lui ensuite : 1^o d'agir librement en toutes choses, et de mépriser absolument les scrupules, toutes les fois que le péché ne lui paraît pas évident; 2^o de ne point revenir sur les confessions précédentes, sous prétexte de manque d'intégrité ou de contrition, toutes les fois qu'elle ne pourra pas affirmer avec serment que certainement elle n'a jamais confessé des péchés mortels qu'elle a certainement commis : « huic imponat, ne amplius cogitet de culpis præteritis, nec de iis verbum faciat in confessione, nisi jurare possit certò peccata illa mortalia perpetrasse, et insuper nunquam de illis confessum esse. » Saint Lig. Op. mor., lib. I, n. 16.

Essayez enfin de lui faire comprendre, que la confession instituée par la miséricordieuse bonté de N.-S. pour guérir nos âmes, encore qu'elle soit un acte de pénitence, ne doit pas être une torture, mais un soulagement; qu'au tribunal de la miséricorde, il ne faut pas compter avec Dieu la plume à la main; qu'il est facile de faire une bonne confession; qu'il n'est pas nécessaire d'accuser toutes les petites circonstances du péché, ni surtout le mode ou la manière dont il a été commis. Dites lui qu'il suffit, quand le péché est mortel, d'en accuser le nombre, l'espèce et les circonstances graves qui en changent l'espèce : et que même, il n'y a pas obligation de le confesser, s'il n'est que véniel, parce que le péché véniel peut être remis par plusieurs autres moyens, v. g. par un acte de contrition.

AD 3^{re}. L'ouvrage demandé se trouve partout sous des formes diverses. Pour le pénitent, c'est la collection des livres qui traitent de la bonté et de la miséricorde de Dieu; de la vie, des souffrances et de la mort de N.-S., de son amour pour nous, de la confiance que nous devons avoir en lui, et en sa très sainte Mère, que l'on n'invoque jamais en vain. Mais le livre qui lui convient entre tous, c'est celui de l'obéissance aveugle aux ordres de son directeur. Pour le confesseur, il fera bien de consulter les bons auteurs sur cette matière difficile des scrupules. Il y trouvera exposées plus longuement les règles à suivre pour la conduite des scrupuleux. Nous lui indiquerons particulièrement : Scavini, T. 1; Gousset,

de la Pénitence; saint Ligor, *Op. mor. lib. I*, et son livre admirable intitulé : *Praxis confessarii*.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il y a environ cinquante ans qu'un terrain communal, situé à un kilomètre du presbytère, fut planté en vigne, à la destination du curé, par les soins du conseil municipal de la paroisse. La vigne plantée fut aussitôt mise à la disposition du curé d'alors, qui en jouit plusieurs années, sans qu'il restât dans la paroisse. Son successeur immédiat ne voulut pas la vigne, j'ignore pour quels motifs. La municipalité l'affirma à son profit à elle : cela dura 3 ou 4 ans.

En 1846 un nouveau curé arrivait, la vigne lui fut offerte; il l'accepta, et en jouit comme usufruitier sans trouble ni interruption jusqu'à ce qu'il quittât la paroisse.

Il en a été de même de ses deux successeurs dont je suis l'un.

Voilà donc trente-six ans de jouissance continue, sans compter celle du premier desservant. C'est plus qu'il ne faut pour la prescription. Je ne sais s'il peut être utile de vous dire que cette vigne est appelée la vigne du presbytère et que le curé, le jour de son installation, entre en jouissance de la vigne aussi naturellement que de sa maison presbytérale et du jardin attenant.

Mais le conseil municipal actuel n'a pas hérité des bons sentiments de ses devanciers.

Hostile au prêtre, il vient de prendre une délibération pour prier le préfet de l'autoriser à m'enlever la vigne. Il me semble que le préfet ne peut accorder ce qu'on lui demande : qu'en pensez-vous? En tout cas quels moyens ai-je à prendre pour empêcher, s'il est possible, l'iniquité de se consommer.

Si je ne puis agir seul et qu'il me faille le concours de la fabrique et de l'autorité diocésaine, je ne puis pas compter sur la fabrique, elle est terrorisée par le maire et par quelques mauvais sujets; ni guère plus sur l'autorité diocésaine, elle est, aujourd'hui que l'Evêque est mort, en des mains timides.

Je vous serai très reconnaissant de vouloir bien me répondre et m'éclairer au plus tôt. La chose est urgente. La délibération est prise depuis une huitaine et envoyée au préfet. Je ne l'ai su qu'aujourd'hui.

Il est possible que vous ayez traité une question semblable en 1880 ou 1881; mais je ne suis votre lecteur et abonné que depuis cette année.

Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu de délibération du conseil municipal pour mettre la vigne à la disposition du curé. La tradition s'est faite verbalement les deux premières fois et puis tacitement.

R. — Nous avons, en effet, plusieurs fois parlé des distractions de parties superflues de presbytères et de leurs dépendances, en faisant connaître les lois qui régissent la matière et les formalités légales à remplir quand ces distractions sont dûment demandées par les conseils municipaux.

L'une des conditions pour qu'une fabrique ou un curé puisse s'opposer à la distraction d'une dépendance du presbytère, est que cette dépendance ait été affectée au presbytère par une délibération du conseil municipal approuvée par l'administration supérieure. Quand cette affectation a eu lieu ainsi, elle ne peut être révoquée ni indirectement ni directement, sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'ordonnance du 3 mars 1825 et par le décret du 25 mars 1882; c'est-à-dire que la délibération par laquelle un

conseil municipal demande la distraction de quelque partie jugée superflue d'un presbytère ou de ses dépendances, doit être adressée au ministre, avec l'avis de la fabrique, de l'évêque et du Préfet, accompagnée d'un plan, du procès-verbal d'une enquête *de commodo et incommodo*, de l'avis du commissaire enquêteur, etc.

Ici, notre correspondant nous affirme qu'il ne trouve pas trace de délibération affectant la susdite vigne à la jouissance des curés successifs de la paroisse. Il semblerait donc, sous ce rapport, que la municipalité pourrait enlever au curé la jouissance de la vigne pour la même raison qu'elle la lui avait donnée en jouissance.

Cependant l'immeuble en question, ayant toujours été, de fait, affecté aux divers curés qui se sont succédé dans la paroisse, il est possible qu'il soit regardé comme faisant partie des dépendances du presbytère. Ce qui nous induit à le croire, c'est la demande adressée au préfet par le conseil municipal.

Nous sommes donc d'avis que le curé agisse comme s'il avait la certitude de son droit, et qu'il s'oppose énergiquement aux mauvais desseins de son maire. Le conseil de fabrique ne peut, sans forfaire à son devoir, manquer de se joindre à lui pour l'appuyer, et exiger tout au moins l'accomplissement intégral des formalités légales. Il s'agit de l'amointrissement d'une jouissance, sans autre raison réelle ou apparente que l'envie de vexer le curé; or les fabriques ont pour mission de sauvegarder ces sortes d'intérêts. Ce que nous disons de la fabrique, nous le disons également de l'autorité diocésaine qui ne peut se refuser à soutenir son curé. La population elle-même, appelée à donner son avis dans l'enquête *de commodo et incommodo*, peut beaucoup pour le maintien du *statu quo*.

Q. — Abonné à votre intéressante feuille l'*Ami du clergé*, j'ai trouvé dans l'un des numéros de juin ou juillet de cette année, qu'après la suppression de la lettre d'obédience, la loi autorisait à ouvrir une école primaire, ceux qui pourraient justifier de dix années d'exercice dans une école publique ou privée. Je ne puis précisément vous dire le n°, vu que je ne l'ai pas sous la main ni à ma disposition; vous y répondiez à cette question : « quelles conditions sont nécessaires pour ouvrir une école libre? »

J'ai dans ma paroisse un pieux laïque qui a fait son décennat dans l'institut des Frères : croyez-vous qu'il puisse bénéficier de la faveur que je vous signale plus haut? Et dans ce cas, ayez la bonté de me faire connaître le texte de la loi relatif à ce point.

M. notre maire n'a pas voulu ajouter foi à l'affirmation de l'*Ami du Clergé*, je voudrais pouvoir le convaincre *de visu* et ainsi le forcer à accepter la déclaration de mon pieux instituteur.

R. — Depuis que nous avons traité cette matière, la législation a été modifiée.

La loi du 16 juin 1881 porte, art. 1^{er} : Nul ne peut exercer les fonctions d'instituteur ou d'institutrice titulaire, d'instituteur adjoint chargé d'une classe, ou d'institutrice adjointe chargée d'une classe, d'une école publique ou libre, sans

être pourvu du brevet de capacité pour l'enseignement primaire.

Toutes les équivalences admises par l'art. 25 § 2 de la loi du 15 mars 1850 sont abolies.

Mais il existe une disposition transitoire ainsi conçue :

Art. 4. Les prescriptions de la présente loi ne s'appliqueront pas : 1° aux directeurs d'écoles publiques ou libres qui, au 1^{er} janvier 1881, exerçaient les fonctions de directeurs en vertu des équivalences établies par la loi du 15 mars 1850.

3° Aux adjoints ou adjointes d'écoles publiques ou libres, ainsi qu'aux sous-directrices des salles d'asile publiques ou libres qui au 1^{er} janvier 1881, comptaient 35 ans d'âge et 5 ans de services comme adjoints ou adjointes chargés d'une classe, ou comme sous-directrices d'une salle d'asile, sans toutefois que cette exemption leur permette d'obtenir ultérieurement la direction d'une école, ou d'une salle d'asile en dehors des conditions prescrites par les articles 1 et 2 de la présente loi.

En fait, notre correspondant aura à vérifier si le pieux laïque dont il s'agit se trouve dans les conditions prescrites pour être admis à bénéficier de la disposition transitoire ci-dessus transcrite. Pour être considéré comme instituteur adjoint, il faut avoir été chargé d'une classe. Il ne suffirait pas d'avoir été proposé à la surveillance.

Q. — Dites-moi, s. v. p. l'adresse de la Société générale d'éducation et d'enseignement présidée par M. Chesnelong ?

R. — Rue de Grenelle, 35, Paris.

Q. — Il s'agit d'un testament ainsi conçu : « Je charge mon exécuteur testamentaire de faire dire pour mille fr. de messes à mon intention et pour le repos de mon âme et de celles de nos parents ; elle remettra pour cela mille fr. aussitôt que possible, après mon décès, à M. le curé desservant à cette époque l'église de X., dont le reçu vaudra quittance et décharge de mille francs, ainsi pris sur ma succession. »

Y a-t-il un droit de succession pour les dits mille francs ? Quel est ce droit à payer ?

Qui doit le payer ?

M. le notaire dit avoir payé et veut la somme payée sur les mille francs de messes ?

2° La même testatrice dit ailleurs : « Je veux que 400 fr. soient pris par mon exécuteur testamentaire et réunis à la dite fabrique de X. qui devra en faire un placement en rentes sur l'Etat pour l'intérêt en être employé à faire dire à perpétuité une messe par mois à mon intention... J'explique que ces 400 francs seront pris sur les plus clairs de mes biens et aussitôt que possible après mon décès. »

La fabrique doit-elle payer les droits de succession de ces 400 francs ?

Quels sont les droits à payer ?

3° Un homme qui ne sait ni lire ni écrire et qui, de plus, s'est mis comme en domesticité, par exemple, en se plaçant pour travailler tous les jours de l'an, sans pouvoir disposer ni d'un jour ni d'une heure, moyennant une somme d'argent... peut-il être regardé comme notable ?

Peut-il être fabricien ?

R. — Ad 1^{re}. Pour répondre avec exactitude et précision, il faudrait savoir s'il y a un héritier universel ou à titre universel, parce que dans

cette dernière hypothèse, l'argent laissé pour messes serait une charge de l'hérédité, et dès lors, il appartiendrait à l'héritier de payer les droits de succession. L'exécuteur testamentaire n'est là que pour faire exécuter par qui de droit les dernières volontés du testateur, à moins qu'il ne soit lui-même héritier.

Si l'argent laissé pour messes constitue un legs particulier, c'est au légataire (ici au curé) de payer les droits, c'est-à-dire le 11 0/0 environ.

Ad 2^{me} Pour ce second legs, il en est autrement parce qu'il est attribué à la fabrique qui est un établissement public. Celle-ci ne peut l'accepter qu'après avoir rempli les formalités exigées par la loi, c'est-à-dire après avoir été autorisée et par l'évêque et par le gouvernement.

Ad 3^{me} Non, il ne peut pas être considéré comme notable, et partant faire partie du conseil de fabrique.

Q. — 1° Voici une paroisse à deux vicaires. Le curé fait les prônes pendant toute l'année, les vicaires le font une fois par an seulement. Le curé et les vicaires prêchent à tour de rôle la station de l'Avent et les sermons des plus grandes fêtes de l'année, Ascension, Pentecôte, Assomption, Rosaire, la Toussaint, la Noël, l'Epiphanie, les Quarante Heures, etc., aux vêpres de ces fêtes. Ils prêchent aussi, une fois par mois, aux mères chrétiennes pendant la semaine.

Les vicaires qui aimeraient à faire quelquefois le prône et à se former ainsi pour plus tard, voyant que le curé ne se sert d'eux que pour les sermons auxquels ils ne se croient point tenus, disent au curé : « Nous prêcherons quand vous voudrez, et autant de fois que vous voudrez aux messes des dimanches, mais, nous ne voulons point faire les sermons des vêpres, ou nous voulons être rétribués, nous réclamons paiement aux vêpres, il y a fort peu de monde, aux messes nous ne prêcherions pas dans le désert, nous préférons l'utilité au genre et si vous voulez du genre nous réclamons rétribution, que si vous n'acceptez pas notre proposition, nous en appelons à l'évêque. »

La décision de ces vicaires me paraît être *secundum jus*, conforme à l'article 37 du décret du 30 décembre 1809. Quel est l'avis, sur ce point, de l'Ami du Clergé ? Peuvent-ils également réclamer une rétribution pour les sermons donnés aux mères chrétiennes, *stricto jure* ?

2° Voici une dame qui veut donner une lampe à l'église, mais à la seule condition qu'elle sera placée devant l'autel de la sainte Vierge. Le curé s'oppose à ce que la lampe soit placée devant l'autel de la très-sainte Vierge, la dame ne veut la donner qu'à cette condition. La fabrique peut-elle malgré le curé faire enlever de l'autel de la sainte Vierge une vieille lampe et y placer la nouvelle ?

3° Le curé qui n'ayant point consulté la fabrique dans cette affaire, de sa propre autorité, empêche cette dame (en n'acceptant pas sa condition) de donner cette lampe à l'église, est-il responsable du bien qu'il empêche ? Doit-il en conscience donner à l'église le bien dont, par sa propre volonté, il la prive ?

R. — Ad 1^{re} Nous avons souvent répondu à ces questions en conseillant aux vicaires l'obéissance et aux curés la justice et la condescendance. La jurisprudence civile ecclésiastique n'a rien à voir dans l'espèce de conflit soumis à notre appréciation. Le vicaire est un auxiliaire appelé ou imposé à telles et telles conditions. Il a toujours la suprême liberté de se soustraire à une situation qu'il jugerait intolérable. Dans tous les cas, le juge naturel de ces situations plus ou moins ten-

dues se trouve à l'évêché du lieu et non dans le bureau d'un journal.

Ad 2^m. Non, la fabrique n'a pas qualité pour disposer de la place qu'un objet doit avoir dans l'église. En vertu de son titre de directeur du culte dans sa paroisse et de son droit de police dans l'église et les cérémonies religieuses, le curé est appréciateur et juge de tout ce qui a rapport à la décence du culte, à la majesté des cérémonies et au respect qui est dû à la sainteté du lieu. Le placement des bancs et des chaises et la distribution des places appartient au curé, sauf recours à l'évêque, si la fabrique s'y croit fondée. C'est la disposition formelle de l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809. A plus forte raison, peut-on dire, quand il s'agit du placement ou de la convenance d'un meuble quelconque.

Malgré la défense du curé, la fabrique n'aurait donc pas le droit d'enlever une lampe et la remplacer par une autre. Mais si elle voyait un caprice, ou une erreur, ou un abus quelconque dans la conduite du curé même dans l'exercice de son droit de police, elle peut en référer à l'évêque qui juge en dernier ressort.

Ad 3^m. Nous ne pouvons pas répondre sur ce point de conscience, dans l'ignorance où nous sommes des motifs qui inspirent la manière d'agir du curé. Ce dernier doit servir en conscience les intérêts dont il a la garde avec sa fabrique; et il peut se rendre coupable d'injustice à l'égard de l'église comme à l'égard d'un particulier, et, dès lors, il est tenu à réparer les dommages qu'il occasionne volontairement. Mais il n'y a pas de droit contre le droit; par conséquent, s'il a indubitablement le droit de ne point placer une lampe à tel endroit déterminé, il ne viole pas le droit de la fabrique en empêchant la donation; car il ne l'empêche qu'indirectement en faisant une chose qu'il a le droit de faire.

Q. — J'ose vous prier de bien vouloir me diriger dans l'arrangement d'une affaire que rendent pour moi très délicate et très embarrassante les mauvais jours que nous traversons.

Arrivé à ma 85^e année bientôt révolue, je puis disparaître au premier jour, et je veux tout faire pour mourir en paix.

J'ai fait depuis une quinzaine d'années deux acquisitions d'une certaine importance.

J'ai acheté, avec des offrandes faites dans ma paroisse, et des sommes mises à ma disposition, entre mes mains, dans le même but :

1^o Une maison, pour des sœurs garde-malades, dont la valeur doit approcher de 70,000 francs.

2^o Une maison pour des Frères des écoles chrétiennes, qui peut valoir 20,000 fr.

A qui donner ces deux établissements et en quels termes concevoir l'acte de donation?

R. — Par le temps qui court, il est fort difficile d'indiquer des moyens; car il n'en est pas un qui soit d'une manière absolue à l'abri des mains rapaces de la Révolution.

D'abord, il ne faut pas songer de donner ces immeubles ni à la fabrique ni à la cure. Ces établissements n'obtiendraient pas l'autorisation

nécessaire. En outre, il est urgent de les donner à quelqu'un de peur que des héritiers peu scrupuleux ne s'en emparent.

Les avis sont très partagés en ces matières délicates en face des dispositions hostiles de l'État. Les uns conseillent de former une société civile : ce qui n'est pas sans difficultés. Les autres engagent à donner les immeubles aux congrégations qui doivent les habiter et remplir le but de l'œuvre. D'autres enfin choisissent une personne sûre qui accepte d'être le propriétaire légal et qui est censée louer les immeubles soit aux sœurs soit aux frères.

Le donateur peut choisir; mais quel que soit le parti auquel il se sera arrêté, qu'il entoure l'acte de donation de toutes les garanties possibles et imaginables; qu'il stipule bien les conditions qui garantissent le but qu'il se propose d'atteindre, établissant d'une manière formelle que, si, pour une raison ou pour une autre, les conditions ne sont pas exécutées, la propriété est retirée et réservée ainsi que l'usufruit aux héritiers naturels ou à telle personne désignée. Qu'il évite notamment d'indiquer la source d'où sont provenus les fonds qui ont servi à l'acquisition ou à la construction des immeubles; car il suffirait de dire que ces sommes sont le produit de quêtes ou de dons pour que le gouvernement, à un moment donné, fit main basse sur la propriété comme il l'a déjà fait, et comme il se propose de le faire.

Est-ce que nos maîtres du jour ont besoin d'une raison ou même d'un prétexte pour s'emparer du bien d'autrui? Sur quoi s'appuient-ils pour supprimer le traitement des curés qui leur déplaisent? On les a mis au défi d'exhiber une loi quelconque qui leur conférât ce droit. Ils n'ont su que répondre, et ils n'en agissent pas moins.

Q. — 1^o Un directeur de pensionnat primaire est-il obligé de payer une patente?

2^o Sur quelles bases proportionnelles et à quelle somme proportionnelle les répartiteurs doivent-ils se rapporter pour fixer le chiffre de la patente?

Ad 1^m. Oui, la loi du 25 avril 1844 porte, article 1^{er} : « Tout individu français ou étranger qui exerce en France, un commerce, une industrie, une profession non comprise dans les exceptions déterminées par ladite loi, est assujéti à la contribution des patentes. »

Or, la profession de directeur d'un pensionnat quelconque n'est pas comprise dans les exceptions; donc...

Ad 2^m. Nous l'ignorons : ce qui est certain, c'est qu'il y a huit catégories ou classes, et ces catégories ont pour base le plus ou moins de bénéfices que peut procurer l'industrie patentée. Ce *quantum* est apprécié par les répartiteurs. Mais quand ceux-ci exagèrent le chiffre, on peut demander une remise ou une modération comme pour tous les autres impôts.

Q. — D'après la loi sur l'enseignement du 15 mars 1850, un curé peut recevoir chez lui quatre enfants pour leur enseigner les éléments de la langue latine, pourvu que déclaration en soit faite au recteur :

1^o Si ces enfants suivaient régulièrement les cours d'instruction primaire, le curé qui leur donne des leçons en dehors des heures de classe obligatoire, est-il encore tenu à la déclaration ?

2^o Si dans le même cas, le nombre des enfants était supérieur à quatre, en supposant qu'il n'y ait pas de déclaration, le prêtre agirait-il contre la loi ? Si oui, quelle peine aurait-il à craindre ?

R. — Ad 1^m. Non, d'après ce que nous avons dit dans notre précédent numéro p. 591.

Ad 2^m. Oui, à moins qu'on ne se trouvât dans le cas jugé par la cour d'appel de Dijon du 29 mars 1882, et dont nous parlerons tout à l'heure.

Q. — L'inspecteur primaire peut-il être représenté par un délégué au sein des commissions scolaires de son ressort ?

R. — Non, très-certainement. Il est de l'essence de toute fonction publique de ne pouvoir être déléguée si ce n'est en vertu de la loi. Or, l'art. 5 de la loi du 28 mars 1882 ne désigne aucun suppléant éventuel à l'inspecteur primaire. De plus, les membres des commissions scolaires exercent un véritable pouvoir de judicature, et il est contraire à tous les principes de droit public qu'un semblable pouvoir puisse se déléguer. En conséquence, la commission scolaire, mise en présence d'un délégué de cette sorte (fût-il désigné par le préfet), doit se refuser à délibérer.

Q. — Peut-on recevoir dans une école primaire libre des enfants au-dessous de six ans ?

R. — Oui, s'il n'existe pas dans la commune de salle d'asile publique ou libre. (*Loi du 10 avril 1867, art. 21.*) Un arrêté ministériel du 6 janvier 1881, qui contient un règlement type, proposé comme modèle, pour la rédaction des règlements départementaux relatifs aux écoles primaires publiques, abaisse bien à cinq ans le minimum d'âge d'admission à l'école primaire dans les communes qui n'ont pas de salle d'asile ; mais cet arrêté, dont la valeur légale est très-discutable, en regard des dispositions formelles de la loi du 10 avril 1867, ne s'applique certainement pas aux écoles libres.

Q. — Peut-on recevoir, dans un pensionnat primaire libre, des enfants au-dessous de six ans qui fréquentent une salle d'asile ?

R. — Oui, il n'existe aucun minimum d'âge pour l'admission des enfants dans les pensionnats libres. La loi du 15 mars 1850 et le décret du 30 décembre de la même année ne contiennent aucune disposition de ce genre.

On ne peut tirer aucun argument d'analogie de la loi du 10 avril 1867 qui concerne uniquement les écoles, et non les pensionnats. Ce sont là deux genres d'établissements bien distincts, ayant chacun leurs lois et leurs règlements spéciaux. Tout

au plus, l'inspecteur primaire peut-il demander, au point de vue de la morale et de l'hygiène qu'on sépare, dans les pensionnats, les enfants de l'asile et les enfants de l'école. Aucune loi, aucun règlement ne l'autorise à pousser plus loin ses exigences.

Q. — Un directeur d'école libre a-t-il le droit d'accorder à ses élèves, conformément à d'anciens usages, certains congés extraordinaires à l'occasion de la saint Nicolas, de la semaine sainte, etc.... ?

Oui. L'école libre n'est nullement tenue de se régler pour les époques et la durée des vacances, sur ce qui se fait dans les écoles publiques. Ce point n'a jamais été contesté avant la loi du 28 mars 1882. Le décret du 29 juillet 1881, l'art. 34 et l'arrêté du 6 janvier 1881, article 22, relatif aux vacances, ne nomment que les écoles publiques. Or, la loi du 28 mars 1882 n'a pas innové à cet égard.

Q. — Pour venir en aide à des familles peu aisées dont les enfants se destinent au sacerdoce et diminuer, autant que possible, les frais de séminaires, des prêtres, curés ou vicaires, prennent chez eux un, deux, quelquefois quatre et cinq enfants, à 11, 12 et 13 ans et même au-dessus et leur font faire les premières classes de latin.

Le plus souvent, les enfants couchent chez leurs parents et y étudient, se contentant de venir au presbytère une ou deux fois par jour. Quelquefois ces enfants passent tous les jours et toutes les nuits au presbytère ; les parents ne payant rien ou presque rien, soit pour la nourriture, soit pour l'instruction données à la cure.

Les curés ou vicaires qui agissent ainsi n'ont aucun grade universitaire, du moins généralement. Cela posé :

1^o La nouvelle loi sur l'instruction atteint-elle et dans quelle mesure, les ecclésiastiques qui agissent ainsi ?

2^o Y a-t-il quelque moyen de continuer cette pratique, si utile au recrutement du sacerdoce, sans s'exposer à quelque pénalité ?

R. — Pour répondre à cette question et à la précédente qui est presque identique, nous nous faisons un devoir de reproduire ici la cause jugée par la cour de Dijon ; on y trouvera avec la solution de la difficulté, les moyens de se prémunir contre l'abus.

FAITS. M. l'abbé Fèvre, curé de Saussey (Côte-d'Or), avait été autorisé à recevoir chez lui, pour les préparer au séminaire, quatre élèves ecclésiastiques. Sa charité l'avait poussé à recueillir deux enfants abandonnés et un orphelin ; il avait au presbytère, un autre enfant fils d'une veuve, sa servante. Ces quatre enfants fréquentèrent d'abord l'école communale de Saussey, mais ils ne tardèrent pas à en être exclus comme étrangers à la commune. Que faire de ces pauvres déshérités ? M. l'abbé Fèvre, qui leur donnait déjà la nourriture et le logement, crut pouvoir y ajouter les bienfaits de l'instruction et n'hésita pas à s'imposer un surcroît de fatigue dans ce but, car il avait, à ce moment, quatre élèves de latin. Le parquet de Beaune vit dans ce fait si simple une contravention digne d'être sévèrement réprimée par la loi pénale, et traduisit l'abbé Fèvre devant le tribunal de police correctionnelle comme prévenu « d'avoir ouvert une école primaire libre

sans avoir fait les déclarations prescrites par l'article 27 de la loi du 15 mars 1850. » Acquitté en première instance, M. l'abbé Fèvre l'a été également en appel sur la plaidoirie de M. de Saint-Loup, ancien magistrat. L'arrêt de la Cour de Dijon, aussi remarquable par le fond que par la forme, rétablit avec une grande force la véritable pensée du législateur de 1850, obscurcie et dénaturée par les sophismes de l'esprit de parti.

La Cour :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'abbé Fèvre, desservant de la paroisse de Saussey, voulant user du droit que l'art. 66, § 3 de la loi du 15 mars 1850 confère « aux ministres d'un culte reconnu de donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens destinés aux écoles ecclésiastiques, à la condition d'en faire la déclaration au recteur, » a rempli cette formalité par un acte du 23 novembre 1879.

Qu'indépendamment des autres jeunes gens auxquels il donnait alors l'enseignement secondaire et qui étaient âgés de 10, 11, 15 et 16 ans, l'abbé Fèvre avait recueilli 4 orphelins de 5 à 10 ans, auxquels il servait de père et donnait l'instruction primaire.

Que le maire de Saussey ayant dénoncé ces faits à l'autorité, celle-ci procéda à une enquête.

Que le 8 mars 1880, le chef du parquet de la Cour, de concert avec l'administration préfectorale, décida que l'affaire resterait sans suite, parce que pour quatre des enfants « l'abbé Fèvre s'était conformé aux dispositions de l'art. 66 de la loi de 1850, que les quatre autres faisaient partie de sa famille ou de sa maison, et que par suite il était impossible de considérer cet ecclésiastique comme ayant ouvert une école primaire illégale; que s'il était allé jusqu'aux extrêmes limites de la légalité, il ne les avait pas franchies. »

Que cette décision dont l'abbé Fèvre reçut ampliation et qu'il produisit à l'appui de sa bonne foi constatait donc qu'il s'était conformé aux lois et contenait, non pas une simple tolérance ou une autorisation, mais une reconnaissance expresse de son droit et de son respect pour la légalité.

Que cependant, le 6 mai 1881, l'abbé Fèvre recevait notification d'un arrêté en conseil départemental de l'instruction publique de la Côte-d'Or, en date du 25 avril précédent, ainsi conçu :

« Considérant que si M. l'abbé Fèvre a été autorisé à donner l'instruction primaire à des enfants, cette autorisation lui imposait un maximum de quatre élèves primaires, et qu'il résulte d'une enquête faite à Saussey, que le nombre de ses élèves est dépassé, retire l'autorisation accordée. »

Que cet arrêté confondait la reconnaissance faite par le Parquet du droit de l'abbé de donner l'instruction secondaire à quatre élèves destinés à l'état ecclésiastique, avec l'autorisation d'avoir quatre élèves primaires, autorisation qui n'a jamais été demandée ni donnée, et qui, par conséquent ne pouvait être retirée.

Que cet arrêté était en désaccord si évident avec les faits qu'il ne pouvait pas plus être exécuté par l'abbé Fèvre qu'il ne l'a été par l'administration, malgré la menace des pénalités de l'art. 29 qui était visé.

Considérant que, le 25 novembre 1881, l'inspecteur primaire d'Arnay-le-Duc, ramené à Saussey par de nouvelles dénonciations, constatait que l'abbé Fèvre avait chez lui sept enfants auxquels celui-ci déclara donner l'instruction primaire, à l'exception d'un seul auquel il enseignait le latin.

Qu'accusé pour ce fait « d'avoir ouvert une école primaire libre, sans avoir fait les déclarations prescrites par l'art. 27 de la loi du 15 mars 1850, » l'abbé Fèvre fut traduit devant le tribunal de police correctionnelle de Beaune qui a prononcé son acquittement, par un jugement dont le ministère public demande la réformation.

Considérant que sur les sept enfants que l'abbé Fèvre élevait alors à la cure, il faut d'abord en écarter trois,

âgés de six, neuf et douze ans, neveux de l'inculpé, orphelins ou abandonnés de leurs parents et qui n'ont que lui pour soutien.

Que remplissant envers eux les devoirs d'un père adoptif, il est fondé à en exercer les droits et peut leur donner, comme tout père de famille, l'enseignement qu'il juge convenable, sans être assujéti aux formalités exigées pour l'ouverture des écoles publiques.

Qu'il est d'ailleurs forcé de les conserver chez lui, puisque, le 1^{er} décembre 1879, ils ont été renvoyés de l'école primaire de Saussey comme étrangers à la commune, et que si on les lui enlève, ils seront sans abri et sans pain.

Que ce serait faire injure à la loi que de la supposer hostile à une situation aussi digne d'intérêt, et que la jurisprudence, notamment par arrêts de la Cour de cassation des 1^{er} juin 1827 et 27 juillet 1860, a toujours distingué l'enseignement donné dans la famille de celui qui est administré par des tiers, et décidé que l'enseignement domestique possède une entière indépendance et n'est assujéti à aucune formalité.

Qu'en vain l'on invoque contre l'inculpé les dispositions finales de l'art. 29 de la loi du 15 mars 1850, qui exigent des personnes, enseignant dans un but purement charitable, l'autorisation du délégué cantonal, car il ressort de la discussion de la loi que ces textes ne visent que l'instituteur étranger et sont inapplicables au père de famille.

Qu'il ne peut donc rester de doute dans la cause que relativement aux quatre enfants destinés à l'état ecclésiastique, dont un seul, âgé de dix-sept ans, recevait l'enseignement secondaire, tandis que les trois autres, âgés de sept ans, ne recevaient, selon la déclaration de l'inculpé, que l'instruction primaire en attendant qu'ils pussent commencer le latin.

Que sans contester la destination de ces enfants à l'état ecclésiastique, le ministère public soutient que l'enseignement secondaire étant le seul indiqué dans l'article 66, comme pouvant être donné par le ministre du culte, il faut en conclure, *a contrario*, qu'il est exclusivement autorisé, et décider que le fait d'avoir donné l'enseignement élémentaire à ces trois enfants constitue l'ouverture d'une école primaire libre, au mépris des prescriptions de l'art. 27 de la loi.

Considérant que, sans examiner en thèse si, du droit de conférer l'instruction secondaire, on ne doit pas conclure *a fortiori* au droit de donner l'enseignement du degré inférieur, il suffit aux besoins de la cause de rechercher si dans les conditions spéciales et dans la sphère restreinte où l'art. 66 accorde aux ministres du culte le droit de donner l'« instruction secondaire, » ce droit n'implique pas implicitement celui de donner à l'occasion l'enseignement élémentaire aux élèves destinés à l'état ecclésiastique.

Que si l'on consulte les origines et l'esprit de l'art. 66, on reconnaît qu'il est impossible d'attribuer à cette formule un sens limitatif.

Qu'en effet la destination à la profession ecclésiastique remonte souvent à l'enfance, et que, de tout temps, les familles ont cherché et trouvé chez les ministres du culte un milieu et un enseignement appropriés aux dispositions et à l'âge de l'enfant.

Que la législation a toujours respecté cet état de choses en y conformant ses dispositions.

Qu'ainsi l'art. 28 de l'ordonnance du 27 février 1821, en autorisant les curés ou desservants, « dans les campagnes, à former deux ou trois jeunes gens pour les petits séminaires, » à une époque où l'instruction primaire et l'instruction secondaire n'étaient pas réglementées séparément, les autorisait par ce même à donner l'une et l'autre et à graduer leur enseignement selon l'âge ou les besoins des enfants ou jeunes gens qui leur étaient confiés.

Que l'art. 66 de la loi de 1850, qui n'a fait que reproduire, en les élargissant, les immunités accordées au ministre du culte par l'art. 28 de l'ordonnance, doit donc être interprété dans le même sens.

Qu'il n'est pas admissible que le législateur de 1850 se soit montré moins libéral que celui de 1821, et que s'il

avait voulu abroger une coutume et une pratique aussi anciennes, il ne l'eût pas formellement déclaré.

Qu'on ne saurait voir une intention restrictive dans l'expression de « jeunes gens » employée par l'art. 6, puisque cette locution est empruntée à l'art. 28 de l'ordonnance qui comprenait, sans distinction, non seulement les enfants et les adultes, mais les deux sortes d'enseignement.

Que, dans ces conditions de fait et de droit, restreindre à l'enseignement secondaire la faculté accordée au ministre du culte de former quatre jeunes gens à l'état ecclésiastique, serait donc dénaturer l'esprit de la loi, tirer de son texte une conclusion qui n'y est pas et rendre illusoire le droit concédé moins aux ministres du culte qu'au vœu des familles.

Qu'on comprend les précautions imposées par l'art. 27 de la loi du 15 mars 1850, lorsqu'il s'agit d'exercer la profession d'instituteur et d'ouvrir une école primaire publique et accessible à un grand nombre d'élèves; mais exiger qu'on multiplie les formalités pour savoir si le ministre du culte, jugé capable et digne de donner l'instruction secondaire à quatre élèves, peut accidentellement donner l'instruction élémentaire à un ou plusieurs d'entre eux, en attendant qu'ils puissent commencer le latin, c'est pousser la réglementation à des extrémités que la loi n'impose pas, en tout cas, assez clairement pour autoriser une condamnation pénale.

Qu'enfin en admettant qu'il y ait doute, on devrait le résoudre en faveur d'un inculpé dont la bonne foi, dont l'honorabilité sont unanimement reconnues, et pour lequel semblent avoir été écrites ces paroles du rapporteur de la loi de 1850 : « Que les tribunaux ne seront plus mis dans la nécessité de condamner des personnes coupables d'avoir fait le bien... et que si l'enseignement frauduleux doit être dénoncé, on saura respecter les anciens usages et le dévouement (1). »

Par ces motifs :

Statuant sur l'appel émis par le ministère public du jugement rendu le 11 février 1882 par le tribunal de police correctionnelle de Baune,

Met ladite appellation à néant.

Dit qu'il a été bien jugé.

En conséquence, confirme et renvoie l'abbé Fèvre des poursuites dirigées contre lui, sans peine, amende ni dépens.

(1) Ces paroles du comte Beugnot sont significatives. On nous saura gré de compléter la citation : « L'enseignement est libre ! Tel est le principe souverain en cette matière auquel tout doit remonter et se rattacher... Si des doutes, des difficultés venaient à surgir, ces doutes, ces difficultés devraient être résolus dans le sens le plus favorable à la liberté, car, nous ne craignons pas de le répéter, la liberté est le principe dominant en cette partie de notre droit public... La loi doit être exécutée, mais avec discernement et en respectant le bien partout où il se fait, et les coutumes que l'esprit de charité a établies. Il s'agit de garantir l'instruction primaire contre toute corruption possible, contre tout danger réel, et non de faire sentir jusque dans les hameaux la main d'une autorité exclusive et bien jalouse. « Ainsi la liberté aux personnes charitables d'enseigner gratuitement à lire et à écrire, et de faire le catéchisme aux enfants; liberté pour les curés et les vicaires de remplir ce pieux devoir; nous ne voulons rien de plus que la répression de la faute et de la cupidité !

« A ceux qui réclameraient contre toute pénalité en pareille matière et prétendraient que nous transformons en délit un acte méritoire, nous répondons que s'il ne devait y avoir que des instituteurs pieux et honnêtes, dévoués et instruits, non seulement nous n'insérerions pas de clause pénale dans la loi, nous ne ferions même pas de loi. »

VARIÉTÉS.

Le Centenaire de saint François d'Assise.

V

Visitons cette petite ville d'Assise qui ne ressemble à aucune autre comme saint François ne ressemble à aucun autre saint. Ce ne sont pas ses rues tortueuses et étroites qui nous enchantent, pas même la *Via superba* qui ferait pauvre figure même dans nos petites villes françaises malgré l'attirail d'illumination qui la décore ou l'encombre. Mais nous nous rappelons que François d'Assise a foulé ces cailloux pointus — assurément les mêmes tant ils paraissent vieux —, que plusieurs de ces noires maisons l'ont vu passer, lui, la fleur des jeunes gens de la cité, *flos juvenum*, et l'ont entendu chanter au milieu de ses gais compagnons, des romances de l'antique chevalerie.

Tout en devisant, nous sommes arrivés à la Chiesa Nuova bâtie sur l'emplacement de la maison natale du saint.

C'est l'antique demeure de Bernardone, autrefois marchand célèbre d'Assise. Bernardone faisait de fréquents voyages en France où il trouvait de grandes facilités pour son commerce. Il en aimait les vallées, le ciel et les habitants. Aussi, au retour d'une de ses absences, heureux père d'un enfant longtemps désiré, il appela son fils *François*, en souvenir de la France. Cet enfant — le plus parfait modèle du Sauveur peut-être — vint au monde, comme dans une étable, et l'on voit encore la porte aujourd'hui murée que franchit Pica, subitement prise des douleurs de l'enfantement. François grandit dans l'amour de la France. Il parlait sa langue, sa voix mélodieuse et sonore, qui acceptait le défi des rossignols, aimait à faire retentir les champs de nos airs nationaux. On sait d'ailleurs, — il n'y a pas longtemps — que la langue française au 13^e siècle était une langue complète, organe admirable, plein de ressources et informé par l'idée chrétienne. On la parlait dans toute l'Europe et les jeunes gens de grande famille se faisaient gloire d'en connaître toutes les délicatesses.

Revenu des entraînements de la jeunesse, François poussa le détachement des biens de la terre que prisait tant Bernardone, à un degré que son père prit pour de la prodigalité. La maison natale un jour se changea pour lui en prison comme nous l'apprend l'inscription suivante placée au-dessus de la porte :

Facta Dei templum Francisci tecta parentum
Carcer ubi est passus vincla paterna manet.

« La maison des parents de François est devenue la maison de Dieu, mais la prison où son père l'a chargé de chaînes est encore là. »

Précieux cachot où tant d'autres prisonniers

de l'amour divin auraient voulu passer leur vie !

La *Chiesa Nuova* appartient à l'Espagne, aussi le gouvernement italien l'a-t-il respectée. Sainte Thérèse a défendu saint François. Elle est d'ailleurs pauvrement entretenue malgré la parure inusitée qu'elle a dû revêtir aujourd'hui. Audessus du maître-autel un tableau représente le songe de saint François, cette légende l'accompagne ;

Cruces, arma fulgentia
Vidit Franciscus dormiens,
Christum dicentem audientem,
Tua erunt hæc omnia.

« En songe, François vit des armes brillantes. C'étaient des croix. Il entendit alors que le Christ lui disait : « Voilà ton partage. »

Du berceau de saint François le chemin nous conduit directement au tombeau de sainte Claire. Chose étrange, cette église, quoique d'un bon style ogival, est froide comme si l'on avait chassé de son enceinte l'espérance. Grâce à Dieu l'espérance y a établi son séjour dans la personne de sainte Claire, mais c'est l'art qui en a été banni. Cette sombre nef étincelait autrefois de peintures vivantes. Giotto, à l'aide de son pinceau magique, l'avait revêtue de draperies et de couleurs, illuminée de son génie, peuplée de figures idéales. Un évêque d'Assise, Sarmate ou Visigoth sans doute, jugeant l'ogive barbare, fit passer sur ces merveilles un impie badigeon et toute l'église continue de porter le deuil de l'art.

Mais sainte Claire vit dans sa tombe. La foule se presse pour la voir et descend l'escalier de la crypte.

Elle repose sur un lit de parade, entourée de lumières. La figure est découverte et bien que la peau soit légèrement noircie et comme tannée, les traits de la sainte sont à peine altérés. Elle ne dort pas, elle médite plutôt, elle semble continuer depuis six siècles une oraison sur l'éternité que la mort même n'a pas interrompue. Pendant que muets et plongés dans le recueillement de l'admiration, notre âme elle-même fait silence, des voix lointaines retentissent, douces et voilées comme des chants d'outre-tombe. Ces voix se rapprochent, à travers leurs plaintives modulations nous distinguons un psaume de pénitence, des ombres émuës passent derrière le corps de sainte Claire et laissent tomber les notes indefinissables d'une piété qui n'a rien de terrestre, bien que certains accents ressemblent à des soupirs d'agonie. Ce sont les filles de sainte Claire qui viennent prier auprès de leur mère. La sainte fondatrice semble alors se ranimer dans sa robe brune ; et ses doigts rigides montrent le livre des *Constitutions*.

Nous étions là toute une foule, émus au-delà de ce qu'on peut dire, écoutant les réponses de vie qui nous venaient de ce lit de gloire et de ces chants à la fois attristés, suppliants et célestes.

VI

Continuons notre pèlerinage à sainte Claire et allons la visiter à Saint-Damien, son couvent. Nous avons traversé toute la ville, et nous descendons par un sentier rapide à travers les vignes jaunissantes et les oliviers. Une maison de très vieille apparence, construite sans plan déterminé, nous arrête à gauche par son extérieur vénérable et sa fresque qui représente sainte Claire repoussant les Sarrazins. C'est le couvent de Saint-Damien.

Nous voici dans sa modeste église. Un jour saint François y entra comme nous et ses yeux se portèrent sur le grand crucifix qui parut s'animer. Comme il priait avec une ferveur toute divine, demandant à Dieu de connaître sa voix, tout-à-coup les lèvres du Christ remuèrent et laissèrent tomber ces paroles : « Va, et répare ma demeure. » François n'en comprit alors que le sens matériel, l'église en effet toute délabrée menaçait ruine. Il s'en alla, prit dans sa maison tout ce qu'il put trouver d'argent et l'apporta à saint Damien. Mais son père le suivait, armé et furieux. François se réfugia derrière la petite église, dans une pièce devenue plus tard le chœur de Sainte-Claire. Le père arrive menaçant, la main sur son glaive.

Alors le mur s'entrouvre et présente au saint un abri miraculeux. Bernardone est désarmé cette fois et désormais il laissera toute liberté à son fils. Une peinture informe mais très ancienne recouvre l'endroit même où la muraille s'ouvrit et décrit avec une naïveté inimitable cette scène curieuse. Bernardone surtout, paraît violemment irrité, il tire son épée tandis que François le regarde sans frayeur avec ses grands yeux tranquilles qui ont vu parler le Christ. Ce crucifix a été transporté à Santa Chiara.

Mais revenons à l'église de Saint-Damien, pauvre et petite comme au temps de saint François ; bien qu'elle recèle des trésors que le ciel même lui envie. A gauche un vaste placard qui sert de reliquaire. Nous y vénérons la croix de saint Bonaventure, la sonnette avec laquelle sainte Claire appelait ses sœurs à la prière, le ciboire dans lequel elle prenait les ablutions, surtout l'ostensoir d'ivoire — semblable à une tour surmontée d'une flèche — qui inspira aux Sarrazins une terreur panique.

A droite dans une petite chapelle noire un autre crucifix miraculeux. Frère Innocent de Palerme maniait un peu le ciseau, mais l'instrument restait rebelle à l'idéal. Or le bon frère voulait sculpter le Christ en croix tel que sa foi le lui montrait dans ses extatiques prières. Il essaya et réussit quelque peu les jambes, les bras, le torse. Sans doute que son bon ange l'aidait à temps perdu. Bref, frère Innocent n'était pas trop mécontent de son œuvre. Mais la tête du Sauveur ! comment lui donner l'expression rêvée, lui communiquer le reflet de la beauté divine ? Un soir il s'endormit découragé. Quand il revint pour reprendre d'une main attristée son travail si peu

consolant, hélas ! le visage du Sauveur était achevé, admirable, beau comme l'idéal désiré. Le religieux tomba à genoux et remercia son ange qui avait eu pitié de lui et sculpté lui-même pendant la nuit les traits augustes du Seigneur Jésus.

Nous avons minutieusement examiné cette tête vraiment très belle, mais noircie par la fumée des cierges qui l'éclairent. L'expression est différente suivant les positions. Le Sauveur vous apparaîtrait à votre gré, mourant, agonisant ou mort, avec l'inerte rigidité des traits restés divins cependant, ou les angoisses surhumaines de la dernière heure.

Au fond un tableau représente sainte Claire, la « belle plante de saint François, » en compagnie du pape Grégoire IX, et bénissant le pain. Le saint pontife était venu à Assise en 1228 pour canoniser saint François. Il s'entretint longtemps avec Claire qui au moment de son départ fit mettre la table afin qu'il bénît le repas des Sœurs. « Le saint Père lui répondit : Sœur Claire très fidèle, je veux que tu bénisses le pain et que tu fasses sur lui le signe de la sainte croix du Christ auquel tu t'es toute donnée. » Et sainte Claire le fit, « comme une véritable fille d'obéissance, et le signe de la croix parut parfaitement tracé sur chaque pain. » Le pape ému contemple ce miracle, mais les sœurs qui l'entourent n'en paraissent point surprises, habituées qu'elles sont à vivre en quelque sorte de miracles.

A côté de l'autel, à droite, une vieille porte aux ais disjointes vous conduit dans une chapelle où reposent les premières sœurs de l'Ordre. Leurs reliques, comme le cœur de saint François de Sales à Venise, exhalent une suave odeur.

Déjà nous pénétrons dans le chœur où S^{te} Claire récitait l'office avec ses compagnes. Rien n'est changé : les mêmes antiques pupitres, les mêmes stalles vermoulues. A l'étage supérieur, directement au-dessus, c'est l'oratoire de la sainte. Rien de plus facile que de reconstituer la scène émouvante de la mise en fuite des Sarrazins. Les barbares avaient forcé la cour d'entrée et dressé leurs échelles contre les murs. Ils atteignaient déjà la petite fenêtre cintrée remplacée aujourd'hui par une fresque qui représente ce merveilleux événement. C'est par là qu'ils allaient faire irruption, après avoir brisé les barreaux.

Claire priaît dans son oratoire. Le bruit des échelles et les cris sauvages du dehors la glaçaient d'effroi. Elle s'agenouilla auprès de l'autel, puis s'approche de la niche placée à gauche, qui renfermait le Saint Sacrement. La présence du Sauveur lui rend tout son courage. Quoi donc ! s'écrie-t-elle, vos servantes qui se sont consacrées à vous, que je vous ai données et qui vous appartiennent, deviendraient la proie de ces bêtes féroces ! Une douce voix lui répond : « Moi ! je vous garderai toujours ! » Alors prise d'une inspiration subite, elle ouvre le tabernacle comme pour voir de plus près le Maître qui lui a parlé, saisit l'ostensoir, passe par une porte, maintenant murée, qui la séparait du *dormitorio*, longe l'infirmerie où tant de

fois elle a guéri par le signe de la croix ses sœurs malades et apparaît à la fenêtre brisée, semblable à l'ange de la vengeance. Ses yeux brillent comme les éclairs du glaive, des rayons effrayants partent de la sainte hostie, l'ennemi est terrifié, les échelles tombent, les Sarrazins s'entretuent, Assise est sauvée et le *Te Deum* retentit dans la chapelle de Saint-Damien.

En reprenant après sainte Claire le même chemin, en suivant en quelque sorte la piste de ses pas, nous rencontrons une fort belle Annonciation avec le vers suivant :

Spectator, Dominam, fontem pietatis, adora.

Comme si la postérité eût voulu mettre en tiers la sainte Vierge dans le miracle qui repoussa les Sarrazins. Rien n'est touchant comme de pouvoir reprendre ainsi les traces des saints et de se dire : « Ils étaient là ! C'est ici qu'ils ont vécu, respiré et prié. Ils ont touché ces murailles, les pierres se souviennent d'eux : elles ont pris à leur contact un rayonnement surnaturel, visible aux anges. » A Saint-Damien presque tout l'ancien couvent est conservé. Les souvenirs n'en sont que plus éloquents. L'état de vétusté du chœur ou de l'oratoire de sainte Claire ajoute encore au charme de la sainteté, et vous fait trouver plus vénérable la poussière séculaire des lambris vermoulus. L'histoire d'ailleurs ne fait que se répéter. Les luttes contre Dieu roulent dans le même cercle vicieux, pour aboutir à la même fatale issue. Nulle différence entre les Sarrazins envoyés par Frédéric II et les émissaires de la Révolution. On l'a bien vu cette année même à Assise. Le nom de Jésus-Christ reste gravé sur le fronton du palais municipal. Cela déplaisait à certain Sarrazin de l'endroit qui proposa — au nom de la liberté de conscience — de le faire disparaître. Un des édiles se leva : — « Avant d'enlever le nom de Jésus des murailles de notre ville, dit-il, commencez déjà par enlever de votre âme, si vous le pouvez, les traces du baptême ! »

Celui qui parlait ainsi devait être quelque petit neveu de sainte Claire. Cela prouve une chose, c'est que l'impiété n'a jamais eu qu'un but : effacer du cœur des hommes et des peuples le nom de Jésus ; tandis que Dieu ne poursuit qu'un seul dessein avec une obstination triomphante : le faire briller aux yeux des nations d'une gloire écrasante, à travers l'ostensoir de sainte Claire, visible au sein de tous les graves événements de l'histoire. (A suivre.)

Courrier de l'Utile.

L'HUILE ET SES FALSIFICATIONS.

L'huile est un produit naturel qui se rencontre dans les semences et les fruits d'un grand nombre de végétaux, et dans le tissu adipeux des animaux, dont on le retire par expression ou liquéfaction.

Les huiles grasses se divisent en deux classes :

1^o Les huiles grasses siccatives, qui séchent à l'air, s'épaississent et finissent par se solidifier entièrement : ce sont les huiles de lin, de soleil, de chènevis, de pavot, de noix, de cameline, de moutarde noire, de navette et de faine.

2^o Les huiles grasses non siccatives qui ne séchent pas à l'air, deviennent moins combustibles, et rancissent sans se solidifier : ce sont les huiles d'amandes douces, d'amandes amères, de noisette, d'olive, d'arachide, de lard, de sésame, d'abricots, de moutarde blanche, de colza, de pied de bœuf, de pied de mouton, de ricin et de foie de morue.

Parmi les huiles, les unes servent pour la table, l'éclairage, la fabrication des savons, les autres pour la peinture, d'autres pour la pharmacie, etc.

Comme les huiles s'altèrent à l'air, il faut les conserver dans des vases en poterie, dans des dames-jeannes, des jarres ou des réservoirs en pierre, placés dans un lieu frais.

Les huiles sont très dilatables par la chaleur. Il importe donc de ne pas acheter sa provision d'huile pendant l'été. La mesure qui durant l'hiver renferme 500 grammes, n'en contient en moyenne pendant les chaleurs que 428 grammes : un septième en moins !

Ne conservez jamais l'huile dans des vases de cuivre ou de plomb, parce que ces métaux l'altèrent et peuvent la rendre dangereuse.

L'huile est l'objet de nombreuses falsifications. On les mélange ou avec d'autres huiles inférieures en qualité et en prix, ou avec des graisses et des huiles animales, ou avec des huiles minérales, des huiles de résine etc.

Nous n'indiquerons pas les procédés employés par les chimistes pour reconnaître ces falsifications : ils sont impraticables pour la plupart de nos lecteurs.

Quelques personnes sont assez habiles pour reconnaître une huile à l'odeur qu'elle dégage, en frottant quelques gouttes entre les mains. On arrive assez bien à apprécier la nature de certains mélanges huileux, en exposant au feu l'huile dans une petite capsule, et en comparant avec d'autres espèces d'huiles, ainsi traitées et reconnues pures.

La couleur, l'odeur et la fluidité peuvent aussi aider à constater la fraude. Donnons quelques détails sur les différentes huiles.

L'huile d'amandes douces est très fluide, d'un blanc verdâtre, inodore, d'une saveur douce, agréable. Elle s'exprime par expression des amandes douces mondées et des amandes amères non mondées.

L'huile d'amandes douces, surtout celle d'amandes douces mondées, rancit aisément et augmente alors de densité. L'huile d'amandes de bonne qualité ne doit avoir ni odeur rance, ni odeur prussique.

L'huile d'amandes douces est souvent falsifiée

avec les huiles d'œillette; elle en contient quelquefois plus de la moitié de son poids. On y mêle encore de l'huile d'arachide, de sésame, de colza, de faine, de noix, d'abricots.

L'huile d'œillette, qui est la fraude la plus ordinaire, se reconnaît à la saveur particulière, ou plutôt à l'âcreté qu'elle communique à l'huile d'amandes. En outre, ce mélange, agité fortement dans une fiole, donne lieu à des bulles d'air qui se fixent aux parois du vase, les unes à côté des autres, en formant ce qu'on appelle le chapelet, phénomène qui ne se manifeste pas avec l'huile d'amandes pure.

L'huile d'arachide est extraite des semences de la pistache de terre. Cette huile est à peu près incolore et inodore, lorsqu'elle a été préparée à froid; elle a la saveur des haricots verts.

L'huile de baleine est extraite de la baleine. Le commerce en offre trois variétés : la jaune, la blanche et la noire; le mélange de ces huiles constitue le plus souvent l'huile de baleine ordinaire.

L'huile de chènevis, s'exprime du chènevis, ou graine du chanvre ordinaire. Récente, elle est jaune verdâtre, mais avec le temps elle devient jaune; son odeur est désagréable, sa saveur fade. On la falsifie avec l'huile de lin, qui est d'un prix moins élevé. On lui donne alors la couleur avec l'indigo. Cette huile s'emploie dans la peinture et surtout pour la fabrication du savon vert. On s'en sert peu dans l'éclairage, parce qu'elle forme vernis sur le bord des lampes.

L'huile de colza est jaune-pâle. Elle se reconnaît à son odeur et à sa saveur. C'est la plus estimée des huiles à brûler.

On y introduit souvent des huiles d'œillette, de cameline, de lin, de ravison, de suif, de poisson et particulièrement de l'huile de baleine.

L'huile de colza falsifiée charbonne la mèche et produit une quantité moindre de lumière, que l'on attribue souvent à tort au mauvais état des lampes.

On a remarqué aussi que l'huile de baleine, mélangée aux huiles de colza, même aux colzas épurés, se dépose en huit jours. Ainsi, lorsqu'un épiciers met un baril au détail et y place un robinet, en supposant que le baril soit un mois à être débité, il aura vendu dans la première quinzaine toute l'huile de baleine, moins celle placée au-dessus du robinet, et, dans la seconde quinzaine, l'huile de colza à peu près pure.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 29 novembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

On peut donc prédire à cette publication le même succès qu'aux précédentes. — *Moniteur bibliographique.*

Entretiens avec Marthe; Conférence prêchée aux dames du monde, par le R. P. Caussette, ancien vicaire général de Toulouse; *Paris, Palmé*, in-12 de 464 p. — Prix : 3 fr.

Il serait presque ridicule de recommander un ouvrage du R. P. Caussette; nous nous bornerons à le faire connaître en indiquant les sujets abordés dans ces conférences; en voici la liste : La force chrétienne; la piété raisonnable; l'humeur et le caractère; le monde; les romans; l'amour de Dieu; la charité et ses caractères; l'espérance chrétienne; la sainte Eucharistie; le péché, vanité des vanités; la mort, le jugement dernier; l'apostolat de la femme; le riche et le pauvre; la reconnaissance; la femme du monde et la réparation; clôture d'une retraite. Cette simple énumération suffit pour faire deviner toutes les richesses que les femmes du monde trouveront dans ce volume. « Le sentiment évangélique est partout, disait le R. P. Caussette, mais le sens de l'Evangile s'oblitére de plus en plus. » Et il voulait réagir contre une tendance qu'il jugeait avec raison dangereuse. Les *Entretiens avec Marthe* ont leur place marquée dans la bibliothèque de toute femme chrétienne. — *Ibid.*

La théologie des plantes ou histoire intime du monde végétal, par l'abbé Chaudé. *Paris, Palmé*; in-12. Prix : 3 fr.

Auteur d'une bonne *Botanique descriptive*, M. l'abbé Chaudé s'est demandé s'il ne pourrait pas compléter son œuvre en faisant une *Histoire intime du monde végétal* qui, tout en entretenant une étude des plus attrayantes et des plus gracieuses, fit remonter le jeune étudiant jusqu'à Dieu, créateur et conservateur de l'univers. Rollin, dans son *Traité des études*, s'étonnait de ce que l'homme reste aveugle au milieu des merveilles de la création qui devraient augmenter sa reconnaissance pour le Créateur. C'est cette pensée si juste et si profonde qui a dicté le nouvel ouvrage de l'abbé Chaudé. — *Ibid.*

LE COMPTOIR DE COMMISSION

DE LA

Société générale de Librairie catholique.

Nous ne voulons pas tarder plus longtemps pour vous faire l'offre de l'intermédiaire de notre COMPTOIR DE COMMISSION, lequel comme vous le savez ne fait que s'accroître; à un tel point qu'aujourd'hui les fabricants viennent spontanément nous offrir leurs produits.

Bientôt le saint jour de Noël sera là, il faut se précautionner bien avant si on veut être servi, car on ne se figure pas l'encombrement et la confusion que causent les demandes tardives; tout le monde veut être satisfait à la fois, on nous adresse reproches sur reproches, réclamations sur réclamations et cependant nous ne pouvons faire l'impossible.

Pour qu'une commande soit exécutée à la satisfaction du destinataire, il est de toute nécessité que nous ayons le temps matériel d'acheter et d'expédier, il faut tenir compte du temps que prennent les messageries, les chemins de fer encombrés de marchandises aux abords des jours de fin d'année. Ainsi la petite vitesse prend au moins 12 jours, la grande vitesse 5 à 6 jours. Ceci posé, voilà pourquoi nous vous sollicitons à l'avance.

Nous sommes à même de vous fournir pour la Noël une foule d'articles nécessaires à l'ornementation des crèches; outre celles-ci de toutes grandeurs, de toutes matières depuis 5 francs jusqu'à 150 et 200 francs, nous avons des Enfants Jésus tout en cire depuis 15 francs jusqu'à 150 francs, ceux de 65 centimètre, 75 fr.

55	«	55 fr.
50	«	50 fr.
45	«	35 fr.
42	«	30 fr.

Enfants Jésus sur paillons depuis 5 francs jusqu'à 9, 18 et 60 fr. la douzaine. Jésus sur mannequin (cheveux implantés) depuis 15 fr. jusqu'à 80 fr., Jésus sur rocher depuis 24 fr. jusqu'à 96 fr. la douzaine, Jésus sur coussin de 7 à 18 et 60 fr. la douzaine, Jésus sous cylindres de verre de 9 à 15 fr. et au dessus, animaux pour crèches depuis 6 fr. jusqu'à 150 fr. la douzaine.

N'oublions pas non plus les articles pour arbre de Noël. Roses et marguerites en porcelaine à 24 fr. la douzaine; noix dorées de 3 à 3 f. 50 la douzaine, coquilles d'huîtres à 7 fr. la douzaine.

Bouquets de roses à 5 fr. la douzaine. Petits sabots depuis 3, 9, 10, 15 et 18 francs la douzaine; toute espèce de petits jouets depuis 3 franc la douzaine jusqu'à 20 et 25 fr., petites bougies à 5 fr. le cent etc., etc.

Arbres naturels (sapin du nord), depuis 0,75 c. jusqu'à 20 et 50 fr., pièce en caisse.

Nous avons aussi les Enfants Jésus en carton pierre de toutes grandeurs depuis 1 fr. jusqu'à 30 et 50 francs.

Pour les étrennes de 1883 nous pourrions aussi fournir tout ce qu'on peut offrir aux grandes personnes et aux enfants : Ornaments d'église de tous styles, de toute étoffe, à des prix modérés, vases sacrés depuis le plus simple jusqu'au plus riche, garnitures d'autel en cuivre doré ou verni etc., etc.; une plus longue nomenclature serait superflue, il suffira de faire savoir qu'on n'a qu'à nous demander ce qu'on désire et de suite nous envoyons les renseignements.

Par suite de notre principe de n'acheter qu'en fabrique au prix du gros, nous pouvons livrer à bon marché tout ce qu'on nous demande.

Une modeste commission de 3 % est seule prélevée sur chaque facture.

Le port et l'emballage sont toujours à la charge du destinataire.

Nous tenons aussi à la disposition de nos honorables clients un grand choix d'Oléographies représentant des sujets religieux, de chasse de marine, de paysage, de toutes dimensions,

de 38 sur 51 c.	à	1 fr.
de 38 sur 62 c.	à	1 25
de 49 sur 60 c.	à	2
de 50 sur 90 c.	à	2 "

Les cadres : baquettes noires et or depuis 50 cent. le mètre, cadres jonc or uni depuis 60 le cent. le mètre. Grand choix de chemins de croix en oléographie depuis 15 fr. les 14 stations jusqu'à 85 et 90 fr.

Cadres assortis de tous styles, avec croix et soubassements depuis 80 fr. les 14 stations jusqu'à 3 et 400 francs.

Après tout ce que nous venons de décrire, nous espérons que vous voudrez bien nous honorer de vos ordres et nous ferons de notre mieux pour vous satisfaire.

Ne pas oublier de bien écrire lisiblement son nom et son adresse, de bien indiquer la gare la plus rapprochée qui dessert la localité, afin que rien n'entrave l'expédition qui souvent est retardée par l'absence de bonnes indications.

S'adresser à M. Victor PALME, directeur général, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

Avent. — Noël.

L'Avent, par DOM GUÉRANGER (*Année liturgique*), 5^e édition.

1 volume in-12 de xxvi-572 pages. 3 fr. 75

Les grandes Antienne de l'Avent. Lectures préparatoires à la fête de Noël, par M. l'abbé BOUTARD, vicaire à St-Jacques de Dieppe.

1 vol. in-12 de 95 pages. 1 fr. 25

L'Avent, le Carême et le Chemin de la Croix, sujets de méditations proposés aux personnes qui aspirent à la perfection, par le P. BROECKAERT, S. J.

1 vol. in-18. 0 fr. 40

Méditations des enfants de Marie pour le saint temps de l'Avent et les fêtes de Noël, avec une neuvaine préparatoire à la fête de l'Immaculée Conception, par le R. P. HUGUET.

1 vol. in-32 de xxvi-288 pages. 0 fr. 60

Le Temps de Noël, par DOM GUÉRANGER (*Année liturgique*), 4^e édition.

2 vol. in-12, de vii-556 et vii-721 pages. 3 fr. 75

Le Christ avant Bethléem, ou sentiments des Pères de l'Eglise et des principaux commentateurs sur les prophéties figuratives et verbales, depuis le premier jour du monde jusqu'à Jésus-Christ, et sur le sens attribué par les contemporains à ces diverses prophéties, par M. l'abbé MORISOT.

1 vol. grand in-8° de 636 pages. 6 fr.

La Nativité temporelle du Christ. *De son Enfance et de ses Prodiges. — De sa Vie cachée et laborieuse*, par M. l'abbé MAISTRE, chanoine honoraire.

1 vol. in-8° de 385 pages. 6 fr.

Arbre généalogique de la famille de Jésus-Christ, Fils de l'homme et roi des Juifs, ouvrage nécessaire à la complète intelligence de nombreux passages de l'Evangile, dressé par M. MONDOT de LAGORGE, ancien élève de l'école polytechnique.

1 vol. in-8° de 57 pages avec un médaillon généalogique. 1 fr. 50

Le Christ de la tradition, par Monseigneur LANDRIOT; 2^e édition, revue et augmentée.

2 beaux vol. in-8° de lxix-578 et 600 pages. 12 fr.

— **LE MÊME.** 2 vol. in-12 de lxxix, 578 et 608 pages. 7 fr.

La divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ dans la primitive Eglise, par l'abbé PANHÉLEUX, vicaire général de Mgr l'évêque du Mans.

1 volume in-12 de 412 pages, titre rouge et noir. 3 fr.

La divinité de Jésus-Christ pleinement démontrée et mise hors de toute possibilité de doute. — Incarnation de Dieu le Verbe, La Vierge, par l'abbé MAISTRE, chanoine honoraire.

1 vol. in-8° de viii-495 pages. 6 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, prêchées devant la jeunesse des écoles, par M. l'abbé FREPPEL, professeur d'éloquence

sacrée à la Sorbonne, présentement évêque d'Angers.

1 beau vol. in-18 Jésus de 296 pages. 3 fr.

Jésus modèle ou la vie parfaite tirée sur celle de Jésus-Christ; ouvrage adressé aux religieuses de la Visitation par le P. FRANÇOIS-ADAM LEURIN, S. J.; nouvelle édition retouchée pour le style par l'abbé M^{***}.

1 vol. in-12 de vii-500 pages. 4 fr.

Jésus-Christ connu et aimé, par Monsieur l'abbé Th. BOURGEOU.

1 vol. in-18 de 373 pages. 2 fr.

Jésus-Christ livre de vie, opuscule spécialement destiné aux personnes vouées à la piété, par sainte ANGELE DE FOLIGNO, membre du Tiers-Ordre de saint François d'Assise, traduit de l'italien.

1 vol. in-18 de 119 pages. 1 fr. 25

Bibliotheca Patrum Concionatoria, hoc est, anni totius evangelia, festa dominica, sanctissimæ Deiparæ illustriorumque sanctorum solemnia, homiliis atque sermonibus adornata sanctorum Patrum scriptorumque ecclesiasticorum qui tredecim prioribus sæculis floruerunt, opera et studio F. FRANCISCI COMBEFIS, accurantibus una presbyteris JOAN. ALEXIO GONEL et LUDOVICO PERE.

— Ce premier volume contient *Noël*. C'est une mine aussi riche que complète.

Prix. 5 fr.

DIVERS

La Naissance de N.-S. Jésus-Christ et l'adoration des Mages, drame biblique par la Sœur MARIE, F. D. Ste PH.

Brochure in-18 de 104 pages. 1 fr.

Noël : Dialogue des Bergers pour la fête de Noël au Catéchisme (Extrait de la *Bibliothèque des Catéchismes*), par M. l'abbé REGNAUD, auteur de la *Somme du Catéchiste*.

1 vol. in-18, orné d'une gravure d'après Le Guide et représentant l'Adoration des Bergers.

Prix : 10 c. Le cent, 5 francs (*franco*).

Les Carillons de Noël, par Fulbert DUMONTEIL.

1 beau volume in-12 de 263 pages, titre rouge et noir. 3 fr.

Ce sont des contes, légendes, récits, historiettes, où l'attrait du style le plus charmant se joint à la moralité d'un fonds plein de charme et d'édification.

Noël pour ténor et soprano, avec chœur à quatre voix, par J.-H. SCHAFKEN, maître de chapelle de l'église des PP. Carmes à Bruxelles, directeur de la section musicale du cercle catholique.

3 pages in-f°. 75 c.

Noëls anciens, avec accompagnement de piano, par le P. dom LEGEAY, bénédictin de l'abbaye de Solesmes. 1^{re} série. 1 vol. grand in-4° de 80 pages. 10 fr.

— 2^e série. 1 vol. grand in-4° de 82 pages. 10 fr.

Adresser les demandes au Directeur, M. VICTOR PALMÉ

PARIS — 76, rue des Saints-Pères, 76, — PARIS

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^{or} PALMÉ, Dir^t de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

PRIME PERMANENTE

Les Abonnés qui prennent douze francs de livres choisis dans le Catalogue spécial des Primes, ont droit à l'abonnement d'un an gratuit.

On est prié de joindre 25 centimes à toute demande de changement d'adresse et un franc quand on veut recevoir sa Prime à domicile.

SOMMAIRE DU N° 49 :

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche de l'Avent : les péchés opposés à la vertu de religion. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Circulaire de la S. C. de la Propagande, interdisant aux prêtres et aux laïques du rit oriental, de quêter pour leurs églises, sans une autorisation écrite du St-Siège. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : — Peut-on border le corporal d'une dentelle de coton ? — Peut-on faire des linges d'autel avec des taies d'oreiller ? — Peut-on employer pour le pavillon du tabernacle, la laine ou la mousseline ? — Peut-on n'avoir que deux pavillons, l'un blanc, l'autre violet ? — Peut-on employer le thabor pour l'exposition du St-Sacrement ? — Peut-on couvrir le pupitre de la messe d'un voile de la couleur du jour ? — Peut-on bénir une statue en plâtre ? — Peut-on laisser perpétuellement les cierges devant les croix de la consécration ? Ces croix doivent-elles demeurer apparentes ? — Le trône de l'Evêque doit-il être dépouillé après chaque fonction pontificale ? — Peut-on illuminer l'église avec des lampions à huile ? — Le Chapitre peut-il changer l'heure de l'office pour s'accommoder à un sermon de charité ? — Un ecclésiastique peut-il tenir les cordons du poêle à un enterrement ? — L'Evêque doit-il célébrer l'anniversaire de son sacre à la cathédrale ? — Peut-on admettre dans les églises des statues qui s'éloignent des types traditionnels ? des statues ou images qui symbolisent des dévotions nouvelles ? — Est-il permis dans les fonctions liturgiques, de réciter des litanies non approuvées ? — L'officiant des matines de Noël doit-il avoir la chape pour les nocturnes ? pour la généalogie ? — La règle de translation des fêtes perpétuellement empêchées est-elle modifiée par le bref *Nullus unquam tempore* ? occurrence de trois fêtes. Ce bref n'est-il obligatoire qu'à partir du 1^{er} janvier 1884 ? — La simarre est-elle un habit prélatice ? — Un chanoine peut-il porter sa mozette seulement devant l'Evêque et lorsqu'il prêche ? — Quelles leçons réciter au 2^e nocturne du jour octave de saint Antoine, de saint Maur, patrons de paroisse ? — Bref *Nullus unquam tempore*, fêtes perpétuellement empêchées. — Dans un diocèse où, en vertu d'un Indult, les messes *pro populo* des fêtes supprimées et les messes de binage peuvent être appliquées en faveur des séminaires, aux intentions de l'Archevêque, un prêtre peut-il en conscience ne pas se conformer à l'ordonnance de l'Archevêque ? peut-il appliquer à d'autres intentions particulières ? — Si les époux ne sont pas encore arrivés, le curé peut-il commencer la messe *pro sponso et sponsa*, et l'interrompre pour recevoir leur consentement, ou recevoir leur consentement en dehors de la messe ? — Peut-on appliquer la messe à un schismatique russe décédé ? — Que faire avec un excommunié se confessant quelques heures avant le mariage ? — Doit-on faire communier un pénitent venant se confesser pour le mariage après avoir longtemps manqué au devoir pascal ? — Le curé d'une paroisse qui vient d'être divisée, peut-il toucher l'honoraire des extraits de baptême délivrés aux enfants qui ont appartenu à sa paroisse ? — Un curé a-t-il bien fait de détourner d'assister à un enterrement civil les membres d'une société de secours mutuels engagés sous peine d'amende, à assister aux obsèques des membres ? — Comment agir au saint Tribunal avec les somnambules ? — Les héritiers sont-ils tenus de solder le montant d'une souscription consentie par le défunt ? — Un curé peut-il autoriser à perpétuité des paroissiens éloignés de l'église à faire leurs pâques dans une paroisse voisine ? — Peut-on biner dans une même église, au même autel ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE : Deux questions sur l'enseignement. — Y a-t-il nécessité pour les fabriques d'employer leurs capitaux disponibles en achat de rentes sur l'Etat ? — Le frère aîné d'une sœur utérine dont les parents sont morts est-il dans un cas d'exemption du service militaire ? — La fabrique peut-elle faire enlever la terre et les pierres qui nuisent à la salubrité de l'église ? — A qui appartiennent les fruits spontanés d'un cimetière où l'on n'enterre plus depuis 6 ans ? — Un curé peut-il, sans approbation préfectorale, excuser le dallage de son église, la dépense étant couverte par un don particulier ? La fabrique peut-elle à ses frais, sans autorisation préalable, remplacer les autels de l'église ? — Le conseil municipal peut-il exiger gratuitement pour ses membres, le plus beau drap mortuaire ? Le conseil de fabrique peut-il l'accorder ? Peut-il aussi donner une place d'honneur gratuite dans l'église au conseil municipal ? — Comment envoyer l'affranchissement pour une réponse que l'on sollicite à Rome ? — Un vicaire qui n'a reçu de la commune que 250 fr., peut-il réclamer le surplus jusqu'à concurrence du minimum de 300 fr. ? — Le maire peut-il se faire représenter au conseil de fabrique par son adjoint ? — La fabrique peut-elle conserver une somme de 1,500 fr. prélevée par une bienfaitrice de l'église, qui n'a jamais rien réclamé du principal ni des intérêts, et n'en a fait aucune mention dans son testament ? — Qu'entend-on par bénédiction nuptiale au sens de la loi qui la défend avant le mariage civil ? — Les cures sont-ils soumis à la loi sur les prestations ? — Est-il permis d'appliquer un mur de cabaret contre la muraille du cimetière. — VARIÉTÉS : Le Centenaire de saint François d'Assise. — COURRIER DE L'UTILE : Aconit et teinture de Bryone contre la pleurésie. — Recette pour avoir pendant l'hiver des pommes de terre nouvelles.

Etrennes 1883

Pour les livres d'étrennes, nous recommandons à nos lecteurs de ne faire aucun choix sans avoir pris connaissance du Catalogue publié à cet effet par la Société générale de Librairie catholique.

Les deux grandes nouveautés de l'année sont une splendide VIE DE SAINT JOSEPH, par le R. P. Champeau, et un magnifique volume intitulé : MADAGASCAR, la Rivine des Iles africaines.

Nous en parlerons au long dans notre prochain numéro.

HISTOIRE DE CHARLES VII

PAR

G. DUFRESNE DE BEAUCOURT

Il y a plus de vingt-sept ans que l'auteur travaille à cette *Histoire de Charles VII*. On peut dire qu'aucune source d'information n'a été négligée par lui, et que rarement un livre historique s'est présenté avec de telles garanties d'exactitude. Malgré l'érudition qui apparaît à toutes les pages, dans ces notes précises et abondantes qui seront appréciées des travailleurs, le récit n'est point surchargé, et le grand public y trouvera un exposé clair, lucide, agréable des faits. Pour la première fois, on voit apparaître bien nettement sur la scène, le personnage dont la figure, mal dessinée jusqu'ici, a été l'objet d'appréciations si diverses et si contradictoires ; le lecteur pourra donc arriver à débrouiller par lui-même cette énigme historique qui s'appelle le caractère de Charles VII.

Le tome 1^{er}, intitulé le *Dauphin*, s'ouvre par une vaste introduction, où l'auteur fait connaître les appréciations des historiens depuis trois siècles, où il se livre à une étude critique des sources du règne, où il indique son but et son plan. Puis on entre dans l'histoire de cette période de 1418 à 1422, si curieuse et si instructive, où, en face des Anglais qui envahissent le territoire du duc de Bourgogne qui bientôt s'empara de la capitale et de la personne du Roi, le Dauphin organise son gouvernement, l'associe sur des bases solides, et tient tête tout ensemble à l'ennemi du dehors et à l'ennemi du dedans.

Le tome II, intitulé : le *roi de Bourges*, est consacré à la période du règne qui s'étend jusqu'au traité d'Arras (1422-1435). Le caractère de Charles VII, pendant ces années où il est condamné à un effacement presque complet, est mis en lumière : on voit se succéder tour à tour au pouvoir Louvet, Richemont, La Trémoille, et l'on constate comment, en 1425, Charles VII dut se résigner à une véritable abdication. Les reproches adressés à sa jeunesse, sa conduite à l'égard de Jeanne d'Arc, sont l'objet d'un examen approfondi. Enfin les tentatives de réconciliation avec le duc de Bourgogne, poursuivies sans relâche depuis l'avènement de Charles VII, sont racontées dans une série de chapitres où se trouve élucidé un point historique d'une haute importance.

On lira avec plaisir quelques-unes des appréciations dont le tome 1^{er}, publié au mois de novembre 1881, a été l'objet.

M. Léopold Delisle, le savant académicien, dont l'autorité est si grande en pareille matière, a dit, en présentant ce volume à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, que l'*Histoire de Charles VII* serait « une des publications historiques les plus importantes de notre époque. »

M. Vuitry, à l'Académie des sciences morales et politiques, a formulé ce jugement : L'*Histoire*

de Charles VII sera une œuvre de patiente et savante érudition. Mais, à en juger par ce premier volume l'érudition a sa place dans des notes multipliées au bas des pages ; elle constate les faits et ne dispense pas l'auteur d'étudier les événements dans leur ensemble, dans leur enchaînement, dans leurs conséquences ; elle ne ralentit pas et n'embarrasse pas le récit, dont l'intérêt est toujours vivant, dont la clarté fait le charme, dont la précision fait la force. On pourra ne pas partager toutes les opinions du publiciste sur les choses et sur les personnes ; on ne pourra s'empêcher de rendre hommage à la science de l'historien et au talent de l'écrivain. »

M. de Beaucourt, lit-on dans le *Monde*, a su employer avec beaucoup de tact les nombreuses découvertes faites par lui de tous les côtés et, outre d'abondantes pièces justificatives, des notes à chaque page, pour ainsi dire, offrent les faits accessoires dont il n'a pas voulu charger sa narration, de même que des indications permettant de remonter aux sources. Le récit marche donc sans embarras, avec clarté, netteté. »

« Rien n'a été négligé, dit le *Contemporain*, pour produire la lumière : richesse d'information inouïe, précision dans les faits, clarté dans l'exposition, consciencieuse et impartiale appréciation, récit plein de charme qui satisfait à la fois la curiosité de l'homme du monde, la science de l'homme d'étude. »

« Ce sera, a dit un recueil peu suspect, la *Revue critique d'histoire et de littérature*, un monument grandiose et qui, pendant plusieurs siècles, ne sera vraisemblablement pas remplacé. » On trouve dans ce volume, a dit M. Baudrillard dans le *Journal des Débats*, un état très-circostancié des événements politiques et militaires depuis 1417 jusqu'à 1422, et un lumineux exposé de la situation au moment où le Dauphin est obligé de fuir Paris, lors de l'entrée des Bourguignons. Le rôle de Charles, jusqu'au meurtre de Montreuil, le récit de ce meurtre accompagné de notes précises, l'attitude prise par le Dauphin après cet événement, et sa part personnelle dans ceux qui suivent ses campagnes son mariage, ses voyages triomphants, forment une partie du volume des plus curieuses et des plus solides. »

« Il faut ouvrir avec respect le livre de M. de Beaucourt, a dit M. Luchaire, professeur à la faculté des lettres de Bordeaux, dans la *Gironde*. C'est le fruit d'un travail de vingt-cinq années, l'œuvre méditée et consciencieuse à laquelle l'auteur a consacré toute sa jeunesse et une partie de son âge mûr. Nous avons entre les mains la partie sinon la plus importante, du moins la plus curieuse et la plus originale de l'œuvre de M. de Beaucourt. Il trace, en effet, du Dauphin, un portrait réellement inédit, en réfutant l'opinion accréditée qui faisait de lui un prince sans force et sans vertu... Il a placé sous son vrai jour, la grande figure de Charles VII et rendu enfin justice au roi intelligent et énergique qui a contribué plus que personne, à la défense et à la réorganisation de la patrie française au quinzième siècle. »

L'*Histoire de Charles VII* formera 5 forts volumes in 8° cavalier, du prix de 8 fr. le volume en papier ordinaire, et 15 fr. en grand papier vergé de Hollande (dont 25 seulement sont mis en vente). — Un album sera publié avec le dernier volume.

En vente aux bureaux de la Société Bibliographique, 195, Boulevard Saint-Germain et à la Société générale de Librairie catholique, 76 rue des Saints-Pères, Paris.

PRÉDICATION.

POUR LE III^e DIMANCHE DE L'AVENT : LES PÉCHÉS
OPPOSÉS A LA VERTU DE RELIGION.

Spiritus est Deus et eos qui adorant
eum in spiritu et veritate oportet ad-
rare.

(I Joan., iv, 24.)

Les péchés opposés à la vertu de religion sont nombreux et fréquents : nous en ferons l'objet d'une instruction spéciale. Il y a deux manières de pécher contre cette vertu, savoir par « excès » ou par « défaut. » Pécher par défaut c'est ou ne pas rendre à Dieu un culte suffisant ou lui manquer de respect; pécher par excès, c'est lui rendre un culte faux, inconvenant, opposé aux saines idées que la foi et la raison nous donnent de Dieu. Reprenons.

I

Les péchés opposés à la vertu de religion par excès se rapportent tous à la superstition; celle-ci consiste à rendre à la créature un culte qui n'est dû qu'à Dieu, ou à rendre au Créateur le culte qui lui est dû mais d'une manière qui ne convient pas.

I. Si le culte rendu à Dieu renferme quelque chose de faux, la superstition s'appelle **CULTE PERNICIEUX**. On s'en rendrait coupable, par exemple, en voulant aujourd'hui observer les cérémonies mosaïques; ou si l'on prétendait être sauvé tout en s'abandonnant à ses passions, parce qu'on est fidèle à telle œuvre de dévotion, parce qu'on porte telle médaille, tel scapulaire. La superstition prend le nom de **CULTE SUPERFLU**, lorsqu'on emploie dans l'exercice de la religion certaines pratiques vaines et inutiles qui ne sont point autorisées par l'Eglise, comme serait de ne vouloir entendre la messe qu'à tel autel, à une certaine heure plutôt qu'à une autre comme étant plus efficace. Ici souvent l'ignorance et la simplicité deviennent une excuse.

II. Rendre à la créature le culte qui n'est dû qu'à Dieu, c'est faire une **IDOLATRIE**. Avant J.-C., l'idolâtrie régnait universellement. On adorait les astres, le feu, des statues de bois ou de métal œuvres de la main des hommes, des animaux sans raison, des végétaux, des hommes et des femmes célèbres par leurs crimes. « Tout était Dieu excepté Dieu lui-même. » La lumière du christianisme, partout où elle a brillé, a dissipé ces ténèbres honteuses qui reparaissent quand la foi cesse d'être prêchée : témoin la Révolution de 93 où les foules égarées prostituèrent leurs adorations à l'infâme déesse Raison. Mais, même en pays chrétien, règne, hélas! une autre idolâtrie qui pour être moins grossière n'est pas moins pernicieuse. Ceux-là s'en rendent coupables qui préfèrent la créature au Créateur. Idolâtres les adorateurs du veau d'or, les avares qui immolent leur salut aux misérables intérêts de la terre. Idolâtres les libertins qui se prosternent devant des idoles de chair.

Idolâtres les esclaves d'un sot orgueil. Idolâtres les parents aveugles qui ne voient aucun défaut dans leurs enfants et sacrifient tout à leurs caprices, leur vie, leur conscience et leur religion. *Neque idololatram efficiamini!* (I Cor., x, 7.)

III. Passons à la superstition qui porte le nom de **VAINE OBSERVANCE**. Elle consiste à employer, pour atteindre un résultat, des moyens frivoles qui n'ont point naturellement la vertu de le produire, et qui n'ont été institués pour cela ni par Dieu, ni par l'Eglise dépositaire de l'autorité de Dieu. Elle suppose un pacte formel ou tacite avec le démon. Sans doute il y a bien des jongleries dans les soi-disant interventions du diable qui du reste ne peut agir que dans des limites restreintes, autant seulement que Dieu le lui permet. Cependant le démon peut intervenir dans les choses humaines : témoin la Pythonisse d'Endor, Simon le magicien, l'Antechrist dont nous parle l'Ecriture.

Il y a vaine observance quand on veut acquérir la science sans peine ni travail, par de vaines cérémonies; — quand on prétend guérir les maladies par des remèdes manifestement impuissants; — quand on se persuade que certaines choses absolument indifférentes sont des signes d'événements heureux ou malheureux (croire par exemple qu'un miroir cassé, une salière renversée, deux couteaux ou deux fourchettes en croix, le cri du hibou le soir ou pendant la nuit, le nombre de treize convives à table sont des pronostics de malheur); — quand on met sa confiance, pour échapper au danger, dans des mots cabalistiques, dans des talismans ridicules et des amulettes absurdes. La vaine observance s'appelle « magie » quand elle produit des effets extraordinaires en dehors des moyens naturels; et « maléfice » quand elle jette des sorts, c'est-à-dire produit, par haine et par vengeance, des maladies ou des infirmités dans les hommes ou dans les animaux. Il ne faut pas croire facilement aux maléfices. Souvent ils n'existent que dans l'imagination de ceux qui s'en plaignent. Cependant ils peuvent se rencontrer, puisqu'il y a des peines ecclésiastiques contre les sorciers; et, le cas échéant, les personnes qui en seraient atteintes devraient avoir recours à la prière, au jeûne et quelquefois peut-être aux exorcismes de l'Eglise.

IV. Autre espèce de superstition, la **DIVINATION**. Elle consiste à employer pour connaître les choses cachées ou futures certains moyens qui ne peuvent les découvrir naturellement; elle suppose, comme la vaine observance, une invocation expresse ou tacite du démon. Ce fut le péché d'Ochosis. Ce roi d'Israël étant tombé de la fenêtre de son palais de Samarie, se trouvant très malade de cette chute dit à quelques-uns de ses gens : « Allez consulter Béalzebuth dieu d'Accaron pour savoir si je me relèverai de cette maladie. » Dans le moment même Dieu parla à Elie de Thesbé et lui dit : « Allez au devant des gens du roi de Samarie

et dites-leur : « Est-ce qu'il n'y a pas un Dieu en Israël pour que vous consultiez ainsi Bêlzebuth ? C'est pourquoi vous ne vous relèverez point du lit où vous êtes, vous mourrez certainement. » C'est le péché de ceux qui consultent les devins ou les tables tournantes; de ceux qui usent de la baguette divinatoire pour découvrir les choses perdues ou les limites des propriétés; de ceux qui annoncent les événements futurs dépendant de la libre volonté humaine d'après la disposition des astres, l'inspection des lignes de la main et du visage; d'après le sort des cartes ou des dés. Peut-on magnétiser ou se faire magnétiser ? C'est un exercice très dangereux pour la santé physique et morale; néanmoins si l'on renonce à tout pacte avec le démon, si l'on prend toutes les précautions qui sauvegardent les droits de la vertu, cet usage peut être toléré jusqu'à décision contraire de Rome. Peut-on croire aux songes ? Comme prophétie de l'avenir, non; car Dieu parle très rarement par les songes, et quand il le fait, c'est d'une manière qui atteste manifestement son intervention.

Prenons donc garde à la superstition. C'est un péché grave de sa nature, parce qu'elle suppose un commerce plus ou moins direct avec Satan; c'est un péché très répandu dans le vulgaire et même parmi ces beaux esprits qui se disent libres-penseurs, lesquels vérifient pleinement l'adage : « que les incrédules sont les gens du monde les plus crédules. »

II

Parlons maintenant des péchés qui se commettent contre la Religion par défaut; ils peuvent se ramener à deux : l'irrégion et le sacrilège.

I. L'irrégion prend plusieurs formes. Il y a d'abord la NÉGLIGENCE dans la prière. Omettre de prier le matin et le soir, sans raison, une fois en passant, est faute vénielle; ne point prier pendant l'espace d'un mois, au sentiment de graves théologiens, est un péché mortel. Mal prier volontairement équivaut à l'abstention. Ici combien il en est qui doivent se frapper la poitrine, qui récitent des formules sacrées, assistent à des cérémonies religieuses, mais matériellement, leur esprit étant ailleurs : ils méritent le reproche du Seigneur : « Ce peuple m'honore des lèvres, mais son cœur est loin de moi ! » — Il y a LE RESPECT HUMAIN (cet odieux assemblage de lâche esclavage, de parjure, d'apostasie et de trahison) qui empêche un chrétien de pratiquer sa religion par peur d'un sourire moqueur ou d'une parole de raillerie ! Foulons aux pieds cette crainte puérile, imitons dans notre générosité au service de Dieu ces braves Français dont il est question dans l'histoire de nos guerres d'Afrique. Lorsque Abd-El-Kader faisait des prisonniers, il exerçait sur eux toute sorte de violences pour les contraindre à l'apostasie. Un jour un poste mal gardé fut surpris aux environs de la Maison

Carrée par les arabes qui pressèrent aussitôt leurs prisonniers de choisir entre l'abjuration et la mort. L'officier, après un moment de silence, consulta des yeux le tambour debout près de lui. « Lieutenant, dit l'héroïque soldat à haute voix, vous ferez ce que vous voudrez; mais je ne renie pas mon baptême et mon Dieu » — Ni moi, reprit l'officier. — Ni moi ! — Ni moi ! » s'écrièrent les uns après les autres, à l'exception de deux seulement, ces dignes enfants de la France. Et tous ils eurent la tête tranchée... — Il y a encore L'IMPIÉTÉ FORMELLE ET DÉCLARÉE. C'est le crime de ceux qui ont répudié toute pratique de religion, qui se conduisent vis-à-vis de Dieu absolument comme les animaux sans raison, qui même, par un dernier effort de perversité, travaillent avec une impudente effronterie, par le dédain, la moquerie, la calomnie, la violence à ruiner totalement le culte de Dieu. Hélas ! Hélas ! pour notre honte à la face de l'Europe et du monde entier un souffle infernal d'athéisme règne sur la France ! On ne veut plus de Dieu pour l'éducation, la famille, la société. Et des hommes plus ou moins convaincus, mais nombreux, ont écrit sur leur drapeau, ces mots diaboliques : PLUS DE DIEU ! O folie ! O malheur !

II Le sacrilège est la profanation de ce qui est saint et sacré. Il y a le sacrilège des personnes, des lieux et des choses.

Le premier consiste à outrager par parole, écrit, et action surtout, les ecclésiastiques et les religieux. Il y a excommunication contre laquelle sous la suggestion du démon se porte à des actes de violence contre des personnes consacrées à Dieu. Malheur à qui s'oublie vis-à-vis des saints du Seigneur ! *Nolite tangere christos meos* ! Napoléon dans l'enivrement de sa puissance envahit les états de l'Eglise, emmène captif le vénérable Pie VII, et se riant de l'excommunication, s'écrie : « Que me veut le Pape ? Croit-il que son excommunication fera tomber les armes des mains de mes soldats ? » Vous savez ce qui est arrivé. Il est vrai le proverbe populaire dont nous atténuons l'expression : Qui mange du prêtre en meurt !

Le sacrilège local se commet quand on profane un endroit consacré au culte divin ou à la sépulture des fidèles, par exemple : voler dans une église, y tenir des propos obscènes, y causer comme sur une place publique. Le péché est plus ou moins grave selon la nature de la profanation. Il est même des cas où il faut réconcilier les lieux saints par des cérémonies spéciales. Dieu est très jaloux de la sainteté de sa maison, vous n'ignorez pas comment Héliodore, pour avoir pénétré dans le temple afin d'y voler les trésors destinés au culte divin, fut frappé par l'ange du Seigneur des verges vengeresses.

Quant au sacrilège réel, ou des choses saintes, on s'en rend coupable en recevant indignement un sacrement et surtout la divine Eucharistie; en abusant de la sainte Ecriture; en représentant avec bouffonnerie les cérémonies sacrées; en

volant les reliques; en crochetant les portes des monastères; en démolissant les croix et les statues des saints; en profanant le pain bénit, l'eau bénite, les huiles consacrées; en pillant ou en employant à des usages vulgaires les vases sacrés, les ornements et généralement tout ce qui par une bénédiction particulière a été destiné au culte divin. La malédiction de Dieu pèse sur les profanateurs des choses saintes. Que d'exemples à citer depuis Balthasar, Ophini et Phinées, les Bethsamites et Oza jusqu'à nos temps ! On a remarqué que les injustes acquéreurs des biens du clergé, au temps de la Révolution, sont tombés de l'opulence dans la dernière misère. Et tous les jours les feuilles catholiques nous apprennent quelque châtiement épouvantable frappant les démolisseurs de croix et les crocheteurs de tabernacles.

Pour nous, affermissons-nous dans le service du divin maître. Fuyant à la fois la superstition et l'irréligion, rendons à Dieu un culte raisonnable, fervent, constant et généreux.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DE LA PROPAGANDE.

Circulaire de la S. Congrégation de la Propagande, interdisant aux prêtres et aux laïques du rit oriental, de quêter pour leurs églises, sans une autorisation écrite du Saint-Siège.

La circulaire suivante a été adressée, par S. Em. le cardinal Simeoni, à LL. EE. RRmes les Nonces Apostoliques.

« Très illustre et Révérendissime Seigneur,

« Il arrive souvent que des prêtres du rit oriental, et parfois des laïques, s'en vont quêter en Europe, sous prétexte de vouloir bâtir des églises, ouvrir ou soutenir des écoles ou d'autres œuvres qui peuvent intéresser la foi et l'unité catholique. Ces personnes se présentent avec des lettres de recommandation de leurs prélats, même de patriarches. Or, on a reconnu tantôt que ces lettres étaient apocryphes, tantôt que les sceaux dont elles étaient revêtues étaient aussi l'œuvre d'un faussaire. De plus, ces quêteurs parfois se parent de titres qui ne leur reviennent pas, et ils ne craignent pas de se vêtir d'insignes auxquels ils n'ont aucun droit.

« Le dommage causé par de tels agissements et ces quêtes frauduleuses est considérable, en raison tant de l'extorsion d'argent dont les

fidèles sont les victimes que de la diminution éventuelle des aumônes des fidèles à la Propagande de la foi et aux églises d'Orient, qui pourtant ont de si grands besoins. En outre, et généralement parlant, une bonne partie des aumônes ainsi recueillies profitent aux quêteurs, qui n'en rendent pas compte ou dont le compte n'est ni sûr ni irréprochable. Du reste, il est facile de comprendre que pour un motif ou pour un autre, les quêtes ainsi faites ne vont jamais ou presque jamais au but pour lequel on dit les faire. Même il est arrivé parfois que le produit de ces quêtes a été employé à combattre l'unité catholique.

« Cela explique pourquoi le Saint-Siège a toujours été soucieux d'empêcher ces quêtes, à moins que dans des cas spéciaux elles ne fussent autorisées expressément par la Sacrée Congrégation de la Propagande de la foi, laquelle, en ce cas, a soin d'en assurer autant que possible, le fidèle emploi. Sans rappeler les dispositions par lesquelles Innocent XI, de sainte mémoire, a défendu les quêtes des Grecs, Clément XII, de sainte mémoire, par le bref *Dudum emanavit* du 26 mars 1736, dont ci-joint la copie, a pareillement défendu ces quêtes, et cette prohibition est encore pleinement en vigueur pour les Orientaux en général, bien qu'aujourd'hui on ne puisse peut-être exécuter toutes les prescriptions contenues dans le bref pontifical.

« Par suite, cette Sacrée Congrégation n'a pas cessé d'insister sur ce point, même en envoyant aux Rmes nonces apostoliques des circulaires parmi lesquelles il importe de rappeler la dernière de 1875. Plus d'une fois même, la Sacrée Congrégation s'est vue forcée de dénoncer par la presse quelques-uns de ces quêteurs sur les réclamations des prélats et parfois aussi des gouvernements. Mais, comme ces déplorables abus ne cessent pas, ainsi qu'il résulte des nouvelles réclamations qui parviennent à la Sacrée Congrégation, on a senti la nécessité de rappeler les anciennes dispositions encore en vigueur, afin que de tels quêteurs ne soient ni reçus, ni tolérés, à moins qu'ils n'aient une autorisation délivrée en forme authentique et portant une date récente.

« Je prie Votre Seigneurie de vouloir bien communiquer cette circulaire aux révérendissimes évêques et ordinaires du pays de votre nonciature. Vous pouvez aussi la faire publier dans un journal et comme il vous semble bon.

« En attendant votre rapport sur ce point, je prie le Seigneur de vous conserver longtemps en prospérité. ¹

« De la Propagation de la foi, le 24 septembre 1882.

« JEAN Cardinal SIMÉONI, préfet.

« Séraphin CRETONI, secrétaire. »

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (V^{or} Palmé, éditeur. 76. rue des Sts-Pères, Paris.

¹ *Journal du droit et de la jurisprudence*, etc.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Peut-on mettre une dentelle de coton à un corporal, ou faut-il absolument qu'elle soit en fil.

R. — Il semble plus convenable de n'employer aucune dentelle autour du corporal. Du moins c'est la pensée de l'illustre Gavantus : « Corporale e tela lineæ et candida sit, ac simplex item, ab oris autem acûs opere simplici, punctim, solum retortum sit. » Ce texte est conforme à celui de saint Charles Borromée, qui fut approuvé par la sacrée Congrégation des Rites.

Cependant l'Eglise n'a pas interdit la dentelle dans le corporal; quelques auteurs, comme Mgr de Conny, le Vavasseur, et autres la permettent, et Mgr Barbier de Montault suppose que telle est sa forme ordinaire : « Sa forme, dit-il, est un carré en toile bénite, qu'on entoure de tous côtés d'une dentelle. » (Traité pratique de la construction etc. des églises.)

Mais si l'on emploie la dentelle, on ne peut en mettre qu'autour du corporal, et nullement dans le milieu ni dans les endroits qui peuvent toucher la sainte hostie. C'est le sentiment de tous les auteurs.

De quelle matière doit être cette dentelle? De la matière requise pour le corporal lui-même, puisque la dentelle n'en est qu'un appendice. Or la matière exigée est le lin ou le chanvre.

La rubrique du Missel, rédigée en dernier lieu au commencement du dix-septième, exigeait exclusivement le lin : « ... quod (corporale) ex lino tantum esse debet, nec serico vel auro in medio intextum, sed totum album... » (Ritus celebrandi Missam, titre I, n. 1.)

Mais en 1819, un décret général de la sacrée Congrégation des Rites ordonna de faire le corporal en lin ou en chanvre : « Districte vero jussurunt, ut *corporalia*, pallæ ac purificatoria post lapsum unius mensis a præsentis decreti publicatione, lineæ omnino sint vel ex cannabe, interdicto et vetito aliorum usu, quæ ex gossypio supererunt. Et ita decreverunt... » (15 mai 1819.)

Trois jours après, le 18 mai, ce décret fut encore confirmé par le Souverain Pontife.

Par conséquent la dentelle du corporal, si l'on en met, doit être en fil de lin ou de chanvre.

Nous n'avons pas la pensée de condamner l'usage de cette dentelle. Mais nous ne voudrions pas l'encourager pour les corporaux qui servent au saint sacrifice. Dans les nombreuses génuflexions que fait le prêtre entre la consécration et la communion, très souvent les doigts se disjoignent et laissent tomber sur cette dentelle des saintes parcelles qui sont perdues. Ne serait-il pas mieux de ne mettre des dentelles qu'autour des corporaux destinés à être placés sous les vases sacrés soit au tabernacle, soit sur l'autel ou au bas du trône d'exposition?

Q. — 1^o Peut-on faire des linges d'église avec des taies d'oreiller en toile et qui ont déjà servi?

2^o Peut-on dans une église de campagne, pour le pavillon du tabernacle, employer la laine et la mousseline, ou la soie est-elle seule permise?

3^o Peut-on ajouter des franges d'or à un pavillon de laine?

R. — En principe il est admis que des objets qui ont servi à des usages profanes peuvent être transformés pour être employés à des usages sacrés. Mais il importe que ces objets soient riches ou du moins très convenables, et que jamais la dignité du culte n'ait à souffrir de cette transformation.

Dans le cas présent, nous pensons qu'il ne conviendrait pas de transformer des taies d'oreiller en linges sacrés, comme par exemple, le corporal, la pale, le purificateur, ou autres objets qui touchent ou approchent les saintes espèces. Mais nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'on en fasse des *lavabo* ou autres linges de cette sorte.

Ad II. — Pour le pavillon du tabernacle on peut employer, comme vous le dites, la laine et la mousseline, et en outre le chanvre. Car en 1854 le maître des cérémonies de Saint-Brieuc ayant posé à la Sacrée Congrégation des Rites la question suivante :

« Utrum conopæum istud confici possit ex panno, sive gossypio, sive lana, sive cannabe contexto? »

Reçut la réponse suivante : « Affirmative. »

Mais si l'on a des ressources suffisantes, il faut préférer la soie, parce qu'elle est plus riche, plus digne du très saint Sacrement, plus conforme à la tradition et à la pratique des églises.

Ad III. On peut ajouter des franges d'or à un pavillon de laine. Mais il serait préférable d'employer la soie pour le pavillon.

Q. — Peut-on n'avoir pour les deux pavillons que les deux couleurs, blanche et violette.

R. — Oui, ces deux couleurs peuvent suffire. Le blanc servirait pour toutes les couleurs, sauf pour le noir; et le violet servirait aux funérailles des défunts. Ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des rites, le 21 juillet 1855.

Toutefois cette Congrégation préférerait que le pavillon revêtît la couleur du jour, blanche ou rouge, ou verte, ou violette, ainsi que l'enseigne Gavantus et que la pratique la ville de Rome. Malheureusement la plupart des églises n'ont pas le moyen de se procurer ainsi ces quatre « pavillons. » De là l'usage généralement répandu de n'employer que la couleur blanche.

Q. — 1^o Peut-on se servir d'un thabor pour le salut?

2^o Peut-on mettre le thabor sur le tabernacle pour hausser l'Ostensoir.

R. — Ad II. Ni la rubrique, ni les décrets de la Sacrée Congrégation des rites ne parlent de thabor. Par conséquent cette sorte de trône mobile n'est pas obligatoire.

Mais est-ce une innovation louable ? Les quelques auteurs qui en ont parlé ne s'accordent aucunement, ou plutôt sont en complet désaccord.

Ainsi, selon le savant abbé Bourbon, il convient d'en avoir un : « Il n'est pas nécessaire, dit-il, de placer le Saint-Sacrement sur le trône de l'exposition. Si on ne le fait pas, il convient d'avoir un petit trône, que l'on appelle quelquefois un *thabor*, que l'on met au milieu de la table de l'autel, afin d'y placer l'ostensoir contenant le Saint-Sacrement. Ce petit trône et ses décorations doivent être de couleur blanche ou dorés. » (Petit Cérémonial paroissial selon le rit romain, p. 228.)

Mais d'un autre côté Mgr Barbier de Montault est extrêmement sévère pour cette création moderne.

« L'exposition (ou trône) ne peut, dit ce docte prélat, être remplacée pour le salut par cette création moderne et stupide qu'on nomme *thabor*, et qui n'est pas connue ailleurs qu'en France.

« Ce *thabor* est un tabouret garni d'étoffe blanche, galonnée et brodée, sur lequel se pose l'ostensoir.

« Rien n'est plus opposé aux rites : le Saint Sacrement n'est alors ni abrité, ni à sa vraie place.

« Une anomalie en entraîne une autre ; pour lui faire honneur, on dispose des cierges tout autour, sur l'autel même. Enfin, au lieu d'un corporal, on met une caisse de bois au milieu de l'autel, là même où s'offre le saint sacrifice, malgré l'interdit formel des rubriques.

« Nous repoussons donc avec énergie cette indécente invention. » (Traité pratique de la construction des églises, t. I, p. 199)

Cette critique est vive, mais elle n'est pas sans fondement.

AD II. Le *thabor* peut, croyons-nous, être employé dans l'intérieur du trône, au-dessus de la base même du trône. Il remplacerait alors l'escabeau généralement usité à Rome et en Italie, et recouvert d'un corporal.

Q. — Peut-on couvrir le pupitre du Missel d'une garniture d'étoffe de la couleur du jour.

R. — Nous pensons qu'on le peut. La rubrique ne le prescrit pas, mais ne s'y oppose pas non plus ; elle est muette sur cette garniture, et par conséquent aussi sur la couleur de cette garniture. Aussi rencontre-t-on dans les églises les pratiques les plus diverses. Ici, on emploie toujours une garniture où tapis. Là, aux solennités seulement. Ailleurs jamais.

Quant à la couleur de ce tapis, les églises qui s'en servent prennent ordinairement la couleur des ornements du jour.

Q. — Peut-on bénir une statue en plâtre ?

R. — Oui, car le Rituel romain porte d'une manière générale, sans aucune distinction : « Bene-

dictio imaginum Jesu-Christi Domini Nostri, Beatæ Mariæ Virginis, et aliorum sanctorum. »

Seulement, les objets qui sont d'une matière fragile, comme le plâtre, ne peuvent recevoir l'indulgence.

Q. — 1^o Peut-on laisser toute l'année les cierges sur leurs chandeliers devant les croix de consécration ?

2^o Est-il bien nécessaire de laisser apparentes les croix qui ont été peintes ou sculptées.

R. — AD I. Rien n'exige que les cierges restent devant les croix pendant toute une année. Il n'y a aucune raison de les laisser.

Mais il convient de les rallumer chaque année, le jour anniversaire, pendant la célébration des saints offices. Castaldi en fait même une obligation.

AD II. Il est nécessaire de laisser intactes les croix peintes ou sculptées qui ont été ointes d'huile sacrée.

Ce cas a été décidé, dès le dix-septième siècle, sur une demande de la ville de Gènes :

« An duodecim cruces, quæ in solemnî Dedicatîone ecclesiæ pinguntur in parietibus, et ab Episcopo consecrante sacro Chrismate liniuntur, expleta consecratione possint evelli, si sint factæ ex marmore, aut deleri si sint depictæ ? An vero remanere debeant perpetuis futuris temporibus in testimonium consecrationis ejusdem ecclesiæ ?

La sacrée Congrégation répondit :

« Omnino perpetuis in futuris temporibus remanere debere. » (S. R. C. 18 février 1696, numéro 3382.)

Q. — Le trône de l'évêque doit-il être dépouillé entièrement après chaque fonction, et rester ainsi nu dans le courant de l'année ?

R. — AD I. S'il n'y a qu'une seule fonction pontificale dans la journée, on dépouille le trône épiscopal après la fonction.

S'il y a encore d'autres fonctions pontificales dans la journée, et qu'elles exigent la même couleur des ornements, il n'est pas nécessaire de dépouiller le trône avant que la dernière fonction soit accomplie. Car, il convient que le trône soit orné de draperies de la couleur du jour, non seulement lorsque l'évêque célèbre pontificalement, mais encore lorsqu'il assiste aux Offices divins, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites, le 23 mai 1603.

Mais la fonction étant entièrement terminée, le trône est dépouillé de l'ornementation et de la couleur exigées pour la solennité.

Mais en dehors de la fonction, que faut-il faire ? Peut-on parer le trône épiscopal ?

Ce qui est certain, c'est qu'on le pratique en certaines cathédrales. Mais sur quelles preuves s'appuie-t-on, on ne le dit pas.

Il est même des auteurs qui enseignent qu'on le doit ; ils appuient leur enseignement sur un décret de 1603 pour le chapitre de Coïmbre.

Nous croyons qu'ils ont tort, d'abord parce que le décret ne parle pas d'obligation, ensuite il ne

s'occupe que des jours de cérémonies pontificales.

Voici d'ailleurs le texte intégral de cette déclaration. On demandait à la sacrée Congrégation des rites :

« An dicta sedes serico ordinanda sit, tam quando Episcopus pontificaliter celebrat, quam quando divinis Officiis assistit ? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Semper convenire ut sedes Episcopi sit ornata serico vel alia materia coloris convenientis temporis, juxta regulam libri Cæremonialis in dicto titulo de sedibus Episcopi. » Et ita eadem sacra Cong. respondit; et declaravit die 23 maii 1603.

On le voit, il s'agit non pas d'obligation, mais de convenance; non pas des temps ordinaires de l'année en dehors des fonctions, mais des jours où l'évêque célèbre pontificalement, ou bien lorsqu'il assiste aux saints offices.

Toutefois nous sommes loin de condamner la pratique de parer en tout temps le trône épiscopal; on prend alors le vert pour les temps ordinaires, et le violet pour les temps de pénitence.

Q. — Peut-on se servir de lampions à l'huile pour une illumination à l'intérieur ?

R. — Les lampions à l'huile dans l'intérieur des églises pour une illumination ne sont pas défendus par les rubriques ni par les décrets.

La cire serait plus conforme à la pratique des églises de Rome et aux idées symboliques. Mais cette matière est plus coûteuse. Si les ressources pécuniaires le permettent, nous conseillons les illuminations avec de la cire.

Q. — Le Chapitre doit-il changer l'heure habituelle des vêpres pour s'accommoder à un sermon de charité et au salut qui suivra ?

R. — En principe, le Chapitre est obligé, sous peine de péché au moins véniel, de réciter l'Office aux heures déterminées, comme on peut le voir au livre III des Décrétales, titre 41, et au livre III des Clémentines, titre 14. Mais on peut s'en écarter, d'après le commun des auteurs, si l'on a un juste motif. Or, un sermon de charité peut être une raison suffisante, si l'heure des vêpres est plus propice. On ne pourrait pas en dire autant d'un sermon habituel.

Q. — Un ecclésiastique peut-il porter les cordons du poêle, à l'enterrement d'un civil ?

R. — Un ecclésiastique ne peut porter un cordon du poêle, non seulement à l'enterrement d'un laïc, mais même à l'enterrement d'un prêtre. Un décret de la sacrée Congrégation des rites le défend. Comme ce point est très-souvent contesté, nous allons exposer intégralement le cas proposé, et la réponse de la sacrée Congrégation :

« Cum expositum sit per Archipresbyterum Altamuræ, quod ibi anno præterito decessit vir quidam, nobilitate et auctoritate præcipuus. Hunc cum cæteri nobiles inusitato aliquo ac pe-

culiari honore prosequi voluissent, apprehensis per quatuor principales viros extremi panni limbis feretrum operientis, ad locum usque sepulturæ, funus duxerunt. Decedenti postmodum sacerdoti etiam nobili, eodem ferme modo quo cum laicis consueverant, in sacris vestibus a sacerdotibus elato, fimbrias itidem hujusmodi oportiori detulerunt. Quapropter supplicatum fuit pro declaratione : an id sit prohibendum ? »

La sacrée Congrégation répondit que cela était défendu du seulement aux ecclésiastiques : « Prohiberi ecclesiasticis. »

Cette solution est générale; elle ne distingue pas entre ecclésiastiques parés et ecclésiastiques non parés. On devait donc en conclure que la défense de porter les cordons du poêle s'étendait, non seulement aux ecclésiastiques en soutane, mais encore aux ecclésiastiques revêtus des ornements sacrés. Cette conclusion était légitime et fut confirmée par une déclaration récente de la sacrée Congrégation des rites. En 1862, l'archidiacre de la cathédrale de San-Marco, au royaume de Naples, exposait le doute suivant :

« Ecclesiasticis et præsertim canonicis paratis in associatione defuncti sacerdotis licetne deferre ejus feretrum, vel saltem deferre quatuor fimbrias panni mortuarii ? »

La sacrée Congrégation répondit : « Negative. » (S. R. C. 22 mars 1862, n. 5318.)

Q. — L'évêque doit-il célébrer l'anniversaire de son sacre à la cathédrale, ou peut-il le faire ailleurs, au séminaire par exemple ?

R. — Disons d'abord que l'évêque n'est obligé de célébrer nulle part l'anniversaire de son sacre, car le Cérémonial des évêques dit simplement qu'il « convient » de célébrer cet anniversaire : « Singulis annis, in diebus anniversariis Electionis et Consecrationis Episcopi, Missam solemnem, vel per ipsum Episcopum, vel per aliquam dignitatem seu canonicum, ipso præsentem, celebrari convenit... » (Livre II, ch. 35, n. 1.)

Pour qu'il y ait obligation stricte, il faut qu'il y ait un ordre de l'évêque, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites, le 14 août 1858. Mgr de Rogas, archevêque de Grenade, exposa le doute suivant :

« An missa solemnis in anniversario electionis et consecrationis episcopi sit præceptiva in cathedralibus et collegiatis diœcesis, licet Cæremoniale Episcoporum, livre II, chapitre 35, n. 1, solum dicat celebrari convenit. »

La sacrée Congrégation répondit : « Affirmative, accedente mandato Episcopi. » S. R. C., n. 5274, dub. 1.)

Mais lorsque survient cet ordre de l'évêque, nous pensons que l'anniversaire de la consécration doit se célébrer dans la cathédrale même, comme il résulte du Cérémonial des évêques, du décret de 1858 que nous venons d'indiquer, de l'enseignement des auteurs et de la pratique générale.

Il est clair que s'il y avait quelque cause légi-

time qui empêchât de célébrer cet anniversaire à la cathédrale, l'évêque pourrait choisir un autre lieu, le séminaire par exemple.

Q. — Doit-on admettre dans les églises les images ou statues qui s'éloignent des types consacrés par la tradition ?

R. — Non, il n'est pas permis aux artistes d'en confectionner ainsi ; après qu'elles seraient ainsi confectionnées, il ne serait pas permis davantage de les exposer dans les églises ; et si elles y avaient été exposées, on devrait les en écarter et les détruire, ou du moins les ramener à la forme traditionnelle.

Ces points ont été décidés par Urbain VIII en 1642. Voici la partie principale de ce grave décret que nous lisons dans la collection des Décrets authentiques de la sacrée Congrégation des rites, et par lequel il défend à tous les ecclésiastiques :

« ... Imagines Domini Nostri Jesu Christi, et Deiparæ Virginis Mariæ, ac Angelorum, Apostolorum, Evangelistarum, aliorumque sanctorum et sanctarum quorumcumque sculperé, aut pingere, vel sculpi aut pingi facere, aut antehac sculptas, pictas, et alias quomodolibet effectas tenere, seu publico aspectui exponere, aut vestire cum alio habitu et forma quam in Catholica et Apostolica Ecclesia ab antiquo tempore consuevit, nec etiam cum habitu peculiari alicujus Ordinis Regularis, tenore præsentium prohibemus ; ac ut imagines aliter pictæ vel sculptæ, ab ecclesiis et aliis locis quibuslibet amoveantur et deleantur, vel reducantur et reformantur ad habitum et formam in Ecclesia Catholica et Apostolica ab antiquo tempore consuetam, ut veneratio et cultus sic dictis imaginibus augeatur, et quæ oculis fidelium subjiciuntur, non inordinata nec insolita appareant, sed devotionem pariant et pietatem... » (S. R. C. 15 mars 1642 n. 1403.)

Q. — A quelles conditions devient licite l'exposition, dans les églises, d'images ou de statues qui représentent ou symbolisent les dévotions nouvelles ?

R. — La règle est toute tracée dans le saint concile de Trente, c'est de ne jamais placer dans l'église ou dans un lieu quelconque une image insolite, sans qu'elle ait été approuvée par l'évêque.

Voici les paroles mêmes du concile :

« Hæc ut fidelius observentur, statuit sancta Synodus nemini licere, ullo in loco, vel ecclesia, etiam quomodolibet exempta, ullam insolitam ponere vel ponendam curare imaginem, nisi ab Episcopo approbata fuerit. » (Session 25.)

Si les évêques n'ont pas de règles, ainsi qu'il arrive quand il s'agit de dévotions nouvelles, ils s'adressent au Pasteur des agneaux et des brebis qui seul a le droit suprême de trancher ces questions.

Q. — Est-il permis d'ajouter dans les fonctions liturgiques quelques formules au texte authentique des litanies approuvées par l'Eglise ?

R. — Il n'est jamais permis dans les fonctions liturgiques d'ajouter aucune formule, quelle qu'elle soit. Les Bulles apostoliques qui sont en tête des diverses liturgies le défendent expressément. Et cette défense s'applique aux litanies comme à tout autre texte liturgique.

Q. — Peut-on regarder comme légitime la récitation publique dans les églises, en dehors des fonctions liturgiques, des litanies non approuvées ?

R. — On ne peut pas, même en dehors des fonctions publiques, réciter des litanies qui ne seraient pas approuvées au moins par l'Ordinaire, ainsi que nous l'avons déjà dit en 1881, p. 343.

Q. — A Noël, pendant le chant des Nocturnes, l'Officiant doit-il être revêtu de la chape ?

Si non, doit-il l'avoir pour le chant de la généalogie qui est accordé dans notre diocèse ?

R. — L'Officiant ne prend pas de chape pour les nocturnes. Il ne s'en revêt qu'à la fin, avant les Laudes.

Mais doit-il l'avoir pour le cas extraordinaire qui nous est posé ? Nous n'avons aucun principe de solution certain, parce que ce cas est extraliturgique. Si cette cérémonie du chant de la généalogie se fait avec grande solennité, nous pensons qu'il convient d'avoir la chape, surtout si telle est la coutume.

Q. — 1^o La règle de la translation des fêtes qui veut qu'un double majeur, un double mineur, un semi-double tombant au jour octave d'une fête, soient transférés au premier jour libre, *semel pro semper tanquam in sedem propriam*, n'est-elle pas modifiée ou abrogée par le bref *Nulla unquam tempore* ; c'est-à-dire les fêtes doubles et semi-doubles coïncidant avec un jour octave, ne doivent-elles pas être simplifiées ?

2^o Il arrive que le jour octave de mon patron tombe le 2^o dimanche d'octobre occupé par la fête de la Maternité dans notre diocèse. Ce jour octave est toujours le 10 octobre, jour fixé pour la fête de saint François de Borgia, dans le calendrier général de l'Eglise. Comment régler mon Ordo dans la coïncidence de ces trois fêtes en un seul jour : l'octave du patron, la fête de la Maternité, celle de saint François de Borgia ?

3^o J'ai lu dans le *Monde* que vu les difficultés soulevées par le bref *Nulla unquam tempore*, la sacrée Congrégation des rites avait déclaré qu'il n'aurait force de loi qu'à partir du 1^{er} janvier 1884. Est-ce vrai ?

4^o Je me permets de nouveau, sans vouloir être indiscret toutefois, de demander à l'Ami du clergé si la soutane appelée *simarre* est un habit prélétrale ou simplement ecclésiastique ?

AD I. — Ces fêtes perpétuellement empêchées, doivent être remises au premier jour libre. C'est ce qui ressort du texte du Bref Pontifical, car il n'emploie pas d'expressions qui indiqueraient un empêchement perpétuel.

De plus, le Souverain Pontife opère dans le Bref même, pour le clergé romain, la translation des nouveaux saints, qui seraient perpétuellement empêchés.

Du reste le Bref nous annonce une correction soignée de la rubrique des Translations : «... donec accurata Rubricæ ipsius correctio per sacrorum

Rituum Congregationem perficiatur. » Aussitôt que l'*Ami du Clergé* aura pu se le procurer, il s'empressera de la communiquer à ses lecteurs.

AD II. La fête de saint François de Borgia étant perpétuellement empêchée, doit être remise au premier jour libre, lequel devient son siège propre.

La fête de la Maternité, qui est double-majeure, étant empêchée par le jour octave de votre patron, doit être transférée au premier jour libre. Mais comme l'empêchement n'est pas perpétuel, la translation n'est qu'accidentelle et ne donne pas lieu à une translation perpétuelle.

AD III. Ce que vous avez lu dans le *Monde* est exact, ainsi que vous avez pu le voir dans l'*Ami du Clergé*, n° 45, où nous avons reproduit cette décision.

Vous avez dû remarquer aussi que cette décision permet de replacer les nouveaux saints, qui coïncideraient avec des offices des calendriers particuliers, au premier jour suivant libre.

Nous pensons que nos amis profiteront de cette permission, qui leur facilitera singulièrement le travail de translation.

Voilà pourquoi nous n'avons pas répondu à plusieurs de nos doctes confrères qui nous avaient écrit avant la publication de cette heureuse décision. Nous ne répondrons qu'autant qu'on nous adressera une nouvelle demande.

AD IV. La simarre n'est pas un habit prélatice. A Rome, les curés la portent comme signe distinctif.

Le séminaire épiscopal la porte également, mais sans fausses manches, et à petite pèlerine. « Le séminaire épiscopal, dit Mgr Barbier dans son *Traité pratique de la construction des églises*, porte la livrée de l'évêque, qui est le violet. Il y a deux costumes, un pour l'intérieur, l'autre pour le dehors. Le costume du séminaire est noir, parce qu'il est moins salissant; il comporte une simarre avec petite pèlerine, mais sans fausses manches. »

Q. — 1^o Un chanoine peut-il porter sa mozette seulement devant l'Evêque, et lorsqu'il prêche?

2^o Quelles leçons dois-je réciter au second nocturne du jour octave de la fête de saint Antoine abbé (17 janvier), patron de paroisse?

3^o Doit-on le jour octave d'un patron répéter au 2^o nocturne la légende du jour de la fête?

4^o Quelles leçons prendre au 2^o nocturne pour la fête de saint Maur abbé, patron de paroisse?

5^o Puis-je suivre la coutume de célébrer la fête des SS. Savinien et Potentien le 31 décembre, tandis que dans mon diocèse on les célèbre au mois d'octobre? Ce sont mes patrons de paroisse.

R. — AD I. Les chanoines n'ont pas le droit de porter leur habit de chœur hors de l'église (soit cathédrale, soit collégiale) dont ils sont chanoines, excepté en deux cas : 1^o s'ils accompagnent leur propre évêque dans son propre diocèse, 2^o dans d'autres circonstances où ils agiraient capitulairement.

Ils n'ont pas le pouvoir de porter l'habit canonical lorsqu'ils prêchent. Nous ne voyons pas sur quoi s'appuie notre vénéré correspondant pour supposer que la prédication donne aux chanoines le droit de porter leur costume canonical hors de leur propre église, fût-ce même dans leur diocèse.

Notre confrère paraît supposer aussi que la mozette fait partie du costume habituel des chanoines. Ce serait une erreur. De droit commun les chanoines n'ont pas le droit de la porter, même dans leur église propre.

AD II. Quelles leçons devez-vous réciter au second Nocturne du jour octave de saint Antoine votre patron? La question n'est pas tranchée. Suivant certains auteurs on doit prendre les leçons du jour de la fête, suivant d'autres, les leçons du commun. Les deux solutions étant probables, vous pouvez choisir.

AD III. La solution est dans la réponse précédente.

AD IV. Pour le 2^o Nocturne de saint Maur, patron de paroisse, la première leçon est la légende du saint, la seconde est la 1^{re} du commun d'un confesseur non pontife, et la troisième est la seconde de ce même commun. Comme il y a deux communs pour un confesseur non pontife, vous pouvez à la rigueur, choisir celui que vous voudrez. Mais il convient de prendre le commun qui vous paraîtra le mieux convenir à votre saint patron. Peut-être penserez-vous que les leçons *in 2^o loco* conviennent mieux à la merveilleuse simplicité de votre patron : *Deridetur justis simplicitas....*

S'il n'y avait pas de raison particulière pour préférer les leçons de 2^o *loco*, on prendrait celles qui sont 1^o *loco*.

AD V. Si saint Savinien et saint Potentien sont patrons, non seulement vous pouvez, mais vous devez célébrer leur fête le jour de leur incidence. Saint Sylvestre, qui n'est que double mineur, n'empêche pas la célébration d'un patron.

Q. — Comment doit-on interpréter ces paroles du Bref *Nullus unquam tempore*: « Festa duplicia minora.... quomodocumque impediuntur, non transferuntur. »

Le *quomodocumque* offre un sens absolu. Il s'en suivrait que les fêtes doubles mineures, même celles qui sont tous jours empêchées par l'occurrence d'une autre fête, ne sont pas transférées.

Par exemple, ici, le 15 janvier tombe la fête patronale de la translation du corps de saint Maurice, double de première classe. Saint Paul, 1^{er} ermite, ne serait plus transporté à un autre jour.

R. — Dans le passage cité le Bref ne s'occupe que des empêchements accidentels, mais nullement des empêchements perpétuels. Dans le cas d'empêchement perpétuel que vous citez, la fête de saint Paul ermite doit être replacée au premier jour fixe, qui deviendra son siège propre. Il ne suffit pas de simplifier cette fête.

Q. — Dans l'Ordo du diocèse se trouve cette note relative-ment aux messes *pro populo*

« Les messes *pro populo* des fêtes supprimées par le « Concordat de 1802, doivent en vertu d'une décision du « Saint-Siège apostolique, se célébrer par messieurs les « curés du diocèse aux intentions spéciales de Mgr l'Ar-« chevêque.

« En vertu d'une deuxième décision du Saint-Siège, les « messes de binage doivent également être toutes célébrées « aux mêmes intentions. »

Un prêtre de ce diocèse qui ne se conformerait pas à cette note : 1° parce qu'une note sans le texte à l'appui n'a pour lui aucune valeur ; 2° parce qu'il est persuadé que ce serait exorbitant de déroger à un principe que la pratique constante et universelle de tous les diocèses respecte ; 3° parce qu'au fond, une question d'argent à se procurer ne peut être un motif suffisant à sacrifier la fin qui est propre la messe : 1° serait-il *in conscientia*, coupable ? 2° peut-il appliquer les messes susdites à une intention autre, pour ses parents, où à l'intention de personnes pauvres ?

R. — Ad I. Pour juger la conduite de ce prêtre au point de vue de sa culpabilité individuelle, il faudrait des données personnelles que son confesseur devrait lui demander. Mais nous pouvons étudier son cas en lui-même.

A ce point de vue, sa conduite est coupable 1° parce qu'il se soustrait à un ordre de son Evêque sans raisons suffisantes : sa première raison est sans valeur, l'Evêque certifiant l'Indult quoiqu'il n'en donne pas le texte, le prêtre ne peut prétendre de ce chef que l'Indult n'existe pas ; la seconde et la troisième ne sont pas plus valables : le Souverain Pontife a le droit de déroger à cette loi ecclésiastique comme à toutes les autres et dès lors qu'il le fait pour les raisons exposées, c'est qu'il y voit un motif suffisant de déroger à la loi : le prêtre s'appuie donc encore ici sur des raisons nulles ; — 2° parce que ses raisons sont injurieuses à son Archevêque dont elles mettent la sincérité en suspicion ; — 3° parce que s'abstenant de faire l'application réglée par l'Archevêque sans s'être préalablement entendu avec lui, il est responsable de ce qu'une messe n'aura pas été acquittée.

Plusieurs diocèses ont obtenu de semblables Indults.

Ad II. Ce prêtre ne peut en aucune façon appliquer les messes des fêtes supprimées à une intention particulière, pour ses parents, pour des personnes pauvres, etc., même sans recevoir d'honoraires.

La raison en est qu'il n'est point déchargé de son obligation d'offrir *pro populo*, sinon à la condition d'offrir selon ce qui a été réglé par l'Indult accordé à l'Archevêque. D'où il suit que, ne se conformant pas à l'ordre de l'Archevêque, il demeure obligé à offrir la messe *pro populo*.

Pour les messes de binage, s'il les doit en raison d'une seconde paroisse qu'il administre, il est dans le même cas que pour les messes des fêtes supprimées.

Mais s'il ne les doit pas pour une seconde paroisse, il y aurait lieu d'examiner si l'Indult lui fait une obligation et quelle obligation de les appliquer aux intentions de l'Archevêque. Si

cette obligation lui est imposée par l'Indult, de telle sorte que toute autre obligation soit ou nulle ou illicite, il ne lui est point permis d'avoir une autre intention.

Si l'Indult ne lui impose pas cette obligation, il pourrait, après s'être entendu avec son Archevêque, appliquer à son intention particulière, mais avec défense de percevoir un honoraire : car il se retrouverait lié par la défense générale de percevoir un honoraire pour la messe de binage.

Q. — 1° Faut-il dire la messe du jour quand l'un des deux époux n'est pas arrivé à l'heure où l'on doit nécessairement commencer la messe et qu'on ne sait pas s'il arrivera avant l'offertoire ?

2° Peut-on et doit-on même suspendre la messe avant l'offertoire pour recevoir leur consentement ?

3° Est-il permis de recevoir le consentement des époux en dehors de toute célébration de la messe, pour éviter les murmures des fiancés et de leurs invités ?

R. — Ad I. Si l'on célèbre la messe avant que les époux se soient donné leur mutuel consentement, on ne doit point dire la messe *pro sponso et sponsa*, qui suppose le mariage déjà fait et appartient, d'après les termes du Rituel, à la bénédiction de ce mariage.

Ad II. On ne le doit pas et on ne le peut pas : nulle règle liturgique n'autorise cette interruption.

Ad III. La cause alléguée nous paraît trop légère pour autoriser l'omission d'une chose si formellement recommandée par le Rituel, si universellement pratiquée, si nécessaire pour entretenir la haute idée que les fidèles doivent avoir du sacrement de mariage, et si avantageuse pour appeler les bénédictions divines sur un acte aussi important que celui d'une union indissoluble, source des plus graves et souvent des plus pénibles devoirs.

Q. — Peut-on dire la messe à l'intention d'un défunt qui appartenait à l'Eglise schismatique russe, et par conséquent recevoir l'honoraire de cette messe ?

R. — Le prêtre, en ce qui dépend de lui comme tel, peut appliquer la sainte messe à un défunt ayant appartenu à l'Eglise schismatique russe, parce qu'il est loisible au prêtre d'appliquer à tout homme dont il ne conste pas qu'il soit damné. Or un homme mort dans l'Eglise schismatique russe, n'est pas certainement damné : car il a pu vivre et mourir dans la bonne foi, avec les dispositions nécessaires au salut, ou faire pénitence au moment de la mort.

L'application d'ailleurs se fait *per modum suffragii* : elle est entièrement subordonnée à l'acceptation de Dieu et à l'attribution qu'il en voudra bien faire à cette âme.

Mais le prêtre ne pourrait à cette occasion faire attribution des suffrages de l'Eglise à ce défunt schismatique parce qu'il n'appartient pas à son corps et que les suffrages de l'Eglise sont exclusivement réservés à ses enfants. Ils sont certaine-

ment refusés aux excommuniés dénoncés. Les schismatiques, qui appartiennent ouvertement à une société ennemie de l'Eglise, sont également privés de ces suffrages. Conséquemment le prêtre ne peut offrir pour un schismatique russe décédé qu'en ce qui concerne son action propre et privée. Il y a quelque doute sur la possibilité de nommer ce défunt au *memento*, bien qu'il soit plus probablement permis de le faire.

Q. — Quelle conduite tenir à l'égard d'un excommunié qui se confesse sérieusement, mais quelques heures seulement avant son mariage?

R. — L'absoudre directement de ses autres péchés, et indirectement de ceux auxquels est attachée l'excommunication que nous supposons réservée. Mais l'avertir que l'excommunication n'est levée que pour le mariage et qu'il doit se pourvoir au plus tôt afin de se faire absoudre régulièrement de l'excommunication.

La nécessité où il se trouve quant à son mariage est une raison suffisante d'employer l'absolution indirecte.

Q. — Un homme après avoir abandonné la confession et la communion depuis une dizaine d'années, vient se confesser pour son mariage; quand le prêtre lui parle de la communion, sa réponse invariable est celle-ci : « comme vous voudrez. » Doit-on lui donner la communion?

R. — Si le confesseur lui a donné l'absolution, il doit lui faire un devoir de communier, parce que ne l'ayant pas fait à Pâques, il est tenu de communier même après le temps de Pâques écoulé.

Il ne pourrait l'en détourner que s'il avait la certitude morale qu'il n'est pas en état de grâce. Mais la parole par laquelle il s'en remet à la volonté de son confesseur n'est pas l'indice qu'il serait en état de péché mortel.

Q. — Nos tarifs donnent droit de toucher 1 franc pour un extrait de baptême. Ma paroisse vient d'être divisée. Une commune dépendant autrefois de ma paroisse, vient d'être érigée en succursale. Tous les enfants de cette nouvelle paroisse ont été baptisés dans la mienne. Ils ne pouvaient être baptisés au chef-lieu de leur commune, qui n'était pas encore paroisse au moment de leur naissance. Puis-je réclamer pendant environ dix ans, 1 franc pour chaque extrait que je fournirai?

R. — Non seulement pendant dix ans, mais à perpétuité, quand on vous demandera un extrait de baptême. Car le droit fixé par le tarif est afférent à la copie que vous faites de l'acte et à l'attestation que vous y ajoutez.

Q. — J'ai dans ma paroisse une *société de secours mutuels*. Elle est divisée en 10 compagnies. Quand un membre d'une compagnie vient à mourir, toute la compagnie à laquelle il appartenait doit assister à ses obsèques sous peine d'amende. Dernièrement, vient de mourir un sociétaire qui avait demandé d'être enterré civilement. Des sociétaires chrétiens sont venus me demander ce que, dans ce cas, ils devaient faire. Voici ma réponse : N'assistez pas et payez l'amende. Ai-je bien fait?

R. — Vous avez bien fait de les empêcher d'assister à un enterrement civil; mais mal fait de les engager sans autre forme de procès à payer l'amende. Car s'il était manifeste que les règlements de la société excluent les enterrements civils, ils ne devraient pas l'amende.

Et lors même que le règlement serait simplement muet, ils ne devraient rien; parce que l'assistance à un enterrement civil étant chose immorale, on ne devrait pas en faire entrer l'obligation dans le règlement par voie d'interprétation.

Q. — On a grande confiance dans ma paroisse dans les somnambules. Au tribunal de la pénitence, quelle conduite tenir à l'égard de ces personnes?

R. — Il faut les détourner de donner leur confiance aux somnambules, ne serait-ce qu'à cause des défenses de l'Eglise au sujet du magnétisme. Et on devrait leur refuser l'absolution, si elles ne renonçaient à cette dangereuse superstition.

Q. — Dans une souscription publique, en faveur de l'université catholique, un souscripteur s'est engagé par sa signature, à verser une cotisation par annuités, dans l'intervalle de dix années. Il vient à mourir avant l'expiration des dix années : ses héritiers sont-ils tenus en conscience, et peuvent-ils être contraints par le juge, à remplir cet engagement?

R. — 1° *Au for intérieur*. — L'obligation des héritiers dépend de la nature de l'engagement contracté par le défunt souscripteur.

L'acte par lequel celui-ci s'est engagé est une promesse gratuite. Or la promesse gratuite peut produire une double obligation, l'une de fidélité, l'autre de justice. Et c'est dans l'intention même de celui qui a promis qu'il faut chercher la preuve de l'existence de l'une ou de l'autre de ces deux obligations. S'il a voulu faire une promesse sérieuse, il a contracté au moins une obligation de fidélité; si, de plus, il a voulu transférer un droit à la chose promise, et que la promesse ait été acceptée, il a contracté une obligation de justice.

De là il suit que le souscripteur a pu vouloir s'engager seulement « ex fidelitate » ou sur l'honneur, ou bien s'obliger en justice. S'il a manifesté clairement son intention sur ce point, c'est d'après cette intention qu'il faut déterminer le caractère et la gravité de l'obligation qu'il a contractée. Mais comment juger de son intention, s'il ne l'a pas clairement manifestée?

On en jugera d'après les circonstances. Ainsi on estimera que l'auteur d'une promesse ne veut pas s'obliger en justice, si la promesse est faite verbalement et comme en passant, si elle n'est accompagnée d'aucune circonstance particulière qui lui donne de la gravité. Au contraire on admettra l'obligation de justice si la promesse a été faite par écrit ou devant témoins, confirmée par serment ou par une signature donnée à une souscription (Gousset) : parce que ces formalités indiquent dans celui qui fait la promesse, l'intention de contracter une obligation parfaite,

stricte, une obligation de justice, qui sera plus ou moins grave suivant la matière des choses qu'il promet.

Il faudrait donc conclure que le souscripteur dont il est question, s'il n'a pas manifesté lui-même une intention contraire, a contracté envers l'Université catholique, une obligation de justice.

Or, l'obligation de justice, est une obligation « réelle » *onus reale*, qui pèse sur l'héritage et passe aux héritiers. Ainsi pensent tous les théologiens (Vid. Carrière, *De contract.*; Bouvier, etc.). Les héritiers du défunt souscripteur sont donc tenus, en conscience et en justice, à remplir l'engagement contracté par lui. De Lugo va plus loin encore. Il pense, non sans preuves à l'appui de son opinion, que l'obligation de fidélité, qui découle de la promesse, passe aux héritiers, non moins que l'obligation de justice. Il excepte le cas où l'auteur de la promesse aurait voulu positivement n'obliger que lui-même : et il ajoute que cette obligation de fidélité n'est pas grave par sa nature (De Lugo, disp. xxiii, n° 98 et seq., *De contract.*).

II. *Au for extérieur.* — Les héritiers peuvent-ils être contraints par la voie des tribunaux à remplir leur obligation ?

De prime abord, il semble que non. En effet, l'article 893 du code civil ne reconnaît que deux moyens de transmission gratuite du domaine : la donation entre vifs et le testament. Or une souscription, même publique, n'est ni une donation entre vifs, ni un testament. Donc elle ne transmet légalement aucun droit au for extérieur. D'où ni le souscripteur, ni ses héritiers ne peuvent être contraints au for extérieur. Ainsi pensent plusieurs auteurs.

Cependant il faut reconnaître avec Carrière, n. 475, que l'article 893 n'exclut pas la promesse gratuite. En effet, dans cet article il n'est question que de la transmission gratuite du domaine. La promesse ne serait donc exclue que comme transmission gratuite du domaine. Mais la promesse n'est point une transmission réelle du domaine. Celui qui promet ne transmet pas, mais s'engage seulement à transmettre le domaine de la chose promise. Or cet engagement n'est nullement exclu par l'article précité. Donc la promesse suivie de son acceptation est une convention qui n'est pas réprouvée par le code. Elle a sa force, sa valeur obligatoire, comme toutes les conventions dont il est question à l'article 1134, et qui ne sont contraires ni aux bonnes mœurs, ni à l'ordre public, ni aux lois. « Elles tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites. » Tel est le sentiment de la plupart des jurisconsultes. Si donc cette convention privée, qu'on appelle promesse gratuite, peut être établie par des preuves suffisantes, on ne voit pas pourquoi l'exécution ne pourrait en être poursuivie devant les tribunaux.

Mais dans le cas qui nous occupe, la signature du souscripteur serait-elle regardée par les tribu-

naux comme une preuve suffisante? Il y aurait lieu d'en douter. Ce doute est fondé sur l'art. 1326, ainsi conçu : « Le billet où la promesse sous seing privé par lequel une seule parties s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui souscrit, ou du moins il faut, qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un bon ou un approuvé portant en toute lettre le montant ou la quantité de la chose. »

Si donc la signature du souscripteur est dans les conditions déterminées par cet article, elle peut faire preuve devant les tribunaux. Si elle n'est pas dans ces conditions, elle ne pourrait pas faire preuve par elle-même, mais elle pourrait servir de commencement de preuve par écrit, comme l'a décidé la cour suprême (arrêt du 22 avril 1818).

Q. — Puis-je, de mon chef, permettre à mes paroissiens très éloignés de mon église, de faire leurs Pâques dans une autre église paroissiale beaucoup plus rapprochée que la leur? Deux curés peuvent-ils ainsi s'entendre et faire faire chacun dans son église paroissiale respective les Pâques aux paroissiens de son confrère? — Les personnes qui, de bonne foi, communieraient dans une église autre que leur église paroissiale auraient-elles du moins fait leurs Pâques?

R. — Vous pouvez pour chaque cas individuel donner à vos paroissiens la permission de faire leurs pâques dans l'église qui est plus à leur portée; mais vous n'auriez pas le droit de les décharger universellement de l'obligation de les faire dans leur église paroissiale. Cette obligation est imposée par le droit général de l'Eglise sur lequel vous n'avez aucune autorité.

Ce que vous ne pouvez seul, vous ne le pouvez pas davantage d'accord avec votre confrère voisin.

Les personnes qui, de bonne foi, ont fait leur communion de pâques dans l'église voisine, ne doivent point être inquiétées à ce sujet. Du double précepte qui oblige et à communier à Pâques et à le faire dans leur église, elles ont accompli la première et plus importante partie. Pour l'autre, elles n'ont pas agi ainsi en fraude de la loi : la bonne foi les excuse.

Q. — Il est permis, il me semble, de biner dans la même église, mais est-il permis de biner au même autel? Si non, y a-t-il des raisons qui permettent ce binage au même autel?

R. — Il est permis de biner dans la même église, quand il y a pour cela des raisons canoniques suffisantes et qu'on y est autorisé par l'Evêque. Dans ce cas il n'est pas défendu de biner au même autel, à moins que l'Evêque, en autorisant le binage, n'y ait mis cette condition, destinée à faire comprendre aux fidèles que le binage est une dérogation aux lois générales et ne peut avoir lieu que dans des circonstances déterminées.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le directeur d'une école primaire libre annexée à un pensionnat primaire libre, en vertu de déclarations régulières et faites depuis plusieurs années, peut-il recevoir les élèves d'une école laïcisée, dans son établissement, sans nouvelle déclaration ?

R. — Oui, sans aucun doute.

Q. — Ce directeur peut-il également sans nouvelle déclaration, et sans faire approuver les nouveaux locaux, recevoir dans les constructions élevées spécialement à cet effet et attendant à la primitive école, les élèves de l'établissement laïcisé ?

R. — L'annexion des nouvelles constructions n'entraîne pas la nécessité d'une seconde déclaration. L'approbation préalable des places ou l'approbation des locaux eux-mêmes, après leur édification, n'est réglée par la loi qu'en ce qui concerne les écoles publiques. Seulement la surveillance des inspecteurs d'Académie pouvant s'exercer sur les écoles libres, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, cette approbation peut avoir pour sanction l'interdit jeté sur les locaux nouveaux, s'ils sont en effet dans de mauvaises conditions hygiéniques.

Q. — Une circulaire du 6 mai 1881, adressée par le directeur général des cultes aux préfets, pose en règle que les fabriques ne doivent employer leurs fonds, qu'ils proviennent d'excédants de recettes ou de libéralités de quelque sorte qu'elles soient, qu'en acquisitions de titres nominatifs sur l'Etat français, seul mode de placement qui leur soit permis.

Je ne connais en fait de loi imposant cette obligation que la loi du 18 germinal an X, article 73; et encore cet article qui la restreint aux fondations a-t-il été abrogé par la loi du 2 janvier 1817.

Je voudrais savoir s'il existe quelque loi ou ordonnance postérieure à 1817, défendant aux fabriques tout autre placement que celui indiqué par la circulaire en question.

R. — Il n'existe pas de loi nouvelle; mais comme pour tout placement de fonds appartenant aux fabriques, il faut une autorisation spéciale, et que cette autorisation se donne ou se refuse à volonté, il est arrivé que, selon la manière de voir des ministres successifs, les circulaires, les ordonnances, les décrets se sont multipliés à l'infini; les uns exigent que les placements se fassent sur l'Etat; les autres permettent les placements au Crédit foncier; d'autres enfin autorisent les placements sur des particuliers avec certaines conditions.

Le ministre d'aujourd'hui est pour les rentes sur l'Etat : *quot capita tot sensus*. Venant à la question directe qui nous est posée, nous répondons : oui, il y a un décret du 13 avril 1861, et il y a plusieurs circulaires. Au reste, indépendamment de tout décret, il y a la pratique constante de l'administration qui a soin d'écrire dans les pièces portant autorisation d'accepter un legs ou un don : « la dite somme sera employée en rentes sur l'Etat. »

La dernière circulaire ne fait donc, au demeurant, qu'exprimer un vœu. Rien n'empêche une fabrique de demander un autre mode de placement qui lui paraît plus avantageux; mais rien n'empêche non plus que l'administration le refuse, et n'oblige, au contraire, aux termes de la susdite circulaire, les fabriques à placer leur excédant ou les libéralités qu'on leur fait, sur l'Etat.

Q. — Un jeune homme est appelé à tirer au sort; son père est mort depuis plusieurs années, sa mère s'est remariée de nouveau, elle est décédée aussi depuis quelques années, laissant à son décès le jeune conscrit, dont il est question, issu de son premier mariage, et une petite fille de treize ans, issue de sa seconde union. Le père de cette dernière est aussi décédé depuis un an. Le jeune homme peut-il être exempté du service militaire par sa sœur utérine ?

R. — Cette question ne rentre pas dans notre cadre de jurisprudence civile ecclésiastique. Cependant, par pure complaisance, nous avons interrogé un homme compétent, — un ancien officier qui m'a dit que les lois sur le recrutement de l'armée n'accordent l'exemption qu'à l'ainé d'orphelins de père et de mère : ce qui ne se vérifie point dans le cas dont il s'agit. Or, a-t-il ajouté, comme les exemptions se font ordinairement au détriment d'un tiers, il n'est pas permis d'élargir la catégorie des exemptés.

Q. — Pour assainir mon église, je désirerais faire enlever jusqu'à une certaine profondeur la terre et les pierres, qui, à l'extérieur, entourent les murs et dont le niveau dépasse de beaucoup celui de l'intérieur de l'église.

Ces pierres se trouvent dans, ou plutôt sur le chemin de ronde, sur lequel le presbytère a seul accès.

Devant l'incurie municipale qui promet toujours et n'agit jamais, la fabrique ne pourrait-elle pas, comme je le crois, soit officiellement par un avis que je donnerais à l'église, soit par des démarches personnelles auprès de plusieurs charretiers, faire enlever ces terres par sa seule autorité, sans autres formalités, et sans avoir à redouter aucune tracasserie administrative ?

R. — Oui, assurément; d'autant plus qu'il ne s'agit ici que d'un nettoyage qui incombe à la fabrique, et d'une très minime dépense. Il suffit que le marguillier commande et procède par économie.

Q. — Un prêtre se trouve dans un diocèse où le tarif des honoraires des messes ordinaires est de 1 fr. 50 cent. Il est vicaire dans une paroisse rurale où abondent les honoraires à 2 fr. vu le nombre de messes qui sont publiées chaque dimanche et vu aussi celles qui se disent pour les âmes du Purgatoire dont l'honoraire est aussi de 2 fr.

Il arrive souvent que des personnes se présentent à lui pour lui demander en secret des messes pour l'obtention de grâces particulières et dont l'honoraire est de 1 fr. 50 c. Peut-il en sûreté de conscience exiger l'honoraire de 2 fr. pour ces sortes de messes privées, puisqu'il se prive de l'honoraire de 2 fr. qu'il aurait s'il disait ou des messes publiées ou des messes pour les âmes du Purgatoire.

¹ Il y a ici deux orphelins de père et de mère, et le futur conscrit est l'ainé. Ils sont frère et sœur par mère. Il semble qu'il y ait possibilité de faire valoir ce cas d'exemption. Le conseil appréciera.

R. — Si le vicaire a déjà célébré la messe demandée, il ne saurait en vertu d'aucun droit exiger l'honoraire de 2 fr.

Le tarif diocésain ne lui attribue que 1 fr. 50.

Le grand nombre des messes demandées ne saurait être une raison d'élever l'honoraire. Hausser les prix en raison de l'affluence des demandes est une pratique commerciale, mais ce n'est pas une pratique ecclésiastique : l'Eglise défend au sujet des honoraires de messes tout ce qui sent le commerce.

La raison du *lucrum cessans aut damnum emergens* ne nous paraît pas applicable en l'espèce dans toute sa rigueur, nous le disons plus bas. Mais, à supposer qu'on puisse l'invoquer, il serait nécessaire que l'autre partie eût été prévenue et qu'elle eût consenti à l'élévation de l'honoraire. Après coup le vicaire n'aurait aucun droit à l'exiger.

Si la messe n'est pas encore célébrée, ou, pour parler plus exactement, si le vicaire ne s'est pas encore engagé à la célébrer, il lui est permis de tenir compte du surplus d'honoraire qu'il sacrifierait en acceptant de l'acquitter : il n'est pas obligé de perdre cet avantage.

Mais, s'il y tient, il n'a qu'une chose à faire : dire à la personne qu'il ne peut, à son grand regret, célébrer la messe à son intention. Il se gardera bien de lui en donner la raison, pour ne pas la scandaliser, et n'entrera pas avec elle en marché.

S'il croit devoir célébrer la messe demandée, qu'il se contente de l'honoraire fixé par le tarif : il y perdra 50 centimes auxquels il aurait quelque droit. Mais en les demandant, il risque de perdre bien davantage.

Exiger plus que l'honoraire du sacrifice ne pourrait s'excuser que par la raison du *lucrum cessans*. Et en droit strict, le vicaire, n'étant pas tenu de célébrer à l'intention particulière de la personne, peut ne pas accepter de célébrer pour elle si elle ne lui offre un honoraire égal à celui qu'il aurait autrement. Mais il ne nous paraît point conforme à l'esprit de l'Eglise qu'il débâte avec des fidèles une question semblable.

Toutefois, si les convenances et la dignité ecclésiastiques ne peuvent l'emporter à ses yeux sur son droit strict, et qu'il veuille satisfaire au désir de la personne, il peut lui dire que, ayant à acquitter des messes à 2 francs, il perdra 50 cent. en appliquant à son intention.

Si la personne consent à lui offrir 2 fr., il aura, pour conserver les 50 centimes, la raison du *lucrum cessans*, et peut-être la raison de l'offre spontanée de la personne ainsi avertie. Mais nous ne voudrions pas répondre de sa considération aux yeux des fidèles.

Q. — A qui appartiennent, de la commune ou de la fabrique, les fruits spontanés d'un cimetière où l'on n'en terre plus depuis six ans, mais dont les réparations de murs ont continué d'être faites par la fabrique ?

R. — Trois décisions du ministre des cultes, en date du 21 octobre 1856, 20 août 1857 et 6 janvier 1860 portent que les produits spontanés des terrains qui ne servent plus aux sépultures, ne peuvent être réclamés par les fabriques, mais qu'ils appartiennent aux communes.

A l'occasion d'une difficulté analogue à celle qui nous est soumise, le ministre adressa la réponse suivante au préfet :

« Les seuls produits spontanés de propriétés communales qui aient été attribués aux fabriques sont ceux des terrains servant actuellement de cimetières. (Décret du 30 décembre 1809, art. 36 n. 4.) Or, quant au terrain communal qui était affecté aux inhumations, on ne saurait le considérer comme servant encore de cimetière. Il perd le caractère qu'il avait reçu ; le fabrique n'a plus à intervenir à aucun point de vue, et la commune reprend sur ce terrain l'exercice de son droit de propriété limité seulement, dans un simple intérêt de police, par l'interdiction d'en faire usage pendant cinq années. Il en résulte que les produits spontanés cessent d'appartenir à la fabrique, qui se trouve d'ailleurs affranchie de pourvoir aux frais d'entretien du cimetière supprimé, obligation qui lui était imposée, antérieurement à sa fermeture, à raison de la perception de ces produits. » (Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur, année 1868, n. 55.)

Il ressort de cette jurisprudence que la fabrique justement privée de ces produits, a été injustement obligée à faire les réparations du cimetière depuis le jour qu'on n'y a plus pratiqué des inhumations. Elle serait donc en droit de demander à la commune restitution des dépenses qu'elle a faites à tort pour les réparations, ou la perception des produits spontanés à titre de compensation.

Cette conclusion est évidente par elle-même ; mais elle ressort très clairement d'une décision ministérielle publiée dans le Bulletin du ministère de l'Intérieur (1857, p. 169) où nous lisons ceci : « Les cultes qui possèdent un lieu d'inhumation particulier dont l'entretien est à leur charge, jouissent à titre de compensation, des produits qu'il donne. »

Il y aurait là un argument péremptoire en faveur de la fabrique en question.

Q. — 1° Je suis en instance auprès de l'autorité préfectorale pour obtenir la permission de faire quelques travaux d'appropriation, dont le montant s'élève à 18,000 fr. Parmi ces travaux se trouve la confection du dallage en ciment Vicat, estimée par l'architecte cinq mille francs. — Or, depuis que je suis en instance, une personne m'a donné les cinq mille francs nécessaires pour le dallage, à la condition formelle de ne les employer qu'à cette œuvre. Dans ce cas, puis-je faire commencer le travail, avec l'autorisation de la fabrique, qui l'accordera sans peine ? Faut-il en plus l'approbation de l'Evêque ? l'autorisation du Préfet ? Supposé que le Placet du Préfet soit exigé, serait-il requis de demander l'avis du conseil municipal ? Soyez donc assez bon pour me tracer la ligne que j'ai à suivre dans ces circonstances.

Je serais enchanté d'être débarrassé de toutes les entraves d'un projet ordinaire, afin que le travail du dallage fût exécuté avant l'hiver.

2° La fabrique a une grosse somme en réserve : elle avait capitalisé en perspective d'une restauration que les circonstances lui rendent impossible.

Ne pourrait-elle pas, par une délibération approuvée par l'Evêque, en disposer pour des autels ? Les autels sont le mobilier de l'Eglise, et il ne semble qu'il n'est pas nécessaire d'avoir, pour les acquérir, l'autorisation du Préfet.

Quel est votre avis ? Je serais heureux d'avoir votre réponse, afin de la montrer à mes fabriciens dont la bonne volonté est hors de doute, mais qui seraient peut-être un peu pusillanimes.

R. — AD I. En raison du chiffre considérable de la dépense, les travaux dont il s'agit rentrent dans la catégorie de ceux pour lesquels l'autorisation préfectorale est nécessaire (*Décret du 30 déc. 1809, art. 42*). Les plans et devis doivent être soumis au préfet; et ce n'est qu'après l'approbation formelle de ce fonctionnaire que les travaux peuvent être adjugés et exécutés. Cette règle est applicable, soit que la fabrique pourvoie aux dépenses sur ses propres ressources, soit que les fonds lui soient fournis par des tiers, des bienfaiteurs.

Notre correspondant ferait donc fausse route, s'il commençait les travaux sans autorisation : il s'exposerait à voir le Préfet intervenir pour suspendre les travaux, et même pour les interdire. Ainsi est-il dit formellement dans la circulaire ministérielle du 6 août 1841.

Mais la même circulaire déclare non moins formellement que les communes ou administrations municipales n'ont rien à voir dans ces sortes de travaux à moins que les fabriques, manquant de ressources, ne soient obligées de recourir à elles. Le ministre auteur de ce document, prend la peine de répondre à une objection que les maires font quelquefois. « Vainement, dit-il, en partant de ce principe hors de toute controverse, que les églises sont des propriétés communales, prétendrait-on que les conseils municipaux ont le droit de veiller à leur conservation et d'interposer à leur gré leur autorité. Cette argumentation serait vicieuse. L'espèce de propriété communale dont il s'agit échappe à l'administration et à la surveillance habituelle des municipalités. »

Légalement, l'autorisation de l'évêque n'est pas requise; mais il est de toute convenance de lui soumettre le projet, d'autant plus que l'administration préfectorale, saisie d'une demande d'autorisation, a pour habitude de faire passer le dossier de l'affaire sous les yeux de l'évêque diocésain. En outre, l'approbation préalable de l'évêque facilite celle du préfet et aide considérablement à résoudre les difficultés, s'il y en a.

Après avoir indiqué la légalité, nous ne terminerons pas sans ajouter que dans les conditions où se présente cette affaire, notre correspondant pourrait parfaitement commencer et même finir les travaux du dallage sans autorisation d'aucune sorte; mais pour cela, il faudrait que *tout le*

monde, fabrique et conseil municipal, fût d'accord, c'est-à-dire qu'on n'eût pas à craindre de dénonciation d'aucun côté. Le dallage d'une église n'est pas un de ces travaux qui peuvent compromettre la solidité de l'édifice; et, dans cette circonstance, il ne compromet pas davantage les finances de l'établissement, puisqu'il est payé par un bienfaiteur.

AD II. Assurément. Les autels font partie du mobilier des églises, et c'est par conséquent aux fabriques à pourvoir à la dépense de leur construction et de leur réparation. Elles peuvent donc, sans prendre d'autre conseil que d'elles-mêmes, supprimer des autels qui ne seraient pas en harmonie avec le style général de l'église, et les remplacer. Il est vrai que M. de Champeaux établit une distinction entre autel et autel : « Quand un autel est attaché à l'église à perpétuelle demeure, c'est-à-dire qu'il y est scellé en plâtre ou en ciment, ou qu'il fait corps avec la boiserie, qu'en un mot, il ne peut être détaché sans fracture, il est immeuble par destination et il suit, comme propriété, la condition de l'église. »

D'après ce jurisconsulte, il faudrait des autorisations, non pas pour acheter des autels nouveaux, mais pour arracher les anciens. Cette doctrine n'est pas fondée. S'il suffisait, pour qu'un autel devînt immeuble par destination, qu'il fût scellé en plâtre, en ciment ou de tout autre manière, on pourrait en dire autant de la chaire qui est souvent scellée à un pilier de l'église, autant des bancs, des boiseries, des grilles de l'orgue, etc., ce qui n'est pas soutenable : en regard du décret de décembre 1809 qui charge exclusivement la fabrique de la décoration et de l'embellissement du temple. Il n'y aurait d'exception que s'il s'agissait de supprimer un autel *objet d'art*. Une circulaire ministérielle du 25 juillet 1848 défend aux fabriques de se défaire de ces objets sans une approbation de l'autorité civile. Hors de ce cas, les fabriques ont le droit, avec l'approbation épiscopale, d'employer leurs fonds libres à l'achat de n'importe quel mobilier destiné à l'embellissement de leurs églises.

Q. — 1° Un conseil municipal peut-il exiger pour l'enterrement d'un de ses membres, et gratuitement, et pour n'importe quelle classe, le plus beau drap mortuaire de l'église ?

2° Le conseil de fabrique à qui on demanderait cette exception peut-il l'accorder sans autre autorisation ? Ce serait reconnaître là une exception ou privilège sans aucune raison d'être. Et cependant il est évident que les fabriciens qui tous sont membres du conseil municipal, s'adjugeraient volontiers cet honneur gratuit.

3° Le conseil de fabrique peut-il encore accorder une place gratuite et d'honneur à l'Eglise, pour tous les membres du conseil municipal ?

R. — AD I. — Le conseil municipal ne peut absolument rien exiger de la fabrique, que ce qui est expressément écrit dans la loi. Or la loi garde le silence sur tout ce qui fait l'objet de la présente question. Par conséquent il ne peut rien exiger du

tout. Il est en cette circonstance vis-à-vis de la fabrique comme un simple citoyen, soumis aux mêmes règles et au même tarif.

AD II. Régulièrement, la fabrique n'a pas plus de droit d'accorder la susdite faveur que le conseil municipal de l'exiger. La fabrique a pour mission de protéger les intérêts matériels de l'église, de les défendre contre quiconque les attaque et de les augmenter toujours selon la loi. Or, ce serait les amoindrir que d'accorder un pareil privilège, qui appartient à tout le monde en payant. Il y aurait là une certaine aliénation, peu importante si l'on veut, mais réelle, d'un bien dont les fabriques n'ont que la simple administration.

La remarque faite par notre correspondant, à savoir que les fabriciens, presque tous conseillers municipaux, ne manqueraient pas de se donner cette immunité, ne fait que confirmer notre manière de voir. Il nous semble que dans cette double qualité de fabricant et de conseiller municipal il y a une raison de plus pour éviter l'abus signalé. Il y a en effet, une haute inconvenance à émettre un vote en sa propre faveur, et une formelle injustice quand cette faveur représente l'intérêt d'un tiers.

AD III. Ici la question est double : il s'agit d'une place d'honneur et de la gratuité. Sauf les réserves exprimées plus haut, rien n'empêche la fabrique d'accorder une place d'honneur à ceux qu'elle en juge dignes ; mais dans l'espèce nous lui nions le droit d'accorder la gratuité. Ce dernier privilège ne se donne qu'aux indigents ou aux bienfaiteurs insignes, et dans ce dernier cas, il faudrait un décret présidentiel.

Nous ajouterons qu'il serait sage et prudent de ne rien innover en dehors des lois vis-à-vis des conseillers municipaux trop sujets au changement par le temps qui court !

Q. — Je vous prie de vouloir bien me rendre un service. J'ai à exposer des doutes à Rome. Pour affranchir, la chose est facile, puisqu'on n'a qu'à apposer le timbre-poste voulu comme on le fait pour les lettres. Mais je ne sais comment m'y prendre pour faire tenir aux congrégations romaines de quoi affranchir la réponse.

R. — Il n'est pas possible, en effet, d'envoyer des timbres français qui n'ont pas cours en Italie. Il faut donc de toute nécessité ou recevoir la réponse non affranchie, ou faire parvenir à qui de droit un mandat-poste international qui se délivre dans la plupart de nos bureaux français, au moins dans les bureaux de quelque importance. Tels sont les moyens les plus obviés. Il y a, en outre, celui de déposer à son évêché ou à la nonciature. Mais ceci devient quelquefois ennuyeux ou embarrassant. Le mieux est de laisser arriver le paquet non affranchi et de le payer.

Q. — 1^o Je lis dans l'*Ami du clergé* du 31 août dernier que le traitement dû au vicaire par la fabrique ou par la commune est au moins de 300 francs.

Or l'on ne m'a jamais donné que 250 fr. dans les diverses

paroisses où j'ai exercé. Il n'y a pas encore un an que j'ai quitté la dernière où j'ai été vicaire pendant quatre ans. Je demande donc :

1^o Si je pourrais forcer ces communes à me payer la différence ?

Comment devrais-je m'y prendre pour arriver à ce but ?

Je profite de l'occasion pour vous demander encore ceci :

2^o C'est chose admise que l'on fasse courir le nouveau traitement à partir de la cessation de l'ancien, quand même il y aurait eu quelques jours d'intervalle ; très-bien jusqu'ici. Mais si avant la prise de possession, il s'est présenté des messes *pro populo*, est-on obligé de les acquitter ultérieurement ?

3^o J'ai quitté le 11 novembre 1881 la vicairie de X. où j'ai exercé légitimement jusqu'à cette date, pour aller prendre possession de la succursale que je dessers actuellement. Mon successeur a jugé à propos de faire partir son traitement du 1^{er} novembre. J'ai l'intention de réclamer ces 11 jours, d'autant plus que j'ai payé pension jusqu'au bout à mon ancien curé. Faut-il que je m'adresse à mon successeur ou à la commune ? L'Etat ne me doit rien.

R. — Nous maintenons ce que nous avons dit dans notre numéro du 31 août sur le traitement des vicaires. C'est l'article 40 du Décret du 30 décembre 1809 qui fixe lui-même le chiffre du traitement. Cependant nous n'ignorons pas qu'il y a eu des contestations à ce propos.

Dans une circulaire, en date du 5 mai 1831, M. d'Argout, ministre du commerce et des travaux publics, décida que le minimum du traitement à payer aux vicaires par les fabriques ou les communes doit être réduit à 250 fr. Mais cette circulaire est illégale et entachée d'erreurs.

C'est un principe incontestable de jurisprudence, qu'une circulaire ministérielle ne saurait modifier un décret impérial qui a force de loi. Or, la loi du 2 août 1829 et l'ordonnance royale du 8 janvier 1830, qui ont élevé de 300 à 350 fr., le secours alloué par l'Etat aux vicaires autres que ceux des villes de grande population, n'ont point dérogé à l'art. 40 du Décret précité, et, par conséquent, le traitement que les vicaires sont en droit d'exiger des fabriques ou des communes est toujours de 500 fr. au plus et de 300 fr. au moins, conformément au même Décret.

Nous avons une autre interprétation ministérielle que nous déclarons également fautive et erronée.

Un vicaire s'est plaint de ce que le conseil municipal ne lui allouait que 250 fr. pour son traitement, au lieu de 300, minimum fixé par l'art. 40 du Décret du 30 décembre 1809. Le préfet du département a exprimé à cette occasion le désir de connaître la règle à suivre en pareille matière. Il a reçu la réponse suivante :

« L'article précité du décret de 1809 a été implicitement modifié par la loi de finances du 2 août 1829, et par l'ordonnance du 6 janvier 1830, qui, en portant de 300 à 350 fr. l'indemnité que le gouvernement peut allouer sur les fonds de l'Etat aux vicaires des communes ayant moins de 500 âmes, ont eu pour but de réduire dans la même proportion le minimum dû aux vicaires par ces communes.

« Il suit de là que, lorsqu'un vicaire reçoit de

l'État une indemnité de 350 fr., la commune n'est tenue de lui payer qu'un traitement de 250 fr.; mais que, dans le cas contraire, il a droit au minimum de 300 fr. fixé par le Décret de 1809.

« Cette règle, au surplus, a commencé d'être appliquée à partir de 1831 et d'après les renseignements fournis par l'administration même des cultes, elle n'a pas cessé d'être en vigueur. » (*Bulletin officiel du ministère de l'intérieur, année 1863, n° 54.*)

Nous avons déclaré cette interprétation fautive, et elle l'est évidemment; car le but de l'ordonnance du 6 janvier 1830 était d'améliorer le sort des vicaires, comme elle améliorait le sort des curés-desservants, en augmentant leur traitement de 50 fr.

Le droit est manifeste; mais notre correspondant obtiendrait-il gain de cause en le revendiquant, avec un gouvernement qui met sa gloire à supprimer sans forme de procès le traitement des desservants au mépris de toutes les lois? C'est au moins douteux, et nous n'engageons pas notre confrère à tenter l'entreprise. Qu'il essaie, s'il veut, en s'adressant d'abord à son ancien maire et puis au préfet. Par la réponse qui lui sera faite, il saura ce que pensent nos maîtres, eux que leurs grasses prébendes n'empêchent pas de demander la gratuité sur les chemins de fer.

AD II. L'affirmation qui nous est faite sur ce point, ne nous paraît pas bien sûre. Ordinairement, les évêques ont soin de faire coïncider l'arrivée d'un desservant pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans le paiement des mandats. Mais si l'on succède à un mort, par exemple, si le poste est resté vacant, le traitement ne court que du jour de la prise de possession ou de l'installation constatée par le bureau des marguilliers.

Mais il n'y a pas de connexité entre la question du traitement et celle des obligations qui incombent au curé : celles-ci commencent le jour où il est investi de sa charge.

AD III. Les éléments nous manquent pour juger qui a raison ou tort de notre correspondant ou de son successeur à la vicairie. Dans tous les cas, on ne peut réclamer son bien qu'à celui qui le détient injustement.

Q. — Un maire toujours régulièrement invité par le président du conseil de fabrique aux séances de ce conseil, et qui n'y assiste jamais, sous divers prétextes, peut-il se faire représenter dans les réunions par un adjoint. Et dans le cas où il le pourrait, cet adjoint aurait-il dans les délibérations les mêmes droits que le maire?

R. — Oui parfaitement. Le décret du 30 décembre 1809, le dit formellement dans son article 4. Enumérant les membres de droit du conseil de fabrique, il nomme le maire, et ajoute immédiatement après : « Il pourra s'y faire remplacer (au conseil) par l'un de ses adjoints. » Seulement celui-ci doit justifier, pour être admis, de la délégation qu'il a reçue soit du maire, si ce dernier est empêché, soit du préfet s'il exerce les fonctions de maire.

Dans le conseil, il jouit des mêmes prérogatives et des mêmes pouvoirs que le maire, mais au conseil seulement, non au banc d'œuvre, à moins qu'il n'exerce les fonctions de maire en vertu d'un arrêté préfectoral.

Q. — Une personne de ma paroisse a prêté à mon prédécesseur une somme de 1,500 francs, pour l'aider dans la construction d'un presbytère. Elle n'a stipulé aucune condition au dit prêt, ni quant au remboursement, ni quant aux intérêts, qu'elle n'a jamais réclamés. Elle est morte. Elle a institué une sœur son héritière universelle, sans parler du prêt en question. Ne peut-on pas regarder ce prêt comme un don fait à la fabrique, étant de son vivant une bienfaitrice de l'église; sa sœur héritière peut-elle demander en justice le remboursement de cette somme?

R. — Que l'on puisse *en conscience* considérer ce prêt comme un don en raison des diverses circonstances énumérées plus haut, ceci est l'affaire des théologiens moralistes. Mais qu'en l'absence de tout document, de toute preuve testimoniale et dans l'ignorance des intentions de la défunte, sa sœur héritière puisse revendiquer les 1500 fr. en justice, c'est évident; et nous ne voyons pas sur quoi se baserait la fabrique ou le curé pour échapper au remboursement.

Mais si, comme il est dit dans l'exposé, la défunte n'a parlé à personne de cette créance, pas même à son légataire universel, la question relève exclusivement de la conscience et sa solution des théologiens.

Q. — Dans la prohibition faite par la loi civile en ces termes : « i s ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront avoir contracté mariage devant l'officier civil, » qu'entend-on par bénédiction nuptiale?

Le curé qui aurait assisté au consentement mutuel donné par les époux en présence des témoins requis par la loi ecclésiastique, mais n'aurait prononcé aucune formule, à supposer qu'il n'y eût pas eu mariage civil préalable, serait-il en contravention contre la susdite loi?

R. — Par bénédiction nuptiale, le législateur entend la cérémonie religieuse qui est considérée comme le mariage religieux. Le code parle ici exactement comme le commun des mortels, se préoccupant fort peu des discussions théologiques, et du point précis qui constitue l'essence du sacrement. Peu lui importe qu'elle réside dans l'échange des consentements, ou dans tel rite particulier, ou dans l'accomplissement de telle et telle formalité. Ce qu'il interdit, c'est le concours religieux avant l'acte civil.

C'est pourquoi, s'il était affirmé qu'un curé a assisté, avant le mariage civil, au consentement mutuel des époux et que ce consentement échangé en sa présence constitue le mariage religieux, il n'y a pas un tribunal français qui ne vit là une contravention, et qui ne la condamne s'il en était requis.

Nous reconnaissons toutefois que l'immense majorité des catholiques de France et surtout des mauvais catholiques, parmi lesquels brillent au premier rang les messieurs de l'exécutif et du législatif, ne se doutent nullement de la vérité

dogmatique en cette matière, et qu'il y a cent à parier contre un qu'ils ne songeraient pas à inquiéter un prêtre uniquement coupable d'avoir été témoin muet d'un échange mutuel de volontés.

Notre correspondant signale là peut-être un moyen auquel on pourrait recourir dans certaines circonstances qui rendent impossible la cérémonie religieuse, ou du moins la retardent au grand préjudice de la conscience individuelle et de la morale publique. Mais qu'on ne s'y fie pas trop ; et que, le cas échéant, on recoure à la sagesse et à la prudence des supérieurs ecclésiastiques chargés par Jésus-Christ de régir et de gouverner l'Eglise.

Q. — Je viens de lire la réponse à cette question : « Les curés sont-ils atteints par la loi sur les prestations ? » Dans l'intervalle j'ai découvert dans votre journal une première solution donnée à un vicaire du diocèse de Rodez ; je ne sais s'il a été satisfait, mais votre serviteur ne l'est pas du tout.

Dans la première réponse il voit un texte tronqué ; et dans la seconde il ne trouve pas davantage de preuve qu'un curé, comme curé, a au moins l'une des quatre qualités : de propriétaire, régisseur, fermier, colon partiaire, cela prouve que vous êtes de son avis et qu'un curé ne peut nullement être compris dans l'une de ces quatre catégories de citoyens. Il ne voit pas non plus établi qu'un curé soit chef de famille ou d'établissement. Ce n'est guère plus facile. Bescherelle dit bien au mot de famille : « Père de famille toute personne majeure ou mineure qui jouit de ses droits, c'est-à-dire qui n'est point sous la puissance d'autrui. » Mais encore ce n'est pas chef de famille, et il me semble que si les mots en fait des lois onéreuses doivent être pris *ut sonant*, d'après l'adage *odia sunt restringenda*, c'est en matière de corvée pour un ecclésiastique.

En place, on s'y rabat hardiment sur les mots : « Tout habitant, etc. porté au rôle des contributions directes.... » Mais bien des vicaires ne payent pas même de cote personnelle, et bien que les dictionnaires vous disent : « Habitant, qui habite, » dans le langage ordinaire vous n'entendez jamais : ce curé est habitant de telle commune, pas plus que tout employé du gouvernement, mais seulement qu'ils sont dans telle commune. Ce qui prouve que le mot « habitant » implique une idée d'attache à la commune par la naissance, une résidence de son choix.

Voilà ce que pense votre abonné jusqu'à preuve péremptoire qu'il est dans l'erreur et qu'il ne comprend pas le français.

Maintenant, que le conseil d'Etat ait, à deux reprises différentes, décrété que la loi du 20 mai 1836 atteignait le clergé paroissial ; je ne vois là qu'une nouvelle preuve que cette institution a été inventée et reste pour un gouvernement, comme moyen de se soustraire à toutes les lois qui le gênent et d'exercer toutes les tyrannies. La circulaire ministérielle est de la même époque et a l'avantage de l'hypocrisie.

Je crois, qu'on peut dire sans jugement téméraire que son auteur, craignant une loyale interprétation de la loi, rappelle les curés à l'attention des répartiteurs. Si cependant en France un décret peut aller contre une loi, j'avoue que la question est tranchée, et que les curés iront casser les pierres sur les grandes routes ou s'y faire remplacer ; mais alors ce n'est plus en vertu de la loi du 2 mai, mais bien en vertu d'un décret, préliminaire de ceux du 29 mars.

Donc, je reste avec le *Journal des fabriques* contre l'*Ami du clergé*, du moins jusqu'à preuve plus péremptoire. Je ne le demande pas, cependant, pour ne pas être importun. Je dirai seulement qu'une argumentation plus serrée ne nuirait pas au journal. Une publication où le clergé paroissial pourrait trouver la réponse à des questions qu'il ne pourrait trancher de lui-même, faute de documents, ne

saurait être que la bienvenue, mais à une condition, c'est que toute assertion y soit fortement motivée.

R. — Nous avons donné ample satisfaction à l'amour-propre de notre correspondant en transcrivant sa lettre tout entière. Cependant nous l'engageons à ne pas recommencer de sitôt à nous écrire des pancartes de cette prolixité, à propos d'une question qui manque d'importance. Si, comme il le dit, il faut prendre les mots *ut sonant*, il y en a quelques-uns de trop dans son épître, ceux particulièrement où il nous accuse de tronquer les textes et de manquer de logique dans notre argumentation.

Nous, nous accusons formellement notre contradicteur de ne savoir pas lire ; car la thèse du *Journal des Conseils de fabriques* est la nôtre, au point de vue théorique d'abord, et aussi au point de vue pratique ; car, nous pensons comme lui que la loi sur les prestations ne saurait regarder le clergé, lequel devrait en être dispensé comme il est dispensé de faire partie du corps des pompiers ou de la garde nationale ; et le susdit journal pense comme nous, quand il engage le clergé à ne pas se mettre en révolte contre la loi.

Quant à vouloir prétendre qu'un curé n'est pas un « habitant » de sa commune, n'est pas un « chef de famille, » c'est-à-dire de maison ou d'établissement, cela tourne à l'enfantillage ou vise à une subtilité que notre humble esprit ne parvient pas à saisir.

Q. — Est-il permis d'appliquer un mur de maison et, dans le cas présent, un mur de cabaret contre la muraille de clôture du cimetière ?

R. — Dans l'état actuel de la législation, il n'existe aucune loi qui autorise les propriétaires riverains d'un établissement public quelconque, fabrique, église, presbytère, commune, cimetière à établir sur ces derniers immeubles n'importe quelles servitudes. Il appartient aux communes et aux fabriques de les empêcher. L'art. 661 du code civil qui autorise de particulier à particulier l'acquisition du droit de mitoyenneté d'un mur ou d'une partie d'un mur, ne s'applique pas aux églises et autres édifices publics parce que ces édifices sont hors du commerce (*arrêt de la cour de cassation du 5 décembre 1883*). Cet article ne peut donc pas être invoqué contre les communes à l'égard de leurs églises, de leurs cimetières, mairies et l'administration supérieure, sans l'autorisation de laquelle, du reste, on ne peut rien permettre sous ce rapport, doit s'y opposer formellement et toujours. (*Bulletin officiel du ministère de l'intérieur année 1864, n° 50*). A fortiori, quand il s'agit d'un mauvais voisinage comme celui d'un cabaret.

VARIÉTÉS.

Le Centenaire de saint François d'Assise.

VII.

— Si nous allions visiter les *Carceri*? nous reviendrions par le *Rivo Torto*, et nous aurons à peu près achevé nos pèlerinages d'Assise.

Depuis Saint-Damien l'on descend un ravin profond puis on gagne, à travers la colline qui se dénude, une vallée grise, tourmentée, étrangement belle. Ce sont les *Carceri* ou prisons de saint François, ainsi appelées sans doute parce qu'il se plaisait à y rester, captif volontaire de la grâce, et que leur sombre aspect rappelle la tristesse, l'ennui du cachot. Les huit grottes qui s'ouvrent dans les flancs de la montagne sont de vraies géoles entourées d'abîmes et dominées par une morne forêt. C'est l'image du désespoir. Mais les oiseaux chantent autour du pauvre oratoire gardé par un unique religieux, ils conservent les traditions fondées par saint François, et continuent de gazouiller à l'ombre des chênes où leurs pères ont entendu les douces exhortations du patriarche.

Toutes ces cavernes ont été habitées par les disciples de saint François qui venaient y demander au Maître le secret de la prière. Saint Bernardin de Sienne y fonda même un noviciat. Quels hommes en durent sortir, après des années passées dans cette solitude sauvage, loin du monde, mais tout près de Dieu, visible partout dans cette nature terrible. Parfois aussi les démons y venaient interrompre les austères méditations de François, ils lui rappelaient comme autrefois à saint Jérôme la scène séduisante où sa jeunesse avait failli sombrer. Un jour, après une tentation horrible, le saint, fort de l'appui divin, lui ordonna de retourner en enfer. A cet ordre impérieux, Satan poussa un rugissement — le rugissement du vaincu — entr'ouvrit l'abîme et disparut. On voit encore le trou noir qui lui servit de passage et l'inscription suivante raconte au voyageur ce fait étrange :

Inspector, isthoc ad tartara Setanam
A divo Francisco repulsum, tene memoriâ.

Jadis un torrent tombait avec fureur des sommets déchirés. Le bruit de ses eaux troublait François dans son oraison en même temps que ses flots ravageaient la plaine. Le patriarche s'en plaignit à Dieu : « Quoi, Seigneur! je me suis enfoncé dans cette gorge sauvage pour y trouver le repos, et voilà que ce torrent me distrait, par son fracas, de penser à vous! » Et il fit le signe de la croix sur les ondes qui s'apaisèrent. Depuis ce temps, le torrent reste à sec, quand il se remplit, c'est que de grands malheurs menacent l'Italie. Aussi les populations se demandent-elles chaque année : « Le torrent du *Carceri* a-t-il

coulé? » Ils se souviennent qu'en 1859 et en 1870, ses eaux ont arrosé la Montagne, lorsque Cavour fit occuper les marches, et que Victor Emmanuel s'empara de Rome. Il avait coulé quelques jours avant notre arrivée. Un paysan italien qui nous accompagnait dit anxieusement au gardien du *Carceri* :

— Et le torrent, les pluies l'ont-ils fait grossir?

Le religieux se contenta de lui montrer une ligne noirâtre qui indiquait sur la grève encore humide, le point précis où les eaux s'étaient arrêtées. Le paysan secoua la tête et une impression de profonde tristesse parut sur son visage.

Nous redescendons nous-mêmes les pentes abruptes qui mènent au *Rivo Torto*. Une belle église ogivale est bâtie sur l'emplacement du premier oratoire de l'ordre. Une inscription du portail nous rappelle ce glorieux souvenir : « Hic primordia fratrum minorum. » Les armes des franciscains sont sculptées au-dessus : Un bras nu protégé par un bras vêtu, en sautoir. Le bras nu c'est celui du Sauveur souffrant avec ses pauvres. Saint François lui apporte ses vêtements pour le couvrir et le réchauffer. Autour de l'église, un ruisseau capricieux serpente dans la direction de N.-D. des Anges, et se distingue par son gravier jaune et son cours inégal. De là sans doute le nom de *Rivo Torto* donné à cette contrée.

C'est là que Saint François se retira tout d'abord avec les frères Gilles et Conrad. Ils y prièrent ensemble au temps de la première ferveur. Nous entrons et l'on nous conduit dans je ne sais quel réduit bas et noir. A droite une sorte de niche rectangulaire où l'on ne pénètre que courbé. C'est le lit de saint François, c'est-à-dire le sol nu pour matelas et un escalier de pierre en guise d'oreiller. A quatre pas de là, une toute petite pièce servait de cuisine; on voit encore la vieille cheminée. On devine que la nourriture devait être ainsi des plus sommaires. Cependant nos trois saints y vivaient heureux, car une inscription porte que Gilles et Conrad y trouvèrent le repos qu'ils avaient cherché vainement dans le siècle, *ibi quieverunt*. Ils y passèrent plusieurs années et ne quittèrent que malgré eux cette retraite charmante où aux agréments de la nature se joignaient les attraites des sites sauvages. Quand la communauté devint trop nombreuse, François se retira à N.-D. des Anges, à trois kilomètres de là.

Dans l'église une foule de tableaux nous redisent plusieurs des scènes naïves racontées dans les *Fioretti*. L'un d'eux nous représente Othon IV se rendant à Rome pour y être couronné par le pape qu'il avait combattu. François lui envoya un de ses compagnons pour lui annoncer que son triomphe serait de peu de durée et que bientôt il mourrait obscurément et sans gloire.

Les princes et les papes subissaient le charme irrésistible de cette humilité qui devait faire plus de bruit que tout leur orgueil.

Nous reprîmes le chemin d'Assise et nous sui-

vîmes quelque temps un sentier rocailleux qui courait à travers les vignes. Les ormeaux qui supportaient les ceps se dépouillaient de leurs feuilles et prenaient des teintes malades. Plusieurs semblaient morts du poids et des étreintes de la vigne. Les pampres robustes qui couronnaient leur tête dépouillée, nous faisaient songer à l'Église, éternellement jeune, qui s'appuie sur les antiques ordres religieux, dont plusieurs sont morts à son service, morts à la peine, pour qu'elle vive. Une odeur capiteuse de vendange remplissait la campagne. Ça et là des maisonnettes délabrées, d'où s'échappaient de joyeux cris, nous laissaient deviner de fortes vertus domestiques. Quelles sont les vraies mœurs, les vrais sentiments du vrai peuple d'Italie, nous demandions-nous. Nous entrons dans une longue cour étroite, jonchée de débris de vieilles futailles, et nous grimpons vaillamment un mauvais escalier de bois protégé par un auvent percé à jour. Une femme se présente, — la mère de cinq ou six enfants dépenaillés et s'enfuyant dans les recoins perdus de la grande chambre sans lumière. Bien que mal vêtue elle-même, — la tête couverte d'un mouchoir d'une couleur innommée et les pieds nus, — elle nous fait avec aisance les honneurs de sa maison.

— Nous voudrions goûter de votre vin nouveau ; du vin de la cuve, car nous avons grand soif, et votre vin embaume.

— Alors je vais chercher mon mari.

Le mari prenait soin de la cuvée. Il vint et nous pria de nous asseoir, voix et figure très-douces. Sa parole résonnait avec ce timbre particulièrement séduisant qui est propre aux Italiens ; et à mesure qu'il nous témoignait sa sympathie, les enfants sortaient de dessous les meubles. Ils nous regardèrent d'abord curieusement, puis un éclair de confiance brilla dans leurs yeux noirs ; bientôt les plus petits eurent grimpés sur nos genoux. L'on causa d'Assise, de saint François, surtout de la Providence sur qui ce brave homme se reposait pour l'avenir de sa famille.

— Mais j'oubliais, dit-il, que vous désirez goûter notre vin.

Il sortit avec une grande cruche fêlée et noircie de lignes suspectes. Pendant ce temps nous examinions le curieux intérieur. La mère préparait le repas du soir. Rien de plus simple. Un épais *magma* de macaroni cuisant dans une chaudière. A l'aide d'une corbeille d'osiers elle puisait, laissait l'eau s'écouler, et versait le résidu dans un immense plat en forme de saladier. Elle continua de pêcher dans la chaudière jusqu'à ce que le saladier fut comble, en ayant soin de déposer sur chaque couche de macaroni un assortiment corsé de poivre et de sel. L'opération se terminait quand le mari revint ;

Messieurs, dit-il, le diner est servi, vous nous ferez l'honneur de le partager.

Nous nous regardâmes en souriant. Nous ne nous doutions guère qu'on préparait pour nous

cette cuisine qui nous semblait légèrement défectueuse. La table d'ailleurs toute grasseuse, les bancs boiteux, les murs entamés, les enfants malpropres et à moitié vêtus n'ajoutaient aucun stimulant à l'appétit. Pourtant nous n'aurions pas voulu désobliger ces bonnes gens qui insistaient comme pour un festin de noces. Mon compagnon saisit bravement sa fourchette gluante et piqua dans le macaroni. Nous piquions à qui mieux mieux quand tout-à-coup nous tombâmes sur une couche de poivre qui nous arracha une grimace. Mais le petit vin de la cruche fêlée, bien qu'il fût versé dans des verres douteux et rudimentaires, calma l'incendie intérieur et nous le trouvâmes vraiment bon.

Nos hôtes ne savaient comment nous témoigner leur reconnaissance. Il est bon, le peuple italien des campagnes, foncièrement chrétien et hospitalier. Une antique image de la Madone régnait dans ce pauvre foyer. Elle était bien noircie par la fumée, mais on s'agenouille devant elle tous les soirs. En quittant la maison nous laissâmes — outre la réjouissante lira — à chaque individu de ce petit peuple une médaille de la sainte Vierge qui alluma tous les regards. On nous reconduisit jusqu'au sommet de l'escalier et quand nous leur dîmes : Addio ! Buona notte. Tous reprirent en chœur : Felicissima notte !

Ce pauvre et doux intérieur nous avait charmés. Il nous rappelait les mœurs patriarcales de l'Italie au 13^e siècle, même dans les plus nobles familles : « Le mari et la femme soupaient sur la même assiette, buvaient au même verre ; et, s'il était nuit, un serviteur tenait devant eux une torche de résine. Mais ceux qui vivaient de la sorte étaient loyaux entre eux, fidèles à leur commune, et, avec ces mœurs rudes et pauvres, ils faisaient de plus grandes choses que les générations délicates et polies qui les suivirent (1). »

La nuit nous surprend dans la campagne d'Assise. En même temps que les étoiles s'allument au firmament, la ville étincelle des feux les plus variés. Au château qui la domine brille une couronne de lumières ; un doux reflet plane sur toute la cité d'où s'échappe un tranquille bourdonnement. C'est le peuple qui se porte du Sagro Convento à Santa-Chiara ; c'est la musique municipale qui sur la grande place célèbre la gloire de saint François. La foule est considérable mais d'honnête aspect. Le costume des franciscains tranche sur les couleurs vives que fait ressortir l'éclat des illuminations. Ils se trouvent là chez eux : le peuple les accueille et les salue avec respect, parce qu'ils portent au front la double auréole de fils de saint François et de religieux persécutés.

Non, les habitants d'Assise n'ont pas oublié leurs saints, ils s'oublieraient plutôt eux-mêmes. Tant que la Révolution n'aura pas jeté aux

(1) Villani, cité par Ozanam. Les poètes franciscains, page 12.

quatre vents les reliques de sainte Claire, d'Hortulane et d'Agnès, brisé le tombeau des patriarches, sapé les fondements du Sagro-Convento, François sera roi d'Assise. Mais aujourd'hui celui qui toucherait une seule pierre à la basilique risquerait sa vie. Pour prouver que leur foi ne fait que grandir malgré les défaillances du 19^e siècle, les concitoyens de saint François lui ont élevé, en l'honneur du 7^e centenaire, une magnifique statue que le voyageur admire dans la cathédrale. Dupré de Florence « l'honneur de l'art » a consacré au grand patriarche les dernières inspirations de son génie. C'était noblement achever une glorieuse carrière. Il mourut toutefois avant d'avoir donné le dernier coup de ciseau. Mais sa fille y suppléa, et l'amour filial guidant sa main, son cœur et sa foi surent répandre sur le visage du saint des rayons vraiment sérapiques.

La statue de saint François est non-seulement « l'honneur de l'art, » elle reste surtout l'honneur d'Assise.

Courrier de l'Utile.

Nous recevons toujours avec la plus vive reconnaissance les renseignements que nos bienveillants lecteurs voudront bien nous envoyer. Mais ces aimables correspondants nous permettront de leur adresser une double prière : d'abord de prendre patience si leurs communications ne paraissent pas au prochain numéro ; il nous est impossible de donner audience à tout le monde à la fois ; ensuite, d'écrire lisiblement ; nous avons eu des lettres peut-être intéressantes qu'il a fallu jeter au panier, parce qu'elles étaient indéchiffrables. Ceci dit, nous donnons la parole à un de nos bons correspondants :

« Vous avez fait paraître ma recette sur l'aconit et l'arnica. J'espère que beaucoup de confrères pourront avantageusement l'utiliser pour eux et pour leurs paroissiens. J'en ajoute une autre qui complète le traitement de la pleurésie par l'aconit.

« La pleurésie a lieu parce que l'aconit n'a pas été donné au moment voulu ; les frissons, les maux de tête ne se sont pas calmés ; au contraire il y a fatigue générale, toux, *point de côté*, parce que le sang extravasé sur la plèvre va se corrompre, et il faudra faire évacuer avec force vésicatoires, sans compter une transpiration abondante, qui affaiblit pour quelque temps.

« Le cas est donc bien précis, vous le voyez, et il est malheureusement trop fréquent.

« Voici un petit traitement aussi simple que prompt et d'un succès assuré ; si la maladie n'a pas d'autre complication, on prend 2 verres à boire bien propres, dans l'un rempli d'eau à moitié, on verse 5 ou 6 gouttes d'aconit que l'on prend 3 fois le premier jour ; dans l'autre rempli

d'eau, on verse 7 ou 8 gouttes de *teinture de Bryone*. On prend le matin, à midi et le soir, une cuillerée à soupe de ce verre jusqu'à ce que les points de côté aient disparu ; ceux-ci peuvent durer 4 à 5 jours. La Bryone a pour effet immédiat d'agir sur les humeurs et de débarrasser peu à peu la plèvre fortement engorgée.

« Pour ne pas toujours songer aux malades, permettez-moi d'ajouter une excellente recette pour ceux qui se portent bien.

« Voulez-vous, cher confrère, servir sur votre modeste table, depuis le 1^{er} décembre jusqu'au 1^{er} mars, un excellent plat de pommes de terre nouvelles ? Vers le 15 août, pour la Drôme, par conséquent le 1^{er} septembre pour le midi de la France, et le 1^{er} août pour le nord, plantez dans votre jardin, selon l'appétit que vous ressentez pour ce prince des légumes, un carré de pommes de terre, non de celles que vous avez déjà cueillies, mais des vieilles. Avant que les gros froids arrivent, arrachez-les, — leurs fruits sont alors gros à peu près comme des noix, — plus ou moins ; faites un gros trou dans un coin du jardin, mettez au fond ces petites pommes de terre, recouvrez de la terre enlevée, de manière que la terre forme le dos d'âne, placez sur cette terre du gazon vert, extrait avec sa motte. (On sait que dans les froids les plus rigoureux la gelée ne va pas au-delà de 7 centimètres sous le gazon.) Chaque fois que la servante voudra servir un plat, elle ôtera un peu de terre par un coin, ira chercher à 40 centimètres la provision et remettra les choses en l'état.

« Je l'expérimente tous les ans et les amis qui ont goûté de ce plat délicieux, se sont empressés de faire comme le vieux prier. L'invention n'est pas de moi ; je l'ai apprise, en allant à Lourdes, du domestique d'une grande maison, qui vend tous les ans pour mille écus de ce précieux tubercule ; il fait croire aux acheteurs, sur les marchés publics, qu'il les fait venir des pays étrangers. »

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 6 decembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis*.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

Almanachs de propagande pour 1883

ALMANACH HISTORIQUE ET PATRIOTIQUE

Un joli volume in-12 de 144 pages, avec nombreuses illustrations

PRIX : 30 Centimes L'EXEMPLAIRE

TABLE DES MATIÈRES

L'année 1883. — Calendrier. — Postes et télégraphes. — Revue des événements de l'année. — Le naufrage de la *Jeannette*. — Charlemagne. — Un fond de bouteille. — Profondeur de la mer. — Le bombardement d'Alexandrie. — Instinct d'un brochet. — L'Ecole primaire sous la Révolution. — Tambours, battez aux champs ! — Mgr de Ségur. — Des fourmis enragées. — Les bandes de Garibaldi en 1870. — Le tunnel sous la Manche. — Laïque et obligatoire. — Le cardinal Lavigerie. — Les massacres de Bouguenais sous la Révolution. — La tempête du Havre. — La Moricière et les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. — Le docteur Crevaux. — Une histoire de pigeons. — La pêche de la baleine. — Quelques histoires. — Le général Ducrot. — La chasse aux corbeaux en Picardie. — Les fortifications de Paris. — Une histoire de zouaves. — La messe d'accord. — La bataille de Patay. — La loi sur l'instruction primaire. — Anecdotes variées.

ALMANACH de L'ASSOMPTION (4^e année)

TABLE DES MATIÈRES

Chronique pour l'année 1883. — Quatre-Temps. — Eclipses. — Comput ecclésiastique. — Calendrier, avec maximes, proverbes, anecdotes correspondant à chaque mois. — Mgr Turinaz. — Mémoirial de la famille chrétienne. — 1881-82. — La prière du soldat. — Le chef-d'œuvre de maître Guebbard. — Chez les Kroumirs. — Menus propos. — La perle des locataires. — L'Ange de la charité. — L'aumônier militaire. — Calino : une page de sa biographie. — Le pain de la réconciliation. — La religion. — Propriétés médicinales des feuilles de chou. — Le vieux sonneur de cloches. — Ça et là. — La nuit de Noël. — le Parterre de N.-D. de la Première Communion. — Qualités de l'ortie. — Les tribulations d'un âne. — Payez-moi. — Le bouquet à la Vierge Marie.

Beau vol. in-8^o carré, avec portraits, gravures, types, etc. — Prix : 0 fr. 50 cent.

ALMANACH DES CAMPAGNES

(3^e ANNÉE)

Un joli volume in-12 de 72 pages avec nombreuses illustrations

PRIX : 30 CENTIMES L'EXEMPLAIRE

Table des Matières

L'année 1883. — Calendrier. — Revue de l'année. — Causerie agricole. — Marseillade. — Le bombardement d'Alexandrie.

JURISPRUDENCE RURALE

Loi sur la police sanitaire des animaux. — Loi sur les chemins ruraux et d'exploitation. — Le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger.

RECETTES UTILES

Médecine domestique : Le croupé. — Maux de gorge. — Remède contre les brûlures. — Guérison du panaris. — Recette pour fabriquer le vin de quinquina.

Economie domestique : Les œufs en hiver. — Colle pour la porcelaine. — Boisson d'été.

Economie rurale : Fabrication de l'azote. — Asphyxie des vendangeurs. — La Morve. — Constipation des veaux. — Tondage des bœufs et des chevaux.

Pronostics sur le temps qu'il fera : — Pronostics tirés de l'atmosphère. — Pronostics tirés des animaux.

A plaideur rusé, juge malin, anecdote. — La péripneumonie contagieuse. — Une histoire de revenant. — Le jardinage dans les campagnes. — Destruction des rats. — L'Egypte. — L'instruction gratuite. — Le Vitrier.

ALMANACH D'ARLEQUIN POUR 1883

1 vol. avec vignettes humoristiques. Prix 0 fr. 20.

Table des Matières

1883. — Comput ecclésiastique. — Quatre-Temps. — Fêtes mobiles. — Commencement des quatre saisons. — Eclipses. — Calendrier. — L'année 1883 en quatrains politiques. — Revue de l'année. — A la Lanterne d'Arlequin. — Réponse. — Le recensement. — Lycées de filles. — Les rentiers du Deux-Décembre. — Laissez-moi tranquille. — L'œuvre de la Monarchie. — Tout gratis pour nos bons députés. — Plus de Concordat. — La magistrature sous la République. — Le Divorce. — La correspondance de Naquet. — Etc., etc.

Adresser les Demandes à M. VICTOR PALMÉ, éditeur, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

Avent. — Noël.

L'Avent, par DOM GUÉRANGER (*Année liturgique*), 5^e édition.

1 volume in-12 de xxvi-572 pages. 3 fr. 75

Les grandes Antienne de l'Avent. Lectures préparatoires à la fête de Noël, par M. l'abbé BOUTARD, vicaire à St-Jacques de Dieppe.

1 vol. in-12 de 95 pages. 1 fr. 25

L'Avent, le Carême et le Chemin de la Croix, sujets de méditations proposés aux personnes qui aspirent à la perfection, par le P. BROECKAERT, S. J.

1 vol. in-18. 0 fr. 40

Méditations des enfants de Marie pour le saint temps de l'Avent et les fêtes de Noël, avec une neuvaine préparatoire à la fête de l'Immaculée Conception, par le R. P. HUGUET.

1 vol. in-32 de xxvi-233 pages. 0 fr. 60

Le Temps de Noël, par DOM GUÉRANGER (*Année liturgique*), 4^e édition.

2 vol. in-12, de vii-556 et vii-721 pages. 3 fr. 75

Le Christ avant Bethléem, ou sentiments des Pères de l'Eglise et des principaux commentateurs sur les prophéties figuratives et verbales, depuis le premier jour du monde jusqu'à Jésus-Christ, et sur le sens attribué par les contemporains à ces diverses prophéties, par M. l'abbé MORISOT.

1 vol. grand in-8° de 636 pages. 6 fr.

La Nativité temporelle du Christ. De son Enfance et de ses Prodiges. — De sa Vie cachée et laborieuse, par M. l'abbé MAISTRE, chanoine honoraire.

1 vol. in-8° de 335 pages. 6 fr.

Arbre généalogique de la famille de Jésus-Christ, Fils de l'homme et roi des Juifs, ouvrage nécessaire à la complète intelligence de nombreux passages de l'Evangile, dressé par M. MONDOT DE LAGORGE, ancien élève de l'école polytechnique.

1 vol. in-8° de 57 pages avec un médaillon généalogique. 1 fr. 50

Le Christ de la tradition, par Monseigneur LANDRIOT; 2^e édition, revue et augmentée.

2 beaux vol. in-8° de LXIX 578 et 600 pages. 12 fr.

— LE MÊME. 2 vol. in-12 de LXXIX, 578 et 608 pages. 7 fr.

La divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ dans la primitive Eglise, par l'abbé PANHÉLEUX, vicaire général de Mgr l'évêque du Mans.

1 volume in-12 de 412 pages, titre rouge et noir. 3 fr.

La divinité de Jésus-Christ pleinement démontrée et mise hors de toute possibilité de doute. — Incarnation de Dieu le Verbe, La Vierge, par l'abbé MAISTRE, chanoine honoraire.

1 vol. in-8° de viii-495 pages. 6 fr.

Conférences sur la divinité de Jésus-Christ, prêchées devant la jeunesse des écoles, par M. l'abbé FREPPEL, professeur d'éloquence

sacrée à la Sorbonne, présentement évêque d'Angers.

1 beau vol. in-18 Jésus de 296 pages. 3 fr.

Jésus modèle ou la vie parfaite tirée sur celle de Jésus-Christ; ouvrage adressé aux religieuses de la Visitation par le P. FRANÇOIS-ADAM LEURIN, S. J.; nouvelle édition retouchée pour le style par l'abbé M^{***}.

1 vol. in-12 de vii-560 pages. 4 fr.

Jésus-Christ connu et aimé, par Monseigneur l'abbé Th. BOURGEAU.

1 vol. in-18 de 373 pages. 2 fr.

Jésus-Christ livre de vie, opuscule spécialement destiné aux personnes vouées à la piété, par sainte ANGELE DE FOLIGNO, membre du Tiers-Ordre de saint François d'Assise, traduit de l'italien.

1 vol. in-18 de 119 pages. 1 fr. 25

Bibliotheca Patrum Concionatoria, hoc est, anni totius evangelia, festa dominica, sanctissimæ Deiparæ illustriorumque sanctorum solemnia, homilibus atque sermonibus adornata sanctorum Patrum scriptorumque ecclesiasticorum qui decem prioribus sæculis floruerunt, opera et studio F. FRANCISCI COMBESIS, accurantibus una presbyteris JOAN. ALEXIO GONEL et LUDOVICO PERE.

— Ce premier volume contient Noël. C'est une mine aussi riche que complète.

Prix. 5 fr.

DIVERS

La Naissance de N.-S. Jésus-Christ et l'adoration des Mages, drame biblique par la Sœur MARIE, F. D. Ste PH.

Brochure in-18 de 104 pages. 1 fr.

Noël : Dialogue des Bergers pour la fête de Noël au Catechisme (Extrait de la *Bibliothèque des Catéchismes*), par M. l'abbé REGNAUD, auteur de la *Somme du Catéchiste*.

1 vol. in-18, orné d'une gravure d'après Le Guide et représentant l'Adoration des Bergers.

Prix : 10 c. Le cent, 5 francs (franco).

Les Carillons de Noël, par Fulbert DUMONTEIL.

1 beau volume in-12 de 263 pages, titre rouge et noir. 3 fr.

Ce sont des contes, légendes, récits, historiettes, où l'attrait du style le plus charmant se joint à la moralité d'un fonds plein de charme et d'éducation.

Noël pour ténor et soprano, avec chœur à quatre voix, par J.-H. SCHAFKEN, maître de chapelle de l'Eglise des PP. Carmes à Bruxelles, directeur de la section musicale du cercle catholique.

3 pages in-f°. 75 c.

Noëls anciens, avec accompagnement de piano, par le P. dom LEGEAY, bénédictin de l'abbaye de Solesmes. 1^{re} série. 1 vol. grand in-4° de 80 pages. 10 fr.

— 1^{re} série. 1 vol. grand in-4° de 82 pages. 10 fr.

Adresser les demandes au Directeur, M. VICTOR PALMÉ

PARIS — 76, rue des Saints-Pères, 76, — PARIS

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

PRIME PERMANENTE

Les Abonnés qui prennent douze francs de livres choisis dans le Catalogue spécial des Primes, ont droit à l'abonnement d'un an gratuit.

On est prié de joindre 25 centimes à toute demande de changement d'adresse et un franc quand on veut recevoir sa Prime à domicile.

(Demander le Catalogue spécial des primes.)

SOMMAIRE DU N° 50 :

PRÉDICATION · Pour le quatrième dimanche de l'Avent : le culte des saints. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : Réforme des formules d'absolution générale et de bénédiction papale pour les réguliers et les tertiaires. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Doit-on bénir la nappe de communion ? une bourse et un voile réparés ? — Le curé d'une paroisse où le Rosaire est établi, a-t-il besoin d'un diplôme personnel de directeur ? — A la solennité extérieure des fêtes, doit-on partout chanter une messe conforme à l'office ? — Où tenir la main en prenant les dernières gouttes du précieux sang à la première messe de binage ? — Quel rang donner à l'oraison du St-Sacrement dans une messe d'adoration perpétuelle, à une fête de 2^e classe tombant le dimanche ? — Un évêque peut-il interdire la bénédiction nuptiale pour une fille devenue mère avant le mariage ? — Doit-on dans les registres religieux mettre le nom de baptême avant le nom de famille ? — Peut-on exiger une partie de l'honoraire pour les frais occasionnés par la célébration de la messe ? — Peut-on donner la sainte Communion le samedi-saint à des infirmes, sachant que plusieurs fidèles non infirmes se joindront à eux ? — Peut-on présider la procession de la Fête-Dieu sans dais ? sans chape ? — Peut-on donner la bénédiction nuptiale à une messe autre que celle *pro sponso et sponsa* ? — Le curé peut-il faire célébrer la messe de mariage par son vicaire et se réserver de recevoir le consentement des époux, et de donner la bénédiction nuptiale *intra missam* ? — Le prêtre peut-il susprendre la messe après l'antienne de la communion pour réciter des prières ? pour prendre un peu de nourriture et faire le prône ? — Peut-on, au salut du Saint-Sacrement, encenser une statue de la sainte Vierge ? — Peut-on allumer six cierges aux messes chantées sans solennité, aux messes basses ? — Les fidèles peuvent-ils s'asseoir depuis le *Credo* jusqu'à l'élévation ? — « Licetne confessario peccatorum poenitentis recordari ? » — Combien de péchés commet un prêtre communiant vingt personnes, sans être en état de grâce ? — Une religieuse peut-elle se confesser à un vicaire en l'absence du curé ? — Quelle conduite tenir avec des gens qui se sont malhonnêtement déguisés au carnaval ? — Peut-on renvoyer à la quinzaine un pénitent qui ne reviendra plus ? — Faut-il de nouveaux pouvoirs à un prêtre approuvé pour un diocèse et qui y revient après 5 ou 6 ans d'absence ? — Un curé recevant 200 fr. pour un hospice, peut-il imposer à son vicaire de faire tous les enterrements qui sont gratuits ? — A qui appartiennent les c'erges des enfants d'une paroisse qui font leur première communion dans une autre paroisse où leur curé fait les fonctions de vicaire ? — « Quid agendum cum sponsis consanguineis ante matrimonium confidentibus, quorum unus copulam habitam aperit, altero tacente ? » — La bénédiction avec indulgence plénière récemment publiée, annule-t-elle toute autre formule ? — Les tertiaires peuvent-ils encore recevoir la bénédiction papale quatre fois par an ? — Quelles églises jouissent de l'indulgence de la Portioncule ? Pour la gagner plusieurs fois, suffit-il de passer à la sacristie et de rentrer à l'église ? — Peut-on, les jours maigres, user du résidu du lard employé à une friture ? — L'Eglise permet-elle aux prêtres grecs unis de vivre *in matrimonio* ? — Peut-on se servir d'un catéchisme qui ne porte pas d'approbation ? — Le curé a-t-il vraiment droit à faire la première communion aux enfants ? — Quel espèce de péché commet celui qui accepte un honoraire pour la deuxième messe de binage ? — Traduction des leçons du 2^e nocturne de la Nativité de la B. V. M. — L'ordre des sacrements a-t-il été fixé pour l'usage par le concile de Trente ? — Le curé est-il obligé d'enfreindre les statuts qui fixent un âge pour la première communion ? — Peut-on rendre visite à une personne qui a enlevé le crucifix de l'école ? un curé peut-il annoncer qu'en réparation de cette impiété, il exposera tous les dimanches à la vénération des fidèles une relique de la vraie croix ? — Un curé peut-il avoir, en dépit de l'instituteur, les enfants du catéchisme de 7 à 8 heures du matin ? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une famille a-t-elle le droit de conserver le cierge et le bouquet portés par l'enfant le jour de la première communion ? — Un curé peut-il refuser d'enterrer un mort si la fosse n'a pas la profondeur voulue ? quelle est-elle ? — Que peut le curé pour faire taire une personne qui trouble le chant des hommes à l'église ? — Le maire peut-il défendre à ses administrés de payer les places de banc sous prétexte d'une irrégularité dans une élection de membres du conseil de fabrique ? — Que doit faire la fabrique avec un curé qui, ayant de son chef acheté un dais exigé d'ailleurs par l'Evêque, conserve l'argent des quêtes et réclame le paiement du blanchissage fait par sa mère ? — Un curé peut-il faire les enterrements dans une chapelle à l'usage des ouvriers d'une usine ? Le casuel doit-il revenir à la fabrique de la paroisse ? — Un père de famille peut-il déclarer d'abord qu'il donne l'instruction lui-même à ses enfants, puis obliger l'instituteur à les recevoir dans sa classe ? — COURRIER DE L'UTILE : L'huile d'olive.

Avis très-important.

L'échéance du 1^{er} janvier étant la plus importante, nous prions nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette

date, de vouloir bien nous adresser le PLUS TOT POSSIBLE le montant de leur renouvellement, afin de n'avoir à subir aucune interruption dans le service de leur journal.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

de la Société générale de Librairie catholique

La Société générale de Librairie catholique publie, cette année, deux magnifiques livres d'étrennes ? MADAGASCAR, la reine des Iles africaines, par Charles Buet; et une splendide VIE ILLUSTRÉE DE SAINT JOSEPH, par le R. P. Champeau, prêtre de Sainte-Croix.

Le premier de ces ouvrages a tout l'attrait de l'actualité, puisque nous sommes en difficulté avec le gouvernement de Madagascar, et que nous échangeons chaque jour des notes diplomatiques avec l'Angleterre qui joue de tous les moyens pour nous supplanter dans ce pays, comme elle vient de le faire en Egypte.

Les droits de la France sur Madagascar datent de Richelieu. On l'appelait même autrefois la France orientale ou l'île Dauphine, comme l'at-tente encore le fort Dauphin, sur la côte sud-est de l'île. Sait-on encore que Madagascar est l'île la plus considérable de l'Océan indien, près de la côte orientale de l'Afrique; qu'elle est presque aussi grande que la France entière, qu'elle est aussi fertile, et possède plus de richesses naturelles en tous genres?

Prenant Madagascar à ses origines, M. Charles Buet en fait une étude et une description détaillée, jusqu'à nous. Histoire, mœurs, religion, coutumes, flore, faune, produits naturels, lutte séculaire des Hovas, partisans des Anglais, et des Sackalaves, amis de la France, tout prend vie et éclat sous sa plume facile, élégante et colorée. De magnifiques gravures, représentant des types insulaires, des scènes sauvages, des vues et des sites de l'effet le plus nouveau et le plus pittoresque complètent le texte, et font du volume de M. Charles Buet, l'un des plus beaux livres illustrés de l'année, l'un des plus riches, et des plus agréables à offrir comme cadeau d'étrennes.

1 volume in-8° orné de 40 gravures sur bois, 28 dessins hors texte par les premiers artistes, titre et couverture par Yan' Dargent. Pr. broché 6 fr. — Cartonné, 8 fr.

Il n'existait pas encore de *Vie illustrée de saint Joseph*. La Société générale de Librairie catholique a voulu combler cette lacune en élevant un monument à la gloire de cet illustre patriarche. Ce livre est l'accomplissement d'un vœu fait par son fondateur, en reconnaissance — il ne craint pas de le déclarer hautement — de la protection dont ce grand saint a constamment favorisé ses entreprises. Saint Joseph n'est pas seulement le patron des familles chrétiennes, des époux, des pères, des ouvriers chrétiens : Pie IX, de douce et vénérée mémoire, l'a solennellement proclamé le PATRON DE L'ÉGLISE UNIVERSELLE.

Aussi n'avons-nous rien négligé pour que le monument élevé en son honneur fût le plus digne possible d'un si haut patronage. Nous avons appelé à notre aide le crayon et le burin des artistes les plus aimés du public religieux, qui ont déjà illustré nos éditions monumentales de *Notre-Dame de Lourdes* et de *Christophe Colomb*. Pour tout dire en deux mots, ce magnifique volume, splendidement illustré par YAN'DARGENT, CHOVIN, PICHOT, POIRSON, etc., d'après des documents authentiques et des vues prises sur les lieux mêmes, paraît sous la direction artistique de M. EUGÈNE MATHIEU. C'est assurer d'avance que têtes de chapitre, culs de lampes, lettres ornées et jusqu'aux plus humbles fleurons, tout sera d'un fini parfait.

Nous espérons donc que non seulement tous

ceux qui portent le beau nom de JOSEPH, toutes les communautés religieuses, tous les établissements catholiques qui sont sous le patronage de ce grand saint, mais toutes les familles chrétiennes, dont il est le patron, le protecteur et le modèle, voudront avoir la *Vie illustrée de saint Joseph* sur la table du salon ou dans la bibliothèque de famille.

Un volume in-4°. — Prix broché . . . 15 fr.
Cartonnage de luxe, fers spéciaux . . . 20 fr.
Reliure demi-chagrin . . . 24 fr.

..

Pour d'autres volumes pouvant être offerts comme étrennes, nous prions le lecteur de consulter l'Extrait de notre Catalogue général, joint au présent numéro de l'*Ami du Clergé*.

Nous rappelons ici à nos lecteurs que le COMPTOIR DE COMMISSION de Société générale de librairie catholique est tout entier à leur disposition pour les commandes de Noël et du 1^{er} de l'an.

Ainsi, pour Noël, nous sommes à même de fournir des Crèches de toute grandeur, de toute matière, depuis 5 fr. jusqu'à 150 et 200 fr.

Comme articles d'ornementation, nous avons des Enfants-Jésus tout en cire depuis 15 francs jusqu'à 150 francs :

Ceux de 65 centimètres,	75 fr.
55 "	55 fr.
50 "	50 fr.
45 "	35 fr.
42 "	30 fr.

Enfants Jésus sur paillons depuis 5 francs jusqu'à 9, 18 et 60 fr. la douzaine. Jésus sur mannequin (cheveux implantés) depuis 16 francs jusqu'à 80 fr.; Jésus sur rocher, depuis 24 francs jusqu'à 96 fr. la douzaine; Jésus sur coussin de 7 à 18 et 60 fr. la douzaine; Jésus sous cylindre de verre, de 9 à 15 fr. et au-dessus; animaux pour crèches, depuis 6 fr. jusqu'à 150 francs la douzaine.

N'oublions pas non plus les articles pour arbre de Noël. Roses et marguerites en porcelaine à 24 fr. la douzaine; noix dorées de 3 à 3 fr. 50 la douzaine; coquilles d'huitres à 7 fr. la douzaine.

Bouquets de roses à 5 fr. la douzaine. Petits sabots depuis 3, 9, 10, 15 et 18 fr. la douzaine; toute espèce de petits jouets, depuis 3 francs la douzaine jusqu'à 20 et 25 fr.; petites bougies à 5 fr. le cent., etc., etc.

Arbres naturels (sapin du nord), depuis 0,75 c. jusqu'à 20 et 50 fr., pièce en caisse.

Nous avons aussi les Enfants Jésus en carton pierre de toutes grandeurs depuis 1 fr. jusqu'à 30 et 35 francs.

Pour les étrennes de 1883, nous pourrions aussi fournir tout ce qu'on peut offrir aux grandes personnes et aux enfants : Ornaments d'église de tous styles, de toute étoffe, à des prix modérés; vases sacrés, depuis le plus simple jusqu'au plus riche; garnitures d'autel en cuivre doré ou verni etc., etc.

En fait d'imagerie et de tableaux, nous avons un choix considérable de magnifiques Oléographies, représentant des sujets religieux, chasses, marines, paysages de toutes dimensions,

de 38 sur 54 cent.	à	1 fr.
de 38 sur 62 c.	à	1 fr. 25
de 49 sur 60. c.	à	2 »
de 50 sur 90 c.	à	2 »

Les cadres : baguettes noires et or, depuis 50 cent. le mètre; cadres jone or uni depuis 0,60 le mètre. Grand choix de chemins de croix en oléographie, depuis 15 fr. les 14 stations jusqu'à 85 et 90 fr.

PRÉDICATION.

POUR LE IV^e DIMANCHE DE L'AVENT : LE CULTE
DES SAINTSMirabilis Deus in sanctis suis.
(Ps., LXVII, 27.)

Le saint concile de Trente ordonne à tous les évêques et à tous ceux qui ont la charge d'enseigner, d'instruire soigneusement les fidèles de ce qui concerne l'intercession et l'invocation des saints, l'honneur dû aux reliques et l'usage légitime des images, conformément à la pratique de l'Eglise catholique et apostolique, usitée dès les premiers temps de la religion chrétienne, aux sentiments unanimes des saints Pères et aux décrets des conciles. Ils leur enseigneront que les saints règnent avec Jésus-Christ, offrent leurs prières à Dieu pour les hommes; qu'il est bon et avantageux de les prier, de les invoquer, de recourir à leur médiation pour obtenir les grâces de Dieu par Jésus-Christ son Fils et Notre-Seigneur, qui est seul notre Rédempteur et Sauveur; que c'est une impiété de penser et de dire qu'on ne doit point invoquer les saints qui jouissent du bonheur éternel dans le ciel, ou qu'ils ne prient point pour les hommes, ou que c'est une impiété de demander le secours de leurs prières, ou que c'est du moins une chose contraire à la parole de Dieu et à l'honneur dû à Jésus-Christ, seul médiateur entre Dieu et les hommes, ou enfin que c'est une folie de prier de bouche ou de cœur ceux qui règnent dans le ciel. — Nous voulons aujourd'hui remplir cette pressante recommandation qui nous est faite par le saint concile de Trente. Ailleurs nous avons traité du culte des anges¹; aujourd'hui nous parlerons du culte des saints, réservant pour deux instructions subséquentes le culte de la très-sainte Vierge, des reliques et des saintes images. Le culte des saints est-il légitime? En quoi consiste-t-il? Répondons à ces deux questions.

I

Par culte nous entendons ici les hommages rendus à une personne dont nous reconnaissons l'excellence et la supériorité à notre égard. Or, par un sentiment impérieux de notre nature nous admirons, nous honorons, nous vénérons tout ce qui est grand, généreux et héroïque. A ce titre nous devons un culte aux saints.

Qu'est-ce qu'un saint? C'est un parfait serviteur de Dieu, c'est un modèle accompli de toutes les vertus, c'est une image, une continuation, une nouvelle incarnation de Jésus-Christ dans le monde; c'est l'objet tout spécial des prédilections du Père éternel; c'est la fin de toute la création : les éléments et les causes créées n'existent que parce que Dieu a enveloppé ses élus dans leur

ordre et qu'il veut les faire sortir de leur action, les peuples ne durent qu'autant qu'il y a des élus à tirer de leur multitude, et le monde finira, dit Bossuet, quand le nombre des prédestinés sera accompli, *omnia propter electos* ! Les saints sont ce qu'il y a de plus grand dans le monde, ce sont la fleur de l'humanité, ils sont le chef d'œuvre de la sagesse, de la puissance et de la bonté du Très-Haut!

On honore la science : les saints ont eu la science par excellence. Le moindre d'entre eux a eu sur les problèmes les plus difficiles de l'origine des devoirs et des destinées de l'humanité, des lumières infiniment plus resplendissantes que les plus beaux génies du paganisme. Ils ont mesuré la terre et ils l'ont trouvée trop petite pour remplir les abîmes de leur cœur. Ils ont compris que la vie n'est point la vie, mais une préparation à l'éternelle existence du paradis. Ils se sont intimement persuadés qu'avant tout il faut sauver son âme, et ils ont tiré de ce principe fondamental les conséquences nécessaires qui ont assuré leur bonheur.

On honore les conquérants : les saints sont les plus illustres héros qui soient. Ils n'ont pas répandu le sang, ils n'ont pas ravagé des campagnes, ils n'ont pas détruit les remparts et les villes : ils ont remporté une victoire plus difficile. Ils ont triomphé de leurs passions : de l'orgueil qui ne met point de bornes à ses aspirations ambitieuses, de l'avarice qui est insatiable et veut toujours amasser, de la convoitise qui soupire, avec une violence qui n'a d'égal que sa persistance, après les plaisirs défendus. Ils ont triomphé souvent par les sacrifices les plus héroïques, en se dépouillant de leurs biens pour les distribuer aux indigents et se réduire ainsi volontairement à la plus absolue pauvreté, en pratiquant la continence dans ses plus exquises délicatesses, en se condamnant par un choix libre et spontané à l'obéissance la plus stricte. Ils ont triomphé en eux, ils ont triomphé dans les autres, par leurs exhortations et surtout par leurs exemples.

On honore les bienfaiteurs insignes de l'humanité : qui jamais a mieux mérité que les saints ce titre glorieux? Remettez-vous sous les yeux toutes les institutions charitables qui couvrent le monde; si vous remontez à l'origine, le plus ordinairement vous rencontrez un saint qui pose la première pierre de l'édifice. La civilisation du monde moderne est leur œuvre; par eux a été brisé le colosse romain qui étendait un joug de fer sur le monde; ils ont comprimé la barbarie envahissante des peuples du Nord; ils ont conservé la force de la vie chez les nations formées des débris du grand empire; ils ont conservé le flambeau des lumières, lorsqu'il était prêt à s'éteindre; ils ont ouvert des asiles à tous les maux de l'humanité. Qui pourrait compter tous les services rendus à la société entière, toutes les grandes choses opérées par les saints, s'écrie un célèbre orateur? Les mœurs des peuples barbares adoucies, les supersti-

¹ *Ami du clergé*, 3^e année, p. 217.

tions monstrueuses du paganisme abolies, avec les sacrifices humains qui ensanglantèrent autrefois toute la terre, et en particulier nos Gaules; vos pères recevant de saint Remi le joug de la civilisation avec l'Evangile; vos profondes forêts percées ou abattues, vos terres défrichées, vos déserts peuplés par les Etienne de Cîteaux, les Bruno et les Bernard; les monastères qu'ils construisirent devenus les asiles de la science et de la vertu, les dépôts où se conservèrent, au milieu des ravages de la barbarie, toutes les richesses de l'antiquité profane et sacrée; vos premières écoles créées; ces grands ordres religieux établis qui rendent plus de services mille fois à l'agriculture, aux arts, aux sciences et aux lettres, que toutes nos universités et nos académies; vos hameaux, vos bourgs et plusieurs de vos villes fondées par les saints dont ils portent les noms... je serais infini si je voulais énumérer tous les bienfaits dont nous sommes redevables aux saints!

Enfin on honore les grands qui occupent les premières places dans l'Etat et qui approchent le plus près de la personne du Prince : dans le ciel les saints sont les amis du grand Roi, *vos amici mei estis*; ils sont ses enfants, *dedit eis potestatem filios Dei fieri*; ils règnent; ils sont assis sur un trône, leur front est orné d'une couronne de gloire; ils sont honorés par Dieu à l'excès, *nimis honorati sunt amici tui, Deus*. Quoi d'étonnant si de tout temps l'Eglise les a honorés et leur a rendu un culte, les nommant à l'autel, et les invoquant, spécialement par les Litanies, dans ses prières publiques? A son exemple honorons les saints. Honneur à ces hommes généreux, illustres, excellents et qui nous sont tant supérieurs par leur fidélité à accomplir les commandements du Seigneur, et par la gloire incomparable dont il les a couronnés dans les cieux! Mais en quoi consiste le culte que nous leur devons?

II

Nous devons à la fois aux saints l'hommage de l'esprit, l'hommage du corps et l'hommage du cœur.

I. L'hommage de l'esprit d'abord, c'est-à-dire l'estime. Apprécions comme elle le mérite l'excellence et la supériorité des Bienheureux qui règnent dans le ciel. C'est là le fondement du culte que nous avons à leur rendre. Sans doute qu'il nous est défendu de les adorer : pas un catholique éclairé ne voudrait se rendre coupable de cette idolâtrie. Nous le savons et nous le confessons, Dieu seul est le souverain Seigneur et Maître, parce qu'il est le créateur de toute chose. Aussi bien nous n'honorons les saints que comme les amis de Dieu, les privilégiés de Dieu, l'élite du genre humain, mais en tous cas les créatures de Dieu; quelle que soit leur perfection, une distance infinie les sépare de Dieu quant à la dignité et quant aux hommages que nous leur rendons.

II. A raison de leur prééminence, nous devons de plus aux saints l'hommage du corps. De là

les inclinations, les gémissements, les louanges, les processions, les fêtes instituées en leur honneur. De là surtout les prières que nous leur adressons. Oui, nous pouvons prier les saints, non point à coup sûr comme les donateurs de la grâce, mais comme nos intercesseurs. Sur la terre ils aimaient leurs frères et ils priaient pour eux et ils étaient écoutés. Au ciel, ni leur amour ni leur puissance n'ont subi de défaillance; au contraire ils ont pris des proportions que nous ne saurions mesurer. (1) Ils voient en Dieu nos besoins et leur cœur en est ému. Ils se rappellent leurs parents, leurs amis, leurs concitoyens et ils implorent en leur faveur la divine miséricorde. Judas Machabée, craignant d'être vaincu par ses ennemis et de tomber en esclavage, recourut à la prière. Le grand-prêtre Onias, lui apparut agenouillé aux pieds de l'Eternel, étendant les mains et priant pour tout le peuple juif. Mais dans le lointain, Judas vit un autre homme vénérable par son âge, resplendissant de grâce et environné d'une grande majesté. Et Onias lui disait en le montrant : « Voilà le vénérable ami de ses frères et de tout le peuple d'Israël, voilà celui qui prie pour le peuple et pour la cité sainte : c'est Jérémie le prophète de Dieu. » Oh ! les bonnes, les puissantes prières que celles des saints du ciel ! Elles ont toutes les qualités pour être écoutées de Dieu : l'humilité, la confiance, la ferveur. Faisons passer nos demandes par leurs mains, elles seront à coup sûr accueillies de Dieu qui les aime d'un amour si ardent ! Prions-les eux-mêmes : ils ont une pleine connaissance des prières que nous leur adressons, et ils les offrent à Dieu dans des coupes d'or, comme un parfum d'agréable odeur. C'est S. Jean qui nous l'assure.

III. Mais ce n'est pas assez : offrons aux saints l'hommage de notre cœur, c'est à dire notre amour. Ils nous aiment, eux, payons-les de retour ! Bien qu'ils soient en sécurité pour eux-mêmes, dit S. Cyprien, ils sont dans une sollicitude continuelle pour notre salut. Ils nous obtiennent une multitude de grâces. Aimons-les donc, mais surtout d'un amour d'imitation. C'est la meilleure manière de reconnaître leur excellence, notre infériorité à leur égard et notre dilection². Nous sommes les enfants des saints, *fili sanctorum sumus*; or, l'enfant doit ressembler à son père ! Du haut des cieux ils nous crient : *Imitatores mei estote sicut et ego Christi* ! Pour se sanctifier ils ont eu les mêmes difficultés que nous ; nous avons les mêmes ressources qu'eux ! Hélas ! s'ils sortaient de leurs tombes, quels reproches ils auraient à nous faire ! Eux si mortifiés, si humbles, si détachés, se reconnaîtraient-ils dans des chrétiens si efféminés, si

¹ Sanctus qui potens in terrâ potentior est in cœlis ; beata illa patria non mutavit charitatem ejus sed augmentavit. (S. Bernardus.)

² Summa religionis est imitari quod colimus, (S. Aug.)

superbes, si plongés dans les choses du temps?...

Oh! oui, estimons bien, honorons bien, aimons bien les saints, surtout nos patrons, les patrons de nos paroisses, les saints de la France. « Vous portez, vous, le nom d'un apôtre: conviendrait-il que vous fussiez indifférent aux joies ou aux larmes de l'Eglise, aux pertes ou aux progrès de la religion, au salut de vos frères, à votre propre salut? Vous portez le nom d'un martyr: ne faut-il pas que vous ayez du moins le courage de confesser de bouche la foi qu'il a scellée de son sang, que vous ayez du moins la force de supporter les peines et les tribulations de la vie, comme il a supporté la grande épreuve de la mort? Vous portez le nom d'une vierge: n'est-ce pas un devoir pour vous d'honorer ce nom par la pureté du cœur, l'innocence des mœurs, par cette réserve et cette modestie la plus belle parure des femmes chrétiennes? » Vous êtes français: ah! aujourd'hui surtout que les ennemis du nom chrétien veulent ruiner jusqu'à l'idée de Dieu dans notre pays, implorez les grands saints de notre patrie: et saint Martin, et saint Remi, et saint Louis, et sainte Geneviève, et sainte Clotilde, et Jeanne d'Arc et tant d'autres qui ont si noblement, si généreusement, si vaillamment servi le Christ qui aime les Francs! Rappelez-vous ce mot d'un des plus illustres historiens ecclésiastiques: « L'empire français fondé et agrandi par le culte des saints, durera aussi longtemps que ses fondements resteront établis sur ce même culte, et il ne périra qu'autant que ces fondements seraient arrachés par la perversité hérétique. » Dieu nous préserve de ce malheur!

CONGRÉGATIONS ROMAINES ³

RÉFORME DES FORMULES D'ABSOLUTION GÉNÉRALE ET DE BÉNÉDICTION PAPALE POUR LES RÉGULIERS ET LES TERTIAIRES

I. — Réponse de la S. C. des Indulgences du 22 mars 1879

Tres Ministri Generales Ordinum S. Francisci, Conventualium nempe, Minorum observantium et Capucinatorum, sub quorum uniuscujusque directione Fratres et Sorores adsunt, ad uniformitatem quoad Tertiarios universos sub qualibet directione constitutos inducendam, consilium

¹ Card. Giraud, sermon sur les saints.

² Le cardinal Baronius, *Annales ecclésiastiques*, ad. an. 484.

³ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue, mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (Voy. Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

inierunt unicum conficiendi Manuale quod omnibus foret commune. Illud a Fr. Nicolao a S. Joanne exaratum quatuor constat partibus quarum prima notiones generales totius tertii Ordinis exponit, aliæ vero et regulas tradunt, cæremonias recensent et indulgentias. Pars vero, quæ indulgentias recenset, huic S. Indulgentiarum congregationi exhibita fuit pro facultate obtinenda illam evulgandi. Imo supplex quoque libellus porrectus fuit pro novis gratiis et privilegiis favore Tertiariorum impetrandis.

Ex parte quoque præsidis generalis Societatis S. Francisci Salesii expositum fuit, Societatem hanc per Rescriptum Summi Pontificis sub die 1 maii 1873 participem factam fuisse privilegiorum quibus gaudent chordigeri S. Francisci, ac proinde quærebatur, utrum inter hæc privilegia reperiretur illud quoque absolutionis generalis, et quatenus *Negative*, enixe flagitabatur ut facultas elargiendi absolutionem generalem quater saltem in anno concederetur.

Interim dum Sacra Indulgentiarum Congregatio hæc omnia ad examen revocabat, in primis animadvertibat, diversas formulas impertiendi tum generalem absolutionem per annum, tum in articulo mortis et benedictionem papalem, quæ sive in exhibito Manuali pro tertiariis, sive in Summariis indulgentiarum et privilegiorum iisdem concessorum legebantur, haud levem facessere difficultatem. Quæ quidem difficultas pro formulis generalis absolutionis eo magis aucta est, quod a nonnullis locus factus est controversiæ potissimum de virtute et efficacia absolutionis generalis. His vero accesserunt aliæ quæstiones a confessorio Monialium Ordinis S. Francisci diocesis Viterbiensis et Tuscanensis propositæ quæ pariter ad generalem absolutionem referebantur.

Quare hæc Sacra Indulgentiarum Congregatio haud cunctandum esse censuit, ut desuper his suum depromeret iudicium; auditoque consultoris voto, manifestius patuit, ex litterali et obvio sensu formularum interpretationem erui veritati non consonam, et doctrinam quoque dogmaticam indulgentiarum haud leviter lædentem. Ad quas proinde quæstiones dirimendas utpote dogma respicientes, quum hæc Sacra Indulgentiarum congregatio ex sui institutione incompetens foret, res tota ad Supremam Universalem Inquisitionis Congregationem delata est, quæ de his omnibus maturo examine peracto, detectos errores reprobavit veramque doctrinam proponens juxta eam corrigenda mandavit quæ minus recta fuerant scripta et evulgata. Verum suprema Universalis Inquisitionis Congregatio in tuto positis quæ ad dogma pertinebant, reliqua quæ proprius rectam indulgentiarum administrationem attingebant huic Sacræ Congregationi definienda reliquit.

Quare sequentia dubia resolvenda proposita sunt:

1. An et pro quibus præscribenda sit sub pœna

nullitatis formula unica pro absolutionibus generalibus impertiendis ?

Et quatenus affirmative,

2. Quænam formula sit injungenda ?

3. An pro impertienda absolutione in articulo mortis Tertiariis sæcularibus Franciscalibus debeat formula Benedictina adhiberi, vel sit eadem sub pœna nullitatis præscribenda ?

Et quatenus Negative,

4. An sit sub eadem pœna injungenda formula a Fr. a Cipressa tradita ?

Et quatenus Negative,

5. An formula quæ nunc adhiberi solet si servanda vel potius et quomodo reformanda ?

6. An pro impertienda Tertiariis Franciscalibus benedictione Papali obligatio adsit formula Benedictina utendi, vel sit eadem præscribenda ?

Et quatenus Negative,

7. An formula, qua nunc iisdem Tertiariis Franciscalibus benedictio Papalis impertiri consuescit, sit servanda vel potius et quomodo reformanda ?

8. An pro iisdem sit et quatenus Benedictinæ observantur injungenda quoad regulas ab eadem quoad benedictionem Papalem præstitutas ?

9. An pro indulgentia adnexa absolutioni generali sit servanda etiam quoad Tertiarios Franciscæ sæculares responsio data 12 martii 1855, vel, attentis præsentibus adjunctis, addenda indulgentia pro vivis, quoad festa etiam pro quibus fertur concessa a Leone X ?

10. An absolutioni generali adnexa sit indulgentia pro defunctis ?

Et quatenus Negative,

11. An sit concedenda Tertiaris Franciscalibus sæcularibus ?

12. An absolutiones generales dari debeant, aut possint intra vel extra Sacramentum Pœnitentiæ ?

13. Utrum Chordigeri S. Francisci Assisinatis ac sodales S. Francisci Salesii gaudeant privilegio absolutionis generalis et benedictionis Papalis ?

Et quatenus Negative,

I. Utrum possit atque expediat ipsis concedere privilegium absolutionis generalis et quoties in anno, vel potius hujus privilegii loco iisdem elargiri communicationem indulgentiarum et bonorum operum et cum qua formula ?

II. Utrum expediat Chordigeris et Salesianis concedere privilegium absolutionis plenariæ in articulo mortis et quoties in anno illud benedictionis Papalis ?

14. An constet de authenticitate gratiæ absolutionis generalis monialibus O. S. F. diocœsis Viterbiensis et Tuscanensis a Clemente VIII concessæ.

Et in congregatione generali habita in Palatio Apostolico Vaticano die 18 mensis Martii anni 1879 EE. PP. rescripserunt.

Ad 1. Consulendum SS^{mo}, ut ad uniformitatem inducendam et ad falsas interpretationes vitandas prescribere dignetur sub pœna nullitatis unicam

absolutionis generalis formulam pro Regularibus cujuscumque Ordinis hoc privilegio fruentibus ; pro Tertiariis vero Sæcularibus, ceterisque omnibus communicationem privilegiorum et gratiarum cum eisdem vel cum Regularibus habentibus, unicam pariter dignetur prescribere formulam benedictionis cum indulgentia plenaria, loco absolutionis generalis hucusque usitatæ.

Ad 2. Provisum in primo.

Ad 3. Formula Benedicta est præscribenda sub pœna nullitatis pro omnibus indiscriminatim, facto verbo cum Sanctissimo.

Ad 4 et 5. Provisum in tertio.

Ad 6. Ut in tertio.

Ad 7. Provisum in sexto.

Ad 8. Regulas à Benedicto XIV præscriptas esse adamussim observandas.

Ad 9. Quoad Tertiarios sæculares provisum in primo.

Ad 10. Consulendum Sanctissimo, ut concedat ad cautelam indulgentiam pro defunctis.

Ad 11. Provisum in primo.

Ad 12. Servetur pro Regularibus consuetudo.

Ad 13. Negative ad utrumque.

Ad I. Negative ad primam partem. Affirmative ad secundam, facto verbo cum Sanctissimo pro concessione indulgentiæ plenariæ quater in anno diebus a Summo Pontifice designandis, et pro communicatione bonorum operum pariter quater in anno, juxta formulam præscriptam in decreto Sacræ Indulgentiarum Congregationis die 25 februarii 1739.

Ad II Ad primam partem, gaudeant impetratis ; ad secundam, Chordigeris et Salesianis concedendum esse privilegium, si Sanctissimo placuerit, benedictionis Papalis semel tantum in anno.

Ad 14. Non esse interloquendum.

His vero editis ab EE. PP. resolutionibus, Sacræ hujus Congregationis Indulgentiarum Cardinalis Præfectus, quo initum consilium de unico conficiendo Manuali pro universis Tertiariis facilius et tutius assequi posset, proponendum censuit, ut specialis seligeretur commissio constans ex Secretariis, vel ex personis ab eisdem designandis, trium Sacrarum congregationum videlicet Episcoporum et Regularium SS. Rituum, et Indulgentiarum, quæ videat, utrum et aliæ animadversiones faciendæ sint in exhibito Manuali, easque proponat in peculiari Patrum Cardinalium congregatione a Sanctissimo deputanda. Quod propositum EE. PP. unanimiter probaverunt.

Facta autem de iis omnibus relatione Sanctissimo D. N. Leoni PP. XIII, in Audientia habita ab infrascripto Secretario die 22 martii 1879, Sanctitas Sua præfatas resolutiones benigne approbavit et confirmavit ; et resolutiones quoad priora octo dubia executioni mandari præcepit per decretum SS. Rituum Congregationis.

A. Card. Oreglia a S. Stephano, Præf.

A. Panici, Secret.

II. — Décret de la S. C. des Rites du 7 mai 1882.

Occasione editionis unici Manualis ab universis fratribus ac consorioribus Tertio Ordini S. Francisci adscriptis adhibendi, plures tum circa formulas absolutionis generalis et in articulo mortis, tum circa Benedictionem Papalem exortæ fuerant controversiæ. Ad eas dirimendas Sacra congregatio Indulgentiis et Sacris Reliquiis præposita in una Tertii Ordinis sancti Francisci die 18 martii 1879 sequentia dubia declaranda proposuit : (Voir le document qui précède.)

Quibus per Secretarium ejusdem Sacræ congregationis Sanctissimo relatis, Sanctitas Sua, dum resolutiones Sacræ ipsius Congregationis approbare dignata est, voluit, ut eæ per decretum Sacræ Rituum congregationis executioni mandarentur.

Porro Sacra hæc Rituum Congregatio, ut ejusmodi sibi commissio muneri satisfaceret, opportunum in primis duxit, expendere omnes et singulas benedictionum et absolutionis generalis formulas, quæ non tantum penes Tertiarios Franciscas, sed et apud alias ejusdem ordinis familias, immo et alios Regulares Ordines ac Tertiarios ad ipsos pertinentes, erant in usu, quo unicam atque identicam concinnaret formulam ab omnibus in posterum in ejusmodi benedictionibus, ac absolutione respective adhibendam. Interea vero monendos censuit omnes in re interesse habentes, ut, si quid in casu notatu dignum judicassent, intra congruum tempus Sacræ ipsi Congregationi subjicere possent. Quum autem triennio jam elapso, nihil ex parte alicujus Ordinis objectum fuerit, sacra eadem Rituum congregatio, omnibus in re mature libratæ expensisque, hæc decernere rata est :

(Voir le document que nous avons publié dans l'*Ami du Clergé* n° 45, p. 539.)

Facta postmodum Sanctissimo [D. N. Leoni PP. XIII a me infrascripto cardinali sacre Rituum Congregationi Præfecto debita cunctorum relatione, Sanctitas Sua decretum ejusdem Sacræ Congregationis suprema auctoritate ratum habuit et sancivit, formulas superius relatas insimul approbans, contrariis quibuscumque minime obstantibus : volens, ut super, his expediantur Litteræ Apostolicæ in forma Brevis.

Die 7 maii 1882.

D. Card. Bartolinius S. R. C. Præl.
Plac. Ralli S. R. C. Secret.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° La nappe de communion doit-elle être bénite ?

2° Une bourse et un voile que l'on a presque entièrement réparés, doivent-ils être bénits à nouveau ?

3° Sans avoir de diplôme particulier, mais directeur d'une paroisse où l'association du saint Rosaire se trouve

établie, puis-je y faire entrer des personnes qui n'en ont jamais fait partie, ou bien qui en avaient été exclues ?

R. — Ad I. La nappe de communion ne doit pas être bénite. Ni les rubriques ni les décrets ne le demandent, et en pratique on ne le fait pas.

Ad II. La bourse et le voile ne se bénissent pas non plus, sans doute parce qu'ils ne sont employés que pour la décence.

Ad III. Dès que la confrérie du saint Rosaire est établie légitimement dans une église, le curé et ses successeurs peuvent y admettre ceux qui demandent à en faire partie et y réintégrer ceux qui en étaient exclus.

Q. — 1° Je trouve dans le n° 39 de l'*Ami du clergé*, page 467, la copie d'un indult, dans lequel je lis particulièrement ces mots : *neque omittatur Missa Parochialis officio diei respondens*. Comme je trouve aussi cette clause dans de nombreux indults donnés à des diocèses entiers, je vous, prie, Monsieur et très honoré directeur, de me dire quelle est la portée de cette clause ? Dans le cas où véritablement il faudrait dire dans chaque paroisse une messe conforme à l'office du jour, ces indults seraient pour presque la totalité des paroisses un privilège illusoire, vu qu'ordinairement dans toutes ces églises il n'y a jamais que le curé seul.

Où plutôt ne doit-on pas interpréter cette clause en ce sens que cette messe correspondante à l'office courant ne doit pas être omise dans les églises où il y a plusieurs prêtres ?

2° A la première messe d'un binage dans deux églises, quand après le dernier évangile le prêtre prend les quelques gouttes du précieux sang, qui auraient pu rester dans le calice, où doit-il poser la main gauche ? Et cette main gauche doit-elle tenir la patène ou le purificateur ?

3° Quand les prières des quarante-heures ou l'adoration perpétuelle tombent en une fête de 2^{me} classe, laquelle fête elle-même coïncide avec un dimanche ordinaire, à quel endroit placer l'oraison pour le saint Sacrement ? Sous une seule ou autre conclusion ? Doit-on faire mémoire de ce dimanche ?

4° Un évêque peut-il défendre de donner la bénédiction nuptiale (celle de la messe) à des filles qui notoirement ont eu des enfants avant le mariage ?

5° Dans les actes civils, il est de règle de mettre le nom de famille avant les prénoms ; dans la législation ecclésiastique se trouve-t-il une loi à ce sujet ? En l'absence de toute règle quelle est la meilleure méthode à suivre ?

R. — Ad I. Cette clause : « *neque omittatur missa parochialis Officio diei respondens* » doit être absolument exécutée dans les églises conventuelles (cathédrales, collégiales, etc.). Il en serait de même dans les églises où l'on pourrait célébrer deux messes, mais non ailleurs.

Ad II. L'Instruction donnée pour les bineurs par la sacrée Congrégation des rites se tait sur ce point. Elle se contente de dire que les gouttes du précieux Sang qui seraient descendues au fond du calice, doivent être prises avec soin : « Si itaque divini Sanguinis gutta quædam supersit adhuc, ea rursus ac diligenter sorbeatur, et quidem ex eadem parte qua ille primum sumptus est. »

Pour nous, il n'est pas douteux qu'on doive faire ce qui se pratique au moment où le prêtre prend le précieux Sang, c'est-à-dire, tenir de la main gauche la patène sous le calice, ainsi que le prescrit la rubrique relative à la communion

du célébrant : « et manu sinistra supponens patenam calici, stans reverenter sumit totum Sanguinem cum particula in calice posita. » (Ritus celebrandi missam, titre x, n. 5.)

On ne doit pas prendre le purificateur, parce qu'il n'est pas béni et qu'il n'est pas destiné à toucher immédiatement les saintes espèces.

AD III. Quand les quarante-heures ou l'adoration perpétuelle tombent un dimanche où il y a une fête de seconde classe, la messe est de la fête. On doit faire mémoire du dimanche, puis du saint Sacrement ; excepté seulement dans les églises conventuelles, parce qu'alors on ne fait pas mémoire du dimanche, et la mémoire du saint Sacrement est unie à celle de la fête sous la même conclusion.

AD IV. En droit, les filles qui ont eu des enfants avant le mariage, doivent être bénites, ainsi qu'il a été décidé par la sacrée Congrégation du concile en date du 2 octobre 1593.

En fait, dans beaucoup de diocèses cette bénédiction est défendue pour ces sortes de personnes ; et cette défense était assez générale autrefois, comme nous avons pu le constater en parcourant un grand nombre de Rituels particuliers.

Quant à la question qui nous est posée sur le droit des évêques pour prohiber la bénédiction à ces personnes, on nous permettra de ne pas y répondre. C'est une question délicate qui ne concerne que les évêques et que nous n'avons pas à résoudre.

AD V. Dans la législation ecclésiastique, les prénoms sont mis avant le nom de famille. La règle est tracée dans les livres liturgiques, voyez, par exemple, dans le Rituel romain, les formules à suivre pour le baptême, la confirmation, le mariage, les décès, l'état des âmes. Le nom de baptême est toujours le premier, parce que c'est le nom chrétien.

Q. — Les curés ou aumôniers peuvent-ils exiger des prêtres qui disent la messe dans leur église une partie de l'honoraire, à raison des dépenses occasionnées par cette messe.

R. — Non, les évêques eux-mêmes ne peuvent retenir une partie de ces honoraires pour pourvoir à l'ornementation des églises, bien que ces églises manquent de ressources. Ce point a été décidé par la sacrée Congrégation du concile du 25 juillet 1874. Le Souverain Pontife Pie IX approuva cette décision, et ordonna qu'elle fût transmise à tous les évêques, afin qu'ils la fissent exécuter perpétuellement et inviolablement dans tous les pays soumis à leur juridiction. Voici le texte de la décision de la sacrée Congrégation du concile : « An liceat Episcopis sine speciali S. Sedis venia, ex eleemosynis missarum quas fideles celebrioribus sanctuariis tradere solent, aliquid detrahere, ut eorum decori et ornamento consulatur, quando præsertim ea propriis redditibus careant ? »

R. Negative, nisi de consensu oblatozum.

Q. — 1^o Je ne suis abonné que depuis un an à l'*Ami du clergé*. J'ignore donc les textes sur lesquels il se fonde pour prendre la défense du voile nuptial. Je lui serais très reconnaissant de les donner de nouveau, ou, du moins, de m'indiquer l'année et le n^o de l'*Ami du clergé*, où ils sont cités, afin que je puisse me les procurer.

2^o S'il est permis de donner la communion le Samedi-Saint avant la messe, v. g., à une personne âgée et souffrante qui ne pourrait sans grande difficulté attendre le moment ordinaire ? — Si l'on donne la communion à ce vieillard, il est à penser que d'autres personnes s'approcheront aussi pour communier, quoiqu'elles n'aient pas les mêmes raisons que lui.

3^o S'il est permis de faire la procession de la Fête-Dieu, 1^o sans dais, et sans chape, 2^o avec dais mais sans chape ?

4^o Que penser de l'opinion de de Herdt disant que la bénédiction peut être donnée aux époux, dans une messe autre que la messe *pro sponso et sponsa*, c'est-à-dire dans celle qui serait célébrée, en temps libre, en un jour où la rubrique défend cette messe votive ?

En d'autres termes la bénédiction du missel qui ne peut se donner en dehors de la messe est-elle unie tellement à la messe votive *pro sponso et sponsa*, qu'elle ne puisse se donner dans une autre messe, en temps libre, lorsque la messe votive n'est pas permise ?

R. — AD I. Vous trouverez la réponse à votre question dans l'*Ami du clergé*, deuxième année, pages 305, 500 et 561.

AD II. La sacrée Congrégation des rites a décidé qu'on ne pouvait donner la sainte communion le Samedi-Saint aux personnes valides qu'autant que telle était la coutume : « Negative, nisi adsit consuetudo. » (23 septembre 1837.) Vous pourrez donc prévenir les fidèles que l'on ne peut donner la sainte Eucharistie ce jour-là qu'aux infirmes.

AD III. Les règles liturgiques exigent que le célébrant qui porte le saint Sacrement soit revêtu d'une chape, et que le saint Sacrement soit sous un dais. Il ne serait pas permis de faire cette procession sans ces deux objets.

Mais si l'on ne pouvait absolument se les procurer, serait-il permis de faire la procession ? Nous le pensons parce que ces deux objets, tout désirables qu'ils soient, ne sont cependant pas essentiels.

AD IV. L'opinion de de Herdt est certaine. Oui, on peut bénir les époux dans une messe autre que la messe votive *pro sponso et sponsa*. Ainsi, par exemple, si l'on fait un mariage dans une fête de seconde classe, il n'est pas permis de dire la messe votive *pro sponsis*, et cependant on peut y faire la bénédiction.

En d'autres termes, la bénédiction des époux n'est pas essentiellement unie à la messe votive des époux ; elle peut s'en séparer.

Q. — Un curé très âgé et de santé délicate est quelquefois très instamment réclamé par ses paroissiens pour que lui-même fasse les mariages. Le curé y consent ; mais parce qu'il ne peut pas rester à jeun jusqu'à l'heure tardive à laquelle se rendent ordinairement les époux, il fait dire la messe par l'un de ses vicaires ou un autre prêtre. Le célébrant à l'autel donne aussi la bénédiction nuptiale après le *Pater* et l'autre bénédiction à l'*Ite missa est*.

Est-il permis qu'un curé reçoive le consentement des époux, prononce le *conjungo* et qu'un autre prêtre dise la messe du même mariage ?

Si oui, lequel des deux doit réciter après le *Pater* l'oraison de la bénédiction nuptiale ?

R. — Oui, il est permis que le curé reçoive le consentement des époux, prononce le *conjungo*, et qu'un autre prêtre dise la messe du mariage. La célébration du mariage et la messe du mariage ne sont pas connexes; elles peuvent légitimement être séparées.

Mais la messe de mariage est-elle inséparable de la bénédiction des noces, de telle sorte que le prêtre qui dit la messe de mariage doit aussi donner la bénédiction des époux? Ou bien au contraire le curé peut-il intervenir pendant la messe célébrée par un autre prêtre, et donner la bénédiction des époux après le *Pater* et après le *Benedicamus Domino* ou l'*Ite missa est*?

Ce cas n'est pas décidé par les auteurs. Ce qui est certain c'est que le propre curé des époux est le seul qui ait le droit de les bénir, et qu'aucun autre prêtre ne peut les bénir qu'en vertu d'une permission du curé ou de l'Ordinaire; autrement, ce prêtre serait suspens *ipso jure* (voy. le saint concile de Trente, session 24, chapitre I).

Mais, en fait, par là même qu'un prêtre est chargé par le curé des époux de dire la messe de mariage, il est censé recevoir par là même la permission de faire la bénédiction des époux, d'autant plus que la messe votive *pro sponso et sponsa* renferme nécessairement la bénédiction nuptiale.

Et, en droit, nous ne pensons pas que le curé puisse faire célébrer la messe des époux par un prêtre, et se réserver à lui-même la bénédiction des époux. Les rubriques de cette messe indiquent que c'est le même prêtre qui offre le saint sacrifice et qui donne la bénédiction. Voyez plutôt :

« Dicto *Pater noster*, sacerdos antequam dicat *Libera nos, quæsumus, Domine*, stans in cornu Epistolæ versus sponsum et sponsam ante altare genuflexos, dicat super eos sequentes orationes : »

C'est donc le même prêtre qui donne la bénédiction après le *Pater* et qui dit ensuite le *Libera nos*.

Il en est de même pour la dernière bénédiction des époux après le *Benedicamus Domino*; c'est le même prêtre qui d'abord bénit les époux, et qui bénit ensuite le peuple comme d'ordinaire : « ... Sacerdos antequam populo benedicat, conversus ad sponsum et sponsam, dicat : *Deus Abraham*, etc. »

Nous croyons donc pouvoir conclure légitimement que le célébrant seul doit donner la bénédiction nuptiale, et que le curé ne le peut pas.

Q. — 1^o Un curé peut-il (*intra missam*), la lecture de la communion terminée, réciter, pour l'édification des paroissiens, quelques *Pater* et *Ave*, par exemple, pour la conversion des pécheurs et les défunts etc., ou attendre à les dire à genoux au bas de l'autel; à ce moment un certain nombre de fidèles auront déjà quitté l'Eglise?

2^o Le dimanche, peut-il remettre le prône après la communion, à cause d'une faiblesse, qui l'oblige à se rendre à la sacristie pour prendre un peu de nourriture? les paroissiens, très attachés à leur curé, trouvent cela tout naturel.

Ad I. Il n'est pas permis d'interrompre la messe après la lecture de la Communion pour dire quelques *Pater* et *Ave*. Il faut les dire après la messe.

Ad II. Régulièrement, la prédication doit se faire après l'évangile. Le Missel est formel : « Si autem sit prædicandum, concionator finito Evangelio prædicet... » (Ritus celebrandi missam, titre VI, n. 6.)

On pourrait aussi prêcher, après la distribution de la sainte communion, brièvement, en vue d'exciter la dévotion. C'est ce que les italiens appellent sermons *fervorini*. Ce point a été décidé par la sacrée Congrégation des Rites le 6 avril 1853 : « Possuntne in Missa post sumptionem haberi breves sermones, dum vel ad sacram Synaxim prima vice adolescentes admittuntur, vel alia quacumque ex causa, qui quidem sermones *fervorini* nuncupantur. » — R. *Affirmative* (n. 5183, ad 24).

Il s'agit évidemment dans cette réponse d'une courte allocution relative à la sainte communion, et non d'un sermon ordinaire comme celui dont vous parlez. Il nous semble que vous agiriez sagement en demandant la permission de l'Ordinaire pour faire un sermon ordinaire après la communion.

Q. — 1^o Si pendant un *Salut* qui se terminera par la bénédiction du T. S. Sacrement, l'on peut aller encenser à un autel latéral ou provisoire la statue du Sacré-Cœur, soit d'un saint quelconque, en l'honneur duquel le salut est chanté? (Il va sans dire que le salut dont il s'agit, se célèbre au Maître-Autel, c'est-à-dire à l'autel du T. S. Sacrement.)

2^o Supposé cet ensement permis, à quel moment pourra-t-il avoir lieu?

Et 3^o Y aura-t-il obligation d'encenser auparavant l'*Autel* où se trouve le Très-Saint Sacrement?

R. — Pendant que le Saint-Sacrement est exposé, il convient de s'occuper exclusivement des hommages qui lui sont dus. On ne peut pas aller encenser une statue du Sacré-Cœur quand on est en présence de son adorable réalité.

En arrivant dans une paroisse du diocèse de Strasbourg, j'ai trouvé quelques usages qui ne me semblent pas très liturgiques.

1^o Aux fêtes doubles de 2^o classe célébrées sans aucune solennité, par exemple la fête de S. Mathieu, ou d'autres, on allume six cierges.

2^o De même aux messes basses les dimanches.

3^o Les dimanches ordinaires, les deux acolytes portent des chandeliers.

4^o A la grand'messe, un certain nombre d'assistants prennent l'habitude de s'asseoir dès que le *Credo* est entonné, avant même que le célébrant soit arrivé à son siège; et restent assis jusqu'à la consécration.

Qu'en pensez-vous?

Ad I. S'il n'y a aucune solennité en ces fêtes de seconde classe, et si ces messes ne sont pas chantées, vous ferez bien de n'allumer que deux cierges. La Sacrée Congrégation des rites ne permettrait d'en avoir plus de deux que dans des messes paroissiales en des jours solennels, et dans

les messes célébrées en place d'une messe solennelle et qui devrait être chantée, à l'occasion d'une célébrité réelle et usitée. Ce sont les expressions mêmes de la Sacrée Congrégation des Rites. En 1857 le doyen de la cathédrale de Moulins avait demandé :

« Utrum diebus solemnioribus pro Missa lecta parochiali, aut Communitatis, accendi possint plus quam duo cerei ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Servanda esse quidem Decreta quoad missas strictæ privatas; sed quoad missas parochiales vel similes diebus solemnioribus, et quoad missas quæ celebrantur loco solemnis atque cantatæ, occasione realis et usitatæ celebritatis et solemnitatis, tolerari posse... » (S. R. C. 12 sept. 1857, 5251 ad 9.)

Nous vous conseillons donc de n'allumer que deux cierges à toutes les fêtes de seconde classe célébrées sans aucune solennité.

AD II. Aux messes basses des dimanches, peut-on allumer plus de deux cierges ? Si ces messes basses remplacent les messes qui devraient être chantées, on peut en allumer plus de deux, comme on le voit dans le décret de 1857 que nous venons de citer. Si au contraire ce sont des messes purement privées, non paroissiales, non célébrées à l'occasion d'une célébrité ou solennité, on ne peut en allumer que deux.

AD III. Dans les dimanches ordinaires, les deux acolytes ne sont pas obligés de porter des chandeliers. Mais cette coutume a lieu en beaucoup d'églises, et nous n'oserions pas la condamner.

AD IV. Il serait louable que les fidèles se conformassent à la tenue du chœur, et alors ils ne s'assiéraient qu'après que le prêtre aurait achevé le *Credo* et qu'il serait assis lui-même. De plus, ils seraient debout, à *Et vitam venturi*, à *Dominus vobiscum*, et à *Oremus*; pendant qu'on les encense; pendant la Préface, etc. Mais il n'y a pas d'obligation pour le peuple d'agir ainsi. Faut-il conseiller aux fidèles de suivre ainsi l'attitude du chœur ? Nous n'y voyons pas d'inconvénient si vous avez l'espoir de réussir.

Q. — Juxta P. Gury (De modo vario sigillum confessionis violandi) secretum confessionis indirecte violaret...

9^o Qui pœnitentem post confessionem oculo torvo aspiciat... et ostendit verbis durioribus, gestibus aut tota agendi ratione, se recordari de ejus peccatis, de iis actu cogitare... etc.

Patet. Sed quid sentiendum si agitur de sola recordatione aut cogitatione, posito quod confessarius nihil agat quo sua recordatio aut agitatio prodatur exterius.

Emss. Card. Gousset et Catechismus Guillois nudam ipsam recordationem vetant. Non videtur P. Gury in tantam concedere severitatem.

R. — Quamvis P. Gury propositam quæstionem non discutiât *ex professo*, ejus tamen mens non obscure, ut reor, colligi potest ex solutione quam tradit hujus quæstionis : *An saltem quandoque, vel quandonam confessarius uti possit notitia confessionis ?*

Respondet : « Juxta omnes theologos, id potest in sequentibus casibus : 1^o ad orandum pro pœnitente, vel benignius erga ipsum agendum ; 2^o ad consulendos libros, vel sapientes, prudenter tamen, secluso revelationis periculo ; 3^o ad dirigendum per experientiam ex confessionibus acquisitam... 4^o ad reformandos proprios mores, ad corrigendos proprios defectus, aut ad melius fungendum suo officio... »

Inde liquet licere, juxta P. Gury, accepta per confessionem notitia uti, vel ad utilitatem pœnitentis, vel ad utilitatem confessarii, dummodo ut alibi dixit, in utroque casu nulla fiat revelatio nec gravamen inferatur pœnitenti. Nihil vero ex dictis Gury erui potest quo asseratur confessario licere pro libitu de auditis in confessione cogitare.

Eodem prorsus modo loquitur Emss. Card. Gousset : nec mirum quod hic et ille inter se consentiant, cum uterque S. Alphonsi doctrinam in hoc puncto suam faciat.

Hanc vero quæstionem quam neuter enucleat, nempe : Utrum confessario liceat pro libitu de auditis in confessione recordari et cogitare, tenuitatis meæ non immemor, ita solvi posse existimo :

Confessarius in notitiam ex confessione acceptam jus non habet proprium ac personale, sed illud tantum quod judici competit, in ordine ad exercendum suum judicium : illud enim plane sequitur ex modo quo illam notitiam acquisivit et ex fine propter quem pœnitens eam illi tradidit. Porro qui jus personale et proprium non habet in aliquam notitiam, non potest eam uti pro suo libitu ; et qui jus habet tantum ut judex, eam uti non potest, nisi quatenus exercet aut ipsum judicium, aut aliquid ad judicium rite pertinens. Ergo confessarius notitia per confessionem accepta pro libitu uti nequit, nec licite eam utitur nisi quatenus aut confessionem audit aut aliquid agit ad confessionem pertinens : nuda autem recordatio aut cogitatio non pertinet ad confessionem pœnitentis.

Contra illud argumentum objici potest confessario licere uti notitia per confessionem accepta ad se corrigendum, quamvis hoc non pertineat ad confessionem nec fiat in gratiam pœnitentis. Respondetur hoc licere non ex se quidem et ex natura rei, sed per accidens tantum et propter præsumptionem qua putant doctores hanc veniam a pœnitente libenter concedi confessario : non enim potest, ut ait Gury, ullus pœnitens rationaliter offendi, quod confessarius ob audita in confessione vitam in melius mutet. Cessante vero præsumptione per factum contrarium cessaret etiam facultas huic innixa.

Ad supra datam rationem accedit quod confessarius absque utilitate pœnitentis de ejus peccatis cogitando jus illius lædere posset. Pœnitens enim jus habet ad bonam existimationem etiam in mente confessarii, nec nisi invitatus pateretur eam existimationem minui ex sua confessione nisi quantum ipsa confessio id exigit. Porro confes-

sarius de ejus peccatis absque utilitate cogitando existimationem hanc minueret, ergo sic agendo pœnitentis jus læderet.

Notandum tamen multo minus esse recordari et cogitare quam loqui aut aliud exterius agere; nec prohiberi cogitationem quæ vergat in lucrum pœnitentis, ut quod confessarius oret pro eo.

Q. — Un prêtre en péché mortel qui donnerait en dehors de la messe la sainte communion à 20 personnes, commettrait-il 20 sacrilèges ?

R. — D'après les uns il commettrait vingt sacrilèges, parce qu'il commet vingt actes dont chacun est un sacrilège, en communiant vingt personnes.

Mais d'après les autres et plus probablement, il ne commettrait qu'un seul sacrilège, parce que, bien qu'il y ait vingt convives, il n'y a cependant qu'un seul repas et une seule table dressée.

Q. — Une religieuse désirant vivement communier pour une fête, peut-elle s'adresser au vicaire pour la confession, en l'absence du curé ? Que doit faire le vicaire ? la renvoyer et la priver ainsi de la communion ?

R. — De droit commun elle le peut. Car le droit commun permet à ces religieuses, ou plutôt à ces congréganistes disséminées dans les paroisses, de se confesser à tout prêtre approuvé pour les confessions. D'ailleurs les restrictions apportées par les règlements diocésains ou par les règlements des congrégations sont de simples défenses qui n'empêchent pas que la confession ne soit valide; or une raison de nécessité ou de sérieuse utilité suffit à lever la défense lorsque le confesseur ordinaire est absent.

Le vicaire peut donc entendre cette religieuse et il le doit à titre de charité.

Mais il fera sagement de ne pas se prêter à tout ce qu'on lui demandera en ce genre s'il s'aperçoit qu'on se mette volontiers dans le cas d'avoir besoin de ses services.

Q. — Quelle conduite doit tenir un confesseur vis-à-vis : 1° des femmes qui à l'occasion du Carnaval se sont déguisées en hommes; et des hommes qui se sont déguisés en femmes ? 2° des jeunes gens qui se sont déguisés en religieuses : ces derniers ayant été surtout le scandale de toute une paroisse. Je suppose que ces personnes, une fois renvoyées à la quinzaine ou à un mois, ne reviendront plus.

R. — Obtenir qu'ils se repentent du désordre auquel ils se sont livrés soit par ces travestissements immoraux, soit par le scandale qu'ils ont pu donner en portant d'autres personnes à mal faire, soit, pour les derniers, en insultant ainsi les personnes consacrées à Dieu. Et s'ils se repentent, les absoudre. Sinon, les laisser aller au risque de ne plus les revoir.

Il est difficile, en effet, pour ne pas dire moralement impossible, qu'ils n'aient pas en cela commis de péché grave.

Toutefois il y a lieu d'examiner pour chacun en particulier le mal dont il s'est rendu coupable,

afin de traiter chacun selon son degré de culpabilité et selon ses dispositions.

Q. — Doit-on renvoyer à huit ou quinze jours, à l'occasion de ses Pâques, un pénitent, lorsque l'on sait de source certaine qu'il ne reviendra plus de longtemps ?

R. — S'il a les dispositions strictement suffisantes, comme il est sous le coup d'une obligation grave de se confesser et de communier, il faut l'absoudre et lui faire accomplir le devoir pascal.

Mais s'il est mal disposé, il faut le renvoyer jusqu'à ce qu'on ait l'assurance morale nécessaire pour pouvoir l'absoudre.

Q. — Un évêque permet à un prêtre étranger de confesser dans son diocèse. Ce prêtre s'absente et revient dans ce même diocèse au bout de 5 ou 6 ans : doit-il demander de nouveau cette permission, 1° si c'est le même évêque ? 2° si c'est un autre ?

R. — Si le prêtre étranger a reçu ce pouvoir sans limitation de temps, il n'a pas besoin de demander de nouveaux pouvoirs, et cela lors même que l'évêque qui a donné les pouvoirs aurait été remplacé par un autre.

Si c'est le même évêque, sa délégation persévère évidemment puisqu'elle était perpétuelle et n'a pas été révoquée.

Si c'est un autre évêque successeur du premier, la délégation persévère plus probablement en vertu de cette règle générale que les grâces faites n'expirent point avec celui qui les a faites. Nous supposons que le successeur n'a pas révoqué les grâces faites par son prédécesseur. (Cf. S. Alph. l. VI, n. 559.)

Q. — Mon curé reçoit 200 fr. pour desservir un hospice situé sur la paroisse; de plus, il se réserve les 100 messes fondées à cet hospice; pour moi je ne reçois pas la moindre obole et cependant on veut me forcer à faire tous les enterrements à cet hospice, enterrements qui se font gratis. Suis-je obligé à cela et mon curé en conscience peut-il m'y obliger ?

Peut-il aussi m'obliger à faire tous les enterrements des pauvres ? Ne pourrais-je pas exiger, comme compensation du moins, qu'il me fasse faire les enterrements d'enfants ?

R. — Tout dépend des conditions dans lesquelles le vicaire exerce ses fonctions. La chose a dû être réglée, ou bien d'office par l'Ordinaire, ou bien à l'amiable entre le curé et le vicaire. Dans l'un et l'autre cas, le vicaire doit s'en tenir à ce qui a été réglé.

S'il n'y a rien de réglé, comme il n'arrive que trop souvent, le curé a le droit de se faire aider dans son ministère par son vicaire, pour toutes les fonctions qu'il voudra, pourvu qu'il ne lui demande pas un service exorbitant.

Mais, en dehors de toute convention, le vicaire ne doit pas ses messes à son curé. Si donc celui-ci lui impose une fonction qui exige l'application de la messe, il lui doit l'honoraire fixé par le tarif épiscopal.

Conséquemment le vicaire doit faire les enterrements à l'hospice et les enterrements des pauvres; mais il peut demander à son curé un honoraire pour l'application de la messe.

Le moyen suggéré pour effectuer cette compensation pourrait être consenti de part et d'autre. Mais le simple fait d'avoir présidé à l'enterrement des enfants ne donnerait pas au vicaire le droit de percevoir le casuel correspondant. Tout le casuel est au curé, lequel doit une honnête rétribution à son vicaire.

Q. — Je suis vicaire et curé tout en même temps. Je réside dans la paroisse où je suis vicaire, en attendant que la cure de ma paroisse soit construite; or, les enfants de la paroisse dont je suis curé ont fait leur première communion dans l'église de la paroisse dont je suis le vicaire. A qui reviennent les cierges des enfants de ma paroisse? à mon curé ou à moi? Toute l'année, je suis allé deux fois par semaine à ma paroisse faire le catéchisme à mes enfants.

R. — Les cierges de la première communion appartiennent au curé, non à celui qui a fait le catéchisme. Ils ne vous appartiennent donc pas par ce motif que vous avez fait le catéchisme. Mais vous appartiendraient-ils par cette raison que les enfants sont vos paroissiens? Oui sans doute si la première communion s'était faite dans votre église. Mais elle s'est faite dans l'église où vous n'êtes que vicaire: c'est au curé de cette église qu'ils appartiennent. Si vos enfants avaient fait leur première communion dans une église qui vous fût totalement étrangère, vous n'iriez pas réclamer les cierges. C'est ici le même cas.

Q. — Duo sponsi inter se consanguinei, apud parochum ambo confessionem suam peragunt. Prior mulier probabiliter non malitiose tacet seu potius negat copulam inter se et sponsum habitam, quam tamen posterior sponsus aperit. Queritur: quid agendum, dato quod post unam horam aderit tempus pro matrimonio determinatum.

R. — Cum sponsa quæ nihil aperuit, parochus nihil agere potest: nam lex sigilli sacramentalis eum ligat ne sponsi confessione utatur ad sponsæ correctionem.

Cum sponso agat ut confessarius quod debet, non tantum ut eum per contritionem absolutioni recipiendæ disponat. In ordine autem ad matrimonium, videndum est utrum dispensatio cuius virtute ad contrahendum habiles constituuntur, sit jam executioni mandata, necne.

Si jam antea executioni mandata fuit, impedimentum sublatum est, nec reviviscere potest.

Si nondum fuit executioni mandata, videndum est utrum addita sit in formula clausula quæ validetur dispensatio, etiamsi habita fuisset copula post missas preces, perinde ac si fuisset expressa: quo casu dispensatio valida est.

Si vero non fuisset addita illa clausula, dispensatio nullitate laboraret et parochus, ut confessarius, sponsum ab attentando matrimonio deterrere deberet, donec obtenta fuisset nova dispensatio. Si tamen sponsi se sisterent ad

ineundum matrimonium, non posset se subtrahere, quia uti nequit notitiâ per confessionem acceptâ.

Q. — La bénédiction avec indulgence plénière récemment prescrite par le pape Léon XIII (décret du 22 juillet), est-elle de rigueur et exclut-elle toute autre formule?

2° Les tertiaires continuent-ils d'avoir le droit de recevoir la bénédiction papale quatre fois par an et dans la forme ordinaire?

R. — Ad I. La formule prescrite par le pape Léon XIII, dans le bref du 22 juillet 1882 est absolument obligatoire et sous peine de nullité, croyons-nous. Les paroles du bref sont des plus formelles.

« In absolutione generali pro regularibus cujuscumque Ordinis atque in benedictione cum Indulgentia plenaria pro tertiariis sæcularibus adhibeantur omnino dæ insequentibus formulæ a Rmo Assessore ipsius Sacræ Congregationis positæ atque ab eadem approbatæ, abrogatis et suppressis quibuscumque aliis formulis huc usque usitatis. »

« Decernentes... irritum et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. »

Ad II. Les Tertiaires peuvent encore recevoir la bénédiction papale, mais deux fois seulement dans l'année. On doit employer pour la leur donner la formule prescrite par Benoît XIV, dans la constitution *Exemplis prædecessorum*.

« Benedictio Summi Pontificis nomine imperiendi detur cum formula approbata in Constitutione san. memor. Benedicti Papæ XIV, *Exemplis prædecessorum, sed non nisi bis in anno*, et sub conditione quod hæc benedictio nunquam detur eodem die et in eodem loco ubi Episcopus eam impertiat. »

Q. — 1° Quelles sont les églises qui jouissent de l'indulgence de la Portioncule?

2° Suffit-il pour gagner plusieurs fois l'indulgence plénière de la Portioncule de passer de l'église à la sacristie, ou à un corridor, ou tout autre lieu séparé de l'église seulement d'un mur, les autres conditions étant remplies. Est-il de même pour gagner l'indulgence du Jubilé?

R. — Ad 1. L'Ami du clergé a donné naguère, au sujet de la Portioncule, deux réponses qui paraissent être en contradiction, parce qu'elles envisagent la question sous deux points de vues tout-à-fait différents.

Pour faire disparaître ce désaccord apparent et pour donner à une nouvelle explication qui nous est demandée par l'auteur de la première question, nous traitons de nouveau le sujet, mais avec brièveté.

Il y a plusieurs églises qui jouissent du privilège de l'indulgence de la Portioncule.

1° Les églises appartenant actuellement aux trois ordres de saint François. Nous ne parlons ici que des tertiaires vivant en commun et portant l'habit de saint François. Dans ces églises, on gagne l'indulgence de la Portioncule le 2 août,

depuis les premières vêpres, jusqu'au coucher du soleil.

2° Les anciennes églises de France qui ont appartenu autrefois aux Franciscains jouissent du privilège de la Portioncule en vertu des Brefs *Exponi nobis*, du 20 juin 1817 et *Alias nos*, du 4 mai 1819. Dans ces églises, mais dans celles-là seulement, l'indulgence se gagne le premier dimanche d'août. Il faut un indult pour la renvoyer au 2 août.

3° En France surtout, les tertiaires vivent ordinairement dans le monde, et forment une espèce de confrérie séculière dirigée assez souvent par un prêtre séculier, et qui la plupart du temps n'a pour lieu de réunion, qu'une chapelle de l'église paroissiale. Or cette chapelle a le privilège de la Portioncule, mais pour les seuls membres du tiers-ordre, et non pour ceux qui n'appartiennent pas à la famille de saint François. Rien de plus clair que la décision suivante du 31 mars 1856 :

« I. An scilicet tertiarii sæculares seu in propria domo viventes gaudeant omnibus indulgentiis, peccatorum remissionibus, etc. quibus potiuntur fratres Ordinis Minor. S. Francisci vigore *communicationis*.

Et quatenus *affirmative* :

II. An sub hæc generali communicatione veniat quoque privilegium *indulgentiæ portionculæ* de secunda die Augusti cujusque anni, alias vulgo, *le pardon d'Assise*.

Et in casu etiam *affirmative* :

III. An præfata gaudeant eorundem etiam Ecclesiæ, Oratoria, Capellæ in ecclesiis licet parochialibus existentes seu intra eam comprehensæ *pro omnibus christifidelibus*.

Resp. Ad I. Affirmative ad formam brevis S. M. Domini Nostri Pii P. P. IX, sub die 11 martii 1851, quod incipit, *Cum sicut nobis nuper*.

Ad II. Juxta votum consultoris scilicet *affirmative*.

Ad III. *Negative* juxta votum consultoris.

Donc les chapelles des tertiaires sont privilégiées, mais pour eux seuls et non pour tous les fidèles.

On nous parle d'un décret du 20 mai 1859, qui aurait dérogé au décret du 31 mars 1856; nous l'avons cherché partout et nous ne l'avons rencontré nulle part. Si notre correspondant a eu le texte précis, il nous fera plaisir en nous l'adressant, avec les preuves d'authenticité, ou la source où il l'a puisé. Nous réformerons alors notre enseignement dans le sens de cette décision.

4. Les églises paroissiales qui ne rentrent pas dans une des catégories sus-énoncées ne jouissent de l'indulgence de la Portioncule qu'en vertu d'un indult spécial, qui n'est ordinairement accordé que pour sept ans. Nous ne connaissons pas de concession générale accordée pour toutes les églises paroissiales de France.

Ad 2. Il faut sortir réellement de l'église, si l'on veut gagner plusieurs fois l'indulgence de la

portioncule ou faire plusieurs visites pour le jubilé, quand elles sont autorisées le même jour.

« Quatenus quatuor in die visitationes prescriptæ in eadem ecclesia peragi debeant, quæritur num, ad hujusmodi visitationes inter se distinguendas, necesse sit post unamquamque ecclesia egredi, an vero sufficiat, in eadem ecclesia manendo, de uno in alium illius locum transire, aut etiam tantummodo assurgere uti pro stationibus S. Viæ Crucis vulgo usu venit.

« Resp. Necesse esse egredi ab ecclesia. » Sacra Pœnitent. 6 fev. 1875.

Dès lors que l'on a passé la porte de l'église, se trouverait-on dans un corridor ou dans un autre lieu séparé de l'église uniquement par un mur, on serait réellement hors de l'Église. En est-il de même pour la sacristie? La raison de douter est que, dans certains cas, la sacristie est censée ne faire qu'un avec l'église, v. g., pour la clôture religieuse, tandis que, dans d'autres cas, elle est regardée comme séparée, v. g., dans le cas de pollution de l'église.

Q. — 1° L'Ami du Clergé n° 28, de l'année courante, page 339, déclare qu'on ne peut user que de la graisse de porc pour assaisonner les aliments aux jours d'abstinence, mais *quid juris* s'il s'agit du résidu du lard employé pour la friture des pommes de terre mises à la poêle? Faut-il jeter ce résidu, ou bien peut-on le laisser se mêler aux pommes de terre, à l'omelette... et le manger avec?

2° L'Eglise permet-elle aux prêtres grecs unis à Rome et reconnaissant sa suprématie, de vivre *in matrimonio cum uxore et liberis*?

R. — Ad I. Pour répondre à cette question, il nous faut entrer dans quelques détails qui sont du ressort de notre confrère du *Courrier de l'utile*. Si nous avons bien compris l'exposé, il est question de faire rôtir des *morceaux* de lard à la poêle, afin de pouvoir assaisonner avec la graisse qui en sortira, une friture de pomme de terre ou une omelette. Mais la permission d'user de la graisse de porc va-t-elle jusque-là? Il nous semblait jusqu'ici que la permission se bornait à l'usage de l'axonge ou saindoux. En effet, l'axonge seul est compris communément sous le nom de graisse de porc, et ce que vous employez, ce n'est plus la graisse, mais le lard lui-même. De plus, dans votre système, il serait parfaitement permis de préparer la soupe au lard le vendredi, sauf à ne prendre que le bouillon et les légumes. Est-ce bien là le sens de la permission pontificale? Nous n'osons le dire. En cas d'affirmative, nous avouons que la loi de l'abstinence serait singulièrement adoucie.

Admettons que la loi puisse s'interpréter de la manière que vous la comprenez, il ne serait pas permis de laisser dans votre préparation les résidus de lard dont la graisse a été enlevée sous l'action du feu, parce que ce n'est plus de la graisse de porc, mais bien du lard, à moins toutefois que ce soit une chose de peu d'importance, *parum pro nihilo reputatur*.

Ad II. L'Eglise permet aux prêtres grecs unis à

Rome et reconnaissant sa suprématie, de vivre *in matrimonio cum uxore et liberis*. Cependant ce point de discipline souffre certaines réserves.

Le mariage n'est pas permis à un clerc déjà engagé dans les ordres sacrés. S'il veut se marier, il doit le faire avant de recevoir le sous-diaconat, et dans le cas où sa femme vient à mourir, il lui est interdit de passer à de secondes noces.

La divergence qui existe entre la discipline de l'Eglise d'Orient et de l'Eglise d'Occident consiste donc en ce point seul qu'en Occident, on n'ordonne les hommes mariés qu'après leur avoir imposé une séparation totale d'avec leur femme, tandis qu'en Orient, on confère les ordres aux hommes mariés, sans les obliger à abandonner leur femme.

Le célibat est exigé pour les évêques; aussi sont-ils toujours choisis parmi les moines. Il n'y a pas d'exemple qu'un prêtre séculier ait été élevé à l'épiscopat. Si le cas se présentait, ce prêtre devrait se séparer de sa femme.

Telle est la discipline frauduleusement introduite par le concile *in Trullo* et qui, après être passée dans les mœurs, a fini par être tolérée par l'Eglise Romaine.

Il y eut naguère quelques tentatives pour énerver encore le lien déjà si large de la discipline ecclésiastique du célibat. On voulait autoriser les sous-diacres à contracter mariage *après leur ordination*. Le pape Pie IX protesta contre ces prétentions par une instruction de la Propagande, où nous lisons :

« Quapropter Sanctitas Sua cui summopere est cordi ut mores istius provinciae, quacumque corruptela detersa, ad normam purioris disciplinae orientalis componantur, haud potest quin meritis laudibus prosequatur Amplitudinis Tuae propositum iterato firmatum neminem scilicet deinceps admittendi ad sacros ordines, nisi aut penitus celibem, aut eum qui ante hypodiaconatum juxta morem orientalem legitimam uxorem duxerit ¹. »

L'abandon du célibat a eu pour le clergé oriental les plus fâcheuses conséquences. Il a dû renoncer au ministère de la confession, qui est réservé aux moines. Tout le rôle des prêtres séculiers se borne donc à la célébration de la messe aux jours de dimanche et de fête. Pendant la semaine, ils exercent un métier manuel pour subvenir aux besoins de leur famille.

Q. — Peut-on se servir, pour soi et pour enseigner les autres, d'un catéchisme (ou de tout autre livre de dogme et de morale) qui ne porte pas l'approbation d'un évêque légitime, en tête de l'ouvrage? Ainsi, j'ai un catéchisme, *catéchisme du peuple*, par un missionnaire, lequel ne porte pas d'approbation.

R. — Si le catéchisme dont il est question, ou les livres de dogme et de morale ne portent ni noms d'auteurs ni approbation épiscopale, ils

sont défendus sous peine de péché, et même autrefois, sous peine d'excommunication.

« Nulli liceat imprimere vel imprimi facere quosvis libros *de rebus sacris*, sine nomine auctoris, neque illos in futurum vendere, aut etiam apud se retinere, nisi primum examinati probatique fuerint ab ordinario, sub pena anathematis et pecuniæ in canone Concilii novissimi Lateranensis appositæ ¹. »

Ce décret s'applique certainement aux livres anonymes traitant des choses sacrées, parus sans approbation épiscopale. S'applique-t-il aux livres signés par les auteurs, mais non approuvés?

Certains auteurs l'affirment, de telle sorte que la violation de la loi constituerait une faute. D'autres le nient : d'après eux, il n'y aurait pas de faute à garder et à lire des ouvrages traitant *de rebus sacris*, portant le nom d'auteur, mais parus sans l'approbation de l'ordinaire.

Cette opinion est la plus suivie, et on voit chaque jour des hommes recommandables par leur piété et leur science l'adopter dans la pratique. Il y a même des périodiques traitant exclusivement des choses sacrées, qui ne portent en tête de leurs pages aucune approbation.

L'Ami du clergé préfère l'autre opinion, qu'il a traduite dans la pratique, en sollicitant l'autorisation de l'Ordinaire du lieu où il s'imprime.

Q. — 1^o A plusieurs reprises vous avez soutenu que le curé avait un droit rigoureux pour l'admission des enfants à la première communion. Je dis non. Ceux qui ont seuls ce droit, ce sont les parents et le confesseur. Le catéchisme du concile de Trente est formel. Voici le texte : « Qua vero ætate pueris sacra mysteria danda sint nemo melius constituere potest quam pater et sacerdos cui illi confitentur peccata; ad illos enim pertinet explorare et a pueris percontari, an hujus admirabilis sacramenti cognitionem aliquam acceperint et gustum habeant. » Le texte est formel et l'autorité du catéchisme vient après le concile, c'est celle de l'Eglise et nul usage ne peut prescrire.

2^o Si un curé refusait à sa cérémonie de première communion un enfant examiné par lui, mais ne le confessant pas, il le peut, mais le confesseur peut l'admettre le lendemain à la sainte Table avec les fidèles. C'est une conséquence du texte cité plus haut.

R. — Ad I. Nous maintenons notre assertion sur le droit propre qu'ont les curés pour admettre les enfants à la première communion. Notre correspondant nous oppose le texte du catéchisme romain. Nous répondons :

1^o Le catéchisme romain est regardé, il est vrai, par le plus grand nombre des théologiens comme un livre absolument sûr par rapport à la doctrine, mais non comme un recueil de lois disciplinaires. Tout le monde convient que l'examen des enfants pour la première communion est un point de discipline. Les papes d'ailleurs ont conseillé l'emploi de cet excellent manuel; mais ils n'en ont jamais fait une obligation.

2^o Le catéchisme romain, tout en affirmant le droit du père et du confesseur, ne nie point

¹ 24 mars 1858. Cf. *Analecta*, série xvi, col. 243 et sqq.

¹ Concile de Trente, Sess. 4.

celui du curé : ces trois personnes peuvent avoir un droit simultané.

3° L'obligation eût-elle existé, aujourd'hui elle n'est plus reconnue, même à Rome, où le Pape lui-même et les cardinaux membres des congrégations romaines ont affirmé formellement le droit du curé.

a) Benoît XIV, s'adressant aux évêques du monde entier, ordonne aux curés de s'assurer « par eux-mêmes » de la capacité des enfants qui demandent à recevoir les sacrements d'Eucharistie et de Confirmation : « Monendus tamen est parochus ne alienæ operæ nimium tribuat, sed videat ipse quo loco res sint, cum pueri sacramentum Eucharistiæ et confirmationis sibi administrari exposcant¹. »

b) Cette pratique est imposée à Rome par l'instruction publiée, le 20 mars 1773, sous le pape Clément XIV. On y lit :

« Les curés en formant l'état des âmes devront reconnaître tous ceux qui seront capables de se confesser et de communier et noteront particulièrement les petits enfants et les petites filles qui commencent à avoir l'usage de la raison, dans le but de les instruire ou de les faire instruire au préalable pour leur première communion... Ils pourront envoyer lesdits enfants en quelque lieu où ils ont coutume d'être instruits, sans que cependant ceux qui dirigent et gouvernent ces lieux pies puissent les admettre pour la première fois à recevoir les sacrements et particulièrement celui de l'Eucharistie, « si auparavant ils n'ont été jugés capables par leur propre curé... » Et encore quand ces enfants auront été instruits de quelque manière que ce soit, les curés, avant de les admettre aux sacrements de la confession et de la communion, « devront les examiner pour s'assurer davantage de leur capacité. »

c) Comme dernier témoignage, nous citons une déclaration de la Sacrée Congrégation du Concile. Le concile de Rouen, tenu en 1850, avait défendu d'admettre les enfants à la première communion avant qu'ils aient atteint l'âge de douze ans : la Sacrée Congrégation fit cette observation : « Verum cum nulla canonica lege sancitum est ne communico ministretur pueris ante duodecimum ætatis annum, hinc satius visum est EE. PP. debere ita reformari primam periodum ad formam tam ritualis romani quam catechismi romani : *nemo ad sanctam Eucharistiam prima vice admittatur, qui nondum hujus sacramenti cognitionem et gustum habeat, judicio præsertim parochi ac sacerdotis cui peccata puer confiteatur.* »

D'après la Sacrée Congrégation, il faut donc l'avis du curé d'abord et ensuite du confesseur. Nous ferons remarquer que l'avis du curé est demandé en premier lieu et cela « d'après le catéchisme romain. » Le texte que nous oppose notre

correspondant n'a donc pas le sens restreint et exclusif qu'il veut bien lui donner.

d) A ces autorités nous pourrions joindre les décrets des conciles provinciaux et des statuts synodaux qui ont décidé la question en faveur du curé de la paroisse.

Ad II. Nous concluons des développements que nous venons de donner qu'un confesseur ne peut pas envoyer communier un enfant que son curé aurait refusé d'admettre à la première communion, à moins qu'il n'y eût une injustice manifeste. Et encore dans ce cas ferait-il mieux de faire décider la question par l'autorité épiscopale.

Q. 1^o Quelle espèce de péché commet celui qui perçoit l'honoraire pour la seconde messe du binage ?

2^o Donnez s. v. p. la traduction des leçons du deuxième Nocturne de la Nativité de la sainte Vierge au 8 septembre.

R. — Ad I. Celui qui perçoit un honoraire pour la messe de binage commet un péché de désobéissance à l'Eglise qui le défend.

Il peut en outre commettre un péché d'avarice si c'est par amour de l'argent qu'il se procure ce gain illicite.

Il ne commet pas d'injustice envers la personne qui donne l'honoraire parce que l'application de la messe en sa faveur la rend débitrice du prêtre qui a fait l'application.

Conséquemment le prêtre n'est pas tenu à restitution, mais il doit satisfaction à l'Eglise et soumission à ce qu'il lui plaira d'ordonner au sujet de l'honoraire indument perçu.

Ad II. Ce morceau est si riche d'idées et d'expressions, il est si poétique, si lyrique même, que la traduction n'en est pas sans difficulté. Essayons néanmoins de satisfaire notre honorable correspondant :

« Voici, très-chers frères, l'anniversaire désiré de la bienheureuse et vénérable Marie toujours vierge : que notre terre se livre aux transports de la joie dans l'éclat que répand sur elle la naissance de cette illustre vierge. Elle est la fleur des champs ; d'elle est sorti le précieux lys de la vallée ; son enfantement a changé la condition des premiers parents et aboli leur faute. En elle a été suspendu cet arrêt de malheur intimé à Eve : Vous enfanterez vos fils dans la douleur ; car elle a enfanté le Seigneur dans la joie.

« A Eve les angoisses, à Elle l'allégresse. Dans son sein, Eve portait les larmes ; Marie, le bonheur : car l'une donnait le jour au pécheur, l'autre à l'innocent. La mère du genre humain fit entrer dans le monde le châtimement ; la mère du Seigneur fit entrer dans le monde le salut. Eve fut l'auteur du péché ; Marie, l'auteur de la grâce. Eve a fait notre malheur en nous donnant la mort ; Marie a fait notre bonheur en nous rendant la vie. La première nous a blessés ; la seconde nous a guéris. Car la désobéissance a été compensée par l'obéissance, et l'infidélité rachetée par la foi.

¹ Const. *Etsi minime*, de doctrina Christiana, Bull Bened. XIV, tome I, p. 232.

« Que Marie chante maintenant au son des instruments et que, sous des doigts agiles, les tambours répondent aux accents de la mère. Que de joyeux concerts retentissent et que des chœurs alternant mêlent leurs voix dans les plus harmonieux accords. Écoutez comment a chanté notre grande artiste : « Mon âme glorie le Seigneur » et mon esprit a tressailli en Dieu mon salut, « parce qu'il a jeté les yeux sur la bassesse de sa « servante : voilà en effet que désormais toutes « les générations m'appelleront bienheureuse, « parce qu'il fait pour moi de grandes choses « celui qui est tout-puissant. » Le miracle d'un enfantement nouveau a donc évincé de ses prétentions le péché jusque-là triomphant et les lamentations d'Eve ont cédé la place aux hymnes de Marie. »

Q. — 1^o L'ordre des sacrements a été établi par le concile de Trente, peut-on en France briser cet ordre qui oblige, en ne donnant la confirmation qu'aux enfants qui ont déjà reçu la pénitence et l'Eucharistie ?

2^o Si un confesseur trouve des enfants innocents, exempts de péchés mortels, assez instruits, ne doit-il pas les admettre à la communion en vertu de l'ordre des sacrements qui place celui de l'Eucharistie avant la Pénitence ?

R. — Ad. 1. Il est inexact que l'ordre des Sacrements ait été établi par le Concile de Trente. Nous le retrouvons mentionné au concile de Florence, et, avant cela, dans la Somme de saint Thomas.¹ Cet ordre est plutôt un ordre logique que l'ordre dans lequel on doit recevoir les sacrements. Nous exceptons le baptême, qui est nécessairement le premier de toute manière.

Quant à la confirmation, l'usage de l'Eglise jusqu'au douzième siècle fut de l'administrer aussitôt après le baptême, même aux enfants n'ayant pas l'usage de la raison. Aujourd'hui l'usage est changé et le catéchisme du concile de Trente, tout en permettant, en certains cas, pour de bonnes raisons, d'administrer la confirmation aux enfants qui n'ont pas l'usage de la raison, conseille d'attendre la douzième, ou au moins la septième année : « Omnibus quidem post Baptismum Confirmationis Sacramentum posse administrari, sed minus tamen expedire hoc fieri autequam pueri rationis usum habuerint. Quare si duodecim annus expectandus non videatur, usque ad septimum certe hoc sacramentum differre maxime convenit. »

Ad II. La réponse à la seconde question se trouve dans le paragraphe précédent : l'ordre dans lequel on nomme les sacrements ne s'impose nullement pour leur réception, parce que la plupart du temps, il est impossible à observer. Même dans le cas que vous proposez, êtes-vous parfaitement sûr que l'enfant en question n'a que des fautes vénielles ? Et n'eût-il que des fautes vénielles, l'absolution ne lui serait-elle pas utile pour expier ses fautes et se préparer avec plus de ferveur à recevoir la sainte Eucharistie ?

Q. — Un curé n'est-il pas obligé d'enfreindre une ordonnance Episcopale réglant que les enfants ne seront admis à la 1^{re} communion qu'à un âge chiffré ? Je dis oui, car tous les auteurs, tous, affirment qu'un curé ferait mal, et St-Antoin dit qu'il y aurait péché mortel à le faire, quand même l'usage serait tel.

R. — La règle posée par notre correspondant peut être vraie, mais elle a le tort d'être trop absolue. Depuis quelque temps, la coutume s'est établie en France de déterminer, dans les statuts synodaux, un âge minimum, en deçà duquel il n'est pas permis de recevoir les enfants à la première communion. Cette détermination peut être licite jusqu'à un certain point ; mais elle est évidemment de nulle valeur, comme contraire au droit commun, si elle fixe un âge trop avancé, et si elle est générale, sans laisser place à aucune exception.

1^o Nous avons dit que la détermination de l'âge pouvait être licite jusqu'à un certain point, et nous nous appuyons sur l'exemple de saint Charles Borromée et sur la doctrine de saint Alphonse de Liguori. Le premier a inséré dans ses statuts synodaux ce règlement : « Parochi illos qui *decennium attigerint*, accersant, instruunt ad cognitionem Eucharistiæ, doceantque quam reverenter ad eam accedant. »¹ — Le second a écrit : « Communitur dicunt doctores, *regulariter loquendo*, pueros non obligari ad communionem *ante nonum vel decimum annum*, nec differendam eis esse communionem *ultra duodecimum*. » Il ajoute : « Dictum est *regulariter*, nam ut advertunt auctores, citius possunt obligari pueri qui ante talem ætatem perspicaciores conspiciuntur. »

2^o Toute détermination qui sortirait des limites que saint Alphonse a tracées, serait en dehors du droit. Les statuts synodaux ne peuvent que rappeler le droit commun et la doctrine catholique qui reconnaissent aux enfants le droit et l'obligation de communier entre neuf et onze ans, âge où ils ont généralement la discrétion réclamée par le concile de Latran, sauf certaines exceptions.

Notre assertion s'appuie a) sur l'autorité des théologiens. Le P. Montrouzier, qui a écrit de savants et longs articles sur le sujet qui nous occupe, a résumé ainsi l'enseignement de Suarez, Vasquez, de Lugo, Tolet, Sanchez, Lacroix, etc. : « Quod si tempus discretionis in jure definitum non est, neque videtur definiri posse certus aliquis dies, mensis aut annus pro omnibus. » Le cardinal Gousset a écrit : « Un curé se tromperait et serait répréhensible s'il adoptait pour règle générale et absolue de n'admettre à la première communion que les enfants qui ont un certain âge, par exemple ceux qui sont arrivés à leur douzième année. Dispensateurs des choses saintes, nous ne pouvons en disposer à volonté. »

¹ Synod. dioces. IX.

² Lib, VI, n. 301, *Dubit.* 1.

³ 3^e quest. LXV. art. 2.

b) Sur l'autorité du Saint-Siège. Le concile de Rouen, tenu en 1850, avait proclamé la règle suivante : « *Nemo ad sacram Eucharistiam prima vice suscipiendam admittatur quin duodecimum saltem annum attigerit.* » La Sacrée Congrégation du Concile fit opposition à ce statut : « *Verum cum nulla canonica lege sancitum est ne communio ministretur pueris ante duodecimum ætatis annum, hinc satius visum est EE. PP. debere ita reformari primam periodum adformam tam ritualis romani quam catechismi romani : nemo ad sacram Eucharistiam prima vice admittatur qui nondum hujus sacramenti cognitionem et gustum habeat, judicio præsertim parochi ac sacerdotis cui peccata puer confitetur.* » Aussi les conciles provinciaux qui ont suivi, ont-ils laissé aux curés la détermination de l'âge des enfants à admettre à la première communion, tout en les exhortant à les y préparer le plus tôt possible.

Q. — 1° Un prêtre, un « laïque » catholique, peut-il recevoir la visite d'une personne, et la rendre à un instituteur ou à un maire, qui aurait enlevé le crucifix de l'école ?

2° Un curé, dont la paroisse aurait été scandalisée par l'enlèvement des crucifix des écoles ou d'une des écoles, pourrait-il de « sa propre autorité, » pour réparation exposer tous les dimanches à l'église, à la vénération des fidèles, les reliques de la vraie Croix, et faire l'exercice du chemin de la croix en commun une fois par mois ? — De plus, pourrait-il prudemment annoncer en chaire que le but de ces exercices est de réparer les outrages faits à la croix dans la paroisse ?

3° L'instituteur sonnant la classe à 7 heures et demie, le curé qui réunit les enfants à 7 heures pour la prière et le catéchisme et qui ne peut pas les réunir avant 7 heures à cause de l'heure trop matinale, peut-il conserver les enfants jusqu'à 8 heures, malgré les plaintes de l'instituteur ? De plus, si quelques parents veulent envoyer leurs enfants à l'école de 7 heures et demie, peut-on renvoyer ces enfants du catéchisme ?

R. AD I. Affaire de circonstances. Aucune loi canonique n'interdit ces visites. Elles peuvent toute fois être illicites, pour un prêtre surtout, à raison du scandale qui en peut découler, si elles semblaient une approbation de l'acte posé. La gravité du scandale, et par conséquent l'obligation de l'éviter, sera en proportion directe de l'émotion causée dans la population par l'enlèvement des crucifix des écoles. De là vient que dans certaines paroisses de la campagne où la foi est encore vive, on ne verrait pas sans un étonnement profond le pasteur entretenir des relations amicales avec les hommes qui chassent Jésus-Christ de l'école.

Après ces relations amicales, il y a les relations de stricte politesse, qui commandent les convenances les plus élémentaires et auxquelles un curé ne peut renoncer sans se mettre en guerre avec une administration plus ou moins hostile. Celles-là, il est du devoir du curé d'une paroisse de les entretenir afin de maintenir la paix aussi longtemps que possible, parce que l'état d'hostilités ouvertes entre l'administration civile et l'administration religieuse a très-souvent des conséquences fâcheuses pour le bien des âmes.

A part cette exception, les populations voient généralement avec peine des hommes religieux entretenir des relations familières avec les exécutants dociles des hautes œuvres de la Franc-Maçonnerie.

AD. 2. Aucune loi liturgique ne réclame une autorisation d'un supérieur pour l'exposition des reliques de la vraie croix, ni pour l'exercice public du chemin de la croix. Vous êtes donc parfaitement libre d'exposer tous les dimanches les reliques de la vraie croix à la vénération des fidèles et de faire l'exercice du Chemin de la croix en commun.

Est-il prudent de faire connaître à la paroisse le but de ces exercices ? La police ne peut pas vous inquiéter à ce sujet, croyons-nous, si votre annonce se renferme dans les termes strictement nécessaires. Quant à l'impression que fera cette annonce sur le public, impression dont vous devez tenir compte, c'est à vous de juger d'après le milieu dans lequel vous vous trouvez.

AD. 3. L'instituteur n'a pas le droit d'exiger la présence des enfants à l'école avant huit heures : le règlement s'y oppose. Vous pouvez donc en toute sécurité garder les enfants jusqu'à huit heures. Si les parents prennent parti pour l'instituteur, la position devient plus critique. En renvoyant du catéchisme les enfants qui ne veulent pas y rester le temps suffisant, êtes-vous sûr d'obtenir la victoire, et de garder la majorité des enfants ? Si oui, agissez ; sinon, prenez un biais, parce que le remède serait pire que le mal.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un enfant ou ses parents ont-ils le droit, le jour de sa 1^{re} communion, de retenir le cierge et le bouquet qui le décore, et ne pas le donner, suivant l'usage, au clergé de la paroisse ?

Il est d'usage, dans la paroisse, que les enfants de la 1^{re} communion portent un cierge orné d'un bouquet artificiel, d'abord le matin à la messe de communion, puis à la grandmesse, enfin aux vêpres qui sont suivies de la procession ; et après le renouvellement des vœux qui se fait après la bénédiction du Saint-Sacrement, le curé leur fait une petite exhortation, leur dit l'Evangile et les enfants déposent leurs cierges et bouquets.

Or, il est arrivé que deux enfants (ou leurs parents sans doute), ont jugé à propos de ne pas se présenter comme les autres pour le dernier Evangile et recevoir le baiser de paix, après lequel on dépose le cierge, et ils les ont gardés au grand scandale de toute la paroisse.

Je désirerais savoir, si le curé est en droit d'exiger ces cierges et bouquet qui ont figuré durant toute la cérémonie et, dans le cas qu'il ait le droit, qui il doit attaquer ? Mon intention n'est pas de poursuivre pour cette vétillerie, mais je désirerais cependant, si je le puis, faire savoir aux fidèles quels sont les droits du curé et partant les droits des enfants, de peur que cet usage de laisser libre de donner ou de refuser leurs cierges, le jour de leur 1^{re} communion, ne vienne à prévaloir et ne cause ainsi un dommage à mes successeurs.

R. — Incontestablement les cierges portés par les enfants le jour de la première com-

munion appartiennent aux curés, en vertu de ce principe général que « tout cierge d'offerte faite au baiser de paix revient au pasteur. » Or, les cierges de première communion ne sont pas autre chose. Régulièrement, on devait le retirer aux enfants après l'offerte. Si on le leur laisse, ce n'est que par tolérance et pour donner plus d'éclat aux cérémonies de la journée. C'est ce que reconnaît formellement une décision ministérielle du 31 mars 1837, où nous lisons :

« L'article 76, décret du 30 décembre 1809, n'attribue aux fabriques que les cierges offerts sur les pains bénits; ceux qui sont portés à la main ont toujours été considérés comme faisant partie des offrandes présentées à l'autel et appartenant conséquemment aux curés. »

Remarquez que le débat n'est qu'entre les curés et les fabriques : les cierges reviennent nécessairement à celles-ci ou à ceux-là; mais jamais ils ne restent à ceux qui les portent, pas plus que ceux de la chandeleur, de la cérémonie des relevailles, du baptême etc. etc. Par conséquent, les deux enfants qui ont gardé leurs cierges ont commis un vrai petit larcin; car ces cierges ayant servi à la cérémonie ne leur appartiennent plus; ils sont la propriété ou du curé ou de la fabrique, et nous avons vu qu'ils sont attribués au curé.

Notre correspondant pourrait attaquer le fait en justice; mais il fera bien de se contenter de rétablir son droit, afin d'empêcher le renouvellement d'une action inconsidérée de deux enfants. Il faut avouer que le jour était mal choisi pour une pareille incartade.

Les autorités qui appuient notre doctrine ne manquent pas. A celles déjà citées, on peut ajouter celle de l'abbé Boyer (*Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, tom. I p. 362); Rousseau de la Combe, Potier de la Germondaie, Camus, Jousse (*Traité du gouvernement des paroisses*, p. 79 et 312).

Q. — 1^o Un curé peut-il refuser d'enterrer un mort, si la fosse n'a pas la profondeur voulue ?

Quelle doit-être la profondeur de la fosse, pour une grande personne, pour un enfant ?

2^o La fabrique peut-elle obliger un curé à garder pour sacristain un homme qui ne fait pas ses Pâques. J'ai voulu changer le mien, et la fabrique refuse de voter les fonds nécessaires pour le traitement du remplaçant.

R. — Ad 1^{re} Non, ceci ne regarde point le curé, mais bien celui qui a la police des cimetières, c'est-à-dire le maire de la commune. C'est ce dernier qui nomme et destitue le fossoyeur, et qui délivre les permis d'inhumer sans lesquels le curé ne peut procéder à la cérémonie. La responsabilité entière lui incombe sous ce rapport, et n'atteint nullement le ministre du culte.

Ces dimensions à donner aux fosses sont indiquées par l'art. 4 du décret du 23 prairial an XII. « Chaque fosse qui sera ouverte, est-il dit, aura de un mètre cinq décimètres à deux mètres de profondeur sur huit décimètres de largeur. » Le

décret ne distingue pas entre les fosses des enfants et celles des grandes personnes, mais en disant « de un mètre cinq décimètres à deux mètres, » il indique qu'on peut prendre la dimension moindre pour les enfants. Il faut donc que la fosse d'un enfant, si jeune et si petit qu'il soit, ait au moins un mètre cinq décimètres de profondeur.

Ad 2^{me} Dans les communes rurales, la nomination et la révocation du sacristain appartiennent au curé seul, et dans les communes urbaines, elles appartiennent aux marguilliers sur la présentation du curé. Ainsi l'a réglé l'ordonnance du 12 janvier 1825 modifiant sous un rapport l'art. 33 du décret du 30 décembre 1809.

Notre correspondant est-il dans une commune rurale? Dans ce cas, la fabrique n'a rien à voir dans la nomination ou la révocation du sacristain et elle est obligée de voter les fonds nécessaires pour son traitement (*article 37 du décret de 1809*).

Si, au contraire, il est curé dans une commune urbaine, il ne peut que présenter le candidat et les marguilliers peuvent le refuser. Mais s'il y avait chez les marguilliers parti-pris de ne point accepter le sacristain proposé par le curé ou que celui-ci refusât mal à propos d'en présenter un autre, il faudrait recourir à l'autorité supérieure, c'est-à-dire à l'évêque, au préfet ou au ministre pour terminer le conflit. (*Lettre ministérielle du 6 août 1849*.)

Quant au motif allégué par notre correspondant, à savoir que son sacristain ne fait pas ses pâques, il est certain que le préfet est moins compétent que l'évêque pour l'apprécier. Les laïques en général ne verraient point là une raison suffisante pour révoquer un serviteur de l'église. Les curés jugent différemment, et l'on ne saurait les blâmer d'entourer les autels de serviteurs chrétiens quand ils le peuvent.

Si donc le cas actuel se passe dans une paroisse rurale, que le curé tienne bon; il est dans son droit et l'évêque diocésain écrira d'office au budget des dépenses le traitement du sacristain.

Q. — Un curé peut-il imposer silence à une fille dont le chant est défectueux et qui s'obstine à chanter avec les hommes pour narguer le curé ?

Dans l'affirmative, quelle conduite tenir, s'il y a résistance ?

R. — Oui, en vertu de son droit de police, de son titre de directeur du culte dans sa paroisse sous l'autorité de l'évêque diocésain, et comme maître des cérémonies, le curé est seul juge de l'action de cette fille; nous ne disons pas de son intention, mais du fait matériel dont elle est l'auteur. S'il trouve qu'elle est un sujet de désordre ou de distraction ou de malédification pour les fidèles, il lui appartient, — c'est même son devoir, — de la faire taire, comme il lui appartient de mettre fin à tout désordre qui viendrait à se produire dans l'église, peu importe de quelle

façon. Une personne affecterait une posture bizarre, porterait un costume insolite propre à susciter le rire ou le mépris, ferait des gestes même pieux, mais inopportuns, comme d'étendre les bras en croix, de baiser la terre, d'entreprendre le chemin de la croix pendant le sermon, en un mot, toute chose pouvant prêter au scandale : le curé a le droit, et, nous le répétons, le devoir d'intervenir et de tracer la règle à suivre. Il n'est pas nécessaire pour cela que le délinquant soit de mauvaise foi et s'inspire de mauvaises intentions. Le fait matériel suffit. Ainsi, par exemple, — cela s'est vu, — il y a des mélomanes, dotés d'une voix et d'une ouïe absolument fausses, qui ont la rage d'ajouter des accords aux mélodies de l'église, ou d'accompagner le prêtre dans le chant de la Préface et du *Pater*, le curé peut les obliger à se taire.

La conduite à tenir dans le cas présent ou dans toute circonstance analogue, c'est d'employer tous les moyens de persuasion, d'abord, l'autorité du bedeau et du suisse ensuite. S'il y a résistance publique, soit au curé soit à ceux qui le représentent, le fait tombe sous le coup de l'article 261 du code pénal. Le curé avait donc, non pas à dresser procès-verbal sur le délit ; les lois ne lui reconnaissent pas cette faculté ; mais à porter plainte à l'autorité civile ou au procureur de la République, lesquels sont tenus de faire respecter la loi, qui est ici le droit de police du curé, et de poursuivre les délinquants.

Le texte de l'article précité ne précise point la nature des troubles ; c'est pourquoi il atteint les auteurs de tous les genres de troubles ou de désordres propres à empêcher, retarder ou interrompre les exercices du culte dans les lieux destinés ou servant à ces exercices. Par ces derniers mots sont désignés tous les lieux où se tient une cérémonie religieuse, par conséquent les processions, les convois funèbres, et même le voisinage des églises, si ce qui se fait au dehors parvient à troubler ce qui se passe au dedans. Après avoir indiqué le droit, nous engageons, selon notre habitude, les curés à recourir le moins possible au bras séculier.

M. le curé de S. J. a fait savoir en chaire à ses paroissiens que le dimanche suivant aurait lieu la recette des bancs et chaises.

Sans perdre de temps, le maire a envoyé le garde-champêtre dans les maisons de la commune pour défendre de payer, ou bien on serait obligé de payer deux fois.

Le dimanche venu, le maire apostrophe son garde-champêtre à la porte de l'église pour arrêter les fidèles et leur répéter la même défense.

A l'issue de la messe, le maire fit battre la caisse et lire un avis dans lequel il disait qu'il ne fallait pas payer les bancs et chaises pour le motif qu'un des membres de la fabrique avait été irrégulièrement élu.

Or voici ce qui s'était passé.

Dans la séance de Quasimodo, il s'agissait de remplacer un membre défunt de la fabrique. Deux candidats se partagèrent les voix. Le curé, reconnu président d'âge et siégeant comme tel, crut qu'il pouvait user de sa voix prépondérante en faveur du candidat de son choix. Là-

dessus, le maire se lève brusquement et sort de la salle avec les deux fabriciens de son bord.

De quelque manière qu'on envisage cette élection, s'ensuit-il que la fabrique n'existe plus et que le trésorier n'a plus le droit d'exercer ses fonctions ?

Les voies de fait de ce maire sont un scandale qui trouble tout un pays.

Refaire les élections avant d'achever la recette des bancs et chaises interrompue, sans mettre le maire à la raison, c'est encourager de nouveaux scandales.... *Quid faciedum ?*

R. — Nous commençons par déclarer que le maire abusait de son autorité. Rien, en effet, ni dans la loi ni dans l'acte qu'il jugeait blâmable ne lui donnait qualité pour agir comme il l'a fait. En supposant que l'élection eût été irrégulière, la fabrique n'en restait pas moins apte à administrer. Le vice d'une élection ne saurait vicier tout le reste du conseil légalement composé. À peine comprendrait-on la conduite de ce magistrat municipal, même dans le cas d'une irrégularité universelle, car alors il lui reste le recours à l'autorité compétente, l'Evêque ou le Préfet, mais ici le conseil fonctionne légalement et le maire l'a entravé illégalement dans son fonctionnement. De ce chef, le maire portait préjudice à l'établissement religieux et celui-ci peut lui en demander compte.

La fabrique peut donc passer outre à l'embargo municipal, sans attendre des élections nouvelles. Ce qu'elle fera sera parfaitement conforme à son droit et aux lois qui n'exigent point que le conseil soit au complet pour administrer régulièrement.

Maintenant une question subsidiaire. L'élection faite en vertu de la voix prépondérante du curé, président d'âge, était-elle valide ? Non. Nous n'examinons pas si le curé pouvait être président, nous discuterons une autre fois ce point et nous défendrons l'affirmative malgré le conseil d'Etat qui est pour la négative. Mais en supposant qu'il eût le droit de présider, il n'avait pas celui d'invoquer la prépondérance de sa voix. L'art. 9 du décret du 30 décembre 1809 donne bien au président la voix prépondérante, mais dans les délibérations seulement, et non point dans les élections.

Aux termes de l'Avis du Conseil d'Etat du 9 juillet 1839 et de nombreuses décisions ministérielles, il est de règle et de jurisprudence que la voix du président du conseil de fabrique n'est point prépondérante en matière d'élections, attendu que l'art 9 du décret précité ne s'applique qu'aux délibérations ordinaires des fabriques. D'ailleurs, cette prépondérance, contraire aux principes généraux de la législation sur la même matière, est incompatible avec le mode d'élection au scrutin secret qui peut être suivi. (*Arrêté du ministre des cultes du 28 mai 1858.*) S'il en était autrement, il s'ensuivrait que le président voterait deux fois, et qu'il ferait perdre au scrutin sa qualité de *secret* en faisant connaître son candidat.

S'il y a partage, on doit procéder à un second tour de scrutin, et si le partage continue, le concurrent le plus âgé doit être réputé élu. On ne doit jamais tirer au sort entre deux candidats. (*Avis du conseil d'Etat du 9 juillet 1839, — Décision ministérielle du 2 avril 1849.*)

Le curé aura donc à procéder de nouveau à l'élection, mais il n'a pas besoin d'attendre cette élection pour opérer la recette des bancs et des chaises : ce sont deux opérations absolument distinctes et indépendantes l'une de l'autre.

Q. — 1^o Un jeune prêtre, nommé curé de campagne, ne tarda pas par ses actes arbitraires, à indisposer contre lui le conseil de fabrique.

Un jour, il demanda au dit conseil, s'il voulait bien lui donner deux cents francs pour une mission ; on lui répondit que non.

Le curé voyant cela dit (je ne sais pas s'il l'a dit en plein conseil) : « Puisque vous ne voulez pas, je m'y prendrai autrement, j'achèterai un dais. » Ce qui prouve que le dais n'était pas absolument nécessaire, puisque si on eût voulu lui accorder ce qu'il demandait, il ne l'aurait pas acheté.

Il y avait, à ce moment là, un dais rouge, qui aurait pu encore servir, mais il ne convenait pas à M. le curé.

Il acheta donc un dais blanc ; car l'évêque actuel avait dit, dans ses statuts, que le Saint-Sacrement ne pouvait être porté que sous un dais de couleur blanche, tandis qu'auparavant, dans cette paroisse et dans beaucoup d'autres, on s'était toujours servi de dais rouges. Il l'a donc acheté de sa propre autorité, malgré la fabrique, et il l'a payé de son argent. Maintenant, il voudrait que cet argent lui fût remboursé. Voyant que la fabrique ne le veut pas, il se sert, pour payer son dais, d'un procédé qui ne me semble pas légal. Au lieu de remettre au trésorier le produit des quêtes et du casuel de la fabrique qu'il a entre les mains depuis vingt mois, il garde cet argent pour lui.

A-t-il le droit d'agir de la sorte ? et l'évêque qui a porté le dais d'office sur le budget, il y a déjà deux fois, peut-il approuver sa manière d'agir, peut-il mettre la dépense du dais à la charge de la fabrique ? Ne devrait-il pas laisser le curé responsable de ce qu'il fait, et, si la fabrique voulait acheter un autre dais, pourrait-elle l'acheter sans autorisation ?

Dans un cas semblable, que devrait faire la fabrique ?

2^o M. le curé s'étant permis de nommer sa mère blanchisseuse du linge de l'église, est venu trouver le trésorier pour lui demander la somme portée au budget de 1881 pour le blanchissage, le trésorier lui dit qu'il ne le paierait pas puisque les comptes de 1881 n'avaient pas été réglés pour Quasimodo 1882, et que, du reste, il ne le paierait pas sans un mandat du président. M. le curé répondit qu'il devait le payer sans un mandat du président et qu'il n'était pas nécessaire que les comptes fussent rendus puisque la somme avait été portée au budget.

Auriez-vous la bonté de me dire lequel des deux avait raison et quand même les comptes seraient réglés, le trésorier serait-il obligé de payer M. le curé pour le blanchissage, s'il ne remettait pas au trésorier le produit des quêtes et du casuel qu'il a depuis vingt mois ?

Permettez-moi de vous donner quelques explications sur les rapports qui existent entre le curé et le conseil de fabrique.

Le dimanche de Quasimodo de cette année, le conseil de fabrique s'était réuni pour régler les comptes de 1881. Le curé, dès le commencement de la séance, prit la parole. Il dit : « Nous allons régler les comptes, si vous voulez me payer mon dais. » Le conseil refusa. Alors M. le curé se retira et le conseil ne sachant pas qu'il pouvait continuer la séance sans lui, se retira aussi et rien ne fut fait.

Le renouvellement partiel de la fabrique devait aussi avoir lieu cette année. Mais, le curé qui seul pouvait le savoir, puisqu'il a chez lui le registre des délibérations et les budgets, se garda bien d'en parler, probablement dans

l'intention de faire nommer d'autres membres par l'évêque afin de pouvoir plus facilement faire payer le dais qu'il a acheté.

Le 1^{er} dimanche de juillet, le conseil se réunit de nouveau, il dit à M. le curé qu'il fallait régler les comptes. — Vous ne le pouvez pas, répondit M. le curé ; le bureau n'a pas été constitué pour Quasimodo ; vous auriez pu le faire, mais je n'ai pas voulu vous le dire.

Monseigneur, qui doit être instruit de tout, reste muet ; il n'a pas encore remplacé les membres qui devaient sortir pour Quasimodo et le membre sortant du bureau des marguilliers, afin que l'on puisse régler les comptes et dresser le budget de 1883.

Voilà comme cette fabrique est administrée.

R. — Il est fort difficile d'établir qui a tort ou raison, dans une fabrique dont les membres paraissent ignorer leurs droits et leurs devoirs. Celui qui nous interroge paraît hostile au jeune curé ; celui-ci, au contraire, semble avoir l'appui de son évêque, qui a une autorité prépondérante dans les fabriques. Ce que nous voyons de plus clair dans tout cela, c'est un jeune prêtre dont le zèle n'est point tempéré par la prudence, et des fabriciens plus préoccupés de le taquiner que de lui prêter leur concours pour la bonne administration du temporel de son église. Essayons toutefois de répondre aux divers *quæsitæ* qui nous sont proposés.

Ad 1^{re}. Du moment que les statuts diocésains exigent un dais blanc, le devoir de la fabrique était de l'acquiescer au plus tôt. Elle devait s'exécuter surtout quand elle a vu l'évêque, son supérieur, porter d'office le dais au budget.

Son refus obstiné et non justifié, n'autorisait pas le curé à faire l'achat lui-même de ses propres deniers ; mais il autorisait l'évêque à demander à qui de droit la révocation d'un conseil de fabrique qui se dérobe à ses devoirs essentiels.

Rigoureusement la fabrique, se soumettant aux ordres de l'évêque, pouvait voter l'achat d'un dais blanc, sans tenir compte de celui que le curé avait acheté à ses risques et périls. Mais une telle manière d'agir serait d'autant plus pitoyable, que le curé n'a fait que ce qu'elle aurait dû faire elle-même et obéi à son chef.

Nous sommes loin, certes, d'apostropher les illégalités, les caprices et les agissements inconsidérés de certains curés ; mais les conseils des fabriques ne devraient jamais perdre de vue qu'ils sont ou du moins doivent être les amis et les protecteurs de l'église et du curé, par conséquent toujours prêts à le seconder dans la mesure du possible, sauf à le retenir bienveillamment quand l'ardeur l'emporte trop loin. Transporter les passions et les compétitions humaines là où le seul intérêt religieux doit être le souci de tous, c'est le renversement de l'ordre. Les fabriciens et les curés doivent se souvenir toujours que leurs délibérations sont prises dans le voisinage et parfois même à l'ombre des autels.

Ad 2^{re}. Même réponse. Nous voyons des irrégularités de tout côté, et des adversaires à la place de collaborateurs. Il faut, le plus tôt possible, rentrer dans la légalité par une entente cordiale,

ou provoquer le renouvellement du conseil par la démission générale de ses membres ou par un coup d'autorité. Les motifs abondent.

Q. — Vous traitez dans l'un des derniers numéros, page 531, une question pratique pour moi.

Une société industrielle vient de créer des forges sur ma paroisse, d'établir une cité ouvrière et d'y construire une chapelle provisoire en planches pour les besoins religieux des ouvriers.

Cette chapelle est donc bâtie sur la propriété privée de la société. Curé de la paroisse, j'irai y biner tous les dimanches, le chapelain ce sera moi-même. Je vous serai reconnaissant de me dire quel sera le caractère de cette chapelle, et s'il y a des formalités civiles à remplir pour l'ouverture de la célébration du culte.

Pourrai-je y faire les services d'enterrement et administrer tous les sacrements ?

Il est bien entendu que Mgr approuve la chapelle provisoire.

Il me semble que la fabrique de mon église principale doit avoir le casuel des services, mariages, etc., d'autant plus que le conseil n'a pas été consulté sur l'établissement de cette chapelle qui ne doit rien lui retrancher de ses droits.

R. — La question a un double aspect, selon qu'on la considère au point de vue de la loi civile ou bien au point de vue canonique. Ce dernier point ne nous regarde pas. Le caractère de la chapelle sera celui que l'évêque diocésain lui donnera d'après le droit qui régit la matière. Par conséquent, c'est à l'évêque à déterminer dans la permission le genre de cérémonies et l'espèce de sacrements qu'il autorise dans la chapelle.

Au point de vue civil il y a cinq sortes de chapelles : 1° les chapelles *simples* ; 2° les chapelles *vicariales* ; 3° les chapelles de *secours* ; 4° les chapelles de *tolérance* ; 5° les chapelles *privées* ou domestiques.

Pour le moment, celle dont on nous parle est une chapelle privée. Or, la loi civile s'occupe de ces oratoires comme des églises, mais non d'une manière aussi constante et aussi sévère. C'est le décret du 22 décembre 1812 qui en règle les conditions. L'art. 2 s'exprime ainsi : « Les demandes d'oratoires particuliers pour les hospices, prisons, maisons de détention et de travail... les chapelles et oratoires domestiques à la ville ou à la campagne, pour les individus ou les grands établissements de *fabriques* et *manufactures* seront accordés par nous (l'empereur, aujourd'hui le président de la République), en notre conseil, sur la demande des évêques. A ces demandes seront jointes les délibérations prises, à cet effet, par les administrateurs des établissements publics, et l'avis des maires et des préfets.

Art. 4. Les évêques ne consacreront les chapelles ou oratoires que sur la représentation de notre décret.

Art. 7. Les chapelains des chapelles rurales ne pourront administrer les sacrements qu'autant qu'ils auront les pouvoirs spéciaux de l'évêque, et sous l'autorité et la surveillance du curé.

Art. 8. Tous les oratoires ou chapelles où le propriétaire voudrait faire exercer le culte, et

pour lesquels il ne présentera pas, dans le délai de six mois, l'autorisation énoncée dans l'art. 1^{er} du présent décret, seront fermés à la diligence de nos procureurs près nos cours et tribunaux, et des préfets, maires et autres officiers de police.

Ce décret, il faut le dire, fut porté pour empêcher les fidèles de la *Petite église* de se réunir à l'insu du gouvernement. La *Petite église* ayant disparu depuis longtemps, le gouvernement ne s'occupait plus des oratoires privés. Les évêques seuls donnaient ou retiraient les permissions.

Malgré cela, le gouvernement est loin de regarder le décret comme lettre morte. Il le ressuscite quand il est en veine de persécution, comme on l'a vu dernièrement lors de l'expulsion des religieux. La prudence demande donc aujourd'hui qu'on se mette en règle avant le décret, surtout en cette circonstance où il s'agit d'une grande agglomération d'ouvriers.

Tant que cette chapelle conservera son caractère privé, elle ne diminue en rien les droits de la paroisse sur le casuel des mariages et des enterrements, si tant est que l'évêque y autorise ces cérémonies.

Q. — Il existe un moyen légal d'échapper, en partie du moins, à la loi scélérate imaginée par nos bohémiens républicains et franc-maçons pour nous voler nos enfants, c'est de déclarer au maire de la commune que nous nous chargeons nous-mêmes de l'éducation de nos enfants, surtout s'il s'agit d'enfants de 11 à 12 ans. Car en ce cas la maudite loi ne les oblige qu'à subir un examen dans deux ans.

Or dans deux ans on sera la république et sa loi tyrannique ? et quand même elle ne serait pas encore effondrée, les enfants de 11 ans auront alors 13 ans et échapperont forcément à la loi de malheur.

Voilà mon plan et ce que je voulais faire, pour ce qui me regarde, avec la pensée une fois ma déclaration faite au maire, d'envoyer mes enfants à l'école comme les autres années : car notre instituteur n'est pas mauvais au fond, bien qu'il éprouve des terreurs de lapin au seul nom de M. l'inspecteur. Mais une difficulté m'arrête, sur laquelle j'ai l'honneur de vous consulter. Ayant parlé de mon projet à des amis, ceux-ci en parlèrent à notre instituteur, lequel déclara nettement qu'en ce cas il n'était pas obligé de recevoir mes enfants à l'école de la commune et qu'il ne les recevrait pas, ou s'il était forcé de les recevoir il ne les instruirait pas comme les autres.

Voilà tel quel ce qui m'a été rapporté et ce qui m'arrête dans mon projet de déclarer au maire que je me charge de l'instruction de mes enfants. D'autres pères de famille sont dans le même cas et hésitent naturellement. Que devons-nous faire pour vaincre cet obstacle imprévu et illégal à mon avis, je veux dire pour obliger l'instituteur à recevoir et à instruire nos enfants dans le cas où nous ferions la très-légale déclaration ci-dessus ?

Ce point est très pratique et très sérieux, je vous prie de nous l'éclaircir ?

Un père de famille.

R. — L'instituteur, en effet, peut refuser des enfants qui, d'après la déclaration de leurs parents, doivent recevoir une éducation privée dans leur famille ; car un enfant ne peut pas suivre deux écoles à la fois, être inscrit deux fois pour le même objet et en deux endroits différents.

Mais si l'instituteur peut refuser les enfants de cette catégorie, il lui est permis également de les recevoir. Dans ce cas, les enfants perdent le béné-

fice de la déclaration par laquelle les parents font savoir qu'ils les gardent auprès d'eux pour les élever eux-mêmes.

Quel but, au reste, poursuivent les parents en faisant la déclaration susdite et en envoyant les enfants à l'école communale ? Nous n'en apercevons aucun, puisqu'ils y doivent subir le programme gouvernemental. Mais nous en voyons un double à les garder dans la maison paternelle : 1° ils y sont élevés chrétiennement ; 2° ayant 11 à 12 ans, ils évitent le fameux examen qui ne doit avoir lieu qu'après deux ans.

Courrier de l'Utile.

L'HUILE D'OLIVE.

L'huile d'olive est l'huile par excellence. Elle s'extrait en Provence, dans le Languedoc et dans d'autres régions méridionales, des fruits de l'olivier, qui en fournissent environ de 20 à 24 p. 0/0 de leur poids.

Cette huile est jaune ou jaune verdâtre, très fluide, transparente, onctueuse. L'odeur et la saveur en sont douces et agréables.

On distingue, d'après le mode d'extraction, plusieurs variétés d'huiles d'olive :

1° L'huile vierge, extraite à froid. Elle est verdâtre, légèrement odorante et d'une agréable saveur. Elle peut avoir le goût de fruit, qui du reste est donné par la qualité de l'olive et non par le système de fabrication. On la prépare surtout aux environs d'Aix, en Provence.

2° L'huile ordinaire, ou de deuxième expression, extraite à chaud. Elle est jaune, mais moins agréable et plus exposée à rancir que la précédente. Ces deux espèces sont souvent mélangées en quantités variables et donnent des sortes différentes.

3° L'huile d'enfer ou de recense, provenant des tourteaux de marc d'olives. On l'extrait dans des ateliers appelés recenses.

4° L'huile fermentée ou huile tournante, exprimée des olives qui ont fermenté. Elle est verdâtre et contient une grande quantité de mucilage.

On prévient la rancidité et on y remédie par l'addition d'une petite quantité d'éther nitrique.

L'huile d'olive, étant d'un prix plus élevé que les autres huiles, est souvent falsifiée. On la mélange fréquemment avec l'huile d'œillette ou de pavot. La saveur douce et l'odeur peu prononcée de cette dernière, rend la falsification facile.

Un moyen assez simple de constater la fraude, lorsque la quantité additionnée d'huile d'œillette est très appréciable, consiste à introduire, par une agitation brusque, des bulles d'air dans l'huile d'olive ; lorsqu'elle est pure, ces bulles ne sont pas persistantes ; si, au contraire, elle est

falsifiée d'huile d'œillette, les bulles se maintiennent pendant un temps plus ou moins long et forment le cordon ou chapelet.

On a observé, que si on abandonne à un repos complet, pendant huit ou dix jours, un mélange d'huile d'olive et d'huile d'œillette, celle-ci étant plus lourde, occupe le fond du vase, tandis que l'huile d'olive, plus légère, surnage. On peut utiliser, pour reconnaître le mélange, cette observation.

Si la proportion d'huile d'œillette ajoutée est faible, il faut recourir aux procédés chimiques. Nous nous abstenons de les indiquer, parce que leur emploi exige une grande expérience.

La falsification de l'huile d'olive par celle de colza a lieu quelquefois. Mais, l'odorat le moins exercé reconnaît celle-ci à son odeur.

Une autre falsification très commune est le mélange de l'huile d'olive avec celle de coton. Elle est difficile à constater, parce que cette dernière dissimule ses qualités et sa saveur.

Le professeur Zecchini indique comme moyen de constatation, l'acide azotique pur, d'une densité de 1,40. L'acide dilué et l'acide trop concentré ne donneraient pas des résultats satisfaisants.

Mélez les deux liquides, à la proportion de 10 centimètres cubes d'acide et 5 d'huile, dans un tube d'essai dont l'extrémité est fermée avec de la gomme, agitez fortement pendant quelques instants. Remettez ensuite le tube dans la position verticale et laissez reposer cinq ou six minutes. Après ce laps de temps, l'huile surnage. Si l'huile d'olive sur laquelle on a opéré est bien pure, le liquide, d'abord incolore ou couleur paille légère, tourne au gris cendre clair avec un léger reflet jaunâtre. L'huile de coton prend, au contraire, dès le début, une teinte jaune d'or et devient ensuite brun café presque noir. Le mélange de deux huiles prend une teinte intermédiaire, selon que l'huile de coton est plus ou moins abondante.

Il faut avoir soin de faire l'observation cinq ou six minutes après le mélange des liquides, parce que sous l'influence de l'acide azotique, l'huile d'olive revêt aussi à la longue cette couleur brune.

Cette expérience est à la portée de tous. Elle peut faire découvrir le mélange d'huile de coton, quand même cette huile n'atteindrait que les cinq centièmes du liquide essayé.

PRIMATUR.

Lingonis, die 13 decembris.

† GUILLELMUS, *episcopus Lingonensis.*

Le secrétaire-gérant : G. ALCYONI.

LANGRES. — IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE FIRMIN DANGIEN.

UNE GRANDE INFORTUNE LITTÉRAIRE

Personne n'a oublié la situation lamentable et poignante dans laquelle tomba tout à coup Lamartine au milieu de l'éclat qu'il avait jeté.

Une pareille infortune littéraire se renouvelle de nos jours, sous nos yeux : après le grand poète, le grand romancier Paul Féval !

Oui, Paul Féval est pauvre, Paul Féval se trouve aussi ruiné sur ses vieux jours !

Mais, quelle différence dans le malheur des deux illustres contemporains !

Lamartine avait conservé la santé, Paul Féval l'a perdue !

Lamartine finit devant des créanciers ; Paul Féval, devant sa famille : une femme, huit enfants, dont il était le pain, l'éducation, l'avenir !

Instruits de cet état de choses, quelques journaux ont eu la bonne inspiration de prendre sous leur patronage les œuvres de Paul Féval, et d'en recommander chaleureusement la vente auprès du public. Nous nous faisons un devoir de nous joindre à cette initiative, avec la conviction que nos lecteurs sont tous d'avance de cœur et d'âme avec nous.

Nous sommes heureux d'ajouter que l'éditeur, M. Victor Palmé, s'est hâté de payer lui-même d'exemple. Sollicité par un groupe d'amis de l'auteur de faire quelques concessions sur le prix des *Œuvres complètes* de Paul Féval, il a consenti à le réduire considérablement.

Les quarante et un volumes, dont le prix, broché, chacun 3 fr. et 4 fr. relié, seront abandonnés par l'éditeur aux conditions suivantes :

Brochés : 400 fr., au lieu de 123 fr. ; reliés : 145 fr., au lieu de 464 fr.

Le paiement pourra se faire en 4 fois, par 25 fr.

En les achetant, vous aurez placé dans votre bibliothèque un auteur qui est l'une des gloires de la littérature française, et surtout vous aurez écarté l'angoisse qui menace à la dernière heure d'envahir son foyer.

C'est donc là une façon digne et honorable d'accomplir une bonne œuvre et nous espérons que dans ce beau pays de France, ce n'est jamais en vain qu'on fait appel aux gens de cœur.

Liste des Œuvres nouvelles de Paul FÉVAL

Les Etapes d'une Conversion. (Première série.) *La Mort d'un père*, 17^e édition. 1 vol.

Pierre Blot, second récit de Jean. (Deuxième série des *Etapes*.) 12^e édition. 1 vol.

La Première Communion, troisième récit de Jean. (Troisième série des *Etapes*.) 7^e édition. 1 vol.

Le Coup de Grâce. (Quatrième et dernière série des *Etapes*.) 6^e édition. 1 vol.

Jésuites ! 17^e édition. 1 vol.

Les Merveilles du Mont-Saint-Michel. (Ouvrage inédit.) 6^e édition. 1 vol.

Chateaufort. (*Voyage au dernier pays breton*) 9^e édition. 1 vol.

Le dernier Chevalier. (Ouv. inédit.) 5^e édition. 1 vol.

Frère Tranquille, 7^e édition. 1 vol.

La Fée des Grèves. (Lég. Bretonne.) 10^e édit. 1 vol.

L'Homme de Fer (suite de *la Fée des Grèves*). 8^e édition. 1 vol.

Les Contes de Bretagne, 7^e édition. 1 vol.

Le Château de Velours, 7^e édition. 1 vol.

La Fille du Juif Errant, 5^e édition. 1 vol.

La Belle Etoile, 1 vol.

La Louve, 5^e édition. 1 vol.

Valentine de Rohan. (Suite de *la Louve*.) 5^e édit. 1 vol.

Pas de Divorce ! 9^e édition. 1 vol.

Les Romans Enfantsins, 3^e édition. 1 vol.

Le Mendiant Noir, 3^e édition. 1 vol.

Le Poisson d'Or, 5^e édition. 1 vol.

Veillées de famille, 5^e édition. 1 vol.

Le Loup blanc, 3^e édition. 1 vol.

Rollan Pied-de-Fer, 3^e édition, 1 vol.

La Chasse au Roi, 2^e édition. 1 vol.

La Cavalière (Suite de *La Chasse au roi*). 1 vol.

Le Régiment des Géants, 3^e édition. 1 vol.

Chouans et Bleus, 3^e édition. 1 vol.

Les Fanfarons du Roi, 3^e édition. 1 vol.

Le Chevalier Ténébre, 3^e édition. 1 vol.

La première Aventure de Corentin Quimper, 3^e édition. 1 vol.

Les Couteaux d'Or, 3^e édition. 1 vol.

Corbeille d'Histoires, (ouv. inéd.) 3^e édition. 1 vol.

Les Errants de Nuit, 3^e édition. 1 vol.

Fontaine aux Perles, 3^e édition. 1 vol.

Les Parvenus, 3^e édition. 1 vol.

La Reine des Épées, 3^e édition. 1 vol.

Les Compagnons du Silence, 3^e édition. 1 vol.

Le prince Coriolani (suite du précéd.), 3^e édit. 1 vol.

Histoire de Revenants, 3^e édition. 1 vol.

Roger Bontemps, 3^e édition. 1 vol.

Adresser les demandes au Directeur, M. VICTOR PALMÉ

PARIS — 76, rue des Saints-Pères, 76, — PARIS

ALMANACH HISTORIQUE ET PATRIOTIQUE

Un joli volume in-12 de 144 pages, avec nombreuses illustrations

PRIX : 30 Centimes L'EXEMPLAIRE

TABLE DES MATIÈRES

L'année 1883. — Calendrier. — Postes et télégraphes. — Revue des événements de l'année. — Le naufrage de la *Jeannette*. — Charlemagne. — Un fond de bouteille. — Profondeur de la mer. — Le bombardement d'Alexandrie. — Instinct d'un brochet. — L'Ecole primaire sous la Révolution. — Tambours, battez aux champs ! — Mgr de Ségur. — Des fourmis enragées. — Les bandes de Garibaldi en 1870. — Le tunnel sous la Manche. — Laïque et obligatoire. — Le cardinal Lavigerie. — Les massacres de Bouguenais sous la Révolution. — La tempête du Havre. — La Moricière et les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. — Le docteur Crevaux. — Une histoire de pigeons. — La pêche de la baleine. — Quelques histoires. — Le général Ducrot. — La chasse aux corbeaux en Picardie. — Les fortifications de Paris. — Une histoire de zouaves. — La messe d'accord. — La bataille de Patay. — La loi sur l'instruction primaire. — Anecdotes variées.

ALMANACH de L'ASSOMPTION (4^e année)

TABLE DES MATIÈRES

Chronique pour l'année 1883. — Quatre-Temps. — Eclipses. — Comput ecclésiastique. — Calendrier, avec maximes, proverbes, anecdotes correspondant à chaque mois. — Mgr Turinaz. — Mémorial de la famille chrétienne. — 1881-82. — La prière du soldat. — Le chef-d'œuvre de maître Guebbard. — Chez les Kroumirs. — Menus propos. — La perle des locataires. — L'Ange de la charité. — L'aumônier militaire. — Calino : une page de sa biographie. — Le pain de la réconciliation. — La religion. — Propriétés médicinales des feuilles de chou. — Le vieux sonneur de cloches. — Ça et là. — La nuit de Noël. — le Parterre de N.-D. de la Première Communion. — Qualités de l'ortie. — Les tribulations d'un âne. — Payez-moi. — Le bouquet à la Vierge Marie.

Beau vol. in-8^e carré, avec portraits, gravures, types, etc. — Prix : 0 fr. 50 cent.

ALMANACH DES CAMPAGNES

(3^e ANNÉE)

Un joli volume in-12 de 72 pages avec nombreuses illustrations

PRIX : 15 CENTIMES L'EXEMPLAIRE

Table des Matières

L'année 1883. — Calendrier. — Revue de l'année. — Causerie agricole. — Marseillade. — Le bombardement d'Alexandrie.

JURISPRUDENCE RURALE

Loi sur la police sanitaire des animaux. — Loi sur les chemins ruraux et d'exploitation. — Le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger.

RECETTES UTILES

Médecine domestique : Le croup. — Maux de gorge. — Remède contre les brûlures. — Guérison du panaris. — Recette pour fabriquer le vin de quinquina.

Economie domestique : Les œufs en hiver. — Colle pour la porcelaine. — Boisson d'été.

Economie rurale : Fabrication de l'azote. — Asphyxie des vendangeurs. — La Morve. — Constipation des veaux. — Tondage des bœufs et des chevaux.

Pronostics sur le temps qu'il fera : — Pronostics tirés de l'atmosphère. — Pronostics tirés des animaux.

A plaideur rusé, juge malin, anecdote. — La péripneumonie contagieuse. — Une histoire de revenant. — Le jardinage dans les campagnes. — Destruction des rats. — L'Egypte. — L'instruction gratuite. — Le Vitrier.

ALMANACH D'ARLEQUIN POUR 1883

1 vol. avec vignettes humoristiques. Prix 0 fr. 20.

Table des Matières

1883. — Comput ecclésiastique. — Quatre-Temps. — Fêtes mobiles. — Commencement des quatre saisons. — Eclipses. — Calendrier. — L'année 1883 en quatrains politiques. — Revue de l'année. — A la *Lanterne d'Arlequin*. — Réponse. — Le recensement. — Lycées de filles. — Les rentiers du Deux-Décembre. — Laissez-moi tranquille. — L'œuvre de la Monarchie. — Tout gratis pour nos bons députés. — Plus de Concordat. — La magistrature sous la République. — Le Divorce. — La correspondance de Naquet. — Etc., etc.

Adresser les Demandes à M. VICTOR PALMÉ, éditeur, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION. Librairie **Vor PALMÉ**, Dir^r de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : **8 francs**. — Autres Pays : **10 francs**.

PRIME PERMANENTE

Les Abonnés qui prennent douze francs de livres choisis dans le Catalogue spécial des Primes, ont droit à l'abonnement d'un an gratuit.

On est prié de joindre 25 centimes à toute demande de changement d'adresse et un franc quand on veut recevoir sa Prime à domicile.

(Demander le Catalogue spécial des primes.)

SOMMAIRE DU N° 51 :

PRÉDICATION : Pour la fête de Noël : la mère et l'enfant. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Excorporation. — Application d'une messe de fondation. — Dispense d'irrégularité. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Doit-on prendre la chasuble pour bénir un mariage avant la messe? — Peut-on remplacer une messe de *Requiem* par la messe du jour? — Quelle formule employer pour consacrer les enfants à la sainte Vierge? — Peut-on exposer des reliques des vêtements avec celles des os et de la chair d'un saint? — Saint Jacques ou saint Laurent étant déplacé par saint Christophe ou saint Tiburce, patron de la paroisse, doit-on faire la vigile? — Peut-on donner la sainte communion plusieurs fois la semaine à un malade non à jeun? — Après la messe, peut-on donner la bénédiction avec la chasuble? — Peut-on laisser sur l'autel des reliquaires ne contenant qu'une image de saint? Peut-on y laisser des reliques sans cierges allumés? — Peut-on, pour le salut, laisser l'ostensoir sur la table de l'autel? — Peut-on disposer sur l'autel, dès le commencement des vêpres, des candélabres destinés au salut? — Quand le Saint Sacrement est absent du tabernacle, doit-on laisser la porte ouverte? Y a-t-il une règle sur la place respective de l'ostensoir et de la pixide dans le tabernacle? — L'ombrellino doit-il être doublé de soie? peut-il l'être de soie rouge? — La doublure du voile du calice doit-elle être de la couleur des ornements? — Le siège de l'évêque officiant peut-il avoir trois marches si l'autel n'en a que deux? — Est-il convenable que le trône de l'exposition ne fasse qu'un avec le tabernacle? — Quel genre de canons d'autel convient pour une église gothique? — A la messe de l'adoration perpétuelle tombant le dimanche, doit-on faire mémoire du dimanche? — Y a-t-il des décrets permettant une portion d'alliage dans la cire des cierges? — Si l'on se sert à une seconde messe de la burette d'eau déjà bénite à la première, doit-on encore la bénir? — Peut-on entre les deux messes, laisser sur l'autel le calice non purifié? — Pendant le chant du *Tantum ergo*, doit-on s'incliner? — Les chrétiens d'Annam peuvent-ils vendre aux païens des têtes de bétail qui probablement seront offertes en sacrifice aux idoles? Doute de *statu libero* d'un païen converti. — Comment accorder deux décrets dont l'un admet et l'autre rejette la crainte révérentielle comme cause de nullité d'un mariage? — Un prêtre peut-il, sans faire un commerce prohibé, créer et développer un grenier d'abondance? — Peut-on, pour aller au loin administrer des malades, remplacer le Rituel par une copie manuscrite des prières? — Le maire est-il tenu d'interdire un bal public? — La fabrique doit-elle fournir la barrette au curé? — Le curé a-t-il droit à l'honoraire de la levée du corps? — Le vicaire peut-il dans un diocèse étranger, recevoir de son curé le pouvoir d'entendre la confession de ses pénitents? — Peut-on remettre à un autre jour l'acquit des messes des fêtes supprimées si on les applique à des intentions particulières en faveur des séminaires? — Le prêtre qui remplace un curé est-il tenu de prêcher? — Doit-on refuser l'absolution aux parents qui négligent habituellement d'envoyer leurs enfants au catéchisme? — Un évêque peut-il *recreationis causa* entrer dans un couvent de religieuses cloîtrées? — Dans la défense d'exercer la médecine, que faut-il entendre par *omne exercitium medicinae*? — L'acte héroïque comporte-t-il la renonciation à toute application déterminée des œuvres satisfactoires? S'il est si avantageux, est-il vraiment héroïque? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un curé condamné pour avoir enlevé une girouette tricolore indument placée au clocher par le maire, peut-il changer la serrure et garder seul la clef pour empêcher qu'on ne monte de nouveau au clocher? — Peut-on éviter d'échapper au bureau de bienfaisance pour une somme léguée à distribuer aux pauvres par le curé? — Pour se maintenir en possession d'une maison vicariale non aliénée à la révolution, puis affectée à une école, libre d'abord et depuis communale, la fabrique peut-elle s'appuyer sur le cadastre qui la lui attribue, sur les réparations qu'elle y a faites et sur les baux qu'elle a passés? — Le curé pourrait-il poursuivre le maire qui voulant mettre la main sur lui a fait forcer la serrure de l'église et celles des deux sacristies? — La commune peut-elle revendiquer les fruits spontanés d'un cimetière tenant à l'église et désaffecté depuis 6 ans? — Si la fabrique renonce à un legs en faveur des pauvres, les héritiers sont-ils tenus en conscience d'accomplir les intentions du légataire? — Y a-t-il une loi déterminant le nombre de dissidents nécessaire pour qu'ils aient le droit d'avoir un temple? Le conseil municipal est-il obligé de voter les fonds pour la construction? Peut-il y faire opposition? — Emblèmes religieux dans les écoles. — COURRIER DE L'UTILE : Conservation de la vue.

Avis très-important.

L'échéance du 1^{er} janvier étant la plus importante, nous prions nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette

date, de vouloir bien nous adresser le **PLUS TOT POSSIBLE** le montant de leur renouvellement, afin de n'avoir à subir aucune interruption dans le service de leur journal.

L E S

RECOMMANDATIONS de « l'Ami du Clergé »

A propos des Livres d'Étrennes

Nos abonnés ont reçu avec le dernier numéro un Catalogue spécial de la *Société générale de Librairie Catholique*, sur lequel leur attention a dû se porter, et qu'ils ont certainement en réserve pour y revenir à l'occasion.

Il y a, notamment, dans ce Catalogue, une page consacrée aux livres d'Étrennes de la *Société générale de Librairie Catholique*, et en tête : MADAGASCAR, la reine des îles africaines et VIE ILLUSTRÉE DE SAINT JOSEPH, dont nous avons déjà suffisamment parlé.

Nous allons continuer sommairement ici cette petite revue.

Aux enfants et pour les enfants, — l'Ami du Clergé recommande :

AU COIN DU FEU, par Léon Gauthier, magnifique album grand in-4°, enrichi sur la page de gauche d'une superbe gravure et sur celle de droite d'un texte inspiré par la scène ou les personnages qui y sont représentés ;

INCOMPRIS, ouvrage traduit de l'anglais par M^{lle} Lérica Geoffroy, et qui est un récit plein d'émotions enfantines et paternelles du plus entraînant intérêt ;

LES ALLÉGORIES ET PARABOLES ILLUSTRÉES, qui sont de petites fables ou historiettes en prose, avec un beau dessin en tête ; comme dans un La Fontaine illustré. L'auteur a mis comme sous titre : *A l'usage des Petits et des Grands Enfants* ! Rien de plus exact, sous la pointe de malice et de bonhomie qui perce sous ces mots ;

LA PREMIÈRE AVENTURE DE CORENTIN QUIMPER, par Paul Féval : histoire de deux frères bretons qui attache, égaie, fait pleurer, rire, et montre de quoi on est capable quand on est animé d'énergie et de bons sentiments ;

LE JEUNE ÂGE ILLUSTRÉ, deux superbes volumes dont toutes les pages ont été spécialement écrites pour les enfants, et qui forment les deux premières années d'un journal auquel il faut, comme nous le dirons plus loin, que tous les parents abonnent leurs enfants.

Aux jeunes filles et pour les jeunes filles, — l'Ami du Clergé recommande :

L'EUCOLOGE DES JEUNES PERSONNES, charmant volume qui contient les prières et les dévotions les plus usuelles, puis une série d'avis et de conseils utiles pour bien se conduire dans le monde et dans la famille ;

L'ÉCRIN DES JEUNES PERSONNES, composé de quatre petits volumes traitant chacun d'une matière religieuse ou morale spéciale, et qui sont un trésor pour l'âme et le cœur, en même temps qu'un vrai bijou pour l'œil et la main.

Aux jeunes gens et pour les jeunes gens, — l'Ami du Clergé recommande :

Les six volumes de Louis Veuillot, compris sous le titre d'ÉCRIN DES JEUNES GENS, et que l'on peut regarder comme les chefs-d'œuvre de l'éminent écrivain ;

AU SERVICE DU PAYS, par le R. P. Champeau ;

DEVANT L'ENNEMI ! par E. d'Avesne ; deux ouvrages qui ont trait à la guerre de 1870-1871, et où les auteurs racontent dramatiquement la conduite brillante, la foi héroïque de l'élite de nos jeunes gens frappés sur les champs de

bataille. Emouvante, magnifique école de patriotisme !

Aux mères de famille et pour les mères de famille, — l'Ami du Clergé recommande :

LA FEMME FORTE, admirable commentaire de l'Écriture sainte, par Mgr Landriot, où les qualités de la mère et de l'épouse sont peintes avec un charme, un éclat, une vérité qui forcent à vouloir être bonne et parfaite ;

L'ÉCRIN DES DAMES, composé de cinq volumes choisis du même auteur ;

L'ÉCRIN ELZÉVIRIEN DES DAMES, où sont réunis, sous quatre volumes différents et dans ce qu'ils ont écrit de plus admirable sur la femme, quatre auteurs de premier ordre : saint Jérôme, Fénelon, Bossuet, Mgr Mermillod ;

L'ÉCRIN COMPLET DES DAMES, qui contient tout ce que Mgr Landriot a prêché ou composé pour la direction et l'édification des femmes.

Comme Ouvrages de famille et de salon, — l'Ami du Clergé recommande :

L'ÉCRIN DU MOYEN ÂGE, de M. Léon Gautier, trois coquets et artistiques volumes, intitulés : *Choix de prières pour toutes les situations de la vie*, le *Livre de tous ceux qui souffrent*, et *Prières à la Vierge*. Rien de l'auteur que le plan de l'ouvrage et le choix des morceaux donnés : il a tout compulsé dans les vieux manuscrits du moyen-âge, les plus précieux, les plus rares ; si bien que chacun de ces trois volumes est véritablement un assemblage de perles et de diamants sans prix.

Il recommande :

LA VIE DE JÉSUS CHRIST, par Louis Veuillot : ouvrage où éclate sereine, ardente, resplendissante, la grande loi de l'auteur ; lumineux, majestueux, chaleureux, son grand style ;

La belle VIE DES SAINTS, d'après le P. Giry, par Mgr Paul Guérin, qui a pris place parmi les plus célèbres hagiographes de tous les temps et de tous les pays ;

L'édition monumentale de NOTRE-DAME DE LOURDES, par Henri Lasserre : livre prodigieux que la continuation des merveilles de Lourdes pose en livre classique du Miracle, et fait toujours actuel, toujours nouveau.

Dans un ordre plus modeste, mais où les soins de l'art typographique et de l'illustration n'ont rien négligé pour être à la hauteur de l'intérêt et des beautés du texte, contentons-nous de nommer les ouvrages suivants : L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE ILLUSTRÉE, par Lady Herbert ; LES CONTES DE BRETAGNE, LES VEILLÉES ILLUSTRÉES DE LA FAMILLE et les MERVEILLES DU MONT SAINT-MICHEL, par Paul Féval.

Ce qui caractérise les livres de la *Société générale de Librairie catholique*, et tout particulièrement ses livres d'Étrennes, c'est un fonds moral et matériel qui écarte absolument toute critique.

Communément en effet, on se plaint dans les familles chrétiennes ou simplement honnêtes, qu'en général rien n'est irréprochable dans les livres d'Étrennes. Ou le texte est insignifiant, ou telle phrase fâcheuse s'y glisse par-ci par-là, ou telle gravure, tel dessin, paraissent dangereux à l'œil expérimenté d'un père et d'une mère. Or, la *Société générale de Librairie catholique* a particulièrement pris souci de ces remarques, et

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION.

POUR LA FÊTE DE NOËL : LA MÈRE ET L'ENFANT.

Numquid oblivisci potest mulier
infantem suum? (Is., xix, 15.)

Qui dira les sentiments qui animèrent le cœur de Marie, quand, dans la grotte de Bethléem, par le prodige le plus merveilleux, sans subir le moindre dommage dans sa virginité, elle enfanta dans le temps, sans douleur, Celui que Dieu le Père engendre de toute éternité? Avec quel empressement mêlé d'allégresse elle prodiguait ses soins à l'Enfant-Jésus, enveloppant de langes ses membres délicats, essuyant avec émotion les larmes de ses yeux, et s'efforçant, à force de précautions, de rendre moins dure la rude couche de la Crèche où il avait voulu reposer! Elle connaissait, la divine Mère, toutes les grandeurs et toutes les amabilités de Celui aux pieds duquel elle était prosternée; aussi son âme débordait-elle d'étonnement, d'admiration, de reconnaissance, mais surtout de respect et d'amour. Unissons nos sentiments aux siens et avant d'entrer dans l'étude des enseignements pratiques qui découlent de cette solennité, de concert avec la très-sainte Vierge et saint Joseph, adorons et aimons le Verbe fait chair pour notre salut. Or, la fête de Noël est la fête des enfants; et je crois traiter un sujet opportun en vous parlant de la bonne éducation que les parents doivent à ceux qu'ils ont engendrés à la vie. Je vous l'ai dit, ce furent surtout le respect et l'amour qui animaient Marie dans les soins qu'elle donnait à son divin Fils : aussi bien l'éducation est-elle avant tout une œuvre de respect et d'amour. Et comme dans la scène touchante de la Nativité c'est surtout sur la sainte Vierge que le texte évangélique appelle notre attention, laissant saint Joseph presque complètement dans l'ombre, je demande qu'on me permette de m'adresser aujourd'hui spécialement aux mères, car c'est spécialement à la mère qu'il appartient de former le cœur de l'enfant. Que Marie, la meilleure de toutes les mères, daigne bénir mes paroles.

I

La première condition d'une bonne éducation, c'est une haute estime de l'enfant fondée sur les saines notions de la foi. *Maxima debetur puero reverentia.*

L'enfant c'est la candeur, la naïveté, le charme de la famille, l'espoir de la patrie et de l'Eglise.

L'enfant c'est l'œuvre de Dieu qui crée son âme et forme son corps avec un art merveilleux. Toutes les mères peuvent redire à leurs fils la parole de la mère des Machabées : « Je ne sais pas comme vous avez paru dans mon sein, car ce n'est pas moi qui vous ai donné l'esprit, l'âme et la vie; ce n'est pas moi qui ai formé les membres de votre corps; c'est le Créateur du monde, à

qui chaque homme est redevable de sa naissance. »

L'enfant, c'est par le baptême le fils adoptif de Dieu; il reçoit par l'oncle régénératrice ce noble caractère; la grâce sanctifiante le fait entrer dans l'intime amitié du Très-Haut; il devient le sanctuaire de la sainte Trinité, le temple du Saint-Esprit; il a droit à l'héritage céleste.

L'enfant, c'est le privilégié du cœur de Jésus. Il a voulu se faire enfant lui-même. Aux jours de sa vie publique il se plaisait avec les enfants. Il les appelait à lui avec amabilité et il réprimandait ses disciples qui voulaient les éloigner. « Laissez venir à moi les petits enfants, disait-il, car c'est à eux qu'appartient le royaume des cieux. » Il les caressait, il les embrassait, il leur imposait les mains et il les bénissait. Il voulait bien se substituer à eux : « En vérité, en vérité je vous le dis, ce que vous aurez fait au plus petit, c'est à moi que vous l'aurez fait. » Il les présente comme les modèles des prédestinés : « Si vous ne devenez comme de petits enfants, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux. » Lui si bon, si miséricordieux, dont les lèvres ne s'entrouvraient que pour consoler et pardonner, prononce de terribles menaces contre ceux qui porteraient atteinte à l'innocence des enfants : « En vérité je vous l'affirme, si quelqu'un scandalisait l'un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on lui attachât une meule de moulin au cou et qu'on le précipitât au fond de la mer! » Il ne peut souffrir même qu'on les dédaigne : « Prenez bien garde de mépriser l'un de ces petits, car leurs anges voient sans cesse la face de mon Père qui est dans les cieux. » Empruntons à un grand docteur de notre temps l'explication de cette dernière parole : elle exprime une nouvelle grandeur de l'enfant. « L'avantage des anges gardiens de l'enfance, c'est que leurs fonctions extérieures, au lieu d'être une diversion à leur occupation essentielle de voir Dieu, doublent en quelque sorte le bonheur de la vision divine. Car, en même temps qu'ils contemplent Dieu face à face et dans sa propre lumière, ils le retrouvent encore dans l'âme de ces petits où son visage se reflète comme en un miroir fidèle. Députés auprès de l'adulte, trop souvent, hélas! les esprits célestes sont condamnés à voir en lui l'injustice, le péché, la corruption de l'esprit et du cœur, la dépravation de la volonté, l'impureté des pensées et des actions; triste spectacle dont ils ne se consolent qu'en retournant leurs yeux pour les tenir attachés sur la splendeur immaculée de l'éternelle beauté. Les anges des enfants, au contraire, de quelque côté qu'ils portent leurs regards, ou en haut ou en bas, ne sont point partagés entre la vue du ciel et la vue de l'enfer; ici et là, c'est toujours la même présence du Père céleste : *Videte ne contemnatis unum de pusillis istis : angeli enim eorum semper vident faciem Patris mei qui in caelis est.*¹ »

¹ Cardinal Pie, Œuvres, t. I, p. 516.

Ah ! je comprends, à la lumière des enseignements de la foi, le père d'Origène baisant respectueusement la poitrine de son fils endormi, à cause du Saint-Esprit qui y résidait ; je comprends sainte Monique s'attachant aux pas d'Augustin pour arracher son intelligence à l'erreur et son cœur à des amours coupables ; je comprends Blanche de Castille disant à celui qui devait être saint Louis ces mémorables paroles : « Mon fils, Dieu m'est témoin combien vous m'êtes cher, et pourtant j'aimerais mieux vous voir mort que coupable d'un seul péché mortel. » Mères chrétiennes, comprenez vous-mêmes ; voyez vos enfants comme vous les montre la foi et, malgré les défauts inhérents à leur âge, vous les estimerez en Dieu, vous les aimerez en Dieu !

II.

Car l'amour est le second et indispensable élément de la bonne éducation.

Dieu me garde de vous dire d'aimer vos enfants. Ce serait vous faire injure ; ce serait faire injure à la nature elle-même, car en même temps que vous étiez appelées à la charge de la maternité, Dieu déposait dans votre cœur avec des trésors de dévouement, de générosité et de sacrifice, une affection plus indestructible que le granit, à l'égard de vos enfants.

Ce que je vous demande, c'est de les aimer en Dieu, c'est de leur faire du bien selon Dieu et pour Dieu, c'est de leur procurer le bienfait suprême : une éducation profondément religieuse. C'est pour vous une stricte obligation. « Si quelqu'un, dit l'apôtre, néglige ceux de sa maison, celui-là est pire qu'un païen ; il a renié sa foi ! » Parents qui m'écoutez, au tribunal du Grand Juge vous serez interrogés sur ce point ; malheur à vous si, par votre faute, votre enfant s'est perdu ! Fussiez-vous innocents pour le reste, vous serez responsables de son éternel malheur en étant vous-mêmes frappés de l'éternelle réprobation, *sanguinem ejus de manu tuâ requirám* !

Or les parents sont tenus, aujourd'hui plus que jamais, à travailler à la formation religieuse de leurs enfants pour deux raisons. D'abord à cause des dangers qui les attendent : que le monde est mauvais ! que d'exemples pervers ! que de maximes empoisonnées ! que de scandales ! De plus, le malheur des temps a mené à la neutralité, sinon à l'agression, un trop grand nombre de ceux qui ont la noble mission d'instruire la jeunesse. Mères chrétiennes, il n'y a presque plus que vous et le prêtre pour apprendre à vos enfants à connaître, à aimer et à servir Dieu ! Hélas ! à l'heure présente, c'est à l'âme des enfants surtout que les sceptiques et les incrédules en veulent. Il n'y a pas longtemps qu'un des puissants du jour disait à des instituteurs nombreux convoqués à Paris de tous les points de la France : « L'enseignement religieux est l'école de l'imbécillité, de l'antipatriotisme et de

l'immoralité. » Aujourd'hui il faut que le père de famille, s'il veut faire donner dans les écoles l'enseignement religieux à son enfant, aille déclarer et faire inscrire son nom sur un registre spécial. O Jésus, s'écrie un pieux Prélat dans l'indignation de son âme (1), vous qui avez fait reculer les hontes du paganisme, et les ténèbres de la barbarie, comme le soleil chasse les ombres de la nuit ; ô vous qui avez pris l'enfant de l'homme pour en faire l'enfant de Dieu et l'héritier de son royaume, vous qui avez donné aux fils du temps le pouvoir de devenir les princes de l'éternité, quand vous vous présentez l'Evangile à la main, le cœur rempli de toutes les délicatesses de l'amour pour l'enfance, on vous arrête, et avant de vous laisser entrer, on ose vous demander si vous avez une permission écrite !

O mères, que ferez-vous ?

Que vos enfants apprennent sur vos genoux à prononcer les noms si doux de Jésus et de Marie ; enseignez-leur à tracer sur leurs fronts le signe de la croix ; déposez dans leur cœur les premières notions de la foi avec les premiers germes de la piété. Dites-leur avec votre cœur de chrétiennes, redites-leur souvent que nous avons tous un Père qui est dans les cieux, et que ce Père « a aimé le monde au point de lui donner son Fils unique ; » enseignez-leur les doux mystères de la naissance du Sauveur, parlez-leur de sa crèche pauvre et humide, de son enfance, de sa passion et de sa mort. Habituez-les à faire leurs petites prières à genoux, les mains jointes, au pied d'un crucifix ; à secourir les pauvres et à partager quelquefois leur nourriture avec les petits mendiants qui ont faim. Apprenez-leur qu'ils ont un ange gardien bien pur, bien vigilant, qui ne les quitte ni le jour, ni la nuit ; que Dieu qui lit au fond des cœurs punit le péché et récompense la vertu.

Et quand vos enfants seront en âge d'aller au catéchisme, quand ils auront en perspective le grand acte de la première communion, oh ! alors, parents chrétiens, redoublez de zèle pour leur éducation religieuse. Faites qu'ils soient très assidus aux leçons du prêtre. Veillez à ce qu'ils étudient, sachent et comprennent le catéchisme. Le catéchisme, nous ne l'estimerons jamais assez ! Je voudrais avoir le temps de vous faire entendre ce que les incrédules eux-mêmes en ont dit. Diderot enseignait le catéchisme à sa fille. « Lisez le catéchisme, disait Jouffroy, vous y trouverez une solution à toutes les questions importantes, à toutes sans exception ; » le même, converti disait, avant de mourir, à son curé : « Apprenez bien le catéchisme à ma fille, j'ai tout lu, je n'ai rien trouvé qui valut une page de catéchisme. » Un jour M. Cousin est rencontré tout songeur par un de ses amis qui lui demande s'il n'est point malade : « Non, répondit-il, mais

¹ Mgr de Troyes, lettre pastorale sur l'Education des enfants, 1882.

j'ai depuis quelque temps des assoupissements, et savez-vous ce qui vient me réveiller, c'est le catéchisme. Ah! mon cher, ce petit livre est la plus belle philosophie! » L'illustre général de Lamoricière, après avoir passé une grande partie de sa vie dans l'indifférence religieuse, se souvint du Dieu de sa première communion et redevint chrétien pratiquant, accomplissant ses devoirs au grand jour, sans respect humain. Un matin il est surpris par un ancien collègue qui ignorait sa conversion. Lamoricière retiré en Belgique après sa disgrâce en 1852, étudiait sur de grandes cartes géographiques la marche des armées françaises alors en Crimée. Trois livres étaient posés sur les cartes pour les retenir : le Catéchisme, un livre de messe, une Imitation de Jésus-Christ. L'ami fut étonné. « Eh! bien oui, mon cher, lui dit Lamoricière, j'en suis là, et je m'occupe de cela. Je ne veux pas rester comme vous et tant d'autres, le pied en l'air entre le ciel et la terre, entre le jour et la nuit. Je veux savoir où je vais, à quoi m'en tenir, et je n'en fais pas mystère. Voilà pourquoi j'ai un catéchisme! »

Estimez donc le Catéchisme et faites-le aimer et étudier à vos enfants. Naguère un vénérable Prélat (1), dans un appel aux femmes chrétiennes, leur rappelait ce mot d'un historien antireligieux du siècle dernier, savoir : QUE CE SONT LES ÉVÊQUES ET LES FEMMES QUI ONT FAIT LA FRANCE ; et il les pressait vivement de soutenir ce rôle glorieux dans les temps difficiles et décisifs que nous traversons. Mères chrétiennes, prenez pour vous cet éloge, cette exhortation. « Oh! la noble tâche, s'écriait-il y a longtemps notre grand chancelier Gerson, de planter dans le jardin de l'Eglise les chères petites fleurs qui font les délices de Jésus-Christ, de les cultiver, de les arroser, et d'en faire l'ornement du parterre où Dieu se plaît au milieu des lis de l'innocence! »

CONGRÉGATIONS ROMAINES ²

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE

I

Excardinationis.

La Sacrée Congrégation a eu à statuer sur plusieurs demandes qui lui furent présentées en recours contre le refus de leurs évêques de se faire ordonner ailleurs.

¹ Mgr de Moulins.

² Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.*

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (20 vol.) avec tables, 400 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des Sts-Pères, Paris.)

I. 20 mai 1882. BOJONEN. ¹ ET TERMULARUMO ².

Un jeune homme du diocèse de Termoli dont la famille habitait Bojano depuis trois ans avait suivi les cours du séminaire de cette ville. L'évêque de Termoli n'ayant pas jugé à propos de lui accorder la permission de se faire ordonner dans son nouveau domicile, permission qui lui était nécessaire puisqu'il n'avait pas dix années de séjour à Bojano, il s'adressa au Souverain-Pontife. Sur l'avis favorable de l'évêque de Bojano, qui fit l'éloge des bonnes dispositions du jeune clerc, le Pape accorda la permission demandée et répondit :

« *Pro gratiâ, emisso ab oratore juramento de animo permanendi, facto verbo cum Sanctissimo.* »

II. 15 juillet 1882. TRIDENTINA ³ SEU LANCIA-NEN. ⁴

Un séminariste du diocèse de Trente ayant été appelé au service militaire, l'évêque de Trente ne voulut pas le recevoir, à cause de certaines lettres écrites pendant son séjour à l'armée, qui dévoilaient la légèreté de son caractère. Il se présenta au séminaire de Lanciano et fut accepté. Sa conduite y fut même assez régulière, pour que l'archevêque l'autorisât à se pourvoir auprès de la Sacrée Congrégation, au sujet du refus que lui fit son évêque de se faire ordonner ailleurs.

La Sacrée Congrégation du Concile a refusé de faire droit à cette demande, pour le moment du moins, et elle répondit :

Pro nunc non expedire.

III. NANCEYEN. ⁵

Un prêtre du diocèse de Nancy n'ayant pas obtenu de son évêque l'autorisation de quitter le diocèse pour être incorporé à un autre diocèse, s'adressa au Souverain-Pontife. La cause n'a pas été soumise au jugement de la Sacrée Congrégation, car on lisait sur la feuille du secrétaire : *Non proposita.*

II

Application d'une messe de fondation.

20 mai 1882. COLONIEN. *Applicationis missarum.*

Lorsqu'une fondation religieuse a été faite sans détermination d'intention, la Sacrée Congrégation fait appliquer les prières *ad mentem fundatoris*; ainsi a-t-elle décidé le 18 août 1668. La raison c'est que, dans le droit, quand on se trouve en présence d'un point obscur que la loi ne définit pas, on suit ce qu'il y a de plus plausible : *Inspicimus in obscuris quod est verosimilius* ⁶. Or la volonté présumée du testateur est de faire la fondation à

¹ Bojano (Deux-Siciles).

² Termoli (Deux-Siciles).

³ Trente.

⁴ Lanciano (Deux-Siciles).

⁵ Nancy.

⁶ Regul. 45, de Reg. juris in 6.

son intention, et cette présomption ne cède que devant les preuves les plus concluantes du contraire ¹.

Un autre point de discipline, c'est que l'Eglise n'admet pas qu'on acquitte par une messe de binage une messe de fondation. Lorsqu'il s'en trouve dans ce cas-là, elle fait transférer à un jour de la semaine la messe qui aurait dû être acquittée le dimanche.

Ces deux principes de droit canon viennent d'être appliqués dans une cause du diocèse de Cologne. Un homme légua toutes ses propriétés à l'église paroissiale d'Ettelsbourg pour fondation d'une messe à célébrer de grand matin le dimanche et les jours de fêtes, après laquelle on devait ajouter trois *Pater* pour les bienfaiteurs de l'église.

Comme le fondateur n'avait rien déterminé au sujet de l'application de la messe, on demanda à la Sacrée Congrégation du Concile si on devait la dire *ad mentem fundatoris*.

RESP. *Affirmative, deficiente autem alio sacerdote, applicatio missæ fundatæ transferatur ad primam diem non impeditam infra hebdomadam, facto verbo cum Sanctissimo.*

III

Dispense d'une irrégularité.

CHAMBERIEN. 20 mai 1882.

Un prêtre de Chambéry ayant perdu le pouce et l'index de la main droite par suite d'une opération chirurgicale demanda à la Sacrée Congrégation du Concile de le relever de cette irrégularité et de l'autoriser à célébrer la messe.

La Sacrée Congrégation a répondu :

Pro gratia, dummodo tamen orator celebret in oratorio privato vel in ecclesia hora minus a populo frequentata, facto verbo cum Sanctissimo.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1° Vous dites quelque part que le prêtre doit revêtir la chasuble pour bénir un mariage avant la messe, ou plutôt pour recevoir le consentement des époux. Le Rituel de notre diocèse nous prescrit de la prendre après cette cérémonie.

2° J'elis dans le « Trésor du Prêtre » : « Quand on doit dire une messe votive de *Requiem*, on ne satisfera pas à l'obligation en disant la messe du jour, si la messe votive peut avoir lieu. »

Cette opinion me semble exagérée. Ne faudrait-il pas ajouter : « si les fidèles demandent expressément une messe de *Requiem*. »

3° Quelle formule doit-on employer pour consacrer les nouveaux baptisés à la sainte Vierge ?

R. — AD I. Si votre Rituel parle ainsi, c'est qu'il a été sans doute publié avant le décret qui

exige la chasuble. Ce décret est en effet relativement récent ; il date de 1867. Mais il est formel : « Si immediate sequitur Missa, sacerdos præter Albam et Stolum induere debet etiam Planetam. Atque ita rescripsit, et servari mandavit. Die 31 augusti 1867. »

AD II. L'opinion que vous trouvez dans le *Trésor du Prêtre* n'est pas exagérée, parce que le savant auteur suppose la condition que vous indiquez, à savoir, la demande expresse des fidèles. C'est ce qui ressort du commencement de la phrase que vous citez : « Quand on doit dire une messe de *Requiem*. » On ne doit que parce les fidèles l'ont demandée.

AD III. L'Eglise n'a donné aucune formule pour consacrer à la sainte Vierge les nouveaux baptisés. Le prêtre peut donc s'en tenir aux prescriptions synodales ou épiscopales, s'il y en a. S'il n'y en pas, il peut employer la formule qu'il jugera convenable. En certains lieux, on se contente de dire le *Sub tuum*.

Au reste cette consécration n'est exigée nulle part dans les livres liturgiques.

Q. — J'ai l'honneur de solliciter de la savante rédaction de l'*Ami du clergé*, une réponse à la question suivante :

Une paroisse possède un reliquaire dans lequel sont renfermées et soigneusement disposées des reliques de différents saints. A côté de ces reliques (petites parties de chair ou d'os), se trouvent des fragments de vêtements ou manteaux ayant appartenu à des saints autres que ceux dont on a de précieux restes dans la paroisse. Le jour de la fête du patron local, on expose publiquement et solennellement ce reliquaire, parce qu'il y a parmi ces reliques celles du saint que l'on honore, et on fait même l'offrande aux fidèles avec ledit reliquaire. Que faut-il penser de cette pratique ?

R. — Lorsque des reliques de saints ont été approuvées par l'Ordinaire d'un diocèse, elles peuvent recevoir les honneurs du culte public, et par conséquent être exposées dans un reliquaire, et présentées au baiser des fidèles.

Les fragments de vêtements ne sont pas des reliques proprement dites, et ne font pas partie du culte. On a eu tort de les mêler aux reliques proprement dites.

Toutefois nous ne pensons pas qu'il soit défendu de se servir de ce reliquaire, parce que les hommages rendus par les fidèles se rapportent aux reliques proprement dites.

Q. — Seriez-vous assez bon pour me donner dans un de vos plus prochains numéros de l'*Ami du clergé* que je lis chaque semaine avec un nouveau plaisir, une réponse aux questions suivantes :

1° Le curé d'une paroisse qui a pour patron ou saint Christophe ou saint Tiburce, est obligé de transférer les fêtes de saint Jacques ou de saint Laurent, et il ne peut les célébrer à une date fixe que deux, ou trois, ou même plusieurs jours après. Doit-il néanmoins comme les autres, faire l'office ou la mémoire de leur vigile les 24 juillet ou 9 août, et pour le cas négatif, ne devra-t-il pas aussi les omettre la veille de la célébration transférée ?

2° Il est assez généralement enseigné que la sainte communion ne peut être donnée à un malade, qui ne pourrait la recevoir à jeun, qu'après un intervalle de huit jours. Que pensez-vous d'un prêtre qui pour satisfaire la

¹ De Angelis, l. III, t. XLV, n. 4.

dévotion d'une personne pieuse la lui donnerait ainsi durant le cours d'une longue maladie, deux et trois fois par semaine?

R. — AD I. Le curé doit faire ces vigiles, comme les autres clercs, le 25 juillet et le 9 août; ce cas a été décidé le 25 mars 1860, n. 5298, ad I.

AD II. L'Ami du clergé pense que ce prêtre peut donner la sainte communion à une personne pieuse qui n'est pas à jeun, deux ou trois fois par semaine. A la vérité beaucoup de théologiens, le plus grand nombre, croyons-nous, enseignent que l'on doit mettre un intervalle de huit jours environ. Mais cette opinion ne nous semble pas fondée. Pourquoi exigerait-on un pareil intervalle si les malades désirent la sainte communion, et surtout s'ils en ont besoin? Assurément l'Eglise tient beaucoup à la loi du jeûne pour les personnes valides, mais on ne voit nulle part qu'elle se montre sévère sur ce point quand il s'agit des malades.

Il est même des auteurs sérieux qui soutiennent que si le malade restait longtemps dans le même danger de mort, il pourrait recevoir tous les jours la sainte communion en viatique. Ecoutons le docte Cavaliéri :

« Est sententia valde probabilis et pia, quod altera die sacro viatico per non jejunum infirmum recepto, si duret idem mortis periculum, possit idem infirmus etiam non jejunus sacram Eucharistiam suscipere; et sic quod liceat parochis etiam quotidie infirmum prædictum, licet non jejunum, per Viaticum communicare. »

Toutefois, en pratique il importe de tenir compte des circonstances de lieu, de personnes, de temps, etc. On accorde plus facilement la sainte communion aux religieux ou aux religieuses, aux personnes pieuses qui vivent dans un monastère ou dans une communauté, qu'aux personnes qui vivent dans le monde, parce qu'alors il y a moins d'appareil, moins de solennité que dans le cas où on la porte processionnellement à travers les rues.

Q. — J'ai recours à votre excellent journal pour la solution de quelques difficultés :

1^o Aux bénédictions qui se donnent immédiatement après la messe, pendant l'octave du Saint-Sacrement, peut-on le faire avec la chasuble, après avoir déposé le manipule, comme le font beaucoup de curés, ou bien y a-t-il une rubrique, un décret qui prescrive de revêtir la chape.

2^o Peut-on laisser exposés sur l'autel, entre les chandeliers, des reliquaires ne contenant que de simples images de saints.

3^o Et quand ces reliquaires renferment des reliques authentiques, mais non insignes, peut-on les laisser sur l'autel sans cierges allumés, en dehors des offices. J'ai trouvé cet usage établi dans ma paroisse. Puis-je le suivre sans blesser ma conscience?

4^o Il arrive parfois que les fidèles au saint tribunal demandent de recevoir l'indulgence apostolique attachée au tiers-ordre de saint François en certains jours de fête.

Y a-t-il une formule? quelle est-elle? ou suffit-il d'un signe de croix sur le pénitent?

R. — AD I. Aux bénédictions qui se donnent

avec l'ostensoir immédiatement après la messe, pendant l'octave du Saint-Sacrement, on ne peut pas garder la chasuble; on doit l'ôter, ainsi que le manipule, et revêtir la chape. Les livres liturgiques supposent toujours qu'on est revêtu de la chape pour donner la bénédiction avec l'ostensoir.

AD II. On peut laisser sur l'autel, entre les chandeliers des reliquaires ne contenant que de simples images; car il est permis de mettre des images sur les autels, comme on le voit dans le Missel : « Si vero in altari fuerint reliquie seu imagines sanctorum... » (Ritus celebr. Missam, Titre iv, n. 5.)

Nous supposons évidemment que le Saint-Sacrement n'est pas exposé, car alors on ne place pas d'images sur l'autel.

Disons aussi qu'il est insolite de placer des images dans un reliquaire. Dans ce cas, ce n'est plus un reliquaire proprement dit.

AD III. On ne peut pas laisser des reliques même non insignes, exposées sur l'autel sans cierges allumés en dehors des offices. Il doit toujours y avoir deux cierges, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des rites en plusieurs circonstances. Nous pensons donc qu'on ne peut pas laisser sans lumière des reliques qui sont exposées : « Ante sacra lipsana exposita, saltem duo lumina ex decretis collucere debere. » (S. R. C. 12 août 1854, n. 5208 ad 18.)

AD IV. Nous avons publié la formule prescrite récemment par le Saint-Siège, dans l'Ami du clergé, n^o 45 de la présente année.

Q. — L'excellent, l'érudit et précieux Ami du clergé aurait-il la complaisance de répondre aux Dubia qui suivent :

1^o La rubrique d'après laquelle on doit, au salut avec l'ostensoir, exposer le saint Sacrement sur un trône élevé au-dessus de l'autel, est-elle préceptive? Si l'on se borne à chanter le *Tantum ergo... Genitori...* avec le v. et l'oraison avant la bénédiction, et qu'il faille monter par derrière l'autel pour atteindre le trône, serait-il facultatif de laisser l'ostensoir sur la table de l'autel?

2^o D'après un texte du Cérémonial des évêques, cité par l'Ami du clergé (4^e année page 181, ad V) les autels doivent être couverts dès qu'on n'y remplit pas quelque fonction. L'usage de certaines églises étant de découvrir l'autel dès le commencement des vêpres pour y disposer des candélabres, lorsque la bénédiction du saint Sacrement doit suivre immédiatement les vêpres, cet usage a-t-il quelque chose de blâmable? Ou bien faut-il découvrir l'autel et placer les candélabres seulement au commencement du salut, ce qui est toujours assez disgracieux?

3^o Quand le saint Sacrement est absent du tabernacle, hors les trois derniers jours de la semaine sainte, le tabernacle ne doit-il pas demeurer ouvert afin que les fidèles s'expliquent pourquoi la lampe demeure éteinte, etc. Où trouver un texte liturgique à ce sujet?

4^o En ce qui concerne la manière de placer d'une part la pixyde, de l'autre la lunule de l'ostensoir dans le tabernacle, existe-t-il une rubrique prescrivant ou conseillant de placer la pixyde à gauche de celui qui ouvre le tabernacle et la lunule à droite?

5^o Est-ce qu'on peut obtenir de l'autorité diocésaine, ou de la sacrée Congrégation des Rites un privilège dispensant les églises pauvres de tenir une lampe constamment allumée devant le saint Sacrement?

6^o Un dais, un *ombrellino* en drap d'or ou d'argent à

l'extérieur doit-il nécessairement être doublé de soie à l'intérieur ? Et la soie rouge peut-elle être tolérée comme doublure ?

7° Le voile du calice doit-il être de soie. Malgré cette rubrique du missel, les voiles, en France, sont ordinairement de même étoffe que la chasuble, savoir, de drap d'or, d'argent, de laine, etc. Il suffit, dit-on, que ces voiles soient doublés de soie ; peut-être même existe-il quelque rescrit de la sacrée Congrégation réglant cette matière par rapport à nos voiles français. Or, voudriez-vous me dire s'il est nécessaire que cette doublure du voile soit de la couleur du jour ? Car cette doublure représentant ici le véritable voile exigé par la rubrique, *velum sericum*, il semble qu'il doit être non seulement de la matière requise, mais aussi de la couleur voulue : à moins de dire que rien n'est exigé pour la couleur du voile.

8° Le siège de l'évêque (officiant pontificalement) doit être placé sur une estrade de trois marches (Cér. épisc. lib. 1, cap. xiii n° 3). Mais si le maître-autel n'a que deux marches, peut-on en donner trois au siège de l'évêque ?

9° Est-il convenable que le trône de l'exposition ne fasse qu'un seul tout avec le tabernacle, de manière à ne pouvoir pas en être séparé ? L'exposition du saint Sacrement terminée, et le trône demeurant fixe, impossible de placer la croix d'autel ailleurs qu'à la place de l'ostensoir, c'est-à-dire à l'ombre de la coupole du trône : ce qui oblige à choisir une croix assez petite, dont le crucifix est à peine visible aux assistants placés au fond de l'église.

10° Lequel est préférable, dans une église gothique, ou de mettre les canons d'autel sous verre et dans des cadres lourds et saillants, ou bien de les coller sur de simples cartons entourés d'une légère bordure d'or ou de couleur ?

R.— Ad I. D'après la pratique générale des pays autres que la France, l'exposition du très-saint Sacrement sur un trône élevé au-dessus de l'autel semble obligatoire.

Si l'on consulte les rubricistes on arrive à la même conclusion ; car presque tous enseignent absolument que les bénédictions du Saint-Sacrement avec l'ostensoir se font ainsi.

Cependant il y a des exceptions. Ainsi M. l'abbé Bourbon affirme que cela n'est pas nécessaire. « Il n'est pas nécessaire de placer le Saint-Sacrement sur le trône de l'exposition. Si on ne le fait pas, il convient d'avoir un petit trône, que l'on appelle quelquefois un « Thabor, » que l'on met au milieu de l'autel afin d'y placer l'ostensoir contenant le saint Sacrement. »

Le Cérémonial de Saint-Flour, publié en 1855 par ordre de Mgr Lyonnet, n'en fait pas une obligation absolue. « Le diacre, lisons-nous, porte l'ostensoir sur l'exposition, « s'il y a lieu, » faisant la génuflexion avant et après. » Et nous savons qu'en divers diocèses on donnait des bénédictions du saint Sacrement après avoir déposé l'ostensoir sur l'autel, sans l'avoir exposé sur le trône.

Il ne nous appartient pas de juger cette pratique.

Ad II. Nous ne voyons pas pourquoi l'on n'observerait pas le Cérémonial des évêques que nous avons cité à l'endroit que vous indiquez.

Nous ferons aussi deux remarques à notre vénéral correspondant ; c'est que 1° les acolythes ne doivent pas placer leurs chandeliers sur la table de l'autel, mais aux côtés de l'autel sur une des marches ; 2° que les acolytes ne portent pas de chandeliers à toutes les vêpres qui doivent être

suivies de la bénédiction du très-saint Sacrement, mais seulement aux vêpres solennelles.

Ad III. Lorsque le saint Sacrement est absent du tabernacle, il paraît très-convenable de laisser le tabernacle ouvert. Nous n'osons pas être plus absolu, parce qu'il n'y a pas de texte liturgique qui en fasse une obligation. Mais ce qui est obligatoire, c'est d'éteindre la lampe et d'enlever le pavillon ou conopée. Dans les églises régulièrement tenues, l'enlèvement du pavillon est le signe ordinaire et certain de l'absence du Saint-Sacrement.

Ad IV. Il n'y a aucune rubrique qui prescrive ou qui conseille de placer la pixyde à gauche de celui qui ouvre le tabernacle et la lunule à droite.

Ad V. Il faut des raisons absolument graves pour obtenir ce privilège. Et avant de l'accorder, si toutefois elle l'accorde, elle exige qu'on ait employé tous les moyens pour se procurer cette lumière.

Ainsi, en 1614, la Sacrée Congrégation des évêques déclare qu'il faut conserver le saint Sacrement dans toute église paroissiale, quelque pauvre qu'elle soit, et si les revenus ne suffisent pas on doit désigner quelqu'un pour recueillir des aumônes à cette fin. « Sanctissimum Sacramentum conservandum est in qualibet parochiali quantumvis paupere; quod si redditus et societas non sufficiant, instituatur quæstor vel eleemosynarum collector. »

S'il y a une confrérie du saint Sacrement, les membres doivent pourvoir à l'entretien de cette lampe.

En 1697 la Sacrée Congrégation du Concile indique encore aux évêques un autre moyen qu'ils doivent prendre lorsque plusieurs paroisses pauvres sont rapprochées l'une de l'autre, c'est qu'elles réunissent leurs ressources pour entretenir la lampe dans une église pour l'usage de toutes ces paroisses : « Eucharistiæ Sacramentum, quando in omnibus parochialibus montanæ regionis asservari pro tenuitate reddituum nequit, Episcopus decernere debet ut in singulas ternas, quaternasque vicinas parochiales id onus distribuat, ut in una ex eis habeatur augustissimum Sacramentum, et ad impensum lampadis et hujusmodi cæteræ vicinæ contribuant, et, ubi se casus contulerit, perinde uti rectores possint ac si in propria parochiali illud asservaretur. » (17 août 1697.)

Bien d'autres décisions des Congrégations romaines maintiennent l'obligation de cette lampe allumée, comme on peut s'en convaincre en lisant les *Analecta juris Pontificii*, avril 1855, colonne 1426. Et nous ne voyons pas que ces congrégations aient accordé de dispense sur ce point.

Mais alors, que faire dans les églises où la lampe ne pourrait pas rester allumée pendant la nuit, sans exposer la très-sainte Eucharistie à quelque irrévérence ou à quelque vol, comme cela n'arrive, hélas ! que trop fréquemment en nos jours d'impiété ? Il faut s'adresser à l'autorité dio-

céssaine qui indiquera les mesures à prendre, tant pour satisfaire la dévotion des fidèles que pour éviter les vols et les profanations.

Ad VI. Rien n'est déterminé dans les rubriques et les décrets pour la matière de la doublure du dais et de l'ombrellino.

Ad VII. Le voile du calice doit être de soie, ainsi que l'exige la rubrique du Missel. C'est du reste la matière requise pour la chasuble et les autres ornements, comme l'*Ami du clergé* l'a montré cette année, n. 26. Quant à la couleur du voile, les rubriques ne prescrivent rien, mais, d'après l'usage général, on prend la couleur conforme aux ornements.

Ad VIII. On doit toujours donner trois marches à l'estrade sur laquelle le trône est placé. Seulement il faut veiller à ce que ces trois marches ne soient pas plus élevées que l'autel. Ainsi l'a décidé la Sacrée Congrégation des rites le 2 août 1631 :

« Idem Capitulum Cathedralis Isermien. exposens Episcopum loci erexisse thronum cum gradibus excedentibus altitudinem majoris altaris, et sterni fecisse tapeta supra gradus throni, gradus autem altaris nudos remanere, supplicavit declarari : An hæc liceant ? Et S. Congregatio respondit : « Non licere. » Die 2 Augusti 1631.

Ad IX. Comme vous le pensez, il convient que le trône de l'exposition soit mobile. Telle est du reste l'enseignement des auteurs, et telle est la pratique de Rome.

Ad X. Aux jours de fête, il convient d'avoir des canons d'autel, sous verre, ornés, imprimés sur des feuilles soignées. Aux jours de fête, on prend des cartons plus simples et sans verre. C'est là une question de convenance, car les rubriques se taisent sur ce point ; elles se contentent de dire : « Ad crucis pedem ponatur tabella secretarum appellata. »

Q. — L'adoration perpétuelle dans mon église aura lieu prochainement un dimanche ordinaire. A la messe qui sera celle du saint Sacrement *sub ritu primæ classis*, dois-je faire mémoire du dimanche ? Notre ordo dit qu'on la fait s'il n'y a pas d'autre messe. L'*Ami du clergé* dit le contraire. Que faire ?

R. — Vous devrez faire mémoire du dimanche, comme l'a dit l'*Ami du clergé*, qu'il y ait ou non une autre messe du dimanche.

Plusieurs de nos amis contestent notre solution parce qu'elle ne serait pas conforme à leur pratique ou à leurs ordos, et nous demandent des preuves. Nous en avons déjà donné. Nous en ajouterons encore dans quelques semaines, lorsque nous aurons satisfait aux nombreuses questions que nous avons encore à traiter.

Q. — 1^o Les rubriques exigent, dans les cérémonies saintes, l'emploi de la cire d'abeilles pure. N'y a-t-il pas une question d'alliage autorisée, et n'existe-t-il pas une décision de la Congrégation des Rites à ce sujet ?

2^o Un prêtre dit deux messes chaque dimanche dans la même église. Pour la seconde messe, on remet du vin dans l'une des burettes, mais on se sert de la même eau restée

dans l'autre burette et bénite par conséquent à l'offertoire de la première messe. Le prêtre au moment de mélanger l'eau au vin dans le calice à l'offertoire de la seconde messe, doit-il bénir de nouveau cette eau et faire sur elle un signe de croix, comme à la première messe ?

3^o — Ce même prêtre peut-il laisser sur l'autel le calice non purifié, dans l'intervalle de la première messe à la seconde ? (de 8 à 10 heures.)

4^o Dans nos contrées, pendant le chant du *Tantum ergo*, on incline profondément la tête à ces mots : *Veneremur cernui*. Est-ce seulement un pieux usage, ou bien y a-t-il à ce sujet quelque prescription liturgique ?

R. — Ad I. La cire doit être pure. Aucune portion d'alliage n'est autorisée ; nous ne connaissons aucune décision de la sacrée Congrégation des Rites qui la permette, de droit commun, et nous croyons qu'il n'en existe pas.

Ad II. Quand on se sert de la même eau qui a déjà servi à une messe précédente, on doit encore faire le signe de la croix, car la rubrique ne fait aucune distinction. Le prêtre doit faire le signe de la croix sur la burette d'eau : « Deinde eodem modo tenens calicem, producit signum crucis super ampullam aquæ... » (Ritus celebrandi missam, titre VII, n. 4.)

D'ailleurs cette bénédiction n'est pas constitutive ; elle se rapporte au peuple fidèle, figuré par l'eau, uni avec Jésus-Christ et offert avec lui dans le calice. Par conséquent rien n'empêche de faire un second signe de croix sur cette eau.

Ajoutons encore que nous ne voyons pas pourquoi la burette d'eau n'est pas remplie pour la seconde messe.

Ad III. Nous n'oserions pas condamner absolument un prêtre qui laisserait pendant deux heures sur l'autel le calice non purifié, parce que l'intervalle n'est pas extrêmement long. Cependant nous ne conseillons aucunement cette pratique, parce qu'elle ne semble pas conforme à la pensée des liturgistes, et qu'elle n'est pas communément suivie par les prêtres bineurs. Nous engageons donc notre vénéré correspondant à emporter le calice après la messe, et à le placer dans un lieu décent et fermé, sur un corporal ou au moins sur une pale bénite, jusqu'au moment où il le reprendra pour la seconde messe.

Ad IV. Quand le Saint-Sacrement est exposé, ce n'est pas seulement une inclination que l'on doit faire à ces mots *Veneremur cernui*, mais on doit être à genoux ; et cela non seulement pendant ces deux mots, mais pendant toute la strophe, *ad integram stropham*, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 14 novembre 1676, n. 2805, ad 7.

Mais si le Saint-Sacrement n'est pas exposé, on doit s'en tenir à la coutume, conformément à une autre décision de la même Congrégation. Le maître des cérémonies de Saint-Jacques, à Rome, ayant posé la question suivante : « An in primis vespis SS. Sacramenti, quæ solemniter celebrantur, et tamen non expositum, sit genuflectendum in hymno cum dicitur : *Tantum ergo Sacramentum* ? » La Sacrée Congrégation répon-

dit : « Ad consuetudinem Ecclesiæ. » (4 août 1663, n. 2250, ad. 2.)

Dans beaucoup d'églises, lorsque le Saint-Sacrement est exposé, on ne se contente pas de se mettre à genoux à ces mots : *Tantum ergo Sacramentum veneremur cernui*, on reste encore incliné. Il nous semble que cette coutume est louable et doit être conservée.

Q. — Votre estimable journal est une véritable bonne fortune pour les missionnaires, quant à moi je me félicite d'avoir pris un abonnement. Permettez-moi donc de vous demander la résolution de quelques cas assez ordinaires dans nos pays encore tout payens.

1° Sur les montagnes orientales d'Annam se trouvent des tribus sauvages qui ne peuvent, vu la teneur des lois civiles annamites, descendre commercer en Annam. Quelques annamites montent chez eux *commercii causâ*. Ils mènent avec eux maintes bêtes de bétail que les sauvages immolent en sacrifice à leurs dieux. Parmi ces commerçants quelques-uns sont chrétiens, ils viennent donc demander aux missionnaires s'il leur est permis de vendre aux sauvages des animaux qui probablement seront offerts en sacrifice. Quelques missionnaires le permettent, se fondant sur ce que, il n'est pas absolument certain que les sauvages offrent en sacrifice toutes les têtes de bétail qu'ils ont ainsi achetées.

Quelques autres le défendent se fondant sur ce que, d'après les dit-on, les sauvages offrent tout en sacrifice.

Qui a raison ? qui a tort ?

2° Lucius payen a cohabité avec Alla payenne. Lucius se convertit, renvoie Alla et reçoit le baptême ; peu de temps après il demande à se marier avec Berthe, chrétienne. Interrogé si auparavant il a eu *affectus maritalis* avec Alla, il répond non ; au saint tribunal même demande, même réponse. Peut-on ajouter foi à sa parole ? Il est certain qu'il n'a jamais célébré des noces d'une manière ostensible.

Quid si ante baptismum Lucius cognovit carnaliter Luciam sororem Berthæ ?

3° Vous avez publié un décret en vertu duquel la seule crainte révérentielle des parents était réputée « *metus gravis*, » par conséquent dirimait le mariage : comment faire concorder ce décret avec celui qui se trouve dans le « *Collectanea*, » page 435, n° 964.

4° Un prêtre veut pourvoir aux besoins de sa paroisse en temps de famine. Par conséquent, nouveau Joseph, il fait une provision de blé pendant les années d'abondance. Mais craignant que ce blé, s'il reste trop longtemps au grenier, ne soit la proie des rats ou ne vienne à se gâter, il vend chaque année une partie de ce blé et en achète à la saison suivante. Comme il achète son blé pendant la moisson, il l'achète bon marché, il le vend en partie au printemps, il le vend cher, par conséquent il a, à l'été suivant, la consolation d'augmenter sa provision. Ce prêtre fait-il le commerce ?

5° Quand je vais aux malades, c'est ordinairement très loin, par conséquent le rituel avec surplus et étole est un peu difficile à porter à cheval, pourrais-je transcrire ce qui concerne l'Extrême-Onction, le saint Viatique, l'Indulgence plénière ?

R. Les questions concernant les missions sont plus délicates à traiter que les autres, soit à cause des conditions spéciales dans lesquelles se trouvent les missionnaires, soit à cause des règles particulières qui leur sont tracées par le Saint-Siège, soit à cause de l'impossibilité où l'on est souvent à distance de se rendre un compte exact du caractère et de la portée de certains usages trop différents de ceux de nos contrées chrétiennes. Ces raisons, ajoutées aux raisons communes, nous

font un devoir de mettre beaucoup de réserve dans nos solutions et de les soumettre spécialement à l'autorité du Saint-Siège.

Ad I. Ce cas nous semble pouvoir être résolu à l'aide des principes et des solutions contenus dans l'instruction du 21 janvier 1778 au vicaire apostolique de Siam. (*Collectanea*, n° 1075, p. 514.)

Cette instruction pose les principes suivants :

1° « De l'aveu de tous les théologiens, chacun peut, sans aucune crainte de péché, vendre sa marchandise s'il ignore entièrement que l'acheteur doive en abuser ; il n'est pas même tenu de s'informer et de chercher quel usage l'acheteur en veut faire..... La vente est un acte indifférent ; le chrétien ignore si l'acheteur veut user de la marchandise pour la superstition et l'impiété. »

2° « Il n'est jamais permis à un chrétien de donner sujet d'achoppement et de scandale ; encore moins est-il permis de poser une action même éloignée allant à la superstition et y concourant. »

Chacun de ces principes est confirmé par le passage bien connu de la première épître aux Corinthiens : « *Mangez tout ce qui se vend à la boucherie, sans faire aucune question par conscience..... Mais si quelqu'un dit : Ceci a été immolé aux idoles, n'en mangez point à cause de celui qui vous a avertis et en raison de la conscience.* (1 Cor. X. 25 28.)

Ces principes sont appliqués à un genre de vente assez semblable à celui qu'on nous propose. Les chrétiens de Siam tirant profit de la superstition de leurs compatriotes païens qui n'osaient ni tuer un animal, ni même casser un œuf, tuaient la poule, brisaient la coque de l'œuf et les vendaient aux païens. Et ceux-ci les achetaient soit pour s'en nourrir, soit pour en faire des sacrifices.

La S. C. de la Propagande déclare que cette manière d'agir des chrétiens est de soi indifférente, mais qu'elle peut devenir illicite s'il vient à s'y glisser des abus de la part des infidèles que l'on saurait devoir abuser de ces objets pour la superstition et l'impiété.

Elle décide en conséquence 1° que les chrétiens peuvent vendre aux siamois leurs poules et leurs œufs sans s'informer de l'usage qu'en veulent faire les siamois ; elle recommande seulement par mesure de prudence de ne pas faire ce commerce dans les lieux voisins des temples ; — 2° que si l'infidèle siamois dit acheter pour offrir aux idoles et aux talapoins, le chrétien ne peut aucunement lui faire la vente.

Ces règles sont celles qu'il faut appliquer au cas qui nous est soumis. Les uns, nous dit-on, permettent aux chrétiens de vendre du bétail aux païens, se fondant sur ce qu'il n'est pas absolument certain que les sauvages offrent en sacrifice toutes les têtes de bétail ainsi achetées. Si cette raison est vraie, c'est-à-dire, s'il y a ou qu'il puisse y avoir quelque doute, leur solution est bonne, à condition toutefois qu'ils ne négligent pas de rappeler l'autre règle, savoir qu'il n'est

plus permis de vendre si l'acheteur déclare acheter pour les sacrifices.

Les autres défendent, se fondant sur ce que d'après les on-dit, les sauvages offrent tout en sacrifice. Ils nous paraissent plus sévères que la S. C. de la Propagande et que saint Paul lui-même.

Quelque présomption que l'on ait que ces bêtes seront offertes aux idoles, s'il n'y a pas certitude absolue que telle tête de bétail que je vends sera offerte, et que personne ne dise qu'elle doit être offerte aux idoles, le chrétien peut la vendre sans s'informer de rien. Or ici il n'y a pas certitude absolue et on suppose que l'acheteur ne parle pas de sacrifice. Des on-dit ne suffisent pas à évincer le chrétien des droits que lui donne saint Paul et que consacre l'Eglise. Il n'est pas même tenu de s'assurer si ces on-dit sont fondés.

S'il y avait certitude absolue que toute tête de bétail vendue est offerte en sacrifice, le chrétien pourrait-il encore vendre aux idolâtres? Il nous semble plus probable qu'il ne le pourrait pas. Ce n'est pas qu'on ne puisse parfois vendre du bétail aux païens avec la certitude qu'ils l'offriront aux idoles; non : la règle de saint Paul suppose, à n'en pas douter, que le chrétien peut, à part lui, être certain que la viande qu'il achète a été offerte aux idoles; et il lui permet de l'acheter sans mot dire; mais si quelqu'un l'avertit, alors seulement il ne le lui permet plus à cause du scandale. Ainsi donc la simple certitude qu'une bête sera offerte aux idoles ne suffirait pas à ôter le droit de la vendre. Mais ce qui nous paraîtrait rendre la vente illicite dans le cas supposé, c'est que le commerce n'aurait d'autre but que d'approvisionner les sacrifices païens et que, cela étant, deux raisons rendraient la vente illicite, savoir le scandale d'abord, puis la coopération directe et formelle au culte idolatrique : ce qui est prohibé de droit naturel, de droit divin positif et de droit ecclésiastique. L'instruction déjà citée dit en ce sens : « Neque enim licet unquam christiano homini offensionis et scandali occasionem præbere, multoque minus licita est illa vel remota actio quæ ad impietatem vel superstitionem prolabatur et confluat cum nullo modo liceat Christi famulis Belial inservire. (II Cor. VI.)

AD II. La solution du premier doute dépend de la sincérité du néophyte et du sens de ses réponses. Il a pu vivre avec Alla, païenne, en pur concubinage. Ce qui le ferait penser, c'est qu'il n'a pas célébré ses noces à la manière du pays. Mais il peut y avoir lieu de contrôler son témoignage. Et c'est à lui à faire la preuve *de suo libero statu*.

Si Lucius ante baptismum Luciam Berthæ sororem carnaliter cognoverit, ligatur impedimento affinitatis ex copula illicita in primo gradu laterali.

AD III. Notre digne correspondant vise sans doute la sentence portée en nullité de mariage

par la S. C. du Concile, rapportée dans *l'Ami du Clergé* 1881, 3^e année, p. 543. Cette sentence n'introduit aucun changement dans la jurisprudence de l'Eglise sur l'empêchement de la crainte. Elle n'est aucunement contraire à la décision citée dans le *Collectanea etc.* p. 435.

Les deux sentences se rapportent à deux cas particuliers. Dans le premier, les débats avaient établi qu'il n'y avait pas eu libre consentement de la part de la fille, par suite des instances, des menaces et des violences du père. Dans le second, le jeune homme, pressé par sa mère, avait enfin consenti à épouser la fille païenne qu'il n'aimait pas, et il avait donné pour le mariage un vrai consentement.

Les deux sentences répondent aux deux conditions différentes des réclamants.

AD IV. Que ce prêtre fasse le commerce, on n'en saurait douter : il achète et revend, achète à un prix moindre et revend à un prix plus élevé.

Son intention à la vérité n'est pas de bénéficier pour lui-même, dans ce sens qu'il conserve les bénéfices pour son usage personnel. Toutefois, l'entreprise de ce grenier d'abondance repose sur lui ; le blé lui appartient, le profit par conséquent est à lui, bien qu'il en veuille disposer pour sa paroisse. Si le commerce qu'il fait était illicite, cette raison qu'il destine le profit à une bonne œuvre, ne suffirait pas à l'excuser : car il n'est pas permis de faire le commerce pour l'utilité de la mission. (*Collectan.* n° 148, p. 91.)

Mais son commerce est-il illicite? Oui, s'il le fait sans y être autorisé par son Ordinaire, d'après la défense générale qui interdit le commerce. Mais nous pensons qu'il ne l'est pas s'il a l'autorisation de son Ordinaire. En effet l'instruction du 17 mars 1782 porte : « Quoad sacerdotes præsentis inopia laborantes, in promptu est decretum S. C. de Prop. F. die 23 novembris anni 1665; quoad alios vero, futuris, sed tamen probabilibus, suis necessitatibus providere cupientes, præstat etiam Epistola Encyclica S. M. Clementis XIII, die 17 septembris 1759, quæ incipit *Cum primum*, in qua, et præsertim in §§ *Si autem ecclesiasticorum quispiam etc., Deinde, etc., Cæterum facultates, etc.*, quidquid ad rem opportunum est, sanctissime decernitur. (*Collectan.* n° 145, p. 90.) Cette encyclique statue que lorsqu'il y a nécessité, le prêtre peut pourvoir à ses besoins futurs par le commerce, à la condition d'y être autorisé par le Saint-Siège ou, pour les missionnaires de l'extrême Orient, par l'Ordinaire.

Dans le cas qui nous est soumis, il s'agit des nécessités probables, non du missionnaire en personne, mais de sa paroisse, tandis que l'Encyclique parle des nécessités probables du missionnaire. Mais nous pensons que l'on peut assimiler l'un et l'autre cas : la disette de la paroisse est la disette du pasteur, qui veut la secourir, comme c'est le devoir de sa charge.

AD V. La rubrique du Rituel exige que le prêtre, en administrant les sacrements, ait

avec lui le livre même du Rituel : « *Librum hunc Ritualem (ubi opus fuerit) semper cum ministrabit, secum habebit.* » Mais il peut en être fait des extraits pour la commodité des prêtres. Les extraits imprimés devraient porter l'approbation de l'Ordinaire. Les copies manuscrites ne semblent pas avoir besoin de cette approbation. Toutefois il faut s'assurer si elles sont bien conformes au texte du Rituel romain.

Q. — Voici un maire qui consulte son curé pour savoir si, en conscience, il doit interdire un bal public, dont les danses ordinaires sont : la valse, la polka, le galop, quadrille, etc., nous sommes dans un pays des plus religieux de France.

Le maire est influent dans la ville et indépendant par la position, il peut et il veut l'interdire : que doit répondre le curé à ce brave maire ?

2^e Voici une fabrique qui ne fournit point les barrettes nécessaires au curé et aux vicaires, le curé et les vicaires doivent-ils se procurer à leurs frais leurs barrettes, ou est-ce à la fabrique à les fournir ?

R. — AD I. 1^o Le curé encouragera autant que possible le maire dans ses excellentes dispositions et il pourra lui faire un devoir de conscience, du moins au nom de la charité, d'interdire ce bal public.

Ces bals publics renferment, à n'en pas douter, une occasion prochaine de fautes graves très-nombreuses. Il y a scandale pour une population, démoralisation progressive d'une paroisse, troubles dans les familles, perte de la foi et des mœurs, pour la plupart des jeunes gens qui les fréquentent. Quiconque peut efficacement y mettre opposition est donc tenu, au moins par la loi de charité, à le faire, pour éviter tant et de si grands maux. Cette loi de la charité ne devrait céder que devant la crainte de maux plus grands résultant de l'empêchement du mal. Or, ces maux ne sont pas à craindre ici, d'après l'exposé qui nous est fait. La loi de la charité garde donc toute sa force.

Nous n'avons parlé que de la charité ; nous aurions pu invoquer aussi la justice qui oblige tout individu occupant une position à en accomplir les devoirs. Or, le devoir d'un maire est de faire respecter la morale.

AD. II. La barrette est « exigée » par la liturgie, pour l'administration des sacrements et pour la célébration des offices. Or, c'est à la fabrique à fournir toutes les choses nécessaires à l'administration des sacrements et à la célébration des offices. Si la barrette devait servir de couvre-chef dans les rues ou à la maison, le clergé paroissial n'aurait aucun titre pour la réclamer à la fabrique, à moins d'en demander une qui restât continuellement à l'église.

Q. — Je vous prie de revenir sur la réponse donnée au numéro 29 de l'année 1882, page 350.

Vous dites que, d'après la jurisprudence civile et ecclésiastique, le curé n'a aucun droit absolument, sur l'honoraire remis pour une levée de corps faite par son vicaire.

Vous dites ensuite qu'au point de vue de la « théologie

morale » le curé a droit à cet honoraire, et que le vicaire faisant une levée de corps ne peut exiger que ce qui est en sus de l'honoraire ordinaire fixé pour une pareille cérémonie, excédant déterminé par le tarif à cause de la distance.

Il semble que la première solution, puisqu'elle est conforme à la jurisprudence ecclésiastique, est la seule qui puisse et doive être suivie en pratique, partout, mais surtout dans un diocèse où le tarif épiscopal approuvé par l'Etat, attribue l'honoraire pour une levée de corps, non pas au curé, mais « au prêtre qui l'a faite. »

Je prie le canoniste de l'Ami de vouloir bien me donner une solution nette et précise sur ce dernier point.

R. — Dès lors que l'honoraire de la levée du corps est attribué « au prêtre qui la fait, » par un tarif régulièrement établi et approuvé par l'évêque diocésain, nul doute que cet honoraire appartienne tout entier au prêtre qui officie et nullement au curé de la paroisse qui ne paraît pas à la cérémonie.

Nul doute aussi que, dans la confection du tarif, l'évêque ne puisse introduire un droit curial pour la levée du corps et la conduite au cimetière.

La diversité de l'appréciation découle de la diversité des opinions sur la nature des droits curiaux ou paroissiaux.

A la page 279 de l'année 1882, ayant à définir les droits curiaux, comme canoniste, nous avons exprimé l'opinion universellement admise parmi les canonistes qu'on entend par là « les fonctions que le droit réserve au curé. De telle sorte que personne ne peut les remplir sans son consentement. » Or, rien de plus certain dans le droit canon, que la levée du corps, « si elle a lieu, » doit être faite par le curé de la paroisse ou avec sa permission. Elle constitue donc une fonction paroissiale ou curiale.

La jurisprudence civile ecclésiastique, qui règle les droits casuels, entend par droits curiaux ceux qui sont attachés aux choses obligatoires et non facultatives. Elle se place donc à un tout autre point de vue. Mais comme on lui reconnaît le droit de déterminer ces questions de casuel, le droit canon n'a qu'à s'incliner devant ses décisions.

Q. — Un curé accompagné de son vicaire et d'un grand nombre de paroissiens vont en pèlerinage dans un diocèse étranger. Arrivé au lieu du pèlerinage, le curé confesse ceux de ses paroissiens qui s'adressent à lui ; le vicaire, au contraire, refuse d'entendre en confession ses pénitents ordinaires, parce que, dit-il, n'ayant qu'une juridiction déléguée il ne peut l'exercer en dehors du territoire pour lequel elle lui est donnée. Le curé peut-il lui accorder cette juridiction dont il a besoin pour entendre ses pénitents en dehors de la paroisse et du diocèse ?

R. — Aujourd'hui, le concile de Trente réserve aux évêques, à l'exclusion des curés, le pouvoir d'approuver les confesseurs. Cette discipline existait primitivement dans l'Eglise et s'y est perpétuée, du moins en quelques diocèses, dans le cours des siècles. Dans d'autres diocèses, au moyen-âge et jusqu'au concile de Trente, le droit reconnaissait aux curés le pouvoir de choisir

leurs coopérateurs et de leur déléguer les pouvoirs de prêcher et de confesser.

Le vicaire a donc agi sagement, en refusant un pouvoir que son curé n'avait nulle qualité pour lui communiquer.

Q. — 1^o Il est d'usage dans ma paroisse que les prêtres invités à un enterrement disent la messe *présente cadavere*, pour le repos de l'âme du défunt. Il arrive parfois que, ces mêmes jours, les prêtres seraient tenus, d'après l'*Ordo officii* du diocèse, d'appliquer la messe *pro seminario* au lieu et place de celle qui devrait être appliquée *pro populo* le jour des fêtes supprimées. Et supposant que cette translation soit permise, le serait-elle également dans le cas où les messes qui se disent ici *pro seminario* se diraient réellement *pro populo* ?

2^o Un vicaire ou tout autre prêtre qui remplace le curé absent de sa paroisse est-il obligé en conscience de prêcher en lieu et place du curé, et peut-on dire qu'il y a cure d'âmes ?

3^o Peut-on et doit-on même refuser l'absolution aux parents qui négligent habituellement d'envoyer leurs enfants au catéchisme fait par le curé deux ou trois fois par semaine, maintenant que tout enseignement a été supprimé dans les écoles ?

R. — AD I. La sacrée Congrégation du concile a déclaré, en 1859, que le curé qui n'avait pas de prêtre à sa disposition, pouvait, un jour de fête supprimée où la messe *pro populo* est obligatoire, renvoyer cette messe au lendemain, si ce jour-là il y avait un enterrement ou un mariage à célébrer. Cette décision s'appliquerait-elle au cas qui nous est proposé ? Ce qui nous porterait à en douter, c'est qu'il n'y a pas la même nécessité que dans la circonstance qui a motivé la décision donnée. Il s'agissait de procurer une messe à un défunt qui, sans cela, aurait reçu la sépulture sans messe. Or ce défunt devant déjà avoir une messe dite par le curé de la paroisse, il ne semble plus aussi nécessaire de lui en dire une seconde et une troisième.

Nous parlons pour le cas où la messe est obligatoire *pro populo*. Si la messe est dite pour une intention particulière dont l'honoraire est attribué aux séminaires, un curé pourrait-il renvoyer l'application au lendemain, dans le cas proposé ? Nous n'oserions l'affirmer.

AD II. Le vicaire qui remplace le curé absent est tenu à remplir tous les devoirs de la charge paroissiale que le curé ne peut accomplir par lui-même. Il est subrogé, en effet, au lieu et place du curé pour la cure des âmes, et celui-ci ne peut s'absenter qu'autant que les âmes ne souffriraient pas de son éloignement. Il est donc en conscience tenu à prêcher, comme il est tenu à administrer les sacrements de pénitence et d'eucharistie, à visiter les malades, etc.

AD III. Un curé peut et doit refuser l'absolution aux parents qui, par négligence, n'envoient pas leurs enfants au catéchisme. Les parents sont tenus, sous peine de faute grave, d'instruire leurs enfants des vérités de la religion, ou du moins de leur procurer les moyens de s'instruire. Or, les parents qui n'envoient pas leurs enfants au catéchisme, ne les instruisent certainement pas

eux-mêmes. Ils manquent donc à un devoir grave et sont indignes de l'absolution tant qu'ils ne seront pas revenus à résipiscence.

Q. — Un évêque qui entrerait, sans nécessité ni utilité, mais *recreationis causa*, dans un couvent de religieuses cloîtrées et à vœux solennels, tomberait-il sous l'excommunication portée *contra violantes clausuram monialium*.

Je suppose que le couvent est dans son diocèse, *sive sit exemptum sive non*.

En France, où les religieuses ne font pas les vœux solennels (excepté dans un couvent de Savoie), celui qui entrerait sans nécessité ni utilité, dans un couvent de Carmélites, tomberait-il sous l'excommunication portée *contra violantes clausuram monialium*.

R. — AD I. Un évêque qui entrerait dans un couvent de religieuses cloîtrées à vœux solennels, sans aucune nécessité, mais seulement *recreationis causa*, tomberait sous le coup de l'excommunication qui frappe les violateurs de la clôture religieuse.

La constitution *Apostolicæ Sedis* parle en termes généraux de toutes sortes de personnes, *cujuscumque generis aut conditionis, sexus vel ætatis fuerint*, qui pénétreraient dans une maison de religieuses sans cause légitime. Or les commentateurs ont compris dans ces termes généraux, les évêques eux-mêmes. « Lex est generalis ideoque ab ingrediendis sanctimonialium monasteriis omnes excludit sive viros sive mulieres, *cujuscumque conditionis vel ætatis fuerint* ; ideoque etiam *Episcopos locorum ordinarios et Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales et impuberes* ¹. »

Nous avons dit de *religieuses cloîtrées à vœux solennels*, parce que celles-là seules ont la clôture papale dont la violation fait encourir l'excommunication.

Nous avons aussi ajouté *sans aucune nécessité, recreationis causa*. L'entrée des monastères de religieuses est permise, en certains cas, avec la permission de l'Ordinaire, quand il y a des raisons suffisantes. Or ces raisons ne sont légitimes, disent les commentateurs, qu'autant qu'elles concernent la maison religieuse elle-même. Celle alléguée dans la question n'est point dans le cas.

AD II. Non, parce que les Carmélites ne font pas de vœux solennels et que l'excommunication ne frappe que ceux qui violent la clôture d'une maison à vœux solennels.

Q. — Dans nos statuts diocésains on lit : « Omne exercitium medicinæ aut chirurgiæ presbyteris nostræ dioceseos sub pœna suspensionis prohibemus. » Que faut-il entendre par *omne exercitium* ?

R. — En portant cette défense, votre Ordinaire, pensons-nous, n'a pas eu d'autre but que de mettre une sanction à la loi générale qui interdit aux clercs l'exercice de la médecine. Or quelle est l'étendue de cette loi ?

¹ Comment. des *Acta S. Sedis*, app. 20, p. 718.

Nous ferons remarquer qu'il n'y a pas grand accord sur ce point parmi les auteurs, parce que les textes ne sont pas bien précis. On lit dans le III^e concile de Latran :

« Nec ullam chirurgiæ artem subdiaconus, diaconus, vel sacerdos exerceat quæ adustionem vel incisionem inducat (1). »

L'exercice de toute médecine n'est donc pas interdit par ce canon, mais seulement celui quæ adustionem vel incisionem inducat. C'est ainsi que l'a compris saint Alphonse de Liguori. « Quoad artes, prohibentur... medicorum aut chirurgorum ibi opus est incisione, aut adustione, nisi ut habet Nav. erga pauperes, aut propinquos aut in necessitate (2). »

C'est aussi le sentiment de Scavini : « Prohibetur clericis ac monachis ars medicorum et chirurgorum ubi opus sit incisione, amputatione, adustione, nec adsit necessitas (3). »

Craisson adopte cette opinion : « Exercitium medicinæ, ubi incisione aut adustione non est opus, in jure canonico non vetatur, bene tamen a jure naturali ei qui satis non est peritus (4). »

Il est des auteurs qui enseignent le contraire. Ainsi on lit dans Ferraris : « Ars medicinæ et chirurgiæ, ultra quam quod subjacet variis erroribus et periculis ut officium sæculare ob quod Abbas in cap. Sententiam, 9, Ne clerici vel Monachi, n. 21 et 22, notat esse absolute prohibitam clericis etsi citra adustionem et incisionem illam exerceant; arg. cap. Multa sunt negotia I. Ne clerici vel monachi. Et de arte medicinæ ratio ulterior est quia prohibetur clericis illius studium, adeoque multo magis ejus exercitium : « cum quid prohibetur, prohibentur omnia quæ sequuntur ex illo. Cap. cum quid 39, de Regulis juris in 6 (5). »

La raison apportée par Ferraris, ou plutôt Abbas, dont il adopte le sentiment, ne nous paraît pas bien sérieuse, parce que la défense d'étudier la médecine s'entend seulement d'une étude publique pour le clerc qui suivrait les cours d'une faculté, et non d'une étude privée. Telle est l'opinion de saint Alphonse de Liguori (6) de Fagnan, et du commun des canonistes.

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces deux opinions, une chose hors de doute, c'est qu'à Rome on regarde l'exercice de la médecine comme absolument prohibé aux clercs qui n'ont pas obtenu de dispense de la part du Souverain Pontife.

Ces dispenses ne sont généralement accordées qu'avec bien des clauses restrictives. Le Saint-Siège exige ordinairement un certificat d'aptitude

délivré par d'habiles médecins. Il défend de préparer les remèdes et de faire les opérations de chirurgie. L'on ne doit faire usage de l'indult qu'à l'égard des pauvres et tout à fait gratuitement.

Que faut-il entendre par *exercitium medicinæ* ? Qu'y a-t-il de défendu par ce mot ?

1^o Il est certain que, en cas de nécessité, en l'absence d'un médecin ou d'un chirurgien, un clerc peut donner des soins à un malade, même ceux qui sont défendus sous peine d'irrégularité. « Si tamen alius peritus absit, bene poterit tunc clericus sine peccato et consequenter sine periculo irregularitatis incisionem aut adustionem adhibere ut communiter docent Pal. Tourn. etc. (1) »

2^o Il est aussi certain que suivant les positions diverses, les prêtres pourront plus ou moins dans l'exercice de la médecine. « La médecine pastorale, dit un auteur, restreinte à la sphère pratique du ministère, comprend les principes médicaux, les prescriptions diététiques, les précautions hygiéniques dont la connaissance met le prêtre à même, quand il est appelé auprès d'un malade, de prendre avant la venue du médecin et sans nuire aux prescriptions probables de ce dernier, les mesures nécessaires à la conservation de la vie et au rétablissement de la santé de son paroissien. S'il est évident que le curé ne peut ni ne doit prendre la place et remplir les fonctions du médecin, il est tout aussi certain qu'il a une mission salutaire à remplir, qu'il peut efficacement assister des malades privés de conseils et de secours, les préserver de certains dangers, les disposer à appeler le concours de l'homme de l'art et, jusqu'à son arrivée qui est souvent très-tardive dans les campagnes, ordonner ce qui est urgent. »

Restreint dans ces limites déjà bien étendues, l'exercice de la médecine est non-seulement permis, mais de plus conseillé aux prêtres, même par les gouvernements civils et les souverains pontifes. Nous en avons des preuves pour les gouvernements civils dans les mémorables paroles prononcées par d'illustres hommes d'Etat français, en diverses occasions et, pour les papes, dans l'accueil bienveillant fait par Léon XIII à l'ouvrage du docteur Bazzalotti : *Le curé instruit dans la médecine*.

3^o Il est certain encore que donner des consultations à tout venant, soigner toutes sortes de maladies, du commencement à la fin, de manière à écarter tout médecin du malade, rédiger des ordonnances, etc., constitue l'exercice de la médecine.

Mais quelle sera la limite précise où devra s'arrêter le prêtre, et qu'il ne pourra pas franchir sous peine d'enfreindre la loi ecclésiastique et d'encourir la suspension que l'ordinaire peut y

¹ Cap. Sententiam 9, tit. Ne clerici.

² Lib. IV, n. 189.

³ Tract. III, disp. I, cap. II, art. 1, n. 450.

⁴ Craisson n. 2062.

⁵ Ferraris v^o Clericus § III, n. 78.

⁶ Lib. IV, n. 132. vers. fin.

¹ S. Alph. l. VII.

attacher? Il est impossible de la tracer d'une manière générale. Il faut en laisser l'appréciation à un homme prudent, qui pèsera toutes les circonstances, en particulier l'éloignement du médecin, la pauvreté du malade surtout, etc.

Q.—1° L'acte héroïque enrichi d'indulgences, implique-t-il comme condition nécessaire, la renonciation à une application déterminée de ses œuvres satisfactoires? Ou permet-il une détermination, tout en abandonnant pour soi-même toute satisfaction pendant sa vie et après sa mort?

2° S'il est si avantageux, il n'est rien moins qu'héroïque.

R. — Ad I. Nous ne pensons pas que l'acte héroïque renferme, comme condition essentielle et nécessaire, la renonciation à une application déterminée de nos œuvres satisfactoires. Les brefs pontificaux n'en parlent pas. Nous lisons dans celui du 30 septembre 1852 :

« Pour procurer aux âmes retenues dans le purgatoire le plus grand soulagement possible, le P. D. Gaspard Oliden, religieux théatin, avait établi, sous le pontificat de Benoît XIII, d'heureuse mémoire, une pieuse dévotion, appelée vœu ou offrande, par laquelle les fidèles offrent très pieusement, pour la prompte délivrance de ces âmes, toutes leurs œuvres méritoires et toutes les prières qui se feront pour eux après leur mort. »

Le bref du 20 novembre n'est pas plus explicite :

« L'oblation consiste en ce que les chrétiens qui l'embrassent, par un remarquable dévouement, offrent aux fidèles défunts et cèdent en leur faveur toutes les propres œuvres méritoires faites pendant leur séjour sur la terre et tous les suffrages qui seront faits pour eux après leur mort. »

Scavini dit la même chose : « Ut maximum quo fieri potest animabus in purgatorio detentis procuraretur solatium, sedente Benedicto XIII, quædam pia devotio quam votum appellans instituta fuit per quam fideles ipsam amplectentes omnia opera satisfactoria dum vivunt et singula pro ipsis oblata suffragia post mortem animabus jam in purgatorio degentibus singulari pietate offerunt ¹. »

Dans tout cela nous voyons bien un abandon total des satisfactions, mais nous ne rencontrons point la nécessité de renoncer à une détermination pour l'application de ces satisfactions.

La formule de vœu rédigée par le P. Oliden dit bien, il est vrai : « Je remets entre les mains de cette bonne Mère (la sainte Vierge) toutes mes œuvres satisfactoires ; » et le bref du 30 septembre 1852 approuve le « vœu dont il s'agit tel qu'il est exposé dans l'écrit imprimé ci-joint » (c'est celui qui contenait la formule du P. Oliden) ; mais il ne nous est pas interdit d'exprimer un désir, même après cet abandon, et ce serait faire injure à la sainte Vierge que de penser qu'elle n'en tiendra pas compte.

On nous fait, contre cette manière de procéder, deux objections capitales, que nous allons discuter.

1° « La raison qui légitime l'abdication pour nous-mêmes de toute satisfaction, à savoir une sanctification plus grande sur la terre et une glorification plus grande au ciel, n'existe pas pour nos proches amis. De notre abandon ils ne récoltent aucun bien. Il en résulte que notre acte les prive, sans compensation, d'un bien auquel ils n'ont pas un droit strict, je le reconnais, mais auquel la nature m'incline de préférence. En vain direz-vous que la sainte Vierge, que vous établissez souveraine dispensatrice, fera l'application la plus conforme aux vues de Dieu. Je n'en doute pas ; mais si la sainte Vierge fait cette application, pourquoi ne pas la faire moi-même ? Ah ! je comprendrais que vous chargeassiez la sainte Vierge de suppléer par sa bonté maternelle à ce qui peut défailir du côté de vos intentions, de manière à ne laisser dans le besoin aucune des âmes pour qui vous devez prier, et auxquelles peut-être vous ne pensez pas. »

Tout d'abord je réponds à cette objection que la formule, par laquelle on remet tout entre les mains de la sainte Vierge, n'est que l'expression de la doctrine catholique qui enseigne que toutes les grâces que Dieu distribue, il les fait passer par les mains de Marie. Par conséquent, que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, les grâces que nous méritons par nos œuvres satisfactoires seront distribuées aux âmes du purgatoire par la sainte Vierge.

De plus, nos parents, amis, n'ont rien à y perdre, au contraire, ils ne peuvent que gagner. Il est bien certain que, malgré nos intentions, nos satisfactions ne seront appliquées à telle ou telle âme que suivant le bon plaisir de Dieu, et il est aussi certain que la sainte Vierge ne fera l'application qu'en se conformant exactement à la volonté de Dieu.

En outre il ne nous est nullement défendu, même après un abandon complet, de formuler un désir, et de ce désir, la sainte Vierge tiendra certainement compte, suivant sa conformité au bon vouloir de Dieu. Vous reconnaissez vous-même qu'elle peut suppléer à ce qui manque par ignorance du côté de nos intentions ; à plus forte raison agira-t-elle dans la mesure du possible suivant nos intentions manifestées.

2° « Pourquoi, dites-vous, cet abandon de notre personnalité ? Il est donc plus parfait de n'avoir jamais aucune intention, mais de s'en référer à cet égard aux vues de la sainte Vierge, qui assurément sont plus parfaites que les nôtres, mais enfin qui nous sont inconnues. Voilà ce qui me semble sentir un peu le quietisme, ce qui, sans être encore le panthéisme, est le premier échelon qui y conduit. Non, Dieu a bien fait ce qu'il a fait. Il nous a donné une personnalité ; nous devons l'employer à sa gloire, mais non la supprimer. »

¹ Scavini, t. III, n. 775, ad 5. Edit. 4, Parisiensis.

A cela je réponds : a) Nous ne supprimons nullement la personnalité, puisque nous lui laissons la faculté de se déterminer et de choisir entre elle-même et les âmes du purgatoire.

b) Avec votre principe de la personnalité, vous en arrivez à nier toute promesse qui s'étendra à plus d'un acte. Dès lors que vous promettez deux actes à la fois, vous vous enlevez pour le second le droit de choisir entre faire et ne pas faire, faire de cette façon ou de telle autre; vous aurez donc, suivant votre manière d'argumenter, supprimé votre personnalité. Donc plus de pacte qui puisse durer quelque temps, et surtout plus de vœux, en particulier plus de vœu d'obéissance, parce que ce serait, selon vous, la suppression totale de la personnalité. Ces conséquences sont rigoureuses et montrent la fausseté du principe.

Ad II. La récompense accordée à un acte n'en détruit ni n'en contredit l'héroïcité : elle l'attesterait plutôt. Si le prix est élevé, c'est que l'œuvre a été méritoire et difficile. Quoi de mieux récompensé que le martyr? Et cependant, de toutes les actions vertueuses, celle de le subir est regardée comme la plus héroïque?

Mais en quoi cet acte est-il héroïque? C'est dans le renoncement que nous faisons pour nous-mêmes à nos satisfactions personnelles et même à celles qui seront offertes pour nous après notre mort, afin de procurer, dès ce moment, la délivrance de certaines âmes du purgatoire, et dans le péril auquel nous nous exposons, de passer peut-être un temps plus long en purgatoire, en étant privés, si telle était le bon plaisir de Dieu, de tout soulagement provenant des satisfactions d'autrui.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le maire a voulu placer par force un drapeau sur le clocher; je l'ai laissé jusqu'à ce que le vent l'ait emporté.

Ce zélé magistrat a voulu le remplacer par une girouette en tôle aux trois couleurs; je l'ai enlevée et comme elle était scellée sur la pierre j'ai dû scier la tige. J'ai été condamné en correctionnelle à 50 fr. et aux dépens.

Je suis appelé de nouveau devant la justice de paix en réparation des dommages et probablement on la remplacera de nouveau. L'horloge communale se trouvant au clocher, je ne puis empêcher qu'on y monte.

L'idée m'était venue de changer la serrure et de fixer l'heure à laquelle on pourrait remonter l'horloge et prendre la peine d'aller ouvrir et fermer la porte tous les jours, qu'en pensez-vous, auriez-vous mieux à m'offrir?

R. — Le fait qu'on vient de lire ressemble trop à tant d'autres non moins ridicules et non moins odieux pour que nous puissions en être surpris. Mais c'est toujours avec un sentiment d'indignation que nous voyons ces scandales ratifiés par la justice française.

Que le maire ait pu planter un drapeau sur le clocher, malgré le curé, un ministre l'y a autorisé au mépris de toutes les lois et de toutes les convenances. Mais cette faculté ne devait point excéder

les saturnales du 14 juillet. En dehors de cette période, la véritable loi reprenait son empire; les maires ne pouvaient plus pénétrer de force dans l'église ou le clocher, dont le curé seul détient légalement les clefs, à l'exclusion du maire (*Arrêt du comité de législation du conseil d'Etat du 17 juin 1840.*)

D'après cette jurisprudence, un curé peut refuser la clef du clocher, même au monteur d'horloge dont il n'aurait pas agréé la nomination, et ce dernier continuant son office au nom du maire et contre le gré du curé, se rendrait gravement coupable et pourrait être poursuivi pour cause d'infraction. Ceci ressort d'une décision ministérielle en date du 20 novembre 1857. En présence d'une législation aussi claire, comment s'est-il rencontré des juges pour donner raison aux brutalités d'un maire violateur de la loi non moins que des convenances?

Sans doute le curé aurait mieux fait de ne pas se rendre justice à lui-même et de se retrancher derrière le conseil de fabrique pour organiser la résistance et l'opposition. Mais cette irrégularité dans l'action ne saurait justifier le despotisme et l'arbitraire du magistrat municipal.

Que notre correspondant mette sa fabrique en avant pour empêcher le remplacement de la girouette; c'est son droit. Quant à la mesure qu'il projette, de changer la serrure, d'obliger le monteur de l'horloge à faire son service à une heure fixée par lui ou en sa présence, il en a le droit également; mais il y aurait peut-être quelque chose de vexatoire à l'exercer. Il vaudrait infiniment mieux exiger que le monteur d'horloge soit agréé par lui, ou plutôt qu'il le nomme lui-même aux termes et selon l'esprit de la loi. Il s'assurerait ainsi qu'il va au clocher pour remplir son office et non pour y dresser des girouettes tricolores dans le but de complaire au maire et de vexer le curé.

Q. — Une personne m'a confié une somme à destination des pauvres, la moitié devant être distribuée immédiatement, l'autre devant être placée pour produire une rente annuelle. N'y a-t-il donc aucun moyen pour échapper au bureau de bienfaisance et faire approuver cette dotation, ainsi que le placement de son montant, au compte soit de la cure soit de la fabrique? En dernière ressource, pourrait-on encore laisser la somme au bureau de bienfaisance pour la distribution de la rente être faite par le curé?

Je distribue déjà des rentes testamentaires aux mains du bureau de bienfaisance, faites autrefois avec clause de distribution par le « curé. » Dans ce dernier cas (je profite de l'occasion pour m'éclaircir), y a-t-il obligation de fournir à M. le percepteur la liste des assistés? Doit-elle être signée de deux membres du bureau?

R. — Non, il n'y a pas d'autre moyen légal pour le moment du moins, si l'on veut faire approuver par l'Etat cette donation. La jurisprudence actuelle ne fait sous ce rapport aucune concession. Nous ne connaissons pas un seul cas de fabrique ou de cure ou d'ordre religieux qui ait été autorisé, depuis plusieurs années, à recevoir une donation entre vifs et testamentaire destinée

aux pauvres. Mais rien n'empêche que ces donations ne soient faites au bureau de bienfaisance, à la condition que les arrérages seront distribués par les mains du curé. Ceci est parfaitement légal; mais alors, comme il dépend absolument du bureau de bienfaisance d'accepter la donation à cette condition, il arrive qu'en raison de cette condition l'administration supérieure refuse l'autorisation, aimant mieux priver les pauvres d'un secours que de faire, même en apparence, œuvre de cléricalisme. Cette disposition du gouvernement s'est révélée plusieurs fois.

Q. — La paroisse de N. possédait autrefois un riche prieuré; à l'époque de la vente des biens du clergé, toutes les propriétés lui appartenant furent vendues, à l'exception du presbytère, de la vicairie et de l'église. Ces trois derniers immeubles, non aliénés, figurent encore aujourd'hui sur le cadastre de la commune, sur le compte de la fabrique. Le curé paie l'impôt des portes et fenêtres du presbytère et du jardin; l'église et la vicairie ne sont pas imposées.

À la suite de la révolution, le vicariat fut supprimé et depuis lors cette ancienne vicairie a servi de logement pour l'école des filles de la commune. Dès le principe l'école n'était pas communale, ce n'est que depuis environ vingt ans, qu'elle a été reconnue telle. Avant, le curé appelait les institutrices et les logeait dans la vicairie qu'il considérait comme un accessoire de la cure. En 1833 et en 1854, il y a eu des baux à ferme entre M. le curé et l'institutrice; ces conventions étaient écrites par M. le curé et sur papier libre.

La fabrique ou le curé ont toujours pourvu à l'entretien de la maison et payé l'assurance contre l'incendie. La commune n'a jamais voté de fonds pour cette maison.

En 1868, à l'arrivée d'un nouveau curé, on a voulu remplacer l'institutrice par des religieuses et pour cela il fallut réparer la maison, ce qui a coûté douze cents francs à la fabrique. M. le maire mis en demeure d'en faire les frais puisque l'école était communale, répondit que la maison étant la propriété de la fabrique, il engageait les fabriciens à continuer à entretenir et réparer la maison, que la commune était trop en dette pour le moment.

Sur cette déclaration verbale du maire, le curé fit exécuter les réparations susdites et il a pour huit cents francs de regus en son nom, donnés par les divers ouvriers qui avaient fait le travail sous les ordres du curé.

L'école va être laïcisée, la maison en question serait nécessaire pour une école libre.

Comment faire pour la conserver?

1^o Le cadastre est-il de quelque valeur pour la fabrique dans le cas présent?

2^o Les réparations exécutées sous les ordres du curé et après l'assentiment verbal de M. le maire lui donneraient-elles droit au remboursement, le cas échéant? Ces réparations étaient reconnues nécessaires, indispensables.

3^o Les baux à ferme susdits peuvent-ils servir à quelque chose?

4^o La commune par le fait même qu'elle jouit de la maison par le moyen de son école, cette jouissance lui suffit-elle pour se rendre maîtresse de la maison?

Si l'inspecteur ou M. le maire se présentent avec une institutrice laïque, faudra-t-il les laisser entrer et prendre possession du logement sans réclamation aucune?

R. — Avant toute réponse, il faut bien asseoir les principes sur lesquels repose la jurisprudence en cette matière. C'est l'arrêté du 7 thermidor an xi (26 juillet 1803) qui règle toutes choses sur ce point. L'art. 1^{er} dit en propres termes que les biens des fabriques non aliénés sont rendus à leur destination, ainsi que les biens de fabriques des églises supprimées. Ceux-ci étaient réunis à

ceux des églises conservées dans l'arrondissement desquelles elles se trouvent maintenant (art. 2). En ce qui concerne spécialement les vicairies, le décret du 30 mai 1806 leur est applicable. Cela est dit formellement dans le décret du 8 novembre 1810. Ces maisons, porte l'art. 1^{er}, feront parties des biens restitués aux fabriques et seront réunies à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles elles sont situées; elles pourront être échangées, louées ou aliénées au profit des églises et presbytères des chefs-lieux, etc.

La législation étant ainsi, comment se fait-il que la maison vicariale n'ait pas été rendue? Et n'ayant pas été rendue à la fabrique, comment se fait-il qu'on ait toujours considéré, en fait, cette dernière, comme seule propriétaire? C'est toujours la même histoire : négligence et insouciance autant de la part de la fabrique que de la commune.

Malgré l'évidence du droit, il est à craindre qu'on ne le puisse faire triompher à l'heure présente. Cependant, notre avis est qu'il faudrait le tenter. Que la fabrique fasse énergiquement sa revendication : ses titres sont incontestables. Malheureusement cela ne suffit pas aujourd'hui. Le cadastre, dans l'espèce, est d'une grande autorité. Les réparations faites par le curé, même irrégulièrement, sous les yeux de la commune, sont également une preuve. Il faut dire la même chose des baux, bien qu'on ne se soit pas conformé aux conditions légales.

Quant au fait de la jouissance de la maison par la commune, il ne suffirait pas, à moins qu'il ne fût appuyé sur la prescription trentenaire : ce qui n'est point d'après l'exposé du cas.

Si donc, comme notre correspondant paraît le craindre, le maire et l'inspecteur se présentent avec une institutrice laïque, pour prendre possession de l'école, il faut les en empêcher, tout au moins protester, et entamer immédiatement une action judiciaire touchant la propriété de l'immeuble en question. Ce point est très important dans ce sens que, si la fabrique est reconnue propriétaire, elle n'empêchera pas sans doute la commune d'obtenir du gouvernement la distraction de cette partie superflue du presbytère, pour l'école communale qui est un service public : elle aurait droit à une indemnité; tandis que, si la commune est reconnue propriétaire et si elle obtient la distraction, elle ne doit aucune compensation ni à la cure ni à la fabrique.

Nous ne faisons qu'indiquer la voie à suivre : la nature de notre journal ne nous permet pas d'établir ici une plaidoirie, comme cela nous est demandé. Le cas échéant, il faudrait recourir à un avocat. Si l'on aime mieux faire trancher la question administrativement, les frais de procédure sont très peu de chose; mais l'issue du conflit n'est pas douteuse, étant donnée la composition du Conseil d'Etat actuel.

Q. — Dans la soirée du 14 juillet, le feu prend à un des drapeaux que l'on a mis au clocher.

L'illustré administrateur feint de croire que je suis moi-même au clocher et que j'ai mis le feu à ce drapeau.

Il dispose ses gens autour de l'église avec fourches et bâtons et, au lieu de venir au presbytère qui est à deux pas, il s'en va requérir un serrurier.

Il force l'entrée de l'église et des deux sacristies.

Ne pourrais-je pas le poursuivre pour violation de domicile et bris de clôture? l'église peut-elle être assimilée à un domicile privé?

Il me semble que de tels faits ne peuvent pas rester impunis?

R. — Assurément. Un maire jouit d'une grande autorité dans sa commune. Mais il ne faut pas croire pour cela que tout lui est permis et qu'il peut jouer à l'autocrate irresponsable. Il y a dans le fait rapporté ci-dessus quelque chose de vraiment grotesque et d'odieux; mais trouverait-on, à l'heure qu'il est, un juge assez indépendant pour oser condamner un agent de la R. F.?

Au reste, il serait un peu tard pour remettre sur le tapis une histoire qui remonte au 14 juillet. Ce qu'il y a de mieux à faire aujourd'hui, c'est de livrer à la publicité ces scandales. Sans étonner personne, ils montreront à quel degré de barbarie nous sommes descendus, et la nécessité d'en sortir au plus tôt.

Quant à la question de savoir si l'église peut être considérée comme un domicile privé, nous répondrons que non; c'est un établissement public et un édifice (ordinairement) communal. Mais ce caractère ne fait qu'aggraver les délits commis contre elle. En tout cas, le curé est compétent pour poursuivre, parce qu'il est le gardien officiel et l'unique détenteur légal des clefs de l'église et du clocher.

Q. — Un cimetière, attenant à une église paroissiale, a été désaffecté depuis six ans. La fabrique de cette église a joui, depuis cette époque, du spontané de ce cimetière abandonné, et cela sans aucune réclamation. Cette année, 1882, le maire de la commune écrit à M. le curé que la prétention de la fabrique est mal fondée, et réclame non seulement les fruits spontanés cueillis pendant l'année courante, mais encore le prix de tous ceux que la fabrique s'est attribués depuis l'année de la désaffectation. Le maire a-t-il raison? et que doit faire la fabrique?

Il s'agit surtout d'une cueillette de noix?

S'il vous est possible de me répondre promptement, je vous serais infiniment reconnaissant; l'affaire a besoin d'une solution immédiate.

J'oubliais de vous dire que la fabrique a effectué pendant cette période de six ans, les réparations nécessaires à la clôture et sans opposition du maire?

R. — Nous avons répondu dernièrement à une question analogue; c'est pourquoi nous ne ferons que résumer ici les principes de la jurisprudence touchant cette matière. Le maire ici est dans son droit; car la fabrique n'a droit qu'au spontané des cimetières servant *actuellement* aux inhumations (*Décret du 3 déc. 1809, art. 36, n. 4*). Mais s'il exigeait le produit des années écoulées, la fabrique serait en droit d'exiger, à son tour, la restitution des dépenses faites pour les réparations de ce cimetière; car le spontané des cimetières est corrélatif à l'obligation des réparations;

l'un cessant, l'autre doit cesser aussi. (*Bullet. offic. du minist. de l'inst. ann. 1864, n. 55.*)

Q. — Un prêtre vient de mourir, natif de ma paroisse, laissant un testament en bonne et due forme. Ses héritiers naturels sont son frère et sa sœur. Dans ce testament il y a plusieurs legs pieux, entre autres celui-ci : « Je lègue à la paroisse de A. la somme nécessaire pour produire 65 fr. de rente. Cette somme ne sera point touchée et les intérêts en seront départis ainsi qu'il suit et à perpétuité.

5 francs reviendront à la fabrique;

30 francs en messes;

30 francs à distribuer en pain aux pauvres et pas le soin du curé, c'est-à-dire de la fabrique.

Je lègue en outre à la fabrique mon missel et mon calice.

En supposant que mon conseil de fabrique renonce à ce legs, ce qui est à peu près certain, les héritiers de ce prêtre seront-ils tenus à faire dire les messes, à donner le pain aux pauvres chaque année et à perpétuité, et devront-ils donner le missel et le calice à la paroisse?

Le cas est très sérieux et assez pressant, je dois me prononcer, le frère du défunt est venu me consulter sur ce qu'il devait faire en conscience et en cas de refus de la fabrique.

Je dois le renseigner.

Je serais bien reconnaissant à l'Ami du Clergé s'il voulait bien et au plus tôt me tracer une réponse et une ligne de conduite judicieuse et consciencieuse.

R. — Il n'y a aucun doute que les héritiers soient obligés, en conscience, d'exécuter les dernières volontés du testateur, de la manière indiquée par lui ou de tout autre manière.

Mais au point de vue civil, la fabrique a besoin d'une autorisation pour *refuser* aussi bien que pour *accepter*; car refuser c'est aliéner. En outre, comme il s'agit ici d'un legs onéreux, il y faut également l'intervention de l'évêque diocésain.

Enfin, d'après la jurisprudence actuelle, comme une partie du legs est destinée aux pauvres, le bureau de bienfaisance doit intervenir également pour la part qui lui revient. Sous ce dernier rapport, on ne saurait prévoir l'issue d'une autorisation demandée. On a vu plus d'une fois le gouvernement refuser un legs destiné aux pauvres parce qu'une condition du testament portait que le secours serait distribué par la main des curés. C'est odieux et inique; mais il n'y a aucun moyen de le forcer.

Si donc la fabrique refuse sottement le legs en question, il faut la contraindre à motiver son refus, et la délibération doit être notifiée à l'évêque diocésain et à la préfecture, qui doivent l'approuver ou la désapprouver. Mais la fabrique n'est pas libre de refuser de son chef. Inutile d'ajouter qu'une fabrique qui refuserait sans motifs plausibles se mettrait dans le cas d'être dissoute pour avoir manqué au premier de ses devoirs qui consiste à servir les intérêts qui lui sont confiés.

Q. — Près de 800 catholiques et une centaine de protestants composent la population de ma paroisse. Les protestants n'ont jamais eu ici ni temple ni ministre résidant. Ils s'assemblent tous les quinze jours dans une maison particulière et le ministre d'une commune voisine vient présider à leurs réunions. La commune vote environ 100 francs chaque année pour les frais de leur culte.

Mais voici qu'ils ne veulent plus se contenter de cet état de choses. Trouvant le moment opportun, ils réclament un temple. L'administration supérieure leur est tout à fait favorable. Les plans et devis sont faits, et le consistoire demande au conseil municipal de lui voter 3,000 francs.

Celui-ci, en majorité catholique, refuse. Il comprend, en effet, que l'édification d'un temple protestant au milieu d'une population presque toute catholique aura certainement de très-graves inconvénients. L'autorité supérieure, au contraire, de concert avec le parti protestant, insiste pour obtenir le vote du conseil municipal. Elle va même jusqu'à refuser d'autoriser un projet de réparations de l'église et du presbytère catholiques, déjà approuvé par l'autorité diocésaine et par la commission départementale des monuments publics, montrant par là que, si les catholiques ne votent pas pour la construction d'un temple protestant, l'église et le presbytère catholiques ne se répareront pas.

Ceci étant, je demande :

1° N'existe-il pas une loi ou un décret qui exige dans une localité un nombre déterminé de protestants pour qu'ils aient le droit d'avoir un temple ? Ne sont-ils pas trop peu nombreux pour leur accorder ce qu'ils demandent ?

2° Le conseil municipal est-il obligé de voter les 3,000 f. demandés, les protestants payent un peu plus du quart des impôts de la commune ? Peut-on l'y forcer ?

3° Voyant avec peine, ainsi que la population catholique, l'érection de ce temple, le conseil municipal peut-il s'y opposer tout à fait ? Indiquer les moyens, s'il y en a, ou les raisons à mettre en avant pour se dispenser du vote ?

R. — Ad 1^{re}. Nous ne connaissons pas de loi fixant le nombre d'habitants nécessaires pour qu'ils aient droit à un temple. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que le culte protestant est en tout point assimilé au culte catholique relativement aux obligations de la commune. Cela ressort de la législation générale et en particulier de la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale. L'article 30 de cette loi, énumérant les dépenses « obligatoires » de la commune, désigne sous le n° 13 l'indemnité de logement aux curés et desservants et « autres ministres des cultes salariés par l'Etat, » lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement ; et sous le n° 14, les secours aux fabriques des églises et « autres administrations » préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets ; et enfin sous le n° 16, les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments militaires et les édifices consacrés au culte.

La subvention communale est due par toute la commune, quelle que soit la différence qui puisse exister entre le culte des habitants et la proportion de la population non catholique. (*Avis du comité de l'intérieur du 25 janvier 1832.*) La réciprocité a été établie en faveur des cultes non catholiques par le décret du 5 mai 1806 et confirmée par la loi municipale précitée du 18 juillet 1837. Mais, tout cela suppose une paroisse déjà organisée, tandis qu'ici il s'agit d'une paroisse protestante à organiser.

La municipalité se trouve donc ici dans la condition d'un pays qui demande à être érigé en succursale, et, par conséquent, il y a tout un monde de formalités à remplir : il y a enquête *de commodo et incommodo* ; un certificat du sous-préfet

faisant connaître le nombre des habitants de la paroisse protestante actuelle ; un certificat du maire ou une délibération du conseil municipal constatant que la commune ou section de commune qui veut être érigée en succursale possède et temple et presbytère, etc., etc.

Or, ici il n'y a rien de ce que la loi exige ; il y a même opposition absolue de la part de la municipalité et de la population. Nous ne croyons donc pas que l'Etat puisse forcer la main au conseil municipal. Pourra-t-il imposer d'office la subvention de 3,000 francs demandée ? dans l'état présent des choses, nous ne le pensons pas. Dans tous les cas, nous engageons vivement la municipalité à résister jusqu'au bout. Elle fait œuvre de sagesse, de prudence et d'économie, tandis que le gouvernement fait œuvre de sectaire. Elle n'a, au reste, pas d'autre moyen d'opposition que le vote, qu'elle s'en tienne là et attende les événements. C'est la première fois, croyons-nous, que l'autorité supérieure pèse ainsi de tout son poids sur une commune dans une affaire de cette nature. Elle donne ainsi la mesure de ses sentiments, parfaitement connus, d'ailleurs, relativement aux majorités.

EMBLÈMES RELIGIEUX DANS LES ÉCOLES

Nous reproduisons la circulaire que la *Société générale d'éducation et d'enseignement* a adressée à ses correspondants, à propos de la récente lettre ministérielle, qu'elle apprécie comme elle mérite. Elle renferme d'excellents conseils qu'il sera convenable de suivre, le cas échéant :

« Paris, le 4 décembre 1882.

« Monsieur et cher confrère,

« Vous avez lu, comme nous, avec un douloureux étonnement la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 2 novembre dernier, sur ce qu'il appelle « les emblèmes religieux, » et vous nous demandez de vous indiquer la conduite à tenir en présence de cet étrange document. Nous nous empressons de répondre à votre désir.

« La circulaire ministérielle est un tissu de contradictions, toutes empreintes du plus flagrant arbitraire. Elle crée des interdictions que la loi ne prononce pas ; elle confère aux préfets des attributions que la loi ne leur reconnaît pas ; elle met à leur merci et subordonne à leur caprice le respect d'une tradition qui est chère au pays et qui touche aux droits et aux délicatesses de sa foi.

« Elle n'est plus qu'une extension abusive de la loi, elle est une violation du droit et un outrage à la conscience. Si elle obtient sur quelques points la complicité officielle des agents du gouvernement, il importe qu'elle rencontre la résistance légale des communes et les protestations indignées des familles chrétiennes.

« Jusqu'à présent, le crucifix a toujours occupé une place d'honneur dans toutes les salles de

classe; de plus, la statue de la Sainte-Vierge se trouvait dans les classes de filles et dans les salles d'asile. Tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis le commencement du siècle avaient tenu à faire mettre dans les écoles ces saintes images sous le regard des jeunes générations en qui réside l'avenir de la patrie. C'était en même temps une protection muette de la foi des enfants et un hommage à la religion du pays.

« La loi du 28 mars a gardé à ce sujet un silence absolu; mais la réprobation dont, peu de temps avant le vote de cette loi, le Sénat avait frappé l'enlèvement des crucifix, dans certaines écoles publiques de Paris, permet d'assurer qu'il se serait refusé à les proscrire par une disposition législative. La loi n'a pas prescrit de les faire disparaître; donc le droit de les laisser à leur place dans les écoles reste tout entier. C'est surtout dans un tel ordre de questions que doit s'appliquer l'axiome qui, partout où la justice est respectée, préside à l'interprétation des lois : *« Odiosa restringenda. »*

« M. Duvaux déclare lui-même que le législateur n'a pas fait « de l'enlèvement de ces emblèmes l'objet d'une prescription expresse et impérative. » Or, l'autorité gouvernementale ne peut aller plus loin que la loi; elle n'aurait de pouvoir propre que s'il s'agissait d'emblèmes séditionnels ou outrageants pour la morale; et on ne prétendra pas qu'on proscrie à ce titre les images sacrées ! D'où il résulte, d'un côté, que le ministre est sans droit pour prescrire ou seulement autoriser leur enlèvement : que de l'autre, les communes ont le droit absolu de les maintenir dans les écoles et l'obligation étroite de faire respecter à cet égard les vœux et la volonté des familles chrétiennes.

« Ces principes sont indiscutables; que décide cependant M. Duvaux ?

« Tout d'abord, il établit une distinction puérile autant qu'inadmissible entre les classes anciennes et les classes nouvelles. Dans les premières, il admet que les emblèmes religieux soient conservés, si les parents le désirent; dans les secondes, il lui paraît bon de ne pas les introduire.

« Ainsi, parce qu'une école est nouvelle et que les populations se sont imposé de lourds sacrifices pour la bâtir, on ne devra tenir aucun compte de leurs vœux, qu'on reconnaît respectables s'il s'agit d'une vieille école. L'école est neuve : donc les parents ont cessé d'être chrétiens, ou ne peuvent plus exiger que la foi de leurs enfants ne soit pas offensée. Il suffit d'énoncer une pareille théorie pour en faire justice. Quel que soit l'âge de l'école, le droit est le même pour les communes et les familles chrétiennes. Les communes peuvent et doivent aussi bien placer les images religieuses dans les classes nouvelles que les maintenir dans les anciennes et, dans un cas

comme dans l'autre, la volonté des familles a droit au même respect.

« Le droit ne peut pas plus varier de département à département que d'école à école; et la prétention du ministre de livrer la question, en dehors de toute règle administrative et légale, au caprice préfectoral, est absolument arbitraire. « Je vous autorise, écrit M. Duvaux à ses préfets, « à ne prescrire l'enlèvement des emblèmes que « quand et comme vous le jugerez à propos, et je « vous donne toute latitude pour tenir compte du « vœu des populations. »

« Voilà donc le préfet, qui n'a d'autorité légale que pour la nomination des instituteurs, transformé, de par la fantaisie du ministre, en arbitre souverain et absolu d'une question où le droit des communes, s'exerçant en conformité avec la volonté des parents, ne saurait être légalement ou limité ou supplanté. Le préfet aura toute latitude pour tenir compte du vœu des familles s'il le juge à propos; mais il est autorisé à outrager leur foi, si c'est son bon plaisir. Il suffira d'un préfet emporté par les ardeurs d'un zèle iconoclaste pour que les crucifix soient enlevés de toutes les écoles communales dans le département le plus catholique de France; et un préfet plus calme et plus sensé pourra les maintenir dans un département voisin. Peut-on imaginer plus de confusion dans l'arbitraire ?

« Et pourtant M. le ministre comprend que leur enlèvement serait une mesure odieuse, blessante, révoltante pour la conscience publique, car il recommande de ne procéder, le cas échéant, à cette triste besogne que clandestinement, en l'absence des enfants à l'époque des vacances. Cette recommandation juge la mesure : on ne recherche l'ombre que quand on redoute la réprobation.

« Mais il y a plus. S'il se trouve des préfets disposés à ordonner le *décrochage* des crucifix, par qui feront-ils exécuter leurs ordres ? Par la police ? Elle n'a rien à y voir et son intervention serait aussi scandaleuse qu'illégale. Par l'inspecteur primaire ou l'instituteur ? Ils ne tiennent à cet égard aucun droit de la loi, et le préfet ne peut pas leur déléguer des attributions qu'il n'a pas lui-même. Par le maire de la commune ? C'est lui, en effet, que la question concerne; mais il n'a, à cet égard, aucune injonction à recevoir du préfet. Gardien de la propriété communale, mandataire de ses concitoyens, protecteur légal des familles, c'est à lui qu'il appartient de maintenir résolument les droits qu'il a mission de sauvegarder et de se retrancher derrière la loi contre ces ordres qui en seraient la violation.

« Donc, devant une mesure que la conscience condamne, que les familles réprouvent, que la loi ne prescrit pas et qui aurait le double caractère d'un acte souverainement arbitraire et d'une odieuse profanation, les maires ont le droit et le devoir non seulement de s'opposer à l'enlèvement des images religieuses dans les écoles, si leur

concours est réclamé, mais encore de les y faire replacer si elles en ont été enlevées malgré leur opposition et contre leur gré.

« C'est d'abord sur ce point, monsieur et cher confrère, que nous faisons appel à votre sollicitude. Nous vous engageons, partout où les mairies sont occupées par des hommes qui ont le respect de la religion et de la volonté des familles, à conseiller aux magistrats municipaux de maintenir les images religieuses dans les écoles existantes, de les introduire dans les écoles nouvelles, et de résister par toutes les voies légales soit à l'enlèvement des premières, soit à la non introduction des secondes. C'est leur droit et il importe qu'ils l'exercent dans sa plénitude.

« Il importe aussi d'éveiller la vigilance des pères de famille. Leurs sentiments ne sont pas douteux; mais s'ils ne les font pas éclater, on espérera avoir raison de leur faiblesse, et l'entreprise impie se poursuivra. Si, au contraire, ils les expriment avec une unanimité imposante, qui ne permette de douter ni de leur accord, ni de la vigueur de leurs résolutions, l'intolérance sectaire reculera devant la fermeté de leurs revendications. M. le ministre ne reconnaît-il pas lui-même qu'on doit tenir compte de leurs désirs et ne pas porter le trouble dans leurs consciences?

« Il est donc plus essentiel que jamais de généraliser le mouvement de protestations locales dont nos précédentes circulaires vous ont déjà entretenu, et qui ont déjà produit sur certains points des résultats efficaces. Que les pères de famille manifestent hautement leur volonté; qu'ils signent partout des déclarations conformes ou analogues au modèle que nous envoyons ci-inclus; qu'ils les signent dans les communes où les images religieuses sont maintenues, pour prévenir leur enlèvement; qu'ils les signent dans les communes où ces images auraient disparu, pour réclamer leur rétablissement. C'est leur devoir impérieux, et nous comptons, monsieur et cher confrère, sur votre zèle et votre dévouement habituels pour leur en faciliter l'accomplissement.

« Veuillez agréer l'assurance de nos sentiments les plus dévoués.

« *Le président* : Ch. CHESNELONG.

« *Le vice-président* : E. KELLER.

« *Le secrétaire* : A. DE CLAYE. »

Nous rappelons que la formule de protestation dont il est question dans cette circulaire est ainsi conçue :

« COMMUNE d

Départ d ; arrond. ; canton d

« Nous, pères et mères de famille :

« Considérant que nous avons le droit et le devoir de faire élever nos enfants dans notre foi religieuse, et d'exiger qu'ils reçoivent l'instruction religieuse nécessaire pour être admis à faire la première communion;

« Considérant que la loi du 28 mars ne comprend plus l'instruction religieuse parmi les matières obligatoires de l'enseignement primaire;

« Considérant qu'il n'existe pas d'école libre dans la commune; que nous ne pouvons assurer nous-mêmes dans nos familles l'instruction de nos enfants; que, dès lors, la loi du 28 mars nous contraint, à peine d'amende et de prison, de les envoyer à l'école publique;

« Déclarons vouloir :

« 1^o Que le crucifix soit conservé dans l'école, et que la prière continue à y être dite;

« 2^o Qu'en ce qui concerne nos enfants, le catéchisme et l'histoire sainte leur soient enseignés;

« 3^o Que dans le reste de l'enseignement, rien ne soit de nature à porter atteinte à leur foi.

Courrier de l'Utile.

CONSERVATION DE LA VUE

Quoi de plus précieux que la vue! Un prêtre surtout peut-il employer trop de soins pour la conservation de cet organe?

Un célèbre oculiste de Vienne, George J. Beer, a donné sur ce point les conseils suivants :

« 1^o A son réveil, ne pas s'exposer trop subitement à une grande clarté.

2^o Il ne faut pas se frotter rudement les yeux, mais passer légèrement le doigt sur les paupières et se servir même d'un peu de salive quand on éprouve de la difficulté à les ouvrir.

3^o Il est plus qu'utile de se laver les yeux, le matin, et même pendant le jour, autant de fois qu'ils en auront besoin, avec de l'eau pure de fontaine ou de rivière.

4^o Quand on est sédentaire et que l'on fait un usage forcé de sa vue, on doit choisir un appartement bien éclairé.

5^o Il est nécessaire de préserver les yeux d'une lumière trop vive.

6^o Ainsi, les chapeaux garnis d'une étoffe lustrée ou brillante, les ameublements d'une couleur trop tendre, la surcharge des dorures et la multiplicité des glaces doivent être soigneusement évités.

7^o Tout vêtement trop étroit, qui serre quelque partie du corps, de manière à gêner la circulation, occasionne toujours vers la tête un flux trop abondant, capable d'attaquer la vue.

8^o Les vapeurs malsaines, les miasmes putrides sont également très nuisibles.

9^o Pour tenir les yeux en bon état, il est essentiel de respirer un air pur, et de ne pas négliger l'usage libre et fréquent d'un grand air.

10^o Toutefois, par un temps sec, un vent violent est nuisible, à cause de la poussière qu'il soulève.

11^o Il faut avoir le ventre libre; la constipation fait monter le sang à la tête et nuit à la vue.

12° Lorsqu'on reste longtemps dans l'obscurité, on nuit autant à ses yeux qu'en s'exposant à l'éclat du soleil.

13° Les veillées prolongées ont aussi une influence funeste sur cet organe : on doit donc ne pas trop exiger de la vue, quelque bonne qu'elle soit.

14° Lorsqu'on est nécessairement tenu par des occupations minutieuses, il faut chercher à les diversifier ; on ferme de temps en temps les yeux ; on se promène dans la chambre ; on prend un instant le grand air. On peut même aller jusqu'à entretenir la transpiration par des bains de pieds d'eau tiède, légèrement salée et vinaigrée.

15° On doit s'abstenir de tout travail attachant aussitôt après le réveil et après le repas, ainsi que le soir à la lumière.

16° On doit, pour son travail, se ménager autant que possible une lumière égale. A cet égard, une bonne lampe, bien disposée avec un abat-jour, offre incontestablement le mode le plus favorable d'éclairage.

17° Ceux qui travaillent beaucoup des yeux et de la tête doivent, autant que l'ouvrage le permet, se tenir tantôt assis, tantôt debout afin de prévenir le trop grand flux à la tête.

18° A la chute du jour, on doit se garder de considérer longtemps et avec attention un objet quelconque dans des lieux sombres ou au clair de lune ; à plus forte raison il est nuisible d'y lire ou d'y écrire.

19° Il est bon d'accoutumer de bonne heure les enfants à exercer leur vue à regarder les objets de loin, mais sans la forcer à une longue application, car rien ne serait plus dangereux que la prolongation de cette dernière.

20° La matinée est l'époque la plus favorable aux yeux sains pour le travail.

21° La table près de laquelle on travaille, doit être placée de telle sorte que la lumière tombe obliquement par dessus l'épaule gauche.

22° Il est très-nuisible de tenir un livre derrière la lumière, ou de tourner le dos à la fenêtre sous prétexte de pouvoir mieux lire.

23° Il faut se garder de trop lire le soir : on doit alors préférer l'écriture pour occupation.

24° Les personnes qui se servent de lunettes auront soin de ne pas les déranger pendant le travail, afin que le point visuel demeure constamment le même.

25° Quand on se sert d'un microscope, d'un télescope, d'une lorgnette, etc, on doit regarder tantôt avec un œil, tantôt avec l'autre.

26° Les ouvriers en métaux distribueront leur travail de telle manière qu'ils n'aient à manier, le soir, que des matières mates et peu luisantes.

27° Les peintres couvriront, avec un rideau de taffetas vert, au moins la moitié de la fenêtre près de laquelle ils travaillent.

28° Les artisans que leur métier expose à un feu ardent, ainsi que ceux qui manient de la

laine, doivent souvent se laver les yeux avec de l'eau fraîche et pure.

29° L'exercice du cheval est très-salutaire après une longue tension de la vue, le spectacle d'un beau site, d'une innocente représentation théâtrale est aussi un moyen très-propre à délasser la vue.

30° Celui qui est privé d'un œil éprouve, dès qu'il veut faire usage de l'autre, un grand tiraillement dans l'œil détruit, et l'œil sain ne peut même pas supporter la moindre tension. Ces symptômes, qui pourraient devenir très-fâcheux, disparaissent bientôt, si l'on a la simple précaution de couvrir l'œil perclus avec une compresse de linge fin, pendant le travail.

31° Quand on a les yeux faibles, on n'a pas besoin d'éviter la lumière ; il faut seulement en modérer la clarté par une visière de taffetas vert.

32° Si l'on éprouve de la difficulté à ouvrir et à fermer les yeux ; si les paupières sont tellement attachées qu'elles pressent douloureusement la prunelle, on devra se laver souvent les yeux, non plus avec de l'eau froide, mais avec de l'eau légèrement tiède. Aussitôt que les accidents douloureux ont cessé, il faut revenir à l'eau fraîche.

33° Les lunettes vertes sont très-nuisibles aux yeux faibles, en ce qu'elles représentent les objets autrement qu'ils ne sont, et qu'elles leur donnent un alentour sombre et terne.

34° Un traitement rafraîchissant est très-convenable aux personnes qui ont les yeux faibles.

35° Les personnes que leurs occupations sérieuses et attachantes forcent à prendre de temps en temps quelque distraction doivent éviter les jeux qui exigent qu'on soit assis. Le jeu de billard est, pour une infinité de raisons, celui qu'on peut préférer.

Si quelques recommandations ne concernent pas le prêtre, celui-ci pourra les utiliser à l'occasion en donnant un bon conseil.

Réponse à une consultation de la dernière heure :

MESSES DE NOEL : Un prêtre n'ayant pas charge d'âmes peut recevoir un honoraire pour chacune de ses trois messes. Un curé peut en recevoir pour chacune des deux messes qu'il ne doit pas à sa paroisse.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 20 decembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALGYONI.

tout en donnant à ses livres l'attrait et la variété artistiques qu'ils comportent, elle s'est appliquée à écarter avec un soin scrupuleux tout ce qui serait de nature à porter le moindre ombrage à la morale et au bon goût. Tout le monde peut entendre chaque mot, scruter à loisir chaque illustration.

JOURNAUX

Jamais la mauvaise presse n'a pris une aussi grande extension, jamais elle n'a exercé une aussi pernicieuse influence. Champion du bon combat, soldat de la bonne cause, l'*Ami du Clergé*, après avoir recommandé les bons livres, veut recommander ici quelques bons journaux, entr'autres les suivants :

Le Jeune âge illustré, Nouveau journal des Enfants, paraissant tous les samedis, sous la direction de Mlle Lérída Geofroy. Un an : 10 f. six mois : 6 fr.

Ce journal est écrit dans le meilleur esprit, esprit franchement catholique et chrétien.

Rédaction variée, gravures dessinées par les artistes en vogue, il a tout pour plaire à l'œil, comme pour parler à l'intelligence et au cœur.

Nous voudrions le voir dans toutes les familles, où il serait pour les enfants un ami sûr, un cauteur instruit et aimable, un guide de bonne éducation, d'ordre, d'amour du travail.

Nous le signalons aussi aux Ecoles et aux Pensions, à cause de ses concours de dessin, musique, devinettes, coutures, compositions littéraires, qu'il a établi et qui sont sa propre spécialité. Les vainqueurs reçoivent comme prix, à leur choix, de beaux livres ou de beaux jouets d'enfants.

Excellente occasion de le répandre dans les familles, d'en faire une des plus aimables surprises : c'est d'en offrir l'abonnement comme cadeau de Noël ou d'Étrennes.

Il recommande :

La Femme et la Famille, Journal des jeunes Personnes. — Edition mensuelle, lectures variées, *texte seul*, 6 fr. — La même, avec *annexes et gravures de modes*, 12 fr. — Edition *bi-mensuelle*, comprenant : *texte, annexes et gravures*, 18 fr. — La même, *sans annexes*, 12 fr.

Cette précieuse publication va entrer dans sa cinquante et unième année le 1^{er} janvier prochain. Durant ce long espace de temps, elle n'a cessé de conserver la confiance des familles, et ses abonnées et lectrices se sont augmentées dans une progression constante. Il suffit de dire pour sa garantie et son haut goût littéraire, qu'elle a pour directrice M^{lle} Julie Gouraud, l'auteur de tant de charmants ouvrages pour la jeunesse et les familles.

On y trouve deux parties bien distinctes : celle de la littérature, qui se compose de *Causeries, Romans, Nouvelles, Voyages, Variétés historiques et scientifiques* ; — et celle qui s'occupe de Modes, vêtements, toilette, lingerie, broderie, tapisserie, crochet, musique, dessin, peinture : en un mot, de tous travaux d'utilité ou d'agrément qui sont l'apanage particulier des femmes.

Les nouvelles abonnées pour l'année 1883 recevront gratuitement les numéros de novembre et de décembre, où il est question des modes d'hiver.

Il recommande :

L'Illustration pour tous, Choix de bonnes lectures, JOURNAL ILLUSTRÉ DE LA SEMAINE, A CINQ CENTIMES.

L'illustration pour tous paraît chaque diman-

che par livraisons grand in-8° à deux colonnes, grande gravure en tête et plusieurs autres dans le texte.

L'abonnement ne coûte que 5 francs par an, et encore, sur cette minime somme, la Direction accorde en prime *deux francs* de livres à choisir dans une liste spéciale. — C'est le germe d'une petite bibliothèque, surtout pour celui qui place-rat plusieurs abonnements.

Quatre volumes ont paru, à quatre francs le volume.

Il recommande :

La Lecture au Foyer, Recueil illustré paraissant tous les jeudis. — 1 an, 6 fr. — Gratuit pour celui qui prend 10 fr. de livres dans un Catalogue spécial de Primes offertes aux abonnés.

Comme son titre l'indique, LA LECTURE AU FOYER est une mosaïque où tout le monde, dans la famille, se récréé et s'instruit. De toutes les petites publications illustrées, c'est assurément celle qui offre le plus de variété et le plus d'agrément dans ses articles et ses illustrations. Chroniques, Causeries, Actualités, Nouvelles, Récits historiques, Voyages, Morceaux choisis des grands auteurs, Pensées détachées, Anecdotes et bons Mots, tout s'y enchâsse avec art et méthode, et forme, avec ce que nous venons de dire, une mosaïque aussi brillante que riche.

Il recommande :

Le Paysan, Journal populaire des intérêts ruraux, PARAÎT TOUTS LES DIMANCHES. Un an 4 fr. — Un numéro 5 cent.

En prenant 10 fr. de livres dans le Catalogue spécial de Primes offertes aux abonnés, on le reçoit gratis pendant un an.

Le *Paysan* s'occupe des champs, des vignes, des bois, des prairies. Sous le titre de *Conseils* du Médecin, du Vétérinaire, la *Bonne ménagère*, la *Bonne fermière*, il donne des recettes pour le traitement des maladies courantes, pour le ménage, la basse-cour, les animaux domestiques, etc. — Une petite revue de la Bourse fait connaître les Cours du jour et les bonnes valeurs. — Article de fond sur l'événement majeur de la semaine. — Faits divers intéressants et variés. — Mots pour rire, etc., etc.

Nous le recommandons spécialement pour son bon esprit et pour son côté pratique.

Enfin, l'*Ami du clergé* recommande :

L'Ami des Livres, conseiller et guide du lecteur pour l'achat des livres et la formation des bibliothèques.

Quand on veut acheter une bonne étoffe, ce n'est pas sur une annonce éclatante qu'on se décide ; mais on demande l'échantillon, on veut voir, palper, se rendre compte du dessin et de la couleur, en un mot s'assurer d'avance de toutes les qualités de l'étoffe. Un gourmet, non plus, ne juge pas de la bonté d'un plat pour en entendre parler au cuisinier : il faut qu'il y goûte lui-même. Tel se pose l'*Ami des Livres* devant ses lecteurs. En présence de la quantité toujours croissante des livres superficiels et malsains qui nous inondent, il fait œuvre d'information auprès du public en faveur de ceux qui se présentent avec des mérites réels ; avec d'incontestables garanties de talent, d'intérêt, d'utilité, de moralité surtout.

C'est à la fois un recueil de morceaux choisis fait avec goût et sûreté, et un guide expérimenté pour la lecture et le choix des auteurs.

L'abonnement à l'*Ami des Livres* ne coûte que TROIS FRANCS par an. Et ce prix est remboursé par une prime de *trois francs en livres* à choisir

par l'abonné dans une liste spéciale, qui est envoyée *franco*, par poste, à ceux qui en font la demande.

PETITE CORRESPONDANCE

B., curé à D. (Orne).

L'*Agenda du Clergé* pour 1883 ne paraîtra pas cette année. — Ce petit chef-d'œuvre n'est pas apprécié à sa valeur. — L'Editeur sera obligé de ne le faire paraître que tous les deux ans.

C., curé à M. (Sarthe).

Vous vous plaignez des effets des mauvais journaux. C'est triste et général, mais faites-vous bien le nécessaire pour neutraliser le mal? — Nous

connaissions des communes où on a organisé la vente à la porte de l'église. — Tous les dimanches à la sortie de la messe, un homme choisi, offre et vend les admirables petits journaux à un sou comme le *Paysan* et l'*Illustration pour tous*. Qu'on donne à cet homme un centime par journal vendu et cinquante centimes d'indemnité, vous aurez ainsi un écoulement certain. — Au bout d'une année, vous verrez si l'esprit public de votre commune n'est pas transformé.

F., curé à D. (Somme).

Le *Livre du jeune Français* ou Manuel civique, par Arthur Loth, paraîtra le 26 courant. Oui, c'est le plus complet et nous ajouterons l'un des meilleurs. — La partie historique a été très soignée et c'est la plus importante.

ŒUVRES NOUVELLES DE PAUL FÉVAL

Les Etapes d'une Conversion. (Première série.) *La Mort d'un père*, 17^e édition. 1 vol.

Pierre Blot, second récit de Jean. (Deuxième série des *Etapes*.) 12^e édition. 1 vol.

La Première Communion, troisième récit de Jean. (Troisième série des *Etapes*.) 7^e édition. 1 vol.

Le Coup de Grâce. (Quatrième et dernière série des *Etapes*.) 6^e édition. 1 vol.

Jésuites ! 17^e édition. 1 vol.

Les Merveilles du Mont-Saint-Michel. (Ouvrage inédit.) 6^e édition. 1 vol.

Chateaupauvre. (*Voyage au dernier pays breton*) 9^e édition. 1 vol.

Le dernier Chevalier. (Ouv. inédit.) 5^e édition. 1 vol.

Frère Tranquille. 7^e édition. 1 vol.

La Fée des Grèves. (Lég. Bretonne.) 10^e édit. 1 vol.

L'Homme de Fer (suite de la *Fée des Grèves*). 8^e édition. 1 vol.

Les Contes de Bretagne. 7^e édition. 1 vol.

Le Château de Velours. 7^e édition. 1 vol.

La Fille du Juif Errant. 5^e édition. 1 vol.

La Belle Etoile. 1 vol.

La Louve. 5^e édition. 1 vol.

Valentine de Rohan. (Suite de la *Louve*.) 5^e édit. 1 vol.

Pas de Divorce! 9^e édition. 1 vol.

Les Romans Enfantsins. 3^e édition. 1 vol.

Le Mendiant Noir. 3^e édition. 1 vol.

Le Poisson d'Or. 5^e édition. 1 vol.

Veillées de famille. 5^e édition. 1 vol.

Le Loup blanc. 3^e édition. 1 vol.

Rollan Pied-de-Fer. 3^e édition. 1 vol.

La Chasse au Roi. 2^e édition. 1 vol.

La Cavalière (Suite de *La Chasse au roi*). 1 vol.

Le Régiment des Géants. 3^e édition. 1 vol.

Chouans et Bleus. 3^e édition. 1 vol.

Les Fanfarons du Roi. 3^e édition. 1 vol.

Le Chevalier Ténébre. 3^e édition. 1 vol.

La première Aventure de Corentin Quimper. 3^e édition. 1 vol.

Les Couteaux d'Or. 3^e édition. 1 vol.

Corbeille d'Histoires. (ouv. inéd.) 3^e édition. 1 vol.

Les Errants de Nuit. 3^e édition. 1 vol.

Fontaine aux Perles. 3^e édition. 1 vol.

Les Parvenus. 3^e édition. 1 vol.

La Reine des Épées. 3^e édition. 1 vol.

Les Compagnons du Silence. 3^e édition. 1 vol.

Le prince Coriolani (suite du précéd.), 3^e édit. 1 vol.

Histoire de Revenants. 3^e édition. 1 vol.

Roger Bontemps. 3^e édition. 1 vol.

En vue de venir plus efficacement en aide à l'infortune de Paul Féval (V. le n° 50 de l'*Ami du Clergé*, 14 décembre 1882), ces quarante et un volumes, dont le prix est : broché, chacun 3 fr., et 4 fr. relié, seront abandonnés par l'éditeur aux conditions suivantes :

Brochés : 400 fr., au lieu de 123 fr. ; reliés : 145 fr., au lieu de 464 fr.

Le paiement pourra se faire en 4 fois, par 25 fr.

Adresser les Demandes à M. VICTOR PALMÉ, éditeur, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

Recueil paraissant tous les Jeudis

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Librairie V^o PALMÉ, Dir^l de la Société Générale de Librairie Catholique, 76, r. des Sts-Pères, Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENTS : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un An : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

PRIME PERMANENTE

Les Abonnés qui prennent douze francs de livres choisis dans le Catalogue spécial des Primes, ont droit à l'abonnement d'un an gratuit.

On est prié de joindre 25 centimes à toute demande de changement d'adresse et un franc quand on veut recevoir sa Prime à domicile.

(Demander le Catalogue spécial des primes.)

SOMMAIRE DU N° 52 :

PRÉDICATION : Vœux de bonne année. — CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Droits respectifs de deux curés n'ayant qu'une église. — Droit du curé quant aux funérailles. — CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Aux enterrements, peut-on élever le catafalque de manière à cacher l'autel? placer un dais au-dessus du cercueil? mettre des couronnes sur le cercueil? officier pontificalement si l'on est abbé mitré? porter chape si l'on n'est l'officiant? porter la soutane rouge si l'on est enfant de chœur? faire tenir les coins du poêle par des laïques à l'enterrement d'un prêtre? aller, si l'on est prêtre, à l'offrande pendant la messe? — Le patron d'une paroisse demeure-t-il le patron des deux paroisses nouvelles formées par le démembrement de la première? — Peut-on chanter une messe de *Requiem in die 3, 7, 3, et anniversario*, un jour double majeur? les 2, 3 et 4 janvier? — La fête patronale tombant le jeudi de la Pentecôte, quelle messe chanter? — Quels ornements doit prendre un vicaire qui assiste son curé âgé aux messes solennelles? — Que répondre à certains allemands qui prétendent que le bréviaire n'oblige que ceux qui sont pourvus d'un bénéfice? — Quelles sont les fêtes exceptées par l'Encyclique *Amantissimi Redemptoris* concernant les messes à appliquer *pro populo*? Un Indult antérieur à cette Encyclique a-t-il été annulé par elle? — Quelle conduite tenir au saint tribunal avec un fonctionnaire qui, par crainte de perdre sa place, vote pour des radicaux? Est-il prudent d'interroger? — Peut-on absoudre sans réparation une personne qui a enlevé le crucifix de l'école? — Peut-on absoudre les parents qui envoient leurs enfants en des écoles où on leur enseigne Paul Bert, Compayré ou Laloi? — Des héritiers chargés de faire acquitter des messes pour le défunt et ses parents, sont-ils tenus à quelque chose pour avoir oublié de dire au prêtre que les messes sont pour les parents comme pour le défunt? — Quel culte doit-on au sang qui coule parfois miraculeusement de la sainte hostie? — Des conseillers catholiques peuvent-ils voter la construction d'un temple protestant? — Le devoir de sauver la dignité du sacrement permet-il au confesseur d'user de la confession du complice du pénitent? — Faut-il qu'un curé instruisse ses paroissiens sur les cas réservés et les censures? — Un acte de contrition fait un jour à l'avance servirait-il pour recevoir l'absolution? — Le sorbet du matin est-il autorisé partout en vertu de la coutume aux jours de jeûne? — Comment réformer un Calendrier diocésain qui serait fautif? — Comment célébrer la fête du saint et immaculé Cœur de Marie fixée au dimanche auquel tombe cette année le saint Nom de Jésus? — Est-il liturgique à une procession du Saint-Sacrement de faire porter toutes les chapes? — A la procession d'un patron secondaire, peut-on porter ses reliques et les autres reliques de l'église? — La messe de *Requiem* chantée n'a-t-elle jamais qu'une oraison? — JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le maire peut-il poser une affiche à la porte de l'église pour annoncer une enquête? — Deux frères pourvus de brevets peuvent-ils donner des leçons à plusieurs élèves dans un local où ils doivent après le délai légal ouvrir une école? — Le délai de 48 heures est-il de rigueur pour l'enterrement, en cas de mort subite? — Un trésorier de fabrique volé par des malfaiteurs, peut-il être déchargé par l'évêque? — Un curé démissionnaire devenu aumônier, doit-il au vicaire chargé de l'intérim, une part proportionnelle des offrandes qu'il a reçues pour des prières en faveur des défunts? — Un presbytère ayant été légué, et accepté en bonne forme, à la commune, à condition que la commune supporterait l'impôt des portes et fenêtres, le curé à qui on le fait supporter depuis bien des années, peut-il s'en faire décharger? — Si l'on ajoute une salle à l'école libre, faut-il une déclaration nouvelle? Pour les deux salles, faut-il deux brevets? — Quelles formalités sont nécessaires pour l'ouverture d'un ouvroir? — VARIÉTÉS : La Ligue de l'enseignement : origines, développement, but, condamnation de la Ligue. — COURRIER DE L'UTILE : Recettes de pâtisserie commune.

Avis très-important.

L'échéance du 1^{er} janvier étant la plus importante, nous prions nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette

date, de vouloir bien nous adresser le PLUS TOT POSSIBLE le montant de leur renouvellement, afin de n'avoir à subir aucune interruption dans le service de leur journal.

REVUE LITTÉRAIRE.

LES INSTRUCTIONS DOMINICALES

DE L'AMI DU CLERGÉ

Par M. l'abbé Ch. ROLLAND

Ouvrage approuvé par S. G. Mgr l'Évêque de Langres.

Première partie : LE SYMBOLE.

Que de fois en lisant les pages solides autant que brillantes des *Pie*, des *Plantier* ou des *Besson* nous avons regretté que leur magnifique doctrine qui fait le charme des esprits cultivés reste inaccessible l'intelligence populaire ! Des hommes modestes, — et que nous louons sans réserve à cause de leur sincère amour du bien, — ont voulu rompre aux petits enfants le pain nourrissant fait pour les hommes forts. Ils y ont apporté plus de dévouement que de succès. Sous prétexte de rester simples, ils ont créé un genre nouveau que nous appellerons le *genre ennuyeux*. Leurs discours sont travaillés, irréprochables, mais dénués d'intérêt.

Dans les prédications populaires, — et même ailleurs, — le vieux et classique sermon a vécu. Notre siècle cédera à tous les entraînements, mais il faut qu'on l'entraîne. Les âmes sont devenues nerveuses; la littérature journaliste, qui est la littérature du jour, les a habituées aux idées piquantes, neuves, nettement exposées, avec une originalité de forme raffinée. Avant tout le lecteur comme l'auditeur, cherche et attend le *trait*. Cela peut quelquefois nuire à la profondeur sans doute, nous ne faisons nulle difficulté de l'avouer. Mais S. Paul parlait aux légers Athéniens une autre langue qu'aux docteurs Hébreux. Il nous faut, nous aussi, parler le langage athénien, — c'est-à-dire intéressant — à notre peuple de France.

Voici un volume où nous avons rencontré ce rare langage, c'est le *Symbole* exposé en cinquante instructions par M. l'abbé Rolland, auteur déjà d'un ouvrage que le public a goûté : le *Paradis sur terre*. Ce qui nous frappe, — outre l'abondante doctrine qui fait de son livre un vrai trésor pour la prédication, — c'est la mise en œuvre des matériaux et surtout la clarté de chaque discours. Vous lisez, — j'allais, dire vous écoutez, — l'idée maîtresse vous saisit, elle se dévele devant votre esprit charmé; ça et là un mot, une citation un souvenir historique en fixe les traits. Vous avez fini, l'instruction s'est gravée sans effort dans votre mémoire, vous avez tout retenu.

Outre le mérite de la forme, les *Instructions dominicales* ont celui de l'actualité. — « Chacun des articles du *Symbole*, dit l'auteur dans sa préface, est exposé avec détails; mais on a donné un soin spécial aux points particulièrement attaqués par l'incrédulité contemporaine : DIEU, JÉSUS-CHRIST, L'ÉGLISE. Seize instructions ont été consacrées à Notre-Seigneur. On s'y est appliqué à faire ressortir le plus vivement possible sa divinité : par son étonnante préexistence dans les figures et les prophéties, par les merveilles de sa vie cachée, par sa sainteté suréminente, par ses enseignements surhumains, par ses miracles incomparables, par sa Passion, sa Résurrection et son Ascension, par sa survivance glorieuse, triomphante, inouïe à travers les âges. Dans douze instructions, on a spécialement insisté sur la divinité de l'Eglise romaine qui seule est la société instituée par Jésus-Christ, parce que

seule elle porte les caractères qui doivent distinguer la véritable Eglise. »

Du reste, ces instructions ne sont pas inédites. Prêchées d'abord aux messes paroissiales de l'église cathédrale de Langres, elles ont été publiées dans l'*Ami du Clergé*, semaine par semaine, pendant le cours des années 1881 et 1882. C'est de ce recueil, où, selon l'expression de Monseigneur l'Evêque de Langres « elles avaient été bien appréciées de tous ceux qui les avaient lues » que M. l'abbé Rolland, cédant aux instances de ses lecteurs, les a tirées pour les réunir en volume.

A tous les égards, l'ouvrage de M. l'abbé Rolland mérite de prendre place non seulement dans la Bibliothèque des prédicateurs, mais même dans celle des gens du monde, qui ont besoin d'être instruits et fortifiés pour lutter contre l'incrédulité contemporaine.

Voici la lettre d'approbation adressée à l'auteur par Monseigneur l'Evêque de Langres :

« Langres, le 15 septembre 1882.

« Mon cher abbé,

« Les instructions dominicales sur le *Symbole* des apôtres que vous avez fait paraître, avec mon approbation, dans le journal l'*Ami du clergé*, ont été bien appréciées par tous ceux qui les ont lues; et je ne suis pas étonné qu'on vous ait exprimé le désir de les voir publiées de nouveau réunies en un volume. Bien des fidèles seront heureux de se procurer ce recueil, il sera utile aux pasteurs pour leurs lectures à la prière du soir, et je ne puis que me réjouir du bien que vous aurez fait en répondant au vœu qui vous avait été exprimé.

« Agréez, mon cher Monsieur l'abbé Rolland, la nouvelle assurance de mon affectueux dévouement en N.-S.

« † GUILLAUME-MARIE-FRÉDÉRIC,
évêque de Langres. »

1 beau volume grand in-18 de xii-513 pages. Prix : 3 fr.

On lit dans *La Lecture au Foyer*, au sujet du *Saint Joseph illustré* publié comme livre d'Étrennes par la Société générale de Librairie catholique.

« A la bonne heure ! Au moins, cette année, on a pensé aux ouvriers, aux travailleurs, pour les livres d'étrénnes. Un beau, un splendide volume : *VIE DE SAINT JOSEPH ILLUSTRÉE*, pas trop cher quoique si beau, vient de paraître à la librairie Victor Palmé.

« Vingt-et-un artistes ont concouru à son illustration, sous la haute direction de M. Eugène Mathieu.

« On y admire, entr'autres, dix magnifiques gravures sur acier, d'après Jean du Seigneur. Les autres dessins, en nombre considérable, c'est-à-dire têtes de chapitres, vignettes, cols de lampe, lettres ornées, représentant des vues du pays, des habitations, des monuments, des temples, des scènes historiques et légendaires, des caravanes le long du désert, promènent le lecteur à travers la vieille et la nouvelle Palestine, la vieille et la nouvelle Egypte.

« Tout vient là, successivement, sous l'œil ravi, émerveillé : le Liban et les Pyramides, le lac de Tibériade et les plaines du Nil, Jérusalem, Bethléem, Memphis, Alexandrie.

« Ici, de l'antique, du grandiose; là, du moderne, du gracieux, du pittoresque; partout, du fini, du parfait.

(Voir la suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION.

VŒUX DE BONNE ANNÉE

Une année vient de finir, une nouvelle année vient de commencer.

Cet événement répand toujours dans le monde, une impression de joie, et partout on le célèbre comme un heureux augure. Il rassemble les familles autour de leurs chefs, et donne lieu aux effusions les plus tendres de l'affection paternelle et de la piété filiale. Il inspire aux amis ces félicitations et ces souhaits qui dilatent le cœur et lui font aimer ses liens. Il porte l'allégresse à tous les degrés de l'échelle sociale. Ceux même qui sont dans le deuil essaient aujourd'hui de faire trêve à leurs peines, pour recevoir avec un visage serein les vœux qu'on leur offre et se réjouir un peu avec les vivants.

La Religion n'entend aucunement blâmer ces joyeuses démonstrations; et, si les protestations d'amour fraternel ou les souhaits qui les accompagnent étaient toujours sincères, elle ne pourrait qu'y applaudir.

A ses yeux cependant, le renouvellement de l'année ne devrait pas être exclusivement un motif de réjouissance. Elle lui croit un caractère plus sérieux et plus austère. Si vous êtes animés de son esprit, ce premier jour de l'an deviendra pour vous le sujet de graves réflexions.

Tout d'abord, vous fixerez sur l'année qui vient d'expirer un regard attentif, dans le dessein d'examiner comment vous l'avez remplie. Cela fait, vous reporterez votre attention sur l'année qui commence, afin d'en bien comprendre le prix et d'en déterminer l'emploi.

Permettez-moi de vous aider dans ce double travail.

I.

Il y a un an, à pareil jour, ceux qui vous aiment vous offraient l'expression des vœux les plus ardents pour votre bonheur. Ils vous souhaitaient toute sorte de prospérités, et, les résumant toutes en un mot, ils demandaient que cette nouvelle période de temps fût pour vous une « *bonne année*. » Leur désir a-t-il été exaucé? L'année qui finissait hier soir a-t-elle été, en effet, à l'égard de chacun de vous, une « *bonne année*. » ?

Disons d'abord ce qu'il faut entendre par ce mot.

Une année doit être estimée bonne ou mauvaise suivant qu'elle nous rapproche ou qu'elle nous éloigne du terme auquel nous aspirons. Une bonne année, pour l'homme qui veut s'enrichir, sera celle où il amassera des trésors; pour l'ambitieux, ce sera celle où ils s'élèvera dans les charges publiques; pour l'homme attaché aux biens de la terre, celle où il recueillera d'opulentes récoltes; pour le malade tourmenté du désir de la santé, celle où son mal aura disparu; pour

l'exilé, celle qui lui aura rouvert les portes de la patrie. Pour nous, chrétiens, qui travaillons à nous sanctifier et tendons au ciel, une bonne année est celle qui nous rend plus saints et nous rapproche du Paradis. C'est, du moins, suivant cette règle que Dieu juge nos années. Il nous les donne pour que nous en fassions cet usage, et il les estime bonnes ou mauvaises suivant les œuvres dont nous les avons remplies. Dieu étant la vérité même, son point de vue est le seul vrai.

Ce principe établi, appliquons-le à l'année qui vient de finir.

Vous avez, je le suppose, durant cette période, joui d'une santé prospère, contemplé des jours sereins, augmenté votre fortune; elle n'a eu pour vous ni épreuves, ni revers, ni chagrins. De si belles apparences ne peuvent-elles pas vous autoriser à la croire bonne? Peut-être qu'une âme irréfléchie vous en souhaitera de semblables; moi, je prie Dieu qu'il vous en préserve. Si cette année ne vous a point donné d'autres biens, si vous n'êtes pas meilleur aujourd'hui qu'à son premier jour, si elle n'a point grandi vos vertus et multiplié vos mérites, permettez que je la compte parmi les mauvaises. Elle vous a apporté ce qui passe, mais vous a refusé ce qui demeure. Elle n'a point rempli les destinées pour lesquelles Dieu l'avait faite. Elle vous apparaîtra un jour sous de bien sombres couleurs.

Au contraire, vous n'avez point joui de ces faveurs d'ordre temporel; mais aussi, vous détachant des choses terrestres qui se montraient à vous si vaines et si infidèles, vous avez reporté vers Dieu votre cœur, vers le ciel vos desirs, vers la sainteté vos efforts. Oh! alors, prenez confiance, et mettez cette année au nombre des bonnes. Ce qu'elle vous a refusé ne mérite point vos larmes, et ce qu'elle vous a donné surpasse toute estime. Je souhaiterais volontiers, sauf ces épreuves, que toutes vos années ressemblent à celle-là.

Mais, en est-il beaucoup parmi nous, à qui ces paroles s'adressent? Combien se trouvent aujourd'hui plus vertueux et plus près de Dieu qu'ils ne l'étaient l'an dernier? Hélas! s'il en est quelques-uns, c'est malheureusement le petit nombre. Pour la plupart, je le crains, cette année dont nous sortons aura été presque inutile au salut, et sans progrès dans la sainteté. A-t-elle vu la piété se ranimer et les bonnes mœurs reflourir dans cette paroisse? Nous rend-elle l'enfance plus docile, la jeunesse plus pure qu'elle ne l'avait reçue, les ennemis réconciliés, les hommes éloignés de leurs devoirs religieux décidés à les pratiquer désormais? Non! il faut bien l'avouer: ce n'est point encore là l'année de salut que je vous souhaitais à son début. Celle qui commence sera-t-elle meilleure? C'est ici qu'il nous faut envisager l'avenir et prendre nos résolutions.

II.

Il était, raconte l'évangile, un homme qui pos-

sédait un figuier dans sa vigne. Il vint y chercher du fruit et n'en trouva point. Irrité, il s'adresse à celui qui cultivait la vigne : « Voilà trois ans, dit-il, que je viens chercher du fruit sur ce figuier sans en trouver, coupez-le donc. Pourquoi occupez-vous inutilement ce sol ? » Le fermier répondit : « Maître, accordez-moi encore un an. Je creuserai alentour ; j'y mettrai de l'engrais ; sans doute, il portera du fruit. S'il n'en donne point encore, vous le ferez couper. » (S. Luc. XX, 6-9).

Appliquons-nous cette parabole. Si l'on excepte quelques âmes ferventes, elle nous convient à tous.

Le figuier dont elle parle est notre image. Comme lui, nous occupons un sol fertile et sacré ; comme lui aussi, nous restons stériles. Voilà trois ans, et pour plusieurs beaucoup plus longtemps, que Dieu vient à nous, cherchant du fruit, c'est-à-dire des œuvres saintes et méritoires, et n'en découvre point. Hier encore, considérant l'année qui finissait, il la trouvait stérile. Peut-être, dans sa juste colère, allait-il prononcer la terrible sentence : « Arrachez-les : pourquoi occupent-ils encore ce sol. » Ce serait pour la mort le signal de nous frapper. Mais N. S. J.-C., toujours empressé d'intercéder en notre faveur, lui faisait entendre cette prière : « Donnez-leur encore une année : dimittite et hoc anno ! » Il ajoutait la promesse de nous combler de ses grâces : il exprimait l'espoir que, cette fois, nous porterions du fruit ; et l'année qui commence nous a été accordée.

Ainsi nous la recevons de Dieu. Lui seul est maître du temps ; l'homme ne peut pas plus se donner une année, un jour même, qu'il ne peut ajouter une coudée à sa taille.

Ainsi, nous la devons à J.-C. C'est lui qui est intervenu dans les conseils de l'Éternel, afin d'obtenir ce nouveau délai, dont nos infidélités passées nous rendaient indignes.

Ainsi encore elle nous apportera des grâces du plus haut prix. Comme l'agriculteur qui tente un dernier effort sur l'arbre stérile emploie pour le guérir toutes les ressources de son art : aussi bien, N. Seigneur déploiera sur nous, durant cette année, tout son zèle et tout son amour. Il nous environnera de soins : il engraissera de ses sueurs, de ses larmes et de son sang la terre où nous sommes plantés : il nous comblera de ses grâces.

Ainsi enfin, cette année nous est donnée pour que nous portions du fruit, c'est-à-dire pour que nous pratiquions la vertu. Peut-être est-elle le dernier terme que la justice divine doive nous accorder. Nous ferons sagement de l'employer comme si elle ne devait plus être suivie d'aucune autre.

Vous comprenez je l'espère, quels sentiments ces graves vérités doivent exciter dans vos cœurs ; quels regrets pour les longues années passées dans le péché ou la tiédeur, quelle reconnaissance pour la bonté qui vous accorde du temps, quel

amour pour celui qui vous l'obtient, quelles résolutions surtout de bien correspondre aux grâces qui vous attendent.

Je prie Dieu, en terminant, qu'il mette ces sentiments bien avant dans votre âme : c'est là le vœu que je lui offre pour vous. D'autres aujourd'hui vous parleront assez de santé, de fortune, de prospérités terrestres. Toutes ces choses, je le reconnais, sont dignes d'être souhaitées ; mais elles ne viennent qu'au second rang. Une année n'est point bonne parce qu'elle les apporte, ni mauvaise parce qu'elle les refuse. Je crois former pour vous, au commencement de celle-ci, un vœu plus chrétien et aussi plus utile en vous souhaitant surtout d'en faire un bon usage.

CONGRÉGATIONS ROMAINES ¹

SACRÉE CONGRÉGATION DU CONCILE.

15 juillet 1882.

FELTRIEN ². *Jurium et Privilegiorum.*

La Sacrée Congrégation du Concile a dû examiner une série de questions sur les rapports des curés de la ville avec le chapitre de la cathédrale de Feltre. Jusqu'en l'année 1593, la ville et ses faubourgs ne formaient qu'une seule paroisse, dont le chapitre avait la cure *habituelle*. Il la faisait administrer chaque semaine par deux vicaires, dont l'un était choisi parmi les chanoines et l'autre parmi les bénéficiers.

En 1593, l'évêque partagea la ville en deux paroisses distinctes, qui devaient cependant avoir l'une et l'autre leur siège à la cathédrale, qui devenait leur église paroissiale, et il mit un curé à la tête de chaque paroisse. Le chapitre, qui avait d'abord accepté les mesures prises, revendiqua peu à peu l'exercice des droits qui appartenaient aux deux curés et réduisit ceux-ci à n'être que ses simples délégués.

L'évêque actuel ayant voulu rétablir les choses telles qu'elles avaient été réglées en 1593, le chapitre y fit opposition, et l'affaire fut portée à Rome. Voici la série des documents proposés, avec les réponses qu'y fit la Sacrée Congrégation.

I. An Feltriensis civitas decreto anni 1593 in duas distinctas parœcias divisa fuerit in casu ?

RESP. *Affirmative.*

II. An præfatum decretum, quatenus cathedralẽ veluti unicam parœciam ecclesiam sta-

¹ Pour les décisions des Congrégations romaines rendues depuis cinquante ans, et recueillies actuellement au fur et à mesure de leur publication, nous recommandons les *Analecta Juris pontificii*, savante revue mensuelle qui se publie par fascicules grand in-4° d'environ 60 pages à 2 col.

Un an, 20 fr. — Etranger, 25 fr. — La collection (21 vol.) avec tables, 420 f. — Grandes facilités de paiements. (V^o Palmé, éditeur, 76, rue des St-Pères, Paris.

² Feltre dans l'ancien Etat de Venise.

tuit, sustineatur; seu potius ut primum fieri poterit utrique parœciæ propria ecclesia assignanda sit in casu?

RESP. *Affirmative* ad primam partem, sed magis expedire ut utrique parœciæ primum fieri poterit, propria assignetur ecclesia.

III. An missa conventuali a parochis alternatim applicata, etiam oneri missæ pro populo satisfiat in casu?

RESP. *Negative*.

IV. An alteruter, vel uterque parochus missam pro populo applicare debeat in casu?

RESP. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam*.

V. An sufficiat, ut juxta præfatum decretum, alteruter parochus in cathedrali ecclesia, diebus festis sacram concionem habeat; seu potius unus in cathedrali, alter vero in ecclesia ab Episcopo designanda hoc munere fungi debeat in casu;

RESP. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam*.

VI. An consuetudo, qua unus parochus bis in mense, alter vero semel ad parochiales functiones explendas in suburbia se conferunt sustineatur in casu?

RESP. *Negative*, sed attentis peculiaribus circumstantiis, Episcopus pro suo prudenti arbitrio, pro nunc moderari et cum primum fieri poterit remove consuetudinem satagat.

VII. An quoties in cathedrali lectiones S. Scripturæ, vel sacræ conciones habentur, parochi a prædicationis onere ex consuetudine eximantur in casu?

RESP. *Negative*, sed perdurantibus circumstantiis de quibus in præcedenti, Episcopus juxta votum suum parochos eximere valeat.

VIII. An possit Episcopus capitulum adigere ad proprium statutum mutandum, si obligatio a præfecto statuto parochis imposita conventualis missæ alternatim canendæ, prædicationis munus eis impediret in casu?

RESP. *Affirmative*.

IX. An consuetudo, qua jus ac directio christianæ doctrinæ tradendæ doctrinæ civitati pueris, capitulum sibi vindicat sustineatur in casu?

RESP. *Negative*.

X. An possit episcopus sacerdotes animarum curæ minime addictos ad christianam doctrinam docendam adigere in casu?

RESP. *Generaliter loquendo negative* et Episcopus stet constitutioni Benedicti XIV *Etsi minime*.

XI. An consuetudo SSmæ Eucharistiæ administrandæ in cathedrali, etiam tempore paschali, per sacerdotem a capitulo delegatum, sustineatur in casu?

RESP. *Negative*.

XII. An et quomodo providendum sit in casu?

RESP. *Firmo parochorum jure privato quoad tempus pascale, quoad reliquum anni tempus liberum esse reliquendum capitularibus*

sacram synaxim fidelibus petentibus administrare.

XIII. An consuetudo matrimoniales denunciationes inspectioni capituli subjiçendi antequam publicentur, sustineatur in casu?

RESP. *Negative*.

XIV. An Episcopus cathedralis decoris ratione habita, sacras functiones in aliis ecclesiis a parochis peragendas ad fidelium pietatem fovendam decernere possit?

RESP. *Affirmative*.

Ler réponses de la Sacrée Congrégation, quoique visant un cas particulier, établissent ou plutôt confirment certaines prescriptions du droit général par rapport aux obligations et aux droits des curés et, à ce point de vue, elles sont d'un grand intérêt.

15 juillet 1882.

VEGLIEN¹. *Juris funerandi*.

Le droit de faire les funérailles de leurs paroissiens est un droit propre des curés contre lequel la prescription n'a pas de prise. Nous faisons toutefois les exceptions consacrées par le droit, comme, par exemple, lorsqu'il y a un sépulcre des ancêtres dans une autre église, ou lorsque le défunt avait fait élection de sépulture, etc. Voici une nouvelle décision qui corrobore les principes que nous avons exposés.

Au diocèse de Veglia, en Dalmatie, trois hameaux formant deux paroisses n'avaient pas eu, durant de longues années, d'autre lieu de sépulture que l'Eglise d'un couvent de Franciscains situé dans le voisinage. Quand on défendit d'enterrer dans les églises, les religieux cédèrent un terrain qui servit de lieu de sépulture. Tout se passait comme dans le cas où un fidèle choisit la sépulture dans une église des réguliers. Les curés faisaient la levée du corps, accompagnaient le défunt jusqu'à la porte de l'église et le bénissaient. Ils touchaient pour ces diverses démarches une espèce de quarte funéraire. Les religieux recevaient le corps à la porte de l'église, chantaient l'office des morts et conduisaient au cimetière; à eux par conséquent revenaient les honoraires de la sépulture.

Un curé, vers 1859, résolut de changer cette coutume, contraire à ses droits; il fit donc conduire les défunts à l'église paroissiale avant de les conduire au cimetière. Les Franciscains, croyant leurs droits lésés, protestèrent devant l'évêque diocésain, qui prit parti pour le curé. Ils en appelèrent alors à la Sacrée Congrégation du Concile. Ils alléguèrent la coutume ancienne, qui équivalait à une prescription, le droit qu'avaient les paroissiens de choisir leur sépulture ailleurs, droit dont ils avaient usé, etc.

Le curé fit observer surtout que l'usage précé-

¹ Veglia en Dalmatie.

dent ne prouvait rien contre son droit, parce que les droits d'un curé sont tout-à-fait indépendants du fait et des permissions accordées par ses prédécesseurs, comme l'a défini le tribunal de la Rote : « In actis enim facultativis nec ex consuetudine mille annorum prescriptio inducitur, nisi constet ipsos fuisse prohibitos et partem adversam per tempus habile ad præscribendum prohibitioni acquiescisse. »

La Sacrée Congrégation se prononça en faveur du curé. « *An jus tumulandi et funerandi in oppidis B.L. et M. competat patribus S. Mariæ de Capo Glavotok, seu potius parochis S. Fuscoe et Poglizzæ in casu?* »

RESP. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Est-il permis aux enterrements ou services d'élever tellement le cercueil ou le catafalque qu'il cache aux fidèles la vue de l'autel où l'on célèbre? Autrefois on n'élevait ainsi de terre que les corps saints. Un degré d'élévation pour le cercueil ou le catafalque, n'est-ce, pas déjà beaucoup?

2^o Est-il permis de placer un dais ou baldaquin au-dessus du cercueil d'un dignitaire, quel qu'il soit? Est-ce permis au-dessus du catafalque?

3^o Que penser de ces énormes couronnes de fleurs posées sur des cercueils autres que ceux d'enfants morts dans l'innocence baptismale? En vérité, on se demande où s'arrêteront ces pratiques; dais, fleurs, élévation du corps au niveau et même au-dessus du marche-pied de l'autel : est-ce bien ce qui convient à des ossements humiliés « ossa humiliata »? On n'en fait pas toujours autant pour les reliques des saints.

4^o Est-il permis à un abbé mitré, même dans son monastère, d'officier pontificalement à un enterrement?

5^o A un enterrement, l'usage de la chape est-il permis à d'autres qu'à l'officiant?

6^o Les enfants de chœur peuvent-ils prendre la soutane rouge aux offices funèbres? une soutane noire ne serait-elle pas de rigueur là où c'est possible?

7^o A l'enterrement d'un prêtre dont le corps est porté sur un corbillard, est-il convenable que les coins du poêle ou drap mortuaire soient tenus par des laïques et non par des prêtres, tandis qu'il y a un clergé nombreux?

8^o Un prêtre peut-il aller à l'offrande à une messe d'enterrement?

R. — Ad I. Le cercueil et le catafalque ne peuvent guère cacher aux fidèles la vue de l'autel si l'on observe les règles liturgiques, car ils doivent être placés, non pas dans le sanctuaire, ni même dans le haut de l'église, mais au milieu : « *Feretrum collocetur in medio ecclesiæ.* » (Cérémonial des évêques, livre II, chap. 38, n. 25.)

Quant à l'élévation du cercueil ou du catafalque, les livres liturgiques se taisent. D'après l'usage, le cercueil est quelquefois déposé à terre, mais le plus souvent il est placé sur un catafalque peu élevé, à peu près à la hauteur d'une table ordinaire.

Toutefois il n'est pas défendu de lui donner une plus grande élévation, et c'est même ce qui se pratique habituellement à Rome aux services funèbres de hauts personnages, comme nous avons pu le constater nous-même bien des fois en diverses églises.

Ad II. Nous ne voyons nulle part que le dais soit destiné à abriter le catafalque d'un dignitaire; excepté s'il s'agit du Souverain Pontife, car à Rome on place un dais sur son corps étendu et découvert.

Ad III. Le Rituel romain n'accorde qu'aux enfants le privilège des couronnes, et cela en signe d'intégrité et de virginité : « *Cum igitur infans vel puer baptisatus defunctus fuerit ante usum rationis, induitur juxta ætatem, et imponitur ei corona de floribus, seu de herbis aromaticis et odoriferis, in signum integritatis carnis et virginitatis.* » (Ordo sepeliendi parvulos.)

Plus tard on étendit, en certains pays, ce privilège aux personnes vierges, soit hommes, soit femmes, qui étaient présumées avoir gardé leur virginité jusqu'à la mort. Cette pratique n'a jamais été autorisée par l'Eglise, elle a même été réprouvée par le synode diocésain de Malines en 1872. Mais elle est approuvée par certains auteurs graves, par exemple par Baruffaldi et Catalani, les deux plus célèbres commentateurs du Rituel romain.

Avec le temps on alla plus loin, et aujourd'hui nous voyons dans la plupart des pays, les abus signalés par notre confrère. Des couronnes, souvent nombreuses et immenses, décorent les cercueils de personnes qui n'ont certainement pas gardé la virginité.

Que faut-il penser de cette coutume? Assurément elle est contraire à la pensée de l'Eglise, et il serait bon d'y revenir. Mais pratiquement c'est une question délicate; très souvent MM. les curés ne pourraient détruire cet abus, à moins que l'autorité ecclésiastique ne prenne une mesure générale. Voilà pourquoi nous pensons qu'il faut agir avec prudence, et ne pas froisser les fidèles avant d'avoir pris l'avis de l'Evêque diocésain.

Ad IV. Il n'est pas permis à un abbé mitré, même dans son monastère, de faire usage des pontificaux aux offices et messes des défunts, ainsi qu'il résulte du décret d'Alexandre VII en date du 27 septembre 1659 :

« *Dies vero, in quibus solemniter ipsis operari conceditur, sint de præcepto festivi vel alii in quibus ipsis pontificaliter celebrare festivitatis ratio exigat, nempe Patroni loci, Fundatoris Ordinis, Tituli, et Dedicationis ecclesiæ. Abstinere autem ab hujusmodi Pontificalium usu in officiis et missis defunctorum, quocumque die etiam festivo et de præcepto.* »

Ad V. Aux enterrements, la chape n'est attribuée qu'à l'officiant, et jamais à d'autres. Par conséquent l'usage d'en donner à d'autres est en dehors des règles liturgiques, on pourrait même dire contre les règles. Mais pour établir des dis-

inctions entre les diverses classes d'enterrement, on a parfois attribué des chapes à d'autres qu'à l'officiant, aux chantes, par exemple. Faut-il condamner et détruire cet usage ? Ici encore, avant de rien changer, nous croyons qu'il faut beaucoup de prudence, et au besoin recourir à l'Ordinaire du diocèse.

AD VI. Aucune décision n'a été portée, croyons-nous, sur la soutane des enfants de chœur aux offices funèbres. Nous pensons qu'on fait bien de s'en tenir à l'usage des églises.

AD VII. Nous avons prouvé récemment que les ecclésiastiques ne peuvent porter les cordons du poêle à aucun enterrement, même à l'enterrement d'un ecclésiastique. Voyez *l'Ami du Clergé*, n. 49, p. 622.

AD VIII. Les prêtres peuvent-ils aller à l'offrande à une messe d'enterrement ? Evidemment ils le peuvent et le doivent s'ils veulent faire une offrande comme le reste des fidèles.

Mais le peuvent-ils s'ils n'en font pas ? L'Eglise n'a rien statué sur ce point. Il est certain qu'ils ne sont pas obligés d'y aller. Dans les lieux où cet usage existe, il semble qu'on peut le maintenir.

Dans le cas où l'on ne fait aucune offrande, les fidèles vont baiser l'instrument de paix en signe de foi et de charité. Les prêtres s'y rendent dans les mêmes sentiments.

Lorsque les ecclésiastiques sont en surplis, ils doivent entrer dans le sanctuaire et s'avancer au bas de l'autel pour recevoir le baiser de paix.

Q. — Le patron d'une paroisse reste-t-il le patron de toute cette paroisse, quand on en détache une partie quelconque et qu'on en forme une autre paroisse avec un titulaire différent ? Un exemple fera mieux saisir la question.

Voici, je suppose, une paroisse avec saint Waast pour patron. On détache une partie de Saint-Waast et l'on en fait la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur. Eh bien, dans cette supposition, saint Waast demeurera-t-il le patron de la nouvelle paroisse, et moi, qui l'habite, suis-je tenu, par exemple, de faire mémoire de saint Waast aux suffrages ?

R. — Dès qu'une partie d'une paroisse est détachée, et que l'autorité ecclésiastique a constitué avec cette partie une nouvelle paroisse ayant un titulaire différent, dès lors ce titulaire devient patron de la nouvelle église, ou, si vous voulez, de la nouvelle paroisse. Et l'ancien titulaire ne s'étend plus à la nouvelle paroisse.

Maintenant, vous qui habitez la nouvelle paroisse (de Notre-Dame du Sacré-Cœur), devez-vous faire le suffrage de Notre-Dame, ou bien au contraire celui de Saint-Waast (l'ancienne paroisse) ?

Vous devez faire le suffrage de l'église à laquelle vous êtes strictement attaché par l'autorité compétente pour y remplir des fonctions pastorales, par exemple pour y instruire le peuple, pour y administrer des sacrements. Ainsi, il ne suffirait pas que vous rendissiez bénévolement ces services pour être strictement attaché à

la nouvelle paroisse, il faut encore que vous ayez un mandat de l'Ordinaire qui vous enjoigne d'accomplir cette charge.

Il ne suffit pas non plus que vous habitiez, comme vous le dites, cette nouvelle paroisse, pour que vous soyez tenu à dire le suffrage. L'habitation n'est pas un titre suffisant pour que l'on soit tenu au suffrage du titulaire de l'église sur laquelle on réside, ni même pour qu'on puisse dire ce suffrage ; il faut l'attachement strict dont nous venons de parler.

Outre cet attachement strict, il pourrait y avoir encore un cas où vous seriez obligé de dire le suffrage du titulaire de Notre-Dame, c'est celui où vous posséderiez dans cette église un bénéfice, même tenu ; mais nous ne mentionnons ce cas que pour être complet, car nous présumons que vous n'avez pas cet avantage.

Mais alors, dites-vous, je ne suis donc tenu à aucun suffrage ? Non, à moins toutefois que l'on n'ait dans votre diocèse la coutume de faire mémoire du patron de lieu, car vous y seriez tenu en vertu de cette coutume, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites le 12 septembre 1840, n. 4750, ad 3. Autrement, non.

Q. — Peut-on chanter une messe de *Requiem in die* 3, 7, 30 et *anniversario* :

1° Un jour double-majeur ?

2° Après le jour de l'octave de Noël, savoir, les jours 2, 3, 4 janvier, excepté si c'est un dimanche ?

Je pose ces deux questions parce que notre Ordo dit : « *Missæ Defunct. in die 3, 7, 30 et anniv. prohibentur etiam in duplici majori.* »

Et ailleurs il dit : « *Ab hac vig. Nativitatis usque post oct. Epiph. inclusive prohib. Missæ vot. et defunct.* »

R. — AD I. Il est permis de chanter, en un jour double-majeur, les messes de 3^e, 7^e, 30^e jour et d'anniversaire. Jamais il n'a été défendu de chanter ces messes à pareil jour. Ici votre Ordo est dans l'erreur.

AD II. Il est également permis de chanter ces messes les 2, 3 et 4 janvier, ainsi qu'il résulte d'un grand nombre de décrets. Mais ici nous présumons, d'après le texte que vous donnez, que votre Ordo prohibe seulement les messes votives privées et les messes privées des défunts quand il dit : « *Ab hac vigilia Nativitatis usque post Oct. Epiphaniæ prohibent. Miss. vot. et defunct.* »

Q. — Ma fête patronale tombera l'an prochain le lundi de la Pentecôte. Quelle messe dois-je chanter, et à quel jour dois-je renvoyer l'office de notre patron, conformément au Bref *Nullò unquam tempore*.

R. — Le lundi de la Pentecôte, vous chanterez la messe de ce jour, comme vous le faites chaque année. Quant à votre patronale, vous devez la renvoyer au premier jour libre après l'octave de la Pentecôte. Votre patron n'aura pas d'octave cette année-ci.

Q. — Un curé âgé, à la voix éteinte, et du reste déjà bien fatigué, demande à son vicaire de remplir les fonctions de prêtre assistant aux messes solennelles.

Celui-ci peut-il mettre la dalmatique, ou seulement la chape?

R. — Un simple prêtre ne peut, à la messe solennelle, avoir un prêtre assistant, ainsi que l'a décidé plusieurs fois la sacrée Congrégation des Rites. Les chanoines eux-mêmes, ni les premières dignités d'un chapitre, ni même les Protonotaires *ad instar*, n'ont ce droit.

Il est vrai que dans le cas présent, ce n'est plus pour un motif d'honneur que le prêtre assistant est réclamé, mais pour une raison de nécessité. Dans ce cas, quels ornements doit-il revêtir? Ni les rubriques, ni les décrets, ni les auteurs ne tranchent cette question.

Lorsqu'il s'agit des fonctions ordinaires du prêtre assistant dans les messes solennelles, le Cérémonial des évêques prescrit l'amict, le surplis ou le rochet (selon la dignité du prêtre assistant), et la chape. L'étole est défendue, lors même qu'il s'agirait de la première messe d'un jeune prêtre.

La règle que nous venons de tracer a pour but de relever la dignité du célébrant assisté. Mais en est-il de même lorsqu'il s'agit seulement d'aider un prêtre âgé, de le guider, de le suppléer quelquefois? Nous ne le pensons pas, et nous ne regardons pas comme nécessaires certains ornements sacrés qui ne sont habituellement employés que pour la solennité, par exemple la chape, et surtout l'amict.

En pratique les prêtres qui veulent guider des prêtres âgés ou infirmes, se contentent communément de revêtir le surplis et l'étole, et quelquefois encore, dans les grandes solennités, la chape, mais jamais l'amict.

Q. — Un missionnaire, qui était dernièrement en Allemagne, a entendu soutenir par des prêtres que le Bréviaire n'oblige que ceux qui ont un bénéfice ecclésiastique. Que fallait-il leur répondre?

R. — Nous savons que cette opinion est partagée par un certain nombre d'ecclésiastiques en Allemagne, mais elle n'en est pas moins fautive et vraiment déplorable. L'obligation de réciter le Bréviaire ne vient pas seulement de la possession d'un bénéfice ecclésiastique, mais encore de la réception du sous-diaconat, et de la profession religieuse faite dans un ordre approuvé par l'Eglise. Voilà ce qui est absolument certain, et ce qu'il faut leur dire.

Q. — L'*Ami du Clergé* nous rend de bien signalés services. Il nous donne des leçons de liturgie et de droit canon, dont nous avons à peine quelques notions; et aussi de droit civil ecclésiastique, devenu si nécessaire à notre époque. Ayez la bonté de répondre à la question suivante :

a) Dans l'encyclique *Amantissimi*, Pie IX fait à tous les prêtres, ayant charge d'âmes, l'obligation d'appliquer la messe pour le peuple, les dimanches et les jours de fête indiqués dans le calendrier d'Urbain VIII.

Il fait une exception pour les fêtes transférées au dimanche. Nous n'avons de solennités renvoyées au

dimanche suivant que l'Epiphanie, la Fête-Dieu, St Pierre et St Paul et la fête locale, auxquelles il faut ajouter, dans notre diocèse, l'Immaculée Conception. Si le Souverain Pontife n'a pas voulu parler de ces solennités, ayez la bonté de nous dire à quelles fêtes l'exception peut être appliquée?

b) Deux ans avant la promulgation de cette encyclique, Mgr l'évêque fit sa visite *ad limina*, la question des messes fut agitée. Jusque-là, pasteurs des âmes, nous ne nous croyions obligés à appliquer la messe pour le peuple que les jours où celui-ci était tenu de l'entendre : les dimanches et aux quatre fêtes réservées, Noël, Ascension, Assomption et Toussaint. Nous étions en défaut et nous fûmes obligés de dire quelques messes en réparation de celles qui avaient été omises. Monseigneur obtint du Souverain Pontife que nous ne fussions obligés à appliquer la messe qu'à quatre fêtes supprimées, que l'évêque devait nous déterminer; ce qui eut lieu. Je demande si cet indult a été supprimé? Si cela est, il est étonnant que le Souverain Pontife ait accordé cette faveur pour si peu de temps, sans en faire pressentir la suppression imminente.

R. — a) L'encyclique *Amantissimi Redemptoris* concernant l'application de la messe *pro populo* fait exception, non pour les fêtes transférées au dimanche de quelque manière que ce soit, mais pour les fêtes transférées au dimanche et quant à la messe, et quant à l'office.

Dans cette exception ne sont pas comprises les fêtes dont la solennité seule, c'est-à-dire, d'après le décret du Card. Caprara, la messe solennelle, est renvoyée au dimanche, l'office demeurant attaché au jour de l'incidence. Ainsi la messe doit être appliquée *pro populo* le 6 janvier, incidence de l'Epiphanie, le 29 juin, incidence de St Pierre et St Paul, le jeudi après la Trinité, incidence de la Fête-Dieu.

Si l'Immaculée Conception conserve son office au 8 décembre, c'est en ce jour aussi que se doit appliquer la messe *pro populo*.

Mais l'exception s'appliquerait à cette fête si l'Indult qui vous autorise à solenniser le dimanche, transférerait au dimanche, non seulement la messe, mais encore l'office, de telle sorte que le 8 décembre ne fût plus pour vous, ni quant à la messe, ni quant au bréviaire, le jour de la fête.

De droit commun, ni dans l'Eglise entière, ni en France, aucune fête n'est dans le cas spécifié par l'Encyclique; mais pour certains diocèses quelques fêtes ont été ainsi transférées au dimanche par concession spéciale du saint Siège.

b) Qu'en est-il de l'Indult dont nous parle notre vénérable correspondant? N'ayant pas le texte, il nous est impossible de savoir ce qu'il était dans le principe et de dire avec certitude s'il a été aboli par la publication de l'Encyclique *Amantissimi Redemptoris*.

Il nous semble toutefois qu'il pourrait difficilement subsister. Car le Souverain Pontife, spécifiant les Indults qu'il entend maintenir, s'exprime de telle sorte que l'on peut croire que sa pensée n'est pas de maintenir des Indults *généraux* et *perpétuels* comme serait, s'il existe, celui dont parle notre correspondant.

Voici les paroles mêmes de l'Encyclique : « Et quoniam non desunt animarum curatores, qui

peculiare aliquod reductionis, uti dicunt, indultum ab hac apostolica Sede obtinuerunt, concedimus, ut ipsi hujusce indulti beneficio perfecti peragant, juxta tamen conditiones in indulto expressas, et donec parochorum officium exercerint in parœciis, quas in præsentiarum regunt et administrant. »

Il n'y a pas d'autre concession dans l'encyclique au sujet d'Indults précédents. Celle-ci est limitée strictement aux particuliers et aux circonstances.

Q. — 1^o Quelle conduite tenir au saint tribunal à l'égard d'un pénitent, instituteur, qui vote pour des conseillers d'arrondissement, généraux, et députés radicaux, prétextant qu'il est obligé de leur donner sa voix, sous peine de perdre sa place ?

2^o Est-il prudent d'interroger les coupables sur ce sujet, quelle que soit d'ailleurs leur condition, s'ils ne se reprochent rien d'eux-mêmes.

Ad 1. On ne voit pas bien d'abord, comment le vote se faisant au bulletin secret, le susdit pénitent pourrait être empêché de voter selon sa conscience, par la crainte de perdre sa place.

Ensuite, la crainte même de perdre sa place, n'est pas une raison suffisante, qui l'excuse de voter pour des hommes notoirement ennemis de la religion et de la société. En effet, le bien public doit être préféré ici au bien particulier. Et il n'est que trop manifeste, que le bien public pour ne pas dire le mal public, dépend aujourd'hui surtout du vote des citoyens.

Enfin, si la contrainte alléguée, n'était qu'un prétexte, il serait, s'il est permis de parler ainsi, plus impossible encore d'excuser ce pénitent.

Donc, la matière étant grave et les conditions requises de connaissance et de volontaire ne faisant pas défaut, ce pénitent ne peut être absous, s'il n'a le regret de la faute commise, et le ferme propos de ne la commettre plus à l'avenir.

Ad 2. Pour savoir quels sont les pénitents coupables en cette matière, quand ils ne s'accusent pas eux-mêmes, il est sans doute nécessaire de les interroger. Demander s'il est prudent d'interroger tous les coupables, de quelque condition qu'ils soient, quand ils ne se reprochent rien d'eux-mêmes, c'est demander s'il est prudent d'interroger tous les pénitents qui se taisent sur la manière dont ils ont voté.

Posée dans ces termes généraux, la question ne peut être résolue que négativement. Il ne paraît pas en effet qu'il soit prudent d'interroger tous les pénitents indistinctement et dans tous les cas, sur la manière dont ils ont rempli l'obligation du vote.

La prudence qui doit régler les interrogations du confesseur au saint tribunal, découle comme de son principe, de l'obligation de procurer l'intégrité de la confession, et l'utilité spirituelle du pénitent. Le confesseur peut et doit interroger le pénitent, toutes les fois qu'il juge raisonnablement que l'interrogation est nécessaire ou utile. Telle est ici la règle fondamentale de la prudence.

Or il peut se faire qu'à l'égard de plusieurs pénitents l'interrogation ne soit ni nécessaire, ni utile. De plus, si cette interrogation était faite à tous indistinctement, n'y aurait-il pas quelque danger de rendre la confession odieuse ?

Donc il ne semble pas qu'il serait prudent d'interroger indistinctement et sans discernement tous les pénitents sur la manière dont ils ont voté.

Mais la prudence exige-t-elle que le confesseur s'abstienne de toute interrogation sur cette matière délicate ? Non. Car non-seulement l'intégrité de la confession, le bien spirituel du pénitent, qu'il doit procurer, mais encore le bien public peuvent lui donner le droit et lui imposer le devoir d'interroger et même d'instruire le pénitent, qui serait dans l'ignorance.

Quand pourra-t-il et devra-t-il interroger ?

1^o Ce sera certainement dans le cas où il aura des raisons suffisantes pour penser que son pénitent a manqué gravement à son devoir, en donnant son suffrage à des hommes notoirement mauvais, ennemis de la religion ou de la société. Et si l'aveu du pénitent confirme la présomption du confesseur : si, de plus, le pénitent n'est pas dans la bonne foi, s'il a conscience, de quelque manière, du mal qu'il a fait, il devra désavouer sa faute, et s'engager à bien remplir à l'avenir le grave devoir que lui impose son double titre de citoyen et de chrétien.

Et si le confesseur découvre que son pénitent est dans la bonne foi, doit-il l'en tirer ?

La bonne foi suppose l'ignorance ou l'erreur. Or, ici l'ignorance ou l'erreur peut porter sur la nature de l'obligation du vote, ou sur la personne qui en est l'objet.

a) L'ignorance ou l'erreur porterait sur la nature de l'obligation, si le pénitent ignore que l'obligation de voter relève de la conscience, qu'il peut y avoir faute et même faute grave à déposer un mauvais vote dans l'urne électorale, que par conséquent il est tenu en conscience à bien voter. Or le confesseur doit détruire cette ignorance ou erreur, quand même elle serait invincible ; quand même il n'aurait pas l'espoir que le pénitent profitera, pour le moment du moins, de la lumière et de l'avertissement qui lui sont donnés. Il doit instruire le pénitent, et par conséquent le tirer de la bonne foi. La raison en est, que l'erreur même invincible du pénitent n'en nuit pas moins au bien public, qui doit être préféré au bien particulier.

b) Mais si l'ignorance ou l'erreur du pénitent, porte sur la personne qui a été l'objet du vote, par exemple, s'il a été trompé sur les qualités ou les dispositions de cette personne, peut-il être tiré de son ignorance ou de son erreur ? Oui, si cette personne, est notoirement hostile à la religion, ou à la société. Car ce faisant, d'une part le confesseur ne blesse ni la charité ni la justice envers cette personne, que nous supposons notoirement hostile aux bons principes, et connue comme

telle : et d'autre part, il remplit envers le pénitent et la société un devoir de charité et de justice. Il est bon cependant d'ajouter, que ce n'est pas au confessionnal qu'il convient d'ordinaire de traiter ces questions de personnes. Le pénitent devra être averti de l'obligation de connaître les candidats auxquels il donne sa voix, et au besoin de se faire renseigner par des personnes instruites et qui méritent sa confiance.

2°. Dans ce qui précède, nous avons supposé qu'il s'agissait de candidats, *notoirement* mauvais. En dehors de ce cas, que pourra le confesseur ?

La question devient de plus en plus délicate. Les candidats peuvent être plus ou moins bons, on plus ou moins mauvais. Les jugements que l'on porte sur eux seront différents. Les opinions politiques, qui prises en soi, sont indifférentes au point de vue de la morale, feront apprécier bien diversement tel ou tel candidat. Il peut se faire qu'il y ait doute sur l'obligation de préférer l'un à l'autre. Peut-être l'appréciation du pénitent sera-t-elle différente de celle du confesseur.

Alors le confesseur pourra-t-il interroger le pénitent sur le vote qu'il a émis ? Il semble que non. L'interrogation prendrait ici une couleur trop personnelle, et trop politique : elle ne tendrait plus assez directement au but élevé que le confesseur doit se proposer. Mais rien n'empêche en dehors de la confession, de faire ressortir aux yeux de l'électeur, les vices ou les qualités de tel candidat, de lui proposer les raisons qui pourraient le déterminer à faire à l'avance un choix meilleur.

Q. — Un confesseur peut-il absoudre une personne qui a scandalisé une paroisse en enlevant le crucifix de l'école, avant que cette personne ait réparé son scandale en replaçant le crucifix ?

R. — Non, si cette personne peut replacer le crucifix à l'endroit d'où elle l'a enlevé : cette réparation paraît nécessaire pour détruire le mauvais effet, et réhabiliter dans l'estime publique l'auteur du scandale. Si cependant le crucifix ne pouvait être remplacé de suite, il suffirait que le coupable se repentît de sa faute, et que son repentir fût extérieurement manifesté par des signes suffisants et rendu public.

Q. — 1°. Un confesseur peut-il absoudre des pères et mères, qui envoient leurs enfants dans une école où on leur fait apprendre la Morale civique de Paul Bert, ou la Morale de Compayré, ou simplement la Morale de Laloi ?

2°. Peut-on accepter ces enfants au catéchisme ?

3°. Peut-on les accepter comme servants de messe ?

R. — Ad 1^m. Il est horrible que les pères et mères sont obligés, sous peine de faute grave, d'écarter de leurs enfants tout péril prochain de perdre la foi ou les mœurs. Et par péril prochain nous entendons ici, non seulement le péril qui serait immédiat, mais tout péril vraiment probable et sérieux, quand même il n'y aurait qu'un danger de plus tard son funeste effet, c'est à-dire

que nous l'entendons dans le sens théologique, par opposition au péril « éloigné » ou seulement possible. Si les parents n'écarter pas de leurs enfants ce péril prochain, quand ils le peuvent, ils sont indignes d'absolution.

Or les écoles où l'on enseigne la « Morale civique » de Paul Bert, de Compayré, de Laloi, renferment-elles ce péril pour les enfants qui les fréquentent ?

C'est la question qu'il nous faut résoudre.

Et d'abord les manuels sont mauvais. Le manuel de la « morale civique » de Paul Bert est jugé. Plusieurs condamnations épiscopales l'ont flétri, comme renfermant des erreurs contre la foi et la morale chrétienne. Celui de Compayré renferme peut-être moins d'affirmations contraires à la vérité catholique, mais il en renferme assez pour mériter d'être condamné. Enfin celui qui porte le nom de Laloi, s'il ne renferme pas l'affirmation positive de l'erreur, ne parle pas non plus de Dieu.

Si de Paul Bert à Compayré, de Compayré à Laloi, on peut observer une gradation descendante dans l'affirmation de l'erreur et la violence du poison ; néanmoins tous les trois enseignent également une morale « indépendante » et sans Dieu. Sous ce rapport ils sont également mauvais.

Renferment-ils donc pour les enfants un péril prochain, au point de vue de la foi et des mœurs ?

Oui, ces livres portent en eux, comme le serpent vénimeux, le poison qui peut donner la mort aux âmes de ces enfants. Et s'ils insinuent, s'ils déversent dans ces tendres âmes, si faciles à recevoir toutes les impressions, bonnes ou mauvaises, tout le venin qu'ils contiennent, il ne peut y avoir aucun doute sur l'existence du péril prochain. Ce péril ne pourrait être conjuré, qu'autant qu'on empêcherait ces livres mauvais de distiller leur venin.

De là : 1°. Si ces livres sont mis et restent entre les mains des enfants : s'ils fournissent à l'enseignement une matière fréquente et abondante : si surtout, ils sont expliqués et commentés par un maître mal intentionné, il est moralement impossible qu'il n'y ait pas pour les enfants, au moins pris en général, un péril prochain. La conséquence alors est rigoureuse. Les parents sont tenus *sub gravi*, d'écarter ce péril de leurs enfants. Ils doivent exiger que ces livres leur soient enlevés, qu'ils ne tombent plus ni sous leurs mains, ni sous leurs yeux. S'ils ne peuvent l'obtenir, et s'ils ne réussissent pas d'une manière certaine à rendre au moins *éloigné* le danger que court la foi de leurs enfants, ce qui dans la circonstance paraît bien difficile, ils doivent les retirer de l'école. Et s'ils ne le font pas, ils sont indignes d'absolution.

2°. Si ces livres ne sont pas entre les mains des enfants ; si d'une part, le maître ne s'en sert, comme pour obéir à une contrainte morale, que rarement, le moins longtemps possible, ayant soin de ne mettre sous les yeux des élèves que les

passages les plus inoffensifs ; si d'autre part les enfants sont environnés de précautions particulières, capables de les préserver de toute atteinte funeste : il se peut faire que le danger prochain n'existe pas. De plus ce danger pourrait ne pas exister également pour tous. Ce point serait alors à examiner pour chaque cas particulier.

Ce que nous venons de dire serait applicable surtout au Manuel de Laloi.

Qu'on nous permette d'en appeler, dans cette grave matière, à l'autorité de nos seigneurs les évêques de France. Voici le résumé de leurs instructions, sur la question des écoles, fait par l'un d'eux.

1^o Là où en face de l'école neutre de l'Etat, il y a une école libre tenue par des religieux, des religieuses, ou des maîtres laïques notoirement chrétiens, on doit sans hésiter, envoyer les enfants à l'école catholique. Là où il n'y a pas d'autre école que celle du gouvernement, les évêques, non plus que Léon XIII, n'interdisent point absolument, *dans tous les cas*, que l'enfant y soit envoyé : mais ne le permettent que *sous ces conditions expresses* : 1^o que l'enseignement religieux sera procuré à l'enfant avec d'autant plus de soin qu'il ne lui sera plus donné à l'école ; 2^o que l'enseignement de l'école sera très soigneusement surveillé au point de vue du respect de la morale chrétienne ; 3^o que si la foi ou les mœurs des enfants sont sérieusement exposées, on les retirera de cette école néfaste où leur salut est en péril, et plutôt que de les y laisser ou de les y envoyer sur l'injonction des réclamants on subira toutes les peines édictées dans la loi : l'affichage, l'amende et même la prison ; aucun père, aucune mère, aucun tuteur, ne manquerait à ces devoirs, sans offenser Dieu *gravement*, sans compromettre le salut de son âme et celui des enfants que Dieu lui a confiés. » (Tiré du Mand. de Mgr l'évêque d'Ajaccio.)

Ad 2 et 3^m. Ces questions sont susceptibles de recevoir des solutions diverses. Elles sont trop délicates en pratique pour que nous prenions sur nous de les trancher.

Pour ces raisons, nous ne pouvons que recommander aux curés qui se trouvent dans le cas, de recourir à leur évêque en lui exposant la situation sous toutes ses faces, afin qu'il puisse juger ce qu'il convient de faire en chaque cas particulier.

Q. — Comment procéder pour régulariser la fondation suivante :

Des héritiers, conformément aux intentions de leur donateur, donnent, la première année après le décès de celui-ci, 1,000 francs pour faire célébrer des messe pour le repos de son âme ; et la deuxième année 500 francs ; mais ils oublient d'ajouter que les messes à dire pendant la seconde année, doivent être appliquées non seulement à l'âme du défunt donateur, mais encore aux âmes de ses parents défunts. Sont-ils tenus à quelque chose ?

R. — Il ne paraît pas que les héritiers soient tenus à quelque chose.

En faisant dire ces messes, pour acquitter les charges de la fondation, ils ont voulu, au moins implicitement, remplir les intentions du donateur. Et ceux à qui il les ont confiées, ont dû se conformer à leur intention, et par suite à l'intention du donateur.

Le fait de n'avoir pas averti les prêtres chargés de célébrer les 500 messes affectées à la seconde année après le décès du fondateur, qu'ils devaient les célébrer non seulement pour le repos de son âme, mais aussi pour le repos des âmes de ses parents défunts, ne saurait donc nuire à l'intention du dit fondateur.

Celle-ci, connue de Dieu, n'a pas été détruite par l'oubli des héritiers, elle était même renfermée implicitement dans l'acte par lequel ils ont fait célébrer les messes fondées : elle a persévéré virtuellement ; elle a obtenu son effet.

Q. — Quel culte doit-on rendre au sang qui coule miraculeusement de certaines hosties consacrées ou de certaines images de Notre Seigneur ? Est-ce le culte de latrie ?

J.-C. est présentement impassible : le sang n'est donc pas un sang naturel. Est-il réellement uni à la divinité ?

R. Au sang qui coule miraculeusement de certaines hosties consacrées ou de certaines images de Notre-Seigneur, on ne doit pas le culte absolu de latrie par cette raison que ce sang n'est pas hypostatiquement uni à la divinité, ce n'est pas le sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

On peut distinguer trois présences de N.-S. J.-C. comme homme : la présence naturelle qu'il a dans le ciel, et qu'il pourrait avoir ailleurs s'il le voulait, la présence sacramentelle qu'il a au très saint Sacrement de l'autel, et la présence miraculeuse qu'il prend quelquefois dans les apparitions.

Au ciel, Notre-Seigneur est présent dans son corps glorifié, immortel, impassible, doué de toutes les qualités des corps glorieux et dans tout l'éclat de son triomphe. La transfiguration du Thabor n'est qu'une raison de cette gloire ineffable. Dans cet état il est impossible que le sang de Notre-Seigneur soit séparé de sa chair sacrée.

Dans le Très-Saint Sacrement de l'autel, Notre-Seigneur est présent en vérité, dans sa réalité, dans sa substance. C'est le même corps, vivant, glorieux et impassible, qu'au ciel. Seulement il est présent, d'une manière ineffable, sous les saintes espèces. Impassible en lui-même, il n'est aucunement passible en raison des saintes espèces sous lesquelles il est présent : si on les rompt, lui n'est pas rompu ; il n'en résulte pour lui aucun changement : « Nulla rei fit scissura, signi tantum fit fractura, qua nec status nec statura signati minuitur. » Si donc il est arrivé que l'hostie sainte percée par des mains sacrilèges ait laissé couler du sang, ce n'est point le sang même du Sauveur, mais un sang miraculeux produit par la puissance divine pour la confusion des impies et la consolation des fidèles.

Lorsque Notre-Seigneur veut apparaître, nul

doute qu'il ne puisse le faire en son corps naturel, impassible et invulnérable comme il l'est au ciel et sous les saintes espèces. Mais il peut aussi apparaître dans une vision qui présente, soit aux yeux du corps, soit à l'imagination, la ressemblance de sa divine humanité. Dans le premier cas, le sang adorable du Sauveur ne saurait en aucune manière se séparer de sa chair. S'il apparaissait comme séparé, si, par exemple, N.-S. se faisait voir comme flagellé ou cloué à la croix, ou percé de la lance et que le sang coulât, ce serait la preuve évidente que l'apparition se produirait, ou par une impression produite sur l'imagination, ou par un fantôme extérieur, ou encore par la production miraculeuse d'une substance de chair et de sang, représentant quelque scène de la passion, avec plus de perfection sans doute, mais de la même manière spécifique que nous représentons les mêmes mystères avec la cire ou toute autre matière.

Si N.-S. apparaît ainsi dans une image de son humanité, nul doute que le sang qui coulerait, ne fût autre chose que le précieux sang de N.-S. En aucun cas donc on ne devrait à ce sang miraculeux le culte absolu de latrie. Pour la même raison, le culte de latrie ne saurait être dû au sang qui coulerait d'un tableau ou d'une sculpture représentant N.-S.

Mais quel culte devrait-on à ce sang miraculeux ?

Celui que l'on doit à une substance miraculeusement produite, à une relique improprement dite.

Les hommages qu'on lui rendrait ainsi, remonteraient soit à Dieu, comme auteur de cette miraculeuse substance, soit à N.-S. comme étant celui dont le sang est représenté par ce sang, qu'un prodige a produit et fait couler. Et ainsi ce culte renfermerait une certaine raison de latrie, mais de latrie indirecte et relative.

Q. — Le conseil municipal d'une commune de huit cents âmes, composé en entier de catholiques, est invité par une centaine de protestants à voter des fonds pour bâtir un temple. La conscience de ces conseillers est-elle engagée dans cette affaire. Peuvent-ils voter l'érection du temple ? Et s'ils votent, quelle doit être l'attitude du confesseur et du curé vis-à-vis d'eux ?

R. — Un simple particulier et la commune elle-même ne pourraient concourir à ériger un temple protestant. Car il n'est pas permis aux catholiques, agissant individuellement ou en corps, de coopérer à une œuvre formellement impie. Or ériger un temple protestant est un acte formellement impie.

On pourrait ajouter que, dans le cas présent, les protestants, étant membres de la commune, sont copossesseurs des biens de la commune, et, par là même ont droit à ce qu'il leur soit attribué sur les fonds communaux de quoi subvenir aux charges communes de leur culte.

A cette objection nous répondrons 1^o que les protestants ne sauraient avoir de droits en ce

qui concerne leur culte qu'autant qu'ils formeraient dans la commune une communauté régulièrement autorisée, car il n'y a pas ici de communauté régulièrement constituée, mais seulement des individus ; 2^o que le conseil de la commune ne saurait disposer gracieusement en leur faveur des fonds communaux qu'autant que se trouveraient réunies les deux conditions suivantes : l'utilité générale, laquelle n'existe point ; puis l'absence de tout dommage et de tout danger pour la foi : or toute érection de temple protestant crée un danger pour la foi ; et c'est déjà un dommage causé à la foi que de relever ainsi aux yeux des fidèles un culte faux et impie.

On pourrait encore ajouter que les protestants soutenus par l'administration civile finiraient par triompher de la résistance du conseil, et que, dans la certitude de l'échec, il semble permis de céder tout d'abord.

Nous répondons 1^o que les raisons d'une prudence douteuse ne peuvent faire qu'il soit licite de coopérer à une chose mauvaise en elle-même ; 2^o que l'échec n'est pas certain, et que, le fût-il, les conseillers catholiques auraient toujours le devoir de s'opposer dans la mesure de leurs forces, même sans espoir de succès, à une entreprise nuisible à la foi.

Afin de détourner plus efficacement les catholiques de concourir à l'érection du temple protestant, il serait bon de leur rappeler que la première des excommunications spécialement réservées au Pape, atteint les *fauteurs* des hérétiques. Concourir efficacement à l'érection d'un temple protestant, c'est manifestement favoriser les hérétiques.

Si les conseillers catholiques votent l'érection du temple, il y a péché pour eux et ils peuvent avoir encouru la censure. Le confesseur doit agir avec eux en conséquence.

Q. — Ce serait violer le sceau de la confession que de refuser ou de différer l'absolution sacramentelle à une personne qui, en se confessant, n'accuse pas telle faute grave dont le confesseur a connaissance *ex confessione complicitis aut alii poenitentis*. Mais absoudre dans ce cas, c'est faire commettre un sacrilège au pénitent. L'outrage fait à Dieu par la profanation d'un sacrement, ne l'emporte-t-il pas sur tout autre inconvénient. La dignité du sacrement ne doit-elle pas primer l'obligation du curé ?

R. — Non, l'obligation du sceau ne doit céder à aucune considération, en particulier à celle de l'outrage fait à Dieu par une confession sacrilège.

Si l'honneur du sacrement est intéressé à ce que le pénitent ne soit pas indisposé, il est plus intéressé encore à ce que rien ne vienne le déconsidérer et en détourner les fidèles, ou les porter à cacher leurs péchés dans la crainte que le confesseur n'use avec d'autres pénitents de la connaissance qu'il en a par la confession : ce qui ne manquerait pas d'arriver si le confesseur se servait pour un des complices de la confession de l'autre.

Ce n'est pas d'ailleurs la seule circonstance où

un prêtre est obligé de permettre la profanation d'un sacrement. On ne peut refuser la sainte communion au pécheur secret s'il se présente publiquement, lors même que l'on saurait son indignité. Un confesseur ne pourrait omettre de communier un enfant qu'il saurait mal préparé, s'il se présente avec les autres : il ne pourrait user avec lui d'aucune simulation dans le but d'éviter le sacrilège tout en cachant son indignité.

Q. — Dans une bonne paroisse, le curé s'aperçoit qu'on ignore tout à fait les cas réservés, les censures, etc. Doit-il publiquement en chaire instruire sur cela ses paroissiens ?

R. — Il est bon que les fidèles connaissent les réserves et les censures, au moins pour les cas dans lesquels ils pourraient être exposés à tomber. La réserve et la censure ont en effet pour but partiel de détourner les fidèles des péchés contre lesquels elles sont édictées. Or elles ne peuvent atteindre ce but qu'autant qu'elles sont connues.

Mais est-ce une raison pour traiter le sujet publiquement en chaire ? On le pourra quelquefois et pour certaines réserves et censures, mais pas pour toutes.

Qu'on explique en chaire ou au catéchisme ce que c'est que la réserve et la censure, les différentes espèces, les effets etc, qu'on donne en exemple les cas que l'on peut sans crainte exposer même à des enfants : voilà ce qui est possible. Mais qu'on traite *ex professo* de certains cas frappés de réserve ou de censure : voilà ce qui serait imprudent et peut-être scandaleux.

S'il y avait lieu de donner connaissance de ces cas, on devrait le faire en particulier et dans la mesure nécessaire.

Q. — Ne peut-on pas à la rigueur faire l'acte de contrition, *in ordine ad confessionem*, un jour à l'avance ? N'y a-t-il pas union morale ?

R. — Pour la validité du sacrement de Pénitence, il faut que les actes qui en sont la quasi-matière soient unis entre eux et rendus sensibles de quelque manière au confesseur dans l'acte même de la confession. La confession sacramentelle en effet est un jugement dans lequel la cause doit être instruite pour pouvoir être jugée valablement.

Or un acte de contrition fait un jour à l'avance, premièrement ne serait pas rendu sensible au confesseur, et secondement serait séparé de la confession par un intervalle trop grand pour lui être moralement uni. Conséquemment il n'est pas possible que cet acte de contrition ainsi anticipé suffise pour la validité du sacrement.

Mais un acte de contrition fait un jour à l'avance, non rétracté, persévère virtuellement et se retrouve dans l'acte par lequel le pénitent confesse ses péchés. Qu'est-ce en effet que la confession, sinon l'effet de la détestation du péché, du désir qu'on a de s'en défaire pour le passé et de l'éviter pour l'avenir, en d'autres termes, qu'est-ce, sinon une conséquence de la contrition ?

L'acte de la veille peut donc servir à l'absolution, non parce qu'il a été posé le jour précédent, mais parce qu'il est rendu présent et soumis au confesseur par la confession présente.

Q. — *L'Ami du clergé*, 2^e année, p. 344, a donné son avis sur le sorbet italien. Je suis porté à croire que la coutume sur ce point est générale. Voici pourquoi : j'ai lu dans un ouvrage récent : « *Theologia moralis elementa*, auctore Haine » docteur de Louvain et professeur de théologie à l'Université de cette ville, ce qui suit (tome I, p. 316, q. 15) : 3^o Demum, ut constat ex resp. S. Pœnit. 21 nov. 1845, licet hodie, ex consuetudine fere ubique introducta, sumere mane potionem ex chocolate ad instar densæ pultis, dummodo hæc sequenciâ et una cum saccharo vel frustulo panis duas uncias non superet. »

Gury-Dumas (tome I, n. 492, quest. 4) embrasse la même opinion : « *Ratio deducitur ex generali consuetudine.* »

Gury-Ballerini, idem.

Vous me direz peut-être que ceci regarde la Belgique et l'Italie. Mais un docteur en théologie, qui professe dans une Université catholique de France, admet parfaitement cette coutume et dit à ses élèves « qu'ils peuvent hardiment prendre deux onces le matin et jeûner cependant ; car si à Rome deux onces sont permises, dans le nord de la France et en Belgique on pourrait même en prendre trois, vu la différence de climat. »

Du choc des idées jaillit la lumière. Que pensez-vous des raisons que je viens d'apporter ? Il me semble que si cet adoucissement avait été apporté en France à la loi du jeûne, le 5^e précepte de l'Eglise y serait mieux observé.

R. — Dans le passage auquel renvoie notre correspondant, nous avons en effet traité la question en disant que là où existe la coutume, le sorbet du matin est permis les jours de jeûne, et que là même où la coutume n'en est pas introduite, on peut le conseiller aux personnes qui, sans cela ne pourraient pas jeûner ou ne pourraient jeûner sans avoir à souffrir plus qu'il ne convient, mais que nous ne voulions pas décider s'il convient d'introduire la coutume là où elle n'existe pas.

Les autorités que cite notre correspondant, ne touchent pas la question de l'existence actuelle de la coutume dans tous les pays catholiques. Nous pensons qu'en fait, elle n'existe pas encore en France ; mais nous reconnaissons qu'elle tend à s'y répandre. Elle a été conseillée par bon nombre de religieux à des personnes qui avaient peine à jeûner et qui, avec cet adoucissement, ont pu supporter des carêmes entiers. L'enseignement théologique entre de plus en plus dans cette voie. Nous constatons ce qui est sans rien définir.

D'après saint Alphonse, on peut pour l'usage de ce sorbet s'appuyer sur deux raisons : 1^o sur ce que ce sorbet se prend *per modum medicinæ*, et, sous ce rapport il est mis sur le même pied que les pastilles digestives, les liqueurs stomachiques etc. *Electuaria*. 2^o sur la coutume (l. 3 n. 1023).

A défaut de la coutume, la raison d'hygiène serait suffisante pour autoriser le sorbet, comme l'affirme saint Alphonse avec saint Thomas : « Un-de, » dit-il, « de hoc potu idem dici potest quod diximus supra de electuariis, cum S. Thoma 2-2,

q. 147, a. 6. ad 3 ubi ait : Electuaria, etiamsi aliquo modo nutriant, non tamen principaliter assumuntur ad nutrimentum, sed ad digestionem ciborum : unde non solvunt jejunium, sicut nec aliarum medicinarum assumptio. » Seulement, si l'on ne s'appuie que sur cette raison d'hygiène, on ne pourra prendre de chocolat délayé qu'une quantité modique et seulement quand il y aura cause raisonnable : « Sed hæc ratione medicinæ non licebit sumere chocolatem, nisi in parva quantitate, et cum aderit rationabilis causa, eo modo quo licitus est usus electuvariorum » (loc. cit.).

Si l'on pouvait s'appuyer sur la coutume, chacun sans distinction pourrait, sans cause, prendre le sorbet avec la quantité de chocolat permise par la coutume, savoir, une once et demie, deux onces au plus délayées dans un bol d'eau.

Q. — Un de nos amis de la Martinique, rédacteur de l'Ordo diocésain, nous écrit une longue et savante lettre pour nous dire que son diocèse a reçu depuis quelques années beaucoup de concessions d'offices, et que ces Offices ne lui paraissent pas avoir été placés conformément aux règles de la Liturgie. En conséquence il nous propose un travail de réforme et nous demande notre avis.

Nous répondons à notre vénéré confrère : 1° que son travail est pour ainsi dire une reconstruction nouvelle de l'Ordo diocésain ; or cette réformation d'un Ordo ne peut être faite par un simple rédacteur. Bien plus, les Evêques eux-mêmes n'ont pas ce pouvoir. En 1806, l'évêque de Cordoue avait demandé à la Sacrée Congrégation des Rites si les évêques avaient le droit de réformer leur Calendrier ; et dans le cas négatif, il sollicitait l'autorisation de le faire, tout à la fois pour le calendrier du diocèse et celui des religieuses soumises à sa juridiction.

La Sacrée Congrégation répondit que les Evêques n'avaient pas ce pouvoir, et dit à ce Prélat de lui transmettre à elle-même un exemplaire du calendrier à réformer, afin qu'elle l'examinât. Voici le texte même de la réponse :

« Negative ad primam partem ; quoad secundam vero, Orator transmittat exemplar Calendarii reformandi, ut Sacra Congregationis examini subjiciatur. » S. R. C. 12 novembre 1806, n. 4501 ad. 6.

2° Que Léon XIII a annoncé dans le bref *Nullo unquam tempore* une correction de la rubrique des translations. Par conséquent il est sage d'attendre ces modifications avant d'entreprendre un travail aussi considérable et aussi difficile.

Nous rappellerons seulement à notre ami que l'on ne peut pas, sans autorisation du Saint-Siège, placer une fête à jour fixe le 28 janvier, ni le 3 février, ni dans un jour de fête *ad libitum*, comme saint Canut. Ces points ont été résolus par plusieurs décisions de la sacrée Congrégation des Rites.

Q. — L'Ami du clergé, si complaisant, si juste dans ses réponses, voudrait-il nous dire quel jour nous devons, au

mois de janvier, célébrer la fête patronale de la confrérie du saint et immaculé Cœur de Marie, agrégée à l'archiconfrérie de N.-D. des Victoires.

Cette fête est fixée au dimanche qui précède la Septuagésime. Or, en 1883, ce dimanche est empêché par la fête du saint Nom de Jésus, double de 2^e classe.

R. — Vous gagnerez l'Indulgence plénière le dimanche de la Sexagésime ; c'est ce qui résulte d'un rescrit du Saint-Siège en date du 11 février 1875.

Quelles sont les conditions requises pour gagner cette indulgence plénière ? D'abord les trois œuvres qui sont ordinairement prescrites : 1° la confession, 2° la communion, 3° quelques prières aux intentions du Souverain-Pontife. En outre, pour les indulgences spéciales de l'Archiconfrérie du saint et immaculé cœur de Marie, on doit être dans l'habitude de réciter tous les jours un *Ave Maria* aux intentions de l'Archiconfrérie. Mais pour cet *Ave Maria* il suffit de consacrer une fois pour toutes celui de la prière du matin ou du soir. Enfin il faut que les membres d'une confrérie ainsi agrégée soient réunis de temps en temps à un office public spécial.

Voilà tout ce qui est essentiel pour avoir part à l'indulgence plénière le jour de la principale fête patronale du très-saint et immaculé Cœur de Marie.

Mais ne faut-il pas aussi que la messe de cette fête patronale soit célébrée ? Nous ne voyons cela nulle part.

De plus, MM. les curés ne le pourraient pas sans un Indult spécial, car ils doivent chanter la messe paroissiale conformément à l'ordo diocésain. Nous ne voyons donc aucunement que les curés qui sont directeurs de l'archiconfrérie aient le droit de célébrer la messe propre de cette archiconfrérie.

Enfin, lors même qu'ils auraient le droit de chanter à l'office paroissial la messe propre de l'archiconfrérie, ils ne pourraient le faire le dimanche de la Sexagésime ; car ce dimanche exclut les fêtes de seconde classe ; or la fête patronale du saint et immaculé Cœur de Marie est une fête de seconde classe, ainsi qu'on peut le voir dans le *Vade-mecum* des associés de l'Archiconfrérie, imprimé en 1880.

Ils ne pourraient donc chanter cette messe que comme messe votive. Mais il faut pour cela des pouvoirs spéciaux que n'ont pas MM. les curés.

Q. — 1° A une procession du saint Sacrement est-il très liturgique de faire porter toutes les chapes ?

2° A une procession en l'honneur d'un patron secondaire, peut-on porter les reliques de ce saint et les autres reliques de l'église ?

R. — Ad I. A une procession du Saint-Sacrement on ne peut faire porter des chapes qu'à ceux qui remplissent des fonctions réclamant cet ornement. Nous n'avons pas besoin de répéter ce que nous avons déjà dit bien des fois, à savoir, que l'on ne peut pas donner de chapes aux laïcs.

AD II. Rien ne s'oppose à ce que l'on porte, dans cette procession, la relique du saint patron, ni même les autres reliques.

Q. — L'*Ami du clergé* avait toujours soutenu que toute messe de *Requiem* n'avait qu'une oraison. Est-ce qu'il aurait changé d'opinion comme semble l'indiquer une réponse du 12 octobre 1882, n. 41?

R. — Non, l'*Ami du Clergé* n'a pas changé de sentiment. Il garde d'autant plus solidement son opinion que ceux qui d'abord la contredisaient la partagent aujourd'hui. Si donc nous avions quelque part donné une solution contraire, nous la rétracterions complètement.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLESIASTIQUE

Q. — Dans notre commune il s'est ouvert une enquête pour discuter l'utilité publique d'une route de petite communication, le maire dans ce cas était-il dans son droit de poser une affiche sur la porte de l'église pour donner au public connaissance de cette affaire?

Quels sont les cas prévus par la loi où le maire est autorisé à poser des affiches sur les portes de l'église?

R. — La dernière circulaire ministérielle relative à cette question est du 25 juin 1850. Comme elle forme la jurisprudence actuelle, nous allons en résumer ici les principales dispositions; d'autant plus qu'il y est dit formellement qu'il faut en prescrire partout l'exécution.

En règle générale, les affiches ne doivent pas être apposées sur les murs et les portes des églises. Elles occasionnent des dégradations qu'il importe de prévenir dans l'intérêt des édifices religieux et des fabriques chargées de leur entretien, elles entravent la circulation par les rassemblements et les attroupements de personnes qu'elles attirent; elles donnent lieu à des conversations bruyantes, à des discussions plus ou moins vives qui troublent le prêtre et les fidèles dans l'exercice du culte. Il en résulte même quelquefois des désordres qui portent atteinte au principe de la liberté des cultes, que la constitution garantit à tous les citoyens.

Le plus sûr moyen d'obvier à ces graves inconvénients, dit le ministre, c'est de ne plus permettre qu'à l'avenir les affiches soient placardées sur les murs et les portes des églises. On peut choisir soit la mairie, soit tout autre local disponible pour y afficher les actes de l'autorité publique. Dans les communes où il n'existe pas de bâtiment affecté à la mairie, s'il n'y a point un autre endroit plus favorable à la publicité, il sera facile d'élever à peu de frais, sur la place même de l'église, un poteau ou pilier sur lequel on placera un tableau destiné à recevoir les affiches.

L'article 11 de la loi du 18-22 mai 1791 confie au maire le soin de désigner les lieux où sont posées les affiches des lois et des actes de l'auto-

rité publique. Cette désignation doit être faite par un arrêté régulièrement publié. Si, malgré les avertissements du préfet, un maire persistait à indiquer l'église paroissiale, le préfet aurait le droit de réformer l'arrêté qu'il aurait pris à cet effet.

Cependant cette règle générale n'est pas sans exception. Aux termes des articles 6, 15 et 21 de la loi du 3 mai 1841, les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique doivent être affichés à la principale porte de l'église. L'art. 6 du Décret du 7 août 1848 prescrit en outre, d'afficher sur la porte de l'église, la liste des jurés pour chaque commune. Dans ces deux cas, les dispositions formelles de la législation continuent d'être observées; mais la circulaire indique un mode d'exécution. D'abord les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et la liste des jurés ne peuvent être mis sur les murs des églises; ils doivent être seulement affichés sur la partie extérieure de la principale porte de l'église, et il conviendra, dit le ministre, d'y attacher un cadre ou tableau destiné à les recevoir, et placé de manière à ce que la circulation ne soit pas entravée.

Cette lettre datant de l'année 1850, et finissant en ordonnant aux préfets de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour interdire l'apposition des affiches, hors les cas prévus par les lois précitées, sur les murs et les portes des églises, il s'ensuit qu'aujourd'hui, après un intervalle de 32 ans, les maires n'auraient pas l'ombre d'un prétexte pour s'abstenir de le remettre en règle.

Appliquant maintenant ces dispositions au cas qui nous concerne, nous dirons que le maire dont il s'agit a le droit et même le devoir de poser une affiche sur la porte de l'église pour annoncer l'enquête ouverte sur l'utilité publique d'une voie projetée, mais après y avoir attaché un tableau destiné à la recevoir.

Q. — Des frères de la doctrine, dont deux munis de brevets et attendant dans la localité l'ouverture d'une école libre, peuvent-ils donner des leçons particulières à plus d'un élève à la fois, sans craindre d'être inquiétés.

R. — Aux enfants d'une famille particulière et dans la maison même de cette famille, oui, quel que soit le nombre de ces enfants. Mais ailleurs, non. Il serait dangereux de le tenter; on risquerait d'empêcher l'ouverture de l'école libre.

Mais s'il s'agissait d'enseigner exclusivement le catéchisme et l'histoire sainte, il n'y aurait pas de difficultés, parce que ces deux branches de l'enseignement sont exclues du programme scolaire. Sur ce point, il n'est pas nécessaire d'avoir le brevet: tout le monde peut se donner ou accepter cette mission, les femmes aussi bien que les hommes. Mais il sera toujours convenable de s'entendre avec le curé, parce qu'il s'agit d'enseignement religieux.

Q. — Le délai de 48 heures pour la sépulture de ceux que meurent subitement est-il rigoureux? Y a-t-il un texte de loi qui prescrive ce délai? Ou bien, n'est-ce qu'une mesure de prudence?

Il n'y a pas d'uniformité dans la conduite. Dans certaines localités, on ne procède à l'inhumation qu'après 48 heures, dans d'autres qu'après 24. Si la loi prescrit le délai de 48 heures, dans les cas d'urgence le curé peut-il exiger que la déclaration de l'officier civil, autorisant l'inhumation avant les 48 heures, mentionne le cas d'urgence?

R. — Ce délai de 48 heures pour ceux qui meurent subitement n'est pas exigé par une loi. Mais il est compris dans les règlements de police. Or, c'est le maire qui est chargé de la police en cette circonstance. L'article 77 du Code civil porte, en effet, ces mots : « Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès et que 24 heures après le décès, *hors les cas prévus par les règlements de police.* »

L'interprétation de ce cas appartient au maire ou au médecin délégué par lui, et elle est diverse selon les circonstances; car il y a telle circonstance pour laquelle on attend 48 heures et même plus, et telle autre pour laquelle on n'attend pas du tout.

Ceci ne regarde en rien et ne saurait regarder le curé. Celui-ci ne peut faire l'inhumation que sur le vu d'un permis, lequel indique, quand il y a lieu, un délai autre que le délai ordinaire. Il n'a pas à se préoccuper de la manière dont le maire accomplit son devoir; il n'a sous ce rapport aucune responsabilité. Qu'il s'en tienne uniquement aux termes du permis. Nous profitons de l'occasion pour recommander aux curés de ne jamais se dessaisir de ce permis. C'est une sauvegarde et, au besoin, une arme.

Q. Dans la nuit du 2 décembre 1880, des malfaiteurs s'introduisirent dans l'étude de M. X., notaire à M. et trésorier de la fabrique de M. Avec un vilebrequin ils pratiquèrent un trou à la porte d'entrée de l'étude du notaire; après, ils cherchèrent vainement à forcer la serrure de la seconde porte; mais à l'aide d'un levier ou autres instruments, ils l'enfoncèrent.

Dans un des secrétaires de l'étude se trouvaient enfermés sous clef les fonds de la fabrique qui s'élevaient à ce moment à la somme de 220 francs. Au moyen d'un levier ou d'un ciseau ils ouvrirent le secrétaire et s'emparèrent de cette somme.

Eveillé par le bruit, M. X. se leva, mais les malfaiteurs s'enfuirent et ne purent être reconnus. Au moment où ils furent dérangés, ils travaillaient à enfoncer un autre secrétaire contenant d'autres dépôts (valeurs entre autres au porteur pour 15.000 francs).

Les fonds personnels du notaire et trésorier étaient dans un autre appartement.

Le trésorier, en acceptant les fonctions, n'a pas reçu la caisse à trois clefs, il ignorait même s'il y en avait une, car jamais on ne lui en avait parlé. Avant M. X., Monsieur P. était trésorier, celui-ci n'avait jamais eu de caisse, il ignorait probablement qu'il en existât une.

Le trésorier actuel a donc gardé les fonds comme tous les dépôts qui lui sont confiés, dans un local spécial soigneusement fermé.

Il est avéré et reconnu soit par M. le curé, soit par toutes les personnes qui avaient affaire avec le trésorier que les fonds de la fabrique étaient dans le secrétaire fracturé.

Je demande 1^o si, dans ce « cas de force majeure, » le trésorier exerçant des fonctions gratuites, n'ayant à se reprocher aucune faute, ni négligence de sa part, peut être déclaré responsable de la somme qui lui a été enlevée par effraction et pendant la nuit? être obligé de la rembourser à la fabrique?

2^o A mon avis, tout le conseil de fabrique étant en faute, par rapport à la caisse, peut-il « délibérer valablement » sur cette affaire? N'est-il pas juge et partie?

3^o L'évêque ayant déchargé le trésorier par décision unanime de sa commission épiscopale sur la matière (d'après un rapport que lui a adressé M. le curé), les fabriciens peuvent-ils refuser d'accepter cette solution?

Que faire pour les y contraindre?

Deux membres de la fabrique ont refusé de signer une délibération dans laquelle se trouvait insérée la décharge épiscopale vis-à-vis du trésorier. Ils donnent pour raisons qu'ils n'ont pas vu le rapport adressé à l'évêque, que celui-ci a pu être trompé, qu'ils ignorent s'il est compétent que Maître X. n'a pas pris le même soin des deniers de la fabrique que des siens propres.

Ces deux Messieurs peuvent-ils en appeler au conseil de préfecture? Si oui, à qui incomberont les frais?

Un membre de la fabrique est malade, il n'a pu assister à la délibération. Le trésorier étant en cause n'a pas voté. Le maire s'est abstenu. M. le curé et l'autre trésorier sont de l'avis de l'évêque et votent la non responsabilité du trésorier.

Que croyez-vous qu'il y ait à faire pour donner une solution définitive à cette affaire?

R. — D'une manière générale, le trésorier a une grande responsabilité, et l'on pourrait très-bien, s'il y avait lieu, lui intenter une action juridique soit pour dilapidation, soit pour défaut de reddition de comptes ou pour défaut d'en acquitter le reliquat, soit enfin pour abus de confiance; et cette action peut lui être intentée par son successeur, et, au défaut de ce dernier, par le procureur de la république, soit d'office, soit sur l'avis d'un des fabriciens, soit sur l'ordonnance rendue par l'évêque. (*Décret du 30 décembre 1809, art. 90.*)

Mais, dans le cas actuel, il n'y a aucune des conditions prévues par la loi. On voit, au contraire, cas de force majeure d'une part, et de l'autre, absence d'impéritie ou d'imprudence. Il est vrai qu'il y a ici une infraction à l'article 50 du décret précité qui exige le dépôt des fonds dans une armoire à trois clefs. Mais, outre que cette faute est commune au président du bureau, au curé et au trésorier, et même à tout le conseil qui n'a jamais établi cette armoire, il n'y aurait point là une preuve de cette négligence coupable qui engage une responsabilité effective. En supposant que l'armoire à trois clefs eût existé et renfermé l'argent, aurait-elle empêché les voleurs de la briser et de la vider?

Au reste, l'évêque avait autorité pour apprécier la chose, et les fabriciens opposants ont mauvaise grâce de protester. Cette protestation, au reste, est illégale. La loi donnant à chaque membre le droit de dénonciation au parquet, ils ont là un moyen légal de faire juger la question de responsabilité. Le conseil de préfecture ne serait pas compétent pour connaître de ce conflit; il faut

draît s'adresser au tribunal de première instance. Or, celui-ci ne voyant aucun des cas de responsabilité effective que nous avons énumérés plus haut, renverrait certainement le trésorier indemne.

De quelle manière arranger définitivement cette affaire ? C'est très-simple : il n'y a qu'à s'incliner devant la sentence de l'évêque, lequel a qualité pour approuver ou désapprouver les comptes de fabrique. Que le conseil donc délibère sur cet incident, et, de quelque façon qu'il juge la chose, c'est l'évêque qui approuvera ou désapprouvera définitivement. Il ne restera aux récalcitrants que le moyen odieux de la dénonciation au parquet, et, nous l'avons dit, sans aucun espoir de succès.

Q. — Un curé de canton accepte un poste d'aumônier. Pendant la vacance qui dure 6 mois, le vicaire reste seul chargé de la paroisse, perçoit son traitement complet et tout le casuel, plus une indemnité de 500 fr. du gouvernement. Ce vicaire a-t-il un droit strict à réclamer au curé parti une part proportionnelle sur la rétribution des annuels qui ont été payés à l'avance ? Vous savez que les annuels sont une rétribution pour les prières qui se font chaque dimanche pour les défunts de l'année et même des années précédentes dont on proclame les noms.

Le curé démissionnaire ne reçoit la notification de l'acceptation de sa démission que le jour de la nomination de son successeur.

R. — La vacance d'une cure s'ouvre à la mort ou à la démission du titulaire et finit à la nomination du nouveau : ainsi s'exprime le décret impérial de novembre 1813, art. 24. Le même décret portait que les revenus qui ont cours pendant la vacance doivent être mis en réserve dans la caisse à trois clefs pour subvenir aux grosses réparations. Mais il ne s'agit ici que des biens des cures, et non du traitement que le gouvernement garde bel et bien par devers lui.

Les revenus dont parle notre correspondant ne sont donc que le produit du casuel. Sous ce rapport, ils appartiennent en entier au vicaire qui fait le service, sauf la part que les lois peuvent attribuer à la fabrique.

Quant à ce que le curé démissionnaire a reçu d'avance pour toute l'année, il ne peut garder que ce qui correspond au temps de ses fonctions ; il doit restituer le surplus à celui qui tient provisoirement sa place ; de même que celui-ci devra transmettre au nouveau titulaire la part proportionnelle qui lui revient. *Décret du 17 novembre 1811, art. 1^{er}.*

Q. — Le 7 mars 1821, M. et M^{me} L. L. ont fait donation à la commune de C., d'une maison et ses dépendances, y sises, à la condition que cette demeure servirait de demeure au curé de la paroisse, et que les impositions de toutes natures afférentes à ladite maison seraient acquittées par la commune, comme l'indique clairement l'acte notarié conçu en ces termes :

« Cette donation est ainsi faite, parce que telle est la bonne volonté des donateurs, mais sous les charges, clauses et conditions suivantes, que ladite commune sera tenue de faire exécuter et accomplir : 1^{re}. 2^{me}. 3^{me}...

4^o Elle acquittera les contributions foncières, dont sont et pourront être tenues lesdites maison et dépendances,

ainsi que toutes autres contributions et charges, auxquelles elles pourraient être tenues par la suite... » Un peu plus tard, en 1832, le gouvernement a autorisé la commune à accepter la donation telle que le comportait l'acte notarié. Il en résulta que les curés ne payèrent aucun impôt pour le presbytère jusqu'en 1848. Mais depuis cette époque on a toujours fait payer à leurs successeurs les impôts des portes et fenêtres, en s'appuyant probablement sur l'art. 27 de la loi du 21 avril 1832, qui, paraît-il, met formellement à la charge des ecclésiastiques logés dans des bâtiments communaux l'impôt des portes et fenêtres de leur logement. Or le directeur des contributions directes du département consulté à ce sujet vient de répondre : « Je ne pense pas que des conventions particulières puissent prévaloir sur cette disposition législative. » Eh bien, l'*Ami du clergé* est-il de cet avis ? ou autrement dit, la loi postérieure de 1832 annule-t-elle cette charge de la donation, et le curé de C. doit-il continuer de payer l'impôt des portes et fenêtres du presbytère ? sinon le curé n'est-il pas en droit non-seulement de réclamer le montant de tout ce qu'il a versé depuis 17 ans qu'il habite C., et les héritiers en cas de refus de la part de la commune d'acquitter cette charge de la donation, ne sont-ils pas autorisés d'en faire annuler l'acte et de rentrer en possession du presbytère et de ses dépendances ?

Prière d'indiquer la marche à suivre tant pour le curé que pour les héritiers des donateurs, afin de faire exécuter la volonté de ces derniers, ou de reprendre leurs biens.

Soit dit en terminant, l'Evêque et (chose extraordinaire) le préfet du département, consultés également sont d'avis que dans le cas présent, les impôts des portes et fenêtres ne doivent plus être à la charge du desservant de C. Néanmoins la commune préférant l'avis contraire du directeur des contributions directes, persiste à ne point vouloir payer, et menace même dans le cas où on l'y forcerait, de faire boucher les nouvelles ouvertures que de 1822 à 1866 elle a volontairement pratiquées. Mais en aurait-elle le droit ? Et quant à ces additions faites au vieux presbytère, le curé en devrait-il payer l'impôt ? Jusqu'ici toutes les démarches n'ont été qu'officieuses de part et d'autre, car avant d'agir officiellement, on a d'abord voulu sonder le terrain.

La réponse motivée la plus prompte possible, s'il vous plaît, vu que la fin de l'année approche et par là même le moment de s'exécuter ou non.

R. — Une chose remarquable, et qui se présente très souvent, c'est la différence d'appréciation que l'on constate chez un grand nombre d'individus selon qu'ils agissent comme citoyens personnellement responsables, ou comme membres d'une collectivité sans responsabilité personnelle. Que de députés, de sénateurs, de conseillers municipaux votent comme tels des mesures qu'ils rougiraient de faire comme hommes privés ! Cependant la conscience ne se bifurque pas ; elle est une et indivisible ; et ce qui est injuste et mauvais dans la vie privée ne peut être juste et bon dans la vie publique.

Le cas qui se présente aujourd'hui est une nouvelle preuve de la justesse de notre observation. Il n'est certainement pas un membre du conseil municipal dont il s'agit, un directeur des domaines ou un magistrat quelconque qui, se trouvant dans la situation du curé, n'eût fait la même revendication et ne la trouvât parfaitement légitime. Mais n'agissant pas en leur nom personnel ils apprécient différemment.

Il faut pourtant qu'ils sachent qu'il n'y a pas deux justices ; que les communes aussi bien que

les individus sont soumises aux stipulations des contrats.

Nous ne comprenons pas l'intervention du directeur du domaine comme juge dans l'affaire présente. Il a qualité pour dire que l'impôt des portes et fenêtres est dû et pour en opérer la recette; mais il est incompétent pour signifier qu'une charge acceptée par la commune ne doit pas être acquittée par elle. La contestation est ici entre la commune, le curé ou la fabrique et les donateurs de l'immeuble.

Il est très vrai que l'article 27 de la loi du 21 avril 1832 met l'impôt des portes et fenêtres à la charge du locataire; mais elle ne défend pas au propriétaire de se substituer au locataire pour l'acquies de cette dette. Le paiement ou le non paiement de cette contribution peut être l'objet d'une convention entr'eux. Ce que nous disons du propriétaire en général s'applique en particulier aux communes qui sont propriétaires des presbytères. De fait, il y en a qui spontanément et par pure bienveillance paient l'impôt des portes et fenêtres des presbytères.

Mais dans le cas actuel, la commune n'a pas à faire acte de bienveillance, mais bien de justice; car elle est liée par un contrat, non pas vis-à-vis du domaine, mais vis-à-vis du curé et vis-à-vis des donateurs. Le domaine n'a rien à démêler dans cette convention qui ne le regarde pas. Quand le directeur écrit: « Je ne pense pas que des conventions particulières puissent prévaloir sur cette disposition législative, » il dit une simple sottise; car la convention particulière ne porte pas qu'il ne faut point payer l'impôt; elle ne fait qu'indiquer qui doit le payer.

Le droit du curé et des donateurs est ici incontestable; la vraie solution a été donnée par l'évêque et par le préfet.

La commune doit donc être mise en demeure d'exécuter les clauses du donateur. Le curé doit l'actionner en restitution des sommes indument versées par lui au Domaine, et il aura gain de cause indubitablement. Si la commune ne s'exécute pas, les héritiers doivent intervenir et demander l'annulation de la donation pour cause de non exécution des clauses stipulées.

Mais, nous est-il dit, la commune a fait ajouter de nouvelles ouvertures au presbytère. L'impôt relatif à ces nouvelles ouvertures ne doit-il pas incomber au curé? Non, en vertu du contrat de donation; car il y est stipulé formellement que la commune paiera les contributions et charges auxquelles le presbytère et ses dépendances *pourraient être tenus par la suite*.

La municipalité pourrait-elle au moins boucher les ouvertures pratiquées par elle-même? Pas davantage et ceci pour un autre motif, savoir, que le presbytère, ayant reçu une destination, ne peut en changer qu'en vertu de la loi qui règle les distractions d'une partie de ces sortes d'immeubles, et en second lieu, la jouissance du curé ne peut être diminuée qu'en vertu de la même loi

et après l'accomplissement de toutes les formalités légales.

Notre correspondant ne doit pas hésiter à formuler ses revendications devant le tribunal civil. C'est son droit personnel et il n'a pas besoin d'autorisation pour cela. La fabrique ayant de par la loi la surveillance des intérêts relatifs à l'église et au presbytère aurait le droit d'intervenir; mais elle aurait besoin d'être autorisée par le conseil de préfecture pour entamer le procès.

Le moyen le plus simple est que le curé se concertent avec les héritiers du donateur pour attaquer la commune. Mais la fabrique interviendra utilement le jour où la municipalité aurait l'idée saugrenue de boucher les ouvertures pratiquées par elle-même au presbytère.

Nous ajouterons que vu l'opinion manifestée du préfet, la chose peut s'arranger administrative ment; car pour répondre au procès la commune aurait besoin d'une autorisation, et celle-ci lui sera évidemment refusée.

Q. — Notre école congréganiste de fille a été laïcisée. J'ai fondé une école libre. Le local m'appartient, et je l'avais cédé à la commune sans indemnité pour l'établissement de l'école communale tenue par les sœurs. Comme cette école aujourd'hui libre est fréquentée par la très grande majorité des enfants, l'administration académique qui jusqu'ici n'avait soulevé aucune difficulté trouve actuellement ce même local très insuffisant et demande de 4 à 5 mètres cubes d'air par élève. Un voisin me cède sa maison contigüe à la mienne. Je vais établir une communication et j'aurai ainsi deux salles à la suite l'une de l'autre et communiquant entr'elles.

Sommes-nous obligés 1° de faire une nouvelle déclaration, ou seulement un supplément de déclaration. Dans ce dernier cas, voudriez-vous m'indiquer le mode? 2° Sommes-nous astreints à deux brevets? 3° Quelles sont les formalités à remplir, s'il y en a, pour l'ouverture d'un ouvroir?

R. — Ad I. Nous avons répondu sur ce point dans notre antépénultième numéro page 628. Une nouvelle déclaration n'est pas nécessaire, d'abord parce que le local a déjà été approuvé et ensuite parce qu'on donne satisfaction à l'autorité académique en ajoutant une salle.

Ad II. S'il y a une adjointe, oui. Celle-ci est tenue d'avoir également le brevet à moins qu'elle ne soit dans les cas prévus par les lois et que nous avons fait connaître plusieurs fois, notamment page 609 et 590.

Ad III. S'il n'est donné absolument aucun enseignement scolaire, il n'y a pas de formalités légales. L'ouvroir constitue un simple atelier de couture sous la direction d'une maîtresse, mais pour peu qu'on dût y donner une instruction primaire quelconque, les lois actuelles le soumettent aux règlements concernant les écoles. Les ouvroirs ne peuvent recevoir les fillettes au-dessous de 13 ans que dans l'intervalle des classes, parce que d'après la loi du 28 mars 1832, ces enfants doivent fréquenter l'école jusqu'à 13 ans révolus.

VARIÉTÉS.

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT.

Plusieurs abonnés de l'*Ami du Clergé* nous ont adressé des lettres ainsi conçues : « La Ligue de l'enseignement fait des progrès rapides dans nos campagnes. Des hommes catholiques pratiquants y adhèrent publiquement et s'en font même les propagateurs, persuadés qu'elle est une œuvre, sinon chrétienne, du moins indifférente.

« Vous nous rendriez le plus grand service en nous disant dans l'*Ami du Clergé* ce que c'est que la Ligue de l'enseignement : son origine, son but, etc., et ce qu'il en faut penser au point de vue théologique. »

Dans la troisième année de l'*Ami du Clergé* nous avons traité la question théologique : nous abordons aujourd'hui la question historique. Pour satisfaire au légitime désir de nos vénéral confrères nous parlerons successivement de l'origine et de la propagation de la Ligue de l'enseignement, de son but et de la manière dont elle a été et est encore appréciée par le Souverain Pontife et les évêques du monde catholique. Le résultat de cette étude sera de montrer que, issue de la franc-maçonnerie, la Ligue de l'enseignement en poursuit le but général par rapport à l'éducation de l'enfance : c'est pour cela que les chefs de l'Eglise ont élevé la voix pour signaler le péril.

§ I. Origine et développements de la Ligue de l'enseignement.

La Ligue de l'enseignement a été fondée le 15 octobre 1866 par le franc-maçon Jean Macé, professeur de l'Université au collège de Beblesheim, Haut-Rhin, avec l'actif concours de M. Charles Robert, directeur général au ministère de l'instruction publique sous M. Duruy.

La Ligue de l'enseignement est donc l'œuvre de M. Macé. « L'idée première lui appartient, écrivait en 1866, le *Monde maçonnique* ; c'est lui qui l'a conçue, exposée le premier, qui a réuni les premiers adhérents, lancé les premiers appels, fait à ses risques et périls les premiers frais. » Il importe de connaître cet homme pour mieux apprécier son œuvre. Nous trouvons dans une remarquable étude sur la Ligue de l'enseignement, publiée par le journal catholique de Langres, la *Haute-Marne*, quelques renseignements sur l'éducation première de Jean Macé.

Né dans une humble condition et appartenant à une famille sans fortune, M. Jean Macé fut dès son enfance, l'objet de la bienveillance de M. l'abbé Augé, supérieur du collège Stanislas. Ce vénérable prêtre s'intéressa à lui, et l'admit gratuitement dans son établissement. Il le garda huit ou dix ans, et il lui fournissait, croit un de ses anciens camarades, jusqu'à ses vêtements. Le jeune protégé sembla d'abord répondre aux soins de son bienfaiteur.

Intelligent, il apprenait facilement ; il était pieux alors, mais, pieux jusqu'à l'excès, car non seulement il communiait tous les jours, mais il se jetait à genoux au milieu de la cour devant tous ses camarades, dès qu'il entendait l'*Angelus*, et il récitait une prière prosterné dans la boue ou la poussière. Une ferveur si exhubérante ne pouvait pas durer, surtout dans une nature comme la sienne, extrêmement impressionnable et mobile.

Au sortir du collège, il mena une vie régulière pendant un an ou deux. Il avait fait venir avec lui sa sœur ; il travaillait beaucoup ; les répétitions qu'il donnait, lui rapportaient largement de quoi vivre. « Il aurait pu être heureux, s'il était resté sage, écrit un de ses anciens camarades qui raconte cette curieuse anecdote : avec son caractère vaniteux et impétueux, Jean Macé ne tarda pas à se laisser emporter aux mauvais exemples, et il tomba très vite et très bas. Je me rappelle l'avoir rencontré à cette époque au Luxembourg, que je traversais tous les jours pour aller à l'école de Droit. Nous parlâmes des anciens camarades. Je blâmai l'un d'eux qui vivait dans le scandale : — Ah ! me dit-il, un tel est dans la débauche jusqu'à la cheville ; moi j'y suis jusqu'au cou. » Voilà l'origine de ses opinions ultra-libérales. — Hélas ! combien à l'exemple du fondateur de la Ligue, sont devenus républicains, lorsqu'ils ont cessé d'être chrétiens. — Jean Macé fit bien des métiers avant de se poser en conseiller des familles, en guide de la jeunesse dans son *Magasin d'éducation et de récréation*. Socialiste ardent, il fut compromis en 1849 à la suite de Ledru-Rollin, et obligé de se réfugier en Normandie, chez un ancien compagnon d'études, afin de se faire oublier. Déjà, il professe la haine du catholicisme, reconnaissant en lui le seul obstacle invincible à ses projets : « Nous autres socialistes, nous n'avons qu'un seul ennemi, déclarait-il à cette époque, c'est le catholicisme. » Quand nous irons demander 50,000 fr. à un bourgeois qui en a 100,000, il les donnera pour sauver les 50,000 autres. Mais quand nous irons demander à un père sincèrement catholique de nous livrer son enfant pour le faire instruire selon nos vues, alors nous aurons de la résistance et de la résistance jusqu'au sang. — Soyez-en sûr, répliqua son interlocuteur, car je suis père et catholique, et si vous osiez demander mon fils pour le former à votre école, vous me casseriez la tête, ou je vous la casserais. — *Je le crois*, répondit M. Macé.

Sous l'empire M. Macé entra dans l'enseignement universitaire. Si le gouvernement d'alors laissait toute liberté de se développer aux œuvres maçonniques, du moins demandait-il à leurs patrons de garder un certain décorum, pour ne pas s'attirer les réprimandes sévères de l'épiscopat dont on avait besoin. M. Macé refoula dans les replis de son cœur les sentiments du socialiste exalté de 1849, se montra moraliste réservé et même sévère etc. Au fond, c'était toujours

l'homme impie, l'ennemi acharné de l'Eglise, qui laissait voir dans les réunions secrètes des loges la pensée d'impiété qui l'obsédait.

Lorsque la République fut de nouveau proclamée en 1870, M. Macé, abandonnant l'empire qui l'avait protégé, se flatta d'avoir frayé la voie au nouveau régime. Depuis lors, dans une série de brochures plus ou moins hostiles, il développa l'idée qui fut le rêve de sa vie : chasser Dieu de l'école.

Tel est l'homme que la Ligue de l'enseignement vénère comme son fondateur : cela suffirait à la faire condamner. Un arbre mauvais peut-il porter de bons fruits ! Mais ici, c'est moins encore l'homme privé qu'il faut considérer, que l'idée à laquelle il obéit. M. Macé, au fond, n'est qu'une machine, un instrument non pas inconscient, parce qu'il sait parfaitement à quoi s'en tenir sur son rôle, mais un instrument docile de la franc-maçonnerie.

Dans les loges, c'est une loi de n'engager la société qu'à coup sûr. Lorsqu'on présente un projet nouveau, ou lorsqu'on veut lancer une idée neuve, les dignitaires se gardent bien de se mettre en avant, pour ne pas se couvrir de ridicule si la tentative échoue. Un membre fait à ses risques et périls les premières démarches, soutenu par les secrets encouragements et souvent par les secours pécuniaires de la société, sauf pour celle-ci à revendiquer les honneurs, en cas de réussite, et à prodiguer le blâme et le désaveu après un échec.

Ainsi fut-il fait pour la Ligue de l'enseignement. Il s'agissait de s'emparer de l'éducation de l'enfance et de la soustraire à toute influence religieuse. Dès 1845, il fut fait à la loge de Bruxelles *le Travail*, « une proposition qui contenait, comme le noyau contient l'arbre, toute la Ligue de l'enseignement moins le nom. » L'heure n'était pas encore propice, et ce ne fut qu'en 1865, le 16 février, que la Ligue fut fondée en Belgique.

Le F.^r Macé ne fit qu'imiter les loges maçonniques de Belgique, et transplanter en France l'arbre mauvais qui se développait rapidement chez nos voisins. C'est le 15 novembre dernier, disait le premier bulletin de la Ligue de l'enseignement (15 décembre 1866), qu'a été lancé l'appel définitif en faveur de l'établissement en France d'une Ligue de l'enseignement, à l'imitation de celle qui existe depuis deux ans en Belgique. » Ainsi donc la première idée de la Ligue n'a pas, comme l'a dit le *Monde maçonnique*,¹ germé dans le cerveau du F.^r Macé, mais bien dans une loge maçonnique de la Belgique. Le F.^r Macé ne fut qu'un vulgaire imitateur, je dirais presque un plagiaire.

A sa naissance la Ligue eut deux puissants protecteurs : les ministres libéraux de l'Empire et les loges maçonniques.

Depuis quelque temps, les ministres de l'instruction publique sous l'Empire visaient le même but que la Ligue de l'enseignement. Ils cher-

chaient à anéantir les libertés accordées par la loi de 1852, et à faire rentrer tout enseignement entre les mains de l'Etat, afin d'éliminer toute pensée du surnaturel de l'éducation. Conçu en 1861 par M. Roulaud, ce plan était suivi avec une rare activité par M. Duruy. Aussi M. Macé fut-il vivement approuvé dans les hautes sphères du gouvernement impérial. Les fonctionnaires de tout ordre s'empressèrent de propager la ligue. Procureurs impériaux, préfets, professeurs de l'Université témoignèrent de leur zèle en se faisant les agents de recrutement de cette nouvelle institution qui en se posant comme une œuvre d'initiative privée, bénéficierait cependant de toutes les faveurs gouvernementales.²

Les loges maçonniques fournirent un concours plus immédiat encore, en fondant un grand nombre de cercles de la Ligue : elles travaillaient dans leur intérêt : la Ligue était leur œuvre. A quiconque en douterait, nous ferions remarquer les extraits suivants de la presse maçonnique. « L'influence de la Maçonnerie sur la réussite de l'œuvre fondée par le F.^r Macé sera certainement des plus heureuses et peut-être décisive.... Les principes que nous professons sont en parfait accord avec ceux qui ont inspiré le projet du F.^r Macé². » « L'œuvre de la Ligue, reprend celui-ci, la diffusion de l'instruction, est une œuvre *essentiellement maçonnique* ; ses principes sont entièrement conformes aux principes acceptés par les Loges, et une chose m'étonne, c'est le temps qu'elles ont mis pour s'en apercevoir. »

Dans un banquet donné par la Ligue à Strasbourg, en mars 1869, le F.^r Macé portait le toast suivant : « A l'entrée de tous les Francs-Maçons dans la Ligue, c'est leur œuvre qui se fait là. » Enfin, au congrès général tenu le 21 avril 1881, il affirme encore publiquement ce qu'il a déjà dit jadis, à savoir que son œuvre est sortie des entrailles de la Franc-Maçonnerie. Les réunions ont lieu à l'hôtel du Grand-Orient de France, et à la séance de clôture, le président de la Ligue a remercié ses hôtes en ces termes : *La Ligue est ici chez elle. C'est la fille chez la mère.* C'était également la pensée de l'Assemblée tout entière, car, à cette même séance, un naïf ayant eu la simplicité de demander qu'afin de tenir compte des préjugés absurdes, mais tenaces, on évitât l'apparence d'une alliance trop intime avec la Franc-Maçonnerie, le malheureux personnage fut traité de clérical et couvert de huées. « Vous savez que c'est la Maçonnerie qui a été la fondatrice de la Ligue, c'est elle qui a fait la Ligue ! » s'est écrié le F.^r Hérédia, aux applaudissements unanimes de toute l'assemblée. « Vous insultez la maçonnerie. C'est elle qui fait votre force. Nous ne pouvons rien sans elle. On a invité les Loges à envoyer des délégués au Congrès, et

¹ Le P. Deschamps, *Les sociétés secrètes*, t. II, p. 471

² *Le Monde maçonnique*.

¹ Mai 1867, p. 57 et 58.

leurs mandataires siègent parmi vous en cette qualité. » Telles sont quelques-unes des interruptions ¹.

Quelquefois, avant et même après la chute de l'Empire, le F.^r. Macé a cherché à renier cette filiation de la Ligue : c'était pour en imposer aux simples. Ses complices ne s'émurent pas de ses déclarations, qu'il avait soin de démentir au sein des loges. Enfin, un dernier trait qui nous montrera la Ligue essentiellement mauvaise dans son principe, c'est qu'elle fut vivement soutenue par la presse révolutionnaire. Tout d'abord elle fut présentée au public par l'*Opinion nationale*, où régnait M. Sauvestre, l'auteur d'ignobles pamphlets; la *Petite* et la *Grande République*, le *Rappel*, le *Temps*, le *Siècle*, l'*Evènement*, le *Petit Journal*, le *Télégraphe*, etc. se sont rangés parmi les souscripteurs.

En résumé, la Ligue de l'enseignement, réalisation d'une idée maçonnique, a pris naissance dans les Loges, a eu pour fondateurs des Francs-Maçons, pour protecteurs des Francs-Maçons, pour propagateurs des Francs-Maçons. En dehors de toute autre preuve, cette tache originelle suffirait pour la dire mauvaise. Toutes les fois que la Franc-Maçonnerie se met en mouvement, c'est dans un but intéressé. Quel il fut ici, c'est ce que nous allons voir.

§ II. But de la Ligue de l'Enseignement.

Extérieurement et primitivement, l'idée jetée en avant, comme but de la Ligue, fut de « former un concert désintéressé d'hommes appartenant, ou du moins pouvant appartenir à toutes les opinions et se donnant la main pour répandre autour d'eux ce qui est au-dessus de toute controverse, à commencer par ces sciences premières inconnues encore à un si grand nombre de nos concitoyens : la lecture et l'écriture ². » « Au sein de la Ligue, était-il dit, dans l'acte d'adhésion, on ne servira les intérêts d'aucune opinion religieuse ou politique. »

C'était là le masque : sous ces dehors de modération se cachait le véritable but que l'on manifesta plus tard. Les esprits clairvoyants l'avaient déjà deviné. « Ce n'est point une Ligue de l'enseignement, écrivait, en 1869, Mgr Dupanloup, c'est une Ligue contre la religion. L'enseignement, c'est le masque : l'irreligion, l'anticristianisme, c'est le but. Mais le masque fait des dupes qui deviennent complices d'un détestable but. »

Au fond, la fin poursuivie par la Ligue de l'enseignement était 1^o de mettre sous la main de l'Etat l'enseignement public à tous les degrés, par conséquent de retirer au moment favorable toutes les concessions faites à l'enseignement libre; 2^o d'éliminer absolument l'idée surnaturelle et religieuse, depuis l'instruction primaire

inclusivement, jusqu'à l'enseignement supérieur; 3^o d'enlever à tous les citoyens par des prescriptions légales le droit et la possibilité de donner à leurs enfants ou aux enfants des autres un enseignement différent et en dehors de celui de l'Etat ¹.

Ce but, d'abord inavoué, a été depuis proclamé au grand jour, sous une formule qui passera à la postérité : *Instruction gratuite, laïque et obligatoire*. Poursuivi avec une ardeur qu'avive la haine la plus envenimée, par des hommes tout-puissants aujourd'hui, il a grande chance d'être bientôt réalisé. Les F.^r. Ferry, Paul Bert, etc., ne sont que les mandataires de la Franc-Maçonnerie et ses auxiliaires pour ce qui regarde la Ligue de l'enseignement; ils ont été poussés aux premières places pour faire prévaloir ses idées, et, dans des jours néfastes, il nous a été donné de voir ce que leur cœur gardait de venin pour tout ce qui touche à l'enseignement religieux. Aujourd'hui, ils continuent lentement, mais sûrement, à chasser Dieu de l'école, à assurer à un gouvernement athée tout le monopole de l'instruction qu'il donnera en rapport avec ses principes.

Ils n'ont plus besoin de dissimulation, maintenant qu'ils possèdent et le budget de la France et le pouvoir : aussi parlent-ils franchement et nous sommes étonnés que leurs aveux, dépouillés de tout artifice, n'aient pas désillusionné un certain nombre d'hommes droits dont la bonne foi avait d'abord été surprise.

Concluons : Donner son nom à la Ligue de l'enseignement, fournir le sou des écoles, encourager les réunions, c'est donc adhérer à une œuvre maçonnique, se faire les coopérateurs des sectaires tels que Paul Bert et Jules Ferry, aider à la réussite de leurs projets impies, travailler à déchristianiser la France, en privant la jeunesse d'une éducation chrétienne, en un mot, c'est faire l'œuvre d'un mauvais chrétien, d'un mauvais père de famille, d'un mauvais citoyen. Le jugement que nous portons sur la Ligue de l'enseignement est celui qu'en ont porté le Souverain Pontife et les Evêques : nous en dirons un mot.

§ III. Condamnation de la Ligue de l'enseignement par l'Eglise.

Les Papes Pie IX et Léon XIII ont condamné formellement la pensée capitale de la Ligue de l'enseignement : l'école sans Dieu. « Une éducation qui prétend former, sans le secours de la doctrine et de la loi morale de Jésus-Christ, ces esprits et ces cœurs des jeunes gens qui sont d'une nature si tendre et si susceptibles d'être portés au mal, doit nécessairement engendrer une race livrée sans frein aux mauvaises passions et à l'orgueil de la raison. Le dessein de soustraire les écoles primaires à la puissance de l'Eglise et les tentatives faites pour le réaliser, sont donc

¹ La Haute-Marne, 16 décembre 1881.

² M. Macé.

¹ C. C. de Saint André, « Francs-maçons et Juifs », p. 344.

inspirés par un esprit d'hostilité contre elle et par le désir d'éteindre chez les peuples la divine lumière de notre sainte foi. Dans les pays où l'on exécuterait ce pernicieux dessein, il y aurait donc pour l'Eglise un impérieux devoir, d'abord de faire tous ses efforts afin de procurer à cette jeunesse l'instruction et l'éducation chrétiennes qui lui sont nécessaires, mais aussi de donner des avertissements aux fidèles, en leur déclarant que l'on ne peut, *en conscience*, fréquenter de pareilles écoles opposées à l'Eglise catholique. »

Dans une autre circonstance, Pie IX fut encore plus explicite. Félicitant, au commencement de 1864, Mgr l'évêque d'Angers d'avoir rappelé les condamnations portées contre la Franc-Maçonnerie, il ajoutait : « Nous déplorons aussi, vénérable frère, que de cette source même des sectes condamnées soit sortie, pour la perte des âmes, une autre société pernicieuse appelée Ligue de l'enseignement, travaillant à extirper radicalement, surtout de l'âme des enfants, la foi catholique et s'efforçant d'exercer impunément dans toute la France les industries de son iniquité. Bien que nous sachions que vous êtes empressé d'appliquer votre sollicitude pastorale à combattre un pareil fléau, cependant, en raison de la gravité de cet objet, nous ne voulons pas omettre de vous exciter dans le Seigneur à persévérer dans les efforts de votre zèle pour la garde de votre troupeau, en persistant à stimuler la vigilance des fidèles, et vous appliquant avec ardeur à arracher du champ qui vous est confié ces déplorables plantations que cultivent les enfants des ténèbres. »

Les évêques mieux placés pour voir les funestes résultats de la Ligue de l'enseignement l'avaient déjà solennellement condamnée.

En 1868, Mgr l'évêque de Metz, après avoir manifesté à ses diocésains le véritable but de la Ligue, ajoutait : « Nous les co-jurons, nous les avertissons, et au besoin nous leur enjoignons de retirer ou de refuser absolument toute adhésion, toute coopération et tout appui à la Ligue de l'enseignement formée à Metz ou en quelque lieu que ce soit de notre diocèse. »

Le 8 décembre 1873, Mgr l'évêque d'Angers publiait dans un mandement la condamnation suivante : « Nous réprouvons la Ligue de l'enseignement, comme ayant pour but d'exclure et de séparer la religion de l'éducation scolaire, et nous faisons défense à tout fidèle de notre diocèse d'en faire partie, d'y coopérer, soit par voie de souscription, soit de toute autre manière. »

Nous ne parlons pas de tous les anathèmes que les évêques du monde entier ont lancés contre l'éducation dont la vérité religieuse ne serait plus la base : ils sont trop nombreux pour que nous puissions les analyser ici.

Enfin nous terminons en rappelant que les membres et les fauteurs de la Ligue de l'enseignement tombent sous le coup d'une excommunication réservée au Souverain Pontife.

Courrier de l'Utile.

RECETTES DE PATISSERIE COMMUNE

Noël ! le jour de l'an ! Qui dira les impressions salutaires et délicieuses que ces fêtes apportent à tous les cœurs ?

C'est l'époque des réunions de famille et des agapes fraternelles. La table s'enrichit de mets insolites, surtout de pâtisseries, la plupart confectionnées à la maison, et bien préférables à celles qui sortent des officines urbaines. Nous donnons aujourd'hui des recettes pour la fabrication des gaufres. A la campagne, c'est par excellence la pâtisserie de ces jours et le pendant du gâteau des Rois.

Gaufres ordinaires

Prenez 375 grammes de farine, 125 grammes de beurre clarifié, 4 œufs, 185 grammes de sucre en poudre, 14 grammes d'eau de fleur d'oranger ; délayez la farine et le sucre avec une quantité d'eau suffisante, cassez les œufs, battez bien le mélange, et incorporez-y le beurre que vous avez fait fondre auparavant, faites chauffer le gaufrier, que vous avez soin de graisser légèrement, mettez dedans deux ou trois cuillerées de pâte, fermez, remettez sur le feu, retournez de temps en temps. Quand la gaufre aura acquis une belle couleur jaune, vous la détacherez du fer, vous la roulerez sur un bâton et la maintiendrez chaude jusqu'au moment de servir. Alors il faudra saupoudrer avec du sucre rapé.

Gaufres au chocolat

Prenés 92 grammes de chocolat, 250 grammes de farine, 185 grammes de sucre en poudre, 4 œufs entiers, 1 1/2 litre de lait, et suivez la recette précédente.

Gaufres mignonnettes

Pour 12 gaufres :

Farine, 125 grammes.

Sucre, 95 .

Un œuf entier et quatre jaunes.

Eau-de-vie de cognac, 4 cuillerées.

Délayez avec de l'eau douce, opérez comme ci-dessus, mais en vous servant d'un fer plus petit.

IMPRIMATUR.

Lingonis, die 27 decembris.

† GUILLELMUS, episcopus Lingonensis.

Le secrétaire-gérant : G. ALCYON.

« Voilà un beau livre, un livre de famille des travailleurs, que nous signalons avec empressement aux patrons et aux chefs d'ateliers : qu'ils en fassent cadeau à leurs contre-maitres, à leurs meilleurs ouvriers. La femme, les enfants, oh ! qu'ils seront heureux et les béniront ! »

Prix, broché : 15 fr. — Relié, 20 francs.

Mgr l'évêque de Versailles a récemment adressé la lettre suivante à M. l'abbé Corblet, au sujet de son bel ouvrage sur le *Baptême* :

« Monsieur le chanoine,

« Je vous remercie de la bonté que vous avez eue de m'envoyer les deux volumes de votre *Histoire du sacrement de Baptême*.

« A une première vue, la seule qu'il m'ait été encore possible d'avoir, il m'a paru que c'est une œuvre magistrale, conçue avec la science d'un théologien et exécutée avec l'érudition et la patience d'un bénédictin. Le passé n'a pas de secrets pour vous, et la science contemporaine vous est également familière. De telles œuvres honorent non-seulement leur auteur, mais le clergé tout entier ; elles servent utilement l'Eglise en fournissant la démonstration de son immutabilité, et par là même de sa divinité. Je suis heureux de penser que vous avez trouvé à Versailles la studieuse retraite dont vous avez besoin pour suffire à de si importants travaux, et je fais les vœux les plus sincères afin que la divine Providence vous permette de faire à loisir et en bonne santé pour les sept sacrements ce que vous avez si bien fait pour le premier de tous.

« Veuillez agréer, monsieur le chanoine, avec mes félicitations et mes remerciements, l'assurance de mon sincère et respectueux dévouement.

« † PAUL,

« évêque de Versailles. »

2 beaux volumes in-8°, 20 francs.

NOTES LITTÉRAIRES

Pa-fums du grand monde, par le vicomte Henry du Mesnil. Paris, Palmé; in-12 de 304 p. — Prix : 3 fr.

Sous ce titre qui ne nous paraît pas heureux, M. le vicomte Henry du Mesnil, a réuni quatre nouvelles : Une séparation ; Les Trois bossus ; Par le trou de la serrure ; Le déjeuner du chevalier. Les deux dernières sont des bluettes assez bien racontées qu'il suffit de mentionner ; les autres ont plus de portée et de valeur. Dans les Trois bossus, l'auteur raconte une histoire réellement touchante ; il montre comment une femme mondaine, par pure légèreté, peut faire le malheur de plusieurs personnes. La première et la plus importante, la *Séparation*, est le récit d'une rupture après quelques jours de mariage, entre deux jeunes époux qui s'aiment et s'estiment. Ne connaissant rien de la vie, ils se l'issent séparer par une mère impérieuse qui a voulu se débarrasser de sa fille et qui la sacrifie à ses fantaisies, mais tout est bien qui finit bien, et après diverses péripéties, Angèle et Henri se trouvent réunis.

(Moniteur bibliographique.)

CONSEILS A L'ÉPARGNE CATHOLIQUE.

La Bourse a recommencé à vaciller pendant toute la semaine.

Le 3 0/0 est à 30 50, sans changement. L'amortissable fait 81 10 au lieu de 81 15. Le 4 1/2 cote 109 25, en perte de 0 25. Le 5 0/0 a progressé de 114 85 à 105 05.

Bonne tenue sur les fonds étrangers. Le 5 0/0 italien, notamment, a été poussé à 90 15. Le Turc, grâce aux bonnes dispositions de la place de Londres, s'est maintenu ferme à 12 05. On a négocié l'Unifiée égyptienne à 360 et la Banque ottomane à 755 50.

Peu de variation sur les chemins de fer. L'Est, l'Orléans et l'Ouest se retrouvent respectivement à leur prix d'il y a huit jours, c'est-à-dire à 730, 1255 et 780. Perte de 20 francs sur le Lyon et le Nord ; celui-là à 1750, celui-ci à 1895. Augmentation de 5 francs sur le Midi à 1190.

Nous ne reproduisons pas le cours des valeurs financières. Aucune d'elles ne présente de différence appréciable dans un sens ou dans l'autre.

Voici le 1^{er} janvier qui approche. Actions et obligations ont des coupons à détacher. Beaucoup profitent de la circonstance pour acheter. Car, dans l'espace de quelques jours, on touche le revenu d'un argent que tout à l'heure on avait en poche.

Cette année, ces achats de valeurs au moment du coupon sont particulièrement avantageux, car, à l'encontre de l'année dernière, où elles étaient à cette époque à un prix très élevé, elles se trouvent presque toutes à une cote modérée. L'action de la *Société générale de librairie Catholique* en particulier ne s'est pas écartée du taux de 500 francs, et nous en conseillons de nouveau l'achat à ce prix, afin de pouvoir bénéficier du coupon de janvier.

Le tribunal a rendu son jugement dans l'affaire de l'*Union Générale*. Messieurs Bontoux et Fédér sont condamnés à cinq ans de prison et 3,000 francs d'amende solidairement.

Ce jugement a surpris tout le monde et on est d'accord à reconnaître que la politique y a trop de part. Le parquet avait de lui-même reconnu qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre le directeur de l'*Union* pour escroquerie et abus de confiance. Il ne restait donc plus que la prévention de contravention aux lois sur les sociétés et il est sans exemple que cette contravention — que toutes les sociétés connues à la Bourse commettent — ait jamais valu à quelqu'un une condamnation aussi effroyable.

Mais que voulez-vous ? Il faut bien que le gouvernement justifie l'arrestation illégale de ces Messieurs, arrestation qui a entraîné l'écroulement de l'*Union*.

Un Juif — journaliste radical — disait en sortant du tribunal et à voix haute : « C'est la revanche des Juifs. »

Cela, en effet, ressemble à une revanche, et même à un marché. Les Juifs ont tenu à écraser l'*Union*. Le gouvernement leur a donné la main et l'alliance est jurée. — On dit que les cours des valeurs de l'Etat vont remonter et qu'en échange l'Etat, au lieu d'augmenter son réseau de voies ferrées, va céder plusieurs de ses lignes à la haute banque juive en général et à MM. de Rothschild en particulier.

Je n'ai pas besoin de vous dire que MM. Bontoux et Fédér en ont appelé. Mais est-ce bien la peine ? La magistrature a marché et marche encore. On dit que bientôt le citoyen Cazot va devenir président de la cour de cassation.

Almanachs de propagande pour 1883

ALMANACH HISTORIQUE ET PATRIOTIQUE

Un joli volume in-12 de 144 pages, avec nombreuses illustrations

PRIX : 30 Centimes L'EXEMPLAIRE

TABLE DES MATIÈRES

L'année 1883. — Calendrier. — Postes et télégraphes. — Revue des événements de l'année. — Le naufrage de la *Jeannette*. — Charlemagne. — Un fond de bouteille. — Profondeur de la mer. — Le bombardement d'Alexandrie. — Instinct d'un brochet. — L'Ecole primaire sous la Révolution. — Tambours, battez aux champs ! — Mgr de Ségur. — Des fourmis enragées. — Les bandes de Garibaldi en 1870. — Le tunnel sous la Manche. — Laïque et obligatoire. — Le cardinal Lavigèrie. — Les massacres de Bouguenais sous la Révolution. — La tempête du Havre. — La Moricière et les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. — Le docteur Crevaux. — Une histoire de pigeons. — La pêche de la baleine. — Quelques histoires. — Le général Ducrot. — La chasse aux corbeaux en Picardie. — Les fortifications de Paris. — Une histoire de zouaves. — La messe d'accord. — La bataille de Patay. — La loi sur l'instruction primaire. — Anecdotes variées.

ALMANACH de L'ASSOMPTION (4^e année)

TABLE DES MATIÈRES

Chronique pour l'année 1883. — Quatre-Temps. — Eclipses. — Comput ecclésiastique. — Calendrier, avec maximes, proverbes, anecdotes correspondant à chaque mois. — Mgr Turinaz. — Mémorial de la famille chrétienne. — 1881-82. — La prière du soldat. — Le chef-d'œuvre de maître Guebbard. — Chez les Kroumirs. — Menus propos. — La perle des locataires. — L'Ange de la charité. — L'aumônier militaire. — Calino : une page de sa biographie. — Le pain de la réconciliation. — La religion. — Propriétés médicinales des feuilles de chou. — Le vieux sonneur de cloches. — Ça et là. — La nuit de Noël. — le Parterre de N.-D. de la Première Communion. — Qualités de l'ortie. — Les tribulations d'un âne. — Payez-moi. — Le bouquet à la Vierge Marie.

Beau vol. in-8° carré, avec portraits, gravures, types, etc. — Prix : 0 fr. 50 cent.

ALMANACH DES CAMPAGNES

(3^e ANNÉE)

Un joli volume in-12 de 72 pages avec nombreuses illustrations

PRIX : 15 CENTIMES L'EXEMPLAIRE

Table des Matières

L'année 1883. — Calendrier. — Revue de l'année. — Causerie agricole. — Marseillade. — Le bombardement d'Alexandrie.

JURISPRUDENCE RURALE

Loi sur la police sanitaire des animaux. — Loi sur les chemins ruraux et d'exploitation. — Le cardinal Lavigèrie, archevêque d'Alger.

RECETTES UTILES

Médecine domestique : Le croupé. — Maux de gorge. — Remède contre les brûlures. — Guérison du panaris. — Recette pour fabriquer le vin de quinquina.

Economie domestique : Les œufs en hiver. — Colle pour la porcelaine. — Boisson d'été.

Economie rurale : Fabrication de l'azote. — Asphyxie des vendangeurs. — La Morve. — Constipation des veaux. — Tondage des bœufs et des chevaux.

Pronostics sur le temps qu'il fera : — Pronostics tirés de l'atmosphère. — Pronostics tirés des animaux.

A plaideur rusé, juge malin, anecdote. — La péripneumonie contagieuse. — Une histoire de revenant. — Le jardinage dans les campagnes. — Destruction des rats. — L'Egypte. — L'instruction gratuite. — Le Vitrier.

ALMANACH D'ARLEQUIN POUR 1883

1 vol. avec vignettes humoristiques. Prix 0 fr. 20.

Table des Matières

1883. — Comput ecclésiastique. — Quatre-Temps. — Fêtes mobiles. — Commencement des quatre saisons. — Eclipses. — Calendrier. — L'année 1883 en quatrains politiques. — Revue de l'année. — A la Lanterne d'Arlequin. — Réponse. — Le recensement. — Lycées de filles. — Les rentiers du Deux-Décembre. — Laissez-moi tranquille. — L'œuvre de la Monarchie. — Tout gratis pour nos bons députés. — Plus de Concordat. — La magistrature sous la République. — Le Divorce. — La corrépondance de Naquet. — Etc., etc.

Adresser les Demandes à M. VICTOR PALMÉ, éditeur, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA

QUATRIÈME ANNÉE DE L'AMI DU CLERGÉ

PRÉDICATION

Sermons pour les jours de fête.

LE SAINT NOM DE JÉSUS : Pourquoi nous devons l'honorer	1
PAQUES : Les allégresses du jour de la Résurrection	153
PATRONAGE DE SAINT JOSEPH : <i>Depositum custodi!</i>	189
ASCENSION : La fête de l'espérance	225
PENTECOTE : Les leçons de cette solennité.	237
TRINITÉ : Le crucifix	249
FÊTE-DIEU : Le pain du ciel	261
SACRÉ-CŒUR : La grande dévotion des temps présents.	273
ASSOMPTION : L'incomparable glorification de la sainte Vierge	381
TOUSSAINT : La couronne des élus	501
JOUR DES MORTS : Pitié pour les trépassés.	513
IMMACULÉE-CONCEPTION : La fête de notre mère.	597
NOEL : La mère et l'enfant	637
JOUR DE L'AN : Vœux de bonne année	677

Instructions dominicales.

EXPLICATION DU CREDO (suite).

I. Du Saint-Esprit	21
II. L'Eglise : sa nature	33
III. L'église : sa constitution	45
IV. L'Eglise : sa divinité.	57
V. L'Eglise : qu'il est nécessaire d'en faire partie.	69
VI. L'église romaine : ses divins caractères (l'unité)	165
VII. L'église romaine : ses divins caractères (la sainteté)	177
VIII. L'Eglise romaine : ses divins caractères (la catholicité).	201
IX. L'Eglise romaine : ses divins caractères (l'apostolicité).	213
X. L'Eglise romaine et les fausses églises.	285

XI. L'Eglise : Q'est-ce que le pape	297
XII. L'Eglise : Infaillibilité du pape.	309
XIII. La communion des saints	321
XIV. La rémission des péchés.	333
XV. Le purgatoire.	345

EXPLICATION DU DÉCALOGUE :

I. Qu'est-ce que le décalogue	357
II. De l'observation du décalogue.	369
III. Premier commandement : son importance	393
IV. Du culte de Dieu par la foi.	525
V. Du culte de Dieu par l'espérance	537
VI. Du culte de Dieu par la charité	557
VII. Du culte de Dieu par la vertu de religion	577
VIII. Des péchés opposés à la vertu de religion	617
IX. Le culte des saints	637

Sujets de circonstance.

LES GRANDS PÉCHÉS CONTEMPORAINS :

I. Le blasphème.	83
II. La violation du dimanche	91
III. Les mauvaises lectures	105
IV. L'esprit d'indépendance	117
V. L'adoration du veau d'or.	129
VI. Le sensualisme	141

UNE RETRAITE DE PREMIÈRE COMMUNION :

I De la retraite.	405
II. Fin de l'homme.	417
III. Le misérable état du pécheur.	419
IV. Grièveté du péché.	429
V. Suites funestes du péché.	441
VI. La mort	453
VII. La confession sincère et douloureuse.	465
VIII. La Passion de Notre-Seigneur.	477
IX. Le Seigneur est proche.	489

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Absence. — Un prêtre sans bénéfice peut-il quitter le diocèse sans permission? Sacrée Congrégation du concile, 17 septembre 1881	191
— Pouvoir d'un évêque pour rappeler dans son diocèse un prêtre ordonné par lui. S. Cong. du Concile, 17 décembre 1881.	287

Absolution générale. — Nouvelle formule. Décret du 7 juillet 1882	539
— Réponses diverses de la S. Cong. des Indulgences, 22 mars 1879.	639
— Décret de la S. Cong. des Rites, 7 mai 1882.	641
Barbe. — Lettre de la S. Cong. du Concile sur l'usage	

de porter la barbe. 1863	131	16 mars 1882	271
Bénédiction nuptiale. — Décret de la S. Cong. de l'Inquisition sur la bénédiction nuptiale, 31 août 1881	383	Lazaristes. — Les prêtres de la Mission peuvent-ils valablement se confesser à des prêtres étrangers à la congrégation. 23 septembre 1881	3
Binage. — Application de la seconde messe de binage pour les membres d'une confrérie. S. Cong. du Concile, 6 août 1881	47	Madeleine (sainte). — Fête de sainte Marie-Madeleine. S. Cong. des Rites, 22 décembre 1881	144
— Autre décision du 22 avril 1882	491	Maitres des cérémonies. — Peuvent-ils recevoir des honoraires pour les préparatifs de la visite épiscopale? S. Cong. du Concile, 17 décembre 1881	179
Casuel. — Le partage du casuel entre un curé et ses coadjuteurs. S. Cong. du Concile, 10 septembre 1881	107	Mariage. — Décision de la sacrée Pénitencerie <i>circa usum matrimonii</i> , 16 juin 1880	36
Chanoines. — Droits respectifs des curés et des chapitres pour l'administration des derniers sacrements aux chanoines et pour leurs obsèques. S. Cong. du Concile, 9 juillet 1881	23	— Dispenses matrimoniales. <i>Exprimendam copulam incestuosam</i> . Instruction du saint Office, 1 février 1882	251
— Validité d'une permutation entre chanoines. Nullité d'une nomination faite, à l'encontre. S. Cong. du Concile, 6 août 1881	59	Marthe (sainte). — Fête de sainte Marthe. S. Cong. des Rites, 21 décembre 1881	144
Chapitres. — Le droit d'option dans les chapitres. S. Cong. du Concile, 10 septembre 1881	107	Messes (honoraires). — Diverses décisions sur les honoraires de messes et le commerce. S. Cong. du Concile, 6 octobre 1862; 19 novembre 1863; 25 juillet et 22 août 1874; 24 avril et 30 août 1875	559
— Les chanoines en vacances peuvent-ils avoir part aux distributions faites au chœur. S. Cong. du Concile, 10 septembre 1881	215	Messe pro populo. — Lettre apostolique de Léon XIII sur l'obligation des évêques de célébrer la messe <i>pro populo</i> , 28 juin 1882	395
— Distributions chorales. S. Cong. du Concile, 22 janvier 1882	263	Messe de Requiem. — Décret de la S. Cong. des Rites prohibant la messe de <i>Requiem</i> au jour anniversaire de la dédicace, 16 mars 1882	359
Confirmation. — Empêchement dirimant de parenté spirituelle provenant de la confirmation. S. Cong. du Concile, 10 septembre 1881	119	Nullus unquam. — Décret modifiant la rubrique sur la translation des fêtes. Texte, 28 juin 1882	431
Confréries. — Droit des confréries à nommer leurs chapelains et à administrer leurs biens. S. Cong. du Concile, 18 mars 1882	299	— Interprétation du 12 septembre 1882	54
— id 20 mai 1882	443	Office. — Dispense de la récitation privée de l'office pour les religieux Franciscains qui n'ont que des vœux simples. S. Cong. des Evêques et Rites	335
Curé. — Un curé peut-il renoncer à sa cure? S. Cong. du Concile, 10 septembre 1881	215	Ordination. — Lettres testimoniales pour l'ordination. S. Cong. du Concile, 11 juin 1881	311
— Droits respectifs de deux curés n'ayant qu'une église. Sacrée Cong. du Concile, 15 juillet 1882	678	Pénitencerie (S.). — Déclaration au sujet des lettres qui lui sont adressées pour des affaires de conscience	407
Eglise. — Décret sur les douze croix prescrites pour la consécration d'une église, 5 juillet 1881	155	Quête. — Circulaire de la S. Cong. de la Propagande interdisant aux prêtres et aux laïques du rit oriental de quêter pour leurs églises, sans autorisation écrite du Saint-Siège	619
— Décision de la S. Cong. des Rites au sujet de la consécration des églises, 4 mai 1882	407	Samedi-Saint. — Distribution de l'Eucharistie le Samedi-Saint. S. Cong. des Rites, 13 janvier 1882	167
Encensement. — Réponse sur l'encensement aux messes chantées sans diacre ni sous-diacre. S. Cong. des Rites	155	Scapulaire. — Scapulaire de saint Michel, archange. S. Cong. des Rites, 28 mars 1882	503
Evêques titulaires. — Suppression du titre : <i>in partibus infidelium</i> . Propagande, 27 février 1882	168	Séminaire. — Age requis pour les enfants admis gratuitement au séminaire. S. Cong. du Concile, 14 mai 1881	275
Excorporation. — Sacrée Cong. du Concile, le 20 mai 1882 et le 15 juillet 1882	659	Rites. — Diverses réponses de la S. Cong. des Rites au maître des cérémonies de la cathédrale de Sienne, 18 décembre 1877	323
Fiançailles. — Décision sur la validité des fiançailles privées. S. Cong. du Concile, 17 décembre 1881	204	Taxe. — Taxe pour l'exécution des dispenses apostoliques. 1882	579
Fondation. — Application d'une messe de fondation. Sacrée Cong. du Concile, le 20 mai 1882	659	Testament. — Validité d'un testament <i>ad piam causam</i> . S. Cong. du Concile, 11 juin 1881	275
Funérailles. — Droit du curé relativement aux funérailles. Sacrée Cong. du Concile, le 15 juillet 1882		Titulaire. — Décret sur l'office du titulaire d'une cathédrale. S. Cong. des Rites, 15 juillet 1880	155
Index. — Ouvrages condamnés dans la séance du 5 décembre 1881	83	Thomas (saint). — Modification aux leçons de son office. S. Cong. des Rites, 14 octobre 1881	95
— Décret du 3 avril 1882	347	Vicaires apostoliques. — Les vicaires apostoliques appartenant à des congrégations ont-ils voix active et passive dans les chapitres? S. Cong. du Concile, 21 mai 1881	3
— Sens de la formule <i>Dimittatur</i> . 5 décembre 1881	84		
Irrégularités. — Dispense de l'irrégularité <i>ex defectu corporis</i> , 10 septembre 1881	191		
— id 17 décembre 1881	192		
— Dispense d'irrégularité. Sacrée Cong. du Concile, le 20 mai 1882	660		
Jéune. — Décret de la S. Pénitencerie sur le jeûne.			

CONSULTATIONS

DOGMATIQUES, MORALES, LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC., ETC.

- Abbé mitré.** — Peut-il officier pontificalement. . . 680
- Abbesse.** — Un abbesse bénédictine a-t-elle droit à l'usage de la crosse . . . 386
- Absolution.** — Absout-on valablement un pénitent qui perd connaissance en se confessant. . . 208
- Doit-on absoudre en danger de mort une personne qui n'a aucun péché même véniel à accuser? Comment exciter à la contrition un pénitent qui n'a aucun péché grave. . . 242
- Une personne sur le point d'accoucher, peut-elle être absoute comme étant en danger de mort . . . 265
- Absolution générale.** — Est-il controversé qu'on puisse donner aux cordigères de saint François l'absolution générale . . . 87
- Comment entendre l'absolution générale et la restitution de l'innocence baptismale accordées aux tertiaires de saint François . . . 135
- La nouvelle formule publiée en 1882 annule-t-elle toutes les autres formules. . . 646
- Absolution sous condition.** — Que penser d'un confesseur qui absoudrait toujours sous condition, sous prétexte qu'il y a doute sur les dispositions des pénitents . . . 147
- Absoute.** — Comment se fait l'aspersion à l'absoute . 276
- Un prêtre faisant office de diacre à l'absoute, doit-il faire la génuflexion à la croix . . . 529
- Peut-on garder l'aube pour l'absoute. . . 580
- Acte héroïque.** — L'« *Acte héroïque* » en faveur des âmes du purgatoire, principe et pratique de cette dévotion . . . 505
- L'acte héroïque comporte-t-il la renonciation à toute application déterminée des œuvres satisfactoire . . . 669
- S'il est si avantageux, est-il vraiment héroïque 670
- Action de grâce.** — Il s'agit de l'action de grâces du prêtre après la messe : la rubrique indiquant l'antienne *Trium puerorum*, est-elle prescriptive ou directive? Peut-on remplacer le *Benedicite* par le *Te Deum* . . . 433
- Adoration perpétuelle.** — Peut-on, un jour d'adoration perpétuelle, substituer aux vêpres de son office, les vêpres publiques du saint Sacrement . . . 7
- Pour l'Adoration perpétuelle, peut-on chanter une messe du saint Sacrement le 2 novembre, l'office des morts terminé . . . 85
- Doit-on dire trois oraisons à la messe de l'Adoration perpétuelle . . . 481
- Quelle messe chanter et avec quelles oraisons pour l'adoration perpétuelle le 30 décembre . 546
- Pendant les trois jours d'adoration perpétuelle, quelles prières peut-on faire. Peut-on chaque jour donner la bénédiction du saint Sacrement . . . 582
- Peut-on, pour l'Adoration perpétuelle, chanter la messe votive du saint Sacrement un jour double . . . 602
- A la messe de l'adoration perpétuelle tombant le dimanche, doit-on faire mémoire du dimanche . . . 663
- Adultère.** — Jean ayant eu commerce adultère avec Joséphine, est-il tenu à réparer les dommages occasionnés par la naissance d'un fils dont il est douteusement le père . . . 206
- Aliments.** — Le beau-père doit-il les aliments à l'enfant d'une veuve mariée malgré lui à son fils, s'il y a doute sur la légitimité de l'enfant. . . 245
- Alleluia.** — L'*Alleluia* de la fête du très-saint Sacrement, doit-il se dire du jeudi au jeudi, ou du dimanche au dimanche. . . 507
- Amantissimi Redemptoris.** — Quelles sont les fêtes exceptées par l'Encyclique *Amantissimi Redemptoris* concernant les messes à appliquer *pro populo* Un Indult antérieur à cette Encyclique a-t-il été annulé par elle. . . 682
- Angelus.** — En récitant l'*Angelus* debout, fait-on la génuflexion à *Verbum caro factus est* . . 27
- A quel moment doit-on sonner l'*Angelus*? Faut-il, au son de la cloche, interrompre le repas pour réciter cette prière . . . 122
- Pour gagner les indulgences de la salutation angélique, faut-il, au temps pascal, remplacer l'*Angelus* par le *Regina* . . . 506
- Agonie (sainte).** — Pour la fête de l'Oraison de N.-S., fête principale de l'œuvre de la Ste-Agonie, et pour la neuvaine préparatoire, peut-on orner somptueusement l'autel? exposer le tableau sur le tabernacle? renvoyer au dimanche la solennité et donner ce jour la bénédiction accordée pour la fête. . . 145
- Amende honorable.** — A quel moment doit-on lire l'acte de consécration ou d'amende honorable au saint Sacrement. . . 276
- Anastasie (sainte).** — La fête de sainte Anastasie est-elle une fête simplifiée . . . 528
- Anneau.** — Le prêtre doit-il donner lui-même l'anneau à l'époux . . . 36
- Anniversaire.** — Un curé est-il tenu de célébrer un anniversaire qui lui est demandé . . . 242
- Antiennes.** — Les antiennes de *Magnificat* aux jours de semaine après la septuagésime, sont-elles obligatoires? pourquoi manquent-elles à certains jours 71
- Aperi.** — Y a-t-il des indulgences attachées à la prière *Aperi*. . . 254
- Aspersion.** — Comment le prêtre officiant s'asperge-t-il . . . 108
- Par quel côté doit-on commencer l'aspersion de l'eau bénite? l'aspersion à l'absoute. . . 517
- Attrition.** — Dans la contrition imparfaite, qu'entend-on par commencement d'amour de Dieu. . . 242
- Aubes.** — Quelle est la matière liturgique des aubes 207
- Aumônier.** — De quel saint doit faire mémoire aux suffrages un aumônier qui a sa chapelle sur une paroisse et sa résidence sur une autre. . . 468
- Autel.** — Là où manque la pierre qui doit recouvrir le sépulcre de l'autel, quel faut-il faire. . . 290
- Autel privilégié.** — Peut-on, en célébrant à un autel privilégié, gagner encore une indulgence plénière avec celle de l'autel . . . 37
- Les autels en bois, avec une simple pierre consacrée, peuvent-ils être privilégiés? Le privilégié doit-il être renouvelé tous les 7 ans. . . 99

- Comment obtenir que la faveur de l'autel privilégié soit transféré d'un autel à un autre . . . 244
- L'indult de l'autel privilégié accordé à une chapelle domestique en faveur des membres décédés de la famille, exige-t-il que ces membres aient habité la maison . . . 267
- Comment se comptent les années pour un autel privilégié *ad septennium* . . . 347
- Un prêtre peut-il, par une seule célébration, gagner deux fois l'indulgence de l'autel privilégié . . . 562
- Bal.** — Le maire est-il tenu d'interdire un bal public . . . 666
- Baptême.** — Doit-on tolérer l'usage de se présenter à l'intérieur de l'église et non à la porte pour le baptême . . . 170
- Un curé, à la demande de parents protestants qui l'appellent à défaut de pasteur, peut-il baptiser un enfant en danger; ce baptême doit-il paraître aux registres paroissiaux; le curé doit-il veiller à ce que l'enfant soit élevé dans la foi catholique . . . 2. 8
- Les fabriciens d'une paroisse peuvent-ils réclamer pour l'église un droit perçu par le curé qui aurait fait un baptême pour un confrère voisin absent . . . 388
- L'onction du saint Chrême dans le baptême doit être faite *in summitate capitis* : par ce mot doit-on entendre le haut du front ou l'endroit de la tête où se porte la couronne cléricale . . . 447
- Un curé peut-il refuser le baptême à un enfant né dans sa paroisse, mais dont la mère n'a dans cette paroisse qu'un domicile de circonstance, ou un domicile de fait de courte durée . . . 448
- Peut-on conserver la coutume diocésaine de faire en français les intercessions aux parains . . . 482
- Barrette.** — Peut-on remplacer le chapeau par la barrette . . . 7
- Se couvre-t-on de la barrette pendant l'offrande si l'on fait baisser une petite croix? à la fin donne-t-on la bénédiction avec cette croix . . . 27
- L'usage de la barrette pendant les cérémonies du baptême, de l'absoute . . . 216
- La fabrique doit-elle fournir la barrette au curé . . . 666
- Bénédiction.** — Peut-on employer des formules de bénédictions autres que celles du Rituel romain, sans ou avec le *visa* épiscopal . . . 252
- Quelles formules employer pour bénir les menagères et les troupeaux? les fontaines? les enfants? les enfants malades . . . 544
- Dans les bénédictions, peut-on chanter la formule . . . 326
- La bénédiction donnée par le Saint-Père en entrant dans la salle d'audiences, s'étend-elle à tous les objets susceptibles d'être indulgenciés . . . 292
- Bénédiction des cierges.** — Le jour de la Purification, le curé peut-il se réserver la bénédiction des cierges sans célébrer lui-même la grand'messe? les religieuses peuvent-elles faire bénir les cierges dans leur chapelle . . . 48
- Bénédiction des chapelets.** — Un prêtre peut-il user du pouvoir de brigittier les chapelets si ce pouvoir est antérieur à son ordination . . . 515
- Bénédiction des enfants.** — Peut-on employer la bénédiction donnée par le P. Manuel pour les petits enfants . . . 49
- Bénédiction des fonts.** — Un curé malade le samedi saint, peut-il faire plus tard la bénédiction des fonts . . . 529
- Bénédiction nuptiale.** — Un évêque peut-il interdire la bénédiction nuptiale pour une fille devenue mère avant le mariage . . . 642
- Peut-on donner la bénédiction nuptiale à une messe autre que celle *pro sponso et sponsa* . . . 642
- Bénédiction du pain.** — Où le prêtre, quittant l'autel pour bénir le pain, doit-il faire la génuflexion . . . 5
- Bénédiction du Saint-Sacrement.** — Peut-on ajouter d'autres oraisons à celle du saint Sacrement après le *Tantum ergo* . . . 24
- Au salut solennel, quand doit-on descendre le saint Sacrement . . . 36
- Aux bénédictions, doit-on, outre *Tantum ergo*, chanter *O salutaris* . . . 73
- Aux bénédictions du saint Sacrement, peut-on orner l'autel de fleurs . . . 169
- Doit-on, pour la bénédiction du saint Sacrement, éteindre les lumières allumées devant une statue de la sainte Vierge ou de saint Joseph? Que peut-on chanter après la bénédiction . . . 169
- Pour la bénédiction du saint Sacrement avec le saint ciboire, doit-on le laisser dans le tabernacle jusqu'à la bénédiction. Peut-on donner cette bénédiction sans la chape . . . 182
- Peut-on pour la bénédiction placer le saint ciboire sur la porte entr'ouverte du tabernacle . . . 192
- Combien de cierges faut-il aux bénédictions du saint Sacrement . . . 205
- A la bénédiction du saint Sacrement, quelle est la place d'un psaume prescrit comme 2^e chant . . . 336
- L'officiant, à un salut donné avec l'ostensoir, doit-il prendre la chape? Quelle est la place liturgique du thuriféraire à un salut du saint Sacrement? Peut-on prendre la chape à un salut sans diacre ni sous-diacre . . . 326
- La génuflexion du prêtre qui va prendre le saint Sacrement pour bénir, doit-elle être à un ou deux genoux . . . 422
- Peut-on, aux saluts du saint Sacrement, encenser une statue de la sainte Vierge . . . 643
- Après la messe peut-on donner la bénédiction avec la chasuble . . . 661
- Peut-on, pour le salut, laisser l'ostensoir sur la table de l'autel . . . 662
- Bénédiction *contra vermes*.** — Faut-il une autorisation pour la bénédiction *contra vermes et locustas* . . . 244
- Bénitier.** — Peut-on employer à des usages profanes un ancien bénitier . . . 580
- Bétail.** — Les chrétiens d'Annam peuvent-ils vendre aux païens des têtes de bétail qui probablement seront offertes en sacrifice aux idoles . . . 664
- Bernard (saint).** — Saint Bernard, double de 2^e classe, étant en occurrence avec saint Joachim, du même grade, laquelle des deux fêtes doit être transférée . . . 72
- Bernardin de Sienna (saint).** — Saint Ubalde et saint Bernardin de Sienna devant être transférés à jour fixe, lequel des deux doit être placé au premier jour fixe . . . 563
- Biens ecclésiastiques.** — A qui revient de droit naturel, divin, ecclésiastique, l'administration des biens temporels de l'Eglise . . . 45
- Binage.** — Un prêtre chargé de deux paroisses n'est-il pas de plein droit autorisé à biner les

- jours de fêtes supprimées 37
- Peut-on biner dans une même église, au même autel 627
- Un prêtre bineur, ayant consacré par erreur de l'eau pour du vin, à sa première messe, la termine comme de coutume et va dire la seconde messe dans son binage, *quid juris*. 328
- Le bineur peut-il, à la première messe, purifier ses doigts dans le vase préparé pour les communions *extra missam* 193
- Un prêtre qui, en purifiant la patène, a pris une parcelle non consacrée, peut-il encore dire sa messe de binage 132
- Peut-on, un jour où le binage est permis, dire une messe de morts 314
- Quand on perçoit un honoraire pour une messe de binage chantée, peut-on ne donner que l'honoraire d'une messe basse, et conserver le superflu du tarif répondant au chant 360
- Un bineur peut-il recevoir pour sa seconde messe un honoraire dont il fasse bénéficier le séminaire 279
- Un curé qui a indûment, mais sans péché, perçu des honoraires pour sa seconde messe de binage, est-il tenu de faire acquitter des messes pour ces honoraires 98
- Un curé, binant dans son église, peut-il à volonté appliquer *pro populo* la messe basse ou la messe chantée 291
- Un curé, binant dans un château, dit la première messe de la solennité transférée, et la seconde du jour, a-t-il raison 315
- Peut-on, entre les deux messes, laisser sur l'autel le calice non purifié 663
- Bréviaire.** — Peut-on user d'un bréviaire dont un seul volume porte l'approbation de l'évêque 314
- Que répondre à certains allemands qui prétendent que le bréviaire n'oblige que ceux qui sont pourvus d'un bénéfice 682
- Bulle sabbatine.** — Pour s'assurer le privilège de la bulle sabbatine, que doivent faire un prêtre, une tertiaire de saint Dominique, en ce qui regarde la récitation de l'office 9
- Bureau de bienfaisance.** — Un bureau de bienfaisance peut-il affecter une partie de ses fonds à la création d'une caisse scolaire? Peut-on contribuer à la création de cette caisse 340
- Butyrum.** — Comment entendre *Butyrum et mel comedet*, etc. 584
- Cadeaux.** — Y a-t-il faute théologique à échanger des cadeaux entre membres des congrégations à vœux simples et séculiers 266
- Calendrier.** — Comment réformer un calendrier diocésain qui serait fautif 688
- Candélabres.** — Peut-on disposer sur l'autel, dès le commencement des vêpres, des candélabres destinés au salut 662
- Canons d'autel.** — Quel genre de canons d'autel convient pour une église gothique 663
- Canon de la messe.** — La défense de traduire l'ordinaire de la messe s'étend-elle seulement au canon 5
- Caractère sacramentel.** — Quelle est la raison de l'indélibilité du caractère sacramentel 586
- Carême.** — Une personne riche peut-elle ne donner que 5 fr. pour une aumône de Carême 147
- Y a-t-il péché grave à mélanger viande et poisson aux mêmes repas en Carême 255
- Carnaval.** — Quelle conduite tenir avec des gens qui se sont malhonnêtement déguisés au carnaval 645
- Cas réservés.** — Faut-il qu'un curé instruisse ses paroissiens sur les cas réservés et les censures 687
- Casuel.** — Le vicaire qui fait le service pour le curé âgé, a-t-il droit aux honoraires fixés pour aller chercher les morts à domicile, pour les grand'messes à heure déterminée, pour la récitation de la Passion 279
- Catéchisme.** — Comment faire pour obtenir que les enfants sachent le catéchisme et assistent aux réunions 348
- Peut-on se servir d'un catéchisme qui ne porte pas d'approbation 648
- Un curé peut-il avoir, en dépit de l'instituteur, les enfants du catéchisme de 7 h. à 8 h. du matin 651
- Doit-on refuser l'absolution aux parents qui négligent habituellement d'envoyer leurs enfants au catéchisme 667
- Cendres.** — Peut-on bénir et imposer les cendres en réservant la messe pour un enterrement 62
- Est-il vrai qu'on ne puisse porter les cendres aux malades à domicile 122
- Cène.** — Notre-Seigneur s'est-il communiqué à la Cène 361
- Chaire.** — De quel côté doit-être la chaire 545
- Chaire de saint Pierre.** — La Chaire de Saint-Pierre à Antioche doit-elle, pour la translation, céder le pas à la Couronne d'épines 467
- Chanoine.** — Un chanoine peut-il porter, comme tel, un anneau d'or avec diamant 601
- Un chanoine peut-il porter sa mozette seulement devant l'évêque et lorsqu'il prêche 624
- Chanoine honoraire.** — Un chanoine honoraire d'une cathédrale où l'on porte la cappa violette, peut-il porter son costume ou une mozette violette dans un diocèse étranger 599
- Chant.** — Peut-on, à défaut de chantres, faire chanter les leçons par des religieuses 26
- Peut-on, faute de chantres, se contenter de chanter à la messe les chants communs, *Kyrie*, etc 85
- Chantre.** — Le chantre peut-il se faire remplacer par une femme 291
- Peut-on, les chantres faisant défaut, célébrer la solennité externe d'une fête par une messe basse 528
- Chape.** — Si l'on n'est officiant, peut-on porter chape 680
- Chapelet.** — Faut-il, pour les indulgences de sainte Brigitte, réciter le chapelet tout d'un trait? quelle interruption serait notable 146
- Doit-on, pour gagner les indulgences, se servir toujours du même chapelet 157
- Chapelet des Pères Croisiers.** — Pour gagner les indulgences des chapelets bénits par les PP. Croisiers, faut-il réciter le chapelet sans interruption 121
- A qui s'adresser pour se procurer le chapelet indulgencié des PP. Croisiers 144
- Chapelle.** — Une chapelle d'usine où l'on satisfait à l'obligation d'entendre la messe est-elle chapelle publique 531
- Chapelle privée.** — Un prêtre ayant une chapelle privée, peut-il y célébrer les trois messes de Noël? Peut-il admettre, le dimanche, des personnes étrangères 205
- Chapitre.** — Le chapitre peut-il changer l'heure de l'office pour s'accommoder à un sermon de charité 622
- Chasuble.** — Après le prône, en reprenant la chasuble, doit-on répéter les prières 4
- Chaussures.** — Chaussures brodées 50

- Chemin de la croix.** — Comment régulariser l'érection d'un chemin de croix nul, parce qu'il est dans un oratoire privé et que la concession n'est faite que pour un oratoire public. 15
- Peut-on indulgencier pour le chemin de la croix, une croix reliquaire portant l'image du Christ. 61
- Une communauté peut-elle gagner les indulgences du chemin de la croix, si quelques personnes seulement parcourent les stations, les autres ne faisant que se lever. 240
- Ciboire.** — Peut-on purifier le ciboire avec du vin et comment. 37
- Cierges.** — Peut-on allumer six cierges aux messes chantées sans solennité? aux messes basses. 643
- A qui appartiennent les cierges des enfants d'une paroisse qui font leur première communion dans une autre paroisse où leur curé fait les fonctions de vicaire. 646
- Y a-t-il des décrets permettant une portion d'alliage dans la cire des cierges. 663
- Cierges bénits.** — Un épicier peut-il, le matin de la Chandeleur, vendre des cierges bénits, sans toutefois augmenter le prix à cause de la bénédiction. 337
- Cierge pascal.** — Allume-t-on le cierge pascal pendant la messe paroissiale non chantée. 26
- La raison de pauvreté permet-elle de n'avoir pour cierge pascal qu'un bout de cierge monté sur un cierge de bois. 26
- Peut-on pour un cierge pascal se contenter d'une bougie sur un cylindre en bois? Allume-t-on le cierge pascal le Samedi-Saint, si la messe n'est pas chantée. 192
- Cimetière.** — Peut-on laisser dans un cimetière à bénir le corps d'un enfant mort sans baptême. 74
- Comment le cimetière est-il profané? Que faire si le maire y fait enterrer un mécréant. 530
- Le cimetière est-il pollué par la sépulture d'un hérétique. 146
- Une allée suffit-elle à séparer d'un cimetière la partie réservée et à empêcher que le cimetière entier soit pollué par la sépulture d'un infidèle. 398
- Peut-on verser dans un cimetière l'eau qui a servi à laver les doigts du prêtre à l'autel? celle qui a servi à laver les linges sacrés. 326
- Cloche.** — Bénédiction de cloche : exige-t-elle diacre et sous-diacre? Décors pour la bénédiction, inscription sur la cloche, qu'entendre par *thymiana*. 312
- Comment doit-on revêtir les cloches que l'on bénit. 562
- Clôture religieuse.** — Un évêque peut-il *recreationis causa* entrer dans un couvent de religieuses cloîtrées. 667
- Cœur immaculé de Marie.** — Comment célébrer la fête du saint et immaculé cœur de Marie fixée au dimanche auquel tombe cette année le saint Nom de Jésus. 688
- Commerce des clercs.** — Un prêtre peut-il, sans faire un commerce prohibé, créer et développer un grenier d'abondance. 665
- Communion.** — Peut-on après avoir distribué la sainte communion à la messe, se purifier le pouce et l'index dans le vase destiné aux purifications. 3
- Comment purifier les lèvres d'une communicante auxquelles la sainte hostie s'est attachée. 37
- Deux prêtres peuvent-ils en même temps distribuer la sainte communion au même autel? Un prêtre pourrait-il la distribuer pendant la messe chantée. 38
- Pour donner la sainte communion en dehors de la messe, où le prêtre doit-il réciter le Confiteor. 50
- Un prêtre distribuant la sainte communion pendant la messe, doit-il se mettre à genoux pendant l'élévation. 71
- Un pénitent peut-il communier sans l'autorisation du confesseur? Peut-il, ayant changé de résidence, user de l'autorisation du confesseur précédent. 73
- Un prêtre distribuant la sainte communion pendant la messe et s'apercevant qu'il manquera d'hosties consacrées pour la foule des communicants, peut-il retourner à l'autel et consacrer de nouveau. 131
- Un prêtre faisant les fonctions de sous-diacre ou de diacre à la messe solennelle, peut-il distribuer la sainte communion. 144
- Un officier de cavalerie peut-il se présenter à la sainte table chaussé de ses grandes bottes. 145
- Peut-on, pour communier les fidèles, diviser la sainte Réserve. 193
- Une religieuse cloîtrée a-t-elle bien fait de prendre avec la langue une parcelle tombée à la grille de communion. 193
- Si l'on donne la sainte communion à un autel où le saint Sacrement est exposé, comment doit-on se tourner à l'*Ecce Agnus Dei*. 193
- Peut-on tolérer que des personnes éloignées de l'église, viennent se confesser et communier le matin après toutes les messes dites. 195
- Un prêtre faisant fonction de diacre, peut-il distribuer la sainte communion conjointement avec le célébrant. 195
- Quelle étole doit prendre le prêtre qui vient aider le célébrant pour la communion le jour de la commémoration des morts. 196
- Un curé peut-il admettre à la communion fréquente, une institutrice laïque pieuse envoyée dans une école laïcisée contre le gré des familles, et choisie à dessein pour faire tomber la résistance et l'hostilité des parents et préparer ainsi la transition à l'enseignement athée. 229
- Peut-on distribuer la communion le Jeudi-Saint en dehors de la messe? le Samedi-Saint à la messe. 276
- Peut-on le Jeudi-Saint donner la communion avant la messe. 278
- La nappe de communion doit-elle être de fil. 278
- Peut-on admettre à la communion une fille *publice gravis*. 326
- Combien faut-il de cierges pour donner la communion en dehors de la messe. 336
- Pourrait-on, et dans quelles limites, porter à une personne pieuse la sainte communion plusieurs fois dans le cours d'une longue maladie. 469
- Comment comprendre saint Jean Chrysostôme disant que, par la communion, nous ne faisons qu'un *ipsa re* avec N.-S. 586
- Doit-on faire communier un pénitent venant se confesser pour le mariage après avoir longtemps manqué au devoir pascal. 626

- Combien de péchés commettrait un prêtre communiant vingt personnes, sans être en état de grâce 645
- Peut-on donner la sainte communion plusieurs fois la semaine à un malade non à jeun 661
- Communione pascale.** — Les infirmes sont-ils obligés de faire leurs pâques 24
- Une personne qui, communiant dans le temps pascal, a exclu l'intention d'accomplir le devoir pascal, l'a-t-elle réellement accompli . 248
- Communione (première).** — Peut-on, un jour de première communion aller chercher processionnellement les enfants réunis au presbytère . 435
- Le curé a-t-il vraiment droit à faire la première communion aux enfants 648
- Le curé est-il obligé d'enfreindre les statuts qui fixent un âge pour la première communion . 650
- Compensation.** — Un homme d'affaires à qui le maître avait promis une augmentation de salaire qu'il lui refuse, peut-il se compenser 196
- Complicitas.** — *Quenam requiruntur ad complicitatem in peccato turpi* 279
- Concours.** — La loi canonique du concours a-t-elle perdu sa force obligatoire en France 396
- Confession.** — Quels sont les cas où l'on peut confesser les personnes du sexe hors de l'église 303
- L'obligation de la confession auriculaire existait-elle avant J.-C 315
- *Licetne confessario peccatorum penitentis recordari* 644
- Peut-on renvoyer à la quinzaine un pénitent qui ne reviendra plus 645
- Quid agendum cum sponsis consanguineis ante matrimonium contentibus, quorum unus copulam habitam aperit, altero tacente . . 646
- Peut-on absoudre les parents qui envoient leurs enfants à des écoles où on leur enseigne Paut Bert, Compayré ou Laloi 684
- Peut-on absoudre sans réparation une personne qui a enlevé le crucifix de l'école 684
- Confesseur des religieuses.** — Les religieuses cloîtrées, à leurs derniers moments, peuvent-elles demander pour confesseur un prêtre non approuvé pour les religieuses 98
- Confirmants.** — A qui appartient le linge que portent les confirmants pour se faire essuyer le front 422
- Confrérie.** — Une confrérie peut-elle être érigée dans une paroisse distante de 3 kilomètres d'une autre paroisse possédant déjà la même confrérie 408
- Une confrérie régulièrement établie, a-t-elle cessé d'être canonique par le fait qu'elle n'a jamais eu de registre 422
- Les inscriptions faites depuis 1865 sur les registres de confréries du rosaire, non régulières, sont-elles nulles 581
- Existe-t-il des confréries en faveur des âmes du purgatoire 135
- Quelles sont les confréries des âmes du purgatoire 10
- Peut-on inscrire des défunts dans des confréries 253
- Confrérie du Cœur immaculé de Marie.** — Quelle distance est exigée entre deux églises, sur la même paroisse ou non, pour que chacune d'elles puisse avoir la confrérie du saint et immaculé Cœur de Marie ? La confrérie peut-elle être simultanément établie à l'église paroissiale, et, par exemple, dans une communauté religieuse sur la même paroisse ? Peut-on chanter la messe propre de la confrérie, le dernier dimanche de l'Epiphanie, le dimanche de la Sexagésime, remettre cette fête au dimanche après l'Assomption 301
- Confrérie du Sacré-Cœur.** Les membres de la confrérie du Sacré-Cœur, le sont-ils de l'Apostolat de la prière 49
- Conopée.** — Obligation du conopée 300
- Quelle est la matière du conopée et de l'antependium 171
- Peut-on employer pour le pavillon du tabernacle la laine ou la mousseline 620
- Peut-on n'avoir que deux pavillons, l'un blanc, l'autre violet 620
- Consécration des enfants.** — Quelle formule employer pour consacrer les enfants à la sainte Vierge . 660
- Conseil de fabrique.** — Un curé ne réunissant jamais son conseil de fabrique, et présentant des chiffres approximatifs quand on lui demande ses comptes, est-il en sûreté de conscience 459
- Contrition.** — La contrition existe-t-elle chez le malade qui a fait appeler un prêtre et qui a perdu connaissance depuis 203
- Un acte de contrition fait un jour à l'avance servirait-il pour recevoir l'absolution . . . 687
- Cordons du poêle.** — Un ecclésiastique peut-il tenir les cordons du poêle à un enterrement 622
- Corporal.** — Est-il mieux de déployer le corporal dès le commencement de la messe 290
- Peut-on border le corporal d'une dentelle de coton 620
- Croix de consécration.** — Le curé doit-il faire repaître les croix de consécration sur les murs de l'église 50
- Peut-on laisser perpétuellement les cierges devant les croix de la consécration 621
- Les croix doivent-elles rester apparentes . . 621
- Croix de mission.** — Quelle direction donner à la croix de mission 386
- Custode.** — Y a-t-il une bénédiction pour la custode, pour l'ostensoir 516
- Dais.** — Peut-on porter le Saint-Sacrement d'un autel à l'autre sans dais 192
- Règles à suivre pour la confection d'un baldaquin destiné aux processions du Saint-Sacrement 435
- Dalmatique.** — Doit-on bénir la dalmatique . . . 545
- Dédicace.** — Tous les prêtres en France sont-ils tenus à faire avec octave l'office de la Dédicace . . . 529
- Diacon.** — Peut-on faire diacon, sous-diacon, sans tunique et dalmatique 4
- Est-il permis à un diacon de faire une inhumation et de bénir la fosse 408
- Dispense.** — Une dispense donnée pour le 3^e degré vaut-elle pour le 4^e 9
- L'erreur sur le nom de baptême rend-elle la dispense invalide 545
- Dispense du jeûne.** — Un confesseur peut-il, et à quels titres, et en quels jours, dispenser du jeûne ou de l'abstinence 231
- Donation.** — Une donation, à rente viagère, faite par une mère, non autorisée de son mari, à son fils mineur, est-elle valide 449
- Drap mortuaire.** — Dans quel sens placer un drap mortuaire porté par quatre personnes et sur lequel se trouve une grande croix 386
- Peut-on laisser employer le drap mortuaire

d'une société de secours mutuels au lieu de celui de l'église	396	d'amende, à assister aux obsèques des membres.	626
Droits curiaux. — Distinction entre les droits curiaux, les fonctions curiales et les fonctions simplement sacerdotales.	449	Etienne (saint). — A la fête de saint Etienne, patron du diocèse, peut-on dire la préface concédée pour tous les saints patrons	121
— Principaux droits curiaux.	450	— A quelle place doit se réciter l'oraison des saints martyrs à la messe de saint Etienne	545
Eau baptismale. — Un curé peut-il supprimer la bénédiction de l'eau des Fonts, la veille de la Pentecôte.	448	Et incarnatus est. — A la messe chantée du Saint-Sacrement, le prêtre se met-il à genoux à « Et incarnatus est »	27
— L'eau baptismale corrompt-elle matière invalide ou seulement illicite du baptême? Quand la corruption de l'eau baptismale est-elle substantielle ou simplement accidentelle	461	— Aux messes chantées, le prêtre, s'il est resté à l'autel, doit-il se mettre à genoux à « Et incarnatus est »	50
Eau bénite. — Peut-on ne bénir l'eau pour l'aspersion que lorsque la précédente est épuisée, et non chaque dimanche	122	Etoile. — Quelle doit être la couleur de l'étoile pour la bénédiction du Saint-Sacrement après les vêpres? Pour l'exposition du Saint-Sacrement avant la messe.	193
— Faut-il absolument bénir l'eau tous les dimanches	434	— Peut-on porter l'étoile pendant sur l'aube	277
— Doit-on renouveler totalement l'eau des bénitiers chaque dimanche	277	— Doit-on bénir une étoile double dont un côté a été renouvelé	289
— Est-on tenu de faire de l'eau bénite avant la messe du dimanche	205	— Quand l'étoile est-elle défendue	544
— Un séminariste peut-il faire l'aspersion de l'eau bénite à la messe, le dimanche	328	Eucharistie. — Quels motifs ont porté J.-C. à instituer l'Eucharistie seulement la veille de sa mort	459
— Est-il défendu de prendre de l'eau bénite en sortant de l'église.	27	— Pour le renouvellement des saintes espèces, le terme de huit jours est-il trop restreint	545
— Y a-t-il obligation d'avoir de l'eau bénite à la porte de la sacristie.	277	Evangile. — Existe-t-il une décision défendant de dire des évangiles sur les petits enfants ou sur les grandes personnes.	432
— Si l'on se sert à une seconde messe de la burette d'eau déjà bénite à la première, doit-on encore la bénir.	663	— A la solennité des fêtes transférées au dimanche suivant, quel doit être le dernier évangile	581
Eau bénite de saint Ignace. — A quelle fin l'eau bénite de saint Ignace.	134	Evêque. — Un évêque peut-il livrer au juge séculier les renseignements recueillis par lui dans une enquête confidentielle sur un de ses prêtres.	74
Ecoles. — Les écoles constituées par la loi nouvelle, sont-elles condamnées par l'Eglise, et les parents peuvent-ils y envoyer leurs enfants.	230	— L'évêque doit-il célébrer l'anniversaire de son sacre à la cathédrale.	622
— Quelle conduite doit tenir un curé vis-à-vis de la « loi de malheur ».	340	Excommunication. — L'excommunication portée contre les fauteurs des concubinaires, frappe-t-elle les jeunes gens qui accompagnent les futurs époux à la maison où ils vivent maritalement avant le mariage	244
Ecoles laïques. — Peut-on absoudre un instituteur qui fait de la propagande en faveur des écoles laïques	254	Excommunié. — Que faire avec un excommunié se confessant quelques heures avant le mariage.	626
Ecriture Sainte. — Quelles sont les conditions requises pour la lecture de l'Ecriture sainte en langue vulgaire	123	Exposition du Saint-Sacrement. — Ne doit-on dire que des prières liturgiques devant le Saint-Sacrement exposé.	434
— Comment expliquer ces paroles de l'Ecriture sainte : <i>Et quod continet omnia scientiam habet vocis</i>	585	— Peut-on célébrer des messes basses devant le Saint-Sacrement exposé une fois le mois.	480
Eglise. — Quel est le côté gauche de l'église.	580	— Est-il convenable que le trône de l'exposition ne fasse qu'un avec le tabernacle	663
Empêchements de mariage. — Paul reconnu par Pierre comme son fils naturel, mais en réalité fils d'un autre, peut-il épouser Eugénie fille naturelle de Pierre, non reconnue.	10	Exposition de la vraie croix. — Un curé peut-il annoncer que, en réparation de l'enlèvement des croix des écoles, il exposera tous les dimanches une relique de la vraie croix à la vénération des fidèles.	651
Encensement. — Pour encenser le Saint-Sacrement exposé, où doit se mettre le prêtre	252	Extrait de baptême. — Le curé d'une paroisse qui vient d'être divisée, peut-il toucher l'honoraire des extraits de baptême délivrés aux enfants qui ont appartenu à sa paroisse.	626
Enseignement civique. — Comment des institutrices chrétiennes doivent-elles traiter cette conférence pédagogique : « Ce qu'il faut entendre par enseignement moral et civique; comment doit-on donner cet enseignement ».	218	Extrême-Onction. — Peut-on donner l'Extrême-Onction à un libre-penseur sans connaissance, qui a demandé dans son testament un enterrement civil.	218
Enterrément civil. — La famille, malgré une disposition testamentaire qui demande un enterrement civil, peut-elle sans crainte, faire un enterrement religieux? Une mère qui laisserait, dans de telles conditions, enterrer civilement son enfant, pourrait-elle être reçue à la table sainte? Peut-on annoncer des messes pour un enterré civilement.	218	— Peut-on donner l'Extrême-Onction à un homme ne donnant plus signe de vie, mais conservant un peu de chaleur à la tête.	369
— Un curé a-t-il bien fait de détourner d'assister à un enterrement civil les membres d'une société de secours mutuels engagés, sous peine		Fêtes. — A la solennité extérieure des fêtes doit-on partout chanter une messe conforme à l'office	641
		Fête-Dieu. — Pour l'octave de la Fête-Dieu, peut-on	

- donner la bénédiction onze jours de suite. 239
- Peut-on, le 1^{er} dimanche de l'octave, exposer le Saint-Sacrement avant la messe? A combien de reposoirs peut-on donner la bénédiction. 239
- Il y a occurrence de la solennité du Saint-Sacrement et d'une autre fête : quelles messes basses doit-on dire s'il y en a deux. 435
- A la solennité de la Fête-Dieu, doit-on, à la messe principale, faire mémoire de saint Barnabé et du dimanche, « et sub una et eadem conclusione ». 468
- Fêtes supprimées.** — Dans les diocèses où l'on célèbre solennellement les offices aux fêtes supprimées, doit-on encore célébrer la solennité le dimanche suivant. 516
- Feu nouveau.** — Peut-on ne pas tirer le feu nouveau de la pierre et se passer des grains d'encens. 168
- Fleurs.** — Peut-on mettre des fleurs artificielles sur l'autel pendant l'Avent et le Carême tous les jours? le dimanche. 169
- Peut-on mettre une corbeille de fleurs naturelles devant la porte du tabernacle. 529
- Fonctionnaire.** — Quelle conduite tenir au saint tribunal avec un fonctionnaire qui, par crainte de perdre sa place, vote pour des radicaux. 683
- Est-il prudent d'interroger. 683
- Fonts.** — S'il n'y a pas de fonts baptismaux, doit-on bénir l'eau le Samedi-Saint et la veille de la Pentecôte. 169
- Peut-on bénir les fonts sans cierge pascal. 193
- Fossoyeur.** — Un fossoyeur requis de creuser la fosse d'un enfant mort sans baptême, dans la partie bénite du cimetière, peut-il le faire e conscience. 243
- François (S.).** — Quelles leçons doit-on réciter pour l'office de saint François de Sales. 205
- Gaëtan.** — Dans l'occurrence du 14^e dimanche après la Pentecôte et de saint Gaëtan, quelle antienne prendre pour la mémoire de saint Gaëtan. 5
- Gaz.** — Rome permet-elle le gaz pour le luminaire de l'autel et l'éclairage de l'église. 420
- Génuflexion.** — Doit-on génuflecter à deux genoux en entrant dans l'église. 85
- Les femmes doivent-elles faire la génuflexion devant le saint Sacrement. 288
- Georges (saint).** — Comment faire l'Ordo si saint Georges est patron. 480
- Gérant.** — Un gérant de société réglant ses comptes trouve un léger excédant dont il ne peut trouver l'origine, doit-il le distribuer à ses mendants, chose difficile à faire justement, ou faire des bonnes œuvres à leur intention. 304
- Graisse.** — Est-il permis, en France, d'assaisonner les mets le vendredi avec de la graisse de porc. 303
- Certains évêques permettent l'usage de la viande et de la graisse certains jours, comment doit-on entendre cette permission. 339
- Peut-on les jours maigres user du résidu du lard employé à une friture. 647
- Harmonium.** — L'harmonium est-il compris dans cette défense : *non pulsantur organa*. 86
- Huile.** — L'huile peut-elle remplacer la cire à l'autel. 289
- Huiles saintes.** — Est-on obligé de se procurer des huiles saintes nouvelles pour bénir l'eau baptismale le samedi saint? Peut-on en être dispensé? Que faire si l'on n'a pu se les procurer. 156
- Manière de porter les huiles quand on doit administrer un malade tout après sa communion en Viatique. 421
- Illumination.** — Peut-on illuminer l'église avec des lampions à l'huile. 622
- Immaculée-Conception.** — La solennité du patron doit-elle céder la place à celle de l'Immaculée-Conception. 517
- Indulgence.** — Pour gagner plusieurs indulgences plénières faut-il réitérer les visites? Peut-on intervertir les œuvres. 5
- Gagne-t-on les indulgences si la confession de tous les huit jours est retardée par une cause indépendante de la volonté. 62
- Quel intervalle peut-on mettre entre la confession et la communion pour le gain d'une indulgence. 62
- L'indulgence plénière attachée à la procession se gagne-t-elle le jour même. 86
- Pour indulgencier les objets de piété, doit-on employer les formules de bénédiction du Rituel. 86
- Que signifie l'expression *corde contrito* dans les concessions d'indulgences. 123
- La récitation du bréviaire suffit-elle pour gagner les indulgences qui se rencontrent dans la journée. 145
- Y a-t-il des indulgences attachées à deux invocations en l'honneur de saint Joseph. 252
- Peut-on donner plusieurs fois à la même personne et dans la même maladie, l'indulgence *in articulo mortis*. 324
- La confession est-elle prescrite aux Franciscains pour gagner les indulgences attachées pour eux à la récitation du psaume *Exaudiat* etc. 359
- Le *visa* de l'ordinaire de chaque diocèse est-il nécessaire à un prêtre en voyage pour indulgencier les chapelets. 564
- Indulgence plénière in articulo mortis.** — Le prêtre doit-il étendre la main pour l'indulgence plénière à l'article de la mort. 216
- Peut-on réitérer l'indulgence plénière *in articulo mortis* dans la même maladie. 567
- Peut-on répéter l'indulgence plénière *in articulo mortis*, et sans surplis, à un malade qui retombe en danger de mort plusieurs fois. 468
- Innocents (saints).** — Pourquoi prend-on la couleur violette en la fête des saints Innocents. 324
- Jaugey V.** — Mérite particulier de sa théologie. 409
- Jean (saint).** — Doit-on faire mémoire de saint Jean, pape et martyr. 239
- Jésus.** — Faut-il se découvrir au mot « Jésus » du cantique d'Habacuc. 336
- Jeudi-Saint.** — Peut-on, le Jeudi-Saint, mettre dans un même ciboire la grande hostie et les petites hosties consacrées, les exposer à la vénération des fidèles sans les enfermer dans un tabernacle. 26
- Le Jeudi-Saint, où et comment doit-on déposer le saint ciboire. 48
- Est-on tenu, dans les petites églises, à chanter les vêpres le Jeudi-Saint et le Vendredi-Saint. 156
- Peut-on, le Jeudi-Saint, mettre avec l'hostie réservée, les petites hosties consacrées, dans le même calice. 192
- Peut-on, le Jeudi-Saint, élever au maître-autel le monument où doit être gardée la sainte

- Réserve? chanter les ténèbres devant ce monument 301
- Joachim (saint).** — Saint Bernard étant en occurrence avec saint Joachim, du même grade, laquelle des deux fêtes doit être transférée. 72
- Joseph.** — Peut-on conserver, pour une paroisse, l'usage de chanter après midi les vêpres de saint Joseph, dont la fête s'y célèbre très solennellement en son incidence? Que devra-t-on faire pour cette solennité dans cette paroisse en 1883, saint Joseph tombant le lundi de la semaine sainte? En 1893, saint Joseph tombant le dimanche de la Passion? A quel jour sera renvoyé l'office de saint Joseph en 1883 120
- Les statues de saint Joseph portant l'Enfant-Jésus, sont-elles prohibées dans les églises. 170
- Comment ordonner le mois de saint Joseph quand il est coupé ou terminé par le temps de la Passion. La statue de saint Joseph peut-elle n'être voilée qu'à partir du mercredi saint 228
- Jubilé.** — Pouvait-on appliquer les aumônes du Jubilé à l'ornementation des églises. 157
- Julienne de Falconnieri (sainte).** L'hymne de sainte Julienne de Falconnieri doit-elle en principe être aux secondes vêpres comme aux premières 468
- Juridiction.** — Dans un diocèse où l'évêque limite la juridiction des confesseurs à une portion déterminée du territoire, un curé peut-il déléguer dans sa paroisse un confesseur appartenant à une autre portion. 157
- Le vicaire peut-il dans un diocèse étranger, recevoir de son curé le pouvoir d'entendre la confession de ses pénitents. 666
- Justice.** — Un propriétaire rigoureux; question de justice 324
- Lampe.** — Pourquoi une lampe toujours allumée devant le saint Sacrement. 157
- Dans les églises pauvres, peut-on n'allumer la lampe du saint Sacrement que les jours de dimanches et de fêtes 7
- Lavement des mains.** — Quelle faute y a-t-il à ne pas se laver les mains avant et après la messe 7
- Leçon.** — Traduction et sens de la VIII^e leçon du commun de plusieurs martyrs 217
- L'Orlinaire n'ayant pas fait connaître l'obligation concernant les nouvelles leçons de saint Thomas et l'office de sainte Marthe, les prêtres sont-ils tenus d'observer les décrets. 243
- Legs.** — Des héritiers chargés de faire acquitter des messes pour le défunt et ses parents, sont-ils tenus à quelque chose pour avoir oublié de dire au prêtre que les messes sont pour les parents comme pour le défunt 685
- Libera.** — Peut-on se contenter de réciter, sans chanter, le *Libera* sur les tombes 49
- Linge d'autel.** — Peut-on faire des linges d'autel avec des taies d'oreiller 620
- Linges sacrés.** — Doit-on bénir la nappe de communion, une bourse et un voile réparés. 641
- Litanies.** — Peut-on réciter d'une manière extraliturgique après la messe, en réunions de confréries, des litanies non approuvées? Eluderait-on la défense en tronquant le commencement ou la fin des litanies 108
- Pourquoi, aux litanies des saints, les veilles de Pâques ou de la Pentecôte, les ministres se couchent-ils sur le pavé 217
- Pour gagner les indulgences attachées aux litanies de la sainte Vierge, est-il nécessaire de réciter une oraison 375
- Il n'est pas permis d'ajouter quoi que ce soit aux litanies de la sainte Vierge ou des saints 387
- Est-il permis, dans les fonctions liturgiques, de réciter des litanies non approuvées. 623
- Litanies du saint Nom de Jésus.** — Dans les litanies du saint Nom de Jésus, l'invocation *Jesu inspirator Prophetarum* est-elle prohibée 50
- Les litanies du saint Nom de Jésus sont-elles indulgenciées. 288, 375
- Faut-il, pour gagner les indulgences, ajouter aux litanies du saint Nom de Jésus, l'oraison *Sancti Nominis tui* 479
- Litanies des saints.** — Où commencent les prières dans les litanies des saints. 227
- Lois.** — Plan d'instruction sur les lois et la conscience. 361
- Longin (saint).** — Saint Longin était-il le centurion du calvaire. 278
- Manipule.** — Après le prône, en reprenant la manipule et la chasuble, doit-on répéter les prières 4
- Marc (saint).** — S'il n'y a qu'une seule messe quand la fête de saint Marc tombe dans l'octave de Pâques, combien doit-on dire d'oraisons et lesquelles. 227
- Mariage.** — Comment tenir les mains pendant la bénédiction nuptiale. 36
- Le prêtre, chargé de remplacer un curé absent, peut-il déléguer à son tour un confrère pour la célébration du mariage 74
- Quelles doivent être les qualités et la présence des témoins du mariage. 123
- Deux époux peuvent-ils se marier dans le pays natal de la femme domiciliée ailleurs. 205
- Ceux qui célébreraient le mariage en tant que contrat, sans vouloir recevoir le sacrement, pécheraient-ils? Auraient-ils reçu le sacrement? Seraient-ils valablement mariés 244
- Faut-il un certificat de l'évêque français pour le mariage d'un français domicilié en Espagne depuis quatre ans 253
- Peut-on marier dans le lieu saint un protestant et une catholique, si le protestant menace de s'en tenir au mariage civil. 278
- La foi au sacrement de mariage est-elle requise pour le recevoir valablement, et le curé peut-il bénir un mariage quand une des parties ne croit pas au sacrement 409
- Les mariages faits par un curé qui, se donnant pour prêtre n'était que diacre, sont-ils valides 422
- Modification à faire dans l'acte d'un mariage fait en temps prohibé 433
- Peut-on conserver la coutume de faire en français les interrogations aux époux 482
- Un prêtre, moralement certain qu'un mariage béni par un confrère voisin est invalide, est-il tenu de prévenir les époux. 580
- Si les époux ne sont pas encore arrivés, le curé peut-il commencer la messe *pro sponso et sponsa*, et l'interrompre pour recevoir leur consentement hors de la messe 625
- Doit-on prendre la chasuble pour bénir un mariage avant la messe. 660
- Doute de *statu libero* d'un païen converti 664
- Comment accorder deux décrets dont l'un admet et l'autre rejette la crainte révérentielle comme cause de nullité d'un mariage 665

- Marthe (sainte).** — La fête de sainte Marthe est-elle double-majeure pour la France 144
- Martinet.** — Mérite particulier de sa théologie 409
- Martyr.** — Serait-il martyr celui qui, attaqué en haine de la foi, se serait défendu avant de mourir 50
- Médecine.** — Un prêtre peut-il lire des ouvrages de médecine 196
- Dans la défense d'exercer la médecine que faut-il entendre par *omne exercitium medicinæ* 667
- Memento.** — Y a-t-il faute à faire mémoire des vivants au *memento* des morts 240
- Mémoires.** — Dans quel ordre placer les mémoires d'un confesseur pontife, patron du diocèse, et d'un autre confesseur pontife, patron de la paroisse 252
- Messe.** — Un prêtre qui, s'étant aperçu qu'il n'avait que de l'eau dans le calice, n'a point consacré de vin, a-t-il péché? Est-il tenu d'appliquer une autre messe pour l'honoraire reçu 61
- Quelle part attribuer dans les effets du sacrifice de la messe à N.-S. J.-C., au prêtre, à l'église, aux fidèles 602
- Le prêtre peut-il suspendre la messe après l'antienne de la communion pour réciter des prières, pour prendre un peu de nourriture et faire le prône 643
- Les fidèles peuvent-ils s'asseoir depuis le *Credo* jusqu'à l'élévation 644
- Peut-on, au lieu de services liturgiquement empêchés, dire des messes basses pour l'emploi des fonds destinés au soulagement des âmes du purgatoire 73
- Quelle messe doit dire l'aumônier de religieuses dont l'Ordo ne concorde plus avec le sien 195
- Peut-on dire la messe d'un saint qui n'est pas dans le calendrier, mais qui est inscrit au martyrologe 205
- L'évêque seul a droit d'ordonner des prières immédiatement après la messe 388
- Quand il y a une fête de saint, peut-on, un dimanche ordinaire, dire la messe principale du saint, et l'autre, du dimanche 433
- Messe de binage.** — Où tenir la main en prenant les dernières gouttes du précieux sang à la première messe de binage 641
- Quel espèce de péché commet celui qui accepte un honoraire pour la seconde messe de binage 649
- Messes chantées.** — Une messe peut-elle être chantée au chœur quand le célébrant, à cause de sa vue, dit de *Beata* ou de *Requiem* 228
- Un vicaire peut-il, comme son curé, accepter des messes chantées? A quels honoraires a-t-il droit pour les messes d'enterrements et de services 232
- Messes (honoraires).** — Quel délai a-t-on pour acquitter des messes 8
- Peut-on recevoir l'honoraire d'une messe chantée pour une messe de fête à dévotion appliquée *pro populo* 11
- Y a-t-il faute grave à omettre une messe demandée, dont l'honoraire n'a pas été remis 72
- Peut-on exiger des honoraires supérieurs au tarif pour des messes demandées à bref délai 240
- Peut-on appliquer aux âmes du purgatoire des messes dont les honoraires seront fournis par des offrandes non encore faites 241
- Un prêtre peut-il accumuler, à mesure qu'elles arrivent, des intentions de messes, et appliquer, sans détermination aucune, autant de messes qu'il a reçu d'honoraires 280
- Honoraires de messes à acquitter *ad intentionem dantis* 384
- Un prêtre, à charge d'âmes, est-il tenu de célébrer un anniversaire, une neuvaine, s'il peut prévoir qu'on ne la lui paiera pas 385
- Un legs ayant été fait pour honoraires de messes, doit-on préférer des messes chantées ou des messes basses 398
- Un curé malade est empêché de célébrer aux fêtes supprimées, doit-il l'honoraire d'une messe subséquente pour les séminaires 547
- Un curé qui a souscrit pour l'Université catholique peut-il s'acquitter, par les honoraires de messes, aux fêtes supprimées 547
- Peut-on exiger une partie de l'honoraire pour les frais occasionnés par la célébration de la messe 642
- Messe (intention).** — Peut-on accepter de dire une messe privée pour un protestant défunt. Doit-on empêcher d'y convoquer les parents 147
- Est-il permis de dire la messe pour un suicidé 217
- Une personne demande une messe du Saint-Esprit, sans vouloir dire pour quel motif cette messe, plutôt que celle du saint Sacrement, le prêtre a-t-il bien fait de refuser 267
- L'intention secondaire, dans l'application du sacrifice de la messe, a-t-elle la même valeur que l'intention principale 290
- L'intention habituelle est-elle suffisante pour l'application de la messe 279
- Si le prêtre n'a consacré que sous une espèce, doit-il *ex justitia* dire une seconde messe 338
- Application des messes *in globo* 371
- Un prêtre a reçu d'un confrère un certain nombre de messes, applicables par moitié à deux personnes; est-il en sûreté de conscience s'il célèbre successivement sans spécifier pour laquelle des deux personnes il applique chaque jour 408
- L'application de messes, faite sans distinction à deux défunts, est-elle valide 587
- Peut-on appliquer la messe à un schismatique russe décédé 625
- Messe (jeûne).** — Un curé qui a pris la parcelle du saint Viatique pour n'avoir pas à la rapporter de très loin, peut-il le même jour célébrer la sainte messe 206
- Un prêtre a oublié de communier sous l'espèce du vin, et a présenté le calice au clerc qui a versé dans le précieux sang du vin non consacré : comment ce prêtre devait-il terminer sa messe? Le même prêtre, à la messe de minuit, s'aperçoit, après la communion faite, qu'on lui a donné au lieu de vin pur, du vin mélangé d'eau; il a consacré de nouveau sous les deux espèces et de plus, il a dit les deux autres messes de l'aurore et du jour, a-t-il bien fait 468
- Messe de mariage.** — Si la messe de mariage n'est pas appliquée à l'intention des époux, peut-on dire la messe *pro sponso et sponsa* et donner la bénédiction nuptiale 9
- Quelle messe dire le 2 novembre pour le mariage d'une veuve 4
- Comment dire la messe de mariage en temps prohibé, si on la dit avant l'arrivée des époux, etc. 10
- Peut-on au mariage des filles-mères dire la

- messe *pro sponso et sponsa* 72
- Peut-on, pour une messe de mariage, prendre la messe du jour, parce qu'elle comprend *Gloria et Credo* 121
- Faut-il dire les prières qui suivent le *Pater* et le *Benedicamus* au mariage d'une fille-mère 313
- Pour un mariage, les époux tardant à venir et midi approchant, quelle messe devait dire et que devait faire le prêtre 144
- Le curé peut-il faire célébrer la messe de mariage par son vicaire et se réserver de recevoir le consentement des époux, et de donner la bénédiction nuptiale *intra missam* 643
- Messe de minuit.** — Peut-on commencer la messe de la nuit à Noël, avant minuit 120
- Messe paroissiale.** — Une messe paroissiale doit-elle être chantée, et pour quelles parties 325
- Messe pro populo.** — Est-il vrai qu'un curé empêché d'offrir *pro populo*, le jour de saint Michel, ne puisse s'acquitter le dimanche suivant par une messe de binage 97
- Peut-on remettre à un autre jour l'acquit des messes des fêtes supprimées si on les applique à des intentions particulières en faveur des séminaires 666
- Un curé qui, de bonne foi, a oublié d'acquitter des messes dues *pro populo*, en 1859, a-t-il prescrit contre son obligation 98
- Pendant la vacance d'une cure, à qui incombe la charge de la messe *pro populo*, la paroisse étant administrée par un prêtre retraité qui ne reçoit qu'une partie du traitement 253
- Le curé malade, pour lequel un prêtre binaire célèbre la messe *pro populo*, bénéficie-t-il indûment d'un honoraire 278
- Doit-on appliquer à la paroisse les messes du titulaire de l'église et du patron du diocèse 314
- Les recteurs sont-ils exemptés de la messe pour leurs paroissiens les jours de fête dont la solennité est transférée au dimanche suivant 434
- Un curé malade n'a pu appliquer certaines messes pour son peuple, est-il tenu de les appliquer après qu'il a recouvré la santé 469
- Y a-t-il, en vertu de la coutume, obligation d'appliquer la messe *pro populo* à la fête du patron du diocèse 583
- Dans un diocèse où, en vertu d'un indult, les messes *pro populo* des fêtes supprimées et les messes de binage peuvent être appliquées en faveur des séminaires, aux intentions de l'archevêque, un prêtre peut-il en conscience ne pas se conformer à l'ordonnance de l'archevêque? peut-il appliquer à d'autres intentions particulières 625
- Messe privée.** — La messe basse célébrée *pro populo* est-elle messe privée 517
- Est-il vrai qu'une messe basse ait la même valeur qu'une messe chantée 292
- Messe de Requiem.** — Les messes de *Requiem* sont-elles prohibées, le corps non présent, aux vigiles de Noël, de la Pentecôte, le mercredi des cendres et les jours de la semaine sainte 72
- La veille de la Pentecôte peut-on chanter la messe de *Requiem* pour un enterrement 239
- Ne peut-on dire une messe de *Requiem*, le corps présent, dans une église non consacrée, le jour de la Dédicace 434
- La vigile de l'Épiphanie exclut-elle les messes de *Requiem* de 3^e, 7^e et 30^e jours. Peut-on dire ces messes aux jours octaves 265
- Quelle messe doit-on dire au service anniversaire des confréries 290
- Quelle messe dire à un enterrement pendant les Rogations 215
- Ayant la concession de pouvoir chanter des messes de *Requiem* aux fêtes doubles, peut-on en chanter plusieurs le même jour? Tout prêtre peut-il user de cette concession 374
- Le prêtre qui, par indult, peut chanter trois messes de *Requiem* par semaine dans les doubles ordinaires ou majeurs, peut-il en chanter six, si la semaine a trois semidoubles 420
- Un prêtre qui a chanté des messes de *Requiem* à des jours doubles dans sa paroisse, peut-il, en vertu du même indult, en chanter d'autres dans une paroisse voisine 580
- Les messes de *Requiem* demandées à l'occasion d'un transfert d'ossements de famille, jouissent-elles de quelques privilèges et peuvent-elles se chanter un jour de rit double majeur, mineur, de 2^e classe, de 1^{re} classe non privilégiée 432
- Est-il plus avantageux aux défunts de faire célébrer des messes basses que de fonder des services chantés 604
- Quand peut-on ajouter l'oraison pour ses parents défunts aux oraisons déjà prescrites 49
- Est-il vrai qu'on ne doive dire qu'une oraison à toute messe chantée de *Requiem* 194
- Dans les messes de *Requiem* chantées à la dévotion d'une confrérie, ne doit-on dire qu'une oraison? Doit-on chanter *dona ei* ou *dona eis* dans les Rép. *Subvenite et Libera* 513
- Etant établi qu'on doit dire le *Dies iræ* à toute messe de *Requiem* chantée, peut-on suivre l'Ordo diocésain qui dit le contraire 264
- Peut-on remplacer une messe de *Requiem* par la messe du jour 660
- Peut-on chanter une messe de *Requiem in die 3, 7, 3, et anniversario*, un jour double majeur? les 2, 3 et 4 janvier 681
- Messe solennelle.** — Quels ornements doit prendre un vicaire qui assiste son curé âgé aux messes solennelles 682
- Messe votive.** — Peut-on chanter une messe votive *pro re gravi* aux fêtes de 2^e classe 516
- Peut-on chanter une messe votive ordonnée par l'évêque à une fête de 2^e classe 601
- Combien d'oraisons à une messe votive solennelle 516
- Dans une messe votive du Saint-Esprit célébrée pendant l'octave de la Nativité, quelle sera la troisième oraison 516
- Doit-on chanter la préface commune à une messe votive le dimanche 493
- Missel.** — Faut-il douze signets au missel 479
- Pourrait-on mettre deux missels sur l'autel 528
- Morale civique.** — Où trouver de quoi répondre aux questions concernant l'enseignement de la morale civique 362
- Moribond.** — Un pénitent *in articulo mortis*, peut-il faire appeler un prêtre étranger au diocèse 134
- Y a-t-il obligation grave pour le curé d'assister les mourants 273
- Un curé est-il obligé de rester auprès d'un agonisant qui a perdu connaissance 387

- Devoir de ne point s'absenter pour un curé qui a des personnes gravement malades . . . 449
- Mühlbauer. — Que penser de la collection des décrets de la S. C. R. de Mühlbauer . . . 399
- Nappe. — Faut-il que chacune des nappes couvre tout l'autel . . . 26
- La rubrique qui requiert trois nappes dont l'une tombe jusqu'à terre, oblige-t-elle *sub gravi*? Faut-il une nappe tombante aux petits autels? Peut-on se contenter d'une garniture attachée avec des épingles? Peut-on refuser de dire la messe à un autel dont la nappe supérieure ne tombe pas ainsi? Peut-on laisser un tapis de couleur sur les petits autels pendant les offices . . . 179
- Nappe de communion. — Comment purifier la nappe sur laquelle est tombée la sainte hostie . . . 37
- Nativité de la sainte Vierge. — Traduction des leçons du second nocturne de ce jour . . . 649
- Noël. — L'officiant des matines de Noël doit-il avoir la chape pour les nocturnes? pour la généalogie . . . 623
- None. — Au capitule de none des fêtes de l'Avent, doit-on lire : *Et eliget adhuc de Israël* . . . 85
- Nulla unquam tempore. — Explication du Bref *Nulla unquam tempore* . . . 443
- Explication du bref *Nulla unquam tempore* :
1° En quels jours doivent se faire les simplifications des fêtes doubles et semidoubles?
2° Quand fait-on mémoire des fêtes simplifiées tant aux premières vêpres qu'aux secondes? 3° Dans quel ordre doit-on faire les mémoires? 4° Quand et comment fait-on les leçons des fêtes simplifiées? 5° Mémoire des fêtes simplifiées à la messe . . . 455
- Le bref *Nulla unquam tempore* est-il obligatoire dès cette année . . . 458
- Application du bref *Nulla unquam tempore* aux trois derniers mois de 1882 . . . 494
- Solutions diverses concernant l'application du bref *Nulla unquam tempore* . . . 515
- Application du bref *Nulla unquam tempore* aux fêtes de saint Cyrille d'Alexandrie, saint Germain de Paris, etc. . . 527
- Ce bref est-il sur le champ obligatoire . . . 527
- La règle de translation des fêtes perpétuellement empêchées est-elle modifiée par le bref *Nulla unquam tempore*? Occurrence de trois fêtes? Ce bref n'est-il obligatoire qu'à partir du 1^{er} janvier 1884 . . . 623
- Bref *Nulla unquam tempore*, fêtes perpétuellement empêchées . . . 624
- Octave des morts. — Peut-on, pour l'octave des morts, chanter tous les jours la messe de *Requiem* . . . 170
- Office. — Qu'entend-on par office de chœur . . . 433
- A quel tableau doit-on s'en tenir pour commencer la récitation anticipée des matines du lendemain . . . 205
- Peut-on se dispenser de la génuflexion à *Venite adoremus* . . . 493
- Offices en occurrence. — Comment ordonner les offices de saint Joseph de Léonissa et de la sainte Lance en concurrence? de la Pureté de la B.V. Marie et de sainte Marie Salomé en occurrence? du bon Larron hors le temps pascal? de saint Simon et de saint Jude séparés? les messes des saintes reliques de l'*infra octavam* de saint Simon et de la vigile de la Toussaint . . . 602
- Office des morts. — A la fin des laudes des défunts, quand doit-on dire les versets? le *De profundis* . . . 87
- Que signifie le mot *absolute* dans cette rubrique : *Absolute dicit sequentem orationem* : *Non intres* . . . 493
- Un prêtre, assistant à un office funèbre et recevant pour ce fait une rétribution, doit-il en *justitia* prendre part au chant . . . 389
- Doit-on faire le signe de la croix, sur la représentation, à *Requiem æternam* . . . 493
- Doit-on, au service du lendemain de la fête patronale, chanter l'invitatoire? réciter le *De profundis* à l'absoute? doubler les antiennes . . . 493
- Officiant. — Le curé peut-il céder un rôle d'officiant à un confrère . . . 493
- Offrande. — A qui appartiennent les offrandes d'argent faites avec le pain bénit . . . 253
- A qui appartiennent les offrandes déposées par les fideles à l'adoration de la croix . . . 267
- Ombrellino. — Peut-on porter le Saint-Sacrement d'un autel à l'autre sans ombrellino . . . 25
- L'ombrellino doit-il être doublé de soie? peut-il l'être de soie rouge . . . 663
- Oraison. — Le prêtre s'incline-t-il à « *Humiliate capita vestra Deo* » . . . 84
- Quelle oraison choisir quand on fait à la messe mémoire d'une fête des Quatre-Temps . . . 228
- Quelle commémoration faut-il faire dans une église où il y a au moins deux messes, à la messe d'une fête supprimée par le Concordat et dont la solennité est transférée au dimanche suivant . . . 432
- A quelle messe ne dit-on qu'une oraison . . . 517
- Peut-on à une messe de semi-double, réciter une oraison non commandée pour un défunt? Quel rang lui donner . . . 566
- Quelle place donner à l'oraison du Saint-Sacrement dans une messe d'adoration perpétuelle, à une fête de deuxième classe tombant le dimanche . . . 642
- Oraison du S. Esprit. — Doit-on toujours réciter l'oraison du Saint-Esprit aux messes votives de la sainte Vierge . . . 61
- Oraison pro Papa. — Doit-on omettre, à l'anniversaire de la consécration épiscopale, l'oraison commandée *pro Papa* . . . 253
- Oratoire. — Quelles conditions sont nécessaires pour qu'un oratoire soit public . . . 266
- Ordo. — Quel ordo doit suivre un prêtre appartenant à une congrégation qui dessert une paroisse . . . 195
- Quel ordo doivent suivre des religieux chargés l'un d'une église paroissiale, l'autre d'une aumônerie . . . 581
- Organiste. — Un prêtre remplaçant l'organiste, peut-il, outre son droit d'assistance, gagner la rétribution en faveur de l'organiste . . . 546
- Orgue. — L'orgue peut-il accompagner les voix pendant l'Avent et le carême . . . 544
- Ornements. — Quel ornement prendre pour remplacer le vert qui fait défaut . . . 5
- Que faire des ornements de soie jaune . . . 11
- Les ornements en coton-velours sont-ils permis . . . 289
- Défense d'user d'ornements en coton-velours . . . 312
- Peut-on vendre aux brocanteurs de vieux ornements . . . 326
- Les ornements en drap d'or peuvent-ils remplacer le violet aux jours de solennité . . . 327
- Un ornement couvert de broderies de soie jaune sur fond blanc, peut-il passer pour blanc . . . 468

- Les ornements en velours de coton sont-ils tolérés. 479
- Ostensoir.** — Y a-t-il une règle sur la place respective de l'ostensoir et de la pixide dans le tabernacle 662
- Pains d'autel.** — Peut-on employer des hosties où ne se trouve pas l'image de Notre-Seigneur 7
- Pain bénit.** — Un jour de prières publiques, peut-on par politesse, présenter le pain bénit aux représentants de l'autorité civile avant de le présenter au curé. 146
- Pale.** — Peut-on employer des pales dont le dessus est en soie de couleur 6
- Comment faut-il disposer la pale sur le calice. 336
- Pâques.** — Un curé peut-il autoriser à perpétuité des paroissiens éloignés de l'église à faire leurs pâques dans une paroisse voisine 627
- Paroisse.** — Le démembrement d'une paroisse emporte-t-il le partage des biens. 111
- Les paroisses, comme personnes morales, peuvent prendre des engagements et ces engagements sont valides *in perpetuum* 386
- Parrain.** — La coutume peut-elle prescrire contre la rubrique qui ordonne au parrain de réciter le *Credo* et le *Pater* avec le prêtre 242
- Le parrain et la marraine doivent-ils réciter le *Credo* en latin; que faire s'ils ne le savent pas 385
- Passion.** — Comment sont empêchées les fêtes des Mystères et des Instruments de la Passion. 37
- Patène.** — Ne peut-on pas faire baisser la patène aux laïcs 26
- Une patène redorée et non consacrée de nouveau, mais ayant servi de nouveau au S. Sacrifice, doit-elle être consacrée 109
- Un prêtre, après sa messe, ayant déposé ses ornements, remarque quelques parcelles de la sainte hostie sur la patène, qu'il doit-il faire 337
- Pater noster.** — Un vicaire doit-il chanter le *Pater noster* après les vêpres pour obéir à un curé et suivre l'usage du diocèse. 72
- Patron.** — Un professeur célébrant dans une chapelle sans patron, doit-il faire mémoire d'un patron, soit à l'office, soit dans l'oraison *A cunctis* 25
- Peut-on, le jour de la Trinité, faire la solennité et chanter la messe du patron de la paroisse 217
- Un curé peut-il reporter au dimanche la solennité de la fête patronale jusque-là célébrée le jour de l'incidence. 240
- Un étranger disant la messe pendant l'octave du patron de la paroisse, doit-il faire mémoire du patron et réciter le *Credo* dans l'église paroissiale? dans un oratoire privé? L'ordo de l'oratoire privé doit-il être modifié comme celui de la paroisse? Pour la mémoire du patron à vêpres, quelle antienne doit-on prendre 264
- Des fêtes de saint Joseph et du Patron, transférées, laquelle doit être replacée la première 277
- Un curé a pour patron un saint dont la fête tombe le jour d'une fête célébrée par l'Eglise, du rit de 2^e classe, et qu'il devra transférer à un jour assez éloigné, doit-il faire néanmoins la mémoire ou même l'office de la vigile de cette fête ainsi renvoyée. 468
- Quelle antienne prendre pour la mémoire du patron. 494
- La fête patronale tombant le jeudi de la Pentecôte, quelle messe chanter. 681
- Le patron d'une paroisse demeure-t-il le patron des deux paroisses nouvelles formées par le démembrement de la première. 681
- Peut-on simplifier un double en occurrence perpétuelle avec une fête patronale. 516
- Les fêtes empêchées perpétuellement par la fête du patron et son octave, doivent-elles être perpétuellement simplifiées. 561
- Quelles leçons réciter au 2^e nocturne du jour octave de saint Antoine, de saint Maur, patrons de paroisse. 624
- Péchés.** — Les péchés du chrétien sont-ils plus graves que ceux de l'infidèle 494
- Pêcheurs publics.** — Les filles *pragantes inhoneste* sont-elles pécheresses publiques 134
- Pénitence.** — Peut-on donner, comme pénitence, une œuvre déjà obligatoire 158
- Perriot (M.).** — Mérites particuliers de la théologie de M. Perriot 409
- Plain-chant.** — Y a-t-il une édition officielle de plain-chant 4, 109
- Poissons.** — Quels sont les petits poissons permis à la collation 253
- A quelles églises est accordée et quel jour peut-on gagner l'indulgence de la Portioncule 470
- La grande indulgence de la Portioncule peut-elle se gagner sans réitérer la confession. 506
- L'indulgence de la Portioncule ne peut-elle être gagnée le 2 août que par les tertiaires 512
- Quelles églises jouissent de l'indulgence de la Portioncule. Pour la gagner plusieurs fois, suffit-il de passer à la sacristie et de rentrer à l'église 647
- Précieux Sang.** — Quel culte doit-on au sang qui coule parfois miraculeusement de la sainte hostie. 685
- Prédication.** — Le prêtre peut-il prêcher en chape après les vêpres 62
- En droit, un évêque peut-il interdire à un curé la prédication hors de sa paroisse 327
- Dans quelles circonstances un curé n'est-il pas tenu de prêcher tous les dimanches. 387
- Le prêtre qui remplace un curé est-il tenu de prêcher 667
- Préface.** — L'autorisation de faire usage d'une préface particulière obtenue pour un diocèse, rend-elle cette préface obligatoire pour les prêtres 71
- Peut-on dire à voix basse la Préface et le *Pater* pour cause d'infirmité? pour abréger la messe? pourrait-on, par raison de fatigue, remplacer le chant de la Préface de la Trinité par celui de la Préface commune. 108
- Quelle Préface dire aux messes votives du carême 205
- Faut-il s'incliner au mot *adoretur* de la Préface. 336
- Prélat.** — Un prélat domestique de Sa Sainteté a-t-il préséance au chœur sur le chapitre. 600
- Peut-il porter son costume au chœur. 600
- Prêtre approuvé.** — Faut-il de nouveaux pouvoirs à un prêtre approuvé pour un diocèse et qui y revient après cinq ou six ans d'absence 645
- Prêtres grecs.** — L'Eglise permet-elle aux prêtres grecs unis de vivre *in matrimonio* 647
- Prime.** — Le psaume de Prime qui précède le symbole se termine-t-il par *Gloria Patri*. 513
- Processions.** — Un curé peut-il supprimer les processions qui précèdent l'aspersion dans certains diocèses 448

- Quelle est l'origine précise de la procession de l'Assomption 513
- A la procession d'un patron secondaire, peut-on porter ses reliques et les autres reliques de l'église. 688
- Procession du Saint-Sacrement.** — A la procession de la Fête-Dieu, le St-Sacrement peut-il reposer sur un brancard porté par deux prêtres, le célébrant ne faisant que le maintenir en équilibre? Le dais peut-il être en velours cramoisi 263
- Pour les processions du très-saint Sacrement, le 3^e dimanche du mois, faut-il mettre en rang tous les fideles 193
- Le 3^e dimanche du mois, peut-on faire à l'intérieur de l'église la procession du St-Sacrement, ou chanter le *Pange lingua* 73
- Peut-on présider la procession de la Fête-Dieu sans dais, sans chape. 642
- Est-il liturgique à une procession du St-Sacrement de faire porter toutes les chapes 688
- Profession de foi.** — Les desservants sont-ils tenus à faire la profession de foi? devant qui? Ne l'ayant pas faite, sont-ils tenus à restituer les fruits. 563
- Prophéties.** — Peut-on omettre les Prophéties le Samedi-Saint 168
- Peut-on, le Samedi-Saint et la veille de la Pentecôte, omettre les Prophéties, si l'office se fait sans solennité. 193
- Protestante.** — Comment agir à l'article de la mort et pour les funérailles avec une protestante qui croit tous les dogmes catholiques et assiste aux offices catholiques, mais n'a pas rompu avec les protestants, ni abjuré 359
- Protonotaires.** — Protonotaires apostoliques 518
- Quels sont les droits et privilèges des Protonotaires apostoliques *ad instar participantium* 444
- Pupitre.** — Peut-on couvrir le pupitre de la messe d'un voile de la couleur du jour 621
- Purgatoire.** — Les âmes du Purgatoire peuvent-elles prier pour nous 315
- Quarante-Heures.** — Que doit faire un prêtre célébrant pendant l'exposition des Quarante-Heures 480
- Quêtes.** — A quel moment de la messe peuvent se faire les quêtes. 8
- Le prêtre qui est seul, obligé de quêter, peut-il, après la prédication, réciter le *Credo* sans reprendre la chasuble 265
- Un curé peut-il retenir et employer à des œuvres paroissiales des quêtes et des dons faits à son église. 605
- Raphaël.** — Dans l'occurrence de saint Raphaël et du patronage de la sainte Vierge, quelle fête l'emporte. 5
- Rédemption.** — Dieu, dans la redemption, a-t-il eu en vue principalement la sainte Vierge. 361
- Registres.** — Doit-on dans les registres religieux, mettre le nom de baptême avant le nom de famille 642
- Réguliers.** — Des prescriptions ou des dispenses données par le Saint-Siège à un royaume, à un diocèse, regardent-elles le clergé régulier comme le clergé séculier. 448
- Relevailles.** — Peut-on refuser la bénédiction des relevailles à une femme ne faisant pas ses pâques. 10
- Doit-on faire les relevailles d'une jeune mariée qui accouche quelques mois après le mariage. 37
- Est-il vrai qu'on doit bénir après ses couches une femme qui a donné scandale. 207
- Doit-on tolérer l'usage de se présenter à l'intérieur de l'église et non à la porte pour les relevailles 170
- Religieuse.** — Une religieuse peut-elle se confesser à un vicaire, le curé étant absent. 645
- Une religieuse qui a le pouvoir de toucher les vases sacrés, peut-elle placer le voile sur les épaules du prêtre au salut du St-Sacrement, lui présenter le bénitier et l'aspersion de l'eau bénite, porter le ciboire sur l'autel pour faire consacrer les hosties, ouvrir le tabernacle 336
- Reliquaires.** — Peut-on laisser sur l'autel des reliquaires ne contenant qu'une image de saint. 661
- Reliques.** — Qu'entend-on par exposition de reliques. 207
- Le prêtre peut-il exposer lui-même avant sa messe une parcelle de la vraie croix, en faisant porter le calice à l'autel par un sacristain 254
- Peut-on, pendant une messe, exposer des reliques sur une table à côté de l'autel? Si oui, quel luminaire devrait être employé 337
- Une autorisation spéciale est-elle nécessaire pour exposer avec lumières, au jour et en l'octave de leurs fêtes, des reliques authentiques 507
- Peut-on exposer des reliques des vêtements avec celles des os et de la chair d'un saint 660
- Peut-on y laisser des reliques sans cierges allumés 661
- Remi (S.).** — Un curé qui par indulgent, est autorisé à célébrer la saint Remi, fête patronale, le deuxième dimanche d'octobre, doit-il cette année chanter la messe de saint Remi le 1^{er} octobre et renvoyer le Rosaire au 3 octobre. 467
- Y a-t-il un décret qui donne, pour la concurrence, la préférence aux saints Anges gardiens sur la fête de saint Remi 468
- Réserve (Ste).** — Y a-t-il obligation de renouveler les saintes espèces tous les huit jours 60
- Peut-on continuer, sans Indult, l'usage de conserver le Saint-Sacrement dans deux chapelles éloignées de l'église. 195
- Comment procède-t-on pour renouveler les hosties du saint Ciboire et de l'ostensoir. 227
- Peut-on conserver des hosties vieilles de quinze jours. 277
- Comment doit s'entendre l'obligation de renouveler la réserve eucharistique tous les huit jours 339
- Restitution.** — Une femme qui a incendié une grange par le conseil du mari, est-elle tenue d'en restituer la valeur avec les intérêts. 241
- Conduite à tenir par un curé vis-à-vis de la femme d'un homme qui pour échapper à ses créanciers a passé tous ses biens au nom de sa femme. 386
- Rituel Romain.** — Est-on obligé de se servir d'un exemplaire approuvé du Rituel Romain 482
- Peut-on, pour aller au loin administrer des malades, remplacer le Rituel par une copie manuscrite des prières. 665
- Rogations.** — Séminaires et communautés sont-ils tenus à la messe et à la procession des Rogations 215
- Diverses questions au sujet des Rogations : quelle oraison dire à la messe de procession quand il n'y a pas d'autre messe; quelle messe doit dire l'aumônier d'une communauté cloîtrée qui fait sa procession sans qu'il y assiste; avant la procession, doit-on

- ajouter *Alleluia* après l'*Exurge*; ne pourrait-on pas faire les Rogations du lundi le dimanche soir 227
- Un curé peut-il dire sa messe avant la procession des Rogations, et la dire comme si la procession était faite. 421
- Romuald (S.).** — Si saint Romuald était transféré au 19 juin, jour de sa mort, devrait-on dire : *meruit beatus scandere sedes*. 264
- Rosaire.** — La fête du Rosaire est-elle principale ou secondaire 277
- Le saint Rosaire, fête secondaire, étant en concurrence avec les Saints Anges, double-majeur, comment ordonner les vêpres . . . 434
- Le curé d'une paroisse où le rosaire est établi, a-t-il besoin d'un diplôme personnel de directeur 641
- Rubriques.** — Quoi qu'en dise Billuard, peut-on prescrire contre les rubriques 385
- Sacré-Cœur.** — Occurrence de la fête du Sacré-Cœur avec la fête du Précieux Sang 516
- Sacré-Cœur de Marie.** — La fête du Sacré-Cœur de Marie tombant en occurrence avec la Décollation de saint Jean-Baptiste, laquelle se transfère? Item pour la fête de saint Raphaël et du patronage de la sainte Vierge. 85
- Sacrement.** — L'ordre des sacrements a-t-il été fixé par le concile de Trente. 650
- Dans l'administration des derniers sacrements, doit-on répéter les prières *Pax huic domui* etc. et *Confiteor* 145
- Sacristie.** — Est-il vrai que l'on doive venir à l'autel par le côté de l'épître et retourner par le côté de l'évangile. 288
- De quel côté doit-on entrer au sanctuaire et en sortir 374
- Sacrosanctæ.** — Y a-t-il des indulgences attachées à la prière *Sacrosanctæ* 254
- Saints.** — Doit-on réciter l'office des quatre nouveaux saints du huit décembre 1881 314
- Samedi-Saint.** — Peut-on faire chanter les chants de la messe, les leçons, etc., par les religieuses . . . 192
- Comment faire, le Samedi-Saint, la bénédiction des fonts, si l'on n'a pas les huiles bénites nouvelles. 300
- Peut-on donner la sainte communion le Samedi-Saint à des infirmes, sachant que des fidèles non infirmes se joindront à eux. . . 642
- Scapulaire.** — Ayant quitté le scapulaire, peut-on le reprendre sans autre formalité 74
- Plusieurs scapulaires peuvent-ils être suspendus aux mêmes cordons. 86
- Faut-il, pour la Confrérie du Carmel, être inscrit sur le registre 86
- Faut-il, pour le scapulaire du Carmel et pour celui de l'Immaculée-Conception, l'inscription sur le registre 122
- Qu'est-ce que le scapulaire de saint François de Sale 135
- Pour la validité de l'imposition du scapulaire, la récitation de la formule est-elle nécessaire 349
- Comment doit-on porter le scapulaire? de quelle manière et de quelles couleurs doivent être les cordons? Après avoir quitté le scapulaire, doit-on se le faire imposer de nouveau? Des prières sont-elles nécessaires pour gagner les indulgences du scapulaire . . . 512
- Comment agir avec des personnes bien disposées, mais scrupuleuses 607
- Secret de la confession.** — Le devoir de sauver la dignité du sacrement permet-il au confesseur d'user de la confession du complice du pénitent 686
- Secrètes.** — Pour plusieurs secrètes, y a-t-il plusieurs conclusions 122
- Semaine sainte.** — Y a-t-il un décret prohibant de chanter aux fonctions de la semaine sainte, s'il n'y a ni diacre ni sous-diacre 168
- Semidouble.** — Peut-on placer un semidouble à jour fixe dans une octave non réservée. 432
- Sépulture.** — Peut-on ne pas chanter à la sépulture des enfants 25
- Double-t-on les antiennes à la levée du corps, dans les funérailles? Quand doit-on chanter *Ego sum et Benedictus* 25
- Le prêtre quittant le cimetière après les funérailles, peut-il saluer la famille du défunt . . 72
- Est-il permis, pour un motif honnête, d'assister aux funérailles des protestants 146
- Les prêtres qui ne chanteraient pas aux funérailles, n'assisteraient pas à la levée du corps, auraient-ils droit aux honoraires 216
- L'offrande faite à un enterrement appartient-elle au curé 232
- Quelle messe et quelle oraison doit-on dire à l'enterrement d'un prêtre 301
- Quelle est la place de la personne qui porte une croix de bois dans les funérailles 386
- Un voile violet doit couvrir le tabernacle du maître-autel lorsqu'on dit une messe de *Requiem*. Mais cela est-il prescrit pour le cas où le saint Sacrement est dans un autre tabernacle que celui du maître-autel . . . 469
- Est-il permis d'encenser au cimetière le corps du défunt? de l'asperger à l'entrée de l'église? de faire en aube la levée du corps? de faire le service au 40^e jour? de commencer le *Libera* pendant que le célébrant va prendre la chape? de chanter entre l'office et la messe : *Requiem æternam* et *Requiescant in pace* . 491
- Peut-on accorder la sépulture ecclésiastique à ceux qui meurent dans l'acte du péché? à un homme faisant profession d'impiété, mourant sans avoir eu le temps de se confesser, quoiqu'il se fût confessé s'il avait eu le temps . 507
- Un curé a-t-il droit de désigner le prêtre qui présidera à son enterrement? Les règlements diocésains peuvent-ils ôter au curé, pour le donner au doyen, le droit de présider aux funérailles du prédécesseur 564
- La messe est-elle obligatoire pour les funérailles? pour les mariages? que faire si les époux ne la demandent pas 565
- Quelle messe doit dire un prêtre célébrant à l'occasion d'un enterrement sans appliquer la messe au défunt 579
- Le curé a-t-il droit à l'honoraire de la levée du corps 666
- Aux enterrements, peut-on élever le catafalque de manière à cacher l'autel? placer un dais sur le cercueil? faire tenir les coins du poêle par des laïques à l'enterrement d'un prêtre? aller, si l'on est prêtre, à l'offrande pendant la messe 680
- Servants.** — En arrivant à l'autel, de quel côté passent les servants 50
- Peut-on, vu la difficulté des temps, célébrer la messe sans servants 73

- Aux messes chantées, le servant doit-il répondre à l'ordinaire 182
- Un missionnaire en pays infidèle peut-il célébrer avec un servant ne sachant pas répondre? sans servant? en quel cas 84
- Siège.** — Le siège de l'évêque officiant peut-il avoir trois marches, si l'autel n'en a que deux 663
- Simarre.** — La simarre est-elle un habit prélétaire 624
- Sollicitantes.** — Quelle marche suivre pour la dénonciation *contra sollicitantes* 134
- Somnambules.** — Comment agir au saint tribunal avec les somnambules 626
- Sorbet.** — Le sorbet du matin est-il autorisé partout en vertu de la coutume aux jours de jeûne 663
- Sorciers.** — Que faut-il entendre par sorciers, maléfices, etc 387
- Souscription.** — Les héritiers sont-ils tenus de solder le montant d'une souscription consentie par le défunt 627
- Soutane rouge.** — Peut-on porter soutane rouge si l'on n'est enfant de chœur 680
- Statue.** — Peut-on bénir une statue en plâtre 621
- Peut-on admettre dans les églises des statues qui s'éloignent des types traditionnels? des statues ou images qui symbolisent des dévotions nouvelles 623
- Est-il défendu de couronner les statues du Sacré-Cœur 546
- Peut-on, la nuit de Noël, à *Et incarnatus est* du *Credo*, encenser la statue de l'Enfant-Jésus 195
- Stéarine.** — Peut-on employer la stéarine pour augmenter le nombre des lumières 169
- Sulpice (saint).** — Deux anciennes paroisses ayant été réunies depuis le commencement du siècle, et l'église de la paroisse nouvelle ayant été consacrée *titulo S. Michaelis principalis patroni et S. Sulpicii archiep. Bituric. secundarii patroni*, le curé doit-il faire l'office de saint Sulpice au 17 janvier et renvoyer saint Antoine? Les paroissiens de l'annexe peuvent-ils célébrer le dimanche suivant la fête de saint Sulpice, leur ancien patron 181
- Suspense.** — La suspense *ex informatâ conscientia* cesse-t-elle après la mort de l'évêque qui l'a prononcée? Un supérieur ecclésiastique, autre qu'un évêque, a-t-il le droit de la prononcer 459
- Tabernacle.** — Peut-on célébrer à un autel dont le tabernacle supporte une grande statue de la sainte Vierge avec une petite croix sur le devant? Peut-on conserver le saint Sacrement à ce tabernacle 181
- L'intérieur du tabernacle peut-il être garni de soie rouge 529
- Quand le Saint-Sacrement est absent du tabernacle, doit-on laisser la porte ouverte 662
- Tantum ergo.** — Pendant le chant du *Tantum ergo* doit-on s'incliner 662
- Temple protestant.** — Des conseillers catholiques peuvent-ils voter la construction d'un temple protestant 686
- Tertiaires.** — Les tertiaires de saint François peuvent-ils gagner les indulgences le jour des fêtes ou le jour auquel elles sont renvoyées 24
- Un prêtre tertiaire séculier peut-il réciter le bréviaire Romano-séraphique 602
- Les tertiaires peuvent-ils encore recevoir la bénédiction papale quatre fois par an 646
- Thabor.** — Peut-on employer le thabor pour l'exposition du saint Sacrement 620
- Thècle (sainte).** — Le 23 septembre, doit-on réciter le *Gloria* à la fête de sainte Thècle 567
- Tiers-Ordre.** — La présence d'un religieux capucin dans une paroisse ôte-t-elle au curé les pouvoirs qu'il a reçus pour diriger une fraternité du Tiers-Ordre 565
- Titulaire.** — Une église peut-elle avoir un titulaire secondaire? Doit-on faire son office et de quel rit 434
- Quelle oraison prendre pour la mémoire du titulaire qui serait la Nativité de la sainte Vierge ou de saint Jean-Baptiste 479
- Traitement.** — Quelles économies peut faire un curé sur son revenu ecclésiastique, sans se rendre coupable de péché 383
- Translation.** — Le jour auquel un saint est transféré à jour fixe, devient-il son jour propre 39
- Si deux offices se rencontrent le même jour, lequel se transfère 480
- Trentaine de saint Grégoire.** — Origine, efficacité, auteur de la prière des trente jours? Est-elle approuvée 204
- Trône épiscopal.** — Le trône de l'évêque doit-il être dépouillé après chaque fonction pontificale 621
- Ubald (saint).** — Dans le calendrier du diocèse, saint Ubald est transféré du 16, occupé par saint Jean Népomucène, au 22 mai : en quel jour faire son office dans une paroisse où il est patron local 434
- Ursule (sainte).** — Sainte Ursule et saint Wulf, l'un et l'autre doubles, ayant leur fête le même jour, lequel des deux doit être transféré 562
- Vêpres.** — Peut-on faire une lecture pieuse aux vêpres avant le capitule 73
- Peut-on, pour plus de commodité, retrancher un psaume de vêpres, ou changer les vêpres 85
- Comment doit-on chanter les vêpres à la solennité des fêtes transférées au dimanche suivant 109
- Celui qui préside à des vêpres non conformes à celles de son office, est-il encore tenu de réciter celles de son office 110
- Peut-on chanter, le dimanche, telles vêpres que l'on veut à l'office des vêpres 420
- Viatique.** — La sainte Réserve étant exposée, le prêtre qui vient de porter le saint Viatique, doit-il bénir les fidèles 193
- Une personne de 85 ans venant recevoir le saint Viatique pendant la messe, doit-on faire après couples prières prescrites par le Rituel? Si l'on réitère le Viatique, doit-on réitérer les prières 266
- Un prêtre revenant de porter le saint Viatique à un malade, peut-il se revêtir du surplis, purifier la custode dans le saint ciboire 337
- Comment doit agir un prêtre donnant le saint Viatique à un malade qui, à cause de la sécheresse de sa bouche, ne peut point avaler 337
- Vicaires.** — Comment la force des choses fait-elle que, en France, le droit de nommer les vicaires appartient à l'évêque 459
- Un curé recevant 200 francs pour un hospice, peut-il imposer à son vicaire d'y faire les enterrements qui sont gratuits 645
- Vicaire capitulaire.** — Un vicaire capitulaire peut-il ériger des confréries 601
- Vigile.** — Saint Jacques ou saint Laurent étant déplacé par saint Christophe ou saint Tiburce, patron de la paroisse, doit-on faire la vigilie 661
- Vignerons.** — Quelle messe chanter pour les vigne-

rons le jour de saint Vincent	5
— Peut-on, le dimanche, chanter la messe de saint Vincent comme patron des vigneron	38
Vin. — Peut-on, sans blesser la justice, vendre du vin additionné d'eau	196
Vincent (saint). — Le jour de saint Vincent, peut-on ajouter l'oraison de ce saint, à celle de la messe du jour, à la dévotion des vigneron qui font célébrer la messe	181
Visite. — Peut-on rendre visite à une personne qui a enlevé le crucifix de l'école	615
Voile du calice. — A. l'offertoire, est-ce au servant à plier le voile	24
Voile huméral. — Faut-il toujours l'écharpe pour transporter le saint Sacrement du tabernacle au trône de l'exposition	182
— La doublure du voile huméral doit-elle être en	

soie	479
Voile des images. — Peut-on, au temps de la Passion, voiler un tableau à l'aide d'un drap mortuaire	26
— Peut-on se servir du drap mortuaire pour voiler le tableau du maître-autel	192
— Doit-on voiler, au temps de la Passion, les tableaux du chemin de la croix	349
— La doublure du voile du calice doit-elle être de la couleur des ornements	663
Voile nuptial. — L'Ami du clergé a-t-il erré en prenant la défense du voile nuptial	313
Voile du Saint-Sacrement. — D'où vient l'usage de voiler le saint Sacrement pendant la prédication	121
— L'usage de voiler le saint Sacrement pendant la prédication est-il romain	265

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Acte de baptême. — Un curé peut-il porter sur l'acte de baptême d'un enfant naturel le nom de son père qui le demande	42
Actions. — Les actions de société passent-elles à l'héritier simplement en vertu du testament	210
Affiche. — Peut-on dresser procès-verbal au curé qui a déchiré une affiche d'un candidat radical posée à la porte de son presbytère	364
— Le maire peut-il poser une affiche à la porte de l'église pour annoncer une enquête	689
Affranchissement. — Comment envoyer l'affranchissement pour une réponse que l'on sollicite à Rome	631
Aliénation. — Le préfet peut-il obliger une fabrique à aliéner un titre de rente de 71 francs pour payer le logement du curé	592
Arbres. — Le maire ayant fait enlever les arbres du chemin de ronde, la fabrique peut-elle les revendiquer et en planter de nouveaux, aux frais du maire et du conseil ou de la commune? Le curé peut-il intenter le procès	77
Asile. — Point de départ après lequel une salle d'asile libre peut être ouverte	590
Assurance. — Les frais d'assurance d'une église contre l'incendie entrent-ils dans les dépenses obligatoires	160
Autels. — La fabrique peut-elle à ses frais, sans autorisation préalable, remplacer les autels de l'église	630
Avoué. — Principales fonctions des avoués, avocats, procureurs, juges d'instruction	293
Bachelier. — Un prêtre non bachelier peut-il recevoir dans une maison de famille les élèves d'une institution libre	423
Bail. — La fabrique peut-elle se débarrasser d'un fermier qui la taquise et dont le bail a été souscrit non par lui, mais par sa femme, morte depuis	125
— Bail : formalités à remplir par la fabrique	352
Balayeurs. — Rectification sur la nomination des balayeurs de l'église	247
Bancs. — Comment doit s'afficher l'adjudication de la mise en ferme des bancs de l'église? Peut-on concéder des places dans une chapelle au vendeur du terrain	28
— Le curé peut-il réserver dans l'église un banc	

pour les chanteuses, avec ou sans l'assentiment du conseil de fabrique	63
— Peut-on reprendre une place louée à vie pour deux francs à une personne qui, depuis 15 ans, n'en use pas	199
— Comment chasser un enfant de bancs d'église payés et réservés	439
— Un règlement épiscopal prélevant le sixième des places de banc pour les prêtres infirmes, doit-il être approuvé par le gouvernement? L'évêque doit-il rendre compte et à qui de cette recette? et pourrait-il la détourner de sa destination en l'appliquant à d'autres œuvres	411
— Le maire peut-il défendre à ses administrés de payer les places de bancs sous prétexte d'une irrégularité dans une élection des membres de la fabrique	653
Banc d'œuvre. — Comment placer les fabriciens au banc d'œuvre	211
— La commune peut-elle obliger la fabrique à construire un banc d'œuvre pour les marguilliers	572
Bénédiction nuptiale. — Qu'entend-on par bénédiction nuptiale au sens de la loi qui la défend avant le mariage civil	632
Bibliothèque. — A qui appartient le choix des livres pour une bibliothèque communale	13
Binage. — Obligation d'un curé chargé d'un binage	295
— Un curé rétribué jusque-là pour un service de binage par une quête devenue insuffisante, peut-il forcer la commune à lui payer l'indemnité de binage	569
Budget. — Peut-on employer à d'autres dépenses une somme portée au budget et qui n'aura pas son emploi	13
Bureau de bienfaisance. — Peut-on empêcher le bureau de bienfaisance de faire placer un tronc dans l'église	12, 124
— La loi s'oppose-t-elle à ce que le bureau de bienfaisance fasse distribuer les secours par une religieuse	210
— Les autorités locales peuvent-elles et dans quelle proportion faire un prélèvement, pour le bureau de bienfaisance, sur les re-	

- cettes d'un concert donné pour une œuvre chrétienne 435
- Par testament, un domaine vient à une commune, l'usufruit réservé au curé, à charge qu'il distribue une certaine somme aux pauvres, et en consacre une autre à des réparations à l'église : doit-il faire passer la part des œuvres par le bureau de bienfaisance et celle de l'église par la fabrique ? qui a mission, de lui ou de la commune, pour s'opposer à des empiétements sur ce domaine 437
- Peut-on éviter d'échapper au bureau de bienfaisance pour une somme léguée à distribuer aux pauvres par le curé 670
- Muret. — Est-il permis d'appliquer un mur de gabaret contre la muraille du cimetière 633
- Vicaire. — La commune peut-elle se refuser à réparer le calvaire placé sur le cimetière 306
- Capitiaux disponibles. — Y a-t-il nécessité pour les fabriques d'employer leurs capitaux disponibles en achat de rentes sur l'Etat 628
- Casuel. — Dans une paroisse où le casuel se paie en nature, le curé peut-il l'exiger devant le juge de paix 246
- A qui appartiennent les honoraires de la levée du corps faite par un autre que le curé 350
- A quel honoraire a droit, pour un enterrement d'enfant, un curé qui reçoit 6 francs pour un enterrement d'adulte 410
- Cérémonies extérieures du culte. — Circulaire ministérielle du 13 juin 1882, aux préfets, concernant les cérémonies extérieures du culte catholique 484
- Certificat d'études. — Le brevet ou certificat d'études est-il exigé pour l'ouverture d'une garderie d'enfants de 3 à 5 ans 590
- Certificat de résidence. — Comment amener un maire à délivrer en temps convenable le certificat de résidence du curé 52, 172
- Pour obliger le maire à délivrer le certificat de résidence, le curé pourrait-il quitter la paroisse, sûr que les paroissiens forceront la main au maire 270
- Le maire peut-il mettre opposition à la délivrance du mandat de traitement d'un curé qui a fait le pèlerinage de Jérusalem 295
- Chaise. — La fabrique peut-elle malgré le maire, augmenter le prix des chaises pour refaire le traitement du clerc supprimé par le maire 198
- La fille dont la mère est concessionnaire d'une chaise à l'église, peut-elle occuper cette place en l'absence de sa mère 282
- Quelle est l'origine, la destination, l'obligation du sixième perçu sur le droit des chaises ? Quel est le droit de l'évêque à ce sujet 569
- Chantre. — Une famille peut-elle refuser le chanfre d'office et en imposer un autre pour un service funèbre 233
- Ne peut-on pas faire chanter les religieuses à l'église et faire tenir l'orgue par une demoiselle 233
- Le curé à qui l'on enlève son supplément de traitement pour payer le chanfre, peut-il ne plus dire le dimanche qu'une messe basse 234
- Que peut le curé pour faire taire une personne qui trouble le chant des hommes à l'église 652
- Chapelle de secours. — A qui appartient une chapelle de secours ? La fabrique peut-elle faire démolir une chapelle de cette espèce, qui menace ruine, et disposer des matériaux 377
- Une chapelle de secours appartient-elle à la fabrique ou à la commune 422
- Chemin de ronde. Chemin de ronde 483
- Quelle largeur la fabrique peut-elle revendiquer autour de l'église dans un ancien cimetière ? Peut-elle clore ce terrain 209
- Une église peut-elle revendiquer une partie de terrain sur laquelle se trouvent un fossé d'assainissement, le passage pour l'échelle du clocher, des restes de murs d'une ancienne sacristie, le tout entre l'église et l'ancien presbytère vendu en 1793 232
- Cierges. — Un curé peut-il sans patente, fabriquer les cires de l'église 40
- Une famille a-t-elle le droit de conserver le cierge et le bouquet portés par l'enfant le jour de la première communion 651
- A qui appartient le cierge offert avec le pain bénit ? la redevance imposée à ceux qui n'achètent pas le cierge 137
- Cimetière. — Peut-on être obligé d'abandonner un cimetière entourant l'église 14
- Catholiques et protestants dont les sépultures sont séparées par une haie, peuvent-ils, vu la loi récente sur les cimetières, s'entendre pour conserver cette séparation 27
- La commune peut-elle obliger la fabrique à relever un mur de cimetière 113
- Le conseil municipal et le sous-préfet peuvent-ils obliger la fabrique à réparer les murs du cimetière 269
- Peut-on ouvrir une brèche momentanément dans le mur du cimetière, sauf à la boucher ensuite, et qui peut donner l'autorisation 182
- Avec la nouvelle loi sur les cimetières, la fabrique peut-elle encore revendiquer les fruits spontanés 463
- Cire. — La fabrique a-t-elle le droit de fournir la cire pour les enterrements 271
- Un vicaire peut-il être lié à son détriment par un compromis entre le curé et la fabrique relativement à la cire ? Peut-il réclamer ce qu'accorde le tarif diocésain ? A-t-il une part dans les cierges de première communion 571
- Clefs. — Un curé sortant est-il obligé de remettre les clefs au maire plutôt qu'à son successeur qui est présent 295
- Le maire, en la vacance d'une cure, peut-il garder les clefs du presbytère et les refuser au desservant par intérim ou au prêtre nommé par l'évêque 269
- Clocher. — Jugement du tribunal des conflits contre un maire qui avait fait ouvrir de force la porte d'un bâtiment attenant à l'église et donnant accès au clocher et qui, ayant changé la serrure, gardait la clef chez lui 472
- Un curé condamné pour avoir enlevé une girouette tricolore indument placée au clocher par le maire, peut-il changer la serrure et garder seul la clef pour empêcher qu'on ne monte de nouveau au clocher 670
- Cloches. — Faut-il actionner en justice un fondeur de cloches pour un montage défectueux qui ébranle le beffroi 173
- Un maire voulant faire sonner qui et comme bon lui semble le 14 juillet, et défendant au sonneur commandé par M. le curé de sonner, est-il dans l'exercice de ses fonctions 592
- Clôture. — Un propriétaire voisin a-t-il le droit de

détruire la clôture du presbytère	281
Commission scolaire. — Devoirs des membres de la commission scolaire	304
— Commissions scolaires : leurs attributions	318
Communione (première). — Peut-on déclarer qu'on ne fera pas la première communion aux enfants dont les parents auront dit ne pas vouloir qu'ils reçoivent en classe l'instruction religieuse	246
Concession. — Un maire peut-il s'opposer à ce qu'une famille inhume, après les délais légaux, de nouveaux membres dans un terrain concédé à perpétuité	138
— Le concessionnaire d'un terrain pour un caveau, doit-il de plus le passage pour arriver au caveau? La question est-elle de la compétence du conseil municipal? Le maire peut-il, à lui seul, accorder la construction d'un monument funèbre en tel endroit du cimetière	235
— Peut-on forcer une municipalité à accorder des concessions de terrain dans le cimetière qui est spacieux	255
— Nullité d'une délibération du conseil de fabrique concédant à un tiers la possession d'une chapelle dans une église	388
Confesseur. — Une personne ne pouvant léguer sa fortune à son confesseur, peut-elle lui souscrire une obligation, lui faire une vente à lui-même ou à son neveu? Quel moyen serait à employer	28
— Peut-on attaquer le testament fait par une célibataire en faveur d'un curé qui la confessait une partie de l'année	571
Congréganiste. — Un congréganiste non breveté qui se trouve dans les délais accordés par la loi du 16 juin 1881, peut-il enseigner dans toute école	423
Conseil de fabrique. — Un conseil de fabrique non renouvelé depuis 13 ans, doit-il être reconstitué intégralement	29
— Deux beaux-frères peuvent-ils être membres du même conseil de fabrique, du même conseil municipal	52, 64
— Un sujet américain peut-il être membre de la fabrique, et cela par l'autorité du maire qui l'y a nommé	65
— Un conseiller de fabrique révoqué peut-il être réélu? La convocation du conseil par le curé est-elle valide? Comment doit être faite la démission d'un conseiller	199
— Un journalier ne sachant ni lire ni écrire peut-il être membre du conseil de fabrique	609
— Le même membre, dans un conseil de fabrique, peut-il cumuler plusieurs fonctions? Qui mandate les dépenses en l'absence du président du bureau, malade? Ce président créancier de la fabrique, peut-il se délivrer un mandat de paiement? Dans ces deux cas, le curé peut-il signer les mandats pour le président du bureau	438
— Le maire non convoqué à une séance de fabrique où l'on a voté des réparations se montant à 50 fr., peut-il quelque chose	101
— Doit-on réunir le conseil de fabrique aux quatre sessions ordinaires, s'il n'y a rien à l'ordre du jour? Le maire peut-il être président du conseil de fabrique	12
— Comment agir avec un conseil de fabrique qui n'a plus ni trésorier, ni secrétaire, si les présidents du conseil et du bureau ne s'occupent	

pas des dépenses	21
— Une paroisse qui n'avait que 4.800 habitants, en a aujourd'hui 5.500; y a-t-il obligation immédiate d'ajouter quatre conseillers aux cinq qui composent le conseil de fabrique, quand et comment les choisir	101 et 24
— Doit-on consigner au registre des délibérations les motifs ineptes allégués par deux fabriciens pour s'absenter d'une séance ou refuser de signer la délibération	23
— Documents. Révocation d'un conseil de fabrique pour gestion irrégulière	48
— Le maire peut-il se faire représenter au conseil de fabrique par son adjoint	65
Conseil municipal. — Peut-on prendre copie des délibérations du conseil municipal	45
Contributions. — Jurisprudence du conseil d'Etat sur les contributions directes et sur les taxes assimilées à ces contributions	52
— Jurisprudence du conseil d'Etat sur les contributions; portes et fenêtres; patentes	53
— Prestations pour les chemins vicinaux	55
— Taxe sur les biens de mainmorte	55
— Taxe sur les cercles	55
— Taxe sur les billards	53
— Taxe sur les chevaux et voitures	55
— Taxe sur les chiens	55
Couvent. — Quel est le meilleur moyen pour assurer à perpétuité la fondation d'un couvent	13
Créance. — Quand l'Etat prétend avoir une créance contre un évêque, à raison de la vente que l'Etat avait faite à son prédécesseur, de divers objets ou denrées, le recouvrement de cette créance ne peut pas être poursuivi par voie de contrainte administrative. Toutefois, l'arrêté de <i>debet</i> par un préfet peut être déféré au conseil d'Etat et l'évêque doit présenter ses moyens de défense aux tribunaux	51
Croix. — Quelles sont les formalités à remplir pour enlever une croix dressée au milieu d'un chemin et la replacer sur un terrain privé	36
Croix de mission. — La croix de mission de Confolens; processions et cérémonies extérieures du culte interdites par la municipalité et faites dans une propriété particulière	53
— La fabrique peut-elle s'opposer à l'enlèvement d'une croix de mission placée avec l'autorisation du conseil municipal	36
Curé. — Comment interpréter la loi qui permet au curé d'avoir jusqu'à quatre élèves	61
Dénouciation. — Comment obtenir des fonctionnaires qu'ils donnent suite à la dénouciation faite par le curé, du délit par lequel des stercoraires couvrent sa porte d'ordures	5
Dépenses. — La fabrique peut-elle être contrainte par l'autorité diocésaine à solder à un ancien curé des dépenses remontant à une douzaine d'années, faites en dehors des formes légales	12
— Un curé qui achète et qui paie un objet pour son église, sans consulter son conseil de fabrique, peut-il exiger le remboursement de ses avances	46
Dépôt. — Que doit faire une personne chargée de garder des valeurs en dépôt, et de les remettre au petit-fils du déposant, à sa majorité, celui-ci étant idiot	29
— Comment régulariser un dépôt mis entre les mains de la fabrique avec charge de messe	52
Desservants. — Circulaire ministérielle du 31 juil-	

et ordonnant aux évêques de notifier au conseiller l'Etat chargé des affaires des cultes et au préfet la nomination des desservants.	426	seil municipal	423
Pense de mariage. — Peut-on, au civil, obtenir dispense de mariage entre un homme et la fille naturelle de sa femme défunte	570	— Emblèmes religieux dans les écoles	673
— Traitement des desservants. Discours de Mgr Freppel à la Chambre des députés	587	Ecole libre. — Ecole libre fermée parce que la religieuse, sur l'invitation du curé, a réuni les enfants du catéchisme, filles et garçons, pour faire réciter la lettre	62
n. — Que peut faire un curé à qui personnellement il a été donné une somme suffisante pour rebâtir et agrandir l'abside d'une église entourée d'un cimetière	13	— Comment régulariser la situation de la religieuse titulaire d'une école libre qui a succédé, sans déclaration nouvelle, à la religieuse directrice précédente	126
— Les dons manuels aux fabriques sont-ils sujets aux droits de 9 0/0 plus le double décime.	124	— Peut-on, dans une paroisse de 400 habitants, introduire la gratuité dans une école libre, pour cause de concurrence	183
Donation. — Une commune a reçu un bâtiment et un terrain sous cette clause formulée par le donateur, que la jouissance appartiendra exclusivement au curé catholique; plus tard, sur la demande du donateur, l'évêché a permis la distraction d'une parcelle du jardin pour y construire une maison d'école et le logement de l'instituteur, clerc et chantre : si l'instituteur cessait ses fonctions de chantre, la fabrique pourrait-elle réclamer	437	— Y a-t-il lieu, pour une école libre de filles, d'accepter une subvention communale destinée à assurer la gratuité. Cette acceptation changera-t-elle le caractère de l'école libre.	198
Drap mortuaire. — Le curé peut-il s'opposer à ce que le drap mortuaire soit porté avec le corps depuis le domicile du défunt	111	— L'inspecteur peut-il faire exclure d'une école libre les enfants au-dessous de cinq ans, s'il les tolère dans les écoles communales? Les religieuses peuvent-elles ouvrir un asile pour les y recevoir	235
— A qui appartient un drap mortuaire acquis par souscription et primitivement déposé à la mairie.	138	— Peut-on établir partout des écoles libres? Quelles formalités sont nécessaires.	269
— Le conseil municipal peut-il exiger gratuitement pour ses membres le plus beau drap mortuaire? Le conseil de fabrique peut-il l'accorder? Peut-il aussi donner une place d'honneur gratuite dans l'église au conseil municipal	630	— Des religieuses ayant été depuis longtemps choisies pour tenir une école libre fondée par testament, l'héritier peut-il exiger leur maintien? Peut-il rentrer en possession des fonds parce qu'il n'a pas été institué de conseil d'administration, selon que l'exigeait le testament? Peut-on exproprier une maison particulière pour une école congréganiste	363
Drapeau. — Un simple citoyen peut-il s'opposer à l'exhibition du drapeau rouge	15	— Peut-on installer une école libre au presbytère ou dans une sacristie? Y a-t-il une hauteur réglementaire pour le plafond? Faut-il que les trois classes soient sous le même toit? La commune peut-elle retirer une salle de catéchismes précédemment mise à la disposition du curé	364
Ecole. — Le curé peut-il visiter les classes	100	— Le successeur d'un directeur d'une école libre doit-il attendre le départ de son prédécesseur pour faire sa déclaration.	423
— L'instituteur peut-il recevoir gratuitement des élèves forains	100	— Comment contraindre un maire à recevoir une déclaration d'ouverture d'école libre	590
— Le préfet peut-il approuver sans enquête une délibération du conseil municipal supprimant une école de filles et rendant mixte l'école des garçons.	112	— Les élèves d'une école libre, vacante subitement, pendant le mois nécessaire pour la déclaration et la réouverture, peuvent-ils encourir les pénalités de la loi du 28 mars	591
— Le fait d'établir une école laïque communale pour les filles, équivaut-il au renvoi formel des sœurs qui tenaient l'école dans un autre local? Le curé qui avait donné à la commune 6,000 fr., à condition que cette maison serait destinée à une école de fille tenue par les religieuses, peut-il réclamer ses 6.000 fr. La commune peut-elle vendre ou louer cette maison? Peut-elle aliéner le presbytère et faire de cette maison le logement du curé	149	— Quels sont les droits des inspecteurs universitaires vis-à-vis des établissements libres	591
— Une école communale a-t-elle droit à une place particulière à l'église? a-t-elle le pas sur les écoles congréganistes? Peut-on traiter à l'église comme école, l'école laïque, vu que les maîtres ne sont pas obligés de conduire et de surveiller leurs élèves	341	— Un laïque ayant dix ans d'exercice dans un institut de frères, peut-il ouvrir une école libre	608
— Legs au curé pour construction ou acquisition d'école : la commune peut-elle réclamer la somme déjà versée? Le curé peut-il contraindre l'héritier universel à délivrer le reste du legs.	351	— Peut-on recevoir dans une école primaire libre des enfants au-dessous de six ans	611
— Les écoles sont-elles classées parmi les choses d'utilité publique	378	— Le directeur d'une école libre peut-il accorder des congés extraordinaires.	611
— Le préfet peut-il modifier les plans d'une école dont la construction a été votée par le conseil municipal	423	— De nouvelles constructions ajoutées à une école libre exigent-elles une nouvelle déclaration	628
		— Deux frères pourvus de brevets peuvent-ils donner des leçons à plusieurs élèves dans un local où ils doivent après le délai légal ouvrir une école	639
		— Si l'on ajoute une salle à l'école libre, faut-il une déclaration nouvelle? Pour les deux salles faut-il deux brevets	692
		Edifices diocésains. — Circulaire ministérielle aux architectes diocésains, concernant les travaux d'entretien des édifices diocésains, et leur enjoignant	

de n'employer aucune partie du crédit mis à leur disposition, à des appropriations intérieures. . .	474
Édifices paroissiaux. — Construction d'églises. Travaux supplémentaires commandés par le curé	508
— Instruction ministérielle pour la conservation et l'entretien des édifices diocésains et paroissiaux.	473
Eglise. — Les anciennes églises rendues au culte, sont-elles propriétés communales.	473
— La fabrique peut-elle faire enlever la terre et les pierres qui nuisent à la salubrité de l'église.	628
— Un curé peut-il, sans approbation préfectorale, exécuter le dallage de son église, la dépense étant couverte par un don particulier.	630
Emprunt. — Le ministre peut-il refuser à une fabrique l'autorisation d'emprunter pour payer les dettes grevant un immeuble, dont l'acceptation a été autorisée sans condition.	294
Enregistrement. — Un agent de l'enregistrement peut-il exiger du trésorier de la fabrique la production des quittances, mémoires et factures.	148
— Un receveur d'enregistrement peut-il exiger des droits pour un acte sous-seing privé non présenté à son bureau.	256
— L'enregistrement peut-il exiger d'une fabrique les droits adhérent à une fondation dont l'autorisation n'est point encore revenue de la préfecture.	270
Enseignement. — Questions diverses sur l'enseignement.	611
Enseignement primaire. — Le prêtre qui peut donner l'enseignement secondaire à quatre enfants, peut-il leur donner l'enseignement primaire.	591
Enterrement. — Un curé peut-il faire les enterrements dans une chapelle à l'usage des ouvriers d'une usine.	655
— Le casuel doit-il revenir à la fabrique de la paroisse.	655
Escalier. — A qui appartiennent les réparations d'un escalier commun à l'église et au cimetière.	171
Etablissement secondaire. — Un établissement secondaire peut-il recevoir des enfants au-dessous de six ans.	590
Exécution testamentaire. — Un curé peut-il être l'exécuteur testamentaire de l'une de ses paroissiennes.	14
Exemption du service militaire. — Le frère aîné d'une sœur utérine dont les parents sont morts, est-il dans un cas d'exemption du service militaire.	628
Exhumation. — Le père peut-il faire opposition à l'exhumation du corps de sa fille que ses frères veulent transférer dans un caveau acheté par eux.	307
— Formalités à remplir pour obtenir l'autorisation d'exhumer.	378
Expropriation. — Pour agrandir une église, comment déposséder un propriétaire dont la maison a été autrefois construite en partie sur le terrain de l'ancien cimetière.	160
— Un propriétaire ayant une maison adossée depuis quarante ans à une église peut-il invoquer la prescription contre une demande de démolition.	184
Extraits des registres paroissiaux. — Un curé peut-il exiger des droits pour l'expédition des extraits de baptême et des certificats de publication de bans.	161

Fabrique. — La fabrique peut-elle être appelée à venir en aide à la commune.	
— Que doit faire la fabrique avec un curé qui ayant, de son chef, acheté un dais, exige d'ailleurs par l'évêque, conserve l'argent des quêtes et réclame le paiement du blanchissage fait par sa mère.	
Façade de l'église. — Le maire peut-il faire peindre sur la façade de l'église, la devise de la République avec le bonnet phrygien.	
— Le maire peut-il maintenir à demeure sur la façade de l'église un drapeau et y inscrire : « République française. Liberté. etc.	
Factures. — Combien de temps doit-on garder les factures et reçus se rapportant aux comptes des fabriques.	
Fenêtre. — Le maire peut-il donner au curé l'autorisation d'ouvrir à ses frais une fenêtre au salon du presbytère.	
— Le conseil municipal doit-il intervenir pour la réouverture d'une fenêtre du chœur précédemment murée.	
— La fabrique ne demandant rien à la commune, peut-elle, sans l'autorisation préfectorale, ouvrir une fenêtre au chœur de l'église.	
Fermier. — Comment forcer un fermier de la fabrique à payer intégralement le prix annuel de son bail qu'il veut diminuer de son chef, sous prétexte que les terres n'ont pas la contenance exprimée au bail.	
Fondation. — Peut-on faire donation d'une rente à perpétuité au curé à charge de.	
— Peut-on donner un immeuble à la fabrique par contrat synallagmatique.	
— Peut-on obliger une commune à verser une somme annuelle pour messes, si le titre l'y obligeant a disparu.	
Fosse. — Peut-on ouvrir une fosse la veille de l'inhumation.	
— Un curé peut-il refuser d'enterrer un mort si la fosse n'a pas la profondeur voulue? Quelle est-elle?	
Fossoyeur. — Le maire peut-il obliger le fossoyeur à tenir registre des inhumations?	
Fruits. — A qui appartiennent les fruits d'un champ donné à la fabrique pour y construire un presbytère.	
Fruits spontanés. — La fabrique a-t-elle droit aux fruits spontanés d'un ancien cimetière tenant à l'église.	
— A qui appartiennent les fruits spontanés d'un cimetière où l'on n'enterre plus depuis six ans.	
— La commune peut-elle revendiquer les fruits spontanés d'un cimetière tenant à l'église et désaffecté depuis six ans.	
Garde-champêtre. — Un garde-champêtre révoqué par suite d'une dénonciation injuste, peut-il devant les tribunaux réclamer des dommages-intérêts.	
Gouttières. — Le conseil municipal peut-il forcer la fabrique à changer les gouttières d'un poulailleur dont les eaux tombent sur le chemin de ronde.	
Haie. — A qui appartiennent les bois d'une haie existant sur une parcelle du jardin du presbytère expropriée pour élargir une route.	
Histoire sainte. — Est-on dispensé de l'histoire sainte pour le certificat d'études? Si elle est supprimée, le curé cesse-t-il par le fait d'être examinateur.	

- Immeubles.** — La commune propriétaire d'un immeuble dont l'usufruit appartient au curé, se refusant à constater les réparations nécessaires et à désigner les arbres de haute futaie à couper pour ces réparations, peut-on passer outre 101
- Est-il encore bon pour une fabrique d'acquérir des immeubles 268
- Impôt.** — Un curé qui change de paroisse le 1^{er} mars doit-il payer l'impôt des portes et des fenêtres de son ancien ou de son présent domicile 11
- Le retard dans le paiement des impôts donne-t-il droit d'exiger des intérêts ? 246
- Prestations et impôts des portes et fenêtres pour un curé nommé avant le 1^{er} janvier à une autre paroisse, lequel n'a quitté l'ancienne qu'après le 1^{er} janvier 295
- Un curé qui depuis 45 ans, ne payait que l'impôt des portes et fenêtres, est-il tenu à ceux du revenu foncier et de biens de main-morte, qu'on lui réclame aujourd'hui 438
- De quelques impôts pouvant atteindre les églises, les curés, les fabriques 510
- Inscription.** — Le maire peut-il faire dresser une pierre avec cette inscription : « Ici repose X... mort indigent » 136
- Inspecteurs.** — Les inspecteurs peuvent-ils visiter les écoles établies dans les couvents cloîtrés 591
- L'inspecteur peut-il se faire représenter dans la commission scolaire 611
- Instituteur.** — Quels sont actuellement les devoirs des instituteurs en ce qui regarde le catéchisme ? Pour l'assistance des enfants aux processions 108
- Qu'arriverait-il à un instituteur démissionnaire ou révoqué avant la fin de ses dix ans, s'il est fils aîné de veuve 353
- Les instituteurs ne sont plus tenus de conduire leurs élèves aux offices le dimanche 463
- Un congréganiste qui se trouve dans les délais pour obtenir le brevet de capacité, peut-il enseigner dans toute école 590
- Institutrice.** — La directrice d'une école étant changée, les institutrices adjointes peuvent-elles sans contravention, tenir l'école en attendant la remplaçante 257
- Une religieuse institutrice qui après 35 ans d'âge et 5 ans d'exercice, a quitté ses fonctions, peut-elle les reprendre sans se munir du brevet de capacité 590
- Même question pour une religieuse adjointe 590
- Instruction primaire.** Un curé peut-il réunir chez lui plusieurs élèves et leur donner l'instruction primaire 111
- Un curé ne peut donner l'enseignement primaire chez lui 463
- Interdiction de l'entrée de l'église.** — Un curé peut-il interdire l'entrée de son église à un prétendu guérisseur de la rage qui y conduit ses clients et fait avec eux des prières superstitieuses ? Peut-il désabuser les étrangers et avertir ses confrères que cet opérateur envoie ses clients communier sans confession 233
- Jardin du presbytère.** — Le maire de la commune peut-il distraire du presbytère une partie du terrain par cela seul que le fonds appartient à la commune ? Comment s'y opposer 64
- Peut-on maintenant sans l'avis de l'évêque distraire quelque chose du terrain attribué au curé pour le donner à l'instituteur 89
- Peut-on prendre sans formalité, pour un chemin, une partie du jardin du presbytère 210
- Peut-on empêcher l'exécution d'un décret présidentiel obtenu déloyalement, ordonnant distraction d'une partie du jardin presbytéral pour un gymnase scolaire 268
- Un curé est-il dans son droit en s'opposant à ce qu'on distraie quelque partie de l'enclos du presbytère qui comprend un hectare 282
- Art. 9 de la loi du 18 octobre 1790 concernant les jardins des presbytères 341
- Réparations au jardin curial. Qui doit en supporter les frais 463
- Juillet (14).** — Fête civile du 14 juillet : services religieux, églises, presbytères, cloches 316
- Lampe.** Un curé peut-il ne pas consentir au don d'une lampe que la donatrice veut placer devant l'autel de la sainte Vierge 610
- Leçons de couture.** — Qui doit payer les leçons de couture données aux enfants 14
- Leçons de latin.** Un prêtre sans titre universitaire peut-il donner des leçons de latin 199
- Légataire universel.** — Un légataire universel chargé d'acquitter un legs pieux, perd-il son droit par un délai mis par lui à donner son acceptation 305
- Legs.** — Lorsqu'un immeuble est légué à la fabrique, est-il nécessaire que l'immeuble soit vendu pour le prix être placé en rente sur l'Etat 51
- Que penser de la manière d'agir d'un curé, qui ayant reçu en legs, des sommes destinées à être employées par lui à l'achèvement de l'église, les a, en attendant, placées dans une entreprise particulière avec le concours du trésorier de la fabrique 87
- Deux fabriques peuvent-elles, par économie, se réunir pour la demande du consentement des héritiers ? Doit-on demander d'autres consentements que celui de l'héritière universelle 158
- La fabrique doit-elle se faire autoriser pour un legs avant le décès de l'usufruitière 158
- Quels droits paient les legs faits aux églises 246
- Que faire pour l'acceptation d'un legs à l'église dans une paroisse où l'on n'a pu depuis trois ans constituer une fabrique. Le legs pourrait-il être fait à la cure 271
- Un legs à charge de messes est-il soumis à l'autorisation 555
- Doit-on payer les droits pour une somme léguée pour acquitter des messes 609
- Quel est le meilleur moyen pour un curé âgé d'assurer aux congrégations de sœurs enseignantes et gardes-malades des immeubles qu'il a achetés pour elles 610
- Si la fabrique renonce à un legs en faveur des pauvres, les héritiers sont-ils tenus en conscience d'accomplir les intentions du légataire 672
- Lettre de change.** — Peut-on assurer par une lettre de change le recouvrement d'une somme que l'on veut donner après sa mort sans la faire figurer sur le testament 436
- Loi scolaire.** — La loi du 28 mars 184
- Loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire : Commentaire à l'usage des pères de famille, des instituteurs, des maires et des

- membres de commissions scolaires. 411
- La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire. Commentaire (suite). 423
- Circulaire ministérielle du 28 septembre relative à l'application de la loi du 28 mars . . . 470
- Résistance à la loi de malheur 197
- Un père de famille peut-il déclarer d'abord qu'il donne lui-même l'instruction à ses enfants, puis obliger l'instituteur à les recevoir dans sa classe 655
- De la gratuité, de l'obligation et de la laïcité scolaires, qu'est-ce qui est passé à l'état de loi 51
- Lycée.** — Une personne qui réunit dans un local pour les diriger, des élèves suivant les cours d'un lycée, doit-elle être assimilée à un directeur d'établissement 590
- Maire.** — A quel tribunal appeler le maire qui refuse de mandater l'indemnité votée et approuvée pour la première messe du dimanche . . . 271
- Le maire peut-il se faire représenter au conseil de fabrique par son adjoint. 293
- Le maire peut-il refuser à l'église sa place traditionnelle et s'en adjuger une autre. . . 351
- Le curé pourrait-il poursuivre le maire qui voulant mettre la main sur lui a fait forcer la serrure de l'église et celles des deux cristies 672
- Maison vicariale.** — Pour se maintenir en possession d'une maison vicariale non aliénée à la révolution, puis affectée à une école, libre d'abord, et depuis communale, la fabrique peut-elle s'appuyer sur le cadastre qui la lui attribue, sur les réparations qu'elle y a faites et sur les baux qu'elle a passés . . 671
- Mandat.** — La fabrique doit-elle délivrer sur papier timbré, un mandat pour rentes dues à la fabrique par la commune. 256
- Mariage.** — Le prêtre qui remplace le curé pour un mariage, a-t-il droit à l'honoraire entier marqué pour le célébrant 319
- Un mariage de nuit est-il office public? Le curé peut-il tenir la porte de l'église fermée jusqu'au moment du mariage? Peut-on attaquer devant un tribunal, les auteurs de troubles à cette occasion 353
- Les femmes peuvent-elles être témoins au mariage 410
- Un curé pourrait-il être inquiété civilement pour avoir béni le mariage d'un autrichien et d'une italienne domiciliés dans sa paroisse. . 572
- Médecine.** — Conduite à tenir par un curé qui s'occupe de médecine; avis du conseil d'Etat et lettre de M. le ministre de l'instruction publique à ce sujet. 389
- Mémoires.** — La comptabilité d'une fabrique serait-elle en règle, si les mémoires n'avaient pas été rédigés sur papier timbré du 15 janvier 1880 au 15 septembre 1881. 125
- Les mémoires remis aux fabriques sont-ils soumis au timbre de dimension? Y a-t-il quelque moyen légal d'échapper à cette servitude dispendieuse 159
- Messes (Honoraires).** — Un vicaire qui a suffisamment de messes rétribuées à 2 fr. dans l'annexe, peut-il exiger 2 fr. pour celles dites dans la paroisse, alors que le tarif diocésain les fixe à 1 fr. 50. . 629
- Militaires.** — Est-on obligé de fournir la paille aux militaires cantonnés dans les habitations pendant les grandes manœuvres 401
- Notaire.** — Une fabrique peut-elle contraindre un notaire à donner expédition d'un acte qui l'intéresse . 148
- Novice.** — Quelle est la situation, au point de vue légal, d'un jeune novice expulsé, subissant le sort cette année 255
- Noyers.** — A qui appartiennent les noyers plantés autour de l'église, sur un ancien cimetière . . . 351
- Offrandes.** — A qui appartiennent les offrandes faites par les fidèles qui viennent vénérer des reliques, les quêtes et offrandes faites à l'occasion de bénédiction de cloches 161
- Un curé démissionnaire devenu aumônier, doit-il au vicaire chargé de l'intérim, une part proportionnelle des offrandes qu'il a reçues pour des prières en faveur des défunts . 691
- Outrage.** — Y a-t-il outrage à dire « la femme du curé » pour sa domestique 365
- Ouvroirs.** — Les ouvroirs sont-ils soumis aux formalités des écoles et des asiles 183
- Quelles formalités sont nécessaires pour l'ouverture d'un ouvroir 692
- Parrain.** — Peut-on inquiéter un curé qui a refusé pour parrain un homme qui n'est marié que civilement. 51
- Patente.** — Peut-on imposer une patente au loueur de chaises de l'église. 222
- Un directeur de pensionnat primaire est-il tenu de payer une patente? sur quelles bases s'établit-elle. 610
- Pavé.** — A qui appartiennent les pierres d'un pavé de l'église remplacé par un autre? La fabrique a-t-elle pu les employer à paver les allées du presbytère 572
- Pensionnat.** — Quelles formalités sont à remplir pour avoir un pensionnat de jeunes filles? Quelle quantité d'air est nécessaire dans les dortoirs . . 40
- Permis d'inhumer.** — Quand on a le permis d'inhumer, peut-on faire la levée du corps avant l'expiration des vingt-quatre heures 591
- Pharmacie.** — Un curé peut-il, sans se compromettre, avoir une petite pharmacie, pour venir en aide aux nécessiteux. 328
- Pigeons.** — A qui appartiennent les pigeons qui viennent nicher sur les voûtes de l'église . . . 292
- Plantation.** — Un curé sortant d'une paroisse peut-il enlever ce qu'il a planté ou établi dans le presbytère? Rectification. 41
- Police correctionnelle.** — Peut-on traduire un prêtre en police correctionnelle pour avoir frappé des enfants au catéchisme? un enfant qui aurait insulté un prêtre 282
- Porche.** — Le maire peut-il, malgré le curé, autoriser un boucher à établir son étal le dimanche, sous le porche d'une église. 221
- Porte.** — La fabrique peut-elle ouvrir dans l'église une porte de communication 29
- Un curé a-t-il besoin d'autorisation pour mettre à ses frais une porte dans une brèche laissée à la clôture du presbytère avant l'abattage d'un noyer mort 221
- La fabrique peut-elle, sans autorisation, ouvrir au mur de l'église, une ancienne porte murée, la dépense étant légère 222
- Un curé, achetant une maison voisine du presbytère, peut-il rouvrir une porte condamnée entre les deux maisons, avec le seul consentement de la fabrique, s'engageant du reste, s'il part, à remettre les lieux en l'état . . . 439
- Predication.** — Est-ce au juge de paix ou au conseil

- d'Etat qu'il appartient de connaître d'une accusation intentée à un prêtre pour des paroles prononcées en chaire 171
- Presbytère.** — Cinq particuliers font construire un presbytère qu'ils veulent remettre à la fabrique : quel est le moyen le plus sûr pour éviter tout danger de spoliation 113
- Le curé et quatre autres personnes ont élevé une cure à leurs frais; quel moyen prendre pour l'assurer à sa destination, sans que les héritiers puissent la revendiquer 255
- Un curé peut-il décharger sa responsabilité en disant au maire devant témoins, les dangers que court le presbytère, faute de réparations 246
- Peut-on empêcher un voisin brouillon d'entasser du bois contre les murs du presbytère 257
- Un presbytère ayant été légué, et accepté en bonne forme, à la commune, à condition que la commune supporterait l'impôt des portes et fenêtres, le curé à qui on le fait supporter depuis bien des années, peut-il s'en faire décharger 691
- Presbytère. Désaffectation. Jurisprudence nouvelle 485
- Dégénération survenues dans un presbytère après réception des travaux 497
- Entreprises illégales du maire sur le presbytère condamnées par les tribunaux 547
- Prestations.** — Un curé peut-il être exempté des prestations 331
- La loi concernant les prestations, s'applique-t-elle aux curés 402
- Les curés sont-ils soumis à la loi sur les prestations 633
- Prêt.** — La fabrique peut-elle conserver une somme de 1.500 fr. prêtée par une bienfaitrice de l'église, qui n'a jamais rien réclamé du principal ni des intérêts et n'en a fait aucune mention dans son testament 632
- Protestants.** — Y a-t-il une loi déterminant le nombre de dessidents nécessaire pour qu'ils aient le droit d'avoir un temple? Le conseil municipal est-il obligé de voter les fonds pour la construction? Peut-il y faire opposition 672
- Protestation.** — Formule de protestation contre la loi du 28 mars donnée par la société générale d'éducation et d'enseignement 350
- Quête.** — Le curé qui a fait dans son église une quête pour les pauvres, est-il tenu de la remettre intégralement au bureau de bienfaisance 158
- Le curé, exclu du bureau de bienfaisance, peut-il conserver pour ses pauvres, le montant des quêtes faites par ses ordres et des offrandes versées au tronc dans son église 235
- Rentes.** — Faut-il convertir en rentes nominatives un placement de fonds fait en rentes au porteur par la fabrique à ce autorisée 64
- Une rente destinée à être distribuée aux pauvres par le curé est représentée par un titre au porteur : comment assurer contre les accidents possibles ce titre de rente? Peut-on le convertir en titre nominatif 88
- Comment faire pour renouveler un titre de rente datant de 50 ans, hypothéqué sur deux parcelles de terrain 199
- Un débiteur grevé d'une rente de 75 fr. en faveur d'une fabrique, peut-il obliger celle-ci à accepter 1.500 fr. de capital 281
- Une inscription de rentes sur l'Etat léguée à la fabrique, n'ayant pas été renouvelée, comment obtenir le paiement de cette rente 282
- Rentes viagères.** — Quelle est la société financière la plus sûre pour se créer des rentes viagères 77
- Réparations.** — Le curé qui s'est procuré les fonds nécessaires pour la réparation de l'église, peut-il agir d'accord avec le maire et le conseil sans l'autorisation de l'administration supérieure 148
- Une fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour employer à des réparations urgentes un boni de 2,000 francs 305
- La commune peut-elle, sans prendre l'avis de la fabrique ou de l'autorité ecclésiastique, employer à sa guise des sommes léguées à elle pour réparations à l'église 305
- Une fabrique peut-elle faire des réparations au presbytère, se montant à 350 fr., sans l'approbation du conseil municipal, par voie économique? — Que faire si le conseil municipal s'y oppose 593
- Ruches.** — Les ruches se trouvant sur un terrain légué à la fabrique, appartiennent-elles à celle-ci 51
- Sacristain.** — Le sacristain est-il obligé d'enterrer gratuitement les indigents, de les ensevelir et de veiller auprès du corps 136
- Salimbanque.** — Un maire peut-il autoriser un salimbanque à se placer sur le chemin de ronde de l'église 30
- Scellés.** — Peut-on et par quels moyens éviter l'apposition des scellés après le décès d'un curé 436
- Secours de la commune.** — La commune doit-elle venir au secours de la fabrique dont le budget est en déficit 233
- Peut-on exiger de la commune qu'elle répare le toit de la sacristie, la fabrique manquant de ressources 234
- La fabrique s'étant engagée à fournir un appoint jugé nécessaire pour la reconstruction du presbytère par la commune, celle-ci peut-elle exiger que la fabrique lui remette une somme non dépensée pour en user comme elle l'entendra 304
- Comment doivent procéder les fabriques en défaut de ressources, pour forcer les communes à faire les frais nécessaires de réparations et constructions d'église 555
- Sépulture.** — A qui appartient une somme de 4 francs donnée par l'hospice de B... pour l'inhumation d'un enfant assisté mort chez son patron 209
- Le curé peut-il, malgré le maire, maintenir l'usage de porter à découvert les morts au cimetière 270
- Un maire peut-il arbitrairement avancer l'heure des funérailles et peut-on dresser procès-verbal contre le curé qui fait l'inhumation à l'heure demandée par la famille 306
- Le délai de 48 heures est-il de rigueur pour l'enterrement en cas de mort subite 690
- Sépulture privée.** — Quelles démarches à faire pour avoir une sépulture dans ses propriétés? Comment s'y prendre pour obtenir un permis d'exhumation 183
- Service militaire.** — Un jeune homme atteignant 21 ans le 24 juin, et son père 69 ans le 18 juin, sera-t-il exonéré du service militaire 401
- Société générale.** — Y a-t-il des formalités à remplir pour qu'une action de la Société générale de Librairie catholique passe à la sœur légataire du possesseur actuel à son décès 139

Sonneur. — En cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, peut-on obliger la commune à payer le sonneur	136
Souscriptions. — Le produit des quêtes ou souscriptions organisées dans une commune par une société de personnes privées dans un but philanthropique, constitue-t-il une propriété communale? Les personnes privées qui auraient utilisé ces souscriptions, peuvent-elles être forcées à en rendre le montant? La participation d'un maire, <i>ut singulus</i> , à l'organisation de ces souscriptions, suffit-elle pour les faire passer entre les mains de la commune	330
— Un curé peut-il, sans l'autorisation du maire, ouvrir une souscription pour réparations à l'église? Peut-il, la somme nécessaire réunie, forcer le conseil municipal à remplir les formalités nécessaires à la formation du dossier	375
Spécimens. — Peut-on disposer des paquets spécimens envoyés par des industriels	349
Tarif. — D'après quel tarif, messe haute ou messe après convoi, doivent se régler les honoraires d'une messe ajoutée sur la demande de la famille à l'office de la sépulture? Doit-on se conformer à l'heure indiquée par le maire sur le permis d'inhumation	400
Testament. — Comment s'assurer qu'un testament olographe contient un legs en faveur de l'église, si le légataire ne dit mot	282
Timbre. — A qui incombe le timbre de 10 centimes qui doit être apposé sur les quittances reçues ou données par la fabrique	63
— Timbre de dix centimes. Quittance. Droit du débiteur de le refuser	509
Traite. — Une traite arrivée à l'ancien domicile d'un vicaire, peut-elle être protestée sans avoir été présentée au domicile nouveau	29
Traitement. — Retenue illégale et arbitraire des traitements ecclésiastiques	553
— Sous prétexte qu'un curé est hostile au gouvernement, peut-on lui retrancher légalement son traitement	461
— Quels sont les recours d'un curé contre la suppression administrative de son traitement	591
Travaux. — Circulaire P. Bert sur les travaux à exécuter dans les églises et les presbytères	75
Trésorier. — Le curé ou un tiers peut-il se charger, au nom du trésorier, de la comptabilité de la fabrique	16
— Quel serait le moyen de mettre en ordre les affaires d'une fabrique dont le trésorier de fait n'a suivi aucune règle	220
— Un trésorier de fabrique ayant, de son chef, construit dans une chapelle, une décharge qui nuit à l'église, ne peut-on pas la faire disparaître? Qui doit supporter les frais	257
— Un trésorier de fabrique volé par des malfaiteurs, peut-il être déchargé par l'évêque	690
Tribunal des conflits. — Un jugement du tribunal des conflits. Jardin d'un presbytère. Travaux communaux à exécuter. Formalités non remplies. Bris de clôture. Violation de domicile. Citation en police correctionnelle. Déclinatoire de compétence. Faits personnels. Autorité judiciaire régulièrement saisie	450
Tribune. — Le curé peut-il, de son chef, tenir fermée une tribune de l'église	88
Urinoirs. — Comment faire disparaître des urinoirs publics adossés aux murs du presbytère, placés par la commune sans que la fabrique ait été prévenue	271
Vicaire. — Un vicaire qui fait une absence notable, est-il tenu de laisser sa chambre à la disposition du curé	15
— Etant donné que la commune fournit un logement aux vicaires et qu'un vicaire peut habiter sa propre maison, qui peut disposer de la maison louée par la commune pour le vicaire? Ce vicaire a-t-il droit à une indemnité	89
— Le vicaire à qui la commune refuse le traitement, peut-il actionner en justice le conseil municipal? Peut-il réclamer des intérêts pour le passé	137
— Quel minimum de traitement doit à un vicaire la commune ou la fabrique d'une paroisse de moins de 5,000 âmes	423
— Des vicaires peuvent-ils forcer leur curé à les faire prêcher autre chose que les sermons des vêpres	609
— Un vicaire qui n'a reçu de la commune que 250 fr., peut-il réclamer le surplus jusqu'à concurrence du minimum de 300 francs	631
Vigne. — Un curé peut-il, malgré le conseil municipal, conserver la jouissance d'une vigne affectée au presbytère depuis cinquante ans	608
Vitraux. — Quelles formalités sont à remplir pour remplacer à l'aide de dons volontaires les vitraux d'une église	13

HISTOIRE ET VARIÉTÉS

Articles organiques. — Texte	53, 65, 78, 90, 102, 114
— Annotations	53, 65, 78, 90, 102, 114
Budget des cultes. — Aperçu général	139
— I. Le clergé de France avant 1789	149
— II. Spoliation du clergé. Les dîmes	162
— III. La question des indemnités	173
— IV. Religieux et religieuses	186
— V. Le salaire du clergé est une dette inviolable de l'Etat	222
— VI. Histoire d'un budget de curé	258
— VII. Instituteurs et curés	342
— VIII et IX. Conclusion	354, 365
Chant liturgique. — Congrès européen de chant liturgique tenu à Arezzo, du 11 au 15 septembre 1882	475
— Programme	486
— Travaux du congrès	487
— I. Etat actuel du chant liturgique	487
— II. Etat primitif et phases successives par lesquelles a passé le plain-chant	498, 509
— III. Moyen de préparer et de développer une amélioration du chant liturgique	511
— IV. Accompagnement du plain-chant	511
— V. Vœux émis par le congrès	522
Concordat. — Etude sur le concordat (Voir l'Ami du clergé, 1881)	16
— V. Publication du concordat le jour de pâques 1802	16

— VI. Pie VII et le concordat	17
— Le texte du concordat et annotations	30, 42
Congrégation. — Jugement établissant la validité des engagements privés, entre eux, des membres d'une congrégation non autorisée	427
Eglises. — Les églises et le 14 juillet	378
François d'Assise. — Centenaire de saint François d'Assise	573, 594, 613, 634

Ligue d'enseignement. — Ses origines, son développement, but, condamnation	693
Loi scolaire. — Comment les pères de famille peuvent résister à la conspiration dirigée contre l'âme de leurs enfants	427
Œuvres sacerdotales. — Association des prêtres adorateurs	126
— Œuvre de la messe réparatrice	127

COURRIER DE L'UTILE

Aconit. — Son emploi	576, 636
Allumettes. — Manière de fabriquer les allumettes chimiques	404
Angélique. — Manière de confire l'angélique	355
Anisette. — Méthode pour faire l'anisette	440
Arbres. — Les plaies des arbres	332
Arnica. — Son emploi	576
Artichauts. — Recette pour les conserver	440
Asperge. — Culture de l'asperge	128
Badigeonnages. — Mélange de couleurs et moyens de s'en servir pour badigeonnages	20
Bas. — Les bas de laine	556
Beurre. — Les falsifications	271, 295
Bière (la).	307
Blanchissage. Le blanchissage à la vapeur et les machines employées à cet effet	115
Boiseries. — Nettoyage des boiseries vernies	152
Bouchons. — Moyen de détruire les vers qui s'engendrent dans les bouchons	392
Bougie. — Recette pour enlever les taches de bougie sur des candélabres dorés ou vernis, sur les vêtements sacerdotaux	92, 103
Bronchite. — Remèdes contre les bronchites et les extinctions de voix	104
Brou-de-noix (le).	464
Bryone (teinture de). — Contre la pleurésie	636
Cacao (le).	464
Camails. — Moyen de les empêcher de jaunir	590
Carême. — Recettes pour un dîner de carême	140
Chaises (les).	259, 320
Champignons. — Manière de distinguer les bons des mauvais	536
Chaussures (les).	211
Cheveux. — Manière de les faire noircir et pousser	367
Chicorée. — Recette pour la conserver	576
Cirage. — Recette pour faire le cirage	236
Cire. — Manière de faire les chandelles avec la vieille cire	404
— Manière d'enlever des meubles les taches de cire	596
Confitures.	356
Conserves. — Recettes pour faire les conserves de pois et de haricots	403
Cors. — Remède contre les cors aux pieds	392
Cristaux. — Raccouragement des cristaux	152
Cuisine. — Recette de cuisine	68
— Nettoyage des ustensiles de cuisine	524, 535
Cuivre. — Recette pour vernir le cuivre	91
Dahlias. — Moyen de conserver aux dahlias panachés leur bigarure	368
Dents. — Traitement de leurs maladies	187, 200
Eau. — Manière de purifier l'eau	536
Epinards. — Recette pour les conserver	576
Escarlots. Manière de recueillir la graisse des escarlots rôtis	320

Estomac. — Remède contre le mal d'estomac	488
Fourmis. — Fourmis dans les meubles	152
— Recette pour détruire les fourmis au pied des arbres	236
Fleurs. — Manière de conserver des bouquets de fleurs naturelles	440
Gravures. — Blanchiment et nettoyage des gravures	43
— Nettoyage des gravures tachées d'encre et de rouille	488
Huile (l'). — Ses falsifications	615
— Manière d'empêcher l'huile de rancir	536
Huile de foie de morue.	223, 236
Huile d'olive (l').	656
Ivoire. — Recette pour blanchir l'ivoire	236
Jambon. — Le jambon de pâques	176
Laine. — Nettoyage des vêtements de laine	152
Lapereau. — Manière d'accommoder un lapereau au blanc	536
Lapin. — Chasse au lapin sans furet	488
— Elève des lapins	500
— Manière d'accommoder le lapin	512
Liqueur. — De fleurs d'orangers	464
— Des quatre fruits	464
— De noyaux	464
Lupins. — Les infusions de lupin sont-elles dangereuses	320
Mastic. — Mastic pour souder les marbres, faire les scellements, raccommoder la porcelaine	20
Marbre. — Autels en marbre tachés	152
Métaux. — Recette pour nettoyer les métaux	92
Noir. — Couleur noire des vêtements et des ornements remise à neuf	152
Oufs. — Les œufs de pâques	176
Orange. — Manière de confire l'écorce d'orange	356
Oseille. — Recette pour la conserver	576
Parquets. — Encaustique pour les parquets	152
— Manière d'enlever les taches d'encre	320
— Cirage économique pour parquets	476
Pâtisserie. — Recettes de pâtisserie commune	696
Pêche. — Manière de fabriquer les instruments de pêche	415
Peintures. — Moyens de neutraliser l'odeur des peintures récentes	19
— Peinture des meubles de bois blanc	152
Poivre (le).	380
Polycopie. — Recette pour reproduire dessins et écritures en plusieurs exemplaires	439
Pommade camphrée (la).	476
Pommes de terre. — Recette pour avoir pendant l'hiver des pommes de terre nouvelles	636
Porcelaine. — Moyen de la percer	367
Portes. — Taches sur les portes	152
Prunelle (la).	464
Punch au rhum (le).	452
Puces. — Moyen de détruire les puces	368

Quinquina. — Vin de quinquina.	224. 236
Raspail (le).	452
Ratafia d'angélique.	452
Saucisse. — Recette pour la faire.	92
Savon (le).	31
Soie. — Moyen de nettoyer la soie noire des orne- ments sacerdotaux.	488
Souris. — Moyen de dépeupler les églises des souris.	104
Statues. — Moyen de conserver les statues exposées à l'air.	20
Tableau. — Manière de peindre en noir un tableau pour le calcul.	392
Taches d'huile. — Recette pour enlever les taches d'huile des vêtements, des planchers.	596. 404
Teigne. — Destruction des mites et teignes.	344

Terreau (le).	428
Vanille (la).	464
Velours. — Recette pour nettoyer les collets de velours.	403
Vernis. — Vernis pour préserver le fer de la rouille.	19
Vespéto (le).	452
Vêtements. — Etoffes pour vêtements ecclésiastiques	55
Viande. — Conservation pendant l'été.	284
Vipère. — Remède contre la morsure.	247
Vins. — Collage et mise en bouteille des vins.	79
— Manière de les vieillir.	368
— Vins de raisins secs.	163. 320
— Manière de fabriquer le vin de cerises et de groseilles.	356
Voix. — Moyen d'éclaircir la voix.	392
Vue. — Conservation de la vue.	675

REVUE LITTÉRAIRE

Demandes et Réponses

SUR LES QUESTIONS SUIVANTES

	N ^o
Académie. — Existe-t-il un recueil des discours académiques.	3
Apostolicæ Sedis. — Ouvrages sur la Constitution	8
Biblia sacra. — Indiquer une bible annotée en un seul volume portatif.	48
Bible (Qu'est-ce la). — Ouvrage pour des protes- tants.	7
— Existe-t-il une édition de la Bible en petit format.	48
— Existe-t-il une édition du <i>Novum Testamen- tum</i> grec même format.	48
Cailleau. — Traité des dispenses. Ouvrage très-rare	13
Catéchisme. — Indiquer un recueil de dialogues sur les fêtes, pour les enfants du catéchisme.	43
Confrérie de la sainte Vierge. — Ouvrages qui don- nent des renseignements pour l'établir.	43
Dictionnaire. — Quel est le meilleur dictionnaire de poche.	3
Dupiney de Vorepierre. — Que penser de son dic- tionnaire universel.	48
Encyclopédie. — Existe-t-il une encyclopédie sur la menuiserie, la charpente.	35
Encyclopédie du XIX ^e siècle. — Combien elle a de volumes.	3
Epistolier latin de M. l'abbé Lesur.	3
Évangiles. — Recueil d'instructions sur les évan- giles.	10
Gavantus. — Ouvrage très-rare.	10
Guizot. — Un catholique peut-il lire son histoire de France.	48
Histoire de France. — Quelle est la meilleure petite histoire de France.	35
Histoire sainte. — Comment se procurer à bas prix une bonne histoire sainte.	48
Laroussé. — Valeur de son dictionnaire.	3
Lhomond. — Sa doctrine chrétienne.	16
Lieux saints. — Volumes à lire à l'occasion du péle- rinage.	9
Loudun (Eugène). — Le bien et le mal. Volumes parus.	8
Méditation. — Quel est pour le prêtre exerçant le ministère le meilleur livre de méditation.	48
Petit (J.A.). — Son histoire contemporaine.	6

Platon Polichinella. — Où trouver cet ouvrage.	46
Pothier. — Valeur de son ouvrage : les mélodies grégoriennes.	7
Rorhbacker. — Où en est la publication de son his- toire de l'Eglise.	35
— Quels moyens employer pour se procurer son histoire universelle de l'église.	48
Schouppe. R. P. — Manuel des directeurs de congré- gations.	7
Semaines Liturgiques par Guillaume Durand.	7

Bibliographie

LIVRES

Anglade (Jules). — Le poison civique, maçonnique et obligatoire.	24
— Le poison civique.	42
Arminjon (l'abbé). — La fin du monde présent et les mystères de la vie future.	33
Avesne (D'). — Devant l'ennemi.	1
Bagnol (l'abbé). — Cours d'instructions religieuses.	45
Bellaigue (M ^{me} Louise de). Nos américains.	5
Blanc (Hippolyte). — Lectures sur la géographie in- dustrielle.	32
Blavignac. — La cloche.	40
Boué (R. P.). — Eucologe des jeunes personnes.	23
Boutard (l'abbé). — Les grandes antiennes de l'Avent	48
Brettes (l'abbé). — Questions contemporaines.	10
Ricard (Mgr). — Lamennais.	40
Broeckkaert (P. S. J.). — L'avent.	48
Brucker. — Les docteurs du jour.	26
Buet (Charles). — Le prêtre. Drame.	1
— Scènes de la vie cléricale.	6
— La reine des îles africaines.	39
— La dîme, la corvée et le joug.	37, 43
Cartier (Etienne). — Les moines de Solesmes.	33
Caussette (R. P.). — Le bon sens de la foi.	3
— Entretiens avec Marthe.	28, 32, 48
Chabauty (l'abbé). — Les Juifs nos maîtres.	47
Chauveau (R. P.). — Au service du pays.	1
Chaudé (l'abbé). — Botanique descriptive.	36
— La théologie des plantes.	36, 48
Collas (Léon). — Traduction de l'histoire de la phi- losophie par Conti.	25

Corblet (l'abbé Jules). — Histoire dogmatique, liturgique et archéologique du baptême . . .	35, 36, 37
Dallet (l'abbé Ch.). — Histoire de l'église de Corée . . .	39
Daniel (P. Charles). — Le mariage chrétien et le code Napoléon . . .	26
David (l'abbé). — Qu'est-ce que la Bible . . .	42
Didierjean (R. P.). — Elèves des Jésuites . . .	29, 48
Dosse (R. P. Ad. de). — Pensées et conseils offerts aux jeunes gens . . .	25
Dufresne de Beaucourt. — Histoire de Charles VII . . .	49
Duval. — Le catholicisme et le protestantisme devant les Faits . . .	18
Féval (Paul). — Contes de Bretagne . . .	2
— La première aventure de Corentin Quimper . . .	1
— Les merveilles du Mont Saint-Michel . . .	1
— Liste de ses Œuvres nouvelles . . .	50
— Pas de divorce . . .	26
Fournier (l'abbé). — Du rôle de la papauté dans la société . . .	4, 14
Gallifet (R. P. de). — Excellence de la dévotion au Cœur adorable de Jésus . . .	20
Gassiat (Mgr). — La fausse conscience . . .	29
Gastan (l'abbé Em.). — Les origines du christianisme . . .	3
Gauthier (Léon). — Les épopées françaises, 4 ^{me} volume . . .	19
— Œuvres poétiques d'Adam de Saint-Victor . . .	41
Grange (Jean). — L'ingrat . . .	11
— Le temps de Noël . . .	48
Guéranger (Dom). — L'Avent . . .	48
Hairdet. — Le parti de la liquidation sociale . . .	44
Herbert (Lady). — L'Algérie contemporaine illustrée . . .	1
Hurdebise (l'abbé). — La vie de Notre-Seigneur . . .	41
Isoard (Mgr). — Le mariage . . .	26
Jacquot (Victor). — L'éducation dans la famille . . .	26
Kernaeret (Mgr de). — Les origines . . .	3
Lama (Charles de). — Bibliothèque des écrivains de la Congrégation de Saint-Maur . . .	30
Lambert (Ed.). — Le déluge mosaïque . . .	3
Lander (Jean). — Le chemin de la vie . . .	32
Landriot (Mgr). — Sermons à des religieuses . . .	40
Lefebvre (Paul). — Du divorce . . .	26
Lemoine (Henri). — L'hérédité royale . . .	31
Leurin (R. P.). — Jésus modèle . . .	10
Lorgues (Roselly de). — Christophe Colomb . . .	32
Loudun (Eugène). — Le peuple sous l'ancien régime . . .	12
Maisonnewe. — 1893. Mœurs de demain . . .	27, 31
Marc (M. l'abbé). — Petit manuel liturgique . . .	26
Maricourt (Comte de). — Bible et Préhistoriens . . .	30
Marocco. — La femme ennoblée par l'Evangile . . .	26
Maugère (M. l'abbé). — Notions générales sur la liturgie . . .	26
Meignan (Mgr) — Le monde et l'homme primitif selon la Bible . . .	3
— Les Evangiles et la critique au XIX ^e siècle . . .	8
Méric (l'abbé Elie). — L'autre vie . . .	20
Mir (R. P. S. J.). — Accord de la science et de la foi . . .	44
Moriset (l'abbé). — L'Année apostolique . . .	9
— Le Christ avant Bethléem . . .	48
Mouchard (l'abbé). — Les fêtes de catéchisme . . .	25
Mougeot (l'abbé). — Vie du bienheureux Jean-Baptiste de Rossi . . .	13
Nicolay (Fernand). — Le divorce . . .	26, 27
Ozanam (Mgr). — La femme chrétienne et la société moderne . . .	26
Oury (Augustin). — La religion catholique . . .	3
Pallard. — Recueil de tiers-ordres . . .	40
Panhélux (l'abbé). — La divinité de Jésus-Christ dans la primitive Eglise . . .	38
Pauthe (l'abbé L.). — Sainte Marcelle . . .	33
Perigaud (l'abbé). — Cécilia ou une héroïne des	

catacombes . . .	13, 31
Petit. — Histoire contemporaine de la France . . .	45, 46, 47
Plasse (l'abbé F. A.). — Souvenirs illustres du pays de sainte Thérèse . . .	38
Poli (Oscar de). — Histoires du bon vieux temps . . .	4
Raime (de). — Le prix de la foi . . .	19
Regnaud (l'abbé). — L'enchriridion du catéchiste . . .	18
— La somme du catéchiste, 1 ^{re} et 2 ^e partie . . .	41
— Les catéchèses . . .	41
Rohrbacher. — Histoire universelle de l'Eglise catholique . . .	45, 46, 47
Rolland (l'abbé). — Le Paradis sur terre . . .	8, 20
— Les instructions dominicales de l'Ami du clergé . . .	52
Sauzet. — Le mariage civil et le mariage religieux . . .	26
Scotti (Mgr). — Le médecin chrétien . . .	5
Séphardsy. — Missel poétique . . .	26
Turinaz (Mgr). — Le courage chrétien à l'heure présente . . .	19
Ubal (R. P.). — Les trois Frances . . .	46
Verdereau (l'abbé). — La guerre à Dieu . . .	30
Weddingen. — Les éléments raisonnés de la religion . . .	3
— Encyclique de S. S. Léon XIII sur le mariage et le droit domestique chrétien . . .	26
Winterer (l'abbé). — Trois années de l'histoire du socialisme contemporain . . .	34

DIVERS

Appel à toutes les femmes chrétiennes de France

par une mère chrétienne . . .	35
Clergé et ses privilèges (Le) . . .	26
Le Concordat et la proposition Boysset . . .	47
Congrès des œuvres eucharistiques . . .	33
Cours d'histoire moderne p. P. R. S. C. . .	34
Dévotions du siècle (Les) . . .	5, 6, 14
Famille suivant l'Ecriture sainte (La) . . .	26
Hygiène scolaire . . .	39
Petit examen de conscience d'un catholique . . .	34
Recueil de prières et d'œuvres pies auxquelles les Souverains pontifes ont attaché des indulgences . . .	17
Une grande infortune littéraire . . .	50

OUVRAGES SPÉCIAUX

Pour l'Avent et Noël . . .	48, 49
Pour le Carême . . .	6 à 11
Pour les catéchismes . . .	41 à 44
Pour la 1 ^{re} communion . . .	16 à 25
Pour le mois de Marie . . .	13 à 17
Pour le mois de mars . . .	6 à 11
Pour le mois des morts . . .	42 à 44
Pour le mois du Sacré-Cœur . . .	20 à 23

Almanachs pour 1883 :

Almanach historique et patriotique . . .	49, 50
id. de l'Assomption (4 ^e année) . . .	49, 50
id. des Campagnes (3 ^e année) . . .	49, 50
id. d'Arlequin . . .	49, 50
Classiques. Nouvelle collection . . .	2, 3, 39, 41
Femme (La) et la famille . . .	46
Livres d'étrennes (1882) . . .	1
(1883) . . .	49, 50
Revue du monde catholique . . .	12
Comptoir de commission 11, 14, 16, 20, 28, 32, 33, 40, 42, 44, 45, 48, 50	

GTU Library



3 2400 00252 6543

L'Ami du clerge
v.4
1882

CBPaG

v.4
1882

41196

GRADUATE THEOLOGICAL UNION LIBRARY
BERKELEY, CA 94709

